

The background of the cover is a close-up, slightly blurred image of the American flag, showing the stars and stripes in shades of red, white, and blue.

SERGE DENIS

**MOUVEMENTS
OUVRIERS,
PARTIS
POLITIQUES
ET LUTTES
POPULAIRES
AUX ÉTATS-UNIS
1938-2018**

**MOUVEMENTS
OUVRIERS,
PARTIS
POLITIQUES
ET LUTTES
POPULAIRES
AUX ÉTATS-UNIS,
1938-2018**

SERGE DENIS

**MOUVEMENTS
OUVRIERS,
PARTIS
POLITIQUES
ET LUTTES
POPULAIRES
AUX ÉTATS-UNIS,
1938–2018**



**Presses de
l'Université Laval**

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

| **Canada**

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.
We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts.



Conseil des arts Canada Council
du Canada for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

SODEC
Québec

Mise en pages: Diane Trottier
Maquette de couverture: Laurie Patry

Dépôt légal 3^e trimestre 2020
ISBN 978-2-7637-4788-0
PDF 9782763747897

Les Presses de l'Université Laval
www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

TABLE DES MATIÈRES

Sigles principaux utilisés	XVII
Remerciements	XIX
Avant-propos	XXI

PREMIÈRE SECTION L'ACTION POLITIQUE DU SYNDICALISME AMÉRICAIN, DU XIX^e SIÈCLE À 1948

CHAPITRE 1

Les traditions politiques du mouvement ouvrier américain	3
Présentation	3
1. Le développement du syndicalisme moderne	3
2. L'option de la « non-partisanerie »	5
3. Le syndicalisme d'affaires	9

CHAPITRE 2

Le triomphe du syndicalisme industriel: du krach financier de 1929 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale	13
Présentation	13
1. L'impuissance de l'AFL	14
2. La formation du CIO, l'action massive de classe	16
3. Roosevelt et la syndicalisation	21
4. Les gains organisationnels du temps de guerre	31
i. Composition de la main-d'œuvre	32
ii. La puissance du mouvement de classe	34
5. Une topographie renouvelée des rapports sociaux: la conjoncture de l'après-guerre	38
i. La conjoncture de l'après-guerre	42

CHAPITRE 3

Les modèles de l'action politique contemporaine	51
Présentation	51
1. Le renouveau de l'action politique	52

2.	La création de l'American Labor Party	57
i.	Un engagement politique direct	61
ii.	L'entrée des États-Unis dans les hostilités	64
3.	La formation du Political Action Committee en 1943	67
4.	L'aire de rayonnement du syndicalisme: de premiers ressacs	74
i.	L'opération Dixie	75
ii.	Les élections de 1946: des résultats décevants	81
5.	La loi Taft-Hartley et les réactions syndicales	84
i.	Sur la signification du Taft-Hartley Act	94
ii.	Taft-Hartley et l'action politique syndicale	98
6.	Syndicalisme, dynamique sociale et action politique	103
i.	Travail et rapports sociaux	106
ii.	Politique syndicale et «exceptionnalisme»	112
7.	L'AFL, le CIO et la candidature de Harry Truman en 1948	115
i.	La campagne de Harry Truman	117
ii.	La fronde de l'organisation démocrate du Sud	122
8.	L'action politique et la pensée du mouvement syndical	124
i.	AFL et CIO	131
9.	La seconde présidence de Harry Truman	136

DEUXIÈME SECTION LES TRENTE GLORIEUSES AUX ÉTATS-UNIS, ACQUIS SOCIAUX ET POLITIQUES

CHAPITRE 4

L'insertion du syndicalisme américain dans sa société, modes et mécanismes pour la deuxième moitié du xx^e siècle	153
Présentation	153
1. Le retour des républicains à la Maison-Blanche et la problématique d'un <i>labor vote</i>	155
i. Le face-à-face républicains-démocrates et l'intervention syndicale en 1952	155
ii. Le vote ouvrier existe-t-il?	163
Le vote des femmes ouvrières	166
iii. Le besoin politique de l'unité	169
2. Les communistes au ban de la société	171
i. L'exclusion des communistes du syndicalisme	172
ii. La guerre froide des syndicats	177
Joe McCarthy et la classe ouvrière	183

3.	L'idée d'un « accord d'après-guerre »	187
i.	L'analyse du rapport entre le syndicalisme et les institutions gouvernantes.	188
ii.	Le traité de Detroit.	197
4.	Le poids de deux défaites, mais aussi de réels gains sociaux et salariaux.	202
i.	Les besoins du travail salarié: plein emploi et protection sociale.	203
ii.	Type et étendue des acquis sociaux	208
5.	La dynamique nouvelle des rapports sociaux	213
i.	Féminisation de la main-d'œuvre, position des travailleurs noirs et taux de syndicalisation.	216
	Quel avenir pour le syndicalisme américain?	222
ii.	Enquête McClellan et loi Landrum-Griffin, une mise en accusation du syndicalisme?	225
	Le « boulearisme »: quelle signification?	230
6.	La nature du bipartisme aux États-Unis et le syndicalisme	237
	Sur les partis politiques	238
i.	L'analyse des États-Unis.	239
	Le concept des ères partisanes	240
ii.	La cinquième ère partisane	245
	Quelques considérations complémentaires	253
iii.	Le lobbyisme syndical.	258
7.	Le syndicalisme et le Parti démocrate	260
i.	Les caractéristiques du lien entre le mouvement syndical et les démocrates	260
ii.	L'insertion politique du syndicalisme dans la société et la notion de compromis social	264
8.	Institutionnalisation et bureaucratisation: quoi de neuf?	274
i.	L'institutionnalisation du conflit.	275
ii.	La bureaucratie en tant que couche sociale.	280
	Dernières considérations	281
 CHAPITRE 5		
	Un âge d'or pour le syndicalisme américain?	305
	Présentation et contexte historique.	305
1.	La réunification du syndicalisme	308
i.	Philosophie politique et orientation stratégique.	312
	Statuts et règlements de l'AFL-CIO: le positionnement sur les droits civils et la place des femmes dans l'organisation.	317
ii.	L'organisation politique, la fusion de la LLPE et du PAC	322
	L'orientation de la non-partisanerie et ses objectifs.	327
2.	L'élection de John F. Kennedy à la présidence en 1960	334
i.	Le rapprochement de Kennedy et du monde ouvrier	337
ii.	L'intervention des états-majors syndicaux au sein du Parti démocrate	341
	La construction du COPE.	347

3.	Les années Kennedy et le syndicalisme	349
	Les rapports entre les démocrates et le monde ouvrier	350
i.	La syndicalisation des travailleurs publics	353
ii.	La place des femmes travailleuses	358
	Syndicalisme et égalité raciale	359
	Divergences économiques avec la présidence, mais appui à sa politique internationale	361
4.	Les rapports de l'organisation ouvrière avec le Parti démocrate: des modèles régionalement différenciés	367
i.	Descriptions et études spécialisées. Des modèles récurrents? Detroit, Los Angeles, Chicago, New York, etc. Des contributions analytiques marquantes	369
	L'analyse de Fay Calkins: Ohio, Chicago, etc.	370
	Banfield et Wilson: le gouvernement municipal	374
	La contribution théorique de J. David Greenstone: l'élaboration de grands modèles	377
	Les rapports syndicats-parti aux États-Unis, selon J. David Greenstone. Chicago, Detroit, Los Angeles: un modèle comparable au travaillisme?	383
	Depuis l'ouvrage de Greenstone: les apports de Draper, Boyle, etc.; la critique de Valenzuela; la comparaison Grande-Bretagne-États-Unis	392
ii.	Régions et localités: la recomposition ethnoraciale et les coalitions progressistes contemporaines. Detroit, Los Angeles, Chicago, New York	401
	Detroit	402
	Los Angeles	405
	Chicago	410
	New York	413
iii.	Appréciation analytique et conclusion	416

CHAPITRE 6

La décennie de toutes les contestations: la coalition <i>new deal</i> en action	431
Présentation et contextualisation	431
1. La politique de l'AFL-CIO	436
i. Orientation et intervention en politique internationale	439
ii. À nouveau sur la question des droits civils	444
2. De nouveaux mouvements sociaux	452
i. Mouvement noir et marche sur Washington en 1963	453
ii. L'été de la liberté et la formation du Mississippi Freedom Democratic Party	458
iii. Le mouvement de la jeunesse, le refus de la politique des blocs et le développement de la New Left	460

iv.	La relance du féminisme; les femmes et la contestation politique	464
v.	La force du syndicalisme	467
3.	L'AFL-CIO et la présidence Johnson	469
i.	Des liens suivis et enthousiastes	470
ii.	La lutte à la pauvreté et les grandes lois antidiscriminatoires	472
iii.	Les répercussions sur le syndicalisme	475
iv.	Inégalités raciales et conventions collectives	479
4.	Les présidentielles de 1964	481
i.	Course à la nomination, campagnes à la présidence	482
ii.	L'opposition Johnson-Goldwater, une opposition libéralisme vs ultra-conservatisme (gauche-droite)	484
iii.	Le MFDP au congrès démocrate: l'alignement du syndicalisme.	488
iv.	Le MFDP et la transformation du Parti démocrate	490
5.	La « Grande Société » du président Johnson	493
i.	L'AFL-CIO et la section 14b de la loi Taft-Hartley	495
6.	Quelles valeurs pour la société américaine?	497
i.	Qu'en est-il de l'éthique du travail?	498

TROISIÈME SECTION LA DISLOCATION DE L'HÉRITAGE LIBÉRAL

CHAPITRE 7

La décennie de toutes les contestations: la coalition new deal en difficulté (1966-1974)	513
Présentation et historique	513
1. Mouvements sociaux et mouvement ouvrier: l'impasse?	521
i. La jeunesse radicalisée	521
ii. Le mouvement noir, développement de masse et militantisme. Le Black Power, la League of Revolutionary Black Workers	526
iii. Quel type d'éducation? La crise scolaire dans le quartier d'Ocean Hill-Brownsville	540
2. Qu'est-ce que le racisme?	546
i. La segmentation raciale de la population et ses conséquences dans l'univers du travail.	547
ii. L'économisme comme horizon de la pensée syndicale.	556
iii. L'inclusion syndicale des travailleurs noirs	562
iv. Premières conclusions	564
3. Travail, mouvement des femmes et syndicalisme	565
i. Puissance du féminisme et action des femmes travailleuses	567
ii. Répercussions politiques et modes d'intervention	573

4.	Les années 1960 et les rapports employeurs-employés	578
i.	L'action ouvrière, conditions et manifestations	582
ii.	Les « travailleurs publics » ; la grève des postiers en 1970	587
iii.	Les principales actions revendicatrices dans le secteur privé	593
5.	L'opposition à la guerre au Vietnam dans l'AFL-CIO	601
i.	Une classe ouvrière pro-guerre ?	602
ii.	La dissidence interne à l'AFL-CIO ; le différend Reuther-Meany	604
iii.	Des courants syndicaux fermement opposés à la guerre	614
6.	La situation de l'AFL-CIO à la fin de la décennie 1960-1970	618
i.	Un état des lieux par comparaison peu enviable	619
ii.	Jugements sévères à l'encontre de George Meany et de l'AFL-CIO	624

CHAPITRE 8

Les années de transition politique, 1968-1981	639
Présentation	639
1. Une candidature populiste et raciste	642
2. En route vers les présidentielles de 1972	650
i. La stratégie « col-bleu » des républicains et la classe ouvrière blanche	652
ii. L'AFL-CIO devant la nouvelle politique économique du président	656
3. Révolution dans le Parti démocrate	660
i. La résistance hargneuse des dirigeants de l'AFL-CIO et du COPE	665
4. Le syndicalisme et l'affrontement McGovern-Nixon (et Wallace)	669
i. Bilan de l'intervention politique de l'AFL-CIO (1970-1974)	674
5. Sur l'évolution sociopolitique du bipartisme américain	679
i. La participation électorale vs le « désalignement » ?	687
6. Les traits définitoires des partis de gouvernement aux États-Unis, l'influence historique des origines	692
i. L'influence historique des origines	693
ii. Sur la signification du couple « responsable ou fonctionnel »	701
iii. Considérations complémentaires sur le rôle des partis, de la décennie 1970-1980 aux années 2010-2020	708
7. Les partis américains : organisations publiques ou organisations volontaires ?	713
i. Les partis comme agences étatiques ?	715
ii. Un système partisan officialisé	719
iii. Synthèse et conséquences	724
8. Labor, républicains et démocrates	727
i. Le contexte social et politique ; la présidence de Jimmy Carter	729
ii. Une lutte des classes unilatérale et la fin de l'accord d'après-guerre ; création d'une Progressive Alliance	745
iii. Une loi pour garantir l'emploi ?	751

iv.	Les problèmes de l'entreprise Chrysler, les demandes de concessions adressées aux syndiqués	760
v.	L'imbroglie new-yorkais; la présidence Carter et l'idée d'un National Accord	763
vi.	La crise du syndicalisme	780
9.	Les élections de 1980, Reagan et Carter	785
CHAPITRE 9		
	L'ère Reagan contre le mouvement syndical, 1980-1992.	807
	Présentation et mise en contexte	807
1.	Une nouvelle étape	809
i.	Quid de l'histoire du capitalisme?	810
ii.	Classe ouvrière et syndicalisme	817
2.	Le nouveau républicanisme et l'Administration Reagan	826
3.	La présidence en action	834
i.	Orientations et politiques publiques	835
ii.	Le « reaganisme » et les rapports d'emploi	840
iii.	Le ministère du Travail	852
iv.	Un affrontement décisif et ses conséquences	859
4.	Une offensive patronale poursuivie	871
i.	Quelques exemples marquants	871
ii.	La pensée du président Lane Kirkland de l'AFL-CIO	879
iii.	L'état d'esprit des bases syndicales	885
iv.	La résistance des mineurs	895
v.	Le recul de l'action de classe	901
5.	Les réponses du syndicalisme	904
i.	Une « politique industrielle » pour les États-Unis?	907
ii.	Le projet d'un grand coup politique: 1982-1984	911
iii.	La candidature de Walter Mondale à la présidence, analyse d'une défaite	916
iv.	Quelle fut la réponse du Parti démocrate?	925
v.	Jesse Jackson et le mouvement ouvrier	928
6.	Une approche renouvelée pour les syndicats	931
7.	Le Parti démocrate et l'élection présidentielle de 1988	944
8.	La fin peu glorieuse des deux mandats de Ronald Reagan	956
i.	La position de l'AFL-CIO et la campagne de Dukakis	961
ii.	L'analyse des résultats	965
	Démocrates, républicains et organisations syndicales à la fin de la décennie	970

QUATRIÈME SECTION
L'ENTRÉE DANS LE SIÈCLE NOUVEAU, QUEL AVENIR
POUR LE MOUVEMENT OUVRIER DES ÉTATS-UNIS?

CHAPITRE 10

Un syndicalisme « fin de siècle »	993
Présentation et rappel historique	993
1. Le « nouveau républicanisme » et les minorités	995
i. Femmes et emploi	995
ii. Situation de la population africaine-américaine	998
iii. Recomposition ethnoraciale du salariat	999
iv. Nouveau républicanisme et minorité noire: l'explosion de Los Angeles en 1992.	1000
2. Un parti à la gauche des démocrates?	1004
i. L'attrait d'un parti du travail	1005
ii. L'idée d'un parti de gauche et la méthode « fusionniste »	1013
iii. Un parti africain-américain?	1016
iv. Le féminisme et l'objectif d'un nouveau parti	1019
3. Sursaut et rupture?	1022
i. Inégalités et problèmes sociaux	1022
ii. Syndicalisme et guerre froide: l'opposition interne significative à l'orientation officielle	1024
iii. Que font les syndicats?	1032
iv. L'importance de la politique étrangère dans le débat interne à l'AFL-CIO, 1995-2005	1040
4. Les syndicats devant Clinton.	1050
i. L'analyse des préférences électorales.	1054
ii. La candidature de Ross Perot en 1992	1059
iii. La victoire de Bill Clinton	1061
5. La bataille acrimonieuse de l'Aléna.	1066
i. L'affrontement sévère entre la présidence Clinton et le syndicalisme	1066
6. Des initiatives hardies, une orientation problématique: le premier mandat du président Clinton	1069
i. La place des homosexuels dans l'armée	1070
ii. La réforme de l'assurance maladie et de la protection sociale	1071
iii. Le resserrement de la répression des activités criminelles	1078
7. Un contrat républicain avec l'Amérique	1079
i. Une débâcle politique	1081
ii. Le programme de Newt Gingrich	1086
iii. L'assaut du GOP contre le syndicalisme	1088

8. Organisation syndicale et organisation politique: la nouvelle direction de l'AFL-CIO	1091
i. De nouvelles initiatives politiques	1096
9. Les droits du syndicalisme: où en sommes-nous?	1100
i. État de la situation	1100
i. La position des démocrates clintoniens	1104
ii. Une tentative véritable de renouvellement, des expériences prometteuses.	1109
11. La fin du xx ^e siècle: qu'en est-il du syndicalisme aux États-Unis?	1114
i. Salariat et représentativité du syndicalisme	1115
ii. Des contradictions imparables?	1119
iii. L'accentuation de l'engagement en politique.	1123
iv. Newt Gingrich et Ross Perot: derniers tours de piste	1125
v. Qu'a signifié pour Bill Clinton la « troisième voie » Blair-Schroeder?.	1128
vi. Homogénéisation et polarisation politiques: quoi de neuf?.	1132
vii. Inégalités sociales et pérennité du vote syndical, quelques chiffres, 1996-2002	1136

CHAPITRE II

Un nouveau siècle pour le syndicalisme?	1155
Présentation, rappel historique et synthèse.	1155
Des résultats d'élections disputés	1156
L'attaque du 11 septembre 2001.	1158
Marché de l'emploi et concessions syndicales	1158
Schisme dans l'AFL-CIO	1159
Politique extérieure et politique intérieure	1160
Crise financière et orientations gouvernementales	1162
Les présidentielles de 2008	1162
Polarisation droite-gauche, Tea Party et Occupy Wall Street	1163
Exceptionnalisme américain et nouvelles formes d'action sociale	1163
1. Le conservatisme radical au pouvoir	1164
i. Le « conservatisme de compassion »	1166
ii. Régression de l'action de classe	1169
iii. Inégalités sociales et inégalités politiques	1172
iv. La politique de la Maison-Blanche et la constitution du pays.	1176
v. Bonapartisation et syndicalisme	1183
2. Où va le mouvement ouvrier? Éléments d'analyse	1188
i. Faits et chiffres	1193
ii. La charge du Wisconsin	1199
iii. Concessions et nouveaux reculs	1203

3. Schisme à l'AFL-CIO en 2005	1210
i. Des décisions aux suites incertaines: la « Change-to-Win Federation »	1210
ii. La réalisation d'un départ formel: quelle stratégie politique?	1213
iii. Dernières précisions sur l'action politique: élections mitoyennes de 2006	1218
4. Les présidentielles de 2008 et l'élection de Barack Obama	1222
i. Le mouvement ouvrier en ordre de combat	1223
ii. Les secteurs populaires de l'appui à Obama	1227
iii. Le moment d'une ouverture pour le syndicalisme	1229
iv. Les centrales syndicales et la guerre de l'« Obamacare »	1234
v. Appréciation de la présidence Obama	1237
5. Au sujet de la « classe ouvrière blanche »	1239
Les mesures incontournables de la situation du mouvement ouvrier	1255

CHAPITRE 12

Une relance du mouvement ouvrier « par en bas » ?	1267
Présentation	1267
1. Le modèle de l'affrontement entre les bases et les sommets	1269
i. La bataille de Chicago	1272
2. Exaspération, austérité et action directe	1277
i. Detroit, Arizona, Oklahoma, Virginie-Occidentale, Kentucky, Caroline du Nord, etc.	1278
3. La grande secousse californienne	1284
i. Les campagnes <i>poor workers</i>	1285
ii. La Californie du Sud	1292
iii. Le gouverneur Schwarzenegger	1298
iv. La Californie de gauche	1302
4. Bipartisme et action politique ouvrière: Ralph Nader et Bernie Sanders comme révélateurs	1306
5. L'exceptionnalisme américain	1313
i. De nouvelles contributions analytiques	1317
6. L'« exceptionnel » bipartisme des États-Unis	1326
7. La politique ouvrière	1332
Bibliographie des œuvres citées	1343

SIGLES PRINCIPAUX UTILISÉS

ADC:	Aid to Dependent Children
AFGE:	American Federation of Government Employees
AFL:	American Federation of Labor
AFL-CIO:	American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations
ALP:	American Labor Party
AFSCME:	American Federation of State, County and Municipal Employees
ALENA:	Accord de libre échange nord-américain
AFT:	American Federation of Teachers
ACWA:	Amalgamated Clothing Workers of America
AIFLD:	American Institute for Free Labor Development
BCTD:	Building and Construction Trades Department (AFL-CIO)
CIO:	Committee for Industrial Organization, devenu en 1938 Congress of Industrial Organizations
CBTU:	Coalition of Black Trade Unionists
CLUW:	Coalition of Labor Union Women
COPE:	Committee on Political Education (AFL-CIO)
CORE:	Congress on Racial Equality
COSATU:	Congress of South African Trade Unions
C-t-W:	Change to Win (Federation)
CWA:	Communication Workers of America
DLC:	Democratic Leadership Council
DNC:	Democratic National Committee
DRUM:	Dodge Revolutionary Union Movement
EEOC:	Equal Employment Opportunity Commission
EFCA:	Employee Free Choice Act
ERA:	Equal Rights Amendment
FLP:	Farmer-Labor Party (FLP du Minnesota)
HERE:	Hotel Employees and Restaurant Employees
IAD:	International Affairs Department (AFL-CIO).
IAM:	International Association of Machinists and Aerospace Workers
IBT:	International Brotherhood of Teamsters
IBEW:	International Brotherhood of Electrical Workers
ILGWU:	International Ladies' Garment Workers Union

IUD:	Industrial Union Department (AFL-CIO)
IUE:	International Union of Electrical, Radio and Machine Workers (AFL-CIO)
IWW:	Industrial Workers of the World
K of L:	Knights of Labor
LLPE:	Labor's League for Political Education (AFL)
LRBW:	League of Revolutionary Black Workers
LIUNA:	Laborers International Union of North America
MFDP:	Mississippi Freedom Democratic Party
NAACP:	National Association for the Advancement of Colored People
NAGE:	National Association of Government Employees
NALC:	Negro American Labor Council
NAM:	National Association of Manufacturers
NDMB:	National Defense Mediation Board
NEA:	National Education Association (non affiliée à l'AFL-CIO)
NIRA:	National Industrial Recovery Act
NLRA:	National Labor Relations Act
NLRB:	National Labor Relations Board
NOW:	National Organization for Women
NWLB:	National War Labor Board
OCAW:	International Union of Oil, Chemical and Atomic Workers
OSHA:	Occupational Safety and Health Act
PAC:	Political Action Committee (CIO)
PATCO:	Professional Air Traffic Controllers' Organization
RUM:	Revolutionary Union Movement
SDS:	Students for a Democratic Society
SEIU:	Service Employees International Union
SNCC:	Student Nonviolent Coordinating Committee
UAW:	United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America
UE:	United Electrical, Radio and Machine Workers
UFCWU:	United Food and Commercial Workers Union
UFWA:	United Farm Workers of America
UMWA:	United Mine Workers of America
UNITE:	Union of Needle, Industrial, and Textile Employees
UNITE HERE:	Union of Needle, Industrial, and Textile Employees/Hotel Employees and Restaurant Employees
UPS:	United Parcel Service
UPWA:	United Packinghouse Workers of America
USWA:	United Steelworkers of America

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie les nombreux étudiants et étudiantes qui au fil des ans ont collaboré à ses recherches sur les États-Unis. Leurs travaux lui ont été très concrètement profitables.

L'auteur tient aussi à remercier M^{me} Madeleine Potvin, du Service de la recherche de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, pour son précieux apport à la réalisation de cet ouvrage. Le très grand professionnalisme dont elle a toujours fait preuve, la constance de ses efforts et même son dévouement ont représenté autant d'assises nécessaires à sa production.

AVANT-PROPOS

Les voies de l'insertion du mouvement ouvrier dans la société, ses rapports au pouvoir et aux partis politiques notamment, ont constitué et représentent toujours une dimension majeure des caractéristiques qui définissent le monde moderne. Ces rapports ont pu être groupés en quelques grands modèles historiques sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, mais il n'y a finalement qu'aux États-Unis qu'ils se soient développés, en un pays industrialisé de démocratie libérale, sans l'apport d'un grand parti politique issu du mouvement de classe ouvrier.

Depuis longtemps les sciences sociales et les milieux politiques ont pris conscience de cette particularité. C'était le cas déjà des partisans du marxisme aux États-Unis durant les deux dernières décennies du XIX^e siècle, dont les discussions amenèrent des échanges directs à cet effet avec Friedrich Engels, par exemple au sujet de la candidature travailliste de Henry George à la mairie de New York en 1886¹. Werner Sombart, sociologue allemand dont Pierre Weiss écrit que « [p]eu de sociologues ou d'économistes de son temps peuvent se vanter d'avoir été aussi lus, traduits et réédités² », s'adressait à la même question en 1906 avec son livre *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis?*, selon le titre de la traduction en langue française. Un demi-siècle plus tard, le professeur Harold Laski, politologue et membre influent du Labour Party anglais, abordait le même sujet lors d'une série de conférences qu'il prononça aux États-Unis en 1949 sur l'avenir du syndicalisme. Il y faisait valoir la nécessité que les syndicats américains rompent avec le bipartisme établi et servent de base de lancement à un parti indépendant³. Un dernier exemple, à ce stade : près de soixante ans après cette tournée de conférences de Harold Laski, l'universitaire Robin Archer se penchait à nouveau sur ce sujet et publiait une étude au titre explicite de *Why Is There No Labor Party in the United States?*, qu'il menait, notamment, par une comparaison du développement socio-politique des États-Unis et de l'Australie.

On aura compris que ces quatre repères servent à signaler la permanence d'une problématique, dite de l'« exceptionnalisme américain », à laquelle des spécialistes de toutes les sciences sociales et humaines aux États-Unis se sont

donc arrêtés, en histoire, en science politique, en sociologie, en études culturelles et en relations industrielles, par exemple. Elle a d'ailleurs servi de fondement durant la deuxième moitié du xx^e siècle au rayonnement du concept d'unicité de l'histoire américaine, jusqu'à aujourd'hui. Cela dit, la notion d'un exceptionnalisme des États-Unis a été réévaluée et, pour certains, rejetée au cours des dernières décennies⁴ : soit qu'on ait mis en avant qu'il n'existe pas de réel modèle en fonction duquel on peut juger de la conformité ou pas d'un mouvement à une quelconque norme internationale ; soit qu'on ait plutôt insisté sur le fait que la notion d'exceptionnalisme ferait perdre de vue l'essentiel, à savoir ce qu'il y a eu de similaire quant aux impulsions et aux causes rendant compte du développement du mouvement ouvrier, et que seules différencieraient, de fait, certaines conséquences.

Quoi qu'il en soit, cette remise en cause est allée de pair avec la réaffirmation de points de vue peut-être connus sur le syndicalisme américain, mais dont l'analyse a été en partie renouvelée. La problématique de la présence ou de l'absence d'un parti indépendant ne représenterait en effet qu'un angle à partir duquel évaluer l'action politique du mouvement ouvrier aux États-Unis. Par exemple, l'engagement politique qu'il a depuis longtemps suscité auprès de ses membres, son action électorale de masse, l'éducation et la formation sur les grands enjeux de politiques publiques qu'il assure dans ses rangs, tout cela, a-t-on écrit aussi, a contribué à hausser de manière très significative la participation citoyenne de centaines de milliers, au fil des décennies, de salariés de base et à modifier la conduite de la politique américaine⁵. Ce faisant, le syndicalisme aurait par ailleurs ainsi concouru à une homogénéisation de centre gauche du Parti démocrate à l'échelle nationale, ce qui, en retour, rendrait encore plus improbable la nécessité d'un parti ouvrier⁶.

Voilà, certes, des aspects importants de l'activité politique des syndicats aux États-Unis et de ses conséquences, une activité profonde et dense ; elle est électorale et de groupes d'intérêt, et même de promotion directe de candidatures de syndiqués et syndiquées. Il est vrai qu'elle n'est pas fondée sur l'existence d'un parti distinct, mais elle n'en a pas moins connu une histoire, une évolution et des transformations, des caractéristiques changeantes, des objectifs à court, moyen et long terme, des plateformes et des conceptions d'ensemble. Aujourd'hui, le véhicule privilégié de l'action politique du syndicalisme reste donc le Parti démocrate. Il s'y est constitué en aile gauche avec ses alliés, entre autres du mouvement noir, du mouvement des femmes, des groupes progressistes (et socialistes) urbains. Ce positionnement a été élaboré et s'est édifié sur la base du *grand réalignment* politique des années 1930 et du New Deal du président Franklin Delano Roosevelt ; nous expliquerons ce positionnement

dans les premiers chapitres de notre étude, en rappelant les circonstances historiques de son développement.

L'intention première de notre travail, cependant, est de présenter et de suivre, de considérer analytiquement aussi, avec exemples et détails, le cadre et les axes de l'action politique du syndicalisme américain depuis la fin de la décennie 1930-1940. Quelles sont ses revendications, ses valeurs et sa pensée, quels organismes spécialisés a-t-il créés? Quelle a été leur efficacité? Le traitement de ce type de questionnement doit servir à rendre compte de sa capacité au fil des ans à donner naissance à ce que l'Europe appelle un « vote ouvrier » (pour les chercheurs américains: « un vote syndical ») identifiable. Son action politique s'avère plus massive et organisée aujourd'hui que cela a été le cas de tout le xx^e siècle. Elle a néanmoins conservé son caractère « exceptionnel », c'est-à-dire qu'elle a été conduite sans formation partisane indépendante, position dont le bien-fondé est parfois mis en cause lorsque des difficultés particulières assaillent le syndicalisme ou que le Parti démocrate ne semble pas agir en « ami » suffisamment fiable.

Mais si nous avons à l'origine de notre étude l'intention de consacrer nos efforts en toute priorité à l'organisation syndicale, il nous est rapidement apparu que sa compréhension même exigeait de s'arrêter au poids et au rôle d'autres grands mouvements sociaux: le mouvement noir et la lutte d'émancipation de la population africaine-américaine, le mouvement des femmes, le New Left, par exemple, tant dans leurs pulsions propres que dans l'interpellation nécessaire du syndicalisme à laquelle ils en sont venus. Par ailleurs, l'immense majorité des Africains-Américains sont prolétaires et, à ce titre, font partie de la classe ouvrière et contribuent à définir son mouvement en tant que mouvement social; ils sont aussi membres d'une minorité ayant vécu et vivant toujours sous le joug de l'infériorisation socioéconomique et du racisme: ses mobilisations et le combat des droits civils comme tels ont défini les contours de grandes conjonctures de lutte sociale.

Cela dit, analyser l'action politique du mouvement syndical suppose de le situer dans ses rapports, d'un côté, à l'État et aux orientations de la présidence du pays, de même que, d'un autre côté, à la composition des deux chambres du Congrès. L'intervention en fraction au sein du Parti démocrate, l'élection de syndicalistes comme délégués aux congrès du parti, la participation aux élections nationales et à nombre de scrutins infranationaux, voilà qui suppose aussi qu'il se soit doté d'un appareil électoral permanent, au financement assuré, sur la base d'un consensus très majoritaire quant à la nécessité de l'action politique. Au fil du temps, il a su développer la capacité de participer directement à l'élaboration d'interventions d'élus en chambre et à un travail suivi avec certains

législateurs. Aujourd'hui, le syndicalisme constitue l'élément premier de l'organisation électorale du Parti démocrate. De sorte que la densité de ce lien au parti nous a obligé à nous pencher aussi sur le bipartisme démocrates-républicains en tant que tel. Comment caractériser la nature sociale de chacun des deux grands partis? Et celle des fonctions qu'ils assument?

Afin de rendre compte des formes et du contenu de l'action politique des syndicats américains et des grands mouvements sociaux depuis la fin des années 1930, nous avons divisé la matière que nous couvrirons en quatre grandes sections, selon une périodisation définie par les principales conjonctures politiques, l'évolution du mouvement syndical et les poussées de fièvre sociale. La date de départ est donnée par la victoire du syndicalisme industriel et la création du Congress of Industrial Organizations (CIO) en 1938, l'ouverture de la Deuxième Guerre mondiale puis la participation des États-Unis aux hostilités, éléments qui ensemble signalent évidemment pour le pays l'entrée dans un nouveau moment politique. Personnellement, nous avons clôturé, en fonction de la même considération, une étude antérieure sur l'action politique du mouvement ouvrier américain à 1939⁷. Les grandes dynamiques socioéconomiques et sociopolitiques ne connaissent cependant pas de cloisonnement. Il y aura donc, par la force des choses, certains chevauchements entre les moments principaux que nous retiendrons dans l'articulation de notre travail, et nous prions notre lecteur et notre lectrice de ne pas nous en tenir rigueur. Notre point d'arrivée, par ailleurs, sera donné par la conjoncture sociopolitique d'aujourd'hui, puisque c'est aussi notre objectif d'être mieux en mesure, au terme de notre étude, de comprendre le moment présent.

Les quatre grandes sections seront divisées chacune en trois chapitres. La *première section* sert à définir plus concrètement notre sujet en revenant à l'histoire de l'action politique du mouvement ouvrier aux États-Unis et en exposant les jalons analytiques et théoriques de notre approche. Nous nous y arrêterons notamment aux bouleversements des rapports sociaux et politiques amenés par les années de la grande crise, dont l'effet se fait toujours sentir durant la Deuxième Guerre mondiale et qui entraîna à la fin des hostilités la plus grande vague de grèves de l'histoire des États-Unis. Dans ce cadre, comment les forces sociopolitiques principales tenteront-elles d'aménager leurs rapports pour la période de l'après-guerre? Dans le dernier chapitre de cette première section, nous nous penchons plus précisément sur les aspects proprement politiques de cette histoire, ses choix, ses débuts, son influence directe sur le développement du bipartisme républicains-démocrates. Nous terminerons cette première section avec l'élection présidentielle de 1948, gagnée par le démocrate Truman grâce, d'abord et avant tout, selon son explication, à l'appui des syndicats.

La *deuxième section*, réunissant les quatrième, cinquième et sixième chapitres de notre étude, porte sur la période dite des Trente Glorieuses⁸ aux États-Unis, ces décennies de l'après-guerre durant lesquelles les acquis sociaux et démocratiques, la liberté de négociation des conditions de travail et d'association syndicale, notamment, paraissent (relativement) acceptés de secteurs décisifs du patronat et des grands partis dans la société. Nous y explorerons les modes et les moyens principaux de l'inscription du mouvement ouvrier dans les relations sociales, son action et son organisation politiques telles qu'elles se constituent pour la deuxième moitié du xx^e siècle. Nous procéderons à une analyse du « système de relations industrielles » qui prévaudra finalement, en nous demandant s'il y a eu un « âge d'or » pour le syndicalisme américain ; et nous nous arrêterons aux phénomènes de son institutionnalisation et de sa bureaucratisation. Cela dit, quels sont les traits propres à la situation américaine à cet égard et qu'apporte de nouveau le retour des républicains à la Maison-Blanche, avec l'élection de Dwight Eisenhower en 1952. Nous étudierons alors les modèles régionalement différenciés du lien du mouvement syndical au Parti démocrate, dont quelques analystes pensent qu'ils sont dans certains cas identifiables au travaillisme. Pour ce faire, et pour apprécier la densité du rapport aux démocrates, nous présenterons les grandes études sur l'action politique des syndicats américains durant les Trente Glorieuses, en suivant leurs explications et en nous arrêtant à leurs conclusions. Les années 1960, qui s'ouvrent avec l'élection de John F. Kennedy à la présidence, seront bientôt aux États-Unis, comme partout dans le monde, des années de contestations multiples, témoignant, nous semble-t-il, d'une poussée au dépassement par la gauche des arrangements sociopolitiques propres aux Trente Glorieuses. Aux États-Unis, cette poussée est largement le produit de l'action de ce qu'on appela à l'époque les nouveaux mouvements sociaux. Notre étude analysera la nature et les répercussions de chacun de ces grands mouvements, en cherchant à percer notamment l'évolution des liens que les syndicats ont entretenus (ou pas) avec ces grands mouvements. Et de fait, nous nous demanderons aussi quel rôle le syndicalisme a tenu durant ces années de vaste remise en cause, par la gauche, du cadre même des Trente Glorieuses.

La *troisième section* traite de ce que l'on pourrait, grosso modo, appeler la remise en cause, cette fois par la droite et de manière fort tranchée, des mécanismes établis des rapports sociaux, notamment des rapports d'emploi et des niveaux acquis de sécurité économique des Trente Glorieuses. Nous nous arrêterons en un premier temps à cette décennie que l'on peut voir comme de transition, la décennie 1972-1981, où déjà sont corrodés des piliers importants de ce que l'on voyait souvent comme le régime *new deal* des rapports de travail. Le patronat privé, toutes tendances confondues, paraît dorénavant s'engager

dans une orientation de mise en cause du poids que représente pour lui la négociation des contrats de travail, à terme une orientation d'exclusion du syndicalisme, y compris dans ses châteaux forts. S'assemblaient ainsi les conditions de l'entrée dans l'ère Reagan, une ère de tous les dangers pour le syndicalisme et les « minorités » ; une ère qui sera d'affaiblissement marqué du mouvement syndical. Nous verrons qu'il en alla de même des autres grands mouvements sociaux. Cette ère correspond à la nouvelle étape dans l'existence du capitalisme qui a été dite de financiarisation de l'économie. Nous expliquerons comment, d'après nous, ce repère pourra faciliter la compréhension de notre sujet. Cela dit, la pression à droite se fera de plus en plus forte, sur l'ensemble de la société et sur le système de partis : le Parti démocrate devient, par exemple, le lieu d'un courant plus conservateur, le Democratic Leadership Council, que présida Bill Clinton, un courant qui veut rompre (pour une part) avec l'héritage *new deal*. En dépit de mobilisations massives et courageuses, les défaites syndicales semblent bien dorénavant la norme. La mesure incontournable de la fin des Trente Glorieuses s'avéra l'effondrement marqué du pourcentage de la main-d'œuvre syndiquée puis, clairement avec le tournant des années 1990, du nombre même de syndiqués.

La *quatrième et dernière section* s'ouvre sur le constat du très difficile héritage des douze années de présidence républicaine (Reagan, 1980-1988 ; G.H. Bush, 1988-1992), douze années qui ont effectivement transformé à la baisse la donne pour le syndicalisme, nettement. Par ailleurs, le piètre appui des démocrates à leurs revendications amène au milieu de la décennie 1990-2000 les grands mouvements sociaux et plusieurs courants militants à vouloir se démarquer de ce vieux parti et à envisager concrètement la création d'une nouvelle formation ; c'est le cas de syndicalistes connus et de la fraction qu'ils constituent, du mouvement d'émancipation de la population africaine-américaine, du grand mouvement féministe National Organization for Women (NOW), du mouvement progressiste, des Verts, etc. Voilà un phénomène dont il faut rendre compte. Bill Clinton emporta en tout état de cause les présidentielles de 1992 et de 1996, cependant que Newt Gingrich, représentant républicain, fournira le programme d'une radicalisation militante et encore plus à droite de l'évolution du Parti républicain. L'état déplorable de l'organisation syndicale et l'impotence de la direction de l'American Federation of Labor / Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) vont justifier une scission prévisible, même si elle est tardive, parmi les états-majors de la centrale en 1995. Notons que les signes avant-coureurs du « renversement » de la direction constituée, une première, s'étaient d'abord manifestés depuis des années chez ceux et celles qui rejetaient au sein de la centrale l'alignement permanent et bruyant du mouvement ouvrier derrière toutes les positions, pratiquement, du

gouvernement du pays en politique internationale. Des considérations politiques et le besoin, comme tel, d'un renouvellement de l'action politique directe ont acéré les contours de ce déchirement au sein du groupe dirigeant. Les huit années de la présidence républicaine de George W. Bush (2000-2008) allaient, à ces égards, accentuer tous les dangers. Dans la suite de l'attaque sur les tours jumelles de Manhattan, on a assisté, croyons-nous, à une réelle tentative de « bonapartisation » du régime politique des États-Unis, dont les conséquences immédiates ont grevé davantage la puissance du syndicalisme. L'appui à Barack Obama en 2008 a suscité en conséquence la plus forte participation électorale de l'histoire du syndicalisme américain, un effort répété et à nouveau victorieux en 2012. Régime politique, système de partis, processus électoral, nouveau « krach » économique : voilà bien une entrée quelque peu chaotique dans le nouveau siècle. Les chapitres 11 et 12 de notre étude considéreront alors la possibilité de voies nouvelles pour une relance du mouvement syndical aux États-Unis, et la dimension très présente de la politique dans les phénomènes pouvant semble-t-il porter cette relance. Nous reviendrons alors à la problématique de l'absence d'un parti distinctif du mouvement ouvrier dans l'histoire du pays.

Soulignons que notre parti pris a été de traiter la matière selon, en autant que faire se pouvait, l'enchaînement chronologique des faits et des caractéristiques sociopolitiques analysés. Car la vie et le système politiques américains s'avèrent complexes et, contrairement à une illusion courante, souvent peu connus. Il a donc paru nécessaire de suivre, en quelque sorte, une démarche apparentée à l'histoire politique, davantage qu'une démarche de nature thématique, et d'inscrire dans ce cadre l'effort d'élaboration analytique. Nous rapporterons donc et mettrons en avant des éléments souvent fort concrets de la vie politique « intérieure » des États-Unis.

Cela dit, Taylor E. Dark a correctement souligné, au début de son livre traitant de l'« alliance » entre « les syndicats et les démocrates », qu'il « est impossible pour un individu [...] d'examiner le rôle des syndicats [ouvriers] dans l'arène politique nationale sur une période étendue, et de manière quelque peu détaillée, tout en rendant compte correctement des complexités de leur engagement aux niveaux local et des États ». Vingt ans auparavant, le professeur Graham K. Wilson, dans une étude sur l'implication des syndicats américains en politique, avait explicitement adopté le même point de vue. Nous croyons qu'il ne serait en effet pas possible d'envisager différemment notre étude, mais nous allons néanmoins nous arrêter à certains développements infranationaux, lorsqu'ils paraîtront spécialement révélateurs du rôle politique des syndicats⁹. Méthodologiquement, nous allons donc partir du tout, c'est-à-dire du niveau national, pour définir les grandes conjonctures, étudier les orientations, situer

les tournants et les transformations; nous modulerons à l'occasion cette démarche par des incursions dans les réalités régionales, par exemple en ce qui a trait aux rapports entre syndicats et démocrates dans la gestion de grandes villes et d'États ou pour tenir compte de la très inégale implantation du mouvement ouvrier sur le territoire des États-Unis.

Il existe un grand nombre de livres et articles, érudits, militants ou journalistiques traitant de l'intervention politique des syndicats aux États-Unis, envisagée en plusieurs dimensions. Et nous en avons largement profité. À notre connaissance, il n'y a cependant pas d'ouvrage qui a cherché à expliquer cet engagement pour les quelque huit dernières décennies, en le cernant dans ses conjonctures principales et son développement, et en le situant dans l'évolution du système politique de son pays. Voilà précisément ce que nous voulons accomplir. Nous n'écrivons pas une histoire de la classe ouvrière et du salariat américains, bien que nous allons en tenir compte, et encore moins une histoire de la « culture ouvrière ». Mais nous voulons rendre compte du rôle politique du syndicalisme américain dans sa société, en le considérant à la fois comme institution et mouvement social. Nous avons par ailleurs pris un soin particulier à ce que chaque section et même chacun des chapitres puisse être lu et consulté en lui-même (par exemple, les pages sur les traditions politiques du syndicalisme américain ou celles sur le développement de la lutte des droits civils durant la décennie 1960-1970) selon les besoins et les buts des lecteurs et des lectrices.

Notes

1. Nous y reviendrons rapidement. Pour les propos de Engels, voir Karl Marx et Friedrich Engels, *Letters to Americans (1848-1895). A Selection*, 1969 : 163, 166-167.
2. Pierre Weiss, « Introduction », dans Werner Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis?*, 1992 : 15.
3. Harold Laski, *Trade Unions in the New Society*, "The Sidney Hillman Lectures for 1949", 1950 : 41, 78-102.
4. Larry G. Gerber, « Shifting Perspectives on American Exceptionalism: Recent Litterature on American Labor Relations and Labor Politics », *Journal of American Studies*, vol. 31, n° 2, 1997.
5. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006.
6. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999.
7. Il s'agit de: Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986.
8. On appelle généralement « Trente Glorieuses », cette période de quelque trois décennies qui s'ouvre (variablement selon les pays) durant la deuxième moitié des années 1940, et qui permettra globalement, l'enrichissement de toutes les classes dans les pays industrialisés, avec le développement de l'État-providence, la démocratisation de l'accès à la connaissance, etc.
9. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*; Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979.

Chapitre 1

LES TRADITIONS POLITIQUES DU MOUVEMENT OUVRIER AMÉRICAIN

PRÉSENTATION

Il peut sembler paradoxal que les premières formations politiques de « travailleurs » soient apparues aux États-Unis. Dès 1828, en effet, et jusqu'à la deuxième moitié de la décennie suivante, surgirent de multiples associations et coalitions électorales appelées *Workingmen's Parties*. Les syndicats naissants participèrent souvent à ces initiatives, quand ils ne furent pas eux-mêmes leurs promoteurs. L'aspiration à un parti indépendant ne fut pas étrangère à l'organisation syndicale des États-Unis¹.

1. LE DÉVELOPPEMENT DU SYNDICALISME MODERNE

La classe ouvrière américaine, entendue selon l'acception la plus traditionnelle du terme (travail manuel salarié), apparut comme groupe social largement identifiable aux États-Unis en deux temps. D'abord, sous l'impulsion de la très dure guerre civile que connut le pays (1861-1865), dont la conduite par le Nord accéléra tous les phénomènes liés à l'industrialisation. Puis, par les transformations profondes et rapides dans les techniques de production, singulièrement au cours des années 1880, qui sonnèrent pratiquement le glas de l'artisanat autonome et engagèrent le pays sur la voie de l'industrie de masse. Cette évolution donna évidemment lieu à d'importants développements sociaux. De ces développements, la formation de l'American Federation of Labor (AFL) en 1886 comme centrale syndicale s'avéra le seul projet dont la continuité historique fut assurée. Les idées de son président fondateur Samuel Gompers n'y furent pas pour peu. Avec l'AFL, le mouvement ouvrier moderne des États-Unis prenait forme.

Il n'est pas de notre propos d'analyser les conditions socioéconomiques et sociopolitiques rendant compte de la prépondérance rapidement acquise par la centrale de Gompers, notamment sur les plans stratégique et structural²; il convient néanmoins de s'arrêter à certaines caractéristiques fortes de ces idées. Elles s'articulaient en une conception dite du « syndicalisme pur et simple » (*pure and simple unionism*). Sans s'opposer d'abord aux initiatives d'action politique indépendante, le fondateur de l'AFL voulait prendre garde qu'elles ne minent pas la stabilité organisationnelle des syndicats, que ceux-ci n'abandonnent pas la nature propre de leurs activités dans le « champ industriel », comme il disait³. Ensuite, il mettait en avant la nécessité de restreindre les rangs du syndicalisme aux seuls ouvriers salariés, afin de décourager les aventures inspirées de réformateurs étrangers à leurs préoccupations, ce qui témoignait d'une mutation de la « psychologie » du mouvement syndical américain. Selon Selig Perlman, un des théoriciens traditionnels du mouvement ouvrier des États-Unis, on se trouvait à reconnaître ainsi que le salariat définirait dorénavant la condition première et permanente du travail manuel. L'organisation ouvrière en prenait note et concevait ses objectifs en fonction de l'amélioration du sort de salariés⁴ : niveau des rémunérations, sécurité au travail, notamment. Jusque-là, il était plutôt courant d'envisager la bonification des conditions par des formules qui permettraient aux travailleurs de se dépêtrer de la relation salariale⁵.

L'AFL fut fondée par treize syndicats de métiers (qualifiés). Bien qu'on prévoyait en 1886 trouver les moyens de syndiquer aussi la masse des travailleurs industriels non qualifiés, la nouvelle centrale ne put s'imposer sur ce terrain à cause de la dureté de l'opposition patronale et de la résistance souvent aussi acharnée des autorités publiques (politiques et judiciaires). Cela constitua, comme tel, une défaite historique, qui allait conditionner pendant longtemps toute l'action syndicale. On se convainquit en effet bientôt que seuls les travailleurs qualifiés seraient finalement en mesure de se syndiquer : ils possèdent le pouvoir de négociation et la stabilité de l'emploi, la « conscience de leur travail » aussi, qui s'avèrent nécessaires à l'auto-organisation, toutes choses qui échappent aux non-qualifiés, fondamentalement interchangeables dans l'activité travail. C'était la première justification d'un syndicalisme minoritaire qui ne pourrait par la suite se concevoir différemment⁶. Les syndicats de métier entendaient conserver, par ailleurs, leur « autonomie » pleine et entière au sein de l'AFL. Ils maintenaient chacun leurs modalités propres de recrutement et d'adhésion qui, dans certains cas, comportaient des clauses discriminatoires⁷. Les treize syndicats qui formèrent l'AFL comptaient à son origine quelque 138 000 membres.

Durant les années 1890, les organisations « concurrentes » de l'AFL à toutes fins utiles disparurent : par implosion, comme les Chevaliers du travail, sous le poids de leurs conceptions sociales et économiques d'une autre époque, ou, comme ce fut le cas des anarchistes, sous le poids primordialement de la répression. L'American Federation of Labor devint alors, et très majoritairement, l'organisation syndicale la plus importante du pays. Ses orientations, sa pratique politique et ses stratégies s'avéreraient dorénavant déterminantes⁸.

En garantissant le caractère ouvrier de l'affiliation à l'AFL, Gompers visait, comme on l'a vu, à éviter que la centrale soit entraînée dans des expériences ou adopte des points de vue utopistes, des panacées qui lui feraient mettre de côté son travail direct de défense et de promotion des intérêts de classe. L'histoire montrait, selon lui, que ce type d'engagement, la recherche de remèdes universels⁹, finissait toujours par disloquer ou entraîner la dissolution des structures du combat syndical. Très vite, pour Gompers et les dirigeants principaux des grands syndicats de métiers, cette perspective socio-idéologique signifia cependant que la centrale devait rejeter tout objectif de transformation qualitative de la société, des rapports de propriété notamment, assimilé dans chaque cas à une panacée. L'AFL et ses syndicats entendaient définir leurs activités sur l'axe de l'amélioration des conditions de vie, de travail et de revenus, pour leurs membres d'abord, grâce à la négociation de contrats collectifs toujours plus profitables et à certaines activités d'entraide mutuelle. Cette évolution fut nettement favorisée par le cours même des développements sociaux : par exemple, si la grève générale en faveur de la journée de huit heures en 1886 avait été très durement réprimée et battue, la réduction du temps de travail fut malgré tout obtenue, dans les années qui suivirent cette défaite, par des syndicats de métier bien organisés¹⁰.

2. L'OPTION DE LA « NON-PARTISANERIE »

Plusieurs socialistes et ex-socialistes furent actifs dans l'AFL naissante, y compris parmi ses dirigeants. Cela dit, du point de vue de Gompers, les tendances majoritaires du socialisme américain en vinrent durant le dernier quart du XIX^e siècle à le ranger du côté des tenants de panacées étrangères à l'activité syndicale¹¹. Comme, d'un autre côté, l'émergence de l'AFL se déroule dans un climat d'hostilité continue des pouvoirs privés et publics, la nouvelle centrale va en venir à se méfier de toute « politique ». Et c'est ainsi que le positionnement de l'AFL à l'égard de l'action politique sera rapidement défini par la notion de la « non-partisanerie » (*non-partisanship*), telle que l'élabora Gompers.

Cette notion voulait premièrement signifier que le syndicalisme « pur et simple » serait indépendant de tout gouvernement et de tout programme politique. Il évaluerait les plateformes électorales selon leurs dispositions à l'égard de ses revendications. On allait ainsi soutenir les candidats, quel que soit leur parti, qui afficheraient une plus grande ouverture d'esprit envers ses efforts d'organisation et les libertés syndicales; le syndicalisme n'était pas « partisan », comme on disait, d'une formation particulière, mais « de principes ». Rapidement, ce point de vue a supposé que l'AFL ne participerait pas à la mise sur pied ni n'encouragerait la création de nouveaux partis. Elle n'éprouvait pas le besoin d'intervenir de façon « partisane » (ce qui impliquait, cette fois, sous la forme d'un parti) dans les consultations électorales. Le corollaire presque immédiat (explicite dès la première moitié des années 1890) fut que les syndicats n'appuyèrent bientôt que des candidatures républicaines ou démocrates. La non-partisanerie va inscrire l'action politique du syndicalisme à l'intérieur des frontières d'un régime de partis dont aucun ne tire son origine du mouvement syndical ou de courants socialistes. Ce type d'action sera complété d'une activité de lobbying auprès des autorités publiques, qui connaîtra au fil des décennies un développement sans cesse accentué.

Les pratiques de la non-partisanerie et du lobbying avaient cours depuis longtemps dans le pays, même chez des groupes ouvriers et fermiers attirés par l'action politique indépendante. Mais les syndicats de l'AFL en vinrent à adopter les méthodes de la non-partisanerie et du lobbying comme méthodes exclusives d'intervention en politique, ce qui était nouveau. Le syndicalisme américain moderne s'établissait sur des bases politiques qui rompaient avec les expériences populaires. Ce positionnement d'ensemble allait s'articuler très logiquement à une « philosophie » propre au mouvement syndical américain, la philosophie dite du « volontarisme ». Dès le milieu de la décennie 1890-1900, le volontarisme enseigne qu'il est préférable de tenir l'État (et la politique) à l'écart des affaires syndicales et de n'exiger de lui qu'une chose: qu'il laisse les syndicats s'organiser et négocier librement, qu'il ne promulgue pas de règlements, lois et mesures restreignant leur activité économique. Ils pourront alors gagner et construire ce qui est nécessaire au mieux-être de leurs membres.

De sorte que trois grandes traditions de l'AFL, et pour une large part du mouvement ouvrier américain en tant que tel, ont fait leur apparition dès la première décennie d'existence de la centrale: primauté de l'action économique, volontarisme social et non-partisanerie politique. Ce que Gompers clarifia progressivement entre 1885 et 1899 dans les mémoires qu'il soumit aux premières commissions d'enquête sur les relations capital-travail: il défendit alors le droit de grève et son exercice, jugea « utopique » la notion d'une identité d'intérêts entre employeurs et salariés et rejeta en principe

l'intervention gouvernementale et judiciaire dans les relations industrielles, demandant qu'on laisse au fonctionnement libre des « institutions volontaires » le soin de trouver les solutions aux problèmes qui s'y font jour. Il expliqua enfin que l'AFL ne nourrissait ni ne soutenait quelque projet de transformation globale de la société¹².

Au tournant du xx^e siècle, l'AFL et le mouvement ouvrier se développèrent rapidement. Par exemple, le nombre total de syndiqués passa de quelque 447 000 en 1897 à 2 072 700 environ en 1904, dont peut-être 80 % étaient affiliés à la centrale de Gompers¹³. Malgré cette prépondérance de l'AFL, le mouvement ouvrier américain n'était pas un monolithe. Entre 1900 et 1920 surgirent ainsi et agirent puissamment deux courants influents qui, tout en restant minoritaires aux États-Unis, correspondaient à des tendances alors dominantes du mouvement ouvrier international. Il s'agit du syndicalisme révolutionnaire, avec les Industrial Workers of the World (IWW) aux États-Unis, et du socialisme de la 2^e Internationale, avec le Socialist Party of North America. Ces deux organisations, en concurrence avec la centrale de Gompers, connurent à ce moment une présence sociale et politique marquante. Le président de l'AFL se sentit obligé alors de pourfendre avec la plus grande énergie l'activité et les principes des IWW et du Socialist Party. Sur ce terrain, la non-partisanerie apparut clairement comme étant non seulement une méthode privilégiée d'action politique, mais une orientation opposée aussi à la conception même d'un parti politique représentant les intérêts du travail¹⁴; il apparut encore qu'elle reconnaissait explicitement la légitimité du régime de l'entreprise privée. Deux éléments, nouveaux par leur précision, qui complétaient le sens qu'avait pris la non-partisanerie pour le syndicalisme « pur et simple ».

Les réactions négatives de Gompers furent encore plus virulentes lorsque des secteurs intermédiaires et de base de l'AFL voulurent expressément engager la centrale dans la création d'un parti. Dès 1901, et spécialement entre 1918 et 1923, des courants travaillistes contestèrent à l'intérieur de l'AFL les choix politiques de ses dirigeants. Dans les années suivant la Première Guerre mondiale, des dizaines de partis travaillistes municipaux et d'État sont ainsi formés à l'initiative d'instances régionales de la centrale; ils s'unissent même en 1920 pour présenter une candidature présidentielle *farmer-labor*. La réaction de Gompers fut dans chaque cas draconienne: il s'en prit à cette dynamique par l'interdit, les amendements aux statuts, les menaces de dissolution des instances concernées ou le retrait du financement. Le rejet actif de l'option d'un parti politique de classe, ce trait si distinctif – exceptionnel – du mouvement ouvrier américain, était devenu une dimension définitoire de son existence¹⁵.

Ainsi, l'American Federation of Labor avait été amenée à restreindre pour une large part ses ambitions à la syndicalisation de métiers qualifiés ; de ce fait, elle se construisait aux marges de la masse des travailleurs et des places fortes de l'économie américaine, toujours plus circonscrits par le monde de l'industrie¹⁶. Sur le plan politique, la notion de non-partisanerie incorporait une acceptation des cadres socioéconomiques et sociopolitiques établis, entre autres du régime bipartite républicains-démocrates. Il apparaît extrêmement révélateur que, selon l'analyse de divers auteurs, situés principalement à la gauche des sciences sociales, ce furent les deux axes sur la base desquels l'existence de l'AFL en vint à être – pour une part et relativement – acceptée par certains cercles patronaux représentatifs : on fit ainsi savoir à Gompers, dans la première décennie du xx^e siècle, que les « syndicats de métiers pourraient gagner la reconnaissance syndicale [...] pour une [...] minorité des travailleurs à la condition qu'elles ne causent pas de difficultés aux compagnies en organisant la masse des travailleurs » et, aussi, « qu'elles acceptent de “garder la politique hors des syndicats”¹⁷ ». Le travail en commun des états-majors de la centrale et de représentants de ces cercles patronaux dans une organisation d'origine patronale appelée National Civic Federation (NCF), dont l'objectif était d'une réconciliation du « capital et du travail », laisse supposer une acceptation par la direction Gompers de ces termes comme ceux d'une entente.

En tout état de cause, ils se sont bien révélés comme les deux fondements de l'institutionnalisation de la centrale, même si elle s'avérait parfois malaisée et, en corollaire, d'une existence stabilisée de ses appareils de direction. Les premières relations suivies avec l'État furent instaurées durant la Première Guerre mondiale, plusieurs responsables syndicaux étant associés à la gestion d'agences gouvernementales. Selon James Weinstein, un des buts premiers des initiateurs de la NCF, sûrement devant les développements alors spectaculaires que connaissait la social-démocratie en Europe et en Australie, fut d'éviter un déploiement semblable du socialisme aux États-Unis¹⁸ ; lors des consultations électorales, l'AFL intervenait selon la méthode maintenant établie du *Reward Your Friends, Punish Your Enemies* (récompensez vos amis, punissez vos ennemis) parmi les candidats des deux grands partis. Elle avait accès aux congrès des républicains et des démocrates, où elle faisait valoir ses revendications ; puis elle publiait, à l'intention de ses propres membres, les résultats obtenus dans les plateformes des deux formations... Comme centrale, elle ne menait cependant pas de campagne officielle en faveur d'un candidat à la présidence.

Les affinités étaient néanmoins plus grandes avec les démocrates : Gompers s'engagea activement de leur côté, et engagea même des ressources de la centrale, lors des présidentielles de 1908, une première ; cela manifestait que

l'opposition de la « non-partisanerie » à la création d'un parti ouvrier était non seulement un élément définitoire de ses principes, mais un élément prépondérant¹⁹. Même, pour la seule fois de son histoire, l'AFL appuya en 1924 une candidature présidentielle indépendante, celle du progressiste Robert Marion La Follette, contre les candidats démocrate et républicain²⁰. Mais cet épisode se déroulait à contre-courant de demandes explicites en provenance de syndicats – notamment de syndicats des chemins de fer – pour la promotion d'une candidature travailliste nationale, et il s'inscrivit dans les péripéties qui eurent finalement raison des initiatives de nature travailliste apparues au sortir de la guerre²¹.

Samuel Gompers mourut en 1924 et fut remplacé à la tête de l'organisation qu'il avait fondée par William Green, qui partageait en tous points sa philosophie du « volontarisme²² ». Après 1924, l'AFL revint à ses formules moins actives de non-partisanerie lors des élections présidentielles. Localement, elle pouvait s'engager plus directement dans certaines campagnes, afin que soient élus ses « amis » et punis « ses ennemis », y compris dans des processus de sélection de candidatures. Et des sections d'État réussirent même, par les pratiques du lobbying, à obtenir certaines politiques sociales.

3. LE SYNDICALISME D'AFFAIRES

Il est courant d'utiliser l'expression « syndicalisme d'affaires » (*business unionism*) pour définir la nature et les pratiques du « syndicalisme pur et simple ». À l'origine, la notion du « syndicalisme d'affaires » n'a pas de connotation péjorative; elle est élaborée au début de la décennie 1910-1920 par le professeur Robert Hoxie, spécialiste de l'étude des relations industrielles, qui cherche à classer les pratiques syndicales en types particuliers, se fondant sur des traits structurels, fonctionnels et « psychologiques ». C'est pour marquer la différence entre le syndicalisme révolutionnaire de l'époque et les orientations de l'AFL qu'il caractérise globalement celles-ci de *business unionism*. Il veut signifier que, par comparaison, la centrale de Gompers s'avérait socialement conservatrice, qu'elle cherchait fondamentalement l'amélioration du sort des syndiqués plutôt que de la classe ouvrière considérée comme entité, en négociant des contrats avec les employeurs auxquels elle entendait se tenir²³. Depuis cette analyse du professeur Hoxie, cependant, l'expression « syndicalisme d'affaires » est habituellement utilisée dans une perspective davantage critique.

L'organisation syndicale par métiers porte en effet de manière inhérente une tendance à l'exclusivisme²⁴; jointe à la primauté accordée à la bonification par contrat des conditions des membres, l'orientation de l'AFL ouvrait la porte

à des conceptions sans cesse plus limitées des buts de l'action collective. Des courants importants dans la centrale en vinrent, à l'occasion explicitement, à considérer presque les syndicats ouvriers comme des entreprises commerciales, répondant en quelque sorte aux mêmes lois que les autres entreprises. Baptisés «agents d'affaires», les membres des appareils permanents des syndicats et les dirigeants devaient voir à vendre leur marchandise le plus chèrement possible, selon la loi de l'offre et de la demande. Et chaque équipe de direction construisait son empire envers et, si nécessaire, contre les autres groupes de travailleurs, y compris envers les autres empires syndicaux²⁵. Ce point de vue, on s'en doute, s'avérait compatible avec les termes d'une coexistence patronat-syndicat auxquels en arrivait la NCF; il pouvait de plus se prêter à l'éclosion d'une culture d'enrichissement personnel des états-majors, semblable à celle des patrons d'entreprises avec lesquels on débattait du prix de la marchandise «main-d'œuvre». Point n'est besoin d'ajouter que ce type de disposition s'accommodait aussi fort bien de l'absence d'un objectif sociopolitique de transformation sociale.

Depuis quelques décennies maintenant, plusieurs auteurs qualifient en bloc de «syndicalisme d'affaires» la pensée stratégique et l'orientation des syndicats américains contemporains, en les dotant de la deuxième signification qu'on en a rappelée. Soulignons à ce stade que l'adéquation historique entre le syndicalisme pur et simple et le syndicalisme d'affaires ainsi entendu paraît excessive, ce syndicalisme d'affaires nous semblant plutôt une version vulgaire et obtuse du syndicalisme pur et simple, poussant certaines de ses caractéristiques jusqu'à la caricature; ce qui, sous l'effet notamment de la course à l'argent généralisée dans la société américaine, a souvent suscité de profonds processus de corruption.

En tout état de cause, durant la deuxième moitié des années 1920, l'AFL se présente comme une institution stable, fondée sur les principes originaux du syndicalisme pur et simple, incontestablement teintés de traits du syndicalisme d'affaires, cependant. L'existence de ses appareils dirigeants et permanents était prioritairement balisée par l'organisation collective sur la base des métiers et les pratiques de la non-partisanerie politique.

Notes

1. Voir, notamment, à ce sujet, le classique de Nathan Fine, 1961, et le 1^{er} volume de l'histoire du mouvement ouvrier aux États-Unis de Philip S. Foner, 1972. Dans un intéressant article de synthèse, Edward Pessen a étudié la nature sociopolitique des Workingmen's Parties des années 1820-1830, en se demandant s'ils étaient «authentiquement» ouvriers (Edward Pessen, "Working Men's Party Revisited", *Labor History*, vol. IV, automne 1963); de fait, tout en comptant des salariés parmi leurs membres, ces partis exprimaient pour une large part les préoccupations et

- les aspirations d'artisans indépendants. Voir l'introduction de Mark Lause à un choix de textes de Thomas Skidmore, un des initiateurs du mouvement « workingmen » : Mark Lause (introduction, annotation et choix de textes), *Thomas Skidmore: "Rights of Man to Property"*, 1984.
2. Nous avons cherché à mener cette analyse en tenant compte à la fois des conditions sociales et économiques du développement des États-Unis, de l'orientation habituelle des autorités publiques dans le rapport employeurs / employés, du positionnement particulier du patronat privé et de l'histoire de la pensée socialiste aux États-Unis durant le XIX^e siècle, dans Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple : mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986 : 19-46.
 3. Il est intéressant de noter qu'à la suite d'un échange de lettres entre des socialistes américains et Engels, d'un côté, et d'explications au sujet de sa propre position que Gompers se sentit obligé, de son côté, de faire parvenir à Engels, celui-ci fut du même avis que Gompers. Les socialistes qui avaient joint Engels exigeaient l'admission de leur club politique en tant que tel à un conseil syndical local de l'AFL (dans la ville de New York) ; Gompers refusait, en faisant valoir que le syndicalisme avait pour vocation de rassembler tous les travailleurs, par-delà leurs convictions philosophiques et politiques, c'est-à-dire aussi bien les sans-parti, les anarchistes, les socialistes, les démocrates, etc. Voir Philip S. Foner, *From the Founding of the American Federation of Labor to the Emergence of American Imperialism : History of the Labor Movement in the United States*, vol. 2, 1955 : 281-286.
 4. Selig Perlman, *A Theory of the Labor Movement*, (1928) 1949 : 252 sqq.
 5. Pour cette discussion, et notamment ce qui précède, voir Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 20-29 ; Mark Perlman, *Labor Union Theories in America*, 1958 : 243-301 ; Philip S. Foner, *From the Founding of the American Federation of Labor to the Emergence of American Imperialism* : 175, 141 ; Philip S. Foner, *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909: History of the Labor Movement in the United States*, vol. 3, 1973 : 523-524.
 6. Selon Martin Shefter, les ouvriers qualifiés représentaient de 17 % à 20 % des travailleurs manuels salariés ; voir Martin Shefter, "Trade Unions and Political Machines: The Organization and Disorganization of the American Working Class in the Late Nineteenth Century", 1986.
 7. Philip S. Foner, *From the Founding of the American Federation of Labor to the Emergence of American Imperialism* : 136-145, 347-353.
 8. Stephen Brier et collab., "Project Director and Supervising Editor", *Who Built America? Working People and the Nation's Economy, Politics, Culture and Society*, vol. 2 : *From the Gilded Age to the Present*, 1992 : 118-130 ; Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple, mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939* : 20-22, 28 ; Philip S. Foner, *From Colonial Times to the Founding of the American Federation of Labour: History of the Labor Movement in the United States*, vol. 1, 1972 : 508-512 ; Sidney Lens, *Left, Right and Center: Conflicting Forces in American Labor*, 1949 : 50-58.
 9. Aux États-Unis, ces « remèdes » étaient fondés, par exemple, sur les réformes monétaires, comme l'utilisation de l'étalon-argent plutôt que de l'étalon-or, la réforme dans les modalités de la propriété des terres, la colonisation collectiviste de l'Ouest, le coopératisme comme moyen d'écarter le capitalisme, etc.
 10. Sidney Lens, *The Labor Wars*, 1974 : p. 76-79.
 11. Durant les trois dernières décennies du XIX^e siècle, les socialistes américains sont directement influencés par les théories de Ferdinand Lasalle, selon lesquelles les syndicats sont de peu d'utilité et pour qui la primauté doit revenir à l'engagement électoral en appui à des candidats socialistes.
 12. Pour les trois paragraphes qui précèdent : Mark Perlman, *Labor Union Theories in America* : 243-301 ; Stanley Aronowitz, *False Promises: The Shaping of American Working-Class Consciousness*, 1973 : 9 sqq ; Philip S. Foner, *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909* : 282 sqq.
 13. Il y avait des syndicats non affiliés dans les chemins de fer et les mines, notamment. Voir Philip S. Foner, *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909* : 27-28.

14. Alors que jusque-là, sur ce terrain, la non-partisanerie avait davantage signifié que l'AFL comme organisation ne s'associerait pas au lancement d'un parti.
15. Les deux paragraphes qui précèdent s'appuient sur l'analyse et les références bibliographiques qu'on retrouve dans Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*: 43-58. Parmi les partis travaillistes créés dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale, le Minnesota Farmer-Labor Party (MFLP) allait connaître les développements les plus importants, gagnant le poste de gouverneur de l'État durant les années 1930, plusieurs mairies – comme celle de Saint-Paul, déclassant le Parti démocrate au titre de l'un des deux principaux partis de l'État, etc. ; pour l'histoire du MFLP, voir notamment Richard Vallery, *Radicalism in the States: The Minnesota Farmer-Labor Party and the American Political Economy*, 1989.
16. Sidney Lens, *The Labor Wars*: p. 76-79.
17. Résumé de lettres alors envoyées à Gompers par Ralph M. Easley, secrétaire de la National Civic Federation, association de souche patronale (Philip S. Foner, *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909*: 70-71). Il y a un hic, cependant: les lettres sont disparues dans l'incendie d'une partie des archives de la centrale; on doit donc se fier à l'exactitude des notes que l'historien Foner en avait tirées auparavant... Durant les années 1960 et, pour une part, 1970, les jeunes intellectuels associés à la New Left américaine se sont aussi penchés sur cette NCF et son rôle dans les rapports sociaux. Ils partageaient globalement le point de vue de Foner sur cet aspect particulier du rôle de la NCF.
18. James Weinstein, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, 1968.
19. Philip S. Foner, *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909*: 351-361.
20. La Follette était alors, et par ailleurs, sénateur républicain du Wisconsin. La famille La Follette était au centre de la tendance « progressive » de l'État, qui s'exprimait par le Parti républicain.
21. Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*: 75-81.
22. William Green était vice-président des United Mine Workers, et il avait déjà servi durant deux mandats comme représentant à la Chambre de l'Ohio, sous la bannière démocrate.
23. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 75-78; Mark Perlman, *Labor Union Theories in America*: 128-138.
24. Par exemple, une situation idéale pour un syndicat de métier serait celle où il contrôlerait entièrement l'offre de travail, depuis la formation et l'entrée dans le métier. Il s'agit d'un objectif jamais complètement atteint, mais des syndicats de métier s'en approchèrent par le contrôle, notamment, des modalités de l'apprentissage.
25. Philip S. Foner, *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909: History of the Labor Movement in the United States*, vol. 3, p. 136-173; Sidney Lens, *The Labor Wars*: 88-126; Sidney Lens, *Left, Right and Center: Conflicting Forces in American Labor*, 1949: 100-130.

Chapitre 2

LE TRIOMPHE DU SYNDICALISME INDUSTRIEL : DU KRACH FINANCIER DE 1929 À LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

PRÉSENTATION

Les années 1920 avaient été l'époque du capitalisme triomphant aux États-Unis. C'est le président Harding, républicain élu en 1920, qui déclarait vouloir davantage de « Business dans le gouvernement [et] moins de gouvernement dans le Business¹ ». À compter de 1923, en particulier, tous les indices économiques, à l'exception du secteur de l'agriculture, s'avèrent extrêmement positifs. Les porte-paroles du patronat, les gouvernements et la grande presse affichaient un optimisme absolu, convaincus d'une expansion sans limites du capitalisme américain. Le climat de conservatisme social que ces années suscitèrent se répandit bientôt du côté de l'AFL, dont la pensée évolua nettement vers la droite². En comparaison des années d'après-guerre, le nombre de grévistes « diminua de quelque 80 %. En 1919, il y avait eu 3 600 arrêts de travail [...] et plus de quatre millions de grévistes; en 1929, il n'y eut que 921 grèves [...] et moins de 300 000 travailleurs impliqués³ ». Le krach du 24 octobre 1929 et la très profonde crise économique qui le suivit frappèrent évidemment de plein fouet toute la société américaine, chacun de ses secteurs et toutes leurs certitudes.

1. L'IMPUISSANCE DE L'AFL

Durant les premières années de la crise, l'économie américaine menaçait presque de se désintégrer. Entre le 1^{er} octobre 1929 et le 1^{er} mars 1933, la valeur marchande des actions inscrites à la Bourse de New York s'effondra de quelque 78 %. Le chômage devint naturellement l'une des pires calamités du moment. Avant le krach en 1929, il y avait environ 1 500 000 chercheurs d'emploi aux États-Unis, environ 3,1 % de la main-d'œuvre; mais le nombre des chômeurs dépassa probablement 17 millions durant les six premiers mois de 1933. On estime que, durant la même année, près de 40 millions de personnes, peut-être le tiers de la population, vivaient sans revenu déclaré aux États-Unis; en 1937, les deux cinquièmes des paysans américains étaient redevenus fermiers à bail, contre un quart d'entre eux cinquante années plus tôt. Ce n'était alors, a écrit un observateur, que ruine, «chaos et désespoir⁴». Les mesures d'assistance publique demeuraient pratiquement inexistantes, et l'engagement fédéral en faveur des chômeurs très faible; qui plus est, le président républicain Herbert Hoover, élu en 1928, transféra aux États et aux municipalités, «absolument incapables de l'assumer», cette première responsabilité⁵. Ce ne sont là que quelques illustrations d'un contexte d'ensemble qui devenait socialement et économiquement catastrophique⁶.

Les sensibilités idéologiques du président Hoover l'avaient d'abord amené à viser la rigueur budgétaire et à compter sur l'entreprise privée pour une relance de l'économie. Il en était venu par la suite à engager plus résolument les finances fédérales dans certains projets, mais comme à contre-cœur. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'était pas l'homme de la situation; découragé, il finit d'ailleurs par déclarer: «Il n'y a plus rien à faire; nous sommes au bout de notre rouleau⁷.» Notons d'ailleurs que d'autres déclarations du moment montrèrent semblablement le désarroi des autorités publiques. Par exemple, le maire du centre industriel d'Akron (en Ohio) ne trouva au bout d'un temps rien de mieux que de s'en remettre à la Chambre de commerce, pour «qu'elle se réveille et trouve ce qu'il en est réellement de la situation actuelle^{8, 9}».

Donc: une situation d'ensemble définie par une hausse marquée du niveau des souffrances sociales et des problèmes économiques, une grave crise du capitalisme, une difficulté manifeste des autorités publiques à se libérer des schémas de pensée habituels et à assumer leurs responsabilités. L'American Federation of Labor vit ses effectifs fondre rapidement entre 1929 et 1933. La centrale avait compté en 1919 entre quatre millions et cinq millions de membres, selon les évaluations de divers auteurs; elle n'en compte plus que de deux millions à trois millions en 1933, année où elle regroupe environ 85 % des syndiqués des États-Unis¹⁰, et elle ne cherche pas à organiser les chômeurs. Tous syndicats confondus,

il y a peut-être 6 % de la population salariée non agricole qui est alors syndiquée. Pire : les principes du « volontarisme » social paraissent dorénavant singulièrement déphasés.

C'est par eux que l'AFL avait traditionnellement justifié son opposition à la notion d'un salaire minimum, convaincue qu'il serait rapidement devenu un salaire « maximum », impossible à dépasser par les conventions collectives. Au début des années 1930, pourtant, elle était acculée à négocier partout des conventions à la baisse. Même disposition en ce qui a trait au principe de l'assurance chômage, que la centrale rejeta obstinément jusqu'à l'été 1932, alors que le pays depuis 1929 s'enfonçait toujours plus dans la détresse. À ses congrès de 1930 et de 1931, elle avait à nouveau dénoncé avec dépit toute proposition en ce sens : l'assurance chômage était présentée comme « une atteinte à la dignité du travailleur » et un « encouragement à la paresse », notamment. Elle jugeait négativement les expériences anglaise et allemande ayant déjà cours, qui concentraient les ressources de la nation en « des fins improductives¹¹ ». Si elle modifie sa position en 1932, c'est que des groupes militants ont entrepris alors d'organiser les chômeurs, ce qui a accru la pression sur son exécutif¹².

La non-partisanerie politique s'avérait, de la même façon, moins appropriée que jamais durant les années de la Dépression. Plutôt que de favoriser l'autonomie de l'AFL devant l'État et la politique, elle se trouva à rendre la centrale dépendante de plateformes républicaine et démocrate qu'elle jugeait nettement déficientes lors des élections présidentielles de 1932¹³. La philosophie du volontarisme et la non-partisanerie paraissaient donc sans prise réelle sur la situation, alors que le ralliement au régime de la propriété capitaliste minait la possibilité d'une élaboration critique et d'un sens de l'initiative à la hauteur des enjeux. Comme la centrale demeurait, néanmoins et très majoritairement, la principale organisation ouvrière du pays, son positionnement et ses orientations en arrivaient à ajouter aux difficultés de réaction de la masse des travailleurs et des déshérités du pays. S'il y a toujours, dans certains milieux de travail, expression de mécontentements et arrêts de l'activité productive, les nombres se sont affaïssés et les gains ne peuvent consister que dans l'amoindrissement de reculs demandés par le patronat. De sorte que la stupeur de tous les secteurs de la société devant le renversement des caractéristiques socioéconomiques traditionnelles de l'expérience américaine et l'incapacité du syndicalisme d'inspirer et de susciter une action de résistance entraînent, sur le coup et pour les premières années de la crise – jusque tard en 1933 et même en 1934 – une forme de paralysie sociale, voire d'inaptitude à l'action du côté de la classe ouvrière.

Durant ces années, les porte-paroles patronaux, la grande presse souvent et même Franklin D. Roosevelt dans son discours d'acceptation de la nomination démocrate en 1932 se félicitaient, en conséquence, de ce qu'ils considéraient comme la sagesse et la patience du peuple américain, son opposition aux doctrines subversives, même dans les pires circonstances. De fait, les seules actions revendicatives et résolues, notamment contre le chômage, de ces années-là furent pour la plupart démarrées par des groupes militants, radicaux et minoritaires, extérieurs aux états-majors de la centrale¹⁴. Rétrospectivement, voilà qui annonçait certains des traits incontournables de l'explosion sociale qui couvait.

2. LA FORMATION DU CIO, L'ACTION MASSIVE DE CLASSE

Durant la deuxième moitié de l'année 1933, des turbulences sociales se font sentir pourtant en certains milieux, des salariés de divers secteurs se réunissent par eux-mêmes et engagent des actions. Le type de rassemblement qu'ils adoptent est de nature industrielle, c'est-à-dire que les regroupements qu'ils mettent sur pied correspondent très majoritairement au syndicalisme d'industrie plutôt qu'au syndicalisme par métier¹⁵. Les statuts et règlements de l'AFL n'interdisaient pas le syndicalisme d'industrie, certains de ses syndicats étaient industriels, comme le syndicat des mines (United Mine Workers of America), et l'on avait même prévu la possibilité de «syndicats industriels fédéraux», c'est-à-dire de syndicats locaux directement associés à la centrale (appelée «Federation») parce qu'on ne pouvait intégrer les membres aux grands syndicats de métier affiliés. Le secret espoir de la majorité des dirigeants de l'AFL était alors d'en arriver, au bout d'un temps et malgré tout, à diviser ces recrues entre les syndicats de métier établis. Il faut mentionner que l'AFL ne mène à ce moment pas de campagne d'organisation : ce sont des regroupements locaux de travailleurs qui font savoir en 1933 et 1934 qu'ils veulent adhérer, et la centrale «octroie» alors des «chartes de syndicats fédérales». Cela dit, elle n'offre pas vraiment de direction à ces mouvements et n'engage pas de campagne de solidarité. À ce stade, la plupart des actions revendicatives ne débouchent pas sur des victoires.

Il faudra attendre les trois grandes grèves de l'année 1934 que l'historiographie spécialisée définit généralement comme celles qui vont «ouvrir la voie» à la syndicalisation de masse et à une véritable irruption ouvrière sur la scène publique, bientôt massivement victorieuse. Ces trois grandes grèves sont celle à l'Electric Auto Lite Co. de Toledo, en Ohio, une firme automobile dont les travailleurs étaient regroupés dans un syndicat fédéral de l'AFL, la grève des débardeurs de San Francisco, en Californie, et celle des camionneurs de

Minneapolis, au Minnesota. Dans chaque cas, les travailleurs firent face victorieusement aux injonctions, aux charges policières et même aux tirs de la garde nationale. Dans chaque cas aussi, les appuis militants actifs des chômeurs et des autres syndicats furent d'une grande importance ; et dans chacune de ces trois villes, des processus de généralisation de l'action revendicative touchèrent plusieurs milieux. À San Francisco, la grève des débardeurs débouche effectivement sur une grève générale de quelques jours au mois de juillet, contre l'opposition du président William Green de l'AFL. Les trois grèves se terminèrent par des victoires.

Une caractéristique leur fut commune : ces trois grèves étaient dirigées par des militants d'organisations socialistes radicales, des communistes à San Francisco, des trotskystes à Minneapolis et des membres d'un American Workers Party à Toledo, parti qui allait bientôt fusionner avec l'organisation des trotskystes. En d'autres mots : des mouvements à la tête desquels on retrouvait des leaders très marqués à gauche, qui ne reculèrent pas devant la menace de l'affrontement, et des mouvements qui s'appuyèrent sur des stratégies de base militantes. Toutes choses étrangères aux états-majors de la centrale, qui ne pouvaient s'y reconnaître. D'ailleurs à l'automne 1934, forcé en quelque sorte par « l'impatience de la base », le syndicat du textile de l'AFL lança « à contre-cœur » un appel à la grève, que suivirent sur le champ plus de 400 000 travailleurs¹⁶. Les grévistes firent face partout à une dure répression publique, à des milices patronales, à la loi martiale en Georgie, à plus de 40 000 hommes de la Garde nationale déployés dans seize États. La haute direction de l'AFL ordonna la fin de l'action au bout de deux semaines, en échange d'une promesse par le gouvernement fédéral d'une étude des conditions qui existaient dans l'industrie. Rien n'en sortit et, à l'été 1935, le syndicat ne comptait plus que quelque 79 000 membres. Une véritable débâcle¹⁷.

De fait, il apparaissait que la pensée et les conceptions sociopolitiques de l'AFL ne lui permettaient pas, en tant que telles, de répondre positivement à l'état d'esprit qui se faisait jour chez les travailleurs et les chômeurs. Or, cet état d'esprit agiterait bientôt toutes les régions du pays et tous les secteurs de l'économie¹⁸ jusqu'aux employés domestiques. La centrale allait perdre d'ailleurs en 1934 et 1935 quelque 600 « syndicats fédéraux¹⁹ », des dizaines de milliers de syndiqués la quittant avec dépit. L'impotence de la centrale ne relevait cependant pas que de ses préférences idéologiques. Le syndicalisme de métier s'étant en effet révélé inapte à la syndicalisation de la grande industrie, le statut social et même le rôle de direction de ses états-majors reposaient pour une large part sur la pérennisation du caractère minoritaire du syndicalisme : la simple organisation des travailleurs de l'automobile et de l'acier, par exemple, menaçait de

rompre les équilibres au sein de la centrale, de soutirer à nombre de dirigeants en place leurs majorités.

Une détérioration marquée, voire catastrophique de conditions de vie n'entraîne pas d'elle-même, comme s'il y avait automaticité, une radicalisation de l'action et des dispositions. Globalement, on en eut un exemple probant avec l'état d'abattement qui affligea la classe ouvrière et les « petites gens » (et les campagnes) aux États-Unis durant les mois et les premières années qui suivirent le krach de 1929. Il y eut incontestablement des réactions de colère, des manifestations de chômeurs, mais c'est plutôt la stupeur et le désarroi qui caractérisèrent la situation. En revanche, il est sûr qu'un contexte de misère généralisée ne rassemble pas les conditions favorisant la stabilité sociale. Les actions grévistes et les manifestations ne disparaîtront pas après la grève perdue du textile et en 1935, mais il apparaît que des leçons furent tirées sur l'AFL et sur le syndicalisme traditionnel du pays. L'effondrement du nombre des syndicats fédéraux en est une illustration. Une disposition à s'organiser sur d'autres terrains et par des méthodes plus militantes se frayait un chemin. En 1934-1935, le pays entre dans une nouvelle période, qu'on pourra qualifier de montée ouvrière.

De fait, parmi les syndicats toujours dirigés par leurs états-majors des années 1920, il n'y en a que trois qui réussissent à renaître à partir de 1933, à se reconstruire en syndicats de masse. Il s'agit des United Mine Workers (UMW), syndicat industriel affilié à l'AFL, comme on a vu, dirigé par John L. Lewis, et de deux syndicats du vêtement, les Amalgamated Clothing Workers of America (ACWA) de Sidney Hillman et les International Ladies Garment Workers Union (ILGWU), dont le président est David Dubinsky²⁰. Ces deux syndicats du vêtement, mis sur pied durant la deuxième décennie du xx^e siècle, étaient associés depuis leurs débuts aux traditions socialistes européennes, pour une bonne part aux traditions ouvrières socialistes juives d'Europe de l'Est, Hillman, par exemple, ayant été membre actif du Bund russe et du Socialist Party. Les ILGWU étaient affiliés à l'AFL, les ACWA n'y sont venus qu'en 1933. Les UMW, les ACWA et les ILGWU possédaient, a écrit l'historien Robert H. Zieger, de solides « traditions d'organisation industrielle de masse ». Leur remise en selle, souligne le même auteur, allait avoir des conséquences déterminantes pour la suite des événements²¹.

Ces trois syndicats expriment, en quelque sorte, une continuité institutionnelle de l'expérience syndicale au moment de l'entrée dans cette période de la montée ouvrière. Mais il s'agit d'une continuité ténue : aucun des trois n'est limité sur le plan de l'organisation par le syndicalisme de métier, cependant que les deux syndicats du vêtement sont publiquement associés à l'idée du

socialisme et d'une action politique ouvrière indépendante. À ce moment, selon diverses évaluations, les UMW regroupent quelque 400 000 syndiqués, les ILGWU autour de 200 000 et les ACWA 120 000²².

Au sein des instances dirigeantes de l'AFL, depuis plusieurs mois maintenant John L. Lewis, appuyé de quelques représentants de syndicats affiliés, dont ceux du vêtement, faisait valoir la nécessité d'un gros effort pour l'organisation industrielle de masse des travailleurs. Toujours il était éconduit, malgré le vote de quelques résolutions ambiguës, jusqu'au congrès de la centrale en octobre 1935 où, en frappant au visage William Hutchinson, président du syndicat des charpentiers et farouche défenseur de la prédominance des métiers, Lewis annonça de fait qu'il rompait avec la direction de l'AFL et entendait passer à l'action. Trois semaines plus tard, Lewis, Hillman, Dubinsky et quelques autres présidents de syndicats formèrent officiellement la tendance dite Committee for Industrial Organization (CIO, « comité pour l'organisation industrielle »), avec l'idée bien arrêtée de participer activement au travail de syndicalisation de milieux en ébullition que l'AFL s'avérait décidément incapable de s'allier; on entendait aussi entreprendre, en fournissant des organisateurs et des ressources, de vastes campagnes à cet effet. Ils percèrent ainsi rapidement l'industrie de l'automobile et du caoutchouc, notamment, puis, en juin 1936, le CIO annonça la formation d'un Steel Workers Organizing Committee (SWOC, « comité d'organisation des travailleurs de l'acier »), une initiative qui, pour certains, symbolisa concrètement « la transformation du CIO » en véritable centrale syndicale²³. Formellement, le CIO se présentait toujours comme un courant visant, au sein de l'AFL, à favoriser le syndicalisme d'industrie; il n'allait se former en centrale qu'en 1938, alors qu'il adoptera l'appellation de Committee of Industrial Organizations (CIO, « comité des organisations industrielles »). Mais l'AFL attaqua dès 1935 le CIO comme rival déclaré, et il semble évident que Lewis, à tout le moins, n'avait pas l'intention de compromettre son projet de départ en se pliant à d'éventuelles exigences restrictives de l'AFL.

Il avait pris la mesure de la situation et entendait fournir à l'action ouvrière une direction ferme et intransigeante. Lewis allait devenir, sur-le-champ, le leader charismatique du processus de syndicalisation industrielle des États-Unis, réussi des décennies après les autres pays capitalistes industrialisés, et même après des pays moins développés alors – comme la Chine; mais le processus se déroula à la vitesse de l'éclair, les percées déterminantes ayant lieu finalement en moins d'une année. Lewis et le CIO ne créaient pas la montée ouvrière et ils n'ouvrirent pas la période de luttes. La dynamique sociale était engagée, bien qu'elle n'était pas linéaire, depuis la deuxième moitié de l'année 1933. Et l'on a pu dénombrer plus de 1000 occupations d'usines et de milieux

de travail en 1936-1937²⁴. Les luttes qui caractérisent les années 1930 aux États-Unis apparaissent avant la mise en forme du CIO, et celui-ci n'aurait jamais eu les capacités organisationnelles pour lancer 1000 occupations. Mais la création du CIO va servir à galvaniser et à centrer les énergies, à favoriser la réflexion sur les structures de base de l'organisation syndicale et la conscience des choix qui s'opèrent. Lewis ne lance pas les occupations et les milliers de grèves, il ne prêche pas la nécessité de piquets de grève infranchissables, mais il se montre toujours et activement solidaire, prend la part des grévistes et les soutient, se rend sur place et entre dans les usines occupées. C'est ainsi qu'il arrive à chevaucher et à se hisser au sommet de la tourmente. Et contrairement à toutes les traditions de l'AFL, Lewis s'associe volontiers les dirigeants radicaux, de base, intermédiaires et au sommet. À la création officielle du CIO comme centrale en 1938, des communistes et des sympathisants représenteront environ le tiers des membres de son exécutif national²⁵.

L'appareil dirigeant du syndicalisme américain s'était ainsi déchiré sous les pressions de la crise socioéconomique et de l'enclenchement des mouvements massifs de lutte ouvrière. À la fin de l'année 1937, le CIO rassemble plus de quatre millions de membres, dépassant alors de quelques centaines de milliers²⁶ le nombre de syndiqués regroupés à l'AFL. De fait, d'une situation en 1932 où les États-Unis comptaient moins de trois millions de syndiqués, c'est à quelque neuf millions de salariés que s'élèvent en 1939 les chiffres additionnés du syndicalisme américain²⁷, à onze millions et demi lorsque survient l'attaque contre Pearl Harbor le 7 décembre 1941. Il y a alors une quinzaine de mois que les hostilités de la Deuxième Guerre mondiale ont débuté, la France a été vaincue et les armées allemandes ont envahi l'URSS. L'engagement militaire des États-Unis ne survint qu'après Pearl Harbor, mais depuis 1939 l'industrie américaine bénéficie de vastes commandes militaires, en provenance de pays belligérants et pour le renforcement des capacités de combat de l'armée et des troupes américaines. À toutes fins utiles, la crise économique s'est terminée au milieu de l'année 1941, le « chômage diminuant [dorénavant] d'environ un point de pourcentage chaque mois²⁸ ». À ce moment, de grandes entreprises qui avaient résisté victorieusement au mouvement de syndicalisation de 1936-1937, singulièrement Ford dans l'automobile et certaines compagnies dans l'industrie de l'acier, sont prises par le CIO. Chez Ford, notamment, il fallut une large grève sauvage pour qu'un vote libre puisse être tenu sur le principe de la syndicalisation parmi les employés. Ils votèrent en faveur du CIO à quelque 70%²⁹. Il en fut de même partout dans l'industrie de l'acier. De fait, l'année 1941 fut marquée aux États-Unis par un nombre sans précédent de grèves, à l'exception des années 1917 et 1937³⁰.

La dynamique sociale des années 1930 n'avait pas reflué ni n'était contenue. Aux yeux de tous et de toutes, il était maintenant manifeste que le premier terme de l'entente du syndicalisme américain avec des courants libéraux du patronat, négocié au sein de la National Civic Federation au début du xx^e siècle et posant que l'existence des syndicats serait acceptée à la condition qu'ils ne cherchent pas à regrouper la masse des travailleurs industriels, avait été répudié par les secteurs les plus dynamiques du mouvement ouvrier. Ce premier terme venait de voler en éclats.

3. ROOSEVELT ET LA SYNDICALISATION

Franklin Delano Roosevelt terminait son deuxième mandat à titre de gouverneur de l'État de New York lorsqu'il fut élu président démocrate en 1932. Comme gouverneur, il avait mené une politique de bon gouvernement et de réforme de l'administration ; il ne s'était pas fait remarquer par un engagement particulier en faveur du syndicalisme, mais il « avait maintenu d'excellentes relations » avec ses directions régionales et s'était montré favorable au principe de la négociation collective et à des mesures d'aide sociale publique contre les effets de la crise³¹. Durant sa campagne présidentielle, il ne crut cependant pas nécessaire de prononcer un seul discours à l'adresse du mouvement syndical.

Il faut dire que l'influence de l'AFL était fort limitée en 1932 et que les deux grands partis firent peu de cas de ses demandes. Des vingt-six propositions qu'elle soumit aux congrès républicain et démocrate (portant notamment sur des politiques de travaux publics, de construction de logements, d'assurance chômage – finalement ! –, d'abolition de la prohibition, etc.), huit furent totalement ignorées par les deux partis, les autres à peine considérées. Les états-majors de la centrale furent ainsi réduits à souligner que les deux programmes étaient décevants. Les promesses des républicains rejoignaient davantage certaines revendications de la centrale, mais elles s'avéraient nettement insuffisantes. L'exécutif prit alors une position de neutralité absolue devant les candidats désignés pour la présidence et la vice-présidence du pays³². À titre personnel, des dirigeants s'engagèrent alors du côté républicain et d'autres du côté démocrate. Au congrès de l'AFL de 1932, il n'y eut pas de grand débat sur l'opportunité d'un appui à l'une des deux candidatures. La nouveauté fut plutôt, sans que la centrale en soit bouleversée, un renouveau de l'intérêt pour la formation d'un parti travailliste...

Autant d'éléments, en tout état de cause, illustrant que la candidature de Roosevelt en 1932 n'était pas identifiée, et ne cherchait pas à s'identifier, au mouvement ouvrier ou aux grandes perspectives de réforme sociale. Durant sa campagne, le candidat démocrate avança l'idée d'un *new deal*, la nécessité de présenter à la population américaine, à l'« Américain moyen » dirait-on aujourd'hui, une nouvelle donne, d'offrir une nouvelle chance ou de conclure avec elle une nouvelle entente. Mais, ainsi que l'a souligné Frances Perkins, qui allait être secrétaire au Travail de Roosevelt, « le New Deal n'était pas un véritable projet avec forme et contenu. C'était une expression heureuse qu'il [Roosevelt] avait élaboré durant la campagne, et sa valeur était psychologique »³³. Cela dit, le président républicain sortant, Herbert Hoover, était battu avant même que débute la campagne. Les résultats furent un raz-de-marée démocrate à la présidence et au Congrès, Roosevelt, notamment, remportant 57,5 % des voix contre 39,6 % pour Hoover et l'emportant dans 46 États, sur les 48 que comptent alors les États-Unis.

Quand il s'installe au pouvoir, en mars 1933, la situation socioéconomique est la pire de toute la période; les choses ne pouvaient donc rester en l'état, le « vieux » régime avait failli. Roosevelt va d'abord donner à son New Deal le contenu d'un National Industrial Recovery Act (NIRA). Cette loi établissait des codes de réaménagement de l'économie industrielle, par sections et secteurs, dans un cadre relativement planifié, qui encourageait des ententes de nature monopolistique. Le New Deal se caractérisait ainsi par une volonté d'adaptation et de réglementation partielle de l'activité économique du pays, tout en prévoyant une participation décisive à la mise en forme de ces codes des secteurs patronaux les plus importants. Pour s'assurer l'appui de l'AFL, et ordonner les rapports de travail dans les divers secteurs de l'industrie, on ajouta au NIRA sa section 7a par laquelle il était dit que les travailleurs avaient le droit de s'organiser dans l'association « de leur propre choix ». À cet égard, les débats porteront très vite sur la signification précise du droit ainsi reconnu : est-ce que des « syndicats de boutique »³⁴ peuvent se présenter comme l'émanation d'un choix libre des employés ? Est-ce que l'employeur est tenu de négocier avec des représentants d'un syndicat majoritaire³⁵ ?

Mais ces débats ne furent pas d'abord le lieu de la principale polémique contre le NIRA. Celle-ci eut trait à ce que des milieux conservateurs et patronaux virent bientôt comme une menace d'étatisation de l'économie. Le rôle primordial que conférait à la présidence le New Deal et l'action des pouvoirs publics dans la vie des entreprises que supposaient l'élaboration de « codes » et l'idée d'un possible ordonnancement des relations patronales-ouvrières apparurent rapidement à ces milieux comme autant d'empiètements inadmissibles. Des partisans de l'autonomie locale et des États de la fédération, particulière-

ment le Sud ultra conservateur, et les membres du Congrès qui considéraient être bousculés par les politiques de Roosevelt ou qui n'étaient pas d'accord avec les mesures d'aide sociale qu'il engageait se joignirent aussi à une opposition toujours plus bruyante au New Deal.

Durant les années de crise aux États-Unis, globalement de 1929 à 1941, les cycles économiques habituels conservèrent malgré tout leur dynamique. Le pays connut ainsi une reprise de l'économie avec la deuxième moitié de l'année 1933, dont le pic ne rejoignit certes pas celui qui avait précédé le krach, mais qui relança néanmoins pour une part la production. Sur-le-champ, une volonté d'autonomie pleinement privée des entreprises se fit valoir, et elle ne cessa par la suite de s'accroître. Dès le mois d'août 1934 fut formée une Liberty League, dont les membres provenaient surtout du Parti républicain, mais où se retrouvèrent aussi des démocrates opposés au New Deal. La Liberty League entendait combattre le radicalisme du président en faisant « prévaloir les droits de propriété³⁶ ». En avril 1935, la Chambre de commerce des États-Unis répudiait « officiellement » le New Deal³⁷.

Voilà le contexte d'ensemble qui permet de comprendre l'opposition concomitante des milieux conservateurs à la section 7a. Eu égard à la culture et aux pratiques socioéconomiques et sociopolitiques traditionnelles des États-Unis, il est évident que le projet du New Deal avançait des éléments de rupture. Roosevelt s'y était engagé parce qu'il jugeait, d'un côté, que la situation de crise exigeait des mesures beaucoup plus hardies que tout ce qu'avait envisagé son prédécesseur Hoover. D'un autre côté, il considérait que le régime institutionnel, social et économique établi ne pouvait se passer de changements véritables, si l'on voulait éviter une déstabilisation encore plus grande, la menace de développements incontrôlés. En elle-même, la section 7a ne fut pas d'un grand apport à l'organisation ouvrière ; si elle ne visait pas précisément l'expansion du syndicalisme de boutique, le poids de ce phénomène s'accrut davantage que celui des syndicats de l'AFL entre 1932 et 1935³⁸. Mais cette section 7a stipulait bien que les employeurs ne pouvaient empêcher leurs employés de s'organiser ; et elle mettait en avant la notion d'un système de relations industrielles supervisé, voire contrôlé publiquement³⁹. Avec le renouveau de l'action revendicative en 1933, puis les grandes grèves et l'agitation à compter de 1934, la section 7a se trouva à légitimer en quelque sorte l'organisation collective, ce qui devenait pour les forces de la droite sociale et politique une raison importante supplémentaire de combattre le NIRA.

La composition de cette opposition conduisit Roosevelt à inviter tous les progressistes à appuyer le New Deal lors des élections de mi-mandat en 1934. Une coalition d'adversaires intransigeants et très conservateurs se constitua

alors autour de la majorité des républicains élus et chez des démocrates : contre le New Deal et ses déficits budgétaires, dont de premières dépenses sociales, contre ses codes qui entravaient la pleine liberté de l'initiative privée et contre les dispositions de la section 7a qui « encourageaient » l'agitation gréviste. Il doit être noté que l'appel de Roosevelt ne s'adressa pas particulièrement à l'AFL, nouveau témoignage du poids sociopolitique limité de la centrale, qui ne le reprit pas à son compte, et qu'il ne souleva pas d'emblée un enthousiasme populaire mesurable. Mais les traits réactionnaires de la campagne contre le New Deal rebuteront manifestement plusieurs couches de la population. De sorte que, pour la deuxième fois seulement de l'histoire, des élections de mi-mandat renforcèrent la position de la présidence : par exemple, 10 des 25 républicains que l'on retrouva par la suite au Sénat étaient des progressistes de l'Ouest⁴⁰.

Pour le traitement de notre sujet, l'importance de l'épisode des élections de mi-mandat en 1934 vient de cet appel explicite de Roosevelt aux « progressistes » du pays, par-delà les affiliations politiques et idéologiques. Il dessine ainsi les contours d'un scénario politique nouveau et d'une alliance partisane d'un nouveau type. Si le mouvement ouvrier n'est pas au centre de cette alliance, la situation va être entièrement modifiée à cet égard durant les quelque dix-huit mois qui vont suivre la consultation électorale de 1934. Cela dit, malgré cette victoire de 1934, l'opposition au New Deal va se maintenir, hargneuse. Elle avait d'ailleurs conduit à une contestation en Cour suprême du NIRA. Le 27 mai 1935, celle-ci déclara à toutes fins utiles inconstitutionnel le National Industrial Recovery Act et, en conséquence, sa section 7a tout aussi bien⁴¹. Si les opposants conservateurs à Roosevelt se félicitèrent de ce jugement, le coup risquait d'être terrible pour la gouverne du pays : en pleine crise économique, l'orientation première de la présidence en politique intérieure était déclarée illégale, les cercles dirigeants, privés et publics, du pays s'entredéchiraient donc ouvertement, de profondes perturbations sociales étaient engagées, cependant que la mécanique des rapports employeurs-employés se trouvait en quelque sorte dissoute. Ce que voulaient finalement les adversaires du New Deal s'apparentait à un retour aux orientations de la présidence Hoover, perspective que Roosevelt et les siens trouvaient inadmissible, voire suicidaire. Ces derniers sont alors rejoints par plusieurs des dirigeants syndicaux en poste, notamment Lewis et ceux qui vont dans quelques mois lancer le CIO⁴².

L'administration Roosevelt va dans ces conditions s'orienter vers une intervention économique de type *deficit spending*, particulièrement en évidence lors de la récession de 1937-1938, comme méthode contre-cyclique de garantie d'un niveau global de consommation jugé suffisant. Disparaîtront progressivement les idées de planification et d'encadrement de la vie économique⁴³. Dès

avant le jugement de la Cour suprême, dont la teneur était prévue, des élus progressistes puis Roosevelt lui-même avaient, par ailleurs, entrepris de doter le pays d'un véritable système juridique de relations patronat-syndicat. Le sénateur Robert F. Wagner, de l'État de New York, qui avait servi durant six mois comme président (*chairman*) du National Labor Board du NIRA, soumit en 1934 un projet de loi visant précisément à interdire toute immixtion patronale dans l'exercice du droit d'association des travailleurs (« par influence, contrainte, faveur, lock-out, ou par tout autre moyen »); le projet de loi avait aussi pour objectif d'obliger les employeurs à négocier de bonne foi avec les représentants que se donneraient les travailleurs. Le sénateur Wagner faisait valoir que les refus patronaux de s'engager dans ce type de négociation étaient responsables de l'immense majorité des conflits de travail, cependant que les difficultés éprouvées par les salariés à se syndiquer « entravaient les efforts du mouvement ouvrier à préserver l'ordre [...] ou à restreindre les actions [...] fantasques de groupes irresponsables » dans ses propres rangs⁴⁴. En d'autres mots, une paix sociale bien comprise nécessitait dorénavant la pleine reconnaissance des droits collectifs du pôle « ouvrier » de l'économie industrielle.

En 1934, Wagner ne réussit pas à convaincre Roosevelt du besoin d'aller aussi loin⁴⁵. Mais les développements sociaux sont beaucoup plus pressentis en 1935 et, à l'approche du jugement de la Cour suprême sur le NIRA, Wagner reprend son projet. Après quelques hésitations, Roosevelt lui donne cette fois son appui. Le Sénat et la Chambre le voteront rapidement à de fortes majorités et, le 5 juillet, Roosevelt y apposera sa signature. Le président était en quelque sorte poussé dans cette direction par la décision déjà perçue de la Cour suprême, en fonction des exigences du moment et de considérations semblables à celles qui avaient été émises par Wagner en 1934. La nouvelle loi, qu'on appelle habituellement depuis le Wagner Act⁴⁶, allait définir maintenant la *labor policy*⁴⁷ de la présidence⁴⁸. Son objectif déclaré était d'assurer le respect du droit à l'organisation syndicale indépendante et de favoriser la négociation employeurs-employés des conditions de l'emploi. La nature de cette nouvelle loi était donc différente de celle de la section 7a. Il est vrai que Wagner (et la présidence) fit en 1935 la promotion de son projet en soulignant à nouveau sa volonté qu'il serve à encadrer et canaliser les processus sociaux; mais il est vrai, aussi, que le Wagner Act prenait l'aspect d'un gain de premier ordre pour le syndicalisme, le gain de la reconnaissance effective du droit à la négociation collective.

Ce moment signale, par ailleurs, un réel infléchissement à gauche de la présidence Roosevelt. Beaucoup d'auteurs – c'est même devenu une façon convenue d'envisager ces années – utilisent l'expression « deux New Deals » pour caractériser ce qui se produit alors, le deuxième New Deal, distingué à

partir de l’été 1935, étant beaucoup plus favorable au mouvement syndical et aux petits fermiers, par exemple. C’est d’ailleurs de ce moment que datent, malgré leurs faiblesses, les politiques sociales véritablement marquantes de la présidence Roosevelt. Le projet de Wagner a pris force de loi le 5 juillet et c’est le 15 août qu’est adopté le Social Security Act, instaurant un régime national d’assurance vieillesse et d’assurance chômage obligatoire, notamment⁴⁹. S’il n’y a pas coupure étanche entre les deux New Deals, comme l’a déjà fait remarquer Denise Artaud⁵⁰, il est incontestable qu’avec l’été 1935 se sont engagées de profondes transformations dans la politique économique, sociale et « ouvrière » de l’administration Roosevelt. Sur le terrain économique, l’orientation du nouveau New Deal semble moins contraignante que celle du NIRA, mais elle est davantage axée sur le maintien et la hausse du niveau de consommation populaire comme moyen de lutte contre-cyclique. Le Social Security Act met en forme des politiques d’aide et d’assurance sociales qui resteront au cœur du filet de sécurité socioéconomique des États-Unis. Il est révélateur, à cet égard, que la proportion du PNB américain consacrée aux programmes sociaux fût de quelque 6,1 % en 1938, alors que, « parmi les autres pays les plus généreux », elle ne fut que de 5 % au Royaume-Uni, de 3,5 % en Suède et de moins de 2 % en Hollande la même année⁵¹. Et le niveau de reconnaissance du droit à l’organisation ouvrière connaîtra alors – pour quelques années, néanmoins – son apogée dans l’histoire du pays.

Ces transformations relevèrent pour une large part des développements sociaux en cours, comme on l’a mentionné, et ceux-ci secoueront jusqu’à la Cour suprême : en 1937, appelée à se prononcer sur la constitutionnalité de la loi Wagner, qui force pourtant à la négociation collective de bonne foi, la Cour suprême rendra cette fois un jugement favorable. Le National Labor Relations Act du sénateur Wagner devint un document fondamental de l’histoire sociale des États-Unis. Le mouvement ouvrier et, au premier chef, le CIO en construction allaient alors constituer une composante essentielle de la coalition New Deal.

Cet aperçu du rapport noué entre la présidence de Franklin D. Roosevelt et le processus de syndicalisation durant les années 1930 nous a paru nécessaire afin de cerner les bases du contenu et des formes de l’action politique contemporaine du mouvement ouvrier aux États-Unis, telle qu’elle est toujours pratiquée en cette fin de la décennie 2010-2020. Il est courant, dans les études spécialisées (histoire, science politique, relations industrielles), de manière plus ou moins tranchée, mais, quelle que soit la perspective analytique de leurs auteurs, d’avancer que les succès syndicaux des années 1934-1941 puis, ainsi que nous le verrons, durant les années mêmes de la participation américaine aux hostilités, reposent sur une orientation qui leur fut favorable du

gouvernement Roosevelt. Celui-ci aurait poussé à la syndicalisation ou, à tout le moins, facilité les victoires du mouvement ouvrier. En d'autres mots, et sans que les affirmations soient toujours aussi explicites, les politiques publiques de la période de la Dépression et de la Deuxième Guerre mondiale aux États-Unis rendraient compte, sur le fond, des percées massives du syndicalisme. Il nous semble que l'enchaînement même des événements infirme pourtant un tel point de vue et que, en dépit de la complexité des développements et des intentions de chacun des acteurs, ce type de perspective induit des perceptions erronées quant à l'évolution des dynamiques sociales.

À cet égard, rappelons que Roosevelt n'a pas fait campagne en 1932 sur la base d'un rapprochement de l'AFL ni d'une promotion particulière des droits et des intérêts ouvriers, bien qu'il ait affiché sa préoccupation de la possibilité que surviennent des désordres sociaux. Ce n'est pas à son initiative que s'enclenche en 1933-1934 une montée ouvrière qui remportera, grâce à des occupations d'usine, à la capacité physique des piquets de grève de s'imposer et, dans la plupart des cas, à la solidarité évidente des divers secteurs de la population laborieuse, ses grandes victoires de 1936-1937, et non en comptant sur la supervision gouvernementale des rapports employeurs-employés. Cela dit, Roosevelt est évidemment d'une intelligence politique supérieure, il n'est pas réactionnaire et il n'est pas apeuré devant la possibilité de nouveautés. Il déclare ainsi rapidement : « Si j'allais travailler en usine, la première chose que je ferais serait de me joindre à un syndicat. » Et il s'avère pragmatique : il a vu dès le départ que la situation de crise exigeait de rompre avec certaines façons de faire habituelles dans la gouverne socioéconomique puis politique du pays, et il va saisir aussi le sens des turbulences sociales dans lesquelles le pays est engagé. Il se convainc que la paix sociale exige dorénavant de faire pleinement droit à l'existence organisée du mouvement de classe ouvrier et de remodeler à cet effet certains rapports de gouvernance. Mais l'explication de la percée ouvrière ne se trouve pas dans l'action gouvernementale, qui s'avère finalement réactive.

En 1934, Roosevelt a fait appel aux progressistes de tous les horizons, premier moment, avons-nous jugé, d'une coalition réformatrice *new deal*. Avec le deuxième New Deal, son appel s'oriente significativement, parce qu'il accepte de « parler le langage » des développements sociaux, du côté de la gauche politique (toutes tendances, y inclus les socialistes, par exemple). La coalition *new deal* prend ainsi une coloration nettement infléchie socialement. John L. Lewis, le dirigeant principal du CIO, et son état-major vont y collaborer directement, en fonction de leur rejet évidemment radical des opposants conservateurs de Roosevelt, de leur appui au NLRA de Wagner, qu'a endossé le New Deal, et à l'interventionnisme de l'administration en économie. Selon les trois historiens du CIO, Levinson⁵², Preis⁵³ et Zieger⁵⁴, la première année du

CIO – créé en octobre 1935 – fut une année de profond engagement politique en faveur de la réélection de Roosevelt, une « année politique » quant aux initiatives venant de la direction centrale. Le but était de « capitaliser » sur l'appui à Roosevelt, comme moyen de pression, pour l'obliger en quelque sorte envers les syndicats. À cet effet, Lewis et les siens, avec la collaboration de quelques responsables toujours fidèles à l'AFL, lancèrent une Labor's Non-Partisan League (LNPL: « ligue non partisane du mouvement ouvrier », ou « ligue ouvrière non partisane ») comme organisme autonome d'action politique, non intégré à l'appareil démocrate, mais voué à la réélection de Roosevelt et à la reconduction du New Deal. Nous nous arrêterons particulièrement aux modalités de l'action politique ouvrière de cette période dans notre prochain chapitre, mais il convenait de mentionner à ce stade l'arrimage politique initial du CIO, cœur et âme de la remontée ouvrière, puisqu'il concourt directement à la mise en forme de la coalition *new deal* et de son rôle politique.

Car il importe aussi de faire valoir l'élément suivant, qui donne une dimension supplémentaire à la coalition rooseveltienne en formation : la sagacité politique du président lui a fait saisir que se profile progressivement, comme un *enjeu réel* durant cette période, la possibilité que surgisse un troisième parti, par exemple de type travailliste, ou que grossissent suffisamment des courants de gauche, du fait de leur présence dans la construction des nouveaux syndicats, pour que ces organisations en arrivent à affaiblir électoralement la position de candidats démocrates. De sorte que la coalition *new deal* que rassemble Roosevelt prend aussi l'aspect d'une option de rechange à la création d'un parti fondé sur la puissance du mouvement de classe ouvrier. L'alignement de Lewis et de la LNPL sur le camp présidentiel démocrate en 1936 témoigne du ralliement alors de l'immense majorité des directions syndicales à l'option démocrate, donc, à nouveau, au rejet de l'idée d'un parti ouvrier. La coalition *new deal* sert aussi de voie de rechange, ou d'ersatz en quelque sorte, à la création d'un nouveau parti⁵⁵.

Ce dernier élément complète pour nous la signification historique qu'acquiert à ce moment ladite coalition : une opposition conjointe à un retour à « l'ancien », sur la base d'une entente, relativement implicite, quant à la direction socioéconomique de la gouverne du pays. Cette coalition *new deal* va entraîner, par ailleurs, une recomposition des alliances internes au Parti démocrate national, devenir un trait – plus ou moins intense – de son rôle dans les courses à la présidence, ou de ses fonctions dans le bipartisme national républicains-démocrates. La vitesse grand V à laquelle se mettent en place les composantes de ce nouveau type d'alliance, qu'il restera, bien sûr, à consolider puis à étayer, représente en elle-même un signe incontournable de l'influence des développements sociaux alors en cours.

Tout cela étant, la mise en avant d'une voie de remplacement à celle de la création d'un parti ouvrier, dont la présidence veilla expressément à ce qu'elle prévale, ramène à cette évidence que Roosevelt ne visait pas le renversement des institutions établies, contrairement à ce que proclamaient ses détracteurs conservateurs. Il voulait plutôt remettre leur fonctionnement sur ses rails, en le corrigeant et en le « modernisant ». Il ne chercha pas, non plus, à transformer la logique des rapports socioéconomiques ou le régime dominant de propriété ; mais il jugea obligée la reconnaissance du droit à l'organisation syndicale. Le New Deal, avec la loi Wagner, mit en place les bureaux et les commissions devant superviser les mécanismes de cette reconnaissance et structurer les rapports de négociation entre employeurs et employés, en vue de garantir et de gérer l'harmonie sociale. À l'inverse des analystes évaluant que l'administration Roosevelt a voulu la ruée vers l'organisation syndicale, d'autres, moins nombreux, pensent plutôt que l'institution de ces mécanismes procédait d'une intention primordiale de neutralisation des dynamiques revendicatives : on voulait les intégrer, les soumettre de fait à un système de relations de travail incorporé directement à la domination qu'exercent sur la vie économique de la société les grands monopoles capitalistes, selon une explication de Staughton Lynd⁵⁶, diminuer en tout cas la pression de classe⁵⁷. Cette interprétation nous paraît trop unidimensionnelle : elle fait perdre de vue que le Wagner Act représente aussi un produit de cette action de classe et qu'il instaure, tout de même, un cadre d'accréditation des syndicats ouvriers et de la négociation des conditions de l'emploi. Pourtant, cet accent sur une volonté d'incorporation des processus sociaux, qui aurait été à l'origine du National Labor Relations Act, permet de rappeler que, pour Wagner et Roosevelt, la nouvelle législation du travail devait en effet assurer les conditions d'une paix sociale bien entendue. Et non disloquer les fondements de l'économie capitaliste.

Cela dit, Roosevelt ne chercha pas à subvertir, encore moins à renverser les caractéristiques historiques du Parti démocrate dans le Sud traditionnel du pays. Ces caractéristiques rattachaient le parti à la réaction obscurantiste dure et à la discrimination raciale institutionnalisée, qu'il représentait d'ailleurs régionalement sur le terrain électoral. Dans plusieurs des États du Sud, le Parti démocrate jouissait pratiquement d'un statut de parti unique, et il se trouvait aux antipodes des orientations du deuxième New Deal. Pour les élections présidentielles, l'organisation sudiste restait cependant fidèle à la candidature démocrate officielle. Roosevelt put compter sur son appui, et ne remit pas en cause les piliers sociopolitiques et idéologiques de la base du parti dans le Sud. Voilà qui hantera souvent par la suite la coalition *new deal* et affaiblira, comme nous le verrons, le poids de ses composantes syndicales.

Cela dit, dans le face-à-face républicains-démocrates à l'échelle nationale, le sens des candidatures présidentielles démocrates, leur fonction particulière était pour une part véritablement modifiée avec le deuxième New Deal. La campagne de Roosevelt en 1936, dont les appuis font pratiquement le plein de tous les porte-paroles progressistes et syndicaux, est une campagne « sociale », très nettement orientée à gauche. En janvier 1936, J. A. Farley, secrétaire national du Parti démocrate, avait demandé par la réélection de Roosevelt la défaite des « gangsters du Big Business ». Les partisans du New Deal, comme le gouverneur de Pennsylvanie, George H. Earle, firent conspirer lors d'assemblées publiques les grandes fortunes du pays, les Mellon, les Rockefeller, « les DuPont, dont les dollars furent acquis par le sang des soldats américains ; Morgan, le financier de la guerre »... Roosevelt lui-même, devant plus de 100 000 personnes à Philadelphie, proclama : « Les royalistes de l'économie se plaignent de ce que nous voudrions renverser les institutions de l'Amérique. Ce dont ils se plaignent en fait, c'est que nous cherchons à leur enlever leur pouvoir. » Le point culminant de la campagne fut une assemblée au Madison Square Garden de New York le 31 octobre 1936, qui regroupa au coude à coude sur scène, parmi plusieurs orateurs, Roosevelt et John L. Lewis. Le président y déclara, notamment : « Je voudrais qu'on dise de ma deuxième administration qu'ils [les royalistes de l'économie] y ont trouvé celui qui les dompta⁵⁸. »

Incontestablement, comme on l'a écrit, il y avait infléchissement à gauche du New Deal, son langage prenait même des accents radicaux. Ces accents servent aussi à rendre compte du sens de la campagne présidentielle, que Roosevelt et les partisans du New Deal remportèrent haut la main. En cours de route, les attaques contre les « royalistes de l'économie » portèrent même une transformation intéressante dans le vocabulaire politique américain. En 1932, Roosevelt s'en était pris aux républicains et à Hoover, qui ne paraissaient pas préoccupés des malheurs de la majorité : ils se comportaient, avait expliqué Roosevelt, en conservateurs, en représentants des « royalistes », du privilège... Face aux « tories », bien sûr, il y a historiquement eu les libéraux, partisans de la fin du privilège au nom du droit des majorités. Dans le contexte des années 1930, la notion de « libéralisme » allait se confondre chez Roosevelt avec l'idée d'un engagement actif de l'État dans la vie économique et sociale au profit de la masse de la population, en faveur du bien général. Le sens de la métaphore fut évidemment renforcé avec la teneur des alignements partisans durant les présidentielles de 1936 et des appuis (comme des oppositions) au deuxième New Deal. Le vocabulaire politique prenait ainsi certaines des connotations principales qu'on allait lui connaître au fil des décennies suivantes⁵⁹.

4. LES GAINS ORGANISATIONNELS DU TEMPS DE GUERRE

La croissance des effectifs syndicaux entre septembre 1939 et décembre 1941, c'est-à-dire entre le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et le début de la participation des États-Unis aux hostilités, releva de la pression de mouvements de grève, singulièrement de mobilisations importantes dans les installations de la compagnie Ford et de compagnies de l'acier jusque-là non syndiquées. Ces actions forcèrent la tenue de votes d'accréditation syndicale, tenus sous les auspices du National Labor Relations Board (NLRB : conseil national des relations du travail), qui se trouva en quelque sorte à leur offrir un débouché acceptable et légitime, sanctionné par le pouvoir des autorités publiques. Le NLRB avait été constitué à la suite de l'adoption de la loi Wagner, pour veiller au respect et à l'application de ses dispositions. Dès avant l'entrée en guerre des États-Unis, l'administration Roosevelt mit sur pied un bureau national de conciliation devant favoriser, pour les industries liées à la défense, l'élaboration de solutions de compromis dans les négociations entre employeurs et employés, appelé National Defense Mediation Board (NDMB), puis, en janvier 1942, un National War Labor Board (NWLB : commission nationale des relations de travail dans les industries travaillant pour la défense militaire). Ce NWLB, composé de douze membres, dont un tiers en provenance du syndicalisme, un tiers du monde des affaires et le dernier tiers représentant le gouvernement fédéral, tiendrait le rôle « d'un tribunal ayant la responsabilité de résoudre les désaccords [patronaux-syndicaux] dans l'industrie de guerre⁶⁰ ». Et comme, en temps de conflit, il y a peu d'entreprises et de secteurs d'activité entièrement étrangers à l'effort militaire, le rôle du NWLB fut, durant ces années, primordial. Il ne réussit pas à faire plier toutes les entreprises et les syndicats, mais il arriva, néanmoins et par exemple, à régler quelque « 22 000 disputes salariales⁶¹ », ce qui ne fut pas rien.

S'il est vrai que le travail de ces organismes fédéraux du temps de guerre visa à contenir les soubresauts et les mécontentements ouvriers, voire à les interdire directement, il est non moins vrai que les représentants de l'autorité fédérale ne se rangèrent pas systématiquement du côté patronal contre les représentants du syndicalisme. La dynamique sociale et la montée de masse des années d'avant-guerre étaient toujours efficaces, cependant que l'influence de la syndicalisation comme telle ajoutait alors sa réverbération particulière à leurs effets. Il eut été mal avisé de s'opposer de front à la stature du mouvement syndical alors qu'on engageait les hostilités contre le Japon et l'Allemagne. Les organismes fédéraux spécialisés exercèrent donc leurs responsabilités durant les années de guerre dans un esprit similaire à celui de la loi Wagner de 1935. Ce faisant, ils se trouvèrent à présider, en un contexte de production industrielle

tous azimuts, à un nouveau grossissement notable des effectifs syndicaux, qui atteindront le seuil de 15 millions en 1945 !

Notons à ce stade que la puissance de l'industrie américaine après 1945 se construisit précisément durant la période du deuxième conflit mondial, avec l'économie de guerre. Elle connut alors une expansion très marquée, en capacité productive, quant à son déploiement sur le territoire national et en nombre de salariés employés⁶². Nelson Lichtenstein rappelle que des millions de gens quittèrent durant la guerre « l'univers des emplois peu payés », ceux des « services domestiques », de l'industrie cotonnière ou des travaux agricoles « éreintants », pour se rendre dans « les grands centres de production militaire », comme Pittsburgh, Baltimore et Detroit, production qui se répandit jusqu'en de petites « villes bien tranquilles » jusque-là, telles Ypsilanti au Michigan et Wichita au Kansas. D'ailleurs, ce gigantisme, qui procédait notamment « de la technologie fordiste du moment », concentrait des masses de salariés peu courantes : par exemple, les « 100 000 [travailleurs] de la nouvelle industrie de l'aviation [de la compagnie] Douglas à Long Beach et El Segundo [en Californie] ». De sorte qu'« en excluant le travail agricole » les cols bleus représentèrent bientôt quelque « 43 % de toute la main-d'œuvre américaine employée », un sommet dans l'histoire du pays⁶³.

i. COMPOSITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le nombre de femmes travailleuses s'accrut de manière très significative : si, en 1940, on comptait environ 13 800 000 femmes sur le marché du travail aux États-Unis, leur nombre oscilla autour de 20 000 000 durant l'année 1945. Elles représentaient alors 36 % de la main-d'œuvre totale, contre quelque 25 % en 1940. Elles avaient massivement accès aux tâches industrielles, de sorte que le nombre de syndiquées passa de moins de 250 000 en 1940 à plus de trois millions durant la participation américaine aux hostilités. Le taux d'inclusion des femmes au marché du travail déclina significativement au sortir de la guerre, puis se stabilisa à 30 % environ, un niveau tout de même supérieur à ce qu'il était en 1940. En cours de route, l'aspiration au « salaire égal pour un travail égal » fit surface, puisque les entreprises pratiquaient une discrimination systématique quant aux salaires et aux listes d'ancienneté (pour les promotions, par exemple) à l'endroit de leurs employées femmes. Les syndicats furent en un premier temps peu réceptifs à cette demande, qui pourtant se fraya un chemin et fut inscrite bientôt dans des conventions collectives. Il a ainsi été évalué que le quart des contrats de travail négociés en 1946, par exemple, comportaient dorénavant une clause de « salaire égal⁶⁴ ».

Par ailleurs, la proportion des hommes africains-américains « employés dans l'agriculture [surtout dans le sud du pays] déclina de 41 % à 28 % » entre 1940 et 1945 du fait précisément d'un « exode » massif vers les emplois industriels du Nord. Ce processus doublera « simultanément » le pourcentage des travailleurs noirs au sein de la main-d'œuvre employée dans le secteur secondaire, de quelque 5,9 % à 10,1 % à la fin de la guerre⁶⁵. Le professeur Robert H. Zieger souligne que ce fut par « nécessité » que se réalisa l'intégration de ces travailleurs à l'activité industrielle, par-delà la résistance d'employeurs aussi bien que d'employés. « Encore à l'été 1942, les Noirs ne détenaient que 3 % des emplois reliés à l'effort de guerre » ; mais « à la fin de 1944, il y avait quelque 1 250 000 travailleurs noirs, dont 300 000 femmes, travaillant dans l'industrie ». Qui plus est, leur nombre passe de moins de 60 000 à l'emploi du gouvernement fédéral à plus de 200 000 durant les mêmes années, ce qui, de la même manière, contribua à modifier les conditions de vie, généralement à la hausse⁶⁶, et intégra à la vie urbaine davantage que cela n'avait été le cas jusque-là.

En 1945, la main-d'œuvre salariée américaine s'élevait à environ 54 millions de personnes⁶⁷, auxquelles on devait ajouter la majorité des hommes et des femmes alors sous l'uniforme, plus d'une douzaine de millions de gens. Ces nombres, eux-mêmes et conjugués, d'un côté, au poids primordial de la production industrielle et manufacturière dans l'économie du pays et, d'un autre côté, à la proportion de la main-d'œuvre alors constituée de cols bleus (43 %), puis à la croissance de la population féminine et africaine-américaine dans les secteurs d'emplois se trouvant au cœur de la vie sociale, facteur d'homogénéisation de la population laborieuse et, enfin, joints aussi à la progression ininterrompue des effectifs syndicaux, donnaient à la classe ouvrière en 1945 une présence socioéconomique lourde et massive, absolument sans précédent dans l'histoire nationale. La direction des entreprises et la conduite des affaires publiques ne pouvaient évidemment passer outre. Comme nous l'avons mentionné déjà, la conscience des processus en cours se manifeste dès le début du second conflit mondial au sein des états-majors du New Deal, et même dans le patronat, jusque-là plus récalcitrant, chez Ford et les compagnies de l'acier qui avaient su résister à la syndicalisation en 1937, notamment. D'autant plus que cette conscience fut continuellement soumise, durant les hostilités mêmes, à la pression de courants de mécontentement et de revendication dans les syndicats, à de multiples grèves « sauvages » par exemple. À cet égard, arrêtons-nous à quelques éléments d'une mise en perspective de ces actions et de la réponse des autorités, parce que les formules et le contenu de la cohabitation d'après-guerre avec le syndicalisme y furent en bonne part élaborés.

Dès l'entrée en guerre des États-Unis, Philip Murray, nouveau président du CIO⁶⁸, et William Green, toujours à la tête de l'AFL, proclamèrent volontairement, au nom de l'ensemble des hauts dirigeants du syndicalisme, un *no-strike-pledge* (NSP), une promesse de ne pas faire la grève pour la durée des hostilités par patriotisme et afin d'appuyer l'effort militaire. En tant qu'institutions, les syndicats américains tiendront sans faille leur promesse jusqu'à la fin de la guerre. En tant que mouvement social, les comportements et les dispositions seront au contraire multiples et changeants parmi leurs effectifs.

ii. LA PUISSANCE DU MOUVEMENT DE CLASSE

Art Preis a évalué à quelque 14 471 le nombre d'arrêts de travail entre le moment de l'entrée en guerre des États-Unis et la reddition du Japon (août 1945), auxquels participèrent 6 774 000 travailleurs, des chiffres plus élevés que les nombres correspondant pour les années 1936-1939. Bien sûr, comme le faisait aussi remarquer Preis, il s'agissait durant la guerre d'arrêts généralement courts, sur des problèmes très précis et souvent locaux, des grèves sauvages⁶⁹ dans la très grande majorité des cas⁷⁰. En 1942, première année complète de participation aux hostilités, les nombres furent relativement limités ; mais on a compté 3 700 grèves pour l'année 1943 et 1 980 000 travailleurs impliqués, 5 000 arrêts de travail en 1944 et plus de deux millions de travailleurs. En 1945, il y eut environ 3 500 000 grévistes, mais la fin des combats en Europe et dans le Pacifique au printemps et à l'été en fait un cas quelque peu différent⁷¹. Ces mouvements représentaient, malgré leur caractère non officiel, un signe éloquent aussi que la dynamique sociale manifeste depuis le premier mandat de Roosevelt n'était pas disparue. En 1945, le syndicalisme américain rassemble près de deux fois le nombre de membres qu'il avait en 1937, cinq fois celui de 1933⁷². En cours de route, le congrès des travailleurs de l'automobile en 1944 (United Auto Workers, UAW-CIO) a décidé de tenir un référendum parmi ses membres sur l'opportunité de maintenir le *no-strike-pledge*⁷³. À ce moment, et depuis quelques années déjà, l'AFL a rejoint puis dépassé les effectifs du CIO, réunissant selon des estimations diverses plus de huit millions de membres, le CIO quelque cinq millions, cependant qu'on retrouve aussi deux millions d'adhérents de syndicats indépendants (par exemple, dans les chemins de fer⁷⁴). La grande majorité des actions grévistes et des mobilisations ouvrières restent le fait, néanmoins, de syndiqués du CIO.

La persistance de cette dynamique sociale a des effets sur d'autres terrains que celui des relations de travail. La conduite même de la vie socioéconomique et la prise de décision au sein des entreprises se posent bientôt comme objets et lieux de revendications, en prolongement en quelque sorte de l'activité axée sur

l'accréditation du syndicalisme et l'obtention de meilleures conditions d'emploi, mais aussi comme aspiration à étendre son influence. Ainsi faut-il comprendre, croyons-nous, cette proposition avancée par Philip Murray en 1940 de la mise en forme d'une « méthode tripartite de gouvernance de l'industrie », de la création d'un grand conseil industriel (*Industry Council Plan*) qui réaliserait la « coopération entre le patronat, le travail et le gouvernement ». Il y aurait aussi, « au plus haut niveau », négociation de la gestion de l'économie industrielle, par laquelle le syndicalisme aurait « voix à la définition des objectifs de la production, à l'orientation des investissements et à l'évolution de l'emploi dans les principales industries de la nation ». Plus précisément, un tel exercice de « planification économique démocratique et de participation du peuple, écrit Murray, aux décisions-clés des grandes entreprises » se donnerait comme objectifs généraux l'instauration « d'un salaire annuel garanti, la négociation par secteurs industriels et la rationalisation de l'échelle globale des salaires⁷⁵ ». Il est vrai, comme la plupart des spécialistes le mentionnent, que Philip Murray, catholique convaincu, s'inspirait alors de la doctrine sociale de l'Église, qui prêchait le corporatisme. Mais il faut souligner, avec Nelson Lichtenstein, que l'idée de l'*Industry Council Plan* voulait donner prise aussi à la volonté de « modifier les rapports de pouvoir dans la structure industrielle [du pays] et en politique⁷⁶ ». Cette aspiration aurait été impensable moins de dix années auparavant : l'AFL était trop faible socialement pour envisager de telles percées, cependant qu'elle n'avait pas, pour l'essentiel, réussi à syndiquer la grande entreprise, cœur de l'économie américaine...

La puissance sociale toujours en progression du mouvement ouvrier donna lieu, aussi, à des initiatives politiques fort révélatrices. Le CIO mit sur pied en 1943 un *Political Action Committee* (PAC : « comité d'action politique ») qui, sans avoir l'intention de susciter des candidatures ouvrières, se donna pour objectif de peser directement sur le bipartisme républicains-démocrates par l'organisation d'un courant progressiste permanent sur le terrain électoral. Le rôle du CIO-PAC allait être crucial pour l'avenir de l'action politique des syndicats américains ; nous y reviendrons donc dans notre prochain chapitre. Par ailleurs, durant les hostilités, des initiatives politiques de base ou régionales plus radicales firent aussi leur apparition, notamment en faveur de la mise sur pied d'un *Labor Party*, c'est-à-dire d'un nouveau parti que lanceraient les syndicats. Ces initiatives surgissaient, pour une part, en émanation sur la scène politique des remuements dans les rangs syndicaux contre l'orientation du *no-strike-pledge*, des grèves sauvages, notamment, dont les leaders syndicaux de base se faisaient l'expression ou auxquelles ils devaient faire face plus immédiatement que les dirigeants nationaux. Qui plus est, les chambres du Congrès avaient entrepris de resserrer et de diminuer la liberté de manœuvre

du syndicalisme, donnant à certains l'impression que l'époque du New Deal était terminée⁷⁷. L'idée de la formation d'un parti indépendant – donc, en rupture avec les démocrates – donna finalement peu de résultats, les états-majors de chaque centrale syndicale s'y opposant expressément et activement. Elle amena néanmoins en 1944 la formation, par une conférence réunissant à Detroit des représentants de 85 unités syndicales, CIO et AFL, d'une Michigan Commonwealth Federation, en tant que parti « farmer-labor⁷⁸ ». En 1945, le comité d'action politique du CIO et les instances régionales de la centrale appuyèrent même la candidature de Richard Frankenstein, vice-président national du syndicat de l'automobile, à la mairie de Detroit. Donné d'abord gagnant, Frankenstein perdit de peu, notamment sous l'influence des divisions raciales dont son adversaire se fit l'écho et qu'il attisa⁷⁹.

Enfin, lors de la grève générale qui toucha l'ensemble des installations de la General Motors durant 113 jours en 1945-1946, Walter Reuther, alors directeur de la négociation avec GM et qui allait devenir à très courte échéance président des UAW, « politisa consciemment » le conflit. Il exigea que la compagnie prouve son incapacité de satisfaire aux demandes syndicales en « ouvrant ses livres » comptables. Il la mit au défi de soumettre à la discussion publique son explication voulant que les revendications de ses employés signifiaient une augmentation obligée du prix de ses produits. Ce faisant, a écrit l'un de ses biographes, il tentait d'utiliser « le pouvoir syndical pour amener des changements importants » dans les rapports économiques établis⁸⁰. Pour une large part, les enjeux relevaient ainsi de ce qui « était peut-être la question sociale la plus fondamentale de l'époque : qui aurait le contrôle et la direction de la vaste expansion des capacités productives survenant sous les auspices du gouvernement et payé par lui⁸¹ ? Tous ces éléments servaient aussi à illustrer la puissance de l'onde de choc, aux ramifications de plusieurs types, née de la syndicalisation victorieuse de la grande industrie. Ils permettent en vis-à-vis d'entrevoir le sens des modifications au Wagner Act que les deux chambres du Congrès ont envisagées depuis 1943, et qui se traduiront au sortir de la guerre par l'adoption d'amendements à la loi Wagner très contraignants pour le mouvement ouvrier.

Durant les années de la participation américaine aux hostilités, l'engagement à ne pas faire grève avait été, d'une certaine manière, compensé par la mise sur pied à l'échelle fédérale du National War Labor Board (NWLB). Très vite, ce NWLB fut aux prises avec un problème délicat : comment garantir la « sécurité syndicale » dans les entreprises où le mouvement ouvrier n'a pas obtenu le statut que donne la formule de « l'atelier parfait » ou la formule de « l'atelier syndical »⁸² ? L'industrie connaît une expansion considérable, et il n'est pas assuré que les nouveaux arrivés voudront du syndicalisme, ne feront

pas basculer des majorités, cependant que l'existence même de deux centrales et de syndicats concurrents risque d'amener des membres mécontents, par exemple de l'application du *no-strike-pledge*, à forcer des changements d'allégeance. De sorte que, dans ce contexte, l'existence même d'une unité syndicale n'était pas assurée. Sa présence dans l'entreprise ou dans telle de ses installations, même lorsque l'unité avait un contrat signé, pouvait être déstabilisée et mise en cause. Le NWLB va répondre à cette difficulté en reprenant à son compte et en aménageant la clause du maintien d'affiliation (dite du *maintenance of membership*) qu'avaient mise au point entre 1939 et 1941 les services de médiation gouvernementaux. On pourrait définir cette clause par la notion d'une garantie donnée à un syndicat de l'affiliation des groupes d'employés pour lesquels il a obtenu un contrat⁸³. Cette garantie n'était pas l'équivalent de « l'atelier parfait », mais elle stipula finalement que, si « un syndicat avait un contrat avec un employeur », tout nouvel employé devenait automatiquement membre après quinze jours à son emploi ; s'il ne le voulait pas, il devait le faire savoir avant la fin de cette période. En cas contraire, s'il ne payait pas de ses cotisations, il était sujet à renvoi⁸⁴. Cette clause de maintien d'affiliation offrit une sécurité à l'existence du syndicalisme, incontestablement, et le grossissement des rangs syndicaux fut notamment et de la sorte concomitant à l'expansion de l'industrie.

Cela dit, cette clause se trouva aussi à renforcer le pouvoir même des dirigeants syndicaux, l'exclusion du syndicat entraînant potentiellement la perte de l'emploi ; cependant qu'elle accrut la capacité des autorités publiques à peser sur le syndicalisme, le NWLB étant en mesure de refuser à des unités insuffisamment coopératives la protection qu'elle amenait⁸⁵. John L. Lewis, toujours président du syndicat des mineurs (United Mine Workers of America, UMW), fut le seul des dirigeants syndicaux à rejeter résolument cette clause au profit de luttes qui visaient, et qui obtinrent, « l'atelier parfait » durant les hostilités. Il refusa de même une formule d'ajustement des salaires ouvriers que la NWLB élaborait en 1942, jugeant que les syndiqués n'y trouvaient pas leur compte. Et en 1943, il proclama que, de ce fait, la promesse de ne pas faire la grève ne tenait plus. Il accusa en cours de route les autres dirigeants syndicaux de pratiquer « un syndicalisme de boutique politique », par soumission aux règles dictées par « un parti⁸⁶ ». Comme en écho, le président du CIO, Phillip Murray, concéda en 1944 qu'il y avait quelque chose « d'injuste à utiliser l'argent des cotisations des membres pour payer les salaires de responsables syndicaux qui étaient obligés "d'appliquer contre eux les directives du NWLB", auxquelles, dans beaucoup de cas, "nous ne croyons pas"⁸⁷... Mais Murray maintint le cap.

5. UNE TOPOGRAPHIE RENOUVELÉE DES RAPPORTS SOCIAUX : LA CONJONCTURE DE L'APRÈS-GUERRE

Le travail du NWLB fut en fin de compte colossal et il allait influencer toute la suite de l'histoire sociale des États-Unis. Pour une large part, en effet, les termes par lesquels l'existence du syndicalisme serait (relativement) modelée et stabilisée après la guerre furent formulés dans ses travaux. Par exemple, la notion du maintien de l'affiliation (*maintenance of membership*) va servir à légitimer la pratique de l'atelier syndical, à laquelle le NWLB adjoignit celle du précompte syndical (*dues checkoff*), c'est-à-dire la retenue par l'employeur de la cotisation syndicale sur la paie des syndiqués, qui va devenir la norme aux États-Unis. Par sa politique dite de « stabilisation des revenus », le NWLB « a établi certains grands modèles de la négociation collective », comme cette notion voulant que des travailleurs « accomplissant des tâches équivalentes dans une industrie particulière reçoivent des salaires similaires », quelle que soit la compagnie qui les emploie⁸⁸. Qui plus est, « sous la supervision du NWLB, le gouvernement, les syndicats et les manufacturiers structurèrent un système entièrement nouveau de relations industrielles. Dans [les entreprises de] production de masse », on visa à favoriser ainsi, outre la « négociation des normes du travail, la mise en place d'un mécanisme [...] de traitement des griefs « souvent couronné par une clause de recours à l'arbitrage afin de solutionner les disputes [courantes] sans arrêts de travail ni lock-outs ». On s'attendait à ce que les employeurs « acceptent les syndicats et négocient avec eux », et l'on attendait des syndicats qu'ils respectent et fassent respecter par leurs membres les contrats signés. D'où cette conception qui jaillit de « grèves sauvages » ou « non autorisées », c'est-à-dire de grèves dont la légitimité n'était pas reconnue officiellement par l'état-major d'un syndicat⁸⁹. Enfin, comme l'administration Roosevelt avait adopté une orientation de contrôle serré des salaires, pratiquement un gel depuis 1942, les syndicats cherchèrent une compensation par la négociation d'avantages sociaux, qui allait aussi inspirer les pratiques d'après-guerre⁹⁰.

Les années 1939-1945 furent donc un moment stratégique de l'instauration de l'ordre industriel tel qu'il se déploiera après 1945. Il est incontestable que la « gouvernance » des relations de travail durant le conflit mondial réussit à contenir des situations qui auraient pu devenir explosives, donc à diminuer l'influence de la contestation syndicale. Il est non moins incontestable que les caractéristiques du système de relations industrielles que le NWLB concourt alors à mettre en place, et qui deviennent autant de piliers de l'institutionnalisation du syndicalisme, se trouvent à modifier des équilibres internes aux syndicats ouvriers toujours en expansion, singulièrement dans la grande

industrie: «les couches dirigeantes [*layers of bureaucracy*] responsables de l'administration des contrats et de la direction des organisations ouvrières en expansion se multiplièrent», et les «quartiers généraux des grands syndicats concentrèrent sans cesse davantage de pouvoir aux dépens des sections locales⁹¹». À cet égard, l'institutionnalisation s'avère bien concomitante de ce que les auteurs les plus contemporains appellent la «bureaucratization» aux États-Unis des syndicats industriels, une réalité qu'ils définissent selon des notions de la sociologie des organisations⁹², c'est-à-dire comme un produit de la hiérarchisation fonctionnelle inéluctable au sein de toutes les organisations de quelque envergure, et qui nécessairement entraîne une hiérarchisation du pouvoir interne et des statuts personnels, etc.⁹³ Nous verrons plus loin si l'on peut utiliser le même concept de bureaucratization selon la définition qu'en donne l'économie politique pour cerner la signification de ce processus d'institutionnalisation.

Cela dit, cette dimension d'ensemble n'est pas la seule à définir la situation du mouvement ouvrier américain au sortir de la guerre: car il reste incontestable, aussi, qu'à la fin des hostilités les syndicats regroupent tout de même plus de quinze millions de personnes, résultat et signe de la persistance de la dynamique sociale de revendication qui est tangible à ce moment depuis plus d'une décennie. Roosevelt, avons-nous vu, ne s'était pas donné pour objectif le développement et le renforcement du syndicalisme lorsqu'il se présenta à la présidence, non plus que lors de l'élaboration du premier New Deal. Mais il sut reconnaître en 1935-1936 la nécessité de faire ouvertement droit à l'activité syndicale libre et de chercher l'harmonie sociale par l'instauration d'un système public de relations industrielles plutôt que par la contrainte, dont les conséquences auraient dorénavant risqué d'être coûteuses, et même imprévisibles. Durant la guerre, il maintient une orientation en tous points concordante aux buts qu'il avait maintenant fixés à son administration, bien que les conditions, évidemment, étaient différentes – et qu'on aura plus ouvertement recours à la contrainte. Il est, par ailleurs, remarquable que le National War Labor Board fut le seul des organismes mis sur pied afin de favoriser l'effort de guerre qui comptait parmi ses membres une représentation du syndicalisme égale à celle du patronat et à celle de l'autorité fédérale. Et ainsi qu'on a mentionné déjà, les représentants publics n'étaient pas inféodés aux *desideratas* du patronat et votaient souvent avec les syndicalistes. Les employeurs s'opposèrent, par exemple, à la clause dite du maintien de l'affiliation, qui devint néanmoins une orientation ferme du NWLB et servit de cadre à un nouvel épisode de recrutement du syndicalisme. Mais toutes les autres agences publiques spécialisées du temps de guerre furent massivement composées de représentants du secteur privé, exclusivement en ce qui a trait à l'organisation de la production, dont

« huit cents des postes clés en 1943 » étaient pourvus par des dirigeants de compagnies aux revenus toujours assurés par celles-ci. Le capital privé, a démontré l'historien David Brody, domina l'effort de guerre, dont les contrats échurent très largement aux firmes les plus importantes⁹⁴.

Dès 1939, la présidence de Roosevelt avait cherché expressément à prévenir toute menace d'interruption de la production, singulièrement toute menace de grève. Ses efforts ne furent pas toujours couronnés de succès, même quand ils prenaient la coloration d'avertissements sévères. Roosevelt envoya la troupe briser la ligne de piquetage et mettre fin à la grève, par exemple, contre la compagnie North American Aviation d'Inglewood en Californie, au mois de juin 1941⁹⁵. Dans son message sur « l'état de l'Union », en janvier 1944, il avança l'idée d'une « loi de service national », type de conscription du travail civil qui préviendrait « les grèves » et obligerait la participation à l'effort national. Il y revint dans son message de janvier 1945, cette fois dans le but de démontrer la force des États-Unis à leurs ennemis et de prouver aux soldats américains la contribution des civils⁹⁶. Dans le même sens, et malgré les profits énormes que réalisait alors le patronat, le gel des salaires à leur niveau du printemps 1942, c'est-à-dire à un niveau correspondant seulement à la hausse des prix que l'on connut de janvier 1941 à mai 1942, ne se démentit jamais. Joel Seidman a montré que les règlements avaient été plus souples alors en Grande-Bretagne et au Canada, où l'on mit au point des formules permettant les modifications salariales en regard de l'évolution des prix durant toute la guerre⁹⁷.

Pourtant, ledit gel des salaires ne fut pas l'équivalent d'un gel des revenus, qui connurent une hausse très marquée, en valeur réelle, peut-être quelque 25 % globalement, sous l'effet de plusieurs facteurs : les périodes de vacances travaillées à temps double, les heures supplémentaires très nombreuses et même la formule du travail à la pièce, dans certains cas, du fait des besoins immenses de l'effort de guerre⁹⁸, etc. Roosevelt opposa, par ailleurs, son veto à un War Labor Disputes Act (« loi sur les disputes du travail en temps de guerre »), appelé aussi Smith-Connally Act, dont les chambres débattirent au moment des grèves des UMW de John L. Lewis en 1943 : cette loi prévoyait notamment la possibilité d'une « saisie par le gouvernement d'installations servant à la production militaire et menacées d'un arrêt de travail, l'interdiction des grèves et l'interdiction de la promotion d'arrêts de travail dans les entreprises sous le contrôle du gouvernement fédéral⁹⁹ ». Le veto du président fut renversé par le Congrès ; Roosevelt apparut néanmoins et à nouveau aux syndicats plus « libéral » que ses opposants. De la même façon, il avait en 1942 demandé publiquement au Congrès d'élever le niveau général de la taxation et d'assurer un contrôle véritable sur les prix¹⁰⁰, arborant à l'occasion des sensibilités que le syndicalisme pouvait considérer comme proches des siennes¹⁰¹.

Sur le terrain électoral, le positionnement sociopolitique de Roosevelt restait incontestablement à la gauche de celui des républicains. En prévision des présidentielles de 1944, il déclara que les États-Unis, en plus du « Bill of Rights » promulgué par la république américaine à sa naissance, devaient maintenant adopter une déclaration des droits sociaux¹⁰². Ces droits incluraient « le droit à un emploi utile et décentement rémunéré », le « droit de chaque famille à un logement décent », « le droit à des soins médicaux adéquats et la possibilité [de vivre] en bonne santé », « le droit à une protection adéquate contre l'anxiété économique qu'amènent le 3^e âge, la maladie, les accidents, le chômage¹⁰³ », etc. Les droits sociaux dont il était fait mention dans ce nouveau « Bill of Rights » confirmaient bien la dimension réformatrice du discours *new deal*.

De sorte que la pensée de Roosevelt, avant comme durant le conflit mondial, témoigne de caractéristiques étonnamment permanentes : le président ne visait pas le renversement de l'économie capitaliste, plutôt son sauvetage puis son renforcement avec l'aide de l'État ; il était ouvert aux politiques d'aide sociale, point de vue nettement étayé avec l'idée d'une déclaration de droits sociaux en 1944, cependant que son esprit pragmatique et supérieur l'avait conduit à accepter l'existence d'un mouvement syndical de masse. Cette position ne doit pas faire perdre de vue, cependant, la transformation radicale, de nature, qu'avaient connue et connaissaient toujours les rapports sociaux. La Deuxième Guerre mondiale déboucha en effet sur une effervescence ouvrière qui renoua avec les mobilisations des années 1934-1937, puis les dépassa largement. L'année 1946, par exemple, compta plus de cent dix millions de jours de grève, cinq fois environ le nombre qu'avait connu le pays en 1937, ainsi que l'évalua Daniel Bell. Dans la période des douze mois qui suivit la reddition du Japon, « plus de cinq millions de travailleurs participèrent à des piquets de grève », cependant « qu'à la fin de janvier 1946 le cœur industriel de l'économie était pratiquement paralysé, alors que les travailleurs de l'auto, de l'acier, de l'équipement et des appareils électriques, de même que les syndiqués de l'industrie de la préparation et de l'emballage des viandes [*packinghouse workers*] se trouvaient simultanément en grève », a souligné Mike Davis. Le New Deal avait su composer avec les dynamiques d'action et de revendication ouvrières, mais il ne les créait pas. Et si les syndicats du CIO témoignèrent alors d'une très forte énergie militante, plusieurs des affiliés de l'AFL furent partie prenante de cette nouvelle poussée revendicative : les débardeurs, les marins, les travailleurs du bois, les machinistes, les travailleurs du bâtiment, d'autres membres aussi de l'AFL s'engagèrent en effet à ce moment dans des luttes résolues¹⁰⁴.

De fait, l'arrêt des hostilités menaçait d'une réduction de l'activité économique, dopée depuis 1939 par la guerre ; on craignait en conséquence une baisse significative des heures supplémentaires travaillées dans la production et

la disparition des incitatifs financiers multiples du temps de guerre, ce qui entraînerait une chute des revenus ouvriers, les salaires nominaux ayant globalement été soumis à la formule de 1942. Le *no-strike-pledge* n'avait plus de justification, et beaucoup de problèmes locaux n'avaient pu être solutionnés à la satisfaction des syndiqués depuis 1942. Le retour des militaires conscrits à la vie civile, en quête d'emplois, et la reconversion économique laissaient donc planer la menace d'un nombre considérable de mises à pied. Selon le professeur John T. Dunlop, plus tard secrétaire au Travail du président Gerald Ford, cette menace eut l'effet de convaincre plusieurs membres des syndicats qu'il convenait « de battre le fer pendant qu'il était chaud¹⁰⁵ ». D'autant plus que la fin des contrôles du temps de guerre promettait l'occasion d'utiliser enfin sa force collective réelle protégée par le Wagner Act de 1935, pour faire prévaloir ses revendications. De son côté, le patronat prônait également la mise au rancart rapide des contrôles du temps de guerre, entre autres pour se libérer d'un cadre réglementaire qu'il jugeait trop contraignant dans ses rapports avec les salariés. Mais la disparition des « contrôles », écrit encore Dunlop, entraînait la disparition des « mécanismes de solution aux disputes » patronat-syndicat du temps de guerre, ce qui concourut également à l'explosion de grèves en 1945 et 1946¹⁰⁶, le « plus fort déferlement » de l'histoire américaine¹⁰⁷.

Malgré certaines dispositions positives dans l'un et l'autre camp, il était évident que l'on n'avait pas les mêmes attentes pour l'après-guerre et que les revendications des bases syndicales dépassaient de beaucoup ce que le patronat était prêt à envisager. Ainsi, en mars 1945, William Green de l'AFL, et Philip Murray, du CIO, signèrent avec le président de la Chambre de commerce des États-Unis, Eric Johnston, la Charter for Labor and Management (« charte [des rapports entre le] syndicalisme et la direction des entreprises »). Cette charte stipulait que les syndicats reconnaissaient la légitimité du système de l'entreprise privée et des droits de gérance du patronat, dans un cadre « où l'interférence gouvernementale [dans la conduite des activités des firmes privées] serait minimale », alors que l'entreprise reconnaissait, de son côté, le bien-fondé de l'objectif du « plein emploi, de salaires élevés [et le droit] des salariés à s'organiser en syndicats¹⁰⁸ ». Conformément à l'esprit de cette charte, le journal du CIO, le *CIO News*, proclamait en avril : « C'est la paix industrielle qui prévaudra dans la période d'après-guerre¹⁰⁹. »

i. LA CONJONCTURE DE L'APRÈS-GUERRE

Pourtant, on le sait, c'est par un mouvement massif de grèves que fut saluée la fin du conflit. Et la National Association of Manufacturers (NAM, « association nationale des industriels ») ; il s'agit du regroupement des

employeurs les plus importants, ceux dont le poids est décisif dans l'économie) ne s'associa pas à la Charte signée par la Chambre de commerce. Au milieu de l'automne 1945, aiguillonné notamment par le besoin de contrôler cette nouvelle vague d'arrêts de travail, Harry Truman, qui venait de succéder au poste de président à Franklin D. Roosevelt, décédé au mois d'avril précédent, convoqua une conférence tripartite nationale, la National Labor Management Conference, à laquelle participèrent l'ensemble des syndicats du pays, la Chambre de commerce et la National Association of Manufacturers.

Dans son discours d'ouverture, Truman se plaignit de la recrudescence de conflits de travail durs et longs et souligna le besoin d'instaurer de nouveaux mécanismes visant à éviter les affrontements, ou à les régler. Les participants s'entendirent sur certains objectifs, par exemple qu'on solutionne les griefs de l'une et l'autre partie par arbitrage plutôt que par grèves ou lock-outs, ou que les arrêts de travail soient un moyen de dernier recours; mais ils ne s'entendirent pas sur le type de mécanisme dont Truman avait avancé l'idée, leur composition et leurs pouvoirs éventuels. D'autres désaccords départagèrent les représentants syndicaux et les représentants des employeurs. Globalement, ces derniers demandaient des contrôles publics renforcés de l'activité syndicale, le respect absolu «des clauses dans les contrats de travail qui interdisaient les grèves et les lockouts», et que les syndicats ouvriers et le patronat puissent être «poursuivis légalement pour rupture de contrat». Du côté syndical, on refusait, entre autres, que soient séparés et «fixés par des barrières étanches les champs» dans lesquels le syndicalisme et la direction des entreprises pouvaient intervenir, et l'on mit en avant la demande que les «contremaîtres» soient libres de se joindre à un syndicat, ce que le patronat rejeta radicalement¹¹⁰. La conférence fut un échec, montrant le poids des divergences plutôt que les espaces de convergences possibles.

Le patronat ne pouvait espérer réalistement que le syndicalisme soit ramené à sa situation d'avant-guerre, comme cela avait été le cas après 1918¹¹¹. Mais il apparaissait clairement que les termes d'une coexistence mutuellement acceptable entre patronat et syndicats n'étaient pas arrêtés. Par exemple, jusqu'où allait le pouvoir patronal sur la vie interne des entreprises? Et celui des syndicats? Non seulement ceux-ci devenaient-ils une puissance socioéconomique dominante, avec laquelle il fallait compter, mais les syndiqués de base cherchaient à intervenir dans l'organisation et la détermination du rythme de travail. La syndicalisation des contremaîtres ne risquait-elle pas, en plus, de faire basculer le pouvoir sur la vie industrielle dans le camp du mouvement ouvrier? Sans en exagérer la portée, il faut d'ailleurs ajouter que les vastes mobilisations sociales du moment débouchèrent même sur des mouvements de grève généralisée dans quelques localités importantes: Lancaster et

Pittsburgh en Pennsylvanie, Stamford, au Connecticut, Rochester dans l'État de New York et Oakland, en Californie¹¹². Comme le souligne Jeremy Brecher, ces manifestations de solidarité active ne furent cependant pas relayées au niveau national, ni parmi les syndicats de l'AFL ni parmi ceux du CIO, et encore moins entre les deux centrales¹¹³. Mais, au niveau local, il y eut collaboration. À quel point devait-on se méfier, chez le patronat et même dans les milieux politiques dirigeants, de cette capacité de stopper les activités productives de plusieurs industries en un mouvement simultané et conjoint? Les syndicats étaient-ils en voie d'acquérir un quasi-droit de veto sur la conduite de la vie socioéconomique?

Selon les évaluations globales les plus fiables, les péripéties et les turbulences des années 1945 et 1946 donnèrent finalement lieu à des ententes contractuelles par lesquelles chaque partie pouvait juger avoir marqué des points: «des hausses de salaire de quelque vingt pourcent», la General Motors n'eut pas «à ouvrir publiquement ses livres» comptables, les employeurs réussirent pour leur part à faire reconnaître «leur autorité sur le procès de travail», la présence du mouvement syndical dans l'entreprise s'était manifestement imposée¹¹⁴. Mais tout cela avait obligé à des interventions extraordinaires de la Maison-Blanche, à une présence active de tous les instants: de nature répressive comme la saisie par le gouvernement fédéral d'entreprises où il y avait grève ou menace de grève («raffineries de pétrole, chemins de fer, mines» et entreprises de préparation et d'empaquetage des viandes¹¹⁵), dans un pays où il est interdit de faire grève contre le gouvernement fédéral, et la menace à nouveau de conscrire militairement des grévistes; ou par une intervention de nature conciliatrice, grâce à la création de commissions d'enquête spéciales, chargées de faire des recommandations pour la solution des conflits. Mais il s'agissait, dans chaque cas, d'une intervention extraordinaire, en provenance des plus hauts échelons de l'autorité politique. Ces méthodes ne dispensaient donc pas de trouver un équilibre nouveau, qui permettrait une gestion plus «normale» et courante des rapports de travail.

Car la topographie des rapports sociaux avait bien été bouleversée depuis 1933. Le mouvement ouvrier s'était constitué en force moderne et de masse, comme l'un des grands pôles de la société industrielle. On a donné déjà plusieurs éléments permettant cette appréciation. Ajoutons les quelques points suivants: en «juin 1947, plus de 87% de tous les travailleurs du bâtiment, 83% de tous les mineurs, 76% des travailleurs du rail et 41% des travailleurs du secteur de la transformation étaient syndiqués, [cependant que], durant les douze mois précédents, on compta davantage d'élections d'accréditation (5 194) gagnées que cela fut les cas dans toute l'histoire [du NLRB]. Soixante-dix-sept pour cent des 805 000 travailleurs qui se prononcèrent votèrent alors

en faveur de la représentation syndicale¹¹⁶». Et le professeur Robert H. Zieger a mis en exergue qu'au milieu de la décennie suivante «70 % des travailleurs dans les établissements industriels et manufacturiers, qui en 1935 employaient plus de 1 000 personnes, étaient [...] syndiqués¹¹⁷». Au printemps 1947, il y avait quelque 50 000 contrats de travail en vigueur aux États-Unis, dont près de 80 % comportaient une clause de sécurité syndicale. Et les gains s'avéraient fort significatifs, quant aux revenus des syndiqués, aux périodes de vacances annuelles et aux avantages sociaux, avec des clauses instaurant maintenant des formules d'assurance maladie, par exemple, dans beaucoup de contrats signés¹¹⁸. La percée du mouvement ouvrier avait été majestueuse, et son onde de choc était toujours visible.

Le passage des décennies ne doit pas voiler le sens profond de ces développements, la réalité du bouleversement alors vécu dans la topographie des rapports sociaux. Il n'est pas banal que le rapport annuel de l'American Civil Liberties Union (ACLU, «syndicat américain des libertés civiles») faisait valoir en 1937 que, dans le sillon de la charte des droits de la constitution américaine (le «Bill of Rights»), «le plus grand des acquis a été la reconnaissance des droits du travail salarié grâce à la loi Wagner. Et l'année suivante, Roger Baldwin, un des membres fondateurs de l'ACLU et à l'époque son directeur général, déclarait : «Aussi importante ou significative que puisse être la lutte en faveur des droits politiques des quinze millions de Noirs du pays; aussi importante ou significative que puisse être la défense des libertés religieuses [...] académiques [...] de la presse, de la radio ou du cinéma, toutes ces luttes sont loin d'avoir les répercussions nationales du combat pour les droits du travail à s'organiser¹¹⁹.» Il n'est évidemment pas de notre propos de mesurer la légitimité relative de types différents de droits sociaux et démocratiques, et ce n'était pas l'intention de Baldwin non plus. Mais le rappel de son analyse permet de jauger le poids qu'acquerrait la lutte syndicale dans la conscience publique – comme dans la vie de la société. Pareillement, alors que s'engageait la période dite des Trente Glorieuses de l'après-guerre, le juge William O. Douglas de la Cour suprême expliqua en 1948 : «Le rôle des travailleurs pour notre avancement national est unique et d'une importance suprême. Ce sont les travailleurs, organisés [c'est-à-dire les syndiqués] et indépendants qui peuvent fournir pour une large part le leadership, l'énergie et la force motrice dont nous avons aujourd'hui besoin¹²⁰.»

Depuis le Smith-Connally Act de 1943, les deux Chambres du Congrès, dorénavant nettement à droite de la présidence, cherchaient précisément les moyens de contrer ou de baliser plus sévèrement l'espace que pourraient occuper les syndicats, social, économique et politique. La percée du syndicalisme avait en effet, et par ailleurs, des conséquences sur le terrain politique.

Voilà les deux angles à partir desquels allait se jouer maintenant, et immédiatement, l'avenir du mouvement ouvrier.

Notes

1. Denise Artaud, *Le New Deal*, 1973 : p. 14.
2. Par exemple, la coopération dans et par le management avec le patronat devint le thème premier de la propagande de la centrale; mais ce n'est là qu'un exemple: pour plus de détails, voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986: 83-89, 110.
3. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*, 1995: 9.
4. Sidney Lens, *Left, Right and Center: Conflicting Forces in American Labor*, 1949: 256.
5. Denise Artaud, *Le New Deal*: 30-35.
6. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2nd Edition, 1994: 10-15; K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*, 1995: p. 6-7.
7. Denise Artaud, *Le New Deal*: p. 66.
8. William E. Leuchtenburg, dir., *The New Deal: A Documentary History*, 1968: 18.
9. Pour la partie qui précède, voir aussi: R.O. Boyer et H.M. Morais, *Labor's Untold Story*, 1972: 250-255, 260; Dixon Wecter, *The Age of the Great Depression, 1929-1940*, 1971: 136 sqq; D.A. Shannon, *The Socialist Party of America*, 1955: 205.
10. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 23; Art Preis, *Labor's Giant Step*, 1972: 8.
11. Lewis L. Lorwin, *The American Federation of Labor*, 1970: 292.
12. Souignons, par ailleurs, que l'AFL mettait tout de même en avant, contre le principe de l'assurance chômage, la nécessité de «travaux publics», la «réduction de la semaine de travail» et la «restriction de l'immigration» (Bruce Western, *Between Class and Market: Postwar Unionization in the Capitalist Democracies*, 1999: 63-64). Ce dernier élément ne fut cependant pas au cœur de ses interventions, puisqu'en 1931, pour la première fois de l'histoire, «le nombre de ceux qui quittèrent le pays dépassa celui des immigrants, une tendance qui se maintient jusqu'en 1936», comme l'a écrit Dixon Wecter, *The Age of the Great Depression, 1929-1940*: 301.
13. Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*: 119-122.
14. Le discours de Roosevelt est reproduit dans Denise Artaud, *Le New Deal*: 62; pour cette partie, on peut se reporter à Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*: 108-118.
15. À l'opposé du syndicalisme de métier, le syndicalisme industriel a la vocation de rassembler en une seule section locale ou un seul syndicat l'ensemble des travailleurs d'une usine ou d'une entreprise. Par définition, il s'agit d'un syndicalisme moins «exclusiviste» que le syndicalisme de métiers, davantage axé que celui-ci sur l'organisation des majorités.
16. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 34.
17. Pour la partie qui précède: Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 33-35; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 19-33; Irving Bernstein, *Turbulent Years: A History of the American Worker, 1933-1941*, 1970: 126-171; Edward Levinson, *Labor on the March*, 1956: 55-56, 73-76.
18. Robert H. Zieger, *American Workers, American Union*: 27.
19. *Ibidem*: 38.
20. Il ne faut pas confondre les ACWA et les ILGWU avec les travailleurs du textile (United Textile Workers), dont la grève fut perdue en 1934.
21. Steven Fraser, "Sidney Hillman: Labor's Machiavelli", 1987: 207-210; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 30-31.
22. Mentionnons que le secteur des mines emploie alors beaucoup plus de gens et s'avère plus décisif économiquement que celui du vêtement.
23. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*, 1995: 22-39, citation, 34.
24. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 63.

25. Pour ce qui précède, on peut se reporter à Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*: 344-354, 358-364.
26. En ces années d'effervescence, alors qu'il y a simultanéité de luttes massives et que se mettent en place les cadres organisationnels du CIO, le nombre de ses membres est difficile à évaluer avec précision. Mais les deux historiens principaux du CIO, Art Preis (1972) et Robert H. Zieger (1995), partagent cette appréciation d'une supériorité numérique du CIO sur l'AFL en 1937.
27. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 26, 55.
28. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining: Organized Labor and the Eclipse of Social Democracy in the Postwar Era", 1989: 175.
29. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006: 156-158.
30. Joel Seidman, *American Labor from Defense to Reconversion*, 1953: 41-48.
31. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994: 107-108; K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*: 216.
32. Divers numéros du *New York Times* des mois de mai, juillet, septembre 1932; voir aussi Dalbert D. Arnold, *The CIO's Role in American Politics, 1936-1948*, 1952: 13, et Lewis L. Lorwin, *The American Federation of Labor*, 1970: 423-425.
33. Frances Perkins, *The Roosevelt I Knew*, 1946: 166. Dans le même sens, voir la démonstration d'Alan Brinkley, "The New Deal Experiments", 2003.
34. L'expression « syndicalisme de boutique » est utilisée au Québec pour caractériser des associations de salariés qui, d'une manière ou d'une autre, ne sont pas indépendantes de l'employeur. Elles ne pouvaient en conséquence s'affilier à l'AFL, dont elles concurrençaient plutôt les syndicats.
35. Hyacinthe Dubreuil, *Les codes de Roosevelt*, 1934: 222-231; Charles O. Gregory, *Labor and the Law*, 1946: 184-199; Ellis W. Hawley, *The New Deal and the Problem of Monopoly*, 1966: 479-480.
36. Basil Rauch, *The History of the New Deal, 1933-1938*, 1944: 136.
37. Denise Artaud, *Le New Deal*: 139.
38. Milton Derber et Edwin Young (ed.), *Labor and the New Deal*, 1957: 288.
39. K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*, 1995: 119.
40. James T. Patterson, *Congressional Conservatism and the New Deal*, 1967: 32-33.
41. La Cour suprême rendit ce jugement à l'unanimité, qu'elle fonda notamment sur l'opinion que la mise en place des codes passait outre aux pouvoirs du Congrès.
42. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994: 119-133.
43. Alan Brinkley, "The New Deal and the Idea of the State", 1989: 96-97; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 6.
44. Julius E. Johnson, dir., *Collective Bargaining*, "The Reference Shelf", vol. 10, n° 1, 1935: 145-152.
45. Basil Rauch, *The History of the New Deal, 1933-1938*: 135-136.
46. L'appellation officielle est National Labor Relations Act, NLRA.
47. C'est-à-dire son orientation de fond en ce qui a trait aux rapports de travail et aux politiques publiques afférentes.
48. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 127-128.
49. Denise Artaud, *Le New Deal*: 150-158.
50. *Ibidem*.
51. Amanta, rapporté par J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change*, 1999: 260. Le livre d'Edwin Amanta auquel font référence les auteurs cités est *Bold Relief: Institutional Politics and the Origins of Modern American Social Policy*, Princeton University Press, Princeton, 1998.
52. Edward Levinson, *Labor on the March*: 143.
53. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 46.
54. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 39-41.
55. Notre livre *Un syndicalisme pur et simple*, déjà cité, a traité comme tel de cet enjeu politique aux États-Unis, particulièrement aux chapitres VII à XVII pour ce qui est de la décennie 1930-1940.

- Voir aussi E. L. Devin, "The Very Last Hurrah? The Defeat of the Labor Party Idea, 1934-1936", 1996, pour une étude fort intéressante.
56. Staughton Lynd, dir., *"We Are All Leaders". The Alternative Unionism of the Early 1930s*, 1996: 2-16.
 57. *Ibidem*.
 58. Pour ce qui précède: *New York Times*, 14/01/1936: 1; William E. Leuchtenburg, dir., *The New Deal: A Documentary History*, p. 152; George Martin, *Madam Secretary: Frances Perkins*, 1976: 365-368; Labor's Non-Partisan League, 1936 (?): 15; Denise Artaud, *Le New Deal*: 166, 186.
 59. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 116-121, 142-144.
 60. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 87-88.
 61. *Ibidem*: 89.
 62. Sous l'égide du gouvernement de Washington, les années de la Deuxième Guerre mondiale donnèrent lieu à une collaboration suivie entre les « cent premières compagnies américaines » et certains des échelons supérieurs du commandement militaire, à l'origine de cette « coopération serrée » qu'on allait qualifier plus tard de « complexe militaro-industriel ». Stephen Brier et collab., "Project Director and Supervising Editor", *Who Built America? Working People and the Nation's Economy, Politics, Culture and Society*, vol. 2: *From the Gilded Age to the Present*, 1992: 444-445.
 63. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 175-176.
 64. Les estimations sur toutes les données ici rapportées varient selon les livres et les études, quoique pas de beaucoup et selon des ordres de grandeur toujours similaires. Nous nous servons directement de: Constance Williams, "The Status of Women Workers", 1949: 547-548; Joel Seidman, *American Labor from Defense to Reconversion*: 152-155; Sara M. Evans, *Les Américaines: histoire des femmes aux États-Unis*, 1991: 380-414; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 76-80.
 65. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 74-75.
 66. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 81-83.
 67. *Ibidem*: 76.
 68. Philip Murray venait du syndicat des mineurs de John L. Lewis et avait été désigné par celui-ci responsable de la campagne de syndicalisation dans l'acier. À la création des United Steel Workers, en 1942, il en devint le président. Il avait remplacé Lewis à la tête du CIO, sur proposition de ce dernier, au congrès de la centrale en novembre 1940.
 69. L'expression « grèves sauvages » signifie notamment des grèves non autorisées, voire vilipendées par les dirigeants syndicaux, qui s'employèrent résolument à les faire cesser.
 70. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 236.
 71. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 85-86.
 72. *The Nation*, vol. 181, n° 24: 481; Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 123.
 73. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 170-171.
 74. Ce renversement du rapport entre les nombres de membres de l'AFL et du CIO, qui va aller en s'accroissant, paraît lié aux éléments suivants: d'abord, l'AFL pouvait compter sur « une structure institutionnelle ramifiée et depuis longtemps établie ». Cette centrale disposait ainsi de conseils locaux du travail « dans presque toutes les villes » et de fédérations d'État en mesure d'assurer « un appui politique, juridique et organisationnel » au recrutement de ses syndicats. Qui plus est, et souvent sans le proclamer, plusieurs de ses vieux syndicats, tels celui des machinistes, des charpentiers et des camionneurs et chauffeurs – dans ce dernier cas, sous l'effet direct de campagnes de syndicalisation menées par des militants de gauche radicaux – avaient maintenant entrepris de se construire en syndicats d'industrie, cependant que l'expansion du temps de guerre avait évidemment profité aux syndicats du bâtiment, tous à l'AFL (Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 58, 100). Ajoutons qu'en 1942 Lewis retira son syndicat des mineurs du CIO, non satisfait des orientations de Philip Murray (nous y reviendrons), cependant que des syndicats fondateurs du CIO comme tendance de l'AFL en 1935 ne purent se résoudre à s'affilier lorsque le CIO devint formellement une centrale en 1938 et retournèrent à l'AFL bientôt. Ce fut

- le cas, notamment, des ILGWU de Dubinsky et du syndicat des typographes (Art Preis, *Labor's Giant Step*: p. 86).
75. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 125-126. Murray publia à cet effet en 1940, avec Morris L. Cook, ingénieur industriel, un livre intitulé *Organized Labor and Production: Next Steps in Industrial Democracy*; Clinton Golden et H. J. Ruttenberg, deux cadres syndicaux dans l'industrie de l'acier, publièrent « deux années plus tard » *The Dynamics of Industrial Democracy*, livre par lequel ils prônaient le même type d'orientations (Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 143). On se rappellera que Philip Murray dirigeait toujours le syndicat de l'acier.
 76. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 125.
 77. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 79.
 78. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 240-247, 250; citation 246. Preis fait remarquer que le nom « Commonwealth Federation » fut adopté sous « l'influence » des percées du parti canadien Cooperative Commonwealth Federation (le CCF, appelé plus tard au Québec Parti social-démocratique), parti de type travailliste (Art Preis, *Labor's Giant Step*: 246).
 79. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 242. Le mécontentement des syndiqués a relevé aussi en quelques occasions, pas nombreuses mais massives et brutales, du racisme anti-Noirs de multiples couches de travailleurs blancs, amplifié par l'arrivée nouvelle dans certains centres industriels de l'immigration en provenance du Sud. Ce racisme, outre qu'il fut un terrain fertile aux attaques contre Frankenstein, se manifesta par des *hate strikes* (des grèves fondées sur la haine raciale) de syndiqués blancs contre, par exemple, des promotions qu'avaient méritées des travailleurs noirs. Il y eut à Detroit au printemps 1943 des émeutes anti-Noirs prenant l'aspect de véritables pogromes, selon Mike Davis, et qui « prirent trente-quatre vies » (Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 81-82). Dans son livre portant sur les rapports entre la classe ouvrière et la culture sociopolitique aux États-Unis durant les années 1940, George Lipsitz circonscrit la signification profonde de ces *hate strikes* (George Lipsitz, *Rainbow at Midnight. Labor and Culture in the 1940s*, 1994: 69-95).
 80. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 289-290.
 81. Steve Fraser, "Sidney Hillman: Labor's Machiavelli", 1987: 225.
 82. On emploie au Québec l'expression « atelier parfait » pour traduire l'idée du *closed shop* et « atelier syndical » pour l'idée du *union shop*. Le *closed shop* suppose que l'on est préalablement membre d'un syndicat pour obtenir un emploi (par exemple, dans les secteurs qualifiés du bâtiment), alors que le *union shop* entraîne plutôt l'obligation de devenir membre du syndicat accrédité dans une entreprise où l'on obtient un emploi: le refus de payer ses cotisations, par exemple, entraînant la perte de son travail (il y aura des modifications à cette règle).
 83. Joel Seidman, *American Labor from Defense to Reconversion*: 91-94.
 84. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 93.
 85. Jeremy Brecher, *Strike!*, 1972: 221-223.
 86. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*: 161-163. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, avant comme durant la participation américaine aux hostilités, les United Mine Workers engagèrent de nombreux arrêts de travail dirigés par Lewis, par exemple de 400 000 mineurs de charbon à trois reprises au printemps de 1943; ces arrêts de travail furent tous victorieux malgré, on s'en doute, un battage médiatique de tous les instants contre Lewis, des menaces en provenance de la présidence, des chambres du Congrès et de comités d'enquête parlementaires.
 87. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 178.
 88. Se retrouve ici l'idée, dont les organismes fédéraux n'avaient probablement pas pleinement mesuré les conséquences, de dissocier la détermination des salaires de la concurrence entre les entreprises, position d'autonomie syndicale importante face à l'employeur.
 89. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 159-160.
 90. David Brody, *In Labor's Cause, Main Themes on the History of the American Workers*, 1993: 208.
 91. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 160.
 92. C'est le cas de Sinyai et de Zieger, par exemple, que l'on a cités plus haut.

93. Il s'agit d'un point de vue tout à fait semblable, bien qu'il soit la plupart du temps implicite, à celui que veut exprimer la loi d'airain des organisations de Robert Michels dans son étude de la social-démocratie allemande, intitulée *Les partis politiques*.
94. David Brody, *In Labor's Cause*: 198-206.
95. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 116-121.
96. Joel Seidman, *American Labor from Defense to Reconversion*: 163-164.
97. *Ibidem*: 277.
98. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 175-176.
99. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 180; James C. Foster, *The Union Politic: The CIO Political Action Committee*, 1975: 12.
100. James C. Foster, *The Union Politic*: 37.
101. Le CIO dénonçait, par exemple, les profits indus et les profiteurs du temps de guerre qui exploitaient leurs employés.
102. Franklin Delano Roosevelt fut candidat démocrate élu aux présidentielles de 1932, 1936, 1940 et 1944. Il rompit donc avec la tradition remontant à Washington de la limite de deux mandats à la présidence, à laquelle il n'avait contrevenu qu'en deux occasions jusque-là, et sans succès. Le 22^e amendement à la constitution américaine, piloté par le Congrès depuis 1947, fut adopté puis entra en vigueur en 1951: il stipula précisément qu'une personne ne peut assumer que deux mandats à la présidence, consécutivement ou non.
103. Reproduit dans *The CPPA Monitor*, novembre 2009: 15.
104. Art Preis en donne des exemples éloquentes dans sa revue des événements de l'après-guerre; voir son *Labor's Giant Step*: 270-320; Daniel Bell, « Industrial Conflict and Public Opinion », 1954: 250-251; Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 86.
105. John T. Dunlop, *Collective Bargaining: Principles and Cases*, 1949: 16.
106. *Ibidem*: 17.
107. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 257.
108. David Brody, *In Labor's Cause*: 195-196.
109. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 216.
110. Joel Seidman, *American Labor from Defense to Reconversion*: 222-224; à cet effet, voir aussi de Nelson Lichtenstein "The Man in the Middle": A Social History of Automobile Industry Foremen", 1989.
111. Très rapidement, dans les années suivant la Première Guerre mondiale, les syndicats américains avaient en effet perdu un nombre de membres équivalent à celui qu'ils avaient recruté durant les hostilités.
112. George Lipsitz, *Rainbow at Midnight*: 120-154.
113. Jeremy Brecher, *Strike!*: 229.
114. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 106-108; citations, 106.
115. D.M. Gordon, R. Edwards et M. Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, 1985: 185.
116. David Montgomery, "Foreword", dans Irving Richter, *Labor's Struggles, 1945-1950*, 1994, p. vii-viii.
117. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 340.
118. Fred H. Joiner, "Developments in Union Agreements", 1949: 26-41.
119. David Brody, "The Future of the Labor Movement in Historical Perspective", *Dissent*, hiver 1994: 61-62.
120. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 127. Avec les nominations que fit Roosevelt à la Cour suprême, les *sensibilités* de la plus haute cour du pays se rapprochèrent progressivement de valeurs que portait le New Deal. Selon le professeur Dubofsky, la Cour suprême devint l'une des institutions publiques les plus attachées à la défense et même à la promotion des droits reconnus par le Wagner Act de 1935; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 162-164.

Chapitre 3

LES MODÈLES DE L'ACTION POLITIQUE CONTEMPORAINE

PRÉSENTATION

Il est courant de noter, dans les études d'histoire et d'analyse sociales aux États-Unis, que le syndicalisme de ce pays ne s'est pas construit progressivement, « petit pas par petit pas », de manière évolutive. Tout au long de son histoire, il a plutôt grandi par bonds, éruptions puis déferlements rapides. Entre ces moments, sa situation a souvent été difficile¹. En ne considérant que le mouvement syndical « moderne », qu'il définit par la continuité organisationnelle – donc, depuis la création de l'AFL dans les années 1880 –, Bert Cochran avait circonscrit en 1959 cinq poussées de cette nature, 1884-1886, 1897-1903, 1917-1920, 1934-1938 et 1940-1943. L'intérêt de son analyse relevait notamment de ce qu'il inscrivait ces éruptions dans les contextes de crise, socioéconomiques ou sociopolitiques, qui toujours les accompagnaient. En d'autres mots, l'expansion du syndicalisme apparaissait comme une dimension, à l'occasion, certes, la plus importante, d'agitations populaires, d'aspirations et de réclamations sociales plus marquantes qu'à l'habitude. Mais ces développements se manifestaient également en politique, avant, pendant ou dans le sillage des percées syndicales. Le premier moment déboucha ainsi sur des candidatures travaillistes, dont certaines furent couronnées de succès dans les années 1880, cependant que la grande époque des Labor et des Farmer-Labor Parties fut un produit de la profonde agitation sociale qui suivit la Première Guerre mondiale². Entretemps, le Socialist Party et le syndicalisme révolutionnaire des Industrial Workers of the World (IWW) s'étaient développés en prolongement des mobilisations syndicales du tournant du xx^e siècle...

Bien sûr, en rappelant ces quelques éléments, notre intention n'est pas de suggérer l'existence d'une mécanique quelconque sous-jacente au développement social des États-Unis. Mais elle est incontestablement de souligner que les épisodes de forte croissance syndicale participent de dynamiques qui débordent le cadre strict des rapports contractuels entre employeurs et employés. Il en fut évidemment ainsi, on l'a annoncé dans le chapitre précédent, de cette période s'étendant de 1934 à la deuxième moitié de la décennie 1940-1950³. La percée de la grande industrie et les premiers moments de mobilisation ouvrière ont été réalisés sous la conduite de membres d'organisations très marquées à gauche, devant l'impotence de l'AFL. Ces organisations vont elles-mêmes connaître un niveau de recrutement alors en constante progression. Avec le CIO, le syndicalisme de masse se déploya victorieusement – dans les secteurs économiques déterminants, ce que n'avait jamais accompli l'AFL. On ne peut réduire la politique à l'idée d'une transposition, sur un terrain différent, de réalités socioéconomiques préexistantes. En revanche, il semble évident que les arrangements anciens entre les organisations syndicales et les organisations des grands partis, par exemple, ne peuvent rester inchangés. Dans les rapports de force, le poids du syndicalisme est alors nettement transformé et sa présence s'impose à tous les acteurs politiques. Qui plus est, l'élan du moment et la profonde dynamique sociale qui secoue la société, le rôle des militants de gauche dans les soubresauts de ce moment, tout cela entraîne que la nature du rapport à la politique, les formes et le contenu mêmes de l'intervention sont soulevés et débattus.

Nous allons voir dans ce chapitre les caractéristiques et les modes principaux de l'action politique du mouvement ouvrier aux États-Unis telle qu'elle se réoriente puis s'affirme entre 1935 et 1951. Nous nous arrêterons notamment à ses succès et à ses revers, tout en nous penchant, par souci de clarté méthodologique, sur la définition de concepts nécessaires à la poursuite de notre étude.

1. LE RENOUVEAU DE L'ACTION POLITIQUE

Avec la défaite de Hoover en 1932, les républicains perdent la présidence du pays pour cinq mandats consécutifs, jusqu'à l'élection du général Eisenhower en 1952. Cinq mandats durant lesquels la vie de la société américaine, sa politique intérieure et sa politique extérieure notamment connaissent de profonds bouleversements. Singulièrement, ainsi que nous avons conclu de notre dernier chapitre, la topographie des rapports sociaux y est profondément transformée. La politique de l'AFL, ses pratiques et ses orientations avaient profondément failli ; sur ce terrain aussi, la topographie des rapports entre secteurs sociaux ne pouvait rester inchangée.

En 1932, Morris Hillquit, président national du Socialist Party, dont il avait été membre fondateur, se présenta comme candidat du parti à la mairie de New York; il y obtint un très fort score, proche de la deuxième position, après avoir gagné, en plus, l'appui militant de plusieurs syndicats de la métropole. Son résultat permettait tous les espoirs pour les échéances municipales suivantes, une deuxième place, voire la victoire. Or, à l'époque, la mairie de New York représentait le deuxième poste politique en importance aux États-Unis, après la présidence. En 1930, le candidat Floyd B. Olson du Farmer Labor Party (FLP) du Minnesota, seul rescapé de la poussée travailliste de l'après-guerre, fut élu au poste de gouverneur de l'État, une des premières réactions politiques de base à la situation de crise. Le FLP du Minnesota conservera le poste de gouverneur de l'État pour la suite de la décennie, prendra la municipalité de St. Paul, aura des élus au Congrès de Washington, etc. On a souligné déjà que les actions grévistes et les processus de syndicalisation à partir de 1933 donnèrent aussi lieu à l'aspiration de candidatures syndicales, amenèrent la formation de *labor parties* locaux; les socialistes gagnèrent certaines municipalités importantes, comme Bridgeport au Connecticut, etc. Ce ne sont là que quelques exemples, dont le rappel vise à illustrer que les vagues et la dynamique même de la montée ouvrière s'inscrivent dans des processus sociaux dont la signification déborde le champ des seules «relations industrielles» entendu comme champ (relativement) clos.

Bien que ces phénomènes ne se tariront pas *ipso facto*, l'apparition du cadre du CIO fera de celui-ci le lieu premier des maturations politiques de classe, donc confèrera progressivement un poids déterminant à ce qui s'y joue, même si d'autres possibilités que celles que l'on connaîtra finalement auraient toujours pu éclore et qu'il n'était pas assuré que les centaines de milliers, puis les millions de nouveaux syndiqués allaient s'en tenir à toutes les préférences des quelques dirigeants chevauchant alors leur mouvement⁴. Le héraut de la construction du CIO, John L. Lewis, ne s'était jamais lié à la politique de gauche, ayant même été identifié durant les années 1920 au Parti républicain⁵. La crise des années 1930 le convainquit néanmoins de la nécessité d'une réglementation d'État des activités économiques. Il déclara: «Il y avait une époque, avant la dépression, où les chefs ouvriers pouvaient dire “donnez au syndicalisme le droit d'organisation et nous ferons le reste”. Maintenant, ces chefs savent que l'industrie moderne de production de masse, [...] les industries s'occupant de ressources naturelles, [...] les industries manufacturières et les industries à forte machinerie [...] sont sans coordination, sans corrélation, suréquipées. [Il est donc impossible d'obtenir] de meilleurs niveaux de vie, une réduction des heures de travail et de meilleures conditions d'emploi pour les syndiqués [...], à moins que soient promulguées des lois [...] de planification

économique et de prix, de contrôle [...] de la production et des profits. Voilà pourquoi le mouvement ouvrier doit s'organiser et se manifester non seulement sur le terrain économique, mais aussi dans l'arène politique⁶. »

Dès 1933, Lewis, Sidney Hillman et d'autres chefs syndicaux avaient ainsi été attirés par le New Deal « première formule ». L'intervention ouverte de l'État risquait pourtant de confiner le syndicalisme à un rôle subalterne. Ce qu'on envisagea fut alors une alliance en quelque sorte volontaire avec le président, dans laquelle le syndicalisme resterait indépendant tout en se ménageant un rôle dans la gouverne du pays, du moins sur un plan socioéconomique. Lewis voulait alors obtenir un interventionnisme suivi de la part du gouvernement fédéral, faire en sorte que cet interventionnisme prenne en considération les revendications sociales du mouvement ouvrier et enfin qu'on reconnaisse aux syndicats un rôle d'agent essentiel. Les démocrates rooseveltiens semblèrent, on l'a vu, les plus réceptifs à ce discours. On le sait, au fil des ans, après le jugement de la Cour suprême ayant déclaré inconstitutionnel le premier New Deal, l'équipe de Roosevelt abandonna ses projets de réglementation de la vie économique au profit d'un interventionnisme fondé sur des mesures fiscales et budgétaires. Néanmoins, c'est par la méthode de ce type d'alliance, l'appui du CIO se révélant déterminant à la réélection de Roosevelt en 1936, que l'on envisagea dorénavant d'influencer le pouvoir et de participer à l'élaboration de politiques publiques. Selon Dubofsky et Van Tine, deux des biographes de John L. Lewis, celui-ci monnaya son appui à la réélection de Roosevelt en s'assurant notamment de la bienveillance du président dans les campagnes à venir de syndicalisation industrielle, notamment des travailleurs de l'acier⁷.

En tout état de cause, pour des hommes comme Lewis, la philosophie du volontarisme ne pouvait plus représenter une orientation adéquate. Le syndicalisme de métier avait toujours fondé ses pratiques sur la vieille aspiration à contrôler l'offre de travail. Son modèle privilégié, à cet égard, était celui du secteur de la construction et du bâtiment, dans lequel il faut être membre du syndicat propre à sa qualification pour pouvoir obtenir un emploi. Le contrôle de l'offre de travail ne nécessite pas d'intervention politique suivie pour promouvoir les intérêts de ses membres, uniquement de s'assurer que les autorités publiques ne visent pas à contrer le travail d'organisation syndicale. Comme la déclaration de Lewis qu'on a rappelée plus haut en fait montre, l'action politique s'avère au contraire fondamentale au syndicalisme d'industrie, pour lequel il est impossible de contrôler l'offre de travail puisque la production des entreprises syndiquées est destinée à un marché d'envergure nationale, voire internationale, les installations sont souvent réparties entre plusieurs régions et l'embauche de tel travailleur ne suppose pas qu'un syndicat

ait préalablement reconnu sa compétence particulière. Le bien-être des travailleurs industriels repose également plus sur les grandes politiques sociales et économiques des gouvernements et, comme on l'a vu, leurs acquis dans l'entreprise ne peuvent normalement relever des privilèges d'un groupe obtenus aux dépens d'autres groupes. D'où la conclusion que tiraient alors des hommes comme Lewis et Hillman sur le besoin d'une action politique dorénavant directe, massive et suivie du mouvement ouvrier.

Cela dit, le chef du CIO n'envisage pas l'action politique sous les habits d'un parti du *Labor* ni même d'un parti progressiste fondé à la fois par les syndicats et des organismes liés aux classes moyennes. Il la conçoit plutôt comme l'organisation massive et autonome de l'électorat ouvrier en tant que segment particulier de la population. Il veut que cet électorat puisse se manifester selon un mot d'ordre unique, par un vote discipliné en mesure de peser directement sur le régime des partis établis.

Lors du congrès de l'AFL en 1935, alors même que Lewis engageait la scission en faveur du syndicalisme industriel, il s'opposa publiquement aux propositions de mise sur pied d'un Labor Party. Dès le mois de janvier 1936, il amena son syndicat des United Mine Workers à appuyer la réélection de Roosevelt pour un second mandat au mois de novembre. Il soulignait qu'on n'avait pas l'intention de s'identifier par là au Parti démocrate, mais de s'allier, en quelque sorte par-delà son parti, à « un homme d'État vertueux » qui a protégé les citoyens « ordinaires » de l'exploitation permanente⁸. Malgré les précautions de langage, cet appui à Roosevelt dut s'imposer, dans le propre syndicat de Lewis, contre les partisans de la création d'un Farmer-Labor Party. On s'entendait finalement que la création d'un tel parti serait à ce moment prématurée et diviserait le vote ouvrier et libéral face aux ennemis réactionnaires du président. Sidney Hillman eut encore plus de mal à faire accepter le même type de position dans son propre syndicat de la confection, les Amalgamated Clothing Workers of America : la culture socialiste et les traditions explicites en faveur de l'organisation politique indépendante y rendaient encore plus difficile le ralliement à un candidat démocrate.

La formation du CIO, dans un contexte de ruée largement spontanée vers l'organisation syndicale, en fit rapidement le lieu primordial de ralliement ouvrier et de maturation sociale. D'un côté, elle se trouva alors à renforcer l'écho et l'autorité des orientations promues par des hommes comme Lewis et Hillman. En même temps, elle approfondissait et étendait les potentialités multiples des dynamiques sociales en cours, augmentait la puissance de l'action de classe. Lewis ne favorise pas le lancement d'un parti distinctif pour le mouvement ouvrier. Mais le cadre même du CIO et des nouveaux syndicats en

formation, de même que l'agitation sociale en cours, peut permettre et entraîner des développements politiques contraires à leurs souhaits. En effet, des organisations naissantes, qui regroupent des millions d'hommes et de femmes construisant leur mouvement revendicatif, suscitent d'elles-mêmes l'éveil sociopolitique, la vigilance: elles fournissent le cadre d'un langage de classe et la tendance à aborder les difficultés communes aux individus du groupe dans une perspective de nature classiste. C'est ainsi que les congrès de formation des syndicats industriels se prononcent sur beaucoup de sujets et cherchent à se donner les moyens d'une intervention propre sur divers aspects de la vie sociale et politique: élections scolaires, municipales, d'État, etc. Voilà le contexte qui explique le renouveau de l'intérêt pour une action politique indépendante.

L'exemple peut-être le plus révélateur à cet égard est celui du premier congrès du syndicat de l'automobile en avril 1936, organisation phare, en quelque sorte, de la percée du syndicalisme industriel. Les délégués y votent unanimement en faveur de la création d'un Farmer-Labor Party. Puis, poussés et convaincus par les arguments de militants du Socialist Party, ils repoussent une proposition d'appui à la réélection de Roosevelt. L'effet est foudroyant. La Maison-Blanche demande sur-le-champ à Lewis d'intervenir. Celui-ci réussit alors à faire plier par la menace le congrès du syndicat de l'auto: on maintient finalement l'appui à la création d'un nouveau parti mais, du bout des lèvres, on accepte de se prononcer en 1936 pour Roosevelt⁹. Et comme cet exemple du congrès des travailleurs de l'automobile le montre aussi, la présence active de militants radicaux dans les processus de syndicalisation de l'époque contribue à la mise en cause du bipartisme établi.

Très rapidement, il apparut dès lors à Lewis et aux siens que l'idée d'un appui à Roosevelt par-delà l'appartenance partisane du président ne pourrait lui garantir un ralliement harmonieux et massif, du nouveau syndicalisme. De sorte qu'afin de poursuivre les objectifs politiques qu'il se fixait et de doter son engagement politique d'une crédibilité plus grande Lewis mit sur pied au printemps un véritable organisme syndical d'action politique indépendante, la Labor's Non-Partisan League (LNPL), qu'on a déjà évoquée au chapitre précédent. La LNPL, dirigée par Lewis et Hillman, fut rejointe par quelques dirigeants intermédiaires restés à l'AFL. Lors de son lancement, la ligue se donne pour seul objectif la réélection de Roosevelt; puis, à son premier congrès, tenu en août 1936, Lewis souligne la nécessité que les travailleurs s'organisent aussi bien «sur le plan politique» que «sur le plan industriel». Et la ligue annonce maintenant qu'elle maintiendra ses activités après les présidentielles de 1936, «comme un instrument permettant [...] [l'émergence] d'une alliance politique de toutes les forces progressistes et de tous les éléments productifs de la société américaine, indépendante des vieux partis». La promesse d'une existence

permanente de la LNPL et l'accent mis, toujours plus, sur la notion de l'indépendance de son organisation visent alors à ce qu'elle ne soit pas dépassée sur sa gauche par les volontés d'un nouveau parti.

2. LA CRÉATION DE L'AMERICAN LABOR PARTY

Paradoxalement, peut-être, la démonstration la plus convaincante de cette dernière affirmation est la mise sur pied, dans l'État de New York, d'un American Labor Party – comme section d'État de la LNPL. L'American Labor Party trouve son origine dans le ralliement à Roosevelt de la majorité des dirigeants socialistes des syndicats du vêtement et des membres de la « Old Guard » du Socialist Party, qui ne pouvaient se reconnaître d'affinités avec les jeunes recrues, militantes et radicales, du parti, d'un côté; de l'autre, dans le fait que les bases socialistes à New York, toutes tendances confondues, manifestent beaucoup de réticence à voter démocrate... Lorsque la section d'État de la LNPL est formée à New York en juillet 1936, on fait savoir qu'une liste électorale, ayant à sa tête Roosevelt et Lehman, le gouverneur démocrate de l'État, va être présentée au niveau de l'État, indépendamment des listes républicaine et démocrate, et qu'on va peut-être s'engager dans la voie de la mise sur pied d'un parti travailliste. Les règles électorales en vigueur dans l'État de New York permettaient en effet qu'une candidature soit reprise sur plusieurs des listes soumises à l'électorat, dont les scores inscrits sur les diverses listes étaient additionnés. L'American Labor Party est officiellement formé le 13 août 1936. Il sera donc possible, dans l'État de New York, de voter en novembre pour Franklin Delano Roosevelt comme candidat ALP à la présidence. Une quasi-quadrature du cercle, la mise sur pied d'un parti... non partisan; les bases socialistes traditionnelles, par exemple, pourront maintenant donner leurs suffrages à Roosevelt sans « toucher » à la liste démocrate. L'opération est d'envergure; à New York, en effet, les dirigeants principaux de la LNPL-ALP sont Hillman et Dubinsky, les deux principaux leaders syndicaux issus de la tradition socialiste, cependant que des dirigeants AFL connus, tel George Meany le président de la fédération d'État de l'AFL¹⁰, appuient également la création de l'American Labor Party.

Sur le plan des structures, l'ALP reposait sur la participation de syndicats, mais sa nature politique fut inséparable de ce qu'il servit de conduit à l'appui aux démocrates et non à la formation d'une organisation indépendante des candidats du bipartisme traditionnel¹¹. D'une certaine manière, la création de l'American Labor Party prouva à la fois l'envergure et la nature profonde des processus sociaux qui étaient engagés, de même que la signification ultime de l'orientation politique que les états-majors du CIO entendaient faire

prévaloir. Nous accordons à cette remarque une portée analytique fondamentale. On se souviendra que, dans notre premier chapitre, nous avons mis en exergue les deux termes principaux par lesquels des secteurs du grand patronat avaient signifié à Gompers au début du xx^e siècle le cadre d'une coexistence possible avec le syndicalisme de métier : ils accepteraient la présence des syndicats de l'AFL moyennant un engagement de la centrale à ne pas viser la syndicalisation de la masse des travailleurs industriels et à garder la politique « hors des syndicats ». Il est évident qu'avec la création du CIO Lewis, Hillman, Dubinsky et les autres proclament leur abandon du premier terme de l'entente. Ils ont l'intention de forcer les portes des citadelles industrielles, et cela va être accompli. Sur le fond, ils n'entendent pas rompre cependant avec le deuxième terme de la vieille entente. Ils vont engager une action politique de masse, mais une action qui jamais ne posera le mouvement ouvrier comme candidat au pouvoir en créant un parti dont les candidatures et le programme seraient distinctifs. Et c'était bien ce qu'on avait demandé, fondamentalement, à Gompers au début du siècle : éviter des développements à l'européenne, alors que les jeunes partis ouvriers sociaux-démocrates avaient partout le vent dans les voiles, surtout en Europe, mais aussi en Océanie, etc.

David Dubinsky déclarera d'ailleurs en entrevue, quelques années après la formation de l'APL, que celui-ci « n'est pas fondamentalement un parti politique, mais plutôt une expression moderne et organisée de la vieille théorie de Gompers sur la non-partisanerie¹² ». Eu égard à une formule d'action politique qui viserait à se poser en candidat au pouvoir, Dubinsky parlait vrai. Mais la « vieille théorie de Gompers » n'était maintenue qu'en partie : la « non-partisanerie » de la Labor's Non-Partisan League, la non-partisanerie que le CIO élabore et met en forme dès les premiers mois de son existence s'avère très ambitieuse. Son objectif de souder la classe ouvrière en secteur particulier et discipliné de l'électorat n'avait jamais été envisagé par Gompers. La LNPL a ainsi joint rapidement quelque 35 000 responsables syndicaux locaux pour engager la campagne en faveur de Roosevelt. Lewis et Hillman font des tournées d'appui et de financement¹³. De fait, la participation de la LNPL à l'élection de 1936 fut extrêmement importante. La ligue devint une institution de masse vouée à la promotion de Roosevelt et des partisans du New Deal. Elle mit sur pied ses propres organismes électoraux, ses comités « ouvriers indépendants » de villes, de districts, de bureaux de vote, cherchant à faire participer progressivement des dizaines de milliers de militants syndicaux supplémentaires : en Pennsylvanie, on construisit 51 organisations de districts, 37 en Ohio, 102 dans l'État de New York, etc. Des milliers de rassemblements pro-Roosevelt furent convoqués. La LNPL ne se fondit pas dans les instances

démocrates. Quand elle y intervint, ce fut de manière autonome, développant à son propre compte l'agitation électorale (primaires et scrutin).

Son effort « d'action politique indépendante » fut ainsi sans précédent pour le mouvement ouvrier aux États-Unis, et les retombées de son engagement étaient énormes. Elle produisit des millions de copies de divers tracts et brochures et organisa des défilés de rues¹⁴. Ses buts immédiats étaient d'assurer la réélection de Roosevelt (ses politiques sociales, le Wagner Act), de se doter d'un puissant moyen de peser sur le cours de la campagne présidentielle et d'influencer le Parti démocrate. On allait également tester bientôt des pratiques qu'on pourrait qualifier de « lobbyisme de masse », c'est-à-dire des pratiques de pression sur des élus auxquelles on voulait associer, d'une manière ou d'une autre, ses membres et des alliés.

La nouveauté et l'intensité de l'action politique du CIO se mesurent d'autant mieux lorsqu'on les compare à l'action politique officielle de l'AFL en 1936. Cette dernière demeura imperturbable malgré les tensions économiques, sociales et politiques du moment, selon ses traditions établies. Elle se contenta de soumettre aux congrès démocrate et républicain ses points de vue et réclamations¹⁵, puis son National Non-Partisan Political Campaign Committee rendit public à la mi-octobre son rapport, qui mettait en relation les plateformes de chaque parti et les demandes de la centrale. Il ressortait bien de ses travaux que le bilan de Roosevelt était « plus positif¹⁶ », mais la centrale adopta à nouveau une position de neutralité officielle. Certains des dirigeants de ses principaux syndicats prirent une part active aux campagnes présidentielles de l'un ou l'autre parti, comme à l'habitude. En cette année de renouveau syndical et d'instabilité sociale, alors que la tenue même d'une élection présidentielle attirait l'attention sur la dimension proprement politique de la conjoncture, ce furent donc Lewis, le CIO et la LNPL qui offrirent le leadership politique de classe le plus marquant, jetant les bases de ce qu'on allait plus tard appeler le « vote syndical » aux États-Unis.

Cette intervention du CIO, dans un cadre de mobilisation sociale ascendante et en lien avec Roosevelt, contribua directement à modifier la substance de l'alignement électorale national des démocrates. Les professeurs Skocpol et Finegold rappellent, par exemple, que durant la majeure partie des années 1920 les deux tiers, environ, « des élus démocrates à la Chambre des représentants » venaient du Sud traditionnel, qui dominait d'ailleurs la délégation du parti au Congrès de Washington. L'autre « faction » importante, rivale, chez les démocrates était composée des « machines politiques » de quelques grands centres urbains du Nord. Le Parti démocrate était alors un parti minoritaire amèrement fractionné, singulièrement sur la base d'orientations dites

«ethnoculturelles [comme] la prohibition, l'immigration, et le Ku Klux Klan», qui divisaient les protestants des catholiques et le Sud du Nord, notamment. Comme rappellent Skocpol et Finegold, Roosevelt ne fit pas de cas des syndicats ouvriers lors des présidentielles de 1932. Il en alla tout autrement en 1936 : Roosevelt prit tous les États, à l'exception du Maine et du Vermont, cependant que les électors des deux grands partis se distinguèrent largement selon des caractéristiques sociales (*class cleavage*), situation qui fit alors du Parti démocrate «jusqu'à un certain point un *labor party*», le «parti des ouvriers». Et ils ajoutent que ce fut encore plus clair lorsqu'on analyse la provenance des ressources financières de chacune des deux candidatures présidentielles : les contributions de l'industrie secondaire aux démocrates, notamment, ne correspondirent qu'au sixième de ce que les mêmes industriels versèrent aux républicains... Et ce fut en 1936 que pour la première fois les électeurs africains-américains du Nord «abandonnèrent leur allégeance républicaine traditionnelle» au profit des démocrates, dont ils devinrent une clientèle dorénavant stable et majeure, un «pilier» de leurs appuis¹⁷.

Le mouvement ouvrier devenait l'un des acteurs politiques principaux des États-Unis, même s'il ne comptait pas sur un parti qui lui eût été spécifique. Son influence sociopolitique se manifestait aussi d'une autre manière : l'année 1937 étant l'année durant laquelle se concrétisa finalement la percée déterminante de la grande industrie par le CIO, le syndicalisme se trouva à bouleverser et à renverser des rapports de forces locaux et régionaux souvent établis depuis le XIX^e siècle. Edward Levinson, chroniqueur quasi officiel du CIO à l'époque, rapporta ainsi, au sujet des élections municipales de l'automne 1937 : «John L. Mullen, organisateur [syndical dans l'acier] et l'un des premiers à s'être rebellé contre le [vieux] syndicat de boutique, fut élu maire de la municipalité de Clairton qui, pour des décennies, avait été la propriété incontestée de l'US Steel, aussi bien économiquement que politiquement. Maloy, un autre des dirigeants [de la campagne de syndicalisation dans l'acier], évinça le maire James Crawford de Duquesne, qui avait régné depuis 1919, quand il avait déclaré que "Jésus-Christ lui-même ne pourrait parler à Duquesne [en faveur du syndicalisme]" [...]. La victoire du CIO à Aliquippa dévasta ses opposants, composés de républicains ouvertement dédiés à [la compagnie] Jones and Laughlin. Un élu municipal, qui y avait participé à la création d'un comité de vigiles, un juge de paix qui avait terrorisé les travailleurs [...], et un troisième élu, [...] qui avait qualifié Lewis de "chien enragé" furent battus à l'élection¹⁸.»

i. UN ENGAGEMENT POLITIQUE DIRECT

Ces exemples sont tirés, parmi plusieurs, de conséquences des victoires dans l'acier telles qu'elles se transcrivaient en Pennsylvanie quant à la gouverne de plusieurs centres industriels. Il en allait de même, évidemment, au Michigan grâce à la victoire des travailleurs de l'automobile, dans l'État et la ville de New York avec l'ALP, etc., etc. En 1937, le syndicalisme s'engagea davantage que cela n'avait jamais été le cas dans des consultations électorales municipales et régionales, avec des succès certains. Cette effervescence sociopolitique fut partiellement mise à mal, pourtant, lors des élections de mi-mandat en 1938. Si, au printemps 1937, l'indice de la production industrielle avait retrouvé son niveau de 1929, dès l'automne suivant la prospérité s'écroulait. Sévit alors ce que plusieurs appelèrent la « récession Roosevelt », qui, « en quatre mois, [amena] un déclin trois fois plus élevé que celui qu'on avait connu dans les cinq mois suivant le krach de 1929¹⁹ ». Des millions d'hommes et de femmes perdirent leur emploi, dans beaucoup de cas pour la deuxième fois en moins de dix ans. Durant l'année, 200 000 travailleurs de l'automobile sur 300 000 à Detroit, par exemple, connurent le chômage, et 35 000 seulement eurent des revenus suffisants pour ne pas être admissibles à l'assistance sociale²⁰. Cette rechute économique mina à ce moment le rythme de croissance du CIO et, par-delà les frontières syndicales, raviva des doutes quant aux politiques économiques de la présidence.

L'administration Roosevelt, qui avait prévu revenir en 1937 à l'objectif d'un budget équilibré, décida en conséquence d'injecter à nouveau des ressources financières importantes dans l'économie, afin d'accroître le niveau de la consommation globale²¹. Mais la récession n'amena cette fois aucun élargissement des politiques sociales. Même, il y eut finalement en 1938-1939 une réduction dans les grands projets de travaux publics et, parallèlement, accroissement des dépenses militaires. Le message présidentiel de la nouvelle année en 1938 « s'ouvrit avec l'avertissement que la défense nationale devait être renforcée. À la fin de l'année, ce thème avait supplanté tous les autres²² ».

Entretemps, Roosevelt avait tenté de mettre en place des mécanismes de concertation entre les grands agents sociaux pour trouver la formule d'un consensus national sur la façon d'aborder la nouvelle situation de récession économique. Dans ce but, il chercha à favoriser une réunification du mouvement syndical, dont les divisions en elles-mêmes rendaient plus difficiles la discipline interne aux organisations et l'atteinte d'engagements fermes de leur part. Mais comme l'AFL visait toujours l'absorption dans ses rangs et la répartition entre ses syndicats des recrues du syndicalisme industriel, les pourparlers d'unité firent très vite long feu²³.

Le président, d'un autre côté, était également aux prises avec les difficultés que suscitaient les divisions au sein du Parti démocrate. La rechute de l'économie et le net fléchissement de l'activité syndicale qui s'ensuivit redonnèrent du tonus à ses opposants conservateurs, et de la hardiesse. Déjà les démocrates du Sud profond partageaient plusieurs des sensibilités sociales des républicains; s'il fallait que des démocrates du Nord, en plus, ajoutent leurs voix à ces courants, le New Deal risquait d'avoir à affronter souvent le Congrès, d'y perdre ou de voir compromise l'intégralité de politiques publiques qu'on jugeait nécessaires. Roosevelt s'engagea alors, réellement et activement, dans une campagne que ses ennemis qualifièrent de « purge », visant à garantir pour 1938 la nomination de candidats démocrates favorables à sa présidence. Il ne s'en prit finalement pas aux candidatures du *Sud*, l'appareil démocrate lui *livrant* toujours son appui aux présidentielles. Mais il chercha à faire perdre des nominations démocrates à des candidats pouvant lui faire obstacle dans le Nord. Il fallait éviter que l'addition de leurs votes au Congrès à ceux des républicains et des démocrates sudistes permette une résistance victorieuse à des projets que l'administration jugerait cruciaux. Roosevelt ne réussit à faire perdre la nomination qu'à fort peu de candidats, mais son message fut entendu : il fit peur et aucun des candidats visés plus directement n'osa s'en prendre à lui²⁴.

Le CIO et la Labor's Non-Partisan League appuyèrent évidemment cette opération de Roosevelt : elle semblait reprendre à son compte un type d'intervention électorale que la nouvelle centrale syndicale avait expérimenté, c'est-à-dire la participation active dans les processus de nomination, et promettre que le Parti démocrate se conforme davantage à ce qu'on en attendait. Un commentateur du *New York Times* fit alors valoir que ce dernier aspect de l'action de Roosevelt avait aussi pour lot d'éviter une défection du mouvement ouvrier et la possibilité qu'il s'oriente, en ces temps difficiles, vers la formation d'un nouveau parti pour les présidentielles de 1940²⁵. Sous le mot d'ordre « Organize to Vote Wise » (« organisons-nous pour voter intelligemment »), la LNPL fut très active, participant à son propre compte à plusieurs des luttes à l'investiture démocrate et à l'organisation des campagnes. Dans l'État de New York, l'American Labor Party contribua de manière importante à la réélection du sénateur Wagner et du gouverneur *new deal* Herbert Lehman.

L'AFL, cependant, ordonna à ses diverses instances et sections en 1938 de se retirer de tous les organismes et de tous les fronts communs de collaboration politique avec le CIO et de s'en tenir à nouveau à sa vieille orientation de la « non-partisanerie » entendue comme neutralité et absence d'engagement électoral. On n'allait pas se mêler de la « purge » de Roosevelt, et on ne ferait

connaître ses préférences qu'après la période des investitures. C'est ainsi que, dans l'État de New York, la fédération de l'AFL se retira de l'ALP.

Quoi qu'il en soit, les élections de mi-mandat en 1938 furent l'occasion d'un premier fléchissement. Les résultats de l'intervention particulière de la LNPL furent mitigés ; globalement, l'appui aux démocrates fut à la baisse, les républicains connurent une remontée remarquable au Sénat (huit sièges de plus), à la Chambre (81 sièges de plus) et aux postes de gouverneur (11 postes supplémentaires). Les démocrates restaient majoritaires, mais l'enthousiasme s'était amenuisé. Durant les semaines qui suivirent le scrutin, Lewis nourrit certaines rumeurs selon lesquelles il allait chercher à « s'emparer du Parti démocrate » lors de son congrès de 1940 : la LNPL allait participer aux primaires pour le choix d'un candidat à la présidence et à la vice-présidence et œuvrer pour que leur plateforme soit fondée sur des orientations progressistes. En cas d'échec, on envisagerait d'aller chez les républicains²⁶. L'AFL tint à se dissocier explicitement de cette perspective d'une prise en mains du Parti démocrate par le syndicalisme.

L'idée que les syndicats puissent faire de la politique avec les républicains paraît, et paraissait, incongrue. La grande presse interpréta la déclaration de Lewis comme un refus d'envisager, de fait, la création d'un nouveau parti pour la quatrième échéance électorale de suite²⁷. Il est sûrement juste que, dans la conjoncture du moment, l'étonnant positionnement de Lewis se trouvait à réitérer cette dimension notable de la vieille non-partisanerie, l'absence de recours à l'option d'un parti du travail. Mais à la fin de 1938, et pour les années 1939 et 1940, ce positionnement est aussi le produit d'un éloignement progressif du fondateur du CIO à l'endroit de la présidence Roosevelt. Déjà, en 1937, Lewis avait considéré que Roosevelt s'était dérobé lors de la fusillade à Chicago contre des grévistes de l'acier et leurs familles, qu'il n'avait pas été fidèle à ses engagements de 1936. Dès que se profile le déclenchement de la guerre en Europe et, à plus forte raison, avec le début des hostilités, il est convaincu que le président veut y entraîner les États-Unis. Or, Lewis « était isolationniste. Il croyait que les impérialistes britanniques complotaient avec les anglophiles de Wall Street pour impliquer l'Amérique dans le bain de sang européen, comme ils l'avaient fait en 1917. Il considérait la politique étrangère et de défense de [Roosevelt], [...], tragiquement erronée si ce n'est consciemment trompeuse²⁸ ». S'il s'en tenait aux préceptes de la non-partisanerie, Lewis devait alors chercher les moyens, y compris par une menace au contenu improbable, de faire pression sur le président.

Avec l’accroissement incessant des dépenses militaires, singulièrement à la suite de la défaite de la France en juin 1940, l’opposition de Lewis à Roosevelt s’intensifia. Les dépenses militaires « offraient » des possibilités nouvelles au syndicalisme, mais présentaient aussi pour Lewis, a écrit l’un de ses biographes, un « péril ». « Si notre mission est de sauver la civilisation occidentale, commençons dès maintenant, ici dans notre propre pays », [expliqua Lewis], en améliorant les niveaux de vie, en faisant disparaître la discrimination raciale », etc. De sorte qu’il chercha à poursuivre le travail de syndicalisation, très amoindri depuis le début de la « récession Roosevelt », et poursuivit ses dures attaques contre le président. Les autres dirigeants du CIO s’aventuraient moins sur ce terrain ; Sidney Hillman, qui était maintenant un proche de Roosevelt et qui, d’origine est-européenne juive, voyait certainement la menace allemande d’un autre œil que Lewis, accepta en mai 1940 de servir à titre de « représentant syndical à la [nouvelle] commission consultative sur la Défense nationale » [NDAC, National Defense Advisory Commission]. Pour Lewis, le président Roosevelt avait bien l’intention de « refaçonner le mouvement syndical afin qu’il convienne davantage à la poursuite de ses propres objectifs politiques », ce qu’il ne pouvait accepter. Et il s’opposa rapidement à la NDAC et à Hillman, qui ne tenaient pas suffisamment en compte, selon lui, les intérêts ouvriers²⁹.

ii. L’ENTRÉE DES ÉTATS-UNIS DANS LES HOSTILITÉS

Au début des hostilités en Europe, l’AFL et le CIO s’opposèrent à une participation des États-Unis. Après la défaite de la France, les deux centrales approuvent la décision prise par Roosevelt d’aider la Grande-Bretagne et de renforcer la défense du pays, mais ne veulent toujours pas d’une participation directe. Se développe alors l’idée de ne pas faire la grève, afin de favoriser les deux objectifs de Roosevelt ; ce n’est pas unanime, Lewis notamment s’y oppose, mais le congrès de l’AFL en novembre 1940 va déclarer son engagement volontaire à ne pas lancer d’arrêts de travail qui affecteraient la production militaire³⁰. On a étudié, au chapitre précédent, l’évolution des rapports employeurs-employés-gouvernement durant la période qui s’étend des débuts de la guerre en 1939 aux péripéties des nombreuses actions et mobilisations ouvrières des années qui suivent la défaite des puissances de l’Axe. On a noté la construction massive du syndicalisme qui s’y poursuit, sur la base de la profonde dynamique sociale dont on peut suivre les linéaments depuis 1933-1934. Mentionnons à ce stade que, dès le printemps 1939 – sur la base des résultats électoraux de 1938 moins favorables aux partisans du New Deal –, des comités des deux chambres à Washington se penchent sur les lois du travail en vigueur dans le pays, d’un point de vue tenant en compte les critiques du

patronat. Et si, en 1937, cinq États avaient adopté des lois modelées sur le Wagner Act fédéral, en 1939 apparaissaient plutôt des mesures législatives contraignantes pour les syndicats et restrictives quant à leurs droits³¹.

En prévision des présidentielles de 1940, Sidney Hillman s'associa à la campagne favorisant « la nomination de Roosevelt comme candidat à un [...] troisième mandat, puis pour sa victoire ». Lewis, au contraire, s'en prit systématiquement à Roosevelt, contre un troisième mandat et contre sa politique étrangère. Le CIO et la LNPL, dont il contrôlait les instances supérieures, ne participèrent donc pas à la campagne présidentielle, « ne prirent pas parti et ne contribuèrent pas financièrement », tout un « contraste » avec ce qu'on avait accompli depuis 1936³². À la stupéfaction générale et, semble-t-il, sans avoir consulté les autres dirigeants de sa centrale, il appela, lors d'un discours radio-diffusé très écouté, à voter en faveur de l'aspirant républicain Wendell Wilkie pour éviter l'entrée en guerre du pays; puis il attaqua violemment la présidence de Roosevelt. Il annonça aussi qu'il considérerait comme un désaveu personnel que les syndiqués CIO ne suivent pas son mot d'ordre; il ne lui resterait plus alors qu'à démissionner³³. L'AFL resta officiellement neutre, mais son président William Green et d'autres chefs de la centrale se prononcèrent pour Roosevelt.

Les autres leaders du CIO appuyèrent malgré tout et majoritairement la candidature de Roosevelt, plus ou moins publiquement et activement selon les cas, certains secteurs de la centrale s'en prenant même frontalement à Lewis. Quelques-uns le suivirent pourtant et appuyèrent Wilkie. Le véritable « test » allait néanmoins survenir le 5 novembre, jour de l'élection. Il a été calculé que, si Lewis avait réussi à entraîner entre le cinquième et le quart des syndiqués CIO du côté de Wilkie, celui-ci l'aurait emporté. On assista bien en 1940, a écrit Irving Bernstein à l'époque, à un déclin des appuis à Roosevelt, mais il fut moins marqué dans les régions où les bases du CIO étaient numériquement importantes qu'auprès d'autres secteurs de la population et en d'autres localités. L'influence de l'appui de Lewis à Wilkie n'avait pas changé la donne, sauf peut-être au Michigan et en Indiana que l'aspirant républicain gagna. Roosevelt remporta donc un troisième mandat, même si ses appuis chutèrent de quelque 7,5 % eu égard à ceux de 1936, passant de 62,5 % à quelque 55 %³⁴. Sidney Hillman se sentit alors en mesure d'amener Lewis, lors du congrès de la centrale réuni plus tard en novembre, à respecter son engagement et à quitter la présidence du CIO. Lewis démissionna en proposant comme successeur Philip Murray, qui venait du syndicat des mineurs, dirigeait maintenant le syndicat de l'acier et était vice-président du CIO. Murray ne fit face à aucun opposant.

Dans l'année qui suivit, Lewis attaqua de plus en plus féroce­ment ses associés de la veille, s'en prenant particulièrement à Hillman. Il refusait, au sens fort, ce que nous pourrions voir comme l'incorporation du syndicalisme dans l'effort militaire, mené, selon lui, au profit des industriels et du patronat. En octobre 1942, il retirait ses UMW du CIO. Le syndicat des mines allait être indépendant jusqu'en janvier 1946, alors qu'il réintégra les rangs de l'AFL. Il est indéniable que le coup fut dur pour la jeune centrale en 1942 : Lewis avait été une inspiration et le chef de la percée de la grande entreprise. Les grèves de mineurs qu'il dirigera pendant la guerre seront aussi une référence pour le militantisme syndical, moins directe pourtant, plus *extérieure*. Mais, pour notre propos, la conséquence la plus importante de son départ vient de ce qu'il amena avec lui la Labor's Non-Partisan League, cadre et moyen de l'action politique de masse depuis 1936. Le CIO perdait en quelque sorte l'élan et la mécanique de son action électorale. Il faut d'ailleurs comprendre les volontés de créer un parti du travail qui surgissent durant la guerre comme procédant notamment à cette vacance, souvent le fait de gens qui avaient été politiquement actifs avec la LNPL.

Aux élections de mi-mandat en 1942, le syndicalisme fut en conséquence très peu actif. Les résultats représentèrent un « dur revers » pour les forces ouvrières et « libérales », les républicains réussissant leur plus forte poussée depuis 1928 : neuf sièges de plus au Sénat et quarante-quatre à la Chambre des représentants, la plupart de leurs gains réalisés aux dépens d'élus « libéraux » du Nord. Avec les démocrates conservateurs du Sud, les majorités au Congrès risquaient d'être maintenant beaucoup plus sévères à l'endroit du mouvement ouvrier, hostile. Cela se manifesta dès l'année suivante, quand le Congrès adopta le Smith-Connally Act, dont les clauses avaient été discutées au milieu de difficiles grèves des mineurs de charbon³⁵. Cette loi imposait de très nettes mesures de supervision de l'activité syndicale : par exemple, elle conférait au président le pouvoir de saisir, au nom de l'État, des installations où « un arrêt de la production » affaiblirait « l'effort de guerre », tout en interdisant la grève dans toute installation ou entreprise ainsi passée sous le contrôle du gouvernement ; elle exigeait, dans les autres secteurs de l'économie, une période de « réflexion sereine » (*cooling off period*) d'un mois avant qu'une décision de faire grève puisse être appliquée, et « prescrivait » qu'un vote soit fait sous l'égide du National Labor Relations Board à la fin de cette période de réflexion ; et elle déclarait illégales les contributions financières des syndicats lors d'élections fédérales en temps de guerre, etc. Roosevelt apposa son veto, mais les partisans du Smith-Connally Act réussirent à renverser le veto présidentiel³⁶.

Venant après le fléchissement de l'appui électoral à Roosevelt, l'épisode du Smith-Connally Act fit peur. Allait-on éventuellement assister à la remise en cause, par les chambres, des droits récemment acquis et de la légitimité maintenant reconnue par les pouvoirs publics à la présence syndicale dans la société ? Analysant les résultats électoraux de 1942, Murray, Hillman et les autres dirigeants du CIO en arrivèrent rapidement à considérer que la faible participation électorale en était une des principales causes. Vingt-huit millions de votants sur un électorat de plus de 80 millions : faible taux de l'inscription sur les listes électorales, forte abstention le jour du vote. Or, « l'expérience montrait » que ces types de comportements étaient beaucoup plus répandus « parmi les ouvriers [...] que parmi les secteurs plus prospères – et plus conservateurs » de la population³⁷. Il fallait donc envisager à nouveau les moyens d'une action politique massive et directe.

3. LA FORMATION DU POLITICAL ACTION COMMITTEE EN 1943

Les deux centrales, AFL et CIO, avaient accepté de déléguer plusieurs représentants aux diverses commissions gouvernementales mises sur pied durant la guerre pour superviser l'évolution des prix, des besoins en main-d'œuvre et même des préparatifs de la défense civile. Elles participaient à de telles commissions au niveau fédéral, de l'État et local. Selon David Oshinsky, il y avait quelque 80 000 représentants syndicaux siégeant à de telles instances publiques vers la fin des hostilités. Ces délégués étaient généralement cantonnés, la précision est importante, aux travaux portant sur la gestion et le règlement de questions relatives à l'emploi, beaucoup moins intégrés à l'élaboration même et à la direction des politiques poursuivies, comme on l'a vu. De sorte qu'en 1943-1944 « la position législative [c'est-à-dire politique] [des syndicats] était substantiellement amoindrie³⁸ », comme on l'a mentionné, malgré cette participation d'ensemble.

Les termes d'une contradiction embarrassante et fort périlleuse pour le mouvement ouvrier, pensaient les leaders du CIO, se faisaient jour : d'un côté, les syndicats connaissaient une expansion considérable et vivaient toujours de la dynamique conflictuelle apparue en 1933-1934, d'un autre côté, ils n'avaient pas les moyens d'une influence politique en phase avec leurs besoins. Le CIO n'était plus en mesure d'intervenir avec puissance lors des consultations électorales, cependant que la réponse positive enthousiaste des deux centrales lorsqu'on les conviait à siéger à des agences publiques ne leur avait pas garanti une influence politique véritable. Les voix de base qui perçaient alors pour réclamer la création d'un nouveau parti surgissaient aussi pour une part,

comme produits de cette contradiction. Les états-majors du CIO conclurent qu'il fallait se doter d'un organisme permanent d'action politique de masse. Et ils créèrent à cet effet le Political Action Committee (PAC, « comité d'action politique »), de la centrale. L'expérience de ce comité d'action politique allait avoir une portée considérable, jusqu'à un certain point définitionnelle, quant à la nature, aux objectifs et aux méthodes de la politique ouvrière aux États-Unis, jusqu'à aujourd'hui. Elle se situerait en continuité directe de l'activité de la LNPL durant les années 1930, mais son intervention en 1944 « signala, de fait, la naissance du mouvement ouvrier organisé en tant qu'organisation [dorénavant] stratégique des campagnes électorales nationales³⁹ »; et son premier programme politique, appelé « People's Program for 1944 », « amalgame d'une orientation fiscale keynésienne et de politiques de réforme sociale », allait sur le fond demeurer pour une trentaine d'années celui du mouvement ouvrier américain⁴⁰.

Moins de dix jours après l'élection de 1942, Philip Murray, le président du CIO, avait piloté la formation d'un comité spécial d'études chargé de faire le point sur la politique de la centrale. Il fallait se réengager plus systématiquement, mais sur quelles bases ? Le comité⁴¹ remit son rapport à la fin de l'année : on y recensait toutes les options possibles, allant « d'un retrait entier de la politique à la formation d'un parti travailliste », on revenait sur l'expérience de la LNPL, sur l'élection de 1942, au cours de laquelle la « principale faillite » de la centrale avait été son incapacité à agir concrètement : les lambeaux régionaux de la LNPL n'étaient plus en mesure d'intervenir réellement, à l'exception de certaines sections qui s'étaient maintenues, comme l'ALP à New York, cependant qu'il y avait fort peu d'États où, à l'instar de ce que l'on pouvait constater en Ohio, au Michigan et en Oregon, notamment, les instances locales et régionales de la centrale étaient en mesure d'assurer par elles-mêmes une action politique suivie et détaillée. Il s'avérait en conséquence nécessaire « de mettre sur pied » dans chacun des États une organisation politique qui donnerait à nouveau les moyens d'agir. Au niveau national, il fallait créer en plus un instrument spécifique pour la centrale, qui servirait à coordonner en une intervention d'ensemble toutes les actions. On suggérait aussi que chacun des grands syndicats et leurs sections locales soient appelés à soutenir financièrement les efforts politiques communs. Bien qu'on ne rejetât pas l'idée d'un éventuel *labor party*, on proposa de s'en tenir pour les présidentielles de 1944 à « une grande campagne d'inscription sur les listes électorales [prioritairement, de ses propres membres] et à l'élaboration [...] d'un programme qui positionnerait carrément le CIO du côté du président Roosevelt et du New Deal ». Qui plus est, le rapport soulignait qu'il n'était pas possible d'envisager que le mouvement ouvrier « acquière une réelle influence dans le Parti républicain »;

en conséquence, selon l'interprétation qu'en fait le spécialiste reconnu de l'histoire du PAC, le rapport suggérait de mettre dorénavant de côté « toute prétention » à une non-partisanerie qu'on entendrait comme choix toujours circonstancié entre les démocrates et les républicains. L'accent était mis sur l'intervention avec (et sur) les démocrates. Mais, d'une manière ou d'une autre, la centrale devait bien se réengager massivement dans l'action politique⁴².

Quand, en juin 1943, le Congrès de Washington adopta le Smith-Connally Act par-delà le veto présidentiel, le besoin de passer à l'action s'imposa encore plus à l'esprit du CIO. Surtout qu'il fut révélé que le directeur du lobbyisme de l'AFL auprès des chambres du Congrès, John Frey, « avait secrètement permis à plusieurs élus pro-AFL de voter avec la majorité pour renverser le veto » présidentiel. Officiellement, le Smith-Connally Act s'adressait à la question des grèves durant la période des hostilités. Comme les grèves étaient alors le fait, d'abord et avant tout, de syndicats industriels, il semble bien que ce soit par souci fractionnel anti-CIO que Frey ait adopté cette position. Quoi qu'il en soit, elle concourut directement, on peut s'en douter, au sentiment d'urgence ressenti par la direction du CIO. Et à la réunion du conseil exécutif de la centrale tenue le 7 juillet 1943, on décida de créer le Political Action Committee. Après discussions, on avait rejeté l'idée de lancer un parti du mouvement ouvrier. Philip Murray, le président de la centrale, avait en effet fait valoir que les intérêts des travailleurs seraient mieux servis par la création d'une nouvelle « ligue syndicale non partisane » : on avait déjà testé l'efficacité de ce type d'action, on s'inscrirait ainsi dans la continuité politique du syndicalisme américain et l'on risquerait moins de « s'aliéner l'appui » d'alliés modérés en 1944, tout en laissant ouvert le choix de ses options possibles dans l'avenir. C'est à l'unanimité que le conseil exécutif accepta pour l'échéance électorale suivante l'orientation proposée par Murray et confia à Sidney Hillman la direction du PAC. Dès les semaines qui suivirent, on s'engagea résolument dans l'établissement de ce nouvel instrument d'intervention politique⁴³.

À cet égard, tout était à faire. Ainsi que l'a fort justement remarqué James C. Foster, les frontières du syndicalisme « ne coïncidaient pas géographiquement avec celles des structures politiques » : il peut y avoir, par exemple, plusieurs districts électoraux dans « les grands centres urbains », l'inscription sur les listes électorales, premier élément de la campagne qu'entendait mener le CIO pour les élections de 1944, relevait de l'instance d'autorité publique dite des « counties » (comtés) aux États-Unis, etc. Si l'on voulait intervenir de manière efficace, l'organisation politique allait devoir connaître de multiples ramifications : par État, certainement, mais aussi avec des County Political Action Committees ; et des comités pour les districts et les villes, voire pour des régions. Il fallait coordonner la formation de ces comités et susciter la

participation à tous les échelons de l'organisation syndicale. Financièrement, il fallait trouver aussi le moyen d'agir tout en respectant la loi Smith-Connally, qui interdisait maintenant « les contributions syndicales à une campagne électorale ». On y arriva de la manière suivante : d'abord, l'encouragement à s'inscrire sur les listes électorales et à participer aux primaires relève d'un travail d'éducation, fit-on valoir, plutôt que d'un travail de nature proprement politique ; qui plus est, avant que l'investiture d'un candidat soit acquise, il n'y a pas de campagne électorale qui soit réellement engagée, ce qui suppose qu'il n'y a pas d'interdiction faite aux syndicats d'intervenir dans les processus de nomination partisane. Enfin, pour les courses électorales, comme telles, on imagina le procédé du *dollar drive*, c'est-à-dire l'idée d'une campagne « de contributions électorales volontaires des membres [...] parrainée » par la centrale⁴⁴. Globalement, ces façons de procéder satisfirent aux exigences de la loi ; les pratiques, et leur justification juridique, qu'elles inaugurèrent allaient dorénavant circonscrire pour une large part l'action politique des syndicats américains.

Officiellement, la politique du CIO restait non partisane ; mais, comme l'a noté Mike Davis, si « l'alliance entre les démocrates et le CIO remon[tait], bien sûr », à 1936, « la véritable rencontre [« coalescence »] institutionnelle entre eux ne prit forme de manière permanente qu'en 1944 avec le lancement » du comité d'action politique⁴⁵, même si le Parti démocrate était loin d'être un parti homogène. D'un point de vue syndical, cette « rencontre » dictait, en quelque sorte, deux objectifs : d'abord, faire disparaître ou neutraliser sur sa gauche l'attrait de projets politiques d'une autre nature ; ensuite, viser à ce que, le plus possible, les candidatures et les plateformes démocrates soient acceptables aux syndicalistes et aux « libéraux ».

En prévision des élections de 1944, le PAC évalua qu'il lui serait possible d'intervenir de façon significative dans une vingtaine d'États, dont les « plus importants [...] étaient le Wisconsin, le Minnesota, l'Indiana, le Massachusetts et New York ». Explicitement, l'action du PAC supposa le recul de l'expérience des « troisièmes partis », au Wisconsin (les Progressives) et au Minnesota (le Farmer-Labor Party), au profit des démocrates. Le PAC mit tous ses efforts au Wisconsin derrière le candidat démocrate au poste de gouverneur, l'ex-maire socialiste Daniel Hoan de Milwaukee. Hoan ne fut pas élu, mais l'orientation du PAC contribua nettement à affaiblir l'attrait exercé par le Progressive Party sur les électeurs de l'État se situant à la gauche du New Deal⁴⁶. Le Progressive Party (PP) du Wisconsin, qui avait appuyé la présidence de Roosevelt depuis sa formation en 1934, risquait toujours, du fait même de son existence, d'éveiller les questionnements. Le PP fut dissous en 1946. Dans le Minnesota, la puissance du Farmer-Labor Party, qui avait gagné durant les années 1930 le poste de gouverneur de l'État, les mairies de Minneapolis et de St. Paul, des

sièges au Congrès de l'État et à celui de Washington, etc., avait alors relégué, comme c'était le cas au Wisconsin avec le PP, les démocrates au rang de tiers parti. Il s'était à ce moment établi comme une entente implicite entre le gouverneur Floyd B. Olson du FLP et Roosevelt : le président ne tenterait pas de reconstruire l'organisation démocrate de l'État, Olson ne chercherait pas à favoriser la création d'un *farmer-labor party* national et appuierait le New Deal. Mais en 1944 le PAC du CIO jugeait cet équilibre dangereux, puisqu'une division des votes menaçait de donner l'État aux républicains; l'existence même du FLP risquait en effet toujours de nourrir l'aspiration des partisans d'un parti ouvrier, plus fortement encore que l'existence du PP au Wisconsin. La centrale soutint en conséquence de toutes ses forces l'entreprise alors en cours du démocrate Hubert Humphrey, « candidat malheureux à la mairie de Minneapolis en 1943 », cherchant à faire fusionner le FLP et les démocrates⁴⁷. La fusion fut en effet réalisée en 1944, et les démocrates s'y réunissent depuis sous le nom de Democratic Farmer-Labor Party⁴⁸.

Des considérations semblables conduisirent à une véritable guerre de pouvoir au sein de l'American Labor Party de New York en 1944. Ce parti était devenu une force politique importante, et les votes exprimés sur ses listes s'avéraient souvent nécessaires pour que des candidats démocrates l'emportent. Mais en 1942, le parti, dirigé au niveau de l'État par David Dubinsky, avait présenté au poste de gouverneur son propre candidat, et il était depuis ce temps profondément divisé. Hillman, président du PAC, ne pouvait tolérer, sous quelque considération, des flottements dans l'appui à Roosevelt et à ses partisans. Il décida de s'investir personnellement dans la bataille interne à l'ALP, dont il conquit la direction aux dépens de Dubinsky⁴⁹. L'ALP fut ainsi fermement associé à l'intervention du PAC et à son orientation.

Pour notre propos, ces exemples du Wisconsin, du Minnesota et de New York servent à illustrer une dimension incontournable de l'engagement électoral du PAC. Que l'on considère que la formation de cet instrument d'action politique visait prioritairement « à éviter tout pas dans [la] direction » d'un parti du travail, selon des mots alors utilisés par Philip Murray⁵⁰, ou que, parmi les objectifs principaux qu'on lui assignait, il y avait celui d'une réponse à l'agitation pro-*labor party* qui ressurgissait alors⁵¹, même si cette réponse engageait évidemment sur un terrain différent, il n'en demeure pas moins que les voies de rechange à l'axe politique qu'on avait retenu devaient être systématiquement combattues. Le PAC, pilier fondamental de l'action politique du mouvement ouvrier telle qu'elle se développera dans l'après-guerre aux États-Unis, se constituait donc sur la base d'un rejet actif – même si on ne le présentait que temporaire – d'un parti politique distinctif pour le mouvement ouvrier. La plateforme de Roosevelt proclamant la nécessité d'une nouvelle « déclaration

des droits», cette fois des droits sociaux et économiques, favorisa le ralliement à sa quatrième course à la présidence.

La campagne du PAC fut énergique et massive : il mit sur pied un « appareil politique » et électoral qui connut un « succès notable » en haussant significativement les résultats des démocrates dans les régions de forte implantation CIO ; dans certaines villes, son intervention fut même plus efficace que celle des vieilles « machines urbaines du parti ». Sidney Hillman, qui fut partout, réussit en plus à instaurer un National Citizens Political Action Committee progressiste pro-Roosevelt⁵². Le PAC du CIO réussit même à faire perdre l'investiture à des élus démocrates particulièrement conservateurs, comme le représentant Martin Dies, ouvertement antisyndical et secrétaire du House Un-American Activities Committee (comité de la Chambre des représentants spécialisé dans la répression des activités subversives). Certains d'entre eux tinrent publiquement responsable le CIO pour la « fin prématurée » de leur carrière⁵³. Des brochures s'adressèrent précisément aux femmes et aux Africains-Américains, dont le contenu était fort progressiste, voire « pionnier » : par exemple, on se distançait du discours prônant le retour des femmes au foyer après l'effort de guerre, et l'on mettait en avant une perception extrêmement positive de la contribution d'ensemble de la population noire à la société américaine, axée sur l'égalité des droits⁵⁴.

Notons que certains secteurs de l'AFL voulurent participer à la campagne électorale de manière semblable au CIO. Le Conseil du travail de Los Angeles, par exemple, créa une United AFL Voters League (« ligue unie des électeurs AFL ») à cet effet. Régionalement, il y eut aussi des collaborations avec le comité d'action politique du CIO. Mais les courants plus traditionnels réussirent à faire prévaloir les coutumes de neutralité officielle de l'AFL, même si une part importante du débat politique portait maintenant sur le type de société qu'on envisageait pour la période d'après-guerre et le modèle de nouvel ordre international qu'on souhaitait. L'AFL dénonça d'ailleurs et condamna dans l'*American Federationist*, sa publication officielle, à la fois la création du PAC par le CIO et sa participation active et suivie dans la campagne⁵⁵.

Lors du congrès à la nomination démocrate, tenu à Chicago dans la troisième semaine du juillet, de réels désaccords s'exprimèrent entre les syndicalistes du CIO et leurs alliés progressistes, d'un côté, les ailes du Sud et les « machines politiques urbaines » du Nord, de l'autre côté. Si tout le monde avait fait connaître depuis longtemps son soutien à un quatrième mandat pour Roosevelt, il y avait une opposition gauche-droite quant au choix d'un colistier. Le CIO voulait que le vice-président Henry Wallace soit à nouveau le colistier de Roosevelt. À ce moment, Wallace apparaissait comme l'un des

derniers « champions » du New Deal : « pratiquement isolé au sein de l'administration, a écrit Mike Davis, il continuait avec un zèle religieux à mettre en avant le [principe de la] planification régionale, à proférer des attaques [...] contre les monopoles et à se faire le porte-parole » enthousiaste des revendications sociales et économiques du CIO. Il rendait incontestablement mal à l'aise les ailes plus conservatrices du parti, surtout qu'avec « l'état de santé [maintenant] fragile » de Roosevelt il fallait envisager la possibilité qu'il décède en cours de mandat, donc que le vice-président ait à le remplacer⁵⁶. Les leaders de l'AFL participant au congrès à titre personnel considéraient eux aussi Wallace comme trop à gauche.

Les opposants à Wallace s'entendirent pour proposer le nom de Harry Truman comme colistier, que firent leur aussi les leaders de l'AFL. Malgré des signes extérieurs d'appui bruyant à Wallace lors du congrès démocrate de la part des délégués associés au PAC, Hillman n'engagea pas une bataille véritable pour faire prévaloir le choix de sa centrale. Roosevelt avait accepté de laisser aller Henry Wallace et, une semaine avant l'ouverture des travaux du congrès démocrate, il semble qu'il participa à une réunion avec Hillman où il fut entendu qu'Harry Truman serait son colistier. Durant le congrès, la bataille parut néanmoins dure et des journalistes entendirent Roosevelt donner au secrétaire national du parti, Robert Hannegan, instruction de « régler ça avec Sidney ». En tenant compte de ce que Roosevelt ne prenait pas la part de Wallace, tout de même son vice-président en exercice, et de la rencontre avec Hillman la semaine précédente, le « réglez ça avec Sidney » pouvait certes signifier que « Sidney » allait maintenant amener la délégation du CIO à accepter Truman. Ce qu'il advint en effet⁵⁷. Mais les républicains allaient se saisir de la phrase de Roosevelt pour montrer que le président était le jouet du PAC et des syndicats, devenus beaucoup trop forts politiquement et qui avaient maintenant l'intention de dominer le pays.

Car la campagne présidentielle républicaine, de son côté, fut menée de manière agressive, socialement à droite, singulièrement face au syndicalisme. Et l'opposant républicain à Roosevelt, le gouverneur Thomas E. Dewey de New York, s'en prit au candidat démocrate en se gaussant de la « bande hétéroclite » de ses appuis, « Sidney » Hillman et le Political Action Committee et Earl Browder, le leader communiste ». Allant encore plus loin, des « républicains de moindre importance se joignirent à la cabale anti-PAC qu'avait enclenchée Dewey [...]. La représentante au Congrès Clare Booth Luce [...] [avança ainsi] que FDR échangeait l'appui des communistes et du PAC contre la promesse [qu'il accepterait] que les communistes s'emparent du CIO, puis du Parti démocrate » en tant que tel⁵⁸.

Roosevelt l'emporta à nouveau, malgré un recul de quelque 2 % dans les suffrages exprimés ; la répartition des sièges au Sénat resta la même, cependant que les démocrates remportèrent vingt sièges de plus à la Chambre des représentants. Quelles ont été les répercussions de cette première campagne du PAC ? Les documents internes faisant le bilan de son intervention en donnent, finalement, une image nuancée. En ce qui a trait à la campagne présidentielle, il ressortait que les régions à forte concentration de syndiqués CIO non seulement avaient appuyé Roosevelt, mais, alors que son score d'ensemble fléchissait dans le pays, il augmentait même quelque peu dans ces régions. Ce n'était pas le cas, cependant, pour les élections au Congrès... En ce qui a trait au comportement particulier des travailleurs syndiqués, ces derniers semblaient avoir appuyé Roosevelt davantage que les non-syndiqués. L'historien du comité d'action politique du CIO James C. Foster ajoute qu'il faut tenir compte d'une quatrième dimension dans ce bilan : quel avait été le poids dans le Parti démocrate de l'intervention de la centrale ? À cet égard, outre quelques victoires notables dans les processus de sélection des candidats, les résultats s'étaient bien mitigés. On n'avait pas réussi à obtenir pour Wallace le poste de vice-président et les majorités démocrates n'allaient pas se montrer particulièrement progressistes. D'ailleurs, comme le faisait également ressortir un document interne, l'engagement dans la lutte à la présidence avait été conduit de manière « très compétente » ; il en fut autrement des campagnes au Congrès⁵⁹. Beaucoup restait à faire, si l'on voulait vraiment construire un instrument d'action politique permanent et efficace ; mais, avec le PAC, le mouvement ouvrier se constituait en acteur de premier plan des joutes électorales.

4. L'AIRE DE RAYONNEMENT DU SYNDICALISME : DE PREMIERS RESSACS

Le People's Program que le comité d'action politique du CIO avait élaboré pour les présidentielles de 1944 annonçait quatre grands objectifs. En politique internationale, il reprenait globalement la plateforme de l'Administration Roosevelt pour l'après-guerre : la collaboration entre les puissances alliées, le maintien de la paix avec la création des Nations unies, l'aide au développement, etc. ; à l'interne, les buts se présentaient comme une version plus hardie, peut-être, de la déclaration des droits sociaux de Roosevelt, avec un accent particulier sur la protection « face à la maladie, au chômage et aux difficultés de l'âge » ; on demandait aussi des engagements publics essentiels d'aide économique en faveur des combattants qui allaient réintégrer la vie civile, par exemple la promesse d'une assurance chômage garantie pour deux ans et le versement d'une subvention en argent à chacun, qui permettraient de bonifier

les conditions du retour au pays; enfin, on se donnait clairement l'objectif de faire disparaître les pratiques discriminatoires à l'endroit des Africains-Américains, singulièrement dans l'emploi, mais aussi, plus généralement, dans toutes les dimensions de la vie en société⁶⁰. Le besoin de s'en prendre à la discrimination apparaissait d'autant plus urgent que l'on venait de connaître ces « grèves haineuses », dont on a fait mention déjà, de syndiqués blancs contre des syndiqués noirs. Mais il s'était imposé déjà à la pensée du CIO du fait que le Sud profond du pays pesait lourdement sur l'évolution sociale de l'ensemble des États-Unis. Dès le congrès de la centrale en 1941, on avait envisagé l'idée d'une grande campagne de syndicalisation du Sud comme « tâche numéro un ». L'entrée en guerre fit reporter ce projet⁶¹.

i. L'OPÉRATION DIXIE

Même si les dirigeants du CIO – comme ceux de l'AFL – avaient erronément considéré que l'après-guerre serait une période de « paix industrielle », ils n'en avaient pas moins l'intention d'engager leur campagne d'organisation syndicale dans le Sud traditionnel, qu'on baptisa « opération Dixie ». Bien que les taux de syndicalisation y variaient selon les secteurs économiques et entre les États, ils étaient par comparaison très inférieurs (moins de la moitié) aux moyennes d'ensemble. Les United Mine Workers avaient réussi à percer véritablement dans des installations minières au Kentucky, au Tennessee et en Alabama, mais il n'en avait pas été de même durant les années 1930 pour la plupart des entreprises industrielles. En 1939, le CIO ne comptait que 150 000 membres dans le Sud. Durant la guerre, les réussites furent plus nombreuses, dans les secteurs de l'automobile et du caoutchouc notamment. Des syndicats du CIO à direction communiste, dans les fonderies et le minerai de fer et dans l'alimentation et le tabac, avaient réussi également à prendre racine. Mais les chiffres restaient désespérément bas. D'où le déclenchement de l'opération Dixie au printemps 1946, à laquelle on voulait consacrer d'importants moyens : 200 organisateurs à temps plein, l'engagement d'un million de dollars de la centrale elle-même. Pour « ne pas être en reste », l'AFL décida aussi de s'attaquer au Sud⁶².

Le but de la campagne du CIO était double : d'un côté, y étendre massivement la syndicalisation, afin d'être mieux en mesure de favoriser une hausse généralisée des niveaux de vie et de raffermir la présence économique des syndicats dans chacun des secteurs d'activité et sur l'évolution du marché du travail envisagé globalement ; de l'autre côté, bouleverser les rapports socio-politiques, renverser des structures de domination fondées sur un « système de castes », comme il est souvent dit, un système de profondes inégalités de race et

de classe établi en une pyramide quasi immobile, afin de favoriser l’adoption à l’échelle nationale de larges politiques progressistes. Une analyse d’économie politique de la situation d’alors du Sud peut en effet montrer qu’il serait faux de le voir comme un corps en quelque sorte étranger, et adjacent à l’économie industrielle capitaliste du pays. Si les rapports et la culture politiques y trouvent incontestablement des racines dans la vieille économie de plantation, ils sont à ce moment partie prenante d’une économie régionale définie par le capitalisme de transformation, une économie régionale articulée et intégrée à l’économie nationale, dont elle est une composante.

Voilà pourquoi, tel un élément de ses dynamiques intérieures, le Sud profond pesait continuellement, et de manière régressive selon le syndicalisme, sur l’évolution sociale, politique et culturelle des États-Unis⁶³. Depuis la guerre civile, le Parti démocrate s’avérait le maître d’œuvre du système de caste qui y prévalait et jouissait d’un statut de parti (quasi) unique. Politiquement et électoralement, le Sud pesait donc très lourdement sur la conduite des affaires publiques à l’échelle nationale⁶⁴, notamment par ses alliances pro-patronales avec la majorité des élus républicains. Et il faisait du Parti démocrate national un instrument politique souvent fort difficile pour le syndicalisme et la gauche – comme pour les Noirs des autres régions, qui étaient attirés du côté démocrate depuis le milieu des années 1930. Un des buts de l’opération Dixie était donc de nature essentiellement politique.

Elle se solda cependant par une défaite cuisante. Ainsi que le souligne Robert H. Zieger, les démocrates du Sud contribuèrent activement, avec la presse régionale et le monde des affaires, à fermer résolument leurs États à l’offensive syndicale, alors même qu’on vivait dans les autres régions de l’Amérique industrielle la vague massive de grèves des années 1945-1947. Même si ladite opération Dixie fut officiellement poursuivie jusqu’en 1953, dès la fin de l’année 1946 elle était à toutes fins utiles battue⁶⁵. Les états-majors du CIO ne s’étaient pas préparés à faire face au type de barrage qu’on leur opposa, partout, globalement et localement. Souvent, « les gouvernements des petites villes du Sud étaient semblables à ceux des “villes de compagnie” d’avant le New Deal » dans les autres États. Les moyens engagés par le CIO et plusieurs de ses syndicats ne manquèrent pas, ceux-ci ajoutant des millions de dollars à la somme de départ investie par la centrale. Mais la direction d’ensemble donnée à la campagne ne pouvait permettre de réussir, dans un contexte répressif et très rétrograde, au racisme dur, ouvert et brutal, où l’idée de l’autonomie du pouvoir local était utilisée pour nier les droits à l’organisation pourtant acquis à l’échelle nationale. L’anticommunisme fut aussi mis à contribution avec le racisme, contre le CIO, son PAC – qui voulait bouleverser les structures d’autorité dans le Parti démocrate – et le principe même du syndicalisme. Les

états-majors du CIO avaient clairement statué qu'il n'était pas question de s'aventurer dans une entreprise de « soulèvement social » en liant, par exemple, syndicalisation et lutte pour l'égalité des Africains-Américains. Les syndicats essayèrent de « contourner » la question raciale et jouèrent la carte de la « respectabilité sociale du syndicalisme ». Ils n'eurent pas raison des « haines raciales », des « préjugés arriérés », non plus que du refus absolu des autorités patronales et politiques de leur concéder quoi que ce soit. Le Sud resta largement fermé au syndicalisme⁶⁶.

À cette opération manquée s'ajouta l'enclenchement d'une « nouvelle offensive patronale-étatique » nationale face au syndicalisme, dont l'emblème allait être l'adoption de la loi Taft-Hartley en 1947, puis la chasse aux sorcières interne au CIO et la crise de l'exclusion des communistes et des fédérations qu'ils dirigeaient. S'il est sûr que le syndicalisme s'était aussi heurté à la résistance de groupes importants de travailleurs blancs dans le Sud, les travailleurs noirs s'y étaient montrés intéressés. Le positionnement sociopolitique qui encadra l'opération Dixie ne permit pas de s'adresser précisément à cette population ; et avec la chasse aux communistes, le syndicalisme allait lui-même grever les bases que ces derniers avaient réussi malgré tout à mettre en place parmi les travailleurs africains-américains⁶⁷. De sorte qu'en 1950, écrit Nelson Lichtenstein, « la délégation au Congrès de Washington en provenance du Sud était encore plus monolithiquement réactionnaire » qu'au sortir de la guerre. Le coup fut très dur pour le mouvement ouvrier, un premier holà à sa dynamique expansionniste. Selon le professeur Michael Goldfield, la cuisante défaite de la campagne du Sud constitue l'une des principales causes de la faiblesse politique du mouvement ouvrier américain après (et depuis) la Seconde Guerre mondiale⁶⁸.

Roosevelt décéda le 12 avril 1945, à quelques mois de la fin de la guerre en Europe et dans le Pacifique. Harry Truman, son colistier de 1944, lui succéda donc au poste de président. Et c'est Truman, ex-sénateur du Missouri à Washington, qui allait avoir la responsabilité de la reconversion économique et de la réinsertion des militaires à la vie civile, la tâche de régir la « crise des rapports entre le capital et le travail », selon la juste caractérisation de Melvyn Dubofsky, qui éclatait déjà, et la fonction de diriger, au nom des États-Unis, la mise en forme du nouvel ordre international⁶⁹. Toujours selon Dubofsky, Harry Truman « s'entoura rapidement des éléments les plus conservateurs du Parti démocrate », cependant qu'il avait à composer avec un Congrès où la « coalition » de droite entre les démocrates du Sud et les républicains pro-patronaux tendait à s'imposer⁷⁰. En 1946, deux *new dealers* libéraux connus du cabinet Roosevelt-Truman, le secrétaire à l'Intérieur, Harold L. Ickes, et le secrétaire au Commerce, Henry A. Wallace, remirent leur démission. Le

premier, parce qu'il voulut marquer son opposition à la nomination d'un patron d'une firme pétrolière à un poste de direction civile de la Marine « ayant autorité sur ses réserves de pétrole » ; Wallace, quant à lui, dut se démettre, à la demande de Truman lui-même, dont il venait de critiquer la « position belliqueuse » à l'endroit de l'URSS⁷¹.

On a vu précédemment que les quelque dix-huit mois qui suivent la fin des hostilités sont des mois d'une forte activité revendicative, dense et massive, donnant lieu à des arrêts généralisés de travail dans certains centres importants. Ces mouvements s'accompagnent de quelques manifestations significatives d'une volonté d'action politique indépendante. Ce sont les mois qui, dans l'histoire américaine, concentrent le plus grand nombre de grèves, de grévistes et de jours de grève. Ils expriment, sur le terrain des États-Unis, ces processus de radicalisation sociale, de nette poussée à gauche que l'on constate alors dans beaucoup de pays, comme trait distinctif de la conjoncture d'après-guerre. En Angleterre, le parti travailliste chasse Churchill du pouvoir dès les premières élections qui suivent les hostilités ; il instaure le type de politiques sociales que l'on regroupera bientôt sous l'appellation d'État-providence, qu'il associe à un imposant plan de nationalisations et à une élévation marquée du statut juridique du syndicalisme. En France, en Italie, en Grèce, le régime même de l'entreprise privée est menacé ; en Chine, il sera bientôt renversé. L'immense majorité des gouvernements européens comportent des ministres socialistes et communistes. Au Canada, le CCF⁷² obtient plus de 37 % des sièges aux élections provinciales d'Ontario en 1943, prend le pouvoir en Saskatchewan en 1944 (« premier gouvernement socialiste en Amérique du Nord ») et se classe premier la même année dans un sondage portant sur de prochaines élections fédérales. Mais si les actions syndicales aux États-Unis manifestent alors l'effet dans le pays d'une conjoncture de cette nature, le résultat des élections de mi-mandat en novembre 1946 sera entièrement négatif pour le mouvement ouvrier. Comment expliquer cette particularité ? Il convient de s'arrêter rapidement à cette question, parce que ce résultat négatif va influencer directement sur la nature et les formes à venir de l'action politique du mouvement ouvrier américain.

En prévision de la sortie de l'économie de guerre, l'AFL et le CIO avaient engagé plusieurs activités de lobbying, avec leurs grandes fédérations et les syndicats indépendants du rail, pour que soient adoptées de vastes politiques de stimulation économique. Chacun des courants du syndicalisme appréhendait en effet la réapparition d'un chômage de masse. *L'American Federationist*, la revue de l'AFL, supputait qu'il y aurait peut-être huit millions de chômeurs au printemps 1946 ; en conséquence, la centrale demandait au Congrès des mesures de « planification et de construction de biens d'utilité publique, tels

des hôpitaux, des écoles». Le CIO, qui avait mis sur pied en 1942 un «Legislative Department» (service d'analyse des travaux du Congrès et de coordination du lobbying) pour structurer son travail de représentation et de pression auprès des élus, partageait le même type de revendications, qu'il complétait de demandes de politiques sociales élargies. Le succès de ces revendications fut cependant très limité⁷³. La participation aux élections de mi-mandat en 1946 s'imposa donc; Hillman et le CIO décidèrent d'intervenir selon les méthodes que leur comité d'action politique avait testées pour la première fois en 1944. Le but était d'assurer une composition de la Chambre et du Sénat majoritairement favorable à ses propres options, par intervention dans les processus de sélection des candidats et auprès de sa propre base, afin de susciter sa participation.

Sidney Hillman mourut d'une crise cardiaque le 10 juillet 1946. Il fut remplacé à la tête du PAC par Jack Kroll, qui venait également des Amalgamated Clothing Workers of America (ACWA) qu'avait présidés Hillman. En septembre 1946, le PAC et l'organisme associé qu'avait aussi lancé Hillman, le National Citizens Political Action Committee, réunirent une Chicago Conference of Progressives avec l'appui d'autres groupes. Ils se donnèrent alors l'objectif de faire renaître «l'esprit du New Deal» dans les institutions du gouvernement fédéral, condamnèrent «certaines politiques "non libérales" de l'Administration Truman et les éléments réactionnaires du Congrès». Mais ce qui retint surtout l'attention, c'est que lesdits «progressives», parmi lesquels se trouvaient plusieurs communistes, condamnèrent «la politique étrangère agressive des États-Unis». Dans le climat de guerre froide qui s'accroissait désormais, cette résolution semblait s'éloigner du positionnement de départ du PAC, prônant la paix et la collaboration avec l'URSS, et dénoncer explicitement la politique américaine comme la menace à la coexistence. Quel qu'ait pu être le bien-fondé de ce point de vue exprimé par la conférence de Chicago, il est sûr, comme l'a noté James C. Foster, que le climat anti-URSS qui se développait dans le pays ébranla dès lors la capacité d'action du CIO-PAC⁷⁴.

L'orientation stratégique de Sidney Hillman avait été de favoriser en politique la création d'une fédération «progressive» nationale autour du mouvement ouvrier. Il voulait en arriver à ce que se constitue un large regroupement de progrès, dépassant les frontières du syndicalisme, en mesure d'intervenir électoralement selon les paramètres mis au point déjà avec le PAC. À son décès, Philip Murray, en tant que président du CIO, fit abandonner cette orientation au profit d'un engagement au seul compte de la centrale dirigé exclusivement par des responsables de ses grands syndicats et relevant tout entier de son exécutif: une action politique donc, considérée comme action particulière du CIO, plutôt qu'une intervention «progressive» à laquelle la centrale servirait

de soutien... Toutes les instances du CIO allaient dorénavant être intimement associées au travail du PAC⁷⁵.

L'idée d'une nécessaire renaissance de «l'esprit du New Deal» voulait exprimer, on s'en doute, la mauvaise humeur qui se répandait dans plusieurs secteurs du syndicalisme contre les interventions de l'Administration Truman à l'endroit du mouvement gréviste. En fonction des lois et des règlements du temps de guerre, la désignation par le gouvernement fédéral d'un arrêt de travail comme «menace à la sécurité nationale» pouvait servir à l'émission d'une injonction enjoignant la reprise immédiate des opérations; le gouvernement pouvait aussi «saisir» des installations productives en grève et réquisitionner alors les syndiqués, les soumettant à la discipline militaire. Face aux grèves de masse qui suivirent la fin des hostilités, Truman utilisa ou menaça d'utiliser cet instrument... En mai 1946, quelque dix mois après la fin des hostilités, il demanda au Congrès «d'autoriser sur-le-champ le président à conscrire dans l'armée» tous les travailleurs «en grève contre le gouvernement», c'est-à-dire les syndiqués participant à un arrêt de travail dans une entreprise passée sous le contrôle, évidemment temporaire, du gouvernement fédéral. Cette mesure visait à interdire une grève dans les chemins de fer, mais elle pouvait éventuellement servir contre toute action d'envergure nationale. Qui plus est, lorsque la proposition de Truman fut considérée à la Chambre des représentants, «cinquante des 90 élus qui avaient reçu l'appui du CIO-PAC [...] votèrent» en sa faveur; «trente-trois s'abstinrent prudemment; seulement sept votèrent contre⁷⁶». À ce moment, le président et les chambres démocrates s'étaient rapprochés des demandes politiques du patronat qui, par une large campagne publique, réclamait de plus fortes contraintes juridiques à l'action économique des syndicats ouvriers. Ils étaient également influencés par les initiatives législatives de plusieurs États visant à encadrer et diminuer les droits syndicaux⁷⁷.

Pas étonnant, en conséquence, que la montée des actions revendicatives de l'après-guerre ait été accompagnée de l'aspiration en certains endroits à constituer un parti indépendant et à entamer des initiatives dans cette direction. Il s'agissait d'une aspiration se situant dans la continuité de ce que des accès de mécontentement envers les démocrates avaient déjà suscité durant les hostilités. Surtout que la sortie de l'économie de guerre donna lieu, durant des mois, à une augmentation des prix supérieure à celle des revenus, notamment du fait de décisions de l'Administration Truman⁷⁸, et que les représentations des syndicats auprès des élus et de la présidence, comme on l'a vu, connaissaient peu de succès. La candidature de Frankenstein à la mairie de Detroit à l'automne 1945, qu'il perdit *in extremis* du fait des divisions raciales qu'excita sans vergogne son opposant, constitue d'une certaine manière le moment

charnière entre ces deux situations. De sorte qu'en 1946 Walter Reuther – élu à la présidence du syndicat de l'automobile en mars de la même année, après avoir dirigé le mouvement de grève contre la General Motors – créa avec Norman Thomas, le leader du Socialist Party, A. Philip Randolph, dirigeant syndical africain-américain des Sleeping Car Porters de l'AFL, militant des droits civiques et socialiste, le philosophe John Dewey et d'autres personnalités de gauche et «libérales» non communistes un Educational Committee for a New Party⁷⁹. Le parti qu'on envisageait réunirait «les groupes fonctionnels utiles [à la société], des travailleurs et fermiers aux petits hommes d'affaires». Il s'opposerait aussi bien à «l'impérialisme capitaliste» qu'à «l'impérialisme communiste» et viserait la mise en place d'un «conseil économique national» permettant «une réelle planification économique». L'année suivante, le secrétaire-trésorier du syndicat de l'automobile, Emil Mazey, membre de l'équipe Reuther, expliqua pour sa part aux dirigeants locaux du Michigan qu'ils devaient engager «des mesures concrètes pour la construction d'un parti indépendant des travailleurs et des fermiers⁸⁰».

Ces quelques initiatives, comme d'autres que l'on a déjà signalées, n'auront pas véritablement de suites. Mais elles sont symptomatiques à la fois d'un mécontentement syndical envers les démocrates et de ce que les formes de l'action politique du mouvement ouvrier ne sont pas pleinement établies et stabilisées. Il apparaît que les conseillers conservateurs de Truman pensaient alors que ses orientations face aux revendications et à la puissance du syndicalisme lui permettraient électoralement de résister aux charges des républicains. Mais d'autres dans le Parti démocrate, comme le secrétaire de son comité national (Democratic National Committee, DNC), Robert E. Hannegan, craignaient les conséquences du cours alors suivi. Selon Sean J. Savage, biographe de Truman, Hannegan recommandait plutôt au président une approche «pro-syndicale» et la projection plus systématique d'une «identité libérale». Truman penchait alors incontestablement du côté de ses conseillers conservateurs⁸¹. Cela dit, l'existence de ces points de vue contrastés peut rendre compte du caractère parfois contradictoire de certaines des décisions du président⁸².

ii. LES ÉLECTIONS DE 1946 : DES RÉSULTATS DÉCEVANTS

Quoi qu'il en soit, les résultats des élections de 1946 furent désastreux pour le syndicalisme, les démocrates et, plus globalement, les divers courants dits libéraux. Pour la première fois depuis 1930, les républicains gagnèrent la majorité dans les deux chambres à l'échelle nationale. Qui plus est, «plus de la moitié des démocrates libéraux furent chassés, y inclus une majorité de ceux

qui avaient l'appui du PAC de la centrale CIO». Même les démocrates ne l'emportèrent que dans «huit des vingt districts électoraux du Congrès où les syndiqués du CIO représentaient une proportion significative de l'électorat». Ces résultats allaient amener un renouvellement de la direction et de la composition des deux comités du Congrès traitant des sujets relatifs aux rapports entre les employeurs et les employés, dorénavant pris en charge par des républicains hostiles au syndicalisme. Le représentant Fred Hartley, du New Jersey, et le sénateur Robert Taft, de l'Ohio, furent nommés à la direction des comités. À très court terme, ce renouvellement de la composition des deux «Labor committees» allait avoir de graves conséquences. Par ailleurs, des candidats ouvertement de droite, anticommunistes virulents et très conservateurs socialement, venaient d'être élus, comme les républicains Joseph McCarthy au Wisconsin et Richard Nixon en Californie, qui allaient aussi marquer profondément la vie politique des États-Unis⁸³.

Toutes les explications du résultat des élections de mi-mandat en 1946 mettent en exergue le très faible taux de participation populaire, un peu plus du tiers de la population, un des plus faibles du xx^e siècle, a fait remarquer l'historien Nelson Lichtenstein. Tout en tenant compte de ce que les élections de mi-mandat suscitent toujours un taux d'abstention beaucoup plus élevé que les présidentielles, Lichtenstein tient pourtant à souligner que les démocrates perdirent «plus de 10 millions d'électeurs qui s'étaient exprimés en faveur de [Roosevelt] deux ans auparavant». L'abstention s'avère toujours plus élevée parmi les couches non favorisées de la population, mais cette fois le recul des votes démocrates était particulièrement visible dans les districts à forte concentration de syndiqués. Abstention massive donc, et incapacité du CIO, précisément, à susciter l'engagement et la participation de ses membres. Il est sûr que la froideur de Truman envers les revendications syndicales, les difficultés de la reconversion économique, singulièrement l'inflation des prix et les actions du président contre les mouvements de grève, appuyées par des chambres à majorité démocrate, alors même que les mobilisations ouvrières étaient les plus fortes de l'histoire américaine, ainsi que le font remarquer plusieurs auteurs également, ne pouvaient justifier un enthousiasme pro-démocrate dans les rangs syndicaux. Clark Clifford, le stratège électoral de Harry Truman, souligna alors qu'en l'absence «de l'inspiration de Roosevelt» il apparaissait «très difficile que le vote syndical s'exprime» en faveur des démocrates. En fonction de ce que nous venons de rappeler, il aurait pu ajouter: et pour cause! Les républicains quant à eux, firent campagne contre les «trois C», «communisme, confusion, chaos», en demandant «Had enough?», n'en avez-vous pas assez? Selon Art Preis, notamment, il est manifeste qu'ils furent entendus de certains secteurs de la population: une part importante des classes moyennes,

composées « des fermiers, de boutiquiers des villes, de professionnels, de petits hommes d'affaires », « qui avait appuyé les démocrates depuis 1932 », fut cette fois rebutée par ce qui lui semblait en effet un univers de « 3C », et vota républicain⁸⁴.

Il est important de se pencher expressément sur les élections de 1946 aux États-Unis puisque, encore une fois, si la vague de grèves que le pays connaît dans l'après-guerre correspond aux processus sociaux d'ensemble qui caractérisent alors la conjoncture d'une majorité de pays, les résultats électoraux se distinguent aux États-Unis par leur inflexion à droite. Aux facteurs explicatifs qu'on a donnés jusqu'ici de ce phénomène s'ajoutent sûrement les divisions internes qui surgissent maintenant sur la question du « communisme », qui ont déjà affaibli l'opération Dixie ; l'incapacité de percer le Sud a constitué une première défaite sociopolitique d'envergure pour le mouvement ouvrier, qui brisa un élan. L'expérience politique de la centrale du CIO était, d'un autre côté, limitée : elle n'avait toujours pas instauré aux niveaux régional et local une machinerie permanente d'intervention électorale et elle n'y possédait pas une expertise et une capacité d'élaboration politiques et stratégiques aguerries, à l'exception d'un nombre limité d'États, tels le Michigan et New York. De plus, l'AFL n'intervenait toujours pas électoralement. Mais il faut aller plus loin. Les grandes conquêtes sociales de l'après-Deuxième Guerre mondiale en Europe, par exemple, vont de pair avec une relance majestueuse des organisations syndicales, comme de la gauche politique, socialiste-travailleuse-communiste. Cette relance procède de la déstabilisation de pans entiers de l'ordre politico-social des États européens, de la défaite des régimes d'extrême droite, du discrédit qui frappe alors le libéralisme économique et, pour une très large part, des partis dominés par les élites traditionnelles, dans un contexte où la conscience est instruite de l'existence historique des grands partis ouvriers. En d'autres mots, les régimes établis et leurs élites sont partout affaiblis, singulièrement devant leurs propres populations, qui ont dû supporter dix années de crise économique et cinq années de guerre. La situation ne se présente pas de la même façon aux États-Unis.

Il est vrai que la topographie des rapports sociaux a été transformée, que la vie des entreprises et l'économie de marché doivent dorénavant compter avec la présence d'un nouvel acteur de masse. Et le syndicalisme a même constitué des instruments d'intervention politique. Mais, au sens propre du terme, le régime établi, économique et politique, sort en fin de compte renforcé de la Deuxième Guerre mondiale : le capital américain, avec l'aide directe de l'État, s'est élargi, concentré et mieux structuré, il est fort de sa prédominance mondiale, cependant que le pays cherche à diriger l'ordre international en reconstruction, maîtrise et se soumet pour une large part cette reconstruction.

Son rapport à sa propre population s'avère différent de celui qui lui est contemporain en Europe. Même du côté de la Grande-Bretagne, les circonstances ne sont pas semblables : le pays a définitivement perdu son statut d'« empire » ; tout le monde a été convaincu, durant les hostilités, que « l'effort de guerre » exigé de la population supposait des contreparties fermes, d'où le contenu du rapport de lord Beveridge, membre du Parti libéral, remis en 1942 et promettant l'engagement actif de l'État dans la protection et l'amélioration des conditions de vie et l'assistance sociales pour chacun et chacune, « du berceau au cercueil⁸⁵ ». Les idées traditionnelles et les élites qui s'en réclamaient toujours avaient pour l'instant peu de prise sur la réalité. L'heure était aux options de gauche. Le sud des États-Unis était resté au contraire très majoritairement fermé au syndicalisme et à l'évolution sociopolitique qu'avaient connue les autres régions ; les élites économiques et politiques et tout le système d'autorité publique n'étaient pas lésardés. Le bipartisme républicains-démocrates fondait son existence sur ce cadre d'ensemble.

Voilà pourquoi une contre-offensive de droite put l'emporter en 1946. Elle n'était pas assurée du succès, mais la plausibilité de celui-ci s'appuyait sur des conditions différentes de celles qui existaient en Europe. Les nombreux facteurs que nous avons soulignés plus haut ne pouvaient, de fait, s'imposer que dans le cadre de ce contexte. Ajoutons d'ailleurs que la légitimité des États-Unis, de leur histoire, de la nation américaine, des institutions du pays était très forte auprès de leur propre population, légitimité renforcée par le rôle qu'ils venaient de tenir dans la victoire des Alliés. Il y a là une constante de la culture politique du pays, il conviendra d'y revenir.

5. LA LOI TAFT-HARTLEY ET LES RÉACTIONS SYNDICALES

Le besoin de l'action politique ouvrière venait de la nécessité d'assurer le respect des droits à l'organisation et à la libre activité du syndicalisme. Il venait aussi de la visée que les politiques publiques prennent en compte les intérêts et l'objectif d'ensemble d'une amélioration des conditions de vie des plus larges secteurs de la population. Toutes ces choses conduisaient, en quelque sorte, à vouloir se doter d'une influence marquante sur l'évolution du marché du travail et, plus globalement, sur l'évolution de l'économie nationale : sur les investissements, par exemple, et sur les principes qui devraient dicter le sens de l'intervention gouvernementale. On n'avait pas cherché à se porter candidat au pouvoir, mais l'action politique du PAC et du CIO, et de l'AFL, par ses pratiques de lobbying, et leur participation à divers organismes gouvernementaux durant la guerre étaient globalement instruites de ces objectifs. La loi Taft-Hartley, qui sera promulguée par-delà le veto présidentiel de Truman,

avait expressément en vue de contenir et de baliser la capacité d'action des syndicats sur ces divers terrains, de la diminuer aussi et de réduire la puissance du salariat dans son rapport au patronat. Elle visa, pour une part préventivement, à miner l'aire de rayonnement du mouvement ouvrier, qui s'étendait comme une onde de choc. En ce sens, la loi Taft-Hartley, officiellement appelée Labor Management Relations Act, se trouva à « amender » vers le bas le niveau de reconnaissance de la légalité des activités unionistes aux États-Unis, sur les terrains économique et politique, et à restreindre l'autonomie de la gouverne interne des syndicats en tant qu'organismes privés.

C'est donc comme modification au Wagner Act de 1935 que le projet de loi Taft-Hartley fut envisagé : on voulut modifier des règles de base et l'esprit de la loi de 1935, dont l'interprétation par la Cour suprême, à juste titre croyons-nous, avait confirmé le caractère « libéral » : ainsi, elle avait fait prévaloir le droit d'ériger des lignes de piquetage contre des injonctions judiciaires défavorables et elle avait rejeté des lois de certains États prétendant imposer des « conditions » (*requirements*) à l'éligibilité à des postes de direction syndicale⁸⁶. Les rencontres d'après-guerre entre les associations d'employeurs et les syndicats, singulièrement la rencontre de novembre 1945 convoquée par le président Truman, s'étaient finalement clôturées sur des impasses, leurs débats montrant la profondeur des fossés entre les points de vue plutôt que la possibilité de pistes de rapprochement.

Quand s'ouvrent les travaux du nouveau Congrès en janvier 1947, il est tout de suite évident que l'hostilité des élus envers le syndicalisme va être acharnée. On a pu dénombrer que, dès le mois de février, « plus de 250 projets de loi » soumis à l'attention des chambres témoignaient précisément d'une volonté majoritaire de faire refluer la force syndicale et de circonscrire particulièrement les lieux où elle pourrait s'exercer. L'alliance entre la majorité des républicains et les démocrates du Sud donnait le ton. Selon ce qu'on entendit durant les débats au Congrès, il était temps de mettre un terme aux activités « des chefs [*bosses*] syndicaux assoiffés de pouvoir », agissant de manière irresponsable au détriment de l'intérêt public ; « acceptons de faire face au problème véritable qui se pose à notre nation. Voulons-nous, oui ou non, briser le pouvoir de John L. Lewis et de ses semblables sur la vie économique de ce pays⁸⁷ » ? Comme l'existence du syndicalisme, incontestablement, se déploie à l'encontre de lois définies comme celles du libre marché libéral, faire disparaître son influence sur « la vie économique » signifiait s'en prendre à son principe, à la logique même de son existence. Il ne sera pas réellement question d'aller jusque-là, contrairement à ce qui fut pour une part envisagé après la Première Guerre mondiale. Mais il est sûr que des courants sociaux et politiques importants ne s'étaient toujours pas faits à la nouvelle réalité syndicale et aux

transformations dans les rapports de force sociaux qu'elle supposait, étrangers qu'ils étaient aux sensibilités mêmes permettant de leur attribuer la légitimité que conféraient les lois du travail en vigueur.

Les comités spécialisés des deux chambres sur les relations entre le syndicalisme et le patronat entreprirent donc rapidement leurs travaux, qui débouchèrent sur des projets de loi concomitants dans la première quinzaine d'avril. Le projet de la Chambre des représentants fut présenté au vote par Fred Hartley et adopté; celui du Sénat, également adopté, par Robert A. Taft. Le projet de la Chambre s'avérait plus radical, ou répressif, que celui du Sénat. Selon les règles du débat législatif aux États-Unis, un comité dit de conférence entre le Sénat et la Chambre élaborait alors un projet de loi conjoint pouvant satisfaire aux désirs qu'exprimaient celui de Taft et celui de Hartley. Ce nouveau projet de loi fut entériné par le comité de conférence à la fin de mai, et soumis alors à la considération de chacune des deux chambres⁸⁸. Présenté essentiellement comme modification à la loi Wagner, ce projet comportait aussi, de fait, de nouveaux statuts et annonçait vouloir «égaliser les responsabilités entre les employeurs et les organisations syndicales», la loi de 1935 étant vue comme assignant systématiquement le fardeau de la preuve (de sa bonne conduite) au patronat. Ainsi, la loi Wagner se donnait pour buts d'encourager la négociation collective et de garantir la liberté d'organisation syndicale. Elle interdisait des pratiques patronales utilisées traditionnellement aux États-Unis pour contrer les efforts de syndicalisation, telles la mise sur pied de syndicats de boutique ou l'interférence directe, par menaces ou promesses, dans le processus de décision des employés de se constituer en syndicat ou pas.

Le projet de loi Taft-Hartley entendait d'abord établir la «liberté de parole» des patrons lorsque leurs employés envisagent de se syndiquer, à la condition, à nouveau, que leurs propos ne s'accompagnent pas de menaces ou de promesses. Évidemment, comme le firent tout de suite remarquer certains observateurs, la permission était maintenant accordée aux employeurs de s'adresser à leurs salariés pour leur recommander de refuser le syndicat comme à un «auditoire captif», sur les heures de travail. La loi Wagner avait cherché à garantir l'exercice du droit à l'organisation des employés. Le projet Taft-Hartley entendait plutôt créer une situation où les travailleurs seraient invités à choisir entre l'explication d'un employeur et celle d'un syndicat. La signification et la logique du droit à l'organisation étaient modifiées, en substance et dans une direction qui faisait au patronat une place dans la décision des employés. D'ailleurs, si le droit des travailleurs à l'organisation était maintenu, Taft-Hartley mettait également l'accent sur le droit «à ne pas participer à des activités afférentes». Ce faisant, selon les auteurs d'une étude comparative de l'action politique du mouvement ouvrier de pays développés, Taft-Hartley se

trouvait même « à transférer le pouvoir du côté des employeurs ». Le projet Taft-Hartley ajoutait aux pratiques patronales interdites par la loi Wagner des pratiques syndicales dorénavant sujettes à sanction, pratiques dites de « coercition » des employeurs ou d'employés, de « refus de négocier collectivement », d'actions dites de grève de « juridiction⁸⁹ », de boycottage « secondaire », d'arrêts de travail de solidarité, etc.⁹⁰

Ces deux derniers éléments sont importants, et principalement la prohibition des boycottages secondaires, parce que le projet de loi se trouvait ainsi à rendre illégaux des moyens éprouvés, et puissants, de l'organisation syndicale. Les boycottages secondaires sont des actions par lesquelles des syndiqués d'une entreprise refusent de manipuler les biens ou d'avoir recours aux services en provenance d'une firme où il y a grève⁹¹. À cela se sont ajoutés l'interdiction de la formule dite de l'« atelier parfait » (le *closed shop*) de sécurité syndicale dans l'entreprise⁹² et la possibilité explicite dorénavant reconnue aux divers États de bannir sur leur territoire la formule de l'« atelier syndiqué » (*union shop*), même lorsque « les conditions de sa mise en place », telles que les prévoit la loi de l'accréditation syndicale fédérale, étaient respectées. Par ailleurs, les exigences adressées aux syndicats pour qu'il leur soit permis de se plaindre officiellement des pratiques d'un employeur et être légalement accrédités s'avaient dorénavant nombreuses et lourdes quant aux renseignements demandés sur leurs finances, leurs propriétés et leur fonctionnement interne, abusives pour une part. Et chacun des syndicats allait devoir fournir annuellement au secrétaire au Travail un rapport financier extrêmement détaillé⁹³.

La permission accordée aux États de bannir l'atelier syndiqué (la fameuse « section 14 b de la loi Taft-Hartley) faisait droit à des décisions déjà prises par certaines législatures, par exemple de la Floride et de l'Arkansas, « d'interdire toute forme de sécurité syndicale ». L'expression « sécurité syndicale », on l'a vu, fait référence aux États-Unis à la garantie de l'existence d'un syndicat accrédité dans une entreprise tant qu'il n'y a pas un vote majoritaire, et officiellement tenu sous les auspices de l'agence gouvernementale spécialisée, de « désaccréditation ». Interdire l'atelier syndiqué aux États-Unis revient à déstabiliser les activités d'un syndicat local, ou fait continuellement peser la menace d'une telle déstabilisation. Le syndicat majoritaire et formellement reconnu en loi reste l'agent négociateur des employés, mais ceux-ci ne sont pas tenus d'être membres ni de payer leurs cotisations pour conserver leur travail, alors que ledit syndicat a l'obligation de les représenter. Les partisans de cet interdit qualifient donc les lois d'États excluant la possibilité de l'atelier syndiqué de lois *right to work*, de lois établissant le « droit à travailler⁹⁴ ». Très vite, avec la loi Taft-Hartley, le nombre d'États dits *right-to-work* croîtra significativement, englobant tout le Sud traditionnel et des régions républicaines dans le Midwest

et l'Ouest⁹⁵. L'opération Dixie n'avait pas eu raison du Sud traditionnel; la loi Taft-Hartley allait contribuer, puisqu'elle permettait que soit modulé régionalement le niveau d'acceptation du syndicalisme, à y maintenir un régime social particulier.

Taft-Hartley exigeait maintenant du National Labor Relations Board, cet «organisme responsable d'administrer la loi fédérale du travail», de se plier, lorsqu'il analyse une situation, aux «règles juridiques du témoignage et de l'appréciation de la preuve utilisée en Cour», et il soumettait plus généralement ses décisions aux normes qui prévalent dans une procédure de «révision juridique». Ainsi qu'a souligné Robert H. Zieger, cette dimension nouvelle de l'administration des relations de travail «allait inévitablement les soumettre à un fatras de contraintes juridiques», les y submerger⁹⁶. Les syndicats seraient, par ailleurs, tenus responsables, et passibles de poursuites à cet égard, de tout acte posé par leurs dirigeants nationaux et locaux, et leurs membres, qui contreviendrait aux dispositions d'un contrat signé; par exemple, pour des arrêts de travail (de quelque nature) quand une convention collective comporte l'engagement d'un syndicat à ne pas faire de grève pour sa durée. La loi nouvelle réintroduisait la possibilité que les Cours fédérales émettent des injonctions lors de conflits industriels en temps de paix, que la loi Norris-La Guardia de 1932 avait pratiquement exclue, et accordait au président le pouvoir de réclamer une injonction lorsqu'il jugerait qu'il y a «urgence nationale». Elle interdit aux employés du gouvernement fédéral de faire la grève, et elle nia au personnel cadre, accomplissant des tâches de supervision dans l'entreprise, la possibilité de se syndiquer.

Deux clauses supplémentaires allaient avoir d'importantes répercussions. La loi Taft-Hartley voulut prohiber toute contribution et toute dépense du syndicalisme en faveur des candidats lors de primaires et de consultations électorales fédérales, lui soustraire de fait les moyens de l'action politique⁹⁷. Et elle instaura l'obligation que les responsables syndicaux signent un affidavit proclamant qu'ils n'étaient pas «communistes» s'ils voulaient que leur syndicat soit «reconnu» par le NLRB et puisse demander à celui-ci de tenir un vote d'accréditation syndicale ou que leur organisation soit inscrite parmi les choix possibles lorsqu'il consulte des employés sur l'affiliation qu'ils souhaitent. «La notion de l'affidavit anticommuniste s'avérait particulièrement insultante, puisqu'elle supposait que seuls les syndicalistes étaient soupçonnés. La loi ne requérait pas des employeurs, de leurs agents ou de leurs avocats qu'ils fassent ainsi acte de loyauté», comme si l'on ne remettait en question que «le patriotisme des représentants des travailleurs américains⁹⁸».

Les deux chambres du Congrès adoptèrent le projet de loi Taft-Hartley durant la première semaine du mois de juin 1947. Truman, dont la position était jusque-là restée relativement « ambiguë », s'opposa à Taft-Hartley le 20 juin, mais le veto fut renversé en trois jours. Dans un message radiodiffusé, Truman avait fait valoir le bien-fondé de son veto en expliquant que la loi nouvelle « ferait perdre des droits fondamentaux à nos travailleurs » et qu'elle « menacerait nos libertés démocratiques fondamentales ». Elle n'entraînerait d'ailleurs pas une diminution du nombre de grèves, et risquait « d'affaiblir [plutôt] l'unité de la nation et [son] économie à un moment critique de la situation mondiale ». Le syndicalisme, soulignait-il, représente « un puissant rempart contre les mouvements totalitaires », encore qu'il y ait, bien sûr, de mauvais dirigeants syndicaux et qu'il faille intervenir contre la corruption lorsqu'elle est avérée⁹⁹. Vingt des quarante-deux sénateurs démocrates présents votèrent pour outrepasser le veto présidentiel, cent six des cent soixante-dix-sept représentants démocrates présents agirent de la même façon lors du vote à la Chambre¹⁰⁰.

Harry Truman ne s'était pas commis avant l'annonce de son veto, et l'on ne pouvait réellement préjuger de sa position : d'un côté, les démocrates devaient compter sur le vote syndical pour l'emporter dans les consultations électorales nationales, mais, de l'autre, le président avait à l'occasion lui-même suggéré l'adoption de mesures proposées par Taft-Hartley depuis qu'il était en poste¹⁰¹. Ajoutons qu'il semble avoir été convaincu que son veto serait renversé, mais qu'il s'en félicita, comme il aurait alors fait savoir à un membre du National Labor Relations Board¹⁰². Qui plus est, ainsi que l'écrivit à l'époque le professeur Everett D. Hawkins, malgré la « dénonciation enflammée » de Taft-Hartley sur laquelle le président appuya son veto, il ne mena pas de « bataille » auprès « des membres démocrates du Congrès pour le faire prévaloir ». Et pourtant, dès ce moment, Truman se servit aussi de cet épisode pour illustrer en quoi il se révélait différent des républicains, beaucoup plus proche des préoccupations populaires – et du syndicalisme¹⁰³. Son positionnement pouvait donc paraître bien ambigu. De fait, l'ambiguïté du président, comme celle que nous avons notée déjà quant à ses orientations des années 1945 et 1946, se résout précisément en considérant deux aspects de son orientation stratégique : d'un côté, il ne partage évidemment pas les opinions socioéconomiques des milieux militants et d'une part réelle des dirigeants du syndicalisme et il cherche prioritairement à limiter l'effervescence sociale ; d'un autre côté, il n'est personnellement pas aussi conservateur que la majorité des républicains, acquis plus aux politiques sociales et moins réfractaires au mouvement ouvrier, et il voit bien que les succès électoraux des démocrates sont en effet liés à l'activité politique des syndicats. Il n'entend pas reproduire aux présidentielles de

1948 l'erreur de 1946, quand son parti pensait l'emporter en concurrençant les républicains sur leur terrain. En politique intérieure, le discours du parti présidentiel allait à nouveau se démarquer à gauche du Parti républicain. Le veto présidentiel tenait donc un rôle dans ce dispositif politique.

En tout cas, voilà une interprétation reprise par plusieurs spécialistes et que nous faisons nôtre; elle permettra notamment de cerner des caractéristiques incontournables de la campagne de 1948, par exemple le renouvellement de l'appui actif du syndicalisme à Truman. Car, en juin 1947, c'est dans une atmosphère revancharde que la loi Taft-Hartley fut adoptée par le Congrès et que le veto présidentiel fut renversé. Fred Hartley déclara ouvertement et sans détour qu'en permettant dorénavant l'intervention du patronat dans le processus de syndicalisation « le Labor Management Relations Act de 1947 a effacé, par une clause unique, l'appui juridique principal [...] de la politique publique en relations du travail qui a cours depuis douze ans », accusée de favoritisme indu à l'égard des syndicats. Et le sénateur Taft indiqua que « le nouveau contrôle » établi sur les dépenses politiques du syndicalisme « allait presque complètement [lui] interdire d'intervenir politiquement », ne fût-ce que sous la forme d'un rappel, « dans une publication syndicale », des votes de membres du Congrès sur divers projets de loi¹⁰⁴. Les intentions étaient donc bien de diminuer l'influence du mouvement syndical, dans ses rapports avec le patronat et dans la conduite, plus générale, des affaires publiques. Pas étonnant que le CIO, l'AFL et les syndicats du rail considérèrent le projet de loi Taft-Hartley et la défaite du veto présidentiel comme de réelles agressions.

Leurs réactions furent donc rapides – et massives, du sommet à la base. William Green, le président de l'AFL, et Philip Murray, du CIO, témoignèrent devant les comités spécialisés du Congrès, défendant les libertés syndicales et les lois du travail en vigueur; les lobbyistes syndicaux furent évidemment mis à contribution: on voulait, par exemple, que le projet de loi soit considéré et soumis au vote point par point, dans l'espoir que soient écartées ou modifiées les mesures jugées les plus dangereuses, et l'on espéra convaincre suffisamment d'élus pour éviter que le veto soit renversé. Mais on ne put y parvenir ni dans un cas ni dans l'autre. Les deux centrales engagèrent d'importantes ressources financières dans des campagnes de communication publique, à la radio et dans les journaux. Elles organisèrent des assemblées de dénonciation et de mobilisation, le CIO par lui-même « dans une douzaine de villes ». À New York, le rassemblement regroupa avec les syndicalistes le maire O'Dwyer, « qui tonna son opposition » au projet de loi. On demanda aux syndiqués et à leurs partisans d'inonder le Congrès de messages dénonçant Taft-Hartley, ce qui fut très massivement accompli¹⁰⁵. Mais il y eut aussi des arrêts de travail d'opposition, des grèves politiques, phénomène de caractère mi-spontané. Le CIO avait

déclaré que le mois d'avril serait « mois de la défense du mouvement ouvrier », contre à la fois le projet Taft-Hartley et les projets de loi restreignant les droits syndicaux alors en discussion dans divers États. Ainsi, et par exemple « quelque 100 000 syndiqués de l'AFL et du CIO firent la grève durant une journée, le 22 avril pour s'opposer à [...] l'interdiction de la formule de l'atelier parfait » que s'apprêtaient à voter les élus de l'Iowa. L'agitation et la mauvaise humeur se répandant parmi les rangs, l'exécutif des United Automobile Workers s'engagea dans l'organisation d'un rallye de masse à Detroit le 24 avril, qui rassembla environ 250 000 personnes et fut précédé d'un arrêt de travail massif dans l'automobile pour que les syndiqués de la ville puissent se rendre en groupe au lieu de ralliement¹⁰⁶.

L'idée d'une « grève nationale de protestation » d'une journée fit d'ailleurs son chemin qui regrouperait tous les syndiqués. Pilotée par le Conseil régional de Flint des travailleurs de l'automobile, elle fut endossée par le congrès des travailleurs des salaisons (United Packinghouse Workers), les directions de sept grands syndicats et « plusieurs syndicats locaux et conseils du CIO » dans l'ensemble du pays. À la suite de la promulgation de la loi le 23 juin, « [q]uelque 210 000 mineurs quittèrent [spontanément] les puits en Pennsylvanie, Alabama, Ohio », etc.¹⁰⁷

Cela dit, les hautes directions syndicales ne purent se résoudre à ce type d'actions militantes, Philip Murray, notamment, expliquant qu'il ne croyait pas que « des grèves sauvages aident au bien-être d'un syndicat » et que sa centrale « dans la plupart des cas, avait désapprouvé les manifestations de masse ». Pourtant, le CIO et l'AFL présentaient la loi Taft-Hartley ainsi qu'une « loi d'asservissement du travail » (*slave labor law*) et même de « pas en direction du fascisme », selon Murray¹⁰⁸. Walter Reuther, quant à lui, dut faire face à la crispation, aux menaces et aux mesures de représailles (mises à pied, diminutions de salaire) de la General Motors, en particulier, pour des arrêts de travail violant les clauses d'un contrat en vigueur. Reuther, qui avait lui-même explicitement favorisé une grève anti-Taft-Hartley dans la région de Detroit, plia pourtant rapidement et fit savoir qu'il n'était pas possible de défendre contre la GM des membres et des responsables syndicaux qui s'engageraient dans cette voie¹⁰⁹. Il n'y eut plus par la suite de grèves politiques aux États-Unis.

On peut supposer, par ailleurs, que la relative passivité du président Truman dans la défense de son veto acheva de convaincre les états-majors du syndicalisme de l'envergure exceptionnelle de l'affrontement qu'aurait supposé une victoire contre Taft-Hartley. Et comme la loi nouvelle ne remettait pas en cause l'existence des syndicats déjà établis – nous y revenons plus bas –, ils considérèrent, pour une part et plus ou moins directement, possible de s'en

accommoder. L'exemple le plus spectaculaire en fut probablement la réaction à l'obligation des « affidavits anticommunistes » après la promulgation officielle de la loi. Le rejet fut généralisé et très net, mais les voies de sa mise en pratique moins évidentes. Que risquait une organisation à ne pas s'y soumettre ? John L. Lewis, alors revenu à l'AFL avec ses *United Mine Workers*, dénonça avec toute l'énergie dont il était capable l'obligation de signer un tel affidavit lors du congrès de la centrale en 1947. Il tonna contre cette « clause monstrueuse et inconstitutionnelle » de la loi Taft-Hartley, et proposa que personne ne signe afin de tester au plus haut niveau la validité juridique de cette obligation. Mais des « dissensions » apparurent, notamment du côté de syndicats, comme les *Teamsters* et les représentants des syndicats dits « fédéraux », alors au nombre de 1 300, qui voulaient pouvoir profiter des mécanismes d'accréditation (et de leurs garanties) du NLRB. Évidemment, comme le font remarquer plusieurs analystes, la position de Lewis et du syndicat des mines était assurée et n'avait aucun besoin de la sanction de la loi. Le congrès s'entendit alors sur une position de compromis prenant l'aspect direct d'un expédient : on modifierait les statuts pour ne considérer que le président de la centrale et le secrétaire-trésorier comme ses « responsables » (*officers*), ce qui soustrairait tous les autres dirigeants à l'obligation de signer. Évidemment, ce « truc » ne put protéger personne¹¹⁰...

Le CIO était cependant bien plus menacé par la clause de l'affidavit que l'AFL. Les « communistes », les radicaux et les « rouges » avaient été partie prenante du vaste mouvement de syndicalisation industrielle, dont la victoire ne datait que d'une dizaine d'années. On comptait toujours à la direction de la centrale près d'un tiers de responsables provenant de syndicats à la tête desquels, plus ou moins directement, se trouvaient des membres du *Communist Party* ou de (très) proches sympathisants. La « menace » contre le CIO était de deux ordres : d'un côté, la possibilité d'une intrusion systématique des pouvoirs publics et de divers comités d'enquête des deux chambres dans le fonctionnement interne de la centrale, de ses instances et de ses syndicats ; d'un autre côté, devant l'opposition des blocs de l'Est et de l'Ouest en développement sur la scène mondiale, des déchirements internes inévitables, organisationnellement et politiquement. En d'autres mots, pour le CIO, la règle de l'affidavit risquait de miner de l'intérieur son organisation même. Par exemple, Walter Reuther réussit à compléter sa domination entière de l'exécutif des *United Automobile Workers* au congrès du syndicat en 1947 sur une ligne ouvertement anticommuniste¹¹¹, quand ses partisans l'emportèrent contre des alliés du courant animé par le C.P. parmi les membres. Il apparaissait évident qu'au sein des appareils dirigeants de plusieurs syndicats certains responsables chercheraient à utiliser l'anticommunisme pour gagner des postes ou confirmer leur autorité :

servir à départager les courants. Cela dit, et globalement, les états-majors de la centrale et toutes ses instances dénoncèrent en tant que tel le principe de l'affidavit, et Murray proclama d'abord qu'il ne signerait pas.

Pourtant, au fil des mois et en moins de deux ans, tous les syndicats allaient plier, à l'exception des mineurs de Lewis, de l'International Typographical Union, le syndicat des typographes¹¹², et des dirigeants de syndicats à la tête desquels l'influence communiste s'avéra déterminante. Les admonestations que Lewis avait proférées contre les dirigeants « poltrons » de l'AFL, qui lui rappelaient la « parabole biblique [sur] les "Lions dirigés par des ânes"¹¹³ », ne convainquirent finalement pas. Personne, ou presque, n'osa affronter le diktat de conformisme idéologico-politique, par volonté, certainement, de garantir l'accès des organisations syndicales aux voies de leur légitimation juridique, que maintenait tout de même la loi Taft-Hartley, et du fait de la pression au consensus de guerre froide en politique étrangère, qui entraînait l'hostilité au communisme à l'intérieur du pays. Selon une appréciation rétrospective de la revue *The Nation*, ce ralliement des centrales était explicite du côté de l'AFL dès 1946, du côté du CIO en 1947. D'ailleurs, invité à s'adresser au congrès de la centrale la même année, le secrétaire d'État George C. Marshall établit nettement un lien entre l'appui à la politique extérieure du pays et la nécessité de « l'exclusion des éléments subversifs des rangs syndicaux¹¹⁴ ». À cet effet, la victoire de Reuther à la tête des UAW en 1947 « se révéla un tournant dans l'histoire politique du syndicalisme américain », puisqu'elle « réduisit [très nettement, à l'intérieur du CIO] le poids politique de ceux qui auraient pu s'opposer à ce consensus [...] en développement¹¹⁵ ».

Cela dit, la signification de la soumission à la nécessité des affidavits doit être considérée plus globalement. Alors même que sa centrale était engagée dans la lutte contre l'adoption du projet de loi Taft-Hartley, au printemps de 1947, Murray déclara à son exécutif : « Je ne crois pas que ça va être la fin du monde... Et puis quoi ? Le mouvement du pendule ne cessera pas [avec l'adoption de cette loi] et nous connaissons des cycles dans la vie, et nous devons faire de notre mieux [...] avec les instruments à notre disposition¹¹⁶. » Il y avait ici, potentiellement ou en filigrane ou déjà assumée, l'acceptation d'un rôle social subalterne pour le mouvement ouvrier, l'acceptation que le syndicalisme soit subordonné à des balises du type que Taft-Hartley instaurait. Un des biographes de Philip Murray a ainsi intitulé son étude : « Philip Murray et la subordination des syndicats industriels au gouvernement des États-Unis¹¹⁷. »

i. SUR LA SIGNIFICATION DU TAFT-HARTLEY ACT

Il y a deux dimensions, reliées il est vrai, dont toute discussion sur la signification de la loi Taft-Hartley doit tenir compte : l'une, davantage fonction de son rôle dans le rapport d'emploi direct employeurs-employés, l'autre, de la place du mouvement ouvrier dans la société américaine en tant que mouvement social. S'il paraît évident que Taft-Hartley a diminué sur l'un et l'autre terrain le poids du mouvement ouvrier, il convient de compléter notre affirmation, en considérant les conséquences les plus marquantes de cette loi et en l'appréciant de manière analytique.

Notre présentation de la loi Taft-Hartley et des caractéristiques de la topographie nouvelle des forces sociales au sortir de la Deuxième Guerre mondiale rend possible de mettre en exergue, avec plusieurs analystes contemporains, les conséquences incontournables suivantes. Taft-Hartley voulut d'abord « mettre un frein, a écrit Nelson Lichtenstein, aux pratiques de la solidarité intersyndicale » et de l'action conjointe de syndicats ouvriers débordant les cadres stricts de la négociation de contrats par entreprise, objectif qui amoindrait leur position face à l'employeur et grevait leurs capacités en tant que mouvement social. Les notions de grève générale et de grève politique ou de grève de solidarité, par exemple, ne pouvaient trouver de niche légale dans ce nouvel environnement juridique. La loi eut aussi pour effet de « contenir le syndicalisme à l'espace géographique et à l'espace démographique » où il s'était déjà imposé : « l'interdiction des boycottages secondaires » faisait perdre un moyen d'action privilégié pour percer de nouveaux secteurs économiques, tout comme l'exclusion frappant dorénavant le personnel cadre et les employés professionnels de la possibilité d'avoir recours aux lois du travail et à leur protection devant l'employeur. Or, Irving Richter a souligné à cet égard que les groupes ainsi exclus seront à l'origine des secteurs salariés au cœur de l'expansion par la suite du syndicalisme en Grande-Bretagne. Encore à la fin des années 1980, par exemple, les professeurs d'universités privées aux États-Unis, souvent engagés dans des efforts d'organisation syndicale depuis des années, se voient refuser leur syndicat puisqu'ils sont considérés, par les Cours de justice, comme *managerial employees* (c'est-à-dire du personnel cadre) : on juge en effet qu'ils jouissent d'une « substantielle autorité dans l'administration des programmes et des méthodes d'enseignement, l'évaluation des travaux étudiants, de la discipline et des horaires ». Qui plus est, la fameuse section 14b de la loi Taft-Hartley, « permettant aux divers États d'interdire la formule de l'atelier syndiqué », contribua, bien sûr lourdement, à restreindre l'aire géographique de la présence du syndicalisme et à favoriser la perpétuation de cultures régionales réfractaires à son existence et à celle du « libéralisme¹¹⁸ ».

Ces deux derniers éléments, l'interdiction au personnel cadre de se syndiquer et la signification historique de la section 14b, montrent la pertinence analytique d'enseignements de la théorie de l'institutionnalisme aujourd'hui. Celui-ci met ainsi en avant que l'organisation des divers aspects « de la vie sociale ne doit pas être vue simplement comme une conséquence, mais aussi comme une cause des intérêts, des ressources et des modèles d'interaction des acteurs sociaux. Porter attention aux effets des structures institutionnelles, dès lors, peut contribuer à l'explication de la vie sociale¹¹⁹ ». Ainsi, lorsque l'on considère les moments-clés de la légitimation politique et de la reconnaissance juridique du syndicalisme, il est aisé de noter que, durant les années 1930, les acquis organisationnels et sociaux avaient été sanctionnés par le gouvernement fédéral. Malgré toutes les difficultés et les conflits qu'on a pu constater pour la période de la Deuxième Guerre mondiale, la situation fut essentiellement la même. Ceux et celles qui voulaient modifier à la baisse la position du syndicalisme cherchèrent donc à amender l'encadrement fédéral et à affaiblir sa portée sur les États. Une des conséquences directes de la loi Taft-Hartley fut alors que la « majeure partie de la croissance des syndicats [par la suite] vint de l'expansion » dans les secteurs où ils se trouvaient déjà, plutôt que de percées sur de nouveaux terrains – jusqu'aux années 1960 et 1970 et « l'organisation » des employés du public et du parapublic (selon les appellations usitées au Québec). Et en confirmant les moyens habituels de la solidarité syndicale aux États-Unis à des balises très précisément définies, à la négociation de fait d'un contrat de travail de chaque groupe d'employés avec son propre patron, la loi nouvelle visait à restreindre l'activité ouvrière au cadre de relations contractuelles locales. Toutes ces choses réduisaient la nature du mouvement ouvrier à celle du « groupe d'intérêt », une conception contraire à celle du mouvement social¹²⁰.

De sorte que Lichtenstein pouvait conclure son appréciation de la loi Taft-Hartley en soulignant que, « si elle ne fit pas disparaître le syndicalisme, elle lui imposa une camisole de force juridico-administrative que favorisa une étroitesse d'esprit rivée à l'univers contractuel et se trouva à réprimer dorénavant toute tentative de s'engager dans une stratégie politico-économique de mise en mouvement conjointe de l'ensemble de la classe [ouvrière]. Taft-Hartley avait [donc] modifié toute la structure de l'environnement socio-politique¹²¹ », ce qui se trouvait, par ailleurs et en tant que tel, à diminuer aussi le poids du syndicalisme pour l'avenir. À l'intérieur des organisations, le nouvel encadrement législatif allait forcer une concentration du pouvoir au sommet, aux dépens des délégués de base et des leaders syndicaux locaux. En effet, les syndicats étaient dorénavant tenus financièrement responsables des actes posés par leurs « agents » et leurs membres à l'encontre des employeurs, qu'ils aient ou non encouragé les actes reprochés. Cette « responsabilité » particulière

commanda donc à l’interne la capacité des sommets à imposer leur discipline aux troupes syndiquées, et les multiples mesures qu’une telle capacité entraîne. . . En dépit des explications des défenseurs de la loi Taft-Hartley, celle-ci ne visait pas réellement à rendre le syndicalisme plus démocratique. D’ailleurs, durant les débats en chambre, le sénateur Taft fit valoir que, « dans la majorité des cas [de grève], les hommes sont plus radicaux que leurs chefs ». Comme l’un des objectifs de la loi était de promouvoir la paix sociale en circonscrivant le plus possible et en réduisant la capacité d’action collective, la réflexion de Taft n’était pas illogique¹²².

En amont, c’est-à-dire lorsque l’on considère les origines de la loi Taft-Hartley, la signification de son contenu paraît tout aussi claire que la signification de ses conséquences. On a considéré précédemment plusieurs éléments permettant d’illustrer cette affirmation. Très vite, on le sait, plusieurs reproches avaient été adressés au Wagner Act et au travail qu’effectuait le NLRB, que beaucoup d’élus jugeaient unidimensionnellement favorables au syndicalisme. Dès 1939, dans les chambres fédérales, on voulut ainsi *vérifier* le fonctionnement du NLRB, voir à ce qu’il prenne davantage en compte les positions patronales. L’entrée en guerre modifia, bien sûr, la donne ; après les hostilités, comme on l’a noté déjà, les courants socialement conservateurs entendirent cette fois revenir à la charge au Congrès, ce qui fut favorisé par les résultats des élections de 1946. Mais depuis les années 1930, puis durant la guerre et, surtout, après la victoire dans le Pacifique, les projets de loi et les lois adoptées au niveau des États sur l’action syndicale pullulèrent littéralement, massivement dans le but de restreindre la liberté d’action syndicale et de la soumettre à des règles, voire à des interdits – par exemple, contre toute forme de sécurité syndicale, comme on l’a mentionné plus haut – souvent très durs.

C’est d’ailleurs au niveau des États que « s’engagea la poussée antisyndicale de l’après-guerre ». David Ziskind en a produit à l’époque l’étude la plus exhaustive, retraçant systématiquement les actions et les décisions des législatures d’État cherchant à diminuer la portée des lois fédérales sur le travail ou à les *compléter* par la prohibition de certaines pratiques (telles les occupations d’usines). Ziskind étudia les centaines de lois et de règles édictées par les États à cet égard, en les comparant point par point avec les dispositions de la loi Taft-Hartley. Il démontra ainsi, sans l’ombre d’un doute, que l’esprit et la lettre de ces lois se retrouvent dans son libellé définitif et que l’on modifie, on l’a vu aussi, les lois fédérales afin de permettre à certains États de se soustraire à des pratiques que ces lois reconnaissaient légitimes. Cet aspect particulier des origines de la loi Taft-Hartley corrobore donc la signification sociale et politique que nous lui avons attribuée¹²³.

Les dispositions de la loi Taft-Hartley correspondent aussi de très près aux demandes que les organismes représentatifs du patronat adressaient alors aux autorités publiques. Le politologue Daniel Bell, dans le livre *Industrial Conflict* auquel il participa, fit remarquer quelques années plus tard que cette loi « reprenait entièrement les orientations » établies par ces organismes, à une exception près. Même, écrivit-il, « plusieurs avocats de grandes compagnies participèrent directement à la formulation [des articles de la loi] ; la version préliminaire [...] fut assumée directement par le Comité national du Parti républicain¹²⁴ » ; l'exception dont il fait mention avait trait à la demande que soit interdite la pratique de négociations globales au niveau d'industries entières, sûrement pour contrer la possibilité de grèves de masse comme celle qui venait de paralyser l'industrie de l'acier. La loi Taft-Hartley interdit plutôt aux syndicats de contraindre le patronat à se plier à des négociations globales, ce qui laissait aux employeurs qui pouvaient dorénavant préférer négocier par industrie la liberté de le faire. En tout état de cause, la concordance entre les orientations des élus conservateurs et celles du patronat paraissait évidente, comme pouvait être limpide leur collaboration. Même chose au niveau des États, où les partisans de lois *right to work* étaient souvent du combat « contre le principe d'un salaire minimum, d'une amélioration des prestations d'assurance chômage et, dans quelques régions », de lois établissant l'égalité des droits civiques¹²⁵. Les frontières séparant les notions de « libéral » et « conservateur » aux États-Unis se précisaient toujours plus et relevaient pour une bonne part des positionnements sur les droits syndicaux et les politiques sociales. Elles ne se confondaient pas entièrement avec les étiquettes partisans républicaine et démocrate, cependant.

Ce que cherchaient les principaux organismes du patronat revenait à prôner, en quelque sorte, une *désinstitutionnalisation* du marché du travail et de l'économie – le plus possible. Depuis 1935, cet objectif se traduisait notamment par la demande que soit abrogé le National Labor Relations Act du sénateur Wagner. De la période du New Deal, il s'agissait de la loi qui avait soulevé le plus leur mécontentement. Pourtant, à son congrès de la fin 1946, la National Association of Manufacturers, l'organisation des employeurs la plus réfractaire, modifiait son orientation : elle s'engageait plutôt explicitement dans la campagne pour modifier la loi Wagner et allait, bien sûr, appuyer le projet de loi Taft-Hartley. Elle se trouvait ainsi à accepter ce qui ne pouvait être retiré, le droit de négocier et le droit à l'existence du syndicalisme constitué. Mais elle demandait que ces droits soient sévèrement encadrés ; elle proposait un programme de « moins de gouvernement dans le Business [...] [et] plus de gouvernement dans le syndicalisme », c'est-à-dire dans la vie syndicale. Taft-Hartley faisait reculer le mouvement ouvrier, lui imposait un statut clarifié de

subalterne, mais maintenait la reconnaissance de sa légitimité juridique et de la pratique de la négociation collective¹²⁶.

ii. TAFT-HARTLEY ET L'ACTION POLITIQUE SYNDICALE

Il a été dit que, si l'AFL et le CIO ne furent pas étonnés que les chambres considèrent, après l'élection de 1946, un projet de loi comme le projet Taft-Hartley, les deux centrales furent néanmoins renversées qu'il survive si facilement à un veto présidentiel¹²⁷. Philip Murray pouvait bien penser s'accommoder de la loi Taft-Hartley, la charge *anti-labor* qu'elle symbolisait n'allait pas s'éteindre du fait de sa promulgation. L'acceptation d'un statut de subalterne n'émancipait donc pas de la nécessité de défendre les positions acquises. Les objectifs économiques et sociaux des majorités élues au Congrès fédéral et dans la plupart des États risquaient en effet de s'avérer encore plus exigeants à leur endroit. Le besoin de l'action politique avait déjà été fortement ressenti durant toute l'année 1947, et les deux centrales firent alors campagne par des démarches de lobbying et de pression, par de nombreuses interventions publiques et des rassemblements populaires. Mais l'obligation paraissait maintenant s'imposer d'une action dans l'arène électorale, c'est-à-dire d'une action visant à influencer la composition des chambres élues. Le CIO en avait déjà adopté le principe et s'était doté, à cet égard, d'un Political Action Committee depuis 1943. Son intervention s'était cependant avérée peu convaincante en 1946. L'AFL ne s'était jamais résolue à ce type d'engagement, et avait même dénoncé la participation électorale du CIO lors des présidentielles de 1944.

Mais il devenait évident que ces vieilles façons de faire n'étaient pas à la hauteur des enjeux. Qui plus est, l'action politique d'un mouvement syndical regroupant, toutes organisations confondues, près de 16 millions de personnes ne pouvait être conçue comme celle qu'avaient pratiquée historiquement les vieux syndicats de métier. Le poids des syndicats dans la société s'avérait beaucoup plus lourd, de même que l'intervention de l'État, économique et socio-politique, pour le bien-être des membres; les rapports de l'État avec la grande entreprise se révélaient nettement plus denses et immédiats qu'autrefois, sans compter que le face-à-face employeurs-employés prenait à l'occasion la forme d'un affrontement de titans, d'où l'intérêt constant des autorités publiques. George Meany, secrétaire-trésorier de l'AFL, avait mené pour la centrale la campagne d'opposition à Taft-Hartley; il allait dessiner les voies d'un engagement politique beaucoup plus fort devant l'échec du veto présidentiel. Pour l'une et l'autre centrale, l'objectif politique primordial devenait l'abrogation de la loi Taft-Hartley¹²⁸.

De fait, le type et les modalités de l'action politique que proposa Meany témoignèrent de son passage du côté d'orientations similaires à celles du CIO. Il soumit ainsi au congrès de l'AFL en décembre 1947 la proposition de créer un organisme d'action politique propre à la centrale, proposition que le congrès accepta à l'unanimité malgré les doutes (et même la résistance) qu'exprimèrent certains dirigeants plus conservateurs. La centrale créait donc au mois de mars 1948 sa *Labor's League for Political Education* (LLPE, « ligue syndicale pour l'éducation politique »). Au mois de novembre suivant, son *National Committee* (« conseil national »), « formé des directeurs exécutifs de tous les syndicats affiliés » à l'AFL, décida de rendre permanentes l'action et l'organisation de la LLPE, qu'on avait d'abord mise en forme pour les élections de 1948, « au niveau national, de l'État et local ». D'après la présentation officielle qu'en fit l'hebdomadaire qu'elle créa, le *League Reporter*, la LLPE se voudrait un organisme « strictement non partisan », appuyant des projets de loi, ou les rejetant, sur la base unique de leur valeur intrinsèque ; même chose en ce qui aurait trait aux candidats des deux grands partis. Elle définissait son orientation comme « libérale », posant que ce qui est bien pour le plus grand nombre « est ce qu'il y a de mieux pour l'ensemble du pays ». En conséquence, on voulait que le « gouvernement intervienne davantage [...] pour améliorer les conditions de santé, de logement, de travail, d'éducation, qu'il garantisse plus de sécurité aux travailleurs, aux aînés et aux chômeurs, [...] des profits équitables aux hommes d'affaires », également¹²⁹.

Les modalités d'action envisagées reposaient d'abord sur « l'éducation de la population » : rendre la population « consciente des grands enjeux politiques qui la concernent », à tous les niveaux de pouvoir public. La LLPE entendait intervenir aussi pour faire valoir ses choix politiques et convaincre de la valeur des projets de loi qu'elle appuierait. Électoralement, le but premier serait d'amener à voter et, à cet effet, la *League* entendait favoriser systématiquement l'inscription sur les listes électorales. Mentionnons, par ailleurs, que la création d'un organisme d'action politique tendit en quelque sorte d'elle-même à accroître ou à susciter une plus grande politisation au sein de la centrale : l'un « des premiers problèmes auxquels devra faire face la LLPE eut [ainsi] trait au positionnement qu'il convenait d'adopter quant à la controverse que soulevait le sénateur McCarthy¹³⁰ ».

Du côté du CIO, on s'entendit au congrès de 1947 qu'il convenait d'accentuer tous les éléments de l'engagement politique de la centrale et de son PAC en 1948, afin de se prémunir contre les courants politiques (et les candidatures) socialement conservateurs et réactionnaires. L'appui à des candidats serait financé par la collecte de dons individuels des membres et Philip Murray, notamment, proposait de recruter « un million de volontaires » [du CIO] pour

qu'ils agissent « comme organisateurs de base [*block organizers*, « organisateurs de rue »] et voient à ce que les syndiqués et les électeurs indépendants s'inscrivent sur les listes électorales puis votent en faveur de candidats qui n'ont pas appuyé la loi Taft-Hartley". [...] Il ne fut pas question de la création d'un 3^e parti », bien qu'il parut évident qu'une organisation d'un million de volontaires, a expliqué un observateur du moment, pourrait servir de noyau à la création d'un nouveau parti, une menace virtuelle, pouvons-nous conclure, en mesure de faire pression sur les démocrates¹³¹.

De sorte que la loi Taft-Hartley entraîna directement un renforcement de l'engagement politique du syndicalisme aux États-Unis, sur l'axe qu'avait d'abord emprunté la Labor's Non-Partisan League du CIO naissant avec John L. Lewis, modèle d'action repris et étayé organisationnellement avec la création du Political Action Committee en 1943, que faisait sien maintenant l'AFL en lançant sa Labor's League for Political Education. Ce dernier épisode était donc important parce qu'il indiquait, au sein de la vieille organisation fondée par Gompers, une évolution vers des conceptions politiques plus proches de celles du CIO, dans la forme et dans le contenu. Notons, par ailleurs, que, si la loi Taft-Hartley interdisait dorénavant aux compagnies privées et aux syndicats de faire des dons en argent aux campagnes « de candidats à des postes fédéraux » en mettant à contribution « leurs trésoreries » particulières, elle ne leur faisait pas pour autant une situation identique. Une des premières analyses de l'action politique du CIO attira ainsi l'attention sur le fait que le PAC était « contraint à amasser ses fonds en sollicitant de petites sommes de milliers de membres individuels – tâche difficile », alors que les grandes firmes pouvaient au contraire s'adresser à moins de gens, vu que leurs relations « étaient plus fortunées » ; de plus, il restait loisible aux compagnies privées « de contribuer directement à des associations commerciales du type Association des manufacturiers de l'Ohio [...] [qui], n'étant pas des firmes, pouvaient contribuer directement à des campagnes politiques [de candidats], alors que le PAC, considéré comme syndicat, ne le pouvait pas¹³² ».

Globalement, les évaluations contemporaines les plus influentes des répercussions de la loi Taf-Hartley mettent l'accent sur « la définition la plus étroite possible [du] rôle » d'un syndicat qu'elle voulut codifier : les grandes compagnies n'entendaient d'aucune façon laisser les organisations d'employés empiéter sur leur « droit de gérance, et elles partageaient une compréhension très englobante de ce que signifiait cette expression ». Les décisions sur l'investissement, les fermetures d'entreprises, les plans d'expansion, tout aussi bien que l'organisation interne du travail, devaient relever de sa seule autorité (Robert H. Zieger). D'ailleurs, la loi instaura, en leur donnant une portée permanente, « toutes les procédures juridiques et administratives qui avaient

visé à contraindre, contenir et discipliner les syndicats ouvriers depuis les grèves dans les firmes associées à la défense lors de l'immédiat » avant-guerre comme encadrement d'ensemble de la pratique des relations industrielles. Pourtant, comme on l'a vu, Taft-Hartley ne chercha pas à faire disparaître le syndicalisme (Nelson Lichtenstein).

Certains ont conclu de ces deux dernières considérations que la loi nouvelle, de fait, pouvait être vue comme une « continuation de la politique *new deal* sur le syndicalisme », certes « quelque peu diluée » mais telle qu'elle évoluait depuis la fin des années 1930. Car, à la suite des décisions de Roosevelt à la veille de la guerre et durant les hostilités, plusieurs développements annonçaient « des réformes qu'allait énoncer la loi Taft-Hartley », notamment avec la sélection par Roosevelt de membres du NLRB moins « libéraux » que leurs prédécesseurs et qui allaient davantage tenir compte des préférences patronales (Dubofsky).

En d'autres mots, Taft-Hartley ne marquait pas réellement une rupture, plutôt la mise en forme définitive d'un système de rapports employeurs-employés faisant droit à l'existence du syndicalisme de masse, mais balisant plus clairement les lieux de l'exercice de son pouvoir. L'illustration la plus spectaculaire de cette évolution fut donnée par la décision de la National Association of Manufacturers en 1946 de ne plus demander le rappel du NLRA du sénateur Wagner voté en 1935, mais plutôt son amendement. George Lipsitz a voulu rendre compte de la situation du moment et de la substance de la loi Taft-Hartley, ainsi considérées, par une analyse d'économie politique. Pour lui, ce fut « en surface » que l'opposition sur le projet de loi Taft-Hartley mit aux prises le patronat et le syndicalisme. Plus fondamentalement, la « bataille [...] se déroula entre les secteurs monopolistique et compétitif [c'est-à-dire soumis à la concurrence] » du capital américain. Le secteur monopolistique avait comme « objectifs [essentiels] la stabilité, la prévisibilité et la sécurité » dans la conduite de ses affaires. Il était en mesure d'absorber la présence du syndicalisme et de trouver avec lui les voies de la réalisation de ses objectifs ; le secteur « compétitif », au contraire, n'avait ni les ressources ni la capacité sociopolitique de faire face à la nouvelle donne : il lui fallait un retour à la situation d'avant 1935. Devant la concentration de la puissance économique à laquelle avait directement contribué le gouvernement fédéral, le secteur « compétitif » était obligatoirement perdant. La loi Taft-Hartley aurait donc représenté le cadre d'une cohabitation avec le syndicalisme qu'aurait accepté le secteur monopolistique de l'économie et qui sonna la défaite du secteur soumis à la concurrence¹³³.

D'autres courants d'analyse se sont évidemment penchés sur la signification d'ensemble de la loi Taft-Hartley¹³⁴, et nous aurons l'occasion de nous arrêter à certains d'entre eux dans les chapitres à venir. Mais nous croyons que, pour l'historiographie et la science politique d'aujourd'hui, les éléments rappelés ci-dessus donnent une image assez fidèle des interprétations qu'on retrouve le plus souvent. Notre point de vue a été exposé avec les analyses qu'on a avancées jusqu'ici. Eu égard aux appréciations d'ensemble, il paraît néanmoins important de mentionner l'élément suivant. On ne peut apprécier la signification de Taft-Hartley si l'on n'en pose pas la substance, en elle-même fort contraignante, dans le contexte global des réactions conservatrices et des demandes patronales qui avaient cours depuis l'avant-guerre, des mouvements de base ouvriers durant les hostilités et des larges conflits sociaux entre 1945 et 1947, puis du discours justifiant son adoption par les chambres et le renversement du veto présidentiel à l'été 1947. La loi Taft-Hartley apparaît alors comme le couronnement des multiples efforts de mettre un terme (mettre fin et établir des balises) à la très profonde dynamique sociale qui a cours depuis le moment de la remontée ouvrière dans les années 1930 : en une douzaine d'années, cette dynamique a pratiquement fait quintupler le nombre de membres du syndicalisme, son effet se manifeste en politique, il a amené des dirigeants ouvriers à réclamer une participation à la gouverne de l'économie, convaincu des superviseurs et des contremaîtres de se joindre aux syndicats, suscité une agitation sur les lieux de travail qui lézarde à l'occasion l'autorité patronale, etc.

Le langage utilisé par les promoteurs et les opposants de Taft-Hartley correspond à sa signification dans les rapports sociaux, tout comme les centaines de projets de loi similaires soumis à l'étude du Congrès fédéral et des législatures d'État, et des lois et règlements adoptés à ce niveau. C'est une erreur, croyons-nous, de ne pas mettre en exergue la volonté de briser cette dynamique d'expansion continue de l'organisation syndicale, de la freiner et de la brider en partie. Bien sûr, la puissance de cette expansion rendrait très aléatoires les résultats d'une tentative ouverte de nier au syndicalisme son droit à l'existence, cependant que la force du capitalisme américain et sa place dans l'économie mondiale vont permettre à la grande industrie d'intégrer les coûts de la présence syndicale, telle qu'elle sera strictement définie. Mais ces aspects, véridiques de la réalité, ne doivent pas faire perdre de vue que l'épisode de l'adoption de la loi Taft-Hartley est celui d'une profonde défaite politique du mouvement ouvrier. Des pays industrialisés libéraux qui participèrent à la guerre du côté des alliés, le syndicalisme américain est le seul dont les droits seront plus limités dans la deuxième moitié des années 1940 que cela avait été le cas une décennie auparavant.

6. SYNDICALISME, DYNAMIQUE SOCIALE ET ACTION POLITIQUE

À ce stade de notre étude, il paraît nécessaire de s'arrêter quelque peu aux repères et référents méthodologiques qui instruisent notre démarche. Car, ainsi que le soulignent certains des historiens et des politologues contemporains les plus intéressants en analyse des mouvements ouvriers, même les « faits » que considère un auteur sont, par toute une dimension de leur réalité, le produit du « cadre analytico-interprétatif préalable » qu'il retient, cadre « procédant lui-même de [...] positions théoriques » particulières¹³⁵ : en effet, quelles péripéties, quels développements, quelles actions ayant cours doit-on sélectionner comme « faits » qui déterminent la signification d'un moment précis ou qui doivent être considérés en tant que facteurs explicatifs dans un enchaînement causal ?

Nous croyons justifiée l'appréciation du Britannique Colin Hay selon laquelle la recherche spécialisée sur les mouvements ouvriers a beaucoup « repo[sé] sur des hypothèses rarement identifiées et généralement non formulées eu égard à des problèmes d'analyse fondamentaux ». Or, souligne-t-il, pour mieux circonscrire les « faits » d'une trame historique, il faut considérer précisément les référents et les repères conceptuels sur lesquels on entend s'appuyer. Selon Colin Hay, la problématique de la « causalité » dans l'analyse des mouvements ouvriers soulève ainsi quatre grands types de questions : « quelle est la relation entre la structure [socioéconomique de la société] et l'action consciente [le sujet, l'*agency*], le contexte et l'intervention [*conduct*] ; puis « quelle est la relation entre le discursif et le matériel, c'est-à-dire entre les idées que l'on a du monde et ce monde lui-même » ; ensuite, « quel est le poids relatif des facteurs économiques, politiques et culturels » ; et, enfin, « quel poids faut-il accorder aux facteurs nationaux, internationaux et transnationaux¹³⁶ ? » Tous ces éléments, poursuit Hay, demandent, en plus, que « soit réinsérée la dynamique de classe », la dynamique sociale dans l'étude du mouvement ouvrier, que celui-ci soit considéré sous l'angle du mouvement social et comme ensemble d'organisations¹³⁷. Si nous avons cru justifié, par ailleurs, de traiter à ce stade cette problématique, plutôt qu'au début de notre étude, c'est pour illustrer certaines affirmations d'exemples américains concrets, qu'il était bon de couvrir préalablement. Nos indications seront brèves¹³⁸ ; elles chercheront à situer notre démarche en fonction du questionnement que fait valoir Hay, que nous jugeons fort pertinent.

On a vu que, durant les années 1930, les travailleurs salariés américains, et d'abord les salariés ouvriers, se constituent comme l'une des premières forces organisées de la société américaine. Ce mouvement se poursuit durant la

Deuxième Guerre mondiale, de telle sorte que, s'il y avait moins de trois millions de syndiqués aux États-Unis en 1932, il y en aura quelque seize millions en 1946-1947. Qui plus est, la masse de ces syndiqués est concentrée dans les châteaux forts industriels du capitalisme américain, alors au cœur de l'activité économique du pays. Les arrêts de travail massifs et les grèves généralisées locales de la fin de la guerre confirment le poids social de cette nouvelle réalité. Notons que ces développements sont accompagnés d'élans politiques, puis de percées qui rompent avec les façons de faire établies : attirance pour certains projets de création d'un parti travailliste, tentatives réelles aussi, surtout entre 1932 et 1936 ; en vue des présidentielles de 1936, mise en forme d'une action politique de masse avec la Labor's Non-Partisan League du CIO, qui ne s'engage pas dans la création d'un nouveau parti, mais contribue directement, puissamment, à modifier le sens et les fonctions de l'affrontement bipartite habituel ; manifestations évidentes, du côté de responsables syndicaux, de la volonté d'une participation à la définition et à la gestion de la vie socioéconomique nationale au tournant de la décennie 1940-1950 ; renouveau d'initiatives en faveur du lancement d'un parti ouvrier durant la Deuxième Guerre mondiale, du côté de courants syndicaux militants de régions fortement syndiquées ; mais formation en 1943 du comité d'action politique du CIO sur un axe politique reprenant les perspectives de la LNPL de 1936. À ce stade, on l'a vu également, l'action politique ainsi définie exclut, sur le fond, l'option d'un parti « labor », à laquelle elle est en conséquence amenée à s'opposer ouvertement, mais elle apparaît néanmoins différente de la politique traditionnelle du syndicalisme américain.

Comment expliquer que l'effervescence sociale ait un effet politique si direct, semble « pousser » à l'organisation politique ? Et que signifie le choix qui est finalement posé quant à la nature de l'action politique qu'on entend pratiquer ? La réponse à ces interrogations oblige, en quelque sorte, à traiter des thèmes qu'a proposé Colin Hay.

Jusqu'ici, dans le cours de notre présentation, nous avons discuté rapidement certains points de vue théoriques sur la nature du New Deal et de la loi Taft-Hartley, sur la nature aussi des conséquences de cette loi en rappelant les enseignements qu'une attention particulière à l'influence propre des institutions publiques permet de saisir. Nous avons cherché à poser analytiquement, c'est-à-dire à expliquer, l'opposition patronale et conservatrice aux lois et aux règlements du travail de la période du New Deal, puis à rendre compte de la signification sociopolitique nationale d'une modulation par région du niveau d'accréditation juridique de l'activité syndicale, en conjuguant ces derniers éléments à la profonde défaite de l'opération Dixie. Et nous avons entrepris de

cerner des facteurs explicatifs à l'intérêt renouvelé que manifesta alors le syndicalisme pour l'action politique.

Analytiquement, les facteurs que nous avons considérés jusqu'ici peuvent être résumés de la manière suivante. D'abord, l'impulsion (*momentum*) comme telle de la construction du syndicalisme, du gonflement considérable des effectifs et du rassemblement de forces en mesure de s'imposer (partiellement) aux pouvoirs établis, qui suscite la tendance à utiliser sa puissance nouvelle sur d'autres terrains que celui des contrats de travail; surtout que, fort logiquement, le cadre des relations industrielles n'est alors pas stabilisé et qu'il a en conséquence du mal à s'assujettir les élans revendicateurs. Par ailleurs, la vigueur et l'efficacité de l'action syndicale, l'envergure des mouvements qu'elle peut déclencher, amènent les autorités patronales et politiques à chercher que soient formellement balisés par l'État les espaces de son déploiement; en d'autres mots, sa puissance même entraîne des réactions de ses vis-à-vis, qui accentuent à leur tour la volonté du syndicalisme à intervenir en politique. Dans le même sens, le niveau des enjeux auxquels doit faire face le mouvement ouvrier croît avec son développement numérique et la conquête du terrain industriel; par exemple, ainsi que nous l'avons déjà démontré, le syndicalisme industriel s'avère plus exigeant socialement que le syndicalisme de métier, parce qu'il se prête beaucoup moins aux ententes fondées sur l'exclusivisme de certaines qualifications, aux privilèges que celles-ci peuvent mériter: ayant vocation majoritaire, il est davantage conduit à réclamer des politiques publiques de bien-être, donc à se donner les moyens de prendre part au débat et à la vie politiques. De la même façon, mais sur un tout autre terrain: quand le pays entre en guerre, il est tout de suite évident que les défis pour le CIO seront beaucoup plus complexes et difficiles que cela avait été le cas pour l'AFL durant la Première Guerre mondiale. La centrale industrielle se trouve en effet au cœur de la production de guerre, cependant que les efforts demandés à ses membres sont très contraignants. L'importance des politiques publiques s'élève donc pour elle encore d'un cran, et elle est amenée à créer le PAC et à intervenir massivement aux présidentielles de 1944.

Les facteurs que nous venons de considérer se recourent à l'occasion ou se situent dans le prolongement les uns des autres, c'est incontestable. Néanmoins, il nous a semblé profitable de les traiter séparément, parce que l'efficacité de chacun d'eux est aussi particulière. Dans son analyse de l'action politique du mouvement ouvrier suédois, Jonas Pontusson revoyait durant les années 1990 les contributions de divers spécialistes ayant tenté de clarifier l'évolution des programmes et des buts généraux de cette action, en particulier la radicalisation de la social-démocratie suédoise durant les années 1970. Pontusson mettait l'accent, pour sa part, sur le fait que «l'équilibre du pouvoir entre les

classes dépend [en bonne partie] de facteurs économiques et politiques de nature conjoncturelle». L'action politique s'explique alors par «les intérêts du mouvement ouvrier et les conditions économiques nécessaires à leur réalisation», selon les contraintes qu'impose cet équilibre du pouvoir entre les classes. Il critiquait le point de vue d'Adam Korpi, qu'il résumait de façon saisissante et juste: «Korpi conçoit le mouvement ouvrier comme un acteur plus ou moins homogène et rationnel, dont l'organisme comporte un élan inhérent [*inbuilt drive*] de transfor[mation]» socioéconomique. Dès lors, plus il se développe, plus il devient exigeant, plus loin il s'engage dans la voie de la contestation des rapports de pouvoir¹³⁹. Jonas Pontusson discutait de l'apport d'autres auteurs à l'étude de son sujet et nous ne prétendons pas, par ce court rappel, *résumer* son propos. Qui plus est, la pensée des auteurs qu'il examinait a souvent été modifiée par la suite.

Mais ce que nous voulons illustrer en attirant rapidement l'attention sur la discussion menée par Pontusson, c'est que, un peu à l'instar de nos propres réflexions analytiques ci-dessus synthétisées, pris en eux-mêmes les facteurs explicatifs retenus s'appuient obligatoirement sur des conceptions plus amples. Des conceptions qui justifient, par exemple, et précisent l'utilisation de notions comme rapports sociaux, de classes, montée ouvrière, etc., et dont il faut rendre compte. À notre avis, cela manquait quelque peu dans son étude, de même que dans le point de vue de Korpi qu'il rapporte.

i. TRAVAIL ET RAPPORTS SOCIAUX

Le travail, écrit Michel Lallement, «ne préexiste pas aux rapports sociaux, il est rapport social»; en conséquence, «[t]el que nous le concevons aujourd'hui, le travail est une invention historique, propre à certaines sociétés données. Dans les pays d'Europe occidentale, [il faut] considérer, à la suite de nombreux auteurs (A. Gorz, M. Weber...), que la notion et la forme contemporaines de travail n'apparaissent pas avant le XVIII^e siècle». En tant qu'activité autonome, c'est-à-dire «réductible à sa fonction économique», activité détachée en quelque sorte de connotations extérieures à son propre déroulement (telles les connotations affectives, de jeu, «de rachat [personnel] et instrument de moralisation», etc.) et inscrite tout entière dans les rapports marchands, le travail est un produit du capitalisme de transformation, singulièrement de la transformation industrielle. C'est donc le rapport social du salariat qui constitue le travail dans la société de la modernité capitaliste; on ne saurait le définir par le type de tâches qu'il accomplit ou l'effort qu'on doit lui consacrer: «une même action» peut être considérée comme du travail et du «non-travail» (par

exemple : « préparer un repas dans un restaurant » et « confectionner son repas à domicile »)¹⁴⁰.

Le salariat structure un rapport social d'inégalité employeurs-employés, qui est au cœur de l'existence des sociétés modernes. Si sa présence est avérée dans le passé, c'est avec la révolution industrielle que le salariat va devenir le rapport social déterminant, c'est-à-dire le rapport qui, le plus lourdement, façonne l'accès aux ressources, à l'instruction, à la sécurité économique, etc. L'économie des sociétés libérales repose sur des relations qui ventilent les populations en secteurs différents et disposent ceux-ci hiérarchiquement les uns par rapport aux autres. Les catégories sociales ainsi produites et reproduites n'ont pas toutes le même poids économique; depuis la révolution industrielle, la « bourgeoisie » (capital, décision, embauche) et la « classe ouvrière » (absence de capital, exécution, salaire) se trouvent bien au centre des activités économiquement définitoires. Les rapports de pouvoir qui correspondent à ces relations, rapports sociaux de pouvoir donc, ne sont pas actifs que dans la sphère socio-économique, mais sont également réfléchis et se répercutent dans les autres sphères de la vie en société, notamment dans le domaine politique. Cela n'implique évidemment pas que leur pression ne puisse pas être contrée, ou que les sommets de la hiérarchie sociale n'aient pas à composer, non plus que ces rapports de pouvoir soient les seuls facteurs d'importance à s'y manifester. Le domaine de la politique ne peut être envisagé comme simple projection de réalités sociales préalables déjà connues, mais aussi comme espace et lieu de création de la vie en société. Sa logique est néanmoins pénétrée de la dynamique des rapports sociaux d'inégalité.

De sorte que l'on peut considérer, avec T. Andréani et M. Féray, qu'il « y a [...] un fond de conflictualité [...] dans les rapports sociaux élémentaires, et [qu'il] reste d'une certaine façon inaliénable ». Les « conditions économiques et sociales [...] engendrent » des luttes et sont notamment modifiées par celles-ci¹⁴¹. Si la classe ouvrière est apparue comme catégorie essentiellement liée à des activités manuelles, ce sont les caractéristiques sociales, pensons-nous, plutôt que le type de fonctions assumées qui servent le plus directement à circonscrire son existence et sa place dans les rapports de société. Par exemple, la nature du travail salarié (dépendance envers l'embauche, subordination dans l'organisation des tâches), résultat de l'absence des ressources qui seraient nécessaires pour l'éviter et de l'impossibilité de s'en émanciper sur la base des revenus qu'il procure, la sujétion à des lois économiques, notamment à l'évolution du marché de l'emploi et aux décisions des investisseurs, la précarité des existences, phénomène vécu sur le plan personnel et en tant qu'attribut social, définissent tout aussi bien et depuis longtemps la position d'autres groupes de travailleurs dans les rapports économiques, que ce soit depuis la Deuxième Guerre

mondiale, les employés de bureau des firmes géantes de l'automobile et de la métallurgie, les employés des grandes bureaucraties bancaires et des sociétés d'assurance privées, les cols blancs et bleus des divers organismes publics. D'où le fait que certains auteurs, pour plus de précision, vont préférer utiliser dorénavant des notions comme « classe ouvrière étendue » afin d'exprimer la réalité contemporaine de la classe des travailleurs salariés des sociétés libérales et économiquement riches. Ainsi envisagée, la « classe ouvrière » de ces sociétés représentait quelque 60 % de la population active, 71 % des salariés aux États-Unis à la fin du xx^e siècle, lorsqu'on exclut les « gestionnaires et les professionnels¹⁴² ».

Cela dit, le fait que l'on puisse circonscrire dans le rapport d'emploi des classes de gens qui partagent certaines caractéristiques sociales et, même, que l'on y reconnaisse une source « de conflictualité », ne suppose pas, *ipso facto*, le passage à l'organisation de classe ouvrière. Ainsi que des auteurs anglophones l'ont fait valoir, ce passage doit être « problématisé » par l'analyse, c'est-à-dire remis en question en tant tel. Ou, en d'autres mots, il faut se demander quel est le rôle de l'organisation dans la *création* de la classe ouvrière comme collectivité particulière, ne pas considérer, par exemple, le syndicalisme selon une conception figée du passage de « l'en-soi » au « pour-soi », qui le verrait simplement comme expression structurée d'une réalité déjà constituée.

On a noté plus haut la transformation qu'a connue la topographie des rapports sociaux aux États-Unis entre 1934 et 1946. Ce qui a bouleversé alors les données de cette topographie, c'est précisément la création de l'organisation de masse, objectif et cadre de l'action unifiée qui donnent vie au mouvement de classe. Ce cadre porte le langage de classe, en devient un creuset dynamique. Et en tant que cadre discursif, il crée les conditions d'une activité encore plus large et puissante, non seulement parce que le succès organisationnel accroît la confiance en ses propres forces et même éveille le sens de l'initiative, mais parce qu'il permet et suggère, dans un tel contexte, d'aborder aussi d'un point de vue classiste d'autres dimensions de la vie collective et de l'existence en société, notamment, comme on l'a souligné, les affaires publiques et la gouverne politique. Voilà en quoi le passage à l'organisation, même si notre présentation est ici incomplète¹⁴³, signifie davantage que la simple transposition d'une réalité déjà présente: il est aussi la mise en forme d'un espace de création de la classe ouvrière, parce qu'il sert à lui donner vie dans la société. Car, si la topographie des rapports sociaux – rapports directs d'emploi, mais aussi rapports sociaux de pouvoir – a été modifiée, ce n'est pas parce qu'il y aurait eu mutation technique dans l'industrie ou transformation de la division du travail, mais précisément du fait de l'organisation collective.

Cela dit, le rapport social n'induit pas que des dynamiques conflictuelles vécues individuellement et qui, sur la base d'un « choix rationnel » posé séparément, personne par personne parmi les employés, amèneraient des majorités à juger plus profitable de coaliser leurs intérêts face à l'employeur. Il est en effet remarquable que, partout dans le capitalisme industriel, il y a une tension, et même le heurt des composantes à l'occasion, dans le rapport entre le capital et le travail, où qu'il se soit noué et selon des formes toujours très similaires. Les acteurs sociaux dans l'entreprise se forment selon des configurations d'intérêts aux bornes finalement identiques. De même : malgré les différences de culture, de situation, de traditions, les luttes ouvrières s'articulent en schémas non moins similaires entre les pays : grèves, boycottages, rassemblements et cortèges, types variés de « psychodrames », selon l'expression de Rosanvallon¹⁴⁴, récurrents, reproduits spontanément à des dizaines de milliers d'exemplaires, mettant chaque fois aux prises les mêmes termes du rapport social, sur un nombre d'objets relativement limité (heures et conditions de travail, salaires, sécurité économique).

De cette tension sont nés des cadres d'action continue pour la promotion de buts précis, dont le mode est rapidement devenu du regroupement aux frontières classistes nettement définies. Quel que soit le langage utilisé, en effet, celui du « syndicalisme pur et simple » avec Samuel Gompers aux États-Unis ou celui du marxisme en Allemagne, le mouvement de défense socioéconomique des travailleurs s'est rapidement développé selon le principe hégémonique de son indépendance d'organisation eu égard aux employeurs et aux autres classes et forces sociales. Autant de réalités, sans cesse répétées, qui témoignent de la tangibilité du rapport entre travail et capital dans l'engendrement des réalités sociales du monde industriel libéral. Qui plus est, dès le dernier quart du XIX^e siècle, quand des États européens (Allemagne, Danemark...) adoptent les premières politiques d'assurance sociale, ils reconnaissent la classe ouvrière comme segment particulier de leur population, telle qu'elle est notamment différente des petits patrons et des déshérités¹⁴⁵. De sorte que le déroulement de l'histoire moderne paraît bien apporter la démonstration que, de cette relation entre « configurations d'intérêts », naît une dynamique de segmentation conflictuelle de la population. Le rapport social produit des besoins dont l'échelle est collective et il ouvre des pistes d'intervention de même nature. Quand, à partir des années 1880, les mouvements ouvriers décideront de s'engager aussi dans la construction de partis politiques indépendants (que seront les partis ouvriers sociaux-démocrates), le caractère fulgurant des développements de ceux-ci et l'incidence rapidement déterminante de leur participation à la vie politique attestent à la fois de l'existence réelle, comme catégorie active,

de la classe ouvrière et du fait que les « rapports sociaux élémentaires » ouvrent à des identités classistes plus englobantes que celles du groupe d'intérêt.

Giovanni Arrighi rappelait ainsi, fort pertinemment, que la grande vague de grèves des années 1930 aux États-Unis avait été un phénomène « spontané », une « réponse des rangs du prolétariat industriel » aux calamités de la Grande Dépression. L'AFL « ne fit strictement rien pour lancer » l'action massive de grève, qui s'imposa » elle-même et déboucha sur la formation de nouveaux syndicats, réunis par la suite dans le CIO¹⁴⁶. En d'autres mots, faisait-il remarquer, la mise en mouvement de la classe ouvrière fut préalable à son organisation. Néanmoins, sans plus d'explication, ce point de vue ne nous semble pas juste, en tout cas pas complet. Parce que l'action de classe fut tout de même instruite à ce moment-là de l'expérience historique du phénomène syndical, dans le monde et aux États-Unis. D'emblée, cette expérience conduisait à écarter les formules concurrentes de solidarité au travail qu'on avait connues au XIX^e siècle, par exemple les formules cherchant à regrouper dans de mêmes associations de « classes productives » les petits patrons et les prolétaires salariés. Et l'existence de l'AFL contribua tout de même à façonner le langage de l'action : un langage de classe, incontestablement, et un langage défini prioritairement sur le terrain de l'économie plutôt que sur celui de la politique indépendante¹⁴⁷. Par ailleurs, l'influence du langage de nature classiste fut également nourrie de la participation alors battante et suivie de nombre d'intervenants (*outsiders*) de gauche (socialistes, communistes, trotskystes, etc.) dont l'action syndicale était directement inspirée de la théorie de la lutte des classes. En d'autres termes, l'existence alors historique du syndicalisme à l'échelle du monde, l'idéologie de l'AFL, les points de vue militants et d'autres interventions qui se conjuguèrent dans la mise en forme de la réaction de classe à la crise des années 1930 aux États-Unis servirent à sa « création discursive ».

Si l'on considère fondée la remarque que l'on a rappelée d'Arrighi, il faut dès lors préciser que l'idée du « spontané » ne peut équivaloir à celle de l'« automaticité » dans le passage d'un en-soi au pour-soi. Voilà, partiellement établi, pourquoi il est apparu nécessaire de « problématiser » la notion de formation des organisations de classes ouvrières, avec leurs frontières sociales. Historiquement, le besoin de se prémunir contre l'adversité économique et la volonté de modifier à la hausse ses conditions d'existence, dont les conditions de travail, ont entraîné plusieurs types d'interventions : création de coopératives de consommation et même de production, de sociétés de lecture et de loisirs, interventions face au patronat dans l'activité de travail, actions sur le terrain politique, etc. Les caractéristiques de ces efforts d'amélioration de la *condition ouvrière* sont multiples, mais il est un fait que leur évolution a pointé dans la direction de la mise sur pied d'organisations et de l'élaboration de méthodes

d'action en phase avec une configuration d'intérêts de nature classiste. Ce n'est pas le seul type de réponse qui surgit¹⁴⁸. La construction d'organisations classistes fut un enjeu et, selon qu'elle réussit plus ou moins, elle devint processus de création de la classe ouvrière comme réalité plus ou moins ample.

Les termes utilisés ont ici toute leur importance. Si la construction d'organisations particulières est processus de création de classe, c'est qu'elle fait prévaloir, face à l'adversité sociale, la réaction du groupe comme intervenant collectif, en fonction d'objectifs communs, plutôt que le chacun pour soi, l'acte délinquant ou le refuge dans la déchéance. Les organisations créées deviennent elles-mêmes lieu et moyen de maturation de la pensée, de réflexion stratégique, d'homogénéisation des perceptions et d'élaboration programmatique, faisant naître de nouvelles conceptions, de nouvelles aspirations et entraînant à défricher de nouveaux terrains. Cela posé, eu égard à ce mode d'institution « discursive » de la classe ouvrière, incontestable, il n'en reste pas moins que le rapport salarial et le rôle que tiennent chacun et chacune dans ce rapport, comme détermination première de l'accès personnel aux ressources de la vie, représentent un préalable logique aux autres développements. Non pas un préalable en toutes circonstances avéré chronologiquement, puisque les écrits de théoriciens ont aussi favorisé, voire suscité la création d'organisations de classe, mais un rapport social dont l'antériorité logique rend compte de la prégnance des configurations d'intérêts dont on a parlé. Les projets identitaires adressés à la classe ouvrière et prétendant passer outre ce préalable, comme celui du syndicalisme catholique, ont dû modifier leurs perspectives ou disparaître¹⁴⁹.

Pour le traitement de l'action politique du mouvement ouvrier américain, les éléments que l'on vient de couvrir devaient être précisés parce qu'ils permettent de définir la nature sociale d'une organisation – donc, ce que nous entendons par organisation « ouvrière ». En établissant à ce stade une relation serrée entre les deux dimensions fortes mises en avant, la nature conflictuelle du rapport de travail et l'enjeu que porte le passage à l'organisation, cette nature sociale est alors donnée par le rôle que tient une telle organisation dans les rapports (de pouvoir) entre classes, sur quelque terrain qu'ils se manifestent. Une autre dimension devra cependant être prise en considération pour que l'appréciation analytique puisse être convaincante, dimension que nous étudierons en nous arrêtant aux phénomènes contemporains de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation des syndicats américains : la dimension des rapports internes aux organisations ouvrières et leur histoire particulière qui, ensemble, servent aussi à définir leur rôle d'*agent* dans les rapports sociaux ; ce que la théorie du « réalisme critique » en analyse sociale exprimera de la façon suivante : une conception des « relations entre discours,

structure [socioéconomique] et sujet actif [*agency*] [qui les] pose comme irréductibles et dialectiques¹⁵⁰». En tout état de cause, au terme de la présentation de nos repères théoriques, on doit souligner que le contenu historique de la formation de partis politiques indépendants par les mouvements ouvriers a significé leur entrée sur le terrain de la dispute du pouvoir gouvernemental.

ii. POLITIQUE SYNDICALE ET « EXCEPTIONNALISME »

Par comparaison, on l'a noté dès le départ, les États-Unis restent le seul pays industrialisé de démocratie libérale à ne pas avoir connu l'existence d'un grand parti ouvrier, important et bien implanté. Dans son livre récent, par lequel il étudie le développement historique de l'action politique ouvrière en Australie et aux États-Unis, Robin Archer avance les caractéristiques « communes » qui confèrent aux divers partis ouvriers leur nature similaire : d'abord et avant tout, il y a cette caractéristique, écrit-il, de la « position exceptionnellement privilégiée qu'ils attribuent aux travailleurs. Les partis politiques peuvent [généralement] être définis et classés selon leur idéologie et leur identité, leurs structures organisationnelles et selon les groupes sociaux qu'ils représentent. Les partis ouvriers attribuent cette position exceptionnellement privilégiée aux travailleurs sur chacun de ces terrains, et c'est la combinaison de ces caractéristiques qui leur confère leur personnalité propre ». Par ailleurs, poursuit Archer, dans la plupart des « pays capitalistes avancés, [ces partis] comptent parmi les premiers prétendants au pouvoir : leur appui populaire oscille [régulièrement] du tiers à la moitié de l'électorat ». Et il tient à préciser : les liens entre ces partis et le syndicalisme sont habituellement très forts, qu'ils soient formels ou informels. On ne peut pas réduire leur nature au type de lien qui existe à l'occasion et notamment entre syndicats et partis chrétiens-démocrates : ces derniers ont parfois « une aile syndicale [...], mais ils ne reconnaissent pas » à la classe des travailleurs « la priorité » qu'elle a eue historiquement au sein des partis ouvriers¹⁵¹. Les liens entre le syndicalisme et le Labour Party anglais, dont la densité atteint son sommet durant les années 1970, ont été, par exemple, d'une autre nature : durant ces années, les syndicats contrôlaient quelque 90 % des mandats aux congrès nationaux du parti, assuraient environ 70 % de ses fonds, nommaient dix-huit des vingt-neuf membres de l'exécutif national, etc.¹⁵²

Identifiant ce qui apparaît alors comme une exception américaine, le politologue Joel Rogers définissait, semblablement à Archer, la catégorie des partis ouvriers : « des organisations politiques qui tirent leur identité programmatique et leur forme organisationnelle des organisations indépendantes de travailleurs s'exprimant en tant que travailleurs », c'est-à-dire des organisations de classe

indépendantes¹⁵³. Par-delà certaines formulations, ces définitions se rejoignent donc, et peuvent servir à circonscrire empiriquement la réalité à laquelle nous nous référons. Mais « l'exceptionnalisme » des États-Unis ne signifie pas que le mouvement ouvrier y soit politiquement inactif. La création du comité d'action politique du CIO puis celle de la LLPE de l'AFL montrent précisément l'inverse. Le besoin, la capacité et l'aspiration politiques s'y sont fait valoir, et une intervention politique massive a été décidée. Sa forme n'est pas celle d'un parti indépendant, cependant. Le CIO, qui sera suivi de l'AFL, veut mettre en mouvement un engagement permettant de soulever dans leur dimension collective les questions sociopolitiques aux conséquences importantes sur la situation de la population laborieuse, une dimension collective procédant des réalités sociales du travail salarié, donc de nature classiste; et il cherche à favoriser l'action politique de la collectivité sociale ainsi définie.

Dès lors, dans les rapports sociaux de pouvoir, on doit considérer que le syndicalisme américain est partie prenante de la « création » de la classe du travail salarié en politique. Mais, par comparaison internationale (pays industrialisés), il s'agit d'une création *partielle*, parce que l'intervention du syndicalisme ne vise pas à former cette collectivité sur un axe pouvant la constituer en candidate au pouvoir. Le mouvement ouvrier américain se crée politiquement, de fait, comme un courant parmi ceux qui se réclament à partir des années 1930 et, surtout, de l'après-Deuxième Guerre mondiale, du « libéralisme » (à l'américaine). Soit dit en passant, puisque nous aurons à y revenir, il s'agit d'un positionnement dont pourra s'accommoder, pour une part à tout le moins, la conception pluraliste de la vie en société, qui voit le mouvement ouvrier comme un *intérêt* socioéconomique parmi d'autres. Toutes choses qui ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences graves. Avec la formation de la coalition *new deal* (syndicalisation de masse et intervention politique du mouvement ouvrier au sein du Parti démocrate et avec lui), des années 1930 à la deuxième moitié de la décennie 1940-1950, le système de partis aux États-Unis est pour une part redéfini sur la base des pôles sociaux principaux du monde industriel. Mais cette redéfinition se fait sans l'apparition d'un parti ouvrier : l'exceptionnalisme américain s'est donc maintenu, et il est devenu une dimension constitutive de l'espace occupé par le syndicalisme dans sa société.

Bien sûr, l'action politique des centrales syndicales aux États-Unis s'est depuis développée et déployée, son poids est considérable dans les rapports du bipartisme républicains-démocrates et dans les joutes électorales. Le syndicalisme intervient en fraction dans le Parti démocrate et représente un élément central de son appareil partisan. Les caractéristiques propres de ce type d'intervention ont directement influencé les formes de l'action politique des autres grands mouvements sociaux, le mouvement noir et le féminisme

notamment, et ont contribué à déterminer l'évolution de la culture politique. Dans certaines régions, le lien entre le Parti démocrate et le syndicalisme a été si intense que certains politologues y ont vu un équivalent américain de la formule travailliste.

Tous ces éléments ont évidemment connu une histoire et donné lieu à des transformations, en même temps qu'ils ont eux-mêmes subi l'influence de divers processus. Mais, écrivant à la fin des années 1950 «une décennie après Taft-Hartley», Harry Braverman notait que l'un des principaux changements, de fait «le changement fondamental» dans l'histoire sociale des États-Unis alors survenu, avait été la mise en forme d'une «cohérence électorale» parmi les membres du syndicalisme, l'apparition durant ces années de ce qu'il nommait un «vote syndical» (ou un «vote ouvrier», *a labor vote*), ce qu'un autre spécialiste de l'époque, J.B.S. Hardman, appelait le développement «de la conscience de faire partie d'un groupe social particulier» (*counciousness of a kind*¹⁵⁴). L'intervention politique lors des présidentielles de 1948 allait faire montre du passage aux formes et aux moyens privilégiés de l'action politique contemporaine du mouvement ouvrier américain et de l'élaboration des principes et des points de plateforme principaux de cette intervention. C'est ce que nous allons maintenant illustrer, après une dernière précision conceptuelle.

Nous avons jusqu'ici utilisé de manière équivalente les expressions «mouvement ouvrier» et «mouvement syndical» (ou syndicalisme). Il s'agit d'une «équivalence» qui n'est pas tout à fait juste. L'expression «mouvement syndical» fait clairement référence à des organisations constituées alors que l'expression «mouvement ouvrier» comprend les idées aussi bien de mouvement social que d'organisations stables et structurées. Qui plus est, au fil des dix ou douze dernières décennies, le syndicalisme, dont les racines sourdent directement du rapport d'emploi, en est venu à se considérer prioritairement comme organisation de nature économique; dans les pays où existent des partis ouvriers, le mouvement de classe a progressivement été vu comme mouvement de nature politique et économique, sans que «l'économique» ait nécessairement préséance. En conjuguant cette dernière remarque à la signification que porte la notion de mouvement social, on comprendra aussi que, pour l'appréciation de circonstances particulières de conjonctures, des auteurs identifient certains courants minoritaires, souvent militants et à gauche (mais pas nécessairement) des grandes organisations, comme partie prenante du mouvement ouvrier, notamment parce que leur intervention peut servir à faire s'exprimer collectivement, à ce que se configurent des réactions de classe¹⁵⁵. Cela dit, le syndicalisme américain représente les seules organisations massives de nature classiste des travailleurs américains, on ne retrouve pas dans le pays de parti ouvrier de quelque importance. De sorte que l'appellation *labor*

movement y est naturellement considérée comme synonyme de syndicalisme, ce qui n'est pas faux puisque les syndicats y représentent et constituent pour l'essentiel le mouvement de classe ; et ils ont été amenés à concevoir une intervention politique suivie au nom de ce mouvement. En conséquence, pour les États-Unis, nous allons utiliser aussi comme équivalents les appellations mouvement ouvrier et mouvement syndical, mais en ayant à l'esprit les précisions que nous venons de rappeler, parce qu'elles auront à l'occasion leur importance pour notre analyse.

7. L'AFL, LE CIO ET LA CANDIDATURE DE HARRY TRUMAN EN 1948

La victoire de Harry Truman à l'élection présidentielle de 1948 fut une surprise. Obtenue à l'arraché, déjouant les prévisions de tous les experts, elle fut notamment acquise en dépit de la concurrence de deux candidatures également issues des rangs et de la mouvance démocrates, l'une à droite et l'autre à gauche¹⁵⁶ et même si son opposant républicain, le gouverneur de l'État de New York Thomas E. Dewey, dépassa Truman dans les sondages d'opinion jusqu'à la fin de la campagne. Selon ce dernier, l'intervention résolue du syndicalisme en sa faveur fut le facteur premier de son succès en 1948. Interrogé par les journalistes sur les raisons expliquant son élection, Truman s'exclama en effet : « C'est grâce aux syndicats ! C'est grâce aux syndicats ! » (*Labor did it!* *Labor did it!*).

Il sera maintenant intéressant de s'arrêter quelque peu à cette élection, parce qu'elle exprima la volonté du syndicalisme à la fois d'engager une action politique à la mesure de ce qu'il représentait d'ores et déjà dans la société et de se doter des capacités politiques nécessaires à cette fin. Est-ce que la topographie des rapports politiques allait suivre l'évolution de la topographie des rapports sociaux, et de quelle manière ? L'élection de 1948 se trouva, de fait, à consacrer le type de pratiques et le type d'alliances politiques du syndicalisme américain correspondant à son orientation déjà formellement dominante.

Le pourcentage de la main-d'œuvre non agricole syndiquée oscille alors autour de 33 %. Le niveau général de l'activité gréviste est toujours fort élevé, bien qu'il y ait en 1948 une courte diminution de quelque 7 % du nombre d'arrêts de travail eu égard à 1947. Près de deux millions de travailleurs font la grève et l'on dénombre un peu plus de 34 millions de jours de grève : dans l'un et l'autre cas, il s'agit aussi de chiffres quelque peu inférieurs à ceux de 1947, mais rien de grave. Vingt arrêts de travail en 1948 comptèrent plus de 10 000 employés chacun, contre une quinzaine en 1947. Le syndicat des mines

dirigé par John L. Lewis fut à nouveau à l'avant-poste des actions de grève et des gains, de la résistance de base aux injonctions que la loi Taft-Hartley permet dorénavant aux tribunaux fédéraux d'accorder au cabinet présidentiel lorsqu'on juge qu'il y a menace à la sécurité et à la santé nationale. De fait, dans la période de dix-huit mois qui suit la proclamation de loi Taft-Hartley, s'il apparaît que le niveau de l'activité gréviste est moins élevé que cela fut le cas en 1945-1946, donc qu'on assiste à un processus de « stabilisation » des rapports de travail, il s'agit, par comparaison à toutes les périodes antérieures et à l'exception des conjonctures d'explosion sociale, d'une stabilisation qui témoigne d'une présence nettement à la hausse du syndicalisme dans la société, d'une *normalité* transformée. « Les demandes salariales et d'amélioration des avantages sociaux restent un facteur déterminant des disputes [...] [par exemple:] 51 % des grèves, 62 % des grévistes et près de 74 % des jours de grève. » Si le nombre d'arrêts de travail lancés par des syndicats affiliés à l'AFL s'avère maintenant plus élevé, les arrêts de syndicats du CIO engagent dans l'action plus de salariés et comptent beaucoup plus de jours de grève¹⁵⁷.

Une illustration supplémentaire de cette présence dorénavant très sensible du mouvement ouvrier dans la société américaine : la loi Taft-Hartley avait prévu que, dans les États qui ne se prévaudraient pas de la possibilité d'interdire la formule dite de « l'atelier syndiqué », il faudrait aux syndiqués qu'ils acquiescent à la majorité des deux tiers que leur contrat de travail comporte cette clause. Comme la quasi-totalité de toutes les consultations à cet égard se soldèrent par des appuis « pratiquement unanimes en faveur de l'atelier fermé », le sénateur Taft et le président Truman s'entendirent en 1951 pour modifier la loi et faire disparaître cette clause. Les deux chambres du Congrès se rangèrent « promptement » à leur avis¹⁵⁸. Par exemple, « [p]lus de 98 % de tous les travailleurs de Ford votèrent » en 1948 pour le maintien de « l'atelier fermé¹⁵⁹ ». Mais cette présence du syndicalisme restait fortement inégale sur l'ensemble du territoire : si l'État de New York et celui de la Pennsylvanie comptèrent chacun « quelque 450 arrêts de travail » en 1948, l'Ohio 256, l'Illinois 237 et la Virginie-Occidentale 211, il y en eut moins de dix au Mississippi, au Nevada, etc. Bien sûr, la taille même des États et le caractère plus ou moins industrialisé des régions expliquent pour une bonne part ces situations contrastées ; le nombre de jours d'arrêt des activités de travail « dépassa [en 1948] deux millions dans six États : Californie, Illinois, Michigan, New York, Pennsylvanie, Virginie-Occidentale¹⁶⁰ ».

Les régions à concentration syndicale lourde (et permanente) tendent alors à aller déjà de pair avec une forte présence démocrate, bien que ce trait partisan ne leur soit pas réservé – comme le prouve le statut du Parti démocrate dans le *Solid South*. Il ne serait pas possible que les démocrates

l'emportent en effet dans plusieurs de ces États si leurs bases ouvrières s'absentent en masse lors des présidentielles ou si les organisations du mouvement syndical s'avèrent difficilement mobilisables ou peu enthousiasmées par ce que le parti leur offre. Truman et son équipe en sont conscients : les résultats médiocres des démocrates en 1946 ont relevé, notamment, de ce type de phénomènes. Et quand s'ouvre l'année 1948, les choses n'ont à cet égard pas beaucoup changé. Les revenus peinent à suivre la hausse du coût de la vie, dit-on, même si les gains en productivité dans l'industrie et la croissance marquée des profits battent tous les records. Au début du mois de décembre 1947, le CIO et son président Philip Murray annoncent que leur centrale va se lancer en 1948 dans une nouvelle campagne de lutte pour « des augmentations substantielles de salaires »... Mais, dès le printemps 1948, le gouvernement fédéral utilise l'arme de l'injonction contre quatre groupes bien ciblés, dont celui des mineurs (qui finira tout de même par l'emporter) ; au jour du 23 juin 1948, un an après l'adoption de la loi Taft-Hartley, la présidence de Harry Truman « s'était prévalu[e] [déjà de ses dispositions] pour obtenir douze injonctions anti-grève¹⁶¹ ».

Pourtant, le veto, même vaincu, qu'avait mis le président Truman sur la loi Taft-Hartley et l'argumentaire qu'il avait à cette occasion utilisé avaient très favorablement impressionné les états-majors syndicaux. Ils voulurent inscrire en 1948 leur action politique dans la poursuite de l'intervention du président contre Taft-Hartley, c'est-à-dire s'assurer qu'un nouveau mandat démocrate serait un gage de l'adoption de politiques de progrès. La stratégie électorale de Truman, forme et fond, allait s'avérer une réponse tout à fait positive à leurs vœux.

i. LA CAMPAGNE DE HARRY TRUMAN

Vers la fin du printemps 1948, a-t-on pu lire dans le *Congressional Quarterly*, « la popularité de M. Truman s'était à ce point effondrée que des dirigeants de son propre parti avaient entrepris de sonder « d'autres candidats possibles à la présidence – tel le général Dwight D. Eisenhower¹⁶² ». La crainte de voir les républicains l'emporter en novembre amenait, de la même façon, des courants « libéraux » proches des démocrates à chercher d'autres options que celle de la nomination de Truman. Ainsi en allait-il de plusieurs porte-paroles syndicaux, qui penchèrent aussi du côté de la candidature du général Eisenhower, que l'on considérait libéral. Car, une fois que l'on identifiait sa propre cause à celle d'une victoire démocrate, les préoccupations tactiques supposaient aussi tenir compte précisément de l'attrait personnel que pouvait exercer un candidat. Au début de juin 1948, un mois environ avant l'ouverture

du congrès démocrate à l'investiture présidentielle, tenu à Philadelphie à compter du 12 juillet, Dwight D. Eisenhower fit formellement savoir qu'il n'était pas candidat. D'autres nominations libérales furent envisagées, mais sans succès¹⁶³.

Le mouvement des Americans for Democratic Action (ADA, les « Américains pour une action démocratique »), mouvement de centre-gauche, était né en 1947 de l'action d'un groupe « libéral » formé au début de la guerre par « d'anciens socialistes, des *new dealers* connus, des dirigeants syndicaux et des libéraux de classe moyenne », sous le nom d'Union for Democratic Action, en « tant que groupe de pression progressiste explicitement non communiste ». Avec le développement de la « guerre froide », ce positionnement idéologique s'avérait fort prometteur. Et à leur congrès de fondation, les ADA réunirent en effet, outre des syndicalistes comme Walter Reuther et des dirigeants africains-américains, toute une panoplie de « jeunes libéraux tels Arthur Schlesinger, Jr., John K. Galbraith [et] Hubert Humphrey¹⁶⁴ », alors maire de Minneapolis et candidat démocrate au Sénat en 1948, de même qu'Eleonor Roosevelt, l'épouse du président décédé. Les ADA allaient jouer un rôle de premier plan dans la dénonciation, au profit des démocrates, de la politique étrangère de l'URSS et du rôle des communistes américains et de ceux et celles considérés comme leurs alliés dans la « guerre froide » ; ils allaient aussi être un facteur réel dans l'adoption de points de plateforme réformateurs lors du congrès démocrate, singulièrement en ce qui a trait aux droits civils.

Le rôle des ADA fut à ce moment important, parce qu'en prévision des présidentielles de 1948 il est vrai que le courant des « libéraux du Parti démocrate » parut d'abord fortement divisé. Du National Citizens' Political Action Committee, formé par Hillman durant la guerre, était née une organisation appelée Progressive Citizens of America (PCA, les « citoyens progressistes de l'Amérique »), au sein de laquelle les communistes et leurs amis les plus proches devinrent prépondérants en 1947. Ce PCA était précisément opposé à la politique jugée agressive de Truman à l'endroit de l'URSS. Il sera l'instigateur et la force motrice de la création d'un Progressive Party et de la campagne de son candidat présidentiel en 1948, Henry Wallace, vice-président de Roosevelt entre 1940 et 1944¹⁶⁵. Pendant un court moment, la gauche démocrate sembla quelque peu déstabilisée par ces développements, d'où l'importance que prit l'intervention des ADA.

Henry Wallace avait été secrétaire à l'Agriculture du président Roosevelt durant huit années, son colistier en 1940, puis secrétaire au Commerce après les présidentielles de 1944. Il conserva ce poste lorsque Truman accéda à la présidence, mais fut acculé à la démission en septembre 1946, comme on l'a

vu, lorsqu'il s'opposa publiquement et durement à sa politique étrangère. Il avait assumé ses fonctions de vice-président de façon particulièrement active et *visible*, défenseur des droits civiques des Noirs et promoteur d'un ordre international fondé sur la paix et la démocratie. Selon James C. Foster, son positionnement politique était celui « d'un véritable libéral de l'école de [Sidney] Hillman, [partisan] d'une coalition libérale nationale en mesure de forcer le Congrès et la présidence » à agir selon des principes *new deal*¹⁶⁶, ce que les historiens américains – de toutes tendances – voient généralement comme une formule particulière de « front populaire¹⁶⁷ ». « Le 17 décembre 1947, les Progressive Citizens of America annoncèrent la création d'un Progressive Party » ; et le 29 du même mois Wallace fit part de son intention de se présenter à la présidence, en dénonçant, notamment, la « politique de guerre bipartisane réactionnaire » de l'Administration Truman¹⁶⁸.

Le Progressive Party se réunit en congrès à Philadelphie du 22 au 25 juillet ; Henry Wallace obtint naturellement son investiture comme candidat présidentiel, et le sénateur démocrate Glen H. Taylor, de l'Idaho, l'investiture à la vice-présidence. Wallace y « blâma Truman pour la crise de Berlin et expliqua que les États-Unis "n'ont rien à perdre en donnant [Berlin] dans leurs efforts pour obtenir la paix" ». La plateforme du nouveau parti prôna le désarmement, « une politique de conciliation face à l'URSS, la fin de toute ségrégation [raciale] aux États-Unis, la nationalisation d'industries-clés, l'abrogation de la loi Taft-Hartley », entre autres. Le Parti communiste allait rapidement appuyer la campagne de Wallace et Taylor, qui « refusèrent de répudier [cet] appui » officiel¹⁶⁹.

Si l'équipe démocrate de Truman a pu craindre durant un court moment à l'hiver 1947-1948 les répercussions d'une candidature éventuelle de cette nature, elle y trouva plutôt rapidement un aiguillon supplémentaire à l'adoption d'une stratégie électorale en voie d'élaboration depuis la déconvenue démocrate de 1946. Un groupe de conseillers politiques personnels du président, en lien avec des membres de l'appareil de direction national du parti (le Democratic National Committee, DNC : « comité démocrate national ») se rencontrèrent en effet régulièrement après les élections de 1946 afin d'accroître « l'identité politique de l'administration et de ses priorités [*agenda*] comme étant libérales et de convertir ce libéralisme en une stratégie efficace pour la campagne présidentielle de 1948 ». Dès le mois de novembre 1947, les résultats de leurs travaux furent transmis à Truman. On y mettait en avant la stratégie d'une « vaste campagne libérale » qui chercherait à « galvaniser l'appui des Noirs, des progressistes de l'Ouest, des minorités ethniques des villes, des syndicats ouvriers et des militants libéraux ». On était convaincus que cette stratégie ne ferait pas perdre au parti les voix en provenance du Sud au Collège électoral.

En accord avec cette « identité » franchement libérale de la campagne projetée, un des proches conseillers de Truman lui suggéra d'ouvrir l'année 1948 avec une adresse à la nation [*State of the Union Address*] axée sur des « recommandations » de politiques publiques très réformatrices et de mettre, en quelque sorte, au défi les majorités républicaines au Congrès de les adopter. En politique étrangère, on conseillait à Truman de poursuivre sa politique de fermeté à l'égard de l'URSS et des processus de transformation sociopolitique à l'œuvre dans le monde, pour laquelle il obtenait finalement l'appui des républicains, et d'attaquer Henry Wallace comme l'incorrigible naïf dont se servaient Staline et les communistes américains¹⁷⁰.

Le président Truman suivit pratiquement à la lettre cette orientation durant toute l'année 1948, confirmant l'identité libérale du Parti démocrate dans la course à la Maison-Blanche et stigmatisant les républicains comme formant le parti du *business*, préoccupé uniquement de ses besoins et insensible aux difficultés économiques et sociales des travailleurs et des petites gens. Le gauchissement de son discours fut évident dès son adresse à la nation du mois de janvier, par laquelle il demanda aux chambres du Congrès d'élargir les politiques sociales jusqu'à dix milliards de dollars, d'adopter des mesures de contrôle de prix, de diminuer les impôts de tous les citoyens, etc. Au début de février, il signifia haut et fort son acceptation d'un « vaste programme [de promotion] des droits civiques » de la population d'origine africaine-américaine, « fondé sur les recommandations de sa commission des droits civiques », qui fit conclure à un élu démocrate de la Georgie à Washington que « Harlem exerce une plus grande influence sur cette administration que tout le Sud blanc¹⁷¹ ». Et ce positionnement se situait évidemment en prolongement du veto que le président avait tenté de mettre sur la loi Taft-Hartley.

Pourtant, ainsi qu'on l'a vu, à la fin du printemps de 1948, il apparut que ce discours n'était pas suffisant pour rallier l'appui enthousiaste des secteurs de la population qu'on voulait convaincre, singulièrement les bases et les milieux militants non communistes du mouvement ouvrier. Or Henry Wallace bénéficiait alors, de son côté, du soutien de courants notables portés par les communistes. C'est ainsi qu'un candidat pro-Wallace indépendant présenté par l'ALP de New York, Leo Isacson, l'emportait en février dans « une élection spéciale au Congrès tenue dans le Bronx¹⁷² ». La décision fut donc prise par les démocrates de s'adresser beaucoup plus directement au syndicalisme. S'il est incontestable que les sensibilités politiques personnelles de Harry Truman le rangeaient davantage du côté d'un certain libéralisme (à l'américaine), version faible et parfois fragile – *soft*, pourrions-nous dire – cependant, que du côté des voix majoritaires du Congrès républicain, il est non moins incontestable que les positions qu'il exprima en prévision du congrès de son parti puis durant sa

campagne électorale allaient témoigner d'un raidissement à gauche. En d'autres mots, si l'identité partisane qu'il voulut affermir dorénavant n'était pas étrangère à sa personnalité politique et aux alliances *new deal*, elle fut dorénavant nettement plus progressiste que la politique intérieure qu'il avait poursuivie depuis son accession à la présidence.

Truman fut désigné candidat démocrate dès le premier tour de scrutin au congrès de son parti. Malgré ses positions déjà connues en faveur d'une intervention du gouvernement fédéral pour le respect et l'avancement des droits civiques, le congrès adopta une plateforme beaucoup plus ferme à cet égard, élaborée par le courant des ADA et pilotée notamment par le futur sénateur Hubert Humphrey, en lien avec des représentants des UAW de Walter Reuther et d'autres instances du CIO. La position du parti avançait dorénavant comme objectifs la mise sur pied d'un organisme fédéral « permanent » de lutte contre la discrimination dans l'emploi, l'adoption d'une « loi anti lynchage » [*antilynching*], « la disparition de la pratique des “poll-tax” » dans les élections fédérales, etc.¹⁷³ Truman fit siens ces objectifs. Son discours d'acceptation de l'investiture démocrate fut dur, populiste et de gauche. Il attaqua le Parti républicain comme le parti « de la minorité privilégiée et non du citoyen ordinaire [*common everyday man*] », « il en appela à l'abrogation de la loi Taft-Hartley », s'en prit aux chambres à majorité républicaine qui adoptaient des règles d'imposition favorisant le riche, mais refusaient des mesures de « contrôle de prix » et de solution à la crise du logement. Personnellement, proclama-t-il, il avait l'intention de soumettre tout de suite au Congrès un programme législatif de lutte à l'inflation, d'aide au logement et à l'éducation, « un programme national d'assurance maladie » aussi, « la hausse du salaire minimum de 40 à 75 cents l'heure, le renforcement des mesures de sécurité sociale, des investissements publics pour des projets d'hydroélectricité¹⁷⁴ ». Point n'est besoin de mentionner que les chambres à majorité républicaine issues des élections de mi-mandat en 1946 n'eurent aucunement l'intention, à quelque moment, de donner suite au programme législatif qu'annonça alors Truman.

Manifestement, le président suivait, et convainquait une majorité du Parti démocrate de suivre, la stratégie électorale et d'identité partisane que ses conseillers avaient élaborée l'année précédente. Le contenu de son discours d'acceptation devint expressément celui de sa campagne, qui fut menée également sous un mode populiste, Truman s'adressant précisément à chacun des segments populaires de l'électorat que son équipe avait ciblés. Il ouvrit sa campagne à la présidence par un discours livré lors d'un rassemblement syndical de masse, tenu en plein air au centre-ville de Detroit, à l'occasion de la fête du Travail, le 6 septembre. Il y pourfendit le Parti républicain comme le parti de l'argent dressé contre le petit peuple, et il « en appela [à nouveau] à

l'abrogation immédiate de la loi Taft-Hartley»; il profita aussi de son voyage à Detroit pour « rappeler aux dirigeants syndicaux » que sa candidature représentait leur seul espoir. Soit dit en passant, l'appel au syndicalisme fut très pressant et le président fit de l'abrogation de la loi Taft-Hartley la question sur laquelle il revint le plus durant sa campagne. Le 25 octobre à Chicago, il s'en prit « au Parti républicain et aux intérêts du big business qu'ils servent comme à "de puissantes forces réactionnaires qui silencieusement pervertissent nos institutions démocratiques". Une dictature antidémocratique, comme celles de l'Italie fasciste, de l'Allemagne nazie ou de la Tchécoslovaquie communiste, "pourrait arriver ici" si les républicains contrôlent le Congrès et la présidence et mettent en pratique leurs politiques pro-big business¹⁷⁵ ». Notons d'ailleurs que ce positionnement d'ensemble, s'il contribua à miner l'attrait de la candidature de Henry Wallace et de son Progressive Party, suscita aussi, à droite cette fois, la grogne de secteurs du parti habituellement très fidèles.

ii. LA FRONDE DE L'ORGANISATION DÉMOCRATE DU SUD

Dans les mois qui avaient précédé le congrès démocrate à l'investiture présidentielle, l'organisation du Mississippi avait ainsi « résolu que ses délégués [...] devaient quitter le congrès si la politique de Truman au sujet des droits civiques [c'est-à-dire la politique dont le président avait fait part au début de février] devenait partie prenante de sa plateforme électorale¹⁷⁶ ». En mai, une réunion de gouverneurs du Sud et de dirigeants démocrates régionaux convint de s'opposer à la nomination de Truman; s'il l'emportait, on s'entendit pour quitter alors le congrès et convoquer durant la semaine suivante à Birmingham, en Alabama, une assemblée de défense des States' Rights (c'est-à-dire des droits à l'autonomie des États au sein de la fédération, donc du droit à maintenir les pratiques ségrégationnistes du Sud envers les orientations de Washington) dont le but serait de conférer dans leurs États les nominations démocrates à la présidence et à la vice-présidence à des candidats opposés à l'orientation que Truman avait déjà proclamée. Quand le congrès démocrate adopta la position de promotion des droits civiques des Noirs, élaborée par le courant des ADA et des syndicalistes, une position « plus forte » encore que celle du président, le Sud se rebella sur-le-champ et plusieurs de ses délégués quittèrent en effet les lieux du congrès. L'assemblée de Birmingham réunit donc la semaine suivante les States' Rights Democrats, qui confièrent leur nomination au poste de président à J. Strom Thurmond, gouverneur de la Caroline du Sud, et pour la vice-présidence à Fielding Wright, gouverneur du Mississippi.

Finalement, plusieurs partisans des States' Rights reculèrent devant la perspective d'ébranler l'organisation démocrate de leurs États, dont le statut de parti quasi unique le situait au cœur de toutes les instances d'autorité publique. Thurmond et Wright ne purent être inscrits comme candidats officiels du Parti démocrate que dans quatre États du Sud profond : le Mississippi, l'Alabama, la Caroline du Sud et la Louisiane. Dans dix autres États, ils concoururent en tant que candidats d'un States' Rights Party¹⁷⁷. Ils remportèrent 39 grands électeurs, tous des quatre États où ils étaient inscrits comme candidats démocrates à l'exception d'un seul, qui vint du Tennessee. Le mouvement des States' Rights n'eut pas de suites formelles, et les organisations démocrates du Sud se maintinrent effectivement ou se reconstituèrent comme formations unifiées largement identifiées au racisme. Ajoutons, à l'instar de plusieurs auteurs, que ce racisme se conjugait très majoritairement à des orientations de conservatisme social et économique très prononcé : des orientations « antisyndicales », d'appui à la loi Taft-Hartley, d'opposition « à une hausse du salaire minimum et de toute nouvelle dépense d'assurance sociale du gouvernement fédéral », etc.¹⁷⁸

Dans le Sud, la fronde des organisations démocrates d'État ou de sections particulières de ces organisations envers la plateforme et la stratégie de la campagne du président Truman se révéla plus prononcée que ce que son équipe avait prévu ; mais les brèches furent bientôt suffisamment colmatées pour que l'élan et les succès qu'elles lui valurent ailleurs ne soient pas annulés par des pertes trop grandes dans le « Solid South ». Truman ne mit certainement pas au cœur de sa campagne la plateforme antidiscriminatoire adoptée par les démocrates ; dans les décrets présidentiels (*executive orders*) qu'il promulgua avant la tenue de l'élection, par exemple, « l'égalité de traitement pour toutes les personnes dans l'armée, sans égard à la race, la couleur, la religion ou l'origine nationale » qui était à « réaliser aussi rapidement que possible », ne faisait pas référence précisément à l'intégration raciale », ce qui put contribuer à ne pas envenimer davantage la situation... Mais il ne revint pas sur les engagements du parti et s'adressa directement aux Noirs en fin de course, notamment lors d'une assemblée à Harlem¹⁷⁹. Le président réussit à se présenter comme candidat progressiste et il se peut même que le départ des partisans States' Rights ait conforté cette aura. En tout état de cause, l'identité partisane de la campagne présidentielle démocrate se situa à la gauche de l'identité républicaine, malgré la puissance des orientations et la pratique traditionnelle des organisations du Sud.

Outre l'adoption d'une plateforme et d'une position populistes et pro-syndicales, la volonté de se rapprocher du mouvement ouvrier supposa aussi de lui faire une place, ou de sembler lui faire une place, dans la conduite de la campagne démocrate. Dès le départ, l'équipe de Truman était consciente de ce

que le « vote ouvrier » ne lui était pas acquis. Il fallait donc mettre à contribution les dirigeants des centrales. Il est remarquable que, lors des préparatifs de la campagne, dans les notes de service échangées privément, on afficha assez clairement, par ailleurs, une certaine suffisance à l'égard des chefs syndicaux. Par exemple, on mentionnait que William Green de l'AFL et Philip Murray du CIO « pourraient être amadoués [*placated*] si on leur donnait un poste de consultant sur le plan Marshall. Cela renforcerait l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes et hausserait leur importance » dans leurs syndicats. D'autres dirigeants pourraient être invités à donner leur avis au président sur des sujets « d'intérêt général » : on précisait que ce devait être des sujets d'ordre « général, afin qu'ils ne soient pas en mesure de cerner avec précision si leur avis a été suivi ou non par le président ». Enfin, il était nécessaire, écrivait-on, « qu'un membre de l'Administration serve comme agent de liaison auprès du syndicalisme durant la campagne [...] [afin que celui-ci] ne commette pas à nouveau les erreurs [...] du passé¹⁸⁰ ».

8. L'ACTION POLITIQUE ET LA PENSÉE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Pourtant, au fil des mois et, surtout, en prévision du congrès démocrate et durant la campagne présidentielle, il apparut évident que le comportement électoral des membres et l'apport organisationnel du syndicalisme devenaient une sérieuse préoccupation, incontournable, de l'équipe Truman. Car on pouvait craindre, de prime abord, que la candidature de Henry Wallace *brouille les cartes* de ce côté, cependant que la fronde du Sud obligea par la suite à s'assurer du ralliement le plus marqué possible des autres composantes de l'électorat démocrate. Pour le syndicalisme, il fallait éviter en 1948 que le parti de Taft-Hartley s'empare de la présidence, signal possible d'une nouvelle « attaque en règle contre le syndicalisme » ; à cet égard, « Henry Wallace représentait une véritable menace », car sa candidature risquait « de prendre suffisamment de votes libéraux pour donner » la présidence aux républicains. Selon l'historien du comité d'action politique du CIO, ce fut là l'inquiétude qui, à l'automne 1947, amena Philip Murray, le président de la centrale, à prendre parti « dans la controverse communiste » à l'intérieur de son organisation¹⁸¹ et à accepter de s'allier à l'ADA. Il voulait en effet mettre tout le poids de la centrale derrière une candidature présidentielle démocrate, donc éviter qu'une part de son organisation s'engage avec Wallace. Le CIO fut bientôt officiellement représenté au congrès national de l'ADA, et les deux organisations coopérèrent dans la préparation du congrès démocrate à l'investiture présidentielle¹⁸².

Il est vrai que le parti de Henry Wallace n'était pas un parti *ouvrier*, selon la définition qu'on a exposée déjà en s'appuyant sur des repères analytiques et par comparaison avec l'évolution politique des mouvements ouvriers ailleurs dans les pays industrialisés. Même dans le rejet de sa candidature à l'époque, cet aspect des réalités fut mis en avant par des syndicalistes depuis longtemps identifiés à la gauche militante et, précisément, partisans de la construction d'un parti du travail plutôt que du ralliement aux démocrates. Ainsi en est-il d'Emil Mazey, alors secrétaire-trésorier des United Automobile Workers, qui fit valoir dans la revue du syndicat : « Nous devons construire notre propre parti indépendant, composé de travailleurs et de petits fermiers, si nous voulons obtenir des résultats dans l'arène politique. Les travailleurs ne doivent pas se laisser berner par les divagations de Wallace sur son troisième parti. Son mouvement ne représente pas un véritable parti des travailleurs, mais, de fait, un troisième parti capitaliste¹⁸³ ». Par ailleurs, « un sondage mené en 1947 parmi les responsables du CIO [à divers échelons] montra que 23 % d'entre eux favorisaient [toujours] la création d'un "labor party" au cours des deux ou trois années suivantes¹⁸⁴ ». Mais, quoi que l'on pense de la nature sociopolitique du Progressive Party, l'effet réel de la candidature de Wallace, que garantissaient l'action énergique et le prosélytisme des communistes, risquait d'attirer, en dépit de confusions possibles, des volontés militantes... D'où les inquiétudes de Murray, puis la charge incessante qui sera menée dans le CIO contre tous les appuis au candidat du Progressive Party.

Le CIO, qui avait subi en 1947, lors d'élections *off year*¹⁸⁵, trois défaites politiques importantes dans des consultations que le candidat qu'il appuyait aurait dû gagner¹⁸⁶, décida en conséquence de s'engager activement et très tôt dans la campagne de 1948. Il participa à des primaires, au choix de délégués à des congrès démocrates d'État et créa avec l'AFL et des « dirigeants de syndicats indépendants le United Labor Political Committee qui fit perdre la nomination à un sénateur [démocrate] sortant au profit d'un [candidat] pro-syndical en Caroline du Nord », notamment ; son succès ne fut cependant pas le même partout... Surtout, le CIO-PAC chercha, avec d'autres, pendant des mois un candidat à la présidence au charisme plus prononcé que Truman ou plus libéral. À l'ouverture même des travaux du congrès national du Parti démocrate, le 12 juillet 1948, le CIO ne s'était toujours pas résolu à endosser la candidature de Truman. D'où l'accent prioritaire mis sur les questions de programme et le rôle « crucial » des délégués CIO dans l'adoption de la nouvelle position en faveur des droits civiques¹⁸⁷.

On se souviendra, par ailleurs, de la décision historique que prit le congrès de l'AFL en décembre 1947 de se doter d'un instrument d'action politique permanent. Cette décision, produit immédiat de l'adoption de la loi

Taft-Hartley, c'est-à-dire du besoin fortement ressenti d'être en mesure de mettre le holà à des initiatives législatives visant à diminuer la capacité d'agir du syndicalisme, tranchait évidemment avec toutes les traditions de la centrale. Elle signalait, de fait, un tournant. Tard dans les années 1930, l'AFL s'était retirée de tous les organismes d'action politique où elle se retrouvait à l'occasion avec le CIO, afin de grever la puissance de celui-ci et l'effervescence sociale qui avait accompagné l'expansion du syndicalisme industriel; à cette fin, elle appuya même des candidatures si conservatrices que certaines de ses sections locales « se rebellèrent et œuvrèrent temporairement [malgré tout] avec le CIO¹⁸⁸ ». En 1940 et 1944, si William Green et d'autres dirigeants s'étaient prononcés en faveur de Roosevelt, la centrale était demeurée officiellement neutre. Qui plus est, on se rappellera que son périodique, *The American Federationist*, avait même dénoncé en 1944 l'engagement politique du CIO et la mise sur pied de son Political Action Committee¹⁸⁹. La formation de la Labor's League for Political Education (LLPE) annonçait donc du neuf.

L'exécutif de la LLPE était composé du président William Green de la centrale, de George Meany, secrétaire-trésorier de l'AFL, de même que de Joseph D. Keenan, secrétaire de la fédération du travail de Chicago, qui devenait directeur de la nouvelle organisation. Meany en était la tête pensante; selon Art Preis, si Meany était résolument « conservateur » socialement et idéologiquement, il « représentait aussi ce secteur de la direction AFL plus agressif sur le plan politique et fortement démocrate », pro-New Deal et convaincu du bien-fondé de l'intervention du gouvernement fédéral dans l'économie. Pour lui, le syndicalisme devait viser à ce que « ses membres soient conscients politiquement : à ce qu'ils agissent dans leur propre intérêt, non pas dans l'espoir de diriger le pays, mais dans le but de [se] protéger¹⁹⁰ ». Le contenu et la forme concomitante de l'intervention en politique s'avéraient tout à fait compatibles à ceux du CIO, témoignaient bien d'une évolution vers des positions semblables aux siennes.

Cela dit, un tournant aussi prononcé ne pouvait se réaliser sans avoir raison de réticences inscrites dans la pensée, la pratique, l'histoire organisationnelle de l'AFL. C'est ainsi qu'en prévision des présidentielles de 1948 la LLPE dut laisser tomber sa proposition d'un appui formel de la centrale à Truman. De fait, à ce stade, la nouvelle organisation en était à fonctionner comme un « groupe de pression » interne à l'AFL, « four[nissant] aux dirigeants [favorables] à l'action politique un levier supplémentaire » pour convaincre leurs collègues de la nécessité de l'action politique et d'une action politique qui, de plus, soit éventuellement « menée en coopération avec le CIO et le Parti démocrate ». La coopération politique entre les deux centrales s'avérait d'ailleurs

harmonieuse et facile¹⁹¹. C'est plutôt au sein de l'AFL que l'homogénéité politique restait à compléter.

Les secteurs plus conservateurs de la centrale, souvent républicains, mais pas tous, étaient les plus liés à la philosophie du « volontarisme », en particulier les grands syndicats de métier dans le bâtiment. Ces gens, par exemple, n'appréciaient pas véritablement les politiques sociales du New Deal, qu'on voyait comme une concurrence aux gains et à la sécurité que les vieux syndicats avaient acquis pour leurs membres, donc comme autant de politiques risquant d'affaiblir la loyauté des syndiqués envers leurs organisations. De plus, on considérait que le New Deal et les démocrates avaient favorisé systématiquement le syndicalisme industriel au détriment du syndicalisme de métier et, en conséquence, on ne se sentait pas d'affinités particulières avec eux. Voilà pourquoi la LLPE ne put obtenir de la centrale un appui officiel à Truman en 1948. On laissa de fait la décision aux syndicats membres d'appuyer ou non un candidat à la présidence et, le cas échéant, de choisir la manière de leur intervention¹⁹². La LLPE concentra alors ses efforts dans « des courses – clés au Sénat¹⁹³ ».

Officiellement, les deux centrales maintenaient une position « non partisane » entre les républicains et les démocrates. Chacune se présenta au congrès des deux partis pour faire valoir ses points de vue et ses revendications. Les priorités de l'AFL et du CIO, globalement, étaient fort semblables. « Leur demande la plus importante [avait trait à] l'abrogation de la loi Taft-Hartley. On réclamait aussi une hausse du salaire minimum, des améliorations aux politiques de couverture sociale [et d'abord un système public d'assurance maladie], une loi de l'équité [raciale] dans l'emploi », notamment¹⁹⁴. Les démocrates parurent les plus réceptifs, bien que les républicains ne s'engagèrent pas dans une campagne anti-*labor*. Il est révélateur, à cet égard, qu'une part non négligeable de l'appareil partisan républicain soutint l'investiture de Dewey, considéré comme « libéral modéré », contre celle de Robert Taft parce qu'on craignait, précisément, que celui-ci rebute les électeurs syndiqués¹⁹⁵. ... Quoi qu'il en soit, les démocrates se présentaient comme le parti du New Deal, et la nature des conflits de politique intérieure entre le président et le Congrès aux majorités républicaines depuis 1946 achevait de convaincre le syndicalisme – majoritairement – de se ranger du côté de Truman.

L'expérience de l'action politique et, plus précisément, de l'intervention dans les campagnes électorales était plus prononcée au CIO qu'à l'AFL, encore que le Political Action Committee de la centrale n'eut été formé qu'en 1943. Mais, depuis 1936, le CIO était convaincu du besoin d'agir comme institution en politique et, s'il y avait des différends à l'occasion quant au type

d'engagement à pratiquer (pro-démocrates, parti du travail, parti de nature « progressive »), l'option républicaine ou quelque option à la droite des démocrates n'était pas considérée comme recevable... En prévision de son intervention de 1948, le PAC demanda à une maison de sondage d'étudier l'état de l'opinion populaire et ouvrière.

Trois principaux éléments, très intéressants, se détachèrent de ses constats, remis en mars : d'abord, le rapport faisait remarquer qu'aucun des candidats envisagés « ne soulevait » l'enthousiasme que suscitait autrefois Roosevelt. De sorte que la campagne allait devoir être conduite en fonction de la plateforme « plutôt que des personnalités » ; ensuite, comme une participation électorale importante donne un vote globalement « progressiste », il faut non seulement se préoccuper d'amener à voter le plus grand nombre de syndiqués masculins du CIO, mais également les femmes ouvrières, syndiquées ou membres de familles au sein desquelles on trouve un syndiqué. Il était en effet démontré, disait-on, que le taux de participation des femmes ouvrières n'équivalait qu'à 50 % de celui des électeurs ouvriers, alors que les femmes mieux nanties « votaient presque autant que leurs partenaires » ; enfin, le rapport cherchait à établir les lieux précis où « le PAC devrait concentrer ses efforts » : « il y avait 22 États [...] à forte concentration de membres du CIO et où l'on retrouvait des districts électoraux » gagnés « par moins de 5 % du vote » à la dernière consultation : voilà les régions que l'action du PAC et de la centrale devait privilégier¹⁹⁶. À cet égard, le comité d'action politique se donna bientôt pour objectif de mettre sur pied « une chaîne nationale d'organisations de quartier et de sections électorales », en visant expressément à recruter des militantes femmes, qui pourraient notamment intervenir dans les quartiers¹⁹⁷...

Le CIO voulait donc que son action politique franchisse un nouveau seuil en 1948 : accentuer son effort de constitution d'un « vote syndical » en tenant compte de la nécessité que s'y adjoigne l'électorat ouvrier féminin (ce ne fut vraiment qu'un début) et entreprendre de se doter d'une organisation électorale de base autonome. Cela dit, l'opposition radicale des états-majors non communistes du CIO à la candidature de Wallace allait rapidement conférer à l'engagement politique de 1948 l'une de ses significations principales. Dès le mois de janvier 1948, l'exécutif du CIO se prononça à 11 pour et 33 contre la candidature de Wallace, définie comme une initiative « politiquement mal avisée » ; à la même réunion, et selon un même alignement des votes – 33 appuient le plan Marshall contre 11 qui le rejettent –, l'exécutif se déclara « en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre du plan Marshall ». Les onze votes perdants dans les deux cas étaient ceux de délégués en provenance des onze syndicats à direction (plus ou moins complètement) communiste¹⁹⁸. On a rappelé ci-dessus les tenants de la campagne de Wallace, le lien entre sa

candidature et la discussion sur le plan Marshall, de même que les questionnements (voire l'intérêt) que cette candidature pouvait susciter au sein des courants syndicaux militants. Ce rejet tranché de la candidature de Henry Wallace se transmuta sur-le-champ en une volonté d'imposer à toutes les instances de la centrale de se conformer politiquement à l'orientation et à la stratégie définie par la direction majoritaire.

Les soubresauts furent alors nombreux, les déchirements parfois profonds : scissions et existence pendant un court moment de deux organisations se définissant comme CIO-PAC en Californie, concurrence entre deux conseils du travail du CIO à Los Angeles et deux dans la région de Newark au New Jersey, puissante désunion au sein de l'American Labor Party de New York, dont l'effet sera de faire disparaître l'organisation en tant que telle, etc. Car, si des membres du Parti communiste et des alliés contrôlaient onze syndicats de la centrale, beaucoup étaient aussi actifs et avaient des postes de leader à d'autres instances de la centrale. L'exigence de conformité politique était en conséquence on ne peut plus claire. John Brophy, le directeur national des conseils du travail locaux et régionaux de la centrale, fit ainsi circuler une directive le 8 mars 1948 qui stipulait que tous les conseils doivent « exprimer leur opposition à quelque idée de troisième parti en 1948 et leur appui explicite au plan Marshall [...]. Rejeter, ajourner la prise en compte ou ignorer les messages et les positions des dirigeants du CIO, du PAC ou de l'exécutif du CIO sur ces [deux] questions, ou adopter des positions de compromis ou des résolutions contradictoires, cela va être considéré comme un rejet [pur et simple] des messages et des déclarations [de la centrale] et entrer en conflit avec l'orientation du CIO ». On ne pouvait être plus explicite¹⁹⁹.

Le 21 août 1948, l'exécutif du CIO appuya officiellement la candidature de Harry Truman à la présidence par un vote de 35 à 12, en dépit du mécontentement que le président suscitait dans les rangs syndicaux depuis 1945 et de ce que Wallace ait été un des favoris de la centrale lors du congrès démocrate précédent. Le CIO voulait, d'un côté, éviter ainsi une victoire républicaine ; mais la majorité de sa direction s'opposait aussi à la candidature de Wallace parce que celle-ci se trouvait à mettre directement en cause deux des axes fondamentaux, cruciaux, sur lesquels se réalisait l'inscription du syndicalisme, maintenant de masse, dans les rapports sociopolitiques et socioéconomiques dominants de sa société : le « consensus national » en politique étrangère, l'action politique par l'entremise du Parti démocrate.

La « chasse aux sorcières » maccarthyste n'est pas ouverte en cette année d'élections présidentielles, mais depuis l'énoncé de la « doctrine Truman » au mois de mars 1947, postulant l'engagement actif des États-Unis, militaire,

politique et économique, contre « l'expansion du communisme », les pressions au ralliement de tous les secteurs de la société américaine se font sans cesse plus insistantes. Par décret présidentiel, le 24 du même mois, Truman instaure un mécanisme de supervision de la « loyauté » de millions d'employés fédéraux. Cette mesure fut bientôt suivie par l'exigence de la signature « d'affidavits anti-communistes » adressée au mouvement syndical avec la loi Taft-Hartley. Dans ce cadre, l'Administration Truman s'attend des dirigeants syndicaux qu'ils collaborent à ses efforts dans le champ particulier du syndicalisme mondial, comme on l'a vu, afin d'y affaiblir l'influence de l'URSS et de miner la position de divers partis communistes nationaux dans le mouvement ouvrier de leur pays, notamment par des scissions dans les centrales syndicales où ils contrôlent les majorités (en France et en Italie, notamment). Et tout de suite, on l'a mentionné aussi, des dirigeants de l'AFL et du CIO furent associés au plan Marshall. Que les visées propres du gouvernement américain aient non seulement été au centre de toutes ces initiatives, mais que les directions syndicales majoritaires s'y soient bien ralliées est démontré par la « menace » de James B. Carey, vice-président du CIO, à la population d'Italie à l'occasion des élections d'avril 1948 dans ce pays : si on « ne votait pas contre le *ticket* communiste-socialiste », il ne fallait pas s'attendre, expliquait-il, à recevoir sa part de l'aide à la reconstruction économique de l'Europe²⁰⁰... Carey participait alors à l'élaboration du plan Marshall au nom du CIO.

Notons que, durant les débats au sein de la centrale sur la candidature de Wallace et le plan Marshall, divers syndicats se permirent un maraudage²⁰¹ contre des sections de syndicats dirigées par des communistes, alors même que ces dernières étaient toujours affiliées au CIO. Et comme les syndicats dont les dirigeants refusaient de signer les « affidavits » exigés par la loi Taft-Hartley ne pouvaient se prévaloir des services et des règles du NLRB, ils n'apparaissaient plus comme choix possible lorsque leurs concurrentes réussissaient à forcer une élection nouvelle d'accréditation²⁰². La lutte fratricide s'annonçait virulente. Selon le plus récent historien du CIO, ce conflit fut largement le produit, en dernière analyse, de ce que les deux fractions agissaient dans un contexte « de crise mondiale en développement rapide », chacune « otage » de forces qui la dépassaient, d'un côté « le mouvement communiste international et [, de l'autre], l'orientation des cercles dirigeants de l'Administration Truman en politique étrangère²⁰³ ». Cette appréciation n'est sûrement pas fautive, mais elle paraît incomplète, ou insuffisante, selon nous.

i. AFL ET CIO

Depuis 1936, on le sait, puis en 1943 et lors des présidentielles de 1944, le CIO s'est dissocié de l'option d'un nouveau parti. Les traditions de l'AFL la tiennent, depuis les années 1920 et sauf quelques rares exceptions, à l'écart de ce type d'orientation. L'effervescence sociale des années 1930 a été finalement *contenue* politiquement, elle n'a pas connu de débouché indépendant dans l'arène politique. S'il est vrai qu'en 1948 la base organisationnelle dorénavant massive du syndicalisme permettrait d'envisager le passage à cette option, ce serait un passage d'un type différent pourtant ; l'organisation économique (le syndicat) aurait dorénavant la préséance sur l'organisation politique (qu'elle contribuerait directement à former), alors qu'au milieu de la décennie 1930-1940 ce développement aurait pu survenir en conjonction avec le déferlement et la création même du syndicalisme industriel, ce qui suppose évidemment un autre type de rapports entre l'action syndicale et l'action politique. Malgré tout, la formation à la fin des années 1940 d'un parti du travail aurait signifié une rupture fondamentale avec les pratiques (déjà) établies du CIO. C'était par le Parti démocrate qu'on réussissait à se constituer en acteur important dans le jeu politique et à s'assurer que les besoins sociaux et les aspirations populaires y soient pris en compte, et c'est par le Parti démocrate que le bipartisme avait, pour une part, répondu à la transformation de ce que nous avons appelé la topographie des rapports sociaux.

Même si des leaders syndicaux, quelques-uns toujours liés aux vieilles traditions socialistes ou dirigeants de nouveaux syndicats industriels, maintenaient à l'occasion la référence à la possibilité de créer du neuf, c'est par et avec le Parti démocrate que se réalisait l'intervention politique et électorale. Tout n'était pas parfait, mais voilà, considérait-on, qui était déjà beaucoup : le mouvement ouvrier se construisait un cadre d'action politique suivie, *réaliste* et efficace. En ce sens, la candidature de Henry Wallace et le surgissement de son Progressive Party se trouvaient à mettre en cause cette stratégie en s'en prenant directement aux démocrates. Les dirigeants majoritaires n'étaient pas prêts à s'engager dans cette voie et ils ne croyaient pas possible, même si certains avaient déjà cru en cette possibilité, d'avoir raison du bipartisme établi. Le syndicalisme affirmait ainsi, et confirmait, que son programme d'action et son orientation de base rejetaient l'option d'un nouveau parti, fût-il « progressiste » plutôt qu'« ouvrier » ; de fait, il confirmait qu'il ne chercherait pas, de quelque manière, la déstabilisation du bipartisme constitué, qui se confondait avec le système de gouvernement. Il se taillait un mode d'inscription dans ce système, comme force de pression, mais aussi comme associé, subalterne pourtant, ainsi que le montrait sa participation à la politique étrangère de Truman.

De sorte que l'appréciation que l'on a rapportée sur l'origine des positions divergentes en politique internationale de la majorité et de la minorité à l'exécutif du CIO doit être complétée de l'explication suivante. Le ralliement au consensus anticommuniste démocrate-républicain et le rôle qu'on accepte très vite d'y tenir ne représentent qu'une dimension, aussi révélatrice sera-t-elle, de son inscription dans les rapports de pouvoir aux États-Unis tels qu'ils balisent le système de gouvernement. On a réussi à y mériter un espace socioéconomique de masse, qui permet la négociation (syndicale) de conditions de vie et de travail, et on s'y construit un cadre d'action politique qui confère une influence réelle, probablement la plus grande, jugent alors les directions syndicales majoritaires, que le système de gouvernement dominant sera prêt à accepter. Ils ne croyaient de toute façon pas le mouvement ouvrier américain suffisamment puissant pour remodeler davantage les rapports de pouvoir²⁰⁴. Ces dimensions sont liées; elles balisent à la fois l'état d'esprit, les programmes et les pratiques majoritaires des dirigeants syndicaux. Cette situation ne procède pas prioritairement du positionnement en politique internationale, mais de la relation qu'on entretient et qu'on est prêt à entretenir avec les modes dominants de la gouverne des États-Unis. Le refus de s'associer à la campagne de Wallace procède donc des caractéristiques lourdes du *modus vivendi* s'instaurant entre le syndicalisme, l'État et le patronat.

Cette évolution était d'ailleurs favorisée par ce que d'aucuns ont défini comme un «renouveau de la foi dans le capitalisme». Car, s'il était courant durant les années 1930 – jusqu'aux plus hauts niveaux de la société – de considérer que l'économie capitaliste traditionnelle avait alors atteint sa limite, l'effort gigantesque de production du temps de guerre, effort couronné de succès, avait relancé la confiance dans les capacités de l'entreprise privée, tout comme l'absence de récession à la fin des hostilités²⁰⁵. La possibilité d'une croissance économique soutenue promettait, idéologiquement cette fois, une amélioration significative de son sort dans le cadre des rapports économiques existants. Bien sûr, cette confiance contribuait à étayer les positions politiques majoritaires dans le CIO. Notons de plus, avec Nelson Lichtenstein, que si, de prime abord, les «libéraux» non communistes (chefs syndicaux, socialistes, etc.) virent avec «suspicion» les objectifs du plan Marshall, ils s'y rallièrent finalement parce qu'ils ne croyaient plus en la possibilité de construire «un État de bien-être et de plein emploi sur des bases purement nationales²⁰⁶». Le plan Marshall procédait probablement de l'objectif d'instaurer l'hégémonie économique des États-Unis, mais il leur apparut aussi comme le seul programme alors concret d'intégration économique. La résistance à l'appel du Progressive Party en fut d'autant fortifiée.

Toutes ces choses confortent donc l'association du syndicalisme au « consensus national » en politique étrangère, comme dimension de son conformisme politique. L'AFL, on l'a dit, comptait peu de communistes, à l'exception des « Hollywood Unions », bientôt au centre des inquisitions antisubversives et anticomunistes des chambres du Congrès fédéral, et ses hautes directions professaient un rejet absolu de quelque mesure de compromis avec l'URSS. George Meany dénonçait, par exemple, « la mollesse de trop nombreux Européens "face au communisme" » ; la « question principale du congrès [de la centrale] en 1946 [...] fut l'infiltration de subversifs au Département d'État », selon les termes utilisés et plusieurs années avant que le sénateur McCarthy engage sa campagne²⁰⁷ ; et l'on sait que la centrale refusa de participer au lendemain de la guerre à la mise sur pied de la Fédération syndicale mondiale, parce qu'on y côtoyait les syndicats de l'URSS. Le passé de la centrale était en lui-même garant de son conformisme politique. Il en allait autrement du CIO, et c'est pourquoi dans ses rangs la résistance à la candidature de Wallace dut être si fermement poursuivie. Et elle prit rapidement une tangente scissionniste très prononcée, qui allait conduire durant les deux années suivantes à l'expulsion de onze syndicats considérés comme « communistes » et à la tentative de les faire disparaître. Le durcissement interne allait donc s'accroître continuellement et, concurremment, se mener toujours plus en lien avec l'appareil d'État.

Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur la signification historique de ce rapprochement. Rappelons néanmoins à ce stade que le CIO, qui participait de son côté aux efforts de construction de la Fédération syndicale mondiale, s'y fit pour une part l'instrument d'une rupture de « guerre froide » et de mise sur pied de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui prendra alors le parti de l'Ouest dans son face-à-face avec l'Est... Ainsi, durant la période des exclusions au CIO, plusieurs leaders « collaborèrent de près avec le FBI » et divers élus fort réactionnaires, cependant que d'autres membres des cercles dirigeants de la centrale tinrent « le contre-espionnage de l'armée » au fait des mesures d'exclusion des communistes et qu'Arthur Goldberg, avocat général du CIO et futur juge à la Cour suprême, « s'entretenait régulièrement avec le FBI des affaires » de la centrale²⁰⁸. Ajoutons que, lors du congrès du CIO en 1949, le président Philip Murray invita le « président du comité paritaire des Forces armées, le général Omar Bradley », à s'adresser aux délégués, de même que le secrétaire d'État, Dean Acheson, et l'envoyé spécial de la Maison-Blanche « chargé de la supervision du plan Marshall en Europe », l'ambassadeur Averell Harriman²⁰⁹.

Ces faits et gestes font évidemment partie de la politique du syndicalisme, et attestent de son orientation et de son positionnement idéologique tels qu'ils se développent et se précisent en 1947 et 1948. Sur ces terrains, les péripéties

de l'année électorale, les reclassements et les alignements qui s'y définissent servent à établir les balises de l'intervention en politique. La nature de celle-ci va supposer que le mouvement ouvrier a réussi à se tailler une place, comme acteur de premier plan, dans le système sociopolitique aux États-Unis; mais ses balises en grèvent aussi la portée et l'efficacité. Plusieurs auteurs font ainsi remarquer que les résolutions et le lobbying en défense des droits individuels et de la liberté d'opinion, que feront valoir au cours des années subséquentes les syndicats américains contre les menées de « chasse aux sorcières », perdront aussi bien de leur fermeté que de leur crédibilité du fait de ces comportements, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Et point n'est besoin d'ajouter que « l'acquisition de [l'arme] atomique en 1949 » par l'URSS, la prise du pouvoir par les communistes en Chine « la même année », « la démagogie stridente » du maccarthysme, dont les campagnes s'ouvrent en février 1950, puis le début « de la guerre de Corée au mois de juin » suivant « excitèrent le sentiment de crise et la tension » ambiante²¹⁰. Dans cette atmosphère, la pression à la loyauté politique était toujours plus marquée.

William Green et Philip Murray appuieront sur-le-champ l'intervention militaire en Corée, et les deux centrales participeront à l'organisme spécial chargé alors de l'adaptation et de la stabilisation des revenus²¹¹. Et lorsque, à la fin de 1950, l'exclusion des syndicats à direction (majoritairement) communiste sera terminée, le *CIO News* pourra se féliciter qu'« en un an nous avons réussi à briser le dos du Parti communiste aux États-Unis²¹² ». La « purge [contre les communistes] signala le début d'une ère de conformité sans précédent dans les syndicats américains » au système de gouvernement établi, a déjà écrit Stanley Aronowitz²¹³, d'où la notion de conformisme politique que nous avons utilisée – dont d'adhésion à l'anticommunisme devenait une dimension active. Pour le CIO, l'appui à Truman (plutôt qu'à Wallace) et le soutien au plan Marshall permettront de départager les syndicats à direction communiste des syndicats *fidèles* aux positions de la centrale.

En tout état de cause, dans ce cadre politique en voie de cristallisation, les efforts du syndicalisme en faveur de Truman et pour les élections à la Chambre et au Sénat furent gigantesques, et largement couronnés de succès. Le PAC du CIO et la LLPE de l'AFL, ensemble, réussirent à faire s'exprimer le vote de classe unifié probablement le plus massif en faveur de leur candidat présidentiel de l'histoire américaine²¹⁴. La LLPE n'avait pu faire voter par l'AFL un appui explicite à Truman, mais elle contribua tout de même, parfois publiquement, à sa campagne. On a pu établir qu'environ 70 % des syndiqués « votèrent démocrate en 1948 et que 27 % des voix démocrates provinrent de syndiqués », ce qui, dans l'un et l'autre cas, parut énorme. Par exemple, les électeurs syndiqués garantirent à Truman « la faible marge de ses victoires en Illinois et en

Ohio», États dont le nombre additionné de sièges au Collège électoral représenta « près de la moitié de sa majorité contre Dewey ». Il s'agit d'un résultat correspondant au discours du « conflit de classe économique » qu'adopta la campagne de Truman. Celui-ci obtint 49,5 % du vote, Dewey 45,1 %²¹⁵. Henry Wallace remporta environ 2,5 % et Strom Thurmond à peine plus ; les démocrates reprirent très largement le contrôle des deux chambres du Congrès fédéral et firent très bonne figure pour les postes de gouverneur d'État alors à pourvoir²¹⁶. En 1948, trois cols bleus sur quatre votèrent en faveur de Truman, cependant que le pourcentage de l'électorat ouvrier qui appuya les démocrates équivalut à celui qu'obtenait alors en Grande-Bretagne le Labour Party²¹⁷.

Les marges de la victoire de Truman, l'effort consenti par le syndicalisme et le poids des syndiqués dans l'électorat démocrate témoignaient de réalités qui, sans être fixes, semblaient dorénavant caractériser la vie politique remodelée avec le New Deal. Elles justifiaient l'explication de Truman sur sa victoire surprenante, « Labor did it! », et dans les rapports républicains-démocrates à l'échelle nationale ces derniers portaient bien le courant « libéral ». Durant la campagne, le syndicalisme expérimenta aussi des types différents, parfois nouveaux, de rapports au Parti démocrate, dont certains allaient connaître des ramifications et des développements significatifs.

Trois indications à cet égard : d'abord, la décision du comité d'action politique du CIO et, plus précisément, du syndicat de l'automobile de Walter Reuther, les United Automobile Workers, de *s'emparer* du Parti démocrate du Michigan, c'est-à-dire de conquérir la majorité dans ses instances, donc de le diriger ; cet objectif sera rapidement atteint et présenté d'une certaine manière comme une solution de remplacement à l'option d'un nouveau parti. Puis, le type d'intervention qu'engagea le PAC en Indiana et en Virginie-Occidentale : on concentra essentiellement ses efforts dans les districts électoraux où vivaient des proportions notables d'électrices et d'électeurs syndiqués au CIO, laissant les autres régions aux mains de la structure démocrate traditionnelle sur le plan local et, pour ce qui était de la Virginie-Occidentale, à l'action du syndicat des mines de Lewis. Enfin, l'élection à la mairie de Philadelphie laissa poindre un autre modèle en développement des rapports entre le syndicalisme et le parti. Sur place, l'appareil démocrate était en mesure de mener une campagne effective, mais devait combler certains manques criants, par exemple de partisans actifs dans tel ou tel quartier, auprès de la population noire ou de centaines de scrutateurs dans les bureaux de vote. Le PAC fut en mesure de suppléer à ces manques, de renforcer la campagne démocrate à la mairie (et d'aider massivement au succès de la venue de Truman en octobre, garantissant la participation de 10 000 syndiqués à son assemblée électorale). À Philadelphie, l'action du

PAC s’intégra en quelque sorte à la campagne démocrate, qu’elle renforça pourtant de façon marquante²¹⁸.

9. LA SECONDE PRÉSIDENTE DE HARRY TRUMAN

Les victoires « libérales » de 1948 ne donnèrent pas les résultats escomptés. La « coalition conservatrice » entre le Sud démocrate et la majorité des élus républicains eut raison, au mois de mai 1949, du projet d’abrogation de la loi Taft-Hartley, malgré la position dominante des démocrates au Congrès. « Bien que la plupart des sénateurs et des représentants des districts électoraux du Nord, de l’Est et à forte composition col bleu appuyèrent [le projet], le nombre de leurs voix ne pouvait l’emporter » sur la force combinée de ladite coalition conservatrice. Surtout, comme le fait aussi remarquer Taylor E. Dark, que les syndiqués « étaient concentrés à plus des deux tiers dans dix États²¹⁹ ». Point n’est besoin d’insister à nouveau sur les conséquences d’envergure nationale de la régionalisation de l’implantation syndicale, que la loi Taft-Hartley contribua expressément à perpétuer. Il en fut de même des autres initiatives progressistes qu’avait annoncées Truman : les chambres rejetèrent au printemps sa « proposition d’un système national d’assurance maladie », sous l’influence notamment d’une campagne massive et de tous les instants de l’American Medical Association (AMA, association médicale américaine) ; auparavant, les mesures de défense et de promotion des droits civiques soumises par la présidence n’avaient même pas franchi le seuil de la discussion en comité à la Chambre des représentants. De fait, toutes les politiques qui composaient ce que Truman avait appelé son Fair Deal (c’est-à-dire une « entente équitable ») dans le message qu’il livra au Congrès le 5 janvier 1949 furent repoussées, à l’exception de fonds prévus pour la construction de logements puis, en 1950, d’un élargissement des politiques *new deal* d’aide au troisième âge²²⁰.

L’année 1949 donna lieu, à nouveau, à un nombre impressionnant d’arrêts de travail et de jours de grève : par exemple, cessation du travail de 500 000 membres du syndicat de l’acier, qui dura entre 32 et 42 jours selon les compagnies ; quatre arrêts de travail des 400 000 mineurs de charbon bitumineux ; des mouvements à nouveau dans l’automobile, puis dans l’industrie du caoutchouc, etc. Bien qu’il avait alors fait connaître son projet d’abrogation de la loi Taft-Hartley au Congrès, le président Truman en utilisa les dispositions pour faire face à l’action syndicale, ce qui souleva évidemment du mécontentement dans les rangs et au sommet des centrales, singulièrement du CIO²²¹. Mais la peur réelle survint à l’occasion de l’engagement militaire en Corée, suivant l’invasion de la Corée du Sud par les troupes du Nord en juin 1950.

Notons en un premier temps, avec Art Preis, que les caractéristiques courantes de l'activité de grève étaient dorénavant modifiées: les arrêts de travail consistaient souvent en de grands mouvements nationaux et structurés, engagés «sur des objectifs concrets de hausse des salaires, de diminution du temps de travail [...], d'amélioration de la couverture des soins de santé [...], d'élargissement du nombre de jours de vacances payés, de rentes de retraite», etc. Les grèves «étaient rarement brisées par la violence [patronale ou publique]», plutôt enserrées dans diverses «procédures» et réglementations visant à les éviter ou à contenir leurs répercussions. Mais, ainsi que le montraient leur fréquence et leur envergure durant l'année 1949, traits significatifs qui allaient *tout autant* caractériser la vie sociale des années que dura la guerre de Corée (1950-1953), la puissance du mouvement de classe ouvrier s'avérait dorénavant un phénomène acquis, qui devait pourtant toujours se faire valoir, une quasi-contradiction dans les termes. Voilà pourtant ce qui peut expliquer la «peur» qui s'empara soudainement du syndicalisme quand, le 15 décembre 1950, le président Truman proclama «l'état d'urgence nationale», par lequel il entendait assurer «l'entière mobilisation» des ressources nécessaires à l'engagement en Corée. Le président confia alors la direction de l'Office of Defense Mobilization (ODM, «bureau de la mobilisation pour la défense») à Charles E. Wilson, de la General Electric, considéré par le syndicalisme comme pourfendeur de ses droits.

Cet ODM recevait le pouvoir de supervision sur «l'économie de guerre», dans chacun de ses aspects, et notamment celui dit de «la stabilisation économique, qui incluait les contrôles de prix et de salaires»; il était composé de diverses personnalités, à l'exception de représentants syndicaux. Qu'allait donc décider cet ODM quant aux négociations collectives et au contenu des contrats de travail? Remettrait-il en cause la substance même, et le mode principal, de la présence du mouvement ouvrier dans la société? Presque sur-le-champ, après l'annonce de l'état d'urgence nationale par Truman, l'ensemble du syndicalisme américain, AFL, CIO et syndicats indépendants, à l'exception des United Mine Workers de John L. Lewis qui se débrouillaient fort bien seuls, forma le United Labor Policy Committee (ULPC, «comité syndical uni d'orientation»), dont une déclaration publique, émise le 20 décembre 1950, dénonça globalement et dans le détail le plan «de stabilisation économique» de la présidence – en exigeant précisément que les gains déjà obtenus dans les conventions collectives ne puissent être annulés «par un décret» qui viserait à assurer la stabilité de l'économie aux dépens, par exemple, des gains récents d'indexation de salaires au coût de la vie. Tenu à l'écart de la conduite des affaires de l'ODM, le syndicalisme américain vint près de rompre avec Truman quand, en janvier et en février 1951, fut annoncé un programme de gel des

salaires, mais d'un contrôle volontaire des prix... Des courants militants de base remirent en avant le projet de créer un *labor party*, cependant que l'ULPC annonça à la fin de février que le syndicalisme retirait tous ses représentants de toutes les agences gouvernementales spéciales du temps de guerre auxquelles sa participation avait été convenue.

Au début d'avril suivant, le président Truman en appela particulièrement à la participation des dirigeants syndicaux à un comité national de consultation sur la conduite des activités de mobilisation économique. Les syndicats obtinrent également une représentation élargie à un bureau «reconstitué» de stabilisation des salaires. Le 30 avril, les représentants ouvriers réintégrèrent «les postes qu'ils avaient abandonnés au mois de février précédent», et le United Labor Policy Committee fut formellement dissous à la fin de l'été 1951. Les mesures de gel des salaires et de contrôle des contrats de travail ne disparurent pas, mais leur application fut en quelque sorte modulée, les travailleurs de l'automobile pouvant notamment conserver la clause de l'indexation négociée avec la General Motors. Mais d'autres syndicats allaient devoir faire directement face aux pouvoirs publics et à leurs employeurs, comme les United Steel Workers en 1952²²².

Cette *crise* des rapports entre le syndicalisme et les démocrates à la Maison-Blanche s'avère évidemment symptomatique de la tension toujours active dans les rapports sociaux et politiques qu'instillait l'existence constituée du syndicalisme. Mais elle témoigne tout aussi sûrement du mode d'insertion politique auquel se rattachait indubitablement le mouvement ouvrier. Même ses menaces de rupture avec l'Administration et, éventuellement, les démocrates étaient maintenant conçues sous l'angle d'une pression sur eux, dans un cadre de rapports sociopolitiques dépendant du bipartisme établi. L'épisode de l'ULPC en fut une confirmation.

Par ailleurs, les résultats des élections de mi-mandat en 1950 furent décevants pour les courants dits libéraux et le syndicalisme. Bien que les démocrates conservèrent de courtes majorités dans les deux chambres du Congrès, les républicains obtinrent des scores en nette progression; tout aussi important, le poids du Sud démocrate fut accru d'autant au sein de la députation du parti à Washington. Habituellement, dit-on, les consultations de mi-mandat représentent aux États-Unis une occasion d'exprimer son mécontentement envers l'Administration présidentielle, bien que ce ne soit évidemment pas leur seule signification. Le président Truman intervint peu dans la campagne, mais à nouveau pour dépeindre les républicains comme le parti des privilégiés. L'enthousiasme ne fut cependant pas au rendez-vous, alors que la campagne républicaine fut beaucoup plus dure qu'en 1948; les républicains, Robert Taft

notamment, s'en prirent à ce qu'ils présentaient comme les reculs et les défaites de Truman face au communisme, lui reprochant en particulier la victoire des troupes communistes en Chine²²³.

À ce moment, le PAC du CIO et la LLPE de l'AFL avaient trouvé la voie d'un travail en commun dans plusieurs États. Pour les élections de 1950, le PAC avait entrepris de se doter des moyens de connaître plus précisément la situation, les habitudes, les tendances du vote et les caractéristiques de la vie politico-électorale dans diverses régions du pays. En un pays aussi diversifié que les États-Unis, on avait toujours tenu compte des particularités locales et régionales de la vie politique (l'American Labor Party ne s'était déployé que dans l'État de New York, le Minnesota Farmer Labor Party s'était cantonné au Minnesota, les régions minières étaient confiées à l'action politique des United Mine Workers, etc.), mais, dorénavant, le PAC national entendait clairement lancer et coordonner l'action, qui serait relayée et dont le déploiement serait cependant élaboré au niveau des localités et des régions. Ce travail fut entrepris par une recherche approfondie sur quelques États de l'Ouest... On s'aperçut alors rapidement que la centrale devait trouver le moyen d'accorder encore plus de ressources à l'intervention électorale, en accroissant notamment le nombre des membres de son personnel spécialisé à temps plein, à ce moment limité à quatorze employés²²⁴.

Cela dit, la grande bataille électorale déclenchée par le CIO en 1949, qui donna lieu à la formation de la United Labor League réunissant les deux grandes centrales, le syndicat des mineurs et les syndicats indépendants des chemins de fer, fut engagée contre la réélection du sénateur Robert Taft en Ohio. Malheureusement, la campagne de son concurrent démocrate fut inapte et désastreuse, alors que le gouverneur démocrate de l'État, Frank Lausche, sembla s'être entendu de son côté avec Taft sur une orientation de non-agression (les deux furent réélus). L'effort syndical se solda par un cuisant échec. Taft accrut en effet la taille de son électorat, y compris dans le comté le plus industriel et syndiqué de l'État, le comté de Cuyahoga²²⁵. Cela dit, le syndicalisme ne connut malgré tout pas que des défaites en 1950; le CIO-PAC, notamment, obtint quelques belles réussites. Ainsi en fut-il au Michigan, selon son historien, où le rôle nouveau du CIO dans l'appareil démocrate put se maintenir contre une tentative de retour au pouvoir de la vieille garde du parti, où l'on réussit dès septembre 1949 à structurer très fortement l'organisation politique par comté dans (presque) tout l'État et où les succès électoraux concomitants en 1950 furent éclatants. Le succès fut également remarquable au New Jersey. À noter que, pour la première fois, on utilisa la correspondance par la poste pour rejoindre ses membres, les intéresser et, premièrement, les inviter à s'inscrire sur les listes électorales²²⁶.

En 1951, dans un premier véritable bilan de ses activités depuis 1943, le Political Action Committee du CIO fit valoir qu’il avait réussi à assurer sa présence politique dans « la plupart des circonscriptions électorales » des milieux industriels ; l’objectif qu’on se fixait était de quatre intervenants CIO pour chaque circonscription de ce type, et il était déjà atteint, par exemple, dans la région de Detroit. On avait professionnalisé aussi et centralisé l’administration financière des campagnes politiques, notamment en ce qui avait trait aux revenus et aux dépenses des centaines de courses locales auxquelles participait le CIO-PAC. On s’était doté d’un service de la recherche permanent, comptant cinq employés, et l’on pouvait produire et distribuer des centaines de milliers de documents et de tracts électoraux lors des diverses consultations. Enfin, on avait déjà rodé dans sept États des mécanismes de collaboration suivie avec la minorité noire, collaboration qu’on entendait approfondir et étendre. Si le lien aux appareils locaux et régionaux du Parti démocrate ne s’avérait pas parfaitement harmonieux partout, l’arrimage s’était révélé possible dans une majorité de cas. Globalement donc, le rapport sur les activités politiques du CIO depuis 1943 dressait un bilan positif, organisationnellement et politiquement. Il convenait maintenant d’appuyer et d’élargir encore ses capacités d’action, sur les mêmes axes et en fonction de la même orientation. Car il est vrai qu’on avait mis sur pied, en très peu de temps, une organisation politique remarquable. Lors des présidentielles de 1948, par exemple, alors qu’on ne pouvait compter sur l’apport des syndicats à direction communiste²²⁷, le CIO fut néanmoins capable d’entraîner la participation active d’environ un million de volontaires dans les circonscriptions et les bureaux de vote – d’après les estimations du PAC, bien sûr, que rapportent néanmoins les historiens du mouvement ouvrier sans les critiquer véritablement²²⁸.

De sorte que les analystes de la scène politique américaine pouvaient en effet évaluer, au début des années 1950, qu’« [a]pparemment déterminé à ne pas emprunter la route de l’action politique indépendante [c’est-à-dire en créant un parti] le mouvement ouvrier organisé n’a jamais semblé auparavant aussi engagé en politique [...], aussi décidé à amasser des fonds pour des activités politiques et électorales ou à s’engager aussi directement sur la scène nationale et sur la scène des élections au Congrès²²⁹ ». Tel était en effet le mode d’action politique ouvrière qui, au tournant de la décennie 1950-1960, était devenu dominant, avec ses caractéristiques principales, comme produit particulier des bouleversements sociaux des années 1930 aux États-Unis, avec leurs développements du temps de la guerre et de l’immédiat après-guerre. La stabilisation sociopolitique de l’existence du syndicalisme américain avait trouvé ses formes propres, caractéristiques de la période maintenant ouverte des Trente Glorieuses, axes également de l’homogénéisation politique de tout le

syndicalisme puis des mouvements populaires. La résistance qui se manifeste vient dorénavant des secteurs plus conservateurs de l'AFL, mais le cadre de l'évolution politique d'ensemble du mouvement ouvrier ne peut faire de doute. Il connaîtra une histoire, des développements à nouveau, sera ébranlé à l'occasion aussi, mais il sera largement hégémonique.

Évidemment, il s'agit d'un cadre différent de celui de l'immense majorité des autres pays industrialisés, qui tous connaissent alors l'existence de partis ouvriers importants. Une autre particularité des États-Unis sera donnée par le modèle de l'État-providence» qui y prévaudra durant les Trente Glorieuses, modèle dit de «l'État-providence privé²³⁰» : n'ayant pu gagner politiquement, comme mesures d'État, les lois de protection et de promotion sociales qu'elles cherchaient au sortir de la guerre, les centrales américaines vont tenter de les obtenir «privément», par les contrats de travail. Nous allons étudier dans les chapitres qui suivent les traits forts de l'action politique ouvrière aux États-Unis durant les Trente Glorieuses, dans leurs dimensions institutionnelles, sociales et mouvementistes.

Notes

1. Dan Clawson, *The Next Upsurge: Labor and the New Social Movements*, 2003 : 13.
2. Bert Cochran, "American Labor in Mid-passage", 1959 : 15-24.
3. Nous considérons, avec d'autres auteurs, ces années sous l'angle d'une période unique de croissance tumultueuse du syndicalisme américain, devenu alors phénomène de masse. Le passage des décennies amène à considérer les balises établies par Cochran pour les deux derniers moments de sa séquence historique comme trop formelles, faisant perdre de vue les liens et les processus d'engendrement qui unissent les deux moments.
4. Pour une analyse de cette problématique de l'action politique ouvrière telle qu'elle se pose et est traitée durant la décennie 1930-1940, on peut avoir recours à notre livre *Un syndicalisme pur et simple*, 1986.
5. M. Dubofsky et W. Van Tine, "John L. Lewis and the Triumph of Mass-Production Unionism", 1987 : 190-191.
6. John L. Lewis, "What Labor is Thinking", *Public Opinion Quarterly*, vol. 1, n° 4, octobre 1937 : 27-28. Voir aussi Edward Levinson, *Labor on the March*, 1956 : 49-51, et 19-23 pour ce qui suit.
7. M. Dubofsky et W. Van Tine, "John L. Lewis" : 196-197.
8. Walter Galenson, *The CIO Challenge to the AFL*, 1960 : 198.
9. Pour ce qui précède et les citations du paragraphe qui suit, voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple* : 292-296 ; 249-256 pour les citations du paragraphe suivant.
10. Meany, comme nous le verrons, dirigera plus tard l'AFL, puis l'AFL-CIO jusqu'en 1979.
11. Même si, au fil des ans, il arrivera que l'ALP mette en avant des candidats distincts à certains postes, mais fort peu.
12. Les propos de Dubinsky sont rapportés dans Benjamin Stolberg, *Taylor's Progress*, 1944 : 199.
13. Matthew Josephson, *Sidney Hillman, Statesman of American Labor*, 1952 : 395-396.
14. Labor's Non-Partisan League, *LNPL, its Origins and Growth*, 1938 : 6-7 ; C.K. McFarland, *Roosevelt, Lewis and the New Deal, 1933-1940*, 1970 : 53.
15. L'AFL demandait entre autres une réduction des heures de travail, un recensement national des sans-emplois, un régime de pension de vieillesse et se prononçait en faveur de la sécurité sociale.

- On pouvait noter, dans sa plateforme revendicative, une évolution par ailleurs réelle de ses positions sur les politiques sociales. Elle considérait toujours le chômage comme « le problème le plus important » ; Philip Taft, *The AFL, from the Death of Gompers to the Merger*, 1970 : 305.
16. *New York Times*, 18 octobre 1936 : 31.
 17. K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*, 1995 : 44-48.
 18. Edward Levinson, *Labor on the March* : 274.
 19. Art Preis, *Labor's Giant Step*, 1972 : 72.
 20. Walter Galenson, *The CIO Challenge to the AFL*, 1960, 157-158.
 21. Alan Brinkley, "The New Deal and the Idea of the State", 1989 : 96-97.
 22. Basil Rauch, *The History of the New Deal, 1933-1938*, 1944 : 299.
 23. *N.Y.T.*, 04-09-1938, section III : 8 ; *N.Y.T.*, 06-09-1938 : 9 ; Walter Galenson, *The CIO Challenge to the AFL* : 45-47.
 24. Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple* : 397-405.
 25. *N.Y.T.*, 26-06-1938 : 2.
 26. *N.Y.T.*, 18-12-1938 : 1.
 27. *N.Y.T.*, 31-01-1939 : 9.
 28. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955* : 103.
 29. *Ibidem* : 102-107, pour les citations de ce paragraphe.
 30. Joel Seidman, *American Labor, from Defense to Reconstruction* : 21-25.
 31. *Ibidem* : 14.
 32. Robert H. Zieger. *The CIO, 1935-1955* : 107-108.
 33. *Ibidem* : 108 ; Joel Seidman, *American Labor, from Defense to Reconstruction* : 34-35.

 34. Irving Bernstein, "John L. Lewis and the Voting Behavior of the CIO", [1941]1978 : 365-367.
 35. Joel Seidman, *American Labor, from Defense to Reconstruction* : 200 ; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955* : 180.
 36. James C. Foster, *The Union Politic: The CIO Political Action Committee*, 1975 : 11 ; Joel Seidman, *American Labor, from Defense to Reconstruction* : 138-139.
 37. Joel Seidman, *ibidem* : 200 ; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955* : 181.
 38. Joel Seidman, *American Labor* : 173-176, 193-194 ; David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*, 1976 : 101.
 39. J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977 : 51.
 40. Steven Fraser, "Sidney Hillman : Labor's Machiavelli", 1987 : 228.
 41. Le comité fut formé de Nathan Cowan, directeur du lobbying du CIO auprès du Congrès, John Brophy, directeur des fédérations d'État de la centrale, et de J. Raymond Walsh, son directeur de la recherche ; voir James C. Foster, *The Union Politic*, 1975 : 6 ; la stature des trois membres témoigne de l'importance que Murray et la centrale accordaient aux travaux du comité.
 42. Voir *ibidem* : 5-10.
 43. Voir *ibidem*, 10-15.
 44. *Ibidem* : 22-26.
 45. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986 : 83.
 46. Voir, notamment, pour l'histoire des rapports entre le Progressive Party du Wisconsin et les socialistes, les syndicalistes et les progressistes de l'État, le livre de D.R. McCoy, *Angry Voices: Left-of-Center Politics in the New Deal Era*, 1958, en particulier les chapitres 2 et 3.
 47. James C. Foster, *The Union Politic* : 34 ; John E. Haynes, *Dubious Alliance: The Making of Minnesota's DFL Party*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1984.
 48. Rachleff, Peter, "The Failure of Minnesota Farmer-Laborism", 1998 ; Millard Gieske, *Minnesota Farmer-Laborism: The Third-Party Alternative*, 1979 ; Richard Valeyly, *Radicalism in the States: The Minnesota Farmer-Labor Party and the American Political Economy*, 1989.
 49. Dubinsky quitta en 1944 l'ALP avec son syndicat des ILGWU et ses partisans. Il forma le Liberal Party, qui est toujours actif et qui intervient (dans l'État de New York) selon la méthode mise au

- point par l'ALP. Sur les divisions internes à l'ALP, voir James C. Foster, *The Union Politic*: 22, 29-32; Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 36-37.
50. Rapporté par David Brody, *Workers in Industrial America: Essays on the Twentieth Century Struggle*, 1993: 204.
 51. Selon Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 83-84.
 52. Steven Fraser, "Sidney Hillman, Labor's Machiavelli": 228.
 53. James C. Foster, *The Union Politic*: 28-29.
 54. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 183-185.
 55. David Greenstone, *Labor in American Politics*: 50-52, 64; James C. Foster, *The Union Politic*: 202.
 56. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 85.
 57. Joel Seidman, *American Labor*: 203-204; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 247-248. En anglais, la phrase de Roosevelt fut: « Clear it with Sidney. »
 58. James C. Foster, *The Union Politic*: 39-40. Les communistes américains, depuis l'attaque de Hitler contre l'URSS, étaient partisans résolus de l'effort de guerre, du *non-strike-pledge* dans les entreprises et de Roosevelt. Ils avaient aussi repris leur orientation de « front populaire » qui, aux États-Unis, avait entraîné l'appui au New Deal durant la décennie précédente et, plus ou moins ouvertement, au Parti démocrate. Au moment de l'élection de 1944, ils travaillent souvent de concert avec les forces de Hillman sur le plan politique. Ils lui ont été d'un apport certain dans sa guerre de fraction contre Dubinsky au sein de l'American Labor Party de New York.
 59. James C. Foster, *The Union Politic*, 1975: 42-48; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 187.
 60. James C. Foster, *The Union Politic*: 19-20.
 61. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 176.
 62. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 227-231; Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining", 1989: 136-137.
 63. L'analyse d'économie politique de Philip Wood, évidemment beaucoup plus élaborée que la conclusion que nous en tirons ici, emporte entièrement notre adhésion; Philip Wood, *The Social Wage and Regional Capitalist Development in the United States*, 1984.
 64. Comme le fait remarquer Wood, *ibidem*, les politiques sociales du New Deal, par exemple, avaient finalement permis certaines discordances selon les préférences des États, ce qui eut l'heur de garantir au Sud la possibilité de maintenir son régime social plus conservateur et moins généreux.
 65. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 230-228.
 66. Bert Cochran, "American Labor in Mid-passage", 1959: 46-49.
 67. Mike Davis, "The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party", 1980: 45.
 68. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 136; Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*, 1987: 238-239.
 69. C'est Harry Truman qui prit la décision d'utiliser l'arme atomique contre le Japon, à Hiroshima et Nagasaki, présentée souvent comme premier acte de la « guerre froide » alors prochaine avec l'URSS.
 70. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994: 191-192.
 71. Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party*, 1997: 93; James C. Foster, *The Union Politic*: 65.
 72. CCF: Cooperative Commonwealth Federation, qui sera appelé Parti social-démocratique au Québec (PSD).
 73. Frank C. Pierson, "The Employment Act of 1946", 1949: 286-287.
 74. James C. Foster, *The Union Politic*: 65-66.
 75. *Ibidem*: 57-62.
 76. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 290-291; voir les pages 287-300 pour une présentation plus détaillée des rapports fort tendus à ce moment entre Truman et les syndicats. La proposition de Truman au Congrès ne déboucha finalement pas sur l'adoption d'une loi en bonne et due forme. Le Sénat en était à considérer un projet de loi du républicain Frank Case qui modifiait la loi Wagner et

- « restreignait le droit de grève », qu'il adopta (voir Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 194). La Chambre vota également en faveur de ce projet de loi. Rappelons que les deux chambres du Congrès sont alors majoritairement démocrates. Le président Truman s'opposa finalement au « Case Bill ». Plus tard, en 1946, en utilisant l'arme de l'injonction, Truman allait cependant briser une grève des mineurs de John L. Lewis (*ibidem*: 195).
77. Voir Everett D. Hawkins, "National and International Trade Union Policies", 1949: 77-78.
 78. David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*, 1976: 61, note 4.
 79. Comité d'éducation pour la formation d'un nouveau parti.
 80. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 50; Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 138.
 81. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 195; Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party*: 161-162.
 82. Car Truman devait tenir compte des bases électorales du Parti démocrate dans les régions industrielles à l'extérieur du Sud. Voir plus haut, à la note 76, des manifestations de ces comportements de Truman qui peuvent sembler ambigus.
 83. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*, 1995: 257; James C. Foster, *The Union Politic*: 68-70, 100. Le comité du Sénat était identifié officiellement comme Senate Committee on Labor and Public Welfare, celui de la Chambre comme House Committee on Education and Labor.
 84. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 87; J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977: 55; James C. Foster, *The Union Politic*: 97; Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 257; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 296; Irving Richter, *Labor Struggles, 1945-1950*, 1994: 47-67.
 85. Voir, de José Harris, *William Beveridge: A Biography*, 1977. Rappelons de plus que Beveridge avait perdu foi, durant les années de crise, en l'économie de marché, qu'il n'estimait plus être une mécanique efficace ou susceptible d'assurer l'emploi et des conditions de vie décentes (*ibidem*: 313-333). En d'autres mots, le discrédit de l'économie capitaliste débordait même les frontières des mouvements ouvriers et populaires.
 86. Immanuel Stein, "The Supreme Court and Labor", 1949: 337-341, 351-352. Dans le contexte des dispositions de la loi Wagner de 1935, l'auteur juge les décisions de la Cour suprême comme relevant d'une interprétation « bien équilibrée ».
 87. Art Preis, *Labor's Giant Step*, 313; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 202.
 88. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 314.
 89. On entend par « grève de juridiction » (*jurisdictional strike*) des arrêts de travail visant à forcer un employeur à négocier avec tel syndicat plutôt que tel autre comme représentant de ses employés.
 90. Voir, pour ce qui précède, Immanuel Stein, "Digest of the Taft-Hartley Act", 1949: 707-709, et D. Knoke, F.U. Pappi et collab., *Comparing Policy Networks: Labor Politics in the U.S., Germany and Japan*, 1996: 39.
 91. Graham K. Wilson a fait remarquer durant les années 1970 que les travailleurs agricoles, souvent d'origine mexicaine et dirigés alors par Cesar Chavez, avaient réussi à se syndiquer grâce aux actions de boycottage secondaire de syndiqués d'autres entreprises (refus de manipuler les pommes de salade et les raisins cueillis par des travailleurs de remplacement, notamment). Il s'agit, explique Wilson, d'un exemple en quelque sorte *a contrario*: les « intérêts agricoles représentés au Congrès » avaient gagné que les dispositions des lois du travail ne s'appliquent pas aux travailleurs agricoles. Mais, si elles ne s'appliquent pas dans le domaine des droits, elles ne peuvent s'appliquer dans le domaine des interdits. Les travailleurs agricoles purent ainsi arracher (littéralement) la syndicalisation grâce à la tactique du boycottage secondaire; voir Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*: 103.
 92. On la permettra cependant pour les syndicats de métier de l'AFL dans le secteur du bâtiment plus tard, voir Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 172.
 93. Immanuel Stein, "Digest of the Taft-Hartley Act": 711-713.

94. Les opposants les qualifieront plutôt de *right to work for less*, c'est-à-dire le « droit à travailler pour moins » que les conditions obtenues dans les États où l'atelier syndiqué est accepté. Les lois *right to work* amènent inmanquablement des salariés, en nombre plus ou moins important, à refuser de payer leurs cotisations au syndicat pourtant tenu de les défendre, ce qui mécontente évidemment leurs collègues, qui les taxent alors de *free riders*, d'être des profiteurs, situation qui divise la main-d'œuvre dans son rapport à l'employeur ; celui-ci peut même demander dorénavant à l'agence gouvernementale spécialisée, le National Labor Relations Board, de vérifier si l'unité syndicale représentant ses employés est toujours majoritaire parmi eux, c'est-à-dire que le patronat acquiesce au droit de faire s'engager une procédure de désaccréditation syndicale.
95. Le nombre des États *right-to-work* atteindra rapidement la vingtaine et oscillera par la suite autour de ce chiffre, des États s'ajoutant à l'occasion, mais d'autres abandonnant aussi ce statut. Aujourd'hui (2018), il s'élève à vingt-six.
96. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 246-248 ; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 204.
97. Une décision de la Cour suprême l'année suivante permettra que les syndicats utilisent leurs fonds à des fins « d'éducation politique », mais les obligera à compter sur des contributions volontaires de leurs membres pour appuyer financièrement une candidature.
98. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 315 ; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 247 ; citation dans Zieger. L'« affidavit » stipulait qu'on n'était pas « membre du Parti communiste et qu'on n'appuyait pas quelque organisation prônant le renversement du gouvernement par la force ou par tout moyen "inconstitutionnel" », Preis, *ibidem*.
99. Voir Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party*: 106-107 ; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 316 ; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 204-205.
100. Art Preis, *ibidem*.
101. George Lipsitz, *Rainbow at Midnight*, 1994: 169 ; Lipsitz mentionne, notamment, sa volonté que soient interdits les boycottages secondaires et les grèves de juridiction, que la présidence reçoive aussi des pouvoirs supplémentaires d'intervention contre des arrêts de travail, etc.
102. Selon une même anecdote rapportée par plusieurs auteurs, tels Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 275 et Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 205.
103. Everett D. Hawkins, "National and International Trade Union Policies", 1949: 82 ; Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party*: 107.
104. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 110 ; James C. Foster, "1954: A CIO Victory", 1978: 173. Voir aussi, plus haut, la note 97 pour le jugement que la Cour suprême rendit sur l'interdit frappant les dépenses politiques des syndicats.
105. Selon Daniel Bell, "Industrial Conflict and Public Opinion", 1954: 252, au soir du « 18 juin, le Capitole avait reçu 157 000 lettres, 460 000 cartes et 23 000 télégrammes » d'opposition, plus que cela n'avait jamais été le cas lors de la discussion d'un projet de loi particulier.
106. Pour ce qui précède, voir: Everett D. Hawkins "National and International Trade Union Policies": 81-82 ; Daniel Bell, "Industrial Conflict and Public Opinion": 251-252 ; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 312-313 ; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 259.
107. Art Preis, *ibidem*: 313, 317.
108. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 250.
109. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 262-263 ; voir aussi de David Brody la recension de ce livre de Lichtenstein sous le titre "Making Sense of Reuther", 1996: 128.
110. Nous nous inspirons ici directement d'Everett D. Hawkins, "National and International Trade Union Policies": 84-86 ; les citations dans ce paragraphe sont tirées de ces pages de Hawkins.
111. Everett D. Hawkins, *ibidem*, 85.
112. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 318 ; pour une courte histoire de cette soumission progressive à l'obligation de signer l'affidavit « anticommuniste », voir les pages 318-320.
113. Rapporté dans Bert Cochran, "The Taft-Hartley Decade", 1959: 177 ; pour Lewis, les « lions » sont les syndiqués, les « ânes » les dirigeants. Ces propos furent tenus au congrès de l'AFL en 1947, à la suite desquels Lewis retira les UMW de la centrale devant le compromis boiteux qu'on

- adopta sur l'obligation de signer l'affidavit (c'est-à-dire l'expédient de la modification de ses statuts). Pour Lewis, ce positionnement équivalait à un refus de combattre.
114. Anonyme, "Labor and the Cold War", *The Nation*, vol. 181, n° 24, 10 décembre 1955: 506-510; Ira Katznelson, "Was the Great Society a Lost Opportunity?", 1989: 208, note 12.
 115. Nelson Lichtenstein, "Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism": 291.
 116. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 250.
 117. Ronald W. Schatz, "Philip Murray and the Subordination of the Industrial Unions to the United States Government", 1987. La «subordination», comme caractéristique de la présidence de Murray!
 118. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 134; Irving Richter, *Labor's Struggles, 1945-1950*: 19-46; Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*: 126.
 119. Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy: The Post-War Decline of Private Sector Unionism in the United States", 1993: 48.
 120. Peter Rachleef, *Hard-Pressed in the Heartland: The Hormel Strike and the Future of the Labor Movement*, 1993: 22-23.
 121. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 134.
 122. George Lipsitz, *Rainbow at Midnight*: 172-175, 178; citation, p. 172.
 123. James C. Foster, *The Union Politic*, 49; David Ziskind, "Countermarch in Labor Legislation", 1949: 661-706.
 124. Daniel Bell, "Industrial Conflict and Public Opinion": 251.
 125. Clark Kerr, "Employer Policies in Industrial Relations, 1945-1947", 1949: 58-59; C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, *Labor and American Politics*: 187.
 126. Clark Kerr, "Employer Policies in Industrial Relations, 1945-1947": 43-76; George Lipsitz, *Rainbow at Midnight*: 162-163, citation p. 162; sur l'opposition patronale propre au NLRA, voir K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*: 131-133.
 127. Voir, notamment, Everett D. Hawkins, "National and International Trade Union Policies": 81-82.
 128. James C. Foster, *The Union Politic*: 99; Robert H. Zieger, "George Meany: Labor's Organization Man", 1987: 332-333.
 129. *League Reporter*, "Official Organ of Labor's League for Political Education", vol. 10, 9 mai 1949.
 130. *League Reporter*, *ibidem*; David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*: 117; la citation qui clôt le paragraphe est d'Oshinsky.
 131. Everett D. Hawkins, "National and International Trade Union Policies": 83-84.
 132. Fay Calkins, *The CIO and the Democratic Party*, 1952: 29.
 133. Pour les éléments de discussion qui précèdent, voir: Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 226-227; Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 261; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 206-208; George Lipsitz, *Rainbow at Midnight*: 157-165.
 134. Par exemple, le courant de la «Critical Legal Theory» avec Christopher Tomlins (livre phare: *The State and the Unions*, 1986) et les spécialistes de la discipline des relations industrielles, notamment.
 135. J. Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam, "Introduction", 2003: 1; plusieurs des auteurs auxquels je me réfère dans ce passage participent au livre que présente cette introduction. Pour certains, ces auteurs se réclament d'une «nouvelle histoire politique» ou d'une «nouvelle science politique» dans l'étude des mouvements ouvriers.
 136. Colin Hay, "How to Study the Labour Party: Contextual, Analytical and Theoretical Issues", 2003: 182.
 137. *Ibidem*, 182, 186.
 138. Nous avons eu déjà l'occasion de nous pencher plus en profondeur sur les conceptions théoriques auxquelles on se réfère ici, avec le deuxième chapitre, p. 43-70, de Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003, que nous reprenons ici directement pour une large part.
 139. Jonas Pontusson, *The Limits of Social Democracy. Investment Politics in Sweden*, 1992: 17-18.

140. Michel Lallement, *Le travail: une sociologie contemporaine*, 2007 : 13-17; voir les pages 13-75 pour un traitement très riche de toute cette problématique du travail dans la société contemporaine.
141. T. Andréani et M. Féray, *Discours sur l'égalité parmi les hommes: penser l'alternative*, 1993 : 258-259.
142. Erik O. Wright, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*, 1997 : 46-48, 528-531 ; R. Vanneman et L.W. Cannon, *The American Perception of Class*, 1987 : 13. Pour cette discussion, nous nous servons directement des pages 172-180 de Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers*, que nous reprenons en partie.
143. Le lecteur et la lectrice plus familiers avec les débats sur la nature des mouvements ouvriers auront noté que nous utilisons ici des repères analytiques inspirés de ce qui se nomme « tournant linguistique » en sciences sociales. Pour un exposé plus détaillé de notre point de vue, voir : Serge Denis, *ibidem* : 43-70 (déjà indiqué), 104-118, 172-185,
144. Pierre Rosanvallon, *La question syndicale*, 1988.
145. Goran Therborn, "Classes and States: Welfare State Developments, 1881-1981", 1994 : 18-19.
146. Giovanni Arrighi, "Marxist Century, American Century", 1991 : 146-147.
147. Alors qu'en France, à l'inverse, c'est prioritairement par l'accroissement du vote socialiste et communiste que la mobilisation de classe va alors s'engager, s'exprimer et s'étendre, *avant* qu'il y ait afflux dans les rangs syndicaux.
148. En politique, avant la formation de leurs partis indépendants, les courants ouvriers se sont d'abord regroupés dans des mouvements républicains et libéraux radicaux, puis, comme le grand mouvement chartiste anglais le montra durant les années 1830 et 1840, dans de nouveaux « partis » où ils furent souvent majoritaires, mais en coalition encore avec la petite propriété et des libéraux radicaux. Ce sont ces formes d'action politique qui disparaîtront généralement avec le lancement des partis ouvriers.
149. Il en fut ainsi de la construction des syndicats catholiques au Québec. À l'origine, le dessein était d'unir « dans un esprit de fraternité » les ouvriers catholiques avec les patrons, une position inspirée du rôle des « corporations » au Moyen-Âge. Cette idée de « fraternité » dans l'œuvre de travail fut abandonnée devant les réticences manifestes et répétées des salariés, davantage attirés par la notion du conflit d'intérêts avec les employeurs que faisaient valoir les syndicats internationaux de l'époque; voir Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois: des origines à nos jours*, 1989 : 94-102.
150. Nick Randall, "Understanding Labour's Ideological Trajectory", 2003 : 19.
151. Robin Archer, *Why is There no Labor Party in the United States?*, 2007 : 4-6, 257, note 3.
152. S. Ludlam, M. Bodah et D. Coates, "Trajectories of Solidarity: Changing Union Party Linkages in the U.K. and the U.S.", 2002 : 3.
153. Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy" : 52.
154. Harry Braverman, "Labor and Politics", 1959 : 108 ; J.B.S. Hardman est cité par Bert Cochran, "American Labor in Mid-passage" : 33.
155. Ce fut le rôle de ceux que nous avons nommés, comme d'autres analystes, les *outsiders* de gauche dans les mobilisations ouvrières des années 1930.
156. Ce que Sean J. Savage présente comme *two intraparty revolts*, c'est-à-dire « deux révoltes internes au Parti démocrate » : Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 116. Comme nous le verrons maintenant, la « révolte » de gauche s'exprima avec la candidature présidentielle de Henry Wallace, ex-vice-président de Roosevelt, au nom du Progressive Party, et la « révolte » de droite avec la candidature de J. Strom Thurmond, gouverneur de la Caroline du Sud, au nom du States' Rights Democratic Party.
157. Données et citations tirées de : Don Q. Crowther et Ann J. Herlihy, "Work Stoppages During 1948", 1949 : 506-513.
158. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America* : 209.
159. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit* : 287-288.
160. Don Q. Crowther et Ann J. Herlihy, "Work Stoppages During 1948" : 512-513.
161. Art Preis, *Labor's Giant Step* : 347-353 ; citations 348 et 353.

162. *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964*, 1965 : 1^{re} partie, 1^{er} chapitre, p. 5.
163. *Ibidem*.
164. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 49.
165. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy* : 176 ; Daniel Bell, "Industrial Conflict and Public Opinion" : 253 ; James C. Foster, *The Union Politic* : 89-90.
166. S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E. H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984 : 103-104 ; James C. Foster, *The Union Politic* : 90.
167. Par allusion, bien sûr, à l'orientation de l'Internationale communiste et des divers partis communistes suivie durant les années 1935-1939. L'idée de « front populaire » fait référence à l'idée d'une coalition politique interclasses, notamment, mais pas uniquement gouvernementale, de nature *progressiste* donc, plutôt qu'*ouvrière*.
168. Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 116.
169. *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964* : 5.
170. Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 113-114.
171. *Congressional Quarterly, Congress and the Nations, 1945-1964* : 5.
172. Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 117.
173. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 54-55.
174. *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964* : 6.
175. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 55-56 ; Clayton Sinyai, *Schools of Democracy* : 203 ; Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 137 (pour le discours de Chicago).
176. S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America* : 107.
177. Il s'agit des États d'Arkansas, de Californie, de Floride, de Georgie, du Kentucky, de la Caroline du Nord, du Dakota du Nord, du Tennessee, du Texas et de la Virginie.
178. Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 120-126, citation p. 122 ; S. J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America* : 106-109 ; *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964* : 8.
179. Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party* : 123-125.
180. James C. Foster, *The Union Politic* : 101.
181. Jusque-là, Murray avait plutôt tendance à faire prévaloir les besoins de la sauvegarde de l'intégrité organisationnelle de sa centrale, c'est-à-dire d'éviter les déchirements, aux dépens d'une prise de position tranchée de la centrale dans la « guerre froide » en développement. L'exécutif du CIO compte alors toujours quelque 25 % de membres provenant de syndicats dont les directions sont majoritairement communistes. La cohabitation est cependant entrée en crise...
182. James C. Foster, *The Union Politic* : 91-93. Foster fait remarquer que Murray entreprit de « désengager » la centrale de sa collaboration avec l'ADA quelques mois après l'élection, ce qui, selon lui, démontre bien que le « rejet des communistes » et le lien à l'ADA procédèrent prioritairement de ses objectifs pour les présidentielles.
183. Rapporté dans Art Preis, *Labor's Giant Step* : 345.
184. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 58.
185. Élections *off year*, c'est-à-dire des élections tenues lors d'années impaires, quand il n'y a pas d'élections à la présidence et quand il n'y a pas non plus, ajoute-t-on chez certains, d'élections au Congrès (par exemple, certaines élections municipales).
186. James C. Foster, *The Union Politic* : 105-107.
187. *Ibidem* : 114-117.
188. Mike Davis, "The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party", 1980 : 58-59 ; Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple* : 405-410.
189. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 50-51 ; James C. Foster, *The Union Politic*, 202.
190. Art Preis, *Labor's Giant Step* : 472 ; le propos de Meany est rapporté dans Philip Taft, *The AFL from the Death of Gompers to the Merger*, 1959 : 313.
191. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 55.

192. David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*: 113-115; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 199.
193. James C. Foster, *The Union Politic*: 99.
194. Philip Taft, "Political Activity of Organized Labor: 1948", 1978: 171.
195. *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964*: 7; Robert Taft, qui tenta d'obtenir la nomination républicaine à la présidence en 1948, fit d'ailleurs très piètre figure.
196. James C. Foster, *The Union Politic*: 111-112.
197. *Ibidem*: 113.
198. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 345.
199. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 51-52; James C. Foster, *The Union Politic*: 118-120; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 344-345, 356-368, citation 357-358; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 266-277.
200. Voir, pour ce qui précède, Philip Taft, "Political Activity of Organized Labor: 1948": 171; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 264-265; Art Preis, *Labor's Giant Step*: 355, 361-362, citation 355.
201. Le substantif « maraudage » est utilisé au Québec comme équivalent du mot anglais *raid*, qui signifie la lutte d'un syndicat pour se gagner les membres d'un autre syndicat.
202. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 358-360.
203. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 276.
204. À cet égard, leur comportement correspond assez directement, croyons-nous, à ce qui est expliqué d'eux dans les *New Men of Power* de C. Wright Mills, qui, par ailleurs, favorisait alors la formation d'un *labor party* pour les États-Unis. David Herreshoff attire l'attention sur cette position politique de Mills. Voir C. Wright Mills, *The New Men of Power: America's Labor Leaders*, 1948, et David Herreshoff, "Books About American Labor", 1959: 173.
205. Alan Brinkley, "The New Deal and the Idea of the State": 98, 100-106; S. Fraser et G. Gerstle, "Introduction", 1989: xiii-xiv.
206. Nelson Lichtenstein, "From Corporatism to Collective Bargaining": 138.
207. David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*: 111-113.
208. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 292.
209. Ronald W. Schatz, "Philip Murray and the Subordination of the Industrial Unions to the United States Government": 253.
210. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 134-135.
211. Irving Bernstein, "Forces Affecting the Growth of the American Labor Movement", 1966: 129.
212. *CIO News*, 20/11/1950, passage mis en exergue par David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*: 99.
213. Stanley Aronowitz, *False Promises: The Shaping of American Working-Class Consciousness*, [1973] 1991: 336.
214. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 90-91.
215. John J. Savage, *Truman and the Democratic Party*: 139-140.
216. *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964*: 5, 8-9.
217. Richard Oestreicher, "The Rules of the Game. Class Politics in Twentieth Century America", 1998: 19, 44, note 2.
218. James C. Foster, *The Union Politic*: 123-125. Dans tous les cas mentionnés, le PAC connut en 1948 des succès éloquents.
219. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 62.
220. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 68-69; Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party*: 144-164, pour le détail de chacun des épisodes rapportés; Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 34.
221. Voir Art Preis, *Labor's Giant Step*: 385-395.
222. Pour les trois paragraphes précédents, *ibidem*: 417-437, en particulier 421-429, 436-437; Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 296-299, en particulier 298-299 pour les assouplissements aux mesures de contrôle des salaires.

223. *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964*: 10-11; notons que l’intervention militaire en Corée était alors très fortement désapprouvée par l’opinion américaine, 66% se prononçant au début de 1951 pour le rapatriement des troupes: selon les chiffres d’un sondage Gallup que rapporte Art Preis, *Labor’s Giant Step*: 417-418.
224. James C. Foster, *The Union Politic*: 135-138; J. David Greenstone, *Labor in American Politics*: 55.
225. James C. Foster, *The Union Politic*: 138-142.
226. *Ibidem*: 142-154.
227. Ces syndicats regroupaient à ce moment entre le cinquième et le quart des syndiqués du CIO; nous y reviendrons au prochain chapitre.
228. Pour ce qui précède: James C. Foster, *The Union Politic*: 155-158; Robert H. Zieger, *American Workers. American Unions*: 118-119.
229. Avery Leiserson, “Organized Labor as a Pressure Group”, 1951: 108.
230. L’expression *private welfare state* est de Nelson Lichtenstein, “Labor in the Truman Era: Origins of the ‘Private Welfare State’”, 1989.

DEUXIÈME SECTION

LES TRENTE GLORIEUSES
AUX ÉTATS-UNIS, ACQUIS
SOCIAUX ET POLITIQUES

Chapitre 4

L'INSERTION DU SYNDICALISME AMÉRICAIN DANS SA SOCIÉTÉ, MODES ET MÉCANISMES POUR LA DEUXIÈME MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

PRÉSENTATION

Selon les données statistiques publiées par l'Organisation internationale du travail, le nombre de jours de grève aux États-Unis entre 1948 et 1953 représenta plus de la moitié des jours de grève alors recensés dans le monde et le nombre de grévistes « près du quart » de tous les grévistes¹. En 1952, par exemple, l'industrie de l'acier fut paralysée durant cinquante-quatre jours par une grève nationale à laquelle participèrent plus de 600 000 syndiqués. Troisième grève de l'acier à survenir depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les deux précédentes ayant eu lieu en 1946 et 1949, elle se déroula durant le conflit en Corée et eut à composer à la fois avec les agences publiques de supervision de l'économie et de la mobilisation des ressources productives et le patronat. Le syndicat des United Steelworkers of America demandait des améliorations au chapitre des avantages sociaux et des salaires et il entendait conserver certaines prérogatives obtenues dans les contrats antérieurs quant à l'organisation du travail ; le refus des compagnies fut d'abord complet et intraitable. En fin de course, le syndicat obtint pour une bonne part satisfaction, après que le gouvernement fédéral eut notamment permis à l'industrie de l'acier une augmentation sensible du prix de ses produits².

Cela dit, « les grèves des années 1950 [n'allaient plus manifester] la même intensité, la même férocité ni occasionner les affrontements physiques des luttes des années 1930 », comme on l'a rapporté déjà. « Le nombre de grèves et de

grévistest allait [bientôt] décliner par comparaison avec les années de l'après-Deuxième Guerre mondiale et [même] des pics du temps de la guerre de Corée». De fait, la vie sociale serait moins marquée par le déclenchement d'arrêts de travail massifs. Tout cela dans un contexte où, globalement, les niveaux de vie et de revenus de la population salariée allaient croître significativement³.

Il n'est pas étonnant alors que certains aient conclu, en sciences sociales, en relations industrielles, en histoire, que les grands agents socioéconomiques en étaient finalement venus à s'entendre sur les termes d'une coexistence (relativement) harmonieuse, où chacun trouvait son compte. Il s'agit d'un point de vue qui, sous diverses moutures et en fonction de déterminations variées, est apparu dans les années 1950 et qui fut souvent repris par la suite. Cette récurrence oblige à considérer que l'idée même de la «coexistence harmonieuse» était signe d'une réalité nouvelle, un produit notamment de l'effervescence sociopolitique d'après-guerre et de ses conséquences. Ainsi : quand les républicains reprennent la présidence en 1952 avec le général Dwight D. Eisenhower, qui l'emportera aussi en 1956, et qu'ils remportent la majorité aux deux chambres du Congrès, beaucoup de syndicalistes et de progressistes s'attendent au pire. Pourtant, le président Eisenhower déclare que «les syndicats ouvriers ont une place assurée dans notre vie industrielle. Il n'y a qu'une poignée de réactionnaires qui entretiennent l'idée répugnante de briser les syndicats et de priver les travailleuses et les travailleurs du droit de se joindre au syndicat de leur choix⁴». Son administration ne chercha d'ailleurs pas à renverser les institutions issues du New Deal qui encadraient les rapports d'emploi, non plus qu'à amoindrir la lettre et la portée de ses lois sociales.

Manifestement, ce point de vue du président Eisenhower était différent de celui qu'exprimait avec véhémence la majorité des élus républicains du Congrès. Nous essaierons aussi de rendre compte de cette différence, telle qu'elle influe sur la position du mouvement ouvrier.

Dans ce chapitre, nous allons étudier la nature et les termes de l'insertion du syndicalisme américain dans sa société durant les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, de laquelle il cherchera à sauver le cadre à partir des années 1980. Auparavant, nous nous pencherons rapidement sur les élections de 1952 et le retour des républicains à la Maison-Blanche, de même que sur l'action politique des centrales à cette occasion et dans les circonstances nouvelles. Nous verrons par la suite comment les concepts d'institutionnalisation et de bureaucratisation peuvent servir à la compréhension des orientations du syndicalisme américain. Enfin, nous essaierons de percevoir la signification du bipartisme démocrates-républicains

sur la base de ce que l'analyse politique et l'historiographie ont souvent appelé le « réaligement politique » des années Roosevelt.

1. LE RETOUR DES RÉPUBLICAINS À LA MAISON-BLANCHE ET LA PROBLÉMATIQUE D'UN *LABOR VOTE*

Après vingt années de régime démocrate New Deal-Fair Deal à la Maison-Blanche, le général Dwight D. Eisenhower remporte l'élection présidentielle de 1952 pour le compte du Parti républicain. Il avait dû lutter fort pour obtenir la nomination de son parti contre le sénateur Robert A. Taft. Celui-ci avait fait campagne en avançant une plateforme très conservatrice sur le plan socio-économique et à nettes connotations populistes de droite sur le plan politique, appuyant notamment l'action du sénateur McCarthy et demandant une orientation de plus grande fermeté face à l'URSS. De fait, évalua le *Congressional Quarterly*, Taft fit montre alors d'orientations encore plus marquées à droite que par le passé. Eisenhower, héros national de la Deuxième Guerre mondiale, revint aux États-Unis d'une affectation à Paris comme général commandant de l'OTAN en juin 1952, fonction qu'il assumait depuis le début de l'année. Auparavant, il avait occupé brièvement le poste de président de l'Université Columbia à New York. Par la force des choses, il se trouva ainsi à « négliger les primaires », ce qui permit en quelque sorte à Taft de remporter « par défaut la plupart des États ». Ce n'est qu'au congrès du parti, tenu en juillet, que l'équipe Eisenhower réussit à convaincre une majorité de délégués à confier à celui-ci son investiture par le jeu, en particulier, du ralliement de candidats minoritaires. La guerre de Corée s'avérant toujours plus impopulaire, Taft et Eisenhower s'en prirent aux démocrates et à Truman en particulier, pour y avoir lancé le pays inconsidérément et conduit à l'enlèvement de ses troupes. Dans son discours d'acceptation de la nomination républicaine, Eisenhower mit notamment l'accent sur la promesse « d'un programme de politiques progressistes inspirées de nos meilleures traditions républicaines⁵ ».

i. LE FACE-À-FACE RÉPUBLICAINS-DÉMOCRATES ET L'INTERVENTION SYNDICALE EN 1952

Durant sa campagne à la présidence, Dwight D. Eisenhower allait d'ailleurs souligner son intention « de conserver les réformes sociales du New Deal. « Nous n'allons pas revenir en arrière, jamais » et même « pro[mettre] de modifier les sections les plus coercitives [*onerous*] de la loi » Taft-Hartley⁶. Eisenhower peut être vu comme un *conservateur modéré*, partisan incontestable de l'entreprise privée (quoiqu'il reconnaissait la nécessité de certains contrôles

publics), d'une réduction de la taille et des budgets de l'État, comme d'une diminution de son interventionnisme économique ; mais il reconnaissait manifestement le bien-fondé de l'activité sociale du syndicalisme et des politiques de bien-être instaurées par le New Deal. De sorte que la course à la nomination républicaine témoigne de la présence de sensibilités différentes, Taft prenant le parti d'une orientation droitière plus radicale. Selon les observateurs de l'époque et les analystes d'aujourd'hui, leur course à la nomination était portée par deux ailes distinctes du Parti républicain. D'un côté, avec Eisenhower, une aile précisément dite « modérée », liée aux grands « intérêts financiers et commerciaux », trouvant ses principaux appuis sur la côte est et la côte ouest, en particulier « dans le corridor urbain du Nord-Est », avec des hommes « comme Wendel Wilkie et Thomas Dewey ». Cette aile réussissait depuis la décennie précédente à gagner la nomination républicaine à la présidence pour ses candidats. En face, une aile beaucoup plus conservatrice, regroupant le parti de base (les *regulars*), singulièrement dans le Midwest et l'Ouest, « anti-État, anti-New Deal », souvent implantée « dans les petites villes et les districts ruraux ». La victoire d'Eisenhower, donc, fut celle du premier groupe⁷, ce qui l'amena à sélectionner comme colistier Richard Nixon, sénateur de Californie, davantage identifié au deuxième groupe. Nous reviendrons à cette discussion plus loin dans ce chapitre.

Quoi qu'il en soit, dans le bipartisme américain, les républicains se situaient à la droite des démocrates, clairement depuis le premier mandat de Roosevelt. Le Parti démocrate était largement tributaire de bases électorales influencées par le syndicalisme et certains autres courants de revendication populaire, au sein de la population noire notamment, dans les régions industrialisées et les grandes villes à l'extérieur du vieux Sud ; son aile sudiste, par ailleurs, restait majoritairement identifiée à la ségrégation raciale et, tout aussi bien, à la réaction sociale. Le président Truman fit savoir au printemps de 1952 qu'il n'allait pas solliciter un nouveau mandat⁸. Le congrès du parti, qui eut lieu à Chicago en juillet, allait ainsi devoir lui trouver un successeur. Le style bagarreur de Truman, ses attaques contre les élites économiques en campagne électorale et le fait, incontestable, qu'il avait favorisé en fin de mandat, dans l'acier et dans les mines, des règlements salariaux qui dépassaient les balises établies par les organismes qu'il avait lui-même constitués pour contenir l'inflation due à la guerre de Corée auraient amené les dirigeants syndicaux à soutenir sa candidature.

Quand la décision de Truman fut rendue publique, il sembla que le candidat à la nomination préféré des deux centrales serait Averell Harriman, homme d'affaires et banquier important, associé au New Deal depuis les premiers moments de la présidence Roosevelt⁹. Mais il apparut vite qu'il ne

pourrait l'emporter – ce qu'allait confirmer son faible résultat face à ses opposants lors des votes du congrès démocrate. Cela dit, selon James C. Foster, Philip Murray et Jack Kroll, le directeur du comité d'action politique du CIO, avaient secrètement décidé, dès avant l'ouverture du congrès, d'appuyer plutôt la candidature du gouverneur d'alors de l'Illinois, Adlai Stevenson, sûrement parce qu'on le considérait comme plus attrayant pour l'électorat. Stevenson avait aussi l'appui d'autres syndicalistes, notamment de David Dubinsky. Reuther était plus récalcitrant, mais il accepta finalement de se rallier à Stevenson. Celui-ci remporta l'investiture démocrate au troisième tour de scrutin, devançant Harriman, bien sûr, mais également Estes Kefauver, sénateur du Tennessee, qui avait gagné les deux premiers tours en se présentant sur une plateforme à gauche de celle de Stevenson.

Car Adlai Stevenson se situait en quelque sorte au centre du Parti démocrate, entre les sections du Sud et l'aile libérale, à droite de Truman notamment. Il n'était « pas favorable à l'abrogation de la loi Taltf-Hartley, s'opposait à l'instauration d'un régime national [public] d'assurance maladie et jugeait que la promotion des droits civils des Noirs devait être laissée à l'initiative [politique, législative] des États, de telle sorte que le gouvernement fédéral "ne tienne pas le Sud en joue" », ainsi que le rapporte l'historien Lichtenstein dans sa biographie de Walter Reuther. La candidature présidentielle de Stevenson allait néanmoins être endossée par l'AFL, le CIO et même le syndicat des mineurs de Lewis¹⁰.

Face à la personnalité prestigieuse et imposante d'Eisenhower, et compte tenu que la victoire de Truman avait été obtenue à l'arraché en 1948, Adlai Stevenson était résolu à ce que le traumatisme d'une scission des sudistes et l'apparition d'un nouveau *states' rights party* ne se reproduisent pas. Le congrès le suivit sur ce terrain, et les propositions de la nouvelle plateforme quant aux droits civils furent considérablement affaiblies eu égard à celles de 1948, précisément élaborées afin de ne pas braquer le Sud. Même, Stevenson se choisit comme colistier le sénateur John J. Sparkman de l'Alabama; Sparkman avait généralement voté en faveur des politiques libérales du New Deal, mais il n'appuyait pas les mesures de promotion des droits de la population noire, non plus que de la déségrégation. Il ne s'était cependant pas joint au parti des *states' rights* lors des présidentielles précédentes. Notons qu'un 1956, lors de la deuxième tentative de Stevenson pour gagner la présidence contre Eisenhower, sa position sur les droits civils sera toujours aussi limitée. Pour l'une et l'autre élection, elle lui permit de remporter la quasi-totalité des États du Sud¹¹.

De l'avis pratiquement unanime des analystes qui se sont penchés sur ces élections, la guerre de Corée fut l'élément qui souleva l'intérêt le plus grand et suscita la polémique la plus forte de la campagne présidentielle de 1952. Elle fut au cœur de la victoire du général Eisenhower. Cette guerre très impopulaire, comme on a vu, avait conduit une majorité dans la population à réclamer le rappel des troupes. La promesse solennelle d'Eisenhower qu'il y mettrait rapidement fin constitua, selon presque tous les observateurs aussi, le facteur premier de sa victoire contre Stevenson. Lors du congrès à l'investiture républicaine, même le général MacArthur avait attaqué les démocrates comme « le parti de la guerre dans la politique américaine moderne¹² ». Évidemment, les républicains n'avaient pas adopté une position pacifiste. Ils accusaient plutôt les démocrates, et Stevenson comme l'héritier et le continuateur, d'être responsables du bourbier dans lequel se trouvaient les troupes du pays : n'ayant pas opposé avec force le *holà* de l'Amérique aux entreprises agressives de l'URSS, ils avaient en quelque sorte incité les troupes nord-coréennes à envahir le sud de la Corée et obligé les États-Unis à s'engager militairement sur un terrain qui leur avait été imposé... Il fallait s'en dépêtrer au plus vite. Pour mettre fin à l'engagement en Corée, il était donc nécessaire de voter républicain. Voilà bien qui semble, en effet, avoir donné un avantage irrécupérable à Eisenhower contre Stevenson.

Par ordre d'importance, les autres questions les plus discutées de la campagne eurent trait à la « corruption » politique, à ladite menace communiste intérieure et aux difficultés économiques dues à l'inflation. Sur le fond, il n'y avait pas de divergences de principe ni même d'orientation dans les domaines relevant de la « guerre froide » entre les républicains et les démocrates, mais Eisenhower – probablement pour se garantir l'appui militant de la base du parti – se montra effectivement plus acéré que Stevenson dans ses attaques contre l'URSS ; il souligna aussi, en octobre, qu'il partageait les mêmes objectifs que McCarthy dans sa volonté de « purger » les organismes fédéraux des communistes et de leurs sympathisants, même si leurs « méthodes » étaient différentes¹³. En tout état de cause, après vingt ans de pouvoir démocrate à la Maison-Blanche, les réalisations du *Fair Deal* ne furent pas suffisantes pour contrer l'attrait de la candidature d'Eisenhower, la portée de ses critiques et la méfiance face à l'intervention en Corée.

Contrôlant la présidence et les deux chambres du Congrès depuis 1948, les démocrates perdaient ces trois organes de gouvernement lors des élections de 1952 : la victoire d'Eisenhower fut sans équivoque, gagnée par plus de 6 600 000 voix de majorité, et lui valut 442 grands électeurs, contre 89 pour Stevenson, qui n'emporta des majorités que dans neuf États, tous dans le Sud ; par ailleurs, les victoires républicaines au Congrès furent moins tranchées,

vingt-deux sièges de plus à la Chambre des représentants (ce qui leur donnait 221 sièges, « seulement trois de plus que les 218 nécessaires pour y avoir une majorité ») et un seul nouveau siège au Sénat, qui leur conféra 48 sièges contre 47 aux démocrates et un indépendant. Ainsi que l'écrivit le *Congressional Quarterly*, l'« enthousiasme » que manifesta l'électorat en faveur d'Eisenhower ne se traduisit pas par un « enthousiasme » équivalent pour les autres candidats républicains, du fait « de la mémoire [toujours vive] de la crise économique [des années 1930] et de la peur [de perdre] des gains économiques obtenus durant les années démocrates », tout comme de l'absence d'un quelconque engouement « envers leurs dirigeants au Congrès¹⁴ ». Cela dit, les résultats électoraux se trouvaient à conforter l'idée que le pays sortait d'une époque, idée que les difficultés à obtenir l'abrogation de la loi Taft-Hartley et l'adoption des lois dites *right-to-work* dans de nombreux États nourrissaient, de même, pour une part, que la pensée et l'orientation politiques du candidat Stevenson lui-même.

Pour le mouvement ouvrier, la peur d'une victoire en 1952 du parti (et des partisans) de la loi Taft-Hartley était très prononcée. Le fait que, depuis vingt ans, le développement gigantesque qu'avait connu le syndicalisme avait généralement été réalisé contre les vœux et l'intervention de la majorité des élus républicains, et en se trouvant des alliés du côté des courants *new deal* des démocrates, laissait présager des situations difficiles si le parti de Taft-Hartley l'emportait. Les deux centrales syndicales considérèrent donc qu'elles n'avaient d'autre choix que de s'engager activement dans le cycle électoral de 1952. La grande nouveauté de ce moment fut l'engagement actif et ouvert de l'AFL dans la campagne présidentielle.

On se rappellera qu'à la suite de l'adoption de la loi Taft-Hartley l'AFL s'était dotée, pour la première fois de son histoire, d'un organisme permanent d'action politique électorale, la Labor's League for Political Education. Lors des élections de 1948, la LLPE avait officiellement confiné son intervention à certaines campagnes au Sénat et à la Chambre des représentants, même si, officieusement, elle engagea aussi des efforts en faveur du président Truman. La centrale n'avait d'ailleurs jamais appuyé, comme telle, un candidat à la présidence, à l'exception de 1924 lorsque Gompers et l'exécutif se prononcèrent pour le candidat indépendant « progressiste » Robert Marion La Follette; mais les circonstances étaient alors exceptionnelles¹⁵. Cette fois-ci, l'AFL, comme le CIO, craignait une agression législative renouvelée si les républicains l'emportaient. L'hostilité de la centrale au parti de Taft et Eisenhower fut donc franche et affichée.

Avec la LLPE, la majorité de l'exécutif de l'AFL, autour du secrétaire-trésorier George Meany – qui allait succéder à William Green au poste de président¹⁶ –, convint d'une délégation aux congrès des deux grands partis, afin de soumettre ses revendications et d'exposer ses points de vue d'ensemble. Ses délégués furent reçus chaleureusement par les démocrates ; les membres du « comité de la plateforme [électorale du parti] promirent d'œuvrer à l'abrogation de la loi Taft-Hartley ». Le congrès républicain, en revanche, fut très réservé, froid, et l'on expliqua à Meany qu'il ne pouvait compter sur une modification « de la position du parti sur Taft-Hartley, non plus que sur une hausse du salaire minimum », que demandait l'AFL. Par volonté de franc-jeu, le congrès de la centrale reçut les candidats à la présidence Eisenhower et Stevenson, qui purent chacun s'adresser aux délégués. Elle appuya alors officiellement le ticket démocrate. Par communiqué de presse, l'exécutif de l'AFL justifia ce choix en soulignant notamment que les démocrates « répondaient positivement aux désirs de la population travailleuse et des courants libéraux », alors que les républicains s'avaient plutôt « ultra conservateurs et antisyndicaux¹⁷ ».

Mais cet engagement témoignait aussi du processus d'homogénéisation politique à l'œuvre au sein du syndicalisme des États-Unis, une homogénéisation se réalisant, comme on l'a signalé déjà, sur la base des méthodes et du type de l'action politique déjà expérimentés par le CIO. Analysant les rapports à la politique, fort différents, que pratiquaient l'AFL et le CIO durant la deuxième moitié des années 1930, le professeur Joel Seidman avait fait reposer ces différences sur des facteurs de nature grandement structurelle : l'immense majorité des membres du CIO « étaient concentrés dans un nombre limité de communautés industrielles [; ils] ne pouvaient compter sur le pouvoir de négociation des ouvriers hautement qualifiés », mais leur concentration géographique permettait « d'exercer une [réelle] influence politique » ; à cela s'ajoutait, par ailleurs, le caractère progressiste de plusieurs leaders du CIO, qui les amenait à réclamer de meilleures politiques sociales... « L'orientation comparativement conservatrice des syndicats de métier de l'AFL, écrivait-il, venait de ce que leurs membres étaient davantage dispersés à travers le pays, donc que leur poids politique était plus limité ». En revanche, il est vrai « qu'ils n'avaient pas à compter autant » sur le secours d'allocations publiques¹⁸.

Or, l'AFL s'était cette fois engagée avec la LLPE dans une avenue politique tout à fait similaire à celle du CIO : une « non-partisanerie politique » supposant l'opposition au principe d'un nouveau parti et, à plus forte raison, à la participation des syndicats au lancement d'un parti, mais une non-partisanerie active, toujours plus présente dans les campagnes électorales démocrates, puis dans la sélection de candidats et l'élaboration des plateformes. Même chose en ce qui avait trait à son orientation et à sa pensée politique : la

lecture du bulletin de la LLPE, appelé *The League Reporter*, pour les années 1949 et 1950 montre que, systématiquement par exemple, l'AFL intervient avec insistance pour l'abrogation de la loi Taft-Hartley, réclame un programme public d'assurance maladie, s'en prend précisément à Taft, qu'on essaie même de dénigrer en faisant valoir son passé et son penchant « isolationnistes¹⁹ », tout en appuyant Truman contre ses opposants, en mettant en avant la hausse des pensions de vieillesse et les chiffres records dans la construction de nouveaux logements obtenus sous son administration, etc. Une « non-partisanerie » donc, qui s'affiche favorable aux démocrates et un appui à l'élargissement des politiques d'aide sociale, deux éléments rompant avec l'orientation volontariste des vieux syndicats de métier. D'ailleurs, localement et régionalement, l'AFL et le CIO collaborent maintenant facilement en politique, par exemple en « for[mant] une alliance politique permanente à New York », appelée « United Labor Committee », qui aura « les pleins pouvoirs pour l'appui à des candidats, l'évaluation des politiques publiques et les relations avec l'hôtel de ville » ; cette alliance, écrivait-on, sera dirigée par les présidents des deux conseils du travail municipaux²⁰...

L'explication qu'on a rapportée de Seidman permet donc de souligner la transformation profonde et finalement rapide que connaissait la pensée politique de l'AFL. Il apparaît évident que des facteurs de nature structurelle nouveaux, différents de ceux que notait Seidman, étaient à l'œuvre : le large recrutement qu'avait connu la centrale et l'évolution de plusieurs syndicats vers des formules d'organisation industrielle, le rôle massif et continu de l'État dans la vie économique, notamment, exigeaient qu'on se préoccupe constamment de la vie politique et qu'on intervienne plus systématiquement lors des élections. De fait, l'homogénéité politique sera dorénavant plus accomplie entre les deux centrales que cela sera le cas entre tous les secteurs de l'AFL, précisément parce que certains d'entre eux-ci, les métiers du bâtiment entre autres, restent alors plus marqués par les facteurs que distinguait Seidman, mais aussi, faut-il ajouter, par le poids de relations politiques constituées, de postes acquis, d'habitudes et de procédés établis. Cela dit, les facteurs d'ordre structurel n'agissent pas indépendamment de la dynamique des rapports sociaux – et n'en sont pas la seule cause efficiente. Comme on a analysé déjà, l'activité de classe, le grossissement organisationnel, l'évolution des aspirations qu'ils permettent, de même que le face-à-face et la relation de force avec les autorités publiques et l'entreprise privée entraînent également la mutation de la pensée politique. Et en ce qui a trait à l'AFL, il est sûr que l'impulsion à une action politique plus énergique et directe trouva aussi sa source dans l'exemple et le modèle que portait le CIO depuis 1936.

Celui-ci, plus aguerri politiquement, s'était d'ailleurs lancé rapidement avec son Political Action Committee dans la campagne de 1952. Au congrès du Parti démocrate, on put ainsi dénombrer 108 syndicalistes du CIO sur les 1 600 délégués reconnus²¹. Ce nombre de syndicalistes et le pourcentage des délégués qu'il représentait peuvent paraître aujourd'hui limités, alors que les syndicalistes comptent pour environ 20 %, voire 25 % des délégués aux congrès démocrates²². Mais, outre que leur présence numérique relevait d'un type d'intervention qui connaîtrait un essor considérable, l'effet de leur participation (et des préférences qu'ils affichaient) reposait déjà sur la capacité du mouvement ouvrier de se constituer en fraction et, à ce titre, de négocier avec d'autres courants à l'intérieur du parti comme une entité particulière. Cet effet reposait aussi sur l'apport logistique maintenant évident du CIO aux campagnes et à l'organisation interne du Parti démocrate dans les régions et les localités industrialisées²³. Qui plus est, on a évalué que le syndicalisme, grâce à l'apport prioritaire du CIO, constituerait au milieu de la décennie 1950-1960 « la plus importante source particulière de financement des candidats démocrates au Congrès²⁴ ».

La campagne du CIO fut très intense en 1952, à la mesure de l'appréhension que soulevait la possibilité d'une victoire républicaine. Et comme Stevenson ne semblait pas un candidat « emballant » (*easy sell*), on s'attaqua aux républicains et à Eisenhower en soulignant auprès des syndiqués la frontière de « classe » qui les en séparait; le syndicat de Reuther, par exemple, qualifia la campagne d'Eisenhower de « campagne des quatre généraux: General Motors, General Electric, General Foods et Général Eisenhower²⁵ ». La « coopération » politique avec l'AFL fut un véritable succès²⁶. Mais rien n'y fit, comme on l'a vu, et le candidat républicain à la présidence l'emporta avec quelque 56 % du vote, prenant tous les États, y compris les États industriels, à l'extérieur du Sud.

Ces résultats étaient fort préoccupants pour le syndicalisme; le PAC évalua, par exemple, qu'il ne pouvait dorénavant « compter » sur un nombre d'élus suffisant à la Chambre des représentants pour que s'y mène une lutte de résistance victorieuse contre d'éventuels amendements qui accentueraient les aspects coercitifs de la loi Taft-Hartley, contrairement à ce qui avait été le cas durant les trois années précédentes²⁷. On se demanda évidemment quels facteurs rendaient compte de tels résultats.

La popularité d'Eisenhower, bien sûr, y était pour beaucoup; en soulignant qu'il n'avait pas l'intention de mettre en cause les droits sociaux et syndicaux, il avait témoigné de sa volonté de mener une campagne « rassembleuse » plutôt que revancharde, et il avait dissipé des peurs. Par ailleurs, Alan Draper, l'un des principaux historiens de l'action politique du syndicalisme

américain, a tenu à mettre en exergue la position de faiblesse idéologique et politique à laquelle le maccarthysme avait acculé le mouvement ouvrier. Dans sa chasse au communisme, le sénateur McCarthy associait en quelque sorte à la « subversion » le libéralisme et les libéraux du New Deal, forçant les syndicats à protester de leur « patriotisme » et les réduisant souvent à la défensive, comme il pouvait déstabiliser et réduire à la défensive nombre de libéraux²⁸. D'un autre côté, Jack Kroll, directeur du PAC, se plaignit, quant à lui, auprès de Reuther des relations difficiles du CIO avec les démocrates : malgré ses contributions massives, en ressources financières et humaines, le CIO était fréquemment obligé de « négocier » avec les démocrates « pratiquement comme on le ferait avec un employeur » ; la centrale ne pouvait compter « sur un seul vote dans les cercles dirigeants du parti » et ses rapports avec les élus démocrates au Congrès s'avéraient particulièrement difficiles du fait de la présence des sudistes, qui soutenaient, par exemple, les lois *right-to-work*, etc.²⁹ Pour Kroll, cet état de fait grevait les potentialités de l'action politique de la centrale.

ii. LE VOTE OUVRIER EXISTE-T-IL ?

Les éléments que mentionnait Kroll sont à prendre en compte, pensons-nous, comme facteurs accentuant l'efficacité de ceux que nous avons déjà mentionnés. Mais les résultats de 1952 soulevèrent aussi une autre question : qu'en était-il du vote ouvrier, s'était-il volatilisé ? Avait-il même jamais existé ? Comment s'était comportée la population laborieuse ? Et, singulièrement, les syndiqués ? Il est intéressant de noter que l'action politique du CIO et de son comité d'action politique puis les résultats de 1952 suscitèrent les premiers travaux de recherche universitaire sur cet aspect particulier des réalités sociales. En citant Harry Braverman et J.B.S. Hardman, nous avons signalé déjà l'apparition progressive d'une « cohérence électorale³⁰ » parmi les membres du syndicalisme, sur la base de l'activité politique suivie du CIO puis de l'AFL. Cette cohérence sera plus perceptible parce qu'elle est réalisée à la fin de la décennie 1950-1960. Mais, déjà au début de cette décennie, elle attire l'attention en tant que problématique particulière. Dans son *Political Man*, publié en 1960, Seymour Martin Lipset observait, par exemple : « Dans chacune des élections depuis 1936... la propension à voter démocrate s'accroît nettement plus on descend dans l'échelle des revenus et des occupations³¹. » Voilà pourquoi les résultats de 1952, après vingt années de gouvernement démocrate à Washington, soulevaient des questions importantes pour notre propos.

Rappelons à cet égard que l'expression *labor vote* aux États-Unis correspond à ce qu'on définit en français par les termes « vote ouvrier » ; le « vote ouvrier » englobe l'idée du « vote syndical » tout en la dépassant. Dans le contexte

de la vie politique américaine, le comportement électoral des syndiqués constitue à l'évidence le terrain premier de la mise en forme d'un « vote ouvrier ». En d'autres pays, le façonnement de ce type de vote a pu être le produit de l'activité, précisément, de partis ouvriers, ou de l'action conjuguée de partis et de syndicats ouvriers. Mais, dans tous les cas, il s'agit d'une réalité qui se constitue avec l'activité d'organisations particulières et qui prend racine d'abord chez ceux et celles qui sont le plus directement associés à ces organisations. Toutefois, de la même manière que l'électorat des partis communistes et sociaux-démocrates n'a pas regroupé au xx^e siècle que leurs propres membres, la vocation de l'action politique des syndicats américains a visé aussi à déborder le cadre qu'évoque la notion de « bloc syndical » de votes.

L'intervention du CIO et de l'AFL, dans et avec le Parti démocrate surtout, prenait notamment le sens d'une volonté de rassembler en un même segment de l'électorat les syndiqués, les travailleurs non syndiqués, les Noirs, les retraités appauvris et, plus globalement, les démunis de la société, ce que peut incontestablement évoquer la notion de « vote ouvrier » : un segment de l'électorat qui s'exprime politiquement selon des orientations qui sont celles des organisations ouvrières constituées et qu'elles servent à façonner. En ce sens, la notion de vote ouvrier devient un concept, une catégorie analytique dont le référent n'est pas la statistique du choix électoral des divers secteurs du salariat ouvrier, mais l'articulation d'un comportement politique structuré avec l'organisation de classe et sous l'influence de son intervention. Évidemment, le premier (et le principal) pas dans cette direction aux États-Unis est celui de l'articulation de cette « cohérence électorale » parmi les syndiqués, du simple fait que le syndicalisme forme à lui seul le terrain de l'organisation de nature classiste de la population laborieuse aux États-Unis.

De prime abord, et quel que soit le point de vue que l'on retienne, les résultats des campagnes de 1952 s'avéraient désolants pour l'AFL, le CIO, le syndicat des mineurs de Lewis, pour l'immense majorité du syndicalisme. La collaboration politique des deux grandes centrales n'avait pas permis d'éviter l'échec, qu'on a décrit quelque peu dans les pages précédentes. Dans son éditorial de décembre 1952, la revue pro-patronale *Fortune* « jubilait à la vue » de la « défaite » des syndicats, et singulièrement du PAC ; elle mentionnait, sûrement avec dérision, « que la seule consolation pour [le directeur du PAC] Jack Kroll était... que le *labor vote* s'était déplacé du côté d'Eisenhower moins spectaculairement que cela avait été le cas du vote des autres groupes » dans la société³². Ce dernier élément est juste, et sa prise en compte aurait dû conduire *Fortune* à mieux contrôler sa jubilation.

Dans une analyse fort intéressante publiée durant les années 1960, le politologue Harold L. Wilenski faisait plutôt valoir qu'en regard de l'engouement que le général Eisenhower avait suscité auprès de nombreux secteurs de la société «le vote syndical s'était remarquablement maintenu»; Wilenski rappelait les données d'une analyse «des résultats du vote par la maison Louis Harris qui concluait que, si le reste de la nation avait [voté] 3: 2 en faveur d'Eisenhower [en 1952] les membres des syndicats avaient [quant à eux] voté 3: 2, et même plus, pour Stevenson». Il soulignait aussi que les syndiqués «étaient fortement convaincus que leur bien-être économique, toujours d'après cette enquête Harris, dépendait du maintien des démocrates au pouvoir» et rappelait qu'un ouvrage de sociologie électorale publié en 1954 avait montré, sur la base d'études concrètes, que les syndiqués étaient plus partisans des démocrates que l'étaient les non-syndiqués de la «même occupation, classe, éducation, religion et du même âge³³.

Les repères multidimensionnels qu'utilise Wilenski dans son appréciation du *labor vote* en 1952 nous semblent justes. Le vote de la population laborieuse pour les partis ouvriers là où ils sont bien implantés ne dépasse d'ailleurs pas systématiquement le pourcentage de 60%. De fait, en 1952, les syndiqués votèrent à quelque 57% en faveur de Stevenson, alors que le pays dans son ensemble donne le même pourcentage à Eisenhower. Si l'on pouvait distinguer dans le choix syndical majoritaire des indices d'un comportement électoral particulier, celui-ci n'était pourtant pas suffisamment répandu pour modifier les résultats nationaux – contrairement à ce qui avait été le cas en 1948. Des universitaires cherchèrent à l'époque à percer néanmoins plus les caractéristiques de ce comportement électoral des syndiqués, en justifiant leur intérêt par le constat que «les syndicats ouvriers étaient en voie de devenir de nouveaux centres de pouvoir sur la scène politique américaine³⁴». On s'arrêtait en particulier à l'étude des syndiqués de l'United Automobile Workers, un des syndicats les plus importants du pays, les plus «énergiques» et les plus actifs politiquement³⁵. On peut supposer que les caractéristiques qu'ils réussirent à faire valoir représentaient alors le sommet, ou la pointe avancée, de traits en voie de généralisation aux autres milieux syndiqués.

On se rendit compte, par exemple, que plus les syndiqués de l'automobile au Michigan s'identifiaient à leur syndicat, plus ils étaient susceptibles de voter selon les préférences qu'il manifestait; mais le fort niveau d'appui au syndicat ne garantissait pas une participation électorale plus élevée que celle des membres moins attachés à leur syndicat, attitude possiblement liée, c'est une hypothèse de notre part, au fait que près de la moitié des membres ne voyaient pas «de grosse différence entre les orientations» des deux grands partis avant la tenue du scrutin! Les syndiqués s'identifiant peu à leur syndicat représentaient

environ le quart des membres, mais ils fournirent selon Kornhauser, Sheppard et Mayer la quasi-totalité de ceux qui, ayant voté Truman en 1948, votèrent Eisenhower en 1952. Ces auteurs faisaient remarquer qu'en fin de course, une fois considérés tous ces éléments, un des objectifs premiers du syndicalisme devait être de garantir une plus grande participation électorale de ses membres. On notait, par ailleurs, qu'une majorité (courte, pourtant) des syndiqués, quel que soit le degré de leur attachement au syndicat de l'automobile, avaient aussi voté en faveur des candidats démocrates aux autres postes à pourvoir en 1952³⁶. Deux années plus tard, c'est à quelque 64 % que l'ensemble des syndiqués à l'échelle nationale allaient voter pour des candidats démocrates aux élections de mi-mandat³⁷, ce qu'on peut retenir comme élément de démonstration de l'attrait personnel du candidat Eisenhower en 1952.

Le vote des femmes ouvrières

À cet égard, notons d'ailleurs l'élément suivant. Durant la campagne de 1952, Jack Kroll constata, parmi les difficultés auxquelles faisait face le syndicalisme, le succès de la candidature du général «auprès des ménagères» (*housewives*) du pays, qu'il attribuait «à la peur des mères de famille face à la guerre et au communisme». Et dans l'analyse des causes de la défaite de 1952, le PAC mit l'accent sur le vote pro-républicain des électrices qu'on appela les *CIO women*, les syndiquées femmes et, principalement, les *CIO wives*, c'est-à-dire les épouses des membres masculins du CIO. Selon divers sondages, si quelque 57 % de l'ensemble des membres de syndicats avaient voté Stevenson en 1952, cela ne fut le cas que de 41 % des *union wives*. En 1954, le vote de celles-ci en faveur des candidats démocrates s'éleva à 46 %, mais il sera, comme on l'a indiqué, de 64 % chez les syndiqués. Une des leçons que tira alors le CIO des résultats de 1952 fut précisément du besoin de s'adresser précisément aux *CIO women*, d'élaborer dorénavant une stratégie qui permettrait de les gagner aux perspectives politiques de la centrale, axée surtout en direction des épouses de syndiqués³⁸. Le syndicalisme allait ainsi évoluer d'une conception du vote syndical prioritairement défini par le comportement électoral des syndiqués à celle d'un vote syndical faisant plutôt référence aux syndiqués et à leurs familles, à ce que l'on appellera les *union households* par la suite, c'est-à-dire les foyers où vit (minimalement) un membre des syndicats, que l'on désignera aussi comme «familles syndiquées». Conceptuellement et pratiquement, l'idée du vote syndical devenait ainsi plus englobante.

De telle sorte que, pour le CIO et son Political Action Committee, la préparation de la consultation de 1954 et même, par-delà, de la présidentielle de 1956 débuta avec le bilan de son intervention et des résultats de 1952. Ses

craintes parurent d'ailleurs vite justifiées, le Labor Committee du Sénat rendant public en mai 1953 un « document de travail [qui] contenait trente-six propositions de modification » à la loi Taft-Hartley très régressives. Dès le mois de septembre suivant, le PAC du CIO entra donc officiellement en campagne. L'AFL et la LLPE furent moins actives cependant. En conséquence, quand furent connus les résultats des élections de 1954, qui redonnèrent aux démocrates la majorité dans les deux chambres du Congrès, on put se demander précisément s'il s'agissait cette fois d'une « victoire du CIO ». Dans une analyse qui, selon nous, emporte l'adhésion, James C. Foster a clairement répondu par l'affirmative, en décomposant le vote de mi-mandat en 1954 par districts électoraux et courses sénatoriales, en tenant compte du poids du mécontentement envers le parti du président qui s'exprime souvent lors des élections de mi-mandat, en se demandant aussi si les majorités démocrates n'étaient pas « qu'un retour à la norme pré-1952 », etc. Or, non seulement l'activité du PAC parut déterminante dans les courses qui avaient fait la différence entre majorité et minorité, mais, soulignait-il, les candidats démocrates qui n'avaient pas reçu son appui s'en étaient, de fait, « plus mal tirés qu'en 1952³⁹ ».

D'autant plus, pouvons-nous ajouter, que la deuxième année de la présidence Eisenhower fut une année de ralentissement économique et de hausse du chômage. C'est dans ce cadre que le vote des femmes associées au syndicalisme, femmes syndiquées ou conjointes de syndiqués, atteignit 46 % en faveur des démocrates. La LLPE de l'AFL « mit sur pied une section spéciale de travail » pour joindre les « dix millions d'épouses AFL » (*AFL's ten millions wives*), en fonction d'une analyse semblable à celle du CIO sur les résultats de 1952 ; le PAC, toujours en avance d'un pas, tint de son côté une conférence nationale sur la participation politique familiale, à laquelle il consacra beaucoup de publicité dans les publications du CIO, embaucha des rédactrices afin de s'adresser directement aux femmes par la suite et publia des brochures à leur intention. Il chercha enfin à organiser une *PAC family conference* (une « réunion du PAC pour les familles ») dans chaque État⁴⁰.

Pourtant, Eisenhower avait fait un geste de bonne volonté en direction du mouvement ouvrier en nommant au poste de secrétaire au Travail Martin P. Durkin, le président du syndicat des plombiers, affilié à l'AFL. S'il est incontestable que le cabinet d'Eisenhower s'avérait socialement et économiquement plus conservateur que les cabinets démocrates des vingt années précédentes, ses critiques libéraux le qualifiant de « cabinet de millionnaires » ou « cabinet en Cadillac » ou « cabinet formé de sept millionnaires et d'un plombier », il est non moins juste que la nomination de Durkin témoignait de la volonté d'Eisenhower de donner suite à sa promesse d'une révision de certains éléments de la loi Taft-Hartley. Durkin accepta d'ailleurs le poste avec cet objectif en tête et il reçut le

plein appui de Meany. Il soumit à la présidence ses propositions de modification à la loi Taft-Hartley en août 1953, convaincu qu'il aurait son approbation. Cette approbation paraissait nécessaire, puisque les amendements que les chambres préparaient, comme on l'a vu dans le cas du Sénat, menaçaient plutôt de durcir la loi à l'encontre du syndicalisme alors que Durkin visait à diminuer sa portée⁴¹. Pourtant, la Maison-Blanche se recusa sous les pressions du secrétaire au Commerce, Sinclair Weeks, et du secrétaire au Trésor, George Humphrey. Durkin démissionna alors le 30 août. Eisenhower tenta bientôt, avec son nouveau secrétaire au Travail, James P. Mitchell, de faire adopter des modifications qui reprenaient celles de Durkin en partie, mais il en fut empêché encore, par la menace cette fois d'une résistance combinée et de tous les instants de la plupart des élus républicains et des démocrates sudistes⁴².

Le seul soulagement, si l'on peut dire, des centrales syndicales fut qu'il n'y eut pas alors adoption de modifications qui auraient diminué davantage leur liberté d'action. Le conservatisme social de la présidence Eisenhower fut plus immédiatement ressenti dans ses mesures de réduction du budget du ministère du Travail et dans les nominations faites entre 1952 et 1954 au National Labor Relations Board, organisme chargé de la supervision des rapports employeurs-employés et du respect, notamment, de la loi de l'accréditation syndicale. Ces nominations modifièrent l'équilibre idéologique interne du NLRB, rendant son administration nettement plus favorable aux positions patronales⁴³. Alan Draper en a conclu que le NLRB renouvelé était engagé dans une entreprise de renversement de la logique de ses décisions antérieures ; mais Melvyn Dubofsky, tout en soulignant aussi que les nominations d'Eisenhower « étaient davantage du goût » des employeurs, maintient qu'« en pratique » la nouvelle équipe dirigeante respecta « les précédents et les politiques établies⁴⁴ ». Cette remarque de Dubofsky nous semble importante, parce qu'elle permettra de marquer la différence dans leurs rapports au mouvement ouvrier entre les présidents Eisenhower et Reagan (1980-1988), notamment. Mais l'appréciation de Draper signale aussi une réalité, et correspond certainement plus à la perception de la situation sociopolitique des états-majors syndicaux durant la présidence du général Eisenhower. Rétrospectivement, en ayant en tête les développements qui surviendront à partir des années 1980, on pourrait caractériser les années 1952-1960 comme d'un « conservatisme modéré pesant à la baisse » sur la position du mouvement ouvrier dans la société.

iii. LE BESOIN POLITIQUE DE L'UNITÉ

Le président Eisenhower acceptait la réalité d'un « marché du travail institutionnalisé », selon la définition qu'a traditionnellement donnée de cette notion la discipline des relations industrielles, c'est-à-dire un marché du travail dans lequel interviennent de puissantes associations d'employés, en mesure d'imposer des coûts qui, pour une part, échappent aux aléas « des tendances de l'économie », un marché soumis aux règles de la négociation collective, à l'imposition par lois « de conditions minimales de travail », dont des conditions de rémunération, et auquel les pouvoirs publics peuvent aussi dicter des orientations sociales particulières (par exemple, l'interdiction de pratiques racistes⁴⁵). C'était beaucoup moins le cas de courants importants dans son parti et parmi la classe des employeurs. La problématique que soulèvent obligatoirement ces remarques a trait à la nature des grands rapports entre forces sociales alors articulés : quelle caractérisation doit-on donner de ces rapports, tels qu'ils évoluaient depuis la fin des années 1940 ? Celle d'une entente entre agents socioéconomiques déterminants, obligés d'accepter la présence de vis-à-vis et la cohabitation avec eux ; celle d'une simple trêve entre adversaires incapables chacun d'une victoire décisive à court terme ; celle d'une coexistence finalement favorable à tout le monde ; ou... ? Cette problématique représente une dimension fondamentale de notre sujet : son traitement s'avère nécessaire pour circonscrire la nature, la substance et la densité de l'action politique ouvrière. Nous nous y penchons expressément dans la prochaine section.

Pour l'instant, soulignons que, si la nomination de Durkin au poste de secrétaire au Travail avait été fort bien accueillie par le syndicalisme, et d'abord par l'AFL, sa démission et les tenants et aboutissants de cette démission soulèverent évidemment l'ire des deux centrales contre l'administration républicaine. Au congrès de l'AFL en 1953, le rapport de l'exécutif s'en prit amèrement à la présidence et « avertit que la majeure partie des lois du New Deal allaient disparaître » si on laissait « les forces de la réaction » l'emporter à nouveau en 1954. Le congrès reçut d'ailleurs froidement les salutations du vice-président Richard Nixon⁴⁶. Au congrès de l'année suivante, une résolution adoptée unanimement s'en prit tout autant à la présidence Eisenhower qu'aux majorités républicaines au Congrès, les accusant d'avoir conjointement « établi un gouvernement des, par et pour les grandes firmes », bien qu'on attendait la visite du président. George Meany, le président de la centrale depuis le décès de Green, profita de l'occasion pour insister à nouveau sur la nécessité de s'engager politiquement avec la LLPE⁴⁷. Et l'on connaît déjà, par ailleurs, l'engagement électoral du CIO à ce moment. Walter Reuther, devenu quant à lui président du CIO, vit en 1953 et 1954 chacune de ses demandes à la

Maison-Blanche, réclamant une intervention économique de compensation pour contrer le chômage et le ralentissement économique, être nettement rejetée, de manière parfois même cavalière par certains membres du cabinet⁴⁸.

Ce contexte accentua le besoin, déjà ressenti par le syndicalisme devant les nominations au NLRB et la recrudescence de l'adoption de lois *right-to-work* dans les États, d'accroître sa puissance politique, de se doter d'un poids politique plus lourd. Comme toujours en de pareilles circonstances, l'idée d'une orientation travailliste fit surface⁴⁹. Déjà, par ailleurs, les deux centrales et plusieurs de leurs affiliés « les plus importants » avaient modernisé les moyens de leur intervention politique quotidienne, sur le plan « de la recherche, de l'information et du lobbying ». Ce travail de lobbying se faisait souvent de concert « avec d'autres groupes d'intérêt public et des élus amis », en prévision de certains votes en chambre ou pour faire valoir la nécessité d'amendements à des projets de loi⁵⁰. Mais, selon beaucoup d'auteurs, la « détérioration du climat politique » convainquit les directions des deux centrales de frapper un grand coup ; depuis 1947, en effet, les menaces de contraintes législatives renforcées revenaient hanter le mouvement syndical. Voilà qui amena, comme facteur premier, Meany et Reuther à s'orienter vers une fusion de l'AFL et du CIO, vers une réunification du Labor américain.

Le premier pas dans cette direction fut la signature d'un pacte de non-maraudage entre l'AFL et le CIO en juin 1953⁵¹, prenant effet le 1^{er} janvier 1954 pour une durée de deux ans. Cette période de deux années allait servir à élaborer les bases et les mécanismes de cette fusion, en ce qui concerne tant la formation de la direction de la nouvelle centrale que les termes de l'intégration ou de la cohabitation des divers syndicats membres. En décembre 1955, la fusion était réalisée, et la centrale créée prenait le nom d'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO). Les objectifs politiques de Meany et Reuther étaient de réunir ainsi « plus de ressources financières pour l'action politique, [de se garantir] une influence plus grande au sein du Parti démocrate, [de pouvoir exercer] des pressions plus fortes sur les candidats antisyndicaux et d'atteindre à une plus grande efficacité organisationnelle ». Le fait que l'entente de fusion laissa de côté plusieurs « questions cruciales » quant à la cohabitation de certains syndicats sembla bien confirmer que l'impulsion première à l'unification était d'origine politique⁵². Nous analyserons les discussions sur l'action politique qui accompagnèrent directement ce processus dans notre prochain chapitre. Les élections de 1956 à la présidence et au Congrès seront le banc d'essai de son intervention électorale en tant que centrale unique ; son rôle sera de premier plan dans la victoire du démocrate John F. Kennedy en 1960.

On a vu que le patronat, en tant que classe économique, s'était globalement opposé à l'adoption puis à la mise en œuvre de la loi Wagner. Durant la Deuxième Guerre mondiale, la responsabilité directe assumée par l'État fédéral dans la gestion du rapport d'emploi imposa des règles strictes auxquelles les employeurs comme les syndicats durent se plier ; en fin de course, la présence organisationnelle du syndicalisme dans l'entreprise en sortit renforcée. Les affrontements massifs de l'après-guerre montrèrent, malgré les sautes d'humeur patronales, que les employeurs ne pouvaient réalistement envisager de revenir à une situation du type qui avait existé jusqu'à la mi-décennie 1930-1940 : dans une large mesure, les mouvements de grève généralisés localement qui firent surface en 1945 et 1946 furent une réaction des bases syndicales à certaines tentatives de mettre en cause ce qui avait été gagné depuis ce moment. De sorte que les processus de négociation collective de contrats de travail et de renouvellement des conventions sans que la présence du syndicalisme soit remise en question devinrent courants. Dans ce cadre, c'est avec la loi Taft-Hartley que des balises, contraignantes, furent imposées à l'activité syndicale ; mais cette loi était présentée en modification au National Labor Relations Act de Wagner, et non comme son abrogation. Par ailleurs, elle visa aussi à diminuer les possibilités d'intervention politique des syndicats et soumit ceux-ci à l'exigence des *affidavits anticommunistes*.

De fait, la loi Taft-Hartley avait pour objectif d'établir un contrôle rigoureux, comme on l'a écrit, de l'aire de rayonnement qui serait permise au syndicalisme américain, en dimensions socioéconomique et sociopolitique. La question qui se pose alors a trait à la substance et à la nature, comme on a dit aussi du nouvel équilibre social. Et la réponse à cette question devient un enjeu de l'explication même de l'action politique contemporaine du mouvement ouvrier.

2. LES COMMUNISTES AU BAN DE LA SOCIÉTÉ

Dans le face-à-face de guerre froide entre l'Ouest et l'Est, la politique des États-Unis fut d'abord définie comme celle de la « doctrine Truman » qui se traduit par l'idée de « l'endiguement » de la puissance et de l'influence de l'URSS ; sous la présidence de Dwight D. Eisenhower, la politique étrangère américaine face au bloc de l'Est mit plutôt en avant la notion dite des « repressailles massives », c'est-à-dire la perspective d'une réponse militaire immédiate de grande envergure (plutôt que limitée) à quelque agression du *monde communiste*, où qu'elle survienne⁵³. L'idée de l'endiguement, à ce qu'il nous semble, permet le plus explicitement de circonscrire le positionnement de l'AFL et du CIO en politique mondiale : le terrain de l'endiguement est en effet celui sur

lequel les deux centrales furent d'abord associées à la mise en œuvre de la politique face à l'URSS. Ce fut évidemment un aspect crucial de leur intervention dans l'entreprise de reconstitution d'une confédération syndicale internationale, même si elles ne partagèrent pas dans un premier temps le même point de vue sur la FSM; elles furent toutes deux très actives, en lien avec les syndicats anglais dans la scission pro-occidentale de la FSM en janvier 1949 et la création de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) la même année. Cette « division syndicale » s'avérait en effet nécessaire, « selon les dirigeants du gouvernement américain » pour « assu[er] la mise en application du plan Marshall ». Dans le même mouvement, Irving Brown, le « représentant de l'AFL en Europe », chercha à « affaiblir et [à] isoler la CGT française⁵⁴ », de même qu'à diminuer le rôle des communistes italiens dans la centrale syndicale unique de leur pays⁵⁵.

Ces péripéties étaient évidemment en phase avec l'acceptation des exigences de conformité politique auxquelles on s'était plié; et l'AFL, plus homogène idéologiquement que le CIO, faisait aussi pression sur celui-ci pour qu'il s'engage plus activement dans la lutte contre le *communisme*. Truman avait, par ailleurs, instauré en mars 1947 un programme de contrôle de la « loyauté » de millions d'employés fédéraux, mesure qui fut suivie par l'adoption au Congrès de la loi Taft-Hartley la même année et de l'exigence des affidavits anticommunistes. La pression au conformisme de tous les secteurs de la société était devenue vindicative. Voilà pourquoi la ligne de départage dans le CIO allait se faire sur le rejet, ou non, de la candidature de Wallace en 1948 et sur le soutien, ou non, à la mise en pratique du plan Marshall. La présidence, le Congrès, puis la haute direction du CIO ne considéraient manifestement plus acceptable que cohabitent dans les syndicats des partisans d'options différentes à ces égards. La dimension internationale de la gouverne du pays, dorénavant au cœur des préoccupations politiques, amenait à ce que le CIO exclue de ses rangs les éléments dissidents. La bataille de leur expulsion fit rage en 1949 et 1950. Et elle fut menée jusqu'au bout.

i. L'EXCLUSION DES COMMUNISTES DU SYNDICALISME

Elle entraîna, comme on l'a mentionné déjà, l'exclusion de près de 25 % des membres, soit environ un million de syndiqués membres des onze syndicats chassés. Les plus importants, parmi ceux-ci, furent la United, Electrical, Radio and Machine Workers Union, qui comptait quelque 500 000 membres⁵⁶, l'International Longshoremen and Warehousemen Union (regroupant les débardeurs de la côte du Pacifique), la Mine, Mill and Smelter Workers Union (les travailleurs des fonderies) et l'International Fur and Leather Workers

Union (regroupant les travailleurs de la fourrure et du cuir). Le congrès du CIO tenu en novembre 1949 adopta formellement un amendement à ses statuts qui interdisait désormais l'accès à des postes de direction dans la centrale à toute personne qui, «est systématiquement engagée, par ses orientations et ses activités, dans la réalisation du programme ou des buts du parti communiste, d'une organisation fasciste ou de quelque autre mouvement totalitaire»; de plus, le congrès confia au conseil exécutif de la centrale le pouvoir d'exclure les syndicats que l'on qualifiait de *communist-dominated*: à cet effet, l'exécutif conduisit en 1950 une série de «procès» internes visant à stigmatiser ceux qui se révéleraient ainsi «dominés» par les communistes. L'appui au candidat présidentiel «progressiste» Henry A. Wallace en 1948 et le rejet du plan Marshall furent donc les pierres de touche dans cet exercice, complétées du refus de signer les affidavits anticommunistes – ce que ce refus laissait supposer. Philip Murray, toujours président du CIO à ce moment et qui s'y était longtemps refusé, avait finalement satisfait à cette exigence en juillet 1949.

L'exécutif du CIO en vint donc à juger coupables onze de ses syndicats et il procéda à leur expulsion. Les accusations les plus véhémentes avaient été portées contre les communistes au congrès de 1949, Reuther allant jusqu'à les traiter de «briseurs de grève» tant sur les lignes de piquetage⁵⁷ qu'au bureau de vote⁵⁸. Murray, de son côté, avait mis en avant que «les exclusions étaient nécessaires "pour combattre Staline, Moscou, l'impérialisme et l'agression ici, dans notre pays", aussi bien que pour débarrasser "le CIO de ces salauds de traîtres au syndicalisme américain"». À ce moment, depuis plus d'un an et demi, la haute direction du CIO avait par ailleurs entrepris d'établir un contrôle serré sur les activités et les prises de position des nombreux conseils du travail locaux et régionaux. Dans plusieurs endroits, tels New York, Los Angeles, San Francisco, Detroit, Minneapolis, et dans des États importants aussi, des communistes avec leurs alliés étaient parvenus à occuper des postes importants dans ces conseils. Au printemps 1948, le responsable national desdites instances, John Brophy, fit savoir clairement que les conseils devaient obligatoirement tous endosser publiquement les choix politiques de l'état-major national, «sans faux-fuyant ni compromis». Cette orientation fut alors appliquée énergiquement et sans concession⁵⁹.

Voilà concrètement sur quoi étaient arrimées l'activité internationale des syndicats américains et la conduite de leurs affaires internes. Globalement, les syndicats à direction communiste ne s'étaient pas révélés plus militants que les autres affiliés du CIO, encore que dans le Sud ils ne transigèrent jamais avec le principe de l'égalité raciale et de sections locales entièrement intégrées. Il faut le mentionner, non seulement parce que ce fut tout à leur honneur, notamment à l'honneur des Mine, Mill and Smelter Workers (le syndicat des

fonderies), mais parce que d'autres syndicats du CIO les attaquèrent parfois – ce fut le cas du syndicat de l'acier – en s'appuyant expressément sur l'arriération raciste. Mais on ne pourrait soutenir que, historiquement et à l'échelle nationale, le syndicat des UE, par exemple, fut à gauche des autres grands syndicats industriels. De sorte que les onze syndicats exclus ne purent se défendre en s'appuyant sur des courants de lutte auxquels ils auraient été antérieurement associés; leurs divergences avec les positions majoritaires des centrales portaient essentiellement sur les rapports entre l'Est et l'Ouest dans l'ordre mondial⁶⁰. Ce qui ne signifie pas que la *purge* anticommuniste n'ait pas affaibli le syndicalisme américain, et au premier chef le CIO. Les luttes fratricides que l'exclusion et la concurrence féroce entre les organisations pour *marauder* ou conserver les membres des syndicats à direction communiste accaparèrent énormément d'énergie, grevèrent presque mortellement les forces de ces syndicats, sans garantir que tous leurs membres soient récupérés par le CIO ni, surtout, que celui-ci prenne le relais dans des secteurs prometteurs qu'elles avaient au fil des ans entrepris de défricher.

Cela dit, le CIO s'était donc soumis à l'idéologie de l'affrontement entre blocs d'États et à l'injonction de prendre sa place du côté de l'Ouest. Il y rejoignait clairement l'AFL, pour laquelle l'appui à son pays contre Moscou était présenté dans la continuité de son opposition traditionnelle à la subversion communiste. Ainsi, les deux centrales étaient activement engagées dans la «guerre froide» avant même que la campagne du maccarthysme soit réellement ouverte. Et l'on peut supposer que le sénateur McCarthy ne s'en prit pas particulièrement – fort peu, de fait – au syndicalisme précisément parce que les exclusions du CIO avaient déjà eu lieu. Il dénonça la présence «subversive» du syndicat des UE dans les installations de compagnies produisant des «équipements militaires vitaux» et déclara que, «si 200 000 syndiqués peuvent appuyer volontairement des dirigeants communistes, il est temps de remettre en question [*to take another look*] le supposé “américanisme solide” de cette base». Mais il n'alla pas beaucoup plus loin⁶¹, encore que ses proches amis à la Chambre et au Sénat lancèrent de nouvelles attaques. Mais McCarthy contribua évidemment de manière spectaculaire à la pression au conformisme politique et à la suspicion de la dissidence, dont la portée déborda la seule répression de la présence communiste. Le climat politique prit durant quelques années l'allure d'un «sous-totalitarisme fascisant», selon l'expression de Marie-France Toinet, qui toucha tous les milieux de la société: le syndicalisme, bien sûr, mais aussi les institutions publiques et les appareils gouvernementaux, la presse, l'enseignement, la culture, l'industrie cinématographique, etc.⁶²

C'est ainsi que Walter Reuther, par exemple, exigea directement durant la première moitié des années 1950 que des alliés et les dirigeants des UAW rompent leurs liens avec le Socialist Party, dont il avait été membre jusqu'en 1938, parce qu'il craignait la mauvaise publicité que cette « étiquette » pouvait valoir au syndicat de l'automobile⁶³. Car la politique de guerre froide fut lancée, comme le fera remarquer la New Left durant les années 1960 en les dénonçant, par les démocrates et leurs alliés libéraux, et non par l'extrême droite. C'est Truman, on s'en souviendra, qui instaura les contrôles de loyauté dans la fonction publique. Par la suite, les développements se sont emballés et des élus conservateurs et réactionnaires sont entrés dans la ronde. Mais ce sont à nouveau des démocrates libéraux très connus, sous le leadership de Hubert Humphrey du Minnesota, qui iront jusqu'à piloter en 1954 un projet de loi dit de « Communist Control » au Sénat et en Chambre, qui allait mettre le parti communiste hors la loi. Ils furent appuyés par les élus conservateurs, qui complétèrent le projet de loi d'un amendement renouvelant la traque aux communistes dans les syndicats, y compris ceux qui étaient affiliés au CIO pourtant *purgé* depuis 1950. Dorénavant, on pourrait dépouiller une organisation syndicale de tous ses droits si elle s'avérait « substantiellement » influencée par le Parti communiste, selon le jugement du Comité de contrôle des activités subversives agissant sur demande de l'Attorney General. Humphrey accepta l'amendement, et la loi fut votée à l'unanimité du Sénat et à la quasi-unanimité de la Chambre, puis signée par le président Eisenhower. Il s'agit de la loi qui allait pratiquement faire disparaître les syndicats déjà chassés du CIO; elle instaurait de plus une menace permanente de vérification de la loyauté des sections locales des grands syndicats⁶⁴.

Or, le sénateur Humphrey avait présidé déjà aux travaux d'un sous-comité sénatorial examinant le poids de l'influence communiste dans « certains syndicats ouvriers⁶⁵ », qui avait notamment demandé une « application plus sévère de l'exigence » des affidavits anticommunistes et une meilleure protection « des industries vitales [du pays] contre les syndicats » dirigés par des communistes. Il était personnellement revenu à la charge durant la première année de l'Administration Eisenhower, en mettant en avant la nécessité de former des spécialistes pouvant faire la différence entre « un militant syndical de bonne foi et un agent communiste ». À cet égard, le personnel du comité sénatorial en était venu « à préciser trois moyens pour établir quels syndicats étaient dominés par les communistes », un type d'examen avec lequel, estima le *New York Times*, le groupe dirigé par Humphrey avait été d'accord. Ces moyens étaient « l'adhésion de la direction d'un syndicat à tous les changements » d'orientation adoptés par les communistes, la commission de certains actes, « comme des grèves », visant à favoriser l'atteinte des objectifs de « la politique étrangère

soviétique» et, enfin, la participation directe de «fonctionnaires du Parti communiste à la détermination des politiques d'un syndicat». De ces trois moyens, on considérerait que le premier était le plus révélateur⁶⁶.

Humphrey justifiait sa loi du Communist Control en soulignant notamment qu'elle permettrait aux libéraux de se prémunir définitivement contre les attaques de McCarthy et des siens, qui les assimilaient aux communistes ou à des pantins plus ou moins conscients des *conspirations* communistes. Libérés de ce handicap, les libéraux seraient plus en mesure de promouvoir leurs politiques progressistes. Pourtant, on se rend compte que Humphrey s'était lui-même associé auparavant à la chasse aux communistes et l'on sait que l'administration de Truman avait mis en place des mécanismes de contrôle de la dissidence politique lors de son face-à-face de guerre froide avec l'URSS. On doit donc considérer que la frange la plus libérale des élus au Congrès fut elle-même entraînée dans la répression de la dissidence idéologique et politique, du non-conformisme. Par incapacité de faire face, parce qu'elle était intimidée ou par conviction – même si elle trouvait, incontestablement, que McCarthy allait beaucoup trop loin et mentait systématiquement –, elle ne servit donc pas alors à l'affirmation et à la défense des principes de la démocratie, du libre débat et des droits individuels face aux appareils d'État et à la raison d'État. Comme les grandes centrales syndicales.

Sur ce terrain, soit dit en passant, le CIO et l'AFL souhaitaient manifestement ne pas être la cible désignée du Communist Control Act dans le monde syndical. Arthur J. Goldberg, l'avocat principal du CIO, évalua que la loi «établissait en pratique une présomption selon laquelle un syndicat affilié à l'AFL, au CIO ou à quelque autre fédération ou organisation anticommuniste n'était pas dominé par les communistes»; il soulignait aussi que cette «présomption» relevait, «clairement» écrivit-il, de ce que les deux centrales avaient fait la preuve qu'elles n'entendaient pas permettre aux communistes d'utiliser leur nom. De sorte, concluait-il, qu'il fallait dorénavant prendre garde que les communistes s'infiltrèrent dans nos syndicats en faisant s'affilier les reliquats d'organisations qu'ils dirigeaient toujours ou par des formules de fusion⁶⁷. Au même moment (hiver 1955), le conseil exécutif de l'AFL menaçait «d'expulsion probable» un de ses syndicats qui songeait alors à fusionner avec un de ceux qui avaient été chassés du CIO⁶⁸. Le syndicalisme américain ne voulait évidemment pas d'une intrusion gouvernementale dans la conduite de ses affaires. Le congrès du CIO en 1954 adopta aussi «une résolution condamnant les serments de loyauté et l'utilisation d'informateurs» policiers dans les syndicats; on y critiquait aussi la loi du Communist Control comme «le premier pas dangereux vers une politique de contrôle d'État de tous les syndicats». Mais ni le CIO ni l'AFL n'engagèrent de campagne en défense du droit à l'existence des

syndicats exclus du CIO en 1949-1950⁶⁹. Selon l'appréciation de Goldberg, ils ne se sentaient pas fondamentalement menacés et n'avaient certainement pas l'intention de mettre en cause leur « respectabilité », en particulier du côté du CIO, comme l'a écrit David M. Oshinsky, qui venait de l'acquérir au prix d'expulsions massives. Il est intéressant de noter que le professeur David Kwavnick a montré semblablement que l'anticommunisme du syndicalisme canadien était de la même façon lié alors à sa recherche de « respectabilité » auprès des pouvoirs publics⁷⁰.

Cela dit, il faut à nouveau souligner que ce positionnement d'ensemble des deux grandes centrales des États-Unis s'arrimait à un rejet profond du « communisme » au sein de leurs états-majors et à un attachement explicite à leur État, sans fausse pudeur. Encore et toujours, par exemple, lorsqu'on tente de s'expliquer les gains des partis communistes en France et en Italie, l'accent premier est mis sur la roublardise et les mensonges de ceux-ci. Mais aussi, par exemple dans une analyse de résultats électoraux en Italie au milieu de la décennie, on fait reposer les succès des communistes sur l'arriération des couches populaires et des secteurs de la classe ouvrière qui votent en leur faveur, de ceux et de celles qui se joignent au PCI (qui compte en 1955 plus de deux millions de membres!), et sur les « idiots utiles » qui acceptent de collaborer avec les communistes...⁷¹ La bonne conscience de l'anticommunisme syndical affiche aussi souvent une forme de mépris pour les classes ouvrières d'autres pays.

ii. LA GUERRE FROIDE DES SYNDICATS

Cette bonne conscience s'accompagnait par ailleurs de l'idée, au sein des états-majors du CIO, que l'exclusion des communistes allait faciliter les rapports avec les hommes politiques et même le patronat, et permettre de s'adresser aux travailleurs « comme organisation à cent pour cent américaine », ce qui ouvrirait à une nouvelle époque de recrutement, en particulier dans le Sud⁷². Y croyait-on vraiment? En tout état de cause, le positionnement politique du côté de son État avait conduit à prendre en charge soi-même la mise en pratique d'éléments stratégiques de son affrontement avec le bloc de l'Est, comme on l'a vu au chapitre précédent, dans le mouvement syndical international et les organisations d'autres pays, d'un côté, et à l'intérieur des États-Unis en éradiquant la présence des communistes dans le CIO. Deux facettes d'une même orientation, donc, qu'on ne jugeait pas préjudiciables à sa propre puissance socioéconomique et organisationnelle, cependant qu'on entendait mener son action politique à l'intérieur des paramètres ainsi définis.

Pourtant, les campagnes de « chasse aux sorcières » étaient maintenant conduites par des secteurs de la droite réactionnaire du Parti républicain. Les dirigeants de la majorité des syndicats savaient que le mouvement ouvrier, de par sa nature, est souvent amené à mettre en avant des positions semblant hétérodoxes aux élus conservateurs, et ses revendications tendent inmanquablement à remettre en question des façons de faire et des conditions établies. Le syndicalisme ne pouvait se considérer en sécurité dans le climat permanent d'excitation et de suspicion que le maccarthysme, par exemple, instillait. Comme on l'a vu, les « enquêtes » menaçaient même de venir le hanter et le déstabiliser. Voilà pourquoi le CIO « fut parmi les premiers opposants » aux campagnes du sénateur McCarthy, dès 1950, surtout que celui-ci s'en prit alors à l'administration Truman. Au congrès de la centrale, la même année, les délégués « adoptèrent une résolution sur les libertés civiles et la sécurité intérieure » qui dénonça notamment les « activités irresponsables » du sénateur. Les publications du CIO revinrent souvent à la charge par la suite⁷³. Du côté de l'AFL, on fut plus lent à réagir. Ce n'est qu'en 1953 que le congrès de la centrale se pencha sur la question, et la résolution critique qui fut adoptée ne mentionna pas explicitement le nom du sénateur McCarthy, même si les publications de la centrale s'en étaient prises à lui depuis le moment des élections de 1952. En 1954, le congrès « condamna la conduite [du sénateur] comme étrangère à la tradition américaine » et l'on souligna qu'il « avait toujours voté contre les intérêts de la population travailleuse » en chambre. Mais il faut mentionner, écrit David Oshinsky, que le Sénat « avait déjà engagé une procédure de censure » contre lui⁷⁴...

Ce qui caractérisa globalement la réaction du syndicalisme fut de fait la faiblesse de ses interventions et sa peur, comme le fit remarquer une revue de gauche à l'époque. À part certaines positions pro-McCarthy dans l'AFL, la plupart des congrès de syndicats en étaient venus à condamner le sénateur pour ses méthodes, parce qu'il représentait une « menace à la démocratie » et qu'il nuisait à une « lutte véritable contre le communisme », ou qu'il détournait l'attention des vrais problèmes, qui sont de « pain et de beurre ». Mais, bien que le climat d'ensemble fût dangereux pour le syndicalisme, les centrales n'engagèrent pas de campagne publique, certainement pas de campagne énergique et résolue contre les menées et les prétentions de McCarthy⁷⁵.

Politiquement, donc, le syndicalisme américain était partie prenante des pratiques et même des intrigues de guerre froide, du côté de son gouvernement et en lien avec les appareils de sécurité de l'État. La chasse aux sorcières du sénateur McCarthy et les initiatives similaires de ses alliés surgirent, en quelque sorte, comme une extension brutale et vulgaire, démagogique, de cette politique. Il s'avérait bien difficile pour les syndicats ouvriers d'ouvrir une offensive

franche et déterminée, tenace, de dénonciation de McCarthy et d'obstruction active à la poursuite de ses campagnes, quand ils les avaient menées eux-mêmes de la façon la plus résolue dans leurs propres rangs et qu'ils s'y étaient liés à l'échelle mondiale. Certains auteurs évaluent que cette absence de réaction vigoureuse du côté des états-majors syndicaux aux empiètements de la chasse aux sorcières sur les droits fondamentaux fut le produit d'une incompréhension du danger qu'ils faisaient peser sur le respect de tous les droits, individuels et collectifs. Cela ne semble pas juste, puisque ledit danger venait précisément de *coûter* près du quart de ses membres au CIO ; on doit plutôt considérer, nous semble-t-il, que le danger fut perçu, mais que l'on ne crut pas possible qu'il soit *permis* de faire plus.

Idéologiquement, si l'appui effectif au maccarthysme se limita à quelques secteurs bien précis de l'AFL, en particulier du côté des métiers de la construction et du bâtiment⁷⁶, il n'en reste pas moins que l'anticommunisme, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du pays, tendit pendant un moment à définir prioritairement le positionnement du syndicalisme. Commentant ainsi les résultats des élections de mi-mandat en 1950, que l'on trouvait désappointants du fait de l'élection de plusieurs candidats « hostiles » au syndicalisme, la revue *The American Federationist* de l'AFL se félicitait tout de même que, « dans l'ensemble, l'élection avait témoigné de la prépondérance de ces citoyens américains qui voyaient la défense [du pays] contre la conspiration communiste internationale comme la question principale posée à notre gouvernement⁷⁷ ». Comme on l'a vu, cette inclination ne s'exprimera plus aussi ouvertement ni même en tant que telle dans les années subséquentes, mais son rappel sert à souligner combien le syndicalisme a pu contribuer au façonnement d'une « culture de guerre froide » aux États-Unis, selon le titre d'une étude célèbre⁷⁸. Dans ses propres rangs, ce positionnement signifia la répression et l'expulsion de la dissidence, sa *dé légitimation*, ce qui, en corollaire et tout de suite, entraîna que la « pratique » même de débats politiques de fond, de débats de stratégie et d'orientation s'estompa. Chaque opposant aux dirigeants du CIO, notamment, et des divers syndicats de l'une et l'autre centrales risquait d'être soupçonné de « communisme », y compris après les exclusions massives⁷⁹. Idéologiquement, le conformisme et l'exigence du conformisme sociopolitique devinrent plus pointilleux que jamais auparavant dans le mouvement ouvrier américain. Et comme, avec l'appui au plan Marshall, on avait confirmé son acceptation et son respect de l'économie libérale, c'est aussi sur le plan économique qu'on manifestait son ralliement à l'ordre interne et externe que voulait assurer le gouvernement des États-Unis.

Globalement, ce positionnement politique, idéologique et économique correspondait à une réduction de l'espace occupé par le syndicalisme dans l'évolution et les transformations de sa société, un espace limité et certainement moins *inspirant* que celui qui avait été le sien depuis les années 1930. Il en perdit beaucoup de prestige auprès de l'intelligentsia du pays, qu'il avait acquis avec l'explosion victorieuse du syndicalisme industriel⁸⁰. La jeunesse contestataire de la décennie suivante ne lui reconnaîtra d'ailleurs, du moins de prime abord, qu'un intérêt fort mitigé. Ainsi que le note Kim Moody, les quelques intellectuels, singulièrement des universitaires, qui seront dorénavant proches du syndicalisme seront en accord avec le rôle plus limité qui était devenu le sien⁸¹.

On a cité déjà cette phrase du *CIO News* en novembre 1950 claironnant : « En un an, nous avons brisé le dos du Parti communiste des États-Unis. » On peut se demander, une fois envisagés les grands facteurs explicatifs d'ordre politique, comment, sur un plan plus organisationnel, c'est-à-dire en ce qui a trait à la vie des organisations, rendre compte de cet engagement actif dans l'anticommunisme. Mentionnons d'abord, à cet effet, le caractère incontestablement sacrificiel des exclusions massives de la centrale du CIO. La sociologie des organisations enseigne en effet que toute organisation voit toujours avec la pire des craintes, comme la pire des menaces, ce qui l'affaiblit structurellement : guerres intestines, départs en masse, déchirements, risques de dislocation, etc. Pendant les années de l'immédiat après-guerre, la haute direction de la centrale et son appareil ne cherchent pas à briser les syndicats ou à restructurer les instances que dirigent des communistes. Lorsqu'il faut se plier à l'esprit du temps, durant la présidence de Truman en particulier, on cherche d'abord à adopter des résolutions dont la formulation peut satisfaire aux exigences des campagnes anticommunistes tout en étant votées par les *communistes*. Et Lee Pressman, membre du parti, reste conseiller personnel de Philip Murray⁸². Mais, très rapidement, il ne fut plus possible, littéralement, de jouer avec les mots ; et l'organisation, pour maintenir son droit à l'existence, durement acquis depuis moins d'une décennie, et ses entrées chez les démocrates accepta le sacrifice de son amputation, comme gage de ses bonnes dispositions. Un peu comme si le syndicalisme industriel, après avoir forcé les grandes citadelles du capitalisme, voulait se faire pardonner sa présomption...

D'ailleurs, si l'action politique intérieure des syndicats se conformait progressivement au modèle mis au point par le CIO, la substance de leurs interventions internationales correspondit rapidement à l'orientation dont l'AFL avait pris l'initiative. Or l'AFL et son envoyé spécial en Europe, Irving Brown, voyaient à ce moment toutes les actions importantes de contestation sociale et les mouvements revendicatifs comme autant « d'efforts politiques

visant à contrer» le plan Marshall. Brown proposa même de s'appuyer sur les leaders syndicaux qui avaient « soutenu le gouvernement de Vichy » afin de se débarrasser des communistes à la tête de la CGT française⁸³. En 1954, les deux centrales américaines appuyèrent ainsi le renversement, orchestré par la CIA, du gouvernement nationaliste d'Arbenz au Guatemala, qui voulait « nationaliser les terrains possédés par la United Fruit Company⁸⁴ », le CIO moins bruyamment que l'AFL cependant. La centrale industrielle cessa assez rapidement de se prêter au transfert de fonds entre la CIA (ou d'autres agences gouvernementales) et des syndicalistes anticommunistes ailleurs dans le monde, ce qui ne fut pas le cas de l'AFL. Déjà l'appareil syndical américain recevait des bénéfices de cet engagement en ressources financières, une pratique qui allait s'approfondir et s'élargir au fil des ans. Nous y reviendrons pour la centrale unifiée. Mentionnons cependant que la « politique étrangère » de l'AFL-CIO sera le pré-carré de George Meany, entièrement, démonstration que l'AFL donnait le ton sur cette dimension de l'évolution du mouvement ouvrier. Un pré-carré presque entièrement financé par diverses agences gouvernementales⁸⁵.

Cela dit, la hiérarchie du CIO profita aussi de l'anticommunisme, soit en se délivrant du courant principal de contestation interne et même de direction de remplacement, soit parce que l'élévation à un poste de direction devait beaucoup à l'utilisation de l'anticommunisme contre ses adversaires (ce fut le cas de Reuther dans l'automobile) ou que la création même de son organisation était fondée sur l'exclusion de syndicats à direction communiste (ce fut le cas contre les UE, avec la formation des IUE – International Union of Electrical, Radio and Machine Workers – et leur président James B. Carey). Plus généralement, le lien du syndicalisme américain au régime politico-économique dominant, et à la position des États-Unis dans le monde, entraîna qu'on accepte la place de l'économie d'armement dans la vie de la société et l'idée que son bien-être en dépendait. À une conférence réunissant en 1958 plus de « mille dirigeants syndicaux, [...], représentant cent trente-huit syndicats affiliés » à la nouvelle centrale de l'AFL-CIO, on s'entendit ainsi sur un programme de « prospérité et de croissance économique » mettant l'accent sur le besoin de dépenses militaires. Meany transmit au président Eisenhower une résolution disant, par exemple: « Nous tenons à souligner le besoin urgent d'une augmentation du budget de la défense, à la fois comme moyen d'assurer la défense nationale et comme mesure de relance [*rehabilitation*] économique⁸⁶. » De la même manière, une conférence spéciale du syndicat des machinistes tenue en 1957 sur l'industrie « de l'aviation et des missiles télé-guidés » dut prendre la mesure de l'effet négatif sur « l'emploi et la prospérité nationale » que produirait une politique de désarmement, compte tenu qu'« un

emploi sur trois aux États-Unis procède directement ou indirectement, fit-on valoir, des dépenses militaires⁸⁷».

S'il n'est pas de notre propos d'analyser le poids des dépenses d'armement dans la vie économique des États-Unis, il est tout de même intéressant de constater que le général Eisenhower exprima durant sa campagne à la présidence en 1952 un point de vue étrangement en phase avec celui de ces syndicalistes. Les démocrates mettaient alors la population en garde contre un retour des républicains à la Maison-Blanche en rappelant l'effondrement de l'économie américaine sous la gouverne d'Herbert Hoover élu en 1928; avec Roosevelt puis Truman, expliquaient-ils, l'Amérique avait retrouvé la prospérité. Voulant contredire cet argument, Eisenhower fit valoir que 1929 avait été la « dernière année de paix » durant laquelle les États-Unis avaient connu la prospérité. De 1929 à 1939, « quand débuta la Deuxième Guerre mondiale, notre économie n'a connu aucune croissance de son produit net par personne. Le New Deal n'a jamais véritablement solutionné le problème du chômage. [...] Puis vint la deuxième guerre qui réussit à faire ce que le New Deal n'avait pas su ». Après cette période, alors que l'économie « commençait à faiblir, la [guerre de] Corée fut enclenchée. La production pour la défense est à nouveau venue à son secours⁸⁸ ».

Quoi qu'il puisse en être de la justesse de ce point de vue, il était manifestement répandu. Une large proportion des états-majors du syndicalisme le faisaient visiblement leur, et affichaient sans fausse pudeur – maintenant que la dissidence interne sur l'appréciation des rapports Ouest-Est avait été éjectée – le consentement de se soumettre à sa logique. Par ailleurs une dernière dimension de la dynamique interne à la vie des organisations syndicales mérite d'être examinée pour rendre compte de leur ralliement actif à l'anticommunisme et à la chasse aux sorcières. Cette dimension est celle de la psychologie ou des sensibilités sociopolitiques propres de la classe ouvrière des États-Unis, et plus précisément des secteurs ouvriers syndiqués, des valeurs qu'ils partagent. Car on sait qu'avec l'excitation et la tension des enquêtes et des dénonciations à la McCarthy, et alors que leurs propres dirigeants s'en faisaient l'écho et, à leur façon, les participants actifs, « des ouvriers à Detroit et à Los Angeles et dans des installations de l'industrie aéronautique, prirent [en quelques occasions] les affaires en main, rudoyant des gens vus comme des radicaux, demandant à des employeurs de mettre à pied » de tels travailleurs, en particulier devant les difficultés auxquelles les Américains faisaient face en Corée et le nombre sans cesse croissant de leurs pertes⁸⁹. De là à conclure que l'exigence d'une orthodoxie idéologique et le conformisme trouvaient leurs bases d'appui, voire leur source profonde dans la propension ouvrière à « l'autoritarisme », il n'y eut que quelques pas, rapidement franchis par certains secteurs bien-pensants du

journalisme et de l'université, qui pourtant avaient souvent vite cédé aux injonctions du maccarthysme.

Joe McCarthy et la classe ouvrière

David M. Oshinsky, qui a écrit l'étude faisant toujours autorité sur les rapports du mouvement ouvrier au sénateur McCarthy, a cherché à établir la configuration des appuis aux campagnes de celui-ci, en se posant précisément la question des attitudes et des comportements d'alors des syndiqués de base⁹⁰. En ce qui a trait au comportement du monde des affaires, une revue générale des études spécialisées amena Oshinsky à conclure que les appuis aux campagnes du sénateur étaient plus prononcés et constants parmi « les petits hommes d'affaires, marchands et manufacturiers » que dans la grande entreprise. Beaucoup des analystes expliquèrent ce constat du fait que le populisme de McCarthy, qui donnait l'impression de s'en prendre au règne des élites, incapables ou traîtres, était apprécié d'une petite propriété se sentant ballotée entre les forces dominantes du monde industriel. Selon diverses enquêtes, les grandes entreprises auraient apprécié McCarthy tant que ses croisades contribuaient à affaiblir la coalition New Deal-Fair Deal ; il fut démontré que, si le sénateur avait appuyé les causes sociales libérales en politique intérieure, la grande entreprise lui aurait été opposée. Qui plus est, après la victoire des républicains à la présidence et au Congrès en 1952, on se serait attendus que McCarthy cesse ses dénonciations du gouvernement et de ses agences. Mais il les accentua au contraire en 1953 et 1954, allant bientôt jusqu'à s'en prendre à l'armée. Selon les données disponibles, il apparaît clairement que les dirigeants de la grande entreprise lui furent alors hostiles, ce qui semble avoir momentanément entraîné une réduction de leurs contributions financières au Parti républicain ; à l'exception des nouvelles fortunes du pétrole au Texas, qui l'appuyèrent, généreusement, jusqu'au bout. D'après certains, le niveau d'éducation habituellement élevé des dirigeants de la grande entreprise rend compte aussi de la distance critique envers le maccarthysme dont ils purent témoigner privément⁹¹.

Pour notre propos, l'analyse que présenta dans le même livre Oshinsky de l'appréciation portée par les sciences sociales, entre la mi-décennie 1950-1960 et le début des années 1970, sur les appuis de masse à la croisade du sénateur McCarthy s'avère d'un intérêt particulier. D'où vinrent les appuis numériquement les plus marquants au maccarthysme, une fois constaté l'apport particulier des « petits hommes d'affaires » ? Sur le coup, la tendance prédominante fut de mettre en avant ce qui était vu comme « l'affinité de la classe ouvrière en Amérique pour l'extrémisme de droite ». Dans le livre *The New American Right*

publié en collaboration en 1954 par « un groupe de spécialistes reconnus des sciences sociales, comprenant Daniel Bell, Richard Hofstadter, Seymour Lipset, Talcott Parsons et Nathan Glazer », on se pencha sur cette question. Oshinsky résume ainsi la thèse qu'exposa Hofstadter : selon celui-ci, l'histoire américaine a toujours été pénétrée de deux dynamiques politiques différentes, « bien qu'elles étaient inextricablement liées » ; une dynamique procédant du conflit d'intérêts entre « les buts et les besoins matériels de divers groupes et blocs » dans la société, et une dynamique relevant plutôt de divergences fondées sur « des aspirations ou des motifs personnels quant aux statuts » que la société reconnaît à divers groupes.

« En période de difficultés économiques ou de dépression », la vie politique est d'abord définie par le jeu des intérêts ; en période de « prospérité », ce sont plutôt des « considérations de statut » qui s'imposent. Par opposition aux années 1930, les années 1950 sont des années de grande prospérité ; il paraît donc normal que les problèmes liés au statut soient au-devant de la scène politique. Or, une grande part de la population d'origine immigrante plus ou moins récente vit une « anxiété » existentielle particulière. Il lui est impossible de vivre selon ses caractéristiques ethniques propres, cependant qu'elle « est tourmentée de doutes » quant à la réalité de son « identité » nationale : cette identité est-elle « pleinement et véritablement américaine » ? Ce type d'anxiété, selon Hofstadter que résumait Oshinsky, « produit souvent un attrait pour les invites du sénateur McCarthy au super-patriotisme et au rejet de l'establishment ». La classe ouvrière étant largement composée de secteurs de la population d'origines ethnolinguistiques autres qu'anglo-saxonne, et « souvent catholiques », elle ne pouvait qu'être réfractaire « aux libertés civiles » et pencher du côté de « l'autoritarisme », des éléments habituellement concomitants en plus d'un faible niveau d'éducation, donc être attirée par le populisme de droite personnifié par Joseph McCarthy.

Dans le même livre, Lipset pouvait en conclure que « l'appui donné par une grande partie de la classe ouvrière américaine à l'extrémisme de droite doit être vu comme découlant de la carence d'un statut social suffisant », lorsque ces gens se comparent à des personnes qu'ils connaissent. Selon lui, cette classe ouvrière représentait « la base de masse la plus large de la droite radicale ». Il avait cependant le bon sens d'ajouter que cette base ne se manifestait pas nécessairement lors des élections, parce qu'elle restait majoritairement « libérale sur le plan économique⁹² ». Ce dernier point s'avérait déjà intéressant, mais encore incomplet, comme le souligne Oshinsky, puisqu'on s'aperçut tout de même quelques années plus tard que des enquêtes statistiques sérieuses permettaient d'avancer au contraire qu'« une large majorité de la classe ouvrière a rejeté de fait l'appel du maccarthysme ». Nelson Polsby montra, par exemple, que ce fut

l'affiliation et les préférences partisans qui déterminèrent fondamentalement l'appui électoral à McCarthy, c'est-à-dire qu'il fit bonne figure dans les régions et localités au Wisconsin (État dont McCarthy était l'un des deux sénateurs) déjà républicaines et très peu dans celles qui votaient démocrate. Qui plus est, d'autres spécialistes montrèrent même que McCarthy fit moins bonne figure dans les quartiers ouvriers que les autres candidats républicains, ce qui laissait supposer qu'il n'y avait pas que l'identité partisane qui expliquait le vote.

De fait, conclut Oshinsky, il est probable que ce dernier aspect était le produit de l'organisation en syndicats, c'est-à-dire de l'effet que les campagnes de politisation et d'intervention électorale du mouvement ouvrier pouvaient engendrer. En 1954, les instances dirigeantes de l'AFL et du CIO au Wisconsin ne crurent pourtant pas approprié de se joindre à une initiative visant la révocation du mandat de Joseph McCarthy, l'initiative du « Jo Must Go » lancée par le rédacteur en chef d'un petit journal local. Il semble, dit Oshinsky, que les syndicats croyaient cette campagne vouée à l'échec ; ils préférèrent se cantonner dans une position de neutralité bienveillante. Ils en furent bientôt empêchés néanmoins, la base syndiquée forçant la discussion, s'investissant par centaines dans l'initiative de révocation, bousculant les responsables – qui ne participèrent pas, bien qu'ils donnèrent finalement des appuis officiels. La campagne ne réussit pas à chasser McCarthy, mais le cadre même du syndicalisme avait permis à des courants de base, par-delà les chefs, d'intervenir politiquement. Et ils n'étaient certes pas intervenus du côté de l'extrémisme de droite⁹³.

Bien sûr, l'étude des positions contre McCarthy dans l'État du Wisconsin ne peut, par elle-même, tenir lieu d'une appréciation d'ensemble du rapport de la classe ouvrière des États-Unis au maccarthysme et à la guerre froide. Des sondages ont montré, par exemple, que le phénomène de la *tolérance* est généralement plus accentué dans les couches de la population plus éduquées. Et l'on sait, aussi, que la formation de l'Europe de l'Est a suscité une opposition réelle à l'URSS et à l'Armée rouge dans les rangs de la classe ouvrière multiethnique aux États-Unis, les syndiqués d'origine slave et hongroise « compo[sant] peut-être alors la moitié des membres du CIO », cependant que « disparaissaient ou étaient marginalisées [...] dans chaque communauté ethnique » les anciennes organisations de gauche au profit « d'une vaste recrudescence du nationalisme de droite, anticomuniste, [d'une] recomposition de la culture ethnique dans un moule fanatiquement anticomuniste⁹⁴ », etc. Mais l'étude directe et détaillée du comportement de l'électorat ouvrier du Wisconsin, singulièrement de l'électorat syndiqué, face à McCarthy ne permet pas les généralisations d'un appui ouvrier de masse comme base principale de la droite dure.

Pour une part, les explications faisant reposer la brutalité du maccarthysme, le déni des droits individuels, la lutte aux opinions hétérodoxes et le populisme de droite sur des caractéristiques de la classe ouvrière paraissent souvent relever davantage du préjugé que de l'analyse. Elles peuvent même à l'occasion procéder de l'arrogance, comme si l'humanisme, le respect d'autrui, les valeurs de liberté et d'égalité étaient affaire de caste, échappant en quelque sorte à la *condition ouvrière*. Théoriquement, ce point de vue nous semble ressortir à une conception des relations entre les gens qui se fonde précisément sur le statut social au détriment de la classe sociale. Le statut est donné par un ensemble de traits propres à chaque individu (niveau d'éducation, religion, statut matrimonial, race, sexe, revenu, etc.), qu'on essaie de lier à des comportements. Le concept de classe fait plutôt référence aux rapports entre les gens, rapports qui les posent en classes différentes et inégales. Ces rapports insufflent un type de dynamique à la vie en société qui échappe à l'analyse par statut social, qui conserve, évidemment et par ailleurs, un intérêt réel. Les sondages peuvent bien révéler des préférences pour des formes traditionnelles d'autorité, ces préférences n'empêchent pourtant pas les actions grévistes qui, en elles-mêmes, déstabilisent toujours, ne fût-ce que momentanément, des rapports d'autorité. Le creuset de cette dynamique particulière et ses conséquences ne peuvent être véritablement cernés par les données du statut⁹⁵.

Cela dit, la présence de l'anticommunisme n'est pas automatiquement ou entièrement élucidée par ce que nous venons d'expliquer. Les millions d'électeurs et d'électrices communistes en France et en Italie à la même époque partageaient pour beaucoup des valeurs dites traditionnelles sur l'autorité familiale, les rôles de genre dans la société, les modes de vie personnels, etc.⁹⁶ Prenons donc en compte, sans prétendre être complet, les quelques éléments suivants. D'abord, ainsi qu'on l'a rappelé, une forte proportion de la classe ouvrière américaine était d'origine ethnolinguistique est-européenne, ce qui la disposa alors très défavorablement à l'endroit du «communisme», considéré sous l'angle de la domination exercée par l'URSS sur les contrées de leurs ancêtres, voire de leurs parents. Par ailleurs, l'anticommunisme ainsi entendu, nourri aussi de l'idée de sa conspiration mondiale pour répandre son règne et de la nécessité du contrôle de la loyauté de citoyens américains, telles qu'elles furent mises au centre du discours gouvernemental avec Truman et qu'elles furent jointes à la notion que les États-Unis représentaient le bouclier indispensable face à cette menace, devint concomitant du nationalisme qu'aiguïsa la situation de guerre froide. Toutes choses que durcit et excita le climat de croisade du maccarthysme, auquel l'aile libérale du Parti démocrate contribuait même avec, par exemple, la loi du Communist Control pilotée par Hubert Humphrey. Comme on l'a écrit plus haut, tous les secteurs d'activité furent

traversés de ce climat, qui pénétra le syndicalisme et y fut directement assumé par ses hautes directions. La classe ouvrière fut ainsi entraînée du côté de cet anticommunisme, ainsi que les autres couches de la population – et pas nécessairement davantage.

Quoi qu'il en soit, le mouvement ouvrier américain s'était bien rangé du côté de son propre État dans la guerre froide, comme les autres grandes institutions du pays. L'anticommunisme et ce que nous pourrions appeler la *politique des blocs*, la logique du face-à-face entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est comme définition des rapports internationaux, étaient devenus une composante essentielle de son positionnement idéologique et politique, qui ne trouvait plus vraiment de bases d'opposition à l'intérieur de ses organisations.

3. L'IDÉE D'UN « ACCORD D'APRÈS-GUERRE »

Le syndicalisme des États-Unis avait donc accepté une position subalterne dans son rapport à l'État et, de fait, dans l'ordre politico-économique établi. Par ailleurs, il avait incontestablement mérité un droit à l'existence, un droit à la négociation et même à l'affrontement avec le patronat et un droit à la participation politique organisée et massive. Comment caractériser la situation ainsi articulée dans l'après-guerre, quelle est la nature et quels sont les traits définitoires de la place occupée maintenant par le mouvement ouvrier dans sa société?

Depuis plus d'un quart de siècle, on considère généralement que l'après-Deuxième Guerre mondiale a donné naissance aux États-Unis à une entente de coexistence relativement explicite entre le patronat et le syndicalisme américains, aux termes mutuellement profitables. Plusieurs expressions sont utilisées pour circonscrire l'idée d'un tel accord: « compromis social », équilibre des forces, « coalition keynésienne », « règlement d'après-guerre », etc. Cette expression du « règlement d'après-guerre » (*post-war settlement*) introduit d'ailleurs bien à cette problématique puisqu'elle en évoque deux dimensions centrales, à la fois distinctes et liées: d'un côté, comment se termine la période des grandes turbulences des années d'après-guerre (comment se règle-t-elle?) et, de l'autre, quels sont les termes sur lesquels débouche cette période (quel est le cadre du rapport qui existe dorénavant entre les forces sociales principales?). L'importance de ce questionnement sera lourdement ressentie avec les années 1980, quand les spécialistes de l'analyse du syndicalisme américain prirent conscience que se disloquaient les structures des rapports qu'il avait établis dans le monde du travail. Mais il est possible, croyons-nous, de cerner l'origine de cette idée d'une entente de *modus vivendi* entre le patronat et le syndicalisme dans les

travaux des auteurs de la New Left américaine des années 1960, largement fondés sur leur concept de *corporate liberalism* (« libéralisme corporatif », c'est-à-dire d'intégration des groupes sociaux).

i. L'ANALYSE DU RAPPORT ENTRE LE SYNDICALISME ET LES INSTITUTIONS GOUVERNANTES

À la lumière de ce concept, la New Left voulut montrer que l'interventionnisme de l'État, en économie et dans la vie sociale aux États-Unis, avait été façonné depuis le début du xx^e siècle en fonction des besoins et sous l'initiative de secteurs dominants du monde des affaires. En s'appuyant sur leur hégémonie idéologique et politique, ces groupes arrivèrent à utiliser cet interventionnisme pour modeler progressivement un système social faisant place au mouvement syndical et concédant plusieurs des réformes qu'il avait traditionnellement revendiquées, afin d'éviter les secousses déstabilisatrices. Le corporatisme ainsi édifié était dit « libéral » puisqu'il maintenait l'autonomie formelle des divers agents sociaux. Il n'en comportait pas moins de forts aspects intégrateurs, dont la logique a éloigné le syndicalisme du recours à la formation d'un parti de classe et à la mise en cause du système économique capitaliste⁹⁷. Plus directement, il a aussi été expliqué que, par-delà certaines différences de langage, les grands leaders syndicaux américains ont tous adopté au xx^e siècle l'« idéologie corporative », faisant de leurs syndicats « des instruments d'intégration à l'économie politique existante plutôt que des leviers pour la transformer⁹⁸ »...

Il est intéressant de noter que l'un des analystes contemporains les plus connus de cet ordre socioéconomique issu de la période du New Deal-Fair Deal, l'historien Steve Fraser, partage un point de vue qui, par certains aspects, s'avère fort similaire à celui de la New Left. Pour Fraser, le CIO « existait », de fait, depuis une dizaine d'années avant qu'il soit lancé par Lewis et les siens en 1935 : il « existait en tant que création [courant de pensée] de cadres de l'entreprise privée et de gestionnaires d'État uniquement ». Fraser en trouve l'origine dans l'évolution des conceptions de la Taylor Society⁹⁹ durant les années 1920, dont certains secteurs prônèrent alors le développement du syndicalisme industriel : transitoirement, afin qu'il serve à la promotion des droits et des intérêts des employés, mais, à terme, pour qu'on puisse faire de la main-d'œuvre un groupe fonctionnel dans l'administration des entreprises ; il en trace aussi la genèse dans l'élaboration du *social engineering* (gestion rationnelle et la plus efficace possible des groupes sociaux visant à les unifier en de mêmes projets) singulièrement dans le monde du travail propre à l'époque, dans la pression de l'idéologie de la démocratie industrielle que partageait « la classe

moyenne professionnelle », du besoin d'une réorientation des politiques économiques pour assurer, par exemple, une expansion de la production et une « redistribution des revenus [afin de promouvoir] la sécurité [économique] et la consommation [de masse] », etc. Le poids du mouvement social de classe n'explique, en conséquence, ni la création du CIO ni l'influence de la syndicalisation de la grande entreprise. En ce qui a trait au mouvement ouvrier, « sa direction et sa base » comprirent que leur « sort allait relever du résultat de grandes luttes entre élites opposées » ; leur rôle consistait donc à tenter de faire prévaloir des orientations entièrement imaginées par d'autres, mais qu'on jugeait favorables à ses propres intérêts. Politiquement, cette position signifia l'appui à Roosevelt « contre la vieille garde hystérique du monde des affaires et de la politique¹⁰⁰ ».

Ainsi, « l'ordre du New Deal », que l'on définit souvent comme l'ère particulière « d'idées, de politiques publiques et d'alliances politiques » qui furent « dominantes » entre 1950 et 1980 aux États-Unis¹⁰¹, se présente essentiellement pour Fraser comme le fruit d'un projet précis de certains secteurs des élites. Fort logiquement, pouvons-nous ajouter, Fraser et son collègue Gary Gerstle, qui avaient ensemble dirigé une collection d'essais sur le « New Deal Order », ne verront à la fin de la décennie 1980-1990, donc après les deux mandats présidentiels fortement marqués à droite du républicain Ronald Reagan, d'avenir positif pour les syndicats américains que dans la possibilité qu'une « constellation d'industries émergentes soit en mesure d'ouvrir une nouvelle époque d'accumulation du capital, de plein emploi et de consommation de masse ». Ils n'arrivaient pas à repérer ce *deus ex machina* invoqué, mais ils le cherchaient tout entier du seul côté des élites¹⁰²...

D'une certaine manière, les travaux de plusieurs auteurs assimilables à la gauche radicale des sciences sociales et de l'historiographie des États-Unis veulent porter la contradiction au point de vue que nous venons d'illustrer. Dans un livre intitulé *We Are All Leaders* (« nous sommes tous des chefs »), Staughton Lynd a réuni les contributions d'une dizaine de chercheurs qui chacun se penche sur un épisode de lutte ouvrière massif et résolu des années 1930 aux États-Unis ou sur l'attrait, dans ce cadre, de la création d'un parti ouvrier. Un des traits forts de ces épisodes, d'où le titre du livre, relève de la spontanéité militante des ouvriers et des *petites gens* qui les engagent, de la capacité de s'organiser par eux-mêmes, c'est-à-dire sans la présence des chefs syndicaux officiels, d'élaborer leurs revendications et les moyens de les faire valoir. Pour Lynd, ces épisodes témoignent de la nature véritable des explosions sociales de cette période, qui ont eu cours avant la création du CIO ou à l'extérieur de ses initiatives, voire contre le type de syndicalisme, que ses dirigeants voulaient promouvoir : un syndicalisme qui concentre le pouvoir

de l'organisation ouvrière en ses sommets, qui vise donc à la hiérarchiser, qui définit les rapports de classes par les seuls mécanismes du contrat de travail, donc, de ce fait même, qui s'appuie sur les institutions publiques visant à favoriser le fonctionnement harmonieux de ces mécanismes, c'est-à-dire en se pliant à leur logique¹⁰³.

Or, la logique de la loi Wagner correspondait directement à ce type de conception de l'activité syndicale : elle instaurait un « régime de régulation » du rapport d'emploi qui faisait des syndicats des « organismes semi-publics, que l'État autorise » (selon sa formule d'*accréditation*) et qui demande à restreindre le plus possible les initiatives de base sur les lieux de travail (au profit de négociations au sommet) ; plus fondamentalement, la loi Wagner se trouvait à avaliser le rapport d'inégalité sociale entre les employeurs et les salariés, pense Lynd, en établissant des règles qui, bien qu'elles reconnaissent effectivement le droit à la syndicalisation, servent à gérer (donc, contribue à garantir) le statu quo. En conséquence, Lynd cite, en l'approuvant, l'évaluation suivante de cette période : « Ce que l'État offrit aux travailleurs et à leurs organisations ne fut ultimement rien de plus que la possibilité de participer à la construction de leur propre subordination. » Dès le départ, les dirigeants du CIO furent d'accord¹⁰⁴. De sorte que, et par exemple, les trois grandes grèves de 1934 – celles de Toledo, Minneapolis et San Francisco, qu'on a soulignées au deuxième chapitre – ne doivent pas être simplement vues comme autant « d'événements [...] préliminaires ou transitoires » menant au CIO et au triomphe du syndicalisme industriel¹⁰⁵. Elles représentent plutôt une caractéristique cruciale de la remontée ouvrière ayant alors cours, précisément porteuse d'un autre type de syndicalisme que celui qui avait finalement été mis en place (et voulu) par Wagner, l'équipe du New Deal et Lewis.

L'intérêt du courant de pensée dont Staughton Lynd représente l'expression probablement la plus éloquente vient de ce qu'il (re-)met l'accent sur l'énergie et la puissance du mouvement social de classe considéré en tant que tel. Ce mouvement n'est pas lancé par le CIO et il ne se réduit pas à son projet ; l'habileté de John L. Lewis fut de le voir, de s'avérer capable de le chevaucher puis de l'orienter. Mais l'histoire n'était pas écrite pour le CIO préalablement à son déroulement, non plus qu'elle l'était pour le dénouement de la rencontre entre l'initiative de Lewis et la dynamique des mouvements de base. Le mouvement social rend compte en tant que facteur premier de la percée de la grande entreprise, de l'intransigeance même que manifeste alors Lewis, de la construction des organisations ; il rend compte aussi des turbulences du temps de guerre, puis de la vague de grèves sur laquelle elles débouchent, donc des acquis et des aspirations également. Il est juste que la loi Wagner instituait un encadrement juridico-administratif de l'action ouvrière, auquel celle-ci se plia sur

l'intervention du CIO. Mais la force de l'action ouvrière supposa néanmoins qu'on lui trouve ainsi une formule d'expression permanente dans les grands rapports de société, envers le « mode de régulation » ancien et envers les caractéristiques les plus régressives de l'organisation syndicale traditionnelle. On ne peut restreindre la nature de ces développements à une seule de leurs dimensions ou en braquant l'éclairage sur un seul de leurs aspects. L'explication de Lynd relève à cet égard du *gauchisme*, selon le sens traditionnel donné à cette notion dans l'histoire du socialisme¹⁰⁶. Pour le courant de pensée qu'il symbolise, la création du CIO et la nature de son rôle dans les rapports sociaux de pouvoir ne relèvent fondamentalement que de l'intervention d'éléments extérieurs à l'activité propre de la classe ouvrière, accourus pour en briser les potentialités.

La substance des analyses de Lynd et de Fraser, même si les points de départ diffèrent, se révèle finalement très similaire. Pour Steve Fraser, l'ordre socioéconomique et sociopolitique d'après-guerre relève prioritairement de l'intervention de secteurs *bourgeois*, économiques, politiques et intellectuels ; même point de vue chez Staughton Lynd, pour qui le mouvement propre de la classe ouvrière et l'intervention des institutions qui en sont surgies semblent absents de cet ordre, comme évaporés, du fait d'une subordination originelle et inhérente du CIO : il expliquera d'ailleurs l'impuissance des travailleurs salariés à faire face aux pressions gouvernementales et patronales dont ils seront l'objet à compter de la décennie 1980-1990 par l'inexistence d'organisations socialement distinctives sur lesquelles s'appuyer¹⁰⁷. Les analyses de Fraser et de Lynd confèrent donc aux forces dominantes dans la société le rôle du facteur absolu, ce qui s'avère tout à fait compatible avec l'idée du *corporate liberalism* de la New Left.

Globalement, nous croyons que ce type de point de vue a confié un rôle démesuré à l'initiative des élites privées et publiques dans l'évolution du syndicalisme, au détriment d'une prise en compte de la dynamique d'ensemble des rapports sociaux et de la vie interne du mouvement ouvrier. Ce faisant, il tend à considérer théoriquement les modes d'existence du syndicalisme américain non comme produits spécifiés de relations sociales concrètes, qui composent une réalité complexe et parfois contradictoire, mais comme produits de l'action consciente de sujets qui lui seraient essentiellement extérieurs. Or, le CIO, par exemple, a été formé envers et malgré la volonté des intérêts politiques et économiques dominants : quand des cercles dirigeants ont véritablement tenté des formules d'intégration du mouvement de la classe ouvrière aux États-Unis, les termes qu'ils envisageaient¹⁰⁸ ne sont pas ceux par lesquels les syndicats ont finalement articulé leur rapport à la société établie.

Cela dit, les spécialistes du mouvement ouvrier américain considèrent plus couramment depuis un quart de siècle qu'il y eut bien une entente de compromis social entre patronat et syndicalisme au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire, un accord entre acteurs sociaux différents, dont le contenu est identifiable et qui présida à leur interaction pour les quelque trois décennies qui suivirent. Et ils peuvent appuyer leur point de vue, que partagent beaucoup d'autres observateurs, sur des déclarations franches de certains grands acteurs de la vie économique. Ainsi, Henry Ford II affirma au congrès de la Society of Automotive Engineers (société des ingénieurs de l'industrie de l'automobile) en 1946 : « Nous, de la compagnie Ford, n'avons aucun désir de "briser les syndicats", ou de renverser le cours de l'histoire [...]. Il nous faut plutôt chercher l'aide de dirigeants [syndicaux] de plus en plus responsables pour solutionner l'équation humaine dans l'activité productive de masse. [Il est nécessaire de considérer] les relations industrielles avec la même application et en usant de la même compétence technique que l'ingénieur consacre à la solution des problèmes mécaniques¹⁰⁹. » Qui plus est, ce compromis social reçut une impulsion politique : la présidentielle de 1948 fut en effet la dernière où les républicains menacèrent de revenir sur les politiques sociales et la reconnaissance des droits à l'action syndicale du New Deal, et ils furent battus par Truman¹¹⁰ comme on l'a vu. Le général Eisenhower expliqua plutôt d'entrée de jeu en 1952 qu'il n'était pas question pour lui de s'en prendre à ces acquis. Le règlement d'après-guerre relevait ainsi premièrement de la consolidation d'un « système de relations stable de négociation collective », que les grandes grèves d'après-guerre avaient garanti, et il signifiait que les « conflits » quant à « l'étendue [de l'intervention du gouvernement fédéral] porteraient dorénavant sur les marges » plutôt que sur le principe desdits acquis¹¹¹.

Ce « système formalisé de négociation » naissait donc de « l'interaction entre le gouvernement, les employeurs et les syndicats », en particulier selon des modèles élaborés et testés durant les années de la Deuxième Guerre mondiale par le National War Labor Board, mais en continuité de pratiques souvent apparues dès la décennie antérieure¹¹². Il supposait la mise en forme, « pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme américain, [...] d'une sphère [relativement] autonome de "relations industrielles" », sur la base d'un système d'accréditation syndicale issu de la loi Wagner telle qu'elle avait été modifiée par Taft-Hartley¹¹³. Selon l'expression utilisée par l'historien David Brody, le cadre des rapports employeurs-employés fut celui d'un *workplace contractualism* (« contractualisme du lieu de travail »), par lequel est négocié le régime de travail propre à chaque entreprise, dans le respect des lois et des décisions des cours. De même, la pratique juridique va se trouver à constitutionnaliser, en quelque sorte, le fonctionnement de mécanismes établis volontairement par les

parties au contrat de travail. Ainsi, la loi Taft-Hartley rend obligatoire le respect des termes d'un contrat de travail; si les employeurs et les syndicats se sont entendus contractuellement pour solutionner par procédures de griefs et d'arbitrage les conflits qui peuvent survenir pendant la durée d'un contrat, c'est l'engagement dans ces procédures qui devient alors légalement obligé, et non le contenu de la décision¹¹⁴.

Voilà qui donnera naissance à ce que la discipline des relations industrielles définit comme un « système de relations industrielles », selon l'expression du professeur Dunlop, c'est-à-dire à l'instauration d'un système (relativement) harmonieux et stable de règles, propres à chaque pays et pour une large part des produits de son histoire et de sa culture sociale, présidant au rapport employeurs-employés, dans lequel chacun de ces termes est libre de se déterminer par lui-même, et « gouvernant le lieu de travail ». Évidemment, ce système « est affecté par son environnement – contraintes de technologie, de marché ou de budget –, de même que par les relations de pouvoir entre les acteurs ». Au fil des ans, les systèmes de relations industrielles sont très nettement devenus tripartites, engageant employeurs, syndicats et État¹¹⁵. Après la Deuxième Guerre mondiale, le rôle de l'État est partout devenu déterminant, un facteur premier de l'articulation de ces *systèmes*. La pensée du syndicalisme américain, qui n'avait pu gagner les moyens d'influencer les développements du marché du travail et de la vie économique à l'échelle nationale, va évoluer alors rapidement vers l'idéologie dite du *job control unionism* (« syndicalisme de contrôle de l'emploi »), idéologie qui se plie incontestablement aux possibilités qu'offre l'environnement, mais qui exprime aussi la ferme volonté de participer à la définition du champ des objets négociables avec le patronat, à sa configuration.

Ledit *job control unionism* va s'inscrire alors dans cette pratique de l'élaboration de contrats de travail « hautement formalisés » entre les parties patronale et syndicale, qui, outre les conditions matérielles de rémunération, de congés et de vacances, notamment, instaurent des mécanismes d'interaction fort réglementés dans l'activité de travail, avec « procédures quasi judiciaires de griefs » pour solutionner les conflits durant la période de validité des conventions collectives. De sorte que, forcément, les droits et obligations des travailleurs sont liés à des définitions de tâches très précises pour chaque catégorie d'emploi, tâches clairement différenciées des fonctions de supervision. Dans ce cadre, les taux de rémunération doivent relever de chaque catégorie de tâches, et la « sécurité d'emploi » est définie par des règles strictes établissant l'ordre dans lequel des salariés peuvent être mis à pied et la manière dont seront partagés les emplois toujours disponibles; la règle de l'ancienneté gouverne, par ailleurs (et selon les compétences), les promotions¹¹⁶. Ces derniers éléments

(qui ont traité à la rémunération, à la sécurité de l'emploi et à l'ancienneté) sont souvent présentés sous l'angle d'un contrôle du marché du travail « interne » à l'entreprise. Dans ce cadre, la sécurité syndicale va supposer l'obtention du modèle dit de l'atelier parfait comme formule de représentation « dans l'entreprise¹¹⁷ et le précompte syndical ».

Du fait de l'impossibilité politique de remporter des mesures universelles et publiques d'assurance maladie et de rentes de retraite, notamment, et comme recours compensatoire temporaire, le syndicalisme américain voulut protéger ses membres, ainsi qu'on l'a vu, en se donnant des objectifs de négociation avec les employeurs qui incluaient l'obtention de programmes particuliers à ces égards. Il est intéressant de noter que les employeurs se montrèrent d'abord réticents, ne sachant trop jusqu'où ce type de revendications pourrait les mener; selon eux, la loi fédérale du travail n'exigeait du patronat que de négocier les salaires et les « conditions de travail », rien de plus. Mais avant la fin de la décennie 1940-1950, par décisions du NLRB et des cours de justice, dont la Cour suprême, sur insistance aussi de l'Administration Truman, le champ dit des avantages sociaux (couramment appelés « marginaux » aux États-Unis: *fringe benefits*, voire *fringes*) fut considéré comme un « objet légitime de la négociation collective », ce qui constitua une réelle victoire des syndicats¹¹⁸. En d'autres mots, ceux-ci réussirent à ce que la configuration des objets de négociation propres au rapport d'emploi puisse suppléer (partiellement) leur faiblesse politique. Nous y reviendrons.

À ce stade, il faut donc conclure que le syndicalisme américain considérait que les intérêts ouvriers et syndicaux exigeaient une représentation distincte de ceux du patronat, auquel on devait assurer une « protection contractuelle¹¹⁹ ». Les avantages sociaux devenaient aussi un *attribut* du contrat collectif, ce qui affermissait le lien des salariés à l'organisation syndicale; néanmoins, cette formule américaine d'assurance sociale comportait en elle-même des germes de division et d'accentuation des segmentations internes au monde du travail salarié, qu'il est aisé d'envisager. Cela dit, le nouveau système de relations industrielles comportait donc des avancées pour le monde du travail. En vis-à-vis, il reposait aussi sur des assurances fermes que recevait le patronat. D'abord, la fin de non-recevoir, absolue, à laquelle s'étaient heurtées toutes les aspirations syndicales à une quelconque gouvernance tripartite de l'économie, ainsi qu'on l'a mentionné déjà. Le refus, tout aussi bien, de quelque droit de regard, public ou syndical, sur la gestion des diverses entreprises privées: l'exemple habituellement rappelé à cet égard est celui que signifia obstinément, sur une base principielle, General Motors à la demande de Walter Reuther en 1946 que la compagnie ouvre ses livres comptables pour montrer le bien-fondé de ses affirmations selon lesquelles elle ne pouvait consentir aux demandes

syndicales sans augmentation de ses prix... General Motors fit aussi connaître à cette occasion ses positions de base quant à la substance des négociations de travail.

« Les salaires, les heures de travail et les autres conditions de l'emploi sont les seuls objets négociables. La production, l'emplacement des installations, les horaires de la production, les méthodes, les procédés [...], le droit d'embaucher, de promouvoir, de transférer, de mettre à pied ou de punir pour cause et de maintenir la discipline [...] relèvent de la seule autorité de la compagnie. Il faut prévoir des punitions appropriées, ce qui inclut la possibilité de réduire l'ancienneté reconnue à un employé qui s'engage dans une grève ou dans tout arrêt de travail en violation d'une entente¹²⁰. »

General Motors ne put obtenir chacun de ces éléments, du moins pas dans leur intégralité. Le « contractualisme du lieu de travail » signifia que l'ancienneté, par exemple, ou la définition des mécanismes de promotion empiétaient sur la liberté de gestion patronale. Mais les positions que l'on vient de rappeler seront largement concédées au patronat et composeront le domaine de ses « droits de gérance », selon l'appellation usitée au Québec. Ainsi, le système de relations industrielles aux États-Unis était érigé sur le fondement politique et social d'une très large autonomie économique reconnue par le syndicalisme au patronat. En acceptant ce cadre, l'organisation syndicale amène ses propres membres à respecter l'autorité des droits de gérance, et cherche globalement à faire refluer les actions de contestation de l'organisation du travail¹²¹. En revanche, bien que la Cour suprême ait reconnu en 1939 la légalité de l'embauche de travailleurs de remplacement durant une grève, même une grève déclenchée en conformité avec les lois du travail, il fut généralement entendu que les entreprises « ne chercheraient pas à poursuivre leurs activités durant une grève, non plus qu'elles ne tenteraient d'embaucher de façon permanente des briseurs de grève et de faire disparaître le syndicat¹²² ».

Les spécialistes du mouvement ouvrier considèrent généralement que le système de relations industrielles ainsi établi prévalut aux États-Unis durant une trentaine d'années, *grosso modo* de 1950 à 1980¹²³. Bien sûr, la stabilité des principaux éléments de ce système reposa pour une bonne part sur l'enrichissement de la population laborieuse durant ces années, singulièrement sur la hausse marquée du niveau de vie de la classe ouvrière. Toutes les études portant sur la politique interne des États-Unis, qu'elles se penchent prioritairement sur la culture populaire, les partis, les relations raciales, les rapports hommes-femmes, l'histoire sociale, etc., tiennent compte de cette dimension des réalités. Le niveau de vie, par ailleurs, ne relève évidemment pas que du niveau des revenus; il doit aussi être mesuré à l'aune de la mobilité sociale, de l'accès à

l'éducation, aux soins de santé, à la culture... Et il n'est pas suffisant de le mesurer en fonction des réalités du passé, il faut aussi, autant que faire se peut, le considérer sous l'angle de la comparaison avec d'autres pays. Par exemple, les trois décennies qu'ouvrent les années d'après-guerre circonscrivent une période qui, dans tous les pays occidentaux, entraîne une nette amélioration des niveaux de vie. Les conclusions particulières auxquelles l'analyse des États-Unis peut conduire doivent tenir compte de cette donnée. Il n'est pas de notre propos de mener une étude approfondie de cette vaste question, mais il nous faut éclairer certains aspects de la situation américaine, en tenant compte du contenu de ces remarques.

Mentionnons d'abord que, des années d'après-guerre à la première moitié des années 1960, les « taux des salaires de base pour les ouvriers de la production », calculés en dollars constants, augmentèrent aux États-Unis de 41 %. Directement sur vingt ans – entre 1947 et 1967 –, il a été calculé que le « salaire moyen réel » dans les entreprises constituant le cœur de l'économie industrielle (et du syndicalisme) du pays a connu une hausse d'environ 3 % par année¹²⁴. Plus généralement, le « revenu familial moyen » est passé, lorsque sa valeur fut établie en dollars de 1999, de 19 515 \$ US à 41 935 \$ US entre 1949 et 1973, une hausse remarquable qui s'accompagna d'une diminution des écarts entre strates sociales¹²⁵; quant au nombre de gens vivant avec un revenu considéré comme inférieur au seuil de la pauvreté, selon un barème retenu par le gouvernement de Washington en 1964, il passa d'environ 32 % de la population en 1947 à quelque 20 % en 1964¹²⁶. À ce stade, notons tout de même que, si les revenus « des ouvriers et des salariés » évoluèrent sur une pente globalement ascendante, celle-ci connut à l'occasion des failles et certains reculs, comme le consigna dès la fin des années 1950 l'économiste Paul M. Sweezy. Par exemple, il montra que, si les taux de rémunération augmentèrent systématiquement, cela ne se traduisit pas immédiatement en une hausse du revenu disponible; selon ses calculs, les sommets atteints à cet égard en 1944 et 1945, du fait du très grand nombre d'heures supplémentaires effectuées à taux majorés, du plein emploi et de la supervision des prix par les autorités publiques, ne furent finalement rejoints et dépassés qu'à compter de 1955. Les courtes périodes de ralentissement économique retardèrent aussi ce mouvement globalement ascendant en cours de route¹²⁷.

Cela dit, ainsi que nous l'avons précisé, la valeur du salaire ne donne pas par elle-même la mesure du revenu – et, singulièrement, du revenu procédant du rapport d'emploi. Les avantages sociaux qu'obtiennent les syndiqués grâce aux contrats de travail, et même les avantages que consentent à leurs employés certaines firmes non syndiquées, vont représenter dorénavant une part toujours croissante de la rétribution de la main-d'œuvre. Cette part, évaluée à 6 % en

1938, est de 14 % en 1951 ; entre 1947 et 1957, son rythme d'augmentation équivaut à près de 2,5 fois le rythme de la rémunération salariale horaire. Selon les calculs effectués par Richard Oestreicher sur la base des données publiées dans les *Historical Statistics* du département du commerce des États-Unis, les salaires et les avantages sociaux feront tripler entre 1947 et 1970 la rétribution horaire totale dans le secteur de la transformation. D'ailleurs, durant le quart de siècle qui s'écoule entre 1948 et 1973, si la moyenne annuelle des salaires dans l'entreprise privée croît de quelque 2,6 %, le coût des avantages sociaux s'élève à raison de 7,3 % par année¹²⁸. Pour la trentaine d'années couvertes par le système de relations industrielles que nous considérons, le différentiel quant à la valeur des avantages sociaux obtenus par la main-d'œuvre entre les groupes syndiqués et non syndiqués est de 20 % à 30 % en faveur des premiers, « toutes choses étant égales, par ailleurs¹²⁹ ».

ii. LE TRAITÉ DE DETROIT

Vers la fin de la décennie 1940-1950, des percées, pour une part significatives, en direction de ces avantages sociaux avaient été réalisées dans l'industrie de l'acier et dans celle du caoutchouc, au terme de grèves importantes. Elles avaient trait à l'établissement d'un régime de rentes de retraite, faible, mais socialement révélateur. Au tournant de la décennie suivante, toujours en s'appuyant sur des actions de masse résolues, le syndicat des mineurs de John L. Lewis avait déjà acquis de son côté des régimes de pension de vieillesse et d'assurance maladie de haut niveau. Bien que ce syndicat n'était plus affilié à l'une ou l'autre des grandes centrales, l'effet de ses gains se fit sentir dans les autres syndicats. Les UAW méritèrent bien durant l'année 1949 une anémique entente concernant des rentes de retraite avec la compagnie Ford, mais le compte n'y était pas. En prévision de la ronde de négociations dans l'industrie automobile pour renouveler les contrats de travail en 1950, le bureau de direction du syndicat s'était cependant réuni dès janvier 1949 afin de définir sa plateforme de revendications. Cette plateforme et le contrat qui en découla avec General Motors¹³⁰ sont, à notre avis, d'une double importance : ils vont en quelque sorte constituer la *codification* des principales caractéristiques du rapport employeurs/syndicats dans la vie des entreprises et concrétiser l'*articulation* la plus influente entre revendications salariales et revendications d'avantages sociaux pour la période jusqu'aux années 1980. Notons, par ailleurs, que l'année 1949 fut alors la deuxième année en importance dans l'histoire américaine pour le nombre de jours de grève, après 1946. Le caractère conflictuel du rapport de travail donnait toujours lieu à une pression intense du mouvement ouvrier.

Les demandes élaborées par les UAW en 1949 furent « [l'obtention] d'un programme adéquat de rentes de retraite et de départ à la retraite [c'est-à-dire l'âge et le nombre d'années d'ancienneté nécessaires pour avoir accès aux rentes], un large programme de sécurité sociale comportant l'assurance maladie, hospitalisation et soins, de même qu'un programme d'assurance vie; [enfin] une hausse des salaires permettant de récupérer le pouvoir d'achat du mois de juin 1946, quand fut détruite la régie de contrôle des prix¹³¹ ». Le syndicat de Reuther n'abandonna pas sa revendication d'un programme public et universel d'assurances sociales, contrairement à John L. Lewis et au syndicat des mineurs après leurs succès sur les retraites et la santé; mais il est incontestable que les UAW se replièrent alors prioritairement sur des programmes de protection que les syndiqués pouvaient négocier avec leurs patrons.

Le contrat auquel on en arriva en mai 1950 avec General Motors fut salué par la revue *Fortune* comme le « traité de Detroit » (*the Treaty of Detroit*). Ses termes et ses principes d'ensemble allaient servir, en septembre chez Ford et en décembre de la même année chez Chrysler, de bases d'entente aux contrats de ces compagnies avec leurs propres travailleurs. Le traité de Detroit incorporait, d'un côté, une clause dite de « facteur annuel d'amélioration » des rémunérations, qui transcrivait en hausses salariales une part des gains de productivité de l'industrie, et, de l'autre, une clause « d'indexation automatique » de la rémunération au coût de la vie. Ensemble, ces deux clauses garantissaient aux syndiqués une élévation continue de leurs revenus, la productivité des entreprises, par exemple, s'accroissant alors à un rythme soutenu. Les résultats furent tout aussi probants sur le terrain des avantages sociaux, quant aux rentes de retraite et à l'assurance maladie, qu'on améliorera plus tard, mais qui étaient maintenant fermement établies, (relativement) généreuses et dont l'industrie de l'automobile admettait définitivement le principe¹³². General Motors acceptait aussi pour la première fois clairement la formule de l'« atelier syndiqué » dans ses installations. En contrepartie, le syndicat signait un contrat de cinq ans, par lequel il s'engageait à ne pas faire la grève, et reconnaissait les droits de gérance de l'employeur, notamment en ce qui avait trait aux changements technologiques; la décision était prise aussi de s'en remettre à une procédure de grief détaillée et échappant largement à l'action de base pour solutionner les conflits locaux pouvant survenir en cours de contrat¹³³.

Analysant cette entente dans la revue *Fortune* au mois de juillet, Daniel Bell écrivit: « GM a peut-être payé un milliard pour obtenir la paix, mais elle a fait une très bonne affaire [*but it got a bargain*]. General Motors a [en effet] repris le contrôle des fonctions patronales cruciales... la capacité d'établir à long terme le programme de la production, et l'initiative sans partage quant aux modifications des modèles produits, des outils utilisés et de l'investissement¹³⁴. »

Qui plus est, le barème élaboré pour les salaires et la durée du contrat permettaient à la compagnie de prévoir, autant qu'il était possible, les coûts de production et le rendement de ses usines. Cela dit, le syndicat se trouvait ainsi à reconnaître que le revenu des employés était lié, sur le fond, à la productivité et, par-delà, à la profitabilité des entreprises; d'où l'expression couramment utilisée qu'il ne sera plus question dorénavant pour lui d'un repartage des *parts du gâteau*, mais plutôt d'une expansion du *gâteau* profitable aux employeurs et aux employés.

D'une certaine manière, cette image exprime assez nettement le principe économique qui présiderait maintenant aux rapports entre les classes, du moins dans la mentalité du syndicalisme¹³⁵. Voilà qui constituait aussi, cette fois sur le plan de la philosophie sociale, une réelle victoire patronale, qu'on doit joindre à la reconnaissance explicite des droits de gérance. Néanmoins, plusieurs aspects du contrat limitaient à ce dernier égard l'arbitraire patronal, notamment avec la procédure des griefs, et les acquis de nature économique s'avéraient considérables. Les salaires et les avantages sociaux maintenant négociés allaient, selon l'appréciation de Nelson Lichtenstein, hausser en cinq ans le niveau de vie des syndiqués de l'entreprise d'environ 20 %, ce qui est évidemment énorme¹³⁶.

Ce modèle de relations employeurs-employés et sa pensée allaient s'étendre aux autres secteurs déterminants de l'économie industrielle, notamment par le processus de négociation type (dit du *pattern bargaining*, c'est-à-dire l'effet de «contrats types»), sur lequel nous reviendrons ci-dessous. Ce modèle influencera aussi, comme on l'a annoncé, les conditions dans certaines grandes entreprises demeurées non syndiquées – qui en reprendront quelques idées: salaires (relativement) élevés, avantages sociaux, procédures de règlement de conflit, dans un cadre, cependant, où il n'y a pas de contrats signés ni de représentation ouvrière indépendante, c'est-à-dire où l'employeur garde en fin de compte toute latitude. Le contrat entre GM et les UAW en 1950 codifiait donc le cadre du rapport social de compromis auquel on en était finalement arrivé. C'est ce que Mike Davis voit comme le terme du «cycle de luttes» de classe apparu en 1933 et le passage à une nouvelle époque de relations sociales aux États-Unis, globalement stabilisées¹³⁷.

Mais ce modèle ne pourra véritablement s'étendre au-delà des grandes entreprises industrielles de nature «oligopolistique» et dans les «mines, le transport, la construction» et le bâtiment déjà syndiqués. Son existence ne sera jamais optimale dans les secteurs à faible densité syndicale ou lorsque la compétition entre des compagnies moins importantes est intense. En conséquence, même en s'étendant, ce modèle de rapports entre le patronat et le syndicalisme

– donc ses bénéficiaires – n’englobera jamais l’ensemble des lieux de travail non plus que l’ensemble des travailleurs. De plus, la méthode ainsi formalisée de la protection sociale, soit par contrats de travail, portait de manière inhérente la différenciation des conditions entre les milieux de travail, y compris entre les milieux syndiqués, ce que soulignent aujourd’hui la plupart des auteurs. Tous ces éléments contribueront, pense-t-on aussi généralement, à ce que le syndicalisme soit éventuellement considéré, et qu’il se perçoive souvent comme un simple *intérêt* parmi d’autres dans la société¹³⁸.

Dans les sciences sociales, l’ouverture d’une nouvelle époque, ou la fin de celle des dix-sept années antérieures de turbulences, fut saluée comme l’entrée dans une période où le patronat s’est fait au syndicalisme et où le « désespoir » social des « groupes ouvriers » a disparu. Les « antagonismes » seront traités et résolus au moyen « de négociations ordonnées ». L’intérêt particulier que représente le syndicalisme trouve alors son statut et sa légitimité avec la théorie du pluralisme, qui pose que, par la négociation, les divers groupes d’intérêt en arrivent à la cohabitation, moyennant, évidemment, que tous partagent « un code commun et un but commun » qui correspondent à la volonté de vivre dans un espace démocratique. Bien qu’il y aura toujours des affrontements, « l’harmonie industrielle » devient alors l’objectif premier¹³⁹, pour une époque post-lutte des classes. La revue *Business Week* affichait ainsi sa conviction qu’à la fin du contrat de cinq ans avec GM les travailleurs « auront pratiquement oublié qu’ils sont membres d’un syndicat¹⁴⁰ ».

Il est vrai que les orientations de Washington durant la Deuxième Guerre mondiale dans le domaine des relations de travail avaient conduit à l’élaboration de certains principes d’agencement, de comparaison et même de modification de conditions d’emploi et de rémunération : heures supplémentaires à taux majoré, évaluation de types de tâches, harmonisation entre entreprises de même secteur, etc. Mais il n’y a pas de solution de continuité directe entre ces pratiques et la dynamique du système de relations industrielles ensuite établi, si ce n’est sous l’angle de l’inspiration ; jusqu’à un certain point, cette inspiration a valeur d’« institution cognitive » pour le syndicalisme, puisqu’elle lui suggère des contours et une manière de considérer le succès revendicatif, de le réaliser. La capacité d’obliger à ce succès et, plus largement, les formes concrètes de celui-ci furent cependant la création du mouvement social de classe et de ses organisations. En dépit, rappelons-le, des mesures d’encadrement sévère des activités du mouvement ouvrier votées dans l’après-guerre. Ainsi en fut-il du contenu de ce développement particulier connu sous le nom de *pattern bargaining*.

Considérée de la façon la plus simple, la négociation collective menée selon le modèle d'un contrat type renvoie à l'idée de l'influence dans la vie socioéconomique des contrats de travail signés dans les secteurs économiques principaux. En d'autres mots, la notion de négociation type a trait à l'effet de ces contrats dans d'autres milieux, sur d'autres négociations. Au sortir de la guerre, on nota presque, sur ce terrain, une émulation entre les grands syndicats du CIO et même certains de l'AFL: qui donne le ton sur les niveaux d'augmentation de salaire réclamés, sur les droits ouvriers dans l'entreprise, les conditions de travail? Le modèle du contrat type signifie cependant tout autant, puis davantage, l'imposition de règlements collectifs tendant à homogénéiser les conditions entre les firmes d'un même secteur industriel, selon diverses formules: dans l'automobile, en s'en prenant à l'un des trois grands, comme on l'a vu, pour ensuite chercher à imposer un équivalent à ses deux concurrents, mais aussi à se servir du contrat type d'abord négocié comme modèle à étendre à d'autres composantes de l'industrie où le syndicat est présent; dans l'acier, la formule adoptée fut plutôt la négociation multipatronale simultanée. Mais, quelle qu'en soit la manière, la négociation d'un modèle commun construisait incontestablement l'unité de mouvement dans un secteur précis et contribuait à y renforcer la présence du syndicat.

Peut-être la réussite la plus spectaculaire fut l'obtention en 1964 par le syndicat des camionneurs d'un accord maître sur le transport par camion (*master freight agreement*) faisant reconnaître par des milliers de propriétaires de parcs de camion un niveau minimal de conditions (travail, revenus, avantages) à l'échelle nationale et pour plus de 400 000 camionneurs. Dans les secteurs économiques de moindre importance ou là où le syndicalisme était moins puissant, c'est en quelque sorte par réverbération que le modèle des contrats types avait son influence. Bruce Western a souligné le fait qu'aux États-Unis, où la « négociation collective est un phénomène beaucoup plus décentralisé » qu'en Europe et où « la plupart des contrats collectifs sont conclus uniquement par compagnies, voire au niveau d'installations locales [...], la négociation selon le modèle du contrat type a fourni le mécanisme principal de coordination des salaires » et des gains salariaux, une version amoindrie, mais réelle des négociations par secteur de l'économie là où les marchés du travail sont nettement plus centralisés¹⁴¹. Cette appréciation nous semble juste, et elle permet d'envisager l'effet négatif, pour le *mouvement de classe*, qu'aura plus tard la dislocation desdits modèles.

La négociation selon le modèle des contrats types doit être considérée alors comme partie du nouveau système de relations industrielles. Dans le cadre difficile imposé par la loi Taft-Hartley, la logique de ce modèle du contrat type, contraire à celle que le Congrès faisait prévaloir en 1947, représentait une

base d'appui à l'activité syndicale, un axe structurant de sa présence dans la vie économique. Cela dit, d'autres données sociales pèsent sur l'action syndicale et rendent compte aussi de ses caractéristiques.

4. LE POIDS DE DEUX DÉFAITES, MAIS AUSSI DE RÉELS GAINS SOCIAUX ET SALARIAUX

Déjà, l'encadrement de l'activité syndicale et des relations de travail par les dispositions de la loi Taft-Hartley avait diminué l'élan syndical, déstabilisé des percées que le mouvement ouvrier avait réussies dans les régions qui lui étaient traditionnellement très hostiles et miné sa capacité de rallier à son organisation les travailleurs de milieux autres que ceux où il était bien retransché. La débâcle de l'opération Dixie s'inscrivait dans ce contexte, en amont et en aval, cependant que ses demandes pressantes d'assurances sociales publiques s'étaient rudement heurtées à une fin de non-recevoir de la part du Congrès. Deux autres facteurs vont également affaiblir dans ce contexte le potentiel et les capacités d'action du syndicalisme : le type d'engagement du gouvernement de Washington en regard de l'objectif du plein emploi et les conséquences de nature sociopolitique du caractère *privé*, pour une large part, de la protection sociale alors en formation. Ensemble, ces deux éléments composent aussi une dimension cruciale, même s'ils ne sont pas intégrés directement à sa mécanique, du système de relations industrielles et, par-delà, de la problématique d'un accord social d'après-guerre. Ces deux facteurs méritent donc considération, même si ce n'est que rapidement.

Rappelons d'abord qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la peur d'un chômage de masse avait fait surface : la décennie précédant les hostilités avait été catastrophique, cependant que le plein emploi n'était redevenu réalité qu'avec l'économie de guerre ; maintenant que s'ouvrait une période de reconversion économique, le cauchemar allait-il à nouveau hanter les populations ? D'un autre côté, à l'échelle du monde occidental (et même au-delà), la situation des rapports sociopolitiques reflétait un net avantage des mouvements ouvriers, de la gauche syndicale et politique ; cette conjoncture, comme nous l'avons souligné déjà, s'exprima notamment aux États-Unis par les grèves les plus massives, et à répétition, de l'histoire du pays. Aucun gouvernement ne pouvait envisager de relancer la vie économique sans annonces de mesures fermes et permanentes pour contrer le chômage. En Grande-Bretagne, par exemple, « le plein emploi fut adopté comme principal objectif national¹⁴² ». Plus largement, l'enjeu que soulevait la position des gouvernements – de fait, de la société – sur le plein emploi était la reconnaissance de la réalité

quotidienne du travail salarié comme base d'évaluation de leur rendement et de la valeur du régime socioéconomique en reconstruction.

i. LES BESOINS DU TRAVAIL SALARIÉ : PLEIN EMPLOI ET PROTECTION SOCIALE

Ainsi pouvait-on mettre le plein emploi comme objectif assigné directement à la gouverne de la société, c'est-à-dire comme objectif envers lequel les gouvernements ont à s'engager activement et principalement : par des mesures visant à orienter le crédit et les investissements, par des interventions directes telles des programmes de travaux publics et des nationalisations, par des politiques de protection sociale permettant le recyclage des qualifications et la sauvegarde du pouvoir d'achat, etc. Aux États-Unis, un projet de loi visant à favoriser le plein emploi fut ainsi piloté au Congrès au sortir de la guerre par quelques sénateurs, dont le sénateur Wagner. Ce projet mettait en avant l'idée de budgets fédéraux cherchant à garantir par interventions directes, et notamment par dépenses d'État, un équilibre entre le nombre d'emplois disponibles et l'offre de travail. Tout de suite, le monde des affaires dénonça ce projet comme « enrégimentement » de l'activité économique. Le projet ne fut pas adopté, mais, des discussions à son sujet en chambre, naquit un nouveau projet, moins ambitieux, qui fut voté sous le titre d'Employment Act en 1946¹⁴³.

Cette « loi pour l'emploi » ne se donna pas, contrairement au projet de Wagner et de ses associés, un objectif de « plein emploi », mais plutôt de promotion d'un fonctionnement optimal de la « libre initiative compétitive », qui pourra assurer de « l'emploi utile », et de promotion « maximale de l'emploi, de la production et du pouvoir d'achat ». On mettait sur pied le Council of Economic Advisers of the President (« comité des conseillers économiques du président »), toujours en fonction, afin d'évaluer l'évolution de la vie économique du pays et de « proposer des programmes permettant » de s'acquitter des objectifs inscrits dans la loi. Était donc disparu le principe d'une action positive axée sur la création d'un contexte de plein emploi, étant donné qu'on ne retrouvait plus le « mécanisme de planification » prévu à cet effet dans le projet initial¹⁴⁴.

L'importance de cette précision vient de ce que les besoins particuliers du bien-être du *travail salarié* reçoivent alors aux États-Unis une reconnaissance moindre que celle qu'ils reçoivent au même moment dans la majorité des pays occidentaux. L'engagement envers le plein emploi est, en quelque sorte, indirect ou médiatisé aux États-Unis, ce qui représente, par comparaison, une particularité à la baisse. Or, le plein emploi représente une pièce stratégique de

l'État-providence, expliquent les politologues Korpi et Palme, une « pièce centrale » partout, à l'extérieur des États-Unis et du Canada, du « contrat social d'après-guerre ».

Les caractéristiques de l'État-providence sont fonction, poursuivent-ils, de la distribution « des ressources de pouvoir » entre les classes (*power resources*), c'est-à-dire des rapports sociaux de pouvoir; en rétroaction, il nous semble évident que ces rapports sociaux de pouvoir sont, pour une part, eux-mêmes fonction des caractéristiques de l'État-providence : à toutes choses égales, une situation de chômage massif n'est habituellement pas propice à l'obtention par contrat de gains économiques substantiels. Comparant certains traits des États-providence constitués dans dix-huit pays après la guerre, Korpi et Palme constatent que, pour seize d'entre eux, à l'extérieur de l'Amérique du Nord, les taux de chômage moyens entre 1955 et 1973 sont de 2,1 % ; ils sont de près de 5 % à la même époque pour les États-Unis¹⁴⁵. Il serait hasardeux d'expliquer cette différence tout de même notable en ne privilégiant que le poids de l'Employment Act américain, son contenu étant comparativement limité. Il paraît néanmoins juste d'affirmer que son adoption, après le rejet du projet initial, signifie un degré de reconnaissance sociopolitique plus faible des besoins et des intérêts ouvriers aux États-Unis, qui mit, en rétroaction, les pouvoirs publics américains davantage à l'abri de demandes d'interventionnisme économique direct par la suite pour contrer des taux de chômage plus élevés que ceux des autres pays occidentaux durant la période du contrat social.

Cela dit, beaucoup d'auteurs ont soutenu plutôt, durant les années 1950 et 1960, puis d'autres avec des études souvent orientées à gauche durant les deux décennies suivantes, que la loi de l'emploi en 1946 signifiait que Washington assumait la responsabilité dorénavant du « niveau de l'emploi total » dans le pays. Toutes les administrations présidentielles se sont d'ailleurs « conformées » durant la trentaine d'années suivantes aux exigences que suppose cette responsabilité¹⁴⁶. Ce qui n'est pas rien ; le Congrès américain, même s'il a résisté, a néanmoins convenu que l'amélioration des conditions de vie de la majorité et l'évolution des taux de l'emploi devenaient des critères d'appréciation du rendement gouvernemental. Si la fortune des présidences relevait déjà amplement de la *bonne marche* de l'économie, celle-ci serait envisagée, notamment mais explicitement, en fonction d'indicateurs mesurés par la prise en compte de besoins populaires et ouvriers.

L'engagement du Congrès et de la présidence américaine s'avérait incontestablement moins profond, moins astreignant pour les autorités publiques, que l'engagement des gouvernements d'Europe occidentale à l'endroit du plein emploi : il s'appuierait davantage sur la stimulation de l'économie que sur des

politiques interventionnistes. D'un côté, l'acquis social était donc limité, ce qui pourra entraîner que la population laborieuse et les démunis s'attendent en quelque sorte à moins de leur gouvernement que cela sera le cas en Europe et seront socialement moins exigeants ; de l'autre côté, leurs besoins, et singulièrement la lutte contre le chômage, acquéraient un statut nouveau, plus élevé, produit aussi de l'évolution des rapports entre les classes depuis les années 1930. Il faut le noter, puisque les dispositions à cet égard changeront du tout au tout avec les années 1980 et 1990. Mais le mouvement ouvrier avait appuyé le projet de loi de Wagner sur le plein emploi, alors que l'Employment Act finalement adopté évitait en effet « d'enrégimenter » l'économie, selon les vœux du patronat...

Le modèle américain de la protection sociale, largement inscrite dans des ententes de nature privée, se trouva cependant à grever plus directement la position du syndicalisme dans ses rapports avec les employeurs et, par-delà, la puissance sociale du mouvement ouvrier. Elle différencie systématiquement les conditions d'existence au sein des syndicats et dans le syndicalisme, et entre les syndiqués et les non-syndiqués, rendant plus difficile – et moins « réelle » – la configuration d'intérêts unifiés pour l'ensemble de la classe laborieuse, et la perception même d'une unité d'intérêts entre ses composantes. Surtout, elle lie directement la protection sociale au rapport d'emploi, à la relation avec l'employeur, ce qui, à la différence de ce que l'on trouve dans tous les autres pays développés, diminue plutôt qu'accroît la position d'autonomie sociale relative au patronat. Tout cela fut très clairement saisi par tous les acteurs sociaux et les divers courants politiques, quelles que soient les positions, dès les premiers pas de la mise en forme de ce régime privé d'assurances sociales. Les employeurs, qui résistèrent d'abord à ce que l'univers du *négociable* puisse inclure les avantages sociaux, s'opposèrent néanmoins toujours, nettement et activement, à l'instauration d'un régime public d'assurances sociales.

Comme on a vu, ce régime d'avantages sociaux largement privés représente, en quelque sorte, le fruit d'une victoire syndicale dans les contrats collectifs. Mais il procède, de manière plus significative, d'une défaite, dont la portée négative pour la protection sociale des travailleurs et des démunis et la capacité d'action du mouvement social ouvrier a dépassé à terme de beaucoup le bénéfice de ladite victoire. Voyons quelques précisions sur la nature et les conséquences de ce phénomène¹⁴⁷.

Avec le tournant du xx^e siècle, certains employeurs avaient établi aux États-Unis des programmes maison d'avantages extra-salariaux, notamment comme contribution au paiement des soins de santé. Ces programmes connurent leur plus grand développement durant les années 1920, encore

qu'ils restèrent très minoritaires. Ils étaient conçus comme des initiatives patronales, type de réponse (préventive dans beaucoup de cas) visant, selon Jennifer Klein, à éviter « l'intrusion de l'État régulateur » ou l'arrivée du syndicalisme. La gestion de ces programmes relevait de la seule autorité des entreprises, qui les présentaient comme gages de leur bienveillance et de leur générosité.

Avec l'expansion massive du phénomène de la syndicalisation, la création du CIO et les premières politiques sociales du New Deal, la donne fut modifiée; le programme social de la candidature de Roosevelt en 1944 posait la « sécurité économique » et la sécurité devant la maladie comme des « composantes essentielles de la citoyenneté », cependant que le War Labor Board en vint à « ordonner aux employeurs d'inclure dans les contrats de travail des clauses de compensation des jours de maladie et d'assurance invalidité », notamment. Cela dit, des groupes populaires, des organisations de gauche et des syndicats s'étaient aussi engagés sur ce terrain, de manière autonome, en particulier pour la prestation de services et de soins de santé.

Ensemble, souvent à l'initiative de syndicats locaux, ces groupes cherchaient à établir des programmes communautaires de santé, s'adjoignaient des médecins, supputaient des voies de leur financement. Des expériences concrètes furent lancées; en 1938, sous le patronage de la présidence Roosevelt, une conférence nationale de promotion d'une loi d'assurance maladie réunit dans la capitale du pays des représentants de grands syndicats, ceux de l'automobile et de l'acier notamment, « d'associations fermières », de « sociétés médicales », etc. L'importance de ces initiatives relève de deux constatations: d'abord, que ce n'est pas dans le cadre des relations avec les employeurs qu'on envisageait les avancées dans cette direction; ensuite, que le programme de sécurité économique voulu en santé supposait plutôt une modification, à la hausse, de conditions d'existence indépendamment de la situation professionnelle. En d'autres mots, les partisans d'une loi d'assurance maladie comme les militants et les militantes des initiatives communautaires, proches les uns des autres et souvent associés, envisageaient la mise sur pied de projets qui se seraient adressés à tout le monde de la même façon: des projets donc dont la dynamique eût été unificatrice.

Après la guerre, la défaite des demandes du syndicalisme en faveur d'un programme d'assurance maladie public fut suivie, on l'a écrit déjà, d'un recours aux négociations collectives pour l'obtention de mesures de protection sociale. Jennifer Klein a fait remarquer que la réticence des employeurs à s'engager sur ce terrain n'était pas fondée que sur la crainte d'une addition de coûts imprévisibles à la rémunération des salariés. En effet, certaines entreprises envisageaient alors une relance de leurs programmes volontaires d'avantages. Mais elles

répugnaient à s'y engager contractuellement avec les syndicats, prétextant que ce type de mesures relève de la bienveillance patronale envers la main-d'œuvre, donc du champ de la *gérance* et non de la négociation des termes du rapport de travail. Elles y furent cependant amenées. Dès lors, la question à résoudre devient : pourquoi, compte tenu de tout cela, les employeurs ont-ils finalement favorisé les programmes d'avantages sociaux « privés », qu'ils ont à assumer, plutôt que des plans de protection publics échappant au principe de leur contribution directe. En tant que classe économique, le patronat américain s'est expressément et radicalement opposé à l'instauration aux États-Unis de programmes d'assurances sociales par l'État.

Rien de plus erroné que de considérer l'absence de tels programmes publics sous l'angle prioritaire d'une défaite de Truman devant « le lobbyisme médical ». L'explication du caractère particulier du système américain de protection doit plutôt le considérer comme le produit « d'une lutte politique entre le milieu des affaires et le mouvement ouvrier ; entre les compagnies d'assurance privées et [les projets] relevant du secteur communautaire ou syndical à but non lucratif ; [comme le produit aussi] de l'action de l'État [et de la logique d'accumulation] du capital privé ». Le lobbyisme des médecins s'articula à ce complexe de facteurs. De fait, la position du milieu des affaires ne fut alors pas contradictoire avec l'intention d'abord exprimée d'une relance de projets patronaux d'avantages sociaux, qu'on regroupe souvent aux États-Unis sous l'expression de capitalisme social (*welfare capitalism*). La position des employeurs s'explique dans l'un et l'autre cas par le face-à-face avec l'organisation syndicale dans les rapports sociaux de pouvoir. Un régime public, ou un régime de protection communautaire-syndical, soustrait en effet à la pression économique de la relation salariale des dimensions cruciales du niveau de vie (santé et pension notamment), étayant en conséquence l'aptitude à l'action autonome de groupe que structure l'organisation syndicale.

Contraint finalement d'accepter la négociation collective d'avantages sociaux, le patronat américain voulut manifestement s'inspirer des tenants et aboutissants de la pratique du capitalisme social. Plus explicitement, il réussit à éviter que soient établies des mesures indépendantes de la relation directe de l'emploi puis à placer sous son contrôle, presque absolument, la gestion des programmes instaurés. Déjà, la loi Talf-Hartley avait interdit que les syndicats puissent contrôler par eux-mêmes les fonds des programmes d'assurances sociales obtenus par contrats collectifs. Les « employeurs devaient [minimale-ment] être associés à égalité dans l'administration » de ces programmes. Mais le développement de ce système américain prit très vite, selon les vœux des employeurs, les caractéristiques suivantes : « les négociations ont lieu à l'échelle de chaque compagnie prise séparément, d'une filiale, voire d'installations

locales dans beaucoup de cas», les employeurs réussirent très largement à s'assurer un véritable «monopole de l'information» sur les programmes achetés auprès d'assureurs privés: seul «détenteur des contrats», l'employeur n'en faisait pas connaître au syndicat de son entreprise «les termes exacts [...], en particulier les primes, les coûts par employé, et les dividendes»; certains contrats spécifiaient expressément que «les dividendes reviennent officiellement à l'employeur», et même qu'ils seraient utilisés pour réduire la contribution qu'il assume mais «pas la part [le cas échéant] que paient les travailleurs». Trouvant dans ce nouveau marché une source de revenus appréciable, les compagnies d'assurances se prêtèrent évidemment aux types de polices et de couvertures que demandait «chaque employeur».

Voilà en quoi la protection sociale s'inscrit dans la relation d'emploi plutôt que d'en être dissociée, la soumit de fait à cette relation puisque la perte du travail entraîne (habituellement) la perte de la couverture des risques et même, de manière modulée, de rentes de retraite; et voilà comment cette protection sociale fut si fortement différenciée, entre les divers secteurs de la population pour lesquels elle s'appliqua et, à plus forte raison, entre eux et ceux qui ne purent s'en prévaloir. Par la suite, «les politiques publiques vont, en majeure partie, [chercher à] combler les vides de la couverture privée» des risques. Cette couverture ne sera cependant jamais complète ni n'entraînera la gratuité des services auxquels elle donnera droit, ce que l'intervention des pouvoirs publics ne visera d'ailleurs pas, à l'exception, plus tard, de certains groupes. Pendant la majeure partie des trente années que nous couvrons dans ce chapitre, les syndicats voudront obtenir lors des rondes de négociations des améliorations aux programmes que chacun a obtenus; «durant les années 1970», les données seront cependant inversées, le patronat exigeant souvent que le maintien d'emplois soit compensé par une réduction des avantages sociaux¹⁴⁸.

ii. TYPE ET ÉTENDUE DES ACQUIS SOCIAUX

En résumé: ce régime d'avantages sociaux par couverture «privée» relevait d'une défaite politique des syndicats, puis de l'abandon définitif de leurs projets de centres de santé communautaires syndicaux dans la deuxième moitié des années 1950; mais il relevait aussi de ce que les grands syndicats avaient gagné que le patronat accepte d'inclure dans les contrats de travail des engagements précis à cet égard; ce gain était néanmoins imparfait, puisqu'il n'émancipait pas les assurances sociales et les rentes de retraite du rapport d'emploi, ne couvrait pas l'ensemble de la population laborieuse ni les démunis et qu'il établissait une multitude de programmes différents, chacun, par ailleurs,

comportant des limites de nature et de durée aux services pourtant couverts... Cela dit, jusqu'à la deuxième moitié de la décennie 1970-1980, les avantages acquis ne sont pas factices et ils deviennent un facteur important de la hausse du niveau de vie, dont ils représentent, par ailleurs, un aspect significatif. Or, il est évident que l'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions d'existence constituent une dimension fondamentale de l'accommodement de la classe ouvrière, précisément des syndiqués, à l'ordre de l'après-guerre.

En 1955, le syndicat de l'automobile mettait en avant, selon les mots de son président Walter Reuther, l'objectif d'un « salaire annuel garanti » pour ses membres. Cet objectif voulait répondre aux pratiques alors répandues dans les entreprises industrielles de mises à pied temporaires lorsque les besoins de produire fléchissaient, par exemple si l'on comptait momentanément des surplus ou si l'on était en situation de ralentissement économique. Le principe du revenu annuel garanti diminuerait évidemment l'attrait de cette ressource pour le patronat et assurerait une plus grande sécurité économique aux travailleurs.

La percée la plus significative dans cette direction eut alors lieu dans les négociations avec la compagnie Ford : le nouveau contrat stipula, dans une clause présentée par le syndicat comme de « salaire garanti », que Ford accorderait dorénavant à ses travailleurs mis en disponibilité des primes d'assurance chômage supplémentaires à celles provenant des régimes publics, de sorte que les travailleurs pourraient toucher globalement « jusqu'à 65 % de leur salaire habituel durant les quatre premières semaines de chômage, puis 60 % pour vingt-deux semaines additionnelles ». Cette clause nouvelle s'ajoutait à des améliorations aux salaires horaires et à la formule de leur indexation, cependant que le programme d'assurance hospitalisation, déjà instauré, « s'étendait pour la première fois aux familles des syndiqués¹⁴⁹ ». Au même moment, George Meany, le président de l'AFL, écrivait que l'objectif d'un « salaire minimum garanti » correspondait, de fait, « au désir fondamental que partagent les travailleurs de s'assurer un niveau de vie décent tout au long de l'année ». Dans l'automobile, GM et Chrysler se plièrent rapidement à la même demande ; cet acquis s'étendit par la suite à d'autres secteurs et, en moins d'une décennie, certains contrats comportèrent des mesures prévoyant des prestations de chômage représentant quelque 80 % du salaire, voire 95 % dans l'automobile¹⁵⁰...

Cet intérêt distinctif témoignait de la volonté de franchir une nouvelle frontière que les gains antérieurs permettaient d'envisager. La garantie du niveau de vie ne sera jamais atteinte, mais la protection sociale avait été élevée d'un cran – pour les syndiqués de certains secteurs de l'économie. S'il y a un

objectif qui exprime la philosophie de base du syndicalisme américain en tant qu'organisation ouvrière, il se confond alors systématiquement avec la recherche de la sécurité économique. Depuis les lois sociales du New Deal des années 1930, aucune nouvelle initiative publique ne fut engagée sur ce terrain, jusqu'au milieu de la décennie 1960-1970 et les politiques de la présidence de Lyndon B. Johnson; et même, ces politiques (en particulier les mesures de Medicaid et de Medicare, sur lesquelles nous reviendrons) s'adressaient essentiellement aux besoins des gens du 3^e âge et de ceux et celles qu'on appellerait aujourd'hui assistés sociaux au Québec. D'où l'importance des programmes d'avantages sociaux relevant de l'emploi, mais d'où l'importance, aussi, de leurs limites.

Au tournant des années 1960, les programmes publics de protection sociale, souvent variables entre les États selon les ressources qu'ils sont prêts à consentir (par exemple d'aide aux chômeurs), comportent principalement un régime de rentes de retraite, d'invalidité et d'assistance aux survivants d'un salarié décédé, un régime d'assurance chômage et un régime d'aide aux accidentés du travail, et enfin des « programmes d'assistance publique » pour les grands handicapés, les personnes aveugles, les enfants dans le besoin, etc.¹⁵¹ Outre que ces divers programmes s'avéraient à l'expérience insuffisamment généreux, on aura noté que rien n'était prévu dans le domaine de la santé. Les régimes privés tenaient donc un rôle nécessaire de compensation globale ou partielle.

La densité syndicale, c'est-à-dire le pourcentage de syndiqués parmi les travailleurs qui ont un emploi, atteignit son sommet aux États-Unis en 1953-1954, s'établissant alors à près de 35 %. Les syndicats comptaient deux à trois millions de nouveaux membres depuis 1947, et le syndicalisme, toutes organisations confondues, regroupait plus de 17 millions d'adhérents. Lors de la fusion de l'AFL et du CIO en 1956, il y avait peut-être 18 millions de personnes bénéficiant de conditions négociées par des contrats de travail. Après 1955, pour une vingtaine d'années, les nombres de membres s'accroîtront toujours, mais le pourcentage de travailleurs syndiqués évoluera sur une pente (presque) uniformément descendante. Au moment de la mise en forme des conditions dites de l'accord entre employeurs et syndicats, l'économie industrielle est en expansion constante, l'organisation syndicale et les gains ouvriers également; le développement du syndicalisme est d'ailleurs fonction, très largement, de la croissance de l'emploi « dans les secteurs déjà syndiqués », plutôt que de percées¹⁵².

Le syndicalisme est alors concentré dans l'entreprise privée, il a très peu pénétré le monde de ceux qu'on appelle les «travailleurs publics» aux États-Unis, qui ne sont syndiqués qu'à 13% environ. Néanmoins, au début de la décennie suivante, les «2,3 millions d'employés du gouvernement fédéral jouissent de leurs propres programmes de retraite, [...], d'assurance vie, d'assurance maladie, d'indemnités aux accidentés du travail», etc. S'y ajoutent environ «les trois quarts des cinq millions d'employés des gouvernements locaux et d'État», qui peuvent également compter sur des programmes d'assurances sociales. À ce moment, on considérait donc que «quelque 111 millions de personnes, des travailleurs et leurs personnes à charge, bénéficiaient d'un certain niveau d'assurance pour les soins de santé, 52 millions d'une assurance vie [...], 23 millions d'un programme de retraite, 1,9 million d'allocations supplémentaires d'assurance chômage», notamment grâce aux avantages sociaux obtenus dans le cadre de l'emploi¹⁵³.

En considérant, donc, les assurances sociales négociées par les syndicats, celles qu'on retrouve dans le secteur public et les programmes consentis par des entreprises privées non syndiquées, auxquelles s'additionnent les assurances prises personnellement par des individus, mieux fortunés notamment, il y eut, avec les années 1960, «79% des Américains qui bénéficiaient d'une assurance hospitalisation; 60% de ceux qui avaient moins de 65 ans disposaient de prestations pour dépenses médicales, mais environ la moitié de ceux-ci n'étaient couverts que pour des soins obtenus à l'hôpital». Selon Jennifer Klein, l'évolution des régimes de retraite privés fut très semblable à celle des régimes d'assurance maladie¹⁵⁴.

Malgré les faiblesses réelles, plus ou moins marquées de la couverture qu'offrent de tels programmes, malgré l'exigence quasi universelle de franchises à déboursier lorsqu'on veut s'en prévaloir, il n'en restait pas moins que la protection sociale avait été nettement haussée aux États-Unis. À la différence des régimes publics, le modèle américain multipliait pourtant les différences de situation parmi les travailleurs et le fait que la protection sociale soit inscrite *dans* le rapport de travail entraînait notamment le risque que les salariés perdent *tout* en perdant ou en quittant leur emploi. Mais cet acquis nouveau, même imparfait, ferait dorénavant partie du *bagage* syndical; qui plus est, sa légitimité se trouvait confirmée lorsqu'en 1958 le «nouveau code de l'imposition *exempta explicitement*» les avantages sociaux sur la santé, les accidents du travail et autres avantages des revenus taxables¹⁵⁵.

Par ailleurs, il convient de noter que l'industrie automobile fut massivement frappée entre 1953 et 1955 d'une véritable vague de grèves sauvages, contre des décisions, selon les droits de gérance patronaux, d'une accélération

des cadences. À partir de ce moment, les UAW abandonnèrent l'idée de semblables contrats de cinq ans¹⁵⁶ au profit d'ententes portant sur deux ou trois années. Cela s'imposa d'ailleurs comme une norme des conventions collectives signées durant les décennies que nous analysons.

Un dernier facteur direct de l'amélioration du niveau de vie populaire doit à ce stade être mentionné. Il ne relève pas du rapport d'emploi, mais il a contribué de façon importante à l'*enrichissement* de couches significatives de la population. La loi fédérale couramment qualifiée de « G.I. Bill of Rights » (« charte des droits des soldats »), adoptée en 1944, ouvrit en effet massivement l'univers des études supérieures à des secteurs de la population qui n'y avaient eu jusque-là que fort peu accès. Cette loi « offrit aux vétérans des bourses permettant [...] de suivre des études de baccalauréat général [*to attend college*] ou de formation professionnelle [...]. Près de huit millions de soldats » se prévalurent de cette offre, ce qui produisit en retour « une expansion massive des moyens et d'équipements d'éducation supérieure » et un taux de participation sans précédent aux études universitaires, qui fut multiplié par deux, notamment, pour ceux que la sociologie américaine définissaient comme de classe moyenne inférieure et de classe ouvrière supérieure (travailleurs manuels). Cela représenta, « pour la classe ouvrière blanche », une possibilité immédiate que les enfants accèdent à des niveaux d'emplois plus reconnus et mieux rémunérés que ceux de leurs parents¹⁵⁷.

Le poids des deux défaites publiques, celle qui avait trait à l'engagement de l'État en faveur du plein emploi et celle qui relevait du type d'assurances sociales établi, était lourd ; mais la hausse des revenus et l'expansion, malgré tout, des mesures de protection socioéconomique semblaient promettre une amélioration continue du niveau de vie. Les réalisations à cet égard favorisaient un optimisme social véritable, surtout chez les travailleurs syndiqués et d'abord parmi ceux de la grande entreprise, de même que chez les employés gouvernementaux. L'accès aux études supérieures était élargi, de même que les possibilités d'une mobilité occupationnelle ascendante chez les salariés. La perspective nouvelle d'un revenu annuel garanti, que suscitaient conjointement l'expansion de l'économie et de la richesse, d'un côté, et les pratiques entrepreneuriales de mises à pied durant les semaines ou les mois de diminution de l'activité productive, de l'autre, témoigne que les avancées sociales ouvraient à des aspirations jamais concrètement envisagées jusque-là. Comme le font remarquer certains auteurs, il s'agissait en quelque sorte d'une formule *aplatie* de ce qu'avaient visé les volontés de participation syndicale à la gestion socioéconomique du pays : une amélioration des conditions de vie et la sécurité économique pour les travailleurs, à l'époque par le contrôle de l'évolution du marché du travail et de la direction des investissements. Les limites du modèle

américain d'assurances sociales et le contexte politico-juridique de la mise en forme du nouveau système de relations industrielles influèrent aussi directement sur la substance des rapports sociaux et l'orientation imprimée à l'évolution de la société.

5. LA DYNAMIQUE NOUVELLE DES RAPPORTS SOCIAUX

Les caractéristiques de l'accommodement employeurs-syndicats dans la relation de travail et les caractéristiques principales des gains assuranciers ouvriers et populaires composaient donc, avec leurs succès et leurs creux (selon le point de vue), l'état ou la base du rapport social de pouvoir. Considérons maintenant ces réalités dans le cadre plus général du développement de la société, mesure incontournable de cet état.

À l'occasion de la fête du Travail en 1953, le *New York Times* faisait remarquer en éditorial que « globalement, nos travailleurs et nos gens n'ont jamais pu compter sur une prospérité matérielle » équivalente à celle dont ils jouissent présentement. « Jamais dans notre histoire autant de personnes n'ont eu un emploi » [quelque 63 500 000] ni des rémunérations aussi élevées. Il fallait donc prendre avec un grain de sel, poursuivait l'éditorialiste, les plaidoyers revendicateurs auxquels s'adonnaient en cette fête du Travail les leaders syndicaux¹⁵⁸. Ce sentiment était alors couramment partagé, même à la direction de grands syndicats. Par exemple, quand il fut choisi comme président des USWA (United Steel Workers of America, « travailleurs unis de l'acier d'Amérique ») en 1952, David J. McDonald entreprit « une tournée des installations de la compagnie U.S. Steel en compagnie du président du conseil d'administration » de cette firme. On voulait montrer qu'une ère nouvelle était ouverte, de coopération et de relations cordiales¹⁵⁹, puisque les bienfaits de l'activité productive pouvaient satisfaire tout le monde. Les sciences sociales arrivaient généralement au même type de conclusions. Les spécialistes les plus reconnus du moment écrivaient – ainsi qu'on l'a déjà annoncé : « Le siècle du “grand débat”, qui eut cours du milieu du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle, a maintenant fait place à l'ère des grands et petits compromis ; l'idéologie est morte, mais l'industrialisme est bien vivant – l'industrialisme et le “nouveau réalisme”, qui est son pendant ». D'ailleurs, « le négociateur prend [dorénavant] la place du prophète, de l'idéaliste, du démagogue. La société industrielle doit être administrée » : les « solutions [aux divers problèmes] sont négociées entre les représentants des principaux groupes d'intérêt plutôt qu'envisagées sur la base des principes ». Le travail se spécialise de même que les « niveaux de la gestion [des activités] » se diversifient, de telle sorte qu'il n'existe plus véritablement de divisions sociales « clairement tranchées » dans la vie de l'industrie, toujours

plus complexe. « L'occupation plutôt que la classe » définit dès lors « la place de l'homme dans la société ». En conséquence, c'est davantage par l'organisation en groupes « occupationnels et professionnels » que les conflits d'intérêts seront résolus, groupes qui ne pourront plus se reconnaître dans « un programme unique [c'est-à-dire commun] de réforme. » À terme, les « anciens mouvements syndicaux idéologiques » en viendront donc à disparaître. Cela dit, ce type d'organisation par groupes d'intérêt risque fort d'empêcher « l'innovation » ; les « grands gestionnaires de l'entreprise seront alors les éléments les plus progressistes » de la société. L'idée syndicale va tendre, en tout état de cause, à quitter les notions de « mouvement de classe » au profit de celles du « groupe d'intérêt particulier¹⁶⁰ ».

Accentuait le poids de cette perception le fait que, déjà en 1960, « plus de 60 % de toutes les familles américaines possédaient leur maison » et que, plus tard dans la décennie 1960-1970, on se rendait compte que 50 % des syndiqués « vivaient en banlieue [...], 75 % de ceux et celles qui avaient moins de 40 ans¹⁶¹ ». Or, on considérait alors aux États-Unis que le départ vers la banlieue permettait, notamment, d'échapper aux problèmes urbains, en plus d'élargir l'accès à la propriété. Même, il a été évalué qu'avec les politiques sociales issues du New Deal, la syndicalisation et la hausse des rémunérations et des avantages sociaux, notamment, on assistait à une certaine redistribution de la richesse nationale, la part du premier centile le mieux nanti de la population passant de quelque 31,6 % en 1929 à 20,8 % en 1949, pour remonter à 24,3 % en 1953 et rester à ce niveau pour les quelque vingt années suivantes. L'évolution dans la même direction fut encore plus marquée en ce qui avait trait à la répartition du revenu national, surtout en faveur des secteurs moins favorisés¹⁶². D'où l'enthousiasme de la revue *Fortune* en 1951, considérant que « le travailleur [était devenu], à un point renversant, un membre de la classe moyenne dans une société de classe moyenne¹⁶³ ».

Bien sûr, la situation réelle ne s'avérait pas aussi idyllique. Dans un « essai bibliographique » d'un grand intérêt, Robert H. Zieger s'est penché sur les grandes études qui ont voulu rendre compte de l'évolution comparée des revenus entre strates sociales aux États-Unis, de l'existence aussi et de la pensée de la classe ouvrière et des petits salariés, des mœurs et des caractéristiques de la banlieue ouvrière, de même que de la vie au travail durant les décennies 1950 et 1960¹⁶⁴. S'il est juste que la culture sociale du monde du travail se modifie alors profondément, le départ des villes menant bientôt à la disparition des traits qui avaient fait de vastes quartiers urbains des quartiers *ouvriers* (« clubs sociaux », bars, locaux syndicaux), les banlieues ouvrières n'avaient rien de commun avec les banlieues des classes fortunées. Même si l'on pensait y créer un milieu qui permettrait une plus grande mobilité sociale pour les

enfants, les réalités *de classe* (niveau d'accès à la culture et au savoir, ressources financières) les poussaient toujours vers des programmes scolaires qui ne leur donnaient pas « les compétences nécessaires » pour des études supérieures et « les formations professionnelles » avancées. À tout cela s'ajoutaient la routine du travail industriel et les problèmes « psychiques et physiques » qui en naissaient¹⁶⁵, attributs de la situation dans le rapport de travail. Beaucoup de conditions étaient profondément transformées, mais les déterminations socio-économiques des existences personnelles produisaient toujours des difficultés et des souffrances sociales, de même que des inégalités fondamentales de pouvoir.

C'est ainsi qu'un rapport commandé par le président Kennedy au début des années 1960, sur l'état de préparation au travail des jeunes Américains, constata qu'un « tiers de la jeunesse nationale ne pourrait se qualifier pour le service militaire, situation dont la cause principale était la pauvreté », qui rendait « les jeunes hommes inaptes à satisfaire aux normes physiques et mentales nécessaires¹⁶⁶ ». George Romney, le secrétaire à l'habitation et au développement urbain du président Richard Nixon, de 1969 à 1973, expliqua même, alors qu'il était en fonction, que près de 50 % des Américains n'étaient pas logés adéquatement¹⁶⁷. Pour une part importante, les segmentations internes à la population laborieuse tiraient vers le bas les moyennes d'ensemble et accentuaient les difficultés sociales (de toutes natures) vécues par certains groupes. Quelques indications, à ce stade, permettent d'illustrer davantage notre propos.

Ainsi, selon les définitions officielles des seuils de pauvreté, il était évalué que 39,7 % de la population vivait au-dessous de ce seuil en 1949, un taux tout de même effarant ! Dix années plus tard, le taux avait régressé à quelque 22,4 % et, au milieu de la décennie 1960-1970, il se situait aux environs de 19 %, quand furent adoptées les politiques de lutte à la pauvreté du président Lyndon B. Johnson¹⁶⁸. Ce recul marqué du taux de pauvreté, lorsqu'il est mis en relation avec des données qu'on a déjà rapportées, sert également à montrer la croissance d'ensemble du niveau de vie populaire moyen durant la période des Trente Glorieuses. Mais cette croissance ne doit pas faire illusion. Selon une évaluation du niveau de vie des familles ouvrières en 1970, réalisée sous les auspices du Bureau of Labor Statistics, 60 % d'entre elles vivaient avec un revenu équivalent ou inférieur à celui que cet organisme qualifiait d'« intermédiaire », c'est-à-dire un revenu permettant à une famille de quatre personnes de se nourrir et de se loger, de posséder une très modeste voiture, mais de fort peu dépenser pour les loisirs, sans, par ailleurs, être en mesure d'économiser. La moitié de ces familles ne pouvaient compter que sur un budget global couvrant le « strict minimum ». Pour le Bureau of Labor Statistics, seulement 12 % à 15 % des familles ouvrières américaines pouvaient alors être vues comme

«à l'aise» économiquement. Qui plus est, l'amélioration du niveau de vie populaire moyen n'avait pas d'effet de nivellement entre toutes les catégories de la population.

Par exemple, si le revenu «médian» des ménages vivant du travail extérieur des femmes s'élève entre 1949 et 1969 de quelque 97 %, cette évolution est tout de même inférieure à celle du revenu médian des ménages relevant de la rémunération des hommes : en 1949, le revenu moyen du premier groupe représentait environ 53 % de celui du deuxième groupe ; en 1969, il n'en représente plus que 49 %. L'écart reste également très marqué entre le revenu médian des familles noires et celui des familles blanches : le revenu des familles noires équivalait en 1949 à environ 41 % de celui des familles blanches ; en 1969, il équivalait à 53 %. La situation est fort semblable, en fin de course, pour ceux que l'on appelle les «Hispanics», ces citoyens issus de l'immigration hispanophone en provenance de pays situés au sud des États-Unis¹⁶⁹. Jusqu'au début des années 1970, le salaire médian moyen des femmes représente environ 50 % de celui des hommes ; grosso modo, il en allait de même pour les travailleurs noirs comparés aux travailleurs blancs.

i. FÉMINISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE, POSITION DES TRAVAILLEURS NOIRS ET TAUX DE SYNDICALISATION

Nous reviendrons plus précisément sur ces données. Mais, considérées globalement, elles conduisent à souligner que, malgré la hausse des revenus et du niveau de vie, la réalité des rapports sociaux d'inégalité s'avère toujours efficiente dans la détermination des conditions d'existence des familles ouvrières syndiquées et non syndiquées, et que le régime socioéconomique engendre encore des souffrances et des difficultés – singulièrement pour les secteurs qui n'ont pas accès aux avantages sociaux *privés*. Il n'en constitue pas la seule cause, les rapports d'inégalité raciale et de genre sont aussi des facteurs directs. Il se les incorpore toutefois, de sorte que l'action revendicative relevant du rapport de travail apparaîtra comme une dimension notable des luttes contre ces autres types d'inégalités. Le syndicalisme entraîne généralement des conditions d'emploi et de revenus supérieures à celles qui ont cours dans l'entreprise non syndiquée ; il tend aussi à amoindrir les écarts entre les firmes d'un même secteur industriel où il est bien implanté, de même que les écarts de conditions entre les divers groupes de travailleurs au sein d'une même entreprise, autant d'éléments incitant à l'unité d'action. La place des femmes et la place des Noirs dans le syndicalisme américain, la position qu'adoptent les organisations ouvrières en regard de la condition et des aspirations propres à

ces deux secteurs de la population servent donc également à définir le contenu de la pensée politique du mouvement ouvrier.

«La féminisation de la main-d'œuvre» durant les décennies de l'après-Deuxième Guerre mondiale est souvent considérée comme «la transformation profonde» vécue par le monde du travail. Les femmes avaient constitué une part importante de la main-d'œuvre salariée durant la guerre, près de 35 % en 1944; après une courte période de fléchissement, leur pourcentage s'élevait à nouveau à quelque 31,1 % en 1954, 34,8 % en 1964 (un pourcentage équivalant à celui de 1944: il fallut donc deux décennies pour y revenir!), puis 39,4 % en 1974 et près de 43 % au tournant de la décennie 1980-1990. Le pourcentage de la syndicalisation parmi les femmes salariées crût également durant la période de 1950-1980, de même que la proportion des femmes au sein des syndicats: de quelque 21,8 % en 1944, cette dernière proportion était de 16,6 % en 1954, 19,1 % en 1964, 25 % en 1974 et près de 32 % en 1980¹⁷⁰. Cette hausse ininterrompue releva non seulement de la croissance soutenue de la participation des femmes au marché du travail, mais aussi de l'expansion des services publics et parapublics et de la percée massive qu'y réussira le syndicalisme.

Malgré la claire volonté des femmes travailleuses de maintenir au sortir de la Deuxième Guerre mondiale leur présence dans l'industrie¹⁷¹, et bien que leurs syndicats s'étaient souvent prononcés en faveur de la défense et de la promotion «de droits égaux pour les femmes au travail et à l'extérieur du travail», les états-majors syndicaux ne cherchèrent pas réellement à protéger leurs membres femmes contre les mises à pied ciblées dont elles furent alors victimes. Et chaque congrès du CIO «adoptait une résolution qui, tout en donnant son soutien aux droits des femmes travailleuses, rejetait» en principe l'idée d'un amendement à la constitution stipulant l'égalité des droits entre femmes et hommes (*Equal Rights Amendment*). De fait, les «leaders du CIO [par la suite] firent preuve d'une conscience très limitée de la croissance de la proportion des femmes au sein de la main-d'œuvre» salariée¹⁷². L'AFL se révélait encore plus conservatrice. Une position d'ensemble arrimée à une conception très traditionnelle des rapports entre les sexes et du rôle des femmes dans la société. Il en ira de même de l'AFL-CIO, pendant de longues années. Le nombre de dirigeantes syndicales, à tous les échelons des organisations, était extrêmement bas, même dans les syndicats où les femmes représentaient une proportion considérable des membres.

Il fallut donc attendre la fin des années 1960 et, surtout, les années 1970 pour que, globalement, ce type de comportement soit abandonné. Si, dans le passé, les syndicats avaient considéré les femmes comme *difficilement*

« *organisables* », les résultats des sondages et les résultats des votes d'accréditation syndicale dans l'*entreprise privée*, notamment, montraient clairement que les femmes travailleuses s'avéraient dorénavant plus enclines à se syndiquer que les hommes¹⁷³. L'*insensibilité*, en fait l'incapacité, du mouvement ouvrier à défendre au sortir de la guerre les intérêts de ses adhérentes puis, très largement, à voir le potentiel militant en développement chez les travailleuses lui coûta, pendant de nombreuses années, des possibilités de développement réel. Elle lui interdit aussi, cela va sans dire, de s'adresser directement aux besoins des femmes en tant que genre, travailleuses, sans emploi, syndiquées et non syndiquées, assistées, etc. Voilà bien un aspect éloquent de la nature d'un mouvement ouvrier tendant à se conduire, en tout ou en partie, comme simple « intérêt » parmi d'autres dans la société, plutôt que de se conduire comme mouvement social de classe.

Le positionnement du syndicalisme à l'égard des travailleurs noirs, y compris ceux qui étaient syndiqués, et, plus généralement, du sort, des besoins et des revendications de la population noire des États-Unis, était également empreint d'insensibilité et d'incapacité. Nous nous arrêterons à cette problématique dans un chapitre subséquent. Mentionnons, à ce stade, qu'il y a toujours alors des syndicats de métier de l'AFL qui excluent statutairement les salariés noirs, y compris après la fusion avec le CIO. Les grands syndicats industriels n'ont jamais adopté de telles barrières raciales et ont accepté dans leurs rangs tous les ouvriers des entreprises où ils obtenaient l'accréditation. D'ailleurs, la syndicalisation de masse a représenté un puissant levier d'amélioration des conditions d'existence de la population noire. Mais, dans le Sud profond, même ces syndicats nationaux se sont compromis à l'occasion avec les pratiques racistes régionales, par exemple en passant sous silence la ségrégation dans l'accès aux installations sanitaires de locaux syndicaux, comme on l'a mentionné en étudiant la défaite de l'opération Dixie. Et surtout, on l'a vu aussi, en refusant de conjuguer les campagnes de syndicalisation aux luttes des droits civils, encore longtemps par la suite, y compris là où la main-d'œuvre était très majoritairement noire.

Et même dans les villes du Nord où la présence syndicale était très marquée, par exemple Detroit où « plus de 90 % des emplois industriels sont des emplois syndiqués » durant les années 1950, les niveaux de revenus des familles noires restent très en deçà des niveaux des familles blanches : au milieu de la décennie, la médiane pour les premières est de 3 800 \$ par année, mais de 5 700 \$ pour les familles blanches¹⁷⁴.

Car les conditions de l'accès aux emplois les mieux rémunérés et la division des tâches dans l'entreprise, même quand il y a accréditation syndicale, défavorisent la population noire. Et la défaite de l'opération Dixie en tant que telle pèse évidemment à la baisse sur ses conditions de vie et de revenu dans le Sud. Or, les travailleurs noirs « représentent un groupe qui répond très positivement à l'appel des syndicats¹⁷⁵ » durant les trois décennies de l'accord d'après-guerre, beaucoup plus que les travailleurs blancs non syndiqués. Dans ce cas précis, semblablement à la situation que nous avons notée avec la main-d'œuvre féminine, l'absence d'une intervention particulière du syndicalisme en direction des travailleurs et de la population noire se trouve à le diminuer, malgré des prises de position formelles souvent positives à l'endroit des aspirations à l'égalité. Les militants noirs vont bientôt s'en prendre de ce fait au mouvement syndical établi, tout en prônant néanmoins la syndicalisation massive lors de la campagne des droits civils; certains iront alors jusqu'à la création d'organisations syndicales nouvelles et séparées...

À ce stade, constatons donc que, si les conditions de vie de la classe ouvrière et des salariés ont connu une hausse significative durant la période des Trente Glorieuses aux États-Unis, en continuité avec les gains réalisés depuis la mi-décennie 1930-1940 et sur la base d'une pression de classe massive au sortir de la guerre, les rapports sociaux du travail n'ont pas changé de nature: ces conditions dépendent toujours d'une évolution favorable de l'économie, sur laquelle la classe ouvrière, les salariés et les démunis n'ont pas de contrôle, cependant que la capacité de s'imposer par l'action et l'organisation – c'est-à-dire la capacité d'imposer la prise en compte de ses demandes – reste le gage véritable du maintien et de l'amélioration des dites conditions. Il est incontestable que la hausse des niveaux de vie s'est inscrite dans un contexte d'enrichissement *global* de la société; mais la classe ouvrière reste définie par le rapport salarial et le rôle qui lui est, dans ce cadre, imparti. En fonction des réalités socioéconomiques et des rapports de pouvoir qui leur correspondent dans la société, le sort des secteurs démunis de la population se rattache pour une large part, de manière cependant souvent particulière et sans que cette dimension soit la seule à définir leur situation, à celui de la classe ouvrière et en représente dans beaucoup de cas une composante stratégique (ouvriers noirs, femmes travailleuses).

L'analyse du mouvement social de classe ne peut donc se limiter à tenir compte du syndicalisme et de ses gains, encore que celui-ci soit le lieu et le véhicule premiers de son expression sous forme d'organisations. Il est manifeste qu'avec les années 1950, tous les sondages le consignent, les travailleurs américains considèrent en majorité que leurs conditions de vie sont meilleures qu'elles n'ont jamais été, et qu'elles évoluent positivement. Si l'on pose qu'il y

eut une entente de compromis social après la Deuxième Guerre mondiale, cette amélioration des conditions d'ensemble en constitue un fondement et une dimension nécessaire. Mais la nature du rapport salarial rend toujours la pérennité et la portée de ces conditions (relativement) aléatoires; d'où la recherche de la sécurité économique, de l'ajout d'une clause aux contrats de travail prévoyant des allocations supplémentaires de chômage et le caractère conflictuel inhérent à la relation salariale, que la manifestation en soit ouverte ou contenue. La reconnaissance du droit à la négociation syndicale et la légitimité acceptée de très larges organisations ouvrières représentent donc une dimension obligée de l'entente d'après-guerre; mais l'appréciation qu'on en fait doit tenir compte aussi de ses limites et de ses ratés.

Cela dit, la loi Taft-Hartley, ainsi qu'on l'a souligné, a visé et largement réussi à mettre en place un encadrement juridique contraignant des activités socioéconomiques, et même politiques, des syndicats. Elle a diminué leur aire d'action et de rayonnement et interdit les méthodes d'organisation et de solidarité les plus éprouvées (aux États-Unis) pour faciliter la syndicalisation des milieux non encore joints. Elle a de plus contribué à amoindrir la conscience syndicale en créant un environnement qui veut obliger à se centrer sur le rapport direct de chaque groupe d'employés avec son employeur. Pour Joel Rogers, la loi Taft-Hartley a donc affaibli le syndicalisme américain en le fragmentant et, du fait des interdictions qu'elle promulgua, en rendant difficile et très onéreuse son expansion à l'extérieur des secteurs économiques et industriels qu'il avait déjà gagnés. Si l'on ajoute que la protection sociale et économique obtenue dans les autres pays par des politiques publiques est (plus ou moins) obtenue aux États-Unis «privément», par contrats de travail, les conditions de vie de la masse des inorganisés et des syndiqués s'éloignent d'autant. De plus, comme on l'a vu aussi, en permettant aux États d'adopter les lois fameuses dites *right-to-work*, Taft-Hartley apporta son soutien à la pérennité de cultures régionales singulièrement réfractaires à l'activité revendicative.

La diminution du pourcentage de syndiqués après le pic de 1954-1955 viendra premièrement, conclut Rogers, de la diminution en importance des secteurs alors syndiqués dans l'économie américaine. Mais, là où ils étaient bien implantés, les syndicats purent généralement se maintenir¹⁷⁶. Établissant une comparaison internationale de l'évolution des taux de syndicalisation entre les années 1950 et les années 1990, Bruce Western fait remarquer que, déjà au début de la décennie 1950-1960, les «démocraties capitalistes avaient des taux similaires [...] oscillant entre 30 % et 50 %» de la main-d'œuvre; mais, en 1985, la densité syndicale était de 80 % en Suède et de «moins de 20 %» aux États-Unis. Selon Western, ce type d'évolution contrastée ne peut s'expliquer par le jeu de cycles économiques différenciés puisqu'il y a des pays où le taux

de syndicalisation croît même en période de recul économique. La pression des facteurs économiques s'exerce par le prisme de « cadres institutionnels » précis, dont certains sont plus favorables au syndicalisme que d'autres. Par exemple, la « négociation nationale » par secteur industriel protège en quelque sorte les syndicats et diminue incontestablement le coût de la percée syndicale dans les diverses entreprises. « De forts partis de gauche libèrent [également] les mouvements syndicaux de leur dépendance envers une performance forte de l'économie¹⁷⁷ ».

Comparant l'évolution des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest durant les décennies 1950-1960 et 1960-1970, Western note d'abord que, dans chacun de ces deux pays, la main-d'œuvre croît à un rythme annuel de 2%. En Allemagne, la densité syndicale reste, *grosso modo*, la même durant toute cette période, alors qu'aux États-Unis elle diminue « continuellement » à partir de la mi-décennie 1950, comme on a vu. L'explication de l'auteur se fonde prioritairement sur un point de vue théorique dit « institutionnaliste » en sciences sociales, qu'on a considéré déjà dans un chapitre antérieur. Sans prétendre qu'il rend ainsi compte de tous les aspects du réel, Western écrit que cette mise en relation des exemples américain et ouest-allemand permet de souligner que « la centralisation du marché du travail [...] abaisse les coûts de la syndicalisation [et fait] qu'une croissance rapide de la main-d'œuvre aura peu de conséquences négatives » sur le taux de la densité syndicale, précisément parce que les données nouvelles sont en quelque sorte *intégrées* à un cadre d'ensemble préétabli. « Dans un marché du travail décentralisé » au contraire, le syndicalisme a beaucoup plus de peine « à suivre le rythme de croissance de la main-d'œuvre ». Qui plus est, lorsque le marché du travail est centralisé, « la construction d'intérêts généraux de classe [c'est-à-dire l'élaboration et l'articulation d'objectifs communs à court, moyen et long terme] » est grandement facilitée par l'existence de cadres d'interventions d'ensemble déjà constitués¹⁷⁸.

On aura compris, sans qu'il soit nécessaire de s'arrêter plus longuement à cette explication ni qu'il faille conférer à l'« institutionnalisme » une valeur heuristique prioritaire, que la loi Taft-Hartley avait eu, notamment mais précisément, pour objectif d'écarter la possibilité d'un tel niveau de centralisation et d'existence du mouvement de classe comme entité globale. De plus, s'il est juste, et nous le croyons, que le « système juridique [et administratif] distribue le pouvoir dans les conflits de travail [entre les employeurs et les travailleurs] en établissant le registre des règles de conduite acceptables¹⁷⁹ », Taft-Hartley *diminuait* comparativement le mouvement ouvrier par l'enca-drement qu'il lui imposait. Et il instaurait politiquement une période où

l'intervention de l'État serait largement définie par des mesures de contrôle imposées au syndicalisme.

Quel avenir pour le syndicalisme américain ?

En tout état de cause, les reculs, d'abord limités, de la densité syndicale furent rapidement perçus ; mais ils furent généralement examinés avec appréhension par des observateurs extérieurs aux cercles dirigeants du syndicalisme. Ceux-ci concentraient plutôt leur attention, à compter de la deuxième moitié des années 1950, sur les mises à pied dans l'industrie syndiquée qui étaient dues à l'automation et à la mécanisation plus poussée des activités productives, moins sur les transformations du marché du travail qui déjà modifiaient pourtant sensiblement la donne. La revue de gauche *Dissent* publiait à l'automne 1959 un article d'Everett Kassalow qui tentait précisément de prendre la mesure des développements qui avaient cours. Kassalow était d'abord frappé par le rythme des transformations.

En 1947, avançait-il, on comptait aux États-Unis quelque 23,5 millions de cols bleus et 20 millions de cols blancs. Moins de dix années plus tard, les chiffres étaient pratiquement égaux, à 25 millions pour chacune de ces catégories. Et depuis le début des années 1950 cette catégorie des cols blancs était celle qui connaissait le rythme de croissance le plus grand dans les entreprises industrielles elles-mêmes. Par cols blancs, Kassalow entendait « les employés de bureau, les professionnels et les travailleurs [dits] techniques » ; ceux-ci restaient toujours minoritaires dans l'industrie, mais la place qu'ils y prenaient était un reflet de l'importance prioritaire que le secteur des services acquérait dans l'entreprise privée. Or, soulignait l'auteur, environ 85 % des « 17 ou 18 millions de syndiqués américains » sont des salariés cols bleus : compte tenu de l'incapacité à percer le monde des services et de la mutation en cours du marché du travail (les « projections » annonçaient une évolution qui élargirait sans cesse cette dernière donnée), le mouvement ouvrier risquait vite de se trouver dans un embarras très grand.

La loi Taft-Hartley, concluait Kassalow, élève une barrière juridique contre la syndicalisation de plusieurs secteurs de la catégorie col blanc, cependant que de nombreux employeurs tentent d'utiliser l'automation pour affaiblir le syndicalisme, par exemple en déménageant dans le Sud une part de leurs activités. La « défi » lui paraissait donc de taille¹⁸⁰. Daniel Bell lui avait en quelque sorte déjà répondu par la thèse *saturationniste*. Pour lui, le syndicalisme s'était étendu à tous les secteurs qu'il pouvait réalistement envisager de gagner. Le monde de l'industrie était déjà syndiqué, du moins dans ses principales composantes ; il allait s'avérer extrêmement difficile de percer les derniers

bastions industriels « inorganisés » (*unorganized*), parce qu'ils étaient généralement de taille beaucoup plus réduite. Le monde des cols blancs, singulièrement ceux que Kassalow rangeait parmi les professionnels et les « travailleurs techniques », était peu porté vers les syndicats, « par idéologie sociale et conception de la vie ». Enfin, les pouvoirs publics ne s'avèrent dorénavant plus favorables à la syndicalisation, expliquait Bell, comme le montre le nombre d'États *right-to-work*. Il n'est d'ailleurs pas sûr que les syndicats bien établis, bureaucratisés, verraient d'un bon œil un afflux soudain de recrues, qui risquerait d'y déstabiliser les rapports d'autorité constitués. De sorte que le syndicalisme a probablement atteint ses limites avec la percée de la grande industrie¹⁸¹.

Irving Bernstein, politologue et spécialiste de l'étude des relations industrielles, avait beau jeu de répondre à cette argumentation en mettant en avant la croissance constante des effectifs syndicaux entre 1945 et 1960, qui passèrent selon ses évaluations de quelque 13,6 millions en 1946 à 18,6 millions en 1960. Il s'employait à répondre systématiquement à l'argumentaire *saturationniste*. Sur les cols blancs, par exemple, il soulignait à bon droit que cette catégorie devait être décomposée entre des types d'occupations dont les tâches n'ont rien de commun (ingénieur et employé de bureau, notamment). Ce faisant, il pouvait indiquer que des percées avaient eu lieu auprès de groupes de « cols blancs » importants, tels les pilotes d'avion. Mais, en fin de course, il semblait bien convenir que le « défi » restait largement non relevé¹⁸².

Rétrospectivement, il apparaît aisé de distribuer (peut-être) également les points entre Bell et Bernstein : la proportion de la main-d'œuvre syndiquée va bien décliner de manière continue et la catégorie des cols blancs demeurera comparativement très faiblement syndiquée dans l'entreprise privée, mais les effectifs syndicaux croissent significativement en nombre jusqu'à la mi-décennie 1970, c'est-à-dire durant presque toute la période 1950-1980.

Néanmoins, l'idée que le mouvement ouvrier entraînait « en crise » se répandit largement au début des années 1960 et plusieurs des spécialistes les plus reconnus furent alors précisément interpellés par ce problème, puisque le pourcentage de travailleurs syndiqués déclinait alors visiblement (il oscillait autour de 30 % en 1960). Solomon Barkin, ex-directeur de la recherche pour un grand syndicat américain et alors premier adjoint à la Direction des affaires sociales et des politiques de la main-d'œuvre à l'OCDE, et le professeur Albert A. Blum suscitèrent puis réunirent sous forme de publication les réflexions de plusieurs d'entre eux à cet égard¹⁸³. Les diverses contributions représentent conjointement un apport remarquable à la compréhension de l'évolution du syndicalisme depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et de la situation précise qu'il vit au début des années 1960¹⁸⁴.

Notons d'emblée que tous les collaborateurs, à l'exception d'un seul, considèrent en effet que le syndicalisme traverse une crise, c'est-à-dire qu'il est « à un tournant » de son existence, que le « moment » est pour lui « décisif », comme écrit l'un des auteurs, annonciateur, selon les orientations qu'il adoptera, d'une nouvelle étape de « développement » ou de son « déclin ». Les problèmes qui retiennent principalement l'attention ont trait, évidemment, aux répercussions des changements technologiques, aux pertes d'emplois qu'ils occasionnent dans les grands secteurs industriels, à la pente déclinante de la densité syndicale au sein de la main-d'œuvre globale, à l'absence de prise sur « la détermination des politiques et des programmes économiques », à la routine dans laquelle se complaisent les syndicats et au besoin de « revitaliser » l'esprit militant pour faire face au succès patronal grandissant dans toutes les facettes de l'organisation du travail, etc. La « crise » du syndicalisme était considérée comme suffisamment profonde pour que Barkin et Blum évaluent que les « problèmes » étaient à ce point « sérieux », que « les orientations et les structures traditionnelles [du syndicalisme] s'avéraient insuffisantes pour en venir à bout ». Soulignant qu'il revenait aux directions syndicales d'engager l'action pour permettre de sortir de cette crise, Solomon Barkin proposait la mise sur pied d'une « commission nationale de leaders syndicaux qui serait chargée d'un examen en profondeur » de la valeur des structures, des politiques et des stratégies actuelles du syndicalisme, en suscitant, par ailleurs, « une ample participation des membres¹⁸⁵ ».

Il n'est pas nécessaire d'aller plus avant dans cette discussion. Telle qu'elle est posée ici, elle éclaire notre questionnement sur l'existence ou non d'une formule véritable d'accommodement social durant la période 1950-1980 et, plus largement, sur le type de dynamique dans les rapports sociaux que porte le contexte d'alors. Dans le livre de Barkin et Blum dont il vient d'être question, le professeur Philip Ross examinait le « rôle » de l'intervention gouvernementale eu égard à la croissance ou à la décroissance des effectifs syndicaux. Il en arrivait à la conclusion que, de fait, la loi Taft-Hartley n'avait pas l'effet négatif à cet égard que beaucoup lui prêtaient. Selon lui, c'étaient plutôt les orientations « administratives » adoptées par le « General Counsel » (« directeur juridique ») du NLRB dans l'application des lois du travail qui véritablement avaient une influence¹⁸⁶. Nous ne partageons pas ce point de vue, bien qu'il soit juste que le choix des membres et de la direction du NLRB, qui relève de la présidence, ait une importance considérable et exprime, au quotidien, les répercussions des orientations politiques de la Maison-Blanche. Mais la loi Taft-Hartley avait bien modifié le cadre d'existence du syndicalisme, contenu son rayonnement et affaibli sa capacité d'expansion.

ii. ENQUÊTE MCCLELLAN ET LOI LANDRUM-GRIFFIN, UNE MISE EN ACCUSATION DU SYNDICALISME ?

Cette tangente relevait bien du pouvoir politique, tout comme les choix du personnel de direction du NLRB. Il faut le mentionner, parce que la volonté d'un contrôle d'État encore plus serré du syndicalisme va s'imposer à nouveau à la fin des années 1950, dans la suite logique de la loi Taft-Hartley, c'est-à-dire d'objectifs que nous lui avons reconnus. Cela dit, des actes avérés de corruption dans certains syndicats contribuèrent alors à ce que l'ensemble du mouvement ouvrier prête le flanc à ce type d'intervention. Au moment de la fusion entre l'AFL et le CIO en 1956, « des enquêtes menées par des élus du Congrès avaient déjà [...] démontré qu'il y avait eu des cas d'utilisation abusive [*impropre*] de fonds syndicaux pour les retraites et des programmes de protection sociale¹⁸⁷ ». Deux sous-comités du Sénat, le sous-comité du Travail (du Committee on Labor and Public Welfare), présidé par le sénateur John F. Kennedy, un allié du mouvement syndical, et le sous-comité des Enquêtes (du Committee on Government Operations), présidé par le sénateur John L. McClellan de l'Arkansas, s'y penchèrent expressément. Ensemble, ces deux sous-comités mirent sur pied un comité (temporaire) spécialement chargé d'enquêter sur les « activités abusives dans le champ des relations syndicales » (Select Committee on Improper Activities in Labor-Management Affairs). Le sénateur McClellan allait présider les travaux de cette commission d'enquête spécialisée, qui incluait John F. Kennedy, mais dont la composition d'ensemble, du fait de la présence de démocrates du Sud, était plutôt conservatrice.

Si le mandat de cette commission McClellan (comme elle serait appelée) « était de faire la lumière sur les pratiques incorrectes du patronat et du syndicalisme », elle confina pourtant ses travaux presque entièrement à l'examen des *affaires* syndicales¹⁸⁸. Le cas du syndicat des camionneurs et le comportement de son président James Hoffa, arrogant et autoritaire, furent au cœur de l'effet public et politique de la commission. Des abus et des pratiques corrompues furent effectivement mis au jour. Par exemple, dominant la gestion du fonds de retraite des syndiqués Teamsters des « États du centre et du sud » du pays, James Hoffa avait utilisé des « centaines de millions de dollars accumulés » dans diverses aventures spéculatives, dans l'industrie du « divertissement, [...] des boîtes de nuit [...] à Las Vegas », etc. D'un côté, une utilisation des fonds pour des investissements qui n'ont rien à voir « avec des projets sociaux habituellement identifiés au mouvement ouvrier¹⁸⁹ » ; d'un autre côté, toutes les possibilités d'accointances douteuses, de corruption et de chantage interne aux syndicats qu'un contrôle personnel quasi absolu sur de telles ressources permet d'imaginer.

La révélation des pratiques corrompues et, singulièrement, de « liens des Teamsters » avec le crime organisé fit évidemment sensation et justifia la réclamation par les critiques du syndicalisme d'un contrôle plus lourd et plus systématique de l'activité syndicale. L'AFL-CIO expulsa d'ailleurs de ses rangs le syndicat des camionneurs et trois autres syndicats de moindre importance pour corruption¹⁹⁰. Divers projets de loi émanèrent en conséquence des chambres du Congrès, des projets de « réforme du syndicalisme », d'obligation renforcée à divulguer auprès des pouvoirs publics l'utilisation de ses ressources, de contrôle de sa gestion de programmes d'avantages sociaux ; aucune « réforme du patronat », de l'obligation à divulguer les pratiques internes aux firmes sur l'utilisation de leurs ressources, ni même de contrôle véritable de sa gestion des avantages sociaux ne fut cependant envisagée. Le syndicalisme gardait malgré tout l'espoir qu'avec ses alliés il pourrait éventuellement parer les coups plus particulièrement menaçants.

La Chambre de commerce et la National Association of Manufacturers demandaient, par exemple, que « le pouvoir monopolistique des syndicats soit [à nouveau] soumis aux lois antitrust », ce dont ils avaient été émancipés depuis l'adoption de la loi Clayton en... 1914 ! Les menaces étaient donc sérieuses pour le mouvement ouvrier, débordant le champ de la répression de la corruption. Mais l'AFL-CIO pouvait à nouveau trouver un réconfort avec le résultat des élections de mi-mandat en 1958, qui accroissait nettement les majorités démocrates au Sénat et à la Chambre des représentants.

Pourtant, quand le débat reprit au Congrès en 1959, l'alliance entre la plupart des élus républicains et les démocrates sudistes prévalut sur l'intervention de Kennedy et des démocrates libéraux. Qui plus est, le syndicalisme se montra divisé quant aux divers projets de vérification étatique de ses affaires internes qui firent à nouveau surface et il se trouva en tant qu'organisation nettement sur la défensive, « dépeint par la commission McClellan et les médias comme une institution baignant dans la violence, la corruption et le crime, une institution dont il fallait réglementer davantage le fonctionnement afin de protéger les droits » de ses simples membres¹⁹¹. Une image, on le sait, radicalement différente de celle qui avait eu cours avec les années 1930 et qui allait dorénavant entacher sa réputation.

En fin de course, le projet de loi qu'adoptèrent les chambres, appelé « Labor-Management Reporting and Disclosure Act » (loi obligeant à la divulgation d'activités du syndicalisme et du patronat dans la conduite de leurs affaires et à la reddition de comptes auprès des pouvoirs publics) ou Landrum-Griffin du nom de ses promoteurs, « soumit les affaires internes du syndicalisme à l'examen minutieux et détaillé » de diverses agences gouvernementales ;

il « incorpora une petite charte des droits des membres individuels, sans qu'on y retrouve [cependant] quelque intention de promouvoir les droits civils [des travailleurs noirs]; il accentua encore les restrictions contre les boycottages secondaires et l'activité de grève et proscrivit certains types de *piquetage*¹⁹² »; il adoucit par ailleurs quelque peu certains interdits de la loi Taft-Hartley pour l'industrie de la construction et le vêtement¹⁹³. La loi Landrum-Griffin durcissait aussi les dispositions anticomunistes qui avaient cours depuis l'adoption de la loi Taft-Hartley; la Cour suprême fut saisie de cet aspect particulier de la loi nouvelle. Elle déclara alors précisément « nulles et non avenues » les exigences dans l'une et l'autre loi d'« affidavits » et de déclarations d'allégeance¹⁹⁴, qui devinrent donc caduques.

L'Administration Eisenhower appuya haut et fort les objectifs de la loi. Quand s'ouvrit le débat au Congrès, le président s'adressa à la nation dans un message télévisé pour annoncer son appui au projet Landrum-Griffin et faire valoir la nécessité d'une « sévère loi de réforme du syndicalisme ». Il encouragea les électeurs à faire pression sur leurs élus et la « Maison-Blanche coordonna [de fait] la campagne de relations publiques » qui fut alors engagée en faveur dudit projet de loi. Un des épisodes les moins glorieux de toute cette saga fut, à ce qu'il semble, l'entente qui survint entre les républicains et les démocrates du Sud: ceux-ci s'engagèrent à voter en faveur de Landrum-Griffin en échange d'une promesse des élus républicains de ne pas avancer de projets de loi inspirés du programme de promotion des droits civils de la population noire, traditionnellement identifiée à leur parti¹⁹⁵, durant la session.

Le président Eisenhower n'avait pas rompu avec la philosophie qu'il avait énoncée en 1952, selon laquelle les politiques sociales du New Deal et les droits syndicaux à la négociation et à la grève ne seraient pas mis en cause. Mais ses conceptions conservatrices et traditionnelles de la vie économique et des rapports sociaux non seulement ne promettaient pas un élargissement de ces droits et de ces politiques, mais prédisposaient plutôt à une interprétation *comprimée* et réduite du rôle du *labor* dans la société. Qui plus est, le mode de fonctionnement qu'imprima à son administration le président Eisenhower se trouva à renforcer, assez exceptionnellement, l'influence de son cabinet et de « nombre de nouveaux comités » qu'il mit alors sur pied dans la conduite de sa politique intérieure. Or, on le sait, ce cabinet et ces comités étaient très largement composés d'« hommes d'affaires que le président avait amenés à Washington¹⁹⁶ ». Il était dans l'ordre des choses que les sensibilités sociopolitiques de ce groupe dirigeant soient nettement plus proches de celles des employeurs que du mouvement ouvrier. Elles ont manifestement pesé dans l'engagement actif, en fin de deuxième mandat, du président en faveur du projet Landrum-Griffin.

Car il faut souligner qu'au même moment le patronat, comme classe économique, et ses principaux porte-voix étaient cette fois unis et « mobilisés comme jamais » en faveur de l'adoption de la loi Landrum-Griffin. Il est important de le mentionner, parce que le patronat ne se présentait pas alors systématiquement comme un « monolithe » dans l'appréciation des politiques gouvernementales ou de la conduite à adopter face au syndicalisme, par-delà certains repères évidemment communs, telle la plus grande autonomie privée dans la gestion de ses affaires. Des organisations propres au milieu des affaires pouvaient à l'occasion se disposer différemment en fonction d'enjeux précis. Ainsi en fut-il, par exemple, de la réaction concrète du monde des affaires à la réunification du mouvement ouvrier américain, c'est-à-dire à la fusion de l'AFL et du CIO en 1955-1956. Très majoritairement, on craignit alors qu'un syndicalisme uni et « géant » serait en mesure de lancer de nouvelles campagnes massives de syndicalisation, qu'il pèserait d'un poids économique insupportable pour les entreprises ou qu'il dominerait la vie politique – mais quelques voix se félicitèrent plutôt de ce que George Meany (c'est-à-dire l'AFL) pourrait modérer Walter Reuther (c'est-à-dire le CIO, le syndicalisme industriel)...

En tout état de cause, les organisations patronales majoritaires envisagèrent à la fin de la décennie 1950-1960 une nouvelle campagne publique contre le syndicalisme, singulièrement en relançant les efforts pour accroître le nombre d'États dits *right-to-work*. « Entre 1948 et 1954, six États s'étaient ajoutés » aux quatorze États *right-to-work* que l'on avait comptés dès 1947. Mais, en 1956, le syndicalisme avait réussi à ce que la Louisiane et l'État de Washington se retirent de la liste, ce qui fit craindre aux partisans de cette loi qu'un syndicalisme uni serait effectivement outillé pour que ses intérêts prévalent davantage que par le passé. Plusieurs organisations patronales représentatives, nationales, comme la Chambre de commerce et la NAM, régionales, comme l'Ohio Manufacturers' Association, et de grandes compagnies (Boeing Aircraft, General Electric) engagèrent donc une vaste campagne pour obtenir par référendum lors de la consultation de 1958 une réglementation *right-to-work* dans six nouveaux États. Une particularité du moment : parmi ces six États, on retrouvait la Californie, le Colorado, l'Ohio, c'est-à-dire des États où le syndicalisme était bien implanté.

L'AFL-CIO fut en mesure de mener une contre-attaque politique d'envergure contre cette initiative, dans l'unité à cette occasion et en front commun avec des organisations de la population noire, des courants religieux importants, singulièrement au sein de l'Église catholique, tout en gagnant l'appui de personnalités marquantes comme Eleanor Roosevelt, veuve du président Roosevelt, et Herbert Lehman, sénateur de l'État de New York. Bien que cette initiative patronale cherchât à profiter des révélations du moment sur la

corruption de dirigeants syndicaux, elle subit une défaite importante, battue dans cinq États et ne l'emportant qu'au Kansas, où le syndicalisme était faible. Cette consultation de 1958 déboucha, on l'a dit, sur de lourdes défaites des forces conservatrices, les démocrates, déjà majoritaires au Congrès, s'y assurant « leurs plus forts gains électoraux depuis 1936 ».

Cela dit, comme le remarqua Elizabeth Fones-Wolf, dont nous nous inspirons ici directement, le monde des affaires ne fut « pas unanime » à l'égard de cette nouvelle campagne *right-to-work* en 1958, certaines de ses personnalités connues exprimant même publiquement leur désaccord et plusieurs grandes compagnies préférant se tenir à l'écart. Elle concluait des résultats globaux des suffrages de 1958 que l'électorat reprochait sévèrement aux républicains le profond ralentissement économique que vivait alors le pays et que, malgré tout ce qui se disait, il « acceptait toujours la légitimité » de l'action syndicale et rejetait les « attaques brutales contre le mouvement ouvrier organisé en tant qu'institution ». Il en allait cependant autrement de ce qu'on appelait au même moment la corruption syndicale : les révélations de l'enquête McMillan convainquaient une majorité, selon tous les sondages, du besoin d'un contrôle d'État renforcé sur les activités et l'administration interne des syndicats, et le patronat parut en effet unanime dans l'appui à Landrum-Griffin¹⁹⁷.

Au terme de son étude approfondie du positionnement de la classe des employeurs à l'égard du mouvement ouvrier et du *libéralisme*, entre 1945-1960, Fones-Wolf fit valoir que la fin de la décennie 1950 représenta, grosso modo, le dernier moment où le patronat et le syndicalisme cherchèrent chacun à « modeler la compréhension qu'avait le pays de l'ordre social d'après-guerre » en fonction de ses propres intérêts. Les oppositions qui se manifestèrent et leur conclusion exprimèrent « à la fois la nature et les limites du consensus américain d'après-guerre ». D'un côté, de grandes entreprises s'étaient abstenues de participer à la tentative résolue d'organismes pourtant légitimes du patronat visant à déstabiliser l'existence du syndicalisme dans de nouvelles régions, tentative que l'AFL-CIO avait pu combattre (pour l'essentiel) victorieusement. D'un autre côté, le climat de suspicion envers les syndicats que justifiaient les travaux de l'enquête McClellan et le vote de la loi Landrum-Griffin mirent « le mouvement ouvrier sur la défensive » : les mécanismes de contrôle de ses affaires internes furent accentués et l'on prohiba encore plus fermement que cela n'était le cas depuis Taft-Hartley diverses tactiques de lutte syndicale. Le fait même, souligne de plus l'auteure, qu'il fut possible à la NAM et à diverses organisations patronales de gagner la tenue de référendums sur la possibilité de lois de nature *right-to-work* dans des États où le syndicalisme était bien implanté montrait que celui-ci faisait toujours face à des niveaux d'hostilité pouvant

l'ébranler là où il se croyait en sécurité¹⁹⁸. Mais il avait pu se maintenir et les *nouveautés* du moment ne grevaient généralement pas sa position d'agent négociateur là où il était bien établi.

Le « boulearisme » : quelle signification ?

Tous ces éléments rendent parfois ardue, ou complexe, l'évaluation globale du positionnement des employeurs américains sur la présence du syndicalisme dans les entreprises. Il est généralement admis que les Chambres de commerce représentent le point de vue d'employeurs moyens, et un point de vue patronal souvent intimement lié, par ailleurs, à la gouverne socio-politique régionale et locale. La National Association of Manufacturers regroupe alors davantage la grande entreprise industrielle et constitue en quelque sorte un porte-parole de combat. D'autres courants patronaux mettent en avant selon certains dossiers des considérations plus libérales (sens américain) sur l'intervention économique de l'État ou les rapports avec les employés, notamment. Notre appréciation du positionnement de la classe des employeurs est complexe aussi de ce qu'il n'y a finalement pas de différences absolues dans la nature socioéconomique des entreprises membres des diverses associations du monde des affaires (petites, moyennes et grandes entreprises) et de ce qu'on retrouve beaucoup de chevauchements dans les listes d'affiliés.

On peut donc supposer, alors, que la participation plus ou moins active à des campagnes, comme celles que menèrent en 1958 la NAM et les Chambres de commerce, témoigne du point de vue particulier des entreprises : par exemple, si General Motors se comportait en patronat de choc, de concert avec les interventions de la NAM, durant les années 1930, ce n'était plus le cas durant la période 1950-1980. Notre appréciation doit tenir compte de ce changement. Pourtant, il nous faut rappeler, en soulignant cette donnée, que le comportement de General Motors n'est pas répandu à toutes les grandes entreprises de transformation. La compagnie General Electric, notamment, fut très active avec la NAM en 1958. Qui plus est, elle s'était engagée dans une dure opération interne visant l'affaiblissement marqué du syndicalisme dans son entreprise et, ultimement, sa disparition.

Il s'agit de l'épisode connu comme celui de « boulearisme » chez General Electric, d'après le nom du responsable patronal qui en élaborait l'esprit et la lettre et instaura ses pratiques, Lemuel R. Boulware. Celui-ci dirigeait le service des relations industrielles d'un secteur particulier des installations de GE en 1946, lorsqu'une sérieuse grève frappa la compagnie – à l'instar de toutes celles que connut alors l'Amérique. Le syndicat des employés de production était celui des United Electrical, Radio and Machine Workers, les UE que le CIO

allait bientôt chasser de ses rangs quand il procéderait aux exclusions anticomunistes. Les UE étaient très fortement implantés chez General Electric, ayant mérité, par exemple, «l'accréditation dans plus de 800 consultations» du NLRB durant la guerre. Jusque-là, les rapports entre la compagnie et le syndicat avaient été relativement harmonieux, GE ne s'étant pas opposée à la signature d'un premier contrat en 1937. Mais la compagnie avait réussi au fil des ans à maintenir des conditions de salaires différenciées entre les hommes et les femmes et entre les régions. La grève de 1946 visait notamment des améliorations uniformes pour l'ensemble des syndiqués¹⁹⁹.

Ce mouvement de 1946 sema l'effroi chez GE, tant par la force dont fit preuve le syndicat dans sa relation directe avec la compagnie que par les appuis qu'il reçut au sein de diverses collectivités. Les piquets de grève furent massifs et étanches, interdisant l'entrée des installations, y compris au président de la compagnie. «Des gouvernements municipaux soutinrent les buts des grévistes et cinquante-cinq sénateurs et représentants [au Congrès] signèrent une déclaration publique d'appui»; des manifestations de syndiqués reçurent localement l'appui de la Légion américaine, dont la fanfare se joignit parfois à des manifestations de grévistes, etc. La paralysie des activités de GE fut complète... sauf dans le secteur où les relations avec les employés relevaient de Lemuel R. Boulware. Et c'est précisément pour renverser les conditions de la puissance par ailleurs généralisée de l'action de grève que Boulware fut alors promu au poste de responsable des ressources humaines pour l'ensemble de la compagnie.

La conception que Boulware se faisait de l'action patronale comportait deux grandes dimensions. Il s'agissait d'abord d'une conception très politisée, qui supposait d'établir des liens suivis avec les «leaders d'opinion» partout où se trouvait GE (maires, enseignants, journaux, clergé), afin de faire valoir l'apport de la compagnie à la vie de la collectivité – et les conséquences négatives d'un éventuel départ. GE s'était sentie extrêmement isolée en 1946 et Boulware engagea une intervention systématique et permanente pour modifier radicalement cet état de fait. À l'interne, le «boulewarisme» signifia de même une volonté de disputer continuellement au syndicat la confiance et la loyauté des travailleurs. C'était là un aspect particulier de la deuxième dimension que Boulware conférait à l'action patronale, celle qui avait précisément trait aux relations de travail. À cet égard, et même si nous ne pouvons nous y arrêter de façon détaillée, il convient de souligner que les tactiques de négociation de L.R. Boulware étaient dures et intransigeantes, ponctuées de menaces à la délocalisation d'activités vers des États *right-to-work*, à des déménagements effectifs et aux pressions sur les autorités locales.

Évidemment, General Electric se servit aussi de l'anticommunisme contre le syndicat des UE, de la division des rangs ouvriers qu'entraîna son exclusion du CIO et de l'assaut qu'il essaya avec la mise sur pied d'un nouveau syndicat dans l'industrie des produits électriques par la centrale. Mais, tous facteurs confondus, les répercussions de l'orientation que poursuivit alors GE dans la gestion de ses ressources humaines minèrent significativement l'autorité et l'influence du syndicalisme dans ses installations, qui y subit d'ailleurs une lourde défaite en 1960²⁰⁰. Boulware ne cherchait pas l'entente avec le syndicalisme ni la coopération dans une œuvre que le patronat et le syndicat auraient pu considérer commune.

Traditionnellement, l'histoire du syndicalisme et des relations industrielles présentait le «boulewarisme» comme une exception, l'exception (la plus visible) d'une époque où les rapports entre les patrons et les syndicats avaient généralement atteint le stade de la «maturité», c'est-à-dire de l'acceptation mutuelle. Comme l'a écrit Phillips-Fein, cet épisode illustre plutôt que «le consensus libéral des années 1950» sur les rapports socioéconomiques «s'avérait bien plus difficile» et tendu que ce qu'on avait généralement cru²⁰¹. Pour elle, durant la majeure partie des Trente Glorieuses, l'antisindicalisme actif resta une orientation marquante dans l'entreprise américaine : d'abord, au sein des grandes compagnies qui avaient réussi à éviter la syndicalisation «durant les années 1930 et 1940 (Eastman Kodak, DuPont et Sears-Roebuck)», puis «dans les firmes moyennes non cotées en bourse [*privately-owned*], qu'elles soient syndiquées ou pas». Le symbole en fut néanmoins General Electric, «la quatrième entreprise industrielle cotée en bourse [*publicly held*] des États-Unis [...], le troisième employeur du pays²⁰²». Le patronat américain témoignait donc toujours de forts courants de résistance au mouvement ouvrier, même si de grands leaders de l'économie industrielle faisaient incontestablement montre de niveaux plus élevés de bonne volonté patronale envers le syndicalisme que General Electric.

Cela dit, l'acceptation de la légitimité du syndicalisme et de la nécessité de négocier avec lui comme représentant des employés n'entraîne évidemment pas «la garantie d'une paix industrielle», ainsi que l'avait fait remarquer alors Walter Galenson²⁰³. L'industrie de l'acier, par exemple, qui déjà avait connu trois grèves massives en 1946, 1949 et 1952, fut soumise à un arrêt de travail généralisé de quelque quatre mois en 1959, véritable démonstration de force du syndicat des USWA, qui arracha la victoire. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le patronat avait concédé un droit de regard contractuel au syndicat sur les «modifications au processus de travail, y compris l'introduction de machinerie nouvelle», que celui-ci devait accepter pour qu'elles soient mises en œuvre. Mais, à compter de la mi-décennie 1950, la concurrence de

l'acier japonais et européen s'avérait de plus en plus difficile à supporter pour les producteurs américains. L'accélération des cadences et des changements unilatéraux dans les méthodes de fabrication fut alors imposée. Elle donna rapidement lieu à de multiples actions de désobéissance sur les lieux de travail et de contestation des dirigeants des USWA, accusés par des membres de ne pas faire respecter les clauses du contrat prévoyant l'accord du syndicat pour ce type de modifications.

Selon la plupart des historiens et des observateurs du moment, le patronat de l'acier avait alors décidé de porter un grand coup en forçant l'affrontement sur cet aspect particulier des contrats. Mais le syndicat l'emporta finalement en 1959 et la clause de son droit de regard fut maintenue²⁰⁴. Pour notre propos, ce que ce conflit titanesque indique, c'est bien que le cadre mutuellement accepté de négociation ne suppose pas la disparition du conflit ni que l'une ou l'autre des parties ne cherchera dorénavant pas de transformation notable dans le rapport avec son vis-à-vis. Ce constat va nous servir aussi à de premières considérations conclusives sur le cadre des rapports entre employeurs et employés tel qu'il fut structuré dans les années qui suivirent la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Quelle direction imprimait à l'évolution de ces rapports la dynamique dans laquelle ils étaient engagés? Comment en définir la substance? Comment s'inscrivirent-ils plus globalement dans la dynamique des rapports de pouvoir entre classes, groupes et secteurs sociaux de ce moment?

En ce qui a trait au rapport d'emploi direct, on doit considérer qu'il y a maintenant un consentement patronal dans nombre d'entreprises, comme dans les vieux métiers syndiqués par l'AFL, au fonctionnement continu d'un cadre stable de négociations collectives. Si l'on se souvient que la loi Wagner constitua la nouveauté de la période *new deal* à laquelle l'opposition patronale fut la plus tranchée, les dizaines de milliers de contrats de travail signés par les parties patronales et syndicales après la guerre marquent, ainsi qu'on l'a vu antérieurement, une réelle mutation dans les rapports sociaux de pouvoir. Voilà qui correspondait à la notion de « systèmes de relations industrielles », la stabilité (relative) d'un cadre de négociation collective mutuellement accepté. Les analyses d'économie politique tendent à montrer que ce type d'entente fut plus présent dans la grande entreprise industrielle oligopolistique et, comme on l'a mentionné plus haut, dans certains secteurs, comme celui de la construction, où la qualification « donne un pouvoir considérable [aux ouvriers] sur le lieu de travail ». Néanmoins, on sait que l'industrie de masse ne fut pas entièrement syndiquée et qu'il y eut des tentatives dans le secteur de la transformation de *réduire* des syndicats déjà accrédités à la portion congrue, voire de mettre en cause le principe même d'une négociation des conditions d'emploi²⁰⁵; en revanche, les syndicats gagnèrent aussi l'accréditation dans plusieurs

entreprises moyennes, notamment auprès des employés de firmes de sous-traitance des secteurs industriels où ils étaient fortement implantés.

Malgré ces différences et ces particularités, dans la grande industrie (c'est-à-dire le « cœur industriel ») « les relations entre l'employeur et le syndicat se stabilisèrent » généralement et permirent la négociation suivie de contrats de travail²⁰⁶. Pourtant, la plupart des spécialistes considèrent aujourd'hui que ce fut toujours à contrecœur, même durant les Trente Glorieuses, que le patronat se plia au cadre de la négociation collective. Et ils évaluent de même, plus généralement, qu'il se fit moins à l'idée d'une présence permanente du mouvement ouvrier dans l'entreprise et dans la société que cela fut le cas en Europe. Procédant à une réévaluation critique des analyses de relations industrielles qui, depuis la décennie 1950-1960, mettaient en avant la notion de *maturité* dans les rapports d'emploi et se fondaient sur le concept de « système de relations industrielles » les professeurs Kochan, Katz et McKersie ont ainsi souligné que leurs auteurs avaient, jusqu'à un certain point, insuffisamment remis en question l'idée que le modèle de Dunlop supposait, à savoir que les relations entre les syndicats et les employeurs reposaient sur un consensus quant à la légitimité et au rôle de chacun de ces deux « acteurs », une « idéologie partagée » impliquant, minimalement, que les employeurs aient « accepté » la présence continue du syndicalisme.

Or, pour Kochan, Katz et McKersie, l'appréciation rétrospective des comportements patronaux durant les Trente Glorieuses permet au contraire de souligner la faiblesse de cette prémisse. L'« accommodement des employeurs n'était sur le fond que temporaire et habituellement le fait de spécialistes » de la gestion des ressources humaines « dans les entreprises », pas vraiment « des joueurs clés [...] qui formulent les stratégies et les plans » d'affaires. Ainsi, le point de vue dominant chez les universitaires d'alors apparaît erroné. Ils considéraient « comme un changement dans les préférences ou l'idéologie du patronat ce qui ne fut qu'une adaptation pragmatique ou stratégique à une situation laissant prévoir des coûts très élevés si l'on voulait éviter la syndicalisation ou déloger des syndicats déjà établis²⁰⁷ ». Un « accommodement provisoire » ont aussi écrit certains²⁰⁸, appréciation qui semble cependant un peu restrictive. Il y a tout de même, sur plus de trente ans après la Deuxième Guerre mondiale, un fonctionnement courant et stabilisé de négociation collective dans plusieurs entreprises et, comme on l'a souligné, un fonctionnement qui débouche sur plusieurs dizaines de milliers de contrats de travail. Durant la période 1950-1980, le syndicalisme compta entre 17 et 21 millions de membres, ce qui confère de plus une base massive d'intervention collective. Le « provisoire », de fait, prenait plutôt les contours d'une période historique. Par exemple, la coordination des demandes syndicales par le procédé de la

négociation type (*pattern-bargaining*) influence directement et pendant de nombreuses années la marche même de l'économie.

Pourtant, il est vrai que le taux de syndicalisation est engagé depuis la mi-décennie 1950-1960 sur une pente déclinante. Taft-Hartley a réduit l'aire de rayonnement du mouvement ouvrier et contribué puissamment à une définition économiste de son rôle, envisagé sous l'angle privilégié du rapport de chaque groupe avec son propre employeur, dans un cadre où sont en plus prohibées les formes traditionnelles d'entraide et de solidarité les plus efficaces. La loi Landrum-Griffin a accru les mécanismes de contrôle d'État sur l'activité syndicale. Les grèves s'avèrent, par ailleurs, généralement plus longues aux États-Unis que dans les pays occidentaux comparables et leur durée moyenne n'a pas diminué après 1945²⁰⁹. L'hostilité particulière du patronat est habituellement retenue au compte des facteurs particuliers expliquant cette caractéristique. La formule américaine des avantages sociaux «privés» multiplie les conditions et les niveaux de la protection sociale, ce qui encourage aussi les salariés à envisager leurs gains par groupes particuliers; qui plus est, cette formule attache directement les garanties assurantielles au lien d'emploi.

Mais encore: le pourcentage des travailleurs syndiqués reste longtemps (relativement) élevé, l'économie, globalement, va maintenir sa croissance et les «employés publics», généralement fort peu syndiqués avant les percées de la décennie 1960-1970, peuvent souvent compter sur des programmes d'assurance maladie et de retraite mis en place par les gouvernements, qui seront évidemment confirmés et étendus par la suite. La sécurité n'est évidemment pas identique à celle des pays où ont été instaurés des programmes d'État, et les avantages sociaux dépendent plus ou moins directement de l'évolution des marchés. Mais l'amélioration des conditions à cet égard ne peut faire de doute.

Le mouvement de classe a été circonscrit à l'intérieur de balises qui grèvent, en quelque sorte, son statut comme acteur socioéconomique et socio-politique. Le syndicalisme ne s'étend pas dans l'entreprise privée au-delà des bastions déjà gagnés, dont l'importance relative est en déclin. Il est sûr que les lois du travail aux États-Unis rendent plus difficile qu'ailleurs la syndicalisation d'une part non négligeable des employés du privé, mais l'absence de campagnes ciblées en direction des travailleurs noirs et des femmes limite la capacité même de développement des syndicats établis. Cela favorise l'efficacité des *résistances* patronales. La croissance du niveau de vie de la population est très marquée, les gains salariaux aussi, mais ce n'est pratiquement pas le cas des revenus des femmes et des travailleurs noirs lorsqu'on les considère isolément.

En conclusion : la dynamique des rapports sociaux durant les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'elle est envisagée sous l'angle de la relation employeurs-employés, comporte des réalisations positives du point de vue de la classe ouvrière et permet une élévation incontestable des conditions de vie et de travail. Mais il s'agit aussi d'une dynamique qui, de manière inhérente et en plusieurs dimensions, comprend et amène de lourdes pressions à la baisse sur les organisations ouvrières et le mouvement social de classe. En d'autres mots, une dynamique qui n'est pas de renforcement, mais d'amenuisement du poids social du mouvement ouvrier, au sein des grands rapports de société et même dans l'entreprise.

Une comparaison établie par le professeur Andrew Thomson entre le développement du syndicalisme aux États-Unis et son développement en Europe de l'Ouest pour la période 1950-1980 peut illustrer ici notre propos : Thomson fait remarquer, d'abord, la grande « stabilité » du « système de relations industrielles » aux États-Unis durant cette période, dans son contenu et dans ses formes ; par comparaison à l'évolution européenne, cette stabilité a des traits de « stagnation ». Car, en Europe, « les syndicats ont partout élargi leur pouvoir social, économique et politique au cours [de ces] trente années, la négociation collective a fréquemment acquis une position centrale dans le mécanisme de la prise de décision socioéconomique. [...] Presque partout, on a assisté à des changements législatifs quant aux relations de travail et à diverses expériences de nouveaux modes de relations industrielles [...] dans le cadre d'un débat idéologique sans cesse plus intense sur [...] les relations de classe²¹⁰ ». On ne retrouve en effet pas aux États-Unis ce type de renforcement du syndicalisme sur le lieu de travail et, à partir de là, de son poids dans la société.

Par comparaison encore, « les syndicats américains, qui appuient le système capitaliste [furent durant la même période] moins acceptés par les employeurs que les syndicats européens qui, généralement, rejettent le capitalisme et visent la transformation de l'ordre économique²¹¹ ». Cette opposition du patronat n'est sûrement pas étrangère à ce que la proportion de l'emploi total des États-Unis passe dans le sud du pays de quelque 19,9 % en 1953 à 26,9 % en 1978. Et, durant les mêmes années, la « résistance à l'unionisme fit [de fait] régresser la proportion de travailleurs syndiqués dans le Sud, qui est passée de 17,1 % à 12,8 %²¹² ». Ailleurs, dans ses châteaux forts, même si les lois n'ont pas été modifiées en sa faveur et malgré un patronat récalcitrant, le mouvement ouvrier a pu s'accommoder de sa situation. Il a développé son organisation de manière significative, réussissant aussi à se tailler une place stable (et enviable) dans l'arène sociopolitique du pays, devenant l'une des grandes institutions, pas vraiment nombreuses aux États-Unis, à pouvoir se vanter d'une existence réelle à l'échelle nationale.

Compte tenu des diverses dimensions que nous venons de considérer, il apparaît que la dynamique des rapports sociaux se déployant durant la période 1950-1980 n'est pas de renforcement, mais plutôt d'affaiblissement du syndicalisme. Comme telle, elle ne s'avère pas davantage une dynamique de transformation positive pour les groupes défavorisés, même si elle s'accompagne, inégalement, d'une nette tendance à l'amélioration des conditions de vie de la population. Par ailleurs, l'histoire n'est évidemment pas fermée avant d'avoir été vécue, et l'issue des Trente Glorieuses est un phénomène *créé*, pas inéluctable. L'amélioration des conditions d'existence ne procédera pas des seuls rapports et des seules actions employeurs-employés. Très manifestement, la lutte des droits civiques va tenir un rôle de premier plan à cet égard ; elle aurait pu, par exemple, modifier le cours ultime des événements composant cette dynamique des rapports sociaux. Nous y reviendrons.

À ce stade, il convient de considérer plus directement cette autre dimension, capitale pour le mouvement ouvrier, de l'accommodement des décennies d'après-guerre, que nous n'avons pas jusqu'ici envisagée sous cet angle. Il s'agit du rôle politique qu'on lui reconnaît dorénavant en alliance avec le Parti démocrate et dans ses rangs. À l'échelle de la société, le syndicalisme américain mérite ainsi une place qui va durablement contribuer à modifier, même si ce n'est que partiellement, le sens et la substance du bipartisme du pays. Cet espace politique devient une dimension centrale du rôle du syndicalisme dans sa société, par lequel il essaie notamment de compenser une part de ses faiblesses ; en conséquence, il s'agit d'une dimension importante de l'*accommodement* qu'on lui a fait, sous sa pression évidemment.

6. LA NATURE DU BIPARTISME AUX ÉTATS-UNIS ET LE SYNDICALISME

Étudier la nature du système bipartite des États-Unis en fonction du sujet de notre étude entraîne immanquablement la prise en compte de deux grandes problématiques : d'abord, la problématique dite de l'« exceptionnalisme », définie historiquement par l'absence d'un parti ouvrier influent et durable – une exception, en effet, parmi les régimes de démocratie libérale ; ensuite, la problématique des formes de remplacement de l'action politique néanmoins pratiquée par le syndicalisme américain, qui pose la nécessité, en plus de l'analyse qu'on en a faite jusqu'ici, de cerner de manière plus conceptualisée l'espace qu'elle occupe dans les rapports entre républicains et démocrates. Nous allons nous arrêter à la question de l'exceptionnalisme plus loin dans le texte. À ce stade, c'est de la position du syndicalisme dans le bipartisme que nous voulons traiter.

Il ne peut être question de prétendre, dans cette étude, soumettre une élaboration d'ensemble sur le phénomène des partis politiques considérés en tant que tels. Plus modestement, nous entendons nous servir des travaux et de la contribution théorique de divers auteurs pour exprimer conceptuellement ce qui nous paraît une articulation stable de l'action politique du mouvement ouvrier au bipartisme américain durant les décennies de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Par exemple, nous voulons comprendre la nature des alignements électoraux qui se déploient alors, les clivages qui se manifestent de manière récurrente, les comportements politiques de classe. Toutes ces choses permettront aussi d'expliquer des réalités qui, à première vue, peuvent sembler paradoxales. Ainsi, le Parti démocrate a été le parti des esclavagistes du Sud dans la guerre civile contre le Nord dirigé par le président républicain Lincoln, qui mit précisément fin à l'esclavage ; pourtant, la population africaine-américaine vote pratiquement à l'unanimité maintenant en faveur des démocrates. Qu'est-ce à dire ? À moins de considérer les joutes électorales et les choix politiques des citoyens comme absolument irrationnels, il faut envisager que le face-à-face entre les deux partis a changé de signification.

Sur les partis politiques

Le bipartisme américain est le plus âgé des bipartismes, et le bipartisme républicains-démocrates est le plus stable. Le suffrage universel masculin blanc est pour l'essentiel instauré quand s'ouvre la décennie 1840-1850 aux États-Unis, moment où les caractéristiques qui définiront par la suite la place et le rôle des partis dans les systèmes de démocratie libérale atteignent dans le pays une consistance prépondérante²¹³. Les analyses sur les comportements politiques et les clivages électoraux sont multiples, de même que les tentatives de formalisation théorique quant aux préférences que les divers partis peuvent susciter à leur endroit. L'étude que publièrent en 1967 S.M. Lipset et S. Rokkan sur les origines historiques des différenciations partisans et des rapports entre les partis que les pays d'Europe connurent s'avère toujours intéressante – même si certains de ses aspects ont moins bien vieilli. Lipset et Rokkan faisaient alors valoir que les « divisions politiques » que l'on retrouvait dans ces pays au xx^e siècle se présentaient largement comme « le reflet [on dirait plus volontiers aujourd'hui "l'écho"] d'un complexe de processus historiques enclenchés par les deux [grandes] révolutions » à l'origine du monde moderne, la révolution nationale (constitution des États, crises religieuses) et la révolution industrielle (la division de la population en classes sociales propres au capitalisme). Selon ce point de vue, ces deux types de révolutions ont produit des « clivages collectifs » stables qui ont donné naissance, d'une manière ou d'une autre, aux

systèmes de partis du xx^e siècle. De sorte que Lipset et Rokkan pouvaient conclure que « les systèmes de partis durant les années 1960 reflétaient, à part quelques exceptions notables, la structure des clivages des années 1920²¹⁴ ».

Malgré la prise en compte d'autres types de « clivages » par Lipset et Rokkan et la mention de certaines conditions pour que les clivages issus des deux grandes révolutions à l'origine du monde moderne se manifestent pleinement, leur vision associait alors directement les divergences politiques et les réalités partisans à des attributs de nature sociologique et socioéconomique qui divisaient les populations en secteurs définis. Bien sûr, ils considéraient aussi qu'une même personne possède plusieurs attributs de cette nature et que la prévalence de certains dans les comportements politiques relève pour une part de l'évolution des rapports sociaux, des institutions de l'État et de l'activité concrète des groupes. Mais leur idée de la transcription en politique de caractéristiques sociales déjà constituées, évidemment préalables à l'activité politique comme telle, va apparaître par la suite limitée et quelque peu rudimentaire aux spécialistes.

Pourtant, nous croyons que la perspective théorique de Lipset et Rokkan s'avère toujours instructive, parce qu'elle indique, malgré tout, des déterminations incontestablement importantes de la vie politique, même si ce ne sont pas les seules. D'ailleurs, tiennent à souligner des auteurs plus récents, on a pu noter dans les études spécialisées un « retour » à cette notion que « les alignements politiques sourdent des divisions de nature socio-structurelle » dans la société²¹⁵. En tout état de cause, le concept de clivage politique désignera pour nous les différences de comportements et de choix électoraux durables au sein d'une population qu'on peut associer à des caractéristiques de nature sociale et sociologique. En ce qui a trait à l'étude du syndicalisme, on comprendra facilement que ce type de considération est au cœur du questionnement sur les attitudes électorales de la classe ouvrière des États-Unis.

i. L'ANALYSE DES ÉTATS-UNIS

Le constat que les deux mêmes partis se partagent le pouvoir national depuis 1860, servant à baliser les rapports partisans sur l'ensemble du territoire alors que, à l'évidence, la signification de chacun n'a pas toujours été la même ; le constat, d'un autre côté, que si les clivages sociaux aux États-Unis n'ont pas entraîné la création d'un parti ouvrier, ils n'en ont pas moins pesé sur le face-à-face des républicains et des démocrates et conduit le syndicalisme à se doter depuis la Deuxième Guerre mondiale des moyens d'une intervention politique marquante ; les conclusions aussi de l'analyse des institutions de l'État et de

leur fonctionnement, tout cela a conduit nombre de spécialistes des partis américains à s'arrêter, comme à un repère premier, à l'étude approfondie des systèmes de partis aux États-Unis. L'action politique du CIO et sa volonté de constituer en segment distinctif de l'électorat le vote ouvrier ont servi à cet égard d'impulsion évidente²¹⁶.

L'intérêt particulier de cette étude des systèmes de partis a été de conduire à une périodisation éclairante de l'histoire politique des États-Unis. Le pays aurait ainsi connu cinq grands systèmes de partis²¹⁷, cinq périodes aussi appelées « ères partisans » ou « ères politiques », structurées chacune sur la base des choix fondamentaux de société que soulèvent les données sociopolitiques et socioéconomiques d'une époque. On le sait, le système partisan aux États-Unis est bipartite. La notion de bipartisme ne signifie pas que seuls deux partis existeraient : le nombre de partis américains est en effet beaucoup plus élevé et, au moment où ces lignes sont écrites, le Vermont par exemple a des élus d'un Progressive Party à la législature de l'État et à Washington, comme au niveau municipal. Un système partisan est dit bipartite lorsque deux partis, et seulement deux, sont en mesure de gagner une majorité de sièges absolue et de se concurrencer à cet égard, que l'un de ces deux partis obtient habituellement cette majorité et, dans le cas américain, emporte la présidence et, enfin, que l'alternance au pouvoir se réalise entre l'un et l'autre de ces deux partis. Depuis 1860, la présidence du pays a toujours été gagnée par les républicains ou les démocrates et, depuis 1882, il en est de même de la quasi-totalité des sièges au Congrès²¹⁸. Par ailleurs, on considère aussi que le bipartisme comme tel définit le cadre des rapports partisans aux États-Unis depuis les débuts de la république, même s'il ne mit pas toujours en face à face les deux mêmes formations.

Le concept des ères partisans

Le concept des cinq grands « systèmes de partis » permet donc de périodiser conceptuellement la substance politique, institutionnelle et idéologique propre aux grandes étapes du développement des États-Unis et de comprendre les rapports partisans dominants de chacune. Généralement, les balises de ces cinq systèmes, ou ères partisans, sont envisagées de la façon suivante : une première ère correspond, *grosso modo*, à l'opposition des « fédéralistes » et des « antifédéralistes » dans l'établissement de la nouvelle république qui court, selon les appréciations, de 1793 à 1816 ou de 1800 à la deuxième moitié de la décennie 1810-1820. Ce système partisan est né des efforts de Thomas Jefferson pour réunir contre les « fédéralistes » – plus centralisateurs et partisans d'un régime politique axé sur les grandes fortunes – une coalition appuyée par les

petits fermiers, les partisans du gouvernement local et par des groupes de notables locaux mécontents, pour diverses raisons, de la conduite des fédéralistes. Jefferson sera président de 1800 à 1808 ; progressivement, cette coalition s'accommode de thèses fédéralistes et, d'une certaine manière, ce premier système partisan perd de sa pertinence. Avec les années 1820, cependant, de nouvelles oppositions sérieuses se cristallisent, cette fois autour des principes de la gouverne politique et de l'orientation socioéconomique prépondérante d'une république bien en selle. Les coalitions nouvelles se forment autour de John Quincy Adams (fils), président de 1824 à 1828, et d'Andrew Jackson, qui sera président de 1828 à 1836. La coalition de Jackson prend le nom de Democratic Republicans : ces gens sont proches des petits fermiers de l'Ouest en expansion, des petites gens des villes de l'Est, des partisans aussi de faibles tarifs douaniers (que favorisent notamment les esclavagistes du Sud) et du populisme comme tel de Jackson, qui appuie le suffrage universel masculin blanc. D'abord Democratic Republicans, ces gens seront bientôt désignés principalement, puis uniquement, comme Parti démocrate. En face, avec Adams, on retrouve une coalition incontestablement plus « bourgeoise » socialement, proche des grandes fortunes et des citoyens protestants. Cette coalition se donne le nom de Parti whig, par dérision, en se comparant, dans sa lutte contre Jackson, aux libéraux anglais combattant l'absolutisme. Bien qu'il y aura suffrage masculin blanc universel et que la révolution industrielle, engagée avec la décennie 1830-1840, produira nombre de problèmes sociaux, les principes de l'économie marchande sont alors largement dominants ; Marx considérera d'ailleurs les États-Unis de 1852 comme le type même de république bourgeoise conservatrice²¹⁹.

Ce deuxième système partisan, qui couvrit les années 1824-1856, s'avéra déphasé pourtant quand il ne fut plus possible d'éviter la question de l'esclavage en tant que question cruciale (et maintenant brûlante) posée à la société américaine. On en était arrivés à devoir trancher : l'« institution » de l'esclavage risquait en effet de s'étendre aux nouveaux États et même de pénétrer les États du Nord déjà constitués²²⁰. Le futur président Lincoln en vint ainsi à la conclusion que les tergiversations n'étaient plus possibles et que le pays se trouvait devant l'alternative du « tout l'un ou tout l'autre ». Soit l'économie libérale (l'échange libre, l'industrialisation, le salariat), l'État de droit et le suffrage avec le Nord, soit une société de caste fondée sur l'économie de l'esclavage et l'inégalité formelle entre les individus avec le Sud. Voilà bien le choix qui fit disparaître la deuxième ère partisane, qui littéralement explosa.

Un nouveau parti fut ainsi formé au milieu de la décennie 1850-1860, regroupant les whigs, plusieurs démocrates du Nord et les membres d'une petite formation, les Free Soilers, qui prit le nom de Parti républicain. Son candidat à la présidence, Abraham Lincoln, l'emporta dès 1860. Le troisième système de partis était né, mettant en opposition le Parti républicain et les démocrates, ces derniers presque réduits alors aux États du Sud, qui voulurent conserver l'esclavage en s'organisant en une nouvelle confédération. À l'issue de la guerre civile (1861-1865), Washington imposa durant une douzaine d'années une quasi-dictature révolutionnaire sur le Sud. Le Parti républicain domina largement cette troisième ère partisane, qui s'étendit, juge-t-on habituellement, de 1856 à 1896²²¹. C'est ce parti, radicalement libéral-bourgeois, donc qui *présida* à la construction des États-Unis du capitalisme industriel durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, et même au-delà. Le président des États-Unis fut d'ailleurs républicain presque sans discontinuité de 1860 à 1932, sauf durant les deux mandats de Cleveland (1884-1888, 1892-1896) et ceux de Wilson (1912-1920).

Progressivement, le Parti démocrate survécut, puis se développa comme le parti du Sud réactionnaire, de minorités ethniques d'immigration plus récente dans les grands centres urbains du Nord, notamment sous la forme de puissantes « machines » politiques municipales (les républicains contrôlent aussi de telles « machines ») et de diverses oppositions régionales. Les chambres du Congrès de Washington connaîtront à l'occasion des majorités démocrates. Le Parti républicain est alors le parti des tarifs douaniers élevés et de l'argent lourd, que favorisent évidemment les banques. Ce système de partis fut donc édifié sur la base de l'opposition d'intérêts quant à la question de l'esclavage, c'est-à-dire du type de nation à construire, nouvelle épreuve définitionnelle. Progressivement oubliés par les républicains, les Noirs du Sud seront cependant soumis à la mise en place, à compter de la deuxième moitié des années 1870, d'un système d'exclusion et de ségrégation sociale, économique et politique par les démocrates²²².

Comme nous l'avons souligné déjà, la permanence depuis 1860 d'un bipartisme républicains-démocrates sans cesse reproduit ne signifie pas que l'histoire des partis et du système de partis serait aux États-Unis une histoire « linéaire ». Elle se révèle au contraire complexe, « jalonnée de reclassements », « provoqués » par l'apparition de nouveaux clivages et le surgissement de problèmes qui écartent la prééminence d'anciennes rivalités²²³. Parmi les analystes qui acceptent le cadre théorique de la périodisation des systèmes de partis, les péripéties qui précèdent l'élection présidentielle de 1896, qui s'y inscrivent et en procèdent, sont habituellement décisives pour qu'en soit né un

quatrième système de partis aux États-Unis. Ce quatrième système partisan prévaudra jusqu'au début des années 1930.

Cette conjoncture de l'élection de 1896 fut principalement marquée par l'effondrement des prix agricoles depuis le début de la décennie, puis la situation sociale très difficile qu'entraîna la dépression de 1893 dans les centres urbains. Beaucoup de petits fermiers de l'Ouest et du Sud étaient acculés à la faillite ou croulaient sous les dettes, ce qui suscita un profond mécontentement face aux banques du nord-est du pays (« l'Est prête, l'Ouest emprunte »). Un nouveau parti, le *People's Party*, se développa rapidement dans ce terreau. Il réclamait évidemment des politiques « d'argent facile » par la substitution de l'étalon-argent à l'étalon-or et des moratoires sur le remboursement des dettes. Pendant un court moment, on pensa pouvoir se rallier le mécontentement que manifestaient aussi des couches ouvrières significatives. En vue de l'élection présidentielle de 1896, des populistes s'emparèrent de l'investiture démocrate en réussissant à faire sélectionner leur candidat, William Jennings Bryan. Le candidat présidentiel républicain, socialement et économiquement conservateur, était William McKinley; celui-ci fit campagne en faveur de hauts tarifs douaniers et, toujours, de l'argent lourd²²⁴. Il fut rejoint par les « *Gold Democrats* », ralliement au Parti républicain des « principaux capitalistes démocrates de l'Est », singulièrement « le capital bancaire allemand et juif ». Ce ralliement symbolisa, de fait, que le Parti républicain était vraiment « le parti majoritairement appuyé par les grandes entreprises²²⁵ ».

Le quatrième système de partis s'instaura ainsi sur la base de la défaite, avec Bryan, des panacées réformatrices propres au XIX^e siècle américain, singulièrement des menaces d'expériences financières aventureuses, et sur la base d'un *alourdissement* des caractéristiques qui faisaient du Parti républicain le héraut du capitalisme dans le pays²²⁶ dorénavant envisagé, pourtant, sous l'angle nettement prépondérant des besoins du patronat en tant que classe économique et de la prévalence quasi absolue de la propriété privée – beaucoup moins sous l'angle de l'égalité des droits et de la démocratie. Par ailleurs, en 1896, McKinley l'a emporté avec de très fortes majorités dans le Nord industrialisé et l'Est, les « salariés et les banquiers » y votant de la même façon, les tarifs douaniers élevés étant vus, par exemple, comme moyen de garantir l'expansion du capital, donc l'emploi. Le Sud resta démocrate et le rayonnement de la campagne de Bryan ne s'étendit pas à l'extérieur de certaines zones rurales. À partir de ce moment, le Parti républicain sera largement dominant dans le Nord et dans l'Est, tant pour les courses à la présidence que pour les élections au Congrès fédéral²²⁷. Il comportera par ailleurs, dans ses délégations au Congrès de Washington et dans certains courants régionaux, des tendances réformatrices, qui se manifestèrent avec Theodore Roosevelt à la présidence.

Avec le « système de 1896 », le sectionnalisme politique est d'abord fonction de la géographie et des caractéristiques ethniques et religieuses. Si l'on peut incontestablement établir à l'occasion des concomitances entre les préférences électorales exprimant de telles réalités et la division de la société en classes sociales, ce n'est pas cette dernière division qui en est le ressort premier²²⁸. Il est vrai, par ailleurs, qu'en politique nationale Gompers réussit à se ménager l'appui important de démocrates élus à certaines demandes particulières de l'AFL, par exemple que le syndicalisme ne soit pas soumis aux lois antimonopoles. En contexte de bipartisme, il est normal que le face-à-face entre deux grands partis permette ce type d'entente. De même, le démocrate Woodrow Wilson, qui avait écrit des textes ultraconservateurs et très durs à l'endroit du syndicalisme, fit plutôt campagne à la présidence en 1912 et 1916 sur des positions (que l'on définira plus tard) libérales, qu'il mit effectivement en pratique lors de ses deux mandats²²⁹.

Cela dit, le nouveau système partisan se constituait sur la base d'organisations déjà établies : le contenant était le même, mais il n'y avait pas « identité de contenu », selon l'expression utilisée par le professeur Walter D. Burnham²³⁰. Les deux organisations partisans se professionnalisaient pourtant en tant que telles et cherchaient dorénavant à trouver la voie d'une institutionnalisation politique, selon ce que Burnham établit aussi. Cela supposa d'ériger des barrières à l'entrée de plain-pied de nouveaux partis dans l'arène politique, de partis qui menaceraient éventuellement de disloquer leur *duopole*. Et cela supposa, aussi, de contrôler davantage l'électorat « volatil », en particulier des grandes villes « polyglottes ». C'est sous le « système de 96 » que furent imposées les exigences multiples à l'exercice citoyen du droit de vote, puis l'obligation d'une démarche personnelle d'inscription sur les listes électorales ; dans le Sud se poursuivit, puis s'accrut alors massivement, l'imposition d'une taxe de vote (*poll tax*), de « tests discriminatoires de littéracie », etc., qui confina pratiquement à exclusion de la politique les Noirs et nombre de pauvres Blancs. À l'échelle nationale, alors qu'on a pu évaluer qu'environ 80 % des électeurs exerçaient leur droit de vote au XIX^e siècle, la chute du taux de participation électorale s'enclencha précisément à ce moment²³¹. Nous reviendrons concrètement sur les répercussions de ces mesures plus loin dans notre étude, mais notons qu'en 1924, par exemple, à peine 49 % des gens votèrent aux présidentielles.

Globalement, les troisième et quatrième ères partisans aux États-Unis couvrent les périodes historiques durant lesquelles les pas décisifs furent franchis dans les autres grandes sociétés capitalistes en direction de la mise sur pied de partis ouvriers massifs et durables, selon la définition qu'on a donnée déjà de cette réalité. Qui plus est, la règle est même devenue, ou devient depuis la fin du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e siècle dans les pays de

démocratie libérale, d'une vie politique bipartite ou multipartite se divisant en deux grands pôles, l'un identifiable au mouvement ouvrier-socialiste et l'autre aux partis qui lui sont opposés du point de vue de la défense – promotion de l'économie capitaliste et des institutions établies²³². Les États-Unis font précisément *exception* à ces deux égards puisque, sauf concomitances relativement fortuites, les alignements partisans ne ressortissent pas alors aux divisions de la société en classes.

Voilà précisément ce qui, de manière originale, sera transformé avec le passage à une cinquième ère partisane, au système de partis désigné généralement comme « système New Deal de partis », durant les années 1930. Des clivages politiques²³³ nouveaux, par leur influence et leur portée, vont en effet conduire à une redéfinition du sens et des fonctions des rapports partisans aux États-Unis et, pour une part à tout le moins, du rôle qu'y tiennent les grands partis. Ce type de redéfinition constitue précisément ce que nous pouvons qualifier de « réaligement politique », selon le concept utilisé par la science politique.

Comme on l'a vu avec l'exemple de la formation du Parti républicain et l'ouverture de la troisième ère partisane, un réaligement politique peut se réaliser grâce à la formation d'un nouveau parti ; mais, ainsi qu'il est apparu avec le système de 1896, il peut aussi survenir en maintenant le « contenant » (Burnham) des partis existants, alors que le « contenu » de leur face-à-face et de l'« identité » de chacun est modifié. Ce deuxième terme de l'alternative correspond au type de réaligement qui se produisit durant les années 1930 : le contenu des rapports partisans républicains-démocrates fut alors largement redessiné selon les contours des rapports sociaux propres à la société industrielle capitaliste. En d'autres mots : avec les années 1930, le système de partis national en arriva, pour la première fois, à exprimer sur le terrain électoral les oppositions entre les pôles sociaux principaux de cette société, tels que ces pôles peuvent être typiquement circonscrits dans l'activité économique et les réalités de nature sociale²³⁴.

ii. LA CINQUIÈME ÈRE PARTISANE

Pour illustrer de manière peut-être plus éclairante le phénomène que nous voulons souligner, faisons une courte comparaison avec la formation et le développement du Labour Party (LP) de Grande-Bretagne. Le LP fut lancé par les syndicats britanniques dans la première décennie du xx^e siècle, comme moyen de faire se manifester directement sur la scène politique la puissance sociale qui était la leur. La faire se manifester politiquement, et accroître par le fait même le poids et l'influence dans la société de la classe ouvrière et des petites gens. La

création du Labour Party entraîna un profond réalignement du système de partis anglais, au couple bipartite ancien libéral-conservateur succédant le couple travailliste-conservateur, en phase avec les polarisations sociales les plus significatives du capitalisme industriel. L'opposition entre le Parti libéral et le Parti conservateur trouvait en effet ses origines, et une part toujours importante de son discours et de sa signification, dans les divergences d'intérêts et de sensibilités idéologiques propres au passage du monde ancien au monde moderne.

Le réalignement des années 1930 aux États-Unis témoigne de caractéristiques similaires, l'irruption dans les joutes électorales du discours et des classes économiques comme telles du monde industriel, en tant que vecteur dominant des alignements partisans. Sans parti ouvrier indépendant cependant, particularité non moins fondamentale puisque, à la différence de la Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier ne se porte pas candidat au pouvoir. Son poids politique nouveau ne doit pas, néanmoins, être négligé. Ainsi que la science politique américaine le considère habituellement, avec le New Deal, «on reconnut à une classe ouvrière urbaine et massive [...] voix au chapitre dans les structures de l'organisation industrielle et dans la vie politique nationale». Qui plus est, ce contexte entraîna «une vitalité continue et la cohérence du découpage libéral-conservateur. La division entre le libéralisme et le conservatisme [l'une et l'autre notion entendue selon l'acception américaine] a été érigée durant les années 1930 en tant que principal axe du conflit idéologique ou du conflit portant sur les politiques publiques [...], le premier prônant des politiques qui favorisent l'égalité et les réformes sociales, le [deuxième] tendant à s'y opposer²³⁵».

C'est donc le Parti démocrate du président Roosevelt qui fut le lieu et l'expression de ce réalignement politique réussi dans le cadre du bipartisme établi. Son contexte, on l'a dit, était celui de la grande Dépression, période de souffrances sociales très marquées, de démoralisation d'une part significative des élites gouvernantes, puis de la montée de manifestations massives de mécontentement de la base de la société. Le New Deal de Roosevelt va progressivement prendre acte de la portée de ce mécontentement et décider de se présenter, au moins partiellement, comme son porte-étendard, cependant que dès 1932 il était clairement apparu que le nouveau président était convaincu que les vieilles façons de faire et les vieilles recettes des élites gouvernantes avaient conduit à l'impasse. Voilà qui va permettre à la présidence du New Deal de *piloter*, en quelque sorte, le réalignement vers un cinquième système de partis, sur la base d'une transformation réelle des alignements établis. En 1936, lors du «raz-de-marée» en faveur de la réélection de Roosevelt, le modèle habituel des comportements électoraux relevant de caractéristiques ethnoreligieuses

« dans l'électorat du nord du pays » fut remplacé « par une claire polarisation » fondée sur les réalités de classe, les ouvriers industriels votant partout en faveur de Roosevelt et des démocrates²³⁶.

La période de ce réalignement est à l'occasion présentée comme débutant en 1928 avec la candidature présidentielle démocrate du catholique Al Smith, qui aurait divisé les appuis populaires aux républicains. Le réalignement se serait alors achevé durant les années 1930. D'autres font débiter le processus de ce réalignement avec les présidentielles de 1932 et le rejet massif des républicains ; d'autres encore avec la coalition démocrate qui se manifeste aux élections de 1936. Nous posons, pour notre part, que le moment des présidentielles de 1936 s'avère le moment crucial, critique, de ce *réalignement de la vie politique* américaine, qui ouvre la cinquième ère partisane. Même si le rejet massif, draconien, des républicains en 1932, dont le parti dominait la scène politique nationale depuis la guerre civile, préparait effectivement le terrain d'une rupture avec le cadre des rapports partisans issu du réalignement de 1896. Dès 1932, les résultats électoraux semblèrent sanctionner cette domination républicaine, ses politiques, ses orientations et ses prétentions, perception qui paraît même plus limpide rétrospectivement. Mais lors de ces présidentielles, comme on l'a vu antérieurement avec notre rappel historique, Roosevelt ne s'adressa pas au syndicalisme ni à la gauche militante en tant que tels, ne prononçant, par exemple, aucun discours particulier en direction de l'AFL. Et sa candidature ne souleva alors pas d'enthousiasme ni de ralliements spéciaux d'aucun de ces milieux.

En d'autres mots, l'alignement partisan qui va définir le système *new deal* n'est pas formé, non plus qu'en voie de formation en 1932. À notre avis, l'erreur de perspective dont font preuve plusieurs des spécialistes qui retiennent prioritairement cette date relève de ce qu'ils braquent trop systématiquement l'éclairage sur les seules actions des sommets de la société et des grandes institutions de l'État, dont l'organisation établie des partis. Ils perdent de vue, en quelque sorte, les dynamiques concrètes de la vie et des rapports politiques, dont l'initiative ne revient pas aux seules élites – et peut même en certaines circonstances leur échapper : elles sont alors, selon l'expression, parfois utilisée en langue française, en « mode *réactif* ».

Ce n'est pas diminuer la valeur ni l'intelligence politique supérieure de Franklin D. Roosevelt que de considérer la coalition partisane qui se forme autour de lui à compter de 1935 et, surtout, en prévision de la campagne à la présidence de 1936, coalition à laquelle il se prête d'abord, puis par laquelle il définit ensuite la raison de sa candidature, comme une réponse progressivement façonnée à des développements sociopolitiques dont l'initiative avait

échappé aux élites constituées²³⁷. L'intelligence politique de Roosevelt est précisément démontrée par la volonté et la capacité de cette réponse, qui permettra de canaliser dans le cadre du bipartisme républicain-démocrate, qu'il sauve en le renouvelant, l'effervescence sociopolitique nouvelle et massive des milieux populaires. Si l'alignement démocrate en politique nationale va dorénavant reposer, comme sur une de ses forces principales, sur le mouvement ouvrier, il faut donc en chercher un fondement premier dans le phénomène de l'activation politique de ce mouvement. À cet égard, l'élection de 1932 n'est pas déterminante, et encore moins celle de 1928, quand les percées d'Al Smith dans certains milieux populaires procédaient d'affinités religieuses²³⁸, un modèle relevant des divisions partisans propres au quatrième système de partis – plutôt que d'une cohérence de nature classiste.

Plus fondamentalement, on oublie ainsi à la fois que le réalignment des années 1930 relève pour une grande part de la problématique de l'action politique ouvrière, alors soulevée concrètement, et, comme on l'a vu plus haut, que la réponse conforme au bipartisme républicains-démocrates qui lui sera finalement donnée procède notamment d'une volonté d'évitement de l'apparition d'un parti ouvrier. Cet oubli revient à considérer l'alignement électoral ouvrier sans analyser le mouvement de classe ouvrier. Positionnement singulièrement problématique, on nous le concédera, quand on établit par ailleurs, et pratiquement unanimement, que cette classe ouvrière, au premier chef ses secteurs syndiqués, et les milieux défavorisés aussi vont dorénavant constituer une composante centrale, de très loin la plus imposante dans le Nord, de la coalition partisane démocrate. Pas étonnant alors que, dans la logique de ce réalignment, le « Parti démocrate [ait] donné aux syndicats ouvriers une voie importante dans la sélection de ses candidats²³⁹ » entre autres de ses candidats à la présidence, comme nous en avons traité.

Les éléments de synthèse historique sur lesquels nous appuyons cette discussion relèvent largement du traitement préalable de périodes et de conjonctures que nous avons mené : la montée ouvrière et les dynamiques sociales des années 1930, l'aspiration à des percées distinctives sur le terrain politique, l'abandon de la politique de l'AFL et le rôle de John L. Lewis du CIO dans la création d'une Labor's Non-Partisan League, organisation de masse d'action politique ouvrière par laquelle on entend peser sur le système de partis et investir la campagne présidentielle de Roosevelt en 1936 ; après de premières hésitations, ouverture de Roosevelt à l'influence syndicale, puis décision d'infléchir le sens de sa campagne dans une direction à caractère populiste ; d'elle-même, la transformation de la topographie des rapports sociaux pèse sur ce réalignment et sur la prégnance des clivages de nature classiste ; ce processus se poursuit avec la création du Political Action Committee du CIO

en 1943, qui montre alors que la pression en tant que telle du syndicalisme pousse en avant et précise les phénomènes qui accompagnent ce réalinement *new deal*. Au congrès de 1948 du Parti démocrate, les syndicats sont présents et leur intervention est acceptée; ils doivent, tout aussi visiblement, y négocier cependant des ententes de compromis avec des fractions qui ne leur sont pas toujours sympathiques. Néanmoins, l'*identité libérale* des candidatures démocrates à la présidence paraît dorénavant un fait acquis. L'homogénéisation politique du syndicalisme entre l'AFL et le CIO se réalise progressivement sur les axes d'intervention testés et privilégiés par la centrale industrielle, ce qui confirme et étaye la vocation renouvelée du Parti démocrate, même si l'arrimage ne sera pas toujours facile avec chacun des échelons du parti, etc.

Comme on l'a souligné, les recherches universitaires sur le vote ouvrier et les préférences électorales des syndiqués vont attester dès le début des années 1950 que les choix partisans s'avèrent largement conformes à ce que suggère la nature du cinquième système de partis: les majorités envers les démocrates sont la norme, et les calculs les plus récents évaluent toujours, par exemple, que, «durant les années 1950, les familles syndiquées à l'extérieur du Sud étaient de 20 % à 25 % plus disposées à voter démocrate que les familles non syndiquées». Cet écart se réduisit à une fourchette de 15 % à 20 % «durant les années 1970 et 1980», ce qui resta tout de même important²⁴⁰. Conséquence obligée: le Parti démocrate «évolua alors d'une situation de parti presque exclusivement fondé sur le Sud à celle d'un parti comptant à la Chambre des représentants des segments en provenance du *Solid South* et des districts urbains du Nord approximativement égaux. Ce changement annonçait le déplacement [du centre de gravité] des sections rurales et du Sud aux sections urbaines et du Nord dans le parti». En revanche, les «républicains consolidèrent leur mainmise sur les districts ruraux à l'extérieur du Sud, mais perdirent beaucoup» de leurs châteaux forts urbains, si ce n'est aux «pourtours des villes, du type classe moyenne et banlieue». Bien sûr, beaucoup de nuances doivent être apportées à cette image d'ensemble, dont les traits n'ont pas, d'ailleurs, à être envisagés sous l'angle d'une rigidité absolue. Les républicains vont regagner des positions (relativement) «substantielles» à la Chambre en provenance de districts du Nord-Est, cependant que les démocrates vont connaître certains reculs à l'extérieur du Sud, renforçant momentanément parmi leurs élus à Washington le poids des sudistes²⁴¹.

En tout état de cause, la campagne présidentielle de 1936 inaugura bien, sur le fond, une ère politique dont les pôles partisans s'arrimaient largement aux réalités socioéconomiques définitives de la société industrielle capitaliste. De sorte que, dans son étude célèbre sur les démocrates et les républicains publiée au tournant de la décennie 1960-1970, Clinton Rossiter pouvait

affirmer, selon la traduction française de son livre, que « le phénomène de classe est devenu aujourd'hui la force la plus importante dans l'élaboration du comportement politique des Américains et il fournit, par conséquent, la clef la plus sûre pour comprendre leur obédience politique ». L'appartenance de classe n'était pas le seul facteur : le poids de la région, la variable de l'habitat (urbain, rural, banlieue, etc.), les dimensions ethniques et raciales et la tradition religieuse sont autant d'éléments qui servaient toujours à influencer les choix électoraux ; mais l'appartenance de classe donnait « la clef », dont l'effet était accentué par la « vocation de classe » : le rôle du métier pratiqué (rôle d'entrepreneur, rôle d'ouvrier manuel dans la société) et les liens sociaux qu'il entraîne (regroupement d'entrepreneurs, syndicalisme ouvrier)²⁴². Il est à noter, cependant, que ces « distinctions de classe » dans les comportements électoraux « ne s'appliquent pratiquement qu'à l'extérieur des États du Sud » ; même « en 1936, elles furent littéralement inexistantes dans [les États de la] vieille Confédération²⁴³ ».

Comme cela se produit lors d'un réalignement politique, la recomposition partisane des années 1930 a entraîné le déploiement d'un nouveau cadre de consensus national. Un consensus, cette fois, en fonction duquel les valeurs habituellement associées à la réorientation du New Deal servent de mesure au rendement du gouvernement, ce qui, malgré toutes les nuances qu'on doit apporter, fut entériné au sortir de la Deuxième Guerre mondiale : « Les réformes économiques et sociales des années [Roosevelt] doivent être préservées et il revient légitimement au gouvernement de protéger les individus contre les désastres économiques », comme on a eu déjà l'occasion de le constater. Le Parti démocrate remplaça le Parti républicain comme parti majoritaire, gardant la présidence de 1932 à 1968, à l'exception des huit années des mandats d'Eisenhower, obtenant généralement aussi la majorité des postes de gouverneur et des majorités du Congrès²⁴⁴. Ce cadre de consensus s'avéra davantage au niveau national qu'il ne se vérifia dans chacune des régions, on le sait. Mais il n'en marquait pas moins une discontinuité avec le quatrième système de partis, confirmée, d'une certaine manière, par le positionnement d'Eisenhower à son égard. Le mouvement syndical s'y retrouvait davantage et, dans le face-à-face partisan, il pouvait dorénavant compter sur un mode d'action permanent. À l'échelle présidentielle, pour une bonne part et, de ce fait, nationale, les Trente Glorieuses avaient ainsi leur aile libérale et leur aile conservatrice, une gauche et une droite.

D'où l'attrait récurrent que la coalition partisane démocrate va systématiquement exercer sur les divers courants et les diverses organisations progressistes et de gauche, et d'où le type d'influence que l'action politique ouvrière aura aux États-Unis sur eux : une action toujours largement définie par

l'intervention dans le Parti démocrate. Cela se manifestera notamment avec le développement du féminisme et de la lutte des droits civiques durant les années 1960. L'influence sur le mouvement noir permet d'évoquer déjà que les dynamiques nationales que l'on a cernées plus haut vont être déterminantes. Depuis la fin de la guerre civile, les Noirs qui participaient aux élections votaient majoritairement en faveur des candidats républicains. Vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le New Deal, les programmes démocrates et la syndicalisation aussi faisaient que les identités partisans de l'électorat noir en étaient à se distribuer presque également entre républicains et démocrates. Avec la présidence de Truman et les péripéties de l'élection de 1948, « la conversion était complète », essentiellement sur la base des politiques sociales des programmes démocrates ; car, malgré certaines proclamations, ceux-ci ne s'étaient pas plus engagés que les républicains en faveur des droits civils²⁴⁵.

Le Sud ségrégationniste est alors gouverné par des démocrates, que le New Deal n'a pas visé localement à faire reculer ; même le parti présidentiel tend systématiquement à s'appuyer sur les votes que les organisations démocrates sudistes peuvent lui garantir. Pourtant, durant la lutte des droits civils au cours des années 1960, ce sera l'organisation démocrate que les militants africains-américains chercheront à investir dans le Sud, y disputant le contrôle à des machines ouvertement racistes. Nous aurons à couvrir cette dimension de la réalité politique, mais il convenait de la mentionner tout de suite parce qu'elle illustre que le réaligement des années 1930 instillait une division dont la portée tendra à s'imposer progressivement à tous les milieux.

Le contenu de cette dynamique donne donc sa signification dorénavant historique aux rapports partisans républicains-démocrates, contenu dont les cultures régionales s'accommoderont plus ou moins difficilement et selon des rythmes variés. Il faut le souligner parce que les études fondées sur la notion des ères partisans présentent très souvent, à notre avis, une erreur supplémentaire d'appréciation en confondant réaligement politique et simple recomposition des préférences électorales. Si les alignements partisans peuvent en effet être renouvelés, c'est que le sens du face-à-face entre les deux grands partis se trouve (pour une part) transformé. Il n'est plus le même, en quelque sorte, malgré la continuité organisationnelle : la signification renouvelée du rapport républicains-démocrates devient l'élément fondamental du réaligement politique, son signe premier, à la réalisation duquel la pression du mouvement ouvrier²⁴⁶ et l'intelligence politique de Roosevelt ont directement contribué. Cette erreur d'appréciation que nous critiquons est évidemment favorisée par le fait que le réaligement des années 1930 se produit sans la création d'un nouveau parti : la redistribution des préférences électorales et la consolidation de nouveaux alignements tendent alors à être appréciées isolément de leur

raison d'être. Cela nous semble théoriquement périlleux, ainsi que nous le constaterons avec la discussion contemporaine sur la sortie possible du cinquième système de partis (oui ou non, et quand?) et l'entrée dans une éventuelle sixième ère politique...

En tout état de cause, cette théorie servant à la périodisation des ères politiques aux États-Unis est couramment définie comme théorie des réalignements politiques. Massivement utilisée, réinterprétée, critiquée, abandonnée ou défendue, elle a donné lieu à nombre de travaux théoriques et d'analyses portant sur des moments forts de l'histoire américaine. Dans ces travaux spécialisés, on en a soufflé mot, le concept du réalignement est abordé de façon variée, soit sous l'angle prioritaire d'une transformation durable des préférences majoritaires de l'électorat, pour quelque raison, soit sous l'angle « d'une profonde perturbation des comportements électoraux habituels » associée à une forte « polarisation idéologique » entre les partis et une « hausse marquée de la participation politique », soit sous l'angle prioritaire d'une modification des « types de clivages » qui définissent les choix politiques et les orientations gouvernementales et soit sous l'angle, enfin, d'une modification durable des coalitions partisans qui se reconnaissent dans les partis, autrement dit « de leurs bases électorales²⁴⁷ ». Tout cela dans un cadre, faut-il préciser, où « la structure des conflits [principaux dans une société] s'est éloignée à ce point des bases sur lesquelles [étaient] fondées les vieilles coalitions partisans [...] qu'elle les rend obsolètes²⁴⁸ ». Nous considérons que l'idée de la « modification des clivages » déterminants dans un système politique et celle d'une inadéquation ainsi produite entre les bases sur lesquelles sont établies les vieilles coalitions partisans et la nature des conflits principaux représentent le mieux les facteurs entraînant la recomposition des rapports partisans.

Ce dernier élément signifie simplement qu'un système de partis doit correspondre et répondre, d'une manière ou d'une autre, aux polarisations déterminantes dans la vie d'une société. La périodisation en cinq ères partisans de la politique aux États-Unis nous paraît reposer correctement sur des transformations qualitatives à cet effet. Selon des points de vue plus divergents que complémentaires, d'après nous, un réalignement politique pourrait s'opérer en des processus d'accumulation graduelle de tensions au sein d'un système de partis établi, ou par la rupture, la discontinuité critique. Nous pensons, avec Walter D. Burnham, que cette dernière optique donne son intérêt à la théorie du réalignement. De manière tranchée, Burnham a voulu exprimer sa vision particulière en écrivant que, dans le « système politique américain », les « réalignements critiques » constituent l'équivalent de « révolutions », en sont les « cousins germains ». L'emploi du qualificatif « critique » souligne qu'il s'agit alors « de moments d'intense et générale transformation

systémique dans la politique américaine²⁴⁹». Il est juste que le passage d'un système partisan à un autre peut être envisagé comme le produit de modifications de multiples natures et de changements cumulatifs. Mais la période de ce passage comme tel s'avère « critique », puisqu'elle est précisément de création de nouveaux types de rapports partisans et qu'elle engage l'activité immédiate, consciente, des organisations et des courants socioéconomiques principaux et des partis.

Quelques considérations complémentaires

Nous ne pouvons entrer dans le détail des contributions au raffinement, à l'élaboration et aux discussions de la théorie des réalignements partisans, ni nous arrêter véritablement à ses critiques. À ce stade, soulignons simplement que ces développements divers ont souvent conduit à une définition plus précise de concepts importants pour notre étude. Ainsi, une « coalition partisane » a trait aux bases d'appui habituelles de chaque parti au sein de secteurs précis de l'électorat, circonscrits majoritairement selon quatre grands clivages : les clivages de nature classiste, raciale, sexuelle et religieuse. L'appréciation de l'apport de chacun de ces secteurs repose, par ailleurs, sur leur importance dans l'électorat et sur le taux de leur participation au scrutin. Tous ces éléments sont évidemment influencés par le sentiment d'appartenance des individus aux secteurs ainsi définis et le degré de leur inclusion au sein d'organismes et de réseaux sociaux fondés prioritairement sur un positionnement conforme à l'un de ces clivages. À cet égard, la notion de « désalignement » va exprimer l'idée d'une chute de la « loyauté partisane » dans un groupe précis de la population envers l'option électorale qu'il a favorisée historiquement. Les processus de désalignement ne doivent pas être confondus, ajoute-t-on, avec celui que l'on définit comme « déplacement électorale » ou de « glissement électorale » (*electoral shift*), qui « caractérise un accroissement ou une diminution [...] de l'appui d'un groupe particulier à l'égard du parti qu'il soutient habituellement²⁵⁰ ».

Enfin, nous devons aussi mettre l'accent sur une dimension complémentaire particulièrement lourde dans le cas de la vie politique des États-Unis. Il s'agit de cette dimension qui a trait au phénomène particulier du taux de participation électorale des divers secteurs sociaux et du taux d'abstention des mêmes secteurs, de la mise en rapport de ces taux. Le taux de participation s'avère très significativement fonction des niveaux de revenu et d'éducation²⁵¹. De 1952 à la deuxième moitié des années 1990, l'écart entre les taux de participation au vote du premier et du dernier tiers de la population quant aux revenus s'est même nettement accru²⁵². Le travail d'éducation politique et l'effort assumés par le syndicalisme pour favoriser la participation aux divers

scrutins de la classe ouvrière puis des groupes socialement démunis ont acquis de ce fait même une importance toujours renouvelée. Dans son élaboration d'un vaste « cadre conceptuel » devant servir à l'analyse comparée des systèmes de partis, Kenneth Janda faisait valoir il y a une quarantaine d'années que les partis politiques doivent être considérés sous trois angles: le parti comme « variable dépendante » (par exemple, le Parti démocrate amené à modifier le sens de certaines de ses fonctions sous la pression de processus extérieurs au fonctionnement habituel du système de partis durant la décennie de la grande Dépression), le parti comme « cadre organisationnel » (la vie interne des partis, l'intervention des fractions par exemple, et la mise en forme de son action vers l'extérieur) et, enfin, le parti « comme variable indépendante » (tel qu'il sert à façonner « la vie politique d'un pays, qui est traitée alors comme la variable dépendante »)²⁵³.

Bien sûr, il faut considérer ces trois éléments dans leur interaction, le parti comme variable indépendante devant être analysé en tenant compte de la nature de « ses origines », toujours selon Janda, que l'on apprécie notamment sous l'angle du parti considéré comme variable dépendante²⁵⁴. L'effet de l'action politique du mouvement ouvrier fut fortement ressenti, durant les Trente Glorieuses et même au-delà, sur chacun des trois terrains que balisent ces variables et sur leur pression réciproque. Mais, en fonction de ce que nous avons expliqué plus haut, mettons en exergue la réalité suivante: dans la cinquième ère partisane, le rôle du Parti démocrate en tant que variable indépendante, qui agit comme facteur façonnant la réalité politique, a été assumé en partie par le syndicalisme, qui a suscité continuellement – toujours plus – et *organisé* la participation politique de couches de l'électorat moins enclines à s'y investir et dépourvues souvent des ressources pour ce faire.

L'action des syndicats s'avérant évidemment plus efficace auprès de leurs propres membres, son effet est mesurable, comme on l'a vu à cet égard, dans le taux de participation aux divers scrutins systématiquement plus élevé chez les syndiqués que chez les non-syndiqués de niveaux d'éducation et de condition équivalents. Non seulement la vie démocratique en est-elle enrichie, mais l'action des syndicats assure aussi la présence dans le débat politique et le discours électoral d'alors des intérêts ouvriers et populaires, tels qu'ils sont cernés par leur mouvement. Pour notre propos, rappelons que ce rôle de l'action politique des syndicats façonne une réalité qui, par comparaison, n'est pas similaire à la réalité politique qu'ont servi à créer historiquement les grands partis ouvriers. En signifiant que le mouvement ouvrier entendait se porter candidat à la direction de la société, ces partis ont incontestablement joué un rôle et eu une portée de nature différente, plus puissante, dans l'évolution des rapports sociaux de pouvoir. Mais la présence active des syndicats américains en

politique, avec le Parti démocrate, a contribué incontestablement à modifier la scène politique, au profit de ses membres et des petites gens.

La théorie des réalignements politiques et des ères partisans a beaucoup été contestée aux États-Unis au cours des dernières décennies; en particulier plusieurs de ses partisans attendaient des années 1960 et 1970, d'autres de la décennie 1980-1990, un processus de réalignement qui n'est finalement pas venu. S'il y a eu des flottements dans les alignements partisans durant ces années, que nous étudierons plus loin, les identités partisans sont plus marquées que jamais au moment où nous écrivons ces lignes, une opposition républicains-démocrates comme opposition droite-gauche. En tout état de cause, le débat sur la pertinence et l'utilité de cette théorie pour comprendre l'histoire politique des États-Unis fut placé au centre des travaux de l'American Political Science Association (APSA, Association américaine de science politique) lors de son congrès de 1989. Les interventions des spécialistes²⁵⁵ furent très partagées, faisant montre de sérieuses divergences d'opinions.

Nous tenons à rappeler cette situation parce que la périodisation en ères partisans n'est pas unanimement acceptée et elle n'est plus systématiquement comprise de la même façon par ses partisans. Pour notre part, nous la jugeons toujours utile; ses détracteurs s'appuient d'abord sur sa faible capacité de prédiction, mais cette critique nous semble relever prioritairement de ce qu'ils s'arrêtent trop aux caractéristiques formelles de ces moments de transformation (périodicité – toutes les trois ou quatre décennies aux États-Unis – polarisation idéologique, etc.²⁵⁶). Ces caractéristiques ne prennent leur sens que par référence aux grandes dynamiques socioéconomiques et sociopolitiques rendant en quelque sorte inopérant un système de partis établis. Sur la base de l'analyse et des rappels historiques déjà présentés, il nous paraît que tel fut bien le cas durant les années 1930, années de catastrophe économique et d'une montée ouvrière massive.

Le professeur Everett C. Ladd, très critique de la théorie des réalignements, croit dorénavant que les processus des années 1930 sont *sui generis*: «Rien de semblable à la transformation du New Deal ne s'était jamais produit auparavant – et ne s'est produit depuis²⁵⁷.» Cette transformation correspondrait en effet à ladite théorie, dont elle fut à notre avis et ainsi qu'on l'a avancé, une impulsion première. Nous sommes prêts à nous satisfaire de ce point de vue pour les besoins de cette étude, en donnant à la transformation du New Deal tout le contenu dont on l'a chargée jusqu'ici. D'autres approches, plus centrées sur le *fonctionnement* des partis et des institutions, peuvent être par ailleurs utiles, un peu sous la forme de compléments pour nous. Voyons quelques indications à cet égard.

Certains auteurs ont ainsi fait remarquer que le système de partis aux États-Unis n'est bipartite que lorsqu'on le considère d'un certain angle, et qu'il est multipartite lorsqu'il est envisagé différemment. On a par exemple expliqué la réalité politique américaine comme étant formée de fait de cinquante systèmes de partis, des systèmes propres à chaque État, différenciés et reliés aux deux grandes formations nationales «selon un modèle complexe d'alliances». On pense en effet qu'il est de peu d'intérêt de chercher à interpréter le «système politique» du Mississippi comme étant de même nature que ceux de l'État de New York ou du Michigan. Selon ce point de vue, la fonction première des partis politiques aux États-Unis a toujours été de «pourvoir en candidats» les très nombreuses consultations électorales et d'«assurer leurs victoires». En combinant cette fonction à la division des juridictions entre Washington et les États et à la répartition de l'autorité publique en une multitude d'instances élues à l'intérieur de ces cinquante États, il paraît tout de suite couler de source que les partis nationaux, en tant qu'organisations particulières, ne peuvent avoir qu'un rôle limité quant à la formation de l'immense majorité des gouvernements du pays.

Voilà pourquoi l'activité de ces partis nationaux est consacrée essentiellement aux processus de nomination et d'élections présidentielles. «Organisationnellement, [ils] sont faibles et n'agissent en tant que partis qu'épisodiquement.» Ce sont les organisations d'État et infra-étatiques qui concentrent la «permanence et la puissance» de l'intervention. Pour une part, le bipartisme national apparaît donc comme une projection de l'arrimage, à la fois chez les républicains et les démocrates, d'organisations trouvant largement leurs racines et leur substance dans les rapports sociopolitiques et partisans de chacun des cinquante États²⁵⁸. D'où cette idée que la réalité du système partisan américain est de nature fondamentalement multipartite. Par exemple, si les démocrates jouissent toujours du statut de parti (quasi) unique dans les États du Sud profond durant des décennies après la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a rien de comparable dans le système partisan de l'État de New York. Pour notre propos, il paraît ainsi évident que le rôle et la place du syndicalisme en politique ne peuvent être les mêmes dans les cinquante États, non plus que leur rapport au Parti démocrate. Nous allons présenter quelques modèles différents de ce rapport dans notre prochain chapitre.

Il est vrai que la vie politique et institutionnelle des États-Unis a connu au fil des décennies du xx^e siècle une centralisation réelle autour de Washington, même si les États de la fédération ont conservé des pouvoirs importants. Mais cette tendance à la centralisation ne s'est pas répercutée au niveau des organisations partisans. Par ailleurs, même en ce qui a trait à leur existence politique

proprement nationale, les républicains et les démocrates, font valoir certains autres auteurs, ne sont pas dans un rapport partisan bipartite, mais quadripartite. La constitution du pays aurait en effet entraîné la formation de bases électorales et, en conséquence, de bases de regroupement partisan, différenciées pour la présidence et le Congrès. La présidence ne peut pas dissoudre le Congrès, qui ne peut pas renverser le président. La division stricte des pouvoirs en est progressivement venue à favoriser, parmi d'autres facteurs, le développement dans chaque parti « d'une aile présidentielle » et « d'une aile congressionnelle [c'est-à-dire pour les élections au Congrès, *congressional*] » pratiquement distinctes bien qu'elles se chevauchent. Pour chaque parti, ces deux ailes ont à résoudre des difficultés et des contradictions internes, à composer avec les particularités régionales et les sensibilités sociales et de culture politique multiples, de manière largement autonome l'une par rapport à l'autre. Chaque aile a donc à se constituer en formation distincte, sur son terrain propre, ce qui exige des types variés de compromis et de coalitions. Voilà, pour le professeur James McGregor-Burns, qui permet d'identifier chez les républicains et les démocrates l'existence d'un parti présidentiel et d'un parti congressionnel qui, dans chaque cas, pouvaient différer entre eux quant à la base électorale et aux sensibilités politiques.

Pendant longtemps, les « ailes présidentielles des deux partis [furent] plus proches l'une de l'autre sur le plan de la doctrine qu'elles [l'étaient] chacune avec l'aile congressionnelle de leur propre parti ». Comme si les ailes présidentielles exprimaient notamment davantage, par exemple, les compromis ou les accommodements sociaux déterminants à l'échelle nationale, ainsi qu'on l'a vu avec la candidature d'Eisenhower en 1952, que l'aile congressionnelle républicaine et la fraction sudiste des démocrates. En tout état de cause, et quoi que l'on pense de cette notion de *quatre partis nationaux*, elle permet de visualiser certains développements marquants des rapports partisans. À cet égard, M.J.C. Vile souligne que l'on peut voir l'investiture de Barry Goldwater comme candidat présidentiel républicain en 1964, un candidat de droite dure et de résistance aux politiques de droits civils, comme une victoire du parti congressionnel républicain sur le parti présidentiel républicain²⁵⁹, ce qui est intéressant.

Enfin, une troisième proposition mérite pour nous d'être mentionnée à ce stade. Il s'agit de cette proposition voulant que le système partisan à Washington soit de fait un système tripartite. En plus, ou en parallèle des deux grands partis existerait en effet une force qui pèse souvent sur les processus de décision des chambres : le parti de la coalition conservatrice entre les démocrates sudistes et une majorité des élus républicains. On a vu antérieurement ce « 3^e parti » à l'œuvre lors de la discussion et de l'adoption au Congrès à la fin des

années 1950 de la loi Landrum-Griffin; le président démocrate du Comité judiciaire de la Chambre des représentants le qualifia alors d'« entente maudite » (*Unholy Alliance*) des républicains et des démocrates du Sud, en vertu de laquelle les premiers obtenaient un appui à cette nouvelle loi de contrôle des syndicats en échange de la promesse aux démocrates du Sud de ne pas chercher à faire adopter de loi des droits civils²⁶⁰. Ce troisième parti conservateur s'avère d'autant plus puissant au Sénat qu'il permet une utilisation très significative de la pratique de l'obstruction systématique (*filibuster*) contre des projets de lois sociales souvent ambitieux – et par ailleurs appuyés par des majorités dans les deux chambres²⁶¹. À cet effet, la coalition du troisième parti s'est révélée couramment fort efficace.

iii. LE LOBBYISME SYNDICAL

Depuis le XIX^e siècle, l'activité politique du syndicalisme a toujours comporté une forte dimension définie par le démarchage auprès des autorités publiques, la pression sur les élus, l'intervention directe lors de la discussion de projets de loi, en un mot: une dimension, devenue permanente et massive durant les Trente Glorieuses, de lobbyisme. Aux niveaux municipal, d'État ou fédéral, les diverses instances des centrales et plusieurs des grands syndicats pris séparément suivent ainsi de manière assidue les discussions de projets de loi, agissent pour faire prévaloir leurs points de vue, tentent de convaincre des élus d'introduire en chambre des mesures reprenant leurs revendications. Toute cette activité a, bien sûr, connu d'importants développements avec la création de l'AFL-CIO comme centrale unifiée, qui a mis sur pied un « Legislative Department » pour en assurer la conduite et la coordination sur les sujets d'envergure nationale.

Les répercussions des décisions gouvernementales sur la vie économique et les grandes orientations afférentes (évolution du marché du travail, mesures de soutien social, par exemple) ont convaincu le syndicalisme de porter une attention toujours plus soutenue à la politique, comme on l'a vu. Quotidiennement, c'est par le lobbyisme que l'action sur ce terrain est assurée. L'ampleur des énergies et des ressources consacrées à cette activité se voudra d'ailleurs à la hauteur des enjeux que l'on devra relever.

Il est important de mentionner que, dans la conclusion de son livre sur les péripéties de l'enquête McClellan et de l'adoption de la loi Landrum-Griffin à la fin des années 1950, moment d'une défaite politique réelle du syndicalisme, Alan K. McAdams reste impressionné pourtant « de la force que le mouvement ouvrier [...] a été en mesure d'exercer », de sa « capacité à forcer la suspension de négociation entre les deux chambres du Congrès et même de mettre en

danger l'adoption de toute réforme» des lois du travail et de contrôle des syndicats²⁶²». En cours de route, la centrale avait même élaboré un projet de loi qui lui serait plus favorable et qui fut présenté en chambre par deux représentants. De fait, malgré la défaite au bout du compte que signifia pour l'AFL-CIO l'adoption de la loi Landrum-Griffin, la nouvelle centrale unifiée pouvait se féliciter que les démocrates libéraux lui étaient restés fidèles et avaient travaillé de concert avec ses responsables. La leçon à tirer? Il fallait dorénavant assurer l'élection d'un nombre encore plus important de démocrates libéraux²⁶³.

D'autres interventions de lobbyisme s'avéraient évidemment plus heureuses, telle l'intervention victorieuse en faveur d'une hausse du salaire minimum plus prononcée que celle qui avait été envisagée par l'Administration Eisenhower en 1955 qu'on a déjà soulignée, ou des actions locales visant des règlements plus particuliers: heures d'ouverture des commerces, conditions de mise en marché de certains produits. Durant les années 1960 et 1970, le lobbyisme des syndicats américains s'adressa à des questions politiques de grande envergure, en faveur de mesures de déségrégation scolaire, de rejet par les élus de nominations présidentielles à la Cour suprême jugées préjudiciables à la promotion des droits syndicaux et des droits civils des Noirs. L'AFL-CIO pratiqua souvent ses activités de lobbyisme dans le cadre d'une coalition, dite *labor-liberal*, avec divers groupes populaires et, parfois, avec des secteurs particuliers du patronat, notamment en ce qui a trait à des questions de commerce international.

Le syndicalisme des États-Unis n'est pas le seul à pratiquer le lobbyisme. Mais il est un fait qu'il prend pour lui une importance plus grande que c'est le cas ailleurs. Car il ne peut compter sur une représentation parlementaire travailliste/socialiste pour faire valoir ses intérêts, ou pour négocier des compromis avec les autres partis, dont celui ou ceux qui forment le gouvernement, une représentation parlementaire pouvant devenir majoritaire. Les syndicats américains sont amenés à se rendre plus fréquemment auprès des élus et de l'exécutif, à tenter *presque* de participer comme tels à la vie courante des institutions élues.

Nous nous pencherons à l'occasion sur des activités propres à ce lobbyisme, comme manifestations de la substance de certaines prises de position de la centrale. Pour l'instant, ajoutons néanmoins que le lobbyisme syndical ne va pas se faire valoir qu'auprès des législateurs. Il aura aussi ses entrées auprès du cabinet présidentiel, singulièrement, mais pas uniquement lors des présidences démocrates. Durant les Trente Glorieuses, le lobbyisme syndical apparaîtra progressivement comme le mieux organisé des groupes de pression américains. Cela n'entraînera pas qu'il soit le plus entendu ou le plus

efficace, mais qu'il sera celui dont l'activité est la mieux structurée et peut soulever le plus de participation.

7. LE SYNDICALISME ET LE PARTI DÉMOCRATE

Le passage au cinquième système de partis, la place qu'y ont tenue la puissance du mouvement ouvrier et l'intervention syndicale, tout cela montre que le réaligement des années 1930 constitue également une formule d'accréditation politique de la présence du mouvement ouvrier dans la société et dans les joutes de pouvoir. C'est à l'intérieur du Parti démocrate et avec lui que le syndicalisme, en tant que force néanmoins constituée de façon autonome, va principalement s'exprimer sur le terrain politique, lors des élections et dans l'activité de lobbying. Selon une description rappelant (surprenamment, de sa part) les tenants de la théorie pluraliste, Stanley Aronowitz a écrit à cet égard que « le syndicalisme était [ainsi] devenu une composante véritable de la "leadership coalition" [c'est-à-dire la gouverne d'une organisation par la coalition des leaders de divers groupes] qui *constituait* le Parti démocrate, pas une composante subalterne ». Il était maintenant « étroitement consulté sur les choix de plateforme et la sélection du candidat à la présidence ».

Les autres composantes de la gouverne du parti, selon Aronowitz, se retrouvaient parmi « les professionnels contrôlant la machinerie formelle » de l'organisation démocrate, les représentants de courants « libéraux » de la société américaine, la « fraction libérale du capital historiquement associée au parti, souvent des dirigeants de banques d'investissement de Wall Street ou d'importants capitalistes régionaux, comme Joseph Kennedy, de Boston ». Les syndicats avaient pratiquement gagné un « droit de veto » sur la nomination démocrate à la présidence, mais ils ne faisaient pas connaître leur choix avant la tenue du congrès du parti à l'investiture, habituellement par une intervention de coulisses. Aux niveaux local et régional, les dirigeants syndicaux se sentaient davantage les coudées franches et s'engageaient souvent du côté de candidats à l'investiture²⁶⁴.

i. LES CARACTÉRISTIQUES DU LIEN ENTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LES DÉMOCRATES

Cette interprétation d'Aronowitz n'est pas partagée par tous les analystes, certains faisant valoir – souvent à gauche – que le mouvement ouvrier doit être vu durant les Trente Glorieuses comme une composante effectivement subalterne dans la conduite des affaires internes au Parti démocrate. Mais personne ne met en doute qu'il y est présent et écouté; surtout que l'apport du vote

ouvrier représente bien, quant à lui, une composante absolument déterminante de l'électorat démocrate. Doit-on alors caractériser cette relation entre le syndicalisme et le Parti démocrate de « Labor-Democratic Alliance » (alliance syndicale-démocrates) ou de « Labor-Liberal Coalition » (coalition syndicale-libérale), s'est demandé récemment Andrew Battista dans son livre sur la gauche syndicale contemporaine.

Il répond que la deuxième formulation définit le plus justement les balises des ententes de collaboration politique et du cadre de l'action du syndicalisme : d'abord, parce que la notion d'une alliance « syndicale-libérale » permet de cerner plus concrètement les « partenaires » véritables à cette entente, que sont « les syndicats et une fraction » du Parti démocrate, et non tout le parti ; ensuite, parce que la « stratégie historique du mouvement ouvrier organisé » n'a pas été que de se coaliser avec les démocrates, mais bien de chercher « à transformer [le parti en tant que tel] en un parti libéral [...] cohérent » et, enfin, que la notion d'une « coalition syndicale-libérale » se trouve à mettre en exergue que le mouvement ouvrier a aussi noué ses propres liens avec les grandes organisations et principaux groupes politiquement libéraux, à l'extérieur des structures du parti. Cela dit, Battista convient lui-même de bémols avec lesquels il faut nuancer sa caractérisation de l'entente entre syndicats et démocrates : « Les libéraux avec lesquels le syndicalisme s'est allié s'avèrent eux-mêmes normalement démocrates », cependant « qu'il contri[bue] financièrement au Parti démocrate en tant qu'organisation, pas seulement à ses candidats²⁶⁵ ». Quelle que soit la caractérisation que l'on préfère, les cinq éléments dont Battista tient compte pour mener sa discussion nous semblent, pris conjointement, fournir une excellente description des rapports entre les syndicats et le Parti démocrate durant les Trente Glorieuses.

Mais, à nouveau, mettons tout de même en relief que le Sud démocrate profond reste alors une aile incontournable, puissante et intransigeante du Parti démocrate à l'échelle nationale, singulièrement au niveau « congressionnel », mais pas uniquement. Les sudistes acceptent habituellement d'œuvrer à l'élection du candidat démocrate à la présidence, ce dont les aspirants doivent tenir compte, ainsi qu'on a constaté avec les candidatures de Stevenson durant les années 1950. Le « libéralisme » dont traite Battista dans les extraits rapportés ci-dessus est le libéralisme *new deal*. Tout comme la défaite de l'opération Dixie du CIO a signifié que les relations traditionnelles de pouvoir dans le Sud se maintiendraient, les faibles tentatives du New Deal et de Truman en faveur des droits civils n'y ont pas non plus bouleversé ces relations de pouvoir.

Jusque dans les années 1970, les délégations aux congrès nationaux du parti sont très généralement sélectionnées par la méthode des « caucus » et des congrès locaux et d'État, c'est-à-dire en des mécanismes dominés par les dirigeants de l'appareil : les délégations en provenance du Sud sont donc très marquées à droite. À cela s'ajoutent que la direction des comités permanents des chambres du Congrès est attribuée sur la base de l'ancienneté, que les élus du Sud, systématiquement reconduits, y assument donc naturellement une grande part des responsabilités chez les démocrates et que lesdits comités jouent souvent un rôle *déterminant* dans le processus législatif. Le poids du Sud dans le Parti démocrate s'avérait donc incontournable, de même que démesuré au Congrès²⁶⁶. Il n'y avait ainsi que trois courts moments depuis les années 1930 durant lesquels des « démocrates libéraux ont tenu une majorité des sièges à la Chambre des représentants » : 1932-1936, 1960 et 1964-1966, 1974-1978, ce qui permet de mesurer la force du Sud lorsqu'il est en alliance avec les élus républicains²⁶⁷.

Ainsi, par la force des choses, un des buts politiques que se donnait le syndicalisme était toujours de faire élire un nombre de démocrates libéraux suffisant pour neutraliser l'influence des démocrates du Sud. Mais, par la force des choses tout aussi bien, leur poids politique dut se faire valoir – durant les deux premiers tiers environ de la trentaine d'années que nous considérons à ce stade – dans un parti dont l'une des bases reposait sur « l'atelier ouvert », la taxe de vote et l'exclusion politique des Noirs et d'une bonne part des Blancs pauvres. Qui plus est, depuis les premières lois sociales du New Deal, les démocrates du Sud avaient pris soin que leur influence ait le moins d'effet possible sur leur région : exclusion des secteurs couverts par le Wagner Act du « travail agricole et des services domestiques », promotion des lois *right-to-work* et protection sociale nettement inférieure à ce qui était de règle ailleurs, grâce au principe de « l'administration décentralisée » des politiques sociales que l'on s'était assuré²⁶⁸. En d'autres mots, le mouvement ouvrier avait à cohabiter dans le Parti démocrate avec des forces qui s'opposaient activement au libéralisme du New Deal et à l'organisation syndicale. Obligatoirement, cet état de fait grevait sa capacité d'action, même si l'identité du parti présidentiel restait libérale.

S'il y a accréditation de la présence, du poids et de l'intervention massive en politique du mouvement ouvrier avec la cinquième ère partisane, il s'agit d'une accréditation souvent malaisée à l'intérieur même du Parti démocrate et à laquelle résiste une franche majorité du Parti républicain congressionnel. Néanmoins, le mouvement ouvrier a mérité un rôle de vecteur caractéristique dans les rapports partisans dominant les joutes politiques. À cet égard, il a dépassé nettement le positionnement politique toujours *réactif* de la vieille

AFL, de l'orientation que privilégiait Samuel Gompers. D'ailleurs, son intervention incessante va permettre que se réalise, comme on a vu, la pleine signification du passage au nouveau système partisan. Il faut donc prendre la mesure de ce que le régime politique et institutionnel des États-Unis a su ainsi absorber et saisir que l'accommodement que se gagne le syndicalisme, et qu'on lui fait, durant les Trente Glorieuses comporte cette dimension politique.

Notons que l'un des analystes historiques du mouvement ouvrier américain, le professeur Selig Perlman, avait écrit dans son livre *A Theory of the Labor Movement*, publié en 1928, que le syndicalisme mis au point par Gompers durant les premières années du développement de l'AFL s'était révélé finalement du seul type compatible avec les conditions américaines. Par l'AFL, expliquait Perlman, le mouvement ouvrier reconnaissait que le salariat serait la condition première du travail manuel, ce qui amena la volonté de se constituer en organisation indépendante du patronat et d'imposer la négociation des conditions de l'emploi. Mais la puissance de « l'institution de la propriété privée » en Amérique n'aurait pas permis qu'on remette en cause le libre jeu des lois du marché, donc la poursuite de l'objectif du socialisme, par exemple. Cette intransigeance politique frappa également Leon Trotsky, qui écrivit durant les années 1930 – évidemment en fonction d'autres référents que ceux de Perlman – qu'en situation de crise et d'accentuation marquée des conflits de classe la « création d'un parti des travailleurs, d'un parti travailliste [c'est-à-dire un parti lancé par les syndicats] [provoquerait] immédiatement la formation d'un mouvement fasciste » aux États-Unis²⁶⁹.

Il est incontestable que ce caractère tranché de l'opposition des élites économiques et politiques du pays, des courants conservateurs et du bipartisme établi, y compris ses tendances libérales, à toute perspective d'un parti ouvrier indépendant, que Perlman et Trotsky, chacun à sa façon, avaient perçu, a bien été compris par les états-majors du syndicalisme. Très concrètement, comme on a vu, l'entente d'après-guerre supposa que le mouvement ouvrier *s'accommode* du bipartisme républicains-démocrates, et il en fit la démonstration²⁷⁰. Mais, par comparaison, l'accréditation de sa présence politique était contrainte à des balises qui l'enserraient de manière nettement plus stricte que cela était le cas dans les autres pays de démocratie libérale. Durant la trentaine d'années que dura l'entente d'après-guerre, le mouvement ouvrier américain chercha à élargir le champ d'application politique de cette entente, continuellement, en respectant néanmoins ses balises fondamentales. En ce sens, par comparaison aussi, son action politique présente des traits d'inachèvement, en ce qu'elle s'articule en une identité assimilable sur le fond à celle du groupe d'intérêt, comme on l'a vu, et qu'elle participe de l'engendrement de cette identité.

Pourtant, ainsi qu'il ressort aussi de ce que l'on a présenté, l'action politique du syndicalisme est beaucoup plus massive et englobante depuis la création du CIO que le type d'action politique habituellement associé à l'intervention du groupe d'intérêt. Durant les Trente Glorieuses, de manière toujours accentuée, le syndicalisme participe à la vie interne du Parti démocrate, construit des sections, assume des responsabilités et se donne les moyens en tant qu'organisation distincte, de joindre des masses de gens, de les convaincre de s'inscrire sur les listes électorales et d'appuyer des candidats amis, notamment. Selon la très juste caractérisation de Rehmus, McLaughlin et Nesbitt, l'action politique des syndicats américains va alors se présenter telle l'action d'un « groupe de pression » qui se serait donné des fonctions de parti²⁷¹. Pour nous, cette caractérisation complète notre analyse du cinquième système de partis aux États-Unis et de l'espace politique qu'il ouvre au mouvement ouvrier, comme de la nature de cet espace.

Globalement, c'est donc par l'addition de ses efforts électoraux, partisans et de lobbyisme que sera structurée l'existence politique du syndicalisme aux États-Unis. Comme il n'a pas lancé de parti indépendant et qu'il se réserve toujours le droit, exercé rarement, d'appuyer des candidats républicains libéraux contre des démocrates réfractaires ou, ce qui peut être plus courant, de ne pas soutenir de telles candidatures démocrates, sans plus, le mouvement ouvrier américain définit toujours son positionnement politique comme *non partisan*.

ii. L'INSERTION POLITIQUE DU SYNDICALISME DANS LA SOCIÉTÉ ET LA NOTION DE COMPROMIS SOCIAL

À ce stade de notre présentation, il devient possible de revenir au questionnement sur les modes et les mécanismes de l'insertion du mouvement ouvrier américain dans sa société, tels qu'ils ont contribué à y façonner les Trente Glorieuses. Il ne s'agit pas de prétendre que ces modes et mécanismes n'auraient pas connu d'histoire durant cette période, mais de se demander s'ils relèvent d'un « compromis social » entre les classes fondamentales du capitalisme industriel. D'entrée de jeu, il faut poser avec Bruce Nissen que la réflexion à cet égard doit « distinguer » la situation américaine de la situation européenne, où des « contrats sociaux explicites » ont pu être négociés entre « le syndicalisme, le gouvernement et le monde des affaires » dans divers pays. Rien de tel n'a existé aux États-Unis²⁷². Cela dit, beaucoup d'auteurs utilisent, néanmoins, sous diverses appellations, l'idée du compromis social pour rendre compte de la nature de la cohabitation entre patronat et syndicats qui a eu cours sur quelque quatre décennies aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale.

Comme le syndicalisme représente la forme organisée (pratiquement) unique aux États-Unis du mouvement ouvrier, il paraît normal que la discussion au sujet du « compromis » se soit centrée sur les « relations industrielles », leurs modalités, leur permanence, leurs résultats. D'autant plus que le taux de couverture de la main-d'œuvre par les contrats de travail est directement lié aux États-Unis à la proportion des travailleurs syndiqués, alors qu'en Europe – même lorsque les taux de syndicalisation sont équivalents, voire inférieurs à ceux des États-Unis – les taux de couverture s'étendaient « probablement » de 70 % à « plus de 90 % » de la main-d'œuvre, ainsi qu'on l'a déjà souligné²⁷³. Évidemment, cette particularité américaine coïncide avec le caractère très décentralisé du marché du travail et le fait que la classe des employeurs n'ait jamais ressenti le besoin de se réunir en associations *professionnelles* du type que l'on retrouve en Europe, en mesure d'établir de grandes ententes nationales ou sectorielles au nom du patronat.

Les ententes sont parcellisées en contrats individuels négociés localement ou par firme, et n'ont de portée qu'à ces niveaux. On sait que la loi Taft-Hartley a précisément visé à ce que l'aire de rayonnement des contrats de travail soit ainsi limitée; la *décentralisation* du marché du travail s'avère notamment un produit de cette volonté politique. On a pu calculer, par exemple, qu'il y avait quelque 194 000 contrats de travail en vigueur aux États-Unis au milieu de la décennie 1970-1980, alors qu'en Europe de l'Ouest le nombre correspondant était de quelques centaines, peut-être de quelques milliers par pays²⁷⁴. L'imposition réussie partiellement de la formule de la négociation type par les syndicats américains chercha nationalement, puis par secteur de l'économie, à unifier en quelque sorte et malgré tout la dynamique du mouvement revendicatif. Quoi qu'il en soit, la relation contractuelle entre employeurs et employés représentait bien le cœur, et l'enjeu, d'un éventuel compromis social. Le champ d'application en étant plus circonscrit et restreint que les « contrats sociaux » ou les compromis d'après-guerre élaborés en Europe, nous utiliserons arbitrairement l'expression « accord social » pour apprécier cette relation contractuelle aux États-Unis.

Il paraît évident que les relations de travail débouchent sur un type d'équilibre – fort difficilement atteint – dans l'après-guerre qui définira pour trois ou quatre décennies le cadre de la présence du syndicalisme dans l'entreprise et, plus globalement, dans l'économie du pays. Historiquement, cette présence dans l'entreprise a été analysée sous l'angle du « contractualisme de lieu de travail » ou « de l'emploi » (*workplace contractualism*), qui suppose que les règles et les conditions de l'activité de travail sont fixées par contrat entre les employeurs et les employés; ce « contractualisme » s'incarne dans un « système de relations industrielles », élaboré et mis en place avec la participation directe

de l'État, qui en supervise et facilite le fonctionnement; dans ce cadre, la pratique et l'idéologie du syndicalisme ont été aux États-Unis de *job-control unionism*, une orientation de contrôle de l'emploi qu'on présente aussi comme contrôle du « marché du travail interne » à une entreprise : conditions de travail et de rémunération, mais aussi de promotion, de respect de l'ancienneté, de prise en compte des griefs, etc. ; d'où cette caractéristique de contrats de travail très détaillés et formalisés. Dans ce cadre, les syndicats américains se sont efforcés d'élargir le champ des objets négociables avec le patronat, ce qu'ils ont gagné avec l'ouverture de la sphère des avantages sociaux. Toutes ces choses, par ailleurs, sont fondées sur la reconnaissance d'une représentation distinctive des intérêts des travailleurs dans l'entreprise.

Nous avons eu l'occasion déjà de présenter ces divers éléments, de même que le positionnement patronal, marqué par une réticence d'abord radicale à tout empiètement dans l'univers de ce qu'il voyait comme les prérogatives de la propriété, puis par une acceptation relativement mitigée – encore que certaines grandes entreprises vont s'y faire plus volontiers devant les coûts qu'aurait pu entraîner une campagne d'opposition frontale. On se souviendra de la capacité du syndicat des métallurgistes de « fermer » entièrement l'industrie de l'acier pour de nombreux mois en 1959. Ce à quoi tout le patronat tient, en revanche, c'est à ses « droits de gérance »; cette sphère du rapport entre les employeurs et les syndicats donnera lieu à beaucoup de tensions durant la période 1950-1980. Le patronat a par ailleurs appuyé haut et fort l'interdiction politique de moyens de lutte et de solidarité *ouvrière* traditionnellement fort efficaces.

Habituellement, les auteurs pour lesquels la situation américaine de la période 1950-1980 reposait sur une entente entre grands partenaires sociaux appuient notamment, mais essentiellement, leur point de vue sur les paramètres que l'on vient de rappeler. Le fameux traité de Detroit apparaît comme la codification de cette entente, et son expression probablement la plus élevée, cependant que le tournant de la décennie 1950-1960 va même amener certains groupes syndiqués à mettre en avant l'aspiration au revenu annuel garanti. Il faut prendre la mesure de ce que peut signifier la perspective d'une garantie du revenu dans l'histoire du mouvement ouvrier et du *prolétariat* industriel; l'insécurité économique, comme attribut de la position sociale, est en effet le facteur premier de l'identité ouvrière et des actions revendicatives. Cette perspective s'avérera globalement illusoire, mais le fait qu'elle ait semblé une possibilité *concrète* illustre que les gains socioéconomiques de classe étaient considérables et perçus comme tels. Ils s'arrimaient d'ailleurs à une élévation du niveau de vie moyen également marquée, même si elle n'était pas uniforme ou avérée pour toutes les couches de la population.

En conséquence, l'« accord social » d'après-guerre doit bien être vu comme un règlement, une cessation des hostilités sur la base d'un équilibre que le mouvement ouvrier a pour une part forcé, mais auquel il a dû aussi se plier, comme a dû se plier le patronat. Cet équilibre se manifeste fondamentalement par la stabilité du système de négociations collectives des contrats de travail, un système de relations industrielles *stabilisé*, donc avec ses règles et sa jurisprudence. Les syndicats ont progressivement réussi à établir de grands modèles dans les principaux secteurs industriels, « ces modèles » deviennent pour eux une base d'intervention encore plus assurée, parce qu'ils tendent à écarter la concurrence entre les salaires et les conditions de travail qui ont cours dans les entreprises d'un même secteur²⁷⁵.

Mais, du fait des entraves imposées par la loi à l'activité des syndicats et des tentatives cycliques de limiter encore plus leur liberté d'action, du fait aussi qu'ils sont cantonnés à certains milieux de travail dans l'entreprise privée et des courants de résistance patronale récurrents, on a jugé déjà que la dynamique sociale d'ensemble qui traverse les Trente Glorieuses s'avère une dynamique non pas de renforcement, mais d'amenuisement du poids social du mouvement ouvrier, dans les rapports de société et dans l'entreprise. Ainsi, « l'accord » entre le patronat et le syndicalisme est d'abord un accommodement pour le patronat et, de là, un accord bien « étroit et fragile²⁷⁶ ». Mais il s'agit d'un accommodement relativement stable, dont le cadre a supposé l'acquis de fortes positions syndicales au cœur de l'économie.

Voilà un équilibre exprimé par les lois du travail issues du New Deal (d'où la définition couramment utilisée de régime *new deal* de relations industrielles) modifiées à la baisse par des courants sociopolitiques qui n'ont jamais vraiment convenu de l'inéluctabilité de la nouvelle donne sociale, non plus – dès lors – de son caractère pérenne. En tout état de cause, et quelles que soient les limites que l'on doit constater à l'accréditation de la réalité du monde du travail salarié et de ses organisations de nature classiste, le syndicalisme a maintenant gagné une présence de masse dans la société américaine, dont l'influence s'avère incontournable. Il s'agit d'une présence articulée à l'univers du « fordisme », tel que l'école française dite de la régulation l'a cerné et caractérisé, en cherchant à comprendre « comment le capitalisme occidental » avait pu compter sur « trois décennies de croissance économique²⁷⁷ ». Interrogation dont on ne saurait évidemment surévaluer la pertinence : après onze années de crise et de dislocation économiques, puis cinq années de boucherie guerrière la plus destructive de l'histoire de l'humanité, quels moyens le capitalisme avait-il soudain mis au point pour que son fonctionnement soit relativement harmonieux et contribue à un enrichissement social réel ? Sur trois décennies ?

S'il ne peut être de notre propos de nous arrêter significativement à cette problématique, mentionnons pourtant que le fordisme (comme régime d'accumulation du capital) repose sur une économie à dominante industrielle et aux gains de productivité que suppose sa croissance, mais dont les fruits, contrairement à ce qu'on avait connu auparavant, étaient répartis en tenant compte à la fois des besoins de la consommation de masse et de l'investissement productif. Cet équilibre nouveau aurait permis une croissance globale sans cesse confirmée. Selon une formule décrivant fort justement les traits principaux de cette nouvelle période, l'évolution des pays capitalistes industrialisés – malgré toutes les particularités que l'on peut considérer – pointa en règle générale vers une situation de « production de masse », « consommation de masse », de réalisation du principe de la « négociation collective » des termes du rapport d'emploi, d'instauration de l'« État-providence » et de « gestion keynésienne de la demande » globale par les États²⁷⁸.

Les facteurs à l'origine de cette nouvelle période, qui l'ont permise, sont diversement appréciés : destructions du temps de guerre, possibilité du keynésianisme, rapports de force entre les classes sociales, notamment. On peut certes conceptualiser les types d'agencements institutionnels, nationaux et internationaux, les modèles de gestion, les formes propres à chaque pays des rapports concrets entre les groupes sociaux qui ont servi à structurer cette période, mais il faut noter que le « processus » d'instauration et de déploiement de ces arrangements fut largement « aveugle », c'est-à-dire qu'il ne releva pas d'un plan et ne fut pas le produit de l'application d'une théorie.

Pour Alain Bihr, le fondement réel en fut le rapport de force entre les classes au sortir de la guerre et l'espace économique alors ouvert, qui ont conduit à la négociation d'un grand compromis social entre les syndicats et les partis ouvriers, d'un côté, et « les organisations professionnelles du patronat de l'autre, avec l'État entre eux, présent à la fois comme juge (garant, arbitre) et partie : c'est lui qui fut chargé de le mettre en œuvre dans l'intérêt général du capital [...] ». La forme achevée et officielle de ce compromis fut l'alternance [acceptée] à la tête de l'État » de partis ouvriers et de partis « bourgeois²⁷⁹ ». Après la Deuxième Guerre mondiale, la vie politique et socioéconomique des grands pays de l'Ouest fut reconstruite et érigée sur cette base. Géré dans le cadre des États nationaux, ce compromis entraîna de grandes avancées sociales dans l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à des mesures de sécurité économique aussi.

En ce qui a trait au mouvement ouvrier, Bihr souligne alors que ce « compromis n'a pas mis fin à la lutte des classes », mais qu'il a amené à en « circonscri[re] l'enjeu » à son propre « champ d'application », à ses « termes ».

De sorte que, pense-t-il, le prolétariat a « perd[u] sa *négativité* » face à la société établie « pour s'affirmer *positivement* dans le cadre de cette société, c'est-à-dire y accroître, par la lutte bien sûr, sa part²⁸⁰ ». Cette appréciation est très certainement marquée au coin de l'impressionnisme ; mais elle offre une image qui permet certainement d'exprimer, à tout le moins, l'état d'esprit et le programme du syndicalisme américain. Obligatoirement, ce positionnement est appuyé sur les possibilités d'amélioration substantielle du sort des non-possédants, ce qui va tendre à se confirmer partout, et surtout, aux États-Unis.

Globalement, le fordisme va se manifester selon trois grandes caractéristiques quant à la « régulation du rapport salarial » : d'abord, dans l'entreprise, par la pénétration massive du principe de la « négociation collective » ; puis par la protection (relative) du « salaire réel » des effets négatifs d'une « compétition » à la baisse sur les conditions de l'emploi et la corrélation des revenus salariaux et de la « productivité sociale » du travail ; enfin, par l'existence de politiques de sécurité sociale et d'éléments, variables, d'un « filet de sécurité » économique assuré.

Cela étant, estime Mike Davis, les « formes institutionnelles » par lesquelles ces traits s'incarnent dans les divers pays de l'OCDE varient beaucoup ; pas seulement en fonction des caractéristiques de divers types de « systèmes de relations industrielles », mais du fait même « de la nature et de l'étendue de ce qui relève des “relations industrielles” eu égard au domaine de la sécurité sociale²⁸¹ ». On a vu que le filet de sécurité sociale relève largement aux États-Unis, plus que partout ailleurs, de la relation salariale directe, ce qui affaiblit comparativement les travailleurs dans le rapport de pouvoir avec les employeurs. Plus généralement, ce filet de sécurité sociale et le niveau de couverture des grands contrats de travail reposent largement sur la syndicalisation, selon des programmes d'ailleurs multiples, formule qui pèse négativement sur la possibilité d'une unité d'action – entre les divers secteurs de travailleurs syndiqués et entre eux et les non-syndiqués.

Voilà qui nous ramène à notre questionnement de départ quant à l'existence ou non d'un « compromis social » d'après-guerre aux États-Unis. Eu égard à l'histoire antérieure du travail, il paraît évident que le patronat et le monde politique, *nolens volens*, ont reconnu une place et un rôle du syndicalisme qui n'avaient jamais eu de précédent, de même qu'ils ont fait droit au besoin de garanties sociales. Sur ces terrains, le Parti démocrate de la cinquième ère partisane, à l'extérieur du Sud profond, sera largement défini par l'héritage du New Deal, donc par l'appui au principe de la négociation collective des conditions de travail, et au cadre institutionnel qui l'incarne et en promeut le bon fonctionnement, de même qu'à des orientations et des législations de

bien-être. Mais soulignons-le à nouveau : ces politiques sont nettement plus limitées, en tant que politiques publiques, que ce qui se met en place dans les autres pays industrialisés, cependant que les grandes mesures de protection sociale relèvent largement de la relation d'emploi, fondamentalement de l'emploi syndiqué. Ces constats amènent à conclure que le compromis social, si les mots ont un sens, se présente d'abord comme un accord de coexistence patronale-syndicale dans les milieux où les travailleurs profitent déjà de contrats collectifs.

L'entente d'après-guerre aux États-Unis se révèle donc essentiellement dans l'équilibre entre forces sociales, souvent malaisé, mais qui se maintient sur quelque trois décennies, exprimé par le fonctionnement du système de relations industrielles finalement constitué. Elle repose sur la croissance économique et l'enrichissement (pour une bonne part) généralisé, phénomène qui rejoint, par ailleurs, de larges secteurs non syndiqués. Et une nette majorité des « employés publics » profitent d'avantages sociaux couvrant en partie leurs besoins d'assurance maladie et de retraite. De sorte que la « privatisation de l'État-providence » permet tout de même, durant les Trente Glorieuses, d'étendre la protection sociale, comparativement limitée et très variable pourtant, à des secteurs majoritaires de la population. S'il y a « compromis social » aux États-Unis, il se résout dans cette perspective d'une amélioration continue des conditions. L'engagement à cet effet des pouvoirs publics est limité et difficilement mesurable, notamment en ce qui a trait à ses conséquences, mais il s'avère réel. Évidemment, ce « compromis » est encore plus éloigné des ententes de concertation tripartite explicites qu'on retrouve en Europe, mais il complète en quelque sorte l'idée de l'accord social concentré dans le fonctionnement du système de relations industrielles.

Par ailleurs, la puissance du mouvement ouvrier a entraîné aussi, comme on l'a vu, une profonde modification dans la signification du rapport partisan entre républicains et démocrates, par laquelle le syndicalisme s'est trouvé un mode direct d'intervention politique. Ce développement représente une dimension importante de l'accord social d'après-guerre, puisqu'il ouvre au mouvement ouvrier la possibilité de s'inviter dans les joutes de pouvoir. Mais, ce faisant, le syndicalisme va contribuer non seulement à ce que le « réaligement politique » des années 1930 se réalise réellement, mais aussi à faire du Parti démocrate le parti des autres mouvements populaires et sociaux, en plus d'œuvrer à faire servir le « bloc syndical de votes » à la constitution d'un « vote ouvrier ». Toutes ces choses correspondent alors à l'idée du « compromis social », pas seulement à la notion d'un accord de type patronal-syndical. Néanmoins, la purge anticommuniste dans ses rangs et le refus de s'orienter dans la direction d'un parti distinctif du travail montrent que son *accommodement* au

bipartisme établi suppose la sujétion à un cadre qui fait, malgré tout, du mouvement ouvrier un acteur politique subalterne.

Nous avons vu antérieurement les points de vue des auteurs Staughton Lynd et Steve Fraser sur les termes de la coexistence patronat-syndicat-État issue des années 1930. Nous avons considéré que, par-delà les différences et les particularités, ils reprenaient tous deux un paradigme provenant des travaux associés aux auteurs New Left américains des années 1960 ; en fonction de ce paradigme, la marche des sociétés et leur évolution procèdent essentiellement de choix et de conflits réservés aux cercles de leurs élites – qui peuvent chercher à l'occasion le concours de directions syndicales. Nous avons critiqué ce positionnement théorique en faisant valoir qu'il faisait l'impasse sur le mouvement social ouvrier, ses dynamiques, ses contradictions et ses débats internes, et même sur les déterminations vivantes de la position des états-majors. Se penchant sur la même problématique d'une entente ou d'un accord « labor-capital » dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, Nelson Lichtenstein, l'un des principaux historiens contemporains du mouvement ouvrier américain, met quant à lui en exergue qu'« [a]u plus ce fut une simple trêve instable et limitée, dans une grande mesure confinée à un ensemble bien circonscrit de régions et de secteurs économiques. Ce fut un produit de la défaite, et non de la victoire » du mouvement de classe²⁸² ; cette défaite se manifeste dans ce qu'a signifié historiquement la négociation collective (*collective bargaining*) aux États-Unis, à la fois par les paramètres qui la définissent au niveau des entreprises et par le caractère restreint et dépolitisé des objets de la négociation auquel on en est arrivé : par exemple, on n'exigera plus, comme Reuther l'avait fait en 1946 dans les négociations avec GM, que la compagnie rende sa comptabilité publique afin qu'on puisse juger en toute transparence des données sur lesquelles elle dit s'appuyer. Et le syndicalisme ne cherchera plus en tant que tel à participer à l'élaboration des orientations économiques du secteur privé. L'ordre industriel qu'il visera sera finalement circonscrit pour les syndiqués par le contrôle du marché intérieur à l'entreprise et les conditions économiques de l'emploi. Ce recul résulta de coups sévères qu'il dut supporter, Taft-Hartley et la défaite de l'opération Dixie, notamment.

Plus généralement, les difficultés furent aussi le produit du caractère « exceptionnellement » élevé de « l'hostilité » du patronat à son endroit, une hostilité qui ne fut jamais tempérée par le fait que les « employeurs auraient pu être amenés à voir la négociation collective comme un moindre mal », face à la menace du socialisme, comme en Europe. À cela s'ajoute, comme une sérieuse défaite selon Lichtenstein, l'interdiction établie par la loi Taft-Hartley que soit syndiqué le personnel de supervision, interdiction qui rendit « virtuellement impossible » la présence du syndicalisme dans le « monde de la finance, des

assurances, des banques, chez les ingénieurs», etc. Enfin, Lichtenstein souligne l'obligation de négocier les contrats collectifs en respectant le cadre d'un marché du travail décentralisé et l'État-providence «privatisé» comme conditions, également imposées au mouvement ouvrier procédant de défaites dans l'après-guerre²⁸³. De sorte que, s'il y eut bien une trêve dans certains secteurs permettant le développement du principe de la négociation collective, les formes historiques de cette trêve relevaient d'une défaite non moins historique.

Nous avons déjà analysé plusieurs des éléments que met en exergue Lichtenstein, et considéré leur effet négatif sur le mouvement ouvrier par – ce que nous avons appelé – la «dynamique de son affaiblissement» qu'ils en venaient à conjuguer. Mais nous ne croyons pas juste d'aborder alors les développements subséquents comme tout entiers inscrits dans la matrice ainsi agencée, selon un processus, en quelque sorte, de surdétermination. L'évolution sociale n'était en effet pas inéluctable, et les composantes d'une position de faiblesse pouvaient être modifiées, voire renversées²⁸⁴. Il ne faut tout de même pas oublier que la puissance du mouvement ouvrier s'avérait toujours un facteur actif, qui obligeait à la «trêve» en faisant plier ce patronat «exceptionnellement» hostile. Qui plus est, le poids politique nouveau du syndicalisme et la recomposition du système partisan devenaient aussi des facteurs actifs de la *production* concrète des multiples conjonctures, dans leurs causes et leurs conséquences. Cette conception en quelque sorte figée des données et des conditions d'un enchaînement historique ne permet pas de cerner ce qu'une situation particulière peut présenter de neuf: par exemple, le reaganisme des années 1980-1990, ou même les peurs que l'unification de l'AFL et du CIO suscita parmi les élites politiques et patronales.

Kevin Boyle reste probablement le chercheur qui a le plus systématiquement jusqu'ici mis l'accent sur la dimension politique des objectifs poursuivis par le syndicalisme dans l'accord d'après-guerre. Pour lui, une part à tout le moins des états-majors syndicaux, singulièrement la direction Reuther des travailleurs de l'automobile, n'a pas abandonné ses objectifs sociaux-démocrates d'après-guerre, par exemple l'idée d'un contrôle public des grandes décisions économiques sur la base du tripartisme. En ce sens, ce courant du mouvement ouvrier n'a jamais réduit son programme à celui d'un «intérêt» particulier; il a maintenu sa volonté de modifier certains des grands arrangements socio-économiques présidant à l'évolution de la société et d'obtenir la mise en forme d'un véritable État-providence.

Ainsi, Boyle, explicitement, refuse l'idée d'un «acquiescement» général du mouvement ouvrier à une position subalterne de groupe d'intérêt après la Deuxième Guerre mondiale. Pour lui, durant les deux décennies 1950-1960 et

1960-1970²⁸⁵, l'équipe de Walter Reuther à la direction des UAW se nourrit toujours du programme et des buts des courants et des institutions socialistes et militantes, en particulier la gauche du Socialist Party, auxquels ses membres avaient été directement associés durant les années 1930. Reuther en avait notamment déduit l'idée d'une nécessaire transformation du Parti démocrate en un parti *libéral* (c'est-à-dire un Parti démocrate libéré de ses ailes conservatrice et sudiste), après s'être distancé de la perspective de candidatures ouvrières-socialistes dès avant le début de la guerre. Il voyait dans un Parti démocrate ainsi refait un instrument concret pour avancer dans la voie des objectifs qui étaient toujours les siens²⁸⁶. S'il est incontestable que Reuther, évaluait également Boyle, a perdu en fin de course ce combat, son rappel est nécessaire parce qu'il montre la fausseté de ce point de vue considérant que le syndicalisme américain avait en définitive abandonné tout véritable projet de réforme – source ultime de sa faiblesse ultérieure²⁸⁷.

Pour nous, l'intérêt de la thèse de Boyle vient précisément de l'accent sur cette volonté de gagner de grandes réformes sociales qui seraient profitables à l'ensemble des travailleurs et des couches populaires, pas seulement aux syndiqués, et de l'intérêt qu'il porte à cette volonté de faire du Parti démocrate un instrument politique mieux en mesure d'œuvrer au succès de ce type de mesures. Cela suppose, évidemment, que le syndicalisme américain ne considèrerait pas comme sclérosées ses positions de la fin de la décennie 1940-1950. Walter Reuther et l'équipe dirigeante des UAW représentaient en effet, par ailleurs, l'aile la plus progressiste des états-majors officiels du syndicalisme d'alors. Mais il n'apparaît pas juste de considérer qu'ils ont maintenu leurs buts du passé.

La traque aux communistes, à laquelle tout ce groupe s'est prêté et dont il a profité, le ralliement aux démocrates, qui a *aplatis* et, de fait, transformé la nature des perspectives politiques propres à ceux et celles que Boyle présente comme la source du programme de Reuther, sans compter qu'il y a eu diminution de l'envergure et de la hardiesse des réformes envisagées au début et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, tout cela infirme l'idée que les objectifs soient demeurés les mêmes. Sans croire que tout était joué dès le début des années 1950, il faut néanmoins prendre la mesure du frein, et même du recul, imposé au mouvement social de classe et aux organisations ouvrières.

Après une revue analytique des contributions de plusieurs grands auteurs quant à l'existence ou non d'un accord social d'après-guerre, Bruce Nissen, qui a déjà éclairé notre réflexion, a conclu que, malgré toutes les réserves qu'on doit apporter à l'utilisation de cette notion, elle n'en demeure pas moins fort utile comme indication de bases implicites d'entente ayant permis la stabilité du

système de relations industrielles, un «*accommodement*²⁸⁸». De la même façon, le Parti démocrate était bien devenu une formation durablement plus proche de l'État *new deal*, de ses agences, du syndicalisme, des politiques de protection sociale que des républicains. En fin de course, nous semblent tout aussi insuffisantes les analyses confiant un rôle qui nous est apparu démesuré à l'initiative patronale et gouvernementale dans l'évolution du mouvement ouvrier que les analyses supposant un «*compromis social*» d'après-guerre explicitement négocié et volontairement appliqué.

L'espace qui a alors été reconnu au syndicalisme dans la société américaine fut le produit de l'interaction des forces sociales, de leurs chocs, de leurs compromis et de leurs déterminations internes. Dans un cadre, cependant, comme le soulignait à juste titre la New Left, où l'organisation syndicale se pliait à la prépondérance de la logique économique de l'entreprise privée et de la gouverne politique des États-Unis, à l'interne et à l'externe, comme première puissance internationale.

8. INSTITUTIONNALISATION ET BUREAUCRATISATION : QUOI DE NEUF ?

Dans son livre *The New Men of Power*, publié en 1948, C. Wright Mills présentait les états-majors syndicaux comme les leaders «*des seules organisations en mesure de mettre un terme à la dérive [de la société américaine] vers la guerre et la récession*». De sorte que ce que «*fait le dirigeant syndical [aux États-Unis], ou ce qu'il ne fait pas, peut fort bien s'avérer la clé de ce qu'il adviendra*» dans le pays. Durant les grandes périodes de lutte, le dirigeant syndical se comporte comme «*un rebelle et un agitateur*». Pourtant, écrivait Mills, même lorsqu'il agit en rebelle, le leader cherche en quelque sorte à «*conte[nir] la rébellion*»; il «*organise le mécontentement*» tout en refoulant. Voilà en quoi, pouvait-il écrire – ainsi que nous l'avons plus haut souligné –, «*le dirigeant syndical est un gestionnaire du mécontentement ouvrier*²⁸⁹». Quelques années plus tard, dans son ouvrage classique *L'élite du pouvoir*, Mills ne partagera plus les mêmes idées sur la «*puissance*» des états-majors du syndicalisme, qu'il réduira à celle des «*niveaux moyens de pouvoir*», loin en dessous des cercles véritablement en contrôle de la société²⁹⁰.

Néanmoins, Mills liait ce rôle de «*gestionnaire du mécontentement*» à la nature profonde du syndicat «*dans la société américaine*» de son temps, précisément caractérisée comme «*régulateur de la mauvaise humeur et de l'effervescence*» ouvrières²⁹¹. Cela nous semble correspondre à ces deux dimensions de l'action syndicale: la dimension de l'affrontement social avec le *capital* et la

dimension de la négociation des conditions d'une trêve à cet affrontement, explicitement visible aux États-Unis par l'acceptation habituelle de ne pas recourir à la grève pour la durée d'une convention collective (en retour de l'engagement patronal à ne pas recourir au *lockout*). Cette deuxième dimension fut désignée bientôt en sciences sociales par la notion d'« institutionnalisation du conflit de classe ». Cela dit, le traitement de notre sujet oblige à déborder quelque peu ce que l'on vient de rappeler au sujet de Mills.

i. L'INSTITUTIONNALISATION DU CONFLIT

L'institutionnalisation du conflit de classe entraîne que « l'action sur le lieu de travail [*industrial action*] soit détachée de l'action de nature politique », puis spécialisée en une sphère distincte²⁹². Il s'agit d'un type de développement qui ne peut être le fruit d'un simple acte de volonté. Historiquement, on le sait, les grandes manifestations revendicatives comportaient toutes et toujours, unies, des traits socioéconomiques et sociopolitiques – comme le grand mouvement chartiste anglais des années 1830 et 1840. En d'autres mots, le mouvement ouvrier ne s'est pas développé en envisageant d'abord l'atteinte de ses objectifs par la mise sur pied d'organisations spécialisées intervenant sur des terrains considérés séparément, un terrain économique et un terrain politique.

Mais, avec l'évolution des grandes sociétés capitalistes industrielles, le déploiement, la stabilisation, puis la *pérennisation* de leurs caractéristiques principales, la politique et l'économique se sont développées en champs distincts, chacun avec ses institutions propres. Bien évidemment, cette séparation s'avère – conceptuellement et fonctionnellement – largement illusoire, et nous avons antérieurement exposé notre point de vue à cet égard : par exemple, même les rapports employeurs-employés considérés de la manière la plus économiste possible restent encadrés par le pouvoir des lois, du judiciaire et par la gouverne des autorités publiques, donc par la politique. Et le suffrage universel en politique ne trouve pas de répondant dans la vie économique, de correspondance.

Évoluant au sein de l'univers capitaliste, le mouvement ouvrier s'est développé en réussissant à s'y faire accepter, difficilement et inégalement, tout en ayant pour objectif de le renverser. Même si le rapport social conflictuel reste un facteur actif et direct de l'histoire des sociétés du capitalisme industriel²⁹³, leur pérennisation même amène le mouvement de classe à vouloir s'y manifester sur le terrain à la fois socioéconomique et sociopolitique, chacun étant considéré comme terrain particulier, donc par la formation d'organisations spécialisées. Cette démarcation organisationnelle va entraîner le

développement du syndicalisme comme phénomène défini prioritairement par l'action sur le terrain économique et le développement des grands partis ouvriers comme modes spécialisées de l'action sur le terrain politique²⁹⁴. Cette même dynamique (et ses conditions) va entraîner la parlementarisation de l'action politique ouvrière dans tous les pays industrialisés où la représentation élue a une portée réelle (les formes aux États-Unis en seront exceptionnelles, comme on le sait) ; sur le terrain économique, elle va déboucher sur l'institutionnalisation des syndicats par la mécanique de ce que l'on a appelé, après beaucoup d'autres, les « systèmes de relations industrielles ».

Rien de plus faux que de voir ces développements sous l'angle d'un phénomène de « modernisation » plus ou moins consensuel. Le mouvement ouvrier a dû historiquement imposer sa présence sur les divers terrains où il s'est manifesté, comme mouvement social. Mais les régimes des pays de l'Ouest industrialisé ont été en mesure d'absorber, en quelque sorte, le choc que supposèrent ces transformations.

L'institutionnalisation du mouvement ouvrier, par-delà sa simple présence sur le terrain économique, relève donc de ce que l'analyse sociologique appelle l'institutionnalisation du conflit, c'est-à-dire la mise en place progressive de « règles acceptées par tous ayant pour objectif d'encadrer, de réguler les conflits et leur déroulement » ; cela implique l'élaboration de « nouvelles règles de droit » et, généralement, la création de « nouveaux organismes [devant] prendre en charge leur application ». Dès lors, l'institutionnalisation instaure des « voies par lesquelles les conflits influent sur le changement social » et des voies « par lesquelles les structures [nouvelles constituées] modifient le déroulement des conflits ». Elle marque aussi la reconnaissance, même de mauvais gré, du droit à l'existence de l'acteur collectif qu'est le mouvement ouvrier²⁹⁵.

L'institutionnalisation du mouvement ouvrier comporte, par nécessité, le corollaire de relations suivies, dans un cadre stable, avec le vis-à-vis patronal et, sur le terrain politique, avec l'ordre étatique constitué. En nous servant de ce que nous avons vu jusqu'ici, il devient possible d'établir que l'institutionnalisation du conflit social aux États-Unis a expressément pris la forme d'un « système de négociation collective formalisé », tel qu'il surgit de multiples développements à compter des années 1930, notamment de l'intervention active de l'État fédéral durant la Deuxième Guerre mondiale²⁹⁶. Il suppose une reconnaissance de la légitimité du syndicalisme de masse, que n'avait jamais gagnée l'AFL et à laquelle le monde des affaires ne s'est prêté que de fort mauvaise grâce. Le nombre de contrats de travail, près de 200 000 selon des évaluations qu'on a déjà rapportées, durant la dernière décennie des Trente Glorieuses en témoigne éloquentement. En politique, le niveau d'intervention

que le mouvement ouvrier a mérité, manifesté par les caractéristiques du cinquième système de partis, représente de même une élévation radicale du poids qui lui est reconnu en regard de l'influence de la vieille AFL.

Bien sûr, la signification de ces deux grands axes de l'institutionnalisation du mouvement ouvrier américain n'est pas unidimensionnelle. Elle comporte des traits qui amoindrissent le niveau de légitimité qu'on lui reconnaît pourtant, érigent des balises, imposent des orientations : la chasse aux communistes dans ses propres rangs, par exemple, ou l'interdiction de formes de solidarité dans l'action revendicative qui s'étaient révélées fort efficaces par le passé ; ou alors l'engagement à la réalisation de la politique internationale de son propre gouvernement et le respect de l'interdit implicite de la formation d'un parti du travail. À ce dernier égard, le syndicalisme faisait sienne, même si c'est de manière différente, la vieille orientation de Gompers. Et l'inégalité de sa présence géographique grevait pour une part son poids dans le fonctionnement de l'économie.

En tout état de cause, l'institutionnalisation des mouvements ouvriers a supposé la mise en forme et la reproduction, le fonctionnement (relativement) harmonieux et le caractère, sembla-t-il, pérenne d'un cadre général de rapports suivis avec les organes de direction économique et de direction politique de la société ; en d'autres mots, l'existence continue de rapports de négociation et de conciliation axés sur la recherche de formules de cohabitation, d'arbitrages entre intérêts, donc de compromis et de paix sociale. Les contrats collectifs, tels qu'on les envisage aux États-Unis (et au Canada), expriment très lisiblement cette réalité : la mise en suspens, pour un certain nombre d'années et à certaines conditions précisément négociées, de l'affrontement. En cours de contrat, la mécanique prévue pour un règlement des griefs contribue évidemment à l'évitement dudit affrontement.

Dans tous les mouvements ouvriers et, plus précisément pour notre propos, dans les syndicats, diverses instances de direction et de nombreux services sont voués à la gestion de ces rapports au patronat et aux autorités publiques : appareils de négociation, services du contentieux, administration des avantages sociaux, etc. Dans un marché du travail aussi décentralisé que celui des États-Unis, et avec le caractère largement privé des mesures de protection sociale, les besoins en ressources humaines se sont avérés très exigeants pour les syndicats. Et de tous les syndicalismes des pays de l'Ouest, le syndicalisme américain en est venu à compter le plus grand nombre d'employés permanents et la proportion la plus élevée d'employés eu égard à la masse des syndiqués.

Déjà à la fin des années 1950, en additionnant le nombre de responsables et de spécialistes permanents de l'AFL-CIO et des nombreux syndicats à l'échelle nationale, Bert Cochran arrivait au nombre de quelque 20 000 personnes, auxquelles il convenait d'ajouter, précisait-il, les milliers d'employés au niveau régional. À ce moment, les syndicats américains publiaient quelque «625 hebdomadaires» et 250 mensuels²⁹⁷. Durant la décennie 1960-1970, on a pu établir que le ratio entre le nombre de «responsables payés» et le nombre de membres des syndicats aux États-Unis «était d'environ 1 pour 800», alors qu'il s'élevait à 1 pour 1 700 en Suède (où le syndicalisme participait pourtant à un grand nombre d'instances de gestion tripartite) et à 1 pour 2 000 syndiqués en Grande-Bretagne²⁹⁸. En 1966, Lipset avançait, quant à lui, les chiffres de 1 permanent pour 277 syndiqués aux États-Unis, contre 1 pour 2 700 alors en Grande-Bretagne, et de 65 000 personnes, toutes fonctions confondues, salariées par les syndicats! Le syndicat des métallurgistes, durant la même décennie, employait «plus de 1 300» permanents, celui de l'automobile quelque 1 400 par exemple, et le syndicat des machinistes (IAM, International Association of Machinists) environ 1 100²⁹⁹.

Voulant évaluer les niveaux de traitement que recevaient à l'aube du dernier tiers des Trente Glorieuses les dirigeants syndicaux, A. Benhamou-Hirtz faisait d'abord remarquer que le président des États-Unis touchait 100 000 \$ par année en 1968, traitement doublé à compter de l'année suivante; les «chefs des très grandes entreprises» recevaient des émoluments «au moins voisin[s]» de ceux du président et qui, de fait, les dépassaient souvent de beaucoup; les revenus des cadres moyens oscillaient entre 10 000 \$ et 20 000 \$, ceux des cadres supérieurs entre 20 000 \$ et 50 000 \$; «le salaire annuel moyen» d'un syndiqué était d'environ 10 000 \$. Le congrès de l'AFL-CIO décida en 1965 de porter la rémunération de George Meany à 70 000 \$, celui du secrétaire-trésorier, deuxième personnage en importance de l'exécutif national, à 45 000 \$. Plusieurs des dirigeants de grands syndicats recevaient, par ailleurs, beaucoup plus, sans compter les frais de dépenses professionnelles très généreusement remboursés. Le *Business Week* du 18 août 1973 citait à cet égard les noms de près de 80 permanents aux revenus particulièrement alléchants. De nombreux cas s'avéraient renversants: Joseph Curran, associé des communistes dans la création de la National Maritime Union (NMU, syndicat maritime national), mais partisan actif de leur exclusion du CIO en 1949-1951, était président alors de ce syndicat depuis sa formation; dans la deuxième moitié des années 1960, il touchait plus de 100 000 \$ à ce titre, «en plus de [ses] dépenses» remboursées, d'une «limousine avec téléphone» conduite par un chauffeur payé quelque 15 700 \$, de la protection «d'une armée de gardes du corps»; il passait la plupart des semaines à sa «résidence d'hiver» ou à sa

«résidence d'été», son travail étant accompli par un «assistant» touchant plus de 30 000 \$. Curran «retraitait» environ 280 \$ par jour de son syndicat, alors qu'un «marin qualifié gagnait 13 \$». Et il avait signé un contrat pour ses membres s'étendant sur huit ans, de 1961 à 1969, assorti d'une clause interdisant le recours à la grève³⁰⁰.

Globalement, jugeait Benhamou-Hirtz, la rétribution moyenne de la haute direction des syndicats principaux de l'AFL-CIO équivalait à celle des cadres supérieurs dans l'entreprise privée. Voilà une évaluation qu'il faut prendre en compte pour notre réflexion sur le phénomène de l'institutionnalisation. Elle témoigne de ce que les appareils dirigeants du mouvement de la classe ouvrière vivent de manière stable et aisée du rapport comme tel de leurs organisations à la société établie. S'ajoutent à ce niveau de rétribution des modalités souvent fort généreuses de remboursement des dépenses professionnelles, comme on l'a dit, et, au sommet de l'échelle, des avantages souvent importants. Sans compter les cas de népotisme et le cumul de responsabilités syndicales transcrit en un cumul, précisément, du revenu que procure chacune des pratiques abusives qui ont évidemment leur pendant dans les autres milieux. Néanmoins, il est nécessaire de souligner que des chefs, parmi les plus grands, comme Walter Reuther en particulier, ne se sont jamais complu dans ce type de privilèges. Le phénomène de l'institutionnalisation ne relève pas de l'enrichissement de chefs syndicaux, non plus que de la corruption, encore que ces éléments peuvent certainement accompagner sa réalisation et la suivre.

Ainsi que nous l'avons mentionné, le phénomène de l'institutionnalisation se confond plutôt avec celui de l'établissement d'un rapport globalement stable des organisations ouvrières avec la société au sein de laquelle elles se sont constituées et agissent, par lequel elles obtiennent un degré de reconnaissance suffisamment élevé pour qu'elles puissent juger possible avec leurs membres de s'acquitter des fonctions pour lesquelles on les a mises sur pied et jouer leur rôle d'amélioration du sort de la classe ouvrière. Vivant de ce rapport stable avec les institutions socioéconomiques et sociopolitiques en place, il s'avère fonctionnellement normal que les appareils dirigeants du mouvement ouvrier soient particulièrement sensibles aux conditions de la perpétuation des cadres de ce rapport. Ces conditions comportent, cela va de soi, que le mouvement ouvrier possède lui-même des organisations en quelque sorte *stabilisées*, qu'il soit *stable*. Ces deux éléments font des gestionnaires de ce rapport le siège d'un type de conservatisme particulier dans le mouvement de classe, le conservatisme dit d'appareil. Socialement, ces gestionnaires permanents se distinguent donc de la masse des adhérents par les tâches qui relèvent de leurs responsabilités et le *milieu* dans lequel ils les accomplissent, celui d'une interaction continue avec

les employeurs et les autorités publiques, par le niveau de leurs revenus aussi et, doit-on supposer, par leur mode de vie.

La taille même des organisations, par ailleurs, et les ressources qui sont les leurs contribuent à la *stabilité* des positions de cet appareil dirigeant, nourrissent par elles-mêmes ses positions. Il est facile d'imaginer ce que dix, puis quinze et au-delà de vingt millions d'adhérents, dans la grande entreprise pour la plupart et au sein d'une économie américaine très riche, peuvent financer, quant aux structures du syndicalisme, aux compétences de son personnel spécialisé et aux conditions d'existence de ses états-majors. Voilà qui s'ajoute aux autres éléments que nous venons de considérer comme facteurs amenant à différencier le positionnement social des dirigeants du syndicalisme et celui des adhérents. Ce développement particulier est généralement exprimé par le concept de bureaucratisation.

ii. LA BUREAUCRATIE EN TANT QUE COUCHE SOCIALE

L'institutionnalisation s'avère nécessaire au processus de bureaucratisation des organisations, envisagé précisément comme le phénomène de la constitution au sein du mouvement ouvrier d'un groupe d'état-major dont le milieu de vie et de travail est qualitativement différent de celui des membres et largement fonction du lien suivi de négociation avec les autorités patronales et politiques. Dans ce cadre, on qualifie généralement de *bureaucratique* non pas une direction des activités devenue lourde, paperassière, à l'occasion difficilement contrôlable – des problèmes que partagent plus ou moins toutes les organisations d'une certaine envergure –, mais une orientation qui relève largement de la pensée, des réflexes, des valeurs et des intérêts, aussi, de cet appareil permanent. La position sociale du groupe d'état-major se révèle ainsi comme produit combiné de la capacité historique du mouvement de la classe ouvrière à s'imposer à la société dominante et de la conciliation à l'égard de ce mouvement que la société a été en mesure d'appuyer. Massivement engendré et recréé, cet état-major constitue un secteur distinct au sein du mouvement ouvrier, fonctionnellement attaché au maintien de la conciliation dans les rapports avec l'État et le patronat³⁰¹.

Les phrases de C. Wright Mills sur le leader syndical « gestionnaire du mécontentement » ou « rebelle » cherchant à retenir la rébellion acquièrent ainsi pour nous tout leur sens. Les directions du mouvement ouvrier, prenant conscience d'intérêts distincts, propres à la couche sociale dont ils font partie, peuvent aussi chercher à les faire valoir et à les garantir en court-circuitant les possibilités de débats dans les syndicats, en excluant les contestataires ou en contrant par divers moyens la libre expression de la démocratie lors des

élections internes³⁰². Mais ce ne sont pas là des pratiques qui caractérisent la gouverne, non plus que la vision de chaque leader. Ceux qui viennent du rang ont généralement fait preuve d'un dévouement militant véritable, cependant que les spécialistes directement embauchés se trouvaient pour la plupart à la gauche de leur promotion universitaire.

Mais, dans tous les cas, la tâche principale dévolue par eux au mouvement ouvrier est de négocier et « d'administrer les contrats de travail³⁰³ ». Cela entraîne la volonté de faire accepter des compromis auxquels on en est arrivés avec l'employeur et de contenir au plus près les manifestations de mécontentement de base par la suite, donc, face à tous les embarras possibles, le penchant à vouloir concentrer le pouvoir au sommet. Ce *penchant* généralisé ne peut être vu simplement comme un produit de volontés machiavéliques individuelles, c'est-à-dire expliqué de l'extérieur de la dynamique du rapport social.

Incontestablement, il a conduit cependant certains à accaparer *tout le pouvoir* dans un syndicat, ce qui ouvre toujours à la possibilité d'excès de toutes sortes et du détournement de sens de son activité. Mais les abus sur ce terrain n'ont pas modifié la nature propre du syndicalisme dans son ensemble, de même que le grotesque des extravagances quant aux revenus et au mode de vie de secteurs de la bureaucratie ne définit pas par lui-même non plus le rôle du syndicalisme dans la société. La bureaucratisation des organisations ouvrières, corollaire en quelque sorte *naturel* de leur institutionnalisation, n'est pas toujours marquée de traits aussi outranciers, mais elle entraîne une démarcation entre les sommets de leurs appareils dirigeants et les pulsions du mouvement social de classe.

Dernières considérations

Plusieurs courants en analyse politique et sociale ont voulu rendre compte théoriquement de ces phénomènes de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation des organisations du mouvement ouvrier, selon les termes que nous avons employés. Dans l'un des premiers livres étudiant la vie des partis politiques, Roberto Michels se pencha sur le Parti social-démocrate (SPD) allemand quelques années avant la Première Guerre mondiale, parti ouvrier se réclamant du marxisme. Michels se demandait comment interpréter le fossé qui s'était manifestement créé au fil des années entre la base du parti et l'appareil dirigeant. Son livre s'intitulait *Les partis politiques* et le sous-titre qu'il lui donna, *Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, témoignait précisément de son intention. Dès 1915, un nouveau livre paraissait sur un thème tout à fait semblable : avec *La faillite de la II^e Internationale*, Lénine se penchait également sur les éléments principaux de l'évolution sociopolitique alors

saisissante des grands partis ouvriers, dont il voulut par ailleurs élucider les causes de manière plus théorique avec son livre intitulé *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, publié l'année suivante. Les explications que Michels et Lénine donnaient des phénomènes auxquels ils s'arrêtaient (pourtant fort semblables) étaient différentes et même, jusqu'à un certain point, divergentes.

Plus directement, leur but était de cerner comment et pourquoi les grandes organisations ne s'acquittaient dorénavant qu'imparfaitement du rôle pour lequel elles avaient été constituées. Fondamentalement, l'explication de Michels repose sur des déterminations de type sociologique, celles précisément qu'analyse la sociologie des organisations, selon René Rémond³⁰⁴. Résumée en nos propres mots, la thèse de Michels pose que toute organisation d'une certaine taille suppose à l'interne une distribution de tâches et de responsabilités qui, obligatoirement, se structure en pyramide d'autorité. Les sommets concentrent davantage de pouvoir parce qu'ils représentent l'instance de l'organisation où doivent se conjuguer les efforts de toutes les instances et où l'on articule l'orientation qui sera commune, celle qui fera autorité. L'idée de tendance oligarchique veut exprimer que cette dynamique amène à ce que la conduite des choses se détache toujours plus de la pression des bases de l'organisation, au profit d'un élargissement du pouvoir des sommets.

Qui plus est, évaluait Michels, la garantie du salaire par l'organisation, la protection contre le chômage et un milieu de vie tout de même plus agréable que celui de l'usine ou de la mine concourent à éloigner de la volonté de changement que peuvent nourrir la précarité et le manque. Même les militants les plus aguerris et dévoués subissent l'effet (modérateur, « corrupteur ») de ces conditions. Bien sûr, pour que se déploient pleinement ces données, il faut que son environnement permette à l'organisation de prospérer. Mais la tendance à l'oligarchie relève d'abord de la pression d'inclinations internes.

L'explication que donne Lénine repose davantage sur le type de facteurs qu'on utilise aujourd'hui dans les analyses dites d'économie politique. Globalement, il rendait compte de la possibilité de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation sur la base des surplus accumulés par les économies des pays dominant le *stade impérialiste du capitalisme*. « On conçoit, écrivait-il, que [le] gigantesque *surprofit* (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) *permet de corrompre* les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. » Ce qui entraîne que l'« idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine ». Cela dit, « [p]our présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière [...], on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une *minorité* du

prolétariat³⁰⁵. Voilà comment, pensait Lénine, étaient apparus au sein du mouvement ouvrier des courants qui, plus ou moins consciemment, définissaient dorénavant leur présent et leur avenir par la situation acquise dans la société bourgeoise.

Toutes ces choses, tenait aussi à souligner l'auteur, n'étaient donc pas « un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique » et notamment « le fruit de la légalité³⁰⁶ ». Habituellement, ce « produit social » se réalise au sein des secteurs organisés de la classe ouvrière et de leurs couches dirigeantes; donc, pour notre propos, dans le cadre des syndicats aux États-Unis. Chez Lénine, l'existence même d'organisations massives et légales peut certes fournir à des carriéristes un lieu permettant d'envisager un avenir confortable, cependant que les « chefs », bien sûr, font souvent preuve d'un comportement d'oligarque. Mais les réalités de ce type ne peuvent naître que de conditions *produites* sur le terrain du rapport entre le mouvement ouvrier et la société ambiante.

À ce stade, on aura compris que nous jugeons insuffisantes les explications relevant de la sociologie des organisations. Ainsi, en ce qui a trait au syndicalisme, nous faisons nôtre le point de vue de Michael Shalev, qui écrit : « Les arrangements [institutionnels] présidant à la pratique de la négociation collective reflètent la distribution du pouvoir et le résultat des conflits entre les mouvements ouvriers, les employeurs et l'État au moment où ils sont apparus. Dans la mesure où elles atteignent par la suite un certain niveau d'autonomie fonctionnelle, les institutions gouvernant les relations industrielles devraient être considérées comme de simples variables intermédiaires [dans une étude comparative], le rôle de l'explication causale étant réservé à des facteurs qui trouvent leurs racines dans l'environnement social, politique et économique³⁰⁷. »

Nous posons donc que les phénomènes de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation relèvent d'abord du rapport (légalité, degré de reconnaissance, stabilité des mécanismes de contact) effectivement établi entre le mouvement ouvrier et la société *capitaliste* ambiante. Mais nous retenons, dans ce cadre, les indications de la sociologie des organisations, parce que les différences fonctionnelles à l'intérieur des organisations offrent incontestablement des lieux de contact et d'ancrage (éventuel) aux propositions de conciliation venant de l'extérieur. Qui plus est, les études ultérieures s'inspirant – plus ou moins complètement – de ce type d'indications se sont avérées souvent d'un réel apport dans l'analyse des comportements propres des bureaucraties du mouvement ouvrier : un positionnement réformiste découlant du besoin de rendre « sécuritaire » l'environnement de l'organisation en fonction duquel besoin

on essaie « d'apprivoiser » cet environnement en réduisant les zones de tension avec lui, une volonté aussi de se faire reconnaître comme porte-parole incontournable de ses membres par les autorités publiques, afin de renforcer son statut auprès des membres eux-mêmes, une propension aux États-Unis à définir les buts de son organisation comme ceux d'un groupe d'intérêt, ainsi qu'on l'a déjà vu, etc.

Le conservatisme d'appareil est nourri par ce type de préoccupation et d'inclination, mais il repose nécessairement sur la place qui est faite (et qu'a méritée) le mouvement social. Celui-ci ne se plie cependant pas toujours aisément aux limites du cadre établi de la négociation et de la conciliation³⁰⁸. D'où les frottements, multiples mais pas toujours de même envergure, entre le mouvement social de revendication par exemple, et les penchants et les orientations de la direction syndicale aux États-Unis. À cet effet, l'article publié il y a une trentaine d'années par Claus Offe et Helmut Wiesenthal sur les « logiques » de l'action collective³⁰⁹, présente toujours un intérêt certain. Notant que « les syndicats ouvriers ont été acceptés, dans tous les États capitalistes avancés, comme élément indispensable de la représentation de l'intérêt [des travailleurs], de même qu'élément de l'ordre et de la capacité de maîtriser les développements [*predictability*] sociaux, en l'absence duquel le contrôle des conflits de travail et des moments de perturbation de la paix sociale serait beaucoup plus difficile », Offe et Wiesenthal s'engagent dans l'élaboration d'une « théorie sociologique de l'opportunisme » dans le mouvement ouvrier. Ils prenaient soin de souligner qu'ils n'attachaient, par ailleurs, aucune connotation négative au terme « opportunisme ». Pour eux, il se rapportait plutôt à une « solution rationnelle *et* instable à un dilemme [posé objectivement aux] organisations ouvrières³¹⁰ ».

L'opportunisme comporterait trois aspects principaux : « l'inversion de la relation moyens-finalités historiques », les moyens permis et « disponibles » étant élevés au rang d'un « mécanisme de sélection » par lequel sont filtrés les « objectifs et les principes d'une organisation » ; « la mise au rancart des liens entre les perspectives de court et long terme », l'accent étant réservé aux possibilités « immédiates et de court terme » ; enfin, l'« identité collective » que l'on se donne est balisée par de simples critères quantitatifs, grossissement des structures ou, à l'inverse, association à l'action revendicative des seuls groupes « directement touchés » par une question : en d'autres mots, l'identité est définie par des indicateurs comptables, économistes ou logistiques.

Pour Offe et Wiesenthal, l'histoire des organisations ouvrières a connu certaines grandes étapes qui ont particulièrement marqué leur développement : elle débute par de fortes actions militantes, d'autant plus oppositionnelles

qu'elles se heurtent la plupart du temps à une dure répression ; la puissance du mouvement ouvrier va progressivement amener le patronat à se plier couramment à la pratique de la négociation avec les employés, sans que l'affrontement soit toujours nécessaire, du seul fait qu'on les sait en mesure de lancer de grandes actions de paralysie des entreprises ; à cette étape, le mouvement ouvrier entreprend de se construire massivement, en comptant toujours sur la menace du recours à la mobilisation de ses membres, mais en évitant aussi de rompre les ponts avec ses vis-à-vis de peur de mettre en péril sa « survie ». Voilà qui va l'entraîner, troisième grande étape de son développement, à la « solution opportuniste de son dilemme » nouveau. Il doit trouver le moyen d'assurer son existence même s'il est pris entre deux feux : d'un côté, le besoin incontournable de s'appuyer sur la capacité de stopper la production, de l'autre, la conscience très vive qu'une utilisation trop systématique de sa puissance va amener le raidissement des autorités publiques à son endroit. Ce moyen, ce sera de « rendre la [vie] de l'organisation aussi indépendante que possible de la [pression] des membres, de leur solidarité et de leur volonté d'agir³¹¹ ».

De fait, et selon l'expression « mouvement social de classe » que nous avons utilisée jusqu'ici, la « solution opportuniste » exige que la conduite des organisations échappe le plus possible aux pulsions directes qui sourdent de ce mouvement. Nécessairement dès lors, la survie des organisations doit s'appuyer sur « des garanties externes », ce qui se traduit par la recherche d'une « reconnaissance institutionnelle » toujours plus accentuée : de cette manière, le mouvement ouvrier « sera en mesure de croître bureaucratiquement », son « existence et sa survie étant garanties de l'extérieur », singulièrement par l'État, plutôt que d'être liées directement à l'engagement conflictuel. Nul doute que ce type de développement est apparu « très attrayant aux leaders du mouvement ouvrier », puisqu'il est une promesse de stabilité structurelle. Sur cette base, ces leaders furent même « incorporés au processus de décision » portant sur de grandes « politiques publiques » et « économiques » ; toutes ces choses accrurent les manifestations de leur « indépendance » face à la masse des membres et, en conséquence, amenèrent plus loin la « bureaucratisation et la professionnalisation » de la direction des organisations ouvrières, tout comme l'acceptation, par cette direction, des cadres politiques établis³¹².

Pour Offe et Wiesenthal, l'« opportunisme » était en quelque sorte apparu *naturellement* ; il s'appuyait sur l'autonomie des leaders face au mouvement de classe et la professionnalisation concomitante de la direction des organisations. Le mérite de leur explication, qu'ils considéraient de nature entièrement « sociologique », fut précisément de mettre en exergue les différenciations de statut et de conditions qui se déployèrent ainsi dans les organisations ouvrières, la présence d'intérêts qui ne sont pas toujours concordants. Ils concluaient en

soulignant que, si « l'indépendance à l'égard des membres [...] se réalisait pleinement », cependant, la survie même d'une organisation serait alors compromise : elle ne peut en effet appuyer son existence sur d'uniques « arrangements » qui relèvent de la reconnaissance externe qu'on lui a accordée³¹³.

On doit donc comprendre que la dynamique du rapport conflictuel conditionne malgré tout la possibilité de la survie des organisations de classe ouvrière. L'existence de ces organisations doit être vue comme celle d'organismes vivants, traversée de pulsations complexes et contradictoires, celles qui découlent du rapport stabilisé à la société ambiante et celles qui découlent des différences de statut et de conditions internes que ce rapport favorise, d'une part, et les pulsations issues du mouvement social de revendication face à cette société, d'autre part.

Telle que nous la comprenons, cette explication « sociologique » peut s'arrimer parfaitement à une analyse fondée sur l'économie politique. Elle attire l'attention sur cette réalité que, dans les rapports sociaux, les réactions des organisations ouvrières ne se présentent pas nécessairement comme celle d'un monolithe, et qu'il y a des échelons dans leurs structures qui vivent plus immédiatement des « arrangements » qu'on a mérités avec la société ambiante. Des différences de comportement, d'orientation et même d'intérêt entre ces échelons et au sein de chacun d'eux se manifestent aussi fréquemment.

En tout état de cause, les arrangements de cette nature ont entraîné durant les Trente Glorieuses aux États-Unis que le mouvement ouvrier lie ouvertement les intérêts de ses membres à la promotion « des intérêts généraux » du pays, économique et politique. Il a voulu s'appuyer sur les lois du New Deal accédant son droit à l'existence, même quand des législatures hostiles les affaiblissaient ou les rendaient presque inopérantes³¹⁴. Mais ce sont évidemment le contenu et la pratique de la négociation collective, joints au rôle dans et avec le Parti démocrate, qui représentent alors au plus haut niveau le type d'« arrangements » qu'ont analysé Offe et Wiesenthal.

Pour nous, les concepts de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation appliqués à l'étude du mouvement ouvrier, tels qu'ils incluent cette dimension de pulsations internes dissemblables et même discordantes, rendent aussi compte du positionnement du syndicalisme américain dans sa société durant la deuxième moitié du xx^e siècle. On ne peut certes leur faire jouer le rôle d'un *deus ex machina* ; ils doivent plutôt servir à l'explication de certains événements et de certains comportements dans le cadre d'une analyse de l'évolution des rapports sociaux saisis comme réalité multidimensionnelle. La conception « sociologique » de ces concepts nous paraît insuffisante, parce qu'elle évacue en quelque sorte la prise en compte des conditions sur la base

desquelles le développement des phénomènes de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation peut se dérouler. Or, la prise en compte de ces conditions *donne* la clef de leur contenu concret, qui varie selon les pays. Qui plus est, la vie elle-même desdits phénomènes et leur histoire subséquente reposent sur le jeu de dynamiques sociopolitiques et socioéconomiques dont ils ne constituent qu'un aspect, même s'il s'avère fort significatif.

Les conceptions des phénomènes de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation qui relèvent d'une approche d'économie politique ouvrent davantage à la possibilité de se pencher sur les conditions de leur mise en forme et de leur évolution. Mais il est nécessaire que cette approche évite l'*économisme*, c'est-à-dire qu'elle ne conçoive pas les facteurs explicatifs des réalités et des transformations de la vie des sociétés sous un angle privilégiant le calcul par les individus du profit personnel qu'ils peuvent tirer, notamment pécuniaire, de comportements et d'attitudes typiques. L'approche de l'économie politique nous paraît enrichissante que si elle considère l'économie sous l'angle du rapport social, c'est-à-dire, comme on l'a vu pour notre propos, de ce rapport qui distribue les individus en classes et secteurs inégaux dans la société, dynamique posant les bases d'une relation conflictuelle entre eux.

Au début du xx^e siècle, certains porte-paroles du patronat avaient joint Samuel Gompers, le président de l'AFL à l'époque, afin de lui soumettre un projet d'entente qui permettrait des rapports plus harmonieux entre le syndicalisme et les employeurs. Bien qu'il était limité et qu'il n'engageait que des courants particuliers du patronat, ce projet stipulait que des employeurs pourraient accepter la présence dans leurs entreprises de syndicats de métier (minoritaires) à la condition que l'AFL ne cherche pas à syndiquer la masse des travailleurs industriels et ne se lance pas dans la création d'un parti politique nouveau, singulièrement d'un parti du travail comme cela était le cas en Grande-Bretagne à ce moment précis. On a vu que Gompers, au nom de l'AFL, accepta les termes de cette entente.

Les bases d'une entente d'*institutionnalisation* de l'appareil syndical étaient ainsi formulées, comme étaient articulés les termes de la bureaucratisation du mouvement ouvrier aux États-Unis, c'est-à-dire les termes d'un « arrangement » accréditant l'existence d'une bureaucratie ouvrière, lui permettant de se déployer. Il y avait déjà eu des relations, bien évidemment, entre l'AFL et les pouvoirs publics, mais, ce qui caractérise le processus de l'institutionnalisation du mouvement ouvrier à ce moment, c'est que son contenu et son inspiration soient d'origine patronale, donc privée, tout comme le cadre de sa négociation. Durant la Première Guerre mondiale, le président Wilson confirma l'institutionnalisation du syndicalisme en

nommant plusieurs de ses dirigeants à des agences mises sur pied pour la durée des hostilités.

Comme nous l'avons vu, les axes du développement de cette bureaucratie syndicale ont largement déterminé par la suite son existence sociale : son statut et ses revenus, notamment. Car la simple syndicalisation de l'automobile et de l'acier menaçait de renverser des majorités, d'ébranler l'autorité des chefs installés, de bousculer précisément le cadre de leur situation ; ils n'avaient aucun intérêt à cette syndicalisation industrielle, bien au contraire, et ils ont voulu systématiquement s'y opposer durant les années 1930. Mais elle se réalisa néanmoins et déboucha sur la création du CIO avec John L. Lewis. Au départ, plusieurs demandaient que cette poussée serve également au lancement d'un nouveau parti.

Avec le Wagner Act de 1935, la création du National Labor Relations Board pour encadrer la montée ouvrière sur le terrain syndical, mais en reconnaissant tout de même pleinement la légitimité de l'unionisme industriel, puis l'activité de diverses agences gouvernementales durant la guerre, la présidence Roosevelt s'employa à établir les termes d'une nouvelle institutionnalisation du syndicalisme. Elle n'avait pas l'initiative au départ, mais elle se trouva incontestablement des partisans parmi les leaders – sommets, de base, intermédiaires – de cette nouvelle vague d'organisation ouvrière. Presque comme un seul homme, le patronat est opposé alors à tous ces développements, surtout dans cette conjoncture cruciale du milieu de la décennie 1930-1940. Contrairement à ce qui fut le cas au début du xx^e siècle, le processus d'institutionnalisation du syndicalisme est d'abord mené par le gouvernement fédéral, qui force la main au patronat. Il est donc, cette fois, d'origine *publique*, le New Deal ayant été lui-même brusqué par la menace d'une propagation incontrôlée de l'agitation sociale.

Que les termes de cette institutionnalisation aient à l'origine été articulés par l'intervention des pouvoirs publics explique cette tendance du syndicalisme à compter dorénavant sur le gouvernement fédéral et ses agences spécialisées pour le soutenir dans ses profonds différends avec les employeurs (et aussi avec des États et des politiciens conservateurs). Mais, si le premier axe de l'entente avec Gompers avait volé en éclats par l'expansion du syndicalisme industriel, le deuxième axe était préservé. Le syndicalisme ne lancerait pas ni ne s'associerait au lancement d'un parti du travail indépendant. Les rapports entre le mouvement de classe et l'ancien ordre industriel étant radicalement modifiés, l'exigence d'une présence politique plus marquée s'était tout de suite manifestée. Les sommets du CIO engagèrent une intervention (de tous les instants, lorsque ce fut nécessaire) systématique, et sans failles, contre l'éclosion

d'un parti ouvrier en échange d'une ouverture à ses préoccupations de la part du New Deal et de la présence massive dans le Parti démocrate qu'on lui consentit – une présence marquée et permanente, même si elle ne fut pas célébrée par tous les courants au sein du parti. Afin de garantir ces débouchés, le syndicalisme américain construisit ses propres instruments, toujours plus massifs, d'intervention politique. Mais il ne menaça concrètement jamais, comme on l'a vu, de se porter candidat au pouvoir.

Pour certains auteurs, et nous croyons qu'ils voient juste, ces développements conduisirent dans l'après-Deuxième Guerre mondiale à ce que nous pourrions appréhender comme une incorporation politique du mouvement ouvrier. Cette expression est la nôtre, mais elle donne la signification profonde de l'association active des syndicats américains à la politique étrangère de leur gouvernement. L'association ouverte à la guerre froide se trouva, en quelque sorte, à « enrôler » le mouvement ouvrier, selon le mot utilisé par Robert H. Zieger³¹⁵, dans l'appui à son État. Le cadre sociopolitique de l'institutionnalisation du syndicalisme, de l'existence individuelle de la bureaucratie de celui-ci et du programme de l'amélioration des conditions de la classe ouvrière était ainsi établi.

Les voies et les modes de l'insertion du mouvement ouvrier américain dans sa société avaient trouvé leurs balises pour la deuxième moitié du xx^e siècle. Il en profita d'ailleurs largement durant les décennies dites des Trente Glorieuses, du moins sous plusieurs angles. Son action politique connut des développements considérables à l'échelle nationale et, dans beaucoup de cas, régionalement aussi. Il devenait l'un des principaux acteurs politiques du pays.

Notes

1. Statistiques rapportées par P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*, 1981 : 3; Edwards se sert de la version anglaise de la revue de l'OIT, *International Labour Review*, LXXII, 1955 : 88-89.
2. Voir Art Preis, *Labor's Giant Step: Twenty Years of the CIO*, 1972 : 438-451.
3. Art Preis, *Ibidem* : 495; P.K. Edwards, *Strikes in the United States* : 22.
4. Propos rapportés dans Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006 : 1.
5. Pour ce qui précède : T.N. Schroth, « executive editor », *Congress and the Nation, 1945-1964*, 1965 : 13-16; James C. Foster, *The Union Politic. The CIO Political Action Committee*, 1975 : 163; Art Preis, *Labor's Giant Step* : 462.
6. T.N. Schroth, *Congress and the Nation* : 18; James C. Foster, "1954: A CIO Victory?", 1978 : 179.
7. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism 1945-1968*, 1995 : 69-70; T.N. Schroth, *Congress and the Nation* : 14.

8. Le 22^e amendement à la Constitution des États-Unis, qui interdit formellement qu'on puisse exercer plus de deux mandats présidentiels, n'entra en vigueur qu'en 1951. Cet amendement stipule même que quiconque ayant exercé la fonction de président durant plus de deux ans en remplacement d'une autre personne qui en avait le mandat ne pourra à nouveau remplir cette fonction qu'en une occasion. Cependant, cet amendement précisait que la règle édictée ne s'appliquerait pas à un président en exercice au moment de son entrée en vigueur. Il aurait donc été permis qu'Harry Truman se représente en 1952.
9. Comme on le sait, W. Averell Harriman allait par la suite exercer de nombreuses responsabilités dans les administrations démocrates, en politique internationale et en politique intérieure.
10. Pour ce qui précède: Art Preis, *Labor's Giant Step*: 461; James C. Foster, *The Union Politic*: 160-161; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 85-87; Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995: 320.
11. S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984: 109-110; J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization*, 2003: 40-41; *Encyclopedia of Alabama*, entrée John J. Sparkman, consulté le 24-09-2010 à l'adresse <http://encyclopediaofalabama.org/face/Article?id=h-1441>.
12. Rapporté dans T.N. Schroth, *Congress and the Nation*: 16.
13. *Ibidem*: 16-19. Les dernières années de la présidence d'Harry Truman avaient été ternies par la mise au jour de certains cas réels de corruption, dans le parti et au niveau de l'exécutif fédéral; voir Sean J. Savage, *Truman and the Democratic Party*, 1997: 165-202.
14. T.N. Schroth, «executive editor», *Congress and the Nation*: 18-19. Notons que la fédération américaine comptait quarante-huit États en 1952, donc quatre-vingt-seize élus au Sénat de Washington. Soulignons, par ailleurs, que les démocrates firent effectivement campagne sur les mots d'ordre «You never had it so good» et «Don't let them take it away», par lesquels ils voulaient s'adresser directement à la population travailleuse salariée et à la petite propriété, afin de contrecarrer l'effet du slogan républicain: *It's time for a change*; voir Jean Gottmann, «La campagne présidentielle de 1952 aux États-Unis», 1953: 134-136.
15. Sur l'élection de 1924, la candidature de La Follette et le positionnement politique du mouvement ouvrier, voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986: 75-81.
16. William Green décéda le 21 novembre 1952.
17. Pour ce qui précède, voir David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*, 1976: 119-120.
18. Joel Seidman, *American Labor from Defense to Reconstruction*, 1953: 10. Nous citons ce passage de Seidman aux fins de notre présentation.
19. Robert Taft s'était opposé en 1940 à l'aide à la Grande-Bretagne et il se montrait réticent face au plan Marshall et à la politique étrangère interventionniste de Truman. Il partageait, pour une part à tout le moins, ces idées traditionnelles du conservatisme américain prônant une forme de repli sur soi du pays. L'AFL cherchait à le dénigrer en présentant son positionnement comme le signe d'une faiblesse dans la lutte contre le communisme, quoi que puisse prétendre Taft dans ses campagnes.
20. LLPE, *The League Reporter*, vol. 2, n° 4 (23/01/1950): 3.
21. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*, 1995: 308.
22. J'ai employé le terme «syndicalistes» plutôt que «syndiqués» pour signifier que ce sont des délégués liés à l'intervention politique du syndicalisme et non simplement des membres actifs du Parti démocrate qui seraient, par ailleurs, membres d'un syndicat...
23. Par exemple, en Californie, en Illinois, en Ohio, au Michigan, en Pennsylvanie, les syndiqués CIO restèrent massivement démocrates en 1952, selon l'appréciation du PAC; voir James C. Foster, *The Union Politic*: 173.
24. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 311.
25. James C. Foster, "1954: A CIO Victory?": 173.

26. Alan Draper, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*, 1989: 28.
27. *Ibidem*: 29.
28. Rapporté dans: Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 93.
29. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 312.
30. Cette expression est de Harry Braverman, dans son "Labor and Politics", 1959: 108.
31. Lipset cité dans: J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 13.
32. James C. Foster, *The Union Politic*: 176.
33. Harold L. Wilenski, "Class, Class Consciousness and American Workers", 1966: 24-25. L'ouvrage dont il se sert est: B.R. Berelson, P.F. Lagarsfeld et W.H. McPhee, *Voting*, University of Chicago Press, Chicago, 1954.
34. A. Kornhauser, H.L. Sheppard et A.J. Mayer, *When Labor Votes: A Study of Auto Workers*, 1956: 11; ce livre porte sur le comportement électoral des syndiqués de l'automobile au Michigan en 1952.
35. *Ibidem*; outre ce livre de Kornhauser, Sheppard et Mayer, Fay Calkins avait déjà publié, en 1952, *The CIO and the Democratic Party*.
36. Pour ce qui précède, voir A. Kornhauser, H.L. Sheppard et A.J. Mayer, *When Labor Votes*: 196-200, 232-239.
37. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 309.
38. Voir James C. Foster, *The Union Politic*: 174-178, 192.
39. Alan Draper, *A Rope of Sand*; 31-32; James C. Foster, *The Union Politic*: 189-195; James C. Foster, "1954: A CIO Victory?"
40. James C. Foster, "1954: A CIO Victory?": 176-177.
41. Durkin proposait dix-neuf amendements, par exemple pour permettre certains types de «boycottages secondaires», pour nier au patronat la possibilité de demander que le NLRB tienne un vote de désaccréditation syndicale durant une grève de ses employés, etc.: voir Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994: 210-211.
42. *Ibidem*: 210-212; sur James P. Mitchell, voir H.P. Guzda, "Labor Hall of Fame. James P. Mitchell: Social Conscience of the Cabinet", 1991: 23-29.
43. Alan Draper, *A Rope of Sand*: 30-36.
44. Alan Draper, *ibidem*; Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 210.
45. Voir J.T. Montague, *Labour Markets in Canada*, 1970: 10, 163.
46. *New York Times*, 21/09/1953: 28; Alan Draper, *A Rope of Sand*: 32.
47. *New York Times*, 24/09/1954: 13.
48. Voir ce que rapporte à cet égard Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 97-98.
49. Par exemple, ce fut le cas en 1954 du président du syndicat des travailleurs du papier, Paul L. Phillips, dans ses salutations au congrès du Trades Union Congress de Grande-Bretagne à Brighton; voir l'article de Thomas P. Ronan, "U.S. Unionist Sees Labor Party Here", *New York Times*, 08/09/1954: 2. Voir aussi les éléments du discours de Phillips publiés dans *The Nation*, vol. 179, n° 18 (30/10/1954): 382-384.
50. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994: 120-121.
51. Rappelons que le substantif «maraudage» est utilisé au Québec en équivalence du mot anglais *raid*, pour traduire l'idée de la tentative d'un syndicat de s'approprier les membres d'un autre syndicat.
52. Pour ce qui précède, nous fondons notre analyse sur les explications, que nous citons en partie, d'Alan Draper, *A Rope of Sand*: 33-38; voir aussi *New York Times*, 08/04/1953: 25, 03/06/1953: 1, 10/06/1954: 1.
53. Le choix des mots faisait supposer que l'Administration Eisenhower serait plus résolue dans son opposition à l'URSS mais, comme des historiens le font remarquer, ses représailles furent tout de

même limitées à l'occasion des crises hongroise et polonaise, puis en 1960 quand un avion de l'armée de l'air américaine fut abattu au-dessus du territoire de l'URSS...

54. Confédération générale du travail, dirigée par les communistes.
55. Catherine Collomp, « La politique étrangère de l'AFL et de l'AFL-CIO », 1994 : 514.
56. Les UE, comme on les appelait, étaient l'un des grands syndicats industriels issus des fortes mobilisations des années 1930.
57. Reuther fait référence à cette orientation des communistes durant la guerre en faveur d'un effort de tous les instants pour accélérer et accroître la production, qui les fit proposer le retour du salaire aux pièces et s'opposer aux diverses manifestations de mécontentement ouvrier, notamment. L'effort de guerre des États-Unis, alliés à l'URSS, avait eu préséance sur toutes les autres considérations...
58. Puisque les communistes avaient appuyé Wallace plutôt que Truman.
59. Pour ce qui précède, voir Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 177, notamment pour les propos de Reuther; David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement* : 98-99, qui rapporte les propos de Murray cités; pour cet épisode de l'exclusion des onze syndicats, nous nous servons aussi de: Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955* : 253-293, et en particulier 272 pour les propos de Brophy; Art Preis, *Labor's Giant Step* : 356-368. Pour ce qui suit, on peut consulter aussi Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994 : 128-136. Formellement, le syndicat des UE se retira de lui-même du CIO, en cessant de payer ses cotisations à la centrale dès l'été 1949 et en ne menant pas de lutte contre les exclusions au congrès de novembre.
60. Voir, par exemple, ce que dit à cet égard Stanley Aronowitz, *False Promises*, 1973 : 350.
61. Voir David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement* : 172-174. Le syndicat des UE fut le mieux en mesure de résister aux attaques du CIO et au maraudage pratiqué systématiquement à son encontre par l'International Union of Electrical Workers (IUE), créée à cet effet. Les IUE dépassèrent cependant bientôt le nombre de membres que purent garder les UE, qui furent progressivement décimés, comptant moins de 100 000 syndiqués à la fin des années 1950.
62. Voir le livre de Marie-France Toinet, *La chasse aux sorcières, le maccarthysme (1947-1957)*, 1999, pour une synthèse analytique très intéressante de cette période de la « chasse aux sorcières » et une étude convaincante des conditions de son développement.
63. Rapporté dans Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 71.
64. *Ibidem*.
65. Il s'agissait d'un sous-comité du Comité du Sénat alors spécialisé dans le domaine « du travail et du bien-être public » (Senate Committee on Labor and Public Welfare).
66. *New York Times*, 08/02/1953 : 75; *New York Times*, 27/08/1953 : 17.
67. *The CIO News*, vol. 18, n° 8, 21/02/1955 : 2.
68. *Ibidem*; il s'agissait des Amalgamated Meat Cutters de l'AFL (travailleurs des salaisons), qui étaient en négociation avec le syndicat des Fur and Leather Workers.
69. David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement* : 182.
70. David M. Oshinsky, *ibidem*; David Kwavnick, *Organized Labour and Pressure Politics*, 1972 : 146.
71. Voir l'article de Syd Stogel, "Rome Correspondent" de la revue intitulé "Useful Idiots Keep Italy Reds Strong", *AFL News Reporter*, vol. 4, n° 7, 18/02/1955 : 8.
72. Art Preis, *Labor's Giant Step* : 374-375.
73. David Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement* : 104, 107.
74. *Ibidem* : 128-130.
75. Bernard Nossiter, "Labor and McCarthy: A Showdown Must Come", *The Nation*, vol. 179, n° 4 (24/07/1954) : 70-72.
76. *Ibidem* : 70.
77. Rapporté dans David M. Oshinsky, *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement* : 119.

78. Stephen J. Whitfield, *The Culture of the Cold War*, [1991] 1996.
79. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 51.
80. Maurice F. Neufeld, "The Historical Relationship of Liberals and Intellectuals to Organized Labor in the United States", 1963: 115-128.
81. Kim Moody, *An Injury to All*: 51.
82. Voir Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, [1986] 1994: 128.
83. Ronald Radosh, "Labor and Foreign Policy", 1969: 208-211.
84. Alan Howard, "Books. Challenging the Consensus", 1988: 381-383.
85. *Ibidem*: 383.
86. Rapporté dans *The Nation*, vol. 186, n° 13 (29/03/1958): 265.
87. Tel que rapporté dans la revue *The Machinist* de l'International Association of Machinists, AFL-CIO, datée du 04/07/1957 et cité par Paul M. Sweezy, "The Condition of the Working-Class", 1959: 64.
88. Propos rapportés et mis en exergue par *Art Preis, Labor's Giant Step*: 463-464.
89. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 134; voir aussi Seth Wigderson, "The Wages of Anticommunism: U.S. Labor and the Korean War", 2008: 31-34, pour des exemples significatifs.
90. Il s'agit de son livre *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*, sur lequel nous nous sommes déjà appuyés.
91. David M. Oshinsky, *ibidem*: 166-171.
92. Pour ce qui précède, *ibidem*: 151-153.
93. *Ibidem*: 153-161.
94. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 90.
95. Si ce n'est sous l'angle d'une addition d'individus qui, partageant certains traits de statut, décident de se réunir pour gagner une modification à la hausse du contenu de ces traits. Mais il nous semble que l'histoire des rapports de nature socioéconomique et du mouvement syndical dans le monde industrialisé présente trop de similitudes, sur le fond et dans les formes, pour que leurs caractéristiques soient le produit de dizaines de millions de péripéties très particulières, isolables les unes des autres et dont la dynamique profonde – qui partout a posé des configurations d'intérêts identiques – ne relèverait pas, notamment, de certaines déterminations lourdes communes. Notre point de vue est davantage élaboré dans le livre *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003: 43-70.
96. Évidemment, tout n'était pas identique, par ailleurs; nous verrons plus loin, notamment, que la pratique religieuse croît aux États-Unis durant cette période, ce qui semble un cas unique en Occident.
97. Synthèse établie sur la base du livre de James Weinstein, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, 1968: ix-xii et 3^e chapitre notamment.
98. Ronald Radosh, "The Corporate Ideology of American Labor Leaders from Gompers to Hillman", 1970: 135 sqq.
99. Frederick W. Taylor, mort en 1915, avait accompagné sa théorie de l'organisation scientifique du travail d'une hostilité marquée pour le principe de la négociation collective; ses successeurs, influencés par l'école des relations humaines en sociologie industrielle, avaient fait disparaître les aspects trop acérés de sa théorie. À la fin de sa vie, Samuel Gompers, emballé des possibilités que laissait poindre cette évolution dans la pensée de la Taylor Society, jugea que les syndicats devraient collaborer maintenant à l'organisation scientifique du travail, quitte à en faire accepter les inconvénients par les travailleurs. D'un côté, les syndiqués obtiendraient des améliorations salariales plus substantielles, grâce à la plus grande productivité du travail et, de l'autre, les syndicats ouvriers seraient plus facilement reconnus par les employeurs; Henry Pelling, *American Labor*, 1960: 138-139.
100. Steve Fraser, "The 'Labor Question'", 1989: 61-62, 67-68.
101. S. Fraser et G. Gerstle, "Introduction", 1989: ix.
102. S. Fraser et G. Gerstle, "Epilogue", 1989: 297.

103. Staughton Lynd, "Introduction", 1996: 1-26.
104. *Ibidem*: 8-15; l'auteur cité par Lynd est Christopher Tomlins, *The State and the Unions: Labor Relations, Law, and the Organized Labor Movement in America, 1880-1960*, 1986.
105. Staughton, Lynd, "The Possibility of Radicalism in the Early 1930s: The Case of Steel", [1972] 1983: 190-191.
106. La conception traditionnelle est donnée dans *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* publié par Lénine en 1920. Lénine y emploie indifféremment les termes « gauchisme » et « doctrinarisme de gauche » pour signifier une vision non dialecticienne des réalités sociopolitiques, une vision qui se refuse à considérer, par exemple, la présence du « nouveau » dans les « formes anciennes », donc qui amène les communistes anglais de l'époque à exclure tout appui au Parti travailliste et tout appel à voter en sa faveur. Lénine considère qu'il s'agit d'une position d'impuissance fondée sur l'incapacité de discerner que le « nouveau » (le développement du parti des communistes en Angleterre, la marche au socialisme...) est présent dans le Parti travailliste, dans son action et dans son agitation interne, malgré les politiques de ses dirigeants.
107. Staughton Lynd fit part de ce point de vue, allant alors jusqu'à qualifier explicitement le projet du CIO d'un projet de mise sur pied d'un vaste syndicat de boutique, impropre donc au combat de classe, lors de sa communication au colloque de 1992 de la North American Labor History Conference tenu à l'Université Wayne State de Detroit auquel participait l'auteur de ces lignes. Lynd y présentait une première version de son texte publié en 1996 dont nous nous sommes servi.
108. Ainsi, par une impulsion massive au syndicalisme de boutique pendant la Première Guerre mondiale et, pour une part, durant les années 1920, ou sur la base d'une AFL *domestiquée* et soumise à la concurrence quasi officialisée de syndicats de boutique, à nouveau, durant les premières années de la présidence Roosevelt. C'est notamment *contre* cette éventualité que se développa bientôt le mouvement de syndicalisation industrielle et que se construisit le CIO.
109. Propos mis en exergue par Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 1986: 102, qui les tire du livre de H.J. Harris, *The Right to Manage*, 1982: 146.
110. Alonzo L. Hamby, "High Tide: Roosevelt, Truman and the Democratic Party", 2003: 53-55.
111. Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*, 1987: 46-48 et D. Knoke, F.U. Pappi, J. Braodbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks*, 1996: 39.
112. P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*, 1981: 144-146.
113. Mike Davis, *Prisoners of the America Dream*: 111.
114. David Brody, *In Labor's Cause: Main Themes on the History of the American Worker*, 1993: 235-237.
115. John T. Dunlop, *Industrial Relations Systems*, [1958] 1993; J.T. Dunlop, F.H. Harbison, C. Kerr et C.A. Myers, *Industrialism and Industrial Man Reconsidered*, 1975: 16-17.
116. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 1994: 28-29.
117. Cf. la définition de cette formule que l'on a donnée dans notre analyse de la loi Taft-Hartley, qui permit aux États de rendre illégale son application sur leur territoire.
118. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 1994: 150; Jennifer Klein, "The Politics of Economic Security: Employee Benefits and the Privatization of New Deal Liberalism", 2004: 49.
119. Stephen Amberg, "The CIO Political Strategy in Historical Perspective: Creating a High Road Economy in the Postwar Era", 1998: 168-169.
120. Rapporté par Bruce Nissen, "A Post-World War II 'Social Accord'", 1990: 188-189.
121. Voir Michael Wallace, "Aggressive Economism, Defensive Control: Contours of American Labour Militancy", 1989.
122. Bruce Nissen, "A Post-World War II 'Social Accord'" : 194.
123. Voir à ce sujet la préface du professeur Robert B. McKersie du livre qu'il a dirigé avec J. Stieber et D. Quinn Mills, *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, 1981; McKersie y établit la période 1950-1980 comme période spécifique des rapports employeurs-employés au xx^e siècle, « période [débutant] avec la mise en forme de principes et de procédures clés à la fin des

- années 1940 (comme les droits de gérance, le système des griefs), [...] et se terminant quand s'ouvre la décennie des années 1980», écrit-il à la page iv.
124. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 147-148; D.M. Gordon, R. Edwards et M. Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, 1985: 217.
 125. Dan Clawson, “U.S. Labour and the Neoliberal Challenge. Destruction or New Upsurge?”, 2007: 254.
 126. Voir Robert J. Lampman, “Income Distribution of American Labor”, 1966: 65.
 127. Paul M. Sweezy, “The Condition of the Working Class”, 1959: 65-74.
 128. Richard A. Lester, *As Unions Mature*, 1958: 136; Richard Oestreicher, “The Rules of the Game. Class Politics in Twentieth Century America”, 1998: 21; L. Mishel, J. Bernstein et S. Allegretto, *The State of Working America 2006-2007*, 2007: table 3.2.
 129. À cet égard, et à beaucoup d'autres, voir le tableau établi par R.B. Freeman et J.L. Medoff dans “The Impact of Collective Bargaining: Illusion or Reality?”, 1981: 50-51.
 130. Les UAW de Walter Reuther avaient adopté la stratégie de ne s'en prendre qu'à l'une des grandes compagnies de l'automobile à la fois, puis de forcer auprès des autres compagnies l'acceptation des gains obtenus auprès de la firme-cible; voir Art Preis, *Labor's Giant Step: Twenty Years of the CIO*, 1972: 411.
 131. *Ibidem*: 379; 385 pour la remarque du paragraphe précédent sur l'importance des jours de grève en 1949.
 132. Par exemple, GM acceptait de rembourser dorénavant, et à ce stade, 50% du coût du nouveau programme d'assurance maladie et prenait à sa charge les coûts du régime de retraite: voir Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995: 280.
 133. Pour ce qui précède: Nelson Lichtenstein, “Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism”, 1987: 293-295; Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 271-284; Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 52.
 134. Rapporté dans Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 280.
 135. Traditionnellement, la position du syndicalisme consistait plutôt à tenter d'extirper, ou de sortir, le salaire de la compétition entre les entreprises et entre les salariés, à le soustraire des pressions du marché et de l'évolution de l'économie.
 136. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 280.
 137. Mike Davis, “The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party”, 1980: 43-45.
 138. Pour ce qui précède, voir Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 111-112, et Nelson Lichtenstein, “From Corporatism to Collective Bargaining: Organized Labor and the Eclipse of Social Democracy in the Postwar Era”, 1989: 122-123, 142-145.
 139. Il en est ainsi, très rapidement et par exemple, de G.C. Homans, “Industrial Harmony as a Goal”, 1954: 48-49 notamment, et A. Kornhauser, R. Dubin et A.M. Ross, *Industrial Conflict*, 1954: 4, 13-14.
 140. Rapporté dans Art Preis, *Labor's Giant Step*: 412.
 141. Bruce Western, *Between Class and Market: Postwar Unionization in the Capitalist Democracies*, 1999: 158.
 142. Richard Hyman, «Le syndicalisme et l'État: analyse de faits récents dans quelques pays d'Europe», 1988: 137.
 143. Voir David Ziskind, “Countermarch in Labor Legislation”, 1949: 702-704.
 144. L'expression est de Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 47.
 145. W. Korpi et J. Palme, “New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization: Welfare State Regress in 18 Countries, 1975-1995”, 2003: 428-429.
 146. Les auteurs cités sont A. Kornhauser, R. Dubin et A.M. Ross, *Industrial Conflict*: 267, et Otto Eckstein, “Another View of Unemployment”, 1966: 97.
 147. Ce qui suit est redevable aux travaux de Jennifer Klein, singulièrement à ses articles: “The Politics of Economic Security: Employee Benefits and the Privatization of New Deal Liberalism”, 2004,

- et “The Business of Health Security: Employee Health Benefits, Commercial Insurers, and the Reconstruction of Welfare Capitalism, 1945-1960”, 2000.
148. Les citations sont tirées de Jennifer Klein, “The Politics of Economic Security” : 34, 41, 37, 36, 49, 50, 52, 57.
149. *The CIO News*, vol. 18, n° 24, 13/06/1955 : 3.
150. *AFL News Reporter*, vol. 4, n° 9, 04/03/1955 : 8. C’est Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions* : 148, qui souligne cette clause éventuelle permettant de toucher jusqu’à 95 % de son salaire en allocations de chômage.
151. *Ibidem*.
152. Pour les données de ce paragraphe, voir principalement S.M. Lipset et N.M. Meltz, *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More Than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004 : figure 1.1, p. 2, et figure 3.1, p. 31 ; voir aussi Richard A. Lester, *As Unions Mature* : 140 et Bert Cochran, “The Taft-Hartley Decade”, 1959 : 180.
153. Eveline M. Burns, “Social Security in America” : 275-277. Le recensement de 1960 évaluait à quelque 183 300 000 le nombre d’Américains ; voir *1960 Census of Population, United States. Summary*, vol. 1, 1^{re} partie.
154. Jennifer Klein, “The Politics of Economic Security” : 48, 52, 64 (note 55).
155. *Ibidem* : 65 (note 70).
156. Stanley Aronowitz, *False Promises* : 247-248, 367-369.
157. Pour ce paragraphe, voir Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 191-192. Cet accès élargi aux études et aux qualifications professionnelles supérieures fut un trait marquant, comme on sait et nous y reviendrons, de la période dite des Trente Glorieuses dans les pays occidentaux. Hartmut Kaelble, dans une étude où il compare systématiquement le développement des caractéristiques sociales, socioéconomiques, sociopolitiques, culturelles, etc., des pays d’Europe entre 1880 et 1980, cherche à mettre en relief aussi les traits communs ou différents entre eux, d’un côté, et ceux qui définissent selon les époques la situation américaine : il montre, notamment, qu’après la Deuxième Guerre mondiale les inégalités sociales grandissent davantage aux États-Unis qu’en Europe, mais que la richesse nationale y reste moins concentrée, que la mobilité sociale est plus grande qu’en Europe (sans que les données réelles ne correspondent toutefois à l’image d’Épinal traditionnelle à cet égard), cependant que la proportion des jeunes ayant accès aux études supérieures est toujours plus forte aux États-Unis (elle était la plus forte depuis les années 1890), jusqu’à 40 % à la fin de la décennie 1970-1980 (la Suède est en deuxième position, à 35 %) ; il en est de même quant à la proportion des femmes parmi les nombres d’étudiants, à l’exception de la France qui dépasse les États-Unis depuis les années 1950 à cet égard jusqu’à la fin des années 1970 ; voir Hartmut Kaelble, *Vers une société européenne, 1880-1980, 1988* : 33-58 (notamment).
158. Éditorial intitulé “The Worker’s Lot”, *New York Times*, 09/09/1953 : 28.
159. Épisode rappelé par Art Preis, *Labor’s Giant Step* : 494-495.
160. C. Kerr, J.T. Dunlop, F.H. Harbison et C.A. Myers, *Industrialism and Industrial Man*, 1960 : 283-295, citations : 283, 284, 292, 293. On aura constaté jusqu’à quel point ces propos, écrits il y a plus d’un demi-siècle, se rapprochent de thèses contemporaines sur « la fin des grands récits » et de thèses centrales de la théorie de la « gouvernance ».
161. Rapporté dans Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions* : 138.
162. Voir les chiffres rapportés par Richard Oestreicher, “The Rules of the Game” : 21-23 et 45-46 (notes 6-13).
163. Rapporté par Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit* : 287.
164. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, “Bibliographical Essay” : 207-229.
165. Selon les données que tire Robert H. Zieger des auteurs traités dans l’essai bibliographique mentionné à la note précédente et qu’il rappelle aux pages 138-141 d’*American Workers, American Unions*.
166. Rapporté dans Ira Katznelson, “Was the Great Society a Lost Opportunity?”, 1989 : 185.
167. Jeremy Brecher, *Strike!*, 1972 : 281.
168. Chiffres tirés de S. Danziger et P. Gottschalk, *America Unequal*, 1996 : 54-62.

169. *Ibidem*: 70-76, 114 pour le niveau médian moyen du salaire perçu par les femmes eu égard à celui des hommes. Voir Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 142, pour les données du Bureau of Labor Statistics rapportées plus haut.
170. Chiffres tirés de Ruth Milkman, "Union Responses to Workforce Feminization in the United States", 1993: 227-229; voir aussi Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*, 1987: 130-131.
171. Voir Sara M. Evans, *Les Américaines: histoire des femmes aux États-Unis*, 1991: 395-408.
172. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*, 1995: 349-350.
173. Ruth Milkman, "Union Responses to Workforce Feminization": 236-237.
174. Art Preis, *Labor's Giant Step*: 515.
175. Robert H. Zieger, *The CIO, 1935-1955*: 345.
176. Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy: The Post-War Decline of Private Sector Unionism in the United States", 1993: 49, 60-61.
177. Bruce Western, *Between Class and Markets*, 1997: 102.
178. *Ibidem*: 106-107.
179. Voir le chapitre de Paul Rainsberger, "The Constraints of Public Policy: Legal Perspectives on the Decline of the Labor Movement Since World War II", 1990; les citations sont tirées de la page 101.
180. Everett M. Kassalow, "Automation: Challenge to Labor Movement", *Dissent*, vol. 6, n° 4 (automne 1959): 402-411. Pour une étude et des chiffres plus précis, tels qu'ils sont établis aujourd'hui, sur cette transformation alors en cours du marché du travail, on peut se référer au chapitre 8 du livre de S.M. Lipset et N.M. Meltz, *The Paradox of American Unionism*, 2004. Ces dernières évaluations et celles de Kassalow sont concordantes.
181. Daniel Bell, "Prospects for Union Growth", [1955] 1966: 225-228.
182. Irving Bernstein, "The Growth of American Unions, 1945-1960": 229-239.
183. S. Barkin et A.A. Blum, dir., *The Crisis in the American Trade Union Movement*, 1963; voir la page 17 pour les notes biographiques sur Barkin et Blum.
184. Par exemple, le chapitre de Ray Marshall (qui sera plus tard secrétaire au Travail du président Carter) sur les rapports entre les syndicats et les minorités ethniques, au premier chef les travailleurs noirs, est informatif, précis et particulièrement clairvoyant: Marshall saisit parfaitement les contours des problèmes qui vont précisément bientôt éclater entre la minorité noire et l'AFL-CIO; Ray Marshall, "Ethnic and Economic Minorities: Unions' Future or Unrecruitable?", 1963.
185. Synthèse des contributions au livre dirigé par S. Barkin et A.A. Blum (*The Crisis in the American Trade Union Movement*); les propos de Barkin et Blum sont tirés de leur "Foreword" et du chapitre de Barkin.
186. Philip Ross, "The Role of Government in Union Growth", 1963.
187. L'immense majorité des divers programmes d'avantages sociaux étaient gérés principalement par le patronat; certains étaient pris en charge par les syndicats, par exemple dans des cas où un même programme s'applique à plusieurs petites entreprises; enfin, il y avait des situations de cogestion, dans lesquelles le syndicat représenté pouvait jouir d'un pouvoir plus ou moins grand.
188. Pour ce qui précède, voir Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*, 1964: 37-40.
189. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 151-152.
190. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994: 218; Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*: 40.
191. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 220.
192. Le substantif « piquetage » traduit au Québec l'idée du *picketing* utilisé en langue anglaise pour signifier la pratique du piquet de grève.
193. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 221.
194. Irving Richter, *Labor's Struggles, 1945-1950*, 1994: 98.
195. Melvyn Dubofsky met en avant la plausibilité d'un tel accord évidemment confidentiel (*The State and Labor in Modern America*: 221) en s'appuyant sur l'étude qu'on a citée plus haut d'Alan K.

- McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*, qui demeure à ce jour l'étude la plus complète et la plus approfondie de tout cet épisode McClellan et Ladrum-Griffin de la fin de la décennie 1950-1960. Pour ce qui précède, voir Elizabeth A. Fones-Wolf, *Selling Free Enterprise: The Business Assault on Labor and Liberalism, 1945-1960*, 1994: 276.
196. Voir l'explication que donnait le professeur Freidel du fonctionnement de l'Administration Eisenhower et des rapports entre le président et les divers responsables qu'il avait nommés dans: Frank Freidel, *America in the Twentieth Century*, 1960: 520-522.
197. Pour ce qui précède, Elizabeth A. Fones-Wolf, *Selling Free Enterprise*: 7-8, 22-24, 257-266, 269-278.
198. Elizabeth A. Fones-Wolf, *Selling Free Enterprise*: 257, 277-278.
199. Kimberly Phillips-Fein, "American Counter-Revolutionary: Lemuel Ricketts Boulware and General Electric, 1950-1960", 2006: 252.
200. Pour ce qui précède, voir *ibidem*: 251-257, 260-262, 265-269.
201. *Ibidem*: 269.
202. *Ibidem*: 250.
203. Walter Galenson, *The CIO Challenge to the AFL*, 1960.
204. Pour ce qui précède, voir Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983: 43-44, 184, citation 43, et *False Promises*, 1973: 225, 373-378, 381-381; Hugh Clelland, "The Hard Road to Union Democracy", *Dissent*, vol. 6, n° 4 (automne) 1959: 462-469.
205. Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*: 46-48; Michael Wallace, "Aggressive Economism, Defensive Control": 9-10; Bruce Nissen, "A Post-World War II 'Social Accord'": 190-193. Citation dans Nissen: 192.
206. Bruce Nissen, *ibidem*: 193.
207. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 7, 14.
208. Bruce Nissen, par exemple, dans "A Post-World War II 'Social Accord'", notamment à la page 200.
209. Voir P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*: 219-253.
210. Andrew Thomson, "A View from Abroad", 1981: 297-299.
211. J. Stieber et R.N. Block, "Summary and Conclusions", 1981: 357.
212. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 121.
213. Par exemple: organisations (relativement) permanentes, comptant sur des structures internes développées, en mesure de s'adresser véritablement à l'électorat et de joindre ses partisans, etc., d'un côté; organisations aussi, et il s'agit d'une détermination plus fondamentale, par lesquelles est largement agencée la vie politique et ordonné le mécanisme du choix électoral, c'est-à-dire des dirigeants politiques d'un autre côté. En ce sens, les partis, en tant que phénomène historique, se développent comme institutions aménageant concrètement la vie politique et servant à sa direction et comme institutions cognitives, c'est-à-dire comme institutions dont l'existence sert d'élément primordial à la compréhension de la vie politique, en d'autres mots à en structurer l'entendement et l'intelligibilité à la fois. Pour une présentation historique, quoique synthétisée, des éléments concrets ponctuant ce développement, voir Joel H. Silbey, "Beyond Realignment and Realignment Theory: American Political Eras, 1789-1989", 1991: 9-13.
214. Le texte de S.M. Lipset et S. Rokkan est "Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: an Introduction", dans le livre réalisé sous leur direction, *Party Systems and Voter Alignments*, Free Press, New York, 1967. Nous nous servons de la synthèse qu'en ont donnée J. Manza et C. Brooks dans leur livre *Social Cleavages and Political Change, Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999, où ils procèdent à une revue générale des grands courants d'analyse (surtout américains) sur les partis et les comportements électoraux publiés durant et depuis la Deuxième Guerre mondiale; voir les pages 11-30, citations 13-14. Ce sont Manza et Brooks qui mettent en exergue la conclusion de Lipset et Rokkan.
215. J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change*: 32.
216. Il est unanimement reconnu que l'œuvre pionnière à cet égard est l'article du politologue V.O. Key Jr., intitulé "The Future of the Democratic Party", publié en 1952 dans la *Virginia Quarterly*

- Review* (printemps 1952). Key met l'accent non pas sur l'influence du syndicalisme dans la transformation du rôle du Parti démocrate durant les années 1930, mais plutôt sur la capacité de celui-ci, et sa volonté, de répondre par des mesures progressistes aux problèmes sociaux et aux revendications du temps de la Dépression. Il privilégie l'élection présidentielle de 1932 comme moment qui permit la réalisation de ce tournant, mais aussi la présidentielle de 1928, quand l'investiture démocrate fut confiée à Al Smith, candidat catholique qui souleva, de ce fait, l'enthousiasme particulier d'électeurs ethniques-catholiques (ouvriers) urbains, ce qui allait ouvrir à l'alignement électoral soudé par le New Deal...
217. L'existence, ou non, d'un sixième système de partis présentement est une question fort litigieuse. Nous y reviendrons.
218. Voir D. McSweeney et J. Zvesper, *American Political Parties: The Formation, Decline, and Reform of the American Party System*, 1991 : 79, et Jean-Pierre Lassale, *Les partis politiques aux États-Unis*, 1987 : 3-5.
219. Nous procédons dans ce passage par une synthèse, d'ailleurs incomplète, des éléments d'une théorie exposée, raffinée, reformulée par beaucoup d'auteurs et dont nous voulons quelque peu rendre compte afin que la suite du texte soit plus compréhensible. Mais nous ne prétendons en aucun cas fournir une explication de chacune des ères partisanes. Pour ce qui précède, on peut notamment se référer aux points de vue de John H. Aldrich, *Why Parties? The Origin and Transformation of Party Politics in America*, 1995 : 293-294 ; Walter D. Burnham, *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, 1970 : 11-33 (3^e chapitre) ; E.C. Ladd et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 1978 : 24-25 ; J.H. Ferguson et D.E. McHenry, *The American Federal Government*, 1977 : 161 ; David Herreshoff, *The Origins of American Marxism*, 1973 : 11-17.
220. Dans la célèbre cause Dred Scott vs Sandford (1857), la Cour suprême statua en effet que la constitution du pays établissait que le droit de *propriété* supposait que les maîtres d'esclaves du Sud pouvaient s'établir dans le Nord en amenant avec eux cette *propriété*..., voir L. Robel et E. Zoller, *Les États des Noirs*, 2000 : 22-23 ; la citation de Lincoln qui suit est rapportée à la page 23.
221. Les *free soilers* étaient précisément opposés à l'extension de l'esclavage aux nouveaux États ; Nigel Bowles, *The Government and Politics of the United States*, 1993 : 20-24. L'expression « quasi-dictature révolutionnaire » fait référence à la période de la Reconstruction des États ex-esclavagistes, à la volonté de chambardement de la texture sociale et politique de ces États, qu'abandonneront pourtant dès le milieu des années 1870 les élites économiques et gouvernementales du Nord.
222. Nigel Bowles, *The Government and Politics of the United States* : 20-24.
223. Jean-Pierre Lassale, *Les partis politiques aux États-Unis* : 7.
224. Nigel Bowles, *The Government and Politics of the United States* : voir les pages 24-26 pour ce qui précède.
225. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 164 (texte et note 7).
226. La défaite de Bryan en 1896 symbolise aussi la défaite des dernières oppositions à la « modernisation capitaliste » des États-Unis en tant que trait déterminant du développement économique du pays ; à cet égard, voir Arthur Paulson, *Electoral Realignment and the Outlook for American Democracy*, 2007 : 35-37 et S.J. Rosenstone, R. L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America* : 73-75, 79.
227. Nigel Bowles, *The Government and Politics of the United States* : 25, 26.
228. Voir, par exemple, ce que disent des divisions entre catholiques et protestants E.C. Ladd et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System* : 50-51, 70-71, 116. Au sujet de l'élection de 1896, telle qu'elle exprima et produisit tout à la fois un quatrième système de partis, on peut se référer aussi à J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties* : 29-33. Les auteurs y soulignent notamment qu'aux présidentielles de 1896, « des quatre-vingt-deux villes américaines comptant [alors] quarante-cinq mille habitants ou plus, seulement douze donnèrent une majorité à Bryan, dont sept se trouvaient dans le Sud » (p. 30-31) ; les *intérêts industriels* avaient bien prévalu sur le populisme de la campagne.
229. Pour ce passage, voir Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in America* : 51-53.
230. Walter D. Burnham, *Critical Elections* : 12.

231. *Ibidem*: 71-90, 183-184 pour ce qui précède; dans une entrevue qu'elle accorda au *Globe and Mail* de Toronto, la professeure Francis Fox-Piven fait en plus remarquer que, dans le Sud du pays, la « violence et l'intimidation » firent passer « le vote noir [...] de plus de 40 % à la fin de la guerre civile » à un niveau pratiquement nul durant « les années 1920 »; et durant les années 1980, encore, notait Fox-Piven, « environ les deux tiers de ceux et celles » qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales « ont un niveau de revenu inférieur au revenu médian »: *Globe and Mail*, 29/10/1988: A6.
232. Pour cette explication, voir Göran Therborn, “Swedish Social Democracy and the Transition from Industrial to Postindustrial Politics”, 1992, qui fait remarquer aussi que, des pays où il y a eu développement de partis importants du mouvement ouvrier, le Canada, l'Irlande et la Suisse se présentent comme des *demi-exceptions* puisque les partis de ce type y sont demeurés tiers (voir les pages 103-104).
233. En nous servant de l'élaboration méthodologique de Manza et Brooks, on peut définir à ce stade ce concept de « clivage politique » comme désignant les différences de comportements et de choix électoraux durables au sein d'une population qu'on peut associer à des caractéristiques de nature sociologique (ethnie, classe, religion notamment); voir Jeff Manza et Clem Brooks, *Social Cleavages and Political Change*: 31-33.
234. Le fait que ce nouveau système de partis apparut sur la base d'une redéfinition, partielle, de la signification des vieux « contenants » (Parti républicain et Parti démocrate) et de leurs rapports, plutôt que sous l'effet de la formation d'un nouveau parti, par exemple d'un parti de nature travailliste, fut le résultat de conflits politiques, de chocs sociaux et des orientations de diverses organisations pour lesquelles cette question était soulevée comme un enjeu politique immédiat durant les années qui ont suivi le krach de 1929. À cet égard, voir notre livre *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*: 1986.
235. E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 88-89.
236. Mike Davis, “The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party”, 1980: 54-55.
237. D'où, soit dit en passant, le point de vue par ailleurs dominant en science politique et en histoire selon lequel il y eut « deux New Deal », le deuxième (à compter de 1935) se différenciant du premier en ce qui avait trait tant aux politiques publiques qu'au niveau de reconnaissance accordé aux organisations syndicales.
238. Richard Oestreicher, dans son chapitre “Rules of the Game” (page 38), a d'ailleurs noté qu'Al Smith fut par la suite un opposant actif du New Deal, avec d'autres « sacheurs du vieux Parti démocrate », s'alliant à des forces très conservatrices contre Roosevelt...
239. M. Hout, J. Manza et C. Brooks, “Classes, Unions and the Realignment of U.S. Presidential Voting, 1952-1992”, 1999: 85.
240. Richard Johnston et Byron E. Shafer, “Social Structure and Policy Preference in the Transformation of the American Party System, 1952-2004”, 2008: 7.
241. J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties*: 36-37.
242. Clinton Rossiter, *Démocrates et républicains*, Seghers, Paris, 1965: 133-162, citation 141; la version originale, *Parties and Politics in America*, Cornell University Press, Ithaca (New York), fut publiée en 1960.
243. E.C. Ladd et C.D. Hadley, *Transformations of the America Party System*: 67.
244. T.N. Schroth, *Congress and the Nation*: 1.
245. E.C. Ladd et C.D. Hadley, *The Transformations of the American Party System*: 113-114. Il faut mentionner par ailleurs que, menacé par A. Philip Randolph – syndicaliste noir et ex-socialiste, président du syndicat des Sleeping Car Porters – d'une marche sur Washington de 100 000 travailleurs noirs en 1941, Roosevelt en vint à interdire « la discrimination raciale dans les industries militaires et le gouvernement fédéral », de même que la ségrégation dans les forces armées, ce qui contribua aussi à étayer l'attrait exercé alors par les démocrates (Tom Wicker, “Deserting the Democrats”, *The Nation*, vol. 262, n° 24, 17 juin 1996: 11-15, citations 11-12).
246. Ainsi que le rappelle fort intelligemment S.T. McSeveney, « la coalition du New Deal » fut mise en forme et « mobilisée » grâce à l'intervention d'une « variété d'organisations extérieures au Parti

- démocrate», «syndicalisme», Farmer-Labor Party, etc., toutes de gauche soit dit en passant; voir son «No More 'Waiting for Godot': Comments on the Putative 'End of Realignment'», 1991: 90.
247. Selon une courte synthèse élaborée par John R. Petrocik dans son livre *Party Coalitions*, 1981: 6-11.
248. E.C. Ladd Jr., et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*: 25.
249. Walter D. Burnham, «Critical Realignment: Dead or Alive?», 1991: 115.
250. Pour les explications contenues dans ce paragraphe, nous nous inspirons de J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change*: 11-30, 35-43, 83-96, 176-180; citations 20 et 42.
251. M. Hout, J. Manza et C. Brooks, «Classes, Unions, and the Realignment of U.S. Presidential Voting, 1952-1992»: 86-87.
252. Jeffrey M. Stonecash, *Class and Parties in American Politics*, 2000: 128-129.
253. Kenneth Janda, *A Conceptual Framework for the Comparative Analysis of Political Parties*, 1970: 82.
254. *Ibidem*; autre exemple pointant dans la même direction: le Parti démocrate, en tant que «cadre organisationnel», est profondément transformé durant les années 1930 avec l'arrivée dans ses rangs du syndicalisme et d'une grande part de la gauche politique, ce qui redéfinit à l'interne le jeu des fractions et les rapports entre zones rurales et zones urbaines.
255. Publiées dans le livre dirigé par Byron E. Shafer, *The End of Realignment?*, en 1993. Arthur Paulson, que nous avons déjà cité, a publié en 2007 une défense détaillée et pointilleuse de la théorie des réalignements partisans; voir son *Electoral Realignment and the Outlook for American Democracy*.
256. Arthur Paulson, *ibidem*: 10, fait la liste des caractéristiques de la théorie des réalignements politiques telles que leurs critiques les voient.
257. Everett C. Ladd, «Like Waiting for Godot. The Uselessness of 'Realignment' for Understanding Change in Contemporary American Politics», 1993: 27.
258. Pour ce qui précède sur les «cinquante systèmes de partis», voir M.J.C. Vile, *Politics in the USA*: 41-42.
259. Pour ce qui précède sur cette notion d'un système partisan national quadripartite, voir M.J.C. Vile, *Politics in the USA*: 42-43. Le livre de James McGregor-Burns dont il est question est *The Deadlock of Democracy: Four-Party Politics in America*, Prentice Hall, Englewood Cliffs (N.J.), 1963. Évidemment, l'explication de McGregor-Burns est beaucoup plus approfondie que ce que nous en rapportons pour les besoins de notre étude, donc plus intéressante. L'auteur traite des origines de ce système quadripartite, des facteurs de sa perpétuation, de ses bases géographiques, du besoin constant de négociation qu'il suscite entre «chefs de faction», etc.; voir le livre de McGregor-Burns (2^e impression, 1964) aux pages 195-203, 276-277, 280-294 notamment. Sur la signification de l'investiture de Goldwater en 1964, voir aussi Arthur Paulson, *Electoral Realignment and the Outlook for American Democracy*: 79-81, 83-87.
260. Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*: 202-203.
261. Le principe du débat sans contrainte au Sénat, c'est-à-dire sans qu'il soit possible d'utiliser la méthode de la «guillotine» pour mettre fin à l'obstruction systématique, avait été limité en 1917 par l'adoption d'une règle de clôture permettant que les deux tiers (66%) des sénateurs présents en chambre puissent effectivement utiliser la guillotine. En 1975, la règle a été modifiée en faveur d'un pourcentage des trois-cinquièmes (60%). Voir M.J.C. Vile, *Politics in the USA*: 115-116.
262. Adam K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*: 267.
263. *Ibidem*: 183-185, 269.
264. Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*: 193-194 pour ce qui précède.
265. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 9-10.
266. Voir, notamment, Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 48-55.
267. Voir Stephen Amberg, «The CIO Political Strategy in Historical Perspective»: 177.
268. Mike Davis, «The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party»: 80-83; Nelson Lichtenstein, *State of the Union. A Century of American Labor*, 2002: 110-114.

269. Selig Perlman, *A Theory of the Labor Movement*, [1928] 1949: voir aussi Mark Perlman, *Labor Union Theories in America*, 1958: 173-208. Leon Trotsky, *On the Labor Party in the United States*, 1969: 16.
270. Souvenons-nous à cet égard de ce qu'on a présenté déjà sur les choix politiques du CIO naissant dans les années 1930, de la politique de son Political Action Committee à compter de 1943, qui s'attela notamment à faire disparaître au profit des démocrates les derniers vestiges des organisations et courants travailliste et progressiste indépendants, et de la charge anti-Wallace aux présidentielles de 1948.
271. C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, *Labor and American Politics*, 1978: 260.
272. Bruce Nissen, "A Post-World War II 'Social Accord'?" : 174-175.
273. Nous nous fondons à cet égard sur les évaluations d'Andrew Thomson dans son chapitre "A View from Abroad", 1981: 304-305.
274. *Ibidem*: 301-304. Encore durant la décennie 1980-1990, alors que le syndicalisme américain sera engagé sur la voie d'un affaiblissement continu, le nombre de contrats de travail s'élèvera toujours à plus de 175 000; voir Nelson Lichtenstein, *State of the Union*: 142. Le Canada partage avec les États-Unis cette particularité d'un marché du travail et d'un système de relations industrielles très décentralisés.
275. Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*: 46-48.
276. Selon les mots de Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy": 48.
277. Alain Bihl, *Du « Grand Soir » à l'« Alternative »: le mouvement ouvrier européen en crise*, 1991: 39.
278. J. Jenson et R. Mahon, "North American Labour: Divergent Trajectories", 1993: 5.
279. Alain Bihl, *Du « Grand Soir » à l'« Alternative »*: 40-41.
280. *Ibidem*: 41-42.
281. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 112-113 pour ce qui précède.
282. Nelson Lichtenstein, *State of the Union*: 98, 99; Lichtenstein consacre le troisième chapitre de ce livre à la discussion sur "A Labor-Management Accord?"
283. *Ibidem*: 105-128.
284. Par exemple, avec le mouvement des droits civiques, qui bouleversera beaucoup de données et s'exprimera, notamment, par la lutte syndicale résolue de la population salariée africaine-américaine.
285. Walter Reuther est décédé en 1970 dans un tragique accident d'avion.
286. Kevin Boyle, "Little More than Ashes: The UAW and American Reform in the 1960's", 1998: 218-221. Voir aussi son livre, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, notamment les pages d'introduction pour un exposé de la même thèse.
287. Kevin Boyle, "Little More than Ashes": 218-219. Boyle ne critique pas uniquement Lichtenstein dans ce passage.
288. Bruce Nissen, "A Post-World War II 'Social Accord'" : 173-205, en particulier 196-200.
289. C. Wright Mills, *The New Men of Power*: 3-9, citations 3, 8, 9; il est intéressant de noter que Mills ne jugeait pourtant pas les états-majors syndicaux suffisamment clairvoyants pour assumer pleinement le rôle que la puissance nouvelle du syndicalisme leur assignait. Pour ce faire, il aurait été nécessaire qu'ils prennent conscience à la fois de la puissance du syndicalisme, de ce que le monde des affaires avait « l'intention de casser ou d'enchaîner les syndicats » et de la « force comme de l'influence » qu'il exerçait politiquement; enfin, de ce que les deux grands partis représentaient des « impasses » pour le mouvement ouvrier et que celui-ci devait s'engager dans la voie d'un « labor party », voir les pages 288-289 du même livre.
290. C. Wright Mills, *The Power Elite*, 1956: 262-263; c'est Bert Cochran qui met en exergue la transformation survenue dans la pensée de Mills à cet effet (voir son "The Talf-Hartley Decade": 183). *L'élite du pouvoir* est le titre de la traduction française de *The Power Elite*.
291. C. Wright Mills, *The New Men of Power*: 9.
292. Michael Wallace, "Aggressive Economism, Defensive Control": 8.
293. Un facteur actif et lourd, imposant: par exemple, l'apparition des grands partis ouvriers à compter du dernier quart du XIX^e siècle, c'est-à-dire durant la conjoncture historique où les

- systèmes parlementaires libéraux prennent leurs caractéristiques déterminantes, va directement contribuer à façonner ces caractéristiques; par ailleurs, mais en sens inverse, la liquidation par le régime nazi du mouvement ouvrier allemand, syndicats et partis, qui était le plus fort mouvement ouvrier du monde à ce moment, montre que rien n'est garanti de façon permanente pour lui.
294. Même avec le Labour Party anglais, pourtant lancé par les syndicats, qui contrôlent l'extrême majorité des mandats de délégués à chacun de ses congrès pendant très longtemps, la séparation fonctionnelle entre le parti et le syndicalisme est toujours strictement appliquée: ainsi, les syndicats et leur centrale ne cherchèrent pas à influencer la conduite des affaires étrangères, les politiques publiques, etc., à l'exception des orientations dans le domaine des relations industrielles: voir, à cet effet, plusieurs des contributions rassemblées par J. Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam dans *Interpreting the Labour Party: Approaches to Labour Politics and History*, 2003. Pour notre part, nous évaluons que cette division fonctionnelle a conjugué l'un des modes d'inscription du mouvement ouvrier anglais dans sa société, diminuant, par exemple, la *pression de classe* sur les gouvernements travaillistes telle qu'elle aurait pu s'exercer par l'entremise des syndicats.
295. Banque de ressources interactives en sciences économiques et sociales, section « Institutionnalisation des conflits »: 5-6, consulté le 20/04/2011; voir aussi Michel Lallement, *Le travail: une sociologie contemporaine*, 2007: 433-472.
296. P.K. Edwards, *Strikes in the U.S., 1881-1974*: 146.
297. Bert Cochran, "The Taft-Hartley Decade": 178.
298. Chiffres tirés de Jack Barbash, *American Unions*, Random House, New York, 1967 et mis en relief par J. Tait Montague, *Labour Markets in Canada*: 169.
299. C'est l'historien Pierre Broué qui mettait en relief les chiffres avancés par Lipset dans le texte photocopié de son cours « Le mouvement syndical aux États-Unis » donné en 1972-1973 à l'Institut d'études politiques de Grenoble; A. Benhamou-Hirtz, *Les syndicats aux États-Unis*, 1969: 47-48, 53.
300. A. Benhamou-Hirtz, *ibidem*: 26, 41-42; les renseignements sur les conditions de Curran et sur la NMU sont tirés de Henry Spira, "Rebel Voices in the NMU", 1972: 47-48.
301. Bien sûr, il ne peut être question à cet égard de circonscrire les préférences personnelles de chaque membre des états-majors, dans les luttes syndicales et idéologiquement. Notre explication veut plutôt montrer que la position sociale de ces états-majors n'est pas identique à celle des membres et de la classe ouvrière et qu'elle entraîne des comportements et des choix sociopolitiques et socioéconomiques particuliers, bien qu'elle ne soit pas le seul facteur influençant les choix et les comportements.
302. Dans le livre *Autocracy and Insurgency in Organized Labor*, 1972, qu'il a dirigé, Burton Hall a réuni des analyses de divers syndicats américains particulièrement révélatrices à ces égards pour la période des Trente Glorieuses.
303. L'expression est de Stephen Amberg, "The CIO Political Strategy in Historical Perspective": 173.
304. Voir la préface de René Rémond à l'édition Flammarion de: Robert Michels, *Les partis politiques*, 1971.
305. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, [1916] 1969: 9, 131, 126; c'est Lénine qui souligne.
306. Lénine, *La faillite de la IF Internationale*, [1915] 1971: 71.
307. Michael Shalev, "Industrial Relations Theory and the Comparative Study of Industrial Relations and Industrial Conflict", *British Journal of Industrial Relations*, [mars] 1980: 29, cité par Andrew Thomson, "A View from Abroad": 303.
308. L'exemple le plus percutant à cet effet aux États-Unis est bien celui de l'explosion sociale des années 1930 et de ses conséquences pour l'AFL et les lois du travail.
309. Claus Offe et Helmut Wiesenthal, "Two Logics of Collective Action: Theoretical Notes on Social Class and Organizational Form", 1980.
310. *Ibidem*: 99, 106.
311. Pour les deux paragraphes qui précèdent, *ibidem*: 105-107.

312. *Ibidem*: 106.
313. *Ibidem*: 109.
314. Stanley Aronowitz, *Working Class Hero*: 91-92; Alan Draper, *A Rope of Sand. The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*: 24-25.
315. Robert H. Zieger, *The CIO: 1935-1955*: 264.

Chapitre 5

UN ÂGE D'OR POUR LE SYNDICALISME AMÉRICAIN ?

PRÉSENTATION ET CONTEXTE HISTORIQUE

La fusion de l'AFL et du CIO en décembre 1955 fait de la nouvelle centrale américaine¹ la plus imposante du monde occidental en termes organisationnels : nombre de membres, taille des appareils dirigeants, ressources financières. Vingt années seulement après la scission fracassante de la vieille AFL par les partisans du syndicalisme industriel, la situation du mouvement ouvrier dans sa société avait été qualitativement modifiée. Ce qui n'entraîne évidemment pas que son développement en avait fait une force toute-puissante, mais, en politique, dans le fonctionnement de l'économie (il comptait près de 200 000 contrats de travail) et par le niveau des acquis qu'il garantissait à ses membres, son existence semblait promise à des lendemains toujours plus enviables. L'année 1954, on le sait, est l'année du plus haut pourcentage de syndiqués, 35 % globalement et près de 38 % dans l'entreprise privée, de l'histoire américaine.

Pourtant, on l'a vu aussi, le champ de sa reconnaissance institutionnelle et sociopolitique était souvent remis en question, ses balises sujettes à des tentatives de contracter son étendue. Cela se manifestait par la possibilité donnée aux États de se soustraire, grâce à des lois du type *right-to-work*, à des droits conférés au syndicalisme par législation fédérale, tout aussi bien que par la volonté de courants conservateurs au Congrès de contrôler ses affaires internes ; sans compter, bien sûr, les initiatives plus ou moins récurrentes d'une opposition franche à son endroit de certains secteurs importants du patronat. D'ailleurs, tenait à faire remarquer le professeur Philip Taft, historien *très modéré* du syndicalisme américain, « il est un fait intéressant et souvent ignoré qu'aux

États-Unis» ce fut toujours le syndicalisme plutôt que la gauche qui suscita «l'opposition la plus forte» des autorités publiques et des employeurs².

Pour l'AFL et le CIO, il y avait menace que s'accroisse le nombre d'États ayant des lois d'inspiration *right-to-work*, et il paraissait toujours plus évident que l'évolution du marché du travail n'allait pas affermir, proportionnellement, l'importance des secteurs où leurs syndicats étaient bien implantés. En 1956, «pour la première fois», «le nombre de travailleurs cols blancs» allait d'ailleurs surpasser le «nombre de travailleurs manuels ou cols bleus³». Or, plusieurs secteurs de cette catégorie (un peu fourre-tout, il est vrai) des cols blancs n'avaient pas droit à la syndicalisation, selon des dispositions de la loi Taft-Hartley. De sorte que, en fonction même de son activité courante, le syndicalisme devait gagner une modification des règles régissant les rapports de travail, donc remporter une grande victoire politique.

Il était néanmoins en position difficile sur ce terrain, du fait, en plus, de certaines de ses propres positions. Dans une analyse de la revue *The Nation* publiée en décembre 1955 et intitulée «Democracy and the Labor Unions⁴», il était rappelé que l'orientation de «guerre froide» de l'AFL et du CIO les avait éloignés de la défense des libertés civiles. Malgré quelques initiatives, fort tardives, mettant en avant la nécessité du respect de la liberté de parole et d'association, la position des centrales s'était révélée faiblarde et apeurée – surtout que le syndicalisme avait mené dans ses propres rangs l'épuration anti-communiste, au nom de laquelle des atteintes aux libertés civiles étaient commises par les autorités publiques. Nous avons couvert déjà ces dimensions particulières de l'histoire syndicale. Or, l'analyse de la revue *The Nation* démontrait que ce positionnement non seulement faisait perdre au syndicalisme une grande part de son autorité morale, mais aussi l'affaiblissait directement, en tant qu'institution, face à ses opposants: en effet, s'il ne se commettait pas ouvertement, et principalement, en défense des libertés et de parole et d'association, il se trouvait à grever de lui-même la portée de ses propres revendications en faveur de la liberté d'association syndicale et de son droit à la parole politique.

Paraissant en décembre 1955, au moment même de la réalisation formelle de l'unification de l'AFL et du CIO, cette analyse prenait l'aspect d'une intervention: en fonction de ses propres besoins comme organisation, le mouvement ouvrier américain devait surmonter sa peur et se départir d'un conformisme idéologique qui l'affaiblissait. Le congrès de formation de la nouvelle centrale n'allait cependant pas retenir, on s'en doute, ce point de vue. Mais le climat politique d'ensemble, façonné par le maccarthysme, même diminué à ce moment, le conservatisme de l'Administration Eisenhower et les menaces de

nouvelles enquêtes du Congrès sur la conduite des affaires internes des syndicats, avait globalement convaincu leurs états-majors du besoin d'une force de frappe politique unie. La conscience de ce besoin fut d'ailleurs au cœur de la volonté d'unification des centrales. S'adressant au congrès des UAW quelques mois avant la fusion, George Meany, président de l'AFL, faisait ainsi valoir : « Nous n'avons pas choisi ce terrain de lutte, cet arrière-plan politique. S'ils peuvent voter des lois qui paralysent, affaiblissent et détruisent le syndicalisme, il est de notre devoir de nous défendre dans les mêmes enceintes [c'est-à-dire là-même] où ils passent leurs lois⁵. »

Cela n'empêchait pas Meany de considérer alors que « le monde du travail en Amérique n'a jamais connu une vie aussi belle », appréciation qu'il s'empessa de compléter en prévision des présidentielles de 1956 en soulignant que cette situation n'était pas redevable à la présidence du général Eisenhower⁶. Ce point de vue était d'ailleurs dominant parmi les chefs syndicaux. Ralph Helstein, président de gauche du syndicat de la transformation et de l'emballage des viandes (United Packinghouse, Food and Allied Workers), qu'il a dirigé en association avec des communistes et des syndicalistes d'autres affiliations socialistes, écrivait durant la décennie suivante que le niveau de vie des travailleurs et le degré de légitimité acquis par le syndicalisme dans la société américaine s'étaient élevés grâce à l'expansion économique d'ensemble, qui elle-même était liée au développement technologique. Helstein tirait de cette appréciation deux conclusions principales : premièrement, qu'il ne serait pas de l'intérêt des syndicats de résister au changement technologique ; puis, que tout cela « a été obtenu [...] non pas par redistribution de la richesse ou du pouvoir, mais en créant une offre toujours élargie de biens et de services », ce qui supposait que le travail et le capital avaient des intérêts supérieurs communs⁷. « Si l'on peut considérer comme une philosophie une vision aussi simple de la réalité, il faut la cerner sous l'angle d'un espoir, appuyé sur le pouvoir [syndical] dans les négociations collectives, que l'avenir sera meilleur que le passé », concluait Taft⁸.

Autant d'éléments, jugeons-nous, qui permettent de rappeler certains traits dominants du contexte de l'unification de l'AFL et du CIO. Malgré les difficultés que le syndicalisme doit alors fréquemment affronter, la période de la douzaine d'années entre 1955 et 1967 ou la période de la vingtaine d'années qui s'étend entre 1953 et 1975 représentent pourtant l'une et l'autre le moment historique que l'on peut voir comme l'âge d'or du syndicalisme aux États-Unis. Par « âge d'or », on entend ici le moment durant lequel le cadre général des contrats collectifs s'avère stable, massif et profitable aux syndiqués, et où les mécanismes de l'action politique de la nouvelle centrale AFL-CIO se renforcent d'abord sans cesse et se déploient de manière spectaculaire.

Nous allons premièrement examiner avec ce chapitre les instruments d'action politique que le syndicalisme maintenant uni va constituer, dès 1955, à la fois pour son intervention électorale et pour la pratique du lobbyisme; nous nous arrêterons notamment aux objectifs qu'il se fixe et aux alliances qu'il veut réaliser. Le banc d'essai fut l'appui accordé à Stevenson contre Eisenhower en 1956; mais, depuis 1954, les démocrates sont majoritaires au Congrès, toujours plus, ce qui se confirme aux élections de mi-mandat en 1958. Cette dynamique déboucha sur l'élection de John F. Kennedy à la présidence en 1960, à laquelle le syndicalisme contribua puissamment – véritable première intervention de la nouvelle centrale dans une élection présidentielle. Nous analyserons alors en un deuxième temps cette intervention, de même que le rapport chaleureux qui se noua entre Kennedy et les syndicats ouvriers.

Le comité d'action politique du CIO avait entrepris depuis déjà quelques années de se doter des moyens d'une intervention suivie pour les scrutins d'État et locaux. Cette action supposait d'établir des rapports suivis avec les divers appareils démocrates régionaux. Car, dans la pyramide de l'organisation partisane des républicains et des démocrates, l'échelon de l'État constituait l'instance première. Or, on sait que les réalités socioéconomiques, historiques et culturelles des diverses régions du pays sont très variées et ont donné naissance à des systèmes partisans dont les caractéristiques ne sont pas partout identiques. De sorte que l'agencement et la texture des rapports entre l'AFL-CIO et les instances traditionnelles de direction du parti vont s'articuler en modèles souvent très différents selon les situations, toujours révélateurs du poids comme de la personnalité politique dont se doterait dorénavant le mouvement ouvrier, des années 1950 jusqu'à la décennie 1980-1990. Nous verrons dans la troisième partie de ce chapitre comment les sciences sociales ont précisément cherché à rendre compte de ces modèles divers et de leur substance.

1. LA RÉUNIFICATION⁹ DU SYNDICALISME

Une part importante des activités du syndicalisme devait par nécessité être consacrée à la défense des positions qu'il avait acquises dans la société. On en a donné de nombreux exemples. Dans le même numéro de la revue *The Nation* publié précisément à l'occasion de la fusion de l'AFL et du CIO, numéro intitulé «American Labor Today», l'équipe de rédaction faisait valoir que la période ouverte avec l'adoption de la loi Taft-Hartley avait progressivement amené un retour du balancier *social*, que les syndicats n'avaient pas su freiner – et encore moins renverser, même si, notait *The Nation*, ils avaient réussi «économiquement» à se maintenir¹⁰. Rétrospectivement, cette appréciation nous paraît

correspondre à l'évaluation qu'on a présentée à l'occasion de notre discussion sur la question d'un compromis social : des accommodements réels sur le terrain de la négociation des contrats collectifs, comportant cependant d'importantes exceptions et sujets à des menaces de privation de droits et privilèges, dans un cadre d'ensemble dont la dynamique s'avère porteuse d'un affaiblissement des syndicats ouvriers¹¹.

Voilà qui explique que, pour nombre d'observateurs et d'analystes, l'impulsion fondamentale à la fusion des deux centrales fut de nature politique. Alan Draper, l'historien principal de l'action politique de l'AFL-CIO jusqu'en 1967, montre ainsi que le besoin d'accroître sa capacité de résistance et d'intervention politiques, de même que de pression sur les élus, fut au cœur des pourparlers d'unité entre l'AFL et le CIO qui s'ouvrirent dès 1953. Pour Meany et Reuther, écrit Draper, la fusion permettrait, par exemple, d'accroître les ressources financières consacrées au « travail politique, [de gagner] une plus grande influence dans le Parti démocrate », d'être mieux en mesure d'ébranler « les candidats antisyndicaux et d'atteindre une plus grande efficacité organisationnelle¹² ».

Bien sûr, on l'a mentionné, la première mesure dans la direction de l'unité fut l'entente sur un pacte de non-maraudage entre le CIO et l'AFL, qui fut entériné explicitement par une nette majorité de leurs syndicats. Néanmoins, dans la pratique, ce principe se révélait souvent difficile d'application, les champs d'intervention privilégiés de beaucoup de syndicats se chevauchant largement. On avança pourtant rapidement vers la fusion, beaucoup plus vite que plusieurs le prévoyaient à l'époque, même si quantité de questions relatives aux champs d'intervention privilégiés des syndicats n'étaient toujours pas réglées, comme le fait remarquer Draper. Il en concluait que l'impératif politique se situait bien au cœur des volontés de fusion¹³, ce qu'il démontre de façon convaincante à notre avis. Le mouvement ouvrier craignait un amoindrissement de sa puissance dans les rapports sociaux de pouvoir, qu'il entendait contrer par son unité.

L'AFL et le CIO avaient amorcé en 1953 leurs négociations d'unité en stipulant chacune qu'elles s'y engageaient « sans conditions préalables ». Walter Reuther avait néanmoins annoncé que le CIO ne pourrait poursuivre plus avant que si « quatre principes de base » étaient respectés : « l'AFL devait éliminer de ses rangs la corruption, elle devait accepter [pleinement] le principe du syndicalisme d'industrie », mettre fin aux pratiques discriminatoires, singulièrement raciales, de certains de ses syndicats et accepter la mise en forme d'une formule quelconque d'arbitrage des conflits de compétence intersyndicaux¹⁴. Ce principe de l'arbitrage des conflits de compétence et,

fondamentalement, celui de la reconnaissance de la pleine légitimité du syndicalisme industriel étaient au centre du compromis demandé aux vieux syndicats de l'AFL : jusque-là avait toujours plané la menace pour le CIO qu'une fusion des deux centrales entraîne, d'une manière ou d'une autre, la tentative de répartir entre les syndicats de métier de l'AFL les membres de syndicats du CIO – même s'il ne restait que fort peu de réels syndicats de métier à l'extérieur de ceux de la construction. D'ailleurs, c'est bien le principe du syndicalisme industriel qui allait concrètement prévaloir¹⁵. Il revint d'ailleurs à George Meany lui-même, durant le congrès de l'AFL précédant celui de la fusion, de ridiculiser, en des termes très durs, les prétentions des partisans du syndicalisme de métier lors de la scission de 1935. Il força ainsi au silence les traditionalistes de l'AFL¹⁶.

Les deux autres principes mis en avant par Reuther allaient aussi être entérinés avec la fusion des deux centrales. Comme on l'a vu déjà, l'AFL-CIO allait exclure les Teamsters de ses rangs pour corruption quelques années après sa formation, cependant que la centrale unifiée nommait deux syndicalistes africains-américains parmi ses vingt-sept vice-présidents, A. Philip Randolph (du syndicat des Sleeping Car Porters) et Willard S. Townsend (président du syndicat des United Transport Service Employees, syndicat des travailleurs de service unis du transport)¹⁷. Cela dit, le rapport du syndicalisme à la population noire se révélerait bientôt beaucoup plus problématique que tout ce qui était envisagé en 1955.

Il fut entendu que George Meany présiderait la nouvelle fédération, mais l'on consentit au CIO la formation d'un Industrial Union Department (IUD, département du syndicalisme industriel) devant servir au travail « d'expansion des rangs syndicaux et à la confirmation de ses objectifs » historiques et pouvant compter sur une part des cotisations revenant à la centrale¹⁸. Walter Reuther en assumerait la responsabilité. Au moment de la fusion, l'AFL comptait probablement deux fois plus de membres que le CIO ; la position de Reuther, à l'intérieur même de la centrale qu'il dirigeait, était affaiblie du fait de tiraillements incessants avec le président David J. McDonald des travailleurs de l'acier, ce qui l'avait amené alors à négliger ou à laisser concrètement tomber les efforts de nouvelles percées syndicales. En tout état de cause, Meany réussit manifestement à profiter de la faiblesse du CIO et de Reuther pour gagner la présidence de l'AFL-CIO et « protég[er] les intérêts de l'AFL » et des siens dans le processus de fusion¹⁹.

L'univers sociopolitique des États-Unis fut évidemment interpellé par la fusion de l'AFL et du CIO, notamment de ce qu'elle répondait prioritairement à un impératif politique. Au congrès de fondation de la nouvelle centrale,

George Meany déclara « sous les applaudissements des délégués » que les « syndicats avaient “le droit et le devoir” de s’engager encore plus activement en politique » et Walter Reuther soupçonna le sénateur Barry Goldwater de l’Arizona, alors élu pour la première fois, de chercher à priver le mouvement ouvrier de ses droits. Goldwater venait en effet de déclarer que l’AFL-CIO « n’avait pas le droit d’appuyer un candidat à la présidence ». Reuther « s’écria : “notre réponse à vous, sénateur Goldwater, ce ne sera pas moins d’action politique, mais encore plus” ». Dans un message de salutations qu’il adressa par téléphone au congrès de fondation, le président Eisenhower prit bien soin de souligner qu’il ne niait pas à la nouvelle centrale de 15 millions de membres le droit de se prononcer sur les grandes questions d’intérêt public. Mais il tenait à mettre en exergue que le droit de parole des opposants aux choix et à l’orientation majoritaires devait aussi être respecté. Le président concluait, par ailleurs, en insistant sur « l’interdépendance] de la prospérité des travailleurs et de celle des employeurs²⁰ ».

Le même jour, pourtant, Harold E. Stassen, « assistant spécial du président », mettait spécifiquement en garde les gens d’affaires et les travailleurs contre le danger politique que faisait courir au pays la fusion syndicale. Dans un discours prononcé devant l’Economic Club de Detroit, il avançait que les « travailleurs américains et leurs familles » devaient juger, chacun pour soi et au cas par cas, la valeur des candidats et des programmes politiques²¹. Car le Parti républicain craignait les effets qu’une action politique unie du syndicalisme aurait sur les résultats électoraux. On notait que l’intervention du PAC du CIO, seul, avait incontestablement contribué en 1954 à ce que des candidats au Sénat et à la Chambre l’emportent. On songeait d’ailleurs, quelques mois après la naissance de l’AFL-CIO, à créer auprès du Comité national du parti une instance distincte pour tenter de disputer les votes des syndiqués²². Il faut voir qu’à ce moment on évaluait à quelque 33 % de l’électorat le nombre de personnes vivant dans des « familles syndiquées²³ ».

Bien sûr, les ressources éventuelles de la nouvelle centrale faisaient aussi craindre à des employeurs que celle-ci concentre une trop grande puissance politique. Lors du congrès annuel de la National Association of Manufacturers, tenu le mois même où était créée l’AFL-CIO, son président C.G. Parker déclara en conférence de presse que le but de la fusion était précisément d’obtenir un « plus grand pouvoir politique », « véritable danger » pour le pays. George Meany, invité à prendre la parole dans une session spéciale, conjointement avec le président du conseil d’administration de la NAM, expliqua que l’AFL-CIO n’avait pas l’intention de ruiner les patrons, non plus que de contrôler le pays.

Mais, échaudé bientôt par des accusations voulant que le syndicalisme cherche à établir un « gouvernement fantôme » et « à tirer les ficelles [...] de la destinée du pays », Meany déclara que, si « la philosophie de la NAM était de retirer leurs droits aux syndicats » et s'il devenait impossible, alors, de « faire entendre sa voix » en se servant du bipartisme existant, le mouvement ouvrier n'aurait d'autre choix que « de créer un Labor Party ». Reconnaissons ici à Meany le courage de faire face, il ne se dérobe pas, et notons que ce fut l'une des rares occasions où il souleva sans la dénoncer l'idée d'un parti lancé par le syndicalisme²⁴. Une dizaine de jours plus tard, un ex-lobbyiste à l'emploi de la NAM créa une nouvelle organisation « de recherche », the Association for Industrial Mobilization, dont le but était « de combattre ce qu'elle appelle "l'activité politique excessive" des syndicats²⁵ ».

Plus mesuré, et certainement plus clairvoyant, le *New York Times* faisait valoir en éditorial que « la question d'intérêt public la plus importante soulevée par la fusion de l'AFL et du CIO est le rôle du mouvement ouvrier organisé dans la vie politique américaine ». Mais, comme l'AFL-CIO n'avait pas l'intention de présenter des candidats « ni de contrôler ceux qui sont élus », et que la formation « d'un parti du travail séparé n'était plus considérée sérieusement – même à gauche » –, le journal ne voyait pas ce qu'il y avait à craindre d'un engagement politique plus grand des syndicats²⁶. Dans un autre éditorial, il se félicita, par ailleurs, de ce que les syndicats américains avaient généralement accepté les transformations favorisant une hausse de la productivité, dans l'organisation du travail et devant les changements technologiques, contrairement à ce qu'on voyait dans d'autres pays. Il demandait que la nouvelle centrale poursuive dans cette voie, en suscitant la mise au rancart des pratiques et des clauses des contrats collectifs qui contrevenaient toujours à cet objectif²⁷.

i. PHILOSOPHIE POLITIQUE ET ORIENTATION STRATÉGIQUE

La *philosophie* présidant à la création de la nouvelle centrale s'avérait de fait conforme à ces constats et souhaits. Ses fondements et ses effets les débordaient pourtant et, tout en étant globalement partagés par chacun des courants constitutifs de la nouvelle centrale, qui faisait sien l'héritage majoritaire et dominant de l'histoire syndicale du pays, chacune de leurs dimensions n'était pas identiquement appréciée. Cette *philosophie* se définit essentiellement comme un positionnement sociopolitique et socioéconomique relativement global et stable, récurrent, appuyé sur quelques repères idéologiques fondamentaux et permanents. Son élaboration n'a pas donné lieu à de longs exposés ; on la reconstruit plutôt sur la base de quelques documents clés et, peut-être davantage, en se fondant sur des déclarations d'orientation et des pratiques

déterminantes. C'est habituellement sur ce terrain que les *nuances* entre courants se manifestent.

Ainsi en fut-il de la manière de se disposer du côté de ce consensus national en politique étrangère qu'était l'appui à son propre gouvernement, au bloc de l'Ouest, dans la « guerre froide ». On sait que les deux centrales AFL et CIO ont participé au sortir de la Deuxième Guerre mondiale à la mise en pratique de la politique internationale de leur gouvernement, ont servi de conduit au transfert de sommes d'argent de la CIA et du Secrétariat d'État pour des opérations de lutte aux syndicalistes d'obédience communiste en Europe et que le CIO s'est départi à l'interne du quart de ses membres afin de se conformer aux exigences de ce consensus. Évidemment, la nouvelle centrale se dispose de la même façon. Pourtant, « comme la plupart des libéraux [de la décennie 1950-1960], Reuther était convaincu que la seule voie d'une victoire à long terme de l'Ouest dans la guerre froide passait par une hausse radicale et substantielle du niveau de vie des citoyens de ces pays dévastés par la guerre et le colonialisme²⁸ ; Meany partageait une conception plus belliqueuse de l'opposition au communisme, davantage centrée sur le face-à-face avec l'URSS.

Ainsi, une dizaine de jours après la création de l'AFL-CIO, Meany faisait connaître publiquement son appui à l'Administration Eisenhower, qui voyait d'un mauvais œil l'orientation de non-alignement (entre les Blocs) que venait de proclamer la conférence de Bandung de vingt-neuf délégations en provenance de pays colonisés et ex-colonisés. « Aucun pays, aucun peuple, aucun mouvement ne peut être neutre devant la lutte entre les États-Unis et l'Union soviétique » ; il s'en prenait explicitement au premier ministre Nehru de l'Inde et au président Tito de Yougoslavie : « Ils ne sont pas neutres. Ils prêtent assistance [à l'URSS] et en sont des alliés, en acte et dans les effets [de leur position], en dépit de leur bavardage. » Pas d'accord, Reuther annonça dès janvier 1956 qu'il allait effectuer au mois d'avril suivant « une tournée de conciliation de dix jours en Inde » ; il y fut extrêmement bien reçu et son voyage fit la première page des journaux²⁹.

À la réunion du conseil exécutif de la centrale au mois de mai suivant, Meany resta imperturbable devant la volonté exprimée par Reuther de « réviser en profondeur » la conduite de la centrale en politique internationale. Meany l'emporta sur Reuther en faisant de la volonté de ce dernier « un défi lancé à son autorité » ; il précisa : « Si moi, je ne parle pas au nom du syndicalisme, qui donc peut le faire³⁰. » En fonction du nombre d'adhérents à la nouvelle centrale qui venaient de la vieille AFL et du vieux CIO, son conseil exécutif était composé aux deux tiers de responsables d'ex-syndicats AFL. Meany pouvait

donc compter sur une majorité au conseil exécutif, majorité qu'il réussira même à élargir du côté des autres composantes de la nouvelle centrale.

L'intervention et l'orientation de l'AFL-CIO en politique internationale devinrent ainsi la chasse gardée de George Meany, qui s'entoura à cet effet d'un personnel trié sur le volet. Par exemple : en dépit de l'opposition de Reuther, à nouveau, Meany allait faire entériner comme « directeur des affaires internationales de l'AFL-CIO » en 1963 son vieil allié Jay Lovestone, qui le secondait déjà. Ce dernier avait été secrétaire général du Communist Party des États-Unis entre 1927 et 1929, « quand il fut exclu » ; il s'était transformé au cours des décennies en un farouche pourfendeur de l'URSS et de ses alliés, un véritable croisé de guerre froide contre le bloc de l'Est. Or, évaluait alors la grande presse, l'AFL-CIO consacrait probablement « le quart de ses revenus [en tant que centrale] à l'action internationale³¹ ».

La nature de l'intervention sur la scène internationale n'épuise évidemment pas la signification de l'action politique des syndicats américains. Mais, comme on l'a souligné antérieurement, le type de rapport à l'État qu'elle porte et structure devient partie prenante du rôle politique de la centrale. Il paraît d'ailleurs intéressant que, dans une entrevue accordée à la fin de la décennie 1950-1960, le président de l'AFL-CIO ait lui-même établi des correspondances à cet égard. Il affirma ainsi que les « communistes, tout comme les ploutocrates les plus pernicious, ont tenté de faire de l'État un instrument de guerre de classe. [...] "Qu'il soit bien clair que nous nous opposons au contrôle du gouvernement ou de l'économie par quelque groupe particulier que ce soit – aussi bien le mouvement ouvrier qu'un groupe professionnel, financier ou le monde des affaires [...]. Le syndicalisme américain a réalisé de grandes choses sous notre système, et nous serions les derniers à vouloir le changer" ». Notre centrale serait prête, précisait-il, à « défendre l'ordre constitutionnel d'usurpations de ce genre³² ».

Cela posé, il faut aussi rappeler que cette inscription dans le « système » existant n'entraîne pas que le syndicalisme abandonnerait l'objectif d'élargir le terrain de son action, de hausser le niveau des acquis sociaux, de garantir la prise en compte des intérêts populaires. En d'autres mots, de négocier – y compris âprement – sa place. À cet égard, si la notion de *politique intérieure* conserve malgré tout un intérêt propre, c'est qu'elle permet de circonscrire le plus directement le terrain sur lequel le mouvement ouvrier négocie les termes de son rapport à l'ordre ambiant institué. Aux États-Unis, déclarait Meany peu avant la fusion, « les possibilités d'un progrès continu sont sans limites ; de nouvelles frontières s'ouvrent à nous pour un vaste progrès social et économique ». L'unité syndicale va pouvoir contribuer à la paix mondiale en servant

«à stopper la propagation du communisme parmi les travailleurs du monde libre»; notre centrale sera «immunisée contre la subversion et d'une loyauté vigilante³³». Il se trouvait ainsi à articuler une synthèse logiquement intégrée des aspects principaux du positionnement de l'AFL-CIO dans sa société que voulaient les états-majors du mouvement ouvrier.

La pensée de Walter Reuther, souvent plus sophistiquée et hardie, cependant, reposait sur des convictions fort semblables. Ayant supputé positivement le bien-fondé de l'idée d'un partage du profit des entreprises, le vice-président Reuther de l'AFL-CIO expliquait: «Cette idée en a apeuré plusieurs parce qu'ils n'ont pas compris pourquoi nous la proposons. Cette [...] idée n'était pas une revendication, mais se référait plutôt à un mécanisme [...] [par lequel] nous cherchions à mettre au point une formule rationnelle [qui permettrait] de faire s'assimiler les uns aux autres les intérêts [aujourd'hui] en compétition des travailleurs, des actionnaires et des consommateurs³⁴.» Même: dans les discussions internes au CIO tenues en préparation de l'unité avec l'AFL, Reuther avait appuyé le refus de se lancer dans la construction d'un parti politique du travail en avançant qu'un tel parti «n'est pas désirable [...] parce que c'est un parti de classe et que l'Amérique n'est pas une société de classes, à tout le moins au sens traditionnel des mots. “En Europe, où l'on a des sociétés qui se sont développées selon des axes économiques très classiques, où l'on est en présence de groupes sociaux rigides, les partis du travail [surgissent] comme une expression politique naturelle [de cet état de fait]. Mais, en Amérique, la société est fluide, ne repose pas sur cette structure de classe rigide. [...] En conséquence, nous tentons de travailler dans le cadre du système bipartite de l'Amérique et d'y produire”» un réajustement des coalitions dominantes³⁵.

Reuther associait ce point de vue à ce qu'il nomma, par ailleurs, une «nouvelle philosophie pour le mouvement ouvrier», élaborée au fil de l'expérience du CIO. «Nous avons rejeté les doctrines de la lutte de classe marxiste», de même que «la philosophie du syndicalisme pur et simple qui fait [de nous] un groupe de pression économique étroit», au profit d'une pensée «issue de la richesse de l'Amérique et des occasions qu'elle offre», qu'il présentait comme une «philosophie de l'idéalisme pragmatique», la «philosophie [qui s'appuie sur un] sens moral et social de responsabilité» collective liant le bien-être de la main-d'œuvre à celui de la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population. Pour son biographe, Walter Reuther doit être considéré comme le dirigeant syndical de son époque ayant le plus sincèrement tenté de modifier «la structure de la société» américaine. Sa pensée conjuga de fait «l'approche tactique du syndicalisme d'affaires traditionnel, l'économie politique du keynésianisme libéral et la vision de la social-démocratie européenne». Il concevait le rôle du syndicalisme aux États-Unis comme celui d'un agent «de

transformation des relations de pouvoir». D'où l'inspiration profonde chez lui, la plupart du temps implicite, du modèle des institutions tripartites pour l'élaboration des politiques. Mais, comme le mentionne aussi son biographe, il s'agit d'un point de vue qui ne trouva finalement jamais à se réaliser, en raison des propres limites de la pensée de Reuther, toujours plus balisée par les joutes stratégiques du libéralisme démocrate³⁶. La pensée de Meany ne s'aventurait pas aussi loin, mais elle n'était pas contradictoire à la substance de cet exposé de Reuther. S'il y avait une différence entre les deux hommes, elle relevait pour beaucoup de la manière d'envisager stratégiquement le recrutement de membres à la centrale unifiée, le grossissement de ses rangs – donc la manière d'envisager l'avenir de l'organisation syndicale, qui traduit évidemment une dimension importante de son propre positionnement à l'égard de la société ambiante.

Pour diverses raisons, on l'a mentionné, Walter Reuther n'avait pas lancé de campagne de recrutement durant les quelque trois années où il fut président du CIO avant l'unification avec l'AFL. Mais il envisageait grâce aux ressources de la nouvelle centrale la mise en train d'un réel effort de masse, engageant des moyens importants auxquels contribueraient les divers syndicats, pour étendre la syndicalisation aux milieux non couverts jusque-là. De son côté, George Meany n'avait jamais connu, contrairement aux principaux dirigeants venant du CIO, l'expérience des grandes mobilisations sociales, non plus que des affrontements qu'entraînent souvent les luttes de l'accréditation.

Qui plus est, comme le fait valoir Robert H. Zieger, «Meany ne croyait pas que les campagnes de masse pouvaient être efficaces; à son avis, les travailleurs cherchent à se syndiquer quand ils en sentent le besoin. [D'ailleurs, évaluait-il,] les circonstances qui avaient permis [les percées] massives durant les années 1930 et 1940 étaient choses du passé»: on ne pouvait plus compter sur une présidence sympathique au mouvement ouvrier, cependant que les nominations au NLRB de l'Administration Eisenhower n'en «faisaient plus une institution facili[tant] le recrutement». Il s'avérait aussi particulièrement onéreux de percer les installations industrielles toujours inorganisées: elles étaient habituellement de taille réduite et fort dispersées géographiquement, conditions qui, après la syndicalisation, rendaient tout autant onéreux les services particuliers à leur offrir. Pour lui, le travail d'organisation «revenait principalement aux syndicats affiliés et exigeait de s'orienter stratégiquement, prudemment et sans fanfare, sur les sentiers où l'on rencontrerait le moins de résistance». La «faillite de [...] l'opération Dixie», jugeait-il, confirmait tout à fait son point de vue³⁷.

Statuts et règlements de l'AFL-CIO : le positionnement sur les droits civils et la place des femmes dans l'organisation

Les positions de Meany caractériseront, pour l'essentiel, les options que retiendra l'AFL-CIO, de même que son comportement, à l'endroit des secteurs non syndiqués des travailleurs – et très certainement sa (longue) gouverne à la tête de la centrale. Elles se trouvèrent, d'une certaine manière, à achever alors la mise au rancart des traditions militantes de l'époque héroïque du CIO. La « charte » qui servit de document d'entente à l'unification, dont les clauses donneront le préambule et les statuts et règlements de l'AFL-CIO³⁸, se révèle, en quelque sorte et bien que ce type de correspondance ne se présente jamais sous la forme d'un reflet direct, un produit obligé des positionnements que nous venons de survoler. Sans procéder à une analyse de texte, notons pourtant les éléments suivants.

Le « Preamble to the AFL-CIO Constitution » soulignait qu'on entendait mener son action en s'inspirant des lumières de Dieu (*Divine guidance*). La nouvelle centrale se définissait comme « l'expression des espoirs et des aspirations de la population travailleuse de l'Amérique », qu'on ferait valoir « dans le cadre de notre gouvernement constitutionnel et selon des méthodes conformes à nos institutions et à nos traditions³⁹ ».

Ainsi que le faisaient valoir certains analystes de l'époque, la charte de l'unification entre l'AFL et le CIO constituait un « repère immanquable » dans l'histoire syndicale aux États-Unis, qui exprimait une « transformation profonde de la philosophie du mouvement ouvrier organisé ». Quel qu'ait pu être en effet le conservatisme de l'AFL, le préambule de ses statuts et règlements adoptés durant la décennie 1880-1890 (et toujours formellement les siens jusqu'à 1955) disait qu'une « lutte fait rage [...] entre les oppresseurs et les opprimés de tous les pays, une lutte entre le capitaliste et le travail qui gagne en intensité d'année en année », reflétant ainsi, disait le *New York Times*, la « philosophie marxiste » de l'époque. Mais tout était maintenant transformé, dans la « théorie et la pratique de la gestion des entreprises » et grâce « au prodigieux progrès social et économique » que nous connaissons. Il n'était donc plus question « d'opresseurs et d'opprimés » : la nouvelle centrale se donnait pour objectif « l'amélioration continue des conditions de vie et de travail » de ses membres, qu'elle associait à une volonté « de servir les intérêts de toute la population⁴⁰ », ce dont le journal se félicitait.

Les statuts et règlements de la nouvelle centrale prévoyaient que son président pourrait, selon les besoins, mettre sur pied divers comités de travail *spécialisés* et instituaient, par ailleurs, certains comités permanents. Il n'y eut pas de comité formé en 1955 pour s'adresser précisément à la question du

statut des femmes dans la société, non plus qu'à la syndicalisation ou aux problèmes propres des femmes travailleuses. La centrale nouvelle inscrivait manifestement sa plateforme d'action en continuité des valeurs qui avaient cours dans le syndicalisme depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale. En 1957, par exemple, sur les 676 délégués au congrès de l'AFL-CIO, «seulement 13 étaient des femmes»; les délégations en provenance des syndicats à forte composition féminine ne contenaient donc aucune représentante ou n'en comportaient qu'un nombre extrêmement réduit⁴¹.

Il était déjà plus difficile de passer outre la revendication de l'égalité de statut de la population noire, la grande question de la lutte des droits civils. Pour l'AFL-CIO, l'égalité de statut comportait deux grandes dimensions: l'affirmation et la réalisation de son principe à l'échelle de la société tout entière et l'affirmation et la réalisation de son principe dans le syndicalisme et le monde du travail. De prime abord, les difficultés allaient s'avérer plus grandes sur ce dernier terrain, mais elles se conjuguaient rapidement à la question de fond du racisme dans la société américaine. Nous aborderons cet aspect plus loin dans notre étude. À ce stade, soulignons d'abord que l'AFL-CIO adoptait dans ses statuts une clause selon laquelle elle viserait «à encourager tous les travailleurs sans égard à la race, aux croyances, à la couleur, à l'origine nationale et au patrimoine ancestral à participer également au plein bénéfice de l'organisation syndicale⁴²».

À l'article xiii, il était précisé qu'un comité sur les droits civils (Committee on Civil Rights) serait mis sur pied afin d'aider le conseil exécutif de la centrale «à mettre en pratique le plus rapidement possible [...] le principe de non-discrimination» mentionné ci-dessus⁴³. Notons que les travaux de ce comité s'avèreront tellement litigieux qu'il tomba vite en désuétude, jusqu'à sa relance en 1961⁴⁴. Les campagnes de syndicalisation industrielle du CIO n'avaient jamais fermé leurs rangs aux travailleurs noirs; mais on sait que des sections locales du Sud profond avaient repris des pratiques ségrégationnistes, devant lesquelles les dirigeants nationaux de la centrale, même parmi les plus libéraux comme Walter Reuther, pouvaient fermer les yeux. De vieux syndicats de métier affiliés à l'AFL avaient au contraire refusé ouvertement d'ouvrir leurs rangs aux travailleurs noirs. D'autres, comme les syndicats des métiers de la construction, pouvaient réserver leurs rangs à des travailleurs blancs parce qu'ils contrôlaient (plus ou moins complètement) l'entrée dans leur profession, donc sans avoir recours à des mesures statutaires. Plus généralement, les Noirs se voyaient très largement confinés aux emplois de bas de gamme ou aux tâches les plus exténuantes, sans que le syndicalisme y trouve à redire.

Selon Art Preis, les termes par lesquels la nouvelle centrale signifiait son opposition au racisme paraissaient bien ambigus. Il mettait en exergue que les expressions « pleins droits » et « droits égaux » n'étaient pas présentes dans les statuts ni dans le préambule, remplacées de fait par les mots (et l'idée) de la « participation au plein bénéfice de l'organisation en syndicat ». Pour lui, ce « choix entre les expressions » n'avait rien « d'innocent ou de fortuit » : il signifiait que, si la centrale nouvelle se trouvait à promettre aux travailleurs noirs les conditions « gagnées par les travailleurs blancs », il « n'excluait pas explicitement la possibilité que les Noirs soient interdits dans certains syndicats ou relégués à des sections locales de second rang, sans reconnaissance pleine et entière de leurs droits organisationnels⁴⁵ ». Pire, l'AFL-CIO allait accepter en 1957 l'affiliation de deux syndicats des chemins de fer « qui excluaient statutairement les travailleurs non blancs de leurs rangs⁴⁶ ». Au milieu de la décennie 1960-1970, tous les syndicats de la nouvelle centrale avaient cependant aboli les « barrières raciales » et proclamé leur appui au principe de l'égalité d'accès à leurs rangs⁴⁷.

Il faut dire qu'à ce moment le gouvernement fédéral était engagé activement dans une lutte contre la discrimination, aux effets directs sur le monde du travail. La lutte des droits civils avait manifestement suscité cet engagement, mais elle avait aussi ébranlé des conceptions et des pratiques, d'elle-même, à l'intérieur du syndicalisme. Ce qui ne se faisait pas sans peine ni blessures. En 1959, A. Philips Randolph, seul Africain-Américain parmi les vingt-sept vice-présidents de l'AFL-CIO depuis le décès de Townsend en 1957, avait soulevé la question de la faiblesse des positions antidiscriminatoires de la centrale et le consentement (comme la participation) de plusieurs de ses sections à leur perpétuation. Et l'on devait constater que, malgré des déclarations de principe, l'AFL-CIO faisait preuve de tolérance envers certaines pratiques racistes, surtout lorsque l'on prenait en compte la radicalité avec laquelle on avait opéré l'exclusion des communistes.

Randolph fut dénoncé grossièrement par Meany lui-même quand il s'en prit à ces manquements et à ces pratiques au congrès de la centrale en 1959. Néanmoins, le nombre d'Africains-Américains parmi les membres de l'AFL-CIO au tournant de la décennie 1960-1970 approchait le nombre considérable de deux millions de personnes⁴⁸. La centrale ne pouvait simplement s'en tenir à son positionnement de départ, ce dont Meany et d'autres dirigeants se rendirent bientôt compte.

Voilà donc le contexte qui amena l'AFL-CIO à relancer les activités de son Committee on Civil Rights en 1961. Par ailleurs, Randolph fut l'un des principaux fondateurs du Negro American Labor Council (NALC, « Conseil africain-américain du travail ») en 1960, lors d'un congrès réunissant plus de

mille délégués à la fin de mai, « afin d'accélérer [la mise en pratique des principes de] l'intégration dans le mouvement ouvrier ». Le but de la nouvelle organisation était d'œuvrer à l'intérieur des syndicats constitués pour convaincre les membres et les directions de s'adresser directement à cette question. On prit bien soin de se distinguer de toute proposition pouvant laisser présager la création d'une fédération noire du travail. Les déléguées femmes « forcèrent » une représentation féminine à la direction du NALC. Randolph « jura que la lutte [de la nouvelle organisation] allait durer tant que les Noirs n'auraient pas atteint "une citoyenneté de première classe" dans le syndicalisme et dans chacun des autres secteurs de la vie américaine ». Invité à présenter ses salutations, Walter Reuther promit son entier appui « dans la lutte contre la discrimination au sein du mouvement ouvrier » et en faveur de l'égalité dans le travail. Il demanda, par ailleurs, que les Noirs ne cherchent pas à être nommés (*elevated*) « à des positions de direction syndicale sur la seule base de leur couleur⁴⁹ ».

Ayant par la suite soumis au conseil exécutif de l'AFL-CIO un document illustrant les pratiques discriminatoires de plusieurs syndicats, notamment ceux des métiers de la construction, Randolph fit littéralement face à un mur. C'est lui que le conseil dénonça « comme étant responsable du "fossé qui s'est creusé entre le syndicalisme et la population noire" ». Outré, Randolph conclut que la centrale ne se réformerait jamais d'elle-même. À l'ouverture du congrès du NALC en 1961, il l'accusa de « paralysie morale, de pessimisme, de défaitisme et de cynisme » dans ses politiques raciales ». Et il soutint qu'en réponse à la prise de position de l'exécutif de l'AFL-CIO, on devait dorénavant avoir recours au gouvernement de Washington pour venir à bout « du racisme dans les syndicats » ; puis, probablement en complément à cette remarque, il en appela à la formation d'un véritable parti du travail (*bona fide American Labor party*)⁵⁰. À ce moment, il était par ailleurs devenu évident que de jeunes syndiqués et militants noirs étaient prêts à s'opposer de manière beaucoup plus virulente encore aux chefs du syndicalisme établi.

Pourtant, Randolph et Meany allaient bientôt amoindrir la portée de leurs critiques réciproques et le président de l'AFL-CIO, en particulier, souligner son appréciation positive de Randolph. Formellement, la centrale appuyait la déségrégation et la lutte des grandes organisations noires reconnues. Mais ce positionnement fut encore plus mis en avant à compter de 1962-1963, puis avec son appui aux lois interdisant la discrimination dans l'habitation et l'emploi, notamment, de la présidence Johnson. Elle avait d'ailleurs appuyé jusque-là les règlements faisant la promotion de l'équité dans l'emploi. Nous nous y pencherons, mais mentionnons immédiatement que Meany va en venir, selon ses propres termes, à souhaiter la promulgation de telles lois dont les effets

s'appliqueraient « dans nos propres rangs » – ce qui tendrait à éviter les débats et les déchirements internes⁵¹.

Notre explication permet probablement de comprendre l'évaluation contrastée que des spécialistes font des positions de l'AFL-CIO sur les droits civils. Certains caractérisent ces positions en se fondant prioritairement sur l'appui de la centrale à toutes les mesures de déségrégation dans le Sud, mais aussi dans le Nord, discutées à Washington et au niveau des divers États; elle y engagea d'ailleurs systématiquement ses lobbyistes. De sorte que le bilan de l'AFL-CIO à cet égard apparaît fortement positif. D'autres auteurs font plutôt valoir la lenteur de la réaction de la centrale au mouvement des droits civils, à l'absence de tout sens de l'initiative de son côté à cet égard, à ses positions timorées souvent, parfois récalcitrantes. Pour ces auteurs, le bilan syndical se présenta alors de façon nettement moins positive⁵². Nous tenterons plus loin d'élucider le sens de ce contraste, toujours vivant, et d'analyser plus avant le positionnement du syndicalisme – dans ses tenants et ses conséquences.

Plusieurs analystes et historiens rapportent qu'à la conférence de la NAM, où Meany exposa rudement la volonté de l'AFL-CIO de faire face politiquement aux ennemis des droits ouvriers, il déclara aussi: «Je n'ai jamais fait la grève de ma vie, jamais dirigé une grève de ma vie, jamais enjoint personne de diriger une grève, je n'ai jamais rien eu à voir avec un piquet de grève.» Qui plus est, ajouta-t-il, je suis proche de plusieurs des idées – forces de la NAM, je «suis du côté du système du profit; je crois en ce système du profit. Je crois qu'il constitue un excellent stimulant. J'adhère complètement au système de la libre initiative [*free enterprise*]. Notre seul but reste d'obtenir une part équitable de la richesse produite», avança-t-il⁵³. Cette proclamation constitue un concentré de la pensée socioéconomique et sociopolitique de Meany, même si elle n'en reprend pas tous les éléments. Elle n'aurait peut-être pas été claironnée avec autant d'aplomb, même à ce moment, par tous les dirigeants de la nouvelle centrale, singulièrement ceux en provenance du CIO. Mais cette évaluation positive du «système du profit» exprimait, globalement, la «philosophie» à laquelle se rattachaient dorénavant toutes les directions ouvrières.

La particularité de Meany, réelle, avait trait à son parcours de syndicaliste, auquel se réfèrent ses phrases sur la participation à des grèves et sa présence sur des lignes de piquetage. Ses biographies mettent l'accent sur le rôle d'homme de bureau et d'administrateur qui fut toujours le sien dans le mouvement ouvrier. Jamais Meany n'a connu l'expérience, notamment, des grèves de masse et des affrontements sociaux, comme Reuther et Lewis. Durant la Première Guerre mondiale, Meany était devenu membre de la section new-yorkaise du syndicat des plombiers, comme son père qui y occupait un poste de

responsabilité. Son père décédé, Meany fut élu en 1919 au bureau de direction de la section ; à compter de ce moment, il franchit jusqu'au sommet toutes les étapes de sa carrière syndicale comme autant d'avancées à l'intérieur de l'appareil : « secrétaire du Conseil des métiers de la construction de New York, membre de l'exécutif de la Fédération [d'État] puis [son] président, secrétaire-trésorier de l'AFL et, enfin, président de l'AFL-CIO⁵⁴ ».

Homme d'appareil, donc, qui rapidement bénéficia des avantages découlant de ses postes : accès répété et ouvert au gouverneur de l'État de New York puis à la présidence du pays, revenu élevé et, tout aussi important, sécurité de son revenu durant la Dépression, la Deuxième Guerre mondiale et, par la suite, horaires de travail réguliers, fréquentation des milieux supérieurs plutôt que des rassemblements populaires⁵⁵. Comme homme d'appareil, il était parfaitement rompu aux manœuvres politiques et à l'intervention auprès des comités du Congrès comme « à l'univers des combinaisons internes » au syndicalisme⁵⁶. Et il fut toujours très fidèle à l'organisation. Cela dit, et comme on l'a vu, George Meany, contrairement à beaucoup de syndicalistes de métier, se montra toujours convaincu de la nécessité d'une action politique d'envergure. Et comme on l'a vu aussi, il ne crut cependant jamais au bien-fondé des campagnes militantes et des mobilisations sociales résolues.

Ce dernier élément relevait incontestablement de la personnalité *bureaucratique* façonnée par sa propre expérience dans le mouvement ouvrier, ou y correspondait. Malgré la perspicacité politique de Meany et l'engagement du syndicalisme en faveur des politiques antidiscriminatoires, le refus de l'action de masse – en tant que tel – allait ainsi contribuer à l'éloignement de l'AFL-CIO du mouvement des droits civils et à obstruer sa compréhension des phénomènes qui l'accompagneront, tout en nourrissant son propre conservatisme. Cela posé, nous avons à ce stade cerné les principes et les propriétés de la pensée, ou de la philosophie sociale, avec laquelle s'édifie l'AFL-CIO. Arrêtons-nous maintenant aux types et aux formes de l'action politique que met en train la nouvelle centrale.

ii. L'ORGANISATION POLITIQUE, LA FUSION DE LA LLPE ET DU PAC

C'est avec l'AFL-CIO que se réalisera pleinement ce que l'on a annoncé en citant la phrase des professeurs Rehmus, McLaughlin et Nesbitt qui caractérisent l'action politique du syndicalisme américain telle l'action « d'un groupe de pression » qui se serait donné des « fonctions de parti », sur la base, on s'en doute, de ce qu'avait réalisé le Political Action Committee du CIO, finalement rejoint par la Labor's League for Political Education de l'AFL. Officiellement non partisane, leur action politique les avait incontestablement rapprochés du

Parti démocrate, au sein duquel les deux centrales, et d'abord le CIO, intervenaient de manière suivie. Les préoccupations politiques ayant servi d'impulsion notable à l'unification des centrales, les dispositions quant à l'action sur ce terrain furent très précisément élaborées. Mais, comme l'AFL avait amené les deux tiers des membres de la nouvelle centrale, l'influence de sa propre histoire risquait de se faire sentir pesamment ; or, elle était moins homogène politiquement que le CIO, et moins avancée.

En prévision de la fusion des centrales, le directeur Jack Kroll du comité d'action politique du CIO fit savoir à Walter Reuther qu'il ne prévoyait pas de problèmes particuliers à l'unité du PAC et de la LLPE de l'AFL. Il était déjà en bons termes avec James McDevitt, le directeur de la LLPE, et l'on avait eu certaines expériences heureuses de travail en commun. Néanmoins, il envisageait la possibilité de « deux petits » écueils : d'abord, le fait que les centrales aient des traditions différentes quant au « financement » de leurs activités politiques ; deuxièmement, la question de l'avenir des responsabilités politiques qu'on assumait déjà : est-ce que tout serait mis en cause⁵⁷ ? Progressivement, l'homogénéisation politique (majoritaire) entre les deux centrales allait suivre des avenues conformes à l'expérience du CIO, ce qui répondit à la deuxième préoccupation exprimée par Kroll. Le premier écueil, réel et relativement persistant, ne relevait pas de d'un problème de finances : il avait trait à l'intensité même de l'engagement en politique et, pour une part, à ses buts. Bien que l'on cherchera, Meany inclus, à ce que les conceptions du CIO donnent également le ton à cet égard, l'homogénéité ne sera *jamaïs* pleinement réalisée.

La LLPE et le PAC s'unirent officiellement le 14 février 1956, par la juxtaposition, en quelque sorte, de leurs personnels formant le Committee on Political Education (COPE, « comité d'éducation politique ») de la nouvelle centrale. Les traditions politiques du CIO et le l'AFL différaient suffisamment pour que les syndicats issus de la centrale industrielle tiennent à ce que Kroll soit désigné comme directeur du COPE, et que les syndicats venant de l'AFL veuillent, quant à eux, que McDevitt obtienne le poste. George Meany, qui fit beaucoup pour construire le COPE, résolut ce différend en nommant simplement Kroll et McDevitt « codirecteurs du COPE ». Mais très vite aussi, à l'occasion des présidentielles de 1956, notamment, il apparut que les syndicats originaires du CIO, plus habitués à une participation politique active et à la sollicitation de contributions volontaires de leurs membres à cet effet, fournissaient au COPE le double des ressources financières que lui amenaient les syndicats issus de l'AFL, dont le nombre de membres était pourtant deux fois plus important. La solution de Meany, très directe, consista à établir qu'« après l'élection de 1956 les dépenses d'exploitation du COPE seraient imparties au budget d'ensemble de la centrale, plutôt que d'être reçues des divers syndicats.

Ainsi, les syndicats AFL seraient forcés de financer par leurs cotisations à la centrale ses activités politiques, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de solliciter dans leurs propres rangs les contributions nécessaires au fonctionnement du COPE⁵⁸.

Ce dernier élément s'avérait singulièrement important, parce que la nouvelle centrale fixa comme but que ses fédérations d'État et les conseils locaux du travail se dotent, à leur niveau, de comités d'éducation politique distincts. On voulait que ces comités servent à la « réalisation des programmes d'éducation politique du COPE, d'inscription sur les listes électorales [des syndiqués et de leurs familles, principalement] et de sollicitation financière. De plus, [on visait à ce que] les fédérations d'État appuient des candidats [jugés amis] lors des consultations internes aux États de même que pour les élections au Congrès [de Washington], et que les conseils centraux locaux » puissent aussi se prononcer sur les candidats à la mairie et « aux postes de conseillers municipaux », notamment⁵⁹. On convint que les sections locales des syndicats affiliés devaient se doter de leurs propres COPE.

On aura compris que la nouvelle centrale faisait sienne la « non-partisanerie » politique établie du syndicalisme américain, selon les connotations associées à cette expression depuis le milieu des années 1930 : d'un côté, la confirmation du rejet de l'option d'un nouveau parti, expressément d'un parti du travail auquel la centrale serait associée de quelque façon ; de l'autre, la proclamation de son autonomie à l'égard du bipartisme constitué, la prétention d'appuyer des candidats selon leur seule valeur, d'un point de vue syndical et indépendamment de leur affiliation partisane, alors qu'on est lié au Parti démocrate et qu'on veut le transformer en un instrument toujours plus proche des intérêts populaires et des valeurs libérales, au sein duquel on intervient d'ailleurs en fraction. L'absence de tout débat sur la possibilité d'un parti travailliste, alors même que l'on crée une nouvelle centrale, montre la disparition, à toutes fins utiles, d'une telle perspective dans le mouvement ouvrier organisé des États-Unis. Sous la forme d'une boutade, ou de ce qui ne peut manquer de sembler telle, Meany réconciliait la relation privilégiée aux démocrates et l'idée de la pleine autonomie à l'égard du bipartisme en présentant comme le fruit d'un hasard, « accidentel », l'appui toujours très majoritaire à des candidats démocrates : ces derniers répondaient généralement mieux, soulignait-il, aux attentes des syndicats. Pourtant, comme l'écrit Graham K. Wilson à qui nous empruntons cette explication, l'alliance avec les démocrates a souvent eu raison d'un appui possible à des républicains libéraux, ce dont certains parmi ces derniers se sont plaints amèrement⁶⁰.

Cela dit, il est vrai que tout n'est pas aussi affirmé au moment de la création de la nouvelle centrale. On retrouve, notamment, et l'on retrouvera des dirigeants syndicaux toujours membres du Parti républicain, et qui amènent leurs syndicats à appuyer les candidats présidentiels de ce parti. Et « ce n'est que par quatorze voix contre huit » que le conseil exécutif de l'AFL-CIO appuya la candidature à la présidence de Stevenson en 1956, les huit « dissidents » ne voyant pas quel intérêt il pouvait y avoir à appuyer un candidat qui allait certainement perdre contre Eisenhower⁶¹. En d'autres mots, ces dissidents ne se sentaient pas suffisamment *démocrates* pour s'engager ouvertement, malgré tous les sondages, contre Eisenhower. La déclaration du congrès d'unité, qui assurait, en appelant à soutenir les activités futures du COPE, que l'on « réaffir[mait] l'orientation traditionnelle [du syndicalisme] consistant à éviter l'enchevêtrement dans des alliances » avec un parti et [qui avançait] « nous ne cherchons pas à capturer quelque organisation que ce soit non plus que nous allons accepter que notre identité soit submergée dans quelqu'autre groupe »⁶², permettait donc de ne pas susciter les coups ni de bousculer certaines sensibilités.

À cet égard, Alan Draper rapporte l'exemple fort révélateur du contenu différent des discours de Kroll et de McDevitt lors de la tournée nationale de construction du COPE qu'ils menèrent (séparément) en 1956. Kroll, qui venait du CIO, insista sur l'intention que l'action politique « ser[ve] aux objectifs poursuivis dans les négociations collectives des syndicats affiliés et non à des buts idéologiques plus larges » ; devant un auditoire collégial, il prit soin de distinguer l'action du COPE de toute démarche qui favoriserait la création d'un parti. McDevitt, de son côté, en s'adressant à des auditoires issus de l'AFL, mettait plutôt en avant l'idée que l'action politique « était essentielle » et ne devait pas être vue comme une « activité indépendante de celles que mène un syndicalisme responsable⁶³ ». Dans l'effort d'homogénéisation politique, Kroll devait, en quelque sorte, *diminuer* la signification que certains courants du CIO attribuaient à l'action politique ; pour sa part, McDevitt devait *justifier* devant des secteurs de l'ex-AFL le bien-fondé d'un engagement politique suivi.

Cela dit, Meany avait dès le départ visé la construction d'un puissant appareil politique, qui permettrait à la centrale de gagner un « pouvoir de veto sur les nominations démocrates ». Très vite, il apparut que « l'establishment du parti » n'oserait effectivement pas se lancer en campagne présidentielle avec un « candidat inacceptable » au mouvement ouvrier⁶⁴. Plusieurs, au sein des états-majors issus du CIO, maintenaient même une orientation à la gauche de celle de Meany. Louis Hollander, alors président de la fédération CIO de l'État de New York et vice-président de l'Amalgamated Clothing Workers of America (ACWA), le syndicat qu'avait dirigé Hillman, déclara ainsi, quelques mois

avant la fusion entre les centrales: « Je crois qu'il est possible de forcer les réactionnaires des deux vieux partis [c'est-à-dire républicain et démocrate] à former leur propre troisième parti. À ce moment, le syndicalisme entreprendrait de reconstruire l'un des deux partis restants, appuyant les libéraux qui y seraient » et en conjonction avec eux. Hollander prédisait ainsi un « réaligement complet » de la scène politique américaine » sur la base de l'influence politique qu'aurait la fusion syndicale « au cours des cinq ou dix prochaines années⁶⁵ ». On retrouvait là, bizarrement exprimée cependant, la vieille idée du CIO qui voulait, à terme, faire du Parti démocrate un parti *libéral* en tant que tel. Meany, homme d'appareil et de tactique, envisageait plutôt les suites politiques de la création du COPE sous l'angle de la capacité renforcée de négociation au sein du Parti démocrate qu'elle procurerait au mouvement ouvrier. L'action du COPE aura d'importantes conséquences sur l'un et l'autre terrain.

L'explication de Hollander se voulait une remontrance à l'endroit de Michael J. Quill, président du syndicat du transport du CIO, qui, en prévision de la fusion avec l'AFL, avait demandé que la nouvelle centrale se dote des moyens d'une véritable « action politique indépendante », qui n'exclurait pas la « possibilité de former un troisième parti⁶⁶ ». Quill *jouait* parfois avec cette idée, mais en précisant en fin de compte toujours qu'il privilégiait une action indépendante du type pratiqué par le CIO avec son Political Action Committee (PAC), peut-être plus résolue et plus exigeante à l'endroit des démocrates. Longtemps associé aux communistes à la direction de son syndicat, Quill exprimait à l'occasion des points de vue rappelant le militantisme des années 1930. Il ne mena cependant pas de combat en faveur d'un nouveau parti dans l'AFL-CIO et ne souleva aucun appui (notable) à cette idée parmi les autres dirigeants. On peut d'ailleurs considérer qu'avec le COPE Meany partageait lui-même l'objectif de renforcer la capacité d'une action autonome, du mouvement ouvrier en politique sans nouveau parti.

À l'occasion, et en l'absence de signe avant-coureur souvent, cette perspective de la création d'un « 3^e parti » peut refaire surface dans le syndicalisme. Un exemple, au hasard: au congrès de l'International Association of Machinists (IAM, « Association internationale des machinistes ») de septembre 1960, deux mois avant l'élection de John F. Kennedy à la Maison-Blanche, Albert J. Hayes, président du syndicat, s'en prit fermement aux deux grands partis, ni l'un ni l'autre ne servant correctement, selon lui, la « majorité de la population ». Comment accepter de côtoyer, chez les démocrates, ces ultras « réactionnaires sudistes » ? Il faut cesser de s'orienter en fonction « du moindre mal » et peut-être envisager, si les choses ne changent pas, la création d'un nouveau parti, comme « le mouvement ouvrier canadien » – qui venait de lancer alors le Nouveau Parti démocratique (NPD). Hayes s'était d'ailleurs absenté de la

réunion du conseil exécutif de l'AFL-CIO au mois d'août précédent qui avait appuyé la candidature présidentielle de Kennedy⁶⁷. Pour notre propos, l'intérêt de ces positions ne vient pas de ce qu'elles représenteraient l'opinion d'un courant persistant dans le syndicalisme américain ; leur intérêt procède plutôt de la critique du Parti démocrate qui les accompagne toujours : elles témoignent de l'insatisfaction souvent ressentie par les syndicats à l'égard des politiques adoptées ou poursuivies par les démocrates, de même que des tiraillements internes au parti entre les ailes du Sud et du Nord libéral, notamment, sur le point d'exploser⁶⁸.

L'orientation de la non-partisanerie et ses objectifs

En tout état de cause, les modes d'action privilégiés consisteront bien en de vastes « campagnes d'inscription sur les listes électorales et de participation au vote, en l'appui à des candidats [un appui dynamique et organisé], en [des efforts d']éducation politique des membres et en une sollicitation » de contributions volontaires afin que le COPE puisse assumer financièrement ses responsabilités⁶⁹. Et l'on s'attendra effectivement à ce que les instances régionales participent toujours plus aux campagnes conduites nationalement par le COPE et agissent en fonction des mêmes paramètres pour ce qui est de la vie politique locale et d'État. Selon les lois réglementant la vie syndicale aux États-Unis, on se rappellera que les activités d'éducation politique et d'encouragement à la participation électorale peuvent être financées sur la base des revenus que procurent les cotisations syndicales, cependant que les contributions aux campagnes de candidats doivent être perçues séparément et directement à cet effet.

Ce sera donc par une activité à double volet que le syndicalisme interviendra dans les campagnes électorales, en cherchant à assurer que le vote ouvrier et populaire se manifeste à son propre compte. D'un côté, il déploiera un effort pédagogique encore plus intense, progressivement, et plus large que celui que pouvait assurer le PAC du CIO, auprès de ses membres et de leurs familles. Il s'emploiera à faire massivement connaître les orientations et les prises de position en Chambre des divers candidats, en les cotant selon ses propres points de vue et ses revendications. Simultanément, il tentera d'attirer l'attention sur les questions qu'il juge les plus importantes lors d'une consultation (primaire ou élection), que ses membres les saisissent comme de véritables enjeux et qu'elles suscitent leur intérêt. En d'autres termes, il voudra créer une *opinion publique syndicale*... De l'autre côté, il voudra tout aussi bien stimuler comme telle la participation électorale des membres et de leurs familles, dans le but de peser sur les choix de plateforme du Parti démocrate (surtout), sur les

processus d'investiture et les résultats des divers scrutins. Il supervisera donc l'inscription sur les listes électorales, en rappelant à l'ordre les négligents, et organisera même un système de voiturage jusqu'aux bureaux de scrutin, tout en réalisant ses propres sondages internes. Il aura plus de mal à constituer une liste détaillée et unifiée de ses millions de membres à des fins électorales, en raison notamment de la crainte du côté de certains syndicats d'un maraudage intersyndical (entre syndicats dorénavant affiliés à la même centrale!).

Il s'agit bien, globalement, d'une formule d'action politique issue de l'expérience de la Labor's Non-Partisan League avec Lewis durant les années 1930, puis de l'action et de l'expérience du PAC du CIO. La présence du COPE et, plus largement, du syndicalisme dans le Parti démocrate dépassera en puissance ce que l'on avait connu auparavant, concrétisant en quelque sorte le poids d'une dimension cruciale du 5^e système de partis dans la vie politique des États-Unis. Un sénateur, réticent face à l'action politique de la nouvelle centrale, souligna, en sous-comité du Sénat sur les dépenses électorales, que les activités éducatives des syndicats favorisaient directement les démocrates: en consignait l'histoire des votes en Chambre de chacun des élus et «en les évaluant à l'aune des objectifs» de la centrale, l'éducation transmise servait donc aux campagnes des candidats libéraux que celle-ci appuyait, très majoritairement démocrates⁷⁰... Quelle que soit la position de chacun et chacune à cet égard, il nous apparaît évident que les activités éducatives de la centrale concoururent à consolider le *labor vote* en tant que tel et, par voie de conséquence, le vote ouvrier en faveur des démocrates.

Les difficultés de la mise sur pied du COPE comme organisation procédèrent, pour une part, des difficultés de la fusion de toute une série d'instances de l'AFL-CIO. Dans un discours prononcé en 1965, Meany en traita ouvertement. Ainsi, on avait d'abord envisagé que «la fusion des organisations d'État de l'AFL et du CIO» serait terminée en décembre 1957. Mais à ce moment, souligna-t-il, «aucune des organisations des grands États industrialisés du Nord-Est et du Midwest, là où la majorité des syndiqués était concentrée, n'était fusionnée. Dans plusieurs États», les fédérations CIO et AFL continuèrent, par exemple, à conduire leurs activités politiques séparément, en maintenant la LLPE et le PAC «plutôt que de joindre leurs forces politiques dans le COPE». Le taux d'affiliation des sections syndicales locales aux conseils de ville de la centrale et aux fédérations d'État était très faible, «se stabilisant avec les années 1960 à quelque 50%». Meany analysait les causes de cet état de fait, sur lesquelles nous ne nous pencherons pas, mais il est évident que la coordination des activités politiques en pâtissait. Selon Draper, ce dernier aspect paraît d'autant important que les démarches d'individu à individu doivent être prises en charge localement⁷¹, etc. Tout cela, par ailleurs, sans compter les

problèmes particuliers auxquels on faisait face dans le Sud profond, comme on s'en doute.

Ces problèmes structurels, évidemment, relevaient pour une part de cet enjeu stratégique de l'homogénéisation sociopolitique de la pensée des secteurs venant du CIO et de ceux en provenance de l'AFL. Il est vrai, comme l'avait craint Kroll, que les syndicats du CIO vont davantage collaborer avec le COPE, participer aux activités plus systématiquement que les ex-AFL. En 1960, par exemple, les premiers assurent toujours 50 % « des sommes recueillies par des contributions volontaires des membres et les deux tiers de l'argent fourni [sur la base de leurs propres budgets] au COPE pour ses activités éducatives [*Educational Fund*] ». Même les secteurs en provenance du CIO dans les syndicats nouveaux créés par la fusion de syndicats des deux anciennes centrales ont conservé cette orientation et leur comportement politique se distingue encore nettement du comportement des secteurs issus de l'AFL. Bien qu'il y ait évidemment des exceptions, les unités de l'AFL-CIO qui ont connu l'expérience du PAC « s'acquittent [globalement] de 98 % de leurs obligations financières auprès du COPE, alors que le pourcentage » atteint alors par les autres groupes « n'est que de 33 %⁷² ». Si le processus d'homogénéisation au fil des ans est réel, il n'en reste pas moins qu'au sein de l'AFL-CIO les syndicats issus de la syndicalisation industrielle se révéleront plus politisés et, habituellement, plus à gauche.

Le comité d'éducation politique de la nouvelle centrale se dota des moyens de suivre et de faire connaître systématiquement les votes des élus au Congrès. Le COPE entreprit ainsi de publier une brochure intitulée *How Your Senators and Congressmen Voted*, pour chacune des sessions du Congrès.

Une étude des critères précis sur la base desquels, entre 1961 et 1976, le comité évalua les votes des élus permet de les classer en trois grands types : le premier a trait directement aux lois du travail, l'opposition à la loi Taft-Hartley, par exemple ; le deuxième relève de questions d'intérêt « général », comme les positions des élus sur les grandes revendications sociales : « assurance maladie », projets résidentiels », entre autres, revendications conformes aux intérêts des syndiqués, certes, mais de plusieurs autres groupes sociaux ; enfin, un type de critères que l'étude dont nous nous servons définit comme les demandes d'« autres » gens, les revendications de secteurs particuliers de la population qui ne sont pas nécessairement syndiqués : la lutte en faveur des droits civils, notamment. Selon les conjonctures, montre l'analyse de cette activité du COPE, l'accent peut porter sur l'un ou l'autre critère lorsqu'on se prononce sur la valeur d'un candidat. Mais il est rare que « l'évaluation [...] soit fondée prioritairement » sur le seul premier type de critère⁷³.

Avant la formation de l'AFL-CIO, l'activité de lobbyisme était restée, somme toute, peu développée. Ses ressources s'avéraient souvent limitées et son organisation peu « sophistiquée »⁷⁴, tant à l'AFL qu'au CIO. Quelques grands syndicats intervenaient à l'occasion davantage, mais il n'y avait pas de réelle machine permanente à Washington, centralement administrée. Le mouvement ouvrier américain n'était certes pas étranger aux pratiques du lobbyisme, historiquement menées avec de grandes campagnes de *pression* sur les pouvoirs publics : avec Lewis, encore, et avec le comité d'action politique du CIO, qui s'y était (quelque peu) employé. Avant la fusion, les deux centrales s'étaient d'ailleurs dotées de comités de travail précisément mandatés pour suivre les activités du Congrès et envisager les interventions pouvant être jugées nécessaires auprès des élus. Mais, avec l'AFL-CIO, l'activité de lobbyisme sera constante et très professionnelle.

Conduit par son « legislative department », le lobbyisme de l'AFL-CIO va se déployer en une intervention assidue et spécialisée, avec son personnel particulier. La centrale et certains de ses principaux syndicats vont suivre de façon constante les discussions de projets de loi et de règlements publics au niveau fédéral et toujours plus, au niveau des États et des villes. Ils vont intervenir fréquemment auprès des élus pour faire valoir leurs points de vue, tenter parfois de convaincre certains d'entre eux de présenter en Chambre des projets de loi particuliers – que la centrale va à l'occasion rédiger. Comme c'est le cas avec les évaluations des divers membres du Congrès que produit le COPE, le lobbyisme de l'AFL-CIO s'adressera à des questions qui, très souvent, débordent le champ des relations de travail : nominations à la Cour suprême, par exemple, exigences de mise en application des mesures de déségrégation scolaire dans les années 1960 et 1970, etc. Les activités de lobbyisme amèneront aussi les syndicats à se rapprocher d'autres groupes populaires et libéraux, en une coalition qu'on a appelée *labor-liberal*, et, sur certains sujets, avec des secteurs du patronat – par exemple, en faveur de mesures protectionnistes.

Parmi les membres du Congrès, ce lobbyisme va bien sûr s'activer d'abord auprès des élus libéraux, surtout démocrates, avec lesquels on concevra souvent des stratégies visant à obtenir des majorités favorables à ses points de vue. À cet effet, on interviendra aussi auprès des élus libéraux membres des deux comités, celui du Sénat et celui de la Chambre, assumant la responsabilité des questions du travail. Les réunions de ces comités, a souligné Graham K. Wilson, seront assez souvent suspendues pour permettre des consultations *ad hoc* entre les démocrates et les lobbyistes syndicaux. En fonction des sensibilités politiques et idéologiques des présidents en poste, les syndicats auront aussi leurs entrées au Département du travail et à la Maison-Blanche, massivement et régulièrement, par exemple, durant la décennie 1960-1970, comme nous verrons⁷⁵.

Aux présidentielles de 1956, Jack Kroll et James McDevitt, les codirecteurs du COPE, cherchèrent à justifier notamment l'engagement politique auprès des membres de la nouvelle centrale en mettant en avant que la protection des droits du syndicalisme était nécessaire pour que l'on puisse « gagner des augmentations de salaire⁷⁶ ». Un peu comme s'ils essayaient de convaincre en faisant appel au plus petit dénominateur commun. En 1958, l'explication qu'on avança pour justifier la participation au vote et les choix favorisés par le COPE fut déjà plus sophistiquée, du fait de la menace des référendums *right-to-work* et de l'enquête McClellan, éléments qu'on a déjà présentés. Au congrès de la centrale en 1959, alors que les victoires libérales démocrates en 1958 avaient enthousiasmé les syndicats et que les démocrates étaient nettement majoritaires au Congrès (et que cinq des six référendums en faveur de lois *right-to-work* avaient été battus), on se demanda pourquoi la loi Landrum-Griffin venait tout de même d'être adoptée par les Chambres. Devait-on réévaluer l'opportunité de l'orientation politique dans laquelle on s'était engagés ? L'analyse détaillée et chiffrée que soumit pourtant la direction de l'AFL-CIO montra que les élus appuyés par les syndicats ne lui avaient pas fait faux bond, dans l'extrême majorité des cas. « La conclusion que tira [alors] le congrès fut qu'il fallait poursuivre ce que l'on faisait déjà, [mieux et] encore plus » résolument⁷⁷.

Voilà qui favorisa incontestablement le développement du COPE et un rapprochement des orientations politiques entre des points de vue pas toujours au diapason jusque-là. Le seul îlot d'un conservatisme d'ancien genre propre au syndicalisme de métier se trouvait, comme on l'a mentionné, du côté des syndicats de la construction, réunis en un Building and Construction Trades Department (BCTD, « département des métiers du bâtiment et de la construction »). Ce conservatisme peut se dépeindre, succinctement, comme celui d'une pensée concevant la non-partisanerie selon l'idée du neutralisme politique entre les démocrates et les républicains, envisageant ses objectifs selon les besoins stricts de l'organisation syndicale et des conditions de vie de ses propres membres, donc, faisant sienne la possibilité d'appuyer tout candidat, de l'un ou l'autre des grands partis, qui s'engage à respecter ces besoins et à promouvoir ces conditions. Sans compter que le conservatisme social conforme au vieux positionnement de l'AFL dans la société avait justifié en tant que tel, chez certains dirigeants de ces syndicats, une identification partisane stable aux républicains. Ce BCTD se réunissait par lui-même en une « conférence législative annuelle » et engageait, par la suite, ses propres efforts de lobbyisme⁷⁸.

Durant la deuxième moitié des années 1950 et le tournant de la décennie suivante, les priorités du lobbyisme de l'AFL-CIO avaient trait à l'obtention de politiques de développement économique de régions mal en point, afin d'y

accroître l'emploi, d'amélioration de l'aide publique aux handicapés, de mise en place d'un régime d'assurance maladie pour les gens du troisième âge, des objectifs que l'on poursuivait « de concert avec les élus démocrates libéraux⁷⁹ ». L'AFL-CIO appuyait également les initiatives de lutte contre la discrimination raciale. Quand débute la décennie 1960-1970, le syndicalisme américain s'avère, de beaucoup, la « force politique la plus importante appuyant [l'adoption] de programmes » sociaux et il « est devenu dans beaucoup de cas » l'élément premier sur lequel compte « dans les consultations nationales » le Parti démocrate⁸⁰. Dans ses actions de lobbying et sur le terrain électoral, le syndicalisme établit des alliances et cherche à agir en coalition. Il en viendra ainsi rapidement à conduire par lui-même « des campagnes d'inscription sur les listes électorales et de participation au vote » débordant ses propres membres, singulièrement auprès de la minorité noire⁸¹. Le COPE va réussir à s'implanter, inégalement, néanmoins, sur l'ensemble du territoire et se constituer en effet dans les cinquante États; en 1970, son directeur d'alors, Al Barkan, pourra se vanter de présider une organisation (électorale) plus forte que celle des deux grands partis⁸².

Naturellement, en quelque sorte, l'action politique du syndicalisme uni se heurte tout de suite aux « démocrates du Sud », cette aile fondamentale de la coalition conservatrice à Washington. Pour lui faire perdre son pouvoir, l'allié premier doit être la population noire. Plusieurs des ennemis les plus durs du mouvement ouvrier viennent de circonscriptions rurales du Sud où le syndicalisme est peu présent, ainsi que l'explique Alan Draper, et où les Noirs ne votent pas du fait des pratiques ségrégationnistes. Ces élus sudistes échappent aux pressions syndicales et leurs victoires électorales paraissent *garanties*. La lutte des droits civils étant dorénavant engagée, le COPE va s'investir directement de même que les instances de direction régionale de l'AFL-CIO, dans les campagnes visant à hausser radicalement la participation électorale de la population africaine-américaine et à assurer la reconnaissance de ses droits, dès sa première année d'existence⁸³.

Comme nous l'avons souligné en citant Meany, les difficultés de la fusion, encore durant la première moitié de la décennie 1960-1970, relèvent pour une bonne part de considérations de nature organisationnelle et de puissance d'appareil. Les différends peuvent s'avérer sérieux : par exemple, dans les entreprises où le syndicalisme industriel a pénétré depuis des années et où le travail de réparation des bâtiments, notamment, est assumé par des groupes particuliers et leurs membres, devrait-on dorénavant se retirer de ce type de tâches au profit de syndicats de la construction⁸⁴? Les problèmes de cette nature seront récurrents; en décembre 1961, par exemple, la centrale adoptera son quatrième plan d'arbitrage entre les réclamations concurrentes de syndicats dont les champs

d'activité et de recrutement privilégiés se chevauchent, en six ans d'expertise ! Cette fois, on décidera de confier au conseil exécutif de l'AFL-CIO le pouvoir ultime de trancher⁸⁵. Mais les conflits et le maraudage entre syndicats demeureront par la suite l'une des caractéristiques les moins enviables du mouvement ouvrier américain, bien que la situation ne sera plus aussi tendue...

L'autre terrain important de différends internes à l'AFL-CIO relève, comme on l'a vu, de positionnements dissemblables en politique. D'un côté, la manière d'intervenir sur la scène internationale suscite bientôt de nouveaux conflits entre Reuther et Meany. Ce dernier, par exemple, semble juger insuffisante l'orthodoxie des conduites de dirigeants issus du CIO à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ; et il s'oppose, victorieusement, à ce que Walter Reuther soit intégré en 1962 à la délégation américaine aux Nations unies comme membre de la « représentation syndicale » : la participation de Reuther avait pourtant été sollicitée par le Secrétariat d'État⁸⁶. D'un autre côté, le processus d'homogénéisation politique quant aux méthodes d'intervention et aux sensibilités idéologiques restera longtemps plus difficile du côté des secteurs traditionnellement conservateurs de la vieille AFL⁸⁷. Cela dit, le positionnement d'ensemble de l'AFL-CIO, en *politique intérieure et extérieure*, témoigne d'un attachement alors explicite à l'ordre socioéconomique, socio-politique et institutionnel des États-Unis.

Autres caractéristiques de ce premier moment d'un âge d'or du syndicalisme américain : d'abord, et incontestablement, outre les multiples écueils auxquels va se heurter la perspective d'une expansion des rangs syndicaux, la manière même d'envisager cette expansion sera source d'affaiblissement. Conformément à la pensée de Meany à cet effet, et même si celui-ci espère alors un accroissement des rangs syndicaux, « l'approche de la plupart des syndicats » revient à laisser l'initiative « des efforts d'organisation » aux instances locales, sans campagne ni coordination d'ensemble. Dans l'entreprise privée, cette position ne permettra pas vraiment de percer de nouveaux milieux⁸⁸. En tout état de cause, plusieurs analystes de gauche ne craignaient pas à la fin des années 1950, ainsi qu'on l'a vu antérieurement, de considérer que le syndicalisme américain entrait dans une période de crise, précisément parce qu'il ne semblait pas apte à solutionner ce problème.

Pour Irving Howe, rédacteur en chef de la revue *Dissent*, cette crise se révélait essentiellement comme une « crise morale » : objectifs imprécis, « perte d'élan » et d'inspiration, par comparaison avec « le passé récent de plusieurs des syndicats eux-mêmes », conviction d'une stabilité sociale pratiquement permanente. Cela prépare fort mal, pensait-il, à relever les défis qui se présentent déjà et qui ne manqueront pas d'être plus difficiles encore⁸⁹.

2. L'ÉLECTION DE JOHN F. KENNEDY À LA PRÉSIDENTIE EN 1960

On conçoit généralement que le congrès du Parti démocrate tenu à Los Angeles en 1960 fut le dernier où l'issue de la course à l'investiture d'un candidat présidentiel n'était pas (assurément) connue avant le début des travaux. En d'autres mots, ce fut le dernier congrès où les discussions, les ralliements et les tractations pouvaient réellement décider de la sélection de l'aspirant du parti à la présidence. En 1964, la nomination de Lyndon B. Johnson ne ferait en effet pas de doute : vice-président, il avait accédé à la présidence lorsque Kennedy fut assassiné en novembre 1963. Il était pratiquement entendu qu'il serait le candidat des démocrates. En 1968, le parti allait connaître de sévères soubresauts, se déchirer littéralement à son congrès, « exploser » presque, selon le mot utilisé par Taylor E. Dark⁹⁰. Les conditions du compromis et des tractations entre les diverses fractions n'étaient pas réunies.

Après 1968, les délégations aux congrès démocrates seront désignées selon des règles largement différentes de celles qui avaient cours jusque-là, réservant notamment un rôle beaucoup plus grand au processus des primaires. Nous reviendrons précisément sur ces transformations, puisqu'elles auront une influence imparable sur la méthode et les contours de l'action politique du syndicalisme. En tout état de cause, à l'ouverture des congrès à la nomination démocrate après 1968, on saura normalement déjà qui obtiendra l'investiture du parti. *Grosso modo*, le Parti républicain connaîtra une évolution du même type, qui en viendra à soutirer beaucoup de leur pouvoir aux *professionnels* de l'une et l'autre formation. Mais quand débutent les travaux du congrès démocrate de Los Angeles en 1960, la sélection du candidat à la présidence reste tributaire de développements qui ne sont pas achevés, et dont la conclusion n'est pas acquise.

Quatre aspirants principaux s'étaient alors déclarés, tous sénateurs à Washington : Hubert Humphrey, du Minnesota, John F. Kennedy, du Massachusetts, Stuart Symington, du Missouri, et le leader de la majorité démocrate au Sénat, Lyndon B. Johnson, du Texas. Selon le *Congressional Quarterly*, les appuis sur lesquels chacun pouvait compter en se lançant dans la course se distinguaient assez clairement. Humphrey était l'homme de gauche, ami du syndicalisme, qui avait présidé à la fusion du Parti démocrate et du Farmer-Labor Party du Minnesota, un favori des « groupes libéraux et académiques » du parti ; John F. Kennedy fut d'abord appuyé par les organisations démocrates de la Nouvelle-Angleterre et « des politiciens de gros centres urbains », mais finalement rejoint aussi par « plusieurs délégations » d'État attirées par ses « victoires dans les primaires » – certaines fort significatives – qui existaient

alors ; Symington recevait l'appui de responsables démocrates du Midwest et, spectaculairement, de l'ex-président Truman : homme d'affaires libéral, il avait notamment été directeur civil de l'armée de l'air entre 1947 et 1950 ; quant à Lyndon B. Johnson, alors chef de la majorité au Sénat, « considéré comme un peu plus conservateur que ses rivaux », ses appuis reposaient d'abord sur des « leaders démocrates du Sud » et des « collègues du Congrès ». Seuls Humphrey et Kennedy participèrent aux primaires, Johnson faisant valoir que ses responsabilités au Sénat ne lui en donnaient pas le loisir et Symington les déclara « inutiles⁹¹ ».

Humphrey abandonna en cours de route, quand devint évidente la popularité très grande de Kennedy ; une fois que furent composées les délégations des divers États, Symington s'avéra incapable d'y recruter des appuis de quelque importance. Quant à Johnson, il put compter à l'ouverture du congrès démocrate sur l'appui de « l'imposant bloc conservateur et sudiste ». On estimait alors à 688 le nombre de délégués appuyant l'investiture de Kennedy et 304 celui des appuis à Johnson, sur les 761 qui seraient nécessaires pour l'emporter. Mais, même à ce moment, l'avance de Kennedy ne s'avérait pas une garantie : ses organisateurs craignirent, par exemple, que l'engouement manifesté par les délégués en faveur de Stevenson durant le congrès se traduise en une troisième nomination pour celui-ci. Rien de tel ne se produisit pourtant, à leur grand soulagement⁹².

Durant le cours des années 1950 et avec le tournant de la décennie 1960-1970, il est indéniable que le Parti démocrate jouissait du statut de parti majoritaire dans le pays, au niveau de la présidence⁹³, des chambres du Congrès fédéral, dans les législatures d'État et parmi les gouverneurs. Non pas que dans chaque cas le parti soit assuré de dominer, mais ses majorités constituent en quelque sorte une tendance lourde de la vie politique. De la même façon, les valeurs qui lui sont associées à l'extérieur du Sud depuis 1933-1934, que des auteurs américains résument avec l'idée que « le gouvernement a un rôle légitime à tenir pour protéger l'individu des catastrophes économiques », paraissent partie prenante de ce que l'on peut définir comme l'« esprit du temps », surtout par comparaison de la situation d'aujourd'hui. À ces valeurs se conjuguaient la reconnaissance du droit à l'existence du syndicalisme et du bien-fondé de ses activités de promotion des intérêts ouvriers⁹⁴, encore que, on l'a vu, il s'agissait de la « valeur » la plus difficile à accepter par les milieux d'affaires... À leur manière, les résultats des élections de mi-mandat en 1958, un raz-de-marée démocrate que nous avons souligné, se trouvaient pour une part à réaffirmer le dynamisme toujours présent de ces valeurs.

Ils mettaient donc en exergue que, pour une majorité, la protection contre les catastrophes économiques supposait toujours, politiquement, une intervention gouvernementale directe dans la marche de l'économie. L'incapacité, sembla-t-il, du cabinet Eisenhower à agir efficacement contre la récession de 1957-1958, « la pire depuis la Dépression », sa « philosophie de l'intervention gouvernementale limitée », en particulier, qui le fit reculer devant la possibilité d'une action contre-cyclique notable, un niveau de chômage qui atteignit 7,8 % en juin 1958, tout cela fit de la perte d'emplois un enjeu crucial de ces élections de mi-mandat. Joint aux campagnes *right-to-work* auxquelles beaucoup de républicains identifièrent leur candidature, ce taux de chômage élevé accentua l'impression que les républicains n'étaient pas sensibles aux besoins populaires. L'engagement politique des organisations syndicales en fut d'autant justifié auprès de leurs membres, et facilité.

Le parti du président avait donc subi une lourde défaite politique en 1958, que tous les analystes expliquent, peu ou prou, par l'intervention de la classe ouvrière. En éditorial, le *Wall Street Journal* se plaignit au lendemain du scrutin que « le COPE, ce bras politique de l'AFL-CIO, était le véritable gagnant », cependant que le ministre des postes du cabinet Eisenhower, Arthur Summerfield, déclara que « c'était les "boss syndicaux" qui avaient permis aux démocrates de l'emporter haut la main » : « la conséquence en était que "l'Amérique risquait de tomber dans le précipice d'un Congrès dominé par" » ces *boss syndicaux*. Des candidats républicains importants, dont les campagnes avaient été précisément dirigées contre « le pouvoir supposé [trop grand] des syndicats » attribuèrent eux-mêmes leurs défaites à l'action résolue du COPE⁹⁵. Cette action du COPE se singularisa, d'un autre côté, par l'effort de s'adresser directement à des électeurs potentiels qui n'étaient peut-être pas syndiqués, mais dont les intérêts pouvaient se reconnaître dans les sensibilités socio-politiques des syndicats ouvriers. C'est ainsi que, pour une première fois, le COPE engagea de lui-même des campagnes d'inscription sur les listes électorales dans des quartiers à majorité africaine-américaine, notamment par des « visites de porte à porte dont il assumait les coûts » et il chercha à mettre en forme une intervention commune à cet effet avec « des clubs sociaux [et] des églises » de quartiers noirs, par exemple en organisant des *freedom buses* (autobus de liberté, de libération) vers les bureaux d'inscription. En d'autres mots, il entreprit « d'inclure dans la coalition démocrate » des groupes et des secteurs de la population dont la composition débordait largement les frontières de ses propres membres⁹⁶, ce que la science politique définit souvent comme un travail partisan d'agrégation. Soulignons qu'à l'instar de la réflexion qui amenait le syndicalisme à œuvrer politiquement avec la population noire dans le sud du pays cet effort d'agrégation au sein du Parti démocrate relevait d'une logique

sociale évidente : les Africains-Américains étaient, par comparaison et globalement, mieux disposés dorénavant envers le syndicalisme que les autres segments de la société⁹⁷.

En tout état de cause, les résultats de 1958 amenèrent une certaine recomposition des comités de la Chambre et du Sénat dont la vocation comporte notamment la responsabilité des questions du travail et du syndicalisme, haussant dans chaque cas la proportion d'élus démocrates, souvent libéraux. Le sous-comité du Sénat dont les travaux étaient centrés sur les seules questions du travail garda son président (*chair*) John F. Kennedy et « les libéraux y demeurèrent fortement en contrôle », encore que deux élus républicains très conservateurs, dont Barry Goldwater, siégeaient également à ce sous-comité. On se souviendra que l'époque était celle de l'enquête McClellan et des travaux qui mèneraient à l'adoption de la loi Landrum-Griffin. Et notons que Philip Landrum était un élu démocrate du Sud à la Chambre des représentants⁹⁸. John F. Kennedy fut, durant les deux années de la nouvelle législature, en lien suivi avec l'AFL-CIO et attentif à ses demandes comme à ses suggestions.

i. LE RAPPROCHEMENT DE KENNEDY ET DU MONDE OUVRIER

Rappelons que le futur président n'avait cependant pas toujours été un favori des courants libéraux démocrates. Eleanor Roosevelt, par exemple, et des partisans d'Adlai Stevenson dans le parti l'avaient jugé « trop détaché, trop cynique face aux grands enjeux politiques et surtout trop doux à l'endroit de Joe McCarthy⁹⁹ ». John F. Kennedy, qui fut membre de la Chambre des représentants à Washington de 1946 à 1952, puis élu au Sénat de 1952 à 1960, avait participé, bien que cela n'eut pas de véritable effet à l'époque, au dépistage de membres du Parti communiste dans les syndicats¹⁰⁰. En 1957, lors d'un débat contradictoire « sur la politique étrangère » des États-Unis tenu à l'Université de Toronto (qui l'opposa au jeune Stephen Lewis), J.F.K. se fit le promoteur, selon le journaliste Orland French, des « politiques d'affrontement [*brinkmanship*] et de développement des armes que menait alors le secrétaire d'État John Foster Dulles » ; sur ce terrain, aurait dit Kennedy, « il y a peu de différence entre les républicains et les démocrates ». Le débat se déroula au Hart House de l'université, à l'époque « interdite d'entrée aux femmes » et alors que se tenait à l'extérieur une manifestation dénonçant cette exclusion. Questionné à cet égard par le journal étudiant, Kennedy déclara : « J'approuve personnellement de maintenir les femmes hors de ce genre de choses. C'est un plaisir que de se trouver dans un pays où les femmes ne peuvent pas se mêler de tout¹⁰¹. »

Bien, notre but n'est pas de démontrer que John F. Kennedy aurait fait une carrière politique de conservateur déclaré. Ce n'était pas le cas, mais il ne poursuivait pas une carrière marquée d'un attachement particulier aux grandes causes sociales ou identifiable au progressisme politique. L'intérêt qu'il y a à le souligner vient de ce que ses dernières années au Sénat furent précisément empreintes d'orientations plus libérales que celles qu'on lui avait connues jusque-là. Il faut voir qu'il modifie alors pour une part ses priorités, et très certainement des aspects de sa personnalité politique. Malgré de fortes aspirations personnelles, il avait été durant de nombreuses années, les « dix premières » de son passage au Congrès selon divers analystes, un personnage sans « réel intérêt », pensait Lyndon B. Johnson, son futur vice-président¹⁰². Mais, après ces dix années, il s'engagea de manière incontestablement plus suivie, et en cherchant des appuis du côté des libéraux.

J.F.K. tenta ainsi d'obtenir, sans succès, la nomination au poste de vice-président en 1956. Durant le congrès démocrate, il avait demandé à Reuther ce « qu'il faudrait pour obtenir l'appui de [son] syndicat. "Améliorer le dossier de vos votes en chambre" », avait répondu Reuther¹⁰³. Selon l'auteur qui rapporte le contenu de cette anecdote, voilà précisément à quoi s'employa le futur président en prévision de sa course à la nomination en 1960, cependant qu'il se servit de sa présence publique continue durant les travaux de l'enquête McClellan puis les débats qui allaient conduire à l'adoption de la loi Landrum-Griffin pour se doter « d'une stature nationale en tant que législateur ». Dans son évaluation des votes des divers élus au Sénat, le COPE jugea que, pour 1957-1958, par exemple, le score de Kennedy était parfait¹⁰⁴. « Dans les mois précédant le congrès [démocrate] de 1960 », Kennedy s'orienta même nettement « vers la gauche », acceptant notamment de « coparrainer un projet de loi, préparé par l'AFL-CIO, d'instauration d'un régime d'assurance maladie » pour les gens du troisième âge et « rendant beaucoup plus visible son engagement en faveur d'une loi sur les droits civils » de la population noire¹⁰⁵. Pour les années 1959-1960, ses votes au Sénat correspondirent à nouveau parfaitement aux orientations de l'AFL-CIO, ce dont le COPE convint publiquement au mois de juillet¹⁰⁶.

Dès le début de l'année 1960, l'AFL-CIO annonça qu'elle réunirait à la suite des congrès à la nomination présidentielle des deux grands partis une assemblée des dirigeants de ses cent trente-quatre syndicats affiliés afin de décider de sa préférence. Cette position fut arrêtée lors d'une réunion du conseil d'administration du COPE en février ; pour la grande presse, elle signifiait inmanquablement que la centrale allait appuyer le candidat démocrate contre le vice-président Nixon, assuré de la nomination républicaine. Elle signifiait aussi que la centrale passerait outre les réticences de quelques

dirigeants des syndicats de la construction qui étaient républicains et d'un nombre à ce moment « plus grand » de leaders qui ne pouvaient toujours souffrir que les démocrates n'aient pas su prévenir l'adoption de la loi Landrum-Griffin... Mais la majorité du conseil administratif considérait que, sans préférence connue pour l'élection à la présidence, les choix de la centrale entre les candidats au Sénat et à la Chambre des représentants, comme ses interventions pour les élections au sein des divers États, manqueraient d'élan¹⁰⁷.

Parmi les candidatures à la nomination démocrate alors supputées dans les médias, « seule la candidature de Lyndon B. Johnson », pensait-on, ne pourrait vraisemblablement recevoir l'appui de la centrale. Celui-ci ne semblait d'ailleurs pas se faire d'illusion à cet égard : il s'était adressé par lettre aux employeurs en faisant valoir « son appui à la loi Taft-Hartley contre le veto du président Truman » et son accord, « en grande partie, avec Landrum-Griffin », afin de susciter leur soutien, épisode rendu public par le *New York Times* le 6 janvier¹⁰⁸. Alors leader de la majorité démocrate au Sénat, Johnson acceptait généralement les mesures interventionnistes en économie et les politiques sociales du New Deal, mais il résistait toujours aux politiques des droits civils et n'était certes pas perçu comme un ami du mouvement ouvrier et des libéraux. De fait, les sensibilités sociopolitiques de ceux-ci les portaient davantage du côté de Hubert Humphrey, pour eux un allié indéfectible qui jamais, par exemple, ne faiblit dans son appui au syndicalisme et qui s'avérait l'un des promoteurs principaux des politiques de déségrégation.

Kennedy, par comparaison, s'avérait incontestablement un politicien moins sûr, pas aussi associé aux alliances et aux tendances de gauche dans le parti, comme le fait remarquer Taylor Dark¹⁰⁹. Mais, comme on l'a souligné plus haut, John Fitzgerald Kennedy avait entrepris, par ailleurs et depuis quelques années, de se rapprocher des courants situés à la *gauche du centre* de son parti. Quand les « premiers résultats des primaires montrèrent qu'il était le choix le plus susceptible de rallier les suffrages », les syndicalistes se rangèrent de son côté. Ils furent en quelque sorte récompensés, puisque l'équipe de Kennedy fit adopter au congrès du parti « la plateforme la plus libérale [de son] histoire » ; Kennedy « gagna [alors] l'investiture au premier tour de scrutin¹¹⁰ ». Ils furent cependant renversés quand celui-ci fit savoir que Lyndon B. Johnson serait son colistier : ils s'y opposèrent, mais en vain. On aura compris que Kennedy agissait, de fait, selon une stratégie électorale depuis longtemps mise au point et souvent utilisée : le candidat à la présidence se dotait en quelque sorte d'un candidat à la vice-présidence donnant des gages de sa bonne volonté à l'endroit d'un électorat moins enclin à se reconnaître dans les valeurs auxquelles il était personnellement associé. J.F.K. tablait, même si ce n'était pas uniquement, sur les électeurs libéraux, ouvriers, des grands centres urbains et

de la Nouvelle-Angleterre, alors que Lyndon B. Johnson, sénateur du Texas, pouvait répondre davantage aux vœux du Sud.

À quelques jours du vote, on donnait Kennedy largement en avance dans les grands centres industriels, sur la base des intentions de vote « des ouvriers » – qui craignaient le chômage et la « possibilité d'un recul plus grand de l'économie ». L'AFL-CIO, faisait-on remarquer, s'était lancée, en particulier durant les deux mois précédents, dans une cabale de tous les instants en faveur de Kennedy : les « locaux des syndicats avaient été transformés en quartiers [électoraux] généraux », les revues et les publications syndicales appelaient systématiquement à voter pour Kennedy, l'aspirant président était photographié au côte-à-côte avec Meany¹¹¹, etc.

À ce moment, l'effort en faveur de Kennedy ne connut dans le syndicalisme qu'une exception notable : le syndicat des camionneurs de James R. Hoffa, dont les membres furent conviés par celui-ci à voter pour Nixon. Hoffa avait dû faire face à Robert Kennedy, le frère du futur président, qui avait agi comme procureur de l'enquête de McClellan sur la corruption dans le syndicalisme, cependant que J.F.K. lui-même avait déclaré « ne pas être satisfait de voir un homme comme M. Hoffa "toujours en liberté" » et promis « d'agir contre lui » s'il remportait l'élection. L'appui au candidat républicain ne suscita qu'un enthousiasme fort mitigé au sein même du syndicat des camionneurs, et Hoffa chercha à le faire valoir en insistant sur l'expérience de vie de Nixon, qui connut la pauvreté et « sait ce que signifie gagner sa vie¹¹² ».

Cela dit, durant la forte campagne que menait l'AFL-CIO en faveur de Kennedy, il fut remarquable qu'elle ne cherchât pas à mettre publiquement en avant des revendications qui lui soient propres, par exemple pour le retrait de la nouvelle loi Landrum-Griffin. Pour Meany et les autres dirigeants, il sembla plus « efficace » de s'en tenir à des perspectives plus globales. Il est vrai, d'un autre côté, que la campagne de Nixon ne fit pas « du syndicalisme une cible particulière¹¹³ ». Personnellement, nous croyons que ce positionnement de la centrale relève pour une bonne part du coup réel que lui avaient asséné les enquêtes, les débats et les révélations des trois années précédentes sur des cas de corruption avérés dans les rangs du syndicalisme. On pouvait toujours se plaindre qu'aucun examen de ce type n'avait été ouvert sur les activités du patronat ; mais c'était autre chose que de vouloir justifier l'abandon des contrôles de justice sur ses organisations ou de mettre en avant des revendications visant à accroître leur liberté d'action, voire à assurer leur renforcement.

Néanmoins, d'autres préoccupations de nature socioéconomique et sociopolitique interpellaient évidemment le mouvement ouvrier et ses alliés libéraux, cependant que les votes récents des deux chambres du Congrès et les

orientations plus conservatrices d'Eisenhower à la fin de son deuxième mandat faisaient preuve à nouveau de la nécessité que disparaisse la minorité conservatrice de blocage (le 3^e parti au Congrès). À cela s'ajoutait, bien sûr, la volonté de prémunir aussi l'organisation syndicale de nouvelles contraintes juridiques et réglementaires. Tous ces éléments, dès lors, confirmaient le besoin d'une action politique massive et soutenue. L'intervention dans les élections de 1960 représenta, concrètement, le premier véritable engagement de l'AFL-CIO dans les présidentielles; en 1956, la centrale nouvelle venait à peine d'être formée. Cette fois elle se lança *nationalement*, par exemple, dans une campagne d'inscription sur les listes d'électeurs et de participation aux divers scrutins, une nouveauté à cette échelle.

ii. L'INTERVENTION DES ÉTATS-MAJORS SYNDICAUX AU SEIN DU PARTI DÉMOCRATE

Dès le mois de janvier 1960, l'AFL-CIO réunissait en une « Legislative Conference » quelque 600 délégués afin de lancer les préparatifs de son intervention dans le cycle d'élections qui s'ouvrirait bientôt. L'axe politique de cette intervention n'allait cependant pas de soi pour tout le monde; il y avait un malaise perceptible à envisager un appui aux démocrates, voire du ressentiment envers eux, même si le congrès de la centrale en 1959, comme on l'a vu, avait finalement considéré que les élus soutenus par le mouvement ouvrier ne lui avaient pas fait faux bond – généralement. On s'entendait, cependant, qu'il fallait se débarrasser des élus qui « voulaient imposer aux syndicalistes une camisole de force »; la démarche première à engager, dès lors, était « d'amener nos gens à s'inscrire sur les listes électorales et à voter¹¹⁴ ».

Progressivement, la mauvaise humeur disparut pourtant et l'on se rapprocha à nouveau des démocrates. George Meany fit remarquer, après avoir insisté sur le fait que la campagne d'inscription sur les listes électorales avait un caractère non partisan, que trois personnes sur quatre que l'on convainquait ainsi de s'inscrire voteraient probablement selon les préférences syndicales¹¹⁵. À ce moment, au milieu du mois d'août 1960, le mouvement ouvrier était déjà engagé dans la course à la nomination démocrate pour la présidence, même si ce n'était pas officiellement. Notons tout de suite à cet égard que les résultats de cette activité paraîtront singulièrement convaincants: par exemple, « les efforts du syndicalisme [...] entraînèrent l'inscription de 227 000 personnes, principalement dans les villes industrielles au New Jersey. John F. Kennedy remportera l'État [contre Nixon] par une courte marge de 22 000 votes¹¹⁶ ».

Encore en août 1960, James L. McDevitt, le directeur du COPE, présentait au conseil exécutif de la centrale les résultats de sa réflexion sur les choix stratégiques qui s'offraient à elle pour avoir raison de la « coalition conservatrice au Congrès ». On pouvait « concentrer ses efforts à l'extérieur du Sud, dans les circonscriptions ouvrières représentées par des républicains conservateurs », ou l'on pouvait plutôt « se concentrer sur le Sud et y contester le pouvoir de l'organisation démocrate établie ». Alan Draper, qui analyse cette rencontre et ses conséquences, remarque que, de fait, la centrale allait s'engager dans ces deux avenues, tout en considérant que l'objectif d'une transformation des rapports de pouvoir au sein du parti dans le Sud n'était pas réalisable à l'occasion d'une seule campagne présidentielle. De sorte que le COPE s'associa à des organisations noires qui œuvraient à faire disparaître les pratiques ségrégationnistes dans l'exercice du droit de vote et à hausser le taux d'inscription sur les listes électorales de la population africaine-américaine pour ce qui est du Sud profond ; il contribua aussi directement au financement des activités de ces organisations. Mais il décida de concentrer ses efforts dans les régions du Nord où les syndicats étaient puissants¹⁷.

À cet effet, on retint douze États où centrer ses efforts, qu'il convient de mentionner pour préciser la configuration géographique de la présence syndicale : il s'agissait de la Californie, de l'Illinois, de l'Indiana, du Maryland, du Michigan, du Missouri, du Minnesota, du New Jersey, de New York, de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Wisconsin. « Deux critères » avaient présidé à leur sélection : ensemble, ces douze États « réunissaient plus des deux tiers de tous les membres de l'AFL-CIO » ; puis on retrouvait dans chacun une forte représentation « des populations minoritaires » du pays, que le COPE jugeait largement « susceptibles de voter en faveur de démocrates libéraux si [seulement] on pouvait amener [leurs gens] à s'inscrire et à se rendre aux bureaux de vote ». En conséquence, on visa d'abord et avant tout « les centres urbains » dans chacun de ces douze États¹⁸.

En s'appuyant sur l'apport réclamé avec insistance de tout le mouvement syndical, le COPE évalua en fin de course qu'il avait directement servi à ce que 1 500 000 personnes s'inscrivent sur les listes électorales, grâce à l'activité suivie de quelque 9 100 militants et militantes¹⁹. Comme Kennedy allait l'emporter au suffrage populaire sur Nixon par aussi peu que 100 000 votes, et en considérant que l'évaluation de Meany – trois nouveaux électeurs sur quatre que le syndicalisme convainquait de s'inscrire sur les listes électorales votaient en faveur de candidats libéraux – correspondait pour une bonne part à la réalité, la contribution politique du mouvement ouvrier en 1960 s'avérait jusqu'à un certain point déterminante. Qui plus est, ainsi que le rapporta McDevitt, le travail du COPE « auprès des minorités s'était révélé très profitable. Des appuis

sans précédent parmi les électeurs noirs et hispaniques en faveur des démocrates rendaient compte de majorités [souvent] écrasantes dans les centres urbains». Par exemple, les majorités obtenues par Kennedy furent «si prononcées à Philadelphie, Pittsburgh, Baltimore, St. Louis et Detroit qu'elles lui permirent dans chaque cas d'emporter l'État¹²⁰».

Cette participation d'ensemble était défrayée sur la base des ressources de la centrale et des syndicats. L'appui à des campagnes de candidats devait être financé par des contributions volontaires recueillies dans ce but auprès des syndiqués. Alan Draper a pu regrouper en fonction de quatre grands types de considérations les décisions de participer ou non au financement de campagnes de candidats particuliers, après avoir fait remarquer que «97 % des sommes distribuées [par le COPE national] allaient aux fédérations d'État», plutôt que d'être engagées directement par lui. Ainsi, le COPE national dispensait les fonds de cette nature aux fédérations des États «où des élus [pro-syndicaux] se représentaient», comme Hubert Humphrey au Minnesota, par exemple. Évidemment, deuxième type de considérations, on tenait compte aussi de la capacité politique dont faisaient preuve les diverses fédérations, si elles s'étaient dotées d'une organisation COPE «suffisante pour justifier» un transfert de ressources. Puis, le comité national tenait compte des demandes particulières «de syndicats qui contribuaient généreusement» à ses activités. Enfin, le COPE pratiquait aussi une «stratégie de compensation», c'est-à-dire une aide à des fédérations d'État incapables de recueillir par elles-mêmes des sommes véritablement significatives en faveur de candidatures pourtant jugées singulièrement valables; ce fut notamment le cas pour George McGovern, du Dakota du Sud, candidat à un poste au Sénat en 1960¹²¹. État largement agricole, le Dakota du Sud n'était pas un lieu historiquement propice au développement d'un syndicalisme influent.

Notons que la collecte des sommes volontaires auprès des membres s'avérait complexe et difficile. L'objectif fixé était d'un dollar par syndiqué; on ne recueillit pourtant que deux millions de dollars environ. Or, il apparut que «le nombre de membres qui refusaient de contribuer au COPE était négligeable; mais [le] nombre de ceux à qui on ne le demandait pas était énorme¹²²». Voilà qui montrait bien que tout n'était pas achevé dans la mise en forme de l'intervention du COPE, dans la construction puis le rodage des instruments de cette intervention.

Le poids du syndicalisme au sein du Parti démocrate national reposait sur le rôle que pouvaient y jouer, comme fraction, ses chefs négociant avec les autres fractions et courants les choix de plateforme et la nomination du candidat à la présidence. Le rôle que tenaient les leaders syndicaux s'appuyait

évidemment sur la capacité de leur mouvement à structurer des campagnes politiques de masse, mouvement devenu en plusieurs endroits l'armature principale des candidatures démocrates, puis sur l'importance numérique de l'électorat ouvrier comme secteur de la *clientèle* du Parti démocrate et, enfin, sur la participation coordonnée de responsables et de militants des syndicats au congrès à l'investiture présidentielle comme délégués d'État (peut-être 20 % de l'ensemble des délégués en 1960). De sorte que le mouvement ouvrier devenait toujours plus partie prenante et élément incontournable de la « coalition partisane » démocrate.

Dans la science politique américaine, le concept de « coalition partisane » fait référence à la contribution de groupes divers aux résultats électoraux d'un parti. L'apport de chacun de ces groupes est évalué selon sa taille dans la société, le taux de sa participation au vote et la « loyauté » qu'il manifeste envers un parti, c'est-à-dire la constance de son attachement. Les « familles syndiquées » assuraient environ le tiers des votes exprimés en faveur des démocrates durant les années 1950 et autour de 28 % pour la décennie 1960-1970. Ce dernier chiffre ne relève pas que d'une modification dans le niveau de « loyauté » envers les démocrates, comme nous le verrons, mais aussi « d'un certain recul du taux de syndicalisation en tant que tel ». À cette contribution stable au vote démocrate, le mouvement ouvrier ajoutait des efforts significatifs, qu'il prenait en charge et finançait, visant à hausser les taux de participation politique des groupes minoritaires globalement défavorisés, qu'on savait majoritairement sensibles aux valeurs libérales. Le syndicalisme assurait enfin la logistique, par lui-même et souvent comme source unique d'appui militant (ou presque), des campagnes de candidats démocrates. Sur ces terrains, son apport à la « coalition démocrate » dépassait celui des autres groupes. Il a été établi qu'en 1960, par exemple, les familles syndiquées ont assuré aux démocrates plus de quatre fois le nombre de votes que cela fut le cas de la population noire¹²³.

Comme on l'a vu, John F. Kennedy n'était pas le premier choix des états-majors syndicaux dans la course à l'investiture démocrate pour la présidence en 1960. Mais, devant ses succès populaires dans les primaires, ils se rallièrent bientôt à sa candidature : il s'était montré en chambre un « ami du mouvement ouvrier » et l'on voulait, plus que tout, éviter la nomination de Lyndon B. Johnson. Formellement, Meany « resta neutre jusqu'à l'ouverture du congrès », mais il n'en fut pas de même de tous les autres dirigeants : certains « furent très actifs (bien qu'ils se disaient “neutres” eux aussi) en prêtant main-forte dans quelques primaires importantes à la campagne de Kennedy, tout en s'employant à lui garantir un appui dans chaque délégation d'État¹²⁴ », y compris par pression et marchandage auprès de gouverneurs démocrates dont les États étaient fortement syndiqués. Le père du futur président, Joseph Kennedy,

demanda précisément à David McDonald, président du puissant syndicat des métallurgistes, de soutenir ainsi la campagne de son fils. Ce qu'il est important pour nous de souligner, c'est que ce travail au sein du Parti démocrate, ainsi que le rappelle Taylor E. Dark en analysant l'intervention de McDonald, se faisait alors quasi clandestinement, un travail de coulisses. Il en allait de même des autres dirigeants de la centrale qui intervenaient politiquement, notamment de Reuther¹²⁵.

Lane Kirkland, plus tard successeur de Meany à la présidence de la centrale et « assistant spécial » de celui-ci en 1960, a décrit admirablement le système de rapports internes au Parti démocrate dans lequel agissaient maintenant les états-majors syndicaux : il y avait, a-t-il expliqué, « une entente tacite, invisible, néanmoins très réelle » entre les sommets du parti et ceux du mouvement ouvrier, en fonction de laquelle, même si les syndicats ne pouvaient pas imposer leur « premier choix », les leaders du parti prenaient garde de ne pas indisposer l'AFL-CIO en sélectionnant un candidat pour elle inadmissible. Les « personnages clés du parti engagés dans ce processus [de course à l'investiture] discutaient avec nous des candidats qui nous seraient acceptables [...]. Une poignée [*relative handful*] de gens exerçaient [donc] une influence profonde sur ce processus [de nomination] ». Le parti comptait en effet beaucoup sur le syndicalisme dans ses campagnes à l'extérieur du Sud¹²⁶. Nous appellerons ce système de rapports internes au Parti démocrate, fondé sur les négociations, les compromis, le donnant-donnant et les échanges de bons services au sommet, « vieux système » parce qu'il va être renversé à la fin de la décennie sous la pression d'exigences démocratiques qui conduiront alors à de nouveaux types de rapports.

Les états-majors du syndicalisme appréciaient beaucoup ce vieux système : « dans la plupart des États, les délégués [au congrès du parti] étaient choisis par la méthode des caucus et des congrès [plutôt que par des primaires], effectivement dominés par les leaders du parti, [...] sur la base de leur engagement et des services rendus au parti et non parce qu'ils appuyaient un candidat particulier – de fait, ils étaient souvent choisis avant que les candidats à la nomination se soient déclarés¹²⁷ ». Voilà pourquoi le choix à l'investiture dépendait (notamment) du déroulement du congrès et des ententes qui pouvaient s'y nouer. Le poids des dirigeants syndicaux se trouvait en quelque sorte ainsi garanti. Mais il y avait plus. Leur action politique ne dépendait que d'eux, elle n'était pas « publicisée » et « ne requérait pratiquement jamais de mobilisation des membres », sauf à l'occasion de primaires. Leurs choix n'avaient pas à être soumis à la discussion ni au jugement des syndiqués¹²⁸.

Même, la prétendue neutralité entre les deux grands partis, que proclamait l'orientation de la non-partisanerie, servait en quelque sorte de paravent face aux membres. On attendait prétendument que les investitures et les plateformes démocrates et républicaines soient connues pour arrêter sa position, comme si on n'avait pas été actifs bien avant dans le Parti démocrate et avec lui. À cet égard, il est juste que « la non-partisanerie [servait] à camoufler plutôt qu'à décrire les stratégies politiques » du syndicalisme¹²⁹. Le « vieux système » de rapports au sein du Parti démocrate conférait donc aux directions syndicales un pouvoir politique réel, appuyé sur la force de leurs organisations, qui devenait une dimension de leur statut social propre; dans ce cadre, elles promouvaient incontestablement, par ailleurs, des orientations d'amélioration des conditions socioéconomiques des travailleurs et des couches défavorisées; d'un autre côté, l'assimilation idéologique de la non-partisanerie à la neutralité, disparue en 1936, était ramenée explicitement dans le discours du syndicalisme¹³⁰ comme moyen, pensons-nous, de désamorcer l'influence de certains questionnements journalistiques tout en *blindant*, selon le verbe qu'a utilisé Dark à cet effet, la position des états-majors face à leurs bases¹³¹.

Les pratiques du lobbyisme syndical partageaient avec son action électorale cette caractéristique de l'évitement d'une participation des instances de base et des membres dans l'intervention. Selon un lobbyiste du mouvement ouvrier, « l'état-major fait tout ce qu'il peut [*goes out of its way*] pour ne pas consulter les membres, se disant que ça ne ferait que tout compliquer¹³² ». À l'époque turbulente du CIO de John L. Lewis, il pouvait paraître nécessaire de compter, du moins à l'occasion, sur des activités de lobbyisme de masse; mais, maintenant que l'organisation était fermement établie, avec ses lobbyistes à temps plein connus des élus et des multiples groupes d'intérêt présents à Washington, rompus aux alliances formelles et informelles et aux réunions de couloir, le recours à l'intervention et à la consultation des bases ne semblait promettre que des difficultés ou faire perdre du temps. Quel que soit le bien-fondé des politiques officielles du syndicalisme, elles n'étaient pas envisagées sous l'angle d'une participation généralisée à leur élaboration et à leur mise en pratique – sauf en ce qui avait trait à l'action électorale, aux campagnes d'inscription sur les listes et de participation au vote, tout de même massives et, en elles-mêmes, activités de politisation de classe.

En tout état de cause, lorsque furent connues en 1960 les nominations démocrate et républicaine à la présidence et à la vice-présidence, la direction de la centrale appuya officiellement et à l'unanimité le ticket Kennedy-Johnson, à l'exception d'A. Philip Randolph. Celui-ci, partisan de la formation d'un Labor party, justifia devant la presse sa position en mettant en avant que « la différence entre le sénateur Kennedy et le vice-président Nixon n'était pas

suffisante pour motiver un appui¹³³ ». Bien que Randolph lui-même serait bientôt dépassé par la *tournure* des développements, son action visant à affirmer les droits des Noirs dans le mouvement syndical et l'indépendance d'esprit qu'il manifestait face aux états-majors de l'AFL-CIO et face aux appareils partisans témoignaient de sensibilités plus en phase avec l'évolution qu'allait bientôt connaître la société américaine, et contribuaient fortement à cette évolution.

La construction du COPE

Le COPE acheva de se constituer dans chacun des États avec son engagement dans les élections de 1960 ; il franchit aussi une importante étape qualitative dans la mise en forme de campagnes d'agrégation électorale, autour de ses orientations et avec le Parti démocrate, de secteurs de l'électorat débordant les rangs de ses propres membres et en fonction d'objectifs nationaux ; à l'interne, la participation massive de 1960 permit un approfondissement du processus d'homogénéisation politique des syndicats engagés, depuis la fusion de 1956, sur un axe identifiable au *libéralisme* américain de l'époque. À la suite des efforts déployés en 1960, « le COPE accrut son activité partisane en faveur des démocrates » : travail conjoint de membres du COPE avec des permanents du DNC (Democratic National Committee, comité national du Parti démocrate) et du comité démocrate du New Jersey pour favoriser l'inscription d'un plus grand nombre de Noirs sur les listes électorales de cet État, par exemple, accentuation du même type d'intervention, lors du scrutin de mi-mandat en 1962, quand le COPE défraiera en plus « des sondages au profit de candidats démocrates » durant la campagne¹³⁴, etc.

La « coalition *new deal* » s'affermisait donc, soudant encore plus le syndicalisme au Parti démocrate – malgré les déclarations publiques de George Meany et d'autres dirigeants. L'intervention du COPE dans les élections de 1962 sera d'ailleurs vue comme une campagne « visant à resserrer le contrôle du Parti démocrate sur le Congrès¹³⁵ ». En 1960, le rôle essentiel de l'engagement du syndicalisme pour l'élection à la présidence de John F. Kennedy fut unanimement reconnu. La très courte victoire de Kennedy au suffrage populaire, quelque 100 000 votes à l'échelle du pays sur plus de 68 millions de voix exprimées¹³⁶, qui lui donnèrent 303 grands électeurs contre 219 à Nixon, releva pour une large part du score nettement à la hausse qu'obtint sa candidature dans les « grands centres industriels » en comparaison des résultats de Stevenson en 1956. Ce succès de Kennedy s'avérait largement le produit des « ressources financières et humaines investies par le mouvement syndical pour faire s'inscrire sur les listes électorales et amener aux bureaux de vote les travailleurs¹³⁷ », comme l'évalua l'AFL-CIO.

On se demanda alors (et depuis) si l'affiliation religieuse de Kennedy, qui était catholique, avait constitué un enjeu important de cette élection, en rebutant des électeurs protestants, par exemple, ou en suscitant l'appui de ses coreligionnaires. Questionnement d'autant plus intéressant, et difficile, que le pourcentage de catholiques augmentait dans le pays (« 16 % en 1928, 22,8 % en 1960 ») et que leur pourcentage parmi les syndiqués (Irlandais, Italiens, Polonais, etc.) avait toujours été plus élevé que leur pourcentage au sein de la population globale. Notons que Kennedy établit clairement, dès l'ouverture de sa campagne, qu'il ne concourait pas en tant que catholique et qu'il gouvernerait selon les « intérêts nationaux » des États-Unis et non en fonction des préférences de l'Église, cependant que Nixon interdit à ses troupes d'utiliser contre Kennedy son catholicisme¹³⁸. Néanmoins, pour l'analyste de la politique américaine, la pertinence de cette problématique restait importante.

Chez les républicains, on fit valoir que le « vote catholique » n'avait pas joué contre « leur parti autant qu'ils l'avaient craint ». Ils croyaient plutôt que les efforts de l'AFL-CIO « avaient compté davantage dans la défaite » de Nixon¹³⁹. De fait, il s'avéra que Kennedy n'avait pas éloigné le vote protestant, mais qu'il avait bien haussé significativement en sa faveur le vote des catholiques, à la hauteur d'environ 77 %, un résultat « surpassé uniquement par le 81 % que reçut Roosevelt » des catholiques en 1936. Pour les politologues Ladd et Hadley, en comparant les présidentielles de 1948 et de 1960, il semblerait que « la religion et la classe exercent chacune un effet considérable indépendant sur le comportement électoral façonnant » la coalition du New Deal et que le facteur classiste aurait été le plus frappant en 1948, alors qu'en 1960 ce fut davantage le facteur religieux¹⁴⁰.

Cela dit, les écarts du vote pro-démocrate entre les travailleurs syndiqués et les familles syndiquées, d'un côté, les familles non syndiquées, de l'autre côté, restaient très significatifs – et avaient même tendance à s'accroître. Ils furent en 1960 pour la présidence de 21 %, par exemple. Or, le lien avec les démocrates, s'il peut être préalable à l'intervention syndicale dans tel ou tel scrutin, ne paraît pas *détachable* dans beaucoup de situations des efforts antérieurs du mouvement ouvrier¹⁴¹. Et l'apport dorénavant marqué de la population noire aux votes en faveur des démocrates ne relève pas du catholicisme, non plus que l'apport en provenance de tous les groupes de travailleurs suscité par les campagnes du syndicalisme pour l'exercice du droit de vote auprès de gens qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Il est difficile d'isoler les unes des autres les dimensions diverses d'un comportement électoral, mais soulignons qu'un sondage de la maison Harris auprès des membres du syndicat de l'automobile révéla que 75 % d'entre eux votèrent en faveur de John F. Kennedy, et que 65 % soulignèrent que ce sont des considérations socioéconomiques qui justifèrent

principalement leur choix, « un pourcentage près de trois fois plus élevé que celui de toute autre considération¹⁴² ».

Ainsi, la coalition démocrate issue du New Deal et propre au cinquième système partisan des États-Unis était toujours efficiente; on n'était pas revenu à la situation *ante*, au quatrième système de partis, quand le sectionnalisme départageait principalement l'électorat sur des bases géographiques, religieuses, ethniques, etc. L'action politique du syndicalisme, élargie et plus puissante, accentuait à nouveau les caractéristiques définitionnelles de ce cinquième système et les rapports de collaboration entre le Parti démocrate et les syndicalistes. Ce qui ne saurait signifier, évidemment et par ailleurs, qu'aucun autre facteur ne pèse sur les choix des électeurs. Mais la « cohérence électorale » parmi les travailleurs et les groupes défavorisés, de l'existence d'un *vote ouvrier*, prise en charge par le syndicalisme, ne s'était pas dissipée. Auprès des secteurs traditionnellement catholiques de cet électorat, elle avait pu être confortée par la religion du candidat démocrate.

Cela dit, au lendemain de la consultation de 1960, la satisfaction des syndicats ne pouvait être entière; comme cela avait été le cas du temps de Roosevelt et depuis, le concours du Sud (démocrate) conservateur s'était avéré « indispensable » à la victoire du candidat présidentiel du parti. On avait espéré qu'un « balayage des grands États industriels aurait permis » à Kennedy une marge de manœuvre importante; mais on se retrouvait avec la possibilité, à nouveau, d'une action de blocage de la minorité conservatrice¹⁴³. Les démocrates restaient largement majoritaires au Congrès, même s'ils perdaient quelques sièges dans les deux chambres¹⁴⁴; mais l'objectif politique d'émanciper les travaux du Congrès du poids de cette minorité n'était pas atteint. On allait donc à nouveau s'y employer lors de la consultation de mi-mandat en 1962.

3. LES ANNÉES KENNEDY ET LE SYNDICALISME

La campagne de John F. Kennedy n'avait pas été une campagne *sociale*, non plus qu'une croisade en faveur de l'égalité des droits civils. Le candidat démocrate mit beaucoup l'accent sur la nécessité que les États-Unis retrouvent leur prestige et regagnent le respect sur la scène internationale, largement ternis, du fait de l'incurie de l'Administration Eisenhower¹⁴⁵. Il insista aussi sur le besoin que le gouvernement de Washington joue un rôle plus énergique à l'intérieur, contre le chômage, par exemple, et pour combattre les pressions récessionnistes en économie. Face à ce qu'il présentait en quelque sorte comme

l'immobilisme des républicains, il mettait en avant le besoin d'un gouvernement beaucoup plus actif et engagé.

Dans son discours d'acceptation de l'investiture démocrate, il avait fait valoir que de nouveaux défis se présentaient au pays, qu'on allait devoir relever en franchissant une « nouvelle frontière (*New Frontier*) ». Cette nouvelle frontière est devant nous, qu'on le veuille ou non. Au-delà se trouvent de [vastes] domaines de la science et de l'espace inexplorés, des problèmes non résolus ayant trait à la guerre et à la paix, des foyers d'ignorance et de préjugés non dominés, des questions insurmontées de pauvreté et d'opulence ». Pour lui, l'élection portait sur un choix fondamental à effectuer entre « l'intérêt public et le confort privé, [...], l'air frais du progrès et l'atmosphère rance [...] de la normalité¹⁴⁶ », etc.

Socialement, le contenu de sa campagne n'était pas réellement plus approfondi. Mais en tenant compte de la plateforme incontestablement libérale qu'avait adoptée le congrès démocrate et du fait que Kennedy, durant la dernière année de son mandat, s'était associé au Sénat à divers projets de réforme – même s'ils ne furent pas adoptés –, sa candidature se situait à la gauche de celle de Nixon, tout comme le type de coalition qu'elle véhiculait. C'est de cela qu'allait témoigner, pour une part, sa présidence. Qui plus est, deux semaines avant le scrutin, Kennedy s'entretint par téléphone avec l'épouse de Martin Luther King fils, « qui venait d'être emprisonné pour sa participation à une occupation des lieux (*sit-in*) en Georgie¹⁴⁷ ».

Bien sûr, d'autres caractéristiques servent à définir cette campagne, certaines plus explicitement. Et les attributs particuliers de la personnalité de Kennedy, engageante et d'allure jeune et décontractée, dont il avait usé déjà lors des primaires, participèrent à son succès comme candidat présidentiel; lors du premier débat télévisé qui l'opposa à Nixon, celui-ci parut en comparaison bien ombrageux, ce qui le défavorisa. Il serait donc faux, en tout cas très exagéré, de prétendre que l'idée de progrès social se situait au centre de la candidature de John F. Kennedy ou surpassa dans le message électoral d'autres considérations. Mais, dans ce message, l'ouverture de la « nouvelle frontière » menait notamment à l'amélioration des conditions de vie des gens du « troisième âge », à la lutte contre la pauvreté, à une hausse de la qualité des écoles publiques, etc.

Les rapports entre les démocrates et le monde ouvrier

L'AFL-CIO pouvait donc demander à Kennedy, peu de temps après son élection, d'enclencher rapidement la mise en œuvre « d'un programme libéral », « de ne pas s'en laisser dissuader par l'étroitesse de sa victoire ». Qui plus est, les

dirigeants syndicaux voulaient « convaincre le [nouveau] président que le mouvement ouvrier devait être reconnu sur un pied d'égalité avec le monde des affaires » dans l'élaboration des diverses orientations du gouvernement, « en politique intérieure et en politique internationale ». En ce sens, on faisait remarquer qu'il fallait cesser ces pratiques voulant que seuls « les chefs d'entreprise et les financiers puissent être nommés au cabinet [présidentiel] et à d'autres postes » de direction : les dirigeants ouvriers étaient-ils des citoyens « de seconde classe¹⁴⁸ » ? Kennedy choisit comme secrétaire au Travail, Arthur J. Goldberg, ex-avocat-conseil du syndicat de la métallurgie et l'un des artisans de la fusion de l'AFL et du CIO en 1955-1956. Il ne fait pas de doute que cette nomination avait reçu le plein accord des syndicalistes.

Le 18 janvier 1961, on apprenait que Meany n'appréciait pas la nomination du nouvel assistant pour la main-d'œuvre du secrétaire alors désigné à la Défense, Robert S. McNamara. Pourtant, ce poste d'assistant avait été confié par Kennedy à un syndicaliste ; mais l'exécutif de la centrale aurait préféré que ce fût un membre des métiers de la construction qui reçoive la nomination¹⁴⁹. L'assistant choisi était membre du syndicat des électriciens qui venait du CIO ; or, on en a déjà soufflé mot, il y avait des conflits de compétence entre les électriciens et des syndicats de la construction. Et comme les budgets d'immobilisation et d'entretien du ministère de la Défense s'avéraient énormes... En tout état de cause, trois autres responsables syndicaux avaient été nommés « à des postes importants au sein du ministère du Travail ». Mais, à part ces gens, « aucun autre responsable n'avait été appelé à des postes importants » quand le nouveau président entra officiellement en fonction¹⁵⁰. À l'été 1962, Kennedy nomma Goldberg à la Cour suprême ; il fallut donc lui trouver un remplaçant au Travail. Meany n'avait pas un droit de veto à cet égard, bien sûr, mais il était généralement entendu que le président ne confierait pas cette responsabilité à quelqu'un dont l'AFL-CIO (fondamentalement George Meany dans ce cadre) ne voudrait absolument pas. Le choix se porta sur le sous-secrétaire déjà en poste, qui avait la faveur de Meany¹⁵¹.

De fait, ce n'est pas par une participation de quelque envergure au sein de l'Administration Kennedy que les chefs syndicaux eurent accès à la direction des affaires publiques, mais par des rapports suivis avec la Maison-Blanche. Soulignons cependant que « l'accès à la direction », selon le sens que nous confions à ces mots, ne signifie pas être associé à la prise de décision, mais plutôt avoir la possibilité de faire entendre sa voix – et, selon les dossiers, d'être écouté. Déjà, George Meany avait eu de bonnes relations personnelles avec Eisenhower et des entrées à la Maison-Blanche. Mais, comme l'écrit l'un de ses biographes, « sous la présidence de Kennedy, [...] les possibilités d'accès à la Maison-Blanche furent immensément accrues ». Meany eut vite d'excellents

rapports avec Kennedy; il fut particulièrement touché de se trouver sur l'es-trade même où, à Berlin le 26 juin 1963, Kennedy vint récuser la légitimité de l'érection du mur qui allait séparer les secteurs Est et Ouest jusqu'en 1989¹⁵².

S'appuyant sur un article du *Washington Post*, Graham K. Wilson rapporte que, durant les années Kennedy, il y eut souvent, et « minimalement une fois par semaine, une communication soigneusement préparée [*careful contact*] entre Meany et la Maison-Blanche et entre le responsable du lobbying de l'AFL-CIO, Andrew Biemiller, et le patron pour la Maison-Blanche de ses relations avec le Congrès, Larry O'Brien¹⁵³ ». À cet égard, les relations étroites que le syndicalisme avait forgées avec des élus et au sein de certains comités des chambres pouvaient servir à la coopération entre l'exécutif et le législatif.

La nouvelle administration voulut également mettre sur pied un comité consultatif d'orientation sur les relations entre patronat et syndicats réunissant notamment des représentants des uns et des autres (President's Advisory Commission on Labor-Management Policy). Fortement favorisés par le secrétaire au Travail Goldberg, les travaux de ce comité se seraient inscrits, selon certains, dans une démarche plus globale inspirée de la gestion publique des *relations industrielles* durant la Deuxième Guerre, c'est-à-dire « l'évolution vers un mode arbitral » de fonctionnement des relations du travail, inscrit dans un « encadrement juridique et statutaire » le soumettant à des politiques gouvernementales sur les prix et les salaires¹⁵⁴. S'il est vrai que, menée à son terme, cette orientation aurait incité au remplacement du droit de grève par l'arbitrage et à déposséder les syndiqués du contrôle de leur propre mouvement¹⁵⁵, il est non moins vrai qu'elle visait à associer l'organisation ouvrière plutôt qu'à la diminuer, politique différente de celle qui existait encore quelques mois auparavant. Cette orientation de départ de la présidence Kennedy n'eut de toute façon pas de suites institutionnelles véritables, mais les préoccupations auxquelles elle répondait allaient peser sur les politiques gouvernementales jusqu'au début des années 1970-1980.

Les nominations aux postes de direction du National Labor Relations Board, l'agence responsable de l'application et de la supervision des lois du travail, notamment du respect de l'exercice des droits syndicaux, relèvent de la présidence. Il est généralement reconnu que le président Kennedy procéda aux nominations les plus favorables au libre exercice de ces droits « depuis les années Roosevelt ». Les décisions souvent fort libérales que rendra alors le NLRB convaincront le patronat de la nécessité d'une intervention beaucoup plus suivie et active de sa part dans le processus de sélection des candidats à ces postes de direction¹⁵⁶. Cela dit, la décision de J.F.K. qui s'avérerait, et de loin, la plus importante pour le syndicalisme fut son décret (*executive order*)

présidentiel 10988 du 17 janvier 1962, titré « Employee-Management Cooperation in the Federal Service » (décret visant la « coopération employés-direction dans la fonction publique fédérale »). Ce décret reconnaissait le droit de s'associer et de négocier leurs conditions de travail aux employés du secteur public fédéral – donc interdisait, par le fait même, aux gestionnaires-cadres et aux directeurs de la fonction publique de s'opposer à la syndicalisation de leurs employés.

i. LA SYNDICALISATION DES TRAVAILLEURS PUBLICS

Ce décret 10988¹⁵⁷, applaudi par George Meany en tant que « loi Wagner des employés du secteur public », accréditait donc le droit desdits employés de « former » des syndicats les représentant, de « se joindre » à de tels syndicats et « d'assister » des syndicats déjà existants à regrouper des salariés du gouvernement fédéral ; son libellé précisait que ces salariés pouvaient diriger de telles organisations, au plus haut niveau, et il interdisait, comme on l'a écrit, à qui que ce soit de s'opposer à ce droit. Les syndicats des « employés publics », comme il est dit aux États-Unis, avaient le droit de négocier des ententes et celui de représentation exclusive des secteurs où elles méritaient des majorités, droits que les responsables administratifs devaient même publiciser auprès des salariés. Mais les employés du gouvernement fédéral ne se voyaient toujours pas reconnu le droit de grève, cependant que les décisions d'un arbitre, auquel on pourrait avoir recours en cas d'impasse dans les négociations, n'étaient pas prévues exécutoires¹⁵⁸.

L'accréditation de la légitimité de l'action syndicale des employés de l'État fédéral n'était pas complète, puisqu'on leur niait le droit à la grève, sans même que soient prévues des mesures d'arbitrage exécutoire. De plus, si un décret présidentiel pouvait instaurer cette pratique de la négociation collective, on devait envisager qu'un autre décret risque de la rendre caduque¹⁵⁹. Pourtant, la signification que prit le décret 10988 ne se limita pas, on s'en doute, à la portée de ces failles. Après une quinzaine d'années de lois et de mesures diverses, nationales et dans les États, visant le contrôle sur l'activité syndicale, son encadrement et la supervision des affaires internes des syndicats, l'Administration présidentielle adoptait une orientation d'ouverture favorisant la liberté d'association. Une décision du président promettait des centaines de milliers, puis des millions de syndiqués nouveaux. Le mot de Meany était un cri de joie. Le contexte social et les rapports politiques semblaient avoir changé, et ils étaient en effet, pour une part importante, modifiés.

Jusque dans la deuxième moitié des années 1950-1960, les employés des secteurs public et parapublic, notamment les fonctionnaires du gouvernement fédéral et de ses multiples agences, des municipalités, des comtés et des États, les travailleurs d'hôpitaux – aux formules de propriété multiples: hôpitaux publics, privés, privés à but non lucratif (religieux) –, les enseignants de tous les niveaux, etc., constituaient une masse de salariés non représentés syndicalement, et à qui l'on n'avait globalement pas reconnu le droit de négocier leurs conditions de travail. Les syndicats qui avaient pu percer, en quelques endroits, ces milieux en étaient réduits à se conduire en « associations professionnelles » qui cherchaient, « dans le meilleur des cas », à influencer par le lobbying et l'action politique les décisions des autorités publiques quant aux conditions d'emploi de leurs membres¹⁶⁰.

Et la situation était d'autant plus difficile pour le syndicalisme que ces salariés relevaient de régimes d'emploi aux caractéristiques juridiques et réglementaires multiples. Mentionnons aussi que les travailleurs d'hôpitaux avaient été exclus, « avec les travailleurs agricoles, ceux des restaurants et les domestiques », des grandes mesures de protection sociale du New Deal. Un amendement à la loi Taft-Hartley avait aussi retiré le droit de grève aux employés d'hôpitaux à but non lucratif¹⁶¹. Mais, en 1954, Robert F. Wagner Jr., alors maire de New York, fils du sénateur qui avait été directement associé au New Deal, établit « un code de négociation pour les employés publics » de la ville qui, précisé et élargi en 1958, « reconnut formellement le droit des syndicats de négocier » avec l'administration municipale. À ce moment était engagée une vague de syndicalisation massive parmi les employés municipaux de New York, les enseignants et les travailleurs des systèmes hospitaliers.

En 1959, une grève de 46 jours dans sept hôpitaux volontaires religieux ébranla la ville de New York : signe annonciateur de développements marquants à venir, elle ouvrit directement la voie à la pleine reconnaissance du droit de négocier leurs conditions pour les travailleurs des hôpitaux. Les syndiqués avaient fait valoir qu'ils n'avaient pas à se comporter en « philanthropes involontaires », qu'il ne revenait pas aux travailleurs les plus pauvres de « subventionner » ces institutions religieuses¹⁶²... En 1959, le Wisconsin adoptait une loi prévoyant le droit pour les travailleurs publics à la négociation collective, confirmée en 1962, premier État s'engageant sur cette voie. À la suite du décret 10988 promulgué par le président Kennedy, aussi en 1962, plus de la moitié des États adoptèrent en une décennie environ « une forme quelconque de loi reconnaissant [le droit de] négociation collective [à leurs] employés, bien que les types de fonctions [et les agences] pour lesquels ce droit [était] reconnu » varient grandement, de même qu'on retrouvait des différences quant à l'obligation éventuelle de négocier avec les employés. Dans tous les cas ou presque,

comme au niveau fédéral, le droit de négocier ne comporta pas pour les travailleurs concernés le droit de grève; *idem* au niveau municipal¹⁶³. En 1962, à New York, 20 000 enseignants firent la grève, alors que la cessation du travail leur était interdite.

Le décret 10988 s'inscrit dans cette évolution, se trouvant à lui conférer en quelque sorte l'aval de la présidence, tout en assignant des limites aux droits syndicaux reconnus qui allaient très largement devenir la norme. Mais les transformations dans les rapports sociopolitiques qu'entraînèrent ces développements furent en elles-mêmes d'une très grande portée – et pluridimensionnelles. D'abord, et bien sûr, par le grossissement et la construction de syndicats de masse dans des secteurs nouveaux pour l'AFL-CIO, qui constitueraient rapidement à l'interne une force puissante. Par exemple, l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME) comptait quelque 173 000 membres en 1959, « plusieurs d'entre eux récemment organisés », mais au-delà de 900 000 deux décennies plus tard. Il en fut de même dans les domaines de la santé et de l'éducation : au milieu de la décennie 1990-2000, il y aura plus de deux millions six cent mille enseignants aux États-Unis négociant leurs conditions de travail¹⁶⁴, quoique tous ne sont pas affiliés à la centrale. Et ces percées dans les secteurs public et parapublic, eux-mêmes par ailleurs en plein essor, accroîtront les nombres de femmes et de Noirs parmi les syndiqués.

Avec le syndicalisme des employés publics surgit aussi une nouvelle force sociale dont la présence sera largement ressentie dans les rapports politiques locaux et régionaux, par exemple dans les conseils scolaires. Et à New York, la poussée du syndicalisme dans les hôpitaux va permettre d'organiser des masses de travailleurs noirs (et latinos) qui y étaient nettement majoritaires, contribuant à leur puissance sociale et à leurs capacités revendicatives, donc à la montée du mouvement noir, comme une de ses dimensions. La bataille des hôpitaux a amené A. Philip Randolph à participer à la mise sur pied d'un Citizens Committee for Equal Rights for Voluntary Hospital Employees, auquel se sont associées, il faut le souligner, des figures marquantes du syndicalisme new-yorkais. Et Malcom X vint appuyer les travailleurs des hôpitaux de la ville. Le gouverneur de l'État de New York est alors Nelson Rockefeller, républicain libéral type du nord-est du pays; lui et Randolph entretiennent, semble-t-il, des rapports cordiaux¹⁶⁵... La législature d'État comporte également d'autres républicains libéraux. En tout état de cause, Rockefeller en viendra à accepter le droit à la négociation des employés d'hôpitaux du secteur volontaire dans la ville de New York et, plus globalement, le droit à la négociation des employés publics.

Notons, par ailleurs, que, sur la lancée de leur mouvement, plusieurs enseignants se joignirent au projet des Freedom Schools d'été dans le sud du pays, avec le plein appui de leurs dirigeants, en 1963-1964. En juin, quelque 60 enseignants, dont 35 de la ville de New York, se rendirent ainsi au Mississippi, « pleinement conscients des dangers auxquels ils s'exposaient ». Ils purent tenir des séances de formation avec près de 500 jeunes de l'État, et s'adresser plus précisément à de futurs enseignants¹⁶⁶. Dans le Sud toujours, la montée du syndicalisme parmi les employés publics africains-américains devint partie prenante, et une dimension centrale, du mouvement de l'égalité des droits et de déségrégation de l'espace public. Ainsi en fut-il de la grève célèbre des travailleurs d'hôpitaux en 1969 à Charleston, en Caroline du Sud, véritable mouvement de masse (majoritairement) de femmes noires exploitées, « peu instruites » et dominées jusque-là, ou de la dure et longue grève des éboueurs noirs de Memphis, au Tennessee, l'année précédente, plus de deux mois à compter du 11 février, pour l'accréditation syndicale et une amélioration de leurs conditions de travail et de rémunération, qu'ils gagnèrent avec l'AFSCME. Venu manifester sa solidarité avec les éboueurs, comme plusieurs autres dirigeants des organisations noires, Martin Luther King Jr., on le sait, allait y être assassiné¹⁶⁷. La lutte des droits civils supposait cette mise en mouvement décisive de la population noire de base, inséparable de l'action pour l'amélioration radicale de ses conditions de vie.

Il n'est pas de notre propos de suivre le développement du syndicalisme américain dans les secteurs public et parapublic au-delà de ce que nous venons de présenter. Les évolutions qu'il amena, suscita ou contribua à imposer furent considérables. L'AFL-CIO avait obtenu de Kennedy son décret 10988, et l'on peut envisager que, pour George Meany, la méthode de ce gain¹⁶⁸ indiquait un moyen privilégié de la croissance des syndicats : un environnement favorable, permettant aux travailleurs qui le désirent de joindre leurs rangs. Cette vision, tout en acceptant que le combat soit parfois nécessaire, n'envisageait pas le développement (ni même l'existence) du mouvement ouvrier sous cet angle. Elle n'était pas véritablement compatible avec la charge émotive et la signification sociopolitique que portaient les mouvements de Charleston et Memphis, notamment. Aucun syndicaliste n'accepte ouvertement la négation du droit de grève ; Meany avait néanmoins qualifié le décret présidentiel de loi Wagner pour la fonction publique. Or, s'il est vrai que Kennedy avait, en quelque sorte, signifié son aval à la syndicalisation des employés publics, les percées aux niveaux inférieurs furent réalisées souvent grâce à l'action militante et entraînèrent un nombre sans précédent de luttes revendicatives.

Si, encore au début des années 1960, « le nombre de grèves des travailleurs publics fluctuait entre 28 et 36 par année, donnant lieu à un nombre de jours [...] de grève oscillant de 15 300 à 79 100 par année, [leur] nombre s'accrut constamment » au fil de la décennie, par exemple « à plus de 400 en 1970, entraînant 2,5 millions » de jours de grève. Cette année-là, le nombre de travailleurs publics s'élevait à quelque 18 % de la population laborieuse. « L'emploi gouvernemental était passé entre 1947 et 1967 de 5,5 millions d'employés à 11,6 millions, cependant que 85 % de cette hausse s'était produite au niveau des États et sub-étatique¹⁶⁹ ».

Par ailleurs, le gouvernement Kennedy s'orienta aussi en politique intérieure selon l'esprit des réformes sociales envisagées dans la plateforme du parti adoptée à son dernier congrès. Ces réformes visaient la déségrégation de la société américaine (du Sud), une assurance maladie pour les aînés et un aide fédérale massive à l'éducation, notamment. Tous les analystes consultés considèrent que les projets de Kennedy sur ces terrains furent largement complétés puis promulgués sous forme de programmes, c'est-à-dire de politiques publiques, sous la présidence de son successeur, Lyndon B. Johnson. Celui-ci leur adjoignit une série d'autres réformes et projets ambitieux, qu'il articulera en l'esquisse d'une « Great Society » (c'est-à-dire « grande société » ou « société merveilleuse »)¹⁷⁰. Personne ne peut évidemment établir comment la présidence de J.F.K. aurait évolué au-delà du 22 novembre 1963, la date de son homicide. Le contenu que Johnson donnera à sa « Great Society », par exemple, sera en rupture avec tout ce qu'on espérait ou craignait de lui. Mais, même si les politiques de Johnson sur l'affirmation et la promotion des droits civils de la population noire, l'aide sociale et l'assurance maladie dépasseront ce qui avait été mis en chantier, elles ne contrediront pas le sens des initiatives de son prédécesseur.

Ainsi, l'entourage du président Kennedy contacta l'intellectuel socialiste Michael Harrington, à la suite de la publication de son livre *The Other America* en 1962. Dans ce livre, Harrington étudiait la pauvreté aux États-Unis, comme envers de l'image convenue qu'on donnait généralement de la société américaine, la pauvreté considérée dans ses dimensions de manque chronique et de souffrance personnelle. Quelle ne fut pas sa surprise, raconte en entrevue Harrington, d'être alors invité « dans l'orbite du pouvoir » pour discuter de ses analyses et de ses idées. Selon lui, ce fut à la suite de ces discussions que « l'Administration Kennedy adopta » l'orientation dite de « guerre à la pauvreté », que Lyndon B. Johnson allait poursuivre¹⁷¹. Voilà, d'après nous, ce qui donne une idée juste, sans qu'on puisse aller plus loin, du rapport entre la présidence de Kennedy et la « Great Society ». Le développement fut semblable en ce qui avait trait à l'assurance maladie pour les gens du troisième âge. La Maison-Blanche

convoqua en 1960 une conférence sur le vieillissement de la population, dans laquelle l'AFL-CIO fut très active. Mais les projets d'une assurance maladie de ce type ne connaîtront pas de véritable avancée jusqu'à la présidence de Johnson, comme nous le verrons.

ii. LA PLACE DES FEMMES TRAVAILLEUSES

Cela dit, des pas plus concrets furent franchis durant l'Administration Kennedy en ce qui avait trait à l'égalité des femmes, en particulier comme travailleuses. En 1963, J.F.K. signa ainsi l'Equal Pay Act (loi du salaire égal), qui interdit à compter de ce moment et dans tous les milieux de travail les grilles de salaires différenciées entre hommes et femmes pour un travail identique. Déjà, Kennedy avait décidé que le recrutement des fonctionnaires fédéraux devrait se faire « sans considération d'appartenance à un sexe ». Cette mesure, de même que l'« Equal Pay Act », procédait des travaux d'une commission présidentielle d'enquête sur le statut des femmes¹⁷² que le président avait constituée. La forte impulsion dans cette direction était venue d'une militante syndicale de longue date, Esther Peterson, nommée assistante du secrétaire au Travail et directrice de son Women's Bureau¹⁷³. Peterson dirigea les travaux de la commission d'enquête présidentielle, placée sous la présidence d'honneur d'Eleanor Roosevelt : les « membres [de cette commission], son personnel permanent et les membres de sept sous-commissions techniques furent recrutés dans les rangs des syndicats, des organisations féminines et des organismes gouvernementaux¹⁷⁴ ».

Sara Evans a mis en exergue que la plupart des États emboîtèrent le pas aux travaux de la commission présidentielle en créant eux-mêmes leurs propres commissions. L'initiative du président Kennedy eut donc d'importantes répercussions et les travaux des diverses commissions, les débats qu'elles encouragèrent aussi représentèrent un apport direct à la prise de conscience des inégalités sociales qui frappaient les femmes, et à l'urgence de profonds changements. Ces commissions d'État se réunirent en conférence nationale en quelques occasions, dynamique dans laquelle s'inscrivirent plusieurs syndicalistes femmes et de laquelle naquit le grand mouvement féministe National Organization for Women (NOW)¹⁷⁵.

L'AFL-CIO avait été extrêmement active dans la préparation et la tenue de la conférence présidentielle sur le 3^e âge. Des syndicalistes femmes et des syndicats furent directement engagés dans l'initiative du président en faveur de l'égalité des femmes et dans les nombreuses revendications et actions qui en surgirent, souvent à leur direction – même si la centrale et plusieurs de ses principaux syndicats, comme on l'a vu déjà, ne s'étaient jamais distingués par

une attention particulière portée aux besoins des femmes, y compris de leurs propres membres féminins. Mais, sur ces deux terrains, le mouvement ouvrier – et les libéraux – pouvait juger profitable son appui aux démocrates et s'associer directement à des initiatives de l'Administration Kennedy.

Syndicalisme et égalité raciale

Il en fut de même sur un autre terrain, qui très vite allait devenir explosif, celui de l'inégalité raciale et de la ségrégation. On a vu aussi que l'AFL-CIO ne se fit pas remarquer durant ses premières années par un engagement actif en faveur de la lutte pour l'égalité des droits : des syndicats avaient des pratiques racistes et les syndicats plus progressistes, comme les UAW, eux-mêmes avaient beaucoup de mal à saisir tous les enjeux que soulevait la revendication de l'égalité. Cependant, la centrale en tant qu'organisation était officiellement engagée du côté de la lutte pour les droits civils et contre la ségrégation, principalement et stratégiquement, pourrions-nous dire. Meany pilotait lui-même ce positionnement officiel, en espérant notamment, disent souvent les analystes et ses biographes, que l'intervention de l'État, par lois et règlements, forcerait les récalcitrants dans le mouvement ouvrier à se plier aux exigences de l'égalité des droits.

Un exemple éloquent à cet effet fut donné par une décision du président Kennedy. Celui-ci avait constitué un Committee on Equal Employment Opportunity (comité sur les chances égales en emploi), qui devait veiller à ce que les fournisseurs de services et les entrepreneurs avec lesquels le gouvernement fédéral et ses agences signaient des contrats ne pratiquent aucune discrimination et fassent connaître aux syndicats de leurs employés cette obligation non négociable¹⁷⁶. Mais, « comme les syndicats ne sont pas parties à ces contrats », le comité qu'il venait de créer ne pouvait exiger la déségrégation de sections syndicales aux pratiques racistes dans le Sud. Le président « contourna cette difficulté en stipulant que ni le gouvernement fédéral ni ses fournisseurs [et sous-traitants] ne pouvaient négocier avec des sections syndicales où il y avait ségrégation¹⁷⁷ ». Voilà précisément le type d'interventions sur lequel Meany espérait compter.

Mais, en 1962 et 1963, cette manière de considérer le rapport du syndicalisme à la population noire, singulièrement le rapport à la population noire laborieuse, et d'envisager l'amélioration de la place qu'on entend lui faire au sein de l'organisation syndicale paraissait déjà retarder sur les dynamiques en cours. Et même si la centrale avec Meany appuyait systématiquement, et les favorisait par son action de lobbying, les mesures de déségrégation et d'égalité des droits, Meany se trouvait à défendre le *statu quo* en cherchant à sauvegarder

l'appareil par une démarche de petits pas et d'évitement du conflit interne. Il se rebiffé ainsi devant des membres de la Chambre des représentants, qui étudiaient le bien-fondé d'accusations de discrimination contre un syndicat, des charges de Herbert Hill, « Labor Secretary » (secrétaire au travail) de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP, c'est-à-dire l'association nationale pour l'avancement des gens de couleur), s'en prenant au racisme manifeste de certaines pratiques syndicales; il est même particulièrement en colère contre une décision que prend en octobre 1962 la NAACP de viser la « désaccréditation par le LRB des syndicats trouvés coupables de discrimination »: pour Meany, mieux vaut les garder dans la centrale, on pourra ainsi aider « leurs dirigeants à combattre le mal¹⁷⁸ »...

Par la force des choses, le congrès de l'AFL-CIO devra se pencher sur la question « des droits civils comme élément principal de son ordre du jour ». Et le congrès est l'occasion où il opère publiquement un rapprochement en direction d'A. Philip Randolph. Nous reviendrons directement à cette question fondamentale du rapport du syndicalisme au mouvement des droits civils dans notre prochain chapitre, qui déborde très largement l'examen des simples prises de position et qui entraînera de profondes divisions au sommet de la centrale. Mais ce rappel du positionnement de l'AFL-CIO nous sert à ce stade à illustrer combien la montée du mouvement revendicatif de la population africaine-américaine se révèle très vite menaçante aux yeux des pouvoirs constitués dans la société.

Pas étonnant que l'Administration Kennedy, le président et son frère Robert qu'il a nommé au poste d'Attorney General (ministre de la Justice), se soit montrée ultra prudente dans toutes ses interventions. En février 1963, le président soumit au Congrès ses propositions en réponse aux revendications des droits civils. Faibles, elles laissèrent de marbre tous leurs partisans. En avril débutèrent les grandes manifestations contre la ségrégation à Birmingham, en Alabama; avant la fin de l'année, plus de 800 centres urbains ont ainsi été touchés. Voilà le contexte qui présida à un nouveau projet de loi de la présidence sur les droits civils, que J.F.K. présenta au Congrès à la mi-juin; beaucoup plus ambitieux que le précédent, il se donnait pour objectif explicite de faire disparaître « la discrimination dans le logement public, les écoles, l'emploi et l'exercice du droit de vote¹⁷⁹ ». Considérablement renforcé et même durci par la suite, ce projet de loi sera adopté au début de l'été 1964 et signé alors par Lyndon B. Johnson, le successeur de Kennedy.

La « prudence » des Kennedy avait fait que ce projet ne comportait pas à l'origine de clause ferme avec création d'un organisme chargé de la faire respecter, forçant au respect du principe de non-discrimination à l'embauche,

non plus que de clause prévoyant la possibilité que le ministère de la Justice fédéral poursuive lui-même en cour les contrevenants aux dispositions de cette loi, par obtention d'injonctions. La clause portant sur la création d'un organisme visant le respect du principe de non-discrimination au travail fut ajoutée à la fin de juillet 1963, dans le cours des discussions à la Chambre. Les deux clauses allaient se retrouver dans le projet final. Robert Kennedy chercha pendant de longs mois à faire retirer ces deux amendements, convaincu qu'ils rendraient en fin de compte impossible l'adoption du projet de loi. Au contraire, Reuther et Meany, celui-ci en conformité avec la stratégie que nous avons présentée, tenaient à des dispositions fermes contre la discrimination et la ségrégation¹⁸⁰.

Mais le travail des dirigeants syndicaux avec l'Administration présidentielle était généralement cordial et suivi. Par exemple, après que les services de l'Attorney General eurent réussi à trouver un compromis entre les « représentants modérés du monde des affaires blancs » de Birmingham et les responsables du mouvement de protestation noir, surgit le difficile problème de trouver les fonds pour faire libérer sur caution des centaines de détenus : d'un côté, on ne voulait pas laisser tomber les accusations, de l'autre, on n'avait pas l'intention de déboursier quoi que ce soit pour des gestes posés, jugeait-on, en défense des principes du droit. Robert Kennedy joignit lui-même par téléphone des collaborateurs de Reuther afin de savoir s'ils ne pourraient pas avancer les sommes exigées, l'Administration ne trouvant personne d'autre à qui s'adresser. Walter Reuther réussit alors à amasser ces sommes, 160 000 \$, dans le mouvement syndical avec la participation, d'abord mitigée, de Meany¹⁸¹.

Il y eut un choc, cependant, entre les orientations de la présidence et celles du mouvement ouvrier sur les politiques économiques. Même si l'on était sorti en 1960 de la récession de 1957-1958, le taux de chômage oscillait toujours autour de 5,7 % ; puis, dans les derniers mois de l'année, un nouveau ralentissement de l'économie se manifesta, haussant ce taux à quelque 8,7 %, un réel défi posé à la nouvelle Administration. Le contexte socioéconomique s'avérait donc particulièrement préoccupant. Devant cette deuxième récession en moins de cinq ans, on se demanda comment réagir¹⁸².

Divergences économiques avec la présidence, mais appui à sa politique internationale

La victoire de Kennedy ayant, parut-il, revigoré les vieilles idées de Walter Reuther sur l'instauration, au plus haut niveau et avec la participation des syndicats, de mécanismes de planification économique, il en fit rapidement la

promotion : dès le mois de mars 1961, lors de la première réunion du Labor-Management Advisory Committee, puis devant les membres du Joint Economic Committee du Congrès, ensuite devant diverses associations et syndicats, et même auprès de John F. Kennedy lui-même, « lors d'une rencontre privée ». Et bien que les UAW de Reuther réitérèrent au début de l'année 1963 leur résolution à faire adopter cette perspective d'une planification de l'économie, « il était alors devenu douloureusement clair que leurs pressions ne donnaient pas l'effet escompté, et que la politique économique du président évoluait dans une direction contraire » à leurs souhaits¹⁸³.

L'Administration présidentielle avait hésité, quant à elle, entre deux options : d'un côté, pratiquer une orientation d'abord marquée au coin du conservatisme, qui éviterait les déficits et favoriserait l'investissement privé, par de courtes mesures de crédit à l'investissement, notamment ; d'un autre côté, adopter des mesures inspirées du keynésianisme, visant à stimuler directement l'économie, avec une réduction massive de taxes et d'impôts, par exemple, pour faciliter la consommation. On considère généralement J.F.K. comme un « conservateur fiscal » qui, durant l'année 1962, alors que s'approfondissait le ralentissement économique et qu'il y avait cinq millions de chômeurs, fut convaincu du besoin d'une intervention étatique directe à l'aide de mesures budgétaires et financières. La surprise alors, du côté de ses amis syndicalistes, sera que les politiques adoptées dans ce cadre viseront à réduire principalement les contributions au trésor public des grandes « compagnies et des familles aux revenus supérieurs, plutôt que des familles à revenu moyen et inférieur, exactement le contraire du type de réductions de taxes dont nous avons besoin », écrivit à Reuther un conseiller économique¹⁸⁴.

Les orientations budgétaires de Kennedy déplurent finalement tout aussi bien à Meany, et la direction de la centrale fit aussi connaître son mécontentement de ce que des mesures d'intervention directe n'aient pas été prises pour contrer le chômage. D'autres décisions de la présidence révélèrent également la conception finalement conservatrice de la croissance économique qui guidait ses décisions. Kennedy confia ainsi la gestion de programmes d'aide à la croissance de régions mal en point au Département du commerce, dont les sensibilités socioéconomiques étaient très éloignées de celles du monde ouvrier. D'un autre côté, le phénomène de l'automatisation, toujours plus menaçant pour les emplois et aussi, faisait maintenant remarquer le patronat, pour la capacité même des entreprises à compter sur une main-d'œuvre suffisamment compétente, avait amené l'Administration présidentielle à faire adopter par le Congrès en 1962 une loi de « développement et de formation de la main-d'œuvre ». Ces deux programmes, celui de l'aide à la croissance économique de régions ciblées et celui de la formation de la main-d'œuvre, pouvaient être combinés, ce dont

on convint rapidement. Mais, « le [Département du] commerce ne mit d'abord pas en pratique [les programmes d'aide à la croissance] et, quand il le fit, l'argent fut distribué à des compagnies non syndiquées, [voire] démenagées dans le Sud » afin d'échapper aux lois sociales du Nord. Les représentants du syndicalisme » dans les comités de direction des programmes de formation « en furent consternés », ainsi que l'écrit Nancy Di Tomaso ; le syndicalisme aurait préféré que les programmes de formation reviennent au ministère du Travail, où il avait ses entrées¹⁸⁵...

En tout état de cause, l'Administration présidentielle craignit bientôt que les mesures de stimulation de l'économie entraînent des pressions inflationnistes, qui « nuiraient à la balance des paiements ». La solution envisagée, afin de garantir une « croissance sans inflation », fut de chercher la « coopération volontaire » du monde des affaires et du syndicalisme dans un effort de contrôle des hausses de prix et de salaires¹⁸⁶. Déjà, dans son message livré à l'occasion de la fête du Travail en 1961, Kennedy avait précisément signalé le besoin « de politiques de salaires et de prix qui contribuent à l'expansion sans nuire à notre compétitivité sur les marchés mondiaux ». L'Administration en vint donc à adopter l'orientation d'un contrôle volontaire des prix et des salaires, sur la base de grandes balises signifiées au patronat et au syndicalisme par le gouvernement. Celui-ci se réservait le droit, qu'il exerça d'ailleurs, de faire pression sur les dirigeants d'entreprise et les chefs syndicaux, pour qu'ils se plient à ses lignes directrices¹⁸⁷.

L'inflation allait en effet devenir un gros problème, singulièrement à compter de la mi-décennie 1960-1970 et pour plus d'une quinzaine d'années. Tous les présidents, comme nous le verrons, tenteront pendant ces années des formules semblables à celle de Kennedy. Durant la présidence de celui-ci, l'expérience des contrôles volontaires ne fut pas réellement probante. La « plupart des dirigeants ouvriers » furent finalement réticents à s'engager officiellement dans une telle orientation. Pourquoi ? Parce que, évaluaient-ils, les salaires étant plus faciles à contrôler que les prix, ce type d'exercice donnerait généralement des résultats contraires aux intérêts de leurs membres ; parce qu'il suppose, aussi, que la « distribution actuelle du revenu » entre la direction des entreprises et les travailleurs « serait légitime et juste et devrait demeurer telle quelle » ; enfin, les réticences des « dirigeants syndicaux étaient exacerbées du fait de leurs craintes de réactions très négatives des bases » de leurs organisations. En mai 1964, l'AFL-CIO tenait à souligner que « l'inflation n'est pas la menace » la plus sérieuse qui pèse sur notre société, que cette menace, c'est bien plutôt le chômage.

La centrale mettait de plus en avant l'idée que, dans une économie aussi « pluraliste » que celle des États-Unis, il était illusoire de s'imaginer qu'une « formule nationale unique » de détermination des salaires était praticable; mieux valait s'en remettre aux négociations directes entre employeurs et employés¹⁸⁸. Au départ, la centrale était pourtant relativement bien disposée face au projet de Kennedy, mais il est vrai que les collaborations trop évidentes soulevèrent parfois un fort mécontentement dans les rangs: David J. MacDonald, président du syndicat des métallos, perdit son poste à la direction du syndicat après qu'une vaste coalition interne de dissidents lui eut notamment reproché de s'être conformé aux balises du gouvernement fédéral sur les salaires¹⁸⁹.

En d'autres mots, le président Kennedy avait été convaincu du besoin d'un rôle actif du gouvernement en économie, ce qui le différençait des préférences affichées de son prédécesseur et même de conceptions qu'on lui avait connues dans le passé. Mais ce rôle était envisagé, on l'a vu, sous l'angle prioritaire des incitatifs budgétaires et fiscaux adressés au monde des affaires. Si le mouvement ouvrier souhaitait incontestablement que la présidence se reconnaisse dorénavant un devoir d'intervention pour assurer la croissance, il s'avérait rébarbatif à l'idée que les bénéficiaires privilégiés de ces incitatifs soient « les richards » [*fat cats*], alors que « les petits ne touchent que des miettes », selon une observation transmise par le secrétaire du Bureau des conseillers économiques de la Maison-Blanche à Kennedy. Mais, ajoutait-il, les syndicats ont « nulle part ailleurs où aller » que chez les démocrates¹⁹⁰, ce qui amoindrissait incontestablement la portée de leur mécontentement à leur endroit.

Aux élections de mi-mandat en 1962, les démocrates furent épargnés du ressac dont est souvent victime le parti du président à ce type de scrutin. Ils purent compter sur le plein appui du syndicalisme et restèrent très largement majoritaires aux deux chambres¹⁹¹. Durant ses années à la présidence, Kennedy fut, bien sûr et par ailleurs, appuyé inconditionnellement par la centrale et les divers syndicats dans ses engagements à l'échelle internationale, invariablement considérés sous l'angle du rapport conflictuel entre les blocs de l'Est et de l'Ouest: face au régime de Fidel Castro à Cuba, à la tentative ratée de le renverser avec l'invasion de la baie des Cochons en avril 1961 puis à l'épisode de la crise des missiles et du blocus annoncé des États-Unis à l'encontre de la livraison d'armes nucléaires par l'URSS à Cuba à l'automne 1962, à la construction du mur de Berlin à l'été 1961 (on a vu que Meany sera intégré à l'action d'opposition menée sur place par le président Kennedy lui-même), aux premiers engagements américains en Indochine, etc.¹⁹²

Ainsi, les relations du mouvement ouvrier avec la présidence de J.F.K. et la majorité des élus démocrates aux chambres du Congrès fédéral s'avéraient nettement plus positives, et naturelles, qu'elles l'avaient été avec l'Administration Eisenhower – et qu'elles l'étaient avec la majorité des élus républicains. Et malgré la diminution en pourcentage des secteurs syndiqués de la main-d'œuvre globale, diminution toujours limitée et largement le produit, à ce moment, de la réduction de la proportion des emplois manuels, le nombre des membres de syndicats paraissait promis à un accroissement significatif. Était-on entré dans un âge d'or du syndicalisme aux États-Unis? Vivait-on cet âge d'or? Le Committee on Political Education de l'AFL-CIO affermissait son appareil, étendait ses activités et ses appels gagnaient constamment en audience, cependant que la plateforme du Parti démocrate présidentiel avait fait preuve de préoccupations sociales en phase avec les demandes de la centrale.

Autant d'éléments, donc, ouvrant à une réponse positive à notre questionnement. De sorte que, non seulement la coalition *new deal* paraissait « payante », mais la tangente politique que suivait le Parti démocrate confirmait en quelque sorte, et approfondissait, son rôle dans les rapports partisans. La place qu'on faisait au mouvement ouvrier permettait même à celui-ci d'accentuer les traits de ce rôle particulier. Le décret 10988 et ses réverbérations propres au niveau des États et de plusieurs secteurs parapublics et les initiatives progressistes quant à la situation des femmes et sur les droits civils ne précédaient certes pas les revendications à ces égards, non plus que les mouvements constitués pour les réclamer, mais se trouvaient à les avaliser. Les politiques de progrès annoncées et mises en pratique pour une part par la présidence Kennedy allaient être reprises et élargies par Lyndon B. Johnson. Le syndicalisme avait réussi à se garantir un rôle de premier plan dans les rapports de pouvoir au sein du Parti démocrate et il profitait d'entrées nombreuses à la Maison-Blanche. Ces deux derniers éléments, notamment, renforçaient et servaient à conférer leur statut aux dirigeants syndicaux – incontestablement. Mais ce statut constituait aussi une formule particulière, dans le contexte américain, de l'existence d'acquis politiques de classe.

En tout état de cause, c'est principalement par évaluation rétrospective que la situation d'alors peut sembler « d'âge d'or », de l'arrivée dans une situation qui pourra être vue plus tard comme d'âge d'or. Et ainsi que nous le constaterons, les politiques sociales promulguées par le successeur de Kennedy représenteront le premier élargissement du champ des garanties sociales depuis le New Deal de Roosevelt. Pourtant, personne à l'époque ne croyait possible que Johnson s'engage sur cette voie. Ce qui illustre que la vision rétrospective est nécessaire pour que la perception d'un âge d'or prenne réellement sa consistance. Elle deviendra, du moins de manière sous-jacente, un trait persistant de

la mentalité du syndicalisme américain, ce repère d'une société industrielle *syndiquée*, dont le mouvement ouvrier s'est doté d'une organisation capable d'agir puissamment sur le terrain politique. Les revendications sont centrées sur des améliorations des conditions socioéconomiques, à l'exception de celles qu'on met en exergue sur les droits civils dans le Sud, dont le caractère se révèle plus immédiatement politique, mais qui trouvent alors facilement place (du moins le croit-on) dans les objectifs et la stratégie d'ensemble de la centrale. Pour ce qui est de la haute direction du mouvement syndical, il apparaît évident que les conditions du moment sont celles du développement d'un âge d'or : elle apprécie hautement le niveau de reconnaissance sociopolitique dont elle jouit, son rôle dans le Parti démocrate, le statut social qui est le sien, les fondements organisationnels auxquels est adossée son existence, fondements qu'elle contribue à étendre.

À la fin de la décennie précédente, avons-nous vu, plusieurs auteurs de gauche jugeaient que le mouvement ouvrier américain était entré en crise. Ce n'est certes pas là une évaluation alors dominante dans les syndicats, singulièrement au sein de leurs appareils dirigeants, mais nous avons considéré justes quelques-unes des observations critiques. De fait, nous pensons pouvoir réconcilier ces points de vue divergents en faisant valoir l'appréciation suivante : l'âge d'or qui est perçu dans la mentalité du mouvement syndical fait référence à des conditions qui non seulement articulaient alors une situation enviable rétrospectivement, mais qui paraissaient aussi promettre un renforcement progressif véritable des organisations et de leur présence dans la société ; pourtant, ces conditions comportaient incontestablement des aspects qui tendront à miner progressivement le poids du mouvement ouvrier : l'absence d'un réel travail d'organisation dans l'entreprise privée à l'extérieur des secteurs (industriels) où l'on œuvre déjà, le conservatisme social et politique de la direction Meany de la centrale, la fermeture d'esprit bureaucratique (c'est-à-dire d'appareil) face à la dynamique du mouvement noir sur le point d'exploser, essentiellement. Voilà ce que nous examinerons dans le prochain chapitre.

À ce stade, il convient d'étudier les modèles différenciés à l'échelle régionale de l'action politique du syndicalisme américain dans son rapport au Parti démocrate, durant les décennies s'étendant de 1950 à 1980. Cela permettra d'aborder une dimension évidemment dense de l'action politique ouvrière, en particulier quant à l'organisation de son intervention électorale. Nous introduirons en terminant des éléments de présentation des grands bouleversements qu'ont connus ces modèles à compter de la décennie 1980-1990.

4. LES RAPPORTS DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE AVEC LE PARTI DÉMOCRATE : DES MODÈLES RÉGIONALEMENT DIFFÉRENCIÉS

Les bases des appuis électoraux, les alliances politiques et le sens des rapports entre républicains et démocrates ont été profondément modifiés, avons-nous expliqué dans le dernier chapitre, avec le développement du cinquième système de partis aux États-Unis. Au « sectionnalisme » géographique, culturel et ethnique ayant dominé la distribution (relativement stable) des appuis dans le bipartisme précédent a succédé un « sectionnalisme » davantage fondé sur les réalités sociales du monde industriel capitaliste, même si les caractéristiques différenciant les clientèles habituelles des deux grands partis ne relevaient évidemment pas dorénavant de ces seules déterminations. Cela dit, comme on l'a vu aussi, la compréhension de cette cinquième ère partisane peut être avantageusement éclairée de l'idée d'un système partisan fédéral fondé plutôt sur *quatre partis* (deux partis congressionnels, et deux partis présidentiels) ou sur *trois partis* (Parti républicain, Parti démocrate, coalition conservatrice entre démocrates du Sud et républicains pro-patronaux). Sans oublier cette réalité que veut exprimer le concept de rapports partisans qui reposeraient, de fait, sur *cinquante systèmes de partis*, un par État, tous différents les uns des autres : les joutes électorales nationales relèveraient alors d'un assemblage et d'une combinaison des rapports partisans à l'œuvre dans les cinquante États, chaque cas procédant de conditions pluridimensionnelles distinctes.

Voilà qui sert à visualiser que, pour une part, les partis fédéraux existaient comme autant de coalitions, souvent composites, de courants divers, d'opinions variées, de rapports partisans locaux, coalitions dont la réfraction électorale se serait, par ailleurs, façonnée pour les républicains et les démocrates en un parti congressionnel et un parti présidentiel. Les deux partis congressionnels permettraient que s'expriment les situations régionalement variées à l'intérieur de chacun des grands partis, cependant que la nécessité de l'assemblage national avait donné naissance aux partis (dits) présidentiels. Une des principales manifestations du caractère souvent disparate de la représentation élue des partis congressionnels se transcrivait enfin dans cette pression que le « 3^e parti » au Congrès faisait peser sur la législation fédérale.

D'un autre côté, ainsi que l'histoire de la politique et des institutions américaines l'enseigne, la présidence en est progressivement venue à s'imposer au Congrès, cependant que Washington, comme centre de la fédération américaine, a connu une expansion de son pouvoir et de la portée de ses décisions au détriment des cinquante États. Ainsi, en dépit du principe et de la mécanique des « freins et contrepoids » (*checks and balances*) inscrits dans la Constitution du

pays, le président est incontestablement devenu le « législateur en chef » des États-Unis et le fonctionnement de la fédération est bien plus centralisé que ce qui avait été envisagé à l'origine¹⁹³. Le développement de l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique, l'accentuation tous azimuts des activités de commerce dites « interétatiques » (c'est-à-dire entre les États de la fédération américaine), activités relevant de Washington, des échanges internationaux aussi et du poids de l'économie mondiale en tant que telle ont directement contribué, bien sûr, à ce renforcement du rôle du gouvernement central au sein du fédéralisme américain. À tout cela va correspondre, malgré ce que nous avons rappelé au paragraphe précédent, une tendance certaine à ce que les grandes coalitions partisans conjuguées sur le terrain des élections présidentielles en viennent à *donner le ton*, c'est-à-dire à susciter et à dessiner la configuration des coalitions politiques que l'on retrouvera à l'échelle locale et régionale.

Cette répercussion se manifeste en des processus plus ou moins longs dans le cadre du cinquième système partisan en concordance pratiquement directe avec Roosevelt dans certains États industriels, mais à retardement radical dans le Sud profond¹⁹⁴. L'action politique du *Labor*, massive et sans cesse grandissante, contribua à cette évolution, dont la construction du COPE devint un instrument puissant. Une preuve *a contrario* en est fournie, précisément, par la nature du Parti démocrate dans le Sud : la faillite de l'opération Dixie y laissa intacts les rapports politiques dominants, donc le caractère très réactionnaire des majorités régnautes. Voilà un exemple qui exprime puissamment cette réalité que, régionalement, pour le lobbyisme et pour les élections au niveau municipal, scolaire, de comté et d'État, les relations entre le syndicalisme et le Parti démocrate sont fonction de conditions pour une part toujours typiques, d'ailleurs de plusieurs ordres : prédominance de certains secteurs économiques, densité de l'industrialisation, histoire sociopolitique et culturelle, composition ethnique-linguistique et raciale de la population, niveau de pénétration du mouvement ouvrier¹⁹⁵. Mais, comme nous le verrons plus loin, la pression du type d'alliance prédominant dans chacun des deux partis présidentiels allait en venir à s'imposer aussi dans le Sud...

En tout état de cause, le développement de liens plus étroits à l'échelle régionale entre les syndicats et le Parti démocrate amena bientôt les spécialistes de la politique américaine et du mouvement syndical à vouloir en rendre compte par des modèles particuliers de leur arrimage, dont certains s'avèrent fort révélateurs. On procéda notamment par comparaison avec les formes européennes traditionnelles et plus connues de cet arrimage entre action économique et action politique du mouvement de classe, singulièrement par la dimension dite des relations « syndicats-parti ». Comme on l'a vu à l'occasion

de notre présentation des caractéristiques partisans du vote ouvrier, les premières analyses d'après la Deuxième Guerre mondiale avaient porté aux États-Unis sur les comportements électoraux des syndiqués et sur la problématique de leur conformité, ou non, avec les préférences affichées par les organisations. Mais la relation syndicats-parti fut vite considérée également sous l'angle organisationnel : travail parallèle, conjoint, interpénétration des appareils. Nous allons nous arrêter brièvement à quelques-unes des contributions universitaires qui, selon nous, permettent le mieux d'apprécier cet aspect de la présence politique du syndicalisme.

i. DESCRIPTIONS ET ÉTUDES SPÉCIALISÉES. DES MODÈLES RÉCURRENTS ? DETROIT, LOS ANGELES, CHICAGO, NEW YORK, ETC. DES CONTRIBUTIONS ANALYTIQUES MARQUANTES

Au tournant de la décennie 1960-1970, le COPE avait achevé de se construire sur l'ensemble du territoire, dans les cinquante États ; et il menait dorénavant des campagnes politiques dont l'aire de rayonnement débordait les frontières de ses propres membres. Depuis sa création, il a cherché aussi à mettre sur pied des instances d'action politique locales et à encourager les grands syndicats à former leurs propres « COPE ». Il faut pourtant voir qu'au début des années 1960 il y a quelque vingt-cinq années alors que le syndicalisme américain, dans ses franges politiquement les plus actives, se trouve du côté du Parti démocrate et est associé, plus ou moins intimement, à ses campagnes. Ce fut le cas déjà avec la Labor's Non-Partisan League, lancée par Lewis au printemps 1936, avec le Political Action Committee, à compter de 1943, et maintenant avec le COPE. La LNPL se nourrissait de l'effervescence entourant la création du CIO et son intervention s'appuyait sur l'autorité et le charisme de Lewis ; avec le PAC, on avait déjà franchi ce seuil, comme nous l'avons étudié, et l'objectif était de bâtir un instrument permanent d'action politique national, surtout dans les grands États industriels, et d'en perfectionner le fonctionnement ; à cet égard, le COPE réalisait maintenant, et dépassait en quelque sorte, ce que le PAC s'était donné pour objectif, qui avait d'ailleurs emporté en quelque sorte l'adhésion de l'AFL qui construisit sa Labor's League for Political Education. En tout état de cause, après un quart de siècle d'engagement actif (généralement) pro-démocrate, d'intervention à l'intérieur du parti et de collaboration, des liens suivis syndicats-parti paraissent maintenant « naturels ». Mais des liens de quelle nature ?

L'analyse de Fay Calkins : Ohio, Chicago, etc.

Dans un livre publié au début des années 1950, que nous avons déjà signalé¹⁹⁶, la professeure Fay Calkins fut la première à se pencher systématiquement sur cette problématique des relations syndicats-parti aux États-Unis. Elle le fit sur la base « des divers types de relations » établis entre le CIO et le Parti démocrate lors des élections de mi-mandat en 1950, en se penchant sur cinq scrutins particuliers. Comme le faisaient remarquer ses préfaciers, elle étudia pour chaque cas les facteurs conduisant à l'adoption d'un type de relation privilégié et les compromis que doit faire un syndicat quand il veut œuvrer « avec ou au sein d'un parti politique¹⁹⁷ ».

La conception des partis sur laquelle se fondait l'analyse de Fay Calkins relève de la théorie du pluralisme des groupes : selon Calkins, « les partis sont des organisations de groupes d'intérêt acceptant d'unir leurs efforts afin d'assurer l'investiture et l'élection de candidats qui se souviendront de leurs intérêts quand ils élaboreront les politiques publiques ». Les acteurs qui tentent d'influer sur la conduite et l'orientation des partis agissent en fonction de catégories diverses de préoccupations, par exemple : afin de se garantir des bénéfices personnels (une action dite *patronage-oriented*), de favoriser l'adoption de lois conformes à leurs besoins et à leurs principes (une action *issue-oriented*, notamment l'action du syndicalisme pour le rappel de Taft-Hartley) ou d'amener des réformes dans le fonctionnement des institutions publiques. Sur cette base, Calkins en arriva à circonscrire cinq types principaux de relations entre le CIO et le Parti démocrate, en s'arrêtant à l'intervention de sections du PAC particulièrement dynamiques¹⁹⁸.

D'abord, elle met en exergue un type de relation qu'elle qualifiait « de supplément », qui se rapporte aux interventions du syndicalisme en faveur de candidats démocrates par lesquelles il complète l'activité électorale du parti, y contribue. L'exemple étudié est celui de la campagne des syndicats contre la réélection du sénateur Taft en 1950 dans l'État de l'Ohio. Le syndicalisme ne dispose alors d'aucune influence marquante dans le congrès d'État du parti, non plus que dans son exécutif ou dans le comité électoral de l'opposant démocrate, Joseph Ferguson, à Taft. Mais les capacités organisationnelles du comité de Ferguson s'avèrent si limitées qu'il fut acculé en quelque sorte à déléguer à divers groupes d'intérêt qui le soutenaient le soin de s'adresser à leurs propres membres. Le comité d'action politique du CIO, qui avait déjà constitué une organisation à des fins électorales, indépendante du parti et s'étendant presque à toutes les circonscriptions de l'État, fut alors en mesure d'animer une collaboration unie du mouvement ouvrier en faveur de Ferguson. Les syndicats fournirent d'ailleurs une bonne part des finances de sa campagne. L'idée de

«supplément» suppose donc manifestement la volonté de *suppléer* à des manques de l'organisation démocrate. Selon Calkins, au moment où elle écrit, l'intervention de supplément s'avère «l'une des formes les plus répandues de l'action» du PAC¹⁹⁹.

Dans son expression la plus prononcée, suffisamment forte pour représenter un deuxième type de relation syndicats-parti, l'action de supplément relève d'une situation où le syndicalisme est en mesure de monnayer à égalité son engagement avec l'un et l'autre parti. L'exemple étudié à cet égard est celui d'une élection au Congrès, à nouveau en Ohio en 1950, telle qu'elle se déroula dans un district où le PAC avait mis sur pied une organisation électorale complète, ramifiée jusqu'à chacun des bureaux de scrutin. Dans cette circonscription, où les démocrates et les républicains étaient fortement structurés, il était entendu que le PAC «pourrait *facilement* amener son vote du côté de l'un ou l'autre parti», lui assurant la victoire. Il appuya le candidat démocrate; l'organisation du PAC, indépendante, intervint à la fois conjointement avec le parti et en parallèle à celui-ci; le candidat démocrate fut élu²⁰⁰. Cette capacité à faire voter ses membres et les électeurs qu'on influence de manière tout à fait indépendante, à pouvoir les entraîner massivement du côté des républicains ou des démocrates selon les postes à pourvoir et à garantir alors la victoire de ses préférés était cependant exceptionnelle. Réussie à l'échelle nationale, elle aurait sûrement correspondu à ce que John L. Lewis avait en tête quand il lança la LNPL en 1936.

C'est à Chicago, à l'occasion d'une élection à un poste de sénateur d'État (de l'Illinois) représentant une circonscription du centre de la ville, que Fay Calkins discernait le troisième des cinq modèles de relations entre le Parti démocrate et le syndicalisme. Le terme «relation» ne doit cependant pas faire écran: à Chicago, il s'agissait plutôt d'une absence de relation entre les syndicats et le parti, d'un face-à-face marqué au coin de l'hostilité entre le PAC du CIO et la «machine démocrate» régionale. La ville de Chicago fut en effet la dernière des grandes métropoles américaines dont la *gouvernance* relevait des pratiques d'une véritable machine politique. À l'époque des élections de 1950, a pu évaluer Calkins, 80 % des responsables (démocrates) des circonscriptions électorales «tiraient leurs revenus d'emplois gouvernementaux, et 70 % [...] des chefs des sections locales» se trouvaient également à l'emploi des services publics; cette organisation était tout entière soudée par un système de clientélisme, dont les bénéfices débordaient les rangs de ladite machine: un responsable démocrate local confia ainsi à Calkins qu'il se considérait comme un travailleur social dans sa circonscription, voyant aux intérêts des commettants quand ils reçoivent des «contraventions injustes» ou au sujet de «l'évaluation

foncière» de leurs biens, etc. En retour, il comptait évidemment sur leur appui lors des consultations électorales.

Cette organisation démocrate puissante et bien huilée vit ainsi d'un très mauvais œil l'arrivée des syndicalistes du CIO et leur prétention à influencer la vie du parti et ses orientations. Le PAC se rendit d'ailleurs rapidement compte qu'il lui « serait impossible d'entrer dans le parti » en ayant quelque espoir de le contrôler. Il se décida en conséquence à bâtir « sa propre organisation indépendante », en s'adressant essentiellement « à ses membres et à leurs familles ». Et il soutint en 1950 son propre candidat à la nomination démocrate contre celui de la *machine* au poste de sénateur d'État dont il a été question plus haut. Mais l'organisation démocrate l'emporta, et le rapport syndicats-parti à Chicago resta inexistant – comme en suspens²⁰¹. Nous y revenons plus bas.

Le quatrième modèle du rapport syndicats-parti fut perçu par Fay Calkins dans l'intervention du PAC à Rockford, municipalité également située en Illinois. Ici, « plutôt que de construire sa propre organisation électorale, par laquelle il pourrait engager une intervention de complément, ou un jeu de bascule [entre républicains et démocrates] ou tenter même de disputer le contrôle » du Parti démocrate à l'organisation traditionnelle dans un comté, le syndicalisme favorisa ce que l'auteure appelle une « relation partisane ». Il chercha à faire du parti « un meilleur véhicule » au service de ses objectifs en se moulant en quelque sorte à son fonctionnement, pour en arriver à contrôler une partie de sa direction locale. Il visa ainsi, sans se doter d'un appareil électoral indépendant, à ce que des syndicalistes et des amis concourent en aussi grand nombre que possible à l'élection aux postes de responsables des sections électorales. Et l'on obtint en effet quelques beaux succès à cet égard, mais insuffisants alors pour franchir des étapes vraiment marquantes, encore que l'on put chasser du parti des éléments indésirables²⁰².

Le cinquième type de relation syndicalisme-parti s'avérait probablement, en fonction du niveau d'influence politique voulu par le CIO, le plus abouti. Il s'agit à nouveau d'une formule dite de « relation partisane », mais cette fois pratiquée à l'échelle de tout un État, et réussie. Ce succès fut le fait du CIO au Michigan, par l'action – d'abord et avant tout – du syndicat de l'automobile et du comité d'action politique de la centrale, que les UAW dirigeaient sur place. Leur engagement massif allait faire du Parti démocrate, jusque-là « faible et réactionnaire » dans l'État, une « organisation libérale active en mesure de faire élire » son candidat au poste de gouverneur, notamment. En suivant l'analyse que fait Calkins de cette prise de possession, le développement chronologique devient limpide et de lui-même démonstration.

Ainsi, dès la fin de la guerre, rappelle-t-elle, le CIO et son comité d'action politique avaient mis sur pied leur « propre organisation politique indépendante », qui pratiquait habituellement une intervention de « supplément au profit des démocrates ». Mais de sévères défaites électorales amenèrent des groupes opposés à la vieille garde au sein du Parti démocrate, groupes plus libéraux, à joindre le PAC pour lui proposer une action en commun qui viserait à *s'emparer* du parti. À ce stade, la réponse positive que voulurent donner les dirigeants du PAC et des UAW « demanda plus d'une année de manœuvre interne au CIO » pour faire refluer d'un côté l'aspiration à un nouveau parti, la volonté de secteurs importants des UAW de former un parti ouvrier et, d'un autre côté, les réticences à s'engager davantage avec les démocrates en faisant valoir que, dans le bipartisme constitué, on finissait souvent par appuyer des candidats démocrates « à la sélection desquels on n'avait aucunement pris part ». À cet égard, le *CIO Michigan News* souligna qu'il n'était pas de l'intention du PAC « d'accepter le Parti démocrate tel qu'il est maintenant. Notre but [...] est d'œuvrer avec ses éléments libéraux [pour] le remodeler en une force progressiste ». Et Calkins de poursuivre : « le PAC du Michigan fut alors virtuellement traversé d'une guerre civile » quant à la possibilité effective de modifier ainsi la nature de l'un ou l'autre des vieux partis, que plusieurs considéraient *bonnet blanc et blanc bonnet*. Voilà comment, nous l'avons déjà mentionné, l'idée d'investir le Parti démocrate s'imposa explicitement au Michigan en option de remplacement à la création d'un parti ouvrier...

L'idée fut même adoptée sous la réserve qu'on allait à court terme en évaluer les résultats ; s'ils s'avéraient insatisfaisants, on proposerait au congrès national du CIO la création d'un « nouveau parti »... En tout état de cause, on « s'empara » bien du parti au Michigan, en amenant systématiquement les responsables syndicaux et les membres à remporter des centaines puis des milliers de postes électifs de base dans les structures mêmes de l'organisation démocrate. En coalition avec ses alliés libéraux, coalition au sein de laquelle il comptait sur une majorité des responsables élus dans les circonscriptions et les sections locales, le CIO put ainsi gagner rapidement le contrôle du congrès d'État du Parti démocrate et son conseil exécutif. Cela ne se fit pas sans peine cependant, la vieille garde du parti tentant avec l'énergie du désespoir de sauver ses positions : en 1949, par exemple, il y eut convocation de deux congrès parallèles au niveau de l'État. S'apercevant qu'elle ne pourrait réunir un congrès quelque peu représentatif, la vieille garde annula cependant le sien ; elle expliqua, à l'occasion du congrès de 1950, que le parti était *tombé* entre les mains de socialistes et d'ex-socialistes. En conséquence, tout un secteur de cette vieille garde allait rejoindre le camp des républicains.

Ces divers éléments (les majorités internes modifiées, la défaite de l'appareil dirigeant traditionnel, la convocation de deux congrès, le départ d'une partie de la vieille garde pour le Parti républicain) montrent qu'une transformation réelle avait lieu, et qu'elle s'exprimait éloquentement dans la plateforme de la nouvelle coalition dirigeante : « taxation progressive, droits civils, logement public, amélioration de la sécurité sociale », etc.²⁰³ État fortement syndiqué, à plus de 43 % de la main-d'œuvre au début des années 1950²⁰⁴, le Michigan voyait la réalisation probablement la plus poussée à l'échelle régionale du grand réaligement politique que le New Deal avait produit. Nous avons déjà noté pour la deuxième moitié de la décennie 1940-1950 la gestation de certains modèles différenciés à l'échelle locale de liens entre les démocrates et le syndicalisme (Detroit, Philadelphie, Virginie-Occidentale, etc.). Avec le tournant de la décennie suivante, certains types prenaient un aspect plus condensé, que Fay Calkins avait le mérite de bien circonscrire. Les développements allaient dorénavant survenir sur la base de modèles déjà documentés.

Banfield et Wilson : le gouvernement municipal

Une douzaine d'années plus tard paraissait le livre bien connu de Banfield et Wilson sur la vie politique municipale aux États-Unis²⁰⁵, dans lequel les auteurs consacraient un chapitre au rôle qu'y tenait le mouvement ouvrier organisé. À première vue, soulignaient-ils, « l'élément le plus frappant » de l'engagement des syndicats en politique municipale semble la grande « variété » de ses formules ; par exemple, dans une même agglomération urbaine, on pouvait parfois noter que les divers syndicats ou les diverses instances de direction (conseil syndical de ville, sections syndicales locales) ne partageaient pas toutes le même point de vue quant à la formule d'intervention à privilégier. Selon Banfield et Wilson, l'orientation concrète qu'on adoptait relevait de fait de plusieurs facteurs, tels « la structure organisationnelle [d'un syndicat], le penchant idéologique [des] leaders, la nature de l'industrie [où il est présent], de l'économie locale et, enfin, de l'agencement [local] de la compétition » entre les partis. L'apport analytique de Banfield et Wilson fut de mettre l'accent sur le poids du rapport à l'économie d'un syndicat particulier comme détermination essentielle de son engagement en politique municipale.

Ainsi, les syndicats intervenant dans un marché dit local ou régional sont directement interpellés par les règlements municipaux, qui en établissent souvent les normes. Pour les syndicats de la construction, par exemple, les codes du bâtiment, le comportement de l'administration municipale et des forces policières à leur endroit et la sélection des inspecteurs des chantiers

privés et publics, notamment, représentent des éléments de préoccupation immédiate. Les syndicats tendent, naturellement en quelque sorte, à pratiquer une action dite bipartisane, appuyant les candidats qui donnent les meilleures garanties de politiques publiques conformes à leurs attentes. Mais, en ce qui a trait aux syndicats présents dans une industrie dont le marché est national, voire international, les préoccupations paraissent généralement plus globales, axées prioritairement sur les politiques économiques du gouvernement fédéral et des États, ou sur des revendications d'élargissement des gains sociaux et la promotion de droits civils égaux. Pour les auteurs, cette situation pousse davantage à une action politique reproduisant les alliances établies à l'échelle nationale, donc à intervenir en toute priorité avec les démocrates. On aura compris, par ailleurs, que le premier mode d'action politique est d'abord pratiqué par les syndicats de métier et le deuxième mode par les syndicats industriels²⁰⁶.

Cela dit, les coalitions en vue des élections municipales auxquelles participe le mouvement ouvrier et, singulièrement, le type de lien qu'il entretient avec les démocrates ont donné lieu à quelques formules caractéristiques, selon les deux auteurs, qu'il convient de bien définir. D'après la lecture que nous faisons de leur démonstration à cet égard, ils reconnaissent huit formules (plus ou moins) de cette nature, qu'ils relient à trois grands modèles. Les huit formules étaient : la conquête de la direction locale du Parti démocrate (réussie à Detroit et dans quelques autres agglomérations, surtout sous l'impulsion des UAW) ; la participation à la direction d'un parti social-démocrate (l'administration de Minneapolis et de St. Paul au Minnesota qu'assura le Farmer-Labor Party de l'État, qui fusionna cependant avec les démocrates, on l'a vu déjà, en 1944) ; les décisions de se tenir largement à l'écart des joutes électorales municipales (l'exemple donné est celui du syndicalisme à Houston) ; les syndicats peuvent également « se limiter à tenter d'obtenir des faveurs des organisations locales » démocrates, comme il était finalement advenu à Chicago ; ils peuvent aussi créer des formations politiques dites indépendantes²⁰⁷, afin d'accroître localement leur force de marchandage avec les démocrates (comme c'était le cas à New York) ; ils peuvent également tenter de reproduire au niveau municipal le type de rapports avec les démocrates qui s'est constitué à l'échelle du pays (c'était le cas « de la majorité des syndicats » issus du CIO) ou, « comme beaucoup de syndicats » venant de l'AFL, d'appuyer des candidats sans vraiment se préoccuper des « étiquettes partisans nationales » ; enfin, lors d'élections municipales officiellement non partisans, les syndicats peuvent appuyer des courants politiques propres à une région particulière²⁰⁸.

C'était là, pour Banfield et Wilson, les grandes formules du rapport du mouvement ouvrier à la politique municipale dans la première moitié des années 1960 – encore qu'il n'existait plus de formations sociales-démocrates

indépendantes en mesure de disputer par et pour elles-mêmes les divers postes d'édiles municipaux. Les trois types de relations syndicat-parti auxquels ils reliaient ces modèles étaient, d'abord, le type pratiqué dans sa forme la plus aboutie à Detroit, où le syndicalisme avait investi l'ensemble de l'organisation démocrate, qu'ils présentaient sous le titre «les syndicats s'emparent d'un parti». L'AFL-CIO était maintenant constituée et son COPE véritablement établi; mais, comme les municipales à Detroit sont officiellement non partisans, Banfield et Wilson montraient que le COPE assumait par lui-même dorénavant les fonctions d'un parti, par exemple en présentant des candidats aux centaines de postes de responsables de sections électorales locales et de circonscriptions; ensuite, les auteurs identifiaient un type de rapport entre les syndicats et le parti par lequel les «syndicats se sont inclinés devant le parti», qu'ils illustraient à partir des exemples de Chicago et de New York, où les syndicats se contentaient d'exercer des pressions sur une organisation démocrate – surtout à Chicago – qui pouvait prospérer sans eux. À Chicago, les syndicats et le COPE avaient dû se résigner à n'exercer comme pression que la menace de diminuer leur engagement en faveur de certains candidats; finalement, il y avait ce cas des syndicats dits «dormants» en politique municipale, là où le mouvement ouvrier était faible et là où les villes connaissaient une très grande croissance, fortement concentrée dans le temps. Au début des années 1960, Banfield et Wilson incluaient Los Angeles dans ce groupe²⁰⁹.

Évidemment, il s'agissait de cas types: la réalité s'avérait souvent moins tranchée. Mais ils permettent, d'un côté, de visualiser le poids politique que le syndicalisme avait acquis dans certaines des grandes métropoles du pays et, de l'autre côté, de considérer plus précisément la nature des liens entre le Parti démocrate et le syndicalisme en dimension régionale. Mais le modèle analytique qui connut à cet égard la vogue la plus grande fut celui que soumit le politologue J. David Greenstone en 1969, avec son livre *Labor in American Politics*. Greenstone y considère que le rapport entre le syndicalisme et le Parti démocrate représente «une équivalence partielle des alliances existant en Europe de l'Ouest entre le syndicalisme et [les partis] sociaux-démocra[tes] (auparavant appelés socialistes)²¹⁰». Cette caractérisation fut depuis souvent reprise, car elle eut le mérite de l'image forte, captant à la fois une dimension essentielle des coalitions propres au système de partis issu du New Deal et du rôle que le syndicalisme y tenait²¹¹ et tentait d'accroître. Il ne peut être question de s'arrêter à l'ensemble de la matière traitée par Greenstone dans ce livre, non plus que de rendre compte de toute la finesse de son analyse. Nous allons plutôt centrer notre attention sur cette problématique précise des rapports entre le syndicalisme et le Parti démocrate, en soulignant néanmoins certains

des éléments principaux mis en avant par Greenstone pour en *cadrer* l'analyse et qui paraissent nécessaires à la compréhension de son propos.

*La contribution théorique de J. David Greenstone :
l'élaboration de grands modèles*

D'entrée de jeu, Greenstone souligne que le syndicalisme était devenu au début de la décennie 1960-1970 « l'instrument le plus important du parti » lors des « élections nationales » dans plusieurs régions. Il constituait alors le soutien politique également « le plus important » des campagnes en faveur de l'adoption de « programmes gouvernementaux d'aide » aux démunis. Le parti était dorénavant conduit à prêter main-forte à l'organisation de divers groupes dans la société, par exemple les gens du troisième âge, afin d'encourager en leur sein le vote démocrate. Son intervention politique visait donc nettement au-delà de ses propres membres et même au-delà d'un objectif d'inscription sur les listes électorales de gens susceptibles de voter en masse pour des candidats libéraux²¹².

Si, durant la décennie précédente, des dirigeants syndicaux et des hommes politiques pouvaient se désoler de difficultés qu'entraînait à l'occasion la désunion partisane entre syndicats à l'échelle régionale, ce type de problème était désormais pratiquement disparu grâce à l'activité du COPE et au consensus politique extrêmement majoritaire au sein des états-majors syndicaux – surtout que le syndicat des camionneurs se trouvait dorénavant à l'extérieur de l'AFL-CIO. On considère généralement aujourd'hui que la centrale « atteint [d'ailleurs] le summum de son efficacité et de son influence politiques » à la mi-décennie 1960-1970, à l'échelle nationale, et dans plusieurs régions traditionnellement républicaines, tant au niveau des législatures d'État et aux postes de gouverneur que dans les régions historiquement plus libérales, de même qu'à l'intérieur du Parti démocrate. Selon le grand historien David Brody, « le mouvement ouvrier s'était maintenant constitué en une véritable force [politique] distincte, porte-étendard des politiques générales de bien-être²¹³ ». Sans se faire d'illusions à ces égards, et en ayant toujours à l'esprit la complexité du jeu des coalitions politiques aux États-Unis, voilà néanmoins les grandes caractéristiques du terrain politique sur lequel se penchait Greenstone.

En étudiant dans le détail l'intervention des grands syndicats et de l'AFL-CIO, il mettait premièrement en exergue que la relation avec les démocrates s'avérait plus dense du côté des syndicats industriels et de la centrale que du côté de syndicats qui ne regroupaient pas de salariés du secteur de la fabrication à la chaîne (*non-factory unions*) ; puis, ce qui découlait pour une part de ce premier point, il notait « que l'alliance avec les démocrates attirait [toujours]

plus les syndicats » venus du CIO que ceux qui étaient issus de l'AFL et importait davantage en milieu urbain à l'extérieur du Sud. Surtout, il remarquait aussi que le syndicalisme se montrait plus systématiquement proche des démocrates à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale, où les élections peuvent souvent être *non partisans* par ailleurs, et même au niveau des États²¹⁴.

Greenstone distingue les traits principaux de l'action politique des syndicats en se fondant sur leur engagement comparé en faveur des politiques sociales de l'État, sur le « niveau de participation politique des membres » et sur « l'envergure de la participation de l'organisation » dans des activités de nature politique²¹⁵. Sur cette base, il établit deux grands types de préoccupations politiques du côté du mouvement ouvrier : un premier type correspondant principalement à celui des groupes d'intérêt faisant pression sur les partis en fonction de besoins particuliers de leurs membres, selon une conception pluraliste de la politique²¹⁶; et un deuxième type relevant davantage de la volonté d'intervenir sur les grandes questions d'équité politique et de justice sociale, dont les bénéficiaires envisagés ne se limitent pas aux membres d'un syndicat, type qui inclut notamment la volonté d'élargir les champs d'intervention de l'État-providence. Sous d'autres appellations parfois, on a eu l'occasion déjà de considérer cette distinction entre types de préoccupations, par exemple quand on a mentionné que l'action politique de type pluraliste peut fort bien amener une organisation syndicale à mettre en avant de manière privilégiée l'accès du groupe aux élus comme principal critère de choix électoraux : ce qui conduit, surtout aux niveaux infra-nationaux, mais pas uniquement, à pratiquer un jeu de bascule entre candidats, sans véritablement tenir compte de leur affiliation partisane, voire d'aspects plus litigieux de leur orientation d'ensemble²¹⁷.

L'action politique du mouvement ouvrier comporte, prise globalement, une certaine *dose* de l'un et l'autre type de préoccupations. Mais les préoccupations d'équité politique (*civil rights*) et de bien-être lié à l'État-providence donnaient maintenant davantage le ton, son contenu à l'intervention syndicale en politique. Il s'agit d'une réalité qui a une grande importance, parce qu'elle amène à dépasser les divisions que peuvent nourrir les fragmentations entre les intérêts divers des membres et entre les caractéristiques ethniques, religieuses, culturelles, raciales des populations diverses auxquelles on veut s'adresser. Par là, le mouvement ouvrier peut contribuer en tant qu'agent sociohistorique à créer en quelque sorte le secteur social auquel il s'adresse en entité distincte, à lui donner consistance. À notre avis, cette fonction constitue la base sur laquelle Greenstone a vu cet « équivalent partiel » entre l'action politique ouvrière pratiquée aux États-Unis en alliance avec le Parti démocrate et le rôle de la social-démocratie. Cela dit, J. David Greenstone comprenait parfaitement, en revanche, qu'il y avait aussi une différence profonde entre l'engagement

politique aux États-Unis et celui que menaient les partis ouvriers en Europe : preuve en est qu'il s'arrêtait précisément à l'explication de cette différence²¹⁸. Comme nous l'avons annoncé déjà, nous nous pencherons précisément sur cette question en étudiant le concept de *l'exceptionnalisme américain*.

À ce stade, revenons donc à l'étude des formes du rapport entre les syndicats et les démocrates. Parmi les spécialistes du mouvement ouvrier américain, Greenstone fut le premier à considérer explicitement qu'il s'avérait insuffisant de présenter l'action politique du monde ouvrier comme celle d'un simple groupe de pression « articulant » ses intérêts et voyant à ce que le Parti démocrate en tienne compte dans ses plateformes. Cette vision procédait de la différence traditionnellement établie par les sciences sociales entre partis et groupes de pression. Mais elle ne pouvait rendre compte d'aspects fondamentaux de l'activité politique des syndicats.

Ainsi, notait Greenstone, le mouvement syndical « était relativement plus intéressé à la défaite électorale des républicains » qu'à la sélection de candidats démocrates sympathiques à son endroit, parce qu'à l'extérieur du Sud toutes les « factions » démocrates s'avéraient davantage en accord avec ses points de vue. Voilà qui différenciait déjà le comportement du syndicalisme de celui, habituel, des groupes de pression. Dans les circonscriptions où les courses étaient serrées entre les deux grands partis, le syndicalisme « tendait à promouvoir la nomination du démocrate le plus prometteur », le plus susceptible de l'emporter, même s'il n'était pas celui des aspirants en lice le plus proche de ses orientations. Dans les districts électoraux où l'élection de démocrates était relativement « assurée », le mouvement ouvrier visait alors effectivement la nomination de candidats démocrates « nettement libéraux ». Mais toujours il œuvrait dorénavant « à unir en un tout cohérent les divers intérêts présents » au sein du parti. Sur ce terrain, le syndicalisme devenait cependant « sujet à la pression » des autres courants quant à la promotion de ses besoins particuliers et de ses « intérêts en tant qu'organisation²¹⁹ ».

Ce dernier aspect est démontré par Greenstone à l'aide d'exemples convaincants, pris en divers endroits : ainsi, le COPE et les états-majors syndicaux peuvent appuyer des candidats du fait d'ententes négociées avec des professionnels du parti, même lorsque, à bon droit, les syndiqués ne les apprécient guère ou que lesdits candidats présentent un dossier peu reluisant sur le plan social ; l'appareil du parti peut aussi faire pression sur les autorités du COPE au niveau d'un État afin qu'elles amènent, contre leur gré, des instances locales à appuyer un candidat démocrate peu libéral contre un républicain jugé beaucoup plus acceptable. Autant d'éléments qui supposent que, dans le cadre de ce type de négociations et par compromis, le mouvement ouvrier est à

l'occasion conduit à abandonner même ou à mettre de côté certaines revendications stratégiques, notamment de groupes défavorisés²²⁰. Ainsi, concluait Greenstone à cet égard, « le syndicalisme et le parti fonctionnaient comme des partenaires lors d'une coalition, partenaires jugeant que la consultation entre eux et la planification en commun s'avéraient souvent plus avantageuses » qu'une position simplement fondée sur « la pression ou [le désir de se garantir un] accès » auprès de décideurs²²¹. Il est un fait, devons-nous noter, que le *fonctionnement* concret de ce lien entre les syndicats et le Parti démocrate partageait aussi, à ces égards, plusieurs des caractéristiques du rapport entre les syndicats et les partis sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest.

Greenstone faisait remarquer, par ailleurs, que le rôle et la position des syndicats dans la politique démocrate, qui voulaient répondre, malgré les accommodements avec les professionnels du parti, aux besoins sociaux et démocratiques des travailleurs et des groupes défavorisés, avaient entraîné depuis 1955 la mise sur pied par l'AFL-CIO de deux départements séparés d'action politique. D'un côté, le comité législatif, qui voyait à ce que les « intérêts syndicaux immédiats » soient promus dans les diverses législatures et les « processus administratifs », accomplissant donc un travail correspondant davantage à l'intervention de nature *pluraliste*. D'un autre côté, le COPE, dont les activités étaient centrées sur les consultations électorales et référendaires, en fonction de plateformes et de préoccupations dites de bien-être²²². Évidemment, convient-il d'ajouter, cette division du travail n'a jamais supposé une spécialisation fonctionnelle entière de l'un et l'autre département dans un seul type d'intervention, mais elle traduit concrètement la présence obligée d'objectifs de genres différents. Cela dit, le fait que les élus les plus défavorables à l'activité syndicale soient aussi généralement hostiles à l'État-providence, que les énergies du lobbyisme syndical portent souvent sur des éléments de grande envergure (droits civils, assurance maladie publique) ou, en sens inverse, que l'intervention du COPE lors de campagnes référendaires puisse relever d'une volonté d'autodéfense de l'organisation syndicale comme telle (contre l'adoption des lois de nature *right-to-work*, notamment) montre aussi que ces « genres différents » d'objectifs doivent être considérés sous l'angle de dimensions particulières d'une même intervention sociale.

Quoi qu'il en soit, le syndicalisme se comportait dorénavant, globalement, comme une instance de parti; par exemple, lors des élections de mi-mandat en 1966, les syndicats assurèrent la « coordination [même] des efforts électoraux des démocrates ». Durant les années 1960, le syndicalisme chercha aussi à « remodeler [l'ensemble] du parti sur un axe plus libéral en étendant au Sud » les caractéristiques qu'il avait acquises au Nord. Qui plus est, la centrale était souvent en mesure d'élaborer des argumentaires pour des

membres libéraux du Congrès et de leur fournir « des renseignements techniques [...] plus vite et plus efficacement » que des ministères présidentiels, par exemple, lors des débats sur le projet de Medicare (gratuité des soins médicaux pour les gens du troisième âge) sous les administrations Kennedy et Johnson. Il arrivait de plus que des élus libéraux fassent directement appel à la centrale, à sa capacité de mobilisation parmi les membres du Congrès, pour seconder des efforts qu'ils avaient entrepris seuls, ou de manière fort minoritaire, en faveur de projets de loi que le syndicalisme peut appuyer. Selon Greenstone, de plus, le mouvement syndical fournit à l'occasion aux législateurs « démocrates pro-expansion de l'État-providence » une direction « que les leaders officiels du parti » ne sont pas toujours en position d'assurer, du fait « d'obstacles institutionnels et factionnels », notamment²²³, internes à l'organisation.

Mais ce rôle de (quasi) instance de parti, le syndicalisme le pratiquait évidemment aussi par son travail en direction des secteurs de l'électorat susceptibles d'être interpellés par les orientations libérales de sa coalition avec les démocrates. Selon les concepts utilisés par Greenstone, ce travail avait progressivement privilégié deux axes d'intervention, un axe d'activités dit d'« articulation des intérêts » et un axe présenté sous l'angle de l'« agrégation d'intérêts ». On a vu déjà que le COPE et des sections régionales du syndicalisme avaient tôt entrepris une action en direction de la population africaine-américaine (et d'autres groupes minoritaires) pour favoriser l'inscription sur les listes électorales et la participation au vote ; quand cela était possible, on menait ce type de campagne en association avec des organisations de la collectivité (Églises, centres communautaires). Par comparaison, une activité dite d'articulation des intérêts et une activité d'agrégation représentent chacune quelque chose d'autre, même si elles se situent en continuité du type d'action précédent.

Le concept d'articulation fait référence à l'action syndicale visant à la formulation par les groupes défavorisés de revendications d'amélioration de leur propre situation sur le terrain politique. C'est une action par laquelle le mouvement ouvrier contribue à ce que les besoins soient *articulés* en revendications politiques (exprimés, puis réunis, classés par priorités et énoncés politiquement). Ce travail est souvent préalable à ce que le vote démocrate puisse s'étendre et s'affermir. Dans la région de Detroit, par exemple, le syndicat de l'automobile « a délibérément et systématiquement cherché [en collaboration avec des associations du milieu] à ce que des organisations noires participent aux affaires civiles et à la politique ». On a directement œuvré à ce que « nombre de candidats noirs hautement qualifiés soient élus au conseil municipal d'éducation, au conseil de la magistrature de l'État [du Michigan], au conseil de ville, au conseil des gouverneurs de l'Université Wayne State », etc. Ces candidats se trouvaient, en quelque sorte, à faire s'exprimer alors des besoins et des

projets particuliers, à ce que la population africaine-américaine ait une présence « articulée » sur ces terrains. De même, durant les années 1960, l'AFL-CIO a aidé les gens du troisième âge à mettre sur pied leur propre association de retraités – qui interviendra directement en faveur du projet de l'assurance maladie alors discuté²²⁴.

Les activités d'agrégation font plutôt référence à l'intervention du mouvement ouvrier visant à amener *dans* le Parti démocrate, comme autant de secteurs constitutifs de son électorat, ces groupes populaires et minoritaires : essentiellement, à cet égard, les Noirs, les Hispano-Mexicains et les Portoricains. Le mouvement devient lui-même une force d'agrégation partisane ayant pour but d'élargir l'alignement démocrate issu du New Deal²²⁵. Ce faisant, le mouvement ouvrier poursuit aussi l'objectif d'étendre et de fortifier la présence du courant libéral dans le parti et la résonance des besoins populaires au sein de ses instances dirigeantes. Durant les années 1950, Irving Howe, intellectuel de gauche qui avait fondé la revue *Dissent*, déplorait que, si l'action politique des syndicats avait permis, « singulièrement au Michigan », d'accroître leur puissance au sein du Parti démocrate, elle ne semblait pas s'engager en fonction de « quelque objectif [réellement] hardi ou significatif²²⁶ ». Au tournant de la décennie suivante, l'évolution politique du mouvement syndical paraissait à cet effet nettement plus prometteuse.

Greenstone concluait par ailleurs de tout cela que, durant la première moitié de la décennie 1960-1970, le mouvement ouvrier « était entièrement devenu partie de l'ordre politique établi des États-Unis tel qu'il est représenté par le système bipartite²²⁷ ». Ajoutons quant à nous, en corollaire de cette conclusion, que les activités syndicales d'articulation et d'agrégation décrites plus haut contribuent alors à amener, et à ramener, systématiquement dans le giron démocrate les énergies militantes des groupes et des secteurs revendicateurs de la population. L'identité sociopolitique favorisée ou créée est démocrate, et elle inscrit la contestation dans l'ordre établi – ou pousse à cette inscription, parfois malaisément cependant, comme nous le verrons aussi.

Voilà donc le cadre et le contexte politiques en fonction desquels J. David Greenstone aborda la problématique des rapports syndicats-parti dans les régions aux États-Unis, c'est-à-dire les rapports du syndicalisme au Parti démocrate tels qu'ils avaient été progressivement institués dans les grandes circonscriptions urbaines à l'extérieur du Sud profond.

Les rapports syndicats-parti aux États-Unis, selon J. David Greenstone. Chicago, Detroit, Los Angeles : un modèle comparable au travaillisme ?

S'employant à établir, comme les autres auteurs que nous avons présentés plus haut, les types principaux du rapport syndicats-parti, Greenstone notait d'abord les variations fondamentales entre les régions des États-Unis. Il faisait aussi valoir que les syndiqués n'étaient habituellement pas entraînés dans l'action électorale par l'organisation nationale du COPE. Ce sont plutôt les syndicats qui mettent en pratique les programmes d'intervention politique par leurs sections locales ; d'ailleurs, les instances régionales du COPE – établies généralement selon les frontières des districts électoraux du Congrès fédéral – apparaissaient souvent « soit comme la création d'un syndicat particulier, comme c'était majoritairement le cas à Detroit, soit comme une organisation parapluie qui conjugait des activités de syndicats menées en grande partie de façon indépendante ». Qui plus est, les fonctions d'agrégation et d'articulation d'intérêts que veut assumer le mouvement ouvrier ne privilégient pas partout les mêmes secteurs de la population, non plus que de façon identique, et elles ne s'appuient pas sur des ressources organisationnelles partout équivalentes. Tous ces éléments, avec d'autres que nous avons déjà soulignés, supposent aussi au sein des organisations démocrates des négociations et des batailles de fractions dans lesquelles le syndicalisme ne l'emporte évidemment pas toujours²²⁸. Les formules (relativement) stabilisées de ces rapports demandent ainsi des analyses particularisées.

Écrivant à la fin des années 1960, Greenstone établissait trois grands modèles de ces rapports, considérés sous l'angle d'une typologie pouvant servir à décrire, avec toutes les nuances nécessaires, les caractéristiques de l'engagement politique du syndicalisme au niveau régional. Il se servait des exemples de Chicago, de Detroit (et du Michigan) et de Los Angeles pour exposer ses trois modèles types, des exemples dont on a pour une part déjà traité. Nous allons rapidement voir ce qu'en dit Greenstone.

En ce qui avait trait à Chicago, Greenstone rappelait l'analyse de Fay Calkins, qui datait alors de près de vingt ans. Calkins, écrivait-il, a trouvé à Chicago l'exemple parfait d'un « conflit ouvert » entre le syndicalisme et l'organisation démocrate. Cette hostilité prenait ses racines dans une vieille résistance au syndicalisme de la « machine politique » au pouvoir et du service de police municipal. Au fil des ans, la mairie dut modifier l'orientation de la police, mais l'organisation démocrate resta largement réticente face à l'activité ouvrière revendicative. Quand s'ouvre la décennie 1960-1970, la situation se révèle largement identique à cet égard à celle qu'avait analysée Calkins, encore que certains secteurs syndiqués – ceux pour lesquels les travaux publics

représentent une source importante d'emplois, notamment – avaient trouvé des occasions d'entente, de type évidemment *pluraliste*, avec l'administration municipale. En tout état de cause, souligne Greenstone, les « activités du COPE avaient effectivement été contenues et limitées (*curtailed*) et il ne cherchait habituellement plus à disputer les responsabilités internes « non plus que les investitures du parti ».

L'organisation démocrate de Chicago se méfiait du COPE, parce que l'activité de celui-ci menaçait les fondements de son règne. Le COPE cherchait en effet à encourager la participation politique en fonction d'objectifs sociaux et de réforme de la société, ce qui pouvait miner la logique du clientélisme sur laquelle s'appuyait la puissance de la *machine* municipale; et il risquait d'introduire un élément d'incertitude dans les calculs de l'appareil, s'il intervenait dans le processus des primaires. Voilà pourquoi l'organisation locale du parti avait mis le plus grand soin à se protéger de toute irruption du COPE. Elle avait si bien réussi que le COPE n'était pas en mesure d'intervenir dans des sections du parti, même dans les ghettos noirs, ce qui poussait en contrepartie certains syndicats à tenter d'établir par eux-mêmes des liens avec la *machine* au pouvoir²²⁹.

De fait, au fil des ans, l'organisation municipale en était venue d'elle-même à vouloir s'associer des figures marquantes du syndicalisme, à les intégrer en quelque sorte à sa gouverne, à des postes parfois supérieurs (« commissaire à l'administration de la fonction publique » municipale, membre du conseil de la commission scolaire de Chicago, par exemple). Bien sûr, écrit Greenstone, ces ouvertures étaient apparues du fait même de la puissance économique des syndicats au sein de la collectivité; mais les syndicalistes ainsi adjoints à la gouverne de la ville servaient alors de canaux d'accès aux autorités publiques pour les autres responsables ouvriers, ce qui favorisait un positionnement politique de type pluraliste. Obligatoirement, cette situation grève la capacité d'action du COPE comme l'action d'une entité sociopolitique autonome, parce que la pratique d'alliances pluralistes éloigne de l'intervention coordonnée en fonction de grands thèmes sociaux. Dans ce cadre, elle diminue forcément l'attrait de candidatures *libérales* et encourage le repli conservateur sur les calculs particularistes. Historiquement, les syndicats locaux et le conseil de ville de l'AFL s'étaient pour une part accommodés, on l'a mentionné, de la domination politique de la machine démocrate; ce legs contribua incontestablement, par ailleurs, aux difficultés du COPE²³⁰.

Ainsi, à Chicago, le COPE dut se contenter « de concentrer le plus d'efforts qu'il pouvait à l'élection de candidats au Congrès qui étaient libéraux, en mettant l'accent sur [des courses] dans des districts marginaux susceptibles

d'être emportés par l'un ou l'autre des grands partis». Dans les districts considérés « sûrs » par les démocrates, le COPE n'était pas en mesure de faire valoir ses propres orientations. Mais comme, à l'échelle nationale, le Parti démocrate s'avérait globalement plus libéral que le Parti républicain, et que les élus démocrates de Chicago votaient en règle générale avec la majorité de leur parti à Washington, il y avait un terrain d'entente permettant au COPE d'engager des ressources militantes dans certaines circonscriptions. Cela dit, insiste Greenstone, les « organisations du parti absorbèrent [toujours] complètement » l'intervention politique d'alors « des travailleurs d'élections syndiqués » ; il n'y a qu'à Chicago où ce modèle se réalisa si entièrement²³¹. Il s'agit d'un modèle, comme on l'a vu ci-dessus, qui réduit radicalement les capacités mêmes du mouvement ouvrier à servir d'agent d'agrégation et d'articulation des intérêts de divers secteurs défavorisés ou fragiles (comme les gens du troisième âge) de la population.

Le modèle du rapport syndicats-parti qui existait au Michigan avait suscité dès le tournant de la décennie 1950-1960, comme on l'a vu, l'intérêt des analystes. Par exemple, en mesurant l'appui des syndiqués à l'engagement politique de leurs dirigeants ou en tentant d'établir la nature de ce rapport. Greenstone fut tributaire de leurs travaux, et il ne les contredit pas quant aux aspects principaux de son étude que nous considérons. Comme nous les avons rappelés, nous supposons connus les développements sociopolitiques semblablement couverts par Greenstone. On peut donc tout de suite annoncer que, pour Greenstone, le modèle du rapport entre le syndicalisme et le Parti démocrate va s'avérer au Michigan une quasi-antithèse de celui de Chicago.

Dès 1947, le comité d'action politique du CIO avait décidé de « remodeler » le Parti démocrate en un « parti politique véritablement libéral et progressiste », selon une décision de sa section au Michigan déjà rapportée. À cet effet, il avait enjoint les membres du CIO à s'intégrer en masse à l'organisation démocrate et à y disputer les postes de responsabilité. Le congrès du parti en 1950 témoigna de ce que l'objectif de *prendre* le parti était atteint. Lors du tournant décisif dans cette direction, quand les majorités furent constituées au congrès du parti de l'État de 1948, August Scholle, directeur du CIO au Michigan, déclara privément, à la fin des travaux : « Nous voilà maintenant avec un Labor Party au Michigan ; qu'allons-nous bien pouvoir en faire ? » Quoi qu'il en soit, ce niveau d'intégration au Parti démocrate entraîna obligatoirement que les syndicats concernés – au premier chef, il s'agissait évidemment des UAW – prennent largement sur eux de susciter des candidatures, de vérifier le travail de toutes les instances du parti, jusqu'aux bureaux de scrutin, de recueillir les fonds et d'organiser les campagnes électorales, notamment.

Toutes ces choses ont supposé, a écrit Kevin Boyle, que le syndicat de l'automobile se dote d'un « appareil politique permanent²³² ».

Greenstone fait reposer ce rôle politique « insurpassé » du syndicalisme à Detroit et au Michigan sur des facteurs d'ordre politique et économique. D'un côté, la faiblesse comme telle de l'organisation démocrate dans l'État, qui ne put « résister » à l'arrivée en masse des UAW et de leurs alliés. De l'autre, le poids absolument prédominant à Detroit et pour l'économie du Michigan du secteur industriel de l'automobile : les trois « grands » de l'auto et leurs centaines de milliers de travailleurs, les sous-traitants, les services associés, le développement économique multiforme ainsi encouragé, notamment grâce au niveau des revenus et des acquis ouvriers, etc. Ces exemples sont les nôtres, mais ils illustrent parfaitement le sens du propos de l'auteur²³³. On a vu déjà le poids des travailleurs de l'automobile dans la mise en forme des caractéristiques principales des Trente Glorieuses à l'échelle nationale, comme des gains sociaux et politiques populaires qui servent à les définir ; il est aisé d'en déduire la puissance de l'action politique de leur syndicat dans l'État où ils sont massivement présents, État qui, lui-même, est largement syndiqué – même si le mouvement ouvrier n'y est pas entièrement uni dans son orientation politique.

Pour nous, la référence *travailliste* que cette situation peut évoquer est nourrie de ce que, dès la deuxième moitié des années 1950, par exemple, 78 % des responsables démocrates des six districts électoraux (Congrès fédéral) de la région de Detroit sont des syndiqués, surtout de l'automobile... Néanmoins, notait Greenstone, le COPE du Michigan et les UAW semblaient conclure de leur poids prédominant qu'il était de leur « responsabilité comme direction » de viser à réunir des coalitions électorales dont les balises pourraient contenir des secteurs de la population débordant les rangs syndicaux. Ce qui « modéra leurs objectifs et [...] amenuisa leur capacité d'agir au titre de porte-parole des revendications de la classe inférieure²³⁴ ». En une formulation qui lui était propre, Greenstone se rapprochait ainsi d'observations faites antérieurement par d'autres analystes. Pour nous, l'importance de cette remarque vient malgré tout de ce que cet aménagement régional de l'alignement *new deal* sera durant les années 1960 profondément contesté de la gauche.

Au Michigan, les buts de l'action politique du mouvement ouvrier dépassaient donc très largement ceux du groupe de pression et du positionnement de nature pluraliste. Le COPE ne domina pas aussi complètement la vie du Parti démocrate dans l'État que cela fut le cas de la « machine » au pouvoir à Chicago, par exemple dans la sélection de chaque candidature à des postes sub-étatiques. Mais le syndicalisme devint incontestablement « la force principale décidant des orientations et définissant l'identité que les démocrates

présentaient d'eux-mêmes à l'électorat de tout l'État». Grâce à la hausse de la participation au vote des familles syndiquées, entre autres, que le mouvement syndical encouragea par son action politique, le Michigan a élu à compter de 1948 un gouverneur démocrate pour sept mandats consécutifs et des chambres très majoritairement démocrates jusqu'à la mi-décennie 1960-1970. Par ailleurs, notons qu'en 1999 les UAW, malgré toutes leurs difficultés, obtinrent dorénavant par contrat des trois grands de l'automobile que les journées d'élections présidentielles soient pour leurs membres des journées de congé payé au Michigan²³⁵. Si le poids du syndicalisme n'est évidemment plus aujourd'hui celui qui fut le sien durant les Trente Glorieuses, les UAW ne s'étaient toujours pas départis de leur tradition d'un engagement actif en politique au tournant du XXI^e siècle.

Voilà donc en quoi les rapports entre les syndicats et le Parti démocrate au Michigan tranchaient radicalement avec ceux qui avaient cours à Chicago. Ayant conquis le parti, les syndicats s'investissaient au Michigan dans un travail d'agrégation politique. Incapables de percer en leur propre nom la muraille dont s'entourait l'organisation démocrate à Chicago, les syndicats avaient été largement confinés à l'action qualifiée « de supplément » par Fay Calkins. Mais dans chacun de ces cas, un des deux termes du rapport syndicats-parti s'était révélé suffisamment puissant pour imposer à l'autre sa règle. Or, la caractéristique première de la vie sociopolitique à Los Angeles était alors sa fragmentation, qui avait affaibli durablement, diminué, les organisations politiques et la capacité des syndicats à s'unir politiquement. Le modèle type du rapport qu'étudiait Greenstone se révéla donc nécessairement différent de ceux qui ont été analysés jusqu'ici.

Il constatait d'abord que la vie politique à Los Angeles s'avérait largement ordonnée en « un système hautement pluraliste fondé sur des intérêts étroits de groupe, un système beaucoup moins organisé cependant que celui qui était en vigueur à Chicago ». Il expliquait ce trait constitutif par « la fluidité traditionnelle des institutions sociales de la Californie du Sud », considérée comme le produit de facteurs d'ordre historique, politique et institutionnel, dont le plus important était celui de la « croissance massive constante de la population ». Par exemple, Los Angeles avait un nombre d'habitants en 1960 vingt-cinq fois plus élevé qu'au début du XX^e siècle, nombre qui avait d'ailleurs progressé de quelque 70 % entre 1940 et 1960. Et Greenstone ajoutait que « l'effet » du niveau d'immigration que ces chiffres supposaient était fortement accentué « par la migration massive interne à la région », également ininterrompue. Un exemple : « plus du quart de la population du territoire urbanisé de Los Angeles ne vivait pas en 1950 à la même adresse qu'en 1949²³⁶ ».

Ainsi, précisait encore Greenstone, entre chacune des élections au poste de gouverneur de la Californie, la population des circonscriptions de l'État s'avérait pour une bonne part toujours transformée, très significativement à Los Angeles²³⁷. D'où l'extrême difficulté à construire des organisations partisans stables et bien implantées. Il est pourtant envisageable qu'en s'appuyant sur les résidents plus permanents on eût pu mettre en place des structures républicaines et démocrates en mesure d'accueillir les nouveaux arrivants. Mais si une évolution dans cette direction s'était fait jour jusque vers la fin de la première décennie du xx^e siècle, les réformes « juridiques et institutionnelles » de la période du « progressisme » tuèrent ces possibilités, puisqu'elles reposaient sur des conceptions jugeant que les partis politiques confisquaient à leur profit la démocratie représentative. Cette « destruction délibérée de l'organisation » partisane créa « un vide politique » qui ne fut par la suite pas comblé. Donc, à la « fluidité » du peuplement dont il a été question ci-dessus, Greenstone ajoutait, au compte des facteurs conditionnant le contexte de l'action électorale du mouvement ouvrier, cet élément dit de « désorganisation politique ».

Toute cette détermination nuit, aussi, à la vie « d'institutions ethniques » solides ou, pendant de longues décennies après 1910, au surgissement d'une structure sociale et d'inégalités de classe aux composantes facilement identifiables, obstacles supplémentaires à l'action politique « des citoyens de classe inférieure ». Greenstone tire alors la conclusion que les caractéristiques propres à la Californie se trouvèrent à « perpétuer longtemps durant le xx^e siècle l'état de désorganisation qui fut celui de l'ensemble de la classe ouvrière américaine durant tout le xix^e siècle²³⁸. Cela dit, pourquoi l'organisation syndicale en tant que mouvement constitué et agissant à son propre compte n'a-t-elle pas été en mesure, non plus, de s'imposer aux déterminations pour elle négatives ? L'interrogation est d'autant plus intéressante qu'au tournant du xx^e siècle, souligne Greenstone, la ville de San Francisco fut dirigée par un maire et un conseil municipal de l'Union Labor Party et qu'un candidat socialiste faillit l'emporter à la mairie de Los Angeles en 1911²³⁹.

D'ailleurs, le syndicalisme en Californie ne fut pas conservateur, et participa à des campagnes politiques, au niveau scolaire et municipal notamment, en faisant la promotion d'orientations progressistes. Son point de vue se présentait souvent comme un mélange entre « l'intérêt organisationnel » particulier d'un syndicat et un positionnement idéologique socialement de gauche, par exemple avec la bataille (gagnée) des travailleurs de l'électricité affiliés à l'AFL pour la municipalisation de la production du pouvoir électrique à Los Angeles. Mais une fois la victoire assurée, fait remarquer Greenstone, ce syndicat ne se manifesta plus beaucoup en politique²⁴⁰. De fait, à l'extérieur de San Francisco, le syndicalisme eut beaucoup de mal à faire face aux campagnes

d'un patronat régional particulièrement dur, qui le mit en position difficile pendant de longues décennies. Les syndicats de l'AFL ne purent réellement stabiliser leur présence que durant la décennie 1930-1940²⁴¹. En conséquence, le syndicalisme ne fut pas en mesure, par sa propre dynamique, de permettre au mouvement ouvrier de dépasser l'état de dislocation politique que favorisaient en son sein les conditions propres à la Californie.

Au niveau de l'État, « l'affaiblissement [historiquement] voulu du rôle des partis » favorisa le développement d'une vie politique et de joutes électorales largement définies par la personnalité des candidats plutôt que « par des appels partisans ». À Los Angeles, les consultations municipales étant officiellement non partisans, cette caractéristique de rivalités électorales fondées sur l'attrait distinctif de candidats fut d'autant plus encouragée²⁴². Comme on l'a rapidement expliqué, elle ne découle pas que de la réglementation des scrutins municipaux dans cette ville. Mais il semble incontestable que, si, à l'échelle de l'État, les candidats comptent prioritairement sur l'organisation qu'ils peuvent mettre sur pied, ce contexte d'ensemble de la vie politique en Californie faisait qu'à Los Angeles les comités électoraux devenaient le lieu hautement privilégié, quasi unique, des ententes de collaboration et des alliances. Cette situation suscita dans le syndicalisme des comportements politiques de type pluraliste, c'est-à-dire la poursuite d'accords (forcément) parcellaires, négociés en fonction d'objectifs de groupe limités. Par comparaison, il s'agit d'une orientation plus conservatrice en politique, parce qu'elle est moins axée sur des revendications visant le bien-être collectif de classe. Mais, dans le cas de Los Angeles et de la Californie, elle ne s'accompagnait pas nécessairement d'une vision d'ensemble située à la droite de l'échiquier politique.

Notons, par ailleurs, que le mouvement ouvrier obtint de cette manière de belles réformes, notamment de la législature de l'État quant aux lois du travail. Avec la deuxième moitié des années 1950, poursuit Greenstone, « le système de partis californien refléta de plus en plus ce que le réalignment du New Deal avait produit en politique nationale, [...] chaque parti entreprenant de s'adresser à un groupe de partisans davantage distinct [l'un de l'autre] économiquement ». À cet égard, le moment déterminant fut l'élection de mi-mandat en 1958, que nous avons déjà considérée, quand les républicains s'identifièrent nationalement aux cabales *right-to-work* menées dans plusieurs États, notamment en Californie. Pour la première fois alors, le COPE réussit à engager une action politique puissante et unie du mouvement ouvrier, par-delà le poids historique de sa « fragmentation ». Les résultats furent très probants, les syndiqués de la Californie votant à 85 % contre la proposition d'une loi *right-to-work*, qui fut battue à près de 60 % des suffrages ; trois autres groupes, majoritairement démocrates, se prononcèrent généralement de la même façon que

les syndiqués: les électeurs d'origine juive, les Africains-Américains et les Mexicains-Américains. Voilà, en effet, qui ressemblait largement à un alignement électoral *new deal*²⁴³.

À compter de ce moment, et pour toute la décennie 1960-1970, les démocrates cherchèrent à se structurer davantage au niveau de l'État, et le COPE s'investit de manière plus suivie dans le parti. Pourtant, l'action du COPE restait faible de divisions qui trouvaient notamment leur origine dans cette tendance à se regrouper électoralement en fonction de l'attrait exercé par des personnalités politiques spéciales, même au Parti démocrate. Il advint alors qu'un « profond contraste » caractérisa l'engagement politique du syndicalisme en Californie: il s'orienta en effet selon des objectifs relevant d'une volonté d'expansion de l'État-providence en politique nationale, mais selon des objectifs définis plus par l'activité pluraliste de groupe « dans les autres sphères » électorales. S'il est vrai que l'on constate partout ces deux dimensions à l'intervention politique du mouvement ouvrier, ainsi qu'on l'a noté déjà, le contraste s'avérait plus frappant selon Greenstone à Los Angeles qu'à Chicago ou à Detroit. Mais, d'un autre côté, l'influence politique du syndicalisme se révélait maintenant plus imposante à Los Angeles qu'à Chicago, parce que les *personnalités* ou le parti avaient besoin de s'appuyer davantage sur les ressources de l'organisation syndicale en tant que telle²⁴⁴.

Analytiquement, donc, J. David Greenstone établissait trois grands modèles des rapports syndicats-parti aux États-Unis, en prenant toujours soin de souligner, il faut le mentionner à nouveau, que l'engagement politique du syndicalisme prenait aussi, à Chicago, à Detroit et à Los Angeles même, plusieurs « formes intermédiaires ». De son étude, il tirait une typologie fondée sur les « structures organisationnelles » de l'action du COPE dans les districts électoraux. Il relevait quatre grandes catégories à cet effet: les organisations du COPE « dominées par les syndicats industriels (habituellement un ou deux syndicats) »; les organisations du COPE reposant « principalement [sur] des dirigeants syndicaux qui se trouvent à habiter dans le même district »; des districts où « plusieurs militants du COPE se joignent à des organisations de candidats particuliers »; enfin, on note cette situation où l'activité des « militants du COPE » est « absorbée » par une puissante organisation démocrate, à laquelle elle doit tout entière s'adapter.

On aura compris que la première de ces catégories est formulée sur la base de l'exemple de Detroit, et la dernière sur la base des conditions de la vie partisane qui avaient cours à Chicago. Pour Greenstone, Detroit et Chicago représentent alors les deux modèles opposés lorsque le rapport entre le syndicalisme et le parti relève de la « prédominance d'une organisation ». Il existe par ailleurs

des cas où la prédominance est plutôt celle d'individus, consignée par Greenstone avec les deuxième et troisième catégories indiquées ci-dessus. Cette dernière exprime manifestement le modèle des rapports qu'illustre l'engagement politique à Los Angeles. Quant à la deuxième catégorie, plus aléatoire, elle a trait plus à l'action de dirigeants syndicaux vivant dans des quartiers à la population relativement aisée et qui, par préférences idéologiques et responsabilités professionnelles, animent sur place l'intervention du COPE.

Cette typologie repose donc, d'un côté, sur les ressources permettant au mouvement ouvrier et au parti de se doter d'organisations électorales distinctes et de « l'importance relative » de ces organisations, c'est-à-dire l'une par rapport à l'autre, dans un district électoral ; d'un autre côté, c'est le cas des catégories deux et trois, elle procède de l'intervention particulière d'individus marquants qui agissent de leur propre chef, « politiciens » et dirigeants syndicaux²⁴⁵.

Le constat que le premier modèle, si complètement réalisé à Detroit, se retrouvait essentiellement dans les districts et les régions où dominait le syndicalisme industriel n'était pas fortuit. Ce modèle reposait sur la politisation plus grande des syndicats issus du CIO et sur le travail de son comité d'action politique, tout autant que sur l'état de l'organisation démocrate ou les déterminations de la vie politique. Par exemple, en Californie, les syndicats venus de l'AFL étaient immensément majoritaires à la création de la centrale de l'AFL-CIO : il apparaît évident que cette donnée, en elle-même, contribua au développement d'un type particulier de positions politiques... Greenstone ajoute d'ailleurs que les orientations et les préférences personnelles des dirigeants syndicaux influent aussi sur le cours des développements. Mais la capacité et la volonté de s'imposer à l'organisation démocrate traditionnelle, voire de l'écarter comme au Michigan et de se substituer à sa gouverne, ne se concrétisaient effectivement que dans les situations correspondant au premier modèle. L'analyse de Greenstone eut le mérite, à notre avis, de percer un domaine extrêmement révélateur des relations entre le syndicalisme et le Parti démocrate, et d'exprimer la densité de ces relations. Leurs formes ne peuvent être identiques dans les régions d'un pays aussi diversifié que les États-Unis, et en un contexte où le lien a été établi avec un parti que les syndicats n'ont pas lancé. Mais il est juste, par-delà ces différences, que les trois grands modèles de rapports syndicats-parti ainsi mis au jour relevaient régionalement de la mise en forme de ce réaligement politique amené avec le New Deal. D'où cette appréciation, qui se répandit alors, voulant que ces rapports constituent une « équivalence partielle des alliances entre les [partis] sociaux-démocrates et les syndicats en [...] Europe de l'Ouest », *fonctionnellement* à l'œuvre dans le bipartisme des États-Unis²⁴⁶.

Depuis l'ouvrage de Greenstone : les apports de Draper, Boyle, etc. ; la critique de Valenzuela ; la comparaison Grande-Bretagne–États-Unis

La contribution de Greenstone avait relevé de sa capacité à concevoir l'action politique du syndicalisme aux États-Unis en ne se satisfaisant pas de la référence très répandue à l'intervention du groupe de pression. Divers auteurs ont cependant contesté son point de vue par la suite, notamment quant à la substance des objectifs poursuivis par les syndicats. Ainsi en fut-il d'Alan Draper, l'historien des activités du COPE entre 1955 et 1967, dont les travaux nous ont déjà servi. Pour Draper, s'il est juste que l'AFL-CIO « avait engagé une activité [de nature] sociale-démocrate », appellation par laquelle il faisait référence à l'aide qu'elle apportait à l'organisation de groupes extérieurs à ses propres rangs, « ses objectifs [restaient] entièrement pluralistes ». En effet, la centrale cherchait, pensait-il, à « s'assurer d'un environnement favorable à ses négociations collectives » avec les employeurs. Son engagement en politique s'avérait nécessaire depuis que les « conditions de la négociation avaient été [fortement] politisées » : d'abord, du fait de l'encadrement juridique très minutieux de la négociation des contrats de travail ; ensuite, « de la réglementation étatique croissante de la vie économique ». Pour Draper, afin de poursuivre leurs buts traditionnels, les syndicats avaient en conséquence été amenés à mériter l'appui de divers groupes dans la société, notamment à pratiquer une intervention d'agrégation²⁴⁷.

Draper opposait son point de vue à celui de Greenstone, jugeant que toute référence aux exemples européens faisait illusion. En d'autres mots, l'engagement de l'AFL-CIO et sa pensée stratégique relevaient toujours, selon lui, d'une vision économiste limitée. S'il paraît incontestable que des secteurs du syndicalisme pouvaient partager cette vision, caractériser ainsi la nature de l'action politique de la centrale, forme et contenu, procède largement, selon nous, du procès d'intention. Les objectifs sociaux que sa plateforme revendicative et son intervention privilégiaient au premier chef s'adressaient en effet aux besoins de couches de la population débordant largement les rangs des syndiqués. Ainsi en était-il de la demande d'une assurance maladie publique pour les gens du troisième âge, qui bientôt allait être satisfaite.

Plus fondamentalement, pourtant, cette erreur d'appréciation de Draper nous semble relever d'un préalable théorique implicite : le préalable d'une conception de l'interaction entre les grands secteurs socioéconomiques de la société fondée sur le concept de stratification sociale plutôt que de rapports sociaux. Nous avons eu déjà l'occasion de nous arrêter à cette distinction²⁴⁸. Rappelons néanmoins que, si les données et le concept de stratification sociale peuvent accommoder l'idée de conflits d'intérêts, donc conférer un sens à

l'organisation syndicale, ils ne peuvent rendre compte de la dynamique sociale et du mouvement ouvrier qui tendent à sourdre des rapports sociaux. Une perspective analytique appuyée sur la théorie de la stratification sociale considère obligatoirement la logique de l'action syndicale sous l'angle du groupe d'intérêt constitué pour le profit de strates précises de salariés. À notre avis, voilà la perspective théorique chez Draper qui le conduit à une appréciation faisant l'impasse sur le lien qui imbrique l'activité syndicale à la dynamique revendicative de nature classiste. Les besoins des membres du syndicalisme procèdent de leur situation dans les rapports sociaux. L'activité politique d'agrégation de l'AFL-CIO correspond à la reconnaissance que les syndiqués partagent cette *situation* avec beaucoup de gens extérieurs à leurs rangs et avec des groupes de la société infériorisés par les relations de pouvoir que ces rapports servent à structurer. Ainsi, les acquis sociaux de l'engagement politique de la centrale répondent à des besoins ressentis par des secteurs beaucoup plus larges que ceux qu'elle regroupe, cependant que la satisfaction de ces besoins peut affermir la position revendicative de ces secteurs et des syndiqués tout à la fois. La référence aux partis ouvriers européens dont Greenstone fait usage veut précisément exprimer cette dimension de la politique de l'AFL-CIO.

Cela dit, on peut déplorer que plusieurs auteurs américains emploient côte à côte les notions de groupe de pression et de partenaire de plain-pied dans l'alliance démocrate lorsqu'ils traitent de l'action politique du mouvement ouvrier. Historiquement, on a sûrement considéré que le trait principal était donné par l'absence d'un parti distinct ; dès lors, la position du mouvement ouvrier pouvait prendre l'aspect du groupe exerçant des pressions à l'intérieur du Parti démocrate. Mais, à cet égard, il se trouvait dans la même situation que l'aile démocrate sudiste ou que les grandes « machines » urbaines, qu'on ne définit pourtant pas comme des groupes de pression. Surtout que l'AFL-CIO représentait à l'époque la seule organisation, à l'extérieur des deux grands partis, à s'être dotée des moyens d'intervenir massivement dans les consultations électorales²⁴⁹.

Par ailleurs, il est juste que ce lien au parti, défini par Kevin Boyle comme une « affiliation », a aussi réduit au fil des décennies la capacité du syndicalisme à élaborer « une autre vision de l'économie et de ses principes²⁵⁰ », ainsi qu'on l'a souligné déjà en d'autres mots. En ce sens, l'utilisation de la notion « groupe de pression » n'est pas entièrement fautive puisque, pour une part, le syndicalisme américain, comme les « groupes d'intérêt », peut paraître « plus captif du parti, que le parti captif de [ces] groupes²⁵¹ ». Pourtant, cette évaluation s'appliquait à l'occasion tout aussi bien aux

relations entre centrales syndicales et partis ouvriers en Europe de l'Ouest, même dans le cadre du modèle travailliste.

En d'autres mots, la réalité de cette « captivité » s'avérait le produit de déterminations auxquelles le mouvement ouvrier américain s'est plié et de choix qu'il a effectués. Il peut certes, plus ou moins selon les circonstances, s'y trouver à l'étroit, sans qu'il soit possible néanmoins, si les mots ont un sens, de réduire analytiquement sa position à celle du simple groupe d'intérêt engageant des pressions politiques. Son autonomie est beaucoup plus faible que s'il possédait son propre parti, incontestablement. Il a pourtant mis en forme un instrument politique de masse, dont l'activité n'a pas été que de s'adresser aux grands partis, mais a réussi aussi à modifier la donne électorale.

La problématique des rapports entre les syndicats et les partis politiques a par ailleurs donné lieu à des analyses comparatives plus précises, voulant notamment rendre compte des variations à cet égard entre les pays. Ce champ d'études est important, puisque les rapports syndicats-parti constituent un aspect privilégié de l'imbrication du mouvement ouvrier dans sa société, une dimension essentielle du mode de son insertion. D'où l'importance de cette explication donnée antérieurement sur le rôle du lien des syndicats au Parti démocrate en tant que caractéristique de l'accord d'après-guerre aux États-Unis. Il est généralement convenu que ce type d'accord a existé dans les régimes libéraux de l'Ouest durant les Trente Glorieuses ; mais quelles sont les sources des variantes ayant prévalu alors entre les régimes politiques à cet égard ? Et quid des variantes à l'extérieur des régimes politiquement libéraux ?

Voilà précisément les questions auxquelles le professeur J. Samuel Valenzuela a tenté de répondre, en élaborant expressément un cadre conceptuel pour le traitement comparé des variantes considérées et la définition d'une typologie des modèles différents de rapports syndicats-parti²⁵². Selon Valenzuela, il est possible de comprendre les origines des variantes de « l'insertion politique des mouvements ouvriers » en nous penchant sur les quatre dimensions principales ayant structuré leur existence dans chaque société. Ces dimensions sont celles du processus historique de la « consolidation organisationnelle du syndicalisme » (dans l'entreprise, les régions, au niveau national, avec le développement ou non d'une formule stabilisée de négociations collectives), puis de « l'unité ou de la fragmentation du mouvement ouvrier » ; ensuite, de la nature particulière des liens pouvant exister entre organisations syndicales et organisations politiques, évaluées notamment en fonction du caractère plus ou moins serré de ces liens (par exemple, une liaison dite « faible » quand les partis considèrent le mouvement ouvrier comme une base d'appui certes importante, mais pas plus que « d'autres segments sociaux » de la population, ou une liaison dite

« serrée », quand les partis « voient les syndicats comme une de leurs bases » de toute première importance), en nous arrêtant en particulier aux objectifs historiques de la création d'un parti²⁵³ et à la séquence d'apparition entre les syndicats et les partis ; enfin, écrit Valenzuela, des « effets [propres] des différents régimes politiques sur les liens entre partis et syndicats » (les éléments précédents devant être conjugués « aux caractéristiques des régimes politiques dans lesquels ils se manifestent » pour qu'on puisse en comprendre les conséquences ; pour « tous les secteurs de la société » les « régimes politiques modèlent les moyens organisationnels par lesquels on peut exercer » son action politique)²⁵⁴.

Valenzuela présente chacune de ces quatre « dimensions » en s'appuyant, de manière convaincante, sur plusieurs repères historiques et rappels de conjonctures significatives, qu'il prend toujours soin de poser en analyse comparée. La typologie des rapports syndicats-parti qu'il en tire, sans être fausse, reste largement traditionnelle pourtant – en particulier en ce qui a trait aux États-Unis. Elle établit d'abord le « type [dit] social-démocrate », qui s'applique évidemment à la Scandinavie, mais aussi, selon Valenzuela, à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne de l'Ouest, à l'Autriche, etc. Dans ce type d'insertion politique, le syndicalisme est puissant, au niveau de l'entreprise et à l'échelle nationale, cependant que son rapport aux « partis alliés » est un rapport de collaboration suivie et serrée ; ce dernier aspect procède de ce que, d'une manière ou d'une autre, les syndicats et ces partis ont surgi historiquement « du même mouvement d'opposition » au capitalisme industriel, une opposition dorénavant « socialiste modérée ». Autant de conditions, estime l'auteur, ayant favorisé au fil des décennies l'adoption d'orientations « néo-corporatistes » par les partis sociaux-démocrates et les syndicats de ces pays²⁵⁵. Le deuxième type s'applique plutôt à la situation de pays tels le Chili, la France et l'Italie, notamment, et est désigné comme « compétitif » (*contestatory type*). L'idée de compétition relève pour Valenzuela de la coexistence, dans un régime démocratique, d'organisations ouvrières « divisées politiquement et idéologiquement, dont un segment important est lié au Parti communiste ». L'auteur présente les déterminations historiques habituelles de ce modèle particulier ; souvent, une des deux grandes tendances de ces mouvements ouvriers participe à des gouvernements de coalition, ce qui tend à durcir la compétition entre elles. D'où la prégnance, dans ce type de contexte, des « appels à l'unité » et à la politisation des luttes syndicales²⁵⁶.

Le troisième type d'insertion politique relève de l'activité qualifiée par Valenzuela de « groupe de pression », qu'il étudie sur la base « du cas américain ». Il débute par une critique de la thèse centrale des travaux de Greenstone, selon laquelle, écrit-il, les rapports entre le mouvement ouvrier et le Parti démocrate auraient permis une insertion politique équivalente à l'insertion

réalisée avec les partis ouvriers en Europe de l'Ouest, singulièrement avec le travaillisme anglais. Or, tient à faire valoir Valenzuela, la caractéristique première de l'action politique ouvrière aux États-Unis reste comparativement son « exceptionnalité », et non sa similitude avec les développements qu'ont connus les autres pays industrialisés. Cette « exceptionnalité » n'est pas réductible à l'idée d'une absence de *conscience socialiste* chez les travailleurs américains ; plus fondamentalement, elle émane de ce que le processus historique de formation du mouvement ouvrier aux États-Unis ne s'est pas accompagné de la création d'un parti distinct, qui lui aurait donné la possibilité de postuler au pouvoir gouvernemental. En conséquence, écrit Valenzuela, le positionnement politique du syndicalisme devient obligatoirement celui du groupe de pression.

D'ailleurs, insiste-t-il, une comparaison sérieuse des liens existant entre les syndicats et les démocrates, d'un côté, et des liens qui ont longtemps existé entre le Trades Union Congress et le Parti travailliste, de l'autre côté, montre le caractère erroné de la thèse de Greenstone. La « présence institutionnalisée » des syndicats à la tête du parti en Angleterre et le fait que les députés du Labour Party se rangeaient (pratiquement) toujours en chambre du côté des préférences syndicales, notamment, sans que les syndicats aient continuellement à prouver la valeur de leur appui électoral pour le parti, ce qui est le cas aux États-Unis, illustrent la dissemblance plutôt que la similitude des modes d'insertion politique. Ainsi, la « question fondamentale [aux États-Unis] est de se demander pourquoi » il n'y a pas de parti ouvrier distinct, contrairement « à ce qu'il est advenu dans les autres pays ». À cet égard, Valenzuela poursuit effectivement son analyse en cherchant une réponse probante à cette question précise.

À ce stade de notre étude, cette élaboration est moins à propos ; nous reviendrons à la problématique qu'elle signale dans un prochain chapitre. Mais, quelles que soient les causes de l'exception américaine, Valenzuela conclut en fin de course que les voies de l'insertion politique du syndicalisme américain dans sa société procèdent « d'un échange politique par lequel il donne son appui électoral afin d'obtenir un appui législatif et gouvernemental ». Institutionnellement, ce type d'échange s'appuya sur la « grande flexibilité et la capacité d'inclusion des deux [grands] partis, qui découlaient [notamment] de l'absence d'une coordination nationale dans ces partis de même que d'une personnalité idéologique et programmatique précise ». La position politique du mouvement ouvrier est donc celle du groupe de pression, qui marchande d'ailleurs à l'occasion son appui entre des candidats des deux partis²⁵⁷.

Dans sa typologie, Valenzuela établissait deux autres modes d'insertion politique : le type dit du « parrainage d'État », là où le syndicalisme est soumis, « de façon directe ou indirecte à l'État », et un dernier type dit « d'affrontement » (*confrontationist*), quand il y a dans un pays instauration d'un régime autoritaire, par exemple, et que les partis alliés au mouvement syndical perdent leur droit à l'existence ; dans un tel cadre, si le syndicalisme reste par ailleurs légal, il peut absorber les militants politiques venus du parti et servir de base à une opposition populaire ; inversement, le régime autoritaire peut tenter éventuellement d'instaurer un corporatisme à l'ancienne, avec syndicats d'État dirigés par des responsables nommés par les pouvoirs publics²⁵⁸. Mais ces deux derniers types, les quatrième et cinquième de sa typologie, nous intéressent moins ; ce sont le premier et troisième types qui sont plus immédiatement utiles à notre recherche. Ils peuvent très certainement correspondre, cela dit, à des conceptions mises en avant par Greenstone.

La divergence entre Greenstone et Valenzuela semble en effet se résumer à ce que le premier considère le modèle américain sensiblement similaire durant la décennie 1960-1970 aux formules européennes supposant l'existence d'un parti ouvrier, alors que le deuxième considère l'absence d'un tel parti comme la mesure permanente incontournable de la faiblesse politique des syndicats américains : elle réduit leur position politique, soutient-il, à celui du groupe de pression. Comparativement, ce mode d'insertion alloue au mouvement ouvrier des États-Unis une robustesse politique et une capacité d'initiative *sociétale* moins grandes que celles qui avaient été acquises en Europe.

Bien sûr, ce dernier élément s'est avéré juste : l'effet de l'action politique du mouvement ouvrier américain sur la gouverne de sa société n'a pas été identique à celui des mouvements ouest-européens. L'absence d'un parti de classe indépendant en est à la fois une manifestation et l'une des causes. Pourtant, il ne nous paraît pas juste de réduire conceptuellement la nature et la portée de son action à celles d'une simple intervention de pression, comme le pense Valenzuela ; celui-ci tente d'ailleurs d'appuyer son point de vue sur (ce qui nous semble) une surévaluation du nombre et de l'importance des occasions où le syndicalisme marchande effectivement son appui à l'un ou l'autre parti. La signification première de l'engagement politique de l'AFL-CIO sur ce terrain est bien davantage donnée par ses efforts avec les démocrates : efforts de construction du parti, d'aide directe à l'organisation et la présence politiques de groupes populaires et de secteurs défavorisés de la population, efforts d'éducation de masse de ses membres et d'encouragement direct à leur participation politique, etc., ainsi qu'on l'a considéré déjà. L'action du groupe de pression n'est pas de cette nature et n'a pas cette portée.

Par ailleurs, la définition de l'action politique du syndicalisme américain avancée par les professeurs Rehmus, McLaughlin et Nesbitt, selon laquelle elle aurait les traits de l'action d'un groupe de pression qui se serait donné des fonctions de parti, a certes le mérite du cliché descriptif. Mais la description n'est pas complète, puisqu'il faudrait lui ajouter – minimalement – la notion de « fonctions de parti *ouvrier* pour tenir compte du rôle de cette action dans la formation de mouvements populaires et l'élévation du statut politique, en plusieurs dimensions, des travailleurs et des défavorisés. George Meany lui-même sembla plus près de la réalité lorsqu'il déclara, en 1975 : « Nous avons un parti politique, qui a pour nom COPE [...] et nous allons continuer à l'améliorer, à le renforcer [...] afin que soient élus des amis du mouvement ouvrier à la Chambre des représentants et au Sénat, de même que dans les législatures des États, peu importe les partis²⁵⁹. Ce dernier élément relevait de la « frime », si l'on peut se permettre, Meany voulant menacer les démocrates à la suite de différends sur lesquels nous reviendrons ; et la centrale restera politiquement associée au Parti démocrate. Mais cette notion du COPE comme étant le parti politique de la centrale reposait précisément sur les objectifs politiques et organisationnels propres au mouvement ouvrier que les syndicats poursuivaient pour eux-mêmes en intervenant avec le Parti démocrate, dans ses instances et à l'extérieur de ses instances.

L'illusion, bien sûr, véritable poudre aux yeux qui n'abusa personne, consistait à appeler « parti politique » une organisation dont la création avait supposé le refus de l'option d'un parti distinct. Cela confirmait le but que Meany assignait toujours à l'action plus directement électorale de sa centrale, la victoire d'« amis » du syndicalisme. Mais le COPE, outre qu'il servait en lui-même de puissante machine politique, se trouvait à structurer une présence électorale permanente comme organisation et en tant que vecteur de cohérence comportementale de classe dans les rapports partisans. D'où l'intérêt de la formulation de Meany, traduisant à la fois les espoirs, les aspirations et l'auto-limitation comparative que le mode d'engagement politique de la centrale exprimait.

Plus récemment, l'intérêt pour la problématique des liens entre le syndicalisme et les partis politiques a été nettement ravivé du fait des transformations qu'entraînent les processus de la financiarisation et de la mondialisation de l'économie dans les marchés du travail. Au sein des sociétés industrielles capitalistes en particulier, les syndicats ont toujours eu à affronter cette problématique, souligne-t-on, parce qu'il leur faut exercer un certain « contrôle sur les règles immédiates » présidant aux relations de travail et, plus globalement, réussir à influencer les « politiques gouvernementales auxquelles ils sont soumis avec leurs employeurs ». Ils doivent donc compter sur des interlocuteurs

réceptifs parmi ceux et celles qui aspirent à l'autorité publique, exigence encore plus manifeste quand les conditions de l'économie et du rapport d'emploi sont en voie de restructuration. Théoriquement et méthodiquement, l'analyse des liens syndicats-parti a été ainsi à nouveau justifiée. Il est intéressant de noter que la comparaison entre l'Angleterre et les États-Unis se trouve au centre des efforts les plus marquants à cet égard chez les auteurs de langue anglaise²⁶⁰.

Étudiant ainsi ces liens aux États-Unis et en Grande-Bretagne, du XIX^e siècle au tournant du XXI^e, les professeurs Ludlam, Bodah et Coates les abordent selon trois de leurs dimensions : les liens de niveau « organisationnel, programmatique et personnel » entre les syndicats et le Parti travailliste, d'un côté, et entre les syndicats et le Parti démocrate, de l'autre. Évidemment, leur analyse permet de circonscrire des différences importantes entre les deux situations : ainsi, le travail salarié, en tant que catégorie sociale, s'avère beaucoup plus présent programmiquement en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, cependant que le rapport structurel entre le syndicalisme et le parti y est d'une nature qualitativement différente. En même temps, et nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin dans notre texte, les moments de rapprochement, et leurs causes, entre les deux partis et les syndicats de leur pays ont été similaires et simultanés. Sur chaque aspect, la position du syndicalisme anglais est nettement plus forte que celle du syndicalisme américain. Mais, pour nous, la nature des rapprochements que nous venons de signaler tend à nouveau à démontrer que le lien au Parti démocrate n'est pas que de pression aux États-Unis.

Plus formellement, Ludlam, Bodah et Coates ont procédé eux aussi à l'élaboration d'une typologie des liens entre syndicats et partis, qu'ils ont fondée sur deux des dimensions principales de l'insertion politique des syndicats : la dimension dite de l'« intégration organisationnelle » et la dimension du « degré d'influence dans les politiques publiques ». Sur cette base, ils en sont arrivés à circonscrire quatre grands types de liens : un lien de « lobbying exercé de l'extérieur », « dans lequel il n'y a pas d'intégration formelle [entre les syndicats et le parti] et dans lequel [les premiers] ont peu d'influence, ou pas du tout, sur les politiques publiques » ; un « lien de lobbying interne », dans lequel il n'y a pas ou peu d'intégration organisationnelle, mais où les syndicats sont fréquemment consultés dans l'élaboration des politiques » ; un lien dit de « liaison structurée », par lequel les syndicats jouissent d'une participation statutaire à la direction du parti, « mais ne dominent pas ses orientations » ; enfin, un lien de « domination syndicale », qui repose sur une « participation importante des syndicats à la direction du parti et par lequel ils sont en mesure de dominer ses orientations²⁶¹ ».

Pour les auteurs, la situation américaine façonnée avec la décennie 1930-1940 fut un lien de lobbyisme interne qui évolua avec « l'ère du keynésianisme » dans la direction du troisième type de lien²⁶², selon ce que nous en concluons. Cette appréciation, il convient de le souligner, nous paraît descriptivement juste.

Les premiers analystes qui se penchèrent sur l'arrimage entre le syndicalisme et le Parti démocrate pour la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale se concentrèrent sur des formules concrètement apparues aux niveaux local et régional. Mais cet intérêt particulier et lesdites formules relevaient des développements nationaux dans les grandes coalitions présidentielles : l'élan de l'entrée dans le cinquième système partisan prenait notamment l'aspect d'une onde de choc rejoignant, inégalement, il est vrai, les diverses régions à l'extérieur du Sud. Les analystes qui les suivirent abordèrent plutôt cette problématique des liens entre les syndicats et le Parti démocrate dans leur cadre national. Cela dit, Greenstone lui-même avait néanmoins qualifié ces liens d'équivalent partiel à ceux que l'on notait en Europe de l'Ouest. En tout état de cause, il nous semble évident que les différences à l'intérieur des États-Unis paraissaient dorénavant plus immédiatement considérées en tant que variantes régionales d'un modèle national constitué, ainsi qu'on en trouve dans tous les pays. La caractérisation qu'avait osée Greenstone, même si elle forçait les significations, réussit pourtant à exprimer un aspect incontournable des réalités politiques du pays.

Durant les années 1950 et, pour une large part, les années 1960, plusieurs courants des sciences sociales prévoyaient que la condition ouvrière s'émousserait progressivement, à un point tel que la classe dont elle définissait les caractéristiques sociales serait progressivement absorbée dans cette grande nébuleuse qu'on appelait habituellement la classe moyenne. De là, on voyait difficilement la pertinence qu'il y aurait à maintenir l'action syndicale, si ce n'est sous les habits d'une représentation fonctionnelle de groupes particuliers dans l'entreprise, mais pas sous un mode prioritairement revendicateur. Pourtant, certains analystes firent valoir alors qu'il n'existe pas une telle chose qu'un « domaine précis légitime de l'action syndicale » revendicative, en dehors duquel son rôle ne serait plus pertinent. Ils envisageaient plutôt que la situation socio-économique qui existerait dans l'avenir permettrait aux travailleurs d'exiger davantage de leurs syndicats. Ainsi, ils pourraient demander qu'ils servent d'instrument de « dissémination d'idées [...] [et] de valeurs fondamentales » contraires à celles du monde des affaires, concurrençant la « domination des compagnies et de leurs alliés » dans l'opinion publique, cherchant à établir une « contre-influence²⁶³ ». Cette perspective était considérée par les professeurs Kornhauser, Sheppard et Mayer, dont nous nous servons ici, comme une

promesse extrêmement positive pour le débat d'idées dans la société à venir, comme une base de sa démocratisation²⁶⁴.

Envisagé à l'aune des exigences que suppose un tel rôle, il paraît incontestable que l'apport de l'action politique des syndicats aux États-Unis s'avérait plus restreint que celui des mouvements ouvriers en Europe, avec la forme des partis indépendants. Les syndicats américains contribuaient dorénavant à assurer une participation politique ouvrière et populaire qui pesait massivement sur le bipartisme établi, nationalement, localement et régionalement. Cette participation avait acquis des traits réels de cohérence idéologique et électorale. Ces traits n'étaient pas identifiables à la simple intervention de pression. Mais ils ne conféraient pas au mouvement ouvrier l'option d'une candidature distinctive au pouvoir, à la différence de la situation européenne, terrain d'une « contre-influence » d'un niveau évidemment supérieur. En revanche, le Parti démocrate se devait de l'emporter aux élections présidentielles, et même « d'accroître [toujours] sa puissance », dans les États où le syndicalisme réunissait des nombres de salariés toujours imposants. Au tournant de la décennie 1970-1980, on évaluait que ces États se retrouvaient dans le « quadrilatère s'étendant du Massachusetts à Washington, D.C. », puis à l'ouest « jusqu'à l'Illinois et au Wisconsin, en ajoutant la Californie ». Le Parti démocrate ne pouvait se replier sur quelque autre allié de force avoisinante²⁶⁵. Voilà qui pouvait servir tout de même de point d'appui à l'influence politique des positions du syndicalisme.

ii. RÉGIONS ET LOCALITÉS : LA RECOMPOSITION ETHNORACIALE ET LES COALITIONS PROGRESSISTES CONTEMPORAINES. DETROIT, LOS ANGELES, CHICAGO, NEW YORK

Au terme de cette présentation sur les formes traditionnelles de l'arrimage des syndicats au Parti démocrate à l'échelon régional et municipal, il convient de se demander quelles modalités particulières ont cours aujourd'hui. À ce stade de notre étude, il n'est plus besoin d'insister sur la diversité profonde des caractéristiques définissant l'univers des régions et des sous-régions aux États-Unis. Ainsi, pas davantage que dans la section précédente, ne pourrions-nous, maintenant, nous pencher sur tous les exemples révélateurs de cet arrimage depuis les années 1960 et 1970. Mais nous allons revenir succinctement aux régions déjà considérées avec les auteurs étudiés jusqu'ici, afin de mettre en exergue certains traits qui les différencient toujours entre elles – et qui les différencient souvent grandement de leur réalité du passé. Cela dit, nous croyons que nous visualiserons tout de même ainsi certaines des formes principales que

priront progressivement, à compter de cette dernière décennie, les modalités du rapport des syndicats à la politique dans les villes et les régions.

À l'évidence, beaucoup des conditions rendant compte de la nature de ces modalités à l'époque qu'analysa Greenstone ont été depuis profondément modifiées, voire bouleversées : renouvellement de la composition ethnique et raciale des populations urbaines, singulièrement des populations des villes-centres, transformations socioéconomiques, affaiblissement marqué de l'organisation syndicale, évolution de la vie partisane et des politiques publiques, etc., conditions en interaction continue. Ces changements ont incontestablement servi à déterminer la configuration des coalitions de progrès et le rôle que peut y tenir le mouvement ouvrier. Les phénomènes de recomposition ethnique et raciale des grandes métropoles américaines constituent dorénavant un des facteurs premiers, si ce n'est le facteur prédominant, des arrangements qui se sont fait jour à cet effet.

La recomposition des populations urbaines n'a pas donné lieu à des situations identiques sur l'ensemble du territoire : elle n'a pas acquis partout la même importance ni eu les mêmes répercussions, et ses causes ne sont pas les mêmes dans tous les milieux – par exemple, elle n'est pas nécessairement le produit de l'immigration. La vie politique des États est directement empreinte, par ailleurs, de la diversité de leurs populations ou, comme l'ont écrit Hero et Tolbert, par « l'absence de diversité » tout aussi bien²⁶⁶.

Detroit

Detroit représente probablement l'exemple le plus dramatique des conséquences de ces types de développements, une tragédie à la fois économique, sociale et raciale. Sans nous arrêter à ce stade aux facteurs expliquant la crise de l'industrie automobile américaine, visible dès la décennie 1970-1980 et sans cesse présente par la suite, non plus qu'à ses effets négatifs directs sur le grand syndicat des UAW, rappelons qu'elle est arrivée à son terme (la faillite de deux des trois « grands » de l'auto) dans la deuxième moitié des années 2000-2010. Le chômage de masse et la menace constante de mises à pied et de fermetures d'usines y ont scandé depuis une vingtaine d'années l'existence de centaines de milliers de personnes. Le sort de l'industrie automobile s'est trouvé en quelque sorte à sceller celui du tissu urbain et de la ville de Detroit, dont la population décroît systématiquement.

En 1980, sa population était d'environ 1 203 339 habitants ; en 2000, Detroit comptait un peu plus de 950 000 résidents et en 2010 moins de 714 000²⁶⁷. Un véritable effondrement. Or, cette saignée radicale n'est pas le fruit que de facteurs socioéconomiques : elle a été engagée bien avant que les

difficultés de l'économie industrielle de Detroit, de la région métropolitaine et de l'État du Michigan apparaissent. Elle est notamment un produit, de fait, des divisions raciales et du racisme anti-Noirs, manifestes dès la fin des années 1930 et qui se sont « durcis » dans la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Les « préjugés raciaux » ont été nourris chez les Blancs par l'accroissement du nombre de Noirs dans la ville de Detroit, souvent en provenance du Sud (comme une part de la population blanche, d'ailleurs) et attirés par les emplois dans l'industrie. Très rapidement, les Blancs cherchèrent à fermer leurs lieux de résidence à cette population en expansion, bientôt à l'exclure de leurs quartiers. Ils formèrent des associations de quartier puissantes à cet effet, qui organisèrent des « protestations résidentielles » (*housing protests*) multiples et très visibles à la mi-décennie 1960-1970²⁶⁸.

Bientôt, on s'en doute, ce mécontentement des Blancs trouva un débouché sur le plan politique, amenant plusieurs de ses partisans, notamment des « travailleurs et des [gens] de la classe moyenne inférieure », du côté de « candidats racialement conservateurs²⁶⁹ ». La ségrégation domiciliaire n'était pas la seule marque de l'infériorisation de la population noire : cette ségrégation trouvait notamment des contreparties dans le monde du travail, par exemple dans l'industrie automobile où les Noirs étaient concentrés dans les tâches les plus exténuantes, sans véritable possibilité d'avancement (nous y reviendrons) et dans le domaine de l'éducation. Tous ces éléments suscitérent une aspiration profonde au changement du côté des Africains-Américains, qui culmina à l'époque dans les « émeutes raciales de 1967, qui coûtèrent la vie à quarante personnes » et « détruisirent [...] quelque 1 300 édifices ». Durant la trentaine d'années qui ont suivi, « près d'un million de personnes et la plupart des entreprises les plus importantes quittèrent alors la ville pour [...] les banlieues²⁷⁰ ».

Ce départ en masse des Blancs se situait dans la continuité des batailles pour exclure les Noirs de divers quartiers de la ville-centre, et entraîna éventuellement toutes les classes. Cela créa rapidement une situation fort malsaine : des banlieues blanches (relativement) riches entourant la ville de Detroit à forte majorité noire et nettement moins bien nantie ; une force constabulaire qui, encore durant les années 1970-1980, était très majoritairement composée « de Blancs [...] habitant les banlieues, racistes » et qui « agissait comme une armée étrangère d'occupation » ; et quand il fut question de favoriser l'intégration scolaire des élèves des banlieues et de ceux de la ville-centre, avec la méthode du *busing*²⁷¹, entre autres, ce fut l'explosion. Terrain fertile, donc, à la dissémination massive de sentiments racistes du côté des banlieues et à la fermeture d'esprit²⁷², de même qu'à la popularité de politiciens s'en faisant les porte-paroles et les attisant souvent.

En 1990, la population de race noire dans la ville de Detroit comptait pour quelque 75,7 % du nombre total d'habitants, 81,6 % en 2000 et environ 84,6 % en 2004, un pourcentage équivalant à celui qui a été dénombré en 2010²⁷³. Avec l'exode vers les banlieues des entreprises et du grand commerce, et les fermetures de grandes installations industrielles à l'intérieur des limites de la ville, les possibilités d'emploi pour la population africaine-américaine ont été diminuées de manière draconienne. À la fin de l'automne 2011, les « responsables municipaux » établissaient à 28 % le taux de chômage dans la ville ; en comptant les personnes qui ont quitté par découragement le marché du travail et celles qui sont sous-employées, le maire Dave Bing de Detroit établissait alors que le taux de chômage réel avoisinait probablement 50 %. Une situation évidemment catastrophique, qui achevait de vider les coffres de la ville. « Entre 2000 et 2010, un quart de million de personnes » supplémentaires avaient fui une situation qui paraît sans issue, et à l'automne 2011, « l'inscription dans les écoles publiques était d'environ 66 000 élèves », alors qu'elle avait été de 104 000 « quatre années auparavant²⁷⁴ ».

Pour la population noire, la conséquence de ces développements n'a pas été que de nature socioéconomique. Dans un livre publié originellement en 1972, le professeur B.J. Widick avait avancé l'idée que la ville de Detroit pourrait fort bien devenir la première métropole noire du monde et une inspiration pour l'ensemble de la minorité africaine-américaine. La classe ouvrière noire (ayant un emploi) y était très forte, avait de bons revenus grâce à la syndicalisation et s'avérait en mesure de soutenir le développement local d'une classe moyenne africaine-américaine. Le syndicalisme, qu'elle dominait dans la ville pour une large part, avait permis à des centaines de Noirs d'acquérir une expérience d'intervention publique et de responsabilité collective qu'ils n'auraient jamais connue sans son développement, cependant que plusieurs élus, jusqu'au Congrès de Washington, provenaient maintenant de cette population. Déjà, le monde des affaires et des vagues continues de Blancs avaient entrepris de quitter la ville de Detroit, ce que Widick critiquait, mais celui-ci ne jugeait pas la situation désespérée. En 1989, pourtant, quand parut une « édition révisée » de son livre, le professeur Widick ne faisait plus la même évaluation et parlait plutôt de Detroit comme d'un cauchemar²⁷⁵. L'éventualité d'une « Black Metropolis » ne s'était pas matérialisée, Detroit devenait un immense ghetto : la lutte antiraciste pour l'égalité des droits et des conditions sur l'ensemble du territoire américain avait perdu un pilier potentiel essentiel, au détriment de toute la population africaine-américaine.

En ce qui a trait à la classe ouvrière, toutes composantes raciales et ethniques confondues et considérées dans le rapport à la classe des employeurs et au système de pouvoir établi, la chute de l'emploi industriel, singulièrement

dans l'automobile, greva évidemment l'existence personnelle des gens et la capacité d'agir collectivement. Par exemple, «entre 1979 et 1985», le grand syndicat des UAW «perdit 40 % de ses membres dans la région», un effondrement continuellement accentué par la suite et dont il ne se relèvera pas. Au fil des ans, la mairie de Detroit passa *naturellement* et durablement sous la responsabilité d'élus africains-américains. Il en fut de même, généralement, des autres instances d'autorité publique, de sorte que «le pouvoir politique noir en vint à remplacer la force de frappe du syndicalisme» dans la ville et son rôle dans le Parti démocrate du Michigan²⁷⁶.

Les caractéristiques et les déterminations de l'action politique du mouvement ouvrier analysées par Greenstone faisant du Parti démocrate local et régional une formation quasi travailliste étaient disparues, victimes du racisme et du sort qui fut celui de l'industrie automobile. En d'autres mots, la situation contemporaine à Detroit et au Michigan n'est pas équivalente à celle qu'étudiait Greenstone : ses conditions ont été bouleversées, même si le syndicalisme reste présent à Detroit et si, généralement, les sensibilités socioéconomiques et socio-politiques prédominantes y sont toujours marquées à gauche. Par ailleurs, on aura noté que, si la composition raciale de la ville de Detroit a été profondément transformée, ce ne fut pas sous l'effet de quelque vague d'immigration ; plutôt sous l'effet de l'émigration de la grande majorité de sa population blanche

Los Angeles

Les développements qui ont marqué l'évolution de l'action politique du mouvement ouvrier à Los Angeles sont également différents de ceux qu'avait analysés Greenstone, mais la signification de leurs conséquences diffère entièrement aussi de ce qu'on a vu avec Detroit. D'une certaine manière, Los Angeles fournit la démonstration que la recomposition des populations urbaines, cette fois sous l'impulsion d'une immigration massive, n'entraîne pas de soi un affaiblissement de l'organisation ouvrière non plus que de son influence en politique. Et de fait, pour beaucoup d'analystes, Los Angeles a semblé récemment présenter le modèle d'un syndicalisme revivifié aux États-Unis, le modèle d'un mouvement ouvrier dans lequel on aurait remis du «mouvement» (*to put the movement back in the labor movement*).

Il est vrai qu'une majorité des syndiqués ont quitté les villes-centres pour les banlieues à compter des années 1950-1960. Cette migration a contribué à les couper des «réseaux sociaux et communautaires» des quartiers allophones populaires traditionnels des grandes villes, qui avaient autrefois nourri les liens affectifs de classe et assuré «la loyauté de leurs parents à l'aile libérale du Parti démocrate». Cette suburbanisation massive a concouru, comme on l'a vu, à la

transformation souvent prononcée des composantes de la population urbaine²⁷⁷. Dans les grandes villes, le militantisme ouvrier – quand il existe – a forcément changé d'*apparence* et repose également sur des composantes démographiques (plus ou moins entièrement) nouvelles. Cela influe évidemment sur la configuration des coalitions politiques auxquelles le syndicalisme est associé.

À Los Angeles, dans la ville et le comté du même nom, les transformations ethniques et raciales au sein de la population ont été depuis trois décennies spectaculaires. Les « Hispaniques » formaient en 1980 un peu plus de 28 % de cette population. En 1990, dans la ville même de Los Angeles, leur proportion était de 39,3 %, puis de 46,5 % en 2000, de 49,7 % en 2004 et de quelque 48,5 % en 2010 selon les estimations du Census Bureau américain. À ce moment, le comté de Los Angeles était formé à 47,7 % de personnes dites hispaniques. La ville compte alors quelque 3 793 000 résidents et le comté plus de 9 800 000. Tout cela, sans compter les immigrants illégaux. En 2010, les personnes dites « blanches non hispaniques » représentaient, par ailleurs, environ 28,7 % de la population de la cité de Los Angeles et 27,8 % du comté de Los Angeles²⁷⁸. On aura noté que ces deux derniers taux sont équivalents au pourcentage que nous avons mentionné plus haut pour la population hispanique en 1980.

Ces courtes indications vont suffire à la description du mode d'action politique particulier du syndicalisme à Los Angeles et à la description de la nature des coalitions politiques progressistes auxquelles il a participé récemment. Elles signalent d'ailleurs par elles-mêmes que le modèle de ces dernières, pour qu'elles soient effectives, ne peut être identique à ce qu'il fut dans le passé. Le poids démographique et les conditions socioéconomiques de vie de l'immense majorité des Hispaniques dans Los Angeles font qu'ils doivent tenir un rôle de premier plan au sein des coalitions de progrès. On connaît, par ailleurs, les difficultés d'intégration qu'on leur fait. Dans les années 1990, les Hispaniques sont devenus *officiellement*, c'est-à-dire selon les données du Census Bureau, le groupe ethnique « le plus pauvre » du pays, plus que les Noirs selon divers indicateurs – par exemple, quant au taux d'abandon scolaire. D'un autre côté, le pourcentage de la population africaine-américaine dans la ville de Los Angeles n'était en 2010 que de 9,6 %, et dans le comté de Los Angeles de 8,7 %; de fait, ce pourcentage a radicalement diminué au cours des dernières décennies: il tournait autour de 14 % dans la ville en 1990 notamment, de 11,2 % en 2000 et de 10,2 % en 2004²⁷⁹. Nous étudierons plus loin les développements subséquents à cet égard et leurs conséquences.

Dans la région de Los Angeles, donc, le renouvellement de la composition ethnique et raciale de la population s'avère très largement le produit d'un phénomène d'immigration massive, singulièrement hispanique (c'est-à-dire d'origine mexicaine et latino), dont le poids fut accentué par le départ de Blancs généralement nés aux États-Unis. Des vagues d'immigrants d'autres origines ont influé aussi sur la vie sociale et politique de Los Angeles, les Asiatiques s'avérant, par exemple, aujourd'hui aussi nombreux que les Noirs. En politique municipale, la volonté d'incorporation (assimilation, intégration) des secteurs dits minoritaires de la population dans les réseaux dominants sert d'impulsion à leur engagement politique. Habituellement, cet engagement met (plus ou moins) en cause les coalitions traditionnelles politiquement régnautes, conservatrices et craignant les bouleversements éventuels qu'il peut susciter. Les coalitions contestant les pouvoirs établis ont donc souvent un caractère « racial », c'est-à-dire qu'elles rassemblent notamment des secteurs de la population cherchant précisément une « incorporation » plus grande²⁸⁰.

Zieger et Gall, écrivant au début de la décennie 2000-2010, entrevoient dans la Californie contemporaine, notamment du fait de la « latinoïsation » de sa classe ouvrière, l'image d'un « avenir [heureux] pour le mouvement ouvrier ». Ils mettent singulièrement en exergue les développements qui avaient cours à Los Angeles. Cette immense région, écrivaient-ils, compte dorénavant « le plus grand nombre de travailleurs manuels » de toutes les régions des États-Unis. C'est la rencontre d'un syndicalisme régional « énergique et remis en selle comme mouvement de base », tant au niveau du Conseil du travail municipal que de sections locales de grands syndicats, et d'une masse de travailleurs pauvres, largement hispanique, qui a redonné de l'allant au mouvement ouvrier ; le syndicalisme a connu et connaît de grands succès, dans le secteur privé tout aussi bien que dans le secteur public²⁸¹.

Ils écrivent en ce sens : le « mouvement ouvrier local a construit une large coalition [populaire] de classe, expression de l'action de plusieurs syndicats et de groupes ethniques ». La « synergie » ainsi créée a produit ses propres effets sur le terrain politique, modifiant largement les rapports de pouvoir dans plusieurs localités de la Californie du Sud, plus précisément, on s'en doute, dans la région et la ville de Los Angeles. Des campagnes politiques innovatrices du Conseil du travail ont ainsi permis que des candidats municipaux favorables au syndicalisme soient élus, et qu'ils pèsent effectivement par la suite dans le sens des intérêts populaires : par exemple, à Los Angeles, la puissance d'une vaste campagne politique insistant sur la nécessité « d'un salaire décent » pour tous les travailleurs a été relayée au conseil municipal, qui a adopté de « sévères ordonnances » demandant que les entrepreneurs privés avec qui il fait affaire paient effectivement des « salaires décents » ; par exemple, tout aussi bien, des

«élus pro-ouvriers municipaux ont obtenu [qu'une grande chaîne] de supermarchés ne puisse pas compter sur des règlements de zonage favorables si elle ne permettait pas à ses employés d'user de leur droit à la syndicalisation» sans intervention de sa part; etc. Cette *labor-latino alliance* selon les mots de Zieger et Gall, «a appuyé des candidats progressistes, habituellement démocrates, et soutenu plusieurs causes» sociales, souvent avec succès, autant de développements qui ont profondément transformé la donne politique dans la Californie du Sud, notamment²⁸².

Les candidats appuyés peuvent être syndicalistes ou amis, qu'ils soient latinos ou pas, et le syndicalisme mène son activité politique en association directe avec les populations immigrées, au premier chef hispaniques, et leurs organisations propres²⁸³. Les succès syndicaux servent à la promotion des intérêts socioéconomiques de ces populations, de même qu'à leur participation aux luttes politiques en fonction de leurs besoins. Ces deux éléments sont déterminants, faut-il le préciser, de leur «incorporation» dans les réseaux de pouvoir, du moins de la marche dans cette direction. Ainsi, le modèle de l'action politique pratiquée par les syndicats à Los Angeles ne correspond plus à celui qu'avait considéré Greenstone. Dorénavant, semble-t-il, le *mouvement*, entendu à la fois comme dynamique de revendication et organisation, prédomine. Il peut être vu selon un rapport syndicalisme-minorités-démocrates, une coalition au sein de laquelle les deux premiers éléments donnent le ton, le parti en tant que tel restant souvent faible. Le syndicalisme, lui-même largement *recomposé* ethniquement, a servi de cadre organisé à ce développement. La nature de cette alliance électorale définit la nature des alliances progressistes locales et régionales.

Cela dit, il ne faut pas se faire une image d'Épinal de ces développements (relativement) récents. Ayant produit leurs premiers véritables succès durant la décennie 1990-2000, ils ne mettent à l'abri ni des pressions de l'environnement socioéconomique et politique dominant ni des dissensions, des préoccupations bureaucratiques ou du carriérisme individuel. Au sein de la collectivité hispanique, notamment, la volonté de *l'incorporation* a pu faire reculer «les revendications d'une plus grande justice sociale» au profit d'objectifs visant «à hausser le prestige» de candidats et d'élus. Depuis la décennie 1970-1980, le nombre d'élus en provenance de la communauté hispanique aux chambres de l'État s'est nettement accru. Mais, dans le Parti démocrate, plusieurs d'entre eux se sont au fil des années rangés du côté du *statu quo*, sans compter les luttes de pouvoir au sein de la collectivité que ces succès ont pu favoriser. Ces derniers éléments ont suscité, par ailleurs et comme en contrepartie, l'activité de nouveaux mouvements de base souvent à gauche des leaders traditionnels²⁸⁴.

Quant au Parti démocrate, il reste – par ailleurs et tout de même – une force puissante au niveau de l'État, de diverses régions et dans des secteurs précis de la gouverne publique, politiquement et organisationnellement. De ce fait même, il pèse aussi sur la sélection de candidats en des endroits où ses structures ne sont pourtant pas en mesure de commander les choix et aussi parce que son rôle dans le bipartisme établi tend à baliser le champ des préférences.

L'action politique du mouvement ouvrier n'échappe évidemment pas à cet environnement ni aux considérations particularistes pouvant relever d'intérêts caractéristiques qu'il représente. Un exemple, tiré des élections municipales à Los Angeles : en 2005, elles opposèrent en fin de course deux candidats démocrates, Antonio Villaraigosa et James Hahn le maire sortant. Villaraigosa avait été « organisateur syndical, président [régional] de l'ACLU » et orateur de l'Assemblée législative de Californie ; il fut toujours un allié sûr du mouvement ouvrier, le politicien certainement « le plus *pro-labor* à l'ouest du Mississippi », selon les mots d'un observateur. Le conseil du travail local avait fortement appuyé Villaraigosa dans le passé, notamment contre Hahn en 2001. « Mais cette fois, il appuya Hahn », malgré les soutiens à Villaraigosa en provenance des communautés latino et noire, des « leaders environnementalistes » et des sentiments manifestes des « familles syndiquées ». La base de cette alliance nouvelle avec Hahn vint de ce que ce dernier intégra à sa plateforme plusieurs engagements visant précisément à satisfaire le conseil du travail et, surtout à notre avis, qu'ensemble ils firent la promotion d'un « plan d'expansion de l'aéroport d'une valeur de onze milliards de dollars, riche évidemment d'une promesse de quantité d'emplois » nouveaux, notamment dans la construction. Villaraigosa « s'oppo[sait] à ce projet²⁸⁵ ».

Ce que l'on vient de rappeler montre que la formule nouvelle de l'action politique du syndicalisme à Los Angeles (et, pour une bonne part, dans le sud de la Californie) ne s'écarte pas, par le seul effet de sa composition, des penchants et des écueils du passé. Elle apparaît néanmoins comme une formule non seulement différente de celle qu'analysa Greenstone, mais aussi qui peut confier, et confie généralement, un rôle politique nettement plus important au mouvement ouvrier comme lieu de rencontre et d'initiative de progrès. Il ne faut pas minimiser son influence sur la représentation politique régionale et sur l'évolution du syndicalisme.

Chicago

D'une certaine manière, le modèle des rapports du syndicalisme au Parti démocrate, vu par Greenstone en politique municipale à Chicago, s'avère être celui qui a le mieux résisté au passage du temps. Il ne s'est pas maintenu identique, sa formule a été secouée de la gauche, mais, pouvons-nous dire, il s'est en quelque sorte reconstitué par la suite.

Dernière grande ville des États-Unis placée sous l'empire d'une *machine politique* (démocrate) de type traditionnel, Chicago n'avait pas été le lieu d'un arrimage négocié, même minimalement, entre le parti et le syndicalisme. Malgré des tentatives du Political Action Committee du CIO à l'époque, puis lors de la mise en mouvement du COPE avec la création de l'AFL-CIO, le mouvement ouvrier n'avait pas été en mesure de véritablement percer la forteresse démocrate locale et régionale. Il avait été réduit à des possibilités d'initiatives politiques fort limitées. De fait, ce ne fut qu'en 1983, avec la victoire aux primaires démocrates puis l'élection à la mairie de Chicago de Harold Washington, que ladite machine fut pour la première fois réellement ébranlée, puis battue. Washington fut le premier maire africain-américain de Chicago.

Il avait à ce moment servi déjà à titre de représentant et de sénateur aux chambres d'État de l'Illinois, puis de représentant au Congrès fédéral, généralement reconnu comme un homme politique très libéral et sympathique au syndicalisme. Il l'emporta aux primaires démocrates contre la mairesse sortante Jane Byrne, qui avait soulevé l'ire de la population noire. En effet, si des membres de cette collectivité étaient associés à la gouverne de la vieille machine, le manque d'attention envers les besoins particuliers des quartiers à majorité noire de la mairesse Byrne et le non-respect de promesses, pourtant fermes, à son endroit (par exemple, l'engagement pris par Byrne de nommer un candidat issu de la collectivité africaine-américaine au poste de directeur de la police) suscitaient un mécontentement tenace. Les processus d'«incorporation» assurés par l'organisation démocrate ne permettaient manifestement pas de répondre aux besoins de la masse de la population africaine-américaine²⁸⁶.

Sur la base d'une forte mobilisation de cette population, dans ses quartiers et avec ses propres organisations, Harold Washington réussit donc effectivement à avoir raison de la puissante machine démocrate lors des primaires de 1983. Sa coalition rassembla aussi des «électeurs hispaniques et des Blancs libéraux», car il se fit le porte-parole de la colère des Noirs et de volontés de réforme sociale partagées par des électeurs de diverses collectivités et différents groupes. On a pu évaluer que «l'inscription sur les listes électorales augmenta de 29,5 % dans les sections électorales à majorité noire», que la participation «y fut au moins de 73 % lors des élections [municipales]»; Washington avait

remporté « 73 % du vote des Noirs lors de la primaire [démocrate] et 97 % à l'élection ». Par ailleurs, il reçut l'appui de quelque 20 % des votants hispaniques à la primaire puis de 50 % d'entre eux à l'élection²⁸⁷, cependant que « de 11 % à 18 % du vote blanc » lui fut favorable.

Lors de l'élection de 1983, plus de 38 % de la population de Chicago était noire et le nombre d'Hispaniques en représentait peut-être 10 % (le recensement de 1980 n'avait pas établi de catégorie « hispanique »). Les syndicats plus conservateurs, notamment ceux de la construction, avaient pris l'habitude de soutenir l'organisation démocrate traditionnelle en échange de promesses particulières, par exemple de développement économique dans tel ou tel secteur. La coalition qui se rassembla autour de Washington était davantage *populaire* et plus militante, moins axée sur ce type de pratiques. Et Washington « facilita l'organisation en syndicats de la vaste majorité des travailleurs municipaux [en] négoc[ia]nt des contrats formels et en établissant avec eux de véritables procédures de grief ». Il rompait ainsi avec la vieille méthode des ententes officieuses entre les administrations démocrates et certains « syndicats de métier », qui laissaient de côté les inorganisés. Pour Washington, cette politique s'inscrivait dans sa lutte contre le favoritisme (*patronage*) dans le fonctionnement du gouvernement municipal. Il rompit aussi avec les méthodes anciennes de la gouvernance municipale, largement fondées sur les passe-droits et les ristournes²⁸⁸.

Il ne nous revient pas de pousser plus avant l'analyse de l'expérience Washington à la mairie de Chicago. Mais soulignons que ce furent au premier chef la mobilisation et la pression de la communauté noire qui réussirent à infliger ce recul à la machine démocrate, et non le syndicalisme. Washington s'adressa en effet à des couches de la population débordant largement les rangs de celui-ci, souvent plus démunies que ses membres. Cela dit, lors de sa campagne à la réélection en 1987, qu'il remporta, Harold Washington déclara, à la tribune d'un rassemblement syndical, que « Chicago est clairement devenue une ville pro-syndicale, parce qu'elle a un maire pro-syndical qui a bien montré ses couleurs [à cet effet] depuis 20 ans²⁸⁹ ». Il se situait incontestablement à la gauche de l'échiquier politique, même s'il ne devait pas son élection au mouvement ouvrier. Il ne convainquit cependant jamais de couches importantes de l'électorat blanc de voter en sa faveur, pas même au sein de la classe ouvrière²⁹⁰.

En tout état de cause, cette expérience prit abruptement fin quand Washington mourut d'une crise cardiaque presque immédiatement après sa réélection. Sa coalition se disloqua alors rapidement et la vieille machine entreprit de se reconstituer. Mais elle le fit prudemment, en ne rejetant pas ouvertement l'héritage de Washington – bien qu'elle se rapprochait nettement du

monde des affaires. Dans les quartiers noirs, la représentation revint alors aux leaders qui étaient associés à la vieille garde, sans beaucoup de perspective d'amélioration de son sort pour la masse des habitants²⁹¹. Le lien avec le milieu ouvrier fut établi par le cadre d'une *growth coalition* (« coalition visant la croissance »), ce qui reprenait *grosso modo* les termes d'une base d'entente traditionnelle à Chicago. On fit évidemment une place plus grande aux Hispaniques, qui correspondit, de fait, à l'accroissement du pourcentage de la population qu'ils vont dorénavant constituer.

Pour plus de deux décennies après le décès de Washington, ce fut là (à nouveau) le terrain principal des rapports entre le syndicalisme et le Parti démocrate en politique municipale à Chicago. Il est vrai que les syndicats ouvriers jouaient dorénavant un rôle plus important qu'auparavant, mais sous l'angle d'un appui de type « pluraliste » à certains candidats et à certaines orientations, et non comme une entité sociale distincte qui ferait valoir son propre programme et tenterait d'investir la direction du parti.

Ainsi, plusieurs des dynamiques anciennes de la vie politique municipale et régionale aux États-Unis ont été transformées au fil des dernières décennies, sous le poids de phénomènes de recomposition des populations, de mutation économique et, en ce qui a trait à l'objet de notre travail, du déclin de la puissance du syndicalisme dans la société et de la chute ininterrompue du nombre de ses adhérents – comme nous le verrons avec précision. Qui plus est, ce ne sont plus les mêmes secteurs du syndicalisme qui donnent aujourd'hui le ton à son intervention en politique. Cette intervention se réalise couramment avec la mise sur pied de coalitions de progrès, qui unissent les syndicats à des groupes communautaires, souvent militants, en fonction habituellement de buts précis : promouvoir le système scolaire public, demander l'adoption d'ordonnances visant à garantir des salaires décents, lutter contre l'ouverture de magasins Wal-Mart, etc. Ces coalitions peuvent-elles s'inscrire dans des démarches s'adressant plus globalement à la question du pouvoir municipal ? Voilà qui reste à voir, même si des percées à cet effet ont incontestablement eu lieu en certains endroits (spectaculairement à Los Angeles).

Les modèles anciens du rapport syndicats-parti qu'avait établis Greenstone ont donc été largement modifiés, renouvelés, voire sont disparus. Le poids des collectivités ethniques ou raciales minoritaires dans les villes-centres se révèle partout critique. Il demeure tout de même notable que les municipalités qu'avait retenues Greenstone pour son étude fournissent à nouveau des points de référence importants pour juger de la situation dans plusieurs autres centres : Los Angeles, pour le rapport dynamique syndicats-communautés ethniques-démocrates, sur la base d'un mouvement ouvrier revivifié ; Detroit, pour le

spectre d'une ville industrielle (et syndiquée) effondrée; Chicago, pour le rapport syndicats-parti lorsque le parti s'avère l'élément primordial.

New York

Par exemple, dans la ville de New York, le Parti démocrate reste une formation (généralement) très majoritaire, au sein d'un électorat fortement libéral. Ainsi, lors de son élection à la présidence en 1988, le candidat républicain George Bush n'obtint que 33,3 % des suffrages dans la ville de New York, « 20 points de pourcentage de moins qu'ailleurs dans le pays²⁹² ». L'organisation du parti est forte dans certains des cinq arrondissements (boroughs), fragmentée dans l'un et pas partout fondée sur les mêmes alliances. Son influence est donc considérée comme importante même si elle est « incomplète²⁹³ ». Chicago peut paraître alors un archétype partiel pour certaines des grandes conditions de la vie politique à New York. Cela dit, depuis la vingtaine d'années de 1918 à 1936, il n'y a pas eu à Chicago de pressions à la création d'un Labor Party au sein des instances syndicales dirigeantes²⁹⁴, non plus que de manifestations véritables d'un héritage quelconque de ces pressions. À New York, la montée ouvrière des années 1930 et 1940 avait au contraire amené la création de l'American Labor Party (ALP); l'ALP disparut cependant en 1947, emporté par la tourmente de la guerre froide. Mais de cet ALP naquit, à l'instigation et sous la conduite de dirigeants ex-socialistes des syndicats du vêtement, un Liberal Party de New York, qui survit toujours.

La nature de l'action électorale de cet ALP, comme on l'a vu, puis du Liberal Party possède cette particularité première d'avoir été et d'être toujours vouée à la sélection, parmi les candidats démocrates ou républicains en lice, de ceux et celles que l'on trouve les meilleurs (par exemple les plus progressistes qui ont pu être républicains à New York), puis à leur confier aussi sa nomination, c'est-à-dire à les inscrire également sur sa propre liste électorale, comme ses propres candidats. Selon la loi électorale en vigueur dans l'État de New York, les votes qu'obtient un candidat sur plus d'une liste s'additionnent les uns aux autres. Il fut rarissime que ces partis soumettent des candidatures de leur cru. On doit considérer alors que le rôle tenu historiquement par l'ALP et le LP revint pour une part à faire pression sur les démocrates et les républicains dans le choix de leurs candidats, en promettant son appui par leur inscription sur ses propres listes électorales. D'une part, dans le cas de l'ALP, le rôle de ce parti fut aussi de « donner le change » durant la décennie 1937-1947 aux pressions en faveur d'une politique ouvrière indépendante des deux partis dominants. En tout état de cause, il s'agit d'un type d'action politique devenu traditionnel à New York.

Au début des années 1960, le président du conseil central du travail de New York, Harry Van Arsdale Jr., annonça ainsi l'engagement du conseil central dans la création d'un nouveau parti, qu'il appela le Brotherhood Party (parti de la fraternité). Ce parti aurait pour vocation d'intervenir lors des élections municipales et des divers scrutins menés dans la ville. Bien que ce projet parut alors sérieux, suffisamment pour que le *New York Times* condamne le lancement d'un parti consacré à la promotion des intérêts d'un seul secteur de la société, d'un *special interest* (le parti d'un intérêt particulier), il ne prit finalement jamais son envol. Mais, pour nous, la pertinence de ce rappel du projet de Van Arsdale vient de ce que sa proposition mit en fin de compte en avant la création d'une formation qui aurait pratiqué le même type d'action électorale que le Liberal Party. Apparemment, à l'extérieur des syndicats du vêtement, certains évaluaient que leurs points de vue n'étaient pas suffisamment pris en considération par ce Liberal Party, ou ils voulaient se doter de moyens d'influer davantage sur les joutes électorales à leur propre compte²⁹⁵.

En tout état de cause, l'action politique du syndicalisme sur la scène municipale à New York est aujourd'hui plus éclatée : on ne cherche plus, comme à l'époque de l'ALP notamment, à se doter d'une plateforme unifiée. Lors de sa création en 1936, l'ALP recevait l'appui aussi bien du CIO en formation que de George Meany lui-même, alors président de la Fédération AFL de l'État de New York, et même de la vieille garde socialiste régionale (et du Communist Party, alors engagé dans la politique des « fronts populaires »). On ne retrouve rien de tel aujourd'hui, cependant que le minuscule Liberal Party a très peu d'influence.

Le syndicalisme est souvent actif dans le Parti démocrate et son intervention peut s'avérer à l'occasion marquante. Ainsi en fut-il, par exemple, lors de la course à la nomination démocrate pour l'élection à la mairie de New York en 1989. Plusieurs syndicats new-yorkais et des organisations représentant certaines minorités ethniques et raciales, au premier chef les organisations africaines-américaines, réussirent alors à faire perdre l'investiture démocrate au maire sortant Edward I. Koch, en faveur de l'aspirant David N. Dinkins. Koch voulait obtenir un quatrième mandat à la mairie de New York ; en 1985, il avait été élu par « la marge la plus forte » de l'histoire de la municipalité. La coalition *labor-minorities* n'en réussit pas moins à le faire mettre de côté, puis à porter au pouvoir Dinkins, premier maire noir de la grande métropole²⁹⁶. Selon l'analyse qui parut dans le *Los Angeles Times*, le syndicalisme fut « la clé », par exemple, de la victoire de Dinkins aux primaires démocrates²⁹⁷... Mais les syndicats s'orientent en quelque sorte séparément, décidant de leur intervention et de son intensité par eux-mêmes – situation qui n'écarte cependant pas la possibilité d'agir en coalition. Ils sont souvent aiguillonnés par la volonté d'éviter les

victoires de candidats dont les intentions sont vues comme des menaces, ou par la volonté d'assurer la réalisation de certains projets.

Si leurs interventions peuvent néanmoins avoir une grande portée politique, c'est que le syndicalisme a conservé sa présence massive dans la ville. On dénombre ainsi un million de syndiqués environ dans la grande région de New York, au-delà de 750 000 dans la ville même. Des huit millions de résidents de la municipalité, 23 % étaient membres d'un syndicat en 2011²⁹⁸. Sur la base de ce grand nombre de membres et de l'histoire militante, singulièrement en politique, du mouvement ouvrier new-yorkais, les syndicats restent donc en mesure d'offrir un appui massif aux candidats et candidates qu'ils soutiennent ou de s'opposer avec efficacité à ceux et celles qui leur déplaisent.

Cela dit, la composition ethnique et raciale de la ville et de la région de New York a aussi connu de profondes transformations au fil des dernières décennies. Au moment de l'élection de Dinkins, la population dite minoritaire de New York « était divisée presque à égalité entre Noirs et Hispaniques²⁹⁹ ». De fait, cette composition évoluait *grosso modo* de la manière suivante : en 1990, les Africains-Américains représentaient quelque 28,7 % de la population new-yorkaise, les Hispaniques 23,7 % ; en 2000, les taux correspondants étaient de 26,6 % et de 27 % ; en 2004, de 26,7 % et de 28 % ; enfin, en 2010, la population de la ville était composée de 25,5 % de Noirs, 28,6 % d'Hispaniques, cependant que les Blancs « non hispaniques » en constituaient quelque 33,3 %³⁰⁰. À New York comme ailleurs, le rôle que jouent en politique les considérations de type racial et ethnique s'est donc affermi. Sur place, ce rôle n'est pas nouveau, mais il se présente différemment de ce qu'il était dans le passé. Nous ne pouvons revenir sur ce passé, mais les chiffres que l'on vient d'indiquer suggèrent inévitablement que les comportements politiques des deux grandes *minorités* de la ville aujourd'hui comptent pour beaucoup dans les courses électorales et la nature des coalitions politiques puisqu'elles s'avèrent toutes deux bien organisées.

Avec le développement des grands syndicats municipaux de même que de la syndicalisation dans les hôpitaux et les services, des secteurs où les femmes, les Noirs et les Hispaniques sont fortement représentés, la « couleur » et le « genre » du syndicalisme ont aussi été modifiés. Les autres secteurs syndiqués ne sont pas disparus, sauf dans le cas de certaines activités économiques dont le déclin s'est avéré radical localement (dans le secteur manufacturier, notamment), mais, d'une certaine manière, le syndicalisme new-yorkais est plus diversifié que jamais auparavant du fait de ces nouveaux phénomènes. Il ressent donc, lui aussi, la pression des considérations ethnoraciales. Voilà qui peut ajouter au poids politique des populations minoritaires, dont les membres ne

comptent généralement pas aujourd'hui parmi les couches privilégiées de la société. Il en est de même de l'immense majorité des nouveaux arrivants, principalement originaires de la République Dominicaine, de la Chine, de la Jamaïque et de la Guyane... Tous ne sont, bien sûr, pas syndiqués, même si les collectivités locales qu'ils tendent à former doivent aussi chercher à influencer sur la dynamique des rapports de pouvoir, à être « incorporés ». Les « joutes politiques ethniques sont donc bien vivantes à New York » (*alive and well*) aujourd'hui³⁰¹.

Les syndicats restent des organisations puissantes en politique dans la métropole américaine, mais ils n'apparaissent pas autant qu'à Los Angeles, partie prenante de l'effort d'affirmation des minorités. Dans la ville de New York, l'unité, ou non, des minorités ethniques et raciales entre elles lors des élections municipales et la possibilité d'en arriver entre elles à des terrains d'entente et de former des alliances autour de certaines candidatures se trouvent davantage au-devant de la scène.

iii. APPRÉCIATION ANALYTIQUE ET CONCLUSION

On a rappelé déjà cette caractéristique de l'action politique des syndicats américains, qui la présente comme l'action d'un groupe de pression qui se serait donné des fonctions de parti. Au terme de ce chapitre, on doit considérer que sa valeur indicative ne prend toute sa signification que si lesdites fonctions ne sont pas envisagées que sous un angle organisationnel. Elles sont également, selon les concepts utilisés par Greenstone, d'*agrégation* et d'*articulation*, et même de contribution à la formulation des attentes et des revendications de secteurs de la population qui ne se définissent pas par l'appartenance au syndicalisme, voire à la formation d'organisations distinctes de ces secteurs – qui devient alors une contribution à leur existence sociale. En elles-mêmes, les fonctions assumées d'agrégation et d'articulation servent à faire vivre et à configurer politiquement l'intervention de nature classiste dans les rapports de pouvoir, donc à donner existence à la classe ouvrière et aux secteurs sociaux auxquels le mouvement ouvrier s'adresse.

Greenstone s'est penché sur les modalités particulières de l'arrimage politique du syndicalisme aux organisations démocrates dans les régions d'implantation importante du mouvement ouvrier. Au-delà de toutes les nuances qu'il faudrait apporter, ces modalités agencent régionalement une existence politique du syndicalisme qui correspond à son orientation et à ses réalisations nationales durant les Trente Glorieuses. Autant d'éléments composant d'ailleurs toujours le cadre de sa présence politique aujourd'hui. Pour la période qu'étudia originellement Greenstone, ce cadre reposait sur un type d'équilibre

social que les appareils dirigeants de l'AFL-CIO, qui gardaient l'objectif de l'infléchir davantage dans le sens des intérêts populaires, affectionnaient incontestablement : un âge d'or dont le moment fort fut probablement la douzaine d'années s'étendant de 1955 à 1967...

Cela dit, dans la réédition de son étude en 1977, Greenstone fit remarquer qu'il s'était insuffisamment arrêté aux variables de nature culturelle, ethnoraciale, dans son traitement des alliances politiques municipales auxquelles le syndicalisme pouvait participer. Or, poursuivait-il, le poids de ces variables rend compte de la dislocation de certaines de ces coalitions durant les années 1970³⁰²... Comme on l'a vu, la portée de ces variables est bien devenue, en tout état de cause, une détermination imposante des alignements électoraux municipaux et locaux, singulièrement des coalitions vues comme coalitions progressistes.

En lui-même, cet aspect particulier ne modifie cependant pas la configuration sociale des coalitions partisans et le rôle qu'y tiennent les démocrates. De fait, il tendrait plutôt à le confirmer. Mais, en même temps, il faut voir que les populations ethnoraciales minoritaires ne sont pas homogènes socialement, se diversifiant même au fil des ans toujours davantage, de sorte que cette dimension ethnoraciale que prennent les alliances partisans municipales entraîne aussi d'elle-même ses propres tensions...

En additionnant les pratiques du lobbyisme syndical aux formes privilégiées, nationales et locales, analysées jusqu'ici de l'action politique des syndicats, nous avons couvert les caractéristiques définitoires, programmatiques et organisationnelles de la politique du mouvement ouvrier aux États-Unis, de la fin des années 1940 à la fin des années 1970. Notons, en fonction de considérations plus globales, que les formules hautement différentes de l'arrimage régional du syndicalisme au Parti démocrate fournissent une illustration des réalités incontournables auxquelles la théorie des « cinquante systèmes partisans » peut faire référence...

Notes

1. La nouvelle centrale prenait le nom d'« AFL-CIO », un peu incongru, parce qu'il n'avait pas été possible de s'entendre sur une appellation qui aurait évité l'apparence d'une prédominance de l'une sur l'autre organisation.
2. Philip Taft, "The Philosophy of the American Labor Movement", 1966: 136-137.
3. Irving Bernstein, "Forces Affecting the Growth of the American Labor Movement", 1966: 131; Sidney Lens, "Little Labor: The Forgotten Unions", *Dissent*, vol. 6, n° 4 (automne 1959): 454-461.
4. Collectif, "Democracy and the Labor Unions", *The Nation*, vol. 181, n° 24, 10 décembre 1955: 500-503.
5. Discours de Meany reproduit (extraits) dans *The CIO News*, vol. 18, n° 14, 04/04/1955: 2.

6. Épisode rapporté dans le *AFL-CIO News*, vol. 1, n° 39, 01/09/1956: 3.
7. Ralph Helstein, “The Reaction of American Labor to Technological Change”, 1966: 68-69, 78-81 ; citation 68. Helstein poursuivait son explication en avançant que, pour « la première fois » dans l’histoire, « l’homme serait bientôt en mesure de produire » aux États-Unis tout ce qui était nécessaire « à la satisfaction de ses besoins matériels » ; dans un tel cadre d’« abondance », se demandait-il, quelle pourrait bien être « la fonction » du système salarial: 78-79.
8. Philip Taft, 1966: 138.
9. Nous employons indifféremment les substantifs « réunification » et « unification » pour décrire la fusion de 1955 entre l’AFL et le CIO. En règle générale, le terme réunification est celui que les historiens et les politologues semblent préférer, mais, s’il fallait choisir, nous retiendrions davantage le terme unification: en effet, le sigle CIO est utilisé en 1935 par un groupe de syndicalistes ayant le projet de lancer un vaste mouvement de syndicalisation, que la vieille AFL va bientôt exclure de ce fait. Vingt années plus tard, le projet est réalisé; la réalité du syndicalisme a été qualitativement transformée. La fusion de l’AFL et du CIO se trouve ainsi à *unir* deux centrales qui se sont largement développées de manière séparée depuis 1935 et non à *réunir* deux grandes fractions d’une même centrale.
10. Editors, “American Labor Today”, *The Nation*, vol. 181, n° 24, 10 décembre 1955: 489.
11. Pour notre part, nous avons aussi considéré que la place faite au mouvement ouvrier dans le Parti démocrate est partie prenante de la réalité dudit « compromis ».
12. Alan Draper, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*, 1989: 28-39, citation 38.
13. *Ibidem*: 33-37.
14. *New York Times*, 08/04/1953: 25.
15. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 194.
16. Rapporté par J.B.S. Hardman, “State of the Unions”, *The Nation*, vol. 186, n° 1 (4 janvier 1958): 9-13.
17. *New York Times*, 02/11/1955: 1.
18. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994: 161 ; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 103.
19. Robert H. Zieger, *The CIO: 1935-1955*, 1995: 342 ; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999: 49-50, citation 50.
20. A.H. Raskin, “President Bids Labor Heed Minority Political Rights; Greets United AFL-CIO”, *New York Times*, 06/12/1955: 1.
21. *New York Times*, 06/12/1955: 23.
22. *New York Times*, 27/07/1955: 1956.
23. A. Kornhauser, H.L. Sheppard et A.J. Mayer, *When Labor Votes*, 1956: 261.
24. *New York Times*, 10/12/1955: 1.
25. *New York Times*, 19/12/1955: 14.
26. *New York Times*, 08/12/1955: 36.
27. *New York Times*, 10/12/1955: 20.
28. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995: 333.
29. Épisode rapporté dans Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 104-105.
30. *Ibidem*: 105-106.
31. *New York Times*, 21/12/1963: 26, pour les citations.
32. Rapporté dans Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006: 168.
33. Extraits d’un discours de George Meany radiodiffusé sur l’ensemble du territoire national à l’occasion de la fête du Travail en septembre 1955, rapportés dans l’*AFL News Reporter*, vol. 4, n° 36, 09/09/1955: 1.
34. Reuther écrit « practical means by which you can equate the competing equities – in workers and stockholders and consumers » », que nous traduisons librement afin d’en rendre la compréhension

- plus aisée. Propos tirés du *New Republic*, 21/07/1958, et rapportés par Bert Cochran, “American Labor in Mid-passage”, 1959: 9.
35. Art Preis, *Labor's Giant Step: Twenty Years of the CIO*, 1972: 514.
 36. *The CIO News*, vol. 18, n° 49, 05/12/1955: 6; le biographe de Reuther est Nelson Lichtenstein dont les propos cités ici, après les extraits du *CIO News*, sont pris de « Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism », 1987: 280-281, 287.
 37. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 162-163.
 38. Voir les numéros d'avril 1955 (p. 428-430) et de février 1956 (p. 141-149) de la *Monthly Labor Review*; en ligne, *Constitution of the AFL-CIO, 1955, Report of the First Constitutional Convention of the AFL-CIO* (extraits), 1955, à l'adresse <http://www.bobsuniverse.com/BWAH/34> – Eisenhower, consulté le 07/06/2011.
 39. Extraits tirés du texte consulté en ligne tel qu'il est indiqué à la note précédente.
 40. *New York Times*, éditorial intitulé “Labor's Charter”, 04/05/1955: 28.
 41. Voir Nancy Reeves, “Women at Work”, 1959: 141.
 42. *Report of the First Constitutional Convention of the AFL-CIO* (extraits), 1955: 2, 4.
 43. *Ibidem*: 4, b.
 44. Ray Marshall, “The Position of Minorities in the American Labor Movement”, 1966: 245.
 45. Art Preis, *Labor's Giant Step: Twenty Years of the CIO*, 1972: 515.
 46. Kim Moody, *An Injury to All*: 73. Les deux syndicats dont il est question sont la Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen et la Brotherhood of Railway Trainmen.
 47. *Ibidem*: 75.
 48. Pour ce qui précède, voir Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 174-176.
 49. Comme s'ils n'en étaient pas exclus, pouvons-nous faire remarquer, sur la base « de leur couleur ». Pour ce qui précède, *New York Times*, 28/05/1960: 12, et 30/05/1960: 9.
 50. *New York Times*, 11/11/1961: 24, et 12/11/1961: 1.
 51. Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor: A New History*, 2006: 234-238, 251-255.
 52. Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 70-72 (notamment), s'inscrit dans le premier courant rappelé, alors que Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 174-176, est plutôt identifiable au deuxième groupe.
 53. Citations ici tirées du *New York Times*, 10/12/1955: 1, et de Leo Huberman, “No More Class War?”, 1959: 85.
 54. Murray Hausknecht, “The Finished World of George Meany”, *Dissent*, vol. 20, n° 2 (printemps) 1973: 177. Il s'agit d'une recension du livre de Joseph C. Goulden, *Meany: the Unchallenged Strong Man of American Labor*, Atheneum, New York, 1972.
 55. B.J. Widick, “Name of Meany – Says He Kept the Boys ‘Together’”, *The Nation*, vol. 215, n° 21 (25/12/1972): 660. Il s'agit d'une recension du livre de Goulden mentionné à la note précédente.
 56. Robert H. Zieger, “George Meany: Labor's Organization Man”, 1987: 334.
 57. Rapporté dans James Foster, *The Union Politic: The CIO Political Action Committee*, 1975: 196.
 58. Voir Alan Draper, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*, 1989: 61-62, pour ce qui précède.
 59. *Ibidem*: 46.
 60. Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*: 28, c'est Wilson qui utilise le mot « accidentel ».
 61. *Ibidem*: 38.
 62. Reproduit dans *AFL-CIO News*, vol. 1, n° 1 (10 décembre), 1955: 11.
 63. Alan Draper, *A Rope of Sand*, 1989: 62-63.
 64. Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 38-39.
 65. *New York Times*, 15/02/1955: 1.
 66. *New York Times*, 14/02/55: 1.
 67. *New York Times*, 07/09/1960: 33.

68. Dans son discours cité à la note précédente, Hayes faisait ainsi remarquer l'incongruité de retrouver sous la même étiquette partisane des ailes si opposées. Lors du congrès de son propre syndicat et dans un article de son journal, Quill avait souligné le danger que courait le syndicalisme s'il s'en remettait trop entièrement aux démocrates en dénonçant cet aspect de la réalité : « je ne peux pas demander aux membres noirs de mon syndicat » de contribuer financièrement à un parti « quand leurs dollars peuvent en venir à appuyer des candidats à des postes municipaux, d'État ou au Congrès de Washington qui représentent la négation de tout droit civil et humain pour la population noire », non plus que je puis demander à quelque membre « de fournir à une organisation partisane [dont des sections] gouvernement quatorze États *right-to-work* sur les dix-sept » que compte le pays ; les propos de Quill sont tirés de *The Nation*, vol. 180, n° 2 (8 janvier) 1955 : 24.
69. Alan Draper, *A Rope of Sand*, 1989 : 44.
70. *New York Times*, 11/09/1956 : 29.
71. Les propos de Meany et l'analyse de Draper sont tirés d'Alan Draper, *A Rope of Sand* : 46-47, 50-53.
72. *Ibidem* : 85.
73. Cette étude est de Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics* : 24-27.
74. Haynes Johnson et Nick Kotz, "Presidents Come and Go, but Labor's Might Stays", 1978 : 247.
75. Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979 : 64-65, 98-102, J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977 : 336-343, Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983 : 49-50 et 133-136 et les contributions de Caplan, Johnson et Kotz et Housewright dans le chapitre 8 du livre de C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, 1978.
76. Rapporté dans Alan Draper, *A Rope of Sand*, 1989 : 64.
77. Alan Draper, *A Rope of Sand* : 69-75.
78. Voir Irving Richter, *Political Purpose in Trade Unions*, 1973 : 197-201.
79. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008 : 35.
80. J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977 : xiii.
81. Alan Draper, *A Rope of Sand* : 6.
82. Déclaration de Barkan rapportée dans Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics* : 21.
83. Alan Draper, *A Rope of Sand* : 106-111.
84. Voir l'article de Sidney Lens, "The Unions and the Fifth Amendment", *Dissent*, vol. 4, n° 2, (printemps) 1957 : 181-182.
85. *New York Times*, 10/12/1961 : section iv, 10 ; *New York Times*, 14/12/1961 : 1.
86. *New York Times*, 16/08/1962 : 1.
87. Comme on l'a vu, dans la vieille AFL le conservatisme politique s'appuyait traditionnellement sur l'organisation syndicale par métiers. L'objectif des syndicats de métier a été historiquement de contrôler l'offre de main-d'œuvre ; on considérait habituellement que plus est étendu ce contrôle, moins le syndicat a besoin de recourir à l'action politique puisque sa force économique peut s'avérer suffisante à la promotion des intérêts de ses membres. En se fondant sur une logique strictement arimée aux intérêts corporatistes, et même si les comportements syndicaux ne furent jamais réduisibles à ce seul type de logique, on peut incontestablement y trouver une base d'appui au conservatisme de l'AFL (voir notamment Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994 : 199). Et comme on l'a vu tout aussi bien, les syndicats de la construction, certains d'entre eux, de fait, portent dans l'AFL-CIO cet héritage.
88. Voir Kim Moody, *An Injury to All* : 125.
89. Irving Howe, "A Word of Introduction", *Dissent*, vol. 6, n° 4, (automne) 1959 : 371-374.
90. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999 : 78 ; ce paragraphe s'inspire de ce qu'écrivit Dark.
91. T.N. Schroth, "executive editor", *Congressional Quarterly, Congress and the Nation, 1945-1964*, 1^{er} chapitre : 33.

92. *Ibidem*: 34-35.
93. De 1932 à 1952, la présidence revint aux démocrates; il allait en être de même de 1960 à 1968. Les victoires d'Eisenhower en 1952 et 1956 furent essentiellement fonction de sa popularité personnelle (comme héros de guerre) sans que les rapports de force entre les partis en soient véritablement modifiés et après qu'il eut fait valoir qu'il ne remettrait pas en cause les réformes du New Deal et les droits syndicaux.
94. Pour ce qui précède, voir Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*, 1964: 3, 13; Frank Freidel, *America in the Twentieth Century*, 1960: 535-534; T.N. Schroth, *Congress and the Nation*, 1^{er} chapitre: 1; Robert H. Zieger, *American Workers, America Unions* 2^e édition: 183.
95. Pour ce paragraphe et le paragraphe qui précède, voir Alan Draper, *A Rope of Sand. The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955 – 1967*, 1989: 67-69; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday Of American Liberalism, 1945-1968*: 135; les propos de Summerfield sont rapportés par Alan K. Mc Adams, *Power and Politics in Labor Legislation*, 1964: 3-4; Gladys R. Clement, «MDTA: The Origins of the Manpower Training Act of 1962»: consulté en ligne le 15/09/2011.
96. Voir Alan Draper, *A Rope of Sand*: 70-71, 75-76.
97. *Ibidem*, 92-93.
98. Alan Draper, *A Rope of Sand*: 71.
99. Rapporté par Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995: 354.
100. Voir L. Fink et B. Greenberg, *Upheaval in the Quiet Zone: A History of Hospital Workers' Union, Local 1199*, 1989: 23.
101. Orland French, "The Legend Lives On", *Globe and Mail* (Toronto), 19/11/1988: D1-D2.
102. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 139.
103. *Ibidem*.
104. *Ibidem*: 139-140; Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*: 57-58.
105. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 355.
106. *New York Times*, 16/07/1960: 8, et 20/07/1960: 17.
107. *New York Times*, 11/02/1960: 1.
108. *New York Times*, 11/02/1960: 1; *New York Times*, 06/01/1960, tel que rapporté par Alan K. Adams, *Power and Politics in Labor Legislation*, 271, note 1.
109. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 161.
110. Taylor E. Dark, *ibidem*: 161; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 142.
111. Taylor E. Dark, *ibidem*; Kevin Boyle, *ibidem*.
112. *Ibidem*; notons, par ailleurs, que John Lewis, le vieux dirigeant du syndicat des mineurs, qui prit sa retraite en 1960, s'opposa aussi à Kennedy durant les primaires – parce que le sénateur n'avait pas réellement tenté de faire adopter par le Sénat un projet de loi portant sur la sécurité dans les mines et parce que Lewis lui reprochait de ne pas avoir été suffisamment vaillant durant tout l'épisode qui conduisit à l'adoption de la loi Landrum-Griffin (*New York Times*, 13/04/1960: 1). Les United Mine Workers ne prirent finalement pas position dans le face-à-face Nixon-Kennedy à la présidence, bien qu'ils participèrent aux élections à la Chambre et au Sénat: nous tenons ce renseignement de Thelma Blount, employée du syndicat des mines (*UMW Journal Department*), qui nous le transmit le 27/09/2011.
113. Ces remarques sont de Jack Barbash, *American Unions*, 1967: 106, qui s'appuie sur des propos d'Andrew J. Biemiller, le directeur alors des «activités législatives» de la centrale, pour ce qui est de l'engagement des syndicats.
114. Voir Alan Draper, *A Rope of Sand*: 77.
115. *New York Times*, 18/07/1960: 16.
116. Rapporté dans Charles M. Rehmus, "Labor in American Politics", 1966: 263.
117. Pour ce paragraphe, voir Alan Draper, *A Rope of Sand*: 78.
118. *Ibidem*: 78-79. Évidemment, une étude particulière des conditions (de culture sociale et politique, d'histoire économique, d'identités ethnolinguistiques des populations d'origine, etc.)

dans chacun de ces États auxquelles s'articulait et que servait à composer le poids du syndicalisme serait fort instructive et extrêmement intéressante: le Minnesota et sa tradition travailliste (au pouvoir) jusque dans les années 1940, le poids du socialisme et du progressisme dans le développement du Wisconsin (Milwaukee eut un maire socialiste jusque dans les années 1950), l'État de New York et la puissance des traditions de gauche issues d'Europe de l'Est, le Michigan et le poids massif de la classe ouvrière au sein de sa population, etc. Bien sûr, la dynamique sociopolitique que favorisaient ces caractéristiques n'était pas la seule, dans chacun de ces États, à s'exprimer (par exemple, rappelons-nous que Joe McCarthy était sénateur du Wisconsin) ou à compter. Plus loin dans ce chapitre, nous nous arrêterons aux répercussions politiques du développement propre du syndicalisme sur la vie politique de quelques régions types.

119. Alan Draper, *A Rope of Sand*: 80.
120. *Ibidem*: 93. Le rôle «libéral», pouvons-nous dire, que tenait le Parti démocrate à l'extérieur du Sud dans son face-à-face avec les républicains rend compte de cet appui au sein de la population noire et de la population hispanique; du moins c'est notre hypothèse, puisque le ticket Kennedy-Johnson n'était pas davantage pro-«droits civils» que le ticket républicain (Nixon-Henry Cabot Lodge); voir J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization*, 2003: 42-43.
121. *Ibidem*: 91-92. Notons que, malgré ses orientations de «faucou» en politique étrangère, la centrale ne tenait pas réellement compte de la pensée des candidats libéraux qu'elle soutenait à cet égard: voir Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 27-28.
122. Rapporté et analysé par Charles M. Rehmus, "Labor in American Politics": 262-263.
123. J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 7-8; Robert Axelrod, "Where the Votes Come from: An Analysis of Electoral Coalitions, 1952-1968 (et 1972 Addendum)", 1978: 383-390.
124. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 78.
125. *Ibidem*: 78-80.
126. Taylor E. Dark, *ibidem*: 51; pour des notes biographiques, cependant très critiques, sur Lane Kirkland, voir Paul Buhle, *Taking Care of Business*, 1999: 204-248.
127. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 51.
128. *Ibidem*: 79.
129. *Ibidem*: 79-80. Taylor E. Dark s'inspire ici de Michael P. Rogin, "Nonpartisanship and the Group Interest", 1987.
130. Par exemple, Meany déclara: «La philosophie de Gompers disait fondamentalement que le mouvement syndical ne devrait pas de quelque manière se lier à un parti politique. C'est toujours notre orientation»: citation dans Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 79.
131. *Ibidem*.
132. Rapporté dans H. Johnson et N. Kotz, "Presidents Come and Go, But Labor's Might Stays", [1972] 1978: 249.
133. *New York Times*, 27/08/1960: 1.
134. Voir Alan Draper, *A Rope of Sand*: 106.
135. *New York Times*, 25/03/1962: 28, *New York Times*, 14/02/1962: 19 et *New York Times*, 22/02/1962: 48.
136. T.N. Schroth, *Congress and the Nation, 1945-1964*, 1^{re} partie, chapitre premier: 32. Les données sur les résultats des élections de 1960 sont tirées de cette source.
137. *New York Times*, 10/11/1960: 37.
138. T.N. Schroth, *Congress and the Nation, 1945-1964*: 34. Il est rapporté à la même page que Kennedy déclara aussi «je crois en une Amérique où la séparation de l'Église et de l'État est absolue» et qu'il se prononça contre «une aide gouvernementale inconstitutionnelle aux écoles [privées] religieuses».
139. *New York Times*, 11/11/1960: 23.
140. E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 1978: 119-124.

141. Voir le tableau établi par H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*, 2001 : 142 et 142-143 pour des observations dont nous nous inspirons.
142. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 145-146.
143. *New York Times*, 10/11/1960 : 37.
144. Les démocrates passaient de 282 sièges de représentants à 263 ; au Sénat, les démocrates perdaient deux sièges, mais en gagnaient deux tout aussi bien, ce qui leur conférait toujours 64 sièges contre 36 aux républicains. Pour les postes de gouverneur, les démocrates en remportaient 34 et les républicains 16 ; voir T.N. Schroth, *Congress and the Nation, 1945-1964* : 32. La courte victoire de Kennedy au suffrage populaire n'avait logiquement pas eu d'effet d'entraînement pour les courses au Congrès en faveur des démocrates, qui restaient malgré tout le parti majoritaire.
145. Incurie devant la situation cubaine, notamment, et perte de prestige auprès du bloc des non-alignés...
146. T.N.Schroth, *Congress and the Nation, 1945-1964* : 36 ; pour ce qui précède, voir notamment *ibidem* : 37-38, 40.
147. *Ibidem* : 39.
148. Voir A.H. Raskin, chroniqueur syndical alors très reconnu, "Labor Will Urge Kennedy to Press Liberal Program", *New York Times*, 21/11/1960 : 1 ; quand les dirigeants syndicaux font valoir ces points de vue, Kennedy est « président élu » : le scrutin a eu lieu le 8 novembre 1960 et Kennedy entra officiellement en fonction le 20 janvier 1961.
149. *New York Times*, 19/01/1961 : 16.
150. *Ibidem*.
151. *New York Times*, 30/08/1961 : 14 ; le nouveau secrétaire au Travail était Leon Wirtz, qui avait été conseiller juridique au War Labor Board, professeur de droit à l'Université North-Western et membre du même cabinet juridique qu'Adlai Stevenson à Chicago (ces renseignements sont tirés du même article).
152. Voir Robert H. Zieger, "George Meany: Labor's Organization Man", 1987 : 338-339.
153. Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 62.
154. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986 : 125-126.
155. C'est le point de vue qu'exprime Mike Davis, *ibidem*.
156. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 203-205.
157. Voir le texte complet, en ligne, sur le site American Presidency Project : <http://www.presidency.ucab.edu/ws/index.php?pid=58926#axzz125pF4rpX>.
158. *Ibidem* : Section 1 a) ; Section 2 ; Section 3 a) ; Section 6 b) ; Section 10 ; le jugement de Meany est rapporté dans Clayton Sinyai, *Schools of Democracy* : 201.
159. Au moment où nous écrivons ces lignes, cette possibilité est précisément advenue dans certains États du pays, où par simple décision d'un gouverneur le droit des employés de l'État à négocier a été aboli. Clayton Sinyai, qui soulève aussi cette faiblesse de la reconnaissance de droits syndicaux à la fonction publique fédérale des États-Unis en 1962, souligne cependant que, dans le Civil Service Reform Act de 1978, on a conféré « une certaine mesure de protection statutaire » à ces droits au niveau fédéral ; voir Clayton Sinyai, *Schools of Democracy* : 201.
160. Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983 : 134.
161. L. Fink et B. Greenberg, *Upheaval in the Quiet Zone: A History of Hospital Workers' Union, Local 1199*, 1989 : 16-17.
162. *Ibidem* : pour ce qui précède, 15-44, 61-90, 91, 95-111.
163. James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, 1973 : 247-249 ; le droit de se constituer en syndicat ne suppose pas, de lui-même, une obligation faite aux États de négocier et de signer des ententes avec leurs salariés.
164. Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero* : 135 ; R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 3^e édition, 2002 : 244.
165. L. Fink et B. Greenberg, *Upheaval in the Quiet Zone* : 105-106, 110-111.
- 166 . Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 27-28.

167. Roert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition : 165-166.
168. C'est-à-dire la méthode des pressions sur les autorités publiques, de l'action politique avec les démocrates et de la mobilisation de segments importants de l'électorat en faveur des démocrates, segments devenus une part essentielle des votes exprimés pour le parti.
169. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 212 ; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition : 164.
170. Voir Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960's* : 26.
171. Voir l'entrevue très intéressante de Michael Harrington par Judy Steel, dans *The Globe and Mail*, 21/11/1987 : D5.
172. Sara M. Evans, *Les Américaines : histoire des femmes aux États-Unis*, 1991 : 471-473.
173. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960's* : 162.
174. Sara Evans, *Les Américaines* : 471 ; notons qu'en 1962 il y avait quelque 17 millions de syndiqués aux États-Unis, plus de 29 % des travailleurs non agricoles : il s'agissait toujours d'un syndicalisme « très majoritairement masculin », concentré largement dans les secteurs économiques « à forte proportion de travailleurs manuels » ; on retrouvait malgré tout 3,3 millions de syndiquées femmes, dans un marché du travail où les femmes représentaient environ le tiers de la main-d'œuvre : les domaines de travail où elles étaient en plus grand nombre n'avaient toujours pas été « significativement percés » par les syndicats (Irving Bernstein, "Forces Affecting the Growth of the American Labor Movement", 1966 : 121-123).
175. Sara Evans, *Les Américaines* : 473, 476-478.
176. Il s'agit de l'Executive Order 10925, dont le texte est disponible en ligne à l'adresse : <http://www.thecre.com/legal6/eo10925.htm>.
177. Ray Marshall, "The Position of Minorities in the American Labor Movement", 1966 : 248.
178. Stanley Levey, "George Meany and Herbert Hill Clash", article publié dans le *New York Times* du 10/11/1962 et repris dans Melvyn Dubofsky, *American Labor Since the New Deal*, 1971 : 242-244.
179. Pour ce paragraphe, Thomas N. Schroth, *Congress and the Nation, 1945-1964*, 1^{er} chapitre : 48.
180. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit* : 387-388 ; *New York Times*, 31/07/1963 : 13.
181. Rapporté dans Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 169-170.
182. *Ibidem* : 148 ; Nancy Di Tomaso, "Class and Politics in the Organization of Public Administration : the U.S. Department of Labor", 1994 : 415.
183. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 150.
184. *Ibidem* : 151-153 ; Di Tomaso, "Class and Politics in the Organization of Public Administration" : 415.
185. Voir Nancy Di Tomaso, "Class and Politics in the Organization of Public Administration" : 415-416.
186. Stephen Amberg, "The CIO Political Strategy in Historical Perspective : Creating a High-Road Economy in the Postwar Era", 1998 : 180-181.
187. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 63-65 ; *New York Times*, 29/08/1961 : 22.
188. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 64-65 ; la hausse maximale des salaires avait été établie à 3,2 % : voir Daniel J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy", 1981 : 25, note 48.
189. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 126 ; Philip W. Nyden, *Steelworkers Rank-and-File : The Political Economy of a Union Reform Movement*, 1984 : 48-50.
190. Rapporté dans Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 152.
191. Les démocrates perdirent quatre sièges de représentants, conservant néanmoins 259 sièges, contre 176 aux républicains à la Chambre des représentants ; ils gagnèrent quatre sièges au Sénat, ce qui contribua à leur donner une majorité de 68 à 32 ; *Congress and the Nation, 1945-1964*, Part 1, chapter 1 : 45.

192. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 21, fait remarquer que dès ce moment les conceptions de la New Left et les conceptions du syndicalisme vont témoigner de leurs divergences, la New Left appuyant précisément la révolution cubaine et «condam[nant] les politiques anti-Castro des États-Unis».
193. Ces propositions ne sont guère risquées et font l'unanimité parmi les spécialistes de l'histoire du gouvernement américain et des institutions de l'État. On en retrouve le contenu dans tous les livres d'introduction à l'analyse politique du pays; ainsi, Gérald Bernier, «Le fédéralisme et les institutions politiques des États» et Guy-Antoine Lafleur, «La présidence», 2001.
194. Ces processus ont supposé notamment que disparaissent, à la gauche des démocrates, certaines formations régionales qui avaient reçu auparavant des appuis syndicaux importants. Comme on l'a vu, la PAC du CIO avait ainsi entraîné au Wisconsin la dislocation du courant progressiste républicain, cependant que la fusion au Minnesota du Farmer-Labor Party et du Parti démocrate produisit l'évaporation de la tradition travailliste de cet État.
195. Un exemple frappant de ce type de conditions: dans la ville de New York, et une partie de l'État de New York, le Parti démocrate était devenu depuis le XIX^e siècle synonyme de corruption et ennemi des courants réformistes. Plusieurs libéraux s'étaient alors joints au Parti républicain, en particulier dans la ville de New York; Roosevelt s'associa ainsi le maire républicain libéral de New York, Fiorello H. La Guardia, qu'il appuya contre des candidats démocrates; il en fut de même du syndicalisme: voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*, 1986: 143-152, 364-368. Notons que cette tradition républicaine libérale eut longtemps de fortes assises dans le parti de La Guardia, encore durant les années 1970.
196. Fay Calkins, *The CIO and the Democratic Party*, 1952.
197. F.H. Harbison et A. Leiserson, préface au livre de Fay Calkins mentionné à la note précédente: VII.
198. Fay Calkins, *The CIO and the Democratic Party*: 2-3, 8-9.
199. *Ibidem*: 12-36.
200. *Ibidem*: 37-49; c'est nous qui soulignons.
201. *Ibidem*: 59-85. Les syndicats de l'AFL ne pratiquaient pas une action politique directe, se satisfaisant généralement de la gouverner de cette machine démocrate et des faveurs qu'ils pouvaient en tirer.
202. *Ibidem*: 4, 86-111.
203. Pour ces paragraphes sur le modèle des relations syndicats-parti au Michigan, voir *ibidem*: 4, 112-146.
204. Selon le tableau rapporté dans S.M. Lipset et N.M. Meltz, *The Paradox of American Trade Unionism: Why Americans Like Unions More Than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004: 106.
205. E.C. Banfield et J.Q. Wilson, *City Politics*, 1963.
206. Pour ce qui précède, voir E.C. Banfield et J.Q. Wilson, *City Politics*: 277-279.
207. Des formations tels l'American Labor Party et le Liberal Party de l'État de New York: dans l'immense majorité des cas, ces partis présentent sur leurs propres listes des candidats ayant obtenu l'investiture de l'un des deux grands partis (surtout des démocrates) dont les résultats s'additionnent à ceux que ces candidats remportent sur la liste de leur propre parti, conformément aux dispositions de la loi électorale en vigueur dans l'État. Le Liberal Party existe toujours aujourd'hui.
208. E.C. Banfield et J.Q. Wilson, *City Politics*: 285-286.
209. *Ibidem*: 286-292.
210. J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1969: 361. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream: Politics and Economy in the History of the U.S. Working Class*, 1986: 82, semble préférer cette conception «nuancée», comme il écrit en la citant aussi, à celle plus «explicite» de Michael Harrington, le dernier des chefs historiques du socialisme américain, qui faisait valoir au début de la décennie 1970-1980 qu'«il existe un mouvement social-démocrate de masse en Amérique aujourd'hui, sous des apparences trompeuses [*in disguise*] pro-capitalistes, antisocialistes», que porte cette intervention du mouvement ouvrier avec le Parti démocrate et en son sein (Harrington cité par Davis, *op. cit.*).

211. Par exemple, Stanley Aronowitz définit ce rapport entre les démocrates et le mouvement ouvrier comme l'« équivalent fonctionnel d'une version américaine de la social-démocratie » (*Working-Class Hero*, 1983 : 78).
212. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : XIII-XIV.
213. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994 : 184-186 ; c'est Zieger qui cite les propos rapportés de Brody.
214. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : XXXII, 4.
215. *Ibidem* : 58.
216. Une conception que l'on a vue plus haut avec notre présentation de l'étude de Fay Calkins sur l'action politique du syndicalisme.
217. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 248-249, 282, 261, 370.
218. *Ibidem* : 361-364.
219. *Ibidem* : 288-290.
220. *Ibidem* 290-315.
221. *Ibidem* : 318.
222. *Ibidem* : 315-316.
223. *Ibidem* : 321, 323, 336-351.
224. *Ibidem* : 247-249, 256-260, 336-343.
225. *Ibidem* : 247-260.
226. Irving Howe, "Reflections in Mid-Winter", *Dissent*, vol. 2, n° 1, hiver 1955 : 5.
227. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 261.
228. *Ibidem* : 177-178, 261-262.
229. Pour les lignes qui précèdent sur Chicago, voir *ibidem* : 83-85, 88-92.
230. *Ibidem* : 93-103.
231. *Ibidem* : 105-106, 226, 234.
232. James C. Foster, *The Union Politic: The CIO Political Action Committee*, 1975 : 120-123, 187 ; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995 : 57.
233. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 110-111.
234. *Ibidem* : 111, 117.
235. *Ibidem* : 112-128, citation 117 ; Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006 : 97-99.
236. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 142-143, 146-147.
237. Peut-être « la moitié des électeurs dans un arrondissement électoral moyen [de Los Angeles] et plusieurs des travailleurs » d'élections, *ibidem* : 143.
238. Pour ce qui précède, voir *ibidem* : 143-145.
239. *Ibidem* : 155-156 ; sur l'épisode de l'action municipale du syndicalisme à San Francisco et de la création de l'Union Labor Party, voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939* : 53-55.
240. J. David Greenstone, *Labor in American Politics* : 147-149.
241. *Ibidem* : 155-156.
242. *Ibidem* : 149.
243. *Ibidem* : 150-151, 158-162.
244. *Ibidem* : 163-175 ; logiquement, l'intervention syndicale dite d'agrégation tendait à se développer davantage en Californie lors des campagnes électorales nationales, et plus fortement aussi dans les courses électorales posant en face-à-face les républicains et les démocrates que dans les courses définies comme non partisans (voir les p. 370-371).
245. Pour ce qui précède, voir J. David Greenstone, "Political Action in Congressional Districts: The Case of Los Angeles, Chicago and Detroit", 1978 : 261-262. Ce texte est la reproduction d'un passage de l'édition de 1969 du livre *Labor in American Politics* de Greenstone.
246. Alan Draper, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*, 1989 : 2-3 ; Draper critique ici le point de vue de Greenstone, en le citant pour une part.

247. Alan Draper, *A Rope of Sand*, 1989: 139-140.
248. Voir plus haut notre chapitre 3, aux pages 107-112, et la page 186 du chapitre 4.
249. C.M. Rehmus, D.B. Laughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*: 258.
250. Kevin Boyle, "Introduction", 1998: 3.
251. Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*, 1964: 277-278.
252. J. Samuel Valenzuela, *Labor Movements and Political Systems: A Conceptual and Typological Analysis* 1991; il s'agit de la version anglaise première mouture d'un texte paru d'abord en espagnol et ici modifié, version anglaise qui sera elle-même reprise plus tard. Valenzuela emploie aussi les notions d'imbrication et de modes d'insertion utilisées plus haut.
253. Par exemple, écrit Valenzuela, « est-ce que [tel] parti a été formé afin d'articuler les intérêts des ouvriers et des autres groupes subordonnés dans la division en classes de la société? », *ibidem*: 9-10.
254. *Ibidem*: 3-15.
255. *Ibidem*: 15-21.
256. *Ibidem*: 21-25.
257. Pour ces paragraphes sur le « type de groupe de pression » et son exemple américain, voir *ibidem*: 25-33.
258. *Ibidem*: 33-41.
259. Rapporté dans Ralph de Toledano, "George Meany 'Withdraws' from Democratic Politics", *Aiken Standard* (Aiken, Caroline du Sud), 04/03/1975: 5, consulté en ligne à l'adresse *My Site: News paper Archive* le 10/12/2011.
260. Nous nous servons à cette étape du texte de S. Ludlam, M. Bodah et D. Coates, "Trajectories of Solidarity: Changing Union-Party Linkages in the U.K. and the U.S.", *British Journal of Politics and International Relations*, 4:2, juin 2002.
261. *Ibidem*: 11.
262. *Ibidem*: 12; notons que, pour Ludlam, Bodah et Coates, le lien établi avec Roosevelt a constitué un renforcement des liens du même type qui auraient existé depuis la deuxième moitié des années 1910. Nous ne sommes évidemment pas d'accord avec leur point de vue à cet égard.
263. A. Kornhauser, H.L. Sheppard et A.L. Mayer, *When Labor Votes*, 1956: 284-294, citation 293.
264. *Ibidem*.
265. Robert Sherrill, "Democrats: Spooked by Abstractions", *The Nation*, vol. 211, n° 10, 05/10/1970: 300.
266. R.E. Hero et C.J. Tolbert, "A Racial/Ethnic Diversity Interpretation of Politics and Policy in the States of the U.S.", 1996: 851.
267. U.S. Census Bureau, *Data Sets. Detailed Tables – American Fact Finder*: 1990 Summary Tape File 1 – 100% Data et Census 2000 Summary File 1, 100% Data; U.S. Census Bureau, *People Quick Facts*, 2010.
268. Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*, 1996: 265.
269. *Ibidem*. L'expression « racialement conservateurs » est évidemment un euphémisme utilisé en lieu de « racistes ».
270. Doug Saunders, "This is Detroit", *Globe and Mail* (Toronto), 15/11/1997: C1 et C6.
271. La méthode du *busing* consistait à amener des élèves des banlieues dans des écoles de Detroit et des élèves de Detroit dans des écoles de banlieue par autobus, d'où le terme *busing*.
272. B.J. Widick, *Detroit: City of Race and Class Violence*, 1989: 241.
273. U.S. Census Bureau, Table 21. "Population of the 100 Largest Urban Places: 1980"; U.S. Census Bureau, *Data Sets. Detailed Tables – American Fact Finder*, "1990 Summary Tape File 1 – 100% Data" et "1990 Summary Tape File 3 – Sample Data"; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet Detroit City, Michigan, Census 2000 Demographic Profile Highlights*; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet. Detroit City, Michigan. 2004 American Community Survey Profile*; U.S. Census Bureau, *State and County Quick Facts. Detroit (City) Michigan*, décembre 2011 (consulté en ligne le 10/01/2012).

274. *Detroit Free Press*, 17/11/2011, consulté en ligne le 13/01/2012; Associated Press, dépêche du 16/11/2011 reproduite dans *Politico*, consulté en ligne le 13/01/2012; *Huffington Press*, article reproduit dans le *New World Order Report*, consulté en ligne le 09/01/2012 à l'adresse: <http://newworldorderreport/ews/tabid/266/ID/573>; *BBC News US and Canada*, 18/11/2011, consulté en ligne le 09/01/2012 à l'adresse: <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-15782072>.
275. B.J. Widick, *Detroit*: XIII, 209-230; 231-255. Les pages 209-230 de l'édition de 1989 que nous utilisons reproduisent celles du chapitre "Detroit – Black Metropolis of the Future" de l'édition originale de 1972.
276. B.J. Widick, *Detroit*: 236-240.
277. Richard Oestreicher, "The Rules of the Game": 41-42.
278. U.S. Census Bureau, Table 21, *Population of the 100 Largest Urban Places*, 1980; U.S. Census Bureau, *Data Sets. Detailed Tables. American Fact Finder*: 1990 Summary Tape File 1 – 100 Data et 1990 Summary Tape File 3 – Sample Data; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet. Los Angeles City, California. Census 2000 Demographic Profile Highlights*; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet. Los Angeles City, California. 2004 American Community Survey Profile Highlights*; U.S. Census Bureau, *Quick Facts. Los Angeles (City) California et Los Angeles County, California*: consulté l'un et l'autre en ligne le 16/01/2012; Martine Jacot, « Haro sur les Chicanos: les Hispaniques cherchent à accroître leur poids politique », *Le Devoir*, 21-22/05/1994: A8.
279. Voir les documents du U.S. Census Bureau indiqués à la note précédente et Steven A. Holmes, "For Hispanic Poor, No Silver Lining", *New York Times*, 13/10/1996: E5.
280. Rufus P. Browning, D.R. Rogers et D.H. Tabb, "Can Blacks and Latinos Achieve Power in City Government?", 1990a: 10-21.
281. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions. The Twentieth Century*, 3^e édition, 2002: 267-268.
282. *Ibidem*; tous les exemples mentionnés dans ce paragraphe sont tirés de ces pages de Zieger et Gall, de même que le sens de notre propos.
283. *Ibidem*: 269.
284. David R. Diaz, "The Battle of East L.A.", 1990: 271-283, citation 276.
285. Marc Cooper, "Labor's Lost in L.A.", *The Nation*, 23/05/05. Villaraigosa l'emporta malgré tout contre Hahn.
286. R.T. Starks et M.B. Preston, "Harold Washington and the Politics of Reform in Chicago, 1983-1987", 1990: 93-95.
287. David Moberg, "Chicago: The Legacy of Harold Washington", 1990: 219-224; John Mollenkopf, "New York: The Great Anomaly", 1986: 596.
288. David Moberg, *ibidem*: 227-228; les proportions de la population noire et de la population hispanique au sein de la population d'ensemble de la ville sont établies sur la base des chiffres du Census Bureau. Notons que le pourcentage des Hispaniques s'élevait à 19,2% en 1990, à 26,0% en 2000 et à 28,9% en 2010; les taux correspondants pour la population noire étaient de 39,1% en 1990, 36,2% en 2000 et 32,9% en 2010; en ce qui a trait aux Blancs « non hispaniques », ils représentaient quelque 31,7% de la population d'ensemble en 2010: U.S. Census Bureau, Table 21, *Population of the 100 Largest Urban Places*, 1980; U.S. Census Bureau, *Data Sets, Detailed Tables – American Fact Finder*, 1990; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet. Chicago City, Illinois. Census 2000. Demographic Profile Highlights*; U.S. Census Bureau, *Quick Facts. Chicago (City) Illinois*, 2010. La population globale de la ville de Chicago a décliné quelque peu depuis 1980, passant de 3 005 078 à 2 695 598 en 2010.
289. Propos rapportés dans le *Chicago Tribune*, "Washington Woos Labor", 19/03/1987.
290. David Moberg, "Chicago: The Legacy of Harold Washington": 233.
291. *Ibidem*: 231-232.
292. Barbara Day, "New York: David Dinkins Opens the Door", 1990: 171.
293. John Mollenkopf, 1986: 593.
294. Voir pour les années 1918-1936 à Chicago, Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986: 63-67, 292-293.

295. *N.Y.T.*, 13/04/1961 : 1; *N.Y.T.*, 14/04/1961 : 28; *N.Y.T.*, 03/07/1961 : 32; *N.Y.T.*, 06/10/1961 : 19. Le Brotherhood Party ne survécut pas aux élections municipales qui suivirent sa formation.
296. Voir *N.Y.T.*, 06/02/89 : 27; *N.Y.T.*, 19/02/ 89 : 42; *N.Y.T.*, 13/08/89 : section 4, 5; *N.Y.T.*, 29/10/89 : 1, 37. Mentionnons que Koch avait eu de sérieux démêlés avec les employés de la ville de New York et qu'il s'était opposé à Jesse Jackson lors des primaires démocrates pour les présidentielles de 1988. Nous analyserons plus loin les courses à la nomination démocrates de 1984 et 1988 auxquelles participa Jackson.
297. *Los Angeles Times*, 12/09/89, consulté en ligne le 01/02/2012 à l'adresse : <http://articles.latimes.com/print/1989-09-12/news/mn2220>. Par exemple, le jour des primaires, le grand syndicat AFSCME, comptant alors « 134 000 membres [localement] et 30 000 retraités » fournit plus de 1 200 travailleurs d'élections en faveur de Dinkins ; le syndicat des enseignants fut également très actif (dans la ville de New York, le système d'enseignement public est placé sous la direction de la mairie).
298. Daniel Massey, "Union Membership Falls in NYC, Study Finds", *Crain's New York Business* (consulté en ligne le 04/02/ 2012 à l'adresse : <http://www.crainsnewyork.com/article/20110902/FREE/110909988>).
299. S. Fainstein et N. Fainstein, "The Changing Character of Community Politics in New York City: 1968-1988", 1991 : 326.
300. U.S. Census Bureau, *Data Sets. Detailed Tables. American Fact Finder*, à partir du recensement de 1990; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet. New York City, New York. Census 2000. Demographic Profile*; U.S. Census Bureau, *Fact Sheet. New York City, New York. 2004 American Community Survey Profile*, U.S. Census Bureau, *New York City, New York. People Quick Facts*, 2010.
301. Roger Waldinger («sociologue à l'UCLA») cité dans le *N.Y.T.*, 10/03/1996 : A28.
302. J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977 : XIV.

Chapitre 6

LA DÉCENNIE DE TOUTES LES CONTESTATIONS : LA COALITION *NEW DEAL* EN ACTION

PRÉSENTATION ET CONTEXTUALISATION

Dans une entrevue qu'il accorda au *New York Times* durant les années 1960, George Meany fit valoir que «le mouvement ouvrier [c'est-à-dire l'action syndicale] est devenu, jusqu'à un certain point, un mouvement de classe moyenne. Quand vous ne possédez rien, quand vous n'avez rien, vous n'avez rien à perdre en vous lançant dans des actions radicales. Mais, quand vous êtes devenu quelqu'un qui a une maison et qui possède des choses, vous devenez jusqu'à un certain point conservateur. Et je dirais que, dans cette mesure, le mouvement ouvrier est devenu conservateur». Au début de la décennie, l'hebdomadaire du conseil central des syndicats de Los Angeles écrivait : «Les lobbyistes syndicaux sont acceptés à la législature par les politiciens parce que les membres des syndicats ont des propriétés et paient des taxes [...]. De fait, ils appa[raissent] maintenant comme des citoyens de classe moyenne "jouant des rôles importants dans la Légion américaine, l'association des anciens combattants des guerres menées à l'étranger [Veterans of Foreign Wars], dans la vie civile et en tant qu'élus à divers postes publics".» Même type d'évaluation du côté du grand sociologue Harold L. Wilenski, pour qui les «militants d'hier», à la «ferveur presque révolutionnaire», vivaient dorénavant «une vie modestement confortable de classe moyenne» caractérisée par les «négociations pacifiques de contrats avec les employeurs», la participation à des conseils municipaux, etc. Wilenski tenait ainsi à souligner : «Il n'y a pas de lutte de classe ici.» Toutes choses que reprenait alors, dans un texte fort éloquent, le président Joseph E. Beirne des travailleurs des communications,

qui en concluait que « les vieilles méthodes » de la négociation collective, axées sur le rapport conflictuel, « tombaient en désuétude », surtout lorsqu'on tient compte, en plus, de la « complexification de la machine industrielle » qu'entraîne l'automatisation¹.

On a traité déjà de ce contentement de l'institution syndicale et de sa théorisation par les sciences sociales. Il est sous-jacent à la pratique et à l'orientation de George Meany durant toute la décennie 1960-1970, et au-delà. Et il paraît s'appuyer incontestablement sur une certaine satisfaction de la classe ouvrière en regard de ses conditions générales de vie. L'année 1960 compta le nombre le plus limité de grèves de toutes les années depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et le nombre chuta à nouveau en... 1961. Le *New York Times* se félicite alors de cette harmonie dans les relations de travail, redevable notamment à l'action du secrétaire au Travail de l'Administration Kennedy, Arthur J. Goldberg, tient-il à préciser². Le « système de relations industrielles », s'il n'était pas parvenu à faire s'estomper le conflit de travail, réussissait néanmoins à le maintenir habituellement à l'intérieur des cadres formels prévus à cet effet : il y avait tout de même alors plus de 150 000 contrats collectifs engageant patrons et employés³. On a évalué que la moitié de ces contrats comportaient des clauses d'indexation des salaires au coût de la vie, généralement les contrats des groupes ouvriers les plus imposants, et au-delà du « tiers de toute la main-d'œuvre [du pays] bénéficiait d'un régime quelconque de rentes de retraite⁴ ». Nous avons traité déjà des niveaux de revenus et des acquis sociaux alors garantis par les contrats de travail. Mais nous voulons souligner qu'en ce tournant de la décennie 1960-1970 il ne semble pas y avoir de facteurs qui conduiraient à mettre en cause les façons de faire courantes : elles paraissent encore prometteuses. L'instauration d'une négociation type (*pattern bargaining*) nationale par une victoire écrasante des Teamsters dans l'industrie du camionnage en 1964 va précisément montrer que ces *façons habituelles* recèlent toujours des possibilités de grandes victoires.

En politique, la contribution décisive du monde ouvrier à l'élection du président Kennedy, cinq années à peine après la création de l'AFL-CIO, laisse présager évidemment un renforcement continu de la puissance du syndicalisme à l'extérieur du champ même des relations de travail. Par-delà toutes les difficultés qui persistent, l'intervention politique permet donc aussi ce sentiment de contentement. Le décret du nouveau président ouvrant à la syndicalisation de la fonction publique fédérale accentue le contentement et, si la plateforme électorale de J.F.K. s'avérait la plus libérale des plateformes démocrates depuis le New Deal, elle allait être surpassée à cet égard par le projet de « Great Society » de son successeur, Lyndon B. Johnson. À ce moment,

dit-on souvent, l'AFL-CIO atteignit le pic de son influence politique, au niveau tant des orientations gouvernementales que de ses rapports directs et continus avec la présidence. Quant aux positions et aux interventions de Washington sur la scène internationale, on l'a mentionné déjà, elles seront alors, comme auparavant, appuyées indéfectiblement et imperturbablement par les hautes directions de la centrale. Compte tenu de l'influence politique que prit bientôt l'opposition à la guerre menée au Vietnam, l'appui officiel à toutes les initiatives guerrières de la présidence en viendra à situer l'AFL-CIO en porte-à-faux avec les principales forces de changement sociopolitique du moment.

En tout état de cause, les préférences politiques des syndiqués et des « familles syndiquées » restent fortement démocrates, tout comme les préférences de la plupart des courants qui s'expriment dans le mouvement ouvrier, par exemple avec le Liberal Party. Le syndicalisme assume non seulement des fonctions de parti, mais en plus des fonctions directes de l'organisation démocrate, tant pour le travail des élus au Congrès que lors des consultations électorales. À ce stade, il vise précisément un « réalignment » du Parti démocrate dans le Sud, qui correspondrait à son libéralisme sur la scène nationale. Le monde des affaires a pris acte de la puissance politique du syndicalisme et senti le besoin, sans qu'on puisse considérer équivalentes leurs positions respectives face aux pouvoirs publics, de se doter d'organismes s'inspirant des méthodes du COPE pour faire valoir ses choix électoraux⁵. Et un rapport du Census Bureau montre que, durant la première moitié de la décennie 1960-1970, les syndiqués du secteur privé peuvent compter sur des revenus « dont la médiane était d'environ 20 % supérieure à celle des non-syndiqués », élément, évidemment, impressionnant⁶.

Ainsi, le mouvement syndical américain avait franchi depuis la Deuxième Guerre mondiale des pas considérables quant à sa reconnaissance institutionnelle, politique et économique; les gains sociaux pour ses membres, mais pas uniquement, avaient été fort significatifs et l'accès à l'éducation fut nettement élargi. Le « contentement » s'appuyait donc, mentionnons-le à nouveau, sur des données, et notamment des réalisations, réelles et concrètes. L'axe du pareil au même (*more of the same*) semblait ainsi le gage d'un avenir toujours meilleur, qui nourrissait le conservatisme d'appareil du syndicalisme et celui de secteurs entiers des salariés qu'il regroupait. Pourtant, on le sait, la décennie qui s'ouvre au moment où John F. Kennedy devient président, le premier président né au XX^e siècle, ne sera pas marquée que de ce contentement; et son influence multi-forme allait en fin de compte transformer profondément la société américaine, Car de nombreuses bases de mécontentement existaient en parallèle,

cependant que des dynamiques profondes ébranlaient déjà certaines assises de la position des syndicats dans l'entreprise.

Sur ce terrain des relations de travail, la décennie nouvelle se profile aussi dans le prolongement de la très massive et très longue grève de l'acier en 1959. Débutant le 15 juillet, cette grève dura 116 jours et paralysa des installations assurant plus de 87 % de la production totale de l'acier du pays. Elle fut provoquée par la volonté de l'industrie de remettre frontalement en cause la place du syndicat dans l'entreprise, en faisant notamment disparaître les clauses de la convention collective stipulant l'obligation pour le patronat de consulter le syndicat des employés et obtenir son aval s'il voulait modifier « l'organisation du travail et introduire des transformations technologiques ». Ce dernier point s'avérait crucial, car il avait trait au phénomène dit de l'automatisation, qui allait ébranler maintenant les châteaux forts du syndicalisme. L'offensive patronale s'appuyait aussi sur la défaite que subissait à ce moment au Congrès avec la loi Landrum-Griffin le mouvement ouvrier. En fin de compte, le syndicat de l'acier l'emporta néanmoins complètement, à la fois sur les règles présidant à l'utilisation de nouvelles technologies et par des gains significatifs au chapitre des retraites, de l'assurance maladie, etc.⁷

Cette grève de l'acier fit la démonstration, d'un côté, de la capacité de combat toujours réelle et de la puissance du syndicalisme mais, de l'autre côté, de ce que les changements technologiques devenaient un problème immédiat pour les grands syndicats industriels : l'automatisation menaçait l'emploi et annonçait la possibilité d'une dépossession ultime des travailleurs quant au contrôle sur l'activité de production. On retrouvait ainsi dans l'évolution des composantes du procès de travail, notamment, et dans la force ouvrière accumulée des facteurs de déstabilisation éventuelle de l'état de contentement. Et, de fait, la grève de 1959 laissait poindre des développements, dans l'univers du travail et des contrats collectifs, qui définiraient l'une des dimensions importantes de la décennie des contestations.

Il y avait au sein de la société américaine des sources de mécontentement peut-être plus profondes et, certainement pour une part, plus acérées. Les poches de pauvreté permanentes que mit alors en exergue le livre *The Other America* de Michael Harrington contredisaient cette image ; les laissés-pour-compte de la croissance et les oubliés de régions ingrates, les démunis des grands centres, autant de gens qui, sans être réunis en un mouvement revendicatif, peuvent difficilement être vus comme piliers d'un quelconque contentement social. S'ajoute évidemment la situation de misère et souvent de rude exploitation au travail que vivent diverses minorités, comme les travailleurs agricoles d'origine mexicaine en Californie et, au premier chef, quant à l'effet

de ses mobilisations sur l'ensemble du système sociopolitique américain, le très profond mouvement de la population africaine-américaine pour la reconnaissance de ses droits citoyens et l'amélioration radicale de sa situation économique, toutes dimensions confondues. Ce mouvement visa d'abord la déségrégation de la société sudiste, mais il s'étendit rapidement aux autres régions du pays, peut-être non formellement ségréguées, mais où la population noire était massivement reléguée à des quartiers *séparés*, pauvres et aux services publics (par exemple au niveau des écoles) comparativement inférieurs. La lutte des Noirs allait aussi attirer l'attention sur les phénomènes de pauvreté urbaine que les acquis sociaux de l'après-Deuxième Guerre mondiale n'avaient pas fait disparaître. S'adressant au congrès de l'AFL-CIO en 1961, le leader historique de la lutte des droits civils Martin Luther King Jr., déclara : « La population noire est presque entièrement une population travailleuse [c'est-à-dire ouvrière, travailleuse salariée]. [...] Nos besoins sont identiques à ceux du mouvement ouvrier – salaires décents, conditions de travail équitables, logement habitable, sécurité [socioéconomique] pour les gens âgés, des mesures favorisant le bien-être et l'accès aux soins de santé, [...]. Les deux forces les plus dynamiques et cohérentes du libéralisme dans le pays sont le mouvement ouvrier et le mouvement de libération des Noirs⁸. »

Luther King mettra d'ailleurs l'accent toujours plus sur le rôle propre de la lutte syndicale pour mettre fin à la domination que subissaient les Noirs. Mais la dynamique du mouvement d'émancipation conduira aussi à soulever plus fortement qu'auparavant, radicalement même, la question des pratiques du syndicalisme à cet égard, dans ses revendications contractuelles et à l'intérieur de ses structures. D'ailleurs, l'une des manifestations éloquentes de ce mouvement sera la création de fractions noires dans les syndicats de l'AFL-CIO et l'attrance qu'exercera pendant un temps l'idée du lancement de syndicats noirs. Voilà qui conduisit, dès 1960, à la formation du Negro American Labor Council sous les auspices d'A. Philip Randolph.

Cela dit, la décennie de toutes les contestations apparut donc pour une part comme un produit des décennies précédentes, à la fois éclosion et rupture. Ainsi en fut-il des grands mouvements de la jeunesse étudiante. Ses revendications et ses protestations et son rôle de leadership dans l'opposition bientôt de masse à l'engagement au Vietnam en viendront à fissurer significativement le « consensus national » en politique étrangère, et à réduire tout aussi significativement la capacité du gouvernement de mener cette opération militaire. Or, l'accès généralisé à une éducation avancée, caractéristique des Trente Glorieuses, fut une condition directe – par exemple, par la présence sur les campus – de la formation de la jeunesse en intervenant massif et de la radicalisation à gauche de plusieurs de ses segments.

Le féminisme, tel qu'il se reconstitua durant les mêmes années, allait servir également d'agent de contestation de la société établie et de transformation de dimensions imposantes des rapports sociaux dominants. Il avait existé bien avant les années 1960, évidemment, mais n'avait jamais atteint la force non plus qu'obtenu l'écho qui devinrent alors les siens. Il se manifesta dans le mouvement syndical, parce qu'il s'adressa directement au sort des femmes de la classe ouvrière et des minorités ethnoraciales, et que l'expansion des services publics, dont l'enseignement et sa syndicalisation, y firent croître la proportion des membres féminins. Mais le syndicalisme dut en plus affronter les valeurs que le féminisme mit en avant, dans lesquelles il lui fut pendant un temps difficile de se reconnaître.

Nous allons avec ce chapitre traiter de ces diverses questions, telles qu'elles peuvent contribuer à saisir la politique du mouvement ouvrier durant la décennie ouverte avec l'élection du président Kennedy, à comprendre et à évaluer cette politique. Durant quelques années, la coalition *new deal* parut incontestablement « payante » et favorable aux divers mouvements que l'on vient d'évoquer. Les difficultés se feront principalement sentir dans la deuxième moitié de la décennie 1960-1970, bien que dès le départ le mouvement des droits civils tendit à déborder ce que ladite coalition pouvait (sup)porter.

1. LA POLITIQUE DE L'AFL-CIO

Avec les initiatives de la présidence Kennedy, la coalition libérale semblait avoir le vent dans les voiles et chacune de ses grandes composantes paraissait s'orienter selon des perspectives communes. Si le général Eisenhower n'avait pas cherché à renverser les politiques sociales du New Deal, il ne les avait certes pas étendues. Et il avait généralement fait la sourde oreille, on s'en souviendra, aux suggestions des syndicalistes sur la conduite de la vie économique ou la nécessité de répondre positivement aux demandes d'aide de groupes défavorisés et fragilisés socialement. Au contraire, avec les années 1960, ainsi que le fit alors remarquer le *Congressional Quarterly*, « la législation sociale des démocrates suivit généralement les positions depuis longtemps mises en avant par les syndicats, de l'aide aux écoles et au logement publics », notamment, à l'élargissement des garanties assurancielles face à la maladie également⁹. Si l'intervention gouvernementale en économie ne fut alors pas aussi proche des recommandations de l'AFL-CIO, les politiques expansionnistes et les dépenses militaires sans cesse croissantes soutinrent pendant un temps l'activité industrielle et un niveau d'emploi satisfaisant. Et avec les gains sociaux substantiels de la présidence Johnson, que nous analysons plus loin dans ce chapitre, le lien du syndicalisme aux démocrates se raffermi aussi.

La problématique de l'automatisation et des changements technologiques dans le travail industriel s'impose avec les années 1960-1970 comme étant de première importance pour les syndicats et la majorité de leurs membres. La grande grève de la presse new-yorkaise, du 8 décembre 1962 au 31 mars 1963, se joua précisément sur la question de l'automatisation d'opérations des métiers de la composition et de l'impression des journaux : comment allait-on procéder aux transformations que supposait l'automatisation, qui s'approprierait le bénéfice des économies qu'elle apporterait ? Si on en arriva à une formule de compromis en 1963, elle ne tenait déjà plus en 1965, alors que l'ordinateur avait maintenant fait son entrée dans les salles de composition, ce qui menaçait dorénavant l'emploi de tous les typographes – et même de tous les métiers hautement qualifiés des ateliers de composition¹⁰. Y aura-t-il disparition éventuelle de l'emploi dans de vastes secteurs de l'économie ? Déstabilisation, voire extinction des bases premières du syndicalisme américain ? En tout état de cause, les répercussions de « l'automatisation et des changements technologiques rapides » se firent dorénavant sentir dans les négociations collectives de beaucoup de syndicats ouvriers : quelles seraient les conséquences précises sur les qualifications demandées aux employés ? Comment allait jouer l'ancienneté ? Pouvait-on prévoir des mesures de recyclage¹¹ ?

Afin de contrer le chômage qui, malgré une activité économique enviable, ne décroissait pas significativement, l'AFL-CIO revendiqua au milieu de la décennie la semaine de travail de 35 heures complétée de mesures réglementaires qui établiraient des primes pour les heures supplémentaires en rendant les coûts onéreux pour les employeurs. Le président Johnson s'opposa à la semaine de 35 heures, mais se dit favorable au principe d'une hausse marquée des coûts des heures supplémentaires, afin d'en décourager l'utilisation systématique par le patronat et d'encourager plutôt l'embauche de nouveaux salariés ; à cet effet, il proposa la mise sur pied de comités tripartites par secteur industriel, qui verraient à établir le niveau concret, dans chaque cas, de la prime aux heures supplémentaires, mais uniquement dans « certaines industries ». Il n'y eut pas de suites véritables à cette orientation envisagée par le président. Pour la centrale, la réduction de la semaine de travail devait se faire sans réduction de salaire ; mais le président Johnson jugeait que les « 35 heures » diminueraient la position concurrentielle des entreprises américaines¹²... Quoi qu'il en soit, le chômage ne diminua pas vraiment, alors que les services publics connaissaient une expansion sans précédent ; pour Meany, la raison en était les mises à pied dans le secteur privé, où se concentrait toujours la masse des membres de la centrale.

Au congrès de l'AFL-CIO en 1965, on vota une résolution présentée par Reuther qui demandait la création à Washington « d'une agence nationale de planification ». Dans une lettre au président Johnson en 1967, George Meany revint précisément à l'idée de cette agence, en soulignant la nécessité « d'une véritable planification économique » afin que soit mené à bien un vaste programme visant la disparition de la « pauvreté urbaine et du manque de logements », l'accès à une « éducation adéquate » pour tous, le recul du chômage, un programme qui doterait en plus le gouvernement fédéral des moyens suffisants pour protéger l'environnement et défendre les droits des minorités raciales¹³. Après l'appui à l'intervention fédérale pour assurer l'exercice du droit de vote de la minorité noire dans le Sud puis interdire toute forme de discrimination, après l'appui aux mesures concrètes visant un accès élargi à la santé, cette orientation d'une planification économique et des objectifs qu'on lui donnait représentait l'élément le plus hardi du programme de la centrale. Il renouait avec cette perspective, avancée durant la Deuxième Guerre mondiale et au cours des années qui suivirent la fin des hostilités, d'un accès, par la voie du tripartisme et de la planification, à la détermination des grands axes du développement de la vie économique. La portée des buts poursuivis et la capacité de mobilisation sociale (donc la force) du syndicalisme américain étaient certainement moins profondes maintenant, mais il est bon de noter que Meany lui-même, durant les années 1960, était amené à partager ce point de vue.

En prévision des élections de mi-mandat en 1962, la centrale de l'AFL-CIO se donna pour premier objectif d'éviter que la consultation, à l'instar des élections de mi-mandat habituelles, renforce les opposants au président en exercice. Même, on visait à faire élire trente représentants libéraux supplémentaires à la Chambre afin d'être en mesure d'assurer l'adoption des projets de loi que l'on soutenait. L'inscription sur les listes électorales et la participation au scrutin de ses membres et alliés seraient à nouveau la méthode privilégiée et l'on visa à cet égard « trente-trois villes situées dans vingt et un États du Nord et de l'Ouest » où les victoires de l'un ou l'autre parti avaient été serrées en 1960. Le COPE annonçait aussi l'intention de s'en prendre aux « groupes de droite haineux » qui, sous prétexte de « lutter contre le communisme [...], attaquent de fait le mouvement ouvrier, le mouvement des droits civils », etc.¹⁴ En prévision des présidentielles et des élections au Congrès de 1964, la centrale décida, plus de vingt mois avant la tenue de ces scrutins, d'entreprendre immédiatement sa campagne d'inscription sur les listes d'électeurs, en faisant une opération dorénavant permanente; elle se dit convaincue que les résultats de 1960 et de 1962 avaient à nouveau confirmé l'effet très positif de son intervention. Elle résolut en conséquence de se lancer aussi en campagne pour que

soient modifiées les «lois très restrictives» de certains États quant à cette inscription sur les listes d'électeurs. À ce moment, Meany expliqua que la course à la présidence allait probablement, «pour la première fois», opposer «clairement un programme du libéralisme et un programme de la réaction». Il lui semblait déjà assuré que le candidat républicain serait le très conservateur Barry Goldwater, sénateur de l'Arizona; celui-ci ferait face à John Kennedy, dont on appréciait évidemment la gouverne libérale¹⁵. Kennedy fut cependant assassiné le 22 novembre 1963. À la perspective d'une présidence Lyndon B. Johnson¹⁶, le mouvement ouvrier fut atterré. Johnson avait été le candidat à la nomination démocrate en 1960 qui rebutait le plus les syndicats. Mais, tout de suite, le nouveau président prit la peine de joindre par téléphone Reuther, Meany et d'autres dirigeants syndicaux afin de leur faire part qu'il comptait sur leur collaboration. Et le programme qu'il annonça alors fut composé de profondes réformes sociales et de promotion de l'égalité raciale. Nous nous y arrêtons plus loin dans ce chapitre, mais notons tout de suite que l'élection présidentielle de 1964 opposera effectivement l'un contre l'autre les programmes du libéralisme et du conservatisme, Johnson contre Goldwater, ainsi que l'avait envisagé Meany. Le camp de l'AFL-CIO sera alors clairement identifié. Localement et régionalement, ainsi qu'on l'a vu déjà, les choix peuvent cependant être plus diversifiés; aux municipales de New York en 1963, par exemple, des membres de l'exécutif du Conseil central des syndicats de la ville appuient, avec de nombreux autres dirigeants de sections locales de syndicats, des candidats différents de ceux qui étaient officiellement appuyés par le Conseil¹⁷.

i. ORIENTATION ET INTERVENTION EN POLITIQUE INTERNATIONALE

Cela dit, le conformisme idéologique du syndicalisme en politique internationale reste entier, et son engagement du côté de son propre gouvernement permanent, toujours avec la même bonne conscience. Victor Reuther, frère de Walter et directeur à l'époque de la division des affaires internationales des UAW (UAW International Affairs Department), présentait, au milieu de la décennie 1960-1970, l'action internationale de l'AFL-CIO comme la mouture contemporaine de l'aspiration à la «coopération» mondiale des organisations ouvrières. Historiquement, cette coopération n'avait pu être envisagée que sous des formes «utopiques», mais elle s'appuyait dorénavant sur de vastes moyens financiers et politiques qui permettaient sa mise en pratique concrète¹⁸. Il «illus[trait]» ce qu'il entendait par ces moyens en se référant à ces multiples syndicalistes et fonctionnaires d'État venant du syndicalisme que l'on retrouve dans les «bureaux étrangers du gouvernement»; là où les États-Unis sont

présents, il y a habituellement des attachés syndicaux et des « spécialistes du mouvement ouvrier ». Même présence au sein du Secrétariat d'État, où l'on peut noter nombre de « conseillers » sur le mouvement ouvrier – notamment « pour chaque région » du monde. Et bien sûr, il y a des conseillers « issus du syndicalisme » dans les « missions extérieures de l'Agence pour le développement international et à l'Agence d'information des États-Unis¹⁹ ».

Victor Reuther poursuivait en soulignant, par ailleurs, le rôle des organismes particuliers créés par la centrale. Celle-ci, comme entité fédérative, consacrait quelque « 25 % de son budget à ses activités » internationales. Elle avait ainsi créé en 1962 un American Institute for Free Labor Development (AIFLD: Institut américain pour le développement du syndicalisme libre), dans le cadre de l'Alliance for Progress que le président Kennedy avait mise sur pied afin de favoriser, officiellement, le bon fonctionnement d'institutions démocratiques et la croissance socioéconomique en Amérique latine. Le rôle particulier de la centrale revenait à « diffuser les modèles organisationnels américains », a expliqué Marcel van der Linden, c'est-à-dire à faire valoir le syndicalisme contractuel et les pratiques de relations industrielles ayant cours aux États-Unis contre l'influence communiste et les contestataires anti-impérialistes. Reuther critiquait cependant le fait que le bureau de direction de l'AIFLD regroupait avec les représentants syndicaux des représentants patronaux, notamment des employeurs « ayant des intérêts en Amérique latine ». Et l'on sait que la centrale lança, avec les mêmes objectifs, l'African American Labor Center (AALC: centre africain-américain du travail) en 1964 pour intervenir en Afrique et, en 1968, l'Asian American Free Labor Institute (AAFLI: Institut asiatique-américain pour le syndicalisme libre) afin d'agir directement dans les pays d'Asie, par exemple avec la création de syndicats au Sud-Vietnam. Victor Reuther terminait sa présentation, somme toute très positive, en soulignant la participation suivie de certains syndicats à des regroupements internationaux de syndicats du même secteur industriel et le lien de l'AFL-CIO avec la Confédération internationale des syndicats libres²⁰.

Publié en 1966, ce texte de Victor Reuther a sûrement été écrit en 1964 ou 1965; il faut le préciser, parce que le même Reuther « laissa entendre que l'action internationale de l'AFL-CIO était menée de concert avec la CIA » dans une entrevue au *Los Angeles Times* en mai 1966. Il faut dire qu'à ce moment les UAW s'éloignaient de la position officielle de l'AFL-CIO sur le Vietnam. Le président du syndicat de l'automobile, Walter Reuther, fut alors joint par Hubert Humphrey, maintenant vice-président de Lyndon B. Johnson, et Robert Kennedy pour que ces allégations sur le rôle secret de la CIA cessent au plus vite. Ce que fit Walter Reuther. Mais le rôle de la CIA « fut bientôt confirmé » par les travaux de comités du Congrès²¹. De fait, la haute-direction

de la centrale, sous la houlette de Meany, s'orientait toujours selon la seule logique, ou presque, de l'affrontement des blocs de l'Est et de l'Ouest, comme on l'a vu. Les libertés sont du côté du système américain, ce qui justifie l'appui inconditionnel et la participation à la lutte contre l'Est, donc l'acceptation des sommes en provenance de diverses agences gouvernementales – dont la CIA. Les dispositions de l'après-guerre s'avéraient toujours dominantes.

Quand les UAW auront quitté l'AFL-CIO en 1968, ils publieront un pamphlet dans lequel ils dénonceront que «les objectifs de la guerre froide prévalent sur tous les autres» pour la centrale, «semblent justifier toutes les intrusions possibles» dans les syndicats étrangers et que, à cet effet, la centrale a bien accepté cinquante millions de dollars «de la CIA» pour ses divers «instituts²²». Voilà qui illustre, en tout état de cause, que l'action internationale était menée en concordance avec les entreprises gouvernementales; et il est généralement reconnu qu'une part très substantielle des budgets engagées par la centrale lui venaient alors, en dernière analyse, de fonds gouvernementaux.

Globalement, cette activité internationale était coordonnée et chapeauté par la Division des affaires internationales de la centrale (AFL-CIO International Affairs Department). Dans son opposition aux pays de l'Est, Meany faisait valoir que leurs régimes dictatoriaux ne permettaient pas l'existence de syndicats libres: l'État y dirigeait à la fois le travail et les supposés syndicats, formule qui écartait la possibilité d'une défense indépendante des intérêts et des aspirations des employés. Selon le professeur Jack Barbash, écrivant à la mi-décennie 1960-1970, l'anticommunisme s'avérait incontestablement le «thème dominant» de l'action internationale de l'AFL-CIO, en fonction duquel on voulait assurer une «position de pouvoir américain [...] dans le mouvement ouvrier du monde²³». De sorte que l'AFL-CIO se retirera de la CISL en 1969 parce que cet organisme ne menait pas, expliqua-t-on, une lutte suffisamment résolue au communisme et même «cher[chait] un rapprochement avec Moscou». Et Meany sera l'un des architectes du retrait des États-Unis de l'Organisation internationale du travail en 1977, qui avait accepté à son bureau de direction un membre venant d'un pays de l'Est – c'est-à-dire un pays où le syndicalisme véritable est interdit²⁴.

Personne ne remettra en cause l'affirmation voulant que le syndicalisme libre, non inféodé à l'État, fut une notion étrangère à la gouverne de l'URSS et des pays de l'Est européen, comme de la Chine. Mais on reproche couramment à Meany et à la Division des affaires internationales de la centrale d'avoir systématiquement fait preuve de partialité dans ses engagements, ne dénonçant pas, par exemple, des régimes de droite dure qui réprimaient les syndicats et niaient toute liberté syndicale. Pire, la centrale participa activement au

renversement des gouvernements progressistes de Cheddi Jagan en Guyane anglaise (1963), Goulart au Brésil (1964) et, plus tard, de Salvador Allende au Chili (1973). Chacun d'eux pouvait compter sur de solides liens avec les syndicats de son pays et Goulart et Allende, par exemple, furent remplacés par des régimes militaro-fascistes ennemis proclamés du syndicalisme. Le positionnement politique de l'AFL-CIO procéda dans le cadre d'un appui prioritaire aux orientations du gouvernement américain, au détriment des libertés syndicales si nécessaire. S'il y avait une dominante, elle ne relevait pas de la primauté des droits et des aspirations du mouvement ouvrier, mais plutôt des choix de l'État américain en politique internationale, que la présidence soit républicaine ou démocrate. Sur ce terrain, il y avait aussi inféodation du syndicalisme américain à l'État²⁵.

Pas étonnant, dès lors, que le syndicalisme ait « naturellement » partagé les craintes de la présidence face à la révolution cubaine et appuyé l'action de la baie des Cochons puis le président Kennedy dans la crise des missiles. Sans jamais défaillir, George Meany et la majorité des hautes directions du syndicalisme appuyèrent de la même façon l'intervention militaire des États-Unis au Vietnam. Déjà sous Kennedy, mais plus ouvertement sous la gouverne de Lyndon B. Johnson, quand l'expédition devint massive (avec 500 000 envoyés) et que l'aviation entreprit de bombarder le Nord-Vietnam, la centrale se rangea formellement et activement du côté de son gouvernement.

Le congrès de l'AFL-CIO en 1965 fut l'occasion de la première déclaration d'ensemble d'un appui à la guerre, assurant son soutien « à toutes les mesures que l'Administration [présidentielle] pourrait juger nécessaires pour mettre un terme à l'agression communiste au Vietnam ». Au début de l'année, quand les bombardements sur le Nord-Vietnam ont débuté, l'exécutif de la centrale avait déjà proclamé, « à l'unanimité, son appui entier “aux mesures énergiques de représailles [devant] les actes de provocation et d'agression des communistes” ». Voilà donc la position que la centrale voulait faire connaître et promouvoir à l'occasion de son congrès, que l'on compléta alors d'attaques en règle contre les opposants à l'intervention militaire, caractérisés de « petite mais bruyante minorité », dont l'action ne peut que favoriser l'ennemi. Fort logiquement, pour contrer l'écho toujours grandissant que reçurent au bout d'un moment les dénonciations de l'engagement au Vietnam, plusieurs dirigeants de syndicats organisèrent des démonstrations publiques de leur appui au président, dont la célèbre « parade pro-guerre » de dizaines de milliers de syndiqués, peut-être cent mille, des métiers de la construction (surtout) de la marine marchande et des ports le 20 mai 1970 à New York. Ces syndiqués s'en prirent alors physiquement aux partisans du mouvement de la paix²⁶.

Très vite, le ton monta évidemment aussi du côté des opposants à la guerre. L'organisation Students for a Democratic Society (SDS, « étudiants pour une société démocratique »), la principale organisation politique des étudiants durant les années 1960, qualifia la guerre menée par les États-Unis de « hideusement immorale [et] autodestructive » quand les premiers bombardements de l'aviation furent enclenchés. Et il n'est pas étonnant que le président d'alors du SDS, Carl Oglesby, déclara dans son discours à la première manifestation antiguerre de masse, tenue à Washington en novembre 1965, dont le principal organisateur fut précisément le SDS, que la guerre avait été enclenchée par les libéraux et menée par eux (*a liberal affair*). Il s'en prit donc clairement à la coalition libérale traditionnelle, dans le pays, « accusant précisément le syndicalisme [...], puisqu'il était un participant central » à ladite coalition. Dès le début de la décennie, d'ailleurs, de premiers différends s'étaient fait jour. Plusieurs militants jeunes avaient appuyé la révolution cubaine et condamné les menées anti-castristes des États-Unis, contrairement aux syndicats²⁷.

À l'intérieur de l'AFL-CIO, des points de vue minoritaires opposés à ceux de Meany et aux orientations officielles allaient cependant surgir. C'est-à-dire que le mouvement ouvrier fut lui-même frappé de la crise politique qui secoua bientôt la société américaine quant au bien-fondé de l'intervention militaire imposante et systématique au Vietnam. Un désaccord entre Reuther et Meany se profila aussi au fil de la décennie quant à l'orientation du syndicalisme américain sur la scène internationale. Walter Reuther et les UAW avaient appuyé avec les autres syndicats l'intervention au Vietnam et ils étaient certes tout aussi attachés à l'État américain que Meany et sa majorité ; ils ne mirent pas en question, par exemple, la participation franche et satisfaite à ses structures et agences, ou la collaboration avec elles. Mais, sûrement ébranlés et poussés en quelque sorte par la force de l'opposition des mouvements anti-guerre, ils en vinrent à mettre en cause, selon les termes de la brochure que nous avons citée, l'obstination à faire prévaloir « les objectifs de la guerre froide sur toute autre considération ». Quant à eux, les UAW entendaient plutôt œuvrer dorénavant avec les grandes organisations ouvrières qui étaient majoritaires à l'échelle du monde²⁸. Ce dernier élément était important. Reuther ne rompait pas avec la politique des États-Unis, mais il se distançait incontestablement de l'entreprise systématique de Meany et de la majorité des dirigeants de syndicats visant à établir – du moins tendanciellement – un appareil international s'identifiant davantage à la politique américaine que les organisations sociales-démocrates étaient prêtes à accepter. Nous reviendrons aux développements propres au syndicalisme durant la décennie 1960-1970 plus loin dans ce chapitre.

Mais soulignons tout de même à cette étape que, si la « coalition libérale » était contestée d'un point de vue de gauche par le SDS et que le « consensus national » en politique étrangère pouvait se gripper même à l'intérieur de l'AFL-CIO, ces difficultés trouvaient une transcription directe dans la collaboration entre les diverses composantes de cette coalition au sein du Parti démocrate, toujours plus au fil des années. Par exemple, dans le Parti démocrate du Michigan, le « parti le plus proche aux États-Unis du modèle européen », le Vietnam et la lutte de libération des Noirs ébranlaient l'organisation et mettaient en cause, d'un point de vue de gauche également, la possibilité de se rallier à (certains de) ses candidats²⁹.

ii. À NOUVEAU SUR LA QUESTION DES DROITS CIVILS

Cette lutte des droits civils allait par ailleurs, comme on le sait, remettre en question la légitimité de chaque institution de la société américaine quant à ses pratiques à l'endroit de la minorité africaine-américaine et quant au principe de l'égalité de ses droits ; de fait, quant à son égalité dans tous les rapports de société. La population noire, ainsi que l'avait souligné Martin Luther King Jr., était massivement prolétarienne et les grands indicateurs de sa situation se trouvaient en dessous de toutes les moyennes nationales. L'égalité de ses droits et la promotion de ses intérêts interpellaient donc, naturellement, le syndicalisme du pays, comme institution et mouvement social. Les réponses de l'AFL-CIO relevèrent, en conséquence, des dimensions socioéconomiques et sociopolitiques de son positionnement dans la société et du positionnement de la classe dont elle constituait la principale organisation.

Aussi bien durant les premières années de sa formation que durant la décennie 1960-1970, l'AFL-CIO mit toujours en avant la nécessité de l'abolition de toutes les formes de ségrégation et l'obligation d'assurer l'égalité des droits pour la population africaine-américaine. La seule coalition permanente à laquelle « participait formellement » la centrale était la Leadership Conference on Civil Rights (appellation faisant référence à l'idée d'un regroupement d'initiatives de diverses associations en faveur des droits civils³⁰). L'AFL-CIO, comme centrale, affichait ainsi sa fidélité à la déclaration de principes adoptée lors de sa création ; George Meany l'entraînait même plus loin dans cette direction que les discussions de départ avaient pu suggérer. Et lui-même fut toujours très clair, donnant aux lobbyistes de la centrale à Washington des directives explicites d'intervention suivie et prioritaire pour l'adoption de lois ayant pour but l'égalité et la fin de la discrimination. Même : quand Meany recevra, en provenance d'élus associés à la « coalition conservatrice » au Congrès, l'offre de monnayer en 1965 l'abandon de son appui (c'est-à-dire l'appui politique de la

centrale, de ses lobbyistes et de leurs alliés) à des mesures garantissant aux Noirs l'égalité de leurs votes dans le Sud en échange du retrait de la menace d'une nouvelle obstruction systématique contre l'abrogation de la section 14b des lois du travail, c'est-à-dire de cette section permettant les mesures *right-to-work*, son refus sera immédiat et sans compromis, alors même que la centrale réenclenchait son combat contre ladite section³¹.

L'accélération et l'accentuation de la lutte des droits civils dans le Sud imposaient à la conscience du pays depuis la mi-décennie 1950-1960 la prise en compte de la situation de domination et de profonde inégalité que vivait la population noire. A. Philip Randolph avait menacé l'Administration Roosevelt d'une marche de manifestants noirs sur Washington en juillet 1941, si les portes de l'emploi industriel n'étaient pas massivement ouvertes aux Noirs ; très vite, des dizaines de milliers de personnes se rallièrent à son initiative. La menace fut considérée suffisamment sérieuse par la présidence pour que, le 25 juin, Roosevelt mette sur pied une agence chargée de veiller à ce que, dans les entreprises associées à la défense nationale, les pratiques d'embauche soient exemptes de discrimination. S'il ne s'avéra pas que cette promesse fût pleinement tenue, on sait que le nombre de Noirs employés dans l'industrie grossit néanmoins durant la guerre par centaines de milliers. En 1970, plus de 90 % des Noirs ayant un emploi travailleront d'ailleurs dans d'autres secteurs que l'agriculture. Randolph avait finalement jugé bon de ne pas tenir sa manifestation, étant donné la décision de Roosevelt. En 1948, il menaçait d'engager un combat pour le boycottage du service militaire si la ségrégation ne disparaissait pas des forces armées. Ses propos furent jugés offensants, mais Truman signa un ordre exécutif par lequel il était promis que la ségrégation n'aurait plus cours dans l'armée « aussitôt que possible³² ».

L'urbanisation massive, l'accès à l'emploi industriel et l'expérience militaire même modifièrent incontestablement les perceptions et les attentes de masses de gens au sein de la population noire. Le retour dans le Sud durant et après les hostilités rendit souvent les conditions dans lesquelles on était à nouveau projetés carrément insupportables. Par exemple, des G.I. noirs en permission durant la guerre se voyaient refuser l'accès à des restaurants où, pourtant, on servait des prisonniers allemands... Et avec le développement des mouvements de libération nationale des colonies durant les années 1950, l'idée d'émancipation politique fit également son chemin³³. Une vieille organisation, créée en 1910 pour la promotion et la défense de l'égalité des droits, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP, « association nationale pour l'avancement des gens de couleur »), dont l'intervention principale consistait en une contestation judiciaire des conditions d'inégalité faites aux Noirs, poursuivait, par ailleurs, son action traditionnelle. La contestation

judiciaire et politique des phénomènes de ségrégation allait bientôt se conjuguer au mécontentement et au nouvel état d'esprit qui se manifestait à la base même de la population noire. C'est au cri de Freedom Now! (« la liberté maintenant! ») que les combats seraient maintenant menés.

On sait que la Cour suprême des États-Unis avait validé en 1896 un principe dit du « séparés, mais égaux », par lequel la ségrégation trouvait sa sanction légale. Pire, « en affirmant [la] constitutionnalité [de ce principe], la Cour suprême permit l'expansion de la ségrégation raciale dans tous les aspects de la vie en société ». Pendant de longues décennies, elle rendit d'ailleurs d'autres décisions accréditant le bien-fondé de son arrêt de 1896 et même, formellement, elle accepta à l'occasion que des installations publiques séparées puissent entraîner une inégalité de traitement entre Blancs et Noirs³⁴. À partir de là, évidemment, la notion du « séparés, mais égaux » instituait une hiérarchie entre les *racés*, qui prenait les contours d'une situation d'« apartheid » au détriment de la population d'origine africaine-américaine dans les États du Sud. Mais en 1939, dans une cause pilotée par la NAACP, la Cour jugea que « l'égalité de traitement pour un étudiant noir en droit exigeait la construction d'une école de droit noire au Mississippi, pleinement équipée et pleinement fournie en professeurs »; et elle fit montre, à l'occasion de deux jugements rendus en 1950, d'un mécontentement marqué quant aux inégalités de plusieurs natures que subissait la population noire du fait même de la ségrégation³⁵.

Jusqu'au jugement que rendit la Cour suprême en 1954 dans l'affaire *Brown v. Board of Education of Topeka (Kansas)*, selon lequel, « dans le domaine de l'enseignement public, la doctrine "séparés, mais égaux" n'a pas sa place. Des commodités [c'est-à-dire des équipements scolaires et l'enseignement] séparées [...] sont intrinsèquement inégales ». Puis, sur la base de cet arrêt, les Cours jugèrent que toutes les autres installations comme « les autobus, les plages », etc., devaient être « ouvertes au public », sans discrimination aucune³⁶. La stratégie du recours au judiciaire nourrissait manifestement ici le mouvement du Freedom Now! Mais la tâche allait être ardue et l'action de base absolument nécessaire pour assurer une portée concrète à cet arrêt de 1954. Car les vieux États sudistes s'engagèrent dans une résistance ouverte à chaque mesure de déségrégation, dans quelque milieu que ce soit. La lutte pour la fin de la ségrégation des écoles dut ainsi être conduite en s'appuyant sur le jugement de 1954 au niveau même des conseils scolaires. C'était une tâche gigantesque et extrêmement difficile. Dix années après l'arrêt *Brown v. Board of Education of Topeka (Kansas)*, il a été évalué que, sur « les 2 256 districts scolaires dans le Sud comptant à la fois des résidents blancs et des résidents noirs, seulement 423 avaient été déségrégés³⁷ », au prix de graves crises sociales et d'un courage hors de l'ordinaire des enfants et des parents noirs directement concernés.

L'explosion survint d'ailleurs dès le premier acte de la déségrégation du système scolaire, à Little Rock, capitale de l'Arkansas, en 1957. Le président Eisenhower ne croyait globalement pas à la possibilité que disparaissent « par la force », c'est-à-dire par la loi, les rapports d'inégalité raciale, de sorte qu'il ne s'engagea pas dans les batailles de la déségrégation scolaire – sauf à Little Rock, où des troupes fédérales en vinrent à protéger effectivement les jeunes Noirs qui intégraient une école secondaire jusque-là réservée aux Blancs³⁸.

Le 1^{er} décembre 1955, Rosa Parks, une couturière noire active dans la section locale de la NAACP à Montgomery, la capitale de l'Alabama, refusa de céder sa place dans un autobus public à un Blanc. Elle enfreignait ainsi le règlement stipulant que, si des passagers blancs ne trouvaient pas à s'asseoir, les Noirs devaient offrir leurs sièges. Rosa Parks fut arrêtée. Le 5 décembre, E.D. Nixon, dirigeant du syndicat local de Randolph, une section dynamique et bien organisée, lança le mot d'ordre d'un boycottage général des transports publics de la municipalité. Le boycottage, respecté par plus de 90 % des citoyens noirs, fit chuter le chiffre d'affaires de la compagnie de plus de 60 % et il s'étendit sur plus de 381 journées. La violence raciste se déchaîna contre les Noirs, mais ils furent finalement victorieux : le 4 juin 1956, les pratiques ségrégationnistes dans les transports publics « furent déclarées illégales » en Alabama. La lutte de la déségrégation débordait le domaine de l'éducation, et elle allait maintenant s'étendre à tous les milieux. C'est à l'occasion de la bataille des transports publics à Montgomery que Martin Luther King Jr., pasteur protestant dans la ville, apparut publiquement comme leader charismatique et inspiré du mouvement noir. Il est intéressant de noter qu'au départ des leaders noirs comme des leaders syndicaux furent peu réceptifs à cette action du boycottage à Montgomery, y compris Walter Reuther³⁹.

Évidemment, en cours de route, ces derniers en vinrent à appuyer l'initiative devant les charges que devaient encaisser, de la part des autorités policières et d'organisations blanches radicales, appuyées par une large proportion des Blancs de l'État, les Noirs actifs dans le boycottage⁴⁰. Mais ils restaient réticents, nous semble-t-il, du fait de cette stratégie d'une action de masse directe, à laquelle ils n'étaient pas habitués dans la lutte contre la discrimination. Martin Luther King, on le sait, allait quant à lui y fonder ses propres stratégies, tout en prônant des formes de lutte non violentes. Jamais ne préconisa-t-il, par exemple, de s'en remettre prioritairement à une intervention du judiciaire. Mais, du côté du mouvement ouvrier, l'absence d'initiative et la réticence procédaient aussi, et fondamentalement, d'une incompréhension majoritaire du poids de la domination que subissait la population noire et du racisme socioéconomique qui la condamnaient à des perspectives de vie pauvres et sans réel espoir. Déjà dans les années 1950, des observateurs pouvaient faire

remarquer que, « par-delà un certain encouragement verbal », les autorités syndicales ne s'engageaient pas activement dans la bataille de la déségrégation. Voilà qui était « tragique » puisque, après l'échec de l'opération Dixie, le « syndicalisme manquait à nouveau » le train du changement dans le Sud ; il manquait le bateau. Kim Moody allait plus tard souligner à cet effet que, « durant toute l'année du boycottage à Montgomery, le conseil exécutif de l'AFL-CIO resta silencieux », malgré que son initiateur fût E.D. Nixon⁴¹.

En tout état de cause, le caractère insupportable à la fois des pratiques ségrégationnistes dans le Sud exposées à la conscience nationale et de la violence avec laquelle les foules blanches et les états-majors policiers et politiques accueillait les demandes des Noirs amena le président Eisenhower à piloter deux projets de loi en défense du droit de vote de la population noire, le Civil Rights Act de 1957 et le Civil Rights Act de 1960. Si le président avait formellement mené à terme la déségrégation des forces armées, le faible taux de participation des Africains-Américains au vote dans les États du Sud était devenu un scandale permanent. Dans le Mississippi, lors d'une élection tenue en 1955, « environ 1 % seulement des Noirs adultes votèrent » ; « dans huit États du Sud [...] seuls 23 % des Noirs en âge de voter étaient inscrits sur les listes électorales, et il y en avait moins encore qui se rendaient aux bureaux de scrutin ». Selon la constitution américaine, ce sont les États qui réglementent les lois électorales, y compris pour les scrutins fédéraux. Le projet de loi en 1957 donnait au gouvernement fédéral « le pouvoir d'écartier les obstacles à la participation aux scrutins des Noirs que les autorités locales et étatiques⁴² » avaient instaurées. Les faiblesses à cet égard des mesures de supervision prévues par la loi adoptée en 1957 justifiaient le passage d'un nouveau Civil Rights Act en 1960.

Tout le débat porta alors sur l'autonomie des États face à Washington : jusqu'où le gouvernement fédéral pouvait-il aller dans son intervention sur la réglementation des scrutins par les divers États et de redressement de leurs pratiques. Les partisans des manières de faire sudistes traditionnelles mettaient évidemment l'accent sur les droits des États contre le pouvoir fédéral. L'une et l'autre loi de la présidence Eisenhower s'avérèrent à cet égard insuffisantes pour garantir l'accès libre des Noirs au vote. Qui plus est, cet accès libre constituait l'objectif unique qu'on leur avait assigné ; or, on l'a mentionné, la portée du Freedom Now ! déborda rapidement la revendication du droit de vote égal. Les lois des années 1960 allaient s'adresser officiellement à l'objectif d'une déségrégation de toutes les dimensions de la vie publique.

Car le combat contre la discrimination s'étendait géographiquement et s'approfondissait sans cesse. En février 1960, quatre étudiants noirs de Greensboro, en Caroline du Nord, « demandèrent à être servis » à un comptoir de restaurant réservé aux Blancs ; une année plus tard, des « milliers de jeunes Noirs » avaient engagé le même type de bataille, « dans plus d'une soixantaine de villes ». Et en mai 1961 débuta l'action des Freedom Rides (« trajets de la liberté ») ; cette action réunissait des gens, noirs et blancs, qui prenaient ensemble des autocars dans des États ou des régions exemptes de pratiques ségrégationnistes pour des destinations qui, nécessitant des correspondances par des terminus où les salles d'attente étaient racialement séparées, les amenaient à refuser cette ségrégation. Comme le commerce interétatique relève constitutionnellement du pouvoir fédéral, on jugeait que les passagers pouvaient, formellement, refuser d'obtempérer aux ordres d'autorités locales exigeant de se conformer à des règlements discriminatoires. Robert Kennedy, Attorney General de l'Administration de son frère John, s'engagea d'ailleurs rapidement dans la situation agitée qu'entraînèrent ces développements, notamment face à la brutalité répressive avec laquelle étaient accueillis les Freedom Riders. Sans beaucoup d'effets positifs à ce dernier égard, cependant, selon leurs partisans⁴³...

Au printemps 1963 débuta à Birmingham, en Alabama, la série de manifestations, souvent massives, qui allaient toucher plus de huit cents villes et villages avant la fin de l'année contre la discrimination raciale. La marche fameuse à Washington, qui réunit en août plus de 250 000 personnes, s'inscrit dans cette montée. Elle avait d'ailleurs été précédée, au mois de juin, par une manifestation non moins impressionnante de quelque 150 000 personnes à Detroit, à laquelle le syndicat de l'automobile participa très activement. Walter Reuther prit d'ailleurs la parole, côte à côte avec Martin Luther King Jr., lors des deux manifestations. La lutte des droits civils et le mouvement de la population noire s'avéraient en progression constante⁴⁴. De ce côté, il n'y avait certes aucun « contentement » quant à la situation socioéconomique et sociopolitique vécue.

Le syndicalisme de tout le pays fut donc, à l'instar des autres grandes institutions, interpellé directement par ce surgissement de masse de l'appel à la liberté et de l'affirmation de l'égalité raciale. Il en fut même directement touché, du fait du caractère profondément prolétarien de la population africaine-américaine, ainsi qu'avait souligné le pasteur King, et parce que, à l'intérieur de ses propres rangs, il y avait toujours des exclusions raciales statutaires et, surtout, informelles. Dans un livre publié en 1966, intitulé *Contemporary Labor Issues*⁴⁵, trois textes analysant la situation interne des syndicats permettaient à cet égard de prendre une mesure assez juste de la réalité.

F. Ray Marshall présentait le dossier historique des exclusions formelles par plusieurs syndicats, beaucoup dans les chemins de fer, mais aussi chez les machinistes et les chaudronniers. Comme on l'a mentionné déjà, le dernier des syndicats de l'AFL-CIO dont les statuts excluait les travailleurs noirs – il s'agissait de la Brotherhood of Locomotive Firemen and Enginemen – fit disparaître cette « barrière raciale » en 1963. Mais les pratiques discriminatoires non écrites étaient très répandues, singulièrement, écrit Marshall, dans les métiers de la construction et d'autres du rail, par exemple quand l'accès à l'emploi était en tout ou en partie contrôlé par les syndiqués : par « des moyens informels » tels « le refus d'admettre des Noirs dans les programmes de formation », « le refus d'accepter les demandes d'adhésion » de travailleurs noirs « ou en ignorant leurs demandes », en utilisant l'expédient « d'examens [...] dont les Blancs sont exemptés », etc. Sans compter, précisait Marshall, cette pratique de « sections locales ségréguées » ou « auxiliaires » dans le Sud, par des syndicats qui n'en sont pas entachés nationalement, ou alors, dans la grande industrie, par cette formule de l'ancienneté qui en établit les contours par départements, ce qui contribue à maintenir les Noirs dans des emplois inférieurs⁴⁶.

Dans un texte percutant, le jeune « Labor Secretary » (directeur de la section Travail) de la NAACP, Herbert Hill, procédait à une véritable mise en accusation du syndicalisme, de la centrale AFL-CIO et de plusieurs de ses grands syndicats, même parmi ceux qui étaient souvent considérés progressistes. Il s'attelait, disait-il, à la tâche de distinguer les positions « rituelles » du syndicalisme de la « réalité » de ses comportements à l'endroit de la minorité noire, de ses besoins et de ses revendications. Hill mettait en avant plusieurs situations concrètes illustrant directement les pratiques racistes que considérait Marshall et citait A. Philip Randolph. Celui-ci venait d'en appeler à une véritable « croisade pour la déségrégation des congrès d'État de l'AFL-CIO dans le Sud, un problème, expliquait Randolph, non moins ardu ou difficile que la déségrégation des écoles publiques dans le Sud ». Hill établissait tout de même une différence entre les syndicats de métiers de la vieille AFL et le syndicalisme industriel du CIO quant à l'admission dans leurs rangs des travailleurs noirs et la prise en compte de la discrimination dans la société américaine.

Mais il tenait à souligner que le passage des décennies et la fusion avec l'AFL avaient fait perdre aux syndicats du CIO leur esprit de contestation des rapports de pouvoir établis et de la mentalité de l'AFL. « Aujourd'hui, le travailleur noir militant se heurte à un mouvement ouvrier qui n'est pas une force de changement social, mais plutôt [...] une organisation devenue très conservatrice et une institution hautement bureaucratisée, intimement alliée dans plusieurs villes et États à des forces politiques réactionnaires et défendant [le] statu quo présentement mis en accusation par les Noirs dans presque tous les

domaines de la vie des États-Unis». Qui plus est, la « responsabilité du syndicalisme » dans la perpétuation de la discrimination au travail de la population noire « n'est pas limitée à quelques régions du pays ou à quelques industries et juridictions syndicales, mais implique plusieurs syndicats dans une grande variété d'occupations⁴⁷ ».

La portée des accusations de Hill venait notamment du lien qu'il établissait entre le positionnement institutionnel et sociopolitique du syndicalisme, son adaptation à la discrimination et au statut inférieur des Noirs dans le monde du travail et la participation active à la reproduction de cette situation dans plusieurs milieux. Hill était invité à présenter les résultats de ses recherches par diverses associations et au Congrès ; George Meany sentit le besoin de le contredire et manifesta sa colère auprès de la NAACP quand, à l'instigation de Hill, cette association décida en octobre 1962 de demander au NLRB « la désaccréditation de syndicats coupables de racisme ». Meany expliqua qu'il valait mieux garder ces syndicats dans la centrale afin qu'on puisse faire pression sur eux⁴⁸... Évidemment, les critiques eurent alors beau jeu de souligner que les pressions internes de la centrale étaient bien timides. Dans le livre *Contemporary Labor Issues*, le troisième texte d'importance que nous voulons signaler donnait précisément beaucoup de munitions à ces critiques de la centrale. Il s'agissait du rapport d'un comité consultatif de New York sur « la discrimination dans les syndicats de la construction », telle qu'elle se pratiquait alors dans la grande métropole : exemples concrets, explication et mise en contexte⁴⁹, une démonstration difficile à contredire.

Le *mécontentement* sociopolitique et socioéconomique que manifestait le mouvement du Freedom Now! et la mise en exergue de cas permanents d'inégalité de traitement racial dans le syndicalisme instruisent évidemment sur la nature du positionnement programmatique de l'AFL-CIO et de la myopie que nourrissait son *contentement*. Ajoutons, par ailleurs, l'élément suivant. Si ce contentement, porté explicitement par l'appareil de direction de la centrale, pouvait s'appuyer sur une amélioration visible et (relativement) constante du niveau de vie des syndiqués, il ne faisait pas disparaître la dimension conflictuelle inhérente à l'exercice de la négociation collective avec les employeurs. Et comme l'avait démontré la grève de masse dans l'acier en 1959, la puissance de classe accumulée faisait toujours du mouvement ouvrier, lorsqu'on le considérait notamment sous l'angle du mouvement social, un agent incontournable des rapports de société aux États-Unis.

Au début de la décennie 1960-1970, le nombre d'arrêts de travail et de grévistes avait chuté. Mais cela ne signifiait pas un désintérêt des bases envers leurs organisations, ou la paralysie. Beaucoup d'observateurs à l'époque, et

d'historiens depuis, ont noté plutôt que la vie interne des organisations témoignait alors d'une instabilité inhabituelle produite par l'insatisfaction de secteurs importants du syndicalisme : des directions traditionnelles étaient renversées dans l'acier et chez les travailleurs de l'électricité, de même que chez les enseignants et les employés publics, alors que de fortes oppositions s'étaient aussi constituées dans beaucoup d'autres milieux. Généralement, l'insatisfaction à la base relevait de l'incapacité des dirigeants, jugeait-on, à protéger les membres des conséquences des changements technologiques ou à faire face aux employeurs. Cette instabilité donnait lieu aussi à une croissance en nombre des grèves sauvages, contre l'augmentation des cadences en particulier et du fait de conflits locaux récurrents⁵⁰. En tout état de cause, elle s'avère rétrospectivement signe avant-coureur de remuements profonds à l'intérieur des syndicats et dans l'exercice de la négociation collective qui allaient bientôt se faire jour.

D'une certaine manière, l'AFL-CIO sera la principale victime de son propre conservatisme. Le manque d'initiative dans la bataille des droits civils et la défense de ses orientations habituelles et du fonctionnement coutumier de ses structures l'éloigneront des forces de renouveau, même si leur pression se manifesterait aussi en son sein. Il reste vrai que la centrale maintient en politique intérieure des positions de principe généralement progressistes ; par exemple, en 1960 et 1970, elle sera partie prenante d'une vaste coalition *labor-liberal-civil rights* qui a raison des tentatives de nomination à la Cour suprême de Clement Haynsworth et J. Harold Clement (par le président Nixon), qu'on jugeait préjudiciables à la promotion de l'égalité raciale et au respect des droits syndicaux⁵¹. Le lobbying de la centrale à Washington s'active toujours puissamment du côté des droits civils et de l'élargissement des politiques sociales. Mais la dynamique ascendante des actions revendicatives, des aspirations au changement et de l'opposition politique va maintenant déborder largement ce que la substance et les formes de l'intervention sociopolitique de l'AFL-CIO peuvent accueillir et tolérer. Cette dynamique est plutôt portée par ce qu'on appellera les nouveaux mouvements sociaux des années 1960.

2. DE NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

Les processus de transformation profonde que connaît la société américaine durant les années 1960 ne reposent pas sur le mouvement ouvrier organisé ; celui-ci d'ailleurs les craindra souvent, voire les combattra. Globalement, il paraît se situer à contre-courant des pulsions qui les animent. Il nous faudra envisager, pour notre propos, ce que cette affirmation signifie quant au mouvement ouvrier considéré sous l'angle plus général du mouvement de classe. Mais il est un fait que les dynamiques de progrès et de transformation seront

largement identifiées, à bon droit, aux mobilisations de base et aux victoires de la population noire, à la contestation de la jeunesse et à la très large opposition à la guerre du Vietnam, puis à l'action et au développement du mouvement féministe. Par exemple, c'est la lutte contre la ségrégation et pour la conquête de l'égalité raciale qui réussira à changer le « Sud » et, dans ce cadre, à y entraîner progressivement un renouvellement de la signification du vote démocrate – vieil objectif que le syndicalisme avait notamment poursuivi avec l'opération Dixie et qu'il n'avait jamais réalisé.

Voilà pourquoi il nous paraît nécessaire, à ce stade, de donner quelques indications quant au développement de ces nouveaux mouvements, sous l'angle de leur influence sociopolitique, eu égard aux positions du syndicalisme. La nouveauté desdits mouvements se définit prioritairement par l'importance de cette influence plutôt que par l'idée d'un surgissement de préoccupations qui n'auraient jamais été considérées par le passé.

On aura compris que la notion de mouvement, par exemple celle de mouvement des droits civils, ne sera pas utilisée dans ce texte selon l'acception courante d'une organisation aux contours clairement définis et qui agit en tant que groupe particulier. Nous lui conférerons plutôt, dans chacun des cas traités, la signification de l'ensemble des initiatives, interventions, courants et mobilisations, de l'élan aussi, qui se manifestent alors en fonction de la revendication globale qui lui est propre. Et, dans chacun de ces cas, cette revendication met en cause des rapports de pouvoir et une hiérarchie de l'autorité, publique et privée, situés au cœur de la vie politique et sociale des États-Unis.

i. MOUVEMENT NOIR ET MARCHÉ SUR WASHINGTON EN 1963

Dès la fin des années 1950, la jeunesse noire étudiante fit montre d'une certaine impatience devant les méthodes traditionnelles, jugées timorées, des grandes organisations établies, telle la NAACP. Celle-ci mit alors sur pied des « conseils de la jeunesse », afin « de canaliser la révolte des jeunes ». Ces conseils furent associés aux premières actions directes de lutte contre la ségrégation, les fameuses occupations des lieux dans les restaurants et les bars du Sud interdits aux Noirs. Il faut croire que ce type d'initiatives correspondait à un état d'esprit se répandant au sein de la jeunesse noire, puisque déjà étaient passés à l'action, sur un même terrain, les étudiants de Greensboro dont nous avons parlé ; et nous savons aussi les suites immédiates que connut leur manifestation assise dans plus de soixante villes du Sud. Du sein de cette agitation d'un type nouveau, les jeunes militants décidèrent de constituer leur organisation indépendante, le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC, « comité étudiant non-violent de coordination »), officiellement créé le 16 avril 1960.

Nicole Bacharan a souligné déjà que, si le type d'interventions que privilégiaient ces étudiants pouvait effrayer les « leaders plus âgés », Martin Luther King « trouvait [plutôt] une inspiration nouvelle dans l'ardeur des étudiants et leur détermination⁵² ».

L'année suivante fut celle des Freedom Rides, dont l'idée avait été lancée par une organisation regroupant des membres blancs et noirs, le Congress of Racial Equality» (CORE, Congrès de l'égalité raciale); cette organisation, fondée durant la Deuxième Guerre mondiale, se donnait pour but de lutter contre la discrimination et la ségrégation par des moyens non violents. La brutalité et les coups avec lesquels les Freedom Riders furent accueillis partout durcirent par ailleurs les points de vue du SNCC, qui remit en question bientôt ouvertement le bien-fondé d'une stratégie qui laissait sans défense devant les agressions de foules blanches et de forces de police racistes. On sait que ce *questionnement* allait conduire éventuellement des fractions significatives du mouvement noir à opter pour ce qu'elles appelleront l'autodéfense (armée). King présidait alors la Southern Christian Leadership Conference (SCLC, « conférence du leadership chrétien du Sud »), une organisation rassemblant principalement des Églises noires afin de lutter contre la ségrégation.

La pensée sociopolitique de King connut durant cette période une évolution certaine. Sans que nous en fassions l'étude, il nous paraît nécessaire de souligner certains des traits qui caractérisent cette évolution. La lutte contre la ségrégation et la discrimination se transporta en 1963 dans des centaines de municipalités, dès le début de l'année à Birmingham, où les Voyageurs de la liberté avaient été sévèrement *tabassés* et qui représentait, selon King, la « ville la plus ségréguée des États-Unis ». À ce moment, écrit Bacharan, « la pensée non violente de King s'était nettement modifiée ». Le pacifisme du départ n'était pas suffisant pour ébranler « le Sud ni le gouvernement fédéral [qui] ne se laisseraient pas convaincre par la logique ou les bons sentiments ». Il passa ainsi du pacifisme à la résistance passive et, enfin, à la désobéissance civile de masse non violente. Comme il l'écrivit explicitement, alors qu'il était emprisonné à Birmingham, « l'objectif de l'action directe » est de forcer une « communauté [qui a] constamment refusé de négocier » à se plier enfin à cette nécessité par la crise que l'on crée. Notre message n'acquiert pas suffisamment d'écho autrement⁵³.

Mais cette évolution quant à la stratégie de son combat correspondit probablement à l'évolution que l'on constate tout aussi bien de ses conceptions politiques et sociales. Car King en vint à considérer, selon ses termes, que l'« intégration véritable signifie le partage du pouvoir », c'est-à-dire une redéfinition, à tout le moins partielle, des rapports politiques et des rapports

économiques dominants. « Il défend[dit] l'idée d'un revenu minimum garanti et d'une redistribution fondamentale des richesses », idée qu'il compléta d'« une défense du socialisme à la suédoise ». Pourtant, l'élément peut-être le plus spectaculaire alors de ce qui s'apparentait à une rupture avec des piliers de l'ordre ambiant fut sa condamnation de l'engagement américain au Vietnam en 1967. S'il avait, « depuis 1965 [...] appelé à un règlement négocié du conflit vietnamien », jamais il ne s'en était pris au gouvernement américain comme à la cause première de la violence dans le monde. Il prôna notamment un « cessez-le-feu unilatéral » et encouragea « les jeunes à l'objection de conscience⁵⁴ ». Ce discours constitue, de fait, une véritable mise en accusation de la politique menée par l'Administration démocrate du président Johnson, une déclaration formelle par laquelle King rompt avec le président.

En tout état de cause, l'évolution de sa pensée sociale et politique, nettement orientée à gauche, rend compte de ce que Martin Luther King en vint à donner au mouvement des droits civils « un nouvel objectif – obtenir des droits économiques pour les travailleurs noirs grâce à la syndicalisation ». Très vite, sur cette lancée, on considéra donc que, pour la majeure partie de la population noire, « la lutte en faveur de l'égalité économique » serait menée comme lutte syndicale. Voilà pourquoi, en 1968, King vint appuyer la lutte des éboueurs de Memphis, en très grande majorité des Noirs, qui voulaient la reconnaissance de leur syndicat par la municipalité, le « précompte syndical et des améliorations au chapitre des salaires et des conditions » de travail. King prononça à cette occasion l'un de ses discours historiques, dans lequel il associa la lutte de Memphis à celle de la liberté en Afrique du Sud. Il y fut assassiné le 4 avril 1968⁵⁵.

La grève des éboueurs de Memphis fut néanmoins victorieuse. Elle représenta, selon une appréciation courante, « l'exemple le plus célèbre de la fusion du mouvement des droits civils et du mouvement ouvrier », c'est-à-dire de la fusion des énergies de la lutte des droits civils et du mouvement de classe des prolétaires noirs. Elle fut symbolisée par le travail en commun de King et de William Lucy, un dirigeant noir du syndicat des AFSCME, syndicat « d'employés publics » alors en pleine expansion. On ne s'y trompa d'ailleurs pas du côté de leurs opposants, certains s'en prenant alors directement aux quartiers noirs⁵⁶. Cette « fusion » apparaissait aussi comme un produit des grandes mobilisations de la population noire, qui tendaient à agiter maintenant tous ses secteurs. Les leçons et l'approfondissement de ces mobilisations, d'un côté, l'évolution de la pensée de King, de l'autre côté, étaient évidemment liés, mais le mouvement noir se manifestait aussi sur plusieurs terrains qui n'avaient pas été défrichés par King. Mentionnons quelques grandes étapes de ce

développement d'ensemble, qui interpellèrent souvent le syndicalisme, directement ou indirectement.

Ainsi en fut-il de la position que devait adopter l'AFL-CIO à l'endroit de la grande marche sur Washington en août 1963. On sait que cette manifestation, qui rassembla quelque 250 000 personnes – à ce moment, la plus importante manifestation qu'avaient connue les États-Unis – constitua la pointe avancée de cette année de lutte contre la discrimination et la ségrégation qu'avait ouverte la campagne de Birmingham. Son comité organisateur était tout entier composé de syndicalistes et de personnalités liées à l'histoire du socialisme, au premier chef A. Philip Randolph lui-même, à l'exception de l'une d'entre elles⁵⁷. La marche fut tenue sur l'objectif « Jobs and Freedom », c'est-à-dire « des emplois et la liberté ». Plusieurs organisations allaient éventuellement coparrainer la manifestation, la SCLC, la NAACP, le National Council of Churches, l'American Jewish Congress⁵⁸, etc., mais pas l'AFL-CIO

Son conseil exécutif, sous la pression continue et intransigeante de George Meany, refusa majoritairement d'engager la centrale. Deux oppositions seulement se manifestèrent en son sein : les voix de Walter Reuther et de Randolph. Réuni à la mi-août 1963, le conseil ne put s'entendre, écrivit-on, sur la valeur de la marche « comme tactique législative » ou même s'il était nécessaire de se prononcer « vu que la marche allait avoir lieu de toute façon ». Le but principal était de s'assurer que le nouveau projet de loi sur les droits civils que pilotait l'Administration Kennedy soit adopté ; comme ce projet ne comportait pas de mesures pouvant écarter la discrimination à l'embauche et au travail, le conseil exécutif annonçait par ailleurs son intention de promouvoir une loi qui interdirait toute forme de discrimination de cette nature. La centrale laissait néanmoins pleine liberté à ses syndicats affiliés de participer à la marche du 28 août et elle faisait part de son intention de mettre sur pied, dans une trentaine et peut-être une quarantaine des plus grandes agglomérations urbaines du pays, des comités biraciaux (*biracial*) devant viser à faire disparaître la discrimination dans tous les milieux⁵⁹.

Walter Reuther, de son côté, disait craindre alors le développement d'une situation de « guerre civile » si des mesures vigoureuses n'étaient pas prises rapidement pour garantir l'égalité citoyenne des Noirs américains et l'amélioration de leurs conditions de vie. Il annonçait que son syndicat allait participer massivement à la marche de Washington – il tint parole – et, tout en refusant l'idée de quotas qui assureraient l'embauche de travailleurs noirs, il acceptait dorénavant le « principe d'un traitement spécial » d'aide à la jeunesse noire pour qu'elle soit mieux préparée au marché du travail. Il soulignait, par ailleurs, que l'AFL-CIO appuyait le projet de loi sur les droits civils

et voulait que lui soit ajoutée une section sur des « pratiques équitables en emploi⁶⁰ ». On aura noté que ce dernier élément (l'ajout d'une section) est différent de la position ci-dessus mentionnée de Meany au sujet d'une loi particulière complémentaire à cet égard. En tout état de cause, à Washington le 28 août, on retrouva côte à côte sur le podium, s'adressant à la foule, A. Philip Randolph, John Lewis, leader noir du SNCC, Walter Reuther et Martin Luther King⁶¹. Bien qu'il n'existe pas, à notre connaissance, de décompte convaincant des syndiqués blancs présents à la marche, on sait que plusieurs centaines d'instances et de syndicats locaux, tout comme de grandes fédérations, telles les ILGWU, les IUE, l'AFSCME, les UAW bien sûr⁶², assurèrent la participation de milliers d'entre eux.

Les frères Kennedy, le président John F. et l'Attorney General Robert, virent d'abord d'un mauvais œil la marche sur Washington, craignant des débordements, des initiatives et des mouvements de foule incontrôlables ou des discours incendiaires. Ce qui rendrait fort problématique, pensaient-ils, l'adoption de leur projet de loi par le Congrès. Selon le biographe Nelson Lichtenstein de Walter Reuther, ce dernier fut alors joint par l'Administration afin qu'il voie comment s'assurer que la dynamique sociopolitique en plein essor et les démarches présidentielles puissent rester compatibles. La même intercession fut demandée du grand philanthrope Stephen Currier, qui réussissait à l'époque à amasser des centaines de milliers de dollars pour venir en aide aux organisations noires, y compris au SNCC. Car, fait remarquer Lichtenstein, King « conserva toujours sa liberté et l'autonomie du mouvement au nom duquel il parlait » ; il n'était certes pas un opposant à la présidence de Kennedy, mais il ne s'orientait pas en fonction de ses *desiderata*. Voilà pourquoi on eut recours à l'intermédiaire Reuther. Celui-ci agit notamment en amenant un élargissement du comité d'organisation de la marche, par le fait même son comité d'orientation, à des représentants des confessions religieuses et à sa propre participation. Cela eut pour conséquence, éventuellement, de « diluer » le caractère social de la manifestation et de centrer son objectif sur l'appui au projet de loi sur les droits civils du président, aussi « limité » fût-il alors⁶³.

L'AFL-CIO resta donc officiellement coite en août 1963, bien que ses grands syndicats fussent libres de participer ; plusieurs le firent, mais l'institution du syndicalisme considérée comme un tout à l'échelle nationale fut absente. Ce refus de s'engager illustra de manière éloquente les craintes de la haute direction de la centrale devant les mobilisations de masse récurrentes, que Meany considérait « dangereuses, imprévisibles et potentiellement contre-productives » ; d'aucune façon ne voulait-il « associer le monde ouvrier à quelque programme radical de changement social » ou à quelque plateforme fondée sur « des mobilisations massives de pauvres ou de minorités raciales » ;

de là, une méfiance certaine envers l'action de Martin Luther King⁶⁴, par exemple. Ce positionnement reflétait cependant, tout en l'amplifiant, une faiblesse idéologique et politique du syndicalisme qui menaçait son statut dans la société. Le fait que la présidence des États-Unis ait eu à s'adresser à Reuther pour la poursuite de ses propres objectifs, et non à Meany et aux états-majors à la tête de la centrale, montre que celle-ci s'éloignait d'elle-même de dynamiques au cœur des phénomènes de progrès social durant ces années. Ce qui ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences négatives pour la centrale.

Sur le terrain coutumier de ses activités politiques, l'AFL-CIO n'avait cependant pas modifié son orientation. Elle restait formellement et pratiquement partisane de la promotion des droits civils et de la mise hors la loi de la ségrégation ; et il est généralement souligné que les efforts de ses lobbyistes s'avèrent nécessaires pour que soient réunis au Congrès les nombres de votes assurant l'adoption des grandes lois en faveur de l'égalité des droits de la population noire. Même : la centrale contribua financièrement très tôt, comme certains de ses grands syndicats, au fonctionnement des nouvelles organisations noires et les journaux du monde ouvrier, comme le *AFL-CIO News*, condamnèrent continuellement et systématiquement, souvent à la une, la discrimination raciale et la ségrégation⁶⁵. Et quand Robert Kennedy chercha désespérément, pour éviter que croissent toutes les tensions, qui pourrait défrayer la caution des emprisonnés de Birmingham en 1963 – que la SCLC de King se refusait à payer –, il convainquit Reuther d'assembler les sommes exigées, auxquelles un « Meany hésitant » promit finalement une contribution de la centrale⁶⁶... Cela dit, on doit supposer que, n'eût été de la puissance des actions de base, sur le terrain, qui ébranlaient déjà la société américaine, les majorités favorables aux droits civils parmi les élus du Congrès se seraient avérées plus difficiles à rassembler, en dépit du lobbyisme de l'AFL-CIO ; et que Meany eût été fort réticent à engager des fonds en garantie des cautions de militants. Malgré tout, notons que l'AFL-CIO restait tout de même l'une des institutions sociales importantes se situant du côté du mouvement des droits civils.

ii. L'ÉTÉ DE LA LIBERTÉ ET LA FORMATION DU MISSISSIPPI FREEDOM DEMOCRATIC PARTY

Après les grandes marches de 1963, l'action principale du mouvement noir fut celle qu'on appela le Mississippi Summer Project, ou « projet de l'été au Mississippi », l'« Été de la liberté ». Des centaines d'étudiants et d'enseignants syndiqués, la « plupart blancs » et venant du Nord, envahirent alors le Mississippi pour visiter la masse des habitants dans les campagnes et pour aider

à ce qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales et s'organisent. Ce fut le moment aussi des « Écoles de la liberté », offrant des cours d'introduction au calcul et à la lecture, notamment. Plusieurs instances syndicales et plusieurs syndicats soutinrent et financèrent ledit projet, enseignants de New York et de Detroit, notamment, et l'American Federation of Teachers, des conseils du travail, les UAW, etc. L'inspiration et la direction de cette opération relevaient essentiellement du SNCC et du CORE. Parallèlement, mais se situant bientôt au cœur de cet Été de la liberté, naquit le projet d'un nouveau Parti démocrate pour le Mississippi (ou d'un Parti démocrate renouvelé) qui donna effectivement naissance au Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP, « Parti démocrate mississippien de la liberté »). À la fin d'août, alors qu'il comptait dorénavant plusieurs dizaines de milliers de membres, le MFDP envoya ses délégués au congrès à la nomination démocrate pour la présidence. Lyndon B. Johnson, le successeur de Kennedy était assuré de la victoire. Le MFDP décida de contester auprès de la Commission d'accréditation du parti la légitimité de la délégation officielle du Mississippi, qui émanait d'un processus de sélection tout entier réservé aux Blancs⁶⁷.

On se doute que la présence au congrès démocrate de deux délégations, concurrentes, en provenance du Mississippi allait provoquer un trouble certain, qui obligea une intervention directe de Johnson. La crise qu'elle exprima représente, à notre avis, le déchirement que supposait l'alignement du bipartisme du Sud sur les significations acquises par le bipartisme à l'échelle nationale. Nous nous y arrêtons plus loin dans ce chapitre. Mais soulignons qu'en cet été 1964 plusieurs des ghettos du Nord, par ailleurs, connurent des flambées de violence explosives. En 1965, la marche victorieuse de Selma à Montgomery contre la ségrégation et la répression en Alabama regroupa, avec King en tête du cortège, des « membres de l'exécutif de l'AFL-CIO, des syndicats de la construction [...] des camionneurs » et d'autres, un « appui sans précédent du mouvement ouvrier à une action directe de protestation⁶⁸ ». Ce niveau d'appui et de coopération entre le syndicalisme et le mouvement noir allait cependant s'estomper bientôt, sur l'écueil de positionnements sociopolitiques difficilement conciliables.

Mais à l'orée de la deuxième moitié de la décennie, et en dépit de sensibilités idéologiques et sociales différentes, leurs points de vue paraissent suffisamment semblables pour que leurs plateformes se rejoignent. Et même la violence des émeutes urbaines ne suscite pas de « réaction négative » (*backlash*) du côté des dirigeants syndicaux ; ils en concluent plutôt à la nécessité des politiques de promotion des droits civils complétées de réformes socioéconomiques en profondeur⁶⁹. Martin Luther King fera campagne en faveur de Lyndon B. Johnson en 1964, tout comme George Meany, le COPE de l'AFL-CIO et

Walter Reuther. La coalition libérale du New Deal s'avère payante : le pays est sur le point d'adopter un programme significatif d'élargissement des politiques sociales, le premier depuis le New Deal des années 1930, et il s'engage dans la voie d'une affirmation juridique définitive de l'égalité des droits citoyens de la minorité noire.

iii. LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE, LE REFUS DE LA POLITIQUE DES BLOCS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA NEW LEFT

Pour la première fois, la jeunesse va apparaître durant les années 1960 comme un intervenant de masse et une source d'opposition politique incontournables. Le milieu étudiant représentera le premier vivier de ces développements mais, comme nous le verrons plus loin, la jeunesse travailleuse sera également traversée de poussées de contestation notables. L'analyse de la société américaine, de sa culture, de ses valeurs, de l'évolution des modes de vie doit obligatoirement se pencher sur le mouvement propre de la jeunesse d'alors comme sur l'un des terrains premiers de ces phénomènes. Les développements que connaissent les organisations étudiantes constituent aussi un cadre solide de l'histoire sociale et politique de ces années, tout comme de l'histoire du socialisme.

De sorte que si, pour notre propos, les avancées et les caractéristiques du mouvement noir ont des répercussions plus directes, *inhérentes* pourrions-nous dire, la montée étudiante secouera aussi, plus *de l'extérieur* peut-être, le monde ouvrier. D'abord et avant tout sur le plan politique, puisque le mouvement étudiant sera le détonateur et le foyer de l'opposition, bientôt massive, à l'engagement au Vietnam, impulsion à une crise politique qui déstabilisera le fonctionnement des institutions publiques. Il importe donc que nous donnions quelques indications à son sujet.

L'organisation à laquelle s'identifie alors le mouvement étudiant est le Students for a Democratic Society (SDS), que nous avons déjà mentionné. Minuscule au début des années 1960-1970, le SDS comptera probablement quelque 100 000 membres à la fin de la décennie. Il n'a pas eu à établir de plan de recrutement pour atteindre ce nombre, ce sont plutôt des groupes radicalisés, fait-on remarquer, qui se constituaient en « chapitres » sur les divers campus et demandaient leur adhésion. À ce moment, selon diverses évaluations, près de 750 000 étudiants se disaient « new left⁷⁰ ». Le SDS est née d'une vieille organisation liée au Socialist Party, par ailleurs « moribond », la League for Industrial Democracy. Sous la direction nouvelle de Michael Harrington, qui venait de se joindre au Socialist Party, la League avait décidé en 1959 de relancer sa section étudiante, la Student League for Industrial Democracy

(SLID, « ligue étudiante pour la démocratie industrielle »), depuis longtemps tombée en désuétude. La SLID décida en 1960 de se transformer en Students for a Democratic Society (SDS). Le SDS fut officiellement formé à son congrès de 1962, sur la base d'une déclaration programmatique connue sous le nom de « Port Huron Statement », selon le nom d'une résidence d'été des UAW où la déclaration avait été rédigée⁷¹.

Cette dernière remarque permet d'attirer l'attention sur les liens, même s'ils sont limités, entre la New Left, entendue comme volonté de transformation de la société, valeurs démocratiques et égalitaires et mobilisations de base, et certains cadres de l'action militante du passé, syndicats industriels et traditions socialistes. Les UAW mettent certaines de leurs installations à la disposition du SDS, après avoir financé la SLID, cependant que le syndicat des *packinghouse workers* paient « l'impression de milliers de copies de la déclaration de Port Huron »; d'autres syndicats vont aussi financer les activités du SDS dans les années qui viennent⁷², cependant que la filière politique de l'origine immédiate du SDS la situe en prolongement de courants de la gauche non stalinienne restés indépendants des démocrates, ou maintenant l'idée de cette indépendance. Le *Port Huron Statement* témoigne de ces linéaments⁷³, surtout, précise Kevin Boyle, que les premiers leaders du SDS sentent qu'ils ont besoin des ressources que le syndicat de l'automobile peut fournir : ils veillent donc à ce que leurs proclamations soient compatibles avec les siennes, même s'ils considèrent, de fait, que Reuther ne se situe pas réellement à la gauche de Kennedy et de Meany⁷⁴.

La déclaration de Port Huron, plus généralement, met en avant un objectif de « démocratie de participation », « d'autogouvernement populaire » et de « justice sociale ». Elle ne reprend pas les « catégories analytiques du marxisme », et n'invoque pas, a fait remarquer Aronowitz, les idées de « contrôle ouvrier » ni de « révolution »; elle n'utilise pas non plus le mot « socialisme ». Elle cherche manifestement à rompre avec la *vieille gauche*, en réinventant le discours de la dissidence radicale. Les fondateurs du SDS refusent explicitement de se définir en fonction des vieux débats, par exemple sur l'Union soviétique, et rejettent la politique de la *labor-liberal alliance* comme une orientation de la gouverne d'un système sociopolitique qu'ils veulent plutôt remodeler de fond en comble. Mais, ce faisant, ils rejettent aussi l'anticommunisme de principe, c'est-à-dire l'exclusion obligée du Communist Party et de ses membres déclarés des actions qu'on engage et des discussions que l'on mène. Pour le SDS, le climat de la « guerre froide était responsable de la destruction des possibilités de [démocratie] participative, il avait servi à camoufler une volonté de contrôle et de gestion centralisés de la vie quotidienne [de la population], [une idéologie] ayant servi à réduire le rêve américain à une expression rituelle de

conformisme». Voilà une position que ne purent cependant accepter Harrington, toujours dirigeant de la LID, et les quelques autres socialistes qui avaient survécu à l'époque du maccarthysme⁷⁵.

Dans le conflit entre les blocs de l'Ouest et de l'Est, les socialistes non membres du Communist Party aux États-Unis en étaient majoritairement venus à prendre la part de leur pays, ou à juger que la défense de la liberté se trouvait, en fin de compte, du côté de l'Ouest, ainsi que l'a établi Stanley Aronowitz. Ce fut même vrai de gens qui, comme Harrington, non seulement s'opposèrent au maccarthysme, mais défendirent expressément le droit du Communist Party à une existence légale aux États-Unis. En tout état de cause, le refus de se plier au rituel de la mise au ban des communistes amena sur le SDS l'ire des socialistes anti-URSS, dont Harrington. Cette position de la jeune organisation témoigna ainsi rapidement du degré élevé de la dissidence dont elle ferait preuve à l'endroit de la société américaine *établie* et de sa volonté d'« autonomie » face à la vieille gauche⁷⁶.

Cela dit, le SDS en vint lui-même à se poser la question de l'agent privilégié de transformation de la société. Au début de la décennie 1960-1970, ses membres ne croyaient pas que ce rôle d'agent social de la transformation souhaitée revenait à la classe ouvrière, dont les organisations étaient partie prenante de la coalition *new deal* tout entière intégrée à la gestion politique du *système*. Ce qui amena le SDS à élaborer en 1963 un programme d'intervention et d'organisation dans les quartiers pauvres et les quartiers noirs des grandes villes, pour combattre la pauvreté, incontestablement, mais aussi parce que, plus ou moins explicitement, on pensait que les pauvres et les Noirs opprimés pourraient constituer cette force de transformation. Ce programme prit le nom d'« Economic Research and Action Projects » (ERAP, « projets de recherche économique et d'action »), et il fut aussi soutenu par plusieurs syndicats ; les étudiants du SDS furent ainsi amenés à intervenir, par de tels « projets » locaux, dans le Sud profond, où ils nouèrent des liens avec la lutte antiségrégationniste... Certains courants du SDS pensèrent plutôt que la jeunesse en tant que telle serait la force principale du changement, surtout que le poids des étudiants noirs, notamment avec le SNCC, grandissait sans cesse⁷⁷. Mais c'est véritablement avec la montée de l'opposition à la guerre des États-Unis au Vietnam et le rôle que le SDS y tint, notamment en organisant la première manifestation radicale de désapprobation à son endroit, que le SDS allait se construire en organisation de masse.

Parallèlement à ces développements était apparue, aussi en 1959, une revue lancée par quelques étudiants de gauche appelée *Studies on the Left*. Selon deux membres importants de son comité de rédaction, la revue visait, d'un

côté, à « faire revivre [la recherche] érudite radicale aux États-Unis et à créer une nouvelle compréhension radicale de l'économie américaine »; d'un autre côté, elle voulait également « contri[buer] à la conscience [sociale] et au développement idéologique » des nouveaux courants militants critiques. *Studies on the Left* ne fut jamais la revue du SDS, encore moins son organe politique ou théorique. Mais les liens furent très étroits entre les dirigeants des deux groupes de jeunes, des membres de l'un et de l'autre siégeant à leurs comités directeurs à divers moments. Comme l'expliquent encore ces deux membres du comité de rédaction de la revue, l'agitation dans le Sud et les dynamiques sociopolitiques en développement sur les campus du Nord amenèrent bientôt la revue à tenter de se rapprocher de ces mouvements concrets de lutte et de protestation; inéluctablement, elle en vint, comme les membres du SDS, à poser la problématique de l'agent social de transformation sociopolitique et économique aux États-Unis. Et comme ce fut le cas à le SDS, les réponses ne furent pas unanimes à cet effet ni fixes. Mais *Studies on the Left* chercha précisément les voies et les fondements d'un programme socialiste en mesure de répondre aux aspirations et aux questionnements qui fusaient de toutes parts au sein de la jeunesse contestataire. En ce sens, la revue se trouva à réhabiliter en quelque sorte l'idée du socialisme au cœur de la protestation étudiante⁷⁸.

Intellectuellement, *Studies on the Left* représente donc l'expression théorique principale de (ce que l'on appelle) la New Left. Elle disparaît en 1967, sous l'effet de divergences exacerbées quant aux tâches militantes à favoriser... Mais, entre 1959 et 1967, elle a réussi à formuler analytiquement plusieurs des points de vue centraux du mouvement contestataire de la jeunesse étudiante aux États-Unis: les libéraux américains comme initiateurs et complices du maccarthysme; le refus des références de la « guerre froide » pour juger de la situation au Vietnam, ce qui entraîne le refus tout aussi ferme d'assortir la condamnation de la « présence américaine au Vietnam » d'une condamnation symétrique du « totalitarisme communiste », puisque la protestation de la jeunesse vise l'engagement militaire américain dans une guerre d'indépendance nationale, etc. Sur le terrain de la critique implicite de la politique des blocs, à laquelle s'était intégrée la gauche libérale du pays, on allait bientôt ajouter des visions teintées de tiers-mondisme. On rejetait donc le libéralisme de guerre froide en s'appuyant sur des études historiques parfois inédites et des analyses souvent de haut niveau⁷⁹.

Mais, en dépit de cette dynamique d'ensemble incontestablement oppositionnelle, la coalition libérale au sein du Parti démocrate et le Parti démocrate lui-même, dans son face-à-face avec le Parti républicain, gardent jusqu'au milieu de la décennie l'attrait d'une gauche traditionnelle; en d'autres mots, l'attrait qu'une gauche traditionnelle peut exercer sur des forces de changement

qui se cherchent politiquement. Par exemple, dans l'affrontement entre Lyndon B. Johnson et Barry Goldwater aux présidentielles de 1964, que Meany voyait comme un affrontement limpide entre le « libéralisme » et le « conservatisme », le président sortant se faisait valoir comme le gouvernant modéré sur la question vietnamienne face à un va-t-en guerre républicain qui, sûrement, lancerait le pays dans une escalade aux conséquences imprévisibles. De sorte que, à ce stade et aussi surprenant que cela puisse paraître, le SDS décida d'appuyer la candidature de Johnson (tout comme Chomsky, d'ailleurs), sous le slogan *Part of my Way with L.B.J.*, c'est-à-dire « un bout de chemin avec L.B.J.⁸⁰ ». L'escalade allait pourtant venir avec « L.B.J. », ce qui modifierait toutes les données. Mais pour l'instant, la campagne de Johnson sembla aussi démontrer que la coalition *new deal*, ou libérale, conservait des dimensions positives.

iv. LA RELANCE DU FÉMINISME ; LES FEMMES ET LA CONTESTATION POLITIQUE

On a souligné dans le chapitre précédent les initiatives de la présidence Kennedy en faveur de l'égalité sociale des femmes. L'Equal Pay Act et la directive adressée à toute la fonction publique fédérale que le recrutement devait dorénavant se faire « sans considération d'appartenance à un sexe » brisaient déjà avec des normes et des orientations bien établies. Et la dynamique sociopolitique que suscita la commission d'enquête fédérale sur le statut des femmes se répandit rapidement dans plusieurs États. Malgré les difficultés que supposa la mise en pratique de ces décisions, le gouvernement sut aussi réaliser des percées significatives au sein du secteur privé, y compris dans le Sud. Mais, déjà durant les années 1950-1960 et en amont de ces développements, certaines organisations de femmes, par exemple l'American Association of University Women (« association américaine des femmes universitaires ») avaient, du fait même de leur propre existence, servi à assurer une présence féminine dans des champs d'expertise habituellement réservés aux hommes. Et il n'est pas banal qu'en 1963 parurent à la fois le rapport sur le statut des femmes commandé par le président Kennedy et le livre de Betty Friedan, *The Feminine Mystique* (en français, *La femme mystifiée*), que l'on considère généralement comme l'acte de naissance d'un deuxième mouvement féministe, le féminisme de la deuxième vague.

Ce nouveau féminisme s'érigeait en quelque sorte sur les acquis de nature juridique obtenus alors depuis des décennies ; le but, maintenant, serait de transformer la situation concrète des femmes, de les émanciper, en quelque sorte, de normes qui les diminuaient, personnellement et socialement. « Accusant les éducateurs, les publicitaires, les psychologues et les sociologues

fonctionnalistes d'avoir forcé les femmes à sortir de la vie publique et à se retrancher dans une vie domestique passive et infantilissante, [Friedan] prônait l'intérêt du métier pratiqué hors de la maison [...], là se trouvait la solution⁸¹ ». Le livre de Betty Friedan devint sur-le-champ un succès de librairie, l'auteure recevant un « déluge de lettres » de lectrices la remerciant et désirant lui faire part de leur propre expérience de vie⁸².

À l'occasion des travaux de la commission fédérale et des commissions d'État sur le statut des femmes, des participantes – singulièrement des syndicalistes femmes déléguées par les UAW, comme le souligne l'historienne Sara Evans – sentirent le besoin de se doter d'une voix politique indépendante. De là naquit la National Organization for Women (NOW, « organisation nationale pour les femmes »), à l'instigation en particulier de Betty Friedan. On voulait, par exemple, être en mesure de faire pression sur les élus et d'engager des campagnes auprès du Congrès⁸³. Ce que l'on testa, avec succès, dès 1964.

En effet, dans le projet de loi sur les droits civils, tel qu'il était amendé en 1964, la section VII (Title VII) visait à interdire « la discrimination dans l'emploi pour des raisons de race, de religion ou d'origine nationale ». Les militantes femmes s'engagèrent alors dans une campagne soutenue pour que « la discrimination sexuelle tout autant que la discrimination raciale soit dorénavant illégale », c'est-à-dire pour que « le mot "sexe" » soit ajouté « à la liste des discriminations » qui seraient dorénavant prohibées. Le sénateur Howard Smith de la Virginie accepta de proposer un amendement à cet effet au projet de loi. Quel que soit le jugement que l'on porte sur les idées de Smith quant à l'égalité des droits pour les femmes (certains historiens écrivent qu'il en était partisan, d'autres que sa démarche était purement tactique), tous semblent évaluer que son but premier avec cet amendement était de faire battre le projet de loi sur les droits civils. Sudiste ségrégationniste convaincu, Smith évaluait que l'ajout de son amendement garantirait la défaite du projet de loi dans son ensemble. Mal lui en prit ; grâce au travail de lobbying et de pression mené notamment par des élus et des syndicalistes femmes, ces dernières souvent à l'initiative de la responsable du Bureau des femmes au syndicat des UAW, Caroline Davis, le projet de loi fut adopté avec l'amendement de Smith. Mentionnons d'ailleurs que ce bureau des UAW assura durant la première année d'existence de la NOW la gestion de son courrier⁸⁴.

À compter de la deuxième moitié de la décennie, la mise en question des normes régissant les idéaux types de la féminité traditionnelle entraîna des interventions encore plus déstabilisantes pour les valeurs les plus solidement établies : s'ouvrit en effet largement ce que plusieurs aujourd'hui désignent comme un processus de transformation culturelle fondamentale dans les

rapports hommes-femmes et même les rapports de pouvoir au sein de la société. Il ne sera plus simplement question d'un accès égal à toutes les possibilités de réalisation de soi, mais d'une réelle déconstruction progressive des identités assignées aux individus. S'engageait ainsi l'action du mouvement de libération des femmes (women's lib). En déboulonnant les rapports de sujétion que supposent les identités assignées, les choix de vie, jugeait-on, pourraient devenir véritablement libres et volontaires...

Il s'avère incontestable que l'énergie des jeunes militantes du mouvement de libération des femmes fit du féminisme un courant politique dominant de contestation de la société instituée, comme le mouvement noir, le mouvement étudiant et, toujours plus durant la deuxième moitié de la décennie, le vaste mouvement d'opposition à la guerre. La critique des valeurs dominantes, la critique par exemple de la famille traditionnelle, rapprochait l'une de l'autre la contestation féministe et celle des jeunes; les étudiants du SDS s'enthousiasmèrent pour la lutte des droits civils, à laquelle plusieurs se joignirent, cependant que les femmes faisaient preuve dans le Sud, notamment, de qualités de leadership et d'un courage personnel hors du commun. La mise en cause, en plusieurs dimensions, de la légitimité de piliers importants de la société américaine promettait donc des transformations en profondeur. Surtout que les militantes prirent aussi conscience que, dans la New Left et le mouvement noir, les femmes restaient malgré tout prisonnières de schèmes coutumiers de la division des tâches entre hommes et femmes: peu de femmes à des postes officiels de direction, concentration même dans les tâches d'intendance⁸⁵. Travaillant ensemble et agissant en mouvement, ces militantes furent de plus aux prises avec de nouvelles questions de programme et de stratégie. Ainsi: les «hommes étaient-ils l'ennemi, ou bien était-ce le "système"? Les femmes devraient-elles continuer à apporter leur participation à la gauche dominée par les hommes, ou devraient-elles se séparer et travailler uniquement avec les autres femmes?» Etc.⁸⁶

L'agitation que produisait cette deuxième vague du féminisme permit au bout d'un temps des victoires politiques importantes, dont le nombre fut sans précédent sur plusieurs terrains: durcissement des réglementations interdisant la discrimination à l'embauche et dans le monde du travail, augmentation très significative du nombre de déléguées femmes aux congrès à l'investiture présidentielle des deux grands partis (40% chez les démocrates en 1972 contre 13% en 1968; 30% chez les républicains en 1972 contre 17% en 1968), arrêt de la Cour suprême dans la cause *Roe v. Wade* en 1973 qui étendait le droit à l'avortement à tous les États, etc.⁸⁷

De la même manière, cette agitation et ces questionnements sur les phénomènes de sujétion conduisirent à sortir des milieux intellectuels et bourgeois blancs, sûrement et en partie sous l'impulsion aussi des luttes populaires contre la discrimination raciale, et à se pencher sur la réalité sociale que vivaient la majorité des femmes. «Concurremment», il s'avère évident que l'effet du féminisme fut ressenti dans les milieux de travail et qu'il y secoua éventuellement le syndicalisme. La conscience *féministe* pénétra les milieux de travail. Des secrétaires refusèrent de préparer et de servir le café, mirent sur pied un petit groupe d'intervention, sans la présence active de syndicats – auxquels leur groupe s'associa néanmoins par la suite. En 1974 fut créée la Coalition of Labor Union Women (CLUW, «coalition des femmes syndiquées»), cependant qu'étaient apparus dans plusieurs syndicats des «caucus de femmes⁸⁸». S'il y avait conjugaison des dynamiques de nature classiste et des dynamiques de la lutte des droits civils, il y eut aussi conjugaison du caractère revendicateur, et même frondeur, du nouveau féminisme avec l'esprit de milliers de militantes syndicales; l'époque devenait celle de l'expansion massive des services publics et de leur syndicalisation, cadre d'une amélioration marquée des conditions de vie de dizaines de milliers de femmes (indépendance économique, notamment) et de leur participation à de grandes organisations d'action sociale et communautaire.

v. LA FORCE DU SYNDICALISME

Voilà qui amenait, à l'intérieur même de la centrale, une présence socio-politique beaucoup plus grande que par le passé des femmes syndiquées et des revendications propres aux femmes dans la société. Cela se manifesta, notamment, par la nouvelle position qu'adopta l'AFL-CIO à son congrès de 1973 sur le principe d'un Equal Rights Amendment (ERA, «amendement sur l'égalité des droits») en faveur de l'égalité des femmes. Selon un article de Marvin Caplan dans la revue *Dissent*, c'est précisément sous «la pression des femmes syndiquées» que l'AFL-CIO décida alors de se joindre à la campagne qui s'ouvrait pour l'adoption d'un tel amendement⁸⁹.

Traditionnellement, le syndicalisme et plusieurs personnalités et groupes engagés dans les efforts de promotion de l'égalité citoyenneté des femmes avaient exprimé des réserves quant à l'opportunité d'un ERA. Soit que l'on craignait qu'il entraîne la disparition de mesures protectrices qui avaient au fil des ans été votées et instaurées au bénéfice propre des femmes, par exemple pour le travail de nuit, soit que l'on jugeait que les divers articles du Bill of Rights tels qu'ils avaient été amendés historiquement garantissaient déjà l'égalité: on n'avait qu'à forcer leur mise en application pour les femmes. C'est ainsi

que la commission présidentielle sur le statut des femmes, à la tête de laquelle on retrouvait pourtant Eleanor Roosevelt, s'opposa à l'idée de l'ERA⁹⁰. Mais, en dépit des gains réalisés par le féminisme au début de la décennie 1970-1980, le projet d'un amendement à la constitution non seulement refit surface, mais fit bientôt l'unanimité parmi les groupes qui s'en réclamaient peu ou prou.

Évidemment, personne ne croyait que toutes les inégalités fondées sur les différences entre les sexes disparaîtraient ainsi par la grâce d'une seule mesure. Mais, au bout d'un temps, on pensa qu'un tel amendement fournirait une base juridique déterminante à la promotion de l'équité dans chaque secteur de la société. Il devenait en effet difficile et extrêmement lourd de faire disparaître au cas par cas les phénomènes multidimensionnels d'inégalité. C'est pourquoi s'engagea durant les années 1970 la vaste campagne en faveur d'un Equal Rights Amendment, qui allait se poursuivre jusque dans la décennie 1980-1990. Nous y reviendrons.

En tout état de cause, les multiples percées déjà réussies par le mouvement des femmes modifieront largement les rapports entre les sexes dans la société américaine. Non pas que ces rapports seraient dorénavant exempts de phénomènes de domination et d'exploitation ni modelés sans la pression de ces phénomènes, mais parce qu'ils ne seront plus jugés à l'aune des seules valeurs traditionnelles – et qu'ils seront pour une part réellement transformés. Il eût été surprenant qu'une telle dynamique sociale ne secoue pas le syndicalisme. Surtout qu'elle se conjuguaît aux autres processus de contestation et d'ébranlement de l'ordre sociopolitique que nous avons présentés.

Dans un rapport interne discuté par l'exécutif de l'AFL-CIO en 1966, on notait d'ailleurs que «25 % de tous les syndiqués ont moins de 30 ans et près de 50 % ont moins de 40 ans. [Qui plus est] 25 % d'entre eux ne sont membres d'un syndicat que depuis cinq années ou moins, et 46 % depuis dix ans ou moins [...]. Ces jeunes gens n'ont pas présent à l'esprit le souvenir de Roosevelt, celui de la dépression ou celui de la Deuxième Guerre mondiale. Et ils n'ont pas le souvenir des temps difficiles, non plus que des batailles syndicales remportées [à l'époque et] dont ils recueillent les bénéfices⁹¹». Les femmes représentent alors près de 20 % des syndiqués, les travailleurs noirs environ 13 % et les membres issus «d'autres groupes minoritaires – tels les Mexicains, les Orientaux» quelque 4 %⁹². La population noire et les femmes travailleuses, notamment, constituaient alors un réservoir d'énergie revendicative, potentielle ou actualisée, pouvant servir à un renouvellement militant du syndicalisme. Il en allait de même de la radicalisation sociopolitique qui avait cours au sein de la jeunesse. Notons, par ailleurs, que le «différenciel» positif quant aux

revenus et bénéfiques que donnait la syndicalisation s'avérait encore plus marqué pour les travailleurs « non blancs » et les femmes⁹³.

À ce moment, le mouvement ouvrier se heurtait, on l'a vu, à de profondes transformations dans le procès de travail, qu'entraînent les changements technologiques pour les industries où sa présence est précisément la plus forte. S'il reste institutionnellement massif, son existence a progressivement été diminuée dans le rapport au patronat. Cela se manifeste par le passage d'une situation de négociation type intersecteurs industriels à une situation de négociation type intra-industrielle, dans laquelle les grands syndicats cherchent à faire s'équivaloir le plus possible les conditions du travail et du revenu entre les principales entreprises du secteur particulier qu'ils ont syndiqué, ce qui les porte d'ailleurs à se plier, d'une certaine manière, à l'évolution des profits de chacune des firmes⁹⁴.

Ce passage de la première à la deuxième forme de négociation type, avec tout ce qu'il implique, exprime une régression du poids social du syndicalisme : alors qu'il agissait comme l'une des forces voulant participer à la détermination des caractéristiques d'ensemble de la vie économique, il était maintenant replié à l'intérieur de chaque secteur, dont il devenait forcément davantage tributaire... Et comme la première formule de négociation type avait représenté une forme édulcorée, propre aux États-Unis, de coordination nationale des luttes salariales, sa disparition menaçait d'entraîner obligatoirement un affaiblissement de la stature socioéconomique du mouvement ouvrier. Cet affaiblissement diminuait son influence en tant qu'entité, donc, à terme, sa stature politique tout aussi bien. Toutes ces choses rendaient fort difficile la résistance aux conséquences des changements technologiques et à leur aménagement.

3. L'AFL-CIO ET LA PRÉSIDENTE JOHNSON

Les syndicalistes et leurs alliés libéraux, on l'a mentionné, furent atterrés à la perspective d'une présidence de Lyndon B. Johnson. Le choc se révélait en effet brutal. Si la plateforme présidentielle de John F. Kennedy s'avérait la plus « libérale » depuis le *New Deal* de Roosevelt – de fait, depuis le programme du deuxième mandat de Roosevelt –, le vieux routier Johnson⁹⁵ n'avait jamais été considéré comme un des leurs par les libéraux du Congrès et au sein du Parti démocrate. On le sait, il n'était pas un ami du mouvement ouvrier par exemple, et il avait voté en faveur de la loi Taft-Hartley. Sa carrière politique ne s'identifiait peut-être pas à l'idéologie « sudiste », mais certes pas non plus à la promotion des droits civils : même, afin d'éviter l'éclatement des groupes démocrates au Congrès, il s'était plutôt employé à amenuiser ou à écarter les

mesures, significatives à l'occasion, envisagées dans cette direction. En revanche, il est juste que, ayant commencé sa carrière politique à l'époque du New Deal, il en avait conservé l'idée d'un bien-fondé des politiques d'aide sociale et de l'engagement des gouvernements, lorsque cela était nécessaire, dans la vie économique. Néanmoins, on se rappellera que sa participation au ticket présidentiel en 1960 relevait de la volonté de Kennedy d'en « modérer » l'image et de s'adresser aux courants plus conservateurs de l'opinion, notamment dans le parti.

i. DES LIENS SUIVIS ET ENTHOUSIASTES

Pourtant, non seulement Johnson ne répudia-t-il pas l'orientation et les réalisations du président Kennedy, mais il accentuera les contenus sociaux et démocratiques des projets déjà envisagés, tout en avançant de nouvelles politiques qui élargiront nettement, pour la première fois depuis les années 1930, le champ de la couverture sociale. Et il amènera l'adoption des lois les plus importantes et à la portée la plus vaste depuis l'abolition de l'esclavage au XIX^e siècle, garantissant la reconnaissance et le respect des droits civils des Noirs des États-Unis. Voyons maintenant, sous la forme d'un aperçu, la teneur et la nature de ces développements.

Johnson hérita donc de la présidence le 22 novembre 1963, jour de l'assassinat de J.F.K. Le lendemain, il prenait la peine de téléphoner à Reuther et Meany et de s'entretenir avec eux, expliquant au premier qu'il avait « besoin de [son] aide et de [son] appui plus que jamais » pour réaliser les projets d'une meilleure société qu'il avait à l'esprit. Meany se « souvint plus tard » que lesdits projets correspondaient précisément aux orientations de la centrale, par exemple en ce qui avait trait au besoin « d'une aide fédérale à l'éducation » et aux « droits civils ». Johnson le convainquit du sérieux de ses engagements à ces égards lors d'un entretien privé entre les deux hommes une semaine après son entrée en fonction. Et en décembre 1963, le nouveau président rencontrait « l'ensemble du conseil exécutif de l'AFL-CIO », faisant une courte présentation et participant à une discussion ouverte avec ses membres. À cette occasion, il fit part de ses projets politiques immédiats : garantir l'emploi et faire régresser le chômage, obtenir du Congrès le vote du projet de loi sur les droits civils élaboré par l'Administration Kennedy et instituer un « programme d'assurance maladie adéquat ». Enfin, il les assura que les portes de la Maison-Blanche leur « seraient toujours ouvertes ». Entretemps, le président Johnson avait pareillement joint un nombre impressionnant de responsables et de militants d'autres associations populaires, de même que « des libéraux connus⁹⁶ ». Manifestement, il cherchait à se lier des courants sociopolitiques de *gauche*, desquels il n'avait

jamais été proche. Il renouvelait et modifiait en quelque sorte ses alliances, encore qu'il restait évidemment proche des courants déterminants du monde des affaires.

De fait, tous les spécialistes de l'histoire et de l'analyse politique de cette période, du moins à notre connaissance, évaluent que les rapports entre le syndicalisme et la présidence Johnson constituent le « pic » des relations cordiales entre le mouvement ouvrier et le Parti démocrate⁹⁷, le « pic de l'influence » de l'AFL-CIO sur les politiques publiques⁹⁸, c'est-à-dire le sommet de son prestige politique. Et l'on sait que, durant sa présidence, Johnson eut par la suite de « fréquents et directs contacts », « quelques fois par semaine », avec Reuther et Meany. Ce dernier se rendait d'ailleurs régulièrement à la Maison-Blanche⁹⁹. Qui plus est, souligne Taylor E. Dark, « [t]ravillant en étroite collaboration avec Johnson et avec les [élus] libéraux du Congrès, les lobbyistes de la centrale en arrivèrent [alors] à assumer la fonction d'un "pont" entre les pouvoirs exécutif et législatif [de la gouverne des pays], fort semblablement à ce que les partis ont traditionnellement accompli » aux États-Unis¹⁰⁰. Voilà un bel exemple de cette réalité d'un syndicalisme se donnant des fonctions de parti, selon l'expression que nous avons déjà utilisée.

Dans son premier discours à la nation, le 8 janvier 1964, le président Johnson réaffirma solennellement ses engagements récents. Il déplora le « désespoir » auquel peuvent conduire l'exclusion par « la pauvreté, par la couleur de sa peau ou [l'exclusion] trop souvent produite » par la conjugaison de ces deux réalités. Il proclama la nécessité d'adopter au plus vite le projet de loi sur les droits civils et déclara « une guerre inconditionnelle à la pauvreté ». Cette guerre va nécessiter d'abord une large coopération, expliqua-t-il, entre tous les niveaux de gouvernement, dans le but d'offrir « de meilleures écoles, de meilleurs services en santé, de meilleurs logements, une amélioration de la formation professionnelle et plus d'emplois ». Il fit part aussi de son intention de mettre sur pied une « commission nationale d'étude sur l'automatisation », sa nature et ses effets¹⁰¹. Le président annonçait donc des priorités correspondant au plus près aux désirs et aux demandes du mouvement syndical. Et il donnait à sa plateforme une allure de croisade, qui enthousiasma les dirigeants syndicaux.

L'Administration Johnson adopta effectivement au fil des ans des politiques publiques axées sur le relèvement social des couches de la population particulièrement démunies, en mettant l'accent sur les réalités urbaines. On lança notamment « plus de 200 programmes sociaux et économiques nouveaux », en leur consacrant des fonds considérables. Par ailleurs, plusieurs de ces programmes modifièrent également (à la hausse) les conditions d'existence d'autres secteurs de la population. De la santé à la rénovation urbaine,

des prêts aux étudiants à l'appui financier au système public d'éducation, etc., par initiatives d'élus libéraux du Congrès sous la houlette de la Maison-Blanche, la présidence de Lyndon B. Johnson se trouva, en quelque sorte, à réaffirmer la présence de la coalition *new deal* dans la société et sa force dans le Parti démocrate. Nous y revenons plus bas, mais soulignons à ce stade que des syndicalistes connus s'associèrent directement à la présidence Johnson et à la mise en pratique de ses orientations et même, à l'occasion, à leur élaboration. Walter Reuther fut probablement celui qui s'inscrivit le plus directement dans ces projets. S'il y avait toujours eu, plus ou moins selon les présidents, des alliés du mouvement ouvrier, voire d'anciens syndicalistes proches de la présidence, la particularité, cette fois, relevait de ce qu'un homme comme Reuther, notamment, restait président en exercice de son syndicat alors même qu'il participait – élaboration et mise en application – à d'importantes entreprises de la Maison-Blanche. Les UAW furent évidemment gagnés par les possibilités qui s'ouvraient ainsi.

ii. LA LUTTE À LA PAUVRETÉ ET LES GRANDES LOIS ANTIDISCRIMINATOIRES

Par exemple, le projet de la guerre à la pauvreté comporta une dimension censée servir de cadre «à une redistribution du pouvoir politique» dans la société, au profit des démunis et de ceux et celles n'ayant habituellement pas voix aux grandes décisions. Il s'agissait de son Community Action Program (CAP, «programme visant à favoriser l'action communautaire»), par lequel on voulait susciter l'engagement direct dans les quartiers défavorisés de leurs populations à la lutte contre la pauvreté, leur «participation maximale possible», disait la lettre du programme. Ce type d'initiative avait le potentiel, a écrit un analyste, de donner aux «groupes vivant en situation d'exclusion [sociale] un rôle formellement reconnu dans les structures nationales de pouvoir», du moins l'espérait-on. Les UAW visèrent alors à renforcer le plus possible l'élan particulier de ce programme, afin qu'il tienne ses promesses¹⁰².

Le président Johnson nomma ainsi, en mars 1964, Jack Conway, «depuis longtemps assistant administratif de Reuther» au sein des UAW, à la tête du Community Action Program. Conway voulut y appliquer un modèle mis au point par le syndicat de l'automobile, afin de formaliser avec des «comités tripartites de partage du pouvoir» au sein des collectivités, des comités réunissant des représentants des «gouvernements locaux, de l'entreprise privée et de la population». Reuther fit alors adopter par les UAW un programme d'action appelé Citizens Crusade Against Poverty (CCAP, «croisade citoyenne contre la pauvreté»), par lequel il voulait associer les organisations ayant participé à

la Marche des droits civils de 1963 «à la lutte contre la pauvreté» de l'Administration Johnson. La CCAP fut «intimement liée à la matrice même de la politique intérieure» du gouvernement fédéral et à son Community Action Program¹⁰³.

Les services sociaux connurent évidemment un vaste développement, nationalement et au niveau des États, dans ce dernier cas grâce à des transferts massifs de ressources du gouvernement de Washington. Les préoccupations à l'origine du Community Action Program de la présidence suscitérent la volonté de pourvoir certains postes ainsi ouverts, notamment pour les soins à domicile et comme auxiliaires en santé, en formant professionnellement des bénéficiaires de l'aide sociale. S'il y avait danger que ces postes soient considérés par les autorités publiques comme une contrepartie exigible des paiements d'aide sociale, ils en vinrent plutôt, progressivement et variablement, à relever des rapports de travail employeurs-employés courants¹⁰⁴.

Au milieu de la décennie 1960-1970, par ailleurs, le revenu du salarié moyen, calculé en dollars constants, représentait environ deux fois et demie celui qui avait eu cours une cinquantaine d'années auparavant. Et, toujours en dollars constants, quand Lyndon B. Johnson déclara la guerre à la pauvreté, on évalue à quelque 20 % de la population du pays les gens vivant sous ce seuil, alors que moins de deux décennies auparavant, en 1947, le pourcentage s'élevait à 32 %. Selon les possibilités envisagées en 1964, des spécialistes jugeaient que ce taux oscillerait entre 10 % et 14 % en 1975¹⁰⁵. Quand le président Johnson présenta la disparition de la pauvreté comme priorité de son Administration, les chiffres alors disponibles semblaient bien suggérer que le pays pourrait concrètement atteindre cet objectif... Kennedy et Johnson s'étaient même donné comme cible un taux de chômage ne dépassant pas 4 %, très proche du plein emploi. Cette cible sera atteinte vers la fin de 1965. Le taux de croissance s'élèvera alors à quelque 5,9 % par année, un « boum économique » produit par des réductions d'impôt touchant tous les secteurs de la population, la mise en marche des grands programmes sociaux, l'accentuation des dépenses militaires, etc. Dans ce contexte, on s'en doute, des pressions inflationnistes toujours plus lourdes se feront sentir¹⁰⁶.

Déjà durant les années Kennedy, et encore plus sous l'Administration Johnson, on voulut contenir ces pressions en restreignant la demande, singulièrement par la méthode du contrôle des prix et des salaires. À cet effet, le concours des dirigeants syndicaux fut jugé nécessaire pour que puisse s'imposer l'idée de *balises* qui encadreraient les demandes salariales. Cette orientation prévaudra aussi dans les tentatives de juguler l'inflation sous les présidences de Nixon puis de Carter. Nous aurons donc l'occasion d'y revenir. Mentionnons

néanmoins à ce stade que ni Kennedy ni Johnson ne parvinrent finalement à se ménager la collaboration ouverte des dirigeants syndicaux, puisque les taux d'augmentation des salaires restaient en deçà des taux d'augmentation des prix. Les balises (*guidedposts*) jugées inéluctables par Kennedy et Johnson ne furent donc pas respectées, ce qui créa de grosses difficultés au président Johnson durant son deuxième mandat¹⁰⁷. Cela dit, cette volonté d'entraîner les hauts dirigeants du mouvement ouvrier dans de telles avenues, la mise en forme et l'application de balises à la négociation de contrats collectifs, doit aussi être vue comme une invitation à se joindre à la gestion de la chose publique – surtout sous la présidence de Johnson, qui allait faire face à la radicalisation du mouvement noir, au militantisme étudiant et bientôt aux crises multiples que provoquera la guerre du Vietnam, entre autres éléments de déstabilisation politique.

En tout état de cause, la loi adoptée en 1964 qui aura l'influence la plus marquante sur la vie sociale, politique et culturelle des États-Unis fut évidemment le Civil Rights Act («loi des droits civils»), signé au début du mois de juillet par le président Johnson. Cette loi interdit globalement toute forme de ségrégation / discrimination dans les lieux publics, ce qui incluait évidemment les lieux publics privéement possédés (restaurants, salles de danse, par exemple); était également interdite toute discrimination selon la race, la couleur de la peau et l'origine nationale dans la mise en œuvre par les États de programmes auxquels contribue financièrement le gouvernement fédéral; finalement, était strictement prohibée toute mesure de discrimination à l'embauche et au travail. Dépassant le projet de loi de l'Administration Kennedy à cet effet, le Civil Rights Act de 1964 annonçait la création d'une agence gouvernementale particulière devant superviser «l'égalité d'accès» effective aux emplois. Mesure depuis longtemps réclamée par le syndicalisme, voie privilégiée, pensait-on, de lutte au racisme, la création de cette agence perturba grandement les groupes démocrates au Congrès, les élus du Sud se montrant largement réfractaires. Durant tous les débats en chambre, puis les votes, les groupes de pression syndicaux et l'appareil de l'AFL-CIO jouèrent un rôle irremplaçable pour constituer les majorités favorables à la lutte active contre la ségrégation et la discrimination. Le député au Congrès Richard Bolling, le parrain du projet de loi à la Chambre des représentants, a souligné d'ailleurs: «Nous n'aurions jamais réussi à obtenir une majorité des votes [à la Chambre] sans le mouvement ouvrier. Le syndicalisme avait la force nécessaire, mais pas les autres groupes luttant pour les droits civils¹⁰⁸.»

iii. LES RÉPERCUSSIONS SUR LE SYNDICALISME

La centrale s'était d'ailleurs engagée dans une campagne ouverte pour que la loi des droits civils comporte précisément cette section interdisant la discrimination dans le monde du travail, singulièrement dans les pratiques d'embauche. Selon toute vraisemblance, comme on l'a vu déjà, Meany comptait sur ce type de réglementation pour « forcer l'intégration à l'embauche » envers des syndicats de métier affiliés à l'AFL-CIO qui contrôlaient pour une part l'accès même aux métiers. Ces syndicats exerçaient souvent une sélection raciale des candidats à la formation puis à la syndicalisation, dans un cadre où ils maîtrisaient ainsi l'entrée sur le marché de l'emploi. Ce type de discrimination était particulièrement repérable du côté des syndicats de la construction, et c'est à leur endroit que Meany espérait probablement une pression directe de la loi et d'une commission ayant vocation de garantir l'accès égal au travail – pression qu'il ne voulait pas exercer lui-même, parce qu'elle aurait supposé une perturbation et des divisions profondes à l'intérieur de l'organisation qu'il présidait.

Pourtant, l'appui politique actif aux droits civils, notamment à l'égalité à l'embauche et à la déségrégation dans le Sud, causa de profonds remous à l'interne : des sections locales de syndicats forcèrent leurs instances régionales et d'État à retirer leur appui, les divisions furent permanentes, paralysant en certains endroits l'intervention du COPE, d'autres syndicats locaux se retirèrent des instances régionales de la centrale ou s'engagèrent dans la formation de syndicats séparés et autonomes pour le Sud¹⁰⁹. Néanmoins, Meany tint bon et l'appui de la centrale resta entier aux politiques anti-ségrégationnistes et anti-discriminatoires. Il faut savoir le reconnaître.

Malgré tout, il y avait un terrain sur lequel la centrale (et le syndicalisme tout entier) paraissait moins à l'aise : comment les lois et les mesures d'égalité civile allaient-elles affecter les conventions collectives ? Pouvaient-elles poser des exigences qui remettraient en cause, voire disloqueraient des piliers servant à assurer à la fois la présence du syndicalisme dans l'entreprise et les gains sociaux de ses membres ? Au cœur de cette problématique se trouvait, on s'en doute, le principe de l'ancienneté. Il s'agit d'un principe universel du syndicalisme parce qu'en situation *normale* il sert à éviter par une norme simple et claire la concurrence interne au groupe syndiqué et, tout aussi bien, que les conditions de chacun et chacune – *toutes choses égales* : formation professionnelle, par exemple, et connaissances suffisantes pour satisfaire aux exigences d'une poste – ne relèvent pas de l'obséquiosité envers l'employeur. En d'autres mots, il s'agit d'un acquis historique concourant à l'unité de front du personnel syndiqué. Mais que doit-on faire lorsque les filières d'ancienneté structurent une situation privilégiée des travailleurs blancs au détriment des travailleurs

noirs ? Soit que ceux-ci aient été embauchés les derniers (donc, les premiers à perdre leur emploi si l'entreprise connaît des difficultés), soit que les filières d'ancienneté négociées par les syndicats industriels (issus du CIO, notamment) prévoient la sauvegarde de l'emploi et les promotions par « service » (quand les travailleurs noirs sont traditionnellement confinés dans les services aux tâches les plus difficiles physiquement et les moins qualifiées) ou alors que le recrutement dans certains secteurs, comme les métiers de la construction, ait largement exclu les travailleurs noirs (comment y favoriser précisément l'égalité civile).

Durant les années 1960-1970, ont fait remarquer certains analystes du contenu et de l'évolution des contrats de travail, les problèmes à cet égard portèrent beaucoup sur les possibilités de promotion et de perfectionnement professionnel ouvertes aux Noirs, par-delà les filières d'ancienneté définies par service, ce qui, en conséquence, menaçait les cadres du travail structurant l'existence sociale et les projets d'amélioration de leur emploi des salariés blancs... Mais les tensions allaient s'aviver encore vers le milieu de la décennie 1970-1980, quand « une sévère récession » ferait porter les préoccupations de tous les travailleurs du côté de la sauvegarde de l'emploi et « des listes de rappel » établies pour ceux et celles qui avaient été mis à pied, puisqu'il en allait alors de l'accès même au gagne-pain. Une série de questions incontestablement complexes avaient des répercussions quotidiennes : par exemple, quand un syndiqué noir jugeait qu'il devait poser un grief contre son employeur, était-il tenu de s'en remettre à un syndicat, un arbitre, des ententes entre l'employeur et le syndicat ou même un contrat de travail qui souvent n'étaient pas exempts de discrimination, singulièrement de nature systémique ? Habituellement, durant la durée de vie d'une convention collective aux États-Unis, il était reconnu – y compris par les cours de justice – que les différends entre syndiqués et employeurs trouvaient leur solution avec l'arrêt d'un arbitre au terme d'une procédure par laquelle chaque partie avait l'occasion de faire valoir sa position. Les cours ne jouaient pas par la suite le rôle d'une instance d'appel, sur le fond du différend. Mais comment pouvait-on juger de cette question après le Civil Rights Act de 1964, ses objectifs et ses considérants¹¹⁰ ?

L'AFL-CIO et Meany, en particulier, avaient systématiquement poursuivi l'objectif d'une loi des droits civils qui comporterait l'interdiction de la discrimination à l'emploi et dans le domaine du travail ; ils cherchèrent néanmoins en 1964 à prémunir les clauses d'ancienneté en vigueur des effets potentiellement déstabilisants de la loi d'égalité civile qu'ils appuyaient pourtant¹¹¹. Dans un livre récent, Paul Frymer¹¹² a mis au jour les déterminations *institutionnelles* de cet embarras et de cette difficile conciliation, dont le syndicalisme voulait voir la solution comme un simple produit futur de pratiques nouvelles

d'embauche et d'un statut dorénavant égal pour tous les employés dans l'entreprise. À notre avis, la thèse de Frymer permet de percevoir une dimension épineuse du dilemme dans lequel était plongé le syndicalisme avec la section VII (« Title VII ») de la loi de 1964, section portant précisément sur le marché du travail, et face à la commission mise sur pied pour assurer le respect de ses principes, l'Equal Employment Opportunity Commission (EEOC). Car la promesse d'une résolution future et progressive des revendications à l'égalité des travailleurs africains-américains ne pouvait être vue comme une réponse que ceux-ci jugeraient satisfaisante...

Des échanges internes à l'AFL-CIO avaient fait reconnaître dès le début de la décennie que le travail du Civil Rights Department de la centrale s'avérait très manifestement insuffisant. Ledit service n'était pas en mesure de dire « quelles sections syndicales locales avaient des listes [racialement] séparées pour les promotions; lesquelles tenaient des réunions séparées par race [*segregated*]; lesquelles avaient refusé la qualité de membres à des travailleurs du fait de leur race », etc.¹¹³ En d'autres mots, aucun organisme interne à l'AFL-CIO ne veillait à la mise en pratique de ses orientations de principe. Il convient de le mentionner parce que, eu égard à ce que nous allons maintenant expliquer en suivant Frymer, le mouvement syndical participait à son environnement, il n'en subissait pas que la pression... Pour Frymer, les conditions institutionnelles du racisme vécues dans le monde du travail relevaient de ce que les lois et les agences publiques reconnaissant les droits syndicaux et les droits civils non seulement n'étaient pas les mêmes, mais procédaient d'univers juridiques différents et agissant en parallèle.

Revenant sur l'histoire du National Labor Relations Act (le Wagner Act) adopté en 1935 et considéré souvent comme la charte de la démocratie en milieu de travail aux États-Unis, Frymer souligne que la délégation des démocrates sudistes au Congrès imposa à Wagner l'exclusion des travailleurs agricoles et des travailleurs domestiques de la protection des articles de la loi. En d'autres mots, écrit-il, à son corps défendant Wagner fut ainsi obligé de modifier son projet de loi de telle sorte que les deux tiers des travailleurs noirs de l'époque ne soient pas couverts. Qui plus est, en ne faisant pas de la discrimination à l'embauche ou sur le lieu de travail une pratique interdite, à nouveau sous la pression des élus du Sud démocrate, le Wagner Act qui fut adopté écarta (en quelque sorte) explicitement les considérations relevant de l'égalité raciale de la reconnaissance des droits ouvriers. Plus précisément : l'économie générale des textes législatifs contemporains ayant accredité la légalité de la présence du mouvement ouvrier dans l'entreprise et instauré le *système des relations industrielles* du New Deal ne pouvaient servir à combattre le racisme. Elle se trouvait donc en certaines occasions ou sur des sujets ultra importants à le conforter¹¹⁴.

Voilà pourquoi et comment le National Labor Relations Board (NLRB), l'agence fédérale responsable de l'administration des lois de la convention collective et de la conformité du comportement des employeurs et des employés à leurs prescriptions, ne considérait pas les mises à pied ouvertement fondées sur la couleur de la peau comme motif de réprimande contre le patronat. De la même façon, le NLRB n'intervenait pas contre des syndicats qui se prévalaient de ses services tout en n'acceptant que des travailleurs blancs dans leurs rangs, même lorsque l'appartenance auxdits syndicats était une condition de l'emploi. Avec le développement des syndicats industriels, des dizaines puis des centaines de milliers de salariés noirs furent syndiqués, mais le NLRB ne contesta notamment pas la pratique des filières d'ancienneté par service. Quant à la vieille AFL, elle avait pris soin d'intervenir « avec acharnement » dès la présentation en chambre de la loi Wagner pour éviter qu'elle ne comporte précisément de clause interdisant l'exclusion de travailleurs noirs. En 1964, le syndicalisme empêcha finalement que le Title VII contienne « quelque exigence » réclamant que « les employeurs ou les syndicats ouvriers modifient des formules d'ancienneté existantes en autant que ces formules ne poussent pas présentement à la discrimination » ou ne visent pas précisément « à nuire aux travailleurs noirs ». À ce moment, les promoteurs du Civil Rights Act durent aussi réduire la portée de la section VII afin de se ménager l'appui en chambre des républicains qui voulaient moins d'exigences à l'endroit des employeurs, diminuant d'autant la capacité d'action de la EEOC¹⁵.

Pas étonnant, dès lors, que les partisans de l'égalité des droits en vinrent au fil des ans à se servir des cours de justice pour faire prévaloir les principes de l'égalité civile dans le monde du travail. Avant la fin de la décennie 1960-1970, ces recours avaient été peu nombreux, les organisations noires voyant le syndicalisme comme un allié des causes progressistes et l'action syndicale en tant que telle comme instrument privilégié d'amélioration de son sort pour la population africaine-américaine. Mais la montée tumultueuse du mouvement noir durant les années 1960, les coups de boutoir par lesquels il ébranla la société américaine et la philosophie de l'égalité civile (les considérants et les aboutissants du Civil Rights Act) amenèrent une multiplication des recours par les organisations comme la NAACP et, toujours plus pendant les années 1970, par des syndiqués noirs contre des pratiques du syndicalisme. Le même contexte politico-idéologique fit que les Cours furent singulièrement réceptives à ces poursuites. Le président Johnson émit bientôt, à l'intention des agences fédérales assumant des responsabilités quant à l'atteinte de l'égalité des droits, la directive d'une prise en compte du besoin d'actions positives (*affirmative action*) pour redresser certaines situations et même de mesures de réparation. Les cours envisagèrent éventuellement leur rôle sous le même angle¹⁶.

Elles ordonnèrent d'importantes actions de redressement à l'intérieur des syndicats, en se fondant sur le Title VII et, plus largement, « sur les notions d'égalité et de libertés fondamentales », par-delà les règles du droit du travail « destinées à protéger l'autonomie du syndicalisme ». Les jugements imposèrent, notamment, le paiement de « dommages-intérêts punitifs » ; les cours acceptèrent de considérer des milliers de plaintes et les systèmes d'ancienneté furent évalués en fonction d'une action positive visant à améliorer directement la position de la génération des travailleurs noirs alors en emploi. À partir de là, toutes les balises et les garanties qu'avaient obtenues les syndicats quant au respect des formules d'ancienneté n'étant pas fondées sur l'inégalité raciale intentionnelle disparurent. Plusieurs syndicats furent ainsi « saignés à blanc » [*sued out of their socks*], à tel point que la centrale conseilla au bout d'un temps à ses syndicats de ne plus chercher à protéger devant la cour leurs façons habituelles de se conduire et à tenter systématiquement de s'entendre par engagements volontaires¹¹⁷. Diverses formules nouvelles furent élaborées à cette fin, tels « l'ancienneté rétroactive » ou des procédés (toujours difficiles d'application) visant à maintenir en cas de mises à pied massives la même proportion de salariés noirs et d'autres minorités « qu'il y avait avant les renvois¹¹⁸ ».

Pour P.A. Wallace et J.W. Driscoll, les répercussions dans les relations industrielles et, surtout, sur le contenu des conventions collectives des préoccupations auxquelles tentaient de répondre de telles formules furent lourdes. Elles risquaient en effet de miner la possibilité de constituer en unité de groupe les employés dans leur vis-à-vis avec l'employeur. Le rapport entre ancienneté et égalité, celle-ci supposant l'éradication de la discrimination¹¹⁹, s'avérait d'autant plus problématique, ajouterait Frymer, que les lois de l'accréditation syndicale et leur administration avaient concouru à structurer cette hiérarchie raciale dans le monde du travail. Le syndicalisme s'y était fait une niche et avait donc participé à cette structuration. La plupart du temps inconsciemment, c'est-à-dire par manque de conscience, comme ce fut le cas souvent avec le CIO, ou en faisant consciemment jouer à son profit de privilégié blanc l'accès à la syndicalisation, voire à l'emploi, comme on le voit dans la vieille AFL et comme c'était toujours le cas dans des syndicats de la construction des années 1960 et 1970. Mais globalement, le syndicalisme s'était fait à cette situation, et il en payait maintenant le prix.

iv. INÉGALITÉS RACIALES ET CONVENTIONS COLLECTIVES

En tout état de cause, Paul Frymer pouvait conclure que le droit du travail et les lois d'égalité civile se sont largement développés en parallèle, que l'égalité dans le monde du travail a été, en quelque sorte, imposée de *l'extérieur*

(c'est-à-dire par le judiciaire, les plaintes et poursuites de groupes et d'individus) et que, ce faisant, les cours en sont venues à outrepasser des règles issues du Wagner Act qui garantissaient l'existence du syndicalisme. Sans compter, poursuit Frymer en illustrant son propos d'exemples révélateurs, que les juges n'avaient souvent aucune connaissance du monde du travail et de l'histoire du droit du travail, posant parfois aux syndicats des exigences pratiquement impossibles à satisfaire. Avec la section VII du Civil Rights Act et la manière dont on dut l'appliquer, le cadre juridique de l'accréditation du syndicalisme perdit lui aussi de son autonomie. Néanmoins, conclut l'auteur, ces interventions souvent musclées du judiciaire s'avèrent positives, puisqu'elles réussirent à faire prévaloir l'égalité contre la discrimination et la ségrégation, dans de vastes secteurs du mouvement ouvrier et du marché de l'emploi¹²⁰.

Cela dit, le besoin « institutionnel » d'avoir ainsi recours au judiciaire, y compris contre des syndicats et des clauses importantes de leurs contrats de travail, contribua à situer ceux-ci en porte-à-faux des grandes dynamiques de changement social de l'époque, selon nous. Et l'AFL-CIO ne fut certes pas en position de se construire en absorbant l'énergie que déployait le mouvement noir. L'explication « institutionnaliste » de Frymer ne peut rendre compte de tous les aspects de cette situation, qui deviendra, selon les conjonctures, très difficile pour le syndicalisme. Il n'était « institutionnellement » pas obligé qu'il en fût ainsi ; mais dorénavant deux systèmes juridiques différents (le NLRA et les droits d'égalité civile) s'appliquaient au monde du travail. Le grand politologue Theodore J. Lowi a souligné déjà que, dans un « système politique » comme celui des États-Unis, « il est toujours plus aisé d'élaborer des politiques [publiques] distributives plutôt que redistributives¹²¹ », de distribution de richesses plutôt que de redistribution entre secteurs sociaux. En lisant l'étude de Frymer, on peut avoir l'impression que l'atteinte des objectifs de l'égalité dans le travail semble pour une part conçue par les juges sous l'angle d'une redistribution entre des secteurs de la classe ouvrière. Cette remarque est la nôtre, et elle peut suggérer aussi que les juges étaient d'autant plus durs que, précisément, leur intervention ne posait pas l'enjeu d'une redistribution sociale de la propriété.

Cela dit, pour la période 1963-1967, l'influence politique de l'AFL-CIO connaît son « pic » et Meany apprécie particulièrement le rôle qu'il peut jouer dans les conciliabules du Parti démocrate et auprès de la présidence. À ce moment, les formules négociées du principe de l'ancienneté paraissent toujours protégées ; plus tard dans la décennie, l'AFL-CIO cherchera effectivement à mieux garantir par des mesures législatives les formules d'ancienneté dites *bona fide* (« de bonne foi », « authentiques », c'est-à-dire n'ayant pas de buts

camouflés), soit celles qui ne comportaient pas l'objectif manifeste de protéger l'emploi de Blancs au détriment des travailleurs noirs. Mais en vain.

En tout état de cause, Meany, tout comme Reuther, jugeait au milieu de la décennie 1960-1970 que le prestige politique de la centrale était haussé encore par le rôle d'intermédiaire qu'elle pouvait toujours tenir entre le « mouvement des droits civils » et ce que Mike Davis nommait « la politique nationale bourgeoise », grâce à son action dans le Parti démocrate et les pressions qu'elle était en mesure d'exercer auprès des autorités publiques. Le même Mike Davis souligne que le « pic » sera cependant de courte durée et que l'AFL-CIO en fut de fait, indirectement à tout le moins, redevable au mouvement noir : c'est « le militantisme noir [qui] créa les conditions politiques à une relance des réformes sociales » ; il servit aussi puissamment de « catalyseur » à la percée « majestueuse » de la syndicalisation dans les secteurs public et parapublic. Pendant un temps, écrit-il, la « bureaucratie syndicale » put en effet surfer sur la situation ainsi créée¹²² et profiter des ouvertures qui se présentèrent.

Meany prisait particulièrement ce rôle d'intermédiaire. Il voulait que la centrale l'assume pour toutes les associations populaires. Personnellement il excellait d'ailleurs, selon ses biographes¹²³, au jeu des négociations entre courants dans le Parti démocrate et entre ces courants et des alliés de la centrale à l'extérieur du parti. Il était à l'aise dans les discussions entre initiés du parti et appréciait le fonctionnement traditionnel de celui-ci, qui octroyait de fait un poids considérable au syndicalisme dans les rapports (parfois de force) entre responsables de premier rang. Certains auteurs rendent compte, précisément sur cette base, de l'appel pressant à la collaboration du syndicalisme lancé par Johnson dès qu'il accéda au poste de président : il avait en effet besoin, on le sait, de se garantir « l'appui du flanc gauche de la coalition » démocrate, dont il avait toujours été éloigné¹²⁴. Il était conscient d'avoir payé le prix de ses différends avec le syndicalisme lors de la course à la nomination du parti en 1960¹²⁵. En prévision des élections présidentielles de l'automne 1964, l'AFL-CIO se rangea donc en toute logique dans le camp du candidat démocrate.

4. LES PRÉSIDENTIELLES DE 1964

L'aspirant républicain Barry Goldwater s'avérait en effet si conservateur que les dirigeants de la centrale furent plus unis que jamais derrière le candidat démocrate, une « unanimité qui rallia les 130 fédérations syndicales nationales », gagnant des dirigeants qui avaient toujours été publiquement républicains, même parmi les plus conservateurs des syndicats de métier. Les engagements financiers dépassèrent de beaucoup ce qu'on avait connu en

1960, « deux fois plus de syndicats affiliés » atteignant l'objectif que leur fixait le COPE et l'ensemble des syndicats de l'AFL-CIO se hissant à 67 % de la norme fixée à cet égard par le COPE ; la centrale, comme regroupement, investit des centaines de milliers de dollars dans son effort habituel consacré à l'inscription sur les listes électorales de ses membres comme de citoyens et citoyennes de groupes défavorisés qu'elle savait pouvoir gagner à ses préférences. Ses instances intermédiaires et de base furent aussi très actives à cet effet, et l'on put mettre sur pied, par exemple, 21 bureaux du COPE dans la seule ville de New York pour y mener à bien cette opération, et 27 à Los Angeles. Cette activité fut entreprise dès le mois de juillet, plutôt qu'en août¹²⁶. En regard de ce qu'on a expliqué plus haut sur les rapports suivis entre le président Johnson et Walter Reuther et entre Johnson et George Meany, notamment leurs liens directs à l'Administration présidentielle, notons que leur apport à sa campagne de 1964 entraîna aussi un développement d'un type peu courant : le « juge à la Cour suprême Arthur Goldberg, ancien secrétaire au travail dans l'Administration Kennedy » et ex-conseiller juridique du syndicat de l'acier, suggéra à L.B. Johnson de s'entendre avec ces deux dirigeants syndicaux pour qu'ils voient à éviter de le mettre dans l'embarras par des arrêts de travail importants durant la campagne à la présidence. Reuther s'activa effectivement alors à faire en sorte que se terminent le plus rapidement possible les grèves locales qui souvent accompagnent les négociations nationales de nouveaux contrats ; et Meany prit soin qu'une grève dans la construction ne soit pas lancée alors que le président Johnson visitait New York – même si cette grève visait à dénoncer « l'emploi de travailleurs non syndiqués à des projets fédéraux de construction¹²⁷ ».

i. COURSE À LA NOMINATION, CAMPAGNES À LA PRÉSIDENTIE

Comme le notent des observateurs de l'époque, la campagne de Lyndon B. Johnson ne fut pas menée sous l'angle d'une croisade. Il avait déjà lancé l'objectif d'une « Great Society » et, avec la « guerre à la pauvreté », ouvert à l'État fédéral de nouveaux champs d'intervention axés sur le développement social. Il avait surtout parrainé le Civil Rights Act et ses promesses de l'interdiction de la discrimination sous toutes formes. On entendait poursuivre dans la même direction, avec un accent particulier pour le domaine de l'éducation, en particulier en faveur des jeunes des milieux défavorisés, et un renforcement de la protection sociale, par exemple contre la maladie. Mais il voulut se présenter comme le candidat qui s'adressait à tous les Américains, contrairement à son adversaire républicain Goldwater, accusé de tenir un discours radical et de soulever des secteurs de la population contre d'autres secteurs,

c'est-à-dire de semer systématiquement la discorde. La campagne démocrate voulut ainsi convaincre les républicains *modérés* du parti et de l'électorat, les appelant à ne pas soutenir ce candidat « extrémiste¹²⁸ ».

Durant la campagne, Johnson promit solennellement : « Si je suis élu, aucun garçon américain ne combattra dans une guerre étrangère sur un sol étranger¹²⁹. » Cette promesse lui mérita, on s'en souviendra, l'appui d'une section importante du mouvement jeune alors en plein développement ; de même que l'engagement ferme de la plateforme démocrate envers l'égalité civile de la population africaine-américaine valut à Johnson l'appui de Martin Luther King et de l'immense majorité du mouvement noir. Qui plus est, le président sélectionna Hubert Humphrey, vétéran des causes libérales et allié de toujours des syndicats, comme son colistier, et il promit durant la campagne l'abrogation de la clause 14b de la loi Taft-Hartley, cette clause qui permet aux divers États l'adoption des lois *right-to-work*. Tous ces éléments, en dépit de l'orientation stratégique de la campagne de Johnson, situaient bien sa candidature dans le camp de gauche de la politique américaine.

Surtout que la nomination républicaine avait échoué à Barry Goldwater, ultra-conservateur et opposé ouvertement au cours politique et idéologique qu'avait emprunté depuis 1940 le Parti républicain présidentiel. Avant l'ouverture du congrès républicain, aucun des candidats pressentis à l'investiture ne pouvait compter sur plus de 20 % des votes de délégués. L'organisation qui pilotait la candidature de Goldwater était réunie et agissait sur la base d'un programme qui souleva l'ire et le rejet de la vieille garde (relativement) libérale du parti présidentiel, incarnée par le gouverneur Nelson A. Rockefeller de New York, le gouverneur William W. Scranton de la Pennsylvanie, le gouverneur George W. Romney du Michigan voire Richard Nixon, le vice-président d'Eisenhower. Ces gens, on le sait, s'étaient accommodés des politiques sociales issues du *New Deal*, comme nombre de déclarations explicites d'Eisenhower l'avaient mis en avant durant la décennie précédente. S'il ne répudia pas publiquement Barry Goldwater, Eisenhower ne l'appuya que du bout des lèvres contre Johnson. Goldwater avait qualifié déjà la politique d'Eisenhower de « *new deal* à la petite semaine » (*dime-store New Deal*). Et il avançait l'idée d'une réforme en profondeur de la sécurité sociale mise en place durant les années 1930, qui reviendrait sur plusieurs de ses garanties, voire en démantèlerait des pans entiers en la rendant « volontaire¹³⁰ ».

Au congrès républicain, Goldwater finit par l'emporter, du fait d'une organisation supérieure et très militante, d'une série de problèmes particuliers qui grevèrent les efforts de ses opposants de la direction libérale « pondérée » du parti national¹³¹, et parce que des membres de son courant avaient déjà obtenu

des postes de direction importants dans l'appareil républicain. Par exemple, William E. Miller, républicain conservateur de New York, membre de la Chambre des représentants, s'était hissé au poste de Republican National Chairman; il sera le colistier de Goldwater. Voilà qui permit aussi à ce courant de contrôler le comité de rédaction de la plateforme du parti, que le congrès endossa envers l'opposition déclarée de la direction nationale jusque-là au poste de commande. Cette plateforme de campagne se situait très à droite de la plateforme démocrate. Plutôt que de paix, la plateforme du congrès républicain revenait à l'orientation d'une lutte contre le communisme à mener à l'échelle internationale continûment, avec l'intention de faire prévaloir la « liberté » aux dépens des frontières de l'Est; c'est ainsi que, durant l'année 1964, on songea à prôner l'envoi de « marines » pour obliger le régime castriste à rétablir l'approvisionnement en eau potable de la base de Guantanamo. La plateforme s'avérait expressément favorable aux entreprises, demandant notamment une réorganisation du NLRB accusé de favoriser les syndicats; elle mettait continuellement l'accent sur le concept d'un gouvernement frugal et limité, remettant en question la légitimité et critiquant les réalisations de la « guerre à la pauvreté » par le gouvernement fédéral; elle s'engageait à ce qu'il n'y ait pas de « discrimination inversée » (c'est-à-dire contre les Blancs) dans l'application des lois et règlements d'égalité des chances, non plus que de remodelage (vu comme artificiel) de la population des écoles en fonction de l'intégration des enfants noirs, qui éloigne souvent les jeunes de l'école de leur quartier; elle prônait un retour aux États de la responsabilité entière du système scolaire et, plus généralement, un renforcement des pouvoirs locaux et d'État aux dépens de Washington¹³².

ii. L'OPPOSITION JOHNSON-GOLDWATER, UNE OPPOSITION LIBÉRALISME VS ULTRA-CONSERVATISME (GAUCHE-DROITE)

Bien sûr, le contenu d'une plateforme ne prend véritablement vie que dans la manière de sa présentation, la sélection de thèmes particuliers et leur promotion, de même que par la personnalité du candidat qui la porte. Ainsi, la plateforme démocrate stipulait qu'un gouvernement Johnson allait « forcer l'obéissance » au Civil Rights Act (*enforce*), alors que la plateforme républicaine mentionnait plutôt l'engagement du parti à « une pleine mise en pratique et une exécution sincère » des diverses clauses de cette loi (*full implementation and faithful execution*): les démocrates expliquèrent rapidement, et tout le monde le comprit ainsi, que le positionnement républicain était en retrait des exigences de la loi qui venait d'être promulguée quelques mois auparavant. Car Barry Goldwater avait voté contre cette loi des droits civils, qu'il jugeait procéder

d'une intrusion fédérale inconstitutionnelle commise à l'encontre des droits des États; et le congrès républicain venait de rejeter un amendement du gouverneur Scranton visant à durcir les termes utilisés dans la plateforme pour promettre un rôle actif de Washington dans l'application de la loi d'égalité civique¹³³...

Durant sa campagne, par euphémismes et mots codés, Goldwater se fit directement le porte-parole de la résistance sourde du Sud à la déségrégation et à l'égalité civique, toujours imposées par le gouvernement central. Il avait d'ailleurs élaboré avec les membres de son courant conservateur une « stratégie sudiste » qui se donnait pour objectif, cent ans après la fin de la guerre civile, de ravir électoralement aux démocrates cette région du pays. Un journaliste qui suivait sa campagne dans le Sud soulignait que, dans ses discours, les mots « “brutes et maraudeurs” signifient Noirs, “accusés pour meurtre” signifient Noirs, “States' rights” signifient opposition à la politique des droits civils », et que c'est ainsi qu'ils étaient entendus. Cette stratégie sudiste s'inscrivait elle-même, par ailleurs, dans un projet global de refonte du bipartisme américain en fonction de démarcations idéologiques beaucoup plus claires et tranchées qu'elles l'avaient été jusque-là. Ces démarcations départageraient les affinités partisans sur un axe « libéralisme versus conservatisme » ouvertement assumé¹³⁴. Il est significatif que Strom Thurmond, candidat du States' Rights Party aux présidentielles de 1948 et sénateur démocrate ségrégationniste de la Caroline du Sud, changea d'affiliation partisane en 1964 par opposition à la loi des droits civils de Johnson. Il se joignit au Parti républicain et se rangea du côté de la candidature de Goldwater.

On aura noté que cet objectif idéologique, politique et stratégique de Goldwater rejoint, bien qu'il soit d'une position contraire, celui qui a été maintes fois exprimé par des syndicalistes, notamment par Walter Reuther. Celui-ci souligna d'ailleurs que la « grande contribution [de Goldwater] à la démocratie américaine » vient de ce « qu'il a aidé à clarifier [*sharpen*] la nature des enjeux » qui nous séparent politiquement, de sorte que, poursuivait-il, nous pouvons compter dorénavant sur « une majorité suffisante » au Congrès favorable à nos points de vue¹³⁵. Les scores démocrates aux élections de 1964, à tous les niveaux, donnaient en effet raison, pensait-il aussi, à sa propre orientation stratégique: si les enjeux sont nettement définis et les distinctions entre les partis tranchées et intelligibles, les résultats avantageront normalement les options progressistes. On s'en doute, ce type de conjoncture fut précisément évident pour la population africaine-américaine, Nord et Sud, en 1964.

Depuis le New Deal, les Noirs américains votaient majoritairement en faveur des démocrates. Néanmoins, en 1960, ils accordaient toujours au-delà de 25 % de leurs suffrages aux aspirants républicains à la présidence. Malgré le caractère généralement plus libéral du Parti démocrate, à l'extérieur du Sud, les républicains restaient le parti de l'émancipation et de Lincoln, cependant que le programme démocrate n'allait, jusque durant la décennie 1960-1970, formellement pas au-delà du programme républicain quant aux droits civils. Il s'avère d'ailleurs révélateur à cet effet que Martin Luther King eût en 1956 accordé son vote à Eisenhower. Mais, en 1964, les dynamiques sociopolitiques en développement produisirent du neuf : d'un côté, la campagne de Goldwater, menée dans une perspective de résistance ouverte aux orientations d'affirmation par voie législative de l'égalité des droits civils et de la mise hors la loi de la ségrégation, comme de la discrimination, jointe à un rejet des politiques nationales d'aide sociale et à la promotion des pouvoirs des États contre ceux de Washington ; de l'autre, la candidature de Johnson, qui avait amené l'adoption du Civil Rights Act, qui avait maintenu la politique d'engagement actif de Washington contre les manifestations de ségrégation raciale dans le Sud et qui s'était lancé dans une « guerre contre la pauvreté », promettant l'égalité des chances. Le choix était clair ; et statistiquement, en 1964, « pratiquement tous les électeurs africains-américains votèrent pour Johnson ». Cette élection représenta en quelque sorte le dernier acte du ralliement de masse de l'électorat noir aux démocrates ; à compter de ce moment, les Noirs se rangèrent toujours à 90 % environ du côté des candidats présidentiels démocrates¹³⁶ et même beaucoup plus à l'occasion.

Durant les années 1950, quelque 45 % des Noirs en âge de voter se rendaient aux urnes : au cours des deux décennies allant du début des années 1950 au début des années 1970, le « taux de participation des Noirs au vote crût de 43 % », très majoritairement du fait d'une hausse marquée de cette participation dans le Sud. On a pu évaluer ainsi que 83 % de la hausse d'ensemble relevait de cette augmentation, le « taux de participation des Noirs [...] passant alors de 14 % à 51 % ». Dans le Nord, ce taux s'élevait au début des années 1970 à quelque 67 %, une hausse de 5 % en regard du taux moyen du début des années 1950¹³⁷. Autres chiffres significatifs : entre 1952 et 1960, le vote de la population noire en faveur des démocrates représentait de 5 % à 7 % des suffrages exprimés pour le parti ; en 1964 ce pourcentage monta à environ 12 % ; en 1968, il en constitua 19 %. Le vote africain-américain était alors devenu une composante fondamentale du vote démocrate ; durant les années 1960, le « vote syndiqué » en représentait globalement quelque 28 %¹³⁸.

Les résultats du scrutin présidentiel de 1964 donnèrent une victoire fracassante aux démocrates, Johnson remportant quelque 61,3% du vote contre 36% pour Goldwater. Les démocrates gagnèrent en plus 38 sièges à la Chambre, pour un total de 295, et deux sièges au Sénat, ce qui leur conférait 68 postes de sénateur contre 32 aux républicains. Ce dernier chiffre s'avérait particulièrement important, puisqu'il annonçait que les démocrates seraient dorénavant en mesure d'imposer la guillotine aux tentations d'obstruction systématique¹³⁹. On considère habituellement que Lyndon B. Johnson recueillit en 1964 le pourcentage le plus élevé des votes exprimés lors d'un scrutin à la présidence. Si ces résultats avaient un sens, ils représentaient incontestablement une victoire de l'égalité des droits civils et du progrès social contre leurs plus farouches opposants.

On peut d'ailleurs étayer cette appréciation de quelques autres considérations révélatrices. La stratégie sudiste de Goldwater porta en effet ses premiers fruits, le candidat républicain faisant bonne figure dans le Sud profond, l'emportant ainsi en Alabama, en Georgie, en Louisiane et en Caroline du Sud. Ailleurs dans le Sud, le vote noir semble avoir fourni un nombre suffisant de voix en faveur de Johnson pour lui garantir la victoire au Texas, en Caroline du Nord et en Floride, notamment; mais la stratégie de Goldwater s'avérait déjà extrêmement porteuse. Dans les mois qui suivirent le scrutin, la vieille garde républicaine songea à engager un effort concerté pour ramener au *centre* l'orientation de son parti présidentiel, convaincue que l'*extrémisme* de Goldwater les reléguait à la marginalité politique, ce qui illustre aussi que l'opposition Goldwater-Johnson avait en effet pris la signification claire d'un affrontement entre le conservatisme et le libéralisme... Du côté démocrate, par ailleurs, le gouverneur ségrégationniste George Wallace de l'Alabama avait tenté durant la période des primaires de ravir à Lyndon Johnson la nomination du parti; il se retira pourtant de la course trois jours après la sélection de Goldwater par les républicains¹⁴⁰. Voilà aussi qui contribuait à donner son sens au face-à-face Johnson-Goldwater, le vieux Parti démocrate du Sud ne pouvant réellement se trouver de niche du côté de Johnson, dont les politiques d'égalité civile entendaient précisément imposer au Sud des normes nationales. Sans compter que ni Johnson ni Goldwater n'avait songé à «équilibrer» sa candidature avec un colistier d'une orientation idéologique (quelque peu, à tout le moins) différente de la sienne. Ajoutons que «près de 85% des syndiqués blancs votèrent» en 1964 pour le ticket présidentiel démocrate, un niveau d'appui qu'on ne retrouvera plus par la suite. Le COPE pouvait donc considérer que les deux tiers des candidats qu'il avait soutenus au Congrès l'avaient emporté¹⁴¹...

iii. LE MFDP AU CONGRÈS DÉMOCRATE : L'ALIGNEMENT DU SYNDICALISME

Des soubresauts internes au Parti démocrate marquèrent profondément la campagne de 1964 et allaient avoir des répercussions indélébiles. À notre avis, le plus important de ces soubresauts, le plus significatif en 1964 et pour la suite des événements, fut la crise que suscita la composition de la délégation du Mississippi à la convention du parti. En 1948, le Mississippi avait accordé lors des présidentielles l'ensemble de ses grands électeurs au candidat à la présidence Strom Thurmond de la Caroline du Sud, qui faisait campagne pour le compte du States' Rights Party. Ce States' Rights Party venait alors de naître d'une scission sudiste dans le Parti démocrate, occasionnée par l'adoption d'une plateforme nationale mettant en avant des objectifs d'égalité pour la population noire. Cette tradition sudiste était demeurée intacte, et l'ensemble de la délégation d'État à la convention de 1964 était blanche, sélectionnée en des processus d'où les Noirs étaient exclus. Mais l'été de 1964 était au Mississippi l'été de la liberté, durant lequel des volontaires du Nord, étudiants et enseignants, étaient venus participer à la lutte antiségrégationniste par des séances de formation historique et sociopolitique adressées aux Noirs pauvres et dominés de l'État, en particulier des campagnes, et un effort militant souvent très courageux d'inscription sur les listes électorales de ces citoyennes et citoyens systématiquement exclus de la politique par les pouvoirs locaux. L'été de la liberté avait été lancé comme projet de plusieurs organisations noires connues, et les étudiants africains-américains du SNCC en furent partie prenante.

En prévision de la convention démocrate de l'été et en considérant que la délégation d'État y défendrait des orientations contraires à toutes les valeurs nourrissant le mouvement de lutte contre la ségrégation, les militants de l'été de la liberté s'associèrent à la création d'un Mississippi Freedom Democratic Party. Le but de cette organisation était de se rendre à la convention démocrate et d'y disputer auprès de la commission d'accréditation la représentation de l'État du Mississippi. Le MFDP reçut très vite l'appui des grandes organisations noires et d'associations de défense des droits démocratiques, de syndicats et singulièrement des UAW, par leur avocat général Joe Raugh, qui encouragea dès le départ et activement cette initiative. Quand ses mérites furent débattus devant le congrès démocrate, Raugh n'hésita pas à déclarer que le parti devait faire savoir publiquement « s'il était du côté de l'opresseur ou de l'opprimé. Allons-nous nous prononcer en faveur des gens loyaux [c'est-à-dire les personnes qui sont fidèles à nos principes, par exemple qui appuient le Civil Rights Act] ou en faveur de ce parti établi [du Mississippi] déloyal ? » Walter Reuther, selon toute vraisemblance, soutenait l'initiative de Raugh, qui pouvait

évidemment prendre place dans une démarche d'homogénéisation libérale du Parti démocrate face à un Parti républicain conservateur¹⁴² – un objectif que Reuther faisait toujours sien.

L'élite ségrégationniste gouvernante du Mississippi avait toujours « traité avec un mépris égal le syndicalisme et les Noirs ». Pas étonnant que la plateforme du MFDP stipulait plutôt qu'il « nous faut des lois “garantissant aux syndicats ouvriers le droit à la libre organisation”¹⁴³ », un point de vue qui correspondait d'ailleurs à la pensée de Martin Luther King Jr., comme on l'a souligné déjà. La figure de proue du MFDP, sa porte-parole la plus écoutée et la plus efficace, était une jeune militante récemment sortie du rang, qui venait de connaître la répression, l'emprisonnement et le passage à tabac par des policiers en cellule, pour sa participation à des manifestations antiségrégationnistes. Elle se nommait Fannie Lou Hamer. À ce moment, le lien avec certains syndicats et la gauche démocrate libérale dans la préparation du MFDP pour la convention du Parti démocrate était de tous les instants.

À l'ouverture du congrès démocrate, la première intervenante à témoigner « devant la Commission d'accréditation, et en même temps devant les caméras de la télévision » de tout le pays, afin que soit exclue la représentation officielle du Mississippi au profit du MFDP, fut précisément Fannie Lou Hamer. « La sincérité et la force de conviction [de Fannie Lou Hamer] effrayèrent [alors] Lyndon Johnson lui-même. » À tel point qu'il convoqua sur-le-champ, durant la présentation même de F.L. Hamer, une conférence de presse présidentielle « impromptue¹⁴⁴ ». La crise des droits civils avait maintenant atteint le Parti démocrate lui-même.

On a vu que, depuis l'époque du New Deal, les réformistes démocrates du Nord s'étaient souvent compromis avec les organisations démocrates du Sud, afin de garantir le succès électoral des candidats du parti à la présidence. En 1964, la contradiction entre un parti du Civil Rights Act et celui de la ségrégation dure du Sud s'avérait trop forte, et elle s'exprima à la convention nationale par la crise que suscita la contestation du MFDP. Johnson, a-t-on écrit, ne voulait pas perdre complètement les appuis démocrates traditionnels du Sud et il cherchait à maintenir même minimalement une apparence d'unité nationale. Il se lança alors dans une opération musclée pour forcer l'adoption d'une position de « compromis », en échange de la promesse de « réformes futures », une opération qui s'avéra particulièrement inélégante¹⁴⁵.

Ledit compromis consistait à reconnaître comme délégation officielle du Mississippi, la seule à pouvoir voter, la délégation entièrement blanche pour laquelle seuls des Blancs avaient pu se prononcer, en échange de l'acceptation de deux délégués à titre individuel du MFDP comme délégués de la

convention, délégués qui ne représenteraient cependant pas le Mississippi et que le courant de Mary Lou Hamer ne pourrait sélectionner. Johnson n'intervint pas publiquement pour faire valoir le compromis. Il chargea plutôt Hubert Humphrey de cette mission, en lui signifiant qu'il devait réussir à trouver une solution à cet imbroglio s'il voulait toujours du poste de vice-président. Johnson joignit également Reuther pour l'inciter à intervenir auprès des gens du MFDP; Humphrey va notamment faire pression sur Raugh, Luther King Jr., et Randolph, cependant que Reuther va aller jusqu'à menacer Raugh de lui faire perdre son emploi. La pression était d'autant plus forte que chacun apprit qu'il en allait de la nomination de Humphrey, favori des syndicats et des libéraux, comme colistier. Les délégués au congrès – dont les sympathies allaient à l'évidence au MFDP – furent même menacés de perdre des emplois fédéraux ou d'en être écartés... Tous ces gens en vinrent ainsi à faire pression sur Fannie Lou Hamer et les siens pour qu'ils acceptent le compromis concocté par Johnson, qui supposa, par ailleurs, qu'on exige de la délégation officielle un engagement formel à se montrer «loyale» envers le ticket démocrate. Peter B. Levy fait remarquer que, «fidèle à son ultra-conservatisme, la délégation du Mississippi rejeta même ce compromis». Par ailleurs, Luther King, qui ne croyait pas que le MFDP pourrait obtenir davantage, conseilla aussi aux jeunes militants d'accepter la «solution» promue par Humphrey. Mais, finalement, rien n'y fit: le MFDP refusa de se plier à ladite solution¹⁴⁶.

Notons que Walter Reuther avait à nouveau accepté d'agir sur demande de la présidence et au compte de celle-ci afin de limiter et que soient contenues les perturbations que le militantisme des droits civils provoquait au sein des rapports politiques traditionnels. Ce qui déjà avait été le cas lors de la marche sur Washington en 1963... Son principal biographe a écrit que l'épisode du MFDP en 1964 et la position qu'adopta alors Reuther eurent pour effet de le distancer des forces de changement, Africains-Américains et mouvement des jeunes essentiellement. Il venait de leur démontrer, a écrit un autre analyste, qu'il était «prêt à faire prévaloir les intérêts du parti national sur ses liens immédiats» avec les regroupements de lutte pour les droits civils¹⁴⁷.

iv. LE MFDP ET LA TRANSFORMATION DU PARTI DÉMOCRATE

On peut se demander à bon droit pourquoi Fannie Lou Hamer et ses camarades ont envisagé leur action politique avec le Parti démocrate. Dans le Sud profond, et le Mississippi en constitue l'exemple probablement le plus emblématique, le Parti démocrate était resté le parti de la ségrégation et de la réaction, dont l'organisation s'avérait le maître d'œuvre de l'exclusion fort répandue des listes électorales de la population noire. Et pour que notre

questionnement soit encore plus clair, mentionnons que le MFDP a été formé avant que la candidature républicaine de Goldwater soit lancée. Il nous apparaît que deux causes principales sont à l'origine de ce choix stratégique.

Premièrement, le Parti démocrate tient le rôle, on le sait, du parti *libéral* (au sens américain) dans le système partisan des États-Unis, à l'échelle nationale et, globalement, locale et régionale à l'extérieur du Sud – bien qu'il y ait des variantes. Le poids des types de coalitions véhiculés par les deux grands partis nationaux tend, on l'a vu, à s'imposer aux autres niveaux de pouvoir public. Le Parti démocrate se présente comme le parti des réformes sociales, du *New Deal*, et le syndicalisme l'a investi et s'y est associé. À ce titre, il a œuvré au nom du parti dans les quartiers noirs des grands centres urbains du Nord afin que leurs habitants, par exemple, s'inscrivent sur les listes électorales. C'eût été un non-sens que la population noire, presque entièrement prolétaire comme l'avait fait remarquer Martin Luther King Jr., décide d'associer son action politique au Parti républicain. D'ailleurs, depuis les années 1930 et alors même que les positions sur l'égalité civile dans les programmes républicain et démocrate étaient fort semblables, les Africains-Américains (qui votaient) appuyaient en majorité le parti de Franklin D. Roosevelt.

Deuxièmement, une fois écartée l'idée de lancer un réel nouveau parti, alors même que le besoin d'une puissante action politique était fortement ressenti, les militants du Sud devaient obligatoirement prendre position par rapport à l'organisation démocrate telle qu'elle existait chez eux. Ce qu'ils entreprirent fut logiquement le projet d'une transformation en profondeur du Parti démocrate dans le Sud, sur l'axe de la signification dans le bipartisme national qu'il avait acquise depuis quelque trois décennies à ce moment. D'où la formation dudit Mississippi Freedom Democratic Party, comme instrument d'intervention dans le Parti démocrate.

Dans la science politique des États-Unis, on emploie couramment la notion de « réaligement » pour rendre compte de cet objectif, le « réaligement du Sud ». Mais il faudrait utiliser plutôt, d'après nous, l'idée d'un « alignement » du Sud sur les réalités politiques nationales, un alignement des étiquettes politiques du Sud, en quelque sorte, sur leur signification partisane devenue majoritaire nationalement. En tout état de cause, ces notions rendent bien compte des objectifs poursuivis par Fannie Lou Hamer et les siens, des objectifs qu'ils finirent par atteindre. En effet, à la convention démocrate de 1968, une tendance dite « Loyal Democrats », formée du MFDP, du syndicat des enseignants du Mississippi, de la Fédération d'État de l'AFL-CIO, de la NAACP et d'autres courants libéraux du parti, réussit à faire refuser son accréditation à la délégation blanche officielle du Mississippi. Et sur place, ceux et

celles qui l'emportèrent devant le congrès furent précisément Fannie Lou Hamer et les militants de l'été 1964. À la convention démocrate de 1972, la délégation du Mississippi sera cette fois précisément composée de «vétérans du MFDP et de réformistes», cependant qu'Aaron Henry, l'un des dirigeants du MFDP au congrès du parti en 1964 et ex-président de la NAACP dans l'État, était dorénavant secrétaire (*chair*) du Parti démocrate du Mississippi¹⁴⁸. L'alignement des identités partisans du Mississippi sur le contenu qu'elles avaient acquis dans le Nord s'avérait donc pratiquement achevé.

Cet alignement nouveau procédait évidemment aussi de la «stratégie sudiste» de la campagne de Goldwater, contrepartie des transformations dans l'organisation démocrate. L'une et l'autre évolution s'inscrivait dans la dynamique des rapports internes au bipartisme national, tout en accentuant certaines des caractéristiques de chacune des formations, voire en les réorientant. Par exemple, le conservatisme économique et sociopolitique du Parti républicain n'avait pas supposé auparavant faire droit à la résistance aux lois d'égalité civile pour la population noire; et l'appui des Noirs aux démocrates, pratiquement *unanime* en 1964, n'avait jamais donné lieu à un tel niveau d'homogénéité politique: il allait dorénavant garantir au Parti démocrate l'une de ses bases d'appui les plus stables, voire la plus stable. Les réalités partisans nationales l'emportaient donc sur les réalités régionales, mais elles-mêmes étaient modifiées pour une part dans cette transformation.

Par ailleurs, les militantes et les militants africains-américains du Mississippi avaient certes subi une influence réelle du syndicalisme. D'abord appuyés et encouragés dans la construction du MFDP par des syndicalistes, qui les aidèrent vraiment, ils avaient dû repousser par ailleurs les conseils et la formule de compromis pilotés auprès d'eux par Reuther afin de rester fidèles à leur combat, comme le fit valoir Fannie Lou Hamer. Mais cette influence du mouvement ouvrier, qui n'était politiquement pas unidirectionnelle, avait pesé aussi sur d'autres aspects de leur action politique, à notre avis plus fondamentaux et même révélateurs. La nature et les méthodes de l'action politique du syndicalisme avaient en effet eu un triple effet.

D'abord, l'acceptation historique par le mouvement ouvrier de se conformer au bipartisme républicains-démocrates, c'est-à-dire de ne pas viser le lancement de sa propre formation partisane; contrairement à ce qui était le cas dans les autres pays de démocratie parlementaire, les mouvements de revendication populaires et les forces progressistes ne pouvaient donc se joindre à l'action d'un parti ouvrier, à une gauche constituée en parti indépendant. En conséquence, ils étaient eux aussi amenés à se conformer au bipartisme constitué et à chercher dans son cadre les formules les plus efficaces pour se

faire entendre. C'est le deuxième effet dont il faut tenir compte : le type d'action politique pratiqué par le syndicalisme conduisait *tout naturellement* ces mouvements et ces forces à concevoir leur propre intervention politique sous l'angle d'une action de groupe de pression. Troisièmement, le « cinquième système de partis », dont la signification portait l'empreinte de l'activité syndicale, invitait expressément à l'intervention dans et avec le Parti démocrate. Sur cet axe, les points de vue les plus avancés dans le mouvement syndical espéraient un bipartisme remodelé, par un processus que Reuther appelait de « réalignment », dont on a donné déjà les traits principaux. Or, le MFDP fut formé avec ce but politique bien précis, une transformation radicale du Parti démocrate au Mississippi : faire d'un parti ségrégationniste et ultra réactionnaire un parti « loyal » au programme des droits civils, des politiques sociales et de la collaboration avec le syndicalisme. Les dirigeants et les militants du MFDP voyaient leur but comme celui d'un « réalignment » du Sud.

Les syndicats ne pouvaient qu'être d'accord, les démocrates sudistes représentant pour eux aussi une nuisance permanente, dans le parti et eu égard à la volonté d'une mutation profonde du Sud. L'intervention de Reuther auprès des membres du MFDP en 1964 sur la question de l'accréditation de délégués, néanmoins, montre aussi que même les secteurs les plus progressistes de la direction nationale de l'AFL-CIO n'avaient pas idée des bouleversements que supposait ledit « réalignment » du Sud, dans le parti et dans la société, et se comportaient alors comme des porte-voix de la présidence. Ils faisaient à cet égard prévaloir les besoins partisans sur ceux qu'exprimait le MFDP – parce qu'ils étaient bien sûr convaincus que la réélection de Johnson représentait le gage le plus sûr, quelles qu'en soient les conditions, des réformes sociales et politiques souhaitées. Malgré leur déconvenue à la convention de 1964, Fannie Lou Hamer et ses collègues du MFDP appelèrent à voter en faveur de Johnson.

5. LA « GRANDE SOCIÉTÉ » DU PRÉSIDENT JOHNSON

C'est à la suite de la victoire éclatante du président Johnson en 1964 que la perspective d'une *Great Society* (Grande Société) et la guerre à la pauvreté acquièrent leurs traits les plus caractéristiques, après la loi sur les droits civils. On a déjà présenté pêle-mêle, pour l'ensemble des années au pouvoir de Johnson, certaines des mesures importantes et des réformes sociales contenues dans son programme. Mais soulignons que, « durant les 100 premiers jours de la première session [du nouveau Congrès], des lois pour lesquelles les syndicats avaient exercé leur lobbyisme depuis plus de 20 ans furent adoptées », de la rénovation urbaine à l'éducation, en passant par une loi d'assurance maladie pour les aînés et des programmes prévoyant la mise sur pied de centres

communautaires de santé et de centres de services juridiques, notamment. L'AFL-CIO avait mené depuis les années 1950 une campagne « assidue de promotion de l'idée d'une assurance maladie nationale pour les gens du troisième âge » ; elle avait lancé et soutenu une association d'âinés afin d'appuyer cette revendication, association qui eut alors un effet certain. Et c'est la centrale qui pilota auprès du Congrès ce projet, dont elle produisit une première version. Son rôle fut à ce point important que le président remit à George Meany le « stylo qui lui servit à signer le projet de loi¹⁴⁹ ». Cette assurance maladie pour les âinés, dite Medicare, fut suivie d'un Medicaid, une assurance sociale ayant pour but de garantir l'accès aux soins de santé et à l'hospitalisation pour les démunis.

Au mois de mars 1965, alors que battait son plein la bataille de la marche de Selma à Montgomery, qui visait l'abolition de la ségrégation sous toutes ses formes et la dénonciation du gouverneur raciste George Wallace de l'Alabama, « l'irréductible violence du Sud scandalisa » le pays et l'étranger. King s'était rendu à Selma et avait d'ailleurs défié une injonction en prenant la tête de l'une des manifestations. Tout cet épisode se transformait en une crise nationale aiguë, qui amena le pouvoir fédéral à intervenir directement. Le 13 mars, le président Johnson s'engagea publiquement en prenant la part des manifestants ; le 15, il annonçait son intention de soumettre un projet de loi, ce sera le Voting Rights Act, qui garantirait aux citoyens le libre exercice de leur droit de vote et l'inscription tout aussi libre sur les registres électoraux. Les esclaves avaient été affranchis avec la victoire du Nord sur le Sud dans la guerre civile ; mais on connaît toutes les mesures par lesquelles on leur interdisait le vote, et la violence qui attendait ceux et celles qui, malgré tout, tentaient d'exercer leurs droits. Le mouvement syndical se rangea officiellement du côté du président et appuya activement son Voting Rights Act. Cette loi interdisait toute mesure destinée à maintenir la ségrégation dans l'exercice des droits électoraux et accordait au gouvernement fédéral les pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de ses dispositions. Elle franchit rapidement l'étape de l'approbation des deux chambres, et le président y apposa sa signature le 6 août suivant en présence, cette fois, de Martin Luther King Jr.¹⁵⁰

Notons avec Robel et Zoller que, cinq années après l'adoption de la loi, « le pourcentage des Noirs du Mississippi inscrits sur les listes électorales [était passé] de 6,7 % à 66,5 % ; en Alabama, les électeurs noirs réussirent dès 1965 à faire perdre son poste au shérif responsable de la dure répression à Selma¹⁵¹ ». Enthousiasmé par ces développements, Reuther écrivit à son ami Willy Brandt d'Allemagne que le vote des Noirs allait profondément transformer les rapports politiques dans treize États du Sud, ce qui permettait d'envisager un réaligement rapide des identités partisans aux États-Unis¹⁵².

i. L’AFL-CIO ET LA SECTION 14B DE LA LOI TAFT-HARTLEY

Pourtant, la centrale subit une défaite politique importante quant à la modification de la loi fédérale de l’accreditation syndicale qu’elle voulait, c’est-à-dire l’abrogation de la section 14b introduite par la loi Taft-Hartley. L’Administration Johnson s’était officiellement commise en faveur du rappel de ladite section, à nouveau et précisément dans le message sur l’état de l’union du président en janvier 1965. À ce moment, depuis le scrutin de novembre 1964, l’AFL-CIO négociait avec la présidence l’échéancier de son programme législatif de réformes. Le président demandait à la centrale d’accepter que le rappel de la section 14b soit considéré après la promulgation des grandes réformes démocratiques et sociales qu’il mettait en avant. Il s’agissait d’une stratégie risquée pour la centrale, puisqu’elle se trouvait en quelque sorte à isoler l’objectif d’une amélioration des lois du travail (du point de vue syndical) du programme de grandes réformes qu’on allait engager – contrairement à ce qui se passa alors partout dans les pays occidentaux, comme au Canada. La stratégie de la présidence faisait de cet objectif aux États-Unis, consciemment ou non, un objectif propre à l’intérêt du mouvement ouvrier en tant qu’institution organisée, de fait l’objectif d’un intérêt particulier.

Le raisonnement que mettait en avant l’Administration Johnson voulait que la modification de la loi du travail représente un but litigieux (*controversial*) : un but risquant de semer la division dans la poursuite de la guerre à la pauvreté et de l’égalité citoyenne de la population noire, des éléments jugés non *controversés*, semble-t-il. Après une discussion difficile, au terme de laquelle on ne put faire l’unanimité, la direction de l’AFL-CIO opta pour se conformer à l’échéancier du président Johnson. Dans une communication du secrétaire au Travail Louis Wirtz à ce dernier, il était précisé que Reuther et Meany furent les dirigeants qui prêchèrent expressément en faveur de l’acceptation du calendrier présidentiel, cependant que, parmi d’autres, Andrew Biemiller, le directeur du lobbyisme de la centrale (*chief lobbyist*), s’y opposa. Pourtant, a souligné un historien de l’action politique de la centrale, les « chefs syndicaux étaient parfaitement conscients » qu’un tel report « réduisait la probabilité » que soit votée la réforme souhaitée¹⁵³.

Et de fait, même si l’on ne peut être certains qu’un échéancier différent aurait garanti une victoire politique aux syndicats, celui auquel on se plia s’avéra fort négatif pour eux. Le président jugea possible que s’engage la bataille du rappel de la section 14b au printemps 1965, rappel qui fut voté « avec le plein appui de l’Administration » par la Chambre des représentants à la fin du mois de juillet. Ce n’est qu’à l’automne que le projet de loi accepté par la Chambre fut étudié par le Sénat. Mais, à ce moment, le lobbyisme

right-to-work avait eu amplement le temps d'engager une large campagne d'opposition à l'objectif de ce rappel, relayée « à travers le pays par des centaines d'éditoriaux », etc. Probablement ébranlés par les résultats des élections de 1964, la puissance du mouvement noir et les projets de réformes de la présidence, les forces et les grands courants du conservatisme social s'étaient au fil des mois remis pourtant en selle. Leur campagne fut suffisamment forte pour que s'engage au Sénat une obstruction systématique soutenue contre la possibilité que se tienne un vote sur le projet de loi. L'AFL-CIO avait reçu l'appui de ses alliés traditionnels, tels la NAACP et le National Council of Churches. La majorité démocrate au Sénat fut incapable d'imposer la guillotine, quatorze démocrates du Sud appuyèrent l'obstruction (un apport numérique crucial à ce moment) et le leader Mike Mansfield de la majorité démocrate démontrant peu d'enthousiasme à mener une lutte résolue contre l'obstruction. On dit que Johnson, cette fois, fut plus réservé, mais c'est Mansfield que Meany blâma. En tout état de cause, l'ultime tentative de mettre fin à l'obstruction systématique survint en février 1966 : une majorité vota le bâillon, mais pas aux deux tiers. C'en était fait ; les réformes sociales des années 1960 n'incluraient pas aux États-Unis une bonification de la position du syndicalisme dans le *système des relations industrielles*¹⁵⁴.

Voulant évaluer l'influence politique du mouvement ouvrier dans les réalisations de la Grande Société et de la guerre à la pauvreté, Andrew Battista écrit qu'elle s'est manifestée de « trois manières ». Premièrement, explique-t-il, par la mise en avant durant de « longues années » auparavant de la nécessité de profondes réformes sociales dans les rangs des travailleurs syndiqués et publiquement ; puis, par son « activité électorale » large et intense, qui a permis l'élection à l'exécutif et aux chambres de gens favorables aux objectifs de cette Grande Société ; enfin, par son appareil efficace et son action approfondie de lobbyisme, en mesure de « rédiger des propositions législatives et même de coordonner les efforts de lobbyisme d'autres groupes libéraux¹⁵⁵ ». Descriptivement, cette image paraît juste et elle correspond, cela semble évident, à la perception du moment que devait alors ressentir la haute direction du syndicalisme. Mais ces « trois manières » de son influence sont repérables à d'autres moments de l'existence de l'AFL-CIO et, même si l'on peut convenir que le passage du temps avait permis à la centrale de perfectionner depuis sa naissance en 1956 les diverses « manières » de son influence, on ne voit pas comment et pourquoi, toutes choses égales, elle eut été par elle-même si puissante en 1964. À nouveau, pour évaluer le succès de l'action politique de la centrale durant les années 1960 et 1970, il faut souligner avec Mike Davis que l'ouverture du régime sociopolitique américain aux réformes repose alors principalement sur la dynamique, l'impulsion et les coups de boutoir du mouvement noir. Ce

mouvement constitue le facteur le plus important servant à ce moment à ébranler et à fissurer les rapports de pouvoir établis.

Mais les transformations furent réelles. « Les dépenses militaires diminuèrent, même durant la guerre du Vietnam, comme proportion du budget global », au profit d'une hausse des « dépenses de bien-être ». Avec le déploiement des nouveaux programmes sociaux, les dépenses de bien-être allaient même s'accroître, passant de 4,6 % à 6,1 % du produit national brut du pays « durant la deuxième moitié des années 1960¹⁵⁶ ». Plus précisément, par exemple : en 1964, le budget fédéral de la Défense accaparait 35 % du budget global contre quelque 33 % du budget assimilable au coût des programmes sociaux (à l'exception des contributions de Washington à l'éducation) ; en 1966, les taux correspondants étaient de 32 % à la Défense contre 35 % aux programmes sociaux ; en 1969, de 32 % contre 39 %, des proportions très éloquentes¹⁵⁷.

6. QUELLES VALEURS POUR LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ?

Durant sa campagne à la présidence, Goldwater mit à plusieurs reprises en avant l'idée que les États-Unis devaient revenir aux valeurs morales sur la base desquelles ils avaient été créés. L'oubli et l'abandon de ces valeurs menaçaient la société américaine de dérapages multiples et de plaies sociales graves. Le programme républicain soulignait ainsi que le pays était « à la dérive » et connaissait « un déclin moral », du fait de « l'indifférence envers [nos] idéaux nationaux fondés sur une foi religieuse vécue avec dévotion¹⁵⁸ ». Goldwater présentait en effet que des piliers (qualifiés habituellement aux États-Unis de) culturels étaient remis en question et ébranlés, pour une part déjà fissurés. Notons-le d'autant plus expressément que, durant la décennie 1950-1960, certains traits de ces piliers s'étaient durcis, et même transformés en composantes de l'identité américaine de « guerre froide ». Mais, qu'ils se soient à ce point politisés ou non, les fondements traditionnels de la société et ses institutions, telle la famille, se trouvaient aussi au cœur des conceptions que partageaient les couches dirigeantes du mouvement ouvrier, comme leurs membres, des normes les meilleures de la vie en société.

Ils s'avéreront en conséquence très réfractaires aux valeurs nouvelles que les années 1960 apporteront, ou suggéreront, de même qu'à la critique et parfois au rejet des normes établies. Globalement, les dirigeants syndicaux resteront entièrement étrangers à cette mise en cause ; ils s'y opposeront souvent publiquement, faisant partie des forces du *statu quo culturel*. Ce qu'on nomma alors la contre-culture, par exemple, leur répugna tout autant que cela fut le cas

pour les conservateurs traditionalistes. Les dirigeants de l'AFL-CIO et de ses syndicats, dans l'immense majorité des cas, auraient pu applaudir à l'un des passages d'un discours tenu par Ronald Reagan durant sa campagne au poste de gouverneur de Californie en 1966. S'en prenant « à des aspects contre-culturels » d'une soirée « de financement de militants de [l'Université Berkeley], Reagan dénonça le fait que l'événement » se déroula au son « d'une musique de rock-and-roll, de danses rythmées et lascives », ponctué de « spectacles de lumières psychédéliques si consternants que je ne pourrais même pas les décrire en détail¹⁵⁹ ».

Il y eut incontestablement des interfaces, une interpénétration souvent entre les dynamiques sociopolitiques associées à la New Left et les phénomènes de la contre-culture dont se servirent les conservateurs pour attaquer cette New Left. On invoquait l'idéal « de la famille traditionnelle et le sens des convenances [*decorum*], par opposition aux orgies, aux communes et au mépris de la loi et l'ordre ». De là, les conservateurs de l'époque assimilèrent les « libéraux à la New Left », nouvel angle d'attaque contre les premiers¹⁶⁰. Cette confusion ne fut évidemment jamais reprise publiquement par l'appareil dirigeant du syndicalisme ; mais l'état-major était convaincu de la véracité du lien étroit entre la contestation radicale des manières d'être et de faire établies (mode de vie, canaux de l'intervention politique, patriotisme étriqué) et d'une culture *sex, drugs and rock-and-roll*.

i. QU'EN EST-IL DE L'ÉTHIQUE DU TRAVAIL ?

Plus profondément, l'éthique historique du travail aux États-Unis et ses fondations philosophiques furent mises en cause, comme la culture et l'idée du bon goût traditionnelles. Il ne peut être question pour nous d'analyser les origines, la nature et le développement des valeurs dominantes et des mythes avec lesquels s'est érigée la société américaine¹⁶¹. Plus simplement, nous cherchons à indiquer quelques repères significatifs sur la base desquels illustrer l'antinomie entre la pensée (vieille) des directions syndicales et *l'esprit* des années 1960. La place du travail et sa conception représentent à cet égard des références incontournables. Le choc que pouvait susciter le questionnement de la légitimité même des idées reçues à leur égard fut d'ailleurs répercuté dans nombre d'analyses d'auteurs importants de l'époque, plus âgés que ceux de la génération au cœur des bouleversements en cours, mais qui avaient généralement partagé en sciences sociales des positions libérales.

Pour notre sujet, il apparaît que le cadre premier de leur interprétation se fondait sur l'œuvre d'Alexis de Tocqueville écrite au XIX^e siècle, *De la démocratie en Amérique*. On tenait de cette œuvre que « l'éthique alors en vogue [se

confondait littéralement à] l'éthique protestante». Tocqueville mettait en effet en relief que deux grandes caractéristiques de la société américaine frappaient les visiteurs européens au milieu de XIX^e siècle, caractéristiques devenues de véritables traits du caractère national. Pour certains d'entre eux, ces traits étaient d'ailleurs considérés comme autant de conditions de la possibilité réalisée du gouvernement démocratique et de la liberté individuelle aux États-Unis. D'un côté, il s'agissait de l'ingéniosité et de «l'énergie dévorante et insatiable» que l'on déployait «dans les activités de transformation, le commerce ou le travail personnel de la ferme», en ayant un seul but en tête: «améliorer sa situation économique et celle de sa famille», hausser son niveau de vie. À cet égard, donc, une «éthique du travail et de la réalisation de soi typiquement bourgeoise». De l'autre côté, le visiteur européen était étonné «de la piété profonde [des Américains] et de l'importance des valeurs familiales dans leur vie»: un peuple très religieux, donc, pour lequel «la fidélité maritale et la moralité sexuelle» s'avéraient des normes de vie hautement respectées¹⁶².

La religion jouait aux États-Unis un rôle essentiel au bon fonctionnement de la vie en société, avait aussi remarqué Tocqueville: dans un pays autant dédié à la course incessante à l'enrichissement personnel et où l'individu jouit de la pleine liberté politique et sociale, il y aurait danger que la population se compose d'une multitude de «citoyens sans maître dominés par leurs passions [...] négligeant] toutes leurs obligations envers les autres». La religion servait précisément à contrecarrer par ses préceptes l'effet délétère de ce libre individualisme. Ensemble, ces deux grandes caractéristiques définissaient la société américaine du XIX^e siècle comme «ordre social bourgeois-chrétien», un christianisme de nature tout à fait calviniste¹⁶³. Elles servaient à façonner le caractère américain et à garantir l'existence d'un gouvernement démocratique, l'individualisme se trouvant en quelque sorte maintenu à l'intérieur de balises permettant la vie en société. L'«univers moral» dominant conjugait donc «la piété, la chasteté, la frugalité, l'assiduité dans le travail, la sobriété, la modération, la charité, le contrôle de soi» et la primauté de la famille traditionnelle. Selon plusieurs analystes, cet univers moral survécut, tant bien que mal, bien sûr, comme univers normatif de référence jusqu'aux années 1960, alors que sa prééminence fut déboulonnée, ses composantes subverties et mises de côté. Le nouvel univers moral était déterminé par une «culture du narcissisme», une «éthique de l'auto-gratification», en tout cas par le rejet des valeurs du travail associées à l'éthique «bourgeoise»¹⁶⁴.

On peut considérer que l'«univers moral» traditionnel, l'éthique bourgeoise et protestante, correspond globalement, mais au plus près, à la pensée des appareils dirigeants de l'AFL-CIO, à leur sens de la décence. Un *credo national* dont ils partagent les tenants et aboutissants; les valeurs que portent

le mouvement jeune et le mouvement féministe, singulièrement, qu'ils assimilent à la contre-culture, les vexent. Il est notable, par ailleurs, que les analystes critiques dont nous venons de rappeler certaines explications déplorait, parfois de manière un peu insistante à notre avis, « la promiscuité sexuelle et l'irresponsabilité sexuelle » (James L. Collier) qui rompaient si ouvertement avec le rôle qu'avait pris historiquement l'engagement marital; la difficulté qu'il y avait à élever des enfants dans un monde marqué « par la libération sexuelle, les carrières des femmes et la prise en charge des enfants par des services de garde professionnels » (Christopher Lasch); ou alors le rejet de tous les repères pouvant servir à l'articulation d'une vie commune raisonnée et enrichissante, au profit d'un mode de vie débridé: « le mépris des valeurs bourgeoises, l'abandon de la monogamie hétérosexuelle, la croissance d'une vaste culture pornographique populaire, la célébration de l'instinctuel et de l'irrationnel en arts et dans la littérature »; l'attrait de l'agitation révolutionnaire en politique, etc. (Bell). Évidemment, le traitement analytique de cette subversion des valeurs traditionnelles par les trois sociologues renommés auxquels nous nous référons s'appuyait sur une élaboration poussée, qui avait le mérite de vouloir rendre compte de chamboulements réellement percutants¹⁶⁵.

Leur point de vue à cet égard, méfiant et même apeuré sur certains aspects, exprimait incontestablement un type de réaction alors répandu devant les nouveautés du moment, surtout parmi les cohortes générationnelles socialisées dans le monde issu de la crise des années 1930 et de la Deuxième Guerre mondiale. Ce qui était évidemment le cas des appareils dirigeants du syndicalisme. Surtout, comme nous en avons soufflé mot plus haut, que le climat de conservatisme culturo-politique des années 1950 avait durci certains traits de l'univers des valeurs dominantes traditionnelles; il les avait aussi associés à une définition de guerre froide de l'identité américaine. Ainsi en alla-t-il, par exemple, de la pratique religieuse et de l'affiliation ou de l'identification à une confession religieuse. Elaine Tyler May a pu établir que « le nombre de membres des diverses Églises a crû, passant de 64,5 millions en 1940 à 114,5 millions en 1960, [c'est-à-dire] de 50 % à 63 % de toute la population (cent ans auparavant, seulement 20 % des Américains étaient affiliés à une Église). En 1958, 97 % des personnes interrogées déclarèrent croire en Dieu. L'affiliation à une Église était dorénavant associée au mode de vie américain, cette manière de vivre *nationale* qu'on opposait au « communisme¹⁶⁶ ».

Dans le même sens, il paraît fort révélateur que l'attrait de la vie de famille et du mariage ait connu une nette accentuation durant la même période. Si, depuis des décennies, l'évolution d'ensemble de la société américaine tendait à la diminution du nombre d'enfants par famille et à la hausse du pourcentage de célibataires adultes, comme partout dans le monde occidental, la tendance

s'inverse à ce moment : hausse du nombre moyen d'enfants, diminution de celui des célibataires, célébration de la famille partout, notamment à la télévision. L'accent sur la vie en famille comme cadre optimal de la vie privée, famille fondée sur un partage des rôles hommes-femmes procédant des conceptions les plus traditionnelles, devient aussi une dimension caractéristique de l'identité nationale. Et cette identité est toujours vue en contradiction de ce qui est promu par le régime de l'URSS, ou de ce qu'il ne peut pas offrir à la famille (résidence privée en banlieue – cadre de vie de la famille nucléaire qui doit être favorisé parce qu'il est tenu à l'extérieur des turbulences des grands centres ; accès à la panoplie des électroménagers par les familles considérées séparément), donc dans une perspective de guerre froide¹⁶⁷.

D'ailleurs, mentionnons que la référence à Dieu dans le Serment d'allégeance (« One nation under God ») au pays fut précisément introduite au milieu de la décennie 1950-1960, pour différencier les États-Unis du régime *sans Dieu* de l'URSS. C'est en 1956 que fut adoptée par le Congrès comme devise des États-Unis le *In God We Trust*, « en Dieu nous avons foi » (ou « confiance »), après qu'il eut fait ajouter à ses bâtiments une pièce spéciale pour le recueillement religieux et la prière. Qui plus est : le président Eisenhower n'était membre d'aucune Église, ne pratiquait pas et, semble-t-il, ne se souvenait pas de la confession de ses parents lorsqu'il mena sa première campagne à la présidence. Il fut le seul président à recevoir le baptême alors qu'il était en fonction, convaincu, avait-il confié, « que le peuple américain ne suivrait [maintenant] personne qui n'était pas membre d'une Église ». Les réunions de son cabinet s'ouvrirent alors sur une prière. « Le président, a-t-il été écrit, cherchait à donner l'exemple d'une vie fondée sur la foi, élément si important durant la guerre froide¹⁶⁸ ». Voilà qui laisse supposer une instrumentalisation politique de composantes importantes de l'identité nationale façonnée depuis la fin des années 1940.

En tout état de cause, les quelques éléments rapportés quant à l'éthique du travail, la conception de la vie familiale et du cadre licite de l'activité sexuelle, le rôle de la religion et la référence à la foi, montraient en même temps une accentuation du poids de caractéristiques historiques de la personnalité nationale et une conversion partielle de la signification de certaines. L'identité nationale du temps de la guerre froide se modelait comme identité nettement conservatrice. La crise des valeurs propres à cette identité et la contestation de la contre-culture furent grandement perçues comme une rupture durant la décennie 1960-1970, une volonté de mise au rancart de tout un univers moral¹⁶⁹. Cela choqua évidemment et fut même subi comme un affront par de larges secteurs de la population. Sur ces terrains, les appareils syndicaux n'apparaissaient pas comme un sous-secteur particulièrement conservateur : le

cosmopolitisme des grands centres où ils intervenaient, le programme social qui était le leur, leurs rapports avec des collectivités défavorisées de la population, notamment, enseignaient que les réalités démographiques étaient complexes et que l'effort personnel dans le travail n'était pas gage de succès. Mais, comme nous l'avons déjà mentionné, l'univers moral qui était le leur restait conforme aux idéaux types de la décennie 1950-1960, dans le cadre d'une orientation politique de guerre froide très majoritaire et marquée.

Ils furent donc choqués par les phénomènes de dissidence profonde qui se manifestèrent durant les années 1960, dans les mœurs, en politique et sur le plan social (comme nous le verrons). Ce n'est pas que l'inspiration *new deal* était disparue au cours de la décennie précédente: on a bien vu, au contraire, que les démocrates connurent des résultats sans cesse ascendants à compter de 1954, au Congrès puis à la présidence, grâce à une aide massive du mouvement ouvrier et de ses alliés africains-américains. Et la puissance syndicale dans l'entreprise, même si elle était contrôlée et contenue, restait en règle générale incontournable; les objectifs «organisationnels» de l'AFL-CIO consistaient alors à mieux garantir sa présence contre des forces hostiles au Congrès de Washington et dans divers États et à améliorer le sort de ses adhérents, dans le cadre de ce qui était, c'est-à-dire à l'intérieur des balises du «compromis d'après-guerre». Elle y parvenait de manière fort satisfaisante. De 1960 à 1966, les gains politiques et sociaux furent d'ailleurs considérables. Mais les dynamiques sociales alors en cours allaient bientôt la contourner, et soulever contre elle l'ire de plusieurs courants militants. La centrale serait-elle toujours en mesure de participer aux grandes coalitions du progrès? Son «contentement» en tout cas la disposerait mal ou la préparait mal, idéologiquement et politiquement, à composer avec les profondes perturbations qui allaient maintenant se manifester et qui fissureraient même les moyens de son action politique.

Notes

1. Meany cité dans E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 1978: 195; l'article de l'hebdomadaire du L.A. Central Labor Council est cité dans J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977: 150-151; Harold L. Wilenski, "Class, Class Consciousness and American Workers", 1966: 329.
2. *The New York Times*, 29/12/1961: 7, et 7/01/1962: iv-10. Selon le journal, il y eut en 1961 quelque 3 300 arrêts de travail, auxquels participèrent environ 1 450 000 syndiqués, pour un total de quelque 16 500 000 jours de grève – un chiffre qui restait tout de même imposant.
3. *The New York Times*, 7/01/1962: iv-10.
4. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995: 286-287.
5. Voir, par exemple, les articles du *New York Times* dans les numéros du 19/09/1960: 26, 31/08/1962: 10 et 07/10/1962: 48; l'appréciation de cette initiative nouvelle du monde des affaires par le syndicalisme paraît dans le *New York Times* du 19/08/1963: 24, sous la signature

- de Louis Hollander, alors secrétaire-trésorier de la fédération AFL-CIO de l'État de New York et secrétaire (*chairman*) de la section du COPE dans l'État.
6. Daniel J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy", 1981 : 5.
 7. Hugh Cleland, "The Hard Road to Union Democracy", *Dissent*, vol. 6, n° 4, automne 1959 : 462-469; Frank Marquart, "New Problems for the Unions", *Dissent*, vol. 6, n° 4 : 375; Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 1-2; Stanley Aronowitz, *False Promises*, 1973 : 225 (citation); Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983 : 43-44.
 8. Propos rapportés dans Ray Marshall, "Black Workers and the Unions", *Dissent*, vol. 19, n° 1 : 300.
 9. Citation d'un numéro du *Congressional Quarterly* en 1969 dans Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979 : 155, note 30; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994 : 185-186.
 10. Thomas R. Brooks, "Death of a Craft?", 1966 : 353-356.
 11. W. Fogel et A. Kleingartner, *Contemporary Labor Issues*, 1966 : 335.
 12. Arthur M. Ross, "Work and Leisure in the Round of Life", 1966 : 189-190.
 13. Rapporté et résumé dans Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999 : 47; Kevin Boyle, "Little More than Ashes: The UAW and American Reform in the 1960's", 1998 : 227 (pour la première citation de ce paragraphe).
 14. *New York Times*, 14/02/1962 : 19; *New York Times*, 22/02/1962 : 48; *New York Times*, 25/03/1962 : 28. Le Parti démocrate ne connut pas de recul en 1962, mais les résultats – comme on l'a vu – donnèrent finalement une composition relativement équivalente des deux chambres du Congrès à ce qui était le cas jusque-là.
 15. *New York Times*, 21/02/1963 : 17; *New York Times*, 08/11/1963 : 18; *New York Times*, 14/11/1963 : 1.
 16. On sait que, dans une situation semblable à celle qui a été provoquée par la mort de J.F.K., la constitution américaine prévoit que le vice-président assume les fonctions de président jusqu'à la fin du mandat du président décédé.
 17. Voir notamment le *New York Times* du 26/10/1963 : 14.
 18. Victor Reuther, "The International Activities of American Trade Unions", 1966 : 298-310; pour ce qui précède, voir les pages 302-303, 310.
 19. *Ibidem* : 303.
 20. Victor Reuther, *ibidem* : 304, 305-309; Marcel van der Linden, *Transnational Labor History: Explorations*, 2003 : 144; Kim Moody, *An Injury to All* : 289-290.
 21. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit* : 407; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 50-52.
 22. Ce texte est repris d'Irving Richter, *Political Purpose in Trade Unions*, 1973 : 211.
 23. Jack Barbash, *American Unions*, 1967 : 108-109.
 24. Irving Richter, *Political Purpose in Trade Unions* : 212; Catherine Collomp, « La politique étrangère de l'AFL et de l'AFL-CIO », 1994 : 514-515. Les États-Unis réintégrèrent l'OIT en 1980, et l'AFL-CIO revint à la CISL en 1981.
 25. L'orientation que nous analysons est celle qui exprime le mieux le positionnement idéologico-politique de l'AFL-CIO sur la scène mondiale. Ce qui n'empêche pas, à l'occasion, Meany et la centrale d'émettre des critiques à l'endroit du gouvernement, par exemple pour son aide à Haïti durant le régime Duvalier, « dictature d'oppression », qui nie la « liberté de la presse » et réprime le syndicalisme (voir Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics* : 129).
 26. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995 : 219-224; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 47; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition : 172; Joshua B. Freeman, *Working Class New York: Life and Labor since World War II*, 2000 : 237-244.
 27. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 21, 47, 49.
 28. Rapporté dans Irving Richter, *Political Purpose in Trade Unions* : 211.

29. Voir l'analyse de Douglas Crase, "Michigan Democrats in Dissaray", *The Nation*, vol. 206, n° 11, 11/03/1968 : 340-343.
30. Marvin Caplan, "What Washington Labor Lobbyists Do", *Dissent*, printemps 1975, reproduit dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, 1978 : 226.
31. Cet épisode et le refus de Meany sont rapportés par plusieurs auteurs ; voir notamment Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 205-208, et note 22, 261-262 ; pour les priorités politiques de l'AFL-CIO en 1965, Jack Barbash, *American Unions* : 106.
32. William H. Chafe, "Race in America: The Ultimate Test of Liberalism", 2003 : 162-164 ; Daniel Guérin, *De l'oncle Tom aux Panthères*, 1973 : 163-166.
33. William H. Chafe, "Race in America" : 163 ; Daniel Guérin, *De l'oncle Tom aux Panthères* : 199-201.
34. Par exemple, en 1899, « la Cour suprême avait accepté qu'en période d'austérité budgétaire les autorités [...] puissent fermer la seule école noire [d'un] comté et maintenir ouverte l'école blanche » (Lauren Robel et Elisabeth Zoller, *Les états des Noirs*, 2000 : 43).
35. L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs* : 42-49 ; William H. Chafe, "Race in America" : 167.
36. L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs* : 49-52.
37. Thomas N. Schroth, "executive editor", *Congress and the Nation, 1945-1964* : 48.
38. William H. Chafe, "Race in America" : 167.
39. *Ibidem* : 168-170 ; Daniel Guérin, *De l'oncle Tom aux Panthères* : 202-205, citation 203.
40. Charles Denby, *Indignant Heart: A Black Worker's Journal*, [1978] 1989 : 184-185.
41. Bert Cochran, "American Labor in Mid-passage", 1959 : 58 ; Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 72-73.
42. Frank Freidel, *America in The Twentieth Century*, 1960 : 531.
43. Charles Denby, *Indignant Heart* : 190-193 ; William H. Chafe, "Race in America" : 170-172.
44. Charles Denby, *Indignant Heart* : 194-198 ; Thomas N. Schroth, *Congress and the Nation* : 48.
45. W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, 1966.
46. F. Ray Marshall, "Unions and Minorities", 1966 : 280-288.
47. Herbert Hill, "Organized Labor and the Negro Wage Earner", 1966 : 295-301, pour la synthèse du texte de Hill.
48. Stanley Levey, "George Meany and Herbert Hill Clash", *New York Times*, 10/11/1962 : 1, 13.
49. Report of the New York Advisory Committee, "Discrimination in the Building Trades: the New York City Case", 1964.
50. Voir Jack Barbash, *American Unions* : 96-99, 166-167 ; Thomas R. Brooks, "Labor: The Rank-and-File Revolt", 1966 : 319-325 ; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition : 163-166. Barbash, aux pages 166-167, établit précisément une liste impressionnante d'articles et d'études de la première moitié des années 1960 s'adressant précisément à cette réalité de l'instabilité interne au syndicalisme.
51. Marvin Caplan, "What Washington Labor Lobbyists Do" : 224.
52. Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle* 1994 : 116-120 ; citations, 116, 119.
53. *Ibidem* : 147-149, 211.
54. *Ibidem* : 207-214. On peut trouver facilement en ligne le discours, transcrit au complet et filmé, de King en avril 1967 par lequel il condamne l'engagement américain au Vietnam : par exemple, à l'adresse : www.informationclearinghouse.info/article2564.htm.
55. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 1994 : 142-145.
56. Nous nous servons ici des propos de Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983 : 136-137.
57. Le comité était composé de Randolph, de Bayard Rustin (« toute sa vie un social-démocrate »), de Tom Kahn (de la League of Industrial Democracy, un courant issu du Socialist Party), de Cleveland Robinson (syndicaliste du syndicat des employés de magasins et de pharmacies) et de Norman Hill, du Congress of Racial Equality. Hill représentait alors l'exception, mais il allait œuvrer au sein de l'AFL-CIO l'année suivante. Ces renseignements sur la composition du comité

- sont pour une part tirés de Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 7. Ce comité travaillait en coopération directe avec King.
58. *Ibidem*.
 59. *New York Times*, 13/08/1963: 22; *New York Times*, 14/08/1963: 21; *New York Times*, 17/08/1963: 8.
 60. *New York Times*, 31/07/1963: 13.
 61. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 8.
 62. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 385.
 63. *Ibidem*: 384; Michael Barker, “Elite Philanthropy, SNCC, and the Civil Rights Movement”, Part II, novembre 2010: www.swans.com/library/art16/barker69.html (consulté le 10/06/2012).
 64. Voir Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 71.
 65. Voir les exemples que rapporte Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 15-19.
 66. Voir Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 169-170.
 67. Voir Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 27-30; Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*: 162-165.
 68. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 42-43, note 57, p. 217-218. Montgomery est la capitale de l’Alabama, cependant que Selma est située dans une région de l’État à forte majorité africaine-américaine. La protestation contre les pratiques de ségrégation massives à Selma avait été très durement réprimée, et deux tentatives de monter à Montgomery pour porter sa contestation avaient été stoppées aux portes de Selma. C’est à la troisième tentative, suivie par tout le pays, que les marcheurs purent effectivement se rendre dans la capitale.
 69. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 67-68.
 70. Voir M. Isserman et M. Kazin, “The Failure and Success of the New Radicalism”, 1989: 213, 221-222.
 71. Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*, 1996: 24-25, 80.
 72. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 158-160; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 10-11. Notons que la définition de la New Left esquissée dans ce paragraphe n’est pas celle de Levy.
 73. Il s’agit d’un document très intéressant, sur beaucoup d’aspects, et qui se trouve facilement sur Internet.
 74. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 159-160.
 75. Pour ce paragraphe, voir Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*: 30-33.
 76. *Ibidem*: 151-152, 208, note 8; 31, 76.
 77. Voir Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 10-14, 30-45.
 78. James Weinstein et D.W. Eakins, dir., *For a New America: Essays in History and Politics from “Studies on the Left”, 1959-1967*, 1970: 21-28. Weinstein et Eakins sont évidemment les deux membres du comité de rédaction de la revue dont les propos sont rapportés dans ce paragraphe.
 79. *Ibidem*: 13-21, 28-33, 180-193; Weinstein et Eakins se servent de ce livre pour présenter l’histoire politique et idéologique de la revue *Studies on the Left* et présenter un fort complet recueil d’études qu’elle avait publiées. Par exemple, les pages 180-193 dont nous nous servons reproduisent un article de John Steinke et James Weinstein publié à l’été 1962, intitulé “McCarthy and the Liberals”, vol. 11, n° 3.
 80. Mot d’ordre et position mis en exergue par Paul Mattick Jr., dans “‘Beggars’ Banquet”. Le banquet des mendiants», titre de l’entretien qu’il accorda à *Feuille d’Oiseau-tempête*, supplément au n° 11, été 2004 (pour le quarantième anniversaire de l’élection de 1964; on sait, par ailleurs, qu’en langue anglaise la lettre «J» rime avec le mot «way»).
 81. Sara M. Evans, *Les Américaines: histoire des femmes aux États-Unis*, 1991: 473-474.
 82. *Ibidem*: 474.
 83. *Ibidem*: 475-480.
 84. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 162-163; Sara M. Evans, *Les Américaines*: 477. Levy considère que Smith n’était pas «féministe», et que son amendement n’avait qu’une

- valeur instrumentale; Evans pense plutôt que Smith était véritablement favorable à des mesures assurant aux femmes la protection contre la discrimination, mais que son amendement de 1964 n'avait en effet pour but que d'éviter l'adoption du projet de loi sur les droits civils...
85. Voir Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*: 48-52, 66-69.
 86. Sara M. Evans, *Les Américaines*: 488.
 87. *Ibidem*: 496-500.
 88. Voir Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 163-164, et Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*: 137.
 89. Marvin Caplan, "What Washington Labor Lobbyists Do?": 228.
 90. Voir Sara Evans, *Les Américaines*: 471.
 91. Rapporté dans B.J. Widick, "Meany's Wooden Soldiers", *The Nation*, vol. 206, n° 1, janvier 1968: 8.
 92. Voir Emanuel Geltman, "Social Attitudes of Trade Unionists", *Dissent*, vol. 15, n° 1, janvier-février 1968: 12.
 93. Voir Daniel J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy", 1981: 5.
 94. Voir l'explication plus complète que présente Harold M. Levinson, "Wage Policies of American Unions", 1966: 197-210.
 95. Lyndon B. Johnson avait servi sans discontinuité au Congrès depuis 1937, au départ comme représentant puis comme sénateur du Texas, jusqu'à la victoire du ticket Kennedy-Johnson en 1960. Au Sénat, il avait assumé les fonctions de leader de la minorité, leader de la majorité et de whip.
 96. Kevin Boyle, "Little More than Ashes: The UAW and American Reform in the 1960s", 1998: 223; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 50, Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 388.
 97. Ainsi: S. Ludlam, M. Bodah et D. Coates, "Trajectories of Solidarity: Changing Union-Party Linkages in the U.K. and the U.S.", 2002: 4-6.
 98. Ainsi: Robert Zieger et G. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 3^e édition: 246-247.
 99. S. Ludlam, M. Bodah et D. Coates: "Trajectories of Solidarity": 5; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 55.
 100. Taylor E. Dark, *ibidem*. L'expression « pouvoir exécutif » fait évidemment référence à la présidence et l'expression « pouvoir législatif » aux deux chambres du Congrès.
 101. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 183.
 102. Kevin Boyle, "Little More than Ashes": 223. Il est intéressant de noter que les objectifs de ce programme étaient semblables à ceux de l'animation sociale au Québec à la même époque.
 103. *Ibidem*: 225-226.
 104. Pour une étude fort intéressante des phénomènes que nous venons de mentionner, et sur laquelle nous nous appuyons, voir E. Boris et J. Klein, "Organizing the Carework Economy: When the Private Becomes Public", 2010. Boris et Klein font remarquer que les postes d'entraide personnelle furent associés aux tâches féminines traditionnelles, un pli dont les effets allaient incontestablement se perpétuer. De la même façon, et en fonction des sites premiers de leur déploiement, ils allaient aussi être largement pourvus par des femmes des communautés minoritaires; voir les pages 197-206.
 105. Données établies par Robert J. Lampman, "Income Distribution of American Labor", 1966: 58-65.
 106. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 64-65.
 107. Pour une présentation précise et chiffrée de cette politique de Kennedy et Johnson, voir Daniel J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy", 1981: 24-25.
 108. L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs*, 2000: 60-61; Pascal Noblet, *L'Amérique des minorités*, 1993: 98; Ira Katznelson, "Was the Great Society a Lost Opportunity?", 1989: 203; Nancy Di Tomaso, "Class and Politics in the Organization of Public Administration", 1994: 417-423;

- Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 2002, 205-208, 261-262; la déclaration de Bolling est rapportée par Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 57.
109. Voir le compte-rendu et l'analyse de ces péripéties dans: Alan Draper, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*, 1989: 107-114.
 110. Phyllis A. Wallace et James W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining", 1981: 199-201, 221-223.
 111. *Ibidem*: 221.
 112. Paul Frymer, *Black and Blue: African Americans, the Labor Movement, and the Decline of the Democratic Party*, 2008.
 113. *Ibidem*: 67.
 114. *Ibidem*, 27-29, 67-68.
 115. Pour ce qui précède, *ibidem*: 29-34, 39-41, 47-49.
 116. *Ibidem*: 6, 15, 70.
 117. *Ibidem*: 72, 88-94.
 118. Phyllis A. Wallace et James W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining": 216-217.
 119. Voir *ibidem*: 214-220.
 120. Voir Paul Frymer, *Black and Blue*: 15-16, 87-92, 94-97.
 121. Rapporté par Walter D. Burnham, *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, 1970: 136.
 122. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 100, 264.
 123. Par exemple, Joseph C. Goulden, *Meany: The Unchallenged Strong Man of Labor*, 1972; Robert H. Zieger, "George Meany: Labor's Organization Man", 1987.
 124. Voir, par exemple, Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 51; Taylor E. Dark, "Organized Labor and Party Reform: A Reassessment", 1996: 500.
 125. On se souviendra qu'il était alors celui des candidats à l'investiture qui soulevait la plus grande opposition du syndicalisme.
 126. Alan Draper, *A Rope of Sand*: 117-119.
 127. Épisodes rapportés par Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 53.
 128. On peut consulter la plateforme qu'adopta le congrès démocrate de 1964 sur le site: *Political Party Platforms*, "Democratic Party Platform of 1964", <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29603>. Pour ce qui précède, voir notamment Thomas N. Schroth, « executive editor », *Congress and the Nation, 1945-1964*, 1^{er} partie, 1^{er} chapitre "Politics and National Issues", 1965: 57-58.
 129. Rapporté dans John H. Aldrich, *Why Parties? The Origins and Transformation of Party Politics in America*, 1995: 194.
 130. Pour ce qui précède, voir Thomas N. Schroth, *Congress and the Nation*: 53-54; E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 1978: 310; Adam Clymer, "Barry Goldwater is Dead at 89; Conservatives' Standardbearer", *New York Times*, 30/05/1998.
 131. Ainsi, Nixon venait de perdre la course au poste de gouverneur de la Californie et s'était (momentanément) retiré; Rockefeller était aux prises avec des problèmes matrimoniaux qui défrayaient la chronique publique; Romney « avait fait de grosses gaffes durant sa campagne »; Scranton s'y était pris trop tard... Voir E.C. Ladd et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*: 310.
 132. *Political Party Platforms*, "Republican Party Platform of 1964", <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=25840>; voir aussi Thomas N. Schroth, *Congress and the Nation*: 54-56.
 133. Thomas N. Schroth, *ibidem*: 57.
 134. Voir pour ce paragraphe: J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 159; Thomas N. Schroth, *Congress and the Nation*: 53; John R. Petrocik, *Party Coalitions*, 1981: 104.
 135. Rapporté dans Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 197.
 136. Voir J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change*: 158-159; Stephen J. Whitfield, *The Culture of the Cold War*, 1996: 17.

137. Chiffres établis par John R. Petrocik, *Party Coalitions*: 104-106.
138. Chiffres tirés de Robert Axelrod, “Where the Votes Come from: An Analysis of Electoral Coalitions, 1952-1968”, 1978.
139. Chiffres rapportés dans Thomas N. Schroth, *Congress and the Nation*: 59.
140. *Ibidem*: 56, 60-61.
141. Voir Paul Frymer, *Black and Blue*: 3-4, et Alan Draper, *A Rope of Sand*: 119.
142. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 28-29.
143. *Ibidem*: 29.
144. Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*: 166.
145. Citations de Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 38
146. Voir Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*: 166-167; William H. Chafe, “Race in America: the Ultimate Test of Liberalism”, 2003: 174-175; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 29, 38-41; Nelson Lichtenstein, “Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism”, 1987: 297.
147. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 395; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 52.
148. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 170.
149. Pour ce paragraphe, voir Alan Draper, *A Rope of Sand*: 119, notamment pour la première et la dernière citation; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 57-58, notamment pour la deuxième citation; voir aussi Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 39.
150. Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*: 179-182, citation, 180; L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs*: 61-63.
151. L. Robel et E. Zoller, *ibidem*: 62-63.
152. Steven Amberg, “The CIO Political Strategy in Historical Perspective: Creating a High-Road Economy in the Postwar Era”, 1998: 181-182.
153. Voir notamment, pour les deux paragraphes précédents, Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 59-61, citation 61.
154. Voir Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 59-62; Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 62-63, 104-106. Notons que cinq démocrates du Nord votèrent contre le bâillon, dont le sénateur McGovern du Dakota du Sud, ainsi que le fait remarquer Wilson. Ce vote allait venir hanter McGovern en 1972, quand il sera le candidat démocrate à la présidence. Nous y reviendrons.
155. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 39-40.
156. Toutes choses qui ne signifient cependant pas que les dépenses militaires diminuèrent (elles s’accrurent au contraire significativement), puisque le budget global s’élargissait constamment durant ces années; Ira Katznelson, “Was the Great Society a Lost Opportunity?": 197.
157. Pour ces données, nous nous référons aux graphiques publiés sur le site: <http://www.usgovernmentspending.com>. Voir aussi John A. Andrew III, *Lyndon Johnson and the Great Society*, 1999.
158. Voir la note 133.
159. Résumé et citations de Reagan par Peter B. Levy, *The New Left and Labor*: 107.
160. *Ibidem*.
161. Le livre d’Élise Marienstras, *Les mythes fondateurs de la nation américaine: essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l’époque de l’indépendance, 1763-1800*, 1976, reste pour nous un modèle de ce type d’étude.
162. Russel Nieli, “Social Conservatives of the Left: James Lincoln Collier, Christopher Lasch, and Daniel Bell”, 1993: 199-200, 205. Cette étude, d’une centaine de pages, sur les trois analystes mentionnés dans son titre, est de haute qualité et d’un très grand intérêt.
163. *Ibidem*: 203-204, 206-207.
164. *Ibidem*: 206-207.
165. Pour ce qui précède, voir *ibidem*: 207-227, 232-252, 263-278: citations 222, 233, 263.

166. Elaine Tyler May, "Cold War-Warm Hearth : Politics and the Family in Postwar America", 1989 : 156-157.
167. *Ibidem* : 156-161.
168. Voir Stephen J. Whitfield, *The Culture of the Cold War*, 2^e édition, 1996 : 88-89 pour ce qui précède ; citation 88.
169. Les analyses plus récentes de cette période ont, par ailleurs, relativisé quelque peu l'idée de cette « rupture ». Il est vrai que les années 1960 apportent et créent du *neuf*, mais elles se situent sur plusieurs axes en continuité de développements et de tendances de la décennie précédente. Par exemple, l'accès aux électroménagers était vanté comme voie privilégiée d'élargissement du temps de loisir, d'un temps libéré du travail et même de tâches traditionnelles que supposait la vie de famille ; ou alors la volonté de l'harmonie dans la vie des couples, qui incluait le bien-être de l'un et l'autre partenaire, prêchée par la nouvelle armée de psychologues : la conception de cette harmonie se trouvait en quelque sorte à valoriser l'idée de la réussite individuelle à l'existence de chacun et chacune ; qui plus est, l'harmonie sexuelle dans le couple, vue notamment sous l'angle du plaisir de chaque partenaire, donc de la femme aussi, préparait pour une part à la « libération sexuelle ». Toutes ces choses, en d'autres mots, ouvrant la voie à ce qui fut souvent présenté comme l'*hédonisme* des années 1960. Pour cette discussion, voir notamment l'appréciation d'Elaine Tyler May, "Cold War-Warm Heart" : 164-175. Statistiquement, il n'y avait en 1972, par ailleurs, que 23 % des familles américaines vivant selon le modèle traditionnel, l'homme comme gagne-pain et la femme comme mère au foyer, pourcentage qui s'effondra à 9 % environ durant les deux décennies suivantes : Michael Zweig, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 2001 : 63.

TROISIÈME SECTION

LA DISLOCATION DE L'HÉRITAGE LIBÉRAL

Chapitre 7

LA DÉCENNIE DE TOUTES LES CONTESTATIONS : LA COALITION NEW DEAL EN DIFFICULTÉ (1966-1974)

PRÉSENTATION ET HISTORIQUE

Les balises chronologiques des Trente Glorieuses ne sont pas définies par tous les analystes de la même façon, singulièrement en fonction des aspects particuliers des réalités sociales qu'ils considèrent. Ainsi, pour ce qui est des États-Unis, nous les avons établies selon une période allant de 1947 à 1977, c'est-à-dire selon un cadre socioéconomique et sociopolitique donné par la croissance de type fordiste, qui a supposé l'instauration d'un mécanisme (relativement) stabilisé de rapports entre les classes. En 1947, les grandes grèves de l'après-guerre, dont les grèves généralisées locales que nous avons rappelées, ont en quelque sorte assuré la place des syndicats ouvriers dans l'économie industrielle, dorénavant très largement syndiquée; en 1977, les conditions de l'économie fordiste et ses possibilités, ainsi qu'il est généralement reconnu, se révèlent globalement épuisées, en tout cas fortement grippées. Rétrospectivement, on peut voir que les équilibres constitués sont alors entrés en crise et que le moment est à la reconversion des rapports entre les classes. Mais, si l'on s'arrête plus directement à l'étude du « système de relations industrielles » aux États-Unis, les Trente Glorieuses se définissent plutôt par les décennies de 1950 à 1980 : un encadrement d'ensemble tel que la loi Taft-Hartley l'a posé en modifiant les lois du travail issues du New Deal, encadrement maintenu *grosso modo* jusqu'à sa mise en cause politique avec la présidence Reagan¹. Tout le monde comprend néanmoins que ces balises différentes des Trente Glorieuses,

de 1947 à 1977 et de 1950 à 1980, renvoient à la même période : elles servent à cerner une réalité historique en mouvement, comme un tout et dans certaines de ses dimensions repères.

Ainsi en va-t-il de ce moment historique particulier qu'on appelle les « années 1960 » : la dénomination de cette phase marquante de l'évolution des rapports sociaux et politiques est caractérisée par une effervescence inhabituelle de la contestation de gauche et populaire des pouvoirs établis et dont les péripéties se déroulent principalement durant la décennie 1960-1970. Elle a cours sur l'ensemble de la planète, singulièrement, mais pas uniquement dans les pays de l'Ouest industrialisé. Pourtant, cette phase ne couvre pas partout toutes les années de la décennie 1960-1970, et elle les déborde en plusieurs endroits. Aux États-Unis, elle s'avère étendue, s'ouvrant tôt dans la première moitié de ladite décennie et se déployant presque jusqu'au milieu des années 1970. Elle donne lieu dans le monde à des actions étudiantes et ouvrières de masse et entraîne un renforcement significatif des mouvements sociaux, en particulier du mouvement ouvrier, des syndicats et des partis. Elle suscite aussi, globalement, une évolution à gauche de tous ces mouvements.

En étude comparée des mouvements ouvriers, certains chercheurs ont évalué que les années de 1968 à 1974 furent de véritables années d'un « soulèvement sismique » des mouvements ouvriers dans le monde, auquel ne sont comparables que ceux des années 1869-1875 et 1910-1920 ; d'autres, dont Arrighi et Wallerstein, ont pensé que l'année 1968 fut la seconde année « après 1848 d'une réelle révolution *mondiale* », une révolution non victorieuse, bien sûr, mais qui « transforma [néanmoins] fondamentalement le monde ». À cet égard, contentons-nous de rappeler, avec Van der Linden, que 1968 fut l'année du Mai français, du printemps de Prague et de l'offensive du Têt au Vietnam². La prise en compte de la résistance du Vietcong et du Nord-Vietnam à l'armée américaine est en effet obligée, parce que cette résistance contribua directement à l'affaiblissement politique de la présidence aux États-Unis et à la déstabilisation de l'ordre mondial.

En reprenant des analyses que nous avons déjà citées dans un autre contexte³, soulignons avec Göran Therborn que, durant la période allant de 1965 à la première moitié des années 1980, le « monde capitaliste avancé » connut « un niveau record d'actions [ouvrières] sur les lieux de travail, de conquêtes dans le domaine des droits ouvriers, de votes pour les partis ouvriers » et de victoires électorales de ceux-ci ; Therborn pouvait ainsi avancer que ces deux décennies avaient vu le mouvement ouvrier au faite de sa puissance historique, syndicalement et politiquement. Qui plus est, a écrit Leo Panitch, les victoires électorales obtenues vers la fin de cette période par les partis socialistes

furent souvent gagnées « sur la base des [plateformes] les plus radicales soumises à leurs électeurs depuis, à tout le moins, les années 1940 ». L'agitation sociale et politique devint également massive aux États-Unis, on le sait, et les gains furent considérables – sous Kennedy et Johnson –, autant d'éléments se déployant alors comme composante d'un contexte global qui, en retour, contribua évidemment à leur prégnance et à leur rayonnement⁴. Incontestablement, cette dernière décennie des Trente Glorieuses marqua par tout un pan de ses réalités une accentuation des gains populaires issus de la période des compromis d'après-guerre, comme du poids social des organisations de gauche, et encouragea la multiplication des initiatives de base dans la société. Néanmoins, ce type de situation suscite aussi, on s'en doute, des volontés contraires, dès le départ ou au bout d'un temps, des volontés de résister aux développements qu'insufflent les dynamiques de contestation et de transformation. Ces deux aspects serviront rapidement à caractériser dorénavant l'histoire de la société américaine.

Ainsi, lors des élections de mi-mandat en 1966, même si les démocrates conservent leur majorité dans les deux chambres du Congrès, ils perdent 48 sièges de représentants, ce qui s'avère tout de même frappant. La défaite est amère, et on l'interprète habituellement comme le produit d'un malaise, un incontestable ressac blanc contre « le libéralisme » et ses politiques *de droits civils*, accusés, pêle-mêle, de susciter les émeutes raciales qui affectent dorénavant plusieurs villes à l'extérieur du Sud. Ce ressac pénètre des quartiers populaires blancs et entraîne même l'apparition de nouveaux « champions » populistes attisant au niveau municipal les « passions d'une réaction provinciale » : le maire de Los Angeles, celui de Philadelphie, la mairesse de Boston, notamment, dont les discours portent sur le *busing*, la mollesse des cours de justice, « le crime dans les rues », la « fuite des Blancs vers les banlieues ». Des leaders qui « parlaient vulgairement » ne « craignaient pas de paraître durs et racistes », de s'en prendre ouvertement aux « leaders noirs et aux "libéraux en limousine" », etc.⁵ Cela dit, les démocrates étaient aussi affaiblis du fait que la présidence de Johnson, maintenant ouvertement et massivement engagée au Vietnam, décourageait ses appuis « libéraux », à l'exception de l'AFL-CIO, appuis qu'elle rebuttera même bientôt.

Mais le populisme de droite, à caractère raciste, allait porter en 1968 une nouvelle tentative de George Wallace de remporter le poste de président. L'AFL-CIO et ses grands syndicats seront surpris de la faveur initiale avec laquelle fut accueillie la campagne de Wallace, par des secteurs importants de leurs membres. Ils réussirent à faire régresser ces premiers engouements, par une intervention très résolue. Mais l'épisode reste révélateur de l'évolution d'une frange de l'électorat blanc. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

En tout état de cause, l'élan de la deuxième Administration Johnson était dorénavant grippé, et l'enlisement militaire au Vietnam allait ébranler la capacité même de gouverner du président. À cet égard, donnons les quelques repères suivants.

En août 1964, Lyndon Johnson demanda au Congrès le « pouvoir d'étendre » l'engagement des États-Unis au Vietnam, en accroissant les ressources militaires américaines sur place. Il prétextait d'une attaque du Vietnam du Nord contre un vaisseau de la marine américaine voguant en eaux internationales. Il ne présenta pas de « preuve concrète » de cette attaque, qui fut généralement considérée comme affabulation par la suite. Le Congrès vota, à l'unanimité des représentants et à 98 contre 2 sénateurs, ce qu'on appela la résolution du Golfe du Tonkin, qui stipula notamment qu'on accordait au président le pouvoir « de prendre toutes les mesures nécessaires afin de repousser toute attaque contre les forces des États-Unis et d'empêcher tout acte nouveau d'agression » du Vietnam du Nord. Cette résolution aurait force de loi tant que le président le jugerait approprié pour mener à bien l'intervention américaine en Asie du Sud-Est « ou que le Congrès décide d'y mettre fin ». Et c'est ainsi qu'« à la fin de l'été 1966 quelque 375 000 hommes de troupe » se trouvaient au Vietnam, 500 000 en 1968. Un effort intense qui devait faire la démonstration, pensaient les autorités américaines, de la détermination des États-Unis à respecter leurs engagements auprès de leurs alliés⁶.

On connaît déjà l'appui indéfectible dont l'AFL-CIO témoigna, jusqu'au bout, à cette expédition militaire. Il y aura certes, éventuellement, des signes internes de mécontentement, mais la direction Meany ne bougera pas. Il convient de le rappeler à ce stade, pour montrer l'antinomie entre ce positionnement et celui qu'exposa dès 1965, sur la guerre froide, le président d'alors du SDS, Paul Potter ; dans un discours d'opposition à l'intervention au Vietnam, Potter n'hésita pas à déclarer par exemple : « Je préférerais voir un Vietnam communiste que de voir [ce pays aujourd'hui] sous la sujétion continue de cette ruine que la domination américaine [lui] a apportée. » La rupture ne pouvait être plus affichée avec la présidence, l'esprit de la guerre froide – et toutes les considérations sur lesquelles la centrale de George Meany fondait ses orientations⁷. On a vu précédemment que des leaders de syndicats politiquement conservateurs furent ainsi amenés à réunir quelques larges rassemblements pro-guerre, peut-être 100 000 personnes lors d'une telle manifestation à New York en mai 1970. Mais, à ce moment, cette manifestation visait à répondre à des actions d'opposition encore plus massives, entre 500 000 et 800 000 participants à Washington en novembre 1969 et de 125 000 à 250 000 à San Francisco⁸... Depuis des décennies alors, l'AFL-CIO et plusieurs de ses syndicats intervenaient activement du côté de leur gouvernement dans le

face-à-face des blocs de la guerre froide, comme acteurs coopérant à la mise en pratique des orientations du gouvernement des États-Unis. L'appui public proclamé par la direction Meany à l'engagement militaire au Vietnam s'inscrivait *naturellement* dans ces chemins depuis longtemps empruntés.

Plus généralement, la guerre du Vietnam va contribuer à aviver toutes les tensions qu'entraînaient déjà le développement du mouvement noir et le bouillonnement du côté de la jeunesse perceptible dans la création du SDS notamment et l'apparition de la New Left. Ainsi, comme on l'a vu, Martin Luther King se prononçait en 1967 contre l'expédition militaire au Vietnam – ce qui détruisit pour toujours ses relations avec le président Johnson –, cependant que des franges radicalisées des organisations noires assimilèrent la lutte de la population africaine-américaine à celles des peuples du tiers-monde contre le colonialisme et l'impérialisme; l'action militante contre la guerre du Vietnam en arrive à soulever (une grande partie de) la jeunesse contre l'État américain, contre son propre État, à un niveau sans précédent véritable. Le pays vit alors une grave crise politique, dont les composantes, même quand on les considère séparément, sont chacune fondamentale. Jusques et y compris le développement du féminisme, qui remet en cause les relations de pouvoir entre les sexes et l'inégalité sociale des femmes, ce qui contribuera directement à ouvrir les sensibilités politiques au besoin de la lutte contre l'homophobie.

Nous voulons par ce chapitre éclairer l'évolution sociopolitique des grands mouvements sociaux aux États-Unis entre 1966 et 1974, une évolution qui s'avère indéniablement de radicalisation. Nous allons chercher à analyser le rapport, ou l'absence de rapport, entre cette évolution et le positionnement d'alors du syndicalisme, son rapport aussi au mouvement de classe considéré en tant que tel, singulièrement entre ce mouvement et le mouvement d'affirmation des droits de la population noire. L'agitation sociale va entraîner cependant la structure syndicale elle-même: grèves massives, grèves sauvages, perturbations récurrentes dans le «système des relations industrielles». En cours de route, le lien de l'AFL-CIO au Parti démocrate a été ébranlé et, pour une part, disloqué, le parti subissant lui-même l'effet de la pression des mouvements sociaux. Cet effet provoquera certains bouleversements internes notables. Au congrès du parti en vue des présidentielles de 1972, l'action politique du syndicalisme paraîtra manifestement en crise, objet de divisions menant à l'éclatement.

La vieille coalition *new deal* donne donc alors des signes non seulement de son essoufflement, mais bientôt d'une incapacité à réunir en de mêmes projets et sur des objectifs communs les courants nouveaux de contestation et les forces traditionnelles de progrès – qui elles-mêmes se divisent. L'opposition

politique des étudiants s'étend et se durcit au fur et à mesure que l'engagement militaire au Vietnam s'accroît; s'y joignent des personnalités et des organisations libérales, et elle entraîne, ou suscite par la réflexion qu'elle favorise, la dissidence à l'endroit de la politique démocrate dans beaucoup de milieux. George McGovern, le futur candidat démocrate à la présidence en 1972, dira plus tard en entrevue: «Les gens qui ont participé aux années 1960 [c'est-à-dire qui ont pris part aux mouvements de contestation] ont vu une administration [présidentielle, c'est-à-dire l'Administration de Lyndon B. Johnson] être ébranlée jusque dans ses fondements, à un point tel que le président Johnson – qui, sous plusieurs aspects, fut un très bon président – a été incapable de se représenter aux élections en 1968, malgré son raz-de-marée de seulement quatre années auparavant⁹.»

Cette campagne de 1968 à la présidence fut un moment dramatique, une expression concentrée «des tensions, de l'anxiété et des haines» qui traversaient alors la société, fruit des bouleversements produits par le mouvement noir et de la polarisation de l'opinion sur l'intervention militaire dorénavant massive au Vietnam. La course mit aux prises trois candidats importants, une illustration précisément de la crise politique que vivait le pays. D'abord George Wallace, dont nous avons signalé plus haut la campagne, qui se présentait cette fois au nom d'un American Independent Party: Wallace mena une campagne beaucoup plus populiste que celle de Goldwater en 1964 – et plus ouvertement raciste. Il prônait l'abrogation du Voting Rights Act de 1965 et la fin des interventions du gouvernement de Washington dans les politiques scolaires. Mais George Wallace, contrairement à Goldwater, cette fois, n'était pas un conservateur économique et se félicitait officiellement, dans sa brochure électorale intitulée *Stand Up for America*, de ce qu'il avait notamment, comme gouverneur, haussé les paiements d'aide sociale pour certaines catégories de citoyens et ordonné, par exemple, que tous les contrats entre l'État d'Alabama et des entrepreneurs privés incluent l'obligation d'un plancher salarial équivalant au salaire syndical minimum. Il obtint finalement quelque dix millions de votes, 13,6 % du résultat global, dont un peu plus de la moitié dans les États de l'ex-confédération sudiste, où il battit nettement ses opposants républicain (Nixon, 16,1 %) et démocrate (Humphrey, 14,6 %), avec 46 sièges au Collège électoral¹⁰.

Richard Nixon, on le sait, fut en 1968 le candidat républicain à la présidence. Élément significatif, il emporta la nomination au congrès de son parti contre les candidatures de Nelson Rockefeller, incontestablement plus libéral, et Ronald Reagan, nettement à sa droite. Le maire John Lindsay de New York, très libéral et opposé à la guerre menée au Vietnam, est toujours membre du parti. Si le Parti républicain occupe le flanc conservateur du bipartisme national, il n'est tout de même pas celui que l'on connaîtra avec le XXI^e siècle.

Mais la leçon de la campagne de Goldwater en 1964 a porté : la stratégie du Sud est récupérée par Nixon, qui se fait aussi le porte-parole de la « loi et l'ordre », c'est-à-dire de la fermeté policière contre les désordres sociaux. Mais ni sa plateforme ni sa campagne ne s'en prennent au mouvement ouvrier et, durant sa présidence, Nixon tentera même d'établir un rapprochement avec des courants conservateurs du syndicalisme, c'est-à-dire de voir s'il ne pourrait pas les détacher du Parti démocrate. La plateforme adoptée par la convention républicaine n'annonce pas de remise en cause des programmes sociaux nouveaux, non plus que des objectifs de lutte à la pauvreté et de promotion de l'égalité des minorités. Conformément à la tradition républicaine, cependant, la plateforme stipule qu'une présidence Nixon assurera une application plus vigilante des lois du travail Taft-Hartley et Landrum-Griffin¹¹.

La convention démocrate fut particulièrement agitée en 1968, à l'intérieur du Civic Center de Chicago où se tenaient ses travaux, et perturbée de l'extérieur par des manifestations continues dénonçant l'intervention militaire au Vietnam. Elle fut l'occasion d'un véritable déchirement de la gauche américaine : si le SDS, Martin Luther King et plusieurs organisations du mouvement noir avaient appuyé l'aspirant Lyndon Johnson à la présidence en 1964, cette fois le SDS et diverses organisations noires militantes criaient à la trahison et voyaient l'administration démocrate comme un ennemi¹².

Nous aurons l'occasion de revenir à cette convention, mais mentionnons à ce stade les éléments suivants : Robert Kennedy, le frère du président assassiné, s'était lancé dans la campagne à l'investiture, appuyé notamment par des syndicalistes de gauche des United Automobile Workers (UAW) et par Cesar Chavez, le leader du syndicat des travailleurs agricoles de Californie. Robert Kennedy fut abattu le soir même de sa victoire aux primaires démocrates de Californie, cependant que Paul Shrade, responsable syndical qui se trouvait à ses côtés, fut lui-même atteint d'une balle dans la tête – drame auquel il survécut cependant. Si Kennedy évoluait alors vers une position anti-guerre, son concurrent Eugene McCarthy, sénateur du Minnesota, faisait précisément campagne à la nomination démocrate comme candidat de la paix. Il avait obtenu un fort score contre Johnson dans les primaires du New Hampshire, avant que Johnson annonce sa décision de ne pas se présenter ; c'est le vice-président Hubert Humphrey qui obtint l'investiture, par une campagne essentiellement centrée sur les États où ne se tenaient pas de primaires, en cherchant l'appui de responsables régionaux, et sa candidature fut portée par des courants internes importants, au premier chef le syndicalisme. Humphrey avait endossé la politique vietnamienne de l'Administration Johnson, dont il faisait partie¹³. Le congrès allait cependant conduire à une modification en profondeur des règles qui présideraient dorénavant à la sélection des délégués aux conventions ;

seraient ainsi bouleversées les façons de faire auxquelles s'arrimait efficacement l'action politique du mouvement ouvrier, et qui plaisaient tellement à ses dirigeants.

Lors des présidentielles de 1972, le face-à-face républicain-démocrate opposa le président Nixon et l'aspirant démocrate George McGovern, sénateur du Dakota du Sud à Washington. McGovern fut le candidat du retrait (pratiquement) immédiat du Vietnam et d'une imposante réduction du budget de la Défense, de sorte qu'il reçut l'appui d'une part significative des mouvements de contestation – mais pas de Meany ni de la centrale qu'il dirigeait. Nixon fut réélu, bien que des actions de masse aient eu lieu contre la poursuite, et même l'intensification de la guerre menée au Vietnam. Irving Howe a cerné à l'époque quelques hypothèses d'explication de cette nouvelle victoire républicaine : une grande part des partisans de Wallace en 1968, qui cette fois sont allés du côté de Nixon ; l'absence d'appui à George McGovern de l'AFL-CIO ; un malaise véritable au sein de couches de l'électorat importantes devant l'agitation et les turbulences sociales, les nombreuses manifestations de rue et l'instabilité sur les campus, particulièrement devant le mouvement noir et les multiples bouleversements que risquaient de provoquer dans la vie de tous les jours les succès des droits civils ; enfin, soulignait aussi Howe, les réactions ultra limitées, « pour la forme », de Moscou et de Pékin au « minage du port de Haiphong et au bombardement effrayant [*at a fearful rate*] du Vietnam du Nord, laissaient supposer que l'on consentait à Nixon toute l'initiative dont il avait besoin face à Hanoï pour obtenir une paix victorieuse à court terme¹⁴ ».

En 1964, « Johnson avait reçu le plus fort pourcentage de votes d'un candidat à la présidence de toute l'histoire américaine. Huit années plus tard, Richard Nixon était réélu avec 60,8 % du vote, le deuxième pourcentage en importance » de l'histoire des présidentielles¹⁵. Voilà des résultats qui témoignaient peut-être d'une précarité des attachements partisans, mais qui exprimaient certainement l'instabilité politique que traversait le pays. Cela dit, en 1972, les démocrates réussissaient à accroître leurs majorités au Congrès... La décennie des années 1960 s'avérait donc fort mouvementée : elle amenait une poussée à gauche durant les six premières années (gains sociaux et politiques, développement des mouvements sociaux) et un renforcement de la contestation des pouvoirs établis, mais elle voyait bientôt les relations au sein de la coalition *new deal* se gripper et les tensions s'y exacerber, ce qu'il est important pour notre propos de considérer. Les résultats des présidentielles de 1968 et 1972, d'un côté, et les majorités significatives maintenues des démocrates au Congrès, d'un autre côté, manifestaient en même temps les polarisations et l'instabilité sociopolitique que vivait le pays.

1. MOUVEMENTS SOCIAUX ET MOUVEMENT OUVRIER : L'IMPASSE ?

À ce stade, notre analyse de l'action politique du mouvement ouvrier suppose qu'on s'arrête aux différences, pour une large part aux différends, qui se creusent durant les années 1960 entre ses orientations et celles des mouvements sociaux alors les plus marquants. Nous commencerons avec l'évolution du mouvement jeune.

i. LA JEUNESSE RADICALISÉE

Dans sa déclaration douloureuse par laquelle le président Johnson avait fait part de sa décision de ne pas concourir à la nomination démocrate en 1968, il annonçait aussi la suspension des bombardements sur le Vietnam du Nord. À ce moment, l'opposition à l'expédition militaire au Vietnam s'était conjuguée à l'agitation très répandue sur les campus des universités et des collèges, partie prenante maintenant des occupations d'édifices, des séances d'éducation populaire (*teach-ins*) et de la contestation des structures universitaires, comme des objectifs et du contenu de l'enseignement. L'été 1967 fut déclaré « Vietnam Summer », à l'instar du Freedom Summer de 1964 dans le Sud ; de cette dynamique naquit une association nommée The Resistance (« la résistance »), qui visa à encourager l'insoumission de la part des appelés : refus de se présenter, désertion à l'étranger, manifestations durant lesquelles des appelés brûlent en commun leurs cartes d'incorporation militaire (*draft cards*), etc. Il y eut peut-être en 1967 un million de manifestants dans les rues de New York, Washington, San Francisco, dénonçant l'engagement des États-Unis au Vietnam. Des hésitations et des remises en cause s'exprimaient même dorénavant au sein du cabinet présidentiel, par exemple du côté du secrétaire à la Défense Robert McNamara, et dans les rangs des syndicalistes. Paul Schrade, celui-là même qui sera atteint d'une des balles tirées par le meurtrier de Robert Kennedy, était présent à la formation du groupe The Resistance¹⁶. Le président Johnson ne se rendra pas à la convention de son parti en 1968... À ce moment, le pourcentage d'appui au président n'était plus que d'environ 35 % et celui du soutien à la politique vietnamienne que de 23 %¹⁷.

Richard Nixon, qui ne l'emporta que de justesse en 1968 contre le démocrate Humphrey, avait assuré durant la campagne avoir élaboré un « plan de paix » pour terminer rapidement l'engagement militaire au Vietnam, un plan qu'il devait cependant garder secret. Ledit plan demeura en effet secret, ou ne fut pas appliqué, puisqu'on n'en entendit plus vraiment parler. Mais Nixon accentua la surveillance policière, radicalement, de toutes les organisations et de

tous les courants d'opposition politique, puis il donna l'ordre d'une invasion militaire du Cambodge et du Laos, dont se servaient les troupes nord-vietnamiennes, expliqua-t-on, comme bases arrière, de repli et d'approvisionnement. Cette escalade produisit une véritable explosion politique sur les campus – et dans beaucoup de milieux, puisqu'elle s'accompagna en plus de la reprise des bombardements sur le Nord-Vietnam. En cours de route, les pires insultes furent lancées de la présidence contre les opposants à la guerre, le vice-président Spiro Agnew, les traitant, par exemple, de « traîtres » et Nixon les qualifiant de « bons à rien ». Selon Philip S. Foner, ces épithètes et ces « attaques répétées » créèrent un climat politique dangereux, propice finalement à ce que la Garde nationale tire sur les étudiants de l'Université Kent en Ohio, en tuant quatre et en blessant dix autres, qui manifestaient contre l'invasion du Cambodge. Deux étudiants noirs furent tués sur le campus de l'Université Jackson State, au Mississippi. L'opprobre fut alors tel qu'une action de « grève spontanée » contre la tuerie à Kent et contre l'élargissement de l'engagement militaire au Cambodge paralysa presque complètement le système universitaire du pays¹⁸. Il ne faut pas minimiser, en raison du passage des ans, les conséquences de ces manifestations et la crise politique qui ébranla alors jusqu'au sommet l'État américain. Nous croyons juste l'évaluation que fit Daniel Ellsberg de ce moment particulier dans une entrevue qu'il accorda une douzaine d'années plus tard¹⁹. Ellsberg expliqua alors :

Le plan de Nixon visant une escalade de la guerre au Vietnam avorta, du fait du mouvement de résistance anti-guerre et, éventuellement, [de la crise] du Watergate. Un des assistants de [Henry] Kissinger²⁰ me dit avoir pris connaissance d'un dossier comportant le plan d'une attaque nucléaire précise sur le Nord-Vietnam. Dans [ses mémoires], Nixon s'arrête longuement à son « ultimatum de novembre » secret adressé aux Vietnamiens du Nord : retirez-vous du Sud-Vietnam, ou nous allons vous bombarder [massivement] – bombardements intensifs (*carpet bombing*), invasion, minage des ports, peut-être utilisation d'armes nucléaires. Mais Nixon ne connaissait pas bien ceux avec qui il avait affaire au sein de sa propre population. Après qu'il eut proféré ces menaces en 1969, deux millions d'Américains – qui, par ailleurs, ne savaient rien de son ultimatum – manifestèrent contre la guerre dans nombre de villes [à nouveau] sur tout le territoire. Puis, plus de 200 000 personnes marchèrent à Washington, 250 000 à San Francisco. Nixon se rendit alors compte qu'il ne pourrait pas réduire en cendres le Vietnam. Il ne pourrait pas utiliser les armes nucléaires.

La tourmente des années 60, l'agitation politique qui non seulement ébranlait la capacité de gouverner de la présidence, mais lui imposait des défaites, s'avérait, au premier chef, le produit de l'action et des revendications des nouveaux mouvements sociaux, notamment par leur étendue et leur radicalisation. La convention démocrate de 1968, à laquelle le président Johnson

ne se rendit pas, avait subi les charges politiques de vagues continues de manifestants opposés à la guerre, parmi lesquels on comptait maintenant des représentants attirés du mouvement noir. Ces manifestants avaient, pour leur part, subi les assauts physiques d'une répression policière très dure, excitée par les directives du maire démocrate Daley de Chicago – dont la « machine », on le sait, dominait la vie politique et institutionnelle de la municipalité²¹. Manifestations à l'extérieur du congrès, déchirements à l'intérieur entre courants opposés à la guerre et partisans de l'Administration Johnson-Humphrey et, comme on l'a dit, entre courants favorables et courants hostiles à une révision des règles de sélection des délégués. La nomination de Humphrey et le comportement répressif de la mairie Daley rebuteront à ce point les jeunes militants du SDS et de la New Left que l'idée de transformer de l'intérieur le « système politique » des États-Unis parut à beaucoup impraticable.

Et ce fut précisément des suites des affrontements à Chicago, sur la base des processus de politisation et de radicalisation engagés, que le SDS adopta l'orientation d'un « revolutionary youth movement » et décida de dénoncer l'élection de 1968 comme une *fraude*, c'est-à-dire comme un simulacre de choix, les deux grands partis partageant sur le fond les mêmes points de vue et le candidat Wallace n'étant que pire. Dans la même dynamique, on adopta le mot d'ordre *Bring the War Home!* (« ramenons la guerre ici », c'est-à-dire amenons la guerre dans notre propre pays), tout en considérant les États-Unis comme la « nation impérialiste-mère » (*imperialist mother country*) et en se « déclarant alliés et disciples de leaders révolutionnaires communistes, tels Mao Zedong et Che Guevara ». Or, soulignons qu'à ce moment le SDS compte quelque 100 000 membres²².

En vis-à-vis, on le sait, la position officielle de l'AFL-CIO et de la majorité de ses syndicats reste un appui indéfectible à la politique étrangère des administrations démocrate et républicaine – donc, une opposition et une dénonciation du mouvement anti-guerre et de ses militants. Tous les chefs syndicaux ne se comportent pas comme les dirigeants de métiers de la construction et des syndicats maritimes, dont nous avons rappelé les encouragements aux brutalités envers les jeunes protestataires ; de fait, ces dirigeants sont minoritaires. Mais les positions de Meany et les déclarations officielles des congrès et de l'exécutif de la centrale représentent globalement un point de vue nettement majoritaire – même si, au fil des ans, des dissidences significatives se déclareront, sur lesquelles nous reviendrons plus loin dans ce chapitre. « Au fur et à mesure que la rébellion explosait dans les ghettos et que les campus entraient en éruption sous l'influence de la dissidence anti-guerre, la direction du mouvement syndical paraissait de plus en plus fermée et sur la défensive²³ », comme si elle se voyait partie prenante de l'ordre sociopolitique et culturel mis en cause,

qu'elle entendait donc défendre. Meany et la majorité du conseil exécutif de l'AFL-CIO appuyèrent sans réserve l'invasion du Cambodge et la reprise des attaques de l'aviation sur le Nord-Vietnam au printemps 1970, alors qu'en 1968, « pratiquement le seul parmi les personnalités libérales connues », Meany ne condamna pas les agissements des forces policières à Chicago. Il trouvait, d'ailleurs, que les jeunes militants « portaient de longues barbes, qu'ils avaient l'air sales et sentaient mauvais », des gens chez qui on trouvait « davantage de maladies vénériennes », des fumeurs « de pot », etc.²⁴

Les conceptions de « guerre froide » demeuraient le fondement idéologique de la perception des rapports entre nations que partageaient la majorité des dirigeants syndicaux. On se permettait donc de s'en prendre aux opposants à la guerre du Vietnam comme à des gens manipulés par des « agents financés de Moscou et Pékin », voire comme à des « briseurs de grève » dans cette entreprise tout à fait louable de venir à la rescousse de la population du Sud-Vietnam²⁵. Les cheveux longs et les modes vestimentaires nouvelles répugnaient évidemment beaucoup et l'on avait une tendance à voir les protestataires des camps comme des *enfants gâtés*, nonchalants, à la vie trop facile.

Peter B. Levy rappelle à cet égard que, lors d'une conférence spéciale convoquée à l'été 1968 pour discuter du « fossé générationnel » qui déchirait les consensus traditionnels du pays, conférence réunissant « cinquante-deux rédacteurs en chef de journaux syndicaux », on convint que « le problème de la jeunesse d'aujourd'hui trouve ses origines dans la dissolution de la structure familiale autrefois serrée », de même que dans la disparition [du sens] de la communauté ». Et le numéro de juillet 1969 du journal *Carpenter*, du syndicat des charpentiers, s'en prenait aux opposants à la guerre en usant de confusion manifestement volontaire et de propos réactionnaires : « En cette période de protestation publique, il semble à la mode pour les immatures et les rebelles parmi nous de mettre le feu à leurs cartes d'incorporation militaire et de dégrader [notre drapeau], en des gestes de défi public adressés aux *masses*, à l'*establishment*, c'est-à-dire à ceux d'entre nous, quel que soit le nom dont ces extrémistes de gauche aux cheveux extravagants nous affublent, qui ne se font pas pousser la barbe, ne voyagent pas sous l'effet du LSD [...]. Le drapeau représente visuellement la nation comme une entité et l'on ne devrait permettre à personne de le profaner. [Qu'ils essaient donc] de profaner un drapeau communiste en Chine, juste pour voir combien de temps ils réussiraient à garder la tête sur les épaules, littéralement²⁶ »...

Si l'on s'attendait à ce que les rédacteurs en chef de la presse syndicale soient davantage à l'affût des faits de société et mieux en mesure de les analyser que les autres secteurs des organisations, le réveil ne pouvait être que brutal.

Leur rencontre débouchait en effet sur des lieux communs éculés et sans véritable intérêt, cependant que la majorité de leurs journaux se faisaient les porte-paroles d'une hostilité politique coriace aux mouvements de la jeunesse. En un mot, et à nouveau, le mouvement ouvrier se présentait, par ses positions officielles et majoritaires, comme une force en retrait des grandes dynamiques de contestation sociopolitique, partisane acharnée d'un ordre établi puissamment ébranlé de la gauche. Pas étonnant qu'il en venait alors à soulever, ainsi qu'on a souligné, le mépris de plusieurs opposants à la guerre, comme ce leader étudiant de l'Université Berkeley qui déclara en 1967 : « La prochaine fois que des travailleurs du type de l'AFL, payés 3,90 \$ l'heure [un bon salaire à l'époque], feront la grève pour une augmentation de 0,50 \$ l'heure, je me rappellerai qu'ils ont vociféré "Brûler Hanoï, pas notre drapeau" et, aidez-moi mon Dieu, je traverserai certainement leur ligne de piquets²⁷. » Pourtant, l'effervescence protestataire fissurait déjà la carapace du syndicalisme, cependant que l'action massive de la jeunesse étudiante contre les autorités se répercutait à l'extérieur des lieux d'enseignement, chez les jeunes travailleurs, par exemple, et parmi les troupes au Vietnam – largement constituées d'appelés et de professionnels issus de la classe ouvrière. Nous y revenons plus loin dans ce chapitre.

Il n'en reste pas moins que le mouvement ouvrier, en tant que mouvement organisé et institution dans la société américaine, fut profondément réfractaire au mouvement de la jeunesse. L'AFL-CIO s'affichait partie prenante du « Cold War Liberalism », que le SDS et la New Left jugeaient responsable de l'engagement au Vietnam et avec lequel ils avaient rompu. Ce dernier élément permet, d'ailleurs, de jauger pour une part l'envergure des transformations secouant alors la société. Si, durant les années 1950, la chasse aux sorcières maccarthyste, les républicains conservateurs comme le sénateur Taft et même la gouverne de l'Administration Eisenhower faisaient en sorte que libéraux et « new dealers » pouvaient à l'occasion être vus comme des « pinks » (des « roses », c'est-à-dire pas tout à fait des « rouges », mais des gens qui penchent de ce côté), les libéraux et les « new dealers » étaient plutôt attaqués de la gauche durant la décennie 1960-1970 par les mouvements sociaux, qui *faisaient* alors l'histoire. Par ailleurs, la fermeture d'esprit des hauts dirigeants du syndicalisme (majoritairement) ne les disposa pas positivement non plus envers l'évolution du mouvement noir et sa radicalisation, le mot d'ordre du Black Power les prenant de court et les effarant. La majeure partie de la population noire étant prolétarienne, comme l'avait indiqué Martin Luther King, d'une manière ou d'une autre et tôt ou tard son mouvement d'émancipation chercherait à se servir du syndicalisme comme instrument collectif de son combat, quitte à rompre avec les structures constituées.

ii. LE MOUVEMENT NOIR, DÉVELOPPEMENT DE MASSE ET MILITANTISME. LE BLACK POWER, LA LEAGUE OF REVOLUTIONARY BLACK WORKERS

« Du jour où il devint certain que la Constitution n'exigeait pas seulement l'abrogation des lois ségrégationnistes, ont écrit Robel et Zoller, mais aussi la création d'un système éducatif intégré, les partisans des droits de l'homme tournèrent de plus en plus leur attention vers le Nord. » Et elles poursuivent : « Car si les États du Nord ne requéraient pas la ségrégation raciale par la loi, leurs systèmes éducatifs étaient dans les faits aussi ségrégués que dans les États du Sud. En 1963, par exemple, 86 % des écoliers noirs de Chicago fréquentaient des écoles noires à 90 % ; à Detroit [...], 73 % des écoliers noirs étaient dans des écoles noires à 90 %²⁸. »

Cette ségrégation « de fait », pas partout de même envergure à l'extérieur du Sud profond, mais la plupart du temps fort significative, relevait évidemment de plusieurs facteurs, singulièrement de la ségrégation domiciliaire. Cette ségrégation reposait sur des décisions privées quant à la sélection des quartiers où les Blancs veulent vivre – séparément des Noirs – ou de leur départ vers les banlieues, là où les Noirs ne sont pas les bienvenus puisque leur présence, évalue-t-on, entraîne notamment la diminution de la valeur des propriétés. Les revenus des Africains-Américains étant inférieurs à ceux des Blancs au sein de chacune des strates et des classes sociales de la population, l'argent constitue en tant que tel une barrière à l'intégration, c'est-à-dire qu'il devient facteur actif de ségrégation (« de fait »). Qui plus est, il a été démontré que les agents immobiliers ne proposent souvent pas à leurs clients noirs des domiciles dans des quartiers à forte majorité blanche, pratique pourtant illégale, cependant que des banques refusent des prêts hypothécaires à des Noirs voulant s'établir dans ces quartiers. Historiquement, les agences fédérales publiques du logement ont voulu favoriser la consolidation de « communautés de voisinage "harmonieuses" », euphémisme exprimant une même orientation²⁹.

Les conséquences sur le financement des services publics municipaux sont, bien sûr, à l'avenant, et il en est de même de celui des districts scolaires. Le budget de ces districts repose largement sur les ressources locales, et leur administration relève d'instances élues localement. Ainsi, *la ségrégation de fait* de l'enseignement pourtant public (donc commun) s'avérait inscrite dans la texture institutionnelle, économique et sociale du Nord, tout comme la sectorisation raciale de l'habitation. Si la déségrégation supposait l'adoption et la mise en pratique de mesures directes d'intégration, la portée des décisions de justice à cet effet rejoignait obligatoirement le Nord. Cette évidence suscita rapidement deux conséquences lourdes. D'abord l'appui aux revendications du

mouvement noir, répandu tant qu'elles avaient trait aux réalités proprement sudistes, s'amointrit rapidement au Nord quand on prit conscience qu'elles ouvraient aussi la porte au questionnement de façons de faire et de vivre courantes et, pour une part, déterminantes à l'extérieur même du Sud. D'un autre côté, le mouvement noir ne pouvait pas cette fois considérer que les diverses caractéristiques ségrégationnistes relevaient de la réaction politico-institutionnelle propre à l'histoire des États du Sud. On était aux prises dans le Nord avec des situations dont les tenants avaient souvent été acceptés par des administrations démocrates bon teint, auxquelles s'étaient pliées, et auxquelles avaient même collaboré, des agences fédérales *new deal* (c'est-à-dire l'aide au logement arrimée à la perspective de « communautés de voisinage harmonieuses ») ; sans parler d'un Parti démocrate national toujours compromis avec les démocrates sudistes et qui, de ce fait, paraissait récalcitrant quant à la perspective de se transformer en un instrument intransigeant d'égalité raciale³⁰, comme l'avait démontré l'épisode du MFDN en 1964. « Des secteurs importants du mouvement des droits civils en étaient donc venus, dès la mi-décennie, à considérer que le libéralisme lui-même était le problème », c'est-à-dire que la mouvance libérale ne représentait pas un cadre d'action approprié, non plus que la référence programmatique crédible pour le combat des droits civils : les Noirs devaient plutôt se constituer en force politique pleinement autonome, sans se soumettre aux exigences de coalitions avec des alliés démocrates ou libéraux³¹...

D'où la signification politique et idéologique de cette évolution qui conduisit « à la doctrine du mouvement Black Power » (le pouvoir noir). D'abord apparu en 1966 dans le Sud à la suite d'un attentat à l'arme à feu contre un manifestant noir, le mot d'ordre du pouvoir noir fut lancé par Stokely Carmichael, nouvellement élu à la direction du SNCC : il exprima dès le départ une radicalisation incontestable du mouvement d'égalité civile. Se substituant à l'orientation du « Freedom Now », le Black Power réclamait du pouvoir pour la population noire, considérée comme une communauté distincte. Il prit le devant de la scène au moment où éclatèrent les grandes émeutes des ghettos noirs du Nord en 1966 et 1967, servant manifestement alors de cri de ralliement, entendu et repris massivement malgré les réticences des leaders noirs dits modérés, qui craignirent son effet négatif auprès de la population blanche. Car avec le passage au Nord du centre de gravité de la lutte des droits civils, il devint évident que des différences internes se creusèrent chez ses partisans, différences de programme et de stratégie. D'un côté, certains mettaient l'accent sur le besoin primordial de la coalition entre le mouvement noir et ses alliés habituels, en s'en tenant à des objectifs législatifs et socio-économiques qui ne soulevaient pas d'opposition parmi ces alliés (comme

pouvaient en soulever les volontés d'accès immédiats aux métiers de la construction); d'un autre côté, on entendait plutôt mettre l'accent sur l'affirmation radicale des besoins et l'urgence de les combler, par des mesures socioéconomiques et sociopolitiques pleinement adéquates et en envisageant des alliances avec les seuls groupes prêts à les appuyer³².

Pour éviter les confusions, précisons que le mot d'ordre du Black Power ne fut jamais identifié à l'intention d'imposer une domination africaine-américaine sur la société. D'emblée, il exprima plutôt le but et la volonté que la population noire puisse s'orienter par elle-même et acquérir un poids et une influence à sa mesure dans toutes les sphères de la société (c'est-à-dire acquérir du pouvoir dans chacune des sphères), qu'on lui fasse place, si nécessaire par des mesures réparatrices susceptibles de contrer enfin les conséquences de son infériorisation historique³³. Considérés dans leur interaction, ces divers aspects composaient une pensée se rapprochant à l'évidence d'une conception de la lutte des Afro-Américains comme lutte d'autodétermination : se constituer en un secteur distinct de la population, définir l'objectif de l'émancipation comme un objectif de nature communautaire, à poursuivre collectivement.

La notion de creuset, ou *melting pot*, comme image de la mécanique de création et de re-création de la nation américaine, englobant les vagues successives de nouveaux arrivants dans ses processus continus, a beaucoup été critiquée depuis quelques décennies et l'on sait que l'intégration ne fut souvent pas facilitée, en tout cas ne fut certes pas équivalente pour les immigrants de toutes les nationalités. Mais, *grosso modo*, la figure du creuset garde de sa valeur : la capacité d'intégration fut très forte, les *divers arrivages* tendirent incontestablement à se fondre en un même moule, selon des traits largement communs. Pendant longtemps on ne parla pas, contrairement à l'expression utilisée au Canada, d'une « mosaïque » de populations pour définir la réalité américaine. En tout état de cause, la situation ne fut jamais la même pour la population noire, tenue à l'écart de cette expérience commune de la nation américaine et des possibilités de réalisation de soi et d'amélioration de sa situation économique qu'offrait la société en développement. Les Noirs furent interdits de participation égale. D'où cette revendication d'un pouvoir noir, qui est la revendication d'une élévation du statut social, économique et politique des Africains-Américains envisagés en tant que collectivité, afin qu'on perce les cercles d'exercice des divers pouvoirs dans la société³⁴. C'était donc par un effort de redressement du sort collectif qu'aurait pu être obtenue l'amélioration des situations individuelles, et non sur la base de chances dites égales envisagée séparément pour chacun et chacune.

Sur ce terrain, on l'aura sûrement noté, la pensée du pouvoir noir se distinguait de l'individualisme traditionnel de la culture politique du pays, ou le nuancait grandement. Elle faisait en effet reposer son efficacité sur l'atteinte logiquement préalable d'une amélioration du sort d'un segment particulier de la population cerné en tant que communauté. Elle se distinguait aussi de cette méfiance courante envers l'intervention gouvernementale positive : le pouvoir noir veut que l'autorité de l'État serve précisément, et de manière déterminante, à modifier le cours des choses. Qui plus est, pour une proportion hautement significative de ses partisans et militants, le Black Power en arriva aussi rapidement à dénoncer l'illégitimité des fondements mêmes d'un *système économique* qui produisait et reproduisait, jugeait-on, l'inégalité raciale, de pauvreté et l'exploitation de classe. Soulignons que cette critique issue des rangs du Black Power fut la pointe acérée d'une évolution idéologique répandue alors dans le mouvement des droits civils, notamment du côté de Martin Luther King.

Cela dit, les bases de pouvoir noir que l'on entendait instituer dans la société devaient aussi servir de bases de résistance aux attaques racistes subies par les Noirs. Stokely Carmichael qualifiait de ridicule l'idée de « tendre l'autre joue » lorsque la communauté noire était l'objet d'agressions physiques. Une des principales organisations auxquelles la mouvance du pouvoir noir donna naissance fut ainsi le parti des Black Panthers, précisément appelé Black Panther Party for Self-Defense. Et l'autodéfense pouvait supposer l'offensive ; libéré après une courte détention à l'été de 1966, Carmichael avait publiquement déclaré : « Dès demain, il serait bon de mettre le feu à tous les tribunaux du Mississippi³⁵ ! » Le Black Power apparut ainsi fort menaçant, pour de larges couches de la population blanche, bien sûr, mais également parmi les cercles dirigeants des organisations noires traditionnelles, singulièrement pour les tenants de la conception courante, comme on l'a mentionné, de l'émancipation par la conquête des conditions de l'intégration individuelle. Martin Luther King ne partagea pas cette orientation de l'autodéfense. Les modes d'action et la réflexion politiques de la nouvelle garde militante empruntaient plutôt à la pensée de Malcolm X, dans une dynamique de radicalisation du mouvement noir, produite à la fois par l'énergie qu'apportait son propre développement, l'approfondissement de la réflexion de ses divers courants et la nature des obstacles qu'il devait affronter.

Malcolm X s'était déclaré « adepte du nationalisme noir », et avançait que les « Noirs devaient contrôler [...] les institutions économiques, politiques et sociales de leurs propres communautés », position assimilée à la « notion d'autodétermination³⁶ ». Et l'idée de l'autodétermination de la collectivité afro-américaine requérait que cette collectivité puisse faire valoir son droit « par tous

les moyens nécessaires», comme il était légitime que les peuples colonisés puissent imposer leur droit à se déterminer eux-mêmes par les méthodes obligées. Cette perspective supposait que l'on s'approprie ou que l'on contrôle les institutions gouvernant la vie quotidienne des communautés noires majoritaires, par exemple dans les quartiers. Fut ainsi favorisée pour la nouvelle génération militante une orientation visant donc, globalement, à ce que la collectivité *gagne du pouvoir* dans les multiples sphères de la société et *assume le pouvoir* dans les institutions exerçant l'autorité là où elle est majoritaire.

La population noire étant fortement prolétarienne et sa lutte d'émancipation civile se menant en conjonction de l'action revendicative pour l'amélioration de ses conditions générales de vie, l'onde de choc du Black Power se fit rapidement sentir dans le monde du travail. Doris Turner, travailleuse noire des hôpitaux new-yorkais et future présidente alors de l'un des grands syndicats du monde de la santé, se souvient même que la lutte syndicale des Noirs dans le Nord et la lutte des droits civils dans le Sud, par exemple, étaient vues «vraiment et en toute sincérité», comme «une seule [lutte], simplement menée en deux endroits différents». La main-d'œuvre des centres hospitaliers à but non lucratif s'avérait dans la ville de New York «très majoritairement africaine-américaine, portoricaine et féminine³⁷». Qui plus est, ainsi qu'on l'a rapporté, la pensée de King évoluait nettement vers la gauche: le 4 avril 1967, il dénonçait publiquement la guerre menée au Vietnam par les États-Unis, au grand dam de plusieurs des responsables noirs traditionnels, qui craignaient le coût politique d'une telle rupture avec la politique internationale et de guerre froide du gouvernement fédéral; King prit même la tête d'une manifestation d'opposition de plus de 125 000 personnes onze jours plus tard à New York. Il définissait dorénavant l'intégration comme un «partage du pouvoir», demandait, notamment, «un emploi ou un revenu garanti pour chaque adulte», prônait la nationalisation des industries de base» et presque «un socialisme à la suédoise», etc.³⁸; enfin, il considérait la lutte syndicale-ouvrière comme l'instrument primordial de l'avancement des conditions de vie de la population noire.

Manning Marable a mis en exergue que presque tous les «militants et intellectuels du mouvement du Black Power» s'opposèrent à la guerre du Vietnam. Certains firent même «une analogie entre les souffrances infligées aux Vietnamiens en tant que «peuple colonisé» et le «colonialisme intérieur vécu par les Africains-Américains³⁹». On aura deviné qu'un tel point de vue pouvait facilement être compris, où que l'on se situât sur le spectre idéologique, comme proche de la subversion. Il s'inspirait de la pensée de Malcolm X, dont le nationalisme noir avait évolué vers des positions tiers-mondistes dirigées contre les États-Unis; il avait déclaré en 1964: «Je ne suis pas Américain, je suis l'un des 22 millions de Noirs qui sont victimes de l'américanisme [...]».

Je m'adresse à vous en tant que victime de ce système américain. Et je vois l'Amérique par les yeux de la victime. Ce n'est pas un rêve américain que je vois, mais un cauchemar américain. » Sa pensée évolua quelque peu par la suite, mais il resta essentiellement « un nationaliste noir », très critique envers le capitalisme, ce « qui le pla[çait] à la gauche » de ce courant⁴⁰.

De leur côté, les Black Panthers mirent encore plus les points sur les « i ». Dans leur programme, rédigé en dix parties, ils revendiquèrent en effet que « tous les hommes noirs soient exemptés du service militaire », car ils n'ont pas à « se battre et [à] partir au service militaire pour défendre un gouvernement raciste qui ne nous protège pas. Nous ne combattons ni ne tuons d'autres gens de couleur dans le monde qui, comme les Noirs, sont persécutés » par le gouvernement des États-Unis. Ils jugeaient, plus clairement que Malcolm X à cet effet, que, « pour être un nationaliste révolutionnaire, il faut être socialiste » et ils considéraient que la « libération noire aux États-Unis » exigerait l'unité des révolutionnaires de toutes les couleurs et de toutes les nationalités⁴¹. En 1968, le SNCC et son dirigeant Stokely Carmichael se joignirent aux Panthers. Mais le nationalisme de Carmichael se révéla de plus en plus identitaire et culturel, fermé aux Blancs, une évolution de fait contraire à celle de la majorité des *panthères* et de leurs dirigeants historiques (Huey P. Newton, Bobby Seale et Eldridge Cleaver). La scission devint inévitable et Carmichael quitta l'organisation⁴². Globalement, la pensée des Black Panthers était celle d'une volonté d'autodétermination inscrite dans une conception anti-impérialiste des rapports entre les puissances politiques et les populations, dimensions associées à une vision dite de nature classiste plutôt que raciale.

Les Black Panthers s'étaient beaucoup adressés dans les ghettos aux « dépossédés et [aux] marginalisés », à des jeunes souvent désœuvrés, à ce que certains ont défini comme le « sous-prolétariat urbain ». Mais il était évident que, tôt ou tard, l'aspiration au pouvoir noir allait aussi être ressentie dans le mouvement ouvrier. On pouvait évaluer à quelque 2 500 000 le nombre de Noirs parmi les dix-sept millions de syndiqués en 1968⁴³. La montée des aspirations à l'égalité et à l'amélioration des conditions de vie, l'agitation politique aussi au sein de la population noire et la radicalisation même de ses revendications remuèrent directement le prolétariat africain-américain dans le monde du travail. Et la volonté du « pouvoir noir » allait, on s'en doute, devoir s'en prendre aux manières de faire habituelles des organisations et, précisément, à leurs directions et appareils établis. À cet égard, l'initiative qui eut le plus d'écho et qui sema le plus l'effroi au sein desdits appareils fut la mise en forme de fractions noires militantes dans certains syndicats et la perspective que ces fractions lancent de nouvelles organisations. De cette mouvance naquit la League of Revolutionary Black Workers, officiellement créée à la fin du

printemps 1969. Selon Manning Marable, « la tendance la plus importante du militantisme africain-américain à la fin des années 1960, fut possiblement non pas [...] le Black Panther Party, mais bien la League of Revolutionary Black Workers. De Montgomery [la capitale de l'Alabama, soumise au boycottage des transports publics par la population noire en 1955-1956] à Memphis [lieu de la grève des éboueurs municipaux de 1968 à laquelle Martin Luther King était venu apporter son appui], les syndiqués et, plus généralement, la classe ouvrière noirs furent au centre de la lutte africaine-américaine⁴⁴ ».

On a vu déjà les pratiques historiques de fermeture envers les Noirs que maintenaient la majorité des syndicats de la construction, singulièrement les syndicats des métiers les plus qualifiés. Là où ces syndicats avaient un contrôle effectif sur l'emploi, la pénétration du marché même du travail pouvait à l'occasion s'avérer impossible pour les Noirs. Sur ce terrain, le mouvement syndical se présentait comme une force étrangère et, dans plusieurs cas, un obstacle au combat de la population noire pour l'amélioration de ses conditions.

Dans les grands secteurs industriels, on sait de même que les manières de se conduire et les clauses des grands contrats avaient largement contribué à confiner les ouvriers noirs aux tâches les plus ardues, rendant souvent impossible leur avancement et pouvant les exposer davantage aux aléas du chômage. Même si, avec le syndicalisme industriel, le mouvement ouvrier a constitué un agent réel de l'amélioration du sort des travailleurs noirs, et même si, avec ses campagnes d'inscription sur les listes électorales et ses efforts d'éducation politique, il a favorisé la participation citoyenne de la population africaine-américaine, il devenait évident que les syndicats ne prenaient en charge les intérêts de leurs membres noirs que fort incomplètement.

Et dans les syndicats où l'on retrouvait des travailleurs noirs en nombre significatif, la règle était d'une absence généralisée de dirigeants et de permanents afro-américains, une situation d'ailleurs identique à celle que l'on faisait aux femmes. Or, rappelle Foner, « les agences gouvernementales et les cours de justice ont vu que la présence de Noirs parmi les dirigeants syndicaux influe sur le niveau d'appui et le type de réponse » qu'un syndicat ouvrier ou une section locale réserve à la « lutte pour l'amélioration des conditions économiques et de travail » des membres afro-américains. Cela paraissait évident dans l'attention qui était accordée aux griefs particuliers qu'ils voulaient déposer, surtout s'ils tentaient de faire valoir qu'on leur avait refusé une promotion par préférence raciale. Enfin, le sentiment d'aliénation que ressentaient les salariés africains-américains dans le monde du travail relevait lourdement de ce que leurs congénères étaient généralement écartés de la gestion des entreprises, des sommets jusques et y compris au niveau des contremaîtres⁴⁵. Autant de conditions qui

rendaient très aigu le besoin d'accroître au travail le pouvoir des Noirs, le besoin que les travailleurs noirs s'y donnent du pouvoir. Cela se manifesta par leurs propres actions et initiatives militantes.

S'il y avait eu historiquement des regroupements de syndiqués noirs au sein de l'AFL-CIO, ces derniers avaient habituellement conçu leur intervention sous l'angle de pressions internes à la centrale – afin de faire disparaître des pratiques racistes et de convaincre le syndicalisme de s'adresser directement à la population travailleuse noire. Mais, cette fois, ce fut par des organisations et des actions de base de syndiqués afro-américains, sur le terrain même du rapport d'emploi, dans l'opposition au patronat et en contestant simultanément l'autorité du syndicat, que la lutte fut engagée. Ce dernier élément s'avéra particulièrement important et très visible. Par exemple, les syndiqués noirs des transports publics à Chicago, qui constituaient au-delà de 60 % des membres du syndicat accrédité, se réunirent en fraction au début de 1968 afin de rendre leur syndicat plus démocratique, en faisant en sorte que les milliers de retraités, majoritairement blancs, n'aient plus un contrôle effectif sur la vie du syndicat et que le pouvoir interne ne soit plus concentré entre les mains de dirigeants blancs, qui s'appuyaient sur les votes des retraités. Leurs demandes étant toutes rejetées par le syndicat local, 900 chauffeurs d'autobus noirs firent la grève le 1^{er} juillet, bientôt suivis de centaines d'autres. Leur mouvement adressait par la même occasion une série de revendications à l'employeur quant aux horaires de travail et au matériel défectueux et dangereux avec lequel on leur demandait de travailler. Mais, toujours, ils liaient ces revendications à celles qui avaient trait à la démocratisation de la vie syndicale, par exemple en exigeant que des représentants de la base syndiquée soient présents lorsqu'il y avait négociation entre l'employeur et le syndicat⁴⁶.

L'administration municipale du maire Daley et la fédération d'État de l'AFL-CIO participèrent alors aux négociations, qui semblèrent donner raison aux demandes du mouvement des chauffeurs noirs. Mais ceux-ci s'aperçurent bientôt que les transformations promises n'allaient pas se concrétiser. Ils débrayèrent donc à nouveau, la veille même de l'ouverture du congrès démocrate, à la fin du mois d'août, et pour une quinzaine de jours. Cette fois la répression fut dure, plusieurs chauffeurs furent suspendus ou mis à pied, et le travail reprit sur injonction de la cour. La fraction noire du syndicat, dont l'action avait été suivie au bout d'un temps par des chauffeurs blancs, chercha alors à lancer et à faire accréditer un nouveau syndicat. Cela ne lui fut pas possible, mais on en vint bientôt à une situation où la section syndicale locale ouvrit effectivement les rangs de son conseil d'administration et de son exécutif à des élus africains-américains en plus grand nombre⁴⁷...

Le même type de dynamique, mais dans un tout autre cadre, s'était manifesté déjà dans le Sud profond avec l'activité suivie des syndiqués noirs dans la campagne de déségrégation de la vie civile et politique. En Louisiane, par exemple, ils avaient fourni à l'occasion l'équipe de direction, avec un sens suffisant de l'organisation pour garantir l'autodéfense face à des attaques du Ku Klux Klan (KKK), de la lutte des droits civils et de l'inscription sur les listes électorales. La campagne contre la ségrégation s'en était prise alors à la pratique des sections syndicales locales «ségrégues». Tout aussi éloquent: sous l'influence de militants du SNCC et à l'époque de l'agitation politique entourant le développement du Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP), des salariés noirs se regroupèrent en un Mississippi and Tennessee Freedom Labor Union. Ce Mississippi Freedom Labor Union (MFLU) comptait quelque 2 000 membres, répartis «en quinze sections locales, souvent présidées [*chaired*] par des femmes». L'AFL-CIO avait pourtant jugé jusque-là la plupart de ces salariés très difficilement joignables et considéré «le coût» que représenterait l'effort de les syndiquer «trop élevé [*prohibitive*]... Michael Flug a souligné que ces «travailleurs noirs [...] voyaient leur syndicat (le MFLU) comme un "syndicat de la liberté", partie prenante d'un mouvement visant à transformer [toute] la société du Mississippi», point de vue évidemment autre que celui d'une approche et de considérations d'appareil⁴⁸.

Bien sûr, cette disponibilité à l'action se déploie aussi dans les sections locales où les travailleurs noirs forment l'immense majorité du personnel, comme chez les éboueurs de Memphis en 1968. Mais la volonté de se doter d'un «pouvoir noir» dans le monde du syndicalisme s'est en plus manifestée à l'échelle nationale. Ainsi en fut-il avec la formation d'une fraction noire dans le grand syndicat de l'acier en 1963, qui demandait au nom des 200 000 membres africains-américains une représentation au sein de l'exécutif du syndicat, une «intégration complète» du personnel permanent, une «réorganisation» du «bureau des droits civils» du syndicat, en lui assignant dorénavant un rôle de premier plan dans la direction même de l'organisation, notamment. Cette pression obtint un succès mitigé au fil des ans, de sorte qu'au congrès du syndicat, en 1968, la même fraction réitéra plus précisément ses demandes, faisant valoir que les syndiqués noirs constituaient de 17 % à 25 % des membres du syndicat, dont le nombre s'élevait alors à environ 1 200 000 et qu'ils ne se considéraient pas représentés adéquatement au sein de ses structures dirigeantes. Une ligne de piquets symbolique et informative fut dressée à l'entrée du congrès. Mais rien n'y fit: les demandes furent toutes rejetées. Certains s'orientèrent alors vers des actions locales de pression sur le syndicat, et même vers des initiatives de création de nouvelles organisations. Mais sans succès probant⁴⁹...

D'autres milieux furent touchés, sur la base du même type de réclamations et selon des tendances similaires. Ainsi en fut-il des enseignants noirs de Philadelphie, insatisfaits de la place que leur faisait le syndicat national, l'American Federation of Teachers, et de la faiblesse de ses préoccupations « pour les besoins de la communauté noire ». Ils joignirent les enseignants africains-américains d'autres localités pour créer un syndicat indépendant, mais durent finalement s'orienter vers la mise en forme d'une fraction noire dans l'AFT. Du côté des travailleurs afro-américains de la construction, les tentatives furent plus nombreuses et davantage répandues sur le territoire, à la fois pour exercer des pressions sur les syndicats de l'AFL-CIO afin qu'ils se plient à des formules d'accommodement et pour créer de nouveaux syndicats avec l'appui de collectivités locales. À l'automne 1969 se réunirent ainsi les représentants de Black Construction Coalitions (« coalitions noires de la construction ») « à travers le pays, qui adoptèrent des résolutions en faveur d'un syndicat national noir de la construction ». Des syndicats indépendants surgirent en certains endroits, et réussirent à s'imposer pendant un temps, forçant même des syndicats de l'AFL-CIO dans la région de Detroit à accorder des « permis temporaires » à des ouvriers noirs. Mais il n'y eut pas beaucoup de lendemains à ce projet de syndicats indépendants, encore qu'il contribuât à maintenir vivace la volonté de la collectivité à ce que lui soit ouvert le champ de l'emploi dans l'industrie de la construction, ainsi que l'évalua Foner⁵⁰.

Mais, sans contredit, ce fut parmi les travailleurs de l'automobile, surtout dans la région de Detroit, que cette volonté d'un pouvoir noir entraîna ses conséquences les plus fortes dans le monde du travail. Elle y connut ses répercussions les plus marquantes dans le sillage du soulèvement tragique de la population africaine-américaine de 1967, durant laquelle quelque quarante-cinq personnes perdirent la vie. À ce moment, les Noirs composaient un peu moins de la moitié des résidents de la ville et, parmi les travailleurs de l'automobile de la région, ils étaient concentrés dans les emplois les plus durs, au sein des installations les plus anciennes, dont ils pouvaient représenter sur place de fortes proportions des ouvriers – jusqu'à 60 %, voire 75 %. Selon les chiffres mêmes du syndicat de l'automobile, les Afro-Américains n'occupaient sur l'ensemble du territoire des États-Unis qu'un nombre infime des emplois qualifiés chez les trois grands de l'automobile, par exemple 1,3 % chez GM, alors même qu'ils comptaient pour plus de 400 000 des membres des UAW, soit quelque 25 % d'entre eux. La hiérarchie élue et l'appareil administratif permanent des UAW restaient blancs à quelque 93 %, proportion encore plus forte du côté du personnel patronal⁵¹. Ce furent là les conditions principales ayant amené la création de la League of Revolutionary Black Workers.

La première manifestation de ce courant, qui en est restée la plus importante, survint dans l'une des installations de la compagnie Chrysler, appelée Dodge Main : des militants noirs y formèrent le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM, « mouvement révolutionnaire syndical chez Dodge ») au printemps 1968, pour protester contre le fait que Chrysler avait congédié plus de syndiqués noirs que de syndiqués blancs après une grève sauvage. En juillet, avec des appuis dans la collectivité et celui d'une majorité des ouvriers noirs, le DRUM réussit à paralyser les opérations durant deux journées. L'effet fut spectaculaire, puisque son action prenait place dans le contexte des émeutes urbaines du moment et de la montée du Black Power, dont elle apparaissait comme une émanation. D'autres « revolutionary union movements » allaient essaimer dans l'industrie automobile de la ville, le Ford Revolutionary Union Movement (FRUM), l'ELRUM (pour les installations de Chrysler sur la rue Eldon), etc. Des groupes de syndiqués noirs ailleurs aux États-Unis se montrèrent rapidement intéressés, d'usines Ford au New Jersey et de General Motors en Californie, ou des métallurgistes de l'Alabama, notamment. Et c'est afin de coordonner l'intervention militante des ouvriers noirs que la League of Revolutionary Black Workers fut précisément mise sur pied⁵².

La pensée politique de la League se réclamait incontestablement d'une analyse de la société fondée sur les rapports entre les classes, qui accordait le rôle premier d'agent de transformation sociale à la classe ouvrière; et son pouvoir noir ne réservait aucune contribution significative d'un quelconque capitalisme noir à la lutte des Africains-Américains. La League se disait « marxiste-léniniste », bien que plusieurs courants de la gauche traditionnelle de Detroit influençaient les initiateurs du groupe DRUM, du trotskisme au tiers-mondisme. Ahmed Shawki tient cependant à mettre l'accent sur l'idée que, pour la League, les « travailleurs blancs ne pouvaient être considérés comme des alliés dignes de confiance »; selon Mike Hamlin, un des leaders du DRUM que cite Shawki à cet égard : « Les Blancs en Amérique n'agissent pas comme des travailleurs. [...] Ils agissent comme des racistes. Voilà pourquoi [...] les Noirs doivent avoir des organisations noires indépendantes des Blancs. » Stratégiquement, les « revolutionary union movements » oscillaient entre l'idée, d'un côté, de lancer de nouveaux syndicats, *révolutionnaires* et, de l'autre côté, de disputer les postes de direction élus au sein des UAW, d'abord dans les sections locales où la proportion des syndiqués noirs s'avérait suffisante pour donner prise à leur action. Sur ce terrain précis de la représentation syndicale, les succès furent très limités. Mais l'influence de la League of Revolutionary Black Workers dans le syndicalisme contribua éventuellement à bouleverser le rapport à la lutte d'égalité civile et à s'y tailler du « pouvoir noir ». Les réactions des dirigeants UAW, dont Reuther, furent très hostiles. La menace

de la formation de nouveaux syndicats, l'orientation dite du double syndicalisme (*dual unionism*) aux États-Unis, du « syndicalisme parallèle », se présentait obligatoirement comme une menace à l'existence du syndicat constitué, puisque la loi des relations industrielles n'autorise la présence que d'une organisation par unité d'accréditation. La conception des mouvements révolutionnaires syndicaux en tant que fractions n'était guère plus acceptable pour les dirigeants, l'énergie du pouvoir noir adossé au mouvement revendicatif et à la colère que manifestait la population noire pouvant faire craindre des déchirements qui affaibliraient l'appareil de commandement, voire le syndicat en tant que tel. Reuther jugeait « insupportable et [...] perturbateur » le discours radical des militants de la League of Revolutionary Black Workers (LRBW), et particulièrement insultantes les attaques de racisme à son endroit et à l'endroit des UAW ; comme la majorité des états-majors de la centrale, il trouvait que ces militants n'étaient source que de division, alors que l'organisation syndicale constituait l'instrument le plus efficace pour l'amélioration des conditions de vie des Afro-Américains. Reuther avait toujours expliqué que la décision de réserver des postes à des syndicalistes noirs comme dirigeants aurait procédé d'une position de « racisme inversé », pas plus acceptable que le racisme anti-noir traditionnel. Quand, malgré tout, on avait décidé de réserver en 1962 à l'exécutif un poste pour un élu noir, la nomination avait échoué à un responsable jugé « peu vigoureux ». Cela dit, le candidat du DRUM fit particulièrement bonne figure lors d'un scrutin interne à la section locale où il était implanté au mois de septembre 1968. Les attaques contre les militants se firent alors très dures⁵³.

Emil Mazey, le secrétaire-trésorier des UAW, s'en prit ainsi à ces militants noirs en les traitant de « poignée de fanatiques qui ne sont rien d'autres que des fascistes noirs, usant des mêmes tactiques de coercition et d'intimidation que Hitler ». En collaboration avec la direction des entreprises, le syndicat s'employa à briser des grèves sauvages suscitées par le DRUM, et eut recours également, selon une tactique dont on a plus haut présenté un exemple, aux votes des retraités – la plupart blancs – pour venir à bout des candidats de la LRBW aux postes syndicaux⁵⁴. De fait, les appareils de direction n'arrivaient pas à saisir les conséquences du sort collectif que le racisme avait construit à la population noire des États-Unis ; le statut de chacun s'envisageait certes, pour une part, par la négociation syndicale-patronale, mais l'énergie revendicative et les volontés de changement chez les Noirs n'étaient pas réductibles à ses mécanismes, non plus que leur satisfaction à de simples modifications de ce qui était. L'envergure des émeutes urbaines sidéra littéralement les états-majors syndicaux, des UAW tout autant que de l'AFL-CIO ; au sein de la centrale, les réactions furent celles d'un groupe social conservateur.

George Meany, « qui reflète si bien les humeurs et la conscience du leadership syndical considéré comme un tout » déclara ainsi, dans son message de la fête du Travail en septembre 1967, que les émeutes dont le pays venait alors d'être le témoin montraient en effet le besoin de meilleures politiques sociales et de lutte contre la pauvreté, afin « de frapper au cœur des phénomènes qui nourrissent les émeutes ». Mais il dénonçait celles-ci comme une « folie criminelle de quelques-uns [...] ». On ne peut fermer les yeux devant [...] [de telles] émeutes insensées. Des incendies criminels, le pillage et le meurtre n'ont rien à voir avec [la lutte des] droits civils : ce sont des crimes, un affront à l'engagement envers la poursuite d'une société meilleure ». Julius Jacobson, qui attire notamment l'attention sur ces propos de Meany, souligne que « le doigt accusateur » du président de l'AFL-CIO ne pointait pas « dans la bonne direction ». Qui tirait sur qui dans ces « émeutes » ? Jacobson tenait à faire valoir que les victimes étaient pratiquement toutes des Noirs des ghettos. Les remarques de Meany prenaient ainsi l'aspect de « fausses accusations⁵⁵ », dont le contenu neutralisait la portée de son commentaire sur les politiques sociales et s'inscrivait plutôt dans la clameur dénonçant la violence du pouvoir noir, ce courant qui *inspirait et perpétrait* les actes reprochés.

Il y avait dans ces émeutes urbaines des années 1964-1968 des éléments incontestables de soulèvement populaire : un cri de la misère, une explosion contre l'insupportable, le besoin de transformations profondes dans les rapports de pouvoir, un appel à l'aide. Mais la bureaucratie syndicale ne sentit pas que le mouvement ouvrier en tant que mouvement social pouvait être interpellé par ce cri multiforme – à l'exception de Reuther et de quelques autres dirigeants, il faut le mentionner ; elle se situait dans une position de spectatrice et considérait de l'extérieur cette explosion massive de nature classiste et raciale, se comportant comme une composante de la société établie, en quelque sorte, qui pourrait distribuer les bons points et marquer sa réprobation devant des développements qui lui étaient étrangers. Son comportement, à cet égard, ne relève pas que d'un conservatisme d'appareil tel qu'on définit couramment ce concept, mais, en quelque sorte, de la topographie raciale du territoire de nombreuses agglomérations urbaines du pays. La bureaucratie se révèle, d'une certaine manière, *géographiquement* extérieure aux processus sociaux qui se manifestent dans les ghettos. Or, le mouvement ouvrier comme mouvement social inclut la dynamique revendicative des travailleurs noirs et l'énergie aussi bien que le désespoir illustré par les explosions des ghettos. Du moins, l'organisation syndicale aurait pu chercher à réaliser cette potentialité et se construire par la même démarche.

Ainsi que l'a souligné Kim Moody, le mouvement noir des années 1960 représenta « la plus importante éruption de colère ouvrière depuis les manifestations de chômeurs du début des années 1930 et les batailles rangées massives des grèves de 1934 à Minneapolis, Toledo et San Francisco. [À cette époque], John L. Lewis s'était dressé devant le congrès de l'AFL et avait lancé [aux leaders syndicaux] : "Préparez-vous à aider vos frères moins fortunés. [Allez] organiser les inorganisés." En 1965, les syndicalistes d'affaires modernes de l'AFL-CIO ne virent [dans les mobilisations des masses noires] que du chaos. La voix qu'ils entendirent ne vint pas [de leurs frères moins fortunés], mais des pouvoirs politiques et du monde des affaires⁵⁶ ». Si les mots de Meany que nous avons cités pouvaient être durs, les publications de certains syndicats, même des syndicats considérés comme progressistes, frappèrent encore plus fort. Ainsi : « J'ai des nouvelles pour M. Carmichael, l'auteur réputé du slogan Black Power. Les casseurs noirs qui se livrent à des saccages racistes savent parfaitement bien ce que Black Power veut dire. Pour eux, ce slogan signifie la permission de se vautrer dans une orgie de violence sous le couvert d'être des "combattants de la liberté" patentés ; la possibilité de piller et de saccager sans crainte réelle d'une punition. » « D'une manière ou d'une autre, je ne peux me faire à l'idée qu'une bande de voyous qui jettent des pierres aux passants, renversent des voitures stationnées et y mettent le feu, lancent des torches de gazoline allumées dans les édifices sont des combattants de la liberté plutôt que de simples délinquants⁵⁷. »

C'était donc là un nouvel élément durcissant la crispation de la majorité des dirigeants syndicaux face au mouvement noir, leur incompréhension et leur incapacité politique à son endroit. Les mobilisations de la bataille des droits civils dans le Sud avaient déjà rendu certains d'entre eux mal à l'aise, cependant que la lutte de l'égalité raciale à l'intérieur de syndicats importants de la centrale, ceux de la construction notamment et singulièrement quand se posa la question de l'action positive, ébranlait des assises traditionnelles de leur fonctionnement. Le syndicalisme se braqua, par exemple, quand la NAACP engagea des poursuites pour que soient désaccréditées des sections locales au comportement discriminatoire. Puis les perturbations internes qu'entraîna plus largement la pénétration du militantisme noir dans le syndicalisme (inégalement selon les secteurs, cependant), l'idée avec le « pouvoir noir » que les syndiqués noirs se constituent en fractions permanentes, voire lancent de nouvelles organisations et postulent à l'accréditation contre des syndicats déjà existants ébranla incontestablement la carapace des syndicats.

iii. QUEL TYPE D'ÉDUCATION? LA CRISE SCOLAIRE DANS LE QUARTIER D'OCEAN HILL–BROWNSVILLE

Les attaques verbales très dures contre les dirigeants syndicaux que préférèrent les militants noirs, puis leur association aux opposants à la guerre des États-Unis au Vietnam représentaient autant de développements déroutants pour les directions syndicales, qui instillèrent sûrement chez elles un sentiment d'insécurité. Elles furent finalement assez fortes pour contrôler les répercussions de ces perturbations à l'interne, mais le sentiment d'insécurité déboucha sur cette crispation face au mouvement noir et la fermeture d'esprit. Ce qui n'entraîne pas que les rapports entre le mouvement ouvrier et le mouvement noir ne soulevaient pas de problèmes de principes complexes, c'est-à-dire des problèmes auxquels des mesures de nature stratégique ou des accommodements généreux n'offrent pas d'évidence des réponses satisfaisantes. Ainsi en fut-il de cette crise sévère dite d'Ocean Hill–Brownsville dans la ville de New York en 1968, qui opposa le syndicat des enseignants et les représentants de la collectivité (très largement noire) qui dirigeaient le district scolaire local.

Le quartier d'Ocean Hill–Brownsville est situé dans Brooklyn, composé très majoritairement de citoyens afro-américains, un quartier pauvre où le décrochage scolaire constituait un grave problème. La ville de New York, en fait le bureau du maire, avait acquis de l'État la responsabilité de la gestion et de la direction du système d'écoles primaires et secondaires publiques. Le syndicat des enseignants et enseignantes, la United Federation of Teachers (UFT, «fédération unie des enseignants et enseignantes»), créé moins de dix ans avant la crise de 1968, constituait un syndicat incontestablement militant qui avait réussi dès 1961 à obtenir l'accréditation officielle pour l'ensemble du New York School Board («conseil scolaire de New York»). L'économie de la ville avait connu de profondes transformations depuis la fin de la guerre, «[e]ntre 1945 et le début des années 1970 [...] près de la moitié de tous ses emplois dans le secteur de la transformation» étaient disparus; d'une économie de cols bleus, on passait à une économie de services et de la finance et à un développement massif des secteurs public et parapublic. «Durant *grosso modo* la même période, quelque 350 000 emplois de cols blancs furent créés» dans la ville. Les autorités municipales favorisèrent activement cette évolution, qui modifiait par ailleurs radicalement la nature du marché de l'emploi, le type de travail disponible: les exigences quant au niveau d'éducation atteint devenaient toujours plus une condition de l'embauche⁵⁸. Or, le système éducatif dans les quartiers à majorité noire n'arrivait pas à former correctement les jeunes, en fonction d'une série de facteurs dont plusieurs échappent évidemment à la relation de l'enseignement.

Mais les taux de diplomation s'avéraient catastrophiques, la pauvreté des écoles insoutenable par comparaison à celle des quartiers à majorité blanche, du fait notamment d'un surpeuplement chronique – on a vu des classes comptant 55 élèves dans Ocean Hill–Brownsville. Car la pauvreté et les difficultés économiques poussaient les Africains-Américains à venir en masse vivre dans des quartiers moins coûteux, qui n'avaient alors pas les équipements collectifs, en particulier scolaires, en mesure de les accueillir convenablement. Environ 95 % de la population d'Ocean Hill–Brownsville était « non blanche » dans la deuxième moitié de la décennie 1960-1970. La scolarisation et le diplôme devenaient donc de plus en plus importants dans la vie économique, mais l'école n'arrivait pas à jouer son rôle correctement pour les enfants des quartiers « non blancs⁵⁹ ». Arrivait-elle même à s'adresser véritablement à eux ?

Dans la suite des processus de déségrégation des États du Sud et des mesures *proactives* d'intégration, tel le *busing*, qu'on y avait expérimentées, les autorités scolaires de New York avaient elles-mêmes envisagé d'intervenir activement pour mieux intégrer leurs clientèles. Et c'est ainsi qu'on dirigea quelques milliers d'étudiants noirs d'Ocean Hill–Brownsville vers des écoles des quartiers avoisinants, majoritairement blancs et plus aisés. Et l'on envisagea que des écoliers blancs soient amenés dans Ocean Hill–Brownsville. Le tollé fut tel dans les quartiers à majorité blanche que tout projet de cette nature fut bientôt abandonné. Pour plusieurs dans Ocean Hill–Brownsville, ce fut alors l'orientation même de l'intégrationnisme, du moins dans le monde de l'éducation de type traditionnel, qui fut rejetée. Cette réflexion conforta alors les idées déjà présentes du « pouvoir noir » à acquérir dans les institutions où les Afro-Américains sont majoritaires, donc sur le système des écoles de quartier. Cela se fit sous le mot d'ordre du *community control* (« contrôle de la collectivité locale ») à Ocean Hill–Brownsville. Ce développement particulier s'inscrit cependant à ce moment dans une évolution propre à de grandes agglomérations urbaines du Nord qui comptaient d'importantes minorités noires, voire des majorités, comme à Newark au New Jersey : apparaissaient des organisations africaines-américaines dédiées à l'objectif précis de prendre du pouvoir localement, par exemple au niveau municipal. Le cas de Newark était d'ailleurs exemplaire : bien que les Noirs y constituaient plus de 50 % de la population, ils « n'occupaient aucune fonction élective politique et aucun poste de décision dans les institutions locales ». Mais la même bataille du pouvoir noir envisagée comme instrument d'affirmation collective se manifesta à Washington, avec une organisation appelée « Congrès du nord de la ville de Philadelphie », à Boston, à Denver ou à Los Angeles...⁶⁰

Le maire Lindsay de New York favorisa alors, « un peu comme une consolation » a-t-on pu écrire⁶¹, un projet pilote de contrôle local des institutions scolaires dans trois districts, dont celui d'Ocean Hill–Brownsville. L'UFT avait obtenu déjà que les enseignants ne puissent être renvoyés de leurs écoles sans motif valable, au terme d'une procédure dûment établie (*due process*) et avec préférence d'embauche sur l'ensemble du territoire de la ville s'ils n'étaient pas trouvés coupables d'une faute grave ou d'incompétence avérée. Sur cette base, le syndicat appuya le principe d'une décentralisation et participa même, au départ, à l'expérience d'Ocean Hill–Brownsville. À ce moment, le corps enseignant de la ville de New York est composé à 90 % de Blancs, dont une majorité est juive, et l'on compte quelque 8 % de Noirs; une majorité des élèves du système scolaire de la ville proviennent des diverses minorités qu'on retrouve dans la grande métropole. Le président de l'UFT, Albert Shanker, un ex-socialiste, a déjà été actif dans les luttes contre la discrimination, cependant que Sandra Feldman, autre dirigeante du syndicat et qui succédera à Shanker comme présidente en 1986, adhérait à la section de Harlem du CORE et avait participé aux Freedom Rides et à la marche de 1963 sur Washington. L'un et l'autre étaient Blancs et d'origine juive, et ils avaient donc, depuis longtemps, appuyé et activement soutenu la cause de l'égalité raciale⁶².

Mais le *community control* n'avait pas la même signification pour tout le monde. Pour l'UFT, il signifiait doter les quartiers pauvres et minoritaires de ressources supplémentaires considérables, par exemple pour être en mesure d'aider chaque élève, diminuer leur nombre par classe, embaucher des spécialistes, dans le but évident de favoriser l'intégration personnelle, selon le Black Power, à un univers défini par les Blancs. Mais les élus de la collectivité d'Ocean Hill–Brownsville à la tête du conseil scolaire (expérimental) local n'avaient pas les mêmes objectifs que les gens de l'UFT et ils allaient être soutenus activement par la population du quartier. Pour eux, le système scolaire représentait une des institutions fondamentales devant servir à l'affirmation du peuple noir, à son *autodétermination* nécessaire à la transformation des rapports de pouvoir dans la société. Ils modifièrent les programmes et les modes d'évaluation, mirent à l'étude l'expérience historique des Noirs aux États-Unis et des éléments de la culture africaine, tout en faisant la promotion des idées de travail collectif, de la mise en commun des habiletés plutôt que de la compétition entre les élèves. Plusieurs des élus au nouveau conseil de district étaient des mères de famille sans diplôme, ce qui amena des enseignants blancs à mettre en doute la légitimité de leur présence – alors que cette présence même, d'après nous, témoignait de la volonté à s'engager dans l'œuvre éducative des jeunes, à y collaborer et à la soutenir, en être partie prenante, aspect irremplaçable d'une démarche de lutte au décrochage, notamment.

En mai 1968, le conseil scolaire local « mit fin à l'emploi » de treize enseignants et de sept assistants principaux ; aucune accusation précise n'était portée, encore qu'il fut expliqué éventuellement que l'on jugeait lesdits enseignants peu coopératifs, ou récalcitrants dans la mise en pratique des changements que voulait apporter le conseil au projet éducatif d'ensemble. Mais, selon la convention collective, le conseil ne pouvait les mettre à pied sans raison claire de nature pédagogique et seulement à la fin d'une procédure, comme on l'a vu, aux termes clairement établis et prévoyant des possibilités de recours pour les enseignants et leur syndicat. Le conseil expliqua alors que sa décision n'équivalait pas à un renvoi, mais à un transfert ailleurs, dans un autre district scolaire de la ville. Pourtant, la politique des affectations avait aussi été l'objet de négociations collectives et l'on ne pouvait imposer un « transfert involontaire » à un enseignant sans cause ni procédure formelle. Les enseignants essayèrent alors de réintégrer leur école, mais ils en furent empêchés par des étudiants et des habitants du quartier. La majeure partie des professeurs du district d'Ocean Hill–Brownsville, quelque trois cent cinquante, firent alors la grève. À l'exception, il faut le mentionner, de leurs collègues africains-américains, souvent membres d'une fraction noire, appelée African-American Teachers Association, existant au sein de l'UFT et de militants de gauche blancs.

Durant l'été, une décision de la Cour donna raison aux enseignants congédiés et à leur syndicat ; les professeurs furent donc officiellement réintégrés dans leurs postes⁶³. Cela dit, à l'ouverture des classes en septembre, le problème restait donc entier. Mais, cette fois, l'UFT joua un grand coup : le président Albert Shanker se lança dans une série de trois grèves générales de tout le système scolaire de la ville, sur plus de cinquante jours durant le premier trimestre, grèves massivement suivies par les enseignants et qui forcèrent alors la fermeture d'environ 85 % des 900 écoles de New York. La Cour avait statué que les enseignants congédiés devaient reprendre leurs postes, mais ni les autorités municipales ni celles de la commission scolaire de la ville, relevant des premières, n'avaient osé appliquer la décision. Dans Ocean Hill–Brownsville, la situation devint explosive.

Le conseil local embaucha des enseignants de remplacement, blancs et noirs, il faut le préciser : les étudiants blancs qui vinrent enseigner, radicaux « new left » très militants, furent d'ailleurs majoritaires parmi lesdits remplaçants, et juifs à 40 % d'entre eux. Il faut aussi souligner ce dernier élément parce que, la bêtise ne choisissant pas son camp, non plus que l'arriération politique, des militants noirs proférèrent durant le conflit des insultes antisémites. Ce ne fut pas une caractéristique du mouvement de la population locale, mais ces insultes furent vite brandies par le président Shanker de l'UFT pour déprécier l'orientation d'ensemble du conseil scolaire. Les étudiants « new left »

d'origine juive venus *en remplacement* (traités de « briseurs de grève » par le syndicat) s'employèrent à faire valoir qu'ils ne faisaient face à aucune opposition antisémite dans la collectivité. Mais les insultes contre les juifs furent vues, et utilisées, comme autant de « preuves » que l'idée même du pouvoir noir avait des connotations racistes : elle comportait une volonté de séparation des races réalisée dans l'agression contre les Blancs. Selon l'historien Jerald Poldair, la crise d'Ocean Hill–Brownsville entraîna bientôt une crise des rapports raciaux dans tout New York, une nette majorité de Blancs d'un côté et de Noirs de l'autre, selon un départage plus marqué encore qu'auparavant – les Blancs appuyant l'UFT et les Noirs le conseil scolaire local. Les relations historiquement cordiales entre la gauche juive traditionnelle de New York (les syndicats du vêtement, les courants et les intellectuels issus des expériences passées du socialisme et même du communisme) et le mouvement noir en furent d'ailleurs grippées depuis ce temps.

En cours de route, des membres africains-américains de l'UFT, dont un élu à l'exécutif central, se formèrent en « Black caucus » (c'est-à-dire en « fraction noire») et firent publiquement part de leur appui au conseil scolaire, contre l'orientation de leur syndicat. Ils n'avaient cependant pas l'intention de franchir les piquets de grève dressés devant les écoles. À cet égard, durant les journées d'arrêt de travail, les écoles d'Ocean Hill–Brownsville furent entourées d'une double ligne de piquetage, les piquets de l'UFT et ceux de leurs opposants, séparés de façon permanente par les forces de police. Le mouvement ouvrier organisé de New York, du moins ses instances officielles, fit front commun avec l'UFT, de même que l'AFL-CIO, jusqu'à Meany, en soutenant que l'objectif des grévistes avait trait à la défense de la sécurité d'emploi et du droit à ce que soient suivies les étapes formelles prévues par la convention collective lors d'un litige avec l'employeur. Les membres de la vieille fraction noire du syndicat, l'African-American Teachers' Association, se désaffilièrent de l'UFT. Randolph, quant à lui, appuya l'UFT, ce qui l'isola des jeunes militants, en soutenant qu'il pouvait certes appuyer le « concept de décentralisation, mais uniquement dans "un cadre comportant la garantie du respect des procédures établies" » ; il pouvait aussi se satisfaire d'une orientation, disait-il, mettant l'accent sur « un investissement de ressources financières substantielles et un réel engagement envers une éducation intégrée de qualité », comme rappelle Levy. Car Randolph faisait valoir que « l'autonomie locale sans les procédures établies, voilà précisément ce que souhaite la droite⁶⁴ ».

L'UFT, comme l'AFL-CIO, et les autres organismes syndicaux soutinrent toujours que la lutte contre le conseil scolaire d'Ocean Hill–Brownsville ne relevait que de principes liés au rapport d'emploi particulier avec ce conseil. Et il nous paraît certain que les enseignants et leurs dirigeants voyaient leur

action gréviste dans ces termes avec le sentiment d'une urgence *sui generis*, cependant, dû à la peur et au besoin peut-être confus de se protéger contre les bouleversements dans les rapports raciaux que promettait le pouvoir noir. Shanker avait déjà déclaré au sujet du district scolaire d'Ocean Hill–Brownsville qu'on ne pouvait permettre à quelque groupe de miliciens de quartier (*vigilantes*) de s'emparer du contrôle des écoles sous le couvert de la décentralisation. Pourtant, Herbert Hill, le « labor secretary » de la NAACP, démontra qu'Albert Shanker avait de lui-même fait disparaître d'un recueil de textes préparé par le syndicat des enseignants, pour faciliter le développement de cours nouveaux en histoire des Africains-Américains, des passages qu'il jugeait sûrement préjudiciables à l'idée de l'intégration au profit du Black Power.

Hill faisait remarquer que Shanker avait fait disparaître des citations importantes du rapport de la commission Kerner⁶⁵, tel le passage faisant valoir que « la nation » se dirigeait vers une situation où « deux sociétés séparées, l'une noire et l'une blanche », existeraient sur le territoire américain; qu'il avait diminué l'importance des sections sur Malcolm X et Frederick Douglass, « en faveur de l'élargissement des passages sur Booker T. Washington⁶⁶ »; et il avait fait mettre de côté certains enseignements historiques consignés dans le document premier quant à la nécessité de *lutter* si l'on voulait établir l'égalité raciale⁶⁷... Or, la version qu'avait « corrigée » le président de l'UFT était le produit du travail de spécialistes retenus par le syndicat national des enseignants. Le positionnement de l'UFT à Ocean Hill–Brownsville était manifestement instruit, consciemment et inconsciemment, d'un point de vue particulier quant à la légitimité du type de combat, orientation et stratégie, mené par les Noirs. Une façon de se disposer et une condescendance que n'acceptaient plus les partisans du pouvoir noir. Le programme de l'UFT et le leur s'avéraient non seulement différents, mais aussi divergents dorénavant. Et l'unanimité du mouvement ouvrier organisé derrière les « procédures formelles établies », sans plus de réflexion ni d'élaboration, constituait obligatoirement une forme de déni de l'aspiration que portait cette idée du pouvoir noir – de l'égalité réelle à ce moment.

Quoi qu'il en soit, au bout de trente-sept journées ouvrables de grève, les autorités publiques se rendirent littéralement aux demandes de l'UFT. Le président Shanker servit une peine de quinze jours de prison pour avoir, illégalement, appelé ces grèves et les avoir dirigées, mais les revendications de son syndicat furent toutes gagnées et le conseil scolaire d'Ocean Hill–Brownsville fut même dissous. Plus tard, quand on procédera à une nouvelle décentralisation du système scolaire, la reconstitution du district d'Ocean Hill–Brownsville se fera sur d'autres bases, sans cette dynamique de l'appropriation d'une solide institution de la collectivité comme base d'un pouvoir neuf devant servir à la

transformation de sa situation. Le syndicat avait incontestablement gagné, mais en entraînant la défaite (et sur la base de la défaite) d'une force et d'une énergie revendicatrices massives dans la société. Aux prises avec la puissance, la nature et l'urgence des demandes du mouvement noir, le syndicalisme se trouvait dans la même situation que les autres grandes institutions de la société américaine. Et son programme, sur ce terrain, paraissait bien limité.

2. QU'EST-CE QUE LE RACISME ?

En fonction de notre étude sur les rapports du syndicalisme aux revendications du mouvement noir, et en regard des accusations très dures que les divers camps se lancèrent durant les années 1960, il semble approprié de se demander plus précisément à ce stade ce qu'est le racisme et de voir comment il avait imprégné le développement de la société américaine, et l'imprégnait alors toujours. Mentionnons donc d'abord, en suivant la trame d'une explication du sociologue Pierre Fougeyrollas, ce qu'il n'est pas. Le racisme peut se nourrir, incontestablement, de ces phénomènes vieux comme le monde que sont les préjugés culturels et ethniques, la peur devant l'inconnu et la différence, mais ces phénomènes ne le définissent pas. Ils sont plutôt l'expression du besoin que ressentent toutes les sociétés anciennes d'une cohésion exigeant la « distinction radicale entre ceux qui faisaient partie de chacune d'elles (*nous*) et ceux qui se trouvaient en dehors (*eux*) », à l'égard desquels le « nous » doit ressentir un sentiment d'altérité. Mais ce sentiment ne supposait pas l'agressivité envers les sociétés différentes. D'ailleurs, on pratiquait à la fois « l'endogamie et l'hospitalité ». Évidemment, l'affirmation de ses propres particularités supposait leur valorisation face à ce qui pouvait effrayer : valorisation de sa langue (souvent vue comme d'inspiration divine), du vêtement et de la coiffure, de la cuisine et des manières à table qui sont les *nôtres*. En règle générale, les préjugés culturels des sociétés ethniques trouvaient leur transposition « par excellence » dans la religion de chacune⁶⁸.

Les religions ethniques, poursuit Fougeyrollas, ont servi à diviser davantage qu'elles ont opposé ces anciennes sociétés entre elles. Dans les sociétés esclavagistes, les esclaves sont habituellement des prisonniers de guerre ou leurs descendants. En d'autres mots, le préjugé culturel ne correspond pas à une séparation de la population d'une société donnée en secteurs socialement *inégaux*. Même si le préjugé peut entraîner des violences et des tueries terribles. Ainsi en fut-il des guerres de croisade du christianisme et de l'Islam. L'« ennemi » n'y était cependant pas identifié par son ethnie ou sa race, mais en fonction « de son obédience religieuse », ce qui n'exclut par ailleurs pas, explique également Fougeyrollas, que le « préjugé religieux » alimente

aujourd'hui le racisme. Mais, si les mots ont un sens, ni dans les sociétés ethniques ni dans les sociétés de l'antiquité gréco-romaine, non plus que durant le Moyen Âge, le phénomène du racisme n'a existé. Ce phénomène est propre au monde moderne, même s'il n'est pas identifiable non plus au chauvinisme et à la xénophobie que les États nationaux, qui surgissent dans ce cadre, pourront plus tard nourrir. Tous ces préjugés (culturels, religieux, nationaux) appaurent comme « effets négatifs » de l'« identité collective ». Ils sont bien, sous une forme ou une autre, partie prenante du racisme, mais celui-ci s'en distingue pourtant toujours fondamentalement⁶⁹.

« Le racisme [...] dépasse les préjugés culturels, même si nous les considérons à leur paroxysme et dans leurs effets les plus meurtriers. [...] [Il] est une vision du monde qui refuse d'admettre l'unicité et l'unité essentielle de l'espèce humaine et qui prétend que cette espèce se trouve immuablement divisée en sous-espèces ou "races" supérieures et inférieures ». L'hérétique, par exemple, ou l'infidèle, lorsqu'il reconnaissait la « vraie foi, poursuit Fougeyrollas, rent[rait] dans la condition commune ». Voilà précisément ce qu'exclut une vision raciste de la société⁷⁰. Pour lui, comme pour d'autres auteurs que nous avons déjà utilisés⁷¹, le racisme est une invention du monde moderne en ce qu'il se manifeste comme produit de la conquête « des Amériques, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie » par les puissances européennes engagées dans le développement de l'économie bourgeoise. Produit et justification, donc un facteur. Quand Louis XIV reçoit le roi d'un petit royaume d'Afrique noire au XVII^e siècle, « le racisme est absent ». Ce ne sera plus le cas par la suite : l'expansion coloniale s'accomplira avec l'idée d'une supériorité des Blancs. La conquête des Amériques donne ainsi lieu à un génocide généralisé des populations autochtones, qui ne soulève pas de cas de conscience numériquement significatifs ; et les besoins massifs en main-d'œuvre entraînent aux États-Unis, notamment et sans plus de réticence morale, l'importation d'Africains subsahariens réduits à l'esclavage⁷².

i. LA SEGMENTATION RACIALE DE LA POPULATION ET SES CONSÉQUENCES DANS L'UNIVERS DU TRAVAIL

Les esclaves sont la propriété indélébile de ceux qui les achètent, et l'objet d'un commerce florissant. Ils constituent quelque 17 % de la population lors de la formation des États-Unis et, à l'aube de la guerre civile en 1860, ils comptent pour 4 millions de personnes sur les 31 millions d'habitants du pays. Même si leur pourcentage est alors quelque peu réduit, environ 13 %, ils représentent néanmoins des proportions très massives dans les États du Sud, majoritaires, par exemple, en Caroline du Sud (57,2 %) et au Mississippi (55,2 %).

Dans la constitution du pays, en 1787, on a défini leur *valeur* comparative aux trois cinquièmes de celle des Blancs (pour le décompte des représentants de chaque État au Congrès de Washington), quantifiant, en quelque sorte, le taux d'*humanité* des esclaves en regard des immigrants d'origine européenne⁷³.

Pour nous, l'intérêt premier de cette mise en situation revient à souligner que les États-Unis se sont édifiés, entre autres caractéristiques, sur la base d'une stratification raciale de la population, que leur développement a comportée de façon inhérente. L'esclavage de l'immense majorité des Noirs en sol américain a existé durant 250 années environ; puis, la majorité d'entre eux, à nouveau, ont été sévèrement soumis à la ségrégation dans le Sud. Voilà précisément le fondement du racisme, le fondement imparable de l'édification de la société américaine en tant que société raciste. D'une certaine manière, l'explication (juste) de Fougeyrollas s'avère incomplète, parce qu'elle dépeint largement le racisme sous l'angle de comportements et d'attitudes, de rejet et du sentiment de supériorité raciale. Pour nous, les recherches contemporaines les plus convaincantes mettent au contraire l'accent sur le processus de stratification sociale en groupes et sous-groupes raciaux de la population américaine. Il est sûr que souvent les diverses vagues d'immigration de provenances européennes multiples ont souffert du racisme à leur arrivée et pour quelques décennies éventuellement. Mais seuls les Noirs ont été soumis durant 350 des 400 années environ de leur présence en Amérique à l'esclavage et à la ségrégation, dans un cadre où leur nombre au sein de la population d'ensemble représente un pourcentage important (13 %, plus ou moins, aujourd'hui). De sorte que, ont écrit M.K. Brown, M. Carnoy et leurs co-auteurs, le racisme ne procède pas d'idées préconçues négatives, de la bêtise ou d'attitudes malveillantes personnelles, et l'on ne peut donc envisager de le faire disparaître par des interventions axées sur les comportements. La connaissance d'autres cultures que la sienne et l'accueil pratiqué à leur endroit ne sont pas en eux-mêmes des moyens de la disparition du racisme; non plus qu'une plus grande politesse envers les Africains-Américains aux États-Unis ne pouvait jouer ce rôle⁷⁴.

Pour Brown, Carnoy et leurs associés, une société est raciste quand s'y déploient « des systèmes d'avantages et d'exclusion culturellement et économiquement produits qui créent une situation privilégiée d'un groupe racialement défini aux dépens d'un autre groupe ». À un niveau individuel, dans le groupe privilégié, le racisme est observable dans « le sentiment de la position de son groupe » et des objectifs de vie personnels, par exemple de promotion ou d'éducation ou d'habitation, que permet « l'accumulation [historique] de l'avantage racial » pour une personne. C'est ainsi qu'est vécu le racisme au sein du groupe racial dominant : les occasions qui s'ouvrent à chacun et à chacune y sont d'un niveau plus élevé, quelle que soit l'ouverture d'esprit envers les

différences, comme il est souvent dit. Mais il y a plus, expliquent les auteurs : le processus de stratification raciale est précisément dynamique et (en nos propres mots) dialectique.

En effet, soutiennent-ils, on ne doit pas envisager l'inégalité entre les Blancs et les Noirs aux États-Unis par les données simples de « la pauvreté des Noirs », le « taux de chômage des Noirs », le « taux de criminalité chez les Noirs », etc. Car il y a un lien direct entre ces données et les données comparativement plus favorables ayant trait à la position des Blancs dans la société. Théoriquement, avancent Brown, Carnoy et leurs collaborateurs, il faut considérer « ensemble », c'est-à-dire dans leur interaction, ces données servant à mesurer la situation des uns et des autres : la dynamique historique d'« accumulation » des occasions caractérisant la position des Blancs (enrichissement, hausse des niveaux de diplomation, amélioration du logement et de son environnement, majoration de l'espérance de vie et des conditions de santé, etc.) s'est révélée, dans le même mouvement, dynamique de « désaccumulation » des occasions de la position des Noirs. Un exemple frappant, donné par les auteurs : l'achat d'une maison constitue généralement le principal investissement que peuvent faire les salariés ; les Noirs « ont plus de difficulté à obtenir des prêts hypothécaires » que les Blancs et, à revenus équivalents, les conditions du crédit qu'on leur consent sont moins avantageuses que celles qui sont réservées aux Blancs. Du fait de la « ségrégation domiciliaire », leurs propriétés ont moins de valeur ; de plus, quand « des Noirs emménagent dans un quartier, les Blancs le quittent, par peur de voir chuter la valeur de leurs propres maisons. Mais, du fait de leur départ, la peur devient réalité et le prix des propriétés diminue ». En conséquence, le processus même par lequel s'accroît la valeur de la richesse (accumulée) des Blancs est un processus de *désaccumulation* pour les Noirs⁷⁵.

Cette stratification raciale de la population s'avère ainsi facteur actif d'inégalité, aux effets absolus et relatifs, on s'en doute, et cumulatifs. Elle a été cause et produit des inégalités multiples dans le monde des rapports ethniques et raciaux entre groupes et sous-groupes de la population et sur le marché du travail. Outre l'effet définitionnel sur ces terrains qu'ont produit les quelque 350 années de l'esclavage et de la ségrégation sévère auxquelles fut soumise la minorité noire du pays dans le Sud, notons que la discrimination à l'endroit des Africains-Américains eut aussi des conséquences particulièrement néfastes dans le développement même du marché du travail capitaliste au Nord. Ainsi, les « Noirs libres y avaient traditionnellement pratiqué des métiers qualifiés et avaient pu relativement compter sur des possibilités de revenu indépendant et d'ouverture occupationnelle » véritables ; ils allaient progressivement être écartés, au fil des décennies et jusque dans le xx^e siècle, des secteurs d'emplois salariés où ils se trouvaient en plus grand nombre au profit d'immigrants

européens. Et ils furent progressivement réduits aux travaux les plus éreintants et les moins payants – et, à l'occasion, au rôle de briseurs de grève. En outre, « s'ils avaient souvent vécu [au Nord] dans des enclaves ségréguées des grandes villes bien avant la Première Guerre mondiale », le niveau de ségrégation n'était pas comparable à celui des ghettos d'après la Deuxième Guerre mondiale. En elles-mêmes, ces enclaves ghettoïsées contribuèrent depuis 1945 à piéger socialement encore plus la population noire⁷⁶. En d'autres mots, l'inégalité raciale fut l'un des éléments structurants du marché du travail et du cadre de vie de la classe ouvrière aux États-Unis, comme de la situation majoritaire de la population africaine-américaine.

Population la plus urbanisée aujourd'hui du pays, vivant, qui plus est, au sein de grandes concentrations, les Noirs sont très majoritairement dépendants de l'emploi salarié. Ils apparaissent ainsi comme la fraction la plus pauvre – avec les immigrants latinos dorénavant – du salariat. Car le marché du travail capitaliste s'est développé, par ailleurs et comme partout, sur la base d'un rapport employeur-employés fondé sur l'inégalité sociale et la reproduisant de façon élargie quand l'investissement atteint ses objectifs.

La révolution industrielle a entraîné la déqualification et la prolétarianisation de l'artisanat, pendant que les vagues successives d'immigrants, toujours plus soumises aux conditions de travail les plus difficiles, se joignaient aux secteurs de la population des campagnes venues chercher l'emploi à salaire dans le processus de formation de la classe ouvrière du pays. Avec (ce qu'il est convenu d'appeler) la *deuxième révolution industrielle*, qui a cours aux États-Unis durant la décennie 1880-1890, le capitalisme et le salariat ont acquis leurs traits modernes : industrie de masse, production de masse, travail salarié de masse, qui détermineront progressivement la condition sociale de l'immense majorité de la population. Dans ce creuset surgiront aux États-Unis, comme dans les autres pays suivant le même type d'évolution socioéconomique, les tendances au syndicalisme, au socialisme et au travaillisme. La position du prolétariat noir s'inscrit dans le processus de structuration de ce marché du travail. Elle n'en est pas la caractéristique définitionnelle qui se fonde sur le rapport salarial comme rapport social dominant, mais elle crée aux États-Unis un trait distinct de celui-ci, une dimension incontournable.

Ainsi, s'il y a un « fond de conflictualité » inscrit dans le rapport salarial, selon une explication que l'on a donnée déjà⁷⁷, cette dynamique inclut comme l'une de ses composantes le prolétariat noir : en emploi, en chômage, comme armée de réserve, comme bas salariés. Le racisme au sein de la classe ouvrière « menace » ainsi « la cohésion » sociopolitique du salariat entendu comme classe sociale ; voilà qui poussait le syndicalisme « à rejeter le racisme »,

formellement pour une part, malgré les difficultés particulières, à l'interne et en raison du positionnement social et économique de vastes secteurs de ses propres membres. Le poids de ce dernier élément se révélait d'ailleurs lourd et insistant ; en conjonction du conservatisme social des appareils dirigeants, il recelait des « complaisances par rapport au racisme » relevant de la structuration même du marché du travail⁷⁸. En témoigne le contenu d'une lettre, souvent citée par des historiens, d'un ouvrier de la construction que publia le *New York Times* en 1963 sous le titre « La formation professionnelle comme héritage » :

Certains hommes laissent à leurs fils [en héritage] de l'argent, d'autres de riches investissements, des entrées dans le monde des affaires [...]. Je n'ai rien de tout cela à léguer à mes fils. Je ne possède qu'une chose de valeur à leur transmettre : mon métier. J'espère être en mesure de suivre une tradition vieille de plusieurs siècles à cet égard et parrainer leur acceptation comme apprentis. Pour ce simple espoir paternel, on m'accuse de discrimination envers les Noirs [...]. Je suis [pourtant] convaincu que le fait d'être accepté comme apprenti dans mon syndicat ne relève pas plus du domaine des biens publics que tous peuvent se partager qu'en relève l'argent d'un millionnaire. Pourquoi un gouvernement quelconque, local, d'État ou fédéral, aurait-il le droit de disposer de mon héritage alors qu'il n'en a pas pour disposer de l'héritage de l'épicier du coin de rue ?⁷⁹

Idéologiquement et *socialement*, le contenu de cette lettre exprime manifestement le sentiment ressenti par des franges significatives des syndiqués blancs. Le marché du travail est racialement sectorisé, dans les métiers traditionnels (et singulièrement les métiers de la construction) comme, pour une part, dans l'industrie de transformation. Les parcours professionnels des travailleurs, en ce qui a trait aux promotions, à la sécurité d'emploi ou l'accès au recyclage des formations, s'inscrivent ainsi dans les cadres balisant leur situation au travail, cadres qui deviennent, en quelque sorte, des niches eu égard à la position des travailleurs noirs. Le but, à caractère fondamentalement utopique, du syndicalisme de métier est le contrôle de l'offre du travail. Il en va de même à l'intérieur des entreprises syndiquées, où la progression des carrières suit des filières clairement établies. Ébranler ces filières et introduire des référents les modifiant de manière menaçante, par exemple du fait d'une action positive, pour les syndiqués blancs qui en suivent les étapes suscitent des réflexes d'autoprotection qui vite acquièrent des connotations racistes. Quand les syndicats jouent un rôle direct dans le processus d'embauche des travailleurs, la sauvegarde des niches favorisées, ainsi que l'enseigne la lettre au *New York Times* que l'on a citée plus haut, devient partie prenante du statut. Dans la ville de St. Louis, on ne comptait au milieu des années 1960 aucun Noir parmi les 1200 plombiers syndiqués à l'AFL-CIO⁸⁰ qui, *grosso modo*,

constituaient ensemble l'offre de travail qualifié officiellement reconnu dans ce domaine, par exemple pour les assurances domiciliaires.

La conscience du privilège dans le monde du travail et la volonté de la défense de son statut sont des attitudes et provoquent directement des comportements racistes, c'est-à-dire de maintien d'une racialisation des inégalités. Et l'exclusion statutaire des Noirs de certains grands syndicats, notamment de syndicats des chemins de fer, colore évidemment cette conscience et cette volonté de la teinte de l'apartheid. Ce type d'apartheid représente certes le paroxysme du comportement raciste, mais aussi sa *vérité*. Il fut d'autant plus excité lorsque des Noirs, accusés par l'ignorance et leur situation sociale au rôle de briseurs de grève, remplacèrent au travail des grévistes blancs : ainsi, quand des dizaines de milliers d'entre eux furent employés par le patronat pour briser la grève industrielle de l'acier en 1919, la première de cette nature et de cette envergure. Surtout que le rôle de briseurs de grève que tinrent, à peu d'occasions finalement, les Africains-Américains montrait concrètement la pleine capacité qui était la leur à s'acquitter du travail des Blancs.

Cela dit, le racisme ne procède pas d'une évolution propre au marché du travail ni de la volonté de salariés blancs de faire prévaloir leurs intérêts aux dépens d'ouvriers noirs, même s'il inclut ces éléments. Ce sont plutôt ceux-ci qui relèvent du racisme, qui a chronologiquement et, surtout, logiquement précédé la création du marché du travail et la salarisation de la masse de la population. Car la racialisation de la hiérarchie interne à la population des États-Unis s'avérait plus marquée encore à l'extérieur de la classe ouvrière ; même si les juges, les avocats, le haut-commandement militaire, les chercheurs de l'énergie atomique ou les hommes politiques, par exemple, et cela semble aller de soi, n'avaient pas à craindre d'être remplacés par des briseurs de grève... Et, bien évidemment, leurs quartiers d'habitation, comme les écoles privées blanches, n'étaient pas touchés par les mesures publiques d'intégration, ce qui tendait à éloigner des penchants exclusivistes axés sur ces aspects particuliers de la vie privée. Mais le fait que quelque 13 % de la population soit concrètement exclue des fonctions assumées par ces secteurs particuliers de la société assurait aussi des conditions de leur position sociale et de leur place privilégiée dans le processus historiquement combiné d'accumulation-désaccumulation. Et il a été démontré que juges et médecins blancs, par exemple, prennent sur une base régulière des décisions relevant de visions consciemment ou inconsciemment racistes⁸¹.

Pour s'attaquer à la racialisation de la texture sociale du pays, les pouvoirs politiques et judiciaires ont donc été conduits à mettre en avant les objectifs de mixité raciale dans les quartiers d'habitation, d'intégration dans le domaine

de l'éducation et d'éradication de la discrimination dans le monde du travail. Les expériences du *busing* et de l'action positive dans l'emploi apparurent évidemment comme des moyens de combattre ce phénomène de la racialisation. L'étendue des initiatives que l'on prit alors montre incontestablement qu'il y eut volonté de modifier des traits qualitatifs de la stratification raciale de la population. La nature des rapports sociaux établis reste par ailleurs et évidemment repérable dans le contenu et la forme de ces expériences. Comme on l'a souligné déjà, leur poids devait être largement supporté par les travailleurs, ouvriers et employés, et aussi par la petite bourgeoisie blanche. Si ceux-ci pouvaient accepter de payer des taxes scolaires plus élevées en banlieue afin que leurs enfants profitent d'écoles de meilleure qualité, il y avait menace avec le *busing* qu'on envoie ces derniers dans des écoles de ghetto; les mesures et les lois visant l'intégration dans les quartiers menaçaient la valeur marchande des habitations possédées par les mêmes secteurs sociaux; enfin, les diverses politiques axées sur les transformations dans le marché de l'emploi risquaient de modifier à la baisse la situation de salariés blancs... Ainsi, les coûts des mesures mises en place par les autorités publiques s'avéraient inégalement répartis entre classes et secteurs sociaux de la population blanche.

Cela correspondait, soit dit en passant, aux modes de financement des principales politiques sociales mises en forme par les démocrates durant la période 1960-1970. Car, qu'elles fussent remboursées par les revenus publics provenant des impôts ou par des taxes particulières relevant de contributions des employeurs et des salariés, elles reposaient maintenant plus qu'auparavant sur les classes populaires. Or, comme ces politiques sociales étaient principalement dirigées vers certaines catégories de la population, défavorisés et chômeurs notamment, elles avaient largement comme conséquence d'entraîner « des transferts de revenus au sein de la classe ouvrière » plutôt qu'entre les sommets de la société et la classe ouvrière. Mais c'était l'ensemble de celle-ci qui aurait eu besoin d'une assurance maladie, d'aide au logement ou de protection sociale élargie. La plupart de ces nouvelles politiques n'eurent ainsi pas pour effet d'unir la classe ouvrière, mais se présentaient plutôt comme « œuvres de charité » qu'elle se trouvait à financer obligatoirement⁸². Et comme elles s'avéraient, en plus, parties prenantes des efforts axés sur l'amélioration de la position sociale des Africains-Américains, elles furent bien sûr utilisées pour favoriser le contrecoup anti-noir qui se développa.

Il n'en reste pas moins que la volonté affichée par les autorités publiques de modifier certains éléments de cette réalité de la stratification raciale fut réelle. Preuve en est, à notre avis, que l'abandon progressif des volontés de réforme qui s'étaient manifestées durant les années 1960 provoqua leur mise à

l'écart. Ainsi en fut-il de tout cet épisode, et de la crise qu'il produisit, des tentatives d'intégration scolaire par la méthode du *busing*, et même de l'abandon des politiques positives comme telles d'intégration scolaire. Les pages pénétrantes que consacrent Robel et Zoller à cet « effritement des soutiens politiques » à l'effort d'intégration, au revirement des points de vue du pouvoir judiciaire, notamment, permettent de mesurer l'ampleur de cet abandon. Elles montrent aussi, en étudiant le cas de l'intégration scolaire entre Detroit et ses banlieues blanches, comment l'État du Michigan, autorité titulaire des conseils scolaires et « entité à laquelle s'adresse le XIV^e Amendement » à la constitution, c'est-à-dire l'amendement établissant l'égalité de tous les citoyens, s'est délesté de cette responsabilité en direction d'instances absolument incapables de l'assumer⁸³. Pour nous, ce délestage du gouvernement de l'État relève de la volonté des élites politiques de ne pas s'intégrer à la polémique et de se dégager le plus possible de ses effets. L'exemple du Michigan a valeur de repère. La Cour suprême renversa en 1974, comme le rappellent Robel et Zoller, l'interprétation des droits civils supposant l'effort positif d'intégration. Progressivement, par la suite, les décisions politiques visant à favoriser, même par incitation, l'intégration raciale dans les écoles publiques furent jugées inconstitutionnelles. Et en 1999, comme le rapporta alors le *New York Times*, une Cour fédérale mit définitivement fin au « *busing* là où il avait débuté, trente années auparavant », dans la ville de Charlotte en Caroline du Nord⁸⁴.

Il s'avère remarquable à cet égard que George Meany maintint un appui indéfectible aux lois et aux mesures d'intégration raciale publique d'alors, y compris à la politique du *busing*. Sous menace d'exclusion de l'AFL-CIO, il força la fédération d'État du Massachusetts à appuyer l'intégration scolaire dans les écoles situées au sud de Boston par *busing* alors même que la fédération venait de s'y opposer⁸⁵. Clayton Sinyai, qui rapporte cette intervention de Meany, la situe effectivement dans le prolongement de ses positions d'appui aux droits civils. Et à la décharge du président de la centrale, il fait valoir que, selon les statuts et règlements de l'AFL-CIO, sa direction avait le pouvoir de commander à ses propres instances, mais pas réellement aux grands syndicats qu'elle fédérait, qui restaient autonomes. Il souligne tout aussi bien que, si la corruption interne au syndicalisme ne trouvait pas d'appui parmi les membres, ce qui avait permis l'expulsion des Teamsters, il en allait autrement du racisme, situation rendant compte de la méthode des petits pas favorisée par Meany pour la combattre à l'intérieur de l'organisation⁸⁶. Et nous avons mentionné antérieurement d'autres positions de Meany tout à fait concordantes. Mais en ce qui a trait aux péripéties tumultueuses de la deuxième moitié des années

1960, le point de vue de Sinyai, tout en se fondant sur des faits avérés, manque de considérer l'essentiel.

Car, pour caractériser analytiquement le rôle d'alors de la centrale et de sa direction (singulièrement de l'orientation politique qui était la leur), il faut les situer dans leur conjoncture. Et ce cadre témoigne de ce que ce sont l'absence d'un appui à la marche sur Washington en 1963, l'incompréhension profonde de ce que signifiait l'émancipation démocratique et sociale de la population noire, la volonté de sauvegarde de l'appareil et de l'organisation déjà façonnée, de même que l'incapacité de formuler un programme crédible de réarticulation et de reformulation de clauses contractuelles d'ancienneté et de garantie des carrières ouvrant l'espace du travail sans que les coûts ne soient assumés par les salariés blancs, qui ont défini le positionnement de l'AFL-CIO.

À cet effet, des percées incontestables ont à l'occasion été mises en avant. Par exemple, un plan dit d'«ancienneté inversée» (*inverse seniority*) fut élaboré au sein des UAW, notamment par des éléments de base, selon lequel, en cas de mises à pied pour difficultés économiques, les syndiqués à la plus forte ancienneté se seraient vu proposer des offres généreuses de départ à la retraite; de sorte que les travailleurs noirs souvent derniers embauchés, donc premiers licenciés, auraient d'autant mieux sauvegardé leurs emplois. De même, «l'architecte en chef de l'action positive» pour le gouvernement fédéral en vint à élaborer la formule d'un «fonds devant servir à assurer des chances égales d'emploi» qui serait entièrement payé par le patronat. D'autres suggestions furent explorées par l'AFL-CIO et certains de ses «départements» qui visaient les mêmes objectifs, cependant que la National Education Association (NEA, «association nationale de l'éducation», une association professionnelle non affiliée à la centrale) adopta l'idée de quotas raciaux pour les délégations à ses congrès⁸⁷. S'il ne s'agit pas pour nous de pécher par angélisme, en croyant que des solutions sans douleur pouvaient facilement être envisagées, il convient pourtant d'indiquer que des pistes concrètes avaient été considérées. L'AFL-CIO n'en conçut jamais un programme politique d'action centralisé, qui aurait pointé dans la direction d'une unité revendicative de nature classiste, plutôt que de méfiance et de divisions.

Ne s'y engageant pas, elle a été acculée à la défensive devant les exigences et les percées du militantisme noir, voire ses coups de boutoir, et se révéla finalement, on l'a vu, récalcitrante. Elle ne s'employa précisément pas à faire valoir un programme offensif et une orientation *pro-active* visant à créer cette «cohésion du salariat en tant que classe sociale», selon des mots empruntés à Fougeyrollas: un programme et une orientation qui auraient fait pleinement droit aux besoins de la population noire et se seraient nourris de son énergie

militante. Sans préjuger du contenu d'un tel programme, il faut prendre conscience qu'il aurait supposé la nécessaire remise en cause de piliers établis du fonctionnement des syndicats, du système des relations industrielles par lequel était accréditée leur existence et de la manière de défendre les acquis comme de penser les intérêts. Le conservatisme politique et la routine d'appareil conduisirent plutôt la centrale à chercher les voies d'un simple accommodement aux revendications du mouvement noir et d'une adaptation, souvent très minime, par touches successives de réforme. Le provincialisme sociopolitique de la majorité des hauts dirigeants de la centrale, majorité qui garantissait la prépondérance à l'interne des positions de Meany, se trouva même à lui interdire la capacité de réflexion et l'ouverture d'esprit qui auraient été nécessaires dans le contexte que devait affronter le mouvement ouvrier.

ii. L'ÉCONOMISME COMME HORIZON DE LA PENSÉE SYNDICALE

L'évaluation que fit alors le sociologue Sidney M. Peck du positionnement d'ensemble du mouvement ouvrier, selon laquelle il se révélait « en inadéquation » (*inadequacy of the trade-union movement today*) avec les conditions qui pesaient sur la conjoncture et sa propre situation, nous paraît tout à fait fondée. Et Peck soulignait que cette incapacité majeure, au centre de laquelle il inscrivait « l'absence d'un leadership politique [adéquat] du syndicalisme établi », obligeait le mouvement noir « à réduire [*mitigate*] le niveau même de ses revendications, ce qui s'avère tout aussi exact⁸⁸. Car, pouvons-nous souligner, si la nature du racisme dans la société américaine est telle que nous l'avons analysée, il apparaît qu'une solution véritable demanderait de profonds changements dans les rapports de pouvoir sociopolitiques, y compris quant à leurs conséquences sur les rapports de propriété. Ce dernier élément s'avéra d'ailleurs au centre de l'évolution de la pensée de Martin Luther King Jr., toujours plus clairement au cours des deux années précédant son assassinat. L'absence d'une intervention du syndicalisme qui eût été en phase avec les exigences (et les possibilités) du moment se trouva ainsi à diminuer même la puissance du mouvement noir. Elle entraîna de plus, ou plutôt contribua à accentuer, ce comportement du syndicalisme américain qui tend à l'identifier à un groupe d'intérêt distinct dans la société, à un « intérêt particulier », un *special interest* selon le jargon politique des États-Unis, au détriment de la dimension de sa nature procédant du mouvement social. Lorsque les circonstances ambiantes sont déterminées prioritairement par l'urgence des revendications et l'élan du militantisme, ce type de positionnement équivaut à un repli social volontaire, largement arc-bouté dans certains secteurs de l'économie, la construction et les

chemins de fer globalement, ou par les ententes contractuelles dans d'autres, à la défense de niches réservées à des travailleurs blancs.

La réaction du syndicalisme au pouvoir noir, la dénonciation de son « extrémisme », aussi coupable que le suprématisme blanc, expliqua-t-on, et l'effroi devant les schèmes « séparatistes » auquel il donna naissance⁸⁹ sont autant d'exemples d'un comportement identifiable à celui d'un simple « intérêt » : un « intérêt » cherchant certes à améliorer le sort du groupe auquel il est associé et, plus généralement, à favoriser activement les causes dites libérales, mais qui se conçoit lui-même par les paramètres de la société établie. Il se ferme devant la menace de l'ébranlement de cette société. Sa réaction se révèle celle d'une institution partie prenante de l'ordre constitué, conservatrice devant ce qui le menace. La fermeture de Meany prenait même, à l'occasion, des aspects navrants ; dans une longue entrevue qu'il accorda au *New York Times* à la fin de l'été 1969, il déclara :

En ce qui a trait aux militants noirs, je pense que certains d'entre eux ne veulent pas d'améliorations [à la situation des Noirs]. Je pense qu'ils veulent le problème. Ils veulent être militants. Ils veulent manifester [...]. Les militants noirs ne veulent pas entendre parler [des réformes positives qui ont été accomplies]. On croirait qu'ils veulent des solutions instantanées [...]. Et, bien sûr, ils ne les obtiendront pas⁹⁰.

Néanmoins, Meany était suffisamment intelligent pour déclarer dans la même entrevue que la lutte des droits civils des Noirs restait l'une des deux ou trois priorités de la centrale. Et le fait, croyons-nous, ainsi que nous l'avons déjà évoqué, que le mouvement social dont l'AFL-CIO s'avérait une création était celui de la classe ouvrière dans son rapport au patronat poussait en quelque sorte du côté des demandes de la population noire. Le fondement philosophique de la position de la centrale, auquel il faut ultimement rattacher alors le sens de son intervention, se révèle à nouveau celui de l'économisme le plus englobant. D'une manière ou d'une autre, plusieurs auteurs font valoir et illustrent cet aspect. Pour les « porte-paroles du syndicalisme », les militants noirs oubliaient « l'histoire de la mobilité sociale ascendante en Amérique ». Elle enseignait que les diverses nationalités et les groupes minoritaires réussissaient toujours au bout d'une certaine période à faire leur place aux États-Unis, à avancer dans l'échelle sociale. Maintenant que les Noirs pouvaient compter sur des droits égaux, ils allaient suivre le même parcours et améliorer progressivement leur situation. Plus, le « mouvement ouvrier d'après-guerre croyait possible d'ouvrir le champ des possibilités, de permettre aux Noirs [...] de s'assimiler à la société ambiante [*into the mainstream*] [sans] redistribution de la richesse ou modification significative dans le rapport entre le capital et le

travail», uniquement sur la base d'une expansion économique soutenue et de la fin de la discrimination⁹¹.

Les dirigeants du mouvement ouvrier, a écrit Robert H. Zieger, semblaient débordés par les pressions que faisaient peser sur le mouvement ouvrier les revendications des années 1960. Pour eux, «le système américain avait fonctionné, quels que puissent être ses manques et ses injustices». Les «syndicats s'étaient largement construits» depuis les années 1930, leurs leaders «étaient consultés par les responsables gouvernementaux et avaient acquis le respect des chefs d'entreprise et des éditorialistes de la presse». Ils ne voyaient pas pourquoi il serait maintenant nécessaire de tout chambarder, dans le syndicalisme et l'ordre socioéconomique⁹², qui avaient fait leurs preuves. Leur économisme prenait ici la couleur du contentement, un sentiment que le mouvement noir, dans chacune de ses tendances, ne pouvait partager. Il les conduisait aussi à saisir erronément, parce que c'était de façon trop limitée, les difficultés que les circonstances du moment amenaient quant à leurs choix électoraux.

Dès les reculs que subirent les démocrates en 1966, la réponse du COPE, par exemple, fut de considérer que «la question raciale s'avérait une fausse question», dont «jouaient adroitement les ennemis du mouvement ouvrier dans cette campagne, en éloignant les syndicalistes des vrais problèmes», nécessairement de nature économique dorénavant, devait-on comprendre. Ces ennemis cherchaient à diviser les travailleurs électoralement, quand les intérêts économiques de ceux-ci coïncidaient pourtant⁹³. Si ces dernières affirmations pouvaient être justifiées et si le COPE donnait des exemples convaincants, leur fondement politique était bien limité; surtout que les dirigeants de la centrale avaient accusé les militants noirs de la même faute, celle de diviser les travailleurs... La portée électorale, notamment, de la peur de travailleurs blancs qu'entretenaient de manière partisane des politiciens souvent chevronnés face aux politiques d'intégration ne pouvait être contrée en mettant uniquement en avant l'idée d'intérêts économiques immédiats communs. Tout le monde savait que l'envergure des problèmes posés à la société américaine par la racialisation d'une part des inégalités sociales débordait significativement le besoin partagé de meilleures prestations d'assurance chômage, notamment. Non pas qu'un tel besoin n'était pas commun, mais parce que la nature des revendications du mouvement noir demandait davantage, ne s'y réduisait pas. L'absence d'un programme sociopolitique mieux élaboré et articulé par l'AFL-CIO ne pouvait être compensée par des considérations stratégiques.

Cet économisme servait aussi de repère idéologique (et philosophique) premier à la pensée des secteurs les plus progressistes du syndicalisme. Pour Reuther et son équipe au sein des UAW, il fallait garantir l'accès sans restriction

des Noirs à l'emploi et lutter « contre l'injustice économique, l'injustice raciale » dont la disparition conditionnait l'évolution vers l'égalité politique. On a présenté déjà les fondements de la pensée de Reuther, auxquels ce point de vue sur la nature de la lutte contre la discrimination se rattachait manifestement. Et l'on sait que le syndicat de l'automobile résista longtemps à modifier, par ailleurs, ses propres pratiques en ce qui avait trait à la place des Africains-Américains à la fois au travail et au sein de son appareil central de direction⁹⁴. Manifestement, les UAW ne saisissaient pas le poids que les rapports de pouvoir de nature raciale faisaient peser sur les comportements mêmes du syndicalisme, comme institution et dans l'emploi.

D'ailleurs, certains des cadres syndicaux et des dirigeants issus de courants de gauche traditionnels du mouvement ouvrier américain convinrent eux-mêmes que l'économisme avait teinté leur intervention des années 1960. Ainsi en fut-il de ceux et celles qui dirigèrent la construction du syndicat de la santé dans la région de New York, militants liés au Parti communiste des États-Unis. Quand il prit sa retraite en 1985, Leon Davis, un de ces militants, rappela qu'« il fut un temps où la promotion du syndicalisme et la promotion [de la cause des Noirs] étaient la même chose ». Or, jugeait-il, cette idée s'était révélée erronée; elle interdisait de saisir le caractère *communautaire* du mouvement noir. Voilà pourquoi on s'était résolu au fil des ans et de la construction massive du nouveau syndicat, majoritairement noir et latino, à favoriser l'élection à la présidence d'une dirigeante noire⁹⁵... Mais l'économisme, plus ou moins primaire, des positions fut le propre des grandes directions établies du syndicalisme. Et il se conjugua, comme on a vu, à leur conservatisme, politique (plus ou moins) et d'appareil.

Dans une réponse qu'il rédigea à la mise en accusation par Herbert Hill du « racisme » des syndicats américains, Gus Tyler, « assistant président » du Syndicat international des ouvriers du vêtement pour dames (ILGWU) et l'un des principaux intellectuels associés aux positions de la direction syndicale, reprit ainsi et formula les arguments principaux dérivés de cet économisme. Les pratiques racistes trouvent leurs origines dans la défense du « statut du métier », écrivit-il, la volonté de « contrôler le marché du travail » et, bien sûr, le « préjugé ». Ce sentiment du préjugé était d'abord repérable parmi les travailleurs du Sud ou en provenance du Sud; les deux autres éléments ne procédaient pas du racisme et étaient dirigés de fait contre tous les éléments étrangers (*outsiders*) au groupe. Les conditions ont maintenant changé, la composition de la main-d'œuvre n'est plus la même, les sensibilités du pays ont évolué, dont celles du syndicalisme. Il y a toujours des courants parmi la base syndiquée qui restent attachés aux vieilles façons de faire et de penser, malgré des « campagnes d'éducation massive » menées par l'AFL-CIO. Historiquement, les préférences

des syndicats ne venaient pas de l'exclusion « des juifs ou des gentils, parce qu'un tel était blanc ou noir », mais bien de la volonté d'éviter dans le travail un surplus de main-d'œuvre. Aujourd'hui, on s'entend pour que le syndicalisme soit « daltonien » (*color-blind*), mais on ne peut y arriver sur la base d'une préférence raciale, à l'interne et dans l'emploi. Personne n'étant prêt à laisser son poste à quelqu'un d'autre, la « seule solution véritable est [donc] *plus* d'emplois » – ce qui permettra une ouverture plus grande aux Africains-Américains dans les programmes d'apprentis et, en conséquence, un recrutement plus important aussi dans les emplois qualifiés⁹⁶.

La puissance des charges de Hill venait de ce qu'il liait directement le racisme ou le refus d'agir ou la négation même des problèmes à ce qu'il voyait comme la bureaucratisation historique du syndicalisme américain et son conservatisme politique. Dans une étude percutante, il a montré le caractère conjugué de ces phénomènes, précisément dans le syndicat de l'ILGWU. Le racisme interne contre la majorité des membres noirs et portoricains, dont on ne promeut pas vraiment les intérêts, était interrelié à une quasi-impossibilité statutaire de contester la haute direction et à une orientation fondée sur le privilège d'une mince couche de travailleurs qualifiés minoritaires blancs, italiens et juifs pour l'essentiel⁹⁷. L'ILGWU s'inscrivait habituellement dans le courant dit de la coalition *labor-liberal* sur le plan politique, qui incluait les principales organisations noires, du moins tendancielle. D'un autre côté, on a vu déjà l'énorme travail conjoint que menait le syndicalisme depuis les activités du PAC du CIO avec les représentants des communautés noires pour amener les Africains-Américains à s'inscrire sur les listes électorales puis à voter. Logiquement, cette alliance fut soumise à de fortes tensions et même à des éléments de désagrégation durant les années 1960. Toutes ces choses allaient constituer un facteur important à l'apparition de la « politique de l'identité » (*identity politics*) durant les décennies suivantes parmi les Noirs et leurs organisations.

Pourtant, la montée du mouvement noir avait constitué en tant que tel un facteur immédiat de l'expansion du « syndicalisme municipal » et de sa présence dans l'univers des services sociaux, « par l'impulsion démocratique qu'elle avait déclenchée dans la société américaine⁹⁸ » et l'énergie revendicative qu'elle portait. Les réticences que manifesta le syndicalisme officiel et sa résistance dans plusieurs milieux à l'amélioration de la position des *prolétaires* noirs contribuèrent à le priver lui-même d'une source fondamentale de modification à la hausse de son statut au sein de la société et de la force politique de ses plateformes.

Cette énergie militante du mouvement noir eut d'ailleurs tendance à encourager une dynamique d'action directe sur plusieurs terrains, ainsi pour des demandes relevant des politiques d'aide sociale, et auprès de plusieurs groupes, notamment celui du Women's Lib⁹⁹ ; encore que, tous ensemble, avec le mouvement étudiant et la lutte contre la guerre au Vietnam, notamment, ces divers mouvements sociaux concouraient à composer cette période dite des « années 60 » où l'initiative politique bascula pendant un moment de leur côté. Sur son terrain particulier, dans les usines et au travail, la classe ouvrière ne fut d'ailleurs pas en reste, comme nous verrons dans la prochaine section par son action face au patronat, au gouvernement et aux instances dirigeantes des syndicats comme de la centrale. En tout état de cause, « de janvier 1968 à mai 1970, la Garde nationale fut utilisée à 324 reprises pour réprimer des désordres civils. Au début de 1970, 680 000 hommes des Forces armées régulières et de la réserve avaient reçu un entraînement pour intervenir lors de perturbations civiles¹⁰⁰ ». J. Edgar Hoover et le FBI mirent « officiellement en place, à l'été 1967 puis au printemps 1968, deux programmes de contre-subversion [...] visant respectivement les organisations nationalistes noires » et la New Left¹⁰¹.

Il y eut certes de grands syndicats qui s'engagèrent davantage que la centrale, par exemple l'AFSCME, le syndicat des travailleurs municipaux de Memphis qu'était venu encourager Martin Luther King Jr. Ce syndicat national visa dans le Sud du pays à étendre sa victoire de Memphis à d'autres municipalités grâce, précisément, à la « convergence entre ces deux mouvements populaires », le mouvement des droits civils et celui de l'organisation syndicale. Voilà, singulièrement, le type d'orientation que se trouva à refuser le syndicalisme comme entité. Pire, certains de ses syndicats appuyaient, on le sait, des politiciens conservateurs en échange d'engagements particuliers, comme à Detroit, à New York et au New Jersey. Le professeur B.J. Widick faisait remarquer à l'époque que ce type d'appuis, bien évidemment, rebutait les militants noirs et avait tendance à isoler la centrale des courants et des initiatives progressistes¹⁰². En tout état de cause, l'appareil politique et l'état-major de l'AFL-CIO n'avaient certes pas tenté de profiter de la « guerre à la pauvreté pour soulever des questions de fond quant à la distribution des revenus et du pouvoir dans la société¹⁰³ ». Et comme on l'a écrit plus haut, ce conservatisme politique éloigna alors en plus la centrale de la capacité d'élaborer un programme cherchant la « cohésion du salariat ».

iii. L'INCLUSION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS NOIRS

Cela dit, la position entêtée des vieux syndicats de la construction les plus qualifiés et d'autres des chemins de fer ne pouvait pas garder au fil des années, surtout avec la décennie 1970-1980, le poids qui avait été le sien dans la centrale. De même qu'il fallut ouvrir, au bout d'un temps, les clauses des contrats collectifs dans l'industrie qui restreignaient l'emploi des travailleurs africains-américains aux postes les moins intéressants. Tout cela sous l'influence de facteurs de divers types : idéologiques, politiques et sociaux d'un côté, mais aussi de l'évolution du marché de l'emploi et des difficultés que devra bientôt affronter le syndicalisme, comme nous le verrons, notamment dans le secteur de la construction. En tout état de cause, avec la mi-décennie 1970-1980, les syndiqués africains-américains en viendront à représenter plus de 14 % des membres de l'AFL-CIO, « même si les Noirs ne constituaient que 11,2 % de la main-d'œuvre » du pays. Qui plus est, « quelque 33 % des Noirs ayant un emploi étaient [membres] de syndicats, comparativement à 26 % des Blancs ». Tout aussi significatif, et plus même pour l'avenir, il apparut vers la fin de la même décennie que « 67 % des Noirs qui n'étaient pas syndiqués étaient prêts à voter pour se joindre à un syndicat, contre à peine le tiers » des travailleurs blancs dans la même situation. Par la force des choses, en quelque sorte, « les Noirs furent dorénavant plus visibles dans les postes de direction syndicale¹⁰⁴ ». Il s'agit d'une incontestable évolution du mouvement syndical, dont la composition était en voie de transformation : dès la fin de la décennie précédente, on avait pu noter, par exemple, que 20 % des membres étaient des femmes (et déjà 13 % des Noirs) ; en 1972, le syndicalisme réunissait de 2,5 à 2,7 millions de travailleuses et travailleurs noirs¹⁰⁵.

Cette transformation procédait notamment des percées de l'organisation dans les services publics, services en expansion, qui employèrent beaucoup d'Africains-Américains, hommes et femmes, comme on l'a vu. Mais elle procéda aussi d'une plus grande ouverture d'esprit du syndicalisme, tout en l'aiguillonnant, de sorte que, grande nouveauté, dès la deuxième moitié des années 1970, environ « 95 % des grands contrats collectifs de travail (c'est-à-dire les contrats couvrant les conditions de 1000 travailleurs ou plus) contiendraient des clauses antidiscriminatoires » face aux Noirs, cependant que 84 % de ces contrats rejetteraient par clauses explicites toute discrimination « sur la base de la race, de la couleur, de la religion, du sexe, de l'origine nationale ou de l'âge », ce qui n'avait été le cas que de 46 % des contrats aussi tard qu'en 1970, et 28 % en 1965¹⁰⁶. La direction des développements ne faisait donc pas de doute. Et les syndicalistes Brendan et Patricia Cayo Sexton pouvaient souligner en 1971 qu'en dépit des manques et des faiblesses des syndicats ouvriers,

et au-delà de « la critique souvent justifiée » à leur endroit, « les Noirs ont acquis une plus grande influence dans le syndicalisme que dans toute autre institution sociale ». Comme le souligne Robert H. Zieger, cette remarque des Sexton se vérifie pour « les grandes firmes, les grandes Églises [...] et les universités ; et Zieger rappelait que les Sexton avaient souligné que, même le syndicat des charpentiers, l'un des plus fermés aux Noirs dans le secteur de la construction, s'avérait tout de même plus ouvert que « le corps enseignant de la plupart des collèges » du nord des États-Unis ! Il en allait de même des « équipes éditoriales du *New York Times* et des grands quotidiens », moins intégrées que les syndicats de métier très qualifiés regroupant les travailleurs que ces journaux employaient. Le mouvement syndical, concluaient les Sexton, s'avérait de fait « l'institution importante la plus intégrée » du pays¹⁰⁷... Les recherches des spécialistes de la discipline des relations industrielles montrent que le syndicalisme s'est finalement plié plus facilement que les employeurs au principe de l'égalité raciale. Plus tard, quand l'Administration Reagan fit la promesse de faire disparaître ou d'adoucir radicalement les règlements sur « l'égalité à l'emploi et l'action positive » au début des années 1980, le patronat s'en félicita, alors que l'AFL-CIO plaïda pour leur maintien¹⁰⁸.

Face aux détracteurs du syndicalisme, ces rappels étaient, évidemment, de bonne guerre. Et les coûts de l'histoire raciste des États-Unis n'incombent pas à la classe ouvrière. Mais ils ne *dédouanent* pas le syndicalisme et son appareil de direction majoritaire de n'avoir pu, et de ne pas avoir voulu, soumettre un programme de rénovation et de transformation sociopolitique au mouvement noir et au « salariat » considéré en tant que classe qui non seulement aurait visé la cohésion des divers éléments de celui-ci, mais promu tout aussi bien l'action du premier et des mesures de redistribution à la hauteur des besoins. L'économisme ne pouvait donner de réponses adéquates et le mouvement ouvrier ne put s'intégrer l'énergie du mouvement noir, lui posant de fait des conditions et prêchant la patience, à l'exception de ses gains auprès des travailleuses et travailleurs publics. En termes analytiques, le mouvement de classe, peut-on écrire, ne reconnut pas le mouvement des droits civils comme apport positif notable à sa propre situation dans les rapports sociaux de pouvoir, comme une composante de sa propre situation, en fait : le mouvement noir se fondaît sur une profonde énergie prolétarienne, dont se priva finalement le syndicalisme. Par un retour logique des choses, le positionnement programmatique du syndicalisme contribua à diminuer son statut et son rôle dans la société. Il réagissait comme un simple *intéressé*, avons-nous vu, que ses attaches liaient à l'ordre social tel qu'il était établi, donc, plus ou moins, à l'espace aussi qu'on lui avait reconnu.

iv. PREMIÈRES CONCLUSIONS

Le mouvement noir ne réussit pas à renverser certaines des principales déterminations de la situation d'infériorité que vivait la masse de la population africaine-américaine. Le racisme, en tant que hiérarchisation raciale des inégalités et volonté de maintenir sa position du côté de ceux et celles dont l'ethnie et la race les y favorisent, reste largement présent, même si des postes ont été ouverts dans divers arcanes du pouvoir à des Africains-Américains¹⁰⁹. Une des leçons tirées du grand mouvement des droits civils et de sa variante du pouvoir noir a été la leçon de la nécessité de l'auto-organisation collective et communautaire, afin de faire valoir ses besoins et ses aspirations comme secteur particulier de la population. Depuis les années 1970 et 1980, il s'avère cependant au sein de la communauté noire que le pouvoir à acquérir se définit largement par des positions qu'il faut gagner dans des institutions constituées dont la nature n'est pas autrement remise en question.

En 1972 eut ainsi lieu la première « convention politique noire nationale » (*national black political convention*) dans la ville de Gary, en Indiana. On y discuta évidemment des moyens de l'action politique ; l'idée d'un parti séparé fut avancée. Le jeune Jesse Jackson fit valoir alors que chaque pas dans cette direction se trouve à s'opposer à des « machines démocrates » plutôt qu'à des « machines républicaines », ce qui « nous piège dans une sorte de contradiction. Nous sommes plus près des démocrates, mais c'est avec eux qu'on entre ainsi en conflit ». La solution à ce dilemme, expliqua Jackson en entrevue, revient à faire de la « politique indépendante », mais sans un « troisième parti ». On construit sa propre base politique, on est membres du Parti démocrate, mais on n'est pas dépendants de lui. Ainsi, on ne lui nuit pas, tout en gagnant des positions de pouvoir pour les Noirs, en son sein et dans les milieux politiques dominants¹¹⁰.

En 1972 également, plus de 1200 syndicalistes noirs se réunirent à l'automne à Chicago pour mettre sur pied la nouvelle Coalition of Black Trade Unionists (CBTU, « coalition des syndicalistes noirs ») qui entendait se pencher précisément sur les problèmes sociaux vécus par la population noire et rapprocher celle-ci du mouvement ouvrier. Regroupant des militants syndicaux et certains hauts responsables, comme William Lucy, secrétaire-trésorier de l'AFSCME, sur une plateforme quelque peu dissidente, par exemple d'opposition à la guerre du Vietnam, la nouvelle coalition dut tout de suite protester de son refus de lancer des syndicats noirs séparés. Car « la direction de l'AFL-CIO » avait fait savoir qu'elle jugeait la création de cette coalition « inutile [*unnecessary*] et peut-être même source de perturbation ». Les buts de la CBTU étaient notamment « de contribuer à l'organisation des pauvres dans les

communautés noires», de syndiquer un nombre toujours plus grand de travailleurs noirs et « d'offrir un forum pour la discussion des problèmes particuliers que doivent vivre les Noirs dans le mouvement syndical », en visant notamment à « ouvrir davantage les rangs des syndicats de la construction¹¹¹ ». Manifestement, l'objectif de la CBTU était de construire une voix distincte et de mettre en forme un instrument d'action tout aussi particulier pour les membres africains-américains de la centrale : afin de s'adresser plus directement à leurs problèmes, d'intervenir en politique (indépendamment si nécessaire de la haute direction de la centrale) en se dotant d'un espace de réflexion à eux et de voir à renforcer la position des prolétaires africains-américains dans les syndicats et leur voix au sein de la population noire, par l'instrument même du syndicalisme constitué...

Sur cette lancée, les candidatures de militants noirs se multiplièrent lors des consultations électorales, face à des appareils démocrates souvent récalcitrants, même dans le Nord. À cet égard, il faut souligner qu'elles purent généralement s'appuyer sur l'engagement de sections syndicales locales et d'instances de la centrale face à la résistance de responsables démocrates. Ces candidatures se fondaient d'abord sur l'énergie et l'éveil politiques dont témoignaient les communautés noires locales. Mais l'appui du syndicalisme fut souvent nécessaire pour qu'elles puissent l'emporter, dans le Parti démocrate et lors des consultations comme telles¹¹². Ce type d'engagement politique de syndicats illustrait aussi ce rapprochement incontestable qu'une part du syndicalisme voulait assurer en direction du mouvement noir, surtout quand les proportions des membres africains-américains s'avéraient importantes. Mais il correspondait, aussi et par ailleurs, à cette réorientation politique qui amenait les militants noirs à s'investir dans les institutions traditionnelles de la politique américaine.

3. TRAVAIL, MOUVEMENT DES FEMMES ET SYNDICALISME

Ce que l'on vient de considérer sur la relation entre le mouvement d'émancipation raciale, c'est-à-dire la volonté de la population noire d'accéder à la pleine citoyenneté, et le mouvement ouvrier envisagé sous l'angle du mouvement social s'applique, pour une large part, à la lutte d'égalité citoyenne des femmes. L'effet de la lutte des femmes, multidimensionnel et à portée sociétale, relève de ce qu'il met aussi en cause des rapports de pouvoir dominants et de domination dans la société. Ces rapports procèdent de la relation d'inégalité nouée historiquement entre les hommes et les femmes, devenue au fil des siècles inhérente à leur interaction. Ses origines sont donc antérieures au développement du capitalisme et à l'instauration de la société bourgeoise, dont

elle a plutôt contribué à définir des traits caractéristiques. Mais, comme nous avons déjà écrit dans un autre contexte, si « les relations de pouvoir, et même de domination [dans une société] ne proviennent pas toutes d'une source unique et ne renvoient pas toutes à une même cause, elles doivent s'agencer en une structure (relativement, à tout le moins) intégrée et stable¹¹³ ». À cet effet, les rapports de domination contre lesquels s'insurgea le mouvement des femmes s'inscrivaient bien dans le système de pouvoirs exerçant son autorité sur la société; leur mise en cause déstabilisait l'existence d'institutions traditionnelles de la société, ou de versions traditionnelles de ces institutions, telle la famille.

Le mouvement des femmes se trouvait ainsi à affaiblir, d'un point de vue démocratique et d'égalité, le système des rapports établis de pouvoir – comme le mouvement jeune, le mouvement noir et l'opposition toujours plus massive à la guerre du Vietnam. Ces mouvements se nourrissaient d'ailleurs les uns les autres, ne fût-ce que par le climat de contestation idéologique et politique *de gauche* que chacun favorisait. Mais ils se nourrissaient aussi par les interfaces qui se constituaient entre eux et qui les amenèrent, pour une part, à se rencontrer. Même chose, malgré toutes les difficultés, avec le mouvement ouvrier organisé: ainsi en fut-il de la réverbération au sein du mouvement de classe des sensibilités et de l'action féministes et, en réciprocité, de cette accentuation de la charge comme de l'étendue des revendications par l'apport des femmes travailleuses et des syndiquées – en une séquence, par ailleurs, qui n'est pas nécessairement chronologique, puisque ce sont des syndicalistes militantes, on l'a souligné, qui ont convaincu le président Kennedy de mettre sur pied la commission fédérale d'enquête sur la situation des femmes. Et l'on sait que le développement politique du mouvement noir a progressivement conduit ses franges les plus déterminantes du côté de l'opposition à l'engagement militaire au Vietnam.

Enfin, tout aussi important, les secteurs de la population auxquels s'adressent prioritairement ces mouvements, et ceux qu'ils influencent le plus immédiatement, ne se présentent pas comme autant d'entités cloisonnées. La majeure partie de la population noire est prolétarienne, avons-nous vu, et son énergie militante se répercuta dans le syndicalisme, le secouant incontestablement, mais stimulant aussi l'action face aux employeurs; le taux de participation des femmes au marché du travail et la hausse de leur nombre au sein des syndicats accrurent, en conjonction avec le développement de la pensée féministe, leur rôle dans l'univers sociopolitique.

i. PUISSANCE DU FÉMINISME ET ACTION DES FEMMES TRAVAILLEUSES

Nous nous sommes plus longuement arrêté jusqu'ici à la situation de la population noire parce que, non seulement le racisme s'avère une composante dominante de la texture de la société américaine (ce qu'est aussi la structure des rapports hommes-femmes), mais parce que la dynamique des revendications de cette population devint alors celle d'une mise en cause plus immédiate, procédant même à l'occasion de pulsions de nature révolutionnaire, des formules établies du rapport direct employeurs-employés. Par tout un pan de ses connotations, cette mise en cause se déployait comme questionnement de la légitimité, même d'un point de vue social et d'égalité citoyenne, du système de relations industrielles correspondant à l'accord d'après-guerre, cadre de la cohabitation patronat-syndicat dans l'entreprise et de la négociation des termes de cette cohabitation. Qui plus est, la force de cette dynamique revendicative se trouvait aussi à ébranler les formules courantes de l'action politique du syndicalisme et à acculer celui-ci à des choix faisant montre de ses faiblesses politiques, voire du caractère réactionnaire de positions auxquelles l'avaient amené ses relations dans le Parti démocrate. Voilà bien ce qu'exposa l'épisode du MFDM de Mary Lou Hamer : tous les courants de la direction syndicale, ce qui inclut évidemment Reuther, firent alors prévaloir les besoins des sommets du parti, singulièrement les besoins électoraux du président Johnson qui voulait se ménager l'appui des sudistes, sur ceux de la lutte anti-ségrégationniste. La bataille de Mary Lou Hamer et de ses amis se déroulait pourtant comme bataille du « réalinement politique » du Sud que voulaient et prêchaient traditionnellement les états-majors du syndicalisme. La puissance du mouvement des droits civils ne permettait pas les faux-fuyants.

Cela dit, avec la fin de la décennie 1960-1970 et au fil de la décennie suivante, le poids des femmes dans l'univers du travail salarié devint toujours plus visible. On a mis en exergue déjà que le développement sans précédent alors des services publics et l'expansion massive du syndicalisme dans plusieurs de leurs secteurs où la main-d'œuvre féminine était majoritaire accrurent considérablement cette visibilité ; ensemble, ces phénomènes donnaient un milieu et des possibilités nouvelles d'activité sociale à des dizaines de milliers de femmes. En citant la revue *Dissent*, on a pu voir que ce fut cette nouvelle présence dans l'univers du travail qui amena l'AFL-CIO à se prononcer en faveur de l'*Equal Rights Amendment* en 1973. Donnons à ce stade quelques précisions supplémentaires illustrant cette présence et son influence en ayant à l'esprit, par exemple, qu'en « 1970 le nombre de femmes exerçant les fonctions

d'enseignantes, d'infirmières et d'agentes de soins de santé s'élevait à près de six millions¹¹⁴», un nombre en lui-même fort éloquent.

En 1947, les femmes représentaient quelque 28,4 % de la main-d'œuvre, et déjà 29 % à l'orée de la décennie suivante. À ce moment, en 1950, le taux de participation des femmes au marché du travail s'établissait à quelque 34 % alors que celui des hommes atteignait 86 %. L'écart entre ces taux tendra à se rétrécir nettement durant les décennies suivantes : le taux des femmes s'établira ainsi à quelque 58 % dans la deuxième moitié de la décennie 1980-1990, celui des hommes à 77 %¹¹⁵. Les femmes constituent alors environ 45 % de la main-d'œuvre globale, sept femmes sur dix âgées de 25 à 54 ans y étant incluses. En 1980, elles représentaient environ 42 % de la main-d'œuvre.

En 1956, quand l'AFL et le CIO fusionnèrent, on comptait 32,2 % de femmes au sein de la main-d'œuvre, cependant que le nombre de syndiquées s'élevait à quelque 18,6 % de l'ensemble des membres des syndicats ouvriers. À la fin des années 1970, elles représenteront quelque 31 % des membres, et 38,5 % en 1990¹¹⁶. Durant la décennie 1970-1980, quelque 80 % des femmes travaillaient dans le secteur dit des « services », secteur économique regroupant toujours, pêle-mêle, le travail domestique et le professorat universitaire, les emplois de bureau et la comptabilité, la vente au détail, les services financiers et le nettoyage des édifices, notamment. Par exemple, on calculait en 1970 qu'il y avait environ 9,5 millions d'employés de bureau aux États-Unis, dont 75 % de femmes. Les différences de statut et de revenu entre les sexes parmi les employés de bureau, au profit des hommes, avaient jusque-là été favorisées par le patronat. Dans le domaine de l'enseignement, les femmes s'étaient extrêmement majoritaires dans les cours primaire et secondaire, mais on en retrouvait fort peu au niveau universitaire ; dans les services de santé, alors en pleine expansion, les femmes étaient toujours cantonnées à des rôles traditionnels, infirmières, bien sûr, mais aussi à la cuisine et à la buanderie, par exemple. De fait, en 1970, quatre catégories d'emplois regroupaient environ 95 % des femmes salariées : la vente et le travail de manufacture peu qualifié, les emplois de bureau, la santé et l'éducation¹¹⁷.

Dans chacun de ces secteurs, l'autorité était généralement masculine, très certainement l'autorité supérieure. Les ghettos d'emplois tendaient à entraîner des revenus plus bas pour les femmes, ce qui se pratiquait même largement dans les milieux où travaillaient côte à côte des hommes et des femmes aux fonctions quasi identiques. Les clauses des conventions collectives prévoyant l'application du principe « à travail égal, salaire égal » n'avaient pas d'effet réel pour une majorité des femmes salariées, non plus que la loi de la présidence Kennedy à cet égard, du fait même de la ghettoïsation des emplois

habituellement ouverts aux femmes. Au début de la décennie 1970-1980, trois types de réglementations comportaient néanmoins des clauses devant favoriser l'égalité dans le rapport d'emploi, tous récents. L'« Equal Pay Act » de 1963, la section VII (*Title VII*) de la loi de 1964 sur l'égalité des droits civils et le « décret présidentiel 11246 entré en vigueur à compter de 1965 », par lequel la présidence Johnson avait instauré des mesures d'actions positives adressées directement aux compagnies faisant affaire avec le gouvernement fédéral, « afin de garantir un traitement non discriminatoire des femmes et des minorités » dans la réalisation des contrats les liant. Divers États ont par la suite adopté des mesures s'inspirant de cette action du gouvernement fédéral, dont « l'effet d'entraînement déborda » d'ailleurs les champs de compétence des autorités publiques¹¹⁸.

Le degré d'efficacité de ces mesures gouvernementales semble avoir varié quelque peu selon les années et les groupes cibles. Ainsi, « les poursuites (ou les menaces de poursuite) durant les années 1960 et 1970 sur la base de la section VII paraissent avoir amélioré les chances d'être embauché et d'avoir haussé le niveau des emplois des Noirs » ; il ressort par ailleurs que « entre 1967 et 1974, l'application de la [même] section VII a fait se rétrécir les écarts de salaires entre les femmes et les hommes et réduit le poids de la ségrégation par sexe dans l'emploi », cependant que « l'action positive n'a pas [durant les mêmes années] amélioré le statut occupationnel des femmes blanches¹¹⁹ ». Cela dit, selon F.D. Blau et L.M. Kahn que nous citons ici, le sort de ces politiques publiques sera variable après 1980, certainement à la baisse durant plus d'une décennie. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Soulignons donc, à ce stade, que les problèmes auxquels se heurtaient les femmes dans le domaine du travail à l'époque que nous considérons avaient, ainsi que le firent remarquer des auteurs, certaines caractéristiques semblables à celles auxquelles se heurtait la population noire.

Par exemple, le vieux syndicalisme de métier et les clauses de grands contrats collectifs « désavantageaient les femmes », souvent les employées le plus récemment embauchées, donc les premières mises à pied s'il y avait des difficultés, l'histoire de leur vie professionnelle étant souvent marquée de « discontinuités ». Les employeurs avaient tendance à « les assigner à des classes d'emplois subalternes, sans grande possibilité de promotion, dans les entreprises syndiquées aussi bien que non syndiquées¹²⁰ ». La position des femmes dans l'univers du travail salarié faisait donc montre d'un ancrage particulier (à cet univers) de leur position d'infériorité sociétale. Le syndicalisme n'en portait pas en tant que tel la responsabilité, mais ses pratiques traditionnelles concouraient à sa reproduction. À cet égard, nous avons mentionné la faible présence des femmes à la direction des grands syndicats, même lorsque les membres féminins représentent une proportion importante des adhérents et adhérentes.

Un observateur a pu faire remarquer qu'en 1978 ce type d'affection restait évident. Ainsi, « l'ILGWU [Syndicat international des ouvriers du vêtement pour dames] est composée à 80 % d'adhérentes féminines, mais seulement 7 % de ses responsables et des membres de son conseil d'administration sont des femmes; pour l'ACTWU [Syndicat des travailleurs amalgamés du vêtement et du textile], les proportions correspondantes sont de 66 % et de 15 %; dans la SEIU [Syndicat international des employés de service], 50 % et 15 %; chez les CWA [travailleurs des communications d'Amérique], 51 % et 0 %; dans l'AFSCME [Fédération américaine des employés d'État, de comtés et des municipalités], 40 % et 3 %; [...]; dans l'AFT [Fédération américaine des enseignants], 60 % et 25 %; chez les Teamsters, 25 % et 0 %. C'est en 1980 que l'AFL-CIO accueillit pour la première fois une femme au sein de son conseil exécutif de 34 membres, Joyce Miller, alors vice-présidente des ACTWU ». À ce moment, le syndicalisme comptait 6 857 000 adhérentes, notons-le. En majorité, les femmes étaient par ailleurs employées dans d'autres secteurs ou d'autres compagnies que les milieux où les affiliés historiques principaux de l'AFL-CIO avaient percé¹²¹.

Voilà notamment qui sert à expliquer que l'action des femmes travailleuses s'engagea (plus ou moins simultanément) de l'extérieur et de l'intérieur du syndicalisme, voire sous la forme d'organisations autonomes entrant en rapport avec des syndicats pour œuvrer conjointement à la syndicalisation de milieux composés majoritairement de salariées. Les regroupements volontaires extérieurs aux syndicats visaient d'un côté à enrichir et à modifier, sur cette base, la pensée féministe de la réalité sociale effectivement vécue par la majorité des femmes; d'un autre côté, ils voulaient former des collectifs de femmes travailleuses pouvant réfléchir aux caractéristiques propres de leur situation et engager des actions de groupe contre les difficultés relevant de leur inscription particulière dans les rapports sociaux de travail. À l'intérieur des syndicats, l'intervention des regroupements de travailleuses visa à assurer dorénavant la prise en compte des besoins particuliers de leurs adhérentes et une sensibilité beaucoup plus grande à des revendications concernant les congés parentaux ou la nécessité de garderies, par exemple; on s'entendait également sur l'importance d'accroître radicalement la participation des femmes dans des postes de responsabilité syndicale, jusqu'au plus haut niveau: ce fut d'ailleurs l'objectif de départ de la formation en 1974 de la Coalition of Labor Union Women (« coalition des femmes syndiquées »)¹²².

Il y eut alors création de « caucus de femmes » régionaux et locaux, dans de grandes fédérations syndicales comme celles de l'acier et de l'automobile, parmi les employées de bureau ou chez les quelques femmes qui avaient pu percer dans les syndicats de la construction. D'autres furent créés en fonction

de problèmes précis, entre autres le harcèlement sexuel au travail, telle l'Alliance against Sexual Coercion (AASC, « alliance contre la coercition sexuelle ») fondée en 1976. Comme le dit un texte d'autoprésentation et d'analyse de l'AASC, la bataille contre le harcèlement sexuel ne faisait que débiter, ce qui supposait définir le contenu que voulait exprimer ce concept, sa substance, singulièrement dans l'univers du travail. En emploi, l'oppression des femmes, dont le harcèlement sexuel est une expression, relève de rapports sociaux de pouvoir procédant du rapport salarial et du rapport d'inégalité hommes-femmes. La fameuse section VII de la loi sur les droits civils, qui interdisait notamment la discrimination sur la base du sexe, semblait inopérante à cet égard, raison supplémentaire, faisait-on valoir, d'un regroupement de combat contre le harcèlement sexuel¹²³. L'envergure de ce combat devait être en phase avec l'envergure du problème auquel il s'attaquait, l'activité de travail constituant l'activité sociale la plus importante dans la société.

La lutte contre l'oppression des femmes devenait donc, quelques années après le déploiement du mouvement noir, l'agitation politique sur les campus et l'opposition à la guerre menée au Vietnam, un aspect nouveau, et fondamental, de la contestation des rapports de pouvoir dans la société. Cela dit, en se référant aux données que l'on a rapportées ci-dessus, l'entrée des femmes au sein des cercles dirigeants du syndicalisme fut ardue : l'organisation syndicale en tant qu'institution reproduisait en effet les hiérarchies hommes-femmes existant dans la société et l'univers du travail. Et la bureaucratie syndicale en portait évidemment les stigmates, dans sa nature, ses formes et sa pensée. Elle se sentait plus d'affinités avec les structures traditionnelles du mariage et de la vie de couple, le respect de l'autorité parentale par les jeunes et le libéralisme bon teint, gradualiste. Elle ressentit comme une attaque, dirigée notamment contre elle, l'influence que les idées féministes acquéraient dans la société, de même que le bouillonnement des caucus de femmes et leurs revendications dans ses organisations.

À ce sujet, Kim Moody note qu'il fut très difficile de faire reprendre alors par les divers syndicats les grandes demandes de ces caucus, demandes qui échappaient en quelque sorte au format habituel des contrats collectifs. Certains syndicats, cependant, surtout ceux qui avaient de forts contingents d'employés publics, mais pas uniquement, retinrent « comme objectif des négociations de contrats [...] l'équité salariale » ; plusieurs « acceptèrent aussi l'idée que le harcèlement sexuel au travail devienne une cause de grief syndical », mais sans que le syndicalisme en tant que mouvement d'ensemble s'ouvre alors véritablement. Les acquis furent principalement gagnés « dans l'emploi public et parmi le personnel de bureau des universités [largement composé] de femmes ». Néanmoins, on l'a vu, l'AFL-CIO fut amenée en 1973 à soutenir

l'ERA et elle s'engagea progressivement, en coalition avec la National Organization for Women (NOW) et d'autres groupements, « dans des campagnes politiques » et de lobbying en faveur de revendications mises en avant par le mouvement des femmes, « de façon fort semblable à ce que plusieurs syndicats avaient réalisé » avec les organisations promouvant les droits civils¹²⁴.

Nous pouvons, par ailleurs, ajouter déjà que, du fait d'une hausse toujours plus marquée de la proportion de femmes syndiquées et de l'effet cumulé de la lutte et des idées féministes, les sensibilités majoritaires dans le mouvement ouvrier deviendront éventuellement nettement plus positives à leur endroit. Il faut dire que, dès le début des années 1970-1980, le mouvement des femmes, avec l'appui des syndicats, remporta quelques victoires politiques marquantes : l'adoption par le Congrès fédéral de l'Equal Rights Amendment en 1972, le vote de lois renforçant les interdits contre la discrimination sur le marché du travail et dans le monde de l'éducation, une mesure de réduction des impôts pour frais de garde, sans compter l'arrêt de la Cour suprême dans la cause *Roe vs Wade* en 1973, qui légalisa l'avortement¹²⁵. La pression des revendications portées par le mouvement des femmes se déployait maintenant largement.

Il semble que ce soit à compter de ce moment que les formes de l'action politique de ce mouvement se précisèrent et qu'apparut un fossé, ou une différence prononcée entre les hommes et les femmes (*gender gap*) quant à leurs préférences partisans. Deux mots à ce sujet, parce que ce développement eut très rapidement des conséquences importantes sur l'action politique des syndicats. Selon l'historienne Sara M. Evans, « les femmes étaient devenues une force reconnue de la coalition démocrate » durant les années des première et deuxième administrations présidentielles de Franklin D. Roosevelt. Frances Perkins fut alors nommée secrétaire au Travail, la première femme à devenir membre d'un cabinet présidentiel ; de son côté, Eleanor Roosevelt, épouse du président et féministe convaincue, contribua directement au recrutement de femmes pour la gestion des nouvelles politiques sociales qu'implantait le New Deal. Les femmes n'avaient jamais connu de telles « possibilités d'accès [...] au pouvoir politique ». Cela dit, souligne fort intelligemment Evans, « [l'] absence d'un mouvement articulant les intérêts et les préoccupations particulières des femmes [...] privait nombre de militantes œuvrant à l'extérieur du New Deal d'un réseau d'appuis féminins, en même temps que d'une vision féministe susceptible de les aider à comprendre le sexisme auquel elles ne cessaient de se heurter ». Donc, « absence d'un réseau d'appuis » et d'une « vision féministe », c'est-à-dire des bases pouvant constituer les femmes en mouvement, condition en quelque sorte de la négociation éventuelle de leur entrée dans la coalition démocrate comme composante organisée¹²⁶.

L'historienne Evans trouva sûrement l'inspiration de cette analyse en comparant la situation d'alors des femmes et celle du mouvement ouvrier ; les nouveaux syndicats de masse furent – pour une part, faut-il souligner – précisément en mesure de négocier leur ralliement au New Deal et de se structurer en composante « autonome » de la coalition démocrate.

ii. RÉPERCUSSIONS POLITIQUES ET MODES D'INTERVENTION

Diverses organisations féminines, souvent d'origine religieuse, s'étaient constituées aussi au fil des décennies sur des thèmes particuliers, par exemple contre le « lynchage » d'hommes noirs dans le Sud. Avec les années 1960, les pas en avant dans la mise sur pied d'organisations de femmes vouées à la lutte contre l'inégalité hommes-femmes connurent leurs premiers succès massifs. On connaît ainsi le rôle de syndicalistes femmes auprès du président Kennedy ; et l'on a souligné, par ailleurs, que l'organisation NOW apparut dans le sillage, notamment, des travaux de la commission d'enquête que le président avait mise sur pied. À nouveau, devons-nous ajouter, les sensibilités du Parti démocrate présidentiel, comme formation située à la gauche du bipartisme national, s'avéraient plus ouvertes aux aspirations à l'égalité et aux volontés de réforme. Le lien aux démocrates apparut donc plus naturel, surtout que le nouveau mouvement des femmes allait connaître une évolution idéologique nettement progressiste. Néanmoins, la force et le dynamisme propre de ce mouvement débordèrent de beaucoup cette seule filiation partisane, comme le montre la création en 1971 du National Women's Political Caucus (NWPC, « groupe politique national des femmes »), entre autres. Le NWPC se présentait comme une « organisation bipartite [c'est-à-dire réunissant des femmes démocrates et républicaines] visant à mieux faire connaître le rôle des femmes en politique » et à susciter leur participation¹²⁷.

De manière assez évidente, et malgré ce dernier élément, le rapprochement avec les démocrates correspond à l'évolution politique d'alors du féminisme dans les pays occidentaux, qui l'amène très majoritairement du côté des grands partis du mouvement ouvrier : travaillistes, socialistes, communistes. On peut supposer, avec Joyce Gelb, que les formes de l'action politique des organisations féministes eurent alors à composer avec les environnements institutionnels, partisans et politiques de chaque pays. S'arrêtant surtout à la comparaison des formes de l'intervention politique du féminisme aux États-Unis et en Grande-Bretagne, elle montre la prégnance particulière aux États-Unis des thèmes associés à la position dite de *pressure group politics* (la « politique du groupe de pression »), à l'organisation de groupes de pression permanents et dotés de moyens importants, donc à la nécessité, plus forte qu'ailleurs, de

groupements volontaires comptant de nombreux membres et ayant une grande visibilité¹²⁸. Plusieurs facteurs doivent donc être considérés pour rendre compte des formes et des méthodes de l'action politique du mouvement des femmes : par exemple, l'absence de la discipline de parti aux États-Unis, contrairement à ce que l'on retrouve en régime parlementaire, contribue évidemment à donner son sens au lobbying auprès des divers élus, ce qui en retour amène l'obligation d'un appareil et d'un personnel capables de peser sur le cours des événements.

Mais, par comparaison, l'absence d'un parti ouvrier garde toute son importance, ne fut-ce que par l'espace qu'elle ouvre à la notion de la politique du groupe de pression, qu'on est alors conduit à pratiquer aussi au sein même du Parti démocrate. Au congrès du parti en 1980, on évalua que plus de 20 % des délégués sont membres de la NOW et du NWPC, ce qui ne fut pas un mince succès. Les femmes réussirent à y « gagner un appui majoritaire pour leur proposition visant à ce que soit nié l'appui financier du parti à tout candidat qui n'appuierait pas l'ERA¹²⁹ ». Cela dit, il nous reste à ce stade à préciser l'origine historique concrète du fossé partisan entre les genres et la manière dont l'orientation dite du groupe de pression en politique est devenue si massivement pro-démocrate. L'explication que donne Eleanor Smeal, qui fut présidente de la NOW, nous paraît importante à ces égards.

Le fossé trouverait son origine dans la vaste campagne politique que mena la NOW en faveur de l'adoption de l'amendement constitutionnel sur l'égalité des femmes. La campagne de l'ERA connut un profond retentissement dans le débat public, politiquement et idéologiquement ; elle allait s'étendre sur plus d'une décennie¹³⁰, dans chaque État, et agiter profondément l'opinion. Selon Smeal, elle servit d'instrument de conscientisation des femmes, remettant en question la légitimité des rapports d'inégalité entre les sexes, faisant valoir, par exemple, les objectifs de pleine autonomie des femmes dans la vie privée et publique et l'ouverture de possibilités égales à celles des hommes pour la réalisation de soi.

Beaucoup de milieux allaient éventuellement être ébranlés, le sport universitaire par exemple, si important aux États-Unis et dont les ressources étaient très majoritairement consacrées, de même que le prestige reconnu, aux sports pratiqués seulement par les hommes. Mais, pour mener cette bataille, les groupes de femmes, avec la NOW et sous sa direction effective, durent faire preuve d'une capacité supérieure d'organisation et de militantisme soutenu ; ils engagèrent ainsi une action conjointe qui s'étendit donc pratiquement partout, puisqu'il fallait, selon la formule d'amendement constitutionnel aux États-Unis, se garantir notamment l'appui de trente-cinq États. Dans ce cadre, on

chercha à *organiser* distinctement le vote des femmes, afin d'aller gagner des majorités dans les régions, d'amener les femmes à exercer leur droit de vote (avec toutes les initiatives que cet objectif suppose, comme le voiturage aux bureaux de scrutin) et à s'exprimer en tant que segment particulier de l'électorat en faveur d'un but commun : donc, à se donner en quelque sorte une existence comme mouvement, en tout cas comme courant d'opinion¹³¹.

Smeal note d'ailleurs que, sur cette base et celle des autres batailles d'égalité des femmes, un réel processus d'homogénéisation politico-idéologique fut à l'œuvre, que permettent de visualiser les résultats des sondages d'opinion. Ainsi, on a évalué qu'environ 40 % des femmes « approuvaient en 1970 les efforts déployés par les organisations de promotion des droits des femmes » alors que la part s'éleva aux deux tiers d'entre elles durant les années 1980. Toutes ces choses amenaient l'ex-présidente de la NOW à donner dorénavant comme objectif au mouvement féministe de faire du « vote des femmes un nouveau bloc électoral puissant », en mesure d'assurer la victoire aux candidatures amies [*make the difference*] dans des scrutins relativement serrés. Évidemment, le poids politique des revendications du mouvement en serait directement accru au niveau présidentiel et dans les États. D'où le titre, mi-provocateur mais très éloquent, du livre de Smeal : « pourquoi et comment les femmes éliront le prochain président ». En tout état de cause, de cette activité résolue et intense émergea progressivement un différentiel pro-démocrate d'environ 5 % supérieur chez les électrices eu égard aux préférences des électeurs, qu'on a réussi à isoler après avoir neutralisé l'effet des autres facteurs influençant les choix de l'électorat. Smeal rapportait que l'écart entre les femmes et les hommes s'élargissait encore lorsqu'il était question de revendications liées à la poursuite de l'autonomie personnelle (par exemple, le droit à l'avortement). Il semble d'ailleurs que le vote féminin en faveur de Ronald Reagan allait être de 8 % inférieur à celui des hommes en 1980¹³².

L'orientation de la politique du groupe de pression suppose l'idée de la « non-partisanerie », que Smeal semble appeler plus volontiers « bipartisme ». Mais, comme elle l'écrit, malgré les positions conservatrices de plusieurs élus et de gouverneurs démocrates, ce fut tout de même du côté des élus du Parti démocrate qu'on se montra les plus ouverts et favorables aux revendications du mouvement des femmes. En regard de l'évolution idéologique du Parti républicain à la fin de la décennie, la montée de la droite nouvelle en son sein et la campagne conservatrice de son candidat Reagan à la présidence, il fut normal que les organisations de femmes fassent donc porter leurs efforts essentiellement du côté démocrate et donnent leur appui électoral à ce parti présidentiel. Comme candidat et comme président républicain, Ronald Reagan se prononcera d'ailleurs contre l'ERA et activement contre l'avortement. Le bipartisme

ne pouvait alors que disparaître, conclut pratiquement Smeal, au profit de l'appui aux démocrates et d'une intervention privilégiée au sein du parti¹³³.

En ce qui a trait aux formes de son action politique, qui devenaient aussi un contenu, le féminisme américain se trouva donc rapidement sur le même terrain que le syndicalisme, celui que nous avons qualifié de « non-partisanerie pro-démocrate ». La nature des choses, si l'on peut dire, avait dès le départ amené le mouvement de revendications des femmes du côté des démocrates, quand on considère ses tendances majoritaires. L'évolution idéologique du Parti républicain allait confirmer pour le féminisme le bien-fondé de cette orientation. Mais, si le syndicalisme contribua historiquement à définir le sens de la cinquième ère électorale aux États-Unis, le rôle de leadership social qu'il avait exercé au fil des décennies, depuis le milieu de la décennie 1930-1940 jusqu'au début des années 1960, lui échappait maintenant.

Il est juste que des syndicalistes femmes ont joué alors un rôle important dans la relance du féminisme et que certaines sections du mouvement ouvrier ont assumé des fonctions-clés¹³⁴; mais les sommets du syndicalisme comme institution non seulement ne furent pas à l'initiative de cette dynamique nouvelle, mais ils se sentirent de fait eux-mêmes rapidement interpellés par les transformations qu'elle promettait et engageait déjà; interpellés négativement. Qui plus est, à très court terme maintenant, le poids traditionnel acquis par l'AFL-CIO dans le Parti démocrate serait puissamment concurrencé par la présence des nouveaux mouvements sociaux, singulièrement du mouvement des femmes, ses succès organisationnels et sa capacité d'intervention coordonnée. Un concurrent, faut-il ajouter, dont les visées exigeaient des transformations plus profondes que celles dont pouvaient s'accommoder les plateformes habituelles de la centrale. Nous verrons dans le prochain chapitre l'effet direct de cette concurrence, qui déborda par la gauche le syndicalisme.

Notons, à ce stade, que les études électorales en science politique ont clairement établi la véracité des propos rappelés ci-dessus sur le différentiel hommes-femmes dans l'appui aux démocrates. L'écart peut varier selon les élections, mais, à compter de la consultation de 1980, il tend à s'établir à quelque 4 %, jusqu'à l'élection de 1996. Il augmenta par la suite, comme nous le verrons aussi. Son rôle est d'autant plus important que le taux de participation électorale des femmes dépassa progressivement celui des hommes, peut-être de 2 % avec les années 1990, et que leurs préférences démocrates sont confirmées par l'appui supérieur de 3 % dès les années 1980 qu'elles accordent aux programmes gouvernementaux ayant pour but « d'accroître l'emploi, de redistribuer [la richesse] ou d'aider » les pauvres¹³⁵. Manza et Brooks se sont demandé à quels facteurs attribuer cet écart, donc à quel moment faire

remonter son apparition. Ce travail d'analyse est d'autant plus important que les femmes se révélaient plus conservatrices que les hommes durant les années 1950-1960 : les sciences sociales le faisaient remarquer, comme rappellent avec exemples convaincants Manza et Brooks, de même que les bilans que tirait à l'époque le comité d'action politique du CIO de son intervention électorale, ainsi que nous l'avons étudié.

Il est courant, disent ces auteurs, de considérer l'élection présidentielle de 1980 comme la première manifestation de cet écart, qui serait ainsi survenu au terme de développements alors récents : féminisme et agitation en faveur de revendications s'adressant précisément à la situation des femmes, surgissement de comités de femmes dans plusieurs milieux, action politique suivie de la NOW, etc. La candidature de Reagan, opposé à l'ERA et au droit à l'avortement, aurait ainsi suscité une réaction de réprobation féminine suffisante pour avoir des conséquences statistiquement mesurables, et qui se sont maintenues. Pourtant, expliquent les deux auteurs, les présidentielles de 1980 semblent plutôt avoir été le moment d'un premier pic atteint par cet écart, qui aurait grandi plutôt depuis la décennie 1950-1960. En mesurant l'influence des divers facteurs avancés habituellement pour rendre compte de cette croissance tout de même marquée et significative de l'appui aux démocrates, Manza et Brooks ont montré qu'elle s'enclenche en un processus continu avec les présidentielles de 1952, donc avant la vague du féminisme de la décennie suivante, et qu'elle procède de « la participation croissante des femmes à la main-d'œuvre salariée », c'est-à-dire au marché du travail.

Les femmes sont « désavantagées » dans le monde du travail eu égard aux hommes et ressentent plus directement le besoin de « politiques sociales d'aide à l'enfance et d'appui » aux parents, par exemple. Ce serait donc l'expérience du travail salarié qui aurait enclenché cette transformation tout de même significative dans les préférences politiques des femmes, médiée pourtant par cette sensibilité plus grande au besoin de politiques sociales et, « plus récemment, par les conceptions [tout de même] du mouvement des femmes ». D'où la possibilité de ce pic en 1980, qui ne constitue cependant pas un départ, au contraire, donné plus d'un quart de siècle auparavant¹³⁶. Cette participation plus grande au marché du travail a évidemment étayé l'autonomie financière des femmes et contribué à une inscription plus directe dans l'activité de grandes institutions de la société, comme en témoigne la hausse de la proportion des femmes parmi les syndiqués. Ce dernier élément permet d'ailleurs de souligner que, pour la majorité des femmes, la participation au marché du travail se situe dans des emplois soumis à la hiérarchie des pouvoirs qui s'exercent sur le salariat, et non dans des postes de direction. La dynamique de cette évolution et les pulsions plus générales à l'égalité citoyenne vont ainsi contribuer à définir

davantage qu'auparavant le contenu et les contours du mouvement ouvrier, malgré les difficultés que la routine et les conceptions figées de la majorité des appareils syndicaux purent leur opposer.

4. LES ANNÉES 1960 ET LES RAPPORTS EMPLOYEURS-EMPLOYÉS

À ce stade, il convient de se demander explicitement comment se sont manifestées, ou non, les dynamiques revendicatives caractérisant les années 1960 sur le terrain des rapports d'emploi, le terrain des rapports sociaux de pouvoir dans l'activité de travail. Pas seulement sous l'angle de l'influence du mouvement noir, de la contestation des jeunes, de l'opposition politique grandissante et de la vague nouvelle du féminisme sur l'action de classe et les syndicats – influence par ailleurs réelle –, mais plus précisément sous l'angle de l'action du salariat dans son rapport au patronat quant à la définition même de cette «décennie de toutes les contestations». La main-d'œuvre salariée est majoritairement masculine et blanche; le «masculin» inclut évidemment les hommes africains-américains, latinos et d'autres origines minoritaires, et la composante «blanche» intègre, bien sûr, les femmes blanches. Les membres des syndicats restent néanmoins majoritairement des hommes blancs qui travaillent principalement dans le secteur privé, encore que les données à ces égards soient alors en voie de transformation. On a vu plus haut ce qu'il en est de la participation des femmes au marché du travail, notamment, et l'on sait, grâce à une enquête de l'AFL-CIO portant sur les caractéristiques de ses membres, dont nous avons aussi rapporté des données, que près du quart d'entre eux ont alors moins de 25 ans.

La question que nous voulons traiter à ce stade a donc trait à l'état et au poids du mouvement ouvrier durant les années 1960, le mouvement de la classe socioéconomique correspondant au pôle salarié dans le rapport d'emploi. On a signalé déjà que l'expression «années 1960» doit être comprise par-delà le repère chronologique, ainsi que la désignation d'une période de transformations et de développements sociopolitiques et socioculturels du monde industrialisé (de l'Ouest et, très certainement pour une part, de l'Est), dont les caractéristiques s'avèrent très semblables entre les pays. Aux États-Unis, sans que cela soit unique cependant, la notion des «années 1960» s'applique à des dynamiques s'étendant sur un nombre d'années plus grand, peut-être une quinzaine d'années, de la fin de la décennie 1950-1960 à la première moitié des années 1970. Mais, si l'on veut baliser plus rigoureusement les années 1960 du mouvement ouvrier aux États-Unis, il faut plutôt, à l'instar de plusieurs analystes, retenir la période 1967-1974, en gardant

toujours à l'esprit, néanmoins, que les développements sociaux se déploient en des processus, c'est-à-dire que les bornes énoncées servent à repérer l'écllosion de phénomènes forcément déjà en formation, qui ont et auront une histoire, plutôt qu'à leur confinement. Voilà qui rend compte de ce que ladite période puisse être balisée de manière quelque peu variable selon les auteurs, par exemple 1964-1974, 1968-1975, etc. Mais, dans chaque cas, c'est par les mêmes phénomènes qu'on en vient à établir cette période comme un moment de militantisme ouvrier plus élevé qu'à l'ordinaire, traversé d'actions de révolte, d'insurrection, écrit-on souvent.

L'analyse des mouvements ouvriers reconnaît habituellement qu'il y a eu trois « grandes vagues de révoltes » dans l'histoire des sociétés industrielles : autour de 1870, à l'époque de la Première Guerre mondiale, puis vers la fin des années 1960. Leurs traits généraux expriment, notamment, un « affaiblissement [marqué] de l'autorité qu'exercent sur les comportements des travailleurs les institutions traditionnelles du mouvement ouvrier », ce qui se transcrit par « le refus des ouvriers de s'en remettre à toute médiation institutionnelle et à tout contrôle extérieur (*filtering*) quant à leurs propres intérêts et à leurs objectifs, par l'émergence [de l'idée] des bases ouvrières comme premier protagoniste [...], donc par la présence des travailleurs eux-mêmes et de leurs organisations de masse sur les dirigeants des syndicats et des partis dans la prise de décision ». Ces caractéristiques, on s'en doute, sont non seulement associées à un esprit de révolte, mais tendent à conduire à des développements « de nature révolutionnaire » ou à apparaître comme une de leurs dimensions¹³⁷. Dans les études comparées et transnationales, on en vint à circonscrire la « fin des années 1960 » comme une des grandes périodes de ce type, en se fondant, par exemple, sur les cas de la France et de l'Italie.

Ce serait trop solliciter la signification des réalités américaines durant les années 1960 que de leur conférer ce caractère, encore que la création de l'organisation des Black Revolutionary Workers, par exemple, pourrait y être assimilée. Néanmoins, la référence à certaines des conclusions auxquelles en est arrivée l'analyse comparée va permettre de cerner des traits réels du mouvement de classe aux États-Unis entre 1967 et 1974, c'est-à-dire de cerner le sens de la dynamique dans laquelle il s'inscrit alors – même si les conséquences de cette dynamique paraîtront, précisément par comparaison aussi, limitées. Le baby boom a rajeuni la classe ouvrière et les nouvelles générations n'ont pas connu la Deuxième Guerre mondiale, non plus que la grande dépression ou la période du New Deal rooseveltien ; au grand dam de l'appareil syndical, d'ailleurs, puisqu'elles attendent en quelque sorte autre chose de la vie, comme de leur travail et de « l'économie », ou qu'elles attendent davantage que ce dont se satisfaisaient leurs aînés¹³⁸.

Le mouvement de classe s'avère-t-il donc le porteur, le substrat ou le produit de l'agitation multiforme des années 1960 ? Si l'on considère ses cadres formels et leurs canaux d'expression officiels, il paraît vite évident que les sommets ne sont à l'initiative d'aucune des grandes campagnes qui vont marquer alors profondément la vie sociale ou politique des États-Unis. Ils ne lancent évidemment pas le mouvement noir et ne se révéleront même jamais véritablement en mesure de composer avec ses franges qui interviennent dans le mouvement syndical – encore qu'il y ait des exceptions à cet égard. Ils ne sont bien sûr pas plus à l'origine de la radicalisation de la jeunesse ni du mouvement anti-guerre, auxquels l'immense majorité d'entre eux s'opposent. Le féminisme et les revendications particulières des femmes les déstabiliseront, leurs réactions tendant à reproduire celles de l'opinion dominante dans la société. La mixité fut toujours plus grande dans le syndicalisme que dans les autres grandes institutions, mais précisément pas à la direction. En tout état de cause, malgré les ententes, les compromis, les initiatives personnelles de syndicalistes, le mouvement ouvrier organisé, faut-il conclure, ne fut à l'origine d'aucune de ces pulsions radicales à la transformation de la société, même s'il ne leur fut pas uniformément rébarbatif, voire s'il prit sur lui dans certains cas de les seconder.

Mais, si les dynamiques de changement à l'œuvre durant les années 1960 ne reposent pas sur des campagnes démarrées par les cadres dirigeants du syndicalisme, pourrait-on considérer qu'elles relevèrent de pulsions premières venant des bases du mouvement ouvrier ? À cet égard, notre réponse sera obligatoirement plus nuancée. La nature prolétarienne du mouvement noir et la volonté d'engager la lutte syndicale à laquelle il donne lieu témoignent en effet de pulsions à l'action revendicative trouvant leurs origines à la base. Leurs dynamiques reposent incontestablement sur une fraction du mouvement social de classe et doivent être visualisées ainsi. Partout dans le monde, on note alors l'existence de fractions plus décidées, agissant en quelque sorte comme détonateurs. Cela dit, l'action de masse de la population noire procède largement de la volonté d'arracher sa pleine citoyenneté, c'est-à-dire de considérations de nature raciale, pas uniquement donc de nature classiste, même si ces deux types de considérations seront dans ce cas interreliés. Si son mouvement peut ainsi être vu sous l'angle du détachement d'un mouvement de classe, l'émergence en repose largement sur des caractéristiques qui lui sont propres. Voilà qui suggère aussi l'idée que les dynamiques de changement ne dérivent pas de réalités classistes envisagées exclusivement, voire prioritairement, par le rapport d'emploi.

Ainsi, les pulsions au changement durant les années 1960 ne reposent pas sur des initiatives de l'organisation syndicale, non plus que de la primauté d'une agitation de base sur les lieux de travail. Néanmoins, ce terrain ne réunit pas les conditions de la stabilité dans les relations employeurs-employés ; il est traversé d'éléments aux effets conjointement perturbateurs. Pour une part, ces éléments relèvent de causes non seulement diverses, mais dont la signification à première vue les poserait en contradiction.

D'un côté, l'effet des transformations structurelles dans l'économie, une majorité du travail étant col blanc dorénavant, et des mutations technologiques dans les secteurs traditionnels de l'implantation syndicale déstabilise l'emploi dit manuel, entraînant des phénomènes de « chômage » et de « sous-emploi » chez des ouvriers habitués à une régularité plus grande du travail, que ce soit dans « les chemins de fer, les mines de charbon ou dans l'industrie lourde¹³⁹ ». Habituellement, ce type de situation n'est pas propice à l'action revendicative, encore que les craintes et même la rancœur soulevées suscitent évidemment à l'occasion d'importantes luttes de résistance. Mais la position du syndicalisme, globalement, tend alors à devenir davantage défensive que d'attaque. Pourtant, en vis-à-vis, la mi-décennie est un moment de forte activité économique, on le sait aussi, dopée des dépenses militaires associées à l'engagement toujours plus grand au Vietnam, un moment bientôt de quasi-plein emploi, avec un taux de chômage de moins de 4 % et des niveaux de profits exceptionnels pour l'entreprise privée. Des conditions économiques, donc, que les sciences sociales voient souvent comme celles de l'offensive syndicale – toutes choses étant égales par ailleurs, évidemment.

À cela il convient d'ajouter que les clauses des grandes conventions collectives signées depuis les années 1950 ont nettement haussé les revenus de retraite et les programmes d'assurance maladie pour leurs bénéficiaires, encourageant les départs hâtifs lorsqu'ils étaient rendus possibles. Dans l'automobile, des « dizaines de milliers » de travailleurs ont ainsi quitté leur emploi, « alors même que le boom économique des années 1960 » allait à court terme exiger une main-d'œuvre élargie¹⁴⁰. Cet exemple vaut pour d'autres grands secteurs industriels, comme l'acier et l'électricité en particulier ; un rajeunissement accentué de la main-d'œuvre que le patronat vit d'abord positivement, persuadé que ces employés pourraient s'adapter plus aisément aux nouvelles technologies. La conjugaison et l'enchaînement de toutes ces caractéristiques allaient pourtant entretenir des conditions d'agitation aux effets (relativement) permanents sur les relations de travail, durant les années 1960 et la première moitié des années 1970. L'effet de la dissidence sociale et politique à l'œuvre dans la société en vint aussi à stimuler la grogne et à inciter à l'action, directement par la présence du mouvement noir ou celle des jeunes syndiqués (qui servaient, en quelque

sorte, de conduit à la turbulence d'ensemble de la jeunesse), ou indirectement par le questionnement toujours plus profond et répandu de la légitimité des autorités et des valeurs dominantes dans la société, à quelque niveau.

Les appareils dirigeants du syndicalisme n'avaient donc pas lancé les initiatives de progrès social et démocratique qui ébranlaient l'ordre établi, cependant que ces initiatives n'émanaient pas non plus directement du jeu des oppositions découlant des relations d'emploi. Leur dynamique allait néanmoins s'y exprimer aussi puissamment au bout d'un temps, l'agitation sur les lieux de travail devenant bientôt une composante très significative de la contestation et des perturbations sociopolitiques et culturelles de l'époque. Penchons-nous rapidement sur quelques données illustrant notre propos, en nous arrêtant aux paramètres normalement retenus pour mesurer le degré de l'activité revendicative ouvrière et établir des comparaisons : nombre et durée des grèves, nombre de grévistes et de jours de grève, secteurs touchés, nombre et proportion des grèves sauvages et évaluation de leurs durée, nombre et proportion des rejets des accords de principe négociés entre le patronat et le syndicat par les employés, types de demandes, discipline au travail, etc.

i. L'ACTION OUVRIÈRE, CONDITIONS ET MANIFESTATIONS

L'activité gréviste avait eu globalement tendance à diminuer au fil des années 1950, ce dont témoignent les statistiques gouvernementales sur les arrêts de travail officiels ; cette tendance n'excluait évidemment pas des fluctuations parfois marquantes, comme celle que produisit la grève quasi totale de l'industrie de l'acier durant 116 jours en 1959. On a vu déjà que cette tendance à la baisse se poursuivit effectivement au tournant de la décennie 1960-1970. Elle s'avérait en quelque sorte concomitante de la pratique dorénavant établie de la signature de contrats collectifs engageant les parties pour trois ans, parfois plus, à l'échelle nationale dans la grande industrie. Il était par ailleurs devenu tout aussi courant que ces contrats incluent l'abandon durant ces années du droit à la grève et au lockout, en échange d'un recours à l'arbitrage lorsque des différends sérieux se manifestaient. Les contrats nationaux ne pouvaient évidemment porter que sur des objets généraux, même s'ils devinrent toujours plus complexes, denses et longs, ce qui amena après leur signature la pratique du règlement à l'échelle locale de divers points de discorde propres à certains milieux. En cours de contrat, c'est par la formule du grief que les mécontentes dans l'activité de travail devaient être réglées. Rétrospectivement, il apparaît clairement que ce fut alors par ces deux dernières avenues que la pression des bases syndicales se fit premièrement sentir. Surtout que les changements technologiques et la réorganisation du travail qu'ils supposaient donnaient

massivement lieu à des divergences quant à l'interprétation des stipulations des contrats à cet effet.

Ainsi, dans l'industrie de l'automobile, chaque règlement national « était suivi d'une myriade de grèves locales portant sur des questions liées au milieu de travail ». À tel point que les UAW de Reuther et GM en étaient progressivement venus à « inclure les questions locales dans la négociation collective » d'ensemble. Mais rien n'y fit, a écrit Jeremy Brecher : General Motors a pu évaluer qu'« entre 1955 et 1967 elle a perdu 14,9 millions d'heures de travail du fait de grèves nationales, mais 101,4 millions dans des “disputes locales” ». Voilà bien qui donne une idée de l'envergure de ce phénomène. Qui plus est, le nombre des revendications devant être traitées après la signature des contrats nationaux chez GM passa de quelque 11 000 en 1958 à plus de 39 000 en 1970 – année phare de la « révolte ouvrière¹⁴¹ ». Soulignons enfin que 78 grèves sauvages frappèrent en 1958 les trois grands de l'automobile, dont quatre en deux mois aux seules installations de la Briggs Body de Chrysler à Detroit durant l'été¹⁴². L'industrie de l'automobile est utilisée à titre d'exemple, et il faut souligner qu'elle n'a jamais été considérée comme plus dure envers ses employés que les autres industries. Le syndicat des travailleurs de l'automobile était sûrement, par ailleurs, le syndicat industriel resté le plus proche des mobilisations qui lui avaient donné naissance durant les années 1930 et au sein duquel les traditions de démocratie de base avaient toujours une certaine portée.

Cette problématique des changements technologiques et de l'automatisation, par ailleurs, s'avérait menaçante pour les salariés, du fait de pertes éventuelles d'emplois, mais aussi parce qu'elle exerçait « une pression constante sur les relations industrielles ». Les transformations qu'amènent ces changements représentent en elles-mêmes un enjeu dans le rapport de travail, qui a trait « au contrôle du lieu » de l'activité productive¹⁴³ et de l'organisation de cette activité. La grande grève de l'acier en 1959 avait relevé précisément de cet enjeu, comme beaucoup des demandes « locales » auxquelles nous venons de nous référer et des grèves sauvages des années 1950 et du tournant de la décennie suivante. À ce moment, les quelques grands arrêts de travail « officiels » sont également lancés sur le même sujet, telle la grande grève de la presse de New York ou celle de l'industrie pétrolière. Les travailleurs vont aussi juger, un peu en une deuxième étape logique de cette volonté de résister sur le lieu de travail, que plusieurs dirigeants syndicaux n'ont pas suffisamment à cœur la défense des clauses des conventions collectives précisément prévues à cet égard et, plus généralement, qu'ils n'apparaissent pas à la hauteur des nouveaux défis que doit relever le syndicalisme. David McDonald, présent à la formation du grand syndicat de l'acier durant les années 1930 et qui le préside depuis la mort

de Philippe Murray en 1952, est battu lors de la campagne à sa réélection en 1965. D'autres dirigeants sont de la même façon contestés, dans le syndicat du caoutchouc, du textile, du pétrole et de la chimie, des enseignants, des travailleurs municipaux et de comté, et même de l'électricité quand James B. Carey, un pionnier du CIO, perd aussi la présidence de son syndicat¹⁴⁴.

Stanley Aronowitz, à qui nous empruntons cette idée d'une séquence en quelque sorte logique des formes de l'action de base ouvrière entre 1950 et 1975, va poser les années dites de l'«insurrection» en une troisième étape: après avoir contesté et souvent délogé des dirigeants considérés comme inadéquats, mais jugé ensuite que leurs remplaçants n'étaient pas plus satisfaisants, c'est par une action militante dépassant les frontières des divers lieux de travail que la suite des événements va se dérouler. Aronowitz ne fait pas une théorie de cette séquence, mais il la pose comme un schème explicatif¹⁴⁵, du moins, semble-t-il. Quant à nous, s'il apparaît en effet que le troisième moment s'inscrit dans une continuité logique et possible des deux moments antérieurs, il n'en découle évidemment pas obligatoirement et dépend aussi de facteurs largement extérieurs à cette logique. En tout état de cause, le rappel du contenu des deux premiers moments nous sert à illustrer le poids qui était toujours celui du mouvement ouvrier durant la période qui précède les années 1967-1974, la pesanteur de sa présence dans les rapports sociaux et économiques, alors même que l'action de grève avait diminué, globalement, et ne connut à nouveau une pente ascendante qu'à compter de 1963. La période nouvelle de *radicalisation* allait bien s'ouvrir sur la base d'acquis organisationnels inentamés.

À compter de 1963, on note ainsi une hausse du niveau dit de la «promptitude» à recourir à l'action de grève (*increase in strike proneness*). Cette promptitude n'apparaît pas comme le simple produit de quelques négociations difficiles dans de grands secteurs syndiqués, mais tel un phénomène répandu dans plusieurs milieux, dans des conditions différentes et selon des déterminations organisationnelles variées¹⁴⁶. L'utilisation de statistiques pour tenter de chiffrer ce phénomène s'avère un exercice périlleux, dont les résultats paraissent souvent approximatifs. Par exemple, par l'expression «arrêts de travail» (*work stoppages*), on entend aux États-Unis aussi bien les grèves que les lockouts; même si l'on peut convenir que l'arrêt des activités productives relève dans la plupart des cas d'une action gréviste, un lockout massif par une grande entreprise peut fausser des conclusions hâtives. Dans certaines études, on préfère s'en tenir aux grèves concernant plus de mille employés, dans d'autres on s'efforce de recenser tous les arrêts de travail, de quelque envergure, y incluant les grèves sauvages, que l'on tend à définir comme des grèves qui surviennent alors qu'un contrat est en vigueur, qui durent habituellement trois jours au maximum et qui n'ont pas l'aval des dirigeants syndicaux. Cela dit, les nombres considérés

en eux-mêmes peuvent également tromper. On a pu évaluer qu'en 1970, par exemple, 34 grèves sur les 5 710 recensées durant l'année impliquèrent 50 % de tous les grévistes et furent la cause de 53 % de tous les jours de grève que connut le pays¹⁴⁷. Il est donc aisé d'imaginer que le nombre des grèves de toutes sortes pourrait diminuer dans une situation quelconque alors que la quantité des jours de grève fracasserait à la hausse des records. Il faut en ce sens éviter de lancer des données en les isolant les unes des autres.

À cet égard, mentionnons d'abord que les études spécialisées se rejoignent, dans leur très grande majorité, pour établir (en fonction de critères et de définitions qui ne sont pas toujours identiques cependant) que l'activité revendicative de la classe ouvrière, de la deuxième moitié des années 1960 à la mi-décennie suivante, s'avère plus dense et donne lieu à plus d'actions collectives que ce qu'on avait connu normalement durant les années précédentes et que l'on connaîtra par la suite. Ainsi, pour ce qui est du nombre de grèves impliquant plus de mille salariés, les chiffres tendent à rejoindre ceux que le pays avait connus, très élevés, durant la guerre de Corée (1950-1953) et à s'y maintenir jusqu'en 1974 : on passe de 222 grèves en 1960 à 268 en 1965, 392 en 1968, 412 en 1969 et 424 en 1974 – avant de chuter à 235 en 1975, puis toujours plus ; pour le nombre annuel de jours de grève, l'évolution ascendante est encore plus marquée : de quelque treize millions en 1960 à seize millions en 1966, à trente-cinq millions environ en 1968, à plus de cinquante-deux millions sept cent mille en 1970 et à près de trente-neuf millions en 1974¹⁴⁸. Globalement, ces chiffres se rapportent à des pourcentages du temps de grève qui s'élèvent de 0,09 en 1960, à 0,18 en 1967, à 0,29 en 1970 de l'ensemble du temps national de travail¹⁴⁹, un élément d'appréciation très important pour nous, puisque les données sur lesquelles il se fonde montrent que la hausse s'étend sur plusieurs années, c'est-à-dire qu'elle n'est pas le fait d'un conflit de travail particulier dans un seul secteur important.

Cela dit, les arrêts de travail comptant 10 000 personnes et plus s'avèrent eux-mêmes en hausse : ils « furent plus nombreux entre 1970 et 1972 qu'à n'importe quel moment durant les années 1930 et engagèrent une proportion de la main-d'œuvre salariée qui ne fut surpassée que par celle des années 1946-1949 ». Or, il est notable qu'en regard de ces grèves de masse, dont le nombre était à la hausse, le chiffre des grèves sauvages non seulement fut aussi à la hausse, mais représenta une proportion des arrêts de travail qui, durant les années 1963-1973, fut toujours de plus du tiers, avec un pic de 39,8 % en 1972¹⁵⁰.

Ces chiffres à tous points de vue saisissants témoignent, en conjonction de ceux qu'on a indiqués précédemment, d'une densité militante plus grande de l'action de classe durant la période (*grosso modo*) 1967-1974 et d'un accroissement du nombre de ses manifestations. La somme d'arrêts de travail « franchit pour la première fois » depuis 1953 le seuil des cinq mille en 1968 et oscilla entre cinq et six mille durant les neuf années suivantes ; si, de 1950 à 1980, les grandes grèves officielles (c'est-à-dire les grèves qui ne sont pas « sauvages ») s'étendaient sur des périodes allant de quinze à vingt-sept jours, la moyenne fut systématiquement plus près du sommet de ces chiffres avec les années 1970. Le professeur Melvyn Dubofsky, dans un livre de textes choisis sur le syndicalisme américain, couvrant la période du New Deal jusqu'à la fin de la décennie 1960-1970 – textes qu'il avait sélectionnés et qu'il présentait –, écrivit ainsi que l'image que se faisait alors George Meany de l'ouvrier américain, banlieusard conservateur, ne correspondait manifestement pas à la réalité : les années « 1969 et 1970 furent [en effet] le terrain de la vague de grèves importantes la plus sérieuse depuis 1946¹⁵¹ ».

Le rejet par les bases syndiquées des accords de principe négociés entre leurs dirigeants et le patronat, « un phénomène très rare avant 1962 », s'étendit après cette date rapidement, atteignant en 1968 plus de 12 %, puis 15 % environ en 1970 selon une évaluation à ce moment du *Business Week*, qui s'en désolait¹⁵². À cet effet, les chiffres précis s'avèrent très difficiles à établir cependant, même si toutes les évaluations s'entendent quant à l'envergure exceptionnelle et historiquement élevée de ce phénomène¹⁵³. En citant des sources sérieuses, Sidney Peck considère que le nombre « d'arrêts de travail non autorisés doubla presque entre 1964 et 1970 ». En tout état de cause, les nombres les mieux assurés étayaient la validité de ce type d'appréciation. Ainsi en est-il des résultats du travail de Michael Wallace, qui a calculé le nombre de rejets des accords de principe à la négociation auxquels avaient participé des médiateurs fédéraux ; bien que les nombres évoluent en dents de scie, la courbe en est ascendante, chiffres et pourcentages, eu égard à ce qu'ils étaient encore en 1964, passant par exemple de 629 (8,7 %) cette année-là à 1019 (14,2 %) en 1967, à 843 (11,3 %) en 1970, mais à 1050 (12,4 %) en 1974, etc.¹⁵⁴ Par définition, le refus des ententes négociées signifie toujours que les syndiqués partageaient des attentes qu'elles ne satisfont pas, de sorte que ces refus représentent en même temps le rejet des offres de la partie patronale et la contestation, plus ou moins profonde, d'une orientation jugée trop conciliatrice des négociateurs syndicaux.

Ils sont inséparables, alors, des remuements à l'intérieur des milieux de travail, qui font pulluler encore plus les griefs contre la partie patronale, à un point tel qu'à l'été 1970 « la situation est vue quasi unanimement comme la

pire dont on puisse se souvenir». Le *Wall Street Journal*, qui soulignait ce trait de la vie industrielle du moment, l'associait par ailleurs au constat que faisaient alors les dirigeants d'entreprises sur «l'affaissement du moral au travail, les ralentissements volontaires de plus en plus fréquents» des activités et des «taux d'absentéisme montant en flèche». Le même journal, qui a consacré durant l'été 1970 plusieurs pages à l'analyse de l'état des rapports d'emploi du moment, notait ainsi que, par ces ralentissements des activités, les travailleurs visaient à se garantir des heures supplémentaires de travail pour assurer les niveaux de leurs revenus et «repousser des mises à pied» éventuelles, alors que se pointait un certain ralentissement économique¹⁵⁵. À ce moment, il est devenu évident pour la majorité des observateurs, des spécialistes et des autorités politiques principales que les appareils syndicaux ne suscitent pas ces diverses expressions de grogne sociale, qu'ils sont plutôt à leur remorque, comme nous l'illustrerons. À ce stade, donnons donc quelques exemples concrets des grandes actions collectives de classe qui traversent ces années, en succession chronologique, même si nous ne les rappellerons évidemment pas toutes.

ii. LES « TRAVAILLEURS PUBLICS » ; LA GRÈVE DES POSTIERS EN 1970

D'abord, on se souviendra de ce que nous avons déjà couvert quant à la percée du syndicalisme chez les «travailleurs publics», singulièrement auprès des enseignants, des travailleurs des hôpitaux, comme des employés des services sanitaires et des éboueurs des villes. Il en va de même de la fonction publique au niveau fédéral et dans plusieurs États. Ces processus sont inégalement réalisés sur le territoire du pays, cependant. Ils s'expriment aussi par la transformation de la vieille et conservatrice National Education Association, d'une position dite professionnelle de «consensus» entre praticiens et administrateurs du domaine de l'éducation à celle d'une conception de leurs rapports comme rapports employeurs-employés supposant la légalisation du droit de grève. En 1968, «il y eut 114 arrêts de travail chez les enseignants [tous illégaux], qui concernèrent 163 000 personnes dans 21 États et dans le district de Columbia». L'American Federation of Teachers, affiliée à l'AFL-CIO et traditionnellement plus militante et progressiste que la NEA, voyait le nombre de ses membres grossir de plusieurs dizaines de milliers d'affiliés durant les années 1960, comme c'était le cas aussi, massivement, des autres syndicats des secteurs public et parapublic. On a pu établir que, durant l'année scolaire 1970-1971, tous employés publics réunis, il y eut chez eux en moyenne «une grève tous les trois jours¹⁵⁶», de sorte que, si les années 1930 avaient signalé l'arrivée triomphante du syndicalisme dans l'économie industrielle, les percées semblaient

promettre que le syndicalisme serait dorénavant en phase avec la vie économique telle qu'elle évoluait, axée plus sur les services. Les victoires parmi les « employés publics » pouvaient ouvrir la voie, entre autres, à la pénétration dans le domaine des services privés.

Les enseignants constituent le groupe qui, parmi les travailleurs des secteurs public et parapublic, eut alors le plus souvent recours à la grève. En règle générale, les arrêts de travail parmi les employés publics étaient locaux (encore en 1970, à quelque 92%) : 7% avaient lieu chez les salariés des États et 1% parmi les travailleurs fédéraux. Entre 1965 et 1969, après les enseignants, ce furent les travailleurs de la voirie, des services de santé et des égouts qui firent le plus grand nombre de grèves parmi les employés publics¹⁵⁷. On a souligné déjà l'importance de la grève des éboueurs de Memphis en 1968, dont la majorité était composée de salariés africains-américains. Les éboueurs faisaient face à une administration municipale intransigeante et l'on sait que Martin Luther King Jr. fut assassiné en venant leur porter son appui. Cette grève à Memphis fut victorieuse. L'année suivante, une nouvelle tentative de syndicalisation d'employés publics dans le Sud retint l'attention des médias, une tentative qui déboucha sur une grève dont les répercussions allaient perturber les rapports de pouvoir et la vie politique de toute la région de Charleston, en Caroline du Sud. Il s'agissait de la grève des 450 travailleurs, « tous noirs », de l'Hôpital de l'Université de la Caroline du Sud à Charleston, rejoints au bout de huit jours par 60 travailleurs de l'Hôpital du comté de Charleston. Tous ces travailleurs, « à l'exception de douze d'entre eux, étaient des femmes ». Cette grève fut ouvertement menée comme un arrêt de travail pour la lutte des droits civils¹⁵⁸.

On se doute que l'affrontement fut violent, l'administration de l'hôpital universitaire recevant l'appui actif du patronat de la ville, de la police, du gouverneur de l'État, alors que Ralph Abernathy, le successeur de Luther King à la tête de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), s'engagea tout aussi activement du côté des grévistes, avec le mouvement ouvrier régional et des dirigeants nationaux, Walter Reuther venant sur place apporter son appui, et même des partisans du pouvoir noir qui tentaient de dépêcher, par exemple, une « milice communautaire afin de [protéger] les assemblées de grévistes et les manifestations¹⁵⁹ ». La grève fut très militante, avec des rassemblements, des visites de solidarité de Coretta Scott King, l'épouse du leader assassiné, des appels à divers boycottages, des face-à-face avec la Garde nationale ; en vis-à-vis, on lui opposa des arrestations de masse, la loi martiale, une injonction permanente contre les manifestations, etc. « En 1968-1969, le [centre hospitalier universitaire de Charleston] ne comptait parmi son personnel aucun médecin noir et il n'y avait aucune étudiante noire ni aucun

étudiant noir inscrit à son école de soins infirmiers, alors que toutes les assistantes infirmières peu payées et les employés de soutien étaient noirs. La même séparation distinguait nettement les soins offerts aux patients (principalement blancs) couverts par des assurances privées de ceux qui étaient offerts [...] aux patients (très majoritairement noirs) ne déboursant rien pour les soins reçus. Les lits et les salles d'attente, tout autant que les toilettes, étaient divisés selon les mêmes distinctions raciales [...], et les époux noirs n'étaient pas acceptés dans les salles d'accouchement, contrairement aux époux blancs¹⁶⁰». Tout cela, notons-le, quatre années après les lois de la présidence Johnson sur les droits civils.

La structure raciale des rapports dominants était inscrite à la fois dans le travail et dans la vie civile. La grève de Charleston devint un nouveau symbole de la mise en cause, par les *prolétaires* noirs, de la situation de vie à laquelle ils étaient réduits, dans toutes ses dimensions. Cette révolte était de même nature que celle de Memphis l'année précédente, mais ne fut pas cette fois victorieuse. S'il y eut une augmentation des salaires, les travailleuses et les travailleurs en grève ne purent imposer la reconnaissance de leur syndicat par l'employeur, la négociation en bonne et due forme d'un contrat de travail. La défaite fut amère puisque le syndicat ne réussit pas, non plus, à assurer par la suite sa présence. Mais cette bataille de Charleston, qui connut un large écho national, montra tout de même l'importance sociopolitique de la percée du syndicalisme dans les rangs des travailleurs des secteurs public et parapublic; elle se signala aussi, haut et fort, comme une expression marquante des actions de masse qui secouaient alors le monde du travail.

Au mois d'octobre de la même année, une grève des 150 000 travailleurs de la General Electric fut lancée unitairement par quatorze syndicats, dont les plus importants étaient les United Electrical Workers (UE) et les International Electrical Workers (IUE). Il s'agissait de leur première action conjointe, depuis que le syndicat UE avait été chassé du CIO comme syndicat « sous domination communiste » et que la centrale avait favorisé la construction de l'IUE par maraudage systématique contre le syndicat exclu. On se souviendra que la compagnie avait appliqué au fil des ans les méthodes du « boulearisme » dans sa gestion des ressources humaines; elle entendait cette fois en finir avec la notion d'un contrat national unique et instaurer la pratique de contrats locaux aux conditions différentes, négociés localement. La grève fut longue, une centaine de jours, et suscita un appui unanime de tout le mouvement ouvrier et des groupes étudiants militants, pour qui la General Electric constituait « un pilier du complexe militaro-industriel ». Elle représenta alors, selon un journaliste de la revue *The Nation*, « la lutte la plus significative menée par le syndicalisme depuis 1946 ». Si l'AFL-CIO et le syndicat de l'IUE furent d'abord

réticents à tout lien avec le mouvement étudiant et la New Left, les échanges devinrent progressivement plus chaleureux. Certaines installations de la compagnie employaient une main-d'œuvre très majoritairement féminine; l'action et sa durée devinrent le cadre en certains endroits de la percée de groupes féministes parmi les syndiquées de base¹⁶¹.

La grève se termina en février 1970 sur une demi-victoire des employés: le contrat national unique fut maintenu et des augmentations de salaire gagnées de même qu'une formule d'indexation des revenus au coût de la vie; mais la GE put obtenir des modifications quant à l'organisation du travail. Le plus important, cela dit, fut que le «boulewarisme» fut cette fois battu, ce qui allait permettre des gains plus importants durant la décennie qui s'ouvrait, selon l'évaluation des résultats de l'arrêt de travail que partagent *grosso modo* les syndicats UE et IUE¹⁶².

Dès le mois de mars suivant s'engageait l'une des grandes grèves de ces années de turbulence sociale, la grève sauvage de 200 000 postiers, illégale de ce fait et parce que les postiers sont employés de l'État fédéral. Qui plus est, les postiers passeront outre à deux injonctions de cour rapidement octroyées contre ceux de la ville de New York, lieu de départ de tout le mouvement. Pour Jeremy Brecher, cette grève fut la plus importante non seulement de l'histoire du service postal aux États-Unis, mais de tous les salariés du gouvernement fédéral. Partisan de l'action et de l'autonomie des bases dans le mouvement syndical, envisagées distinctement du rôle des appareils dirigeants, Brecher considère que cette grève des postes fut une illustration parfaite de la puissance de classe qui peut se déployer par elles¹⁶³. En tout état de cause, la grève fit montre d'une détermination et d'une énergie qui apportèrent des résultats supérieurs à ceux, médiocres, dont leur syndicat se contentait depuis des décennies.

Le mouvement spontané des travailleurs des postes visa d'abord et avant tout l'amélioration de leurs salaires et des avantages sociaux (assurance maladie, pension). Considérés rétrospectivement, leurs conditions et leurs salaires s'avèrent surprenamment bas; on rapporte, par exemple, que 10% d'entre eux, travailleurs de plein emploi (c'est-à-dire à temps plein à des postes permanents), «avaient postulé et recevaient effectivement des prestations complémentaires d'aide sociale». Les administrations présidentielles de Kennedy, Johnson et, au moment du débrayage, Nixon avaient toutes trois convenu que les salaires versés aux postiers étaient insuffisants et «promis de faire quelque chose». En 1968, une étude gouvernementale qui s'était penchée sur l'état du service des postes (la President's Commission on Postal Organization) avait constaté «une agitation répandue parmi le personnel du fait de pratiques patronales vétustes, de conditions de travail consternantes, et de possibilités

d'avancement limitées». Mais, rien n'avait changé¹⁶⁴. L'organisation du travail et la définition des tâches, toujours plus exigeantes, avaient alourdi depuis le début des années 1960 l'effort demandé aux travailleurs. Les deux syndicats présents dans les postes, celui des facteurs et celui des manutentionnaires et commis, se comportaient comme les anciennes associations d'employés du gouvernement, c'est-à-dire comme des agences de lobbying intervenant auprès du Congrès et de la présidence dans l'espoir de promouvoir des conditions de salaires et d'emploi plus favorables pour leurs membres. Sans grand succès, comme on pouvait le constater aisément.

Excédés, des facteurs de New York votèrent en faveur d'un arrêt de travail le 17 mars 1970 en soirée et érigèrent autour du bureau de poste central de Manhattan des lignes de piquetage à minuit et une minute le 18; ces lignes furent respectées par les manutentionnaires et les autres employés qui entraient alors à leurs postes. Vingt-cinq mille personnes, d'un coup, cessèrent le travail. En matinée, la grève avait déjà gagné, telle «une traînée de poudre, presque l'ensemble de l'État de New York, du New Jersey et du Connecticut». Les grévistes de New York reçurent de 58 localités, réparties sur plusieurs États, des appels de sections syndicales locales voulant se joindre à leur mouvement dès le lendemain. Deux jours plus tard, des «travailleurs des postes à Chicago, Cleveland, Los Angeles, Detroit, San Francisco, Boston, Denver, Pittsburgh, Minneapolis, Philadelphie et des douzaines d'autres villes et municipalités avaient cessé le travail». Toute cette dynamique se développa spontanément, sans que quelque groupe constitué préalablement ni tendance de base et encore moins les directions syndicales aient prévu une «coordination nationale¹⁶⁵».

Notons, avec Aaron Brenner qui a interviewé plusieurs des militants et leaders du mouvement de 1970, que certains soulignèrent l'inspiration qu'ils ressentirent des autres grèves dans l'État des employés publics, et du fait qu'au Canada, en Nouvelle-Zélande, en France, en Italie, etc., les «postiers avaient le droit de faire la grève sans aller en prison». En d'autres mots, et clairement, l'action des travailleurs des postes américains était portée par le climat socio-politique ambiant. D'ailleurs, leur débrayage massif agita rapidement d'autres secteurs d'employés fédéraux, dont les bases poussèrent aussi à l'action. Pas étonnant alors que le président Nixon lui-même jugea opportun d'intervenir directement. Selon les directives qu'il transmit alors à H.R. Haldeman, son chef de cabinet, il fallait frapper un grand coup : préparer une action dure, «si l'on peut faire des mises à pied, qu'on le fasse», sinon «qu'on les suspende», engager «une attaque tous azimuts», «je ne vais pas tolérer que des employés fédéraux cessent le travail». Le président déclara d'ailleurs rapidement «l'état d'urgence national et envoya 30 000 hommes de troupe, non armés», des membres de la Garde nationale et de la réserve militaire, qui remplirent les

tâches des grévistes de New York. La mesure ne donna pas beaucoup de résultats quant au travail qu'il y avait à effectuer et n'intimida pas les grévistes de New York; elle eut plus de succès à cet égard ailleurs dans le pays. L'envoi de la troupe suivait une tentative de négocier une solution de compromis, qui avait réuni le secrétaire au Travail George Shultz et des dirigeants syndicaux nationaux, qui tous intervenaient par ailleurs activement contre le débrayage. L'exercice ne convainquit pas les grévistes, d'où le déploiement des 30 000 hommes de troupe¹⁶⁶.

En fin de compte l'arrêt de travail dura huit jours à New York, un peu moins dans les autres centres. Des représentants élus du Congrès furent mis à contribution et une solution, élaborée avec à nouveau le concours des dirigeants syndicaux, fut proposée au vote: elle incluait notamment «l'amnistie totale pour tous les grévistes», une hausse immédiate des salaires de 14% avec effet rétroactif partiel, une amélioration aussi de l'assurance maladie, etc. Les grévistes de New York votèrent à l'unanimité en faveur de cette solution et terminèrent alors leur action. Le secrétaire au Travail George Shultz avait déclaré en cours de route «qu'il n'y a rien de pire qu'une grève sauvage, à l'exception d'une grève sauvage victorieuse». On peut considérer la grève des travailleurs des postes comme largement couronnée de succès; son règlement, cependant, laissa pratiquement le champ libre à la partie patronale pour procéder plus avant dans «sa campagne de mécanisation et [de hausse de la] productivité», qui allait marquer le service postal pour les années et les décennies subséquentes¹⁶⁷. Mais, en 1970, cet enjeu particulier des rapports de pouvoir dans l'emploi ne fut pas au centre des revendications des postiers.

Winton Blount, le ministre des postes d'alors (*Postmaster General*) fit savoir publiquement que les dirigeants syndicaux des postiers avaient promis leur collaboration au gouvernement. C'est là une caractéristique de cet épisode qu'il faut mettre en exergue: non seulement l'énergie et la détermination des postiers, comme leurs moyens d'action, ne reposaient que sur leur volonté propre, mais elles eurent à s'imposer contre l'opposition active des appareils de direction de leurs syndicats, appareils qui travaillèrent de concert avec l'Administration Nixon pour que cesse leur action. Considérée en tant que telle, cette grève spontanée des postiers en 1970, à laquelle près de 30% des employés du service postal national s'associèrent¹⁶⁸, devint évidemment une expression et une composante très significatives de ce moment social que nous analysons, un facteur lourd de son développement. Dans ce cadre, notons aussi que près des deux tiers des travailleurs dans les centres postaux des grandes agglomérations urbaines, c'est-à-dire là où il y eut des arrêts de travail, étaient des Africains-Américains¹⁶⁹.

iii. LES PRINCIPALES ACTIONS REVENDICATRICES DANS LE SECTEUR PRIVÉ

D'autres exemples de ce type de remuements de base témoignèrent de cette agitation plus grande qu'à l'habitude parmi les salariés, ouvriers, semi-professionnels, et les « employés publics ». Ainsi en fut-il, notamment, des grèves sauvages qui se répandirent chez les mineurs entre 1969 et 1971. Leur syndicat, les United Mine Workers (UMW), fier et militant du temps de la présidence de John L. Lewis, à la poigne cependant autoritaire et à la gouverne autarcique, était depuis 1963 entre les mains de W.A. « Tony » Boyle. Celui-ci s'était constitué une machine interne aux pleins pouvoirs, en utilisant évidemment les techniques et les instruments façonnés du temps de Lewis, mais sans « l'intelligence brillante » et le charisme du leader dont l'ex-chef du CIO avait fait preuve. Et Boyle ne fut jamais en mesure d'inspirer aux membres de son syndicat le même respect que John L. Lewis ni de les mener au même type de victoires notables. Déjà, durant les dernières années de ce que l'on peut à bon droit appeler son *règne*, Lewis s'était plié de profondes concessions quant à la capacité de l'industrie de « mécaniser ses opérations », au détriment de l'emploi et des conditions de vie de ses membres. Il était convaincu que, devant la concurrence étrangère et la concurrence toujours plus forte des formes d'énergie pouvant remplacer le charbon, par exemple, le syndicat devait permettre au patronat des mines de remodeler une part importante de ses activités¹⁷⁰.

Mais, avec Boyle, les concessions semblèrent donner son contenu unique à l'orientation d'ensemble du syndicat. Il déclara que les UMW « n'allaient pas chercher à réduire la capacité des propriétaires des mines de conduire leurs affaires comme ils l'entendent. Nous suivons le jugement des propriétaires [...], qu'il soit juste ou erroné¹⁷¹ ». Boyle négligea de faire respecter les normes pourtant établies dans les contrats de travail sur la santé et la sécurité, puis divers scandales de corruption révélés publiquement ébranlèrent encore plus son autorité. Il nous semble révélateur que des oppositions internes apparurent bientôt dans l'organisation, alors même que surgirent des mouvements de grève sauvage entraînant des dizaines de milliers de syndiqués : 42 000 mineurs de Virginie-Occidentale en 1969 durant 23 jours, « jusqu'à ce que la législature de l'État vote une loi de compensation des revenus perdus » par les mineurs atteints de pneumoconiose ; en Illinois, un arrêt de travail engageant 3 000 mineurs dans une bataille au sujet d'une affectation de tâches ; 19 000, en juin 1970 en Pennsylvanie, en Ohio et en Virginie-Occidentale à nouveau, au sujet des règles de sécurité fédérales que les propriétaires n'appliquaient pas. Par ailleurs, lors des élections à la présidence du syndicat en décembre 1969, les mécontentements internes se cristallisèrent

autour de la candidature d'opposition de Joseph « Jock » Yablonski ; celui-ci fit suffisamment peur à Boyle, néanmoins réélu, pour que ce dernier commande son assassinat ! Yablonski, son épouse et sa fille perdirent ainsi la vie quelque trois semaines après la tenue du scrutin. Le jour des funérailles, les partisans de Yablonski se formèrent en fraction dans le syndicat, les *Miners for Democracy* (MFD : les mineurs pour la démocratie). Cette fraction allait l'emporter au scrutin suivant à la direction, en décembre 1972¹⁷².

Chez les mineurs, les grèves sauvages, le mécontentement actif parmi les membres et le niveau même de la réaction de Boyle (une caricature tragique et brutale, incontestablement, du désarroi et du sentiment de vulnérabilité de dirigeants syndicaux dans plusieurs secteurs, la caricature d'un sentiment réel) montraient que les turbulences ne se limitaient pas à quelques régions. À nouveau en 1970, à l'occasion cette fois du renouvellement dans l'industrie du camionnage du *National Master Freight Agreement*, des mouvements de base surgirent pour rejeter l'accord de principe que le président Frank Fitzsimmons du syndicat des camionneurs (Hoffa est alors emprisonné) avait accepté. Le même type de réaction avait accueilli déjà l'accord signé par Fitzsimmons en 1967 : à ce moment, une grève sauvage de syndiqués *Teamsters* à Chicago avait arraché des conditions supérieures à celles qui avaient été négociées par l'appareil dirigeant du syndicat, « forçant Fitzsimmons à renégocier les termes de son entente, afin qu'y soient surpassés les gains obtenus » à Chicago. C'est le scénario qui se répéta en 1970, mais de façon beaucoup plus massive. Le mouvement de rejet partit à nouveau de Chicago, mais s'étendit cette fois au Midwest et en Californie. « En Ohio, des groupes en vinrent aux coups avec la Garde nationale et l'emportèrent parfois » ; à St. Louis, l'arrêt de travail s'étendit sur un mois. « Après 12 semaines de grève », les gens de Chicago remportèrent des augmentations de salaire très au-dessus de celles qui avaient été acceptées par Fitzsimmons, ce qui força celui-ci à négocier à nouveau avec les représentants patronaux, qui acceptèrent que les acquis de Chicago puissent s'étendre à tout le pays. Autres signes d'activité autonome à la base du syndicat des camionneurs : l'apparition durant ces années de regroupements dissidents dans plusieurs régions et le lancement de bulletins militants parallèles à ceux du syndicat¹⁷³.

D'autres actions, dans d'autres secteurs d'emploi, témoignèrent de cette disponibilité à l'action : dans les chemins de fer, la construction, le téléphone. Plusieurs auteurs expliquent ce regain de l'activité sociale à la fois par le haut niveau de l'emploi et par le taux élevé d'inflation, mais aussi par la contraction des marges de profit des grandes entreprises, situation dont elles cherchèrent à se sortir en pesant sur les conditions de travail et sur les salaires. Mais il s'agit d'un cycle de négociation qu'elles n'arriveront pas à gagner. Il s'avère d'ailleurs

révélateur que les perturbations dans les relations de travail soient alors fréquemment analysées et déplorées par la grande presse, comme par le secrétaire au Travail, Shultz. En tout état de cause, l'orage qui, la même année 1970, va attirer l'attention de tout le pays fut la grève des 400 000 travailleurs de l'automobile contre General Motors, grève qui dura 66 jours. C'était la première grève de cette envergure opposant les deux géants, GM et UAW, depuis l'arrêt de travail historique de 1946, quand avaient été formulées certaines des données principales sur lesquelles reposa le « compromis social d'après-guerre ». Et ce fut avec GM qu'on avait signé en 1950 le fameux Treaty of Detroit, que nous avons aussi considéré¹⁷⁴.

Reuther mourut en mai 1970, à 62 ans, victime d'un accident d'avion. La même équipe de direction, celle qu'il avait personnellement sélectionnée au fil des ans et qui comprenait plusieurs de ses amis ex-socialistes, dirigea la négociation avec GM. Dans le *Wall Street Journal*, on se demanda explicitement si, compte tenu des perturbations et du climat de travail que nous avons illustré jusqu'ici, cette nouvelle équipe serait en mesure de garantir à l'intérieur du syndicat la discipline que l'autorité de Reuther assurait historiquement. Il nous semble plausible, selon une confidence que recueillit le *Wall Street Journal* d'un responsable du syndicat, que l'arrêt de travail fut notamment envisagé par la direction comme soupape de sécurité à la pression qu'on devinait à la base. Mais personne n'avait envisagé que le conflit s'étendrait sur 66 journées. L'effet en fut donc très important sur l'économie et la vie sociale des régions industrielles du pays. D'un autre côté, pour la New Left, GM « symbolisait ce que l'Amérique comportait de pire »; elle pouvait « compter sur des actifs économiques plus grands que ceux de la plupart des pays, elle personnifiait le racisme institutionnalisé et l'impérialisme » et profitait « d'énormes contrats de défense »; on disait aussi qu'en Afrique du Sud elle payait les ouvriers noirs six fois moins « que leurs collègues blancs ». Autant de caractéristiques qui, comme celles de la grève contre la General Electric, conféraient au conflit de 1970 une dimension sociopolitique dont se serait évidemment passée la compagnie; en face, elle suscita la réprobation active des militants noirs, du mouvement anti-guerre et des étudiants¹⁷⁵.

Sur le terrain du contrat de travail en négociation, les UAW demandaient le retour de la clause de pleine indexation des revenus au coût de la vie, qu'ils avaient perdue en 1967, mais que le taux d'inflation rendait à nouveau nécessaire, une augmentation significative des salaires et une formule améliorée de départ hâtif à la retraite. Ils obtinrent pleine satisfaction des deux premières revendications et « un compromis quant à la troisième ». Ce niveau de gains dépassait les prévisions qu'avait pu envisager GM. Néanmoins, soulignons, avec plusieurs auteurs, que « la grève ne fut pas enclenchée pour gagner une

entente, mais pour gagner une ratification», ce dont GM était conscient¹⁷⁶. Cela témoigne, bien sûr, de caractéristiques éloquentes de la dynamique d'alors des rapports sociaux entre employeurs et employés, que les cadres établis des relations industrielles avaient du mal à contenir. Les dirigeants du syndicat avaient été amenés à se lancer dans cette grève pour garder les rênes de leur mouvement, qui avait une nette tendance dans certains secteurs à les déborder.

On retrouvait le même type de développements alors en Europe et au Canada, parfois avec des débordements par la gauche des plus hautes autorités des mouvements ouvriers, syndicats et partis, particulièrement explicites¹⁷⁷. La réalité de la vie économique et de l'univers du travail étant souvent plus disparate aux États-Unis que dans les autres pays industrialisés, les comportements sociopolitiques s'avèrent aussi moins unifiés du côté des classes travailleuses et populaires. Mais le contexte politique d'ensemble contribuait directement à ce que les bases syndicales remettent en question la légitimité de l'autorité patronale et même de leurs propres dirigeants, de même que des contremaîtres dans l'organisation du travail – tous blancs, globalement, dans l'automobile pour la région de Detroit, devant des dizaines de milliers de travailleurs noirs, qui composaient parfois la majorité ouvrière de certaines installations et toujours de fortes minorités. Cela dit, un autre arrêt de travail chez GM, cette fois en 1972 dans ses installations de Lordstown en Ohio, allait soulever un intérêt aussi grand et nourrir peut-être plus l'imaginaire contestataire de l'époque.

À Lordstown, GM avait érigé des installations à la fine pointe de la technologie et introduit l'utilisation de robots à une échelle qu'on n'avait jamais connue, afin de remédier à la baisse des marges de profit et, dorénavant, faire face à la concurrence japonaise. Lorsqu'elles « furent terminées, les installations de Lordstown constituaient les plus automatisées du monde dans la production automobile ». L'investissement avait été énorme et promettait la production d'un « véhicule complet en 36 secondes ». Mais, afin d'y arriver, il fallait tabler au maximum sur la vitesse que permettait la mécanisation, ce qui supposa une intensité et une rapidité du travail d'exécution qui ne furent jamais réellement acceptées par la main-d'œuvre. Celle-ci, composée de quelque 500 ouvriers et ouvrières, 80 % d'hommes et 20 % de femmes, avait été rassemblée à compter de 1966. Cette main-d'œuvre était particulièrement jeune, 24 ans en moyenne¹⁷⁸.

Incontestablement, l'action de 1972 apparut comme « le pic d'une série d'escarmouches au fil des ans qui avaient eu [...] pour objet la vitesse des opérations et la discipline au travail ». Les travailleurs de Lordstown refusèrent de se plier aux exigences que l'organisation des tâches et les cadences prévues

par la compagnie faisaient peser sur eux. Ils « sabotèrent les opérations, à ce point que la production dut être stoppée; puis ils firent la grève¹⁷⁹ ». Ils avaient aussi vandalisé des composantes des voitures qu'ils assemblaient. La grève de Lordstown connut un large écho parce qu'elle fut souvent présentée comme la réverbération dans le monde du travail des valeurs nouvelles de contre-culture et de la mise en cause des hiérarchies. Le syndicat des UAW peina à assurer une conduite respectant les règles établies des relations industrielles et s'engagea dans une campagne vigilante de lutte au sabotage. L'arrêt de travail dura du 5 au 25 mars 1972; il se termina sur une demi-victoire du syndicat, selon les revendications qu'il avait formulées: réembauche de 300 syndiqués mis à pied du fait d'actes commis avant son déclenchement et retrait des mesures les plus récentes alors d'accentuation de la pression sur les ouvriers. Mais l'organisation du travail n'allait finalement pas connaître de transformation en profondeur¹⁸⁰.

En cours de route, un groupe de grévistes avait proclamé: « Nous ne voulons pas finir comme nos pères et nos mères qui ont travaillé pour vous, complètement usés déjà au début de la cinquantaine. On veut que l'emploi soit meilleur et l'on veut une vie meilleure. » Cette aspiration globale n'était pas séparée de la conscience des rapports sociaux: les travailleurs de Lordstown voulurent envoyer une délégation auprès du syndicat des débardeurs de l'Ouest afin qu'il cesse temporairement de décharger les voitures japonaises en compétition avec la production prévue à Lordstown; ils « voulurent aussi envoyer une délégation de base au Japon » afin d'y convaincre les ouvriers de la nécessité « que soient établies des normes humanisées de travail » dans l'industrie automobile à l'échelle du monde¹⁸¹. Sur le terrain de l'action revendicative de classe, ce dernier élément ouvrait à des considérations que les plateformes de l'AFL-CIO n'avaient jamais atteintes; par exemple, à l'exigence que la concurrence internationale entre les entreprises ne puisse se faire en pesant sur les salaires et les revenus d'ensemble, non plus que par l'accentuation de l'intensité des efforts au travail.

Plus profondément, l'analyse des traits particuliers de l'action gréviste à Lordstown pourrait déceler une dimension identifiable à la révolte contre le travail, ainsi que l'histoire du capitalisme en a témoigné dans certains contextes. Il ne s'agit évidemment pas d'une révolte contre la *nécessité*, c'est-à-dire contre l'obligation d'œuvrer à la reproduction matérielle et intellectuelle de la société, de l'humanité, de soi-même. Mais, ainsi qu'on l'a vu antérieurement, la notion de travail se réfère à l'activité de reproduction telle qu'elle est constituée par et dans le salariat, qui est un rapport social de pouvoir économique et socio-politique, dont l'un des deux pôles accapare le surplus que donne cette activité. Il se révèle donc comme rapport d'exploitation.

Cette explication était conceptuellement déjà présente dans le vieux livre de Paul Lafargue, le gendre de Marx, intitulé *Le droit à la paresse*. Plus récemment, on la retrouve avec la notion de l'« invention du travail », formulation servant manifestement à provoquer pour stimuler la perception, c'est-à-dire le travail identifié par le rapport salarial, réalité dont le développement est arrimé à celui de la société bourgeoise, par le capitalisme. C'est le rapport d'exploitation qui pousserait à accentuer les cadences, la mécanisation et tous les traits de la hiérarchie de commandement, toujours plus à Lordstown, mais aussi, en vis-à-vis, à l'absentéisme comme phénomène très répandu, à la résistance par le sabotage, puis à l'arrêt de travail. Les facteurs par lesquels on rend habituellement compte de l'action des syndiqués à Lordstown se révèlent largement adéquats : jeunesse de la main-d'œuvre, qui n'a pas connu les dures périodes du passé, travail toujours abondant, climat d'agitation ambiant, mais aussi menace dorénavant de la concurrence des entreprises étrangères. Néanmoins, on doit constater que leur conjugaison renforce le mouvement de classe dans la relation d'emploi avec le patronat à un point tel, à ce qu'il nous semble, qu'elle suscite des réactions de désobéissance face au travail, le refus de s'y plier.

En tout état de cause, la jeunesse de la main-d'œuvre à l'emploi de General Motors à Lordstown avait probablement servi de conduit à cette réverbération à l'interne du climat de contestation et d'opposition politique ambiant. Mais, après la formation du mouvement des travailleurs noirs révolutionnaires dans la région de Detroit, la grève des postes, l'immense arrêt de travail contre l'ensemble des activités productives de GM et les mouvements de base dans les mines, il devenait évident que les turbulences sociales s'exprimaient aussi, et fortement, dans le rapport d'emploi, dans le champ des relations industrielles. L'agitation avait gagné la « jeunesse ouvrière », travailleuse ou étudiante (singulièrement dans les maisons d'enseignement moins identifiées aux élites, comme l'Université Wayne State à Detroit ou l'Université Kent en Ohio, par exemple). Voilà un élément qu'il convient de mentionner, parce que la jeunesse ouvrière constitua par ailleurs le réservoir premier des appelés au service militaire qui partirent effectivement en Indochine. Bientôt, a-t-il été écrit, « on vit apparaître sur les casques des G.I. [au Vietnam] les symboles de paix et du Black Power » qui avaient cours aux États-Unis. Les actes de désobéissance au sein des troupes de combat se multiplièrent, comme se multiplièrent même les agressions directes contre les « officiers insuffisamment accommodants¹⁸² ». Les circonstances amenaient, par ailleurs, la jeunesse des cycles universitaires avancés à la rencontre du syndicalisme. Ainsi en fut-il des assistants à l'enseignement (Teaching Assistants, T.A.) de l'Université du Wisconsin à Madison qui entreprirent de se réunir en association en 1966 : en effet, « l'administration de l'université se conformait alors à une politique du

gouvernement fédéral consistant à classer les étudiants selon leur rendement scolaire pour déterminer qui serait appelé au service militaire»; or, ce sont précisément les assistants à l'enseignement qui corrigent les travaux des étudiants et des étudiantes. En d'autres mots les T.A. se trouvaient, bien que ce fût indirectement, à décider quels étudiants partiraient au Vietnam; ils considéraient « que ce n'était pas [là] un aspect légitime des responsabilités qui relevaient de leurs emplois¹⁸³ ».

D'autres milieux furent évidemment touchés par cette effervescence, mais aucun de ceux-là ne contribua autant à la politisation de gauche qui gagnait plusieurs segments de la société que la grande lutte des travailleurs agricoles, la plupart mexicains, de la Californie pour leur organisation en syndicat. Cette campagne, qui s'étendit pratiquement sur toute la décennie, rappela les grands mouvements de syndicalisation du passé, avec toutes leurs caractéristiques: utilisation des fiers-à-bras contre les travailleurs et travailleuses, évictions de leurs lieux d'habitation souvent propriété de leurs patrons, etc. La bataille des travailleurs agricoles de la Californie fit souvent les manchettes des grands médias. Elle donna lieu à un boycottage nord-américain des raisins de l'État qui fut très suivi. Son leader charismatique était Cesar Chavez, proche de Robert Kennedy, qui réussit là où plusieurs avaient échoué auparavant. L'appui et les signes de solidarité vinrent de tout le mouvement ouvrier, y compris de Meany et des sommets de la centrale. Cette lutte a donné lieu à plusieurs études et analyses, et elle mérite en effet toute cette attention. Formé en 1965, le syndicat de Chavez, les United Farm Workers (UFW, travailleurs agricoles unis), réalisa de belles percées, obtint dans certains endroits de meilleures conditions et, surtout, arriva à se construire. Les résultats à l'époque furent néanmoins mitigés, notamment parce que les UFW eurent à faire face à une concurrence à la baisse de la part des Teamsters¹⁸⁴. Mais la bataille des travailleurs agricoles montrait que les mobilisations dans le champ du travail pénétraient même des milieux rarement touchés...

Le mouvement de classe sur le lieu de travail n'avait pas été aux États-Unis le théâtre de la montée d'un mouvement *révolutionnaire*, encore qu'il y eut des percées s'en rapprochant. Mais il fut incontestablement le théâtre de « révoltes » et d'actions revendicatives plus nombreuses qu'à l'ordinaire, de même qu'il fut un terrain où s'exprima cette volonté d'affirmer la primauté des membres sur les directions (par exemple, avec les nombreux rejets des ententes de principe) et le lieu d'une méfiance perceptible des bases envers les dirigeants (dont témoignent les grèves sauvages). Les travailleurs noirs furent souvent le premier protagoniste de ces mouvements, à l'avant-poste: hôpitaux, travailleurs sanitaires, service postal; ils s'avèrent toujours très présents dans les grandes grèves du moment, jamais un secteur récalcitrant. La disponibilité à l'action se

révélaient sans conteste plus grande de leur côté, mais ce fut l'ensemble du mouvement ouvrier comme mouvement social qui manifesta alors une volonté plus marquée de combat. On peut ainsi déceler aux États-Unis, entre 1967 et 1974, l'expression, dans des formes particulières et de manière certainement moins aboutie et unifiée qu'en d'autres pays, des caractéristiques qu'a retenues van Linden comme indicateurs des trois périodes de révolte ouvrière depuis le XIX^e siècle.

En ce sens, les États-Unis participent aussi de cette période des « années 1960 » considérée à l'échelle du monde industrialisé comme une période de montée ouvrière, surtout quand on tient compte de la dimension prolétarienne des luttes pour les droits civils, qui ne se réduisaient cependant pas au domaine des rapports employés-employeurs. Mais nulle part ailleurs non plus le mouvement de classe ne se réduisit à ce domaine. Néanmoins, chaque période de montée ouvrière agit, notamment mais nécessairement, sur les conditions du rapport direct, plus ou moins intensément conflictuel, entre les deux grandes classes socioéconomiques qu'il réunit. Voilà la raison pour laquelle nous nous sommes arrêtés à étudier ses caractéristiques propres à cet égard aux États-Unis. Entre 1967 et 1974, elles montrent bien que le « contentement » dans le mouvement ouvrier n'est pas le trait dominant ou n'est plus le seul trait marquant. À ce moment, il est d'abord porté par les appareils dirigeants les plus solidement pro-Meany, arc-boutés à leurs façons de faire habituelles et à leur conservatisme – dont les syndicats de la construction fournissent encore de frappants exemples. Et, parmi les syndiqués, le contentement trouverait ses bases, probablement, dans les mêmes syndicats, encore qu'il soit aussi présent ailleurs dans la centrale, évidemment. En sens inverse, ainsi que le fait remarquer Brecher, les syndiqués de la construction, qui avaient si bruyamment appuyé « la politique vietnamienne de Nixon », manifestèrent contre lui en 1971 leur opposition à ses directives quant aux salaires dans leur secteur d'activité¹⁸⁵.

Entre 1967 et 1974, pouvons-nous constater, il y a des pressions au débordement par la gauche des dirigeants syndicaux, accompagnées d'expressions de mécontentement à leur endroit. Ce phénomène de débordement témoigne aussi de ce qu'en plusieurs occasions, et sous diverses formes, ce sont des piliers mêmes du système établi de relations industrielles qui peinent à contenir les demandes syndicales trouvant leurs origines à la base des organisations : que ce soit, par exemple, le nombre de griefs ou les actions et mouvements de grève légaux, illégaux, sauvages. Le climat ambiant de dissidence politique attise bien sûr ces développements au sein du syndicalisme, au niveau de la centrale et des grands syndicats. En politique, il était obligé que la guerre du Vietnam, devenue en elle-même une crise permanente pour la présidence,

soit aussi objet de discorde interne à l'AFL-CIO, une première depuis l'exclusion des syndicats dirigés par des communistes ou de proches alliés. Il serait vain de tenter une analyse qui établirait des liens directs entre les acteurs de ces grèves, notamment, et l'opposition dans l'AFL-CIO qui apparut contre l'orientation de Meany et de la majorité des hauts dirigeants en politique internationale. Mais la dissidence interne, en quelque sorte, devint elle-même une composante de cette dynamique de débordement par la gauche de la direction syndicale.

5. L'OPPOSITION À LA GUERRE AU VIETNAM DANS L'AFL-CIO

Ce fut d'abord du milieu étudiant que le rejet de l'engagement militaire au Vietnam surgit puis qu'il se constitua en mouvement, nourri de l'intervention de militants de la New Left. Ce n'était pas du mouvement ouvrier organisé, dont toute la direction, Walter Reuther et les UAW compris, vota d'abord à l'unanimité les positions ouvertement va-t-en-guerre de George Meany dans l'AFL-CIO. Il est juste de noter, avec d'autres auteurs, que la grande presse en déduisit, majoritairement et systématiquement, que la classe ouvrière (de préférence manuelle) partageait ces points de vue belliqueux, patriotards et fermés à la discussion. Meany n'aurait pu, par ailleurs, tenir les positions qui étaient les siennes sans s'appuyer sur des dispositions positives majoritaires dans la centrale à l'endroit de l'État américain et de son rôle dans l'arène internationale. Et la violence des manifestations pro-guerre des ouvriers du bâtiment, auxquels se joignirent souvent des syndiqués des débarcadères de l'est du pays et d'autres secteurs, durant lesquelles on ne se gênait pas pour attaquer des badauds et s'en prendre durement à ceux qui criaient leur désapprobation, semblait confirmer l'image du syndiqué peu sophistiqué politiquement et arriéré.

Le chômage des cols bleus étant passé de 5,7% en 1963 à 3,6% en 1968, la forte activité économique liée à l'effort de guerre dans les secteurs syndiqués traditionnels (acier, construction, aéronautique, automobile), jointe aux percées chez les employés publics, faisait bondir le nombre des travailleurs syndiqués qui passa de quelque 18,2 millions en 1965 à 21,8 millions en 1973¹⁸⁶. Tout cela confortait l'idée que le bien-être de la classe ouvrière et de son organisation reposait effectivement sur l'engagement au Vietnam. Et l'on a vu que des dirigeants syndicaux se faisaient explicitement les porte-voix de cette idée. Les manifestations des ouvriers du bâtiment auraient donc procédé à la fois de la pensée et des intérêts de la classe ouvrière, partie prenante de cette alliance sociopolitique responsable de l'expédition militaire et qui en profitait. Nous avons traité antérieurement de ces analyses des sciences sociales qui

avaient vu la classe ouvrière comme base d'appui politique principale au maccarthysme : son caractère « autoritaire » et l'absence de sensibilité à la liberté de parole et d'opinion l'y avaient conduite, semblait-il, *naturellement*. Pourtant, durant la première moitié des années 1950, quand de véritables études, sérieuses, avaient été produites, on s'était rendu compte qu'il s'agissait là de vues erronées, que rien n'appuyait. À l'époque de la guerre du Vietnam, le même point de vue a vite surgi, étayé de l'argumentation rappelée ci-dessus.

i. UNE CLASSE OUVRIÈRE PRO-GUERRE ?

Mais à nouveau, au bout d'un temps, une analyse mieux fondée est venue contredire cette interprétation, en ce qui avait trait aux attitudes plus ou moins « libérales » sur les grandes questions du moment, et notamment sur le Vietnam. Ainsi, Richard Hamilton montra, dans *Class and Politics in the United States*, que les ouvriers non spécialisés constituaient le groupe professionnel appuyant le plus fortement l'orientation disant que le gouvernement doit intervenir afin de garantir que les Noirs soient traités en toute justice dans l'emploi (à 49 %), qu'ils aient accès à tous les restaurants et à tous les hôtels (à 67 %) et que les enfants noirs et blancs fréquentent les mêmes écoles (à 55 %). À la question sur le droit des citoyens afro-américains de vivre partout où ils en ont les moyens, ils répondaient positivement à 82 % – un résultat identique à celui de la classe moyenne supérieure. C'est globalement le même groupe de salariés qui se prononçait le plus positivement en faveur des mesures d'assurance maladie, de l'aide aux écoles publiques et des politiques de soutien socioéconomique. D'autres études ont donné cependant des résultats quelque peu différents, montrant par exemple que « les Blancs cols bleus de la classe [dite] moyenne inférieure » quant à leurs revenus ne s'avéraient de fait pas vraiment différents des autres secteurs de la population, peut-être « un peu plus conservateurs » face aux orientations sociales du type *new deal*. Graham Wilson, qui s'arrête précisément à ces données, émet l'hypothèse que la conclusion qui les sépare procède fort probablement de ce que le premier groupe de statistiques s'applique uniquement au nord du pays, alors que le deuxième inclut les États du Sud, ce qui nous paraît raisonnable¹⁸⁷. Il apparaît, par ailleurs, que depuis 1964 chacune des grandes études et chacun des sondages Gallup, notamment, illustre que « l'appui le plus grand à une escalade de la guerre [au Vietnam] venait de ceux dont les revenus annuels dépassaient 10 000 \$, alors que le niveau d'appui le plus grand en faveur d'un retrait complet des troupes américaines [...] se trouvait du côté de ceux qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires et dont les revenus s'établissaient à moins de 5 000 \$. Ces résultats « furent confirmés par des études locales à Detroit en 1966, à Lincoln et

Cambridge en 1968, à Dearborn au Michigan en 1968, à San Francisco et à Madison, au Wisconsin en 1967-1968¹⁸⁸ ».

Or, l'intérêt de ces données repose non seulement sur leur signification propre quant aux attitudes et aux positions de divers secteurs de la population, mais aussi sur le constat qu'elles précèdent la situation d'approfondissement de toutes les oppositions à la guerre du Vietnam qu'allait ouvrir la décision du président Nixon à la fin d'avril 1970 d'envahir le Cambodge et de reprendre les bombardements sur le Nord-Vietnam. L'engagement militaire en Asie du Sud-Est ne s'amenuisait donc pas, il s'élargissait au contraire et conduisait à l'invasion comme telle d'un pays qui avait jusque-là échappé (plus ou moins) aux hostilités. Les manifestations anti-guerre reprirent sur-le-champ ; au bout de quelques jours, la Garde nationale tira sur des protestataires étudiants à l'Université Kent State en Ohio, en tuant quatre et en blessant dix autres, et peu après la police d'État du Mississippi abattait deux étudiants noirs de l'Université Jackson State. Une grève quasi générale des maisons d'enseignement, universités, collèges et écoles secondaires, balaya alors le pays. Les dénonciations les plus virulentes surgirent de tous les milieux¹⁸⁹.

À ce moment, l'inflation avait rattrapé les hausses que les revenus des travailleurs salariés avaient connues et de premiers grippages se manifestaient dans la vie économique. L'image de l'ouvrier syndiqué pro-guerre restait dominante, malgré les éléments que nous avons rappelés. La grave crise politique qui ébranlait tout le pays secouait, par ailleurs, chacune de ses institutions, dont le syndicalisme. Des divisions dans l'appareil de direction de l'AFL-CIO apparurent publiquement ; à un journaliste qui lui demandait « s'il était vrai que les [syndiqués] appuyaient la guerre parce qu'elle leur garantissait de gros salaires », Gus Scholle, président de la fédération de l'AFL-CIO du Michigan, répondit :

D'abord, il y a maintenant plus de cinq millions de chômeurs dans le pays. La guerre ne leur apporte certainement pas la prospérité. Ensuite, l'inflation actuelle gruge nos salaires et monte beaucoup plus vite qu'eux. Troisièmement, de quelles familles viennent les garçons qui meurent et sont blessés [au Vietnam et au Cambodge] ? Ce sont les garçons des ouvriers. Quatrièmement, qui paie le plus de taxes ? Non, les ouvriers ne sont pas pour la guerre, et n'ont jamais été en faveur de la guerre¹⁹⁰.

Ce ne fut pas de la classe travailleuse que naquit le grand mouvement d'opposition à la guerre, et encore moins de ses institutions. Mais la classe ouvrière ne fut pas le suppôt de l'expédition militaire américaine en Indochine non plus, selon les instruments de mesure des attitudes et de l'opinion habituellement utilisés par l'analyse politique. Ce qui est d'autant remarquable que l'ensemble des directions ouvrières, par exemple Meany et Reuther de la même

manière au congrès de l'AFL-CIO en 1965, se situèrent durant de longues années du côté des entreprises militaires du gouvernement. Personne ne donnait voix et forme aux attitudes en quelque sorte *spontanées* des populations ouvrières. Malgré tout, l'image que dessinent alors la grande presse et une partie des sciences sociales de cette classe ouvrière, en particulier de ses sections manuelles et syndiquées, en fait une base de soutien massif, et volontiers brutale, à la guerre. Obligatoirement, on est amenés à considérer que cette image sans nuance relève davantage du préjugé que de l'analyse, un préjugé d'ailleurs teinté de mépris.

ii. LA DISSIDENCE INTERNE À L'AFL-CIO ; LE DIFFÉREND REUTHER-MEANY

En tout état de cause, ces attitudes tièdes et à l'occasion revêches, à l'endroit de la guerre au Vietnam, même si elles n'étaient pas unanimes, ont pu faciliter l'expression des premiers signes de dissidence dans l'AFL-CIO à l'égard de l'orientation officielle de la centrale. Cette dissidence dans la centrale grandit avec la crise politique toujours plus grave que la guerre occasionnait. Mais elle en vint à s'élargir néanmoins très significativement et l'on ne doit pas en minimiser l'importance. La position du syndicalisme en politique étrangère depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale était toute de « guerre froide », sans fausse pudeur alignée du côté de son gouvernement et des agences de l'État comme des forces armées, et il avait convenu de tenir un rôle d'appoint direct dans le dispositif international de la puissance américaine. On connaît par ailleurs le sens de ce positionnement dans la définition du rapport politique du syndicalisme à l'État, caractéristique lourde et incontournable. L'expression de quelque différence à cet égard est absente depuis l'exclusion des syndicats à direction communiste, et non tolérée. Voilà la toile de fond sur laquelle le développement des oppositions internes à la centrale quant à sa politique vietnamienne prend son sens véritable ; c'est le fait même de cette division qui devient important, parce qu'elle porte sur un aspect déterminant de la place de l'AFL-CIO dans le système politique. Allant en s'élargissant, elle devient signe et facteur de l'agitation d'ensemble qui ébranle le pays et le déstabilise. En ce sens, nous allons maintenant donner quelques indications de cette dissidence pour juger de son importance.

La première manifestation contre l'engagement au Vietnam fut convoquée par le SDS le 17 avril 1965 ; son succès dépassa ce qui avait été prévu, et l'on suppose qu'il y eut des syndiqués parmi les marcheurs. Il s'agit de la manifestation au terme de laquelle des porte-paroles du SDS s'en prirent au mouvement ouvrier comme à un complice des politiques gouvernementales, qui y

trouverait son compte. Quelque temps auparavant, et surtout durant les mois qui suivirent la manifestation du SDS, des syndicalistes de la région de New York firent connaître leurs préférences pour une « paix négociée » au Vietnam contre l'extension du théâtre des opérations. Pour une bonne part, il s'agissait de syndicalistes qui avaient été ou étaient toujours associés à ce que la New Left appelait « la vieille gauche », essentiellement le parti communiste. Au mois de mai 1965, à l'occasion de la cinquième édition du congrès annuel du Negro American Labor Council, A. Philip Randolph pilota et fit accepter une résolution demandant notamment la fin des hostilités et des négociations de paix pour résoudre le conflit vietnamien. Harold Gibbons, le chef de la région de St. Louis des Teamsters, un ex-socialiste, émit également des critiques de la politique étrangère américaine dans le numéro de mai du journal régional de son syndicat. Mais aucune de ces initiatives n'eut véritablement d'écho à ce moment. Et le congrès de l'AFL-CIO, tenu au mois de décembre de la même année, adopta à l'unanimité ses positions d'appui inconditionnel à l'expédition militaire au Vietnam¹⁹¹.

C'est avec la formation d'une division syndicale (*trade union division*) spéciale de l'organisation SANE¹⁹² que les syndicalistes opposés à la politique menée au Vietnam se coalisèrent pour la première fois avec succès, au début de 1966. Au printemps de la même année, ladite « division » était en mesure de réunir « 173 responsables syndicaux en provenance de trente syndicats de la région métropolitaine de New York » ; l'influence de la « vieille gauche » semblait toujours prédominante. Mais, au fil de l'année, cette division syndicale de SANE élargit ses rangs, réussissant à inclure dorénavant Emil Mazey, de la direction des UAW, et Frank Rosenblum, des travailleurs du vêtement ; des sections de l'organisation étaient aussi apparues dans le Midwest, à Los Angeles et à San Francisco. « En novembre 1967, la division syndicale de SANE se métamorphosait [...] en une Labor Leadership Assembly for Peace », qui rassembla alors plus de 500 responsables syndicaux, « venant de cinquante syndicats internationaux et de trente-huit États¹⁹³ ». L'immense majorité de ces syndicalistes provenaient de sections locales et régionales, « mais seulement 45 d'entre eux étaient de hauts responsables ou des permanents de syndicats internationaux¹⁹⁴ ». Néanmoins, la formation même de cette Labor Assembly témoignait de ce que l'opposition politique à Meany grandissait.

Pourtant, les suites immédiates ne furent pas à la hauteur de ce qu'on avait espéré ; peu de nouveaux appuis se déclarèrent dans les rangs syndicaux. Selon Philip S. Foner, les causes de cette situation sont de nature politique : premièrement, alors que les syndicalistes dissidents s'entendaient sur le mot d'ordre *Negotiations Now!* (Des négociations maintenant !) et la cessation des bombardements sur le Nord-Vietnam, le mouvement anti-guerre des jeunes et

de la New Left partageait généralement des points de vue plus radicaux, allant jusqu'au retrait unilatéral des troupes américaines. Les leaders syndicaux qui s'étaient prononcés contre l'engagement militaire n'étaient, comme groupe, pas encore convaincus de ce type de position ; ils avaient alors du mal à collaborer avec le mouvement anti-guerre, toutes choses qui favorisaient en conséquence une certaine confusion dans l'action, paraît donc suggérer Foner ; surtout, poursuit-il, et c'est la deuxième cause qu'il avance, ces leaders étaient pour la plupart toujours liés au Parti démocrate, alors que l'on entrait dans une année d'élections présidentielles, les élections de 1968.

Leur parti allait devoir assumer sa propre politique vietnamienne, celle de Lyndon B. Johnson, ce qu'il fit d'ailleurs lors de sa convention de Chicago plus tard dans l'année. Le mouvement anti-guerre considérait, on le sait, que cette guerre était une « affaire libérale », c'est-à-dire de la coalition libérale et du Parti démocrate. En 1964, le SDS avait lancé le mot d'ordre *Part of my Way with L.B.J.*, en se fondant sur la promesse de Johnson de n'engager aucun soldat américain au Vietnam. On se sentait donc trahis explicitement, et la dénonciation des démocrates, la rupture avec eux, allait en quelque sorte de soi. Les syndicalistes ne pouvaient que très difficilement se retrouver sur ce terrain. Durant l'année 1968, il n'y eut pratiquement pas de rencontre, non plus que de collaboration entre les syndicalistes et les organisations étudiantes¹⁹⁵. Ces deux types de difficultés politiques se trouvèrent donc, l'analyse de Foner nous paraît juste, à paralyser d'une certaine manière l'intervention des syndicalistes opposés à la guerre.

Pourtant, la plateforme du Negotiate Now! n'était pas inintéressante ; elle comportait, outre la cessation des bombardements sur le Nord, « l'appel à un cessez-le-feu, la tenue d'élections libres dans le Sud, auxquelles le Vietcong pourrait participer, une réforme radicale de la propriété de la terre et de vastes programmes de reconstruction » du Sud¹⁹⁶. Et l'opposition interne à la centrale avait montré sa capacité de rassembler des personnalités autour d'elle, comme la réunion du Labor Leadership Assembly à l'automne le prouvait ; on y avait ainsi accueilli, comme conférenciers, Norman Thomas, l'un des dirigeants historiques du Socialist Party, Martin Luther King Jr., John K. Galbraith, Victor Reuther, etc. Au congrès de l'AFL-CIO tenu en décembre 1967, qui reçut la visite du président Johnson lui-même, Meany attaqua la Labor Assembly en disant que sa conférence de l'automne « avait été planifiée à Hanoï par un comité spécial qui s'y était rendu et que sa déclaration critiquant la politique vietnamienne des États-Unis avait été publiée deux semaines auparavant dans le *Sunday Worker*, un journal communiste ». Quand le congrès vota sur l'orientation officielle de la centrale, une douzaine de délégués seulement sur quelque 1200, selon le *New York Times*, signifèrent leur désaccord¹⁹⁷... La

pression de la direction centrale était toujours très forte. Le ridicule de la remarque de Meany au sujet d'un complot de la Labor Assembly et de Hanoi fit néanmoins la preuve, croyons-nous, d'un certain désarroi chez lui, inhabituel.

Cela dit, comme dans toute conjoncture de crise, les événements marquants se multipliaient; ils secouaient l'ordre sociopolitique en plusieurs dimensions et forçaient en quelque sorte des évolutions. La plupart des courants et des groupes libéraux, y compris dans le Parti démocrate, s'appuyaient maintenant à la politique vietnamienne du président Johnson. La grande offensive du Têt, menée par les forces du Vietcong et de l'armée nord-vietnamienne, lancée dans la nuit du 30 au 31 janvier 1968 et qui fut en mesure de se déployer sur l'ensemble du territoire sud-vietnamien, fut précisément l'un de ces événements marquants. Bien que cette vaste offensive, qui atteignit jusqu'à la capitale Saïgon et s'en prit directement aux installations militaires américaines, n'obtint pas le succès escompté par les forces unies du Vietcong et du Nord, la capacité même de la conduire ébranla profondément l'opinion américaine. Car, en surévaluant systématiquement les succès de l'expédition militaire, « Johnson avait de lui-même préparé le ressac qui suivit [...]. Sa popularité s'effondra. » L'opinion fut également impressionnée par la formation de l'organisation Vietnam Veterans against War (les « anciens combattants contre la guerre »), une organisation qui se trouvait à « symboli[ser] une dissidence » émanant du rang, c'est-à-dire de simples citoyens de base qui avaient été conscrits¹⁹⁸. Personne ne pouvait les accuser d'être les porte-voix d'un des grands intérêts dans la société. Dès les premiers mois de 1968, il devint clair que l'AFL-CIO constituait la seule organisation d'importance à soutenir Johnson, le « soldat le plus puissant qui restait alors avec Johnson dans les tranchées, selon Joseph Califano, assistant spécial [du président] pour les affaires intérieures¹⁹⁹ ».

« La politique de Meany, écrit à ce moment le professeur B.J. Widick, est celle de Johnson »; les « hiérarques vieillissants de l'AFL-CIO » se caractérisent par leur « indifférence envers les mouvements sociaux et [le besoin de] changement. Le président Johnson fut applaudi 81 fois durant le discours qu'il prononça [au congrès de] l'ILGWU en avril [1968] », des acclamations enthousiastes pour des politiques que rejetaient maintenant « la plupart des Américains ». Selon George Meany et la haute direction de la centrale, « le mouvement syndical américain vit aujourd'hui le meilleur moment de son histoire », le moment de sa plus grande santé. En réponse, manifestement, aux critiques de Walter Reuther, Meany déclara : « Nous avons dans nos rangs quelques grandes gueules qui disent que nous ne sommes pas en très bonne position, que

l'AFL-CIO [...] n'a pas fait montre d'une faculté adéquate de conscience sociale – quelle que puisse être la signification de ce charabia²⁰⁰. »

Car, un mois auparavant, Reuther avait lancé les critiques les plus acerbes qu'il se soit, à notre avis, permises envers la direction Meany et ce qu'elle avait fait de l'AFL-CIO. « Si le syndicalisme ne se présente pas comme une force dynamique mettant en cause le statu quo quand il est inacceptable, déclara-t-il, quand le statu quo nie à des millions d'Américains le niveau de justice auquel ils ont droit, alors le syndicalisme n'est rien de plus qu'une excroissance du monde des affaires [*business community*]. Voilà exactement ce que devient le mouvement syndical [aux États-Unis] – une excroissance du monde des affaires. Je crois, et je le crois très sincèrement, que l'AFL-CIO est historiquement dépassée. Elle a fort peu à voir avec l'Amérique d'aujourd'hui²⁰¹. » La critique s'avérait extrêmement sévère, et elle venait d'un des dirigeants syndicaux les plus connus et les plus respectés du pays, ex-président du CIO, qui avait conduit, avec Meany, les négociations de fusion entre le syndicalisme de métier et le syndicalisme industriel. Et elle survenait alors que Reuther, depuis toujours associé au bloc libéral dans le Parti démocrate, généralement convaincu du bien-fondé aussi de la politique étrangère de son gouvernement, prenait par petits pas ses distances de l'orientation de guerre au Vietnam. Il en était venu à considérer la position de l'AFL-CIO à cet égard « excitée, hystérique et chauvine ». Mais il ne rallia pratiquement personne du conseil exécutif de la centrale, sûrement parce que l'orientation de Meany, à l'intérieur et à l'extérieur, correspondait davantage « à l'inertie et à la complaisance qui caractérisaient pour une grande part le comportement de la bureaucratie syndicale²⁰² ». Au mois de juin 1968, Reuther rejoignait les rangs de la « campagne *Negotiate Now!* », dont il devenait coprésident national²⁰³.

La concomitance de ces deux éléments chez Walter Reuther, une accentuation incontestable de sa critique de la pensée majoritaire à la tête de l'AFL-CIO et un premier véritable éloignement de l'engagement militaire au Vietnam, était révélatrice des pressions qui s'exerçaient sur la centrale, malgré la volonté farouche de son appareil dirigeant de leur résister. Plus perspicace et plus intelligent socialement, Reuther s'avérait en conséquence plus sensible à ces pressions et prêt à en tenir compte. La différence de son positionnement idéologique et stratégique avec Meany n'était pas nouvelle, à l'exception (partielle) de leurs points de vue sur les rapports entre les États-Unis et l'ordre mondial et sur les rapports entre le mouvement ouvrier américain et celui des autres pays : Meany voyait la scène mondiale sous l'angle exclusif des rapports de force entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, alors que Reuther cherchait davantage la collaboration dorénavant et acceptait l'éventualité d'un travail en commun avec les mouvements ouvriers d'autres obédiences – telle la

social-démocratie d'Europe du Nord, dont il était devenu un allié. Au sujet de la guerre du Vietnam, il partageait maintenant une position nettement moins va-t-en-guerre que celle de Meany. Mais il y avait de nombreuses années que Reuther voulait une AFL-CIO plus militante sur le plan social, beaucoup plus active aussi dans l'effort d'élargissement des rangs syndicaux. Sur l'un et l'autre aspect, sous le poids des crises que vivait la société américaine, sa pensée s'éloignait donc plus de la pensée de Meany ; surtout, il craignait l'isolement dans lequel la bureaucratie dirigeante majoritaire tenait le syndicalisme en regard des forces progressistes et de renouveau social qui agitaient le pays. Il prenait manifestement conscience que cet isolement diminuait le poids du mouvement ouvrier dans la société et contribuait à l'écarter des pulsions principales au changement.

Reuther démissionna de l'exécutif de la centrale en février 1967, puis mit en avant un programme de réformes exigeant que l'AFL-CIO s'investisse davantage dans l'action sociale, dans la solidarité avec les travailleurs en lutte et qu'elle œuvre plus souvent en coalition avec des mouvements sociaux de base, notamment. Il ne réclama pas de changement dans l'orientation en politique extérieure, mais tout le monde savait qu'il ne partageait plus les points de vue de Meany, points de vue qu'il jugeait mesquins et même dangereux. Au mois de novembre suivant, peu avant l'ouverture du congrès de la centrale, les UAW firent savoir qu'ils ne pourraient participer (du fait, supposément, de négociations difficiles avec GM), mais Reuther demanda par la suite une réunion spéciale de la centrale pour que l'on puisse débattre de ses critiques ; Meany obtint, mais à la condition que les UAW acceptent d'être liés par les décisions auxquelles on en arriverait majoritairement, ce que ceux-ci refusèrent ; ils cessèrent alors de verser leurs cotisations à la centrale, et en « furent suspendus [...] en mai 1968. Deux mois plus tard, ils se désaffilièrent officiellement²⁰⁴ ».

La dynamique propre de chacune des grandes composantes de la conjoncture (mouvement noir, mouvement anti-guerre, contestation de la jeunesse, montée ouvrière, mouvement féministe) et leur conjugaison forçaient donc des changements et des décantations, sur plusieurs terrains. Au printemps 1968, Eugene McCarthy, candidat de la paix au Vietnam, avait presque remporté les primaires démocrates du New Hampshire à la présidence (face au président Johnson), une quasi-victoire qui ébranla tout le pays. Elle montrait à la fois la défaveur de Lyndon B. Johnson auprès de l'électorat et le niveau élevé de rejet de l'intervention au Vietnam parmi les secteurs de la population proches des démocrates. Le 16 mars, quelques jours après les primaires du New Hampshire, Robert Kennedy annonçait sa candidature à l'investiture démocrate, sur une plateforme relativement libérale – et il annonçait son intention de mettre fin au bain de sang au Vietnam, sans beaucoup plus de précision cependant, si ce

n'est qu'il ne retenait pas la position d'un retrait unilatéral des troupes américaines. Deux semaines plus tard, le président Johnson rendait publique sa décision de ne pas chercher ni accepter l'investiture de son parti aux présidentielles de l'automne suivant et il annonçait qu'il suspendait les bombardements sur la majeure partie du Nord-Vietnam²⁰⁵. On aura noté que ces péripéties servaient alors de toile de fond au conflit entre Reuther et Meany qui connaissait son aboutissement (maintenant) obligé. Qui plus est, Martin Luther King Jr. fut assassiné au début d'avril 1968, et Robert Kennedy allait succomber le 6 juin suivant à l'attentat perpétré contre lui à la soirée de réjouissance suivant sa victoire aux primaires de Californie.

Il est souvent expliqué que la haute direction de l'AFL-CIO, et Meany au premier chef, fut atterrée à l'annonce de la décision de Johnson de ne pas solliciter un nouveau mandat. McCarthy ne pouvait susciter son intérêt, cependant qu'elle considérait Kennedy trop proche du mouvement des jeunes et de l'opposition à la guerre. La centrale prit donc sur elle de favoriser la candidature du vice-président Hubert Humphrey, que Meany personnellement s'engagea à convaincre de concourir. Toute la carrière de Hubert Humphrey avait été modelée dans le cadre de la vieille alliance *labor – liberal*, dont l'AFL-CIO restait pratiquement le seul représentant, associé dans le parti au « leadership démocrate traditionnel ». Dès que Humphrey fit part de son intention de briguer effectivement l'investiture, « Meany mit à sa disposition l'appareil politique de l'AFL-CIO ». Bien qu'il était depuis longtemps proche de Humphrey, Walter Reuther ne se prononça pas officiellement durant la campagne à la nomination ; divers courants des UAW, notamment des dirigeants régionaux, firent campagne avec Kennedy. Après le décès de celui-ci, cependant, il devint évident que Humphrey serait le candidat désigné ; comme vice-président sortant, Hubert Humphrey devait faire montre de sa solidarité avec les politiques de l'Administration Johnson, dont il avait été, de toute façon, partie prenante. Reuther le joignit pour qu'ensemble ils puissent élaborer une formule de compromis sur le Vietnam, qui donnerait une orientation axée davantage sur la négociation ; mais Johnson refusa tout compromis, position à laquelle dut se conformer à ce moment Humphrey. La majorité au congrès du parti décida, après débats, de signifier son accord avec la politique vietnamienne du président Johnson, ce qui laissa alors peu d'espace politique à la contestation et à la critique. George Meany se sentit évidemment comblé²⁰⁶.

Nous reviendrons plus loin sur certaines caractéristiques de la campagne à la présidence qu'allèrent mener alors avec (et pour) Humphrey le COPE et la centrale. À ce stade et pour notre propos, l'importance de ce moment politique relève du fait que les interventions contre la guerre en provenance du mouvement syndical vont ouvertement acquérir la signification d'une rupture avec

l'orientation de l'appareil politique central de l'AFL-CIO, et d'un défi à son autorité. La crise que traverse alors le pays pousse à la dislocation de consensus politiques jusque-là fermement établis, à la fissure, un développement qui s'élèvera bientôt d'un cran avec une nouvelle initiative de Reuther. Cette initiative n'aura pas de lendemains heureux, mais, sur le coup, elle permet l'expression publique d'une rupture syndicale marquée avec la politique suivie au Vietnam. À la suite de rencontres préliminaires tenues au printemps 1968, les UAW et les Teamsters annonçaient en effet en juin leur projet de former un partenariat, qu'ils appelleront Alliance for Labor Action (ALA, « alliance pour l'action syndicale »), entre eux et avec la participation de tous les secteurs du mouvement syndical qui seraient intéressés ; on mettait en avant la nécessité d'énergiser le syndicalisme et de l'amener à souscrire à un programme social nettement plus engageant que celui de la direction Meany²⁰⁷. Si le projet initial de Reuther n'était pas de lancer une nouvelle centrale, rivale de l'AFL-CIO, l'idée semble lui en être venue durant les mois qui suivirent. En tout état de cause, Meany attaqua l'ALA comme procédant d'un tel dessein, pour lequel n'existait aucune justification. Reuther affaiblissait le mouvement ouvrier « uniquement » parce qu'il voulait diriger quelque chose²⁰⁸...

Lors du congrès de fondation de l'Alliance for Labor Action, en mai 1969, on adopta effectivement un programme tel que le concevait Reuther. Sur le sujet du Vietnam, l'opposition à la politique américaine fut stridente parmi les cinq cents délégués. Or, les UAW et les Teamsters constituaient tout de même les deux principaux syndicats du pays et le congrès de fondation de l'ALA réunissait leurs instances dirigeantes. Cette fois, le rejet de la politique vietnamienne du gouvernement franchissait le seuil de dirigeants syndicaux de premier niveau, quittait ou dépassait celui des échelons inférieur et moyen. Frank Fitzsimmons, président des Teamsters, déclara ainsi : « [C]ette guerre, fléau et plaie béante dont sont responsables autant l'Administration républicaine que l'Administration démocrate [le républicain Nixon avait à ce moment gagné la présidence] doit être stoppée, et rapidement. Sinon, elle va en venir à déchirer notre société à un point tel qu'il sera alors difficile d'envisager comment en recoller les morceaux de manière satisfaisante. » Il poursuivit même en mettant l'accent sur la nécessité et la possibilité de s'ouvrir à « un dialogue constructif » et franc avec la jeunesse, en abandonnant les positions de refus de ses revendications à l'université et la dénonciation de ses manifestations de rue²⁰⁹.

Ce dernier élément était aussi à prendre en considération, parce que la fermeture d'esprit à l'endroit des jeunes, de la mise en cause du conformisme culturel et de la contestation des rapports politiques dominants s'inscrivait dans le ralliement de la bureaucratie au système de gouvernement du pays. Le

chroniqueur syndical du *New York Times*, A.H. Raskin, soulignait d'ailleurs à l'époque: «L'âge moyen des membres du conseil exécutif de l'AFL-CIO approche 65 ans», cependant que Meany «a déjà dépassé les 70 ans», caractéristiques générationnelles desquelles, notamment, il faisait découler leur conservatisme²¹⁰. L'ALA entendait au contraire se rapprocher des jeunes et du mouvement anti-guerre. D'ailleurs, la «déclaration d'intentions adoptée à l'unanimité» lors de ce lancement officiel de l'ALA demandait «la fin immédiate de la guerre au Vietnam et annonçait son intention d'œuvrer avec toutes les forces favorables à la paix pour atteindre cet objectif». Qui plus est, on entendait «élaborer des politiques et mettre en forme des programmes [d'action] qui permettront au mouvement ouvrier américain de regagner la confiance des courants libéraux intellectuels et du monde universitaire et collégial, comme de la jeunesse [...] afin de construire et de renforcer une nouvelle alliance des forces progressistes²¹¹».

Les UAW et les Teamsters avaient été rejoints dans l'ALA par le syndicat des Oil and Chemical Workers («travailleurs du pétrole et de la chimie»), mais personne d'autre ni aucun autre syndicat ne franchit le pas. Pour les auteurs qui ont traité de cet épisode de l'ALA, ce nouveau partenariat relevait d'une alliance contre-nature: d'un côté, les UAW de Reuther, le syndicat industriel ayant conservé des liens avec le militantisme de ses origines, plus que tous les autres syndicats apparus durant la décennie 1930-1940, à la gouverne exempte de toute familiarité avec le monde interlope et dont les orientations sociopolitiques le situaient généralement à la gauche de l'AFL-CIO; de l'autre côté, le syndicat des camionneurs, dans plusieurs de ses divisions corrompu et aux liens avérés avec la mafia, imprévisible politiquement et ouvert à la négociation d'ententes avec les républicains, un syndicat qui avait été chassé de l'AFL-CIO. D'ailleurs, pour garantir son pouvoir, Fitzsimmons obtempéra aux demandes des barons régionaux du syndicat, un lieu majeur de corruption; il négocia son appui à Richard Nixon aux présidentielles de 1972 en échange de la remise en liberté de Hoffa²¹². Il fut impossible de convaincre dans ces conditions les dirigeants intermédiaires du syndicat des camionneurs de s'engager véritablement dans la poursuite des objectifs annoncés lors de la création de l'ALA, et le rapprochement des républicains acheva de le discréditer aux yeux des UAW. Dès le milieu de l'année 1971, l'ALA cessa pratiquement ses activités, et elle disparut formellement au début de 1972²¹³.

Mais, avec cette ALA, des dirigeants importants des syndicats se joignaient à la campagne contre la guerre. Déjà, en juin 1969, Reuther avait fait un pas de plus, en appelant au retrait unilatéral des États-Unis du Vietnam. Au mois d'octobre suivant, il se joignait avec l'ALA à une grande journée de manifestations partout dans le pays, demandant «un moratoire pour mettre fin à la

guerre» (Moratorium Day to End the War in Vietnam); son nom parut alors dans les grands journaux avec ceux, notamment, de Fitzsimmons, Cesar Chavez, Paul Schrade, dirigeant de la région ouest des UAW²¹⁴, Marshall Shafer, des Chemical Workers, etc., en un appel à la participation la plus large possible. D'autres appels furent lancés, de syndicalistes membres de l'AFL-CIO en particulier, et de grandes initiatives furent prises localement par des instances officielles de la centrale. La journée du moratoire rassembla effectivement le 15 octobre 1969 des masses de manifestants, deux millions selon la BBC à travers le territoire; elle reçut l'appui direct du sénateur Edward Kennedy, du maire Lindsay de New York et de beaucoup d'autres personnalités. Au congrès de l'AFL-CIO de 1969, tenu deux semaines auparavant, Meany avait, « pour la première fois », convenu que l'engagement militaire au Vietnam s'avérait « impopulaire »; il avait alors critiqué les opposants à la guerre parce qu'ils nuisaient « à un règlement négocié », en confortant la position « de ceux de l'autre côté de la table qui ne veulent pas négocier ». Eu égard aux positions de la centrale depuis les débuts de l'intervention, toutes axées sur la nécessité d'une victoire militaire, on pouvait noter ici que Meany marquait le coup: l'accent de son propos laissait supposer qu'on visait dorénavant l'ouverture de négociations... Quinze jours après la grande action du moratoire, le 15 novembre cette fois, 500 000 manifestants, dont des milliers de syndicalistes, participaient à une « Moratorium March » dans la ville de Washington²¹⁵.

Cette agitation et même ces divisions politiques internes au syndicalisme allaient alors se radicaliser avec l'invasion du Cambodge et la reprise des bombardements sur le Vietnam du Nord – développement avec lequel nous avons entamé cette sous-section de notre étude. L'AFL-CIO se raidit dans son soutien à l'effort de guerre au Vietnam et les ouvriers du bâtiment manifestèrent leur appui au président; cherchant à intimider l'opposition, celui-ci se félicita publiquement de ces appuis. En face, les rejets deviennent plus nombreux encore du côté des hautes directions de grands syndicats. Dorénavant, l'opposition à l'expédition militaire réunit, notamment au côté des UAW, l'AFSCME, un des syndicats d'employés publics devenant alors massifs, l'Amalgamated Clothing Workers (« travailleurs amalgamés du vêtement »), le vieux syndicat de Hillman à direction traditionnellement socialiste, le syndicat des bouchers, celui des travailleurs de la vente et des entrepôts des grands magasins, le syndicat des travailleurs de salaison, etc. À l'automne 1971, « les sondages Gallup montraient que 61 % de la population voulait un retrait du Vietnam avant la fin de l'année, les ménages syndiqués partageant ce point de vue plus que tous les autres secteurs, à l'exception des minorités raciales²¹⁶ ». Il ne fut plus rare que des syndiqués participent aux manifestations anti-guerre avec les jeunes et sous le patronage de leurs propres organisations.

La dernière prise de position de Walter Reuther rendue publique – il mourut le 9 mai 1970 – fut le contenu d'un télégramme de protestation qu'il adressa au président Nixon le 6 mai pour dénoncer l'invasion du Cambodge et les bombardements sur le Nord-Vietnam : « Étendre la guerre à ce moment-ci hausse [tout simplement] le niveau de faillite de notre politique de force et de violence au Vietnam. [...] Il est de votre responsabilité de nous sortir de l'Asie du Sud-Est, de nous conduire à la paix, à l'intérieur du pays et à l'étranger. » On n'aurait pu imaginer alors chez les leaders attirés du mouvement ouvrier une déclaration plus contraire aux orientations fondamentales de la direction Meany. Et le sentiment de Reuther était dorénavant partagé dans plusieurs syndicats de l'AFL-CIO ; un National Labor Committee to End the War in Indochina (« comité syndical national pour mettre fin à la guerre en Indochine »), par exemple, fut constitué par « des leaders représentant treize [grands] syndicats, comptant plusieurs millions de membres ». L'action des Hard Hats de New York fut condamnée par de nombreuses instances représentatives. Le sénateur J. William Fulbright, qui fut le secrétaire [*chairman*] du Comité des relations extérieures du Sénat de 1959 à 1974, un démocrate opposé à l'engagement au Vietnam, accusa l'AFL-CIO « d'être devenue partie de l'establishment militaire » des États-Unis²¹⁷.

iii. DES COURANTS SYNDICAUX FERMEMENT OPPOSÉS À LA GUERRE

Leonard Woodcock succéda à Walter Reuther à la tête des UAW. À ce moment, l'engagement au Vietnam durait depuis sept années ; la crise politique qu'il avait suscitée était permanente, surtout depuis l'invasion du Cambodge sur ordre de Nixon, un président républicain – ce qui libérait plusieurs secteurs du mouvement ouvrier, par ailleurs, des réticences à se joindre aux actions anti-guerre qui avaient relevé de leurs liens au Parti démocrate. Woodcock poursuivit, et même accentua, l'action maintenant vive et ouverte des UAW contre la guerre. Son syndicat fut au cœur d'un nouveau regroupement ouvrier visant la fin de l'expédition militaire en Asie du Sud-Est, le Labor for Peace (le syndicalisme – ou les syndicats – pour la paix), officiellement mis sur pied lors d'un congrès de fondation tenu les 23 et 24 juin 1972 dans la ville de Saint Louis. Des 985 délégués syndicaux présents, 220 provenaient en effet des UAW ; mais Harold Gibbons, l'un des vice-présidents internationaux du syndicat des camionneurs et directeur de la région « centrale » du syndicat fut aussi parrain, contrevenant alors aux désirs publiquement manifestés par le président Fitzsimmons, dorénavant proche de Nixon, qui désavoua la rencontre. Frank Rosenblum, syndicaliste (de tradition socialiste) de

l'Amalgamated Clothing Workers depuis 1914, profita de ce rassemblement « pour faire son chant du cygne comme leader ouvrier » en apportant son soutien entier au projet d'un Labor for Peace, proclamant que « quelqu'un doit sauver le nom du mouvement ouvrier » – envers les politiques officielles de l'AFL-CIO. Cette assemblée de fondation avait été préparée par plusieurs syndicats depuis le mois de mai précédent ; les délégués réunis en juin représentaient au-delà de quatre millions de membres et ils agissaient avec mandat de leurs syndicats. Voilà qui était original : la nouvelle organisation se donnait comme but de « se construire au sein de la structure officielle servant à la délégation de l'autorité » dans le syndicalisme, une fraction donc avec ses assises collectives. On avait définitivement quitté le terrain des militants du rang se concertant sur une base individuelle²¹⁸.

Se retrouvèrent dans le Labor for Peace, avec les UAW et l'ACW notamment, des syndicats exclus de l'AFL-CIO du temps de la « chasse aux sorcières » et qui avaient pu se maintenir, comme les UE et l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union (ILWU, « syndicat international des débardeurs et magasiniers »), ce qui, en soi, dénotait davantage qu'une simple évolution, une forme de rupture plutôt. Par ailleurs, trois propositions émanant des délégués soulevèrent des débats intéressants, bien que chacune fut rejetée : une proposition visant « à commettre la nouvelle organisation à une grève [générale] d'une journée pour la paix » ; une deuxième visant à ce que l'assemblée engage la nouvelle organisation à appuyer la formation d'un Labor Party, les démocrates et les républicains étant responsables les uns et les autres du borbier vietnamien ; enfin, qu'on assure aux militants pacifistes de base, sans affiliation syndicale, « une niche » leur permettant d'intervenir de plein droit au sein de l'organisation. Seule l'idée d'une grève en faveur de la paix occasionna quelques échanges conflictuels. Mais le rappel de ces propositions permet de souligner que la dynamique du mouvement d'opposition à la guerre aiguïsa la réflexion et suscitait les points de décantation avec les orientations dominantes dans le mouvement ouvrier les plus poussés. L'objectif poursuivi par les syndicats présents consistait à réunir le courant syndical le plus large possible qui réclamerait, selon la déclaration de principes adoptée, « le retrait immédiat d'Indochine de tous les soldats, de toutes les armes, de tous les avions, de tous les chars d'assaut, de tous les bateaux et de chaque dollar américains » ; on tenait donc à écarter les résolutions qui pourraient éloigner plutôt que d'associer, par exemple en demandant l'accord sur des points de plateforme supplémentaires qui risquaient de jouer le rôle d'obstacles (c'est-à-dire l'accord sur l'objectif d'un parti travailliste ou celui d'une grève politique).

L'assemblée reçut, par ailleurs, les salutations et les encouragements de M^{me} Martin Luther King, veuve du héros assassiné de l'égalité des droits civils, du sénateur démocrate Mike Gravel de l'Alaska, qui s'en prit au syndicalisme officiel pour son appui à la guerre, indéfectible depuis les débuts, de même que de M^{me} Michele Merley, épouse d'un aviateur de l'armée alors porté disparu au Vietnam. M^{me} Merley déplora que l'Administration Nixon, plutôt que de réduire le déploiement militaire, l'eût encore intensifié. En mettant fin à leurs travaux, les délégués s'entendirent pour ne pas répéter l'erreur de la Labor Assembly for Peace de la décennie antérieure, qui avait omis « d'assurer le suivi » organisationnel de ses rencontres²¹⁹. En fin de compte, la constitution du Labor for Peace donna lieu à quelques initiatives locales, mais le retrait progressif du Vietnam à compter de 1973 émoussa le sentiment d'urgence qui avait justifié sa formation...

Pour notre étude de l'action politique du mouvement ouvrier, l'attention que nous venons de porter à ses réactions au principe même de l'expédition militaire en Indochine (fondé sur les blocs de la « guerre froide », l'appui inconditionnel au gouvernement de son pays) puis aux péripéties et aux épisodes de la guerre du Vietnam, est justifiée par le poids que l'engagement en politique internationale du syndicalisme américain a pris comme composante de son rapport à l'État. Depuis les années 1950 et la chasse aux communistes, toute dissidence en politique extérieure avait été pratiquement bannie du mouvement syndical, et l'intervention dans le mouvement ouvrier international se faisait largement au compte des orientations définies par le gouvernement, en tout cas en conformité de ces orientations. Or, on se rend compte que des divisions profondes se sont exprimées quant au bien-fondé de l'envoi des troupes et des stratégies déployées au Vietnam, jusqu'à la caractérisation que fit Reuther à la fin de sa vie de cette expédition comme « politique de force et de violence ». En face, George Meany, les syndicats de la construction et une nette majorité des dirigeants maintinrent l'orientation de la guerre froide et se cramponnèrent contre toutes les contestations aux valeurs de leur génération et de leur monde.

Le mouvement ouvrier américain a donc lui-même été touché et finalement ébranlé par la crise politique qu'a produite l'engagement au Vietnam. En tant que telle, la classe ouvrière n'a pas appuyé cet engagement plus que les autres secteurs de la population, et les niveaux de son appui aux menées de la présidence, démocrate et républicaine, ont aussi chuté avec le passage des ans. Selon les études que nous avons rappelées, la classe ouvrière américaine, singulièrement ses composantes dites manuelles, aurait même témoigné d'une désapprobation plus marquée que cela fut le cas des autres classes à cet égard (du moins lorsqu'on exclut les populations des États du vieux Sud). Le

mouvement organisé de classe est traversé alors de tensions internes puissantes parce qu'en tant qu'institution *considérable* et influente de la société il est touché lui-même par les problèmes qui secouent, voire déstabilisent cette société; il se révèle aussi le lieu de tensions et de divisions parce qu'il est un cadre de réflexion et d'action, un *agent* d'intervention conséquent sur la société. L'interaction entre ces deux vecteurs de son existence explique la profondeur de ces divisions et les échelons des hiérarchies organisationnelles qu'elles atteignent, tout cela sur la base d'opinions mitigées au sein de la classe ouvrière quant à l'opportunité de l'expédition militaire, mais aussi d'un appui incontestable à cette expédition de la part de certains secteurs syndiqués.

Sur un terrain explicitement politique, s'il y a une poussée à gauche du mouvement ouvrier américain durant les années 1960, elle s'exprime par la dissidence qui se manifeste alors massivement à l'endroit d'un crédo fondamental, on l'a dit, de l'inscription du syndicalisme dans les rapports établis de pouvoir. Cela dit, personne parmi les hauts dirigeants, ni Reuther ni Meany en 1968 par exemple, n'osa rompre avec le Parti démocrate; en 1972, Meany chercha à faire pression sur le parti en feignant de prendre ses distances. Mais sa fronde n'est pas allée très loin. Nous nous y arrêterons dans le prochain chapitre. Ce qu'il faut souligner à ce stade, c'est qu'en dépit des tensions et des divisions le lien au Parti démocrate se trouva à amoindrir la portée politique de l'action des opposants à l'engagement militaire en Asie du Sud-Est. Malgré cela, leur position sur la guerre mettait en cause, par la gauche, l'une des assises du « compromis d'après-guerre ». Ni au niveau inférieur ni aux échelons moyens, ni au sommet du syndicalisme ne vit-on malgré tout un secteur ou des courants significatifs prôner une quelconque idée de remplacement à ce lien partisan, la proposition d'un Labor Party notamment. Voilà d'ailleurs ce qui constitua une première en période d'agitation contestataire et de crise politique. À sa façon, cette caractéristique témoignait de ce que, tout en étant parties prenantes de cette période des années 1960, la classe ouvrière et le syndicalisme n'apparurent pas à la tête des développements sociopolitiques. Le syndicalisme ne chercha d'ailleurs pas à élaborer une plateforme qui aurait pu véritablement servir d'inspiration et de base de ralliement à des campagnes unifiées.

C'était pourtant le Parti démocrate, sous les présidences de Kennedy et, surtout, de Johnson, qui avait entamé et sans cesse élargi l'effort de guerre au Vietnam, une « affaire libérale » (c'est-à-dire la « responsabilité de la coalition libérale »), avait proclamé la New Left. Au tournant de la décennie 1970-1980, la plupart des groupes et des centres d'opinion libéraux extérieurs au mouvement ouvrier demandaient cependant la fin de l'engagement et le retour des troupes. Une partie des dirigeants syndicaux faisaient de même. Mais ils ne

purent renverser le cours suivi par Meany et la majorité de l'exécutif de l'AFL-CIO. Ce lien au Parti démocrate national relevait, bien sûr, de la signification et du fonctionnement du « cinquième système de partis » ; mais ce système n'engendrait pas à ce moment d'option de rechange à la poursuite des hostilités au Vietnam. Reuther et Meany appuyèrent tous deux Hubert Humphrey dans la course à la présidence en 1968, vice-président de l'Administration Johnson. En tant que parti de gauche dans le cinquième système bipartite, le Parti démocrate allait cependant bientôt se déchirer sous l'effet des multiples pressions que faisaient peser sur lui la force des mouvements revendicatifs populaires et la crise de la guerre au Vietnam. Mais les changements réels n'allaient venir qu'en 1972 ; ils seront la source de la mauvaise humeur de Meany que nous avons mentionnée plus haut.

6. LA SITUATION DE L'AFL-CIO À LA FIN DE LA DÉCENNIE 1960-1970

À ce stade, prenons néanmoins une mesure juste de cette période. Et cette mesure suppose d'*additionner*, en dépit de contradictions entre eux, les effets de multiples éléments, tels : la force politique et sociale incontestable du syndicalisme, en particulier de l'AFL-CIO et du COPE, durant ces années 1960²²⁰, le développement imposant et, sembla-t-il à certaines occasions, irrésistible des grands mouvements sociaux que furent celui de la jeunesse, des Noirs, des organisations anti-guerre, des femmes, puis des gais, tous clairement situés à la gauche du spectre politique, même si ce fut de manières différenciées ; les coups de boutoir et les pulsions propres à la transformation sociale et politique que porta la dynamique de l'émancipation de la population noire, la réverbération de cet esprit de militantisme et de contestation au sein du syndicalisme, qui s'exprima par des arrêts de travail importants et *acharnés*, comme dans l'industrie de l'automobile et des produits électriques, mais aussi par des mouvements et des actions de base nombreux et spontanés, singulièrement les rejets d'ententes négociées par les dirigeants et des grèves sauvages, et la dissidence interne au mouvement syndical sur le bien-fondé de la guerre au Vietnam. Enfin, parmi d'autres mais comme apport particulier marquant, le rejet des positionnements idéologiques et politiques de guerre froide dans le mouvement de la jeunesse et le mouvement anti-guerre, l'écho puissant qu'il reçoit au sein des organisations noires et de leurs porte-paroles, de même que parmi une part des directions syndicales, limitée cependant. L'addition de ces éléments et leur conjugaison (partielle) entraînèrent un renforcement incontestable de la dynamique de contestation puis de mise en cause de la légitimité des pouvoirs

établis. Ensemble, ces composantes définissent cette poussée au débordement par la gauche des rapports constitutifs de ces pouvoirs.

Dans le monde du travail, il s'agit d'une dynamique conduisant à la mise en cause de termes définitoires de l'« accord d'après-guerre » : la recherche de la stabilité sociale dans les rapports d'emploi, les droits de la propriété (droits de gérance), le respect absolu des conventions signées (un aspect déterminant de la discipline au travail), toutes choses reposant sur une acceptation globale par la classe ouvrière des exigences de la vie salariée, que les oppositions multiples des années 1960 en viennent à ébranler, notamment du côté des plus jeunes. Même si l'orientation politique du mouvement ouvrier se définit par le contenu de ses proclamations et des efforts de lobbying, par l'action et la construction du COPE de même que par les interventions de ses directions reconnues, notamment quand Meany s'en prend aux jeunes et au militantisme noir, cette orientation doit être étudiée également par les débats au sein des syndicats, sur le Vietnam, bien sûr, mais aussi quant aux rapports avec le patronat et sur l'autorité des contrats collectifs, l'organisation du temps et de l'activité de travail et la place même de celui-ci dans l'existence humaine. Sur plusieurs aspects, dès lors, la mise en cause par la gauche de l'accord d'après-guerre, ou du *new deal order*, s'avère la mise en cause de termes concrets de l'institutionnalisation du syndicalisme et du processus de sa bureaucratisation, tel qu'il s'est poursuivi durant et depuis les hostilités de la Deuxième Guerre mondiale.

i. UN ÉTAT DES LIEUX PAR COMPARAISON PEU ENVIABLE

Le mouvement ouvrier américain fut le seul des pays libéraux et industrialisés à ne pas avoir connu, en fin de compte, une progression notable de sa situation durant (ce qu'il est convenu d'appeler) les années 1960. Il grossit incontestablement, jusqu'à atteindre plus de vingt millions de membres, comme nous l'avons signalé, mais ce gonflement ne doit pas faire illusion. Outre le fait que, rétrospectivement, il paraisse clairement passer, le fruit du dopage par la guerre au Vietnam des activités dans des secteurs de l'économie déjà fortement syndiqués, le taux de la densité syndicale s'avéra toujours en déclin : s'il s'établissait en 1954 à plus de 34 %, il n'atteignait pas 26 % en 1970 – en 1960, il avait été de 28,9 %²²¹. Et cela, en dépit de la pénétration du secteur des « employés publics ». En 1973, vers la fin de ce moment du plus grand militantisme ouvrier que nous avons cerné, le pourcentage de syndiqués aux États-Unis est de 25 %, alors qu'il croît toujours durant la décennie 1970-1980 « dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest²²² ». Ce déclin du pourcentage des salariés syndiqués s'avère d'autant plus important que les années 1960

n'ont pas amené la disparition de cette caractéristique américaine d'un État-providence privé, c'est-à-dire de ce lien direct des acquis sociaux à la relation d'emploi. Il y a eu des gains, comme la protection médicale partielle pour les plus pauvres avec Medicaid et la protection médicale pour les gens du 3^e âge avec le programme Medicare, la déségrégation aussi, qui a amélioré la situation et haussé la position citoyenne de la population noire, dont l'immense majorité est prolétaire, et les politiques antidiscriminatoires dans l'emploi, notamment. Mais, en aucun cas, à l'exception de Medicare, il ne s'agissait de politiques sociales s'adressant à tout le monde, qui uniraient socialement plutôt que de créer des secteurs de la population aux conditions différenciées, comme c'était déjà la situation entre syndiqués et non-syndiqués et entre les groupes syndiqués aussi. L'absence de protection sociale comparable à ce qu'on connaît alors en Europe de l'Ouest et même au Canada, comme les niveaux différents de couverture existante, témoigne d'un type de reconnaissance publique de l'importance sociopolitique des besoins populaires plus faible aux États-Unis.

C'étaient là deux types de repères, celui du niveau des pourcentages syndiqués et celui des niveaux de protection sociale, qui par comparaison illustraient la position unique du syndicalisme américain. Le taux de « couverture des négociations collectives », c'est-à-dire le champ d'application des conditions contractuelles négociées par les syndicats, est resté très près, pratiquement limité aux groupes d'employés membres d'un syndicat aux États-Unis, alors qu'il tend dans beaucoup de pays à s'imposer à diverses entreprises d'un même secteur économique, syndiquées ou pas. L'exemple percutant souvent souligné à cet égard, en contradiction des États-Unis, est celui de la France : par exemple, en 1995, on comptait 10,3 % de la main-d'œuvre salariée qui était membre d'un syndicat en France, mais 95,0 % qui était couverte par les négociations contractuelles²²³. Évidemment, un tel taux de couverture concourt à l'unité de classe ; les années 1960 n'ont amené sur ce terrain aucune modification à la hausse, eu égard à la situation *ante* aux États-Unis.

Andrew Thomson, qui a comparé l'évolution du mouvement ouvrier américain à l'évolution globale du mouvement ouvrier en Europe de l'Ouest durant les Trente Glorieuses, oppose la position de « déclin » du premier à celle, beaucoup plus avantageuse, du deuxième, là « où les syndicats ont partout conquis un pouvoir social, économique et politique plus grand [...], où la négociation collective a souvent acquis un rôle central dans la prise de décision de nature macroéconomique²²⁴. Nous rappelons ce propos de Thomson avec l'intention non pas de faire la promotion du modèle européen de l'époque, mais de comparer le statut que le syndicalisme avait acquis en Europe à celui que les années 1960 n'avaient pas haussé aux États-Unis. D'ailleurs, l'écart entre les taux de syndicalisation aux États-Unis et au Canada, favorable au

syndicalisme canadien et toujours plus marqué, se développa véritablement à compter des années 1960²²⁵. Le mouvement syndical des États-Unis s'avère aussi le seul des pays industrialisés libéraux à ne pas avoir obtenu une amélioration radicale, de son point de vue, des lois du travail, un renforcement de ses droits dans le « système de relations industrielles », qui aurait favorisé sa stature au sein de l'entreprise et le recrutement, singulièrement par l'abrogation de l'article 14b du National Labor Relations Act. Globalement, après une douzaine d'années de grandes mobilisations de la population noire, d'un ébranlement politique à l'occasion sévère des pouvoirs établis par le mouvement anti-guerre, etc., et malgré des volontés d'action de classe réitérées dans ses rangs, le syndicalisme n'avait pu modifier à son avantage les vieux termes de l'accord d'après-guerre. Il est alors notable que, considérée « en un contexte international, la hausse de la rémunération horaire dans le secteur manufacturier aux États-Unis s'est avérée beaucoup plus lente que ce fut le cas chez nos partenaires commerciaux [...]. Entre 1960 et 1978, la rémunération horaire a triplé aux États-Unis, a été multipliée par vingt au Japon, par sept en France et par douze en Allemagne de l'Ouest²²⁶ ». À notre avis, la hausse significative du nombre de membres durant les années 1960, malgré le recul dans la proportion des travailleurs syndiqués, a servi à conforter une certaine inertie, une absence de dynamisme du côté des appareils dirigeants, qui a alors produit un manque à gagner réel.

À l'époque, Neil W. Chamberlain produisit une analyse forte intéressante de la « philosophie du patronat américain à l'endroit du syndicalisme ». Généralement, notait-il, le patronat explique l'apparition historique du « syndicalisme impersonnel » par le développement de la « grande entreprise impersonnelle » ; l'un et l'autre partenaire pouvait accomplir ses fonctions plus ou moins correctement, mais on évaluait que, « plus le patronat accomplit » les siennes avec succès, « moins le syndicalisme est nécessaire ». Or, ce patronat américain considérait sa performance d'ensemble de manière très positive, de sorte que, s'il y avait néanmoins une activité syndicale importante et des résistances ouvrières, cela ne pouvait s'expliquer que par l'intervention des chefs syndicaux, qui justifiaient leur existence en fomentant « l'insatisfaction ». S'ajoutent alors les éléments suivants : le syndicalisme nuit au bon rendement de l'entreprise en *interférant* dans la conduite de ses affaires ; on pense aussi qu'il « sème les germes de contrôles gouvernementaux, voire du socialisme », par ses demandes de politiques publiques de bien-être ou d'engagements macroéconomiques qui débordent la capacité de l'entreprise privée. En ce sens, pensait le patronat, la logique même de l'action syndicale tend à une réforme d'ensemble de la vie économique qui s'avère contraire à ses objectifs, une appréciation qui commande en quelque sorte « une politique d'endiguement

[*containment*]²²⁷ ». Si l'on s'en tient au pourcentage des travailleurs syndiqués, cette orientation patronale de l'endiguement fut satisfaite durant les années 1960, en dépit de l'effervescence sociopolitique multidimensionnelle qui s'y manifesta. Soulignons-le alors à nouveau : ce ne fut pas là un mince succès du monde des affaires, qui singularise une exception américaine incontestable.

Car ce n'est pas par apathie de la classe ouvrière, des masses pauvres, des syndiqués ou des non-syndiqués que cet état de fait peut être expliqué. Le mouvement noir, notamment, a étendu à l'ensemble du pays, Sud et Nord, Est et Ouest, les mobilisations populaires. Selon Kim Moody, la rage et la rancœur des Noirs constituèrent alors le ferment qui pouvait conduire à un élargissement massif des bases du syndicalisme. Mais, contrairement à ce qui fut le cas durant les années de la grande Dépression avec John L. Lewis, personne cette fois ne se leva dans le mouvement syndical pour appeler celui-ci à donner aux volontés massives d'amélioration de leur sort et de combat des Noirs son entière collaboration, sa force d'organisation. De fait, mentionne aussi Moody, les leaders syndicaux furent littéralement abasourdis, renversés et bouche bée, devant les expressions les plus radicales de cette rage et de cette rancœur. Les leaders traditionnels de l'AFL-CIO n'y virent que du « chaos ». Même Reuther fut largement dépassé : au lendemain de l'émeute, ou du « soulèvement » de Detroit en 1967, le président des UAW fut pris de court et réduit à offrir à la municipalité « les services des 600 000 membres de son syndicat dans la région » pour nettoyer les rues et les espaces publics ; puis il participa avec des représentants du monde des affaires et les dirigeants régionaux de l'AFL-CIO à un comité mixte devant faire pression sur la législature du Michigan pour l'octroi d'une aide financière d'urgence à la municipalité²²⁸. Non seulement la coalition *new deal* se révélait dépassée par les événements, mais le mouvement ouvrier n'était manifestement plus en mesure de tenter son rôle ancien d'agrégation des forces de revendications libérales non plus que des plateformes des groupes populaires. Voilà aussi qui était signe de diminution de son poids social plutôt que de sa hausse, contrairement à ce qui paraissait un produit évident des années 1960 dans les autres pays.

La pensée sociale, la capacité d'élaboration politique et la compréhension des faits de société majoritaires à la tête de l'AFL-CIO²²⁹ ne préparaient évidemment pas ses chefs à vouloir se constituer en état-major, ou à s'inscrire dans la constitution d'un état-major avec d'autres groupements de ces mouvements et à leur donner une orientation commune de progrès. Reuther voulut y engager le mouvement syndical, mais on l'isola. En 1968, alors que la dissidence gagnait des secteurs de la population sans cesse élargis, Meany tint à mettre les points sur les *i* : « Nous à l'AFL-CIO avons la plus grande des confiances en [notre pays], dans le système politique américain aussi et dans la

capacité de ce système de faire face à tous les défis [...]. Sans fausse pudeur, nous déclarons notre dévotion entière au système américain²³⁰. » Cela coupait le syndicalisme de toute la dissidence qui s'élevait contre des aspects plus ou moins globaux de ce système et de son fonctionnement, de la pensée même d'un homme comme Martin Luther King Jr. La pensée de celui-ci s'enrichissait plutôt au contact des grands mouvements populaires, de la réalité politique d'autres pays, par exemple de la Suède sociale-démocrate, et de sa réflexion sur les conditions socioéconomiques concrètes de la vie en Amérique, les inégalités raciales et sociales qui caractérisaient sa société. Et le conservatisme du positionnement de la centrale s'arrimait à un immobilisme bureaucratique dans le champ même de l'activité d'organisation. Outre le faible niveau des ressources que l'on consacrait à l'effort de syndicalisations, celui-ci restait principalement investi (à hauteur peut-être de 75 %) dans les secteurs économiques où les syndicats étaient déjà présents, pour l'essentiel les secteurs de la transformation et des transports. Or, l'économie était modifiée, les champs les plus prometteurs de l'emploi s'étaient déplacés et se déplaçaient toujours plus vers le secteur des services²³¹.

On a couvert antérieurement cette évolution du marché de l'emploi, mais le pic des quelque 21 millions de syndiqués pouvait lui faire écran, en dissipant auprès de la très grande majorité des appareils de direction tout sentiment d'urgence. À cet égard, les vieilles critiques que Reuther avait adressées pendant des années à ces chefs majoritaires dans la centrale, l'absence de tout travail sérieux de syndicalisation des masses de travailleurs toujours inorganisés et la défaillance à s'engager activement dans des coalitions de lutte avec les autres mouvements sociaux et populaires, trouvaient leur confirmation. Très vite le boom économique associé à l'engagement militaire en Asie du Sud-Est allait s'essouffler et, à compter de la mi-décennie 1970-1980, le nombre des membres comme tel de la centrale entamer un long déclin, parfois en dents de scie, mais sur une pente globalement descendante ; les pourcentages de la main-d'œuvre syndiquée représentent néanmoins une mesure plus significative : en 1960, on évalue à quelque 30,9 % ce pourcentage et, en 1975, à 21,6 %. Cette chute du tiers de la proportion des travailleurs syndiqués survient en une période de mobilisations sociales ininterrompues et malgré les percées chez les « employés publics²³² ». Voilà un bilan qui témoignait non seulement d'un manque à gagner réel, mais d'un recul considérable de la représentativité sociale de l'AFL-CIO, donc du mouvement ouvrier organisé.

Aux observateurs des médias qui ne manquèrent pas de souligner à Meany cette contraction de la proportion syndiquée de la main-d'œuvre, le président de l'AFL-CIO déclara lors d'une entrevue en 1972 : « Pourquoi devrions-nous nous préoccuper d'organiser des groupes de gens qui ne veulent pas être

organisés? S'ils préfèrent que d'autres parlent en leur nom et prennent des décisions qui affectent leurs vies, sans participation réelle de leur part, c'est leur droit... Franchement, je me suis préoccupé autrefois du nombre de nos membres. Mais il y a bien quelques années déjà, j'ai cessé de m'en préoccuper parce que, pour moi, ça ne change strictement rien²³³.» Sur cette base, a fait remarquer Clayton Sinyai, un syndicat pourrait chercher le plus «scrupuleusement» à promouvoir les intérêts de ses membres, mais perdre «beaucoup de sa valeur dans un État démocratique» parce qu'il risquerait fort d'envisager sa «participation politique [sous le seul angle] de ses intérêts particularistes²³⁴»; et comme la représentativité du syndicalisme rétrécissait de façon draconienne, la déclaration de Meany exprimait pour une part l'adaptation des dirigeants supérieurs à une situation où le mouvement ouvrier pouvait devenir un simple «intérêt» parmi d'autres dans la société. Les deux dizaines de millions de syndiqués, semblait-on penser, constituent une base d'intervention sociopolitique suffisamment solide. Meany concluait d'ailleurs son propos en faisant valoir que, de toute façon, «c'est la voix organisée qui compte [...]. [Partout] le type organisé est le type qui compte²³⁵».

ii. JUGEMENTS SÉVÈRES À L'ENCONTRE DE GEORGE MEANY ET DE L'AFL-CIO

Quoi qu'il en soit, il s'agissait d'un point de vue contraire à celui d'une ouverture aux énergies militantes du moment, qui aurait visé à revigorer le mouvement ouvrier et à lui conserver son rôle de participant-pivot historique (depuis la décennie 1930-1940) des grandes coalitions progressistes dans le pays – comme l'avait envisagé Walter Reuther. La bureaucratie syndicale s'avérait coriace, résistante, inerte. Elle traversa la période 1967-1974 en «sommambule», dit à l'époque John Kenneth Galbraith, une accusation reprise aujourd'hui par divers auteurs. Au congrès de l'AFL-CIO en 1973, «l'aile Meany [l'aile dominante] fit preuve d'une complaisance renversante» envers elle-même, refusant même de discuter des causes du déclin de la proportion des travailleurs syndiqués²³⁶. Selon ce que rapporte un des biographes du président de l'AFL-CIO, ce dernier ne se reconnaissait plus dans les nouvelles générations de travailleurs, les nouveaux syndiqués: la «vague de rejets» des ententes négociées ne reposait pas sur «des griefs réels ou un militantisme véritable, pensait-il, mais sur de petites jalousies mesquines et des rivalités interpersonnelles»; beaucoup de difficultés dans les syndicats venaient de ce que «les travailleurs modernes» paraissent souvent «têtes folles²³⁷». Et quand on lui avait demandé comment il s'expliquait la méfiance des jeunes à l'endroit du syndicalisme, il avait répondu: «Je ne sais pas et je ne perds pas mon temps à

m'en faire avec cette méfiance parce que pour moi rien ne la justifie.» Question: «Vous ne pensez donc pas que le syndicalisme devrait chercher à éveiller l'intérêt des jeunes à son égard?»; réponse: «Non²³⁸.»

Autant de dispositions et d'orientations qui, obligatoirement, concourent à réduire le rôle du syndicalisme dans les rapports de société; elles diminuent son influence économique en le cantonnant, dans l'entreprise privée, aux secteurs qu'il a déjà percés, et chez les «employés publics», en fin de compte, à des champs d'activité relativement circonscrits ou à des administrations et localités habituellement libérales. Cela dit, dans les autres pays industrialisés et libéraux, là où le poids social du mouvement ouvrier s'est alors haussé de manière multidimensionnelle – donc, sur les plans économique, politique et organisationnel –, les grandes mobilisations populaires n'ont pas reposé prioritairement sur des initiatives venues des sommets des organisations. Ni les groupes dirigeants sociaux-démocrates ni les états-majors liés aux partis communistes, politiquement et syndicalement n'ont tenté de *radicaliser* les mouvements de masse; et lorsque la question du pouvoir gouvernemental a été posée, ces groupes n'ont à nulle part voulu l'asseoir (encore moins la résoudre) sur la base de ces mobilisations. Pourtant, ils se sont incontestablement ouverts davantage à ces mouvements, ont voulu leur donner un programme, réunir même sous des plateformes communes les aspirations et le militantisme en provenance de ces divers milieux. Et leurs organisations en ont clairement profité: renforcement partout des partis ouvriers traditionnels, du syndicalisme et de leur rôle dans la société et élargissement concomitant, par ailleurs, des acquis sociaux. Tout cela indépendamment de la qualité que chacun peut reconnaître, ou non, à l'action et aux programmes de ces organisations. La bureaucratie syndicale aux États-Unis s'est montrée récalcitrante ou froide à l'endroit des grandes mobilisations, souvent hostile. Et elle a été en mesure de se maintenir, comme imperturbable, devant l'ouragan.

En Europe, singulièrement en France, en Italie, au Royaume-Uni aussi, là où les processus sociaux étaient les plus tranchés, les mobilisations populaires tendaient quasi spontanément à poser au bout d'un temps la question du gouvernement. Les mouvements sociaux et le syndicalisme des États-Unis n'ont pas l'expérience d'un parti ouvrier distinctif, situation qui nourrit différemment le mouvement de classe. Ce n'est pas rien: les conditions européennes poussent davantage que cela est le cas aux États-Unis à chercher des plateformes communes et à centrer l'action d'opposition. Animés de la même expérience, et souvent des exigences qu'entraînent leurs propres responsabilités, les dirigeants et dirigeantes des partis ouvriers traditionnels en Europe s'avèrent plus réceptifs à la nécessité de l'action coordonnée et des coalitions. Le contentement de sa propre situation, qui nourrit le conformisme politique de la haute

direction de l'AFL-CIO, l'amena plutôt à considérer l'*invariabilité* comme vertu cardinale. En période d'agitation et de bouleversements sociétaux, le contentement fut mauvais conseiller.

L'organisation ouvrière des États-Unis ne fut pas un foyer de convergence des énergies militantes et se coupa de la jeunesse; elle se situa, pourrions-nous dire, en porte-à-faux des pulsions au changement. Arc-boutée au cadre de la reconnaissance du syndicalisme issu (avec amendements à la baisse, on le sait) du New Deal, elle se vit avec lui débordée sur sa gauche par la volonté et la disponibilité à l'action militante des mouvements noir, jeunes, femmes, anti-guerre. La disponibilité se manifesta aussi sur le terrain premier d'intervention du syndicalisme, avec de grands arrêts de travail que les chefs, ce qui inclut Reuther, ont souvent du mal à contrôler, avec les grèves sauvages et les rejets par les syndiqués d'ententes que leurs dirigeants ont négociées, un type de grèves et de rejets en nombre anormalement élevé; elle s'inscrit aussi dans l'action résolue de la composante largement prolétarienne de la population noire.

La coalition *new deal* en fut alors non seulement ébranlée, mais fissurée. L'AFL-CIO ne pouvait plus, contrairement à ce qui avait été le cas durant les années 1950, se présenter comme un instrument œuvrant à l'expression politique de cette population, par exemple avec ses coalitions électorales. Cela n'était pas sans signification et attestait plutôt de ce que le prestige et le statut du syndicalisme avaient régressé dans son rapport à la population noire, dont la lutte constituait le facteur principal des avancées populaires de la période. Le journaliste A.H. Raskin, que nous avons cité déjà dans ce chapitre, caractérisa dans ce cadre le positionnement de la centrale par le trait de son « inefficience (*ineffectuality*, inefficacité, futilité, qualité de ce qui est *sans effet*) en tant qu'agent catalyseur pour les grands mouvements sociaux²³⁹ ».

Malgré le gonflement, historique mais temporaire, du nombre de ses membres, le syndicalisme américain ne se construisit donc pas vraiment durant les années 1960, une exception parmi les pays développés et libéraux. Son rôle social décrut en fin de compte; au terme des Trente Glorieuses, il devenait moins puissant et cela va apparaître dorénavant à court terme, y compris économiquement, c'est-à-dire dans le rapport du travail envisagé à l'échelle de l'entreprise. Ce qui nous paraît un tournant dans l'histoire sociale des États-Unis.

La capacité d'action politique du syndicalisme ne s'était néanmoins pas effondrée: il réussira fort efficacement à faire chuter en 1968 les engouements envers la candidature raciste de George Wallace chez les syndiqués; il obtiendra sous l'Administration Nixon en 1970 l'adoption d'un Occupational Safety and Health Act (loi de sécurité et santé au travail), cependant qu'en 1969 le

président Nixon avait élargi les droits syndicaux des employés du gouvernement fédéral par la reconnaissance du droit de représentation exclusive, avec le décret 11491 (section 10, « Exclusive Recognition »). Mais des bouleversements étaient survenus et leurs conséquences allaient modifier des caractéristiques importantes des rapports partisans aux États-Unis et de la place des syndicats sur la scène politique, de manière durable. Voilà précisément ce que nous allons étudier dans le prochain chapitre, en nous penchant sur les développements que connaissent le système bipartisan et l'intervention en politique du syndicalisme, de l'année 1968 à la première moitié de la décennie 1980-1990.

Notes

1. Nous précisons à escient que cette mise en cause sera à ce moment de nature *politique*, parce qu'elle est déjà effective socialement depuis la mi-décennie 1970-1980.
2. Marcel van der Linden étudie ces grandes périodes de l'histoire ouvrière internationale en s'arrêtant dans chaque cas à une revue critique des apports de plusieurs auteurs importants. Nous citons ici des extraits des pages 54 et 117 de son livre. *Transnational Labour History: Explorations*, 2003; pour ce qui est du « moment 68 » et de la période particulière qu'il tend à exprimer et à approfondir à l'échelle de la planète, on peut se servir de notre *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003, notamment les chapitres 1, 5 et 6, en guise d'introduction – en ayant soin de consulter éventuellement les sources écrites auxquelles ces chapitres renvoient.
3. Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers*: 109, 111.
4. Les propos de Göran Therborn sont tirés de son article « The Prospects of Labour and the Transformation of Advanced Capitalism », 1984: 5-11 et de son chapitre « Swedish Social Democracy and the Transition from Industrial to Postindustrial Politics », 1992: 104. La citation de Leo Panitch est prise de son article « Socialist Renewal and the Labour Party », 1988: 323.
5. Jonathan Rieder, « The Rise of the Silent Majority », 1989: 258-259.
6. Peter B. Levy, « America in the Sixties – Right, Left, and Center. A Documentary History: Vietnam »: 1-3; nous nous servons des textes originaux que reproduit Levy et de son commentaire; consulté en ligne le 20/10/2012.
7. Le discours de Potter, intitulé « We Must Name the System », est reproduit dans Peter B. Levy, *ibidem*; citation 5.
8. Chiffres rapportés dans Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 1994: 59-61; les chiffres varient selon les sources.
9. Entrevue de McGovern réalisée par William Greider, *Rolling Stone*, 512 (5 novembre-10 décembre), 1987: 103.
10. Walter D. Burnham, *Critical Elections*, 1970: 143-158, citation 157-158; S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984: 131-132; George Wallace for President Campaign Brochure: *Stand Up for America*, consulté en ligne le 31/10/2012 à l'adresse: 4president.org.
11. Voir la « Republican Party Platform of 1968 » sur le site *The American Presidency Project*, section Political Party Platforms.
12. La convention démocrate eut lieu à la fin du mois d'août, Martin Luther King avait été assassiné le 4 avril précédent. La *trahison* que l'on dénonçait avait trait à la promesse qu'avait faite Johnson, lors de sa campagne de 1964, de ne pas envoyer d'Américains combattre sur le sol d'autres pays.
13. Voir Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 244; « Humphrey and Rockefeller », éditorial *The Nation*, vol. 206, n° 20: 618.
14. Irving Howe, « Picking Up the Pieces », *Dissent*, vol. 20, n° 1 (hiver 1973): 7-12, citations 7-9.

15. Cette remarque est d'E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 1978 : 264.
16. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 231, et J. Freeman, N. Lichtenstein et collab., *Who Built America?*, vol. 2, 1992 : 574-576.
17. Norman Mailer, "Miami and the Chicago Siege", 1968 : consulté en ligne sur le site *All Politics CNN Time*, le 02/11/2012.
18. J. Freeman, N. Lichtenstein et collab., *Who Built America?* : 575, 586 ; Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition. American Labor and the Indochina War*, 1971 : 83 ; M. Isserman et M. Kazin, "The Failure and Success of the New Radicalism", 1989 : 213.
19. L'entrevue fut accordée par Ellsberg à Davis Sheff ; elle parut dans le magazine *Rolling Stone*, 512 (5 novembre-10 décembre), 1987. La citation qui suit est prise de la page 224. Daniel Ellsberg était employé de l'Administration présidentielle quand il rendit publiques en 1971 plus de 7 000 pages de documents secrets du Pentagone sur l'engagement au Vietnam des États-Unis, documents qu'on appela les Pentagon Papers. Ces documents apportaient dans beaucoup de cas un démenti formel à plusieurs des affirmations principales des dirigeants américains sur l'historique et les facteurs à l'origine de l'expédition militaire en Indochine.
20. Conseiller à la sécurité nationale puis secrétaire d'État dans l'Administration Nixon.
21. Le maire Daley aurait, notamment, donné aux policiers la directive du *shoot to kill*, c'est-à-dire de « tirer pour tuer »... Pour une étude approfondie et fort intéressante des événements de 1968, de l'évolution et de la radicalisation du mouvement étudiant, voir Caroline Rolland-Diamond, *Chicago le moment 68 : territoires de la contestation étudiante et répression politique*, 2011.
22. Pour les deux paragraphes qui précèdent, voir Caroline Rolland-Diamond, *ibidem* : 183-216, et M. Isserman et M. Kazin, "The Failure and Success of the New Radicalism" : 213 ; citations dans Isserman et Kazin.
23. Robert H. Zieger, "George Meany: Labor's Organization Man", 1987 : 344.
24. Robert H. Zieger, *ibidem* ; Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008 : 48-49. Les citations sont prises de Zieger.
25. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 1994 : 49-50.
26. *Ibidem* : 98-99.
27. Rapporté dans J. Freeman, N. Lichtenstein et collab., *Who Built America?* : 578.
28. L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs : fédéralisme et question raciale aux États-Unis*, 2000 : 67-68.
29. *Ibidem* : 68, 76-77 ; citation 77.
30. Rétrospectivement, cela se manifestait depuis les premiers jours du New Deal, Roosevelt s'étant lui-même conformé aux nécessités qu'imposait la cohabitation avec les organisations sudistes du Parti démocrate ; voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple : mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986 : 402-405.
31. Pour ce qui précède, voir L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs* : 71-72, et William H. Chafe, "Race in America: the Ultimate Test of Liberalism", 2003 : 173.
32. William H. Chafe, *ibidem* : 175 ; Julius Jacobson, "Introduction. Union Conservatism: A Barrier to Racial Equality", 1968 : 22-26 ; Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973*, 1976 : 400-401.
33. Un exemple explicite et fort évocateur à cet effet est donné par la campagne que mènera Jesse Jackson quelques années plus tard pour que les trois grands de l'industrie automobile américaine octroient à des hommes ou femmes d'affaires de race noire des concessions pour la vente de leurs voitures dans les quartiers et les agglomérations à forte concentration de population noire. Ce que les trois grands ont été contraints de faire sous la pression militante... Ça n'avait jamais été le cas, une manifestation d'attitude évidemment raciste. La nouvelle mesure va contribuer à l'apparition d'un secteur propriétaire nouveau composé de Noirs, élément de mobilité sociale ascendante réelle. Voir Bernard E. Brown, *L'État et la politique aux États-Unis*, 1994 : 402-407.
34. Ce qui précède s'inspire en partie de Bernard E. Brown, *ibidem*.
35. Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*, 1994 : 189-191.
36. Robert L. Allen, *Histoire du mouvement noir aux États-Unis*, 1^{er} tome, 1971 : 37.

37. Les propos de Doris Turner et le commentaire sont tirés de J. Freeman, N. Lichtenstein et collab., *Who Built America?*, vol. 2 : 563.
38. Manning Marable, "African-American Peacemakers: D^r Martin Luther King Jr., Barack Obama, and the Struggle against Racism, Inequality and War", 2008 : 6-9; Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle* : 207-214.
39. Manning Marable, "African-American Peacemakers" : 4.
40. Ahmed Shawki, *Black and Red: les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis, 1850-2010*, 2012 : 168-170, citation 173.
41. *Ibidem* : 193-195.
42. Voir Daniel Guérin, *De l'oncle Tom aux Panthères*, 1973 : 259-309.
43. Ahmed Shawki, *Black and Red* : 198-199; Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973* : 397, 401 ; les chiffres sur le nombre des syndiqués noirs sont donnés à titre indicatif et pris chez Foner; ces chiffres varient selon les sources, mais s'établissent généralement quelque part entre deux millions et trois millions.
44. Manning Marable, *Black Leadership: Four Great American Leaders and the Struggle for Civil Rights*, 1999 : 189.
45. Pour ce qui précède, voir Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Workers, 1619-1973* : 397-398; Phyllis A. Wallace et James W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining" : 208-210; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994 : 177-178.
46. Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973* : 402-403.
47. *Ibidem* : 403-404.
48. Pour ce paragraphe, voir Michael Flug, "Continuity and Discontinuity in Capitalist Production and Labor Struggles in the Deep South: the 1960s and the 1990s", 1996 : 3-5.
49. Voir Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973* : 405-408.
50. *Ibidem* : 408-410.
51. *Ibidem* : 410-421; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions* : 179-181.
52. Voir Ahmed Shawki, *Black and Red* : 200, et Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995 : 434.
53. Voir Nelson Lichtenstein, "Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism", 1987 : 300, Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 252, Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions* : 178.
54. Robert H. Zieger, *ibidem* : 179-180; Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973* : 416-419.
55. Julius Jacobson, « Introduction » : 16-17.
56. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 80.
57. Rapporté dans Julius Jacobson, *The Negro and the American Labor Movement* : 15-16. Il s'agit d'un texte paru dans le journal syndical *The Hat Worker* du syndicat Millinery (chappellerie) Workers International, syndicat lié à la tradition socialiste, comme le fait remarquer Jacobson, du syndicalisme américain du vêtement.
58. Voir Jerald E. Poldair, *The Strike that Changed New York: Blacks, Whites and the Ocean Hill-Brownsville Crisis*, 2002 : 1-15.
59. *Ibidem* : 17-18.
60. *Ibidem* : 21-35; pour une présentation saisissante de l'incompréhension des Blancs libéraux face au rejet de l'intégrationnisme en faveur du *community control*, voir le chapitre 3 du livre de Poldair; Robert L. Allen, *Histoire du mouvement noir aux États-Unis*, 1^{er} tome : 127-155, citations 129, 141.
61. Sean Ahern, recension du livre de Jerald Poldair, *The Strike that Changed New York*, publié dans *Socialism and Democracy Online*, <http://sdonline.org/34/the-strike-that-changed-new-york>; consulté le 12/12/2012.
62. Voir Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor* : 281; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 78-79; plus généralement, voir aussi les quatre premiers chapitres du livre de Poldair mentionné à la note précédente.

63. Un des treize enseignants congédiés, un professeur noir, avait déjà été réintégré par le conseil local : son renvoi, dit-on, était le produit d'une erreur ; deux des enseignants n'avaient pas la permanence et furent reclassés dans d'autres quartiers par la commission scolaire centrale. Les six assistants principaux aussi mis à pied n'étaient pas membres de l'UFT, mais de leur propre association, dont l'entente collective ne prévoyait pas les mêmes dispositions quant aux affectations dans les divers quartiers de la ville ; ils furent eux aussi rapidement mutés vers d'autres districts. À la rentrée de septembre en 1968, le conflit portait sur la situation de dix enseignants.
64. Pour l'ensemble des péripéties ayant trait aux grèves des enseignants en mai 1968 et à l'automne suivant, nous nous inspirons directement de l'exposé qu'en a fait Jerald Poldair, *The Strike that Changed New York* : voir les pages 93-140 ; nous nous sommes servi aussi de Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : en particulier 65-67, 76-83, pour les citations du dernier paragraphe, 81-82. Joseph Berger, "Albert Shanker, 68, Combative Leader Who Transformed Teachers Unionism", *The New York Times*, 24/02/1997.
65. Commission mise sur pied par le président Johnson pour expliquer les racines des émeutes raciales des années 1966 et 1967.
66. Frederick Douglass : abolitionniste noir radical et militant intégrationniste, né esclave en 1818, d'abord libéré par sa fuite au Nord en 1838, décédé en 1895. Homme politique, philosophe, orateur : voir Frederick Douglass, *Mémoires d'un esclave*, 2007 : la « chronologie » de sa vie, 185-196, est particulièrement intéressante ; voir aussi Ahmed Shawki, *Black and Red* : 48-56. Booker T. Washington (1856-1915) : figure de proue du « conciliationnisme », selon le mot de l'auteur Shawki : volonté d'atteinte éventuelle de l'égalité des Noirs par la méthode de l'auto-« amélioration » intellectuelle et économique ; né esclave, il accepte de se plier plus tard à la ségrégation et s'avère très hostile au syndicalisme ; voir Ahmed Shawki, *ibidem* : 89-94.
67. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 81-82.
68. Pierre Fougeyrollas, *Les métamorphoses de la crise : racismes et révolutions au XX^e siècle*, 1985 : 74-78 ; nous nous servons ici du 3^e chapitre de la première partie de ce livre, chapitre intitulé « Le racisme ».
69. *Ibidem* : 78-82.
70. *Ibidem* : 82-84.
71. Voir, par exemple, James A. Geschwender, *Class, Race, and Worker Insurgency* : 1-5.
72. Pierre Fougeyrollas, *Les métamorphoses de la crise* : 83-84.
73. Bernard Vincent, dir., *Histoire des États-Unis*, 1997 : 71, 104, 119-123.
74. Par exemple, pour le lectorat du Canada, précisons que, selon l'analyse de Brown, Carnoy et collab., le « multiculturalisme » canadien ne serait pas une réponse au racisme.
75. Pour ce qui précède, nous nous sommes fondés sur l'élaboration de Brown, Carnoy et collab., voir leur livre *Whitewashing Race : The Myth of a Color-Blind Society*, 2003 : 36-53, 22-25, citations 45 et 22-23.
76. D.M. Gordon, R. Edwards et M. Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, 1985 : 152-153, 206-210, citations 152 et 207.
77. L'expression citée est de T. Andréani et M. Féray, *Discours sur l'égalité parmi les hommes : penser l'alternative*, 1993 : 258-259.
78. Les citations sont prises de l'explication que donne Fougeyrollas du rapport entre la classe ouvrière autochtone et les travailleurs immigrés en Europe de l'Ouest ; voir Pierre Fougeyrollas, *Les métamorphoses de la crise* : 92-98.
79. Rapporté dans Clayton Sinyai, *Schools of Democracy : A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 210.
80. Voir Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor* : 269.
81. Sur ces aspects extrêmement révélateurs des conditionnements racistes de la pratique d'autorités publiques et privées, voir M.K. Brown, M. Carnoy et collab., *Whitewashing Race* : 48. Ces auteurs montrent notamment comment le racisme devient un préjugé cognitif (*cognitive bias*) dans l'exercice de leurs fonctions.
82. Voir ce que rappellent précisément à cet égard : Al Bilik, "The Alienated Rank-and-File", *The Nation*, vol. 209, n° 17, 17/11/1968 : 527-530 ; Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*,

- 1986: 206-209, citation 206; Thomas B. Edsall, "The Changing Shape of Power: A Realignment in Public Policy", 1989: 278.
83. L. Robel et E. Zoller, *Les états des Noirs*: 71-81; la citation rapportée est du juge White de la Cour suprême par Robel et Zoller, 79.
84. *New York Times*, 11/09/1999: A1, A8. B.J. Widick a écrit, par ailleurs, qu'en 1985 les écoles de Detroit se trouvaient, de fait, « plus ségréguées que durant les vingt-cinq années antérieures: [a]lors que les banlieues riches dépensaient plus de 4 000 \$ par élève, les écoles de [Detroit], dont les besoins en enseignants, en personnel [d'appui] et en programmes de formation professionnelle étaient les plus grands, ne comptaient que sur 2 670 \$ par élève»; voir B.J. Widick, *Detroit: City of Race and Class Violence*, 1989: 248.
85. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006: 262, note 25.
86. *Ibidem*: 205-208.
87. Voir Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor*: 260-265, 282-283; Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker*: 420-421; Theodore J. St. Antoine, "The Role of Law": 208-221.
88. Sidney M. Peck, "The Economic Situation of Negro Labor", 1968: 229.
89. Voir Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 71.
90. Entrevue de George Meany réalisée par Damon Stetson, "An Interview with George Meany", *New York Times*, 31/08/1969; reproduite dans Melvyn Dubofsky (textes choisis et présentés par), *American Labor Since the New Deal*, 1971: 281-292, citation 286.
91. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 72, 75.
92. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994: 175.
93. Alan Draper, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education, 1955-1967*, 1989: 121-122.
94. Voir Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*: 108-109, 129-130.
95. L. Fink et B. Greenberg, *Upheaval in the Quiet Zone: A History of Hospital Workers Union, Local 1199*, 1989: 198-243, 261 note 27. Cela n'entraîne évidemment pas que la nouvelle direction noire allait s'avérer elle-même « progressiste»; elle ne le fut précisément pas quant aux questions de l'avortement, « de la prière en classe, de la peine capitale », des choix politiques aux élections municipales de New York, notamment.
96. Gus Tyler, "Contemporary Labor's Attitudes Toward the Negro", 1968: 360-363, 367-370, 374-375, 377-378.
97. Voir Herbert Hill, "The Racial Practices of Organized Labor: the Contemporary Record": 320-356. Hill a répondu par la suite à la réponse de Tyler mentionnée à la note précédente. En 1972, cette réponse de Hill, intitulée "The ILGWU: Fact and Fiction", de même que des versions quelque peu modifiées des deux textes d'origine de Hill et de Tyler ont été publiées dans Burton Hall, dir., *Autocracy and Insurgency in Organized Labor*, 1972.
98. Sean Ahern, recension du livre de Jerald Poldair, *The Strike that Changed New York* parue dans *Socialism and Democracy Online*, <http://sdonline.org/34/the-strike-that-changed-new-york>, consulté le 12/12/2012.
99. Jeremy Brecher, *Strike!*, 1972: 288.
100. *Ibidem*: 291.
101. Caroline Rolland-Diamond, *Chicago: le moment 68*: 267-268.
102. L. Turner et R.W. Hurd, "Building Social Movement Unionism: The Transformation of the American Labor Movement", 2001: 14-17, citation 15; B.J. Widick, "The Isolation of George Meany", *The Nation*, vol. 209, n° 13 (20/10/1969).
103. S. Fraser et G. Gerstle, "Introduction", 1989: XIX. Fraser et Gerstle résumant ici le propos d'Ira Katznelson dans son chapitre intitulé "Was the Great Society a Lost Opportunity", que l'on retrouve dans le même livre.
104. P.A. Wallace et J.W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining": 202.

105. Voir Emanuel Geltman, "Social Attitudes of Trade Unionists", *Dissent*, vol. 15, n° 1, janvier-février 1968 : 12; Ray Marshall, "Black Workers and the Unions", *Dissent*, vol. 19, n° 1, hiver 1972 : 295.
106. P.A. Wallace et J.W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining" : 203.
107. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 181-182; c'est Zieger qui rapporte les propos des Sexton; voir aussi Philip S. Foner, *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973* : 430-433.
108. J. Stieber et R.N. Block, "Summary and Conclusions", 1981 : 352.
109. Voir à cet égard les chiffres que donnent Manning Marable, *Black Leadership* : 186-190, sur la persistance durant les décennies qui ont suivi celle des années 1960 et 1970 de cette réalité d'une stratification raciale très marquée des salaires et des revenus, de l'expérience dans le monde du travail et de la difficulté à le réintégrer lorsqu'on est en chômage, notamment une stratification dans laquelle la position comparée des Noirs a même tendance à se détériorer; en même temps, le nombre de dirigeants syndicaux africains-américains s'est remarquablement accru... Pour une présentation tout aussi révélatrice de ces inégalités de fait maintenues, voir L. Robel et E. Zoller, *Les États des Noirs* : 88-91, 99-101.
110. Entrevue de Jesse Jackson par William Greider, *Rolling Stone*, 512, (5 novembre-10 décembre) 1987 : 111-112.
111. Stanley Plastrick, "Coalition of Black Trade Unionists", *Dissent*, vol. 20, n° 1 (hiver 1973) : 12-13
112. Voir Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 170-176. Dans ces pages, Levy rappelle les épisodes les plus marquants de ce moment politique et souligne l'entrée en scène de candidats noirs dont les carrières subséquentes seront fort importantes.
113. Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui : le déclin du politique comme procès de politisation?*, 2005 : 20; voir les pages 16-21 pour une présentation plus complète de ce point de vue.
114. D.M. Gordon, R. Edwards et M. Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, 1985 : 205.
115. Les emplois traditionnels occupés par les hommes dans l'industrie et les mines seront en nette régression durant cette décennie.
116. Pour les données statistiques sur le marché du travail qui précèdent: Ruth Milkman, "Women Workers, Feminism and the Labor Movement since the 1960s", 1985 : 302-304; Ruth Milkman, "Union Responses to Workforce Feminization in the United States", 1993 : 227-229; Ruth Berman, "The Feminization of the U.S. Workforce", 1989 : 8; Constance Williams, "The Status of Women Workers", 1949 : 541.
117. Voir D.M. Gordon, R. Edwards et M. Reich, *Segmented Work, Divided Workers* : 204-206.
118. F.D. Blau et L.M. Kahn, "Race and Gender Pay Differentials", 1992 : 401-402.
119. *Ibidem* : 402, et 403 pour ce qui suit.
120. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994 : 225.
121. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 274; Ruth Milkman, "Union Responses to Workforce Feminization in the United States" : 229, citation dans Kim Moody.
122. Pour ce qui précède, Kim Moody, *ibidem* : 272-281.
123. Alliance against Sexual Coercion, "Organizing against Sexual Harassment", 1981 : 234-248.
124. Kim Moody, *An Injury to All* : 280.
125. Voir Sara M. Evans, *Les Américaines* : 497-499.
126. *Ibidem* : 364.
127. *Ibidem* : 364-369, 497-499.
128. Joyce Gelb, *Feminism and Politics: A Comparative Perspective*, 1989 : 1-29, 63.
129. *Ibidem* : 65-66.
130. Elle fut finalement perdue par les partisans de l'ERA durant la présidence de Ronald Reagan, nettement orientée à droite.
131. Eleanore Smeal, *Why and How Women Will Elect the Next President*, 1984 : 9-10.
132. *Ibidem* : 1-3, 21-22.

133. *Ibidem*: 11, 69-79, 81.
134. Durant la première année d'existence de la NOW, tout le courrier fut traité (réception, expédition) « par le bureau des femmes de l'UAW » : Sara M. Evans, *Les Américaines*: 476-477, 497.
135. Jeff Manza et Clem Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 132-133, 284 n 2, 285 n 12.
136. Pour ce qui précède, *ibidem*: 134, 150-154.
137. Marcel van der Linden, *Transnational Labour History: Explorations*, 2003: 67, n° 11 ; Linden reprend, et synthétise, des analyses de Ernesto Screpanti, "Long Economic Cycles and Recurring Proletarian Insurgencies", 1984 et "Long Cycles in Strike Activity: An Empirical Investigation", 1987.
138. Voir Sidney Peck, "Current Trends in the American Labor Movement", 1974: 23-24.
139. Irving Bernstein, "Forces Affecting the Growth of the American Labor Movement", 1966: 131.
140. Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995: 414.
141. Voir Stanley Aronowitz, *False Promises*, 1973: 222-223 ; Jeremy Brecher, *Strike!*, 1972: 270 ; Kim Moody, *An Injury to All*: 84 ; citations dans Aronowitz et Brecher.
142. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 135-136.
143. P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*, 1981: 244-245.
144. Stanley Aronowitz, *False Promises*: 224-226, 248-250, 373-378.
145. *Ibidem*: 249-250.
146. Voir P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*: 174-175.
147. P. Feuille et H.N. Wheeler, "Will the Real Industrial Conflict Please Stand Up?", 1981: 261.
148. Mary Meghan Ryan, dir., *Handbook of U.S. Labor Statistics*, 12^e édition, 2009: 374.
149. *Ibidem*.
150. P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*, 180-183, citation 180.
151. Pour ce qui précède: P. Feuille et H.N. Wheeler, "Will the Real Industrial Conflict Please Stand Up?": 261 ; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994: 169-170 ; Melvyn Dubofsky, dir., *American Labor Since the New Deal*, 1971: 280, citations dans Zieger et dans Dubofsky.
152. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 126 ; l'appréciation de la revue *Business Week* est rapportée dans Aaron Brenner, "Rank-and-File Teamster Movements in Comparative Perspective", 1995: 114.
153. Stanley Aronowitz, par exemple, juge que, si l'on tient compte de tous les cas de cette nature en 1968, près de 30 % des accords de principe furent alors pratiquement rejetés: *False Promises*: 220.
154. Pour ce qui précède, Sidney Peck, "Current Trends in the American Labor Movement": 25 ; Michael Wallace, *The Contours of Working Class Struggle in the United States*, 1983: 279.
155. C'est Jeremy Brecher, dans *Strike!*: 266-267, qui rapporte ces analyses du *Wall Street Journal*.
156. Pour ce qui précède, William L. Abbott, "Revolution from Within: the Public Worker Transforms Labor", *The Nation*, vol. 212, n° 21, 24 mai 1971: 648-652, citation 649.
157. P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*: 191.
158. Leon Fink et Brian Greenberg, *Upheaval in the Quiet Zone: A History of Hospital Workers' Union Local 1199*, 1989: 130, 137.
159. *Ibidem*: 130, 142-143.
160. *Ibidem*: 131.
161. James Higgins, "Union and Campus Talking Together", *The Nation*, vol. 213, n° 6, 06/09/1971: 171-174, citation 171 ; Peter B. Levy, *The New Left and Labor*: 147-151.
162. Voir IUE-CWA Local 201, "1969 Strike Remembered", consulté en ligne à l'adresse local201iuecwa.org et UE, "A Brief History of UE Bargaining with G.E.: Seventy Years of Struggle", consulté en ligne à l'adresse ueunion.org.
163. Jeremy Brecher, *Strike!*: 271.
164. Aaron Brenner, "Striking against the State", 1993: 4-5, citation 4 ; Jeremy Brecher, *Strike!*: 271, pour la deuxième citation.

165. Aaron Brenner, "Striking against the State": 15-17, citation 16; Jeremy Brecher, *Strike!*, 271
166. Aaron Brenner, "Striking against the State": 18, 23; Jeremy Brecher, *Strike!*: 273.
167. Aaron Brenner, "Striking against the State": 22-24; on peut lire la version publiée de ce texte: "Striking against the State: the Postal Wildcat of 1970", *Labor's Heritage*, printemps 1996; Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 166; première citation dans Brenner, deuxième dans Zieger. Le « George Shultz » dont il est question dans ce paragraphe est bien George Shultz qui sera plus tard secrétaire d'État sous Ronald Reagan. Pour la suite, difficile pour les syndiqués, des développements dans l'organisation du travail et la mécanisation des tâches, voir Peter Rachleff, "Machine Technology and Workplace Control: the U.S. Post Office", 1994.
168. Évaluation donnée par Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 151.
169. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*: 165-166.
170. Paul F. Clark, "Legacy of Democratic Reform: The Trumka Administration and the Challenge of the Eighties", 1996: 460-462.
171. Propos rapportés dans la revue *Fortune* de janvier 1971, cités dans Jeremy Brecher, *Strike!*: 276-277.
172. Pour ce qui précède: Paul F. Clark, "Legacy of Democratic Reform": 462-463, et Jeremy Brecher, *Strike!*: 277; citations dans Brecher. Boyle fut accusé d'avoir commandé ces meurtres et reconnu coupable en 1973.
173. Voir l'étude d'Aaron Brenner, "Rank-and-File Teamster Movements in Comparative Perspective"; pour ce qui précède, 124-125.
174. Voir notamment Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 418-419, et Jeremy Brecher, *Strike!*: 279.
175. Jeremy Brecher, *ibidem*: 279-280; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 153-154; citations dans Levy. Voir aussi Glenn Perusek, "Leadership and Opposition in the United Automobile Workers", 1995: 169-174, pour les soubresauts internes au syndicat et les actions autonomes de base entre 1967 et 1973.
176. P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*: 199-200; la citation est tirée par Edwards du livre de W. Serrin, *The Company and the Union*, 1974.
177. Voir C. Crouch et A. Pizzorno, *The Resurgence of Class Conflict in Europe Since 1968*, 2 tomes, 1978, et Équipe spécialisée en relations du travail, *Les relations du travail au Canada*, 1969.
178. Ken Weller, "1970-1972: The Lordstown Struggle and the Real Crisis in Production", consulté en ligne au mois de mai 2013: 5-7; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 156-157; citations dans Weller.
179. P.K. Edwards, *Strikes in the United States, 1881-1974*: 200, pour la première citation du paragraphe; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 157 pour les autres citations du paragraphe.
180. Voir Gregory M. Miller, *Place, Space, Pace, and Power: the Struggle for Control of the Automobile Factory Shop, 1896-2006*, 2008: 189-235; il s'agit du chapitre 5 intitulé "Pace and Resistance at Lordstown".
181. Stan Weir, "The Conflict in American Unions and the Resistance to Alternative Ideas from the Rank-and-File", 1983: 267-268.
182. Joshua Freeman, Nelson Lichtenstein et collab., *Who Built America?*: 576-577.
183. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 158-160, citation 158.
184. Voir en particulier Maralyn Edid, *Farm Labor Organizing: Trends and Prospects*, 1994. Ce livre a l'avantage de couvrir les tentatives de syndicalisation depuis les débuts du xx^e siècle, de présenter les grands traits de l'industrie et les caractéristiques de sa main-d'œuvre en Californie, notamment, et de mener son analyse jusqu'au périple et à la conjoncture du début de la décennie 1990-2000.
185. Jeremy Brecher, *Strike!*: 278.
186. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 52.
187. Citations et données rapportées par Graham Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 88-91. Notons avec Wilson que les « cols bleus » exprimaient une réprobation très prononcée des

- manifestations étudiantes, des revendications qui s’y exprimaient, considérant à 63 %, par exemple, que mettre le feu publiquement aux cartes d’incorporation militaire est un acte violent. Pour les pourcentages que nous rappelons, Wilson se sert de Richard Hamilton, *Class and Politics in the United States*, 1972 et “Black Demands, White Reactions and Liberal Alarms”, 1971 ; il se sert aussi de Howard Reiter (voir la note 7 du chapitre 5 de Wilson).
188. Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition*, 1971 : 81-82 ; Jack Woodis, *New Theories of Revolution*, 1972 : 373. Citations dans Foner.
 189. Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition* : 83.
 190. *Ibidem* : 112.
 191. *Ibidem* : 23-34 ; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 48, 55-56.
 192. Committee for a SANE nuclear policy (comité pour une politique nucléaire sensée ou responsable), organisation fondée durant la décennie précédente, au cœur de la guerre froide.
 193. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 55-56.
 194. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008 : 49.
 195. Voir Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition* : 61-63, pour les deux derniers paragraphes.
 196. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 247-248.
 197. Philip S. Foner, *American Labor and the Indochina War* : 54-56, citation 55.
 198. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s* : 57-58.
 199. Rapporté dans Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999 : 66, qui cite le livre de Joseph Califano, *The Triumph and the Tragedy of Lyndon Johnson: The White House Years*, 1991 : 189.
 200. B.J. Widick, “Walter Reuther Breaks His Chains”, *The Nation*, vol. 206, n° 25, 17/06/1968 : 782-783.
 201. Extrait d’un discours prononcé par Reuther lors de la réunion du conseil exécutif des UAW les 1^{er} et 2 mars 1968, rapporté dans Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 237.
 202. Selon l’appréciation, qui nous paraît juste, de Nelson Lichtenstein dans « Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism », 1987 : 299 ; pour la citation qui précède, 298.
 203. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 247-248.
 204. Ce paragraphe suit la présentation de cet épisode par Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit* : 409 ; selon Graham Wilson, *Unions in American National Politics* : 11, les considérations de politique internationale (Vietnam, rôle de l’AFL-CIO en Amérique latine, etc.) jouèrent un rôle considérable dans ce processus de scission.
 205. On peut lire le texte du discours qu’il prononça alors sur le site Web *The History Place. Great Speeches Collection*, “President Lyndon B. Johnson Decides not to Seek Reelection”.
 206. Pour ce paragraphe, voir Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968* : 240-243, 247-250 ; citation 243.
 207. À ce moment, Hoffa était en prison et un de ses bras droits, Frank Fitzsimmons, devait assurer pour lui l’intérim (*caretaker*). Pourtant Fitzsimmons se prit en quelque sorte au jeu et chercha à consolider son pouvoir, notamment en redorant l’image du syndicat des Teamsters. Mais, pour se maintenir à la direction, il dut consentir aux barons des satrapies locales et régionales de l’union des pouvoirs que Hoffa avait toujours voulu se garder, par exemple la gestion des programmes de retraite. Ces barons ne changèrent par ailleurs pas leurs visions traditionnelles ; c’est ainsi que Fitzsimmons ne put empêcher les « alliés de Hoffa dans la conférence de l’Ouest du syndicat de signer avec les producteurs de raisins des contrats à rabais » afin de s’approprier les travailleurs que cherchait à organiser Cesar Chavez. En 1972, Fitzsimmons échangea l’appui des Teamsters à la candidature de Richard Nixon à la présidence pour qu’il accorde sa grâce à Hoffa, une grâce assortie de conditions interdisant cependant à Hoffa d’occuper un poste de responsabilité syndicale – garantissant ainsi à Fitzsimmons la direction du syndicat (Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Main in Detroit* : 430-433).
 208. Pour ce qui précède : Nelson Lichtenstein, *ibidem* ; Nelson Lichtenstein, “Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism” : 298-299 ; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American*

- Liberalism, 1945-1968*: 246-248; Damon Stetson, "An Interview with George Meany", *New York Times*, 31/08/1969.
209. Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition*: 65.
210. A.H. Raskin, "Whither Labor: Recent Developments in the Strength and Philosophy of American Labor", 1966: 319-320. On peut ajouter trois ou quatre années d'âge en 1969 aux membres du conseil exécutif et à Meany en regard de ce que rapportait Raskin au milieu de la décennie.
211. Rapporté dans Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition*: 65-66; B.J. Widick, "ALA: New Voice of Labor", *The Nation*, 16/06/1969: 758-760.
212. Voir ci-dessus la note 207.
213. B.J. Widick, "The UAW Looks Ahead: A Voice not an Echo", *The Nation*, vol. 214, n° 20, 15/05/1972: 615-617.
214. Avec Chavez, Schrade avait participé à l'organisation de la campagne à la nomination que remporta Robert Kennedy en Californie; il fut lui-même blessé par balles lors de l'attentat contre Kennedy.
215. Philip S. Foner, *The Growth of Union Opposition*: 70-77, citation 72: site Web BBCHOME; Witness BBC News, "On this Day, 1950-2005. 15 October 1969: Mass Protests against Vietnam War".
216. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 49, Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 60-62, citation dans Levy, 62.
217. Philip S. Foner, *American Labor and the Indochina War*: 85-86, 98-113, citations 85-86, 99, 107.
218. Steve Murdock, "Labor for Peace. The Unions Find Consensus", *The Nation*, vol. 215, n° 1, 10/07/1972: 11-12.
219. Pour les deux paragraphes qui précèdent, les renseignements sont tirés de *ibidem*: 11-14. Par ailleurs, précisons que notre but ne peut être ici de faire l'histoire de l'engagement américain et de la guerre au Vietnam. La fin de l'engagement fut réalisée progressivement à compter de 1973, cependant que le régime du Vietnam du Sud s'effondra en 1975; le pays fut alors réuni sous la gouverne de Hanoi.
220. Souvenons-nous de leur rôle lors des présidentielles de 1960 et 1964, des élections de 1962 et 1966 – malgré le recul des démocrates en 1966; aux élections présidentielles de 1968, l'AFL-CIO et le COPE porteront seuls la campagne de Hubert Humphrey, dont l'appui dans les sondages crût alors continuellement: le jour du scrutin, Richard Nixon n'emporta la présidence qu'avec 500 000 voix de plus que Humphrey, un succès dans la défaite. Et l'on doit rappeler le rôle que tint le syndicalisme dans la mise en forme des majorités au Congrès pour le vote des mesures sur les droits civils et électoraux de la population noire, etc. Le poids politique de l'AFL-CIO s'exprima aussi en direction inverse, quand on réussit éventuellement à amoindrir l'effet des politiques d'action positive du gouvernement de Washington dans le monde du travail, surtout dans l'univers des métiers de la construction.
221. Voir Seymour Martin Lipset et Noah M. Meltz, *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004: 10-14.
222. Miriam Golden, "Conclusion: Current Trends in Trade Union Politics", 1992: 321.
223. Seymour Martin Lipset et Noah N. Meltz, *The Paradox of American Unionism*: 11, 25-26.
224. Andrew Thomson, "A View from Abroad", 1981: 298.
225. Seymour Martin Lipset et Noah N. Meltz, *The Paradox of American Unionism*: 46-53.
226. D. Quinn Mills, "Management Performance", 1981: 102.
227. Neil W. Chamberlain, "The Philosophy of American Management toward Labor", 1966: 175-176, 182-183.
228. Kim Moody, *An Injury to All*: 79-83, citations 79, 80.
229. Jusqu'à la rupture des UAW, les deux syndicats importants à l'extérieur de la centrale sont la National Education Association (regroupement d'origine professionnelle pratiquement transformée dorénavant en organisation de type syndical) et les Teamsters, deux groupes ne pouvant prétendre alors à un rôle de direction alternative pour le mouvement ouvrier.

230. Rapporté dans Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 100.
231. À cet égard, voir: T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 1994: 53-55.
232. À nouveau, les chiffres varient pour une part selon les sources, mais donnent généralement des indications qui ne se contredisent pas. Selon le *Statistical Abstract of the United States*, 1977: 418, le pic du nombre de syndiqués fut atteint en 1974 avec 21 643 000 membres, dont près de 17 millions à l'AFL-CIO, ce qui constitua aussi le nombre le plus élevé de la centrale. Les pourcentages de la main-d'œuvre syndiquée sont pris dans Gerald Mayer, 2004: 22.
233. Rapporté par Amy Foerster, "Confronting the Dilemmas of Organizing. Obstacles and Innovations at the AFL-CIO Organizing Institute", 2001: 157.
234. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006: 218.
235. Cité dans Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 125.
236. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 73.
237. Robert H. Zieger, "George Meany: Labor's Organization Man", 1987: 345.
238. Damon Stetson, "An Interview with George Meany", *New York Times*, 31/08/1969.
239. A.H. Raskin, "Whither Labor: Recent Developments in the Strength and Philosophy of American Labor": 319.

Chapitre 8

LES ANNÉES DE TRANSITION POLITIQUE, 1968-1981

PRÉSENTATION

Il y a plus d'un demi-siècle, le politologue Samuel Lubell notait que le «système solaire de la politique américaine [*our political solar system*] était caractérisé non pas par la concurrence de deux soleils égaux, mais par l'existence d'un soleil et d'une lune. C'est au sein du parti majoritaire que les questions principales de chacune des périodes sont débattues et tranchées; la lumière dont brille le parti minoritaire» n'est qu'un «reflet de celle qui est ainsi produite¹». Le Parti démocrate fut bien ce parti majoritaire de la période ouverte par le New Deal; il remporta la majorité dans les deux chambres du Congrès sans discontinuité entre 1933 et 1979, à l'exception de quatre années (1946-1948, 1952-1954), et domina largement les élections présidentielles durant la même période. À l'échelle nationale, la formulation des grandes orientations en politique intérieure et extérieure suivait pour beaucoup la conclusion des efforts d'élaboration et les débats qui avaient cours en son sein. Le général Eisenhower, lorsqu'il fut porté à la présidence, ne remit pas en cause les réformes du New Deal, s'y conformant plutôt même de manière conservatrice.

Ce que nous avons appelé la «décennie de toutes les contestations» ébranla des piliers de cet état de fait et s'en prit même souvent à eux, d'un point de vue de gauche. C'est par la gauche que furent remis en question les tenants et aboutissants de la politique démocrate: avec l'opposition à la guerre du Vietnam, le mouvement revendicateur de la population africaine-américaine, les émeutes urbaines, la difficulté même du système de relations industrielles à contenir les demandes et l'action de la classe ouvrière et le nouveau féminisme, notamment. Les mouvements sociaux qui portent cette évolution interpellent aussi directement la gouverne d'alors du Parti démocrate. Lors du congrès du parti en 1968,

leur poids se manifeste pour une part de l'extérieur des travaux par les manifestations massives qui accueillent les délégués, mais aussi dans l'enceinte même des travaux, dans les débats et les querelles qui le déchirent. Deux volets témoignent d'une même pression, une pression sur la formation située à la gauche du bipartisme établi. Depuis les années 1930 et 1940, les rapports entre les partis présidentiels relevaient largement du cadre du New Deal, dont la logique avait situé tendanciellement en politique intérieure le discours dominant à la gauche du spectre idéologique de la société américaine.

Cela dit, la dynamique contestataire des années 1960 suscita d'elle-même en vis-à-vis le surgissement de nouveaux courants conservateurs, et même réactionnaires, le renforcement aussi de certains que l'on connaissait déjà, courants qui se conjuguèrent au bout d'un temps en une volonté ferme de transformation par la droite des arrangements sociopolitiques et socioéconomiques établis. Pour le traitement de notre sujet, ce développement va se révéler aussi significatif que le moment politique couvert jusqu'ici en nous servant de la notion «dépassement par la gauche», parce qu'il sera au cœur de déterminations bientôt majeures de la politique intérieure.

Nous allons avec ce chapitre nous pencher précisément sur les péripéties marquantes du passage de l'une à l'autre période, de la contestation par la gauche à la contestation par la droite. Le déroulement n'en apparaît évidemment pas linéaire, ne fût-ce que parce qu'il procède du jeu de rapports de forces vivants. Mais, rétrospectivement, la pente de l'évolution d'ensemble ne peut faire de doute et, contrairement aux coups de boutoir venus de la gauche, ceux de la droite réussiront éventuellement à transformer la donne effective des rapports sociaux et économiques, donc la position du mouvement ouvrier. Voilà qui justifie l'utilisation de la notion de transition pour attester du contenu d'une dimension importante de la période 1968-1981. De cet angle, cette période diffère de la période dite des «années 1960», même si elle y plonge des racines et qu'il y a des chevauchements chronologiques.

Nous commencerons en traitant de l'action principale du syndicalisme en 1968 contre des engouements pro-Wallace marqués dans certains secteurs syndiqués durant les mois des primaires présidentielles. Cette action prit l'allure de l'intervention d'urgence, partiellement panique. On sait, par ailleurs, que le candidat républicain Richard Nixon emporta alors la présidence, d'extrême justesse cependant, devant le démocrate Hubert Humphrey, dont la campagne reposa presque uniquement sur les ressources de l'AFL-CIO. Le Parti démocrate était en effet sorti en lambeaux de son congrès de la même année, alors que Humphrey s'avérait depuis toujours un favori des syndicats. Les orientations de Nixon à l'endroit du mouvement ouvrier, durant sa

campagne puis son premier mandat, se parèrent de connotations originales : il fit montre en effet de signes d'une ouverture réelle, qui furent bien perçus par Meany et une part de l'appareil du syndicalisme, même en ce qui eut trait bientôt à sa politique de contrôle des prix et des salaires. La route des présidentielles de 1972 allait par ailleurs se révéler semée d'embûches pour George Meany, pour sa centrale et tout autant pour les UAW, parce qu'ils y perdraient les bases de leur puissance historique au sein du Parti démocrate. Qui plus est, l'investiture du parti à la présidence sera remportée par George McGovern, candidat de la paix immédiate au Vietnam et champion des nouveaux mouvements sociaux. Meany lui refusera tout appui de la centrale.

À ce stade de notre chapitre, il conviendra de se pencher à nouveau sur la nature du bipartisme américain, sa nature sociale et la nature sociale du Parti démocrate, et même de revenir à l'explication de son rôle dans la société américaine en examinant les caractéristiques d'alors de ce bipartisme dont les composantes ne comptent pas formellement de membres et voient leur fonctionnement interne largement codifié par les pouvoirs publics. Car ce sont les pouvoirs publics qui assurent pour une part la tenue des primaires et dictent les conditions de la désignation des candidats et des candidates. Comment ce bipartisme a-t-il réagi aux années 1960 et comment évolue-t-il au cours de la décennie 1970-1980 ?

Les démocrates reprirent la présidence en 1976 avec Jimmy Carter et gardèrent la majorité dans les deux chambres fédérales. Allait-on assister à la réaffirmation du cadre politique de l'époque *new deal* ? Cette fois, Meany et l'AFL-CIO auront en tout cas appuyé activement le candidat démocrate victorieux et l'on assistera à des efforts répétés de travail en commun entre la présidence et le syndicalisme. Pourtant, les temps ont changé : déjà, Carter engage des processus de déréglementation des activités économiques et il ne tient pas certaines promesses sur lesquelles le mouvement ouvrier comptait particulièrement.

En 1980, c'est le républicain Ronald Reagan qui gagna la présidence. À ce moment, et même si tout n'est pas encore clairement perçu, la transition vers une période de mise en cause explicite des rapports institués entre le mouvement ouvrier, le patronat et l'État notamment, est réalisée. Rétrospectivement, le tournant de la décennie 1980-1990 va signaler en effet un changement d'époque, l'entrée dans une époque de dislocation, voire de disparition d'aspects définitoires de la période issue du New Deal, en plusieurs dimensions. Le « système solaire de la politique américaine », si l'on se réfère à la vieille image de Lubell, sera ainsi transformé, largement au profit du Parti républicain, de repères idéologiques conservateurs et de droite, comme du pôle patronal dans le rapport salarial.

1. UNE CANDIDATURE POPULISTE ET RACISTE

En 1968, George Wallace fit campagne à la présidence des États-Unis en tant que candidat d'un American Independent Party, alors récemment mis sur pied. Gouverneur de l'Alabama, il s'était fait une réputation nationale de porte-étendard de la ségrégation raciale en défiant personnellement, par sa présence physique, l'intégration d'étudiants noirs à l'Université de l'Alabama en 1963. Son discours d'intronisation au poste de gouverneur, prononcé quelques mois auparavant, avait été « écrit pour lui par un proche conseiller qui était organisateur du Ku Klux Klan » ; il y proclamait : « Ségrégation maintenant, ségrégation demain, ségrégation toujours. » Emblème sans nuance aucune, donc, de cette vieille tradition raciste du Parti démocrate sudiste, il prit le chemin d'une candidature indépendante à la présidence en 1968 parce qu'il ne croyait pas possible d'emporter l'investiture nationale du parti. Il avait testé le terrain d'une course à la nomination démocrate dès 1964, et il y reviendra en 1972 (et même en 1976)² ; mais c'est comme candidat de l'American Independent Party qu'il sema la panique au sein des états-majors syndicaux en 1968, quand des engouements évidents envers sa candidature se manifestèrent à l'extérieur du Sud, dans des régions du Nord industriel et même parmi de solides secteurs syndiqués. À l'annonce de sa candidature, en février 1968, les sondages accordaient à Wallace quelque 11 % des intentions de vote ; mais, vers la fin de l'été, le pourcentage de ses appuis « avait presque doublé ». Il prônait alors l'abrogation du Voting Rights Act de 1965, qui avait interdit toute forme de discrimination dans l'exercice du droit de vote, de même que de la loi fédérale de 1968 obligeant à la fin de la discrimination domiciliaire ; il réclamait de plus que cesse l'intervention de Washington dans les États visant à assurer « l'intégration scolaire³ ».

En 1968, le climat sociopolitique s'avérait particulièrement tendu et troublé, à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis. Le président Johnson avait été amené à retirer sa candidature. L'ébranlement de la coalition démocrate par la gauche poussait à la division interne des préférences électorales comme des réactions politiques. Lors d'une assemblée électorale tenue en faveur du candidat démocrate à la présidence Hubert Humphrey en 1968, celui-ci se fit durement rabrouer par le membre du Congrès africain-américain de Detroit John Conyers, un de ses partisans pourtant, quant à l'apport de Walter Reuther à la « cause des Noirs ».

La campagne à la présidence suivait l'explosion des émeutes urbaines que nous avons rappelées, dont la plus meurtrière était précisément survenue à Detroit en 1967. Humphrey venait de saluer ce qu'il voyait comme une contribution remarquable de Reuther, quand Conyers répliqua : « Reuther ne

comprend pas plus le problème noir que vous» ! Or, Walter Reuther et Hubert Humphrey s'avéraient sûrement, l'un en politique et l'autre au sein du mouvement ouvrier, des représentants fidèles de l'alliance politique *labor-liberal*, mais aussi des défaillances et des insuffisances, du point de vue de Conyers, de cette alliance. Les difficultés pouvaient aussi se manifester directement le jour du vote. Toujours à Detroit, cette fois lors des municipales de 1969, le candidat à la mairie Richard Austin, un Noir appuyé par les UAW dans une ville hautement syndiquée, fut battu par son opposant blanc Roman Gibbs, le shérif de Wayne County, le comté où est situé Detroit. Cette ville était alors composée à 45 % de citoyennes et citoyens noirs, ce qui laisse supposer que la quasi-totalité des Blancs votèrent contre Austin⁴.

La coalition *new deal* n'avait pas solutionné la plaie historique de la hiérarchisation raciale de la société américaine, dont les divisions éclataient au grand jour, elle s'y était même moulée, en quelque sorte. Cela la menaçait maintenant ouvertement car, ainsi qu'allait plus tard le souligner, parmi d'autres, le journaliste Thomas B. Edsall, les votes qu'obtint Wallace en 1968 se retrouveraient très largement du côté de Nixon en 1972⁵. La campagne de Wallace tourna incontestablement autour des thèmes de la race, de la « loi et l'ordre » et de la lutte au communisme, menaçant le Nord-Vietnam de le « ramener à l'âge de pierre », par exemple. Mais, contrairement à la campagne du républicain Goldwater en 1964, George Wallace ne s'identifia pas à la droite économique, non plus qu'il ne mena une croisade contre les politiques sociales du New Deal. L'American Independent Party prônait « une hausse des dépenses » dans des domaines couverts par la « sécurité sociale et affirmait l'obligation » des pouvoirs publics à « garantir les soins de santé aux plus vulnérables ». Son programme disait même approuver l'existence des « grandes organisations de métiers » et soutenir le principe du « droit à la négociation collective⁶ ».

À l'extérieur du Sud, Wallace se rendit cependant vite compte « que des appels explicitement racistes et ségrégationnistes » ne plaisaient pas réellement. Dès 1964, il avait ainsi expliqué au Wisconsin : « Si le Wisconsin croit aux vertus de l'intégration, c'est son affaire, pas la mienne. Un vote pour moi au Wisconsin n'est pas un vote en faveur de la ségrégation. C'est un vote déclarant votre droit de diriger vos écoles, vos commerces, vos vies comme vous l'entendez, et seulement comme vous l'entendez⁷. » Voilà une position qui correspondait au tour populiste que le politicien de l'Alabama donnait à ses campagnes présidentielles. Il s'en prit ainsi en 1968 aux « intellectuels je-sais-tout, aux grands politiciens, aux bureaucrates barbus, aux juges fédéraux jouant à Dieu le père », à toute cette bande de donneurs de leçon, « libéraux en limousine » prétendant savoir ce qui est bien et régenter la vie de tout le monde. Ils

«avantageaient les Noirs, soutenait Wallace, et fermaient les yeux devant la subversion radicale». Contre eux, il en appelait au petit peuple, «à l'ouvrier du textile, à celui qui travaille dans l'acier, au barbier, à l'esthéticienne, au policier sur la brèche», à tous ces gens décents qui *triment* dur et paient les pots cassés⁸.

Durant cette campagne, le racisme s'exprimait cependant ouvertement dans l'appui, haut et fort, donné au refus du «*busing*» obligatoire et aux actions de résistance menées par les Blancs contre cette méthode particulière d'intégration scolaire. Dans le Nord, cette agitation ne pouvait réellement se déployer qu'au sein de tranches de la population blanche plus immédiatement touchées par les mesures qui en découlaient (et, dans une moindre mesure, par les mesures d'intégration domiciliaire). Obligatoirement, ces tranches de la population se retrouvent parmi les couches et les classes *travailleuses*: ouvrière, petite bourgeoise et classe moyenne inférieure, employés de bureau et commis, etc. Un exemple de ce type de résistance très éloquent fut rapporté alors par le *New York Times*. Il s'agit de la réaction d'un travailleur de l'automobile vivant dans une banlieue ouvrière aux portes de Detroit, démocrate partisan des politiques sociales et syndiqué. «Ce qui me consume de rage, expliqua-t-il, c'est que j'ai dû payer une somme énorme [pour l'achat de ma maison] pour que mon fils puisse se rendre à pied [...] à l'école. Je n'ai pas l'intention de payer de grosses taxes scolaires et davantage pour une maison [que si j'étais demeuré dans la ville] et de voir quelqu'un l'expédier à trente milles d'ici recevoir une éducation de niveau inférieur⁹.» Il n'est pas besoin de longue démonstration pour que l'on voie la facilité avec laquelle un politicien populiste et raciste pouvait susciter cette réaction. Car l'inégalité sociale instruisait directement la nature des réponses que la société établie, mentionnons-le à nouveau, apportait au vaste mouvement de revendication de l'égalité des Noirs.

Les taux d'imposition n'avaient pas été réduits et les formules de financement des grandes politiques sociales s'avaient largement régressives, souvent fondées sur des contributions employés-employeurs. Mais les orientations de la «Great Society» étaient axées d'abord sur l'aide aux démunis, à l'exception notable de Medicare pour les aînés. Cela donnait une impression, pas entièrement fautive, que le souci gouvernemental en faveur de la «santé publique» se réduisait à «celui de la santé des pauvres», que l'aide publique au logement se définissait comme une «aide au logement des pauvres», que l'intervention publique pour le recyclage et la formation professionnelle était une intervention de «formation professionnelle des pauvres», etc. Idem pour les programmes d'appoint à l'apprentissage des enfants à l'école et les prématernelles, notamment. En d'autres termes, des dépenses sociales visant à secourir, pouvaient penser les salariés, les «Noirs, les pauvres, les minorités», jamais les familles blanches ouvrières¹⁰. Quelqu'un comme George Wallace traduisait facilement

l'amertume naissant de cette évaluation en sentiments racistes, la pauvreté, par exemple, étant souvent entendue – à tort – comme le fait de la population noire. En tout état de cause, il chercha expressément à soulever l'ire des Blancs, en s'adressant, surtout dans le Nord, à la classe travailleuse blanche. Le sénateur Edward Kennedy, déjà associé à la gauche du Parti démocrate, appela alors les partisans de ses « deux frères assassinés » à rejeter le « mouvement sombre et extrémiste » de George Wallace en faisant valoir :

La plupart de ces gens [les partisans de Wallace] ne sont pas motivés par l'hostilité raciale non plus que le préjugé. Ils ont l'impression que leurs besoins et leurs problèmes ont été ignorés dans le cours des événements récents. Ils supportent le fardeau d'un système sélectif d'incorporation militaire inéquitable. Ce sont des perdants [dans le monde du travail] parce que l'éducation supérieure coûte trop cher. Ce sont eux qui se sentent les plus menacés par la possibilité de perdre leurs emplois, qui se sentent les plus inquiets pour leurs familles, la valeur de leurs propriétés ou le poids des taxes. Ils ont l'impression que le système établi n'a pas pris en considération les problèmes qu'ils vivent quotidiennement et, pour une large part, ils ont raison¹¹.

Edward Kennedy aussi avait raison. Mais l'analyse qu'il présentait portait néanmoins l'empreinte de cette tendance que partagent les « libéraux » américains, et généralement la gauche du pays, de vouloir occulter la question du racisme en fondant leur point de vue sur les réalités de classe (comme on dit aux États-Unis), la « classe » plutôt que la « race ». Mais cette perspective d'ensemble ne permet pas d'expliquer pourquoi il semblait si aisé d'attiser le racisme anti-noir dans des quartiers ouvriers blancs jusque-là très majoritairement démocrates.

La hiérarchisation raciale de la population du pays s'avère depuis toujours une hiérarchisation raciste. À cet égard, toutes les classes de la société blanche profitent de sa réalité, la classe ouvrière étant probablement celle qui en profite le moins. Le racisme sourd de cette situation, comme volonté de saisir les possibilités qui s'offrent à soi du fait de sa position par comparaison privilégiée. Il procède concrètement de la réalité des choses ; on ne peut l'expliquer tel un leurre inculqué dans le cerveau des prolétaires blancs pour les tromper – étant entendu que l'histoire américaine fourmille, par ailleurs, d'exemples d'interventions le stimulant systématiquement et le renforçant, dont les campagnes à la présidence de Georges Wallace. Voilà qui peut amener ces *prolétaires* à vouloir fermer leurs quartiers, ou à fuir en banlieue, et leurs écoles. Cela n'empêche pas que le racisme reste une abomination anticivilisationnelle. Et les travailleurs blancs font en effet partie d'une classe dominée, dont le mouvement d'ensemble aurait été renforcé s'il s'était nourri de l'énergie militante de la population noire, de même que la capacité à hausser le degré de protection sociale et

de réalisation des aspirations. Mais le mouvement de classe ne s'est pas rendu jusque-là, notamment du fait des orientations officielles de la grande centrale syndicale du pays et de ce que le racisme était présent aussi, partiellement mais sûrement, dans l'action et la structuration des acquis.

Cela dit, la campagne de Wallace réussit en 1968 une percée certaine dans des quartiers ouvriers et syndiqués du Nord, qui renversa les dirigeants syndicaux et beaucoup de responsables de second niveau, élus et non élus. Cette catastrophe soudainement appréhendée les paniqua. Al Barkan, le directeur du COPE à ce moment, écrivit ainsi privéement à Meany au mois d'août pour sonner l'alarme ; des sections locales du syndicat de l'acier et des travailleurs de l'automobile déclarèrent leur appui à Wallace. Alors qu'en septembre 1968 les sondages d'opinion à l'échelle nationale accordaient à Wallace quelque 19 % des intentions de vote, une enquête d'opinion interne menée par les UAW montrait au même moment que 10 % des leaders locaux du syndicat favorisaient Wallace, rapporte Kevin Boyle, et qu'il allait peut-être remporter jusqu'à 23 % du vote des membres à Flint, « 25 % dans le comté d'Oakland et même 75 % dans le comté de Macomb », des villes et des banlieues industrielles de Detroit à la population nettement ouvrière. Cela s'avérait aussi chez certains groupes de syndiqués d'autres États, bien sûr : au Wisconsin, au New Jersey, en Illinois, notamment. Beaucoup de ressentiment politique *de classe* semblait trouver ainsi un exutoire dans l'appui à Wallace, dont les liens de cause à effet peuvent échapper à une logique y compris de premier niveau : ainsi au moment où ce type d'appuis à Wallace se manifestait, 10 % seulement des syndiqués du Michigan appuyaient toujours l'idée d'une poursuite des « orientations de l'administration [présidentielle] en Asie du Sud-Est », alors que le « ticket de Wallace » apparaissait de très loin le plus belliciste, menaçant ouvertement d'une utilisation de l'arme nucléaire¹². Le professeur et *labor journalist* B.J. Widick soulignait en octobre 1968 que la capacité dont faisait montre G. Wallace à utiliser au profit de sa candidature une part du ressentiment « col-bleu » se trouvait d'elle-même à « remettre en question la validité des programmes et du leadership de George Meany dans l'AFL-CIO et le silence relatif de Reuther [à cet égard] au fil des ans ». « Le contraste entre la qualité du leadership que [des gens comme] Roosevelt et Lewis avaient pu assurer aux forces de progrès durant les années 1930 et celle du tandem Meany-Humphrey [le candidat démocrate à la présidence] aujourd'hui faisait peine à voir¹³. » Il n'avait sûrement pas tort...

Quoi qu'il en soit, c'est avec le même sentiment d'urgence et en utilisant le même type d'intervention que la centrale et le syndicat indépendant de l'automobile se lancèrent alors dans la bataille pour contrer l'attrait que Wallace pouvait exercer auprès de groupes relativement importants de syndiqués. Les

UAW mobilisèrent une véritable *armée* de 600 personnes à temps plein pour mener la lutte à Wallace parmi le petit peuple; comme l'AFL-CIO, le syndicat de Reuther se lança dans une charge systématique contre les conditions sociales et économiques qu'avaient à subir les travailleurs en Alabama, singulièrement comme sous-produits du racisme et en conséquence de la politique suivie par Wallace. Une politique antisyndicale, fondée sur une loi *right-to work* stricte, de bas salaires, un « taux élevé » d'analphabétisme, une « structure de taxation régressive et un taux de criminalité élevé » auquel Wallace n'avait pas tenté de s'attaquer; « tout un ami de l'ouvrier », concluait-on¹⁴. Al Barkan en était à parler de la « contamination Wallace », qu'il fallait éradiquer; le COPE publia plus de cent millions de feuillets électoraux dirigés principalement contre Wallace; Meany s'engagea personnellement dans la campagne, dénonçant le discours « de haine et de peur » que tenait Wallace, mettant en avant que sa conception du respect de la loi équivalait à l'ordre de « l'État policier » et qu'il « représentait le fascisme en Amérique ». À la télévision, il dénonça le racisme de Wallace et la vie que l'Alabama réservait aux Noirs et « aux groupes minoritaires¹⁵ ».

En tout et pour tout, ces efforts syndicaux additionnés constituèrent une immense campagne d'éducation et même d'organisation politique, par exemple, avec l'inscription de 4,6 millions d'électeurs et électrices sur les listes électorales, la mise sur pied « de banques téléphoniques dans plus de 638 localités [...] animées par 24 611 » syndiqués et sympathisants, 72 225 volontaires pour faire du porte-à-porte, etc., du fait de l'engagement de l'AFL-CIO¹⁶. Le succès fut réel, l'appui à Wallace s'effondra partout à l'extérieur du Sud, ne dépassant finalement pas 10 % chez les cols bleus et certainement pas plus que dans les autres secteurs de la population. Et Humphrey emporta le Michigan par une « marge plus importante que celle de Kennedy huit années plus tôt ». De fait, dans une course à trois, Humphrey ne perdit au suffrage populaire que par 500 000 votes de moins que Nixon¹⁷. Le candidat Wallace l'emporta dans cinq États du vieux Sud, un de moins que Goldwater en 1964; à l'échelle nationale, il obtint quelque 13,6 %, dont plus de la moitié provinrent de l'ex-Confédération sudiste. En dehors des onze États de celle-ci, il ne prit que 8,3 % des votes. Le facteur régional, l'âge, le niveau d'éducation et le genre (les femmes s'avèrent moins susceptibles de voter pour Wallace) furent des dimensions aux conséquences plus lourdes que l'appartenance de classe – en tout cas, plus « identifiables » – dans la disposition face à la candidature du gouverneur de l'Alabama. Évidemment, il ne pouvait compter sur quelque appui en provenance de la population africaine-américaine; les circonstances de vie ont pu néanmoins peser sur les choix d'électeurs et d'électrices blancs du Nord, la proximité des lieux d'émeutes urbaines ou de quartiers difficiles à

majorité noire rendant compte « d'un appui blanc à des campagnes politiques racistes¹⁸ ». Voilà certainement ce qui avait joué un rôle dans ces premiers engouements pro-Wallace notés dans des quartiers ouvriers du Nord, engouements finalement disparus.

Pour notre propos, l'intervention radicale et massive du mouvement ouvrier organisé contre ce type d'emballlement parmi ses membres, leurs familles et leur entourage immédiat fut l'une des deux principales dimensions de son action dans les présidentielles de 1968. Il faut souligner que l'institution syndicale avait nettement perçu le danger de percées pro-Wallace parmi ses membres. On craignait ainsi qu'un abandon de « l'allégeance démocrate habituelle » favorise, en 1968, le candidat républicain Richard Nixon; à moyen terme, et de portée encore plus dramatique, on savait qu'un appui col-bleu et syndiqué massif en faveur de Wallace se trouverait à ébranler les fondations de l'existence politique du syndicalisme en subvertissant la structure de son lien aux démocrates; à l'interne, un tel comportement électoral aurait à coup sûr des effets désastreux, la proportion de syndiqués noirs et de syndiqués d'autres origines minoritaires s'avérant déjà importante et manifestement promise à une croissance toujours plus déterminante: sa capacité même d'agir en tant qu'unité sociale supposait que le syndicalisme était en mesure d'imposer le silence aux « comportements politiques » racistes en son sein¹⁹.

Les analystes électoraux du moment ont pu établir que les vieilles composantes de la « coalition électorale démocrate » lui avaient gardé leur fidélité: « les Noirs, les Juifs, les intellectuels et une grosse part du mouvement ouvrier » avaient en effet voté Humphrey. La différence, et elle se maintiendrait, se trouvait dans le Sud, qui ne votait plus démocrate alors qu'il s'était toujours rangé du côté du parti lors des présidentielles avant 1964²⁰. Néanmoins, quasi à lui seul, le syndicalisme avait pratiquement eu raison de l'appui à Wallace dans ses rangs et porté la campagne de Humphrey, une campagne qui, étant donné toutes les tuiles qui s'étaient abattues sur les démocrates en 1968, ne débouchait tout de même pas sur le désastre auquel on eut été en droit de s'attendre. Surtout que, face à la fougue dont avait témoigné le gouverneur de l'Alabama, la figure de Humphrey manquait singulièrement de charisme.

Comme vice-président, Hubert Humphrey se trouvait en quelque sorte entaché de la politique vietnamienne de Johnson et avait à composer avec ses opposants. Mais, pour Meany et la haute direction de la centrale, cette dimension de la personnalité politique de Humphrey s'avérait éminemment positive, de même que son passé libéral impeccable. Un allié de tous les instants. Johnson ne se représentant pas, Meany se rendit avec le secrétaire-trésorier de la centrale, Lane Kirkland, auprès de Humphrey afin de le convaincre de concourir à la

nomination. Son accord obtenu, expliqua par la suite Meany, nous fîmes paraître « un communiqué de presse de l'AFL-CIO disant que nous encourageons vivement le vice-président » à entrer dans la course. Notons que toute cette démarche et l'appui à Humphrey ne procédèrent « d'aucune délibération » dans la centrale. Les candidatures de Robert Kennedy et d'Eugene McCarthy étaient pourtant déjà en marche. Mais non seulement Meany et Kirkland, et très certainement Barkan, craignaient-ils les positions indépendantes de Kennedy et McCarthy sur le Vietnam, mais ils savaient que leurs appuis avaient largement été constitués à l'extérieur des syndicats (McCarthy) ou indépendamment de la centrale (Kennedy), ce qui risquait d'amoindrir le pouvoir de l'AFL-CIO dans le Parti démocrate²¹.

Le procédé de l'investiture comme candidat à la présidence suivait toujours en 1968 la formule traditionnelle des débats et des alliances nouées sur le terrain même des congrès (démocrate comme républicain). Et dans la négociation de ces alliances, le syndicalisme tenait un rôle de premier plan chez les démocrates. Contrairement à McCarthy et Kennedy, Hubert Humphrey ne participa à aucune primaire. Meany, qui avait annoncé en avril l'appui à Humphrey, ne fit ratifier qu'en septembre son choix par la centrale, même s'il s'était déjà engagé contre les candidatures de McCarthy et Kennedy. Lane Kirkland mit sur pied un « comité syndical en faveur de Humphrey », qui réussit à gagner pour le vice-président la majorité des délégués en provenance des États qui ne tenaient pas d'élections primaires et même des délégués d'États où des primaires étaient organisées (États beaucoup moins nombreux que par la suite) alors même que Humphrey n'y avait pas concouru. Les vieilles règles laissaient beaucoup d'espace de manœuvre aux habitués du parti, les *regulars*. Dans un parti alors durement ébranlé, la place de l'AFL-CIO lui permit de se déclarer en faveur d'un candidat, pour la première fois, dès l'ouverture de la course à la nomination, ou presque. Elle ne compta que sur 200 délégués à elle « sur un total de 3084 au Congrès », mais ce nombre fut suffisant pour qu'elle arrache l'investiture de Humphrey²².

Le vieux système de nomination à la présidence avait permis à la centrale d'assurer la victoire de son favori; elle fit à nouveau la démonstration de sa force par la suite dans l'organisation de la campagne de Hubert Humphrey comme telle, encore que la division du « vote conservateur » entre Wallace et Nixon aida sûrement à la proximité du résultat de Humphrey et de celui de Nixon. Et il est approprié de se demander si, n'eût été le décès de Robert Kennedy, l'AFL-CIO aurait été en mesure de gagner l'investiture du vice-président Humphrey. Quoi qu'il en soit, il y avait un côté coup de force à ce qu'avait entrepris et réalisé la centrale, qui amena le Democratic National Committee à promettre une commission de réforme des règles de nomination

des candidats à la présidence et des structures du parti (Commission on Party Structure and Delegate Selection) que le sénateur George McGovern puis le représentant Donald Fraser présideront.

Il est à noter que l'un et l'autre élus étaient opposés à l'intervention militaire au Vietnam. La promesse de cette commission visait notamment à sauvegarder l'unité dans une situation où les courants contestataires à l'intérieur du parti jugeaient ne pas avoir eu accès aux mécanismes effectifs de la sélection du candidat à la présidence. «Lors de la première réunion des membres de la commission le 1^{er} mars 1969, il fut clair» que les vieux piliers sur lesquels reposaient les prises de décision du parti quant à ses plateformes et au choix d'un candidat présidentiel seraient profondément fissurés et redéfinis. L'AFL-CIO retira alors des travaux le «seul commissaire» qu'on lui avait donné sur les 28 qui composaient ce groupe de réflexion²³. L'adoption de son rapport allait bientôt transformer en profondeur un mode de fonctionnement auquel l'appareil dirigeant du syndicalisme avait adapté les voies de son influence politique. Elle allait aussi éventuellement conduire à une réforme en profondeur des processus d'investiture des candidats à la présidence de l'un et l'autre des deux grands partis. Richard Nixon avait été l'un des seuls de la vieille garde du Parti républicain présidentiel à appuyer, après sa nomination, la campagne à la présidence de Barry Goldwater en 1964²⁴. Manifestement influencé par l'effet de la campagne de Wallace en 1968, il projeta alors l'image d'une «irritation marquée envers l'utilisation du pouvoir fédéral pour forcer une communauté locale à appliquer ce qu'un administrateur fédéral ou un bureaucrate peut juger être ce qu'il y a de mieux». Sans remettre en cause l'intégration raciale, Nixon se montra réceptif aux récriminations en provenance du Sud, un positionnement qu'il agença plus généralement à un rejet du «*busing*». Comme président, il allait l'année suivante faire cesser l'intervention gouvernementale de Washington obligeant à l'intégration des écoles²⁵. Durant la campagne présidentielle, il martela aussi la nécessité d'assurer la loi et l'ordre partout dans le pays, ce qui témoignait également de l'influence des thèmes de prédilection de Wallace. Nixon n'était pas Goldwater, mais, avec sa candidature de 1968, le Parti républicain confirma son évolution politique vers la droite, qu'il allait assumer toujours plus dorénavant.

2. EN ROUTE VERS LES PRÉSIDENTIELLES DE 1972

Lors des élections de mi-mandat en 1970, les électeurs comptant sur des revenus élevés appuyèrent les républicains «par une marge de près de 2 pour 1» alors que les électeurs de revenus moyens appuyèrent les démocrates à 3 contre 1, selon le réseau NBC. Les cols bleus votèrent démocrate à environ 69% à

l'échelle nationale: 72 % dans l'Est, 70 % dans l'Ouest, 57 % dans le Sud²⁶. Les républicains prirent bien deux des sept sièges dont ils avaient besoin pour jouir d'une majorité au Sénat, mais ils perdirent neuf postes de représentants et onze de gouverneurs. Tout en gardant à l'esprit que le parti du président subit habituellement des reculs à l'occasion des consultations de mi-mandat, ces résultats s'avéraient durs pour les républicains, surtout que Nixon avait été très présent durant la campagne²⁷. Il est vrai, a écrit Jefferson Cowie, que le niveau de chômage approchait dorénavant 6 % et que le syndicalisme avait durement attaqué Nixon durant la longue grève chez GM²⁸. Mentionnons pourtant à cet effet que les sciences sociales utilisent souvent l'effet de grèves importantes et d'actions ouvrières comme facteur d'explication pouvant peser dans une direction ou dans une autre, sans se donner la peine, précisément, d'expliquer ce type de différences. Car comment rendre compte, à l'inverse de ce qui est habituellement tenu pour acquis, qu'une conjoncture d'arrêts de travail massifs et longs, souvent illégaux comme la grève sauvage des postes en 1970, et de rejets par les bases syndiquées d'ententes négociées avec le patronat par leurs dirigeants ne suscite pas de mécontentement politique du « public », et n'amène pas à voter majoritairement conservateur? Nixon ne réussissait même pas à tirer profit des manifestations d'appui bruyantes des ouvriers du bâtiment à l'engagement militaire au Vietnam...

Le moins que l'on puisse conclure, c'était bien que les présidentielles de 1968 n'avaient pas enclenché un passage à droite sans retour de l'électorat des États-Unis. Le COPE évaluait que, des 396 candidats qu'il avait appuyés en 1970, 241 l'avaient emporté, quelque 60 % à la Chambre et au Sénat, un peu plus en ce qui avait trait aux postes de gouverneurs²⁹. Durant la première moitié du mandat du président Nixon, le lobbyisme de l'AFL-CIO suivit les axes qu'on lui connaissait généralement, en faveur d'un élargissement des politiques sociales, d'un renforcement de l'autorité directe de l'Equal Employment Opportunity Commission pour que cessent les pratiques de discrimination dans l'emploi, tout en refusant que soient imposés des quotas à l'embauche dans le secteur de la construction, en faveur d'une extension aussi de nouveaux groupes du champ d'application des lois du travail, etc. En règle générale, les activités de lobbyisme du syndicalisme étaient appuyées par d'autres groupes libéraux, voire menées avec eux. Pas toutes, cependant: quand sont connues les intentions du président Richard Nixon de lever « l'opposition des États-Unis à l'admission de la Chine aux Nations unies », l'AFL-CIO fait connaître son mécontentement et se trouve alors du côté de l'American Legion, de l'American Conservative Union et de l'American Security Council³⁰.

L'effet électoral des années 1960 (telles que nous les avons balisées) atteint probablement son sommet le plus visible avec l'affrontement républicains-démocrates lors des présidentielles de 1972 : par les résultats de la course à la présidence, bien sûr, mais aussi par la révolution à l'interne que vit le Parti démocrate, où les coalitions régnautes traditionnelles sont renversées ; puis du fait des tentatives déjà engagées par le président Nixon d'élargir socialement les bases du vote républicain en s'adressant au syndicalisme, par les réactions de l'AFL-CIO aux bouleversements directs qui transforment l'organisation démocrate et ses réactions aux orientations et aux ouvertures à son endroit du président, par le positionnement même, éclaté, du syndicalisme avant et durant la campagne de 1972 quant à son intervention politique et, enfin, parce que la conclusion de l'affrontement entre les candidats à la Maison-Blanche va se trouver à clore, plus rapidement qu'ailleurs, la turbulence des années 1960 sur le terrain électoral. Donnons rapidement quelques précisions.

i. LA STRATÉGIE « COL-BLEU » DES RÉPUBLICAINS ET LA CLASSE OUVRIÈRE BLANCHE

En 1968, Richard Nixon fut impressionné par l'attrait que Wallace pouvait exercer auprès de secteurs populaires de l'électorat du nord du pays qui, habituellement, appuyaient les orientations (et le parti) *new deal*. Les thèmes de son populisme de droite se révélaient particulièrement porteurs. Nixon en tira tout de suite la leçon qu'il lui fallait s'opposer au « *busing* » et il ne prêcha plus avec la même conviction l'intégration raciale. Les manifestations des ouvriers du bâtiment en faveur de l'engagement militaire en Indochine, virulentes et patriotardes, en 1970 attirèrent évidemment aussi son intérêt. Elles achevèrent, semble-t-il, de le convaincre de la possibilité d'une stratégie « col-bleu » (*blue-collar strategy*), par laquelle on réussirait à disloquer, en partie à tout le moins, la vieille coalition démocrate. Axée sur la classe ouvrière blanche, cette stratégie viserait à constituer une nouvelle majorité en s'appuyant sur la réaction, au sens propre du terme, que suscitaient les bouleversements multiples et de plusieurs natures qui agitaient, et même déchiraient la société : premièrement, la « révolution des droits civils » et les manifestations étudiantes contre la guerre du Vietnam ; contre elles, il fallait en appeler à l'aspiration au règne de « la loi et l'ordre » et même se situer du côté du mécontentement contre « la révolution dans les règles de la morale », etc.³¹

À la fin du mois de mai 1970, Peter Brennan, président du Conseil des métiers de la construction de la ville de New York et l'un des organisateurs des manifestations des travailleurs du bâtiment fut accueilli « avec vingt et un autres chefs syndicaux » à la Maison-Blanche, afin d'y « recevoir les

remerciements personnels du président Nixon³²». À ce moment, le président Nixon était au fait des actes violents et agressifs, dont avaient amplement usé les manifestants de Brennan. Il se trouvait donc en quelque sorte à absoudre ces actes, à les excuser. Car la « stratégie col-bleu » comportait sa dose de machisme bien assumée, avec dédain proclamé pour les intellectuels de la côte Est, « efféminés » et prétentieux ; le vice-président Spiro Agnew se distinguait par la vulgarité particulière de ses attaques sur ce terrain, mais l'inspiration et les directives venaient directement de Nixon. Pour le président, « quand une crise » se pointe, « les leaders du monde des affaires et du monde universitaire » blémissent, « se dégonflent et se sauvent comme des antilopes », alors que « les ouvriers sont des hommes, pas des mauviettes ». La « nouvelle coalition » républicaine, estimait Nixon, serait ainsi constituée des « cols bleus catholiques, polonais, italiens, irlandais, cette majorité silencieuse. Aucun avenir du côté des Juifs et des Noirs ». En conséquence, il fallait aussi que les républicains cessent de s'en prendre au syndicalisme, ne paraissent pas être les porte-voix de Wall Street, même si Nixon saisissait parfaitement que sa stratégie devait par nécessité reposer prioritairement sur l'idée de « guerre culturelle » plutôt que de lutte d'intérêts socioéconomiques³³.

Néanmoins, l'Administration Nixon ne s'orientait pas à l'endroit du syndicalisme comme cela sera le cas une dizaine d'années plus tard de la présidence de Ronald Reagan. L'axe de la nouvelle majorité supposa pour une part des rapports de donnant-donnant entre la Maison-Blanche de Richard Nixon et une aile du syndicalisme, une monnaie d'échange servant en quelque sorte de garant des bonnes intentions républicaines. L'Administration Nixon chercha donc à se rapprocher des courants plus conservateurs du mouvement ouvrier, au premier chef des syndicats de la construction. On apprit ainsi durant l'année 1972 que la Maison-Blanche avait décidé, afin de se ménager un appui politique lors des présidentielles de l'automne, que les syndicats de la construction de New York n'auraient « qu'à satisfaire à quelque 25 % des objectifs d'embauche d'ouvriers noirs [*minority-hiring*] antérieurement établis par le ministère du Travail dans l'industrie » de la municipalité ; le même ministre avait engagé des poursuites contre le « district principal du syndicat des Seafarers [marine marchande] » et exigé « que les élections à sa direction tenues en 1968 soient reprises » : il abandonna bientôt cette exigence, en jugeant que le président national du syndicat avait pris « les mesures nécessaires pour que dans l'avenir » les choses se passent proprement ; après les présidentielles de 1972, Peter J. Brennan fut nommé secrétaire au Travail de la Maison-Blanche³⁴.

Tout n'était toutefois pas que mercantile dans le rapport au syndicalisme que supposait la stratégie col-bleu. La présidence de Richard Nixon sera aussi l'occasion des derniers véritables acquis sociaux de la période des années 1960

– de fait, des décennies qu'avait ouvertes le New Deal. Ainsi en fut-il du vote en 1970 de l'Occupational Safety and Health Act (OSHA : loi de la sécurité et santé au travail), une loi que le président Johnson n'avait pas réussi à faire adopter malgré l'hécatombe annuelle qui frappait les milieux de travail aux États-Unis, 14 500 décès et 2 200 000 blessures graves en 1968 par exemple, des chiffres généralement plus élevés que ceux que l'on connaissait dans les milieux de travail d'autres pays comparables. Envers la tradition et les préférences des majorités républicaines, le président Nixon s'engagea en faveur de l'OSHA, qu'il réussit à faire voter avec l'appui des syndicats, bien que son contenu ne les satisfaisait pas entièrement, et dont il assura la mise en forme concrète. Qui plus est, cette loi de la santé et sécurité s'inscrit au cœur d'un programme législatif de protection de l'environnement, de l'air et des cours d'eau en particulier, qui étonnait de la part d'une administration républicaine. En 1969, Nixon élargit par décret présidentiel les droits des employés du gouvernement fédéral en renforçant les dispositions concernant la représentation syndicale exclusive, notamment³⁵. Il fait la promotion en 1970-1971 d'une refonte du système de bien-être qui aurait notamment conduit à l'instauration d'un programme de revenu annuel de base garanti; le syndicalisme, en coalition avec plusieurs groupes de défense des droits sociaux, accueillit favorablement cette initiative, qui ne franchit cependant pas l'étape des discussions en chambre³⁶. Mentionnons aussi que, sous Nixon, le National Labor Relations Board (NLRB) ne s'engagea pas dans un effort de redéfinition ou d'administration de caractère pro-patronal de l'encadrement fédéral des relations industrielles.

Il n'en demeurait pas moins un politicien profondément conservateur. Les candidatures et les nominations à la Cour suprême qu'il mit en avant, par exemple, visaient à infléchir vers la droite les sensibilités idéologiques majoritaires parmi ses membres. Ainsi en fut-il de ses nominations des juges L.F. Powell et W.H. Renquist, entérinées par le Sénat, mais qui soulevèrent l'opposition de l'AFL-CIO et d'organisations noires et de défense des libertés, Meany déclarant notamment qu'elles illustraient bien que le président visait à composer une cour « remplie d'ultra conservateurs adeptes de conceptions aussi étroites [que les siennes] sur les droits civils³⁷ ». Et le Parti républicain n'était tout de même pas le parti de la « War on Poverty » et de la « Great Society » de Lyndon Johnson... Surtout, pour notre propos, le positionnement *idéologique* par lequel Nixon pensait gagner l'appui ouvrier confortait au sein de l'électorat des idées et des points de vue faisant écho aux orientations de George Wallace.

Une quinzaine d'années plus tard, Jesse Jackson a bien exprimé, à notre avis, la portée – pour lui négative – de ce positionnement. Rapportant une entrevue radiophonique accordée par Robert Kennedy, il se rappelle qu'à une question portant sur la grande action antiségrégationniste de 1963 à Birmingham Kennedy répondit que « non seulement la ségrégation pouvait être contestée légalement, mais qu'elle était moralement condamnable [*wrong*: injuste, erronée] ». C'était la première fois de sa vie, poursuit Jackson, qu'il entendait un « responsable blanc de haut niveau » dire de telles vérités. L'« époque Kennedy-King [ce dernier étant à la tête du mouvement de Birmingham] traitait de la tension entre des lois justes et des lois injustes. C'est la *loi* qui doit s'adapter, pas la moralité. La période de Nixon a inversé le sens » de ce rapport. Nixon « utilise les mots de la loi et l'ordre comme un code » tourné contre la minorité noire. Le respect de la loi et de l'ordre devient celui d'un système injuste posé en absolu. Nixon « a abandonné les politiques de croissance et de renouveau urbains au profit des banlieues », par exemple, « une négligence légale en quelque sorte ». Légale, bien sûr, mais injuste³⁸, faisait valoir Jackson. Par ailleurs, soulignons que cette orientation mena à la renonciation aux objectifs de développement social des populations défavorisées et exclues. Elle s'accordait bien ainsi aux « valeurs » grâce auxquelles Nixon voulait construire sa « nouvelle majorité ». Il se trouvait à justifier des « négligences », à les attiser presque à l'occasion – par exemple, avec ses interventions contre le *busing*.

Les meilleures études sur la culture populaire et l'état d'esprit de la classe ouvrière au tournant de la décennie 1970-1980³⁹ s'arrêtent à ce qu'elles perçoivent comme étant sa confusion politique. La classe ouvrière s'avère alors militante dans le rapport aux employeurs, prête et disponible à l'action revendicative, plus que c'était le cas habituellement. Mais, hors du milieu du travail, tout paraît plus complexe, la confusion devient synonyme de désarroi. Il y a là un espace que cherche notamment à investir le président Nixon en s'adressant à « la classe ouvrière blanche » sur l'axe de ses « valeurs » supposées. Gus Tyler, permanent syndical dans l'industrie du vêtement, a expliqué ainsi en 1972 : « Durant les années 1970, la rage s'empare facilement du travailleur blanc. Il est prêt à se battre. Mais il n'est pas vraiment certain contre qui déclarer la guerre. » Les hautes directions syndicales ne donnent pas de réponse à ce désarroi ; et si Gus Tyler saisit les particularités du moment, en règle générale ces hautes directions manifestent surtout leur malaise et leur incompréhension. I.W. Abel, le président des travailleurs de l'acier, se plaint de ce que la classe ouvrière est turbulente et n'affiche pas sa reconnaissance envers ses prédécesseurs et les organisations constituées : « Les jeunes ouvriers n'apprécient pas ce que le syndicat a construit. Ils n'ont pas connu les temps *difficiles*. »

Jefferson Cowie, qui rapporte ces phrases de Tyler et d'Abel, met en exergue que les hautes directions syndicales semblent alors considérer les « perturbations comme autant de menaces à [leur] pouvoir et à la capacité du syndicalisme » de remplir ses fonctions définies par les négociations et les mécanismes institués de règlement des conflits⁴⁰. D'une manière ou d'une autre, il apparaît clairement que le mouvement ouvrier ne fournit pas de réponse à la confusion sociopolitique que plusieurs ont ainsi constatée. Et si George Meany envisage à ce moment l'éventualité de renouveler les voies de l'intervention politique de la centrale, c'est en jugeant la possibilité d'un retour à la formule de la non-partisanerie qui avait cours avant l'émergence du CIO, c'est-à-dire à cette formule d'une action politique se limitant à faire valoir lors des congrès des deux grands partis les demandes du syndicalisme et à publiciser ensuite, auprès de ses membres, les résultats obtenus dans leurs plateformes, avec consigne ou non d'un choix particulier. À cet égard, il y aurait même eu des négociations secrètes avec la présidence républicaine, favorisées à la fois par la stratégie nixonienne d'une nouvelle majorité et le mécontentement de l'appareil dirigeant de la centrale à l'endroit des démocrates : chaos de la convention de 1968 et règles nouvelles de sélection d'un candidat à la présidence en 1972. Mais la crise du Watergate, qui allait survenir durant le second mandat de Nixon, et l'approfondissement des divergences de vues sur les plans social et économique auront raison de ce rapprochement⁴¹. Il est cependant révélateur que la seule nouveauté que soupesa Meany, alors que la situation semblait exiger beaucoup plus, fût un retour au type de positionnement qui avait cours avant les années 1930. Une réponse bien faible, si tant est que le président de l'AFL-CIO ait même songé à fournir une réponse syndicale à ce désarroi.

ii. L'AFL-CIO DEVANT LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU PRÉSIDENT

Le 15 août 1971, le président Nixon annonça en toute solennité que la Maison-Blanche allait mettre en pratique une « nouvelle politique économique » (*New economic policy*), qui permettrait de résoudre à la fois les difficultés importantes auxquelles faisait face à l'échelle internationale l'économie américaine et la poussée inflationniste qui grippait notamment les échanges et le pouvoir d'achat à l'intérieur. Souvent présentée, surtout à l'époque, sous l'angle du « choc » qu'aurait voulu produire Nixon pour convaincre la population du bien-fondé de ses nouvelles orientations, la substance de son annonce prenait plutôt l'aspect du *coup de force*. Unilatéralement, les États-Unis décidaient en effet de « décou[pler] le dollar de l'étalon-or, rendant la monnaie américaine inconvertible » ; or, le dollar américain fondé sur la valeur or

constituait par la loi la base et la référence du système monétaire international établi dans l'après-guerre avec les accords de Bretton Woods. En d'autres mots, le pays refusait dorénavant d'honorer ses dettes par remboursement en or; le dollar américain aurait donc un cours en quelque sorte forcé. D'où notre notion du coup de force. Le pays n'avait pas en réserve les stocks d'or suffisants pour payer ses dettes à l'étranger; il venait de refuser la conversion en or de trois milliards de dollars à la Grande-Bretagne. Sans négociations avec les partenaires européens et asiatiques, les États-Unis faisaient disparaître les accords de Bretton Woods. Nixon annonçait aussi une surtaxe temporaire de 10 % sur les importations. Pour Hardt et Negri, ces mesures signifiaient de fait que «la dette américaine» venait d'être transférée «effectivement en Europe». Le plan de la Maison-Blanche comportait aussi des crédits d'impôt à l'investissement et d'autres, très généreux, à l'exportation⁴².

Deuxième coup de force, celui-là à l'interne. Richard Nixon annonçait que le gouvernement fédéral imposait un gel des prix et des salaires d'une durée de 90 jours. Le mécontentement des syndicats fut tout de suite évident, l'AFL-CIO et l'UAW dénonçant le gel comme une politique des puissances d'argent voulant peser sur les revenus des salariés. La «machinerie» pour assurer le contrôle des prix leur paraissait bien faible et, quand «l'administration décida que 1,3 million de syndiqués n'allaient pas toucher les augmentations de salaire négociées avant l'entrée en vigueur du gel, la [...] position se durcit»; le nouveau président des UAW, Leonard Woodcock, «déclara que, si l'administration veut la guerre, elle peut avoir la guerre⁴³». La guerre n'eut cependant pas lieu. Meany et les autres dirigeants du Labor refusèrent d'abord toute association avec les mesures de contrôle; puis ils participèrent à des comités consultatifs, s'en retirant en claquant la porte à l'occasion quand il était décidé que des clauses de contrats de travail déjà en vigueur ne s'appliqueraient pas. Ils s'inscrivirent plus volontiers dans le processus «de dé-contrôle» engagé en 1973⁴⁴.

Sur le coup, ce programme de contrôle des prix et des salaires éloigna bien sûr les syndicalistes de Nixon. Mais il n'y eut pas de rupture. Le problème de l'inflation avait donné lieu déjà à des tentatives gouvernementales d'assurer que les augmentations de salaire ne puissent dépasser certains plafonds, par exemple de 3,2 % sous les présidences de Kennedy et Johnson. Il s'agissait néanmoins de normes auxquelles on était censés alors se plier *volontairement*. Cette pression sur les salaires visait à ce qu'ils ne soient pas un facteur inflationniste, même s'il s'avérait que les augmentations de salaire avaient du mal à rattraper la hausse des prix, qu'elles s'avéraient de fait réactives. Mais ni Kennedy ni Johnson, ce dernier en dépit de toute la pression dont il était capable, ne parvinrent à faire respecter leurs directives. Nixon donna force de loi à ses propres directives qui fixèrent à 5,5 % la norme limite⁴⁵. La faiblesse de la

riposte du syndicalisme vint de ce que plusieurs des hauts dirigeants avaient eux-mêmes été convaincus au fil des ans de la nécessité d'un contrôle gouvernemental.

Dans une entrevue accordée au *New York Times* en 1969, Meany avait été très clair à cet égard. À la question « quelle serait la réponse [véritable] à l'inflation ? », le président de l'AFL-CIO avait répondu : « La seule façon efficace [...] – et je ne la propose pas, mais puisque vous me demandez – [...] ce sont des contrôles » ; des « contrôles légaux ? » poursuit le journaliste, et Meany précise : « Oui, des contrôles légaux. Mais nous n'allons pas [les] accepter à moins qu'ils s'appliquent à toutes les formes de revenu, aux prix, aux dividendes, aux profits et à tout le reste⁴⁶. » Ici, croyons-nous, Meany exprime la position d'ensemble de la direction syndicale, quelles que soient les nuances que chacun peut ou non lui apporter. Elle prépare mal à un affrontement avec la présidence au sujet des contrôles maintenant annoncés, puisqu'elle situe le mouvement ouvrier sur le même terrain, l'acculant en quelque sorte à une orientation d'amendement au programme de Nixon. L'hésitation des dirigeants syndicaux est d'origine politique, une manifestation supplémentaire des faiblesses à l'époque que l'on a notées à cet effet.

Mais il y a probablement plus. Rappelons-nous à nouveau que les mesures de Nixon surviennent en période non pas d'accalmie sociale dans les rapports d'emploi, mais de mouvements des bases syndicales massifs et exigeants. Peut-être, pour Nixon, que le gel qu'il impose s'avère d'autant plus justifié, mais il risque incontestablement de se heurter, en vis-à-vis, à de profondes dynamiques revendicatives. Or, deux ans auparavant dans la même entrevue qu'il avait donnée au *New York Times*, où il vantait l'idée de « contrôles légaux », l'échange suivant entre le journaliste et Meany laisse percer une dimension complémentaire au positionnement du chef syndical. Question : « Est-ce que le responsable syndical qui est poussé par ses membres à réclamer de plus grosses augmentations ne serait pas mieux outillé si l'Administration Nixon avait conservé l'orientation [du respect] volontaire des grandes directives sur les salaires et les prix [c'est-à-dire l'orientation des présidents Kennedy et Johnson] contre ses propres membres ? » ; réponse de Meany : « Je suppose que oui, mais la plupart des gens [qui négocient cherchent à satisfaire] leurs membres⁴⁷. » D'où le fait, devons-nous conclure, que les responsables syndicaux se sentiraient mieux outillés face au mouvement revendicatif, pour le modérer en diminuant les attentes, s'ils pouvaient lui opposer des interdits gouvernementaux... ce que sembla avoir compris Nixon. Le manque politique, ou l'absence de perspective politique de rechange, entraînait donc globalement les états-majors syndicaux à se poser pour une part en porte-à-faux du mouvement revendicatif dans le rapport d'emploi lui-même. Quelque deux mois après l'entrée en vigueur des

mesures de contrôle du président Nixon, une analyse publiée dans le même journal soutenait en tout état de cause que « le but essentiel de tout ce système compliqué de bureaux, commissions et conseils créés pour gérer la campagne contre l'inflation [est de] nouer serré le nœud sur les ententes salariales et d'accroître la pression sur les syndicats pour qu'ils se plient » à ce système⁴⁸. Voilà qui pouvait rendre, pour les états-majors syndicaux, bien inconfortable une participation suivie à ces mécanismes.

Cela dit, le syndicalisme américain compte alors plus de vingt millions de membres, donc des centaines, voire des milliers de responsables à divers échelons. Tous et toutes ne sont évidemment pas convaincus du bien-fondé de l'orientation des sommets de la hiérarchie, ou ne la perçoivent pas nécessairement comme nous; et ils sont plus immédiatement en contact avec l'humeur des membres. Il y aura des actions de résistance aux contrôles, mais le gouvernement restera sur ses positions; il adoucira néanmoins certains règlements, notamment quant aux augmentations salariales dues aux formules d'indexation au coût de la vie inscrites dans divers contrats de travail⁴⁹. Par ailleurs, quant à la composante internationale de la nouvelle politique économique, l'AFL-CIO fit valoir qu'il fallait remplacer la surtaxe sur les importations par un système de quotas des biens manufacturés que le pays importait et abolir les crédits de taxation consentis aux compagnies américaines établies dans d'autres pays: dans l'un et l'autre cas, la centrale justifiait ses demandes par le besoin de sauvegarder les emplois industriels aux États-Unis, qui disparaissaient alors, évaluait-on, par centaines de milliers chaque année⁵⁰. Il y aura des négociations à cet égard, l'Administration Nixon ne se montrant pas réfractaire à l'idée de quotas à l'importation, qu'elle appliquait déjà en partie – par exemple quant aux produits textiles.

À ce moment, les appuis politiques syndicaux à Nixon sont toujours concentrés, pour ce qui est des affiliés à l'AFL-CIO, dans les métiers de la construction, chez les Seafarers et du côté du syndicat des débardeurs de la côte Est, l'International Longshoremen's Association (ILA). À l'extérieur de l'AFL-CIO, l'appui au président vient essentiellement du syndicat des camionneurs. D'ailleurs, utilisant les pouvoirs que lui conférait la présidence, Nixon commua la sentence que servait alors l'ex-dirigeant des Teamsters, Jimmy Hoffa, le libérant sur parole après quelque cinq années d'emprisonnement sur les treize qu'il devait purger. Le syndicat des camionneurs était alors engagé, depuis la deuxième moitié des années 1960-1970, dans une guerre contre le syndicat dirigé par César Chavez pour la représentation des travailleurs agricoles de la Californie.

On a vu que tout le mouvement de solidarité avec les travailleurs, qu'il vienne des syndicats ou d'appuis populaires dépassant largement leurs frontières, allait à l'action et à l'organisation de Chavez. Il devint bientôt manifeste que, s'ils avaient à choisir, les grands propriétaires préféraient s'entendre avec les Teamsters; et il apparut tout aussi bien que ceux-ci signaient rapidement des accords très en deçà de ce que Chavez et son syndicat réclamaient. L'intervention massive des Teamsters s'accompagna en plus d'actes de violence et d'intimidation contre Chavez et les siens; elle prit de fait rapidement l'aspect d'une intervention toxique, néfaste quant à l'organisation en mouvement revendicatif véritable des travailleurs agricoles de la Californie. En tout état de cause, le président Nixon, politicien de Californie, s'était opposé aux grèves et aux boycottages des raisins de l'État qu'avait inspirés et menés Chavez. En complicité avec les Teamsters, son administration contribua expressément à l'affaiblissement du mouvement que dirigeait Chavez, dont elle visait à terme la disparition. Les Teamsters à la réputation pourtant bien ternie constituaient un solide pilier sur lequel l'équipe républicaine au pouvoir appuyait sa stratégie col-bleu⁵¹, qui ne pouvait évidemment cibler des groupes prolétaires en mouvement et évoluant à gauche, comme ceux de Chavez.

À l'approche des présidentielles de 1972, cette stratégie du président Nixon soulevait cependant des craintes, et même un certain mécontentement dans les rangs républicains et au sommet du parti. Mais le président la maintint au centre de ses objectifs en politique intérieure et de sa tactique électorale.

3. RÉVOLUTION DANS LE PARTI DÉMOCRATE

Chez les démocrates, l'attention est alors largement centrée sur l'organisation interne du parti, sa démocratisation et l'imputabilité des élus et des responsables. Elle plonge ses racines directement dans le brouhaha et les déchirements du congrès de 1968. Sans s'être présenté aux primaires de l'époque, on l'a vu, Hubert Humphrey a emporté la nomination grâce aux ententes non publicisées entre vieux routiers du parti, selon la méthode dite de « négociation entre les élites » de divers courants qui s'y retrouvent. Et George Meany et Alex Barkan, directeur du COPE, se sentaient fort à l'aise dans ce type d'intervention politique et s'y étaient montrés adroits. Mais si, dans le 5^e système de partis, le Parti démocrate se trouvait à la gauche de l'échiquier politique, il eût été surprenant que la dynamique puissante des nouveaux mouvements sociaux ne s'y répercute pas, n'y cause pas d'onde de choc. Car si la New Left considérait le « libéralisme » responsable de la guerre au Vietnam et que l'ordre du New Deal s'était compromis dans la discrimination raciale, elle constatait aussi que Lyndon B. Johnson avait piloté l'adoption de deux importantes lois contre

l'oppression de la population noire et, par exemple, qu'à l'occasion du congrès démocrate le candidat Eugene McCarthy concourait à la nomination en 1968 sur une plateforme de retrait du Vietnam et que Robert Kennedy évoluait toujours plus vers cette position.

Lorsqu'il fut connu que Humphrey obtenait la nomination, les partisans de McCarthy, et beaucoup d'autres d'ailleurs, dénoncèrent les manœuvres secrètes et les ententes de couloir, qui avaient préséance sur le libre débat et la participation. Pour maintenir l'unité à l'approche des élections, le secrétaire du Democratic National Committee, Fred Harris, promit de mettre sur pied une commission spéciale qui serait chargée de revoir les règles présidant aux courses à la nomination du candidat démocrate.

Cette commission, on le sait, prit le nom de Commission on Party Structure and Delegate Selection (commission [d'étude] sur les structures du parti et la procédure de sélection des délégués), mieux connue aujourd'hui par les noms de ses deux présidents, commission McGovern-Fraser. Le sénateur McGovern abandonna son poste à la tête de la commission quand il décida de se présenter à la nomination démocrate pour les présidentielles de 1972 ; il fut alors remplacé par le représentant Fraser, opposé – tout comme McGovern – à l'intervention militaire en Indochine. La première réunion de la commission eut lieu le 1^{er} mars 1969. Dès le départ, il fut évident que l'AFL-CIO s'y trouverait isolée ; sur 26 membres, Harris avait réservé deux places au Labor, dont l'une aux UAW et l'autre à l'AFL-CIO. Le syndicat de l'auto, qui n'était plus à l'AFL-CIO, appuya avec enthousiasme les travaux et les objectifs de la commission : ouvrir le parti, garantir qu'il devienne un lieu de débat et de participation libres, s'assurer que les délégations aux congrès sont représentatives de ce travail, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas désignées par les diverses autorités en poste au sein du parti – et redevables à ces autorités –, mais plutôt engagées envers des positions connues.

Il s'avérait normal que la dynamique *de gauche* à l'œuvre dans le pays se manifeste ainsi dans le Parti démocrate, comme s'y était aussi exprimé le mouvement de Fanny Lou Hamer et du MFDP en 1964. L'AFL-CIO décida de boycotter les travaux de la commission McGovern-Fraser et demanda au commissaire issu de ses rangs, I.W. Abel des travailleurs de l'acier, de s'abstenir de toute participation, ce dont il convint. En 1969, le temps était cependant aux transformations : la commission procéda très rapidement et remit son rapport à la fin de l'année. Il fut endossé par « l'exécutif du parti, qui fit l'appel à la convention de 1972 en incluant les nouvelles règles⁵² ». Sans que ces mots soient utilisés, on voulait en quelque sorte faire du Parti démocrate un parti plus populaire. Que le Democratic National Committee (DNC) accepte

d'aller de l'avant dans cette direction montre pour une part qu'il avait conscience de ce que le parti à la gauche du 5^e système de partis, puisque la *gauche* changeait, devait lui-même changer pour garder son rôle. Les législatures des divers États, dont relèvent plusieurs des règles encadrant la tenue des élections présidentielles, allaient elles-mêmes procéder rapidement et adopter les réformes que mettrait en avant la commission du Parti démocrate. De sorte qu'elles prirent bien effet pour la convention de 1972⁵³.

Les travaux de la commission ayant montré l'absence de « règles claires » pour la sélection des délégués dans vingt États, que les délégations étaient par ailleurs souvent désignées en des séances closes, qu'elles pêchaient systématiquement par « sous-représentation des Noirs, des femmes et de la jeunesse » et qu'elles présentaient généralement une image uniforme de l'opinion démocrate, sans voix pour les visons minoritaires, son rapport mit l'accent sur la nécessité d'assurer par l'action positive une présence aux congrès et au sein des instances « des Noirs, des femmes et des jeunes selon des proportions comparables à leur poids au sein de la population et de l'État. Même si on visa précisément à éviter l'établissement de quotas pour chacun de ces groupes », la pratique y entraîna presque obligatoirement. L'autre grande recommandation stipula que les délégations aux congrès allaient devoir être désignées par la méthode des primaires ou des caucus ouverts à tous les démocrates, dont la tenue serait obligatoirement publicisée, lieu et heure, et les travaux assurés de la plus grande participation. La commission favorisait cette méthode de la participation populaire par caucus. Quoi qu'il en soit, on soulignait que moins de 10 % des délégués de chaque État allaient pouvoir être choisis par les responsables démocrates. Malgré un certain va-et-vient entre les méthodes des primaires et des caucus, ce sont les primaires qui s'imposèrent largement⁵⁴.

Une des conséquences premières de ces réformes fut de disloquer les piliers du contrôle traditionnel du parti, les bases sur lesquelles les chefs, grands et petits, appuyaient leur pouvoir. La plupart des législatures d'État qui optèrent pour la formule des primaires l'étendirent aux républicains. De sorte que l'influence de la commission McGovern-Fraser allait se révéler considérable sur l'ensemble de la vie politique et électorale américaine. Par exemple, les délégués seraient dorénavant choisis (très majoritairement) comme délégués commis à l'un des candidats à la nomination ; la nomination devenait le produit de la participation des électeurs démocrates ou républicains et non, prioritairement, des ententes, des compromis et des négociations entre les vieux capitaines. En 1968, on comptait 17 États où se tenaient des primaires, mais il y en aura 38 en 1988. Cette année-là, 80 % des délégués à la convention démocrate avaient « été élus lors de primaires, [alors que ça n'avait été le cas] que du tiers vingt années plus tôt ». De la même façon, « au congrès démocrate de 1980

[...], 50 % des délégués furent des femmes, 14 % des Noirs et 6 % venaient d'autres groupes minoritaires». Des millions d'hommes et de femmes avaient alors participé à la désignation du candidat présidentiel. Meany et l'appareil du COPE figuraient obligatoirement parmi ces « capitaines » qui se voyaient en quelque sorte dépossédés de leur rôle de dirigeant traditionnel⁵⁵. Ils s'opposèrent donc, sans relâche, à toute cette entreprise de réforme du Parti démocrate et n'eurent de cesse de tenter de renverser le cours des développements.

Voilà un bel exemple que la haute direction la plus traditionnelle du syndicalisme, au premier chef Meany et Barkan, confond les conditions particulières établies de sa présence et de son rôle en politique avec celles de la promotion des intérêts ouvriers et des petites gens. Il est sûr que les membres de cette direction y trouvent, individuellement et comme groupe, leur compte. Il a été rapporté, par exemple, que George Meany trônait presque comme un baron dans l'enceinte du congrès démocrate de 1968, recevant les salutations de personnalités de premier plan, manifestement satisfait de lui-même⁵⁶. Mais cette haute direction ne peut concevoir une intervention efficace du mouvement ouvrier en politique indépendamment des conditions de sa propre existence et de son statut. Elle voit donc cette efficacité politique par le prisme des liens et des réseaux qu'elle a tissés dans l'organisation démocrate et son poids dans les négociations entre courants. Tout cela fondé, en dernière analyse et par ailleurs, sur la logistique et la puissance qu'elle peut déployer durant les courses à la présidence et la place du vote syndiqué dans l'électorat démocrate. Intimement liée à ce cadre politique, elle en respecte et fait valoir les balises. Cela lui confère un positionnement d'ensemble radicalement différent, par exemple, de celui de Martin Luther King à la tête du mouvement d'émancipation noir.

Martin Luther King envisagea en effet toujours le mouvement qu'il contribua si puissamment à construire comme un mouvement de masse en action, s'appuyant prioritairement et constamment sur l'activité collective directe. Il ne se plia pas au jeu des réseaux d'influence, malgré toutes les invites des leaders noirs traditionnels qui s'étaient taillé au fil des ans un certain ascendant au sein des courants libéraux, syndicaux progressistes et dans le Parti démocrate. Martin Luther King resta toujours indépendant des démocrates, ne composant pas, par exemple, avec les craintes des frères Kennedy en 1963, qui auraient préféré que les manifestants se rassemblent en un lieu moins symbolique et plus éloigné du siège de l'autorité gouvernementale que le passage allant du Monument de Washington au Memorial de Lincoln, et dénonçant la politique du président Johnson au Vietnam. Il y avait eu déjà une institutionnalisation partielle de l'intervention des organisations noires traditionnelles, évidemment moins étendue et ramifiée que l'institutionnalisation du mouvement ouvrier, même si elle était réelle. Mais elle ne représenta jamais le point de

départ de la pensée de Luther King, pas plus qu'elle constitua le cadre de référence de son activité sociopolitique, de ses méthodes d'action ou de ses objectifs. Le contraste entre ce type de positionnement et celui de Meany, d'Al Barkan et de la vieille direction de l'AFL-CIO, contraste frappant, témoigne de manière adéquate, jugeons-nous, d'une dimension cruciale de la politique (orientation et action) de ceux-ci. Leur univers paraissait donc chamboulé, comme dissous.

Graham K. Wilson, qui analysa expressément à l'époque cette réaction de Meany et des siens, fit valoir qu'elle reposait sur trois causes principales : d'abord, la répulsion qu'inspirait à la direction conservatrice toute la notion des « quotas », dont elle ne voulait sous aucun prétexte justifier le bien-fondé par crainte de favoriser son application dans l'entreprise ; ensuite, poursuit Wilson, la formule nouvelle de désignation des délégués amènerait par la force des choses le COPE à s'engager beaucoup plus ouvertement et dès le départ dans le processus des primaires présidentielles, détachant encore plus explicitement le syndicalisme de quelque autonomie à l'endroit de l'univers partisan ; enfin, pensaient Meany et Barkan, les « travailleurs se trouvaient désavantagés dans un système participatif » face aux classes moyennes plus éduquées, qui possèdent mieux la langue et comptent sur le temps libre nécessaire pour participer à des réunions. Cela dit, soulignait par ailleurs l'auteur, d'autres dirigeants – singulièrement de syndicats industriels, pouvons-nous préciser, tels les UAW et l'International Association of Machinists (IAM, association internationale des machinistes) – pensaient plutôt que « le système fermé qui avait existé » jusqu'alors « diminuait l'influence » politique que pourrait obtenir le syndicalisme⁵⁷. Mais, écrivant à la fin de la décennie 1990-2000, Taylor E. Dark nota que, de fait, les règles nouvelles contribuèrent à « éloigner des leaders [traditionnels] et de leurs alliés plus conservateurs des métiers de la construction le pouvoir » politique interne à la centrale, « au profit des syndicats plus libéraux et actifs [politiquement]⁵⁸ ». Comme nous le verrons, les nouvelles procédures ne représenteront pas le facteur unique de cette transformation, le recrutement de nouveaux syndiqués, par exemple, ayant alors suivi pour une large part l'expansion des secteurs public et parapublic de l'économie... Mais il semble juste que la disparition de piliers des formes anciennes de la puissance politique du syndicalisme y entraîna en quelque sorte fonctionnellement.

Or, on se souviendra de la mesure de cette puissance que la campagne et le résultat d'Hubert Humphrey à la présidence avaient donnée. Que le parti soit amené à cautionner une réforme compromettant le plein déploiement de cette puissance montre combien réelle s'avérait la dynamique de débordement par la gauche du cadre politique et partisan de l'intervention de progrès issu du New Deal. Elle a finalement eu raison des réticences et de l'hostilité hargneuse qu'elle suscita dans divers quartiers ; le congrès démocrate de 1972

et un « mini-congrès » convoqué en 1974 ont confirmé pour l'essentiel les réformes provenant des travaux de la commission McGovern-Fraser. Mentionnons néanmoins que, durant la décennie suivante, le parti s'engagea dans des tentatives ouvertes de « contre-réforme », comme l'a écrit Leon D. Epstein, en cherchant avec la commission Hunt, en 1984, et la Commission dite d'équité dans la sélection des délégués (Fairness Commission) en 1988, à garantir un statut de délégués d'office, de « super délégués », non identifiés ou non commis à un candidat, pour un certain pourcentage de « responsables du parti, de sénateurs et de représentants ». Sans que soient effacés les effets des réformes des années 1970, celles de la décennie 1980-1990 allaient les « modérer » et redonner officiellement une importance significative « aux professionnels » de l'organisation⁵⁹.

i. LA RÉSISTANCE HARGNEUSE DES DIRIGEANTS DE L'AFL-CIO ET DU COPE

À ce stade, soulignons à nouveau que les développements ayant eu cours entre 1968 et 1972, puis avec les résultats du mini-congrès de 1974, étaient vus par l'appareil politique et la haute direction de l'AFL-CIO comme des facteurs de déliquescence du Parti démocrate et de déliquescence des points d'appui de leur intervention sur la scène électorale. Pour Meany, ainsi qu'il le déclara publiquement, « le Parti démocrate s'était désintégré » ; il considérait, tout aussi explicitement, qu'il « s'était transformé en un parti d'extrémistes de la New Left », ce qui poussait les gens du mouvement ouvrier à s'en détacher⁶⁰. Ainsi, à l'ouverture du congrès démocrate en 1972, le président de l'AFL-CIO ne s'embarrassa pas de convenances quand il vit la délégation de New York : mais « quelle sorte de délégation est-ce là ?, s'exclama-t-il, on y retrouve six pédés connus [*six open fags*] et seulement trois membres » de la centrale : « représentatif ? » Pourtant, a-t-on fait par ailleurs remarquer, le syndicalisme comptait probablement un plus grand nombre de délégués issus de ses rangs à la convention de 1972 que cela avait été le cas auparavant⁶¹. Mais il ne pouvait s'appuyer sur l'autorité morale qui lui aurait permis d'emporter des majorités, ses positions officielles le rangeant plutôt du côté des *establishments* contestés.

La faiblesse de Meany et des siens, comme des anciens barons du parti, apparut on ne peut plus clairement lorsque les partisans des règles nouvelles réussirent à ce que ne soit pas accréditée la délégation en provenance de Chicago, c'est-à-dire la délégation sélectionnée sous la houlette du maire Richard Daley, la délégation de sa machine politique municipale, comptant plus d'une centaine de personnes. On lui refusa l'accréditation parce qu'elle n'incluait pas un nombre suffisant de femmes et un nombre suffisant de Noirs.

McGovern était le choix des courants du renouveau et son équipe parvint à faire remplacer la délégation de la machine Daley par une délégation de rechange comportant plus de femmes et de représentants des minorités, une délégation dirigée notamment par Jesse Jackson⁶², alors que « le mouvement de réforme interne au Parti démocrate réussit effectivement à ouvrir les mécanismes [...] du processus politique à des groupes qui en avaient été largement exclus dans le passé – les Noirs, les Chicanos, les femmes, les jeunes, les pauvres. Que le mouvement ouvrier ait rejeté [...] cette participation politique élargie si inspirante dans un grand parti politique constitue l'une des tragédies de la campagne de 1972 », écrit alors un commentateur de gauche dans un article sous-titré « la crise de crédibilité du syndicalisme⁶³ ».

Car, dans son hostilité à ce mouvement de réforme, la centrale se montra disposée à s'entendre avec les « machines » urbaines, la principale étant celle de Chicago, les « chefs traditionnels » et même, « à l'occasion, des conservateurs du Sud⁶⁴ », puis avec tous les courants, ou presque, qui rejetaient la nomination du candidat McGovern à la présidence. Meany et le COPE lui reprochaient sa volonté de mettre immédiatement fin à l'intervention en Indochine, son appui aux ventes de céréales à l'URSS et son vote erroné, en 1965, contre l'imposition de la guillotine au Sénat lors du débat sur le rappel de la section 14b de la loi Taft-Hartley. Il est à noter, à cet égard, que George McGovern était sénateur du Dakota du Sud, dont la constitution incluait formellement la section 14b, et que les partisans de son retrait de Taft-Hartley n'auraient pu alors réunir les votes nécessaires pour avoir raison d'une obstruction systématique. Ainsi, « Meany lui-même avait absous à l'époque [le sénateur McGovern] de ce vote » et ce dernier avait condamné depuis ce temps son propre vote de 1965 ; qui plus est, dans sa plateforme à la nomination, il mettait explicitement en avant la volonté de faire disparaître la clause honnie par les syndicats. Jusque-là, McGovern représentait l'un des élus les plus fortement cotés par le COPE, ayant mérité un score de quelque 93,5 % ; or Richard Nixon, que la direction de la centrale avait ménagé comme président, dépassait à peine 13 % à ce moment dans l'évaluation du COPE⁶⁵. La « crise de crédibilité du syndicalisme » se creusait ainsi obligatoirement... Après le congrès de 1972, Meany et Barkan affichèrent systématiquement leur mauvaise humeur envers le Parti démocrate et la campagne de McGovern.

Voulant, semble-t-il, « donner une leçon » au parti, le président de l'AFL-CIO convoqua au mois d'août 1972 une réunion du conseil exécutif de la centrale, durant laquelle il exerça toute la pression dont il était capable afin d'arracher des trente-cinq membres le « refus unanime » d'appuyer le candidat présidentiel démocrate. Le conseil adopta en fin de compte une position de neutralité officielle entre McGovern et Nixon, par vingt-sept voix contre trois

et cinq abstentions. L'unanimité voulue par Meany et Barkan ne fut donc pas obtenue. Déjà, plusieurs grands syndicats, affiliés à la centrale ou non affiliés comme les UAW, s'étaient rangés depuis 1968 du côté des réformes dans le parti et avaient directement contribué à ce que les organisations démocrates d'État les appuient : par exemple, les travailleurs des communications, les syndiqués des services public et parapublic (comme l'American Federation of State, County and Municipal Employees ; fédération américaine des employés d'État, de comté et de municipalité), les enseignants de la National Education Association (association indépendante), etc. Aux ententes de coulisses entre des barons, ces gens préféraient des « engagements » politiques clairs, un parti plus « programmatique », disait-on. Face à la neutralité de la centrale, leurs syndicats se réunirent en un comité « Labor for McGovern » qui tenta de contrer l'effet de la position de Meany et Barkan. Éventuellement, des syndicats représentant plus de la moitié des membres de la centrale allaient se prononcer en faveur de McGovern⁶⁶.

Jerry Wurf, le président de l'AFSCME et l'un des trois membres du conseil exécutif de l'AFL-CIO à s'être opposés à Meany, expliqua que « le vote du conseil [...] repose davantage sur la manière dont McGovern a gagné la nomination que sur ses positions passées ou celles qu'il fait valoir durant la campagne [...]. La véritable préoccupation a trait à la participation et à l'accès [aux instances de pouvoir dans le parti], aux intérêts constitués de l'AFL-CIO qui ne tiennent pas compte des riches possibilités qu'offre aux travailleurs et à leurs syndicats un parti plus ouvert⁶⁷ ». ... Par ailleurs, il parut vite que les syndicalistes africains-américains ne pourraient se satisfaire de cette *neutralité* face à la candidature du républicain Nixon, dont les stratégies politique et électorale se trouvaient à avaliser ce qui était présenté comme un ressac blanc face au mouvement noir. La Coalition of Black Trade Unionists fut notamment, mais précisément, formée en 1972 en signe de refus du positionnement de la centrale dans les présidentielles⁶⁸. La volonté de « donner une leçon » déchirait politiquement les rangs de la centrale et n'offrait rien de positif ; pire, selon A.H. Raskin, durant de nombreuses décennies chroniqueur syndical au *New York Times*, la neutralité servit aussi « de couverture commode aux syndicats de la construction et de la marine marchande qui œuvraient ouvertement à la réélection du président Nixon⁶⁹ ». Un mouvement ouvrier se présentant en pièces détachées, offrant l'image de la désorganisation politique – et de l'impuissance.

Quand la centrale ne réussit pas, lors du mni-congrès de 1974, à convaincre le parti de répudier les réformes de son fonctionnement interne adoptées à la suite du rapport de la commission McGovern-Fraser, le journaliste Christopher Lydon put écrire : « Alexander E. Barkan, une force avec

laquelle il fallait compter dans le Parti démocrate depuis la Dépression, vient d'être détrôné presque formellement [*has all but officially been dethroned*] de son rôle de porte-parole tout-puissant du syndicalisme dans les affaires internes du Parti démocrate⁷⁰. » La réponse de Meany fut alors de retirer la centrale de toute intervention dans le parti, une position qu'il sera bien difficile de maintenir durant la course à la nomination démocrate en 1976. Mais le « trône » venait d'être renversé, cependant que l'obstination de la centrale avait nourri un profond ressentiment à son endroit du côté des courants libéraux de réforme⁷¹. La centrale s'isolait davantage des forces de progrès et encourageait les dénonciations de *labor bosses* à l'endroit de ses porte-paroles, au premier chef Meany bien évidemment.

Plusieurs auteurs ont cherché à rendre compte de cette crispation de Meany et du COPE. Mike Davis, un intellectuel américain associé à la New Left britannique, a fait valoir par exemple que si certains, parmi les chefs syndicaux, avaient saisi que « la logique de l'incorporation » au sein de la gauche institutionnelle « des nouvelles forces sociales supposait d'ouvrir quelque peu et de réformer le processus de nomination » du candidat présidentiel démocrate, la direction Meany s'y était toujours refusée par fermeture d'esprit⁷². Dans la préface à une réédition de son classique en 1977, J. David Greenstone écrit que le refus de soutenir McGovern releva des divergences avec lui « en politique étrangère » et « sur des questions [dites] culturelles, tels le laxisme, l'éthique du travail, la déviance sociale et sexuelle », etc. De fait, soulignait Greenstone, les « groupes les plus visiblement non protégés par les règles nouvelles du parti, et souvent sous-représentés parmi les délégués, étaient principalement les catholiques d'origine européenne », traditionnellement au cœur de l'état-major de la centrale⁷³. D'autres ont plutôt fait valoir, à l'intérieur comme à l'extérieur de la centrale, que la direction la plus traditionnelle de l'AFL-CIO se sentait dépossédée de moyens privilégiés de son intervention politique, phénomène qu'elle voulut contrer en *secouant* le parti; sans compter que de grands syndicats, par affinités idéologiques, par intérêts économiques (le lien à l'effort de guerre en Indochine, notamment) ou sur la base d'ententes plus ou moins avouables ne voyaient pas ce qu'ils pouvaient gagner à favoriser de nouvelles règles de participation chez les démocrates et préféraient se ranger du côté de Nixon.

Toute bureaucratie dirigeante tend inmanquablement à considérer son statut et ses entrées, ainsi qu'on l'a indiqué dans le cas de l'AFL-CIO, comme mesures de la position du mouvement ouvrier dans sa société; en corollaire, elle juge naturel son contrôle sur les dynamiques propres à l'action de classe, et tend à l'assurer. En dernière analyse, sa hargne contre le mouvement de réforme dans le Parti démocrate procède du même type de réaction que celui qui a été suscité chez elle par les autres éléments d'instabilité sociale de la

période des années 1960, la peur de voir se dissoudre sa part de maîtrise usuelle des processus sociaux. Cela ne suppose pas que les développements de cette période atteignaient le seuil d'un reversement de sa position dans la société. Mais cela supposait incontestablement que le maintien de sa puissance et de celle de l'organisation qu'elle conduisait exigeait, comme Walter Reuther et d'autres syndicalistes l'avaient reconnu, de s'ouvrir aux courants nouveaux du progrès social et d'accepter leur apport programmatique particulier. Même : les rapports sociaux se conjuguant en une dynamique de changement, s'arc-bouter à des déterminations du passé quand des conditions nouvelles se font jour tend à fragiliser sa situation. L'orientation de Meany et Barkan a encouragé l'éclatement politique du mouvement ouvrier, identifiable à un facteur de désorganisation, un épisode d'impuissance politique supplémentaire durant la « décennie de toutes les contestations ». Or, rappelons-nous que le besoin politique fut au cœur du projet de création de l'AFL-CIO une vingtaine d'années auparavant...

Cela dit, ce que voit alors la bureaucratie dirigeante de l'AFL-CIO et du COPE, en dépit de tout, c'est que les nombres ont augmenté et que l'appareil s'est renforcé. Pour elle, tel un monolithe qui lui ressemblerait, le syndicalisme s'avérera mieux en mesure que jamais de peser, envers et même contre les dissidents sociaux et culturels, sur le fonctionnement des institutions, en les contraignant à tenir compte des intérêts populaires et en améliorant le sort des membres. Pourtant, rien ne fonctionna de cette manière : quatre années après le moment de son « pic » organisationnel, le syndicalisme était sur la voie d'une chute bientôt précipitée aux États-Unis, dans les métiers de la construction et du bâtiment notamment, où le déclin fut bientôt très marqué.

4. LE SYNDICALISME ET L'AFFRONTEMENT MCGOVERN-NIXON (ET WALLACE)

On s'en doute maintenant, la *vérité* de l'action politique de l'AFL-CIO et du COPE aux présidentielles de 1972 se révèle tout autant dans les positions adoptées au sein du Parti démocrate que dans la neutralité (quasi pro-Nixon) proclamée entre les candidats des deux grands partis, aspects interreliés. Plus profondément, elle se révèle aussi dans ses conséquences, comme nous allons maintenant le voir. Dans une entrevue accordée au début de l'année au *U.S. News and World Report*, Meany avait tenu à signifier qu'il n'acceptait pas l'idée que les États-Unis puissent « se rendre » à l'armée ennemie au Vietnam ; s'il avait incontestablement ses différences en politique intérieure avec le président Nixon, il ne pourrait jamais appuyer contre lui quelque candidat « prônant la capitulation ». Le Département des métiers du bâtiment et de la construction

de l'AFL-CIO (Building and Construction Trades Department) partageait la même opinion, de sorte que ledit département annula en 1972 sa « conférence politique » annuelle pour ne pas avoir à y accueillir de candidats favorisant le retrait rapide d'Indochine, et que ne s'y expriment de sévères critiques envers Nixon⁷⁴. La déclaration de Meany avait le mérite de la clarté; elle prenait aussi l'allure d'une menace, à laquelle il allait se tenir. L'appareil du COPE ne sera pas engagé dans la campagne présidentielle démocrate; or, c'est bien le COPE comme organisation, plutôt que ses contributions financières notamment, qui alors représentait l'atout logistique premier du parti. Son absence de la course présidentielle allait en effet coûter cher au candidat McGovern.

Il est courant de lire que George McGovern gagna la nomination démocrate grâce, en quelque sorte, aux règles nouvelles de fonctionnement du parti, qu'il se serait plus ou moins taillées sur mesure. McGovern a répondu à cet argument une quinzaine d'années plus tard en faisant valoir que lui et son équipe étaient véritablement entrés dans « la course à la nomination » en concourant dans des États qui déjà auparavant tenaient des primaires – c'est-à-dire où « les règles de base ne venaient pas d'être modifiées ». Il ajouta que sa campagne se trouva, de fait, à offrir un cadre d'organisation à des gens qu'elle attira sur « la base [...] de ses positions claires et fortes », donc en répondant à leur volonté d'action, sans même qu'il soit besoin « d'être en contact quotidien avec eux⁷⁵ ». En tout état de cause, les militants associés à la course de George McGovern eurent le dessus sur les partisans des autres candidats à la nomination démocrate surtout grâce à leur travail de base de tous les instants. Les autres candidats importants furent Edmund Muskie, d'abord le favori, l'*incroyable* Hubert Humphrey, que la hiérarchie de l'AFL-CIO et le COPE allaient en venir à nouveau à appuyer, et surtout George Wallace, qui refit alors campagne à la nomination démocrate contrairement à sa tentative de candidature indépendante en 1968. Il fit rapidement très bonne figure, dans le Sud et dans le Nord, et fut bientôt le principal concurrent à McGovern; les États aux populations largement syndiquées ne furent pas en reste à cet égard, le Michigan donnant sa délégation à Wallace et le Wisconsin, une forte deuxième place, selon les dires de McGovern, faisant de Wallace son plus dangereux adversaire. McGovern se rappelle avoir été « renversé » de l'appui reçu par Wallace « dans chacun des États où il tenta vraiment sa chance », ce qui lui fit entrevoir rapidement la possibilité d'un « raz-de-marée de Nixon », puisque les appuis au gouverneur de l'Alabama risquaient fort de se reporter sur le candidat républicain lors de la consultation présidentielle⁷⁶.

George Wallace fut cependant victime d'une tentative d'assassinat au Maryland le 15 mai 1972, qui mit fin, à toutes fins utiles, à ses espoirs présidentiels et « le laissa paralysé [...] jusqu'à la fin de ses jours ». À ce moment, le

nombre de délégués choisis pour la convention démocrate se divisait *grosso modo* en trois tiers pratiquement égaux entre Wallace, Humphrey et McGovern. Par la suite, McGovern l'emporta rapidement dans plusieurs États, qui lui garantirent un plus grand nombre de délégués pour le congrès du parti que chacun de ses adversaires, mais pas l'assurance de la nomination. Il fut ainsi amené à se chercher des appuis parmi les autres courants du parti, au premier chef le *labor*, dont l'appareil électoral lui serait en plus nécessaire s'il recevait la nomination. Les éléments principaux de sa plateforme avaient trait, bien entendu et toujours, au retrait du Vietnam, mais aussi à l'adoption d'une politique de revenu garanti pour tous les citoyens et à une «réallocation de ressources des postes budgétaires militaires vers des fins civiles afin de créer le plein emploi». Il défendit aussi les mesures gouvernementales d'égalité raciale et le principe du «*busing*». Comme on l'a vu, certains dirigeants syndicaux vont lui répondre positivement et engager la formation d'un comité pro-McGovern; des membres de l'état-major du parti acceptèrent aussi de se rallier. McGovern réussit donc à obtenir l'investiture démocrate; mais jamais il n'obtient l'appui du COPE et de la vieille garde la plus traditionnelle de la centrale. Cela greva très directement la puissance de sa campagne⁷⁷.

Il est vrai que, dans certains secteurs du syndicalisme, le vote de McGovern en 1965 contre la guillotine qui aurait permis le rappel de la section 14(b) était durement ressenti. En Californie, par exemple, le syndicalisme se souvenait avec fierté de sa grande victoire politique de 1958 contre l'instauration d'une mesure *right-to-work* dans la loi sur les relations de travail de l'État, victoire à laquelle on attachait une grande valeur symbolique⁷⁸. Néanmoins, à la sortie de la convention démocrate, ce qui retint l'attention fut que le parti s'était doté d'un candidat présidentiel auquel s'opposait le syndicalisme, en d'autres mots, que le syndicalisme venait de perdre son pouvoir de «veto» sur les nominations présidentielles démocrates, le renversement d'une situation que l'on croyait incontestablement assurée. D'où la colère de Meany et sa volonté ferme de ramener la situation *ante*, quitte à favoriser un effondrement en 1972.

Dans sa campagne à la présidence contre Nixon, McGovern fut tout de suite mis sur la défensive. Wallace écarté, Nixon soigna sa «stratégie sudiste» et les républicains s'attelèrent à présenter l'aspirant démocrate comme un extrémiste du *busing*. On lui accola aussi l'étiquette dite des trois «A», amnistie (pour les appelés ayant refusé l'incorporation), acide (LSD) et avortement, une «mise en accusation» au service de la stratégie visant à intégrer le vote de la classe ouvrière blanche à la coalition républicaine, sur la base de valeurs traditionnelles et de la promesse de «la loi et l'ordre», afin de répondre au sentiment d'insécurité que le tumulte social semblait créer⁷⁹. Et Nixon répéta qu'on était

près d'une fin de l'engagement en Indochine... Par ailleurs, si des militants jeunes, antiguerre et *new left* furent partie prenante de la campagne de McGovern, une majorité des leaders et de la presse du mouvement de contestation et de la gauche radicale et socialiste ne l'appuyèrent pas : on l'accusa plutôt « d'accepter la prémisse de l'impérialisme américain », même s'il refusait la guerre en Indochine, et de donner « légitimité au Parti démocrate, un parti ouvertement capitaliste et impérialiste⁸⁰ ». La New Left parut bien décontenancée devant la candidature de George McGovern et, en dépit de l'enthousiasme de son équipe, celui-ci ne put compter (l'eût-il souhaité?) sur la force dont elle avait su déjà faire preuve.

Richard Nixon fut réélu à la présidence en un raz-de-marée d'envergure historique : l'appui électoral fut proportionnellement le plus élevé de l'histoire des États-Unis : « 62 % des suffrages et 49 États au Collège électoral » ; seuls le Massachusetts et le District de Columbia allèrent à McGovern. Rappelons qu'en 1964 Lyndon B. Johnson l'avait emporté avec le plus grand nombre de votes de l'histoire ; en huit années, alors, le pays était ballotté d'un côté à l'autre de l'échiquier partisan, sur des positions incontestablement différentes. Selon certaines évaluations, cependant, la dizaine de millions de gens qui avaient voté en faveur de Wallace en 1968 reportèrent très largement en 1972 leurs suffrages du côté de Nixon ; or, il s'agit pour beaucoup d'anciens électeurs démocrates, singulièrement dans le Sud, un facteur qui, notamment mais de soi, sert à rendre compte des résultats de l'un et l'autre candidat : Nixon recueillit en 1972 quelque 47,2 millions de votes, contre 29,2 millions pour l'aspirant McGovern⁸¹. Mais la croissance des suffrages pro-Nixon s'avérait en tout état de cause phénoménale.

Les évaluations du vote de la classe ouvrière, réalisées durant la décennie 1970-1980 ou plus tard, tendent à faire valoir qu'il se divisa en parts relativement égales entre les deux candidats, avec un léger avantage pour Nixon tout de même. L'appréciation des données présente donc un certain degré de complexité. Jefferson Cowie rapporte que « 57 % des travailleurs manuels » votèrent Nixon, qui obtint dans ce cadre « 54 % du vote syndical (*union vote*) ». Mais Peter B. Levy écrit qu'« environ 50 % des membres des familles syndiquées (*union household*) votèrent pour McGovern et 48 % pour Nixon ». Écrivant durant les années 1970, Frederick H. Nesbitt avait quant à lui mis l'accent sur le fait que « 46 % des syndiqués » avaient voté McGovern, ce qui restait significatif puisque « 38 % seulement de la population » considérée dans son ensemble s'était rangée du côté du candidat démocrate, « une différence qui paraîtrait même plus grande si l'on soustrayait les votes syndicaux du tableau » global des suffrages de la population. Les chiffres rapportés par Nesbitt s'avèrent compatibles avec ceux de Cowie, les chiffres de Levy – portant sur « les membres

des familles syndiquées» –, qui se fonde sur des sources aussi sérieuses, semblent néanmoins autres. Ils permettent peut-être de supposer que la stratégie républicaine déployée en direction de la classe ouvrière blanche a connu du succès, puisque le vote des « familles syndiquées » en faveur de Nixon est tout de même passé de 34 % en 1968 à 48 % en 1972⁸².

Cela dit, nos trois auteurs constatent que la classe ouvrière fut tout de même moins attirée par la candidature de Nixon que cela fut le cas d'autres groupes marquants, Cowie précisant que « la classe moyenne professionnelle et les cols blancs » appuyèrent bien plus le candidat républicain que « les syndiqués ou les travailleurs manuels⁸³ ». Pourtant, il ne faut pas minimiser l'importance de ce vote de 1972, puisque, pour « la première fois depuis [...] l'adoption du Wagner Act [...], une majorité de syndiqués appuyèrent les républicains⁸⁴ ». Pas étonnant alors que la stratégie nixonienne, selon l'analyse que le président et certains de ses conseillers firent du résultat des présidentielles de 1972, fut de creuser encore les divisions culturelles au sein de l'électorat, creuser des fossés culturels afin de fissurer durablement la coalition démocrate. Le vote pro-Nixon, écrivit Irving Howe, le fondateur de la revue *Dissent*, s'expliqua d'abord comme « un vote antibouleversement, un vote antiagitation », dont « le petit secret nauséabond » relève de « la question raciale », un terrain sur lequel le positionnement du président prenait le parti de ralentir, voire de mettre de côté les mesures d'accès à l'égalité des Noirs, le parti de ceux jugeant que « trop d'attention » avait été accordée aux besoins des Noirs⁸⁵. Howe ne prétendait pas que ce « petit secret » rendait compte à lui seul du résultat de la présidentielle, mais il mettait, à bon droit selon nous, en exergue son efficacité particulière.

Néanmoins, la victoire imposante de Richard Nixon n'eut aucun effet d'entraînement sur les scrutins aux chambres du Congrès fédéral non plus qu'aux postes de gouverneurs d'État, les démocrates réussissant à accroître leurs majorités. Et le travail du COPE, qui se concentra sur les scrutins sub-présidentiels, fut partie prenante de ce succès – de manière plus ou moins décisive, bien sûr, selon les cas. À Chicago, le maire Daley fut même en mesure d'assurer une majorité à McGovern, notamment dans les quartiers ouvriers dits ethniques. Le scandale du Watergate cependant⁸⁶ et les révélations sans fin sur les actes illégaux commis par l'équipe du président, ses propres mensonges, ses fourberies et ses « tactiques illégales » employées contre ses opposants, l'utilisation de diverses agences de l'État pour les garder sous surveillance constante et les harceler (par exemple, par enquêtes sur les impôts payés), la « surveillance illégale de plus de 100 000 citoyens par l'Armée »⁸⁷, etc., tout cela conduisit à la démission de Richard Nixon le 9 août 1974, alors qu'il était sur le point d'être destitué par les chambres du Congrès. Le vice-président Gerald Ford devint alors président des États-Unis; le 9 septembre suivant, il gracia Nixon

de tout ce que celui-ci avait été amené à confesser publiquement au fil des mois. Nixon fut le seul président de l'histoire américaine qui démissionna de ses fonctions. Le Watergate représenta une crise politique de grande envergure, dont les tenants eurent raison de cette stratégie d'une « majorité nouvelle » fondée sur les valeurs traditionnelles et le patriotisme robuste (supposé) de la classe ouvrière blanche. Les appels au sens moral et au respect de la loi n'étaient plus de mise pour cette administration. Les élections de mi-mandat en 1974 donnèrent un raz-de-marée démocrate.

i. BILAN DE L'INTERVENTION POLITIQUE DE L'AFL-CIO (1970-1974)

Plusieurs auteurs font valoir que l'épisode de la « neutralité » du COPE en 1972 et la réponse que fut la mise sur pied du « Labor for McGovern Committee » ont suscité, ensemble, une tendance au développement d'appareils politiques plus sophistiqués au sein de plusieurs syndicats, mieux en mesure de faire valoir leurs points de vue face au COPE. Et le lobbyisme, a démontré Taylor E. Dark, ne pourra plus vraiment se pratiquer de la même façon à compter de la deuxième moitié de la décennie 1970-1980. Bien que les formules allaient changer à nouveau durant les décennies suivantes, pour l'instant ce qui transparut releva davantage « d'une fragmentation chaotique du pouvoir » de lobbyisme syndical, qui encouragea des pratiques de « lobbyisme par la base » en remplacement, pour une part, des négociations au sommet entre initiés, des ententes plus ou moins secrètes de donnant-donnant avec des élus⁸⁸.

Non pas que le lobbyisme syndical ait été entaché jusque-là d'objectifs souvent inavouables, au contraire; par exemple, durant les années 1970, il est notamment axé sur la revendication d'un régime national public d'assurance maladie, d'un boycottage américain de la Rhodésie de Ian Smith et du maintien des grandes mesures de déségrégation scolaire, y compris par la méthode du « *busing* »⁸⁹. Les ententes moins honorables, comme l'acceptation par l'Administration de ne pas presser l'application dans le domaine de la construction des politiques d'intégration raciale, d'un côté, et l'appui des syndicats à l'effort de guerre au Vietnam (sous les présidences Johnson et Nixon) ou, plus généralement, à des positions conservatrices (sous la présidence de Nixon), de l'autre côté, procèdent davantage de processus liés à la politique partisane, c'est-à-dire aux joutes électorales. Bien qu'il ne soit pas possible de séparer l'une de l'autre au fil de fer ces deux dimensions de l'intervention politique du syndicalisme, c'est-à-dire l'action électorale et le lobbyisme, elles réfèrent néanmoins à des types d'interventions spécialisés suffisamment différents pour devoir se dérouler sous le parapluie de deux divisions de l'AFL-CIO, le COPE et le

Legislative Department. Ce qu'apportait de nouveau la décennie 1970-1980 avait trait à la capacité amoindrie d'agir du Legislative Department et à la multiplication des initiatives régionales et par secteurs. Cela rendait plus difficiles les pratiques anciennes définies essentiellement sous l'angle de rencontres au sommet entre initiés.

Le 20 octobre 1973 était survenu l'épisode congné sous le nom de Saturday Night Massacre (le massacre du samedi soir) dans la chronique du Watergate, l'une des péripéties les plus dramatiques parmi un ensemble illustrant le non-respect des règles élémentaires de la transparence, du franc-jeu et de procédures conformes à la constitution dans la gouverne du pays. Ayant refusé de se satisfaire d'un résumé des documents de la présidence qu'il avait requis, le procureur spécial dans l'affaire du Watergate, Archibald Cox, fut menacé d'être démis de ses fonctions par le président Nixon. Il s'entêta, et Nixon exigea de son ministre de la Justice (Attorney General), Elliot L. Richardson, qu'il le renvoie; Richardson préféra plutôt démissionner de son poste et fut alors remplacé par le sous-ministre de la Justice (Deputy Attorney General) William D. Ruckelshaus, qui ne voulut pas non plus obtempérer et démissionna. Finalement, ce fut le solliciteur général (Solicitor General) Robert H. Bork, devenu, du fait des démissions de Richardson et Ruckelshaus, ministre de la Justice, qui accepta de renvoyer Cox. Que les «deux principaux responsables du ministère de la Justice» et Archibald Cox aient ainsi été amenés à quitter leurs fonctions «souleva immédiatement la perspective que [le président] soit lui-même destitué», estima à ce moment la grande presse. Qui plus est, Nixon «abolit [aussi] le poste même de procureur spécial⁹⁰»... Le congrès bisannuel de l'AFL-CIO se tenait alors à Miami. George Meany y dénonça très durement le «massacre» du 20 octobre et le conseil exécutif de la centrale réclama la démission de Nixon⁹¹, la première des grandes institutions du pays à le faire alors.

La rupture politique avec Nixon paraissait bien cette fois entière. Mais, en vis-à-vis, la position de la centrale dans le Parti démocrate restait fort difficile, sans véritable perspective positive; en 1974, le mini-congrès démocrate confirmait les grandes réformes du fonctionnement du parti, que le COPE et la vieille hiérarchie de l'AFL-CIO avaient à nouveau combattues àprement et auxquelles ils refusèrent de se rallier. Ce double constat devient alors celui d'une impasse politique, généralement reconnue par les auteurs et les analystes qui se sont penchés sur cet épisode de l'histoire de la centrale. Mais il s'agit d'une évaluation incomplète, parce qu'on ne situe pas cette impasse dans le cadre du développement des années 1960 (puis de la fin des Trente Glorieuses) et qu'on ne cherche pas réellement à circonscrire sa signification sociale.

L'éclatement politique du *labor* en 1972 est un signe de son affaiblissement dans les rapports de pouvoir. Car les pulsions au débordement par la gauche de l'ordre issu des arrangements d'après-guerre avaient surgi aussi intensément aux États-Unis que dans les autres pays : politisation et radicalisation de la jeunesse, rupture draconienne avec l'engagement de son État en politique internationale, mouvement noir, puissance des actions revendicatives de classe. Aussi l'analyse politique doit-elle considérer comme un facteur explicatif l'orientation en tant que telle des états-majors syndicaux ; dans les autres pays développés, les mouvements ouvriers sont alors au faite historique de leur puissance⁹². Nous avons amplement traité de l'orientation jusqu'ici aux États-Unis, dont l'une des composantes est le profond conservatisme d'appareil, social et politique, qui a systématiquement amené la centrale à faire prévaloir son attachement au cadre institutionnel établi sur l'activité militante qui le prend à partie. Le syndicalisme vient aussi d'atteindre le pic historique du nombre de ses membres, quelque 21 millions, un nombre qui permet incontestablement à la bureaucratie de croire en ses méthodes et en sa puissance propre. Sa réflexion est limitée pourtant : elle ne semble pas saisir réellement que, contrairement à ce qui a cours dans les autres pays, les gains sociaux s'adressent généralement aux États-Unis à des couches précises de la population (plutôt que d'être universels), que les gains institutionnels paraissent comparativement bien restreints (la centrale n'a pas réussi à faire rappeler la section 14b de la loi Taft-Hartley), voire sont informels (fondés sur des rapports de dirigeants syndicaux avec des élus, rapports personnels entre Meany et Johnson, par exemple), que les pourcentages de syndiqués sur l'ensemble de la main-d'œuvre continuent de décroître (alors qu'ils progressent partout ailleurs), sans que le syndicalisme puisse compter, en plus, sur l'apport d'un parti ouvrier...

Mais ces éléments n'ont manifestement jamais troublé Meany, contrairement à Reuther. La pensée est courte, plus que dans les pays ayant connu entre autres l'existence de tels partis – non pas parce que le mouvement ouvrier y serait plus radical, mais du fait qu'il a été amené à se situer de manière plus élaborée et plus articulée dans la dynamique des rapports sociaux, et qu'il s'avère ainsi mieux en mesure de décrypter la complexité des conjonctures sociopolitiques. Il nous apparaît que Meany et Barkan, par exemple, jouent à l'apprenti sorcier entre 1970 et 1974 par incapacité, notamment, de percevoir les transformations qu'a vécues et que vit la société américaine, son *mouvement*, ce qui leur permet de croire que, par obstination, ils pourraient ramener les paramètres d'antan.

progressistes un rôle de leadership politique durant les années 1960, et qu'il n'est pas arrivé non plus à étendre son rôle relatif dans la société, mais qu'il a ajouté alors un épisode de désorganisation politique, dépréciant davantage son poids dans les rapports de pouvoir et réduisant son influence sur les développements politiques. À la fin de cette période (selon les balises avec lesquelles on l'a circonscrite, ±1963-1974), elle se présente diminuée, même si ses ressources comme organisation atteignent à ce moment un sommet. Cela montre, d'un côté, que la mesure véritable de la puissance sociale est à considérer *relativement*, mais, d'un autre côté, que le mouvement ouvrier américain dispose toujours à la mi-décennie 1970-1980 de moyens considérables; il reste aussi la première institution de revendication populaire et la principale force électorale (ressources et nombre de volontaires) extérieure aux deux grands partis. Donc, il s'avère toujours en mesure d'intervenir avec robustesse. Mais ses positions des années 1960, entre autres facteurs, ont entraîné un manque à gagner comparativement saisissant, qui ne sera pas sans conséquence.

Si nous avons qualifié l'épisode de l'élection présidentielle de 1972 de moment de désorganisation politique pour l'AFL-CIO c'est que, outre l'évidence des prises de position divergentes de grands secteurs de l'organisation, l'orientation du COPE et des sommets plus traditionalistes de la centrale se trouva à attenter à l'une des réalisations fondamentales du mouvement de classe aux États-Unis: la conscience, exprimée notamment par les préférences électorales des syndiqués, d'être partie d'un segment identifiable de la population, selon l'explication de J.B.S. Hardman que nous avons antérieurement étudiée; une « conscience collective de groupe », qu'il appelle *consciousness of a kind*⁹³, qui permettait une cohérence électorale dans la classe ouvrière et qui, en retour, résultait des efforts massifs investis lors des campagnes électorales depuis l'engagement premier du CIO. Risquer d'ébranler, voire de disloquer cette cohérence du vote, c'est-à-dire la cohérence d'un vote comme segment particulier, menaçait même d'involution la capacité d'agir de la centrale. En dépit de conditions favorables à l'organisation ouvrière, l'AFL-CIO avait perdu son rôle et sa fonction de leadership parmi les courants progressistes et elle se diminuait elle-même.

Ainsi, s'il est (quelque peu) courant de considérer que l'AFL-CIO est acculée à une impasse politique durant la première moitié des années 1970, il s'avère nettement moins habituel de concevoir cette impasse comme aspect d'un *manque à gagner général* comparativement frappant⁹⁴. Par-delà les différences marquées, de culture sociale et politique, de faits historiques récents et anciens, comme de ressources économiques entre les pays, il nous est apparu que les pulsions aux transformations sociales furent aussi puissantes aux États-Unis que dans les autres sociétés. Mais, à ce moment, le mouvement ouvrier

américain se trouve le seul qui ne se soit pas renforcé. D'une manière ou d'une autre, son orientation (pensée, plateforme et stratégie prédominantes) doit être mise au compte des facteurs explicatifs de cette situation. L'impasse politique et la position de bravade par laquelle Meany et Barkan voulurent lui faire face en constituent à la fois des manifestations et des causes aggravantes. Si le syndicalisme avait représenté au début des années 1960 la principale force de progrès aux États-Unis, notamment sur le plan électoral, la décennie se terminait pour lui sur des reculs : il s'avérait moins en mesure de chapeauter et d'animer l'action politique – électorale – des divers courants et regroupements progressistes.

Un manque à gagner pour le mouvement ouvrier, donc, qui entraîne de manière inhérente une perte de puissance. Il ne s'agit pas pour nous de porter un jugement de valeur, mais de considérer les répercussions des positions de la centrale : l'AFL-CIO n'avance rien de positif, aucun cadre de rencontre par lequel joindre les groupes progressistes et voir avec eux comment intervenir politiquement pour s'assurer un poids plus grand dans les élections de 1972. Beaucoup de militants jeunes répugnaient à se rallier à la campagne démocrate et il en allait de même de plusieurs militants noirs. Mais la centrale ne prit aucune initiative de cette nature, ni dans leur direction ni dans la direction de ceux et celles qui avaient décidé de s'investir du côté de McGovern. Elle ne chercha pas à construire une fraction de gauche dans le Parti démocrate ; elle n'envisagea pas la possibilité de candidatures communes aux syndicats et au mouvement noir, par exemple, sous étiquette démocrate ou non, qui auraient permis notamment des rencontres fructueuses et un travail politique conjoint ; elle ne s'engagea évidemment pas dans la création d'une nouvelle formation, sur la base de sa propre plateforme.

À ce moment, si les transformations dans le Parti démocrate du Sud restaient à compléter, elles avaient néanmoins franchi des seuils déterminants. La logique des alignements politiques et électoraux du cinquième système de partis s'était étendue à l'ensemble du territoire, du moins en ce qui a trait aux alignements des campagnes présidentielles. Le Sud n'a cependant pas été libéralisé comme l'avait souhaité le CIO du temps de l'opération Dixie, ou comme l'espérait Reuther à l'époque de la lutte victorieuse contre la ségrégation, quand l'action de grève devint partie prenante du mouvement d'émancipation noir. Les Noirs avaient maintenant accès au vote dans le Sud, mais la région devenait républicaine, au grand dam des forces de progrès ; et le syndicalisme y resterait très minoritaire.

Quel est alors l'état du bipartisme américain, ou comment le système de partis issu du New Deal a-t-il réagi à la dynamique de débordement par la gauche des institutions établies ? Est-on sortis du cadre du cinquième

système de partis? Quel est son rapport avec l'électorat et ses diverses composantes, en particulier ouvrière et populaire. Voilà ce qu'il convient maintenant d'explorer.

5. SUR L'ÉVOLUTION SOCIOPOLITIQUE DU BIPARTISME AMÉRICAIN

Nous avons traité déjà des liens historiques noués depuis les années 1930 entre les démocrates et le syndicalisme américain, comme des formes et des développements particuliers qu'ils ont connus à l'échelle nationale et infranationale. En nous servant de la théorie dite des réalignements politiques, telle qu'on la conjugue au concept des « systèmes de partis » ou des « ères partisans », on a pu visualiser comment, en dépit du maintien des vieux *contenants* (c'est-à-dire républicain et démocrate), le face-à-face des deux grands partis de gouvernement a été imprégné des antagonismes sociaux du capitalisme industriel. Les alignements électoraux en sont ainsi venus, sous l'impulsion première des courses présidentielles, à les configurer *grosso modo* semblablement à ceux des oppositions gauche-droite que l'on connaissait ailleurs. Le Parti démocrate n'est certes pas un parti politique distinctif du mouvement ouvrier, mais l'association (informelle) des états-majors syndicaux à la gouverne de la formation prenait l'aspect d'une participation à des cercles supérieurs du pouvoir politique. Par exemple, cette présence – et la capacité de mobilisation électorale dont les syndicats se montraient capables – assurait une prise en compte de leurs souhaits quant aux orientations de plateforme. Parce que les démocrates représentaient le parti de gauche dans la cinquième ère partisane, beaucoup des militants et militantes des nouveaux mouvements sociaux intégrèrent durant les années 1960 les rangs du Parti démocrate, dans l'espoir sûrement de gauchir d'une manière ou d'une autre ses plateformes. Ils furent amenés à affronter l'AFL-CIO, à mettre en cause la place qui lui était reconnue et certaines de ses orientations. Avec les réformes « internes au parti » et l'investiture en 1972 de McGovern, la relation traditionnelle entre la centrale et le parti fut profondément lézardée, affaiblie, « elle n'allait [d'ailleurs] jamais retrouver sa force d'antan⁹⁵ ».

Il eût été bien surprenant que ces péripéties, et l'intensité des conflits qui secouaient la société, n'aient pas de répercussions sur le système de partis comme tel, et ne le déstabilisent pas. De nouveaux phénomènes se produisaient, dont les sciences sociales cherchèrent vite la solution; nous avons annoncé déjà ce développement, que nous illustrerons rapidement à ce stade et essaierons de mieux comprendre. Pour ce faire, nous aurons recours à des conceptions et à des notions présentées antérieurement, telles cette conception

des systèmes de partis, les notions de réalignement, d'alignement partisan, etc. Une des grandes questions en regard des processus politiques de l'époque releva de la problématique d'un réalignement éventuel des rapports partisans, qui supposait un « désalignement » – logiquement préalable – de secteurs marquants de la population à l'endroit du système de partis établi. En d'autres mots, le désalignement d'une classe, de plusieurs classes ou de sous-groupes sociaux signifie l'éloignement de comportements électoraux et d'attachements partisans traditionnels et récurrents. Il peut s'agir d'oscillations temporaires ou, plus fondamentalement, de l'effet d'une dynamique de dissolution de la prégnance politique des alignements et des conflits à l'origine d'un système de partis, ou qui rendent compte (partiellement peut-être, mais très significativement) de sa logique. Pour ce qui est des années 1960 et 1970, l'apparition et le développement de phénomènes pouvant être rattachés aux notions de désalignement et de réalignement furent majoritairement considérés sous l'angle de la disparition, en tant que rapports sociaux déterminants, des rapports entre les classes principales du capitalisme industriel et, en conséquence, de la pertinence dorénavant du cinquième système de partis comme tel.

Parfois on mit en avant que les alignements nouveaux seraient façonnés sur la base de préoccupations post-matérialistes (Vietnam, droits civils) ou alors que la classe ouvrière diminuait en importance dans la société au profit des classes professionnelles, mieux nanties, donc que le rapport employeur-employé de type ancien n'était plus le principe prépondérant de la répartition de la population en segments différents, dont les caractéristiques auraient eu une portée électorale forte. Cela n'entraînait pas que les attributs de nature sociologique soient tous mis de côté comme facteurs explicatifs des choix et des attachements partisans. Jeff Manza et Clem Brooks se sont précisément demandé, à cet égard, si l'on avait assisté au déclin de la catégorie « classe » comme principale source de clivage politique, au profit dorénavant de clivages fondés sur le facteur racial, de genre ou religieux. On sait, par exemple, que certains analystes ont expliqué que le facteur racial avait bien modifié la donne : la classe ouvrière blanche aurait déserté le Parti démocrate du fait des accents particuliers de ses plateformes à compter des années 1960 en faveur de l'égalité raciale et des politiques de développement social, politiques visant expressément, pensait-on, à améliorer la situation des Noirs et pratiquement d'eux seuls. Après une démonstration chiffrée très précise, Manza et Brooks arrivent à la conclusion suivante : « En ce qui a trait à la thèse [voulant que le facteur racial ait remplacé le facteur de classe], nous ne trouvons aucune donnée pouvant appuyer la version forte de cette thèse, qui avance que l'apparition du clivage racial conduit à un désalignement durable du clivage de nature classiste. Néanmoins, nous avons trouvé des données en accord avec une version douce

[*the weak version*] de cette thèse, à savoir qu'en période d'élection, lorsque s'approfondit le clivage racial, le poids du clivage de classe diminue alors de manière correspondante⁹⁶.»

Cela dit, dans un texte écrit cette fois avec leur collègue Michael Hout, les deux mêmes auteurs se sont penchés sur les préférences électorales des grands secteurs socioéconomiques de la population américaine, ce qu'ils définissent comme «les politiques de classe» (*class politics*, c'est-à-dire les orientations partisans des classes et des sous-classes aux États-Unis). Ils notent qu'il n'y a pas eu dans ce pays émergence d'un parti ouvrier, donc qu'on ne peut y considérer l'existence d'une «politique de classe» ouvrière distinctive. Mais cette absence ne signifie pas qu'il n'y a pas eu développement de comportements électoraux particuliers et identifiables. «Les syndicats furent les agents [sociaux] qui lièrent la classe ouvrière aux démocrates»; le fait d'être membre d'un syndicat a haussé de 19% la probabilité qu'un homme «vote démocrate et d'environ 13% la même probabilité chez les femmes», toutes choses étant égales. Par ailleurs, écrivent-ils, on a traditionnellement associé les diverses modalités du «vote ouvrier à une correspondance serrée entre [les préférences de] la classe ouvrière et les partis de gauche» dans le monde selon des conceptions théoriques voyant cette correspondance comme découlant de la nature des choses. Sans critiquer ce point de vue, mais en posant cette correspondance comme une caractéristique tendancielle des démocraties capitalistes du xx^e siècle, les trois auteurs font remarquer que sa prise en compte n'épuise pas la nature et les dimensions des réalités ouvrières qu'il faut étudier pour expliquer le comportement électoral. Car le poids de *la condition ouvrière*, par exemple, éclaire le faible taux comparé de sa participation au vote, pèse sur cette participation. En conséquence, font-ils aussi valoir, les alignements politiques historiques ne représentent pas «le seul type de différences entre les classes» devant l'acte de voter⁹⁷.

Nous avons, quant à nous, déjà donné notre définition du concept de vote ouvrier, qui ne se confond pas avec la statistique des choix électoraux (souvent multiples) tels qu'ils sont posés par les individus membres de cette classe ouvrière. Le vote ouvrier a trait au comportement électoral lié à l'histoire du mouvement ouvrier, qui s'y inscrit. L'analyse des choix partisans exprimés dans la classe ouvrière peut évidemment servir à mesurer la place du *vote ouvrier* dans la société, mais elle n'équivaut pas à une analyse de celui-ci, qui se définit par un choix électoral procédant de la présence du mouvement ouvrier en tant que mouvement autonome et distinct dans la société. Bien sûr, le degré et la nature de la réalisation en politique de cette dernière caractéristique peuvent varier selon les situations et, comme le rappellent les auteurs cités plus haut, il n'en est pas découlé aux États-Unis la formation d'un parti de classe – le

syndicalisme s'est plutôt attelé à la mise en forme d'un vote ouvrier pouvant peser sur le bipartisme établi.

Nous ne croyons pas suffisamment précise à ces égards l'élaboration de ces trois auteurs, bien qu'elle soit utile ; leur remarque, par ailleurs, sur le poids de la condition ouvrière s'avère cruciale. Comme ils le soulignent, l'étude du comportement électoral doit tenir compte aussi de l'absence de participation électorale effective (*non-voting*), qui s'avère largement un phénomène de classe et de pauvreté. Voilà qui amène à considérer, par exemple, que le vote ouvrier est construit, de fait, *contre* des aspects réels de la condition de classe, et non pas comme leur expression, mais pour contrer leurs effets. Et si un vote ouvrier se réalise sur un axe de candidature indépendante au pouvoir, sa portée est différente de celle d'une simple association, même négociée, au jeu d'un bipartisme préalablement formé : une différence pas uniquement de degré, mais évidemment de nature, et dont les conséquences sur la culture politique de masse et les réflexes sociaux se révèlent par elles-mêmes marquantes et quasi définitives⁹⁸. Le niveau de la participation électorale aux États-Unis, toujours problématique, manifeste systématiquement, et plus que dans les autres pays, les conséquences des inégalités sociales.

« Les États-Unis sont souvent distingués des autres pays par l'idée qu'ils constitueraient une société où la classe et le statut comptent relativement peu dans la vie politique. Mais, en ce qui a trait à la relation entre le statut social et la participation politique, ils font clairement preuve d'un modèle où le poids de la classe est très marqué. De fait, [...], le modèle américain projette l'image de celui où le facteur classe est le plus déterminant à cet égard », ou presque⁹⁹. S'y ajoutent et s'y arriment les facteurs raciaux et de genre hommes-femmes. Par exemple, les Noirs représentaient quelque 25 % des non-votants aux présidentielles de 1960, mais la lutte des droits civils et leur organisation en mouvement de masse réduisirent très rapidement à 14 % leur proportion parmi les abstentionnistes, un pourcentage par la suite stable, à peine plus élevé que leur pourcentage au sein de la population. Le clivage hommes-femmes resta par ailleurs le même, de 1960 au tournant de la décennie 1990-2000, le taux de participation des hommes étant en moyenne de six points de pourcentage plus élevé que celui des femmes, ces dernières comptant pour 53 % des abstentionnistes et les hommes 47 %. Les travailleurs non qualifiés, en emploi ou au chômage, constituent systématiquement le groupe social participant le moins au vote¹⁰⁰.

Le politologue Walter D. Burnham a fait valoir qu'à la mi-décennie 1970-1980 les « cols bleus et les travailleurs des services constituaient [...] 48,5 % des votants mais les trois quarts » des abstentionnistes. Encore plus précisément, il

souligna que la classe ouvrière fournissait les deux tiers des abstentionnistes, un niveau « d'apathie politique, a noté Kim Moody, qu'on ne connaît pas dans les autres démocraties occidentales ». Cette particularité suppose des causes différentes ou supplémentaires à celles qui partout prédisposent moins les secteurs ouvriers et défavorisés à la participation politique. S'adressant explicitement à cette question, Burnham conclut de ses études sur les États-Unis et de données de l'analyse comparative qu'« un système politique dans lequel on ne retrouve pas de gauche ouvrière organisée [*with no organized working-class left*] va être marqué d'un lourd abstentionnisme du côté des classes inférieures; dès lors, l'électorat actif sera d'un niveau social significativement plus élevé [*significantly more middle-class*] que la population considérée dans son ensemble; donc, le marché électoral comme les politiques publiques refléteront un degré de tolérance plus élevé, comparativement, pour le chômage et moins haut pour l'inflation, que si les classes inférieures s'organisaient et participaient » à leur propre compte¹⁰¹.

L'importance de ces courts rappels vient de ce que, en analysant les comportements électoraux sous d'autres aspects, il serait très hasardeux de mettre de côté leurs enseignements. Par exemple, on a vu que, pour comprendre cette période, l'angle d'une dynamique de débordement par la gauche de l'ordre issu du New Deal s'avère analytiquement porteur. Un tel débordement entraîne qu'une part plus ou moins importante des clientèles démocrates peut perdre confiance dans son parti, s'en éloigner ou s'abstenir. Mais les chiffres des abstentionnistes ouvriers ne présentent de signification nouvelle qu'en relation avec la situation habituelle, qui relève notamment d'autres facteurs. Voilà bien un développement qui apparaît alors nettement: le taux de participation électorale, « relativement stable [à ce moment] depuis quelque vingt années, subit soudain un déclin marqué et précipité »; en effet, au fil des années 1970, le chiffre « ahurissant de 18 millions d'*anciens électeurs* (à différencier des segments de l'électorat potentiel qui n'ont jamais voté) » se retirent de la participation aux scrutins. Or, cette chute de la participation se révèle la plus forte parmi les électeurs des couches situées au bas de l'échelle sociale: ainsi, dans les familles dont le revenu est de 5 000 dollars ou moins par année, 27% de votants anciens s'abstiennent en 1976, taux qui s'ajoute à celui, également de 27%, des non-votants habituels; mais, dans les familles au revenu de 25 000 dollars et plus, les nombres correspondants équivalent aux taux de participation que l'on connaît généralement dans les pays comparables: ainsi, toujours en 1976, 77% des électeurs de cette catégorie participèrent au scrutin, 12% d'anciens votants s'abstenant (pourtant) et 11% n'ayant jamais voté¹⁰².

À ce moment, a évalué Mike Davis, « l'abstentionnisme croissant produisait presque le même effet que le retour à un cens électoral qui aurait visé à garantir la majorité aux votes des classes moyenne et supérieure¹⁰³ ». Voilà certes une caractéristique marquante de la nature sociopolitique du bipartisme américain, qu'il faut noter. Qu'elle se soit accentuée à ce point durant les années 1970, comme sa répercussion, montre à la fois la puissance de l'effet conjugué des crises que traverse la société américaine et sa portée : déséquilibre politique, questionnement sur la valeur de l'ordre *new deal* et de l'utilité du Parti démocrate par des courants se situant à sa gauche, extérieurs ou intérieurs à ses rangs, problématique qui déchire également ceux-ci ; en vis-à-vis, raidissement et réactions conservatrices, qui pénètrent les pores de la société, pas seulement la classe ouvrière, mais celle-ci également. Sont-ce des signes de la disparition du bipartisme caractéristique du cinquième système de partis ? De sa nature dorénavant dysfonctionnelle ?

On a parfois aussi analysé les principaux développements électoraux de cette période sous l'angle d'une « crise de représentation » ; de fait, de moult crises de représentation, qui ébranlèrent des façons de faire fermement établies dans le fonctionnement de plusieurs institutions publiques et volontaires, touchant tout aussi bien, par exemple, le Congrès de Washington que l'action politique du *labor*. Ces « crises de représentation apparurent [comme autant] de réponses à des normes, des règlements et des procédures en vigueur dans diverses institutions suscitées par les mêmes types de phénomènes : la montée de groupes d'intervenants contestant la légitimité de ces aspects du fonctionnement de nos institutions politiques qui reposent sur le principe du compromis tranquille entre groupes [...] constitués en organisations larges et hiérarchiques, agissant au nom de publics relativement dociles¹⁰⁴ ». Ce fonctionnement fut remarquablement déstabilisé « par les revendications à une plus grande participation », dans la conduite des affaires internes aux institutions, dans le rapport entre celles-ci et les citoyens ou dans le rapport entre institutions publiques et intérêts organisés¹⁰⁵. Nous croyons cette explication juste, et nous croyons qu'elle décrit bien aussi le climat, l'*ambiance* dans laquelle baignait pour une part la vie politique du moment.

Très vite, la science politique, le journalisme et le commentaire quotidien ont cherché à mesurer l'effet sur les clientèles électorales et les partis de cette ambiance, insufflée d'abord de la gauche, puis de la gauche et de la droite. Et l'on a noté, on s'en doute, qu'il y avait du flottement dans les attachements partisans, une certaine indépendance envers les formules courantes de l'engagement politique. Obligatoirement, en cherchant la puissance et le sens de ces développements, on s'est arrêté à l'idée d'une sortie possible du cinquième système de partis et à des signes qui exprimeraient une évolution dans cette

direction. Surtout que, directement, tout observateur pouvait constater les difficultés, qui frappaient la coalition démocrate à l'échelle nationale, majoritaire depuis le réalignment des années 1930. Et le Sud ségrégationniste, avec lequel la coalition *new deal* s'était toujours compromise, comptant sur ses votes lors des présidentielles, entreprenait son passage en masse du côté des républicains; cet élément supplémentaire contribuait à déstabiliser les formules habituelles de conciliation parmi les élites gouvernantes. Durant les années 1950 et 1960, les démocrates jouissaient d'une majorité de quelque 73 % dans le Sud, 76 % chez les gens originaires du Sud même. Mais, « en 1972 et 1976, la proportion des Blancs originaires du Sud qui vota démocrate n'était plus que de 51 % ». Et comme une très forte majorité de ces ex-démocrates devinrent républicains, le vieux Sud du pays, « qui ne représente pourtant que quelque 20 % de la population, contribua à hauteur de près de 39 % aux changements partisans qui se manifestèrent dans l'ensemble de l'électorat »¹⁰⁶.

La lourdeur, la permanence et l'étendue du conservatisme du Sud (les onze États de la vieille *Confederacy* esclavagiste) ont conservé une influence souvent décisive sur plusieurs aspects du développement social et politique du pays, sous la forme d'une minorité de blocage¹⁰⁷. Le passage massif du Sud aux républicains allait devenir une base incontournable des majorités présidentielles remportées par ces derniers. Globalement, des années 1950 à la première moitié des années 1980, les « changements partisans dans le Sud y ont produit une diminution de 22 points de pourcentage de l'appui aux démocrates », une hausse de 13 % du nombre d'indépendants et de 18 % des soutiens aux républicains¹⁰⁸. Les reclassements des clientèles y ont été profonds et leurs conséquences, importantes. Outre leur effet national, ils ont contribué directement à l'homogénéisation politique des deux grands partis en inscrivant le Sud (progressivement) dans le cadre idéologique des alignements électoraux arrimés au cinquième système de partis. Pour les consultations autres que présidentielles, l'évolution dans cette direction fut plus lente, mais claire et, à terme, pratiquement sans failles.

La recherche spécialisée considère aux États-Unis les processus de désalignement et de réalignment sous l'angle privilégié du comportement électoral. Et elle a voulu expliquer ces processus selon une approche « voyant les coalitions partisans en termes de groupe social ». Dans ce cadre, le phénomène du désalignement se signale par une chute « de cette portion de l'électorat qui se dit loyale [envers telle ou telle option] lorsqu'elle vote et une hausse du nombre d'électeurs fondant leurs choix électoraux sur des repères propres à chaque élection ». À la fin du xx^e siècle, par exemple, les attachements partisans démocrates et républicains paraissent les plus bas qu'ils ont pu être depuis le début des années 1950; mais la force de cette « érosion », son moment le plus fort et

déterminant, « a été concentrée à la fin des années 1960 et au début des années 1970 ». En 1952, environ 50 % de l'électorat s'identifiait aux démocrates et quelque 30 % aux républicains; en 2000, le Parti démocrate se situait autour de 38 %, les républicains à quelque 26 %. Mais, depuis 1964, les « indépendants » étaient plus nombreux que les républicains, peut-être de deux points à la fin du siècle. Or, entre 1964 et 1976, les partisans démocrates reculèrent d'environ 51 % de l'électorat à 40 %, les républicains de 23 % à 22 %, mais les indépendants passèrent de quelque 20 % à 38 %. Les « indépendants », souligne Paul A. Beck, en vinrent même presque à dépasser le nombre de partisans de l'un et de l'autre parti¹⁰⁹ au milieu de la décennie 1970-1980.

À tel point que Walter D. Burnham se demanda en 1970 si les États-Unis ne se dirigeaient pas vers « une disparition progressive des partis » en tant qu'instruments en mesure d'assumer la fonction d'« intermédiaires servant au choix électoral et à d'autres activités politiques significatives ». Encore que, se demanda-t-il aussi, peut-être que le recul de l'emprise des deux grands partis ouvre la voie à « l'éclosion [*the production*] d'une base de masse pour [la formation] de mouvements politiques indépendants à connotation idéologique ». Et il cite le résultat d'un sondage publié en 1968, selon lequel 27 % de la population désirait la formation d'un nouveau parti, 41 % des indépendants. Il mettait par ailleurs en exergue que le phénomène des « indépendants » prenait alors des traits nouveaux. Traditionnellement, c'est par le désintérêt, l'apathie, voire l'*aliénation politique*, qu'on expliquait les « indépendants », ces caractéristiques s'avérant couramment le produit de faibles niveaux d'éducation et de revenus, comme de cultures régionales moins sophistiquées. Mais, dorénavant, on pouvait distinguer un autre type d'indépendants, dont la position ne se rattachait pas à l'inconscience politique, plutôt au fait que les élections se faisaient « avec des partis, sur des questions et en utilisant des symboles qui avaient peu à voir avec leurs valeurs politiques et le degré de leurs connaissances¹¹⁰ ». Les familles syndiquées (*union households*) présentent alors des dispositions politiques tout à fait concordantes. Ainsi, en 1958, il y avait 63 % de leurs membres qui s'identifiaient aux démocrates, 17 % aux républicains et 20 % se disaient indépendants; les taux correspondants en 1964 étaient de 64 % démocrates, 13 % républicains et 23 % indépendants; en 1968, 51 % démocrates, 19 % républicains, 30 % indépendants; en 1972, les pourcentages étaient de 46 %, 15 % et 39 % et, en 1978, de 50 %, 14 % et 36 %¹¹¹.

i. LA PARTICIPATION ÉLECTORALE VS LE « DÉSALIGNEMENT » ?

D'autres phénomènes expriment cette diminution de l'emprise des deux grands partis, ou du flottement partisan qui a surgi alors en plusieurs milieux. Soulignons ainsi la nette augmentation de ce qu'on appelle aux États-Unis le *split-ticket voting*, c'est-à-dire cette pratique du panachage électoral qui, obligatoirement, manifeste une indépendance plus grande envers les partis¹¹². Et, en regard des processus traditionnels d'« agrégation » partisane de diverses cohortes au sein de la population, le panachage témoigne aussi de tensions poussant à la « désagrégation » de certains alignements partisans, en tout cas à des ondes d'instabilité. On a établi qu'en 1956 les nombres additionnés de partisans républicains et démocrates équivalaient à quelque 70 % de l'électorat ; en 1968 et 1972, ils représentaient environ 53 % de l'électorat¹¹³. Que ce soit par des choix partisans différents pour la présidence et la Chambre des représentants, ou la présidence et le Sénat ou la Chambre et le Sénat, ce phénomène du *split-ticket* augmente significativement avec les années 1960, radicalement à compter de 1966-1968, passant, grosso modo, de quelque 10 % des suffrages en 1952 à plus de 30 % en 1972, niveau autour duquel il gravitera jusqu'en 1980, alors qu'il connaîtra un déclin visible jusqu'à la fin du siècle¹¹⁴. Autres chiffres permettant de mesurer le même comportement électoral : en 1960, quelque 78 % des électeurs s'identifiant à l'un ou l'autre des deux grands partis votaient en faveur de candidats de la même affiliation partisane pour tous les postes ; en 1972, le pourcentage était de 55 %¹¹⁵. Cela dit, la chute de la participation électoral se produit en même temps que les sondages d'opinion notent une hausse, « même si elle est limitée », de « la proportion des gens qui se disent intéressés par la politique » – et en mesure de distinguer les positions des deux grands partis sur les principaux enjeux de l'époque. Tous ces éléments illustrent aussi la distance politique entre des couches significatives de l'électorat et le bipartisme constitué¹¹⁶.

Si nous avons retenu l'idée d'un débordement par la gauche pour caractériser l'impulsion de fond à ce questionnement des rapports politiques établis, c'est par référence aux coups de boutoir du mouvement noir, de la dissidence militante de la jeunesse, des mobilisations syndicales, de l'entrée en scène de la deuxième vague du féminisme, etc., qui ébranlèrent toute la société. Ce sont ces mouvements qui sont à l'origine des tensions qui agitent et affaiblissent la mainmise des deux grands partis. Le fait qu'en 1976 il y a 27 % des indépendants qui voient les démocrates, et 11 % les républicains, comme ayant « la position la meilleure sur les grandes questions » du moment correspond possiblement à cette réalité d'une contestation sociale et politique en provenance de la gauche, bien que ce soit là une conjecture. Néanmoins, s'ajoutant à ce que

nous avons déjà rapporté, il faut mentionner que les tiers partis n'avaient obtenu en moyenne que 0,6 % des votes lors des élections présidentielles entre 1952 et 1964, mais que leur score conjoint sera de 5,8 % entre 1968 et 1980, le pourcentage le plus élevé depuis la décennie 1920-1930¹¹⁷. Nous incluons ce développement au compte des réalités exprimant le flottement dans les attachements aux deux partis traditionnels de l'électorat. Il s'avère remarquable, à ce propos, que n'ait pas surgi de manière quelque peu notable de courant *pro-labor party* durant toutes ces années. Les spécialistes des partis américains considèrent généralement que le moment fut certes de désalignement, mais pas de réalignement. Selon Petrocik, fit alors défaut, pour que s'enclenche un réel processus de réalignement, une «plateforme publique» (*a public agenda*) susceptible de «galvaniser» les électeurs et d'avoir raison «de l'indifférence publique envers les partis». De sorte que, conclut-il, le cinquième système de partis se maintient et paraît susceptible de se maintenir «pour quelque temps encore»; «[m]ais il s'agit d'un système faible», qui connaîtra probablement une «érosion continue¹¹⁸»... De fait, il s'avérera plus solide que ce qu'en dirent alors la majorité des spécialistes, dont la perspective erronée provenait sûrement, même si ce ne fut pas uniquement, de la définition des concepts de réalignement et d'ère partisane qu'ils retenaient.

En tout état de cause, plusieurs conclurent de ces développements, qui tous avaient tendance à amoindrir, pensait-on, l'effet de l'affiliation partisane des candidats – on a vu plus haut ce que la conjoncture soulevait même comme questions chez Burnham –, que s'ouvrirait une époque politique dite *candidate-centered*, c'est-à-dire une époque où le rôle des partis s'effacerait presque durant les campagnes électorales au profit de l'organisation propre de chaque candidat. Ce qui allait maintenant compter aurait trait à «la qualité d'un candidat», les «ressources» qu'il pouvait assembler, l'excellence de sa «stratégie» et les capacités de l'équipe dont il s'entourait. Ce cadre d'action annonçait fort possiblement la «réduction du rôle des questions politiques» comme telles et des programmes durant les campagnes électorales, mais aussi un recours nettement plus important que par le passé aux «spécialistes des sondages, aux consultants, aux experts de la publicité politique¹¹⁹».

Cela dit, des études plus récentes ont montré que si, dans des districts électoraux, les deux grands partis s'avèrent de force semblable, il est un fait que la qualité d'une candidature et de la campagne que mène une équipe pèsera d'un poids considérable dans les résultats électoraux. Mais cette situation deviendra quasi exceptionnelle au terme des dernières décennies du xx^e siècle. Plus des trois quarts des districts du Congrès constituent alors des châteaux forts pour l'un ou l'autre de ces partis, du fait de la composition sociale, ethnographique et urbaine des districts. Mentionnons cependant tout de suite que les

éléments d'homogénéisation, de politisation et de polarisation que tout cela pouvait entraîner auront comme résultat d'identifier (largement) sur le plan idéologique et politique les candidats et candidates à l'une des deux grandes étiquettes partisans et de différencier tout aussi clairement les *sensibilités* d'ensemble de chacun des deux partis¹²⁰, en conjugaison évidemment avec d'autres facteurs qui poussent aussi dans cette direction. Et ces développements s'opéreront sur des axes procédant de la logique du cinquième système de partis, et s'y inscrivant.

À ce stade, notons donc que l'effet et la pression directe des développements socioéconomiques, culturels et politiques des décennies 1960-1970 et 1970-1980 produisent d'abord des éléments d'instabilité dans la capacité du bipartisme à s'acquitter de ses fonctions habituelles d'inclusion et d'endiguement. Le Parti démocrate est alors singulièrement sollicité: d'un côté, parce que les poussées au changement viennent de la gauche; de l'autre côté, du fait de la nature raciste et socialement très conservatrice de l'aile sudiste du parti. Et chacune de ces deux dimensions comporte en elle-même ses propres contradictions: les militants étudiants, dans leur majorité, ne font pas confiance aux démocrates; la montée du mouvement noir provoque les grandes lois antidiscriminatoires de la présidence Johnson, mais l'opposition raciste trouve son expression politique immédiate chez les démocrates du Sud. De ces circonstances surgit ce durcissement des positions de chaque parti, une évolution à gauche avec George McGovern en 1972 chez les démocrates, un abandon des principales mesures d'action positive et d'intégration active pour la minorité noire du côté des républicains. Les conditions d'une polarisation partisane plus marquée sont en place, dont les cohortes se situent cependant d'un côté comme de l'autre en continuité des deux grands alignements électoraux du cinquième système de partis. L'instabilité et la distanciation incontestable qui se manifestent alors envers ce système partisan pouvaient déboucher sur un réaligement, mais aucune force sociale située à la gauche de l'échiquier politique et socioéconomique, comme l'AFL-CIO, n'entreprit l'élaboration d'un «programme public», selon l'expression avancée par Petrocik. Le moment fut vécu, et saisi par la science politique, comme moment de désalignement, ce qui nous semble juste. Un moment durant lequel le cadre qu'offrait le bipartisme établi s'avérait moins fermement en mesure de s'imposer aux acteurs, courants de pensée et groupements voulant engager une action politique.

Cela dit, avec le passage de la mi-décennie 1970-1980, les résultats électoraux semblèrent témoigner d'un élan retrouvé chez les démocrates et de graves difficultés chez les républicains, qui se débattaient notamment avec l'héritage du scandale Watergate. Ainsi, lors des élections à la Chambre des représentants en 1974, les démocrates obtinrent 68% des suffrages dans le

Nord-Est, 76 % dans le Sud (ils en avaient reçu 97 % en 1948), 67 % dans l'Ouest et 57 % dans le Midwest. À part les résultats dans les États du Sud, les chiffres en faveur des démocrates étaient les plus élevés de toutes les élections depuis 1948¹²¹. Pour les présidentielles de 1976, les électeurs situés dans le groupe dit de « statut socioéconomique faible » (*low socioeconomic status*, SES) votèrent démocrate à 68 % (les femmes du même statut à 69 %) et les jeunes de ce *low SES* à 71 %. De manière identique, et sans qu'on reprenne toute la démonstration, soulignons que si, en 1956, les républicains avaient compté pour 44 % des législateurs d'État, leur nombre n'était plus que de 32 % en 1977. À ce moment, écrivirent l'année suivante Ladd et Hadley dans un livre dont nous tirons ces statistiques, les républicains avaient dégringolé au rang d'un « demi-parti »; qui plus est, à part ses « performanc[es] » aux élections présidentielles, le Parti républicain ne pouvait s'appuyer à la suite du scrutin de 1976 sur « aucun indicateur encourageant » pour les consultations à venir; une situation, concluaient-ils, qui soulève même des questions sur sa « viabilité électorale »¹²².

Nous ne rapportons évidemment pas ces propos pour nous moquer des deux auteurs cités, mais plutôt pour illustrer que les analystes percevaient les tensions qui traversaient le système de partis et voyaient, pour une partie d'entre eux, qu'elles étaient grosses de possibilités réelles de transformations. Mais ils cherchent, trop exclusivement, la direction des développements en se penchant prioritairement sur les traits des électeurs et des électrices envisagés comme autant d'individus. Il s'avère presque impossible, de cette manière, de saisir les dynamiques, multidimensionnelles, auxquelles sont associés et dans lesquelles sont intégrés les partis en tant que variable indépendante et variable dépendante. En nous fondant sur cette dernière notion, nous avons tenté au contraire de poser la situation des partis dans le contexte des profondes perturbations qui secouent alors la société américaine, avec l'idée d'une pulsion au dépassement par la gauche du système bipartisan établi. Ce dépassement n'aura pas lieu, et c'est par la droite et avec le Parti républicain qu'une transformation véritable sera bientôt engagée. De premiers linéaments en paraissent déjà, mais leurs effets ne se déploieront pleinement qu'avec les années 1980-1990. L'intérêt de se pencher sur les derniers éléments que nous venons de couvrir relève de leur nature particulière: ils s'insèrent toujours en continuité plausible des caractéristiques sociales et politiques de la période des années 1960 et, de ce fait, servent d'indice à ce que le renversement prochain des axes de l'évolution de la société américaine ne procédera pas d'une quelconque inéluctabilité historique.

Le Parti républicain national ne se présentait traditionnellement pas comme un parti de conservatisme populiste, comme le porte-étendard d'une droite de masse. Quand Eisenhower l'emporte en 1952, la première victoire du parti aux présidentielles depuis celle de 1928, il a fait savoir déjà que son administration ne reviendrait pas sur les politiques sociales du New Deal, non plus que sur la reconnaissance de la légitimité du syndicalisme dans l'entreprise et dans la société. À ces égards, nous avons défini antérieurement son orientation comme une orientation de gestion conservatrice de l'ordre *new deal*. Ces caractéristiques vont progressivement être transformées à compter des années 1960, le coup d'envoi étant donné par la candidature présidentielle de Goldwater en 1964, une candidature à laquelle ne se fait précisément pas l'establishment historique du Nord-Est. En suivant les explications de Jonathan Rieder, on peut retracer les grandes étapes, d'abord minoritaires, de cette évolution du Parti républicain présidentiel.

Selon Rieder, ce fut la victoire du démocrate Truman en 1948 qui convainquit les stratèges nationaux du parti de la nocivité de s'en prendre aux grandes réalisations du New Deal. On pensa bien se constituer une clientèle électorale en doublant à droite les démocrates en politique internationale, mais les politiques des deux grands partis sur la guerre froide ne s'avéraient finalement pas vraiment différentes. La scission raciste de Strom Thurmond et de la droite sudiste des démocrates en 1948, la formation alors du States' Rights Party, son succès dans le Sud et l'opposition populaire blanche aux mesures d'égalité des droits en vinrent à convaincre lesdits stratèges que le « Parti démocrate allait s'effondrer dans le Sud blanc ». En parallèle, les succès du langage plébéien du sénateur McCarthy et du « mépris plébéien pour la nonchalance et la prétention patriciennes » montrèrent que le parti, en parlant ce type de langage, pourrait s'adresser à des gens qu'il n'avait jamais gagnés, par exemple les communautés ethniques d'origine est-européenne. Avant même la candidature de Goldwater, ces stratèges avaient ainsi envisagé une opération Dixie, dont l'attrait fut précisément démontré par le succès que connut celui-ci dans le Sud. Par ailleurs, Goldwater était aussi très à droite socialement, trop, écrit Rieder, pour paraître vraiment comme le champion des petits contre les privilégiés; ce fut plutôt George Wallace, populiste raciste qui ne rejeta pas en campagne les politiques de protection sociale, qui pouvait se présenter comme leader du ressentiment des sans-grade. Et l'on a bien vu que Nixon s'inspira directement de sa campagne de 1968. À cela s'ajouta l'émergence durant les années 1970 d'une nouvelle droite, avec le fondamentalisme chrétien, le refus de l'Equal Rights Amendment (ERA), en faveur de l'égalité des femmes, le poids des évangélistes conservateurs, tout un monde qui se trouva des affinités avec les bases républicaines de plusieurs régions. Et dans le nord du pays, à

compter de 1965 (plus ou moins), se répandit un malaise incontestable chez les Blancs face à la lutte de l'égalité raciale, au « *busing* », au désordre étudiant, etc., qui fournit aussi une base d'intervention populiste aux républicains¹²³, comme en fit rapidement preuve l'action de Nixon.

Il convient d'ajouter à tous ces facteurs l'arme des référendums et plébiscites, qui servit directement à la constitution d'une base de masse pour cette nouvelle droite, « à partir du ressac [politique] qui était apparu dans la classe moyenne et la classe ouvrière blanche ». Il y eut de telles consultations contre des politiques d'intégration domiciliaire, de l'abolition de la peine de mort, contre les taxes sur les propriétés, etc. Beaucoup de ressources financières y furent investies et ces campagnes permirent à ces mouvements de voir la force qui était la leur et de se reconnaître. Elles en vinrent même à s'approprier des fonctions que jusque-là les partis politiques assumaient – un recul, estiment certains, quant au rôle traditionnel de ceux-ci¹²⁴, par exemple dans l'élaboration de grandes orientations publiques.

6. LES TRAITS DÉFINITOIRES DES PARTIS DE GOUVERNEMENT AUX ÉTATS-UNIS, L'INFLUENCE HISTORIQUE DES ORIGINES

Le bipartisme accompagne, comme l'un de ses piliers, l'histoire politique des États-Unis depuis ses premiers moments. Il n'a pas toujours mis en concurrence les partis républicain et démocrate, mais il est un fait que la dynamique électorale d'un régime présidentiel pousse d'elle-même au regroupement sur deux grands axes les courants politiques et l'expression des intérêts divers que l'on note dans la société. En d'autres mots, le poids de l'institution de la présidence amène à ce que se répartisse en deux grandes coalitions l'affrontement électoral. Car, si « le Sénat et la Chambre des représentants permettent la cohabitation d'une multitude de factions, une seule personne peut assumer la responsabilité de la présidence¹²⁵ ». Voilà bien le constat, selon les analystes et les chroniqueurs de la carrière politique de François Mitterrand, qui inspira la stratégie de celui-ci quand il relança le Parti socialiste français au début de la décennie 1970-1980. Il s'était convaincu que les institutions de la V^e République gaulliste poussaient à une candidature unique des socialistes, des communistes et des divers opposants de gauche. Cette stratégie électorale aurait certes été envisageable à l'époque des régimes parlementaires des III^e et IV^e Républiques entre les partis, mais elle semblait dorénavant plutôt s'imposer.

i. L'INFLUENCE HISTORIQUE DES ORIGINES

La construction d'organisations partisans nationales aux États-Unis tire ses origines du besoin des candidats présidentiels de se configurer des appuis dans les diverses régions du pays, de constituer un courant, une opinion partisane qui leur est favorable. Les amis de Thomas Jefferson furent les premiers à s'engager sur ce terrain. Il fallait trouver les moyens de créer des coalitions politiques pour les présidentielles et de voir à la formation d'équipes de base en mesure de mener les campagnes. On devait donc construire État par État des alliances aux composantes multiples, pas nécessairement les mêmes pour chaque État. La démarche allait, d'un côté, favoriser la création même de partis d'État, mais, d'un autre côté, susciter ce caractère confédératif des partis nationaux¹²⁶, et comparativement hétéroclite des organisations partisans aux États-Unis. Ce développement historique a entraîné aux autres niveaux une répartition des alignements selon des classements reprenant habituellement les mêmes étiquettes, pas d'emblée plus homogènes pourtant que les organisations parapluie réunies en fonction des présidentielles. On peut émettre l'hypothèse, avec M.J.C. Vile, que l'effet des présidentielles procède probablement d'une « projection » de leur dynamique sur les autres consultations électorales dont la puissance relève de ce que le fonctionnement du système politique « tourne autour de la présidence ». Cela n'entraîne pas que l'autorité au sein des alignements partisans s'exercerait du haut vers le bas, le caractère confédératif des partis nationaux impliquant aussi que les niveaux infraprésidentiels sont largement autonomes; les systèmes de partis dans les divers États présentent d'ailleurs des traits fort différents, souvent contrastés entre eux, même si normalement les étiquettes partisans sont les mêmes qu'à Washington¹²⁷...

À cette impulsion s'ajoute la dynamique d'un système électoral uninominal, à un tour et de majorité simple, qui d'elle-même pousse à la division des électors en deux grandes options partisans. Cela dit, l'élément qui a le plus contribué, pensent certains, à la consolidation et à la perpétuation du bipartisme aux États-Unis s'avère pourtant « l'institution du Collège électoral » pour la sélection du candidat présidentiel victorieux. Car « le Collège électoral, tant que la plupart des États retiennent la formule d'une élection globale pour l'ensemble de leur population » et que la candidate ou le candidat majoritaire emporte tous les grands électeurs, « restreint généralement le nombre des aspirants ayant de réelles chances de gagner la présidentielle » aux candidats des deux grands partis. « Le score de 19 % des votes que Perot remporta en 1992 ne lui procura pas un seul vote au Collège électoral. » Or, cette formule de sélection des grands électeurs « n'est pas prescrite par la constitution ». En dépit de l'utilisation en Grande-Bretagne et au Canada, notamment, d'un système

électoral majoritaire, uninominal à un tour, la vie politique y a donné naissance à des tiers partis, souvent importants, qui ont pu gagner à l'occasion « la balance du pouvoir » ; mais le Collège électoral constitue aux États-Unis un deuxième obstacle d'envergure sur cette route, qui finalement la rend quasi impraticable au niveau de la présidence, dont on a vu le rôle déterminant quant à la mise en forme des organisations partisanes¹²⁸.

Il n'est pas de notre intention d'avancer que des données institutionnelles et des particularités organisationnelles définissent l'évolution historique. Le point de vue de l'inéductibilité contredit la volonté de l'analyse et de l'explication. En même temps, ce type d'éléments suggère incontestablement des pistes d'élucidation de certains phénomènes, parce qu'ils ont offert, historiquement, des balises à l'action, voire l'ont entraînée – substance et formes. Ainsi en est-il, croyons-nous, de cette caractéristique des grands partis américains définie par la notion du parti « attrape-tout », le *catch-all party*, un type de partis ne s'adressant pas à une classe précise ou prétendant ne pas être le porte-parole d'intérêts sociaux particuliers, constitué sur la base d'alliances et de coalitions multiples, où tous les secteurs de la population pourraient trouver une niche. Il paraît logique d'arrimer ce type de conception à la démarche historique de constitution des grandes coalitions électorales présidentielles dans les divers États et, indirectement, à la prégnance du bipartisme. Ainsi, « si l'on exprime cette réalité en termes fonctionnels, les partis dans le système politique des États-Unis se sont acquittés [de la fonction] d'agrégation des intérêts bien plus que d'articulation des intérêts¹²⁹ » ; l'articulation suppose, en effet, un fondement théorique et idéologique (relativement) intégré alors à son discours politique, alors que l'organisation « attrape-tout » vise à se rallier les appuis multiples en des démarches toutes pragmatiques. Notons néanmoins que, de notre point de vue, ce pragmatisme des grands partis américains ne les dispense pas d'une personnalité sociale bien précise...

À ce stade, arrêtons-nous rapidement à certains critères que met en avant Daniel-Louis Seiler pour classer par comparaison les modèles et les types de partis politiques, des critères qui nous semblent notamment les mieux en mesure de décrire la situation américaine. Seiler procède notamment par la logique de l'organisation, singulièrement, pour notre propos, par l'établissement de « modèles génétiques » : il veut circonscrire la nature même des processus à l'origine des partis. Il pose l'existence historique de trois grands modèles, les « modèles parlementaire, présidentiel et de masse », en se demandant si les partis s'avèrent de création intérieure ou de création extérieure. Sont de création intérieure les partis lancés par des groupes déjà constitués qui participent aux réseaux de pouvoir dans la société et qui, du fait par exemple d'un élargissement du corps électoral, doivent dorénavant s'adresser à ceux d'entre

les gouvernés qui sont devenus citoyens, c'est-à-dire à un corps électoral augmenté. Sont de création extérieure, les partis formés à l'extérieur des réseaux de pouvoir et espérant en forcer l'accès par le truchement d'une mobilisation massive, formations qu'on appellera partis de masse¹³⁰.

Les partis de création intérieure relèvent du modèle parlementaire quand leur mise sur pied est le fait du regroupement de parlementaires aux orientations politiques proches et de leurs « comités électoraux individuels » ; ils correspondent au modèle présidentiel lorsqu'ils se constituent autour de la présidence d'un aspirant particulier ou pour la course de celui-ci. Le parti présidentiel des jeffersoniens est vu comme le premier parti politique de l'histoire ; ses « créateurs [...] comptaient au nombre des élites dirigeantes du pays » et l'organisation qu'ils rassemblèrent sur l'ensemble du territoire fut à l'origine d'un modèle dont « les deux partis américains actuels prolongent encore les particularités ». Seiler caractérise alors les partis (de création intérieure présidentielle) des États-Unis de partis stratarchiques, un modèle génétique de formations électorales qui « associe organisations présidentielles, parlementaires [pour les élections au Congrès] et d'États selon des modalités qui varieront tout au long de l'histoire, mais d'une façon qui privilégie toujours l'indépendance de chaque strate¹³¹ ».

Mentionnons enfin, en suivant toujours l'élaboration de Seiler, que les partis de masse (obligatoirement considérés ici de création extérieure) apparaissent historiquement « comme l'arme des faibles s'efforçant de pallier un déficit de pouvoir et d'influence, au moyen du plus grand nombre possible d'acteurs recrutés ». La désignation partis de masse ne réfère pas d'abord à la taille de l'organisation, c'est-à-dire au nombre de ses membres, mais plutôt au poids et au rôle qu'on leur confie : « Les adhérents sont [...] la matière même du parti, la substance de son action », souligne Daniel-Louis Seiler en citant Maurice Duverger ; ce qui n'est pas le cas des partis de création intérieure, même lorsqu'ils regroupent des nombres impressionnants d'adhérents, tel le Parti conservateur britannique qui avait grosso modo un million de membres vers 1960¹³².

Si le bipartisme trouve aux États-Unis ses origines dans l'action des élites dominantes et du fait de leurs controverses, la structure institutionnelle et constitutionnelle contribue nécessairement à baliser des dimensions également définitoires du système de partis en vigueur (le fédéralisme, la place des États, l'étendue du droit de vote). Cela dit, la science politique considère que le rôle premier dévolu aux partis en régime de démocratie libérale est la médiation entre la société civile et l'État. Les partis d'origine parlementaire sont appelés partis de cadres parce qu'ils regroupent effectivement des élus et des candidats issus des classes supérieures. À l'époque de leur apparition, la franchise

électorale étant limitée, ils s'acquittent aisément de leur fonction médiatrice, puisque lesdits cadres forment à la fois l'État et la société civile. Avec le suffrage universel, les données se sont complexifiées, mais les partis de cadres restent les alliés naturels des détenteurs d'influence et d'un certain pouvoir social, cependant que leurs responsables et leurs têtes d'affiche proviennent généralement des mêmes milieux. Ce sont les élus et non les membres qui y représentent le principal élément. Pour les partis stratarchiques américains, cette fonction de médiation fut assurée par le « courtage » qu'ils pouvaient exercer entre l'État et la société civile, notamment par l'agrégation des demandes qui émanaient de cette dernière et leur traitement par les pouvoirs publics. Cet effort s'inscrivit historiquement dans la lutte féroce que se livrèrent « les élites américaines [...] afin de séduire les autorités locales, d'où la recherche incessante de la formule gagnante (*winning coalition*) et le parti « attrape-tout¹³³ ».

L'organisation qui fut ainsi modelée prit largement l'aspect d'un « réseau », un réseau de comités électoraux municipaux, de comté, de circonscription et d'État, sans recrutement de membres. Les partis américains, encore aujourd'hui, ne tiennent pas de listes de membres. Voilà bien une réalité qui semble « proche de celle des partis de cadres » : une organisation existant prioritairement comme association de comités électoraux, dont la substance se confondait à la volonté et à la capacité de l'emporter en campagne électorale. Largement autonomes et localement bien intégrées, souvent au niveau municipal avec les démocrates, les organisations infraprésidentielles furent celles qui construisirent les liens les plus suivis avec les masses d'électeurs. Elles prirent fréquemment l'initiative de joindre les vagues successives d'immigrants, en se donnant les moyens de s'adresser à eux dans leur propre langue¹³⁴ notamment.

Le rapprochement entre la nature des partis américains et celle que veut synthétiser le concept de partis de cadres relève d'une indication de Seiler, qui en rejette pourtant aussitôt le bien-fondé. Des circonstances et des développements historiques propres aux États-Unis ont en effet entraîné l'apparition de phénomènes étrangers à la signification qu'on reconnaît habituellement à ce concept. Par exemple, « un organe essentiel va [bientôt] s'in[sérer] dans le dispositif, la machine [...] à la tête [de laquelle] et contrôlant tout [règne] le “boss”, généralement un élu local, parfois un gouverneur », qui prolongera le réseau de l'appareil jusqu'au quartier avec ses politiciens de circonscription. Ceux-ci s'assureront souvent la loyauté des électeurs par clientélisme, qui devint localement et nationalement (avec le système de dépouilles que promut le président Andrew Jackson) « consubstantiel » à l'attrait que pouvaient exercer les partis¹³⁵. Voilà certainement qui est juste, mais l'idée du rapprochement de la réalité partisane aux États-Unis et du concept des partis de cadres nous paraît néanmoins fondée, par un aspect stratégique que celui-ci évoque.

Comme les partis de cadres, en effet, chacun des partis américains formant les deux ailes des systèmes bipartisans successifs fut créé à l'échelle nationale par des cercles et des alliances regroupant des personnalités issues de l'univers des élites, partie prenante déjà de la gouvernance du pays. L'étendue comparative du suffrage (masculin blanc) aux États-Unis, quasi « universel » à compter de la décennie 1830-1840, oblige plus rapidement qu'ailleurs la croissance des capacités organisationnelles des partis, processus suscitant toujours des éléments de professionnalisation de l'action partisane. Mais les partis restent des formations de gestion et de construction de l'ordre sociétal en développement, avec ses contradictions et les compromis nécessaires ; ce sera le cas jusqu'à ce que l'architecture de départ ne puisse plus contenir les difficultés de conciliation entre le Sud et le Nord majoritaire. Le système de partis fut alors bouleversé et le bipartisme se reconstitua grâce à la création d'une nouvelle formation, le Parti républicain, née elle-même de fractions et d'organisations partisans en grande partie préexistantes. Depuis ce moment, les deux mêmes partis, démocrate et républicain, constituent dans leur face-à-face le bipartisme du pays. En d'autres mots, contrairement à ce que l'on note historiquement dans une très forte majorité des autres régimes politiques représentatifs, ni l'une ni l'autre des ailes du système de partis aux États-Unis n'est de « création extérieure » : le Parti social-démocrate (SPD) allemand est l'un des deux principaux partis de son pays ; il en fut de même avec les socialistes et les communistes en France, le Parti social-démocrate (SPO) d'Autriche, le Labour Party en Grande-Bretagne, idem en Australie, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en Espagne, etc., tous des partis créés historiquement de l'extérieur, et précisément contre les élites dominantes et gouvernantes.

La situation américaine s'avère à cet égard qualitativement différente, d'où l'expressivité du repère des partis de cadres – et en partie sa justesse. Les deux formations de chacun des systèmes de partis américains furent arrimées aux fonctions de gestion et d'élargissement de l'ordre économique dans lequel elles œuvraient. Et depuis les deux dernières décennies du XIX^e siècle, la société américaine évolue clairement vers un capitalisme de masse libéral et au sein de celui-ci, dont l'édification sert globalement de toile de fond, et de base de consensus, à l'action des autorités publiques. Les partis et comités électoraux d'État, de comté et de localités tiennent pour une large part leurs origines de l'effort systématique des organisations présidentielles pour gagner des représentants de secteurs économiques importants ou de secteurs à grande influence politique. Il y a eu, à l'occasion (mais très rarement), des percées dans certains États de partis nés de l'extérieur. Ainsi en fut-il de l'apparition du phénomène des partis travaillistes au sortir de la Grande Guerre, dont le Minnesota Farmer-Labor Party (MFLP) fut de loin l'exemple le plus connu et le plus réussi.

En nous servant des caractérisations sociales longtemps utilisées en Europe comme catégories premières d'analyse des formations partisans (catégories prioritaires encore aujourd'hui en Suède, notamment lors des périodes électorales et s'il est question d'alliance entre formations), les catégories dites de « partis ouvriers » et de « partis bourgeois », il devient à ce stade évident que les deux grands partis contemporains aux États-Unis forment des partis « bourgeois ». En quelque sorte fidèles à la mécanique de leur apparition, les organisations nationales s'activent, par ailleurs, comme entités particulières à l'occasion et en fonction des présidentielles. Leur existence manifeste certainement des traits de permanence plus grands aujourd'hui, mais l'autorité au sein des deux grandes familles partisans ne procède pas du haut (le national) vers le bas (les instances infraprésidentielles). De fait, les structures étatiques et régionales restent les centres à la plus forte consistance et elles jouissent d'une très grande autonomie face à quelque instance nationale. Écrivant au début de la décennie 1990-2000, Kim Moody pouvait ainsi décrire la *réalité* de cette nature sociale des partis américains de la manière suivante :

La machine petite-bourgeoise [locale, municipale] est [subordonnée] aux intérêts et aux exigences des grandes entreprises. Dans le cas [d'une ville comme] Gary [en Indiana] entièrement dominée par l'industrie de l'acier, la subordination de la petite élite économique locale et de ses alliés aux grandes entreprises est très nettement visible. Dans les villes où la structure du monde des affaires est davantage diversifiée, cette relation paraît plus complexe, mais, quoi qu'il en soit, elle constitue toujours le point d'ancrage [le point de départ] de la politique américaine et de celle du Parti démocrate, qui domine notamment la plupart des grands centres industriels urbains. La croissance du poids et de la place des médias en politique et du déluge d'argent des comités d'action politique de l'entreprise privée au cours des deux dernières décennies a amplifié la dépendance du Parti démocrate envers les grandes firmes dans l'arène politique nationale, mais la domination sur le parti est d'abord assise sur le lien au niveau local entre les grandes entreprises et les responsables petits-bourgeois de la machinerie de base du parti¹³⁶.

D'ailleurs, la formation d'appareils partisans nationaux en tant que tels s'avère relativement récente, 1928 pour les démocrates et 1936 pour les républicains représentant les deux moments où l'on se donna la capacité de fonctionner de manière continue durant chaque année. Mais, en 1936, le Parti républicain n'avait tout de même qu'un employé payé en poste de manière permanente, et ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que les deux partis s'engagèrent vraiment sur ce terrain, encore que ce fut sans hâte : à la fin des années 1950, encore, et à l'exception des périodes d'élections présidentielles, chacun ne comptait que de 70 à 100 employés. Très peu, en un mot, pour un pays de l'envergure et de l'importance des États-Unis¹³⁷. Cela dit, les

liens entre le parti présidentiel et les élites sociales et économiques du pays ne relèvent pas d'une simple projection à l'échelle nationale de la réalité accumulée des autres instances de l'organisation. Le rôle des deux grands partis et la place du pays dans le monde justifient et expliquent, par exemple, le statut social de leurs recrues et de leurs dirigeants¹³⁸.

On a rappelé déjà cette tentative de définition de la nature du Parti démocrate qui mettait en avant l'idée que le parti représentait une « leadership coalition » née de la rencontre de quatre groupes, dont le mouvement ouvrier ; les autres composantes ralliaient les professionnels de l'appareil, dont « plusieurs dirigeaient les machines politiques de grands centres urbains », « les membres des professions libérales qui étaient des cadres clés des organisations de masse alliées au parti, comme [...] la NAACP » et, enfin, « la fraction libérale du capital historiquement rattachée au parti ». C'était entre ces groupes que se négociaient les grands compromis et qu'on arrêtait le choix d'un candidat à la présidence¹³⁹. Jusqu'en 1972, la sélection des délégués aux congrès nationaux relevait pour beaucoup des organisations locales et d'État, au sein desquelles il y avait aussi négociations et ententes entre initiés. Convenons, minimalement, que cette description gagnerait à être complétée du poids particulier qui revenait au Sud ségrégationniste. Formellement, il influençait peu les plateformes des campagnes présidentielles, mais il gardait une présence dont il fallait incontestablement tenir compte. Par exemple, la formation du States' Rights Party lors de l'élection à la présidence de 1948, pour signifier l'opposition du Sud démocrate aux engagements envers l'égalité raciale de la plateforme adoptée par le parti, fit peur. Les campagnes d'Adlai Stevenson en 1952 et 1956 contre Eisenhower marquèrent alors un net recul du Parti démocrate présidentiel sur ce terrain. Car les démocrates du Sud avaient fait la preuve de leur capacité à assurer, ou non, à l'aspirant du parti à la présidence de très nettes victoires dans leurs États, sur lesquelles les stratégies démocrates voulaient compter.

Quoi qu'il en soit, le caractère descriptif de ce type d'explication renseigne, à notre avis, et camoufle tout à la fois : il montre, d'un côté, des aspects importants du fonctionnement interne de l'organisation qui relèvent en partie de son rôle fonctionnel dans le cinquième système partisan (place du syndicalisme et des grands courants réformateurs) ; mais il camoufle, d'un autre côté, la base d'entente fondamentale de tous ces secteurs, qui renvoie tout de même à la fonction première du Parti démocrate, qui reste de gestion politique et de développement de l'ordre constitué, avec son système bipartite. Pour le politologue Joel Rogers, le type d'encadrement sociopolitique et socioéconomique que suppose cette fonction première pour l'action du mouvement ouvrier a amoindri la force politique du syndicalisme aux États-Unis. Il fait remarquer que le rôle du syndicalisme dans les rangs démocrates n'a pas la même portée

que celui des syndicats, par exemple, dans les partis travaillistes : « La représentation des responsables syndicaux dans les organisations du parti, les liens entre les personnels [du syndicalisme et du parti] et [l'interaction], la régularité des consultations entre les responsables [du parti et ceux] des syndicats » sont autant d'aspects sur lesquels la position du syndicalisme américain s'avère inférieure. Ainsi, sa capacité « à sanctionner les leaders du parti, l'intimité des relations et l'étendue des objectifs envisagés diffèrent largement et sur le fond de ce qui est le cas » avec le travaillisme¹⁴⁰.

Pourtant, on se doute bien que ce point de vue n'est pas unanimement partagé par les analystes et les intervenants. Pour Taylor E. Dark, notamment, qui a écrit sur les rapports entre les syndicats et les démocrates, leur « alliance » a bien servi le mouvement ouvrier ; en d'autres mots, le bipartisme américain a finalement bien répondu aux besoins du mouvement ouvrier. Il souligne ainsi que « tous les candidats présidentiels démocrates depuis John F. Kennedy jusqu'à Bill Clinton ont repris [appuyé] la plus grande partie des demandes de l'AFL-CIO, incluant un accès garanti pour les syndicats à l'exécutif fédéral, la réforme des lois du travail, [...], l'expansion de la couverture de l'assurance maladie », etc. Et lorsque la présidence pouvait agir par décrets (les *executive orders*) « les présidents démocrates ont rarement hésité à s'engager en faveur du syndicalisme ». D'ailleurs ajoute Dark, qui écrivait à la fin de la décennie 1990-2000, le lien aux démocrates s'avère encore plus justifié après les réformes dans la vie des partis entreprises durant les années 1970, singulièrement avec la démocratisation de leurs structures et de la prise de décision. Le « Parti démocrate national est une institution beaucoup plus perméable » qu'il le fut antérieurement. Si un chef syndical de la trempe de John L. Lewis des années de la dépression décidait aujourd'hui de concourir dans « les primaires présidentielles », il n'y a pas de telle chose que des « élites de parti » qui pourraient l'en empêcher en le frappant d'un veto¹⁴¹.

Même, explique toujours Dark, on ne peut véritablement considérer qu'il existe aujourd'hui un « parti démocrate, dans lequel on pourrait entrer ou d'où l'on pourrait sortir. De fait, il n'y a qu'un ensemble de candidats, avec leurs propres organisations, en compétition pour l'utilisation de l'étiquette démocrate ». Ainsi, si les syndicats veulent une « influence » politique plus grande ou un nombre plus élevé de candidats syndicalistes, ils n'ont qu'à se montrer plus actifs au moment des primaires : elles sont devenues le moyen privilégié de sélection puis d'investiture des aspirants. Le Parti démocrate n'a plus d'appareil en mesure de dicter au niveau national le choix et la plateforme de ses candidats¹⁴².

ii. SUR LA SIGNIFICATION DU COUPLE « RESPONSABLE OU FONCTIONNEL »

À ce stade, mentionnons cette vieille problématique de l'analyse des partis aux États-Unis, qui a trait à l'idéal de leur caractère « fonctionnel » ou de leur caractère « responsable ». Le rappel de cette problématique va contribuer à l'illustration d'une facette particulière du rôle du Parti démocrate. Sans entrer dans le détail, soulignons que cette discussion a opposé le « fonctionnel » et le « responsable » durant de nombreuses décennies, à la fois sur un plan prescriptif et sur un plan descriptif et analytique : quel modèle du rapport des partis à la société sert le mieux la démocratie ? « Quel [doit être] leur rapport à l'ensemble de l'ordre social » ? Le modèle « responsable » relève d'une conception voyant les partis « en tant que variables indépendantes » pouvant « et probablement devant façonner l'environnement politique ». Les partisans de la conception « fonctionnelle » considèrent plutôt que « les forces économiques et sociales à l'œuvre dans la société poussent vers certains types d'arrangements sociétaux ; dans ce cadre, le rôle « de la politique est réactif » et les partis doivent chercher à ce que les évolutions jugées nécessaires se réalisent en douceur¹⁴³.

La principale tête d'affiche de la conception dite « responsable » fut le grand politologue américain E.E. Schattschneider, qui exposa au début des années 1940 l'idée selon laquelle « le peuple est un souverain dont le vocabulaire n'est composé que de deux mots : oui et non ». En conséquence, la démocratie et l'efficacité gouvernementale fondée sur le principe démocratique requièrent des partis politiques à la pensée et à l'orientation programmatique claires et fermes, en mesure de soumettre à l'électorat des « choix cohérents » et simples. Les différences entre les options partisans apparaîtront ainsi de manière limpide, et les coalitions de divers groupes seront logiques. En conséquence, également, l'électorat verra distinctement si les élus sont fidèles aux engagements annoncés¹⁴⁴.

Ce qui était reproché alors aux partis de gouvernement aux États-Unis s'avérait, finalement, de ne pas être de réelles formations partisans telles qu'elles existent en Europe : les partis américains comportaient chacun à l'intérieur des courants en opposition sévère les uns avec les autres, ils tendaient à regrouper des appareils électoraux et de gouverne locale aux orientations souvent très dissemblables, sans leadership central en mesure de mettre de l'ordre, c'est-à-dire de voir à donner une signification commune à l'intervention publique réalisée sous une même étiquette, y compris lors du même cycle électoral pour des postes à la même assemblée. Nous avons vu, quant à nous, qu'il y avait coexistence de cette réalité et de celle qui procédait du rôle des deux grands partis dans le système bipartisan, singulièrement le cinquième

système bipartisan. Au fil des ans, cela a amené l'analyse politique à exprimer la situation américaine en utilisant, par exemple, les notions de Parti démocrate (ou républicain) présidentiel et congressionnel, de cinquante systèmes de partis, etc. Mais, au début des années 1940, l'attention de Schattschneider était d'abord captée par le caractère hétéroclite des courants et des groupes qui se regroupaient électoralement sous une même étiquette pour chacun des niveaux d'autorité publique. Cela embrouillait le débat politique et semait la confusion, jugeait-il, amoindrissant la capacité de contrôle populaire.

Bien sûr, le type de partis que son point de vue fustigeait relevait du type *catch-all*, le « parti attrape-tout, type de parti soucieux de faire prévaloir la maximisation de ses intérêts électoraux sur toutes autres considérations », comme l'a écrit plus tard le professeur Seiler ; « il ne peut s'épanouir que dans un climat où le conflit idéologique est de basse intensité ; pour exister, il doit atténuer la pesanteur des conflits d'intérêts » et des « traditions » qui divisent, « en insistant sur ce qui rassemble et [en] cen[trant] son appel sur les catégories que rien, ou fort peu, n'oppose entre elles. [Autre] exigence : seul un grand parti peut prétendre au statut "d'attrape-tout". [Enfin], il doit être ouvert et perméable, tant aux soucis de l'électorat qu'aux représentations faites par [...] les groupes d'intérêt ou les associations. Le concept de parti attrape-tout » va permettre enfin l'« intégration politique du mouvement ouvrier dans le système politique libéral et bourgeois¹⁴⁵ ». Cette description s'accorde parfaitement avec la vision réprobatrice, la condamnation même que se faisaient des partis américains les tenants de la vision « responsabiliste » ; elle permet de souligner certaines caractéristiques historiques des partis américains que les tenants de leur caractère fonctionnel valorisaient au plus haut point.

Pour ces derniers, en effet, les partis américains ont joué parfaitement leur rôle : ils ont servi à recruter des candidats élection après élection pour les centaines de milliers de postes à pourvoir au sein de ce pays aux 90 000 gouvernements, à assurer aussi un degré de coordination réelle, malgré tout, dans un ordre politique établi sur une séparation des pouvoirs prononcée, garantissant la « modération et le compromis » au sein de chacune des formations, et tout aussi bien « entre elles », puisqu'il faut disputer dans un tel cadre des électeurs de plusieurs horizons sociaux et idéologiques ; elle a servi aussi, du fait de ces caractéristiques, à l'intégration citoyenne des nouveaux arrivants. *Fonctionnellement*, donc, les partis américains ont contribué ainsi « de manière décisive à la gouverne et au processus politique [de même] qu'à la stabilité sociale¹⁴⁶ ».

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'American Political Science Association avait créé un comité d'étude sur les partis politiques (Committee on Political Parties), qui rendit public en 1950 un rapport sur la qualité des

partis américains. Ce texte, toujours consulté, était le produit d'un travail auquel s'étaient joints, à un moment ou à un autre, plusieurs politologues; l'équipe de sa rédaction travailla sous la conduite d'E.E. Schattschneider et le titre même du document, *Toward a More Responsible Two-Party System*¹⁴⁷, dévoile le sens de l'intervention qu'il représenta. Le rapport faisait d'abord remarquer que, si, « dans le passé », les deux grands partis avaient fait la démonstration de leur capacité à s'adapter aux exigences que faisaient peser sur eux les grands développements sociétaux, ils ne semblaient plus en mesure de répondre aux nouveaux défis : les États-Unis ont beaucoup évolué depuis le début du xx^e siècle, mais l'organisation formelle des partis reste tout à fait semblable à ce qu'elle était avant la guerre civile. Les défis d'aujourd'hui relèvent souvent de questions d'envergure nationale, aux conditions complexes et de longue portée; il en va de même de l'élaboration des méthodes de transcription sous forme de politiques publiques des décisions auxquelles on arrive. Les façons de faire usuelles ne permettent pas aux partis, non plus qu'à leurs dirigeants, de jouer alors le rôle qui leur revient dans un régime de démocratie libérale moderne¹⁴⁸.

Les partis doivent en conséquence se reconstituer en deux grands organismes vivants, deux entités à la personnalité dans chaque cas homogénéisée et remodelée à l'interne, de telle manière que ces organismes puissent agir comme institutions unifiées. Sans durcir le trait, ce fut globalement la direction dans laquelle on voulut engager la réforme du système de partis; ainsi, on soulignait que les leaders nationaux avaient « un intérêt tout à fait légitime », donc des préférences à faire valoir pour les élections au Congrès, ou alors déplorait que les plateformes partisanes présentent des points de vue si vagues qu'il « est souvent difficile de déterminer ce qu'une élection a pu trancher, même dans les termes les plus généraux »; de toute façon, encore pire, ces plateformes ne sont pas contraignantes. Toutes ces choses, notamment, amoindrissaient la qualité aussi bien de l'exercice du pouvoir que du travail de l'opposition¹⁴⁹. Il fallait donc une organisation interne beaucoup plus stricte des deux grands partis des États-Unis, y établir un réel centre de pouvoir: il n'était plus possible de fonctionner avec une série d'instances dans chaque cas quasi indépendantes l'une de l'autre (les organisations locales et d'État, par exemple, et l'organisation nationale).

Sans compter l'existence dorénavant de grands groupes d'intérêt, dont on pouvait craindre qu'ils s'imposent à des partis moins bien outillés qu'eux. En tout état de cause, les deux partis devaient se doter de services de recherches approfondies, dont la contribution, précisément, serait de nature programmatique et servirait à la composition des plateformes. Il fallait aussi chercher la participation la plus large des membres du parti (dont la définition se

modèlerait davantage sur celle des systèmes politiques d'Europe de l'Ouest) à ces efforts d'élaboration politique, les y engager et rendre le parti responsable devant eux. Voilà qui en ferait aussi un organisme plus responsable devant le public. Incontestablement, Schattschneider et son équipe penchent du côté d'un *Cabinet System* à l'anglaise, un système parlementaire où la responsabilité politique est par nécessité assumée collectivement et la discipline des élus en Chambre, habituellement assurée. Mais, écrit-on, ce type de changement réclamerait un amendement constitutionnel, peu susceptible de devenir réalité dans un avenir prévisible. En conséquence, ils allaient proposer une « adaptation dans le cadre de la constitution actuelle¹⁵⁰ ».

Furent entre autres proposés alors des congrès nationaux réunissant des délégations sélectionnées sur la base de discussions et de choix politiques (on interdirait donc la pratique des primaires ouvertes) et la mise sur pied d'un conseil national dans chaque parti, composé de cinquante personnes, administrant les organisations sur la base des orientations de congrès; sans employer les mots, le type de rapports envisagé entre la direction nationale et les instances infranationales par le Comité sur les partis se rapprochait expressément, à notre avis, du rapport avec ses sections d'une organisation nationale unifiée, une organisation possédant les moyens de ramener à l'ordre des instances rebelles, par exemple quant à la plateforme. Qui plus est, chacun des deux grands partis aurait à se doter des moyens nécessaires pour réunir régulièrement en conférence tous ses élus de l'une et l'autre chambre, afin de faciliter l'unité des points de vue et des positions. Ajoutons, conséquence logique de la responsabilité qu'on promet, que l'on demandait la modification du règlement du Sénat prévoyant qu'un vote aux deux tiers est obligatoire pour l'utilisation de la guillotine durant ses travaux, au profit de la règle d'une majorité simple, et que l'on favorise l'autorité de lois fédérales dorénavant pour les élections à Washington. Il est intéressant de noter que l'un des buts que l'on se fixait se rapportait au besoin que le système de partis américains puisse s'accommoder aux transformations en profondeur que promettait l'« ère explosive » qui s'ouvrait et savoir comment assurer une gouverne politique en phase avec les enjeux et les défis nouveaux. Car il y avait danger, si les partis ne s'avaient pas en mesure d'offrir responsablement des visions de remplacement à l'électorat, que celui-ci perde confiance en leur habileté et attende tout de la seule présidence ou abandonne les deux grands partis existants au profit d'options radicales conflictuelles¹⁵¹...

Dans l'évaluation critique qu'il fit de cette contribution du Comité sur les partis politiques, John J. Coleman a considéré qu'en fin de compte la réalité du système partisan n'est ni entièrement « responsabiliste » non plus que « fonctionnaliste » aux États-Unis: habituellement peut-être un peu plus

« fonctionnaliste » que « responsabiliste », mais certainement pas lors des périodes de réalignement¹⁵². Servons-nous de ce débat pour tirer deux enseignements.

D'abord, il faut souligner que le Parti démocrate joue un rôle *fonctionnel* en 1972 précisément parce qu'il s'oriente alors, avec la candidature de McGovern, du côté, très clairement, du pôle *responsable*. Cette candidature est portée par un mouvement populaire de base qui, en se fondant sur le militantisme des jeunes et par le jeu des primaires et des caucus arrive à gagner la nomination contre les vieilles machines et façons de faire. Le programme de McGovern, singulièrement sur la guerre, est très clair et radicalement différent de celui de son opposant Nixon. Avec les soubresauts dans la base sudiste du parti et sa défection (progressivement massive), l'orientation du parti présidentiel et du parti congressionnel démocrate (et à l'intérieur de celui-ci) devient nettement plus similaire. L'organisation nationale a réussi à s'imposer partiellement aux instances infranationales, quand elle a pu définir de nouvelles règles pour la sélection à la convention, etc. Et, comme dans le cinquième système de partis à l'échelle nationale les démocrates se retrouvent à gauche, le caractère fonctionnel de leur organisation vient de ce qu'avec les candidatures à la nomination d'Eugene McCarthy en 1968 puis de Robert Kennedy, et en 1972 avec McGovern, par exemple, ils ont amené dans l'un des deux grands partis de gouvernement une part significative des forces politiques et du mouvement de la jeunesse et de l'opposition à l'intervention au Vietnam qui avaient soulevé contre leur propre État des actions de masse à répétition.

Très lucide, « McCarthy avait explicitement présenté [sa course à l'investiture] comme une option de rechange viable à la polarisation, une dernière chance pour le système » ; et la campagne de McGovern quatre années plus tard en convainquit plusieurs de la possibilité réelle de changer même le parti. En tout état de cause, sa candidature ébranla le mouvement *new left* au point qu'elle fut l'un des facteurs entraînant sa fin en tant que mouvement social¹⁵³, dont l'indépendance avait contribué à en faire un acteur marquant des années 1960. De fait, le Parti démocrate sut beaucoup mieux répondre aux dynamiques de l'ébranlement par la gauche de la coalition libérale que cela fut le cas de l'AFL-CIO, qui se ferma plutôt. Cela ne suppose pas que le Parti démocrate échappât alors à l'instabilité organisationnelle, de nombreuses secousses compromettant des mécanismes de fonctionnement et de direction fort anciens : par exemple, le processus de désertion du vieux Sud ou le renversement de règles de procédure auxquelles étaient arriées l'action du Labor et l'intervention des machines municipales. D'ailleurs, la suite des événements témoigna de tentatives répétées de la part de responsables et de personnalités élues, contemporains ou anciens, visant à émanciper les postes de direction du poids des règles nouvelles de fonctionnement, tentatives partiellement

couronnées de succès. Cela dit, l'aspiration à rendre l'organisation démocrate plus « responsable » après le congrès de 1968 força alors une lutte de pouvoir, dont la conclusion s'avéra défavorable aux partisans des vieux mécanismes (et des vieux groupes) de direction.

Cette conclusion ouvrit ainsi au parti la possibilité de tenir son rôle « fonctionnel » dans les circonstances nouvelles. Car, dans le cinquième système de partis aux États-Unis, le rôle fonctionnel du Parti démocrate découlait, comme l'une de ses assises historiques, de ce qu'il avait servi (et servait) en quelque sorte d'ersatz à la formation d'un parti ouvrier puis, de ce fait, d'aile gauche du bipartisme. La pérennisation de ce rôle, surtout sous sa deuxième dimension, amena durant les années 1960 l'adoption des normes de fonctionnement permettant d'ouvrir le parti aux forces nouvelles, en dépit de la mauvaise humeur et de la résistance des cercles dirigeants majoritaires de l'organisation ouvrière. Non seulement le Parti démocrate s'ouvrit-il aux Noirs et aux militants noirs, mais il chercha expressément dans les centres urbains du Nord à les joindre et à les engager dans ses comités et appareils afin d'éviter d'autres désordres comme les émeutes de 1967. En 1972 se réunit à Gary, en Indiana, la National Black Political Convention, à laquelle participèrent plus de 8 000 personnes, où des participants firent valoir le besoin d'une solution de rechange politique au bipartisme¹⁵⁴. Ce n'est là qu'un exemple, qui veut illustrer le caractère explicitement politique d'initiatives nombreuses auxquelles menaient l'esprit et les péripéties des années 1960. Mais la lutte des Noirs allait au bout d'un temps emprunter plutôt les avenues du Parti démocrate.

Notre analyse, soulignons-le, ne prétend pas que le Parti démocrate et ses têtes dirigeantes nationales et, pour une part, étatiques auraient machiavéliquement élaboré une stratégie d'absorption des courants progressistes et de gauche du moment (stratégie obligatoirement responsabiliste) afin de protéger fonctionnellement l'ordre politique du pays – par la sauvegarde du bipartisme constitué. On a vu avec la bataille du Mississippi Freedom Democratic Party contre l'appareil démocrate dirigeant, et même contre les courants libéraux du parti, que des luttes de pouvoir à la conclusion incertaine furent nécessaires pour bousculer puis modifier la vie du parti et son action. Et que l'adoption d'une formule de délégation aux congrès démocrates reprenant l'idée (sans le dire) des quotas dut s'imposer contre la résistance de groupes constitués habitués à mener le parti (le syndicalisme, la « machine » municipale du maire Daley à Chicago) ; cette formule permit effectivement une meilleure représentation des Noirs et des femmes, notamment, favorisant l'ouverture fonctionnelle du parti.

En même temps, il s'avère incontestable que des dirigeants de l'organisation démocrate nationale décidèrent de s'accommoder du mouvement de réforme interne ; ils ne se rangèrent pas du côté de Meany et des autres opposants. Voilà pourquoi Alexander Barkan, le directeur de l'action politique à l'AFL-CIO, put expliquer que la décision de neutralité entre McGovern et Nixon prise par l'état-major de l'AFL-CIO allait permettre de clarifier les données. Il déclara à l'un d'entre eux : « Vous autres, les supposés leaders responsables du parti, semblez penser que les jeunes et les cinglés [...] peuvent vous gagner certaines élections. Très bien alors, on va les laisser essayer de faire ça pour vous cette année¹⁵⁵. » Car on pourrait considérer que, si tout ce monde avait décidé de contrer, en une démarche commune, l'adoption des règles nouvelles, ils eussent peut-être réussi à l'emporter... Mais, dans une telle éventualité, il paraît obligé que l'adaptation aux circonstances nouvelles du rôle fonctionnel du parti aurait connu des ratés importants. Une frange suffisamment importante de ces leaders s'était donc convaincue du besoin de marcher avec la réforme des règles de fonctionnement de son organisation.

Cette transformation interne du parti nous paraît donc portée par la profonde évolution sociétale que connaissent les États-Unis durant cette période, ses répercussions et les luttes de pouvoir interne qu'elle favorise dans le Parti démocrate. En d'autres mots : pour assurer son rôle « fonctionnel » le parti se devait alors d'être « responsabiliste ». Ce qui suppose la reconnaissance au sein des cercles dirigeants que la vie politique n'est plus la même. Dans le parti, l'enthousiasme et les positions des jeunes et des militants de divers horizons, singulièrement autour de McGovern, en furent évidemment le fer de lance direct¹⁵⁶.

Dans son ouvrage classique *Sociologie politique*, Maurice Duverger avait bien, comme d'autres, identifié les deux grands partis américains en tant que partis de cadres, un ensemble de comités électoraux animés et dirigés par des notables locaux. L'institution des primaires, en sus de l'extension du suffrage, avait modifié des données, ne fût-ce que par la nécessité de s'adresser à des masses de gens pour la sélection de candidats. De ce fait, naquit progressivement l'appareil des partis, ramifié jusqu'à l'arrondissement desservi par un bureau de scrutin¹⁵⁷. La définition du parti de cadres que donne Duverger lui confère le même attribut social que nous. Mais les données paraissent plus complexes aujourd'hui à cet égard, depuis que la pratique des primaires a nettement été étendue¹⁵⁸ et qu'ont été mises en vigueur d'autres réformes de la décennie 1970-1980. Pêle-mêle, ces réformes étaient considérées partie prenante d'un processus de démocratisation des institutions envisagé sous l'angle d'une hausse de la participation populaire et d'une prise en compte plus fidèle du résultat de son exercice.

iii. CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE RÔLE DES PARTIS, DE LA DÉCENNIE 1970-1980 AUX ANNÉES 2010-2020

Il n'était pas nouveau alors que l'aile plus libérale du Congrès de Washington, en collaboration avec les forces de l'AFL-CIO, se plaigne de ce que les règles de fonctionnement des deux chambres donnent « un pouvoir disproportionné aux conservateurs ». En d'autres mots le pouvoir de ceux-ci, qui n'était pas fondé sur la règle de la majorité, obstruait artificiellement la route des réformes. Mais l'influence des idées libérales et de leurs partisans gagnant « en puissance », leur volonté de « réforme allait finalement triompher au début des années 1970, produisant une réelle transformation de la structure du pouvoir au Congrès ». À la Chambre des représentants, cette réforme entraîna à la fois une « réduction considérable du pouvoir des présidents des comités au profit d'un renforcement de la majorité des membres de ces comités et des sous-comités » ; dans le Parti démocrate, cette volonté s'accompagnait de l'objectif d'un « renforcement du sens de leadership du parti parmi les élus », un leadership « relevant d'un contrôle collectif du groupe parlementaire » plutôt que du seul orateur. Globalement, cette réforme faisait perdre aux démocrates sudistes la présidence des comités qu'ils détenaient habituellement, au compte de leur parti, du fait d'une règle traditionnelle de l'ancienneté – qui les favorisait, bien sûr, systématiquement. Du côté du Sénat, le changement principal fut celui de la règle statuant du besoin d'un vote des deux tiers pour imposer la guillotine aux obstructions systématiques, qu'on réduisit à une règle de 60 %. Jusque-là, la collaboration conservatrice entre républicains et démocrates du Sud s'était souvent prévalu de cette règle des deux tiers ; l'utilisation de l'obstruction systématique s'annonçait dorénavant beaucoup plus difficile¹⁵⁹.

Dans le même esprit, et sous le choc des révélations du scandale du Watergate, le Congrès adopta à l'automne de 1974 une « réforme de la loi sur le financement des campagnes électorales », qui réduisit de façon draconienne le niveau des contributions légalement permises pour un individu. On cherchait, évidemment, à contrôler les coûts déjà trop élevés des campagnes aux États-Unis et à éviter les influences indues que de fortes contributions pouvaient faire peser sur les élus. Cela supposait aussi d'établir un strict contrôle sur le financement des partis en tant que tels par des individus. Paradoxalement, ont fait remarquer la plupart des analystes, la substance de cette réforme, largement définie par la volonté de prévenir la corruption des appareils partisans, a favorisé un affaiblissement marqué des partis au profit d'un renforcement du rôle des « comités d'action politique dominés par l'entreprise privée », puis de l'utilisation massive de la sollicitation financière des électeurs par la poste¹⁶⁰. L'effet conjugué de cette réforme et de la victoire des courants de démocratisation

contre les baronnies des vieux appareils de parti (sous la pulsion première de la réforme McGovern-Fraser des règles de fonctionnement du Parti démocrate et de la campagne à l'investiture puis à la présidence de George McGovern en 1972) entraîna précisément la prééminence de la pratique des primaires, c'est-à-dire des candidats et candidates pouvant concourir à la nomination indépendamment des structures et des responsables du parti, sur la base de ressources financières amassées par leurs propres équipes.

Par exemple, ainsi que le *New York Times* le fit plus tard remarquer, «les partis ont été conquis [*overtaken*] par des candidats comme M. Obama, qui a créé son propre appareil de campagne afin d'accomplir les tâches qui revenaient autrefois au Comité national [du Parti] démocrate» et réuni par lui-même les sommes nécessaires à ses campagnes. L'effet pervers, on s'en doute, relève alors de ce que le message politique des partis, au fil des dernières décennies, a pu être élaboré de l'extérieur de leurs structures, par des courants en mesure d'appuyer de fortes cabales, idéologiquement et financièrement. Lors des présidentielles de 2012, la campagne du candidat républicain Mitt Romney eut comme telle un budget plus important que celui des dépenses électorales du Republican National Committee, cependant que le budget électoral de Barack Obama dépassa de beaucoup celui de son propre parti¹⁶¹. Tout aussi importante, la loi sur la réforme du financement des partis a entraîné des liens plus directs entre nombre d'élus et des secteurs du capital privé qui se trouvent à financer de manière plus immédiate leur carrière politique et à déterminer leurs fortunes électorales. Or, si tel n'était certes pas le but de la réforme de 1974, il devint évident que les principales décisions du judiciaire, singulièrement de la Cour suprême, depuis ce temps, en diverses causes ayant des incidences sur les pratiques permises et prohibées de financement électoral, ont favorisé une liberté d'action toujours plus grande des puissances d'argent.

Cette liberté d'action a été confirmée par une décision rendue par la Cour suprême au printemps 2014, ouvrant la voie (fort possiblement) à «une déréglementation complète des dépenses électorales». Se fondant sur la liberté de parole garantie par le premier amendement, la Cour suprême décida alors à cinq contre quatre qu'il n'était pas conforme à l'ordre constitutionnel du pays que soient imposées «des limites aux contributions par des individus [au financement] de candidats et de partis». Marquant sa dissidence, le juge Stephen G. Breyer fit valoir que «la décision d'aujourd'hui vide les lois du financement électoral de notre pays de leur substance, ne laissant en place qu'un reliquat [*remnant*] absolument incapable de contribuer à la solution des graves problèmes de légitimité démocratique». À ceux qui lui faisaient remarquer que la situation nouvelle risquait de favoriser les retours d'ascenseur, le juge en chef John G. Roberts Jr. soutint que «la réglementation gouvernementale ne peut

pas viser [*target*] le sentiment général de gratitude qu'un candidat peut ressentir envers ceux qui l'appuient ou qui sont ses alliés, ou les possibilités d'accès à sa personne qu'un tel appui peut amener¹⁶²».

Ajoutons, par ailleurs, que les frères Koch de l'industrie pétrolière du Texas, bien connus pour leur financement massif de causes conservatrices importantes, ont même innové récemment sur ce terrain. Ils ont mis sur pied un centre de coordination, appelé Freedom Fighters (combattants de la liberté), chargé de recueillir auprès du monde des affaires les ressources financières nécessaires à une intervention politico-idéologique d'ensemble, tout en s'assurant d'un contrôle plus ferme que par le passé sur les groupes sociaux et les aménagements politiques que leur réseau de donneurs finance. La nouveauté relève de ce que les frères Koch ont constitué les Freedom Fighters en tant qu'association d'affaires plutôt que groupe de « bien-être communautaire » (*social welfare*), ce qui permet de recevoir les contributions sous la forme de cotisations versées par des membres plutôt que de dons. En fonction de la loi et des règlements de l'impôt, il s'agit d'une astuce permettant qu'une part de ces sommes soit déductible de l'impôt en tant que dépenses d'affaires. Or, ces contributions représentent de grosses sommes d'argent, des centaines de millions de dollars par lesquels le monde des affaires appuie des candidatures conservatrices et des courants de droite militante¹⁶³.

Ces exemples et ces développements particuliers illustrent les répercussions de cet effet imprévu de la réforme de la loi électorale fédérale de 1974. S'il est juste que le monde des affaires et de la finance se soit inspiré de la méthode des comités d'action politique du syndicalisme, le pouvoir et les ressources de leurs comités d'action politique (CAP) dépassent de beaucoup ceux des comités syndicaux. Toutes les études convergent à cet égard. Voilà une situation, explique Joel Rogers, « où l'argent organisé [c'est-à-dire l'organisation par l'argent] s'est largement substitué à l'organisation de la population [à l'action volontaire de courants divers au sein de la population] » ; selon lui : « quelque 95 % des coûts en pleine croissance de nos élections sont assumés par 1 % ou 2 % de la population, un groupe entièrement non représentatif, en association avec des intérêts spéciaux (d'abord et avant tout) du milieu des affaires¹⁶⁴ ».

Ce rôle des comités d'action politique, celui des équipes de campagne relevant des candidats et le poids des ressources financières gigantesques devenues partie prenante, d'une manière ou d'une autre, des cabales électorales, sont autant d'éléments qui ont eu tendance à diminuer, de concert avec la méthode des primaires, la place des partis dans l'univers politique – au profit d'une situation dite *candidate-centered*. Du moins, cette assertion fut identifiée au point de vue majoritaire des analystes pendant de longues années. Pour

notre propos, qui est de traiter de la nature sociale des deux grandes options partisans aux États-Unis, cette dernière nouveauté accentua de fait leur caractère de parti de cadres, dans la forme (réunion de comités électoraux) et dans la substance (le lien définitionnel aux élites sociales, administratives et économiques). S'il y a eu une modification, ainsi qu'on l'a souligné, c'est que le rôle des puissances d'argent et la hiérarchie socioéconomique sont plus immédiatement à l'œuvre et plus directement présents. Le coût des élections et d'une candidature aux États-Unis, joint à la manière de leur financement, amplifie obligatoirement l'écho en politique de la pyramide des inégalités.

L'effet pervers de la loi de réforme du financement des partis a donc été de favoriser le pullulement des comités d'action politique, qui agissent de façon autonome, et dont l'influence politico-électorale s'avère très difficile à superviser. La loi n'a certes pas permis de diminuer la force politique du monde des affaires et de la banque ; elle a plutôt ouvert les vannes du financement directement privé des campagnes, bientôt sans limites. Cela ne signifie pas pourtant, croyons-nous, que les grands partis n'ont plus d'importance parce que leurs fonctions électorales anciennes, notamment, seraient assumées différemment. D'abord, des suites de la réforme des structures du Parti démocrate entre 1968 et 1972, les partis nationaux ont progressivement acquis une marge de manœuvre plus grande, véritable, aux dépens des divers États : ainsi, leurs règlements comme entités nationales peuvent dorénavant prévaloir lors de la sélection des délégués aux congrès sur des lois ou règlements des partis d'État (par exemple, contre la ségrégation) ; or, il faut savoir que le caractère confédératif des organisations démocrate et républicaine nationales empêcha jusqu'en 1975 qu'on les reconnaisse chacune en tant qu'« association politique jouissant [précisément] d'un statut légal supérieur dans certains cas aux partis d'État et aux lois des États ».

Qui plus est, les grandes politiques d'envergure nationale ont entraîné plus systématiquement qu'auparavant les discussions dans les diverses courses à l'investiture vers des débats politiques de fond ; à l'échelle nationale, les caractéristiques nouvelles des campagnes à la nomination ont aussi favorisé le « développement » des partis présidentiels et l'attachement à leur endroit, autant de facteurs ayant accentué leur rayonnement. Les organisations nationales ont elles-mêmes appris à se doter de structures permanentes et plus efficaces de financement, en mesure de concurrencer (partiellement) l'apport des comités d'action politique¹⁶⁵.

Il reste néanmoins évident que cette dynamique d'ensemble est grosse de conflits possibles, entre les structures pour une part renforcées des partis à l'échelle nationale et les objectifs de groupes dont l'action est appuyée par un

comité d'action politique. S'est avéré à cet égard extrêmement révélateur le choc qui a eu cours entre les positions de ceux et celles que les journaux appelaient les leaders de l'establishment républicain et la puissante montée au sein du parti de courants très à droite et imprévisibles, foncièrement le courant du Tea Party apparu au début de 2009. Les divisions furent profondes quant à la définition et à l'image du parti, les leaders plus traditionnels craignant que des candidats associés au Tea Party isolent leur formation des majorités¹⁶⁶. Par ailleurs, s'il est juste que des intérêts du capital privé financent largement ce type de comités d'action politique, il s'avère non moins vrai qu'ils ne font habituellement pas surgir la *masse militante* de gens qui s'y sont engagés et sont prêts à s'engager dans des causes de droite et des causes traditionnelles (relativement) dures, surtout contre un président africain-américain. Et c'est généralement contre des mouvances de cette nature que l'establishment républicain pouvait sentir le besoin d'intervenir – après les avoir longtemps cultivées, comme on le sait.

En d'autres mots, les dynamiques oppositionnelles des années 1960-1970 ont ébranlé et, pour une part, durablement modifié des rapports de forces internes aux grands partis, en commençant par le Parti démocrate. Mais le vieil appareil démocrate réussit, pour partie, à suivre le mouvement; divers éléments, moins liés aux nouveaux mouvements sociaux, vont chercher par la suite à stabiliser la vie interne de l'organisation, à la lier plus fortement aux désirs des élus démocrates, par exemple les gouverneurs. De fait, le parti fut déstabilisé quelque peu pendant un temps, comme ce fut le cas des grandes institutions publiques de toute la société; et la poursuite de son rôle précis dans le bipartisme exigea qu'il prît quelques risques... Mais il en demeura une institution fondamentale, directement associée aux mécanismes premiers de la gouverne, y compris à l'occasion à ses formes inavouables, voire illégales. Voilà bien aussi qui éclaire la nature sociale du Parti démocrate, ses liens directs avec le capital privé¹⁶⁷.

Arrêtons-nous, maintenant, au dernier jalon de notre appréciation du rôle et du caractère du Parti démocrate (et du Parti républicain), le référent du parti de cadres et sa discussion ayant permis jusqu'ici de décrypter le positionnement social des deux grandes options. À ce dernier égard, ajoutons, par ailleurs, que le poids électoral de l'argent comme tel est devenu aux États-Unis un facteur particulier de la reproduction et du maintien de ce positionnement social des partis et de leur députation. L'argent s'impose, en quelque sorte, à l'exercice du choix démocratique. Mais ce rôle social des options républicaine et démocrate se dévoile aussi d'un angle autre, entièrement différent, par lequel les deux grandes formations apparaissent partie prenante en quelque sorte de la

structure étatique même : les deux partis américains dominants considérés par leur inscription institutionnalisée dans la gestion d'État.

7. LES PARTIS AMÉRICAINS : ORGANISATIONS PUBLIQUES OU ORGANISATIONS VOLONTAIRES ?

Les caractéristiques de nature classiste des deux grands partis ne nous semblent donc pas faire de doute. Il y a des facteurs d'origine constitutionnelle, historique et sociologique qui, selon les classiques de la science politique, ont poussé au développement d'un système bipartite, certains que l'on retrouve à l'œuvre en d'autres situations tout aussi bien, mais certains qui sont propres aux États-Unis. Évidemment, des données d'autres types contribuent à produire les traits particuliers et la texture des rapports politiques à l'œuvre dans un pays. L'absence d'un parti de classe ouvrière aux États-Unis ne peut reposer, du moins pour chacune de ses dimensions déterminantes, uniquement sur les facteurs que nous avons mentionnés¹⁶⁸.

Le Socialist Party des États-Unis comptait en 1911 plus d'un millier d'élus municipaux dans 337 villes et, parmi eux, 56 maires et 22 officiers de police; le parti eut aussi des élus aux législatures de huit États et connut une influence marquante dans beaucoup d'autres¹⁶⁹. De même, on nota toujours au sein du syndicalisme américain l'action de courants favorables à la création d'un parti travailliste; leur influence varia selon les conjonctures, mais s'avéra particulièrement spectaculaire au sortir de la Première Guerre mondiale, comme un produit de la forte montée ouvrière syndicale du moment : plusieurs fédérations syndicales, d'État et de municipalités, créèrent en effet de tels partis en 1919 et 1920¹⁷⁰. Rien ne permettrait d'affirmer que ces tentatives étaient incontestablement condamnées à l'échec : après tout, l'exemple britannique illustre clairement à l'époque que la création d'un parti du travail pouvait conduire à ce que l'une des deux formations d'un bipartisme établi soit éventuellement écartée, dans le cadre même des dynamiques d'un système électoral uninominal à un tour; cependant que les régimes présidentiels dans le monde n'ont pas prévenu partout l'apparition de grands partis ouvriers à vocation majoritaire (éventualité bien sûr non advenue aux États-Unis).

La pérennité et les processus de pérennisation du bipartisme américain, singulièrement du bipartisme républicain-démocrate depuis 1860, de même que leur signification ne dévoilent réellement leur substance que si on les réintègre dans l'évolution des institutions et que si l'on tient compte de l'intervention consciente de celles-ci. Depuis l'apparition du troisième système de partis, qui exigea la création du Parti républicain de Lincoln, les

réalignements politiques successifs, celui de 1896 et celui de 1936, se sont réalisés sans création d'une nouvelle formation, par réajustement, si l'on veut, du cadre bipartite existant. Or, ces deux dates signalent tout de même le déroulement de profondes transformations et le moment électoral où elles donnent lieu à l'expression de nouvelles coalitions politiques comme d'une signification renouée du ralliement aux formations établies. Tout cela est vrai, comme il appert évident qu'un réalignement sans nouveau parti ne portera généralement pas, par ailleurs, un renouvellement aussi marqué des réalités sociopolitiques et du poids des divers groupes sociaux. Il y a un cadre institutionnel déjà constitué qui se superpose, en quelque sorte, aux développements ayant cours dans la société, qui se trouve historiquement à s'imposer à ces développements, à les contenir.

Et ce fut bien le contenu qu'en vint à acquérir, sous cet angle, le duopole républicain-démocrate durant les décennies qui suivirent la guerre civile, selon l'appellation polémique souvent utilisée par les critiques du bipartisme américain. Theodore J. Lowi, l'un des politologues les plus connus du xx^e siècle aux États-Unis, écrit : « De fait, le génie du système américain de partis, si le mot génie est ici justifié, a été de séparer le régime des orientations gouvernementales [*split regime from policy*], gardant ainsi la problématique de la légitimité du gouvernement étrangère aux conséquences électorales de la gouverne¹⁷¹. » Lowi partage une compréhension forte de ce qu'il avance ici, c'est-à-dire que, pour lui, le bipartisme constitué est devenu une quasi-structure de l'État américain, une institution bâtie systématiquement comme telle à l'échelle nationale par les élites politiques. S'en prenant à ce dogme, selon son point de vue, de la science politique américaine voulant que le système bipartisan se soit développé naturellement aux États-Unis et y représente une source de stabilité fort appréciable, Lowi met plutôt l'accent sur le fait que les règles électorales en vigueur sont « massivement orientées contre la formation et le maintien en vie de tout ce qui diffère » du système bipartite. En elle-même, l'existence de ces règles tend à démontrer que ce ne fut pas de nature que le pays a évolué vers le système de partis que l'on connaît ; par ailleurs, tient-il à souligner, il n'y a qu'une « minorité de districts électoraux après 1896 où l'on connut un vrai système bipartite, tant pour les courses aux législatures d'État et les postes à la tête des États » que pour les présidentielles : les districts « étaient souvent dominés par des systèmes de parti unique ». Même chose, au cours du xix^e siècle, pour les « grandes métropoles et beaucoup de comtés ». Écrivant en 2003, Lowi martelait que le système bipartisan américain s'avérait depuis longtemps en état de « mort cérébrale » ; il tendrait à se disloquer rapidement s'il n'était pas protégé artificiellement. Voilà pourquoi Theodore J. Lowi appelait à déréglementer, à libérer en quelque sorte, la démocratie américaine¹⁷².

i. LES PARTIS COMME AGENCES ÉTATIQUES ?

La réflexion de Lowi paraît particulièrement porteuse. À ce stade, nous allons la poursuivre en nous servant du livre de Leon D. Epstein intitulé *Political Parties in the American Mold*, une étude approfondie des principales caractéristiques du système de partis et de ses composantes aux États-Unis. Nous ne pouvons rendre véritablement justice à cette étude d'Epstein, mais nous allons mettre en exergue certains aspects importants de sa démonstration, notamment quant à la nature fonctionnelle des deux grands partis américains. Représentent-ils des « agences de l'État », des « agences quasi gouvernementales », des « agences gouvernementalisées » (c'est-à-dire devenues agences quasi gouvernementales, partie de la gouverne de la société) ? Peuvent-ils être assimilables à un « service d'utilité publique » ? Après plus de huit décennies d'une réglementation très exigeante de leurs activités électorales, de leur vie organisationnelle et de l'autorité qui s'exerce en leur sein, ils ne peuvent plus être considérés, écrit Epstein, telles des associations politiques privées – contrairement, tient-il à préciser, à ce qui est le cas des partis politiques partout ailleurs dans les pays de démocratie libérale. Et leur statut, on s'en doute, s'avère également différent, radicalement supérieur à celui qui est réservé à quelque autre (projet de) parti aux États-Unis. Qu'est-ce à dire ?

Manifestement, Epstein veut aller ici au cœur des phénomènes qu'il étudie, sans comparaisons hâtives et en évitant le paradoxe. Il ne contesterait pas, par exemple, que dans les autres pays libéraux les systèmes de partis jouent des rôles politiques stratégiques et nécessaires. Mais ils restent des entités volontaires privées, non associées formellement à l'accomplissement de tâches conjointes avec le pouvoir d'État, ce qui les distingue des grands partis américains, selon Leon D. Epstein. L'origine historique de cette particularité est retraçable dans la décision que prirent les États de la fédération à la fin de la décennie 1880-1890 d'imprimer et de fournir eux-mêmes les bulletins de vote et d'y inscrire l'affiliation partisane des candidats. Globalement, et en dépit de variations parfois importantes, cette affiliation fut dorénavant indiquée pour les élections aux législatures d'État et à leurs exécutifs, beaucoup moins pour les élections locales et régionales. Les partis américains avaient mauvaise presse à cette époque, à tel point qu'en *échange*, d'une certaine manière, d'une position officielle sur les bulletins de vote ils acceptèrent la supervision rigoureuse des États sur les processus de nomination. Les règles qui allaient présider à l'acceptation d'inscrire le nom des partis sur les bulletins s'avèrent pointilleuses et lourdes, singulièrement en ce qui avait trait au nombre de signatures et aux normes qu'elles devaient satisfaire (également variables ; par exemple : pourcentages précis dans tel ou tel district, chiffres ou situation géographique).

L'obtention d'un certain pourcentage de votes lors d'une élection permettrait aussi d'obtenir la désignation de l'affiliation partisane du candidat du même parti au scrutin suivant pour le même poste. Mais, sur la base de leurs résultats du passé, les démocrates et les républicains obtenaient en même temps, dès le départ, l'inscription sur les bulletins du nom de leur parti pour les élections dites partisans. Cette inscription officielle par l'État constitua la forme unique de la reconnaissance publique des partis, un énorme privilège accordé aux deux grands partis, un acquis qu'ils allaient jalousement voir à préserver.

Cependant, la mauvaise réputation des partis fut davantage encore mise au pilori avec le passage des ans et le développement du mouvement des réformes de l'époque *progressive* (1896-1916). Les règlements des divers États avaient visé à ce que les appareils des deux grands partis ne confisquent pas la démocratie et permettent une participation élargie. On considéra assez rapidement que le compte n'y était pas et l'idée fit son chemin qu'il fallait confier un rôle plus grand encore aux pouvoirs publics dans les processus de sélection des candidats. Ainsi gagna en popularité la proposition d'utiliser à cet effet la méthode de la « primaire directe obligatoire et administrée par l'État », une méthode qui revient à transférer « de la sphère privée à la sphère publique l'exercice de l'investiture des candidats ». Par l'expression primaire directe, on veut souligner que « les grands partis, auxquels on accorde que leur label se retrouve sur les bulletins de vote, vont [dorénavant] sélectionner leurs candidats par un vote » tenu lors d'un processus établi par l'État. « L'action du parti est ainsi transformée en action de l'État », les instances du parti devenant ensemble une agence de l'État aux fins des nominations.

En échange de leur place assurée sur les bulletins de vote, les républicains et les démocrates acceptèrent qu'une part essentielle de leurs fonctions soit assumée par le pouvoir d'État, sous le manteau duquel leurs responsables allaient agir dans la sélection des candidats. Dès « 1912, une majorité des États avaient adopté par loi l'obligation des primaires [directes] et [dès] 1917 tous les États, à l'exception de quatre d'entre eux, s'étaient donné de telles lois à tout le moins pour certains de leurs postes » électifs. Depuis cette époque, ce « sont dans la plupart des cas des lois d'État, pas uniquement des règles de parti, qui définissent autoritairement qui peut voter dans une primaire de parti ». En contrepartie, les organisations partisans se virent confier certaines responsabilités publiques dans le déroulement des primaires – notamment la désignation directe d'un remplaçant si un candidat investi décède avant la tenue de l'élection pour laquelle il avait obtenu la nomination. Notons que cette pratique s'étendit, inégalement cependant, jusqu'à la réglementation légale de l'électivité au Congrès de Washington; mais ce n'est que par la dynamique

sociopolitique des années 1960 qu'elle s'imposa à l'échelle du pays pour les présidentielles¹⁷³.

Dans ce cadre, il s'avère intéressant de considérer comment les cours de justice ont répondu aux poursuites qui s'en prirent, au fil des décennies suivantes, aux tentatives de restreindre aux Blancs l'accès aux primaires démocrates dans le vieux Sud. En d'autres mots : d'exclure les Noirs de la sélection des candidats du parti qui jouissait, concrètement, du statut de parti unique, donc de les exclure du seul processus significatif de détermination des représentants politiques. À compter de la décennie 1940-1950, les cours de justice en sont venues généralement à évaluer, précisément, que les primaires des partis s'inscrivaient dans l'exercice du droit de vote des citoyens ; on ne pouvait donc les considérer sous l'angle d'une activité privée d'un organisme privé. Elles étaient soumises au principe de l'égalité participation. En 1947, par exemple, dans une cause de cette nature mettant en accusation le Parti démocrate de la Caroline du Sud, une Cour fédérale se prononça contre le parti en faisant valoir que « les responsables du parti qui gèrent la machinerie électorale étaient des responsables d'État, *de facto* sinon *de jure*, dans [l'accomplissement de cette tâche] et en tant que tels doivent observer les prescriptions constitutionnelles. [...] Les partis politiques sont en effet devenus des institutions d'État, des agences gouvernementales par lesquelles s'exerce le pouvoir souverain du peuple ». C'est en 1953, finalement, que la Cour suprême trancha pour une part ce type de différend, en établissant que « l'on peut interdire à une association politique privée de sélectionner ses candidats selon les règles qu'elle se donne », du fait de l'institutionnalisation au sens propre (selon la notion utilisée par Epstein) des deux grands partis¹⁷⁴.

Cela dit, toute la complexité des situations et des questions ne pouvait être résolue par la simple application d'un tel principe. Ainsi, les deux grands partis s'employèrent systématiquement à prévenir l'apparition de concurrents en votant quantité d'exigences ultra onéreuses à satisfaire en temps, en énergie et en ressources financières pour quiconque veut se présenter à l'extérieur de leurs rangs. La Cour suprême a eu tendance progressivement à déclarer nulles les exigences trop extrêmes ; elles restent pourtant très élevées, une quasi-barrière. Sur un autre terrain, les primaires fermées, c'est-à-dire des primaires où ne peuvent participer que les membres d'un parti, ne sont-elles pas discriminatoires ? Si les pouvoirs publics officiellement organisent les primaires et que les responsables sont assimilables à des agents de l'État, comment justifier qu'elles ne s'adressent qu'à un secteur de la population, c'est-à-dire que l'État ne traite pas comme des égaux tous les citoyens et les citoyennes ? En vis-à-vis, les deux grands partis cherchent aussi à l'occasion à se garantir des marges de manœuvre plus grandes face aux règlements étatiques ; si les cours ont eu

tendance à accepter que le caractère d'association volontaire permette aux partis certaines pratiques qu'on ne voyait pas dans le passé, cette problématique devient particulièrement significative à l'échelle nationale. Sauf en ce qui a trait au financement des campagnes fédérales, la réglementation des partis fédéraux est élaborée et mise en vigueur par les cinquante États. Voilà, selon Epstein, ce qui laissa paradoxalement depuis quelques décennies plus d'espace de liberté aux partis fédéraux, puisqu'une opinion de la cour a prévalu parfois dans le champ de leurs activités, leur conférant une autonomie plus marquée comme association volontaire nationale, c'est-à-dire comme entité distincte¹⁷⁵.

Ainsi, les deux grands partis américains ont pratiquement été intronisés partis privilégiés par les pouvoirs publics, dont les primaires sont prises en charge par l'État, partis qui deviennent quasi officiels, cela au moment même où se construit l'État moderne en Amérique, avec la décennie 1890-1900. L'État moderne se développe avec son bipartisme, pourrions-nous dire. Sans solliciter trop ce qui n'est, peut-être, qu'une coïncidence, il importe tout de même de rappeler que ce moment apparaît aussi comme celui où Samuel Gompers, le fondateur de l'AFL, abandonne son évaluation originelle positive des projets de partis ouvriers. Il soutient officiellement en 1892 certains candidats des deux grands partis, qu'il présente comme amis du mouvement ouvrier. L'AFL met sur pied en 1895 « un comité législatif permanent destiné à [mettre en forme] une activité de groupe de pression auprès des élus républicains et démocrates. En 1896-1898 commença l'opposition directe à tous les militants socialistes » et, quand la menace se présenta, aux partisans de la construction d'une option travailliste¹⁷⁶. En d'autres mots, le rejet formel d'un parti du travail s'ébauche et s'engage durant le processus d'instauration de ce qui sera le duopole républicain – démocrate moderne, pour une part, et probablement comme la reconnaissance par Gompers et ses acolytes de ce qui est en voie de se réaliser¹⁷⁷.

En tout état de cause, on a pu qualifier les partis américains du xx^e siècle d'organisations étatiques, quasi gouvernementales ou d'utilité publique. Cette dernière expression se révèle la « métaphore » préférée de Leon D. Epstein parce que, explique-t-il, s'il est juste que la réglementation des activités électorales et l'inscription directe de l'État dans les primaires en font des organisations quasi gouvernementales, les partis participent aussi à beaucoup d'autres activités où l'État n'intervient pas. En conséquence, évalue-t-il, le statut politique des deux grands partis américains les rapproche de ce que l'on entend par service d'utilité publique : des entreprises privées, comme celles qui interviennent dans les secteurs de l'énergie, du transport, etc., sont déclarées souvent d'intérêt public et, à ce titre, sont fortement réglementées par les États ; mais elles n'appartiennent pas à l'État. Voilà donc l'analogie par laquelle Epstein, qui admet

qu'elle est incomplète, définit le statut des partis américains. Peut-être est-ce là une caractérisation trop empirique, qui n'attire pas suffisamment l'attention sur la signification politique de la volonté d'institutionnalisation des partis – c'est-à-dire en faire des institutions permanentes du régime politique – et ses conséquences, même si l'auteur traite de ces deux aspects. On se rend compte plutôt que les partis ne sont pas que des associations privées réglementées, mais qu'ils vivent pour une part imbriqués dans l'appareil de gestion politique de la société.

Cette institutionnalisation s'avère d'ailleurs confirmée par la répartition en alignements politiques distincts qu'opère l'État lorsqu'il inscrit les citoyens et les citoyennes sur les listes d'électeurs. Il sépare l'électorat en républicains et démocrates, c'est-à-dire selon les deux partis du bipartisme établi, une séparation en quelque sorte officielle alors à l'égard de laquelle ceux et celles qui ne s'y reconnaissent pas sont désignés « indépendants ». En d'autres mots, l'inscription sur les listes électorales suppose qu'on déclare publiquement sa préférence partisane entre les deux grands partis, ou alors son « indépendance ». Si l'on est indépendant, on ne peut habituellement pas voter à des primaires ; et, comme dans beaucoup de cas, la primaire détermine qui l'emportera le jour de l'élection, se situer à l'extérieur des deux grands partis diminue de manière évidemment très prononcée l'effet électoral de sa position. « Près des quatre cinquièmes des États exigent un type de déclaration publique de la préférence partisane comme ticket de participation aux élections primaires¹⁷⁸. » Cette pratique devient un facteur supplémentaire de légitimation du bipartisme républicain-démocrate, de sa prévalence et, en tant que tel, de son rôle institutionnel. Le bipartisme non seulement se confond avec le système de gouvernement, mais s'y inscrit.

ii. UN SYSTÈME PARTISAN OFFICIA LISÉ

De ce constat, personne ne va évidemment prétendre que la vie politique a été figée aux États-Unis. La possibilité de changer de statut partisan (de passer d'électeur républicain à démocrate à indépendant, et vice versa) est prévue et même réglementée, différemment, par les États. Plus généralement, les concepts combinés de réaligement et de système de partis ont permis précisément d'exprimer que les changements d'ères partisans aux États-Unis réalisés sans apparition d'un nouveau parti (1896 et 1936, c'est-à-dire le quatrième et le cinquième système de partis) correspondent très directement à des pulsions internes à la société dont la puissance rendait les vieux alignements sans prise suffisante sur la réalité. Pas de nouveau parti de gouvernement, mais une modification dans les rôles et les fonctions des deux partis dominants, comme de

leur face-à-face. C'est ce que Lowi considérait comme relevant du « génie du système de partis américain », un génie malfaisant selon lui.

En nos propres termes, cette dimension géniale a consisté à désarrimer en quelque sorte, à disjoindre l'existence des deux partis de gouvernement des transformations multidimensionnelles et souvent radicales qu'a connues la société des États-Unis, et cela, en dépit de l'effet politique souvent percutant de ces transformations, qui ont pu conduire à du neuf malgré tout – par réaligement de ce qui était. Comme on l'a souligné, un renouveau politiquement construit par l'entremise d'instruments déjà dominants ne peut avoir le même effet perturbateur, cependant, que si l'un de ces instruments est remplacé par un nouveau parti, issu de ces transformations mêmes. Les deux partis dominants peuvent connaître des modifications dans les fonctions qu'ils ont assumées quant aux alignements partisans, alors qu'est conservée l'autre dimension de leur nature politique : la dimension qui relève de leur rôle dans la gouverne de l'ordre sociopolitique et économique établi. Voilà qui modère et amoindrit précisément les conséquences d'un réaligement politique réussi sans création d'un nouveau parti. En d'autres mots, la variation, aussi significative soit-elle, dans le contenu est réalisée à l'intérieur des balises du même contenant et dans le cadre de son face-à-face avec l'autre grand parti ; mais le contenant définit aussi la substance du contenu, ce qui devient précisément évident en conjoncture de réaligement. Le New Deal de Roosevelt fut notamment posé comme solution de remplacement à la création d'un troisième parti, singulièrement d'un parti distinctif du travail.

Près de neuf décennies plus tard, alors que la forme de l'action politique du syndicalisme par une intervention de fraction dans le Parti démocrate et en alliance avec celui-ci s'est imposée comme forme (absolument) prééminente de l'intervention en politique des mouvements populaires et progressistes, les partisans d'un nouveau parti sont acculés pour une part à chercher des formules de moindre résistance pour favoriser l'écho de leur point de vue. Si, durant les années 1930, leurs ancêtres pouvaient notamment axer leur intervention sur les débats dans les congrès syndicaux et lors des prises de positions syndicales à l'occasion des consultations électorales, le contexte fut modifié du tout au tout avec l'instauration du cinquième système de partis, la problématique des formes de l'action politique étant, en quelque sorte, à ce moment résolue. C'est pourquoi des gens comme les politologues Lowi et Joel Rogers en sont venus à mettre en avant aujourd'hui la tactique dite des candidatures de fusion : Theodore J. Lowi, parce qu'il vise de cette façon l'ouverture au changement d'un système de partis qu'il juge depuis longtemps inerte ; Joel Rogers, parce qu'il y voit la seule avenue aujourd'hui afin de favoriser le surgissement d'un réel parti

de gauche et populaire, pour lequel il présente souvent le Nouveau Parti démocratique (NPD) canadien en modèle.

La tactique d'une candidature de fusion, dans le langage politique américain, consiste pour un parti, habituellement mineur, à présenter sur ses propres listes un candidat déjà officiellement candidat d'un autre parti, habituellement majeur, avec l'acceptation officielle du candidat. La même personne se présente donc au même poste pour deux partis différents; dans le décompte des scrutins, les résultats qu'elle remporte sur l'une et l'autre liste sont additionnés. Par exemple, lors des présidentielles de 1936, quelque 15 % du vote pro-Roosevelt dans la ville de New York fut obtenu sur une liste de l'American Labor Party¹⁷⁹... La force de cette tactique repose en particulier sur l'impossibilité du chantage à la défaite d'un candidat de l'un des deux grands partis considéré progressiste par le syndicalisme et les courants de gauche, puisque les votes en sa faveur sur deux listes partisanes différentes seront additionnés.

Rogers fait remarquer que cette tactique fut couramment employée jusqu'à la fin du XIX^e siècle, et qu'elle était alors « universellement permise ». Comme elle oblige à tenir sérieusement compte des votes obtenus sur les listes d'un parti mineur, elle hausse évidemment sa visibilité et l'importance de ses positions. À la suite de la guerre civile, souligne encore Rogers, la méthode des candidatures de fusion fut donc la voie privilégiée qu'employèrent les adeptes de nouveaux partis, souvent avec de réels succès, même s'ils étaient momentanés. En cours de route, l'objectif de ces nouveaux partis est d'arriver à mettre aussi en avant des candidatures qui n'ont que leur investiture particulière, dans quelques districts – formule équivalant alors à une passerelle vers la participation indépendante du nouveau parti dans un nombre de scrutins toujours plus important, avec l'objectif de se hausser ainsi au statut de l'une des deux formations dominantes du bipartisme. Après les présidentielles de 1896, les chambres d'État sous contrôle républicain dans le Midwest « entreprirent [cependant] d'interdire cette pratique », précisément parce qu'on craignait des résultats additionnés gagnants pour ses adversaires. Cette orientation s'étendit rapidement ailleurs sur le territoire, les États étant souvent contrôlés par un seul des deux grands partis¹⁸⁰.

Pour nous, l'intérêt particulier de cette problématique de la fusion vient précisément des efforts déployés par les deux partis majeurs à compter de la fin du XIX^e pour en faire disparaître la possibilité – comme moyen de conserver leur duopole. Au début de la décennie 1990-2000, le même Joel Rogers tenta par contestation juridique de faire annuler les lois qui, dans une quarantaine d'États, interdisent la pratique des candidatures de fusion aujourd'hui. Il faisait valoir que ces lois nient « aux partis politiques et à leurs membres de choisir

librement leurs candidats et d'adopter la stratégie électorale qu'ils jugent optimale», tout en cherchant expressément à nuire au développement de nouveaux partis. Or, la Cour suprême affirma dans un jugement rendu en 1997 que, « les États avaient non seulement le droit de choisir un système bipartite mais, aussi, de protéger ses occupants actuels d'une compétition venant de l'extérieur [de ce système] » ; c'est donc dire qu'il est pour eux constitutionnellement légitime de veiller à la pérennisation du duopole républicain-démocrate. Il doit être souligné que ce jugement, évalue Rogers, se trouvait probablement alors à justifier en droit l'utilisation d'un nombre imprévisible de mesures prises explicitement en vue d'assurer cette pérennisation.

Or, ce fut là un jugement, datant non pas de la fin du XIX^e, mais bien de la fin du XX^e siècle. En d'autres mots, il ne représente pas une incongruité relevant d'un passé éloigné, mais la réitération de l'inscription du bipartisme républicain-démocrate dans le système même de gouvernement des États-Unis. Ainsi, les électeurs et les électrices peuvent ou non, selon leur volonté, se joindre au Parti démocrate, au Parti républicain ou se déclarer indépendants ; cette possibilité ne fait cependant pas de ces partis des organisations volontaires, selon la signification donnée à cette expression partout ailleurs (qui en fait l'équivalent d'organisations privées). On ne peut, en toute clarté et par comparaison, accoler cette caractéristique aux partis américains, du moins, pas entièrement... L'intersection entre les grands partis et le bipartisme, d'un côté, et le pouvoir d'État, de l'autre, doit être considérée sous l'angle du chevauchement aux États-Unis, une condition commune aux républicains et aux démocrates. Cette composante est nécessaire pour toute définition de leur rôle. Et pour la définition de leur nature sociale.

Les deux grands partis se sont construits tels des partis de cadres, progressivement devenus des organismes pénétrés de l'intervention de l'État et intégrés à sa gouverne de la société. Ils servent à baliser les discussions et à fournir les canaux de l'intervention des courants de pensée divers présents dans la population, en concordance avec la gestion de l'ordre constitué. Contenu et contenant se déterminent l'un l'autre et déterminent donc conjointement la nature classiste des deux grands partis. Sur ce terrain, le Parti démocrate n'apparaît évidemment pas de même espèce que les grands partis ouvriers historiques, et ne peut s'avérer porteur du même type de culture sociale.

Nous croyons que les éléments de déstabilisation qui heurtèrent le Parti démocrate durant les années 1960 – l'opposition à la guerre du Vietnam, le mouvement noir, la crise de l'organisation par l'exigence de sa démocratisation, etc. –, comme les tensions entre des composantes importantes de l'alignement *new deal*, ont constitué le moment le plus menaçant depuis sa formation

pour la coalition partisane issue du New Deal, donc pour le cinquième système de partis. Pourtant celui-ci a survécu, comme a survécu en fin de compte l'alignement *new deal* lui-même. Après avoir traité dans le détail les rapports entre le syndicalisme et le mouvement noir, Paul D. Moreno a conclu le dernier chapitre de son étude en soulignant que « le système *new deal* du pluralisme des groupes d'intérêt [...] a réussi à surmonter la crise des années 1960¹⁸¹. Ce qui est juste, mais n'entraîne pas que rien n'a changé : les rapports difficiles du syndicalisme avec les autres mouvements sociaux, sa faiblesse programmatique et sa tendance sclérosée à se situer du côté de son propre gouvernement dans l'arène internationale ont contribué à diminuer largement l'aura dont il avait profité encore durant les deux décennies qui suivent la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il apparaît dorénavant comme un intérêt, bien que sa puissance organisationnelle en fait toujours parmi les mouvements sociaux l'acteur politique le plus important. Le cinquième système de partis a survécu, avec les démocrates formant son aile gauche ; s'il s'est maintenu, c'est aussi que les rapports sociaux d'aujourd'hui dans l'activité de travail découlent de ceux de la société industrielle du capitalisme, en dépit des transformations dans le contenu des tâches. Nous verrons d'ailleurs que, durant les décennies plus récentes, les rapports entre les républicains et les démocrates ont atteint des niveaux de polarisation que l'on voyait rarement dans le passé, mais une polarisation où les deux partis tiennent des positions logiquement identifiables à leur situation dans le cinquième système de partis ; il en est d'ailleurs de même des caractéristiques de leurs clientèles, encore que des éléments nouveaux se soient aussi fait jour à cet égard¹⁸².

Quoi qu'il en soit, si le « système de 1896 » est celui qui a construit le *national State* moderne, il s'avère également celui qui a inscrit le duopole républicain-démocrate dans l'ordre même de la gouverne du pays pour en assurer la stabilité et affirmer de manière pérenne sa légitimité. Parmi les multiples fonctions que les politologues reconnaissent et assignent aux partis dans les régimes de démocratie libérale, la fonction dite de constitution des réalités politiques et institutionnelles, leur rôle constitutif des réalités (en anglais : *constituent*), que fait précisément valoir le professeur Lowi, nous paraît d'une grande importance. Encore au début des années 2000, Lowi a écrit : « Que ce fût leur intention ou pas, les partis ont tenu un rôle crucial dans la construction [*in constituting*] du régime politique américain à la fois pour [...] l'organisation et les règles qui le structurent, lui fournissent son personnel et le font fonctionner¹⁸³. » Nous partageons une conception forte de ce point de vue, notamment lorsque nous l'associons au concept (tel qu'il peut être compris dans le monde contemporain) du parti de cadres, c'est-à-dire du parti réunissant à la fois société et État (des éléments de chacun), plutôt que du parti se

définissant prioritairement comme voie de rencontre entre la société et l'État – même si cette fonction s'avère également composante de leur existence, singulièrement pour les secteurs sociaux extérieurs aux cercles économiques, politiques et médiatiques dirigeants, comme la classe ouvrière.

iii. SYNTHÈSE ET CONSÉQUENCES

Cela nous ramène au cadre conceptuel de l'étude des partis politiques élaboré par Kenneth Janda, que nous avons utilisé dans un chapitre antérieur¹⁸⁴, qui les considère notamment comme des variables indépendantes. Les partis agissent en effet comme producteurs de la réalité, pas seulement ses gestionnaires, ni simplement comme porteurs dans la sphère politique d'intérêts constitués relevant de la sphère privée. Ainsi, l'ordre institutionnel partisan aux États-Unis, par exemple avec les quatrième et cinquième systèmes de partis, peut être considéré par son rôle inhibiteur quant à la formation d'un parti du travail distinctif. Incontestablement, voilà une occurrence qui signifie alors absence comparée d'un développement tout à fait plausible. Cela ne suppose évidemment pas que le bipartisme républicain-démocrate puisse de lui seul interdire, comme par automatisme, l'apparition et même les succès passagers de nouvelles organisations de cette nature; d'autres interventions à cet effet ont aussi été nécessaires, par exemple l'action concertée de Roosevelt et des partisans du New Deal durant la crise des années 1930. Mais la situation bipartisane historique se trouve tout autant à créer *en positif* la réalité, c'est-à-dire à entraîner des développements qui dessinent et formulent certaines des grandes caractéristiques du pays. Ainsi, en tant que variables indépendantes, les deux partis dominants, le cadre de leur face-à-face et le bipartisme institutionnalisé contribuent à donner des balises discursives aux grandes questions de société, qui font généralement l'impasse sur l'apport d'un positionnement de nature classiste ouvrier. Sans parti distinctif et avec un syndicalisme dont la pensée depuis longtemps affiche son conformisme, le niveau de l'existence de classe est très en retrait sur celui qu'on a connu historiquement en Europe de l'Ouest. Les traditions et la culture ouvrières et populaires n'incluent pas l'expérience, par exemple, d'une candidature au pouvoir d'organisations distinctes nées du mouvement social de classe, comme on l'a noté antérieurement. Obligatoirement, cette donnée teinte et instruit directement la réflexion et la spontanéité, notamment ce qu'on attend du syndicalisme...

Plus immédiatement, elle soustrait de la situation de classe l'existence de sites concrets permettant la délibération distinctive et les percées d'ensemble sur le plan programmatique. Et même, si on se rappelle les conclusions auxquelles en arrivait Walter D. Burnham, l'une des causes principales du

faible taux de participation électorale de la classe ouvrière aux États-Unis, beaucoup plus faible historiquement que dans les pays comparables, s'est avérée précisément l'absence d'une gauche ouvrière organisée. Cette absence laisse en quelque sorte le chemin libre dans le débat public aux options telles que les forme le discours dominant. Il est juste que le syndicalisme a concouru à accroître la participation politique et la politisation populaire ; mais ses efforts ont systématiquement porté fruit chez les syndiqués et leurs familles, plus que parmi les travailleurs non syndiqués et les défavorisés, sources principales de l'abstention. Un parti ouvrier aurait pu s'avérer plus efficace auprès d'eux que les syndicats. Idem, sur le terrain du développement organisationnel : on sait qu'il n'y a pas de pays, même les pays arrivés tardivement à l'économie de transformation, où le passage du syndicalisme de métiers au syndicalisme industriel fut plus ardu et long, qui a rencontré plus d'obstacles et de résistance qu'aux États-Unis, les vieux appareils du premier type de syndicalisme s'y arc-boutant à leurs rôles et à leur pouvoir, et n'étant finalement renversés que par l'action de masse. Mais en Allemagne, exemple universellement connu, le passage de la forme des métiers à l'organisation industrielle se fit sans heurt, une simple adaptation, beaucoup plus rapidement aussi, du fait de la compréhension marxiste de la succession et du développement des modes de production que partageaient les dirigeants syndicaux et sociaux-démocrates : l'idée que le syndicalisme d'industrie représentait la forme optimale de la constitution dans le monde du travail de la classe ouvrière en un mouvement unifié face à la bourgeoisie, le but du militantisme syndical et politique défini comme transformation de nature des rapports sociaux.

À cet égard, ce qu'a montré l'expérience historique des mouvements ouvriers, selon le courant d'analyse appelé nouvelle histoire politique fut bien que les partis non seulement n'agissent pas comme de simples « reflets » de réalités, mais qu'il existe de profonds rapports dialectiques entre eux et les électeurs, les partis servant à créer des caractéristiques de l'électorat auquel ils s'adressent. Sans entrer davantage dans la présentation de ce point de vue, soulignons que, pour ses tenants, la pression des rapports sociaux s'exerce effectivement sur cette dialectique en établissant un cadre à son déroulement¹⁸⁵. La mention de cette approche théorique, qui ne diffère pas sur le fond d'éléments que nous avons déjà utilisés, permet précisément de souligner à nouveau que l'absence d'un parti distinctif de classe ouvrier ne représente pas que l'absence d'un instrument d'intervention. Cette absence doit être vue plutôt sous l'angle comparatif d'une incomplétude, qui se présenta à l'occasion comme un enjeu politique immédiat. Cette incomplétude comparative supposa évidemment des processus de formation et de re-formation de la classe ouvrière dont le produit s'avère d'une envergure plus limitée dans les rapports sociaux de

pouvoir que cela fut (globalement) le cas ailleurs dans les pays industrialisés de démocratie libérale.

Voilà qui, comparativement toujours, teinte précisément l'expérience historique de classe et, beaucoup plus largement, l'histoire sociale même du pays. Cela dit, cet effet peut être ressenti négativement, bien sûr, en diverses circonstances ou sur des aspects plus limités de l'existence de classe¹⁸⁶; mais nous avons tenu à mettre en avant que son poids historico-politique est devenu aussi facteur définitoire de la société américaine. Des spécialistes de l'action du Labour Party anglais soulignent que «les partis jouissent de la capacité de façonner les attitudes des électeurs et de transformer la conception [qu'ils ont] de leurs propres intérêts¹⁸⁷». À plus forte raison, croyons-nous, lorsque se conjuguent toutes les dimensions du régime politique et électoral que nous venons de considérer pour les États-Unis.

Par ailleurs, cette appréciation ne remet bien sûr pas en cause l'idée de «malléabilité» (*flexibility*) des institutions américaines, dont les partis et le régime partisan, que plusieurs analystes plaçaient traditionnellement au cœur des conditions concrètes ayant permis, par exemple, les passages d'un système de partis à un autre par réalignement de formations déjà constituées et dominantes. Cette malléabilité a tenu un rôle de premier plan, personne ne le contestera, pour la stabilité desdites institutions. Mais, en ce qui a trait au régime bipartisan, elle ne pourrait rendre compte à elle seule de sa pérennité républicaine-démocrate: celle-ci a été maintenue, aussi et notamment, grâce à des politiques publiques précisément élaborées à cette fin. Il reste néanmoins juste que les mêmes formations partisans furent en mesure d'absorber de nouvelles fonctions et de s'adresser à de nouvelles coalitions électorales, ce qui n'est pas un mince accomplissement, y compris en période de crise et de profonde instabilité sociale, comme le démontra le grand réalignement des années 1930. Quoi qu'il en soit, l'inscription de ce bipartisme dans le système de gouvernement a entraîné une conséquence importante pour notre propos, déjà perceptible dans l'orientation politique adoptée par Gompers durant les années 1895-1900: la rupture avec l'ordre établi qu'aurait signifié durant le xx^e siècle le lancement d'un parti du travail aurait correspondu à une déclaration d'intention de s'en prendre sur-le-champ à l'existence du mode concret de gouverner politique du pays. L'effet sur un système de gouvernement établi et rodé aurait été plus percutant que celui de l'apparition des partis ouvriers européens surgissant pour la plupart d'entre eux alors que se développaient les régimes parlementaires... Il semble évident que la nature envisageable de cet effet a certes concouru à affaiblir chez plusieurs, voire à faire disparaître, l'attrait d'un projet travailliste, très certainement au sommet des organisations.

8. LABOR, RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES

Les conclusions du mini-congrès démocrate tenu en 1975, qui devait permettre de poursuivre la réflexion sur les statuts et les règlements du parti, confirmèrent les réformes qui avaient été adoptées en prévision du congrès à la nomination présidentielle de 1972. Cela déplut évidemment à la direction traditionnelle de l'AFL-CIO et mit à nouveau en colère Meany et Barkan. L'un et l'autre avaient espéré que la centrale puisse amener le mini-congrès à réviser et, sur le fond, à abandonner lesdites réformes. Meany fit alors savoir que l'AFL-CIO se retirait du parti, c'est-à-dire qu'elle cessait ses activités en son sein : elle n'avait pas l'intention de participer à l'exercice des primaires présidentielles et se déclarait neutre entre les divers candidats à l'investiture démocrate pour 1976. Le président de la centrale annonça même qu'on ne se prononcerait en faveur d'un candidat qu'une fois les congrès des deux grands partis terminés. Cela laissait planer, semblait-il, jusqu'à la possibilité d'un comportement non partisan le plus pointu, d'ancien genre, qui pourrait pencher d'un côté comme de l'autre.

Ce retrait du Parti démocrate fut jugé cependant risqué et dangereux par plusieurs des syndicats les plus actifs politiquement et les plus libéraux. Déjà, la neutralité de la centrale lors des présidentielles de 1972 leur était apparue impardonnable. Ils s'étaient également montrés plus ouverts envers les nouvelles règles de fonctionnement interne du parti, certains avançant même que le poids politique du syndicalisme pourrait s'accroître grâce à elles : l'organisation syndicale possédait en effet la capacité de mobiliser des masses d'électeurs et d'électorices, beaucoup plus que cela était le cas des autres organisations populaires. En 1972, ces syndicats s'étaient rencontrés déjà en un caucus informel et avaient activement participé au congrès puis à la campagne en faveur de McGovern. De manière relativement suivie, ce groupe ralliait neuf syndicats, dont six de l'AFL-CIO et trois syndicats indépendants, avec les UAW à l'avant-poste¹⁸⁸ ; ces syndicats rassemblaient ensemble environ six millions de membres. Ce fut le 18 février 1975 que le conseil exécutif de l'AFL-CIO décida que la centrale se retirait du Parti démocrate. Du fait de cette décision, les neuf syndicats du caucus se formèrent officiellement alors en une Labor Coalition Clearinghouse (centre syndical de coalition).

La fragmentation politique qu'avait connue le mouvement ouvrier en 1972 se creusait donc ; elle était aussi suscitée par les oppositions internes à la centrale qui s'en prenaient à son orientation officielle sur le Vietnam : souvenons-nous que c'est en 1972 que le courant Labor for Peace fut lancé. Ainsi, en prévision de 1976, alors que le Watergate et la démission du président Nixon ébranlaient le monde politique des États-Unis, l'AFL-CIO se révélait

profondément divisée, incapable d'une initiative positive marquante et unie comme force particulière, en ordre dispersé. Dans ce cadre, les syndicats de la nouvelle coalition se donnèrent pour objectif de faire élire le plus grand nombre possible de «syndiqués et amis à la convention nationale» du parti, sans qu'ils se rangent par ailleurs tous derrière la même candidature. On se fixait comme but de faire élire entre 400 et 600 délégués, un nombre pouvant servir de base à une fraction syndicale, masse de manœuvre réelle, s'il s'avérait difficile que la convention réunisse spontanément une majorité significative sur une candidature acceptable et une plateforme libérale. En Floride, par exemple, les syndiqués appuyèrent la candidature du gouverneur de la Georgie, Jimmy Carter – contre Wallace, dont ce fut la dernière tentative; Carter, comme Wallace, était un homme du Sud profond... Les syndicats de la coalition furent très actifs et leur exemple entraîna dans la mêlée quelques autres composantes de l'AFL-CIO: le syndicat de l'acier, celui des travailleurs du vêtement et celui de la fédération des enseignants (l'American Federation of Teachers, affiliée à la centrale). Tous ensemble, ces syndicats réussirent à amener effectivement quelque 600 délégués à la convention démocrate, dont environ les deux tiers en provenance de syndicats de la Labor Coalition Clearinghouse. Leonard Woodcock, qui avait succédé à Walter Reuther à la tête des UAW, s'exclama: «Voilà l'effort uni le plus grand du syndicalisme que ce pays ait vu¹⁸⁹.»

Selon des observateurs du moment, le COPE se retrouva quelque peu mal à l'aise, dans une situation mal assurée, le passage des ans ne débouchant pas sur le renforcement continu qu'avait envisagé Al Barkan. Car ce renforcement ne pouvait être vu sous l'angle unique d'un perfectionnement des instruments mis en place depuis la création du COPE, tel un perfectionnement de simple nature technique. Ce dernier point de vue demandait en effet que l'on s'entête à ramener les règles anciennes du fonctionnement du Parti démocrate, cependant que Meany et Barkan croyaient toujours justifiée leur orientation politique et idéologique du passé. Mais cette orientation était contestée maintenant, y compris le ralliement, semble-t-il, indéfectible à la politique étrangère des États-Unis, c'est-à-dire de son gouvernement. D'une manière ou d'une autre et de façon plus ou moins achevée, cette obstination s'avérait historiquement perdante. Et elle ne convainquait plus autant.

Des regroupements locaux et régionaux de syndicats s'engagèrent aussi dans la campagne des primaires. De sorte que l'AFL-CIO, dont Meany avait dit qu'elle attendrait la fin des conventions démocrate et républicaine pour se prononcer, fut amenée à œuvrer en faveur de Carter avant même que soit connu le choix de Gerald Ford comme candidat présidentiel républicain¹⁹⁰. Cela dit, la courte histoire de la Labor Coalition Clearinghouse allait

elle-même exprimer bientôt davantage l'impuissance que la force du syndicalisme, davantage sa dépendance que sa faculté d'influence politique – alors que les conditions d'une nouvelle ère sociopolitique et socioéconomique se manifesteraient plus directement. Le pouvoir syndical, c'est-à-dire la capacité première d'amener un employeur à accepter l'existence d'un cadre stable de négociation collective et les institutions publiques à en accréditer la légitimité, serait bientôt profondément lésardé, pour une part disloqué.

i. LE CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE ; LA PRÉSIDENTIE DE JIMMY CARTER

Le vice-président Gérard Ford avait succédé au président Nixon quand celui-ci démissionna au début du mois d'août 1974 ; Ford assumait cette fonction jusqu'au scrutin de novembre 1976, alors qu'il perdit aux mains du démocrate Jimmy Carter. Ford pouvait être considéré au centre droit de l'échiquier politique dominant aux États-Unis à l'époque. Il ne s'était jamais fait remarquer par une hostilité particulière au syndicalisme et ne se donnait manifestement pas pour objectif un renversement des rapports établis avec lui. De toute façon, cela eût paru bien hasardeux alors que son arrivée au pouvoir survenait dans une conjoncture où, du fait du Watergate, l'honneur de son parti était terni et la position de la présidence affaiblie dans sa relation au Congrès. Il demeurait en revanche un politicien économiquement et socialement conservateur, mais un républicain d'ancien genre, pourrions-nous dire, en phase avec le parti tel qu'il avait existé comme parti présidentiel. Il fit porter son choix sur Nelson Rockefeller comme vice-président. Par ailleurs, comme le notent plusieurs observateurs, son autorité politique personnelle fut en quelque sorte minée dès le début de sa présidence, son premier acte à cette fonction étant d'accorder un pardon présidentiel entier à Richard Nixon...

Le choc pétrolier et les premiers moments marquants de la crise du modèle économique en place furent fortement ressentis durant ces années de la présidence Ford. Un phénomène nouveau, comme on disait, le phénomène de la « stagflation », fit son apparition. Contrairement aux situations du passé, souligne Jefferson Cowie, alors que l'inflation et le chômage se posaient dans un rapport contradictoire – donc, que l'on pouvait corriger les excès de chacun des deux termes en favorisant son vis-à-vis – à « la mi-décennie 1970-1980, il apparaissait clairement qu'une économie stagnante allait soudain de pair avec un taux d'inflation élevé, produisant une nouvelle, et jusque-là improbable, situation : une situation dite de stagflation donc (inflation + stagnation) ». Et Cowie de citer, à cet effet, Arthur Burns, « le directeur de la Réserve fédérale sous Nixon, [qui] expliquait que les règles de l'économie ne fonctionnent pas

exactement comme elles en avaient l'habitude. En 1975, le taux de chômage avait grimpé à 8,5 %, quand il n'était que de 3,5 % en 1969 [...]. Le taux d'inflation était [la même année] de 9,2 %, après avoir été de 11 % l'année précédente». Mais, si les règles de la science économique ne semblaient plus pertinentes, les élites académiques, journalistiques, d'affaires et des autorités publiques s'entendirent néanmoins rapidement pour juger que les remèdes anti-inflation devaient malgré tout s'imposer. On ne pouvait donc mettre en avant d'orientations publiques d'aide à l'emploi ou d'accroissement des mesures de couverture sociale¹⁹¹.

Une Construction Users Anti-Inflation Roundtable (table ronde des clients du secteur de la construction contre l'inflation) avait été formée en 1969. Cette table ronde, réunissant les forces principales du monde industriel, visait à ce que diminuent tous les coûts du travail. En 1972-1973, une fusion entre ces *construction users* et divers autres courants du monde patronal déboucha sur la création de la Business Roundtable, organisation de choc « dirigée par des représentants de 125 grandes firmes du monde industriel, de la finance et du commerce », qui entraînent vite à leur suite « plus de mille autres compagnies ». Cette nouvelle table ronde réunissait des PDG, des avocats, des économistes et des consultants. À nouveau, les coûts du travail et, plus globalement, des produits que devait se procurer le patronat – par exemple, ceux provenant des secteurs du transport, de la construction, de l'énergie – s'avéraient au cœur des préoccupations. De plus, la Business Roundtable entendait intervenir pour la déréglementation des activités de ces secteurs particuliers, la disparition dans ce cadre de protections sociales diverses existant en faveur de leur main-d'œuvre et comptait engager des campagnes d'offensive publique pour faire valoir des points de vue. Incontournablement, il s'agissait d'une orientation de combat qu'on mènerait sur le terrain du lobbying et, pour beaucoup de compagnies, par l'engagement électoral direct du côté de candidats amis. Ainsi, en 1974, il y avait 89 Political Action Committees liés à des compagnies privées et financés par celles-ci; mais on en dénombra 784 déjà en 1978 et 1 467 en 1982. Il a été évalué que, « déjà en 1978, les grandes firmes et les associations commerciales [c'est-à-dire les associations du monde des affaires] en étaient à dépenser près de 900 millions de dollars par année afin de mobiliser leurs ressources¹⁹² ».

La première victime fut, précisément, le syndicalisme de la construction et du bâtiment. « De 1968 à 1980, les constructeurs dont les salariés n'étaient pas syndiqués triplèrent la portion du marché qu'ils dominaient (de 20 % à 60 % de toutes les nouvelles constructions). Ce véritable effondrement se poursuivra: si, en 1953 dans certaines régions, 84 % des travailleurs de la construction étaient syndiqués, ils ne seront plus que 20 % durant les années

1990¹⁹³. Cela dit, les membres des syndicats de la construction, réunis en un Building and Construction Trades Department (BCTD, département des métiers de la construction et du bâtiment) au sein de l'AFL-CIO, représentaient toujours, avec leurs 3,5 millions de travailleurs, le bloc le plus puissant au sein de la centrale. Ce poids conférait auprès de Meany une importance primordiale à leurs besoins et à leurs demandes politiques. Les syndicats affiliés au BCTD avaient déjà perdu aux mains « de petits entrepreneurs dont les installations n'étaient pas syndiquées la majorité du secteur de la construction résidentielle », mais ils s'étaient solidement retranchés dans la construction industrielle, commerciale et d'édifices publics. Ce fut explicitement ce type de coexistence entre les secteurs majoritairement syndiqués et majoritairement non syndiqués qui fut mis en cause avec les années 1970. Le développement d'entreprises de construction « géantes non syndiquées en mesure [de gérer de véritables] armées de briseurs de grève à l'échelle nationale », la dissémination de nouvelles techniques de production, qui entraînèrent l'expansion d'une composante semi-qualifiée plus nombreuse parmi les salariés, le surgissement de constructeurs d'édifices commerciaux antisyndicaux puis la création de la Construction Users Roundtable, tous ces facteurs contribuèrent à peser lourdement à la baisse sur les conditions du travail, de l'exercice des métiers et de rémunération de la main-d'œuvre, ébranlant même les arrangements contractuels dans les entreprises syndiquées, aux prises avec des concurrents dont les coûts de revient devenaient nettement inférieurs¹⁹⁴.

Les modalités de l'exercice du travail dans le domaine de la construction paraissaient donc en voie de transformation profonde, techniquement, économiquement et socialement. Traditionnellement, a expliqué Mike Davis, le syndicalisme dans ce domaine reposait sur le contrôle de l'offre de travail au sein de marchés locaux, c'est-à-dire des marchés du travail et de produits circonscrits localement ; la négociation avec les employeurs se déroulait donc (relativement, mais prioritairement) dans ce cadre. Ce ne pouvait plus être véritablement le cas ; des sous-traitants non syndiqués avaient maintenant la possibilité, par exemple, de venir de l'extérieur et d'amener avec eux une main-d'œuvre échappant à ce cadre. Le professeur John T. Dunlop, économiste et spécialiste des relations industrielles à l'Université Harvard, souvent invité comme personne-ressource par l'Administration fédérale, devint secrétaire au Travail du président Ford au mois de mars 1975. Il avait présidé avec succès le conseil tripartite sur les salaires dans l'industrie de la construction, un des conseils mis sur pied à l'époque des contrôles des prix et revenus du président Nixon. Quand ce conseil disparut au printemps 1974, Dunlop « convainquit Meany et [Robert] Georgine, directeur du BCTD, qu'il fallait dorénavant favoriser la centralisation des négociations collectives à l'échelle régionale et

nationale, en se ménageant en plus une participation gouvernementale, si l'on voulait éviter une détérioration plus accentuée encore du syndicalisme de la construction au niveau local ». Quand il entra au cabinet du président Ford, Dunlop élaborait un projet global d'entente à cet effet, après une série de consultations avec les syndicats et le patronat. Le projet supposait que les syndicats acceptent de nouvelles mesures contractuelles contre les grèves sauvages, avec une formule plus intransigeante, plus punitive, d'injonction si des groupes ouvriers posaient ce type d'action ; en retour, les employeurs de la construction consentiraient à une revendication depuis longtemps mise en avant, celle dite du *common situs picketing*, c'est-à-dire de la possibilité de fermer par un piquetage en commun l'ensemble du site d'un projet de construction du fait de l'embauche par un sous-traitant d'une main-d'œuvre non syndiquée¹⁹⁵. Sur la base de ces deux éléments, Dunlop proposait aussi la mise sur pied de conseils tripartites syndicat-patronat-autorité publique pour l'industrie, par lesquels seraient négociées notamment des conditions d'ensemble formulant la référence à partir de laquelle pourraient être envisagées des aménagements régionaux. Le Congrès adopta le projet de Dunlop¹⁹⁶.

Comme tel, ce projet se trouvait pourtant en porte-à-faux des nouvelles sensibilités qu'exprimaient la création et les objectifs des organisations patronales récentes, en particulier celles des « utilisateurs » de l'industrie de la construction. Une campagne de lobbying massif fut donc engagée auprès de la présidence par ces utilisateurs, la Business Roundtable, des groupes *right-to-work*, etc., contre la possibilité du *common situs picketing* et contre cette idée de « comités tripartites ». Car il faut voir que le premier se serait trouvé à consigner, éventuellement à étendre le poids du syndicalisme dans le secteur de la construction et le deuxième, à élever officiellement son rôle, en semblant lui donner une fonction dans la gestion même dudit secteur. Au contraire, les nouvelles sensibilités, selon l'expression que nous avons employée, visaient une diminution du poids et de l'espace reconnu au syndicalisme dans la vie économique en restaurant la plus grande autonomie patronale possible dans la conduite des affaires, une émancipation des diverses contraintes avec lesquelles le syndicalisme obligeait de compter. De même, l'idée d'associer l'autorité publique à la gestion de la main-d'œuvre apparaissait obligatoirement telle une contrainte supplémentaire, l'acceptation d'une supervision permanente, en quelque sorte. On recherchait plutôt la plus grande liberté d'action et une diminution des coûts de main-d'œuvre. Sensible à ces pressions patronales, le président Ford mit son veto au projet de loi qu'avaient accepté les deux chambres du Congrès.

Son ministre du Travail, Dunlop, démissionna alors (31 janvier 1976). Les syndicats de la construction n'étaient jamais venus si près de gagner ce droit de protection contre l'entrée du travail non syndiqué sur les lieux où on leur reconnaissait déjà l'accréditation... Cette défaite politique se révéla cruciale, une étape et un signe de ce qui se développait ou se développerait partout dans la relation d'emploi, à l'échelle de l'économie et dans tous les pays libéraux industrialisés. La stagflation et la récession du milieu de la décennie tendirent à déboucher sur deux grands types de réponses: d'un côté, une tentative de résoudre les problèmes nouveaux auxquels on devait faire face en se fondant sur la forme des rapports sociaux tels qu'ils s'étaient dessinés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec la période du fordisme; d'un autre côté, en considérant éventuellement que l'ordre industriel constitué ne serait plus en mesure de connaître les gains de productivité que l'on avait obtenus depuis la fin de la guerre, donc qu'il y avait grippage de la possibilité dorénavant de gains de profitabilité. Le premier type de réponse avait suggéré les expériences de tripartisme et l'idée du donnant-donnant dans les négociations collectives du moment, par exemple la sauvegarde de l'emploi en échange d'une *modération* des demandes; le deuxième type débouchait plutôt sur le sentiment qu'il fallait revoir à la baisse les conditions du rapport d'emploi, la protection sociale et même la place du mouvement ouvrier dans la société, afin de rétablir et d'assurer la profitabilité de l'investissement. Cette deuxième réponse, par sa propre logique, allait déboucher sur ce que nous avons caractérisé de volonté de dépassement par la droite de l'ordre institué. Dynamique de dépassement par la gauche ou dynamique de dépassement par la droite: dans l'un et l'autre cas, on retrouvait le constat qu'il y avait crise de ce qui était.

Avec cet exemple de l'industrie de la construction aux États-Unis, on put noter une prégnance quasi simultanée des deux types de réponses quand, habituellement, le premier précéda le deuxième dans les autres pays. L'entreprise privée américaine n'avait jamais accepté des projets de tripartisme à l'euro-péenne, comme ceux que proposa à l'industrie de la construction le secrétaire au Travail Dunlop. Certainement parce que le degré de centralisation des décisions économiques que cela demande s'avérerait très complexe à mettre en pratique dans un pays aussi vaste et diversifié que les États-Unis et dans une industrie comme la construction; singulièrement, mais pas uniquement, parce que l'entreprise privée américaine voit aussi toute mesure de supervision comme une contrainte. L'AFL-CIO avait envisagé plutôt comme moyen de conserver dans la construction des éléments de son contrôle sur le marché du travail une participation des pouvoirs publics à la détermination de certaines des règles y prévalant.

Cet élément d'analyse du comportement patronal nous paraît d'autant plus juste que, durant la même décennie, des manifestations du même genre surgirent en d'autres secteurs économiques, toutes orientées vers une diminution des coûts du travail. Dans l'industrie de la construction et du bâtiment, la chute du syndicalisme entraîna les grands entrepreneurs dont la main-d'œuvre était toujours regroupée en syndicats à demander des « concessions importantes » quant aux conditions de travail puis de revenu, la concurrence des entreprises non syndiquées étant présentée comme impossible à supporter. Évidemment, la peur de perdre son emploi poussait à accepter ces exigences auxquelles les organisations syndicales donnèrent en partie, mais souvent, leur aval. Elles voyaient elles-mêmes leur propre survie contre l'expansion du travail non syndiqué en garantissant le respect des concessions et la modification même du rapport à l'employeur. C'est ainsi que dans la sidérurgie, occasionnellement mal en point depuis les années 1960, les United Steel Workers négocièrent en 1972 un Experimental Negotiating Agreement avec les principaux producteurs d'acier. L'entente prévoyait la création d'un conseil d'arbitrage de trois personnes en remplacement de la grève ou du lockout lorsqu'un accord entre les employeurs et le syndicat semblait improbable lors de négociations pour le renouvellement d'une convention collective. Cette entente fut reconduite à deux reprises¹⁹⁷. Ce n'était cependant qu'un début, et la grande industrie sidérurgique traditionnelle allait pratiquement s'effondrer au cours des trois décennies suivantes, victime à la fois de la crise du fordisme, de puissants concurrents étrangers et du développement de petites aciéries intégrées à l'intérieur du pays, aciéries fondées sur l'apport de l'électronique et de technologies entièrement renouvelées¹⁹⁸. Nous aurons à y revenir mais notons, à ce stade, que les concessions se révélèrent sans cesse plus dures à supporter, et inadéquates à sauver l'emploi.

Parfois la concurrence sur les secteurs industriels syndiqués se faisait sentir par l'arrivée en masse de forts compétiteurs étrangers, dont les usines n'étaient pas syndiquées aux États-Unis, par exemple Michelin pour les pneus ; parfois la concurrence dévastatrice venait de nouvelles entreprises américaines qui révolutionnaient les manières de produire, comme dans le secteur de la préparation et de l'emballage des viandes : ces entreprises eurent raison en grande partie de leurs plus vieux concurrents, faisant systématiquement chuter les rémunérations et les conditions de travail¹⁹⁹. Les emplois n'y seront plus jamais de même statut. Nouveaux concurrents donc, intervenant de l'étranger ou par investissements intérieurs, attaques patronales contre les façons de faire habituelles dans les entreprises où le syndicalisme représente officiellement les employés, y compris dans des secteurs d'implantation syndicale très majoritaire, et dont l'histoire a tenu un rôle déterminant dans l'évolution des rapports

sociaux, tel le grand syndicat de l'acier, déstabilisation et transformation des conditions technologiques de la production industrielle, « choc pétrolier », récession de la mi-décennie, tous ces facteurs poussaient à une remise en cause – notamment – du système établi des relations ouvriers-patronat. Sans compter le poids du Sud profond à cet égard, à la fois par la production qui s'y réalise déjà que par le déménagement dans cette région du pays d'installations industrielles et d'entreprises du Nord, ou par la simple menace d'un tel déménagement, « les salaires et les bénéfices [des travailleurs] pouvant [à l'époque] y être jusqu'à 50 % inférieurs ». La stratégie patronale de cette menace devenait beaucoup plus fréquente que par le passé, de sorte que le poids des régions non syndiquées pesait partout plus immédiatement encore qu'auparavant²⁰⁰.

Même General Motors, dont les rapports avec le syndicat de l'automobile constituaient un élément déterminant de l'ordre industriel des Trente Glorieuses, tenta cette stratégie du Sud durant la première moitié des années 1970-1980. Elle « érigea [en effet] des usines dans le Sud profond en des localités comme Fitzgerald, en Georgie, et Clinton et Brookhaven, au Mississippi » pour se doter d'un secteur non syndiqué. Mais à ce moment, et très vite, les UAW furent en mesure d'obliger la compagnie à retraiter : en 1976, le contrat national stipulera que GM demeurerait « neutre » lorsque l'on consulterait les ouvriers du Sud sur leur désir ou non de se joindre aux UAW ; et en 1979 les UAW obtiendront la « reconnaissance [pratiquement] automatique » pour toutes les nouvelles installations : le syndicat en était capable, puisqu'il avait gagné partout ailleurs l'accréditation ; il était ainsi en mesure de perturber sérieusement les activités de production. Mais cet exemple fut quasi unique. D'autres grands syndicats, dans l'électricité entre autres, ne furent pas capables de se garantir de tels succès²⁰¹... Les bases syndicales engagèrent par elles-mêmes aussi nombre de luttes contre les demandes de concessions : chez les mineurs, notamment, les arrêts de travail sauvages se comptèrent par centaines, entre 1970 et 1976, contre la réduction de la couverture des frais médicaux, ou contre l'obligation nouvelle d'une participation financière aux soins médicaux et à la retraite et, comme lors de la grande grève de 110 jours, entre décembre 1977 et mars 1978, pour s'opposer en plus aux mesures jugées insuffisantes de sécurité et aux conditions de travail. « Le système de la protection médicale fut [néanmoins] en grande partie démantelé²⁰². » Premier moment de déstabilisation du cadre de relations de travail issu de l'accord d'après-guerre, et de demandes patronales se généralisant de réductions des coûts de main-d'œuvre, il donna donc naissance à des volontés de conciliation du côté des syndicats et de leurs membres, mais aussi à des mouvements de contestation de ces volontés et d'appels au militantisme.

Peut-être le mouvement le plus important et significatif de cette réalité fut celui des Steel Workers Fight Back, dirigés par Edward Sadlowski, qui gagna contre la direction du syndicat la présidence d'une importante section locale, située dans South Chicago. L'expression *Fight back* (c'est-à-dire « réponsions par la lutte ») voulait précisément proclamer la nécessité de rompre avec les positions d'accommodement et de refuser les reculs. L'histoire restait évidemment à écrire, mais le courant de Sadlowski s'en prenait explicitement à ce qu'il faut considérer, ou qu'il est possible de percevoir aujourd'hui, comme les signes originaux de cette mise en cause par la droite des conditions du travail salarié. En 1977, Sadlowski se présenta à la direction du syndicat même des United Steel Workers of America, sur un programme de résistance militante au patronat, qui s'inscrivait en continuité des années 1960 – dont on n'était pas uniformément sorti, cependant que l'industrie sidérurgique ne connaissait toujours pas les affres qui allaient bientôt la frapper. La plateforme de Sadlowski mettait notamment en avant la nécessité de recouvrer le droit de grève, que les clauses des contrats soient toutes soumises à la ratification des membres, que l'administration interne du syndicat soit l'objet d'une importante cure de réduction des revenus des dirigeants (du haut vers le bas de l'appareil) et qu'on pousse ceux-ci à s'activer davantage. Le syndicat des sidérurgistes était alors composé pour le tiers de ses membres de travailleurs africains-américains; Sadlowski avait déploré déjà que la haute direction du syndicat ne comprenne aucun Noir. Il fut moins précis à cet égard durant sa campagne à la présidence qu'il l'avait été lorsqu'il concourait pour son poste de directeur régional, mais tout le monde savait qu'il partageait des positions très libérales sur l'égalité des Noirs.

La signification de sa campagne et de la constitution du courant *Fight Back* comme courant présent dans tous les centres sidérurgiques importants et majoritaire dans ces centres, n'échappa à aucun observateur et sema la peur au sein des hautes directions de l'AFL-CIO et de ses alliés. Tout l'appareil dirigeant de la centrale se déclara contre Sadlowski, plusieurs dénonçant sa candidature comme extérieure aux vrais besoins des travailleurs, une candidature en quelque sorte artificielle, propulsée par des libéraux universitaires, entre autres. S'en prirent ainsi à tout ce mouvement Lane Kirkland, secrétaire-trésorier de l'AFL-CIO et successeur désigné de Meany, Albert Shanker, maintenant président de la Fédération américaine des enseignants (AFT: American Federation of Teachers, affiliée à l'AFL-CIO) en plus de son poste de président des enseignants de la ville de New York, Meany lui-même, A. Philip Randolph, qui drapa de son prestige le passé qu'il dit antiraciste des United Steel Workers of America (il se fit rappeler par l'avocat noir Joseph Rauh, vétéran des luttes contre la discrimination et organisateur de la marche de 1963, que le syndicat

des métallurgistes n'avait précisément pas appuyé cette grande marche sur Washington²⁰³). Rauh était du côté de Sadlowski.

En fin de course, aucun des cinq candidats des Steel Workers Fight Back aux postes de la direction centrale du syndicat ne l'emporta ; Sadlowski obtint 43,1 % des votes à la présidence et son courant remporta des victoires dans dix districts du syndicat sur les vingt-cinq qu'il comptait²⁰⁴. En tout, donc, des résultats très respectables, qui auraient pu, en d'autres temps, servir de base à un futur assaut. Mais le contexte économique et politique serait bientôt modifié du tout au tout ; par exemple, les installations les plus importantes de l'industrie de la sidérurgie, les bastions ouvriers dans lesquels Sadlowski eut ses meilleurs résultats, furent fermées ou partiellement démantelées à court terme, un facteur qui concourut à transformer radicalement les conditions de l'action. Les autres mouvements rebelles dans les syndicats allaient aussi pratiquement disparaître avec la fin de la décennie. Bien sûr, chaque secteur de l'économie a ses particularités, mais le sort de ces mouvements, dernières manifestations de ces volontés et de l'état d'esprit des années 1960, signalait aussi et de fait l'entrée dans une nouvelle période. S'il y a pourtant un élément qui ne connaîtra pas alors de modification de nature, ce sont les dispositions et les réflexes de la bureaucratie syndicale. Il y avait longtemps, a évalué Ian Robinson, que le syndicalisme américain officiel voyait fondre son capital moral ; mais, encore vers la fin des années 1970, « dans la plupart des cas, les revenus des syndicats croissaient²⁰⁵ », une base incontestable sur laquelle pouvaient s'appuyer les vieux réflexes, la chasse aux dissidents et la volonté de garantir ce qui définissait les cadres habituels de son positionnement social. Les difficultés devenaient nombreuses et le syndicalisme américain s'en sortait déjà plus mal que les autres mouvements syndicaux des pays à développement comparable. D'ailleurs, en tenant compte de changements technologiques identiques, des « changements dans la structure occupationnelle [partout] et de la mondialisation », on constatait que le sort des divers syndicalismes se diversifiait. Cela tendait à montrer que les « supposés facteurs impersonnels et incontrôlables qui bouleversent les économies » ne sont pas les seuls à déterminer l'évolution des rapports sociaux. Qui plus est, la situation des États-Unis et des pays qui connaissaient alors une diminution des taux de syndicalisation (France et Japon, notamment) ne constituait toujours pas la règle²⁰⁶. La situation américaine du syndicalisme paraissait la plus instable ; dans les autres pays où il y avait des problèmes, les mouvements mettaient alors l'accent plus sur l'action politique puisqu'ils pouvaient compter à cet effet sur leurs partis traditionnels²⁰⁷. Enfin, ajoutons que l'absence de progrès du syndicalisme aux États-Unis durant les années 1960 le préparait précisément fort mal à faire face à la tourmente qui se développait alors.

Le concept de rapports sociaux est utilisé afin de souligner que les relations entre les classes sociales et les forces sociales sont à percevoir comme dynamiques d'interaction, et non comme des *données* fixes; il faut éviter de les «chosifier», en quelque sorte, et plutôt les considérer dans leur mouvement. Il paraît ainsi évident que le chômage qui se répand avec la récession de la mi-décennie 1970-1980 contribue aussi à diminuer la capacité de combat des organisations ouvrières dans le rapport d'emploi. La fragmentation politique du syndicalisme américain dans ces circonstances prenait en quelque sorte l'aspect du gâchis. Sans suggérer que des orientations différentes de l'AFL-CIO auraient permis de s'opposer victorieusement à ce développement d'un processus d'abandon par la droite du cadre des Trente Glorieuses, il nous semble évident que la pensée et la stratégie politique des sommets de la centrale contribuèrent à inhiber le mouvement de classe en un moment où l'initiative et la hardiesse, la volonté résolue du face-à-face eussent été à-propos. Cela dit, précisons quelque peu la forme, et la substance, des ententes qui advinrent finalement entre le candidat Jimmy Carter en 1976 et les deux grands courants syndicaux alors apparus quant à la manière de se disposer pour la course à la présidence. Meany et Barkan avaient annoncé que la centrale ne se prononcerait qu'après la tenue des conventions des deux grands partis, sans s'engager dans la course aux délégués; de son côté, la Labor Coalition Clearinghouse avait lancé une grande opération d'intervention chez les démocrates, ce qui lui avait permis d'entraîner dans l'action avec ses alliés d'autres syndicats et des regroupements locaux de l'AFL-CIO. Ensemble, ces organisations avaient donc réussi à faire élire quelque six cents des leurs comme délégués (sur quelque 3 200)²⁰⁸.

Homme du Sud profond, Jimmy Carter – est-il souvent mentionné – n'était pas à l'aise face au mouvement ouvrier, qu'il connaissait peu et, de tempérament, il s'avérait plutôt conservateur sur le plan économique. Contrairement à une pratique bien établie, il ne lança d'ailleurs pas sa campagne à la présidence par l'assemblée traditionnelle de masse au Square Cadillac de Detroit qu'organisait le syndicalisme industriel. Il l'entreprit plutôt dans son propre État, la Georgie. Cela dit, Carter et Woodcock, le président des UAW, se connaissaient bien ayant «participé ensemble à des assemblées de la Commission trilatérale, [où] ils avaient noué des rapports amicaux». Pour Woodcock, Carter paraissait en mesure de gagner le Sud aux démocrates contre les républicains, tout en battant Wallace durant les primaires. À ce moment, l'instauration d'un régime national d'assurance maladie représentait l'objectif premier du syndicat de l'automobile. Il s'entendit à cet effet avec Carter; une fois la nomination assurée à ce dernier; non seulement le candidat fit-il de l'assurance maladie un élément de sa plateforme, mais les mots et les formulations de son

engagement furent négociés pas à pas avec les UAW, selon l'un des directeurs de campagne de Carter, Stuart Eizenstat²⁰⁹. Jerry Wurf, le président de l'American Federation of State, County, and Municipal Employees (AFCSME : fédération américaine des employés des États, des comtés et des municipalités), syndicat affilié à l'AFL-CIO, membre de la Labor Coalition Clearinghouse et critique toujours plus acerbe de Meany, reçut la visite de Jimmy Carter durant la campagne à l'investiture et s'engagea de son côté; en échange, l'aspirant Carter promit un budget de déficit actif pour combattre la récession qui faisait rage et son appui au principe de la libre « négociation collective pour les employés publics²¹⁰ ». De fait, Jimmy Carter, sans être à l'aise avec le syndicalisme, sentit rapidement que la nature des coalitions électorales dans le bipartisme américain exigeait qu'il se ménage des appuis actifs de ce côté dans une campagne nationale.

Une fois connue la nomination de Carter, Meany recula rapidement et se rangea de son côté – avant même la tenue de la convention républicaine. Carter venait en effet de remporter l'investiture démocrate sans rien devoir à la direction centrale de l'AFL-CIO : voilà qui pourrait éventuellement renforcer sa position face à cette direction si des problèmes surgissaient entre eux dans l'avenir. En revanche, Carter lui-même consentit alors des efforts considérables pour se rapprocher de Meany et des siens. Il choisit Walter Mondale comme colistier, un protégé de Humphrey, politiquement originaire comme ce dernier du Democratic Farmer-Labor Party du Minnesota, très apprécié du Labor. Il faut dire que Barkan et la centrale firent valoir auprès de l'équipe Carter, quant à eux, toute la capacité logistique du COPE : ils évaluaient à quelque 20 M \$ la valeur financière, par exemple, de l'intervention que le COPE pourrait structurer afin d'amener des syndiqués et des membres de secteurs minoritaires populaires à voter, cependant que la centrale « serait en mesure de joindre, faisaient-ils aussi miroiter, des millions d'électeurs syndiqués et de distribuer [quelque] quatre-vingt-dix millions de documents divers²¹¹ ».

En fin de course, le COPE calcula avoir été en mesure d'amener plus de 120 000 volontaires à s'investir dans la campagne présidentielle et les élections au Congrès, qui firent « au-delà de dix millions d'appels téléphoniques pour encourager l'inscription sur les listes électorales et la participation au vote, dont trois quarts de million d'Africains-Américains, afin qu'ils votent pour la première fois », entre autres activités²¹². Au congrès de la centrale l'année précédente, le rapport de l'exécutif avait mis en avant l'objectif de maintenir pour les chambres de Washington les résultats favorables obtenus à la consultation précédente, quand le COPE vit le plus fort pourcentage des candidats qu'il appuyait être élus depuis sa formation²¹³. Si plusieurs analystes avaient prévu

des pertes démocrates à la Chambre du fait de ces nombres élevés de 1974, les résultats accrurent au contraire de deux sièges la députation du parti, alors que les résultats au Sénat débouchèrent sur la même majorité démocrate, 62, contre 38 républicains. Durant la campagne présidentielle, Carter traita précisément de la question du chômage et promit des politiques publiques axées sur la création d'emplois²¹⁴.

En 1972, George McGovern n'avait remporté aucun des grands électeurs en provenance des États du Sud ; Carter en gagna 118. Évidemment, les Noirs votèrent très majoritairement en sa faveur ; l'aspirant démocrate recueillit dans le Sud quelque 54,1 % du vote, clairement au-dessus de son pourcentage national, qui n'atteignit que 50,1 %. Pourtant, dans le Sud, Jimmy Carter n'obtint pas l'appui d'une majorité de Blancs ; il réussit néanmoins à reprendre des pourcentages d'appui donnant des résultats comparables à ceux d'un passé récent (Ford n'obtint dans le Sud que 11 grands électeurs, ceux de Virginie). Dans le Nord, les dispositions de l'électorat correspondirent *grosso modo* à ce que l'on connaissait habituellement, bien que les victoires de Carter y furent acquises avec des majorités souvent moins marquées. Les syndiqués votèrent cependant en sa faveur à quelque 62 % et, dans le Nord-Est et le Mid-West, l'apport du Labor à l'effort électoral de Carter fut souvent supérieur à celui qu'il reçut du Parti démocrate. Globalement, les Noirs votèrent en sa faveur à quelque 95 % et les Juifs à 73 %²¹⁵ ; en d'autres mots, un électorat finalement semblable à celui de la coalition traditionnelle du New Deal. Cela ne suggère pas qu'il fallait considérer les résultats de l'élection de 1976 comme si cette coalition retrouvait son élan du passé, mais il convient très certainement de souligner que les transformations alors en cours dans l'activité de travail et ses secteurs déterminants ne faisaient pas disparaître l'influence des rapports sociaux propres au système salarial du capitalisme, non plus que les données sociologiques de la société américaine. Le bipartisme établi avait donc toujours prise sur les réalités ambiantes et gardait sa signification.

Mais cela ne signifia pas non plus que rien ne bougeait. Ford l'emporta en 1976, par exemple, dans des États pourtant libéraux et même industriels : au New Jersey, au Michigan, en Californie et en Illinois ; Carter fit mieux que ses prédécesseurs parmi les protestants blancs du Nord. Compte tenu de ce que les deux politiciens du tandem républicain de 1972 (Nixon et Spiro Agnew) avaient dû partir « en pleine disgrâce », que l'inflation n'était pas contrôlée et que le chômage soulevait l'ire contre l'Administration Ford, les démocrates auraient dû l'emporter de manière beaucoup plus décisive. Manifestement, Carter n'arrivait pas à se poser comme représentatif des attentes populaires ; les hasards politiques et les erreurs de calcul des autres aspirants démocrates,

pense-t-on souvent, contribuèrent de façon prépondérante à ce qu'il gagne la nomination. Par ailleurs, Ford ne s'avérait pas non plus un candidat marquant, doté d'une autorité politique avec laquelle on devait compter. Il fut même en difficulté durant la saison des primaires républicaines face à l'aspirant Ronald Reagan. Cela dit, le taux de la participation populaire perdit du terrain ; à peine 53,5 % des gens votèrent pour un candidat à la présidence. Si le bipartisme gardait sa signification, il n'enthousiasmait certes pas²¹⁶.

Jimmy Carter voulut, d'un autre côté, donner une nouvelle dimension à l'action de la présidence, qu'il puisa dans le vieil « idéalisme moral » de la culture nationale des États-Unis. Après le Watergate, les révélations sur le Vietnam, après que la « guerre froide » eut tout justifié, ou presque, dans le rapport des États-Unis au monde, Jimmy Carter entreprit de redorer le blason de son pays en inscrivant la défense et la promotion des droits de la personne au cœur de sa politique étrangère ; il déclara même, au printemps 1977 – alors qu'il occupait le poste de président – : « Nous devons nous débarrasser de cette crainte désordonnée du communisme qui nous fait embrasser la cause de tout dictateur qui épouse cette crainte. » En d'autres mots, la promotion des droits et libertés dans le monde ne devait plus être envisagée par les seuls paramètres de l'affrontement Est-Ouest²¹⁷. Et lorsqu'on s'arrête aux positions prises par Jimmy Carter à ce moment puis que l'on considère les campagnes qu'il a menées après son mandat de président sur la scène mondiale, par exemple au sujet du conflit israélo-palestinien, on se rend compte qu'il partageait personnellement cette vision plus morale du rapport aux autres pays. Pendant un temps, « l'Administration Carter sembla [par exemple et notamment] préoccupée davantage par [des] questions [telles les immenses disparités économiques entre le Nord et le Sud] que par les rapports Est-Ouest ou la rivalité américano-soviétique²¹⁸ ». Si l'on visait à redorer à l'échelle internationale le blason des États-Unis, le président Carter fut à ce moment précis, et sur le terrain, le personnage tout trouvé.

Il avait emporté la nomination à la convention démocrate dès le premier tour du vote des délégués. Si la force des UAW avait incontestablement compté dans sa campagne des primaires et des caucus, on sait que les intervenants syndicaux ne furent pas tous de son côté. Habituellement, un président démocrate demandait à Meany ses suggestions pour le poste de secrétaire au Travail, et n'allait pas à l'encontre de ses choix. Mais la haute direction de l'AFL-CIO n'était pour rien dans sa victoire à l'investiture. Quand le nouveau président s'enquit des préférences de Meany en le questionnant sur trois choix qu'il jugerait acceptables, Meany répondit, selon ce qui est rapporté : « Dunlop, Dunlop et Dunlop. » Cet ex-secrétaire au Travail de l'Administration Ford était

considéré par le mouvement ouvrier comme un allié réel, et l'on avait particulièrement aimé qu'il ait remis sa démission pour protester contre le veto du président Ford (qui avait refusé le projet de loi reconnaissant le droit au piquetage sur le site de travail commun dans la construction d'un immeuble). Dunlop soulevait cependant des réserves du côté des mouvements noirs et de femmes, qui le considéraient comme insuffisamment sensible au besoin de l'action positive pour assurer l'égalité de certains groupes. Au déplaisir de Meany et des siens, Carter nomma plutôt F. Ray Marshall comme ministre du Travail. Marshall, professeur à l'Université du Texas, s'avéra un choix que le mouvement ouvrier en vint pourtant à apprécier, un véritable libéral de gauche que les groupes appelés souvent minoritaires accueillirent favorablement. On dit qu'il en vint à faire valoir les points de vue du syndicalisme au sein du cabinet présidentiel, et il servit incontestablement de lien entre la présidence et le syndicalisme.

Les UAW attendaient de Carter l'adoption d'un programme d'assurance maladie général qu'il avait promis. Mais Carter devait pouvoir s'entendre aussi avec la haute direction de l'AFL-CIO ; à cet effet, il s'engagea également à signer comme président – et à l'inverse de ce qu'avait fait Ford – un projet de loi voté par les deux chambres du Congrès acceptant le principe du droit d'ériger une ligne de piquets de grève autour de tout immeuble en construction par un syndicat qui n'a de grief qu'envers un seul sous-traitant présent ; *idem*, annonça-t-il, en ce qui avait trait à la réclamation syndicale d'une réforme équivalant à l'abrogation des dispositions depuis longtemps décriées de la section 14b du *Taft-Hartley Act* ; enfin, compte tenu des profondes difficultés économiques que vivait la population travailleuse, l'AFL-CIO s'attendait expressément à l'adoption d'un projet de loi ou de mesures visant le plein emploi²¹⁹. D'ailleurs, Carter avait lui-même inscrit au cœur de son programme social cet objectif durant la campagne.

Les premières semaines de l'Administration Carter furent cependant témoin de quelques signes de mécontentement envers les démocrates de la part du mouvement syndical. D'abord, quant à la politique économique de la présidence, qu'on jugea très insuffisamment axée sur la création d'emplois et plutôt préoccupée d'équilibre budgétaire ; puis, du fait qu'une hausse du salaire minimum avancée par l'Administration semblait trop éloignée des besoins réels des secteurs défavorisés de la population. Carter se sentit obligé de négocier alors un compromis avec les syndicats et les organisations de promotion des droits civils, notamment, auquel on arriva au mois de juillet 1977²²⁰. Mais, à ce moment, le coup le plus difficile était survenu déjà au mois de mars précédent, quand le nouveau projet de loi de piquetage sur les chantiers de construction, soumis à la Chambre des représentants avec l'appui de Jimmy Carter, fut

battu par 217 voix contre 205, malgré une majorité démocrate imposante. Les lobbyistes de l'AFL-CIO prirent sur eux une part de la responsabilité de la défaite puisqu'ils n'avaient pas mené une bataille particulièrement intensive, convaincus, de fait, que ladite majorité les assurait du succès. Mais beaucoup de démocrates du Sud leur firent faux bond et la pression du monde des affaires fut à nouveau lourde, entre autres facteurs²²¹. Cette défaite s'avéra particulièrement crève-cœur, puisqu'il était évident que l'absence de croissance du syndicalisme avait pour lui des effets négatifs, y compris dans les secteurs déjà organisés. Cette évidence paraissait s'imposer à la conscience de courants importants de l'AFL-CIO et même George Meany et les siens, qu'Andrew Battista a qualifiés d'aile somnambule du syndicalisme²²², sentaient devoir faire quelque chose.

Depuis quelques années déjà, et après les vieilles tentatives de redynamisation de la centrale par Reuther, d'autres responsables de haut niveau manifestaient leur mécontentement à l'endroit de la direction centrale. En 1973, Jerry Wurf, président de l'AFSCME, avait ainsi tenté au congrès de l'AFL-CIO d'encourager l'adoption de réformes d'organisation et d'orientation visant à la fois à percer de nouveaux milieux de travail et à favoriser des alliances avec des mouvements sociaux progressistes qu'on rejoignait peu jusque-là. Le congrès de 1973 reçut avec humeur les propositions et les analyses de Wurf, et refusa même sa suggestion de mise sur pied d'une commission ayant le mandat de se pencher sur l'état du syndicalisme. Dans la deuxième moitié de la décennie, William Winpisinger, nouveau président du syndicat des machinistes, s'en prit directement à la gouverne et aux orientations de l'équipe Meany, à qui il demanda même de se retirer. En considérant, de plus, les mouvements dissidents de base, Meany et les siens avaient donc décidé de bouger et c'est dans ce climat que la centrale se lança dans une nouvelle tentative de réforme des lois du travail²²³.

Il n'y avait pas eu depuis le vote de Taft-Hartley en 1947 de modification au cadre juridique et à la réglementation des rapports d'emploi qui aurait répondu positivement aux réclamations du syndicalisme. Pire, cet encadrement avait été durci contre le syndicalisme avec l'adoption de la loi Landrum-Griffin de 1958-1959, cependant que les tentatives de faire abroger l'article 14b durant les années 1960 avaient débouché sur des échecs cinglants du mouvement ouvrier ; au milieu de la décennie 1970-1980, le besoin d'une loi réglementant moins sévèrement le piquetage sur les chantiers de construction dont les syndicats de la construction et du bâtiment revendiquaient la satisfaction n'avait pas été comblé non plus²²⁴. L'encadrement juridique et réglementaire, à l'inverse de ce qu'on avait pu noter ailleurs, n'avait donc connu ni réaménagement ni modification favorisant la liberté d'action et protégeant

davantage les syndicats. Avec les perspectives négatives qui se profilaient alors, l'AFL-CIO décida à nouveau de s'en prendre aux effets de l'article 14b, qui pesaient sur la capacité comme telle d'obtenir une accréditation nouvelle et un premier contrat. Durant la campagne présidentielle, Carter avait tenu à se différencier de Ford en avançant qu'il signerait un projet de loi des chambres qui reprendrait cette orientation. Mais, lorsque vint le temps de passer à l'action, les conseillers du président firent valoir que certains aspects risquaient de s'avérer trop litigieux. Après des négociations entre des représentants du Département du travail et des représentants du syndicalisme, l'AFL-CIO accepta de laisser tomber l'objectif d'un rappel de la section 14b, de même que d'une clause qui aurait exigé que l'acheteur d'une entreprise syndiquée respecte le contrat en vigueur et une autre qui aurait « permis certaines accréditations syndicales sur la base du décompte des cartes de membres signées²²⁵ ». C'est ainsi que le syndicalisme pilota en chambre une Labor Law Reform qui globalement visait à améliorer, à huiler en quelque sorte, le fonctionnement du modèle de rapports du travail déjà constitué. Ainsi qu'un auteur l'a souligné, on voulait maintenant contrer ce qui apparaissait comme « les causes [directes] du déclin syndical²²⁶ ».

La réforme qui fut présentée en chambre en juillet 1977 proposait de hausser le nombre de membres du « NLRB de cinq à sept afin d'accélérer les procédures d'accusation » contre les pratiques ne respectant pas la liberté de se syndiquer, qu'il soit obligatoire que les votes d'accréditation soient tenus dans les trente jours suivant la présentation par un syndicat de cartes de membre signées par une majorité des employés, de consentir des arrérages salariaux pouvant atteindre jusqu'à 150 % du salaire non versé à des employés congédiés pour activités syndicales, de ne pas accorder de contrats du gouvernement fédéral à des compagnies ne respectant pas les lois du travail, etc. Ce projet de loi fut voté à 257 contre 163 à la Chambre des représentants²²⁷. Le problème réel allait à nouveau venir du Sénat, où la règle du 60-40 pour l'imposition d'une guillotine aux débats et à l'exercice du *filibuster* pouvait évidemment représenter une prime à la minorité contre la majorité des élus. Mais on connaît aussi l'opposition toujours radicale des milieux patronaux à l'expansion des droits syndicaux, même sous la forme dorénavant, comme cet épisode allait le montrer, de l'assurance du respect de droits déjà reconnus ou des conditions de leur respect. Malgré ces concessions, et en dépit de l'appui de la présidence au projet soumis, la sixième et dernière tentative de guillotine eut lieu le 22 juin et s'avéra incapable de mettre un terme aux débats, n'étant soutenue que par 58 sénateurs (sur les 100 qui compte le Sénat)²²⁸.

ii. UNE LUTTE DES CLASSES UNILATÉRALE ET LA FIN DE L'ACCORD D'APRÈS-GUERRE ; CRÉATION D'UNE PROGRESSIVE ALLIANCE

F. Ray Marshall s'était beaucoup investi dans l'élaboration des compromis à la base du Labor Law Reform présenté en chambre, que la présidence et le syndicalisme en étaient venus à accepter. Qui plus est, on s'était assurés de l'appui public complet et justifié des sept anciens secrétaires au Travail encore vivants ; une large coalition en faveur du projet avait aussi été constituée, appelée « justice on the job » (c'est-à-dire justice au travail) et présidée par Hubert Humphrey. La National Organization for Women (NOW) et la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) appuyèrent officiellement le projet de loi. Malgré un appui qui semblait parfois vacillant de la part du président (Carter avait refusé que la réforme, même amputée de la vieille réclamation d'une abrogation de l'article 14b, soit soumise aux chambres comme mesure de l'Administration, préférant faire parvenir au Congrès un simple message appuyant les principes et concepts de la réforme proposée), il y avait un certain élan cette fois à la campagne du mouvement ouvrier. Les syndicats n'entendaient pas refaire l'erreur du projet concernant le piquetage sur les chantiers de construction. C'est ainsi qu'on obtint rapidement le vote favorable des représentants rappelé plus haut. La nature décisive de ce vote secoua le monde des affaires, qui se lança alors dans une cabale massive pour contrer un vote positif au Sénat, fût-ce par obstruction systématique. Ce qu'il réussit²²⁹.

Il est vrai que le cabinet de Carter était divisé, mais Marshall participa activement à la campagne de pression des syndicats sur le Sénat, s'adressant même à une manifestation importante qu'ils avaient convoquée, alors que le président tenait toujours à garder ses distances. Encore que, selon le professeur Gary M. Fink, durant les journées cruciales où se joua en fin de course le sort du projet de loi, l'Administration chercha activement à favoriser un vote positif. « Symboliquement, conclut alors Fink, la défaite [du projet de Labor Law Reform] marqua la mise au rancart [« demise » : la mort, la fin] de l'accord d'après-guerre qui était inscrit dans le fonctionnement des industries clés » des États-Unis. Jusque-là, le syndicalisme n'avait certes été que fort peu toléré à l'extérieur des secteurs industriels où on le retrouvait à la fin de la guerre ; dorénavant, pourtant, sa place même dans ces secteurs était engagée sur la voie de la désagrégation²³⁰. Le caractère symbolique de cet épisode relève de ce que le projet dit de réforme ne visait pas une amélioration de la position du mouvement ouvrier, mais plutôt une réitération des vieux équilibres en assurant le respect et la bonne marche des rapports (autrefois) établis. Mais ce caractère relève aussi de ce que le revers subi éclairait le sens de cette pente abrupte dans

laquelle le syndicalisme devait se débattre, une pente uniformément descendante maintenant, comme l'indiquent les péripéties auxquelles se conjugue la bataille perdue de cette modeste adaptation des lois du travail. D'ailleurs, et sur-le-champ, ce constat fut établi par Douglas Fraser, le président des UAW qui avait succédé à Woodcock à ce poste, quand il expliqua :

Je crois que les leaders du monde des affaires, à quelques exceptions près, mènent aujourd'hui dans ce pays une guerre de classe unilatérale – une guerre contre le peuple travailleur, les chômeurs, les pauvres, les minorités, les très jeunes et les très âgés, et même contre plusieurs membres de la classe moyenne dans notre société. Les leaders de l'industrie, du commerce et de la finance aux États-Unis ont brisé cette entente fragile, non écrite [entre le syndicalisme et le patronat] qui avait existé durant la période révolue de croissance et de progrès et ont décidé de s'en débarrasser.

En conséquence, annonçait-il, il se retirait du Labor Management Group toujours présidé par Dunlop, parce qu'il n'y avait plus aucune logique à chercher en commun des formules de conciliation et de cohabitation avec un patronat engagé féroce contre les syndicats. « Je ferais mieux de m'asseoir avec les pauvres des campagnes, les enfants désespérés de la misère urbaine, etc., qu'avec ceux dont la seule religion est le statu quo, l'objectif unique le profit et dont les cœurs sont froids. » Une véritable diatribe, souligne Jefferson Cowie, qui préoccupa la Maison-Blanche²³¹. Meany et Kirkland se retirèrent aussi de ce lieu de rencontre avec le patronat ; un patronat qui venait de mener, avait ajouté Fraser, une campagne déloyale et dégoûtante contre le mouvement ouvrier. La colère se nourrissait de ce qu'il s'agissait d'une nouvelle rebuffade après celle qui avait été infligée aux syndicats de la construction, comme si, en effet, le monde des affaires était décidé à opposer activement une fin de non-recevoir aux simples demandes de reconfirmation de la légitimité du syndicalisme. Quoi qu'il en soit, c'était bien ainsi que les dispositions générales du monde des affaires semblaient maintenant se révéler²³².

Selon beaucoup d'analystes, cette défaite politique s'avéra incontestablement marquante : face au patronat, bien sûr, mais sur le terrain de l'action politique tout aussi bien. Le COPE ne semblait pas pouvoir compter sur un Congrès très majoritairement démocrate ; il subissait même alors, ajoutent certains, son pire revers politique depuis 1949, quand il n'avait pu obtenir l'abrogation de la loi Taft-Hartley comme telle²³³. Un Congrès largement dominé par les démocrates et une présidence démocrate, voilà bien des conditions que le Labor avait toujours jugées optimales, et sur lesquelles Meany et Barkan misaient pour relancer l'organisation syndicale. Mais Carter s'était montré à ce point hésitant et réservé envers la réforme de la loi du travail que son engagement était jugé non seulement insuffisant, mais franchement

inadmissible. La lecture de l'*AFL-CIO News* durant les mois qui suivent cette défaite montre bien l'envergure de la déception du syndicalisme envers Carter, et le ton négatif avec lequel on apprécie dorénavant ses principales initiatives; ses politiques économiques, par exemple, sont décriées ouvertement comme politiques de récession, et ses orientations sociales comme orientations de régression.

Soulignons à ce stade que l'appui des sept secrétaires au Travail, républicains comme démocrates, au projet de réforme permet bien de supposer qu'il s'inscrivait à l'intérieur des balises du compromis social d'après-guerre, balises qui instruisaient globalement leur propre point de vue sur les rapports employeurs-employés. À notre avis, ils avaient clairement perçu que ledit projet menait à faire respecter davantage les principes officiels du système de relations industrielles constitué, et non pas à élargir leur champ d'application, non plus qu'à les compléter de mesures plus avantageuses pour les syndicats. C'est là un constat important, et supplémentaire, de ce que l'environnement sociopolitique s'avérait maintenant plus hostile au mouvement syndical. Et il apparaissait que la politique ne pouvait servir à contrer cette évolution, que la pratique habituelle de la négociation collective n'arrivait pas non plus à contenir. La colère de Meany se nourrissait d'un profond ressentiment envers le président Carter; on a dit que les deux hommes furent alors pendant de longs mois incapables même de s'adresser la parole. Pire, Jimmy Carter voulut durant la même année utiliser les pouvoirs spéciaux conférés à la présidence dans la loi Taft-Hartley pour faire cesser par injonction un débrayage général des mineurs de charbon²³⁴.

S'il est vrai que la portée de l'accord d'après-guerre avait toujours été plus faible aux États-Unis que dans les autres pays à développement semblable, il y eut tout de même une situation de trêve ou de cessez-le-feu dans quelques-uns des plus importants secteurs économiques privés. Cette situation entraîna alors des formules de coopération entre patronat et syndicat, la négociation collective et la procédure des griefs notamment, dont l'ensemble articula une forme d'accord. Cet accord fut limité à un certain nombre d'entreprises, dans des champs particuliers d'activité, relevant majoritairement de la production et de la transformation, dont les effets (sociaux, politiques, culturels) furent concentrés dans un certain nombre de régions; les gains sociaux se matérialisèrent pour beaucoup dans un cadre privé, c'est-à-dire qu'ils s'inscrivirent dans le rapport salarial plutôt qu'ils protégèrent des conséquences de la relation d'inégalité qui le structure. Dès lors, un type de reconnaissance des besoins de classe et des organisations ouvrières qui ne concourt pas, ou moins qu'en Europe de l'Ouest, à l'expansion des acquis, du niveau de reconnaissance et des organisations, en dépit du caractère très longtemps massif de

l'action revendicative et des nombres rassemblés dans les rangs syndicaux. Néanmoins, l'effet d'entraînement avait été réel et gigantesque. Globalement, a écrit Joel Rogers, à la sortie de l'économie de guerre en 1947, les secteurs de la construction et du bâtiment et « les principales industries réglementées (le transport, les communications, les grands services d'utilité publique) fournissaient quelque 34 % des syndiqués du secteur privé, cependant que les syndiqués de la transformation et de la production comptaient pour quelque 45 % ». Or, ces proportions restèrent pratiquement les mêmes jusqu'à la fin des années 1970. Mais, durant la période 1947-1979, l'évolution de l'emploi avait connu de très profondes transformations qui resserraient le périmètre de la main-d'œuvre syndiquée²³⁵.

Or, directement, ce cessez-le-feu semblait mis en cause par une communauté de gens d'affaires unie, regroupant, entre autres, les représentants attirés des entreprises du secteur privé avec lesquelles on avait depuis longtemps réussi à établir des relations stables. À cet égard, notons que des spécialistes de l'analyse des relations industrielles aux États-Unis firent valoir qu'« avec la fin des années 1970 plusieurs directeurs des relations industrielles se retrouvaient isolés au sein de la hiérarchie des preneurs de décision dans l'entreprise ; les critères en fonction desquels ils avaient érigé et maintenu leur pouvoir au sein des équipes dirigeantes devenaient moins pertinents alors qu'il fallait faire face aux pressions nouvelles de la concurrence. [Leur] comportement [...] devait changer ». Si, antérieurement, la tâche de mener les négociations contractuelles revenait entièrement à ces spécialistes, la haute direction des entreprises n'intervenait qu'à la suite d'une entente de principe, dorénavant les dirigeants centraux et les responsables des opérations participaient activement dès l'étape de la planification de la négociation²³⁶...

Cette évolution prenait certainement l'aspect d'une validation des conclusions tirées par tout le syndicalisme de la défaite de cette réforme de la loi du travail. Un changement d'époque était engagé, mais la capacité du syndicalisme à faire front s'avérait à nouveau faible des méthodes d'action routinières de l'état-major dominant. Meany refusa ainsi une proposition de tenir une marche sur Washington regroupant de 250 000 à 300 000 manifestants, fidèle en cela à sa vieille opposition aux manifestations de masse. Face à la campagne puissante du patronat, il préféra s'en tenir au lobbying et aux négociations de sommet. Il allait quitter la direction de l'AFL-CIO l'année suivante, après ce que plusieurs auteurs qualifient de grande défaite politique et, en vis-à-vis, de l'une des principales ou spectaculaires victoires politiques du patronat depuis 1947²³⁷.

Douglas Fraser, président des travailleurs de l'automobile, fut à cette époque favorable à l'orientation de son prédécesseur Leonard Woodcock, le syndicaliste le plus près de Jimmy Carter. Il attribua d'abord la défaite du projet *labor law reform* à la capacité politique du patronat et à la règle du 60-40 au Sénat. Il ne s'en prit pas d'abord au président Carter, mais bientôt il le critiqua aussi, en faisant valoir que l'administration doit apprendre la différence entre le compromis et la capitulation ; de plus, il s'indigna de ce que le Parti démocrate ait pu laisser dix-sept de ses sénateurs à Washington voter contre la guillotine²³⁸. Il ne revint pas sur la stratégie du syndicalisme, mais il allait bientôt lancer une initiative politique qui parut à l'origine fort ambitieuse et éloignée des choix habituels du syndicalisme américain. L'aiguillon supplémentaire qui orienta le syndicat de l'automobile dans cette direction fut l'abandon par la présidence de tout projet significatif de refonte du système de santé, que les UAW virent comme le reniement pur et simple d'une promesse explicite. Le déroulement de ce processus d'abandon-reniement fut pour une part concomitant de celui de la défaite de la réforme de la loi du travail.

Le sénateur Edward Kennedy, proche des courants de gauche du pays et personnalité forte de l'aile libérale du Parti démocrate, était depuis longtemps identifié à l'objectif d'un système de santé complet dans lequel le rôle des assureurs privés serait nettement revu à la baisse. Il accusa en cours de route le président Carter « de trahir [sa] promesse d'appuyer l'instauration d'un programme national d'assurance maladie financé [et supervisé] par le gouvernement fédéral ». L'opposition entre les deux hommes s'accrut progressivement à cet égard, et bientôt se durcit même du fait d'aspirations présidentielles d'Edward Kennedy pour l'échéance de 1980 – c'est-à-dire contre une nouvelle nomination de Jimmy Carter. Cela supposait aussi une concurrence entre les deux hommes pour se garantir l'appui des UAW lors de la course à l'investiture et de leurs amis, peut-être de la Labor Coalition Clearinghouse de 1976²³⁹.

Le syndicat des UAW s'était engagé activement dans ce combat depuis nombre d'années, Reuther ayant notamment entrepris la création d'une organisation dédiée à la promotion d'un système de santé public en 1968. Cette organisation avait par la suite donné naissance au Committee for National Health Insurance (CNHI, comité pour l'instauration d'une assurance maladie nationale), qui rallia d'autres syndicats. Dès le mois de février 1977, Fraser rappela à son syndicat que cet objectif restait le premier parmi ses priorités politiques de l'année. Au congrès de 1977 du syndicat, Carter vint le 17 mai s'adresser en personne aux délégués ; il réitéra dans son discours sa promesse sur l'assurance maladie, pour laquelle il dit espérer la mise en forme de premières propositions tôt l'année prochaine, selon ses paroles. Martin Halpern, qui a étudié les rapports entre Carter et les UAW, fait remarquer à

cet égard : « Du fait de son conservatisme budgétaire, pourtant, la politique de Carter dans le domaine de la santé se focalisa en 1977 [...] sur le contrôle des coûts hospitaliers. » Et Halpern souligne que, pour un homme comme Carter, l'élaboration d'un nouveau programme n'avait de sens que si, dans le domaine considéré, on réussissait d'abord à assurer la prévalence des principes de prudence budgétaire. Les UAW lui firent alors valoir qu'il n'était possible d'envisager un contrôle des coûts que dans le cadre d'un système national intégré, et non objet par objet²⁴⁰.

Carter amena son secrétaire à la Santé, à l'Éducation et au Bien-être à constituer un comité consultatif devant se pencher sur le problème d'un système de santé national ; firent partie de ce comité les UAW, le CNHI et d'autres organisations syndicales, mais aussi « des adversaires déclarés de cette idée, tels ses conseillers économiques et budgétaires Charles Schultz, Robert Strauss, [...] Michael Blumenthal ». Après discussions et péripéties diverses, le président annonça qu'il ferait connaître au printemps ses principes sur cette question, principes qu'il appuierait sur les travaux du comité, mais qu'il repoussait « la présentation d'un projet de loi [à cet égard] à 1979 ». Il rendit en fin de compte publics lesdits principes à la fin du mois de juillet. Le cœur de la démarche envisagée par la présidence était une mise en œuvre progressive de la réforme en santé, le passage d'une étape à l'autre étant conditionnée par l'état de l'économie nationale. La stupeur fut tout de suite immense chez les partisans d'un véritable programme d'ensemble, Fraser dénonçant la position de Carter comme une tragédie absolue. Kennedy et les UAW cherchèrent à proposer alors un nouveau compromis, mais sans enthousiasme, la confiance en Carter venant de s'évaporer. De fait, le comportement du président sur la réforme de la loi du travail et la violation de sa promesse sur l'assurance maladie furent les facteurs décisifs entraînant la rupture des UAW avec son administration²⁴¹.

Par ailleurs, le congrès de l'AFL-CIO tenu en décembre 1977 se pencha évidemment sur cette dimension particulière de la situation de stagflation que vivaient toujours les États-Unis, à savoir le chômage endémique : les États-Unis, écrivait le Conseil exécutif dans son rapport sur la situation économique, « ont conservé les plus hauts taux de chômage de tous les pays industrialisés durant la majeure partie des années 1970 ; « la nation doit se donner le plein emploi comme le premier de ses objectifs [dans la sélection de] ses politiques économiques ». En d'autres mots, les orientations du gouvernement fédéral dans les domaines de la taxation, des dépenses publiques et de la politique monétaire doivent être planifiées et coordonnées afin d'encourager une croissance économique rapide [qui permettra] de réaliser et de soutenir une économie de plein emploi. Le gouvernement [qui plus est] doit

être l'employeur de dernier recours pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi» dans le secteur privé. En complément, le rapport proposait de s'engager avec les autres pays dans un large effort concerté de sauvegarde et de création d'emplois²⁴².

iii. UNE LOI POUR GARANTIR L'EMPLOI ?

Déjà sous la présidence de Gerald Ford, la centrale avait mis en avant des propositions de cette nature alors qu'elle critiquait les orientations des républicains. Lors des élections de 1976 à la présidence et au Congrès, Jimmy Carter mit la lutte au chômage au centre de son appel au vote des classes populaires. À ce moment, la convention démocrate avait fait sien un projet de loi voulant que le gouvernement garantisse effectivement le plein emploi, que Tip O'Neill, le leader de la majorité à la Chambre des représentants, présentait comme la pièce centrale de la plateforme du parti en 1976. Ledit projet de loi était connu sous le nom de Humphrey-Hawkins Full Employment Act. Au moment des primaires, Carter s'était limité à avancer qu'il jugeait « les buts [du projet de loi] louables et qu'il en appuyait les objectifs » généraux ; mais, durant la campagne à la présidence contre Ford, « sous la pression directe des syndicalistes, Carter annonça son approbation entière²⁴³ ». Il fit en effet une campagne à la gauche de sa pensée économique et sociale connue.

On a traité antérieurement de ce que le compromis d'après-guerre aux États-Unis s'avéra beaucoup moins engageant envers le plein emploi que partout ailleurs dans les pays industrialisés. En Europe, ont écrit Korpi et Palme, William Beveridge – le père de l'État-providence britannique – « a établi [en 1944] que le but du plein emploi dans une société libre serait celui d'un niveau de chômage se situant à moins de 3 %. Bien que le droit à l'emploi ne fut nulle part consigné comme droit exigible [*claim right*, c'est-à-dire un droit dont on peut réclamer satisfaction devant une Cour de justice], dans la plupart des pays à l'extérieur de l'Amérique du Nord [...] le plein emploi ainsi entendu devint ce qu'il conviendrait d'appeler un proto-droit social que les gouvernements s'attelèrent à respecter par des politiques axées sur un très faible niveau de chômage²⁴⁴ ». Le projet de loi Humphrey-Hawkins sur le plein emploi aux États-Unis se révélait ainsi antinomique dans ses principes et ses objectifs immédiats de la pratique américaine ; il allait même plus loin à l'origine que les développements européens et permettait d'entrevoir une avenue concrète d'avancement vers l'égalité citoyenne des masses africaines-américaines. Très vite d'ailleurs, les organisations de lutte pour les droits civils se rangèrent du côté du projet Humphrey-Hawkins avec le syndicalisme.

Le sénateur Hubert Humphrey et le représentant Augustus Hawkins avaient soumis la première mouture de leur projet en 1974, dont la portée reposait sur deux idées force : « une planification économique coordonnée à l'échelle nationale conduisant au plein emploi sur la base de taux de rémunération [équivalents à ceux qui étaient déjà en vigueur], et l'adoption d'un droit fédéral s'imposant sur l'ensemble du territoire » qui garantirait l'accès à un gagne-pain pour chaque citoyen américain, avec la possibilité de poursuivre en justice les autorités publiques quand ce droit ne serait pas respecté. Le plein emploi était défini par l'objectif d'un niveau de chômage n'excédant pas trois points de pourcentage. Les divers éléments avancés dans ce projet supposaient que le président « soumette annuellement au Congrès un programme global [...] d'emploi et de production en mesure d'assurer une demande adéquate de travail, [puis, l'acceptation] d'un rôle accru pour le Joint Economic Committee du Congrès [comité économique mixte] afin qu'il puisse revoir et vérifier » le programme du président en fonction de l'objectif d'ensemble du plein emploi. Qui plus est, des conseils de planification locaux auraient le mandat de favoriser l'élaboration et la mise en pratique de projets publics et privés visant la satisfaction des besoins de collectivités particulières, cependant qu'il faudrait envisager la création de Job Guarantee Offices (c'est-à-dire de « bureaux de garantie de l'emploi »)²⁴⁵. En tout, donc, un projet extrêmement ambitieux, certainement pas en phase avec les buts alors affichés des élites socioéconomiques et patronales, une excroissance plutôt de la culture *new deal*, excroissance débordant même à notre avis, par la gauche, les points de vue des divers courants associés à cette culture politique, y compris historiquement.

Sous l'administration républicaine de Gerald Ford, le projet du plein emploi ne put évidemment avancer ; avec l'approche des présidentielles de 1976, les espoirs furent au contraire ravivés. Humphrey et Hawkins cherchèrent directement et obtinrent l'appui du mouvement ouvrier et, notamment, du Congressional Black Caucus. Notons, avec le professeur Cowie, que l'appui de l'AFL-CIO nécessita que le projet soit « édulcoré » d'éléments jugés trop litigieux ; par exemple, on fit disparaître la disposition établissant que le droit à l'emploi comporterait la faculté de poursuivre en justice un gouvernement s'il n'était pas assuré... La centrale exigea aussi que les politiques publiques et les mécanismes avec lesquels on considérerait la garantie de l'emploi ne contraignent pas la libre négociation collective des conditions de travail et de revenu. Du côté des organisations de promotion de l'égalité des Africains-Américains, l'appui fut rapidement enthousiaste : Hawkins, lui-même citoyen africain-américain, représentait le quartier de Watts en Californie, lieu de pauvreté et de mouvements de colère mémorables de sa population noire. Il avait commencé sa carrière parlementaire à la chambre de

Californie en 1934, était représentant à Washington depuis 1962, toujours élu et réélu à chaque poste. Un « personnage clé du Congressional Black Caucus », a-t-on dit de lui²⁴⁶.

Beaucoup de spécialistes des sciences sociales et de militants ont fait remarquer déjà que le principe du plein emploi avait l'immense qualité de s'adresser aux besoins à la fois de la population noire et de la population travailleuse blanche, une revendication unitaire et d'unité. Cleveland Robinson, syndicaliste noir qui avait été membre fondateur de la Coalition of Black Trade Unionists, expliqua ainsi à l'époque : « L'élément fondamental pour que l'action positive connaisse le succès, c'est le plein emploi. Sinon, on se retrouve dans une situation où les Noirs et les Blancs se battent pour les mêmes emplois [...] une situation où le travailleur blanc qui a faim ne peut pas comprendre pourquoi, lui, il ne devrait pas avoir d'emploi, juste parce que le travailleur noir a historiquement été défavorisé [*left out*]. Et de fait, c'est trop demander que de dire à un travailleur blanc sans emploi : tu devrais comprendre (combien il est important qu'un Noir ait cet emploi). De sorte que, en même temps que nous luttons en faveur de l'action positive, il nous faut lutter pour le plein emploi. » Hawkins et Humphrey avaient évidemment conscience de ce besoin politique, auquel ils considéraient apporter avec leur projet de loi une réponse, à tout le moins ouvrir le chemin d'une solution²⁴⁷.

En nous arrêtant à la substance de leur projet, il nous faut éviter d'en donner une compréhension économiste, que partageaient néanmoins pour une part véritable ses deux auteurs. Car ce projet n'apparaît pas de même nature que les projets de réforme habituels, ni même que les grands projets passés de politiques sociales. Et son contenu n'est pas réductible à l'idée d'une stratégie. Ce qu'il faudrait, en effet, pour assurer le plein emploi suppose une rupture avec le libre jeu de la propriété privée, avec la primauté de sa pleine autonomie comme du système marchand. L'intrusion du principe de la planification dans les activités économiques, en fonction de buts qui ne sont pas déterminés par le profit seul, mais par le besoin du plein emploi, la mise sur pied d'organismes particuliers pour seconder l'effort de coordination (planification) nationale des chambres et de la présidence, de supervision et, à nouveau pour une part, d'orientation de l'économie rompaient avec le système de l'entreprise privée tel qu'on le connaissait. Sauf points particuliers, il n'était pas question avec ce projet de nationaliser des pans de cette économie ni de nier le poids du secteur privé. Politiquement pourtant, l'économie serait incontestablement orientée par l'intervention de l'autorité publique, un cadre modifiant déjà et risquant de modifier encore plus certains rapports sociaux de pouvoir – au détriment du secteur privé.

Voilà d'ailleurs qui correspond tout à fait à cette réalité que nous avons constatée en étudiant antérieurement le racisme anti-Noirs dans la société américaine : déboulonner ses fondements signifie modifier notamment les rapports sociaux de pouvoir dans la société, donc, en partie, ceux qui ont structuré historiquement le fonctionnement de son économie, et que ce fonctionnement structure tout aussi bien. C'est de ce fait que le mouvement massif des droits civiques tend de lui-même à ébranler et à mettre en cause les rapports de propriété établis, donc qu'il se situe du côté de la contestation socioéconomique du pouvoir. En revanche, c'est également de ce fait que le conservatisme social et économique ne peut s'accommoder que très difficilement des revendications de la population noire à l'égalité, dès lors que leur satisfaction tend à aller au fond des choses. Jimmy Carter ne pourrait finalement pas appuyer, même en version édulcorée, une loi de plein emploi, telle qu'elle ne conditionnerait pas l'atteinte de ce plein emploi comme bénéfice éventuel de la croissance privée... En tout état de cause, le mouvement ouvrier et les organisations de promotion des droits sociaux et civils se regroupèrent en un Full Employment Action Council (FEAC, comité d'action pour le plein emploi), coprésidé par Coretta Scott King, veuve de Martin Luther King Jr., et Murray H. Finley, président des Amalgamated Clothing Workers of America, un des grands syndicats américains associés à la tradition socialiste du pays, dont il était issu.

Face à ce comité, les opposants se retrouvèrent du côté des forces patronales et conservatrices habituelles, comme on s'en doute, mais aussi, l'effet en fut marqué, d'économistes – grands et petits – de toutes les couleurs politiques et idéologiques : Greenspan, Friedman et William E. Simon, le secrétaire au Trésor de l'Administration Ford, à droite, mais aussi Arthur Okun, un économiste libéral renommé (qui soutint que le projet de loi relevait pour l'essentiel « de la poésie, [une poésie] magnifique »), Charles Schultze, éventuellement même Galbraith, à gauche. En privé, Humphrey accusa les économistes keynésiens d'avoir poignardé dans le dos les partisans du plein emploi. Le maître-mot de cette résistance des économistes libéraux démocrates s'avérait l'*inflation*, la peur d'une vaste poussée inflationniste qu'entraînerait sur-le-champ la mise en pratique de la réforme proposée. Le moment avait beau être de « stagflation », ces économistes se disaient convaincus que l'embauche rapide de millions de travailleurs supplémentaires, à des salaires correspondant aux taux déjà en vigueur, « resserrerait [trop] le marché du travail, ferait monter les salaires, [ce qui] exacerberait une économie déjà inflationniste ». La lutte à l'inflation devait garder la priorité²⁴⁸, donc s'imposer contre le plein emploi.

On connaît le caractère conservateur de la pensée économique profonde de Jimmy Carter. Cette opposition de grands économistes libéraux au projet Humphrey-Hawkins trouva évidemment beaucoup d'écho chez lui. Dans ses

Memoirs, il a écrit : « Pour plus de trois années et demie, ma bataille économique principale [fut] contre l'inflation et je me [tins] du côté de la prudence fiscale, des budgets limités et de déficits réduits. » D'où les ambiguïtés et les hésitations de sa part durant les primaires et la campagne présidentielle sur le projet de loi du plein emploi. « Dans beaucoup d'occasions, a-t-il aussi écrit, je me sens bien plus chez moi avec les démocrates et les républicains conservateurs que c'est le cas avec les autres, même si les autres, les libéraux, votent beaucoup plus souvent avec moi. » Pas étonnant alors que ses atermoiements en vinrent durant les mois de sa présidence à soulever contre lui la colère, effectivement, de grands courants progressistes qui l'avaient appuyé : par exemple, l'AFL-CIO, la NAACP, des élus africains-américains, des organisations hispaniques et mexicaines-américaines, des groupes de femmes, le Conseil national des Églises, la National Education Association²⁴⁹. Il est intéressant de noter qu'au même moment, en Grande-Bretagne, le gouvernement travailliste de James Callaghan en vint aussi, par sa volonté de sauver la valeur de la livre sterling, à devoir affronter ses bases traditionnelles, populaires et syndicales. Il eut cependant à faire face à une situation généralisée de grèves à répétition durant l'hiver 1978-1979. Au sein du cabinet Carter, seuls Mondale et Marshall furent finalement en faveur du projet de loi²⁵⁰, voire de mesures interventionnistes directes de promotion de l'emploi.

Par crainte de se couper des organisations et des clientèles qui étaient les leurs, l'équipe de la présidence ne pouvait cependant renier purement et simplement ce qui était apparu comme des engagements électoraux. Tous les analystes consultés expliquent des décisions alors prises qu'elles visèrent ni plus ni moins à garder les formulations d'origine du projet de loi – ce qui ne fut cependant pas toujours possible – en les vidant de leur substance, par ajouts de précision ou en transformant les objectifs concrets et les échéances définies en cibles relativement floues et trajectoires à long terme. À tel point, écrit Cowie, que le plein emploi devint un but national tout à fait abstrait. Jimmy Carter fit savoir enfin que « la stabilité des prix et le plein emploi doivent être poursuivis par l'instrument des politiques monétaires et fiscales, conjointement à l'élaboration de mesures structurelles visant l'amélioration du fonctionnement des marchés du travail et du capital – et non par la planification gouvernementale ou le contrôle de la production privée, des salaires et des prix ». Une nouvelle version fut donc négociée, version du projet de loi que la grande presse (*New York Times*, *Washington Post*, *Business Week*, *Newsweek*, etc.) considéra comme une coquille vide. « Hubert Humphrey décéda au début de 1978 et le projet de loi devint [alors] un monument » en son honneur. Adopté à la fin de l'année par le Sénat, son contenu avait néanmoins été à nouveau diminué : il couplait dorénavant les notions de lutte à l'inflation et de budgets équilibrés²⁵¹

à l'objectif du plein emploi, notamment, et s'intitulait Full Employment and Balanced Growth Act (c'est-à-dire loi visant le plein emploi et une croissance équilibrée financièrement). Hawkins et Humphrey avaient pourtant proposé au départ que la Maison-Blanche soit dorénavant « tenue de proposer un vaste programme de croissance économique et de chute du chômage » ; les chambres votèrent en fin de course un texte « requérant seulement que le président avance des objectifs sur cinq ans, non contraignants et non exécutoires²⁵² ».

Si l'objectif du plein emploi n'avait jamais obtenu aux États-Unis le statut qu'on lui reconnut au sortir de la guerre dans les autres pays développés, le sort réservé au projet Hawkins-Humphrey se trouvait à confirmer ce creux, plutôt qu'à ouvrir un territoire nouveau de droits sociaux. La nature des groupes et des organisations ayant fourni la base de soutien à cet ambitieux projet se trouve, d'elle-même, à donner la signification sociale de cette conclusion. Le mouvement syndical avait annoncé trois grands objectifs politiques lors de l'entrée en fonction de l'Administration Carter : la réforme de la loi du travail, l'assurance maladie et l'adoption du projet Hawkins-Humphrey. Le déclin du pouvoir social et politique du mouvement ouvrier, déjà visible par la baisse du niveau de ses effectifs, se manifestait au grand jour, pour la première fois avec cet éclat. Et toutes ces défaites, devons-nous rappeler, furent subies en dépit de l'amenuisement radical du contenu d'origine de la réforme de la loi du travail voulue ou du projet dit de plein emploi, et même d'ententes qu'on crut fermes avec Carter au sujet d'un régime d'assurance maladie ; qui plus est, tout cela dans une situation de domination politique du Parti démocrate à la présidence, au Sénat et à la Chambre des représentants. Voilà le contexte qui amena la colère de Meany et d'autres dirigeants de premier niveau et Douglas Fraser à tirer le constat que le patronat venait de renier le délicat équilibre consensuel qui existait entre lui et le monde du travail, au profit de l'ouverture d'une guerre de classe unilatérale.

Ce qui ressort pourtant de ce type de réactions, ce n'est pas qu'elles seraient injustifiées, mais plutôt, ainsi que l'écrivit A.H. Raskin pour le *New York Times* que, « ce qui irrita au plus haut point le syndicalisme, aussi surprenant que cela puisse paraître, ne fut pas la trahison des politiciens qui avaient accepté son argent lors des élections. Ce fut la défection vers le camp des anti-syndicaux de nombre de présidents-directeurs d'entreprises parmi la liste des 500 du [magazine] *Fortune* – des hommes que les syndicats en étaient venus à voir comme des alliés [parce que, durant toute une époque,] le patronat avait pu s'accommoder d'organisations constituant une grande force de stabilité [dans les entreprises]. En retour, le patronat avait fourni le cadre principal du recrutement pour un syndicalisme à bout de souffle²⁵³ ». Voilà bien un positionnement de faiblesse et de désarroi qui témoignait du côté du mouvement

syndical de l'illusion d'avoir pu soustraire les rapports sociaux de la dynamique historique de leur conflictualité.

Un des dirigeants ouvriers qui envisagèrent néanmoins une riposte immédiate de nature politique fut Douglas Fraser. On a vu plus haut qu'il s'était retiré des organismes de collaboration avec le patronat et le gouvernement devant la nouvelle attitude du patronat, qu'il dénonça le plus nettement. Le bureau de direction des UAW lança bientôt une invitation générale à la tenue d'une conférence nationale des forces progressistes du pays pour octobre 1978. Cette vaste réunion (elle rassembla en effet plus de cent organismes syndicaux, populaires, de lutte pour l'égalité raciale, de femmes, etc.) devint le congrès de formation d'une fort représentative Progressive Alliance (alliance de progrès ou alliance progressiste), organisation se définissant comme front commun d'action politique. L'état d'esprit durant cette réunion s'avéra très militant, les délégués affichant un enthousiasme et un espoir tels qu'ils contrastaient visiblement avec le désenchantement des deux années de la présidence Carter qui s'achevaient. Les UAW faisaient valoir qu'il fallait modifier le bipartisme en rendant « les partis politiques responsables [*accountable*, comptables de leurs actes], des partis axés sur les enjeux [que devait affronter la société] et soumis au respect des engagements de la plateforme [partisane]²⁵⁴ ».

On aura compris que la critique sous-jacente à ces buts procédait de l'expérience que l'on vivait alors avec les démocrates ; et l'on notera que la réforme du bipartisme mise en avant correspondait, point par point, à celle que nous avons présentée antérieurement avec l'exposé du point de vue compris dans le vieux document *Toward a More Responsible Two-Party System* de l'American Political Science Association. Elle trouvait évidemment aussi ses origines dans l'histoire même du mouvement ouvrier américain, en particulier l'histoire politique des UAW, quand Reuther voulait agir pour que le bipartisme se renouvelle en mettant de côté l'idée du parti attrape-tout au profit d'un face-à-face fondé sur une claire opposition entre le conservatisme et le libéralisme. Il fut explicite dans la position des UAW que la réforme envisagée se ferait, pour les progressistes, avec et par le Parti démocrate, dont la caractéristique récemment affirmée d'organisation de membres depuis les réformes de son fonctionnement interne entreprises avec le travail de McGovern (*membership organisation*, organisation fondée sur la participation active des membres) permettrait de corriger le cours. Il convient de le souligner parce que l'expérience alors négative de l'hégémonie démocrate ramena aussi l'idée d'un Labor Party, que ses promoteurs considérèrent comme une solution de rechange à la démarche d'ensemble de la Progressive Alliance. Ainsi, le vice-président général du syndicat des machinistes, George Poulin, « critiqua l'Alliance [précisément] parce qu'elle espérait réformer le Parti démocrate »... En tout état de cause, le

succès de la rencontre d'octobre 1978 convainquit Fraser et l'équipe dirigeante des UAW de convoquer formellement un congrès de lancement officiel de la Progressive Alliance, que l'on tint le 15 janvier 1979. Sa déclaration de principes s'en prit à la fois aux républicains et aux démocrates, dont les partis «refusent de servir d'instrument à l'atteinte de la justice économique et sociale»; la nouvelle organisation allait ainsi devoir agir «à l'intérieur et à l'extérieur des partis²⁵⁵», mais, pour l'activité électorale, le véhicule retenu restait le Parti démocrate.

Les interventions qu'entama l'alliance ne furent pas nombreuses, en particulier si l'on considère des types d'actions qui auraient engagé un grand nombre de syndiqués en des campagnes suivies contre des employeurs partisans de la guerre de classe unilatérale. Mais, en prévision du congrès démocrate de 1980, l'activité fut plus intense. Sa plateforme mit en avant, par exemple, la nécessité d'une «assurance maladie nationale, d'une surveillance publique des fermetures d'usines par le patronat et de la planification d'une politique industrielle nationale sous la gouverne du monde patronal, du mouvement syndical et du gouvernement²⁵⁶». Elle proposa au congrès un document intitulé *Economic Bill of Rights*, inspiré du projet qu'avait avancé Roosevelt en 1944; en 1980, le projet voulait, comme son prédécesseur, garantir à tous les citoyens les moyens d'une existence décente, le droit à l'emploi, donc aux soins de santé, à un logement décent, à une éducation de qualité, en tant que droits publiquement garantis. La Progressive Alliance voulut que ce projet soit inclus dans la plateforme électorale, ce que le congrès lui refusa. Le congrès accepta par ailleurs sa proposition de créer une commission d'étude qui se pencherait sur le problème du respect par les porte-paroles du parti et ses élus des orientations et des points de plateforme officiellement adoptés. Mais, souligne Andrew Battista, la Progressive Alliance disparut avant même que le comité mis sur pied par le parti à cet effet ait remis son rapport. De toute façon, conclut Battista, ledit rapport fit à peine deux pages et se contenta de réitérer des généralités, sans portée véritable²⁵⁷...

La Progressive Alliance avait été lancée dans un esprit frondeur, pour tenir tête à un patronat qui, dans ses secteurs décisifs, semblait s'orienter selon le désir d'avoir les coudées franches face au syndicalisme, c'est-à-dire, comme l'avait souligné Fraser, un patronat qui manifestait sa volonté de remettre en cause, et à la baisse pour le syndicalisme, les arrangements plus ou moins formellement conclus avec celui-ci. Préventivement en quelque sorte, ou dès les signes initiaux de cette volonté, Fraser avait voulu mettre en garde les employeurs, peut-être leur donner une leçon. Même chose en ce qui avait trait au Parti démocrate et, singulièrement, à la présidence de Jimmy Carter. Mais la crise de la production industrielle frappa de plein fouet l'industrie

automobile, la compagnie Chrysler faisant directement face à la menace d'une faillite en 1979. Chrysler employait 140 000 salariés, membres du syndicat de l'automobile. Voilà, selon Terry Herndon, qui était directeur général de la Progressive Alliance, qui amena la direction Fraser des UAW à engager avec la compagnie une campagne de lobbying auprès des élus afin que Chrysler obtienne des garanties fédérales sur ses emprunts; du fait même de cette dynamique de coopération, pense Herndon, voilà aussi qui «servit à modérer, et même à inverser, sa rhétorique antipatronale». En coalition avec les trois grands de l'automobile aux États-Unis, les UAW demandèrent bientôt par lobbying des «quotas» contre les importations japonaises d'automobiles. Chez Chrysler, on consentit dans le même mouvement de fortes concessions salariales à la compagnie, en échange desquelles le syndicat obtint un poste au sein du conseil d'administration de la compagnie. Les conditions pesant sur l'activité syndicale transformaient les cadres de l'emploi. En «1980, huit des principaux syndicats de la [Progressive] Alliance et des compagnies importantes des industries de base formaient la Labor-Industry Coalition [coalition syndicale-patronale] for International Trade, qui voulait des politiques commerciales plus dynamiques et une application plus rigoureuse des lois régissant le commerce entre pays; de même, [on demandait] des aides fédérales à l'industrie afin d'améliorer la position concurrentielle du pays sur les marchés internationaux²⁵⁸».

Évidemment, la crise de l'emploi et de l'action syndicale faisait mal, comme un coup dans l'estomac; elle fit régresser très vite la volonté de nature classiste de s'en prendre au patronat qu'avait exprimée Fraser et que symbolisait la création de la Progressive Alliance. Le chômage et la peur du chômage constituent des facteurs directs d'un affaiblissement de l'action de classe, en temps normal ou au début d'une apparition massive de ces phénomènes. Et l'institution syndicale américaine, même dans ses secteurs les plus libéraux et actifs, ne possédait spontanément ni les instruments ni le programme en mesure de faire face à la situation nouvelle. Dans le rapport que soumit l'exécutif de l'AFL-CIO au congrès de la centrale en 1977, la section sur l'économie et le commerce international, d'un niveau très élevé, mettait en avant quinze propositions à la fois pour amener un roulement plus satisfaisant de l'économie intérieure et pour la mieux protéger des assauts souvent déloyaux, jugeait-on, des autres pays. La quatorzième de ces propositions nous paraît précisément illustrer la difficulté qu'entraînait le caractère incomplet de l'élaboration de programme. Cette proposition disait en effet: «Il est nécessaire que soit réalisé un examen complet et à grande échelle [d'une commission] du Congrès afin que celui-ci et le public prennent connaissance de tels phénomènes procédant du développement [actuel] de l'économie que les fusions d'entreprises, les relations d'interdépendance entre les grandes compagnies et les banques, leur

domination sur des éléments-clés de notre économie nationale, leur effet sur les prix et la position concurrentielle de l'Amérique dans l'économie mondiale, et leurs répercussions sur les collectivités américaines et les institutions démocratiques. Une connaissance détaillée [de tout cela] est essentielle pour l'adoption de politiques gouvernementales appropriées²⁵⁹. »

Pour saisir la pleine signification de cette proposition, il faut se rappeler qu'en 1976-1977 fort peu de gens exposent des conceptions analytiques relevant de ce que l'on étudiera par la suite avec les notions de crise du fordisme, et encore moins sous le terme de « néolibéralisme ». De la situation dite de stagflation, la présidence conclut au besoin de compressions budgétaires et de mesures fiscales soutenant la valeur du dollar, le syndicalisme au besoin contraire de politiques budgétaires et fiscales d'accroissement des revenus, de relance de l'emploi, d'élargissement de l'intervention économique de l'État. Rétrospectivement, on voit clairement le passage à une nouvelle époque que favorisent les mesures gouvernementales, cependant que le monde syndical et populaire n'en perçoit certainement pas à l'époque l'envergure. Mais on sent bien de ce côté malgré tout que le monde change, et l'AFL-CIO souhaiterait que le Congrès, grâce à ses moyens énormes, soumette une analyse de fond qui permettrait de s'orienter en meilleure connaissance de cause.

Sur le moment, le syndicalisme va chercher à maintenir ce qui était, puis à le rétablir. Paradoxalement, cette position exigera des orientations qui, en dépit de quelques expériences passées du même type, seront neuves par leur ampleur et par les syndicats qui les pratiquent. Car, sauver l'emploi et les formules de la représentation syndicale en faisant front avec les employeurs pour sauver les entreprises, tout en acquiesçant à des demandes de diminution des conditions de travail et de revenu, voilà qui mettrait en cause, politiquement et économiquement, la nature revendicatrice de l'action syndicale. Dans ce cadre, et très vite, il parut évident que la volonté militante manifestée par la création de la Progressive Alliance et les attentes sociopolitiques des groupes qu'elle avait réunis s'accordaient mal avec les principes d'une collaboration patronat-syndicat, même si on ne la concevait que temporaire. La Progressive Alliance disparut officiellement le 15 avril 1981²⁶⁰, sans qu'ait porté véritablement la leçon qu'avait voulue donner Douglas Fraser au patronat...

iv. LES PROBLÈMES DE L'ENTREPRISE CHRYSLER, LES DEMANDES DE CONCESSIONS ADRESSÉES AUX SYNDIQUÉS

Ce qui porta bien davantage, cependant, fut la crainte qu'inspira la menace d'une faillite de Chrysler et des dizaines de milliers de mises à pied qu'elle entraînerait; ce fut aussi la nature de l'intervention que mit alors en

pratique le syndicat de l'automobile, manifestant le désarroi et, très certainement, l'absence de confiance en ses moyens de victoire. L'industrie de l'automobile américaine, les « trois grands », dont Chrysler, les entreprises qui leur étaient connexes et celles avec lesquelles ils avaient des ententes de sous-traitance personnifiaient la force de l'économie industrielle du pays et le centre de l'organisation syndicale repère de la classe ouvrière, né de l'explosion sociale des années 1930. On comptait toujours quelque 180 000 contrats collectifs aux États-Unis à ce moment et les « cols bleus » constituaient toujours 80 % des travailleuses et travailleurs syndiqués. Mais on voyait bien qu'il y avait « chute des emplois dans les secteurs classiques d'implantation syndicale²⁶¹ ».

Chrysler sera (relativement) sauvée; pourtant, la manière, les coûts et certains des résultats de ce sauvetage laisseront pour une part un goût amer. La majeure partie des installations de Chrysler étaient situées à l'intérieur des limites de Detroit ou dans les environs immédiats de la ville; la compagnie s'avérait le principal employeur et le principal contribuable de l'agglomération. La direction de Chrysler, a estimé le professeur et journaliste B.J. Widick à l'époque, se révélait absolument incapable d'avancer quelque plan prometteur de redressement et de relance de la compagnie. Au nombre des conditions difficiles auxquelles faisait face l'industrie automobile des États-Unis, Widick ajoutait la très faible performance du management d'ensemble de ce secteur – singulièrement quant aux types de produits qu'elle mettait en marché.

La direction des affaires de Chrysler fut alors confiée à Lee Iacocca, venu de Ford. Il obtint de Fraser des engagements de révision à la baisse des conditions négociées par les UAW, cependant que l'Administration Carter consentit à une garantie d'emprunt: en tout et pour tout, jugea B.J. Widick, un véritable cas d'espèce de l'aide à une entreprise parasitaire (*corporate welfare*), dont tout le monde se félicita, même si tous les intéressés n'en profitèrent pas de la même façon. Iacocca remplit son mandat de main de maître, et les activités de la compagnie s'avèrent éventuellement à nouveau profitables. Il reçut en contrepartie de ses efforts et de ses succès quelque vingt-cinq millions de dollars en 1986; le gouvernement fédéral retira 311 millions sur ses garanties de prêt, cependant que crédateurs, actionnaires et banquiers gagnèrent énormément de ce que le taux préférentiel des actions [...] de Chrysler passa en une année de 3,50 \$ à 18 \$. Mais tous et toutes « ne s'en tirèrent pas aussi bien²⁶² ».

Comme l'écrivit à l'époque Robert Reich, professeur à Harvard et futur ministre du Travail du président Clinton, « l'intervention ne défendit pas les plus vulnérables [...]. Ce ne sont pas les employés col-bleu qui profitèrent le plus du sauvetage, mais les actionnaires, les dirigeants, les prêteurs, les consultants, les lobbyistes, les avocats – tous relativement riches. Dans l'ensemble, les

travailleurs de Chrysler s'en sortirent mal, si on les compare à ces autres groupes. Malgré la renaissance fort remarquable de la compagnie, en 1984 ses effectifs américains [...] sont toujours réduits d'un tiers eu égard à ce qu'ils étaient en 1979²⁶³».

Un grand nombre de pertes d'emplois donc, malgré la relance de la compagnie, et un niveau de concessions tout aussi important. Dans la loi qui permit la garantie d'emprunt, le Congrès de Washington avait d'ailleurs tenu à établir le calcul de ces concessions : « 462,2 millions de dollars [en diminution] de salaires et d'avantages sociaux », auxquels on ajoutera plus tard l'exigence d'une réduction supplémentaire des salaires de 1,15 \$ l'heure²⁶⁴. Qui plus est, ce règlement entraînait directement en contradiction avec l'objectif du modèle, du contrat type que les UAW avaient depuis longtemps imposé aux trois grands du secteur de l'automobile; avec le règlement auquel Fraser s'associait chez Chrysler, il y avait dislocation dudit modèle, qui avait garanti que la concurrence entre les entreprises ne se fonde pas sur une accentuation, par exemple, des efforts exigés de la part des travailleurs ou sur la base de niveaux de rémunération et d'avantages différenciés... Ce modèle, qui avait dû être gagné évidemment, garantissait en quelque sorte l'unité de front syndical lors des négociations de contrats de travail et instituait en un ensemble les travailleurs du secteur de l'automobile. En d'autres mots, ce modèle, ou le modèle unique, apparaissait à la fois comme gage de gains et axe de constitution de la classe ouvrière en un tout spécifique et uni. L'abandon du modèle unique affaiblit donc aussi bien la situation socioéconomique des syndiqués en tant qu'individus et leur positionnement collectif dans les rapports de pouvoir. « Ford et General Motors demandèrent alors des concessions similaires quand leurs conventions collectives vinrent à échéance en 1982²⁶⁵. »

L'élément premier qui avait amené les syndiqués à accepter les concessions procédait de la peur, de la crainte de perdre son emploi. Aux États-Unis, cette crainte s'avère d'autant plus pesante que la protection sociale est largement déterminée dans le cadre de la relation salariale, elle n'est pas *indépendante* du patronat. En d'autres mots, si on perd l'emploi, on perd beaucoup plus que le salaire; cette condition gruge obligatoirement la capacité de résistance. Habituellement, les concessions sont avalisées en échange précisément d'une promesse de maintenir le niveau des effectifs employés, ou un certain niveau de ces effectifs. Cela peut supposer, par exemple, une promesse patronale d'utiliser les ressources ainsi retenues à des fins de modernisation (investissement-réinvestissement) d'installations menacées de fermeture partielle ou complète. Dans un tel cadre, le syndicat se trouve à inscrire son action dans la logique de l'investissement privé, il la définit par son association explicite à la recherche du profit de l'entreprise, du profit privé. Les syndiqués prennent

donc sur leurs revenus de vie des sommes qu'ils consentent à l'entreprise pour son investissement, dont le succès est mesuré selon les balises du profit privé – seul gage d'une relance possible de ses activités. Tous ces éléments, s'ils étaient poussés au terme de cette logique, mèneraient à la dissolution dans le projet patronal du caractère socialement distinct des organisations ouvrières. Et cela entraîne déjà, même si c'est inconsciemment et implicitement, une justification virtuelle des mises à pied lorsque le profit n'est pas au rendez-vous, ou insuffisamment. De manière incontournable, il s'agit d'une position de repli du syndicalisme, que le spécialiste des relations industrielles Charles Craypo présente comme le « déclin du pouvoir syndical de négociation » (*The Decline of Union Bargaining Power*²⁶⁶), un déclin dont il montre que le processus est alors profondément engagé.

Ces phénomènes vont s'accélérer et s'approfondir durant les années 1980-1990, mais il convient de signaler qu'ils font leur apparition dans la décennie 1970-1980, lorsque des centres traditionnellement très solides (la construction) et des centres militants (les UAW dans le secteur de l'automobile) du syndicalisme sont touchés et fortement diminués. Bientôt, d'ailleurs, comme cela avait été le cas pour GM et Ford devant ce qu'obtenait Chrysler, les demandes de concessions viendront, sans « distinction », de compagnies profitables et de compagnies non profitables. « En 1983, le tiers de tous les travailleurs couverts par de nouveaux contrats étaient frappés de réduction de salaire ; dans l'acier, le transport aérien et l'emballage des viandes, ces [réductions] s'élevaient de 10 % à 20 % la première année²⁶⁷. » Ces composantes nouvelles de la donne sociale connaîtront, avec d'autres de nature semblable, leur plein déploiement durant les présidences de Ronald Reagan.

v. L'IMBROGLIO NEW-YORKAIS ; LA PRÉSIDENTE CARTER ET L'IDÉE D'UN NATIONAL ACCORD

Mentionnons, comme beaucoup d'auteurs, que le meilleur exemple de ce coalitionisme du syndicalisme avec l'employeur, pour sauver le cadre du travail et éviter les mises à pied, ne fut pas d'abord celui des concessions ouvrières dans le domaine de la construction ; ce fut celui de l'orientation des grands syndicats de la ville de New York au moment de la crise fiscale qui menaçait de paralyser celle-ci au milieu de la décennie 1970-1980. New York, un château fort du syndicalisme et des coalitions populaires souvent gagnantes dans les courses à la mairie ; une ville « sociale-démocrate », selon la caractérisation de Joshua B. Freeman, avant cette crise fiscale : avec son régime d'hôpitaux publics, d'éducation gratuite – y compris l'enseignement collégial et universitaire avec l'immense système d'établissements regroupés au sein de la City University of

New York (CUNY) –, le contrôle des loyers, les bas frais de transport collectif, des services sociaux avancés, un secteur public développé et fier, fortement syndiqué, etc. Mais une ville, aussi, souffrant profondément alors de la récession mondiale et de la transformation déjà engagée de sa vie économique traditionnelle, deux éléments qui, se conjuguant, firent disparaître entre 1969 et 1977, évalue Freeman, quelque 600 000 emplois, 16 % du nombre total dans la ville, la majorité relevant de la production de biens. La population diminua, passant d'environ 7,9 millions en 1970 à 7,1 en 1980; le taux de chômage passa de 5 % en 1970 à 8,5 % à la fin de 1974 et à 12 % au milieu de l'année 1975. À cela s'ajoutait le coût des gains sociaux plus élevé que cela était généralement le cas ailleurs au pays et d'une main-d'œuvre municipale ayant été en mesure par ses mobilisations de mériter des conditions de salaires et de travail relativement enviables²⁶⁸.

Car, dans un contexte américain majoritairement étranger aux rapports de forces et aux sensibilités sociales que supposaient ces données, la municipalité ne pouvait compter sur des apports significatifs en ressources provenant du gouvernement fédéral pour assurer ses services publics. Ces conditions étaient d'autant plus difficiles que la restructuration de la vie économique et la récession mondiale se combinaient pour accroître les besoins en aide sociale, mais diminuer les rentrées financières. Si, du temps du président Johnson, les dépenses et les programmes de développement social de la grande société avaient contribué à alléger le coût de politiques et de services sociaux de la municipalité, il en allait fort différemment en 1974-1975, alors que le président Ford annonça son entière opposition à tout plan de sauvetage financier de la ville. Sa position était synthétisée de manière combien expressive par la une, couvrant toute la page frontispice du *New York Daily News* le 30 octobre 1975 : « Ford to City: Drop Dead » (c'est-à-dire : va au diable!, « tombe raide morte », « écrase-toi! »). Ford s'en prit alors explicitement à la gratuité des programmes de la City University, au système hospitalier municipal, à la méthode utilisée par la ville pour gérer ses finances et aux conditions de travail et d'emploi de ses employés : salaires, avantages sociaux et pensions. Les politiques et les orientations sociales de même que le statut des employés de la municipalité furent au centre des projets de réforme (très à la baisse) que financiers et politiciens conservateurs mirent alors en avant pour sauver New York. Le vice-président Nelson Rockefeller avait déjà, quand il était gouverneur de l'État de New York et en dépit de son positionnement idéologique plus libéral que celui de Gerald Ford, tenté d'imposer des frais de scolarité à la CUNY²⁶⁹.

Ce qui fut appelé la crise fiscale de la ville de New York se manifesta au milieu de la décennie 1970-1980, quand la métropole américaine fut sur le point d'être en défaut de paiement sur sa dette et, éventuellement, de faire face

à une situation de faillite. New York eut besoin à l'automne 1974 et à l'hiver 1975 d'emprunter près de cinq milliards de dollars, une somme colossale. Les banques et les maisons de courtage cherchaient plutôt, compte tenu de la situation des finances municipales, à quitter le champ de ses obligations. Ces grandes firmes et les « leaders [de fait] de la communauté financière de la ville » se formèrent alors en un comité privé visant à conseiller les autorités publiques sur la meilleure recette pour solutionner, avant qu'il soit trop tard, l'impasse dans laquelle se trouvaient les finances de la municipalité. Pour ramener la confiance des financiers, Joshua B. Freeman souligne que le comité proposa quelques réformes de nature technique, « [m]ais que dès le départ [il] mit aussi l'accent sur la nécessité de mesures d'austérité, dont le gel ou la réduction des effectifs municipaux [...] la réduction des services », etc. Mais rien n'y fit, surtout que les premières mises à pied occasionnèrent des remuements menaçants parmi les employés. La menace du défaut de paiement s'accrut d'autant, et c'est à ce moment que les autorités municipales firent notamment appel à l'aide fédérale, une démarche dont on connaît le résultat²⁷⁰.

Le gouverneur démocrate de l'État de New York, Hugh Carey, s'entoura alors d'une équipe réduite de financiers, grâce à laquelle il espéra arriver à une solution à la crise fiscale de la municipalité de New York et à l'élaboration d'un plan de restructuration de ses finances, dépenses et recettes, pour l'avenir. Des travaux de cette équipe, travaillant « en consultation avec les banques », surgit la formation d'une Municipal Assistance Corporation responsable de rassembler les sommes dont avait besoin la ville, si elle jugeait que les édiles municipaux s'acquittaient correctement du mandat de réforme qu'on leur dictait. Le maire de New York, à ce moment, avait déjà entrepris un sévère programme d'austérité, dont le report d'une augmentation des salaires des employés municipaux due le 1^{er} juillet ou la mise en vigueur de mesures susceptibles de rapporter des sommes d'argent équivalant à cette augmentation (comme des journées chômées non payées). Ces politiques, ajoutées au rôle de supervision très étendu sur les décisions des autorités de la ville confié à la Municipal Alliance Corporation, semèrent évidemment le mécontentement du côté des syndiqués ; un Municipal Labor Committee (MLC), rassemblant l'immense majorité des groupes syndiqués de la municipalité, apparut ainsi afin de coordonner des actions de résistance. Ces actions seront très suivies et les services municipaux connaîtront de fortes perturbations, cependant que les banques seront explicitement prises à partie. Ces actions impressionnèrent réellement les banquiers – qui n'en accentuèrent pas moins, en des forums réservés, leurs exigences : il devint toujours plus évident qu'outre les conditions d'emploi des travailleurs municipaux on entendait aussi forcer une diminution des services

publics à la portion congrue dont devaient se satisfaire la plupart des autres régions du pays²⁷¹.

Cela dit, tous les auteurs ne jugent pas que les difficultés financières de New York venaient du niveau comparativement élevé (à l'échelle américaine) de ses politiques sociales et du réseau de services publics qu'elle s'était donné. Dans un livre où il se pencha sur la « crise fiscale » dont fut accablée la ville, Kim Moody expose plutôt, en plus des conditions de récession et de transformation de l'économie, que le poste budgétaire des « contrats pour l'achat de fournitures et de biens d'équipement public – lieu privilégié de l'assiette au beurre [*pork barrels*], a augmenté de quelque 620 % entre 1961 et 1975 et l'intérêt sur les dettes [...] d'environ 350 %; ensemble, ces deux postes totalisent des [dépenses de] 3,1 milliards de dollars en 1975, le quart du budget tout entier » de la ville. Par ailleurs, soutient-il, les syndicats en vinrent à accepter trop facilement l'idée qu'un « défaut de paiement entraînerait [automatiquement] la faillite complète » de la municipalité, éventualité qui mettrait en cause « le régime de retraite des employés, [...] la négociation collective » et provoquerait un nombre imprévisible de mises à pied. Voilà pourquoi, après de premiers heurts entre les syndicats et les autorités publiques et privées, on adoptera des conduites plus conciliantes²⁷², malgré les dissensions internes qu'alliaient susciter ces conduites.

Les mesures d'austérité furent sévères, mais dans la plupart des cas finalement acceptées après modulations et aménagements négociés avec les syndicats des divers groupes d'employés. Au mois d'août 1975, le gouverneur Carey créa par loi un Emergency Financial Control Board (EFCB) qui accrut le contrôle du monde de la finance sur les budgets, les revenus et les dépenses de la ville. Au cours de l'été, les développements s'accéléchèrent, d'ailleurs, par exemple avec la mise à pied de plus de 8 000 enseignants et membres du personnel paraprofessionnel des écoles; le chaos qui en résulta lors de la rentrée en septembre amena le syndicat des enseignants à une grève de cinq jours, dont le résultat ne fut guère satisfaisant cependant... Dans le projet de loi initial de création de l'EFCB, il était prévu que ce bureau soit aussi investi du pouvoir de rejeter les contrats de travail qui lui sembleraient contrevenir au besoin de restauration des finances municipales. Mais, sûrement par crainte de susciter une grogne massive parmi les bases syndiquées, dont les conséquences auraient pu s'avérer menaçantes pour l'ensemble de la démarche que suivaient les autorités, le gouverneur Carey voulut obtenir l'appui des dirigeants syndicaux. Ceux-ci soutinrent finalement (*endorse*) le projet en échange du maintien de la négociation collective et que les réductions de personnel seraient effectuées par attrition avant que l'on songe à des mises à pied. On acceptait ainsi la supervision sur la conduite des affaires publiques de la métropole d'un comité non élu

dominé par le monde de la finance ; par le fait même, on se trouvait à avaliser les mesures dites d'austérité, qui incluaient obligatoirement des concessions des membres des syndicats municipaux. À terme, quelque 50 000 mises à pied furent effectuées. En échange d'une certaine manière de son aval à cette orientation, Victor Gotbaum, qui dirigeait le syndicat le plus important des employés de la municipalité (la puissante section locale 37 de l'AFSCME), fut nommé membre de l'EFCB²⁷³.

Pourtant, rien n'y fit. Les banques et les maisons d'investissement ne manifestèrent aucun intérêt pour les obligations municipales ou pour engager de leurs ressources dans un effort véritable, à la hauteur des besoins, de sauvetage financier de la ville. À nouveau, on se tourna du côté des syndicats, cette fois pour qu'ils puisent dans leurs fonds de retraite les sommes (colossales) qui permettraient de remettre sur ses rails le fonctionnement financier de la métropole. Déjà, à la fin de l'été 1975, les fonds de retraite des travailleurs de l'État et de la ville de New York avaient consenti à acheter pour 750 millions de dollars de ces obligations. Les fonds de retraite des employés de la ville comme tels s'élevaient alors globalement à quelque huit milliards de dollars, une caisse dont l'attrait pour les autorités publiques grandissait continuellement, le secteur privé et les autorités fédérales ne semblant définitivement pas prêts à s'engager financièrement. D'une certaine manière, les caisses de retraite syndicales seraient finalement la source première mise à contribution, et cela au moment où la municipalité se pliait aux orientations de l'EFCB en mettant à pied, notamment, 13 500 salariés, et dans un cadre où les syndicats nommaient la moitié des fiduciaires administrant la majorité des caisses de retraite. Il fallait absolument, par-delà les récriminations et les résistances des dissidents, convaincre les hauts dirigeants d'associer en quelque sorte les finances accumulées de la retraite des membres au sauvetage d'un régime municipal qui imposait en même temps aux syndiqués la réduction des effectifs et la diminution des droits et des acquis²⁷⁴.

En « fin de course, les chefs syndicaux municipaux acceptèrent d'investir 2,5 milliards de dollars des caisses de retraite » dans les finances de la ville, pour une durée de deux années et demie. Évidemment, il n'y avait pas de garantie que cet effort sauverait effectivement les finances municipales ; le secteur privé ne s'était d'ailleurs pas trompé, et ce furent les fonds de retraite qui assumèrent le risque. Sur le coup, les hautes directions syndicales considérèrent que ce risque était justifié, l'investissement permettant de fait d'assurer la solvabilité de la métropole, donc la solvabilité à terme du système des pensions. Mais, deux décennies plus tard, le « conseiller technique clé et le stratège en chef » des syndicats lors de cet épisode du sauvetage des finances de New York évalua que, ce faisant, le syndicalisme s'était lancé dans un « coup de dés absolument

merdique pour l'actif de la caisse de retraite de 350 000 employés»: on mettait en danger et on soumit l'actif à des taux de rendement probablement inférieurs, faut-il conclure, à ce qui aurait pu être obtenu, ou alors ledit acteur-clé jugeait que le syndicalisme aurait dû se servir de son investissement pour se ménager un pouvoir plus grand sur la conduite des affaires municipales... Mais, en tout état de cause, sa remarque permet de souligner que le mouvement ouvrier organisé décida d'œuvrer à la résolution de la crise fiscale par une approche corporatiste, se définissant comme partenaire d'un régime établi de rapports sociaux, par lequel il entrevoit la défense des intérêts des syndiqués et sa propre existence. Il apparaît évident qu'au sein de cette dynamique des membres de l'appareil dirigeant des syndicats trouvent leur compte personnel à s'associer ainsi à la gestion supérieure des affaires publiques²⁷⁵. Mais on ne peut se satisfaire de cette simple prise en compte pour expliquer leur décision.

Car, alors même qu'étaient négociés ces arrangements (et que la municipalité poursuivait ses mesures de compression budgétaire), Albert Shanker, le président de la très puissante section new-yorkaise du syndicat des enseignants affilié à l'AFL-CIO, refusait explicitement une option de rechange militante à celle de la conciliation et du corporatisme en déclarant: « Une grève générale est une arme politique associée aux syndicats communistes d'Europe. Pour nous, il serait irresponsable d'utiliser cette arme. » Gotbaum avait également rejeté cette possibilité, position qui devenait celle du Municipal Labor Committee²⁷⁶. À notre connaissance, les mouvements de dissidence dans les syndicats municipaux n'étaient pas encore venus à se rassembler autour du mot d'ordre d'une grève générale quand fut énoncée cette position des hauts dirigeants. Celle-ci avait donc, à notre avis et à ce moment, valeur préventive. Mais la référence à la notion de grève générale laisse aussi supposer l'envergure que devrait prendre alors une action de combat pour obtenir victoire contre les claires dispositions des élites bancaires et politiques, l'envergure d'un programme politique de remplacement et de l'organisation d'une lutte résolue. L'issue n'en aurait pas été écrite d'avance, mais les états-majors syndicaux n'avaient pas l'intention de se lancer dans une telle entreprise, de toute façon, arc-boutés plutôt à la sauvegarde de ce qui était. Ajoutons qu'ils n'auraient jamais cru, non plus, aux chances de succès d'une telle action.

Globalement, les syndicats obtinrent effectivement en échange que les effectifs d'employés municipaux soient principalement réduits par attrition plutôt que par des mises à pied; encore qu'on dut se faire à des dizaines de milliers de renvois purs et simples, tout en se soumettant au contrôle du Financial Board sur les contrats collectifs. En 1977, le président Carter vint à l'aide de la ville de New York, cependant que le partenariat entre les syndicats, le monde des affaires et les autorités publiques se maintint jusqu'en 1981, quand

le maire démocrate Koch se lança dans une nouvelle ronde de mesures d'austérité. Entre temps, la crise fiscale avait aussi entraîné, notamment, l'instauration de frais de scolarité à la City University of New York, une conclusion modifiant directement et, ô combien symboliquement, le régime sociopolitique particulier de la ville²⁷⁷. Cette dimension doit être explicitement mise en exergue, parce que le rôle du syndicalisme dans la ville participait de ce régime particulier, qui fut également une victime des péripéties de 1974-1977. À cet égard, la perspective corporatiste dans laquelle s'inscrivirent les états-majors syndicaux put servir, du fait de l'arme des caisses de retraite, à protéger le cadre institutionnel de l'existence du syndicalisme et, finalement, celui des contrats collectifs. Selon une vision, pourtant, qui les faisait se considérer, plus qu'auparavant, tel un intérêt particulier...

Stanley Aronowitz a tenu déjà à faire remarquer que, durant ces années de crise fiscale, « les banques et les sociétés immobilières n'ont jamais offert de renoncer aux mesures de prorogation substantielles des coûts de l'imposition dont elles jouissaient afin de contribuer » au renflouement des finances de la municipalité, pas plus que les « grandes firmes dont les sièges sociaux se trouvent à New York n'ont proposé de hausser le niveau de leurs taxes municipales ». Ce fut « plutôt aux syndicats que l'on demanda de commettre une partie de leurs fonds de retraite, de repousser des augmentations de salaire et d'accepter un nombre considérable de mises à pied et de compressions dans les services ». Une conclusion d'ensemble dont les composantes témoignent de ce que Joshua B. Freeman a voulu exprimer en écrivant que cet épisode particulier des années 1974-1977 a signifié « la fin du New York ouvrier » tel qu'on l'avait connu, avec ses institutions propres et ses services sociaux²⁷⁸.

L'économie mondiale sortit enfin de la récession du moment durant l'année 1977 et la reprise accéléra la transformation de l'économie new-yorkaise, vers une économie dite de services; les services se définissaient tout aussi bien par les tâches diverses d'entretien, d'hospitalité, de santé, de restauration que par les activités dans l'univers des banques et de la finance. Cette évolution structurelle, jointe à la fin du New York ouvrier ancien, produisit des phénomènes d'un type nouveau, par exemple l'accroissement très significatif des inégalités sociales – bien que ce ne furent pas là les seuls facteurs. Mais, si « en 1950 le taux de pauvreté dans la ville de New York se situait en dessous de la moyenne nationale, à 16% contre 22% », à compter de 1969 et pour les décennies 1970-1980 et 1980-1990, ce taux « fut systématiquement supérieur aux taux moyens nationaux », un écart qui s'accrut au fil des années 1980. Il a été ainsi évalué que le pourcentage des familles new-yorkaises « vivant sous le seuil de pauvreté » en 1989 s'établissait à quelque 23,2%, alors qu'il était de 13,5% à l'échelle nationale²⁷⁹. Concurrément, par ailleurs et comme

transformation supplémentaire, la composition ethnoraciale et ethnoлингistique de la métropole connaissait aussi une transformation radicale – dont nous avons tenu compte dans notre cinquième chapitre.

À ce stade du traitement de notre sujet, soulignons l'élément suivant. S'il y a un modèle commun au positionnement du syndicalisme à l'occasion de la crise chez Chrysler et de la crise des finances de la métropole, ce n'est pas que les UAW et leur président Fraser se seraient inspirés de ce qui se fit à New York (ou même des concessions contractuelles dans l'industrie de la construction), c'est plutôt que la réaction des grandes organisations se trouvait à suivre spontanément le même type d'itinéraire. L'objectif premier se définit alors par le besoin de sauver le cadre institutionnel de l'existence des organisations syndicales. Par ce cadre est comprise la promotion de l'intérêt des membres et c'est en fonction de sa perpétuation qu'on se plie, plus ou moins facilement et plus ou moins de bon cœur, à des exigences et des objectifs qui annulent des acquis et avalisent les réductions d'effectifs. Les organisations réussissent tant bien que mal à modérer et à moduler l'effet des mesures jugées nécessaires par l'employeur, privé ou public. Et comme l'illustre l'épisode des années 1974-1977 dans la métropole, la dynamique des rapports sociaux de pouvoir pèse sur ces processus, comme elle les absorbe et les inscrit dans la gouverne d'ensemble de la société : la perte d'acquis ouvriers se manifeste aussi par le recul de la préoccupation sociale et politique en faveur des petites gens dans la ville de New York. Pour compenser en quelque sorte ces éléments de régression, des membres des états-majors des syndicats plus immédiatement touchés sont associés aux bureaux de direction de firmes privées et d'agences publiques, comme un gage de représentation de leurs intérêts là où se prennent les décisions. Stratégiquement, l'employeur cherche par cette participation à éloigner les chefs syndicaux de la pression de l'éventuel mécontentement des bases des organisations, tout en comptant sur leur adaptation. En tant que telle, l'efficacité de cette stratégie s'avère variable. Ce qui ne varia cependant pas, c'est le modèle spontané de la réaction des syndicats lorsqu'ils durent affronter ces situations d'un nouveau genre. La direction Fraser n'appliqua pas le modèle new-yorkais, elle le reproduisit instinctivement, si l'on peut dire, en considérant qu'il n'y avait pas possibilité de solutions de rechange. Alors qu'on entrait dans une période de perturbations pour le syndicalisme, ce positionnement allait s'avérer quasi universel.

La situation des UAW chez Chrysler et celle des employés publics de la métropole du pays – au compte desquels on trouve les enseignants et, indirectement, les salariés de l'université municipale – tout juste auparavant, de même que le repli rapide des syndicats de la construction rendent compte non seulement du caractère transitoire de la période 1972-1982, mais aussi que la

dislocation des équilibres traditionnels se réalise maintenant effectivement. Ce moment est confirmé, porté tout aussi bien par les grandes politiques économiques de la présidence et les choix des chambres fédérales. L'histoire politique présente ainsi couramment l'année 1978 comme l'année d'un tournant marqué dans l'histoire américaine contemporaine²⁸⁰, une année séparant notamment en deux le discours officiel et les orientations publiques de la présidence Carter. Globalement, les années 1978-1980 seront ainsi vues comme le moment où « les politiciens proches des milieux d'affaires [*corporate politicians*] passèrent à l'offensive, après leurs victoires défensives » contre la réforme de la loi du travail, par exemple, et en février 1978 contre la création d'une Consumer Protection Agency (CPA; agence de protection des consommateurs), projet piloté par Ralph Nader depuis 1973, auquel il avait su rallier beaucoup d'appuis. Ainsi, « en poursuivant des initiatives bipartisanes entreprises sous les présidences de [Richard] Nixon et [Gerald] Ford, [Jimmy] Carter et le Congrès adoptèrent des lois de déréglementation entre 1978 et 1980 du transport aérien, des chemins de fer, du camionnage, des autocars (ou autobus interurbains) et de la télévision par câble. Ils s'employèrent aussi à accélérer la déréglementation des banques, des opérations sur titres et des communications téléphoniques²⁸¹ ».

La déréglementation de ces grands secteurs de l'économie contribua directement à la « désintégration » de plusieurs des « structures stables de négociation » dans les industries où s'étaient constituées des bases historiques du syndicalisme américain. Par exemple, la déréglementation du transport par camion amena rapidement l'entrée sur le marché de quelque trois mille transporteurs à bas prix, bon marché, à la main-d'œuvre non syndiquée, ne jouissant ni des conditions de travail ni de rémunération des employés couverts par l'entente-cadre que le syndicat avait réussi à imposer nationalement. Cette situation non seulement ébranlait dorénavant le rôle et la place du syndicat dans ce secteur, mais lézardait le statut professionnel et les acquis sociaux des camionneurs. Sur cette base, les Teamsters très vite seront contraints d'accepter un gel des salaires. La fin de la « réglementation » de ces secteurs rendit difficile aussi le maintien des grands modèles, surtout qu'elle ouvrait à la prise en compte de la position particulière de chaque groupe patronal, donc à la modulation par compagnie des conditions négociées²⁸². Tous ces éléments corrodent l'unité du syndicalisme, et même de la classe ouvrière en tant qu'entité sociale particulière... Rappelons-nous en revanche que 1978 a compté le nombre le plus élevé de syndiqués de l'histoire du pays (même si leur pourcentage se situait alors sur une pente descendante), plus de vingt et un millions de travailleurs et travailleuses; mais le mouvement ouvrier se révéla incapable d'obtenir les victoires politiques dont il aurait eu besoin pour affermir le niveau de l'implantation sociale de son organisation. En fin de compte, le pic du nombre de

syndiqués est atteint en 1978, mais l'année marque également un tournant à cet égard : en termes absolus, les chiffres vont aussi décroître à partir de ce moment, une donnée obligatoirement préoccupante.

Cela dit, la déréglementation n'était pas systématiquement comprise comme une politique de droite à l'époque. Ce fut d'ailleurs le sénateur Ted Kennedy, appuyé de son collègue Howard Cannon, également sénateur démocrate, qui pilota tout le dossier de la déréglementation de l'aviation. Le projet de loi que signa en 1978 à cet effet le président Carter portait d'ailleurs le nom des deux sénateurs. Pour eux, les organismes publics de supervision et de réglementation se trouvaient en quelque sorte à maintenir une situation de monopole au détriment de l'arrivée de nouveaux joueurs, tout en garantissant des niveaux de tarification anormalement élevés aux compagnies déjà établies²⁸³. À l'époque, Ralph Nader favorisait aussi la déréglementation de l'aviation. La déréglementation ne se présentait pas, non plus alors, sous l'angle d'une vaste stratégie ; on sait néanmoins qu'elle entraîna rapidement une concentration plus grande de la propriété dans cette industrie et qu'elle allait donner lieu à des orientations patronales coupe-gorge, dures à supporter pour les employés de diverses compagnies aériennes durant les années 1980 et 1990. Globalement, les conditions de travail et de salaires ne s'effondrèrent pas, mais les tendances furent nettement négatives. Si le taux de syndicalisation approchait 50 % dans le secteur de l'aviation du temps de la réglementation, il était de 39,5 % vers la fin des deux mêmes décennies, un niveau comparativement toujours enviable, cependant, aux États-Unis²⁸⁴. Il n'en restait pas moins que les processus de déréglementation allaient participer globalement d'une dynamique de déstabilisation et de bouleversement, à la baisse, des modes principaux de l'existence du syndicalisme et des conditions de vie ouvrières.

Voilà pourquoi, rétrospectivement, plusieurs auteurs tiennent à faire valoir que les « reaganomics » (les politiques économiques de la présidence Reagan) firent leur apparition en 1978, du temps même de l'Administration Carter. C'est-à-dire que les deux années de 1978 à 1980 furent le premier moment d'application de la philosophie sociopolitique et socioéconomique reaganienne. Ces deux années sont vues sous l'angle d'un tournant conservateur de la présidence Carter et des majorités démocrates ; les déréglementations d'alors étant envisagées comme l'ouverture de la déréglementation du monde des affaires, du « gel des dépenses sociales » et même, plus généralement, d'un « recul sur le terrain des réformes quant à la protection des consommateurs, de l'environnement et de la santé et sécurité au travail, dans le but d'alléger le fardeau des règlements publics sur les employeurs²⁸⁵ ».

Toujours inspiré du besoin d'une lutte résolue contre l'inflation, le président Carter annonça à l'automne 1978 l'instauration d'un programme de contrôle des prix et des salaires comme partie d'une orientation qu'il qualifia, dans un discours télévisé, d'austérité nationale. Ce contrôle était présenté comme régime volontaire de respect de lignes directrices dans la négociation d'augmentations salariales, et de décélération volontaire de la hausse des prix. Comme mesure de supervision des résultats de ces contrôles volontaires, Carter mit sur pied un Council On Wage and Price Stability (conseil sur la stabilité des salaires et des prix). Cette méthode d'intervention contre l'inflation avait eu des précédents du temps des présidences de Kennedy-Johnson et des contrôles (relativement) formels de l'Administration Nixon. « Dans tous ces efforts [ce qui inclut le programme du président Carter], des normes numériquement explicites étaient établies pour les hausses salariales », mais pas vraiment ou pas du tout en ce qui avait trait aux prix²⁸⁶. Il est sûr que les salaires paraissent beaucoup plus faciles à contrôler, puisque les hausses des groupes syndiqués sont généralement celles qui comptent le plus et qu'elles sont établies formellement, ce que les syndicalistes ne manquent jamais de faire remarquer. L'indice des prix à la consommation leur sert d'ailleurs souvent d'instrument de critique des politiques de contrôle des prix et des salaires.

En tout état de cause, ledit régime volontaire eut peu d'effet alors sur l'inflation, selon une étude du U.S. General Accounting Service (service de comptabilité générale des États-Unis), mais il en eut beaucoup sur les relations entre Carter et Meany, contribuant à la grogne de l'AFL-CIO envers le président. La centrale fit ainsi remarquer, comme le rappelèrent ses textes de congrès en 1979, que les contrôles sur les salaires devinrent inflexibles, du fait de toutes les pressions que l'administration présidentielle put exercer, du concours très volontaire évidemment des employeurs à cet effet et parce que le gouvernement fédéral fut en position d'imposer à ses propres employés une politique de contrôle strict. Qui plus est, dans les secteurs privé et public tout aussi bien, la présidence jugea bon d'inclure dans le calcul des salaires les coûts des avantages sociaux. En tout et pour tout, des contrôles qui allaient effectivement être imposés aux quelque 60 000 contrats collectifs à négocier en 1980... Or, tenait-on à souligner, le programme de contrôle ne prévoyait aucun règlement « pour le contrôle des profits ou des taux d'intérêt [...] approchant rapidement des sommets historiques, [ou] des dividendes, des gains en capital, de revenus provenant d'abris fiscaux », etc. Le plan de lutte à l'inflation « concocté par les conseillers du président s'avère donc injuste et inéquitable », menaçant même d'amener le pays en récession, puisqu'il se conjugue en plus à une orientation de compressions budgétaires²⁸⁷.

Sur le coup, la dénonciation par l'AFL-CIO de l'orientation de la présidence avait donc été sévère, Meany exprimant publiquement son hostilité envers Jimmy Carter; à tel point que le président réagit tout aussi durement, refusant par exemple de reconduire le mandat du chef syndical à un organisme public de supervision des communications par satellite. On parla alors ouvertement de rupture entre les deux hommes, et Carter refusa de recevoir Meany durant tout l'automne 1978. Finalement, les relations reprirent au début de l'année 1979, de hauts responsables syndicaux se plaignant de ce que cette rupture nuisait aux syndicats, cependant qu'au sein de l'équipe de Carter certains soulignaient que le programme des lignes directrices sur les salaires et les prix gagnerait à être appliqué avec la coopération du syndicalisme. Les deux hommes se rencontrèrent donc, chacun avec des membres de son équipe de direction, le 12 janvier. On convint alors de rétablir les relations et l'on s'entendit sur un mode suivi de rencontres²⁸⁸.

Néanmoins, la formule précise de cette coopération n'était pas arrêtée et elle ne pouvait certes être envisagée comme simple ralliement de l'AFL-CIO aux objectifs de la présidence. Lane Kirkland, secrétaire-trésorier de la centrale, allait succéder à George Meany à la présidence de la centrale durant le congrès de l'AFL-CIO au mois de novembre suivant. Désireux, manifestement, de rétablir un contact plus suivi avec l'Administration Carter, il s'adressa dès avril et mai à Landon Butler, assistant du président et responsable de la liaison avec le mouvement ouvrier, en lui faisant valoir ce qu'il voyait comme le succès du contrat social alors en vigueur en Angleterre entre le gouvernement Callaghan et les syndicats. Chaque partenaire faisait des concessions et chacun y trouvait aussi son compte, le mouvement syndical anglais ayant accepté de coopérer à un « programme de lignes directrices volontaires ». Kirkland n'était toujours pas président de la centrale, mais il s'engagea alors en une série de rencontres et de négociations avec des représentants de l'équipe Carter; il est obligé que George Meany ait été au courant de ces rencontres et qu'il les ait acceptées. C'est ainsi qu'on en arriva le 28 septembre 1979 à une entente publique entre les deux interlocuteurs, qui prit le nom de National Accord, auquel souscrivit aussi le président Fraser des UAW (toujours indépendants). L'Administration demanda l'appui du syndicalisme aux négociations du « contrôle des armes (avec le Bloc de l'Est), à son programme énergétique et à ses lignes directrices quant aux salaires »; en échange, Kirkland demanda des engagements divers sur le commerce et l'application des ententes commerciales, de même que « des consultations régulières entre l'Administration et le mouvement ouvrier sur les grandes décisions économiques²⁸⁹ ».

Dans les documents de son congrès de la même année, l'AFL-CIO donne une explication évidemment plus articulée du National Accord, de ce qu'il signifie et implique avec les pages de son texte sur la situation de l'économie. La direction de l'AFL-CIO mettait en avant que « l'inflation et le chômage sont les deux principaux problèmes économiques du pays ». Pour combattre le chômage, il fallait des politiques économiques de stimulation de l'économie. Pour combattre l'inflation, il fallait contrer la hausse des « prix de la nourriture, du mazout, des soins médicaux, du logement et des taux d'intérêt » ; contrôler les salaires n'avait pas d'effet suffisant sur ces hausses et ne touchait unilatéralement qu'à un type de revenu. Pour être efficace, on devait plutôt « instaurer des contrôles sur toutes les formes de revenu, [de même que] sur les prix et les profits²⁹⁰ ». À cet égard, rappelait-on, le conseil exécutif de la centrale avait demandé dès le mois de février précédent l'instauration de contrôles économiques complets, « ce qui incluait explicitement les salaires et les prix ». Au congrès de novembre, le texte soumis par la direction présentait le nouveau National Accord comme « le cadre de la participation du mouvement ouvrier à l'élaboration de la politique économique et sociale » du pays. L'accord « met[tait] [également] l'accent sur l'égalité des sacrifices dans la lutte à l'inflation [et] fournissait [ainsi] la base de l'acceptation par l'AFL-CIO de sa participation à l'élaboration d'un nouveau programme de limitation des salaires ». Le texte de l'entente était alors qualifié de document historique, qui tenait compte « de l'éventail complet des préoccupations et des intérêts du mouvement syndical²⁹¹ ».

Le rapport du congrès présentait par la suite le National Accord comme entente entre « l'Administration et la direction du syndicalisme américain [American Labor Leadership] ». L'utilisation de cette dernière expression permet de rappeler que les modes particuliers de l'existence des syndicats aux États-Unis (toujours plus de 180 000 contrats particuliers et différents, l'autonomie de chaque syndicat, notamment) font que les états-majors de la centrale n'ont pas la capacité d'engager formellement l'ensemble de leur organisation – ils n'en avaient pas le pouvoir, même si l'autorité que leur assurait leur position garantissait un poids sociopolitique considérable à leur accord avec la présidence... Qui plus est, la signature de l'accord indiquait publiquement et même proclamait que la centrale faisait dorénavant sienne la politique de lutte à l'inflation de la présidence ; donc que la centrale ne serait plus disponible pour une activité de rejet de ses dispositions. Il était ainsi écrit que, pour combattre « effectivement l'inflation [il] faut de la discipline et de la retenue. Ce qui signifie une période d'austérité pour les Américains – des sacrifices individuels et collectifs qui feront que, dans les années à venir, nous puissions alors profiter de la générosité plus grande de notre pays ». Les autres éléments

reprenaient des positions déjà connues sur la lutte à l'inflation et, concurremment, les mesures économiques anticycliques. Un accent particulier était cependant mis sur la « participation directe du syndicalisme, du monde des affaires et d'autres représentants publics » à l'atteinte des objectifs de l'accord, qu'on présentait maintenant comme couvrant la deuxième année du programme mis en chantier par l'Administration Carter à l'automne 1978²⁹².

George Meany quitta finalement son poste de président (fondateur) de l'AFL-CIO durant le congrès de 1979. Il présenta lui-même à sa succession Lane Kirkland, le secrétaire-trésorier de la centrale, depuis longtemps promis au poste de président. Kirkland s'était quelque peu tenu à la marge des controverses avec l'Administration Carter et des attaques publiques envers le président, ce qui facilita singulièrement la reprise des rapports entre la centrale et Jimmy Carter; le National Accord, on l'a vu plus haut, est né de démarches de Lane Kirkland – une opération qu'il ne put mener à l'insu de Meany. Il faut dire, cependant, que des problèmes de santé avaient maintenu Meany à l'écart de la conduite journalière des affaires de la centrale depuis un certain temps déjà, et que Kirkland avait assumé progressivement plusieurs de ses responsabilités²⁹³. On peut donc déduire sans crainte que l'influence de Lane Kirkland y fut pour beaucoup dans ce rapprochement avec la présidence. D'autant plus que les présidentielles se profilaient à l'horizon rapidement, alors que les résultats des élections de mi-mandat en 1978 avaient été négatifs pour les démocrates: 3 sièges perdus au Sénat, le nombre de leurs élus s'établissant dorénavant à 58 sénateurs, et 15 sièges perdus à la Chambre, où ils gardaient aussi leur majorité, avec 277 élus. La crise de l'énergie des années 1970-1980 frappait fort les États-Unis et l'inflation semblait débridée. Ces éléments amenaient sûrement le nouveau président de l'AFL-CIO à craindre les conséquences éventuelles de divisions politiques dans la centrale. Surtout que les orientations économiques de Carter confirmaient son conservatisme, plus même qu'auparavant.

En juin 1979, « Carter avait nommé à la tête du bureau de direction de la Réserve fédérale l'archi-conservateur Paul Volker », certes un démocrate, mais un démocrate à la philosophie économique monétariste dure. Son but premier était de lutter contre l'inflation, même au risque de faire monter dangereusement la courbe du chômage, ce qui ne manqua pas de se produire. Les reproches de l'AFL-CIO à son endroit furent féroces. En 1983, le président Reagan la maintint à son poste en lui accordant un nouveau mandat de quatre ans²⁹⁴. Voilà bien qui s'ajoutait en 1979 au processus de la déréglementation et de l'austérité budgétaire pour soulever le mécontentement contre le président Carter; d'où, sûrement, l'empressement de Kirkland à rétablir les ponts avec la présidence, convaincu, à n'en pas douter, que l'aspirant républicain en 1980

serait sûrement moins bien disposé encore envers les intérêts syndicaux que le président.

Quoi qu'il en soit, on aura noté que le National Accord correspond, sur son propre terrain et en fonction de problèmes encore plus généraux, aux positionnements dont avait témoigné le syndicalisme durant la crise fiscale à New York et son orientation dans l'industrie de la construction, ou dont il témoignait au même moment devant la menace d'une faillite de l'entreprise Chrysler. Son programme devenait en effet celui de la sauvegarde des cadres de son existence, par la conciliation de ses pratiques et de ses intérêts avec les exigences socioéconomiques d'un monde en transformation qui subvertissait leurs fondements. L'univers du New Deal se disloquait, et son débordement se faisait par la droite. Si les résultats électoraux de 1976 avaient suscité des illusions quant à la possibilité d'une relance des orientations réformistes de la vieille coalition *new deal*, la substance du National Accord symbolisait leur abandon ; plus fondamentalement, elle signifiait même l'inscription de l'organisation ouvrière principale du pays, rejointe par les UAW, dans la dynamique de cet abandon, avec l'objectif d'en amoindrir les répercussions. Le mouvement ouvrier restait pourtant une puissance politique véritable ; ainsi que le faisait valoir un membre de l'équipe électorale de Carter en prévision des présidentielles de 1980 : les « syndicats les plus libéraux et les plus actifs représentent probablement le groupe le plus important dans la politique du Parti démocrate ; [...] [ainsi], quand vient le temps de l'inscription sur les listes électorales, c'est eux que vous allez voir. Et ces [gens] collaborent directement aux primaires²⁹⁵ ». Socialement, les quelque 180 000 contrats collectifs en vigueur et la vingtaine de millions de salariés syndiqués établissaient aussi et inmanquablement l'organisation ouvrière comme force imposante et incontournable. En ce sens, le programme qui instruisait fondamentalement ses démarches, le programme constitutif alors de son intervention, s'avère un facteur du développement des réalités sociales et politiques d'ensemble, ainsi que de sa propre évolution comme organisation.

L'avocat syndical de gauche Thomas Geoghegan pense que l'année 1979 fut la dernière où « le mouvement ouvrier organisé aurait pu se sauver²⁹⁶ ». Nous pensons plutôt que ce moment définitoire viendra durant la première année de la gouverne du président Reagan. Mais la remarque de Geoghegan a toute son importance, parce qu'elle souligne précisément que le sort du syndicalisme américain – qui bascule effectivement durant ces années – fut singulièrement le produit de sa propre orientation et de ses propres réactions. Pas étonnant alors que, durant les vingt derniers mois de la présidence Carter, des voix dissidentes se firent entendre au sein du mouvement sur la politique de ses dirigeants. Et le sénateur Ted Kennedy, qui s'était activement engagé dans

l'effort des partisans de l'adoption d'un régime national d'assurance maladie et avait appuyé la réforme de la loi du travail, notamment, voulut politiquement se faire le porte-parole de ces voix dissidentes et des libéraux que les orientations conservatrices de Carter rebutaient. S'en prenant aux politiques économiques et sociales de ce dernier, Kennedy se lança dans la bataille des primaires pour ravir l'investiture au président sortant. Globalement, il avait l'appui des syndicats qu'un auteur a qualifiés de « la vieille aile Reuther du syndicalisme, qui avait appuyé McGovern » huit années plus tôt. Kennedy « l'emporta [d'ailleurs] dans des États importants comme le Michigan et la Pennsylvanie²⁹⁷ », puis New York et la Californie.

La campagne des primaires de Kennedy se fit à gauche, largement portée par des syndicats et des syndicalistes, ce qu'il convient de souligner pour notre propos. Les courants les plus critiques envers Carter se rangèrent du côté de Kennedy, courants qui s'avéraient majoritaires dans plusieurs syndicats importants : chez les UAW, les machinistes, les enseignants affiliés à la centrale, l'AFSCME, syndicats qui s'engagèrent activement de son côté. Il pouvait aussi compter, plus généralement, sur le sentiment de mécontentement envers plusieurs choix de la présidence, sentiment qui s'était répandu dans le syndicalisme, même au sommet, comme on l'a vu avec la colère de Meany. Sa campagne des primaires fut considérée plus tard dans la décennie comme « le dernier tour de piste de l'aile libérale du Parti démocrate²⁹⁸ ». C'est au moment de l'abandon, à toutes fins utiles, du projet d'instauration d'un régime national d'assurance maladie par le président Carter que Ted Kennedy rompit avec lui. Des responsables de l'équipe Carter y virent dès ce moment une déclaration d'entrée dans la course à l'investiture du parti du sénateur Kennedy, une éventualité qu'ils craignaient beaucoup. Cette rupture survint à la fin du mois de juillet 1978 ; le 28, Ted Kennedy et George Meany tinrent ainsi conjointement une conférence de presse durant laquelle le futur aspirant à la nomination du parti traita la position de Carter d'inadmissible (*unacceptable*). L'équipe de Carter répondit que le président était réellement partisan d'un projet d'assurance maladie, mais qu'il tenait aussi à la rigueur budgétaire²⁹⁹.

Bien que sa décision fût alors un secret de polichinelle, et que son équipe de campagne avait déjà entrepris son travail, Ted Kennedy n'annonça officiellement son entrée dans la course des primaires que le 7 novembre 1979. Le discours de l'ouverture de sa campagne fit le rapprochement, sous l'angle des valeurs partagées et comme une inspiration, avec les traditions révolutionnaires du Boston de la décennie 1770-1780. Le lendemain, Kennedy s'en prit à Carter en l'accusant d'avoir fait siennes « toutes les vieilles politiques des républicains. Pourtant, elles n'ont pas fonctionné pour William McKinley, pour Herbert Hoover ou Richard Nixon. Il est temps d'avoir à nouveau à la

Maison-Blanche un vrai démocrate». Sa plateforme mit notamment en avant «le rationnement de l'essence automobile pour faire face à la réduction des stocks de pétrole. Afin de combattre l'inflation, il proposa un gel de six mois des prix et des salaires, [...] des profits, des dividendes, des taux d'intérêt et des loyers». Il allait s'exclamer aussi : «L'Amérique que j'envisage est une Amérique où [les] handicapés, la minorité qui n'est pas blanche et la majorité qui est composée de femmes ne souffriront pas d'injustice, où l'Equal Rights Amendment sera ratifié [...] où le travailleur moyen ne paiera pas plus d'impôt que beaucoup de millionnaires, [...] où l'état de santé d'une personne ne sera pas dépendant de sa richesse [...]»³⁰⁰. Son discours à la convention démocrate, tenue à New York à compter du 10 août suivant, fut de même mouture, se réclamant de Roosevelt et des idées de Martin Luther King Jr.

Cela dit, ainsi que tous les analystes le font valoir, si sa campagne connut incontestablement des succès, elle ne réussit jamais vraiment à prendre les devants. Sans en faire l'histoire, soulignons qu'elle fut grevée de divers incontestables : d'abord, son annonce survint deux jours après l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, qui retint alors bien plus l'attention des grands médias : l'entrée dans la course se trouva à perdre de son éclat ; l'invasion de l'Afghanistan par l'armée russe à la fin de décembre 1979 contribua aussi à centrer l'attention sur la politique extérieure ; puis, et peut-être surtout, la fameuse affaire de Chappaquiddick, qui datait de 1969, revint le hanter : quel avait été au juste son rôle ? Quels étaient ses principes moraux, comment se conduisait-il dans sa vie privée ; on questionna aussi et bien sûr son jugement, probablement avec raison³⁰¹... Évidemment, les ressources et les fidélités sur lesquelles peut compter un président en campagne de re-nomination constituent aussi un barrage difficile à franchir pour un aspirant rebelle. Et les courants plus conservateurs dans le Parti démocrate n'apprécièrent pas le contenu de la plateforme libérale de Ted Kennedy ; par exemple, le maire démocrate Ed Koch de New York enregistra des commerciaux télévisés contre Kennedy, dans lesquels «il parlait à mots à peine couverts de Chappaquiddick»³⁰².

Quoi qu'il en soit, Jimmy Carter l'emporta sur Ted Kennedy, par une marge de quelque treize points – pour un total d'environ 51 % des voix exprimées par les électeurs et les électrices démocrates. On concéda à Kennedy le grand discours de la convention, avec lequel il fit résonner l'enceinte où étaient réunis les délégués des principes du libéralisme d'inspiration *new deal* le plus strict. Mais tout le monde savait que le président Carter, s'il était réélu, ne s'orienterait pas de ce côté. La remarque à cet effet des journalistes Cockburn et Ridgeway mérite d'être rappelée, avec la mise en situation qu'ils en font. Sous le titre «le monde des apparences», ils s'arrêtent à la plateforme

républicaine adoptée à la convention de 1980, que le parti tint à Detroit, après avoir considéré le discours de Kennedy et la plateforme démocrate. La convention républicaine, qui donna son investiture à Ronald Reagan, se dota d'une plateforme proclamant, notamment: «À tous ces gens qui ont perdu leur emploi du fait de la récession-Carter, nous nous engageons à ce qu'ils reçoivent les primes d'assurance chômage auxquelles ils ont légitimement droit. Le Parti républicain reconnaît le besoin d'assurer aux travailleurs qui ont perdu leur emploi du fait de l'obsolescence technologique ou des importations, la possibilité de s'adapter aux conditions économiques changeantes. En particulier, nous allons chercher les moyens de venir en aide aux ouvriers menacés par la concurrence étrangère.» Et les deux journalistes d'ajouter: «Le résumé de la plateforme [faisait montre] d'un renversement absolu du type de politiques habituellement associé à un gouvernement républicain (qu'on mit évidemment de côté dans leur majorité dès après l'élection).» Le monde des apparences fausse les perceptions, trompe et permet en conséquence de s'interroger (ou force à s'interroger) sur la substance du mandat obtenu par les gagnants. Les républicains de Reagan allaient modifier en profondeur la texture sociale du pays sans l'avoir vraiment annoncé³⁰³.

Notons tout de même qu'ils avaient bien annoncé d'autres intentions économiques que les orientations de budgets équilibrés et de rigueur financière. On laissa ce terrain à Carter et l'on dénonça plutôt l'ineptitude de ses politiques. À la fin de la décennie, il y avait en même temps un bilan fort négatif à établir de l'évolution du syndicalisme aux États-Unis, à ce point que tous les analystes spécialisés se rendaient bien compte que cette évolution débouchait sur quelque chose de neuf, c'est-à-dire qu'elle n'avait pas fait que reproduire du même. Dans la discipline des relations industrielles, les bilans des trois décennies qui se terminaient ne pouvaient dresser une image positive de la situation du syndicalisme. Ainsi, D. Quinn Mills, parmi d'autres, attirait l'attention sur la longue et « constante érosion » durant ces années de la place du syndicalisme dans le secteur privé. Une érosion que l'on constate industrie après industrie, aussi bien dans [l'extraction] du charbon, la construction, le caoutchouc, le camionnage, les produits électriques.

vi. LA CRISE DU SYNDICALISME

À son colloque³⁰⁴ de 1980, l'Industrial Relations Research Association (IRRA, association de recherche en relations industrielles) voulut expressément tirer le bilan de ces trois décennies de rapports employeurs-employés. Le texte de Mills, dont nous rapportons le propos, fut précisément soumis à ce congrès. L'auteur se demandait comment expliquer cet affaiblissement continu qu'avait

vécu et que vivait toujours le syndicalisme du pays. À ce moment, soulignons-le, les mouvements ouvriers occidentaux étaient ailleurs au faite de leur puissance organisationnelle : position des syndicalismes, nombre de députés des partis ouvriers traditionnels, acquis sociaux, etc., partout, à l'exception des États-Unis.

Or, la syndicalisation et la puissance de l'action de classe aux États-Unis n'avaient rien à envier aux autres pays de l'Ouest quand s'ouvrirent les Trente Glorieuses et même durant la première moitié de celles-ci ; c'est en 1954 que le pourcentage de la population travailleuse syndiquée avait atteint en effet son sommet aux États-Unis. Si le pays fait exception à ce moment, c'est toujours du fait de l'absence d'un parti politique distinctif pour le mouvement ouvrier ; ce n'est pas parce qu'il aurait été engagé sur une pente uniformément descendante quant à son poids dans la société. Mais au terme des Trente glorieuses et de la deuxième moitié de la décennie 1970-1980, voilà bien ce que l'on pouvait constater : la dynamique du rapport social employeurs-employés avait débouché sur un affaiblissement marqué du mouvement ouvrier. Quels facteurs pouvaient rendre compte de ce développement ?

Quinn Mills en identifiait six, que l'on retrouvera par la suite au cœur de la plupart des explications voulant rendre compte de ce phénomène durant la décennie 1980-1990 et même au-delà. Pour Mills, donc, ces facteurs se conjuguèrent ainsi : d'abord, plusieurs grands employeurs avaient consenti des hausses de salaire « substantielles » et de bons avantages sociaux afin d'éviter que leurs employés se syndiquent ; les employeurs, dans beaucoup de cas, poursuivait Mills, avaient réussi à convaincre leurs employés que le syndicat n'était pas nécessaire, qu'il engendrerait des conflits dont on pouvait se passer ; puis, la loi comme telle encadrant les relations de travail, depuis les amendements Taft-Hartley et Landrum-Griffin, « avait interdit aux syndicats l'utilisation dans les importantes campagnes de syndicalisation d'armes économiques ailleurs licites [c'est-à-dire de moyens de pression économiques] ; les employeurs, d'un autre côté, ont su intervenir efficacement auprès de leurs salariés contre l'adhésion à un syndicat et son éventuelle accréditation ; ajoutons que certains d'entre eux ont purement et simplement déménagé leurs installations « dans des régions du pays où les syndicats n'existent pratiquement pas [*nonunionized regions*] », ce qui modifie entièrement la donne ; le patronat avait récemment réussi, en plus, à l'emporter politiquement sur le syndicalisme avec le veto du président Ford contre le principe du *common situs* et la défaite de la réforme de la loi du travail, c'est-à-dire contre des mesures qui visaient « à renforcer la position légale » des syndicats³⁰⁵.

Le déclin du syndicalisme signifiait donc l'érosion de sa représentativité et l'amointrissement de son rôle comme vecteur constitutif d'un mouvement de classe. Voilà où se situait à ce moment l'exception américaine. Rappelons tout de suite qu'au nombre de ces facteurs explicatifs il conviendrait d'ajouter l'incapacité de la centrale à s'associer l'énergie de masse du profond mouvement des droits civils durant les années 1960 : un mouvement profondément prolétarien, qui aurait pu chambouler des rapports de pouvoir et contribuer à ouvrir la société américaine à des transformations plus fondamentales encore que celles de la grande société du président Johnson. Il faut souligner cet aspect, parce que le syndicalisme n'est pas un objet dont l'existence relèverait prioritairement du comportement des élites gouvernementales et patronales. Nous devons tenir en compte aussi ses propres choix pour expliquer sa situation.

Néanmoins, il appert que le vieil ordre des choses se révélait à la fin des années 1970 en état de dislocation ; au premier chef, ainsi que le conçoivent plusieurs des auteurs utilisés jusqu'ici, le système de relations industrielles tel qu'il avait existé sur la base du compromis social d'après-guerre, système que l'on qualifiait souvent de *post-war labor accord*. Douglas Fraser des UAW disait que le patronat avait rompu cet accord dans la deuxième moitié de la décennie 1970-1980 et s'était lancé dans une lutte de classe unilatérale (c'est-à-dire une lutte que le syndicalisme comme organisation ne menait pas). Quelle que soit la valeur que l'on accordât audit accord – il a même été qualifié de simple cessez-le-feu réservé à certains secteurs de l'économie et à certaines régions –, il ne semblait plus tenir. Le nombre de membres de l'AFL-CIO ne doit pas faire illusion : la proportion de la main-d'œuvre syndiquée passerait de quelque 22 % en 1980 à 16 % dix années plus tard, cependant que les chiffres globaux de membres de syndicats et d'associations d'employés chutaient, passant par exemple de 22,5 millions en 1979 à 19,7 millions dès 1982³⁰⁶.

Nous allons évidemment nous arrêter plus loin à cette évolution, finalement catastrophique pour lui, dans laquelle est engagé alors le syndicalisme américain. Ce qu'il faut néanmoins souligner à ce stade, c'est que de grands piliers de son existence paraissent non seulement disloqués, selon le terme que nous avons utilisé, mais dorénavant en voie de dissolution : les modèles de contrat type intra industrie, par exemple, cette immense victoire qu'avait constituée l'instauration d'une entente-cadre nationale pour les camionneurs en 1964, puis par la mise en cause des conditions de l'activité profitable du secteur de la transformation et de la production industrielle, par la volonté d'importants employeurs de revenir sur les termes de l'entente d'après-guerre avec le *labor*, que ce soit parce que ces termes sont devenus trop onéreux, comme chez Chrysler, ou parce que l'employeur cherche à se saisir de la situation pour faire reculer l'organisation syndicale, y compris dans des secteurs

depuis longtemps syndiqués et souvent profitables, comme celui de la construction. Tout n'est évidemment pas joué, mais la dissolution de piliers de l'existence des syndicats comme organisations est engagée; plus généralement, c'est l'ordre *new deal* qui est en voie de renversement, de dépassement par la droite. Comme Taylor E. Dark le fait valoir, à toutes ces données s'ajoute la force de la coalition conservatrice en chambre, qui regroupe toujours des démocrates du Sud: ainsi, sur la réforme de la loi du travail, quinze des dix-huit sénateurs démocrates du Sud votèrent contre la guillotine³⁰⁷. Et il s'agit d'une coalition, toujours antisyndicale, dont les membres républicains vont maintenant avoir tendance à se radicaliser.

Il nous semble donc justifié de considérer qu'au tournant de la décennie 1980-1990 les grands accommodements, accords et agencements entre le patronat et le travail salarié sont précisément mis en cause et en partie disloqués – socialement, économiquement et politiquement. Ce changement d'ère sociopolitique est souvent désigné comme celui de la fin de l'ordre *new deal*. Les historiens Fraser et Gerstle définissent une ère politique par la notion d'un «ordre dominant d'idées, de politiques publiques et d'alliances politiques». Dans un livre fort intéressant qu'ils ont dirigé, ils disaient avoir réuni onze auteurs qui, dans dix domaines différents, montrent «comment un ordre si complexe que celui du New Deal est né, puis a gouverné [avec succès] un pays connu pour être le lieu de divisions pourtant acrimonieuses, et finalement s'est désintégré». David Plotke, dans son livre sur les débuts de l'ordre *new deal*, intitulé *Building a Democratic Political Order*, explique que cet ordre «s'est finalement effondré durant les années 1970 en [un processus de] désagrégation politique spectaculaire, ouvrant le chemin» aux républicains qui voulaient «construire un nouvel ordre sur ses ruines³⁰⁸».

Pour Fraser et Gerstle, l'ordre politique du New Deal avait cessé d'exister dès le milieu de la décennie 1970-1980, sa chute étant pleinement confirmée avec les choix de la présidence de Jimmy Carter, d'où le titre du livre auquel nous nous référons, *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980* (c'est-à-dire la montée et la chute de l'ordre *new deal*, 1930-1980), l'année 1980 pointant le moment de l'élection présidentielle qui scellait en quelque sorte électoralement cette période fondamentale de l'histoire du pays. Stanley Aronowitz a ainsi tenu à souligner «que le Parti démocrate avait largement abandonné son propre héritage *new deal*, même avant ladite révolution Reagan, [ce qui] reste toujours un fait peu connu», situation qui fausserait les perceptions qu'on a des développements contemporains³⁰⁹.

La caractérisation de la deuxième moitié de la décennie 1970-1980 comme moment où cet ordre du New Deal aurait été épuisé nous paraît d'une part juste, en ce qu'elle permet de visualiser le basculement qui se produit ; en même temps, elle ne doit pas conduire à faire l'impasse sur les nombres qu'organise le syndicalisme américain alors, nombres qui ouvrent toujours à des possibilités d'actions et d'interventions massives et résolues. Tout n'est donc pas joué, dans les formes et même la substance, en dépit de ce que l'évolution du capitalisme conduit à écarter les agencements et les accommodements des décennies précédentes, partout dans le monde. Et en dépit de ce que les réactions du syndicalisme américain aux premières manifestations d'importance de ce changement d'époque se révélaient bien conciliantes.

La classe ouvrière est largement donnée, ou formée, par les mécanismes et le degré de son existence comme réalité particulière : organisation de nature classiste, syndicats et partis, et niveau de l'élaboration programmatique de ces organisations. L'activité dans le Parti démocrate avec le COPE compose un élément de cette existence ; mais le Parti démocrate en tant que tel, par sa place et sa vocation dans la vie politique du pays, singulièrement dans le bipartisme institué, ne tient pas ce rôle d'organisation de nature classiste ouvrière. Sa fonction particulière dans le cinquième système partisan sert plutôt, sur ce terrain, d'option de remplacement à une formation de ce type. En s'arrêtant aux années de la présidence de Jimmy Carter, on pourrait se demander lequel de ces deux aspects a prévalu, c'est-à-dire : est-ce que ces années de difficultés nouvelles ont suscité une accentuation de l'intervention sur l'axe d'un développement de l'existence de classe, ou est-ce qu'elles ont amené des conséquences affaiblissant plutôt la possibilité d'une évolution dans cette direction ?

Or, on se rend compte que ce lien avec les démocrates a constitué finalement un facteur de désorganisation de l'action de classe, en amenant à accepter le report des échéances et la soumission aux tergiversations et même à des promesses fort improbables de l'équipe présidentielle, ou par l'association à des formules de collaboration dont le succès est mesuré à l'aune des buts patronaux, voire à des formules de gouvernance, comme à New York, par lesquelles on accepte la supervision et le contrôle des pouvoirs publics élus par la haute finance et les banques. Dans tous les cas que nous avons étudiés, les choix posés par le syndicalisme supposent implicitement la mise de côté, même si ce n'est que partiellement, de l'idée du mouvement socialement distinctif. Ainsi, la collaboration pratiquée par d'importants groupes syndiqués, qui apparaît alors comme une tendance forte, tend à dissocier et à particulariser l'action des uns et des autres, au profit de formules de bipartisme ou de tripartisme social. L'expérience des UAW et de leur président Douglas Fraser, alors que le syndicat passe d'une position frondeuse avec la création de la Progressive Alliance, qu'on

voulait ouvrière et populaire, à son abandon rapide et concomitant de l'entente tripartite pour sauver Chrysler, est emblématique de ce développement. Fraser acceptait alors de briser le modèle commun aux trois grands de l'industrie, considéré jusque-là comme l'un des plus grands acquis historiques du syndicat.

9. LES ÉLECTIONS DE 1980, REAGAN ET CARTER

L'ampleur de la défaite de Jimmy Carter et, plus généralement, des démocrates aux élections de 1980 fut une surprise pour tout le monde. « Surprenants et inattendus furent ces résultats », écrit, parmi d'autres, Jean Beauté. Ronald Reagan battit Carter en récoltant quelque 51 % des votes, contre 41 % en faveur du président sortant et 7 % pour un candidat indépendant, John Anderson³¹⁰. Reagan prit 44 États et 489 grands électeurs, Jimmy Carter 6 États et le District de Washington, pour 49 grands électeurs. Au Sénat, les républicains gagnèrent douze sièges, s'assurant ainsi une majorité pour la première fois depuis 1952-1954. À la Chambre, les républicains prirent 33 sièges, mais les démocrates restèrent majoritaires³¹¹.

La composition du vote des deux principaux candidats présenta aussi des nouveautés. S'il y eut alors, comme lors de toutes les élections, des changements d'allégeance au sein de l'électorat, ils favorisèrent cette fois les républicains. Par exemple, la catégorie dite des hommes obtint dix points de plus en faveur du candidat républicain que ce fut le cas en 1976 pour Gerald Ford. Les travailleurs cols-bleus appuyèrent les républicains à 8,5 % de plus qu'en 1976, singulièrement les travailleurs non qualifiés. Plus important pour notre propos, le vote ouvrier s'effrita lui-même dans ses bastions premiers : les familles syndiquées votèrent à 52 % en faveur des démocrates et 48 % pour Ronald Reagan, alors qu'en 1976 les chiffres correspondants avaient été de 60 % et de 40 %. Bien sûr, on ne peut apprécier des chiffres qu'en les mettant en relation avec les chiffres globaux : les travailleurs syndiqués appuyèrent en 1980 Jimmy Carter à 56 % alors que la moyenne nationale s'avérait de 41 % de l'électorat. Or, on se rappellera que l'appui des syndiqués avec leurs organisations aux démocrates durant les élections avait déjà été aussi élevé que celui de la classe ouvrière anglaise au Labour Party durant ses belles années. En 1980, le chiffre de 56 % trouve ainsi sa valeur quand il est mis en relation avec la moyenne nationale de 41 %, mais on doit aussi le situer en regard des nombres du passé. Par ailleurs 85 % des Noirs et 49,5 % des femmes votèrent pour Carter³¹².

Burnham a fait valoir alors que « la première question à soulever dans l'analyse d'une élection consiste probablement à se demander qui a voté et qui n'a pas voté ». À cet effet, il constate d'abord que le taux de participation en

1980 fut de 54 %, le troisième parmi les plus bas taux « depuis la création d'un système national de partis [...] en 1828 ». En regard de l'électorat total potentiel, Carter a reçu 22,6 % du vote, Reagan 28 % et les autres 4,5 %. Or, poursuit-il, la non-participation s'avère « beaucoup plus marquée socialement [*sharply class-stratified*] » aux États-Unis que dans les autres pays ; « le parti des non-votants [*party of nonvoters*] est concentré [ici] au sein des classes les plus pauvres et les plus dépendantes socialement ». Or, en 1980, parmi le quart le plus défavorisé de la population, « ceux et celles qui ont [par ailleurs et effectivement] voté ont accordé 52,8 % de leurs votes à Jimmy Carter »³¹³...

De l'avis général, la campagne fut par ailleurs peu intéressante et, selon les sondages, Carter et Reagan furent longtemps très près l'un de l'autre dans les intentions de vote. « Elle ne s'anima que vers la fin », singulièrement avec le débat télévisé entre Carter et Reagan le 28 octobre. Carter avait durement attaqué jusque-là Ronald Reagan pour ses opinions conservatrices figées et ses orientations (dites) extrêmes en politique étrangère, qui menaçaient de conduire à une guerre thermonucléaire. Le futur président parut pourtant fort serein et modéré, déjouant effectivement la stratégie démocrate³¹⁴. En tout état de cause, la campagne de Jimmy Carter fut minée finalement de ses difficultés et de ses défaites en politique internationale et en politique intérieure : l'Iran et les 52 otages américains, l'Afghanistan et l'invasion de l'URSS, la crise du pétrole, toutes choses où il semblait bien que le pays manquait de direction ferme et de leadership, selon les républicains et une grande partie de la presse. La « situation économique [interne] empirait ». Les échecs de la présidence Carter en politique intérieure étaient de plus patents, et graves. « Le chômage restait élevé ; entre juillet 1979 et juillet 1980, il se perdit 669 000 emplois dans les aciéries et les usines d'automobiles [...]. L'inflation atteignit 13 %, et à la fin de 1979 les taux préférentiels montèrent jusqu'à 16 %. » Cette situation produisit une révolte de la taxation (*tax revolt*) contre les hausses de taxes immobilières occasionnées par les augmentations de coût que tout cela entraînait³¹⁵.

« La nomination [républicaine] de Reagan, a-t-il été écrit, représenta [par ailleurs] le point culminant » d'une évolution à droite du Parti républicain, « qui avait débuté avec Goldwater en 1964 et qui signalait la rupture [du parti] avec le consensus *new deal* ». La force de Ronald Reagan reposa sur sa capacité à réunir « les trois principaux courants de la pensée conservatrice américaine : le libertarisme économique, le traditionalisme social et l'anticommunisme militant ». Ce traditionalisme social relevait de l'apport direct de courants religieux, parfois fondamentalistes, opposés au droit à l'avortement, à l'affirmation publique de la légitimité de l'homosexualité, voire à l'égalité des femmes. Il était notamment porté par les télévangélistes, phénomène alors nouveau et

dont l'audience était massive. La plateforme républicaine fut explicitement marquée en 1980 de l'empreinte de ces trois courants³¹⁶.

Sur le plan économique, par exemple, cette plateforme s'attaquait à la notion même que le gouvernement puisse induire la croissance économique. Elle s'en prenait au keynésianisme, en lui opposant la théorie de « l'économie de l'offre [*supply-side economic policies*] et l'idée des incitatifs à la production » – ce qui supposait une « réduction radicale des taux de taxation et des dépenses gouvernementales », c'est-à-dire stimuler l'activité économique et l'investissement privé en libérant des ressources financières massives, ce qui relancerait la croissance. Sur le plan social, le parti s'opposait toujours au « *busing* » et « au contrôle des armes à feu, [mais] était en faveur du droit à la prière à l'école et à la peine de mort ». Par ailleurs, le virage à droite du parti l'amenait à mettre en avant deux positions « qui affectaient le statut des femmes » : depuis 1940, les plateformes républicaines appuyaient toujours la réclamation de l'ERA, la volonté d'un amendement constitutionnel déclarant l'égalité des femmes ; mais, en 1980, « on rompit avec cette position », on rejeta l'appui à l'ERA ; d'ailleurs, Ronald Reagan allait faire campagne contre cette idée ; mais en revanche, la « plateforme de 1980 prônait un amendement constitutionnel qui rendrait illégal l'avortement » et elle demandait qu'on s'assure dorénavant que les juges fédéraux soient défavorables à l'avortement. En politique internationale, le Parti républicain s'engageait à des augmentations substantielles des dépenses militaires et à un durcissement des rapports avec l'URSS, dénonçant notamment le traité Salt II qu'avait négocié le président Carter avec les autorités soviétiques³¹⁷.

Carter, qui avait annoncé l'inéluctabilité d'une période d'austérité, fit une campagne à l'avenant, mettant de côté les politiques traditionnelles des démocrates en économie et sur le plan social – les politiques du New Deal, « concédant que des salaires élevés, le plein emploi et les dépenses déficitaires [les dépenses du gouvernement financées par emprunts] avaient causé l'inflation ». Les démocrates se trouvaient à « renier l'histoire de leurs propres politiques publiques », a écrit James D. Savage³¹⁸. Carter avait dit aussi percevoir un « malaise » au sein de la population américaine, une crise de la confiance... Reagan le contredit expressément sur ce point, et sa campagne présenta avec enthousiasme et assurance ses options économiques de rechange. De sorte que « ce fut vraiment exceptionnel jusqu'à quel point cette campagne [à la présidence] fut menée comme un débat – beaucoup plus implicite qu'explicite, mais central – entre ceux qui croient avec Reagan à la possibilité de revitaliser le rêve américain au cours des années 1980 et ceux qui, avec Carter croient [plutôt] que la privation et un déclin historiquement révolutionnaire des attentes de la masse de la population sont inévitables³¹⁹ ». Évidemment, le premier terme de cette

alternative apparaissait beaucoup plus séduisant. Nous ne pensons pas cependant que l'élection à la présidence s'est entièrement jouée sur cette alternative : déjà Reagan était accusé d'orientations sociales régressives, de vouloir mettre en cause, par exemple, les budgets du programme Medicaid.

Mais, rétrospectivement, la pensée des deux hommes semble exprimer au plus haut point la fin des années de transition politique, l'entrée à court terme dans une période de débouloonnement de positions sociales devenues traditionnelles et de mécanismes dirigés par l'État qui avaient structuré leur existence. Jimmy Carter, président démocrate gouvernant avec un Congrès dont les deux chambres sont majoritairement démocrates, administre son pays de manière conservatrice, selon des conceptions qu'on retrouvait antérieurement plus au Parti républicain. De fait, Carter juge manifestement impossible d'adopter des orientations de type keynésien, et il se révèle toujours mal à l'aise avec les mouvements sociaux, singulièrement le syndicalisme, qui agissent dans le Parti démocrate : les vieilles formules ne semblent plus possibles, mais celles qu'il adopte sont loin d'être probantes. Les chiffres du chômage et de l'inflation, très mauvais, le hantent durant toute la campagne. Les poussées au dépassement par la gauche de la politique *new deal* n'ont plus cours ; les années 1970-1980, principalement la deuxième moitié de cette décennie, témoignent de développements ouvrant plutôt au dépassement par la droite : victoires politiques du patronat, émergence d'organisations religieuses très conservatrices et très actives politiquement, initiatives gouvernementales et théories économiques antithétiques au modèle d'ensemble établi au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, etc.

Pour nous, la présidence de Carter se présente comme celle d'un homme considérant que l'ancien régime socioéconomique ne permet plus d'avoir prise sur la réalité et qui gouverne à vue, en quelque sorte, sur la base des seules conceptions qui lui paraissent responsables et envisageables – mais qui ne lui permettent pas d'atteindre ses buts. Il est l'image et le porteur de la transition, aussi, parce qu'il entraîne pour une part à ce qui vient, par exemple avec la déréglementation de secteurs économiques entiers. Il sera alors remplacé par un homme qui personnifie mondialement, avec la première ministre Margaret Thatcher de Grande-Bretagne, l'époque qui s'ouvre, le président Ronald Reagan.

Notons que certains syndicats appuyèrent le candidat Reagan en 1980. Ce fut le cas des Teamsters qui, durant les décennies 1970-1980 et 1980-1990, se rangèrent habituellement du côté des républicains (sauf en 1976, pour cause). Il semble que, lors de la première campagne de Reagan, ils espéraient que sa victoire amène la fin du processus de déréglementation du transport³²⁰.

Le syndicat des contrôleurs aériens, aux prises avec l'Administration Carter à l'occasion du renouvellement de son contrat de travail, donna aussi son appui à Ronald Reagan. Celui-ci avait dit comprendre leur irritation. Le syndicat des contrôleurs, la Professional Air Traffic Controllers Organization (PATCO, organisation professionnelle des contrôleurs du trafic aérien), est bien celui qui s'engagera dans un affrontement direct avec le président Reagan peu de temps après l'élection.

L'immense majorité des syndicats appuya cependant le candidat Carter, malgré toutes les réserves qu'il suscitait. La Coalition of Black Trade Unionists (CBTU) refusa néanmoins à son neuvième congrès, tenu à l'été 1980, de soutenir Carter; comme association de syndicalistes noirs, on trouvait nettement insuffisant son engagement dans la lutte pour l'égalité et contre la discrimination; ses compressions dans les services sociaux touchaient aussi durement la population noire³²¹. Il y avait eu, durant la période des primaires, formation par 17 dirigeants syndicaux d'un Kennedy for President National Labor Committee; mais, devant la possibilité d'une victoire électorale de Reagan, tous ces gens se rangèrent par la suite très volontairement du côté de Carter. La campagne du syndicalisme en faveur du président sortant constitua, selon Alexander Barkan, le chef du COPE, la plus forte, la mieux coordonnée, la meilleure qu'avait menée jusque-là l'AFL-CIO. Barkan ajoutait: «Perdre aussi durement [malgré tous les efforts investis] est difficile à supporter³²².» Il allait démissionner de son poste en décembre 1981, toujours aigri des réformes internes qu'avait adoptées le Parti démocrate et de la place qu'y prenaient les «ingrats afro-américains (*Black ingrates*), les tapettes (*pansies*) et les femmes qui hurlent à propos de l'égalité des droits au Lafayette Park»³²³. La campagne de Carter fut incontestablement affaiblie de ce qui apparaissait comme ses déboires sur la scène internationale; mais elle le fut aussi, comme on a écrit, des politiques économiques fondamentales de sa présidence, régressives pour une part et sans effet positif quant à l'emploi et la vie chère, d'autre part, et, qui plus est, sans véritable espoir d'une amélioration. Voilà généralement les deux grands facteurs de la défaite de Jimmy Carter que retiennent, d'ailleurs, les analystes de ce moment politique³²⁴.

On sait que près d'un électeur sur deux n'a pas voté aux présidentielles de 1980. À ce constat, il convient d'ajouter l'élément suivant: les électeurs s'avéraient cette année-là «deux fois plus susceptibles d'avoir une opinion négative» des deux principaux candidats qu'une opinion positive. «Au contraire, les opinions envers les candidats s'étaient avérées quatre fois plus positives que négatives en 1952, 1956 et 1960.» Cela témoignait, écrivent les auteurs que nous venons de citer, d'une désaffection à ce moment très répandue envers Reagan et Carter. Surtout quand on considère, par ailleurs, que jamais

auparavant il n'y avait eu autant de candidats de tiers partis à la présidence « qui reçurent [effectivement] des votes dans plus d'un État ». Or, la désaffection et la participation de plusieurs tiers partis aux élections avaient été, dans le passé, des signes avant-coureurs d'une transformation du système de partis³²⁵. Qu'est-ce à dire? Bien sûr, l'éclairage des décennies qui ont suivi cette période de transition écarte la prise en compte, d'une certaine façon, de la conclusion d'ensemble qu'ils tiraient de leur appréciation : « Nous sommes entrés dans une autre période d'effondrement d'un parti [politique] majeur et de puissance d'un tiers parti³²⁶. »

Mais on sait que l'idée du passage à un nouveau système de partis inspirait alors chez d'autres politologues les analyses et les prévisions qu'ils tiraient de la situation politique depuis les années 1960. On a constaté pourtant à cet effet qu'aucune force sociale en mesure d'entraîner un tel développement, singulièrement le syndicalisme, n'avait cherché à tenir ce rôle. Il n'empêche que le niveau d'abstention et le fait qu'il soit concentré à ce point dans les secteurs sociaux populaires, souvent défavorisés, restent des caractéristiques lourdes du régime politique et de son système partisan. Walter D. Burnham, dans son analyse des résultats électoraux de 1980, soulignait que cette particularité américaine de forts taux d'abstention lui semblait toujours inséparablement liée à une autre particularité comparative des États-Unis, « l'absence totale de quelque parti de masse socialiste ou travailliste en tant que concurrent organisé sur le marché électoral³²⁷ ». Burnham n'avait pas dans ce texte d'explication de ce phénomène historique, mais son constat permettait d'attirer l'attention sur la signification profonde (et même l'effet) qu'il jugeait en quelque sorte *toujours là*.

Cela dit, dans la joute politique institutionnelle et constituée, la victoire de Ronald Reagan et la majorité républicaine au Sénat signalent, ou expriment, la fin du moment de transition entre l'ancien (le régime issu du New Deal et du compromis d'après-guerre, fondé économiquement sur le poids de l'industrie) et le nouveau (l'abandon du régime *new deal* et du compromis d'après-guerre, le renversement des rapports entre forces sociales qu'ils incorporaient et la financiarisation de l'économie, notamment), l'entrée dans une période de dislocation active de la place et des acquis du mouvement syndical, qui aura des conséquences pénibles sur les conditions de vie et le niveau de la protection sociale des travailleurs et des secteurs défavorisés et plus fragiles de la population, la reconversion des lieux forts de l'économie. Dans le livre qu'ils ont dirigé sur la montée et la chute du New Deal Order, Fraser et Gerstle définissent un ordre politique (ou un cadre politique dominant) tel un ordre qui comporte ses élites économiques, ses réseaux d'élaboration des politiques publiques, ses idéologies politiques et ses programmes, auxquels correspondent

de grands partis ayant une relation fixe avec une coalition électorale; la dimension de la coalition que véhicule chacun des partis détermine la relation qui existe entre eux. Tous ensemble, ces divers éléments «sont à la source de la distribution du pouvoir et de l'influence caractéristiques d'une ère politique³²⁸». Voilà précisément le type de données qui fait montre de son épuisement durant la présidence de Jimmy Carter et à partir duquel on peut considérer qu'il y a passage à un nouvel ordre avec les politiques que mettra maintenant à exécution le gouvernement Reagan.

Cela dit, on a vu que le cinquième système partisan, développé à partir de l'entrée fracassante du syndicalisme dans les rangs démocrates, survit à l'ordre *new deal*. La nature des coalitions que réunit chaque parti va rester la même, le rapport républicains-démocrates comme rapport droite-gauche se maintient, même si les composantes de chacune des deux grandes coalitions ont elles-mêmes leur propre histoire. Ainsi que l'a indiqué Paul D. Moreno, que nous avons cité antérieurement à cet effet (et sans que nous croyions suffisants les concepts qu'il utilise ici), «le système du pluralisme de groupes d'intérêt propre au New Deal [...] a tenu bon, en dépit [des perturbations] de la crise des années 1960³²⁹». Mais la composante syndicale de la coalition démocrate, selon les appellations les plus répandues, se trouve incontestablement engagée alors dans une dynamique d'affaiblissement marqué. Dans leur conclusion à leur livre consacré à l'appréciation critique de l'évolution des relations industrielles aux États-Unis entre 1950 et 1980, Jack Stieber et R.N. Block écrivaient ainsi: «Le déclin dans la syndicalisation sur une période de quelque 25 ans ne peut se poursuivre beaucoup plus sans affaiblir à ce point le mouvement syndical, qu'il cessera de représenter une menace suffisamment crédible pour les employeurs ou une force avec laquelle il faut compter politiquement [...]. Finalement, le retrait du gouvernement ou la diminution significative de son rôle quant à l'égalité dans l'embauche, la sécurité et la santé au travail, la réglementation ayant trait au salaire minimum ou à d'autres aspects de la relation d'emploi vont contribuer à affaiblir davantage l'équilibre des forces que nous jugeons essentiel à la viabilité du système américain de relations industrielles³³⁰.»

Cette appréciation critique de Stieber et Block paraît durant la première année de la présidence Reagan. Si leur évaluation a pu être influencée par les orientations et les projets annoncés du nouveau président, par exemple en ce qui a trait au deuxième élément mentionné ci-dessus, il faut se rappeler que l'ensemble des essais de leur livre porte sur des décennies antérieures à son arrivée au pouvoir. La sauvegarde de l'emploi est alors devenue un problème manifeste, au cœur du lobbyisme des syndicats. Or, «[e]ntre 1980 et 1984, le bureau des statistiques sur le travail [Bureau of Labor Statistics] a estimé

qu'environ deux millions d'emplois [de plus] ont été perdus dans le secteur de la transformation ; de ces emplois, un peu plus de la moitié étaient des emplois syndiqués». En conséquence, constatons que les deux éléments, qui, selon Stieber et Block, devaient être stoppés et dont l'évolution devait être inversée pour que la puissance du syndicalisme se maintienne dans la société, non seulement ne disparaîtront pas, mais s'accroîtront plutôt – systématiquement, jusqu'au bris des équilibres sociaux anciens. Et ce déclin, a jugé Brody, débilait aussi son autorité politique dans ses rapports avec les autres forces sociales et mouvements populaires, voire minait son influence auprès de ses propres membres³³¹. Encore que la capacité de lutte du syndicalisme existe toujours en 1980, comme dans les années qui suivront l'installation de l'Administration Reagan.

De fait, la classe des travailleurs et le mouvement ouvrier vont se trouver dorénavant face aux effets conjugués de la stagflation puis d'une récession, de la fin de l'ère fordiste, d'une redistribution des cartes très négative pour eux dans les rapports aux employeurs, et du passage à un capitalisme à dominante financière qui modifie l'état des lieux même de l'organisation et de la lutte des salariés. Par ailleurs, sur le terrain international, les positions de l'AFL-CIO resteront, soulignons-le, avec Lane Kirkland de la même orientation qu'avec George Meany. En février 1980, l'*AFL-CIO News* publiait ainsi le compte rendu d'un discours de Kirkland qui appelait au boycottage des Jeux olympiques d'été de Moscou la même année ; le président de la centrale prônait ce boycottage afin d'attirer l'attention sur le non-respect des droits de la personne en Union soviétique. Le même numéro rapportait également le contenu d'un autre discours de Lane Kirkland, par lequel il avait proclamé l'opposition de la centrale à un État palestinien séparé et s'en était pris à l'OLP pour son « rôle dans la formation des terroristes³³² »...

Notes

1. Samuel Lubell, *The Future of American Politics*, 1956 : 212.
2. J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999 : 221.
3. S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984 : 111 ; 131-132.
4. Paragraphe inspiré de Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, 1995 : 413, les citations sont tirées de cette page.
5. Thomas Byrne Edsall, "The Changing Shape of Power: a Realignment in Public Policy", 1989 : 278.
6. Éléments mis en exergue par Jonathan Rieder, "The Rise of the Silent Majority", 1989 : 250. On peut lire la plateforme de Wallace en ligne à l'adresse 4President.Org, "George Wallace for President Campaign Brochure, 'Stand Up for America'" ; consulté le 31/10/2012.
7. Cité dans Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 221.

8. Pour ce paragraphe, voir Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995 : 253; Clinton Sinyai, *Schools of Democracy*, 219; Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 427-428.
9. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive: The 1970s and the Last Days of the Working Class*, 2010 : 4.
10. Al Bilik, "The Alienated Rank-and-File", *The Nation*, vol. 209, n° 17, 17 novembre 1969 : 528-529.
11. Propos rapportés par Brendon Sexton, "'Middle Class' Workers and the New Politics", *Dissent*, vol. 16, n° 3, mai-juin 1969 : 237.
12. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 220; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 83; Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 253, 255.
13. B.J. Widick, "Rebellion in the Shops: Why They Like Wallace", *The Nation*, vol. 207, n° 12, 14/10/1968 : 359.
14. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 254.
15. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 220-221.
16. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999 : 82-83.
17. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy*: 221; Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit*: 429 pour la citation.
18. J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change*: 222-224; Walter D. Burnham, *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, 1970 : 144.
19. Nous repreneons ici les éléments d'une analyse qui nous semble fort juste de Robert H. Zieger, qu'il élabore dans son histoire du mouvement syndical américain : *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994 : 189.
20. Robert Sherrill, "Democrats: Spooked by Abstractionists", *The Nation*, vol. 211, n° 10, 05/10/1970 : 300.
21. Taylor E. Dark, "Organized Labor and Party Reform", 1996 : 502-503.
22. Voir *ibidem* : 504-506; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 80-83; éditorial, "Labor Pains", *The Nation*, vol. 207, n° 12, 14/10/1968 : 356.
23. Voir Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, 2000 : 22.
24. Eugene H. Roseboom, *A Short History of Presidential Elections*, 1967 : 261.
25. Voir Otis L. Graham Jr., "Liberalism After the Sixties: A Reconnaissance", 2003 : 303; S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984 : 114; L. Robel et E. Zoller, *Les États des Noirs : fédéralisme et question raciale aux États-Unis*, 2000 : 73. Citation dans Graham.
26. Rapporté dans le *Congressional Quarterly Almanac*, 1970 : 1095.
27. Pour ce passage, voir Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 145-146.
28. *Ibidem*.
29. Selon les chiffres, du *COPE Memo* du 07/12/70, que rapporte F.H. Nesbitt, "Labor Endorsement of a Republican Senator: A Case Study", 1978 : 411.
30. Éléments de synthèse établis sur la base des sections "How Lobbies Fared" et "Lobby Report" du *Congressional Quarterly Almanac*, 1969, 1970 et 1971 ; citation tirée de la page 38, édition de 1971.
31. Jonathan Rieder, "The Rise of the Silent Majority" : 244.
32. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 1994 : 2.
33. Voir Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 125-128.
34. Pour ces exemples, parmi d'autres, voir B.J. Widick, "Labor Day, 1972. George Meany's Last Hurrah", *The Nation*, vol. 215, n° 5, 04/09/1972 : 136-140; B.J. Widick, "The Brennan Appointment. Nixon's Hard Hat Strategy", *The Nation*, vol. 215, n° 20, 18/12/1972 : 614-615.
35. Graham, K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979 : 115-118; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 138-149, 229-230; David Sapadin, "A Most Unlikely Group of 60s Militants: the PATCO Air Traffic Controllers", 2006. Le décret du président Nixon élargissant les droits syndicaux des employés fédéraux fut l'*executive order* 11491, disponible en ligne sur le site FLRA.

- gov. Les chiffres avancés dans ce paragraphe sont rapportés dans Wilson; pour une analyse plus complète, et une mise en contexte historique, voir Theodore J. St-Antoine, "The Role of Law", 1981: 226-231.
36. "Welfare: Heavy Lobbying for Change in Costly System", *Congressional Quarterly Weekly Report*, vol. 29, n° 12, 19/03/1971: 618-619. Le projet était discuté sous l'appellation de Family Assistance Plan.
 37. *Congressional Quarterly Almanac*, vol. XXVII, 1971: 851-852.
 38. Interview de Jesse Jackson par William Greider, *Rolling Stone*, 512 (5 novembre-10 décembre), 1987: 111.
 39. À notre avis, la meilleure d'entre elles est de Jefferson Cowie, *Stayin' Alive: The 1970s and the Last Days of the Working Class*, 2010.
 40. *Ibidem*: 3, 8.
 41. Pour ce qui précède, voir Mike Davis, *Prisoners of the American Dream: Politics and Economy in the History of the US Working Class*, 1986: 100.
 42. Évidemment, beaucoup de livres et d'articles traitent de cet épisode marquant, sous plusieurs angles. Les citations sont tirées du livre de M. Hardt et A. Negri, *Empire*, 2000: 326; la gauche universitaire canadienne avait à l'époque réalisé des analyses intéressantes de cette *new economic policy*, analyses qui nous ont aussi inspiré: voir notamment les travaux de Jim Laxer (par exemple, son chapitre "Canadian Manufacturing and U.S. Trade Policy", 1973: 127-147) et de Mel Watkins; nous avons également utilisé le texte de Lewis E. Lehrman, "The Nixon Shock Heard 'Round the World'", une opinion très critique publiée dans le *Wall Street Journal*, 15/08/2011; pour une discussion plus approfondie, voir Douglas A. Irwin, "The Nixon Shock After 40 Years: the Import Surcharge Revisited", 2013.
 43. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 151.
 44. David J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy", 1981: 38.
 45. *Ibidem*: 24-27, 37-39.
 46. David Stetson, "An Interview with George Meany", *New York Times*, 31/08/1969; l'entrevue est reprise dans Melvyn Dubofsky, *American Labor Since the New Deal*, 1971: 281-292; citations, 287.
 47. *Ibidem*: 288; c'est nous qui soulignons.
 48. *New York Times*, 07/11/1971, cité dans Jeremy Brecher, *Strike!*, 1972: 282.
 49. Daniel J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy": 37.
 50. Donald Gibson, *Communication, Power, and Media*, 2004: 72-74.
 51. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 154-155, citation 155; Maralyn Edid, *Farm Labor Organizing: Trends and Prospects*, 1994: 34-43.
 52. Benjamin D. Goodman, *The Democratization of the Democratic Party: An Analysis of Democratic Party Reform, 1972-2008*, 2012: 24.
 53. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 51.
 54. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 22-23; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 88-89; E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, 1978: 343-344; Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*, 1986: 95-96. Les trois premières citations sont tirées de Ladd et Hadley, la quatrième de Cowie.
 55. Taylor E. Dark, "Organized Labor and Party Reform: A Reassessment": 506; Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: 98-99; M.J.C. Vile, *Politics in the USA*, 1999: 73; les citations sont de Vile.
 56. Le président de l'AFL-CIO trouvait ainsi son compte dans une situation où il s'abuse lui-même sur la puissance politique de la centrale, ainsi que le sort malheureux des principales revendications que l'on mettra en avant durant la dernière décennie de ses fonctions à la tête du syndicalisme le manifesterait systématiquement.
 57. Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 42-43.
 58. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 77.

59. Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: 212; M.J.C. Vile, *Politics in the USA*, 73-74; Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 55-58; les deux dernières citations sont tirées de Vile, 73.
60. Propos de Meany rapportés par Robert Sherrill, "Democrats: Spooked by Abstractions", *The Nation*, vol. 211, n° 10, 05/10/1970: 300.
61. Propos et remarques tirés de Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 105.
62. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 24.
63. Philip Shabecoff, "Did Meany Win? Labor's Credibility Crisis", *The Nation*, vol. 216, n° 1, 01/01/1973: 12.
64. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 85.
65. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 106-107; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 1994: 179-182.
66. Taylor E. Dark, "Organized Labor and Party Reform": 508-509, 513-516.
67. Rapporté dans *ibidem*: 513.
68. Stanley Plastrick, "Coalition of Black Trade Unionists", *Dissent*, vol. 20, n° 1, hiver 1973: 12-13.
69. Rapporté dans Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 51.
70. *New York Times*, 06/12/74.
71. Voir Alan Ehrenhalt, "The Labor Coalition and the Democrats: A Tenuous Romance", *Congressional Quarterly Weekly Report*, XXXIII, 27/12/1975.
72. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 264.
73. J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977: XXV.
74. Éditorial, "Mr. Meany's Deep End", *The Nation*, vol. 214, n° 9, 29/02/1972: 258-259.
75. Entrevue accordée par McGovern à William Greider, *Rolling Stone*, 512, 05/11/1987: 103-106; citations 103.
76. Voir Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 97, 102, citations 102.
77. *Ibidem*: 102-105; citations 103 et 104.
78. Mary Ellen Leary, "California Primary: The Candidates Discover the People", *The Nation*, vol. 214, n° 22, 29/05/1972: 691-692.
79. Voir Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 97-99, 121, et Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*, 1994: 223-234; citations prises de Cowie, 97.
80. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 182-183.
81. Pour les chiffres rapportés, voir Thomas B. Edsall, "The Changing Shape of Power: A Realignment in Public Policy": 278, et Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 161.
82. Jefferson Cowie, *ibidem*; Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*: 181-182; F.H. Nesbitt, "Labor Endorsement of a Republican Senator: A Case Study": 411-412.
83. Jefferson Cowie, *ibidem*: 122.
84. E.C. Ladd et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*: 235.
85. Irving Howe, "Picking Up the Pieces", *Dissent*, vol. 20, n° 1, hiver 1973: 8.
86. Nous ne pouvons nous arrêter à décrire et analyser l'affaire du Watergate, dont les péripéties s'étendirent sur près de deux années et finirent par ébranler jusqu'aux sommets de l'État. Déjà, en octobre 1973, le vice-président Spiro Agnew avait été contraint de démissionner sous le poids d'accusations de malversations diverses commises alors qu'il était gouverneur du Maryland. Le président Nixon sélectionna à ce moment Gerald Ford comme vice-président. Voir la série *Watergate 25* sur le site washington.com pour l'histoire, la chronologie et les grandes analyses parues dans le *Washington Post* à l'époque sur le Watergate.
87. Theodore J. Lowi, *The End of Liberalism*, 1979: 158-159; Caroll Kilpatrick, "Nixon Resigns", 09/08/1974:A01; les citations sont prises de Lowi.
88. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 96-97.
89. Marvin Caplan, "What Washington Labor Lobbyists Do?", *Dissent*, printemps 1975, repris dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, *Labor and American Politics*, 1978: 225.
90. Carroll Kilpatrick, "Nixon Forces Firing of Cox; Richardson, Ruckelshaus Quit; President Abolishes Prosecutor Office; FBI Seals Records", *Washington Post*, 21/1/1973; voir aussi Carl

- Bernstein et Bob Woodward, “Woodward and Bernstein: 40 Years after Watergate, Nixon Was Far Worse Than We Thought”, *Washington Post*, 08/06/2012.
91. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 163-164.
 92. Voir Göran Therborn, “The Prospects of Labour and the Transformation of Advanced Capitalism”, 1984: 5-11.
 93. Voir à cet égard le chapitre de Bert Cochran, “American Labor in Mid-passage”, 1959: 33.
 94. On peut se référer à cet égard, pour une mise en contexte et des repères comparatifs importants, à C. Crouch et A. Pizzorno, dir., *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, 2 tomes, 1978; pour une vue d'ensemble, sur les terrains politique et syndical en Europe, voir Donald Sassoon, *One Hundred Years of Socialism: The West European Left in the Twentieth Century*, 1997: 275-440.
 95. S. Ludlam, M. Bodah et D. Coates, “Trajectories of Solidarity: Changing Union-Party Linkages in the U.K. and the U.S.”, 2002: 8. Cette dernière remarque est empruntée aux auteurs, mais je tiens à préciser que les effets de cette nouvelle situation ne furent pas d'après nous que négatifs. Ils allaient obliger la centrale, par exemple, à chercher systématiquement à mobiliser ses membres beaucoup plus tôt dans les campagnes...
 96. Jeff Manza et Clem Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 175; voir les pages 161 à 175 pour la démonstration de cette affirmation.
 97. M. Hout, J. Manza et C. Brooks, “Classes, Unions, and the Realignment of U.S. Presidential Voting, 1952-1992”, 1999: 83-96, citations 84, 85, 86 et 94.
 98. Ce qui est repérable, par comparaison, dans la conscience spontanée des actions de résistance sociale et, forcément, dans la stratégie, les options et les buts envisagés par les grandes organisations.
 99. David Croteau, *Politics and the Class Divide: Working People and the Middle Class Left*, 1995: 38; Croteau cite Sidney Verba et Norman Nie, *Participation in America: Political Democracy and Social Equality*, 1972.
 100. Jeff Manza et Clem Brooks, *Social Cleavages and Political Change*: 194-196.
 101. Les citations de Walter D. Burnham sont prises de son livre *The Current Crisis in American Politics*, 1982: 163, 262; Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1988: 133, 163; Moody attire l'attention sur les deux citations de Burnham reproduites ci-dessus; citation de Moody, 163.
 102. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 224-225.
 103. *Ibidem*: 225.
 104. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999: 76-77; Dark cite James Ceaser, *Reforming the Reforms: A Critical Analysis of the Presidential Selection Process*, 1982.
 105. James Ceaser cité par Taylor E. Dark, *ibidem*.
 106. John R. Petrocik, *Party Coalitions: Realignment and the Decline of the New Deal Party System*, 1981: 80, 83.
 107. Par exemple en se servant du règlement du Sénat, qui a longtemps exigé 66% (aujourd'hui 60%) des votes au Sénat pour mettre fin à une obstruction systématique contre la mise aux voix d'un projet de loi.
 108. Harold W. Stanley, “Southern Partisan Changes: Dealignment, Realignment or Both”, 1988: 64; voir les pages 64-68 pour une analyse détaillée des processus de reclassement des clientèles électorales dans le Sud. Pour une vue d'ensemble, synthèse fort éclairante, voir, de James M. Glaser, *Race, Campaign Politics, and the Realignment in the South*, 1996: en particulier le 1^{er} chapitre, p. 1-24.
 109. Paul A. Beck, “A Tale of Two Electorates: The Changing American Party Coalitions, 1952-2000”, 2003: 38.
 110. Walter D. Burnham, *Critical Elections*, 91-92, 118-134; citations 130-131, 127.
 111. Paul Allen Beck, “A Tale of Two Electorates”: 43.
 112. Puisque, lors d'une même consultation électorale, le citoyen ou la citoyenne vote en faveur de candidats de partis différents selon les postes à pourvoir ou de non-affiliés.

113. John R. Petrocik, *Party Coalitions*: 9.
114. Voir les chiffres et graphiques dans Paul Allen Beck, "A Tale of Two Electorates": 115-117.
115. E.C. Ladd et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*: 328.
116. John R. Petrocik, *Party Coalitions*: 5-6.
117. John R. Petrocik, *ibidem*: 116; notamment pour la citation rapportée dans ce paragraphe; S. J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984: 6-7.
118. John R. Petrocik, *ibidem*: 162-164. Le même auteur fait remarquer (p. 99-103) que 58% du changement dans les attitudes partisans provinrent du positionnement différent des jeunes (ayant acquis la majorité politique pour la première fois à compter de 1960) et des aînés (ceux et celles qui avait atteint la majorité politique avant 1960).
119. J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment and Party Polarization*, 2003: 132.
120. *Ibidem*: 147.
121. Avec une toute petite exception: dans l'Ouest, en 1964, les candidats démocrates aux postes de représentants avaient globalement obtenu 68% des voix (contre 67% en 1974). Chiffres rapportés par Ladd et Hadley dans les pages indiquées à la note suivante.
122. E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*: 147, 287, 292-200; citations 292 et 293.
123. Jonathan Rieder, "The Rise of the Silent Majority": 244-266.
124. Voir Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 157-180; citations 158.
125. Voir M.J.C. Vile, *Politics in the USA*: 44.
126. Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: 200-208.
127. Voir M.J.C. Vile, *Politics in the USA*: 44-45.
128. Voir A. James Reichley, "The Future of the American Two-Party System at the Beginning of a New Century", 2003: 20-21, pour ce paragraphe.
129. Arthur Paulson, *Electoral Realignment and the Outlook for American Democracy*: 21.
130. Daniel-Louis Seiler, *Les partis politiques en Occident: sociologie historique du phénomène partisan*, 2003: 287-291, citations, 290, 291.
131. *Ibidem*: 291-298, citations 291, 295, 297, 298.
132. *Ibidem*: 299-301, citations 299.
133. *Ibidem*: 302-304.
134. *Ibidem*: 366-375; citations 372.
135. *Ibidem*: 372-374, citations 372.
136. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 264.
137. Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: 207-208.
138. La publicité que reçoivent certaines « affaires » et certains scandales permet à l'occasion de visualiser le type et l'étendue des liens avec le capital privé – et de celui-ci avec la conduite de la politique étrangère, notamment, et même militaire. Ainsi en fut-il de cet épisode extrêmement révélateur qu'on a appelé le « contragate », qui montra au début des années 1990 les pratiques illégales et frauduleuses de la Bank of Credit and Commerce International, du blanchiment de narcodollars, de liens avec la CIA et la vente d'armes aux « contras » du Nicaragua (interdite par le Congrès des États-Unis). « On fait remarquer que des personnalités démocrates, anciens collaborateurs de Jimmy Carter sont dans le coup, comme l'ancien directeur du budget Bert Lance et l'ex-ambassadeur à l'ONU Andrew Young. Mais c'est surtout Clark Clifford qui retient l'attention. Cet homme de 84 ans était PDG de la [banque] First American, dirigée par son ami Robert Altman, et qui appartenait [ce qui était pourtant interdit formellement] à la BCCI. Or, il fut président du Parti démocrate, conseiller des présidents Truman, Kennedy, Jimmy Carter et secrétaire à la Défense de Lyndon Johnson » (*Le Marxisme aujourd'hui*, n° 7, septembre 1991: 5). Notons que ce « contragate » survint sous des administrations républicaines.
139. Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983: 193-194.
140. Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy", 1993: 60, note 10.
141. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999: 137-139.

142. *Ibidem*: 137-139.
143. John J. Coleman, “Responsible, Functional, or Both? American Political Parties and the APSA Report after Fifty Years”, 2003 : 301-302.
144. Daniel M. Shea, “Schattschneider’s Dismay: Strong Parties and Alienated Voters”, 2003: 290; Shea cite d’E.E. Schattschneider, *Party Government*, Rienhart & Company, New York, 1942.
145. Daniel Louis Seiler, *De la comparaison des partis politiques*, 1986: 95-96.
146. Voir John J. Coleman, “Responsible, Functional, or Both?” : 308-310, citations 308; Joel Rogers, “Pull the Plug”, 2000: 759-760.
147. Ce document est suivi de plusieurs contributions au débat qu’il a suscité depuis 1950.
148. Committee on Political Parties, *Toward a More Responsible Two-Party System*, 1950: 1-4; chaque section ou chapitre du document mis en ligne par l’APSA est paginé séparément, c’est-à-dire qu’on y reprend la numérotation depuis le chiffre 1; les pages utilisées sont tirées de la section «Summary of Conclusions and Proposals».
149. *Ibidem*: 2-4.
150. *Ibidem*: 4-6.
151. *Ibidem*: 5-10, 14.
152. John J. Coleman, “Responsible, Functional, or Both?” : 313-314.
153. Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, 1994: 177-183, citations 177 et 183.
154. Voir Ahmed Shawki, *Black and Red: les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis, 1850-2010*, 2012: 202-203, 206-208, 221-223; citations 202 et 207.
155. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 90.
156. Durant les mêmes années, le Parti républicain connaît aussi une évolution marquante, dont nous avons mentionné déjà les aspects principaux. Le rôle, la place et la vie interne du Parti démocrate sont cependant plus révélateurs, d’où l’attention systématique que nous lui réservons.
157. Maurice Duverger, *Sociologie politique*, 1966: 360-361.
158. Nous avons donné déjà les chiffres à cet égard.
159. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 48-55, 93-97; citations 93 et 94. Notons que, sous la présidence de Barack Obama, le face-à-face permanent entre la Maison-Blanche et les républicains élus de la Chambre et du Sénat amena la faible majorité démocrate au Sénat à imposer une règle de majorité simple pour l’utilisation de la guillotine lors des débats sur les nominations présidentielles «aux postes de la section exécutive et de la section judiciaire», à l’exception des nominations à la Cour suprême; la nouvelle règle ne s’applique par ailleurs pas à l’adoption des lois, voir *New York Times*, 21/11/2013.
160. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 162.
161. Jonathan Weisman et Jennifer Steinhower, “Kingmaker’s Death Lays Bare Erosion of Parties’ Authority”, *New York Times*, 21/03/2014.
162. Adam Liptak, “Ruling’s Breath Hints that More Campaign Finance Dominoes May Fall”, *New York Times*, 04/04/2014.
163. Nicholas Confessore, “Tax Filings Hint at Extent of Koch Brothers’ Reach”, *New York Times*, 13/09/2013.
164. Joel Rogers, “Pull the Plug”: 26.
165. Voir Leo D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: 208-238, 256-271; voir aussi sur cette problématique précise de la place grandissante des partis nationaux en tant qu’organisation autonomes désormais: S.J. Eldersveld et H. Walton Jr., *Political Parties in American Society*, 2000: 115-122, 174-194.
166. J.W. Peters et J. Martin, “G.O.P. Weighs Clout of Right Wing”, *New York Times*, 07/11/2013. Notons que ces leaders «plus traditionnels» supputaient alors l’idée de faire disparaître tout rôle à des congrès ou à des caucus d’État pour la sélection des candidats et des délégués à la convention nationale du parti, au profit de l’utilisation systématique et unique de la méthode des primaires. Ils étaient convaincus que les primaires permettraient l’expression d’un électoral plus varié et plus en phase avec l’opinion conservatrice modérée, haussant les chances de succès électoral. Ce

- positionnement intéressant permet de constater qu'une proposition identique prend une signification différente selon les contextes...
167. Voir, plus haut dans ce chapitre, la note 138.
 168. Nous étudierons l'« exception américaine » que définit cette absence et tenterons d'en rendre compte dans un chapitre subséquent.
 169. Voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986: 47-53.
 170. *Ibidem*: 63-67.
 171. Theodore J. Lowi, "Toward a More Responsible Three-Party System: Deregulating American Democracy", 2003: 356.
 172. *Ibidem*: 354-355.
 173. Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: pour ce qui précède, voir les pages 162-174; citations 167, 168, 169, 170.
 174. *Ibidem*: 174-179, citations 177-178.
 175. *Ibidem*: 179-197; cette autonomie reste évidemment limitée, les partis américains conservant, selon Epstein, ce caractère de confédérations réunissant des organisations soumises à la réglementation des divers États.
 176. Voir Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*: 33; c'est nous qui soulignons. À l'époque de cette étude, nous considérons cette transformation radicale des perspectives politiques de Gompers comme un produit combiné des reculs considérables imposés au syndicalisme par ses défaites devant le patronat et, dans ce cadre, de la volonté d'apaisement que de premiers phénomènes de bureaucratisation encourageaient; mais il nous paraît aujourd'hui que l'on doit aussi situer ces phénomènes dans leur environnement politique d'ensemble, celui de la constitution du face-à-face partisan de l'Amérique moderne, qui sembla probablement à Gompers promettre des ouvertures plus grandes au mouvement ouvrier, tout en lui indiquant les balises *acceptables* de l'intervention en politique.
 177. Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*: 156-157.
 178. *Ibidem*: 7-8, 147; citation 147.
 179. Joel Rogers, "Pull the Plug", version consultée en ligne: 6-8, citations 6, 7; Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple*: 304.
 180. Joel Rogers, *Pull the Plug*: 8-11, citations: 10; voir aussi Theodore J. Lowi, "Toward a More Responsible Three-Party System": 365-369.
 181. Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor: A New History*, 2006: 284.
 182. Voir J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties*: XIV-XV.
 183. Theodore J. Lowi, "Toward a More Responsible Three-Party System": 356.
 184. Voir le chapitre 4.
 185. Nous avons exposé notre propre point de vue à ce sujet dans Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003: 44-69. Pour ce qui est de la « nouvelle histoire politique », voir Lawrence Black, "What Kind of People Are You? Labour, the People and the 'New Political History'", 2003: 23-35.
 186. Un exemple, à cet effet. Au fil des décennies, les syndicats en sont venus au sein du Labour Party anglais à considérer que l'on devait concéder à l'aile parlementaire du parti une latitude pratiquement complète dans ses orientations gouvernementales; mais on tint systématiquement à ce que le parti n'amène pas de réformes dans le champ des relations industrielles et des politiques de l'emploi dont les syndicats ne voulaient pas. La place des syndicats leur permit d'assurer la prééminence de ce point de vue jusqu'à la fin du xx^e siècle (gouvernement Blair). Le caractère de classe distinctif du Labour Party avait supposé que l'aile parlementaire et les gouvernements travaillistes consentent à cette exigence (parfois de mauvaise grâce). Voir Eric Shaw, "Lewis Minkin and the Party-Union Link", 2003: 174-176. Le syndicalisme américain n'a jamais été en mesure d'exercer ce type d'influence, voire de contrainte politique, à l'endroit des démocrates.
 187. S. Fielding et D. McHugh, "The 'Progressive Dilemma' and the Social Democratic Perspective", 2003: 140.

188. Il s'agissait des Communications Workers of America (CWA; travailleurs des communications d'Amérique), de l'International Association of Machinists (IAM; association internationale des machinistes), de la Graphic Arts International Union (GAIU; syndicat international des arts graphiques), de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME; fédération américaine des travailleurs d'État, de comté et de municipalité), de l'International Union of Electrical, Radio and Machine Workers (IUE; syndicat international des travailleurs de l'électricité, de la radio et de la machinerie), de l'Oil, Chemical and Atomic Workers Union (OCAW; syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'énergie atomique); les syndicats indépendants étaient les United Mine Workers (UMW; travailleurs unis des mines), la National Education Association (NEA; l'association nationale de l'éducation) et les United Automobile Workers (UAW; travailleurs unis de l'automobile).
189. Pour ce qui précède, nous nous inspirons d'Alan Ehrenhalt, "The Labor Coalition and the Democrats: A Tenuous Romance", *Congressional Quarterly Weekly Report*, XXXIII, 27/12/1975; voir aussi Graham K. Wilson, *Unions in American National Politics*, 1979: 48-50, 56.
190. Alan Ehrenhalt, "The Labor Coalition and the Democrats": *ibidem*; Graham K. Wilson, *ibidem*.
191. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 221-227, citation 222.
192. Kim Moody, *An Injury to All*: 127-131, citation 128; Kim McQuaid, *Uneasy Partners: Big Business in American Politics, 1945-1990*, 1994: 153-154, citations de la dernière phrase, 154.
193. Phyllis A. Wallace et James W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining", 1981: 213; Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor, A New History*, 2006: 275; la citation est tirée de Wallace et Driscoll. Michael Goldfield donne les estimations suivantes: durant les années 1960, la proportion des syndiqués dans le monde de la construction dépassait largement 50 % sur l'ensemble du pays; en 1977, on était à 37,9 %, en 1980 à 31,6 %, en 1984 ce sera 23,5 %; voir *The Decline of Organized Labor in the United States*, 1987: 192.
194. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 132-133.
195. Dans un jugement datant de 1951, la Cour suprême avait établi que l'objet légitime de l'action syndicale dans un tel cas s'avérait le sous-traitant, donc qu'il n'était pas légalement loisible de s'en prendre ainsi au maître d'œuvre de l'ensemble du projet, c'est-à-dire à l'entrepreneur à la main-d'œuvre syndiquée retenant les services de sous-traitants. On voit facilement en quoi un tel jugement pouvait paraître gros de menaces contre l'efficacité de la présence syndicale sur le site. De fait, en fonction des conditions de l'organisation du travail dans ce secteur, toutes les administrations présidentielles « avaient favorisé » ensuite une révision de ce jugement par action législative; voir Theodore J. Saint-Antoine, "The Role of Law", 1981: 164.
196. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 132, 133-134; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 108; Andrew Thomson, "A View from Abroad", 1981: 307.
197. P. Feuille et H.N. Wheeler, "Will the Real Industrial Conflict Please Stand Up?", 1981: 283.
198. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis: les temps difficiles (1980-2005)*, 2009: 87-88.
199. Charles Craypo, "The Decline of Union Bargaining Power", 1990: 6, 16-27.
200. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 143-145, citation 144.
201. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 1994: 60-61, 158-159, citation 60; D. Quinn Mills, "Management Performance", 1981: 115.
202. Marianne Debouzy, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, 1984: 108-109.
203. Voir Philip W. Nyden, *Steelworkers Rank-and-File: The Political Economy of a Union Reform Movement*, 1984: 43-90; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 38-42, 251-254.
204. Philip W. Nyden, *Steelworkers Rank-and-File*: 89.
205. Ian Robinson, "Economistic Unionism in Crisis", 1993: 40-41.
206. M.A. Golden, M. Wallerstein et P. Lange, "Postwar Trade Union Organization and Industrial Relations in Twelve Countries", 1999: 196-202, citations 197, 201, 202. Dans un autre texte, Miriam Golden avait d'ailleurs écrit qu'à l'inverse du cas américain « les niveaux de syndicalisation avaient [généralement] continué à s'élever dans les pays d'Europe de l'Ouest durant toute la décennie 1970-1980 »; voir sa "Conclusion: Current Trends in Trade Union Politics", 1992, p. 307-333, citation 321.

207. La tragédie pour le mouvement ouvrier international viendra de ce que les partis ne se montreront pas en mesure de tenir le rôle que leurs électeurs attendront d'eux face à l'effet négatif (dans ces autres pays aussi) au bout de quelques années des déterminations notées déjà aux États-Unis...
208. Décompte de chaque candidat à la nomination dans : *Congressional Quarterly Almanach*, « 1976 Democratic Convention », tiré du *CQ Almanach 1976*, publié en ligne sur le site de la CQP Electronic Library, consulté le 14/11/2014.
209. Voir Jefferson Cowie, *Stayin' Alive* : 263-266 ; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 101-102, citation 101.
210. Taylor E. Dark, *ibidem* : 102.
211. C.M. Rehmus et F.H. Nesbitt, "Epilogue", 1978 : 424-425 ; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 103 ; première citation tirée de Rehmus et Nesbitt, les suivantes de Dark.
212. C.M. Rehmus et F.H. Nesbitt, "Epilogue" : 425-426.
213. *Report of the AFL-CIO Executive Council*, 02/10/1975, soumis au congrès de l'AFL-CIO.
214. C.M. Rehmus et F.H. Nesbitt, "Epilogue" : 430-431.
215. E.C. Ladd Jr. et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System* : 279-281 ; C.M. Rehmus et F.H. Nesbitt, "Epilogue" : 429-430 ; John R. Petrocik, *Party Coalitions* : 160. Les chiffres que le COPE rapporta au congrès de la centrale l'année suivante furent les suivants : la moyenne nationale de l'inscription sur les listes électorales fut de 70 %, mais celles des syndiqués d'environ 80 % ; à l'échelle du pays, ce fut à 65 % (contre 54,4 %) globalement que les syndiqués se prévalurent de leur droit de vote, dont 70 %, écrivit-on, se prononcèrent pour le candidat démocrate : voir le « Report of the AFL-CIO Executive Council », du congrès de 1977 : 301-302.
216. E.C. Ladd Jr., et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System* : 370-373, citation 370-371 ; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive* : 265.
217. L. Balthazar et D. Leduc, « La politique de l'illusionnisme : bilan de la politique étrangère de l'Administration Reagan », 1986 : 9, 16.
218. Louis Balthazar, « La politique étrangère », 1987 : 309.
219. Gary M. Fink, "F. Ray Marshall: Jimmy Carter's Ambassador to Organized Labor", 1993 : 1-2, 6, 15, 18-21 ; Kim Moody, *An Injury to All* : 126, 138.
220. Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW: Failure of an Alliance", 1993 : 10. Carter avait annoncé une hausse du salaire minimum, le faisant passer de 2,30 \$ à 2,50 \$ l'heure ; Meany dénonça énergiquement ce projet en mettant en cause le président lui-même. Finalement, après négociations, un compromis établit le salaire minimum à 2,65 \$ l'heure, assorti d'une formule d'indexation : voir Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 106.
221. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 108-109.
222. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 73.
223. Voir Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 68-73, dont nous nous inspirons ici.
224. Voir P. Feuille et H.N. Wheeler, "Will the Real Industrial Conflict Please Stand Up?" : 273.
225. Le syndicalisme se trouvait donc à accepter le maintien de la clause 14b telle qu'elle dotait les divers États du pays du pouvoir d'interdire sur leur territoire la clause dite de « l'atelier syndiqué ». Pour ce qui précède, Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW: Failure of an Alliance" : 11.
226. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 109.
227. *Ibidem* : 109 ; "Report of the AFL-CIO Executive Council" soumis au congrès de la centrale en 1977 : 127-131.
228. Gary M. Fink, "Labor Law Revision and the End of the Postwar Labor Accord", 1998 : 239-240.
229. *Ibidem* : 245, 247 ; Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW" : 17 ; citations tirées de Fink.
230. Gary M. Fink, "Labor Law Revision and the End of the Postwar Labor Accord" : 249-251, citation 251.
231. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive* : 296-297 ; les propos de Fraser sont rapportés par Cowie.
232. Voir A.H. Raskin, "The Grand Illusion", *Business Month*, 09/1988 : 78 ; Gary M. Fink, "Labor Law Revision and the End of the Postwar Labor Accord" : 252.
233. Mike Davis, "The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party", 1980 : 84.

234. Chris Kotalik, "Labor's Political Game Falls Short Without Pressure from Below", *Labor Notes*, n° 347, février 2008 : 1, 10. Sur cette grève des mineurs, voir James Green, "Holding the Line: Miners' Militancy and the Strike of 1978", [1978] 1983.
235. Pour ce qui précède, voir Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy: the Post-War Decline of Private Sector Unionism in the United States", 1993: 54-57, citations 55.
236. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. Kersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: 131.
237. Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW": 17-22, citation 18; D. Knoke, F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks: Labor Politics in the US, Germany and Japan*, 1996: 42; le mot « spectaculaire » est tiré de l'appréciation des auteurs. Ces reculs ne sont pas le sort de tous les syndicalismes à l'époque; par exemple, l'année 1978 au Canada est celle où le gouvernement fédéral accepte la formule dite de « l'accréditation automatique » s'il y a minimalement 55 % des employés d'une entreprise ayant pris leur carte de membre d'un syndicat; puis des provinces adoptent des lois sur le premier contrat de travail, une loi anti-briseurs de grève au Québec, etc. : voir Michael Lynch, *Canadian Dimension*, vol. 22, n° 5, juillet-août 1988 : 31-32.
238. Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW" : 25.
239. Voir notamment Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 105-107, citations 107.
240. Voir pour ce paragraphe Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW" : 25-26, citations 26.
241. *Ibidem*: 28-29.
242. Actes du congrès de 1977 de l'AFL-CIO, 2^e volume: 106-115, citations 106, 113.
243. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 276-279. Pour l'histoire du projet de loi Humphrey-Hawkins, ses diverses versions, les oppositions qu'il souleva, les états d'âme du président Carter, voir les pages 269-286 de ce livre de Cowie, pages excellentes.
244. W. Korpi et J. Palme, "New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization", 2003: 428.
245. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 270-271.
246. *Ibidem*: 268-269.
247. *Ibidem*, citation 268.
248. *Ibidem*: 273-278, citations 275, 276.
249. *Ibidem*: 280-281.
250. *Ibidem*: 280-282, citation 280; Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers*: 7-18.
251. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 281-286, citations 282, 283, 286.
252. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 107.
253. Phrases tirées d'un texte publié par Raskin dans *Fortune*, 27/08/1979, rapportées par Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 298.
254. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 83; David Brody, *In Labor's Cause: Main Themes on the History of the American Worker*, 1993: 74, citation tirée de Brody.
255. Kim Moody, *An Injury to All*, : 149-150.
256. Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism*: 258.
257. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 87-89, citations 88; Martin Halpern, "Jimmy Carter and the UAW" : 33-35; selon Halpern, l'absence de mobilisation dans l'action des bases populaires de l'Alliance amenuisa directement l'effet de ses positions: 37-38.
258. *Ibidem*: 93.
259. Actes du congrès de 1977 de l'AFL-CIO, 2^e volume: 108.
260. Pour une discussion en profondeur des causes de la disparition de la Progressive Alliance, politiques et stratégiques, voir Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 87-101. Battista souligne notamment que la renomination de Jimmy Carter comme candidat à la présidence pour 1980 mina l'énergie de l'Alliance, qui était née de l'opposition de l'aile libérale à ses politiques, notamment pour faire pression sur lui, et que l'élection de Ronald Reagan à ces présidentielles, avec un Sénat maintenant à domination républicaine, modifiait fondamentalement la donne.
261. C.W. Carey et R.L. Delouise, "Job in the 80s: the Changes Taking Shape", *US News and World Report*, 08/08/1983: 61-62; traduit et reproduit dans *Problèmes politiques et sociaux: les syndicats face à la crise, l'exemple des États-Unis*, La Documentation française, n° 485, numéro préparé par Olivier Frayssé: 8-10.

262. Nous nous inspirons ici directement de B.J. Widick, *Detroit: City of Race and Class Violence*, [1972] 1989 : 243-244, citations 244.
263. Robert B. Reich et John D. Donahue, *New Deals: The Chrysler Revival and the American Dream*, 1985 : 269, cité dans B.J. Widick, *Detroit: City of Race and Class Violence*, 245.
264. Voir Kim Moody, *An Injury to All* : 154 ; Craypo a rapporté plutôt une évaluation chiffrant à 1 milliard de dollars les concessions acceptées par les UAW chez Chrysler, en tenant compte de l'abandon des augmentations prévues de salaires et d'avantages sociaux inscrites dans le contrat alors en vigueur ; voir "The Decline of Union Bargaining Power", 1990 : 22.
265. Charles Craypo, *ibidem* : 22.
266. Selon le titre d'une étude qu'il a publiée en 1990, dont on trouvera les coordonnées en bibliographie.
267. Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States* : 44-45 ; Charles Craypo, "The Decline of Union Bargaining Power" : 23 ; la citation est prise dans Goldfield, le mot « distinction » et l'idée exprimée dans la phrase où on le retrouve sont de Craypo.
268. Joshua B. Freeman, *Working Class New York: Life and Labor Since World War II*, 2000 : 256-257, 262-263, 273, citations 256 et 273.
269. *Ibidem* : 264, 267.
270. *Ibidem* : 257-260, citations 257, 258.
271. *Ibidem* : 260-264, citations 260, 263.
272. Voir de Kim Moody, *From Welfare State to Real Estate*, 2007 ; les éléments rapportés sont mis en exergue par Gary Goff, "New York City: From Welfare State to Real Estate", *Labor Notes*, 443, octobre 2007 : 10. Ce texte de Goff est une recension du livre de Moody. Ce dernier explique que les grands créanciers de la ville n'auraient pas permis la mise en faillite de New York, ils avaient trop à perdre, ce que n'auraient pas compris les chefs syndicaux.
273. Joshua B. Freeman, *Working Class New York* : 265-266, citations 265 ; Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*, 1996 : 127 ; Kim Moody, *An Injury to All* : 154.
274. Voir Joshua B. Freeman, *Working Class New York* : 267.
275. Voir *ibidem* : 268-269, citation 268.
276. *Ibidem* : 267.
277. Voir Stanle Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983 : 120-121 ; Gary Goff, "From Welfare State to Real Estate" : 10. Citations dans Aronowitz, 120.
278. Stanley Aronowitz, *Working Class Hero* : 120 ; Joshua B. Freeman, *Working Class New York* : 334-337.
279. Ida Susser, "The Separation of Mothers and Children", 1992 : 209. Notons avec Susser, *ibidem*, que le taux de pauvreté des familles dirigées par des femmes « est passé de 41 % [à New York] en 1969 à 55 % en 1979 et à 63 % en 1987 », des taux ahurissants que cet article de Susser permet de situer dans leur contexte.
280. C'est le cas, singulièrement, de Kim McQuaid, *Uneasy Partners* : 155.
281. *Ibidem* : 152, 155.
282. Voir Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States* : 46-48, citations 46 ; Charles Craypo, "The Decline of Union Bargaining Power" : 22-23.
283. Voir Scott McCartney, "Kennedy Pushed Airline Deregulation, Changed U.S. Air Travel", *Wall Street Journal*, 26/08/2009.
284. Nancy Brown Johnson, "Airlines: Can Collective Bargaining Weather the Storm?", 2002 : 15-36, citations 16 ; voir ce chapitre.
285. Première citation de ce paragraphe tirée de Michael Zweig, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 2000 : 156 ; deuxième citation tirée de Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 136 ; troisième citation tirée de Stephen Amberg, "The CIO Political Strategy in Historical Perspective. Creating a High Road Economy in the Postwar Era", 1998 : 183.
286. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 115 ; Daniel J.B. Mitchell, "Collective Bargaining and the Economy", 1981 : 24-25 ; la première citation du paragraphe est tirée de Dark et la deuxième de Mitchell. Pour les hausses salariales, les normes du temps de Kennedy et Johnson furent de 3,2 %, celles de Nixon de 5,5 % alors que l'Administration Carter les établit d'abord à 7 % puis de 7,5 % à 9,5 % selon les cas ; voir Mitchell, *ibidem* : 25, note 48.
287. Documents du congrès de 1979 de l'AFL-CIO, 2^e volume : 65, 75, 76-77.

288. Citations tirées de Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 117-118.
289. Documents du congrès de l'AFL-CIO de 1979, 2^e volume: 65.
290. *Ibidem*: 77-79.
291. *Ibidem*: 78-82.
292. Gary M. Fink, "F. Ray Marshall: Jimmy Carter's Ambassador to Organized Labor": 19-20.
293. R. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*: 248.
294. *Ibidem*; Jean Beauté, *La présidence Reagan: premier mandat, 1981-1985*: 73; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 308-309.
295. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 121-122.
296. Thomas A. Geoghegan, *Which Side Are You On? Trying to be for Labor When It's Flat on its Back*, 1991: 223.
297. Stanley Aronowitz, *Left Turn: Forging a New Political Future*, 2006: 7; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 122.
298. Rapporté dans Adam Clymer, *Edward M. Kennedy: A Biography*, 1999: 270.
299. *Ibidem*: 294, 301-302. Sur la crise de l'énergie, manifestée par les deux chocs pétroliers des années 1970-1980, on peut se reporter à Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, 2^e édition, 2001: 474-475, pour quelques indications pertinentes. Par ailleurs, notons que Ted Kennedy s'était également prononcé pour une nationalisation partielle (*limited public ownership*) des équipements de production nécessaires à la modernisation du système national des chemins de fer, ce qui amènerait, expliquait-il, beaucoup d'emplois pour les travailleurs de l'automobile, de l'acier et d'autres métiers dans le Nord-Est et le Midwest; Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*: 174.
300. Le soir du 18 juillet 1969, Edward Kennedy eut un accident d'automobile à Chappaquiddick, lors duquel périt une passagère, Mary Jo Kopechne, qu'il ramenait à sa chambre d'hôtel. M.J. Kopechne avait été associée à la campagne de Robert Kennedy en 1968 et depuis ce temps travaillait, notamment comme consultante, avec les démocrates. Voir Adam Clymer, *Edward M. Kennedy*: le chapitre 12, consacré à cette affaire. La voiture de Kennedy, traversant un pont vieillot sans garde-fou, avait sombré dans l'eau; Kennedy réussit à en sortir et soutint par la suite qu'il plongea plusieurs fois pour chercher à venir au secours de la victime; il quitta bientôt les lieux sans demander d'aide et ne fit connaître que le lendemain aux autorités policières ce qui était survenu. Mary Jo Kopechne périt noyée.
301. Adam Clymer, *Edward M. Kennedy*: 305.
302. A. Cockburn et J. Ridgeway, "The World of Appearance: the Public Campaign", 1981: 40.
303. *Ibidem*: 86, pour ce qui suit.
304. D. Quinn Mills, "Management Performance", 1981: 124.
305. *Ibidem*: 108.
306. S.M. Lipset et N.M. Meltz, *The Paradox of American Unionism*: 12; Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*: 11.
307. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 8-9, 111.
308. *Ibidem*, 196-197.
309. S. Fraser et G. Gerstle, *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, 1989: VIII-XXV; Stanley Aronowitz, *Left Turn: Forging a New Political Future*, 2006: 7.
310. Ce score de 7% s'avérait nettement plus élevé que celui qu'obtenait habituellement la kyrielle de candidats indépendants. Anderson venait de perdre l'investiture républicaine. Lui qui avait toujours mené une carrière politique de « conservateur indéfectible » comme représentant à Washington concourut sur une plateforme vue comme *progressiste* en 1980: imposition d'une taxe spéciale de 50 cents par gallon d'essence, ce qui aurait le double avantage d'en réduire la consommation et de diminuer de 50% la taxe prélevée pour le financement de la sécurité sociale, la ratification du traité Salt II, malgré la guerre froide qu'avait avivée l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, un contrôle public des armes de poing, etc. Il devint un candidat prisé par les libéraux, dont l'attrait ne joua pas d'abord auprès des électeurs républicains. On pense ainsi qu'il prit principalement des votes au candidat Carter: Voir S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, 1984: 116-119, citations 117-118.
311. Jean Beauté, *La présidence Reagan*: 31.

312. Nous tirons ces statistiques principalement de Walter D. Burnham, "The 1980 Earthquake": 104-105; voir aussi J. Manza et C. Brooks, *Social Cleavages and Political Change. Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 64-66.
313. Walter D. Burnham, "The 1980 Earthquake": 100-103.
314. Jean Beauté, *La présidence Reagan*: 30-31.
315. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 27-28; « la révolte des contribuables conduisit, par la méthode de l'initiative, à la *Proposition 13*, qui fut acceptée par 65 % des électeurs. L'amendement à la constitution de l'État qui s'ensuivit eut pour effet de réduire les impôts locaux sur la propriété de 57 %. Un tel niveau de réduction entraîna obligatoirement des diminutions de dépenses dans tous les domaines (écoles, police, pompiers, transport public, aide sociale, etc.). L'effet de cette réforme se répercuta à travers le pays et fit des émules; mais l'empressement à réduire les impôts allait se refroidir rapidement devant les inconvénients que cela entraînait » (Jean Beauté, *La présidence Reagan*: 11). En tout état de cause, la réduction des impôts ferait dorénavant partie de l'arsenal républicain dans l'approche de la classe moyenne.
316. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 28
317. *Ibidem*, 28-29.
318. Jefferson Cowie, *Stayin' Alive*: 309; Cowie cite de James D. Savage, *Balanced Budgets and American Politics*, 1988: 195.
319. Walter D. Burnham, "The 1980 Earthquake": 100-107; citation prise de la page 107.
320. "The Teamsters Growing Clout at the ICC", *Business Week*, 18/10/1982: 205; l'acronyme ICC signifie Interstate Commerce Commission (commission du commerce inter-États), Peter Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006: 12.
321. *Work Related Abstracts*, septembre 1982, renseignement tiré du *Guild Reporter*, 06/06/1980.
322. Fred K. Foulkes cite Barkan dans son article « Large Nonunionized Employers », 1981: 130.
323. Rapporté dans Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 223. Le Lafayette Park, situé tout près de la Maison-Blanche, est un lieu célèbre de rassemblements revendicateurs.
324. Par exemple, Walter D. Burnham, dans "The 1980 Earthquake": 108-109 et Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 177-178.
325. S.J. Rosenstone, R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*: 6-7.
326. *Ibidem*: 6.
327. Walter D. Burnham, "The 1980 Earthquake": 102.
328. S. Fraser et G. Gerstle, *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, 1989: Introduction, X-XI.
329. Paul D. Moreno, *Black Americans and Organized Labor, A New History*, 2006: 284.
330. J. Stieber et R.N. Block, "Summary and Conclusions", 1981: 361.
331. David Brody, *In Labor's Cause*: 74.
332. *AFL-CIO News*, 02/02/1980, rapporté dans le *Work Related Abstracts*, octobre 1982: entrées 249 et 253.

Chapitre 9

L'ÈRE REAGAN CONTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL, 1980-1992

PRÉSENTATION ET MISE EN CONTEXTE

Nous appelons « ère Reagan » les trois mandats républicains successifs qui débutent par la victoire de Ronald Reagan à la présidence en 1980 : les deux mandats de celui-ci (1980-1984, 1984-1988) puis le mandat de George Bush (1988-1992), son vice-président jusque-là. Ce dernier sert en quelque sorte à exprimer alors la continuité idéologico-politique entre le mandat présidentiel des quatre années 1988-1992 et ceux effectivement assumés par Reagan ; la continuité d'un républicanisme droitier aux nets accents populistes, même si Bush ne possédait pas réellement le charisme nécessaire pour nourrir des engouements populaires – et même s'il apparut plus *modéré* que son prédécesseur à la présidence. Il s'était d'ailleurs présenté en 1980 à l'investiture républicaine contre l'aspirant Ronald Reagan, qualifiant alors de *voodoo economics* (économie de vaudou) les propos économiques et les promesses de plein emploi de son opposant. Mais il ne les critiqua plus par la suite, ses discours publics se conformant plutôt à leurs préceptes.

Il faut créditer Ronald Reagan, a écrit Martin P. Wattenberg à la mi-décennie 1990-2000, d'avoir opéré « le plus important renversement depuis un demi-siècle de la direction dans laquelle s'inscrivent les politiques publiques » des États-Unis ; « quelle que soit, par ailleurs, l'évaluation que l'on fait de ces réalisations ». Les promesses étaient « claires et dramatiques » et les principaux changements qu'il avait annoncés « furent réalisés durant la première année de sa présidence » : réductions massives des taxes et des impôts, « augmentation des dépenses militaires et diminution du taux de croissance des dépenses fédérales dans le domaine des services sociaux¹ ». Pourtant, on doit également se rappeler, fit plutôt valoir au terme de cette même année l'ex-vice-président Walter F.

Mondale, que le candidat Reagan avait à maintes reprises durant la campagne assuré aussi ses auditoires « qu'il ne toucherait pas aux prestations de retraites publiques » et qu'il protégerait entièrement le filet de sécurité sociale. Mais, dès qu'il entra à la Maison-Blanche, « il tourna sa veste et passa à l'assaut [notamment] des prestations [...] de ceux qui prennent leur retraite en comptant sur les avantages sociaux les plus faibles de notre régime » ; et « alors que le tiers des réductions d'impôt va au six centième le plus riche [de la population], 70 % des compressions budgétaires affectent les pauvres² ».

Il est facile de suggérer que Walter Mondale songeait déjà à se lancer dans la course à l'investiture démocrate pour les présidentielles de 1984 quand il prononça ces propos. Mais il faut considérer aussi qu'en joignant cette critique sociale à la critique des difficultés multiples que la nouvelle présidence fit à l'activité syndicale, Mondale choisissait le camp de la gauche traditionnelle du Parti démocrate : syndicalisme, mouvement noir, féminisme et la majeure partie des courants historiques du socialisme. Sa carrière politique avait toujours été identifiée à cette gauche, et l'on sait que Jimmy Carter, homme du Sud profond, avait choisi Mondale comme colistier en guise d'ouverture à ces groupes, avec lesquels il n'avait jamais eu beaucoup d'affinités. Le changement d'époque (socioéconomique et sociopolitique) se déroulait, on l'a vu, sur la base de l'épuisement des vieux accommodements entre classes ; il était vécu du côté du mouvement ouvrier comme mise en cause des conditions de vie personnelles des salariés, plus ou moins immédiatement, et mise en cause des voies et moyens de l'activité des organisations syndicales, c'est-à-dire de leur existence institutionnelle.

L'étape nouvelle de l'histoire du capitalisme supposait l'établissement éventuel de nouveaux points de rencontre et la négociation de nouvelles ententes, un nouveau cadre de stabilisation des rapports entre forces sociales, si le mouvement ouvrier organisé, et constitué, allait survivre. L'instauration d'un tel cadre s'accomplit obligatoirement dans un face-à-face entre forces sociales, un face-à-face comportant et entraînant des chocs, des tensions et des luttes. Il s'agit en effet d'établir ses propres positions dans les rapports de pouvoir. Voilà une cause directe de la dislocation des conditions d'existence des travailleurs et du syndicalisme américain, se manifestant par la politique du gouvernement républicain et les attaques de la classe capitaliste comme classe économique dans le rapport salarial. À cet aiguillon d'affrontements, de victoires et de défaites s'ajoutent toujours plus les conditions particulières faites au travail salarié dans l'espace et la dynamique propres de la nouvelle époque socioéconomique : celle-ci fait peser naturellement sur les individus des exigences qui tendent à les soumettre plus globalement aux besoins du profit, à les subjuguer

par les buts de l'entreprise. Nous reviendrons rapidement à cette problématique au début de ce chapitre.

Nous nous pencherons par la suite sur les orientations propres de l'Administration Reagan et les traits caractéristiques du « nouveau républicanisme » dans ses dispositions à l'endroit du syndicalisme. Les politiques républicaines susciteront incontestablement des réactions de classe, à la base et au sommet des organisations ouvrières, courageuses et, par certains aspects, innovatrices : réactions au niveau du rapport salarial comme tel, et réactions politiques entraînant un engagement d'un type nouveau de l'AFL-CIO en 1984. Une section de notre chapitre porte sur ces réactions, et nous analyserons les conséquences des résultats électoraux de 1984. Nous nous arrêterons alors aux caractéristiques de la deuxième présidence de Ronald Reagan, puis à la course de son vice-président, George Bush, aux présidentielles de 1988, alors qu'il vint courtoiser même le congrès de l'AFL-CIO. La campagne de Bush sera cependant fort conservatrice, annonçant plus la continuité que le renouveau. Le candidat démocrate contre lui sera Michael Dukakis, ex-gouverneur du Massachusetts, représentant, semblait-il, un *nouveau type de démocrate*... Dukakis avait notamment emporté l'investiture du parti contre le révérend Jesse Jackson, qui menait une campagne des primaires très orientée à gauche; il sera intéressant de s'y pencher aussi, en analysant l'intervention de l'AFL-CIO en 1988.

1. UNE NOUVELLE ÉTAPE

« Ce sont les États-Unis qui donnèrent l'impulsion principale à une hausse mondiale du niveau des intérêts bancaires. La banque centrale y avait déjà dès l'automne 1978 abandonné son cours jusque-là libéral, du fait de la hausse des taux d'inflation, de la balance des paiements négative et de la chute régulière du cours du dollar et [elle] s'était décidée à appliquer [...], une politique monétaire/monétariste restrictive. Elle renforça cette orientation dans la deuxième moitié de 1979 »... Ce type de politique produisit alors ce qu'il entraîne souvent, à savoir « l'effondrement de la croissance en 1980-1982 ». Mais il eut raison, poursuit Fritz Scharpf que nous citons ici, de l'inflation qui « passa de 13 % en 1980 [...] à 3,2 % en 1983 ». Cela dit, le taux d'intérêt eut tendance néanmoins à rester par la suite élevé en raison « de la rapide progression de l'endettement de l'État, [produit] de la conjonction des allègements d'impôts orientés vers la demande, imposés par le président Reagan, et des fortes hausses des dépenses d'armement ». Toutes ces choses firent passer le « déficit fédéral de 64 G\$ US en 1981 à [...] 212 G\$ US » en 1985. Notons tout de suite que, « par son effet économique, on avait affaire ici à une impulsion fiscale keynésienne, dont l'ordre de grandeur dépassa les efforts des pays

européens à gouvernement social-démocrate vers le milieu des années 1970 et qui peut expliquer la relance [...] en flèche [par la suite] de l'économie américaine (avec un taux de croissance de 3,7% en 1983 et de 6,8% pour l'année électorale 1984)». Qui plus est, tenait à souligner Scharpf, «l'effet économique du déficit budgétaire fut renforcé certainement par le fait que, comme le besoin américain en capitaux n'aurait de toute façon pas pu être financé par [...] l'épargne propre [c'est-à-dire nationale], il fut couvert en grande partie par des importations de capitaux³».

i. QUID DE L'HISTOIRE DU CAPITALISME ?

Cette longue citation va nous permettre de situer chronologiquement les moments décisifs de l'entrée dans l'époque souvent qualifiée de «mondialisation du capital». Il ne peut être question, pour nous, de chercher dans cette étude à élaborer une contribution propre à l'analyse et à la théorie de l'étape contemporaine de la vie du capitalisme. Mais il nous paraît obligé d'indiquer les apports théoriques principaux que nous retenons pour sa compréhension, élément nécessaire à l'intelligibilité du monde capitaliste dans lequel existent et se façonnent les rapports sociaux de pouvoir. Car nous croyons juste que les déterminations actuelles de la vie du capitalisme définissent une étape particulière des développements qu'il connaît. L'idée de la fin de l'époque du fordisme s'avère aujourd'hui quasi universellement acceptée, comme celle qui en découle, cette mise en cause concomitante des grands arrangements sociaux et économiques qui la caractérisaient. En évitant d'en faire une conception rigide – c'est-à-dire de penser ces étapes comme autant de mondes fermés l'un à l'autre –, nous nous rangeons à l'idée de la fin de l'époque fordiste. Bien que nous revenons plus bas au contenu de ce qui est appelé le néolibéralisme, nous pensons qu'il faut pouvoir intégrer ce contenu à une théorie d'ensemble du moment présent, qu'il n'est pas. À cet égard, nous semble particulièrement éclairante la contribution théorique de François Chesnais, qui voit l'étape présente de l'évolution du capitalisme, étape suivant celle du fordisme, comme l'étape d'un «régime d'accumulation à dominante financière».

Ce concept «désigne, dans une relation étroite avec la mondialisation du capital, une étape particulière [...] entendue comme la domination interne et internationale du *capital financier*. L'hypothèse d'un régime d'accumulation soumis à une finance qui pourrait réussir à s'ériger – momentanément – comme une puissance économique et sociale autonome face à la classe ouvrière comme à toutes les fractions du capital a été envisagée par Marx, qui la relie au fétichisme particulier de l'argent, poussé à sa forme extrême⁴».

Marx avait en effet noté ce fantasme de la bourgeoisie, « prise périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production » ; en d'autres mots, le « procès de production [lui] apparaît comme [...] un mal nécessaire pour faire de l'argent⁵ », dont il serait extrêmement profitable de se passer⁶. Retenant cette indication, notre auteur revient au concept de « régime d'accumulation », élaboré par l'école de la régulation française, qu'il juge d'un apport substantiel à l'analyse marxiste : il permet en effet de reconnaître qu'il y a « recherche par les bourgeoisies [selon les grands contextes de rapports entre les classes] de différentes manières de stabiliser le mouvement de reproduction et de valorisation du capital, donc d'asseoir leur domination⁷ ». Le fordisme a constitué une telle manière, qui n'est cependant plus adéquate à la valorisation optimale du capital. Des masses de capitaux amassés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'y trouvent plus leur compte, masses de capitaux s'érigeant en facteur de changement déterminant.

Nous avons rappelé, en citant Scharpf, que la dette américaine avait atteint de tels sommets durant les années 1970 et les années 1980 qu'elle ne pouvait être assumée par l'épargne interne, d'un niveau d'ailleurs très bas ; la capacité d'emprunt des États-Unis permit cependant de la financer par un recours massif à de véritables ponctions sur le marché international. Pour le « passage de l'économie internationale d'endettement à la mondialisation financière, un rôle décisif a été joué, comme dans la mort du système de Bretton Woods, par la dette fédérale américaine, dont le montant s'est accru, au début des années 1980, de façon encore plus vertigineuse qu'au cours des décennies précédentes ». Cette « mondialisation [financière] a procédé de façon d'autant plus rapide et débridée que les plus grands opérateurs bénéficient d'une sorte de garantie d'impunité ». Il s'agit de cette politique du *too big to fail*, pratiquée par le président de la Federal Reserve, Paul Volker en 1984 afin de sauver la banque Continental Illinois ; puis encore pour venir au secours de la Hanover Manufacturer et sur grande échelle lors du mini-krach à Wall Street en octobre 1987. Ajoutons que la même orientation a été massivement suivie à l'occasion du krach de 2007-2008. Dans ce cadre, « il faut noter [...] la montée en puissance de certains opérateurs purement financiers commandant des montants concentrés de capital-argent très élevés. Ce sont en particulier les fonds de retraite des pays où les retraites par capitalisation (principale ou complémentaire) occupent une place importante, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon ». Jusque-là, « ces fonds avaient connu une longue période d'accumulation [durant laquelle] ils étaient les détenteurs prudents de paquets d'actions assez stables. Tout change avec les années 1980. La déréglementation, la désintermédiation et la substitution des marchés aux formes antérieures de financement conduisent les fonds de retraite [...] à sortir

au grand jour et surtout à aligner leur comportement sur le modèle de la prise de profit financier à l'état pur⁸».

La pression de ces développements va entraîner que «les barrières internes précédemment étanches entre différentes spécialisations bancaires ou financières et les barrières qui séparent les marchés nationaux de l'extérieur» vont tendre à disparaître. Furent ainsi abolies diverses balises autrefois «essentielles, y compris celle, pourtant centrale, du Glass Steagall Act (1933) séparant les banques commerciales et les banques d'investissement spécialisées dans le placement des valeurs mobilières; [toutes ces institutions furent] visées par le mouvement de décloisonnement. En tout état de cause, l'ensemble du processus de déréglementation et de marchandisation a vidé ces barrières d'une grande partie de leur contenu». Bien sûr, l'effet de ces gros paquets d'actions détenus par des institutions financières a redessiné les modalités de l'interpénétration entre finance et industrie, «modalités dorénavant [largement] antagoniques aux besoins du capital productif», selon de nombreux économistes américains. Cela dit, soulignons que ces grandes «institutions sont en quête de rendements financiers à la fois élevés et encaissables à court terme. Elles se situent exclusivement dans une logique d'investissement de portefeuille. Leurs critères sont ceux du capital-argent le plus parasitaire, dont ils font peser les exigences sur les firmes industrielles, arbitrant *de facto* les conflits internes aux directoires en faveur [...] des financiers⁹».

Le concept de «régime d'accumulation à dominante financière» capte le sens des développements que nous venons de suivre, et celui de leur achèvement contemporain. La notion de dominante ne signifie évidemment pas la disparition absolue d'autres formes d'interpénétration, mais signifie certainement que la mondialisation et l'internationalisation des processus de travail s'expliquent par le poids de cette «dominante financière», l'accompagnent et ont servi à l'instituer. Comme l'a écrit déjà Dan Clawson, l'univers socio-économique nouveau a bien été «politiquement institué¹⁰». Ce régime d'accumulation soumet à de «nouvelles formes de concentration du capital-argent (au premier chef les fonds de retraite et les fonds de placement financier), les mécanismes de captation et de centralisation de fractions de valeur et de plus-value. Il a entraîné aussi la mise sur pied des institutions qui assurent la sécurité, politique, mais aussi financière, des opérations de placement financier». La finance a été en mesure d'atteindre ainsi un niveau de «pouvoir [...] au sein des groupes industriels [qu'on n'avait jamais connu], à mesure que la centralisation de la détention des actions [entre les mains de la finance concentrée] a ouvert la voie à la *corporate governance*». Ce mécanisme d'interpénétration pousse directement à une conduite des activités de l'entreprise en fonction des

buts propres de la finance, dans une logique tendant à les identifier à celles de l'échange d'argent, sous l'angle de la liquidité, si l'on peut dire¹¹.

Pour nous, les pages que l'on vient de lire vont servir à situer en logique économique le monde dans lequel entre l'humanité avec les années 1980 (dissolution de l'*ancien*, constitution du *nouveau*). Contre le processus de grève généralisée au Royaume-Uni à l'hiver 1978-1979, le premier ministre travailliste Callaghan a fait prévaloir le besoin de sauver le cours de la livre sterling; en 1978 puis en 1979, le président Carter a agi dans la même direction pour le dollar. La capacité d'emprunt gigantesque et de centralisation de ressources financières déterminantes par les États-Unis, avec l'appui du Royaume-Uni de Thatcher, va orienter l'évolution du capitalisme dans la direction des développements que nous venons d'indiquer. Le basculement s'opère entre 1978 et 1982. La logique des politiques particulières de la présidence Reagan à l'endroit du travail, comme la logique du thatchérisme à cet égard, peut alors trouver son explication théorique. La « dominante » étant financière, l'attrait de la formule A-A¹, pourtant utopique, pèse plus que jamais sur le fonctionnement du capitalisme et les comportements de plusieurs de ses principaux acteurs (les grandes banques, les institutions financières), comme un axe tendancielle ment définitionnel. D'où le fait que les bulles financières – comme la presse les appelle couramment – s'avèrent dorénavant « consubstantielles » à la marche de l'économie: « Il ne peut plus y avoir régime de croissance sans bulle, sans formation d'un montant de capital fictif sans précédent. » Dans un tel système, la pression sur le travail salarié est démultipliée, les formes de l'exploitation sont toutes accentuées¹².

Durant la grève (perdue) de cinq mois menée en 1992 par les UAW contre Caterpillar aux États-Unis, le président du bureau de direction de la compagnie déclara, selon ce que rapportait le *New York Times*, « qu'il avait besoin d'une plus grande flexibilité pour établir les salaires, les avantages sociaux et les conditions de travail afin de garder sa première place dans la compétition avec des compagnies du Japon et de l'Europe ». L'entreprise avait explicitement fait valoir déjà que, de toute façon, dans le contexte nouveau du travail de production, elle pouvait très facilement remplacer ses « machinistes expérimentés, ses fabricants d'outils et ses techniciens [...] par des chercheurs d'emploi non formés et recrutés directement de la rue¹³ ». C'était une position de choc dans une lutte de classe à ce moment directe et ouverte, incontestablement; mais il y avait plus: le positionnement du bureau de direction de Caterpillar se révélait, à terme, incompatible avec la notion même d'un contrat de travail. L'employeur voulait une plus grande flexibilité dans l'établissement des conditions de l'emploi, de la rémunération et des avantages sociaux – des conditions appelées à changer selon les besoins du meilleur taux de profit. La

flexibilité idéale était donnée par la proximité la plus grande avec la liquidité du capital-argent – qu'on peut transférer, exporter, retirer, transformer, etc., sans avoir à négocier avec des organisations répondant à des besoins extérieurs.

Si le sens même de l'action syndicale revient à retirer les conditions de l'emploi, singulièrement de rémunération, de la compétition, il paraît évident que la nouvelle économie lui est de nature plus réfractaire que le contexte et les déterminations des décennies fordistes, même si l'action syndicale n'a jamais véritablement atteint ce but de soustraire ses membres à la pression de la compétition... Évidemment, la logique socioéconomique d'une époque ne s'avère pas la seule à déterminer l'évolution de la société, dont l'histoire n'est pas écrite avant de se dérouler. Et l'on sait que depuis les débuts du capitalisme, le face-à-face social a directement contribué à dessiner les contours de la société et à définir ses caractéristiques. En ce sens, politiquement, socialement et économiquement, par exemple, les traits du nouveau régime d'accumulation et sa durée se présentent aussi sous l'angle de l'enjeu; mais on doit voir qu'à ce stade, considérée dans ses caractéristiques propres, la nouvelle donne socioéconomique se révèle contradictoire aux formes de l'accréditation et de l'institutionnalisation du syndicalisme que l'on a connues, de même qu'à la qualité des acquis sociaux. Le dépassement par la droite de la société des Trente Glorieuses trouverait ainsi son régime d'accumulation, adossé notamment à la régression des droits et du mouvement de classe ouvriers. Cette situation définit ainsi cette nouvelle étape dans l'histoire du capitalisme que nous annonçons.

Les politiques publiques présentées habituellement sous le terme générique de néolibéralisme, surtout parmi leurs détracteurs, acquièrent donc ainsi leur fondement économique. Pour une autre part, elles constituent cet arsenal précis de mesures qui non seulement tranchent avec celles de la période antérieure, mais se révèlent, à tout le moins dans leurs conséquences, comme autant d'orientations de déstructuration et de renversement actif de la place gagnée par le travail dans les rapports sociaux de pouvoir. Par la même dynamique, elles poursuivent cette institution d'origine politique des caractéristiques nouvelles de la vie du capitalisme d'aujourd'hui. Ces caractéristiques sont maintenant connues: «[l]ibéralisation, déréglementation, désengagement de l'État, privatisation, stabilité financière, rigueur budgétaire, fiscalité régressive¹⁴». Il s'agit, de fait, de réintroduire dans le circuit direct du profit les ressources financières autrefois utilisées pour l'intervention de l'État dans l'économie et les grandes politiques sociales, comme de diminuer le plus possible son rôle de dispensateur de services publics. La «rigueur budgétaire» et la «stabilité financière» représentent alors certainement les objectifs principaux de l'action de l'État, dont le sens est d'éviter l'inflation. Le désengagement de l'État entraîne expressément que l'on ne cherche plus à assurer, par

des mesures publiques, le plein emploi, par exemple ; il existe un « taux naturel de chômage », qui « reflète les données réelles de l'économie ». Intervenir pour *corriger* le fonctionnement de l'économie ne conduirait « à long terme » qu'à créer de l'inflation « sans parvenir [finalement] à réduire le chômage. Un moyen évident de la réduction du taux naturel de chômage serait [alors] la suppression des rigidités dont souffrirait un marché du travail soumis à un pouvoir syndical [jugé] excessif¹⁵ ».

Le contrat collectif, on s'en doute bien, constitue une codification formelle de la relation de travail qui contredit la notion de liberté du marché. Aux États-Unis en particulier, la place du syndicalisme en tant qu'élément constitutif du mouvement ouvrier quasi unique a contribué à la mise en forme d'une pratique dite du *job-control unionism*, un syndicalisme de contrôle interne à l'entreprise des emplois, c'est-à-dire des « contrats très formalisés et une procédure de grief quasi judiciaire ». « Dans un tel système, les droits et obligations des travailleurs sont liés à des définitions de tâches [pour chaque emploi] hautement articulées et nettement différenciées. » Cela oblige à une « description » non moins précise, des « lignes de démarcation tranchées » entre les emplois et un « contrôle syndical » – autant que faire se peut – sur les conditions des promotions, les revenus qui les accompagnent et sur « la sécurité d'emploi », qui supposent un rôle prééminent réservé à l'ancienneté¹⁶. Les listes de classement des emplois et le nombre de ces emplois ont comporté évidemment des centaines, voire des milliers de postes ainsi balisés dans les grandes entreprises. L'idée de tels classements multiples avait à l'origine été élaborée par le patronat pour diviser la main-d'œuvre et éviter l'arrivée du syndicalisme dans les entreprises. Les définitions de tâches et les classements précis pour chaque poste étaient par la suite devenus monnaie courante dans les contrats de travail. Voilà bien une réglementation détaillée d'une nature obligatoirement antinomique à l'esprit de la nouvelle économie qui s'imposait.

Ces réglementations pouvaient être d'origine privée, par exemple avec l'orientation des accords types (*pattern bargaining*) suivie du syndicalisme dans ses négociations avec les employeurs et l'établissement de contrats ; cependant, les réglementations s'avéraient souvent d'origine publique ; ainsi en était-il, par exemple, de la réglementation fédérale du transport de marchandises par camion entre les États ou du transport aérien. À cela s'ajoute la jonction que l'un et l'autre types de phénomènes pouvaient entretenir dans un même secteur économique. Ainsi, des recherches spécialisées ont soutenu que, durant les décennies antérieures aux années 1980, « l'effet mesurable [et important] que le syndicalisme avait sur les salaires des camionneurs (quelque 40 %) relevait à la fois de la réglementation [publique] du secteur et du National Master Freight Agreement », par lequel avait été créée une négociation globale¹⁷. Il est facile de

suggérer que l'existence en tant que telle d'une réglementation nationale du transport par camion contribuait à créer en une unité ce secteur économique comptant des milliers d'employeurs. La déréglementation allait plutôt, et précisément, viser à instiller la concurrence entre les entreprises de camionnage en facilitant notamment l'arrivée d'une multitude de nouvelles compagnies non intégrées dans le Master Freight Agreement.

La disparition des accords-cadres et des autres mécanismes de coordination syndicale de la « détermination des salaires » et des conditions de travail déboucha alors sur le phénomène dit, dans la discipline des relations industrielles, des négociations non coordonnées (*uncoordinated wage talks*) et « décentralisées », à l'intérieur même des grands secteurs économiques. Comme on a vu, ce phénomène fut concomitant de celui des concessions et de la fin de l'uniformité (relative) des situations du travail salarié par secteur. Au milieu de la décennie 1980-1990, l'accord-cadre historique dans l'industrie de l'acier, le Basic Steel Agreement, « avait été complètement abandonné » ; dans le secteur de l'automobile, la situation n'apparut pas aussi éclatée, sauf en ce qui avait trait aux revenus. Bruce Western, qui a étudié ce phénomène en le posant en comparaison des développements d'alors dans les autres pays capitalistes, fait valoir qu'aux États-Unis, aussi bien qu'en Suède par exemple, la « décentralisation des négociations » se réalisa sous la pression des employeurs. Mais « la menace du chômage aux États-Unis assura la coopération syndicale aux arrangements nouveaux » que supposaient « décentralisation et « concession », beaucoup plus qu'en Suède, écrit Western¹⁸, où les conditions de l'emploi et de l'appui aux sans-travail s'avaient bien supérieures.

Pour les États-Unis, on mesurera la signification profonde de ces bouleversements en les reportant simplement à la position du mouvement ouvrier moins de vingt-cinq années plus tôt, quand le syndicat de l'acier fut en mesure de mener une grève générale illimitée de tout le secteur, 600 000 syndiqués durant 116 jours, l'arrêt de travail le plus massif d'une industrie dans l'histoire du pays, qui se termina sur une victoire ouvrière. La puissance et l'unité dans l'action, comme l'unité dans les conditions de travail et les revendications, assuraient une existence de nature classiste qu'on ne pouvait ignorer dans les rapports de pouvoir, visible et agissante. Plus tard dans la décennie 1980-1990, A.H. Raskin, le chroniqueur syndical du *New York Times*, écrira un article de fond pour *Business Month* qui voudra mettre en garde le patronat américain contre l'idée qu'il pouvait tout se permettre face au mouvement ouvrier. Intitulé « The Grand Illusion », son article revenait sur quelques actions de classe montrant la capacité du travail à imposer la prise en compte de ses demandes ; il rappelait aussi aux employeurs que, pour éviter des mobilisations militantes menaçant leurs intérêts, il serait avantageux pour eux d'accepter davantage la

présence des syndicats dans leurs entreprises et de négocier de bonne foi avec eux. L'illusion qu'il dénonçait relevait de la croyance en une disparition progressive du syndicalisme, du moins comme force sociale et économique dont il faudrait tenir compte; les comportements patronaux nourris de cette illusion risquaient toujours en effet de susciter des explosions sociales¹⁹.

ii. CLASSE OUVRIÈRE ET SYNDICALISME

Plus de trente-cinq années après l'élection à la présidence de Ronald Reagan, force est néanmoins de constater qu'il n'y a pas eu de conflagration sociale qui se serait répandue alors, ni même depuis. Pour ce qui est notamment des décennies 1980-1990 et 1990-2000, les causes de cette *absence* sont multiples et de natures diverses. Nous allons rapidement revenir à ce stade à la problématique des concessions, concessions qui dévoilent une part de ces causes. Il y a eu, selon divers auteurs, des moments différents, ou des conjonctures différentes à l'acceptation par les syndicats de concessions aux États-Unis. Soulignons aussi qu'il y eut, par ailleurs, des reculs imposés par le patronat en dépit d'actions de résistance fort résolues de syndiqués en quelques occasions – conjonctures dans lesquelles le patronat, victorieux généralement, se montra tout aussi résolu. Un premier moment de concessions fut celui qui a été symbolisé par l'épisode du sauvetage de l'entreprise Chrysler, un moment correspondant à la volonté de sauver l'emploi en venant en aide à une compagnie menacée de faillite, par la modification des conditions du travail et des niveaux de revenus; le deuxième moment fut défini davantage par les années 1983-1985, années de forte croissance au cours desquelles les concessions économiques sont accordées à des compagnies faisant souvent des profits, mais qui les demandent comme mesures devant améliorer encore la compétitivité de leurs produits sur les marchés; puis un troisième moment qui a été balisé surtout par la deuxième moitié de la décennie 1980-1990, durant lequel, souvent par la coopération syndicat-employeur, on tente d'implanter de nouvelles façons de faire, dans l'organisation de la production et dans la détermination des rémunérations, toujours avec l'objectif de hausser la compétitivité sur les marchés, donc les profits²⁰. Deux constantes à ce phénomène d'ensemble: d'abord, c'est la crainte de perdre l'emploi, la volonté de sauver les emplois, qui conduit aux concessions: sauver l'emploi en sauvant l'entreprise; pourtant, et c'est la deuxième constante, aucune des compagnies qui se disent en difficulté n'accepte d'abord d'ouvrir ses livres comptables aux syndiqués: elles exigent toutes, en d'autres mots, d'être crues sur parole.

L'acceptation par les grandes organisations syndicales de cette dernière constante exprime en elle-même la situation de faiblesse dans laquelle elles se retrouvent : rappelons-nous qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale General Motors fut mise en demeure à plusieurs reprises par Walter Reuther d'ouvrir sa comptabilité d'entreprise à la vérification publique, afin que la société puisse juger du bien-fondé de ses explications quant à son incapacité d'accorder la hausse des revenus que revendiquaient ses employés. L'exigence de Reuther eut une portée sociale très forte. Durant la décennie 1980-1990 et même au-delà, les mêmes organisations mirent plutôt en avant l'idée de coopération et de modèles fonctionnels d'entente bipartite, après l'acceptation de modifications à la baisse ou concurrentement à celle-ci.

Considérons l'exemple de la négociation à la fin des années 1980 d'un contrat de travail à la section des moteurs de General Electric, dont les installations étaient réparties dans une dizaine de villes²¹. La pression pour des concessions, on l'imagine facilement, se révèle d'autant plus forte aux États-Unis que la perte d'emploi entraîne la perte de l'assurance maladie pour soi et sa famille et la perte ou la chute des prestations de retraite, du fait du caractère privé des garanties de l'aide sociale. La compagnie GE réussit à briser le front des onze syndicats présents chez elle avec lesquels elle avait pris l'habitude de négocier toutes les trois années, afin d'obtenir cette fois des arrangements particuliers – centrés sur une baisse des salaires – dans la section des moteurs. La GE fit valoir auprès de ses employés que ses principaux concurrents comptaient sur des coûts de revient du travail beaucoup plus faibles dans ce service que ceux qu'elle devait assumer, soit que lesdits concurrents possèdent sur le territoire américain des installations non syndiquées, soit qu'ils exportent vers les États-Unis à partir d'installations basées dans des pays du tiers-monde. La GE compara même les salaires qu'elle versait à ses employés américains et ceux, entre autres, qu'elle payait à ses employés de Singapour (en 1987, 10,92 \$ l'heure aux États-Unis comparativement à 1,49 \$ à Singapour). Cette pression fut complétée du poids de deux cas de fermeture récente effective aux États-Unis. Les employés acceptèrent les diminutions de revenus ; notons que la GE promit, en échange, de maintenir le niveau d'emploi pour la durée du contrat, à la condition expresse, cependant, que « les commandes ne fléchissent pas ». Une entente bonifiée par la promesse, aussi, d'un investissement de 200 millions dans la section des moteurs, que les employés jugèrent positivement, tel un engagement concret de la compagnie à poursuivre ses activités aux États-Unis.

Dans le cas de la GE, la compagnie accentuait donc sa pression sur les travailleurs en utilisant, comme une menace, jusqu'aux conditions de ses propres salariés d'autres pays, singulièrement en des pays en développement.

Par ailleurs, cet exemple a trait à un épisode qui prit place en 1987-1988. Voilà alors une illustration de ce que les trois grands moments de la pratique des concessions indiqués ci-dessus se chevauchent et sont balisés de caractéristiques qui ne s'excluent pas l'une l'autre, même si certaines se révèlent dominantes selon lesdits moments. Cela permet de signaler alors une troisième constante de ces développements : la volonté de réduire la part du travail salarié dans les coûts de production et dans la répartition des revenus de la compagnie accroît le conflit d'intérêts (et hausse sa visibilité) déjà présent dans la relation syndicat-employeur, même s'il ne se manifeste que dans la grogne des bases lors d'une assemblée des employés convoquée pour entériner des concessions. Surtout qu'il y a des occasions où les demandes patronales de diminution des salaires ou d'avantages sociaux ou des mesures de sécurité au travail s'accompagnent d'une orientation d'affrontement. Ainsi en avait-il été des exigences que la U.S. Steel (dorénavant USX) adressa au syndicat des métallurgistes, les USWA, en 1986.

L'industrie de l'acier avait souffert et souffrait toujours des importations. Les aciéries en exploitation aux États-Unis avaient par ailleurs fait savoir qu'elles n'avaient plus l'intention de négocier en commun avec les USWA. Elles envisageaient de nouvelles méthodes de production, revoyaient leur organisation, mais avaient dans beaucoup de cas du mal à assurer malgré tout un niveau de productivité pouvant garantir la rentabilité de leurs investissements. À ce stade, notons que certaines compagnies, moins importantes, avaient maintenant accepté de soumettre au syndicat les chiffres d'une part de la comptabilité de leurs activités. Dans ce cadre, les USWA avaient consenti à des concessions, modulées selon la situation plus ou moins difficile de ces compagnies. Ce n'était pas le cas de la USX, qui n'avait pas non plus l'intention d'instaurer en échange de concessions des formules éventuelles de coopération avec les métallos. Il y avait ici un bris évident de la politique devenue traditionnelle de la U.S. Steel, une politique de bonne entente pourrions-nous dire, historiquement symbolisée par la tournée de ses installations menée ensemble par le président du syndicat (David J. McDonald) et le PDG de la U.S. Steel (Ben Fairless) en 1953. Cette fois, quand vint à échéance le contrat de travail, la USX refusa une poursuite des négociations durant laquelle les clauses dudit contrat seraient maintenues, jusqu'à une entente sur une nouvelle convention. Durant les deux dernières semaines du mois de juillet, elle mit à pied la plupart de ses 20 000 employés (presque autant avaient déjà été remerciés), puis ferma ses installations le 1^{er} août. Dans certaines régions des États-Unis, des travailleurs en lockout sont en droit de recevoir des coupons alimentaires, voire des prestations d'assurance chômage ; la USX prit soin de s'adresser aux tribunaux pour faire valoir que ses employés n'étaient pas lockoutés, mais plutôt en grève

et qu'à ce titre ils ne satisfaisaient pas aux critères d'admission à ces programmes. La justice refusa ces arguments, et les salariés purent profiter du secours prévu par ces programmes. Ce que la USX cherchait, semble-t-il, avait trait à des réductions substantielles des salaires, qui les ramèneraient « au niveau le plus bas payé dans l'industrie » ; et elle tenait à conserver son droit entier à la sous-traitance. Elle refusa à cet égard toute disposition nouvelle dans le contrat collectif qui aurait eu pour effet d'encadrer cette possibilité, à laquelle avaient pourtant consenti d'autres compagnies ; mais elle réclama malgré tout et en plus les concessions sur les conditions de travail que les autres compagnies avaient obtenues²².

Cela dit, le syndicat des métallos considérait que les activités de la USX dans l'acier s'avéraient toujours rentables, cependant que ses propres positions de négociations statuaient qu'on ne pouvait accepter de nouvelles concessions que si les compagnies démontraient, « en ouvrant leurs livres » à des experts indépendants, qu'elles leur étaient nécessaires pour poursuivre leurs activités dans le même secteur. Ce dernier élément paraissait fort important dans le cas présent, étant donné que les USWA avaient accusé la USX de s'être prévaluée des ressources que lui avaient amenées les concessions du précédent contrat pour acheter Marathon Oil, c'est-à-dire pour approfondir son orientation de diversification hors du secteur de l'acier de ses avoirs²³. Selon un article paru dans le *New York Times, Book Review*, l'achat de Marathon Oil et d'une autre compagnie du secteur de l'énergie, la Texas Oil and Gas, faisait qu'en 1986 l'acier ne produisait plus que 25 % des revenus de la USX²⁴. Comment le syndicat pouvait-il, dans ces circonstances, envisager positivement les demandes de la USX ? Néanmoins, devant l'intransigeance de la compagnie, l'équipe de négociation des USWA « offrit un gel des salaires et des avantages sociaux » pour la durée du nouveau contrat ; nouveau refus de l'employeur, devant lequel le syndicat soumit de lui-même la proposition d'une réduction de 0,82 \$ l'heure de la valeur des revenus (salaires et avantages sociaux) des salariés²⁵.

Dans l'article du *New York Times, Book Review*, auquel nous avons référé ci-dessus, Charles F. Sabel se demanda précisément pourquoi la USX n'acceptait pas ce à quoi ses concurrents moins importants avaient agréé. Selon son explication, la compagnie cherchait de fait un retournement qualitatif de son rapport au syndicalisme : des concessions sans contreparties pour le syndicat, la possibilité pratiquement tous azimuts de confier à des sous-traitants au personnel non syndiqué quelque activité productive jusque-là assurée par ses employés et, sur de telles bases, le rétablissement du taux des profits ; elle refusait aussi toute garantie que les concessions nouvelles servent cette fois à maintenir et à renforcer ses bases dans l'acier. En utilisant les conceptions relevant de la théorie du mode d'accumulation capitaliste à dominante financière, telles

que nous les avons indiquées, il paraît tout à fait justifié de relier le positionnement de la USX à la recherche d'un rapport au travail humain, à la main-d'œuvre, s'identifiant au rapport à l'argent (l'attrait du A-A¹), exigeant en quelque sorte une fluidité, la liquidité correspondante du travail salarié.

Évidemment tout cela produisait un choc prévisible entre les classes sociales, la main-d'œuvre ne pouvant à terme se plier à ce type d'exigence. D'où le lockout et la résistance des syndiqués, qui donnèrent l'arrêt des activités en 1986-1987 ayant duré 118 jours. En fin de compte, le contrat qu'on signa réduisit de 2,45 \$ l'heure le coût moyen par employé des salaires et des avantages sociaux, une baisse supérieure à celles qu'avait acceptées le syndicat dans les autres compagnies, « encore qu'une portion [de cette diminution] fut restaurée sous la forme d'un programme de partage des profits²⁶ ». Tous les secteurs économiques furent touchés par ce phénomène de la pression aux concessions, faut-il ajouter, et globalement, d'une manière ou d'une autre, les demandes en ce sens l'emportèrent. Sur le fond, la peur de perdre l'emploi, comme on l'a dit, explique le repli vers l'acceptation des concessions. Cette peur porte en elle-même un « rôle disciplinaire » qu'on ne soulignera « jamais assez », a expliqué déjà Alain Bihl²⁷, une pression qui n'exclut pas les actes de résistance, mais qui tend incontestablement à grever l'élan revendicatif. Protéger l'emploi et les conditions acquises, on l'a vu, définit alors les préoccupations premières. Dans des secteurs particulièrement mal en point, comme le textile en Nouvelle-Angleterre, « on a même laissé les salaires tomber en dessous de ceux qui étaient payés dans les nouvelles manufactures non syndiquées du Sud²⁸ ».

Quoi qu'il en soit, on en était progressivement venu au troisième moment de la période dite des concessions, les deux premiers n'ayant pas conduit aux conséquences qu'on en espérait. Ce troisième moment ajouta diverses formules de coopération patronat-syndicat, comportant ou non des reculs eu égard aux conditions antérieurement négociées. Disparurent pour une part les mécanismes d'indexation des salaires au coût de la vie : s'il y avait 60 % des salariés qui étaient couverts par de telles formules en 1977, on n'en était déjà plus qu'à 40 % en 1988 ; d'un autre côté, on accepta aussi l'introduction de « plafonds » aux augmentations de salaire en fonction des taux d'inflation ; ou « on annula des paiements étant déjà prévus ». « Cela est important, parce que les compagnies reçoivent ainsi la possibilité d'adapter les coûts des salaires aux conjonctures individuelles particulières de leur production et du marché pour leurs produits²⁹. » Dans le même sens, il y eut abolition dans certains contrats importants de clauses d'augmentation formelles des salaires au profit du paiement de sommes fixes déboursées en une seule occasion selon le rendement des compagnies. Des syndicats ont préféré des garanties d'emploi ou de maintien en

activité de certaines installations particulières de diverses compagnies en échange de concessions sur les conditions de travail. Mais les résultats en ce qui a trait à la sauvegarde des emplois n'ont jamais semblé vraiment satisfaisants. Les clauses prévoyant une indemnité de départ en guise de dédommagement lors d'une mise à pied se sont alors avérées plus sûres³⁰. Beaucoup plus répandue fut la formule des salaires à double, voire à triple paliers, c'est-à-dire l'établissement d'échelles de salaires (et maintenant de rentes de retraite en plus) différentes selon les dates d'embauche dans l'entreprise, des échelles inférieures pour les plus récents arrivés, qui n'atteignaient qu'au bout de quelques années les échelles des vétérans – dans certains cas, jamais³¹. En même temps, dans le cadre de ces développements, on s'orienta aussi vers la recherche de formules de coopération dans la reconfiguration d'éléments du procès de travail comme tel, afin d'en accroître la productivité, donc d'améliorer la position concurrentielle des entreprises.

Ce fut le moment de la popularité de l'organisation du travail à la japonaise, qui devint une référence : l'industrie japonaise (comme l'industrie allemande pour certains produits) garantissait des conditions d'emploi et de salaire équivalentes, supérieures même à celles qui avaient cours aux États-Unis et pourtant elle s'avérait davantage concurrentielle que l'industrie américaine³².

C'est ainsi qu'apparurent aux États-Unis les notions et les expériences que les idées de concept d'équipe et de cercle de qualité notamment, expriment clairement. Le concept d'équipe suppose la participation active de tous les salariés à la définition des tâches et à leur interaction, dans le but de trouver les pratiques les plus performantes, en faisant appel à l'initiative de tous et toutes. Le concept de cercle de qualité met en avant l'objectif de garantir la meilleure qualité du produit de l'activité d'une entreprise grâce à l'effort conjoint et actif de l'ensemble des salariés, les cercles se constituant selon les grandes étapes du travail de production. En se fondant sur les expériences concrètes qui furent tentées, ces notions entraînaient « la réduction du nombre des catégories d'emploi », la configuration de tâches nouvelles visant l'amélioration de la qualité de la production, « l'identification de certains équipements ou d'investissements nouveaux qui pourraient hausser la qualité ou l'efficacité », etc., selon les termes du contrat collectif signé en 1987 entre les UAW et les compagnies General Motors et Ford. Ces dispositions s'appuyaient sur la promesse de Ford et GM de ne pas fermer d'installations supplémentaires et même de sauvegarder le niveau alors en vigueur d'emploi ; le contrat comportait aussi une clause d'augmentations des salaires³³. À ces initiatives se joignirent bientôt des programmes de formation et d'apprentissage destinés à la main-d'œuvre, afin qu'elle soit mieux en mesure de proposer « des changements dans l'organisation » et la configuration du travail, toujours dans le but d'assurer les emplois. Chez

Boeing, par exemple, un programme de cette nature fut mis sur pied par la compagnie en association avec le syndicat des machinistes (IAM, International Association of Machinists) dans le but «de préparer les travailleurs, aussi bien ceux qui sont toujours actifs que ceux qui sont mis à pied, à de nouveaux champs de compétence, des compétences reliées à l'utilisation des nouvelles technologies, tels le design assisté par ordinateur et la production industrielle assistée par ordinateur, la robotique, etc. ; certains de ces programmes [visent à aider] les travailleurs à se trouver un nouvel emploi» dans d'autres firmes³⁴. Cela dit, les mises à pied et le déclin de l'industrie aux États-Unis vont se poursuivre. Une conséquence fort significative sera alors l'impulsion au développement de ce qu'on appelle aux États-Unis les ESOP (Employee Stock Ownership Plans, programme de propriété de parts de compagnie par les employés), mis au point très majoritairement à ce moment dans le but, encore, de sauver l'emploi. Ces programmes amènent les employés à investir dans *leur* compagnie afin de faciliter sa survie ou, souvent, le maintien en activité d'installations ou de secteurs condamnés à la fermeture.

Ainsi, le syndicat des métallurgistes s'est montré particulièrement entreprenant sur ce terrain, «prenant la responsabilité de firmes telles que Sharon Steel et de huit installations [...] de LTV, deux compagnies qui auraient cessé leurs activités sans contribution financière des employés par [la formule des] ESOP³⁵». Dans l'aviation, les choses furent plus difficiles. Des suites de la déréglementation, une concurrence sauvage, coupe-gorge, divisa le milieu et creusa les différences. Ici, les concessions importantes sur les salaires se traduisirent cependant en l'obtention de parts des compagnies avec lesquelles on négociait. Les syndicats purent obtenir des sièges au bureau de direction, quatre sur dix-neuf à l'Eastern Airlines; l'acceptation ou le refus de nouvelles concessions, l'effet de leur présence à la direction, etc., firent qu'ils jouèrent alors un rôle de pivot dans le sort de la Trans World Airlines et de l'Eastern Airlines notamment, pour la sélection de l'acquéreur de certaines autres, etc. Ils réussirent même à faire déposer un PDG. D'autres syndicats tentèrent l'expérience des ESOP; il s'agit évidemment d'une expérience toujours risquée, rarement couronnée d'un franc succès. En 1987, 30% des 541 expériences de cette nature en activité au début de la décennie étaient disparues³⁶. Ces expériences furent à nouveau toutes axées sur la nécessité de maintenir les emplois, de les sauver. Mais, précisément, quelles furent les résultats du mouvement des concessions à cet égard?

Soulignons d'abord que la sauvegarde de l'emploi s'est parfois transformée, surtout dans certaines des grandes entreprises, en sauvegarde des conditions de vie des membres: par exemple, par l'amélioration des programmes de retraite hâtive, la hausse «des compensations pour les travailleurs à forte

ancienneté définitivement mis à pied chez GM et Ford» (on se rappellera que les UAW avaient gagné, de nombreuses années auparavant, des compléments au programme public d'assurance chômage pour leurs membres). Des moratoires sur les mises à pied « furent aussi adoptés dans les industries de l'automobile et des salaisons », des formules semblables apparurent dans le transport par camion, où elles prirent pour une part la signification d'une garantie du travail. Cela dit, ces dispositions concernaient d'abord l'appui à ses propres membres les plus anciens, à l'occasion visiblement grâce à la « diminution des salaires versés aux nouveaux employés »³⁷.

Il a été évalué que, globalement, dans les entreprises de transformation qui ont pu compter sur des concessions, « les coûts du travail [de quelque nature] représentaient environ de 25 % à 35 % des coûts d'ensemble », des taux indiquant des limites objectives à ce qui pouvait être obtenu par des concessions. Le directeur des relations de travail chez Ford à l'époque, Ernest Savoie, expliqua d'ailleurs dans une entrevue à *Business Week* que, pour les compagnies telles Ford, « les facteurs extérieurs à ceux [qui relèvent] de la convention collective sont de loin plus importants que les gains que nous pouvons obtenir par les [diminutions de] salaire et d'avantages sociaux. On pourrait réduire de 50 % les coûts du travail et n'être toujours pas concurrentiels ». Il poursuivait en soulignant que ce que cherchaient les employeurs était « de tordre la courbe [toujours ascendante] des coûts du travail en sens inverse [*a bending of the labor cost trend line*]³⁸ ».

En d'autres mots, les concessions furent probablement en mesure d'aider à protéger des emplois à court terme dans certaines entreprises ; mais elles ne purent garantir généralement à moyen et plus long terme le travail, dans quelque secteur. Tout aussi compréhensible qu'elle soit, la logique d'une adaptation à des stratégies de sauvegarde d'entreprises fondées sur la baisse du coût du travail conduit, d'un autre côté, à la pratique du syndicalisme d'entreprise (en contradiction du vieux principe des ententes-cadres), puis à l'acceptation de la mise en compétition d'installations locales d'un même employeur pour l'obtention du travail que suppose un élargissement de la production ou un nouvel investissement. Bien sûr, cette compétition pour le travail, à laquelle s'associent souvent les autorités publiques et les représentants du monde des affaires locaux ou régionaux, s'effectue sur la base des promesses les meilleures quant à la productivité et à la profitabilité. Forcément, il s'agit d'une logique s'inscrivant sur un axe dont la tangente pousse à une dissolution du mouvement de classe, sa dislocation par un sauve-qui-peut conduisant aux solutions individuelles, même si elles sont toujours poursuivies en groupe...

Les grandes organisations et les dirigeants n'ont jamais adopté l'idée des concessions comme un programme, même s'ils les ont largement justifiées et pratiquées. La préférence est plutôt allée aux méthodes d'inspiration japonaise, qui ont donné des résultats inégaux pourtant et souvent peu convaincants. Cette préférence s'avérait aussi fondée sur la volonté d'assurer l'emploi par une élévation de la productivité du travail – encore que l'attrait du modèle japonais fut de lui-même évidemment très fort auprès du patronat américain, singulièrement de l'automobile, maintenant concurrencé avec succès sur son propre territoire par les voitures japonaises. Les formules de l'ESOP et de participation de syndicalistes au management d'entreprises restent en fin de compte limitées, même si elles ont conféré à l'occasion un poids certain aux syndicats face au patronat durant les années 1980-1990. Néanmoins, même dans l'aviation, les syndicats ne s'orientèrent finalement pas unitairement. Tout ce moment apparaît en fin de compte, et malgré les multiples initiatives syndicales, comme un moment de profond affaiblissement du mouvement de classe et du mouvement ouvrier (moins dans l'aviation par la suite), situation de recul qui confirma le basculement des années 1978-1982 ouvrant à la nouvelle étape de la vie du capitalisme.

Globalement et par comparaison, les mouvements ouvriers en Europe de l'Ouest se présentaient davantage réalisés (avec partis et députés en plus des syndicats, notamment) que celui des États-Unis. On a rappelé déjà le développement qu'ils ont connu durant les années 60 et qu'en 1980 ils apparaissaient au faite de leur puissance historique en matière d'acquis sociaux et de force parlementaire, par exemple, situation tout en contraste avec celle du syndicalisme des États-Unis. Néanmoins, sans qu'il soit possible d'en donner l'explication dans cette étude, le basculement, le passage à l'étape du capitalisme à dominante financière et l'incapacité des partis ouvriers traditionnels à instituer politiquement un autre type d'évolution vont entraîner en Europe également un recul généralisé des mouvements ouvriers et populaires, de même que leur propre crise.

Dans la dynamique des rapports sociaux considérés à l'échelle planétaire, les développements américains dont nous venons de faire état se joignent à ceux de l'Europe de l'Ouest, parmi d'autres, pour articuler une situation où le mouvement de classe va paraître bien impuissant, l'ombre de lui-même en Europe si on le compare à ses poussées des deux décennies antérieures. Le dépassement par la droite trouve aussi sa possibilité dans l'impuissance des grands partis ouvriers traditionnels, leur incapacité, en fait, à assumer alors, dans les conditions nouvelles, la signification de leur nature sociale d'origine³⁹.

2. LE NOUVEAU RÉPUBLICANISME ET L'ADMINISTRATION REAGAN

Ainsi les résultats de l'élection de 1980, résultats qui surprirent avons-nous rappelé au chapitre précédent, donnèrent Ronald Reagan gagnant contre Jimmy Carter, à 51 % contre 41 %, 489 grands électeurs contre 49. Le vote syndical fut à nouveau majoritairement démocrate, mais nettement moins qu'en 1976. Le Parti démocrate perdit le contrôle du Sénat pour la première fois depuis 1952, mais conserva sa majorité à la Chambre des représentants. Moins de 54 % des électeurs potentiels se présentèrent aux bureaux de scrutin. En ajoutant le 7 % d'appui que remporta l'indépendant Anderson, on obtenait des résultats d'ensemble témoignant, d'un côté, d'un faible intérêt pour le jeu des partis établis et, d'une autre côté, d'une déception réelle devant l'expérience de la gouverne du démocrate Carter. S'il est vrai, par ailleurs, que Ronald Reagan se fit rassurant en s'engageant durant la campagne à ne pas faire disparaître la protection sociale des aînés et des moins nantis, il s'avère non moins sûr qu'étaient connus aussi le sens de son orientation politique et les valeurs auxquelles il tenait à s'identifier, de même que la direction des choix publics qu'adopterait une administration fédérale placée sous son autorité. En un mot, si Ronald Reagan n'annonça pas avec précision l'envergure du bouleversement qu'il souhaitait réaliser, les électeurs et les électrices qui le soutinrent percevaient bien que l'option républicaine, cette fois, s'avérait plus distinctement conservatrice, en politique intérieure et en politique extérieure, que ce n'était le cas depuis des décennies – à l'exception de la candidature de Goldwater en 1964.

Quand Reagan arrive à la Maison-Blanche, l'évolution récente des rapports employeurs-employés se déroule sur un axe sensiblement proche pourtant de ses préférences. Les rebuffades politiques essayées par le mouvement ouvrier, ses difficultés organisationnelles, les déréglementations, l'offensive patronale, l'état de fragilité économique dans lequel se trouvent plusieurs des entreprises devenues depuis la décennie 1930-1940 le site de châteaux forts du syndicalisme, la tendance aussi de grandes fédérations affiliées ou non à l'AFL-CIO à accéder aux demandes de concessions que leur adressent des compagnies faisant face à des ennuis financiers, voire dont les activités s'avèrent profitables, etc., tous ces éléments montrent que sont perturbés, pour une part déjà lézardés, des piliers de l'existence du mouvement syndical américain. On a cité au chapitre précédent la conclusion que tiraient deux experts de l'analyse du système des relations industrielles aux États-Unis au terme d'un livre réunissant plusieurs études sur les rapports de travail entre 1950 et 1980. Si la pente du devenir des syndicats devait rester la même pour quelques années encore, ils

allaient cesser bientôt de représenter une « menace » suffisamment sérieuse, socialement et politiquement, écrivaient-ils, pour que le patronat juge nécessaire de traiter avec eux⁴⁰. En d'autres mots, si les équilibres, bien qu'ils étaient corrodés, n'avaient pas encore atteint un point de rupture, celui-ci se profilait clairement à l'horizon.

Cette rupture d'équilibre allait se produire maintenant à court terme, sous l'effet de l'engagement actif de la nouvelle administration présidentielle et de l'affirmation encore plus tranchée du rejet par le patronat des vieux arrangements sociaux. Par ailleurs, ce qui ne va cesser de surprendre au cours des années Reagan, ce sera l'incapacité du syndicalisme à remporter des victoires, à modifier par des réussites même partielles la direction des développements socioéconomiques et sociopolitiques. Il y avait en 1980 quelque 24 % des travailleurs et travailleuses non agricoles qui étaient syndiqués aux États-Unis, mais 18 % dès 1985 et, à la fin de la décennie, environ 16 %. Durant les deux dernières années de la présidence de George H. Bush, ce taux se situera autour de 15,8 %. Autre dimension : si, en 1954, la densité syndicale dans le secteur privé s'élevait à 38 %, elle avait périclité à moins de 12 % en 1990 (et environ 10 % au milieu de la décennie 1990-2000)⁴¹.

À ce moment, non seulement les pourcentages ont décliné de manière très marquée, mais aussi les nombres. Durant les années 1980, les syndicats américains perdirent quelque quatre millions de membres⁴². Il est vrai que, dans les décennies 1980-1990 et 1990-2000, les taux de densité syndicale ont eu tendance à diminuer dans tous les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à l'exception globalement des pays du nord de l'Europe et du Canada. Mais, si l'on peut noter alors un cours répandu à la baisse, le déclin le plus important survint aux États-Unis et au Royaume-Uni, un déclin particulièrement tragique dans le cas des États-Unis. Le Royaume-Uni, partant d'un taux de syndicalisation et d'une présence sociopolitique plus élevés pour le mouvement ouvrier, sortit de cette période incontestablement amoindri, mais comptant toujours près de 26 % des travailleurs syndiqués en 2013 (32,4 % en 1995). Comme tous les syndicalismes firent face durant ces décennies aux mêmes phénomènes de mondialisation, financiarisation et internationalisation des procès de travail, les auteurs d'une étude comparée des mouvements syndicaux de douze pays de l'OCDE concluaient que la chute marquée des pourcentages aux États-Unis (et au Royaume-Uni) « montrait l'importance des politiques gouvernementales. [...] Ce sont les deux seuls pays de notre échantillon où des gouvernements conservateurs ont activement encouragé les employeurs à s'engager dans une attaque frontale contre le pouvoir syndical », et ce sont les deux pays où les taux de syndicalisation ont le plus dramatiquement et le plus rapidement décliné⁴³. Le

taux de couverture des conditions négociées dans les contrats de travail étant très près du taux effectif de syndicalisation aux États-Unis, beaucoup plus qu'à l'extérieur de l'Amérique du Nord normalement, le déclin très marqué du syndicalisme y entraîne des conséquences sociales également plus profondes qu'ailleurs. En comparaison, le taux de syndicalisation en France n'atteignait en 1992 que 9,2 %, mais on a pu établir que le taux de couverture y était tout de même de 92 %⁴⁴.

Les avancées technologiques, la télématique et les conditions culturelles nouvelles qu'elles servent à façonner ont accompagné le passage au capitalisme à dominante financière, mais elles ne l'expliquent pas, non plus qu'elles ne rendent compte de l'épuisement du fordisme – tout en ayant favorisé une réponse « hyper-capitaliste » à cet épuisement⁴⁵. Il s'avère ainsi incontestable qu'elles ont par exemple permis l'internationalisation de procès de travail, donc des réarrangements du rapport social employeurs-employés en faveur des premiers. Ronald Reagan ne présenta pas sa candidature sous l'angle d'une simple alternance gouvernementale, mais plus fondamentalement concourut, comme porte-étendard d'une réelle option programmatique de rechange. Il voulait prescrire de nouvelles priorités nationales en donnant au Parti républicain une philosophie politique originale. Premier dirigeant syndical à devenir président des États-Unis et ex-démocrate libéral, comme il est souvent rappelé, Reagan n'en laissa pas moins sa marque comme le politicien fédéral qui renversa la donne dans les rapports du travail. À cet égard, il fut l'un des plus influents de la deuxième moitié du xx^e siècle.

Dans la biographie qu'il lui consacra, intitulée *The Education of Ronald Reagan*, Thomas W. Evans fait remonter la « conversion au conservatisme » du futur président à son association de huit années avec la firme General Electric comme présentateur de l'émission de télévision *G.E. Theater*. Durant ces années, de 1954 à 1962, Reagan parcourut aussi les États-Unis en tant qu'agent de relations publiques de la compagnie. Pour ce travail, il fut notamment mis en relation suivie avec Lemuel Boulware, qui devint son « mentor idéologique ». Or, on se rappellera ce que le boulearisme avait signifié à cette époque le refus d'une part du grand patronat américain, dont les usines étaient pourtant souvent syndiquées, d'accepter la substance du compromis d'après-guerre. Pour Evans, le moment de cette association fut précisément celui de la conversion au conservatisme de Ronald Reagan⁴⁶. Voilà certes une rééducation rendant compte, de fait, de ce que le conservatisme du futur président allait à ce point se révéler empreint d'un antagonisme marqué à l'endroit du syndicalisme : un antagonisme forgé non pas à la fin du moment fordiste, mais au cœur même de sa grande période.

Lors de sa course à l'investiture républicaine contre Gerald Ford en 1976, Ronald Reagan avait annoncé qu'il choisirait Richard Schweiker, sénateur de Pennsylvanie, comme son colistier. Chez les républicains, Schweiker était vu comme un modéré; selon les vieilles façons de faire aux États-Unis, la sélection d'un colistier modéré avait pour objectif d'équilibrer (vers le centre) un ticket républicain dirigé par Reagan. En 1980, le choix de George H. Bush, ex-directeur de la CIA, choqua aussi certains conservateurs du parti, qui le trouvaient trop modéré. De fait, G.H. Bush se situait économiquement et socialement à la droite du spectre idéologique, nettement; politiquement, il s'avérait aussi un républicain conservateur, sans avoir été proche pourtant des courants populistes non plus que religieux sur lesquels tablait Reagan. Il ne fut pas le premier choix de ce dernier, qui ne le sélectionna finalement que tard durant le congrès républicain; mais Bush se trouva en quelque sorte à ajouter au ticket présidentiel la respectabilité du conservatisme républicain plus traditionnel. D'ailleurs, sa participation à l'équipe Reagan, dont il accepta publiquement des orientations qu'il avait autrefois rejetées (notamment en économie), symbolisa peut-être le ralliement d'états-majors républicains importants à des perspectives partisans populistes de droite. En tout état de cause, le tandem Reagan-Bush, en 1980 et en 1984, représenta clairement et de manière tranchée une option conservatrice de droite. Le fait que Bush ait dirigé la CIA ne pouvait évidemment pas nuire à l'image de l'anticommunisme militant qu'allait projeter avec Reagan le ticket républicain.

C'est ainsi, des suites de la campagne de 1980, que le « pourcentage de l'électorat, voyant d'importantes différences dans les positions des deux grands partis, bondit de l'écart relativement stable allant de 46 % à 52 % de la population où il se situait entre 1952 et 1976 à celui de 58 % et 63 % entre 1980 et 1988 » – ce qui « ne supposait pas forcément quelque revitalisation de la partisanerie⁴⁷ », par ailleurs, mais témoignait certainement de ce renouvellement des coalitions visant le pouvoir au sein du Parti républicain et de l'infléchissement nettement droitier de son discours dominant. Ce bond dans les perceptions populaires s'explique notamment par la place du sentiment religieux et même de l'irrationnel qui trouvèrent en quelque sorte une niche dans le nouveau conservatisme républicain. « C'est avec une sincérité convaincante que Reagan fait appel aux valeurs américaines traditionnelles, la religion, la famille, le patriotisme. » On le sait, un large « mouvement de réveil religieux, de fondamentalisme moral a introduit [...] la religion dans la politique », créant ainsi une nouvelle droite, « solidement implantée dans la *Bible Belt* » située dans le sud et le sud-ouest du pays. Cette nouvelle droite, souvent anti-intellectuelle, méfiante à l'endroit des villes de l'Est, a trouvé sa rampe de lancement avec l'indignation de la « droite chrétienne [à l'endroit] de la décision [de la Cour

suprême] dans l'affaire *Roe v. Wade* libéralisant l'avortement en 1973⁴⁸ ». Comme l'avenir le montrera, on n'assistait pas simplement alors à la prise du parti présidentiel par le parti congressionnel, phénomène déjà advenu dans le passé, mais à un tournant à droite très marqué, radical dans certains secteurs, du Parti républicain comme lieu de rassemblement électoral et cadre partisan.

Ce nouveau « conservatisme » conjugait donc trois sources particulières : le traditionalisme socioculturel et religieux, le libertarisme économique et l'anticommunisme de combat. « Un des faits saillants remarquables de la campagne [présidentielle] de 1980 fut qu'on y discuta [aussi] explicitement et directement des questions de politique socioéconomique comme question au cœur de la compétition électorale, politisées à un point tel que cela n'avait pas été le cas depuis Truman » : le gouvernement devait-il tenter d'orienter les cours de « l'économie privée », devait-il élaborer puis appliquer de grandes « politiques macroéconomiques » afin de juguler « le chômage et l'inflation » et, enfin, « quels devaient être l'envergure et le caractère des programmes » de bien-être : sécurité sociale, redistribution et transferts sociaux. Ce fut le discours anti-étatique qui l'emporta idéologiquement, celui de Reagan plutôt que celui de Carter, même si ce dernier se situait concrètement sur un terrain proche de celui de son opposant. Néanmoins, cette victoire exprima « un déplacement de l'initiative [sociopolitique] vers les adversaires » des principes de l'interventionnisme de l'État et des politiques sociales. Il allait amorcer, de fait, un bouleversement de la « philosophie publique » traditionnelle : la croissance du poids de l'État serait vue « comme facteur dominant [à l'origine] des problèmes économiques », dont la solution précisement relevait du libre jeu des lois du marché, auxquelles de bons gouvernements « mettraient moins la bride⁴⁹ ». Reagan en faisait une philosophie politique de remplacement, qu'il joignait au traditionalisme conservateur et religieux.

En ce sens, l'utilisation ci-dessus du mot « bouleversement » semble pleinement justifiée ; la nouvelle administration présidentielle avait bien l'intention de renverser l'état de choses ancien, singulièrement d'affaiblir dans les rapports sociaux de pouvoir le rôle et les capacités du syndicalisme, les modes et les instruments de son institutionnalisation. À la politique de ce déclin se joindrait, ou s'articulerait, celle du recul des préoccupations en tant que telles pour le sort des défavorisés, l'égalité de la population africaine-américaine, la protection et l'amélioration des revenus de la masse travailleuse, les besoins particuliers des grandes zones urbaines, l'accès aux soins de santé et la garantie des retraites. En d'autres mots : affaiblissement du mouvement revendicatif de classe, affaiblissement de l'attention gouvernementale portée aux besoins sociaux et affaiblissement du positionnement économique des petites gens. Tout cela sera confirmé par le peu d'intérêt que manifesterà la présidence

Reagan pour les difficultés sociales occasionnées par la récession des années 1981-1983, l'absence d'empressement à tenter de les juguler.

Ainsi, l'«Administration Reagan s'apposa alors farouchement à tous les projets de loi visant la création d'emplois», se déclara en accord avec «la majorité républicaine du Sénat qui réussit en trois occasions à stopper les efforts des démocrates de la Chambre des représentants» mettant en avant l'idée d'instaurer à nouveau certaines politiques du «temps de la [Grande] Dépression afin de venir en aide aux jeunes et aux travailleurs» victimes de «fermetures et de délocalisations d'entreprises». Le président Reagan appuya (avec succès) les objections du monde des affaires qui combattait un projet de loi prévoyant qu'un employeur «devrait accorder des jours de congé non payés à [une employée] venant d'accoucher ou [à des employés] faisant face à de sérieux problèmes de santé dans leur famille», le patronat expliquant qu'une telle mesure «allouerait trop peu de flexibilité individuelle aux compagnies». Et la présidence s'opposa, également avec succès, à toute augmentation du salaire minimum⁵⁰. Ce ne sont là que certaines illustrations d'un positionnement social de la présidence qui ne se démentit pratiquement jamais. D'ailleurs, il avait à toutes fins utiles été révélé par Ronald Reagan durant sa campagne de 1980; en effet, «partisan résolu [*advocate*] d'une réduction des taxes et d'un accroissement massif des dépenses militaires, il expliqua clairement que les compressions [dans les budgets gouvernementaux qui rendraient possibles ces nouveaux déboursés] seraient effectuées dans les programmes de l'État-Providence [*in welfare state programs*]»; encore qu'il prenait bien garde, on l'a écrit déjà, d'indiquer que «sa stratégie [...] ne requérait pas de casser les programmes [vraiment] nécessaires⁵¹».

Cela dit, ce dernier élément ayant trait à la notion de politiques sociales *vraiment nécessaires* ne servait pas seulement à présenter sous un jour favorable des orientations pouvant autrement paraître menaçantes. Il se trouvait aussi à euphémiser, en quelque sorte, une adhésion à ces clichés voulant que plein de gens se faisaient vivre aux dépens des majorités par l'aide sociale et les autres politiques d'aide étatique, sans justification, par paresse et volonté de désœuvrement. Aux États-Unis, toujours, ces notions sont notées racialement, en plus d'attiser le ressentiment des classes moyennes envers les secteurs pauvres et dépendants de la population. Cela s'inscrivait bien alors dans une poursuite de la «stratégie du Sud» du Parti républicain, dont on pouvait suivre les linéaments depuis Goldwater et Nixon. Ce type d'orientation, en lui-même, contribue évidemment à légitimer l'abandon des politiques d'égalité de la population noire, par exemple les politiques de lutte au chômage identifiées à des objectifs particularisés. Pour nous, l'importance que prenait cette stratégie du Sud devint suffisamment marquante pour qu'elle soit considérée à ce

moment comme une quatrième composante du nouveau républicanisme (s'ajoutant au libertarisme économique, au conservatisme politico-religieux et à l'anticommunisme). Cette composante se teinte évidemment d'un appel du pied, comme du temps de Nixon, à l'animosité que des politiques de lutte contre la discrimination, tel le *busing*, avaient incontestablement avivée au sein de milieux populaires de la population blanche – dans le Sud et à l'extérieur du Sud. Par dépit envers des politiques libérales, des référendums avaient en effet été organisés, contre le *busing* précisément, mais aussi contre les règlements d'intégration résidentielle, contre « l'abolition de la peine de mort » et même contre le mouvement des travailleurs agricoles, en plus du premier engouement des référendums contre le niveau des taxes immobilières⁵².

Ronald Reagan et son vice-président Bush s'étaient déjà opposés « à toutes les mesures centrales de la législation des droits civils [...] dénonçant notamment » le Civil Rights Act de 1964 comme une « mauvaise » loi. Lors de sa campagne de 1980, il « se fit le champion du droit des États », un positionnement prenant la signification d'un appui aux tentatives du vieux Sud voulant se soustraire à des politiques fédérales de lutte contre la discrimination. Durant sa présidence, Reagan fit d'ailleurs savoir que les « Noirs seraient aujourd'hui plus riches si les programmes d'assistance de la Grande Société de Lyndon B. Johnson n'avaient pas été mis en œuvre ». Il avait même pris auparavant la décision de lancer sa campagne dans la petite ville du Sud « où trois militants des droits civils [...] avaient été assassinés en 1964 par le Ku Klux Klan⁵³ ». La symbolique devenait limpide. Cette stratégie du Sud, tout de suite entendue dans le Nord, prenait bien la fonction d'un trait constitutif du même populisme républicain.

Une cinquième composante servit à instruire, voire à structurer le nouveau républicanisme, par ailleurs, une composante portant on ne peut plus clairement cette volonté de bouleverser par la droite les consensus (évidemment relatifs) sociopolitiques et socioéconomiques établis alors depuis près d'un demi-siècle. Il s'agit de cette politisation extrême des nominations aux agences publiques qui relèvent de la présidence et aux cours de justice du système fédéral, jusque et y compris la Cour suprême. S'il est juste qu'au fil des décennies les nominations républicaines aient acquis un caractère plus conservateur et les nominations démocrates un caractère plus libéral, la tendance avait généralement été à la recherche de candidatures également acceptables pour le parti qui ne contrôlait pas la présidence, à tout le moins pour des courants identifiables de ce parti. En ce qui trait au ministère du Travail, au NLRB et aux organismes administratifs, plus directement responsables de la santé au travail, de la protection des retraites et d'autres dimensions découlant de la

relation d'emploi, les nominations et les budgets alloués prirent cette fois l'aspect de l'antagonisme, presque d'une ouverture des hostilités.

On a indiqué plus haut que la codification des rapports employeurs-employés représentés par le contrat de travail s'inscrivait en porte-à-faux des volontés de déréglementation de la vie économique. Jusqu'à quel point? Un des économistes auxquels on s'est référés jusqu'ici a écrit que « [d]eux grands objectifs [*policies*] se démarquaient dans le champ de la politique de déréglementation: la déréglementation du système bancaire et de la finance et la déréglementation des relations de travail⁵⁴ ». Pour notre propos, il n'est pas nécessaire de savoir, ni même de se demander, quels objectifs en supplantaient d'autres, ou attiraient le plus d'attention. Mais il faut poser que la déréglementation du travail se révélait bien un objectif stratégique de toute cette politique. Notons à ce stade que la déréglementation envisagée du travail ne signifiera pas l'émancipation de la relation de travail des lois qui l'encadrent et des interdits particuliers qui, dans cette relation, entravent la libre disposition et la libre action des parties concernées, singulièrement du syndicalisme. Le fondateur de l'AFL, Samuel Gompers, avait rejeté déjà l'idée de l'intervention gouvernementale et judiciaire dans les relations industrielles, n'y voyant que du danger pour le mouvement ouvrier. Et il avait réclamé plutôt, devant des commissions d'enquête sur les rapports capital-travail et des comités du Sénat, « qu'on laisse au fonctionnement libre des institutions volontaires le soin de dégager les solutions aux problèmes qui [...] surgissent » entre elles⁵⁵. On se doute bien que ce n'était pas cela que le nouveau républicanisme projetait. Non; avant comme après la présidence Reagan, la relation de travail aux États-Unis allait rester la plus réglementée de celles des pays libéraux, la plus soumise à l'intervention permanente du judiciaire et du quasi-judiciaire, à un encadrement politique (les nominations présidentielles) très significatif et à la réglementation statutaire la plus lourde.

L'utilisation du concept de déréglementation de la relation de travail ici se rapportait plutôt à la volonté de libérer le procès de travail des gains que le syndicalisme s'y était taillés au fil des décennies. Ces gains étaient institutionnalisés dans un cadre juridique et réglementaire par ailleurs mis en forme par le pouvoir étatique pour stabiliser et contenir ses dynamiques. Et de fait, sous Reagan, la déréglementation du procès de travail va prendre le sens de l'instauration de brides encore plus serrées imposées à l'action syndicale, de l'application à son encontre de contraintes plus sévères et plus menaçantes que par le passé. La déréglementation du travail visa une flexibilité plus grande du travail humain dans la relation d'emploi, la mise en forme des conditions de cette flexibilité, donc l'amointrissement des mesures traditionnelles de protection de ce travail humain – que la pratique du contrat de travail avait servi à

codifier. Rien à voir avec l'utopie de Gompers pour qui l'absence de supervision et de surveillance étatiques de la vie socioéconomique pouvait sérieusement être envisagée, et permettrait au libre jeu d'institutions volontaires de trouver les solutions optimales aux problèmes que leur relation soulève, comme aux besoins de leurs membres respectifs.

C'est ainsi que deux historiens ont pu écrire de ces lois et règlements servant à moduler la relation d'emploi : « Si le New Deal a inauguré une réforme [*Reformation*, allusion à la Réforme protestante] dans la vie politique américaine, alors on peut soutenir que le règne de Ronald Reagan a constitué une contre-réforme. Tant que la politique conservatrice du ressentiment restait confinée au Congrès, elle n'était pas en mesure de monter un assaut frontal contre les fondations institutionnelles de l'ordre du New Deal. La présidence de Reagan a changé tout cela. Elle a ouvert grandes les portes de l'influence exécutive et administrative à des idéologies de la droite. En tant que conseillers présidentiels, membres du cabinet ou agents de la sécurité nationale, comme exécuteurs des politiques fédérales en environnement, santé et sécurité, sur la base de postes à la commission des droits civils et au NLRB, ou dans les sanctuaires bénis du judiciaire fédéral, les commis de la contre-réforme ont assuré son contrôle sur les leviers du pouvoir et mis en pratique ses politiques sociales⁵⁶. » Car la relation d'emploi ne relève pas que des règles de la vie sur le lieu de travail; elle procède aussi de conditions dont l'efficacité trouve son principe à l'extérieur du périmètre du travail, dans les politiques publiques et l'encadrement juridique notamment.

3. LA PRÉSIDENTENCE EN ACTION

En conformité avec les opinions qu'il avait avancées durant la campagne de 1980, Ronald Reagan voulut frapper les imaginations dès le début de son mandat en annonçant une réduction de l'impôt sur le revenu de 10 % par année durant trois ans, donc de 30 %, « pour tous les contribuables (*across the board reduction*) et de réduire certains impôts sur les sociétés », afin d'encourager l'investissement. Il manifesta aussi son intention de « compressions sombres dans les dépenses [...] de l'État : éventuellement 10 milliards de dollars dans le budget de 1980-1981, mais, à coup sûr, de 40 à 50 milliards dans celui de 1981-1982, étant entendu que ces compressions ne se feraient pas aux dépens de ceux qui sont vraiment dans le besoin ». Notons que le président établit alors « un lien entre les réductions d'impôt et les réductions de crédits » budgétaires, principe cher au cœur des libertariens. Ces deux types de mesures devaient permettre une relance de l'économie, qui d'elle-même aurait raison des déficits budgétaires de l'État⁵⁷. Mais quelles que fussent alors les

intentions réelles de Ronald Reagan, cette réduction des impôts allait finalement s'appliquer très inégalement entre les contribuables, les grandes entreprises en profitant plus que tout le monde.

i. ORIENTATIONS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Parce que, très rapidement, les grandes entreprises réussirent à convaincre l'administration que leurs besoins nécessitaient des mesures plus généreuses à leur endroit. Elles les obtinrent, sous forme d'une augmentation notamment des « crédits à l'investissement et de versements hâtifs pour la dépréciation » du capital fixe. Les mesures furent si prodigues que les taxes payées par les grandes entreprises « furent réduites de 150 milliards de dollars sur cinq années » ; et de fait, a écrit un historien du monde des affaires, durant les six premières années des deux mandats présidentiels de Reagan, « la plupart des grandes entreprises manufacturières des États-Unis purent profiter d'un congé fiscal ». D'étranges pratiques firent leur apparition : par exemple, comme les crédits d'impôt (pour l'investissement, la dépréciation) ne pouvaient être accordés qu'à des compagnies rentables, on se mit à donner néanmoins de tels crédits aux entreprises qui ne payaient pas de taxes sous forme d'avances à faire valoir lorsqu'elles seraient rentables. Évidemment, ces entreprises commencèrent rapidement à vendre aux compagnies alors rentables ces crédits d'impôt... Finalement, ce furent des centaines de milliards de dollars des revenus de l'État que représenteraient ainsi « durant le premier mandat de Reagan » ces réductions de taxes et d'impôt, « bien plus que tout ce que les conservateurs coupeurs de taxes n'avaient jamais prêché⁵⁸ ».

Citant une étude du Citizens for Tax Justice, Marie-France Toinet faisait remarquer en 1985 que « la moitié des 250 compagnies américaines les plus profitables [n'avaient] pas payé un sou d'impôt au moins une année sur les trois premières de la présidence Reagan ». À ce moment, « l'impôt sur les bénéfices des entreprises [ne représente plus] que 6,2 % des revenus de l'État contre le quart dans les années 1950 et 1960⁵⁹ ». Il n'est pas banal que le premier secrétaire au Trésor de Reagan, Donald T. Regan, « soit allé se plaindre [au président] à la fin de l'année 1983 de ce que Boeing, GE, General Dynamics et 57 autres compagnies importantes n'avaient pas payé un centime d'impôt durant l'année et de ce que la propre secrétaire de Reagan avait eu à déboursier en impôt plus que toutes ces compagnies réunies⁶⁰ ». Le principe de l'interventionnisme minimal en économie, partie prenante d'une théorie l'associant, on l'a vu, précisément à l'idée de baisses radicales d'impôts comme facteur direct de stimulation de l'activité économique, débouchait ici sur des résultats saisissants, jamais vus.

Il provoquait aussi un accroissement sans précédent du déficit des finances de l'État, un résultat « accablant » inenvisagé par le président. Celui-ci restait convaincu que la poursuite des déréglementations, de la libéralisation de l'économie et de la règle de la théorie de l'offre en économie allait à court terme amener un tel niveau de croissance que le phénomène des déficits disparaîtrait. Ainsi, Reagan pouvait, tout en accumulant les déficits, se prononcer encore en 1984 en faveur de l'adoption d'un amendement à la Constitution du pays « qui imposerait un budget équilibré ». En tout état de cause, pour les trois exercices financiers allant de 1981 à 1984, les déficits budgétaires furent de 110,6 milliards de dollars américains, plus 195,4 et 175, cependant qu'il était prévu « pour 1984-1985, [...], un déficit de 222 milliards de dollars. « Ainsi, à la fin de 1984, l'administration comptabilisait plus de la moitié des 996 milliards de dollars de déficit accumulé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ». Peut-être plus expressif : « si, lors de l'arrivée de Ronald Reagan à la présidence, la dette publique se montait à 985 milliards de dollars, à la fin 1984 elle atteignait 1824 milliards ». À ce moment, Ronald Reagan avait « emprunté autant que tous ses prédécesseurs réunis, de Washington à Jimmy Carter. Refusant de hausser les impôts ou de diminuer les budgets militaires, il lui fallait toujours viser à « réduire les dépenses de l'État »⁶¹ pour insister sur sa volonté de compression de la taille des appareils publics.

Les budgets militaires augmentèrent massivement, « l'effort de réarmement accaparant quelque 1 000 milliards de dollars » durant les quatre années du premier mandat de Ronald Reagan, un chiffre évidemment astronomique⁶². On entrait dans la période de la guerre des étoiles et il fallait en assumer les coûts ! Le quart du budget fédéral américain était consacré dorénavant à cet effort militaire, une proportion « intouchable, dont la simple mise en cause, par exemple une suggestion de contraction, aussi minime fût-elle, devenait antipatriotique [*unpatriotic*]⁶³. La National Science Foundation a établi déjà qu'à la fin de la décennie 1960-1970 « Washington fournissait 90 % des fonds de la recherche et développement dans l'aviation et l'espace, 65 % en électronique, 42 % dans les instruments scientifiques, 31 % dans la machinerie, [...] 20 % dans les produits chimiques. À la fin des années 1970, Washington payait plus de 50 % de toute la recherche et développement » ; or, durant les années 1980, deux tiers des dépenses de Washington dans le champ de la recherche et développement étaient liées à la défense ou à l'espace ; voilà comment les États-Unis « ont maintenu leur supériorité technologique »⁶⁴, et voilà comment la stratégie productive s'est confondue en quelque sorte avec les dépenses militaires ou s'est trouvée imbriquée dans celles-ci. En cette décennie où tous les gouvernements auront tendance à contracter les dépenses publiques, et les politiques sociales en particulier, les États-Unis se singulariseront « par des

dépenses dans les industries militaires de haute technologie d'un niveau si élevé qu'elles provoquèrent » une explosion dans les budgets gouvernementaux et la dette publique⁶⁵.

Des investisseurs, des professeurs d'économie et des chercheurs du gouvernement en vinrent, à la fin du deuxième mandat de Ronald Reagan et durant le mandat de George H. Bush à la présidence, à proposer que le Pentagone « prenne carrément la direction de la bataille pour que l'industrie américaine reste concurrentielle ». Le Defense Science Board, comité du ministère de la Défense, proposa ainsi « de lier les politiques économiques de la nation et les stratégies militaires, particulièrement dans la recherche et le développement technologiques ». Le numéro du *New York Times* qui rapportait cette information présentait aussi les points de vue afférents d'experts et de personnalités généralement associées aux débats de sphères gouvernementales portant sur ce type de problème : l'assurance que le Département de la défense peut compter sur la production d'armements garantissant la supériorité militaire des États-Unis, ce qui supposait des liens encore plus suivis que par le passé avec l'entreprise privée. De quelle nature seraient ces liens ? Et comment l'entreprise américaine, qui ne dominait plus systématiquement le marché international et perdait même beaucoup de terrain dorénavant quant à la concurrence de sa production industrielle, pourrait-elle garantir la fabrication d'armes à la hauteur des attentes ? Voilà pourquoi ce Defense Science Board proposait que le Pentagone prenne en charge le développement et la production des instruments qui lui étaient nécessaires par la supervision et l'orientation des activités des entreprises privées concernées. Grâce au niveau élevé des ressources que les budgets de la Défense autoriseraient à engager, cette supervision profiterait également beaucoup au raffermissement du secteur privé⁶⁶.

Certains des experts consultés par le journal s'avéraient relativement froids à l'endroit de cette proposition, l'un d'entre eux considérant, par exemple, que le marché en tant que tel permet de trouver les formules optimales pour solutionner les problèmes que la vie économique soulève. Mais globalement la tendance semblait à l'approbation parmi les experts consultés : « Le Département [de la défense] possède les cerveaux, l'expérience et la motivation [lui permettant de travailler] comme l'agence de direction qui choisit les projets [lui paraissant] les plus prometteurs et stimule une recherche concordante. C'est ce qu'il a fait dans le domaine de la télématique [*computer networking*], des graphiques par ordinateur et de l'intelligence artificielle » ; souvent, « la recherche dans le champ des nouvelles technologies requiert une perspective de long terme que le privé n'a pas. Dans ces cas, il faut une coopération du monde des affaires et du gouvernement. C'est terriblement important [aujourd'hui] dans des domaines comme celui de la supraconductivité, des

ordinateurs de la prochaine génération [...]. Il faut se rappeler que l'industrie des ordinateurs a été développée par l'armée [...]. Le Département de la défense a besoin de recherches et d'une base industrielle fiable. Les propositions actuelles vont donc fonctionner»; «la raison pour laquelle [ces propositions] sont une nécessité, c'est que le Pentagone se trouve dans une position unique [...] par son poids politique et, bien sûr, par ses énormes ressources, il représente l'agence gouvernementale qui va nous ramener en première position», etc.⁶⁷

À ce stade, deux remarques s'imposent. La première a trait à l'histoire des relations entre le monde des affaires et les gouvernements aux États-Unis. Les années de la présidence Reagan ne furent évidemment pas les premières où de constructives relations de cette nature se nouèrent. Avant la Deuxième Guerre mondiale, a écrit Kim McQuaid, «la plupart des recherches scientifiques et des recherches en génie étaient financées par les universités et les fondations privées»; la recherche appliquée était financée par l'entreprise privée, dans quelques domaines. Tout changea avec la guerre puis la guerre froide, alors que la recherche et le développement furent dorénavant majoritairement soutenus par des ressources en provenance de Washington, dirigées à 85 % «à la fin des années 1950 vers le militaire». L'entreprise privée, les universités et des «laboratoires de recherche semi-privés» furent ainsi mis en situation quasi permanente de collaboration – puisqu'avec les années 1960 la recherche aéronautique vint nourrir encore plus tout ce processus –, ce qui développa des intérêts communs entre eux et les agences gouvernementales avec lesquelles ils avaient des contacts suivis. D'après McQuaid, ce sont ces réalités qui inspirèrent au président Eisenhower la mise en garde qu'il adressa à ses concitoyens contre «les dangers que faisait courir [au pays] ce complexe militaro-industriel», quand il quitta ses fonctions en janvier 1961⁶⁸.

Ce complexe existait certainement, et le poids que les dépenses publiques qui lui sont associées représente dans les budgets fédéraux suppose incontestablement une puissance politique de premier ordre. Mais, en dépit de tous les trafics d'influence, la corruption, les pressions avouables et inavouables et le copinage auxquels cette proximité a donné vie et qu'elle permet, on ne pourrait soutenir que le phénomène s'est amplifié puis approfondi durant les mandats de Kennedy, Johnson, Nixon, Ford et Carter, qu'il soit devenu autre chose que le complexe dénoncé et le cadre d'une interpénétration entre intérêts privés et agents de l'État. Ce qui n'était pas rien, on en conviendra.

Mais avec les ressources que le président Reagan consacre au poste militaire de son budget, quand il y a d'importantes compressions sur pratiquement tous les autres terrains, ledit poste militaire prend peut-être de nouvelles

dimensions, comptant sur des sommes si gigantesques que certains sont amenés à penser que le Département de la défense devrait dorénavant gérer presque la production nationale, l'orienter, la superviser. Voilà qui dépassait la pratique courante d'entrées relativement avouables pour le privé dans des agences publiques. Cette fois était mise en avant cette conception que l'étatique, par la voie du militaire, devrait instaurer des mécanismes lui ouvrant la porte d'une supervision directe de l'élaboration et de la réalisation du travail de production dans le privé. À ce moment la recherche et le développement économique seraient donc largement confiés au Département de la défense qui prendrait en priorité à sa charge l'univers des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle. Il n'est pas étonnant que plusieurs aient alors qualifié la politique économique de la présidence Reagan de keynésianisme militaire. De fait, cette prise en charge se limitera aux investissements publics en recherche et à l'aide financière à des entreprises privées pour la mise en forme et le lancement des activités productives en découlant. Bien sûr, la sélection des secteurs économiques et des unités particulières au sein de ces secteurs que l'on soutient oriente d'elle-même, du fait des moyens disponibles, l'évolution de la vie économique. Et ce sont des budgets qui permettront aux États-Unis d'entrer dans le nouvel univers économique en position dominante.

Nous avons tenu à explorer quelque peu cette idée d'une gouverne ouverte du ministère de la Défense sur des secteurs dominants de l'économie, parce qu'elle émana de membres influents, sous forme de propositions, de l'état-major civil de la Défense américaine. À ce titre, on doit la considérer comme une expression forte, probablement limite, de ce que pouvait suggérer raisonnablement la situation d'alors. Pour notre propos, elle sert à illustrer le sens de la position de l'Administration Reagan, notamment durant la récession de 1981-1983. La présidence refusa alors obstinément « tous les projets de loi visant la création d'emplois » ; en accord avec la majorité républicaine au Sénat, elle repoussa ainsi divers projets soumis par les élus démocrates, ayant pour objectif de « rétablir des programmes de travaux publics datant de la Dépression » des années 1930⁶⁹. Cette fois, l'inflation allait être jugulée, contrée par la récession, bien sûr, elle-même encouragée cependant par l'orientation monétariste et les compressions (dans les autres budgets que celui de l'armée) souvent sévères de la présidence.

Cette « récession Reagan allait transformer le processus de la désindustrialisation [de l'Amérique] en un véritable processus d'anéantissement » ; il a été évalué que, « de 1978 à 1982, les États-Unis perdirent environ 25 % de l'emploi du pays dans les grandes installations de production (de 3,5 à 4 millions d'emplois⁷⁰). De même, « entre 1980 et 1988 [les deux mandats du président Reagan], 15,2 millions d'emplois furent créés, dont 26,9 % dans la vente,

16,3 % dans les services d'assistance aux entreprises, 12,3 % dans le domaine de la santé et 11 % dans la restauration, autant de secteurs traditionnellement peu syndiqués payant peu. Beaucoup de ces emplois (entre le tiers et la demie) ne sont pas à temps complet et plus de 60 % de ceux-ci sont occupés par des femmes⁷¹ ». Ces chiffres laissent supposer que, parmi les nouveaux emplois, la polarisation des situations est grande et que les revenus s'éloignent globalement du rêve américain...

Durant la courte période 1980-1986, le syndicalisme chuta, passant d'un taux de 23 % de la main-d'œuvre non agricole à 17,5 %; par ailleurs, durant « la première moitié de la décennie 1980-1990, près de tout le déclin toucha des Blancs travaillant dans l'entreprise privée⁷² ». Comme le nombre d'emplois perdus nationalement est inférieur à celui du nombre de membres des syndicats qui fut perdu, on ne peut pas tout expliquer par de seuls facteurs extérieurs à l'institution syndicale comme telle⁷³ et aux rapports sociaux, c'est-à-dire par des facteurs tels la mondialisation ou la déréglementation considérés formellement, réifiés en quelque sorte. La politique économique de la présidence Reagan comporte, comme une de ses dimensions permanentes, la réduction du poids des intérêts et des besoins du salariat dans le discours et l'élaboration des politiques publiques, de même que le recul concomitant de la force et de l'influence du syndicalisme dans l'entreprise et l'économie nationale. Donnons à ce stade les exemples qui nous semblent les plus révélateurs de cette orientation dans le champ des rapports d'emploi.

ii. LE « REAGANISME » ET LES RAPPORTS D'EMPLOI

Traitant de ce qu'il définit comme la reconstruction politique du marché du travail durant les années Reagan, Richard Valeyly en a classé les principaux éléments sous quatre rubriques: « les politiques sociales », l'orientation poursuivie dans le champ des relations industrielles, les conséquences sur les rapports d'emploi du « relâchement de l'application de la loi antitrust » et de « la réglementation des transports » et, enfin, la complaisance envers les pratiques ouvertes de résistance patronale qui ne se démentiront plus face au syndicalisme⁷⁴. Ainsi que plusieurs auteurs le soulignent, l'Administration Reagan ne chercha pas à modifier formellement les lois de l'accréditation syndicale, de la protection médicale, de la couverture sociale des aînés ou de l'assurance chômage, mais elle en réduisit la portée, les sous-finança, voire renversa « le sens de leurs fonctions » dans le champ des *relations industrielles*⁷⁵.

Par exemple, durant les deux mandats du président Reagan (et les seize premiers mois de l'Administration de George Herbert Bush), le salaire minimum ne connut aucune augmentation. La mesure régressive de cette

politique est tout de suite perceptible quand on exprime la valeur du salaire minimum en dollars constants : ainsi, calculé en dollars de 2008, le salaire minimum passe d'un taux horaire équivalent à 8 \$ en 1980 à un très faible 5,50 \$ en 1988-1989, une dégringolade ininterrompue, qui amènera le salaire minimum à représenter à ce moment moins de 35 % du salaire ouvrier moyen⁷⁶. Entre temps, le président Reagan avait plutôt proposé d'exclure « pour une certaine période de formation » les jeunes de la couverture du salaire minimum et qu'on puisse leur offrir des taux de rémunération inférieurs afin de favoriser leur embauche ; il ne put faire accepter cette orientation, mais le président Bush la retint quand il consentit finalement à une hausse du salaire minimum en 1989 : « en échange », il obtint du Congrès l'instauration d'un programme s'adressant aux jeunes de 16 à 19 ans, qui prévoyait la possibilité d'une période initiale de formation de trois mois durant lesquels le salaire serait inférieur au salaire minimum⁷⁷.

La loi de Social Security, adoptée en 1935, a établi un système d'assurance chômage consistant, pour l'essentiel, en un « ensemble de subsides fédéraux » garantis aux divers États afin qu'ils mettent chacun sur pied leur propre programme d'assurance chômage. Cela a donné lieu à 53 programmes étatiques ; en d'autres mots, « un programme fédéral contrôlé par le ministère du Travail, mais géré par les États ». « Quelques normes fédérales seront instituées, mais une grande liberté sera laissée aux États dans la configuration de leurs programmes⁷⁸. » Les États ont eu tendance « à lier de manière très serrée les prestations au taux des salaires » locaux et régionaux en vigueur, tout en établissant des conditions et des règlements souvent différents entre eux. On a donc un système d'assurance chômage, a fait remarquer Bruce Western, qui « varie énormément d'un État à l'autre, ce qui renforce les inégalités [internes à la classe ouvrière] produites par le marché » – donc, qui ne contribue pas à unifier le mouvement de classe. Cette caractéristique très particulière relèverait, selon lui, du rôle marginal qu'ont tenu les syndicats aux États-Unis dans l'élaboration et la mise en pratique du programme d'assurance chômage – à la gestion duquel ils ne participent généralement pas non plus⁷⁹. On sait, en effet, que, jusqu'à son congrès de 1932, l'AFL se prononçait officiellement contre l'instauration d'un régime d'allocations aux chômeurs, alors qu'en 1935, au moment où Roosevelt procède avec la loi de Social Security, le CIO n'est qu'en gestation.

En ayant en tête la complexité d'un tel régime, on peut saisir en quoi ont pu varier les conséquences de la politique du président Reagan à l'égard du chômage ; ce qui s'avère sûr, cependant, c'est qu'elles ont toutes évolué à la baisse, c'est-à-dire conduit à la diminution de la couverture des travailleurs sans emploi. Ainsi, il y eut réduction des sommes transmises par le gouvernement

fédéral aux États, sommes transmises en vertu du mandat qui confère à ceux-ci la gestion et la réglementation du programme. Forcément, d'une manière ou d'une autre et avec plus ou moins de dureté, les États ont été contraints de réduire les prestations ou, « plus souvent, de hausser tous les critères d'admissibilité aux prestations », de sorte que, alors que le nombre et le pourcentage des travailleurs en chômage augmentèrent durant les années de la récession 1981-1983, « de 7,5 % en 1982 à 9,5 % en 1982 et 1983, les États évacuèrent du régime plus d'un million et demi de chômeurs entre 1982 et 1984 »⁸⁰.

À l'origine, on visait avec le programme d'assurance chômage « à protéger le statut professionnel et le pouvoir d'achat » des travailleurs mis à pied. La présidence Reagan ne s'orienta pas en fonction de ces objectifs ; ses orientations consistèrent plutôt à peser sur la situation des demandeurs d'emploi, à peser sur les chômeurs pour les amener, peut-on supposer, à accepter un déclassement professionnel et une diminution concordante des revenus que pourrait procurer un emploi disponible. Non pas protéger contre les conséquences pénibles des lois du marché, mais conduire à s'y soumettre. Selon les préceptes du néolibéralisme, il existe un taux d'équilibre du chômage propre aux diverses conjonctures. Voilà, par exemple, qui rend compte de ce que la première ministre Thatcher ne cherchait pas le plein emploi par une intervention de l'État pour relancer des activités économiques, voire sauver des régions. En ce sens, les vieux objectifs concernant le statut professionnel et le pouvoir d'achat n'instruisent pas les politiques publiques de l'Administration Reagan (non plus que celles du gouvernement conservateur Thatcher). D'où la nature des mesures particulières du président Reagan aussi sur l'assurance chômage, que des analystes ont vues comme autant d' « assauts » : hausse « de la taxation sur les prestations de chômage [qui ira jusqu'à 100 %] et [globalement] contraction de la portée du programme [...] ». Durant « la récession de 1974-1975, quelque 78 % des chômeurs recevaient des prestations du régime, alors que durant la récession Reagan, qui vit un nombre beaucoup plus élevé de chômeurs, environ 45 % des chômeurs touchèrent des prestations. Ce pourcentage chuta encore plus durant la récession de 1989-1991 », quand un tiers des demandeurs d'emploi recevaient des allocations⁸¹. « En 1981, le Congrès interdit de verser des coupons alimentaires (*food-stamp benefits*) aux grévistes et à leur famille », une mesure dont la signification s'avérait de même nature. Dans le rapport social de pouvoir, les actions de la présidence ne renforçaient évidemment pas la position de la classe des travailleurs, son indépendance. Elles se trouvaient plutôt à grever les capacités de cette classe, à la réduire...

Il faut saisir à ces égards que l'assurance chômage, telle qu'on la concevait antérieurement, servait à « renforcer la position de tous les travailleurs envers les employeurs ». D'autres programmes gouvernementaux ont toujours eu, en

tout ou en partie, le même type d'effet. Par exemple, les dépenses publiques utilisées pour la promotion de l'employabilité et la formation professionnelle des couches défavorisées de la population : l'engagement fédéral à cet égard « a été diminué de plus de 60 % entre 1980 et 1989, lorsqu'on l'évalue en dollars constants ». Par ailleurs, toujours à la fin de la décennie, l'AFL-CIO avait calculé que moins de 5 % des chômeurs pouvaient compter sur quelque forme de recyclage. De même, soulignait la centrale, le Public Service Employment (service public d'emploi), qui s'avérait à la fin de la présidence Carter « une source importante d'emploi et de formation a été éliminé, comme ont été éliminés les programmes » s'adressant aux besoins particuliers des jeunes. De fait, les programmes axés sur l'employabilité et la formation qui représentaient ensemble quelque 2 % du budget fédéral en 1980 « sont tombés » en 1989 « à environ la moitié de 1 % ». Les transferts fédéraux aux États et aux localités ont été réduits de quelque 18 %, en dollars constants, entre 1980 et 1989, alors que « les dépenses directes du gouvernement fédéral pour des projets concernant l'eau et le pouvoir hydraulique ont été diminuées de 13 %⁸² ».

Les projets de développement communautaire, d'aide à la restauration urbaine et aux politiques sociales des municipalités furent très durement éprouvés. Tout cela sans compter les diminutions continues de l'enveloppe des ressources consacrées aux enfants pauvres et aux familles dépendantes de l'assistance publique, notamment pour les soins médicaux et le logement⁸³. Comme s'il y avait, sur ce terrain, une orientation d'appauvrissement des démunis, de raidissement à leur endroit. Le président Reagan s'était engagé à « déréglementer l'industrie de la santé et à compter sur la concurrence pour maîtriser » l'évolution de ses coûts. La concurrence n'a pas eu cet effet bénéfique et, en conjonction avec d'autres facteurs, a plutôt débouché sur une explosion des coûts : augmentation des frais d'hospitalisation à un rythme annuel de 16 % et hausse du prix des honoraires d'un médecin de 14 %, selon les calculs de l'AFL-CIO. La présidence présenta alors sa politique de réduction des fonds fédéraux transmis aux États pour le financement des divers programmes d'assistance médicale comme une méthode pouvant peser à la baisse sur les coûts de la santé. Cela ne se produisit pas et entraîna plutôt une hausse généralisée des primes d'assurance maladie privée et de la contribution personnelle des individus ayant recours à des soins de santé⁸⁴.

Cette accumulation de modifications rendant plus insécures les vies des petites gens, la population travailleuse et les bénéficiaires d'aide publique en particulier, débilite leur capacité d'action, mais divisait aussi : les assistés et les gens en emploi, les non-syndiqués et les syndiqués – ces derniers étant relativement mieux positionnés face aux compressions, encore que le niveau de la hausse des coûts de la santé va bientôt gripper les régimes employeurs-employés

sur lesquels ils comptaient, et que la transformation profonde de l'économie fait perdre des centaines de milliers d'emplois syndiqués. Plus généralement : la nature même des gains sociaux aux États-Unis, qui les lie en grande partie au rapport salarial, contribue aux difficultés alors que la perte d'un emploi provoque leur extinction puisqu'on ne peut habituellement pas les apporter...

Le champ des « relations industrielles », comme l'indiquait Valelly, va en lui-même devenir un terrain de dépérissement – le mot n'est pas trop fort – du syndicalisme américain, le lieu principal où sa force sera directement touchée. Comme plusieurs auteurs le mettent en avant, le nouveau républicanisme réussira à modeler le fonctionnement de la mécanique même des relations industrielles pour en rendre les résultats conformes à ses perspectives d'ensemble, qui sont des perspectives de rupture à droite. Et l'Administration Reagan, soulignera-t-on généralement aussi, atteindra ses fins sans amender les lois du travail, non plus qu'en faisant disparaître des organismes de protection des salariés, par exemple de la santé et la sécurité au travail. On réduira plutôt radicalement les fonds alloués à ces organismes, jusqu'à rendre pratiquement impossible l'accomplissement de leurs tâches ; le président Reagan nommera à la tête des agences plus directement chargées de la gestion des pratiques de l'accréditation syndicale et de la supervision des rapports employeurs-employés (tel le NLRB) ou de l'application générale des lois considérées comme des acquis sociaux et démocratiques dans le monde du travail (ministère du Travail) des gens souvent connus comme des professionnels de l'antisyndicalisme.

Cela dit, il convient, pensons-nous, de compléter analytiquement cette mise en situation de deux éléments. D'abord, on notera que l'orientation reaganienne dans le champ des relations industrielles, qui est de flexibilisation du travail plutôt que de déréglementation, survient manifestement en concordance avec la nouvelle étape de la vie du capitalisme, l'étape du régime d'accumulation à dominante financière que nous avons rapidement considérée au début de cette sous-section de notre texte. Deuxièmement, soulignons que l'indication qui précède s'avère d'autant plus significative que, traditionnellement, le syndicalisme américain se caractérisait comme syndicalisme de contrôle du travail, c'est-à-dire un syndicalisme axé sur le contrôle des pratiques internes de l'entreprise : règles de promotion et de licenciement, définition des tâches, procédure de grief, etc., un contrôle appuyé sur la présence reconnue et acceptée du syndicat. Il saute aux yeux que l'accréditation de ce type de syndicalisme s'accorde difficilement avec la volonté de flexibilité que la nouvelle administration et le monde patronal réclamaient.

L'Administration Reagan s'engagea ainsi dans une tentative de redéfinition du rôle du NLRB, de renversement presque de la signification de son rôle comme pilier du cadre jusque-là établi des relations industrielles. Bien qu'il était déjà corrodé à l'ouverture des années 1980, le cadre national de la reconnaissance du syndicalisme, c'est-à-dire de sa légitimité dans l'entreprise et dans l'économie nationale, était précisément resté le National Labor Relations Act (la loi Wagner) de 1935. Par cette loi, l'Administration Roosevelt avait reconnu aux travailleurs de l'entreprise privée le droit de se syndiquer en toute liberté, sans la possibilité d'une intervention ni d'une menace de quelque nature de la part de l'employeur (ce qui incluait l'interdiction de tout «syndicat de boutique»); cette loi visait aussi à favoriser la négociation collective entre les employeurs et les employés, établissant des règles et des interdits à cet effet. Afin d'assurer l'application de la loi et la poursuite de ces deux objectifs, le NLRA créait une agence fédérale nouvelle, relevant directement de la présidence, le National Labor Relations Board (NLRB), un bureau national des relations de travail.

Le NLRB avait pour mission de voir au respect du droit à la libre syndicalisation et au fonctionnement le plus harmonieux possible des négociations de contrats de travail. Les interdits à ces égards portaient sur ce qu'on appelait les pratiques déloyales dans les rapports de travail du patronat, par exemple le refus de négocier, des entraves gratuites et manifestes au bon déroulement de la négociation afin d'écarter la signature d'un premier contrat, le chantage de diverses moutures (tel le chantage à la délocalisation si les employés votent en faveur de la représentation syndicale), etc. L'amendement Taft-Hartley en 1947 a précisément inclus dans la catégorie des pratiques déloyales des types particuliers d'actions syndicales, tels les grèves de sympathie ou les boycottages secondaires notamment. On a vu que le syndicalisme américain s'était finalement accommodé de cet amendement, encore qu'il en cherchât toujours par la suite le rappel – en tout cas le rappel de sa section 14b, qui a servi et sert à le déstabiliser. Rappelons à ce sujet, comme le font valoir aussi plusieurs auteurs, que l'amendement Taft-Hartley s'est trouvé à prohiber en tant que pratiques déloyales plusieurs des formes traditionnelles d'actions ouvrières les plus efficaces, singulièrement les formes de solidarité active. Le président Reagan ne s'engagea donc pas, quant à lui, dans la bataille politique d'un nouvel amendement au NLRA; il plaça plutôt à la tête du NLRB des hommes connus pour leur hostilité au syndicalisme, entraînant bientôt, et de fait, cette agence dans une orientation antinomique à sa vocation de départ.

Au mois d'août 1981, le président Reagan fit ainsi porter son choix sur John R. Van de Water pour le poste de directeur (*chair*) du NLRB. Van de Water «n'était pas un avocat, [...] plutôt un consultant patronal spécialisé dans

le rôle de conseil» contre la syndicalisation des employés d'une entreprise. Durant les séances du comité sénatorial sur le travail et les ressources humaines devant se pencher sur sa candidature avant le vote du Sénat, on apprit notamment que Van de Water avait déjà écrit dans un document visant à éviter la syndicalisation que l'arrivée d'un syndicat « risquait de conduire au chaos, au dynamitage [d'installations], au meurtre, à la violence brutale ». La nomination de Van de Water ne fut pas retenue, mais sa sélection par le président mettait clairement à jour les intentions de celui-ci ; il utilisa la formule de la nomination provisoire pour que Van de Water puisse néanmoins occuper le poste à la tête du NLRB du mois d'août 1981 à décembre 1982⁸⁵.

Le bureau national des relations de travail (le NLRB) est formé de cinq membres dirigeants, nommés par la présidence, pour des mandats variables de cinq années. La composition dudit bureau n'est pas entièrement choisie, du moins pour la totalité d'un premier mandat, par un nouveau président. Ainsi, la majorité du NLRB jusqu'à la fin de 1982 était issue de l'Administration de Jimmy Carter. « Une majorité reaganienne fut finalement atteinte » en mai 1983, quand Patricia Diaz Dennis se joignit au bureau, alors placé sous la direction de Donald Dotson. L'autre membre de la majorité sélectionné par le président Reagan était Robert Hunter, nommé antérieurement. Dotson et Diaz Dennis faisaient jusque-là carrière comme avocats patronaux, un avocat de choc dans le cas de Dotson. Robert Hunter avait auparavant servi d'assistant principal au sénateur Orrin Hatch, républicain qui, par son *filibuster*, avait fait dérailler la réforme de la loi du travail pilotée par l'AFL-CIO sous Carter ; Hunter était associé à la très conservatrice Heritage Foundation. Quant à Donald Dotson, il sélectionna comme avocat-conseil du NLRB Hugh Reilly, avocat rattaché au National Right to Work Committee, plutôt qu'un avocat membre du personnel du NLRB. La simple énumération des personnalités du NLRB relevant de la présidence Reagan oblige à constater qu'il s'agit d'une équipe hostile aux pratiques établies des relations industrielles, une équipe de transformation à la baisse de ces pratiques du point de vue du syndicalisme⁸⁶.

De fait, ce qui se produisit avec l'arrivée puis les premières années de la présidence Reagan, c'est la perte que subit le syndicalisme de la capacité d'utiliser l'État pour la promotion de ses propres intérêts et des intérêts de ses membres – notamment d'utiliser les organismes publics dont l'existence accréditait traditionnellement sa place dans la société. Par exemple, lors de séances en comité spécialisé de la Chambre des représentants sur les activités du NLRB, il apparut que Donald Dotson avait déjà écrit, dans une lettre adressée à une revue juridique, que le NLRB « agissait comme un “organisme d'aide juridique et un instrument d'organisation pour le syndicalisme” et que la négociation collective était “un monopole syndical” qui détruisait le

“marché en tant que mécanisme déterminant la valeur du travail” ». Durant la même séance, « il critiqua les majorités dirigeantes du NLRB du passé [*prior Boards*], les accusant d’avoir ignoré ce que sont les lois de l’économie et d’avoir en conséquence contribué à affaiblir la position des entreprises américaines face à la concurrence étrangère ». Le président Reagan nomma aussi d’autres avocats patronaux au NLRB⁸⁷... Dotson et son équipe allaient évidemment agir en conformité avec leurs conceptions sociopolitiques et économiques – pour lesquelles l’Administration les avait sélectionnés. Et Dotson officiera jusqu’en décembre 1987.

En toute logique, la nouvelle orientation voulue pour le NLRB supposa une intervention directe contre des précédents établis au fil des décennies, les précédents qui avaient posé la prééminence de considérations collectives, donc de droits collectifs fondant en quelque sorte les droits syndicaux, au détriment de droits relevant de la propriété privée. Ces considérations collectives servaient aussi de lignes de repli devant les demandes, systématiquement encouragées, voire suscitées par certains employeurs, de dérogation à l’appartenance ou au paiement de l’entièreté des cotisations syndicales de la part des travailleurs d’entreprises syndiquées. Ces questions relevaient du champ des relations industrielles tel qu’il a été constitué aux États-Unis et qui ne sont compréhensibles, de plus, qu’en se rappelant que ce système est le plus judiciaire de tous les systèmes des pays de démocratie libérale. Selon la revue *Business Week*, dès 1984 le nouveau NLRB « avait réussi à casser dix importantes décisions » arrêtées par les majorités antérieures. Ainsi, « au nom de la suprématie des droits individuels, [le nouveau NLRB] avait limité le droit de distribuer des dépliants, accepté que des grévistes puissent être mis à pied pour avoir fait preuve d’un comportement verbal tapageur et statué contre des employés qui s’opposaient à des conditions insécures de travail ». Et contrairement toujours à des décisions du passé, le NLRB estima en 1984 « que les employeurs n’ont pas à négocier [les modalités, et encore moins l’occurrence] de la fermeture d’installations et leur déménagement vers un site non syndiqué si la fermeture n’est pas clairement due au coût de la main-d’œuvre. Par des décisions apparentées, le bureau a permis à des employeurs de confier à des sous-traitants du travail sans avoir à négocier avec les syndicats et a soutenu leur droit d’ouvrir des contrats afin d’obtenir des concessions⁸⁸ ».

Lorsque l’on s’arrête à des cas particuliers – et à cet égard ils sont légion durant les deux mandats de Ronald Reagan – pour lesquels les décisions du NLRB peuvent même sembler déraisonnables, on se rend compte combien ledit bureau devenait plus un fardeau pour le mouvement ouvrier qu’il assumait son rôle de garant du droit à la syndicalisation et d’instrument devant promouvoir la libre négociation. Ainsi en fut-il, par exemple, du cas de ce

camionneur qui, en 1979, fit savoir à son employeur que le véhicule qu'on lui confiait avait de sérieux problèmes de mécanique (volant et freins). Quelques mois plus tard, les freins cédèrent en effet et le véhicule fut la cause d'un accident. Le camionneur, questionné par les enquêteurs publics, fit part de sa démarche datant de quelques semaines auparavant pour alerter son employeur, sur quoi, évidemment, ce dernier fut assigné à comparaître. « Courroucé qu'il ait lancé l'alerte, [le patron] mit à pied l'employé qui, comme des milliers d'employés depuis cinquante années [alors] [...] porta sa cause devant le NLRB, l'organisme gouvernemental ayant la responsabilité d'appliquer les lois du travail [...]. Il perdit [cependant] le NLRB donnant raison à la compagnie. » Pour les universitaires et les spécialistes du droit du travail, rapporta le *New York Times*, cette décision constitua un point marquant, signalant comment la législation du travail serait « maintenant interprétée⁸⁹ ». Sans compter que, par manque d'un financement adéquat et du fait d'une volonté délibérée, « les retards dans le traitement [par le NLRB] des demandes syndicales d'enquête sur des pratiques déloyales d'employeurs devinrent endémiques » ; et le syndicalisme « ne gagnait que le quart de ses appels auprès du NLRB à la fin du premier mandat de Reagan, comparativement à la moitié des cas sous Carter et les deux tiers sous Ford⁹⁰ ».

Certains analystes en vinrent ainsi à considérer que le fonctionnement du NLRB manifestait dorénavant une réelle préférence institutionnelle de nature classiste : « Le NLRB doit hâter ses enquêtes uniquement lorsque les syndicats sont accusés de pratiques déloyales dans les relations de travail, habituellement des accusations de piquetage illégal. Si un directeur régional du NLRB évalue alors qu'il y a bien violation de la loi, il ou elle doit immédiatement demander une injonction judiciaire. Au contraire, quand ce sont des syndicats qui déposent des accusations contre des employeurs, le directeur régional peut prendre des mois avant de décider s'il y a [matière ou pas] à porter plainte ; et des années avant qu'on arrive effectivement à une décision finale⁹¹. »

D'autres, que la presse présentait comme des spécialistes du monde du travail (*labor experts*) interviewés par le *New York Times*, considéraient que « les torts les plus dommageables occasionnés par le NLRB au syndicalisme sont venus d'initiatives qu'il a prises pour affaiblir les syndicats ouvertement engagés dans le travail de syndicalisation ou qui sont en grève ». Ainsi : les syndicats américains, à l'inverse de ce qui est le cas au Canada, ne perdent pas légalement leur droit de grève lorsqu'ils signent un contrat ; ils en sont généralement venus cependant à s'engager, dans les conventions collectives, à ne pas faire la grève pendant la durée d'un contrat. Traditionnellement, le NLRB avait convenu que le respect des lignes de piquetage d'un autre syndicat ne contrevenait pas à une clause de non-grève. Ce respect des lignes de piquetage d'un autre syndicat

a toujours constitué « une arme-clé du syndicalisme ». Le nouveau NLRB a renversé cette interprétation et précisément statué que le fait de « se délester de son droit de grève suppose » de rendre son droit de ne pas franchir des lignes de piquetage. Ou alors, faisaient aussi valoir lesdits experts : dans le passé, il était entendu qu'une firme ne pouvait entreprendre « de changements unilatéraux durant une période couverte par un contrat s'il n'y avait pas négociation avec le syndicat » ; mais, dorénavant, sans soulever de problèmes légaux, le NLRB acceptait, par exemple, qu'une compagnie ferme ses installations syndiquées durant « la période d'une convention collective et transfère ses activités » vers un site non syndiqué⁹².

À tel point que le président de l'AFL-CIO, Lane Kirkland, se demanda ouvertement si le syndicalisme ne devait pas prôner purement et simplement l'abrogation du National Labor Relations Act, et revenir à une situation brute de face-à-face avec l'employeur. Par exemple, grâce au respect de leurs lignes de piquetage ou à d'autres signes de solidarité active, les syndicats négocieraient avec les firmes lorsqu'ils pourraient faire la démonstration qu'ils sont en mesure de faire cesser leurs activités par la grève. En d'autres mots, le NLRA et son agence, le NLRB, sont devenus un carcan qui soustrait aux syndicats les moyens d'un engagement efficace dans leur rapport au patronat. En elle-même, cette déclaration de Kirkland faite en 1985 témoigne du changement d'époque dans les relations employeurs-employés, le NLRA ayant globalement défini le cadre législatif de l'institutionnalisation du syndicalisme américain de l'après-guerre et des Trente Glorieuses. Bien sûr, le très modéré Kirkland ne pouvait réellement envisager une telle éventualité, et nous rappelons sa déclaration non pas en prétendant que le dirigeant de l'AFL-CIO s'était radicalisé, mais pour montrer plutôt l'envergure des transformations alors en cours. William B. Gould IV, alors professeur de droit du travail à l'Université Stanford et futur secrétaire du NLRB sous le président Bill Clinton, prit sur lui de répondre publiquement au président de l'AFL-CIO. Essentiellement, sa réponse se déploya sur deux axes : d'abord, le NLRA reste un cadre de reconnaissance légale du syndicalisme et stipule l'obligation pour le patronat de négocier de bonne foi avec un syndicat dûment établi dans ses installations ; Gould faisait aussi valoir, sur un autre axe, que les syndicats n'étaient pas en mesure de faire face au patronat sans pouvoir s'appuyer sur des dispositions légales obligeant tout de même les compagnies à se soumettre au processus de la négociation collective ; le « muscle » du syndicalisme s'avérait maintenant trop faible et le mouvement ouvrier n'était pas capable de se présenter « en front uni », positionnement obligatoire pour que le principe du respect des lignes de piquetage, par exemple, s'impose et qu'on puisse faire plier ainsi le patronat. En conséquence, l'auteur mettait l'accent sur le besoin de réforme du NLRB, de la

composition de son personnel dirigeant comme de son orientation en tant qu'institution publique, une réforme qu'il jugeait non seulement souhaitable mais possible⁹³.

Pourtant, et bien qu'il acceptera plus tard le poste de secrétaire du NLRB, il est intéressant de noter, et très révélateur, que Gould semble plutôt avoir considéré au terme des deux mandats de président Reagan qu'une situation de non-retour avait été atteinte sur plusieurs aspects des relations de travail, toute au détriment du syndicalisme⁹⁴...

On dit généralement du NLRB ayant succédé à celui qui avait été présidé par Dotson, et auquel le président Bush nomma les remplaçants des membres qui partirent, qu'il se situa subtilement dans la continuité de son prédécesseur. Les nominations de Bush allèrent aussi à des « avocats de pratique privée se spécialisant dans le droit du travail du point de vue du monde des affaires ». À ce moment, le NLRB s'attacha à consolider les résultats de ses décisions et de sa pratique courante, mais il n'engagea pas vraiment de nouvelles initiatives qui auraient visé « à renverser des précédents⁹⁵ ». On aura compris que les douze années de présidence républicaine définissent la période, 1980-1992, durant laquelle fut profondément affaibli le syndicalisme comme organisation et comme mouvement, où l'on *brisa* en quelque sorte ce qu'il avait pu représenter depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et ce fut une période durant laquelle le mouvement de classe comme tel fut spolié de moyens importants de développement de ses propres dynamiques. Les nominations à la Cour suprême et aux cours fédérales inférieures furent évidemment à l'avenant, ce qui donna en 1984 cette décision selon laquelle des « firmes qui traversent financièrement des temps difficiles ont la possibilité, d'après [cette interprétation de] la loi des faillites, d'annuler leurs contrats avec les syndicats, même si elles ne sont pas en réalité au bord de la faillite⁹⁶ ». L'action ouvrière rencontrait dorénavant sur sa route de tels obstacles, juridiques, politiques ou de contrainte physique, que les hautes directions du mouvement en étaient médusées. Et du fait de la radicalisation à droite du Parti républicain, les nominations au NLRB devinrent systématiquement partisans, et tout leur processus, très politisé. Cela s'avérait de mauvais augure pour le syndicalisme, les nominations républicaines risquant de miner toujours plus sa position dans la société (ce qui adviendra). Soulignons que les nominations au NLRB par le président Clinton seront moins durement partisans – il nommera des gens à la fois de l'entreprise privée et du mouvement syndical...

À compter du moment où la conduite des agences publiques gouvernant les relations de travail devient très partisane, les dangers s'accroissent en effet. Par exemple, les travailleurs agricoles et les domestiques avaient été exclus du

cadre du NLRA (et de ses protections) dès l'origine de celui-ci, notamment sous la pression des démocrates du Sud élus au Sénat et à la Chambre de Washington. La modification au NLRA de 1947, appelée Taft-Hartley, votée par les majorités républicaines, ajouta au nombre des exclus les salariés-cadres, les contremaîtres et les agents de maîtrise, ceux de fait qui exerçaient une autorité quelconque dans le procès de travail. En 1959, le NLRB statua que les salariés du petit commerce de détail ne pourraient non plus prétendre à la protection instituée par la loi Wagner. Le NLRB présidé par Dotson et celui que mit en forme George H. Bush jusqu'en 1992 interprétèrent de façon très serrée ces décisions politiques et administratives, tout en engageant une modification de l'équilibre social interne des rapports de travail. Ce dernier élément, joint à la politisation et à la partisanerie toujours plus grande présidant aux nominations à des organismes publics de gestion et de supervision, de même que pour les cours de justice, allait conduire rapidement à un élargissement nouveau du nombre de secteurs salariés exclus du champ d'application du NLRA : en 1994, les infirmières diplômées « tom[beront] sous la catégorie des employés de supervision par une décision de la Cour suprême » ; *idem* pour divers types d'autres emplois, en fonction de la nature de l'employeur et de l'organisation du travail, notamment « des techniciens et ingénieurs, des concierges ou encore des salariés de la restauration », rapportent Sauviat et Lizé. Ainsi, par lois et décisions (administratives et judiciaires) « environ 30 % de la population active serait exclue de fait de la protection » du Wagner Act⁹⁷. Un chiffre énorme, qui témoigne en quelque sorte de la volonté de soustraire légalement près d'un tiers du salariat du mouvement de la classe des travailleurs : *diminuer* explicitement ce mouvement, la diminution devant s'entendre en plusieurs dimensions. Et pourtant, rappelait l'organisme Human Rights Watch dans un document d'analyse sur l'état des droits syndicaux aux États-Unis, « les normes internationales font [bien] référence au droit de chaque personne à former un syndicat, à se joindre à un syndicat et à avoir accès à la négociation collective⁹⁸ » ; les droits syndicaux ne sont pas des droits qui relèveraient d'un bon vouloir gouvernemental, mais des formes modernes des droits d'expression et d'association. Le pouvoir politique n'a pas à dicter qui peut ou non s'exprimer en groupe et agir en tant que tel.

Pas étonnant alors que le syndicalisme ait perdu des millions de membres durant le premier mandat du président Reagan, comme on l'a indiqué déjà. Sans que nous jugions que ce contexte des relations industrielles explique à lui seul ce qui prenait l'aspect d'un effondrement ; ce développement a supposé la combinaison du poids de quelques grands facteurs, tels : l'orientation politique ayant effectivement aiguillonné la conduite des agences publiques supervisant les rapports de travail, les transformations structurelles de

l'économie capitaliste que devaient supporter tous les pays et, ainsi qu'on le verra plus spécifiquement, le positionnement même du syndicalisme, qui fera éventuellement montre d'un manque de souffle assez évident. Sont partie à cette situation d'ensemble ce qu'on entend habituellement comme les « mutations du travail », c'est-à-dire les bouleversements dans les façons de faire, que ce soit dans la construction, la confection, l'agroalimentaire, où, partout, ces mutations s'accompagnent d'une mise en cause de la présence traditionnelle du syndicalisme (comme on a vu aussi) et même dans l'automobile. Mais tout cela fut également vrai, démontre Marianne Debouzy, dans l'univers très contemporain des services, la banque et le commerce de détail, analyse-t-elle en particulier⁹⁹.

iii. LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Pour le monde du travail, là où la déréglementation va réellement prendre un sens comparable à celui qu'on lui connaît dans le champ des affaires et des activités économiques, c'est du côté du ministère du Travail. « Dans la panoplie américaine des droits, les droits sur le lieu de travail sont les moins définis, les moins compris et les moins sanctifiés par un consensus social », a écrit Richard Edwards. Marianne Debouzy, qui cite Edwards, poursuit en faisant remarquer qu'il y a même une « pléthore de lois » qui protègent les salariés, en sus des garanties que les syndicats obtiennent par les « conventions collectives ». Ces lois « visent à protéger [les travailleurs] dans le domaine de la santé, de la sécurité, des accidents du travail, des congés, de la retraite¹⁰⁰ ». Les problèmes pour les syndicats viennent ainsi de l'application souvent déficiente de ces lois, de l'interprétation qu'on en donne, de la portée qu'on leur reconnaît et de la mécanique de leur application. Par exemple, il y a un Worker Adjustment and Retraining Act (loi sur l'adaptation et le recyclage de la main-d'œuvre) qui prévoit l'obligation pour un employeur « de plus de cent salariés à temps plein d'informer ces derniers de leur licenciement deux mois à l'avance », en cas de fermeture ou de délocalisation, de même que « les autorités locales et les États concernés » ; des dispositions semblables sont prévues pour un certain nombre d'autres cas de mises à pied. Mais, pour que la loi s'applique, « les salariés doivent se pourvoir en justice, en l'absence [de toute] agence fédérale » chargée de voir au respect de ses clauses... Quoi qu'il en soit, la responsabilité politico-administrative d'assurer en milieu de travail des pratiques conformes à cette pléthore de lois fédérales revient généralement au ministère du Travail (Department of Labor, Département – ou ministère – du travail)¹⁰¹.

Cette responsabilité a toute son importance, on s'en doute, pour la protection des salariés dans le procès comme tel du travail, mais aussi, cela est à souligner, pour les garanties d'intégrité physique et morale des travailleurs considérés dans leur position sociale : garantie de recevoir son salaire et majoration de celui-ci pour les heures supplémentaires, garantie de ne pas être assujéti à des tâches déraisonnablement dangereuses et compensation financière et assurance de soins de rétablissement pour les accidentés du travail, etc. Voilà tout un pan de la législation sociale qui sera aussi diminué durant les douze années de la gouverne républicaine. Le premier secrétaire au Travail de Ronald Reagan fut Raymond J. Donovan, un petit homme d'affaires du secteur de la construction, proche de certains cercles dirigeants du syndicat des camionneurs. Mike Davis a d'ailleurs déjà accusé Donovan d'être « à la solde » de ces groupes. Quoi qu'il en soit, si Donovan était bien du secteur de la construction, il s'y situait du côté patronal. Il y avait ici rupture : habituellement, la sélection du ministre du Travail se faisait après consultations avec le syndicalisme. Le choix de Donovan avait peut-être supposé des consultations, mais celles-ci ne s'avéraient pas vraiment avouables, surtout que les Teamsters n'étaient toujours pas membres de l'AFL-CIO. Les nominations au poste de secrétaire au Travail par des présidents républicains allaient habituellement à des personnalités plus conservatrices que les nominations faites par des présidents démocrates, souvent à des syndicalistes des métiers de la construction, mais à des gens affiliés tout de même dans ce cas à la centrale et avec lesquels les syndicalistes démocrates pouvaient travailler. Cette fois, le président tournait ouvertement le dos à l'AFL-CIO ; et « quelques jours après son entrée » en fonction, Reagan payait même « une visite publique » et médiatisée aux quartiers généraux du syndicat des camionneurs¹⁰².

On se rappellera que l'immense syndicat des camionneurs était le seul avec le petit syndicat PATCO des contrôleurs aériens à avoir soutenu la candidature de Reagan aux présidentielles de 1980. Les républicains, selon plusieurs auteurs, avaient besoin des millions du syndicat en 1980, comme Nixon en avait eu besoin en 1972, d'où son pardon présidentiel alors à Jimmy Hoffa en 1971. Les Teamsters avaient été exclus de l'AFL-CIO pour corruption endémique et sur grande échelle ; en échange de leur appui à Reagan, ils attendaient maintenant que les républicains mettent un terme aux poursuites engagées contre eux. On se rappellera, d'un autre côté, que leur choix partisan était aussi justifié par le souhait que l'aspirant Reagan puisse faire cesser, une fois élu, le processus de déréglementation du transport. Et ils allaient bien volontairement nourrir la propagande col-bleu pro-Reagan : une propagande partisane axée sur l'idée (et le fait, en partie) que des ouvriers blancs traditionnellement démocrates se trouvaient dorénavant de fortes affinités avec un président

républicain, ses valeurs et sa morale, d'où l'idée des « Reagan Democrats¹⁰³ ». Bien sûr, l'espoir que, d'une manière ou d'une autre, une administration républicaine mettrait fin après 1980 à la déréglementation engagée par la présidence de Jimmy Carter dans le secteur du transport s'avéra vain. Mais l'administration fit effectivement « marche arrière sur les enquêtes pour corruption au sein de la direction des Teamsters. Individuellement, certains leaders pourraient être mis en accusation, mais il n'était plus question d'effectuer un nettoyage complet »¹⁰⁴. D'un autre côté, si la nomination de Donovan montrait ses bonnes dispositions à l'endroit de la haute direction des Teamsters, le nouveau président tenait à afficher clairement toutes ses couleurs : il nomma en effet Donald Dotson Assistant Secretary of Labor, avant de lui confier en 1983 la responsabilité du NLRB.

Cela dit, Raymond J. Donovan avait bien compris l'orientation que devait prendre son ministère, en laquelle il croyait de toute façon manifestement. Durant la campagne électorale, l'aspirant Reagan avait promis de débarrasser les patrons des contrôles d'État lourds et trop nombreux, qui paralysent leurs activités et entravent la bonne marche des affaires – singulièrement d'exigences vues comme excessives et intrusives en matière d'action positive pour l'égalité raciale et de genre en emploi, ou pour l'emploi des gens présentant des handicaps. Notons que cette volonté d'égalité, donc la lutte aux discriminations, qui avait progressivement débouché sur l'adoption de lois particulières et la mise sur pied d'agences spécialisées depuis les années 1960, était dorénavant mieux acceptée par le syndicalisme que par le patronat, l'AFL-CIO n'appuyant pas « la déréglementation sur le terrain de l'égalité des chances en emploi et de l'action positive¹⁰⁵ ». « Un des premiers buts de Donovan, est-il écrit sur le site officiel du Département du travail fut [précisément] d'alléger la réglementation » à laquelle étaient soumises les entreprises. Il visa en particulier l'agence ayant la responsabilité de faire respecter les normes de santé et sécurité au travail, l'agence appelée Occupational Safety and Health Administration (OSHA, Administration de la santé et de la sécurité au travail). « Il gela immédiatement la mise en pratique de règles nouvelles adoptées par [la présidence] Carter et chercha à amoindrir les normes en place afin de les rendre moins onéreuses pour le monde des affaires. » Mais surtout, les compressions massives dans le financement des diverses agences et divers bureaux du Département du travail diminuèrent leurs capacités et grevèrent les possibilités d'une supervision active. Par exemple, la direction de l'OSHA « fut obligée d'adopter une approche moins punitive et favorisa dorénavant [l'approche dite du] consentement volontaire. La Mine Safety and Health Administration (MSHA, Administration de la santé et de la sécurité dans les mines), l'Office of Federal Contract Compliance Programs (OFCCP, Bureau des programmes

supervisant la conformité des pratiques des compagnies ayant des contrats du gouvernement fédéral avec les exigences d'action positive) et les autres agences supervisant l'application des réglementations sociales suivirent la même voie des politiques de déréglementation¹⁰⁶».

Car, comme ce fut le cas avec le NLRB, ce n'est pas en modifiant les lois que la nouvelle administration transforme le sens des politiques publiques émanant du ministère du Travail; cela se fait plutôt en bouleversant le type socioprofessionnel et idéologique des personnalités retenues pour les diriger et les moyens que les budgets gouvernementaux allouent pour les agences. À compter du moment où il n'y a plus les ressources permettant, par exemple, de garder le même nombre d'inspecteurs, il paraît évident que l'on ne peut assurer un niveau de vérification comparable à celui que l'on assumait jusque-là. Donovan lui-même voulait des compressions dans les montants octroyés. « Les dépenses discrétionnaires furent amputées de 60 % alors que le personnel du ministère chuta de 21 %. Les programmes du Comprehensive Employment and Training Act (CETA, loi générale de l'emploi et du recyclage) passèrent de 8 milliards par année à 3,7 % milliards [...]. En 1983, le programme CETA fut remplacé par le Job Training and Partnership Act (JTPA, loi de formation à l'emploi et de partenariat), qui transféra du niveau fédéral aux États une part significative de l'autorité [*decision-making*] et de la supervision, tout en continuant de permettre aux responsables locaux de modeler leurs propres programmes soumis à l'approbation de comités spéciaux de l'entreprise privée¹⁰⁷. » Notons-le à nouveau : ces renseignements sont explicitement tirés du site officiel du ministère du Travail des États-Unis.

La diminution de près de 50 % des ressources allouées à la formation et au recyclage professionnels de même que la soumission des programmes dorénavant envisagés à l'approbation de l'entreprise privée expriment chacune la transformation qualitative de l'idée de formation professionnelle : d'un objectif de recyclage débouchant sur une plus grande autonomie professionnelle, on arrivait maintenant à un apprentissage lié directement aux besoins de l'entreprise privée, qui plus est locale. Sur ce terrain aussi, la direction des politiques gouvernementales se trouvait à lier encore plus le sort de leurs bénéficiaires à celui de l'entreprise, à s'inscrire dans une logique de dépendance accrue plutôt que d'autonomie sociale et personnelle des travailleurs.

Par ailleurs, les compressions draconiennes au ministère du Travail amenèrent le Bureau of Labor Statistics (bureau des statistiques sur le monde du travail) à forcément abandonner la collecte et l'analyse de données sur divers aspects de la dynamique même des rapports sociaux. Ainsi, dès 1981, on cessa « de colliger les données sur les grèves de toutes dimensions, pour s'en tenir

uniquement aux arrêts de travail imposants (engageant au moins 1000 employés). On abandonna aussi la publication des analyses conclusives sur les données ventilées par industrie, sur les principales questions en jeu, et d'autres caractéristiques de cette nature¹⁰⁸». On se rappellera que la création du Department of Labor en 1913 avait notamment eu comme signification politique la reconnaissance par la société, c'est-à-dire par les élites politiques, journalistiques et administratives, de la réalité du travail, de la classe des travailleurs en tant que composante essentielle du pays, donc de la pleine légitimité de ses besoins et de la dignité de ses intérêts. Il n'est pas nécessaire que cela fût conscient à ce point : mais la conséquence de ces retraits dans les données statistiques colligées puis analysées par le BLS prenait en 1983 une signification antinomique à celle de la création du ministère du Travail en 1913. Pour l'étude de la société américaine, on perdait des données de base de son existence, qui s'avérait donc moins vue, moins reconnue.

À cet égard, le fait que, durant les douze années de l'administration républicaine, le gouvernement fédéral s'afficha réfractaire à poursuivre les politiques d'action positive constitue aussi, outre les souffrances sociales que cette position contribua à perpétuer, un déni de la réalité ouvrière. Pire, l'administration fit campagne contre l'action positive, refusant de voir (ou ne percevant pas?) que les inégalités raciales, par exemple, étaient inscrites dans l'architecture même de la société, donc faisaient partie de sa réalité. Le vote de l'Occupational Safety and Health Act en 1970 (sous Nixon) et la mise sur pied de l'OSHA complétée en 1972 constituèrent évidemment aussi des éléments supplémentaires de la reconnaissance des intérêts du travail salarié parmi les intérêts légitimes. L'OSHA stipulait que l'employeur devait garantir « un lieu de travail libre de dangers connus [pouvant causer] la mort ou des blessures physiques ». La loi établissait un institut de recherche devant prendre la mesure de ces dangers et circonscrire, au fur et à mesure de l'évolution du travail (types, environnements particuliers, exigences mentales et corporelles, etc.), leur nature. La loi établissait aussi une Review Commission responsable de superviser la mise en pratique de ses dispositions. Qui plus est, l'OSHA reconnaissait à chaque travailleur des droits particuliers à cet égard dans le cadre physique même du travail : « droit de se plaindre du non-respect de normes » relevant de la responsabilité patronale, tout en gardant son « anonymat », « droit d'être accompagné d'un représentant lors d'une visite éventuelle subséquente d'un enquêteur gouvernemental » et protection « contre toutes représailles éventuelles » de l'employeur. Avec cette loi, l'intervention publique passait d'une logique de « compensation » à une logique de « prévention », sans que les pouvoirs politiques abandonnent le concept de compensation, précisons-le¹⁰⁹.

La reconnaissance de la légitimité des intérêts propres d'un secteur de la population comporte donc une dimension symbolique devenant définitoire de la société, c'est-à-dire servant à la comprendre et à la créer-recréer continuellement. Dès sa mise en route, l'administration de cette loi, les visites aux entreprises et les menaces de poursuites suscitèrent controverses et conflits, le syndicalisme jugeant que les ressources consenties par les Administrations Nixon et Ford s'avéraient nettement insuffisantes (on évaluera plus positivement à cet effet la présidence de Jimmy Carter), alors que le patronat criait à l'intrusion bureaucratique paralysante de l'État dans la gestion de l'entreprise privée. On sait que Ronald Reagan promit, et tint sa promesse, aux employeurs durant sa campagne de 1980 qu'il les débarrasserait du poids de la bureaucratie de l'État. Dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, cette orientation se traduisait par un engagement de favoriser la coopération employeurs-employés aux dépens de la supervision étatique. La pensée de la présidence Reagan voulait que les forces du marché règlent sur le fond les problèmes de résistance patronale parce que de trop nombreuses et sérieuses blessures au travail feraient monter le coût des primes d'assurance pour les employeurs, ne fût-ce que par la menace de poursuite au civil, voire au criminel. Cela rendrait le fonctionnement des ateliers et des bureaux trop onéreux, réduisant la position concurrentielle des entreprises... Avec cette explication, il devient évident que les responsabilités publiques perdent une part de leur importance et que les salariés sont ramenés à un face-à-face personnel avec l'employeur – à l'exception de ceux et celles qui peuvent s'appuyer sur la présence d'un syndicat et de clauses des contrats collectifs.

Les compressions draconiennes grevèrent la capacité de répertorier les nombres et les types d'accidents les plus nombreux au travail. Elles eurent aussi pour effet de nuire directement au travail de l'institut de recherche de l'OSHA dans l'analyse et l'évolution des problèmes et des nouvelles maladies professionnelles. Les retards accumulés furent bientôt énormes ; ils s'avèrent d'autant plus menaçants que la décennie 1980-1990 fut précisément celle de l'arrivée en masse de l'électronique, puis de la télématique, donc de bouleversements très réels dans les procès de travail, et de l'expansion déterminante de secteurs fort peu syndiqués. Mentionnons enfin que M. Herschel Potter, qui fut à la tête de la MSHA, l'organisme de surveillance pour le travail dans les mines, pendant dix-huit années et qui prit sa retraite vers la fin du deuxième mandat de Ronald Reagan, lança alors une campagne publique de dénonciation du laxisme dans l'application des règles de sécurité que favorisait l'Administration Reagan. Potter expliqua que, durant les dernières années de son travail à la tête de la MSHA, il se trouvait isolé dans sa volonté « d'appliquer [simplement] les règlements fédéraux de sécurité », devant des nominations

politiques (personnel partisan ou politique) visant ouvertement à assouplir celles « que les compagnies trouvaient onéreuses¹¹⁰ ». Une enquête de terrain menée par un organisme sans but lucratif de Chicago, appelé le National Safe Workplace Institute (institut national de la sécurité au travail), fut au même moment rendue publique et ses résultats principaux furent repris dans le *New York Times*. Sans nous pencher précisément sur les données auxquelles en arriva cette étude, notons qu'on y « critiqua [âprement] le Département de la justice et l'administration du programme de santé et sécurité au travail [l'OSHA]. L'étude montrait que les deux agences fédérales n'avaient ensemble obtenu que deux victoires dans des poursuites au criminel à l'échelle nationale entre 1981 et 1988, alors que l'État de la Californie, qui s'avère l'État aux meilleurs résultats, en avait remporté 112¹¹¹ ». Rappelons à cet égard que le travail est devenu concrètement de compétence partagée aux États-Unis; vingt-trois États avaient instauré aussi « leur propre programme d'inspection, agissant en accord avec les lignes directrices établies par l'OSHA¹¹² », mais pouvant les dépasser – ce qui était le cas de la Californie.

Se demandant si, de 1970 à 1990, les taux d'accidents et même de morts au travail avaient diminué, du fait du vote de l'OSHA et du fonctionnement à l'époque déjà traditionnel du programme des compensations, donc si la situation s'était améliorée, Robert S. Smith arriva à l'époque à une réponse négative. Durant cette période, l'OSHA avait mené plus d'un million de visites d'inspection dans les entreprises privées et, dans les organismes d'État, plusieurs milliers d'autres; s'il y avait 38 % des contrats de travail qui prévoyaient en 1970 « la mise sur pied de comités mixtes patronat-syndicat [de santé-sécurité] dans les entreprises de transformation », on pouvait en compter 62 % à la fin des années 1980-1990. Divers facteurs sont retenus alors pour rendre compte de ce que, en 1990, le travail restait aux États-Unis aussi potentiellement dangereux qu'en 1970¹¹³. La gouverne reaganienne n'apparaît pas la seule responsable de cet état de fait, il faut le mentionner. Mais, ainsi que l'indiquent la situation dénoncée par Potter et les comparaisons entre le travail de l'OSHA et celui des États les plus performants entre 1980 et 1988, la présidence de Ronald Reagan a creusé les difficultés plutôt qu'elle les a solutionnées; toutes les réformes envisagées par les divers spécialistes qui ne posent pas le libre marché comme portant de manière inhérente la solution aux problèmes qui surgissent dans la vie économique et sociale mettent l'accent, pour faire régresser le nombre d'accidents, sur un accroissement de la quantité des contrôles de prévention et de conformité et sur une hausse, punitive, du coût des amendes. Voilà bien qui ne pouvait être envisagé favorablement par l'Administration Reagan.

On a vu plus haut que la déréglementation rendait particulièrement difficiles dans certains secteurs le maintien du niveau de syndicalisation et la qualité des acquis ; nous avons souligné à cet égard la situation dans l'industrie du camionnage et de la survie du Master Freight Agreement de 1964. Dans le monde des affaires, elle entraîna, on l'a mentionné par ailleurs, l'apparition de comportements coupe-gorge répétés et brutaux qui aussi rendirent plus problématiques les circonstances de vie de la main-d'œuvre et de l'existence du syndicalisme, comme de la perpétuation des acquis. Par exemple, durant les années 1970, le gouvernement fédéral avait mis en place un programme appelé Employment Retirement Income Security Act (ERISA, loi de sécurité des revenus de retraite), qui devait protéger les fonds de retraite auxquels avaient contribué les employés du secteur privé de la faillite des firmes les administrant ou d'un simple licenciement en engageant le gouvernement central à couvrir les sommes constituées à cette fin et à obliger à certaines normes de financement les diverses entreprises. Mais durant la décennie 1980-1990, les comportements de pirates se multiplièrent dans le monde des affaires, des prédateurs (*corporate raiders*) s'emparant de compagnies et utilisant, par exemple, « l'actif excédentaire du fonds de retraite à d'autres buts » que ceux pour lesquels il avait été amassé, ou alors des dirigeants d'entreprises se servant de cet actif pour se protéger contre des tentatives de prise de possession hostiles et diminuant en conséquence les avantages auxquels les employés avaient droit selon un régime déjà en vigueur¹¹⁴... Tous ces éléments, bien sûr aux conséquences fortement accentuées par la montée des coûts des soins de santé et d'hospitalisation, font de la diminution des rentes de retraite une menace de catastrophe personnelle pour les travailleurs vieillissants. Sous cet angle également, la déréglementation de la finance déstabilisait la classe des travailleurs salariés, l'affaiblissait socialement.

iv. UN AFFRONTLEMENT DÉCISIF ET SES CONSÉQUENCES

C'est dans leur mouvement social comme classe que les syndiqués allaient être le plus rapidement et le plus durement touchés, dès la première année de la gouverne du nouveau républicanisme. Une défaite aux allures et à la substance d'un véritable tournant social survint en effet, dans l'affrontement des aiguilleurs du ciel avec la présidence Reagan, durant lequel l'appareil militaire et répressif de l'État fut directement dressé contre les grévistes. Un tournant de même nature se produisit en Grande-Bretagne lors du face-à-face entre le gouvernement Thatcher et le syndicat des mineurs au milieu de la décennie, un affrontement plus dramatique encore et nettement plus long, où les forces militaires ne furent cependant pas engagées contre les grévistes. Mais, dans l'un

et l'autre cas, aux conclusions identiques d'une défaite historique du syndicalisme, les rapports de forces furent durablement modifiés entre le patronat et le mouvement ouvrier, un développement tout entier négatif pour ce dernier, et qu'il ne parviendra pas à renverser. Ces deux affrontements sont devenus ainsi le symbole de la fin d'une époque, tout en constituant en eux-mêmes matériellement cette fin.

Comme nous l'avons vu, le syndicalisme américain avait fait montre depuis la mi-décennie 1970-1980 de signes de faiblesse inquiétants et d'une incapacité répandue dans divers milieux de tenir ses positions acquises historiquement. Mais cette pente descendante n'était pas visible dans tous les secteurs ni à tous les moments. Durant les premiers mois de la présidence Reagan, les journaux syndicaux rapportent ainsi beaucoup d'actions d'opposition aux énoncés budgétaires de la nouvelle administration et à ses compressions dans les programmes sociaux. Par exemple : au printemps 1981, deux mille syndiqués de l'électricité marchent sur le Capitole pour sauver 70 000 emplois dans les chemins de fer, alors que le président de l'International Brotherhood of Electrical Workers (IBEW, fraternité internationale des travailleurs de l'électricité) enjoint à ses membres d'écrire à leurs représentants élus pour leur faire part de leur opposition aux compressions de l'administration présidentielle ; le syndicat des charpentiers fait la même demande auprès de ses membres, en mettant notamment l'accent sur le fait que les changements dans le programme des prestations de rente de retraite vont « affecter les charpentiers, en particulier ceux qui prévoient prendre une retraite hâtive » ; le Département des syndicats industriels de l'AFL-CIO annonce plus tard dans l'été « qu'il va faire du lobbying [massif] auprès du Congrès afin de protéger les programmes contre les compressions », alors que les enseignants membres de la centrale déclarent vouloir protéger les fonds prévus en éducation « pour des prêts et des bourses aux étudiants des collèges et les programmes de repas du midi dans les écoles », des compressions annoncées dans le budget fédéral, etc. W.H. Wynn, le président des United Food and Commercial Workers (UFCW, syndicat des travailleurs de l'alimentation et du commerce) met quant à lui l'accent sur la nécessité de relancer une action politique efficace de la centrale¹¹⁵.

Les aiguilleurs du ciel, ou contrôleurs aériens comme on les appelle plus couramment au Québec, étaient réunis dans un syndicat formé en 1968, le syndicat de la Professional Air Traffic Controllers Organization (PATCO, Organisation professionnelle des contrôleurs aériens). Membre de l'AFL-CIO, le syndicat de la PATCO était en négociation depuis deux ans lorsqu'il déclencha la grève le 3 août 1981. Selon un des syndiqués de la section locale 305 de Minneapolis, les revendications autour desquelles se rassemblaient alors les membres du syndicat étaient le produit d'un profond processus de

démocratisation, lui-même enclenché sur la base du mécontentement que les refus obstinés de la Federal Aviation Administration (FAA) d'obtempérer même à ses demandes les plus élémentaires avaient suscité. Les syndiqués avaient renversé la direction en place de leur organisation dans la même dynamique et élu Robert Poli au poste de président. Les demandes adressées à la FAA trouvaient leurs origines dans la réflexion d'une série d'assemblées de base tenues dans nombre de petits centres, une première dans l'histoire du syndicat. Ce processus faisait que les membres se sentaient directement concernés durant toute la négociation et que les objets en dispute avec la FAA relevaient clairement, à leurs propres yeux, des besoins qu'ils voulaient voir comblés¹¹⁶.

Les principaux problèmes avaient trait au « stress et au syndrome d'épuisement professionnel » qui se répandaient à cause du manque de personnel et d'une organisation du travail très rigide. Les revendications qui en découlaient, pour alléger en quelque sorte les effets de cette situation, réclamaient une « semaine de travail écourtée et un programme de retraite hâtive ». Considérés comme des fonctionnaires, les syndiqués n'avaient pas le droit de grève et il n'y avait pas, non plus, de mécanisme d'arbitrage quelconque auquel ils auraient pu avoir recours. La loi fédérale américaine permet la syndicalisation et la revendication, mais c'est l'autorité publique qui adjuge, sans qu'il y ait droit de grève. Qui plus est, cette loi stipule qu'il peut y avoir désaccréditation du syndicat en cas d'arrêt de travail¹¹⁷. Sous Carter, les négociations n'avançaient pas et l'on dit que la FAA, qui avait déjà laissé passer beaucoup de temps, avait même alors élaboré un plan d'urgence qui, finalement, inspirera largement celui que le président Reagan mettra en pratique. Mais, durant la campagne présidentielle de 1980, Ronald Reagan avait fait parvenir une lettre à Robert Poli de la PATCO, lettre datée du 20 octobre dans laquelle il lui disait avoir été mis au fait de l'état déplorable du système de contrôle aérien de notre nation ; on lui avait exposé, poursuivait-il, les problèmes liés « à l'insuffisance du nombre de contrôleurs, [aux] longs horaires de travail et [à] l'équipement obsolète » avec lequel ils avaient à travailler. Il leur promettait l'adoption « des mesures nécessaires », s'il était élu, pour régler ces problèmes, notamment la nomination à la FAA de « personnes hautement qualifiées qui sauront travailler en harmonie [...] avec les employés. Je vous promets que mon administration collaborera de très près avec vous¹¹⁸ ». C'est dans ce cadre que la PATCO appuya Ronald Reagan aux élections de 1980.

Rien n'avança pourtant davantage sous l'Administration républicaine, et le syndicat entra en grève le 3 août 1981 – une grève illégale, faite en dépit du danger de désaccréditation, possibilité faisant alors perdre toute protection juridique pour les dirigeants, cependant que chaque membre risquait de perdre son emploi. « Quatre heures seulement après le début de la grève, Reagan

menaça publiquement sur les ondes de la télévision les contrôleurs que, s'ils ne rentraient pas au travail dans les quarante-huit heures, ils seraient tous et chacun considérés comme ayant perdu leur emploi et seraient révoqués.» Le président eut alors recours au plan élaboré par la FAA afin d'assurer «le trafic aérien sans les contrôleurs¹¹⁹». Il y avait près de 11 500 contrôleurs aériens membres de la PATCO qui avaient suivi le mot d'ordre de l'arrêt de travail. Quelque huit cents d'entre eux retournèrent au travail à la suite de la menace. Les quarante-huit heures passées, le président Reagan mit effectivement à pied l'ensemble des autres contrôleurs qui, globalement, avaient assuré jusque-là la sécurité de 75 % des vols. Le syndicat fut déclaré illégal et ses dirigeants accusés de mener effectivement une action illégale contre l'État, par-delà leur engagement solennel, et celui de leurs membres, à ne pas faire grève lorsqu'ils furent embauchés. Répétons que les aiguilleurs ont le statut de fonctionnaires fédéraux et, de ce fait, n'ont pas le droit de grève. Le président utilisa alors directement l'armée pour accomplir et garantir le travail du contrôle aérien civil, c'est-à-dire prendre la place des membres de la PATCO et assurer que les lignes de piquetage n'interdisent pas l'entrée des travailleurs de remplacement.

L'Administration Reagan, conjointement avec la FAA, embaucha 5 500 briseurs de grève et mit directement à contribution 370 aiguilleurs du ciel de l'armée. Évidemment, l'armée fut aussi mise à contribution pour former de nouveaux aiguilleurs. La FAA «réduisit le nombre des vols d'environ 25 %» et, en dépit de toutes ses assurances formelles, il fallut peut-être «une décennie» pour que «les nouveaux contrôleurs à l'œuvre et les niveaux de vols dans le pays reviennent à la hauteur du système pré-1981¹²⁰». En ce sens, la grève coûta très cher et, en règle générale, on juge que le président Reagan prit au début un risque politique qui aurait pu s'avérer fort coûteux, celui d'un grave accident, voire de plusieurs accidents dans le ciel dus à sa volonté d'ouvrir les aéroports¹²¹. Le syndicat fut désaccrédité au début du mois d'octobre, condamné à des millions de dollars d'amende pour non-respect d'injonctions et 70 leaders furent arrêtés. La grève fut effectivement brisée, le syndicat détruit, l'immense majorité des membres mis à pied, comme on a écrit plus haut, mais aussi interdits d'emploi à vie pour le gouvernement fédéral¹²²; telle fut la catastrophe qui frappa alors le mouvement ouvrier. À 59 % (contre 30 %), «l'opinion publique» appuya la position du président, tout entière exposée et promue comme position de défense de la loi devant une action illégale¹²³; Ronald Reagan pouvait par ailleurs compter sur le fort capital de sympathie que la tentative d'assassinat perpétrée contre lui quelques mois auparavant lui avait mérité.

Il faut tout de même souligner aussi la très forte détermination et le courage dont firent preuve la grande majorité des membres de la PATCO, qui restèrent en grève et assurèrent la permanence des lignes de piquetage durant

trois longs mois. Nous ne mettons pas en avant ce haut niveau de combativité et de disponibilité à la lutte pour minimiser l'envergure de la défaite de la PATCO, mais précisément l'inverse. La défaite était complète, assassine, en dépit d'une volonté de combat jusqu'à un certain point exceptionnelle. Le coup asséné fut dur, perçu comme tel à la fois dans le secteur public et le secteur privé. Car, au moment où s'engageait la grève de la PATCO, d'autres syndicats d'employés fédéraux entraient en pourparlers pour le renouvellement de leurs contrats de travail : le syndicat des postes, celui du Trésor et celui des employés du gouvernement. Il n'est pas besoin d'une longue démonstration pour saisir combien le sort des contrôleurs aériens a pu servir de frein alors au mouvement de ces autres groupes d'employés. De 1962 à 1981, on avait dénombré « 39 arrêts de travail illégaux contre le gouvernement fédéral » ; il n'y en eut pratiquement aucun dans les décennies qui suivirent la cuisante défaite de la PATCO. Ce moment marqua aussi un tournant pour les négociations ayant cours dans le secteur privé. Nous y revenons plus bas, mais mentionnons tout de suite que, selon une évaluation de Joseph A. McCartin, « le nombre de travailleurs participant à des arrêts de travail » en 2010 allait « représenter moins de 2 % du nombre de grévistes que compta l'année 1952, quand Reagan dirigea la grève des acteurs » ; ce rapprochement témoigne d'un véritable effondrement – dont tous les analystes, il nous semble, établissent le moment décisif en 1981¹²⁴, qu'ils soient de droite, de centre ou de gauche.

Chez les salariés des secteurs public et parapublic des instances infranationales (États, comtés, municipalités) de gouvernement, la même leçon prévalut. Dans l'État de New York, où la syndicalisation avait franchi les pas d'une avant-garde depuis les années 1960, les développements semblèrent bientôt attester du même effet. Alors qu'il y avait « en moyenne vingt grèves dans le secteur public par année » entre 1974 et 1981, on en compta « à peine deux par année après la grève de la PATCO ». Très vite, par la suite, se répandit la peur parmi les travailleurs publics de subir un sort identique à celui des contrôleurs aériens s'ils s'aventuraient dans les chemins d'un affrontement avec les cadres patronaux. Un leader syndical fit la prévision dès après le dénouement de l'arrêt de travail de la PATCO que l'on entendrait dorénavant à chaque occasion d'une grève dans le secteur public : « mettez-les à pied », chassez-les de leurs emplois¹²⁵ ! La menace du congédiement dans un contexte de récession, l'idéologie du libre marché dressée contre les réglementations et l'orientation économique même de la présidence Reagan, qui le conduisait à ne pas intervenir directement contre le chômage et à réduire toutes les mesures d'aide de l'État, se trouvaient à diminuer les volontés et la capacité de combat. Et même : la pensée politique et les mesures concrètes prises par l'administration déconsidéraient la notion comme telle de service public, la notion de la place du service

public dans la société. Toutes ces choses concouraient ensemble à affaiblir le syndicalisme et le mouvement des travailleurs (dits) publics. Encore que ce n'étaient pas là les seuls facteurs, nous y reviendrons.

Par ailleurs, Joseph A. McCartin a fait remarquer que, « les répercussions [de la conclusion] de la grève de la PATCO ont probablement été plus profondes encore sur le secteur privé (*may have been even more profound*) » que cela fut le cas sur les secteurs public et parapublic. Le président Reagan, écrit-il, a directement contribué à ramener au-devant de la scène l'idée de la mise à pied de l'ensemble des grévistes d'une unité de négociation et de leur remplacement par l'embauche la plus rapide possible d'une main-d'œuvre ouvertement briseuse de grève, dans le cours même d'un débrayage qui serait légal, portant sur des revendications économiques traditionnelles tout à fait conformes aux dispositions de la loi des relations industrielles. La légitimité juridique de cette tactique avait été reconnue en 1938 par la Cour suprême, dans une cause opposant le NLRB à une entreprise de communications par radio et par câble¹²⁶, mais, durant les décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale, elle ne fut pratiquement pas utilisée, « la plupart des employeurs n'ayant pas la volonté politique de briser des grèves » et de se lancer dans une telle opération. L'utilisation de briseurs de grève s'avérait alors peu populaire, généralement mal vue. Mais, après l'action du président contre la PATCO, « cela changea¹²⁷ ».

Non seulement devint-il courant de forcer, avec des briseurs de grève, la continuité des activités d'une compagnie, mais le patronat privé chercha souvent le remplacement permanent de la main-d'œuvre en arrêt de travail par des briseurs de grève, puis l'embauche d'une main-d'œuvre remplaçant définitivement les syndiqués grévistes. Le jugement de la Cour suprême de 1938 le permettait, sous la réserve que l'arrêt de travail porte sur des revendications économiques (et non, par exemple, sur des pratiques patronales considérées déloyales¹²⁸), cependant que des employeurs, on l'a vu, s'étaient d'eux-mêmes engagés depuis la décennie précédente dans un type d'offensive contre le syndicalisme qui rompait, selon le président Fraser des UAW, le contrat social ayant globalement existé depuis l'après-guerre. Qui plus est, selon les dispositions des lois du travail en vigueur, « quand la grève a duré un an », les travailleurs remplaçants sont en position de demander au NLRB la tenue d'un vote de désaccréditation du syndicat, où « seuls [ils auront] le droit de participer ». « On peut supposer qu'ils y sont souvent encouragés par l'employeur »¹²⁹.

Dans son étude sur l'exercice de la liberté d'association aux États-Unis, mesuré à l'aune « des normes internationales [du respect] des droits de la personne », le collectif Human Rights Watch a fait valoir que le droit à la négociation d'un contrat de travail n'est pas respecté si la liberté de faire la grève

n'est pas observée. Analysant précisément cet aspect des rapports d'emploi aux États-Unis, Human Rights Watch affirme que la possibilité d'embaucher des travailleurs de remplacement « contredit les normes internationales par lesquelles est reconnu le droit de grève » ; cette pratique brise en effet « l'équilibre des risques [*balance of pain*] » entre les deux parties, puisque l'employeur maintient les activités de son entreprise. En d'autres mots, il n'y a souffrance et danger que d'un côté. Surtout, poursuit la même étude, « que les travailleurs permanents de remplacement peuvent, après seulement une année, voter pour mettre fin [*extinguish*] au droit à la représentation et à la négociation collective¹³⁰ » des employés en grève, en se prononçant en faveur de la désaccréditation du syndicat. La victoire de l'employeur est alors entière, obtenue grâce à ce que le titre même de l'étude ici citée de Human Rights Watch annonce, un avantage injuste (*An Unfair Advantage*), déloyal, conféré par loi au patronat dans le rapport d'emploi.

L'utilisation de travailleurs de remplacement devint donc rapidement, après l'action du président Reagan contre la PATCO, une pratique fortement répandue. On a pu ainsi calculer que des remplaçants permanents ont été embauchés dans un tiers de toutes les grèves dès le milieu et encore à la fin de la décennie 1980-1990, cependant que « la menace de remplaçants a été [proférée] dans beaucoup d'autres cas », évidemment¹³¹. En rappelant que les « nominations [de la présidence Reagan] au NLRB et aux cours fédérales ont libéré les employeurs de plusieurs des contraintes du passé qui refrénaient leurs activités antisyndicales », le professeur Melvyn Dubofsky soulignait que non seulement « les verdicts des cours fédérales de district, de circuit et de la Cour suprême avaient [alors] confirmé [les décisions du] NLRB » reaganien, mais que ces cours « avaient aussi émis leurs propres décisions qui contribuèrent à diminuer encore plus les droits du syndicalisme devant la loi ». Par exemple, il fut arrêté par la Cour suprême que « les syndicats ne pouvaient de quelque façon punir ou discipliner » leurs membres qui n'avaient pas respecté les lignes de piquetage de leur propre syndicat durant une grève légale ; de même, la Cour suprême décida en 1988 que les syndicats ne pouvaient pas utiliser quelque fraction des cotisations des non-membres (d'une entreprise syndiquée) pour leurs dépenses de « recherche, d'éducation et d'action politique. Auparavant, la Cour avait déjà limité l'utilisation que les syndicats pouvaient faire des cotisations de certains de leurs membres en fonction d'objectifs politiques, si ces membres individuellement s'y refusaient en dépit d'une décision majoritaire de leur assemblée¹³² ». On assistait donc à une libération des contraintes imposées à l'action des employeurs, mais à une contraction de l'autonomie et de la capacité d'action du syndicalisme.

On a souligné plus haut que le syndicalisme américain était le plus réglementé des syndicalismes occidentaux : dans son action, son administration interne, l'utilisation de ses ressources, le besoin et les règles de l'accréditation de son existence, pour tout cela il était tenu de satisfaire à des exigences imposées par l'État. Quand le NLRB fut adopté, puis durant les années 1960 avec la New Left, la critique de gauche prit note, d'un côté, que le nouveau cadre légal se trouvait à reconnaître enfin la légitimité du syndicalisme et l'obligation du patronat à négocier avec l'organisme désigné majoritairement comme leur représentant par les employés ; mais, d'un autre côté, cette critique mit en avant aussi que le cadre instauré par la nouvelle loi établissait des bornes à l'action ouvrière sur le lieu de travail, la dirigeait vers des demandes proprement économiques et visait globalement à la concentrer dans les trajets administratifs aménagés à cette fin. Cela dit, la contestation de gauche mit de plus en plus l'accent sur ce deuxième aspect, le premier élément en venant presque à jouer le rôle d'un simple facteur ayant visé à favoriser l'acceptation du deuxième. Les institutions constituées servaient donc à intégrer les mouvements ouvriers dans l'ordre libéral des choses. On ne pouvait plus vraiment faire cette critique dorénavant, même s'il fut assez évident durant et depuis les années Reagan que les états-majors syndicaux restèrent attachés à l'espoir d'une remise en selle de l'ordre libéral.

Le fonctionnement du système politique américain s'avère complexe ; on a mentionné, à nouveau en nous inspirant de Dubofsky, que la loi du travail s'était développée comme un produit du cadre établi par le New Deal, tel qu'il avait été modifié avec Taft-Hartley, puis par le rôle des cours de justice, jusqu'à la Cour suprême, et le rôle des agences fédérales spécialisées. Il est juste que la présidence Reagan n'a pas modifié comme tel le NLRB ; mais elle a politisé comme jamais auparavant la composition du personnel des agences relevant du président puis des cours fédérales. L'ordre libéral a ainsi été changé ; la loi (d'ensemble) du travail a nettement été orientée à droite. Ce fut là une profonde transformation de la substance du cadre juridique dans lequel se déroule la relation d'emploi, qui allait s'avérer déterminante pour les décennies à venir. « Les politiques publiques et la pratique [gouvernementale], écrivait Dubofsky en 1994, ressembleraient davantage à l'univers [mental et juridique] de la fin du XIX^e siècle qu'à celui de l'ordre du New Deal, la politique et la Cour privilégiant à nouveau l'individualisme et considérant l'action collective militante comme inadmissible, anti-américaine [*un-American*] et illégale¹³³. » En conjonction avec l'action draconienne du président Reagan contre la grève des aiguilleurs de ciel, alors que l'armée et les cours fédérales avaient été systématiquement sollicitées, cette évolution de l'encadrement

juridique de la loi du travail allait entraîner des scènes d'affrontement social que l'on croyait disparues.

L'utilisation systématique de travailleurs de remplacement oblige, par exemple, à assurer qu'ils pourront franchir des lignes de piquetage. En dépit d'ordres de cours exigeant que l'entrée dans le lieu de travail soit libre, dépourvue de toute entrave, et que le nombre de grévistes piqueteurs soit toujours très réduit, tout le monde se doute que ces derniers ne peuvent laisser passer les remplaçants qu'avec la rage au cœur. Il est devenu alors courant de voir des dizaines et des dizaines de policiers, la Garde nationale aussi, engagés physiquement de dures échauffourées souvent, tenter d'ouvrir le chemin et d'escorter des travailleurs de remplacement à l'intérieur de l'entreprise. En d'autres mots, dans le face-à-face employeur-employés, l'intervention des forces policières participe également à briser ce rapport de forces tel qu'il aurait pu se développer. Elle se réalise au détriment du pôle employé, vidant, comme le soulignait Human Rights Watch, dans son rapport cité plus haut, de sa réalité le droit de grève. Si le tiers des grèves ayant eu lieu au milieu et à la fin de la décennie 1980-1990 ont suscité l'utilisation de briseurs de grève, on peut supposer que l'appel aux forces de l'ordre a été fréquent (bien que nous ne connaissions pas de statistiques à cet égard). À un niveau qui ne s'était généralement pas vu depuis le début de la Deuxième Guerre mondiale, les forces policières et les gardes d'État ont ouvertement assuré ainsi la primauté du droit de propriété privée sur le droit d'association. En « 1983, la Cour suprême confirma même le droit des remplaçants permanents d'intenter des poursuites pour rupture de contrat et fausse représentation contre tout employeur les mettant à pied pour faire place à des grévistes » retournant au travail à la fin d'un conflit¹³⁴.

C'était là une décision de la plus haute cour du pays qui se trouvait en quelque sorte à achever la dissolution du contenu du droit de grève : importante intervention policière débouchant sur le remplacement de la main-d'œuvre d'une entreprise en grève, reconnaissance d'un droit aux remplaçants sur leur travail – au détriment, bien sûr, de grévistes dorénavant privés des ressources traditionnelles de l'action ouvrière, du droit et de la capacité de cette action, en quelque sorte spoliés de leur travail parce qu'ils étaient grévistes. Évidemment et par ailleurs, tous les employeurs ne sont pas prêts à ce type de bataille, ou ne le désirent pas, et il n'est pas toujours possible de réunir une main-d'œuvre de remplacement ; l'emplacement des installations d'une compagnie peut poser problème, de même que le niveau des compétences nécessaires pour accomplir les tâches des grévistes, voire la place d'un syndicat dans d'autres installations d'une même compagnie, qui permet éventuellement de frapper au même moment en plusieurs endroits, etc. Il n'en reste pas moins

que l'action syndicale aux États-Unis s'avère toujours très fortement réglementée et que les innovations des années 1980 et 1990 en ont grevé encore plus le potentiel. D'où cette idée que les conditions dans lesquelles se retrouvèrent alors les syndicats en faisaient des « hors-la-loi¹³⁵ », criminalisant presque chaque moyen d'action traditionnel et ne leur réservant dorénavant aucun recours véritablement digne de ce nom.

En témoignage, parmi quelques autres, la grève des mineurs de la compagnie Phelps Dodge (Corporation), « un géant de l'extraction du cuivre classé parmi les 500 de la revue *Fortune* », une grève de près de 2 400 travailleurs qui s'étendit à tout l'État de l'Arizona. La grève débuta le 30 juin 1983. Les ouvriers étaient syndiqués par les United Steelworkers of America et il y avait bien longtemps, du temps déjà des IWW, que l'industrie du cuivre en Arizona et ses salariés se mesuraient, un face-à-face auquel on était habitués et qui avait fait de la petite ville de Clifton, qui comptait environ 4 250 habitants, ce qu'on appelle aux États-Unis une *union town*, expression traduite déjà par « ville syndiquée », c'est-à-dire une ville où le syndicalisme est fortement répandu, généralement apprécié et très présent socialement. À quatre milles de Clifton, on trouvait la petite ville de Morenci, au contraire presque ville de compagnie. « Tout [à Morenci] était soit possédé, soit administré par Phelps Dodge, de l'électricité [...] au service de police [...]. Le maire de Morenci était le surintendant de la mine. » La compagnie disait avoir besoin de compressions dans les salaires, la durée des vacances et le programme d'assurance maladie. Le syndicat des métallurgistes avait annoncé qu'il entendait éviter les arrêts de travail en 1983 en échange du maintien des conditions en vigueur. Mais Phelps Dodge refusa ce type d'entente, que les autres producteurs principaux de l'industrie acceptèrent pourtant. Le président de la compagnie, Richard T. Moolick, avait déclaré : « Je suis né avec l'idée que l'on peut franchir une ligne de piquetage de grève. On a ce droit¹³⁶. » Ce fut bien l'idée qu'il plaça au cœur de sa stratégie en 1983.

Après des débuts relativement difficiles, la compagnie n'arrivant pas à fonctionner au niveau de rendement qu'elle désirait et avec le nombre d'employés requis, la décision fut prise au bout de cinq semaines de grève d'avoir massivement recours à des briseurs de grève amenés de l'extérieur des sites d'exploitation. L'embauche « de remplaçants de l'extérieur représente une déclaration de guerre contre le syndicalisme », a écrit le journaliste et chroniqueur de la grève, Jonathan D. Rosenblum, parce qu'ils arrivent pour soutirer littéralement aux travailleurs les soutiens mêmes de leur vie, le travail et, dans beaucoup de cas, les demeures familiales; un des responsables syndicaux déclara ainsi qu'« en amenant des recrutés de l'extérieur [*outside hires*], la compagnie cherchait le trouble... Il faudrait une armée pour protéger les

mines». Si, devant le caractère déterminé et menaçant des centaines de piqueurs la direction de Phelps Dodge put à l'occasion vaciller et envisager des solutions par négociations, les ordres du siège social à New York furent toujours très clairs : il fallait imposer les conditions de rémunération et le niveau des avantages sociaux qui avaient été mis en avant, par la méthode du remplacement permanent des employés en grève. Le bureau de New York envoya même des armes et des munitions pour assurer la continuité des activités. Progressivement, avec l'aide systématique de la force publique, les travailleurs de remplacement de l'extérieur et les quelques centaines de briseurs de grève membres de l'unité d'accréditation réussirent à relancer les opérations au niveau que le souhaitait Phelps Dodge. À chaque nouveau quart de travail, les remplaçants faisaient face aux insultes et aux menaces des grévistes, auxquelles ils répondaient sur place en toute sécurité. Les développements furent un peu différents à l'extérieur du site de travail comme tel, des gardes d'État devant alors être utilisés pour escorter de leur demeure à la mine, puis vice versa, des briseurs de grève connus des grévistes. Par ailleurs, de très nombreuses femmes se joignirent à des actions «auxiliaires» de solidarité, rendant la vie des briseurs de grève souvent difficile et même détestable dans la collectivité¹³⁷.

L'importance du rôle du NLRB (de sa division régionale, de fait) releva prioritairement de l'évaluation qu'il ferait des accusations de comportement déloyal à l'encontre de l'employeur portées par le syndicat. Car il n'est légal, on l'a écrit, d'employer des travailleurs de remplacement que si la grève porte strictement sur des revendications économiques ; quand un arrêt de travail vise à forcer le patron à négocier de bonne foi, par exemple, les grévistes ne peuvent être «remplacés de façon permanente». Le directeur régional du NLRB, un favori des milieux conservateurs, qui avaient tenté de lui obtenir le poste de directeur national du NLRB, vit personnellement à ce que les allégations du syndicat à cet égard ne soient pas retenues. Les remplaçants purent ainsi espérer garder de façon permanente les emplois, ce qui renforça leur détermination. «Après un an de grève [...] les membres du syndicat n'ont plus droit de vote si un scrutin de désaccréditation» est tenu par le NLRB. Des requêtes en règle parvinrent alors au NLRB à cet effet en provenance de toutes les installations de la compagnie, de la part de ceux qui remplissaient les tâches des grévistes, ces derniers étant dorénavant considérés comme remplacés. Évidemment, «[s]ans la participation des membres du syndicat [le] vote de désaccréditation [s'avérait] une victoire certaine pour Phelps Dodge». En janvier 1985, les résultats de ce vote furent rendus publics par le NLRB : 1908 en faveur de la désaccréditation contre 87. Les travailleurs de remplacement «avaient voté pour l'abolition de chacune des trente unités locales du syndicat sur l'ensemble des propriétés de Phelps Dodge». Les

recours du syndicat furent immédiats, mais les procédures longues. La « fin officiellement légale de la grève survint le 19 février 1986, quand le bureau national du NLRB à Washington rendit publique sa décision rejetant tous les appels du syndicat contre la désaccréditation »; trente-deux mois de grève, plus d'un millier de membres des Steelworkers ayant tenu jusqu'au bout. Mais la défaite était entière, ou en vis-à-vis, la victoire de Phelps Dodge complète¹³⁸.

Les travailleurs qui avaient entrepris l'arrêt de travail en respectant toutes les règles venaient d'être *remplacés*, leur mouvement disqualifié. Voilà pourquoi Human Rights Watch considérait, à bon droit estimons-nous, que la possibilité du travail de remplacement, assuré par la force publique nécessaire, en venait à constituer un déni du droit de grève. Dans la relation d'emploi, ce déni modifie évidemment les équilibres devenus traditionnels, radicalement à la baisse pour le mouvement ouvrier et la classe ouvrière. La méthode du remplacement, l'utilisation massive de briseurs de grève, l'appel à la force publique pour garantir l'entrée de ceux-ci sur le lieu de travail – et leur propre sécurité, si besoin est, à l'extérieur de ce lieu – sont autant d'éléments composant une stratégie qui allait dorénavant menacer des actions revendicatrices souvent très fortes, des grèves décidées à de grandes majorités, des initiatives de syndicalisation qui autrefois auraient été réussies. Ce déni du droit de grève va se manifester à plusieurs occasions, on l'a dit, et va s'inscrire comme l'un des facteurs dominants des grandes défaites que connaîtra dorénavant le syndicalisme américain.

Ce qui ne cesse d'étonner, pourtant, a précisément trait à cette utilisation usuelle de la force publique afin de maintenir les activités de production d'une entreprise faisant face à un arrêt de travail légal. Il nous paraît difficile de trouver dans les autres pays occidentaux de situation semblable – sauf en cas d'exception. Le professeur Dubofsky écrivait, on l'a cité, que la nouvelle légalité en vigueur aux États-Unis semblait découler de conceptions qui avaient cours à la fin du XIX^e siècle, des conceptions pouvant précisément aller de pair avec une criminalisation de l'action ouvrière militante. Évidemment il s'agit d'une référence voulant faire image, le niveau de criminalisation n'atteignant pas celui de la période 1870-1890, mais l'image donne une impression qui n'est pas fautive. Elle attire en effet l'attention sur la constatation que ladite criminalisation d'aujourd'hui semble tourner le dos à l'évolution des droits et des valeurs, aux grands acquis du XX^e siècle à cet égard; et elle permet une nouvelle fois de poser en claire contradiction l'époque des décennies de l'après-Deuxième Guerre mondiale et l'époque ouverte avec la révolution du nouveau républicanisme.

4. UNE OFFENSIVE PATRONALE POURSUIVIE

Nous avons mentionné plus haut dans ce chapitre que Richard Valeyly avait défini l'orientation de la présidence Reagan quant aux rapports de travail comme une orientation de reconstruction politique du marché du travail. Le qualificatif « politique » servait à souligner que cette reconstruction s'avérait largement volontaire, le produit d'une intervention consciente plutôt que de facteurs objectifs plus ou moins indépendants de l'intention gouvernementale. Quatre composantes définissaient cette orientation : la politique sociale de l'Administration Reagan, qui abaissait de façon marquée les niveaux de protection des individus (salaire minimum, assurance chômage), « sa politique dans le domaine des relations industrielles », que nous venons de couvrir, l'abandon dans une large mesure des règlements antitrust et, plus généralement, de la réglementation économique, composante que nous avons considérée rapidement et, enfin, la « résistance patronale au syndicalisme », devenue beaucoup plus dure et intransigeante¹³⁹. Tout en acceptant ces indications d'ensemble, nous avons reformulé quelque peu l'énoncé de la quatrième composante en choisissant plutôt les termes de la *complaisance* des autorités publiques envers les pratiques de résistance patronale au syndicalisme, qui ont l'avantage d'insister sur la concordance de cette quatrième dimension avec les trois premières. Mais, ensemble, on l'aura compris, ces quatre composantes ont pour effet de peser à la baisse sur le coût du travail humain, en l'acculant à des conditions socioéconomiques et sociopolitiques qui minent ses capacités d'action face aux employeurs.

i. QUELQUES EXEMPLES MARQUANTS

« Durant les décennies 1980-1990 et 1990-2000, plusieurs leaders du monde patronal se persuadèrent que les changements dans l'organisation du [...] travail au sein d'un environnement international où la compétition était plus forte devaient être réalisés sans qu'il soit besoin de se préoccuper de consulter un mouvement ouvrier affaibli¹⁴⁰. » Manifestement, sous une forme ou une autre, ce fut-là la pensée finalement dominante dans le monde des affaires, qu'encouragèrent les nominations aux cours de justice fédérales et aux agences relevant de la présidence républicaine. La liberté de manœuvre des employeurs s'affirmait et s'élargissait aux dépens du syndicalisme, dont on chercha dorénavant moins la coopération que la soumission. Car le pouvoir de négociation du syndicalisme se trouvait nettement touché.

Une étude du Conference Board soulignait ainsi que les employeurs abordaient les négociations collectives différemment depuis le début des années 1980 de ce qui était toujours le cas au cours de la décennie précédente: alors qu'en 1978, par exemple, les dirigeants d'entreprise considéraient que l'évolution d'ensemble des revenus dans leur secteur industriel constituait l'élément principal par lequel ils définiraient leurs propres offres salariales, en 1983 – à peine cinq années plus tard! – les modèles de l'industrie les intéressaient beaucoup moins, ne se classant qu'au quatrième rang de leurs préoccupations. Les précédaient «la productivité ou l'évolution dans leur firme particulière des coûts du travail, les profits anticipés [et] les conditions locales du marché du travail et des taux de rémunération». En cinq années, «le nombre de firmes citant comme première préoccupation l'une de ces trois» plutôt que les conditions qui existeraient globalement dans leur secteur industriel «s'accrut d'un très notable 64 %¹⁴¹». Cette évolution illustre la mutation de la position du syndicat dans le face-à-face avec la direction des firmes: là où il se maintenait, le syndicat était tendanciellement amené à s'inscrire dans la logique de la conduite des affaires des entreprises, plutôt que de son propre mouvement à l'échelle du secteur industriel, cadre disposant aux concessions et, bien sûr, aux divers modèles de gestion participative, voire d'association à la propriété.

Contrairement à ce que peut laisser croire une vision rapide de ces derniers éléments, celui de la gestion participative ou celui de l'acquisition d'une part (et même de l'entière) de la propriété d'une entreprise notamment, ils ne vont pas de pair avec une hausse, mais plutôt avec une diminution du poids social du mouvement ouvrier. Ils apparaissent dans le cadre d'un recul qui se généralise, un moment où le syndicalisme perd ses répondants fondamentaux et ses entrées dans l'appareil d'État et durant lequel le patronat, comme classe économique, a signifié son rejet des vieux arrangements socioéconomiques. Pourtant, l'AFL-CIO et ses syndicats comptent toujours plus de 14 millions de membres dans la deuxième moitié de la décennie 1980-1990¹⁴². Ce nombre et les ressources financières qu'il laisse supposer, de même que l'envergure des organisations comme institutions qu'il permet de supporter, suggèrent des capacités de réussir, voire d'imposer quelques sauvetages et d'autoriser des investissements pour conserver localement des emplois. Mais ce sont autant de mesures défensives qui ne faisaient pas partie d'un plan d'ensemble et dont l'effet fut non seulement limité, mais généralement de courte durée.

Car l'offensive patronale s'enhardissait de ses propres succès. La rude action du président Reagan contre les aiguilleurs du ciel avait montré politiquement que la nouvelle administration ne prônait pas le compromis social, ce que ses nominations aux diverses agences responsables de l'application des lois de protection du travail et du droit des salariés à l'organisation indépendante

avaient très rapidement confirmé. Attestant de la même réalité politique, « la Chambre [de commerce des États-Unis] ne s'opposa jamais à quelque projet de loi parrainé par l'Administration Reagan¹⁴³ ». Politiquement, socialement et économiquement, le syndicalisme était acculé à des positions de faiblesse. « Certaines industries, comme celle de la construction résidentielle, furent l'objet d'une *désyndicalisation* presque complète », cependant que des firmes de consultants spécialisées en stratégies antisyndicales prospérèrent, encourageant le patronat à se défaire de la présence d'un syndicat ou à empêcher l'arrivée du syndicalisme dans ses installations. « Les temps sont mûrs, déclara en 1987 une des principales firmes de consultants antisyndicales, pour que les employeurs examinent quelles sont les procédures [à suivre] pour la désyndicalisation... Il n'y a rien là de honteux. Pas de sacrilège. Aucun manque à l'éthique¹⁴⁴. »

De sorte que, par exemple, les pressions, parmi lesquelles il faut évidemment compter aussi les transformations liées aux changements technologiques et l'accentuation de la concurrence à l'échelle mondiale, que subit alors le monde du travail produisirent des développements rompant avec les paramètres établis : dès la première moitié des années 1980, tous les modèles prévisionnels établis sur la base de l'expérience de l'après-guerre, et singulièrement de ce qu'on avait pu observer entre 1958 et 1979, annonçaient des salaires négociés plus élevés que ce qui fut obtenu (jusqu'à concurrence de 3 %), singulièrement dans les secteurs fortement syndiqués où existaient jusque-là, nationalement ou régionalement, des accords-cadres¹⁴⁵.

Plusieurs entreprises à forte syndicalisation se dotèrent d'installations où elles réussirent à éviter que leur main-d'œuvre s'organise en syndicat, où elles réussirent à ce qu'elle ne rejoigne pas le syndicat, par exemple, qui déjà avait l'accréditation chez leurs autres groupes d'employés. Souvent ces entreprises adoptaient pour ce faire leur propre stratégie sudiste, c'est-à-dire qu'elles ouvraient leurs nouvelles installations dans le Sud traditionnel ; mais elles furent aussi en mesure de faire reculer la syndicalisation là où elle était déjà implantée. Outre l'industrie de la construction, le camionnage, le raffinage du pétrole, « certaines des principales compagnies spécialisées dans la fabrication de pièces d'automobiles », qui avaient pourtant des contrats avec les UAW, d'autres également ont réussi à « développer d'importants secteurs d'où le syndicalisme est absent ». L'objectif s'avère alors de transmettre une part de plus en plus significative de ses activités là où les travailleurs ne sont pas syndiqués – si on le peut, jusqu'à fermer les installations syndiquées. Notons par ailleurs que, dans les entreprises activement engagées dans des programmes d'*union avoidance* (stratégie d'évitement de la syndicalisation), avec embauche de consultants et messages (parfois de menaces ouvertes) adressés aux salariés, les

votes d'accréditation ne donnent alors des résultats positifs que pour 17,6% des cas, contre 37,9% quand ce n'est pas le cas¹⁴⁶.

En considérant les reculs subis par le syndicalisme, la chute du nombre des membres, la disparition des grands accords-cadres qui unifiaient les secteurs les plus importants du mouvement revendicatif, le déclin radical du nombre de grèves, les pertes d'emplois, la désolation qu'entraîne la dynamique des concessions, on conclut facilement à un mouvement ouvrier engagé dans une retraite généralisée, accablé. Un mouvement sur la voie d'une démoralisation qu'il peut feindre de ne pas voir, mais qui procède inévitablement de la réduction de son poids dans les rapports sociaux de pouvoir. Depuis la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'en 1980, « le nombre de grèves [importantes] ne fut jamais inférieur à 200, mais il tomba à 187 en 1980 », et à seulement 54 en 1985. Il est vrai qu'au début de la décennie 1980-1990 les pertes d'emplois n'encourageaient pas les arrêts de travail ; pourtant, si le « nombre de jours de grève [par année] fléchit [durant cette décennie], il se stabilisa » grosso modo au niveau de ce qu'il était à la fin des années 1950. Car ceux « qui se décidaient à faire la grève, a écrit Kim Moody, ou qui étaient forcés par leur employeur de faire la grève s'engageaient dans un arrêt de travail généralement plus long » que cela aurait auparavant été le cas¹⁴⁷.

Et plus les années passent, plus la réalité de ce recul dans les rapports sociaux s'impose obligatoirement à la conscience. Constatant en 1992 que l'AFL-CIO ne regroupe plus que 12% des travailleurs dans le secteur privé, Robert Potter, de l'Organizing Institute (centre de formation à l'organisation) de la centrale, juge la situation catastrophique parce que le syndicalisme, à cette hauteur, n'a pratiquement plus de présence marquante dans l'évolution de l'économie. Or, dit-il, cette présence constitue la mesure précisément de la puissance du mouvement ouvrier. Le 12% représente la menace d'une disparition à court terme comme acteur socioéconomique de quelque importance¹⁴⁸. L'économiste allemand Fritz Scharpf avait quant à lui mis en lumière la même situation dès 1990, en remarquant « l'érosion croissante [aux États-Unis] de l'influence syndicale sur la formation des salaires¹⁴⁹ ». Voilà qui n'est pas rien, une expression également directe de cet amenuisement draconien du rôle du syndicalisme dans la société.

Pourtant, les décennies 1980-1990 et 1990-2000 sont aussi marquées de luttes ouvrières sévères, courageuses et massives, saisissantes à ces égards, en dépit de dispositions patronales de choc et d'appareils d'État généralement dressés contre elles. L'opposition à laquelle elles font alors face, soulignent divers auteurs, rappelle inmanquablement l'opposition des années 1930 contre laquelle dut se construire le CIO. L'exemple de la grève à la Phelps

Dodge, que nous avons rapporté plus haut, met précisément en lumière cette réalité. Cela se révèle vrai dans les méthodes et en substance, même si les circonstances s'avèrent évidemment différentes : l'industrie résistait à l'arrivée du CIO durant la grande dépression pour éviter les contrats de travail comme tels et l'amélioration des revenus et des conditions du salariat. Historiquement, il paraît évident que l'industrie a alors perdu cette bataille. Durant les années Reagan, pourtant, les positions du patronat deviennent aussi radicales, bien qu'elles soient d'une mouture différente.

Ainsi, dans le monde de l'économie de transformation, la compagnie LTV (aciéries) présenta à l'été 1986 une requête à la cour pour qu'on lui accorde la protection prévue dans le chapitre 11 de la loi sur les faillites ; ce chapitre confère la possibilité d'une restructuration des finances d'une entreprise afin de lui permettre de poursuivre ses activités. La compagnie, se présentant comme débiteur, fit savoir qu'elle entendait se protéger notamment contre ses retraités, la caisse de retraite étant alors considérée comme créateur ; à cet effet, elle annonçait unilatéralement par lettre à tous les retraités qu'elle devait annuler tout le processus de prestations d'assurance auquel ils avaient eu droit jusque-là. Rapidement les retraités de LTV se réunirent, à Cleveland, Youngstown et Chicago pour réagir et regagner leurs assurances ; ils érigèrent une ligne de piquetage devant des installations à East Chicago. Cela conduisit les syndiqués métallos de ces installations à se rendre compte de ce qui se passait : ils prirent un vote de grève et débrayèrent. Le président des USWA appuya la grève, en soulignant que, si LTV réussissait à obtenir l'abrogation « d'autres portions du contrat », on menaçait aussi d'étendre l'arrêt de travail à d'autres installations de la compagnie. Quatre jours plus tard, les avocats de LTV demandaient à la cour d'oublier cette partie de la requête¹⁵⁰.

Autre type de demande patronale, difficile à comprendre par les employés du fait de sa radicalité : la compagnie International Paper (International Paper Company) présenta ainsi à ses travailleurs des pâtes et papier du nord-est du pays, majoritairement de l'État du Maine, une offre de renouvellement de leur contrat de travail qui faisait disparaître la clause existante de la majoration supplémentaire du temps de travail assumé le dimanche, la disparition du congé du 25 décembre, « le seul jour de l'année pour lequel les employés étaient assurés de pouvoir prendre du temps avec leur famille », la faculté de sous-traiter les opérations d'entretien, « ce qui voulait éventuellement dire la perte de 350 postes » et la mise en vigueur d'un nouveau principe dans l'organisation du travail, présenté sous le titre de Project Productivity (projet productivité), qui exigerait selon les besoins de la production que « les employés travaillent sans référence [à leurs tâches habituelles] aux catégories d'emplois » définies dans le contrat de travail. Ce dernier élément était vu par les employés comme

un dispositif d'accélération des cadences, parce qu'il irait de pair, jugeait-on, avec une réduction significative des effectifs, peut-être 150 postes. Quand s'engagent les négociations au printemps de 1987, les dirigeants de la section locale 14 de la United Paperworkers International Union (le syndicat international des travailleurs du papier) de Jay (État du Maine) sont conscients de la difficile conjoncture dans laquelle ils se trouvent. À ce moment, le mouvement ouvrier comme mouvement social a subi la dure défaite de la PATCO et celle du syndicat de l'acier à Phelps Dodge, «dans lesquelles les travailleurs ont été remplacés de manière permanente». Même chose ailleurs dans le Maine, où la section locale 900 du même syndicat des travailleurs du papier venait de perdre une «longue grève» contre «les concessions que demandait la compagnie Boise Cascade», durant laquelle «plus de 300 [grévistes] furent remplacés définitivement». Le syndicat UPIU et sa section 14 de Jay, qui comptait 1200 membres, en avaient conclu qu'il serait fort hasardeux de se lancer dans un arrêt de travail à ce moment¹⁵¹.

Ils offrirent à la compagnie International Paper de renouveler simplement pour un an, puis pour deux ans la convention collective en vigueur, ce que la compagnie refusa. Ses dirigeants firent savoir, par exemple, «que le projet productivité n'était pas négociable et que la compagnie avait besoin aussi des autres concessions [demandées] afin de maintenir sa position concurrentielle». Aux syndicalistes qui leur faisaient remarquer que «la compagnie était la plus riche compagnie de pâtes et papiers du monde» et qu'elle s'avérait toujours fort profitable, le porte-parole patronal rétorqua: «Je ne dis pas que nous n'en avons pas les moyens, je dis que nous en avons besoin» pour faire face à la concurrence. Ledit projet «comportait implicitement, selon le principal négociateur du syndicat, la possibilité de contrevenir» au principe de l'ancienneté. Mais alors, dit-il, «si on laisse aller l'ancienneté, qui est «sacrée», et puis le 25 décembre, je me souviens de l'époque où nous avons 10 jours de congé» par année, que va-t-il nous rester? Bientôt, on vit d'ailleurs arriver à Jay une compagnie fournisseur de travailleurs de remplacement, ce qui, bien sûr, ajouta au sentiment d'amertume des employés et radicalisa les prises de position. Le 15 juin 1987, le syndicat entra en grève; avec lui débrayèrent les unités locales des UPIU à Lock Haven en Pennsylvanie et à De Pere, au Wisconsin. La section 14 fut la source d'inspiration de la grève; elle avait d'ailleurs lancé l'idée de ce front commun, auquel s'étaient jointes les sections de Lock Haven et de De Pere. La grève allait durer 17 mois, au terme desquels «tous les travailleurs [auront] été remplacés de façon permanente». Cette grave défaite¹⁵² balaya une institution ouvrière historique et, bien sûr, des projets de vie personnelle par centaines.

Les grévistes avaient fait preuve d'une détermination exemplaire; ils tentèrent même, après la fin de la grève, de sauver l'unité d'accréditation locale en s'adressant aux travailleurs de remplacement et aux « briseurs de grève », qui avaient pourtant abandonné l'action et franchi les lignes de piquetage. Mais rien n'y fit, et les travailleurs en emploi votèrent la désaccréditation. Tant qu'ils purent faire valoir leur cause par les moyens habituels de l'action syndicale, par exemple le *piquetage* de masse imposant une fin des activités à l'usine (possibilité qui ne se réalisa que partiellement, dans les premières semaines de leur arrêt de travail), les conditions de la situation d'ensemble ne les vouaient obligatoirement pas à l'échec. Mais les avocats de la compagnie obtinrent rapidement une injonction de la cour « limitant le nombre de piqueteurs [...] à douze en quelque moment sur chaque chemin permettant l'entrée sur la propriété » de la compagnie et interdisant aux piqueteurs « d'empêcher ou de chercher à empêcher par la violence ou la menace de violence [...] la libre entrée de toute personne sur le site de la compagnie ». Il y avait eu des échauffourées aux abords de la propriété de l'International Paper et les piqueteurs pouvaient paraître menaçants. Mais, à la suite de l'émission de l'injonction, les travailleurs de remplacement qui se présentaient aux portes des installations furent « toujours plus nombreux que les piqueteurs qui tentaient de les arrêter ». Cette interdiction judiciaire constitua effectivement un moyen qui fit disparaître la violence aux entrées de l'usine¹⁵³... et qui permit la reprise des activités productives.

Les travailleurs firent incontestablement face aussi à la résolution ferme de la compagnie, qui entendait renverser les façons de faire devenues courantes et révolutionner ses rapports avec les salariés, pour peser sur le coût du travail. Cette résolution lui permit de se rendre jusqu'au remplacement de la main-d'œuvre gréviste et à la désaccréditation du syndicat local. Cela dit, le mouvement même des grévistes fut affaibli de l'absence d'une participation stratégique et sociopolitique véritable du syndicat, le United Paperworkers International Union, auquel la section locale de Jay était affiliée. « Tout le monde regardait du côté du [syndicat] pour obtenir le leadership nécessaire, mais ses [chefs] nous firent clairement savoir qu'ils n'allaient pas prendre la balle au bond et diriger la bataille et qu'ils voulaient plutôt que nous mettions fin à la grève », a déclaré par la suite l'organisateur de la section 14 à un chercheur universitaire. Ce dernier, Julius Getman, confirme en effet que les syndicalistes de la section 14 tiraient « la conclusion que le syndicat [UPIU] ne [servirait] pas de guide ni ne fournirait la direction [indispensable] en appui à la grève ». Et il ajoute, en discutant des causes de la grève à Jay, que les dirigeants nationaux ont agi ainsi probablement par incompétence et manque de vision. « Les travailleurs sont craints par les compagnies qui les emploient et les syndicats dont c'est la fonction de les représenter. » Si les membres de la section locale 14 lui sont restés

fidèles, l'appréciation qu'ils portent sur le syndicat auquel ils sont affiliés est négative. La perception la plus répandue paraît ainsi, *grosso modo*, que la UPIU les a « vendus » – notamment quand elle a décidé sans consulter les membres de mettre fin à la grève¹⁵⁴.

Ainsi, après les mouvements des travailleurs de la PATCO, de l'acier et du cuivre chez Phelps Dodge, puis des pâtes et papier de Jay dans le Maine, Lock Haven et De Pere, parmi d'autres du même type que nous indiquerons plus bas, il faut mettre au compte des caractéristiques de l'ère Reagan, en plus de la nature particulière des orientations gouvernementales et de l'offensive patronale de choc, la capacité des syndiqués, toujours, de mener de grands combats et de résister de longs mois à d'âpres attaques de classe qui ont visé jusqu'à la disparition de leur mouvement et, toujours, à la mise en cause de leurs conditions d'emploi et de revenus. Mais, à nouveau, soulignons que la mention de ce dernier trait ne cherche pas à amoindrir la nature des défaites ouvrières, non plus que la portée de ces défaites. Tout au contraire, elle permet plutôt encore une fois de signaler l'envergure de l'opposition politique et socioéconomique que doit maintenant affronter le syndicalisme. Les attaques subies sont frontales et répétées, cependant que ses actes de résistance, pour aussi massifs et courageux qu'ils se révèlent, se concluent majoritairement et de manière déterminante par de profonds reculs. Néanmoins les actions de résistance existent bel et bien ; comme on peut le noter fréquemment, par ailleurs, elles donnent lieu à des démarcations internes à la lutte syndicale souvent saisissantes par leur netteté. Celles-ci sont à l'origine, on s'en doute, du jugement que portent les travailleurs de Jay sur l'UPIU.

Ces démarcations, toujours plus ou moins présentes dans l'action syndicale, ne regroupent pas nécessairement les cadres, les militants, les états-majors et les hauts dirigeants du mouvement syndical en des configurations immuables, toujours identiques à elles-mêmes. Mais elles sont incontestablement avivées, bien que ce soit paradoxalement à première vue, lorsque le mouvement syndical se retrouve plongé dans l'adversité, devant des opposants qui s'en prennent à sa place et à son rôle social comme institution, à ses pratiques établies et à ses assises parmi les travailleurs. Elles tendent alors à diviser en deux camps ceux et celles, d'un côté, pour qui priment les préoccupations qui ont trait à la protection et à la sauvegarde de l'organisation syndicale en tant que telle, par exemple ses finances et son droit à se réunir et, en face, de l'autre côté, ceux et celles qui, entraînés par la dynamique de la lutte, en viennent à soumettre ce type de préoccupation aux besoins du mouvement revendicatif, à la solidarité et aux activités de mobilisation sociale. Dans le contexte de l'ère reaganienne, les lois, les décisions de justice et les penchants des agences fédérales chargées des questions du travail

pouvaient incontestablement grever les capacités organisationnelles et financières des grands syndicats et réduire considérablement leurs droits. À cet effet, les sommets des organisations vivant largement des rapports avec la société ambiante, bien plus que les bases, de la stabilité de ces rapports et de leurs formes, ils envisagent la promotion des intérêts des membres dans ce cadre constitué. Ils craignent obligatoirement tout ce qui peut pourrir le disloquer. Le congrès de 1988 de l'UPIU a fêté les grévistes de Jay et renouvelé toute sa solidarité; mais, dès les jours suivants, les dirigeants nationaux firent valoir que les coffres du syndicat étaient vides, que la grève avait englouti 17 millions de dollars, qu'il fallait maintenant envisager sa fin¹⁵⁵... Il vient un moment, c'est vrai, où les sensibilités sont différentes.

ii. LA PENSÉE DU PRÉSIDENT LANE KIRKLAND DE L'AFL-CIO

Lors de la grève des aiguilleurs du ciel, la haute direction de l'AFL-CIO ne s'impliqua pas dans la bataille contre Reagan; elle s'assura même que n'apparaissent pas de mouvements de solidarité dans certains syndicats nationaux, voire, plus réalistement, dans des unités locales ou parmi des courants syndicaux militants. Il eût d'ailleurs été difficile de se désolidariser davantage de la PATCO, aux prises avec une charge de l'État tout de même exceptionnelle – Richard Nixon n'avait pas réagi comme le président Reagan quand il fit face à la grève des postiers en 1970, tout aussi « illégale¹⁵⁶ ». Lane Kirkland, le président de l'AFL-CIO « réprimanda [plutôt] les leaders du syndicat de la PATCO pour avoir agi sur un coup de tête [*brashly*] et ne pas avoir consulté les dirigeants de la centrale quant à la sagesse » de se lancer dans une telle action¹⁵⁷. Les critiques du comportement de la direction de la centrale furent nombreuses et souvent sévères, en particulier en provenance de la gauche. Stanley Aronowitz reprocha aux sommets du syndicalisme américain de ne pas avoir organisé « un débrayage d'une journée par l'ensemble des syndicats en protestation » contre le président ni engagé « un combat déterminé pour la réintégration des contrôleurs¹⁵⁸ ». Kim Moody suggère, quant à lui, que, si les mécaniciens et les pilotes, tous syndiqués, avaient simplement respecté les piquets de la PATCO, leur action aurait été décisive: mais voilà bien, estime-t-il, le type de stratégie qui dépasse « l'imagination du syndicalisme d'affaires¹⁵⁹ ».

En lieu et place, Lane Kirkland fit « parvenir une lettre aux affiliés attaquant l'idée d'une action nationale en appui à la PATCO: je ne crois personnellement pas que le syndicalisme devrait entreprendre une action qui se trouverait à frapper, ou à punir ou à causer des inconvénients au public [...] pour les péchés [...] de l'Administration Reagan ». Quant à lui, William Winpisinger, président de l'association des mécaniciens (IAM, International

Association of Machinists), « qui aurait pu probablement faire cesser la grève [des aiguilleurs] avec une victoire en appelant simplement les équipes de mécaniciens au sol [à respecter les lignes de piquetage] pour quelques jours », considéra que cette action serait trop risquée. « Nos avocats nous ont avertis, écrivit-il dans le *Boston Globe*, que si, en tant que président [du syndicat], je devais approuver, encourager [...] une grève de sympathie [...], je mettrais en danger la totalité des réserves financières » de notre syndicat¹⁶⁰.

En toute logique, les sommets bureaucratiques du syndicalisme peuvent craindre les actions massives. Tout mouvement d'envergure axé sur les besoins et les revendications tend à éveiller sa propre dynamique, créer l'occasion d'initiatives menaçant d'échapper au contrôle des sommets, ne fût-ce que partiellement. Voilà pourquoi, au compte des traits de comportement des hautes directions syndicales aux États-Unis, Rick Fantasia et Kim Voos retiennent notamment « un anti-radicalisme agressif », une « opposition active au militantisme syndical, excepté [...] lorsqu'il est étroitement contrôlé » et des « réseaux de communication fermés », pratiques qui « produisent des habitudes de passivité¹⁶¹ »... Lane Kirkland et les états-majors de la centrale furent ainsi très prudents, voire rébarbatifs, devant les appels au soutien actif de la PATCO, surtout que la charge présidentielle contre le syndicat des aiguilleurs, qui le fit disparaître rapidement comme organisation, pesait telle une épée de Damoclès sur tout le mouvement ouvrier.

Mais quelque chose devait être fait pour signifier la présence tout de même massive du syndicalisme et sa capacité de mobilisation. C'est ainsi que l'AFL-CIO, pour la première fois de son histoire, organisa une grande manifestation contre le gouvernement de Washington, le budget et les orientations socioéconomiques de la présidence Reagan. Ce fut la marche imposante du Solidarity Day le 19 septembre 1981, alors que les piquets de grève du syndicat des contrôleurs aériens étaient toujours en place. La réponse dépassa les espérances, montrant à la fois la conscience des enjeux et la disponibilité à l'action chez les membres et nombre d'alliés. La participation s'éleva à plus de 250 000 personnes (plusieurs évaluations : elles vont de 250 000 à 500 000 participants). Les organisations noires étaient présentes, des organisations populaires, les grands syndicats des secteurs privé et public, etc. On y remarquait entre autres un fort contingent de grévistes de la PATCO, souvent avec conjoints et enfants. Même si tout le monde savait bien que l'un des facteurs du succès de la manifestation relevait de la profonde volonté d'exprimer son appui aux contrôleurs aériens, la direction de la centrale refusa coûte que coûte que cet appui figure au nombre des buts de la mobilisation. Le succès était néanmoins énorme et tout le monde se promit que ce n'était qu'un début ; la réponse du mouvement ouvrier aux républicains serait solide. Lane Kirkland

déclara ainsi qu'il y aurait un événement Solidarity II. Mais ce jour de Solidarity II, de même que le Solidarity III par la suite, allait simplement prendre la forme d'une mobilisation électorale, du type qu'on pratiquait habituellement. Selon Paul Buhle, le succès de la mobilisation de 1981 créa en effet « plus d'anxiété que d'enthousiasme au bureau de Kirkland¹⁶² ».

Il est vrai que Lane Kirkland accepta le recours avec le premier Solidarity Day à une stratégie de mobilisation de base et de manifestation publique que George Meany, on l'a constaté dans les chapitres précédents, n'avait jamais fait sienne. Mais l'hypothèse de Buhle au sujet de l'anxiété qu'auraient produite sur la direction centrale de l'AFL-CIO le succès massif de sa propre initiative, l'enthousiasme des participants et la volonté évidente d'accepter le combat contre les orientations de la présidence Reagan, nous paraît tout à fait plausible. Surtout que les organisations noires militantes s'étaient jointes avec ardeur à la marche et que de fait, comme certains auteurs l'ont fait valoir, le mouvement ouvrier avait réuni autour de lui toutes les grandes organisations populaires. L'AFL-CIO était-elle prête à ouvrir les hostilités, à se lancer dans un face-à-face contre le gouvernement, en fonction duquel elle tiendrait un rôle de centre de ralliement¹⁶³ ?

La réponse à cette question, négative, fut plutôt de se replier sur les lieux de travail et les contrats collectifs en laissant largement de côté les mouvements populaires qui avaient participé au Solidarity Day, lieux et contrats considérés en plus séparément les uns des autres. Devant les difficultés amenées par la « restructuration massive du capitalisme mondial », les cinq années subséquentes furent alors celles de la négociation à la baisse sur les salaires, les « avantages sociaux et les règles et normes de travail » – dans le but de sauver les emplois, comme on a vu¹⁶⁴. Les emplois industriels et le nombre de travailleurs membres d'un syndicat décreurent néanmoins par millions, comme on a vu aussi. Très rapidement, « un chroniqueur syndical du *New York Times* fit l'observation que le syndicalisme, aux prises avec des patrons agressifs, un gouvernement national antipathique et un désir explicite du côté des républicains que soient révisés les politiques du New Deal sur le travail, ne comprend pas les nouveaux courants de pensée dans l'organisation du travail, non plus qu'il est en mesure, lorsqu'il les voit, de mettre au point des stratégies imaginatives pour les contrer. Il est... incapable devant la force du conservatisme de constituer un front uni pour ou bien sauver les vieux programmes, ou bien en élaborer de nouveaux¹⁶⁵ ». Une impasse dans l'action, évaluait le journaliste, et une impasse dans l'entendement, desquelles procéda certainement la surprise que sembla provoquer chez les chefs des syndicats le renouveau de l'hostilité patronale¹⁶⁶.

Voilà bien ce que la pensée et le point de vue stratégique d'un homme comme Lane Kirkland exprimaient alors, et qu'il portait activement. Beaucoup pensent que, durant les années 1950 et 1960, le syndicalisme américain a centré son travail de syndicalisation sur l'utilisation prioritaire du NLRB pour regrouper dans ses rangs de nouveaux membres, laissant « s'éroder les traditions de lutte et d'indépendance de classe ». Quand tout se mit à changer progressivement à compter des années 1970, « ni les leaders syndicaux ni la plupart des travailleurs ne se souvenaient des moyens efficaces de résistance » et de lutte¹⁶⁷. Cette dimension de l'expérience de classe était un oubli qui devenait une source des reculs nombreux devant les employeurs. Cela dit, les rapports entre les classes engendrent une dynamique aux conséquences certes imprévisibles, mais pour lesquelles le « fond de conflictualité » qu'ils incorporent¹⁶⁸ indique néanmoins des axes récurrents de rebondissements, formes et contenus. D'où les quelques durs conflits de travail qui surgiront durant les années 1980 et 1990, même si, incontestablement, la masse des travailleurs et les grandes organisations ouvrières parurent médusées, largement décontenancées devant les nouvelles conditions. L'orientation de la haute direction du syndicalisme fut de la conciliation. Pour un homme comme Kirkland, les idées « d'accentuation des divisions de classe », de « grève générale », voire du lancement « d'un parti du travail » relèvent de ce qu'il nommait « le défaitisme révolutionnaire¹⁶⁹ ».

La centrale proclamait ainsi sa fierté d'avoir contribué à faire de ses membres des citoyens de classe moyenne, donc d'avoir servi à l'érection d'un « rempart contre la polarisation sociale et le conflit social ». Cela se traduisait par les efforts continus du nouveau président de l'AFL-CIO à mettre en forme des « mécanismes d'harmonisation entre les vues divergentes du monde des affaires et du syndicalisme » sur la conduite des affaires publiques, à la seule condition que chacun des deux grands acteurs reconnaisse la légitimité du rôle de son vis-à-vis dans la société. Il fut particulièrement heureux de la remise en selle d'un comité bipartite avec des employeurs importants en 1981, un nouveau Labor-Management Group ; y participèrent notamment des patrons membres du Business Roundtable (« table ronde du monde des affaires »), l'association à l'origine de l'offensive patronale depuis la décennie 1970-1980. Mais ce groupe bipartite ne donna aucun des résultats qu'avait espérés le président de l'AFL-CIO¹⁷⁰, l'offensive patronale gagnant dorénavant l'ensemble des milieux économiques déterminants. En 1986, William Serrin, autre spécialiste réputé du syndicalisme dans la presse écrite américaine, faisait valoir « que les syndicats peuvent certes pointer du doigt quantité d'opposants détestables et puissants [pour rendre compte de l'évolution catastrophique de leur situation], mais elles doivent d'abord se blâmer elles-mêmes¹⁷¹ ». Par cette remarque, Serrin mettait évidemment en cause la pensée et l'orientation des

états-majors du mouvement ouvrier aux États-Unis, inadéquates d'après lui, certainement pas en phase avec les besoins du moment. Cette pensée et cette orientation exprimaient, pouvons-nous inférer de son propos d'ensemble, le manque de souffle que nous avons noté déjà dans le positionnement de la centrale.

Une manifestation de cette inadéquation est l'attrait que ne cesse d'exercer alors depuis la décennie précédente l'exemple européen du bipartisme et du tripartisme sur Lane Kirkland. Envers et malgré toutes les impasses et déceptions qui le frappent dans la recherche de formules américaines inspirées de l'Europe, il y revient. L'absence d'ententes de nature corporatiste aux États-Unis a été étudiée de manière convaincante, croyons-nous, et il est certain que Kirkland ne pouvait pas ignorer les facteurs lourds d'une telle absence. En même temps, l'époque du corporatisme, appelé aussi néocorporatisme pour distinguer ses habits nouveaux de son lien passé avec le fascisme, semble ouvrir aux mouvements ouvriers durant la dizaine d'années qui vont de la mi-décennie 1970 à la mi-décennie 1980 une inspiration programmatique prometteuse. Les expériences se multiplient, de sommets économiques en modèles de cogestion, encore que certaines de ces expériences avaient déjà donné lieu à une institutionnalisation de la collaboration État-patronat-syndicat dans certains pays, comme en Autriche où ce type de collaboration avait pris forme dans l'après-guerre. L'exemple allemand, moins *abouti* cependant, fut celui dont l'inspiration parut alors la plus influente auprès de Kirkland.

Les États-Unis constituent l'archétype du système sociopolitique où les arrangements corporatistes sont très rares. À plus forte raison si l'on entend lesdits arrangements comme formules de codétermination contraignantes. On l'a noté dans les chapitres antérieurs, le patronat américain a toujours cherché la liberté de mouvement la plus grande dans la conduite de ses entreprises. Il y a incontestablement des facteurs institutionnels qui rendent compte de cette absence d'arrangements corporatistes : ainsi, se comportant et s'étant organisés comme autant de « groupes d'intérêts » aux États-Unis, dit-on souvent, il n'existe pas de mécanismes internes de centralisation dans le monde des affaires non plus qu'au sein du syndicalisme qui permettraient de « négocier directement [“gouvernement, monde des affaires et syndicalisme” ensemble] et de coopérer, en des processus » dont les résultats s'imposeraient « aux syndicats individuels et aux firmes individuelles ». Les organisations s'avèrent trop « fragmentées » pour servir de bases à des ententes corporatistes. Par ailleurs, on note, dans les pays où se sont constitués des arrangements corporatistes (relativement) permanents, la présence de partis distinctifs du mouvement ouvrier ; de sorte que, et notamment, les « syndicats n'ont pas à compter sur les seules [négociations] salariales pour assurer une redistribution des revenus » ; ils

peuvent aussi s'appuyer sur des interventions auprès de leurs partis. Qui plus est, « de grandes entreprises y sont nationalisées », ce qui accroît encore dans l'économie la pression des arrangements de nature corporatiste. Mais, aux États-Unis, le mouvement ouvrier doit s'en remettre prioritairement aux conventions collectives, une réalité très éclatée, qui réduit l'influence du syndicalisme¹⁷².

Ajoutons l'élément suivant : quand Lane Kirkland devient président de l'AFL-CIO, le patronat paraît aussi loin que possible d'être disposé à se plier à un cadre de codétermination avec les autorités publiques et le syndicalisme, qu'il verrait comme un encadrement. De sorte que, en fin de compte, Kirkland centrera très rapidement les efforts de la centrale sur les présidentielles de 1984, en une démarche dont certaines composantes seront nouvelles. Nous nous y pencherons précisément dans la prochaine section. Mais il convenait d'indiquer rapidement cet attrait pour le tripartisme dont fit preuve durant quelques années le président de l'AFL-CIO, parce qu'il correspondait à une tentative politique de répondre aux difficultés qui assaillaient le syndicalisme – une tentative rapidement court-circuitée au temps de la présidence Carter, puis à nouveau en 1981-1982 par les initiatives des grands employeurs dans le champ des relations d'emploi. Nous posons ainsi que l'absence d'un mécanisme quelque peu suivi de corporatisme aux États-Unis s'explique alors prioritairement par la dynamique des rapports sociaux, puis par la culture économique et institutionnelle patronale dont les rapports sociaux sont l'un des piliers. L'attitude du groupe d'intérêt particulier, autonome et autodéterminé s'accorde ainsi parfaitement avec l'environnement socioéconomique constitué.

Mais il est évident que le syndicalisme dans son ensemble et les divers syndicats, aussi puissants soient-ils, ne répondent plus aux exigences de l'heure s'ils essaient de se comporter ainsi. L'idée du tripartisme a correspondu chez Kirkland à la reconnaissance du besoin de dépasser la situation de fragmentation des divers groupes ouvriers. L'impossibilité de sa mise en pratique induit bientôt une adaptation en quelque sorte unilatérale aux attentes du patronat, dont l'acceptation des concessions devient une expression. Le penchant à la conciliation, on l'a vu, en vient à agréer aux demandes de concessions comme le moyen de protéger l'emploi, la part des revenus et des assurances que l'on peut préserver, et de garantir le maintien de l'organisation. Dans une entrevue qu'il accorda en 1986 à l'occasion du centième anniversaire de la formation de l'AFL, Lane Kirkland soutint l'acceptation des concessions si un employeur risque véritablement la faillite, afin de préserver un lieu d'emploi ; d'ailleurs, toutes les concessions ne sont pas que des concessions : lorsqu'elles sont consenties en échange de parts d'une compagnie et d'autres percées, donnant voix « à la prise de décision », il faut saisir que de tels acquis vont être maintenus dans

les contrats de travail «longtemps après que les concessions salariales eurent été faites et remboursées¹⁷³». Le président de l'AFL-CIO en venait presque à cet égard à présenter les concessions comme... des *gains*, à tout le moins comme des occasions de gains. Et il proclamait, semble-t-il bougon : «Je ne crois pas que nous nous illusionnions sur quoi que ce quoi¹⁷⁴», là-dessus comme sur le reste.

Aux questions portant sur ses revendications plus proprement politiques, par exemple en ce qui avait trait à la réforme du code du travail pour «faciliter l'organisation [...] de nouveaux travailleurs», Kirkland répondait : «Les perspectives d'une transformation fondamentale [*basic*] ne pourront se poser avant que nous ayons au pouvoir une administration qui croit en l'équité et aux justes objectifs de nos lois du travail¹⁷⁵», telles qu'elles ont été pensées et formulées. En toute logique dès lors, la perte de quatre millions de syndiqués durant la première moitié des années 1980 ne représentait pas tellement une chute brutale selon «le point de vue du président de l'AFL-CIO, a écrit l'historien David Brody, mais plutôt un accomplissement positif». Car, expliqua Lane Kirkland, «nous avons maintenu le nombre de nos membres au sein de la plus extraordinaire combinaison de circonstances adverses¹⁷⁶». Le président de la centrale se trompait, puisque le syndicalisme n'arriva pas à maintenir son poids social, non plus que le nombre de ses membres (en dépit de sa formulation ambiguë). Mais cette pensée selon laquelle le syndicalisme connaîtrait des jours meilleurs quand une administration plus sympathique à sa cause serait en poste, et pas avant, que les concessions pouvaient être des occasions d'acquis, ou que la perte du quart des syndiqués se confondait avec le maintien du nombre de membres devenait une pensée justifiant l'attentisme ou l'immobilisme. L'AFL-CIO ne s'en sortait finalement pas trop mal, jugeait son président, et d'une certaine manière il convenait de faire *le gros dos* jusqu'à ce que passe la tempête. Manifestement, les sommets de la centrale, comme l'avait noté le journaliste que nous avons cité, ne saisissaient pas vraiment le sens des développements qui avaient cours; et ils identifiaient le maintien de la centrale à la pérennité de son organisation, considérée en quelque sorte indépendamment de l'évolution des rapports sociaux de pouvoir.

iii. L'ÉTAT D'ESPRIT DES BASES SYNDICALES

Cela s'avéra une impossibilité, comme le démontra le déclin marqué du poids sociopolitique du syndicalisme, en particulier «du rôle de leadership [qu'il avait tenu] dans l'évolution» des rapports de travail, avec la syndicalisation de masse et l'imposition de la négociation collective. Dorénavant, soulignaient les spécialistes de la discipline des relations industrielles, l'initiative

était passée du côté de la direction des entreprises et même, pour une part, du côté non syndiqué de l'économie américaine. En effet, les pressions du secteur non syndiqué amenaient les demandes patronales de concessions dans les entreprises syndiquées, sur les salaires et les conditions, on le sait, mais aussi sur l'utilisation de travailleurs temporaires, par exemple, échappant aux dispositions des conventions collectives. Dans un cadre, par ailleurs, où le recours à la grève « est considéré [...] très risqué » et, en conséquence, beaucoup plus rare que ce fut le cas historiquement, surtout maintenant envisagé comme mesure défensive¹⁷⁷. Que l'« initiative » soit ainsi passée du syndicalisme au patronat dans l'évolution du rapport d'emploi et que les transformations tendent à se réaliser dorénavant sous les pressions du secteur non syndiqué expriment directement que l'AFL-CIO ne pouvait se maintenir telle quelle, comme une organisation à l'abri des grandes dynamiques sociopolitiques. Il y avait plutôt sur ce terrain des éléments de débâcle...

En tout état de cause, les hautes directions des grands syndicats et de l'AFL-CIO ne pouvaient sur la base de ce positionnement d'ensemble fournir un programme de mobilisation en mesure d'inspirer les syndiqués et de servir à leur réaction comme classe. Or, c'eût été à ce moment un rôle crucial à tenir, parce que l'absence de ce type d'intervention contribua aussi à définir la conjoncture sociopolitique et socioéconomique, en extrayant de ses facteurs déterminants le poids de la classe ouvrière. Explicitons quelque peu cette affirmation. Sans qu'il soit besoin à ce stade de revenir sur les fermetures d'usines, les nombres de mises à pied et l'affliction de régions entières que tout cela produisait, arrêtons-nous aux drames humains, personnels et collectifs, qui en découlaient et à la perception que les travailleurs avaient de la situation. Nous ne pouvons prétendre à la rigueur scientifique qu'auraient donnée des enquêtes statistiques couvrant l'ensemble des cas de mises à pied massives, et nous ne savons pas que de telles études existent. Mais nous croyons que les réalités mises au jour par trois analyses de cas sur les réflexions, les réactions et la conscience de leur situation que se faisaient les travailleurs frappés par la disparition de leurs emplois rendent fidèlement compte de l'état d'esprit majoritaire parmi eux, et aussi du type de raisonnement qu'inspirait plus généralement à travers le pays ce drame de la perte d'un emploi.

Les cas retenus sont ceux des pertes de travail chez les métallurgistes de Youngstown en Ohio, tels qu'en a traité Robert Bruno, puis les travailleurs de Chrysler à Kenosha au Wisconsin quand Lee Iacocca y ferma les installations de la compagnie en 1988, avec une étude de Kathryn M. Dudley, et enfin des travailleurs de l'alimentation de Cudahy au Wisconsin, une grève de quelque 850 syndiqués qui dura 28 mois, cas étudié par Michael A. Gordon sur la base d'un projet d'histoire orale. Cette grève, menée contre des demandes

patronales de concessions, se termina sur une profonde défaite syndicale, les quatre cinquièmes des employés ne retrouvant pas leur emploi¹⁷⁸. Bruno s'est demandé notamment comment les salariés avaient compris le phénomène des fermetures d'usines à Youngstown durant les décennies 1970-1980 et 1980-1990 et comment ils jugeaient les compagnies pour lesquelles ils avaient travaillé. Pour ceux-ci, explique Bruno, le choc avait été grand, la production de l'acier ayant largement défini leur environnement mental durant toute leur vie. La vision, positive, qu'ils en avaient ne fut pas vraiment modifiée du fait des fermetures. Les actionnaires ne connaissaient plus un rendement suffisant sur leurs investissements, ils perdaient de l'argent. Les fermetures étaient donc inévitables, vues d'une certaine manière comme le produit d'un acte de la nature, un cataclysme sur lequel personne ne peut rien... Les travailleurs ne blâmaient pas les compagnies: ils blâmaient plutôt Washington, les importations et la concurrence étrangère. Leur compréhension s'avérait fataliste; leur monde social et les buts des compagnies n'étaient pas vus sous l'angle d'une «conscience de classe» ouvrière, à laquelle les mises à pied de masse ne donnèrent pas lieu non plus.

L'étude des travailleurs de Chrysler à Kenosha par Kathryn M. Dudley met singulièrement l'accent sur la rupture et l'effondrement de leur univers que les mises à pied entraînent. Le même type de phénomène est cerné chez ceux de Cudahy: les croyances sont trahies, celles qui avaient trait à l'éthique du travail et à la conduite de sa vie personnelle: travailler fort et être loyal envers son entreprise, respectueux de l'autorité, mettre de l'argent de côté pour faire face aux coups durs et préparer sa retraite, etc. Les codes de conduite découlant de ces valeurs intériorisées ne semblaient plus récompensés. Mais globalement, même si c'est avec des nuances, les orientations patronales comme orientations de nature classiste et le système de l'entreprise privée, voire la hiérarchie du pouvoir dans la société, n'étaient pas condamnés. Voilà le sens que l'on doit donner à cette idée de l'absence d'une conscience de classe, telle qu'elle a été suggérée plus haut. De fait, Ralph Nader a exprimé plus concrètement l'état de choses auquel on peut se référer avec cette idée. Il a ainsi expliqué, dans une entrevue accordée en 1987:

Vous savez ce qui me rend le plus triste? Quand je me rends en Ohio et dans l'ouest de la Pennsylvanie, dans ces villes où 200 000 métallurgistes sont chômeurs. Vous savez, c'est la Dépression [...]. La situation ne peut pratiquement pas empirer. Et ils [les métallurgistes au chômage] font deux choses. Ils se disputent avec leurs épouses, ou ils se soûlent dans les bars. Du fait de leur désespoir. Et qu'il n'y a rien à faire. Comment se fait-il que personne n'engage d'action politique? Ils pourraient s'emparer politiquement de l'ouest de la Pennsylvanie. Je me suis rendu compte de ce qu'était la réponse à ma question. Il y avait

quelqu'un qui bouchait le chemin, quelqu'un qui était censé combler le vide, mais qui ne le faisait pas. Et c'était le syndicat [...]. Et voici une observation intéressante: une institution de réforme [c'est-à-dire née comme une institution vouée à la réforme de la société] va presque certainement se trouver en travers de la route d'une deuxième vague de réformes¹⁷⁹...

Il nous paraîtrait difficile d'assurer la véracité de cette dernière généralisation, mais il s'avère en revanche évident que le syndicalisme, pas uniquement les USWA, n'était pas prêt à organiser durant les années 1980 les centaines de milliers de ses membres qui perdaient leur travail, par exemple, en des campagnes militantes de défense de leurs intérêts. Or, les syndicats constituaient leurs organisations de classe, aucune autre ne pouvait prétendre à ce rôle. En ce sens, ces membres étaient en quelque sorte abandonnés, privés du cadre, notamment discursif, historiquement constitué à cet effet. Les remarques de Nader étaient justes: non seulement le mouvement ouvrier n'offrait pas l'organisation, mais ses cercles dirigeants devenaient une entrave à l'action. Il faut le souligner à nouveau, parce qu'il y a là une béance, qui devient facteur d'explication du type d'évolution que connaît alors le syndicalisme.

Le commentateur E.J. Dionne rappelait en 1987 que le consensus social d'après-guerre était bien terminé, ce consensus reposant sur une économie en progression qui avait permis l'accès élargi à la propriété résidentielle, à la consommation, à l'éducation supérieure, qu'appuyait et portait le mouvement ouvrier. Et Dionne soulignait que, dans le nouvel ordre des choses, le syndicalisme prenait des initiatives d'un genre « fort inhabituel », axé en particulier sur des efforts poursuivis avec les employeurs, singulièrement pour accroître la productivité du travail afin de sauver leur industrie, donc de maintenir l'emploi; on pouvait même « investir dans l'automatisation et la robotique »: « Il nous faut faire quelque chose afin de nous protéger. On sait qu'on va [ainsi accepter de] perdre certains emplois, mais nous visons à sauver le gros [*bulk*] des emplois », expliquait à cet égard une responsable des travailleurs du vêtement que citait Dionne¹⁸⁰. L'absence de perspectives propres au syndicalisme entraînait celui-ci du côté de ce type de nouveautés, lui donnait comme autant de programmes ceux que le seul patronat élaborait. Bien sûr, sur la même lancée, le penchant des états-majors du mouvement syndical leur faisait craindre le recours à la grève, une stratégie de combat vue comme hors de propos. L'absence d'une intervention de mobilisation des centaines de milliers de travailleurs licenciés relève évidemment du même positionnement – un positionnement qu'on a croisé et expliqué déjà, qui va pousser dorénavant les mêmes états-majors à décourager ouvertement auprès de leurs membres les arrêts de travail.

Car, mentionnons-le à nouveau, s'il y a chute brutale du nombre de grèves, de grévistes et de jours de grève durant la décennie 1980-1990 (et au-delà), le déclin des chiffres n'est pas le produit de seuls facteurs structurels et fonctionnels, mais également de la conduite du syndicalisme comme tel, orientation, leadership et (absence de) programme. Durant cette décennie, des comparaisons éloquentes entre les développements américains et ceux d'autres pays frappent d'ailleurs certains observateurs. Ainsi, le fait que le grand syndicat IG Metall d'Allemagne ait pour une large part à l'époque réussi à interdire que les compagnies d'automobiles du pays envisagent leur position concurrentielle par *pressurisation* sur les salaires et les conditions de travail a forcé lesdites compagnies à une plus grande efficacité, à construire de meilleurs produits, à modifier certains matériaux. En 1987, les États-Unis comptaient 17 % de syndiqués, l'Allemagne de l'Ouest 43 % ; cette dernière maintenait pourtant un surplus commercial avec les États-Unis ; la Suisse comptait 33 % de salariés syndiqués et son taux de croissance économique s'élevait à quelque 4,6 %, près du triple de celui des États-Unis ; le pourcentage de syndiqués s'établissait à 36 % au Canada et le taux de croissance à environ 4 % ; mais aux États-Unis le taux de croissance de l'économie n'était que de 1,6 % : « manifestement, il y a quelque chose qui manque à cette hypothèse trop facile qu'une industrie non syndiquée s'avère plus concurrentielle qu'une industrie œuvrant dans un environnement syndiqué¹⁸¹ ». Mais, on le sait amplement à ce stade, le patronat américain avait décidé de se dégager le plus possible des contraintes des contrats de travail et des négociations-cadres, peut-être grâce au passage à la nouvelle phase de l'économie ; et il s'orientait vers une politique de bas salaires, plus généralement une politique de réduction des coûts de la main-d'œuvre. Cette politique ne relevait pas obligatoirement non plus de seuls facteurs structurels et fonctionnels, si l'on se fie aux enseignements des comparaisons internationales. Mais elle définissait une orientation forte, qui n'allait plus vraiment être mise de côté aux États-Unis.

Dans un pays qui a compté près de 200 000 contrats de travail, on peut facilement imaginer que la fin de l'économie industrielle et des grandes ententes par secteurs économiques, comme type d'économie capitaliste et arrangements sociaux dominants, était grosse d'affrontements de classe menaçants. Il s'avère donc étonnant que la chute du syndicalisme ait pu survenir de manière si abrupte et rapide, sans réellement de riposte à la hauteur des pertes massives d'emplois, des renégociations à la baisse des conditions du travail, des souffrances et de la désolation de régions entières. L'indication et l'appréciation de Ralph Nader attirent directement l'attention sur l'un des facteurs qui expliquent alors la plausibilité et la rapidité de ce déclin, que nous avons notamment saisies avec l'idée du manque de souffle du syndicalisme. Mais cette idée réfère

plus précisément à l'absence d'un véritable programme et d'une plateforme particulière, de même que d'un plan d'action correspondant, et à la position sociale des états-majors du syndicalisme. Cela dit, si la rapidité et la profondeur du déclin, toutes dimensions confondues, s'avèrent incontournables, il n'en reste pas moins que la réalité des rapports d'emploi directs produit toujours ses effets, qui apparaissent à l'occasion sous la forme de réelles explosions sociales. Dans notre présentation jusqu'ici, nous nous sommes arrêtés déjà à certaines de celles-ci pour le traitement d'aspects particuliers de la situation du mouvement de classe. Mentionnons, en guise d'éléments de confirmation du jugement que nous avons porté, les quelques luttes imposantes suivantes, dont beaucoup d'auteurs traitent.

Notons d'ailleurs à cet égard que la volonté de résister aux orientations reaganiennes et à celles des émules du président au niveau régional s'exprima rapidement et en plusieurs endroits. Ainsi en fut-il de l'acharnement des travailleurs de Hormel au Minnesota, une salaison industrielle ayant des installations en plusieurs endroits, qui firent la grève dans la ville d'Austin contre l'exigence patronale d'une réduction de 23 % des salaires. Ces travailleurs étaient membres de la section locale P-9 du syndicat des United Food and Commercial Workers (UFCW : travailleurs unis de l'alimentation et du commerce). Hardy Green, qui a écrit l'une des deux monographies de la grève des P-9, rappelle d'abord que Hormel se classait comme l'une des compagnies du Fortune 500 et que les UFCW formaient le deuxième syndicat en importance de l'AFL-CIO : or, ce fut contre ces deux géants que durent se battre les grévistes de Hormel.

La grève reçut beaucoup d'appuis, de partout, par exemple de plus de 3 000 syndicats locaux, mais pas de la direction des UFCW, non plus que des sommets de la centrale. À ce moment, pour les UFCW, il sembla bien que l'adaptation aux concessions demandées par le patronat était devenue la voie de la sauvegarde de l'organisation. La grève débuta le 17 août 1985 ; tout de suite il fut clair que les gens du P-9 devaient s'organiser par eux-mêmes. Mais ce qui n'avait pas été prévu, c'est que la direction des UFCW s'engagerait activement contre la grève, intervenant contre les volontés d'appui et devant le boycottage des produits de Hormel. Le 14 mars 1986, le syndicat ordonna à sa section locale de cesser l'arrêt de travail ; les P-9 refusèrent et le 8 mai leur section locale était placée sous tutelle par les UFCW. Le syndicat national réorganisa alors la section P-9, mit fin à la grève et annonça une offre de « retour inconditionnel au travail ». Entre temps, Hormel avait mis fin à ses activités dans une autre localité, où les syndiqués avaient respecté les piquets symboliques des P-9 venus demander leur solidarité. À l'automne 1986, « les agents de la tutelle » signaient une convention accédant aux demandes de concessions patronales.

La grève se terminait ainsi sur une défaite; des centaines de grévistes perdirent leurs emplois aux mains de remplaçants¹⁸².

D'autres luttes syndicales résolues surgirent: contre Caterpillar Tractor avec les travailleurs de l'automobile, à Peoria en Illinois, une bataille rangée «à épisodes», comme a écrit Marianne Debouzy, durant les deux décennies des années 1980-2000: un affrontement ponctué d'un arrêt de travail de 205 jours en 1982-1983, de grèves et de lockouts en 1991-1992 puis d'un long arrêt de travail de dix-huit mois en 1994-1995, à la fin duquel les syndiqués acceptèrent des concessions qu'ils avaient auparavant rejetées à 80%. Il s'agit alors pour les UAW d'une véritable défaite, le syndicat ayant avant même ce règlement consenti à des concessions qui avaient permis à la compagnie d'ouvrir des installations d'où le syndicat serait absent, notamment dans le Sud¹⁸³; une bataille aussi résolue que celle de Caterpillar Tractor éclata à Ravenswood, en Virginie-Occidentale, quand la compagnie d'aluminium RAC décréta un lockout contre 1 700 syndiqués des USW le 31 octobre 1990. Elle exigeait de mettre fin à l'indexation des salaires et refusait de revoir ses règles de conduite en ce qui avait trait à la santé et à la sécurité au travail. Elle embaucha des remplaçants et obtint une injonction limitant l'exercice du piquetage. Mais le syndicat engagea une campagne publique massive de dénonciation des conditions dangereuses du travail, en faisant appel notamment à l'OSHA, et fit connaître les affaires louches et peu avouables dans lesquelles la compagnie trempait. Celle-ci perdit alors des contrats lucratifs; au bout de vingt mois, la compagnie RAC mit fin à son lockout et tous les travailleurs furent réembauchés – avec l'indexation, une augmentation de salaire et 2000 \$ en guise d'arrérages pour chacun, et l'engagement ferme que soient solutionnés les problèmes de sécurité et de santé¹⁸⁴. Cette victoire mettait un peu de baume sur les plaies du mouvement ouvrier, mais ce n'était pas coutume.

Des compagnies et des milieux de travail où le syndicalisme était bien implanté, et depuis longtemps, étaient donc touchés, «des ouvriers ayant vingt ou trente ans d'ancienneté perdaient leur emploi¹⁸⁵», devant une offensive patronale qui gagnait, semblait-il, tous les secteurs économiques. Deux grèves importantes mirent ainsi aux prises le syndicat des employés de transport et la compagnie Greyhound, dont les activités s'étendaient dans tout le pays; une grève de sept semaines en 1983, contre des demandes de concessions qui incluaient, notamment, une réduction des salaires d'environ 10%. En un vote tenu par la poste (donc dans un cadre où les syndiqués ne se réunissent pas, ne peuvent pas échanger entre eux), les membres en vinrent à accepter des reculs significatifs, des baisses de salaire de 7,8%, des réductions des rentes de retraite et un système de paies à deux paliers, instaurant pour les nouveaux embauchés des salaires de 20% à 25% moins élevés. Greyhound avait eu recours à des

travailleurs de remplacement, plusieurs centaines. Les rapports entre l'employeur et les employés ne s'améliorèrent pas par la suite, se grippant même sérieusement à la fin de la décennie. Une nouvelle grève frappa Greyhound en 1990, engagée quand l'employeur refusa de poursuivre les négociations d'un nouveau contrat ; une grève violente, marquée par la mort d'un piqueteur, que faucha par accident un véhicule conduit par un remplaçant, et des coups de feu tirés sur des autobus Greyhound en marche. La compagnie s'était à nouveau préparée, avait formé et embauché plus d'un millier de nouveaux chauffeurs, par exemple. En tout état de cause, le conflit dura quelque deux années, poussa pratiquement Greyhound à la faillite, cependant que le syndicat déclara éventuellement forfait, annonçant à ses membres en 1993 qu'ils étaient « libres de rentrer au travail¹⁸⁶ ».

Parmi les leçons que tirèrent de telles péripéties plusieurs responsables syndicaux, il y eut celle où la grève était devenue en *empty gun*¹⁸⁷, une arme sans munition, un fusil vide, précisément comme l'avait établi le rapport de Human Rights Watch que nous avons cité plus haut. La possibilité d'une embauche massive de briseurs de grève niait le droit à l'arrêt de travail, en tout cas grevait son libre exercice en retirant ses conditions. Le syndicalisme était acculé à déclarer victoire pour des règlements de conflits qui, de loin et rétrospectivement, paraissent pourtant bien faibles. Ainsi en fut-il du contrat de travail qu'acceptèrent neuf syndicats du journal *New York Daily News* après une grève de 139 jours en 1990-1991, une action commune des journalistes et des syndicats de métier. Le journal put produire des numéros pendant la grève avec, entre autres, des journalistes de remplacement ; l'idée de la victoire vint de ce que la plupart des gros annonceurs retirèrent leur publicité du journal, la ville de New York étant globalement « libérale ». Il était en effet litigieux de poursuivre des liens d'affaires avec une compagnie en activité grâce à des briseurs de grève. Mais cette idée de victoire repose aussi sur le fait que le journal fut vendu à un nouveau propriétaire (Robert Maxwell, du Royaume-Uni), avec lequel on réussit à s'entendre : les remplaçants furent mis à pied et l'on signa une convention. Néanmoins, avec cette entente, un tiers des emplois étaient abolis – une lourde concession, difficilement considérée comme une victoire par les quelque 800 employés directement touchés, alors que les syndicats de métier acceptaient aussi des modifications quant aux règles et normes du travail, notamment¹⁸⁸.

Ce que craignaient (probablement) le plus, et avec raison, les hautes directions syndicales se produisit cependant dans l'industrie du caoutchouc. En 1994, les United Rubber Workers (travailleurs unis du caoutchouc) lancèrent un arrêt de travail contre les cinq usines Bridgetone-Firestone du pays. Les exigences de la compagnie en vue du renouvellement de la

convention collective s'avéraient en effet particulièrement difficiles. La compagnie voulait que « les travailleurs syndiqués acceptent de travailler pendant des périodes obligatoires de douze heures, que les nouveaux embauchés perçoivent des salaires inférieurs de 30 %, que la couverture de l'assurance maladie soit réduite [...], que soient supprimés les droits de l'ancienneté pour la désignation à des emplois et des équipes, etc. » Dix mois après le début de l'arrêt de travail, quand la compagnie ouvrit ses portes à des remplaçants permanents, ruinés, le syndicat et les grévistes cessèrent les hostilités. Ils décidèrent à ce moment « de fusionner avec [...] les USW. Cette défaite signifia la fin » du syndicat du caoutchouc¹⁸⁹. Une institution ruinée et qui disparaît, voilà bien le cauchemar que craint toute organisation. Heureusement pour les travailleurs du caoutchouc, les métallos leur firent un accueil solidaire¹⁹⁰. L'arme de la grève, pourtant, paraissait à nouveau non seulement risquée, à ce moment largement en manque de munition, comme il était dit.

Cela dit, lorsque l'activité de grève arrive à se déployer véritablement, le rapport de classe entraîne des coûts directs pour le patronat, qui peuvent s'avérer très lourds : Greyhound fut pratiquement mise en faillite lors de la grève de 1990-1993, Eastern Airlines, à la suite d'affrontements que nous ne couvrons pas, mais qui marquent aussi la période étudiée, est conduite à fermer ses portes ; dans ce cas, le conflit entre les deux pôles du rapport salarial montre que ni l'un ni l'autre ne peut s'orienter comme si son vis-à-vis n'existait pas. Mais la loi du travail est maintenant appliquée par des gens défavorables au syndicalisme et le vieil amendement Taft-Hartley a dessaisi le mouvement de classe de types d'actions historiquement avérés fort efficaces. En face, la possibilité de l'embauche en masse de travailleurs de remplacement, assurée par les appareils policiers, devient un bouclier de premier plan pour le patronat. Les exemples que nous venons de traiter, parmi plusieurs autres de même nature sur lesquels nous aurions pu nous pencher, en arrivaient à créer un sentiment d'impuissance qui pesait sur chaque secteur de l'organisation syndicale. Ce sentiment procédait de ce passage à une époque sociale nouvelle que nous avons repérée avec la notion du dépassement par la droite de l'ère précédente, qui venait donc de l'évolution des rapports de pouvoir entre les classes et des orientations dominantes dont les positions de chacune témoignaient. Qui plus est, les grandes organisations syndicales n'existent pas comme des monolithes, ainsi qu'on l'a vu antérieurement.

Leur vie interne, ainsi qu'écrivent Peruzek et Worcester, peut même mener à des phénomènes d'*interest disjuncture* (disjonction des intérêts)¹⁹¹ entre segments de l'organisation lorsque les processus de différenciation des points de vue s'aiguisent. En se reportant à ce que nous venons de voir, il apparaît que ce phénomène de différenciation conduit durant les années

1980-1990 et même 1990-2000 à ce que les grands moments de résistance ouvrière débouchent effectivement sur l'expression d'une disjonction dans la manière d'envisager la sauvegarde des organisations et les acquis des syndiqués : d'un côté, le point de vue de membres engagés dans les grandes actions, pour lesquels cette sauvegarde s'identifie à la défense de l'organisation permettant l'action comme collectivité, voire favorisant la résistance à des projets patronaux jugés inacceptables (parfois même aux autorités publiques et judiciaires), donc l'organisation considérée dans sa relation à l'action ; de l'autre côté, un point de vue plus perceptible chez les états-majors permanents, la bureaucratie dirigeante des syndicats, celui d'une perception de l'organisation sous l'angle de l'institution, c'est-à-dire de l'organisation qui vit de sa force matérielle et de ses rapports suivis à la société ambiante, aux autorités socioéconomiques et sociopolitiques, rapports dont elle cherche à maintenir le cadre. Selon cette perception, la possibilité même de la défense des intérêts des membres et, plus généralement, de la promotion des politiques de bien-être procède très largement de ce type de puissance de l'institution, perception qui n'exclut pas le recours à la pression que peut exercer l'action des syndiqués, mais qui tend précisément à considérer cette action comme pression au service, en quelque sorte, d'une position stratégique qui est davantage la position de l'appareil dirigeant.

Les développements de la conjoncture n'entraînent évidemment que rarement la pleine expression de cette distanciation ; dans l'histoire du syndicalisme américain, on en eut pourtant un modèle éloquent avec la révolte du syndicalisme industriel contre la bureaucratie et la quasi-totalité des états-majors de l'AFL durant les années 1930-1940 et avec la création du CIO. Quelques chefs de la vieille centrale suivirent John L. Lewis, le président du syndicat des mineurs, dans la scission qui allait donner le CIO, ce qui montre aussi que des éléments de la haute bureaucratie peuvent certainement se convaincre de la justesse ou de la nécessité de donner une réponse d'organisation aux volontés militantes. Mais de tels processus n'ont pas cours durant les années que nous considérons ici. Ce qui a cours, c'est bien la prévalence des orientations des instances supérieures du syndicalisme, qui affichent dans les négociations collectives non seulement une volonté de conciliation, mais aussi, comme nous le mentionnions plus haut, la volonté concordante d'éviter les affrontements. Lesdites instances supérieures interviennent depuis la grève des aiguilleurs du ciel contre les manifestations de solidarité active et contre, de fait, chaque manifestation d'importance de rejet de la conciliation avec le patronat. En ce sens, elles représentent bien un facteur en lui-même constitutif de la réalité, un des facteurs rendant compte de la faiblesse du mouvement de classe devant le « dépassement par la droite » de la situation *ante*.

La concurrence entre sections locales d'un même syndicat pour obtenir la promesse d'un même employeur d'un investissement nouveau dans leur localité, ou la promesse de ne pas fermer ses installations sur place, au détriment donc d'autres sections locales, surgit alors comme un effet de la position de dépendance directe envers l'employeur. On a mentionné plus haut cette mise en concurrence de sections locales dans la production automobile. Soulignons à ce stade que le grand syndicat de l'automobile, qui jusqu'à la crise chez Chrysler avait traditionnellement été à l'avant-garde des gains revendicatifs dans le mouvement ouvrier américain, choisit durant les années 1980 de ne pas invoquer « l'article 19 (section 6) des statuts et règlements » des UAW, qui interdit explicitement ce type de démarchage. « Dans tout le syndicat, les responsables locaux attendent de l'exécutif [national] des directives claires [pour faire face à cette situation] et se demandent si l'exécutif va permettre encore longtemps cette concurrence entre sections du syndicat¹⁹² ». Ce faisant, le syndicalisme se trouve aussi nécessairement à laisser les compagnies, le patronat « former la conscience publique face au monde des affaires, au syndicalisme et [à la conception] du bien commun [*public good*] ». Est-il normal, se demande l'auteur que nous venons de citer, que « des parents, des enseignants et des leaders [d'une] collectivité [locale] » suscitent la contribution de petits enfants dans l'effort de mise en valeur de leur territoire pour l'obtention d'un projet d'investissement, en amenant ces « enfants à écrire au président de GM pour qu'il intercède en faveur » du choix de leur communauté? Et naturellement, pour les autorités locales et régionales, ce démarchage s'accompagne à ce moment de l'offre à General Motors, « la plus grosse compagnie du monde », d'une série de promesses d'allègements fiscaux et de réductions, voire d'exemptions de taxes immobilières¹⁹³.

Les responsables locaux des UAW attendaient des « directives » face à des comportements si évidemment contraires à tous les principes de solidarité qu'ils contrevenaient explicitement aux statuts de leur propre organisation. Mais la haute direction du syndicat laissait aller, manifestement tout aussi dépourvue. Les principes du monde des affaires et de l'intérêt de la compagnie se trouvaient alors à formuler le langage-conscience par lequel était vue et considérée la situation.

iv. LA RÉSISTANCE DES MINEURS

Bien sûr, comme le notent la majorité des auteurs établissant comme nous le faisons un relevé d'actions ouvrières significatives des années 1980 (et de la première moitié des années 1990), il y eut aussi la grande grève victorieuse des mineurs de charbon de la compagnie Pittston, un arrêt de travail qui dura

dix mois et demi. Débutée le 5 avril 1989 et terminée le 20 février 1990, cette grève engagea quelque 1 700 mineurs contre le Pittston Coal Group et sa compagnie mère dont le siège social se trouve à Greenwich au Connecticut, la Pittston Company. Cette dernière précision s'avère importante, puisque les mineurs *décloisonneront*, d'une certaine manière, leur action en s'en prenant à une banque reliée par son personnel de direction à Pittston. Les mines touchées se trouvaient en Virginie, en Virginie-Occidentale et au Kentucky. À ce moment, le président des United Mine Workers of America (travailleurs unis des mines des États-Unis), le vieux syndicat de John L. Lewis, est depuis 1982 Richard Trumka; celui-ci a gagné la direction contre Sam Church, un président qui avait eu des liens avec la vieille machine corrompue du syndicat. Trumka était d'une autre trempe, militant, politiquement en faveur d'une « nouvelle politique du syndicalisme », contre l'apartheid en Afrique du Sud et l'appui aux *contras* du Nicaragua, notamment. Durant sa campagne à la présidence, il dut faire face à des accusations le présentant « absurdemment comme un agent de la conspiration communiste ». Les objectifs de la grève avaient trait à la sécurité de l'emploi, au maintien des avantages sociaux et, singulièrement, au maintien des « indemnités de maladie [historiquement gagnées] pour les milliers de mineurs invalides, les veuves [de mineurs] et les mineurs à la retraite ». L'année précédente, la compagnie avait en effet annoncé qu'elle réduirait leurs « allocations de maladie¹⁹⁴ ».

L'objectif de la sécurité d'emploi visait à contrer l'intention de la compagnie de confier à des sous-traitants à la main-d'œuvre non syndiquée du travail accompli jusque-là par ses employés syndiqués; on voulait aussi résister à sa volonté de faire disparaître du contrat avec le syndicat la clause prévoyant que, si l'employeur vendait la firme, l'acheteur serait tenu au respect de la convention collective en vigueur, cette clause dite « du successeur » aux États-Unis. Car l'une des tactiques patronales dont on craignait l'application consistait à vendre « une partie de ses installations et de son capital à des filiales non syndiquées [afin] de faire produire le charbon en échappant au contrat » des travailleurs des mines. Par ailleurs, l'employeur désirait également être libre d'organiser et de modifier les quarts de travail comme il l'entendait, en ajoutant les dimanches aux jours travaillés¹⁹⁵.

La compagnie décida d'embaucher des travailleurs de remplacement et obtint une série d'injonctions intimant aux grévistes de respecter le droit de propriété, qui inclut aux États-Unis – on l'a vu – la liberté d'ouvrir avec des briseurs de grève des installations frappées par un arrêt de travail légal, grâce à l'intervention des forces de police. Cela supposa pourtant cette fois l'appel direct à la garde d'État. Les policiers locaux n'auraient pu que très difficilement tenter de faire respecter ces injonctions; le shérif du comté de Dickenson, en

Virginie, s'en prit d'ailleurs lui-même au rôle tenu par la garde d'État auprès du gouverneur. Car les localités de mineurs de charbon étaient tissées très serrées ; la solidarité s'avéra naturelle avec les grévistes, beaucoup de commerces indépendants, c'est-à-dire qui ne relevaient pas de chaînes nationales, en particulier des restaurants, affichant même qu'on ne servait pas les gardes d'État tant que durerait leur intervention. On compta plusieurs affrontements violents, la plupart aux entrées des installations de Pittston, les grévistes par centaines s'opposant tous les jours à l'arrivée des remplaçants¹⁹⁶.

Le mouvement des mineurs de Pittston s'inspira, avec l'appui entier de leur président Richard Trumka, des méthodes d'action directe de l'époque des droits civils. Il y eut occupation pendant quelques jours, en dépit de la présence d'agents de sécurité privés embauchés par la compagnie, d'installations de « préparation du charbon » par 98 syndiqués et un ministre du culte. Une manifestation de quelque 5 000 personnes vint les appuyer ; le respect des injonctions s'avérant pour le moins très limité, les arrestations de mineurs et de sympathisants se multiplièrent dès le début, entre trois mille et quatre mille selon des sources diverses, durant la grève aux entrées des installations et lors de manifestations assises sur les routes pour prévenir le transport par camion du charbon de Pittston. À cet effet, des centaines de sympathisants venus de l'extérieur vinrent prêter main-forte pour patrouiller les routes ; le syndicat déclencha des grèves de solidarité, entraînant peut-être 25 000 mineurs à tour de rôle dans l'action, cependant que des dizaines et des dizaines de partisans accompagnèrent à chaque occasion leurs camarades qui comparaissaient en cour pour non-respect des injonctions. Le syndicat des UMWA mit sur pied un *Camp Solidarity* pour recevoir, en subvenant à leurs besoins durant leur participation à l'action, les partisans du syndicat venus de l'extérieur. Très vite, les élèves des écoles secondaires vinrent aussi manifester leur appui, et les conseils scolaires (ouvertement sympathisants des mineurs dans plusieurs cas) ne leur imposèrent pas de mesures de discipline. Le syndicat fut condamné pour non-respect d'injonctions et outrage au tribunal à quelque soixante millions de dollars d'amende¹⁹⁷.

Au mois de mai 1989, plus de 10 000 personnes participèrent à un rassemblement d'appui aux mineurs, auquel se joignit Jesse Jackson ; en septembre suivant, nouveau rendez-vous de solidarité, rassemblant cette fois 12 000 personnes, toujours avec Jesse Jackson. Les discours de celui-ci sont à chaque occasion très militants, faisant le lien entre cette lutte des UMWA et la bataille anti-apartheid qui a alors cours en Afrique du Sud, raillant le président George Bush qui défend les droits du syndicalisme en Pologne (par référence à Solidarnosc), mais pas aux États-Unis, etc. Jackson est au côté à côté sur la scène avec Richard Trumka et le vice-président international du syndicat, Cecil

Roberts. Ce dernier s'exclame, lors du rassemblement de septembre : « Ce n'est plus une grève. C'est un mouvement populaire. C'est une guerre de classe dans le sens le plus précis des termes, et la classe ouvrière est en train de foutre la peur [*kick the hell out of*] aux grosses fortunes et aux riches. » Les mineurs reçurent l'appui en personne du secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres d'alors, M. Jean Vanderveken, et d'un représentant de Solidarnosc. Le mouvement s'amplifiant continuellement, il souleva l'intérêt du Senate Labor and Human Resources Committee, alors présidé par Ed Kennedy, et la ministre du Travail, Elizabeth Dole, vint dans la région rencontrer les autorités publiques, Richard Trumka et le PDG de Pittston, Paul Douglas, puis la délégation de la CISL ; de ce déplacement de la ministre viendront des négociations directes entre Trumka et Douglas, sous la supervision d'un médiateur spécial. Pendant ces négociations, l'action militante massive ne cessa pas, et la solidarité de tout le mouvement ouvrier fut toujours très manifeste, surtout que les UMWA intégrèrent l'AFL-CIO en octobre 1989¹⁹⁸.

Notons enfin que cette grève avait réellement enclenché une agitation qui, sous l'initiative du syndicat des mineurs, déborda le champ clos des relations industrielles. Les UMWA cherchèrent en effet par des actions outrepassant le cadre des rencontres avec les représentants patronaux à se donner un pouvoir en mesure, partiellement à tout le moins, de concurrencer l'apport à la position de l'employeur que valaient à ce dernier les injonctions et les amendes que la cour avait si libéralement émises contre le syndicat ; en d'autres mots, sans percées extérieures, la situation des grévistes pouvait paraître inquiétante, surtout que l'évolution des lois et la composition des agences fédérales durant les années Reagan donnaient un encadrement d'ensemble hostile aux luttes et aux revendications syndicales. C'est ainsi que les UMWA lancèrent une campagne de boycottage et de retrait des fonds syndicaux de la banque Shawmut à Boston qui équivalèrent en quelques mois à cent millions de dollars. On en avait contre un haut responsable de la banque qui présidait aux destinées de la Pittston Company ; le 19 octobre 1989, la banque Shawmut annonçait la démission dudit vice-président, et sa « retraite hâtive¹⁹⁹ ». Au mois de novembre 1989, un des principaux leaders régionaux des UMWA et membre de leur bureau de direction international, Jackie Stump, se présenta aux élections à la chambre d'État de Virginie contre un candidat démocrate particulièrement conservateur, le père du juge qui avait condamné et allait bientôt condamner à nouveau le syndicat des mineurs à des dizaines de millions de dollars d'amende. Stump l'emporta contre le républicain et contre le démocrate, en tant que candidat indépendant²⁰⁰. La mobilisation syndicale et populaire non seulement comptait, face au patronat, mais elle se trouvait à rendre compte aussi de phénomènes inhabituels dans la collectivité, donnant vie aux

«petites gens», pourrions-nous dire, en tant que secteur particulier agissant de la population. Sur ce terrain, les femmes furent d'un appui exceptionnel, sur tous les aspects de la lutte, par leur présence, leur conviction et l'importance de leur participation.

En fin de course, le règlement auquel souscrivirent environ 63% des membres peut être vu comme une victoire aux trois quarts. La couverture médicale fut maintenue pour tous les groupes, la compagnie s'engagea de plus à fournir un supplément d'une dizaine de millions de dollars au fonds des avantages sociaux et accepta des augmentations de salaire; mais elle obtint la possibilité d'instaurer des «horaires de travail rotatifs», ce que craignaient les mineurs pour la sauvegarde des emplois, puisque l'on permettrait dorénavant quatre jours de travail de dix heures chacun²⁰¹... Là où la victoire allait s'avérer totale, cependant, ce fut précisément sur l'épineux problème des amendes, et de leur niveau dangereusement élevé, problème resté entier alors même que les activités de travail reprenaient. Après des années de recours, le plus haut tribunal du pays renversa l'ensemble des décisions du juge de Virginie qui avait aussi bien émis les injonctions qu'imposé «52 millions de dollars d'amende pour outrage à la cour [*civil contempt fine*] contre les UMWA». Selon la Cour suprême, «ces amendes représentaient de fait des sanctions criminelles, de sorte que le syndicat avait droit» à une meilleure protection procédurale que ce qui lui avait été consenti, «ce qui incluait un procès devant jury». La Cour suprême avait considéré, rapportait le journal des mineurs, que le «caractère radical des injonctions et l'envergure des amendes [imposées] auraient dû entraîner que l'on accorde [au syndicat] les protections procédurales prévues dans les procès criminels»; la Cour suprême se trouvait, du fait des errements du juge de Virginie, à lever toutes les condamnations et toutes les sanctions²⁰². Ce qui n'était évidemment pas rien.

Cette grève contre Pittston témoignait certainement de la nature toujours conflictuelle des rapports d'emploi. Elle témoignait également de la capacité d'action massive des syndiqués, à l'instar de ce qu'on voyait durant les années Reagan en d'autres milieux. Mais elle s'appuyait sur des particularités dont l'efficacité avait nettement contribué à son développement et à sa dynamique. D'abord, l'engagement permanent de la direction du syndicat, avec Richard Trumka au premier chef, dans la bataille, l'élaboration de sa stratégie et son affermissement, des éléments qui avaient assuré la cohésion des troupes et du front face à l'employeur; puis la nature même des communautés minières, leur existence fondée sur le très majoritaire rapport salarial à la mine, dont l'une des dimensions historiques définitives fut donnée par la présence militante du syndicat UMWA; ce qui s'avérait un élément de cohérence et de conscience sociale: très vite, durant l'arrêt de travail, les mineurs faisant face à un procès

entreprirent de se présenter à la cour comme « sons of John L. Lewis », les « fils » du chef syndical qui avait su tenir tête à toutes les autorités ; enfin, l'expérience même des affrontements violents avec les employeurs ouvrit dans ce cas précis une rémanence de la capacité de résistance, alors que le caractère relativement rudimentaire de la structure de la société grossissait le trait des composantes de la hiérarchie sociale, voire le durcissait. Langage et expérience, donc, du combat de nature classiste, dont les conditions ne sont certes pas partout nécessaires à l'action gréviste, mais qui apparaissent, ici, en grande partie déterminantes.

Il est vrai que le rappel de l'arrêt de travail contre Pittston sert à souligner que certaines des grandes traditions américaines de lutte de la classe ouvrière survivaient toujours ; mais, après dix années de reaganisme, il ne sonna pas un réveil ni ne réenclencha l'action du syndicalisme sur le terrain du travail. Entre 1978 et 1992, le nombre annuel de grèves marquantes, celles qui mettent en mouvement « plus de mille syndiqués, chuta de 235 à 35²⁰³ ». Dans une situation, comme on a vu, où disparaissent les accords-cadres et où se multiplient, en conséquence, les différences intra-industrielles de conditions de travail et de salaires, même quand la main-d'œuvre reste syndiquée. Le poids du Sud profond, assise institutionnelle de la politique *right-to-work*, reste un fardeau pour le syndicalisme, l'affaiblissant dans les rapports sociaux de tout le pays. Comme le faisait remarquer le journaliste Alexander Cockburn durant la décennie 1990-2000, il ne faut pas considérer les États du Sud profond comme des États économiquement arriérés, à l'industrie vieillotte ; les entreprises de transformation y sont souvent « à la pointe du développement technique », tout en s'appuyant sur « une infrastructure [...] politique servile au monde des affaires ». Voilà pourquoi ces États pèsent à la baisse sur l'ensemble des conditions du travail dans le pays²⁰⁴. Nous avons antérieurement analysé ce phénomène ; mais, avec l'ère Reagan, sa signification s'accroît grandement et durablement. Et il va servir à répandre cette perspective de la criminalisation idéologique (de l'exercice des droits) du syndicalisme dans des régions débordant largement le Sud profond. Cela dit, le rappel de la lutte face à Pittston permet malgré tout de souligner, comme nous l'annoncions, le rôle crucial du facteur de l'orientation programmatique et de l'attitude, comme des capacités stratégiques propres, des états-majors et des hautes directions du syndicalisme : par exemple, l'action contre la banque Shawmut et la candidature de Stump ont incontestablement contribué à affaiblir le patronat, en s'inscrivant sur l'axe d'une acceptation de l'affrontement de nature classiste contre lui. Dans ce cas, le rôle de l'orientation et des dispositions de la direction syndicale contribua à favoriser le déploiement de l'action.

v. LE RECUL DE L'ACTION DE CLASSE

Pourtant, comme on le sait maintenant, les quelques exemples percutants de mobilisations ouvrières durant l'ère Reagan restent des exceptions, encore plus si l'on veut considérer les mobilisations offensives ou victorieuses. Ce sont les défaites qui marquent la période, les reculs et le quasi-effondrement de l'action. Il y a ici véritablement comme la réalisation d'un tournant. Au début de notre quatrième chapitre, on a mentionné que, pour les années 1948-1953, l'Organisation internationale du travail avait évalué que plus de la moitié des journées de grève recensées dans le monde étaient survenues aux États-Unis. Mais, dans la première moitié de la décennie 1990-2000, des chercheurs en relations industrielles attiraient l'attention plutôt sur « plusieurs exemples de firmes multinationales ayant récemment élargi leurs investissements aux États-Unis afin d'avoir accès à des employés passifs et peu chers », devenus même pour une large part réfractaires au syndicalisme. Au milieu des années 1980, des sondages montraient en effet que « seulement 33 % » des travailleurs non syndiqués souhaitaient se joindre à un syndicat ; or, les mêmes sondages montraient que l'attrait exercé par le syndicalisme auprès des femmes travailleuses, des minorités et des « ouvriers peu payés » s'avérait plus prononcé que la moyenne d'ensemble, ce qui accentuait encore la perception d'un affaïssement de la présence du mouvement ouvrier dans la mentalité des autres segments de la classe ouvrière. Cela dit, bien que le faible taux de l'attraction exercée sur les non-syndiqués doive être considéré avec précaution, puisqu'au même moment plus de 80 % de la population voyait « les syndicats comme des véhicules efficaces pour améliorer le statut et représenter les besoins des employés au travail²⁰⁵ », il allait dorénavant demeurer relativement stable, de même, en sens inverse, que l'intérêt affiché par certains groupes.

De sorte que, dans la pratique quotidienne des rapports employeurs-employés, des spécialistes et des analystes universitaires voyaient le développement d'un phénomène de « diversification des systèmes d'emploi » (*employment systems*), dont la perception deviendra, bien sûr, courante par la suite. Cette diversification s'exprimait par une accélération du taux de roulement de la main-d'œuvre d'une entreprise à une autre, par la multiplication des emplois bas de gamme, payant peu et sur lesquels sévit souvent une gestion « autocratique » ; en face, si l'on peut dire, on trouvait toujours l'existence de compagnies (en nombre réduit) où les employés « font carrière », sont bien rémunérés, travaillent dans un environnement respectueux et l'existence de firmes où les relations de travail sont codifiées par des contrats collectifs²⁰⁶. Ces catégories n'étaient évidemment pas mutuellement exclusives, mais les frontières entre elles semblaient bien se durcir. Voilà qui ajoutait, pensait-on avec justesse, des

difficultés d'un genre nouveau à l'organisation en syndicats des salariés. Mais ces difficultés, il faut encore le mentionner, procédaient aussi d'une « culture syndicale » héritée de l'époque Meany, une culture « qui dévaluait [à l'intérieur même du mouvement unioniste] le travail de syndicalisation de [groupes nouveaux et le statut] des organisateurs syndicaux » parmi les responsables permanents²⁰⁷. Cela ne pouvait pas changer du jour au lendemain, Lane Kirkland représentant la continuité institutionnelle et idéologique, et non le renouvellement – encore qu'il acceptât à l'occasion certaines nouveautés pour de courts moments.

Ainsi, selon « le relevé le plus sérieux qui a été réalisé au milieu des années 1980, à peine 2 % des 7 000 responsables et employés syndicaux en Californie étaient [alors] engagés dans quelque activité ressemblant aussi peu que ce soit à un effort de syndicalisation²⁰⁸ ». Et même les projets d'organisation nouvelle officiellement lancés, avec pompe et fondés sur de bons moyens, telle la campagne dite de Houston qui visa la compagnie d'assurance Blue Cross/Blue Shield au début de la décennie 1980-1990, ne connurent pas vraiment de succès. Plusieurs facteurs contribuaient à ces déboires, mais au centre desquels, notamment, il fallait précisément compter le manque criant « de bons et énergiques organisateurs, de gens personnellement motivés par la volonté » de syndicalisation de nouveaux groupes de salariés²⁰⁹. Cette « culture » bureaucratique s'avérait ainsi toujours coriace, résistante au changement, arc-boutée sur la *gestion de ce qui est*, qui s'effrite pourtant.

Voilà en quelque sorte l'aiguillon qui non seulement relança des mouvements de contestation internes aux syndicats, mais entraîna quelques percées militantes significatives : chez les mineurs, avec Trumka comme on a vu, bientôt chez les Teamsters en 1991 avec l'élection de Ron Carey à la présidence, qui allait favoriser la grande grève victorieuse des travailleurs de UPS en 1997, un arrêt de travail généralisé qui dura deux semaines au mois d'août ; avec l'élection de Jerry Tucker en 1988 au poste de directeur de la région 5, comptant 80 000 membres, des UAW, donc au bureau de direction national envers et contre la volonté des hauts responsables en place, une première depuis une trentaine d'années alors ; chez les travailleurs de l'alimentation et du commerce, le syndicat du P-9 à Hormel, où des dirigeants intermédiaires se rebellent contre les politiques centrales au sujet des concessions²¹⁰, etc. Face à l'incapacité de la bureaucratie traditionnelle, de nouvelles initiatives tactiques et stratégiques se sont fait jour, celle appelée *corporate campaign*, par exemple, qui systématiquement refuse de s'en tenir aux cadres des « relations industrielles » quand on perçoit une trop grande intransigeance patronale, pour s'en prendre aux liens d'affaires de la firme avec laquelle on négocie ou faire connaître aux actionnaires de cette firme des faits que la direction préférerait

tenir secrets. L'exemple de la campagne des UMWA au sujet du président de la banque Shawmut à Boston est souvent considéré comme un cas d'espèce à cet égard. On peut illustrer aussi l'idée de *corporate campaign* par la campagne des équipes d'entretien et de nettoyage d'immeubles commerciaux, qui consiste à faire appel aux entreprises locataires d'un immeuble pour qu'elles en viennent à demander au propriétaire de négocier de bonne foi ou de s'assurer que la négociation se fasse de bonne foi avec des sous-traitants, notamment en perturbant les activités économiques desdites entreprises locataires si nécessaire, etc., c'est-à-dire, de « ne pas se fonder sur les procédures de représentation du NLRB », ou sur ces seules procédures, mais de s'engager sur d'autres terrains et avec des moyens autres, extérieurs lorsque cela est nécessaire, afin de remporter de premiers contrats. Ce fut le mouvement *Justice for Janitors*, « justice pour les employés d'entretien », qui s'empara d'abord avec succès de cette idée à Los Angeles, mouvement qui, sur la base de ses victoires en Californie, s'étendit dans plusieurs autres villes²¹¹.

Ce que l'on doit se demander à ce stade de notre présentation a trait à la nature profonde de ces développements nombreux : même s'ils ne constituent pas la caractéristique première de la réaction du syndicalisme à la transformation des conditions socioéconomiques et politiques de son existence, ont-ils représenté les signes avant-coureurs d'une mobilisation de classe sur le point de se généraliser, éventuellement de se coordonner ? Ou des actions suffisamment fortes et massives pour se faire entendre dans certains secteurs économiques et y modifier la donne, même si elles n'ont pas la portée d'un mouvement généralisé ? Ou alors, en sens inverse, des actions courageuses, parfois menées radicalement, mais qui en fin de course doivent être considérées comme le baroud d'honneur du syndicalisme : d'un côté, la démonstration d'une capacité de combat rappelant de grands moments de l'histoire ouvrière américaine, de l'autre des défaites et une position de conciliation avec des demandes patronales sans cesse plus difficiles, incompatibles à terme avec la reproduction de sa situation institutionnelle et de sa puissance organisationnelle ? Probablement, sommes-nous portés à répondre, retrouve-t-on chacun de ces traits, dans les mouvements que nous avons rapportés ou indiqués, de refus d'exigences patronales plus radicales que par le passé et de contestation même de l'orientation des sommets de la hiérarchie syndicale, mais la caractéristique finalement définitionnelle semble du baroud d'honneur face à une évolution qui pousse vers l'impossibilité de se maintenir tel qu'on existe. Des explosions sociales donc, très semblables entre elles par leurs causes et leurs revendications, mais conduites séparément et sans plateforme unificatrice, très largement dans l'isolement les unes des autres.

De sorte que la résurgence du mouvement syndical américain, en proie à des mises à pied massives parmi ses membres, à une dislocation partielle de grands secteurs de l'économie qu'il avait percés, mais aussi à une offensive patronale dure, décidée à faire régresser la force du mouvement ouvrier et le coût du travail humain, à remodeler en sa faveur les rapports sociaux de pouvoir dans l'entreprise et en politique, cette résurgence donc n'a pas été au rendez-vous. Il est loisible de chercher les facteurs explicatifs de cet état de fait, et nous avons avancé les facteurs qui nous paraissent principaux, mais il faut prendre aussi la mesure des changements : l'absence d'une réaction de classe capable d'infléchir véritablement le cours des événements a permis une transformation qualitative des rapports de pouvoir réalisée au détriment du syndicalisme. Le mouvement ouvrier a perdu non seulement la force qui était la sienne, mais aussi la reconnaissance de son rôle tel qu'on lui attribuait dans la société depuis les décennies d'après-guerre.

Autre élément de démonstration de cette appréciation : les principales méthodes de combat qui par la suite seront au cœur de victoires nouvelles des luttes de syndicalisation seront précisément celles qui s'avéraient étrangères aux traditions de l'AFL-CIO, sur le plan tant de l'organisation que de son orientation. Ainsi en sera-t-il de grandes batailles en Californie du Sud, autour de Los Angeles. La bataille des employés de soutien dont on a traité plus haut, mais aussi les batailles de groupes de travailleurs, majoritairement latinos, qui se constitueront en luttes populaires, cherchant systématiquement des alliés dans les autres groupes syndiqués et les associations communautaires, mêlant la politique au travail de syndicalisation en demandant l'appui public de politiciennes et politiciens élus et même l'appui de conseils municipaux. Soit dit en passant (parce que nous y reviendrons plus loin), de ces liens naîtront des campagnes conjointes au niveau municipal, une action politique commune – et distinctive²¹². En ce sens, la vieille centrale a été diminuée ; mais les leçons souvent implicites qui ont été tirées de son recul amèneront pour une part l'adoption de méthodes de lutte et une orientation politique locale qu'elle n'a jamais considérées comme étant les siennes. Nous voyons là aussi une sanction de ses positions et de sa manière d'être durant les années Reagan et même au-delà.

5. LES RÉPONSES DU SYNDICALISME

Les buts du National Labor Relations Act avaient été d'assurer la liberté d'association des travailleurs et de favoriser la négociation collective. La critique traditionnelle de gauche du NLRA avait mis en avant que cette loi visait de fait à encadrer l'action ouvrière, à lui imposer un carcan en la soumettant à ses règlements, ses délais éventuels et ses mécanismes administratifs, tout en

judiciarisant les aspects principaux du champ des rapports d'emploi. Soulignons pourtant que la loi s'était trouvée d'elle-même à proclamer la reconnaissance de droits ouvriers et la légitimité de préoccupations propres aux travailleurs salariés, légitimité de leurs besoins et de politiques publiques ayant pour objet de les combler. Au fil des décennies subséquentes à son adoption, par modifications à la loi et mise en pratique d'orientations politiques peu en phase avec les objectifs de départ du NLRA, on en était venus à une situation d'affaiblissement marqué des protections pourtant garanties. D'où le livre, paru avant l'entrée en fonction de Ronald Reagan, intitulé *The End of the New Deal Order*.

Mais, à notre avis, ce titre suppose un raccourci analytique trompeur, qui empêche rétrospectivement de voir l'effet de la gouverne reaganienne comme tel, de comprendre la profondeur des transformations qu'elle amène et de saisir l'envergure du recul syndical qu'elle provoque. Le dépassement par la droite de l'univers social du New Deal se réalise concrètement durant l'ère reaganienne. Cela dit, on se serait attendus à ce qu'un mouvement de l'ampleur du syndicalisme américain oppose à la Maison-Blanche une résistance et une contre-action beaucoup plus résolues que ce que l'on vit, en mesure de la forcer au compromis, voire de lui infliger des défaites. Mais voilà bien ce qui ne fut pas, en dépit de luttes héroïques : celles-ci se terminèrent la plupart du temps sur des défaites et, en tout état de cause, ne sonnèrent pas l'ouverture d'un renouveau de l'action de classe. La structure de commandement de l'AFL-CIO ne fut pas mise à contribution, les états-majors s'y refusant. Autant d'éléments, grosso modo, que nous avons analysés jusqu'ici.

Cela dit, ces mêmes états-majors veulent bien sûr assurer la survie des organisations et ils doivent aussi, par-delà toutes les difficultés et toutes les tensions, chercher les moyens d'une promotion des intérêts des membres. Les réponses qu'ils penseront trouver à cet égard deviennent à ce moment les réponses officielles du mouvement syndical, celles qui parlent en son nom et définissent ses positions publiques. Et elles représentent évidemment celles sur la base desquelles l'appareil se met en mouvement. Il est vrai qu'elles ne constituent pourtant pas les éléments uniques, ou premiers, identifiant l'orientation des états-majors. En creux, la faiblesse des positions d'appui lors de la grève contre la PATCO et le conservatisme d'appareil manifesté à l'occasion des explosions sociales localisées que nous avons rappelées expriment aussi des dimensions centrales de leur positionnement. Mais les initiatives que nous allons maintenant considérer se présentent comme les actions qu'ils engagent d'eux-mêmes, plutôt que réactivement, pour modifier la conjoncture et la donne socioéconomique. La marche du Solidarity Day sur Washington a symbolisé et constitué clairement ce type d'initiative, dont l'envergure déborda

même les cadres de ce que la centrale jugeait habituellement acceptable. Cela démontre probablement à la fois que Lane Kirkland et d'autres membres de la direction percevaient bien le danger que faisait courir au mouvement ouvrier la présidence Reagan, et qu'ils étaient forcés en même temps de réussir quelque chose de « plus gros » qu'à l'ordinaire pour maintenir leur ascendant sur le syndicalisme comme mouvement social. La promesse de nouvelles journées de Solidarity sur laquelle se clôtura la marche de 1981 fut par ailleurs tenue, quoi qu'en pensent la plupart des observateurs et analystes. S'il s'avère exact que les futures journées solidaires seront centrées sur une action politique pro-démocrate, l'initiative lancée pour les présidentielles de 1984 sera sans précédent, Kirkland décidant que l'AFL-CIO et les mouvements populaires s'emparent, en quelque sorte, de la candidature démocrate...

Moins spectaculairement, la direction de la centrale s'engagea aussi à ramener dans ses rangs toutes les composantes du mouvement syndical, une mesure de nature organisationnelle visant le renforcement de l'institution syndicale. Mesure positive, elle amena les UAW (en 1981), le syndicat des camionneurs (en 1987) et les UMW (en 1989) à joindre, on le sait déjà, le giron du syndicalisme des États-Unis. Homme de la guerre froide, Kirkland n'ouvrit cependant pas les portes de l'AFL-CIO aux exclus de la chasse anti-communiste des années 1950, singulièrement au syndicat des United Electrical, Radio and Machine Workers of America (les UE), qui s'était tant bien que mal, mais tout de même, maintenu. Comme programme alternatif à celui du reaganisme et de la financiarisation de l'économie, la centrale fit sien l'objectif de l'implantation d'une « politique industrielle », rattachée nécessairement à l'idée du néo-corporatisme, toujours chère à la pensée du président de la centrale.

À la fin du premier mandat de Ronald Reagan, « l'inflation a été maîtrisée » et le « chômage a baissé considérablement » de sorte que « le peuple américain est content de son sort », du moins le semble-t-il. Par ailleurs, « le déficit budgétaire et celui du commerce extérieur [sont devenus] astronomiques ». Durant sa campagne à la réélection en 1984, Reagan promet ainsi « la continuité », cependant qu'il « impute entièrement aux démocrates du Congrès [le niveau du déficit], qui refus[eraient] de réduire les dépenses de l'État » ; il annonce qu'il faudra bien, en conséquence, « voter un amendement constitutionnel imposant [...] des budgets fédéraux équilibrés ». Plus généralement, il soutiendra que l'élection présidentielle de 1984 n'oppose pas « la droite et la gauche », mais une « vision » démocrate fondée « sur le pessimisme [et] la peur » qui conduit « à l'étatisme, à l'État-Providence, [...] au totalitarisme », et la vision républicaine « de l'espoir, de la confiance et de la croissance ». L'État doit servir et non pas diriger l'activité créatrice des citoyens ». Le président sortant souligne de plus à

la fois son objectif de réduire les armements nucléaires et celui de renforcer la défense des États-Unis, en promettant de promouvoir la liberté contre ses ennemis partout, notamment et précisément en Amérique centrale. À tout cela il ajoute enfin un souci toujours réitéré pour les valeurs rattachées à « la foi, la liberté, la famille », à la peine de mort pour les assassins, aux valeurs également qui réprouvent l'avortement et celles qui prônent plus de fermeté envers les désordres sociaux²¹³.

Mais on se doute bien que tout n'est alors pas emballant pour l'ensemble des groupes de la société. La mise de côté des politiques d'action positive en faveur de l'égalité des Africains-Américains, par exemple, coûte cher à ceux-ci. Le racisme cause toujours directement des ravages à grande échelle : ainsi, il y a en 1985 « plus de Noirs plus pauvres qu'en 1975 », le chômage frappe trois fois plus de Noirs que de Blancs, « il y a moins de Noirs dans les écoles de médecine et de droit que c'était le cas en 1975 », on compte « moins de 10 000 docteurs noirs », on trouve un plus grand nombre de Noirs d'âge collégial en prison qu'au collège, cependant que 50 % des adolescents noirs sont des « décrocheurs de l'école secondaire²¹⁴ », etc. Mais le gouvernement laissait aller et faisait disparaître de l'horizon de ses politiques l'idée d'une intervention particulière attachée à l'objectif de l'égalité citoyenne de condition de la population africaine-américaine, une idée absente de son discours public. Ce qui faisait dire à l'épouse de l'ex-président Carter, par dépit : « Ronald Reagan nous fait vivre à l'aise (*makes us comfortable*) avec nos préjugés²¹⁵. » Cette situation tendait à créer de nouvelles tensions chez les démocrates, les électrices et électeurs noirs comptant toujours sur les alignements *liberal-labor* traditionnels, cependant que les transformations socioéconomiques et la pression même des orientations républicaines, entre autres facteurs, amenaient un nouveau courant libéral à vouloir distendre le lien du Parti démocrate et de ses clientèles sociales habituelles, issues de la coalition *new deal*.

i. UNE « POLITIQUE INDUSTRIELLE » POUR LES ÉTATS-UNIS ?

En positif donc, la direction Lane Kirkland de l'AFL-CIO voulut élaborer une stratégie économique et un repère idéologico-politique qu'elle pourrait opposer de manière convaincante à la conduite et à la pensée reaganienne en économie. On voulait « reconstruire l'économie américaine » en fonction du besoin d'un développement équilibré, qui protégerait ou contribuerait à recréer un vaste secteur de production et de transformation industrielles, afin « de renforcer la réponse du pays à la concurrence internationale ». Car, si l'on veut assurer « la sécurité nationale et faire face aux [nombreux] défis internationaux », l'Amérique doit pouvoir compter « tout autant sur ses industries de base

que sur les nouvelles industries» relevant de la technologie de pointe. La centrale disait vouloir protéger la capacité de production nationale et assurer de même la sauvegarde des compétences historiquement acquises par la main-d'œuvre industrielle. Elle se devait en effet de mettre en avant une plateforme revendicative répondant aux besoins de ses millions de membres qui conservaient toujours leurs emplois industriels et aux besoins de leurs confrères qui les avaient perdus²¹⁶.

L'AFL-CIO s'inspirait notamment des exemples du Japon, de la France et de l'Allemagne pour illustrer, en contrepartie, les faiblesses et l'inaction des gouvernements aux États-Unis. Elle faisait valoir que les autorités publiques avaient, pourtant, par le passé, pris sur elles aux États-Unis aussi d'intervenir massivement en économie quand s'en faisait sentir le besoin, que ce soit, par exemple, pour la construction «du réseau ferroviaire transcontinental» au XIX^e siècle, ou durant la grande dépression des années 1930, avec la création de la Reconstruction Finance Corporation qui finança à coup de milliards «des banques et des compagnies en danger et promut l'expansion de nouvelles industries, tels l'aluminium et le caoutchouc synthétique». Le gouvernement japonais s'est de la même manière engagé en économie, de façon permanente quant à lui, en formant son grand ministère du Commerce et de l'Industrie, ministère qui détermine les champs économiques dont il convient de favoriser le développement, les mesures de protectionnisme qu'il faut adopter, tout en s'assurant qu'un flux d'argent suffisant mette à la disposition de compagnies sélectionnées les sommes dont elles ont besoin. Le cas de la France présente certaines caractéristiques semblables, et aussi celui de l'Allemagne, où s'ajoutent les mécanismes de codétermination réunissant par entreprise les employeurs et les employés²¹⁷.

Il faut dorénavant que le gouvernement des États-Unis intervienne tout aussi directement, en prenant la responsabilité de garantir l'atteinte d'objectifs précis dans l'activité économique, insistait la centrale. À cet effet, et concrètement, elle demandait la constitution d'un «bureau tripartite chargé de [cette] politique économique réunissant des représentants du monde des affaires, du syndicalisme, des collectivités [*community*] et du gouvernement. Sous la direction politique de ce bureau, une banque nationale de développement investirait des fonds publics et privés dans des projets nécessaires de réindustrialisation par prêts, garanties de prêts et autres moyens». Ledit bureau et sa banque joueraient un véritable rôle de supervision, à tout le moins partielle, de l'évolution de l'économie et de la capacité concurrentielle à l'échelle internationale des entreprises américaines, tout en assurant une aide financière, pour la prospection de nouveaux marchés et la mise au point de nouveaux produits. Il faudrait aussi qu'ils reçoivent «l'autorité de mettre fin» aux politiques

suicidaires de concurrence à la baisse entre les divers États du pays pour attirer les investissements privés. Cette politique industrielle devrait inclure, par ailleurs, un volet obligatoire « de formation et de recyclage de la main-d'œuvre », pour éviter le chômage et pourvoir les entreprises de travailleurs aux compétences en phase avec les exigences techniques d'emplois prometteurs, dans des firmes d'avenir. Il va de soi, à cet égard, « de ne pas aider d'entreprises ayant recours à la sous-traitance » ou qui se caractérisent « par un comportement anti-syndical ». Car, ainsi que l'on a mentionné plus haut, la centrale se faisait forte de démontrer que les États-Unis peinaient à concurrencer avec des pays à la main-d'œuvre nettement plus syndiquée que la main-d'œuvre américaine – des pays qui n'envisageaient pas leur performance concurrentielle par une pression continue sur le coût du travail. L'AFL-CIO illustre le bien-fondé de sa demande d'une politique industrielle par quelques exemples américains contemporains, notamment celui de l'industrie textile où patronat et syndicat étudient ensemble l'évolution du marché de leurs produits, envisagent la mise en forme de nouvelles méthodes de fabrication et du nécessaire programme de recyclage des salariées. Enfin, la centrale justifiait sa position précisément par la concurrence étrangère largement financée par les divers États, selon elle²¹⁸.

Qui plus est, des voix s'élevèrent aux États-Unis durant les années 1980 et 1990 contre la stratégie patronale principale dans le pays, semblait-il, pour faire face victorieusement aux difficultés multiples et aux bouleversements occasionnés par les deux récessions de l'époque (1980-1983, 1990-1993) et la transformation de l'économie, consistant à compter prioritairement sur la baisse des coûts du « travail humain direct ». C'était là une stratégie, dénoncèrent plusieurs, de défaite et d'appauvrissement de la population, de même que du pays ; une stratégie, par ailleurs très injuste, le « travail direct » représentant dans l'industrie peut-être « 10 % des coûts [mais devant encaisser] 75 % des compressions ». En ayant « engagé une guerre non déclarée aux employés qualifiés, le patronat américain [se prive] de la coopération vitale [entre la direction et les travailleurs] et du savoir [accumulé] sur le lieu de travail », vidant en quelque sorte ses entreprises d'atouts irremplaçables²¹⁹.

Quoi qu'il en soit, la peur de la perte d'un emploi faisait plier les travailleurs devant des demandes de concessions de la part du patronat, surtout quand un employeur faisait miroiter en contrepartie la promesse d'un investissement sur place substantiel²²⁰. Notons, par ailleurs, que, durant la dernière année des deux mandats de Ronald Reagan, les travailleurs industriels des États-Unis n'apparaissaient finalement plus comme les mieux payés de la planète, selon le Bureau of Labor Statistics américain lorsqu'étaient additionnés le salaire horaire et les avantages rattachés à l'emploi. Les Allemands et les Suédois les dépassaient de beaucoup, les Autrichiens les avaient rattrapés, les

Japonais se situaient à 95 % des revenus américains, les Italiens et les Français à 93 %. Les difficultés des producteurs américains sur le marché des produits transformés ne relevaient donc pas de ce que la « compensation totale » (salaire et avantages de l'emploi) se serait avérée beaucoup plus grande aux États-Unis que dans les autres pays développés – étant entendu qu'elle se classait toujours proche des sommets, cependant²²¹. Nous rapportons néanmoins ces données pour souligner que le mouvement ouvrier américain avait souffert de coups réels durant les années 1980, qui modifiaient des données historiques. Même : ce n'était plus le secteur syndiqué de l'économie aux États-Unis qui « influençait [globalement] les salaires », mais le secteur non syndiqué qui, en plus et par ailleurs, établissait dorénavant ses propres échelles en recourant à l'étalon du salaire local plutôt que par référence aux normes en vigueur dans les industries considérées à l'échelle du pays. Voilà bien qui témoignait aussi d'un affaiblissement certain du syndicalisme dans le champ même des relations industrielles²²² et signalait une diminution marquée du poids des intérêts de la classe ouvrière dans la société.

L'AFL-CIO n'avait pas été à l'origine de l'attrait d'une politique industrielle pour les États-Unis. Mais elle fit rapidement sienne cette politique, et en adopta une version conforme au rôle que le mouvement ouvrier entendait se voir confier. L'idée jaillit de la revue *Business Week* en juin 1980, qui publia alors un manifeste intitulé *The Reindustrialization of America*, qui « proposa [précisément] que le monde des affaires, le syndicalisme et le gouvernement fédéral élaborent ensemble un plan pour sauver l'industrie américaine » ; à ce moment, « l'idée d'une politique industrielle nationale recevait [...] un certain appui du monde des affaires ». Un Industrial Policy Study Group réunit ainsi quelques représentants du grand capital, DuPont et Lazard Frères notamment, des économistes, Lane Kirkland et d'autres syndicalistes, Ted Kennedy aussi. Les travaux de ce Study Group se poursuivirent durant deux années ; il apparut que, pour certains du monde des affaires, les exemples de la collaboration tripartite qui permirent le sauvetage financier de New York ou celui de Chrysler indiquaient l'intérêt que pourrait représenter la mise en forme d'une « politique économique nationale, venant au secours des industries en difficulté, prévenant le déclin de certaines autres et s'adressant à des problèmes communs [...], tel le manque de fonds d'investissement » ; pour ces gens, très majoritairement on s'en doute, il s'agirait néanmoins « d'un effort tripartite volontaire ». Les UAW, se fondant aussi sur l'expérience de Chrysler, publièrent bientôt un document qui posait le besoin d'une intervention tripartite du même genre à l'échelle nationale, afin de sauver le potentiel productif du pays et les emplois industriels. Les IAM présentèrent à leur tour un document étoffé en faveur de

l'instauration d'une politique industrielle. La centrale adopta son document officiel à cet égard lors de son congrès de 1983²²³.

Très vite, des courants significatifs du Parti démocrate se convainquirent également de l'intérêt que représentait cette notion d'une politique industrielle – singulièrement sous l'angle d'un projet économique « alternatif à celui des *reagonomics* » dont les effets entre 1981 et 1983 s'étaient avérés très négatifs en plusieurs régions. Peut-être avait-on trouvé avec ladite notion une formule gagnante pour les présidentielles de 1984, autour de laquelle on arriverait à réunir une coalition mouvement ouvrier–monde des affaires–parti ? Les dirigeants ouvriers y voyaient en tout cas la possibilité d'un accès de type nouveau à la mécanique des prises de décision économique et sociale, en tant que « planificateurs macroéconomiques *de facto* », capables de contrôler l'évolution du « système de relations industrielles » ; voilà bien qui aurait consisté en un nouvel acquis de taille. En vis-à-vis, le patronat gagnerait la promesse d'une « paix syndicale » lui permettant d'investir en toute sécurité, et même l'engagement syndical à accepter en échange de ces investissements des concessions « quant aux demandes salariales et aux normes du travail ». Bientôt, tous les candidats pressentis à la nomination démocrate pour la présidence, à l'exception du sénateur Glenn de l'Ohio (démocrate conservateur) se rapprochèrent de cette idée d'une politique industrielle, comme Gary Hart et surtout l'ex-vice-président Walter Mondale du Minnesota. Ce dernier avait toujours été très proche des syndicats, avait joué un rôle de premier plan dans le sauvetage de la compagnie Chrysler et cultivait depuis quelque temps des liens avec le monde des affaires. Il pouvait se présenter ainsi comme l'aspirant le mieux en mesure d'animer une collaboration entre les grands acteurs socioéconomiques²²⁴. Cela comptera évidemment pour beaucoup dans l'appui qu'il recevra de l'AFL-CIO.

ii. LE PROJET D'UN GRAND COUP POLITIQUE : 1982-1984

L'AFL-CIO avait été critiquée pour l'absence d'un programme en mesure d'inspirer les membres et de leur servir de point de repère commun. Elle tournait officiellement du côté du tripartisme et se donnait dorénavant comme programme la référence d'une politique industrielle. Celle-ci ne trouvait pourtant pas ses origines dans les délibérations de la centrale. Mais Lane Kirkland avait été associé depuis des années à son élaboration, en des réunions tenues à l'extérieur des rangs du syndicalisme, réunions « discrètes » auxquelles participaient des représentants importants du capital, on le sait, et des hommes politiques. Cette politique ne s'avérait certes pas mauvaise de ce fait ; mais la méthode de sa formulation et son utilisation envisagée (d'abord auprès de

candidats à la nomination démocrate) procédaient du cadre effectif d'une séparation des échelons base-sommet de la centrale, au cœur de son fonctionnement. Cette séparation laissait largement les demandes patronales de concessions et les mises à pied massives exercer toute leur pression sur les échelons de la base; en même temps, ce cadre mettait en quelque sorte le sommet à l'abri de cette pression. Relativement, bien sûr; mais il n'empêche que la haute direction du syndicalisme se singularisait par son absence du terrain des luttes les plus significatives, en se montrant même rébarbative, voire parfois hostile.

Cela dit, selon les propos qu'avait tenus le président de la centrale pour les lecteurs du *New York Times*, propos que nous avons rappelés plus haut dans ce chapitre, une avancée de son organisation vers des jours meilleurs supposait l'arrivée au pouvoir à Washington d'un gouvernement mieux disposé à l'endroit du syndicalisme. Un gouvernement, précisait-il, qui respecterait l'esprit véritable des lois du travail et placerait en conséquence à la tête des agences prévues pour leur application des gens croyant en leur mérite. Si les mots avaient un sens, Lane Kirkland jugeait donc qu'il fallait préalablement à une modification du sort de la centrale un changement de parti et d'équipe au pouvoir à la présidence. Pour sûr, la centrale se situait toujours du côté des démocrates, mais les quatre années de la présidence Carter et le contenu de sa course à la réélection en 1980 étaient loin d'avoir satisfait le syndicalisme. Il convenait donc de s'assurer cette fois qu'un démocrate serait certes élu comme président, mais en plus un démocrate qui avait fait ses preuves à l'endroit du syndicalisme et qui adopterait maintenant sa politique industrielle, une politique de «réindustrialisation» redonnant ou garantissant des emplois bien rémunérés dans l'industrie et la transformation, la base historique de la centrale. Il fallait une présidence amie du mouvement ouvrier, incontestablement démocrate, mais sur laquelle en plus on pourrait expressément compter. De sorte que la direction de la centrale décida de porter un grand coup, en engageant tout le mouvement ouvrier, activement, du côté de son propre candidat dès l'ouverture de la saison des primaires.

Le contexte dans lequel cette décision fut prise en donne de lui-même ses tenants et aboutissants. D'abord, ainsi que le fit remarquer à l'époque le commentateur et analyste Harold Meyerson, «l'hostilité culturelle» qui avait grippé les rapports entre l'AFL-CIO et les nouveaux mouvements sociaux du temps de Meany et de Barkan «s'estompa quelque peu», mais très vite sous la présidence de Kirkland: le «syndicalisme avait appuyé le gel [des armes nucléaires], manifesté au côté à côté avec NOW en faveur de la ratification de l'ERA et même appuyé les droits des gais²²⁵»; d'ailleurs, dès l'été 1982, le successeur d'Al Barkan, à la tête du COPE, «Mr. Perkins [était] l'invité

d'honneur d'un dîner tenu à Washington sous les auspices d'un groupe d'action politique homosexuel²²⁶». De même, ce fut Kirkland qui, aux locaux de l'AFL-CIO, lut en conférence de presse, à laquelle « se joignirent les principaux groupes de promotion des droits civils [des Africains-Américains] et des organisations de femmes», la réponse commune de l'AFL-CIO, de la NAACP, de NOW, de la League of Women Voters, de la National Urban League et [du syndicat] des travailleurs de l'automobile» au message du « State of the Union » (« l'État de l'union ») du président Reagan par lequel, en dépit de la grogne de l'électorat manifestée aux élections de mi-mandat en 1982, celui-ci venait d'annoncer qu'il n'entendait pas modifier le cours de sa politique économique²²⁷.

Tous les secteurs et les courants d'opinion de la centrale furent certes ébranlés par le caractère tranché du reaganisme, mais certains responsables élus et des membres de l'appareil le furent suffisamment, pourrions-nous dire, pour passer de son côté – généralement des personnalités depuis toujours identifiées dans le mouvement syndical au conservatisme politique et même au républicanisme, mais pas seulement. Ainsi, les présidents Shannon J. Wall, de la National Maritime Union, Jesse Calhoon, du syndicat des Marine Engineers, et Thomas W. Gleason, de l'International Longshoremen Association, se joignaient en 1982 à un « comité républicain national de consultation sur le syndicalisme²²⁸ », cependant que des gens de la garde rapprochée de la haute direction de certains syndicats suivaient un chemin fort semblable, tels Max Green, de la fédération des enseignants (« un ami de longue date d'Al Barkan »), qui accepta un poste à la U.S. Commission on Civil Rights de l'Administration Reagan puis devint membre du personnel de la Maison-Blanche, ou Linda Chavez, également de la fédération des enseignants, qui évolua rapidement du côté des groupes de spécialistes néoconservateurs et pro-Reagan²²⁹. Et durant la bataille des aiguilleurs du ciel, le président Reagan fit valoir, dans une « adresse » au congrès des charpentiers, dont les dirigeants furent longtemps républicains, que les chefs historiques du syndicalisme américain « avaient appuyé l'organisation en syndicats des employés du gouvernement à la condition » qu'on ne leur permette pas de faire la grève. Ici, le lien aux républicains s'affirme dans l'invitation faite au président durant le déroulement même du conflit de la PATCO. En tout état de cause, Lane Kirkland répudia l'assertion du président Reagan en citant les propos réels de Gompers et Meany, notamment, sur l'obtention du droit de grève par les employés de l'État – tous favorables²³⁰.

Évidemment, d'autres membres des états-majors du mouvement syndical purent être attirés par l'administration présidentielle républicaine, mais finalement peu. Surtout: la gestion reaganienne des agences fédérales les plus importantes pour le syndicalisme et les orientations socioéconomiques des

républicains faisaient d'une certaine manière la démonstration de l'inutilité de tentatives de rapprochement (sauf pour des choix de carrière personnels). Ces tentatives eurent peu d'influence sur les orientations de la centrale, si ce n'est qu'elles contribuèrent en fin de compte à faire disparaître des éléments potentiels d'opposition au processus d'unité politique que voulait engager Lane Kirkland. Car, s'il fallait changer la donne politique pour que le syndicalisme recouvre le terrain perdu et fasse valoir ses droits, il s'avérait nécessaire en un premier temps de conforter sa place dans le Parti démocrate en nouant ou en solidifiant les liens, par exemple, les liens avec les mouvements nouveaux qui s'y retrouvaient depuis la fin des années 1960 (ce qui permit déjà la conférence de presse conjointe tenue dans les bureaux de la centrale que nous avons présentée plus haut) et en renforçant son poids au sein du Democratic National Committee (DNC, « comité démocrate national »). En d'autres mots, le processus de l'unité se réaliserait par l'engagement plus résolu et affirmé dans le Parti démocrate : depuis 1971-1972, le mouvement syndical avait été divisé et souvent peu enthousiaste face aux nominations démocrates. Politiquement, on construirait son unité en cherchant à s'ordonner dorénavant dès les primaires pour une action commune.

À la suite de la défaite de Jimmy Carter aux mains de Ronald Reagan en 1980, le DNC mit sur pied une nouvelle commission devant évaluer la manière et les procédures de la course à l'investiture du parti lors des présidentielles. Son président Charles Mannatt demanda à l'ex-gouverneur de la Caroline du Nord, James B. Hunt, de présider cette commission, à laquelle on réfère couramment depuis en utilisant simplement son nom ; mais la commission Hunt fut de fait « codirigée par le président Douglas Fraser des UAW et comporta une large représentation syndicale²³¹ ». Le but de Mannatt, que partageait Hunt, consistait à redonner pour une part lors des congrès du parti une représentation assurée au corps de ceux et celles qui participaient couramment à son fonctionnement, ses débats de stratégie électorale et, plus globalement, sa direction. Le corps de ceux et celles, élus comme non élus, qui regroupe, selon le vocabulaire politique américain, les *regulars* par opposition aux délégués intervenant au compte d'organisations extérieures en fonction d'un intérêt particulier. À ce stade, l'action politique du syndicalisme n'est généralement pas assimilée à ce type d'intervention : il a toujours par le passé voulu s'adresser aux intérêts d'autres secteurs de la population que de ses seuls membres, à tenir par exemple des campagnes d'inscription sur les listes électorales dans les quartiers à prédominance afro-américaine et à agir fréquemment, on l'a vu en rappelant notamment les études de Greenstone, telle une instance du Parti démocrate. L'AFL-CIO, durant les travaux de la commission Hunt, interviendra en faveur

d'un retour partiel du balancier des pouvoirs du côté des *regulars* dans les processus de nomination.

La commission Hunt proposa finalement dans son rapport au DNC la création d'une nouvelle catégorie de délégués, les *super-delegates* (super-délégués), réservée à un certain nombre d'élus et de non-élus, par exemple aux présidents et vice-présidents des partis d'État, représentant « entre 20 % et 30 % de la délégation totale » lors d'un congrès. Qui plus est, il s'agirait d'une catégorie de délégués largement non déclarés, c'est-à-dire non engagés envers tel ou tel candidat à l'investiture, ce qui ajoutait évidemment à leur poids potentiel. Pour les partisans de cette réforme, cette représentation de *regulars* constituerait un gage de modération dans les choix des congrès, c'est-à-dire qu'elle pousserait à la sélection de candidatures plus susceptibles de recueillir les suffrages populaires. Après débats et selon diverses modalités, la réforme proposée par la commission Hunt fut acceptée par le DNC²³². Cela dit, la participation du syndicalisme à la commission Hunt ne signifiait pas qu'il prêchait prioritairement toujours un retour à la situation pré-1968, quand son statut d'initié au sein des groupes négociant les plateformes et les candidatures lui conférait un pouvoir virtuel de veto... Kirkland savait pertinemment que ce n'était plus possible ; voilà pourquoi, avec Perkins, ils décidèrent de « s'engager de manière constructive » dans le parti, en cherchant des collaborations avec les représentants des mouvements issus des années 1960 et en « ne s'opposant plus à toutes les formes d'action positive », notamment²³³. Cela allait éventuellement ouvrir aussi à une évolution idéologique de l'AFL-CIO, qui la conduirait à des positions plus en phase avec les valeurs progressistes contemporaines.

Cela étant, les règles de l'investiture pour les candidats à la présidence et la sélection des délégués au congrès, telles qu'elles avaient été démocratisées avec les réformes des années 1970, restaient pour une grande part en vigueur. L'engagement renouvelé et accentué dans la vie du parti supposait donc l'adoption de méthodes d'intervention plus participatives de la part du mouvement ouvrier, plus ouvertes et plus exigeantes, nécessitant qu'il s'appuie plus directement sur le militantisme de ses membres, et qu'il encourage davantage ce militantisme, tout en maintenant des liens serrés avec les mouvements sociaux. Comme le souligne Taylor E. Dark, « les règles du système réformé exigent qu'un syndicat entraîne ses membres à participer aux primaires ou aux caucus », ce qui sous-entend, ajouterons-nous, s'investir beaucoup plus tôt dans la saison électorale que par le passé ; par ailleurs, « l'aile plus libérale du syndicalisme – dominée par les syndicats industriels, les syndicats des services et ceux du secteur public – est mieux en mesure de déployer ses membres pour ce type d'activité que le sont les syndicats conservateurs de la construction²³⁴ », autre

dimension intéressante (mais dont l'effet s'avérait déjà sensible dans l'ancien système).

Voulant accroître le poids du syndicalisme au sein du Parti démocrate, les états-majors de l'AFL-CIO acceptèrent bientôt l'offre de Charles Mannatt de se voir reconnaître d'office 35 sièges sur 325 au Democratic National Committee et 4 sur 35 à l'exécutif du parti, cependant que la NEA en recevait 9 au comité national²³⁵. Une entrée en elle-même significative; l'AFL-CIO promit alors de contribuer pour 2,5 millions de dollars au DNC, «le tiers de son budget annuel²³⁶». Le syndicalisme n'avait jamais reçu la possibilité de ce type de participation, et sa politique traditionnelle, officiellement non partisane, avait toujours exclu qu'il la réclame, du côté des démocrates comme du côté des républicains. Mais le besoin de faire face à la présidence Reagan amena cette partisanerie plus grande. Il ne faut cependant pas se faire d'illusions, et se souvenir de ce qu'on a vu avec notre chapitre sur les partis: le parti national, dans les deux grandes formations du bipartisme traditionnel, ne domine pas les partis infranationaux, ce furent plutôt historiquement les partis d'État qui constituèrent la base de la pyramide décisionnelle.

Par ailleurs, au niveau national, la plateforme électorale est largement définie par l'orientation propre du candidat ayant reçu la nomination pour la course à la présidence, qui forme également avec sa propre équipe la direction du parti national. Tout cela se révèle plus nuancé aujourd'hui, les organisations nationales ayant plus de consistance, y compris politique, les deux grands partis s'avérant chacun plus homogène, les principaux repères idéologiques ayant été ordonnés aussi nationalement – ou presque. Nous reviendrons à cette question plus loin; mais il convient à la fois, d'ores et déjà, de donner à la participation directe et d'office du syndicalisme à l'organisation partisane toute son importance, et de ne pas perdre de vue, cependant, les caractéristiques des partis américains de gouvernement.

iii. LA CANDIDATURE DE WALTER MONDALE À LA PRÉSIDENTE, ANALYSE D'UNE DÉFAITE

Afin de mieux structurer et coordonner le travail politique du conseil exécutif de la centrale²³⁷, on mit sur pied un Political Works Committee («comité du travail politique» ou «comité des engagements politiques»), «composé de seize présidents de syndicat [ayant pour mandat] de formuler et de coordonner une stratégie politique à long terme». Ce comité fit notamment sien «l'objectif d'accroître le pouvoir syndical²³⁸» au sein du Parti démocrate. À l'interne, les initiatives de Lane Kirkland et de John Perkins visèrent la mise en forme d'une cohérence politique plus grande entre les divers affiliés et les

diverses tendances, une même compréhension, autant que faire se pouvait, des développements principaux à l'œuvre au sein de la société, socioéconomiques et sociopolitiques, et, en conséquence, des besoins politiques. Il nous semble assez évident, à cet égard, que Kirkland cherchait à agiter une sonnette d'alarme. L'hypothèse que la centrale et chacun des syndicats interviennent dès l'ouverture de la campagne des primaires en appui à un seul et même candidat vint des discussions de ce Political Works Committee.

La proposition soumise au conseil exécutif de la centrale fut approuvée, puis présentée au conseil d'administration²³⁹ qui l'entérina à son tour et fit porter le 1^{er} octobre 1983 son choix sur l'ex-vice-président Walter Mondale, «à une très forte majorité». Peu après, la National Education Association, le syndicat d'enseignants «qui n'est pas affilié à l'AFL-CIO, appuya aussi la candidature de Mondale, comme le fit la National Organization for Women». De sorte que la centrale dirigée par Lane Kirkland pouvait se féliciter maintenant d'avoir retrouvé son unité politique, d'être sur les mêmes positions que «d'autres importantes composantes de la coalition libérale» traditionnelle; et bientôt «la majorité des élus [africains-américains] endossèrent aussi Mondale», ce qui semblait ajouter au dynamisme de la campagne de celui-ci. Son équipe jugea les aspects positifs et négatifs de l'entrée en scène si rapide de l'AFL-CIO, les aspects négatifs relevant très largement de la possibilité que Mondale soit qualifié de jouet des syndicats, mais on considéra finalement que les aspects positifs l'emportaient²⁴⁰.

La centrale allait constituer le pilier de la campagne à la nomination démocrate de l'ex-vice-président. Il faut dire que ses capacités organisationnelles s'avéraient toujours massives. Ainsi, rappelant l'envergure des efforts qu'elle put déployer alors dans l'État de New York, John Perkins soulignait: «Nous avons des coordonnateurs qui travaillaient à temps plein dans chaque agglomération importante, et nous pouvions compter sur une personne assurant la liaison [avec nous] dans la plupart des syndicats locaux de 200 membres et plus... Des milliers de syndiqués, avec leurs conjoints, firent volontairement du porte-à-porte, s'engageant dans des campagnes d'inscription sur les listes électorales et de participation» au vote. Nous avons de plus distribué et fait parvenir «plus de deux millions de messages» à nos membres new-yorkais pour qu'ils se prononcent en faveur de Mondale²⁴¹, etc. Voilà pourquoi il a été écrit à l'époque que «le syndicalisme était l'organisation de Mondale sur le terrain: appels téléphoniques, distribution de pamphlets, travail consistant à amener les électeurs aux bureaux de vote». Mondale n'avait rien par lui-même, sauf des appuis de principes venant de quelques autres secteurs²⁴². Finalement, le syndicalisme put compter sur environ 25% de tous les délégués au Congrès démocrate, et très certainement sur une majorité des «délégués élus pro-Mondale²⁴³».

Que l'on juge négativement ou positivement la puissance dont le syndicalisme faisait ainsi preuve, et le commentateur et analyste Harold Meyerson la jugeait très positivement, voyant l'action conjointe du syndicalisme et des autres mouvements sociaux comme une action gauchisant le parti, en faisant un parti fondé sur les grands mouvements et non sur les « compromis entre régions²⁴⁴ » ou entre des intérêts privés, il devenait obligé que cet appui syndical à Mondale soulève l'ire des autres candidats déclarés à la nomination, à gauche avec Jesse Jackson et à droite avec Hart et Glenn, notamment.

Jackson s'en prit ainsi au caractère « antidémocratique » de la sélection de Mondale par les seuls patrons de la centrale, sans consultation des bases : un tel processus, souligna-t-il, exclut les nominations « qui représenteraient les Noirs, les électeurs hispaniques ou les femmes », puisqu'il n'est posé que par la direction masculine blanche de la centrale ; pour les sénateurs Gary Hart (Colorado) et John Glenn (Ohio), l'entrée en scène si rapide et derrière un candidat unique de la part du syndicalisme se trouvait à piper les dés en faveur d'un « intérêt particulier », capable de bousculer l'électeur « démocra[te] moy[en] » d'une primaire et de s'imposer à lui²⁴⁵. Hart avait une allure jeune et yuppie et il souleva en un premier temps de réels appuis dans les primaires démocrates. Chez les syndiqués ayant participé aux primaires, il reçut finalement quelque 30 % du vote et Jackson environ 20 %. En cours de route, les premiers résultats qui montraient précisément l'attrait que pouvait exercer Hart convainquirent le syndicalisme d'accroître encore plus l'intensité de son intervention. Hart déclara alors, notamment, que « le Parti démocrate, qui déjà avait été le parti des ouvriers sur la chaîne de montage, risquait maintenant de devenir le parti des leaders du syndicalisme à Washington » ; et il s'en prit à Mondale qui acceptait « des fonds syndicaux²⁴⁶ », jouant manifestement de cette idée d'une puissance syndicale opposée aux petites gens... Et quand Mondale choisit Geraldine Ferraro comme sa colistière, la première femme sélectionnée pour ce rôle dans l'histoire du bipartisme aux États-Unis, Hart dénonça Mondale et NOW ensemble pour leur rôle, semblait-il, peu avouable à cet effet, c'est-à-dire pour leur action d'intérêts organisés, et négociée entre ces seuls intérêts, plutôt que sur l'intervention d'individus agissant (ou prétendant agir) à leur propre et seul compte. Cela conduisit Meyerson à conclure que Hart exprimait clairement par là « le dégoût néolibéral pour la politique des groupes organisés » ; les néolibéraux « semblent incapables de comprendre le besoin d'une action de groupe pour que les moins privilégiés » puissent faire valoir leurs intérêts dans la société²⁴⁷.

Les analystes et, plus globalement, les revues de gauche partageaient *grosso modo* ce point de vue exprimé par Meyerson selon lequel le rôle des mouvements sociaux organisés au congrès démocrate s'avérait positif, peut-être même le début d'une ère nouvelle. Joseph Clark pouvait ainsi écrire que la « plus

importante innovation est cette décision prise par l'AFL-CIO de participer directement et activement à la sélection du candidat démocrate [...]. [I] apparaît clairement que le mouvement syndical est devenu partie au processus politique dans ce pays d'une façon plus prononcée que ce ne fut jamais le cas auparavant. [En additionnant l'effort] de l'AFL-CIO et de la NEA, un plus grand nombre de syndiqués que jamais dans l'histoire» cherchaient activement à devenir délégués au congrès démocrate. Bien sûr, les liens tissés entre mouvements dans ce travail chez les démocrates s'avéraient également la promesse d'une coalition militante possiblement permanente, comme le mettait en avant Lance Compa à l'automne 1984 : « Les liens que des syndiqués locaux ont établis avec des féministes, des organisations [de défense] des droits civils, des partisans de la paix, des environnementalistes et d'autres groupes dans la coalition anti-Reagan durant [cette] campagne doivent être transformés en des alliances durables. » Par ailleurs, on s'en prit aussi à Hart pour qui le plus important des « intérêts spéciaux » à combattre s'avérait évidemment le mouvement ouvrier, ce qui confortait « l'attaque en règle [*at full throttle*] que la grande presse et le patronat lancèrent contre le syndicalisme » ; et Andrew Kopkind, qui avait écrit ces lignes, tenait à faire remarquer que personne d'autre chez les démocrates ne prit cependant la défense du syndicalisme²⁴⁸...

Il est sûr, croyons-nous, qu'un ticket présidentiel *labor-NOW*, même venu du haut, pouvait constituer l'occasion d'une relance de la mobilisation sociale et un cadre de convergence politique prometteur. Notons d'ailleurs que l'action conjointe et la rencontre des grands mouvements sociaux s'avéraient alors un phénomène nord-américain, et pas seulement américain²⁴⁹, et que l'engagement commun au congrès démocrate de 1984 a contribué à faire tomber des barrières et facilité des rapprochements. Mais le ticket Mondale-Ferraro n'est pas une candidature *labor-NOW*, il reste d'abord une candidature démocrate et répond, de ce fait et d'une manière déterminante, à d'autres logiques qu'à de simples logiques d'une candidature au pouvoir des mouvements sociaux. On a étudié plus haut la nature du Parti démocrate et l'origine sociopolitique de la présence en son sein de mouvements sociaux importants, singulièrement du mouvement ouvrier et de la gauche. S'il assume pour une part une fonction de représentation dans le bipartisme américain des intérêts et du mouvement de la classe ouvrière, de l'égalité des femmes et des Noirs également, il a constitué historiquement un instrument politique de rechange au parti du travail, donc un instrument qui tient sa logique politique d'une origine différente de celle des mouvements sociaux.

Richard Valelly a écrit avec raison que « le politicien qui s'engagea le plus loin dans la voie de la formation d'une coalition pro-politique industrielle fut [...] Walter Mondale. La base politique de Mondale avait depuis de nombreuses

années été cette puissante version [régionale] de l'alliance démocrates-syndicalisme qu'était le Minnesota Democratic Farmer-Labor Party²⁵⁰», Hubert Humphrey fut son «mentor» et, sûrement du fait de son lien à ce parti, Mondale parut toujours pleinement à l'aise, comme on l'a mentionné plus haut, avec les têtes d'affiche du syndicalisme, et vice versa, ce qui facilitait, bien sûr, le travail en commun et les accords. Il était vite devenu le favori des syndicats en 1984, comme un homme sur qui on peut compter. Le président de l'AFL-CIO avait fait de la politique industrielle la réponse de la centrale aux républicains; cette réponse fut intégrée officiellement dans la plateforme électorale du candidat Mondale. Pourtant, ce dernier va rapidement abandonner après le congrès démocrate et l'ouverture de sa campagne à la présidence la référence d'une politique industrielle et les prétentions à une restauration des dépenses sociales, que plusieurs avaient cru pouvoir espérer. Comment expliquer ce recentrage?

Dans leur étude sur l'économie politique du New Deal, Finegold et Skocpol font valoir que depuis ce moment l'idée d'une politique industrielle s'accompagne généralement de la perspective du tripartisme, c'est-à-dire de cette notion de la participation du mouvement ouvrier – si minime fût-elle – à la conduite de la vie économique. Quasi obligatoirement surgissent alors les problèmes des conditions minimales du travail, de la reconnaissance dans l'entreprise du libre droit à la syndicalisation et à la négociation, de l'évolution du marché du travail et des politiques de main-d'œuvre, etc. Cela est vu, globalement, comme une «européanisation» de la vie économique par ses opposants, un *encadrement* contraire au libre déploiement de l'initiative privée des entreprises, qui a fait la force de l'Amérique²⁵¹.

De sorte que, s'il y eut incontestablement des secteurs du patronat attirés par une «politique industrielle» durant les années du premier mandat de Ronald Reagan à la présidence, essentiellement afin de compter sur des fonds publics pour moderniser leurs installations et se protéger de la compétition internationale, les appuis en provenance du monde des affaires s'effritèrent avec la relance de l'économie²⁵². Par ailleurs, comme on le sait, l'orientation nettement majoritaire au sein du monde patronal américain, considéré en tant que classe économique, s'avérait plutôt à ce moment un renversement de la position acquise par le mouvement ouvrier dans la société, et non de son association tripartite à la conduite de la vie économique. Un mois après le congrès démocrate de 1984, alors qu'il faisait publiquement toujours siennes les orientations annoncées de sa candidature, Mondale fut en quelque sorte «rappelé à l'ordre [*called to book*, sommé de rendre des comptes] par 70 des principaux financiers de sa campagne, agacés» par ses positions. Soulignant l'objectif de leur rencontre avec Mondale, l'industriel Irv Kipnes, «qui présidait le Business

Council du Parti démocrate», se rappelle que «plusieurs d'entre nous lui dirent : Fritz [surnom de Walter Mondale], cesse de t'en prendre aux riches, ils financent ta campagne²⁵³». Déjà au congrès du parti, Mondale avait annoncé : «I will raise taxes» (c'est-à-dire «je vais hausser les taxes»), l'idée s'étant répandue que l'énormité du déficit constituait le point faible de Reagan. L'AFL-CIO était certes persuadée, et sûrement à bon droit, qu'une présidence de Walter Mondale s'avérerait davantage sensible aux besoins du syndicalisme et à ses souhaits quant aux nominations aux quelques agences qui traitent des dossiers qui lui sont les plus chers, de même qu'aux postes de juge qui relèvent du gouvernement fédéral. Mais le candidat démocrate n'envisageait, de fait, «de restaurer dans les dépenses sociales que la moitié environ des compressions qu'on y avait faites en 1981²⁵⁴»; face au président sortant, il voulut assumer le rôle de la responsabilité budgétaire. Ces développements, pourtant cruciaux, n'étaient d'aucune façon le fait du syndicalisme ou des autres mouvements sociaux appuyant la candidature de Mondale. Ils relevaient plutôt de la nature du Parti démocrate existant comme l'une des deux ailes de la gouverne établie de l'État américain, avec les rapports de pouvoir internes que ce rôle avait progressivement entraînés.

Il est avéré qu'une part significative des grands intérêts financiers et des banques partageaient des craintes sérieuses devant le niveau des déficits publics de la gouverne reaganienne. L'accent sur la responsabilité financière que mit en avant le candidat Mondale procède certainement de la perplexité ressentie (notamment) par ces milieux et de la pression concordante alors exercée dans le parti, selon Ferguson et Rogers, «par les banquiers d'affaires, les présidents de compagnies d'assurance et autres personnalités des élites du monde des affaires», qui se répercuta fortement au sein de l'équipe de direction de sa campagne²⁵⁵. Les stratèges du parti pouvaient certes évaluer que le niveau des déficits budgétaires (sans précédent) constituait le point faible de la présidence Reagan, mais, de là à en faire l'angle d'attaque toujours plus central contre le président sortant, il y avait une marge que le candidat Mondale franchit très rapidement, comme s'il en faisait sa marque de commerce – complétée de la nécessité d'imposer de nouvelles taxes. Qui plus est, la plateforme démocrate adoptée par le congrès du parti «ne contient aucun engagement en faveur du plein emploi et de l'instauration d'un régime [public] d'assurance maladie, une première dans l'après-Deuxième Guerre mondiale²⁵⁶». Pour le *Congressional Quarterly*, cette plateforme s'avérait même «la plus conservatrice économiquement depuis [alors] cinquante ans²⁵⁷». Bientôt, le candidat Mondale allait tacitement laisser de côté l'orientation d'une politique industrielle allant jusqu'à refuser «d'appuyer le projet de loi La Falce» à ce moment soumis à la Chambre des représentants, qui visait «la mise sur pied d'une banque [devant favoriser]

la position concurrentielle» de l'industrie américaine. Comme l'expliqua à la revue *Business Week* un conseiller économique de Walter Mondale, «l'accent principal [de son programme] porte sur la réduction du déficit plutôt que la stimulation de l'économie²⁵⁸».

Les opposants de Walter Mondale à la nomination démocrate avaient critiqué son lien avec le syndicalisme, des attaques dont se nourrirent évidemment les républicains durant la campagne même à la présidence. Mondale avait toujours été, et s'avérait beaucoup plus libéral que Ronald Reagan, sans aucun doute. Il acceptait le système de relations industrielles des Trente Glorieuses et, s'il avait été élu à la Maison-Blanche, il aurait incontestablement consulté bien plus les chefs syndicaux, les aurait sûrement écoutés à l'occasion, tout en leur témoignant des signes publics d'estime qu'ils apprécient généralement beaucoup. Mais lui et son équipe se convinquirent finalement que de sembler le jouet des syndicats, voire de l'organisation NOW, lui donnait mauvaise presse et déplaisait à l'électorat. En conséquence, le candidat Mondale tenta de se libérer de ce discrédit, la connotation mouvement syndical étant stigmatisée comme désignant l'association à un «intérêt» particulier qui cherche à utiliser les politiques publiques pour satisfaire des intérêts égoïstes. La manière de s'émanciper de ce discrédit fut alors de multiplier les signes d'ouverture envers le monde des affaires²⁵⁹...

Comme nous le verrons plus précisément, la centrale de l'AFL-CIO était par ailleurs traversée à ce moment d'un fort courant d'opposition à Lane Kirkland quant à ses engagements en politique internationale, singulièrement son appui indéfectible à l'orientation de la présidence Reagan sur l'Amérique centrale, le Nicaragua et le Salvador précisément. L'équipe de campagne du candidat démocrate sur ce terrain ne laissa pas le flou caractériser son positionnement: en politique internationale, elle recruta, par exemple, James Schlesinger (l'ex-secrétaire à la Défense du président républicain Gerald Ford) et Madeleine Albright (démocrate conservatrice, future ambassadrice aux Nations unies), gages d'une orientation musclée²⁶⁰. La campagne démocrate prôna la poursuite des politiques de «guerre froide», Mondale annonçant notamment son intention de mettre en «quarantaine» le Nicaragua sandiniste, et une augmentation continue des dépenses en armements²⁶¹. À cet égard, le positionnement commun bipartisan paraissait bien, par-delà certaines inflexions, de retour en politique internationale et de défense, sur des axes correspondant entièrement aux points de vue généraux de la majorité des dirigeants syndicaux.

Mais, le jour des élections, la victoire du président Reagan fut « éclatante ». Reagan « l'emporta [...] dans quarante-neuf États sur cinquante, ne laissant à son rival démocrate – et encore de justesse – que son État natal, le Minnesota » ; Mondale l'emporta aussi dans le District of Columbia, « où les Noirs sont en nette majorité ». Reagan remporta quelque 59 % des suffrages exprimés, Mondale 41 %. Ces chiffres furent évidemment magnifiés par les résultats sur lesquels ils débouchèrent au Collège électoral, 525 grands électeurs pour le président sortant, seulement 13 pour Walter Mondale. Ce raz-de-marée très vite prit l'aspect d'une catastrophe pour le mouvement syndical, dans les rapports sociaux de pouvoir et dans l'énergie dont pouvait faire preuve le groupe dirigeant de Lane Kirkland. Déjà ce groupe dirigeant s'était tu quand la campagne de Mondale avait fait l'impasse sur le projet de politique industrielle et avait cherché à émanciper son image du lien au syndicalisme. On n'avait pas semblé non plus reprocher à l'aspirant démocrate la focalisation sur les dangers des déficits budgétaires et la nécessité de hausser les taxes. Une note éditoriale parue dans la revue *The Nation* le mit en relief :

Mondale voyait peut-être juste quant aux grandes difficultés économiques qui nous attendent, aux dangers de la guerre et d'une intervention [en Amérique centrale], sur l'iniquité sociale et la colère montante des sans-voix. Il s'est fait le porte-voix de la promesse bien douteuse d'une hausse de taxes plutôt que des profits, d'une continuation de la guerre froide plutôt que d'un triomphe global, de la rareté plutôt que de la croissance [aggrandizement]. Reagan a enflammé les esprits avec ses folles prédictions sur une société sans inflation, comptant sur le plein emploi, de haute technologie et à forte croissance²⁶²...

Le discours de Mondale, sans imagination, s'avéra un discours « d'espoirs diminués, associés à de molles protestations de son patriotisme et d'appels à l'altruisme et à la compassion²⁶³ ». Il est incontestable, pensons-nous, que la campagne de Reagan se révéla beaucoup plus inspirée que celle de Mondale, cependant que celui-ci tendit à s'éloigner toujours plus des repères pour lesquels les syndicats portaient sa candidature. Les États-Unis avaient trouvé le moyen, selon une expression heureuse, d'« emprunter un boum économique²⁶⁴ », qui allait durer près de neuf années. Or, les études sur les États-Unis ont souvent montré que, parmi les grands facteurs pouvant rendre compte des variations de l'appui populaire à un président durant un même mandat, il y en avait deux dont l'efficacité paraissait récurrente : l'évolution de la vie économique, et singulièrement de la situation de l'emploi durant les années Reagan, et la fermeté et les victoires face à l'URSS, dont l'effet, dit-on, se fera surtout sentir durant le deuxième mandat du président Reagan. Même si, à l'analyse et considérée dans son ensemble, la popularité de ce dernier fut loin de dépasser celle de ses prédécesseurs à la présidence depuis 1944²⁶⁵, il est aisé de voir que

l'opposant auquel se mesurait Mondale comptait sur des atouts importants – dont l'appel à la sagesse budgétaire ne pouvait contrer l'effet. Sans compter qu'il risquait de raviver le souvenir de la morosité économique des deux dernières années du mandat de Jimmy Carter à Washington.

Lane Kirkland et John Perkins avaient escompté une forte hausse de la participation électorale globale (peut-être cent millions de votants sur une « population en âge de voter de quelque 175 millions » en 1984), étant entendu que l'absentéisme électoral de masse aux États-Unis se concentre très largement chez les démunis économiques, qui avaient tendance à s'identifier davantage aux démocrates; ils escomptaient aussi un accroissement du nombre d'Africains-Américains s'inscrivant sur les listes électorales et se présentant effectivement aux bureaux de vote, pour la même raison, de même qu'un « élargissement de l'écart [partisan] entre les hommes et les femmes » en faveur des démocrates et une hausse de la participation de celles-ci; enfin, ils pensaient que les républicains n'arriveraient jamais à mobiliser significativement les couches conservatrices de l'électorat qui n'étaient pas déjà ouvertement de leur côté. Mais rien de tout cela ne se produisit en fin de course, ou ne donna de résultats positifs significatifs lors des élections proprement dites: par exemple, quelque 92 millions de personnes votèrent le 6 novembre, « à peine 0,7% de plus qu'en 1980 », alors qu'avait été enregistrée la marque la plus basse de l'après-guerre²⁶⁶.

Mondale remporta quelque 56,8% du vote des familles syndiquées, contre 43,2% à Reagan. À ceux qui conclurent de ces chiffres que l'action politique du syndicalisme s'avérait dorénavant particulièrement inefficace, Dark et le professeur Sousa firent remarquer, sur la base d'études statistiques avancées menées par ce dernier, que ce pourcentage constituait presque l'équivalent de ce que Humphrey avait amassé en 1968 (57,9%) et dépassait le résultat atteint par Carter auprès des familles syndiquées en 1976 (55,3%). Par ailleurs, le fait même que 56,8% des membres de familles syndiquées aient voté en faveur du candidat démocrate, alors que ce ne fut le cas que de 37,4% des membres des familles non syndiquées, souligne qu'un écart de quelque 20% différencie les deux groupes; cela montrait, écrit Dark, qu'« en dépit du raz-de-marée pro-Ronald Reagan, le syndicalisme a pu conserver la cohésion du vote syndical ». Même: « quand on ne tient compte que du vote des syndiqués [*union members*] en tant que tels, [...] Mondale l'a emporté par 61% à 39% » des votes exprimés²⁶⁷. Tout cela nous semble juste, et Dark met bien en avant le type de comparatif par lequel apprécier des résultats de cette nature. Mais ce que Dark et Sousa avancent ne permet de cerner qu'une dimension de la réalité, aussi importante soit-elle. Parce que les chiffres montrent aussi un autre aspect de la réalité, qu'il faut également faire valoir. Le syndicalisme

apparaît incapable de susciter, d'animer un vote ouvrier qui dépasserait les frontières d'un *vote syndical*. Voilà bien une faiblesse qui se révèle aussi constitutive de la réalité; la cohérence sociale que le mouvement ouvrier a réussi historiquement à façonner ne dépasse pas les frontières du syndicalisme, ne les rejoint même qu'en partie, un syndicalisme qui perd des millions de membres et qui n'arrive plus à s'imposer socialement.

En ce sens, le raz-de-marée républicain repose aussi sur cette dimension d'un affaiblissement du mouvement ouvrier, identifiable notamment par le rétrécissement de la place, du rayonnement de fait du syndicalisme dans la société et au sein même de la classe travailleuse. Il est juste que les syndiqués votent toujours majoritairement comme le leur suggèrent les chefs des organisations, mais l'influence du mouvement ouvrier organisé tend à se rétrécir à ses propres rangs, eux-mêmes en diminution – et moins que ce fut le cas historiquement. Cela dit, la « popularité [de Ronald Reagan] ne rejaillit pas sur le Parti républicain », elle s'avère toute « personnelle²⁶⁸ ». Le parti perd un siège au Sénat, même s'il y reste majoritaire (53/47); il prend bien seize sièges à la Chambre des représentants, mais les démocrates conservent leur écrasante majorité (253/182). Le résultat très élevé de Reagan contre Mondale n'entraîne donc pas d'effet particulier visible sur les résultats aux deux chambres du Congrès²⁶⁹. Par exemple, les républicains avaient perdu en 1982 vingt-six sièges à la Chambre, alors que sévissait une forte récession; en 1986, deux années après le raz-de-marée de la présidentielle précédente, ils perdaient même huit sièges au Sénat. De sorte que les deux chambres du Congrès eurent à ce moment, pour les deux dernières années à la présidence de Ronald Reagan, de solides majorités démocrates²⁷⁰. Le *New York Times* pouvait faire valoir en éditorial, trois jours après la présidentielle de 1984, que « le raz-de-marée solitaire du président Reagan est une victoire personnelle, sans véritable mandat précis non plus que de clair fondement idéologique²⁷¹ ».

iv. QUELLE FUT LA RÉPONSE DU PARTI DÉMOCRATE ?

Mais, à nouveau, cette appréciation nous semble mettre en avant qu'un aspect des réalités, en oubliant l'effet d'éléments tout aussi importants. Ainsi, comme l'indiquait Owen Bieber, le président d'alors des UAW, au lendemain de la débâcle de Walter Mondale, « comment se fait-il que les démocrates ont laissé aux républicains la question de l'emploi et de l'avenir – deux grands enjeux pour les jeunes ? » À cet égard, « l'accent mis par les démocrates sur le déficit et le besoin de hausser les taxes » n'a suscité aucun intérêt chez les jeunes. « Il fallait se faire les champions du financement de l'éducation afin de permettre l'accès à des emplois de haute technologie dans les années 1990 plutôt qu'à des

emplois McDonald [et promettre] des taux d'intérêt plus bas» pour faciliter l'achat de premières propriétés. Mais rien de cela ne fut fait, et les jeunes ont semblé plus attirés par les républicains. Voilà qui présageait d'un avenir difficile²⁷². ... Surtout, la défaite de Mondale constitua une dure défaite pour les mouvements sociaux, le syndicalisme étant probablement le plus grand perdant de l'élection. Défaite de ses espoirs quant aux politiques publiques de la Maison-Blanche, défaite de son intervention directe pour disputer au patronat et au conservatisme *l'oreille de l'État*. Défaite aussi de son poids dans le Parti démocrate. Irving Howe considérait alors que « l'effet premier envisageable du raz-de-marée de Reagan sur notre vie politique pourrait fort bien s'avérer un tournant à droite des démocrates, à la fois au Congrès et à l'extérieur du Congrès. Le temps du néolibéralisme est arrivé²⁷³ ». Irving Howe voyait juste ; à ce moment, écrivait-il, « le syndicalisme a été durement frappé par la récession, par l'effondrement des industries principales et par une administration hostile²⁷⁴ ». Son avenir à court terme est menacé, jugeait-il.

Pour nous, cette dimension des réalités éclairait en effet de manière forte la nature de l'évolution des rapports sociaux de pouvoir et de l'institution du syndicalisme même dans la société. Les opposants de Mondale à la nomination démocrate l'avaient attaqué comme le candidat d'un « intérêt » particulier ; et il apparaissait évident à la suite du scrutin de 1984 qu'une majorité d'élus et de *regulars* dans l'appareil du parti avaient tendance à penser comme les opposants internes à Mondale. Et, de fait, on paraissait maintenant mal à l'aise avec la fonction impartie aux démocrates dans le cinquième système partisan, en tout cas face au poids des clientèles habituelles venues avec cette fonction, le mouvement ouvrier et le mouvement noir précisément. Et même si le congrès de 1984 du parti avait annoncé un effort considérable pour amener une hausse significative des inscriptions sur les listes électorales, il ne fit pratiquement rien dans cette direction ; seuls le syndicalisme et le mouvement noir avec Jackson s'y engagèrent véritablement – comme si les clientèles visées par un tel effort n'étaient pas de celles que le parti voulait, ou auxquelles il voulait s'identifier, ou avec les besoins desquelles il voulait identifier son action. Le lien entre les démocrates et le mouvement ouvrier fut alors défini comme celui qui existe dans « un mauvais mariage entre deux partenaires trop dépendants l'un envers l'autre pour se séparer ». Cette situation rend les relations souvent malaisées, mais pousse en même temps à les recoudre quand arrive un moment de vérité (électorale). Cela ne contredisait pourtant pas cette réalité dorénavant d'un mouvement ouvrier politiquement affaibli, notamment quant à son influence interne au Parti démocrate.

Nous avons indiqué plus haut que l'un des tournants que la participation de l'AFL-CIO à la sélection du candidat démocrate en 1984 avait entraîné dans les formes de son action politique fut cette habitude nouvelle, une pratique maintenant obligée, de susciter chez ses membres un engagement plus rapide dans les cycles électoraux que cela avait été traditionnellement le cas. Questionné à cet égard au lendemain de la présidentielle, Lane Kirkland fit valoir deux points importants. D'abord, expliqua-t-il, il convenait de corriger une « erreur largement répandue » : 1984 n'était pas la première année ayant vu le syndicalisme se prononcer avant le congrès démocrate en faveur de candidats à la nomination. Il en avait pratiquement toujours été ainsi lorsque le choix était posé par une douzaine de barons du parti, qui négociaient entre eux seuls les candidatures acceptables, voyaient à susciter certaines courses, chaque groupe se préparant aussi à faire intervenir lors du congrès les délégués qui lui étaient liés. Mais les règles, poursuivait le président de la centrale, furent transformées entre 1968 et 1972, la participation de la base démocrate fut désormais favorisée dès l'ouverture de la saison électorale par l'importance primordiale qu'ont prise les primaires et les caucus. Nous avons donc été amenés à modifier les méthodes de notre intervention, afin « de jouer un rôle efficace dans le cadre de ces règles nouvelles ». À cet égard, Kirkland soulignait que, si les méthodes anciennes ne s'avéraient certes plus optimales, un problème d'un type particulier était apparu avec les nouvelles façons de faire : encourager l'engagement rapide dans le cycle électoral risquait de susciter des divisions internes à la centrale, puisque divers syndicats pouvaient se sentir justifiés dorénavant de favoriser la course à l'investiture du candidat avec lequel chacun s'entendait le mieux. Ce n'était pas une fatalité, mais on avait eu des exemples probants de cette éventualité en 1976 et en 1980. D'une certaine manière, la centrale tenait à réaffirmer son autorité et le besoin d'une action politique envisagée centralement. On avait toujours connu par le passé des différences internes au syndicalisme, limitées, mais réelles, dans les choix politiques ; néanmoins, la direction Kirkland craignait maintenant des divisions plus marquantes, peut-être le danger d'un fouillis politique qui amènerait des groupes à s'entredéchirer. D'où le fait, concluait-il, que le but premier en 1984 fut de réaliser l'unité politique de la centrale, ce qui fut accompli²⁷⁵, un peu comme il voulait réaliser l'unité organisationnelle du syndicalisme.

Le tournant dans l'action politique que nous voulons noter relève de ce que les méthodes nouvelles que durent adopter les syndicats demandent une politisation plus grande des membres et une politisation plus soutenue. Le président de l'AFL-CIO déclarait, par ailleurs, que le syndicalisme n'allait pas nécessairement faire connaître toujours un engagement unanime dès le début de la saison des primaires. Concluons donc alors que l'unité politique allait

reposer aussi sur le fait que tout le mouvement, espérait-on, se rallierait éventuellement au candidat majoritairement soutenu par la centrale. Deux remarques sur ces méthodes renouvelées : rappelons, d'abord, que l'AFL-CIO a cherché le plus possible à éviter que soit chamboulée la vieille méthode de sélection des délégués aux congrès du Parti démocrate. George Meany se montra plus intraitable à cet égard que Lane Kirkland, mais celui-ci, tout en acceptant le renouvellement des règles, fit jouer le poids de l'AFL-CIO du côté de l'atermoiement de leur portée ; deuxièmement, l'intervention de 1984 a peut-être représenté un coup de barre nécessaire pour que l'unité politique la plus grande prévale, mais on entendra par la suite cette unité comme le ralliement le plus large autour du candidat désigné par le congrès démocrate contre l'aspirant républicain. *Grosso modo*, il s'agissait d'un objectif stratégique déjà atteint... La véritable nouveauté, répétons-le, relevait de l'acceptation par l'AFL-CIO de l'idée de la démocratisation du processus de sélection des candidats présidentiels démocrates et de la politisation plus grande que cette acceptation supposait.

v. JESSE JACKSON ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Jesse Jackson avait reproché à Walter Mondale d'être le candidat des patrons syndicaux. Toujours favorable à l'action dans et avec le Parti démocrate, il se faisait malgré tout le représentant militant des secteurs défavorisés des masses noires, généralement à la gauche des élus africains-américains dans ses négociations avec les hautes instances du parti. Il tenta ainsi d'obtenir de la campagne Mondale certaines concessions de plateforme (« la réduction substantielle du budget de la défense et la fin de la course aux armements » et « une déclaration stipulant que les États-Unis ne seraient jamais les premiers à se servir de l'arme nucléaire », notamment), mais elles furent toutes refusées²⁷⁶. Mondale et les dirigeants du parti considéraient la présence d'un courant militant noir comme prêtant le flanc à une critique démagogique des adversaires politiques. Jackson, quant à lui, poursuivait ses attaques contre Mondale et ses appuis syndicaux en affirmant que « les candidats [à une primaire démocrate] représentant les Noirs, les hispaniques [...] ou les femmes n'ont pas l'ombre d'une chance d'être entendus par [ces] mâles blancs qui occupent la direction » de l'AFL-CIO²⁷⁷.

Le choix de Geraldine Ferraro comme colistière constitua incontestablement une première d'importance dans l'histoire politique du pays, un choix soutenu par l'organisme NOW. En même temps, il représentait une forme de gage de modération politique conféré au ticket démocrate, un gage aux élites économiques, médiatiques et du parti, comme à des secteurs plus

conservateurs de l'électorat pouvant craindre un renouveau des politiques publiques d'action positive. Car Ferraro avait pour une part été, selon une présentation qu'en faisait le *New York Times* et qu'a synthétisée Mike Davis, «une candidate du ressac blanc [face au mouvement des droits civils] en provenance du quartier le plus ségrégué de New York (une portion du Queen's comptant à peine 3 % de Noirs), qui a prôné [le principe de] la peine de mort et construit sa réputation comme une procureure de district implacable. Une des ennemies les plus acharnées du *busing* [...], qu'elle a cherché à faire interdire par amendement constitutionnel en 1979²⁷⁸».

Jackson pouvait donc déranger. Et à l'ouverture du congrès démocrate de 1984, l'équipe de Walter Mondale a craint durant un moment que Jackson remporte suffisamment de voix à gauche pour mettre en péril l'investiture du favori. Comme la majorité des leaders noirs appuyaient alors Mondale, le courant favorable à Jackson «prit le caractère d'une rébellion de la base contre une élite²⁷⁹». Les secteurs constitutifs de cette élite dépassaient forcément les frontières des élites sociopolitiques noires pour englober l'institution syndicale (sa haute direction) et les instances dirigeantes du Parti démocrate. Durant les primaires, déjà, des syndiqués blancs avaient marqué leur mécontentement au sujet des orientations de l'équipe Kirkland en portant leurs voix sur Jackson. Celui-ci trouvait dans cette évolution les contours de sa personnalité de gauche, celle que l'on verra plus tard dans la décennie lors de la grève de la mine Pittston et qu'il affichera lors de sa course à l'investiture démocrate pour une seconde fois en 1988. À ce moment, il sera vu comme un militant qui participe aux lignes de piquetage, qui met en avant un programme de réformes sociales hardies et de réforme des lois du travail. Le mouvement noir et certaines bases du syndicalisme (nous y revenons plus loin) fourniront les appuis les plus nombreux en sa faveur, ébranlant à l'occasion les appareils et recueillant même des soutiens à leur orientation d'échelons supérieurs. Le lien indéfectible de Jackson au Parti démocrate va contribuer évidemment à définir le sens politique de ses engagements. Mais notons tout aussi bien que son action va servir maintenant à animer des processus de différenciation sociale dans les grands mouvements populaires, à susciter et à entretenir le questionnement politique des états-majors.

De 1984 à 1988 (et au-delà, bien sûr), Jesse Jackson va ainsi se doter d'une personnalité politique radicalisée, nettement de gauche, cherchant de plus à ce que l'écho de son appel dépasse les frontières des masses noires. S'il est un peu pénible de lire le jugement que portera en 1988 sur lui A.H. Raskin, journaliste qui analyse alors l'évolution du mouvement ouvrier américain depuis 1934 (pour le *New York Times*), son rappel permet néanmoins de cerner plus concrètement la politique de Jackson telle qu'elle se manifestera en 1988

dans la pensée d'un chroniqueur syndical (pourtant) chevronné. Raskin écrit ainsi :

Le syndicalisme, avec son adhésion à des valeurs centristes, représente un rempart indispensable contre la haine de classe du type de celle dont le révérend Jesse Jackson a fait sa marque de commerce [...]. La réponse passionnée de grands nombres d'ouvriers mécontents et de fermiers aux attaques sulfureuses de Jackson contre les barracudas du monde des affaires et de la finance donne froid dans le dos quand on considère la facilité avec laquelle un agitateur charismatique peut capitaliser sur les impulsions anti-establishment qui n'attendent qu'à exploser chez des millions de gens, Blancs aussi bien que Noirs, qui se sentent interdits de toute part à la richesse de l'Amérique. En offrant un véhicule pour leur participation et le redressement [de leur situation] à l'intérieur du système, les syndicats constituent une grande source de stabilité sociale, substituant l'espoir à la colère²⁸⁰.

En tout état de cause, il apparaissait bien que les hiérarques du parti voulaient s'émanciper de ce stigmate de l'option partisane des Noirs et des syndicats : au-delà de 90 % des Noirs votaient démocrate cependant que le syndicalisme, tout en assurant une participation de ses membres aux divers scrutins plus élevée que les moyennes du pays et plus démocrate sur un plan partisan, fournissait aussi au parti une puissance organisationnelle et des contributions financières qui ensemble équivalaient à des dizaines de millions de dollars. On sait que ce dernier élément était difficile à rejeter, mais il constituait en lui-même une part considérable de ce stigmate qu'on voulait effacer. La solution qui très vite s'imposa à la pensée des instances dirigeantes du Parti démocrate, d'autant plus vite qu'elle s'était d'ores et déjà profilée durant la campagne du ticket Mondale-Ferraro, « fut de regarder à droite [...] ». L'orateur de la Chambre Thomas P. O'Neill, un exemple-type [*typically*], attribua la faiblesse des démocrates à la perception du public qu'ils sont trop timides quant à la défense [du pays] et trop portés à la dépense ». Les attaques de Gary Hart reprises par la campagne de Reagan contre le rôle du syndicalisme en faveur de la candidature de Mondale se traduisirent effectivement en un froid, et même en une hostilité à l'intérieur du Parti démocrate envers lesdits intérêts particuliers qui s'interposeraient entre l'intérêt général et le parti ; et, bien sûr, l'intérêt spécial premier s'exerçant au détriment de l'intérêt commun était le mouvement ouvrier, auquel s'ajoutaient les « intérêts » africains-américains, femme, gai, etc.²⁸¹

Manifestement, la défaite cuisante à la présidentielle de 1984 serait interprétée comme la défaite d'une identification trop grande au cadre programmatique issu du New Deal et à la coalition politico-électorale qui le portait. L'inspiration de la politique traditionnelle du parti devait pour une part s'effacer

au profit d'un point de vue reprenant des préceptes mis en avant par les républicains : recherche de l'équilibre budgétaire (objectif pourtant jamais atteint par le président Reagan, on connaît les chiffres des déficits gigantesques de son administration), puis hausse des dépenses militaires, voire contraction de programmes sociaux. Il fallait aussi se méfier d'une présence trop voyante des militants noirs dans le parti, singulièrement des Noirs proches de Jesse Jackson. Charles Robb, le gouverneur de la Virginie, expliqua ainsi que le Parti démocrate devait « aussi être le parti de leaders du monde des affaires, de docteurs, de pharmaciens, d'agents de change et d'autres professionnels », cependant que Samuel Huntington, professeur à Harvard et alors « ex-membre de la Coalition for a Democratic Majority », écrivit dans le même sens que les « intérêts spéciaux » étaient sur le point de « déchirer le Parti démocrate » et qu'il convenait de chercher comment ramener au parti « le vote blanc du sud » du pays²⁸².

Voilà les deux composantes qui, sur le plan du programme, se trouvaient à exprimer la défaite du mouvement ouvrier : d'un côté, la volonté toujours plus prégnante de modifier la plateforme du parti sur la base de préceptes économiques propres au néolibéralisme ; de l'autre, l'espoir d'en arriver à transformer le centre de gravité des clientèles électorales démocrates, afin que les minorités défavorisées et le syndicalisme pèsent moins sur les processus d'orientation de l'organisation. Ainsi : au congrès démocrate de 1984, il avait été décidé que les « caucus [les fractions] officiellement reconnus » dans le parti pourraient compter sur des sièges réservés à tous les comités permanents de l'organisation ; pourtant, à sa réunion du 31 janvier 1985, le Democratic National Committee (DNC, comité démocrate national) abolissait la garantie de leurs sièges pour plusieurs caucus, les caucus gai, libéral et asiatique-américain notamment²⁸³. Le syndicalisme avait, depuis l'année précédente, obtenu des sièges au DNC et à son exécutif, comme on l'a mentionné déjà. Mais la déclaration du gouverneur Robb indiquait le chemin que l'on voulait emprunter, alors que la disparition de sièges garantis à divers caucus internes pouvait apparaître telle une menace. La défaite massive du candidat Mondale sonnait le glas de l'identité *new deal* du parti national, à l'interne comme à l'externe. Du moins était-ce là le sentiment et l'orientation de la plupart des jeunes dirigeants du parti et, sembla-t-il, de la majorité des autres tout aussi bien.

6. UNE APPROCHE RENOUVELÉE POUR LES SYNDICATS

La haute direction du syndicalisme avait ressenti le besoin d'unir la force de ses organisations pour modifier la donne devant laquelle se trouvait le mouvement ouvrier durant la première moitié des années 1980. Puis, Lane Kirkland s'était lancé dans une tentative de faire accepter par les milieux du

monde des affaires et les autorités publiques l'orientation d'une « politique industrielle » nationale. Il espérait que cette orientation permettrait à la fois de sauver les emplois industriels et d'assurer la reconnaissance du plein droit à l'existence des syndicats. Il y avait consacré une part importante de ses énergies; mais ses appuis chez les employeurs des secteurs concernés s'étaient évaporés avec la relance de l'économie et l'attrait des contrats militaires, cependant que patronat et gouvernement non seulement se refusaient à tout renforcement du poids social des syndicats, mais étaient plutôt engagés sur l'axe de leur contraction. Convaincu alors que la situation ne pourrait être modifiée sans qu'il y ait un changement de gouvernement à Washington, Lane Kirkland engagea l'opération Mondale en 1984. Il y avait du nouveau dans cette intervention. Souvent de mauvaise grâce et en se rangeant du côté de ceux qui voulaient en diminuer la portée, la centrale acceptait finalement les nouvelles règles de la sélection des délégués aux congrès démocrates, la primauté des primaires et des caucus. Mais il y avait aussi de l'ancien: la décision de porter dès le début du cycle électoral la candidature d'un aspirant à l'investiture avait été prise au sommet de la centrale, sans participation des instances de base, ce qui avait grevé son effet. L'échec de cette initiative fut radical, le favori des syndicats subit une défaite particulièrement cuisante.

Ce verticalisme de la décision d'appuyer Mondale et la volonté que ce dernier exprima de s'attaquer en priorité au déficit budgétaire, qui rappelait trop la morosité de la présidence de Jimmy Carter et faisait piètre figure face à la rhétorique de Ronald Reagan, qui demandait: « Êtes-vous mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans? », tout cela prédisposa peu à un éventuel enthousiasme pro-Mondale. Il s'était même avéré difficile durant la période des primaires et des caucus d'assurer un appui de plus de 50% des syndiqués en faveur de Mondale. Sa défaite électorale fut aussi une défaite cuisante pour Kirkland et l'exécutif de l'AFL-CIO. À notre avis, l'importance de cet échec ne doit pas être minimisée. Kirkland avait considéré nécessaire d'outrepasser la relation d'emploi en tant que telle pour en arriver à modifier la combinaison des facteurs qui s'avéraient contraires aux intérêts des membres et des syndicats; et il jugea à cet égard que le facteur politique constituait le premier des facteurs auxquels il convenait de s'attaquer. La reconquête des positions du mouvement ouvrier dans le système de relations industrielles était à ce prix.

Car l'envergure de la révolution reaganienne se révélait telle que l'on fut en quelque sorte contraint de tenter ce que nous avons appelé un « grand coup politique ». Et ce fut ce programme et sa stratégie qui firent long feu. Le président de l'AFL-CIO apparut alors comme assommé, fortement ébranlé. Le mince résultat de l'intervention massive et résolue en faveur de Mondale s'avérait certes, pour une part, un produit de l'affaiblissement plus général de

la centrale. Mais il devenait en lui-même un facteur supplémentaire de déclin, parce qu'il se trouvait à conférer (en dépit de toutes les réserves qu'une telle affirmation doit susciter dans ce cas-ci) une approbation électorale aux politiques du gouvernement Reagan. Le nouveau conservatisme du Parti républicain l'emportait et semblait avoir le vent dans les voiles, même si les résultats aux deux Chambres se révélèrent finalement plus partagés. Il est d'ailleurs largement reconnu que Lane Kirkland va à compter de ce moment diminuer ses objectifs et conduire le syndicalisme sous le mode d'une adaptation conciliante à l'espace consenti dans l'entreprise et la société, un espace réduit, mais au sein duquel il jugera devoir envisager maintenant l'action du syndicalisme. Ce fut comme s'il transmettait à son organisation la démoralisation qui était la sienne, avec ses confrères et consœurs de la haute direction, une démoralisation qui en arrivait à frapper aussi les syndicalistes militants, ceux qui assurent le fonctionnement quotidien des diverses instances de la centrale.

En tout état de cause, les perspectives que cherchera à ouvrir maintenant l'AFL-CIO en tant que confédération générale du syndicalisme aux États-Unis apparaîtront plus limitées que par le passé, « rapetissées » pourrions-nous écrire, recentrant à nouveau la réflexion sur l'entreprise, voire quittant dans certains cas le terrain habituel de l'action ouvrière : la co-direction des entreprises, la participation à leur gestion, l'acquisition pure et simple de certaines d'entre elles ou l'obtention d'une partie de la propriété, notamment. Les exemples de concessions syndicales et ceux de l'association à la direction des entreprises, exemples multiples sur lesquels on s'est penché plus haut, font référence à des développements qui se déroulent durant les deux mandats du président Reagan, et même au-delà. La présidentielle de 1984 ne constitue pas en elle-même une coupure, plutôt la confirmation que les orientations économiques, sociales, quant à l'emploi et aux relations de travail resteront de la même mouture. Et donc, s'accumulant et s'approfondissant, le danger qu'elles constituent pour le syndicalisme par le fait même augmentera. Un seul exemple à ce propos : au fur et à mesure que diminue la portion organisée en syndicats des travailleurs américains se rétrécit le pourcentage de ces derniers (pas dans une même proportion, cependant) susceptibles d'être rejoints par les politiques que pilote le mouvement ouvrier, dans ses choix électoraux en particulier. Or, les syndiqués constituent le foyer d'un vote ouvrier aux États-Unis, le vecteur de sa formation et de son élargissement possible, comme on l'a analysé antérieurement. Dans ces circonstances, quelle attitude devait adopter le syndicalisme, que pouvait-il envisager ?

À l'évidence, la centrale de l'AFL-CIO et ses syndicats ne s'engagèrent pas dans de grandes campagnes unifiées. On n'ouvrit pas de perspectives communes de lutte et on laissa plutôt le champ libre à diverses formules d'intervention qui

surgirent régionalement – pour sauver ou recréer l'emploi, d'extraction et de transformation en priorité. Car le syndicalisme gardait l'espoir de conserver et même de rouvrir un espace élargi au travail industriel, espace qui serait massif et correspondrait à celui des décennies antérieures. S'il y eut durant ces années de réelles explosions sociales, ainsi que nous l'avons souligné déjà, il y eut aussi mise en forme de projets *partenariaux* démarrés par l'autorité publique, qui s'associait syndicats et patronat. Ce type d'engagement ne fut pas vraiment répandu, mais, quand il fut tenté, il connut des succès réels. Ainsi en fut-il de cette initiative du gouverneur démocrate Rudy Perpich du Minnesota, réélu en 1982, visant à redonner vie à la région dite de l'Iron Range qui comptait quelque 22 % de chômage en 1983. Le but consistait à relancer le travail d'extraction du minerai de fer et à « nourrir » les besoins qu'en avaient à Cleveland, Chicago et Gary les aciéries. En utilisant une agence publique déjà sur pied, il chercha à favoriser la relance économique de la région grâce notamment à une aide financière que consentit l'État du Minnesota. Quelque 100 millions de dollars « en réduction de taxes furent donnés à l'industrie minière » ; celle-ci « investit dans la technologie nouvelle » et s'entendit avec les syndicats « pour réduire les coûts [de fonctionnement] de 25 % ». L'effort de relance fut conjoint, syndicat-patronat-État. Vers la fin de la décennie, les mines visées fonctionnaient « presque au maximum de sa capacité²⁸⁴ ». Il s'agissait bien, dans ce cas, d'un tripartisme local tel que le président de l'AFL-CIO aurait apprécié à l'échelle de tout le travail industriel.

Un projet de relance économique axé également sur le renouveau de l'espace occupé par l'industrie, mais cette fois entrepris par la base mérite aussi notre attention. Il s'agissait d'un nouveau type de « stratégie industrielle », une stratégie certes fondée sur le besoin de maintenir des emplois dans le secteur de la transformation, mais des emplois dont on réussirait à hausser pour une bonne part les caractéristiques techniques, et d'amener surtout des emplois haut de gamme, à contenu technologique de dernier cri, en mesure de participer au renouveau économique de régions éprouvées par les phénomènes de désindustrialisation, le but premier étant d'éviter que ne demeurent que des emplois manufacturiers peu payants et non syndiqués sur place, ou que n'apparaissent que des emplois de service sous-qualifiés. En ce sens, cette « stratégie industrielle » s'avérait une stratégie de « restructuration industrielle ». C'est au Wisconsin, dans le comté de Milwaukee, qu'elle fut élaborée et mise en pratique le plus complètement, avec une équipe réunie autour du professeur Joel Rogers de l'Université du Wisconsin. Considérant en un premier temps qu'il ne suffit pas d'œuvrer au renforcement de la formation des travailleurs et à la hausse de leurs compétences techniques pour que viennent aux régions mal en point les emplois hauts de gamme que tout le monde veut, on posa ensuite

la nécessité précisément d'agir pour que se créent les emplois d'avenir. L'effort fut bientôt conjoint : on convainquit de participer patrons, syndicats, institutions publiques (par exemple, de développement de la main-d'œuvre et d'enseignement) ; l'AFL-CIO nationale donna aussi son appui et la Fédération d'État et ses « structures locales » devinrent « des véhicules permettant d'atteindre les objectifs des affiliés dans les domaines de la négociation, de l'organisation et des politiques publiques ».

Les animateurs de ce projet veulent aussi que les syndicats interviennent directement « en mobilisant leur propre capital existant sous la forme de l'actif des fonds de retraite pour encourager le respect par les firmes privées de normes de comportement plus élevées » dans la gestion de leurs affaires : par exemple, ne pas viser une baisse des revenus ouvriers en ayant recours à la sous-traitance ou en s'opposant à la présence du syndicalisme dans les entreprises. Rogers et son collègue Parker jugent de fait qu'aucune institution publique ni patronale ne s'est avérée capable de faire face à cette situation de la perte massive d'emplois industriels ; il revient donc maintenant au syndicalisme de prendre en quelque sorte les choses en main. La reconstruction industrielle envisagée reposera sur des entreprises où la main-d'œuvre sera syndiquée et qui verront à concurrencer les entreprises d'ailleurs sur la base de l'excellence technologique et du développement des qualifications. Ils ont obtenu à cet effet qu'un « consortium d'employeurs et de syndicats soit constitué afin de s'assurer » que les salaires versés aux employés « dans le nouvel environnement d'affaires » soient décents. Ils ont réussi à mettre sur pied des groupes de travail conjoints firmes-syndicats par secteurs et spécialisations qui, ensemble, voient à « établir des consensus sur des recommandations » d'actions concrètes à entreprendre pour avancer dans la direction voulue. Au début de la décennie 1990-2000, les employeurs de près « du quart de la main-d'œuvre industrielle de la région », c'est-à-dire d'environ 60 000 salariés, étaient associés à ce projet. Tous ensemble, ils cherchent directement à ce que les entreprises s'engagent dans l'industrie de pointe. Des expériences du même type ont surgi en certains autres endroits : San Francisco, Los Angeles, Cleveland, Seattle, etc.²⁸⁵

Bien sûr, aucune des initiatives de cette nature ne peut avancer de garanties de succès, quels que soient l'enthousiasme et le dévouement de leurs partisans. Les collectivités locales dévastées alors par les nombreuses fermetures d'aciéries ont donné lieu aussi à des tentatives de « réindustrialisation par le bas », ainsi que l'une d'entre elles se donna comme définition²⁸⁶. Mais les succès furent rarement au rendez-vous en dépit de toutes les énergies qu'on y investit. Ces activités se déroulent par ailleurs au même moment que d'autres groupes de travailleurs se convainquaient de la nécessité de consentir des concessions aux employeurs afin de sauver leurs emplois, mais en des démarches qui

donnaient progressivement lieu dans certains cas à des contreparties de participation aux profits ou d'accès, selon diverses formules, à des parts de la propriété des firmes.

Ces gratifications financières, de fait des promesses de remboursements futurs des concessions syndicales, peuvent accompagner (ou non) l'instauration d'un régime de gestion participatif à la direction de compagnies ou de participation à la gestion de certains secteurs de leur production. Évidemment, on note aussi aux États-Unis des exemples d'achat comme tels par leurs employés de compagnies qui, pour une raison ou une autre, veulent mettre fin à leurs activités; il arrive que ces compagnies soient même importantes, par exemple WFI Industries, « un des plus gros constructeurs de bateaux et de remorques de la côte ouest » des États-Unis, qui avait dorénavant comme PDG l'ex-dirigeant syndical Donald Liddle, devenu capitaliste ouvrier, selon le *New York Times*²⁸⁷. Très majoritairement, si ce n'est dans tous les cas, ces nouveautés, telle l'association à la direction ou à la propriété des compagnies, s'accompagnent du maintien comme entité séparée²⁸⁸ de la convention collective, souvent sur demande expresse des travailleurs.

On aura compris, en tout état de cause, que ces expériences varient largement par secteur économique, géographiquement et même par site de travail, des variations inter et intra entreprises. Et elles coexistent chronologiquement avec les grandes démonstrations de militantisme que l'on a couvertes. Si la réalité de la classe ouvrière dans le rapport d'emploi est toujours traversée de dynamiques variées, il faut constater que, prises ensemble, elles produisent ici une réalité très fragmentée, la fragmentation plutôt que l'unité de mouvement, la dispersion même, une situation que la direction de l'AFL-CIO non seulement ne contribue pas à corriger, mais dont elle est une cause. Car son incapacité devient un poids supplémentaire que la relance d'une action distinctive de classe comme action suscitant la participation de l'ensemble des groupes syndiqués (et aussi des secteurs défavorisés) devrait écarter. Et pourtant, au fil des années des mandats présidentiels de Ronald Reagan puis de celui de George H. Bush, les besoins sociaux restent manifestes et s'alourdissent. On le constate dans les caractéristiques du rapport d'emploi et dans l'évolution des réalités socioéconomiques plus globales du pays.

Le trait marquant de ces années, on le sait, devient la croissance tous azimuts des inégalités sociales, une différence importante avec les décennies du passé. Quelques chiffres, en guise d'indications, suffiront à ce stade pour notre propos. Car, même si les mesures de ce phénomène peuvent varier de quelques points à l'occasion selon les sources, toutes mettent en évidence les mêmes

signes, les mêmes repères statistiques. Vers la fin des années 1980-1990, on pouvait ainsi écrire :

Beaucoup d'éléments donnent l'impression d'une Amérique prospère. Les revenus des familles ont connu depuis 1980 une hausse d'environ 10 %. Le chômage et l'inflation sont à leur plus bas niveau depuis près de quinze ans. Le pourcentage d'adultes détenant un emploi [...] n'a jamais été si élevé.

Mais, est-ce que tout cela est réel ? La plupart des Américains sentent plutôt qu'ils doivent [travailler plus fort simplement] pour ne pas sombrer. Les salaires réels ont connu une baisse de 2 % depuis 1980 et de 10 % depuis leur pic [historique] de 1972. La prospérité moyenne des familles s'est élevée seulement parce que ces dernières peuvent compter sur le salaire supplémentaire d'une deuxième personne travaillant à temps plein [...]. La concurrence étrangère a entraîné l'effondrement des revenus des jeunes cols bleus²⁸⁹...

Globalement, les salaires individuels réels dans la classe ouvrière décreurent d'environ 15 % entre 1973 et 1995, cependant que les inégalités sociales se creusèrent à des niveaux que l'on n'avait jamais connus : on en vint à une situation au début des années 1990-2000 durant laquelle « la demie du premier point de pourcentage de tous les ménages s'appropriait la moitié de la richesse nouvelle créée par la croissance économique²⁹⁰ ». Les salaires réels diminuaient en dépit d'une « hausse constante dans la production globale et la productivité ». Jusqu'en 1972, les salaires de la classe ouvrière avaient augmenté *grosso modo* selon la hausse de la productivité aux États-Unis. En d'autres mots, les travailleurs « profitaient » de cette hausse, ils en recevaient une part. Les salaires baissent après 1972, mais la part de la classe ouvrière dans le partage des fruits de la hausse de la productivité et de la production reste globalement la même, parce qu'« en échange » de cette baisse des salaires on gagne des améliorations au chapitre « de la contribution des employeurs au régime de retraites, de la santé, etc. Mais, à compter du début des années 1980, ce fut la compensation globale qui décrut, en dépit d'une hausse continue de la productivité²⁹¹ ».

Ces données ne relèvent pourtant que de la distribution des revenus. La richesse accumulée produit des inégalités encore plus grandes. « En 1992, a écrit Michael Zweig, le premier 1 % de la population [...] possédait 38,1 % de tous les biens, à l'exception des maisons ; ce qui était davantage que la moitié [...] de tout ce que possédaient les derniers 90 % de la population ». Qui plus est, « la demie supérieure de ce 1 % possédait 29,1 % de tout l'actif non immobilier, plus des trois quarts de la totalité appartenant à l'ensemble du premier 1 %²⁹² ». Voilà bien quelques indications qui, tout en étant partielles et certes insuffisantes pour prétendre à une présentation scientifique de l'état des fortunes et de l'évolution des revenus aux États-Unis durant les « années Reagan », peuvent servir néanmoins à attirer l'attention non seulement sur les

inégalités de pouvoir qu'elles laissent supposer, mais aussi sur le sens des développements sociaux que connaît alors le pays. En considérant que l'organisation syndicale s'avérait par ailleurs en déclin toujours plus marqué, il devient évident que sa faiblesse politique était inscrite dans l'évolution même de la société américaine. Les rapports sociaux de pouvoir à l'extérieur comme à l'intérieur de la relation directe de travail, évidemment liés, tels qu'ils se développaient ne permettaient pas d'espérer à ce stade que des correctifs – singulièrement une hausse des revenus ouvriers – de nature politique puissent être instaurés. La centrale dirigée par Lane Kirkland semblait ainsi acculée à escompter que « les excès du monde des affaires produiraient un ressac suffisamment fort au sein de la population américaine » pour que ses orientations ou celles du gouvernement de Washington soient modifiées²⁹³.

Cette faiblesse politique du syndicalisme se mesurait aussi à ce moment par le fait que, selon les données disponibles, on pouvait légitimement se demander si, après vingt années d'existence du programme de l'OSHA, « les lieux de travail étaient plus sécuritaires » que cela avait été le cas auparavant. La réponse se révélait malheureusement négative, certaines industries connaissant même des taux d'accident ou de gravité des accidents supérieurs. Le nombre d'inspections avait toujours été insuffisant, et les peines prononcées trop faibles pour se révéler réellement dissuasives²⁹⁴. À l'extérieur du monde du travail, la même faiblesse faisait que les revendications du mouvement ouvrier et des autres mouvements populaires connaissaient notamment de graves revers dans le monde de la santé et des soins médicaux, l'accessibilité populaire ayant régressé durant les années 1980, des parents se voyant obligés de lancer des campagnes de financement privées pour obtenir les soins dont avaient besoin leurs enfants : ce type de situation, on l'aura noté, illustre à la fois la faiblesse des acquis sociaux aux États-Unis et l'état de dépendance que cette faiblesse contribuait à créer, sans s'arrêter aux drames humains insondables que des campagnes de cette nature entraînent lorsqu'elles sont infructueuses²⁹⁵.

Le processus d'affaiblissement du mouvement ouvrier était donc perceptible en plusieurs dimensions, dont la perte de millions de membres et la chute maintenant accélérée du pourcentage de salariés syndiqués paraissaient bien des indicateurs probants et incontournables. Après les défaites de l'orientation d'une politique industrielle et de l'initiative politique « nouveau genre » de 1984, et devant l'incapacité d'amener le respect même de règles de gestion équitables dans l'administration de certains programmes assuranciers acquis²⁹⁶, il devenait évident que l'organisation comme telle du syndicalisme était touchée, pour une part corrodée. Les états-majors de l'AFL-CIO sentirent le besoin de se redonner des priorités dans la gouverne du mouvement syndical, de fournir leurs réponses à ce qui apparaissait bien comme un moment critique

de l'histoire du mouvement ouvrier. On ne s'engagea pas après 1984 dans de grandes actions orientées vers l'extérieur, mais plutôt dans une réflexion qu'on voulut approfondie, sur une matière bien intérieure : la manière de se comporter dans le monde nouveau, de s'adresser aux jeunes en particulier et aux salariés de ce monde nouveau, l'adaptation des instances syndicales aux exigences de nature structurelle que faisait peser sur elles la syndicalisation dorénavant, etc., comment pouvait-on répondre à tous ces défis ?

Le conseil exécutif de l'AFL-CIO créa dans ce but le Committee on the Evolution of Work (comité d'étude sur l'évolution du monde du travail) dès 1982, avec l'espoir originellement de voir venir et de se disposer en conséquence – puis de sauver sa présence et le niveau des pourcentages syndiqués dans le salariat ; finalement, son mandat visa à chercher aussi les moyens de « récupérer » la masse des membres perdus²⁹⁷ comme pourcentage de la main-d'œuvre, donc de voir comment s'adresser aux non-syndiqués et aux ex-syndiqués acculés à se recycler dans des emplois plus bas de gamme que ceux qu'ils avaient auparavant occupés. Le rapport de ce comité qui reçut le plus d'écho fut celui qu'il soumit en février 1985, appelé *The Changing Situation of Workers and Their Unions*²⁹⁸, un document de 34 pages auquel collaborèrent dix-neuf chercheurs universitaires, « par leurs travaux et leurs suggestions²⁹⁹ ». Le document s'arrête pour une part précisément à circonscrire les principaux facteurs rendant compte de la « situation changeante » qui est alors faite « aux travailleurs et à leurs syndicats », telles l'internationalisation de la production, les transformations technologiques, les politiques « commerciales, fiscales et monétaires » sur lesquelles le syndicalisme n'a pas d'influence – état de fait qu'il faudrait évidemment modifier ; il s'arrête aussi aux « désirs et aux perceptions des travailleurs », sur le travail en tant que tel, la satisfaction qu'il procure ou pas, les attitudes des syndiqués et des non-syndiqués à l'endroit de l'organisation syndicale et des employeurs et à l'endroit des grandes orientations du mouvement ouvrier. Soulignons, par ailleurs, que le rapport met l'accent sur de « nouvelles méthodes de promotion des intérêts ouvriers », où il retient des façons de faire parfois plus militantes que celles auxquelles la centrale avait habitué ses propres membres (par exemple, avec la tactique des campagnes contre une firme ciblée) faisant valoir la nécessité d'améliorer l'effort de syndicalisation et la formation, précisément, de ceux et celles qui seront assignés à cette tâche. Constatant l'opinion souvent peu flatteuse que le « public » a des syndicats, et d'abord des chefs syndicaux, mais aussi l'appréciation majoritairement positive qu'on se fait du rôle des syndicats pour l'amélioration des revenus et des mesures de protection économique des salariés, le rapport met en avant la nécessité d'améliorer, qualitativement et quantitativement, les moyens de communication publique de la centrale : il faut davantage faire

connaître les orientations du syndicalisme et sa contribution d'ensemble au mieux-être de la société³⁰⁰.

Cela dit, en fonction des caractéristiques des emplois nouveaux et des aspirations nouvelles des jeunes travailleurs, le rapport soulignait « le besoin d'élaborer des moyens plus efficaces pour permettre aux travailleurs syndiqués de résoudre en tant qu'individus [c'est-à-dire individuellement et en fonction d'eux-mêmes] les problèmes auxquels ils font face dans leur travail ». Même : il se peut que, dans certaines « unités d'accréditation, les travailleurs ne veuillent pas établir de conditions et de termes stricts et détaillés d'emploi, mais désirent tout de même avoir un représentant qui négocie des garanties minimales pouvant servir de bases plancher à la négociation individuelle, ou qui intervient en faveur d'individus [...] pour solutionner des difficultés particulièrement épineuses » ; ou encore, écrivait-on, on pourrait s'entendre contractuellement pour que « les problèmes soient réglés par arbitrage ou médiation plutôt qu'en recourant à l'arme économique ultime³⁰¹ », etc. Cela dit, sur la base de ce qu'on vient de voir, et en évaluant que près de 28 % alors des travailleurs non syndiqués avaient déjà été membres d'un syndicat, les auteurs du rapport proposaient que la centrale envisage d'établir de « nouvelles catégories de membres », des catégories de membres associés non couverts par une convention collective, mais qui auraient le loisir de participer à divers programmes d'avantages sociaux de la centrale, programme d'assurance maladie complémentaire ou d'aide à l'emploi, notamment³⁰².

On aura noté la concordance de certains des principaux points de ce rapport et des thèmes à l'époque répandus dans les études sur le monde du travail et l'évolution du syndicalisme, par exemple, ces éléments quant à l'individualisation de la relation d'emploi, dans les secteurs de pointe notamment. Une individualisation, pensait-on, qui demandait de revoir le lien des salariés avec le contrat collectif, de penser que ce lien serait éventuellement moins homogène : un contrat de travail se présentant peut-être comme une charte de droits et de devoirs de base, établissant un cadre de rapports plus individualisés avec l'employeur, autant dans l'activité de travail comme telle que dans ce qui a trait au revenu et même aux avantages sociaux. Il était logique, pensons-nous, d'envisager alors ce type de situation nouvelle et de tenter d'adapter l'intervention syndicale à ses déterminations principales afin qu'elle ne se développe pas en contradiction avec les principes de solidarité collective. Rétrospectivement, on se rend compte cependant que les changements ne se sont pas enchaînés linéairement selon ce schéma, non plus qu'ils sont tous advenus ou qu'ils s'avèrent les seuls à s'être produits. L'individualisation ne fut pas un phénomène se déroulant en vase clos et comme dans un *vacuum*. Elle a évidemment dû compter avec l'offensive patronale et les politiques publiques du nouveau

républicanisme, que la centrale de l'AFL-CIO n'a pu contrer et qui ont contribué fortement à dessiner les contours de son déroulement et de ses conséquences. En elle-même et sous le poids de ces facteurs, elle a entraîné une évolution de certains champs de travail qui rendent la syndicalisation aux États-Unis particulièrement difficile. Et nous avons suffisamment démontré en quoi la politique du travail des années Reagan a directement miné la puissance du mouvement ouvrier ; le rapport *The Changing Situation of Workers and Their Unions* a été soumis à la discussion en février 1985, alors que ce fut au mois de mai suivant que cessa la pratique « de la négociation coordonnée » entre les compagnies de l'acier et le grand syndicat des métallos, instaurée vingt-six ans auparavant³⁰³...

Un élément fort positif dudit rapport : l'accent mis sur la nécessité de remettre au cœur des activités de la centrale le travail constant et compétent, doté aussi de moyens suffisants, de syndicalisation des salariés américains, tous milieux confondus. Cet accent se traduira en 1989 par la décision de mettre sur pied un Organizing Institute de la centrale, sous la direction du secrétaire-trésorier de cette dernière, Thomas Donahue. Le fait même que Donahue soit associé à ce projet montre l'importance nouvelle que l'exécutif de l'AFL-CIO entendait désormais conférer à l'effort d'organisation. Cet Organizing Institute allait concentrer les énergies militantes et être à la source de plusieurs initiatives³⁰⁴. Il y a un élément cependant que nous considérons négatif du rapport *The Changing Situation of Workers and Their Unions* : alors que Kirkland avait mis en avant depuis quelques années la nécessité de modifier la donne politique pour que le syndicalisme retrouve sa place dans la société et soit à nouveau en mesure de promouvoir les intérêts de la classe des travailleurs, l'action et les objectifs proprement politiques brillaient cette fois par leur absence. La haute direction allait retenir comme document d'orientation un texte ne s'adressant pas à cette dimension effectivement cruciale de la « situation des travailleurs et de leurs syndicats ».

En 1968, après l'assassinat de Robert Kennedy, l'AFL-CIO dirigée par George Meany avait porté (pratiquement seule) la campagne à la nomination démocrate puis à la présidence de Hubert Humphrey, qui faillit d'un cheveu l'emporter sur Nixon. Mais Humphrey était alors vice-président sortant de l'Administration Johnson, une administration qui avait mené à l'adoption des grandes lois sur les droits civils, élargi la protection médicale et élaboré les politiques publiques de la grande société. Humphrey fit sa campagne en se situant dans la continuité de ces réalisations de la présidence Johnson. Mais, en 1984, le climat sociopolitique était bien différent de celui des années 1960 et le candidat Mondale, également porté par le syndicalisme, avait finalement conduit sa campagne en se distançant des thèmes privilégiés par l'AFL-CIO.

Son opposant républicain l'avait nettement emporté, sur un clair programme de droite.

Cette donnée prenait pour le syndicalisme la signification d'une impasse politique, d'autant plus paralysante qu'il était difficile d'envisager une campagne qui permettrait de dépasser l'effort déployé en 1984, cependant que les problèmes restaient toujours brûlants et complexes. Ainsi, des passages de leur document d'orientation témoignaient de la conscience qui s'était fait jour chez les dirigeants de la centrale que les changements ayant cours dans la relation directe d'emploi remettaient en question obligatoirement les façons de faire habituelles; qu'est-ce à dire? Ainsi qu'on l'a vu antérieurement, le type traditionnel de syndicalisme pratiqué aux États-Unis avait été dit de contrôle de l'emploi, c'est-à-dire de contrôle de ce qu'on appela le « marché du travail intérieur » à l'entreprise, une fois établies par contrat les conditions de l'activité de travail et de la rémunération, la procédure de règlement des griefs, la formule de l'ancienneté, etc. Le syndicat s'assure que l'employeur respecte, en d'autres mots, sa part de l'engagement contractuel. Il saute aux yeux que les notions de « flexibilité » et de concept d'équipe (travail défini en commun – et supervisé en commun – par un groupe d'employés) déjà menaçaient de rendre inopérants des éléments anciens du contrôle de l'emploi, aspect particulièrement troublant avec ce que laissait dorénavant supposer l'individualisation dans le procès de travail. Qui plus est, comment envisager la gestion et le financement de la formule américaine de l'assurance maladie et des retraites, notamment, quand les emplois à durée limitée se multipliaient et laissaient craindre qu'ils s'étendent comme cadre majoritaire du lien salarial?

À cet effet, des « propositions furent formulées pour rendre portables » d'une entreprise à une autre les avantages sociaux accumulés par un salarié³⁰⁵, une perspective certes logique, mais aux modalités d'application très complexes. Quoiqu'il en soit, pour s'assurer que les nouveautés dans le procès de travail ne se transforment pas en une néo-occasion de modification à la baisse des conditions d'exercice de l'emploi, de revenus et de vie, l'intervention directe de l'État semblait également logique. Or, comme on l'a souligné plus haut, le rapport du comité sur l'évolution du travail faisait précisément l'impasse sur cette dimension des réalités. Voilà bien qui était une expression, pensons-nous, de ce cul-de-sac politique auquel était acculée la centrale. L'absence de la prise en compte des déterminations politiques et, en conséquence, de l'élaboration d'une stratégie et d'objectifs précis sur ce terrain devenait l'aveu d'une impuissance résignée.

Cela dit, les capacités matérielles d'intervention politique et électorale de la centrale ne s'étaient pas volatilisées, encore que l'absence d'une perspective d'ensemble ne s'avérait certes pas de nature à les aviver. La réélection triomphale du président Reagan en 1984 n'avait pas entraîné de résultats républicains approchant au Congrès; l'action électorale de l'AFL-CIO avait en effet beaucoup contribué à ce que les résultats au Sénat et à la Chambre s'avèrent nettement moins favorables aux républicains. Les syndiqués et les membres de «familles syndiquées» votent davantage que les non-syndiqués, et l'écart entre les premiers et ceux-ci s'est même élargi à compter des années 1980 jusqu'à la fin du siècle; il est alors de plus de 10 points de pourcentage. Parmi les non-syndiqués sont pourtant comptés ici les électeurs et les électrices des classes supérieures, qui toujours votent en très forte proportion... Et comme les syndiqués et leur parenté immédiate tendent à voter majoritairement démocrate, l'effet de l'intervention du syndicalisme, doit-on conclure, fut à nouveau un facteur sensible dans le maintien de la force démocrate au Congrès³⁰⁶...

Mais il s'agit pour l'AFL-CIO d'une action à caractère nettement défensif, visant à contrer le plus possible les orientations de la présidence dans le domaine des rapports d'emploi, des droits syndicaux et des acquis sociaux. Pourtant, on s'en doute, les déclarations des élus démocrates aux chambres de Washington après la réélection de Reagan en 1984 refroidirent à leur endroit les enthousiasmes du syndicalisme et des mouvements populaires. D'ailleurs, les représentants démocrates avaient été majoritaires à la Chambre durant les quatre premières années de la présidence Reagan. Les courants militants dans le syndicalisme et les groupes populaires leur avaient systématiquement reproché de collaborer souvent avec le programme social des républicains, plutôt que de se tenir sur les positions qu'on attendait d'eux. Néanmoins, la centrale avait réussi parfois à se les associer directement: par exemple, quand en 1982 le Congrès passa outre les désirs du président en refusant que les hôpitaux et les maisons de soins infirmiers puissent obtenir du programme public Medicare le remboursement de sommes investies pour combattre la syndicalisation de leur personnel³⁰⁷. Et avec les élections intermédiaires de 1986, les démocrates prirent la majorité aux deux chambres du Congrès: cette fois, le face-à-face avec la présidence Reagan allait se durcir, en effet, singulièrement en politique étrangère.

Concurremment, ainsi qu'on l'a évoqué plus haut, il y avait des initiatives syndicales visant à favoriser dans certaines régions lourdement touchées par les mises à pied une relance économique de haut niveau, ou des projets engagés par des courants citoyens, voire par des autorités publiques, auxquels se joignaient des instances syndicales. La haute direction de la centrale ne les favorisait pas particulièrement, non plus qu'elle les démarrât, mais elle donnait

généralement son aval. De la même façon surgirent alors des alliances politiques de base, locales et régionales, qui connurent de réels succès et dont certaines caractéristiques originales s'avèrent porteuses de renouveau. Ces caractéristiques relevaient de la mise en forme de campagnes ralliant des instances infranationales du syndicalisme et des groupes populaires intervenant au sein de collectivités locales (*community*, selon l'appellation utilisée en anglais) en de larges mobilisations. Ces coalitions donnèrent lieu à des modèles intéressants « d'actions politiques du mouvement ouvrier » couronnées de succès³⁰⁸, ce qui n'était pas courant. Progressivement, ce type d'action politique unie syndicat-collectivité (ou « syndicat-communauté ») allait amener des expériences marquantes, notamment la formation de listes conjointes pour les élections municipales. Nous y reviendrons.

Cela dit, pouvait-on alors considérer « renouvelée » ou en voie de renouvellement l'« approche » du syndicalisme américain à compter de la mi-décennie 1980-1990? Une « approche renouvelée » à l'endroit de la société, de l'État et des autres forces sociales aux États-Unis? La réponse, jugeons-nous, doit être négative. L'accent mis sur la nécessité d'un effort accentué de syndicalisation dans le document *The Changing Situation of Workers and Their Unions* et le lancement de l'institut voué à l'amélioration du travail d'organisation (Organizing Institute) de l'AFL-CIO constituent une nouveauté réelle – et qui servira. Mais la bureaucratie syndicale s'oppose alors en bloc ou presque, conformément à ses dispositions les plus anciennes, aux grandes manifestations de résistance sociale et à l'action militante telle qu'elle peut se développer à l'époque dans divers coins du pays. Il s'avère dès lors difficile de voir comment et sous quel mode elle croit possible son effort d'élargissement des rangs de la centrale... L'absence, enfin, de toute référence à la politique dans ledit document laisse présager aussi que la haute direction de l'AFL-CIO va à nouveau se replier sur les types anciens de son intervention, par lobbying et participation électorale.

7. LE PARTI DÉMOCRATE ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1988

On a indiqué plus haut dans ce chapitre que les résultats de la présidentielle de 1984 avaient donné lieu à l'expression d'une mauvaise humeur envers le rôle accaparé par le syndicalisme et d'autres tendances organisées dans le Parti démocrate. Certains courants conservateurs avaient même pris leurs distances à l'égard de la candidature de Mondale avant la fin de la campagne contre le président Reagan. Le sénateur Paul Tsongas du Massachusetts avait ainsi déclaré à l'été 1984 que « la prochaine récolte de candidats démocrates

viendra toute entière de notre aile du parti. Voilà pourquoi plusieurs d'entre nous seraient également heureux que Mondale l'emporte ou perde³⁰⁹». Tsongas était connu déjà comme néolibéral et sa froideur envers Mondale relevait de ce qu'il voulait réorienter les positions socioéconomiques du parti (loin des plateformes des mouvements qui étaient alors acquis à l'investiture de l'aspirant démocrate).

Les instances de gouvernance interne du parti cherchaient, par ailleurs, à reprendre de leur autorité devant la puissance des groupes organisés auprès desquels les règles nouvelles de la délégation aux congrès du parti avaient permis de se faire valoir. Même si le syndicalisme avait trouvé les moyens de s'adapter à ces règles, son attitude restait souvent ambivalente à leur sujet. Quoi qu'il en soit, une manifestation éloquente de la volonté de reprise en mains du parti avait trait à son mode de financement. Le monde des affaires, le syndicalisme, des individus fortunés, etc., étaient depuis longtemps associés au financement du parti national et aux courses à la présidence; il s'était cependant avéré fort significatif que la campagne de McGovern en 1972 avait réussi à constituer «une liste de contributeurs comptant plus de 600 000 noms», étrangère en quelque sorte, parallèle aux canaux habituels de rentrée de ressources. Très vite, dès après la tenue de l'élection de 1972, les instances internes de l'organisation démocrate avaient mis de côté cette liste et laissé tomber ces contributeurs jugés probablement trop radicaux. Cela entraîna nécessairement, comme en contrepartie, de s'en remettre pour une plus grande part aux ressources provenant du monde des affaires et des plus fortunés de la société³¹⁰, le syndicalisme n'étant pas réellement en mesure d'élever substantiellement son apport financier...

En 1981, le Parti démocrate avait donc créé un Democratic Business Council afin, précisément, de s'adresser de manière plus suivie au monde des affaires et d'affermir les liens qu'on avait déjà noués. Le professeur Andrew Battista a raison, pensons-nous, d'inscrire la formation du Democratic Business Council parmi les mesures affaiblissant dans le parti national le rôle du syndicalisme et les préoccupations pour les intérêts des clientèles *new deal* traditionnelles³¹¹. On a évoqué déjà, à cet égard, la volonté d'éviter une identification trop grande à la cause des Africains-Américains, éviter que le parti national apparaisse comme leur parti. Le nouveau Business Council ne visait évidemment pas à s'en prendre, comme en une collaboration avec la présidence républicaine, à l'institution syndicale comme telle, non plus qu'au mouvement noir dans la société. Mais sa mise sur pied correspondait à cette volonté de diminuer leur puissance dans le parti et de modifier ainsi son identité.

Tout ne pouvait être bouleversé du jour au lendemain cependant, l'AFL-CIO réussissant même en 1984 avec l'investiture de Walter Mondale, on le sait, à conduire son candidat à la victoire dans le parti. Mais la dure défaite de celui-ci aux mains du président Reagan favorisa, on le sait aussi, dans l'organisation démocrate la détermination de ceux qui entendaient contester la prédominance des façons de faire habituelles. En d'autres mots, ces résultats catastrophiques fournirent probablement l'impulsion dont avaient besoin les partisans de ce renversement pour passer à l'action. Le 28 février 1985 était ainsi annoncée en conférence de presse la formation d'un Democratic Leadership Council; Al From et Al Gore Jr. avaient rédigé le texte de présentation qui fut alors distribué. Gore allait devenir au cours de la décennie suivante le vice-président de Bill Clinton, puis le candidat démocrate à la présidence en 2000. Il siégeait à ce moment comme sénateur du Tennessee à Washington. Al From menait une carrière de « professionnel » de l'organisation démocrate nationale. Il avait été associé à l'équipe du président Carter et officiait en 1985 comme directeur exécutif du groupe d'élus démocrates à la Chambre des représentants. Le but que s'assignait le DLC consistait à « redéfinir [*remake*, c'est-à-dire refaire] la philosophie publique [du parti] en exerçant sur lui une pression de l'extérieur de son appareil officiel³¹² ».

Certains des partisans du DLC venaient de l'aile pro-McGovern favorable à la démocratisation des structures internes du Parti démocrate apparue au début de la décennie 1970-1980. Ces personnalités avaient progressivement été gagnées aux vertus de « l'économie de marché, du conservatisme budgétaire et [étaient] passées du soutien au syndicalisme à celui de l'esprit d'entreprise (en particulier tel qu'il s'exprimait dans le domaine de la haute technologie), tout en gardant des positions légèrement libérales sur les problèmes sociaux et de politique étrangère »; les « sénateurs Paul Tsongas et Gary Hart s'avéraient probablement les exemples les plus probants » de ce courant³¹³. En 1972, Hart avait agi à titre de directeur national de la campagne de George McGovern. Ces gens, dit-on, représentaient un apport plus directement néolibéral à la formation du DLC³¹⁴, l'adjectif correspondant ici à ce que l'on entend partout dans le monde contemporain par le substantif de néolibéralisme. D'autres, conservateurs politiquement ou convaincus que le libéralisme rooseveltien n'était plus au goût du jour, entreprirent de repenser la politique démocrate dès le premier mandat de Ronald Reagan. Ce sont ces « New Democrats », qui jugeaient nécessaire de redéfinir la philosophie publique du parti, de faire en sorte qu'il s'adresse à « l'intérêt national » plutôt qu'à des « intérêts spéciaux », tels ceux « des mouvements des droits civils, de la paix, du féminisme », etc. À cet effet, il fallait redonner aux élus du parti un poids nettement plus important dans les délégations aux congrès à l'investiture, afin que prévalent « une

plateforme partisane et un message» en phase avec les besoins de l'électorat plutôt que des *desiderata* de ces mouvements³¹⁵. From et Gore étaient de ce groupe.

Le même type de préoccupations s'était fait jour, par ailleurs, chez nombre de gouverneurs démocrates, pour lesquels il semblait évident que le parti devait retrouver son lien avec l'Amérique (de classe) moyenne, l'Amérique majoritaire et blanche, une Amérique dont les valeurs étaient à ce moment heurtées par les positions souvent «exotiques» qu'adoptaient les congrès démocrates nationaux. Ces gouverneurs avaient formé en 1983 la Democratic Governors Association, indépendante de la structure du parti national, après avoir mis de côté leur vieille association qui relevait précisément de cette structure. Ceux d'entre eux qui gouvernaient des États du Sud et de l'Ouest, aux traditions de droite, furent à «l'avant-plan» de ce mouvement, qui contribua à donner également une allure conservatrice à la contestation des orientations du parti national. Richard Gephardt, membre de la Chambre des représentants en provenance du Missouri, Bruce Babbitt, gouverneur de l'Arizona, Sam Nunn, sénateur de Georgie et «Dixiecrat» vieux genre, Charles Robb, homme politique de la Virginie dont il était le gouverneur à l'époque, et John Glenn, notamment, voulaient un parti qui pourrait, par exemple, s'adresser «aux Blancs du Sud et aux électeurs riches du Nord-Est». Et c'est à ce titre qu'ils se joignirent au DLC, dont Gephardt fut le premier *chairman* (c'est-à-dire secrétaire ou président)³¹⁶.

«Parmi les membres originaux du DLC», on compte finalement dix gouverneurs, quatorze sénateurs et dix-sept représentants, mais «aucune femme et seulement deux Noirs³¹⁷». Le Democratic Leadership Council se constituait en parallèle des structures de réunion et de gestion du parti national, comme c'était le cas de la nouvelle association des gouverneurs. Le Democratic Business Council avait bien été créé par le parti national, mais, précisément, aussi pour modifier le sens de son message et, pour une part à tout le moins, la dynamique de son fonctionnement. Mais si le DLC était formé à l'extérieur des organes officiels du parti, notons néanmoins que Paul G. Kirk Jr., élu *chairman* du Democratic National Committee après le congrès de 1984, évolua lui-même assez rapidement vers des positions qui se rapprochèrent de celles du DLC. Kirk était pourtant un associé de longue date de Ted Kennedy et il fut sélectionné grâce à l'appui de l'AFL-CIO contre, entre autres, Nancy Pelosi. Mais manifestement l'«esprit du temps», l'élan du reaganisme et le succès populaire de la *tax revolt* de 1978, que nourrissait une rancœur certaine des classes moyennes, semblaient convaincre le groupe dirigeant démocrate (élus et professionnels des appareils), du moins dans sa majorité, de l'inélasticité d'une évolution à droite³¹⁸. Et semblablement au souhait du DLC, qui

pensait nécessaire de reconnaître aux élus démocrates un rôle beaucoup plus grand dans le processus d'investiture à l'élection présidentielle, Kirk revint sur les règles déterminant la délégation aux *conventions* avec les travaux d'une nouvelle commission du parti, dite de « Fairness » (équité).

Entre autres mesures, cette Fairness Commission instaura la règle que les 372 membres du Democratic National Committee seraient dorénavant « délégués d'office » aux congrès du parti et celle d'une augmentation importante du nombre de super-délégués venant des élus à la Chambre et au Sénat, dont la proportion fut haussée, passant de 60 % à 80 % d'entre eux. On se doute bien que ces mesures furent du goût du DLC, et Al From « en félicita Kirk ». À ce moment, l'un et l'autre craignaient la puissance du courant de Jesse Jackson et visaient à contrer le plus possible son influence dans les affaires internes du parti. Kirk fit disparaître les *conventions* du parti qui se déroulaient durant la période des élections à mi-mandat, que les réformistes partisans de McGovern avaient réussi à instaurer comme cadres de débats programmatiques; et « il demanda à l'AFL-CIO de s'abstenir d'appuyer avant le congrès à l'investiture un candidat présidentiel », c'est-à-dire que la centrale n'agisse pas en 1988 comme elle l'avait fait en 1984³¹⁹. Les humeurs de l'AFL-CIO se révélaient toujours partagées à ce moment : ses dirigeants n'aimaient pas particulièrement le courant animé et personnifié par Jackson, non plus que ceux du féminisme ou du droit des homosexuels. Sur ce terrain, les représentants du syndicalisme auraient préféré la formule des négociations au sommet à l'ancienne, entre eux, les élus, le grand capital démocrate et les forces politiques locales et régionales importantes que dirigeaient des *regulars* connus. Mais ce « cadre » était disparu; et l'on sentait bien, par ailleurs, que la pensée économique gagnant du terrain à la tête du parti s'accordait difficilement avec les positions du syndicalisme.

Même si le DLC et tous les adeptes d'un renouveau du message partisan et des secteurs de l'électorat auxquels on se croyait obligé de s'adresser évitaient de s'en prendre directement au mouvement ouvrier, il apparaissait sans cesse plus évident qu'on le considérait comme l'une des composantes de l'ancien *coalitionnisme*. Le Parti démocrate ne devait plus être gouverné selon la formule dépassée d'une coalition d'intérêts; on allait destiner son message, comme on a vu, à l'« intérêt national ». Obligatoirement alors, même si l'on ménageait les formes et les susceptibilités, le syndicalisme faisait partie de cette « gauche » ancienne qui ne devait plus dicter, voire influencer les plateformes électorales. Voilà bien qui était éloquent, puisque, dans ce discours, le syndicalisme devient en effet un « intérêt » aux confins très serrés, certainement pas un mouvement porteur de progrès sociaux plus globalement entendus.

À ce moment, le DLC se développe donc ainsi qu'un courant adepte d'un renouveau démocrate qui distendrait les liens du parti avec les groupes populaires, et même avec des secteurs de son électorat (les Noirs, par exemple), afin de s'adresser à de nouvelles populations, singulièrement aux Blancs du Sud et aux régions de l'intérieur et de l'Ouest; tout en favorisant, sur le plan de l'organisation, un retour sur les mesures de démocratisation instaurées à compter de l'adoption du rapport McGovern-Fraser pour le congrès de 1972. Afin que soit élaborée plus complètement la nouvelle philosophie publique jugée nécessaire, le DLC mettra sur pied en décembre 1988 le « Progressive Policy Institute » (institut de politiques progressistes) dont Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas, deviendra président en mars 1990. Ce nouvel institut allait se constituer en institut indépendant, au cœur de la réflexion des « New Democrats³²⁰ ».

La pression au conservatisme s'exerçait donc sur les rangs démocrates à l'intérieur des instances officielles du parti, de l'extérieur aussi de ces instances et chez les élus. Dès 1985, en éditorial du journal *The Nation*, Lance Compa avait tenu à dénoncer cette majorité de démocrates à la Chambre (253 élus contre 182 républicains) qui avait battu (ou laisser battre) par un vote de 208 contre 203 un projet de loi visant à « requér[ir] de la part des compagnies un avis de 90 jours avant toute mise à pied de cent travailleurs ou plus ». Vingt représentants républicains venaient de voter en faveur du projet de loi, mais cinquante-quatre démocrates contre. « Il faut cesser de se présenter sur la base des priorités du *labor* », aurait alors dit un responsable démocrate³²¹. Il s'agissait d'un projet de loi qui avait directement trait au rapport d'emploi et tous les organes du patronat avaient dénoncé l'atteinte à la flexibilité nécessaire dans la conduite des entreprises qu'il aurait amenée, un argument, estimait Compa, qui avait emporté l'adhésion d'un nombre suffisant de parlementaires démocrates pour faire battre la mesure. Déjà avant ce moment, on s'en souviendra, la Chambre démocrate s'était souvent révélée peu combative, pour employer un euphémisme, face à la présidence Reagan. L'après-Mondale s'avérait une période politiquement plus risquée encore pour l'aile libérale-syndicale du parti.

En 1988, il y eut huit candidats à l'investiture démocrate: le gouverneur Michael Dukakis du Massachusetts, Jesse Jackson, le sénateur Gary Hart, le gouverneur Bruce Babbitt de l'Arizona, le sénateur Al Gore Jr., le sénateur Paul Simon de l'Illinois, le sénateur Joe Biden du Delaware et Richard Gephardt, représentant du Missouri. Le seul que le mouvement ouvrier considérait comme absolument inacceptable était Gary Hart, « du fait de ses attaques contre l'AFL-CIO en 1984³²² ». Mais Hart allait devoir se retirer rapidement de la course en raison de révélations de la presse faisant douter de sa moralité.

Cinq de ces huit candidats avaient été associés au DLC (Gephardt, Hart, Babbitt, Gore et Biden), même si Gephardt, en fonction de ses nouvelles espérances présidentielles, avait entrepris de se rapprocher de positions, singulièrement du protectionnisme économique que réclamait le syndicat de l'automobile³²³, que partageaient des courants plus libéraux que le DLC. Les grands syndicats de l'AFL-CIO respectèrent généralement la consigne de neutralité demandée par la direction de la centrale, qui avait requis en même temps que le plus grand nombre possible de syndicalistes se présentent néanmoins comme délégués au congrès. Pour Kirkland et le COPE, peu importait sur quelles listes se retrouveraient les membres de la centrale; si leur nombre s'avérait suffisamment imposant, l'AFL-CIO réussirait au congrès à peser de toute façon sur les débats et à influencer le choix à l'investiture.

De sorte que, dans les mêmes syndicats, voire dans les mêmes sections locales et conseils régionaux, les militants et militantes concoururent très souvent sur des listes différentes. Dukakis reçut un soutien officieux, mais néanmoins important, du grand syndicat d'employés publics des gouvernements infranationaux, l'AFSCME, et des enseignants. Il est intéressant de noter que les syndicats des travailleurs publics et parapublics l'appréciaient d'ailleurs particulièrement depuis qu'ils avaient appris à travailler avec lui durant son deuxième mandat comme gouverneur du Massachusetts. Il avait le soutien du sénateur Ted Kennedy, ce qui lui conférait une caution de gauche; encore que son équipe et lui-même furent ravis de ce que les appuis en provenance du mouvement ouvrier se portent sur tous les candidats à l'investiture: cela lui évitait, selon l'explication de son directeur de campagne national Paul Jensen, d'être étiqueté «candidat du *big Labor*». Et Jensen de préciser: «Nous avons été en mesure d'obtenir toute l'aide dont nous avons besoin, sans avoir à supporter le poids» de cette caractérisation qu'on avait épinglée à la campagne de Mondale en 1984. Michael Dukakis tenait à se faire valoir comme le candidat de la compétence technique, fier de la croissance économique du Massachusetts à laquelle il venait de présider. Lors du congrès du Parti démocrate, le nombre de syndicalistes délégués officiels fut d'environ 1000 sur 4 161, le plus fort contingent de l'histoire, près du quart de tous les délégués. De ces 1000 délégués, quelque 751 étaient membres de l'AFL-CIO, 290 de la NEA; parmi les délégués de la centrale, on a évalué que 54 % appuyaient Dukakis et 25 % Jesse Jackson³²⁴.

Ce positionnement de l'AFL-CIO durant les primaires, qui consistait à favoriser la sélection du plus grand nombre de syndicalistes comme délégués sur la liste que chacun et chacune pouvait préférer – à l'exclusion de Gary Hart – avait aussi l'avantage de ne pas «aliéner les membres [africains-américains] pro-Jackson». Celui-ci avait en effet engagé en 1988 sa plus forte campagne à

la nomination démocrate; et il représentait certes, par ailleurs, le candidat aux discours les plus électrisants, l'antithèse la plus marquée, et intransigente aussi, aux orientations du nouveau républicanisme. Son discours prenait fermement le parti de la lutte pour la justice sociale et l'égalité raciale, un discours uniformément militant et pro-ouvrier. Cette fois, « l'appui à M. Jackson transcen[dait] les frontières raciales. M. Jackson, qui s'est souvent joint aux lignes de piquetage de grévistes et de travailleurs mis à pied est vu par beaucoup de syndicalistes comme ayant réussi à amener tout le parti à s'engager plus largement en faveur de la cause du *Labor*³²⁵ ».

Ce fut la base de ses percées dans le syndicalisme, en général parmi les courants les plus actifs socialement et les plus à gauche. Ses résultats atteignirent souvent des niveaux qui, obligatoirement, supposaient qu'il avait la préférence de nombre de syndicalistes qui n'étaient pas africains-américains. En ce sens, et davantage qu'en 1984, sa candidature à l'investiture stimulait des éléments de différenciation sociale que le syndicalisme officiel ne visait pas réellement à encourager. Voilà d'ailleurs ce qui permit à l'analyste E.J. Dionne de mettre en avant l'idée de l'importance du « vote de classe » (ainsi dénommé) pour les démocrates. Le Parti républicain, expliqua-t-il, s'est révélé fort habile à utiliser et à entretenir les peurs et les divisions raciales pour se rallier le vote des Blancs pauvres et de classe moyenne. Pourtant, la campagne de Jesse Jackson est en voie de démontrer comment on peut contrer cette tactique des républicains « en appelant les Blancs [...] à voter selon les frontières de classe et non de race; si les démocrates peuvent tracer [creuser] une frontière de classe à travers l'ensemble de l'électorat blanc, ils peuvent gagner³²⁶ ». En tout état de cause, durant la campagne des primaires, Jackson réussit sur la base de cette stratégie à convaincre des syndicalistes de plusieurs milieux à appuyer, singulièrement à New York par exemple, de même qu'au Michigan, etc. Même, au congrès démocrate d'Atlanta en Georgie, à l'été 1988, ce fut William Winpisinger, le président blanc de la très importante International Association of Machinists (IAM), qui mit en lice Jesse Jackson pour l'investiture du parti; Winpisinger avait sûrement obtenu le blanc-seing de Lane Kirkland pour ce faire³²⁷. Il est dit que Jackson se faisait alors un devoir d'aller porter en personne, « chaque jour », son message de solidarité à un groupe ouvrier de base³²⁸. Il vint ainsi à Jay, dans le Maine, appuyer les travailleurs du papier dont nous avons couvert déjà la longue grève. Devant 3 000 personnes qui l'acclamaient chaudement, il déclara notamment:

Je ressens [toujours] une peine profonde pour ceux qui, piégés dans les affres de la pauvreté, en viennent à perdre le respect d'eux-mêmes [en se faisant briseurs de grève]. Le briseur de grève ne se définit pas par la race ou le sexe, il se définit par sa fonction [...]. [Et] quelle est cette fonction? [...] [Elle] revient à soutenir

[*cover up*] le pus et le cancer [qui rongent cette société]. Sa fonction est de faire baisser les salaires, de casser la solidarité syndicale. Le travail du salarié a une fondation morale [...]. Briser une grève [*the scab*] n'a pas de fondation morale³²⁹.

Le sens que Jesse Jackson donnait à sa campagne s'avérait donc nettement orienté à gauche, comme un successeur au New Deal. Les appuis qu'il recevait venaient majoritairement des milieux auxquels il s'adressait publiquement en priorité, encore qu'il eût cette fois des répondants au sein de l'élite du parti : « des entrepreneurs » et « des magnats de l'immobilier » noirs, et même de l'ex-président Jimmy Carter et de Bert Lance, qui avait été membre de l'administration de ce dernier³³⁰. Jesse Jackson a alors été étiqueté comme un « Harrington socialist » (un « socialiste partisan de Harrington ») : Michael Harrington était à l'époque dirigeant des Democratic Socialists of America, un regroupement issu du vieux Socialist Party, intervenant comme tendance du Parti démocrate. Pas étonnant alors que les appuis syndicaux que reçut Jackson vinrent généralement de sections militantes et politiquement actives³³¹. À New York, la campagne des primaires présidentielles mit aux prises (et elle contribua à dessiner) les camps qui allaient s'affronter lors des primaires démocrates municipales de l'année suivante : en 1989, le syndicalisme et ses alliés réussirent à faire perdre l'investiture démocrate au maire sortant Ed Koch au profit de l'aspirant David N. Dinkins. Ce dernier l'emporta aux municipales du mois de novembre suivant, devenant le premier maire africain-américain de la grande métropole. Notons que Jesse Jackson reçut en plus l'appui (indirect) de Tony Mazzocchi en 1988, un dirigeant du syndicat de l'industrie chimique et atomique, connu comme l'un des partisans les plus constants et résolus de la création d'un Labor Party au sein du syndicalisme des États-Unis. « Mazzocchi n'a [cependant] pas voulu appeler ses membres à ne pas voter démocrate lors » des élections à la présidence³³².

Michael Dukakis, libéral bon teint, décida très vite avec ses conseillers d'éviter un face-à-face idéologique avec son éventuel opposant républicain. On avait l'impression que les positions libérales habituelles du parti risquaient d'éloigner les clientèles différentes auxquelles on entendait cette fois s'adresser aussi... C'est à cet effet qu'il adopta cette quasi-stratégie de la « compétence », l'idée de se présenter sous l'angle d'un administrateur hautement compétent, étranger en quelque sorte aux considérations partisans dans ses projets de politiques publiques, ce qui incluait les sensibilités socioéconomiques de chacun des deux grands partis. Elles ne devaient pas exclure le travail en commun pour le mieux-être de la société, empêcher de trouver les solutions les plus valables aux problèmes auxquels le pays devait faire face. « Un observateur [perspicace] du Massachusetts », rapporta à l'époque Harold Meyerson, a qualifié cette manière d'envisager l'exercice de la fonction présidentielle de « la forme gérant

municipal de la présidence [*the city manager form of presidency*]³³³», une appréciation à notre avis justifiée.

En effet, en rappelant l'exemple de l'un des types traditionnels de gouvernement municipal aux États-Unis, appelé *council-manager form* (la forme de gouvernement dite de « conseil-gérant »), on peut percer le sens, et l'à-propos, du mot de cet « observateur du Massachusetts ». L'origine de cette forme de gouverne remonte aux volontés réformatrices et anticorruption qui surgirent durant les deux premières décennies du xx^e siècle devant l'état souvent déplorable de la chose publique, de la gestion des villes en particulier, aux États-Unis. La forme *council-manager* se définit comme le gouvernement conjoint d'un conseil élu, comptant un nombre de membres très réduit (5, 7 ou 9), choisis par l'ensemble des citoyens (c'est-à-dire *at large*), auquel reviennent quelques tâches très précises correspondant à celles d'un pouvoir législatif, et d'un gérant municipal investi de l'ensemble « de l'autorité en matière d'administration », en « tant qu'expert » de haut niveau, embauché par le conseil. On pensait ainsi établir une gouverne technicienne de la ville, « désintéressée », travaillant avec « efficacité, honnêteté et impartialité ». Il s'agissait aussi d'une conception se vantant d'être de « bon gouvernement » : un gouvernement dirigé selon les « principes de l'entreprise privée » et « débar[rassé] de la politique³³⁴ ».

Bien sûr, la comparaison était lancée comme une caricature, et c'est à ce titre que Meyerson la rapportait. Elle permet néanmoins de cerner la substance de la campagne à la nomination puis à la présidence que Dukakis entendait mener, ce dont la direction du parti et le DLC ne pouvaient que se féliciter. En comparaison de la campagne des primaires de Jesse Jackson et des courses de la vieille coalition *new deal*, le discours de la « compétence » en 1988 manifestait à sa façon, et autant que faire se pouvait, la prétention d'écarter la « politique ». Les différences s'avéraient ainsi fort tranchées entre Dukakis et Jackson, ce dernier tirant nettement vers la gauche les sensibilités sociales et politiques de la vieille aile progressiste du parti. Encore que Dukakis pouvait certes adapter la présentation de ses points de vue selon les caractéristiques des publics auxquels il s'adressait³³⁵ ; mais son but n'était assurément pas de concurrencer Jackson sur le terrain social.

Durant la tenue du congrès démocrate, Al From du DLC exprima sa satisfaction devant la tournure que prenaient les développements en soulignant : « La chose la plus importante qui soit arrivée est ce passage du centre de gravité dans le parti de l'aile militante à l'aile gouvernante. » En rapportant ce propos qu'on jugeait fondé, la presse tenait tout de même à préciser que ce passage ne créait pas tout le remous auquel on aurait pu s'attendre parce que plusieurs « des positions litigieuses dont avaient fait la promotion les

groupes militants faisaient maintenant partie du consensus [de base] dans » les rangs démocrates³³⁶. Quoi qu'il en soit, l'axe de la campagne envisagée par Dukakis et son équipe consistait à reconquérir les « électeurs versatiles » (*swing vote*) qui avaient assuré les victoires de Ronald Reagan : les « Blancs de classe moyenne et ouvrière » et « les électeurs ethniques du Nord-Est » (sous-entendu : également blancs), en se faisant notamment les champions « des valeurs américaines : famille, travail et quartier », dont les républicains s'étaient accaparés. Michael Dukakis choisit Lloyd Bentsen, un sénateur conservateur du Texas, comme colistier, un homme au demeurant fort respectable et capable. Tout compte fait, les têtes dirigeantes du parti s'affichaient satisfaites du congrès à l'investiture démocrate, nomination et orientation. Qui plus est, la candidature de Dukakis et Bentsen permettait d'unir en douce les fractions du parti : « Le libéral du Massachusetts devenant le champion des conservateurs du parti, alors même qu'il gardait une bonne part du vote libéral blanc³³⁷. »

Auparavant, il semble que Jesse Jackson avait fait des avances à l'équipe de Michael Dukakis pour qu'on le considère comme colistier. Cette ouverture, peut-être surprenante, s'inscrivait dans une stratégie d'ensemble que Jackson définissait maintenant comme de partage du pouvoir dans le Parti démocrate en vue de l'accès à un niveau de partage plus élevé dans la société. Il opposait cette perspective à celle que nombre de ses partisans envisageaient plutôt, consistant à faire de leur mouvement – la Rainbow Coalition lancée par Jackson – une entité politique autonome. En tout état de cause, quand il pressentit les gens de Dukakis, si tel fut bien le cas, sa plateforme tournait essentiellement autour des points suivants : pleine égalité des droits, système d'imposition beaucoup plus progressif que celui qui avait finalement été remodelé durant les deux mandats du président Reagan, réduction massive de la production militaire et reconversion de l'industrie militaire en industrie servant à la production civile, enfin « un système universel d'assurance maladie ». Mais, comme on s'en doute, l'aspirant Dukakis refusa l'ouverture à son endroit manifestée, d'une manière ou d'une autre, par Jackson et, certainement, toute éventualité de se prêter à une démarche quelconque de partage du pouvoir³³⁸. Son objectif stratégique à ce moment visait bien plus à se rallier le vote du comptable blanc vivant en banlieue d'Atlanta, un type de clientèle ayant évidemment tendance à trouver Jackson plutôt rébarbatif...

Au début du mois de septembre 1988, la grande presse pouvait se demander, de fait, ce qui différenciait Dukakis du vice-président Bush, alors que ni l'un ni l'autre des candidats ne se distançait véritablement dans les sondages. Dans la section « Business » du *New York Times*, un journaliste écrivait ainsi : « Les vieilles distinctions entre les démocrates – dépensons beaucoup et taxons les riches – et les républicains – visons l'équilibre budgétaire et le

respect des lois du marché – se sont estompées. Aucun des deux camps ne fait la promotion [de l'idée] d'un gros gouvernement ni [de celle] d'un petit gouvernement, mais l'un et l'autre plutôt d'un gouvernement économe. Dans une course aussi serrée, semble-t-il, que celle-ci, les espoirs de chacun des camps ne reposent ni sur les votes des pauvres ni sur ceux des riches, mais sur les voix de cette inconstante classe moyenne. » Ce que Dukakis essayait, poursuivait le journaliste, consistait à peser sur la contradiction entre le fait que les conditions économiques existantes étaient perçues positivement cependant que l'avenir, même proche, était envisagé par la classe moyenne comme un avenir menaçant : « la montée en flèche des frais de scolarité collégiaux et des frais d'assurance médicale, le poids [envisagé d'une éventuelle] prochaine récession sur des familles [déjà] endettées, l'angoisse des parents devant conjuguer le travail et les [tâches familiales], la difficulté des jeunes [adultes] à acheter une maison », écrivait le journaliste³³⁹.

Les conditions pouvaient être considérées positivement, du fait que le pays depuis 1982 avait connu près de six années de croissance, un taux d'inflation bas, peu de chômage (officiel), alors que les taux d'intérêt s'élevaient à quelque 50 % seulement de ce qu'ils avaient été au début de la décennie³⁴⁰. Mais le prix de cette croissance, on l'a vu, avait été l'endettement massif des États-Unis et une accumulation des déficits du budget fédéral telle qu'on n'en avait jamais vue – des déficits qui avaient d'ailleurs donné lieu à des critiques voilées de la part des autres pays du G-7, qui les voyaient comme un facteur de « l'instabilité des marchés financiers du monde³⁴¹ » ; le 19 octobre 1987, le Dow Jones Industrial Average s'effondrait d'ailleurs d'un très catastrophique 508 points, qui « signala la fin des *reagonomics* » et contribua à une profonde crise de l'Administration Reagan, tout en se répercutant sur l'ensemble des bourses de la planète. Ce « Meltdown Monday », ou « Black Monday », donna lieu presque immédiatement à des appels pressants, en une quasi-unanimité du monde des affaires, des banques, de la présidence et de la grande majorité des élus au Congrès pour des compressions dans les dépenses gouvernementales et même en faveur de certaines augmentations de taxes afin de juguler un niveau de déficit qui paraissait dorénavant menaçant à des secteurs dirigeants qui l'avaient pourtant accepté jusque-là – et en avaient profité. Même le président Reagan était personnellement amené à accepter publiquement des hausses de taxes (éventualité qu'il avait toujours repoussée) « du fait de l'effondrement boursier ». Cette situation annonçait, semblait-il, une récession à court terme, en tout cas l'instabilité économique et l'incertitude³⁴².

Voilà ce qui produisait ces perceptions plutôt mauvaises des conditions socioéconomiques en développement, la morosité et l'« anxiété » face à l'avenir³⁴³. Tout cela représentait donc le pôle négatif de la contradiction à laquelle devait

faire face la classe moyenne et sur laquelle l'équipe Dukakis voulait tableur durant sa campagne. Surtout qu'il fut tout de suite évident qu'une part des compressions envisagées dans les budgets fédéraux viserait à nouveau des enveloppes à contenu social : le programme Medicare (l'assurance maladie des aînés), la Social Security, c'est-à-dire le programme public de retraite, et les dépenses fédérales en éducation, notamment³⁴⁴. Les quatre cinquièmes inférieurs des familles américaines avaient alors subi au cours de la décennie antérieure des baisses de revenus, ce qui incluait évidemment l'ensemble des échelons de la population pouvant être désignés comme parties de la classe moyenne. Durant la première moitié des années 1980-1990, « 69 % de toute la propriété dans le pays appartenait aux 10 % les plus riches des Américains », cependant que « le 54 % inférieur ne possédait rien du tout³⁴⁵ ». Pressions sur les revenus et très grande inégalité de la richesse accumulée : la position socioéconomique des familles de classe moyenne risquait bien la fragilisation... De 1979 à la fin de la présidence Reagan, « 84 % de la croissance de l'emploi a eu lieu dans les deux secteurs aux salaires les plus bas, la vente au détail et les services aux personnes, aux entreprises et de santé³⁴⁶ ».

Avant la saison des primaires présidentielles, et alors qu'il revenait en entrevue sur les deux mandats du président Reagan, Ted Kennedy mettait en avant la nécessité que les démocrates adoptent un programme répondant sur le fond à cette angoisse et qui, avec un candidat décidé, saurait « inspirer » l'électorat. À cette fin, les priorités devaient viser à contrer les effets des orientations reaganiennes en économie et dans les politiques sociales. De sorte que, précisait Kennedy, « la dernière chose dont a besoin ce pays, c'est de deux partis républicains », c'est-à-dire de démocrates parlant et agissant aussi en républicains³⁴⁷. En d'autres mots, il faut offrir une option de remplacement claire aux années de la présidence Reagan. Michael Dukakis, entendait bien s'adresser en priorité à cette anxiété de la classe moyenne mais, ce fut vite évident, selon une stratégie et sur des bases bien différentes.

8. LA FIN PEU GLORIEUSE DES DEUX MANDATS DE RONALD REAGAN

La récession économique envisagée n'eut cependant pas lieu à la suite du Black Monday et l'économie reprit de l'élan dans la dernière année de la présidence Reagan. Le niveau du déficit fédéral restait néanmoins fort préoccupant aux yeux du monde de la finance et de la Réserve fédérale américaine, c'est-à-dire de la banque centrale. L'enthousiasme de la croissance des années précédentes n'y était plus. Le sénateur Kennedy voulait exprimer avec force cette incertitude ressentie par les classes moyennes telle qu'elle procédait, par exemple, du manque d'accès à des soins de santé et à des conditions

d'hospitalisation satisfaisantes en disant que « les travailleurs américains et leurs familles [étaient] contraints de jouer à la roulette russe avec leur santé ». Les emplois nouveaux apparus aux États-Unis depuis 1977-1978 n'étaient pas de ceux qui, traditionnellement, garantissaient (singulièrement par contrats de travail) des régimes de protection sociale. Les employeurs ne fournissaient pas de couverture médicale et les assurances privées s'avéraient beaucoup trop onéreuses, ajoutait Kennedy³⁴⁸.

Cela dit, quand était survenu le mini-kraich financier de 1987, les États-Unis et la présidence Reagan vivaient toujours la grave crise politique de l'Iranganate, durant laquelle il fut révélé finalement que l'administration présidentielle s'était rendue coupable d'actes illégaux dans la conduite d'une politique faisant elle-même fi de la légalité, telle qu'elle avait été stipulée par le Congrès. « L'affaire de l'Iranganate [...] recouvre un détournement au profit des rebelles anti-sandinistes (*contras*) du Nicaragua de milliards de dollars tirés de ventes d'armes illégales à l'Iran en 1985 et 1986³⁴⁹. » Le Congrès, qui tient officiellement les cordons de la bourse, s'opposait à toute activité de soutien aux *contras*; le 11 octobre 1984, il précisa son point de vue en adoptant une position (par amendement à un projet de loi) qui interdit « à la CIA, au Département de la défense ou à toute autre organisation ou entité des États-Unis concernée par des activités de renseignements, toute activité de soutien aux *contras* y compris les missions d'entraînement militaire et l'aide dite humanitaire (nourriture, vêtements, logement)³⁵⁰ ».

La vente d'armes à l'Iran était frappée d'un embargo aux États-Unis et le Congrès refusait très explicitement tout déboursé en faveur des *contras* du Nicaragua. D'où le caractère clandestin des activités que supposa cette opération – qui se poursuivit, quelque peu différemment, après le 11 octobre 1984 : trouver et mettre en pratique les moyens de transporter les armes et d'acheminer les sommes qu'on en tirait aux *contras*, clandestinement. Le président Reagan prit publiquement sur lui la responsabilité d'avoir autorisé la reprise de la vente d'armes à l'Iran, mais se déclara « pas pleinement informé » de l'acheminement des sommes d'argent aux *contras*. Néanmoins, des gens proches de lui durent répondre de leur conduite devant des commissions d'enquête du Sénat et de la Chambre, et durant des procès qui leur furent intentés³⁵¹. Voilà bien ce qui ne pouvait assurer politiquement la stabilité de la gouverne présidentielle, qui s'en ressentit effectivement.

Une fin de régime difficile, donc, qui donnait lieu aussi à des interventions un peu plus résolues de la part des démocrates. La popularité personnelle du président Reagan vacilla durant les péripéties de cette crise de l'Iranganate, qui mit en cause des agissements de la Central Intelligence Agency (CIA) et du

National Security Council (Conseil national de sécurité): de janvier 1987 à janvier 1988, cette popularité chuta de 17 %, passant d'un taux d'approbation de quelque 60 % à environ 43 %, cependant qu'elle remonta de cinq points de pourcentage durant la dernière année de son deuxième mandat, se situant à 53 % en janvier 1989³⁵². Mais, comme écrivait Pierre Dommergues: « Ce qui frappe aujourd'hui [en octobre 1987], dans les médias américains comme dans les conversations, c'est une prise de conscience inhabituelle non seulement de l'échec [...] du président Reagan [...] mais aussi et surtout de l'échec d'une politique ultra-libérale fondée sur une théorie mécaniste de l'offre, la réduction univoque de l'impôt, une conception théologique du retrait de l'État, une déréglementation à tout-va – autant de choix aux résultats contraires à ceux qui étaient escomptés³⁵³ »...

L'ex-candidat démocrate à la présidence George McGovern notait comme beaucoup alors ce paradoxe d'une situation où « tous les sondages » montraient maintenant qu'une « majorité de la population se dit en désaccord avec les politiques » du président Reagan, « dans les affaires internes comme dans les affaires externes. [La majorité] est en désaccord avec [sa] politique nicaraguayenne [...], avec les compressions en éducation, dans le domaine de la protection de l'environnement, [...] dans l'aide aux pauvres », etc. Qui plus est, les dernières années des mandats de Ronald Reagan donnèrent lieu à la mise au jour d'un nombre élevé de scandales en tous genres, outre ceux que l'on a déjà mentionnés, qui touchèrent plusieurs des personnes qu'il avait lui-même sélectionnées pour les ministères et les agences fédérales. Sa présidence se révélait alors peut-être la plus corrompue de l'histoire américaine, disaient plusieurs³⁵⁴. Le paradoxe était bien réel; mais Ronald Reagan malgré tout comptait à la fin de son deuxième mandat sur un taux d'approbation majoritaire! Il semble en revanche que les taux d'approbation du vice-président George Herbert Bush s'avéraient plus en phase avec les difficultés politiques que devait affronter l'Administration Reagan et l'évaluation courante qui en était faite. Toujours selon les études de l'institut Gallup, G.H. Bush vit son appui populaire passer de 52 % en mars 1988 à un très faible 37 % au mois de juillet suivant. La campagne à la présidence allait pourtant le catapulter à un solide 56 % en novembre – et 53 % finalement dans le vote³⁵⁵.

En vis-à-vis, au moment des congrès des deux partis à l'été 1988, le candidat Dukakis atteignait un taux d'appui de 54 % à la fin de juillet, mais 49 % à la fin du mois suivant – un déclin alors bien enclenché et dont la courbe ne s'inversa quelque peu que vers la fin de la campagne. Michael Dukakis mérita finalement 46 % du vote, un résultat correspondant directement au taux d'approbation dont on le crédita au mois de juin précédent, quand Bush le suivait à 41 %³⁵⁶. Ces repères statistiques composent, il faut le souligner, une

image assez précise de ce que donna la campagne de 1988 : un George H. Bush débutant en position difficile, mais dont la campagne permit de déstabiliser puis d'avoir largement raison du candidat démocrate. Déjà, McGovern avait critiqué son propre parti et ses élus pour leur « timidité », leur « réserve » dans le face-à-face avec les républicains ; ils le « désappointaient ». Il est vrai que leurs « échecs » et « l'évidente popularité de Reagan ont pu les rendre craintifs », expliquait-il, mais on croirait qu'ils ont perdu leur « colonne vertébrale » : ils doivent se montrer « un peu plus énergiques et critiques³⁵⁷ ». Mais, si ces remarques pouvaient en effet paraître justes, il nous semble qu'elles n'allaient pas à l'essentiel.

Il s'avère incontestable que les échecs des démocrates et la croissance économique s'étendant sur près de six années durant les mandats de Ronald Reagan ont grugé la confiance de l'opposition au président, renforcé la présence politique des conservateurs dans les rangs démocrates et suscité parmi eux des questionnements de fond et des questionnements politiques. De sorte qu'une campagne présidentielle axée sur la primauté de la compétence et des solutions techniciennes pouvait s'accorder parfaitement avec l'état d'esprit des élites intérieures et extérieures du parti, les élites du DLC et du DNC. Dukakis fut certainement leur option face à Jesse Jackson. McGovern voyait de fait comme de la « timidité » un positionnement relevant plutôt d'une orientation politique et stratégique différente de la sienne, autre.

Ce qui fit déraiser la campagne présidentielle, selon les démocrates, et entraîna la défaite de Dukakis fut la stratégie « négative » des républicains, l'opération de salissage dans laquelle ils se lancèrent contre le candidat démocrate. Le discours d'acceptation de la nomination républicaine par George H. Bush devant le congrès de son parti se termina par le « serment d'allégeance » au pays (le « Pledge of Allegiance »), qui allait se répéter tout au long de sa campagne comme un défi adressé à Michael Dukakis. Ce serment, connu et transmis par l'école publique aux « générations » qui s'y sont suivies, ne faisait pas l'objet de dispute ni de contestation ; l'approbation avec laquelle on accueillait son utilisation occasionnelle dans le pays était plutôt unanime. Le serment n'était l'apanage d'aucun parti. Mais, dans un pays traversé de profondes « divisions sur les questions relevant de la politique étrangère et les questions portant sur les valeurs culturelles », et où, par ailleurs, de grandes majorités se dessinent toujours dans les sondages d'opinion en faveur « du traditionalisme quant aux valeurs culturelles et du nationalisme en politique étrangère », la campagne du vice-président Bush réussit « à lier ensemble » (*to join*) le serment d'allégeance et les préoccupations de ces « majorités » et de faire de cette conjonction un boulet qu'on pouvait attacher à la campagne des démocrates, dont les positions

«culturelles» s'étaient écartées dudit traditionalisme³⁵⁸, et qu'on accusait de mollesse face aux dangers militaires...

Nous avons souligné antérieurement dans cette étude comment, durant les années de la «guerre froide», la substance du patriotisme fut dorénavant envisagée sous l'angle du conservatisme. La nouveauté n'était donc pas si grande en 1988; mais, cette fois, le Parti républicain décidait de s'en faire le porte-étendard privilégié, et il attaquait le «libéralisme» des démocrates comme étrangers au patriotisme. À cet égard, il faut savoir que Michael Dukakis, lorsqu'il était gouverneur du Massachusetts, «avait voulu supprimer le serment d'allégeance dans les écoles [de l'État] en mettant son veto, qui fut d'ailleurs brisé, à une loi votée par la législature de l'État³⁵⁹». Cette action, évidemment, prêta le flanc aux attaques sur la faiblesse de son patriotisme et sur la véracité des valeurs qu'il disait maintenant favoriser, selon le positionnement qu'il se donna au congrès démocrate de l'été 1988.

Comme l'a écrit Byron E. Shafer, le mot «libéralisme» avait précédemment «désigné» un point de vue idéologique et politique «trouvant ses racines dans le champ du bien-être et des réformes sociales». De sorte que «les libéraux favorisaient l'amélioration du sort des désavantagés économiques, de même que les programmes d'assurance sociale visant à protéger tous les citoyens» des aléas et des défaillances de l'économie de marché. Dans ce monde, «les démocrates étaient libéraux, la [majorité de la population] était libérale [...]. Vers la fin des années 1960 et 1970, cependant, comme les valeurs culturelles et les affaires étrangères se joignirent au bien-être en tant que principes d'ordonnement de l'électorat [c'est-à-dire de répartition entre allégeances partisans], la définition du [concept de] libéralisme commença inévitablement à changer. Les libéraux maintenant favorisaient aussi le progressisme sur des valeurs culturelles et l'accommodement en politique étrangère. [Dorénavant, les] démocrates étaient toujours libéraux, le public [globalement] conservateur³⁶⁰». Voilà pourquoi, poursuit Shafer, la campagne démocrate débuta en 1988 sur des affirmations voulant démontrer que Dukakis «n'était *pas* libéral», il était plutôt «modéré, tourné vers l'avenir et compétent³⁶¹», ce qu'on a mentionné plus haut. Les républicains ajoutèrent à leurs attaques une véritable mise en accusation du candidat démocrate comme homme politique qui avait fait preuve de laxisme en matière de criminalité. Et l'exemple sur lequel se centra cette attaque fut celui, effectivement répugnant, d'un prisonnier du Massachusetts nommé Willie Horton alors emprisonné à perpétuité, peine qu'il purgeait «pour le meurtre [en 1974] d'un employé de station-service». Grâce «à un programme de réinsertion» que Michael Dukakis avait appuyé alors qu'il était gouverneur de l'État, Horton obtint une permission de deux jours en 1986 «accordée par [la] prison où» il était incarcéré. Willie Horton ne revint pas de sa permission,

viola alors et assassina une femme blanche, puis commit plusieurs larcins avant d'être repris par les forces policières. Or, Willie Horton était Afro-Américain ; le lien entre criminalité, population des ghettos noirs et nécessaire mise en accusation du « laxisme » de l'ex-gouverneur apparut tout de suite évident. Les mots étaient *codés* : la lutte à la criminalité signifiait implicitement la volonté de protéger les citoyens blancs des Noirs – un message quasi explicite cependant avec l'exploitation brutale, dans les publicités républicaines anti-Dukakis, de l'affaire Horton à la télévision³⁶².

Ce faisant, la campagne du vice-président Bush reprenait à son compte la stratégie sudiste des républicains élaborée depuis la campagne de Richard Nixon en 1972. La revue *The Economist* de Londres expliqua deux années plus tard que George H. Bush l'emporta en 1988 grâce au racisme que sollicitait, voire excitait, sa cabale sur l'affaire Horton³⁶³. Voilà bien une tactique qui avait ajouté, croyons-nous, à cette fin « peu glorieuse » des deux mandats du président Reagan...

i. LA POSITION DE L'AFL-CIO ET LA CAMPAGNE DE DUKAKIS

L'exécutif de l'AFL-CIO appuya officiellement Michael Dukakis à sa réunion du 24 août, un appui unanime, à l'exception des Teamsters et de deux petits syndicats, l'Airline Pilots Association (association des pilotes de ligne) et la Marine Engineers Beneficial Association (association au bénéfice mutuel des mécaniciens de marine). Pour l'analyste du *New York Times*, cet appui des syndicalistes au parti restait important, parce que le mouvement syndical était « fort dans les États du Midwest aux préférences changeantes, tels l'Illinois, le Michigan et l'Ohio, et dans les États du Nord-Est que les démocrates doivent gagner pour l'emporter, comme New York et la Pennsylvanie. Qui plus est, leurs membres se retrouvent au sein des niveaux moyen et inférieur de la classe moyenne, des catégories de la population où se jouent habituellement les élections ». À cela s'ajoute, soulignait le même analyste, ce que l'appui de la centrale vaut au candidat démocrate financièrement et pour le travail d'organisation comme tel sur le terrain : appels téléphoniques et messages écrits à des millions de membres, enregistrement d'une vidéo de dix minutes par Michael Dukakis à l'intention des syndiqués ayant des responsabilités de base dans le mouvement syndical, etc. Tout le monde n'était cependant pas heureux de chaque élément de la plateforme de Dukakis, singulièrement de ce qui était vu comme son orientation trop univoque en faveur de la réduction des budgets sans élaboration d'un projet de relance économique. On appréciait néanmoins l'appui élargi qu'il promettait pour les soins aux enfants et l'éducation,

« l'action musclée [promise] sur le commerce [avec l'étranger] et la hausse du salaire minimum³⁶⁴ ».

Cet appui de l'AFL-CIO ne modifia pas les intentions de Dukakis quant à la nature de la campagne qu'il voulait mener ; mais il devait aussi composer avec la réalité organisationnelle et le type de clientèle privilégié traditionnellement chez les démocrates. Il s'adressa à des réunions et à des assemblées syndicales, se rendant par exemple au Square Cadillac de Detroit le jour de la fête du Travail (le 5 septembre 1988), une occasion historiquement prisée de la rencontre des candidats démocrates à la présidence avec de forts contingents de syndiqués. Ce rallye du 5 septembre constitua d'ailleurs « une tentative délibérée de réaliser des percées dans le Midwest industriel, là [d'où] une bonne part de ses appuis devraient » venir³⁶⁵. Quoi qu'il en soit, Dukakis n'arrivait pas à répondre aux attaques de la campagne républicaine et sa plateforme s'avérait peu inspirante : sur l'économie et l'emploi, lui et le vice-président Bush étaient d'accord quant au besoin d'élever la productivité du travail aux États-Unis pour faire face à la concurrence étrangère ; Dukakis proposait aussi « d'encourager les entreprises à investir dans de nouveaux équipements et de payer des programmes de recyclage des travailleurs et travailleuses et de recherche dans la haute technologie [*high tech*], cependant que Bush s'en tenait essentiellement à l'idée de favoriser des « politiques qui stimulent plus d'investissements par le monde des affaires ». La véritable nouveauté de la plateforme de Dukakis était son plan dans le domaine de la santé, qui « exigerait » que les entreprises fournissent à leurs employés « une assurance maladie de base » comme il venait « d'établir par loi au Massachusetts » au début du mois d'avril³⁶⁶.

Mais, à l'étonnement de certains syndicalistes, Michael Dukakis ne s'engagea pratiquement pas sur le terrain des nominations à la direction des agences fédérales chargées de l'administration des lois de protection du travail, droit d'association des employés avec le NLRB et droit à la santé et à la sécurité au travail avec l'OSHA surtout, non plus que sur l'augmentation de leurs ressources. Or l'on sait comment sur ces deux terrains le mouvement ouvrier jugeait avoir été défavorisé durant les mandats du président Reagan. Le syndicalisme considérait que l'application des lois du travail, par exemple de la loi de l'accréditation syndicale, donnait lieu à des décisions prenant manifestement le contre-pied de la lettre et de leur intention d'origine. Le 5 septembre, jour de la fête du Travail, le candidat démocrate « s'était engagé à nommer un nouveau [NLR] Board³⁶⁷ » ; mais, près de deux mois plus tard, la presse rapporta précisément que ce fut une « surprise [pour nombre de syndicalistes] que M. Dukakis n'ait pas eu recours plus agressivement au bilan des activités du NLRB durant les huit dernières années pour en appeler [...] aux votes des cols bleus³⁶⁸ ». Car, à l'exception de ses propos tenus lors de réunions plus ou moins fermées ou

devant des assemblées bien ciblées, comme à un « intérêt » très particulier, il n'avait certes pas été de l'intention de Dukakis de mener une campagne l'identifiant au mouvement ouvrier ou rappelant tout aussi bien le rôle du parti dans l'adoption des lois anti-ségrégation et anti-discrimination; même, le vote majoritaire chez les élus du parti en faveur des compressions dans la protection sociale à la suite du Black Monday rendait improbable que l'aspirant Dukakis se réclame de la tradition des politiques sociales de son parti.

Cela dit, plus la campagne présidentielle avançait, plus grandissait l'écart en faveur de George H. Bush. À tel point qu'à la suite du second débat télévisé entre les candidats à la présidence, le 13 octobre, les démocrates jugèrent que rien n'allait plus. Ils n'arrivaient pas à se tailler réellement d'appuis dans de nouvelles tranches de l'électorat, leur stratégie n'avait pu résister aux charges républicaines, et il ressortait des sondages d'opinion que le discours de Dukakis risquait de démobiliser en plus une part des clientèles habituelles. Branle-bas de combat, personne n'avait évidemment intérêt dans le parti à une troisième défaite de suite à la présidence. Or, non seulement cette éventualité se profilait-elle maintenant de façon fort crédible à l'horizon, mais le vice-président Bush, se sentant les coudées franches quant à sa propre campagne à la présidence, modifiait pour une part les buts de son engagement électoral: il visait maintenant à aider les candidats républicains au Congrès qui, pour une raison ou une autre, risquaient la défaite et, personnellement, à concurrencer Michael Dukakis dans les États libéraux comme New York et les États industriels où la syndicalisation était bien répandue, tels la Californie, le Michigan, l'Ohio et l'Illinois³⁶⁹. Le discours de la campagne démocrate devait urgemment être changé, infléchi à gauche afin de se donner du dynamisme, de revigorer les troupes et d'inspirer davantage l'appui des secteurs habituels de la clientèle du parti. Le colistier Lloyd Bentsen de Michael Dukakis mit en garde les électeurs face à l'« assaut » que préparait, selon lui, l'équipe d'une Administration Bush contre les programmes de sécurité économique des gens du troisième âge, de régime de retraite et de régime d'assurance maladie. Il fit valoir aussi à la mi-octobre devant une réunion régionale de l'AFL-CIO que, si l'on est « consultant du Pentagone » ou « courtier en bourse », les « cinq années de croissance » auxquelles aiment se référer les républicains ont très certainement été profitables; mais il n'en a pas été ainsi pour la majorité, ces années ayant amené « des reculs dans les salaires horaires, dans l'accès à la propriété résidentielle et devant les coûts grandissants de l'éducation³⁷⁰ ». Voilà le type de préoccupations et le ton qui devinrent *grosso modo* ceux de la campagne démocrate à quelque trois semaines du scrutin.

Déjà au début du mois d'octobre, le chroniqueur politique Anthony Lewis suggérait à Michael Dukakis, devant ses faibles résultats dans les sondages d'opinion, de s'inspirer de la campagne de Harry Truman en 1948 « en s'identifiant clairement avec les composantes » habituelles du Parti démocrate, en se faisant clairement leur porte-parole. « Les gens peuvent comprendre quel groupe dans ce pays a le plus profité des politiques économiques de Reagan : ce n'est pas la classe moyenne. Ils peuvent comprendre comment les déficits budgétaires ont hypothéqué nos enfants » pour en enrichir quelques-uns. Parler haut et fort, passer à l'offensive du point de vue des petits contre les puissants³⁷¹, voilà ce que devrait faire la campagne de Dukakis.

Trop tard probablement, les démocrates s'entendirent alors avec Jackson pour qu'il intervienne activement du côté de Dukakis; jusque-là, on avait plutôt cherché à se tenir éloigné de lui, et à le tenir éloigné de l'équipe de l'aspirant démocrate. Mais il semble bien que, dans le cadre de la réorientation qu'on adoptait, l'apport de Jackson était considéré comme un atout nécessaire. Et celui-ci ne se fit pas prier, s'engageant corps et âme : « dix-neuf heures, quatre États et six discours par jour ». Le parti mit à sa disposition « 1,8 million de dollars, un petit jet, tout en lui laissant carte blanche ». Ce que son engagement lui donnait, par ailleurs, était d'affirmer « sans conteste sa place de leader de la gauche dans le parti », de consacrer « sa loyauté partisane » et de voir venir... pour l'élection de 1992. « Les conservateurs, martelait Jackson, sont l'équivalent de ceux qui se battirent avec les Britanniques [contre] la révolution américaine, qui appuyaient l'esclavage et qui s'opposèrent à l'intégration, au salaire minimum et aux droits égaux pour les femmes³⁷². » À George H. Bush qui prêchait en faveur d'un amendement constitutionnel interdisant de brûler le drapeau américain, il asséna : « Bush se préoccupe davantage des drapeaux qui brûlent que des croix qui brûlent », phrase assassine dont il avait le secret³⁷³.

Michael Dukakis se mit lui-même de la partie et essaya de réorienter son discours de « l'expertise managériale » au thème du jour du « je suis de votre côté », contre le Bush des grandes familles et des grosses fortunes – même si rien dans son passé ne le prédisposait à tenir ce discours³⁷⁴. Ce qu'on tenta dorénavant de faire fut de s'adresser en priorité aux composantes de la coalition *new deal* traditionnelle, singulièrement aux besoins de ce que la presse américaine appelle cette classe économique qui regroupe la classe ouvrière, la minorité noire et, dorénavant, les autres minorités ethnoraciales défavorisées, fondamentalement, auxquelles s'ajoutent les classes moyennes inférieures (déjà pour une part comprises dans les secteurs précédents) et de rang moyen. Le concept de classe économique veut mettre l'accent sur l'idée qu'il y a des rapports sociaux qui ne se réduisent pas à une hiérarchie de statuts, mais qui posent des secteurs sociaux en rapports d'intérêts objectivement différents. Sur

ce terrain, Jackson s'avérait, bien sûr, plus à l'aise que Dukakis, ne craignant pas de s'en prendre au monde des affaires et aux pratiques antisyndicales de plusieurs entreprises. Ce tournant à gauche des démocrates fut le cadre de l'annonce par Dukakis de son plan de diffusion élargie de la protection médicale que nous avons rapidement mentionné. Selon le service de l'information du réseau CBS, ce plan de Dukakis reprenait de fait de grandes orientations d'un plan envisagé en 1971 par l'Administration Nixon, qui s'avérait même plus généreux par certains aspects. Mais en 1988 la situation était encore plus urgente puisque, depuis 1980 alors, le nombre de ceux et celles qui ne pouvaient compter sur aucune protection dans le domaine de la santé et de l'hospitalisation s'était accru de 25 %³⁷⁵.

Ainsi, durant les deux ou trois dernières semaines de la campagne présidentielle de 1988, le candidat Dukakis mit l'accent sur ce que le *New York Times* appela « des questions de nature classiste » (*Focus on Class Issues*), voulant s'adresser directement aux classes populaires, telles que ce discours mettait en cause les forces politiques et financières dominantes. Sur cette lancée, on s'en prenait aussi aux orientations ayant présidé à l'élaboration de la plateforme républicaine : par exemple, cette conception selon laquelle « couper les taxes sur les gains en capitaux » favoriserait l'investissement, hausserait le niveau de satisfaction des besoins en travail et en bien-être de toute la société, alors qu'elle « ne bénéficierait qu'aux riches ». Les réorientations idéologiques de la campagne démocrate semblèrent rapporter de réels dividendes (selon certaines sources, réduisant l'écart de 13 % à 8 % en faveur du vice-président Bush), suffisamment en tout cas pour que le candidat républicain se sente obligé d'y répondre, alors « qu'il n'avait que rarement jusque-là trouvé nécessaire de répliquer à la campagne de Dukakis ». Le 29 octobre en Illinois, il accusa ainsi ce dernier d'être semeur de discorde (*divisive*) sociale : « Je n'ai pas l'intention de laisser ce gouverneur libéral diviser le pays » ; j'ai plutôt l'intention « d'amener ensemble toutes ses composantes ». Quelques jours après le scrutin, le même journal faisait valoir : quand la « campagne de Dukakis a pu s'entendre sur une stratégie qui avait du sens [électoralement], il était beaucoup trop tard [...]. Les électeurs qui ont arrêté leur choix durant la dernière semaine de la campagne sont passés du côté de M. Dukakis à 3 contre 2³⁷⁶ ».

ii. L'ANALYSE DES RÉSULTATS

De sorte qu'il apparaît bien que l'entrée de Jackson dans la campagne et la nouvelle stratégie discursive de l'équipe de Dukakis ont contribué à stopper la dégringolade de ce dernier dans les intentions de vote. Cela nous semble juste, mais nous n'en tirons pas la conclusion qu'une campagne plus nettement

libérale aurait amené une victoire démocrate à la Maison-Blanche. Selon l'avis de tous les observateurs, à notre connaissance, il est sûr que la stratégie électorale de « l'expertise », conduite en plus de manière inepte et sans imagination, l'incapacité du candidat démocrate lui-même à faire face aussi aux attaques politiques de son adversaire, les divisions très certainement dans le Parti démocrate, il est sûr donc que tout cela aurait pu se manifester tout de même et grever l'élan du parti. Plus fondamentalement, croyons-nous, les résultats électoraux des démocrates et l'effet qu'eut la réorientation à la fin de leur campagne montraient que leur base au sein de l'électorat restait de nature *new deal*; le système bipartite dans l'électorat gardait la même signification, mais la place du syndicalisme dans la société s'avérait maintenant très affaiblie – son poids social, économique et politique – le nombre de ses membres était réduit et ses mots d'ordre moins suivis au sein de ses propres troupes. Dukakis fit aussi bien, en fin de compte, voire mieux, que les candidats démocrates à la présidence depuis 1968, à l'exception de 1976. George H. Bush reçut donc 54 % des voix exprimées contre quelque 46 % pour Michael Dukakis, l'emportant dans 40 États contre 10 et le District de Columbia qui allèrent à Dukakis, et méritant 426 grands électeurs contre 112. Les deux chambres du Congrès restèrent majoritairement démocrates. Ces résultats d'ensemble, dès lors, maintenaient un rapport de forces entre le Congrès et la présidence identique à ce qu'il était avant l'élection³⁷⁷, encore que, depuis une trentaine d'années, « c'était [alors] la première fois que le parti gagnant la présidence perdait des postes à la Chambre » des représentants³⁷⁸.

George H. Bush l'avait emporté chez les électeurs blancs dans « chacune des régions du pays, dans le Sud à 2 contre 1 »; le Parti démocrate, pour ses détracteurs, devenait toujours davantage « noir », ce dont certains républicains, bien en phase avec la « stratégie sudiste » de leur parti, se félicitaient (attendez de voir ce que sera la réaction de l'électorat quand les gens constateront « que des Noirs composent le tiers de la délégation [...] au congrès démocrate »³⁷⁹), ce que précisément craignaient les démocrates du Leadership Council. Pour ces derniers, une telle éventualité était de celles qu'il fallait éviter si l'on voulait redonner à leur parti des chances de gagner à terme prévisible la présidence. On devait trouver les moyens de se faire entendre à nouveau par ces Blancs du Sud et les tranches plus conservatrices de l'électorat. Même avant son tournant de fin de campagne, Michael Dukakis s'avérait un candidat trop libéral, trop identifié au Nord-Est libéral du pays, pour être en mesure d'opérer le type de redressement que le DLC jugeait nécessaire. Dukakis avait eu beau modifier des positions qu'on lui connaissait, allant « jusqu'à approuver le financement de la guerre des étoiles », à mettre « en sourdine son opposition à l'aide aux *contras* », voire « à reculer par rapport à sa

position d'appui au droit à l'avortement³⁸⁰ », sa personnalité politique restait identifiée au libéralisme; à un libéralisme certes modéré, mais qui avait permis, même s'il en grossissait volontairement les caractéristiques, à son opposant George H. Bush de le mettre sur la défensive et de mener sa campagne comme une quasi-croisade patriotique...

On se rappellera, par ailleurs, que le politologue Walter D. Burnham avait soutenu déjà que le taux de participation à une élection, dans certains cas plus précisément le taux d'abstention, représente son trait premier – le premier trait dont il faut se préoccuper pour cerner sa signification. Sans reprendre nécessairement à notre compte le caractère tranché de cette affirmation, il nous paraît évident que le résultat à cet égard de l'élection présidentielle de 1988 est saisissant. Dans le match qui opposa Michael Dukakis à George H. Bush, l'abstention fut majoritaire, le taux de participation se situant (selon les sources) entre 49,1 % et 50 %. Moins de la moitié de l'électorat crut bon de se prononcer entre les candidats du bipartisme constitué, « un chiffre si bas que, dans douze États, le vote s'étant exprimé dans les divers scrutins internes à l'État dépassa le vote en faveur des candidats à la présidence ». Le président élu représenta donc « approximativement 27 % de l'électorat³⁸¹ », un taux embarrassant et fort peu courant dans les pays de démocratie libérale. La popularité du président Reagan avait incontestablement servi la cause du candidat Bush, qui ne mentionne plus ses idées de l'époque des primaires de 1980 quand il disputait la nomination républicaine à Ronald Reagan et qu'il ridiculisait les croyances de ce dernier en économie; il chercha plutôt à reprendre à son compte les orientations du reaganisme, à s'inscrire dans leur continuité. Le tonus de sa campagne fut cependant donné par « l'affirmation de valeurs morales » conservatrices, comme on l'a vu, dimension définitionnelle de son patriotisme³⁸². La promesse de fermeté envers la délinquance, illustrée par les propos sur l'affaire Willie Horton, et les accusations de « laxisme » contre Dukakis dans l'application des lois surent en même temps nourrir cette stratégie sudiste reprise de Nixon et Reagan, dont l'effet se faisait sentir dans beaucoup plus d'États que les seuls États sudistes³⁸³.

Au lendemain de l'élection, pourtant, un sondage Gallup mettait en évidence que, s'il y avait eu un choix sur le bulletin de vote permettant d'inscrire sa « non-confiance envers Bush et Dukakis à la fois », 30 % des répondants auraient sélectionné cette option³⁸⁴. En 1984, on avait pu compter que 16 % de l'électorat avait voté en faveur de candidats à la présidence et aux chambres du Congrès qui n'étaient pas du même parti, mais cette fois le taux s'élevait à 25 % pour les choix du président et des représentants et à 27 % pour les choix entre les candidats au Sénat et à la Chambre³⁸⁵. Ce phénomène ne s'était jamais autant manifesté qu'en 1988; l'« indépendance » d'esprit grandissante qu'il

exprime doit être mise en relation, croyons-nous, avec les chiffres indiqués plus haut et ceux de la participation d'ensemble au scrutin, pour une part à tout le moins. C'est-à-dire que, toutes ensemble, ces données produisent obligatoirement une impression d'aliénation envers la joute politique telle qu'elle apparaît constituée. Nous nous arrêterons dans le prochain chapitre à cette situation et à certaines de ses conséquences importantes, mais il convient de mentionner maintenant ladite impression, parce qu'elle sourd de données aux caractéristiques plus marquées qu'à l'habitude, même quand elles relèvent de développements déjà clairement perceptibles. Par exemple, le niveau de l'abstention s'avérait depuis longtemps très élevé aux États-Unis, mais il n'avait jamais été majoritaire. Et compte tenu des traits sociaux de l'abstention électorale, une hausse de ses niveaux défavorisait très certainement les démocrates...

Dukakis obtint 57% du vote des «familles syndiquées», ce qui lui valut le cinquième de ses électeurs blancs³⁸⁶. Quarante-deux pour cent du vote en provenance des familles syndiquées était allé au candidat républicain. Le vote syndical, grosso modo, donnait donc des chiffres inverses par rapport à ceux de la moyenne nationale et il avait pesé incontestablement dans les résultats fort positifs des démocrates aux chambres. «Dukakis l'avait facilement emporté auprès de la base démocrate des votants situés au bas de l'échelle [socioéconomique], des familles syndiquées et des minorités raciales, de même que chez ceux qui se définissent comme démocrates» – mais avec «l'atrophie du syndicalisme et le libéralisme grandissant du parti national dans les domaines des politiques sociales et des affaires étrangères», les vieilles composantes de la «coalition *new deal*» ne s'avéraient plus suffisamment larges pour gagner les présidentielles. On aura reconnu dans ce dernier point de vue celui du Democratic Leadership Council, déjà exprimé avant la tenue du scrutin, mais qui apparaissait à ses membres dorénavant pleinement confirmé. D'ailleurs, l'analyse même des résultats négatifs de Dukakis devint vite un véritable enjeu dans le Parti démocrate. Sa campagne avait-elle été insuffisamment libérale, et incapable en conséquence de soulever l'intérêt des clientèles en demande de réformes sociales et de changement? Ou, au contraire, le parti national présentait-il précisément, une image coupée des valeurs les plus répandues dans la société, une image trop radicale, trop influencée par des groupes minoritaires? Devait-on abandonner aux républicains, demandait le *chairman* du parti en Alabama, «les valeurs associées au drapeau et à la vie familiale»?³⁸⁷

Bill Clinton, devenu «alors membre actif du DLC, offrit cette explication: peu importe la popularité de vos programmes, il faut que vous soyez considéré partie prenante des [grandes] valeurs partagées par le peuple américain, qu'on vous reconnaisse [aussi] la capacité de défendre la nation et la force de mettre en pratique ses lois³⁸⁸». Les valeurs, la défense, les lois: si la bataille

du bilan de 1988 était engagée au sein du parti – elle donna lieu à des sautes d'humeur et des éclats de voix –, l'orientation du DLC pointait de manière incontournable dans la direction du centre-droit, toujours axée (notamment) sur la reconquête de l'électeur blanc du Sud. Avec l'appui du Leadership Council, le Parti démocrate était revenu sur de grandes mesures de démocratisation du processus d'investiture des candidats à la présidence et tendait à encadrer les résultats éventuels de ce processus avec la nouvelle institution des super délégués. Clinton faisait valoir également que les démocrates ne pouvaient servir de résidence à tous les groupes militants prônant des réductions considérables dans les budgets de la défense, voire le désarmement et le pacifisme. Voilà qui était, à notre avis, le substrat de cette référence à la défense; celui du mot sur les valeurs renvoyait bien sûr aux valeurs traditionnelles, cependant que l'accent sur le respect des lois signifiait moins d'accent sur les politiques sociales et plus sur l'ordre... Le parti avait en quelque sorte à prendre ses distances des terrains ensemencés par les mouvements et les idées des années 1960, tels qu'ils s'étaient manifestés en son sein. À ce moment, le vieil objectif d'un «réalignement» du Parti démocrate qu'avait longtemps patronné Walter Reuther, que soutenait toujours Jesse Jackson et qui restait en quelque sorte présent dans l'esprit «des libéraux, des militants des droits civils et du mouvement ouvrier», ce vieil objectif d'un parti émancipé de ses courants conservateurs et franchement libéral «semblait absolument anachronique», c'est-à-dire hors de portée³⁸⁹.

Notons en revanche que le président George Herbert Bush sembla mieux disposé, ou voulut se montrer mieux disposé, envers l'institution syndicale que son prédécesseur Reagan. Lorsqu'il annonça en décembre 1988 son choix au poste de ministre du Travail, il fit savoir en conférence de presse qu'il avait discuté avec Lane Kirkland d'Elizabeth Dole à cet effet et que, manifestement, le président de l'AFL-CIO «appuyait» cette nomination. Interrogé par les journalistes, ce dernier confirma son accord avec la sélection de M^{me} Dole: il s'agissait indubitablement, souligna-t-il, d'une personnalité de haut niveau qui saurait amener le Département du travail à jouer un rôle d'importance en faveur des intérêts des travailleurs. Edward Kennedy, secrétaire du Comité sénatorial du travail et des ressources humaines, approuva de même cet «excellent choix». Ancienne démocrate, Elizabeth Dole était arrivée à Washington en 1965 et avait été jusqu'à sa nouvelle nomination associée à cinq administrations présidentielles. Devenue républicaine depuis alors une dizaine d'années, Elizabeth Dole avait participé à la course à l'investiture républicaine de son mari Robert Dole contre George H. Bush. Il ne faisait de doute pour personne qu'elle serait en mesure d'assumer les responsabilités que le président lui confierait, qui paraissaient devoir porter en priorité sur la formation et le recyclage de

la main-d'œuvre. Présente à la conférence de presse du président qui faisait part de sa sélection, M^{me} Dole mit notamment l'accent sur la nécessité de la communication avec le mouvement ouvrier, rappelant qu'elle avait eu dans le passé l'occasion d'œuvrer de concert avec le syndicalisme³⁹⁰.

En 1988, la Cour suprême rendit par ailleurs un jugement stipulant que « seule la portion des cotisations syndicales qui correspondait aux dépenses encourues par un syndicat ouvrier pour assurer des services ayant directement trait au rapport d'emploi », par exemple les négociations contractuelles, pouvait être exigée des salariés d'une entreprise syndiquée. Pourtant, plus de trois années après son entrée officielle en fonction, le président Bush n'avait toujours pas promulgué les règles d'application de ce jugement³⁹¹... Voilà aussi qui nous semble avoir relevé de ce type d'intention de se ménager de meilleures relations avec l'institution syndicale. Surtout que, lors du congrès de la centrale en 1989, le président Bush prit la peine de venir s'adresser aux délégués pour les assurer de son désir d'agir en coopération avec eux et avec le monde des affaires, afin qu'ils commencent à intervenir conjointement pour la liberté et la dignité des travailleurs partout³⁹².

Démocrates, républicains et organisations syndicales à la fin de la décennie

Ce 18^e congrès de l'AFL-CIO recevait comme hôte d'honneur Lech Walesa ; s'il s'avère sûrement juste que le président des États-Unis s'efforçait par sa présence d'atteindre plusieurs objectifs, tels garantir aux États-Unis (politiquement, économiquement et socialement) les bonnes grâces de Solidarnosc et du régime polonais qui suivrait le démantèlement de l'Europe de l'Est, se lier idéologiquement Solidarnosc et l'AFL-CIO en montrant à l'un et à l'autre que le vis-à-vis était son allié, se situer avec emphase du côté de la liberté d'association et des victoires de la démocratie (surtout que le retard des États-Unis à se joindre à la bataille pour la fin de l'apartheid en Afrique du Sud devenait embarrassant), il apparaît clairement aussi que la présence de George H. Bush visait pour une part à détendre l'atmosphère à l'intérieur du pays avec le syndicalisme. Incontestablement conservateur, mais sans pesanteur à ce moment, son discours déplorait l'assassinat en 1988 dans le monde de quelque 200 syndicalistes, saluait les pas dans la voie de l'unité syndicale aux États-Unis avec l'affiliation des syndicats indépendants à l'AFL-CIO, tout en soulignant le rôle essentiel tenu par le syndicalisme dans la vie de la démocratie américaine³⁹³. Évidemment, il mit en plus l'accent sur le caractère jugé irremplaçable de l'investissement et de l'entreprise privés ; mais à cet égard, il se situait, on le sait, en territoire ami...

Le démocrate Tim Foley, président de la Chambre des représentants, vint également présenter ses salutations, tout de suite suivi par la secrétaire au Travail, Elizabeth Dole. Celle-ci mit à nouveau en avant la nécessité de la formation de la main-d'œuvre, en insistant précisément sur le besoin de combattre l'analphabétisme tellement répandu au sein des nouvelles générations arrivant sur le marché du travail. Cette action s'impose en effet, expliquait-elle, si l'on veut des travailleurs et des travailleuses en mesure d'acquérir les formations professionnelles qu'exigera l'économie de demain – et de répondre aujourd'hui à l'offre de travail contemporaine. Elle rappela son propre rôle dans le processus de règlement de la grande grève des United Mine Workers contre Pittston, démonstration, fit-elle valoir, de sa volonté que le mouvement ouvrier, le gouvernement et le monde des affaires agissent de concert. Elle souligna aussi l'importance qu'elle accordait à ses rencontres avec des responsables polonais cherchant à instaurer les règles d'un encadrement démocratique des relations de travail et à créer un système de protection sociale dans la Pologne nouvelle³⁹⁴.

En tout état de cause, la présence et les discours de George H. Bush et de la secrétaire au Travail témoignaient bien de cette particularité de la politique du nouveau président quand on la comparait à celle qui avait eu cours durant les deux mandats de Ronald Reagan. La Pologne, manifestement, se présentait comme un terrain d'entente spectaculaire, à notre avis réel, mais aussi de parade. Car le président restait tout de même fidèle à ses principes et aux postulats idéologiques de toute sa carrière, cependant que l'AFL-CIO constituait la structure d'un mouvement dont les dynamiques reposent sur des logiques sociales distinctes de celles de ces postulats, et même divergentes à l'occasion. La force de Solidarnosc avait notamment procédé de l'expression révolutionnaire de ces logiques sociales distinctives du mouvement de classe, distinction dont le président avait évidemment conscience.

Par ailleurs, considérons la nomination par le président Bush de Clarence Thomas à la Cour suprême du pays. Durant la période des audiences tenues par le Sénat pour évaluer cette nomination, une division franche, aux composantes clairement contrastées, se manifesta aux yeux de tous et toutes. Et elle reprenait des face-à-face déjà connus, les forces habituelles des coalitions libérales d'un côté, les forces des coalitions conservatrices de l'autre, gauche contre droite. Se prononçaient contre Thomas la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), l'organisation historique de la promotion de l'égalité citoyenne des Noirs, les regroupements de lutte pour les droits civils, les associations féministes et l'AFL-CIO, notamment ; du côté de l'appui à la nomination du juge Thomas, « la Chambre de commerce, une National Catholic Education Association (association nationale de l'éducation catholique) et un ensemble

d'organisations conservatrices, tels les jeunes Américains pour la liberté et l'American Conservative Union»³⁹⁵.

Le même Thomas avait été nommé en 1989 par le président Bush à la Cour d'appel, cependant que celui-ci ne prit certes pas d'initiative pouvant redonner son tonus au mouvement ouvrier. Il s'inscrivit plutôt dans cette évolution à droite de la gouverne et de la politique des grandes agences fédérales. Mais il ménagea davantage que son prédécesseur la haute direction de l'AFL-CIO et ne s'engagea pas dans de nouvelles avenues d'affaiblissement du poids social de la centrale. Cela n'allait pas suffire à stopper son déclin. Et ce que montra la bataille de la nomination du juge Thomas, c'est que, en dépit de cette disposition nouvelle dont faisait part le président, les camps de la politique intérieure aux États-Unis restaient clairement dessinés et délimités, systématiquement reproduits. La gouverne des deux mandats du président Reagan avait d'ailleurs affermi, en excitant leur polarisation, ces divisions sociopolitiques. Il nous faudra considérer la tension que suscitera la concomitance entre cette polarisation et les succès que remporta le Democratic Leadership Council dans le Parti démocrate.

À ce stade, soulignons que l'orateur de la Chambre élu en 1987, le démocrate Jim Wright, se consacra à développer l'organisation interne des élus démocrates autour de priorités législatives plus «cohérentes», sur une ligne politique qu'il définissait de la manière suivante: «Reagan a été la contre-révolution. Je [veux] au contraire relancer la révolution.» Et il était compris que cette relance allait se faire selon les principes «populistes» et «égalitaires» par lesquels il décrivait son orientation politique. Il croyait en la nécessité «d'un large éventail de politiques de bien-être» et d'un «rôle actif du gouvernement» dans le développement économique. Il décida aussi que les rapports entre la députation démocrate à la Chambre et le syndicalisme devaient être plus étroits; une coordination serrée entre cette députation et les lobbyistes des syndicats, pensait-il, permettrait l'atteinte plus fréquente d'objectifs législatifs communs. En conséquence, il haussa l'importance accordée au travail de celui ou celle qu'on appelle *labor whip* parmi les élus de la majorité, qui assume le contact quotidien avec le mouvement ouvrier. Incontestablement, l'orateur Jim Wright visait une unité plus serrée et centrée des représentants démocrates, qui supposait (ou entraînait) une certaine homogénéisation idéologique dans le groupe, que la «libéralisation» de la députation en provenance du Sud pouvait favoriser³⁹⁶.

Wright dut démissionner de son poste d'orateur de la Chambre, puis de son siège de représentant dans une atmosphère de scandale et d'accusations graves de trafic d'influence et de comportements répréhensibles ayant favorisé

ses intérêts personnels. Par ailleurs, il s'était aussi opposé à la politique d'aide aux *contras* nicaraguayens de la présidence Reagan, entrant de lui-même en rapport avec le régime sandiniste. Il entendait donner à la Chambre un rôle actif en politique étrangère, domaine habituellement réservé, comme souligna le *Washington Post*, à la Maison-Blanche et au Sénat. Jim Wright, dont le siège d'élu se trouvait au Texas, n'en fut pas moins un représentant progressiste tout le long de sa carrière, soit plus d'une trentaine d'années. Le représentant républicain Newt Gingrich joua un rôle de premier plan dans la chute de Wright, un épisode qui ouvrit, selon le même journal, l'époque de l'opposition frontale entre les élus républicains et les élus démocrates à la Chambre des représentants³⁹⁷. Cet épisode servit donc aussi à accroître (ou à exposer) la rigidité des partis américains, l'uniformisation en développement déjà des comportements en chambre de chaque groupe³⁹⁸.

Une évolution semblable avait cours au Sénat, bien qu'elle s'avérait moins prononcée qu'à la Chambre des représentants. Est-ce que cette homogénéisation plus grande de la pensée et des positionnements politiques parmi les élus partageant la même identité partisane allait contrer chez les démocrates la montée du DLC, puisqu'elle se réalisait sur un axe libéral, en tout cas plus libéral que l'orientation qu'entendaient faire prévaloir Al Gore, Bill Clinton et Al From, notamment ?

Quoi qu'il en soit, la nature sociale des deux grands partis, qui relève prioritairement de leur rôle dans le système de gouvernement du pays, restait évidemment un facteur actif de leur existence. Au mois d'avril 1991, plus de « 230 000 travailleurs du rail se mirent en grève contre les onze compagnies ferroviaires les plus importantes du pays ». L'arrêt de travail touchait aussi 88 compagnies moins grandes. À ce moment, les deux chambres du Congrès étaient à majorité démocrate. Mal en point, les compagnies proposaient des dizaines de milliers d'abolitions d'emplois et des réductions de salaire ; il y avait alors trois années que le travail était effectué sans contrat. En moins de vingt-quatre heures, Chambre et Sénat adoptèrent une loi de retour au travail et d'imposition « des conditions draconiennes » de règlement, élaborée déjà par une commission d'enquête présidentielle, qui entraînait 30 000 pertes d'emplois et des « augmentations de salaire de 10,3 %... sur 7 ans », conditions déjà rejetées par les syndiqués. La Chambre des représentants avait voté à 400 contre 5 la loi de retour au travail, cependant que le vote au Sénat fut unanime, sur une résolution conjointe d'Orrin Hatch et de Ted Kennedy³⁹⁹. Voilà bien qui ne pouvait laisser qu'un goût amer chez les travailleurs du rail : la présidence, les deux chambres et le régime des partis dominants présentaient un front uni et pratiquement unanime contre leur mouvement et leurs demandes. Les syndiqués ne se jugèrent pas en mesure d'y faire face, et ils s'inclinèrent.

Ce n'était pas là le premier sursaut des bases du syndicalisme américain en déclin, et ce n'était pas la première défaite qu'elles devaient supporter. Mais en un contexte de durcissement des relations entre les deux grands partis et de renforcement de l'identité conservatrice ou libérale, selon le cas, de leurs groupes d'élus, il était remarquable qu'ils aient pu si vite s'entendre sur une mesure d'exception contre l'action parfaitement légale de syndiqués. À qui ces derniers auraient-ils pu en appeler? À notre connaissance, il n'y eut pas d'enquête menée auprès de ces travailleurs du rail qui aurait cherché à savoir si le sort réservé à leur mouvement eut un effet quelconque sur leur participation électorale, par exemple une baisse notable et suivie du taux de cette participation, singulièrement au niveau national. Mais le sentiment d'impuissance que l'on peut ressentir face à la politique n'incite certainement pas à la participation. Dans la problématique du taux exceptionnellement élevé de l'«absentéisme électoral» aux États-Unis, il paraît ainsi logique de réserver un rôle de facteur explicatif à ce type d'aliénation. Et comme il s'agit d'un phénomène principalement visible parmi les tranches de la population qui se trouvent au sein de la moitié inférieure (quant aux revenus et à la richesse) des gens, nous nous y arrêtons.

Avec le tournant des années 1990-2000, il s'avérait donc manifeste que l'univers économique et social avait largement été modifié depuis l'arrivée à la Maison-Blanche de Ronald Reagan et l'application des orientations du nouveau républicanisme. Cette modification s'était réalisée, et était toujours en voie de réalisation, sous la poussée des besoins propres en profitabilité de masses de capitaux accumulés, certes, mais aussi de l'intervention de la puissance américaine et du rôle de l'Angleterre thatchérienne en tant que tels, complétée alors de l'action concordante des divers États occidentaux. Il s'ensuivit partout des remises en cause de grands acquis populaires et ouvriers et, au fil des années, inégalement selon les pays, mais sans exception, un amoindrissement marqué de la force des mouvements ouvriers quant à leurs fonctions originelles de constitution des travailleurs en classe. Dans la majorité des pays, tout ce contexte avait aussi entraîné un affaiblissement du poids et de l'organisation des syndicats et des partis ouvriers traditionnels. Mais précisément, s'il y avait «affaiblissement» et «amoindrissement», c'est qu'au sortir des Trente Glorieuses, les organisations de classe ouvrière s'étaient trouvées au fâcheux de leur puissance historique. Force était donc de constater qu'elles n'avaient pas été en mesure de repousser ces conditions et de faire advenir des développements plus en phase avec les besoins de leurs clientèles historiques. Elles avaient manqué de souffle puis s'étaient rangées du côté de la pensée et des politiques dominantes. Aux États-Unis le déclin se révélait en particulier dans la chute ininterrompue du nombre des membres et la dislocation des bases des grandes

négociations collectives. Malgré quelques éclaircies, le déclin allait maintenant s'avérer draconien, entraînant une crise interne importante dans l'AFL-CIO et l'ouverture à de nouvelles perspectives. Dans ces conditions, comment envisagera-t-on la politique de la centrale et comment le rapport au Parti démocrate évoluera-t-il ?

Notes

1. Martin P. Wattenberg, *The Decline of American Political Parties, 1952-1994*, 1996 : 135-136.
2. Walter Mondale, discours prononcé au congrès de 1981 de l'AFL-CIO, consigné dans le compte-rendu des travaux du congrès : 1^{er} tome : 63, 67-68.
3. Fritz Scharpf, *La sociale démocratie européenne face à la crise*, 1990 : 290-292.
4. François Chesnais, « La "nouvelle économie" : une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine », 2001 : 44.
5. Marx cité par Chesnais, *ibidem*.
6. Ainsi que l'explique aussi François Chesnais, la formule générale du capital pour Marx se présente telle $A-M-M^1-A^1$, c'est-à-dire comme l'investissement d'argent (A) pour l'achat de marchandises (M) avec lesquelles on pourra produire des marchandises à la valeur supérieure à celle de l'investissement de départ (M^1), marchandises nouvelles dont la valeur propre se réalisant sur le marché donnera A^1 . Simplifiée, la formule devient $A-M-A^1$, de l'argent investi pour faire plus d'argent ; le fantasme de la bourgeoisie revient ainsi à $A-A^1$.
7. François Chesnais, « La nouvelle économie » : 45.
8. François Chesnais, *La mondialisation du capital*, 1994 : 221-222.
9. *Ibidem* : 227, 234. Notons que N. van der Zwan a tiré de ces développements la notion de « financiarisation du travail », intéressante en ce que van der Zwan s'en sert pour souligner le poids de la finance dans la définition de l'activité-travail, au détriment des besoins productifs. La conclusion essentielle qu'elle en tire, trop limitée, veut que les patrons et ouvriers soient dorénavant obligés de travailler conjointement à de mêmes buts ; de sorte que, et à cet effet nous ne la suivons pas, l'identité sociale de chacun est modifiée, les catégories du passé s'estompant devant une nouvelle réalité de patrons-ouvriers et ouvriers-patrons. Voir sa communication "American Labor and the Financialization of Work: Ownership and Control in the Weirton Steel Corporation", 2007.
10. Dan Clawson, *The Next Upsurge: Labor and the New Social Movements*, 2003 : 134.
11. François Chesnais, « La nouvelle économie » : 46-50.
12. *Ibidem* : 52-55.
13. Cité dans Chris Toulouse, "Political Economy after Reagan", 1995 : 22.
14. Louis Gill, *Le néolibéralisme*, 2^e édition, 2002 : 18.
15. *Ibidem* : 16.
16. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 1994 : 28-29.
17. R.B. Freeman et J.L. Medoff, "The Impact of Collective Bargaining: Illusion or Reality?", 1981 : 55.
18. Bruce Western, *Between Class and Market: Postwar Unionism in the Capitalist Democracies*, 1997 : 158-159.
19. A.H. Raskin, "The Grand Illusion", *Business Month*, septembre 1988 : 67-81.
20. Grosso modo, nous suivons ici l'explication de Kim Moody, *An Injury to All* : 168-174. Nous avons présenté le « premier moment », celui de l'épisode Chrysler, dans le chapitre précédent.
21. William Glaberson, "An Uneasy Alliance in Smokestack U.S.A.", *New York Times*, 13/03/1988, section 3 : 1, 11. Les renseignements qui suivent sont tirés de cet article.

22. Reportage de Marie Weigand, *Socialist Action*, vol. 4, n° 9 (septembre 1986) : 1, 5. Sur la situation dans l'industrie de l'acier considérée historiquement, voir: Christoph Scherrer, "Surprising Resilience: the Steelworkers' Struggle to Hang on to the Fordist Bargain", 1995: en particulier, 152-163.
23. Weigand, *ibid.*
24. Charles F. Sabel, "Left Behind at the Forge", *New York Times, Book Review*, 05/02/1989: 3, 30. Il s'agit d'une recension de deux livres portant sur l'industrie de l'acier et ses transformations d'alors.
25. Marie Weigand, *Socialist Action*: 1, 5.
26. Charles F. Sabel, "Left Behind at the Forge": 1, *New York Times*, 25/12/1988, section 3: 5.
27. Alain Bihr, *Du «grand soir» à «l'alternative»: le mouvement ouvrier européen en crise*, 1991: 13-14.
28. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: 188.
29. Charles Craypo, "The Decline of Union Bargaining Power", 1990: 23.
30. *Ibidem*: 25.
31. Kim Moody, *An Injury to All*, 1988: 172.
32. La structure de la propriété, la planification des activités et la hiérarchie de commandement caractérisant le monde de l'industrie au Japon furent aussi beaucoup étudiées. Il n'est évidemment pas de notre propos de s'arrêter à ces aspects de l'univers industriel japonais.
33. *New York Times*, 29/12/1987: D1, D5. Un des fleurons de ce mouvement fut certainement l'expérience du modèle Saturn, que lança GM au milieu de la décennie 1980-1990. Voir notamment S. Rubenstein, M. Bennett et T. Kochan, "The Saturn Partnership: co-Management and the Reinvention of the Local Union", 1993.
34. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: 119-121.
35. Herbert R. Northrup, "New' Union Approaches to Membership Decline: Reviving the Policies of the 1920s?", 1991: 339.
36. Herbert H. Northrup, *ibidem*; Agis Salpukas, "Pan Am Pilots at the Controls", *New York Times*, 03/12/1987: D2; Frank Borman, "Showdown in Miami", *Business Month*, septembre 1988: 39-45; Michael Ennis, "Sky King", *Business Month*, septembre 1988: 27-34; Nancy B. Johnson, "Airlines: Can Collective Bargaining Weather the Storm?", 2002. On consultera avec profit aussi, cette fois pour le secteur de l'automobile, H.C. Katz, J.P. MacDuffie et F.K. Pil, «Autos: Continuity and Change in Collective Bargaining», 2002 et, pour le secteur du camionnage, M.H. Belzer, «Trucking: Collective Bargaining Takes a Rocky Road», 2002.
37. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: 119.
38. Kim Moody, *An Injury to All*: 185-191, citation 187.
39. Pour ce qui précède, voir Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003: 104-124, 130-158.
40. J. Stieber et R.N. Block, "Summary and Conclusions", 1981: 361.
41. Ces chiffres sont repris de: S.M. Lipset, N.M. Meltz et collab., *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004: 12, 52; Michael Goldfield, *The Decline of Organized Labor in the United States*, 1987: 11-20; G. Perusek et K. Worcester, *Trade Union Politics*, 6; *Labor Notes*, juillet 1993.
42. Michael Goldfield, séries statistiques soumises à la 12^e édition de l'annuelle North American Labor History Conference, Wayne State University (Detroit), le 16/10/92.
43. Pour ce qui précède: M.A. Golden, M. Wallerstein et P. Lange, "Postwar Trade Union Organization and Industrial Relations in Twelve Countries", 1999: 196-202, 224; Mel Van Elteren, *Labor and the American Left: An Analytical History*, 2011: 202, note 1; Department for Business Innovation and Skills, 2014: 3-8. Citation prise de Golden, Wallerstein et Lange: 224.
44. Mel Van Elteren, *ibidem*.

45. Nous nous inspirons ici en partie de Chris Toulouse, *Trade Union Politics*: 22-29.
46. T.W. Evans, *The Education of Ronald Reagan: The General Electric Years and the Untold Story of His Conversion to Conservatism*, 2007 : citations ici tirées de la quatrième de couverture.
47. Martin P. Wattenberg, *The Decline of American Political Parties, 1952-1994*: 144.
48. Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, 2001 : 483.
49. Ira Katznelson, "A Radical Departure: Social Welfare and the Election", 1981 : 314-315, 317.
50. Voir D. Knoke, F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks: Labor Politics in the U.S., Germany, and Japan*, 1996: 124-126, citations 125, 126.
51. Ira Katznelson, « A Radical Departure »: 315.
52. Mike Davis attire précisément l'attention sur ces phénomènes ; voir son *Prisoners of the American Dream*, 1986: 157-158.
53. Ahmed Shawki, *Black and Red: les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis, 1850-2010*, 2012 : 211-212. La petite ville dont il est question est Philadelphie dans le Mississippi.
54. Chris Toulouse, "Political Economy after Reagan" : 35.
55. Serge Denis, « Le cas du syndicalisme », 1994 : 143-146.
56. S. Fraser et G. Gerstle, « Epilogue »: 294.
57. Jean Beauté, *La présidence Reagan*: 54-55, 56.
58. Kim McQuaid, *Uneasy Partners*: 168-169.
59. Texte de M.F. Toinet publié dans *Le monde diplomatique*, janvier 1985 reproduit (en partie) dans Jean Beauté, *La présidence Reagan, premier mandat, 1981-1985*: 121.
60. Kim McQuaid, *Uneasy Partners*: 168-169.
61. Jean Beauté, *La présidence Reagan*, 123-127, pour ce paragraphe ; citations 123, 124, 127.
62. *Ibidem*.
63. Kim McQuaid, *Uneasy Partners*, 172.
64. *Ibidem*: 160.
65. D. Knoke, F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks*: IX.
66. Voir le *New York Times* du 23/10/1988 : section 3 (Business), 1.
67. *Ibidem*. L'intérêt du Defense Science Board pour cette possibilité venait aussi de ce que, l'industrie devenant mondiale, la défense des États-Unis risquait d'être hypothéquée par des besoins d'achat à l'étranger. Les rapports de ce DSB sont disponibles en ligne, sur son site.
68. Kim McQuaid, *Uneasy Partners*: 74-78, citations 75, 76.
69. D. Knoke, F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks*: 125.
70. Chris Toulouse, "Political Economy after Reagan" : 36.
71. *Ibidem*: 38.
72. Thomas B. Edsall, "A Realignment in Public Policy", 1989 : 276.
73. Voir par exemple l'analyse de Kim Moody, *An Injury to All*: 139-146.
74. Richard Vallery, "Cooperation for What? The Democratic-Labor Alliance in the Reagan-Bush Era", 1993 : 122-123 ; nous reviendrons à la signification de la quatrième rubrique, qui n'est pas présentée directement par Vallery comme nous le faisons.
75. Kim Moody, *An Injury to All*, 141.
76. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*, 2010 : 62-63. Le traitement que font les auteurs de cette question du salaire minimum puis de toute la problématique de l'assurance chômage aux États-Unis est particulièrement riche.
77. D. Knoke, F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks*: 126 : c'est nous qui soulignons.
78. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*: 74-75.
79. Bruce Western, *Between Class and Markets. Postwar Unionization in the Capitalist Democracies*, 1999 : 64.
80. Kim Moody, *An Injury to All*: 141.

81. Richard Valelly, "Cooperation for What?": 123. Kim Moody évalua que 29% seulement des chômeurs recevaient des prestations en 1984; Kim Moody, *An Injury to All*: 141. *AFL-CIO Reviews the Issues*, Report n° 28, mars 1989: 4.
82. AFL-CIO, *ibidem*: 2-3; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats. An Enduring Alliance*, 1999: 22. La première citation de ce paragraphe est tirée de Dark, les autres du document de recherche de l'AFL-CIO.
83. AFL-CIO, *ibidem*: 4.
84. AFL-CIO, documents du congrès de 1981, section « Health »: 163-164.
85. Daniel B. Tope, *The Politics of Union Decline: An Historical Analysis*, 2007: 27-28. *Work Related Abstracts*, 1983: Section L, # 18, # 66; Section R, # 341.
86. H.S. Farber et B. Western, "Ronald Reagan and the Politics of Declining Union Organization", 2001: 8-10; Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, 1986: 139. Précisons-le explicitement: le NLRB reaganien n'est pas simplement une institution plus conservatrice qu'à l'ordinaire, il a été recomposé en organisme de contraction des droits syndicaux.
87. Daniel B. Tope, *The Politics of Union Decline: An Historical Analysis*, 2007: 29-30.
88. Article de *Business Week*, 11/06/1984, rapporté et synthétisé par Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 139-140, citations 140.
89. Jonathan Tasini, "Why Labor is at Odds with the NLRB", *The New York Times*, 30/10/1988, section 3 (Business): 4.
90. Kim McQuaid, *Uneasy Partners*: 183. Sauviat et Lizé, dans leur livre sur *La crise du modèle social américain*, avancent que le NLRB perdit environ le tiers de ses effectifs durant les années 1980 (voir la page 29, la note 10).
91. Richard Rothstein, "Unions and the New Administration", *Dissent*, vol. 40, n° 2 (printemps 1993): 164.
92. Jonathan Tasini, "Why Labor is at Odds with the NLRB": 4.
93. William B. Gould 4th, "Mistaken Opposition to the NLRB", *The New York Times*, 20/06/1985.
94. Voir l'entrevue qu'il accorda au journaliste Jonathan Tasini en 1988 pour la préparation de l'article « Why Labor is at Odds with the NLRB » de ce dernier.
95. Daniel B. Tope, *The Politics of Union Decline: An Historical Analysis*: 30.
96. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 140.
97. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*: 28, pour les deux citations qui précèdent.
98. Human Rights Watch, *Unfair Advantage: Workers' Freedom of Association in the United States under International Human Rights Standards*, section "Findings and Recommendations", août 2000: 9.
99. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis: les temps difficiles*, 2009: 102-135.
100. *Ibidem*: 161-162.
101. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*: 33-34.
102. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 139; Nathan Newman, "Teamsters Scandals and Republicans, or Why the Republicans Should Just Shut Up", 1997: 2; la première citation est prise de Davis, la deuxième de Newman.
103. Nathan Newman, *ibidem*.
104. *Ibidem*: 2.
105. J. Stieber et R.N. Block, "Summary and Conclusions".
106. Judson MacLaury, "*United States Department of Labor. A Brief History*", consulté sur le site du U.S. Department of Labor: 4.
107. *Ibidem*.
108. Bruce E. Kaufman, "Research on Strike Models and Outcomes in the 1980s: Accomplishments and Shortcomings", 1992: 120, note 2; *Business Week*, "The Costs of Reagan's Labor Stance", 18/01/82: 23-24. La citation est tirée de l'article de Kaufman.
109. Voir P.A. Wallace et J.W. Driscoll, « Social Issues in Collective Bargaining », 1981: 226-228, citations 228.

110. Entrevue de H. Potter par B.A. Franklin, correspondant du *New York Times* à Washington, 10/01/1988: E5.
111. Stuart Diamond, "Government is Faulted on Deaths in Workplace", *New York Times*, 17/07/1988: 15.
112. Robert S. Smith, "Have OSHA and Workers' Compensation Made the Workplace Safer?", 1992: 583, note 9.
113. *Ibidem*: 557.
114. Daniel J.B. Mitchell, "Social Insurance and Benefits", 1992: 594, 611.
115. Éléments tirés des *Work Related Abstracts*, section L, 1983: entrées 75, 76, 78, 79, 89, 131.
116. Geoff Johnson, "Life and Death of a PATCO Local", 2006.
117. Voir Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*, 1983: 66-72, citations 67.
118. Lettre du candidat Reagan à la présidence reproduite en traduction française dans R. Fantasia et K. Voss, *Des syndicats domestiqués: répression patronale et résistance syndicale aux États-Unis*, 2003: 72.
119. Kim Moody, *An Injury to All*: 141.
120. Steven D. "Remembering Reagan's Little Lie to the Air Traffic Controllers", *Daily Kos*, 09/07/2012, consulté en ligne sur le site du *Daily Kos*, <http://www.dailykos.com/story/2012/07/09/1107835/-Remembering-Reagan-s-Sweet-Little-Lie>.
121. Il n'y eut pas d'accidents importants dans le ciel durant l'année qui suivit aux États-Unis, accidents qui auraient pu être imputés à cette décision casse-cou du président. Mais les craintes du Congrès et des spécialistes de l'aviation civile devant des mesures de sécurité et des moyens qu'on jugeait insuffisants refirent souvent surface au fil des ans. Encore en 1985, l'écrasement d'un avion à Dallas qui entraîna la mort de 136 personnes fut relié par plusieurs à des faiblesses du contrôle aérien, comme d'autres accidents, antérieurs ou ultérieurs, sur le territoire des États-Unis. La dépêche de l'agence France-Presse a été publiée dans *Le Devoir* du 03/10/1985: Pascal Taillandier, « Les contrôleurs américains critiqués ».
122. Le président Clinton allait abolir ces deux mesures, mais en fin de compte seuls quelque 700 ex-contrôleurs grévistes retrouveraient leur emploi.
123. S.M. Lipset et N. Meltz (avec R. Gomez et I. Katchanovski), *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004: 206, note 5; Stanley Aronowitz, *Working-Class Hero*: 70. Lipset et Meltz font remarquer qu'une « décennie plus tard 50 % des Américains croyaient que Reagan avait erré, alors que 39 % l'appuyaient », un renversement de l'opinion difficile à interpréter.
124. Stanley Aronowitz, *ibidem*: 68; Joseph A. McCartin, "The Strike that Busted Unions", *The New York Times*, 03/08/2011.
125. Nous nous inspirons à cet égard de Joseph A. McCartin, « Solvents of Solidarity: Political Economy, Collective Action, and the Crisis of Organized Labor, 1968-2005 »: 217; les citations dans ce paragraphe sont tirées de la même page.
126. On peut trouver en ligne une étude complète de cette décision de la Cour suprême de 1938 par deux professeurs de droit, T.C. Kohler et J.C. Getman, intitulée « The Story of NLRB v. Mackay Radio and Telegraph Co: The High Cost of Solidarity », sur le site du Boston College Law School à l'adresse Digital Commons @ Boston College Law School; il s'agit du « Faculty Paper » 8-1-2006. Voir aussi Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis: les temps difficiles*: 173.
127. J.A. McCartin, "Solvents of Solidarity": 230.
128. Marianne Debouzy cite les phrases du jugement de la Cour suprême portant sur ces balises: voir son livre *Le monde du travail aux États-Unis*: 173.
129. R. Fantasia et K. Voss, *Des syndicats domestiqués*: 74. Cette disposition trouvait ses origines dans la loi Landrum-Griffin de 1959.
130. Human Rights Watch, *Unfair Advantage*: section "Findings and Recommendations", 11-12.
131. R. Fantasia et K. Voss, *Des syndicats domestiqués*: 75.
132. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994; 229.
133. *Ibidem*: 231.

134. Hardy Green, *On Strike at Hormel: The Struggle for a Democratic Labor Movement*, 1990: 333-334.
135. R. Fantasia et K. Voss, *Des syndicats domestiqués*: 75; voir les pages 75-80 pour une illustration de phénomènes marquants de ce que nous venons de couvrir.
136. Jonathan D. Rosenblum, *Copper Crucible. How the Arizona Miners' Strike of 1983 Recast Labor-Management Relations in America*, 1995: 3-11; citations, 3, 5, 10. Nous nous fondons sur ce livre pour notre courte présentation de la grève à Phelps-Dodge.
137. *Ibidem*, chapitres 4 et 5 (p. 88-153), citation 93. Notons que les travailleurs de la mine étaient composés de gens d'origines ethniques multiples, beaucoup dont les familles étaient venues du Mexique depuis le début du xx^e siècle. Il y eut une nette démarcation entre le comportement de ces derniers, tous catholiques, et celui des « anglos », très largement mormons. Ceux-ci fournirent la plus large cohorte de travailleurs de la Phelps Dodge qui abandonnèrent l'action revendicative et franchirent les lignes de piquetage; on trouve peu de noms espagnols parmi les grévistes qui retournèrent au travail; voir les pages 134-137.
138. *Ibidem*, 184-199; citations 195 et 198-199.
139. Richard Vallery, "Cooperation for What? The Democratic-Labor Alliance in the Reagan-Bush Era": 122-123.
140. *Ibidem*: 123.
141. Audrey Freedman, *The New Look in Wage Policy and Employee Relations*, Conference Board, New York, 1985 cité par Joel Rogers, "Don't Worry, Be Happy", 1993: 67, note 36; voir aussi John Van Doorn, *Business Month*, septembre 1988: 4.
142. Chiffre établi sur la base de ce qui est rapporté dans la *Monthly Labor Review*, « Review of Collective Bargaining in 1987 », janvier 1988: 36.
143. D. Knoke, F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinika, *Comparing Policy Networks*: 173.
144. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 3^e édition, 2002: 256-257 pour les deux dernières citations.
145. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 1994: 111.
146. *Ibidem*: 48-50, 77-78; citations, 50.
147. Kim Moody, *An Injury to All*: 303.
148. Conférence de Robert Potter en séance plénière et publique de la 15^e édition de la North American Labor History Conference le 15/10/93, tenue à l'Université Wayne State, de Detroit. Au moment où nous écrivons, plus de vingt années plus tard, l'AFL-CIO regroupe à peine 7 % des travailleurs du secteur privé. Le propos de Potter est rapporté sur la base des notes prises par l'auteur de ces lignes lors de la conférence.
149. Fritz Scharpf, *La sociale démocratie européenne face à la crise*, 1990: 298.
150. Marie Weigand, "LTV Steel Retreats Under Strong Union Pressure", *Socialist Action*, septembre 1986: 5.
151. Julius Getman, *The Betrayal of Local 14. Paperworkers, Politics, and Permanent Replacements*, 1998: 31-32.
152. *Ibidem*: XI, 31-37, citations 32, 34.
153. Pour ce paragraphe, *ibidem*: 47-52, citations 48, 50.
154. *Ibidem*: citations tirées des pages 174, 175, 220, 223, 224.
155. *Ibidem*: 172-175.
156. C'est Stanley Aronowitz, dans *The Death and Rebirth of American Radicalism*, 1996: 175, qui fit cette comparaison entre Reagan et Nixon.
157. Kim Moody, *An Injury to All*: 304.
158. Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*: 175.
159. Kim Moody, *An Injury to All*: 304.
160. Rapporté dans C. Perusek et K. Worcester, "Introduction: Patterns of Class Conflict in the United States Since the 1960s": 20, note 24.
161. R. Fantasia et K. Voos, *Des syndicats domestiqués*: 92.

162. Voir *Labor Notes*, n° 36, septembre 2009 et Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 223-224, citation 224.
163. Paul Buhle, *ibidem*.
164. Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*: 175.
165. *New York Times*, 31/05/1981, 3^e section : 1, rapporté par Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 228.
166. R.H. Zieger et C.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 2002: 256.
167. Richard Oestreicher, "The Rules of the Game: Class Politics in Twentieth Century America", 1998: 26.
168. L'expression qu'on a citée déjà est de T. Andréani et M. Féray, *Discours sur l'égalité parmi les hommes: penser l'alternative*, 1993: 258-259.
169. Expression évidemment étrange dans la bouche de Kirkland, nous devons le souligner, qui l'utilise dans un sens antinomique cependant au sens que lui avait donné Lenine quand il la formula; A.H. Raskin, « The Grand Illusion », 1988: 78.
170. A.H. Raskin, *ibidem*.
171. Propos de Serrin résumés par Paul Buhle, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland, and the Tragedy of American Labor*, 1999: 240.
172. L.G. Stauber, "Macroeconomic Management and Market Socialism in the West: An Exploratory Essay", 1985: 6-7.
173. Entrevue réalisée par K.B. Noble, « Q and A: Lane Kirkland. Reflections on a Labor Federation Anniversary », *New York Times*, 14/12/1986.
174. *Ibidem*.
175. *Ibidem*.
176. David Brody, "The Future of the Labor Movement in Historical Perspective", *Dissent*, vol. 41, n° 1, hiver 1994: 57. C'est Brody qui cite Kirkland.
177. Voir T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: VIII, XVI.
178. Robert Bruno, "Born at Work: A Rank and File Story: Class Identity and Memory in Youngstown", 1996; Kathryn M. Dudley, *The End of the Line: Lost Jobs, New Lives in Post-industrial America*, 1994; Michael A. Gordon, "Working Class Memory in the Making of a Strike – and a Play about the Strike", 1996.
179. Ralph Nader, interviewé par William Greider, *Rolling Stone*, n° 512 (5 novembre-10 décembre 1987): 118.
180. E.J. Dionne Jr., "In a Changed Economy, Labor Tries New Tactics", *New York Times*, 26/10/87: 15.
181. Richard Rothstein, "Unions and the New Administration", *Dissent*, vol. 40, n° 2 (printemps 1993): 161.
182. Sur Hormel, nous nous référons à Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis*: 190-192; Peter Rachleff, *Hard-Pressed in the Heartland*, 1993: 83-87; Hardy Green, *On Strike at Hormel*: VI, XV, 4-11, 35-38. Marianne Debouzy, dans le même livre, traite d'exemples de ces explosions sociales.
183. Marianne Debouzy, *ibidem*: 194-196, citation 194.
184. K. Bronfenbrenner et T. Juravick, "The Evolution of Strategic and Coordinated Bargaining Campaigns in the 1990s: The Steelworkers' Experience", 2001: 217-223.
185. Peter Rachleff, *Hard-Pressed in the Heartland*: 13.
186. Mineta Transportation Institute, College of Business, San Jose State University, "The Great Greyhound Strikes", Report 01-02, Transit Labor Relations Guide, 2001.
187. Voir Janice Castro, "Labor Draws an Empty Gun", *Time Magazine*, 24/06/2001.
188. George Garneau, "New Life: British Publisher Robert Maxell Agrees on Staff Cuts with Nine Striking *New York Daily News* Unions; Plans to Take Over the Paper in a Week", *Questia – Trusted Online Research*, Online Library, consulté le 09/10/2015.
189. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis*: 196-198; citations 197.

190. Poursuivant sa présentation de la bataille avec Bridgestone-Firestone au-delà de 1995, M. Debouzy explique comment les USW continuèrent la lutte en dépit du retour au travail en cherchant et en obtenant la solidarité active des ouvriers du caoutchouc d'autres pays, ce qui amena la compagnie à laisser tomber certaines de ses principales exigences de concession.
191. G. Preruzek et K. Worcester, "Introduction. Patterns of Class Conflict in the United States since the 1960s", 1995: 3-6, citation 4.
192. John Russo, "Saturn's Rings: What G.M.'s Saturn Project is Really About", 1986: 74.
193. *Ibidem*: 75.
194. Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 240-242; *The Dickenson Star. Labor in America*: "We Won't Go Back. UMWA Pittston Strike, 1989-1990, 1990: 1, 29, 34, 95. Les deux premières citations du paragraphe sont tirées de Buhle, 241 et 242; les deux dernières citations sont prises du *Dickenson Star*, 1 et 95.
195. P. Wilayto et D. Cormier, *We Won't Go Back: The Story of the Struggle of the UMWA against the Pittston Coal Company*, 1990: 11.
196. *The Dickenson Star, Labor in America*: 1-4, 29, 95; P. Wilayto et D. Cormier, *We Won't Go Back*: 15.
197. *The Dickinson Star, ibidem*: 15-19, 42-60; P. Wilayto et D. Cormier, *ibidem*: VI, 37-38-43; Peter Rachleff, *Hard-Pressed in the Heartland*: 104, III.
198. *The Dickinson Star, ibidem*: 24-25, 72-90, citation 72. On se rappellera que John L. Lewis avait refusé de se joindre avec les UMWA à l'AFL-CIO lors de la création de cette dernière; le syndicat des mineurs s'était retiré du CIO en 1942 et avait joint l'AFL en 1946, qu'il avait quittée l'année suivante.
199. P. Wilayto et D. Cormier, *We Won't Go Back*: 44.
200. *The Dickenson Star, Labor in America*: 84-85, 91, 95.
201. *Ibidem*: 98-100.
202. *AFL-CIO News*, 11 juillet 1994, 39: 4; *UMW Journal*, août-septembre 1994, 105: 13.
203. R.H. Zieger et J.G. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition: 258.
204. Alexander Cockburn, "The Executioner's Song. Clinton, Labor and Free Trade", *The Nation*, vol. 255, n° 14, 02/11/1992: 506.
205. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, 1994: XII-XIV, 216-217; citation, XIII-XIV.
206. Harry C. Katz, "Whither the American Labor Movement?", 2001: 343-344, citation 344.
207. Amy Foerster, "Confronting the Dilemmas of Organizing. Obstacles and Innovations at the AFL-CIO Organizing Institute", 2001: 157-160, citation 157.
208. Voir Harold Meyerson, "Democrats on Defensive: What Hope for Liberalism?", *Dissent*, vol. 43, n° 1, hiver 1996: 12-16, citation 15.
209. Propos d'un syndicaliste rapportés par Amy Foerster, «Confronting the Dilemmas»: 158-160, citations 158-159.
210. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994: 205; John Holusha, "Union Rebel: Jerry Tucker, the Man Who Is Fighting the UAW from the Inside", *New York Times*, 23/10/1988, section 3: 6; Jonathan Tasini, "A Union Split Over Givebacks", *New York Times*, 29/01/1989, section 3: 10.
211. Voir R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition: 257-262, citations 259.
212. Pour les luttes en Californie, voir l'excellent chapitre de R. Milkman et K. Wong, "Organizing Immigrant Workers: Case Studies from Southern California", 2001.
213. Jean Beauté, *La présidence Reagan: second mandat, 1985-1989*, 1991: 5-7, 11-18; citations 6, 11, 14, 16.
214. B.J. Widick, *Detroit: City of Race and Class Violence*, [1972] 1989: 251.
215. Rosalyn Carter, citée par Ralph Nader, dans l'entrevue qu'il a accordée à la revue *Rolling Stone*, 512 (5 novembre-10 décembre) 1987.
216. *AFL-CIO Reviews the Issues*, report n° 60, juillet 1992: *Why America Needs an Industrial Policy*: 4.

217. *Ibidem*: 2-3, citations 2.
218. *Ibidem*: 4.
219. Voir Ernest D. Lieberman, "Wages and Productivity: Rebuild America by Rebuilding Labor", *New York Times*, 08/01/1993, section 3: 3. Lieberman avait alors précisément publié un livre intitulé "Unfit to Manage": *How Mis-Management Endangers America and What Working People Can Do About It*. Pour une courte mais éclairante présentation du contenu, à l'époque du reaganisme, du projet majoritaire aux États-Unis d'une politique industrielle, de son élaboration progressive, de ses appuis et de ses contradicteurs, voir de K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*, 1995: 226-233.
220. *New York Times*, 13/08/1988, section 3: 11.
221. Chiffres rapportés dans *AFL-CIO Reviews the Issues*, Report n° 36, août 1989, *Wages and Competitiveness*: 2.
222. H.C. Katz et J.H. Keefe, "Collective Bargaining and Industrial Relations Outcomes: the Causes and Consequences of Diversity", 1992: 56-59, citation 58.
223. La séquence que nous rapportons dans ce paragraphe, du cheminement de l'idée d'une politique industrielle, s'inspire de Kim Moody, *An Injury to All*: 157-159, citations 157, 158.
224. Richard Valelly, "Cooperation for What? The Democratic-Labor Alliance in the Reagan-Bush Era", 1993: 124-129, citations 125, 126.
225. Harold Meyerson, "Labor's Risky Plunge into Politics", *Dissent*, vol. 31, n° 3, été 1984: 291.
226. Robert S. Greenberger, "Labor and Democrats: Can the Marriage Be Saved", *The Wall Street Journal*, 25/08/1982, rapporté dans Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 127.
227. D.L. Perlman, "Reagan's Mid-Term Stand Scored: Kirkland Says Policy Shift Essential to End Recession", *AFL-CIO News*, 29/01/1983: 28.
228. *Work Related Abstracts*, octobre 1982. Gleason avait été l'un des premiers organisateurs de la manifestation syndicale massive d'appui à l'engagement militaire au Vietnam et de rudoiment des étudiants contestataires sur Wall Street à l'époque de la présidence Nixon.
229. Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 223.
230. "Reagan's Quotes on Strike Policy 'Misread History'", *AFL-CIO News*, 05/09/1981: 26.
231. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 128.
232. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism, from Reagan to Clinton*, 2000: 48-49.
233. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 127.
234. *Ibidem*: 135. Il est notable que Dark tenait à souligner qu'avec les nouvelles méthodes de participation la haute direction syndicale risquait de faire face à un double danger, celui de ne pas être en mesure de satisfaire aux attentes de membres mobilisés et celui d'être débordée « par l'entrée imprévisible et dérangeante dans la structure de pouvoir du syndicat de membres rendus récemment actifs »: voir la page 130 à cet égard.
235. *Ibidem*: 127; Kim Moody, *An Injury to All*: 159.
236. Kim Moody, *ibidem*: 159.
237. Le conseil d'administration de l'AFL-CIO (*General Board*) est alors formé des 99 présidents des syndicats affiliés et le conseil exécutif est composé de 35 d'entre eux; Taylor E. Dark, *The Democrats and the Unions*: 129.
238. *Ibidem*: 127.
239. Sur la composition d'alors du conseil d'administration et du conseil exécutif, voir la note 237ci-dessus.
240. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 128-133, citations 129-130.
241. *Ibidem*: 131. Toutes les dépenses syndicales investies dans la campagne à l'investiture de Mondale, dont certaines avaient à être officiellement comptabilisées et d'autres pas, s'élevèrent, pense l'auteur, à une somme approchant probablement 20 millions de dollars (voir la page 122).
242. Harold Meyerson, "Labor's Risky Plunge Into Politics", *Dissent*, vol. 31, n° 3, été 1984: 289. Souligné dans le texte.

243. Harold Meyerson, « At the Democratic Convention », *Dissent*, vol. 31, n° 4, automne 1984 : 403 ; souligné dans le texte. En nombre, les délégués syndicalistes élus au congrès, c'est-à-dire sélectionnés avec l'appui du *labor* et dans le cadre de ses efforts, s'établit alors à quelque 600 personnes ; voir E.J. Dionne Jr., « Unions Make Major Gains in '88 Politics », *New York Times*, 05/06/88, 1, 26.
244. Harold Meyerson, *ibidem* : 404-405.
245. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 130.
246. Harold Meyerson, "Labor's Risky Plunge Into Politics" : 287, 294.
247. Harold Meyerson, "At the Democratic Convention", *Dissent* : 404.
248. Joseph Clark, "A Coalition in Forming", *Dissent*, vol. 31, n° 1, hiver 1984 : 76 ; Lance Compa, "Labor and the Election: Winning with or without Mondale", *The Nation*, vol. 239, n° 12, 20/10/1984 : 384 ; Andrew Kopkind, "Jackson Action. Strategies for Now – and Next Time", *The Nation*, vol. 249, n° 9, 25/09/1989 : 316.
249. Voir à cet égard, Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui : le déclin du politique comme procès de politisation?*, 2005 : 55-69.
250. On se rappellera que le Farmer-Labor Party du Minnesota, seul survivant des Labor parties apparus au sortir de la Première Guerre mondiale, qui avait en son temps gagné le poste de gouverneur du Minnesota et la mairie de Minneapolis-Saint-Paul, a fusionné avec les démocrates en 1944. D'où ce nom à l'allure un peu composite de Democratic Farmer-Labor Party depuis ce moment. Pour ce passage, voir Richard Velely, "Cooperation for What? The Democratic-Labor Alliance in the Reagan-Bush Era", 1993 : 126-127.
251. Cette élaboration est la nôtre, mais elle est portée par les pages de la conclusion du livre de K. Finegold et T. Skocpol, *The State and Party in America's New Deal*, 1995 : 223-242, plus directement 226-240.
252. Richard Velely, "Cooperation for What? : 127-128.
253. Épisode rapporté par Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 281.
254. Pour ce qui précède, voir "After the Fall", *The Nation*, vol. 239, n° 16, 17/11/1984 : 500 ; Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 280-281, citation 281.
255. T. Ferguson et J. Rogers, "The Political Economy: Why Mondale Turned Right", *The Nation*, vol. 239, n° 10, 06/10/1984 : 313-315.
256. Harold Meyerson, "The Democratic Promise. Dilemmas for the Democrats", *Dissent*, vol. 35, n° 1 (hiver 1988) : 33-43, citation 41.
257. Rapporté dans David Brody, *In Labor's Cause* : 77.
258. Les deux citations qui précèdent sont prises de Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*.
259. Notons que les sondages montraient tout aussi bien que l'électorat se disait opposé à la hausse des taxes mise en avant par Mondale, que celui-ci continua néanmoins de prôner.
260. Voir notamment Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 282.
261. Lance Compa, "Winning with or without Mondale", *The Nation*, vol. 239, n° 12, (20 octobre) 1984 : 382-384, citations 384.
262. "After the Fall", *The Nation*, vol. 239, n° 16, 17/11/1984 : 500.
263. *Ibidem*.
264. Expression du professeur Walter Goldstein, employée dans sa communication "U.S. Economic Foreign Policy and the Administration", 1988 ; nous nous servons de son expression "how to borrow an economic boom".
265. Voir G. Lachapelle et R. Nadeau, « Facteurs explicatifs des fluctuations de la popularité du président Reagan », 1988 : 35-37.
266. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream* : 283-284 ; nous suivons ici la démonstration de Davis.
267. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 132-133 ; David J. Sousa, "Organized Labor in the Electorate, 1960-1988", 1993 ; citations dans Dark, qui réfère à Sousa. Voir aussi Joseph Clark, « Labor Remains in Politics », *Dissent*, vol. 32, n° 2 (printemps 1985) : 154-159.
268. Jean Beauté, *La présidence Reagan : second mandat, 1985-1989*, 1991 : 5.

269. *Ibidem*: 5-6.
270. Voir Harold Stanley, "Realignment and Dealignment of the Political Parties", 1988: 8.
271. Rapporté dans Joe Ryan, "Crisis of the Left in the U.S.", *Socialist Action*, septembre 1986: 11.
272. Joseph Clark, "Labor Remains in Politics", *Dissent*, vol. 32, n° 2, printemps 1985: 159.
273. Irving Howe, "Four More Years", *Dissent*, vol. 32, n° 1, hiver 1985: 6.
274. L'expression est de Blair Clark, "Democrats and the Left. Can We Put New Life in the Party?", *The Nation*, vol. 241, n° 14, 02/11/1985: 444.
275. Entrevue de Lane Kirkland réalisée par Joseph Clark, «Lobor Remains in Politics», *Dissent*, vol. 32, n° 2, printemps 1985: 155-156.
276. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 278.
277. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 130.
278. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 280.
279. Kim Moody, *An Injury to All*: 262.
280. A.H. Raskin, "The Grand Illusion", *Business Month*, septembre 1988: 67.
281. Pour ce paragraphe, voir Blair Clark, "Democrats and the Left. Can We Put New Life in the Party?", *The Nation*, vol. 241, n° 14, 02/11/1985: 425, 442-444, citation 443.
282. Les citations qui précèdent sont tirées de Kim Moody, *An Injury to All*: 143-144.
283. Ron Walters, "Black Democrats: Time for a Third Party", *The Nation*, vol. 241, n° 14, 02/11/1985: 440-442; voir aussi Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 295. Notons que les sièges promis aux caucos noir, hispanique et femme ne furent pas abolis à l'exécutif du parti: voir Mike Davis, *ibidem*, et Ron Walters, «Black Democrats: Time for a Third Party?»: 440.
284. *New York Times*, 2/11/1988, section 4: 4. Le bureau du gouverneur avait aussi facilité la coopération entre les employeurs concernés, propriétaires des mines et fournisseurs d'énergie essentiellement, en plus des ententes avec le syndicalisme.
285. E. Parker et J. Rogers, "Building the High Road in Metro Areas: Sectoral Training and Employment Projects", 2001: 256-261 pour les deux paragraphes qui précèdent.
286. Voir dans *Mother Jones*, la note de David Beach, 01/1988: 27, 29 pour une courte présentation de ce qui fut tenté à Duquesne, en Pennsylvanie, quand l'aciérie locale cessa ses activités en 1984, mettant à pied 2000 personnes. C'est le projet de Duquesne, en alliance avec d'autres localités, regroupant syndicats, Églises, mouvements communautaires notamment, qui se qualifia de projet de «réindustrialisation par le bas».
287. *New York Times*, section 3, 18/09/88: 11.
288. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: 157-158.
289. Éditorial du *New York Times*, "Whose Way on the Economy? Paying the Bill for Present Prosperity", 16/10/1988, section 4: 20.
290. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 2-4; Richard Oestreicher, "The Rules of the Game": 24, citation dans Oestreicher.
291. Michael Zweig, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 2^e édition, 2012: 64.
292. Michael Zweig, *The Working Class Majority. America's Best Kept Secret*, 1^{re} édition, 2000: 70.
293. Peter Seybold, "American Labor at the Crossroads. Political Resurgence or Continued Decline?", 1990: 51.
294. Voir Robert S. Smith, "Have OSHA and Workers' Compensation Made the Workplace Safer?", 1992: 557-586.
295. Voir à ce sujet l'exemple tragique d'une famille de l'Oregon et de son enfant de 7 ans souffrant de leucémie à qui la législature d'État refusa de payer le coût d'une transplantation de moelle osseuse en 1987; la mère ne réussit pas à recueillir les sommes astronomiques que ce type d'intervention suppose aux États-Unis, par appel à la charité privée; l'enfant perdit en conséquence la vie: voir *New York Times*, «Who Gets Marrow Transplants? Increasingly, Life and Death Issues Become Money Matters», 20/03/88, section 4: 6. Voir aussi "The Burden of Medical Care", *New York Times*, 23/10/88, section 4: 3.

296. Avec la politique générale de déréglementation des années 1980-1990, jointe à leur gestion (privée) décentralisée et fragmentée, les sommes accumulées dans les fonds de retraite dirigés par les compagnies constituèrent des objets de convoitise parfois irrésistibles, les amenant à s'approprier, par exemple, les « excédents » que le rendement en bourse semblaient produire; Daniel J.B. Mitchell, dans « Social Insurance and Benefits », 1992: 593-611, avait traité ce type de problèmes, s'arrêtant à l'analyse de caractéristiques négatives notamment de la gestion privée des avantages sociaux et de mesures de protection économique.
297. T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Labor Relations*: 221.
298. *The Changing Situation of Workers and Their Unions: A Report by the AFL-CIO Committee on the Evolution of Work* (Washington, D.C., AFL-CIO, February 1985).
299. David Bensman, « The Unions Try Self-Criticism », *Dissent*, vol. 32, n° 4, automne 1985: 391-392.
300. Courte synthèse établie à partir de l'édition du rapport indiquée à la note 298.
301. Condensé de certains aspects du rapport par T.A. Kochan, H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*: 222.
302. *The Changing Situation of Workers and Their Unions*: 18-20, citation 19.
303. Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 143.
304. Amy Foerster, « Confronting the Dilemmas of Organizing Obstacles and Innovations at the AFL-CIO Organizing Institute », 2001: 161-166.
305. Voir Daniel J.B. Mitchell, « Social Insurance and Benefits »: 587.
306. H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*, 2001: 136-137.
307. *Work Related Abstracts*, Detroit, 1993: entrée 527.
308. *Work Related Abstracts*, Detroit, 1990: entrées 28 et 98.
309. Propos tirés de *Business Week*, 30/07/1984: 71, rapportés dans Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 289.
310. Voir Blair Clark, « Democrats and the Left: Can We Put New Life in the Party? », *The Nation*, vol. 241, n° 14, (02/11/1985): 425, 442-444, citation 443.
311. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 59.
312. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, 2000: 36-37; citation 64.
313. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 59.
314. *Ibidem*.
315. *Ibidem*: 41, 47; Baer fait remarquer que, si 68% des sénateurs et 39% des représentants démocrates étaient présents au congrès du parti en 1968, ce n'était plus le cas que de 14% et 15% en 1980.
316. *Ibidem*: 66-67; Kim Moody, *An Injury to All*: 144; Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*: 293-295, citation 294.
317. Mike Davis, *ibidem*: 295.
318. Kenneth S. Baer, *Reinventing the Democrats*: 61. Voir les chapitres 3 et 4 pour une présentation fort intéressante des lieux de rencontre et de tension entre le DLC et le DNC.
319. *Ibidem*: 86-87.
320. *Ibidem*: 165, 270.
321. Lance Compa, « Editorials. Labor Independence », *The Nation*, vol. 241, n° 20, 14 décembre 1985: 637.
322. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 133.
323. Voir Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 106-107.
324. E.J. Dionne Jr., « Unions Make Major Gains in '88 Politics », *New York Times*, 05/06/88: 1, 26; citation 26; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 133-135.
325. E.J. Dionne, *ibidem*: 26.
326. E.J. Dionne, *New York Times*, 24/04/88, section 4: 1.
327. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 134-135.

328. Hardy Green, *On Strike at Hormel: The Struggle for a Democratic Labor Movement*, 1990: 228.
329. Julius Getman, *The Betrayal of Local 14: Paperworkers, Politics, and Permanent Replacements*, 1998: 89-90.
330. Kim Moody, *An Injury to All*: 267.
331. Judy Steed, "Jackson Electrifies, But Some Are Wary", *Globe and Mail*, 21/11/1987: D5.
332. Marc Silvester, « Les élections américaines: un bilan », *Tribune ouvrière*, 192, janvier-février 1989: 6-8.
333. Harold Meyerson, "Dilemmas for the Democrats. What Next in the Eighties?", *Dissent*, hiver 1988: 34.
334. E.C. Banfield et J.Q. Wilson, *City Politics*, 1963: 168-173, citations 168, 170.
335. Faisant campagne dans le Michigan, Dukakis fit ainsi sienne la revendication syndicale sur le commerce loyal, aux accents protectionnistes et même chauvins à l'occasion, mais dont l'objectif officiel était que les États-Unis ne perdent plus d'emplois industriels sous l'assaut d'une concurrence étrangère jugée inéquitable: par exemple, la concurrence de pays du tiers-monde où les travailleurs souffrent de rapports sociaux fondés sur leur surexploitation systématique, ou devant l'Europe, le Japon et même le Canada, tous accusés de pratiques inéquitables dans leur commerce avec les États-Unis. Ce propos de Dukakis paraissait à ce point étonnant (« détonnant » serait peut-être plus juste) qu'un journaliste qui couvrait sa campagne ne pouvait manquer de noter que ce dernier paraissait soudainement adopter le point de vue de son concurrent Gephardt à la nomination. Lors de son passage à Flint, Dukakis présenta même une plateforme de mesures qui prenait l'aspect d'une petite politique industrielle; voir *The Globe and Mail*, 20/03/1988: 26.
336. Voir le *New York Times*, 17/07/1988: 16; c'était le cas, par exemple, de l'égalité des femmes et du droit à l'avortement.
337. *Ibidem*.
338. Andrew Kopkind, "Where Do Jesse's People Go? The Rainbow and the Democrats", *The Nation*, vol. 247, n° 2, 16/07/1988: 48-53. Voir aussi d'Andrew Kopkind, "Jackson Action: Strategies for Now and Next Time", *The Nation*, vol. 249, n° 9, 25/09/1989: 1, 313-318. Des militants et militantes avaient l'impression que, si la Rainbow Coalition n'évoluait pas en se déterminant par elle-même et pour elle-même, y compris si cela supposait se détacher des démocrates, elle n'aurait servi, finalement, que de faire valoir à la campagne et aux objectifs de Jackson dans le Parti démocrate.
339. Peter T. Kilborn, "A Fight to Win the Middle Class", *New York Times*, section 3 ("Business"), 04/09/1988: 1, 5; citations 1.
340. *Ibidem*.
341. *Globe and Mail*, 21/11/1987: A2.
342. *Ibidem*: A2; Kim Moody, *An Injury to All*: 144-146; citation prise du *Globe and Mail*.
343. Une *pervasive anxiety* écrivait alors Harold Meyerson, une « anxiété envahissante »; Harold Meyerson, "The Democratic Promise: Dilemmas for the Democrats", *Dissent*, vol. 35, n° 1, hiver 1988: 33.
344. Voir, par exemple, Steven V. Roberts, "Congress Seen as Likely to Back Deficit Agreement", *New York Times*, 22/11/87: 1, 38, et Jonathan Fuerbringer, "President Predicts Pact on Budget; Delay of Benefit Rises Considered", *The New York Times*, 15/11/1987: 1, 44.
345. Jacqueline Simon, "Workers' State", *The Nation*, vol. 247, n° 6, 19/09/1988: 188.
346. *Ibidem*.
347. Entrevue de Ted Kennedy par William Greider, *Rolling Stone*, 512 (5 novembre-10 décembre), 1987: 101.
348. *Ibidem*.
349. Rapporté dans Pierre Dommergues, « L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin », *Le Monde diplomatique*, octobre 1987: 21.
350. Jean Beauté, *La présidence Reagan: deuxième mandat, 1985-1989*, 1991: 87, 147; la traduction du texte de la position du Congrès du 11 octobre 1984 est de Jean Beauté, les citations sont tirées de ces deux pages.

351. *Ibidem*: 87-91.
352. F. Newport, J.M. Jones et L. Saad, « Ronald Reagan from the People's Perspective: A Gallup Poll Review », 07/06/2004, consulté en ligne sur le site de Gallup.
353. Pierre Dommergues, « L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin »: 20.
354. Entrevue de George McGovern, réalisée par William Greider, *Rolling Stone*, 512 (5 novembre-10 décembre) 1987: 103-106, citation 104.
355. The Gallup Organization, « Historical Polling for U.S. Presidential Elections », disponible sous le même titre sur Wikipédia, élection de 1988.
356. *Ibidem*.
357. Entrevue de George McGovern: 104.
358. Nous nous inspirons ici directement de l'analyse de Byron E. Shafer, « The Notion of an Electoral Order: The Structure of Electoral Politics at the Accession of George Bush », 1991: 52-57, citation 56.
359. Jean Beauté, *La présidence Reagan*: 127-128.
360. Byron E. Shafer, « The Notion of an Electoral Order »: 57.
361. *Ibidem*.
362. Ahmed Shawki, *Black and Red: les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis, 1850-2010*, 2012: NdT 212,213; citations 212, 213.
363. Voir la longue citation de *The Economist* rapportée par Ahmed Shawki, *ibidem*: 213.
364. E.J. Dionne Jr., « Labor Federation Endorses Dukakis, Citing Union Issues », *New York Times*, 25/08/1988: A1, B14.
365. *Financial Times*, 06/09/1988: 4.
366. *New York Times*, 04/09/1988: 1, 32; *New York Times*, 17/04/1988: 28; citations de la dernière phrase prises de l'édition du 4 septembre 1988 et celles de la phrase précédente de l'édition du 17 avril 1988.
367. Kenneth B. Noble, « Race Offers Labor Stark Contrasts », *New York Times*, 05/09/1988: 8.
368. Jonathan Tasini, « Why Labor is at Odds with the NLRB », *New York Times*, 30/10/1988, section 3 (Business): 4.
369. *New York Times*, 16/10/88: 1, 22.
370. *Ibidem*: 22.
371. Anthony Lewis, « Give 'Em Hell, Mike », *New York Times*, 02/10/1988, section 4: 25. Le titre de l'article fait référence au slogan officieux lancé par les partisans de Truman, « Give 'Em Hell, Harry »: « flanque-leur une volée, Harry », ou « fais-leur vivre l'enfer » ou, en français du Québec, « plante-les, Harry ».
372. Colin MacKensie, *Globe and Mail*, 05/11/88: A6.
373. Rapporté dans Andrew Kopkind, « Jackson Action: Strategies for Now – and Next Time », *The Nation*, vol. 249, n° 9, 25/09/1989: 314; on aura compris que l'allusion aux « croix qui brûlent » est au Ku Klux Klan.
374. S. Fraser et G. Gerstle, « Epilogue », 1989: 295-296.
375. C'est E.J. Dionne qui rapporte ces éléments d'analyse de la chaîne CBS, *New York Times*, 30/10/1988: 1, 30.
376. E.J. Dionne Jr., *New York Times*, 30/10/1988: 1, 30; Éditorial, *New York Times*, 10/11/1988: A30.
377. E.J. Dionne Jr., *New York Times*, 10/11/1988: A1, B6 et D.E. Rosenbaum, *New York Times*, 10/11/1988: B7.
378. D. E. Rosenbaum, *ibidem*.
379. *New York Times*, 20/11/1988, section 4: 5.
380. Marc Silvester, *Les élections américaines: un bilan*: 7.
381. *New York Times*, 13/11/1988: 32; *New York Times*, 10/11/1988: B5-B6.
382. À cet égard, voir Jean Beauté, *La présidence Reagan: second mandat, 1985-1989*, 127-132.

383. Par exemple, à Chicago, ce fief de la dernière des grandes machines municipales démocrates, où les *white ethnics* élaient imperturbablement depuis des décennies des démocrates à tous les postes, on assistait alors à ce qu'on pouvait appeler une renaissance du Parti républicain, qui procédait précisément de la résistance des *quartiers blancs* à un accès égal des Noirs à leur lieu de résidence; voir le *New York Times*, 06/04/1988: A16.
384. M.L. Sifry, "Give People a Choice, Let 'Em Vote for 'None of the Above'", *The Nation*, vol. 251, n° 7 (10/09/1990): page couverture.
385. Chiffres établis à partir des nombres du tableau 9,5 de Martin P. Wattenberg, *The Decline of American Political Parties, 1952-1994*, 1996: 165, et de l'article de E.J. Dionne, *New York Times*, 04/12/1988: section 4,4.
386. "Portrait of the Electorate", *New York Times* et CBS News, 10/11/1988: B6; Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 123.
387. Kenneth S. Baer, *ibidem*, 121-134, citations 122-123 et 126; voir aussi E.J. Dionne Jr., "Seeking Reasons Besides Dukakis, Democrats Mull Defeat", *New York Times*, 19/02/1989.
388. Dans Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 126.
389. Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 224.
390. *New York Times*, 25/12/1988: 1, 22, 23.
391. Editorial, "Choice for Workers", *Wall Street Journal*, 24/03/1992: A14.
392. AFL-CIO, *Proceedings*, 18^e congrès (13-16 novembre 1989), Washington D.C., second volume: 288.
393. *Ibidem*: 282-289.
394. *Ibidem*: 52-62.
395. Susan Kellam, "Clarence Thomas Wins Senate Confirmation", *Congressional Quarterly Almanac*, vol. XLVII, 1991: 274.
396. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 143-144, pour ce qui précède dans ce paragraphe.
397. Voir la très intéressante notice nécrologique de Jim Wright, une petite biographie, établie par le journaliste Timothy R. Smith, dans le *Washington Post* du 6 mai 1995.
398. En analyse politique on appelle « rigidité des partis » la discipline de vote partisan qu'on attend des élus. Dans un système de type britannique, comme celui qui est en vigueur au Canada, dans lequel le législatif peut renverser l'exécutif – ce qui n'est pas le cas en régime présidentiel, comme celui qui existe aux États-Unis –, les votes en chambre sont *rigidement* contrôlés par chaque parti: sauf exception, tous les élus votent selon la position déclarée de leur parti, uniformément.
399. Peter Rachleff, *Hard-Pressed in the Heartland*, 1994: 14; Luc Morgan, « Vers un parti ouvrier aux États-Unis », *Le marxisme aujourd'hui*, n° 8, décembre 1993: 23-28. Les deux premières citations de ce paragraphe sont tirées de Rachleff, la troisième de Morgan: 27.

QUATRIÈME SECTION

L'ENTRÉE DANS LE SIÈCLE
NOUVEAU, QUEL AVENIR
POUR LE MOUVEMENT
OUVRIER DES ÉTATS-UNIS ?

Chapitre 10

UN SYNDICALISME « FIN DE SIÈCLE »

PRÉSENTATION ET RAPPEL HISTORIQUE

Les années de l'administration présidentielle du « nouveau républicanisme », les deux mandats de Ronald Reagan et celui de George H. Bush, se révélèrent singulièrement difficiles pour les secteurs de la population que l'on regroupe habituellement sous le vocable de « minorités ». Ce vocable, on le sait, est discutable puisque l'un de ces groupes, les femmes, constitue numériquement la majorité de la population et que les conditions vécues par chacun ne s'avèrent pas entre eux identiques. De fait, si la notion de « minorités » possède une signification réelle pour l'analyse, c'est qu'elle renvoie aux situations de minorisation socioéconomique et sociopolitique qui sont les leurs ; à cet égard, elle a une valeur certaine, puisqu'elle suppose pour tous ces secteurs le besoin de mesures particulières de redressement de leurs conditions, qu'ils peuvent assurer eux-mêmes ou qui doivent reposer sur l'intervention publique. Or, les « minorités » sont à compter parmi les grandes oubliées du régime républicain des années 1980-1992, des oubliées insuffisamment entendues des démocrates tout aussi bien, selon elles-mêmes. Ces derniers subissaient aussi des reproches en provenance du syndicalisme, par ailleurs. Tous ces éléments amenèrent des projets d'action politique indépendante tels qu'on n'en avait pas connu depuis de nombreuses années. Une véritable critique des démocrates, est-il alors possible d'écrire, que ce surgissement quasi simultané et d'origines différentes parmi leurs alliés habituels de projets politiques visant à se libérer de la dépendance à leur endroit.

Les difficultés et les problèmes qui assaillent directement le syndicalisme et son incapacité – en tant que mouvement qui pourtant avait compté jusqu'à 21 millions de membres durant la deuxième moitié de la décennie 1970-1980 – à faire face à une situation qui sans cesse se détériore, à la stopper et à en renverser le cours, tout cela suscite le développement au sein

des syndicats de contestations des orientations officielles plus fortes qu'à l'accoutumée. Et le terrain premier de ces contestations, sur lequel de réels déchirements allaient se produire, fut celui de la politique étrangère. Surgit en effet alors une contestation marquante et influente de l'appui indéfectible, constant et actif de l'AFL-CIO à toutes les positions et (généralement) entreprises militaires des gouvernements du pays, surtout quand ceux-ci les justifiaient par l'opposition au *communisme*, sous l'angle du conflit entre blocs de l'Ouest et de l'Est. Ce fut le cas à l'occasion des interventions des États-Unis au Nicaragua et au Salvador, précisément. Un large mouvement d'opposition se manifesta dans le syndicalisme contre la politique américaine et, en conséquence, contre l'orientation prévisible et bruyamment affichée de la direction Kirkland en faveur de cette politique. Le président de l'AFL-CIO ne fut pas en mesure cette fois de faire taire cette opposition ; il se trouva même acculé à négocier avec elle un compromis. La puissance de ce courant oppositionnel annonçait les déchirements internes encore plus importants qui n'allaient pas tarder à se manifester.

Les élections présidentielles de 1992 ramèneront les démocrates à la Maison-Blanche avec la victoire de Bill Clinton. Le rapport avec le mouvement ouvrier de ce président membre du Democratic Leadership Council sera assumé par son ministre du Travail, Robert Reich ; celui-ci visera une refonte des relations entre syndicat et patronat au sein de l'entreprise, une refonte mettant l'accent sur l'œuvre commune, l'œuvre à réaliser en commun, plutôt que sur la gestion du rapport conflictuel entre agents sociaux. Comment l'institution syndicale réagira-t-elle à cette invite de la nouvelle administration ? Sur l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui avait été négocié à l'époque de la présidence Bush, il revint à Bill Clinton d'en assurer l'adoption officielle par les États-Unis : cette fois, l'affrontement sera sévère avec le syndicalisme qui réussira à convaincre une majorité d'élus *démocrates* à la Chambre des représentants de voter contre ce projet qu'avait fait entièrement sien le président démocrate. Un *Contract with America* fut concurrentiellement mis en avant lors des élections mitoyennes de 1994 par le républicain Newt Gingrich ; ce contrat constituait la véritable mise en forme d'un programme radicalisant celui du « nouveau républicanisme », ou représentant une deuxième étape définitionnelle de celui-ci.

Bill Clinton fut réélu président en 1996 ; face au *Contract with America*, son orientation se rapprocha de la « troisième voie » (*third way*) de Tony Blair, le premier ministre de Grande-Bretagne, très semblable, on le sait, à l'idée du « nouveau centre » du chancelier Schroeder d'Allemagne. Le cadre idéologique de la troisième voie mit en cause les politiques d'assistance sociale telles qu'on les pratiquait alors depuis quelques décennies. Le président Clinton s'attaqua à

ce qu'il voyait comme un problème : la « troisième voie », à l'instar des idées du DLC, jugeait que l'incitation à retourner ou à entrer sur le marché du travail était battue en brèche chez plusieurs assistés du fait même des aides garanties par l'État. Un effet pervers, pensait-on, de ces politiques sociales aux États-Unis du gouvernement fédéral. Avec un grand projet de réforme de la couverture publique des soins de santé, le renversement escompté de l'esprit et de la pratique de l'aide d'État représentait l'objectif que le président Clinton annonça prioritaire de son administration dans ses politiques sociales.

Le traitement de ces éléments va être au cœur de la matière couverte par ce chapitre, auxquels on conjuguera une appréciation du comportement politique de l'électorat et de l'espace qui s'ouvrit en 1992 à une troisième candidature d'importance à la présidence, la candidature indépendante de Ross Perot.

1. LE « NOUVEAU RÉPUBLICANISME » ET LES MINORITÉS

S'arrêtant à la fin de son étude des deux mandats présidentiels de Ronald Reagan à la situation particulière des « minorités » dans la société américaine, Jean Beauté tient à souligner que la « position des femmes [en 1990 apparaît] en nette régression ». Disputant, comme nous l'avons fait plus haut, l'utilisation de la notion de minorité pour analyser la condition des femmes aux États-Unis, il la retient néanmoins sur des bases tout à fait semblables à celles que nous avons aussi mises en avant. Quand Reagan se retire, « [l'] Equal Right Amendment, proposé en 1972 pour faire disparaître toute discrimination fondée sur le sexe, n'est plus qu'un souvenir. La candidature et l'échec de Geraldine Ferraro à la vice-présidence en 1984, a marqué un net recul de leur influence dans le domaine politique et au sein du 101^e Congrès (1989-1991) il n'y a que deux femmes au Sénat et vingt-cinq à la Chambre des représentants. Quatre femmes [seulement] sont gouverneurs » une véritable « déconvenue », évalue Beauté¹.

i. FEMMES ET EMPLOI

Cela dit, on évaluait en 1968 que les femmes avaient obtenu 8 % des diplômes de médecine, 3 % des maîtrises en administration des affaires et 4 % seulement des diplômes en droit ; mais, en 1986, les femmes obtenaient 31 % des diplômes de médecine, 31 % des diplômes en administration des affaires et 39 % des diplômes en droit, en une vingtaine d'années, donc, un taux de croissance très marqué, peut-être moins durant les années 1980 que durant les années 1970 cependant²... Globalement, pourtant, le ratio des revenus d'emploi pour les femmes resta durant les années 1980 d'environ 60 %

celui des hommes, augmentant quelque peu dans les dernières années de la décennie. Mais cette courte hausse relative fut pour une part tributaire du « déclin du secteur de la production des biens durables », où les hommes sans éducation collégiale avaient souvent pu trouver de bonnes conditions, de même que du recul de la syndicalisation, qui touchait majoritairement aussi des secteurs – souvent les mêmes – où les hommes avaient été traditionnellement employés. Cela étant, du fait des efforts particuliers de réussite professionnelle consentis par les femmes détentrices d'un diplôme universitaire, sembla-t-il, l'écart entre leurs revenus et ceux des hommes de même formation décrut plus nettement. Cela posé, si, « par comparaison avec les autres pays, les femmes des États-Unis possédaient des niveaux élevés de compétences [...] eu égard aux hommes [...], l'écart entre les salaires [moyens durant les années 1980] restait plus fort » que dans plusieurs des autres pays développés³.

Même en dépit du fait que le mouvement féministe des États-Unis ait été le plus nombreux et le mieux organisé des mouvements féministes alors existants, ce sont les femmes américaines qui connurent alors le moins de « changement », a écrit Lynne Segal, quant aux désavantages relatifs de leur sexe [dans les] démocraties occidentales ». Selon elle, les salaires des femmes aux États-Unis sont restés à quelque 50 % de la valeur moyenne des « salaires horaires » des hommes entre 1970 et 1990. Si l'on ajoute à cela le poids « des compressions [dans les programmes sociaux] et la hausse marquée des taux de pauvreté – en particulier parmi les femmes et les hommes noirs et les membres de minorités ethnolinguistiques », tout en tenant compte, par exemple, que le pays ne compte pas de réseau public de garderies gratuites tel que des partis sociaux-démocrates ont pu implanter ailleurs, on constate que les gains politiques d'ensemble n'ont certes pas favorisé le mouvement des femmes aux États-Unis durant les années de la gouverne Reagan-Bush, malgré, soulignons-le à nouveau, que « la représentation des femmes » de classe moyenne considérées séparément ait connu une très nette amélioration « parmi les professions les plus prestigieuses et lucratives ». Mais il faut dire que la décennie 1980-1990 a donné lieu à un net accroissement des inégalités de salaires⁴. Sur le terrain des réalités de nature socioéconomique saisies strictement, l'expérience du marché du travail se révélait donc pour les femmes plurielle. Les rapports de nature classiste contribuaient aussi directement à façonner la vie concrète des femmes, tels qu'ils se manifestaient en regard de la relation salariale et des déterminations sociales de la vie personnelle.

Bien sûr, il s'avérait par ailleurs que « la discrimination sexuelle dans l'emploi » ne relevait pas que d'échelles de salaire différenciées, pratique que le président Kennedy avait déjà fait disparaître pour les employés fédéraux. Elle relevait aussi de ce que les femmes se retrouvaient tendanciellement en très

grand nombre dans certains types d'emplois, devenus de véritables ghettos d'emplois envisagés comme autant de secteurs de travail féminin. En fonction des rapports hommes-femmes dominants dans la société, ces emplois étaient moins rémunérés que des emplois généralement occupés par des hommes sans exigence de compétences supérieures. D'où la revendication bientôt d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, et non plus simplement pour le même travail. Dans la deuxième moitié de la décennie 1980-1990, une vingtaine d'États du pays avaient ainsi entrepris de prévoir des ressources particulières dans leurs budgets pour assurer la mise en pratique de ce principe. Selon des études de la réalité américaine d'alors, ledit principe entraîna des réductions du ratio des salaires hommes-femmes oscillant de 5,8 % à près de 10 %, des répercussions tout de même considérables. Le patronat privé tendit à résister à cette évolution, notamment en évitant les embauches dorénavant pour des emplois susceptibles d'être réévalués à la hausse. Cela dit, les mesures correspondant au principe de la « valeur égale » ont eu comme effet progressif supplémentaire de diminuer le nombre et l'étendue de certains ghettos d'emplois féminins⁵, ce qui contribua à favoriser également un rétrécissement à terme des écarts salariaux entre les hommes et les femmes.

En s'arrêtant plus directement à la situation des femmes noires, il apparaît que le fait de s'être dirigées en masse vers des emplois autres que ceux du travail domestique a nettement servi à hausser durant les années 1970 leurs revenus, en comparaison des revenus des femmes blanches et des hommes noirs. En d'autres mots, le facteur occupationnel a tenu pour elles un rôle positif⁶. Globalement, les inégalités de salaires ont connu néanmoins une nette croissance au sein de la société américaine, durant la décennie 1980-1990, alors que les changements dans l'ordre industriel (pertes massives d'emplois et de débouchés) et la demande de niveaux d'éducation plus élevés par le marché du travail ont accru les divisions internes à la main-d'œuvre active, divisions favorisées également par la disparition des grands contrats de travail. Si le retour aux études visant à améliorer les connaissances et les compétences s'avérait globalement payant, cette situation devenait un nouveau facteur de diminution comparée des revenus des travailleurs africains-américains, habituellement moins préparés académiquement à un retour aux études. Pire, « il apparaissait que la qualité comparée de la formation scolaire des Noirs entrant sur le marché du travail était [...] d'un niveau inférieur à celle des Blancs⁷ », une donnée semblant condamner les jeunes Africains-Américains à des emplois sous-qualifiés.

ii. SITUATION DE LA POPULATION AFRICAINE-AMÉRICAINNE

Plus généralement, on considère que le revenu moyen des familles noires régressa durant les années du nouveau républicanisme à la présidence. Ainsi, du fait du mouvement des droits civils et des politiques sociales du président Johnson, le « revenu médian moyen d'une famille noire » était passé de 59 % de celui des Blancs en 1967 à 62 % en 1975, mais il s'effondra à quelque 56 % entre 1975 et 1987⁸. Au début de 1990, « on comptait 65 % de familles noires monoparentales, dirigées par des mères vivant seules avec leurs enfants et ne disposant le plus souvent pour seules ressources que celles qui leur sont fournies par le système d'assistance ». Les « jeunes Noirs de 20 à 29 ans sont [jusqu'à concurrence de 23 %] soit en prison, soit sous surveillance judiciaire », alors que ce n'est le cas que d'un peu plus de 6 % des jeunes Blancs⁹. Ces chiffres peuvent (et doivent certainement) être appréciés dans un contexte d'ensemble où les revenus ouvriers, on l'a vu déjà, sont engagés depuis leur sommet historique de 1972-1973 sur une pente descendante, cependant que la couverture médicale et les régimes de retraite assurés par l'emploi sont de même diminués. Pourtant, le niveau médian du revenu des familles se révèle sensiblement le même qu'il était en 1973 parce que de plus en plus de ces dernières comptaient dorénavant sur deux (ou plus de deux) personnes travaillant à l'extérieur du foyer. En 1970, rapportait le *New York Times*, quelque 47 % de toutes les femmes étaient actives sur le marché du travail, puis environ 50 % au début de l'ère Reagan ; mais on en était déjà à 57 % d'entre elles en 1988, alors que « trois familles sur quatre avec enfants à la maison » devaient s'appuyer sur les revenus des deux époux. Mais cette circonstance particulière ne s'appliquait pas aux familles noires, selon ce que l'on a rapporté ci-dessus¹⁰, qui perdaient, toutes formes confondues, du terrain en regard des familles blanches.

À nouveau, soulignons que ces développements doivent être considérés par ailleurs dans leur relation à l'évolution des rapports sociaux de pouvoir. Ainsi, une analyse fort intéressante a démontré déjà, par une comparaison États-Unis-Canada, en quoi les insuccès particuliers du syndicalisme américain avaient pour les salariés des conséquences directes. À compter de la deuxième moitié des années 1980-1990, il devient systématique aux États-Unis que « la croissance réelle des salaires apparaît significativement moins forte que ce qu'on aurait pu prédire sur la base des modèles antérieurs » de détermination des rémunérations. « Au Canada, les salaires réels durant les années 1980 furent [au contraire] plus élevés que ce qu'ils auraient été si les modèles antérieurs de la détermination des salaires s'étaient maintenus. » L'auteur concluait de cette comparaison que les faibles résultats américains relevaient fort probablement d'une performance plus « pauvre » des syndicats

aux États-Unis dans leurs négociations collectives¹¹... Cet auteur, J.W. Budd, mentionnait évidemment que plusieurs facteurs de nature structurelle et socioéconomique servaient à rendre compte des difficultés alors du mouvement ouvrier ; mais il voyait que ces facteurs pesaient aussi sur la situation canadienne. La capacité propre des syndicats et leur performance dans la relation salariale relevaient donc également de leur faculté d'élaboration, de leur orientation et de leur énergie de classe dans le face-à-face social.

iii. RECOMPOSITION ETHNORACIALE DU SALARIAT

Par ailleurs, les flux migratoires massifs des années 1970, 1980 et 1990 ont évidemment pesé sur la composition de la classe des travailleurs (et sa recomposition). Il a ainsi été évalué que les années 1980-1990 ont vu une entrée aux États-Unis de quelque 8,4 millions d'immigrants légaux et illégaux, une arrivée qui rejoint les moments les plus fertiles à cet égard dans l'histoire américaine, les années du début du xx^e siècle. Les amendements à la Loi sur l'immigration et la nationalité ont fait disparaître en 1965 les « exigences » d'origines ethniques et raciales particulières qu'on y retrouvait depuis 1920. À ce moment, on avait voulu préserver les traits de la population du pays telle qu'elle s'était progressivement constituée : de sorte que le Royaume-Uni et l'Allemagne se voyaient réserver les deux tiers des nouveaux permis remis, et « l'immigration en provenance de l'Asie était à toutes fins utiles interdite » ; dorénavant, « les conditions concernant l'origine nationale disparaissaient », ce qui correspondait par ailleurs tout à fait à la chute des demandes en provenance de l'Europe de l'Ouest, où les niveaux de vie n'avaient maintenant plus à envier à ce qui avait cours aux États-Unis. Les vagues d'immigration allaient provenir très majoritairement « de pays moins développés », aux populations souvent avides d'émigrer, beaucoup d'Amérique latine et d'Asie. La pression s'avéra bientôt tellement forte que la Border Patrol (patrouille de la frontière) « appréhendait [en 1986] plus de trois étrangers illégaux à la minute » à la frontière sud du pays, 1,8 million pour l'année. Globalement, l'immigration légale et illégale en vint durant la même décennie à fournir plus du tiers de l'augmentation de la population aux États-Unis et « environ le quart de tous les nouveaux travailleurs¹² ».

Or, il s'agit de cohortes nouvelles de travailleurs dont les traits caractéristiques s'avèrent très prolétariens : faibles niveaux de compétences et faibles niveaux d'éducation, possibilités extrêmement restreintes « d'atteindre durant sa vie de travail la parité de revenus avec les salariés nés aux États-Unis et encore moins de les devancer », « fort lien intergénérationnel » entre le niveau de compétences des immigrants et celui de leurs enfants, probabilités d'un recours

à l'aide sociale plus élevé que ce ne fut le cas des vagues d'immigration anciennes. D'une façon générale, on considéra inexistante ou « insignifiante » (*trivial*) pour les années 1980 l'influence éventuelle, à la hausse ou à la baisse, de l'immigration sur les salaires des travailleurs nés aux États-Unis. À cet égard, des spécialistes ont suggéré que « peut-être le tiers du déclin de dix points de pourcentage qu'ont connu entre 1980 et 1988 les salaires hebdomadaires relatifs des travailleurs sans diplôme d'éducation secondaire peut relever des flots d'immigrants aux qualifications professionnelles les moins élevées¹³ ». En tout état de cause, il s'agissait donc là de « minorités » nouvelles aux conditions de vie et de travail très difficiles, prolétariat en élargissement constant, bientôt en mesure de se manifester politiquement, en lien avec le syndicalisme constitué, notamment dans la formation de listes municipales en Californie. Leur influence sur le mouvement ouvrier et son action politique sera importante. D'autant plus qu'à la fin du xx^e siècle les prévisions statistiques du Census Bureau (« Bureau du recensement ») établissaient déjà que la proportion des Hispaniques au sein de la population américaine dépasserait 22 % en 2050¹⁴.

iv. NOUVEAU RÉPUBLICANISME ET MINORITÉ NOIRE : L'EXPLOSION DE LOS ANGELES EN 1992

Après trois mandats présidentiels du « nouveau républicanisme », la minorité dont la situation apparaît la plus dégradée est à ce moment la minorité africaine-américaine. Depuis 1980, on a pu constater la disparition de plus de six millions d'emplois industriels, « la plupart dans le Nord-Est et le Midwest, où les Noirs [précisément] avaient trouvé » les possibilités les plus grandes « de progrès économiques ». Les Africains-Américains avaient représenté dans la grande région de Detroit « près de 50 % des travailleurs de l'automobile », ils « avaient constitué la majorité des employés des grandes salaisons de Chicago [et quelque] 40 % des ouvriers sidérurgistes » du Midwest et occupé beaucoup d'emplois de sidérurgistes ailleurs au pays. « La conteneurisation du travail dans les ports de New York, de [...] la côte Ouest » et d'ailleurs, l'insertion toujours plus grande de l'électronique dans la gestion des grands entrepôts, beaucoup d'autres modifications aussi dans les tâches de production et de service, puis les mises à pied et les compressions dans le domaine de la santé et chez les employés publics, tous ces éléments, a écrit Stanley Aronowitz, ont eu des « effets dévastateurs » sur « plusieurs des collectivités-clés [de la minorité noire] dans ce pays¹⁵ ». En d'autres mots, et comme on l'a rappelé plus haut, la situation de la population noire a empiré durant ces années puisque, concentrée dans de grandes métropoles du pays, elle a dû supporter aussi le quasi-abandon des centres urbains par le gouvernement fédéral et les multiples

compressions dans les politiques sociales. L'émeute massive à Los Angeles (fin avril-début mai) en 1992 en fut fort probablement l'expression la plus dramatique.

Cette émeute rappela tout de suite les grandes émeutes raciales des années 1960 et suscita d'ailleurs la peur que sa dynamique s'étende à d'autres communautés noires. Ces événements de Los Angeles constituèrent de fait la pire émeute raciale de l'histoire américaine, une protestation radicale contre l'oubli des engagements pris envers la communauté noire durant la décennie du mouvement des droits civils et l'affirmation de sa rage face aux conditions dans lesquelles elle vivait toujours. La situation s'envenima dès l'annonce le 29 avril de l'acquiescement des policiers de Los Angeles accusés d'avoir battu (une fois qu'il était au sol) l'automobiliste noir Rodney G. King un an auparavant sans raison suffisante. Le déroulement de cette interpellation musclée avait été filmé par un vidéaste amateur et les télévisions partout dans le monde diffusèrent les images de ce qui semblait bien un passage à tabac ; pour la communauté noire de Los Angeles, les coups de matraque contre un homme désarmé étendu au sol prirent effectivement la signification à ce moment d'un nouvel épisode de son conflit permanent avec un service de police depuis longtemps accusé de racisme. Mais, de l'avis majoritaire, le verdict de non-culpabilité rendu en faveur des policiers ne fut que l'étincelle qui déclencha une explosion dont les causes profondes auraient dû depuis longtemps attirer l'attention des autorités publiques.

Selon l'enquête que mena le *New York Times*, notamment par des entrevues nombreuses – « plus de deux douzaines » – avec « des spécialistes universitaires, des ministres du culte, [...] et des résidents des quartiers incendiés et déchirés par l'émeute, la violence [qui se déchaîna] ici couvait depuis 27 années [c'est-à-dire depuis l'émeute de 1965 à Los Angeles] sur la base de la pauvreté profonde, de la négligence gouvernementale, du racisme, des accusations d'abus policiers et du fort taux de chômage » qui caractérisent la vie quotidienne, singulièrement celle des jeunes. « D'aussi loin que je puisse voir », expliqua Ramona Ripston, alors « directrice générale de la section du sud de la Californie pour l'American Civil Liberties Union », comme la présentait le quotidien, « nous avons plein de jeunes adolescents de 15, 16 ans pour lesquels il n'existe aucun programme visant à les garder aux études, pas d'emplois, pas d'assurance maladie, aucune attache à la société [*no stake in society*]. [...] L'Amérique a tout intérêt à se réveiller¹⁶ ».

Pour Warren M. Christopher, « ancien sous-secrétaire à la justice [*deputy Attorney General*] à l'époque du président Lyndon B. Johnson », les grandes villes des États-Unis ont commis une grave « erreur » à la fin des années 1960,

en particulier Los Angeles, lorsqu'elles ont cru que, une fois «les incendies éteints et les troupes parties», elles pourraient faire comme si «une assistance [minimale] consentie de mauvais cœur à la reconstruction des quartiers et des vies» de la minorité noire allait suffire. Ce nouvel avertissement (de 1992) leur donne une seconde chance; elles doivent maintenant réagir, il n'y aura pas de troisième avertissement¹⁷. Il s'avérait par ailleurs notable, soulignait le *New York Times*, que des Noirs de la classe moyenne, des gens du monde des affaires et des universitaires entre autres, tout en condamnant la «violence», faisaient preuve d'une certaine «ambivalence et [même] d'une admiration retenue pour la rage des émeutiers à l'endroit du système». «Je n'approuve pas ce qui arrive, expliquait un [de ces hommes d'affaires], mais comment voulez-vous que l'idée fasse son chemin que nous n'en pouvons plus de cet abus? On ne nous a pas écoutés [lorsque nous avons utilisé] les cours de justice ou le bulletin de vote.» Des travailleurs sociaux faisaient par ailleurs valoir «qu'ils n'avaient jamais vu autant de haine et de désespoir sur les visages» des résidents¹⁸...

Les scènes de pillage, d'incendies et d'affrontements avec les policiers durèrent des journées entières. Contrairement à ce qui avait été le cas en 1965, cependant, l'émeute «s'étendit» à des secteurs «hispaniques et blancs», comme si le désespoir et la rage s'étaient emparés de groupes plus nombreux de la population, amenant de grands médias de communication à utiliser à l'occasion le qualificatif d'«émeute de classe» pour caractériser les événements de 1992. On accusa la police de n'être vraiment intervenue que pour s'assurer que les quartiers riches ne soient pas atteints; elle s'était montrée moins empressée dans les rues du ghetto noir ou pour défendre les magasins des immigrants coréens¹⁹. Dans le journal *La Presse* de Montréal, le correspondant aux États-Unis Richard Héту expliqua alors qu'il y avait deux grands types d'interprétations à l'émeute qui avait suivi l'acquittement des quatre policiers blancs accusés de voies de fait contre l'automobiliste Rodney G. King: d'un côté, une interprétation libérale, selon laquelle la «rébellion» de Los Angeles s'avérait la conséquence des douze années de négligence des présidents Reagan et Bush quant aux «problèmes des Noirs et des grandes villes», semant «l'indifférence, voire le mépris à l'endroit des Noirs; ils récoltent la violence, seule arme des démunis»; d'un autre côté, l'explication conservatrice, voulant que la cause des émeutes de 1992 relève des «programmes sociaux [...] mis en place pendant les années 1960 et 1970 [...]»; [ces programmes] ont créé au sein de la population noire des États-Unis une dépendance qui l'a enfermée dans la pauvreté, la criminalité et le désespoir. Mais la violence est inacceptable [...] le fruit de criminels, de brutes [...] qui ont fait régner le chaos et l'anarchie pendant trois jours et trois nuits²⁰».

La pensée du président Bush s'inscrivait dans ce deuxième type de conception, dont il tira explicitement les conséquences quant aux actions des « criminels » et des « brutes ». Dans « une allocution télévisée », il s'engagea en effet à « utiliser toute la force nécessaire pour rétablir l'ordre à Los Angeles » : il fit appel à 4 000 soldats qui, ensemble avec la Garde nationale, des policiers, des agents du FBI, etc., donnèrent une troupe de quelque 13 000 hommes employés à patrouiller dans les rues de la ville²¹. Les solutions que mit en avant le président Bush furent centrées sur le besoin de favoriser davantage les investissements privés – par exemple, en faisant de certains quartiers des zones franches de taxes et d'impôts pour l'installation d'entreprises et leurs profits éventuels – afin de multiplier les emplois disponibles et de redévelopper les quartiers pauvres où sont concentrés la misère et le désespoir. Elles ne convainquirent pratiquement personne. On était alors à quelque six mois des présidentielles qui mettraient aux prises George H.W. Bush et Bill Clinton. Interrogé sur ses propres vues quant à des solutions possibles aux problèmes mis en exergue à Los Angeles, Bill Clinton expliqua notamment, tout en prenant ses distances du président Bush, que « le gouvernement ne peut régler tous les problèmes, que les pauvres doivent tourner le dos à l'aide sociale et se prendre en main », selon ce que rapportait aussi le journaliste Hétu que nous avons cité plus haut²².

De fait, il semblait bien que tout s'était dégradé depuis l'émeute de 1965, avait empiré pour la masse de la population noire. Les événements de 1992 débutèrent par une manifestation devant le palais de justice quand fut connu l'acquiescement des policiers blancs ; mais ils prirent rapidement le caractère d'une révolte du manque, une révolte des pauvres, de la pauvreté. Les efforts et les politiques publiques de la présidence Johnson pour contrer cette pauvreté et la décrépitude des quartiers centraux de plusieurs grandes villes, pour s'attaquer au racisme et tenter d'ouvrir les pores de la société américaine à l'arrivée des Noirs n'avaient finalement pas eu l'envergure nécessaire pour révolutionner le cours des choses. Si les trois présidences républicaines de la période 1980-1992 ne pouvaient certes être accusées comme seules responsables de la situation de la population noire dans la dernière décennie du xx^e siècle, il nous semble en revanche que le bilan des années Reagan-Bush s'avérait incontestablement négatif, terrible à cet effet. Alors même que Reagan et Bush avaient consenti des centaines de milliards de dollars en fonds publics pour éponger les pertes financières massives de banques d'affaires, de caisses d'épargne, etc., dues aux pratiques de spéculateurs et même à la corruption, les besoins des centres urbains et de leurs populations étaient largement négligés.

S'il s'avère incontournable qu'une société où se déroulent des scènes de pillage de masse dès qu'est absente la menace d'une répression immédiate traverse une crise morale réelle, le pillage des magasins (de quartiers pauvres par des pauvres) s'en révèle une manifestation portée précisément par le manque : le manque de possibilités de participer à la vie de la société, d'avoir accès aux compétences que demandent les emplois enrichissants, de sortir même du ghetto. Mais le coût de cette crise morale et son âpreté se concentrent d'abord pour la société dans l'appât du gain sous toutes ses formes qui inspire ses hautes sphères. Les causes du pillage ne reposent pas sur l'attrait du gain facile chez les émeutiers, mais plutôt sur l'appât du gain financier (par tous les moyens) à ce stade du développement du capitalisme, dont le pillage dans les rues peut être vu comme un écho (de bas étage).

2. UN PARTI À LA GAUCHE DES DÉMOCRATES ?

Nous avons souligné la logique derrière le choix de Lloyd Bentsen comme colistier par Michael Dukakis en 1988. Nous avons fait valoir que, le candidat à la présidence étant du Massachusetts (libéral), son colistier devait servir à équilibrer le ticket démocrate idéologiquement. Bien qu'il expliquât publiquement que les décisions finales reviendraient toujours à Mike Dukakis, sa présence pouvait certes déplaire aux courants libéraux du parti. Homme politique honnête et à la carrière honorable, Bentsen, sénateur du Texas, exprimait néanmoins en chambre des positions « philosophiquement » et politiquement fort conservatrices. Il avait appuyé les réductions de taxes et d'impôts telles que le président Reagan les avait pilotées et s'était situé, plus que tous les autres sénateurs démocrates, du côté des mesures de ce dernier durant la première année de sa présidence : le sénateur Bentsen se révélait aussi « un leader » de la lutte politique « en faveur de l'aide aux *contras* ». Et si Michael Dukakis appuyait l'adoption de lois beaucoup plus contraignantes que celles qui étaient en vigueur quant au contrôle des armes à feu, à la poursuite de la pratique du *busing*, à la fin des condamnations à mort, à la mise au rancart du projet militaire de « guerre des étoiles » de l'Administration Reagan, entre autres, Lloyd Bentsen partageait des positions contraires sur chacun de ces sujets. Il restait un représentant de cette aile très conservatrice, sans le racisme traditionnel cependant, toujours présente au sein du Parti démocrate dans le sud du pays²³.

Six mois avant la tenue du scrutin en 1988, on rapportait que Mike Dukakis avait une nette avance auprès des électrices, le vice-président Bush ne recueillant que 39 % de leurs intentions de vote. À ce moment, il est dit que Dukakis « s'adressait à leurs [préoccupations] économiques face à l'avenir, il appuyait l'action positive et assurait qu'il allait offrir de [meilleurs services de]

garde d'enfants». Puis sa campagne a plus ou moins tenu la clientèle des électriciennes comme une clientèle captive; les républicains ont alors rempli l'espace qui leur était fait, et en fin de campagne leur candidat avait les devants sur celui des démocrates. « Les militantes politiques femmes blâment [Dukakis] pour sa campagne terne²⁴ »... En juillet de la même année, le correspondant du *Globe and Mail* de Toronto à Washington assurait que le « plan » de l'équipe de Dukakis pour la campagne à venir s'apprêtait à « risquer le vote noir » afin de gagner l'appui de groupes d'électeurs extérieurs à la coalition *new deal* habituelle²⁵. Nous avons eu l'occasion au chapitre précédent de nous pencher sur ce « risque » et nous avons souligné que la campagne ne voulut pas non plus trop s'afficher avec le mouvement ouvrier, selon la leçon qu'on tirait de la candidature Mondale à l'élection précédente. Ce n'est qu'à deux ou trois semaines du scrutin, qu'on se sentit finalement acculé à s'adresser précisément aux groupes de votants sensibles au discours politique libéral *new deal* traditionnel, et qu'on pria Jesse Jackson de venir prêter main-forte. Nous avons traité ces éléments dans le chapitre précédent, mais il convenait ici de les rappeler en mettant en avant certains de leurs traits les plus spectaculaires afin de rendre présente à l'esprit cette dimension du contexte politique : un Parti démocrate pas toujours *fiable*, qui déçoit à l'occasion de manière plus ou moins accusée, en partie compromis avec le tournant reaganien durant les transformations décisives de la première année de pouvoir du nouveau président et qui, de plus, n'agit pas en relais suffisamment zélé des causes dont il se dit pourtant l'interprète.

i. L'ATTRAIT D'UN PARTI DU TRAVAIL

Par comparaison, le trait caractéristique premier de l'histoire du mouvement ouvrier américain au xx^e siècle fut l'absence, on le sait, d'un parti politique qui lui eût été distinctif. Son action politique a plutôt pris la forme de sa constitution comme aile gauche du Parti démocrate, une aile à la présence quasi institutionnalisée, dans le cadre d'un cinquième système de partis. L'étude de ces phénomènes sociopolitiques et de leurs conditions se trouve au cœur de notre travail. Et l'on a vu antérieurement que la rencontre entre le CIO naissant et le New Deal avait donné naissance aux contours contemporains de ce type d'action politique et au caractère particulier qui est le sien : le caractère conscient et assumé d'une option alternative à celle de la construction d'un parti du travail. Les décennies suivantes vont globalement entraîner l'homogénéisation des points de vue derrière cette option et la construction d'un vaste appareil d'action politique, élections et lobbyisme, pour sa mise en pratique. Parallèlement, et à de rares exceptions près, on assista à la disparition de l'objectif d'un parti *labor* pour près d'un demi-siècle.

Mais avec la régression massive que connaît le syndicalisme – sociale, économique, organisationnelle, quant à sa représentativité –, la faiblesse de ses percées politiques à compter des années 1980 suscite des mécontentements à l'endroit des façons habituelles d'action. Il y a en 1990 quelque 16% de syndiqués aux États-Unis, 14,2% en 1995, pourcentage qui ne s'élèvera en 1999 qu'à 13,5%²⁶. Ce n'est plus un déclin, mais la menace d'une situation d'effondrement. En dépit des concessions de natures diverses acceptées depuis la mi-décennie 1970-1980, les fermetures et les mises à pied font toujours très mal aux grands syndicats industriels : les UAW sont passés d'un sommet durant les années 1970 de 1,4 million de membres à 751 000 en 1995, les métallurgistes d'un million à 400 000 en 1995, les machinistes d'un million également à 448 000, etc.²⁷ D'ailleurs, les luttes militantes et résolues « des travailleurs immigrants » et le grossissement du syndicalisme dans les secteurs public et parapublic à compter des années 1960, « deux groupes de travailleurs [...] sur lesquels l'establishment syndical avait longtemps levé le nez », ont ensemble représenté le facteur principal durant la décennie 1990-2000 permettant au syndicalisme de « s'accrocher à la vie », estimait alors un spécialiste²⁸. En tout état de cause, Juliet B. Schor montra que le salarié américain, au début de la décennie 1990-2000, travaillait 164 heures de plus qu'en 1970, l'équivalent d'un mois supplémentaire par année, et au-delà de 350 heures de plus que la moyenne européenne. Schor retenait parmi les premières causes de cette réalité l'affaiblissement marqué du mouvement ouvrier aux États-Unis²⁹. La personnalité et la présence du syndicalisme dans le débat public avaient aussi fortement décliné, en dépit de ce qu'il rassemblait toujours, dans la deuxième moitié des années 1990-2000, quelque 16,3 millions de membres³⁰, un paradoxe dont nous avons antérieurement traité, mais qui ne cesse d'étonner.

Tout cela rappelé, il ne peut réellement surprendre que des initiatives nouvelles aient surgi des rangs du syndicalisme afin de corriger la situation. La plus éloquente de ces initiatives pour l'étude de notre sujet, et l'initiative qui connut le plus d'écho à cet égard durant la décennie 1990-2000, fut celle des Labor Party Advocates (LPA, « promoteurs, ou partisans, de la création d'un parti travailliste »). On se rappellera que Douglas Fraser, le président des UAW de 1977 à 1983, avait conclu durant la deuxième moitié des années 1970 que les employeurs des États-Unis en étaient venus à rompre le fragile équilibre de l'entente d'après-guerre dans le domaine des relations industrielles ; ils s'étaient engagés dans une « lutte de classe unilatérale ». Sa réponse fut la constitution à compter de 1978 d'une Progressive Alliance, organisation politique présentée dans un langage militant et aux objectifs nettement marqués à gauche. Fraser adressait son message aux syndicalistes et aux membres des mouvements sociaux, dont la réponse fut enthousiaste et prometteuse. Mais le projet se tarit

très vite, la volonté des UAW de collaborer aux démarches demandant à la présidence Carter une aide financière considérable pour sauver l'entreprise Chrysler, puis l'appui (pour une part corollaire) à la candidature démocrate aux présidentielles de 1980 ayant raison de la détermination de Fraser. Parmi les participants à la Progressive Alliance, certains, déjà avant la crise de Chrysler, avaient exprimé des réserves devant l'absence d'un objectif clair de création d'un nouveau parti dans le cheminement du président des UAW ; des responsables de la haute direction des IAM, par exemple, firent part de leurs regrets à cet égard. Ce fut d'ailleurs l'époque où Tony Mazzocchi, plus tard « un vice-président du syndicat des Oil, Chemical and Atomic Workers (OCAW, « travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'industrie nucléaire »), se fit connaître comme l'un des promoteurs les plus décidés de la création d'un *Labor Party*, une idée aussi présente alors dans quelques autres cercles syndicaux³¹.

Mazzocchi fut durant une douzaine d'années responsable de l'action politique de son syndicat et il officiera à compter de 1988 à titre de secrétaire-trésorier. Il présentait l'appel à la création d'un parti du mouvement ouvrier sur la base de son expérience avec le Parti démocrate : « Assez c'est assez, expliquait-il, les patrons ont deux partis, nous devrions au moins en avoir un. » Syndicaliste de gauche, il avait été membre du comité de soutien aux grévistes de Hormel, en affrontement direct avec la direction des United Food and Commercial Workers. Mazzocchi réussit à convaincre son syndicat de la nécessité d'un nouveau parti, qui adopta formellement à la fin des années 1980 la position d'une action politique fondée sur la promotion d'un parti du travail. Il convoqua en 1991 un congrès de formation des Labor Party Advocates à Cleveland, avec l'appui de son syndicat OCAW, de la Brotherhood of the Maintenance of Way Employees (Fraternité des employés d'entretien des chemins de fer), de l'ILWU et des UE (deux syndicats exclus du CIO, du fait des liens de leurs dirigeants avec le Communist Party, durant la chasse aux sorcières), des UMW et de l'American Federation of Government Employees. L'objectif des LPA était de recruter 100 000 membres afin de renforcer l'audience de leur point de vue. Ils n'avaient pas l'intention de lancer par eux-mêmes le nouveau parti dont ils faisaient valoir la nécessité, mais de convaincre le mouvement syndical de le former. La création des LPA suscita un enthousiasme réel parmi les courants plus militants des syndicats³².

En septembre 1992, quelques semaines avant les présidentielles qui porteront Bill Clinton au pouvoir, la revue *Labor Notes* publiait une entrevue avec Robert Wages, président de l'OCAW depuis 1988 et gagné aux idées de Mazzocchi. Pour Wages, « les perspectives pour la population seront un peu meilleures avec Clinton et (Al) Gore », mais, en ce qui a trait « aux questions

importantes, que ce soit Clinton ou Bush, il ne voit pas de leur d'espoir». Même «la plateforme [démocrate lui apparaît] comme une insulte aux syndicats et aux travailleurs»; par exemple, elle stipule l'acceptation du libre-échange, mais n'annonce pas d'engagement à la création d'emplois. Le Parti démocrate n'a plus l'intention de représenter d'«autres intérêts que ceux du monde des affaires», estimait Wages. Il faut en venir à un syndicalisme dont les orientations nous permettraient de mobiliser les membres et de construire une coalition avec les autres grands mouvements sociaux en mesure de se diriger vers la réalisation des transformations dont la population a le plus besoin, telle la mise en forme d'un grand programme national d'assurance maladie³³. La place du Democratic Leadership Council dans le Parti démocrate et le fait que le ticket démocrate réunisse deux de ses membres, qui plus est deux hommes blancs du sud du pays, ajoutaient très certainement du nerf à ces convictions. Wages soulignait que les seuls points de la plateforme démocrate qui avaient trait au champ des relations industrielles se résumaient à demander la «coopération des travailleurs» à la bonne marche des entreprises et à mettre en avant la nécessité du sens de «leur responsabilité» dans cette œuvre commune³⁴ – cela après douze années d'un recul ininterrompu du syndicalisme...

En 1993, les LPA annoncèrent la tenue en 1995 d'un grand congrès national visant l'élargissement et le renforcement de leur organisation, le recrutement de membres actifs et l'appui de nouvelles sections du syndicalisme. Lane Kirkland, le président de l'AFL-CIO, maintenait toujours, en continuité de son mentor Meany, que la centrale avait son propre parti, le COPE, qui permettait l'intervention électorale indépendante; il était donc mal avisé de tenter de lui construire un concurrent, qui n'amènerait que la division. Mais il s'avérait clair, aux yeux de tous les animateurs des LPA, qu'un parti distinctif du travail viserait à se poser en tant que candidat au pouvoir et non à appuyer des démocrates. Et l'on faisait savoir que Tony Mazzocchi allait se rendre au Canada et en Grande-Bretagne afin de s'entretenir avec des représentants du Labour Party britannique et du NPD canadien de la structure interne de ces deux partis, de leurs statuts, procédures et règlements, étant donné que les LPA se donnaient pour objectif la construction d'un parti fondé sur l'affiliation de syndicats³⁵. Mais, finalement, l'enthousiasme aidant, l'urgence ressentie de la situation, des choix tactiques aussi, et en dépit des préférences de Mazzocchi, le congrès projeté, qui se tiendrait de fait en 1996, allait devenir le congrès de fondation comme telle d'un Labor Party (plutôt que le congrès d'une fraction syndicale organisant le ralliement autour de cette idée).

En tout état de cause et à ce stade, il faut mentionner que le congrès de 1996 tenu à Cleveland fut un immense succès de participation : entre 1 200 et 1 500 syndicalistes, selon diverses estimations, l'appui des mêmes grands

syndicats que lors de la création des LPA, auxquels s'était ajoutée la California Nurses Association, l'enthousiasme, la volonté d'agir, tout cela produisit l'impression qu'un moment important survenait. On pouvait penser qu'un nouveau vecteur de constitution du mouvement ouvrier apparaissait, sur un axe que les bureaucraties dirigeantes n'avaient jamais accepté d'emprunter, mais dont l'orientation pourrait fort bien dorénavant leur être imposée. Selon Mark Dudzik, à l'époque un élu régional au sein du syndicat de l'OCAW et un militant très actif du mouvement pro-parti du travail, dont il deviendra d'ailleurs le dirigeant national à la suite du décès de Tony Mazzocchi en 2002, deux grands types de facteurs rendent compte de l'effet réel de la campagne lancée par ce dernier, outre sa propre popularité et le grand respect qu'on avait pour lui.

Tout d'abord, explique Dudzik, la disparition du « régime [instauré] dans l'après-guerre de la négociation collective » des conditions de travail et la montée du néolibéralisme. Si le « syndicalisme institutionnel » put s'imaginer pendant un temps qu'il s'agissait là d'une « aberration temporaire », dont on serait bientôt soulagés par des leaders politiques et du monde des affaires plus « raisonnables », il devenait maintenant clairement visible que cette hypothèse se révélait être un rêve en couleurs. Ensuite, poursuit Dudzik, la « renaissance d'une gauche syndicale » et une certaine « résurgence du mouvement ouvrier [...] au milieu de la décennie » 1990-2000, par exemple avec les luttes contre les concessions et le changement de garde à la direction de l'AFL-CIO, changement de garde sur lequel nous nous penchons plus loin dans ce chapitre, ouvrirent dans le mouvement ouvrier des postes de responsabilité à la génération militante des années 1960 et de la lutte des droits civils. Ce contexte, dès lors, éveilla les esprits dans la centrale à l'attrait de nouvelles initiatives, notamment de nature sociopolitique, telle la campagne pour un *labor party*³⁶.

Mais, pour Dudzik, « tous [les] efforts syndicaux qui furent alors engagés se heurtèrent à la réalité d'un Parti démocrate dominé par les intérêts du monde des affaires, qui obstrua le potentiel de renouveau » qui se faisait jour dans le syndicalisme. L'appui enthousiaste du président Clinton à l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) « fut pour plusieurs le dernier clou dans le cercueil du Parti démocrate », d'où le succès du congrès des LPA en 1996³⁷. Selon un autre analyste, la participation de quelques grands syndicats, comme l'association des infirmières et infirmiers de la Californie, à cette campagne pro-parti du travail avait pour objectif de contrer à ce moment l'orientation de l'administration démocrate des années 1992-2000 : « prenant depuis longtemps l'appui du syndicalisme et de l'électorat noir comme un appui [captif], les New Democrats de Clinton cherchaient à gagner le centre politique en battant les républicains à leur propre jeu. Cela supposait [l'adoption] d'un

programme économique comportant des principes néolibéraux qui exacerbèrent l'inégalité sociale durant tout le boom économique des années 1990 et démantelèrent des composantes significatives du système d'aide sociale en place pour les pauvres³⁸». La stratégie qu'avait élaborée Mazzocchi pour l'intervention des partisans d'un parti du travail avait toujours été de convaincre une «section significative» du mouvement ouvrier organisé à s'engager dans une démarche «de rupture avec le Parti démocrate et d'appui actif à la mise sur pied d'un Labor Party». Pour lui, cette approche s'avérait la seule qui recelait quelque promesse de succès: viser à amener une section grandissante du mouvement social de classe organisé à reprendre à son compte la volonté que le mouvement d'ensemble se dote d'un instrument pouvant soulever la question du pouvoir. Et au fur et à mesure que grossissait cette section, on en viendrait à changer ce qu'il appelait «les termes du débat politique» dans le pays, du débat public sur les problèmes de société. D'où la préoccupation constante que les instances de direction des LPA et du Labor Party nouveau soient toujours composées de gens qui représentaient effectivement des salariés syndiqués, en mesure d'amener des «engagements et des ressources» de leurs organisations³⁹.

Il demeure vrai, évalue Dudzic, que seul le mouvement syndical «possède les ressources et la capacité organisationnelle de lancer et de maintenir en vie» un parti distinctif du travail. À son sommet, le Labor Party rassembla six syndicats nationaux et «plus de 500 sections locales et régionales, probablement près de 20 % du syndicalisme constitué», encore que l'activité ne fût pas égale entre tous ces segments organisationnels; il compta aussi entre «15 000 et 20 000 adhérents individuels». Son programme contenait notamment la revendication d'un amendement constitutionnel qui garantirait le droit à l'emploi, puis la revendication de l'assurance maladie publique, de la gratuité scolaire pour les études supérieures et la restauration des droits ouvriers. Le mouvement eut également des sections dans plusieurs localités et six États mirent sur pied des structures particulières; le mouvement des LPA et du Labor Party compta aussi sur son journal et publia des documents publics expliquant ses grandes revendications. Néanmoins, et en dépit de toutes les énergies consenties et des ressources investies, le mouvement construit par Tony Mazzocchi disparut rapidement, en quelques années à toutes fins utiles, à compter de la fin de la décennie 1990-2000 et formellement en 2007. Selon Dudzic, ce fut une erreur de transformer les LPA en Labor Party en 1996, comme si l'on avait contredit la stratégie jusque-là prometteuse. Cela dit, les causes fondamentales du déclin des LPA-LP se résument dans l'incapacité de relancer le syndicalisme, évalue-t-il, contrairement à ce qu'on avait pu espérer au milieu de la décennie 1990-2000, dans le fait qu'il n'y a pas eu résurgence

du mouvement ouvrier. Il est difficile d'envisager dans un tel cadre des avancées significatives et qualitatives du même mouvement sur le plan politique⁴⁰...

Nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement à l'évaluation analytique que fait Dudzic de la situation contemporaine, différente dans ses caractéristiques de celles de l'expérience entreprise par Mazzocchi. Le regroupement des LPA-LP ne présenta pas de candidats, mais servit plutôt de forum, selon le souhait de Robert Wages, par lequel les travailleurs pouvaient « exprimer leurs intérêts économiques » et tenir en respect, si l'on peut dire, les démocrates et les dirigeants syndicaux les plus engagés dans l'action politique avec eux. Notons d'ailleurs, sans en tirer de conclusion particulière, que John Sweeney, successeur de Lane Kirkland à la tête de l'AFL-CIO, fit valoir alors qu'il « était personnellement sceptique quant à l'opportunité [*wisdom*] de la création d'un troisième parti, [mais qu'il tenait à encourager] dans leur entreprise les partisans d'un Labor Party [afin qu'ils lancent par leurs efforts] un signal aux démocrates⁴¹ ». Les partisans de l'initiative LPA-LP participèrent incontestablement de ce moment souligné par Dudzic, quand se profilèrent des signes de résurgence du mouvement ouvrier ; les propos de Sweeney en sont aussi une expression, en ce qu'ils se différencient beaucoup de ceux que tenait un homme comme Kirkland. Il reste malgré tout certain que le lien aux démocrates et, par eux comme au-delà d'eux, à l'État se perpétue en tant qu'un pilier de la nature de l'appareil syndical de direction. De sorte que, ainsi qu'on a eu l'occasion de le souligner antérieurement, la rupture politique que signifierait le ralliement du syndicalisme à l'idée de construction d'un parti nouveau serait d'un tel niveau qu'elle menacerait à terme d'entraîner une transformation dramatique des rapports de force et des conséquences possibles du jeu électoral dans la société américaine, tout en supposant l'acceptation par l'appareil de direction d'une mutation de fond des conditions de sa propre existence – difficile à envisager, à l'exclusion d'une véritable révolution interne au syndicalisme.

Pourtant l'effet de la création des LPA-LP s'avérait impressionnant au sein du syndicalisme, plus même que celui de la création de la Progressive Alliance une douzaine d'années plus tôt à l'initiative de Douglas Fraser, qui déjà était marquant et avait suscité des appuis forts enthousiastes. Voilà bien deux exemples, parmi certains autres que nous indiquerons, témoignant de ce qu'il y avait un public réceptif à ce type de projets, dès la fin de la décennie 1970-1980 et jusque vers 2000, un public qui s'élargit avec le passage des années Reagan et les déceptions qu'en vinrent à susciter chez des responsables syndicaux intermédiaires et de base les mandats de Bill Clinton, parmi quelques hauts dirigeants aussi et des militants et militantes des droits sociaux, de l'égalité des femmes et des minorités. Les démocrates paraissaient même engagés

dorénavant au niveau présidentiel dans des orientations similaires à celles des républicains, en particulier avec l'appui constant et résolu au libre-échange. Cela avait déjà amené Richard Valeyly à diagnostiquer non seulement des difficultés dans la relation démocrates-syndicats, mais à poser qu'on assistait peut-être alors au « chant du cygne » de cette relation privilégiée⁴².

L'hypothèse pouvait paraître osée, mais soulignons à sa défense que les réponses enthousiastes au lancement de la Progressive Alliance et à celui des LPA-LP démontraient tout de même qu'un mécontentement réel à l'endroit des démocrates était perceptible au sein de leurs bases syndicales et de gauche actives. Cette aile militante se sentait d'autant plus dépossédée de ses capacités d'intervention que l'insistance de Jesse Jackson à rester dans le Parti démocrate pouvait faire perdre à la « Rainbow Coalition » son rôle prometteur de lieu de ralliement des forces de changement⁴³; d'où le besoin de créer du neuf. Du moins, ce fut là un sentiment qui se répandit en plusieurs endroits parmi les milieux qui se désespéraient des carences dont témoignait le Parti démocrate dans la défense des droits sociaux et démocratiques; de fait, ce « sentiment », on l'aura compris, surgissait idéologiquement aux antipodes de la perception du contexte sociopolitique et électoral qu'exprimaient le DNC et, surtout, le DLC.

D'où l'entrée en scène de formations nouvelles naissant de cette grogne de gauche envers le Parti démocrate, comme nous l'avons mentionné. Mais cette grogne ne résout évidemment pas d'elle-même la question du « que faire? ». Jesse Jackson fait prévaloir le besoin de rester dans le Parti démocrate: il veut disputer le contrôle de cet instrument de masse aux éléments conservateurs et droitiers, les amener même à le quitter pour faire du parti une organisation dédiée aux besoins des travailleurs, des femmes, des minorités. Pour lui, tout autre type de démarche relèverait de l'utopie électorale, institutionnelle, organisationnelle. En vis-à-vis se trouve le raisonnement des partisans LPA-LP: le moment est venu de rompre politiquement avec les démocrates et d'œuvrer à la constitution d'un autre parti, qui ne saurait être qu'un parti du mouvement ouvrier. Pourtant, la résolution ferme d'avancer dans cette voie n'émancipe pas non plus de la « question » du Parti démocrate. Une réorientation politique aussi marquée suppose en effet fort probablement une crise, des déchirements et des divisions pendant un temps, des démarches éventuellement concurrentes aussi au sein du syndicalisme – sans compter le poids en tant que tel des liens multiples aux cadres sociopolitiques et étatiques existants. Voilà sûrement pourquoi la décision même de transformer les LPA en LP, c'est-à-dire, si les mots ont un sens, de quitter le terrain de l'action de tendance au profit de la création d'un parti, n'entraîna pas véritablement une redéfinition de l'intervention. On s'entendit, de fait, pour ne pas présenter de candidat et

faire plutôt porter ses efforts sur la mise au point d'une plateforme de revendications autonome, afin de peser sur les démocrates à ce stade (ces mots sont les nôtres) et de poursuivre la promotion de son but phare, celui de la création d'un parti du travail, dans le mouvement ouvrier.

ii. L'IDÉE D'UN PARTI DE GAUCHE ET LA MÉTHODE « FUSIONNISTE »

De cette difficulté surgit alors un projet politique voulant à la fois promouvoir une sortie du bipartisme établi, considéré comme un corset de fer qui contraint les partisans de réformes progressistes à mettre de côté les objectifs auxquels ils tiennent le plus, et prémunir contre les accusations de diviser les votes devant les adversaires républicains. Ce projet prendra le nom de New Party, dont l'inspirateur et l'animateur le plus connu était le professeur Joel Rogers de l'Université du Wisconsin. Le New Party, fondé en 1992, se présentait comme une organisation d'orientation globalement « social-démocrate » se donnant comme but de faire vivre réellement le principe du « gouvernement par le peuple » et pour le peuple, issu de la préoccupation primordiale des besoins du peuple. La stratégie d'intervention, à l'inverse de ce que mettaient en avant les LPA-LP, consistait à concourir immédiatement à des postes électifs, essentiellement municipaux et locaux au départ : on entendait présenter des candidats *new party* là « où l'on peut gagner » ; pour les autres postes, « on s'abstient ou, quand la loi le permet, on présente sur sa propre liste des candidats d'un des grands partis », si on les trouve particulièrement valables. C'est ainsi qu'on pense répondre au syndrome « du vote perdu » ou « du bulletin de vote blanc ou nul », auquel la gauche américaine, expliquait-on, a toujours beaucoup de mal à répondre. La vieille méthode de la *fusion*, très utilisée « au XIX^e siècle, et encore avec l'American Labor Party durant les années 1930 », avait permis de surmonter beaucoup d'obstacles : contre la peur du vote perdu et contre les barrières multiples qui se dressent devant l'entrée d'un nouveau joueur dans l'arène électorale⁴⁴. Dans un document interne de stratégie, le New Party se définissait comme « un parti de gauche qui existerait à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Parti démocrate⁴⁵ », encore qu'il fut toujours clairement annoncé que le parti voulu serait fort probablement créé de l'extérieur des vieux moules⁴⁶.

Cette stratégie politique comportait ainsi deux volets principaux : d'abord, construire une nouvelle force de gauche, indépendante, en réunissant localement des militants et militantes progressistes afin de disputer dans l'action électorale des postes de responsabilité publique de base. Avec les équipes ainsi rassemblées, on établissait des chapitres du New Party, dont l'activité devait mener à faire acte de candidature à des postes d'autorité toujours plus élevés ;

dans cette démarche, on s'inspirerait de la méthode fusionniste, là où elle était légale, pour contrer les peurs de la division des votes et de l'isolement. Très vite, de nombreux militants de diverses origines progressistes se montrèrent intéressés, dès 1992 dans une douzaine d'États. Une des initiatives les plus avancées se déroulait à Milwaukee, avec une coalition appelée Progressive Milwaukee à partir de laquelle on entreprit de construire la section locale du New Party. La coalition Progressive Milwaukee était composée « de militants verts, syndicaux, de groupes de femmes, d'action logement, de pacifistes et de promoteurs de la justice » dans la société, justice sociale et justice démocratique. Dès les premiers mois d'activité, on se retrouva ainsi avec quatre élus sur les cinq que l'on avait présentés aux postes de superviseurs du comté de Milwaukee (Milwaukee County Board of Supervisors), qui en compte vingt-cinq⁴⁷. On espérait ainsi se construire par l'écho public que l'intervention au sein d'organismes électifs mériterait au New Party, entre autres activités.

Il fallait en arriver, écrivaient Joel Rogers et sa collègue Sandy Pope, à ce que les militants du mouvement ouvrier s'engagent dans la construction d'un parti qui serait le leur, mais qui ne serait pas qu'un relais du syndicalisme, « un parti des environmentalistes, mais qui ne serait pas qu'un parti vert, un parti du pluralisme racial et de la justice [raciale], mais qui ne serait pas qu'un parti africain-américain ou latino, un parti des féministes, mais pas un parti uniquement féministe », un parti qui réunirait toutes ces causes et verrait à les articuler en une candidature au pouvoir – selon la démarche esquissée ci-dessus. La « plupart des Américains, écrivaient-ils aussi, ne veulent pas de taxes régressives, d'emplois déplaisants [et sans avenir], d'écoles [publiques] mauvaises, d'inégalités choquantes, d'injustice raciale et sexuelle [...], d'une politique étrangère dont le but [est la domination établie] sur le dos des pauvres d'autres pays ». La « plupart des Américains sont confus, désorganisés », mais ce sont des gens décents ; et c'est leur « décence fondamentale qui donne de l'espoir »... Voilà qui était intéressant et tout à fait important : le New Party se fondait sur la *décence* du peuple comme source de la dynamique du changement qu'il souhaitait, et non sur le rapport social⁴⁸, une différence théorique évidemment marquée avec les LPA-LP, même si les deux organisations se considéraient amies.

Le professeur Joel Rogers et Dan Cantor, un organisateur syndical qui avait servi de « coordonnateur » du bureau ouvrier pour les deux campagnes de Jesse Jackson aux primaires présidentielles démocrates, furent probablement les porte-paroles les plus influents du New Party. Cantor dirigea le parti jusqu'au moment de sa disparition. Dans un document à valeur programmatique qu'ils écrivirent ensemble, Cantor et Rogers firent valoir que le « keynésianisme d'après-guerre » avait permis un type de « gouvernance économique » qui

connut un très fort succès : il avait assuré une grande et « partagée prospérité » économique, tout en reconnaissant les droits ouvriers et en préservant un niveau satisfaisant de prise en compte politique des besoins du monde du travail aux États-Unis. Néanmoins, expliquaient-ils aussi, la fin de l'ère économique fondée sur la « production de masse » a entraîné la « disparition » de cet « ordre ». Le travail salarié en a été la première victime, et « la gauche a perdu sa base ». « Tout espoir » de reconstruire une gauche suppose donc de rassembler « une nouvelle base » ; surtout que « les solidarités organiques et l'identité ouvrière [propres] au mouvement ouvrier industriel n'avaient pas survécu aux transformations culturelles » ayant cours « depuis les années 1960 ». En conséquence, la gauche nouvelle allait devoir construire discursivement⁴⁹ sa clientèle militante de base.

En d'autres mots, la base socioéconomique et culturelle des solidarités de classe de la société du keynésianisme est disparue ; l'économie nouvelle, ajoutait Rogers, sera l'œuvre d'« association[s] délibérée[s] » (c'est-à-dire volontaires et constituées à cette fin précise) de travailleurs ayant à la fois « la capacité de jouer un rôle dans la gestion » du travail et la capacité d'assurer la réalisation des produits, si l'on veut connaître à nouveau la prospérité au sein d'un univers économique largement fondé sur le savoir... Dans un tel cadre, la base du parti de gauche serait composée « de toutes les personnes risquant, dans les conditions contemporaines du capitalisme, de voir leurs vies et leurs relations sociales perturbées par les forces du marché⁵⁰ ». L'économie industrielle, les grandes entreprises de production rassemblant sur de mêmes lieux de travail des milliers, et même des dizaines de milliers de travailleurs, les accords-cadres et les contrats collectifs garantissant hauts salaires et avantages sociaux sont autant de réalités poussant à l'action collective, et la justifiant. Mais la production de masse n'est plus située au cœur de l'économie, cependant que l'activité de travail fait participer à la gestion, comme on l'a écrit, tout en supposant une autonomie plus grande dans la réalisation des tâches. Le travail ne fournit donc plus d'identité de groupe suffisamment puissante pour entraîner une action politique distincte soutenue et de longue haleine. D'où le fait que la solidarité collective et l'engagement politique de gauche doivent être amenés discursivement, pense Rogers, c'est-à-dire fondés sur l'échange discursif et la démonstration, l'adhésion à des valeurs – et non plus sur des réalités sociales vues comme leur étant préalables, comme s'ils étaient une expression sur le terrain politique de telles réalités. Et d'où la conclusion, en plus, qu'il n'y a pas un type d'identité plus marquante qui l'emporterait sur les autres ; ainsi, l'identité relevant de la position dans le rapport de travail ne l'emporterait pas sur l'identité de genre ou l'identité sexuelle, par exemple. Le parti voulu réunirait toutes les « identités » opprimées ; le programme et les

valeurs à adopter seraient les produits de leurs rencontres et débats... La méthode privilégiée de construction du New Party s'avère donc fort logiquement la démonstration que l'on veut faire grâce à l'engagement électoral et aux réformes qu'il permettra ; une méthode de construction qui porte en elle-même, notons-le, celle de la contestation des pouvoirs établis. La stratégie de la fusion en devient le couronnement.

Dès 1893, pourtant, un premier État, le Dakota du Sud, avait interdit la pratique de la fusion ; l'Illinois avait fait de même en 1897. Cela signifiait, bien sûr, que les autorités publiques entendaient alors conserver les formules établies de gouvernement. Huit États aujourd'hui permettent les démarches fusionnistes en tant que telles⁵¹, et quelques autres en acceptent des procédés plus contraignants⁵².

Évidemment, le New Party, ses animateurs et ses partisans avaient l'intention de contester juridiquement le droit des États à interdire la pratique des candidatures de fusion. Ils réussirent ainsi à amener la Cour suprême des États-Unis à considérer la constitutionnalité des lois interdisant la fusion. Le New Party fit valoir sa position sur la base de l'article premier du *Bill of Rights*, qui protège la liberté de parole et de rassemblement. Mais la Cour suprême jugea à six contre trois qu'un État, en l'occurrence le Minnesota, avait un intérêt légitime à vouloir « préserver le système bipartite de gouvernement », une position dont nous avons antérieurement analysé les tenants et aboutissants. Mais pour le New Party, en 1997, ce jugement revenait à invalider la stratégie électorale et politique qu'on pensait la meilleure – et la seule possible. Le parti « ne survécut pas à [la] décision de la Cour suprême », et il disparut officiellement l'année suivante.

iii. UN PARTI AFRICAIN-AMÉRICAIN ?

La fin (progressive) de l'époque militante de la lutte des droits civils se caractérisa notamment par une crise d'orientation du mouvement noir, souvent désignée comme crise du leadership noir. Cette crise mit en avant la nécessité de résoudre des dilemmes quant aux formes et au contenu de l'action politique. D'un côté, comme une expression logique et tranchée des perspectives associées au pouvoir noir des années 1960, la volonté de bâtir un parti noir indépendant, concourant par lui-même pour la représentation de la population noire et le pouvoir. De l'autre côté, une orientation axée davantage sur l'intervention dans le cadre du bipartisme établi, logiquement cette fois du côté démocrate. L'évolution des courants, comme des hommes et des femmes politiques, n'exclut pas la cohabitation pendant un temps de partisans de l'une et l'autre option de l'alternative de même que le passage de l'une à l'autre, voire

du partage d'objectifs communs (telle l'intention d'assurer la représentation des intérêts de la collectivité noire considérée comme une entité particulière). Mais il est aisé de comprendre que les formes et même le contenu de l'action politique de l'une et l'autre option débouchent à terme sur des réalités dissemblables. Ainsi, l'historien Warren N. Holmes a pu écrire :

En même temps que des élus noirs et des militants du Parti démocrate essayaient de concevoir des sphères d'autonomie [politique africaine-américaine] à l'intérieur du système bipartite, les militants du pouvoir noir visaient à élaborer une stratégie électorale indépendante des deux grands partis⁵³.

De sorte que, en 1972, des militants et militantes du pouvoir noir des années 1960 se joignirent à des élus africains-américains pour convoquer une National Black Political Assembly afin de débattre des voies et des moyens de cette représentation spécifique de la collectivité noire. D'autres réunions furent convoquées au fil de la décennie, mais on ne put finalement s'entendre sur un plan d'ensemble en mesure de rallier toutes les organisations et les participants dans un projet collectif commun ; la discorde, indépassable, eut trait à la contradiction entre l'intervention politique dans le cadre bipartisan établi et l'intervention politique attelée à la construction d'un nouveau parti. Les tenants de cette dernière position réunirent alors un congrès de fondation, du 21 au 23 novembre 1980, à Philadelphie, de ce qui devint le National Black Independent Political Party (NBIPP). Ce congrès rassembla quelque 1500 délégués ultra enthousiastes, provenant des 50 États et du District de Columbia. D'entrée de jeu, on y rejeta les deux grands partis comme étant chacun un instrument politique de la bourgeoisie⁵⁴.

La charte des statuts du NBIPP stipulait notamment que le nouveau parti visait à « transformer radicalement l'ordre socioéconomique contemporain, c'est-à-dire à réaliser l'autodétermination, de même que la liberté sociale et politique des masses du peuple noir. En conséquence, notre parti va s'opposer activement au racisme, à l'impérialisme, à l'oppression sexuelle et à l'oppression capitaliste ». On voulait un régime national « d'assurance maladie », la « nationalisation de l'industrie énergétique, l'abolition du FBI et de la CIA ». Très révélateur : on lançait un appel à la tenue d'un « plébiscite » qui « permettrait aux Noirs de déterminer leur relation politique [comme peuple] avec les États-Unis⁵⁵ ». Durant les années qui suivirent la grande « Assembly » de 1972, la majorité des élus noirs se retirèrent progressivement de la démarche visant l'élaboration d'un programme d'action commun avec les militants prônant un nouveau parti. La « charte » du NBIPP et l'appel au plébiscite d'autodétermination tendaient bien à montrer que la substance de l'action politique se trouvait aussi dans ses formes. Aucun élu noir n'aurait été prêt à s'engager derrière cette plateforme, ainsi que divers auteurs l'ont noté.

Le NBIPP ne connut finalement qu'une courte existence de cinq années ; il ne réussit jamais à mettre en lice une candidature qui aurait concouru sous sa seule étiquette⁵⁶. Il paraît évident qu'il fut victime du poids de divergences internes, de programme et de tactique, et d'abord, notamment parce que ces divergences ne se manifestent pas en vase clos, de la pesanteur du bipartisme établi et de la puissance des rapports de pouvoir constitués. Politiquement, ainsi que nous l'avons souligné dans le huitième chapitre, la décision de Jesse Jackson de se présenter aux primaires présidentielles démocrates et de limiter au cadre du Parti démocrate l'action électorale de la Rainbow Coalition s'avéra à la fois un produit et un facteur de l'efficacité de cette pesanteur. Cela dit, les décennies 1970-1980 et 1980-1990 furent la période où le champ de la représentation politique s'ouvrit véritablement aux Noirs américains ; on peut d'ailleurs considérer sous cet angle le rôle et les appuis que remporta Jesse Jackson au sein du Parti démocrate national durant ces années.

À l'échelon des grandes municipalités, l'évolution fut manifeste ; le monopole par les élites blanches de la gouverne des villes, singulièrement des villes importantes, s'effrita rapidement : Gary, en Indiana, dès 1967, suivie de plusieurs autres centres : Detroit, Philadelphie, Chicago, Newark, Atlanta, Los Angeles, New York, etc. Au début, a expliqué Kim Moody, la rhétorique accompagnant cette transformation était souvent inspirée du militantisme des droits civils, montrant qu'elle se situait pour une large part dans sa continuité. Mais, en même temps, les nouveaux maires se trouvèrent vite aux prises avec la direction « de villes en décadence, dont les bases industrielles et de taxation déclinaient, impuissants à mettre fin, voire à ralentir le taux d'accroissement de la pauvreté et le désespoir dans les centres urbains à majorité noire ». Qui plus est, les programmes fédéraux de soutien financier aux centres urbains « disparurent presque du temps » de la présidence Reagan. Une situation impossible, pensait Moody, que les courses de Jesse Jackson à la nomination démocrate ont visé notamment à dénouer⁵⁷. Dans son étude sur Detroit, B.J. Widick rendait compte de cet état de fait en soulignant que, si les Noirs avaient dorénavant accès à des postes d'autorité politique, ils demeureraient néanmoins à la périphérie du « pouvoir économique », toujours aux mains de la « structure du pouvoir blanc⁵⁸ »...

En tout état de cause, et pour une part au cœur des conjonctures politiques qui voyaient les LPA et les militants et militantes du New Party poursuivre l'objectif d'une option populaire alternative au Parti démocrate, les *porteurs* du mouvement noir durant les années 1970 et 1980 débattaient du moyen le meilleur d'une représentation politique plus autonome de leur collectivité. La dynamique du pouvoir noir vivait toujours dans le rassemblement de la National Black Political Assembly puis la création du NBIPP ; de son côté,

Jesse Jackson prônait la construction d'une base de pouvoir plus grande au sein du Parti démocrate, comme méthode politique privilégiée d'accès à un partage des pouvoirs. La crise des formes et du contenu de l'action politique s'avère une expression de la sortie du contexte de la lutte des droits civils et de l'entrée dans un contexte de recherche des moyens d'atteindre le pouvoir d'État. Cette crise procédait d'une dynamique très particulière, et il n'était pas écrit qu'elle devait se résoudre à l'intérieur des paramètres du bipartisme constitué ; même conclusion, faut-il écrire, en ce qui a trait aux initiatives des LPA et du New Party – durant les mêmes années, en dépit des critiques envers ce bipartisme. Mais il faut voir, plus explicitement, que ces initiatives et ces débats recelaient évidemment une part de critiques acerbes envers les démocrates, puisqu'on n'attendait rien des républicains.

iv. LE FÉMINISME ET L'OBJECTIF D'UN NOUVEAU PARTI

Le même type de réaction gagna aussi à l'époque l'adhésion du grand mouvement féministe phare aux États-Unis, la National Organization for Women (NOW). On a indiqué au début de ce chapitre que les droits des femmes comptaient parmi ceux des minorités que les Administrations républicaines Reagan-Bush (1980-1992) n'avaient certes pas cherché à étendre. En ce qui a trait au droit à l'avortement, elles s'étaient placées du côté des autorités publiques dans les États qui s'employaient à en restreindre sévèrement la portée, tout en agissant par réglementation auprès d'agences fédérales pour que le recours à l'interruption de grossesse soit le plus possible découragé ; et l'on sait que le président Reagan s'était prononcé contre l'ERA, ce que reprit à son compte George H. Bush. En d'autres mots, durant les douze années de pouvoir du nouveau républicanisme, le féminisme dut faire face à deux chefs de la Maison-Blanche opposés à l'ERA et au libre choix. La NOW se mit évidemment en mode urgence et organisa la résistance par mobilisations massives et action politique. La menace semblait d'ailleurs toujours plus évidente, par exemple avec la nomination à la Cour suprême, en 1991, du juge Clarence Thomas, un opposant déclaré du droit à l'avortement. Cette fois, on put même craindre que la Cour suprême revienne sur sa décision de 1973 dans l'affaire *Roe vs Wade* par laquelle le droit à l'interruption volontaire de grossesse était admis aux États-Unis. À l'appel de la NOW, 75 000 manifestantes et manifestants défilèrent alors dans les rues de San Francisco le 29 mars 1992 pour signaler leur volonté de défendre le « droit au choix et à la libre disposition de leur corps », et plus d'un demi-million quelques jours plus tard à Washington. À noter que plusieurs organisations syndicales participèrent activement à la préparation et à la tenue de ces manifestations : si, à l'orée des années 1980,

environ le tiers des syndiqués étaient des femmes, on se dirigeait en 1992 vers le taux de 40 % qu'on pourra répertorier à la fin du siècle⁵⁹.

On a vu antérieurement que le mouvement NOW avait politiquement évolué d'une position bipartite fondée sur la stratégie dite de *pressure group politics* à une position que nous avons qualifiée de « non-partisanerie pro-démocrate ». Cette position, on le sait, est très semblable à celle qui était pratiquée par les syndicats. Car, dans le contexte américain d'alors, et sous la pression plus particulièrement des paramètres du cinquième système partisan, il parut en quelque sorte naturel que la politique de la NOW devint démocrate. Pourtant, durant la décennie 1980-1990, le mouvement féministe se rendit compte que la défense de ses acquis laissait froids plusieurs élus démocrates, que les attaques contre le libre choix avaient également cours dans des États qu'ils dirigeaient et, globalement, que beaucoup d'élus démocrates évitaient de s'engager franchement du côté des droits des femmes et des revendications de la NOW. Et en une démarche rappelant obligatoirement les exemples que nous avons présentés plus haut, les délégués au congrès national de la NOW en 1989 adoptèrent une résolution faisant part de leur mécontentement envers les démocrates, de leur désir même de rompre avec eux et de la volonté de s'associer à la création d'un nouveau parti, indépendant à la fois des démocrates et des républicains et fermement engagé en faveur des revendications féministes⁶⁰.

Une « commission » fut mise sur pied (appelée « Commission for Responsive Democracy », c'est-à-dire commission d'étude pour la mise en forme d'une démocratie vraiment responsable et à l'écoute des besoins et des préférences de ses membres) afin d'explorer les voies du suivi à donner à cette résolution. Le panel que la NOW réunit à cet effet favorisa explicitement en 1990 la création d'un parti qui serait « libre de ce qu'il appela la corruption et l'hypocrisie des [deux grands] partis existants » ; la National Organization for Women, précisait-on, devrait « aider à lancer le nouveau parti⁶¹ ». La NOW s'engagea alors effectivement dans cette direction et, avec l'appui de certains syndicalistes, on contribua à la création d'un 21st Century Party (parti du XXI^e siècle) ; la « secrétaire intérimaire » du parti « naissant » fut Dolores Huerta, militante syndicale latino-américaine, « l'une des fondatrices, avec César Chávez, du syndicat des United Farm Workers en Californie, et l'une des leaders de sa « communauté⁶² ».

Lors du congrès de la NOW en juin 1992, on décida d'appuyer officiellement le nouveau parti, dont Patricia Ireland, la présidente de la NOW, était l'une des principales animatrices. Il fut précisé que le 21st Century Party serait « indépendant de la NOW », mais qu'il présenterait des « candidates et

candidats qui appuieraient ses positions, [notamment] sur les droits des femmes, les questions de la paix et [la protection de] l'environnement». Cela dit, il était aussi entendu que «le parti n'a pas à présenter de candidats ou de candidates s'il y a des options viables [avec lesquelles *on peut vivre*, valables] dans les autres partis⁶³». Le parti décida de ne pas s'engager dans les présidentielles de 1992 et son existence active prit fin assez rapidement; en 1992 puis en 1996, la NOW appuya finalement le candidat démocrate à la présidence.

Au même moment que les initiatives dont a traité auparavant ce chapitre, la première organisation féministe du pays se montrait donc aussi, à l'issue des années Reagan-Bush, suffisamment déçue du faible appui reçu du Parti démocrate qu'elle décidait de le contester par des candidatures indépendantes, à sa gauche. Mais la NOW se replia rapidement par la suite vers l'appui à des candidatures de femmes, sur lesquelles elle pouvait compter et par-delà leur appartenance partisane. En dépit de rares exceptions, qui amenèrent d'ailleurs des polémiques internes, l'organisation se retrouva forcément du côté démocrate, à nouveau.

La volonté d'autonomie politique plus grande qui, d'une manière ou d'une autre, s'exprimait dans les grands mouvements sociaux achoppait donc sur l'écueil, pour une énième fois, du système partisan constitué. L'hypothèse que la science politique peut à cet égard mettre en avant comme source d'explication, que suggère la théorie dite de la *path dependence*, veut que les intervenants politiques, individus et associations, dépendent des voies déjà établies de leur existence, de leurs relations avec les institutions et les autres intervenants, et des voies établies de leur action. S'il nous semble certain, nous l'avons plus haut expliqué en d'autres mots, que la pesanteur de ces voies aux États-Unis – qui procède plus largement de la puissance multidimensionnelle du régime de gouvernement de la société – puisse contribuer à rendre compte de cet écueil toujours insurmonté, il n'en reste pas moins important de considérer attentivement les dynamiques qui cherchent à s'exprimer alors au sein des grands mouvements sociaux: d'un côté, parce que les *voies constituées* ne peuvent nier historiquement les discontinuités et les transformations de nature; mais aussi, d'un autre côté, parce que l'achoppement de ces dynamiques devient en lui-même une illustration de cette pesanteur. Par tout un pan de ses caractéristiques, la volonté d'autonomie politique plus grande qui se manifeste dans les trois grands mouvements sociaux ici considérés (mouvement ouvrier, mouvement noir et mouvement des femmes) procède de la résistance au dépassement par la droite de l'ordre issu du New Deal, de l'énergie militante venant des années 1960, de la déception qu'inspirent les démocrates et du besoin toujours présent de réformes sociales et d'affirmation des droits. En tant que premier organisme représentatif du féminisme aujourd'hui, le regroupement de la

NOW fut celui des grands mouvements sociaux qui s'engagea le plus complètement, direction et cadres, dans la résolution de construire un nouveau parti. L'absence d'appui probant en provenance des autres mouvements a sûrement affaibli sa capacité de maintenir cette orientation.

3. SURSAUT ET RUPTURE ?

Quand s'ouvre la dernière décennie du xx^e siècle, les réalités sociales et économiques déterminantes de la vie des divers secteurs de la population des États-Unis restent évidemment celles qu'ont favorisées les politiques du président Reagan. Les inégalités sociales s'accroissent, et de façon très marquée. Par exemple, « [e]ntre 1983 et 1989 [déjà], [...] le 1 % supérieur des ménages a acquis 62 % de toute la richesse nouvelle. Le 19 % suivant a reçu 37 % de toute la nouvelle richesse. Le reste de la population, 80 % du pays, a touché 1 % [...]. Même parmi les très riches, la richesse est inégalement distribuée. En 1992, la première moitié du 1 % [supérieur] possédait 29,1 % de toute la richesse nette non résidentielle du pays, ce qui représentait plus des trois quarts de ce que possédait l'ensemble du 1 %⁶⁴ ». Ces quelques indications, on l'aura compris, montrent par ailleurs que les salaires ne suivent plus la pente de la hausse de la productivité et même, on a donné les chiffres antérieurement, qu'ils se situent nettement sur une pente descendante (depuis la première moitié des années 1970)⁶⁵.

i. INÉGALITÉS ET PROBLÈMES SOCIAUX

Bien sûr, le problème de la couverture médicale reste entier pour la majorité de la population – et il s'accroît toujours plus. On évalue alors que l'incapacité financière de se procurer une assurance maladie et hospitalisation suffisante est la cause directe de 100 000 morts par année au début de la décennie 1990-2000, « trois fois le nombre de décès dus au sida ». Les frais deviennent d'ailleurs mirobolants, « 27 243 dollars annuellement pour une protection de soins à long terme⁶⁶ », par exemple. Les employeurs s'avèrent de plus en plus réticents à accepter dans les conventions collectives des formules d'assurance des soins de santé mettant les salariés à l'abri de l'anxiété et même de l'indigence en cas de coups durs. Les avantages sociaux accompagnant d'une manière ou d'une autre la rémunération salariale directe (lorsque c'est le cas) avaient généralement connu un élargissement significatif à compter de la deuxième moitié des années 1960 et au cours de la décennie suivante.

Singulièrement, plusieurs employeurs avaient alors accepté d'étendre le champ des avantages sociaux garantis pour les salariés arrivant à l'âge de la retraite : de s'engager, notamment, à leur assurer des compléments importants au Medicare gouvernemental, souvent en ce qui a trait aux frais des médicaments. Mais, depuis plus d'une décennie déjà, la pression à la baisse avait aussi atteint les avantages sociaux sur lesquels comptaient les salariés pour leur retraite, voire les avantages de ceux qui déjà étaient retraités. Les « disputes sur les modifications [que voulaient apporter les employeurs] à la couverture des soins de santé » des retraités devenaient de plus en plus fréquentes et âpres, amenant maintenant fréquemment devant la justice les deux parties⁶⁷. Les retraités n'échappaient donc pas à la réduction généralisée des revenus, d'autant plus difficile dans leur cas qu'elle ne pouvait habituellement pas être compensée par la participation au marché du travail d'un membre supplémentaire du ménage. Le phénomène de l'insécurité et de l'appauvrissement pénétrait tous les milieux ouvriers, même si c'était de manière différenciée.

En ce sens, proclamait le titre d'un article du *New York Times*, si la « classe moyenne » semblait bien « l'emporter en politique » – étant donné que les grands partis et leurs candidats prétendaient tous s'adresser d'abord à la promotion de ses intérêts –, elle n'en était pas moins perdante « dans la vie ». Sur un autre terrain : le conseil municipal de la ville de Hartford, capitale du Connecticut, décidait d'adopter un moratoire sur l'installation ou l'amélioration de services pour venir en aide aux pauvres et aux sans-abri, à l'instar d'une trentaine d'autres agglomérations américaines au milieu de la décennie 1990-2000, agglomérations souvent importantes, comme Saint-Paul au Minnesota. On ne voulait pas nourrir la perception extérieure d'une surspécialisation dans le service de ce type de clientèles au détriment de clientèles plus prospères, comme celles qu'on avait connues dans le passé. L'image de la ville en souffrait. Cela, pendant que florissaient à New York, en Floride, à Los Angeles, etc., des ateliers clandestins modernes toujours plus nombreux, que l'on comparait volontiers à ces ateliers de surexploitation qui avaient essaimé cent ans plus tôt⁶⁸. En d'autres mots, des réalités sociales souvent très pénibles touchant des populations variées et sur plusieurs aspects différents entre elles, mais dont les caractéristiques témoignaient incontestablement à des degrés divers du recul de classe dans les rapports sociaux de pouvoir.

« Aucun problème, a écrit Peter T. Kilborn à l'occasion de la fête du Travail en 1991, n'illustre autant l'influence en perte du syndicalisme que son incapacité à s'unir avec son allié historique qu'est le Parti démocrate afin de mettre en avant » l'objectif que cesse la chute des revenus ; « elle coïncide [d'ailleurs] avec l'érosion toujours plus affirmée des rangs du syndicalisme » et s'exprime dans les existences quotidiennes par « le nombre croissant des jeunes

adultes vivant avec leurs parents et des familles comptant sur deux revenus», l'âge plus avancé auquel on se marie et «la difficulté qu'éprouvent les jeunes à acheter des maisons⁶⁹». L'indigence politique de l'AFL-CIO et son extrême dépendance sont par ailleurs prises à partie dans un éditorial au vitriol dirigé contre sa direction par la revue *The Nation*. À la rentrée d'automne 1990, devant l'état pitoyable de l'accès à l'assurance maladie et considérant que quelque chose doit être fait, la centrale entreprend en effet une campagne de publicité de quelques millions de dollars à la télé, par laquelle elle veut dramatiser la situation et demander que quelque chose soit fait pour la corriger. Entendons-nous bien, précise l'éditorial : non pas mettre en avant ses propres solutions à un problème que tout le monde trouve insupportable, et ouvrir une large campagne avec ses propres membres et alliés pour qu'elles prévalent. Mais uniquement rappeler de grandes données et demander que quelque chose soit fait. Lane Kirkland, déplore *The Nation*, veut que le monde des affaires ou le gouvernement propose une voie de solution et il déclare que le syndicalisme est à cet égard «en mode de négociation». Alors qu'il s'agit bien, poursuit l'éditorial, d'une campagne grâce à laquelle le syndicalisme pourrait rassembler autour de lui et sortir de son isolement⁷⁰; l'AFL-CIO a plutôt choisi à nouveau une voie d'évitement, qui procède de l'impuissance ressentie par sa direction et de sa dépendance politique.

ii. SYNDICALISME ET GUERRE FROIDE : L'OPPOSITION INTERNE SIGNIFICATIVE À L'ORIENTATION OFFICIELLE

Mais alors que la centrale se révèle incapable de maintenir le nombre et la proportion des syndiqués, leurs conditions et les cadres de leurs acquis, de même que sa propre force sociale et politique aux États-Unis, la haute direction reste ouvertement liée aux conceptions de «guerre froide» et aux orientations en politique étrangère du gouvernement du pays. Voilà bien qui l'a amenée, jusqu'à ce que cette orientation ne soit plus tenable du point de vue même des besoins de la politique américaine à l'échelle du monde, à favoriser en Afrique du Sud les opposants sur le terrain syndical au Congress of South African Trade Unions (COSATU), allié de l'African National Congress (ANC) de Nelson Mandela et véritable émanation de la vaste dynamique de syndicalisation qui agite les milieux populaires durant les années 1980 et 1990. La raison première, bien sûr, en était que l'ANC et le COSATU œuvraient de concert avec le Parti communiste sud-africain. L'AFL-CIO et la CIA cherchèrent, notamment, à ce que Mandela soit remplacé à la tête du mouvement politique visant le renversement du régime de l'apartheid⁷¹. À nouveau, dans le domaine qui était le sien, la centrale était attelée à la réalisation de tâches s'inscrivant dans les plans

généraux de la politique des États-Unis. Comme on le sait, cette orientation ne put s'imposer : la force du COSATU s'avéra telle que des syndicats proches des desseins de l'AFL-CIO se joignirent bientôt à la centrale sud-africaine en plein essor, cependant que le mouvement ouvrier international, toutes tendances confondues ou presque, luttait pour la fin immédiate de l'apartheid. Politiquement, il devenait aussi impossible « de ne pas tenir compte [à l'intérieur] des États-Unis des appels des Noirs et des progressistes voulant plus d'appui pour les syndicats d'Afrique du Sud ». À la même époque, l'effondrement de l'Europe de l'Est en venait à modifier les données de la « guerre froide », diminuant la volonté et la capacité stratégiques dans les syndicats américains de s'opposer à la vitesse et aux formes que prenait le déboulonnement de l'apartheid⁷². Mais la direction de l'AFL-CIO s'orienta jusqu'au bout en accord politique avec les gouvernements Reagan-Bush, c'est-à-dire avec le « nouveau républicanisme », sur l'Afrique du Sud et à l'endroit de la lutte contre l'apartheid.

Dans le même sens, mentionnons le point de vue et le positionnement de l'AFL-CIO sur les bouleversements sociaux et démocratiques qui avaient cours en Corée du Sud durant les années de cette lutte contre l'apartheid sud-africain. L'AFL-CIO avait ici aussi une représentation sur place, sans lien néanmoins avec les regroupements syndicaux auxquels les centrales et les syndicats des autres pays étaient liés. Sa participation à la mise en pratique de la politique des États-Unis, son conformisme politique actif précisément, la tenait à l'écart. Dans la deuxième moitié de la décennie 1980-1990 et au début de la décennie suivante, de très nombreuses, massives et dures grèves secouèrent la Corée du Sud. Depuis 1987 en particulier, l'agitation industrielle avait à l'occasion des traits d'explosion sociale, dans un pays où le syndicalisme et les arrêts de travail étaient alors interdits, partie prenante du vaste mouvement d'opposition qui avait arraché au vieux régime la tenue d'une élection présidentielle dès décembre de la même année. Cette élection devait être le signe de l'ouverture d'un processus de démocratisation du pays. Deux grandes compagnies américaines, Motorola et IBM, l'une et l'autre avaient toujours réussi à repousser la syndicalisation de leurs employés aux États-Unis et en Corée. Évidemment, le mouvement en Corée du Sud eut à ce moment raison de leur opposition, et toutes deux en vinrent à accepter l'organisation syndicale de leurs employés en 1989. Il est vrai que l'anti-américanisme joua un rôle dans l'action chez Motorola et IBM, les travailleurs brûlant des drapeaux américains devant le siège des compagnies ; mais l'agitation frappait tout aussi bien des entreprises sud-coréennes, avec des dizaines de milliers de grévistes, chez Hyundai notamment. L'AFL-CIO intervenait en Corée du Sud sur la base d'un programme particulier de son Asian-American Free Labor Institute (c'est-à-dire l'Institut asiatique-américain

du syndicalisme libre). Rencontré par une journaliste du *New York Times*, le directeur de ce programme expliqua que le pays ne comptait sur aucun mécanisme pouvant dicter les règles du jeu, non plus que sur une formule établie qui permettrait de changer les lois pour favoriser le règlement ordonné des problèmes du travail. La seule autre remarque de sa part que le journal jugea suffisamment intéressante pour la rapporter fut que « les employeurs américains sont probablement aussi bons que n'importe quel autre employeur pour lequel les Coréens peuvent travailler en ce qui a trait au salaire⁷³ ».

On peut se demander à bon droit ce que promeut l'AFL-CIO alors... La décence du patronat américain? Sûrement, comme partie du système américain tel que le définissaient Meany (en son temps) et Kirkland à ce moment. Mais, surtout, que faisait l'AFL-CIO depuis des décennies en Asie, quel rôle (aucun de fait) a-t-elle joué en Corée du Sud pour le développement du syndicalisme libre? Une des revendications des travailleurs sud-coréens de Motorola « qui ont tellement rebuté les dirigeants de la compagnie venus sur place évaluer la situation exigeait que les négociations se déroulent devant l'ensemble des employés⁷⁴ », comme ce fut le cas en Pologne quelques années auparavant avec les travailleurs du syndicat Solidarnosc: un cadre de négociation qui, bien sûr, garantit davantage la prégnance de la démocratie et qui met beaucoup de pression sur l'employeur. Peut-être la centrale américaine aurait-elle pu s'inspirer des syndicats sud-coréens en action, dont la détermination avait permis de s'imposer chez Motorola et IBM? Mais l'intervention de l'AFL-CIO hors des États-Unis n'avait pas comme objectif prioritaire, on le sait, le renforcement du mouvement de classe, mais plutôt la perpétuation et la suprématie du « système américain », dont la prospérité de son patronat, à laquelle on avait attaché son propre bien-être.

La culture de l'anticommunisme et de la « guerre froide » dans la société américaine et aussi la pesanteur du sens commun ont pu accréditer, durant de nombreuses années, l'idée que le combat social et économique revendicatif dans le pays pouvait se combiner à l'inscription du syndicalisme dans la politique étrangère du gouvernement. Encore durant les années 1960, cette inscription alla effectivement de pair avec l'enrichissement de la classe ouvrière et l'élargissement de ses acquis sociaux. Cela n'entraîna pas, même pour la guerre de Corée de 1949-53, qu'une majorité de la population aurait favorisé les expéditions militaires; on l'a vu déjà, la majorité de la population s'y opposa au contraire. Progressivement et difficilement, des courants de dissidence face à la guerre du Vietnam étaient apparus au sein du mouvement ouvrier des États-Unis, par ailleurs défédé pendant tout un temps par les jeunes, le mouvement étudiant en particulier, pour sa complaisance envers le gouvernement du

pays. La direction majoritaire de l'AFL-CIO autour de George Meany maintint son appui jusqu'à la toute fin, mais la crise que cette guerre suscita au sein de la société américaine trouva éventuellement une forte réverbération dans les rangs syndicaux. Apparurent ainsi en 1967 la Labor Assembly for Peace puis, en juin 1972 et souvent avec les mêmes acteurs, le groupement dit Labor for Peace, qui réunit des syndicats comptant lors de son lancement quatre millions de membres⁷⁵. Les effets de cette crise de la guerre du Vietnam se perpétuèrent, rendant tous les secteurs de la société beaucoup plus vigilants et anxieux devant l'éventualité d'un engagement militaire.

Un fossé se propagea dans les rangs du syndicalisme au sujet de la politique étrangère du gouvernement des États-Unis et les opérations internationales de l'AFL-CIO. De fait, ce furent-là les éléments principaux de conflit politique et institutionnel (*institutional*, c'est-à-dire de l'institution; conflit interne à l'organisation) au sein de l'AFL-CIO durant les années subséquentes. Ce fossé « s'avéra particulièrement intense en ce qui a trait à l'Amérique centrale, [mais] s'étendit à la détente avec l'Union soviétique, aux propositions de gel nucléaire, à la question de l'envergure des dépenses militaires et au principe même de la guerre froide comme fondement de la politique étrangère du gouvernement et de l'AFL-CIO ». Et au sujet de « la première question d'importance [...] dans le monde d'après la guerre froide, la guerre du Golfe persique de 1991, les leaders syndicaux seront à nouveau divisés selon le modèle dorénavant familier: Kirkland déclara le plein appui de l'AFL-CIO pour la guerre du Golfe aussitôt que fut enclenché le déploiement [militaire], [cependant que] quelques jours avant que les troupes soient déployées [...] neuf présidents de syndicats [...] exprimèrent de graves réserves quant à la possibilité d'une guerre dans le Golfe persique par lettre ouverte au *Washington Post* »; ces neuf présidents dirigeaient des organisations déjà présentes dans les interventions dissidentes antérieures⁷⁶.

Mais il semble bien que les divisions les plus profondes parmi les dirigeants du syndicalisme aux États-Unis s'étaient manifestées devant les processus révolutionnaires ayant cours en Amérique centrale durant les années 1980-1990: dès 1981, afin de s'opposer à la politique du président Reagan (et de l'AFL-CIO) en direction du Salvador, le National Labor Committee in Support of Democracy and Human Rights in Salvador fut fondé; on ajoutera le Nicaragua à ses préoccupations quand l'Administration Reagan engagera aussi une politique d'opposition radicale à la révolution sandiniste et favorisera l'action armée des *contras* pour la renverser, tout en imposant un sévère boycottage commercial au pays. Le but premier du National Labor Committee était d'amener un profond changement dans l'orientation de la présidence à l'en-droit de l'Amérique centrale. Le comité fut formé rapidement par les dissidents

afin que leur voix soit tout de suite présente dans le débat public ; à l'époque de la guerre du Vietnam, on avait plutôt accumulé des retards, estimait-on, ce qu'on ne voulait pas reproduire. Plus d'une vingtaine des grands syndicats de l'AFL-CIO furent présents au lancement ; Jack Sheinkman, secrétaire-trésorier de l'Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (ACTWU ; syndicat amalgamé des travailleurs du vêtement et du textile) a lancé le mouvement, cependant que Douglas Fraser, président des UAW, et William Winpisinger, président des IAM, ont accepté de coprésider avec lui la nouvelle organisation. Et ils s'y engagèrent fort activement, consolidant les liens entre les syndicats que l'on retrouvait souvent du côté de ces trois grands syndicats – par exemple, l'AFSCME, la NEA (indépendante de l'AFL-CIO), la CWA, l'OCAW, la SEIU (et son président d'alors John Sweeny), l'AFGE, etc. – et se garantissant d'autres engagements fermes au fil des années⁷⁷.

L'AFL-CIO et ses agences s'activaient en Amérique centrale alors, en intervenant directement dans les organisations ouvrières et paysannes du Salvador (scissions, appuis à la mise sur pied d'organisations favorables au régime) et au Nicaragua (soutien à une petite centrale syndicale opposée au régime sandiniste, volonté de déstabilisation dudit régime). La conduite de la politique internationale de l'AFL-CIO relevait entièrement du bureau de son président Kirkland, « à l'abri de quelque forme même illusoire de contrôle démocratique ou d'une obligation de reddition de comptes » ; les fonds viennent pour l'immense majorité de caisses gouvernementales, par exemple le National Endowment for Democracy (NED, c'est-à-dire fondation nationale pour la démocratie), dont la gestion n'a pas à être soumise évidemment à un organisme privé comme l'AFL-CIO, bien que Kirkland siège à son conseil d'administration à ce moment, en compagnie de Henry Kissinger, du secrétaire au Travail William Brock, d'élus républicains très à droite, etc.⁷⁸ Les grandes orientations de la centrale en politique internationale sont bien sûr connues des membres de syndicats qui veulent s'y arrêter, notamment par les documents de congrès et les journaux syndicaux. Mais, probablement du fait de cette pensée posant, en quelque sorte, l'engagement en politique internationale – tout entier inscrit dans le « consensus national » – séparément et détaché de l'engagement politique à l'intérieur du pays, il y avait peu de débats et fort peu de divergences exprimées lors des congrès de la centrale sur l'intervention internationale, du moins par les chefs des syndicats et de façon quelque peu marquante. Ce fut différent à compter de la formation du NLC.

David Dyson, qui venait du syndicat ACTWU et qui fut retenu comme directeur général du National Labor Committee, a raison d'expliquer que de « réunir un comité national fut déjà [...] un acte en soi d'indépendance, une fronde, un véritable vote de censure quant à la manière dont l'AFL-CIO

[jugeait] la politique en Amérique centrale, tout comme la question [plus précise] du syndicalisme en Amérique centrale». Quant à Sheinkman, il fit valoir que la haute direction de la centrale « a tout fait pour miner l'effet de nos efforts et pour amener certains des leaders de grands syndicats [d'accord avec notre position] à quitter nos rangs, mais je suis fier de pouvoir souligner qu'au fil des ans non seulement tout le monde a tenu bon, mais nous avons ajouté (des membres) ». La force de l'initiative fut d'ailleurs tout de suite ressentie⁷⁹. En ce qui a trait à la situation salvadorienne, le NLC mettait en avant « que seul un règlement négocié entre le pouvoir et le FDR/FMLN pourrait déboucher sur la paix et la démocratie », jugeait erroné de voir la guerre civile qui s'y déroulait sous l'angle de la « guerre froide » et demandait que l'aide militaire de Washington cesse tant que le gouvernement constitué ne donnait pas de garantie effective du respect des droits démocratiques et qu'il mette un terme, de fait, à ses propres exactions. Par ailleurs, le National Labor Committee « ne partageait pas le point de vue de l'Administration Reagan [et de l'AFL-CIO] voulant que le gouvernement nicaraguayen soit totalitaire » ; il se montrait critique de certains aspects du processus en cours de transformation du pays, mais faisait remarquer que les sandinistes ne se livraient pas « au meurtre » et à « la torture de syndicalistes », contrairement à ce qui était le cas au Salvador. Quant aux *contras*, on tenait à faire valoir qu'ils n'avaient aucun appui dans le pays et agissaient comme un détachement armé des États-Unis, « dans un effort de déstabilisation du régime sandiniste⁸⁰ ».

Le gouvernement Reagan visait le refoulement politique, l'arrêt et le renversement des processus révolutionnaires en cours au Salvador et au Nicaragua ; la centrale de l'AFL-CIO appuyait officiellement cette position, et sa direction entendait bien la faire prévaloir dans ses rangs. Le National Labor Committee in Support of Democracy and Human Rights in El Salvador and Nicaragua mettait publiquement en avant les objectifs ultimes qu'il soit mis fin à l'aide militaire au gouvernement salvadorien et aux *contras* nicaraguayens en faveur de négociations politiques. À cet effet, le NLC élaborait une stratégie de pression active qui s'avéra fort efficace en se déployant sur quatre terrains : d'abord, l'envoi sur place, au Salvador et au Nicaragua, de commissions d'enquête et de reconnaissance (*fact finding missions*), auxquelles participaient, en plus de syndicalistes américains, des « membres du Congrès ou du personnel » du Congrès de Washington, sur l'état du respect des droits et des principes démocratiques ; le travail de ces commissions se clôturait par la rédaction de rapports « largement distribués dans les syndicats, le public, les médias et les membres du Congrès ». Il s'agissait de contribuer précisément au respect « des droits syndicaux et d'influencer les débats d'orientation aux États-Unis ». Le NLC mit en forme cinq « missions » de cette nature ; puis, deuxièmement, on

organisa « trois tournées de conférences aux États-Unis de syndicalistes salvadoriens », qui donnèrent lieu aussi à des « entrevues avec les médias » et des rencontres de leaders syndicaux ; le lobbying fut le troisième type d'intervention que pratiqua le NLC : une activité de lobbying sérieuse et très suivie auprès du Congrès, en s'arrêtant aux membres « dont l'opinion pouvait être changeante » (*swing votes*), qui engagea les ressources de plusieurs des syndicats membres ; enfin, en alliance avec une trentaine de groupes religieux et pacifistes, le NLC organisa une grande journée de mobilisation populaire le 25 avril 1987 en faveur de la « justice et de la paix en Amérique centrale et en Afrique du Sud », qui donna lieu à deux grandes manifestations, l'une à Washington qui rassembla quelque 100 000 personnes et l'autre à San Francisco avec 30 000 participants⁸¹.

La liste des dirigeants syndicaux ayant soutenu l'appel à cette journée de Mobilization for Justice and Peace in Central America and Southern Africa était impressionnante par le nombre, la représentativité et la diversité des milieux d'où ils provenaient. Ainsi, outre les trois syndicalistes coprésidentant le NLC, on y retrouvait notamment César Chávez, dirigeant des travailleurs agricoles, et la vice-présidente Dolores Huerta du même syndicat, Morton Bahr, président des travailleurs des communications, Gerald Mc Entee, président de l'AFSCME, Charles A. Perlick, président de la guilde des journaux, et John Sweeney, président du SEIU. Or, le contenu de l'appel s'avérait singulièrement percutant, proclamant : « En Amérique centrale, notre gouvernement organise l'escalade du terrorisme et de la guerre contre le peuple et le gouvernement du Nicaragua par l'entremise des *contras* dirigés par la CIA, fournit une aide économique et militaire massive au gouvernement du Salvador qui bombarde son propre peuple [...], rejette toutes les offres de règlement des conflits par des accords politiques garantissant la sécurité de tous [...]. En Afrique du Sud, [il] continue [de fait] à soutenir le gouvernement de l'apartheid [...]; persiste dans une coopération secrète avec les forces militaires et de sécurité [...] alors même que ces forces répriment et torturent les gens [des] Églises, des syndicats, du Front démocratique uni et des dirigeants syndicaux. » Enfin, était-il dit : « Cette politique [du gouvernement Reagan] est moralement condamnable [...]. Elle trahit nos idéaux démocratiques fondamentaux [...]. Elle signifie une militarisation de notre politique étrangère⁸². »

La rupture était donc virulente avec la politique américaine, avec sa bonne conscience et les justifications qu'elle se donnait. Elle était tout aussi virulente et tout aussi significative avec l'orientation explicite et répétée de la direction Kirkland. Du jamais vu. Surtout que le contenu même des discours et la personnalité des orateurs lors des manifestations du 25 avril durcirent encore le ton. Jesse Jackson y dénonça le président républicain comme « responsable

du scandale [de notre politique] au Moyen-Orient, du sabotage en Amérique centrale [d'une solution pacifique possible] et d'une alliance sacrilège [*unholy*] avec l'Afrique du Sud de l'apartheid». Lane Kirkland et quelques autres dirigeants s'étaient employés à décourager la participation des syndiqués et de toutes les organisations de la centrale à la journée de mobilisation en faisant valoir que des marxistes y étaient infiltrés, que certains « soutenaient ouvertement des guérilleros marxistes-léninistes au Salvador », etc. Mais rien n'y fit. De la même façon, la direction Kirkland chercha toujours à discréditer les missions de reconnaissance que le NLC parraina en Amérique centrale et les tournées de syndicalistes d'Amérique centrale aux États-Unis qu'il commandita, allant même jusqu'à interdire à des conseils d'État et de villes de s'y associer⁸³. Lors du congrès de l'AFL-CIO en 1983, « pour la première fois » une position différente de celle de la direction en politique internationale fut mise en avant durant les travaux mêmes des délégués, quand des chefs syndicaux membres du NLC firent valoir leur propre perception des processus ayant cours en Amérique centrale. La puissance de leurs organisations amena Kirkland et les siens à accepter des modifications et un amendement principal à leur proposition, lors de négociations tenues parallèlement aux séances ouvertes. L'amendement principal liait l'aide militaire au gouvernement du Salvador au respect des droits civils et démocratiques ; or le congrès de la centrale rejeta [...] le rapport du président Reagan à cet égard, rapport qui assurait que des progrès » étaient constatés par ses services. Il y avait donc ici des éléments évidents de rupture politique, très certainement contenus, mais suffisants pour rendre Kirkland nerveux⁸⁴.

Au congrès de 1985, le fractionnement s'afficha plus fortement encore devant les délégués avec des interventions marquantes contre la politique de la centrale, de Winpisinger des IAM et du comédien Ed Asner, de la guilde des comédiens du grand écran (qu'il présida), notamment : Asner dénonça que la centrale puisse suivre la politique extérieure de la présidence Reagan, Winpisinger s'en prit aux agents pour l'Amérique latine de l'AFL-CIO, à l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD) en particulier – chose qui ne s'était jamais faite. Il faut voir qu'en 1985 le nombre de syndiqués regroupés dans les organisations membres du NLC approchait 7,2 millions, à ce moment « une majorité de la main-d'œuvre syndiquée » du pays. À nouveau la puissance de l'opposition amena la haute direction de la centrale autour de Kirkland à accepter des compromis : encore quant aux conditions que devait satisfaire le gouvernement du Salvador pour l'obtention de l'aide militaire américaine, mais aussi, à la suite des débats des congrès de 1983 et 1985, « l'inclusion [dorénavant] dans les résolutions de politique internationale de clauses appelant à des négociations au Salvador entre » le gouvernement et le FDR-FMLN – des résolutions qui

entraient nettement en contradiction avec « les visées gouvernementales d'une défaite militaire » de l'insurrection. Bien qu'elle maintint toujours ses positions, l'administration présidentielle fut évidemment affaiblie avec le scandale de la vente d'armes à l'Iran pour financer les *contras*⁸⁵, alors que le Congrès avait interdit toute forme d'aide, de quelque nature, aux *contras* du Nicaragua.

iii. QUE FONT LES SYNDICATS ?

Durant la guerre du Vietnam, le positionnement imperturbable des chefs de la centrale en était venu à susciter l'ire de courants de base et intermédiaires dans les syndicats. La participation de l'AFL-CIO à des actions, notamment clandestines et en accord avec la CIA, de déstabilisation, voire de renversement de gouvernements en Amérique latine, tel celui de Salvador Allende au Chili en 1973, avait eu le même effet et accru la méfiance des tendances militantes envers les orientations officielles du syndicalisme. Même chose quant aux interventions en Asie, en Afrique et, on en a traité plus longuement, en Amérique centrale durant les années 1980 et 1990. Cette fois, les réactions opposées s'étaient d'ailleurs manifestées plus rapidement et plus explicitement encore, perçant les sommets dirigeants et débouchant dorénavant sur (ce qu'il convient de définir comme) la formation d'une véritable fraction. Si la force de l'appareil avait permis à l'époque de Meany d'écarter de la préparation et de la tenue des congrès de réelles discussions sur l'engagement international de la centrale, on en était venu depuis les années 1980 à ce que les divergences de vues sur ce terrain et la contestation directe des positions traditionnelles soient connues et obligent à des compromis. Il faut mentionner à nouveau que la politique intérieure des gouvernements Reagan-Bush rendait beaucoup plus difficile qu'on lui fasse confiance en politique extérieure : elle mettait mal à l'aise de larges secteurs de l'organisation et avait contribué à susciter rapidement le soupçon à l'endroit d'une intervention en commun avec lui. Noel Beasley, vice-président alors du grand syndicat UNITE et directeur de son « bureau régional conjoint du Midwest », a bien exprimé ce sentiment et le lien qui se dévoilait naturellement entre la politique extérieure et la politique intérieure de la présidence républicaine. Il écrivit à la fin de la décennie 1990-2000 :

Il n'y avait que deux types de réponses, vraiment, que pouvaient donner les leaders syndicaux [...] aux dures leçons des années 1980. Une fois que vous vous étiez rendu compte que 90 % des grèves étaient perdues avant même qu'elles soient lancées, que vous vous aperceviez que la plupart des travailleurs étaient prêts à accepter des concessions plutôt que de [perdre leurs emplois], que vous aviez compris que chaque compagnie pouvait enfreindre toutes les lois [réglementant les rapports patronat-syndicat] lors d'une campagne de syndicalisation

et qu'au mieux le bureau des relations de travail ne la condamnerait qu'à un semblant d'amende [*a few chump change fine*], une fois que vous aviez saisi pourquoi les activités internationales de l'AFL-CIO étaient si généreusement payées par le Secrétariat d'État, il vous fallait choisir entre, d'un côté, améliorer votre performance personnelle au golf tout en expliquant tranquillement aux syndiqués, sobrement et avec un air dépité et fatigué, qu'ils ne pouvaient s'attendre à beaucoup de choses, ou bien, d'un autre côté, décider de plonger dans la bataille, de vous créer une base, de construire des alliances [...] et de jurer que la seule constante [de votre engagement] sera de se battre pour un changement [en profondeur]. Changer les règles, changer les joueurs [...]. Plutôt que de vous confiner à une position défensive, aider à façonner la contre-attaque. Et c'est ce que nous avons fait. La nouvelle AFL-CIO est l'accomplissement de milliers de militantes et militants syndicaux qui ont poussé à la roue [...], qui ont plaidé contre la stagnation, bousculé le statu quo⁸⁶.

Les divisions ouvertes et publiques les plus connues à ce moment parmi les dirigeants de l'AFL-CIO avaient trait à l'évaluation que l'on faisait de la politique suivie par les présidents Reagan et Bush à l'égard du Salvador et du Nicaragua. La « nouvelle AFL-CIO » que salue de tous ses vœux Noel Beasley dans le passage cité plus haut s'avère celle qu'un renversement de la vieille direction au congrès de 1995 de la centrale fera espérer aux forces syndicales de changement, le produit d'un sursaut et l'occasion d'une rupture. Notons combien il peut être révélateur que Beasley mette au rang d'un facteur important nourrissant cette volonté de rupture l'interrogation sur le « si généreux » financement par le gouvernement de Washington de l'intervention internationale de l'AFL-CIO. Pour les courants voulant renouveler la centrale, il était apparu toujours plus évident que l'incapacité de la direction Kirkland à agir de manière décisive, en tant que direction apte à faire croître son organisation et à assurer le mieux-être des syndiqués, trouvait son origine dans l'incapacité à agir de manière indépendante des gouvernants de la société, c'est-à-dire à se conduire, à élaborer et à intervenir selon ce qui serait proprement nécessaire au mouvement social institué qu'elle dirige (et à la classe des travailleurs).

Il est vrai que ce point de vue dominant supposait une conduite des affaires de la centrale conforme aux rapports sociaux de pouvoir établis. Cette conformité pouvait s'avérer plus ou moins affirmée pourtant. Le John L. Lewis des années 1930 n'était pas devenu révolutionnaire quand il se convainquit de la nécessité d'une action résolue secouant la dynamique dominante des rapports de pouvoir, dans l'entreprise et en politique; une action suffisamment puissante pour qu'elle assure une place à l'organisation syndicale des travailleurs industriels – dont nous avons mesuré antérieurement l'étendue. Mais Kirkland expliquait de son côté que des jours meilleurs pour le mouvement ouvrier et la population travailleuse dépendaient de développements sociopolitiques

extérieurs, en quelque sorte, à l'intervention syndicale; des développements qui modifieraient le contexte juridico-administratif de l'action syndicale et qui favoriseraient largement l'emploi. La pensée du président de l'AFL-CIO en était venue à justifier l'inaction, en des circonstances pourtant très peu avantageuses pour son organisation. Vue de cet angle, l'inscription dans les objectifs de politique étrangère des États-Unis prenait l'aspect d'une laisse attachant à l'État, à l'état de choses en vigueur pourrions-nous dire, considéré très négativement par les courants d'opposition, quant à eux. Plus fondamentalement, peut-être, la pensée de Kirkland rejoignait le point de vue traditionnel prépondérant de l'AFL-CIO, qui toujours avait soutenu la croissance et le plein déploiement du capital américain à l'échelle régionale, nationale et mondiale; avec l'espoir, on l'a vu, d'en retirer de meilleures conditions pour la classe des travailleurs et un espace élargi pour l'organisation. Cet espoir, dont la réalisation semblait maintenant plus aléatoire, restait néanmoins la réponse de Lane Kirkland et de son état-major aux graves difficultés que connaissait le mouvement ouvrier, comme une incantation.

Le programme de revendications et d'activités sur lequel pouvait déboucher une telle pensée s'avérait fort limité, alors même que la haute direction ne voyait aucun problème à poursuivre sa participation directe à la politique étrangère de Washington. Inaction de la centrale comme organisme distinctif de promotion des intérêts ouvriers, mais assiduité et empressement de l'intervention du côté de son gouvernement et, avec lui, sur la scène mondiale. Il est vrai que le syndicalisme s'engageait toujours électoralement avec ses moyens, importants, habituels. Mais il est non moins vrai que la faiblesse de son emprise sociale prévenait en quelque sorte la démonstration et le déploiement d'une autorité politique à l'image de celle que l'on connaissait durant les décennies qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale. Sans que les recoupements soient parfaits, il faut mettre en avant que les syndicalistes et les grands syndicats qui contestèrent ouvertement cette orientation en politique internationale furent généralement ceux qui se rebellèrent devant la paralysie de la direction Kirkland – et qui concertèrent son reversement en 1995: par exemple, l'AFSCME, les UAW, les USWA et le SEIU.

Ces syndicats, en compagnie d'autres affiliés de l'AFL-CIO, s'étaient joints en 1986 à de grands intellectuels libéraux tels Ray Marshall (ex-secrétaire au Travail), Robert Reich (futur secrétaire au Travail), Robert Kuttner, Lester Thurow pour former un groupe de réflexion de gauche en mesure de contre-carrer l'influence des idées des groupes de spécialistes conservateurs. L'Economic Policy Institute qu'ils créèrent entendait promouvoir notamment un meilleur partage des fruits de la croissance et une réduction des inégalités. Notons qu'il se donnait aussi comme objectif de renforcer l'aile *labor-liberal* du

Parti démocrate, en prenant par exemple le contre-pied des orientations du Democratic Leadership Council⁸⁷. Les mêmes courants du syndicalisme lancèrent aussi en 1987 une organisation appelée Jobs with Justice (JWJ), en tant que coalition de syndicats et d'organismes communautaires visant le respect des « droits ouvriers ». Jobs with Justice se construisit à la fois comme organisme et comme réseau d'action. « Au tournant du XXI^e siècle, ce réseau regroupait [de telles] coalitions syndicales-communautaires dans plus d'une quarantaine de municipalités de vingt-neuf États. » Le but premier était alors la « syndicalisation des non-syndiqués » ; mais le JWJ participait aussi à des campagnes politiques⁸⁸...

Ainsi, intervenir de manière suivie pour influencer – et peut-être gagner éventuellement – l'opinion publique, pour renforcer l'aile *labor-liberal* du Parti démocrate et, sur un terrain autre bien qu'il n'était pas détaché, engager ses forces pour étendre la syndicalisation en lançant une intervention conjointe suivie avec les groupes populaires. Toutes ces actions, on l'aura noté, devraient relever de la centrale en tant que telle, qui incombent à sa responsabilité. Non pas qu'il soit inapproprié que des courants ou de grands syndicats se manifestent par eux-mêmes à ces égards, mais parce que l'inaction de la direction de la centrale donnait aux initiatives que l'on vient de mentionner l'aspect d'une activité simplement compensatoire. Elle sera en tout état de cause poursuivie par le renversement de la direction.

Au départ, le processus de ce renversement semblait conçu en quelque sorte comme une révolution de palais. Deux des leaders les plus actifs de la centrale, dont les syndicats connaissaient depuis une dizaine d'années des succès d'organisation marquants en dépit des circonstances entravantes, se réunirent dès la fin de l'année 1993 afin d'envisager « la possibilité de remplacer » Lane Kirkland au congrès de l'AFL-CIO en 1995. Il s'agissait de Gerald McEntee, président de l'AFSCME, un syndicat dont le nombre de membres avait doublé en une vingtaine d'années, pour atteindre alors 1,3 million, et de John Sweeney, président de la SEIU, un syndicat qui avait grossi de quelque 58 % entre les mêmes années et qui comptait dorénavant 1,1 million de membres⁸⁹. Grâce à une action énergique et de longue haleine, ne craignant pas les stratégies militantes fondées sur une participation massive des bases syndiquées, Sweeney avait réussi la grande opération, devenue mythique, de syndicalisation de 33 000 chargés du nettoyage et de l'entretien d'immeubles à Los Angeles, l'opération appelée Justice for Janitors (justice pour les *concierges*). Le SEIU avait su alors composer avec une main-d'œuvre ethniquement et racialement variée, traditionnellement très difficile à organiser et à mener à la victoire, le nettoyage et l'entretien étant assurés par un recours souvent complexe à de multiples sous-traitants. Au début de la décennie 1990-2000, le

syndicat que dirigeait Sweeney était engagé dans une campagne de syndicalisation « des aides-soignants dans des maisons de retraite médicalisées », des travailleuses sous-payées et en grande partie africaines-américaines⁹⁰.

McEntee et Sweeney présidaient donc des syndicats spécialisés dans des sphères de l'économie autres que celles qui étaient habituellement représentées à l'AFL-CIO, employés des secteurs publics et main-d'œuvre du champ immense des services pris en charge par l'entreprise privée, aux caractéristiques prolétariennes souvent très marquées, et largement composées de travailleurs et travailleuses d'immigration récente, des minorités hispanique, asiatique, noire et autres. Ils s'adressaient ainsi au salariat de sphères de l'économie en plein développement, que la centrale devait gagner. Mais leur position première, après qu'ils eurent rapidement conclu à la nécessité du départ de Lane Kirkland, était de le convaincre de se retirer en dépit de sa volonté connue de se représenter à un neuvième mandat. Ce qui lui était d'abord reproché avait évidemment trait à son incapacité de relancer la centrale, d'en faire « une force en mesure de reprendre » le terrain perdu en nombre de membres et de faire face « aux changements massifs [que connaissaient] les relations industrielles ». Mais ce qui sema littéralement la panique, et dont l'« importance [fut] décisive », a écrit Taylor Dark, fut la victoire à la Chambre des représentants des républicains lors des élections de mi-mandat en 1994. Il faut saisir, a-t-il aussi fait valoir, que les majorités démocrates à la Chambre, devenues naturelles, avaient servi depuis des décennies, même entre 1980 et 1992, de « dernière ligne de défense », grâce singulièrement au rôle du House Education and Labor Committee et au poids que pouvait avoir le Democratic Congressional Leadership. Il ne s'agissait pas d'une « ligne de défense » toujours valeureuse, mais avec le résultat des élections de 1994 « le syndicalisme se retrouvait dans la situation pour lui la plus périlleuse depuis Taft-Hartley en 1947⁹¹ ». Surtout que la campagne républicaine à la Chambre s'était faite sur la base d'un document manifeste appelé *Contract with America*, qui rassemblait sous forme de programme une série de propositions fort conservatrices, allant de compressions sévères dans les allocations sociales à une application régressive du principe de budgets à déficit nul, à des exemptions de taxes sur des gains en capitaux, à un renforcement des forces de police et à une lutte contre la criminalité axée sur les peines d'incarcération, notamment. Nous reviendrons plus loin dans ce chapitre à ce *Contract with America*, mis en avant et corédigé par Newt Gingrich, nouveau président de la Chambre⁹². La défaite des démocrates, le programme clairement affiché de leurs opposants et la majorité républicaine également gagnée au Sénat eurent donc l'effet de l'aiguillon sur les forces qui se rassemblaient avec McEntee et Sweeney.

Dès la fin de l'année 1993, les présidents de l'AFSCME et de la SEIU avaient envisagé de se défaire de Kirkland « et, à l'été 1994, ils poursuivaient activement » déjà cet objectif, qu'ils dévoilèrent publiquement en janvier 1995. Des dirigeants d'autres syndicats se joignirent à eux et, au mois de février suivant, on créa le Committee for Change (« comité pour le changement »). À ce stade, McEntee et Sweeney visaient toujours, primordialement, à ce que le poste de président de la centrale ne soit plus tenu par Kirkland. Ils s'adressèrent à Tom Donahue, le secrétaire-trésorier de la centrale, pour qu'il se range de leur côté et prenne la direction. Traditionnellement, le secrétaire-trésorier est à la centrale le prochain président, le président désigné. Voilà pourquoi plusieurs auteurs qualifient la révolte de 1995 de révolution de palais. Un changement de garde au sommet, par une redistribution des cartes entre dirigeants : le départ de Kirkland s'articulant, de fait, à cette montée en puissance dans la haute direction de l'AFL-CIO des (seuls) secteurs dynamiques du syndicalisme. McEntee et Sweeney voyaient en effet Donahue comme un dirigeant plus ouvert à la nouveauté et à l'idée d'une vaste et permanente campagne de syndicalisation. Au mois de février suivant, on pouvait déjà compter que le comité pour le changement avait rassemblé un nombre d'appuis suffisant parmi les syndicats pour remporter au congrès du mois d'octobre une majorité des délégués contre Kirkland. Donahue, qui avait été sélectionné par le président de la centrale pour le seconder dans ses plus hautes responsabilités, ne put cependant se faire à l'idée de « défier publiquement » Kirkland, une éventualité qu'il identifiait à la trahison. Mais quand Kirkland, prenant la mesure de la contestation, annonça qu'il démissionnait de ses fonctions et quitterait officiellement son poste le 1^{er} août, la donne devint nettement autre. Devant le refus qu'avait opposé Donahue à la requête, ou à l'offre, que lui avait faite le comité pour le changement, Sweeney était devenu le favori des syndicats dissidents. À ce moment, Donahue décida de concourir lui aussi à la présidence et, même s'il y eut des discussions de rapprochement possible, les dés étaient en quelque sorte lancés ; il y aurait course à la direction, qui opposerait Donahue à Sweeney. Dans ce cadre, Thomas Donahue devenait porteur de la continuité du régime Kirkland ; quelle que fût la valeur de ses propres positions et projets, Donahue ne pouvait effacer que, durant la quinzaine d'années de la présidence de Lane Kirkland, le taux de la syndicalisation aux États-Unis avait chuté, passant de 22 % à 15,5 %⁹³.

Ce dernier donna d'ailleurs son entier appui au secrétaire-trésorier de la centrale. Qui plus est, grâce au soutien des syndicats restés fidèles à Kirkland, Donahue devint « président par intérim » de l'AFL-CIO au mois d'août et sélectionna Barbara Easterling, vice-présidente du syndicat des communications, comme secrétaire-trésorière. Ils décidèrent de se présenter en équipe

«pour un plein mandat» au congrès du mois d'octobre. Easterling fut la première femme à occuper ce poste; l'importance de cette nomination donna d'ailleurs un sceau de progressisme à la candidature de Donahue, qui mit aussi en avant un plan de développement de la syndicalisation fort semblable à celui de l'équipe Sweeney. Cette dernière fut donc composée de Sweeney, avec Richard Trumka, le président des UMW et leader de la grève contre Pittston, comme candidat au poste de secrétaire-trésorier, et Linda Chavez-Thompson à un poste nouveau de vice-présidente directrice, poste que l'on suggérait à la centrale de créer (ce qu'allait accepter le congrès). À la vice-présidence reviendrait la responsabilité d'une utilisation renforcée des structures de base et régionales de la centrale dans l'entreprise de redynamisation de l'AFL-CIO et dans le travail aussi de «mobilisation des femmes et des minorités». Linda Chavez-Thompson, «d'origine latino-américaine, [était alors] une vice-présidente régionale de l'AFSCME», syndicat dirigé par Gerald McEntee. Face à la candidature de Donahue, Sweeney voulait souligner les éléments de rupture qui caractérisaient sa campagne, une campagne qu'il nomma A New Voice for American Workers (une «voix nouvelle pour les travailleurs américains») et qui, à ce titre, pouvait évidemment s'appuyer sur le symbole que créait l'unité SEIU-UMW-AFSCME⁹⁴.

Pour nous, s'il y eut en effet des volontés de départ ressemblant chez Sweeney et McEntee à des volontés de «révolution de palais», leur démarche donna lieu, y compris chez ces deux leaders probablement, à une intention de renouveau beaucoup plus profonde et plus déclarée que cela avait d'abord été le cas. Et à un enthousiasme que la campagne de Donahue ne put contrecarrer, malgré toutes ses promesses d'action et de lutte pour l'organisation des masses de travailleurs du pays. Car Donahue restait identifié à l'ère Kirkland, allant jusqu'à soutenir qu'elle fut «immensément productive»; il ne paraissait donc pas prêt à rompre réellement avec un régime généralement identifié au déclin du mouvement ouvrier et à de graves défaites⁹⁵. Les programmes des deux opposants supposaient des modifications dans le fonctionnement de l'AFL-CIO et, pour une part, ses statuts et règlements: chez l'un et l'autre, l'accent mis sur la nécessité d'un travail tous azimuts de syndicalisation, par exemple, entraînait le besoin d'un rôle quotidien de la centrale, en tant que centre, radicalement élargi. Jusque-là, il s'avérait entendu, on le sait, que le recrutement relevait prioritairement des syndicats affiliés pris séparément, chacun dans son secteur. Mais la vie économique changeait, le marché de l'emploi n'était plus le même et le syndicalisme avait trop souvent tendance à se replier sur lui-même pour se prémunir alors contre les difficultés multiples et même les débandades, que lui infligeaient les employeurs. Qui plus est, sans transformation importante des statuts, la direction de l'AFL-CIO resterait longtemps encore

masculine, blanche et âgée. Sweeney projetait qu'il faudrait dorénavant consacrer 30 % des ressources à la tâche de syndicalisation et il proposait de faire passer de 35 à 54 le nombre de membres du conseil exécutif, afin d'assurer une meilleure représentation et une plus grande participation de dirigeants de divers milieux. Donahue s'avérait moins porté que l'équipe Sweeney à viser le recrutement « de travailleurs à bas salaires et [d'ouvriers des] minorités » et plus intéressé par les « travailleurs professionnels cols blancs » ; il assurait, cela dit, qu'il mettrait sur pied « un comité spécial afin d'envisager les changements [nécessaires] dans la structure entière, la gouvernance et la prise de décision » de la centrale. Le camp de Sweeney se révélait « beaucoup plus enclin à réduire les dépenses [engagées] dans les affaires internationales et à diminuer les activités multiples à l'étranger⁹⁶ » ; l'équipe de Donahue entendait maintenir ces dépenses à leur niveau antérieur sur un axe identique à celui du passé. À ce moment, par ailleurs, le tiers des membres de l'AFL-CIO est composé de femmes et un cinquième environ de travailleurs africains-américains⁹⁷.

Profitant de la position d'autorité que lui conférait le poste de président par intérim, Thomas Donahue monopolisa largement les moyens de communication de la centrale pour faire valoir ses objectifs de renouveau et son plan de développement organisationnel. Mais il n'était pas clair d'où viendraient les ressources pour ce faire, alors que le changement qu'on faisait miroiter s'affichait tout de même draconien. Il apparut progressivement que la révolution culturelle sur laquelle il faudrait s'appuyer impliquait une transformation visible du personnel de la direction centrale. Richard Bensinger, qui sera le responsable du travail d'organisation de l'équipe Sweeney-Trumka-Chavez-Thompson entre 1995 et 1998, fit remarquer que, lors de leur arrivée à la tête de l'AFL-CIO, les gagnants firent face à une situation où « 97 % des sections locales n'avaient pas de programme de syndicalisation et aucun membre engagé dans quelque activité d'organisation. Selon l'évaluation la plus généreuse, moins de 5 % de l'ensemble de nos ressources était consacré à la syndicalisation, et les syndicats œuvraient dans l'isolement pratiquement entier de la communauté. Beaucoup de nos leaders et de nos membres ne comprenaient ni le besoin du travail d'organisation ni le type d'opposition patronale auquel les travailleurs désireux de se syndiquer devaient faire face⁹⁸ ». Donahue avait tout de même été associé directement au régime qui avait présidé à cette situation... Durant la campagne à la présidence de la centrale, John Sweeney se joignit aux Democratic Socialists of America, la tendance de gauche dans le Parti démocrate qu'avait animé Michael Harrington, cependant que « plusieurs des syndicalistes les plus actifs dans la coalition New Voice » avaient milité contre la guerre menée en Indochine par les États-Unis et étaient des « descendants de la New Left », qui gagnaient ainsi une « place assurée » dans le syndicalisme⁹⁹.

Autant d'éléments annonçant aussi que le sursaut de 1995 prenait des traits d'une rupture en développement...

iv. L'IMPORTANCE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DANS LE DÉBAT INTERNE À L'AFL-CIO, 1995-2005

Quand les votes furent comptés au congrès de 1995, la victoire du camp Sweeney fut claire: 7,3 millions de mandats contre 5,7 millions pour Donahue-Easterling, 55 % contre 45 % à l'équipe appuyée par Kirkland¹⁰⁰. Il est vrai que, durant la campagne à la direction, les questions de politique internationale ne pesèrent pas d'un poids bien lourd. Mais il est non moins vrai que de 1968 à 1978, puis de manière à nouveau évidente à compter de la deuxième moitié des années 1980-1990 quant aux positions sur l'Amérique centrale, les divergences à leur endroit avaient contribué directement, comme on l'a vu, à dessiner les balises distinguant les camps en concurrence. La volonté d'une autonomie d'orientation plus grande se manifestait à la fois en politique intérieure et en politique extérieure et accompagnait, habituellement, des dispositions plus marquées à l'action résolue, et même à l'action militante¹⁰¹, comme on l'a mentionné déjà. Les victoires républicaines aux élections de mi-mandat en 1994 justifèrent alors que l'aile dissidente ouvre une lutte directe contre Kirkland, puis Donahue.

En toute logique, il apparut aussi que la nouvelle équipe au pouvoir entendait transformer l'engagement international de la centrale: amener du sang neuf et déplacer au sein de son International Affairs Department les vétérans de la « guerre froide », voire les remercier tout simplement¹⁰². L'URSS et l'Europe de l'Est étant disparues, le positionnement de « guerre froide » qui avait souvent justifié un rôle syndical de complément aux organismes diplomatiques et d'espionnage, tout autant que de promotion et de défense du « système américain », perdait en quelque sorte son objet et le champ de son application. Voilà bien qui ouvrait « la possibilité [*the opportunity*] de bouleverser les activités internationales » de la centrale, selon l'expression utilisée par Simon Rodberg dans un article de l'*American Prospect Magazine*; un bouleversement nécessaire, pensait-il, si l'AFL-CIO avait l'intention d'agir en coopération avec le syndicalisme des autres pays. Car jusqu'ici « le centre d'intérêt [...] des instituts [de l'AFL-CIO; les instituts par lesquels elle intervenait sur les divers continents] n'avait pas été l'organisation ouvrière, mais l'anticommunisme¹⁰³ ». La centrale comptait « quelque cent professionnels à temps plein spécialisés dans les affaires internationales [qui travaillaient] aux États-Unis mêmes et dans presque quarante autres pays¹⁰⁴ ». Ses « instituts » relevaient de cet International Affairs Department, partie prenante d'un complexe d'outils par lesquels

on avait cherché à établir des cadres d'intervention parallèles, en quelque sorte, à ceux des mouvements ouvriers traditionnels, au compte – globalement – de l'État américain. Si la relance du syndicalisme aux États-Unis exigeait l'autonomie de programme, d'élaboration et d'orientation, l'occasion semblait en effet offerte de se départir de ce lien pesant à la gouverne sociopolitique de son pays.

Sweeney exprima d'ailleurs son rejet du « modèle américain de création d'emplois », ouvertement et explicitement. Il en appela même à la solidarité internationale pour que ledit modèle soit stoppé, en des formules que ses prédécesseurs n'auraient pas faites leurs : « Nous avons besoin de la solidarité internationale pour éviter que le modèle américain de création d'emplois soit exporté à travers le monde », souligna-t-il. Ses propos rejoignaient tout à fait ceux que tenaient alors « le secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres, Bill Jordan, [qui] esti[mait] quant à lui que la grève d'UPS devait lancer un avertissement sérieux aux gouvernements qui seraient tentés par l'expérience américaine¹⁰⁵ ». Ne plus faire valoir l'exemple américain – ne fût-ce que sous le seul angle de la création d'emplois – et appeler même à la solidarité syndicale internationale contre lui : manifestement, les dispositions et le discours avaient changé. Durant son voyage dit « historique » au Mexique en janvier 1998, John Sweeney refusa toute rencontre avec des représentants des syndicats « officiellement approuvés par le gouvernement mexicain, en faveur de rencontres » avec des « représentants ouvriers de base non officiels ». Pourtant, au sujet de l'affrontement entre la centrale officielle et le mouvement des *authenticos* au Mexique, la position du gouvernement américain était inverse¹⁰⁶...

Sur le problème (aux États-Unis très épineux) de l'immigration, singulièrement de l'immigration illégale (hispanique principalement), la nouvelle direction de la centrale modifia radicalement la position du syndicalisme du pays en un véritable retournement. Depuis une quinzaine d'années et à la demande expresse alors de l'AFL-CIO, l'autorité fédérale privilégiait les « sanctions » contre les employeurs qui embauchaient des illégaux, décelables grâce à la méthode des visites inopinées sur les lieux de travail. Les syndicats voyaient avec suspicion l'immigration de masse, « qui amenait sur le marché du travail une concurrence » pesant à la baisse sur les salaires et les conditions d'exercice de l'emploi. Mais dorénavant, à la suite d'une résolution pilotée par Sweeney et votée par le conseil exécutif de la centrale en février 2000, l'AFL-CIO se prononçait pour que l'amnistie soit accordée aux six millions d'immigrants illégaux à ce moment dans le pays et que la méthode des « sanctions contre les employeurs » soit abandonnée. De fait, il fallait au contraire voir à protéger les illégaux des « abus d'un patronat » profitant de leur grande vulnérabilité ; la

peur de se faire dénoncer par les employeurs auprès des services de l'immigration les retenait souvent de faire respecter leurs droits les plus élémentaires, par exemple, de toucher le salaire qui leur est dû. Ce sont donc leurs peurs qui amènent les illégaux à accepter des conditions très difficiles de travail, et à exercer une pression à la baisse sur les revenus, le cas échéant. On doit dès lors leur reconnaître effectivement le plein droit de se regrouper en syndicats et ne plus les soumettre à des situations de vie pouvant les placer à la merci d'employeurs véreux¹⁰⁷. Analysant les développements sociopolitiques et l'orientation du mouvement ouvrier durant les années 80, Kim Moody avait fait ressortir déjà que la défaite du programme de « politique industrielle » avait acculé l'AFL-CIO à se replier sur un seul point de plateforme économique, le protectionnisme, dont l'une des dimensions était définie par la demande d'un meilleur contrôle sur l'immigration et sa restriction. Si l'orientation du protectionnisme instruisait depuis longtemps les points de vue de la centrale, elle était devenue après 1984 l'un des premiers éléments de l'activité de lobbying de l'AFL-CIO¹⁰⁸. Cela durcissait évidemment les difficultés dans ses rapports avec les travailleurs d'immigration récente et ajoutait à leurs réticences à se joindre au syndicalisme. Voilà bien ce qu'on entendait maintenant modifier.

Le programme international que mettait en avant la direction Sweeney était nommé « nouvel internationalisme », et il s'appuyait sur le principe d'une « solidarité globale ». On le présentait comme la réponse au « défi » que posait au syndicalisme la mondialisation de l'économie, « telle qu'elle était dominée par les géants de l'entreprise privée. La lutte fondamentale de notre temps consiste à faire en sorte que l'économie globale serve la population : garantir les droits [...] des travailleurs, la protection de l'environnement et des consommateurs, les normes [fondamentales] de la santé et de la sécurité au travail et que des règlements antitrust et financiers permettent de tenir responsables [de leurs actions] les grands pouvoirs économiques ». Il fallait construire de nouveaux liens stratégiques avec « les organisations [ouvrières] internationales, les organisations régionales, la Confédération syndicale européenne » notamment, et les secrétariats syndicaux internationaux, aussi bien dans les pays du tiers-monde que dans les pays développés. On voulait éviter que, dans l'univers nouveau de la mondialisation des processus de production et d'investissement, « des gouvernements et des compagnies cherchent à se donner un avantage concurrentiel en se fondant sur la répression, la discrimination, l'abus et l'exploitation ». La méthode sembla-t-il privilégiée pour marquer des points et avancer dans cette direction consistait alors à gagner, par l'action conjointe intra et inter pays, des clauses sévères dans les grands accords internationaux sur l'investissement et les échanges, de même que les ententes régionales concordantes, assurant le respect des droits et des normes énumérés ci-dessus¹⁰⁹. Donc, par

amendements à des textes voulant codifier un fonctionnement optimal de l'économie libérale à ce stade de son développement, en amendant si l'on peut dire une réalité jugée par ailleurs très négativement.

Cette méthode, que nous caricaturons quelque peu en l'associant à l'idée d'amendement d'une réalité pourtant largement réprouvée, était complétée d'un haut-le-cœur moral face aux conditions de vie, de salaire et de travail dans nombre de pays de la planète, que l'on ne pouvait ignorer. Les travailleurs américains, disait-on, comprennent de mieux en mieux que leurs propres conditions sont liées à celles qui existent dans les autres pays, c'est-à-dire qu'il serait dorénavant plus que jamais dangereux, pour soi-même, de ne pas se préoccuper activement de l'amélioration du sort des masses prolétariennes dans les pays du tiers-monde. Voilà un point de vue qui tranchait audacieusement sur les positions des décennies précédentes, plutôt protectionnistes. Elles avaient été libre-échangistes, rappelons-le, quand la production américaine dominait les économies de l'Ouest. À cette époque, l'intérêt envers le développement des pays du tiers-monde se révélait bien faible, certainement pas une priorité de la centrale américaine.

L'équipe de Sweeney décida de confier à Barbara Shailor, une employée du syndicat des IAM qui « avait contribué antérieurement à la mise sur pied du National Labor Committee », la direction de l'International Affairs Department (IAD)¹¹⁰. La réorientation s'annonçait donc sur ce terrain également fort perceptible : l'ex-président Kirkland avait explicitement envisagé dans le passé l'action du NLA telle une fronde envers son IAD, dépositaire en quelque sorte des orientations officielles du syndicalisme (et par lui jugées légitimes) en politique internationale. Barbara Shailor usa d'ailleurs de l'épithète « *AFL-CIA policy* » dans le passé pour caractériser l'orientation de la centrale de Kirkland sur l'ordre mondial¹¹¹. La nomination de Shailor correspondait donc à cet accent nouveau sur la *cross-border solidarity* (c'est-à-dire la solidarité par-delà les frontières), une action d'aide concrète et de renforcement, comme d'intervention commune avec des syndicats et des organisations populaires d'autres pays sur des objets d'intérêt partagé. L'IAD dirigé par Shailor se pencha sur l'utilisation qu'il convenait de faire des « instituts régionaux » de l'ère Meany-Kirkland en fonction du type d'intervention internationale maintenant projeté.

Les réflexions de Barbara Shailor et de l'IAD débouchèrent sur deux recommandations : d'un côté, fondre en un centre unique les quatre instituts régionaux de la centrale ; de l'autre, mettre un terme au financement des activités internationales par des ressources venant de l'État¹¹². Le 1^{er} juillet 1997, la centrale lançait ainsi officiellement son American Center for International Labor Solidarity, habituellement appelé plus simplement Solidarity Center,

qui, à toutes fins utiles, absorbait (en les faisant disparaître) les quatre instituts du temps de la « guerre froide », tout en recyclant quelques employés desdits instituts. Dorénavant le travail à l'étranger s'appuierait sur l'action de vingt-huit petites représentations, d'abord et avant tout dans des pays du tiers-monde. Le travail entrepris à l'étranger témoigna pour une part réelle de cette réorientation de la politique de la centrale¹¹³. Il n'en alla pas de même, néanmoins, de la proposition de Barbara Shailor sur la fin du financement, jusqu'à concurrence de 75 % à 90 % d'ailleurs, des activités internationales de l'AFL-CIO par l'État américain. Cette situation était d'autant plus troublante qu'elle semblait témoigner d'une volonté maintenue d'établir parallèlement aux organisations internationales constituées et reconnues du mouvement ouvrier ses propres instruments d'intervention.

Quelques années plus tard, un spécialiste allait avancer que « près de l'ensemble de tout le financement du [Solidarity Center] venait de deux agences gouvernementales, la National Endowment for Democracy [fondation nationale pour la démocratie], qu'avait lancée l'Administration Reagan, et l'Agency for International Development [c'est-à-dire l'agence de développement international]¹¹⁴ ». Le but de l'AFL-CIO nouvelle restait à l'échelle internationale la solidarité et l'entraide syndicales. Mais s'il n'y avait que cela, pouvaient se demander certains, on voyait mal l'intérêt que trouvait le gouvernement du pays à financer ce type d'activités; surtout, soulignons-le, que le gouvernement en poste dont il est question était à ce moment celui du président Bush fils, particulièrement rétrograde à l'interne quant à la reconnaissance qu'il accordait à la légitimité de l'action syndicale. Nous nous y arrêterons dans le chapitre prochain, mais il est nécessaire d'indiquer tout de suite la discordance que le rapport entre ces deux dispositions de l'administration présidentielle produit. Même: la participation des sommets de l'AFL-CIO à une instance de gouvernement appelée Advisory Committee on Labor Diplomacy (Comité consultatif sur la diplomatie syndicale), comité mis sur pied en 1999 par la présidence Clinton et repris à son compte par l'administration républicaine de G.W. Bush, accentue obligatoirement cette impression. La « diplomatie syndicale », on le sait, avait tenu un rôle important à l'époque de la « guerre froide »; mais elle avait, grosso modo, été abandonnée depuis. L'objectif de sa remise en selle était d'assurer auprès du Département d'État les connaissances et les conseils nécessaires permettant « de garantir le leadership des États-Unis devant la communauté internationale dans la promotion des objectifs et des idéaux des politiques syndicales américaines maintenant et pour le *xxi*^e siècle », selon la charte adoptée lors de la création de cet *Adversory Committee*. Évidemment, le Secrétariat d'État y gagnait en sa capacité d'analyse de conjoncture (et d'intervention afférente), de

formation aussi de spécialistes des questions du travail et des mouvements syndicaux pour les ambassades et les représentations diplomatiques, dont le rôle consiste notamment à prendre contact avec « l'homme de la rue », précisément les mouvements de travailleurs¹¹⁵. Les leaders syndicaux pouvaient faire valoir de leur côté que leur présence amènerait une attention plus grande aux besoins sociaux et démocratiques, singulièrement au droit à l'action syndicale, dans la politique étrangère du pays.

Thomas R. Donahue, l'opposant malheureux à Sweeney, était nommé *chair* (président) de l'Advisory Committee on Labor Diplomacy et la participation syndicale comportait notamment aussi John Sweeney, Linda Chavez-Thompson, Barbara Shailor, etc. Avec l'attaque contre les tours jumelles du World Trade Center à New York en septembre 2001, la conjoncture politique fut largement modifiée, bien sûr, et la « sécurité nationale » fut placée au centre du discours gouvernemental comme des préoccupations de la population. L'année précédente, les responsables syndicaux « avaient collaboré » à la préparation d'un rapport soumis au Secrétariat d'État qui mettait l'accent sur « l'importance de la diplomatie syndicale » et la nécessité de promouvoir « les droits ouvriers dans le contexte de la mondialisation économique ». En décembre 2001, on présenta un deuxième rapport, au titre évocateur de *Labor Diplomacy in the Service of Democracy and National Security* (la diplomatie syndicale au service de la démocratie et de la sécurité nationale)¹¹⁶. Tout le monde se préoccupait alors de la « National Security » et l'on ne pourrait reprocher aux leaders syndicaux d'en avoir tenu compte dans ce dernier document d'orientation. Mais comment interpréter que la préoccupation pour la « sécurité nationale » allait maintenant tendanciellement apparaître tel le repère en fonction duquel on fait valoir le programme de défense des droits syndicaux et de promotion de la démocratie ?

Car le rapport soumis en décembre 2001 soulignait explicitement le rôle de la « diplomatie syndicale » pour « renforcer [*promoting*] la sécurité nationale des États-Unis et combattre les conditions politiques, économiques et sociales globales qui minent notre sécurité [*undermine our security interests*]¹¹⁷ ». À ce point qu'un chroniqueur critique de la politique étrangère de l'AFL-CIO se demanda de quel droit le syndicalisme américain pouvait condamner « les syndicats de Chine et de Cuba dirigés par l'État », quand lui-même se présentait à des rencontres internationales avec une organisation, le Solidarity Center, qui « n'existerait pas sans la largesse de son gouvernement ». Les organisations en provenance d'autres pays devraient-elles remettre en question la légitimité de sa présence ?¹¹⁸ Voilà, selon le même chroniqueur, qui allait se réaliser clairement à compter de 2005, quand la direction de l'AFL-CIO abolirait par mesure d'économie son International Affairs Department : on se trouva alors

dans une situation où l'AFL-CIO ne possédait plus d'instance propre, dépendant uniquement d'elle-même, pour réfléchir et intervenir sur les enjeux mondiaux et le rôle de l'action avec les autres mouvements syndicaux. Sa voix et son intervention relèveraient dorénavant du seul Solidarity Center, « qui reçoit presque tous ses fonds de deux agences gouvernementales¹¹⁹ ».

Ledit chroniqueur avait grossi le trait pour mieux faire saisir le recentrage en politique étrangère qu'il percevait dans les décisions de la décennie 2000-2010 de l'équipe Sweeney. Celle-ci collaborait manifestement, avec bonne conscience, à l'action internationale du gouvernement américain, ce qui lui mettait un fil à la patte, c'est incontestable, et témoignait tout à la fois, comme on l'a vu, de ses propres conceptions sociopolitiques. C'est pourquoi la dénonciation même partielle du « système américain » avait eu une profonde signification. De la même façon, il faut dire que le syndicalisme américain ne regroupait pas des organisations d'État, fondées ou gérées par l'État. Et l'on peut trouver justifiable que, par leurs syndicats, les travailleurs et travailleuses ne laissent pas aux seules classes supérieures et aux partis dominants l'élaboration du point de vue américain sur les rapports aux mouvements ouvriers des autres pays. Un peu comme certains regroupements ouvriers et des centrales peuvent réclamer des autorités publiques l'octroi de ressources financières pour la formation de leurs membres qu'ils assurent (par exemple au titre de l'éducation des adultes). La disparition de l'International Affairs Department faisait néanmoins perdre à la centrale une plaque sensible de l'autonomie de son orientation, encore que la politique internationale n'avait toujours été que fort peu discutée lors de congrès, décidée en des processus quasiment privés, réservés à certains éléments de la haute direction. Les syndicalistes partisans ou opposants des politiques engagées, et des politiques annoncées, pouvaient toujours tenter de faire valoir leurs idées dans des instances autres du mouvement ouvrier, tels les conseils de ville et les fédérations d'État, ou des instances de leurs propres syndicats. Le débat serait peut-être difficile à imposer, mais ce n'était certes pas différent auparavant.

En ce sens, la discordance que nous avons notée plus haut se résout effectivement dans l'ascendant qu'exerce le lien à l'État sur le rapport de la centrale avec les mouvements ouvriers des autres pays et avec les réalités internationales. Mais les dispositifs de la « guerre froide » s'étant dissipés, cependant que les racines de la force du camp Sweeney remontaient aux courants dissidents ayant contesté les orientations en politique étrangère de la direction Meany-Kirkland, on a pu noter depuis le changement d'équipe au pouvoir des flottements dans le concours aux politiques de l'État, des moments d'autonomie plus grande.

Par exemple, l'AFL-CIO est très proche depuis la deuxième moitié de la décennie 1990-2000 des syndicats dits authentiques du Mexique et « elle a convaincu l'Administration Clinton de faire pression sur le gouvernement sud-coréen pour qu'il reconnaisse la centrale militante de gauche [qu'est la] Confédération des syndicats coréens. Jusque-là, l'AFL-CIO avait travaillé uniquement » avec la centrale concurrente que « le gouvernement [sud-coréen] avait organisée dans les années 1960 ». Pourtant, en 2002, le *New York Times* dévoilait que « le Solidarity Center avait fourni de larges sommes d'argent [...] à la CTV [Confédération des travailleurs vénézuéliens] tout entière engagée » avec la Chambre de commerce dans une tentative de renversement du gouvernement Chávez. Les États-Unis appuyaient cette opération et ils reconnurent immédiatement le gouvernement (très) provisoire que le coup mit en place. L'appui de la CTV était destiné à fournir une base de masse à l'opération, tout en ébranlant par une grève générale dans l'industrie du pétrole l'économie du pays et les rentrées financières de l'État. Les sommes d'argent reçues par la CTV venaient pour une bonne part du National Endowment for Democracy. Tout de suite, des accusations contre l'AFL-CIO se firent entendre, lui reprochant des pratiques rappelant visiblement le passé : appuyer des syndicats de droite dans une tentative de renverser un gouvernement élu populiste de gauche. Chávez recouvra très rapidement son pouvoir, et les États-Unis eurent évidemment beaucoup de mal à se tirer d'un mauvais pas et d'une grave impasse politique – dont la honte du moment rejaillit par ailleurs sur la direction de l'AFL-CIO¹²⁰. Il ne semble pas que l'AFL-CIO collaborât alors avec la CIA, mais il est prouvé qu'elle fut impliquée avec le NED dans la préparation de ce coup raté¹²¹.

À la suite des attentats contre les tours jumelles de New York, l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis survint dès octobre 2001, le régime des talibans étant accusé par l'Administration Bush de ne pas vouloir remettre aux Américains Oussama ben Laden – considéré comme le responsable avec son organisation al-Qaida desdits attentats –, donc de le protéger et d'être finalement son complice. S'engagea alors une longue guerre, toujours pas vraiment terminée. L'invasion du pays et la chasse à ben Laden furent appuyées par l'AFL-CIO. Mais quand, progressivement en 2002, il apparut que le président G.W. Bush supputait l'idée d'envahir aussi l'Iraq et de renverser le régime de Saddam Hussein, les enthousiasmes furent moins automatiques. Au mois d'octobre, John Sweeney « rompit ce qui avait été jusque-là le silence [...] de la haute direction [*Big Labor's public silence*] sur une guerre possible avec l'Iraq quand il écrivit [aux deux chambres du Congrès] : “Il faut nous assurer, expliqua-t-il notamment, que la guerre est la dernière option, pas la première” ». Pour le journaliste Marc Cooper, cette « lettre n'était certes pas un appel ferme

à résister à la guerre», mais elle témoignait de ce que «la centrale s'éloignait de sa position franchement pro-guerre tenue depuis le 11 septembre 2001» et se trouvait à conférer une marge de manœuvre «aux éléments opposés à la guerre dans [les] propres rangs» de l'AFL-CIO. «La même semaine, Gene Bruskin, secrétaire-trésorier du Département des syndicats [liés au secteur de l'alimentation] dans la centrale, écrivait quant à lui à Sweeney pour réclamer que le syndicalisme se porte à la tête de l'opposition sur les plans de guerre [de la présidence]. Le syndicalisme a été naïf, disait Bruskin, [...] de penser être en mesure de s'opposer aux politiques intérieures de [George W.] Bush sans s'opposer [...] à sa politique extérieure. Une guerre en Iraq ne ferait que renforcer [...] l'influence de son programme conservateur contre les intérêts des» travailleurs américains¹²².

Entretemps, le sentiment antiguerre se répandait dans la centrale, avec des variations évidemment entre les milieux et sur le territoire mais incontestablement. Des militants de base et des courants intermédiaires entreprenaient des actions suivies auprès des conseils de ville et des fédérations d'État de l'AFL-CIO afin que des pressions internes soient exercées sur sa direction. «Nous tentons d'être un pôle antiguerre dans le mouvement syndical et un pôle syndical dans le mouvement de la paix.» Au fur et à mesure que «la menace de guerre» se précisait, de grandes organisations syndicales condamnèrent les préparatifs gouvernementaux : le syndicat des hôpitaux de la ville de New York, l'immense section locale 705 des Teamsters à Chicago, la fédération des enseignants de Californie, l'exécutif du comité *Pride at Work* (fierté au travail) de l'AFL-CIO, «représentant les membres gais, lesbiennes, bisexuelles et transgenres», etc.¹²³ Plusieurs de ces groupes se réunirent au mois de janvier 2003 en une assemblée spéciale d'opposition à la guerre, dont sortit une *National Labor Assembly of U.S. Labor against the War* (USLAW est l'acronyme usuel, signifiant «syndicalistes américains contre la guerre»), formée officiellement en octobre de la même année. À ce moment, la guerre et l'invasion de l'Iraq avaient cours depuis le mois de mars. Quelques semaines avant le début des opérations militaires, le conseil exécutif de l'AFL-CIO «pour la première fois [de l'histoire] rompit formellement avec la politique [d'entrée en] guerre d'un président en fonction. Par un vote unanime, l'exécutif adopta une résolution disant que le président n'a pas rempli sa responsabilité de fournir au peuple américain et au monde une explication décisive et convaincante du besoin d'une action militaire à ce moment-ci». Voilà qui était bien différent du positionnement de la centrale à l'époque de la guerre du Vietnam ; maintenant, la centrale se joignait plutôt à l'opposition au gouvernement qui venait de divers milieux, une centaine de villes ayant déjà adopté des résolutions anti-guerres par exemple¹²⁴.

La USLAW regroupait à ce moment « plus de 140 organisations syndicales, dont quelques syndicats nationaux, [...] dix-huit organismes régionaux et d'État et vingt-et-une sections locales comptant 10 000 membres ou plus ». Une véritable fraction à nouveau, érigée sur des bases de masse, en mesure éventuellement de bousculer les façons de faire habituelles et de forcer des évolutions idéologiques. C'est ainsi qu'au congrès de 2005 de la centrale l'USLAW réussit à ce qu'une proposition de « retrait rapide » des troupes américaines d'Iraq et « d'appui aux syndicats iraqiens et aux droits syndicaux » soit adoptée. Les visites de syndicalistes iraqiens aux États-Unis que l'USLAW organisa connurent un franc succès, favorisant les discussions directes, donc l'expression de la solidarité et l'éducation des membres tout à la fois¹²⁵. À ce moment, le principe d'une *Labor Diplomacy* acquérait le sens d'une démarche indépendante sur la scène internationale, ce que l'USLAW voulait exprimer par l'orientation du *Building Solidarity from Below* (« construire la solidarité par la base »), c'est-à-dire établir ses liens de manière indépendante avec les mouvements ouvriers des autres pays, en fonction des besoins réciproques d'entraide et de lutte. L'USLAW qualifia l'expédition militaire en Iraq de « guerre injuste¹²⁶ ». L'accent sur la solidarité par la base et les tournées de syndicalistes iraqiens aux États-Unis, où l'on tenait des assemblées avec les militants et les responsables du pays, montraient que la solidarité ne relevait pas de simples décisions au sommet de la centrale (et encore moins de coordinations et d'une élaboration conjointe de ce sommet avec des agences de l'État), mais d'une action militante publique, à laquelle étaient conviés les membres de la base. La formation même de l'USLAW montrait qu'on ne jugeait pas la nouvelle direction de l'AFL-CIO en mesure de résister, du moins si elle était laissée à elle-même, aux invites gouvernementales; peut-être ses membres considéraient-ils que, par-delà des bavures et des erreurs incontestables, la présence américaine dans le monde avait des effets globalement positifs; ou encore peut-être l'attrait d'une participation à des cercles de gouvernement du pays était-il trop séduisant pour s'y refuser. Peut-être aussi que l'intransigeance avec laquelle l'Amérique recevait les contestations de son rôle dans le monde, singulièrement depuis la guerre froide, faisait-elle peur, se révélait trop menaçante. Mais toujours est-il que la nouvelle équipe à la tête de la centrale avait très rapidement accepté de se joindre aux activités d'agences du gouvernement en direction des mouvements ouvriers d'autres pays. Cela dit, le conseil exécutif de l'AFL-CIO avait bientôt refusé son appui à l'expédition militaire en Iraq et le congrès de la centrale en 2005 demandait, par ailleurs, le rapatriement des troupes au plus vite. Il apparaissait donc que le rapport au mouvement ouvrier dans le monde restait une pomme de discorde au sein de la centrale, ou plutôt, à ce moment (en 2005), qu'il pouvait le redevenir.

D'une certaine façon, le remplacement de l'équipe Kirkland par John Sweeney et les siens avait ouvert l'espace à cette activité politique autonome de l'USLAW, un courant interne particulier dont les interventions se situaient à leur gauche et visaient notamment à les presser dans cette direction. Et cette pression entraînait le camp Sweeney sur des axes plus hardis que ceux qu'il aurait de lui-même empruntés; or, il ne les traitait pas en ennemis. Lui-même s'avérait, à tout le moins partiellement, un produit de la dissidence à l'endroit des vieilles orientations en politique internationale et l'action de l'USLAW pouvait aussi être posée en continuité de cette dissidence. Politiquement et idéologiquement, le changement à la tête de l'AFL-CIO avait bien ouvert à des transformations qui relevaient d'une volonté de rupture; jusqu'où cette rupture allait-elle se réaliser? Le fait même de ce questionnement relevait, croyons-nous, de la très difficile position dans laquelle se retrouvait la nouvelle direction de la centrale...

4. LES SYNDICATS DEVANT CLINTON

L'importance que nous avons conférée à la politique étrangère de l'AFL-CIO ne tient pas à ce que nous considérons plus négativement ses orientations historiques en cette matière que celles des mouvements ouvriers des autres grands pays. En Europe de l'Ouest, par exemple, ce fut lorsque des partis ouvriers traditionnels formaient les gouvernements ou étaient alliés à des gouvernements de coalition qu'ils se sont associés à la promotion de l'espace politique occupé sur la scène mondiale par leur État et son régime constitué, singulièrement dans la gestion et la défense des empires coloniaux. Ce faisant, ils ont pu prendre ou appuyer la décision d'une expédition militaire contre des mouvements de décolonisation, engager leur responsabilité dans des actions de répression sur grande échelle – en contrant, si nécessaire, le développement de syndicats indépendants propres aux populations colonisées et de mouvements populaires de libération nationale. L'accent généralement mis sur les responsabilités du syndicalisme américain procède pour une large part du rôle même des États-Unis dans le façonnement et la perpétuation de l'ordre mondial contemporain, et de ce que ce pays constitue la puissance la plus grande de l'histoire de l'humanité. Et cette puissance a d'elle-même une vision impériale de sa place dans le monde, ce qui contribue d'autant plus à braquer sur la politique étrangère de l'AFL-CIO l'attention de la gauche et du mouvement ouvrier international aujourd'hui.

Notre but n'a donc pas été d'établir un tableau des mérites comparés, ou des torts selon le point de vue, des positions sur l'ordre mondial des mouvements ouvriers des pays développés. Leurs positions à cet égard relèvent assez

directement, en effet, de leur rapport avec l'ordre sociopolitique et socioéconomique au sein duquel ils évoluent, et du rapport de cet ordre avec celui qui gouverne les relations entre pays. Ils ne cherchent pas (ou ils ne cherchent plus) réellement à affaiblir ces types de rapports constitués, encore moins à les renverser, voyant plutôt la croissance de leur pays comme la voie la meilleure au bénéfice des classes et des groupes qu'ils organisent et représentent. Leurs positions en politique étrangère expriment incontestablement une dimension révélatrice de leur pensée et orientation politiques. Dans le cas des États-Unis, le mouvement ouvrier a tenu un rôle d'associé minoritaire à cet égard, avons-nous déjà écrit, plutôt que de parti de gouvernement, mais un rôle réel d'associé fort significatif; ce que la présidence attendra toujours de la direction de la centrale. D'où l'importance accordée à cette divergence entre les positions de la centrale sur l'intervention militaire en Iraq durant les années 1990-2000 et ses positions de la décennie suivante...

Bill Clinton n'avait d'abord pas été un choix évident pour le syndicalisme, non plus que majoritaire, à l'ouverture de la course à la nomination démocrate en 1992. Devant le peu d'empressement des grands syndicats et les « préférences » variées de ceux qui se prononçaient, le « conseil exécutif de l'AFL-CIO [s'entendit] pour éviter de [s'engager] rapidement » derrière un favori, et encore moins de mener en tant que mouvement la campagne d'une candidature commune. S'il y avait un aspirant préféré à l'ouverture de la saison des primaires, il s'agissait du sénateur Tom Harkin de l'Iowa, un homme dont le « message » s'avérait être celui du « New Deal traditionnel », qui rejetait le libre-échange et « prônait des modifications prosyndicales à la législation du travail ». Cela avait évidemment l'heur de plaire aux grands syndicats industriels. Mais Harkin performa si pauvrement dans les premières primaires qu'il abandonna de lui-même la course dès le mois de mars. Les autres candidats en lice, à part Clinton – Paul Tsongas, du Massachusetts, Bob Kerry, sénateur du Nebraska, et Jerry Brown, de la Californie – n'étaient pas considérés comme suffisamment prometteurs ou libéraux pour soulever l'enthousiasme. Clinton avait progressivement suscité des appuis syndicaux locaux marquants, par exemple lors des primaires de l'État de New York où ils furent d'un apport notable à son « triomphe ». Et comme il s'opposait à l'idée que l'on puisse donner aux parents des bons, en provenance de l'État, qui serviraient de crédits monétaires pour l'inscription d'enfants à l'école privée – donc, des bons représentant des sommes soustraites à l'enseignement public –, il avait l'appui aussi bien de l'AFT que de la NEA, les deux grandes centrales de l'enseignement¹²⁷.

Néanmoins, Bill Clinton favorisait le libre-échange et ne cachait pas sa position, ainsi qu'en témoigna à nouveau son discours au congrès de juin 1992 des UAW¹²⁸. Il avait aussi été gouverneur de l'Arkansas, un État *right-to-work*,

caractéristique dont il s'était déjà félicité. Il avait rarement œuvré de concert avec le syndicalisme et tout de même présidé le DLC, dont la « philosophie » prenait le contre-pied dans le Parti démocrate de celle du syndicalisme et des progressistes. Il était même détesté de Bill Becker, le dirigeant de l'AFL-CIO en Arkansas, qui le considérait comme retors¹²⁹. Ajoutons que sa gouverne de l'État quant à la protection de l'environnement s'avérait peu enviable; mais, à ce dernier égard, Al Gore, à qui il allait offrir la vice-présidence, lui servirait de caution.

Cela posé, le syndicalisme constituait néanmoins durant la décennie 1990-2000, selon les historiens Zieger et Gall, la « colonne vertébrale » du Parti démocrate à l'échelle nationale, c'est-à-dire la base de sa force organisationnelle sur le plan électoral¹³⁰; et la tenue des présidentielles avait cours durant des années économiquement et socialement difficiles pour de larges secteurs de la population, de sorte que, faisaient valoir plusieurs, les grandes revendications syndicales – « assurance maladie, [hausse] des prestations d'assurance chômage », notamment – « trouvaient un écho chez les électeurs », qui ébranlait la portée des accusations présentant le mouvement ouvrier comme un simple « intérêt spécial » parmi d'autres¹³¹. Bill Clinton fut donc amené, par la force des choses en quelque sorte, à chercher précisément un rapprochement du mouvement syndical. Il s'adressa à divers congrès syndicaux et les organisateurs de sa campagne « négocièrent » avec la direction de la centrale des engagements en mesure de susciter leur appui résolu: « interdiction légale de l'embauche de travailleurs de remplacement permanents [qui servent de briseurs de grève] » instauration d'un régime d'assurance maladie universel, hausse du salaire minimum et son indexation au coût de la vie. Clinton promit aussi que, sous sa gouverne, le syndicalisme pourrait compter sur des entrées à la Maison-Blanche et son association à l'élaboration des politiques publiques. Il assura les dirigeants ouvriers qu'il restaurerait l'équilibre entre les intérêts des parties patronale et syndicale dans l'administration des lois du travail et la gestion du Département du travail, c'est-à-dire dans le processus de la syndicalisation et l'application, entre autres objets, des règles protégeant la santé et la sécurité au travail¹³². Il promit enfin de signer le projet de loi sur les congés parentaux et de maladie non payés, voté par les deux chambres du Congrès, mais auquel le président Bush avait mis son veto en 1990. L'AFL-CIO fut convaincue.

Son conseil exécutif décida à l'unanimité d'appuyer la candidature de Bill Clinton à la nomination démocrate au mois de mai 1992, particulièrement enthousiasmé par ses positions contre les « travailleurs de remplacement permanents » et ses sorties en faveur de « l'équité fiscale » (réduction de 10 % du taux d'imposition de la seule classe moyenne) et sur la base de la revendication de la centrale pour une couverture médicale universelle¹³³. Diverses critiques internes

au syndicalisme s'exprimèrent néanmoins contre cet appui (ou ses formes et conditions) : Bob Wages, le président des Oil, Chemical and Atomic Workers, expliqua que le plan de Clinton tel qu'il était formulé quant à l'assurance maladie ne rejoignait pas celui que voulait la centrale, qui était d'un régime de couverture à la canadienne. Par exemple, le projet de Bill Clinton liait toujours la couverture à l'emploi, de sorte que des grévistes perdraient à nouveau leur assurance durant un arrêt de travail, ou que la mise à pied entraînerait toujours la disparition de l'assurance. D'autres tenaient à souligner que l'AFL-CIO aurait pu obtenir plus si ses bases étaient plus couramment conviées à l'action : on aurait été en mesure d'exposer ainsi encore plus clairement aux démocrates la valeur de *ses muscles*¹³⁴... Car il est vrai, par ailleurs, que, si Bill Clinton avait aussi pris des engagements d'investir dans les infrastructures et de hausser les budgets de l'éducation et de la recherche, il faisait la promotion d'une transformation de la philosophie de l'aide sociale qui soulevait beaucoup de craintes chez les libéraux : l'aide sociale ne pouvait pas être un « mode de vie », faisait-il valoir, mais une aide temporaire tout axée sur le retour au marché du travail, à l'emploi¹³⁵. Voilà qui, immanquablement, rappelait des points de vue du DLC qui rebutaient.

Pourtant les états-majors de l'AFL-CIO restaient convaincus que les capacités de la centrale comme organisation s'avaient suffisamment connues pour s'imposer d'elles-mêmes à la pensée des démocrates. Lors de son congrès de 1991, l'AFL-CIO avait souligné être en mesure de mobiliser au-delà de 320 000 volontaires pour les élections. Cela dit, les considérations plus immédiatement électoralistes faisaient aussi partie de l'équation : Clinton apparut comme un candidat « plus gagnant » (*more electable*) que ses opposants à la nomination, ce qui contribua à ce que l'on *passe par-dessus* la faiblesse de certaines orientations du point de vue syndical et libéral¹³⁶. Bill Clinton donnait des gages de bonne volonté et les états-majors syndicaux jugeaient nécessaire une victoire démocrate à la présidence, après douze années d'un règne républicain très difficile pour le mouvement ouvrier. Même les Teamsters, longtemps républicains, furent cette fois-ci du côté du candidat démocrate. Cela posé, Clinton « n'en laissa [pas moins] tomber » durant sa campagne l'expression *working people* (c'est-à-dire la population travailleuse) au profit de la référence constante, dorénavant, à la « classe moyenne », expression moins identifiable à la *vieille* histoire politique des démocrates¹³⁷.

i. L'ANALYSE DES PRÉFÉRENCES ÉLECTORALES

Par ailleurs, la présidentielle de 1992 se tenait dans une atmosphère et un contexte marqués par les phénomènes de désaffection et de méfiance que l'analyse politique pouvait noter au sein de l'électorat – et que nous avons déjà signalés. Un niveau de détachement des deux grands partis à ce point significatif que beaucoup de spécialistes avaient avancé depuis des années la possibilité d'un réalignement des grandes coalitions et des diverses cohortes au sein de l'électorat, d'envergure historique ; certains évaluaient même que les États-Unis étaient déjà engagés dans ce type de transformation profonde¹³⁸. En tout état de cause, on arrivait généralement à la conclusion que le processus de distanciation à l'endroit du système de partis s'était suffisamment affermi pour qu'on le voie, au sens propre, comme processus essentiel de désalignement. La participation avait été à la présidentielle de 1988 de moins de 50 %, l'*identification* à l'un ou l'autre des partis démocrate et républicain était « décroissante », on assistait à une hausse de la pratique, comme on a vu, du panachage pour les élections aux chambres du Congrès et entre elles et la présidence, de même qu'à une fréquence accélérée des situations dites de « gouvernement divisé » (*divided government*: la présidence et le Congrès étant aux mains des partis différents), tous des éléments qui servaient à définir un moment de désalignement. Mais ce contexte de désalignement allait-il déboucher obligatoirement sur un réalignement¹³⁹? Voilà bien une question à laquelle il fallut finalement répondre par la négative, encore que ce ne fut pas unanimement ; l'idée du désalignement fut quant à elle largement retenue à l'époque.

Cela dit, on a pu mesurer que, si l'on constatait ces effets réels du désalignement, on en venait à cerner tout aussi bien au sein de l'électorat un phénomène de polarisation grandissante, entre les partisans de l'un et l'autre partis et entre ces partis. Processus contradictoire à celui du désalignement ? De fait, c'était une contradiction plutôt apparente, qui fut résolue par la théorie dite des « deux électors ». La « convergence » de la signification des rapports partisans dans le sud du pays et des rapports partisans dans les autres régions a évidemment contribué d'elle-même à la polarisation idéologico-politique¹⁴⁰ en harmonisant le sens des engagements partisans et de la participation électorale. Par exemple, elle peut élever le niveau d'espoir que la plateforme de l'un ou l'autre parti entraîne, suggérant le militantisme pour assurer sa victoire. Mais, ce qui frappe d'abord à l'époque, c'est bien la présence simultanée de ces processus de polarisation et de désalignement, ce dernier nous semblant davantage souligné par la grande presse. Il n'entraîne pas toujours une hausse de l'abstention, bien que ce phénomène puisse logiquement découler des facteurs du désalignement. Au début de la décennie 1990-2000, l'abstention et le rejet

du bipartisme constitué représentent les deux réalités attirant conjointement le plus d'attention publique. La participation électorale inférieure à 50 % lors de la présidentielle de 1988 n'avait pu laisser indifférents les analystes et les observateurs.

Dans une analyse publiée par le *New York Times* le 11 novembre 1991, Robin Toner mit en garde les élus qui allaient faire face à l'électorat une année plus tard que la conjoncture risquerait alors d'être fort périlleuse pour eux. « Les électeurs sont vraiment fâchés ; ils sont irrités [de ceux qui peuplent] les corridors du pouvoir, fatigués du statu quo. » L'accès aux soins de santé devient prohibitif, toujours plus, « l'économie est stagnante », les élus qui avaient à se représenter en 1991, singulièrement les gouverneurs, ont eu la partie difficile. Le premier conseil que donnent à ceux et celles qui concourront en 1992 les consultants politiques est de prétendre au rôle des *outsiders*, du personnage étranger aux arcanes de la gouverne habituelle, qui n'est pas compromis par leurs jeux politiques¹⁴¹. L'année précédente, dans le même journal, un autre analyste avait établi le même constat : « habituellement, un [électorat] en furie se tourne du côté du parti qui n'est pas au pouvoir », mais cette fois « les électeurs [sont] en train de perdre confiance dans les deux partis ». Certains « parlent d'une rébellion populiste : une nette majorité des Américains veulent de meilleures écoles, de l'air plus propre, des rues plus sûres, un système de santé moins cher¹⁴² ». C'est dans ce cadre que le syndicat des communications décidait de présenter quinze candidats ou candidates *labor indépendants* à l'Assemblée législative du New Jersey en 1991, pour protester contre les compressions à l'encontre de 40 000 de ses membres que le gouverneur Jim Florio, démocrate, voulait imposer en ouvrant unilatéralement leur contrat de travail toujours valide. Un des représentants du syndicat expliqua par la suite que les élus démocrates sortants s'étaient montrés alors beaucoup plus réceptifs aux demandes des employés¹⁴³... Rappelons-nous que cette initiative était engagée dans le cours même des développements qui amenaient la formation des LPA, du 21st Century Party et du New Party. Si la désaffection envers les élus des deux grands partis pouvait être grande, le désalignement qu'elle nourrissait n'était donc pas toujours suivi d'une chute de l'intérêt politique ou de l'abstention électorale. Mais concrètement, soulignons-le à nouveau, elle en restait un facteur facilitant incontestable.

L'identité et la loyauté partisanes avaient chez beaucoup fléchi. « Durant les années 1950 et le début des années 1960, elles étaient demeurées relativement stables, les démocrates surpassant les républicains selon un ratio d'environ 5 : 3. » Elles « s'érodèrent » progressivement pour l'un et l'autre parti à compter des années 1960, avec des pointes évoluant parfois en dents de scie ; mais, globalement, les républicains ne retrouvèrent leurs résultats des années

1950 et 1960 qu'à la mi-décennie 1990-2000, les démocrates pratiquement jamais, l'homogénéité du Sud blanc jouant dorénavant en faveur des premiers et au détriment des deuxièmes, cependant que des secteurs stratégiques des clientèles démocrates *new deal* s'étaient profondément fissurées – en particulier chez les catholiques et les syndiqués, catégories se superposant dans beaucoup de cas. S'il est vrai que la population africaine-américaine en était venue à se regrouper majoritairement du côté démocrate, ce phénomène n'avait pas de lui-même fait chuter les nombres républicains parce que cette population s'avérait peu active politiquement, avec un taux de participation électorale très bas, avant l'avènement du grand mouvement des droits civils. Sa loyauté envers les démocrates se révélait depuis imperturbable et sans failles. Mais ce sont tout de même les démocrates « qui ont le plus largement fait les frais » de « l'érosion » des loyautés partisans, élément rendant compte, en s'ajoutant à la plus forte participation électorale des partisans républicains et à la mainmise de leur parti sur le Sud, des victoires plus récurrentes de ces derniers¹⁴⁴.

En 1964, les « familles syndiquées » s'identifiaient comme démocrates à 64 %, comme « indépendante » à 23 % et républicaines à 13 % ; en 1992, les démocrates pouvaient toujours compter sur l'identité politique de 45 % des familles syndiquées, 38 % se déclaraient maintenant indépendantes et 17 % républicaines. Tout en évitant de confondre systématiquement les choix électoraux et l'identité partisane, on constate qu'il y a une chute de quelque vingt points dans l'identification aux démocrates, une hausse d'environ quatre points de pourcentage en faveur des républicains et de quinze points du côté des indépendants. En arrivant à isoler l'effet des caractéristiques syndicale et religieuse, Paul Allen Beck peut soutenir que la réalité du désalignement a en effet fortement perturbé la fidélité de larges clientèles du Parti démocrate. Pour notre propos, cet élément se conjugue au recul de la syndicalisation, qui entraîne une diminution en pourcentage de l'électorat et en nombre des électeurs et des électrices vivant dans des ménages syndiqués, données qui amènent une situation où le « vote syndical » s'avère moins prégnant, notamment quant à sa capacité de susciter et d'animer un vote ouvrier marquant. Plus globalement, mentionnons que l'élargissement du pourcentage des « indépendants », de toutes origines, allait se poursuivre au long de la décennie 1990-2000, débouchant sur une conjoncture où le pourcentage des indépendants dépassera celui de chacun des deux grands partis considérés séparément. Quoi qu'il en soit, Beck avançait que la hausse des indépendants trouvait principalement sa source au sein des cohortes démocrates traditionnelles, l'électorat *union household*, surtout, même si, durant la décennie 1990-2000, les identités démocrates représentent toujours parmi ces ménages plus du double des identités républicaines¹⁴⁵.

Le désalignement ne se manifestait donc pas comme une réalité passagère ; il en était de même de la polarisation plus grande des identités partisanes républicaine et démocrate. Il est remarquable que l'on ait pu établir que les districts électoraux où l'emportait chacun des partis lors des consultations pour la Chambre des représentants affichaient des caractéristiques sociales et sociologiques généralement fort contrastées entre les districts républicains et démocrates, mais communément partagées par les districts de la même couleur politique. À la fin du xx^e siècle, le vieux « sectionnalisme » géographique du quatrième système de partis semblait définitivement dépassé, au profit d'un sectionnalisme interne à chaque région relevant précisément de caractéristiques sociales et sociologiques, « des caractéristiques tels le revenu familial médian, le pourcentage de la population qui n'est pas blanche et le niveau d'urbanisation [du district]. Les démocrates, de plus en plus, sont victorieux [là où] le revenu est faible, où le pourcentage de non-Blancs est relativement élevé et [dans des districts] urbains. Les républicains dominent dans les districts [électoraux] relativement aisés, largement blancs et ruraux ou suburbains ». Qui plus est, ces traits ont la nette tendance à se durcir, à s'accroître du fait de « l'accroissement marqué des inégalités » et de l'arrivée massive d'immigrants qui pousse les plus aisés du pays à s'établir toujours plus loin des centres urbains. Autant de réalités, peut-on dire, dont sourd une correspondance entre la polarisation de nature sociologique des districts républicains et démocrates et la polarisation plus grande qu'auparavant, de nature politico-idéologique, des étiquettes et des clientèles partisanes. Deux « polarisations » se renforçant mutuellement¹⁴⁶.

La notion des « deux électorats » paraît peut-être rétrospectivement trop empirique et d'usage transitoire ; elle produit néanmoins l'instantané d'un état de fait, certes en évolution, mais dont les deux caractéristiques polarisation et désalignement étaient alors perceptibles indépendamment l'une de l'autre – même si les causes et les effets pouvaient se conjuguer. Le grand « fiasco des caisses d'épargne », qui s'étendit pratiquement sur les quatre années de la présidence de George Bush, apparut alors comme une longue démonstration, il faut le dire, des pires traits de la gouverne habituelle du pays. Un « fiasco » qui contribuait à convaincre qu'il fallait bouleverser les données du jeu politique à Washington, ou qui accentuait le cynisme à son endroit et justifiait le décrochage de la vie politique. « Parmi les bombes à retardement dont M. [...] Bush a hérité de M. Reagan, a écrit Jacques Decornoy, celle des caisses d'épargne et de crédit [menaçait] d'être l'une des plus destructrices. L'adversaire n'est plus nippon ou européen. Le ver est dans le fruit. » Il y avait aux États-Unis 3 000 institutions de ce type à la fin du deuxième mandat de Ronald Reagan, « dont le tiers perdaient de l'argent et plus de 350 étaient en état de faillite virtuelle ». À ce moment, on envisageait que le coût du sauvetage de ces

institutions serait de 157 milliards de dollars, voire peut-être du double compte tenu des faillites supplémentaires qui allaient assurément s'ajouter¹⁴⁷.

En avril 1992, le coût des faillites en cascade menaçait de s'élever cette fois à 500 milliards de dollars, un chiffre faramineux quand on rappelle que la dette cumulée des divers pays au sud du Mexique se montait alors à quelque 400 milliards. Or, le fiasco était maintenant devenu un « scandale politico-financier » d'envergure sans précédent. Decornoy évaluait que les chiffres atteindraient, en bout de route, l'équivalent de la dette totale du tiers-monde, peut-être 1 300 milliards de dollars. L'implosion était prévisible depuis de nombreuses années, sa menace empirée par « les orientations et la philosophie politiques » prédominantes durant les années du pouvoir républicain de Ronald Reagan, puis le cours de la présidence du George Bush. Les politiciens influents du Congrès s'étaient laissé « aveugler par les amitiés [entre hommes de pouvoir] [...] et le besoin des contributions électorales en provenance d'une industrie aux ressources très larges. Les agences de supervision gouvernementales étaient sous-financées et mal équipées » pour jouer « leur rôle efficacement », surtout que le Congrès ne le leur demandait pas véritablement. M.L. William Seidman, à qui George Bush en vint à confier le contrôle de la remise en selle de ce secteur, déclara que 60 % « des institutions en faillite » avaient été sujettes à des pratiques frauduleuses et que, « pour la moitié de celles-ci, [ces pratiques] constituaient la cause première de leur faillite [*demise*] ». Le *New York Times* et le *Washington Post* firent évidemment le commentaire quotidien de cette crise profonde, catastrophe économique et scandale, en identifiant nommément des responsables, notamment du plus haut niveau politique, par exemple les sénateurs Alan Cranston, démocrate, et John McCain, républicain ; et ce fut dans ce cadre que le démocrate Jim Wright, orateur de la Chambre des représentants, dut quant à lui démissionner. Qui plus est, il s'agissait « du secteur économique dans lequel les superviseurs [*regulators*] étaient le plus près des supervisés [*regulated*] de l'ensemble des secteurs économiques¹⁴⁸ ». Tous ces éléments, on s'en doute, ne pouvaient qu'aviver les sentiments populaires que révélaient les sondages d'un dégoût devant les façons de faire et les copinages politiques les plus répandus à Washington et même, comme on l'a vu, de leurs principaux piliers : les deux grands partis et certaines de leurs figures les plus connues.

Des journalistes demandaient précisément : « Mais où était le Congrès ? N'oublions pas que sa raison d'être est de veiller sur les cordons de la bourse gouvernementale¹⁴⁹ », et que des faillites de cette envergure pèsent toujours lourdement sur les revenus des contribuables. Personne ne s'était levé, ni en chambre ni au sein de la Maison-Blanche de Ronald Reagan, sûrement pas son vice-président Bush, qui l'avait maintenant remplacé...

ii. LA CANDIDATURE DE ROSS PEROT EN 1992

Voilà qui ajoutait aux sentiments de désaffection et de méfiance perçus déjà au sein de l'électorat, et qui allait incontestablement nourrir le vivier favorable à la candidature indépendante de Ross Perot à la présidence en 1992; Perot obtiendrait en effet le résultat électoral le plus élevé d'un candidat indépendant depuis 1912, quelque 19% du vote. Un candidat qu'on a pu (par la suite) qualifier de populiste de droite, compte tenu de la position sociale de Ross Perot, qui était milliardaire, et des orientations qu'il rendra publiques entre les élections présidentielles de 1992 et 1996; mais un candidat qui fit une campagne résolument non partisane – sur des bases antipartisanes – en 1992, dont le propos rejoignit les préoccupations de couches nombreuses de la population, singulièrement de couches aux conditions de vie précaires. Il est vrai que, par « tout un pan des réalités, ceux qui votèrent pour Ross Perot se retrouvaient pratiquement dans toutes les sphères » de la société [*a virtual cross-section of the American electorate*], davantage dans les quatre quintiles inférieurs de l'échelle des revenus cependant, et chez quelque 22% des foyers syndiqués (contre 23% en faveur de Bush et 56% au candidat démocrate Clinton). Très majoritairement, les votes de Ross Perot provinrent des groupes de l'électorat de moins de 59 ans. La « diversité » des attributs de nature sociologique distinguant les électeurs et électrices pro-Perot semblait néanmoins un trait incontournable de ses appuis; et l'on a pu établir que la densité de l'attachement partisan démocrate ou républicain modulait à la baisse la possibilité d'un vote en sa faveur¹⁵⁰.

Ruy Teixeira et Joel Rogers se sont arrêtés plus précisément aux traits socioéconomiques et aux penchants idéologiques de cette tranche des électeurs qui se prononça en faveur de Perot. Ils ont évalué que cet électorat trouvait aux deux tiers ses origines, de fait, dans « la majorité oubliée de l'Amérique » qu'est la « nouvelle classe ouvrière blanche », un secteur de la classe ouvrière constituant toujours « quelque 55% de la population votante ». Il est dit *oublié*, écrivent Teixeira et Rogers, en ce que personne ne s'adresse précisément à ses besoins et parce que, depuis les années 1970, il « n'a pas bénéficié réellement des changements survenus dans les politiques publiques ». Cette « nouvelle classe ouvrière blanche » est d'abord employée dans les services et le « travail col-blanc de bas niveau »; c'est là que se trouvent ses effectifs les plus nombreux, encore qu'elle englobe toujours le travail de transformation. Pour les auteurs, elle est balisée le plus concrètement par ces salariés hommes et femmes blancs qui possèdent un diplôme d'études secondaires, voire collégiales. Les salariés qui n'ont pas terminé les années du secondaire en sont aussi, évidemment, partie prenante. C'est de cette classe ouvrière blanche que sont issus les

«électeurs versatiles» qui «d'élection en élection modifient le plus leurs loyautés¹⁵¹». L'électorat de Perot provint à quelque 66 % de cette «majorité oubliée». On peut constater, soulignent Teixeira et Rogers, qu'il s'agit de gens «dont la position économique se détériore rapidement», plus durement encore que la position des partisans de Clinton; leurs «perspectives devant l'avenir économique sont sombres», les sondages montrant par exemple que 70 % d'entre eux jugent que le pays est engagé sur une pente de «déclin», et 50 % que la vie de la génération montante sera pire que la leur; par ailleurs, ces électeurs se caractérisent par «leur nationalisme économique», qui s'accroîtra quand s'envenimera bientôt contre Clinton l'opposition à l'Aléna. Sont-ils plutôt conservateurs culturellement? La réponse semble nuancée: oui, sur la centralité de la responsabilité personnelle et du travail, mais pas réellement plus que les partisans de Clinton sur le droit à l'avortement¹⁵².

Perot fit campagne contre le gâchis perpétuel à Washington, l'inefficacité de la gouverne du pays, largement produite par la partisanerie de plus en plus sévère en chambre, le *divided government* qui amène ce phénomène de saturation, le blocage des processus de gouvernement, l'impasse; outre la partisanerie, Perot s'en prenait au poids des intérêts spéciaux, les égoïsmes qui détournent la conduite des affaires publiques de la recherche du bien commun; il se tenait ferme, également, sur ses principes de nationalisme économique, contre le libre-échange de Bush père; enfin, il s'en prenait tout aussi bien à l'envergure des déficits budgétaires, qu'il attribuait à l'impossibilité dans ce contexte général d'imposer une orientation claire à la conduite du pays; d'où son engagement à mettre aussi en avant une réforme en profondeur du gouvernement. Il obtint donc 19 % des voix, Bush 37 %, un recul marqué, et Clinton 43 %.

Cela dit, la victoire de ce dernier s'avérait peu impressionnante. Par exemple, le pourcentage de son appui était inférieur de 2 points à celui qu'avait obtenu Dukakis en 1988. Clinton fit moins bien que Dukakis parmi les électrices et électeurs détenteurs «d'un simple diplôme d'études secondaires et de ceux qui comptent quelques années d'études postsecondaires – le cœur de la classe ouvrière. Dukakis avait reçu 50 % et 43 % respectivement des votes de chacun de ces deux secteurs alors que Clinton prit 43 % et 41 %»; Clinton fit également moins bien ou à peine aussi bien, globalement, que Dukakis parmi les cohortes blanches de ces secteurs. Si les groupes dits «versatiles» de cette classe ont quitté en masse les républicains en 1992, ils allèrent pour beaucoup chez Perot, auquel ils assurèrent, rappelons-le, les deux tiers de ses appuis¹⁵³. Les démocrates conservèrent par ailleurs la majorité aux deux chambres du Congrès, cependant que la participation populaire au vote s'éleva à quelque 55 %, une hausse tout de même notable en regard du faible taux obtenu en

1988. L'AFL-CIO avait aussi travaillé en très étroite collaboration avec le comité démocrate national afin de sauvegarder « le contrôle du Congrès » qu'exerçait le parti¹⁵⁴, contrôle qui éviterait en principe l'écueil du *divided government*.

En tout état de cause, la performance de Ross Perot manifesta expressément, croyons-nous, l'effectivité des phénomènes de désalignement que la science politique cernait alors depuis plus de deux décennies. Ces phénomènes portaient la possibilité de recentrages, peut-être d'un réalignment politique, précisément démontré par la candidature de Perot et le niveau de son appui électoral. Ses ressources financières personnelles avaient certes permis à ce dernier de soutenir son entrée sur la scène politique, mais le climat de désabusement envers l'offre électorale habituelle avait été un facteur direct de sa percée impressionnante. Cela dit, on doit à nouveau constater qu'au regard du scandale des caisses d'épargne, explicitement politico-financier, et de cette atmosphère de méfiance à l'endroit de la politique établie, le mouvement syndical ne semblait avoir rien de particulier à proposer, certainement pas en matière de politiques publiques, laissant l'initiative de la contestation radicale à un milliardaire. Son organisation restait à ce moment massive et puissante, mais cantonnait son action politique sur le terrain revendicatif étroitement économique, même si les demandes précises s'avéraient tout à fait légitimes et visaient le mieux-être de tous et toutes – comme la couverture médicale universelle. Il semblait bien que la situation ait pu se prêter à un sens de l'initiative plus hardi, comme celui dont avait fait preuve Ross Perot.

iii. LA VICTOIRE DE BILL CLINTON

La campagne que mena Bill Clinton ne fut évidemment pas centrée sur les demandes du syndicalisme. La presse le présenta plutôt comme un démocrate dont les opinions le situaient à la droite de Mondale et de Dukakis, un démocrate qui « avait fondé le Democratic Leadership Council », écrivit alors Gwen Ifill, ce qui expliquait ses positions dites « centristes », à mi-chemin entre la droite et la gauche du parti. Plus précisément, son discours « empruntait aux républicains des orientations économiques et aux démocrates leurs préoccupations sociales traditionnelles ». Il n'était pas « hostile » aux pauvres, mais jugeait que le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté « était d'accroître les rangs de la classe moyenne » ; eu égard au phénomène à ce moment avéré de désaffection envers la classe politique, la stratégie qu'il adopta consista à se présenter lui-même « en tant que gouverneur qui dut pendant onze ans » affronter la gouverne de deux présidents républicains, un gouverneur étranger aux arcanes du pouvoir de Washington¹⁵⁵. Sa grande promesse fut bien sûr le projet d'une

politique d'assurance maladie dont la couverture s'étendrait à toute la population. Cela dit, une fois en fonction, Bill Clinton s'assura de l'adoption de mesures et de politiques publiques souhaitées par le syndicalisme.

Durant la dernière année de son mandat, le président Bush avait accepté de faire connaître par décret présidentiel «aux employés des entrepreneurs fédéraux qu'ils n'étaient pas tenus» de payer la part des cotisations syndicales qui ne servait pas directement à la gestion du rapport salarial, selon ce que la Cour suprême avait décidé en 1988¹⁵⁶, comme le lui réclamaient des associations pro-patronales et des collaborateurs du *Wall Street Journal*. Mais, durant les «activités de l'inauguration» du mandat de Clinton, on fit en sorte que les compagnies privées dont on requit les services (*vendors* et *contractors*) fussent des compagnies à la main-d'œuvre syndiquée, ce dont se plaignit le *Wall Street Journal*, en soulignant que cette politique avait entraîné que l'on remplace dans certains cas les entreprises avec lesquelles on ferait affaire et que l'on annule des invitations¹⁵⁷. Pour nous, il convient de faire remarquer, en contrastant la substance des actions posées par Bush et Clinton, la réalité toujours effective des réseaux d'influence et des coalitions électorales par lesquelles agit le mouvement syndical. Les leaders de l'AFL-CIO firent d'ailleurs valoir que leur intervention s'était avérée cruciale pour la victoire du tandem Clinton-Gore dans les «États changeants [*swing states*] que sont l'Ohio, le Michigan et la Pennsylvanie», et que les «ménages syndiqués avaient fourni 11 millions des 44 millions de voix pour le ticket présidentiel démocrate¹⁵⁸». Bill Clinton avait été amené durant sa campagne à retoucher quelque peu son appui au projet d'entente de libre-échange nord-américain négociée à l'époque par la présidence Bush. Afin de satisfaire les préoccupations que manifestait l'opposition toujours plus ferme et énergique du syndicalisme et des mouvements populaires, Clinton annonça en octobre 1992 qu'il appuierait l'Aléna «à la condition que des accords parallèles [*side agreements*] soient négociés pour assurer le respect de normes fondamentales du travail – telles des lois sur la santé et sécurité, contre le travail des enfants [...], de liberté syndicale, etc. – [et] de protection de l'environnement», notamment. Les chefs syndicaux, toujours opposés à l'Aléna, furent en partie réconfortés, suffisamment sur le coup pour juger qu'il serait possible de se servir de ces ententes contre l'éventualité d'une concurrence à la baisse fondée sur des pratiques de surexploitation au Mexique¹⁵⁹.

Il était sûr que les face-à-face avec Clinton seraient nombreux et cordiaux, de même que serait facilité l'accès du syndicalisme au personnel politique de l'administration. Lors de son départ à la retraite en 1995, le directeur de l'activité de lobbying pour l'AFL-CIO, Robert McGlotten, fit ainsi remarquer : «Je suis allé à la Maison-Blanche une quarantaine de fois au cours des neuf derniers mois. Auparavant, je m'y étais rendu environ deux fois en douze ans.»

En regard de la période républicaine, le renversement s'annonçait majeur¹⁶⁰. Au sein du Parti démocrate, la puissance d'organisation de la centrale, avons-nous noté, ne pouvait non plus être ignorée. Ronald Brown s'était prêté à une entrevue, comme les quatre autres candidats au poste de président du Democratic National Committee, avec la haute direction de la centrale, dont il obtint l'appui. Lane Kirkland transmit au début de l'année 1989 au comité national du parti la recommandation de la centrale à cet effet, qui fut en effet retenue. Lorsque Clinton nomma Brown à son cabinet comme ministre au Commerce, il le remplaça à la tête du DNC par David Wilhelm, qui avait œuvré antérieurement comme chercheur à l'AFL-CIO¹⁶¹. Durant les deux premières années du mandat de Bill Clinton, alors que Lane Kirkland occupait toujours la direction de la centrale, celui-ci « prit souvent le lunch [comme autant d'occasions de rencontres] avec le conseiller présidentiel George Stephanopoulos, les deux étant parfois rejoints par le secrétaire au Trésor Robert Rubin ». John Sweeney était proche aussi, parmi d'autres dirigeants syndicaux, du président Clinton. « Gerald McEntee, président de l'AFSCME, fut invité à dîner à la Maison-Blanche et à faire un tour à bord de l'Air Force One », l'avion présidentiel. McEntee déclara : « Avec ces gens, on est écoutés [*we have input*] et on a de l'influence¹⁶² »...

Le secrétaire au travail fut le professeur Robert Reich, de Harvard, que les syndicalistes connaissaient peu, mais qu'ils apprirent vite à apprécier, rappelle Taylor E. Dark. On le trouva « fiable », capable de faire la promotion auprès du président des positions de la centrale ; il fut, par exemple, bientôt crédité d'avoir obtenu de la présidence un décret « interdisant aux entrepreneurs fédéraux l'embauche de travailleurs de remplacement permanents lors d'une grève ». Quant au NLRB, cette agence au rôle si important lors des campagnes de syndicalisation, qui dépend entièrement de la présidence, Clinton nomma à sa tête un professeur de droit à l'Université Stanford, William B. Gould IV, qui avait durement dénoncé durant les années précédentes les orientations des appointés républicains au NLRB. Bill Clinton eut de fait la possibilité de remplacer au cours de la première année de son mandat trois des cinq membres du NLRB, ce qui modifia le sens des interventions de cette agence. Mentionnons enfin que plusieurs autres membres du personnel de direction de la présidence avaient été directement associés au syndicalisme : ainsi en était-il de Joan Baggett, nommée directrice adjointe « pour les affaires politiques » de la présidence, qui avait notamment officié pendant dix années déjà à titre de « directrice politique de la Union of Bricklayers and Craftsmen¹⁶³ ».

Une fois en fonction, Bill Clinton prit rapidement certaines décisions qu'attendaient de lui le syndicalisme et les mouvements populaires. Il abrogea l'interdiction décrétée en 1981 par le président Reagan de tout emploi fédéral

pour les grévistes de la PATCO ; de même, il annula l'arrêt du président Bush exigeant des « entrepreneurs fédéraux » qu'ils portent à l'attention de leurs employés syndiqués la possibilité que leurs cotisations syndicales soient diminuées des sommes qui ne servent pas directement à l'administration du contrat de travail et de ses clauses affectant la relation d'emploi, notamment¹⁶⁴. Il endossa un amendement important au vieil Hatch Act (de 1938), qui allait permettre l'action politique aux employés du gouvernement fédéral, à la condition, entre autres, qu'elle ne s'exerce pas durant les heures de travail, non plus qu'à l'intérieur des bâtiments ou sur les terrains gouvernementaux. Il s'empressa, comme « première action législative d'importance », de signer une loi donnant la possibilité aux travailleurs de prendre « un congé non payé pouvant s'étendre jusqu'à douze semaines en cas d'urgences familiales¹⁶⁵ » et de l'arrivée d'un enfant. Le projet avait déjà été adopté par les deux chambres, mais sans le niveau d'appui en mesure d'avoir raison du veto présidentiel de George Bush. Par comparaison avec les politiques en vigueur dans les autres pays développés, cette loi d'un Family and Medical Leave s'avérait peu généreuse ; et elle ne s'appliquait qu'aux travailleurs d'entreprises comptant plus de cinquante salariés, peut-être la moitié des travailleurs et travailleuses du pays. Elle n'en avait pas moins été finalement appuyée par les organisations populaires et syndicales comme un premier pas, considération qui motivait certainement aussi, en vis-à-vis, l'opposition de plusieurs élus conservateurs.

Tel qu'il l'avait « promis », le nouveau président s'appliqua à « renforcer les droits à l'avortement », révoquant notamment par décret l'interdiction de mettre à la disposition des patientes dans les cliniques (pour une part) financées par les deniers fédéraux l'information sur l'interruption volontaire de grossesse¹⁶⁶. Dans les semaines qui suivirent la victoire démocrate, le conseil exécutif de l'AFL-CIO chercha à doter l'ensemble de la centrale d'une plateforme commune articulant en une liste de priorités ses principaux objectifs législatifs. À la fin de l'hiver 1993, le conseil était prêt à lancer quatre campagnes législatives principales : « la réforme de l'assurance maladie, l'interdiction [de la pratique] du remplacement permanent de grévistes, le rejet de l'Accord de libre-échange nord-américain et la réforme de la loi de santé et sécurité au travail ». Une délégation auprès du président Clinton fit valoir le bien-fondé de cette plateforme ; elle apporta en même temps son soutien aux « mesures de relance économique » que proposait le président¹⁶⁷. À ce dernier égard, mentionnons que lesdites mesures faisaient face au Sénat à l'opposition opiniâtre des élus républicains et de démocrates. Déjà Bill Clinton avait dû diminuer les dépenses envisagées originellement à cet égard dans sa planification budgétaire ; de fait, il n'y eut en fin de compte que les quatre milliards de

dollars prévus pour « l'aide aux chômeurs de longue durée » qui furent rescapés durant l'année en cours à cet effet¹⁶⁸.

Notons que, lors des élections municipales, des élections aux postes de gouverneur du New Jersey et de la Virginie, de même que plus localement pour beaucoup d'autres en 1993, les résultats furent à nouveau interprétés par plusieurs comme des résultats confirmant les appréciations de 1991 et 1992 que l'on a présentées plus haut. Ainsi, sous le titre « An Electorate in Revolt », Richard L. Berke avançait dans le *New York Times* une évaluation des résultats dont les conclusions principales relevaient de phénomènes tout à fait compatibles avec ceux qui avaient conduit auparavant aux notions de désalignement et de polarisation. Les républicains remportaient trois grandes victoires : à la mairie de New York, Rudolph Giuliani l'emportait sur David N. Dinkins ; au poste de gouverneur du New Jersey, Christine Todd Whitman battait le démocrate sortant Jim Florio. Les républicains s'emparaient aussi du poste de gouverneur de la Virginie. Le président Clinton avait personnellement fait campagne en faveur de Dinkins et de Florio. Los Angeles s'était en plus donné un maire républicain. Localement, les résultats composaient une image plus complexe, des maires sortants avaient été défaits, d'autres voyaient leurs majorités « ébranlées », mais il était difficile d'établir de grandes tendances (comtés, conseils scolaires, etc.). Eu égard aux postes dont l'influence s'avérait d'envergure nationale, les résultats favorisaient les républicains. Pourtant, Berke y voyait « moins un triomphe [républicain] que l'avertissement d'une révolte contre les politiciens en place ». Bill Clinton et le président du Parti démocrate, David Wilhelm, convenaient chacun de son côté que les temps étaient difficiles pour les élus : l'électorat veut du changement, et il le veut vite. Le texte de Berke paraissait sous la rubrique du *News Analysis*, et le sous-titre insistait : « Le vote à l'échelle nationale est moins une déclaration d'amour pour le GOP [Grand Old Party ; le parti républicain] qu'une mise en garde adressée aux élus¹⁶⁹. »

Le phénomène de la polarisation se manifesta également. On peut l'illustrer des exemples suivants : au poste de gouverneur du New Jersey, le démocrate sortant Florio obtint 48 % des voix, son opposante victorieuse, la républicaine Todd Whitman, 49 % ; à la mairie de New York, le démocrate sortant Dinkins fut battu par le républicain Rudolph Giuliani qui obtint 51 % du vote, alors que Dinkins en obtenait 48 %¹⁷⁰. Évidemment, toutes les consultations ne débouchèrent pas sur des résultats aussi serrés et beaucoup se déroulaient traditionnellement dans un cadre non partisan. Le journaliste Berke voyait par ailleurs dans les mesures à caractère référendaire adoptées lors des élections de 1993 d'autres signes de désaffection « envers le statu quo » : victoires de propositions imposant une limite au nombre de mandats que les élus

peuvent accumuler, ou adoption de règlements « donnant à l'électorat l'autorité de révocation du mandat d'un élu ». Il concluait en signalant fort justement, d'après nous, que l'état d'esprit chez les électeurs et les électrices qui « avait amené » le succès de la campagne de Ross Perot, « l'impatience » (*restive*) et le mécontentement, caractérisait toujours la perception de la vie politique d'une bonne part d'entre eux¹⁷¹.

5. LA BATAILLE ACRIMONIEUSE DE L'ALÉNA

Le 31 août 1991 avait eu lieu à Washington une *Solidarity Day* qui rassembla plus de 250 000 manifestants ; mise en forme par plus de 180 groupes, cette journée réunissait des organisations religieuses, environnementalistes, de promotion des droits civils et de justice sociale, autour du syndicalisme qui en fut l'épine dorsale. Tenue durant la fin de semaine de la fête du Travail, elle soulignait le dixième anniversaire de la grande manifestation de 1981 contre le président Reagan, ses théories économiques et le renvoi des contrôleurs aériens. On avait eu recours à quelque 3 500 autobus, qui amenèrent des participants et participantes en provenance de tous les coins du pays. Willie Nelson, entre autres, chanta pour la foule assemblée. S'adressant « aux leaders politiques de la nation », les manifestants et manifestantes voulaient faire valoir « la nécessité d'améliorer la couverture médicale, le système d'éducation et d'appuyer les droits des travailleurs ». Lane Kirkland prit la parole pour réclamer de la présidence, des cours de justice et du Congrès, un véritable « traitement équitable » (*fair play*) dans les rapports entre les travailleurs et les employeurs, plutôt que le parti pris sans rémittence dont souffraient les premiers depuis dix ans. Parmi les droits des travailleurs, on incluait l'interdiction des travailleurs de remplacement, de même que la défense du droit d'association, aux États-Unis et à l'étranger¹⁷².

i. L'AFFRONTEMENT SÉVÈRE ENTRE LA PRÉSIDENTE CLINTON ET LE SYNDICALISME

On aura reconnu avec les revendications syndicales de la *Solidarity Day* de 1991 les préoccupations principales dont on a traité plus haut. Dans le programme d'action adopté par le conseil exécutif de la centrale en 1993, on avait conclu à la nécessité des quatre grandes campagnes législatives adressées à l'Administration Clinton. La campagne contre l'accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique découlait en quelque sorte naturellement des préoccupations à caractère plus intérieur au pays ; par exemple, la défense du droit d'association perdait de son sens, et même de sa possibilité, si la main-d'œuvre

américaine était mise en concurrence avec la main-d'œuvre mexicaine et si, précisément pour s'assurer de cet avantage, les employeurs au Mexique, de connivence avec les autorités publiques, entendaient maintenir le coût en tous points inférieur du travail sur place. Or, le projet négocié par la présidence de George Bush ne comportait aucune sauvegarde à cet effet, pas de clause, voire d'intention affichée qui aurait instruit son contenu et ses objectifs, en fonction de besoins de développement social et culturel des populations. De sorte que, si l'opposition résolue des mouvements syndicaux et populaires au projet négocié de libre-échange allait de soi et que, par ailleurs, le président Clinton (avec le Democratic Leadership Council) s'avérait un partisan tout aussi décidé du libre-échange, en principe et à l'endroit du projet qui était en considération, il est sûr qu'un affrontement menaçait tout aussi bien à l'horizon. Et affrontement il y eut, plus intense et marqué de plus d'hostilité que ce que les observateurs auraient pu prévoir – et le président Clinton lui-même.

La première campagne politique d'envergure que mena le mouvement ouvrier durant le mandat initial du nouveau président fut ainsi une campagne engagée contre lui, pour empêcher l'adoption par le Congrès du traité commercial avec le Canada et le Mexique. Voyant dès avant l'élection la plausibilité d'un choc avec le syndicalisme, Clinton avait annoncé son intention de négocier une modification au projet d'entente, qui répondrait aux graves réserves exprimées du sommet à la base des organisations ouvrières (et populaires de toutes natures). Il en alla de même en ce qui eut trait aux inquiétudes manifestées par les défenseurs de l'environnement. Les ententes d'accompagnement au texte de l'Aléna proprement dit, ententes de principe sur les droits sociaux et syndicaux et sur la protection de l'environnement, comportaient un mécanisme de plainte formel contre des conduites des autorités publiques ou des grandes entreprises qui ne se conformeraient pas aux principes qu'on y consignait, un mécanisme aussi d'évaluation de ces plaintes et, enfin, un mécanisme d'application de représailles éventuelles. Comme organisme de supervision, d'inspiration et d'activation de ces trois types de mécanismes, le Mexique, le Canada et les États-Unis devaient chacun créer sur leur propre territoire un bureau administratif national (National Administrative Office). Il y avait onze principes au cœur de l'entente sur le travail¹⁷³, auxquels les trois pays se disaient prêts à souscrire. Le plus difficile s'avérait, on s'en doute, la nature des représailles possibles et les mesures envisageables pour les imposer. Le syndicalisme américain craignait plus que tout la délocalisation vers le Mexique d'emplois industriels et manufacturiers, en d'autres mots l'éventualité que se poursuive la disparition du travail de transformation sur le territoire américain, ces emplois semi-qualifiés ou non qualifiés qui représentent un débouché irremplaçable pour des tranches importantes de la population. Et s'il n'y avait pas

délocalisation effective, on considérait que les conditions d'ensemble entourant la relation de travail au Mexique pèseraient à la baisse sur les conditions de l'emploi et de revenus aux États-Unis ; idem de la menace, plus vraisemblable encore qu'auparavant, d'un déménagement d'activités au Mexique, qu'un employeur pourrait brandir lors de négociations collectives.

L'entente d'accompagnement fut finalement « accrochée [*hitched on*] à l'Aléna à la dernière minute en 1993 sur l'insistance du [...] président Clinton [auprès des partenaires canadien et mexicain], tentant de répondre par là aux demandes du syndicalisme américain¹⁷⁴ ». Mais les syndicats et la centrale de l'AFL-CIO furent littéralement « consternés » (*appalled*) lorsqu'ils prirent connaissance du contenu effectif de l'entente sur le travail, qu'ils rejetèrent unanimement ; d'abord, expliqua-t-on, parce que les mécanismes d'application des principes annoncés, les mécanismes de repréailles et la portée de l'entente manquaient totalement « de dents » (*teeth*), *de mordant* pourrions-nous dire, c'est-à-dire de force. Une déclaration de principes vue comme une mystification, une déclaration destinée à abuser, rien de plus. Furieux, les sommets du syndicalisme, les niveaux intermédiaires, les bases et les courants militants, tout le mouvement « monta une [campagne de] mobilisation [...] sans précédent de mémoire récente », dans les organisations locales, régionales et à l'échelle nationale, auprès des élus que l'on avait aidés et « par un blitz [...] de l'AFL-CIO contre l'entente à la télévision, à la radio et dans les médias écrits ». La campagne des opposants à l'Aléna prit d'autant plus d'élan que l'opinion publique n'était pas du tout gagnée à Clinton. Et il faut dire que le sort réservé aux premières plaintes portées à l'attention du bureau administratif national, des plaintes ayant trait notamment au non-respect par les autorités mexicaines du droit d'organisation en syndicat indépendant, confirma du point de vue syndical les craintes qu'on avait exprimées¹⁷⁵.

La bataille fut sévère, et les syndicats réussirent à mettre de leur côté une majorité des représentants démocrates, 156 contre 102, le leader de la majorité démocrate à la Chambre, Richard Gephardt, et le whip du parti, David Bonior. Gephardt et Bonior s'étaient engagés très sérieusement contre l'Aléna, à la Chambre des représentants et à l'extérieur de cette enceinte. La plupart des représentants démocrates qui leur firent faux bond venaient du Sud. Au Sénat, 27 démocrates sur les 55 élus du parti votèrent aussi contre Clinton. En cours de route, il était d'ailleurs venu un moment où Clinton sembla ébranlé, peut-être incertain de l'issue de cet affrontement. Il s'en prit alors directement aux syndicats, avec des accents qui rappelaient l'hostilité de leurs ennemis dans certains médias et les associations patronales. « Il dénonça l'opposition bruyante et organisée des syndicats, qui menacent les élus démocrates de la Chambre de ne plus jamais leur fournir d'appui financier [*money*], de présenter contre eux

des opposants lors des primaires, [...] tactiques brutales et de gros bras [...] le muscle et la force nue.» Voilà le type de vocabulaire utilisé en novembre 1993, quand le président Clinton «attribua» ses difficultés à faire accepter l'Aléna par l'opinion et les élus à Washington principalement au mouvement ouvrier. Même Lane Kirkland, qui en était à ses derniers mois à la tête de l'AFL-CIO, repoussa pendant un moment des «demandes pressantes d'une rencontre avec le président Clinton». Ce fut largement grâce à l'appui très majoritaire des élus républicains que l'Aléna fut accepté au Congrès, à 234 voix contre 200 à la Chambre et 61 contre 38 au Sénat. Cela dit, les menaces et la mauvaise humeur du mouvement ouvrier à l'endroit des élus démocrates n'allaient durer que peu de temps. Face à ce qui se profilait comme option électorale de remplacement, le syndicalisme jugea préférable d'entretenir de bonnes relations avec la présidence – qui le lui rendit bien¹⁷⁶. Néanmoins, les observateurs du moment furent frappés, comme plusieurs analystes depuis, de la puissance de l'engagement et du haut niveau de conviction politique que l'AFL-CIO avait alors été en mesure de susciter, et qu'elle avait démontrés. Il était frappant en effet qu'elle eût notamment réussi à détacher du président Clinton, sur un enjeu que ce dernier jugeait primordial, une majorité des élus démocrates à Washington. Les observateurs supputèrent en conséquence l'utilisation par la centrale de cette force qu'on ne lui soupçonnait plus.

Allait-elle envisager de nouveaux types, peut-être plus créatifs et audacieux, d'action politique – comme la présentation systématique aux primaires de candidats du mouvement ouvrier contre des élus démocrates jugés indignes d'un appui populaire renouvelé, ce dont le président Clinton s'était précisément méfié? Mais la crainte de favoriser les républicains, ainsi qu'on l'a indiqué, amena rapidement les états-majors syndicaux à rentrer dans le rang. Surtout que la principale initiative présidentielle dorénavant à l'ordre du jour concernerait la grande réforme promise du régime de couverture médicale, que la centrale attendait depuis longtemps, la première de ses priorités.

6. DES INITIATIVES HARDIES, UNE ORIENTATION PROBLÉMATIQUE: LE PREMIER MANDAT DU PRÉSIDENT CLINTON

Concurremment, en quelque sorte, à la réforme du système de santé, le président Clinton décida de donner suite à l'une de ses autres promesses électorales, la promesse de rendre nulle et non avenue l'interdiction vieille d'un demi-siècle par le Pentagone de la présence d'homosexuels dans l'armée du pays. Son équipe ne s'y attendait certainement pas, mais cette décision «devint l'un des problèmes les plus épineux de sa [première] présidence».

i. LA PLACE DES HOMOSEXUELS DANS L'ARMÉE

Les élus conservateurs au Congrès et la « hiérarchie militaire », notamment, s'y opposèrent féroce­ment. L'opinion se divisa et finalement, tout en cherchant à rester fidèle à ses principes, le président Clinton crut bon de mettre en avant une solution de compromis, qu'il présenta lui-même comme imparfaite, bien qu'elle était « un pas dans la bonne direction ». Ce fut la solution dite du *don't ask don't tell*: on ne le demande pas, vous n'en parlez pas. Cette solution comportait suffisamment de « zones grises », évaluait-on, pour permettre aux homosexuels de servir dans les forces armées sans crainte d'une exclusion fondée sur leur orientation sexuelle. Il avait fallu six mois de discussions et de négociations avec le Congrès et les états-majors militaires pour arriver à ce compromis. Le président en fit part à la presse le 19 juillet 1993, entouré du personnel de commandement de l'ensemble des forces armées et du secrétaire de la réunion des chefs d'état-major (*Chairman of the Joint Chiefs of Staff*), le général Colin Powell¹⁷⁷.

Notons que les organisations de défense et de promotion des droits juridiques et politiques des homosexuels firent alors valoir qu'on allait poursuivre les démarches et la lutte pour que l'interdit soit entièrement retiré, c'est-à-dire que la politique ancienne du Pentagone et le *don't ask don't tell* ne soient plus que des souvenirs particuliers de l'oppression dont étaient victimes les homosexuels. Il faut se rappeler que les années de la présidence Clinton étaient marquées des ravages de l'épidémie du sida et que 1994 allait marquer le 25^e anniversaire des journées d'émeute de 1969 contre la répression policière anti gais et lesbiennes à la suite d'une descente à l'auberge Stonewall dans Manhattan. Le 26 juin 1994, des centaines de milliers de personnes défilèrent à New York pour souligner le besoin de poursuivre la lutte en faveur des objectifs d'émancipation que la « rébellion Stonewall » avait voulu faire valoir et pour signaler le rôle de premier plan que tinrent les journées de résistance de 1969 dans la constitution de cette lutte en véritable mouvement. Soulignons que, deux jours avant l'immense défilé de 1994 à New York, s'était réunie une conférence nationale de quelque 150 militants et militantes qu'on nomma *Pride at Work*, la fierté au travail, afin « de créer une organisation lesbienne/gaie syndicale » (*lesbian/gay labor*). Cette réunion rassemblait notamment des syndicalistes des secteurs les plus progressistes de l'AFL-CIO; en 1997, après l'arrivée au pouvoir dans l'AFL-CIO de l'équipe Sweeney, *Pride at Work* allait devenir un groupe reconnu au sein de la centrale, ce qu'on y appelle un groupe constitutif [*constituency group*] dans les statuts et règlements¹⁷⁸. Le 22 juillet 2011, dix-sept années après le compromis du *don't ask don't tell*, le président Barack Obama – à son tour en présence du *chairman of the Joint Chief of Staff*, cette fois l'amiral Michael

Mullen – faisait part officiellement de ce que, à compter du 20 septembre suivant, cette restriction serait abolie. Cela entraînait, par exemple, que les conjoints « de même sexe » pourraient éventuellement avoir droit aux avantages sociaux des conjoints d'unions hétérosexuelles¹⁷⁹...

ii. LA RÉFORME DE L'ASSURANCE MALADIE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

En tout état de cause, ce fut pendant le difficile débat qui allait conduire à la directive de compromis sur le service des militaires homosexuels que le président Clinton rendit public son projet de réforme de l'assurance maladie. Préparé « en secret avec des centaines de conseillers sous la direction de [...] Hillary Rodham Clinton, le projet d'assurance maladie du président fut dévoilé lors d'une adresse [...] aux deux chambres du Congrès le 22 septembre 1993 ». Projet d'une grande complexité, il comptait quelque 1350 pages. On y envisageait un régime qui s'appuierait primordialement sur la formule d'un engagement obligé (*mandates*) des employeurs envers leurs employés. Le nouveau régime garantirait, par ailleurs, une couverture à tous ceux et celles qui ne peuvent compter sur une assurance relevant d'un employeur grâce à la mise en place et à la gestion par le gouvernement d'« alliances santé [*health alliances*] offrant divers programmes de couverture » au choix des bénéficiaires et à leurs frais. Les prix seraient plafonnés et les primes à déboursier par les employeurs sur les salaires seraient « fixées¹⁸⁰ ». L'équipe du président savait que la bataille pour l'adoption de son projet d'assurance maladie serait rude et ardue.

Les républicains en entreprirent d'ailleurs sur-le-champ une critique radicale : un projet trop complexe, qui allait exiger un type de supervision obligatoirement pesant et très onéreux, tout en étendant le « contrôle gouvernemental » sur un secteur de l'économie devenu très « important ». Les démocrates eux-mêmes étaient divisés, le DLC, par exemple, se prononçant publiquement contre le projet¹⁸¹. Il fallut donc que la présidence se trouve des alliés en mesure de participer avec force à l'affrontement qui s'ouvrait ; elle se tourna alors du côté du syndicalisme. Dès le mois de mars, Hillary Clinton avait rencontré à cet effet des dirigeants de l'AFL-CIO ; le président lui-même s'entretint par la suite à plusieurs reprises avec nombre de « chefs syndicaux » particulièrement influents¹⁸². Il leur demanda que la centrale prenne sur elle « une large part du fardeau de la progression de sa réforme en santé ». La centrale promit d'y consacrer « un effort de lobbying massif », pour lequel elle se déclara éventuellement prête à investir 10 millions de dollars. Elle « chercha de plus à susciter un réel appui de base », en fonction duquel « elle participa [avec quelques-uns de ses syndicats affiliés] à la mise sur pied d'une coalition appelée Health Care

Reform Project» avec des groupes de consommateurs notamment. Il a été évalué que, durant les semaines de juillet et août 1994, «au moment le plus intense de sa campagne», la centrale y avait engagé quelque «53 organisateurs à temps plein et 32 à temps partiel, qui travaillaient dans une vingtaine d'États cibles»; elle «distribua 1 254 000 brochures d'appui à la réforme», etc. Elle fit preuve de sa volonté de répondre très positivement à l'appel du président par une intervention soutenue et, globalement, de grande envergure¹⁸³.

Cela dit, Taylor E. Dark, à qui nous avons emprunté les principaux éléments de cette dernière compilation, s'est questionné sur l'efficacité de ce déploiement, en mettant en avant que le but originel de créer un large appui de base dans la population, concourant à la formation d'une opinion majoritaire favorable à la réforme présidentielle, ne fut pas atteint. Bien sûr, le syndicalisme voulut jouer le rôle qu'on attendait de lui, mais il ne fut évidemment pas le seul acteur participant à la joute: les regroupements patronaux, même ceux qui d'abord avaient été partisans de la réforme (afin que les sommes consacrées aux avantages sociaux de leurs employés soient plus prévisibles et contrôlables), les grands intérêts commerciaux, les assurances privées, les pharmaceutiques et les associations médicales principales réussirent des campagnes d'opposition nettement mieux financées et efficaces que la campagne d'appui des syndicats. Et l'on peut supposer que les attermolements internes chez les démocrates, voire les divisions, amoindrirent la capacité d'offensive de l'administration. Mais il est vrai aussi, pour ce qui est du mouvement ouvrier, qu'au sortir de la bataille contre l'Aléna –donc contre Bill Clinton – il s'avéra difficile de susciter dans les rangs, chez les militants et les militantes, les responsables élus et les cadres intermédiaires de l'AFL-CIO, l'énergie dont on avait fait preuve et le niveau d'adhésion à la présidence qui eurent été nécessaires pour influencer de manière plus déterminante l'opinion. D'autant plus que beaucoup de syndiqués pouvaient déjà compter sur des assurances maladie comprises dans les avantages garantis par les contrats de travail, dont les niveaux de couverture pouvaient s'avérer supérieurs à ceux qui étaient envisagés dans la réforme Clinton¹⁸⁴.

Cette dernière réticence fut surmontée quand l'équipe du président accepta que les régimes d'assurance qu'avaient acquis les syndicats puissent être «exemptés» de son projet. Il n'en restait pas moins quelque 35 millions de non-assurés en 1992 et «des millions d'autres sous-assurés¹⁸⁵» aux États-Unis, l'accès aux soins de santé s'avérait, et s'était révélé durant longtemps, le plus restreint des grands pays libéraux et capitalistes. Durant les années du New Deal avec Roosevelt, puis la présidence de Harry Truman, les démocrates avaient cherché (pas tous et pas toujours avec la même conviction, cependant) à pourvoir le pays d'un régime d'assurance maladie universel. Vingt années

avant le projet de la présidence Clinton, ce fut le républicain Richard Nixon qui décida de s'engager dans cette voie : il « propose [alors] l'instauration d'un système de santé qui engage l'employeur sur la base d'une cotisation patronale obligatoire (*employer mandate*) ». Nixon ne sera pas en mesure de faire aboutir son projet, que rejetèrent par ailleurs les syndicats dont la position à ce moment était d'une assurance d'État à la canadienne, « éliminant les assurances privées ». Cela dit, l'AFL-CIO considéra au fil de la décennie 1970-1980 qu'une formule de transformation globale avait peu de chances de succès et « elle se rallia en 1978 à la solution initialement proposée par R. Nixon [...], laquelle sera reprise plus tard par W. Clinton¹⁸⁶.

Trois syndicats se sont opposés au projet de Bill Clinton : les UAW et l'AFSCME, trouvant que le compte n'y était pas, pourrions-nous dire, mais sans mener de « campagne contre », et un troisième, l'OCAW – le syndicat de Tony Mazzocchi, le dirigeant des Labor Party Advocates – qui se prononçait plus explicitement alors en faveur de l'adoption du modèle canadien¹⁸⁷. La configuration de la protection médicale avait été jusque-là « le produit d'une série d'accidents historiques, [de l'action] de mouvements sociaux, de courants régulateurs [divers, en politiques publiques], chacun s'ajoutant aux autres fortuitement », au petit bonheur, tout cela en conjugaison du jeu des forces socioéconomiques à l'œuvre dans la société. Durant les années 1990, « peut-être six Américains sur dix avaient une couverture médicale reliée à l'emploi », que ce soit leur propre emploi ou celui de leur époux ou d'un parent. « Les choses étant ce qu'elles sont, il était devenu [...] naturel que les travailleurs considèrent les employeurs comme les pourvoyeurs de l'assurance maladie¹⁸⁸ » ; c'était là une façon de voir les choses qui découlait de l'expérience historique et de l'organisation même du système de santé. Peut-être que les failles si vivement ressenties par la population travailleuse auraient pu conduire à une conclusion contraire, mais l'AFL-CIO s'orientait plutôt en direction d'une réforme. Un mois après l'entrée en fonction du président Clinton, l'état-major supérieur autour de Kirkland abandonnait « tout appui à l'idée de caisse unique » pour l'assurance maladie (*single payer*), donc la centrale prenait clairement position pour l'amélioration de la formule établie de l'accès aux soins ; puis l'année suivante, « elle appuyait le plan Clinton¹⁸⁹ ». S'arrêtant précisément aux « voltesfaces syndicales » qui débouchèrent finalement sur ce type de positionnement, Sauviat et Lizée en déplorent les faiblesses en les faisant incorrectement, à notre avis, découler du lien dans plusieurs cas des syndicats à des régimes privés avec lesquels ils trouvaient leur compte et de ce que « certains dirigeants syndicaux ont investi le monde des affaires de l'assurance et deviennent rompus à ses techniques ». Oui, ces éléments sont réels et ils ont constitué autant de facteurs importants ayant mené aux dites voltesfaces. Mais

ne pourrait-on pas plutôt considérer les régimes supérieurs gagnés par des groupes de syndiqués comme l'aune permettant d'évaluer les régimes nouveaux proposés? Et peut-on réalistement demander qu'on se rallie à des formules réduisant le niveau de protection ou de couverture médicale dont on jouit : quelle classe, quel secteur social se soumettrait sans récrimination à ce type d'injonction? Surtout dans un contexte où les politiques publiques adoptées depuis une douzaine d'années alors faisaient la douloureuse démonstration que les autorités politiques pouvaient mettre en cause tous les programmes d'aide gouvernementaux¹⁹⁰.

S'ajoutant à la mauvaise humeur causée par la signature présidentielle de l'Aléna, la nature ou certaines clauses particulières du projet de réforme de l'assurance maladie suscitaient incontestablement dans les rangs et à la tête du syndicalisme des réserves, des « sentiments partagés » (*mixed feelings*) qui ont modéré des engagements en faveur de la réforme proposée par Bill Clinton. Pourtant, on savait à l'été 1993 que 75 % des objets de discordance dans les pourparlers syndicaux-patronaux avaient trait à l'assurance maladie, une proportion toujours croissante¹⁹¹. Les coûts des programmes d'assurance ne cessaient de monter, le patronat cherchait à diminuer ses déboursés à ce chapitre, par une hausse de la participation financière des employés ou la diminution de la couverture des soins. Avec les reculs de la puissance syndicale dans l'entreprise et la société, ces développements n'étaient pas de bon augure, alors qu'une défaite politique du président risquait fort d'entraîner l'affaiblissement marqué de sa position dans le rapport de forces avec les républicains. Ces deux éléments, ajoutés au besoin d'un accès aux soins de santé des dizaines de millions de personnes non couvertes, tendaient donc malgré tout à susciter l'engagement du côté de Bill Clinton, ainsi que la haute direction de l'AFL-CIO en avait décidé...

Il convient néanmoins de réitérer que la puissance des intérêts commerciaux et la nature de leurs opposants dépassèrent de beaucoup les ressources dédiées à cette campagne par la centrale et la notoriété de ses chefs. Aucun spécialiste, d'ailleurs et à notre connaissance, n'explique le sort qu'allait connaître la réforme de Bill Clinton par des manques dans le soutien des syndicats ; il semble plutôt que les démocrates aient mal évalué l'hostilité à laquelle ils feraient face au Congrès et la force des groupes de pression tout aussi hostiles. « Durant la première moitié de l'année 1994, cinq comités [de la Chambre des représentants] et une foule de comités secondaires s'employaient à mettre au point leurs propres versions d'une réforme de l'assurance maladie. Les leaders de la Chambre furent incapables de trouver une solution à la concurrence [entre ces] comités qui voulaient chacun s'attribuer la responsabilité du processus de l'adoption de la loi. [En cours de route, les]

aspects secondaires du projet de loi furent confiés à sept autres comités. Au Sénat, les présidents du Comité des finances et du travail, Patrick Moynihan, et du Comité des ressources humaines, Edward Kennedy, deux démocrates connus, ne purent s'entendre sur lequel [de leurs comités] devraient avoir la juridiction ». À ce moment, il y avait « six versions différentes du projet de réforme » qui avaient cours, dont la version de la présidence ; « aucune n'avait un niveau d'appui suffisant » pour l'emporter. D'autres versions furent élaborées, dans chacune des Chambres. Un climat de confusion générale émana bientôt des travaux des élus, et de paralysie. Tant et si bien qu'à « la fin de la session de 1994 » on laissa « simplement mourir au feuilleton » le projet de réforme¹⁹². Une véritable débâcle.

Durant sa campagne de 1992, Bill Clinton avait annoncé qu'il favoriserait l'adoption d'une réforme de la protection sociale qui mettrait « fin à l'aide sociale telle qu'on l'avait connue » (*to end welfare as we know it*), une réforme qui ferait de l'aide étatique, selon ce qu'il expliquait, non pas un mode de vie, mais une mesure de réintégration professionnelle, d'encouragement et de préparation à l'emploi. Quand il mit en avant au mois de juin 1994 son projet de loi à cet effet, le président Clinton n'y avait pas inclus « une limite de temps » aux mesures d'aide sociale prévues. Cela ne plaisait ni à l'immense majorité des élus républicains ni à 77 représentants démocrates contre 89. Lors des élections intermédiaires de l'automne 1994, les républicains prirent la majorité à la Chambre des représentants sur l'axe du conservatisme de Newt Gingrich. À compter de ce moment, ils contrôlèrent les deux chambres du Congrès et furent en mesure de proposer leur propre projet de loi de réforme de l'aide sociale. Le président mit son veto à deux versions du projet républicain, mais accepta avant la présidentielle de 1996 de signer une nouvelle version soumise par les républicains après que ceux-ci eurent laissé tomber les modifications à la baisse qu'ils favorisaient en plus au programme Medicaid¹⁹³. Avec l'adoption définitive de cette réforme, qui prit le nom de Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act, la présidence et le Congrès « mi[rent] un terme au caractère national du programme [d'aide aux familles pauvres avec enfants]. Le démantèlement du programme est total : les compétences sont transférées de l'État fédéral vers les États fédérés. Ces derniers définissent dorénavant les critères d'admissibilité [...] sans supervision fédérale. En revanche, Washington impose des règles extrêmement strictes, notamment en ce qui concerne l'incitation au travail, le travail dit de contrepartie, au terme duquel les titulaires de l'aide sociale devaient accepter un travail s'ils voulaient continuer à percevoir leurs allocations¹⁹⁴ ».

Les nouvelles mesures adoptées dans ce cadre viseront aussi et notamment « à prévenir les naissances hors mariage, à encourager la formation et le maintien de familles biparentales », en fonction de cette idée selon laquelle des mères célibataires choisissaient volontairement la naissance hors mariage afin de se faire vivre par l'aide aux familles nécessiteuses. La référence du travail de contrepartie procédait de ce point de vue que ce dont avaient besoin les assistés sociaux était d'apprendre la discipline du travail, de savoir se plier à ses exigences. Aujourd'hui inaptes à se prendre en main, ils réussiraient grâce à l'apprentissage forcé du travail obligatoire à devenir des citoyens et citoyennes autonomes, ne vivant pas de l'aide financée par ceux et celles qui triment dur. Le soutien d'État aux familles nécessiteuses était dorénavant limité à une période de cinq années « au cours de la vie », même quand le soutien était temporellement discontinu¹⁹⁵. En faisant la promotion de cette réforme, Bill Clinton (comme Newt Gingrich) prit soin de marquer une différence entre les bénéficiaires de l'aide sociale et les bénéficiaires de l'assurance chômage : les premiers étaient vus comme « des pauvres non méritants », qu'il fallait imprégner de la discipline personnelle nécessaire à leur propre survie, alors que les chômeurs et les chômeuses savaient ce qu'était le travail, la ponctualité et la méticulosité¹⁹⁶. La réforme était donc justifiée en dénigrant les premiers, cependant que les prestataires de l'assurance chômage pouvaient être présentés (à ce moment) comme des citoyens et citoyennes méritants qu'une aide temporaire soutenait pendant la recherche d'un nouvel emploi.

Le président Clinton signa donc une réforme de l'aide sociale qu'un Congrès devenu majoritairement républicain avait largement écrit en fonction de ses principes. S'il n'y voyait pas de problème, tel n'était pas le cas de ses « deux conseillers principaux sur la politique d'assistance sociale », Mary Jo Bane et David Ellwood, « qui démissionnèrent en signe d'opposition » à cette action du président¹⁹⁷. M. Cooper et M.L. Sifry, en page éditoriale de la revue *The Nation*, écrivirent quant à eux que Bill Clinton « était allé plus loin que Reagan n'avait jamais osé en signant le document de révocation de l'aide sociale préparé sous l'égide de Gingrich¹⁹⁸ ». Pour l'organisation Jobs with Justice (JWJ), « parfois vue comme la conscience du mouvement ouvrier », si « l'ancienne loi d'assistance sociale comprenait » nombre de « mauvaises dispositions », sa réforme se trouvait à tout empirer, lançant des « millions de pauvres gens désespérés sur le marché du travail en quête d'emplois qui n'existent tout simplement pas¹⁹⁹ ».

Sur le coup, pourtant, ces analyses critiques passèrent en quelque sorte au second rang. Les premières années d'application de la réforme se caractérisèrent en effet, et par ailleurs, par une forte reprise économique et une relance des embauches. Des « centaines de milliers de mères vivant d'aide sociale se

trouvèrent des emplois. Les taux de pauvreté déclinèrent, [tout comme] la faim chez les enfants». Mais, par la suite, «le ralentissement économique du début du XXI^e siècle fit perdre à plusieurs de ces mères nouvellement employées leur travail»; et avec «la sévère récession de 2007-2008 le filet de sécurité [...] se révéla très poreux». Le contrôle sur la réglementation du programme et son application ayant été confiés aux États, les variations allaient en plus devenir entre eux très prononcées. Quatorze États diminuèrent le nombre d'années durant lesquelles un individu pouvait se prévaloir de l'aide sociale: ainsi, au bout de vingt ans, l'Arizona avait réduit cette période à... une année. Et si, en 1996, 68 % des familles pauvres avec enfants «recevaient du gouvernement de l'aide financière» leur permettant de survivre économiquement, en 2014, comme produit de la réforme du programme d'aide sociale, ce pourcentage ne sera plus en moyenne nationale que de 23 %. «Dans certains États, le taux est minuscule: 8 % en Arizona, 5 % au Texas, 4 % en Louisiane.» Par ailleurs, on avait voulu aussi par la réforme de l'aide sociale en 1996 amener une réduction des taux de pauvreté dans le pays; mais, en 2014, on évaluait toujours, par exemple, que 21 % des enfants vivaient en situation de pauvreté²⁰⁰ aux États-Unis.

Nous avons eu recours à ces éléments de mesure de l'efficacité de la formule d'aide sociale réformée après une vingtaine d'années de sa mise en application pour deux raisons. La première a trait à l'appréciation souvent exprimée à l'époque par des analystes fort connus, tel Anthony Giddens, le théoricien de la «troisième voie» de Tony Blair, pour qui encore après quelques années «le succès res[tait] à prouver», même si, en 1998, «près de deux millions de personnes auparavant dépendantes [...] s'étaient vu garantir un retour à l'emploi²⁰¹». Au bout de vingt années, la persistance de taux importants de pauvreté et la modulation par État des ressources consenties à l'aide directe aux personnes, notamment, confirmaient pour une part les craintes également signifiées (et les dénonciations) par certains en 1996, tout en répondant pour une autre part au questionnement de spécialistes comme Giddens. La deuxième raison de notre saut aux années 2014-2016 relève de ce que, durant sa course à la nomination démocrate, Hillary Clinton a dû faire face en 2016 à des accusations de son concurrent Bernie Sanders et de groupes militants, comme celui des Black Lives Matter, concernant son appui à la loi de la réforme de l'aide sociale de 1996. Même Bill Clinton en vint alors à expliquer que sa loi de réforme «avait fait plus de bien que de mal», mais qu'il convenait d'«admettre» que, dans la conjoncture du moment, il y avait probablement «15 %» des gens recevant de l'aide dont la situation «était pire» qu'elle l'aurait été sans sa réforme²⁰².

iii. LE RESSERREMENT DE LA RÉPRESSION DES ACTIVITÉS CRIMINELLES

Le président Clinton s'engagea par ailleurs en 1994 dans la voie d'un projet de loi dit *omnibus* de lutte contre les activités criminelles (*omnibus crime bill*), que l'on vit généralement comme un projet de loi axé davantage sur la répression que sur la prévention et la réhabilitation. Et c'est bien ainsi que le président, avec l'appui du DLC cette fois, entendait le présenter. La loi comprenait, en un premier temps, l'octroi de 30 milliards de dollars pour l'embauche d'agents de police supplémentaires (9 milliards), des subventions aux États « pour la construction de prisons » (8 milliards), pour l'application de « douzaines de nouvelles lois fédérales anticriminelles » ; en un deuxième temps, elle comportait la clause communément appelée « trois prises et vous êtes dehors » (par analogie, bien sûr, avec la règle en vigueur au baseball, *three strikes and you're out!*), une clause stipulant que la troisième condamnation criminelle « entraîne automatiquement l'emprisonnement à vie ». La clause était évidemment très dure, couronnant en quelque sorte un énoncé de principe conservateur dont on voulait faire la démonstration, afin de couper électoralement alors avec l'image des démocrates *soft on crime*, « doux » avec les criminels, mais sans compassion pour les victimes²⁰³.

Le fait que Hillary Clinton dut à la fois prendre ses distances en 2016 de la réforme de l'assistance sociale et du contenu du *crime bill* de 1994 témoigna, d'un côté, du processus de polarisation partisane atteignant à ce moment son terme, ce qui s'exprimait dans les préférences nettement de gauche de l'électorat démocrate participant à l'exercice des primaires, mais aussi, d'un autre côté, de conséquences sociales très difficiles pour les secteurs défavorisés de la population – très largement, dès lors, pour les Africains-Américains. C'est pourquoi des groupes comme Black Lives Matter à nouveau faisaient valoir que, de 1994 à 2000, « l'assistance aux pauvres [avait été coupée] de près de 55 milliards de dollars », alors que, d'un autre côté, l'approche privilégiée de lutte contre la criminalité « avait contribué aux niveaux élevés d'incarcération chez les hommes noirs et aux tensions [contemporaines] entre la police et les communautés noires²⁰⁴ ». Les mesures adoptées par l'Administration de Bill Clinton en 1994 et 1996 avaient eu des effets, pour une part à tout le moins, négatifs au sein de la population africaine-américaine et, plus largement, au sein d'autres secteurs aussi dans le pays, minorités exploitées et démunis notamment. À ce dernier égard, dès le début de sa campagne des primaires en 2016, Hillary Clinton se présentera comme « une ardente défenseuse d'une révision du système de justice criminelle », prônant précisément que « soient renversés [*overturning*] des éléments-clés » de la réforme de 1994. « Il est temps

de mettre un terme à l'ère de l'incarcération de masse.» Bill Clinton lui-même déclara en 2016 que sa loi anticrime «avait envoyé de petits criminels pour beaucoup trop longtemps en prison et a empiré le problème²⁰⁵».

À l'exception de la deuxième moitié de la décennie 1990-2000, années de hausse notable de l'emploi et d'un recul de la pauvreté²⁰⁶, les gains sociaux comme tels de la présidence Clinton s'avéraient finalement limités, surtout que la réforme de l'assurance maladie ne se concrétisa pas. Hillary Clinton dut donc en 2016 se distancer de la présidence de son époux quant aux politiques sociales. Comme elle chercha durant les premiers mois de sa campagne à consolider ses liens avec la population noire, les positions de 1994 et 1996 devaient être rapidement surpassées, ce à quoi elle s'employa, assistée, il faut le souligner, de l'ex-président Clinton lui-même, comme on l'a noté.

7. UN CONTRAT RÉPUBLICAIN AVEC L'AMÉRIQUE

Lane Kirkland, le président de l'AFL-CIO, s'était finalement convaincu de la nécessité d'une action d'envergure pour modifier l'allure générale du climat sociopolitique en vigueur aux États-Unis, l'«air du temps», pourrions-nous dire. Les républicains s'avéraient toujours plus ouvertement, explicitement, hostiles au mouvement syndical, à son poids dans l'entreprise et dans l'économie nationale. Les gains sociaux dataient d'une autre époque et leur portée était souvent réduite à un point tel qu'ils ne servaient plus vraiment de remparts contre l'adversité sociale et économique que pouvaient devoir affronter les petites gens. Toutes choses, d'ailleurs, dont la logique politique se révélait sur d'autres aspects que ceux ayant directement trait au travail et aux acquis sociaux ; par exemple, sur le développement urbain, les politiques d'habitation, ou le régime d'imposition. Bill Clinton signait la réforme de l'aide sociale, qu'il pensait peut-être compenser par son projet dans le domaine de la santé. Mais sa réforme de l'assistance sociale correspondait finalement aux désirs républicains, alors que les mêmes républicains forçaient l'abandon de son projet d'élargissement de l'accès aux soins de santé. L'«air du temps» s'avérait incontestablement réfractaire au mouvement ouvrier et Kirkland, dont l'orientation d'ensemble avait été en quelque sorte attentiste après les premières années de sa présidence, se résolvait enfin à agir. Son action se voulait une démonstration de force de la centrale à l'occasion des élections intermédiaires de 1994, il voulait faire la preuve de sa capacité maintenue d'influencer la vie interne du Parti démocrate, par exemple dans le choix des candidats, et la composition des chambres du Congrès. Il semble en effet, ainsi qu'on l'a déjà mentionné, que le président de l'AFL-CIO en était venu à miser sur les élections de 1994 pour modifier le cours des choses, établir un climat plus

favorable au syndicalisme – objectif dont l'atteinte serait le gage d'une récupération du terrain perdu et d'une relance de l'organisation.

Cette orientation se révéla néanmoins du « pareil au même », en ce qui a trait à l'action électorale tout autant qu'à la réflexion stratégique. La particularité du moment venait de ce que Kirkland, plus qu'auparavant, paraissait juger que la centrale avait à prendre sur elle l'objectif qu'il situait au centre du renouveau souhaité. Il y avait près d'une quinzaine d'années qu'il était aux commandes de la centrale, et les reculs, on le sait, avaient été marqués. Mais, en 1994, le problème qui se posa concrètement à Kirkland fut que les syndicats et leurs bases militantes considéraient qu'ils venaient de subir une « lourde défaite » avec la signature de l'Aléna, « ce qui faisait disparaître une bonne part de l'enthousiasme dans l'appui [...] aux démocrates », en dépit de ce que les « républicains [...] réclamaient, [par exemple] une réduction prononcée du nombre d'inspections obligatoires en fonction de la réglementation fédérale sur la santé et la sécurité au travail et l'élimination de la semaine de 40 heures, et prônaient une série d'autres assauts contre le mouvement ouvrier organisé²⁰⁷ ». On se souvenait que, lors des présidentielles de 1992, on avait appuyé Clinton malgré son soutien à l'Aléna parce qu'il promettait de négocier avec le Mexique des ententes de complément sur le travail et sur l'environnement. Or maintenant s'ajoutaient à la signature de l'Aléna la banalité des textes de complément finalement adoptés et le laxisme inscrit dans la mécanique même de leur application. L'appui aux démocrates et, surtout, l'engagement actif dans les élections mitoyennes de 1994 en leur faveur ne suscitaient pas d'élan militant spontané.

Ces élections acquéraient pourtant une portée nationale toute particulière, de grande envergure, en raison du programme républicain appelé *Contract with America* (un contrat avec l'Amérique) que pilotait Newt Gingrich, un programme qui devenait en quelque sorte l'étendard d'une communauté de pensée et de principes politiques fermes du côté des candidats du parti à la Chambre. Un programme national dont les intentions ne pouvaient permettre de doute : faire obstruction à la gouverne du président démocrate Clinton et s'ériger en opposition (quasi) officielle, à l'instar, ont jugé certains observateurs, du rapport pouvant s'établir en un système parlementaire entre le législatif et l'exécutif (éventuellement en situation minoritaire), sur une base idéologique qualifiée de « conservatisme radicalisé » (*radicalized conservatism*) par le politologue Kenneth S. Baer²⁰⁸. Un programme qui constituait « ni plus ni moins qu'une remise en cause du double héritage du *New Deal* et de la *Great Society*²⁰⁹ ». Il comportait « dix grandes propositions », dont une « obligation constitutionnelle d'équilibre budgétaire », l'engagement à « renforcer la politique de défense » et « la sécurité publique », à « réformer l'aide sociale », selon

ce qu'on a vu plus haut, et « le système des retraites », à « promouvoir la famille », une série de mesures annoncées qui n'étaient pas nouvelles dans l'arsenal républicain, mais dont l'agencement en un document d'orientation qu'acceptèrent généralement les candidats servit à uniformiser les points de vue et à constituer les élus du parti, surtout à la Chambre, en une véritable opposition²¹⁰.

Annonçant en conférence de presse que les élus démocrates qui avaient opté pour la signature de l'Aléna n'allaient finalement pas perdre lors des élections intermédiaires de 1994 l'appui de la centrale, Lane Kirkland tenait à souligner que l'effort de l'AFL-CIO serait aussi puissant et décidé que par le passé. Rien n'avait donc changé ; la réalité pourtant semblait, aux journalistes présents, plus complexe, et le rôle de la centrale moins assuré²¹¹. Devant l'élan que prenaient avec le programme du *Contract with America* les candidats républicains, appuyés notamment et en plus sur la « formidable mobilisation conservatrice » visant le rejet du projet de réforme en santé, le bilan des deux premières années de la présidence de Bill Clinton n'était pas convaincant²¹². Et la mobilisation des troupes syndicales était nettement plus difficile, malgré l'engagement clair de la haute direction. À la réunion du printemps 1994 de l'exécutif de la centrale, trois représentants de la Maison-Blanche – le vice-président Al Gore, le secrétaire au Travail Robert Reich et le conseiller sénior George Stephanopoulos du président Clinton – étaient venus s'assurer de l'appui de la centrale, en échange, si l'on peut dire, de la promesse d'un *Workplace Fairness Act*, une loi qui garantirait un plus grand respect des droits à la représentation syndicale sur les lieux de travail, entre autres. Les historiens Zieger et Gall du syndicalisme américain considèrent que la décision de la présidence de mener jusqu'au bout sa lutte pour l'adoption de l'Aléna et son incapacité à promouvoir victorieusement sa réforme de l'accès aux soins de santé ont entraîné une apathie-abstention politique dans les syndicats et au sein de la classe ouvrière, qui largement servit la cause des républicains et de leur programme²¹³.

i. UNE DÉBÂCLE POLITIQUE

Lors des présidentielles de 1992, les électeurs de « familles syndiquées » avaient représenté quelque 19 % des votants ; en 1994, la part de ces familles connut un « déclin » marqué, ne rassemblant alors que 14 % de la population votante ; en 1996, le pourcentage remontera à 23 %. Le pourcentage de 1994 avait certes un caractère exceptionnel, mais il se complétait d'une autre caractéristique quasi catastrophique pour le syndicalisme : « 40 % des membres des syndicats qui s'étaient rendus aux urnes avaient voté en faveur de candidats républicains²¹⁴ », presque un effondrement de la portée des choix du

mouvement syndical. Si Lane Kirkland avait escompté que la consultation de 1994 marque un tournant rédempteur dans l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier américain, il fallait au contraire se rendre à l'évidence que son résultat exprimait plutôt la faiblesse de l'organisation ouvrière. Vingt-neuf millions d'électeurs qui avaient voté lors des présidentielles de 1992 s'abstinrent en 1994; dix de ces vingt-neuf millions «venaient de familles syndiquées», une véritable «débâcle²¹⁵».

Les résultats de la consultation intermédiaire de 1994 débouchèrent donc sur une grande victoire des républicains du Contract with America, le syndicalisme étant «l'un des principaux perdants» de cette consultation, écrivait le *Wall Street Journal*²¹⁶. Les républicains prirent en effet 53 sièges à la Chambre des représentants et 8 au Sénat. Aucun des leurs qui se représentait ne fut défait; deux sénateurs démocrates «passèrent du côté républicain». Le Parti républicain gagnait la majorité dans les deux chambres (230 représentants contre 204, 53 sénateurs contre 47), une première depuis le début des années 1950. Les résultats semblent avoir semé la panique dans le camp de Clinton: désarroi de son côté et désenchantement du DLC face à lui, qui le considérait toujours comme trop libéral... Au sein de l'AFL-CIO, la victoire de Gingrich provoqua une grave crise politique, la division au sein de la haute direction et la scission dans les appareils dirigeants²¹⁷. Le Congrès serait dorénavant aux mains de majorités républicaines bruyamment antisyndicales, une situation à ce point désastreuse que Kirkland allait en payer le prix. Trois grosses défaites, concentrées dans le temps, eurent en effet raison de la direction Kirkland: «L'adoption de l'Aléna, l'écrasement [*collapse*] du projet d'assurance maladie de Bill Clinton et les victoires [républicaines] de 1994 donnant le contrôle de la Chambre des représentants à Newt Gingrich, qui en devenait l'orateur, et aux républicains²¹⁸». C'en était trop; même une grosse organisation bureaucratisée comme l'AFL-CIO devint le terrain de dissensions, dont le but de départ, tout de suite, fut le renvoi du président Kirkland, son renversement si nécessaire. Un phénomène de cette nature ne s'était jamais produit dans l'histoire de l'AFL, du CIO puis de l'AFL-CIO, à l'exception d'un court épisode en 1894.

On a présenté plus haut les péripéties plus immédiates du départ de Kirkland, de la campagne à la direction opposant Tom Donahue et John Sweeney, de même que les origines anciennes repérables dans les différends au sujet de la politique étrangère, des camps alors en affrontement. Mais compte tenu de l'histoire du syndicalisme des États-Unis depuis, *grosso modo*, plus d'une quinzaine d'années alors, le plus surprenant ne fut pas, à notre avis, le déchirement de la haute direction au milieu de la décennie 1990-2000, mais le fait même qu'il fut si long à advenir. La centrale de l'AFL-CIO était en effet engagée sur une pente uniformément descendante. D'abord quant à son poids

social mesuré par le niveau de sa présence dans l'économie en tant que réalité distinctive: puissance organisationnelle, pourcentage du salariat réuni, qualité de son élaboration sociopolitique, pesanteur donc de sa présence sociale; puis le poids du mouvement ouvrier mesuré par le niveau de l'activité revendicative de la classe des travailleurs: sur ce terrain, rappelons simplement que, depuis 1978, globalement, on assiste à une chute radicale et ininterrompue du nombre des arrêts de travail, faiblesse qui grève même dorénavant l'application des lois de protection de la santé et de la sécurité au travail, et même leur pérennité parce que la chute des pourcentages syndiqués et de l'activité revendicative entraîne un recul de sa puissance politique; enfin, des replis prononcés dans les conditions de vie et de revenus, par exemple un recul d'environ 15% des salaires entre 1973 et 1995, et une hausse tous azimuts des inégalités économiques au profit des strates les plus élevées de la hiérarchie sociale²¹⁹. Tous ces éléments, obligatoirement, diminuent en retour la capacité politique (et électorale singulièrement) du syndicalisme, dont l'implantation et l'activité constituent en plus des réalités très inégalement répandues sur le territoire.

Le manque d'intérêt, aurait-on pu dire, qu'avait manifesté Kirkland devant cette réalité, son impotence en tout cas, était depuis nombre d'années porteur de difficultés menaçantes qui ne pouvaient pas ne pas être perçues par qui que ce soit. Peut-être la routine, l'autorité interne à l'organisation et l'incompréhension chez plusieurs avaient créé des œillères si opaques qu'elles bouchaient la vue. Mais ce n'était pas le cas de tous et toutes, comme on a constaté avec la réflexion que les divergences sur la politique étrangère avaient amenée. Cela dit, soulignons à nouveau que la force d'inertie, qui pendant de nombreuses années a retenu les réactions de la centrale devant les attaques, défaites et difficultés qui, on le voit probablement mieux rétrospectivement, ont ébranlé le mouvement de classe lui-même, que cette force d'inertie, donc, s'appuyait sur des éléments très concrets extérieurs et intérieurs à l'organisation. Ces derniers reposaient alors, par exemple, sur un budget énorme de quelque six milliards de dollars annuellement constitué sur la base des cotisations des membres²²⁰. Il y a toujours plusieurs dizaines de milliers de contrats de travail à négocier et à administrer, le lobbying à diriger, etc.: en un mot, l'organisation et la bureaucratisation du syndicalisme permettent que son existence tourne sur elle-même, se nourrisse plus ou moins d'elle-même, en négligeant les conditions de son rapport à l'extérieur, qui pourtant sont celles, à terme, de cette existence intérieure. Quand Lane Kirkland avance qu'il convient de compter sur d'éventuels gouvernants mieux disposés envers le syndicalisme, il se trouve à théoriser, en quelque sorte, ce poids de l'inertie qui traverse l'organisation ouvrière et qui définit ses comportements. La signification de la scission de 1995 à la tête de l'AFL-CIO relève ainsi de la volonté de bousculer

l'organisation pour qu'elle secoue son *inertie*, s'en débarrasse et agisse de façon à retourner le cours des développements. Comment s'y prendre ?

À la fin de l'ère Kirkland, le pourcentage de la main-d'œuvre qui était syndiquée avait régressé à son niveau d'une cinquantaine d'années plus tôt ; « les dépenses consacrées au travail d'organisation [par la centrale elle-même] de 1987 à 1994 [...] représentaient l'équivalent de 1 % ou moins de son budget²²¹ ». Les méthodes de recrutement ne s'étaient pas renouvelées ; or, on ne pouvait plus compter prioritairement sur l'expansion industrielle pour ajouter des membres dans les secteurs de l'économie où l'on était présent. Ces secteurs ne sont plus ceux qui offrent le plus grand nombre de nouveaux emplois ; lorsqu'on y embauche, le modèle de travail implanté et la relation d'emploi s'avèrent souvent différents de ceux qui avaient cours dans le passé ; et l'on ne peut certes tenir pour acquis que les compromis anciens prévaudront à nouveau, notamment que la partie patronale se soumette au type traditionnel de l'accord contractuel.

L'un et l'autre candidat, Thomas Donahue et John Sweeney, à la présidence de l'AFL-CIO mettaient en avant la nécessité d'une réorientation de la centrale vers le travail de recrutement et de syndicalisation. Et au fur et à mesure du déroulement de cette campagne à la direction, leurs programmes à cet égard se rapprochèrent manifestement. Donahue « était [généralement] vu comme plus énergique, créatif et [ouvert] que son mentor » Kirkland. Mais il refusait de se dissocier de quelque façon du bilan pourtant peu enviable de Lane Kirkland à la tête de l'AFL-CIO, ce qui bien sûr affaiblissait son engagement – du moins la perception qu'il en nourrissait – au renouveau. Surtout qu'après seize années au poste de secrétaire-trésorier de la centrale il était nécessairement vu comme « le candidat de la continuité », jamais remarqué jusque-là par un penchant militant quelconque. Jesse Jackson, se prononçant clairement en faveur de Sweeney, déclarait ainsi : « Sweeney [préside] un syndicat actif, alors que Donahue n'est qu'un chef de cabinet [ayant un bureau] aux quartiers généraux [de l'AFL-CIO]. "Justice for Janitors" est une initiative de grande envergure qui place [Sweeney] du côté de ceux qui pensent que l'AFL-CIO a été trop silencieuse et endormie [*too dormant*]²²². » Qui plus est, Donahue s'avérait un vétéran de la « guerre froide », beaucoup plus marqué à cet effet que Sweeney ; et comme le bloc de l'Est s'était effondré, les faits d'armes éventuels sur ce terrain faisaient beaucoup moins l'unanimité, surtout en un contexte où l'esprit était au renouveau et à la critique de l'ancien.

La campagne de Sweeney fut baptisée « A New Voice for American Workers » (c'est-à-dire une « voix nouvelle pour les travailleurs américains »). Il présidait la Service Employees International Union (SEIU, c'est-à-dire le

«syndicat international des employés de service»), l'un des seuls grands syndicats alors très actif et certainement innovateur dans l'effort de syndicalisation. La SEIU avait réussi à obtenir de premiers contrats pour 33 000 employés d'entretien répartis dans vingt municipalités, des travailleurs soumis à la sous-traitance et à la sous-sous-traitance, en d'autres mots à de multiples employeurs habitués à dissoudre leurs entreprises lorsque les salariés se syndiquaient, notamment. Cette campagne, victorieuse à Los Angeles en particulier, avait pris le nom de Justice for Janitors et ses méthodes étaient fondées sur la participation de masse des membres, «manifestations publiques, théâtre de rue», etc. Le syndicat avait aussi réussi à organiser des soignants et aides-soignants à domicile, de même que des employés de bureau²²³. Le congrès de la centrale en 1995 rassembla le plus grand nombre de délégués jusque-là, plus de 1 000, l'enthousiasme était profondément perceptible, l'enthousiasme d'un nouveau départ²²⁴.

Beaucoup dans l'appareil allaient devoir partir à la retraite. Le congrès de 1995 marquait le 40^e anniversaire de la formation de la centrale. Or, il fut celui aussi du départ forcé de postes de commandement supérieur d'hommes qui représentaient le mieux la continuité avec ce qu'avait construit (et voulu construire) son président d'origine, George Meany. Un homme comme Lane Kirkland, néanmoins, ne s'était jamais permis de sautes d'humeur publiques, dans le Parti démocrate ou contre des présidents, telles les sautes d'humeur de Meany. Il avait plutôt présidé en douceur à un affaiblissement constant des rangs du mouvement ouvrier, probablement inscrit déjà dans les orientations, les stratégies privilégiées et la pensée du fondateur de la centrale, mais que Kirkland n'avait pas su voir et certainement pas contrecarrer. Si l'on ne peut préjuger des réactions de George Meany devant l'évolution des rapports sociaux, de la vie économique et du travail certes déjà engagée, mais qui suivit spectaculairement les années suivant son décès, il semble, en tout cas, incontestable que Lane Kirkland ne fut pas l'homme de la situation. Le sursaut qui mena au renversement à la tête de l'AFL-CIO du régime Kirkland allait-il vraiment conduire cependant à la relance du syndicalisme américain ? En dépit de l'enthousiasme qui accompagna les partisans d'une réforme en profondeur du syndicalisme après le congrès de 1995, la question devait tout de suite être soulevée : le Contract with America venait d'être porté à la tête de la Chambre des représentants, les temps s'annonçaient durs, il y avait urgence en la demeure.

ii. LE PROGRAMME DE NEWT GINGRICH

Newt Gingrich était élu représentant de la Georgie au congrès de Washington depuis 1978, poste qu'il occupa jusqu'en 1998. Il fut whip de la minorité républicaine en Chambre entre 1989 et 1995. Il réussit, proclama-t-il lors d'une conférence de presse télévisée, à faire voter par la Chambre durant les premiers mois de 1995 neuf des dix grands projets de loi annoncés dans le contrat ; le projet d'une limitation du nombre de mandats qu'un représentant pourrait exercer fut cependant défait. Selon le *National Journal*, une « publication non partisane de Washington », il faudrait plutôt compter en fin de course que le tiers fut adopté, un autre « tiers devint loi sous une forme diluée » et un dernier tiers ne fut pas adopté. Par exemple, le projet d'amendement prévoyant l'obligation de budgets fédéraux équilibrés « fut battu par une voix au Sénat²²⁵ ». La majorité des sénateurs républicains n'avaient pas signé le contrat, cependant que le veto présidentiel ou sa menace, selon le cas, amoindrirent aussi sa portée. Néanmoins, la performance s'avérait évidemment notable et elle permit à Newt Gingrich de se présenter en gagnant à la télévision. Il avait le vent en poupe et il annonça que ledit contrat n'avait été qu'un premier pas ; il était temps, maintenant, « d'équilibrer le budget fédéral » et d'élaborer un « plan » qui aurait pour but de « remplacer l'impôt sur le revenu » par un impôt à taux unique, c'est-à-dire un taux uniforme de taxation. Bientôt, Gingrich allait faire part d'autres mesures à envisager pour combattre les déficits, telle l'abolition du ministère de l'Éducation (U.S. Department of Education). Il visait l'atteinte de l'équilibre budgétaire sur une période de sept années. Comme le président Reagan avant lui, il promettait que les retraites publiques (Social Security) ne seraient diminuées pour aucun des bénéficiaires du moment, non plus que pour ceux qui prendraient « bientôt » leur retraite. Il fallait cependant « réformer » le régime Medicare (l'assurance maladie pour les aînés)²²⁶...

Les républicains se sentaient d'autant sûrs d'eux-mêmes que Bill Clinton s'avérait précisément honni par « la droite conservatrice », dont l'énergie les portait pour une bonne part. On s'en doute, le président rappelait « cette culture des années 1960 » aux républicains, une culture « contestataire et progressiste » qu'ils « abhorrent ». Les infidélités maritales de Bill Clinton, en particulier, ont servi confusément de matière privilégiée à l'apposition de Gingrich et des siens, qui en profitèrent pour nourrir « une attitude de pur affrontement », dont la constance ne se démentit jamais²²⁷. À l'hiver 1995-1996, la volonté des républicains avec Newt Gingrich de forcer la marche des réductions au déficit empêcha qu'ils s'entendent sur un projet de budget avec la Maison-Blanche, qui jugeait illusoire et irresponsable l'envergure de leurs demandes. Cela entraîna alors, à deux occasions, la « fermeture » de l'État,

c'est-à-dire l'impossibilité que soient financées plusieurs de ses activités habituelles, donc leur interruption (*shut down*) – une situation qu'on n'avait jamais connue. Tous les observateurs considèrent que cet épisode se solda par un échec de Gingrich dans l'opinion publique, qui lui reprocha son intransigeance, un mauvais présage pour les républicains, l'année 1996 étant une année d'élection présidentielle.

Dans un éditorial très critique à l'endroit de Newt Gingrich, intitulé «Newt Gingrich, Authoritarian», le *New York Times* chercha à cerner les composantes de la pensée politique du leader républicain et les traits principaux de sa personnalité dans l'arène électorale. Il était présenté comme un populiste très conservateur, si l'on emploie des catégories analytiques largement utilisées aujourd'hui, droitier, partisan d'un «retour» à une «Amérique de fiction», ressemblant beaucoup au «paysage du Sun Belt de sa jeunesse». Au sein de la délégation républicaine à la Chambre, il entend être obéi pratiquement au doigt et à l'œil, une délégation majoritaire étant essentiellement en place pour voter son menu législatif. Il considère généralement la «dissidence intellectuelle comme étant antinationale [*unpatriotic*] et» très dérangeante, jugeait l'éditorial d'après la teneur de l'entrevue que Gingrich avait accordée à une des journalistes de la publication. Sa conception d'une société américaine bonne suppose, par exemple, l'application stricte de la peine de mort, que les enfants «soient obligés par loi de recevoir leur éducation dans des classes où la prière est imposée par la volonté de la majorité» et où l'avortement est interdit²²⁸, etc. Mais le *New York Times* ne s'arrêtait pas aux positions de Newt Gingrich sur le mouvement ouvrier, la loi sur les relations industrielles, les droits syndicaux ou le régime qu'il jugerait optimal des rapports au sein de l'entreprise entre groupes sociaux différents. Et l'on aura noté que, dans son *Contract with America*, ces sujets ne sont pas du tout privilégiés; qui plus est, ils ne furent pas non plus à l'honneur durant la campagne des élections au Congrès de 1994, à l'issue desquelles les républicains prirent les deux chambres. Pourtant, leurs positions sont nettes à ces égards, très négatives. Qu'est-ce à dire?

Selon le journaliste Harold Meyerson, la raison en est fort simple. Le «pouvoir du syndicalisme» n'était plus en 1994 qu'un «spectre»; le syndicalisme apparaissait «trop faible pour justifier de manière plausible qu'on fasse campagne contre lui: de quel pouvoir» aurait-on pu parler? En conséquence, «les républicains ont repris le Congrès sans prendre la peine d'attaquer les syndicats dans leur publicité» et leur campagne²²⁹. En 1995, voulant expliquer les succès toujours grandissants de sa Christian Coalition, Ralph Reed déclara que «la seule chose que nous faisons, c'est de faire ce que les syndicats avaient l'habitude de faire». Toujours en 1995, fait remarquer Steve Rosenthal, nouveau directeur du Département politique de l'AFL-CIO nommé par John

Sweeney, « la revue *Fortune* écrivit : “L’AFL-CIO a moins d’influence ces jours-ci au Capitole qu’en a la Christian Coalition qui, pourtant, compte le dixième du nombre de membres” » de la centrale²³⁰.

Pour Rosenthal, la conséquence de cette prise de conscience certainement douloureuse de la part du syndicalisme ne pouvait être que de revenir aux façons de faire qui avaient déjà porté fruit, la mobilisation à la base, systématique, des membres, l’éducation, l’inscription sur les listes électorales, la participation effective au vote. Mettre moins l’accent sur le financement des candidats, sur le rôle de l’argent comme élément premier de l’effort pour rejoindre l’électorat, dont l’électorat syndical, au profit d’une stratégie centrée sur la réactivation des troupes, la participation directe des membres dans le travail politique. Et Rosenthal de citer le vieil Al Barkan, le directeur du COPE à l’époque de Meany : « Ils ont l’argent, mais nous avons les gens²³¹. » Cet accent sur l’engagement des membres comme fondement de l’action politique correspondait tout à fait à la vision de John Sweeney, pour qui l’avenir du mouvement syndical reposait sur l’activation des instances de base de la centrale comme voie la plus prometteuse de percées de la syndicalisation. Nous y revenons plus loin, mais pour l’instant constatons que l’accent mis sur la participation politique la plus massive possible des membres donna rapidement des résultats positifs, à tel point que le *Contract with America* tourna vite et se préoccupa ouvertement et beaucoup dorénavant de cette présence renouvelée du syndicalisme.

iii. L’ASSAUT DU GOP CONTRE LE SYNDICALISME

Dès le début de l’année 1998, année d’élections congressionnelles, il était devenu évident que « l’assaut du GOP contre le syndicalisme serait un thème central de son année politique. Dans quatre États, [il avait réussi] à lancer des initiatives référendaires²³² dont le but était de restreindre la possibilité que les syndicats consacrent de leurs ressources [financières] à la politique. Dans trente autres États, des mesures semblables étaient soumises aux assemblées législatives ». Il y avait quarante années, depuis 1958, que ce type « d’attaque concertée » avait été ouvert contre le mouvement ouvrier ; à l’époque, le syndicalisme, dit-on, avait été très largement gagnant, repoussant par exemple cinq des six consultations populaires sur l’instauration de régimes *right-to-work* pour la présence syndicale dans l’entreprise²³³. Mentionnons néanmoins que ce fut aussi le moment de la loi Landrum-Griffin au niveau fédéral, nettement moins favorable à la liberté de l’organisation syndicale, comme on l’a vu antérieurement. En tout état de cause, la situation du syndicalisme américain sembla en effet s’améliorer dans la deuxième moitié de la décennie 1990-2000,

moment où les attaques des élus républicains reprirent contre divers aspects de sa présence socioéconomique et politique. L'équipe de Sweeney était arrivée à la tête de l'AFL-CIO lors du congrès de la centrale en 1995 : branle-bas de combat sur-le-champ pour une participation renforcée et élargie du mouvement ouvrier au cycle électoral de 1996, cycle comportant à la fois une présidentielle et des élections au Congrès.

Pour Sweeney, il s'avérait absolument impératif que Clinton soit réélu, c'est-à-dire que les républicains ne reprennent pas la présidence, et qu'on leur arrache la majorité à la Chambre des représentants. Bill Clinton fut bien réélu, avec une aide irremplaçable du syndicalisme à laquelle nous revenons plus loin. L'intervention à l'échelle congressionnelle fut également très poussée, en ressources financières et en engagement direct de permanents de la centrale, axé sur l'invite constante d'une participation directe des membres. La centrale réussit à amasser près de 100 millions de dollars, sous diverses enveloppes, pour son action multiforme afin que les démocrates reprennent la Chambre (et fassent meilleure figure au Sénat), tout en s'assurant que le Parti démocrate et ses élus restent partisans de réformes progressistes. À cet effet, la nouvelle direction de la centrale accentua la participation au Parti démocrate et la participation dans ses diverses instances de permanents syndicaux, une tactique inspirée de décisions de Kirkland déjà adoptées, mais appliquée maintenant de manière plus décidée : on visait ainsi à peser sur le choix des candidates et des candidats en tant que tel, en des démarches qui précédaient la course finale à l'élection, plutôt que de se contenter de faire valoir l'appoint éventuel de ses troupes à l'organisation et de ses ressources financières à la publicité afin de justifier les bonnes grâces d'un candidat par la suite²³⁴.

Le vote des familles syndiquées lors des élections congressionnelles de 1996 alla à 62 % du côté de candidats démocrates et à 35 % du côté de républicains (40 % en 1994), cependant qu'elles représentèrent quelque 24 % de l'électorat votant. Les syndicats considérèrent qu'ils avaient contribué à amener 2,5 millions de votes supplémentaires aux démocrates. Les républicains perdirent neuf sièges à la Chambre des représentants et en gagnèrent deux au Sénat. D'après les analyses les plus pointues, il apparaît que l'effet d'une importante intervention syndicale pour assurer la défaite d'un républicain se traduit, grosso modo, par une perte de 8 % des appuis de ce dernier, un taux important même quand il n'est pas suffisant pour que l'opposant démocrate l'emporte. De sorte que l'effet de l'intervention syndicale se manifeste à la fois dans la plateforme démocrate nationale et dans les divers enjeux locaux et régionaux, dans l'aide à la victoire des candidats soutenus et aussi dans les défaites républicaines précisément visées. En 1996, on s'en prit ainsi à 44 républicains particulièrement de droite élus pour la première fois en 1994 ; par son action,

l'AFL-CIO en mena douze à la défaite, alors que deux d'entre eux seulement auraient perdu l'élection si la centrale n'était pas intervenue²³⁵... Sur un autre terrain, toujours important, mentionnons la grande dépendance des candidats démocrates à la Chambre envers les contributions explicitement financières «des PAC syndicaux». Les comités d'action politique mis sur pied par divers groupes d'intérêt dans la société, dont les syndicats, pouvaient légalement verser des dons en argent qui sont recueillis sur la base de contributions volontaires de leurs membres. Bien qu'il soit difficile d'établir avec certitude les chiffres des sommes globales avancées par le syndicalisme et le monde des affaires puisque, en plus des sommes versées directement par les comités d'action politique, dûment et publiquement comptabilisées, il y a divers autres types de contributions permises²³⁶, les dons aux caisses électorales individuelles des candidats démocrates par le syndicalisme s'élevèrent probablement à quelque 45 % durant le cycle 1995-1996 des sommes assemblées par lesdits candidats²³⁷. Ce pourcentage ne tient certes pas compte de toutes les sommes en jeu, mais permet tout de même de souligner cet élément d'une dépendance financière réelle des candidats démocrates au Congrès envers le syndicalisme.

Par ailleurs en 1996 et, pour une part, en 1998, la centrale profita d'un creux dans la réglementation du financement des campagnes électorales pour tester un nouveau type d'intervention appelé *issue advocacy advertisements*: des campagnes à la radio et à la télé visant à faire valoir l'importance de certaines questions durant une consultation électorale et de la position la meilleure à adopter à son égard. À la condition qu'on ne favorise pas explicitement une candidature particulière, les sommes dépensées dans ces campagnes ne sont pas comptabilisées en tant que dépenses d'élection. On y revint en 1998, mais on considéra bientôt que ces campagnes s'avèrent moins efficaces que la mobilisation de base pour convaincre les syndiqués. Cela dit, les publicités *issue advocacy* servent néanmoins à définir de grands enjeux politiques et contribuent à former ce que nous pourrions appeler une opinion syndicale; notamment, elles furent utilisées au plus fort moment de l'influence du Contract with America (autour de 1994-1996) et l'on juge qu'elles ont en effet été d'un apport pour contrecarrer (jusqu'à quel point?) ses explications et points de vue²³⁸. On peut certes supposer que de telles campagnes pourraient jouer le rôle d'un grand journal ouvrier (largement lu), créant une opinion publique autre et disputant le devant de la scène du débat public aux forces sociales concurrentes, mais personne n'a jamais confié, à notre connaissance, cette vocation aux publicités de l'AFL-CIO: il aurait fallu s'appuyer sur des moyens qui échappent au syndicalisme américain pour espérer atteindre ce niveau d'influence, même si, au point de départ, on a certes pensé que le poids des campagnes porterait davantage. En 1998, sans qu'on projette de mettre de côté

entièrement ce type de campagnes, on évalua donc que le travail à la base, et quand cela était possible (c'est ce qu'il y a de plus efficace) le travail de membre à membre, rapportait plus.

8. ORGANISATION SYNDICALE ET ORGANISATION POLITIQUE : LA NOUVELLE DIRECTION DE L'AFL-CIO

Lane Kirkland avait expliqué au début des années 1980 que le NLRA et le NLRB jouaient un rôle à ce moment si contraire à leurs objectifs de départ – favoriser la négociation collective et protéger le droit à l'organisation syndicale – que le mouvement ouvrier ferait peut-être mieux d'agir à l'extérieur de leurs règles et mécanismes. Les rencontres avec les employeurs se feraient directement, chacun supputant les forces et les besoins de son vis-à-vis et utilisant les moyens dont il se sentait capable pour atteindre ses buts, eux-mêmes établis en tenant obligatoirement compte des capacités de la partie avec laquelle on négociait. Il est certain que, dans un tel contexte, la reconnaissance par l'employeur de l'association de ses employés repose davantage sur le face-à-face, sur la possibilité que ces derniers soient, par exemple, en mesure de stopper les activités de l'entreprise. Kirkland avait réfléchi à voix haute à cette orientation, mais il n'eut jamais le souffle, non plus que la hardiesse, de s'y engager vraiment, ou de tirer quelque conséquence pratique de son évaluation par ailleurs fondée des interprétations qu'on faisait dorénavant du NLRA et de la direction que prenaient les décisions du NLRB. Contrairement à Kirkland, John Sweeney avait agi, victorieusement, en dehors des balises traditionnelles de l'accréditation syndicale; il avait réussi l'organisation des travailleurs et travailleuses de l'entretien des grands édifices commerciaux, à Los Angeles et en d'autres collectivités, par de vastes campagnes dirigées sur (contre) les propriétaires et les locataires d'espaces de ces édifices plutôt que sur les multiples et souvent complexes entreprises se partageant l'embauche des employés d'entretien. Il avait su éviter ainsi les pièges nombreux auxquels faisait face le mouvement ouvrier dans de telles situations, singulièrement l'incapacité de circonscrire des sites d'accréditation stables. *Idem* de l'effort de syndicalisation massive des aides-soignantes à domicile engagées par le SEIU en Californie et dans quelques autres États, qu'on ne pouvait réussir selon les voies du syndicalisme industriel habituel et encore moins des vieux métiers qualifiés.

Kirkland avait compris la nécessité qu'il y avait pour le syndicalisme américain de grossir, que l'état des choses existant s'avérait pour lui tout négatif; il faut voir que la création sous sa houlette de l'Organizing Institute de la centrale visait à fournir une réponse à cette situation. Mais l'Organizing Institute, toujours sous sa houlette et sous celle de Thomas Donahue aussi, ne

donna pas les bénéfices escomptés, notamment pour des problèmes d'ordre bureaucratique et structurel. Il fut relancé avec l'arrivée au pouvoir de l'équipe Sweeney. Ce dernier, nettement plus résolu que Kirkland quant à sa conception d'un renouveau et d'une accentuation de l'effort d'expansion du syndicalisme, mit sur pied quelques instances nouvelles à cet effet, auxquelles il confia des tâches d'élaboration programmatique et stratégique. Face à la droitisation évidente du Parti républicain de Gingrich, et à son hostilité ouverte et permanente envers les démocrates, la nouvelle équipe de direction de la centrale voulut de la même façon accentuer et, jusqu'à un certain point, renouveler l'action politique du mouvement syndical.

Sur ce terrain, comme d'autres exemples rapportés l'ont montré et comme cela fut le cas antérieurement dans l'histoire du syndicalisme américain, certaines décisions des démocrates, à quelque niveau d'autorité publique que ce soit, pouvaient être jugées à ce point négativement qu'un appui partisan lors d'une consultation ultérieure n'était pas acquis, posait problème ou devait être négocié. Le président Clinton avait été «ovationné» lorsqu'il se présenta au congrès de la centrale à l'automne 1995, congrès qui vota le changement de la haute direction. La nouvelle équipe Sweeney convoqua une réunion spéciale du conseil exécutif dès le mois de janvier suivant, afin d'appuyer la réélection de Bill Clinton très tôt dans l'année; mais elle dut «annuler soudainement» cette réunion, l'idée de cet appui soulevant trop de résistance dans les rangs, y compris les rangs supérieurs de grands syndicats. Le «libre échange» et d'autres orientations économiques de la présidence n'étaient toujours pas acceptés²³⁹. Lors d'un congrès spécial tenu à la fin du mois de mars suivant, l'AFL-CIO donna effectivement son appui à la réélection de Bill Clinton et engagea son action électorale. La question qu'il y a à soulever ici a précisément trait à la raison de cette volonté de la direction Sweeney de se ranger avec tant de presse du côté du président. On a vu en effet qu'elle partageait les mêmes critiques à son endroit que celles qui nourrissaient la résistance dans ses propres rangs. On peut néanmoins répondre à notre interrogation sur la base aussi de ce qu'on a vu antérieurement : l'option de rechange à Bill Clinton était, à n'en pas douter, l'éventualité d'un retour des républicains à la Maison-Blanche, sur la base d'un programme radicalisé avec la poussée du Contract with America, dont le républicain Bob Doyle, à la carrière jusque-là moins droitier, allait tenter de se faire le porte-drapeau dans sa course à la présidence. Cette éventualité soulevait une peur panique chez Sweeney et les siens, qui venaient tout juste d'être portés au pouvoir dans l'AFL-CIO. L'appui à Clinton pouvait se justifier en faisant valoir que sa victoire ferait à tout le moins gagner du temps et permettrait d'être mieux en mesure à la prochaine échéance de négocier véritablement son appui.

Car John Sweeney ne croyait pas en la possibilité de création d'un parti à la gauche des démocrates, bien qu'il ne dénonçât pas les LPA (qui créaient à l'époque leur Labor Party) : il leur souhaita même bonne chance. Mais il avait joint l'aile des Democratic Socialists of America (DSA) dans le Parti démocrate, dont la perspective stratégique et programmatique était de gauchir le parti, de le rendre toujours plus comparable aux partis sociaux-démocrates européens. Sur cet axe, Sweeney jugeait que le syndicalisme arriverait au cours des prochaines échéances à négocier avec les instances dirigeantes du parti des engagements de plateforme plus progressistes et beaucoup plus contraignants pour elles. Mais, à ce stade, il convenait d'assurer la défaite des républicains et de rendre sa propre action plus efficace. Et l'on sait que le président Clinton prenait sur des sujets de gouverne courante des décisions souvent conformes aux souhaits du syndicalisme²⁴⁰. Bien sûr, à la gauche de la centrale, plusieurs commentateurs tenaient à se distancer de cette position, en plus des militants et militantes participant à la mise sur pied des formations partisanes alternatives. Ainsi, David Finkel s'en prenait dans la revue *New Politics* à la politique intérieure et extérieure de Bill Clinton (absence de condamnations des « bombardements meurtriers d'Israël contre le Liban », intervention en Haïti, notamment) et dénonçait la « gauche » du pays pour son ralliement à la candidature de Clinton sûrement en tant que moindre mal²⁴¹. La sociologue internationalement connue Barbara Ehrenreich, dans le même sens, écrivait :

Sous la direction de Clinton, le pays a poursuivi sa longue dérive vers la droite. Clinton s'est présenté comme un démocrate conservateur en 1992, mais comme un républicain modéré en 1996 – alors que [Bob] Dole, qui a déjà été un véritable républicain modéré, a concouru [en 1996] comme un fanatique [*crank*] anti-immigrants, anti-action positive et pro [« économie de l'offre »]²⁴².

En fonction de ces points de vue critiques, le ralliement aux démocrates s'avérait bien difficile, mais l'élaboration d'une option de rechange concrète, manifestement plus. Même les LPA-LP ne présentaient pas de candidat en 1996 et ne mettaient pas en avant une orientation de rechange susceptible d'unir à ce moment leurs partisans.

Cela dit, l'action politique de l'AFL-CIO se devait de fournir des consignes avec régularité et sur nombre de sujets, outre les consignes électorales. Ainsi en fut-il de la campagne massive du syndicalisme contre la proposition 226 en Californie en 1998, une proposition référendaire appelée « de protection du chèque de paie ». Elle avait pour but d'établir par loi l'obligation pour les syndicats d'obtenir annuellement « la permission écrite des membres » pour que les cotisations puissent servir à l'action politique. Quand la proposition fut rendue publique, quelque 70 % de la population, selon les sondages du moment, lui donnait son appui. Quand le vote finalement se déroula, la

proposition fut pourtant défaite à 54 % contre 46 %, une véritable victoire politique, obtenue par la volonté et la participation des membres, l'envergure des moyens investis par la centrale (près de 60 permanents par exemple) et la mobilisation (visites par des syndiqués de quelque 5 000 quartiers correspondant à autant de bureaux de vote, 650 000 communications téléphoniques, etc.). Cet effort « particulier » auprès des membres et des familles syndiquées fut très productif²⁴³. L'argumentaire syndical tournait autour de l'irrégularité d'une loi qui ne s'appliquerait qu'aux syndicats ouvriers, mais pas aux actionnaires des grandes compagnies ; autour du fait aussi que, selon les jugements de la Cour suprême, les syndiqués avaient déjà la possibilité de retirer ainsi la part de leurs cotisations qui ne servait pas directement à la négociation collective et à l'administration de ses clauses, donc que cette proposition 226 ne visait qu'à enserrer toujours plus fermement l'action syndicale dans des bornes justifiant une supervision étatique constante et tatillonne.

En 1997 et 1998, le syndicalisme remporta, par ailleurs, deux grandes victoires politiques à résonance nationale, les deux victoires contre la présidence de Bill Clinton, la première étant le résultat d'un face-à-face à nouveau particulièrement sévère. Ces deux victoires furent obtenues contre l'octroi au président de l'autorité dite « à voie rapide » dans la négociation d'ententes commerciales internationales. L'autorité à voie rapide signifie que la décision sur un projet d'entente internationale négocié par la présidence doit être prise par le Congrès sur le texte considéré dans son intégralité, pour ou contre ; en d'autres mots le pouvoir législatif accepte de se départir de la possibilité de faire des amendements, par exemple de voter en faveur d'une version amendée d'une entente que la présidence lui soumet. Après la bataille de l'Aléna, le mouvement syndical et ses alliés faisaient preuve de vigilance, alertés par l'incapacité du président de négocier alors des lettres d'accompagnement minimale-ment acceptables, surtout que les bases syndiquées dorénavant instruites et aux aguets des répercussions que peuvent avoir dans la vie courante les ententes commerciales ne s'avéraient pas, d'entrée de jeu, favorablement disposées. En 1997, les deux Chambres du Congrès étaient dominées par les républicains ; non seulement ceux-ci refusèrent-ils qu'il soit mention dans le texte « à voie rapide » de quelque mesure « de protection des droits ouvriers et des normes environnementales », mais ils insistèrent précisément pour que « le texte interdise aux négociateurs américains de considérer [*taking up questions*] les droits du travail, la protection des consommateurs et le respect de normes environnementales ». Ce que le président accepta²⁴⁴. À compter de ce moment, le texte (que reprenait à son compte Bill Clinton) fut dénoncé par l'AFL-CIO, Ralph Nader, le défenseur des consommateurs, le Sierra Club, la National Farmers Union, etc., et « le caucus démocrate de la Chambre des représentants dirigé

par Gephardt²⁴⁵». Tous ces groupes allaient faire ensemble une campagne massive, largement fondée sur la force de l'AFL-CIO. Si au début il y eut quelques flottements dans la centrale, sur la tactique à adopter notamment, ce fut très vite dans l'unité qu'on s'engagea, plusieurs des grands syndicats de la centrale lançant d'eux-mêmes et en plus de grandes initiatives d'opposition à « la voie rapide ».

Le mouvement ouvrier et ses alliés étaient convaincus que le but à court terme du président Clinton consistait maintenant à « élargir » grâce à la mesure de « la voie rapide » l'Aléna « au Chili et à d'autres pays sud-américains » en évacuant le plus possible le débat public. Le moment le plus fort de la campagne se déroula durant la troisième semaine du mois d'octobre, quand Sweeney et Gephardt tinrent plusieurs assemblées publiques conjointes. Sweeney et la plupart des présidents de syndicats vinrent personnellement à Washington exercer des pressions de lobbying auprès des représentants. En fin de compte, quelque 80 % des élus démocrates se prononcèrent contre la demande du président, et environ une cinquantaine de républicains. Dix mois plus tard, les républicains voulurent revenir à la charge, mais la proximité des élections mitoyennes ne put leur permettre d'aller chercher plus de votes, cependant que le président – pour la même raison – se tint largement à l'écart de la mêlée de cette nouvelle tentative²⁴⁶. La mesure de « la voie rapide » fut donc refusée pour une deuxième fois.

Parallèlement à ces développements fut reconstituée une fraction de gauche, *labor-liberal* selon le vocabulaire usuel, dans le Parti démocrate, appelée la Campaign for America's Future (« campagne pour l'avenir de l'Amérique », c'est-à-dire le regroupement d'action pour l'avenir de l'Amérique). Mise sur pied par deux militants démocrates libéraux en juillet 1996, Roger Hickey et Robert Borosage, la CAF voulait combattre ce que ses fondateurs voyaient comme « la domination grandissante de l'alliance entre le monde des affaires et le conservatisme [fiscal, religieux, culturel] sur la politique nationale » ; « le changement de direction à la tête de l'AFL-CIO » était par ailleurs considéré (par eux) comme l'occasion « d'organiser une alliance *syndicale-libérale* [*labor-liberal*] plus active et influente » ; enfin, Hickey et Borosage lançaient leur fraction comme instrument de lutte contre le Democratic Leadership Council, ses explications, ses prétentions et son rôle dans l'élaboration des politiques de l'administration. Une particularité : la CAF, contrairement au DLC, ne voulait pas réunir d'élus, pour ne pas leur être redevables, non plus qu'ils lui soient redevables ; elle n'entendait pas animer, qui plus est, une tendance d'élus libéraux. Mais elle s'attelait en revanche à redonner à l'héritage du New Deal son rôle d'inspirateur stratégique des orientations du Parti démocrate, en mettant en avant des objectifs économiques et des politiques sociales visant le bien-être

des plus larges secteurs populaires. Si elle ne fut pas lancée par une initiative du syndicalisme, il n'en demeure pas moins que la direction Sweeney fut très rapidement gagnée aux objectifs de la CAF et au rôle politique qu'elle voulait tenir, fournissant d'ailleurs une aide discrète lors de ses débuts. Dix années après sa formation (donc en 2006), le bureau de direction de la CAF comptait cent trente membres, dirigeants syndicaux, dirigeants d'organisation de défense et de promotion des droits civils, environnementaux et des consommateurs, des intellectuels libéraux, etc. Son existence s'avérait moins centralisée et active que celle du DLC, mais la CAF demeurait la tentative la plus proche d'une « réelle organisation de faction durable que la coalition *labor-liberal* dans le Parti démocrate eût produite [...] [et] la direction Sweeney en était l'une des raisons principales²⁴⁷ ».

Soulignons, par ailleurs et de plus, que cette possible percée de nature politique survenait au moment où des secteurs plus militants connaissaient probablement les succès les plus grands depuis des décennies pour leurs idées. Par leur volonté de faire valoir les besoins économiques et sociaux des petites gens, la CAF et les LPA partageaient des vues communes – de même que le New Party, voire le 21st Century Party; on pouvait considérer aussi que tous étaient des produits de la nécessité de modifier en profondeur la dynamique des rapports sociaux de pouvoir dans le pays.

i. DE NOUVELLES INITIATIVES POLITIQUES

En prévision des élections de mi-mandat en 1998, l'AFL-CIO élaborait et présentait une plateforme politique dite d'un Working Family Agenda (« les priorités des familles travailleuses »), dont les composantes relevaient de la recherche de formules particulières de sécurité économique : garantir une assurance maladie abordable, mesure sans cesse plus pressante depuis que les employeurs tentaient systématiquement de transférer aux travailleurs une part plus grande de ses coûts; étendre la couverture des pensions pour retraités; assurer l'équité dans les salaires; restaurer véritablement le droit des salariés à s'organiser; se doter d'une réelle politique familiale : faciliter l'accès à l'éducation, aux crèches et aux garderies, s'assurer d'un meilleur contrôle sur le commerce international (pour un meilleur contrôle des éléments perturbant le marché du travail)²⁴⁸, tout en fondant par ailleurs son action sur une stratégie favorisant la mobilisation des membres et leur éducation. Cela dit, l'AFL-CIO visa d'abord à faire perdre leur élection aux seuls candidats républicains « les plus faibles », afin de centrer « les ressources sur la protection des sièges des élus démocrates sortants et de gagner des sièges ouverts [c'est-à-dire des sièges où l'élu sortant ne se représente pas] qui avaient auparavant été tenus par des

démocrates». Car le syndicalisme ne croyait pas que les démocrates étaient en mesure de reprendre le contrôle de la Chambre des représentants en 1998 et « se sentait prêt à vivre avec un Congrès qui ressemblerait fort en 1999-2000 à ce qu'il était en 1997-1998²⁴⁹ ».

Pour Sweeney et son équipe à la tête de la centrale, ces initiatives politiques ne devaient pas être conçues séparément de l'objectif de relance de la syndicalisation, expansion de l'organisation et nouveautés structurelles comprises. Lorsqu'au congrès de 1995 de la centrale Sweeney prononça les « simples mots "America Needs a Raise" », c'était la première fois « depuis une génération ou plus » que de hauts dirigeants de l'AFL-CIO semblaient prêts à s'adresser à la condition économique des travailleurs²⁵⁰, donc à prendre sur eux de proposer et d'engager l'action qui promettrait de faire face (on ne peut promettre de gagner) aux multiples défis qui assaillaient les travailleurs, syndiqués et non syndiqués : les pertes d'emplois et les fermetures massives dans le secteur de la transformation et de l'industrie classique, acier et automobile notamment, l'affaiblissement continu de l'organisation syndicale et du respect des lois du travail, un recul profond donc du mouvement ouvrier dans la société, devenu une condition essentielle du développement de plusieurs des autres caractéristiques du moment, telle l'incertitude personnelle et de groupe que produit un marché du travail gouverné largement par la financiarisation de l'économie – emplois à durée imprévisible, délocalisation des embauches suivant l'internationalisation des processus de production, utilisation de la main-d'œuvre de pays sous-développés, aux États-Unis mêmes ou dans d'autres pays, pour diminuer les coûts de revient du travail humain, l'orientation d'un patronat revenu comme classe économique à une opposition frontale au principe de la négociation collective des conditions de travail, encouragé par des administrations locales, d'État et fédérales républicaines (surtout) qui s'employaient d'elles-mêmes au rayonnement de ce point de vue.

Les rapports sociaux de pouvoir ne sont pourtant pas fixes ; ils se conjuguent plutôt en une dynamique peut-être pas toujours percutante, ou même manifeste, mais toujours présente. D'où les pages dans ce chapitre se demandant si le « sursaut » de 1995 dans l'AFL-CIO va produire une « rupture ». L'état des lieux dont nous avons rappelé au paragraphe précédent certains traits importants a entraîné, on le sait, un accroissement tous azimuts des inégalités sociales aux États-Unis, plus que dans d'autres pays. Clinton avait mis un accent particulier dans ses discours de campagne en 1992 sur la dénonciation des « salaires stagnants », sur le fait que « la plupart des Américains travaillent [maintenant] de plus longues heures pour un salaire diminué », alors que les revenus des PDG sont « exorbitants » ; les divisions dans le tissu social de l'Amérique menacent de l'emporter. Quand il devint président pourtant,

«l'accent» fut mis sur la réduction du déficit et l'économie fut appréciée différemment : Bill Clinton se félicita «des millions de nouveaux emplois que créait l'économie», en prenant bien soin d'ignorer, a écrit David Kusnet, que «beaucoup de travailleurs devaient compter [simultanément] sur quelques-uns de ces emplois afin de pouvoir se payer le niveau de vie qu'un seul emploi procurait auparavant». Et que les indices de l'économie soient positifs ne changeait rien au fait que la persistance et l'accroissement continu des inégalités contribuaient à une stagnation des revenus, voire à leur déclin. Seul Robert Reich, le ministre du Travail de l'Administration Clinton, semblait saisir la portée de cette contradiction, prédisant avec raison, estime toujours Kusnet, ce qu'il appela «la révolte de la classe anxieuse». Cette révolte, ce fut le succès du Contract with America. David Kusnet fut le rédacteur en chef des discours de Bill Clinton durant la campagne de celui-ci à la présidence en 1992 et durant les deux premières années de son administration. Pour lui, cette *anxiété* ouvrière avait amené une partie de l'électorat de Clinton à s'abstenir ou à voter Gingrich en 1994. Le besoin d'une action de classe inspirée du mouvement ouvrier organisé s'imposait de toute urgence, et la victoire de Sweeney et des siens en était possiblement l'occasion²⁵¹.

À la suite de sa victoire dans l'AFL-CIO, Sweeney fit valoir que le syndicalisme allait dorénavant se donner comme but de travailler en commun avec «nos alliés : les groupes [de promotion] des droits civils, les groupes de femmes, les Églises et les synagogues, les militants communautaires, les environnementalistes, auxquels il ajouta plus tard les communautés gaies et lesbiennes, étudiantes et intellectuelles, [tous nos] alliés naturels». Cette orientation relevait de ce que Sweeney expliqua dans *America Needs a Raise*, devenu un livre manifeste, selon lequel «lorsque nous participons en politique, on ne devrait pas agir comme un simple groupe d'intérêt de plus. Il nous faut agir comme un mouvement social qui représente les travailleurs de toute la société – membres et non membres des syndicats tout aussi bien²⁵²». Que *l'Amérique ait besoin d'une augmentation*, voilà bien un mot d'ordre non seulement clair et dont l'objectif faisait en quelque sorte l'unanimité, mais un mot d'ordre qui annonçait une campagne, une plateforme autour de laquelle on pouvait se regrouper. Il supposait que le travail d'élargissement des rangs allait tout de suite être entrepris, et l'on savait par le passé de Sweeney et la syndicalisation du personnel d'entretien d'édifice qu'il ne craignait pas le recours à des méthodes militantes lorsque cela s'avérait nécessaire, et qu'il ne se sentait pas nécessairement contraint aux cadres établis de l'accréditation syndicale. Contrairement aux vieilles directions du syndicalisme américain, il prônait l'action sociale et politique en coalition avec divers mouvements sociaux, y compris avec des groupes plus radicaux à l'occasion que l'AFL-CIO. Une éventualité à laquelle Meany

avait toujours été ultra allergique – souvenons-nous de son refus d'associer officiellement la centrale à la marche des droits civils de 1963 à Washington.

Cela dit, comme on l'a déjà noté, la faiblesse du mouvement ouvrier depuis plus d'une quinzaine d'années se manifestait, si l'on peut dire, par une quasi-absence de la scène publique, hors périodes électorales ; à l'exception de moments d'explosion sociale (que ses sommets n'accueillaient habituellement pas favorablement), qui débouchaient la plupart du temps sur des défaites, et d'initiatives qui échappaient à ses sommets et se fondaient sur l'action de secteurs sociaux auxquels l'organisation traditionnelle ne s'adressait pas, le syndicalisme américain semblait se réduire à la marginalité sociale qu'on lui réservait – et outre la participation enthousiaste de sa hiérarchie à certaines instances étatiques. Or, il nous paraît tout aussi notable que la tentative de relance, de réelle revitalisation de l'AFL-CIO, empruntera son inspiration aux modèles de regroupement et d'intervention de ces initiatives, qui jusque-là avaient échappé à l'orientation et à l'autorité des chefs des grands syndicats. Compte tenu, bien sûr, des exemples de comportements différents et minoritaires, signalés jusqu'ici : Sweeney lui-même avec le SEIU, les dissidences profondes sur l'Amérique latine, les projets politiques indépendants, etc. D'un côté, ces éléments divers témoignent de ce que la centrale n'est pas un monolithe absolument fermé, sans vie, mais aussi, d'un autre côté, de ce que la réflexion, les préoccupations et la méthode desdites initiatives vont être reprises dans le travail de reconstitution du mouvement ouvrier que Sweeney et les siens veulent engager.

On a étudié antérieurement l'évolution des différends internes à l'AFL-CIO quant à l'orientation en politique étrangère. Ne rappelons à cet égard qu'un trait des projets engagés par les opposants à la politique officielle de la centrale. Ces derniers mettent notamment en forme des tournées aux États-Unis de syndicalistes latino-américains, plus tard irakiens, afin qu'ils établissent des relations avec des militants de base aux États-Unis, et qu'on réussisse à les faire participer plus largement aux discussions et même aux débats sur l'orientation que le mouvement ouvrier américain devrait se donner. Jusque-là, globalement, la politique étrangère était l'apanage de la présidence de la centrale, dont on ne discutait pas ouvertement dans aucune instance, même pas véritablement lors des congrès. La volonté d'un engagement actif des bases s'avérait bien partie prenante des objectifs de la dissidence, quel qu'en soit le terrain.

9. LES DROITS DU SYNDICALISME : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Au milieu de la décennie 1990-2000, le professeur Melvyn Dubofsky concluait son étude importante de « l'État et du mouvement ouvrier dans l'Amérique moderne » (le livre est paru en anglais, sous le titre de *The State and Labor in Modern America*) en posant le constat que les douze années du règne présidentiel Reagan-Bush, et d'abord du premier, avaient conduit à « la mort du pluralisme industriel et du système *new deal* » dans les rapports d'emplois²⁵³, c'est-à-dire à l'abandon et même au renversement de l'orientation restée finalement officielle de toutes les administrations présidentielles qui s'étaient succédé depuis 1935 : favoriser la négociation collective entre employeurs et employés et garantir la liberté de l'organisation en syndicats, une orientation, on le sait, tantôt gérée à droite, tantôt gérée à gauche, mais jamais réellement mise en cause – depuis l'adoption de l'amendement Taft-Hartley, cependant, en 1947. Cet amendement, on l'a vu antérieurement, comportait une section 14b « qui permet aux [divers] États d'adopter des lois *right-to-work* interdisant l'atelier syndiqué²⁵⁴ », possibilité dont se prévalurent la « plupart des États du Sud et plusieurs États ruraux du Midwest immédiatement ». De sorte qu'on se retrouvait dorénavant en un contexte où les niveaux de reconnaissance du droit à l'action syndicale s'avéraient fortement modulés selon les régions : en d'autres mots, inégalement acceptés²⁵⁵. Avec les enquêtes contre la corruption dans le syndicalisme menées avec fanfare à la fin de la décennie 1950-1960, le dévoilement de plusieurs pratiques condamnables attestées de syndicalistes connus dans de grandes organisations et sur grande échelle servit par ailleurs les objectifs d'une propagande antisyndicale d'un nouveau genre, axée sur la coercition et même la violence que supposerait la syndicalisation, la prévarication de dirigeants aussi et le lien au monde interlope. Une image repoussante. Les coups portèrent et l'aire de l'existence et de la vie du syndicalisme fut effectivement limitée par les balises de l'acquis organisationnel ancien du CIO et de l'AFL. Mais dorénavant, avait ajouté Dubofsky, le régime politique semblait même juger « l'action collective militante comme une action inadmissible, contraire à l'esprit américain [*un-American*] et illégale²⁵⁶ ».

i. ÉTAT DE LA SITUATION

Durant les années qui suivirent l'adoption de la loi Taft-Hartley, le mouvement syndical « tenta de faire révoquer [directement] l'ensemble de la loi », sans résultat positif. Il se convainquit alors d'adopter une démarche moins englobante, centrée sur la section 14b, la section jugée la plus nuisible à l'action et à l'organisation du salariat, ce qu'il fit lors des présidences de John F. Kennedy

puis de Lyndon B. Johnson. Mais, après l'obtention d'un vote largement favorable en Chambre en 1965, le rappel de la section 14b fut battu au Sénat par une filibuster républicain, « un type de développement qui allait devenir courant lors des votes sur une réforme des lois du travail ». Ce fut identique « une décennie plus tard », quand Meany chercha à nouveau, cette fois durant la présidence de Carter, à faire adopter ladite modification alors que le Congrès – Chambre et Sénat – était dominé par les démocrates; *idem* encore au début des années 1990-2000, lorsque le mouvement ouvrier et ses amis du Parti démocrate tentèrent cette fois de faire interdire par loi le « remplacement permanent de travailleurs en grève²⁵⁷ », une mesure dont le président Clinton chercha par décrets une application en version amoindrie, qui ne portait plus que sur les employeurs faisant affaire avec le gouvernement fédéral.

Bill Clinton s'était engagé envers le mouvement ouvrier à ce que les agences fédérales, essentiellement le NLRB et l'OSHA, soient composées de telle façon que leurs décisions seraient plus équilibrées entre les intérêts des employés et des employeurs. Il avait aussi promis, comme on le sait, un régime d'assurance maladie universel, l'interdiction des travailleurs de remplacement permanents et une garantie véritable des droits syndicaux, notamment dans les campagnes de syndicalisation, etc. Lorsqu'il mit sur pied une commission d'enquête portant sur les rapports de travail dans l'entreprise, les chefs syndicaux voulurent croire que les travaux de la commission déboucheraient sur la restauration du droit du travail tel qu'il était compris et avait progressé avant les années 1980. Ce furent d'ailleurs Kirkland et Donahue qui amenèrent à l'origine le président à constituer cette commission, en lui faisant miroiter un grand projet, l'idée que « le syndicalisme favoriserait la coopération sur le lieu de travail [avec le patronat] si [ce dernier] consentait à une loi du travail plus équitable », en d'autres mots : un échange entre l'engagement à un esprit de coopération dans les rapports avec les employeurs, d'un côté, et l'acceptation de la présence d'un acteur collectif représentant le vis-à-vis social, de l'autre²⁵⁸. Selon la formule ancienne, issue du New Deal, le compromis implicite supposait, du côté du syndicalisme, la reconnaissance des droits de gérance et de propriété du patronat et, du côté des employeurs, l'assentiment à la négociation d'ententes contractuelles avec les salariés. Cette codification contractuelle avait pratiquement valeur de loi en ce qui a trait aux relations entre les deux parties, d'où la volonté habituelle des sommets du syndicalisme d'assurer le respect par les membres de ses clauses.

Ce que semblaient vouloir maintenant obtenir Kirkland et Donahue avec une commission de cette nature revenait à demander aux pouvoirs publics de garantir par leur parrainage l'existence du syndicalisme, en échange d'un engagement de ce dernier à s'inscrire dans la rationalité des entreprises. En temps de

crise, le syndicalisme a en effet tendance à vouloir se gagner la bonne grâce de l'État – et de disputer au patronat l'influence sur l'État. On ne pensait probablement pas, à ce moment aux États-Unis, être en mesure de sortir victorieux d'une telle dispute, mais on a sûrement envisagé que les travaux de la commission suggérée, patronnés par une administration démocrate, amèneraient une légitimation nouvelle à l'action syndicale, qui assurerait la pérennité de son institution.

Par ailleurs, l'idée d'une « politique industrielle » s'était maintenue, en partie et sur le fond depuis le début des années 1980, au sein du Parti démocrate, de l'AFL-CIO, de courants intellectuels, dans certaines revues, etc. La revue *Business Week* y était favorable de même que Robert Reich, le nouveau ministre du Travail, par exemple. Nous avons traité dans un chapitre précédent de ce problème et de la possibilité de l'adoption et de la mise en pratique d'une véritable politique industrielle aux États-Unis. Au fil des ans, son inspiration s'est manifestée sous diverses formes et a donné conceptuellement naissance à divers projets, sans compter le rôle et le poids de la politique de la Défense dans l'économie nationale. À l'époque de la présidence Clinton, alors que l'intervention étatique de rectification ou de pression, et encore moins d'ascendant, sur les marchés fait face à un barrage idéologique et politique toujours tapageur, le concept d'une politique industrielle se présente, ont écrit déjà Finegold et Skocpol, sous les habits « moins litigieux » d'une action des pouvoirs publics visant à assurer une meilleure « compétitivité » – du pays, d'une région, d'un secteur de l'économie. Parfois, ce concept nouveau genre est utilisé comme simple euphémisme, pour définir une action gouvernementale courante depuis longtemps, telle une aide particulière sous forme de subvention ou de garantie d'emprunt, mais, quand ces aides, sous diverses formes, visent à favoriser des développements d'ensemble d'un secteur, la haute technologie notamment, la « compétitivité » devient le cadre d'une politique industrielle qui ne dit pas son nom²⁵⁹, encore qu'il faille convenir qu'il s'agit d'une politique industrielle plus limitée que celle des grands projets des années 1980-1990.

Ces deux composantes de la pensée de la centrale paraissent ainsi avoir justifié et nourri tout ensemble l'enthousiasme avec lequel la centrale répondit positivement à l'invitation de l'Administration Clinton de participer aux travaux de la commission. La commission fut mise sur pied en mars 1993 et prit le nom de Commission on the Future of Worker-Management Relations (commission sur l'avenir des relations employés-employeurs), lors d'une réunion convoquée conjointement par le secrétaire au travail Robert Reich et le secrétaire au commerce Ron Brown. Sa création s'inscrivait dans le plan d'action mis au point par l'Administration Clinton afin de favoriser « la compétitivité » des entreprises américaines. La commission fut présidée (*chaired*) par

le professeur John T. Dunlop, ex-secrétaire au travail. Son mandat était défini par deux grandes questions : « Est-ce que de nouvelles méthodes ou institutions (et, si oui, lesquelles) devraient être encouragées, ou requises, afin de hausser la productivité du travail grâce à la coopération entre les employés et la direction et à la participation des employés ? », puis « est-ce que des changements (et, si oui, lesquels) devraient être apportés au cadre juridique et aux pratiques de la négociation collective afin de rehausser les comportements coopératifs, renforcer la productivité et réduire les conflits et les retards ? » On demanda à la commission de remettre son rapport – ses suggestions au Congrès – au bout d'une année, autour de mai 1994. Sa première réunion eut lieu à Chicago le 26 juillet 1993²⁶⁰.

La commission était composée de dix membres, tous, d'une manière ou d'une autre, en faveur de la coopération employeurs-employés dans la définition et même la pratique de l'activité de travail ; en d'autres mots, la participation directe des travailleurs et travailleuses à l'organisation du travail, à la gestion des tâches, leur design et le design des relations entre elles²⁶¹. Les dix membres se répartissaient en trois ex-secrétaires au travail, un ancien secrétaire au commerce, quatre universitaires, un ex-président de syndicat (Douglas Fraser, des UAW) et un ex-PDG d'une entreprise privée. Selon Mike Parker et Jane Slaughter de la revue *Labor Notes*, si tous croyaient aux vertus de la participation ouvrière, certains commissaires jugeaient que l'époque contemporaine avait dépassé l'ère du syndicalisme, que la participation directe des salariés dans l'entreprise n'était pas conciliable avec la perpétuation d'organisations (syndicales) fondées sur le rapport conflictuel avec la direction des entreprises. D'autres commissaires, comme Douglas Fraser, croyaient toujours à la pertinence du syndicalisme, qui permet l'organisation des salariés en une force collective capable de faire face à l'employeur (« en faire des égaux », qui possèdent « une égalité de pouvoir » avec l'employeur, explique plus précisément Fraser), condition d'une « relation coopérative, collaborative » enrichissante et productive²⁶². Pour ce qui est de Robert Reich, sa position s'avérait claire, bien qu'elle semblait partagée : il ne jugeait pas évident à ce moment que les syndicats allaient demeurer une réalité appropriée à la nouvelle époque, bien qu'il serait nécessaire de favoriser la création d'organismes de rencontre et de collaboration entre la direction et les employés²⁶³.

Or, on comprendra facilement que l'effet sur les rapports sociaux de pouvoir se révèle tout à fait différent selon que les employés sont regroupés en une organisation distincte sur le lieu de travail, ou regroupés aléatoirement en fonction de l'organisation des tâches du processus de travail, avec des représentants du patronat. Cette remarque s'avère significative pour comprendre la suite des événements. Il a été dit des chefs de l'AFL-CIO qu'ils étaient

possiblement prêts à ce moment à accepter un retrait des clauses 8(a)(2) et 2(5) du NLRA en échange de l'acceptation par le patronat de la méthode dite « vérification sur cartes » pour l'accréditation d'une nouvelle section syndicale. Le vérification sur cartes, une méthode largement en vigueur au Canada, veut que, lorsqu'il y a une majorité d'employés qui ont signé la carte d'adhésion au syndicat, celui-ci soit officiellement reconnu. Par cette méthode, le syndicalisme espérait aux États-Unis pouvoir éviter l'intervention du patronat, souvent massive, dans les processus d'accréditation par le NLRB, qui s'éternisaient depuis la présidence de Ronald Reagan. Mais le retrait des clauses 8(a)(2) et 2(5) aurait été un pari extrêmement risqué: il s'agissait de clauses qui, depuis le New Deal, avaient interdit au patronat de manière absolue de lancer de lui-même des organismes de représentation des travailleurs, des conseils d'établissement, des assemblées discutant de conditions de travail, de revenu et d'avantages sociaux. Déjà, le National Labor Relations Board venait de déclarer illégales des initiatives de ce genre. Le pari serait donc revenu pour le syndicalisme à laisser aller dans la loi sur les relations du travail l'immense acquis qu'avait constitué durant la décennie 1930-1940 la mise hors la loi des syndicats dominés par les employeurs. Mais, comme le rapportait *Labor Notes* alors, les débats restaient vifs à l'égard de ce positionnement dans la centrale²⁶⁴, le pari comportant effectivement des aspects périlleux.

En tout état de cause, la centrale restait positive à l'ouverture des travaux de la commission Reich-Brown-Dunlop²⁶⁵; selon John Zalusky, le directeur du Bureau des revenus et des relations industrielles au Département de la recherche économique de l'AFL-CIO, la centrale accordait beaucoup d'importance aux conclusions auxquelles la commission pourrait donner lieu. C'est le président Lane Kirkland, alors toujours en fonction, qui présenterait lui-même le mémoire de l'AFL-CIO. On allait y inclure l'ensemble des revendications politiques du syndicalisme. Zalusky, personnellement, évaluait que le monde du travail pourrait profiter d'un assouplissement des règles à l'égard des syndicats de boutique en échange de l'acceptation franche de la part du patronat de l'organisation syndicale proprement dite sur les lieux de travail²⁶⁶.

i. LA POSITION DES DÉMOCRATES CLINTONIENS

En tout état de cause, quand débutent les travaux de la commission, il semble que la position de l'administration n'est pas fermement arrêtée: Ron Brown, le secrétaire au commerce, a avancé que « les syndicats ont bien une fonction [acceptable] là où ils sont présentement [*Unions are O.K. where they are*], [et] là où ils ne sont pas, il n'apparaît pas clairement quel type d'organisation devrait représenter les travailleurs »; cependant que Robert Reich tient à

souligner: « Ce qui est important pour moi, c'est la voix que [les travailleurs doivent avoir] sur le lieu de travail. [Mais je] suis souple quant à son origine ou à la manière dont cette voix s'exprime²⁶⁷. » S'il paraît certain que la présidence Clinton ne poursuivait pas un objectif de renforcement du mouvement ouvrier en tant que réalité sociale distincte, l'ambivalence des propos que nous rapportons ne repose cependant pas sur la ruse seule. La présidence veut favoriser un développement économique du type autoroute de l'information, hautes compétences, hauts salaires, toutes choses, a écrit à l'époque Richard Rothstein, qui supposent « de forcer l'industrie à abandonner son obsession du gain à court terme ». Or, le « déclin du syndicalisme encourage le monde des affaires américain à avoir [systématiquement] recours à des stratégies de bas salaires ». La présence d'un syndicalisme plus puissant pourrait servir à contrer ces orientations axées sur le court terme et les faibles salaires, donc à presser les entreprises à se conformer davantage aux orientations gouvernementales. En même temps, les types d'organisations de tâches associées à la nouvelle économie supposent des interactions dans le procès de travail dont la logique déborde, pense-t-on, les lignes de fractures dans l'entreprise sur lesquelles s'est construit le syndicalisme traditionnel. D'où ce caractère positif que l'on peut reconnaître au syndicalisme indépendant, mais l'ambivalence que l'on a notée aussi à son endroit²⁶⁸. Cela dit, le monde patronal reste alors, et restera, rivé à son opposition à toute politique nouvelle qui faciliterait la syndicalisation et n'apparaîtra jamais enclin à suivre quelque projet gouvernemental de direction économique, comme on l'a vu antérieurement.

La présentation de la position de l'AFL-CIO sur la réforme des lois du travail auprès de la commission fut soumise par le successeur de George Meany le 8 novembre 1993. Elle consista premièrement en une réaffirmation du rôle nécessaire du syndicalisme indépendant et libre pour la promotion à la fois des droits et des intérêts des travailleurs et en tant que composante privilégiée d'une société démocratique. La position met clairement en avant que, quelles que soient les transformations dans le procès de travail, « les termes et les conditions de l'emploi » ne doivent être déterminés que « par la négociation collective », mécanisme avec lequel les employés d'une entreprise agissent de concert, en tant que groupe particulier. Dans nombre de cas, poursuivait le texte, on a vu « plus récemment notre système de négociation collective » s'avérer suffisamment flexible pour permettre aux « représentants » des syndiqués de trouver avec les employeurs les voies d'une transformation de « l'organisation du travail et des relations employeurs-employés » correspondant aux besoins nouveaux, sans que cela ne justifiait alors l'abandon du concept de contrat collectif²⁶⁹. D'ailleurs, tenait-on à faire valoir, si le syndicalisme indépendant est dépassé, comment s'adresser aux causes mêmes qui ont justifié historiquement son

développement et qui sont bien, quant à elles, toujours existantes : surexploitation, travail à temps plein qui ne permet pas de franchir à la hausse le seuil de pauvreté – ce qui est le lot du quart des femmes travailleuses, du quart des travailleurs noirs et du tiers des travailleurs hispaniques – 60 000 mortalités par année dues à des blessures et des maladies professionnelles, plus de six millions d'accidents graves, etc. La gestion participative, quelles qu'en soient les formes, ne saurait donc remplacer le véritable syndicalisme ; la « démocratie sur le lieu de travail » (*workplace democracy*) repose d'abord sur l'exercice libre du droit de se syndiquer, un droit qui n'exclut pas en un deuxième temps la mise en forme de nouveaux modèles de collaboration dans l'activité productive. En conséquence, « la tâche première de cette commission est de déterminer si les présentes lois » du travail contribuent adéquatement à la garantie de ce libre exercice. Pour l'AFL-CIO, les lois ne sont pas adéquates, on le sait, et le texte en faisait une longue démonstration : extrêmes difficultés à se syndiquer, puis à négocier et obtenir un premier contrat, mises à pied punitives et menaces de fermeture, notamment²⁷⁰.

Le document de l'AFL-CIO se terminait sur le constat qu'il n'y avait manifestement pas de consensus entre le patronat et le syndicalisme quant à cette notion de démocratie sur le lieu de travail et sur le principe de la négociation collective. Il revenait donc au gouvernement d'élaborer pour le XXI^e siècle une politique du travail appropriée et d'amener des propositions facilitant l'atteinte d'un consensus sur la mise en pratique de cette politique²⁷¹. Des conclusions qui s'avéraient bien *courtes*, après un texte tout aussi court : rien de nouveau, certainement rien d'inspirant ; on s'en remettait finalement au gouvernement, à qui l'on demandait même d'élaborer le contenu et la méthode d'un consensus social. Mais on n'avait pas repris les idées alors courantes d'une inscription des salariés dans un projet de cogestion du procès de travail. Et il n'y avait pas ombre de cette position stratégique qui aurait, donnant-donnant, échangé la promesse d'un esprit d'accommodement contre une plus grande équité dans les processus de syndicalisation (ou sa formule extrême : échanger le retrait de la clause 8(a)(2) pour l'obtention de la vérification sur cartes). Pourtant l'accommodement se pratiquait déjà, notamment sous la forme de concessions dans le renouvellement des contrats de travail. Mais peut-être gardait-on en réserve la promesse d'une plus grande collaboration pour de nouvelles négociations ? De fait, la direction du syndicalisme ne partageait pas une opinion homogène à cet égard, un produit, a-t-on écrit plus haut, du caractère périlleux de cette stratégie, mais aussi de l'inaction...

Rendu public vers la fin de 1994, le rapport de la commission Dunlop consterna littéralement l'AFL-CIO. S'il alignait des recommandations de modifications réglementaires aux processus de la syndicalisation, à développer

progressivement, mais allant incontestablement dans la direction de souhaits exprimés par la centrale, la proposition précise qui fut le plus discutée eut trait aux mesures à envisager pour garantir les conditions d'une coopération suivie entre employeurs et employés parallèle à l'action syndicale. Le NLRB venait à nouveau de déclarer illégales diverses formules en vigueur de cette nature, en les considérant sous l'angle des syndicats de boutique interdits; mais la recherche de la compétitivité économique avait convaincu le président Clinton et, surtout, son ministre Robert Reich du besoin d'envisager dorénavant les relations dans l'activité de travail comme une coopération, en fonction de laquelle la simple modération des rapports conflictuels d'antan s'avérait insuffisante. Les arrêts du NLRB s'adaptaient donc mal à cette orientation, qui exigeait en fin de compte de revoir une dimension première du NLRA. Spécifiquement, le rapport recommanda de repenser ledit NLRA afin que « des programmes de participation des employés ne soient pas déclarés illégaux simplement parce qu'ils supposent la discussion de modalités et de conditions de travail ou de rémunération quand ce type de discussion » ne se trouvait pas au cœur desdits programmes. Même si le rapport de la commission Dunlop prenait la peine, par ailleurs, de souligner ensuite que la loi fondamentale du travail ne devait pas plus qu'auparavant permettre les syndicats de boutique, on comprendra aisément la crainte des instances dirigeantes de l'AFL-CIO : on se retrouvait finalement avec des recommandations qui, jusqu'à un certain point explicitement, acceptaient qu'il y ait discussion de conditions de travail et de rémunération hors la représentation syndicale et hors le contrat collectif, sans proposition même de contrepartie comme la vérification sur cartes²⁷².

La présentation de cet épisode nous a paru importante. Elle montre les préférences de l'Administration Clinton sur le travail et le syndicalisme, et elle permet d'illustrer le profond cul-de-sac sociopolitique dans lequel est engagé le mouvement ouvrier. Son action politique vise fondamentalement à recourir au pouvoir d'État pour s'assurer un environnement plus favorable à son existence et à sa croissance. Mais la commission Dunlop, si ses propositions étaient acceptées, présentait maintenant la menace d'une mesure de dislocation nouvelle de sa présence dans l'entreprise. En conséquence, le syndicalisme rejeta haut et fort le rapport de la commission, que les organismes représentatifs du patronat n'acceptèrent pas davantage; il était flagrant selon tous les analystes que les employeurs n'avaient pas l'intention d'obtempérer à quelque formule, même selon le principe du donnant-donnant, pouvant favoriser la syndicalisation²⁷³. Quoi qu'il en soit, le rapport eut finalement peu de répercussions ou de conséquences. L'année 1995 fut celle de la révolution Gingrich, les deux chambres du Congrès ayant dorénavant, comme on le sait, des majorités républicaines. Celles-ci se montrèrent peu intéressées par les travaux de la

commission Dunlop et, plus généralement, à modifier un état de choses dans le monde du travail dont l'évolution leur convenait plutôt bien. À une exception près. Les majorités républicaines voulurent se servir éventuellement de l'inspiration du rapport de la commission Dunlop « afin de saper les entraves [à la mise sur pied] d'organisations dominées par les employeurs sur le lieu de travail »; un projet de loi en ce sens fut même élaboré et soumis victorieusement aux deux chambres, le Sénat l'acceptant en juillet 1996. Le président Clinton y mit son veto cependant, au grand dam du patronat²⁷⁴. De sorte que la nouvelle direction Sweeney de la centrale dut finalement faire face à l'achèvement de la faillite stratégique et politique de la pensée des états-majors antérieurs de l'AFL-CIO, c'est-à-dire compter avec les conséquences d'une impasse.

Dans ce cadre, le veto de Clinton contre le projet de loi républicain qui aurait facilité la mise sur pied de « syndicats de boutique » – alors que la saison des présidentielles de 1996 était ouverte – contribua à la perception qu'en dépit de ce qu'on lui reprochait, face à la révolution Gingrich, il demeurerait un choix valable pour le mouvement ouvrier. D'où l'engagement très pressé de l'équipe Sweeney en sa faveur et la volonté tout aussi ferme d'affaiblir le parti de Newt Gingrich au Congrès. Mais, au milieu des années 1990-2000, « la loi du travail aux États-Unis se situait [toujours], pouvait-on lire dans le *Globe and Mail*, parmi les plus antisyndicales du monde industrialisé²⁷⁵ »; et même, au tournant de la décennie 2000-2010, le pays restait toujours réfractaire à s'engager dans les grandes conventions internationales de reconnaissance des droits des travailleurs et travailleuses. À sa réunion de 1998, l'Organisation internationale du travail (OIT) adopta néanmoins la « Déclaration des principes fondamentaux et des droits au travail » qui reprenait et mettait en forme le contenu de sept grandes conventions internationales sur les droits des travailleurs. Selon cette déclaration, « chaque pays membre [de l'OIT] se doit de respecter ces normes, qu'il ait ou non ratifié [chacune des] conventions. Voilà qui a une importance particulière pour les États-Unis [puisque le pays] n'a ratifié qu'une seule des sept conventions de base : la convention [...] sur le travail forcé ». L'OIT n'a pas de pouvoir de coercition; mais la dénonciation d'une situation particulière, une lutte syndicale entravée par des dispositions gouvernementales qui ne respectent pas les normes découlant de cette déclaration, peut certes s'appuyer sur ses résolutions²⁷⁶.

Il n'en reste pas moins que les États-Unis se singularisaient toujours par la détermination d'éviter quelque entrave à la libre disposition économique des investisseurs privés²⁷⁷. Globalement, même si l'économie du pays s'accrut de quelque quinze millions d'emplois durant la décennie 1990-2000, les troupes du syndicalisme américain restèrent pratiquement à leur niveau numérique de départ²⁷⁸. Cela signifia, évidemment, que la plongée se poursuivait quant à la

proportion du travail syndiqué. En dépit des actions ponctuelles de l'Administration Clinton, et outre les nominations incontestablement plus « équilibrées » au sein du personnel du NLRB, les années 1992-2000 – les deux mandats de Bill Clinton à la présidence – n'amenèrent pas le redressement qu'avait escompté Kirkland. John Sweeney, à ce qu'il nous paraît, n'attendait pas des sommets de l'État une initiative aussi salvatrice, ou une impulsion fondamentale à la transformation de l'esprit du temps. Mais il comptait sur la sortie d'une époque où l'action de l'État, notamment de ses appareils judiciaire et de régulation, tentait de contenir et de réprimer la liberté de mouvement du syndicalisme. Dans ce cadre, ce serait par l'action des syndicats, évalua-t-il, qu'on modifierait la donne : l'organisation, le militantisme, une intervention généralisée de mouvement social pour reconstruire sa place dans la société. Électoralement, c'était néanmoins avec les démocrates que l'on pensait, bien sûr, être en mesure de marcher dans cette voie.

ii. UNE TENTATIVE VÉRITABLE DE RENOUVELLEMENT, DES EXPÉRIENCES PROMETTEUSES

D'où la pertinence de reprendre à ce stade, comme sa continuité, le traitement de la section « sursaut et rupture » engagé plus haut dans ce chapitre, par lequel on se demandait si le sursaut que représenta le renvoi de Lane Kirkland à la direction de l'AFL-CIO ouvrit une période de rupture avec l'ancien régime, qui conduirait à la relance du mouvement ouvrier aux États-Unis. On a vu qu'il y eut alors une réelle impulsion à la poursuite d'orientations indépendantes en politique internationale, qui modifia incontestablement des comportements, sans qu'il y ait rupture cependant du lien à l'État. Ce lien fut amenuisé, néanmoins réduit. Il ne disparut pas, mais on peut supposer qu'à l'instar de ce qui est le cas des autres pays développés une rupture plus poussée sur ce terrain relèverait d'un processus de développement plus englobant de transformation des rapports entre les forces sociales, les rapports patronat et syndicat et syndicat-État (en politique dite intérieure).

L'équipe de Sweeney avait visé une modification de ces rapports entre les forces sociales, et elle avait établi un plan d'intervention à cet effet. Il a été écrit que Sweeney consacra lui-même beaucoup de ses efforts durant les deux premières années de son mandat à convaincre les diverses instances de la centrale et les grands syndicats affiliés du besoin d'une « unité de vue et de volonté » et du sens « d'une destinée commune » à tout le mouvement syndical, et à redonner de l'enthousiasme à une organisation qui, non seulement ne manifestait pas beaucoup d'intérêt dans plusieurs de ses secteurs à un recrutement massif, mais qui, en plus, ne croyait souvent pas qu'on pouvait accomplir

quoi que ce soit qui modifierait la donne. Il créa le Comité 2000 (*Committee 2000*) afin de voir avec des membres « puissants » de l'exécutif de la centrale – les dirigeants des syndicats déjà fortement engagés dans les tentatives nouvelles d'élargissement des rangs – comment mettre en forme concrètement la campagne massive d'activation de l'organisation que son équipe avait visualisée²⁷⁹. L'objectif d'ensemble avancé par Sweeney afin de redonner au mouvement syndical son élan et sa force était une hausse des effectifs de 3 % par année; pour ce faire, ajoutait-il, un deuxième objectif s'imposait : il fallait obligatoirement envisager que, progressivement, chacun des syndicats de la centrale consacre 30 % de son budget annuel au travail de syndicalisation²⁸⁰.

Cette volonté de renouveau se répandit parmi les secteurs militants, jeunes et confiants du syndicalisme. Le simple fait que la centrale paraissait maintenant plus « progressiste » les encourageait, tout en la rendant plus présentable. Pour la première fois depuis des décennies, faisait-on remarquer, non seulement on était libres d'« appuyer [son action de syndicalisation] sur des alliances avec les communautés, mais on était encouragés d'agir dans cette direction, on en avait le mandat », ce qui n'avait été pratiqué jusque-là qu'en dépit des interdictions, à tout le moins de la méfiance ouvertement affichée de la hiérarchie du syndicalisme²⁸¹. Une des initiatives les plus efficaces et certainement les plus prometteuses pour ce travail de relance du mouvement ouvrier consiste alors à « modifier radicalement [*dramatic change*] le rôle des Central Labor Councils [conseils centraux de travail], dont le nombre s'élève à plus de 600 à travers le pays ». Les confins géographiques de ces conseils ne sont pas partout définis de la même façon : par comté, intercomtés, par municipalités, etc. Les CLC étaient des organisations locales quasi tombées alors en désuétude et qui, pourtant, avaient l'heur de pouvoir confédérer dans l'action tout le mouvement syndical d'une région. Au tournant du xx^e siècle, les CLC « avaient [d'ailleurs] joué un rôle pivot dans les luttes syndicales », souvent partie prenante des efforts de syndicalisation, de la négociation de contrats, éventuellement d'un appui coordonné aux arrêts de travail, aux boycottages et même à l'organisation de grèves de sympathie. Ces conseils locaux jouaient aussi un rôle d'intervenant au compte du syndicalisme dans « les débats sur les politiques publiques », par exemple quant aux « heures de travail [et à] l'éducation publique ». Mais les sommets de l'AFL les considérèrent vite comme des sites d'élaboration sociopolitique potentiellement concurrents, certainement parallèles à la structure de direction verticale. Dans un CLC, chaque regroupement syndical local possède un droit de vote, alors que, dans la structure d'autorité interne de la centrale, le nombre de votes des divers syndicats affiliés est distribué au prorata du nombre de membres de chacun²⁸².

Jaloux de leur autonomie, les présidents de ces grands syndicats et de la haute direction de la centrale ont vite cherché à diminuer l'importance des CLC dans la vie du syndicalisme et à contenir puis restreindre leur capacité d'initiative. Il en fut de même du rapport du CIO avec ses organisations locales et régionales, de sorte qu'à la fusion du CIO avec l'AFL les CLC ne jouaient plus qu'un rôle marginal et épisodique, une « force négligeable » à laquelle on demandait à l'occasion de participer à des « interventions de lobbying²⁸³ ». Qui plus est, les CLC avaient servi de lieux privilégiés aux alliances entre sections syndicales locales et associations communautaires, évidemment étrangères à la discipline interne de la centrale. La haute direction des syndicats avaient toujours craint la contamination des membres par le radicalisme que portaient certains de ces groupes, autre facteur qui mena à mettre en cause la pertinence même du maintien des CLC. Cela dit, la perception de Sweeney se révélait tout à fait autre.

Pour réussir à transformer la culture de la centrale, à l'engager résolument sur un axe de construction et d'élargissement, il voulait se servir massivement des instances de l'AFL-CIO qui relevaient davantage de son autorité, précisément des CLC et des fédérations d'État. Sa présidence lança donc une opération de revitalisation du rôle et de la place des organisations locales et régionales en visant à les doter de la capacité à entreprendre de vastes campagnes de syndicalisation. Sweeney mit sur pied à cet effet le Central Labor Council Advisory Committee (comité consultatif pour l'action des conseils du travail) dont les responsabilités étaient de suivre l'action des CLC et d'envisager les moyens d'une meilleure formation de leurs dirigeants, comme d'un « renforcement des liens avec les communautés », notamment²⁸⁴. Marc Baldwin, à l'époque « directeur adjoint du Département des politiques publiques de l'AFL-CIO », a souligné que la structuration interne de la centrale s'accordait mal avec les besoins de la mise en pratique de ce programme d'offensive généralisé, qu'elle n'était pas adéquate : chevauchements nombreux, coordination déficiente entre les départements, etc. Par exemple, on désirait que les CLC élaborent la *perspective labor* sur diverses questions de nature sociopolitique et économique que devait affronter plus précisément la population des districts qui relevaient de leur compétence. Cela favoriserait leur propre capacité d'intervention et les outillerait pour « prendre l'offensive » : mais quelle instance dans la centrale pouvait les appuyer à cet égard²⁸⁵ ? D'où l'apparition subséquente de comités de coordination d'intervention et même d'animation, autour du président Sweeney, s'ajoutant au comité de restructuration de départ...

Dès le mois d'août 1996, l'équipe de direction avec Sweeney convoqua les représentants des CLC du pays à leur première réunion nationale de l'histoire « axée sur la force potentielle » des instances dont ils avaient la responsabilité.

La rencontre se déroula à Denver, au Colorado, et elle rassembla des dirigeants de « près de 200 CLC » sur les 600 que comptait la centrale, un taux de participation très encourageant à ce moment. À la fin de 1996 et durant les premiers mois de 1997, l'Administration Sweeney fit connaître son grand projet dit des « Union Cities » (c'est-à-dire les villes où la présence du syndicalisme est forte et reconnue, une notion possiblement traduisible par « villes syndiquées »), par lequel on entendait clairement faire s'engager les CLC dans un travail de syndicalisation et de représentation politique, dynamique, réfléchi et constant²⁸⁶ ; un travail pour lequel on se donnerait des programmes d'action discutés et adoptés collectivement, répondant à un plan de développement dont l'essence était condensée en huit points, qu'un CLC devait accepter formellement pour être reconnu de plein droit participant à la campagne « Union Cities » ; il pourrait compter alors sur des ressources financières nouvelles et l'apport de la réflexion stratégique des comités les plus en flèche de la centrale. Ces huit points mettaient l'accent sur la nécessité de construire localement le mouvement syndical comme un pôle de rassemblement des associations populaires, en mesure notamment de peser sur la conduite des affaires municipales, « d'appuyer les candidats [...] qui se font les champions des familles travailleuses », puis de leur demander de respecter leur parole lorsqu'ils sont élus ; entre autres engagements des CLC, il fallait plus précisément qu'ils voient « à persuader les conseils municipaux [...] de voter des résolutions appuyant le droit des travailleurs à s'organiser et qu'ils insistent pour que les candidats fassent clairement de même pour recevoir leur appui ». Cela dit, leur participation au programme des Union Cities supposait un réaménagement des ressources d'un CLC afin qu'il soit en mesure d'élargir le bassin des membres actifs de ses syndicats, de les habituer à participer, jusqu'au plus haut niveau de direction, à la coordination de campagnes de mobilisation locales et de multiplier à cet effet les actions regroupant les apports venant de plusieurs syndicats²⁸⁷.

L'accent était donc mis sur la (re)construction des CLC en autant de forces sociales et politiques locales, fondée par ailleurs sur la volonté d'une participation élargie des syndiqués. Cette participation serait notamment constituée en coalitions de membres provenant des divers syndicats représentés localement, par exemple pour l'accompagnement des travailleurs voulant se syndiquer ou faisant face à une opposition patronale particulièrement intransigeante. On acceptait évidemment de participer en tant que CLC à des coalitions instaurées par d'autres groupes populaires, et l'on invitait d'autres groupes à s'investir dans des campagnes syndicales. L'idée de coalition était ainsi vue comme une notion tactique pivot pour réactiver le syndicalisme, l'inclure dans des alliances populaires de revendication et d'intervention plus immédiatement politiques et électorales, le renforcer et le construire. À son congrès de

1999, « l'AFL-CIO adoptait une proposition » dont le but était d'établir formellement une coopération entre les CLC, les fédérations d'État et la centrale afin de favoriser la poursuite de l'expérience des Union Cities. Une « composante première » de cette proposition avait trait à la mise en marche « d'un processus de planification stratégique et d'une élaboration de cycles budgétaires bisannuels » à cet effet²⁸⁸.

Il s'avère intéressant que la pratique des coalitions ait amené naturellement le CLC de Hartford au Connecticut à travailler de concert avec la CBTU, avec une association de promotion des droits des latino-américains et d'autres, afin d'intervenir en faveur du principe de la diversité auprès de la municipalité, en d'autres mots une action politique conjointe à laquelle on est arrivé concrètement par des interventions communes sur d'autres thèmes. Beaucoup de CLC, peut-être 150, s'engagèrent ainsi dans l'action, à New York, à Boston, à Washington, au Colorado, en Californie, sur des sujets variés, mais toujours afin de favoriser l'organisation en syndicats et le développement du poids social du mouvement ouvrier et populaire localement, par l'intervention en coalition, y compris électorale²⁸⁹.

« Des suites de l'adoption en 1997 de la loi sur l'assistance publique », qui élargissait le champ d'application du principe dit de la « contrepartie » (*workfare*), des pressions surgirent pour que les assistés « ne soient pas réellement considérés comme des travailleurs », leurs activités devant plutôt être vues sous l'angle du « service à la collectivité ». Comme ce fut le cas au Canada, de virulentes campagnes d'opposition s'exprimèrent alors contre ce point de vue, qui supposait que les bénéficiaires perdraient des droits, notamment celui de se syndiquer. Les conseils du travail furent évidemment interpellés, de même que nombre d'organisations populaires, et ensemble on voulut faire savoir que, « peu importe leur statut antérieur, tous les travailleurs ont un droit au respect et à la dignité », personne ne devant être relégué au rang de « citoyen de deuxième classe ». De ces campagnes on en vint naturellement au besoin que des emplois soient massivement créés pour que l'on puisse combattre les phénomènes de la pauvreté et de l'exclusion avec succès ; ce besoin attira aussi l'attention sur la nécessité d'une hausse du salaire minimum, une nécessité particulièrement ressentie par les personnes auxquelles s'adressaient les exigences du travail obligatoire. Les premières batailles locales à ces égards, et d'autres pour que soient, par exemple, effectivement versés aux travailleurs immigrés par des patrons retors les salaires qu'on leur devait, n'avaient pas été lancées par l'AFL-CIO ; mais l'orientation stratégique et politique de l'équipe Sweeney s'en inspira et permit que l'énergie du syndicalisme s'y articule concrètement.

La notion de « salaire décent » fit consensus, et bientôt la revendication précise du « 15 \$ l'heure immédiatement » rallia les organisations populaires et syndicales, jouant le rôle d'une revendication concrète. La méthode privilégiée pour l'atteindre, qui a connu et connaît toujours des succès retentissants, consiste à faire pression sur des autorités locales, municipales et de comté, pour l'adoption d'ordonnances établissant le salaire minimum à 15 \$ l'heure sur leur territoire: d'abord en restreignant l'octroi de contrats publics à des soumissionnaires qui paient ce minimum à leurs employés et qui ne sous-traitent qu'à des compagnies pratiquant la même politique, mais aussi en élargissant à terme au plus grand nombre possible d'employeurs cette prescription²⁹⁰...

11. LA FIN DU XX^e SIÈCLE : QU'EN EST-IL DU SYNDICALISME AUX ÉTATS-UNIS ?

La « triste fin » du xx^e siècle, aurions-nous pu écrire en guise d'en-tête à cette onzième partie de notre chapitre, car l'expérience Sweeney perdra bientôt à la fois de son effet et de son souffle, même s'il reste qu'elle aura été l'occasion d'une rupture, disons, partielle avec la vieille histoire de l'AFL-CIO, les caractéristiques réactionnaires et l'encroûtement (idéologique comme organisationnel) typiques de l'époque Meany-Kirkland. Durant les dernières années du xx^e siècle, on évaluait à quelque 62 % le pourcentage de la population active constitutif de la classe ouvrière (proportion incluant les chômeurs à la recherche d'une embauche), 83 millions de personnes sur 134 millions. Selon les mêmes critères d'évaluation, le pourcentage de la classe ouvrière au sein de la population active au début de la décennie 2010-2020 allait être de 63,4 %²⁹¹. Cette classe sociale était soumise depuis plus d'une vingtaine d'années alors à une nette accentuation des inégalités, à une réduction des revenus et au déclin de conditions de vie et de travail (précarité, hausse marquée du temps de travail correspondant en fin de compte à l'ajout d'un mois de labeur annuellement, etc.). Le secteur des services, une catégorie cependant ultra composite comme on le sait, fournit près des trois quarts de l'emploi, les États-Unis étant le pays avancé où la tertiarisation de l'économie paraît la plus poussée²⁹². En 1997, le pourcentage de travailleurs syndiqués était de 14,1 % environ. Selon les nombres rendus publics lors du congrès de l'AFL-CIO en 1995, les femmes composaient le tiers des membres de la centrale et les Noirs quelque 20 %, cependant que les syndiqués d'immigration récente, surtout « latinos et d'origines pacifique-asiatique », en constituent 13 %²⁹³.

i. SALARIAT ET REPRÉSENTATIVITÉ DU SYNDICALISME

La représentativité de la centrale fléchit donc toujours quant à la proportion du monde du travail ouvrier qu'elle réunit, mais elle grandit par ses percées auprès des minorités, notamment. Les pertes d'emplois dans l'industrie servent néanmoins aussi à rendre compte de ce dernier aspect de la représentativité du syndicalisme ; les secteurs économiques que réussissent à pénétrer dorénavant les syndicats relèvent donc pour beaucoup de la catégorie des services, dans lesquels se retrouvent une grande proportion des femmes travailleuses et de l'immigration d'arrivée récente²⁹⁴. Nous y reviendrons au chapitre suivant, mais soulignons tout de même à ce stade que les démographes évaluaient au tournant du *xxi*^e siècle que « l'immigration aura fourni en 2050 » les deux tiers environ « de la croissance de la population » du pays, accentuant ainsi les traits toujours plus visibles du processus de recomposition de la population travailleuse que nous avons déjà évoqués²⁹⁵.

Durant les mandats du président Clinton, « les États-Unis ont connu la période de croissance la plus longue depuis la fin de la guerre. Le déficit public s'est progressivement réduit jusqu'à se transformer en un excédent de 2,5 % du PIB ». Qui plus est, la dette nationale accumulée, qui « représentait 42 % du PIB en 1992 », n'en représenta plus que 34,7 % en 2000. L'euphorie gagna certes alors certains milieux, mais cette croissance était adossée à la forte progression « de l'endettement privé et au [haut] niveau des cours boursiers », c'est-à-dire à « une série de dynamiques insoutenables à long terme », a évalué déjà Daniel Munevar. Elle allait d'ailleurs se gripper en 2000, qui plus est, « au beau milieu de l'implosion de la bulle du secteur technologique²⁹⁶ ». Cela dit, les indicateurs économiques positifs des années 1992-2000 en étaient au bout d'un temps venus, néanmoins et malgré tout, à entraîner des hausses de salaire, grosso modo entre 1996 et 1999 – pour la première fois depuis la mi-décennie 1970-1980... « De 1995 à 1999, du fait de hausses du salaire minimum fédéral, et [de la baisse du chômage], le salaire médian de tous les travailleurs, de quelque groupe racial ou ethnique qu'ils soient, connut une augmentation de 7,3 % », singulièrement concentrée en 1997 et 1998²⁹⁷.

Dans ce contexte, l'accent mis sur le travail de syndicalisation par l'équipe Sweeney se traduisit en des gains réels – quelque 373 000 nouveaux membres en 1998 –, mais un gain net de 101 000 syndiqués seulement, compte tenu des nouvelles « pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication », principalement ; le nombre net de membres s'accrut de 265 000 syndiqués en 1999, la plus forte hausse depuis près de trente années alors. La centrale recruta quelque 350 000 syndiqués en 2000, mais subit une perte nette de 200 000 membres... Zieger et Gall rapportent que les spécialistes évaluaient alors à un million de

nouveaux syndiqués par année l'objectif que devait atteindre l'effort de syndicalisation pour que l'AFL-CIO retrouve sa puissance d'antan et soit en mesure de promouvoir efficacement son programme²⁹⁸. On était donc loin du compte. Pas étonnant alors que John Sweeney fit part de son irritation devant les membres du conseil exécutif de la centrale, la plupart des grands syndicats n'engageant pas les ressources nécessaires (et qu'ils pourraient assembler) dans le combat de la syndicalisation ; pourtant, clama-t-il, si nous ne renversons pas rapidement le cours des développements, il deviendra « virtuellement impossible de nous maintenir comme institution viable et d'avoir une quelconque influence sur les questions qui nous sont chères²⁹⁹ ». À ce moment le pourcentage de syndiqués était passé sous la barre des 14 %, et l'éclatement de la bulle financière faisait fondre de deux mille milliards de dollars le patrimoine de masses de petites gens aux États-Unis³⁰⁰.

La colère de Sweeney s'expliquait facilement. Comme on vient de le voir, il jugeait primordial d'utiliser les CLC (et, pour une part aussi, les fédérations syndicales d'État) afin de susciter, d'encourager et d'accompagner les mouvements de syndicalisation dans les nombreux milieux de travail jamais véritablement percés jusque-là. Ainsi, les salariés des secteurs en progression des services – employés de la restauration, de l'hôtellerie, des soins à domicile, de l'immense système de santé et hospitalier (privé, public, religieux), des bureaucraties des banques et des compagnies d'assurance privées, de l'entretien des édifices, de l'État et des agences des divers ordres de gouvernement, des maisons d'enseignement, etc., – sont au cœur des efforts d'organisation dorénavant. Certains de ces secteurs connaissent déjà le syndicalisme, par exemple le monde de l'enseignement, d'autres moins, voire pas du tout. On a analysé dans un chapitre précédent ce qu'était la vieille façon d'étendre la syndicalisation industrielle : en forçant le trait quelque peu, rappelons que, pour les grands syndicats industriels, la méthode se basait sur l'expansion des entreprises où ils avaient déjà obtenu l'accréditation. Comme ils représentaient souvent la grande majorité des employés de toute une industrie, l'ouverture de nouvelles installations par une compagnie de cette industrie s'accompagnait de l'élargissement à ces installations des rangs du syndicat concerné. Cela ne se faisait pas toujours sans heurt, ou sans qu'une pression dudit syndicat s'impose, mais en règle générale les grands syndicats de la centrale se préoccupaient d'abord de leur secteur industriel et des compagnies avec lesquelles ils avaient des ententes contractuelles ; leur croissance suivait, en ce sens, le grossissement de la main-d'œuvre d'entreprises déjà syndiquées.

Mais voilà précisément ce qui ne pouvait amener dorénavant les résultats jugés nécessaires : les milieux industriels s'avéraient en régression, la capacité d'action et la présence sociale du syndicalisme y avaient aussi été affaiblies, de

sorte que la formule habituelle d'élargissement des rangs ne pouvait ouvrir dans ces circonstances quelque perspective prometteuse. D'où la volonté de trouver du neuf et l'élaboration par l'équipe Sweeney de la formule coalition, la relance des instances locales de la centrale comme cadre de coordination privilégié et l'acceptation de méthodes d'intervention débordant la balise des articles de contrat. Ce que Bill Fletcher Jr. et Fernando Gapasin ont désigné du vocable de *geographic organizing* (c'est-à-dire modèle géographique de syndicalisation) par opposition à celui qui était favorisé traditionnellement par les grands syndicats, un modèle dorénavant géographique fondé sur l'action en commun, la réflexion et l'engagement conjoint. Compte tenu de l'évolution contemporaine du marché du travail et de la structure historique de l'organisation du syndicalisme des États-Unis (une confédération de grands syndicats autonomes que le centre ne peut contraindre), compte tenu aussi que c'était sous la forme précisément de la coalition que les mouvements revendicateurs de base les plus porteurs engageaient maintenant spontanément leurs actions, il apparut vite que des difficultés gripperaient l'effort de relance de l'AFL-CIO. La conception du « modèle géographique de syndicalisation, ont écrit Bill Fletcher Jr. et Fernando Gapasin, reçut une réponse clairement hostile des [...] syndicats affiliés » ; à un point tel que Richard Bensinger, venu des syndicats du vêtement et promu à la tête de l'Organizing Department de l'AFL-CIO par Sweeney, en vint à soulever frontalement l'ire de ces grands syndicats en insistant toujours plus sur l'effort militant et la mise en pratique systématique dudit modèle géographique. Bensinger fut rapidement amené à quitter son poste par une fronde des syndicats que John Sweeney ne voulait ou ne pouvait combattre avec succès. Il remplaça Bensinger par un responsable aux idées et au comportement plus acceptables selon le point de vue des grands syndicats affiliés. Le choc à cet effet s'était produit lors de la réunion de l'exécutif de la centrale en février 1998 ; à compter de ce moment, évaluent Fletcher et Gapasin, l'effort visant à réformer l'AFL-CIO parut perdre de son élan³⁰¹...

Surtout que Sweeney, ajoutaient les deux auteurs, se sentait plus à l'aise lorsqu'il pratiquait un leadership de type consensuel qu'un leadership lui demandant de se construire des majorités (relativement) prêtes à s'imposer. Cette inclination lui aurait fait perdre, selon les mêmes auteurs, plusieurs occasions³⁰². La résistance des grands syndicats paraît certes une résistance d'appareil et, plus profondément, une résistance de nature proprement bureaucratique – c'est-à-dire de sauvegarde de l'appareil et de ses façons de faire (qui deviennent une seule et même chose) et de la structure de pouvoir qui s'y est instituée et qui porte les positions hiérarchiques des dirigeants, leur place et leur rôle dans la société de même que leurs conditions de vie avantageuses. Tous ces éléments seraient évidemment déstabilisés si l'avenir du mouvement syndical devait

dorénavant reposer sur des piliers d'une mouture nouvelle et des centres de gravité différents. En ce sens, la bureaucratisation historique de l'AFL-CIO, dont nous avons antérieurement analysé les tenants, trouvait ici un aboutissant d'un nouveau genre, l'aboutissant de dispositions inadaptées aux besoins existentiels de l'institution, selon ce que disait à l'époque Sweeney lui-même. Car l'organisation doit nécessairement s'adosser au mouvement social pour vivre et conserver sa capacité d'influence sur la société; elle ne pourrait tirer son existence, on l'a montré par ailleurs, de la seule codification de ses rapports à la société ambiante, c'est-à-dire du contrat de travail. Comme si ces rapports, pourtant largement imposés par l'action syndicale dans le passé, trouvaient en quelque sorte la source de leur vitalité en eux-mêmes...

Plutôt que de relever du *principe* de leur propre existence, les contrats de travail surgissent en tant que compromis temporaires dans le conflit industriel. Ce que voulait souligner Sweeney, c'est que le confort de la gestion des contrats concentre pour une part l'activité syndicale sur des secteurs de travail dont plusieurs décroissent très significativement et, d'autre part, qu'il amène à envisager l'intervention du syndicalisme dans des formes systématiquement identiques pour tous les milieux, ce qui aujourd'hui s'avère impropre à son développement et même au maintien de cadres établis de négociations. Cela dit, on se doute bien que les positionnements ne sont pas figés, ni d'un côté ni de l'autre, et que, dans une organisation comme l'AFL-CIO, les courants d'opinion ne sont pas homogènes, ni à la base, ni au sommet, ni dans les instances intermédiaires des nombreux grands syndicats. On retrouve des sections dissidentes, plus clairvoyantes ou plus fermées aussi; mais c'est très majoritairement que la centrale a refusé, par exemple, le rapport de la commission Dunlop et ce qui lui est apparu, fort justement à notre avis, comme une mise en cause de la législation interdisant les «syndicats de boutique» et la prétention d'organisations regroupant patrons et employés à la représentation des intérêts de ces derniers. Ce refus constitua une manifestation que, en dépit d'orientations sociopolitiques souvent conservatrices de la direction Kirkland-Donahue (à ce moment), la conscience de ce que le syndicat existe du fait d'éléments de contradiction dans les rapports de travail s'imposait toujours, même si la bureaucratie cherchait globalement à stabiliser les dynamiques que suscitent ces éléments – et qu'elle vit sur la base des possibilités de cette stabilisation. Situation difficile à l'occasion, singulièrement quand au sein des sommets du syndicalisme se répercutent les tensions qui, nécessairement, sourdent de problèmes d'orientation et de stratégie fondamentaux, alors que l'organisation ne cesse de décliner: s'il y avait quelque 14,2% de travailleurs syndiqués lorsque l'équipe de Sweeney l'emporta en 1995, le taux s'était

effondré à un maigre 12,5 % au milieu de la décennie 2000-2010³⁰³. Un déclin que n'arriva finalement pas à stopper Sweeney.

On a vu antérieurement que le « sursaut » de 1995 dans l'AFL-CIO comportait des éléments de « rupture » avec la vieille histoire de la centrale, notamment, a-t-on analysé, quant au positionnement à l'endroit de la politique étrangère du gouvernement du pays, et même à des engagements militaires. Une rupture ambiguë néanmoins, comme on l'a noté aussi, la centrale s'étant alignée sur une *labor diplomacy* menée conjointement avec l'État américain, ou sous son parrainage.

ii. DES CONTRADICTIONS IMPARABLES ?

La même ambiguïté sera visible dans la position de la centrale et de ses syndicats, en fonction de considérations cette fois plus partisans cependant, lors de la rencontre de Seattle sur le projet du Cycle du millénaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en novembre et décembre 1999. La négociation d'un nouveau cycle de libéralisation des échanges économiques internationaux était promue fortement par le président Clinton. Cette réunion de l'OMC donna lieu à des manifestations d'opposants durant presque une semaine, des opposants rassemblés par des dizaines et des dizaines d'organisations dont les plateformes prônaient le rejet pur et simple de l'OMC et de tout ce qu'elle représentait, ou la réforme de ses orientations afin que la mondialisation tienne compte des intérêts des peuples, de la sauvegarde de l'environnement et des droits syndicaux. L'accent particulier des plateformes de chacune relevait évidemment du centre d'intérêt au cœur de ses préoccupations premières ; mais tous les observateurs notèrent le côte-à-côte des manifestants de tous horizons lors des grands défilés, singulièrement le 30 novembre. Le nombre des opposants rassemblés alors à Seattle dépassa probablement 50 000, dont 20 000 à 25 000 syndiqués.

L'AFL-CIO n'avait pas pris l'initiative des journées et des marches de protestation ; cette initiative revenait plutôt à Michael Dolan, de Global Trade Watch, « une composante de l'organisation américaine Public Citizen fondée par Ralph Nader³⁰⁴ ». Toutes ensemble les multiples organisations qui se joignirent au mouvement voulaient que les négociations entre les joueurs de la mondialisation, autorités étatiques et autorités économiques, soient publiques, chaque pays faisant connaître ses positions de départ, d'arrivée et de cheminement, que la teneur des débats soit également soumise à l'observation et à l'examen des populations et de leurs organisations. Échaudés par leur défaite devant l'Aléna, les opposants syndicaux faisaient précisément valoir leur volonté que soit pris en compte et respecté leur intérêt, au premier rang les

syndicats du secteur de la transformation et de la fabrication, un secteur globalement aux mains de l'entreprise privée aux États-Unis, dont des millions d'emplois à ce stade avaient disparu ou avaient été transférés dans des pays où les profits seraient plus élevés.

L'AFL-CIO s'opposa au projet d'une libéralisation plus grande des échanges commerciaux entre pays, telle que les pourparlers avaient alors été engagés et telle qu'elle se réalisait par divers traités depuis quelque deux décennies. La centrale se donna pour orientation que l'OMC « pouvait et devait être réformée », par exemple quant à ses exigences pour la protection de l'environnement, le refus du travail des enfants, le droit à la syndicalisation... En tout état de cause, la centrale fut présente dans les manifestations, et elle organisa elle-même des assemblées et participa aux marches de contestation. Les syndicats des *United Steel Workers*, les *Teamsters* et l'*International Association of Machinists*, notamment, furent très actifs³⁰⁵.

Personne n'avait prévu que l'opposition dans la rue serait aussi forte ni qu'il y aurait une telle présence des syndicats à Seattle. Et l'Administration Clinton n'avait pas prévu non plus qu'à l'intérieur de l'enceinte des travaux les divisions et les conflits graves atteindraient le niveau des impasses sur lesquelles on déboucha, sans compter, expliquait le *New York Times*, que les électors du Japon et des pays européens industrialisés « souffrent de la fatigue de la libéralisation des marchés » ; leurs « systèmes politiques ne peuvent [maintenant] en prendre davantage³⁰⁶ ». Il eût été possible que, sans l'opposition de la rue, la réunion de l'OMC à Seattle implosât ; mais cette opposition a été suffisamment importante pour que Bill Clinton, afin de ne pas nuire à la candidature d'Al Gore à la présidence en 2000, décide de mettre fin aux travaux sans tenter coûte que coûte d'arriver à une entente même minimale. La « clef permettant de comprendre ce développement, ce fut le syndicalisme » ; Al Gore allait avoir systématiquement besoin du mouvement ouvrier « pour l'emporter aux primaires et à l'élection présidentielle³⁰⁷ ». Cette hypothèse nous paraît juste ; d'ailleurs Al Gore, qui soutenait pourtant le libre-échange, mais venait tout juste de recevoir l'appui de l'AFL-CIO dans sa course à la présidence, se tint en quelque sorte alors à l'écart des débats. Quoi qu'il en soit, l'évocation même de cette possibilité montre que l'action de la centrale s'avérait à ce moment fort visible.

À plus forte raison alors l'attention des courants d'opinion internes à la centrale était-elle ramenée à une lettre d'appui au président Clinton, et à ses priorités annoncées pour la rencontre de l'OMC à Seattle, que John Sweeney avait signée un mois auparavant en compagnie de grands patrons, dont certains « étaient des pollueurs globaux et des opposants [acharnés] du syndicalisme,

tels Monsanto et Proctor et Gamble». Sweeney avait signé la lettre comme membre du Comité consultatif présidentiel sur les échanges commerciaux internationaux, un « comité composé principalement de membres issus du monde des affaires, mais qui incluait trois personnes en provenance du syndicalisme », dont Sweeney. Un des deux autres syndicalistes refusa de signer et l'un imita le président de la centrale. La lettre comportait, « sans accent particulier cependant », un « appel à Clinton pour qu'il pousse l'Organisation internationale du travail à créer un groupe [spécialisé] sur les normes du travail – une idée que Clinton avait déjà faite sienne ». Or, comme Kim Moody le souligna dans un article de *Labor Notes*, la démarche de Sweeney contredisait les termes mêmes de la position de l'AFL-CIO justifiant sa participation à la manifestation contre la réunion de l'OMC le 30 novembre. Il y était en effet déclaré que ses travaux « étaient engagés dans la mauvaise direction – dans la direction d'un renforcement des droits des investisseurs au détriment de ceux des autres membres de la société civile ». Sweeney se justifia en faisant valoir que la lettre d'appui à Clinton ne supposait pas un appui à toutes les préférences et orientations de l'administration dans les échanges internationaux et que le monde des affaires, par ailleurs, se trouvait à y reconnaître le bien-fondé de la préoccupation pour les normes du travail (appliquées dans les entreprises des pays partenaires commerciaux des États-Unis). Il ne convainquit personne, ou presque. Mais sa signature apposée à la lettre d'appui à la présidence souleva des récriminations virulentes au sein de la centrale et l'ire de syndicats particulièrement actifs dans la préparation des journées de protestation. Par exemple, le président Stephen Yokich de l'UAW écrivit une véritable lettre de discordes et même de combat à l'encontre de Sweeney, en mettant en avant, notamment, que la « rhétorique entendue depuis des années sur l'importance [de la sauvegarde] de l'environnement et [le respect] des droits du travail » n'avait jamais rien donné. La colère gronda aussi chez les Teamsters³⁰⁸...

Il semblerait en effet difficile de trouver une expression plus criante de l'ambiguïté dans le positionnement de l'AFL-CIO, qui débouchait ici sur des contradictions tout de même explicites. La cause en était de nature partisane, cette volonté de Sweeney, comme d'une partie des états-majors, de ne rien faire qui pourrait affaiblir la gouverne de Clinton et la campagne du vice-président Al Gore. L'équipe Clinton-Gore mit en conséquence de côté l'ambition d'élargir les processus de libéralisation de l'économie et de l'ouverture des marchés. Il n'en fut cependant pas de même en ce qui avait trait à la volonté de la présidence d'ouvrir l'immense marché chinois aux compagnies américaines, par l'octroi à la Chine du statut de partenaire commercial permanent. On s'était entendu avec le gouvernement chinois au mois de novembre 1999 sur le contenu de ce statut pour les échanges entre les deux pays, qui signifia

notamment que la Chine allait réduire radicalement ses tarifs, de 29 % à 9 % en moins de cinq années, par exemple, « permettre aux étrangers d'établir des filiales de distribution et de ventes dont elles seraient entièrement propriétaires », « de vendre [directement] aux consommateurs chinois [...] des voitures importées et d'offrir le crédit », nécessaire à ces achats, etc. ; « en retour, les États-Unis s'engageaient à abandonner l'option d'imposer des sanctions commerciales unilatérales » contre la Chine. Sur cette question, l'Administration Clinton allait s'engager beaucoup plus fermement que ce qu'elle démontrait en fin de course pour le nouveau Cycle du millénaire à Seattle, cependant que les syndicats du pays allaient, quant à eux, mettre sur pied l'opposition la plus forte « de leur histoire sur un enjeu de cette nature », « un effort » qui s'étendit sur des mois, en particulier au printemps 2000. Pour eux, la nouvelle entente visait beaucoup plus la possibilité d'investissements américains à l'étranger que la simple facilitation des échanges commerciaux entre les deux pays. Du côté des entreprises américaines, l'accès au marché chinois était un vieux rêve ; mais l'entente allait bien accroître grandement, comme le craignait l'AFL-CIO, l'importation aux États-Unis de produits fabriqués en Chine par des investisseurs américains³⁰⁹.

Ce fut parmi les élus à la Chambre que l'octroi du statut de partenaire commercial permanent à la Chine en fin de compte se jouerait ; le président Clinton tint donc des « assemblées avec plus de cent membres indécis ou vacillants, en particulier chez les [représentants] démocrates ». À nouveau les élus démocrates à la Chambre votèrent très massivement, environ aux deux tiers, contre ce projet de libéralisation des marchés, qu'appuyèrent en revanche près des trois quarts des élus républicains. La campagne du mouvement ouvrier fut très intense, mais celle du patronat tout aussi bien, celui-ci par ses organisations parapluie et aussi par l'intervention de grandes compagnies. Les sommes investies par les organisations patronales furent beaucoup plus massives que celles qui avaient été rassemblées par le syndicalisme et l'on engagea également une campagne systématique auprès des membres de la Chambre. Al Gore, pourtant vice-président et partisan de l'entente, s'abstint (à nouveau) de faire campagne³¹⁰. Le statut souhaité pour la Chine par le président Clinton fut entériné à la fin de son mandat. La campagne à la présidence de 2000 était alors terminée et le syndicalisme avait officiellement fait campagne, avec tous ses moyens, en faveur de l'aspirant Al Gore.

iii. L'ACCENTUATION DE L'ENGAGEMENT EN POLITIQUE

Les plateformes des candidats démocrate et républicain à la présidence s'avèrent clairement différentes sur plusieurs points, ainsi que le fit valoir l'AFL-CIO à l'époque. Gore s'était engagé à mettre son veto présidentiel à toute mesure législative instaurée par un Congrès républicain contre les droits syndicaux. Même, il mit en avant que les lois du travail aux États-Unis devaient être renforcées, singulièrement en haussant le niveau des pénalités éventuellement infligées aux employeurs coupables d'infractions contre l'exercice des droits syndicaux ; à l'inverse, Bush fils faisait siennes les diverses tentatives alors en cours visant à restreindre davantage ce libre exercice, en limitant les catégories d'employés auxquelles étaient reconnus les droits à la négociation, et intensifiant les droits de regard de l'État sur l'utilisation des fonds syndicaux ; il favorisait aussi des modes de privatisation des retraites publiques et des « réductions massives des taxes [imposées] aux riches », un positionnement d'ensemble et des mesures concrètes aux antipodes de la pensée du syndicalisme. Pour l'AFL-CIO, le candidat Al Gore pouvait être poussé à gauche, et c'est à cet effet qu'elle s'engagea très fortement dans la campagne ; la centrale demeurait le pilier organisationnel principal du Parti démocrate³¹¹. De la même façon, et en retour, la crainte première des états-majors syndicaux, particulièrement de Sweeney, était une victoire des républicains, le contrôle à nouveau des républicains sur la Maison-Blanche (et les deux chambres du Congrès), en un mot : l'hostilité d'un vis-à-vis gouvernemental franche et dangereuse. Le pilier de l'intervention politique de l'AFL-CIO restait donc le Parti démocrate, malgré toutes les réserves qu'il pouvait inspirer.

À l'hiver 1999, l'AFL-CIO décida, comme centrale, de consacrer pour les élections de novembre 2000 quelque quarante-six millions de dollars à la campagne démocrate pour la reconquête de la Chambre des représentants, sur la base d'une intervention très finement ciblée, sur des districts particuliers qu'on retrouvait dans une vingtaine d'États. Collectivement, le syndicalisme réussit à recruter 1600 de ses membres pour la coordination de sa campagne, environ quatre fois le nombre de ceux et celles qui avaient joué ce rôle en 1998³¹². L'accent mis sur le travail de base et l'activation de toutes les facettes de l'intervention politique par la direction Sweeney donna alors des résultats convaincants ; par exemple, on fut en mesure de faire quelque « huit millions d'appels téléphoniques aux ménages syndiqués », d'inscrire sur les listes électorales deux millions trois cent mille électeurs de ces familles et de mettre en place un système de voiturage très efficace aux bureaux de scrutin pour elles. Leurs membres représentèrent en fin de course quelque 26% des votants contre 23% lors des présidentielles précédentes. Tout aussi important,

évidemment : 60 % de ces électeurs soutinrent Al Gore ; « 40 % des votants dans l'État du Michigan furent [alors] membres de familles syndiquées³¹³ ». Cet effort intense se réalisa sous le chapeau d'un *Working Family Agenda* (la plateforme des familles travailleuses) qui devint presque l'ébauche d'un programme politique, insistant sur la nécessité d'une « hausse de la sécurité sociale [...], d'une déclaration des droits du patient, de la reconstruction des écoles et d'une amélioration de l'éducation ». Toutes ces mesures étaient envisagées dans la résistance aux « conglomérats globaux du monde des affaires³¹⁴ ».

L'idée d'un *working family agenda* alla de pair avec l'idée de candidats et de candidates *working family*, c'est-à-dire de candidats aux préoccupations identiques à celles des familles travailleuses, préoccupations sociales et économiques particulièrement. Il se peut fort bien que l'inspiration à cet égard ait trouvé ses origines dans l'expérience des mineurs de Pittston au début de la décennie 1990-2000. On se rappellera qu'ils présentèrent alors un candidat indépendant contre un démocrate sortant particulièrement dur à leur endroit, candidat indépendant qui eut même à concourir comme un candidat inscrit par le votant. Ce candidat fut élu. Richard L. Trumka, qui était président des United Mine Workers à ce moment, en tira une stratégie d'action politique que son syndicat par la suite pratiqua et qu'il présenta dès 1992 en option de rechange à celle des partisans de Mazzocchi. Tout en faisant valoir qu'il retenait beaucoup de la « vision » d'un parti du travail, il proposait de l'inclure dans une démarche mettant en avant « la présentation [systématique] de nos propres gens comme candidats démocrates et, lorsque nécessaire, comme candidats indépendants ». De cette façon, on cesserait de financer et de soutenir des personnes qui nous laissent tomber une fois au pouvoir, expliqua-t-il dans une contribution au magazine *Dissent*. Le même Trumka était dorénavant vice-président de la centrale, élu en 1995 avec Sweeney. Or, dans la réflexion qui suivit la campagne de 1996 germa précisément l'idée que la centrale encourage dans l'avenir la présentation massive de candidats issus de ses rangs ou proches des points de vue *working family*; le but devint bientôt de 2000 candidatures du syndicalisme aux élections de 2000, « 2000 pour 2000 », qui concourraient aux divers échelons d'autorité publique, local, d'État ou national. Le congrès de la centrale en 1997 avait prévu ainsi des sommes pour engager cette campagne à l'interne, animer et soutenir éventuellement des candidatures dites indépendantes ou du mouvement ouvrier, susciter le plus largement possible la participation des syndiqués. En fin de compte, la centrale comptabilisa que 901 de ses membres avaient été candidats et candidates, ce qui permettait à la fois de mesurer ses forces et de considérer les efforts investis comme rampe de lancement d'une action associant toujours plus de syndiqués³¹⁵. Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur cette élection.

iv. NEWT GINGRICH ET ROSS PEROT : DERNIERS TOURS DE PISTE

Concurremment s'éteignait par ailleurs sur le terrain politique la présence incandescente de ces deux phénomènes marquants que furent Ross Perot et Newt Gingrich. Leur sort partisan personnel et la destinée de leur rôle finalement bref sur le terrain électoral n'emportèrent pas l'effet puis le poids qu'eut leur action sur le devenir du bipartisme aux États-Unis. Singulièrement sur le Parti républicain, mais pas uniquement.

Ross Perot, ainsi qu'on en a traité plus haut, a fait une campagne indépendante à la présidence en 1992, à l'allure « populiste », telle que la notion de « populisme » est souvent utilisée aux États-Unis, c'est-à-dire comme caractérisation d'une position à la gauche du libéralisme, plus immédiatement sensible aux difficultés sociales et économiques du (petit) peuple et en appelant à sa mobilisation, mais aussi un populisme tel qu'on entend plus généralement en Europe cette notion, une démarche négative de mise en accusation pêle-mêle des élites, des partis, de la paralysie gouvernementale à Washington, de la finance, etc. En 1992, ce positionnement se traduisit, on le sait, en un discours de nationalisme économique contre le libre-échange, des attaques contre la partisanerie débridée au Congrès et ses méfaits dans les rapports entre le législatif et l'exécutif, les scandales financiers du moment (celui des caisses d'épargne et d'investissement). Perot se trouve à articuler un langage qui donnait voix au mécontentement de larges couches de la société, en particulier de ceux et celles aux conditions de vie et de travail précaires, reprenant à son compte le discours d'une politique industrielle, d'ailleurs. Ainsi que l'enseigne la science politique américaine, les succès d'un tiers parti entraînent les deux grandes formations du pays à chercher les moyens de rallier l'électorat de ces tiers parti, à voir comment s'adresser avec quelque crédibilité aux préoccupations particulières de leurs clientèles. Dans leur étude des candidatures de Ross Perot et de son Reform Party, R.B. Rapoport et W.J. Stone ont démontré sur plusieurs aspects comment ce furent les républicains qui réussirent à s'associer les plus grands nombres d'appuis en provenance des partisans, électeurs et électrices et militants et militantes, de Ross Perot. Et ce fut Newt Gingrich qui s'employa le plus systématiquement à cette tâche, veillant à élaborer un Contract with America, dont l'inspiration venait de Perot, pouvant répondre expressément à leurs demandes et à leurs sensibilités. Rapoport et Stone font d'ailleurs remarquer qu'à la différence du conservatisme traditionaliste républicain, qui menait à l'époque une campagne continue contre le droit à l'avortement, cette position n'était reprise ni par Perot ni par Gingrich³¹⁶.

Les démocrates voulurent aussi s'adresser plus directement aux préoccupations des partisans de Perot. Mais, depuis 1992, les démocrates contrôlaient, quand s'ouvrent les élections mitoyennes de 1994, la Maison-Blanche et les deux chambres du Congrès. Comme le font remarquer Rapoport et Stone, il s'avère dans un tel cadre difficile de se faire le porte-parole de la rancœur et des volontés de changement. Ce furent plutôt Newt Gingrich et le Contract with America qui tinrent ce rôle. D'ailleurs, ce qui paraît alors remarquable, c'est précisément que Ross Perot appela explicitement ses partisans à voter pour les candidats républicains, « à donner aux républicains une majorité à la Chambre des représentants et au Sénat », à « donner aux républicains une chance ». À ce moment le parti de Perot n'existait pas encore ; il sera créé en 1996, de sorte que Perot ne suggérait pas un vote contre les siens. Il concourra aux présidentielles de 1996, mais n'obtiendra environ que la moitié du pourcentage de voix qui fut le sien en 1992. Pour les auteurs Rapoport et Stone, l'appel à voter en faveur des candidats républicains aux élections de mi-mandat en 1994 constitua un signe notable de l'attrait à ce moment du Contract with America, du dynamisme de la cabale menée par Gingrich et de l'énergie d'une fraction populiste qui contribua à conférer au Parti républicain son caractère droitier et l'allure de croisade qu'il tendait déjà à donner à ses campagnes électorales. Il est vrai que le Reform Party ne fut lancé qu'en 1996 et que Perot se présenta alors pour une deuxième et dernière fois à la présidence. Mais son choix d'un appui aux républicains en 1994 fut vraiment ce qui compta dans l'évolution du bipartisme américain³¹⁷. Après 1996, l'histoire du Reform Party ne présente plus beaucoup d'intérêt, ubuesque presque lors des présidentielles de 2000. Lors de cette élection, ce furent plutôt les verts, avec leur candidat Ralph Nader à la présidence, qui, écartant le Reform Party, devinrent le troisième parti le plus influent, cependant que le parti de Perot était engagé par des querelles sans grand intérêt sur la voie de sa disparition³¹⁸.

Les élections mitoyennes de 1994 avaient été menées, on l'a vu, comme une charge par les républicains, Newt Gingrich cherchant à disposer en ordre de combat les candidats du parti, derrière son programme d'un contrat avec l'Amérique. Les résultats représentèrent un « véritable séisme politique », 230 élus républicains à la Chambre contre 204 démocrates et 53 contre 47 au Sénat. Le pays retournait à une situation de *divided government* sous une forte poussée vers la droite. À l'intérieur du Parti républicain, on assistait de même à la « victoire éclatante [de] la jeune génération de droite, farouchement conservatrice [et qui] a définitivement balayé les restes de la vieille garde, plus traditionnelle et souvent plus modérée ». Newt Gingrich animait et portait cette dynamique³¹⁹. Même Bob Dole en vint à s'y plier pour une bonne part, composant par exemple ouvertement avec elle lors des présidentielles de 1996.

Le leadership de Gingrich sur les troupes républicaines fut évident quand il les amena à fermer les services et le travail civil de l'État, à fermer l'État comme il est dit couramment, à deux occasions en 1995-1996, six jours en novembre 1995 du fait de l'affrontement avec le président Clinton sur le projet du budget pour 1996, et du 17 décembre suivant au 6 janvier 1996, du fait de l'absence de budget pour ledit fonctionnement de l'État³²⁰. La divulgation des incartades sexuelles de Bill Clinton allait pourrir le climat politique de sa deuxième présidence, avec le procès intenté contre lui par Paula Jones et, surtout, l'« affaire Lewinsky » sur laquelle se pencha le procureur indépendant Kenneth Starr, à l'origine plutôt chargé d'enquêter sur le scandale immobilier de Whitewater et la possible implication des époux Clinton³²¹. Quoi qu'il en soit, la collision constante recherchée par les élus républicains avec la présidence se teinta d'une haine, semblait-il, réelle envers le président, la tendance à visualiser les rapports courants entre les chambres et la Maison-Blanche sous l'angle unique de l'affrontement. Cela donna lieu à ce que d'aucuns ont qualifié de « stratégie Monica » pour les élections de mi-mandat en 1998, la stratégie du choc entre deux univers moraux. On poursuivra cette stratégie jusqu'à la tentative de destitution du président, qui fut votée par les représentants, mais stoppée définitivement par un vote de 50-50 au Sénat en 1999.

Cela dit, les résultats des républicains à la Chambre en 1998 s'avèrent cependant décevants pour eux, à ce point qu'ils eurent en quelque sorte raison du poste occupé par Gingrich. Les républicains gardaient la majorité chez les représentants, mais seulement à 223 sur 435, c'est-à-dire en se retrouvant dans une situation où, si cinq des leurs ne votaient pas avec la majorité, ils devraient gagner des appuis parmi les élus démocrates; une telle éventualité dans l'état d'alors des rapports partisans promettait d'être fort difficile à réaliser. Au Sénat, le résultat final donnait 54 républicains contre 46 démocrates. La campagne avait été acerbe, et elle se soldait par des pertes pour le parti, même s'il conservait la majorité dans les deux chambres, des défaites de vedettes de la droite dure, religieuse en particulier, et des victoires libérales dans quatorze des dix-neuf référendums tenus par des États, sur le droit à l'avortement, l'action positive, etc. Que fallait-il conclure? La cabale avait été trop négative, axée avec la « Monica Strategy » sur le rejet du président Clinton, hargneuse, ou, au contraire, n'avait-on pas été insuffisamment conservateur, n'avait-on pas mis en avant un programme de remplacement trop peu global? Mais, que ce soit en provenance de la droite ou de la gauche, Newt Gingrich se trouvait au cœur des critiques, lui qui avait donné le ton et élaboré les principaux éléments du contenu de la campagne. Tout de suite fusèrent les demandes de son départ, surtout que l'odieux de la « fermeture de l'État » lui était attribué par l'opinion publique plutôt qu'à l'Administration Clinton: une illustration de la défaveur

avec laquelle ses méthodes étaient souvent jugées, par les élus et à l'extérieur du Congrès. Considérant que les autres leaders républicains ne lui témoignaient pas vraiment d'appui, il démissionna dans les jours qui suivirent la consultation de sa fonction d'orateur de la Chambre et, quasi explicitement, du poste même de représentant auquel il venait tout juste d'être réélu. Notons qu'on lui opposa dans certains cercles républicains la manière des frères Bush, George W. Bush (réélu gouverneur du Texas) et Jeb Bush (élu gouverneur de la Floride), manière « compatissante » et « conservative » à la fois³²², une expression (le *compassionate conservatism*, c'est-à-dire une pensée politique à la fois conservatrice et compatissante) par laquelle le futur président George W. Bush allait en effet définir ses orientations sociales...

v. QU'À SIGNIFIÉ POUR BILL CLINTON LA « TROISIÈME VOIE » BLAIR-SCHROEDER ?

Les deux dernières années des mandats de Bill Clinton furent pour lui néanmoins éprouvantes, par l'étalage public du contenu de relations extramatrimoniales et le procès en destitution que lui intenta la Chambre des représentants. Peut-être était-ce le fruit d'une coïncidence, mais il nous semble que l'idée d'une troisième voie (*third way*) entre la gauche et la droite se trouva au-devant de la scène dans le discours du président précisément durant les mois où le débat politique dominant aux États-Unis remettait en question son intégrité et disputait de son « parjure » dans l'« affaire Lewinsky ». Avec l'élection de Tony Blair et du Labour Party (redéfini comme New Labour) au mois de mai 1997 en Angleterre, la troisième voie prit les habits d'une orientation philosophico-idéologique répandue, exprimant *grosso modo* le point de vue que le monde vivait un changement d'époque historique, qui obligerait à repenser la nature des politiques de progrès et celle de leurs bases de soutien dans l'électorat ; tout cela, en vue d'insérer la recherche du mieux-être des majorités, de la solidarité sociale et d'une plus grande démocratie dans le dynamisme même des transformations radicales que connaît la société contemporaine. Le chancelier allemand du moment, le social-démocrate Gerhard Schröder, se ralliait à ce point de vue en se disant partisan d'un « nouveau centre » (entre le capitalisme et le socialisme) ; Blair soutenait qu'il était possible de « défendre ensemble l'équité et l'esprit d'entreprise », donc que « la lutte des classes est terminée³²³ », conclusion à laquelle – en d'autres mots – en étaient également venus les démocrates du Democratic Leadership Council, comme en témoignaient des propositions significatives de la Commission on the Future of Worker-Management Relations. La troisième voie américaine était définie comme une voie nouvelle entre le libéralisme et le conservatisme. Bill Clinton s'afficha

beaucoup à l'international comme partisan de cette idée d'une troisième voie : rencontres avec Tony Blair, réunion à Florence en 1999 avec Schröder, Tony Blair, Lionel Jospin et l'ex-communiste Massimo D'Alema, premier ministre italien d'alors³²⁴, etc. Il voulait donner du souffle à sa présidence et dépêtrer quelque peu son image des scandales qui le ternissaient.

Cela étant dit, la référence à une troisième voie n'était pas qu'un artifice utilisé pour abuser. On peut noter sa mention dans le programme déjà de 1992 du Parti démocrate³²⁵. La philosophie communautariste « a exercé, comme écrit Anthony Giddens, une influence directe et manifeste » sur le DLC et le New Labour. « Le communautarisme représente un appel à la restauration des vertus civiques et au raffermissement des fondements moraux de la société³²⁶ ». Dans un long commentaire analytique paru en août 1992 – donc avant l'élection présidentielle – sur la pensée de Bill Clinton, Sarah Ferguson commençait en faisant valoir que « Bill Clinton n'est pas le seul à parler d'une troisième voie pour la politique américaine. En appelant à une nouvelle convention (*New Covenant*, un nouvel engagement contractuel... entre le peuple et son gouvernement), [qui rendrait la jouissance des bienfaits de la société] dépendante [d'un renouveau] du sens des responsabilités et restaurerait [l'ascendant] des valeurs américaines fondamentales de la famille, de la communauté et du [...] travail, Bill Clinton se fait le porte-voix du credo communautariste³²⁷ ». Les concepts de « responsabilité personnelle » et de « réciprocité » conjugués à la notion d'un caractère vertueux du labeur quotidien établissent sûrement des repères permettant de visualiser comment la philosophie du communautarisme a pu notamment servir à tracer politiquement un chemin vers des positions socialement conservatrices, en se présentant en solution de remplacement à celle de la vieille gauche. En Grande-Bretagne, l'existence d'un Labour Party, parti historique de l'action politique distinctive du mouvement de classe, jetait une lumière plus crue sur cette différence. La gouverne du New Labour a par beaucoup alors été vue comme située plus en continuité qu'en rupture avec celle du thatchérisme. Les valeurs du communautarisme ont aussi été souvent posées en contrepartie des revendications adressées au pouvoir politique, à la demande d'une intervention salvatrice de l'État. Donc, en contrepartie des points de vue théoriques jugeant que la diminution de l'État, la diminution du nombre de ses interventions et du rôle qu'on leur reconnaît sur le terrain de l'économie, tend à jouer contre les intérêts des classes travailleuses puisqu'elle se trouve à laisser cours aux rapports sociaux de pouvoir et au poids des inégalités économiques constitués dans les logiques gouvernant la société³²⁸.

Quoi qu'il en soit, la « troisième voie », que le journal français *Le Monde* caractérisait de « social-libéralisme », est bien devenue alors l'un des habits par lesquels la gauche occidentale – social-démocratie, ex-communistes et

démocrates américains – a manifesté son acceptation des traits marquants de l'évolution de l'économie capitaliste, financiarisation et mondialisation notamment, ce qui entraîna bientôt sa participation à leur mise en pratique³²⁹. Pour nous ce fut là un processus dans lequel la social-démocratie a achevé sa rupture avec sa fonction sociale d'origine, qui avait été de concourir à la formation en mouvement politique indépendant la classe ouvrière et des démunis³³⁰. Cette rupture, jointe à l'effondrement des partis communistes, constitue un phénomène historique marquant pour l'histoire du mouvement ouvrier et pour la gouverne du monde occidental. Le Parti démocrate des États-Unis ne fut jamais un parti de ce type, comme on l'a vu antérieurement. Mais dans le cadre du cinquième système de partis, il a servi d'option de remplacement à celle de la formation d'un parti ouvrier; pour le syndicalisme américain, du libre-échange à la réforme de l'aide sociale, de son incapacité à assurer une couverture minimale universelle des soins médicaux à ses orientations dans le champ des relations de travail, etc., le Parti démocrate de la présidence Clinton a agi comme un allié peu sûr, souvent réticent et aux réalisations sociales minimales, quand elles pouvaient être considérées positivement. La place des syndicats dans le parti n'était plus celle qu'on avait connue du temps de Truman, de Kennedy et de Johnson, même s'ils restaient pour les démocrates des partisans électoraux de première nécessité, pour les votes et l'organisation électorale. Cela étant, dans l'un et l'autre cas de figure, la position du salariat dans les rapports sociaux de pouvoir se trouvait amputée d'une part de sa capacité politique d'action. Et, pour les Américains, le sort de la social-démocratie faisait disparaître le modèle d'une option de rechange traditionnellement opposée à la non-partisanerie, cette option du parti de nature travailliste qui avait souvent inspiré les dissidents dans l'AFL, le CIO et l'AFL-CIO.

Un exemple concret permet d'illustrer une dimension révélatrice de ce moment, tel qu'on le vivait aux États-Unis. Il est rapporté et analysé par le professeur et commentateur Jack Metzgar. À l'orée de la campagne présidentielle de 2000, « la plupart des analystes politiques concluaient que les électeurs types ou volatils étaient les mamans-soccer [*soccer moms*] et leurs maris, travailleurs câblés [*wired workers*]. Le *New York Times* [...] les caractérisait d'électeurs riches indépendants, des employés de la haute technologie qui travaillent à des kilomètres de tout centre urbain. Ils sont Blancs, diplômés de collège et solidement de classe moyenne, habituellement des employés professionnels ou gestionnaires. Ils sont de plus tous [...] mariés et ont des enfants. [...] Ce groupe [de gens], souvent questionnés par les sondages d'opinion et [invités à participer à des] groupes-témoins, est vu comme porteur d'une façon de voir distincte sur le plan politique, qui reflète sa position relativement privilégiée et son optimisme face à l'avenir ». Voilà une « image de l'électorat », poursuit

Metzgar, « précisément mise en avant » par les démocrates de Clinton. Et ces derniers jugent que le parti ferait fausse route en s'adressant de façon particulière, selon un point de vue « dépassé », à la « classe ouvrière col-bleu (en déclin), aux familles syndiquées (aussi en déclin), aux Noirs et aux pauvres ». Il s'agit d'une focalisation « qui rebute [les gens de] la classe moyenne », actifs et ouverts sur l'avenir. Mais bientôt, à l'été 2000, Al Gore en vint à la conclusion, à l'instigation de conseillers et à la suite d'un article percutant de Teixeira et Rogers, dont nous avons cité les travaux sur la classe ouvrière blanche majoritaire mais oubliée, que l'image ci-dessus dessinée de la classe moyenne ne permettait pas de s'adresser aux problèmes réels de la majorité réelle. Gore modifia en conséquence les accents de son discours électoral, défendit contre Bush fils la sécurité sociale, promit « l'instauration progressive d'un programme universel d'assurance maladie pour les enfants, d'aide à l'achat de médicaments pour les aînés », etc. Son discours quelque peu recentré, donc, lui permit alors de rejoindre rapidement dans les sondages le candidat républicain, qui avait pris jusque-là une nette avance³³¹.

Metzgar concluait ainsi son analyse en faisant valoir que l'idée d'une classe moyenne aisée branchée sur la haute technologie et ses responsabilités familiales semait l'illusion d'un secteur particulier nouveau de la population, relativement conservateur socialement, critique de la lourdeur bureaucratique de l'État, moins adepte des grands programmes socioéconomiques publics. Un secteur correspondant de très près à ceux et celles que voulait joindre le DLC, ce courant démocrate auquel étaient évidemment identifiés Clinton et Gore. S'arrêtant au revenu familial médian, qui était de 49 940 \$ en 1999, Metzgar soulignait que ce revenu s'avérait au contraire et précisément « classe ouvrière », comme ceux qui s'en approchaient d'un côté et de l'autre de la barre médiane, ainsi que l'immense majorité des salariés qui se situaient en dessous – pouvons-nous ajouter. En d'autres mots : pour lui, le portrait que dressait et se faisait le DLC de la classe moyenne se révélait davantage le fruit de l'imagination, une création de l'esprit plutôt qu'une réalité sociale agissante particulière. Le Parti démocrate devait donc conserver son identité et s'adresser à ses clientèles populaires habituelles, sur la base prioritaire de leurs besoins et de leurs problèmes de nature socioéconomique³³². Mais il faut ajouter que, par-delà le discours, quand les prévisions de résultats électoraux se révèlent menaçantes, les démocrates gardent toujours l'instinct de revenir à ces bases populaires, dont les frontières et la morphologie ne sont évidemment pas statiques.

vi. HOMOGENÉISATION ET POLARISATION POLITIQUES : QUOI DE NEUF ?

À ce dernier égard, il s'avère d'ailleurs intéressant de souligner qu'à la fin du xx^e siècle la polarisation entre les clientèles des deux grands partis et au sein de la population s'était largement accentuée, à ce point que, pour la première fois de l'histoire, les résultats de l'élection en 2000 donneront un Sénat divisé à égalité 50-50. Au mois de juin suivant, le sénateur républicain du Vermont, James Jeffords, annonçait qu'il siègerait dorénavant comme sénateur indépendant; les démocrates acquièrent de ce fait une majorité 50-49³³³. Dans le Parti démocrate, le départ de l'aile sudiste a bien sûr contribué à homogénéiser, incomplètement faut-il le mentionner, la pensée de ses élus à Washington – on l'a étudié déjà – dans la direction du libéralisme et à accroître l'effet organisationnel du mouvement ouvrier. On comptait presque 33 % de syndiqués parmi les délégués au congrès démocrate qui redonna à Bill Clinton l'investiture du parti en 1996³³⁴. Voilà des éléments, parmi d'autres, qui amenaient à la conclusion divers auteurs au tournant du xxi^e siècle que le renouveau du syndicalisme promis par Sweeney avait connu plus de succès dans la relance de l'action politique que dans la relance de la syndicalisation. On avait ainsi réussi «à accroître l'inscription sur les listes électorales du nombre d'électeurs de foyers syndiqués, leur participation électorale et l'appui aux candidats soutenus par le syndicalisme». Mais les succès électoraux ne se sont que très peu répercutés en succès de syndicalisation véritables, faisaient aussi remarquer certains³³⁵. Le lien entre le travail d'organisation syndicale et l'action politique s'avérait difficilement palpable. Pourtant, Taylor E. Dark, l'un des spécialistes de l'analyse des rapports entre les démocrates et les syndicats, juge suffisamment positifs les succès politiques d'alors des syndicats, qu'il les voit comme éléments forts d'une démonstration posant que les États-Unis vivaient toujours en un contexte d'ordre *new-deal* (*new deal order*) établi avec les présidences de F.D. Roosevelt.

Dark rappelle que l'objectif de l'aile marchante du mouvement ouvrier, au premier chef Reuther et les UAW, avait été dans ce cadre d'un réaligement profond du bipartisme américain, par lequel le Parti démocrate deviendrait globalement libéral, cependant que les conservateurs politiques et économiques se retrouveraient tout aussi globalement sous l'étiquette républicaine. C'était là un objectif pragmatique de transformation politique en profondeur, logique du moment qu'on excluait la formation d'un parti indépendant. Dark avalisait ce choix, en tenant compte des facteurs socioéconomiques, politiques et institutionnels (mode de scrutin, existence du Collège électoral) habituellement mis en avant pour expliquer l'inexistence aux États-Unis d'une option politique ouvrière distincte. Le syndicalisme le plus libéral avait espéré qu'on

en arrive à ce que « les deux partis mettent véritablement chacun en avant des points de vue les différenciant » clairement. Nous avons étudié antérieurement ces divers éléments. Mais, au fil de la première décennie du *xxi*^e siècle, Taylor E. Dark en vint à la conclusion que la vie politique du pays et la nature des coalitions partisans « correspondaient [dorénavant] de très près à ce que les syndicalistes avaient depuis longtemps recherché ». D'ailleurs, le poids du mouvement ouvrier au sein de la coalition démocrate s'exprimait ouvertement au Congrès dans les choix et les votes de la délégation du parti et lors des présidentielles par l'attention que tous les candidats à la nomination lui portent. Cela dit, cette situation débouche sur une anomalie, l'« ironie » souligne Dark de la « perpétuation du déclin de la densité syndicale concurrentement au renforcement du pouvoir politique du syndicalisme³³⁶ ». Voilà certes un paradoxe, selon le titre de son article auquel on s'est référé jusqu'ici, dont la solution doit être trouvée.

Ce paradoxe illustre incontestablement une réalité où l'évolution des rapports de travail s'avérait négative pour les syndicats, du fait de facteurs qualitativement multiples, entraînait des reculs, voire une dégringolade organisationnelle, et une dislocation des positions dans l'entreprise et dans l'économie nationale. On se souviendra de la phrase de ce dirigeant de l'AFL-CIO qui, en 1993, voulait attirer l'attention sur le fait que, la proportion de travailleurs syndiqués dans l'entreprise privée ne s'élevant qu'à 11,2 %, on pouvait craindre à très court terme que l'effet du syndicalisme comme facteur lourd dans l'économie serait à ce point diminué, qu'il ne représenterait plus qu'une coalition d'intérêts de corporations extrêmement limités, certainement pas en mesure de parler et d'agir comme chef de file d'un mouvement social. Néanmoins, à quelque treize millions de membres et avec ses traditions d'organisation et l'histoire du vote démocrate parmi les membres, le syndicalisme constituait toujours un allié électoral de taille pour le parti et ses candidats. Cela dit, la puissance du mouvement ouvrier est définie par son poids dans les rapports sociaux de pouvoir et directement par son rôle dans les rapports économiques. S'il est certain que ces rapports peuvent être influencés politiquement dans le sens des besoins ouvriers, il n'en reste pas moins que le syndicalisme a représenté aux États-Unis l'organisation distinctive de classe de très loin la plus importante. La place et le poids du salariat dans les rapports sociaux doivent d'abord s'y évaluer par la situation du mouvement syndical.

Le point de vue de Taylor E. Dark semble dès lors trop limité, donc, sur le fond, erroné. Le calcul du rôle électoral dans et avec le Parti démocrate ne prend son sens de nature classiste que s'il permet des avancées dans ledit rapport social. Cela n'est pas le cas, et la stratégie électorale pro-démocrate, pour appréciée qu'elle soit des candidats du parti, n'a pas permis un renversement du

cours de l'effondrement dont nous avons décrit les données. D'autant plus que la présidence du pays, avec les agences qui en dépendent directement, paraît institutionnellement plus importante pour ce qui est des besoins du mouvement syndical. En conséquence, s'il y a « ironie » et « paradoxe », la solution se trouve dans cette réalité que la croissance de la force politique du mouvement ouvrier ne peut être envisagée isolément par la place qu'il se donne en tant qu'organisation dans les activités électorales. On a mentionné antérieurement que, lorsque le grand syndicat des métallurgistes, qui regroupait quelque 80 % des travailleurs du secteur de l'acier, l'un des premiers secteurs de travail à l'époque de « l'économie industrielle », s'adressait aux autorités publiques, l'écoute se révélait à la mesure de son poids social. Rien de comparable au tournant du XXI^e siècle. Les rapports sociaux de pouvoir ne se mesurent pas à l'aulne du seul travail électoral, bien que celui-ci – on doit le répéter – peut évidemment y contribuer. Ce ne fut pas le cas durant la décennie 1990-2000, en dépit du rôle que tient le syndicalisme lors des élections (singulièrement de 1996 et de 1998). Le surgissement de projets politiques indépendants, situés à la gauche des démocrates en fut alors une expression...

Le débat portant sur la fin ou la perpétuation de l'ordre *new deal* a amené Taylor E. Dark à s'opposer au point de vue maintenant majoritaire à cet égard chez les spécialistes des sciences sociales depuis nombre d'années. Globalement, ce point de vue pose que la fin du *new deal order* est advenue avec les années 1980. Dans sa discussion, Dark s'arrête aux auteurs pour lesquels cette fin se manifeste par la transformation du discours politique dominant, tel qu'il s'exprime en valeurs particulières, repères et objectifs sociétaux, par la transformation des fondements et des buts des politiques publiques et la transformation des coalitions partisans donnant le ton à la vie politique³³⁷. Pour Dark, la pérennité de l'ordre *new deal* s'avère au contraire démontrée par les cinq caractéristiques suivantes de l'existence (politique) du syndicalisme : les « syndicats agissent toujours politiquement [et] presque exclusivement par le Parti démocrate » ; les « dirigeants syndicaux maintiennent toujours [de fortes] relations » avec les leaders démocrates au Congrès, grâce auxquelles ils peuvent élaborer « un large programme de réformes » ; les syndicats exercent aussi « une forte influence dans les campagnes » présidentielles démocrates et les processus d'investiture du parti ; les démocrates « une fois élus » nomment généralement aux postes administratifs d'organismes publics spécialisés dans le champ des rapports d'emploi et de protection des salariés des responsables sensibles aux désirs du mouvement ouvrier et qui lui garantissent un « accès privilégié à la branche exécutive » du pays ; enfin, la somme totale « des ressources politiques du syndicalisme » « s'est non seulement maintenue », mais pour une part « a été haussée³³⁸ ».

Durant les années où prévalut l'ordre *new deal*, la puissance politique du mouvement ouvrier était donnée, cela va de soi, par la « cohérence électorale » de la classe ouvrière mise en forme et s'exprimant grâce à l'action du syndicalisme, mais pas uniquement. Elle s'avérait le produit tout aussi bien de la force que s'était gagnée le mouvement de classe dans les rapports sociaux, les rapports économiques et les rapports politiques de pouvoir tels qu'ils incluent, tout en les dépassant, les résultats sur le terrain électoral. L'exemple que l'on vient de rappeler quant à l'industrie métallurgique ou ceux que l'on a couverts dans les chapitres précédents concernant l'activité gréviste, notamment, illustrent pour une large part la puissance de classe dans la société, à laquelle se conjuguaient alors l'intervention électorale. La force politique n'était pas le produit de l'action du Political Action Committee du CIO, de la Labor's League for Political Education de l'AFL, ou du COPE de l'AFL-CIO considérée isolément ou en tant que telle. Tous ces aspects étaient à apprécier dans leur interaction pour rendre compte de la puissance politique du mouvement ouvrier. C'est un fait que cette puissance était articulée à un ordre *new deal*, que le syndicalisme avait d'ailleurs largement contribué à instaurer. À notre avis, ainsi que le soutient le point de vue majoritaire aujourd'hui, cet ordre n'existe plus; mais, ainsi que le souligne l'analyse de Dark, l'action politique du syndicalisme s'articule à l'action qui était la sienne, forme et contenu, durant les années de cet ordre *new deal*. Il en conclut que cet ordre caractérise toujours les rapports dominants dans la société, ce qui ne nous semble pas juste; mais il a manifestement raison pour ce qui est du bipartisme républicains-démocrates, dont la dynamique issue du New Deal – Parti républicain à la droite, Parti démocrate à la gauche – est toujours prégnante. Ses traits se sont même durcis, et chaque composante s'avérait maintenant plus homogène. L'ordre du New Deal n'est plus; mais les rapports partisans servant à dessiner la scène électorale procèdent encore aujourd'hui du (cinquième) système de partis qu'il a mis en forme. Dans un tel cadre, les ressources que le syndicalisme peut assembler lui permettent en effet de représenter l'apport organisationnel principal aux campagnes électorales démocrates, ce qui lui donne sur les élus une influence incontestable. Mais cette dimension des réalités n'équivaut pas en elle-même à la pérennisation de l'ordre *new deal* non plus qu'à une démonstration du renforcement (voire de la perpétuation) du poids politique du mouvement ouvrier. Il y avait d'ailleurs une dimension panique à l'activation électorale que suscita la direction Sweeney de l'AFL-CIO, dont le principe du donnant-donnant valut certes à la centrale des attentions positives des démocrates au Congrès et à la présidence, mais rien qui aurait amené une relance de la syndicalisation, non plus que des formes traditionnelles de l'activité revendicative des syndicats des États-Unis.

Soulignons à nouveau que l'appui donné par le mouvement syndical à des candidats au Congrès, notamment, ne peut s'apprécier prioritairement par les ressources financières qu'il est en mesure d'assembler. Sur des montants globaux de quelque 559 millions de dollars, par exemple, dépensés lors des élections de 1998, seulement 7 % venaient des syndicats, une proportion « comparable à celles » que l'on pouvait évaluer pour les cycles électoraux antérieurs. Une particularité néanmoins : les sommes en provenance des syndicats « lors du cycle électoral 1997-1998 allèrent très majoritairement, à 90 %, aux démocrates », alors que les apports du monde des affaires « furent divisés plus également [entre les deux grands partis], 43 % allant à des candidats démocrates³³⁹ ». Rappelons-le alors : l'aide aux démocrates est d'abord valable sur le plan de l'organisation, et du fait que le syndicalisme réussissait toujours à susciter et à entretenir l'appui majoritaire de ses membres au parti, de même que l'appui des familles syndiquées. Même : semblablement à l'identité conservatrice des républicains qui se durcissait depuis Reagan, le vote syndical non seulement s'avérait fidèle au parti de F.D. Roosevelt, mais paraissait dorénavant se distinguer plus fermement encore à cet égard. Par exemple, le vote des syndiqués appuya à 55 % le candidat démocrate aux présidentielles de 1992, à quelque 64 % en 1996 et 63 % en 2000 ; en ce qui a trait aux élections au Congrès, il passa d'un appui aux démocrates de 60 % en 1994 à 62 % en 1996 et à 70 % en 1998 et 2000. Pour les membres des familles syndiquées, les pourcentages correspondants furent de 68 % en 1992, de 75 % en 1996, et d'un peu plus de 60 % en 2000³⁴⁰. Sans compter, bien sûr, ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, les taux de participation au vote systématiquement plus élevés que les moyennes nationales chez les syndiqués et les membres de leurs familles. Il y avait dans le syndicalisme une base d'appui véritable pour les démocrates, dont le niveau ne pouvait être ignoré ni par ces derniers ni par les républicains.

vii. INÉGALITÉS SOCIALES ET PÉRENNITÉ DU VOTE SYNDICAL, QUELQUES CHIFFRES, 1996-2002

Les données paraissent même plus éloquentes lorsqu'on les décompose selon certaines catégories souvent considérées en tant que telles : ainsi, lors des présidentielles de 1996, les hommes syndiqués ont voté jusqu'à 61 % en faveur de Bill Clinton, contre 38 % des non-syndiqués ; tout aussi significatif, peut-être plus même, les hommes syndiqués blancs ont aussi appuyé à 61 % les candidats démocrates au Congrès, alors que 63 % des Blancs non syndiqués ont voté pour des républicains ; même phénomène du côté des électrices, 72 % des syndiquées se rangeant du côté de Clinton contre 52 % des

non-syndiquées³⁴¹. On retrouve à nouveau cette préférence à l'occasion des présidentielles de 2000, les hommes blancs non syndiqués votant à 69 % en faveur du républicain W. Bush et à 35 % en faveur de Gore ; mais les Blancs membres de syndicats se prononcèrent à 59 % pour Gore contre 35 % pour Bush³⁴². Quelle que soit l'explication que l'on retienne, voilà bien des données concordantes témoignant d'un comportement particulier associé notamment à la qualité de membre (ou de non-membre) d'un syndicat. Et il nous semble fort improbable que l'on puisse la détacher des campagnes systématiques menées par le mouvement syndical en appui aux démocrates lors de chaque échéance électorale, même si d'autres facteurs s'y conjuguent certainement, tel l'attachement partisan historique (auquel l'intervention passée du syndicalisme a aussi concouru) des classes populaires. En tout état de cause, c'était là un beau succès, qui se situait certes plus en continuité qu'en discontinuité avec les pratiques établies, mais qui avait le mérite de maintenir parmi les troupes du mouvement ouvrier le vote libéral, alors que le conservatisme républicain nouveau genre gagnait incontestablement du terrain. On le sait, ce conservatisme prenait en 1994 avec Newt Gingrich la majorité à la Chambre des représentants, une première pour les républicains depuis 1952 ; ceux-ci la garderaient en 1996, 1998 et 2000 (et la prendront aussi par la suite). Qui plus est, avec les années 1990 les victoires républicaines à la Chambre tendent à être plus confortables que les victoires démocrates³⁴³.

L'affaiblissement du syndicalisme, le recul pratiquement constant des pourcentages de la population travailleuse qu'il représente et son incapacité à percer les régions d'où il est exclu réduisent évidemment l'effet et même la résonance de son activité politique, de ses plateformes comme de ses mots d'ordre. Malgré les efforts de John Sweeney et de son équipe, l'insistance qu'ils réitéraient couramment sur la nécessité d'une campagne permanente de syndicalisation, certaines hésitations et la lourdeur bureaucratique, d'un côté, jointes à une hostilité de classe ouverte des républicains et à l'intransigeance patronale, d'un autre côté, conduisaient à ce que le syndicalisme non seulement ne réussisse pas à s'étendre, mais même à ce qu'il régresse là où il était. Au tournant de la décennie 2010-2020, le syndicalisme représentera moins de 12 % des travailleurs, « seulement 6,9 % [de ceux qui travaillaient] dans le secteur privé³⁴⁴ ». Michael Zweig, dans une analyse détaillée et approfondie, montrait néanmoins qu'à la fin de la décennie précédente la classe ouvrière constituait toujours plus de 63 % de la population active, population active dont 47,2 % était composée de femmes et 52,8 % d'hommes³⁴⁵. Durant la décennie 2000-2010, selon la sociologue Katherine Newman, on comptait quelque 50 millions de « presque pauvres » (*near poor*) aux États-Unis et environ 37 millions de pauvres. Elle applique la notion de « presque pauvres » à ce secteur de la population dont le

revenu familial est situé entre le seuil de pauvreté et celui du niveau inférieur de la classe moyenne³⁴⁶. En même temps, il se confirmait que les conditions de vie de la classe ouvrière américaine étaient inférieures à celles de plusieurs pays d'Europe, du Japon, de l'Australie, du Canada, etc., sur divers aspects fondamentaux (accès aux soins de santé, vacances, notamment), et même, dans ce cadre, quant aux salaires nominaux des populations travailleuses de certains pays³⁴⁷. Le passage au XXI^e siècle ne rétablissait pas les conditions anciennes de l'organisation de classe, non plus que les niveaux anciens de sécurité économique et de bien-être matériel. À la fin du mois de décembre 1999, *Business Week* notait l'« anomalie » que, « dans cette période de la plus grande création de richesse de l'histoire américaine, le [citoyen] américain moyen semble vivre à une autre époque » ; la revue cite alors « l'économiste Henry Farber de l'Université Princeton : *grosso modo*, [cette] formidable création de richesse est allée aux gens situés au sommet » de la hiérarchie sociale³⁴⁸...

Cela dit, la réverbération au sein de l'AFL-CIO de la rupture de 1995, quand on avait chassé Lane Kirkland et porté à la direction l'équipe Sweeney, se faisait toujours sentir. Au congrès de la centrale en 2000, le positionnement de base sur l'immigration, et singulièrement l'immigration illégale, était renversé. Depuis des années alors, on prônait un contrôle plus sévère des flots d'immigration ; il était expliqué que l'entrée massive d'immigrants pesait à la baisse sur les salaires et les conditions de travail en vigueur dans le pays, cependant que les vagues présentes d'immigrants amenaient des travailleurs quasi inorganisable. La centrale voyait bien que les patrons employaient des illégaux parce que ces derniers s'avéraient très vulnérables. On le sait, l'AFL-CIO avait demandé alors que soit combattue cette situation d'ensemble par des descentes sur les lieux de travail dont on soupçonnait le patronat d'avoir recours à cette pratique d'embauche d'illégaux. Les employeurs coupables auraient à payer des amendes, cependant que les sans-papiers seraient retournés dans leurs pays d'origine. Les lois en vigueur avaient correspondu à ces souhaits de l'AFL-CIO, en particulier la méthode des descentes inopinées. Mais, en 2000, la centrale vota plutôt en faveur de l'amnistie générale pour les quelque six millions de travailleurs illégaux alors dans le pays et l'abandon de la méthode des descentes imprévisibles au profit d'une défense des droits très souvent bafoués de ces travailleurs illégaux : salaires non versés, exigences très dures quant au nombre d'heures de travail, absence de mesures de sécurité même minimales, exposition à des produits toxiques, conditions de logement insalubres. Il s'agissait d'un renversement de perspective, d'un retournement ; il faut dire, comme le font remarquer divers auteurs, que les travailleurs immigrants s'avéraient très combattifs, au cœur des grandes batailles victorieuses du moment, par exemple en Californie. Cette position nouvelle de la centrale

allait lui permettre de se concerter avec les communautés d'immigration récente, fréquemment mobilisées comme telles dans les efforts de syndicalisation. Et de fait, au tournant du *xxi*^e siècle, une large part de l'énergie de classe du syndicalisme provenait de ces communautés³⁴⁹. De sorte que les craintes anciennes de la centrale quant à une supposée incapacité des travailleurs immigrants de se syndiquer, donc de joindre les rangs du mouvement de classe américain, et le fait que de leur seule présence ils pèsent à la baisse sur les revenus et les conditions de l'emploi des salariés du pays n'étaient plus à propos. Il convenait plutôt d'aller vers ces travailleurs immigrants et de les convaincre de s'associer à l'organisation unioniste des États-Unis.

Il faut mentionner, par ailleurs, que ce retournement de l'AFL-CIO survenait dans le contexte de la dissidence (même si elle s'exprimait timidement) de la centrale avec la politique étrangère du pays, la rupture avec le très répandu consensus national en politique extérieure. En effet, à l'unanimité, le conseil exécutif de l'AFL-CIO refusait en février 2003 son appui au plan de la présidence de W. Bush de l'invasion de l'Iraq. Nous avons étudié antérieurement dans ce chapitre ce moment critique du rapport de l'AFL-CIO à l'État. La centrale se trouvait ainsi à se situer du côté des milieux qui s'opposaient au président W. Bush : grèves étudiantes « dans des collèges et écoles secondaires à travers le pays » le 5 mars, résolutions « de plus d'une centaine de villes » dont Los Angeles, se prononçant contre la guerre, etc.³⁵⁰ L'AFL-CIO fera aussi connaître sa critique de l'engagement militaire dans le même pays l'année suivante, de grands syndicats exigeant explicitement alors le retour immédiat des troupes américaines.

Ces deux exemples, d'une dissidence en politique étrangère et d'un retournement de la position sur l'immigration illégale, procédaient d'un état d'esprit nouveau qui faisait son chemin dans les diverses instances de la centrale, même si c'était inégalement. Mais cet état d'esprit se trouvait en quelque sorte contrecarré et diminué chez certains, notamment au sein des états-majors de grands syndicats affiliés, par la nécessité fortement ressentie de protéger le cadre de la durée de leur organisation, qui s'identifiait pour eux à la convention collective et à l'autonomie organisationnelle. Ces deux éléments, tels qu'ils sont constitués, s'intégraient en une mécanique définissant les termes principaux de la reproduction de l'institution. Ainsi qu'on l'a présenté plus haut, la conjugaison entre cette mécanique et la planification d'une expansion décisive du syndicalisme par la méthode dite géographique s'avérait problématique. Peut-être le sera-t-elle moins dans l'avenir, peut-être l'imbrication sera-t-elle forcée par une vague de base comme ce fut le cas du syndicalisme d'industrie durant la décennie 1930-1940 face au syndicalisme de métier, mais, selon les observateurs les plus perspicaces, l'équipe Sweeney avait dû retraiter dès la fin des

années 1990 du caractère le plus novateur de son entreprise d'expansion de la syndicalisation. L'état d'esprit nouveau, que l'on peut situer par la distanciation partielle de la politique impériale du gouvernement, une ouverture plus grande à l'endroit des nouvelles composantes de la classe travailleuse et, malgré tout, de nouvelles formules de lutte aussi, de même que par un consensus incontestablement plus progressiste lors des grands congrès et réunions, cet état d'esprit nouveau avait évidemment toujours cours au tournant de la décennie 2000-2010. Mais l'expérience Sweeney ne débouchait pas sur le renouveau que lui-même avait escompté, et la débâcle (le mot n'est pas trop fort) du syndicalisme américain, considérée globalement, s'élargissait. Nous en avons présenté les caractéristiques principales jusqu'ici et la mesure. Voilà alors ce qui éclaire le sens du qualificatif fin de siècle utilisé dans le titre de cette partie.

En précisant la signification dudit qualificatif par les notions de nostalgie, de l'impasse ressentie et de la crainte qu'elle instille, de l'impuissance aussi et, enfin, de la sensation d'une perte de son univers de référence, il est possible de cerner des traits définitionnels autres de la situation du mouvement ouvrier américain d'alors, et d'esquisser une dimension complémentaire de l'état d'esprit cerné ci-dessus : la nostalgie que suscite le souvenir des Trente Glorieuses, ce sentiment de l'impasse qu'entraînent les résultats désolants des multiples efforts investis et la crainte que ceux-ci inspirent et, en conséquence, la sensation d'une impuissance devant l'avenir qui, elle-même, fait germer celle de la fin de l'univers dans lequel s'inscrivait sa propre existence. Sous forme de questionnements, bien sûr, mais de questionnements différents de ceux que la conviction d'un avenir prometteur avait sous d'autres cieux fait naître.

Notes

1. Jean Beauté, *La présidence Reagan : second mandat, 1985-1989*, 1991 : 132.
2. F.D. Blau et L.M. Kahn, "Race and Gender Pay Differentials", 1992 : 401.
3. *Ibidem*, 390-391.
4. Lynne Segal, "Whose Left? Socialism, Feminism and the Future", 1991 : 281-282.
5. F.D. Blau et L.M. Kahn, "Race and Gender Pay Differentials" : 403-404.
6. *Ibidem* : 401-406.
7. D. Lewin, O.S. Mitchell et P.D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial Relations and Human Resources*, 1992 : 22-24, présentation du chapitre de Blau et Kahn auquel il est fait référence dans les deux notes précédentes.
8. F.D. Blau et L.M. Kahn, "Race and Gender Pay Differentials" : 399.
9. Jean Beauté, *La présidence Reagan* : 133.
10. *New York Times*, 04/09/1988, section 3 : 5 ; Michael Zweig, *The Working Class Majority : America's Best Kept Secret*, 2000 : 62-64, citation 63.
11. J.W. Budd, "Union Wage Determination in Canadian and U.S. Manufacturing, 1964-1990 : A Comparative Analysis", *Industrial and Labor Relations Review*, 49, 1996 : 673-689 ; article utilisé

- avec l'entrée 219 des *Work Related Abstracts*, section F, mai 1996, de laquelle sont tirées les citations de ce paragraphe.
12. George G. Borjas, "Immigration Research in the 1980s: A Turbulent Decade", 1992: 420-424, 430-431 ; citations 420, 421.
 13. *Ibidem*: 419-420, 431-432, 437-444 ; citations 419, 420, 440.
 14. Jeff Manza et Clem Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, 1999: 235.
 15. Pour ce paragraphe et les citations qu'on y trouve, voir: Stanley Aronowitz, *The Death and Rebirth of American Radicalism*, 1996: 174.
 16. *New York Times*, 03/05/1992: 1, 24.
 17. *Ibidem*: 1, 24.
 18. *Ibidem*.
 19. *Ibidem*: 24 ; Luc Morgan, « Après le brasier dans la baie des Anges », *Le marxisme aujourd'hui*, n° 10, juillet 1992: 39-43.
 20. Richard Héту, « Après la compassion, le backlash? », *La Presse*, 09/05/1992: B7.
 21. *Ibidem*; *New York Times*, 03/05/1992: 1.
 22. Voir la note 20 de ce chapitre.
 23. David E. Rosenbaum, "The Dukakis-Bentsen Ticket Has an Opinion for Anyone in the Party?", *New York Times*, 17/07/1988, section 4: 1, 4 ; citations 1.
 24. Jennifer Lewington, "Women's Votes Slipping from Dukakis", *Globe and Mail*, 05/11/1988: A1, A2 ; citations A1.
 25. Colin MacKensie, "Democrats' New Game Plan Gambles with Black Vote", *Globe and Mail*, 16/07/1988: A7.
 26. S.M. Lipset, N.M. Meltz et collab., *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004: 12 ; R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions. The Twentieth Century*, 3^e édition, 2002: 243.
 27. R.H. Zieger et G.J. Gall, *ibidem*: 243-244.
 28. Paul Johnston, "Organize for What? The Resurgence of Labor as a Citizen Movement", 2001: 32-33.
 29. Juliet B. Schor, *The Overworked American: The Unexpected Decline of Leisure*, 1993.
 30. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition: 243.
 31. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992: 150.
 32. Pour ce qui précède dans ce paragraphe: Kim Moody, "Activists Signing to Build a Labor Party", *Labor Notes*, mai 1991: 8-9 ; Luc Morgan, « Vers un parti ouvrier aux États-Unis », *Le marxisme aujourd'hui*, n° 8, décembre 1991: 23, 28 ; Peter Rachleff, *Hard Pressed in the Heartland: The Hormel Strike and the Future of the Labor Movement*, 1993: 2, 4 ; Paul Buhle, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland, and the Tragedy of American Labor*, 1999: 261, citation tirée de Kim Moody, 9.
 33. L'entrevue de Robert Wages accordée à *Labor Notes* a été traduite par la revue *Correspondances* (Montréal), vol. 1, n° 1: 15. Nous utilisons, y compris pour la traduction des propos de Wages, l'article tel qu'il est paru dans *Correspondances*, dont nous suivons ici la trame.
 34. *Ibidem*.
 35. Jane Slaughter, "Labor Party Advocates Plans to Organize Founding Convention for 1995", *Labor Notes*, novembre 1993: 5-6 ; Jane Slaughter, "Advocates to Launch Labor Party", *Labor Notes*, mars 1995: 15.
 36. Entrevue de Mark Dudzic réalisée par Derek Seidman, "Looking Back at the Labor Party", *The New Labor Forum*, consulté en ligne à l'adresse: nlf.sagepub.com/site/misc/Index/DudzicInterview.pdf, 2013.
 37. *Ibidem*.
 38. Mel Van Elteren, *Labor and the American Left: An Analytical History*, 2011: 144.
 39. Entrevue de Mark Dudzic par Derek Seidman, "Looking Back at the Labor Party".
 40. *Ibidem*.

41. C'est Jane Slaughter, "History in the Making: Labor Party Founded in Cleveland", *Labor Notes*, juillet 1996: 8-9, qui rapporte ces propos de Sweeney parus dans un numéro de la *Labor Research Review*.
42. Richard Valelly, "Cooperation for What? The Democratic Labor Alliance in the Reagan-Bush Era", 1993: 118.
43. A. Kopkind et A. Cockburn, "Anybody But... Who? The Democrats, Perot, and the Left", *The Nation*, vol. 255, n° 3, 20-27 juillet 1992: 81-88; pour les auteurs, cette position de Jackson permit lors des présidentielles de 1992 que Perot profite du rejet populaire des deux grands partis.
44. S. Pope et J. Rogers, «Don't Whine – Organize! Out with the Old Politics, In with the New Party», *The Nation*, vol. 255, n° 3, 20-27 juillet 1992: 102-105, citations 103, 104.
45. Ted Fertik, «Which Working Families Party?», *Jacobin*, 23/05/2014, consulté en ligne sur le site du magazine *Jacobin*.
46. S. Pope et J. Rogers, «Don't Whine – Organize!»: 104, en note de bas de page.
47. *Ibidem*, 105.
48. *Ibidem*, 104.
49. Nous nous inspirons directement dans ce paragraphe de: Ted Fertik, «Which Working Families Party?»; on peut consulter en ligne les documents de discussion et d'orientation du New Party.
50. *Ibidem*.
51. Il s'agit du Connecticut, du Delaware, de l'Idaho, du Mississippi, de New York, de l'Oregon, de la Caroline du Sud et du Vermont.
52. Pour ce qui précède, voir Mel Van Elteren, *Labor and the American Left*: 193n.10, 209n.12. Pour ce qui suit dans le même paragraphe, voir Ted Fertik, «Which Working Families Party?»
53. Warren N. Holmes, *The National Black Independent Party: Political Insurgency or Ideological Convergence?*, 1999: 42.
54. *Ibidem*: 43-45, 47; John T. McCartney, *Black Power Ideologies: An Essay in African-American Political Thought*, 1992: 151-165.
55. Warren N. Holmes, *ibidem*: 48; John T. McCartney, *ibidem*. Les citations sont prises de Holmes.
56. Warren N. Holmes, *ibidem*: 48-49.
57. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*; 1992: 258-262, citation 259.
58. B.J. Widick, *Detroit: City of Race and Class Violence* (1972) 1989: 239-243, citation 242.
59. Luc Morgan, «Vers un parti ouvrier aux États-Unis?», *Le marxisme aujourd'hui*, n° 8, décembre 1991: 23, 28; «Notes éditoriales», *Le marxisme aujourd'hui*, n° 10, juillet 1992: 5; Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006: 58. Citation tirée des «Notes éditoriales».
60. Carole Seligman, «Why 'single-issue' Vote is a Trap for Pro-choice Movement», *Socialist Action*, vol. 8, n° 1, janvier 1990: 5.
61. *New York Times*, 16/09/1991: B10.
62. A. Kopkind et A. Cockburn, "Anybody But... Who? The Democrats, Perot and the Left", *The Nation*, vol. 255, n° 3, 20-27/07/1992: 81-88, citations 87.
63. Dépêche de l'Associated Press, 29/06/1992.
64. Michael Zweig, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 2000: 70.
65. *Ibidem*: 64-65. Dans cette édition, Zweig souligne que de 1997 à 1999 ces données seront quelque peu modifiées. Dans la deuxième édition de ce livre, publié en 2012 chez le même éditeur, Zweig rapporte que toutes les inégalités se sont durcies cependant durant la première décennie du *xxi*^e siècle.
66. Vicente Navarro, "Excluding the Others. The Middle – A Useful Myth", *The Nation*, vol. 254, 23/03/1992: 1, 381, citations 381.
67. Carole Gould, "Protecting Benefits after Retirement", *New York Times*, 31/07/1988, section 3: 9.
68. Pour les exemples rapportés, voir: *New York Times*, 19/07/1998: section 4, 1-2; *New York Times*, 24/03/1996: A41; *Globe and Mail*, 11/12/1995: A9.

69. Peter T. Kilborn, "Unions at Loss to Reverse Falling Fortunes of Workers", *New York Times*, 02/09/1991 : A1, A10.
70. Editorial, "Unions Yes – But", *The Nation*, vol. 251, n° 8, 17/09/1990 : 260.
71. Paul Buhle, *Taking Care of Business* : 227-228.
72. Debi Duke, "AFL-CIO : About Face on South Africa", *Labor Notes*, janvier 1991 : 8-9, 13, citation 8.
73. Susan Chira, "Motorola's Labor War", *New York Times*, 10/02/1989, section 3 : 1, 10.
74. *Ibidem*.
75. Steve Murdoch, "The Unions Find Consensus", *The Nation*, 10/07/1972 : 11-14.
76. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008 : 169-170.
77. *Ibidem* : 125-127 ; on peut trouver la liste complète des syndicats et de leurs présidents qui s'étaient joints au NLC en date de l'année 1985 à la note 5 de la page 241 de ce même livre.
78. Kim Moody, *An Injury to All : The Decline of American Unionism*, 1992 : 292.
79. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 125.
80. *Ibidem* : 129 ; FDR/FMLN : Front démocratique révolutionnaire/Farabundo Marti de libération nationale.
81. *Ibidem* : 130-131 ; *New York Times*, 26/04/1987 : 32.
82. Citation prise dans sa traduction française de *Tribune ouvrière*, 185, mars 1987 : 13.
83. *New York Times*, 26/04/1987 : 32 ; Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 137 ; citations tirées du *New York Times*.
84. Nous avons directement suivi dans ce paragraphe la présentation que fait Kim Moody de cet événement, voir : Kim Moody, *An Injury to All* : 291-292.
85. Kim Moody, *ibidem* : 292 ; Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 126, 133-136 ; citations dans Battista, 126, 135.
86. Noel Beasley, "On the Front Lines : The Labor Movement around the Country", 1999 : 215-216.
87. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 170-175.
88. *Ibidem* : 173-174, 194 ; citations 173 et 174.
89. Lucy Roberts, « Le changement à la tête de l'AFL-CIO : un tournant vers la re-syndicalisation ? », *Correspondances*, vol. 4, n° 2, printemps 1996 : 19-21 ; Harold Meyerson, "A Second Chance : The New AFL-CIO and the Prospective Revival of American Labor", 1999 : 12.
90. Lucy Roberts, *ibidem*.
91. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats : An Enduring Alliance*, 1999 : 178-179.
92. On peut facilement trouver en ligne plusieurs sites reprenant ou expliquant le *Contract with America*, de même que des articles d'analyse à ce sujet.
93. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 179-180 ; *Work Related Abstracts*, juillet 1995 : section F, entrée 417.
94. Taylor E. Dark, *ibidem* : 181.
95. *Ibidem* : 182.
96. *Ibidem* : 181-182.
97. Peter T. Kilborn, "Delegates of Labor Gather, Battered but Now Buoyant", *New York Times*, 22/10/1995 : 1, 28.
98. Richard Bensinger, "When We Try More, We Win More : Organizing the New Workforce", 1999 : 28.
99. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 183.
100. Michael Byrne, "Sweeney Heralds 'a Moment of Hope'", *AFL-CIO News*, 06/11/1995 : 1, 9.
101. Voir Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 166.
102. L. Turner et R.W. Hurd, "Building Social Movement Unionism : The Transformation of the American Labor Movement", 2001 : 20.
103. Simon Rodberg, "The CIO without the CIA : Inside the AFL-CIO Solidarity Center", *The American Prospect Magazine*, vol. 12, n° 12, 02/07/2001.
104. Beth Sims, *Workers of the World Undermined : American Labor's Role in Foreign Policy*, 1992 : 3.

105. Propos rapportés et traduits dans *Correspondances*, vol. 5, n° 4, automne 1997 : 34. Lane Kirkland avait ramené l'AFL-CIO dans la CISL en 1981. La version française des propos de Sweeney et Jordan est prise de *Correspondances*.
106. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition : 264.
107. Voir Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006 : 41-42, et R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition : 255, pour ce qui précède.
108. Kim Moody, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, 1992 : 161.
109. Barbara Shailor, "A New Internationalism : Advancing Workers' Rights in the Global Economy", 1999 : 145-151.
110. Simon Rodberg, "The CIO without the CIA".
111. Dan Clawson, "U.S. Labor and the Neoliberal Challenge : Destruction or Upsurge?", 2007 : 263.
112. Simon Rodberg, "The CIO without the CIA"; Kim Scipes, *AFL-CIO's Secret War against Developing Country Workers: Solidarity or Sabotage?*, 2010 : 38-39.
113. Barbara Shailor, "A New Internationalism" : 151-152; Kim Scipes, *AFL-CIO's Secret War*: 39-40I; Simon Rodberg, "The CIO without the CIA".
114. Tim Shorrock, "AFL-CIO Eliminates International Affairs Department", 2005 : sur le blogue de Shorrock intitulé "Money Doesn't Talk, It Swears".
115. Kim Scipes, *AFL-CIO's Secret War*: 93-112; en particulier les pages 105-112.
116. Kim Scipes, "AFL-CIO's Foreign Policy Leaders Help Develop Bush's Foreign Policy", *Kim Scipes Z Space Page*.
117. Kim Scipes, *AFL-CIO's Secret War*... : 110.
118. Tim Shorrock, "Labor's Foreign Policy Heads in a New Direction", *Foreign Policy in Focus*, 11/08/2005; disponible en ligne à l'adresse : <http://www.fpiotf.org/fpifpifxt/261>.
119. *Ibidem*.
120. Tim Shorrock, "AFL-CIO Eliminates International Affairs Department", Tim Shorrock, "Labor's Foreign Policy Heads in a New Direction"; Katherine Hoyt, "Concerns Over Possible Involvement in Venezuela Coup", *Labor Notes*, mai 2002 : 5, citations tirées de Shorrock, "AFL-CIO Eliminates"...
121. Voir, pour un traitement plus complet, Kim Scipes, *AFL-CIO's Secret War*: 56-66, 73-76; la remarque sur la CIA est prise de Tim Shorrock, «AFL-CIO Eliminates».
122. Marc Cooper, "Anti-War Labor Pains", *The Nation*, vol. 275, n° 20, 09/12/2002 : 18.
123. *Ibidem* : 18-19.
124. Kim Scipes, *AFL-CIO's Secret War*: 77-78; *editorial*, "Dissent and Disconnects", *The Nation*, vol. 276, n° 11, 24/03/2003 : 3; Dan Clawson, "U.S. Labor and the Neoliberal Challenge" : 263.
125. Pour ce paragraphe et les citations qu'on y trouve, voir Michael Eisenscher, "U.S. Labor against War Looks Back on Achievements, Organizes for Future", *Labor Notes*, n° 333, décembre 2006 : 4, 8.
126. Nancy Wohlfort (coprésidente de Pride at Work et coorganisatrice – *Co-Convenor* – de l'USLAW), dans une lettre circulaire datée d'avril 2006 adressée aux abonnés de la revue *Labor Notes* et insérée dans sa livraison du même mois.
127. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, 1999 : 160-161.
128. Editorial, "Labor's Love Lost", *The Nation*, vol. 255, n° 1, 06/07/1992 : 3.
129. *Work Related Abstracts*, janvier 1992 : entrée 33; Alexander Cockburn, "The Executioner's Song : Clinton, Labor and Free Trade", *The Nation*, vol. 255, n° 4, 02/11/1992 : 506-509; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 158.
130. R. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition : 249.
131. Voir à cet égard les entrées 257, dans le numéro de novembre 1991 et 277 dans celui de décembre 1991, du *Work Related Abstracts*. Pour ce qui est de la situation économique, soulignons que ce moment est celui des graves difficultés de la ville de New York, la région métropolitaine ayant perdu quelque 100 000 emplois globalement de 1989 à la fin 1991 et Manhattan tous les postes créés par l'entreprise privée dans l'île depuis 1980; pour l'année 1992, General Motors prévoyait

- fermer 21 de ses installations locales dans le pays, mettre à pied 9 000 de ses cols blancs, tout en annonçant qu'elle « éliminerait au cours des quelques années suivantes plus de 70 000 emplois », Tom Wicker, « What's to Debate », *New York Times*, 22/12/1991, section 4 : 11.
132. Alexander Cockburn, « The Executioner's Song: Clinton, Labor and Free Trade », *The Nation*, vol. 255, n° 14, 02/11/1992 : 506-509 ; Suzanne Gordon, « Why Bill Clinton Won't Save the Labor Movement », *Labor Notes*, octobre 1992 : 11, 13 ; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 162-163 ; citation prise de Cockburn, 509.
 133. M. Byrne, « Offers Hope to Working Americans », *AFL-CIO News*, 11/05/1992, 37 : 1 ; *New York Times*, 27/12/1991 : A16.
 134. Voir Alexander Cockburn, « The Executioner's Song » : 509.
 135. A. Kopkind et A. Cockburn, « Anybody But... Who? The Democrats, Perot and the Left », *The Nation*, vol. 255, n° 3, 20/07/1992 : 84-85.
 136. Rapport du comité exécutif au congrès, *AFL-CIO Proceedings*, 1991, 1^{er} volume : 118-121 ; *Business Week*, 27/01/1992 ; J.W. Endersby et M.C. Munger, « The Impact of Legislator Attributes on Union PAC Campaign Contributions », 1992 : 79-97.
 137. M. Hout, J. Manza et C. Brooks, « Classes, Unions, and the Realignment of U.S. Presidential Voting, 1952-1992 », 1999 ; 84-85.
 138. Par exemple Arthur Paulson, dans *Electoral Realignment and the Outlook for American Democracy*, 2007 : 19-23, 133-145.
 139. Séquence inspirée directement d'Arthur Paulson, *ibidem* : 20.
 140. La notion de « convergence » est reprise de R. Johnston et B.E. Shafer, « Social Structure and Policy Preference in the Transformation of the American Party System, 1952-2004 », 2008 : 5.
 141. Robin Toner, « A Survival Guide for Elected Officials (Results May Vary) », *New York Times*, 10/11/1991, section 4 : 1.
 142. Michael Oreskes, « As Problems Fester, Voters Send Pink Slips », *New York Times*, 23/09/1990, section 4 : 5.
 143. Voir *The Nation*, vol. 255, n° 11, 12/10/1992 : 382, 410-412, ici 409-410.
 144. Paul Allen Beck, « A Tale of Two Electorates: The Changing American Party Coalition, 1952-2000 », 2003 : 38-53, ici 38-43.
 145. Les chiffres rapportés dans ce paragraphe sont tirés de Paul Allen Beck, *ibidem* : 42-43, 46-47.
 146. Nous nous inspirons directement dans ce paragraphe du 3^e chapitre de J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization*, 2003 : 27-29 (pour les citations).
 147. Jacques Decornoy, « Sous la couronne fêlée du marché roi: l'exemplaire faillite des caisses d'épargne américaines », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990 : 18 ; Albert Hayem, « Les faillites de caisses d'épargne aux États-Unis », *Revue d'économie financière*, vol. 10, n° 2, 1989 : 125, 136. La dernière citation dans ce paragraphe est prise de Hayem.
 148. Jacques Decornoy, *ibidem* ; David E. Rosenbaum, « The Savings Debacle: A Special Report. A Financial Disaster with Many Culprits », *New York Times*, 06/06/1990 : A1, D4. Citations tirées de l'article de Rosenbaum.
 149. Tony Kwan, « Le parti unique déguisé: la démocratie en crise aux États-Unis », *Le Devoir*, 25/04/1992 : B10.
 150. Martin P. Wattenberg, *The Decline of American Political Parties, 1952-1994*, 1996 : 171-188, citation 180.
 151. R. Teixeira et J. Rogers, *The Forgotten Majority: Why the White Working Class Still Matters*, 2000 : X-XI, 15-16.
 152. *Ibidem* : 74-77.
 153. *Ibidem* : 73-74.
 154. S.B. Garland, « Why Democrats Still Want to Wear the Union Label », *Business Week*, 05/03/1990, n° 3148 : 37. À la House, les démocrates perdirent dix sièges, mais conservèrent une confortable majorité (258 à 176) ; au Sénat, ils ne firent pas de gains, mais gardèrent leur majorité de 57 à 43 ; voir Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 159, 165.

155. Gwen Ifill, "Clinton Delivers a Mainstream Message with a Southern Accent", *New York Times*, 27/12/1991 : A16.
156. "Bush Swings Wildly Right on Objectors", *AFL-CIO News*, 37, 06/04/1992 : 6.
157. D.J. Bennet, "Workers Take Notice: No Union Card, No Inauguration", *Wall Street Journal*, 74, 18/01/1993 : A19; article signalé dans le *Work Related Abstracts*, avril 1993 : entrée 71.
158. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 162.
159. James Shoch, "Organized Labor versus Globalization: NAFTA, Fast Track, and PNTR with China", 2001 : 282.
160. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 163.
161. Cette pratique voulant qu'un président élu choisisse lui-même le personnel dirigeant du parti national relève tout à fait, à notre avis, de cette caractéristique des deux grands partis américains que nous avons assimilée déjà à l'un des traits définitoires des partis de cadres; «AFL-CIO Urges Democrats to Elect Ron Brown Chair», *AFL-CIO News*, 34, 21/01/1989; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 164.
162. Taylor E. Dark, *ibidem*: 163.
163. *Ibidem*: 164-165, 176-177.
164. *Ibidem*: 172.
165. *Globe and Mail*, 06/02/1993 : A7.
166. *Globe and Mail*, 23/01/1993 : A1, A6.
167. M. Byrne, "Labor Shares Clinton Victory", *AFL-CIO News*, 37, 09/11/1992 : 1; M. Byrne, "Council Takes Major Issues", *AFL-CIO News*, 38, 17/05/1993 : 1; *Work Related Abstracts*, novembre 1993, entrée 171; les citations sont tirées du *Work Related Abstracts*.
168. Voir J. Baude et H. Delessy, «Le programme Clinton: fondements et conséquences», *Économie internationale*, n° 55, 3^e trimestre 1993 : 37-61; citation, 52, note 8.
169. Richard L. Berke, «An Electorate in Revolt», *New York Times*, 04/11/1993 : A1, A25; voir les pages B1 et B10 pour les résultats des consultations à caractère davantage local, encore que certaines – comme celle à la mairie de Hartford au Connecticut, où le maire sortant fut battu – servent aussi à dévoiler ou dessiner de grandes tendances nationales. Hartford n'a certes pas l'importance de New York ou de Los Angeles, mais elle compte tout de même alors quelque 120 000 habitants, une «grande ville moyenne», pourrait-on presque dire, ce qui est le cas de beaucoup d'agglomérations urbaines.
170. *New York Times*, 04/11/1993 : B6, B8.
171. Richard L. Berke, "An Electorate in Revolt", *New York Times*, 04/11/1993 : A25.
172. Jeff Gerth, "Thousands Rally in Washington, Calling for Action on Social Issues", *The New York Times*, 01/09/1991 : A18; A.C. Green, "United Labor Allies, Ready to March", *AFL-CIO News*, 36, 19/08/1991 : 1; "Solidarity Day 91: Why We March", *AFL-CIO News*, 36, 26/08/1991 : tout le numéro.
173. Ces principes étaient: «La liberté d'association et la protection du droit de s'organiser [en syndicat]. Le droit de négocier collectivement. Le droit de faire la grève. L'abolition du travail forcé. L'interdiction du travail des enfants. Un salaire minimum, des heures de travail et les autres normes du travail [habituellement reconnues]. L'interdiction de la discrimination. Paie égale pour un salaire égal. [Protection de la] santé et de la sécurité au travail. Régime d'indemnisation des travailleurs. Protection des travailleurs migrants»; voir Lance Compa, «Free Trade, Fair Trade, and the Battle for Labor Rights», 2001 : 324.
174. *Globe and Mail*, 29/08/96 : A11.
175. *Ibidem*; James Stoch, «Organized Labor versus Globalization»: 283-284; citations prises du texte de Stoch. Pour ce qui est du sort réservé aux premières plaintes soulevées en vertu de l'entente d'accompagnement sur le travail, voir précisément: Asra Q. Nomani, «Unions Angry after Administration Rejects Complaints about Mexico Plants», *The Wall Street Journal*, 14/10/1994.
176. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 170-172; James Shoch, "Organized Labor versus Globalization" : 284; citations tirées de Dark. Robert H. Zieger, *American Workers, American Unions*, 2^e édition, 1994 : 203-204.

177. Thomas L. Friedman, "Gay Rights in the Military: Chiefs Back Clinton on Gay Troop Plan; President Admits Revised Policy Isn't Perfect", *New York Times*, 20/07/1993.
178. *Ibidem*; Paul Lefrak, "One Million March for Lesbian/Gay Rights; National Lesbian and Gay Labor Organization Founded", *In Defense of Marxism*, n° 118, septembre 1994 : 30-31.
179. Elisabeth Bumiller, "A Final Phase for Ending 'Don't Ask Don't Tell'", *New York Times*, 23/07/2011 : A13.
180. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrat.: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, 2000 : 215-216.
181. *Ibidem*.
182. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 168. Sur la campagne de tous les instants que mena de façon magistrale, même si elle ne fut pas victorieuse, Hillary Clinton, voir notamment: Adam Clymer, « First Lady Stars in Spotlight on Health », *New York Times*, 26/09/1993 : 32.
183. *Ibidem*; Peter T. Kilborn, "Unions Plan to Spend \$ 10 million to Promote Clinton Health Plan", *New York Times*, 22/02/1994 : A14.
184. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 169; Peter T. Kilborn, "5 Families in Midwest Cheer Promise of Health Security", *New York Times*, 26/09/1993 : 1, 30.
185. M.J.C. Vile, *Politics in the USA*, 5^e édition: 198-199; Tamar Lewin, "For Couples, Tough Insurance Choices", *New York Times*, 19/09/1993 : 32.
186. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*, 2010 : 156.
187. *Ibidem*: 157.
188. Daniel J.B. Mitchell, "Social Insurance and Benefits", 1992 : 603-604.
189. Jane Slaughter, "Support of 'Medicare for All' Prepare for Healthcare Showdown", *Labor Notes*, décembre 2008, n° 357 : 1, 13, citation 1.
190. Voir C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*, 2010 : 155- 158, citation 157.
191. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 169; C.M. O'Neill, "Health Care Battles Send Unionists to Barricades", *AFL-CIO News*, 38, 26/07/1993.
192. M.J.C. Vile, *Politics in the USA*, 5^e édition: 199-200.
193. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 216-217; M.J.C. Vile, *Politics in the USA*: 201-202.
194. François Vergniolle de Chantal, « Le 104^e Congrès et le *Divided Government* dans les années 1990 », 2007 : 144.
195. C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*: 220-221 ; voir les pages 218-226 pour une présentation et une mise en contexte plus complètes.
196. Gordon Lafer, « State 'Reforms' Discipline and Punish the Jobless », *Labor Notes*, n° 410, mai 2013 : 8-10; Lafer faisait remarquer que, « [v]ingt années plus tard, les arguments visant à terminer [le programme] d'aide sociale étaient [dorénavant] utilisés contre les chômeurs » (p. 8).
197. Michael Zweig, *The Working Class Majority*, 1^{re} édition: 78.
198. M. Cooper et M.L. Sifry, "Editorial", *The Nation*, vol. 263, n° 11, 14/10/1996 : 4-5.
199. Russ Davis, "Activists Plan Workfare Day of Action, Discuss Relationship with AFL-CIO", *Labor Notes*, déc. 1997 : 12. L'organisation [JW] est une organisation indépendante créée comme « un réseau [national] de 30 coalitions à base locale [en 1987 et] réunissant des sections syndicales locales, des comités de quartier, des groupes communautaires, des groupes d'étudiants [...] dans plusieurs grandes villes, dont Atlanta, Boston, Cleveland, New York et Seattle »: R. Fantasia et K. Voss, *Des syndicats domestiqués: répression patronale et résistance syndicale aux États-Unis*, 2003 : 101.
200. Clyde Haberman, "20 Years Later, Welfare Overhaul Resonates for Families and Candidates", *New York Times*, 01/05/2016.
201. Anthony Giddens et Tony Blair, *La troisième voie*, 2002 : 209.
202. Amy Chozick, "Bill Clinton Says He Regrets Showdown with Black Lives Matter Protesters", *New York Times*, 09/04/2016 : A2.
203. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 217.
204. Amy Chozick, « Bill Clinton Says »: A2.
205. *Ibidem*.

206. Ces années furent aussi des années d'une courte remontée des effectifs de la centrale. Nous y reviendrons.
207. Graham Fraser, "Labour Movement Fighting Image Problem", *Globe and Mail*, 16/06/1995. Pour ce qui précède voir aussi: Paul Buhle, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland and the Tragedy of American Labor*, 1999: 232. Citation prise de Graham Fraser.
208. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 236.
209. François Vergniolle de Chantal, «Le 104^e Congrès et le *Divided Government* dans les années 1990», 2007: 143. On peut trouver facilement en ligne le texte complet du contrat avec l'Amérique, le *Contract with America*, par exemple sur le site de *Wikipedia, the free encyclopedia*.
210. Citations tirées de *ibidem*.
211. Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 241-242.
212. Citation prise de François Vergniolle de Chantal, «Le 104^e Congrès»: 142.
213. *AFL-CIO News*, 39, 07/03/1994: 1+; R. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 3^e édition: 250-251.
214. James Shoch, "Organized Labor versus Globalization": 293-294.
215. Steve Rosenthal, "Building to Win, Building to Last: The AFL-CIO Political Program", 1999: 101-102.
216. R.L. Rose, "Labor Loses with Defeat of Pro-Union Lawmakers", *The Wall Street Journal*, 10/11/1994: A8.
217. François Vergniolle de Chantal, «Le 104^e Congrès»: 142; K.S. Baer, *Reinventing Democrats*: 228-246; P.L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006: 22-25. La citation est prise de Vergniolle de Chantal.
218. Bill Jr. Fletcher et F. Gapasin, *Solidarity Divided: The Crisis in Organized Labor and a New Path toward Social Justice*, 2008: 47-48.
219. Voir, par exemple, Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 2-14; R. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition: 240-241.
220. Robert Fitch, "Labor Pains", 1996: 27.
221. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 45.
222. Citation de Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 180. Pour les deux citations qui précèdent, Graham Fraser, «Labour Movement Fighting Image Problem», *Globe and Mail*, 16/06/1995.
223. R.L. Rose, "Love of Labor: Training the Newest Generation of AFL-CIO Organizers", *Wall Street Journal*, 26/10/1995; Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 244-245; S.A. Rosier, "Janitors Sweep Coasts in Major Contract Wins", *AFL-CIO News*, 01/11/1993, 38: 7.
224. Voir, par exemple, Peter K. Kilborn, "Delegates of Labor Gather, Battered but Now Buoyant", *New York Times*, 22/10/1995: 1, 28.
225. Carl Weiser, "Bush's Second Term: GOP Contract with America Resonates with its Believers", *The Detroit News*, 23/12/2004.
226. Associated Press, "Contract Only a Start, Gingrich Say", *Globe and Mail*, 08/04/1995: A11; Peter Roff, "10 Years Later – Contract with America", *Insight on the News*, 29/09/2004.
227. François Vergniolle de Chantal, «Le 104^e Congrès»: 137.
228. Editorial, "Newt Gingrich, Authoritarian", *New York Times*, 13/11/1994: section 4, 14.
229. Harold Meyerson, "A Second Chance: The New AFL-CIO and the Prospective Revival of American Labor", 1999: 2.
230. Steve Rosenthal, "Building to Win, Building to Last: The AFL-CIO Political Program", 1999: 101.
231. *Ibidem*: 100-101.
232. Le droit d'initiative permet dans certains États qu'un nombre précis de citoyens et citoyennes soumettent directement à l'électorat un projet de loi.
233. Harold Meyerson, "A Second Chance": 1-2.

234. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*: 252; H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*, 2001 : 166 ; le chiffre de 100 millions de dollars est donné en additionnant la valeur des contributions que répertorient Asher et ses collaborateurs. Chiffres concordants chez Dark, *The Unions and the Democrats*: 185.
235. Taylor E. Dark, *ibidem*: 186-187 ; Dark se fonde sur l'étude de Gary C. Jacobson, "The 105th Congress: *Unprecedented and Unsurprising*", dans Michael Nelson, dir., *The Election of 1996*, Congressional Quarterly, Washington, 1997. Les chiffres sont à considérer "toutes choses égales, par ailleurs".
236. Pour une présentation complète des types de dépenses politiques et électorales à ce moment légalement permises aux syndicats, voir H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*: 76-78.
237. *Ibidem*: 79.
238. Voir Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 106-111.
239. David Bacon, "For a Labor Economy", *The Nation*, vol. 262, n° 13, 01/04/1996: 14 ; "AFL-CIO Blasts Federal Reserve, Greenspan Policy", *AFL-CIO News*, 11/03/1996: 14. Ce que la centrale reprochait à Alan Greenspan était ce qu'on voyait comme sa fixation mal inspirée sur un danger inexistant d'inflation (parce que le niveau du chômage dans le pays venait de franchir à la baisse la barre des 6 %) ; les politiques de la Federal Reserve alors visaient une contraction de la supposée surchauffe de l'économie, qui créait obligatoirement, pensait-on, du chômage. Citation tirée de Bacon.
240. Ainsi, outre des exemples que l'on a couverts : « la décision que prit directement [Bill] Clinton après avoir rencontré les leaders des syndicats d'employés publics de nier à l'État du Texas l'approbation fédérale pour un plan de privatisation de l'administration des services de bien-être de l'État » : Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 200.
241. David Finkel, "Clinton and the Shame of the Left", *New Politics*, vol. 4, n° 1 (new series), été 1996: 5-7.
242. Barbara Ehrenreich, *The Nation*, vol. 263, n° 17, 25/11/1996: 7.
243. Harold Meyerson, "A Second Chance": 21-23 ; John Sweeney, "The Best of What We Are", *America@Work*, juin 1998: 7. Citation de Meyerson.
244. David Glenn, "Fast Track Derailed", 1999: 189-193.
245. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 253.
246. David Glenn, "Fast Track Derailed": 189-196.
247. Pour ce qui précède, voir Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008: 201, 210-212 ; citations 201, 210.
248. John Sweeney, "What Our Members Want", *America@Work*, 03/1993: 7.
249. H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*: 19-20.
250. David Kusnet, "'The America Needs a Raise' Campaign: The New Labor Movement and the Politics of Living Standards", 1999: 167.
251. David Kusnet, *ibidem*: 169-172, citations, 171 ; voir *ibidem*: 231 pour les éléments rapportés de sa vie professionnelle.
252. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 179 ; c'est Battista qui cite Sweeney. John Sweeney, *America Needs a Raise*, Houghton Mifflin, New York, 1996.
253. Melvyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*, 1994: 228-230.
254. L'atelier syndiqué (le *union shop*) se définit aux États-Unis comme une formule d'accréditation du syndicat dans l'entreprise entraînant que tous les employés paient les cotisations syndicales puisque tous et toutes profitent des services (griefs, convention collective, etc.) dudit syndicat ; la cotisation syndicale est retenue à la source par l'employeur et normalement tous les employés sont syndiqués. Cette formule d'accréditation aide incontestablement « à solutionner des problèmes [soulevés] par l'action collective » dans le cadre juridique et politique de la société américaine. Citation prise de Tracy Roof, "Can the Democrats Deliver for the Base? Partisanship, Group Politics, and the Case of Organized Labor in the 110th Congress", 2008: 86.
255. *Ibidem*.

256. Mervyn Dubofsky, *The State and Labor in Modern America*: 231.
257. Tracy Roof, "Can the Democrats Deliver for the Base?": 86-87.
258. Harold Meyerson, "Democrats on Defense: What Hope for Liberalism", *Dissent*, vol. 43, n° 1 (hiver 1996): 14.
259. Nous nous inspirons ici de K. Finegold et T. Skocpol, *State and Party in American New Deal*, 1995: 226-233, citations, 236.
260. Pour ce qui précède: Suzanne Gordon, *Labor Notes*, juillet 1993: 12-13; Kim Moody, *Labor Notes*, octobre 1993: 13; M. Parker et J. Slaughter, *Labor Notes*, décembre 1993: 7-11.
261. Voir Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003: 75-79.
262. Mike Parker et Jane Slaughter, "What is the Reich Commission?", *Labor Notes*, décembre 1993: 9.
263. Suzanne Gordon, *Labor Notes*, juillet 1993: 12-13.
264. Mike Parker et Jane Slaughter, *Labor Notes*, décembre 1993: 8.
265. Les trois désignations sont souvent utilisées, séparément ou ensemble. Le secrétaire au commerce Ron Brown allait périr en 1996 dans un accident d'avion lors d'un voyage officiel en Croatie.
266. John Zalusky, présentation à la 15^e réunion annuelle de la North American Labor History Conference, le vendredi 15 octobre 1993, Wayne State University, Detroit: notes prises par l'auteur de ces lignes lors de la présentation; M. Parker et J. Slaughter, *Labor Notes*, décembre 1993: 9.
267. Propos rapportés par David Brody, "The Future of Labor in Historical Perspective", *Dissent*, vol. 41, n° 1, hiver 1994: 63.
268. Richard Rothstein, "Unions and the New Administration", *Dissent*, vol. 40, n° 2, printemps 1993: 159-165, citations 159, 161.
269. "Testimony of Lane Kirkland before the Commission on the Future of Worker-Management Relations, November 8, 1993, Washington, D.C.", AFL-CIO.
270. *Ibidem*.
271. *Ibidem*.
272. Voir Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats. An Enduring Alliance*, 1999: 172-175, citation 174.
273. J. Slaughter et E. Boal, "Unions Slam Dunlop Commission Proposals", *Labor Notes*, février 1995: 1, 14; Stephen Herzenberg, "Reinventing the U.S. Labour Movement, Inventing Post-Industrial Prosperity: A Progress Report", 2002: 107-108
274. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 174-175.
275. Drew Fagan, "Sweeney Faces Uphill Fight", *The Globe and Mail*, 27/10/1995: A9.
276. Lance Compa, "Free Trade, Fair Trade, and the Battle for Labor Rights", 2001: 330-338, citations 331.
277. Ce qui avait amené le grand spécialiste Selig Perlman du mouvement syndical à expliquer en son temps l'idéologie de l'AFL et de Gompers comme la seule que «le caractère sacré de l'institution de la propriété privée en Amérique» pouvait accepter; voir notre premier chapitre.
278. Voir Steven Greenhouse, "Update on Capitalism: What Do You Mean 'Us' Boss?", *The New York Times*, 01/09/2002.
279. Steven Herzenberg, "Reinventing the U.S. Labour Movement": 110-113, citations 110.
280. Juan Gonzalez, "Interview with John Sweeney", 1999: 229.
281. Noel Beasley, "On the Front Line: The Labour Movement around the Country", 1999: 217.
282. Jill Kriesky, "Structural Change in the AFL-CIO: A Regional Study of 'Union Cities' Impact", 2001: 131-132 pour ce qui précède.
283. *Ibidem*: 132; les deux citations de la dernière phrase sont tirées par Kriesky de Sidney Lens, *The Crisis of American Labor*, Sagamor Press, New York, 1959.
284. Sharolyn Rosier, "Restructuring Keys on State, Local AFL-CIO's", *AFL-CIO News*, 20/05/1996: 10.
285. Marc Baldwin, "Public Policy and the Two Thirds Majority", 1999: 136-138, citations 137.
286. Jill Kriesky, "Structural Change in the AFL-CIO": 133-137.

287. *Ibidem*: 133-139; citations 134, 135; voir aussi Steven Herzenberg, “Reinventing the U.S. Labour Movement”: 115-117.
288. Steven Herzenberg, *ibidem*: 116.
289. Jill Kriesky, “Structural Change in the AFL-CIO”: 138-142, citation 138-139.
290. Voir Marc Baldwin, “Public Policy and the Two-Thirds Majority”: 141-143; Stephen Herzenberg, “Reinventing the U.S. Labour Movement”: 122-125; Dan Clawson, “U.S. Labour and the Neoliberal Challenge”: 257-264; citations prises de Baldwin, 141-142. L'utilisation du mot “contrepartie” afin de traduire la signification du *workfare* anglais est mise en avant par P. Dufour, G. Boismenu et A. Noël dans leur livre *L'aide au conditionnel*, 2003.
291. R. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 2002: 240; Michael Zweig, *The Working Class Majority*: 30-31.
292. S.M. Lipset et N. Meltz, *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More than Canadians Do, But Join Much Less*, 2004: 121.
293. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 15; *New York Times*, 22/10/1995: 28; Hector Figuera, “Back to the Forefront: Union Organization of Immigrant Workers in the Nineties”, 1999: 91.
294. Voir R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition: 242-245.
295. *Ibidem*: 255.
296. Daniel Munevar, «Les États-Unis de la dérégulation financière à la crise globale», CADTM, 2011; disponible en ligne à l'adresse <http://www.cadtm.org/>.
297. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition: 241; R. Teixeira et J. Rogers, *America's Forgotten Majority*: 116-117; C. Sauviat et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*: 195-197; citation prise de Zieger et Gall.
298. J. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*: 246, 266-267; Amy Foerster, “Confronting the Dilemmas of Organizing Obstacles and Innovation at the AFL-CIO Institute”, 2001: 155; citation prise de Zieger et Gall.
299. R. H. Zieger et G.J. Gall, *ibidem*: 266-267.
300. Le montant de deux mille milliards de dollars est pris de la revue *The Economist*, «America's Economy: Slowing Down to What?», 09/12/2000: 97, cité dans François Chesnais, «La “nouvelle économie”: une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine», 2001: 61-62.
301. Bill Fletcher Jr. et Fernando Gapasin, *Solidarity Divided*: 76-78, citations 77. Voir aussi, à cet égard, l'excellente analyse de David Whitford, «Labor's Lost Chance. AFL-CIO President John Sweeney had Big Labor on the Move for the First Time in a Generation. Then He Fired his Top Organizer. Oops...», *Fortune Magazine*, 28/09/1998.
302. *Ibidem*.
303. Voir S.M. Lipset et N.M. Meltz, *The Paradox of American Unionism*: 11; Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis*: 255-256.
304. Marc Lemire, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au Cycle du millénaire de l'OMC», 2000: 69.
305. Bill Fletcher Jr. et Fernando Gapasin, *Solidarity Divided*: 78-79; Jeffrey Crosby, “The Kids Are All Right”, *Labor Notes*, janvier 2000: 8, 9.
306. D.E. Sanger, “The Shipreck in Seattle: White House Miscalculation Led to Talks without Focus”, *New York Times*, 05/12/1999: 26.
307. James Shoch, “Organized Labor versus Globalization”: 302. Jeffrey Crosby, «The Kids Are All Right»: 8, 9 fait la suggestion aussi de cette possibilité.
308. Les faits rapportés de même que la trame de notre explication et les citations reprennent ici largement une analyse de Kim Moody, «Sweeney Signs on to a Bad Deal at WTO», *Labor Notes*, 02/12/1999, consulté en ligne à l'adresse <https://www.labornotes.org/1999/12/Sweeney-Signs-bad-deal-wto>.
309. Pour ce qui précède, voir James Shoch, «Organized Labor versus Globalization»: 302-306, note 50, p. 303.

310. *Ibidem*: 304-310, citations 306.
311. AFL-CIO, "Mobilizing for Labor 2000", *America at Work*, 17; AFL-CIO, "Where Will the Next President Stand on Social Security", *America at Work*, juillet 2000: 18; AFL-CIO, "Where Will the Next President Stand on Workers' Right to a Voice at Work", *America at Work*, octobre 2000: 15, Paul Buhle, *Taking Care of Business*: 251.
312. H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*: 20.
313. *Ibidem*: 103.
314. AFL-CIO, *America at Work*, avril 2000: 17.
315. *Ibidem*: 18; Richard L. Trumka, "On Becoming a Movement: Rethinking Labor's Strategy", *Dissent*, vol. 39, n° 1, hiver 1992: 57-60, citation 59; Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats*: 202; H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*: 100.
316. Ronald B. Rapoport et W.J. Stone, "Ross Perot is Alive and Well and Living in the Republican Party: Major Party Co-optation of the Perot Movement and the Reform Party", 2003: 337-353.
317. *Ibidem*, citations 340 et 341.
318. John C. Berg, "Spoiler or Builder? The Effect of Ralph Nader's 2000 Campaign on the U.S. Greens", 2003: 329.
319. François Vergniolle de Chantal, «Le 104^e Congrès et le *Divided Government*»: 142-143, citation 143.
320. Voir Anne Deysine et collab., dans P. Lagayette, *L'empire de l'exécutif américain, 1933-2006, 2008*: 464.
321. *Ibidem*.
322. "Facing Revolt, Gingrich Quits as House Speaker", *Globe and Mail*, 07/11/1998: A1, A15; Richard L. Berke, "Grand Old Problem: The Republican Middle Looks for an Edge", *New York Times*, 08/11/1998, section 4: 1, 4. Lesley Wayne fit remarquer, dans un court commentaire publié par le *New York Times*, *ibidem*: 4, que le taux de participation fut de 36% en 1998, le plus bas taux depuis 1942, cependant que les candidats amassèrent globalement quelque 571 millions de dollars pour leurs campagnes, le chiffre le plus élevé de tous les temps à ce moment.
323. Voir Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003: 137-140.
324. *Ibidem*; voir aussi Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 256-260.
325. Kenneth S. Baer, *ibidem*: 258.
326. Anthony Giddens et Tony Blair, «La troisième voie: le renouveau de la social-démocratie», 2002: 172; Giddens cite Amitai Etzioni, *The Spirit of Community*, Fontana, Londres, [1993] 1995: 31.
327. Sarah Ferguson, "The Communitarian Manifesto: Bill Clinton's Strategy Count on Boomers Seeing Things Differently after They Have Kids", *The Village Voice*, 18/08/1992: 17-18, citation 17.
328. Explication inspirée du propos de W. Korpi et J. Palme, "New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization: Welfare State Regress in 18 Countries, 1975-1995", *American Political Science Review*, 2003: 442-443.
329. Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers*: 140-156; Keith Dixon, *Un digne héritier*, 2000: 57-65, 71-76, 95-104.
330. Serge Denis, *ibidem*.
331. Jack Metzgar, «Politics and the American Class Vernacular», 2005: 189-208, citations 192-193; nous suivons directement dans ce paragraphe la présentation de Metzgar, très intéressante.
332. *Ibidem*: 193-208; Metzgar n'en considérait pas moins réelle l'existence d'une classe moyenne aux États-Unis en se fondant sur le revenu, le type de travail et le rôle dans son déroulement pour une part semblable à celle que voyait le DLC. Voir les pages indiquées.
333. Larry Schwab, "The Unprecedented Senate: Political Parties in the Senate after the 2000 Election", 2003: 241.
334. Kenneth S. Baer, *Reinventing Democrats*: 263-264.
335. Voir David Moberg, *The Nation*, "It's Payback Time", vol. 275, n° 1, 01/07/2002: 19-20.

336. Taylor E. Dark, “The Paradoxical Situation of Organized Labor in American Politics”, *LAWCHA Newsletter*, printemps 2008 : 7-8. L’acronyme LAWCHA signifie Labor and Working Class History Association.
337. Résumé rapide de la synthèse que donne des théories principales avançant l’idée de la fin de l’ordre *new deal* Taylor E. Dark, dans son livre *The Unions and the Democrats: 196-198*; il retient en particulier les contributions de S. Fraser et G. Gerstle, introduction à *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, 1989, un livre qu’ils ont dirigé, et de David Plotke, *Building a Democratic Political Order: Reshaping American Liberalism in the 1930s and 1940s*, 1996, deux ouvrages dont nous nous sommes déjà servis.
338. Taylor E. Dark, *ibidem* : 196.
339. Les renseignements et les citations qui précèdent sont pris de H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*: 78-79.
340. Voir Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 182.
341. H.B. Asher et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*: 102.
342. Voir Barbara Ehrenreich et T. Geohagan, “Lighting Labor’s Fire”, *The Nation*, vol. 275, n° 22, 23/12/2002 : 15.
343. J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization*, 2003 : 121.
344. Michael Zweig, *The Working Class Majority: America’s Best Kept Secret*, 2^e édition, 2012 : 124.
345. *Ibidem* : 29-34.
346. Recension par Bill Moyers, “Katherine Newman on the Missing Class”, *Bill Moyers’ Journal*, PBS, consulté en ligne le 25/10/2008. Le livre de Katherine Newman a été écrit avec Victor Tan Chen, *The Missing Class: Portraits of the Near Poor in America*, Beacon Press, Boston, 2007.
347. Peter Dreier, “Labor Day Report Card: A Mixed Bag for American Workers”, *The Huffington Post*, 03/09/2007, consulté en ligne le 14/09/2008.
348. *Business Week*, 27/12/1999, cité par R. Teixeira et J. Rogers, *Why the White Working Class Still Matters*: 147.
349. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 41-42; T. Reyes, “In Dramatic Turnaround, AFL-CIO Endorses Amnesty for Undocumented Immigrants”, *Labor Notes*, avril 2000 : 1, 14; R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions*, 3^e édition : 255; R. Milkman et K. Wong, “Organizing Immigrant Workers. Case Studies from Southern California”, 2001 : 128.
350. Editorial, “Dissent and Disconnect”, *The Nation*, vol. 276, n° 11, 24/03/2003 : 3.

Chapitre 11

UN NOUVEAU SIÈCLE POUR LE SYNDICALISME ?

PRÉSENTATION, RAPPEL HISTORIQUE ET SYNTHÈSE

La première campagne présidentielle du ^{xxi}^e siècle aux États-Unis opposa donc le républicain George W. Bush au démocrate Al Gore. De l'avis général, cette campagne fut terne, sans éclat, mettant aux prises des plateformes pas très éloignées l'une de l'autre. Deux candidats « fils à papa », ainsi que Halimi et Wacquant les ont qualifiés, élevés dans des familles politiques, originaires du Sud conservateur, Bush de l'État du Texas et Gore du Tennessee, le premier *born again christian* et le deuxième ayant fait des études de théologie. Al Gore courtisa, comme on l'a vu, l'appui syndical et se pencha à son tour sur le sort des non-assurés et des mal-assurés face à la maladie ; George W. Bush, quant à lui, œuvra à se forger l'image d'un « conservateur compatissant¹ ». À l'égard des lois du travail proprement dites, la plateforme de Gore s'avérait favorable à une amélioration de la position du syndicalisme, dans la conduite des rapports d'emploi avec les employeurs et la gestion des processus de l'accréditation de syndicats nouveaux. Mais la campagne ne souleva pas beaucoup les passions, encore que la présence de Ralph Nader comme candidat du Parti vert à la présidence permit par moments que soit avancé avec force le besoin d'un système de soins de santé à la canadienne et conspuées les iniquités et malversations de l'univers du monde des affaires. Ses partisans dénoncèrent qu'il ne puisse participer aux débats télévisés des candidats : voilà bien, firent-ils valoir, ce que la monopolisation du champ de la représentation politique par les républicains et les démocrates suppose, et qui sert à camoufler l'inanité de leurs plateformes et de leurs prétendues solutions aux problèmes les plus criants.

Des résultats d'élections disputés

Pourtant, si la campagne parut fade, elle déboucha sur une situation dramatique et tendue, plus annonciatrice à cet effet des péripéties de la décennie qui s'ouvrait, un suspense à l'issue imprévisible. Le taux de participation au vote fut de 54,2 % ; W. Bush reçut 47,9 % des suffrages, Al Gore 48,4 %. Mais le candidat républicain fut déclaré vainqueur avec 271 grands électeurs, cependant que Gore ne put compter que sur 266 votes au Collège électoral. En d'autres mots, Al Gore reçut quelque 540 000 votes de plus que l'aspirant républicain, mais c'est ce dernier qui l'emporta. C'était la quatrième fois que cette possibilité se réalisait dans l'histoire américaine². Mais cette singularité permise par le système électoral des États-Unis devint alors l'arrière-plan d'une crise dont le détonateur immédiat fut le décompte des suffrages en Floride, État dont les vingt-cinq grands électeurs allaient finalement assurer la majorité (donc, conférer la présidence) à l'un ou l'autre des aspirants démocrate et républicain. La manière de l'expression des suffrages relève des États et des comtés, et elle s'avère multiple, vétuste et compliquée en Floride, autant dans l'acte du vote que dans le dépouillement. Les résultats électoraux étant très serrés à l'échelle nationale et le décompte en Floride accusant des retards et de mauvais fonctionnements inadmissibles, tous les médias d'information se tournèrent vers les principaux comtés coupables et vers Tallahassee, la capitale. Le vote avait lieu le 7 novembre. Tôt dans la journée, sur la base de sondages auprès d'électeurs et électrices quittant les bureaux de scrutin, on annonça que Gore l'emporterait en Floride ; plus tard dans l'après-midi, les médias revinrent sur cette prévision en expliquant qu'on s'était probablement fourvoyés dans les calculs ayant conduit aux premières évaluations et que les analyses courantes ne permettaient pas d'avancer une prédiction plausible ; encore plus tard, puis aux « petites heures du matin » le 8 novembre, on fit plutôt valoir que George W. Bush était le vainqueur ; de façon suffisamment convaincante pour qu'Al Gore téléphone au candidat Bush afin de signaler qu'il lui concédait la partie. Mais, « en se rendant prononcer le discours public » reconnaissant sa défaite, le démocrate Al Gore apprit que les médias venaient de modifier à nouveau leur prévision ; le dépouillement (très long) donnait en fin de compte des résultats si serrés qu'il paraissait toujours impossible d'établir qui gagnait la Floride – donc la présidence³.

C'était là les premiers signes d'une « crise » qui allait durer cinq semaines, à laquelle la Cour suprême du pays mettrait fin le 12 décembre ; le Collège électoral put alors conférer la présidence au candidat républicain George W. Bush, le 18 décembre. Durant cette saga, l'aspirant démocrate chercha à faire valoir le besoin de recompter officiellement des bulletins de vote déjà dépouillés

et de tenir compte notamment de l'intention la plus manifeste d'électeurs et électrices aux prises avec des méthodes de manifester leur choix électoral complexes et à qui dans beaucoup de cas on avait même donné des directives fausses. Ces difficultés et ces impasses avaient largement surgi dans les comtés les moins riches et souvent fortement peuplés d'Africains-Américains, des données qui convainquaient Gore qu'un décompte complet et supervisé lui assurerait la majorité. Peut-être Bush pensait-il la même chose, puisque son équipe tenta de s'assurer, au contraire, qu'on mette fin au plus vite aux recomptages et réévaluations? Le frère du candidat républicain, Jeb Bush, occupait alors le poste de gouverneur de la Floride. Il fut rapidement mis fin au processus de recomptage engagé à la suite de la contestation de Gore, à un moment où on lui attribuait un nombre de voix toujours croissant. L'équipe démocrate en appela de cette décision auprès de la Cour suprême de Floride, qui à quatre contre trois lui donna raison. Les républicains se tournèrent alors vers la Cour suprême des États-Unis, qui cassa à cinq contre quatre la décision de la Cour de Floride et ordonna, d'abord par injonction puis, trois jours plus tard, par décision finale, que cesse le décompte du vote. Elle se trouva à désigner par le fait même le gagnant de la présidence. Sans prétendre que le comportement des juges fût d'inspiration essentiellement partisane, il faut tout de même rappeler que la Cour suprême de Floride était à majorité démocrate (le vote y fut de quatre contre trois) et que la Cour suprême du pays comptait cinq républicains et quatre démocrates; et il faut noter que la politisation des nominations aux plus hautes fonctions judiciaires paraissait maintenant une pratique fermement établie⁴. Voilà comment la position de l'équipe Bush s'imposa finalement; par respect pour l'ordre constitutionnel du pays, le candidat démocrate Gore se plia à la décision de la Cour suprême et mit un terme à sa contestation.

Il ne nous appartient pas de nous arrêter davantage à cet épisode, néanmoins très important, on l'aura compris, sur les terrains à la fois politique, institutionnel, électoral et de l'équité des processus de représentation des préférences de la nation⁵; mais il convient de souligner, pour notre propos, que le lien du syndicalisme à la campagne d'Al Gore se traduisit alors en dépendance politique. L'abandon de sa contestation électorale par le candidat démocrate prenait forcément l'aspect, pour une part à tout le moins, de l'abandon de l'intérêt politique des populations de districts défavorisés et largement composés de minorités raciales et ethniques dont le vote restait en suspens. Comment allait réagir le syndicalisme? Nous y revenons précisément plus loin dans ce chapitre.

L'attaque du 11 septembre 2001

Évidemment, et par ailleurs, le coup de tonnerre de cette décennie 2000-2010 sera l'attaque contre les tours jumelles du World Trade Center à New York et sur le Pentagone le 11 septembre 2001. Près de 3000 personnes perdirent alors la vie, parce qu'elles se trouvaient à l'intérieur des tours ou parce qu'elles vinrent porter secours aux sinistrés dans des conditions qui les empoisonnèrent. De ces 3000 personnes, on dénombra entre 600 et 700 travailleurs et travailleuses syndiqués. Le gagnant « mal aimé » des présidentielles de 2000, celui dont l'accès à la présidence souffrait d'un déficit de légitimité encombrant, disaient ses opposants, le républicain George Bush, voulut faire face à l'agression en resserrant notamment la supervision et le contrôle du territoire et de sa population, de même qu'en affirmant la prééminence de l'exécutif national sur le législatif et face à la Cour suprême. Cette orientation se manifesta spectaculairement par l'adoption d'une loi d'ensemble appelée Patriot Act, la création de l'Office of Homeland Security (Bureau de la sécurité intérieure) et la mise en place de tribunaux militaires spéciaux pour « juger les terroristes » : un renforcement de l'ordre politique national, donc, appuyé sur les moyens de coercition et justifié par l'état de guerre auquel on devait soudainement faire face. Dès le 7 octobre 2001 furent lancées « les opérations militaires en Afghanistan⁶ ». Nous nous arrêterons dans cette partie à la position du président W. Bush à l'endroit du syndicalisme, à la signification pour les organisations syndicales des nouveautés politico-juridiques alors en cours, de même qu'à la réaction de l'AFL-CIO à l'attaque du 11 septembre.

Marché de l'emploi et concessions syndicales

Durant les premières années de la présidence de W. Bush, les conditions de vie sociales et économiques de la population travailleuse ne s'améliorèrent pas. « L'emploi piquait du nez » encore au début de 2003. On faisait face à une diminution absolue de quelque 181 000 emplois pour l'année 2002. Qui plus est, on évaluait que le secteur de la haute technologie avait perdu 468 161 emplois durant les mêmes mois, après une année 2001 qui déjà avait entraîné la suppression de 695 581 postes. L'éclatement de la bulle technologique frappa fort. Le président proposa un plan de relance de 674 milliards de dollars fondé uniquement sur des allègements fiscaux, bien que le Congrès tint à voter une « prolongation du versement des allocations à près de 800 000 chômeurs⁷ ». À l'instar de ce que l'on voyait fréquemment depuis des décennies, on apprenait le même jour que la United Airlines serait acculée à la faillite si ses employés n'acceptaient pas de « se serrer la ceinture », concession que ces derniers lui consentaient, de mauvaise grâce pourtant. Quant aux « dirigeants de la

compagnie», ils pouvaient plutôt compter sur «l’octroi d’avantages financiers» nouveaux et importants⁸. Deux aspects d’une même conjoncture dont le modèle allait connaître une accentuation tous azimuts au cours de la décennie qui s’ouvrait. *Idem* des caractéristiques principales définissant la vie du mouvement ouvrier : déclin de l’organisation, de son rayonnement et de sa place dans la société, hostilité ouverte de la Maison-Blanche, tentatives infructueuses de relancer la force et la stratégie de son action. Nous allons revenir plus loin dans ce chapitre sur ces traits, en les envisageant notamment sous l’angle de leur effet électoral. Ils constituent l’un des facteurs lourds qui conduiront bientôt à un schisme profond au sein de la centrale AFL-CIO, un produit de ses incapacités et de l’accumulation de reculs qu’elles ont favorisés. Une situation dont on a vu les antécédents et, globalement, dont on a suivi aussi le développement, mais qui va franchir maintenant un seuil qualitatif.

La part du vote ouvrier au sein de l’électorat ne croît plus, même si le vote des familles syndiquées s’avère toujours en phase avec les consignes et l’engagement politiques de l’organisation syndicale. L’écart grandissant entre le vote syndical et les préférences idéologiques et partisans d’une majorité de ce que l’on appelle «la classe ouvrière blanche» doit être considéré : que le vote ouvrier, selon la définition qu’on en a donnée antérieurement, se réduise pratiquement au seul vote syndical, qu’on a aussi défini, devient une manifestation nouvelle du déclin du syndicalisme américain, le rétrécissement continu de l’espace social qu’il couvre. Nous nous adresserons donc aussi à la problématique de cette «classe ouvrière blanche» des États-Unis, sous l’angle de ses positions politiques en regard des engagements du syndicalisme.

Schisme dans l’AFL-CIO

L’action politique de l’équipe Sweeney sera critiquée par le groupe scissionniste qui se donnera comme nom Change to Win Federation (la fédération «changer pour gagner»; couramment, on utilise en anglais l’acronyme CTW, c’est-à-dire qu’on laisse tomber le F final). On reproche à la direction Sweeney de consacrer une trop forte proportion des ressources de la centrale à l’intervention politique en tant que telle et de se comporter comme une agence du Parti démocrate. Ces critiques ne sont pas nouvelles. Il sera intéressant de voir comment répondront Sweeney et les siens, car les troupes du CTW sont nombreuses et les syndicats scissionnistes parmi les plus dynamiques, tels les SEIU, de l’opération «Justice for Janitors» notamment, et les Teamsters, dont le vote pro-Sweeney en 1995, après leur retour à l’AFL-CIO, avait assuré la victoire à ce dernier. Quels furent les objectifs de la centrale aux élections de

2002 puis en 2004, quand on appuiera contre W. Bush le démocrate John Kerry à la présidence?

Politique extérieure et politique intérieure

Si l'effondrement de l'Union soviétique et de ses satellites, moment défini comme la « fin de la guerre froide », avait justifié l'espoir d'un monde pacifié, les années qui le suivirent donnèrent lieu sous la gouverne du président Bush père, de celle de Bill Clinton puis du président Bush fils à des engagements militaires nombreux, la plupart décidés unilatéralement. Clyde Prestowitz, un homme de l'Administration Reagan, en arriva peu après le 11 septembre 2001 à qualifier cette position unilatéraliste des États-Unis, maintenant plus affirmée que jamais, de position d'un gouvernement de *rogue nation*, utilisant consciemment, même si c'est par provocation, la caractérisation, celle d'État voyou, que l'équipe Bush fils appliquait aux États supposés amis des « terroristes » anti-États-Unis. Car l'unilatéralisme d'expéditions militaires offensives est illégal et le schème conceptuel qui le justifiait dorénavant devenait vite celui de la « guerre sans fin », comme le président Bush le déclara alors. La *rogue nation* fait fi des lois et des ententes internationales, se situe au-dessus et à l'extérieur des lois. À ce moment, son unilatéralisme, on l'aura compris, relève du point de vue dit « hégémoniste » de la pensée néoconservatrice américaine, selon lequel les États-Unis doivent viser à « forger, peu importe les obstacles, un ordre international épousant leurs intérêts et leurs valeurs⁹ ». Pour nous, l'importance de ce rappel relève de ce que l'atmosphère conduisit vite à une exigence d'unanimité derrière un président se donnant pratiquement le rôle du croisé de guerre et à son pays et son armée celui du bien en lutte contre le mal. La dissidence fut quasi proscrite, comme exclue du champ des opinions admissibles.

Tip O'Neill, le légendaire président de la Chambre des représentants, qui occupa ce poste de 1977 à 1987, considérait, dit-on, que « toute politique est locale », c'est-à-dire que les enjeux même nationaux devaient (ou pouvaient) être cernés par leur signification politique locale ; d'ailleurs, le « local », envisagé cette fois sous l'angle des besoins particuliers d'une région et de sa population, pèse directement sur les perceptions habituelles de cet électorat et sur ses choix en politique nationale, comme chacun le sait. Outillés de cette perspective analytique, plusieurs chroniqueurs politiques pensèrent donc que les facteurs lourds usuels, dont le poids du « local », tiendraient lors des présidentielles et « congressionnelles » de 2004 leur rôle courant. Mais, de fait, le battage patriotard continu, la promotion systématique d'un état d'esprit à connotation alarmiste et l'entrée en guerre contre l'Iraq en 2003 favorisèrent une mise en condition conservatrice de la population, autour du président et des activités

de l'armée, de sorte que les républicains réussirent à teinter plutôt le local de national : faire que le besoin de sécurité soit suffisamment excité pour entraîner en 2004 de leur côté la réaction instinctive de défense face à l'ennemi étranger. La stratégie fut victorieuse, les républicains emportant, outre la présidence, le Congrès (Chambre et Sénat) et gardant leur majorité de 31 parmi les gouverneurs des États, même si les démocrates obtinrent une proportion supérieure des votes exprimés dans les élections à la fonction de gouverneur, limitée cependant (50,50 % à 45,50 %) ; les démocrates remportèrent aussi une majorité de voix au Sénat (50,8 % à 45,3 %), mais pas à la Chambre (53,3 % pour les républicains et 46,49 % pour les démocrates). Pour ce qui est de la course à la présidence, le président Bush fils reçut les voix de quelque 50,73 % de l'électorat et l'aspirant démocrate Kerr 48,27 %¹⁰.

Il fallait conclure à ce stade que la stratégie républicaine avait été couronnée de succès ; le bruit incessant et la dissémination des idées de guerre contre les États voyous et leurs alliés terroristes avaient permis au parti de Bush de s'imposer. Depuis l'attaque contre les tours jumelles, « les leaders démocrates n'avaient pratiquement pas contribué [de manière quelque peu originale] à la discussion [publique], comportement attribué à l'intimidation qu'exerçaient sur eux les niveaux [élevés] de l'appui au président, à leur peur d'être accusés de tourner le dos au patriotisme [*fear of being branded unpatriotic*] et à leur hâte de se débarrasser » de ce qui paraissait pour le parti des questions favorisant ses adversaires. Pourtant, les résultats des sondages d'opinion s'avéraient plus complexes ; et les démocrates auraient pu, par exemple sur l'Iraq, tenter de faire valoir d'autres choix que ceux de l'administration. Mais ils voulaient en venir au plus vite « à la question de l'économie, supposément gagnante pour eux ». Comme s'ils menaient à nouveau « la dernière guerre politique¹¹ », c'est-à-dire la guerre de l'élection précédente.

Voilà une remarque bien intéressante de Frank Rich ; l'appui aux engagements militaires de l'Administration Bush tendra, généralement, à s'essouffler et même aux élections de 2004 son effet se révéla déjà moins fort qu'il avait été. Il est vrai que les républicains l'emportent alors et qu'ils ont la majorité au Congrès, à la Maison-Blanche et parmi les gouverneurs des divers États, parce qu'ils jouent du conflit extérieur. Cela dit, et malgré tout, les pourcentages globaux semblent incontestablement revenir à ceux de la consultation de 2000, exprimés avec force à ce moment par le 50-50 au Sénat. La population américaine ne se révèle donc pas massivement enchaînée au discours militaire de la Maison-Blanche : au bout d'un temps, elle paraît plutôt se disposer selon des divisions qu'on lui connaissait déjà.

Crise financière et orientations gouvernementales

Le deuxième mandat du président Bush allait être durement secoué par la crise financière mondiale qui éclata en juillet-août 2007, crise financière et boursière se transformant « en crise de l'économie réelle¹² » et qui s'étira pesamment jusqu'en 2011. Tous les gouvernements décidèrent d'octroyer des masses énormes de ressources financières, sous une forme ou une autre, au sauvetage du secteur financier, par exemple « la contribution du secteur public [...] aux divers plans de soutien du secteur financier décidés en 2008 et en 2009 s'est élevée à quelque 9,500 milliards de dollars aux États-Unis (l'équivalent des deux tiers du PIB)¹³ ». Soulignons à ce stade deux éléments principaux de cette conjoncture : premièrement, la crise frappa de plein fouet la présidence Bush, contredisant le bien-fondé de ses politiques économiques ; deuxièmement, l'Administration Obama assumait le pouvoir en 2009 alors que la crise de l'économie réelle était bien enclenchée, dont le déroulement et les conséquences obligeaient chaque jour qu'on lui prête l'attention première des politiques publiques. Le mouvement ouvrier fut lui-même forcé alors de faire des choix difficiles, dans des entreprises et des secteurs de l'économie industrielle, qui le diminuèrent et déséquilibrèrent vers le bas la condition de larges groupes de ses membres et de la classe à laquelle il s'adresse prioritairement.

Les présidentielles de 2008

Compte tenu des difficultés que rencontrèrent les expéditions militaires, de la crise du secteur financier et du démenti que les développements multiples de l'actualité semblaient apporter aux politiques et aux explications répétées de l'Administration Bush, les présidentielles de 2008 acquirent évidemment pour le syndicalisme le caractère d'une occasion qu'il ne fallait pas manquer. À la fin de son second mandat, le président Bush était fort impopulaire, à la différence de ce qui avait été le cas en 2004, une donnée qui allait nuire d'une manière ou d'une autre à la candidature républicaine, alors qu'elle ouvrait l'occasion d'une cabale offensive pour le camp démocrate. Le mouvement ouvrier se montrera très actif dans les primaires démocrates, se divisant d'abord entre partisans d'Hillary Clinton et partisans de Barack Obama. Nous allons analyser cette campagne, ses résultats et le vote des familles syndiquées.

Nous poursuivrons notre travail en nous penchant quelque peu sur les mandats de Barack Obama, afin d'y circonscrire le sens des politiques économiques et sociales des démocrates et le sort des promesses auxquelles le président s'était précisément commis en faveur des syndicats. L'adversaire républicain d'Obama (le colistier d'Obama était Joe Biden) en 2008 fut John McCain (colistièr Sarah Palin) et en 2012 Mitt Romney (colistier Paul Ryan).

À ce moment, la polarisation idéologique entre les deux partis atteint des sommets, les sénateurs et les représentants républicains pratiquant une obstruction de tous les instants aux initiatives de la Maison-Blanche. Qui plus est, la véritable guerre entre partis qu'ouvrira la réforme du système de la santé par le président Obama amènera bientôt l'apparition d'un vaste mouvement populiste de droite à caractère très réactionnaire, le Tea Party.

Polarisation droite-gauche, Tea Party et Occupy Wall Street

Le mouvement du Tea Party va connaître un développement rapide, occupant presque toutes les tribunes publiques et s'installant puissamment dans le Parti républicain. À compter de l'automne 2011, un mouvement tout aussi massif et populaire, mais progressiste celui-là, s'érige spontanément contre le capitalisme financier: le mouvement Occupy Wall Street, qui s'en prend à la domination du 1% de la population située au sommet de la hiérarchie sociale et appelle à l'action contre lui. Le mouvement Occupy Wall Street ne visera pas, de son côté, à s'emparer du Parti démocrate, mais il réussira à contester efficacement l'espace du débat public au Tea Party et brisera le monopole de celui-ci sur le discours idéologique ambiant. Nous reviendrons alors à l'analyse de la nature des deux grands partis américains, cette fois en ce contexte nouveau, en nous centrant premièrement sur ce qu'il est advenu du Parti républicain au fil des décennies, puis, en nous arrêtant au système de partis comme tel, afin de réinsérer dans notre réflexion l'évolution du Parti démocrate.

Exceptionnalisme américain et nouvelles formes d'action sociale

Au moment où nous écrivons ce chapitre, l'«exceptionnalisme» américain, tel qu'on circonscrivait traditionnellement son terrain¹⁴, reste toujours une donnée importante de l'histoire du mouvement ouvrier, mais aussi de la nature et du fonctionnement du bipartisme du pays, qui s'est construit sans que l'un de ses pôles soit d'origine ouvrière socialiste. Cette réalité obligatoirement contribue à façonner la culture populaire aux États-Unis. Cela dit, au fil du dernier quart du xx^e siècle, les partis ouvriers traditionnels du monde occidental ont progressivement achevé le délestage de leur fonction sociale d'origine, surtout du rôle qui était, bon an mal an et plus ou moins, demeuré le leur, celui d'un pôle social de remplacement servant à constituer en classe politique ouvriers et salariés. À notre avis¹⁵, les partis ouvriers traditionnels n'assument plus aujourd'hui cette fonction, bien que leur présence historique ait marqué la culture populaire d'aspirations politiques de classe... Aux États-Unis, le déclin d'envergure tout aussi historique du syndicalisme influe nécessairement

sur les configurations des luttes sociales. Des formes nouvelles produites par l'énergie de base de groupes de travailleurs syndiqués ou non surgissent ; elles s'adressent aux dimensions à la fois politiques et économiques de leur situation, des travailleurs qui décident par eux-mêmes de leur action et de son déroulement, avec ou sans le concours de directions syndicales constituées, voire en renversant des directions récalcitrantes. Ce qui se produit même dans des États du Sud profond et depuis longtemps *right-to-work*. Si les partis ouvriers traditionnels, singulièrement leur variante travailliste, avaient souvent inspiré l'action et les objectifs politiques des milieux militants au sein du syndicalisme américain, on se retrouve aujourd'hui dans une situation entièrement différente : ces partis, apparus durant les dernières décennies du XIX^e siècle, vivent un processus de déliquescence qualitative et quantitative décisif.

L'explication de l'exceptionnalisme américain reste de grande importance pour la compréhension du mouvement de classe, de la société américaine et de sa culture populaire, et doit en conséquence être menée. Mais les États-Unis ne sont plus le seul pays où le mouvement ouvrier n'a pas de parti distinctif ; dans le monde développé, c'est maintenant devenu à notre avis la règle. Comment donc en ce nouvel environnement envisager l'avenir ?

1. LE CONSERVATISME RADICAL AU POUVOIR

« En prenant ses fonctions, [George W.] Bush entreprit de réaliser avec une arrogance absolue son programme au bénéfice du monde des affaires, a écrit Howard Zinn, comme s'il avait effectivement reçu le soutien massif de la population pour ce faire. » Ce « programme était simple. [Bush] se déclara en faveur de réductions d'impôt pour les plus riches, s'opposa nettement aux [...] réglementations environnementales. Il augmenta le budget de la défense et s'engagea à poursuivre le projet Guerre des étoiles¹⁶ ». La formation même de son cabinet et de sa garde rapprochée, manière (l'arrogance à laquelle fait référence Zinn) et contenu (c'est-à-dire le personnel dirigeant des ministères et des agences), exposa avec précision la nature de ses orientations. Le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, étaient proches des *faucons* néoconservateurs républicains ; Paul Wolfowitz, numéro deux du Département de la défense, et Richard Perle, « qui préside [un] Policy Board, [...] groupe d'experts indépendants de très haut niveau chargé » d'une élaboration de scénarios stratégiques, étaient tous les deux partisans d'imposer la « puissance américaine dans le monde », afin de faire prévaloir les impératifs de la sécurité des États-Unis telle qu'ils la conçoivent. Perle et Wolfowitz ont chacun fait partie de l'Administration Reagan et de ses sphères dirigeantes en politique internationale. Mentionnons aussi, parmi d'autres partageant les

mêmes orientations, John Bolton, « sous-secrétaire d'État chargé du contrôle des armements, [qui menait à l'époque] la campagne contre la Cour pénale internationale¹⁷ ». Il est vrai qu'aux affaires étrangères le président Bush avait nommé le général Colin Powell, considéré généralement comme un modéré, un républicain, rappelait le *New York Times* en éditorial, favorable à « l'action positive et au respect du droit à l'avortement, au sein d'une administration connue pour être antipathique à l'une et l'autre idée¹⁸ ».

Pour le *New York Times*, il se serait avéré en quelque sorte plus avisé que la voix de la modération ait au sein du cabinet la prépondérance politique sur l'orientation des conservateurs durs, tels John Ashcroft, l'Attorney général désigné, Linda Chavez, nommée au ministère du Travail, Gale Norton, au poste de secrétaire à l'Intérieur, et Spencer Abraham, envisagé alors comme secrétaire à l'Énergie. Des conservateurs qualifiés d'idéologues dont la préséance, prévenait le *New York Times*, soulèverait la division, la hargne et les conflits continus sur « les droits à l'avortement, l'action positive, l'environnement et l'énergie »; des gens dont la politique rebuterait « les modérés » dans l'électorat¹⁹. Linda Chavez dut retirer sa candidature quand il fut révélé qu'elle avait embauché déjà une immigrante mexicaine illégale pour des travaux ménagers. Sa désignation avait horripilé de toute façon les syndicalistes, qui la voyaient comme une personnalité hostile à leurs organisations, « archconservatrice » (ultraconservatrice) socialement, une insulte à leur endroit de la part du nouveau président. Elle fut éventuellement remplacée par Elaine Chao, qui officiera comme secrétaire au Travail durant l'entièreté des deux mandats présidentiels de W. Bush. Elaine Chao n'était pas d'une mouture différente, idéologiquement, de Linda Chavez; John Sweeney la caractérisera d'ailleurs de pire secrétaire au Travail qu'il ait connu. Ajoutons que le président Bush prit toujours soin de passer par-dessus les instances de direction officielles de l'AFL-CIO quand il voulut s'adresser à des syndicalistes, un type de comportement affaiblissant le mouvement ouvrier en le divisant; comme s'y attendait Bush, les Teamsters répondirent positivement à ses invites, de même que des sections des métiers du bâtiment, en particulier les charpentiers. Un affront que complétait la mesure qui fut, parmi les premières, celle qui s'adressait au monde du travail: la nouvelle administration républicaine réussissait à convaincre le Congrès d'abolir d'entrée de jeu la réforme ergonomique adoptée par la présidence Clinton, qui avait ajouté aux normes tombant sous la responsabilité de l'Occupational Safety and Health Administration celle d'un contrôle du stress au travail²⁰.

Dans l'éditorial auquel nous nous sommes référés, le *New York Times* employait un ton bien feutré de même que la stratégie du conseiller faisant valoir son analyse avant que l'autorité publique ait arrêté sa décision, en ayant

en tête, probablement, de contribuer à ce que ladite autorité ne s'emballe pas bientôt. Mais l'équipe éditoriale du journal devait bien se douter, sur la base même des nominations présidentielles au cabinet, que les dés étaient jetés, pour une bonne part : des « durs » en politique étrangère, des « ultra conservateurs » en politique intérieure, et un modéré respectable, le général à la retraite Colin S. Powell, au secrétariat d'État, comme un gage auprès des pays alliés de « stabilité » à ce poste et, à l'adresse de l'électorat américain, de l'intention de mener à l'extérieur une politique « robuste » dans « un esprit d'unité nationale et de bipartisanerie²¹ ». Cela dit, il n'en restait pas moins que la légitimité politique de la présidence Bush fils était faible de l'immense controverse entourant sa naissance, c'est-à-dire du caractère douteux de sa victoire : combien de votes valides avaient été rejetés ou non comptés, et pourquoi dans des districts défavorisés, à la population africaine-américaine importante ? Quel avait été le rôle exact de Jeb Bush, gouverneur de la Floride, dans toute cette saga du recomptage commencé, interrompu, repris, en suspens ? Comment juger du caractère si partisan des juges à la Cour suprême de l'État et à la Cour suprême du pays, cette dernière intervenant en plus dans la conduite d'un processus électoral qui relève précisément des États ? La controverse s'étendit même à la problématique du bien-fondé d'une institution fort importante du pays, le Collège électoral : minoritaire, W. Bush l'emportait tout de même contre Al Gore, qui avait obtenu une majorité très claire des suffrages. L'« arrogance » dont le comportement de la présidence Bush donnait à plusieurs l'impression reposait donc sur sa volonté d'appliquer immédiatement certains des éléments les plus radicaux de son programme, en dépit du caractère contestable de sa victoire.

i. LE « CONSERVATISME DE COMPASSION »

Ainsi en fut-il des précisions avec lesquelles on entreprit la mise en œuvre de l'orientation du « conservatisme compatissant », ou « conservatisme de compassion ». On aurait pu penser jusque-là que ce conservatisme reposait « sur un subtil alliage entre une morale conservatrice et des politiques sociales étendues, favorables aux plus défavorisés », mais il n'en fut rien. Ce qui était concrètement avancé correspondait de fait à une « solidarité privatisée, fondée sur la charité et visant, par l'action des Églises, à rétablir une morale traditionaliste à tous les échelons de la société ». En d'autres mots, « donner [à des associations] privées [...] [de préférence] religieux[es] la responsabilité de cette aide, [...] en cohérence avec l'idée que les valeurs défendues par ces organismes sont celles sur lesquelles la société américaine doit se refonder²² ». Bien sûr, ces organismes ne pouvaient, par eux-mêmes et par les contributeurs à leurs

œuvres, trouver le niveau de financement nécessaire pour s'acquitter des tâches que supposent l'élaboration et l'intervention du service social. D'une certaine manière, la formule que l'on décida de mettre en place prit alors l'aspect d'une sous-traitance par l'État de certains services sociaux à des organismes privés, singulièrement des organismes religieux. Tout de suite, le principe de la séparation de l'État et des Églises, de l'État et du religieux, sembla remis en cause; par exemple, l'État peut-il financer des organisations liées par leurs origines et la nature de leur intervention au prosélytisme religieux? Des organisations financées par des fonds publics peuvent-elles restreindre l'embauche de leur personnel à des gens partageant certaines croyances religieuses? Il est intéressant de noter que, si une forte proportion de la population appuyait l'idée d'associer des *faith-based organizations* au service social, de très fortes majorités s'opposaient tout aussi bien à ce que des ressources publiques puissent servir à financer des groupements ou des projets n'embauchant que des personnes d'une ou de croyances particulières. Il n'y avait donc pas de demande populaire en faveur du type de nouveauté quant aux rapports Églises-État que les projets du président Bush fils portaient, mais qu'à cela ne tienne: ainsi que le *Globe and Mail* de Toronto avait titré en première page à l'époque, «le gourou chrétien de Bush vise à recréer l'Amérique» (*to reshape America*); pour «les conservateurs fondamentalistes chrétiens, [l'idée du conservatisme de compassion] signifie le début d'une expérience radicale en politique publique, une expérience qui n'est ni anodine ni modérée²³».

En campagne électorale, W. Bush avait exposé que «dans tous les cas où [son] administration verrait qu'il est de la responsabilité de son gouvernement d'aider les gens, elle se tournerait d'abord du côté des organisations fondées sur la croyance religieuse, les œuvres de charité et les groupes communautaires» parce que, avait-il aussi expliqué, «l'espoir pour les pauvres ne repose pas sur la réforme sociale mais sur la rédemption», la transformation spirituelle de l'individu. La présidence Bush mit ainsi sur pied l'«Office of Faith Based Programs», un bureau responsable des programmes (d'intervention *publique*) fondés sur la foi religieuse. Même: Jesse Helms, sénateur républicain ultra conservateur, président du comité sénatorial des affaires étrangères, voulut faire valoir que «l'aide étrangère devrait être placée sous la responsabilité d'organisations religieuses²⁴» aussi. Le maître à penser du président Bush à cet égard, le gourou dont il est question, était professeur à l'Université du Texas, un ex-membre du Parti communiste des États-Unis, aussi surprenant que cela puisse paraître, Marvin Olasky – qui écrit précisément un livre intitulé *Compassionate Conservatism* après sa conversion à la Conservative Baptist Church au milieu des années 1970-1980. Dans ce livre, Olasky présentait les principes à l'origine du «conservatisme de compassion», que le

président Bush faisait manifestement siens dans sa conception de l'aide aux citoyens et citoyennes. Bush fils et Olasky étaient d'ailleurs en relation depuis les années durant lesquelles le président avait été gouverneur du Texas²⁵. Le choix de John Ashcroft au poste de procureur général soulignait bien, dès lors, le sérieux de cette opération. Le nouveau procureur général avait depuis longtemps fait part de ses opinions sur nombre de sujets litigieux, des opinions entièrement partagées par la droite évangéliste radicale, quant à « l'avortement, la peine de mort, le contrôle des armes, l'homosexualité, la prière à l'école, le judiciaire et [le projet] d'élimination du National Endowment for the Arts [fondation nationale pour les arts]²⁶ ».

Comme on le constate souvent, la signification des positions politiques est aussi donnée par celles de leurs contradicteurs et adversaires. Par exemple, un discours prononcé déjà par John Ashcroft et remis au comité sénatorial du judiciaire durant le processus de sa nomination mettait en avant que les « États-Unis avaient été fondés par des colons profondément religieux et que les Américains reconnaissent que la source de notre caractère [national] relève de la piété et [du bien] éternel, pas de principes civiques et temporels... Nous n'avons d'autre roi que Jésus ». Ce qui avait mis en furie une organisation dédiée précisément à la défense de la laïcité de l'État, comme l'a souligné Andrew Cohen également dans le *Globe and Mail* de Toronto, les « Américains unis pour la séparation de l'Église et de l'État ». Ashcroft « voulait-il sous-entendre que les États-Unis formaient un pays exclusivement chrétien? », demandait publiquement cette association²⁷. Il était et reste vrai que l'opinion publique s'avérait divisée à cet égard ; mais les positions conservatrices évangélistes se révélaient toujours clairement minoritaires. Quelques années plus tard, Ed Doerr, le président des « Americans for Religious Liberty », soulignera avec satisfaction que 26 États ayant tenu des référendums sur la possibilité d'une aide publique, par exemple sous la forme de réductions de taxes, « en faveur d'écoles fondées sur la religion, entre 1966 et 2004 », en avaient fermement rejeté le principe²⁸. D'ailleurs, ce fut la même détermination qui fit perdre aux républicains leur contrôle du Sénat²⁹, dès le printemps 2001.

Le sénateur James M. Jeffords du Vermont annonçait en effet au mois de mai 2001 qu'il quittait son parti (le Parti républicain) et allait siéger « dorénavant [comme] indépendant afin de rester fidèle à l'idéologie de l'État du Vermont ». Il notait qu'il avait de grandes divergences d'opinion avec la présidence de W. Bush, singulièrement ses décisions « concernant le système judiciaire, la défense antimissile, l'énergie, [...] l'environnement », etc. Mais « la question qui me touche plus profondément, écrivait-il alors, est celle de l'éducation » ; rappelant la tradition progressiste républicaine du Vermont à ce sujet, il soulignait l'importance première d'un « système d'écoles publiques efficace.

Malheureusement, plusieurs mesurent aujourd'hui la réussite [de la politique gouvernementale en éducation] en fonction du nombre d'étudiants inscrits dans des écoles privées³⁰ ». Le terrain de l'éducation devenait un lieu d'affrontement explicite entre, d'un côté, progressistes et adeptes des traditions libérales-démocratiques du pays en éducation et, de l'autre côté, conservateurs républicains et religieux réactionnaires au sens propre, c'est-à-dire qui veulent revenir sur des fondements de la vie institutionnelle du pays considérés comme de grands acquis démocratiques, telle l'existence d'un réseau d'écoles communes unique bénéficiaire des fonds publics.

En tout état de cause, il apparaissait bien que le président Bush fils, à la différence du père, ne s'était pas simplement plié à offrir quelques signes d'ouverture aux forces nouvelles qui se frayaient un chemin dans le Parti républicain. Il leur ouvrait littéralement les portes et les y invitait. Il avait la volonté d'ancrer sa formation résolument à droite, et de structurer sa présidence sur certains des piliers contemporains de l'ultraconservatisme des États-Unis, que le Parti contribuait par ailleurs à façonner. Le président Reagan, disait-on, avait réussi à mettre sur pied une coalition des courants évangélistes conservateurs, des partisans de la déréglementation du marché et de la régression des multiples niveaux de taxation, de même que des faucons de la guerre froide, de tout ce monde donc avec le Parti républicain. Newt Gingrich radicalisa à droite et, d'une certaine manière, excita les dynamiques politiques nées de cette rencontre, moment déterminant d'agglomération idéologique comme de net et hargneux balisage partisan. Sur la base de ces épisodes définitoires, W. Bush en arrivait pratiquement à faire de l'organisation républicaine le porte-voix de ces courants, à l'envisager comme leur expression conjointe.

ii. RÉGRESSION DE L'ACTION DE CLASSE

L'affaiblissement continu du mouvement ouvrier américain représentait, en vis-à-vis, l'un des facteurs ouvrant la voie à ce type de développement. La chute permanente du taux de syndicalisation et du nombre de membres entraînait évidemment une perte très sensible du pouvoir économique des syndicats ouvriers, de leur pouvoir dans l'économie, donc dans les rapports de forces, toutes dimensions considérées, au sein de la société. Ce recul du *poids social* des syndicats se révélait sur deux terrains cruciaux : stagnation puis chute des salaires d'environ 15 % entre 1973 et 1995, une réalité dont on a déjà traité, à laquelle s'ajoute le constat que « des taux de syndicalisation très bas » diminuent la portée des « lois protégeant les travailleurs » et le degré de *sérieux* avec lequel les autorités gouvernementales les appliquent. Voilà aussi une illustration de la faiblesse politique (*loss of political power*) à laquelle avaient été acculés les

syndicats³¹. Tout aussi significatif de cet abattement : en 1947, il y eut 270 arrêts de travail comptant chacun 1000 syndiqués ou plus; 470 en 1952, 424 en 1974; puis, un effondrement quasi ininterrompu, systématique à partir des années 1980; on compta par exemple 81 arrêts de travail de plus de 1000 personnes en 1983, qui occasionnèrent quelque dix-sept millions et demi de jours de grève; mais seulement 29 arrêts de travail de cette envergure en 2001, pour un million cent cinquante et un mille journées³². La pesanteur de la classe ouvrière dans la société relève très significativement de la puissance de son action collective; sa présence, on le voit, procède singulièrement de ses répercussions sur le marché du travail aux États-Unis, de sa capacité à en modifier des données marquantes. Nous nous sommes penchés antérieurement sur ce type d'indicateurs, mais il convenait de les rappeler à ce stade, pour resituer notre objet d'étude dans sa société et son histoire.

Comme on a vu, depuis l'arrivée à la tête de l'AFL-CIO de l'équipe Sweeney en 1995, les efforts internes d'organisation et de coordination de l'action politique se sont multipliés et accentués, débouchant sur des succès souvent probants. Al Gore a reçu 60% de l'appui des familles syndiquées, cependant qu'en un pays où les taux de la participation électorale sont si faibles l'application à assurer la participation au vote des syndiqués et de leurs familles (messages téléphoniques, distribution très massive de feuillets justifiant les choix électoraux du syndicalisme, et donnant des indications techniques pour s'inscrire sur les listes d'électeurs, les rappels nécessaires, le voiturage aux bureaux de scrutin, etc.) a fait grimper la proportion des voix exprimées en provenance des dites familles syndiquées à quelque 25% du vote total. Tout aussi intéressant : l'analyse des résultats par groupes ethniques et raciaux des présidentielles et des courses à la Chambre des représentants en 2000 donne *grosso modo* chez les Blancs 42% en faveur de Gore et 54% pour Bush, 90% contre 9% chez les Africains-Américains et 62% à 35% chez les Hispaniques, des chiffres très avoisinants pour les élections à la Chambre³³. Mais, chez les syndiqués blancs masculins, on obtient les chiffres suivants selon les compilations soumises à l'attention des observateurs par l'AFL-CIO : si les hommes blancs non syndiqués ont appuyé W. Bush jusqu'à concurrence de 69% et Gore à 30%, les Blancs syndiqués ont voté en faveur de Gore à 59% et en faveur de Bush à 35%³⁴. Voilà des données qui ne sont pas nouvelles, et qui tendent à se répéter systématiquement; les reculs marqués de la syndicalisation laissent obligatoirement supposer que leurs effets sur les comportements politiques de la « classe ouvrière blanche » et les repères de sa conscience sociale sont réels, même s'ils sont médiatisés. Au moment des élections au Congrès en 2002, le syndicalisme regroupait seize millions de salariés, dont treize millions à l'AFL-CIO. À ce moment, la National Rifle Association comptait quelque

quatre millions de membres et la Christian Coalition, deux millions³⁵. L'AFL-CIO avait engagé dans la campagne « 700 responsables syndicaux payés et 4000 coordonnateurs issus des syndicats locaux ». Ces derniers, secondés « par des volontaires, distribuèrent plus de dix-sept millions de tracts locaux, envoyèrent quinze millions de [prospectus] par la poste et firent cinq millions d'appels téléphoniques³⁶ ».

Le président W. Bush s'activa en faveur des candidats républicains lors de ces congressionnelles de 2002 comme jamais un président avant lui à l'occasion d'un scrutin de mi-mandat, se déplaçant dans quatorze États durant la seule dernière semaine de la campagne et dépassant tous ses prédécesseurs quant au succès de ses activités de financement de son parti. Guy Taillefer, du journal *Le Devoir*, soulignait ces éléments et rappelait que la « revue *The Economist* [...] baptis[ait] M. Bush du titre de partisan en chef » du fait de sa présence de tous les instants³⁷. Son activité contribua certainement à ce que les républicains gagnent alors deux sièges au Sénat, y reprenant la majorité, et accroissent de quelques victoires leur contrôle à la Chambre des représentants. La situation économique ne s'était pas vraiment améliorée depuis l'arrivée au pouvoir de W. Bush ; les progrès dans l'emploi se réalisaient toujours du côté d'occupations à bas salaires, ce qui risquait dorénavant de plomber même la courte croissance se pointant à l'horizon³⁸. L'analyste Clayton Sinyai, alors chercheur au syndicat la Laborers' International Union of North America et directeur politique de la section locale 11 du même syndicat, a soutenu dans un livre à teneur philosophique et historique qu'il y avait au début du XXI^e siècle possiblement « le quart des travailleurs [en emploi] aux États-Unis dont le salaire s'avérait inadéquat pour [assurer] à une famille le revenu nécessaire afin de lui éviter la pauvreté, un scandale moral qui se rit de l'éthique du travail et déshonore le travailleur ». La société américaine avait cru au sortir de la Deuxième Guerre mondiale « que le syndicalisme avait si bien accompli son rôle [...] que les familles ouvrières pouvaient tenir maintenant pour acquis leur mode de vie de classe moyenne ». Voilà pourquoi, « durant les années 1960, les [...] programmes gouvernementaux [d'aide sociale] ne s'adressaient pas [aux difficultés] de la population travailleuse, mais à celles des chômeurs chroniques des Appalaches et des quartiers pauvres des villes ». Mais au début du XXI^e siècle réapparaissait « ce phénomène du travailleur [en emploi] pauvre », le « visage prolétarien de la pauvreté américaine³⁹ » aujourd'hui.

Vers la fin de l'année 2002, les spécialistes se demandaient si la difficile relance de l'économie allait éventuellement permettre des taux de croissance de l'emploi comparables à ceux des conjonctures d'expansion économique du passé. Pour le moment, la fin de la bulle technologique avait fait, par exemple, qu'une plus grande contraction de l'emploi col-blanc que de l'emploi

manufacturier survienne entre mars 2001 et mars 2002, alors que ce dernier secteur ne recouvrait pas ses résultats du passé. De sorte que les différences entre cohortes de travailleurs quant au niveau d'éducation atteint, au poids des stratifications ethniques et raciales traditionnelles, à la situation des femmes dans la société semblaient s'amoinrir et les écarts se rétrécir. Non pas du fait, soulignait-on, d'une amélioration du sort des couches de la main-d'œuvre aux conditions habituellement moins attrayantes, mais en raison d'une diminution comparativement plus marquée de celles des strates supérieures. Plus généralement, ladite reprise de l'économie se caractérisait donc, on l'a mentionné plus haut, par une relance de l'emploi dont les manques s'avaient notables dans plusieurs secteurs du travail salarié, moins concentrés pourtant dans les seuls secteurs où le chômage était devenu endémique au fil du temps. Un trait cependant intriguait: le chômage chez les femmes s'élevait moins que le chômage chez les hommes parce que, pouvait-on constater, beaucoup d'entre elles avaient quitté le marché de l'emploi. Pourquoi? Probablement parce que les secteurs où sévissait maintenant le chômage semblaient tous promis à des problèmes de long terme, contexte favorable à ce que «les différences de rôles traditionnels [...] dans la famille» amènent les femmes à quitter en plus grande proportion le travail salarié⁴⁰.

iii. INÉGALITÉS SOCIALES ET INÉGALITÉS POLITIQUES

Le magazine *Forbes* avait rapporté à l'automne 1999 que les «400 Américains les plus fortunés va[iaient] plus que le PIB de la Chine» et que «près de 40% d'entre eux [...], soit 149 personnes, n'[avaient] pas eu à peiner pour amasser leur magot: ils ont hérité de la totalité ou d'une partie de leur fortune⁴¹». Il ressortait de ces indications que le fonctionnement de l'économie américaine produisait une extrême concentration de la richesse, dont l'appréciation critique pouvait même laisser bouche bée, surtout que ce niveau de concentration se trouvait à entraîner la formation d'une aristocratie de l'argent pour une grande part héréditaire. Une année plus tard, en août 2000, le *New York Times* soulignait l'état déplorable de l'école publique dans les régions et les districts les plus pauvres, les «plus pauvres» d'entre ces écoles étant en manque à la fois «d'enseignants et d'ordinateurs», de même que d'un accès de qualité à Internet. Ainsi, le rapport du ministère fédéral de l'Éducation qui avait établi ces données «confirmait l'existence d'un fossé toujours plus profond quant à l'accès» au monde de l'ordinateur, au détriment «des élèves de familles à bas revenu⁴²», source supplémentaire, pouvons-nous avancer, d'une inégalité de situation inscrite dans l'architecture même de la société. Bien sûr, les cohortes immigrantes avaient à cet égard des obstacles particuliers à franchir et,

compte tenu des processus en cours de recomposition ethnique et raciale de la classe ouvrière, ces obstacles auxquels devait faire face la proportion d'immigration récente des travailleurs ajoutaient au poids des difficultés vécues par la classe ouvrière considérée comme un tout.

Globalement, la réponse des autorités publiques à ces éléments de conjoncture était froide, comme instruite par une hostilité sociale qui n'oserait pas s'afficher aussi ouvertement en d'autres pays de capitalisme avancé et de démocratie libérale. Ainsi, à la suite de l'attaque sur les tours jumelles de New York, les licenciements furent massifs dans l'industrie de l'aéronautique aux États-Unis, qui subit frontalement l'effet négatif, on s'en doute, de l'insécurité qui semblait caractériser maintenant les vols commerciaux. Parlant de la « dévastation » qui frappait les travailleurs de ce secteur de l'économie et leurs familles, John Sweeney s'en prit durement au Sénat de Washington, qui venait de leur refuser toute aide; le Sénat laissait ces familles assumer seules, « financièrement » et « émotivement », le « tribut » (*toll*) aux terroristes⁴³. Une année plus tard, l'AFL-CIO demandait que le gouvernement réponde à la crise occasionnée par la faillite d'Enron avec une politique d'investissements publics visant la « reconstruction des infrastructures de l'Amérique en assurant les retraites et la sécurité [des programmes] d'assurance maladie » gérés par les compagnies⁴⁴, singulièrement celles des employés d'Enron, ce qui ne fut pas le cas... Quoi qu'il en soit, ainsi qu'on l'a mentionné plus haut, le contexte des attaques terroristes et du déclenchement de la guerre aux États voyous emporta la décision aux élections mitoyennes de 2002.

La faillite d'Enron s'avérait néanmoins celle du néolibéralisme compris et adulé jusqu'à l'extrémité de ses principes et de leurs conséquences, et du jeu de la fraude permise par la déréglementation tous azimuts des marchés financiers. S'il n'est pas de notre propos d'analyser dans le détail et de rendre compte de la faillite d'Enron, il convient néanmoins de nous arrêter à certains aspects de cet effondrement, à la fois pour illustrer où en étaient les liens entre le capitalisme et la gouverne politique du pays et pour percevoir ce que signifiait l'affaiblissement continu du mouvement ouvrier dans la société, ce qu'il ouvrait de possibilités à la grande entreprise et soustrayait de moyens de promotion de ses intérêts à la classe ouvrière.

« Pur produit de la déréglementation des marchés de l'énergie [...] et de la déréglementation financière, la société Enron, née en 1985 de la fusion de deux entreprises [...] [du secteur] du gaz naturel, s'est transformée en un véritable conglomérat financier intervenant dans une multitude d'activités », par exemple le « courtage en énergie », le « réseau de gazoducs », les réseaux de télécommunication par fibre optique », tant et si bien « que son chiffre d'affaires

était passé de treize milliards de dollars en 1996 à cent milliards en 2000». Le «monde des affaires la pointait comme l'exemple à suivre», cependant que la revue *Fortune* la «désigna pendant six années consécutives comme l'entreprise la plus innovatrice aux États-Unis». Une année plus tard, «Enron était réduite [pourtant] à néant par sa monumentale faillite». Le «cours de l'action en bourse» valait en 2000 quatre-vingt-cinq dollars, mais «moins d'un dollar» l'année suivante, «anéantissant l'avoir des actionnaires et, au premier titre, l'épargne-retraite des employés d'Enron constituée à plus de 60 % d'actions de l'entreprise». La «recette magique [de] la remarquable ascension de l'entreprise [se révéla] la fraude comptable à grande échelle sur plusieurs années, [...] la vente d'actifs à prix gonflés [à des sociétés satellites] pour bonifier artificiellement et illégalement le bénéfice d'exploitation», notamment, toutes choses «qui n'au[raient] pu se produire [...] sans la complicité des comptables chargés de vérifier les livres», etc.⁴⁵ Qui plus est, les hauts dirigeants d'Enron se sont payé des salaires et des primes équivalant à quelque «sept cent quarante-cinq millions de dollars, durant l'année de descente aux enfers» progressive qu'a été 2001⁴⁶. Fraude, mensonge, collusion et politique: Dick Cheney lui-même était associé à Enron (mais jusqu'où?) alors qu'il reçut la responsabilité d'un comité présidentiel voué à l'élaboration d'une politique énergétique pour le pays⁴⁷. Et si les enquêtes sur ces imbroglios s'étaient rendues plus loin, ou si l'on avait cherché à établir systématiquement les liens de *copinage* que beaucoup de détails permettaient d'envisager⁴⁸, la dimension proprement politique du scandale Enron eût été sans aucun doute beaucoup plus percutante.

Mais sur ce terrain aussi le mouvement syndical paraissait inepte, ou en position de faiblesse pour dénoncer les pouvoirs dominants, alors qu'il aurait dû promouvoir l'objectif de la syndicalisation précisément «contre les abus patronaux» du type Enron. Pourtant, «cet effort [pour lui] fut sévèrement entravé» quand on apprit que quelques présidents de syndicats étaient eux-mêmes engagés dans «des pratiques de manipulation de titres» grâce à leur rôle dans une institution bancaire lancée par des syndicats ouvriers. Voilà pourquoi «quelques responsables syndicaux concédèrent qu'ils ne se sentaient plus vraiment à l'aise d'attaquer des P.D.G. [de l'entreprise privée]. Même Sweeney avait baissé le ton à ce sujet⁴⁹», expliquèrent alors certains d'entre eux... L'intégration de la bureaucratie aux valeurs du système, voire, pour quelques dirigeants, à des pratiques douteuses et peut-être illégales, affaiblissait aussi le mouvement ouvrier dans son vis-à-vis avec les puissances financières et réduisait la portée de ses dénonciations: il lui devenait difficile de soulever l'ire et l'opprobre populaires contre ce type de conduite normalement associé à l'univers du monde des affaires. Or, le sort du régime de retraite des employés d'Enron menaçait de se reproduire à grande échelle, beaucoup de compagnies

ayant en effet financé prioritairement celui de leurs employés par accumulation de leurs propres actions: les employés «de groupes comme Lucent [...] [et] Xerox ont vu la valeur de leur fonds de retraite divisée par trois après la dégringolade des actions de leurs sociétés», etc.⁵⁰

En face, on le sait, «l'Administration Bush [...], portée au pouvoir en grande partie grâce aux contributions financières des grands intérêts industriels, pétroliers et forestiers [...], li[vrait] la marchandise à ses bailleurs de fonds, écrivait Louis-Gilles Francœur, en neutralisant par une amputation systématique [les] contrôles réglementaires patiemment érigés en 25 ans de débats publics». Cette orientation d'ensemble (couronnée du reniement de l'Accord de Kyoto) allait valoir, selon l'évaluation du journaliste Francœur, «des milliards» auxdits bailleurs de fonds⁵¹. Bien sûr, en l'absence d'une élaboration sociopolitique véritablement alternative du côté du mouvement ouvrier, les syndicats œuvrant dans les secteurs immédiatement touchés par ces mesures étaient réduits en quelque sorte à les appuyer, afin de favoriser l'emploi de leurs membres, souvent en difficulté depuis plus de deux décennies. Ce positionnement amenuisait toujours plus cependant leur rayonnement politique du côté des forces de changement, et leur rôle potentiel dans les coalitions populaires. Car l'emploi contre l'environnement s'avère une prise de position intenable pour le mouvement ouvrier, un cul-de-sac scientifique, politique et même philosophique, stratégiquement porteuse de divisions internes le poussant à l'inaction... Au mois de mai 2003, l'Administration Bush réussissait à l'arraché à faire adopter par le Congrès un plan de relance de l'économie équivalant à 350 milliards de dollars, la moitié de ce qu'elle avait à l'origine envisagé, on s'en souviendra, dont 320 milliards de réductions d'impôt. Mais déjà dix «lauréats du prix Nobel d'économie et plus de 350 économistes [étaient partis] en guerre contre» l'action de la présidence à cet effet, soulignant «dans une déclaration commune que le coûteux plan [...] n'entraînera ni les créations d'emplois ni la croissance promise [...]. [Il] vise [plutôt] une modification permanente de la structure fiscale [que] la création d'emplois». Cette intervention d'économistes chevronnés s'attaquait au plan d'origine du président Bush; en fin de compte, et à ce stade, le plan adopté par le Congrès reprenait *grosso modo* à 50% le projet d'abord soumis. Il s'inspirait de la même orientation néanmoins⁵². Entre mars 2000 et juillet 2002, «à Wall Street, 6 700 milliards de dollars sont partis en fumée»; les «80 millions d'actionnaires américains ont perdu [outre des sommes importantes] leurs illusions, [et] ils ont aussi le sentiment d'avoir été trompés» par tout le monde: «entreprises» «banquiers», «analystes⁵³»: perte de confiance, donc, envers les autorités publiques et privées, déstabilisation des conditions de vie (les rentes de retraite, par exemple, des régimes privés, auxquels les salariés ont contribué et sur lesquels ils comptent).

Le contexte était donc d'un affaiblissement du syndicalisme, une insécurité socioéconomique incontestablement ressentie parmi les salariés et l'incapacité du gouvernement Bush à vraiment convaincre qu'il était en position de juguler les difficultés. Les deux premiers éléments resteront présents durant les années de la première présidence Bush, encore que l'effet du second paraîtra se résorber avec la sortie du ralentissement économique lancinant qui avait suivi la fin de la « bulle technologique ». Mais la « crise financière de 2007-2008, [de fait, sera] engendrée par les moyens mêmes qui [furent] favorisés pour » relancer l'économie américaine au début de la décennie : taux d'intérêt fixés à un niveau exceptionnellement bas par [...] la Réserve fédérale [...], désignation du secteur immobilier comme un vecteur dominant de la relance économique, promotion de l'accès à la propriété sans égard aux moyens financiers des acheteurs et refinancement des prêts hypothécaires sous la forme de marges de crédit hypothécaire destinées à accroître la consommation courante⁵⁴.

Al Gore avait critiqué certains secteurs particuliers du monde des affaires durant la campagne des présidentielles en 2000, quand son discours se donna quelques intonations de gauche et s'en prit aux relations entre la richesse et la politique, à la « subordination » de fait de celle-ci à celle-là. Mais sa campagne ne fut pas marquée d'accents « populistes », selon les définitions usuelles, même si les républicains l'en accusèrent... Ceux-ci cherchèrent bien, par ailleurs, à « se couvrir du manteau du populisme [...] culturel se levant pour défendre les valeurs traditionnelles contre l'élite libérale » au pouvoir à Washington et dans les médias⁵⁵. Mais le personnage Bush fils n'était pas vraiment non plus de la trempe d'un populiste ; il semblait habile et peut-être sympathique, mais on ne lui reconnaissait généralement pas la vigueur politique ni les qualités de tribun nécessaires à une campagne populiste, en dépit de ce que ses convictions et ses positions très conservatrices eussent pu se conjuguer à une telle campagne. L'attaque sur les tours jumelles le 11 septembre 2001 lui fournit pourtant, comme un facteur extérieur en quelque sorte, un public disposé à lui reconnaître des attributs de leader et de rassembleur. Dans ce cadre, la nature profonde de sa pensée politique se manifesta pleinement, cependant que les doutes sur la légitimité démocratique de sa présidence passèrent (loin) au second plan.

iv. LA POLITIQUE DE LA MAISON-BLANCHE ET LA CONSTITUTION DU PAYS

Moins d'un mois après l'attaque sur les tours jumelles du World Trade Center, les États-Unis lancèrent donc les premiers raids aériens sur l'Afghanistan, secondés par les Britanniques, afin de détruire les bases des combattants

sous les ordres d'Oussama ben Laden et de l'organisation al-Qaida. On visait aussi le renversement du régime des talibans puisque, expliqua le président Bush, il n'avait pas obtempéré à trois demandes non négociables de son gouvernement : fermer sur son territoire « les camps d'entraînement des terroristes », remettre aux autorités américaines « les leaders du réseau al-Qaida » et permettre à tous les citoyens étrangers se trouvant sur le territoire afghan de le quitter librement⁵⁶. Les pays généralement alliés des États-Unis reconnaîtront la légitimité de cette opération, et d'autres aussi comme la Russie. Plusieurs de ces pays s'investiront d'ailleurs dans cet engagement militaire, singulièrement dans l'effort devenu presque permanent de restauration de l'ordre et de maintien de la paix après le renversement des talibans.

Cela dit, notons que, dès avant le 11 septembre, « la Maison-Blanche s'[était] lancée dans une déconstruction systématique [d']institutions et [de] règles régissant les rapports internationaux » ; par exemple, elle avait « annoncé son intention de se retirer du traité antimissile balistique de 1972 (ABM), elle a opposé un refus catégorique au traité d'interdiction des essais nucléaires (TICE) et fait échouer le protocole additionnel sur les armes biologiques qui devait être négocié en juillet 2001. Enfin, elle a tenté de saborder la création de la Cour pénale internationale⁵⁷ ». Après l'offensive sur l'Afghanistan, les buts que l'Administration Bush se fixa suscitèrent davantage de résistance, y compris dorénavant de pays alliés, du fait de l'unilatéralisme qu'ils supposèrent. Donald Rumsfeld déclara ainsi au *New York Times* « que l'événement [c'est-à-dire l'attaque sur les tours jumelles] avait créé le type d'occasion offerte par la Seconde Guerre mondiale pour refaçonner le monde⁵⁸ ». Une des dimensions de cette « occasion », il faut le mentionner, relevait incontestablement de l'ascension très marquée du président Bush fils dans la faveur populaire. Quelques jours après le 11 septembre, le taux d'approbation populaire avait grimpé en effet de 35 points, [atteignant le pourcentage] de 87 %, le plus haut historiquement⁵⁹ ». Attaqués sur leur territoire continental, les États-Unis serraient en quelque sorte les rangs autour de l'institution nationale pouvant concentrer la résolution du pays à reprendre pied : donner un sens à ce qui était survenu et avancer un programme d'action jugé à la hauteur des besoins. Bien sûr, la constitution du pays désigne la présidence comme l'instance de gouvernement à qui incombe cette responsabilité. S'appuyant sur le très haut niveau d'approbation dont il jouit dorénavant, et sur les orientations (conservatrices) claires de son équipe, le président va rapidement définir sa présidence, ainsi que le soulignent plusieurs auteurs, par la notion de lutte au terrorisme, pronostiquée sans fin prévisible et à mener sur des champs de bataille multiples et fuyants. Pour ce faire, W. Bush va viser à accroître la puissance de l'exécutif dans le régime politique des États-Unis, au détriment du rôle des deux autres instances de

gouvernement que sont la Cour suprême et le Congrès, qu'il cherchera presque à mettre au pas. À l'interne comme à l'externe, l'unilatéralisme musclé devient une caractéristique de la gouverne présidentielle. Si l'on croyait passés les jours de la « présidence impériale », la détermination de la droite à « redonner à l'exécutif une autonomie largement perdue après la chute de Saïgon et l'affaire du Watergate, au profit des contre-pouvoirs législatif et judiciaire », désignait dorénavant l'orientation constitutionnelle de Washington. Qui plus est, la « refondation [de ce] pouvoir exécutif fort » se réaliserait « autour de l'appareil de sécurité nationale⁶⁰ », une nouveauté aux conséquences menaçantes pour les libertés individuelles et pour les libertés civiques, dont les libertés d'association syndicale et d'action collective. En 2005, satisfait des pas franchis dans cette direction, le vice-président Cheney pourra proclamer : « Nous avons réussi à restaurer la légitimité de la présidence⁶¹. »

La doctrine constitutionnelle de cette orientation était dite de l'*unitary executive*, la doctrine de l'exécutif unitaire. Apparue à l'époque de la présidence de Richard Nixon, ce n'est qu'avec la gouverne de W. Bush qu'elle trouva sa pleine signification. Ce dernier insista en 2002 : « J'ai l'obligation que la présidence [comme instance d'autorité publique] reste robuste. Je ne vais pas laisser le Congrès éroder le pouvoir de la branche exécutive ». Le concept de l'exécutif unitaire pose que la présidence est le dépositaire de l'entière du pouvoir exécutif de l'État, surtout en période de crise, c'est-à-dire que le Congrès ne peut de quelque façon contraindre ou limiter l'action de la présidence dans ses fonctions exécutives. Par exemple : durant le premier mandat du président W. Bush, le Congrès vota une résolution « interdisant la torture [d'ennemis] » capturés dans les campagnes militaires. Le président consentit à signer le projet de loi comportant cet interdit, mais en prenant soin d'adjointre le texte d'une « proclamation écrite » (*signing statement*) établissant que « son administration n'allait respecter cette loi qu'à la condition qu'elle soit compatible [selon les circonstances, fallait-il comprendre] avec l'autorité constitutionnelle du président de veiller au respect du caractère unitaire de la section exécutive et d'agir en tant que commandant en chef » des forces armées. En d'autres mots, il s'agit d'une théorie qui voit comme une intrusion inconstitutionnelle toute tentative du Congrès visant à réglementer le contenu et la manière de l'action de la Maison-Blanche ; comme le soutient la « proclamation écrite » sur l'interdiction de la pratique de la torture, il revient même à la présidence d'établir les « frontières légitimes » entre les trois grands pouvoirs de gouvernement régissant l'action de l'État, donc « l'étendue » des compétences de l'exécutif⁶².

Or, le « mécanisme de [la] séparation des pouvoirs associé aux freins et contrepoids [dans les rapports entre ces pouvoirs] était destiné à empêcher l'émergence d'un pouvoir tyrannique et à protéger les libertés individuelles », a

écrit Anne E. Deysine, juriste spécialiste du droit américain. Mais ce système « ne fonctionne plus, concluait-elle alors. Le président s'arroge le droit de décider seul, sur les plans interne et international et il donne pratiquement des ordres aux deux autres sections, leur indiquant clairement ce qu'elles sont censées faire [...], [comme] voter telle loi, ou ne pas faire, [comme] examiner les recours des prisonniers de Guantanamo⁶³ ». Assommés par le coup du 11 septembre, à l'instar de toute la société américaine, le législatif – y compris les parlementaires démocrates – et le judiciaire se révélèrent généralement dociles entre 2001 et 2004 devant cet assaut de l'exécutif. D'où le point de vue chez plusieurs analystes que cette conjoncture devenait celle d'un retour en force de la « présidence impériale », une présidence plaçant sous son empire les autres pouvoirs étatiques et forçant, en quelque sorte, certains développements sur la société. On donne à cet effet souvent en exemples les présidences de Franklin D. Roosevelt et de Lyndon B. Johnson. Richard Nixon voulut s'engager dans une avenue semblable, sa démarche prenant en plus une dimension autoritaire axée contre ses opposants, une volonté qui aurait pu conduire à une situation de « bonapartisation » de l'appareil d'État, type de gouverne qui déborde la réalité de ce que l'analyse veut exprimer avec le concept de présidence impériale. Mais on connaît la suite des événements, la fin de la carrière de Richard Nixon et la mort de son projet.

Pourtant le spectre d'une bonapartisation du régime politique américain paraît être revenu hanter l'évolution des institutions durant la décennie 2000-2010. Armée d'un projet dans cette direction plus élaboré et plus ample que celui de Nixon, et en des circonstances nettement plus favorables à sa réalisation, l'équipe de la présidence de W. Bush n'a pas caché ses intentions de se fonder sur les appareils de surveillance et de répression, forces policières et militaires, pour s'assurer d'un meilleur contrôle du territoire américain. Cela supposait une latitude politique beaucoup plus grande confiée à l'exécutif face au Congrès et face au judiciaire, dans l'espoir de se garantir des marges de manœuvre en politique extérieure à la hauteur de ses ambitions : unilatéralisme dans les rapports avec l'étranger et unilatéralisme en quelque sorte à l'interne.

C'est dans ce contexte que, le 1^{er} juin 2002, le président faisait publiquement part de ce qu'on appela tout de suite la « doctrine Bush » de la guerre préventive (*preventive war*), une doctrine statuant que les États-Unis se réservaient dorénavant le droit « d'agir si nécessaire de manière préventive » contre les pays susceptibles ou en voie d'aider des forces terroristes à s'en prendre à eux ou à leurs alliés. Qui plus est, on entendait se doter des moyens de « dissuader [militairement] tous les adversaires potentiels de s'engager dans une course aux armements » avec les États-Unis, « dans l'espoir de surpasser ou d'égaliser [leur] puissance⁶⁴ ».

Complément obligatoire de cette orientation : sur présomption que l'Iraq de Saddam Hussein possédait ou tentait de développer des armes de destruction massive, une menace pour ses voisins immédiats et même pour la stabilité de tout le Moyen-Orient, et qu'elle serait en position, tout aussi bien, d'en doter éventuellement des groupes terroristes, les États-Unis déclenchèrent le 27 mars 2003 une guerre contre l'Iraq – de leur propre chef, unilatéralement, sans mandat de l'ONU, mais avec l'appui britannique⁶⁵. En précisant, d'ailleurs, qu'ils pourraient dans l'avenir se sentir justifiés de procéder à d'autres opérations militaires de même mouture, les coalitions de pays les appuyant se dessinant par cas, donc étant à géométrie variable. Sur le coup, «le déroulement des opérations [en Iraq fut] sans failles», et la victoire proclamée au bout d'un mois «de bombardements et d'offensives terrestres» des forces anglo-américaines. Le pouvoir du président Bush et des néoconservateurs en fut sur le moment renforcé. Mais l'occupation allait s'avérer bientôt beaucoup plus difficile que tout ce qu'avaient prévu les hommes de la présidence, coûts énormes, souffrances et enlèvement. L'étoile du président Bush en sera touchée de manière délétère⁶⁶, un poids dont elle restera affaiblie : «entre 2003 et 2007, près de quatre mille soldats américains [perdirent] la vie [dans le déroulement de cette opération], sans compter les centaines de milliers de victimes iraqiennes». Cela dit, le président Bush et son équipe réussirent «à empêcher [effectivement] tout autre attentat sur le sol américain»; voilà qui facilita, joint à son «discours patriotique» continu, de faire pour «un instant oublier le boursier iraquien» et assurer les victoires républicaines de 2004⁶⁷.

À l'interne, les mêmes dispositions de l'Administration Bush poussèrent à l'instauration de ce qui a été caractérisé par plusieurs de «société de surveillance», une société sous surveillance dans laquelle on voulait arriver à centraliser les informations des multiples banques de données du pays, pour «détecter et identifier les terroristes en puissance»: les données «de la sécurité sociale, des cartes de crédit, du FBI, des polices locales, des permis de conduire, des comptes bancaires, des hôpitaux, des assureurs, de l'armée, des compagnies de télécommunications, des commerçants et des données biométriques», etc. C'était là un type de projet dont le caractère mégalomane rendrait probablement «impossible» une utilisation raisonnée efficace des renseignements qu'il permettrait de colliger⁶⁸. En tout état de cause, cette volonté de surveillance démultipliée du territoire américain, fut à l'origine du *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act* (USA Patriot Act) : «unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils nécessaires pour déjouer et enrayer le terrorisme», voté par les chambres le 25 octobre 2001 et signé par le président le lendemain. Les représentants l'ont adopté à une forte majorité (357 pour, 66 contre)

et le Sénat encore plus décisivement (98 voix en faveur et une voix contre). Cette loi « élargissait les pouvoirs du FBI et des autres agences de maintien de l'ordre et facilitait [grandement toutes les pratiques] des écoutes téléphoniques ». Elle « [dé]cloisonnait aussi le renseignement à l'étranger d'avec les pouvoirs de police sur le territoire américain⁶⁹ », ce qui s'avérait probablement encore plus significatif.

Depuis la création de la CIA en 1947, en effet, une véritable « barrière avait été érigée entre le travail du renseignement à l'extérieur et [le même travail] à l'intérieur du pays », barrière en principe renforcée quand furent rendues publiques durant les années 1970-1980 des pratiques du FBI et de la CIA n'ayant pas respecté cette division⁷⁰, originellement voulue afin d'éviter la mise sur pied d'une Gestapo américaine. Le Patriot Act, déplora ses critiques, « per[mettait] aux autorités d'arrêter [dorénavant] des suspects pour un temps quasi infini [...], de les incarcérer dans des cellules d'isolement, de faire surveiller leur courrier, [...] leurs conversations par Internet, et de faire fouiller leur domicile sans autorisation judiciaire » ; le 13 novembre 2001, le président Bush « déci[da]it de créer des tribunaux militaires à procédures spéciales pour juger les étrangers accusés de terrorisme⁷¹ ».

Notre présentation et notre analyse du Patriot Act s'arrêteront ici, même si elles sont incomplètes. Nous avons tenu à mettre en avant certaines particularités de cette loi parce qu'elles servent à illustrer un contexte d'encadrement policier de la société, dont l'une des dimensions sera d'affaiblir la présence du syndicalisme dans l'emploi public : le diminuer en nombre et l'exclure de fonctions et de postes dans lesquels jamais son activité n'avait pourtant soulevé jusque-là quelque inquiétude portant sur la sécurité nationale. Soulignons à ce stade l'élément suivant : avec le Patriot Act, l'armée « pourra désormais être mobilisée pour le maintien de l'ordre intérieur ». Depuis 1878 et la fin de la période de « reconstruction » du Sud, « les forces armées [étaient] interdites d'activités relevant [précisément] du maintien de l'ordre » ; mais Donald Rumsfeld, le ministre de la Défense, jugeait qu'il fallait maintenant réévaluer cet interdit. Dès la fin de l'année 2001 le bruit avait couru, rapportait le journal *Le Monde*, que l'Administration Bush se dirigeait vers la création d'un nouvel état-major, « destiné à prendre, en soutien des autorités civiles, la responsabilité de la défense du territoire », « dans l'hypothèse d'une agression terroriste ou [de l'utilisation] d'armements de destruction massive contre des installations sensibles du pays⁷² ». Le programme de la lutte au terrorisme, que W. Bush disait placer au cœur de sa présidence, menait à des transformations incontestablement fondamentales dans la gouverne du pays : le nouvel état-major étendrait son autorité à des commandements régionaux pour une part déjà

existants... L'encadrement du territoire des États-Unis et de sa population prenait des traits autoritaires.

Pendant un moment, a-t-il aussi été rapporté, l'Administration Bush hésita entre la création d'une «agence d'espionnage intérieur» et «l'utilisation de l'armée pour l'application de la loi aux États-Unis» mêmes, tant elle jugeait insuffisantes les capacités existantes de surveillance et de renseignement sur le territoire national. La difficulté ne relevait pas de défaillances techniques ou d'un personnel spécialisé en nombre trop réduit. Elle reposait plutôt sur les conceptions anciennes de la garantie des libertés, en fonction desquelles on avait pensé les frontières du renseignement. Déjà en mai 2002, l'Attorney General John Ashcroft avait modifié les lignes directrices s'appliquant «à l'espionnage intérieur»; dorénavant il serait permis de surveiller des «groupes religieux ou politiques en dehors de toute enquête criminelle⁷³». Et dans la suite de ces mesures, en concordance avec la pensée qui leur était sous-jacente, on décida le 25 novembre 2002 de former un ministère de la sécurité intérieure, appelé Department of Homeland Security, la «plus grande réorganisation du renseignement depuis 1947». Ce nouveau ministère allait regrouper une vingtaine d'unités autrefois indépendantes, tel le U.S. Secret Service; il fut «chargé de la sécurité des frontières [...], de la prévention des risques, en particulier terroristes» sous «l'autorité d'un secrétaire à la sécurité intérieure». Au mois de mars précédent, le président avait créé «par décret» un Homeland Security Council⁷⁴...

Les opérations militaires en Iraq avaient donc débuté le 19 mars 2003, le président ayant assuré que le régime de Saddam Hussein depuis le début de l'année cherchait à se procurer des quantités d'uranium «significatives» auprès de pays africains, ce qui suggérait que l'Iraq tentait de se doter de l'arme nucléaire, après avoir accumulé des masses d'armes de destruction massive, dont des gaz asphyxiants. Lors d'un déplacement en Pologne, il proclama: «Nous avons trouvé les armes de destruction massive. Nous avons trouvé les laboratoires biologiques [...]. Disons clairement à ceux qui soutiennent que nous n'avons pas trouvé les appareils de production ou les armes bannies qu'ils se trompent, nous les avons trouvés.» De son côté, le FBI convenait publiquement au mois de novembre suivant qu'il rassemblait des renseignements «sur les opposants à la guerre⁷⁵». En d'autres mots, les faits, les circonstances et la méfiance constante stimulée par la présidence à l'endroit des «terroristes» ouvraient aussi la voie aux soupçons face à la dissidence interne. Tout cela amena bientôt l'apparition de phénomènes «spontanés» rappelant la période de la chasse aux sorcières maccarthyste: par exemple, un comité appelé American Council of Trustees and Alumni (Conseil américain des administrateurs et anciens élèves de l'éducation supérieure), fondé conjointement par Lynne

Cheney, épouse du vice-président en exercice, et Joseph Lieberman, sénateur et colistier d'Al Gore en 2000, se donna pour objectif d'intervenir dans le monde des collèges et des universités pour qu'il se joigne à l'indignation générale suscitée par les attentats du 11 septembre et appuie la lutte contre le terrorisme du président Bush. Pour Lynne Cheney et Joseph Lieberman, « les professeurs de collège et d'université ont été le [secteur] mou dans la réponse de l'Amérique à l'attaque terroriste », un secteur plus éloquent pour « l'autoflagellation » nationale que pour le « message patriotique ». Leur conseil se permit de publier une liste des noms de cent professeurs et étudiants ayant failli, selon eux, à leur devoir de patriotisme, ce qui fit tout de même sursauter⁷⁶ ; des analystes ont mis l'accent quant à eux sur le fait que « les Américains vivaient [dorénavant] dans un monde orwellien [...], le sens de certains mots se mix[ant] [en effet] en son contraire » : par exemple, le gouvernement Bush présentait sous le nom de « Clear Skies Initiative » une loi qui, pourtant, « relève les seuils admissibles de pollution », type de pratique rhétorique « caractéristique des États autoritaires⁷⁷ ». Un contexte global, donc, défavorable à la libre discussion, et très difficile pour la dissidence – notamment la dissidence sociale, donc syndicale. D'ailleurs, alors que la Maison-Blanche était en pourparlers avec les parlementaires du Congrès sur le projet de loi concernant la sécurité nationale, le Homeland Security Act (HSA), W. Bush menaçait de mettre son veto si le projet revu par les chambres ne retirait pas aux employés qui seraient agglomérés dans le nouveau ministère « leurs protections relevant du statut de la fonction publique⁷⁸ ».

v. BONAPARTISATION ET SYNDICALISME

Or, le HSA décrétait la fusion d'agences fédérales regroupant quelque 170 000 employés dans le nouveau ministère dit Department of Homeland Security ; sur le coup, leur droit à la représentation et à l'action syndicale parut donc en suspens, et certes en danger. Et comme mesure visant officiellement à mieux assurer la sécurité de l'État, cinq cents employés du bureau du Procureur général perdaient sur-le-champ leur droit à la syndicalisation. De fait, les dispositions idéologiquement et socialement très critiques, négatives, de la présidence et de l'homme Bush envers le mouvement ouvrier étaient annoncées dès avant la campagne des présidentielles de 2000. Mais le contexte d'urgence nationale ouvert avec l'attaque du 11 septembre 2001 permit qu'elles s'expriment sous forme de lois et de politiques publiques beaucoup plus largement et crûment que cela eût été envisageable en des circonstances habituelles. Qui plus est, le même contexte offrit l'occasion d'entreprendre dans la fonction publique fédérale et auprès des 700 000 employés civils du ministère de la

Défense une réforme déterminante de l'organisation du travail et des rapports entre salariés et gestionnaires supérieurs. Ces deux aspects d'une même démarche furent axés sur le renforcement de la position des gestionnaires et la mise en cause du principe même de règles inscrites dans une entente collective établissant des échelles de salaires, la place de l'ancienneté, par exemple, ou même les formules de l'arbitrage pour les différends entre salariés et gestionnaires. S'appuyant sur certaines théories courantes depuis la fin des années 1970 en organisation du travail, les administrations présidentielles aux États-Unis avaient successivement tenté depuis lors, avec une conviction plus ou moins grande cependant, d'appliquer à la fonction publique ce qu'elles voyaient comme les principes de la gestion dans le secteur privé. Un type de gestion fondé sur des exigences de « flexibilité » adressées à la main-d'œuvre, telles que nous les avons analysées dans un chapitre précédent (quant au temps de travail, à la définition des tâches et même à la rémunération) ; cela suppose, on le sait bien, une période précisément de « flexibilisation », dont le dénouement varie en fonction des rapports de forces qui se tissent alors. La guerre au terrorisme apparut ainsi au gouvernement comme l'occasion de mener à terme une réforme d'ensemble qui avait fait hésiter jusque-là ; la « flexibilité » accroîtrait, semblait-il, la rapidité et la puissance de la réaction devant des attaques terroristes, de même que la capacité de les prévenir⁷⁹.

Le président W. Bush avait tenté déjà d'ouvrir la voie dans cette direction par l'élaboration d'un Freedom of Management Act en 1982 et d'un Managerial Flexibility Act ; mais il ne put mener à bien cette démarche, les démocrates ayant la majorité au Sénat avant les élections de mi-mandat la même année. Les républicains prirent cependant alors le contrôle des deux chambres du Congrès, comme on le sait, et les objectifs des projets initiaux du président furent relancés grâce aux dispositions du Homeland Security Act et aux pouvoirs d'exception qu'elles confèrent à la présidence, par exemple et précisément celui d'imposer aux syndicats des modifications dans l'organisation du travail et dans la détermination des conditions de l'emploi. Il était prévu de courtes périodes durant lesquelles le Congrès pourrait intervenir sur le contenu et le sens des projets présidentiels ; mais l'utilisation des pouvoirs d'exception pour contrer les menaces à la sécurité nationale permettait, de fait, d'imposer par décrets de la présidence les changements voulus.

Sur ce terrain, l'orientation de la Maison-Blanche s'inspirait plus directement des principes élaborés par la théorie du New Public Management (NPM) qui prônait donc, et notamment, « l'introduction des mécanismes de marché dans l'offre de biens et services d'intérêt général », « la décentralisation », « l'abandon du statut de fonctionnaires et [de] l'avancement à l'ancienneté des agents de l'État pour une rémunération au mérite », le tout intégré en une

conception globale fondée sur la « culture du résultat et l'emprunt de pratiques et d'outils issus du secteur privé », considéré plus efficace⁸⁰. De ce fait, l'idée de décentralisation s'accompagne souvent chez les praticiens et les théoriciens du NPM de propositions visant la privatisation de fonctions et de services. Bien sûr, notre courte présentation ici ne prétend pas rendre compte des facteurs sous-jacents à l'apparition du NPM, à toutes ses caractéristiques et à la pleine signification de son contenu, non plus qu'aux expériences concrètes qu'elle a inspirées dans beaucoup d'administrations. Mais, en nous arrêtant à l'essai de sa mise en pratique par la présidence Bush fils, on peut en connaître les tenants et aboutissants aux États-Unis, durant la décennie 2000-2010 et mieux circonscrire, en retour, la politique sociale de la présidence.

L'orientation primordiale, donc, que cette dernière veut mettre aux commandes de la fonction publique fédérale est définie par la recherche de la meilleure « performance » possible, ce qui oblige à une reconfiguration des tâches accomplies par les salariés sur la base des principes de « responsabilité personnelle » et de l'évaluation permanente des « résultats » du travail accompli et de son organisation⁸¹. Sur cette base, selon l'AFL-CIO, on décida effectivement de « rempla[cer] des échelles de salaire et les règles de promotion en place depuis des décennies par des méthodes d'évaluation fondées [officiellement] sur la performance, [méthodes] qui confieraient aux superviseurs [la responsabilité de déterminer] les augmentations de salaire et les promotions, ouvrant la voie au favoritisme et aux pressions de nature politique sur les employés. [Qui plus est, toujours selon la centrale, de sérieuses] limites [étaient] imposées au contenu des sujets pouvant être abordés lors des négociations collectives, par l'exclusion [explicite] des enjeux portant sur les salaires et les conditions de travail⁸² », etc.

Il est facile d'imaginer qu'un tel ensemble de réformes ne pouvait être réalisé que progressivement et de manière, par la force des choses, diversifiée, si l'on voulait sauvegarder en cours de route la capacité d'agir uniment de l'État américain ; tout cela, en assurant la vocation sécuritaire prioritaire dorénavant confiée aux appareils d'État. Une fois établi, le Department of Homeland Security eut à composer avec « dix-sept syndicats différents, soixante-dix-sept ententes collectives, dix-neuf systèmes de gestion financière, vingt-deux services de la gestion des ressources humaines et huit systèmes de rémunération⁸³ ». Si l'occasion s'avérait propice à mener à bien, et en allant beaucoup plus loin, un type de réforme envisagé depuis des années par des administrations présidentielles successives, notons qu'elle s'inscrivait fort bien dans une stratégie de prise en mains plus serrée par l'exécutif fédéral de l'État américain. En effet, elle portait en elle la possibilité d'estomper de son fonctionnement le poids de règles et de cloisonnements qui entraveraient, ou gêneraient à tout le moins sa

mise au pas. Enfin, du point de vue de la présidence Bush, sa réforme de la fonction publique assènerait, d'une manière ou d'une autre, un coup sévère au syndicalisme des employés de l'État qui, depuis le décret 10988 du président Kennedy en 1962, était progressivement devenu un pilier du mouvement ouvrier du pays, en tant qu'organisation sociale, de participant important à nombre de coalitions progressistes, d'acteur politique de gauche – et démocrate.

Le syndicalisme américain était sorti très affaibli, on le sait, des dernières décennies du xx^e siècle; ses défaites l'avaient meurtri au point que son existence socioéconomique traditionnelle, on l'a vu plus haut de manière chiffrée, n'était plus que l'ombre de ce qu'elle avait été. Il restait pourtant un cadre toujours massif de regroupement distinct, cadre d'action et cadre d'élaboration aux options très souvent différentes de celles des gouvernements, ce qui se produisit précisément lors du lancement des opérations militaires sur l'Iraq, que l'AFL-CIO, on s'en souviendra aussi, refusa d'appuyer. Une première pour le syndicalisme américain. En vis-à-vis, l'adoption du Patriot Act et la mise en place du Department of Homeland Security comportaient une dimension de nature nettement classiste. Au cours des années subséquentes, et après l'entrée dans le second mandat du président Bush, l'administration maintint ses grandes orientations, à l'extérieur et à l'intérieur, même si ses prétentions les plus répétées furent souvent contredites, le borbier iraquien moquant la proclamation du « Mission accomplished », par exemple, alors que les cours de justice retrouvaient progressivement un certain sens critique. « Une série de décisions judiciaires en 2006 interdirent au DHS d'aller de l'avant [dans l'application de sa politique] en matière de relations industrielles. » Le ministère avait engagé le programme de « la gestion fondée sur la performance [et d'autres éléments de moindre importance], mais décida au début de 2007 de repousser l'idée du système de paie [précisément] basé sur la performance⁸⁴ ».

Les décisions judiciaires firent notamment valoir que les mesures de la réforme Bush n'aient tout bonnement le droit à la négociation collective; trois juges de la Cour d'appel du District de Columbia mirent en avant que « la position du gouvernement non seulement défait tout ce que l'on entend par le concept de négociation collective, [mais] qu'elle défait en plus le simple sens commun ». Dix syndicats réunissant des salariés du ministère de la Défense se formèrent en un Department of Defense Workers' Coalition et obtinrent le 27 février 2006 gain de cause, la Cour expliquant que le ministère de Donald Rumsfeld n'avait pas reconnu « le moindre droit à la négociation » pour ses 700 000 salariés civils, ce qui faisait fi de la loi toujours en vigueur⁸⁵.

De sorte que, dans la loi de financement de la sécurité pour l'année budgétaire de 2009, le président prendra la peine d'interdire tout projet de dépense visant à poursuivre le financement du nouveau système de gestion des ressources humaines. L'ancien mode de promotion et de détermination des salaires se trouva par le fait même restauré. C'était en fin de compte une victoire du syndicalisme, mais aussi du principe de la négociation collective contre le projet de mise au pas du service public, une anicroche certes à élargir, et néanmoins incontestable à la pratique voulue par la présidence d'un unilatéralisme musclé dans la gestion de l'État et par l'État. Les syndicats concernés fêtèrent leur victoire, « un pieu planté au cœur » de la présidence, pensait-on, « un très agréable baiser d'adieu » à cette administration. Et le DHS annonçait concurremment la mise en place d'un projet nouveau visant à promouvoir « l'embauche, la rétention, l'apprentissage [commun, direction-salariés] et le développement, de même que la création d'un système de direction intégrée pour tout le DHS⁸⁶ ». La signification ne peut faire de doute quant à la gestion des ressources humaines : l'idée d'une promotion de l'embauche dans le service public et l'accent mis sur le besoin de rétention du personnel composent un euphémisme équivalant à l'annonce d'une fin des expériences de contraction des revenus et des menaces sur l'emploi. Elles permettraient de supposer en effet que la rudesse d'aspects du NPM avait fait fuir des talents sur lesquels on aurait aimé compter, tout en déstabilisant un système de relations industrielles que les incantations à la performance ne pouvaient remplacer.

Quoi qu'il en soit, la position politique de l'Administration Bush fils et des républicains à l'endroit des demandes des salariés et de leurs organisations syndicales, des droits à l'action collective au travail et de la légitimité des grandes interventions sociales de l'État restait identique à ce que l'on connaissait d'eux depuis alors plusieurs années. Et, comme nous avons souligné, elle s'exprimait avec un sans-gêne difficilement imaginable en d'autres pays développés de démocratie libérale. Ainsi :

durant le mois qui suivit les attaques terroristes, alors que les sapeurs-pompiers étaient devenus le symbole universel de l'héroïsme, le Sénat rejeta une proposition qui aurait garanti aux pompiers les droits à la libre négociation collective dans les vingt-deux États [du pays] où on ne leur reconnaît pas le droit à l'organisation. Qui plus est, les sénateurs eurent le culot [*had the gall*] d'utiliser le 11 septembre pour justifier leur décision [...], des républicains expliquant que, si les pompiers avaient le droit de se syndiquer, ils pourraient se mettre en grève pendant une attaque terroriste⁸⁷.

Comme le soulignait Gordon Lafer, l'auteur que nous venons de citer, si certains avaient pu croire que les appels de la présidence à l'unité nationale face à la menace terroriste entraîneraient la mise de côté de ses projets les plus

conservateurs socialement et économiquement, ils durent vite déchanter. Sur le plan de leurs principes et de l'orientation concrète des politiques publiques, la présidence et le syndicalisme se trouvaient sur des planètes différentes, aux trajectoires conflictuelles. Il fallait en prendre conscience, écrivait aussi Lafer, et ne pas s'imaginer, d'un autre côté, qu'une fois l'engagement militaire terminé on reviendrait à une conjoncture plus favorable au mouvement ouvrier et au syndicalisme⁸⁸.

2. OÙ VA LE MOUVEMENT OUVRIER ? ÉLÉMENTS D'ANALYSE

Le syndicalisme, membres de base, responsables intermédiaires et direction, fut abasourdi, médusé par l'attaque du 11 septembre, à l'instar de toute la société américaine. De ses rangs surgirent aussi des appels à la vengeance et ses courants les plus militants s'abstinrent de participer aux marches de la paix des 29 et 30 septembre suivant, ou s'y firent fort discrets⁸⁹. Dans les rangs, l'heure n'était pas à la contestation, mais plus à ce que la presse appelait le patriotisme. Assommé, l'état-major de l'AFL-CIO voulut faire entendre au président Bush « que l'heure était à une trêve entre le travail et le capital » ; la centrale se paya une « annonce de deux pages dans les journaux les plus prestigieux du pays pour faire savoir qu'elle appuyait la lutte du président Bush contre le terrorisme [...], deman[dant] seulement qu'il n'oublie pas le travailleur américain ». La logique de ce message était de répondre aux réactions du monde des affaires, par exemple dans l'industrie de l'aviation, qui manifestement avait l'intention de faire face aux difficultés économiques qu'il allait affronter par des mises à pied et des « restructurations » ; ce que voulait mettre en avant la direction Sweeney, comme l'ont expliqué déjà Fletcher et Gapasin, était l'exigence que le président ne réserve pas les compensations financières de l'État au seul patronat. Mais ce fut bien l'orientation que suivit prioritairement la présidence Bush ; qui plus est, soulignent aussi les mêmes auteurs, quand l'AFL-CIO comme centrale et le principal syndicat des employés du gouvernement, l'AFGE, « offrirent leur assistance à l'Administration Bush en ce temps de crise, ils furent tous deux [pratiquement] rabroués⁹⁰ ».

La direction de la centrale avait fait savoir qu'elle était, en quelque sorte, prête à participer, à s'inscrire dans un effort uni de réaction nationale devant la menace terroriste. Mais W. Bush ne prit même pas la peine de saluer cette initiative, encore moins de lui répondre positivement. Il ne cherchait pas la collaboration entre partenaires sociaux, avec lui ce n'était pas à l'ordre du jour ; il envisageait plutôt de poursuivre le programme social des républicains de manière accélérée. Compte tenu du nombre de travailleurs syndiqués, victimes directes ou secouristes, ayant péri dans les attaques sur les tours jumelles et le

Pentagone, compte tenu aussi de ce que l'AFL-CIO représente la principale organisation sociale du pays, la rebuffade qu'elle recevait de l'Administration Bush exprimait un véritable mépris. L'administration voulait le ralliement inconditionnel à sa politique, par-delà les frontières sociales et organisationnelles, et sans qu'elle ait à le négocier. Or, le programme de cette politique revenait notamment à grever, à diminuer la présence du syndicalisme dans l'entreprise et l'économie nationale. Sur le terrain des rapports de force patronat-syndicat, toute sa gouverne allait tendre au renforcement du pôle patronal. L'offre de service du syndicalisme ne suscita donc aucun *quid pro quo* de la part de la présidence, qui s'engagea plutôt, comme on l'a vu, dans un projet immédiat de gestion du personnel de l'État limitant sévèrement les droits à l'action et à l'organisation collectives, voire les retirant à des groupes de travailleurs jusque-là syndiqués.

Sonnée, l'AFL-CIO eut d'abord du mal à s'y retrouver ; puis on tenta par un lobbyisme insistant auprès d'élus démocrates de forcer la présidence à respecter les ententes collectives signées, les droits du syndicalisme et les statuts acquis des employés publics, tout en exigeant que les « dizaines de milliers de travailleurs mis à pied » dans le secteur privé du fait de l'attaque terroriste soient secourus. Les démocrates n'obtempérèrent pas vraiment, ou si peu qu'on entendit bientôt proférer à leur endroit l'accusation de « trahison » ; Sweeney lui-même éleva sèchement la voix, dit-on, dans son effort personnel de lobbyisme auprès de sénateurs. Les démocrates n'osaient pas s'en prendre au président, craignant en quelque sorte que leur loyauté envers le pays soit soupçonnée⁹¹. L'urgence nationale, avons-nous vu, inhiba en un premier temps la pensée critique des acteurs sociaux et politiques, et les intimida par la suite.

Un épisode fort intéressant a été noté à cet effet au sujet des premières réactions de l'AFL-CIO. Diverses centrales syndicales dans le monde se prononcèrent sur les attaques du 11 septembre : par exemple, le syndicalisme de la Corée du Sud, la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil et le Congress of South African Trade Unions (COSATU) d'Afrique du Sud. Ces centrales ont émis des condamnations des attaques terroristes et fait connaître leurs sympathies envers ceux qui ont alors perdu des êtres chers. En même temps, leurs positions demandaient « aux États-Unis de répondre [...] prudemment » auxdites attaques « et de ne pas déclencher une guerre » ; on faisait savoir qu'on « n'appuierait pas une réponse militaire ». Manifestement prise de court par ces déclarations, l'AFL-CIO ne trouva rien de mieux que de faire savoir « à chacune de ces fédérations qu'elle n'avait pas le droit de se prononcer sur les attaques du 11 septembre sans avoir obtenu au préalable l'assentiment de l'AFL-CIO » et que les syndicats des États-Unis appuyaient en tout état de

cause l'offensive de Bush « contre le terrorisme » – « à ce moment le bombardement et l'invasion [militaire] de l'Afghanistan⁹² ».

Il faut souligner ici que l'AFL-CIO, qui non seulement portait depuis longtemps nombre de jugements sur des régimes et des conjonctures politiques sans demander l'aval des syndicats directement concernés, et se permettait même d'intervenir au compte du gouvernement américain et avec lui dans divers pays, manifestait la prétention d'exclure les États-Unis des analyses critiques du syndicalisme international. Il eût été difficile d'exprimer plus clairement l'idée que l'on se faisait traditionnellement des rapports de la centrale américaine avec les autres centrales syndicales dans le monde, l'idée d'une supériorité relevant, consciemment ou inconsciemment, de la prépondérance de sa nation sur les autres nations. L'équipe Sweeney se donnait pourtant du mal à se départir de ce type de réputation, surtout que les déboires que connaissait le syndicalisme américain depuis des décennies refrénaient chez ses propres dirigeants les enthousiasmes de cette nature. Mais le choc du 11 septembre avait ravivé de vieux réflexes, qui déplurent. Surtout que la méfiance des bases de la CUT et du COSATU envers les États-Unis trouvait toujours un écho dans la méfiance qu'elles pouvaient entretenir envers son syndicalisme. Personne ne fut donc convaincu de la nécessité d'un blanc-seing de l'AFL-CIO pour s'orienter publiquement quant aux interventions militaires des États-Unis.

Ce fut plutôt John Sweeney qui fut amené avec sa centrale à se prononcer dix-huit mois plus tard contre une guerre lancée par les États-Unis, cette fois en Iraq, du bout des lèvres, certainement, mais qui refusa tout de même son appui, une première dans l'histoire du syndicalisme américain. Nous avons couvert au chapitre précédent ces péripéties, en les voyant dans leur contexte et en les situant dans la relation entre la centrale et l'État américain. Et nous savons aussi que le congrès de l'AFL-CIO en 2005 votera une résolution sur l'Iraq demandant explicitement la fin de l'expédition militaire et le rapatriement le plus rapide possible des troupes. En 2003 comme en 2005, ces développements supposèrent l'influence d'une puissante campagne interne à la centrale de courants de base et intermédiaires rejetant globalement la politique militaire extérieure du président Bush, des courants plus décidés que l'équipe de direction, même renouvelée, de l'AFL-CIO.

Cela dit, le renforcement du pouvoir de la Maison-Blanche aux dépens des autres composantes de l'ordre constitutionnel du pays remodelait « incontestablement le paysage politique », selon le titre d'une analyse parue dans le *New York Times*⁹³, sur un axe, avons-nous vu, tout entier menaçant pour le syndicalisme. Avant même l'ouverture par l'Administration Bush de ce

processus que nous avons qualifié de bonapartisation des institutions, hostile au syndicalisme, l'organisation ouvrière périlait. Sans reprendre à ce stade cette discussion sur l'existence de la classe ouvrière et son inscription dans la dynamique des rapports sociaux, rappelons, comme l'écrivent des historiens anglophones, que sa réalité même doit ainsi être « problématisée ». Par exemple, si l'on retrouve dans plusieurs pays, à compter de la fin des années 1870 jusqu'au tournant du xx^e siècle, le surgissement de revendications et d'organisations politiques reprenant à leur compte de satisfaire des besoins populaires et ouvriers, cette fermentation sociale ne débouchera pas partout sur le même type de regroupement, celui notamment d'un parti se définissant comme distinctement ouvrier. Voilà une option qui, en fonction de facteurs tout à fait compréhensibles, ne s'est pas réalisée aux États-Unis, les pulsions politiques de classe s'y résorbant dans le bipartisme constitué. En tant que réalité distinctive comme parti, la classe ouvrière américaine n'a donc pas d'existence : son organisation de masse n'a jamais soulevé la possibilité de sa candidature au pouvoir. Ce n'est pas rien, notamment par comparaison.

Les divers aspects d'une telle discussion, lorsqu'ils sont analytiquement considérés, éclairent forcément l'entendement de développements souvent fondamentaux. Par exemple, la régionalisation du poids du mouvement ouvrier aux États-Unis, que la loi Taft-Hartley servit à produire expressément en modulant à la baisse l'obligation du respect des droits syndicaux, c'est-à-dire en donnant aux États du pays la possibilité de se soustraire pour une bonne part de la législation fédérale – donc des acquis de la décennie du New Deal –, a entraîné certaines de ses faiblesses : socialement, économiquement, culturellement. Par comparaison, le syndicalisme allemand a réussi à ce que le territoire de l'ex-RDA soit soumis au même droit du travail et aux mêmes acquis que ceux de la RFA. Il est dans ce cadre facile de saisir que la classe ouvrière allemande, comme entité unique, s'est constituée une existence nationale que la fusion des deux Allemagnes ne visait pas⁹⁴.

Concurremment à l'épisode du vote de la loi Taft-Hartley, la grande « opération Dixie », par laquelle le CIO entendait mener une deuxième croisade, après la croisade réussie de la syndicalisation industrielle, la croisade de la percée cette fois du vieux Sud réactionnaire et raciste, faisait face à un mur et subissait en fin de compte une cuisante défaite. Le syndicalisme ne réussissait pas à s'étendre au sud de la ligne Mason-Dixie en tant que force de masse. La classe ouvrière serait toujours faible de cet inachèvement comparatif, qui pèserait socialement et économiquement sur l'ensemble du pays ; politiquement, le Parti démocrate y resta alors le Parti de la réaction obscurantiste.

Cette régionalisation du poids du mouvement ouvrier est ainsi demeurée pour lui une défaillance notable: plus de soixante ans après le vote de la loi Taft-Hartley, Steven Greenhouse, l'analyste du *New York Times* attiré pendant toute une époque à la couverture du syndicalisme, faisait valoir que, «alors que les travailleurs masculins blancs non syndiqués ont voté majoritairement contre [le candidat Obama lors des présidentielles de 2008] par une marge de seize points de pourcentage, [ce dernier] l'emporta chez les travailleurs blancs syndiqués par dix-huit points de pourcentage⁹⁵». L'organisation syndicale avait réussi à instaurer chez ses membres et leurs familles (et au-delà plus largement, au sein de la classe ouvrière dans les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale) une certaine «cohérence politique» fondée sur son action et ses appels; cette cohérence a connu et connaît toujours une influence certaine. La notion de «cohérence politique», que nous avons utilisée antérieurement en nous servant des contributions d'auteurs des années 1950⁹⁶, n'équivaut pas à celle du vote de classe telle qu'elle a été élaborée historiquement avec le lancement des partis ouvriers. Elle n'en a pas le sens, non plus qu'elle ne suppose les mêmes conséquences. Mais la cohésion de classe façonnée avec l'action syndicale se révèle déjà autre chose que la dispersion sociale et économique des salariés: elle représente leur formation en force commune sur le terrain politique, en continuité de leur création en classe distincte avec la syndicalisation, singulièrement industrielle. La différence marquée à l'égard du candidat Barack Obama entre le vote des syndiqués et celui des non-syndiqués masculins blancs en 2008 n'est pas une aberration, mais une nouvelle confirmation de la réalité de cette cohérence sociale, une cohésion politique concourant à donner vie à la classe ouvrière comme phénomène particulier. La régionalisation très prononcée de l'action et de l'organisation collective distinctive des travailleurs américains s'avère ainsi en corollaire un signe et un facteur de la faiblesse de classe du salariat.

Les forces et les gouvernements opposés au syndicalisme ne s'y sont d'ailleurs jamais trompés, la contraction de son rôle et de sa place dans l'économie ayant toujours été, dès que cela leur était envisageable, au cœur de leur rapport à l'organisation ouvrière. On a vu déjà que près de 30% des employés et salariés ont été exclus de la protection du NLRA, c'est-à-dire exclus du processus sanctionné par l'État de l'accréditation des syndicats, à toutes fins utiles dépossédés du droit à la négociation collective de leurs conditions de travail et de rémunération. Les lois nouvelles, les amendements, les commissions d'enquête, les réglementations multiples ont délibérément cherché à contenir après les années de la Deuxième Guerre mondiale les champs d'application des droits syndicaux. L'organisation ouvrière a réussi à se maintenir et même à s'élargir en suivant essentiellement le développement des grandes entreprises au sein

desquelles elle était présente, c'est-à-dire en réussissant globalement à s'étendre aux nouvelles installations desdites entreprises. Les pourcentages baissaient, mais les nombres de syndiqués restaient importants, grossissant même. Avec le tournant de la décennie 1960-1970, le *big labor* (les « hautes directions syndicales ») considérait que le mouvement syndical avait assis sa place dans la société, qu'il « était parvenu » (*had arrived*, avait atteint la reconnaissance de sa légitimité) là où il jugeait nécessaire de parvenir. Mais, à la fin de cette même décennie, Meany paraissait un homme défait, amer, opposé à tout ce qui bouge, semblait-il, ce qui le caractérisera pour le reste de ses jours⁹⁷.

i. FAITS ET CHIFFRES

L'ère Reagan débuta l'année suivant le décès de George Meany : passage à la financiarisation de l'économie, accompagné d'une franche opposition de l'autorité politique fédérale et de ses agences, puis nette politisation des nominations aux cours de justice. Les illusions ne pouvaient plus avoir cours ; d'ailleurs, dès avant la prise du pouvoir par le président Ronald Reagan, Doug Fraser, le dirigeant du grand syndicat de l'automobile, accusait le patronat de s'être lancé dans une *one-sided class war*, une guerre de classe unilatérale. Il avait raison ; ce qui se produisait dorénavant relevait d'une volonté farouche et de moins en moins camouflée de faire régresser la force des syndicats en tant que telle, de les diminuer, en un contexte où les états-majors syndicaux ne réussiront pas à contrer de quelque façon cette attaque (dans certains milieux frontale), certainement pas à élaborer des plans de résistance et de contre-attaques crédibles. Les nombres de syndiqués péricliteront, puisque, en plus de l'opposition de choc des employeurs à la syndicalisation et de leur constante détermination à forcer le recul, voire la disparition de la représentation syndicale dans leurs entreprises, on assistera à de profondes transformations dans le travail et le marché du travail, autant d'éléments dont le trait commun sera en effet d'amener une période de *one-sided class war* et dont la conjugaison trouvera sa pleine expression durant les trois mandats républicains consécutifs de la période 1980-1992.

Nous avons présenté et analysé antérieurement ces processus, au cœur du rétrécissement par secteur économique, aire géographique et industrie de la présence de l'organisation syndicale. Ce rétrécissement est celui de l'espace occupé par la classe ouvrière dans la société, reflet de la diminution de son poids dans les rapports sociaux de pouvoir. Une des manifestations les plus expressives de cette situation, que nous avons aussi rapportée, était donnée par l'effondrement du nombre de grèves et de jours de grève. Ainsi, d'une moyenne annuelle dépassant 350 arrêts de travail de 1000 salariés et plus durant les

années 1950-1960, on était passé à une moyenne de moins de 25 durant la première moitié de la décennie 2000-2010⁹⁸. La régionalisation de la présence du mouvement ouvrier n'était plus une simple caractéristique négative, nuisible, de l'implantation territoriale du syndicalisme, mais une inspiration dont les employeurs (et les gouvernements républicains) en tant que classe économique cherchaient à appliquer *mutatis mutandis* la prescription dans les divers secteurs de l'économie : industriel, financier, public et parapublic – comme dans les politiques gouvernementales ayant trait au marché du travail et à la sécurité sociale ; réduire l'espace occupé par les intérêts du salariat, ses acquis et les préoccupations à leur endroit.

Examinant ces données, Joseph A. McCartin n'hésite pas à qualifier la situation des années 2000-2010 de situation de « crise de l'action collective » en tant que telle, définie comme crise « de la capacité d'agir collectivement », la mesure étant donnée par « l'incapacité de faire la grève⁹⁹ ». En d'autres mots, la classe ouvrière américaine n'avait plus la force, la « capacité » même de se mettre en mouvement en tant que collectivité, son énergie était épuisée. Elle n'était plus apte au combat. McCartin explique cet épuisement, véritable torpeur selon lui, comme le produit incontournable des grandes transformations structurelles qu'a connues la vie économique américaine, les transformations dues à « des décennies de politiques publiques définies par la déréglementation [de l'économie], la mondialisation, la privatisation et l'inégalité croissante ». Il note que, si la proportion des travailleurs syndiqués décroît depuis son sommet de la mi-décennie 1950-1960, ce n'était pas le cas, on le sait, de la propension à faire la grève qui se maintenait et connaissait même de nettes accentuations selon les moments, par exemple durant la première moitié des années 1970-1980. La rupture, à cet égard, survient entre « 1979 et 1983 », années d'une conjoncture de crise produite par la combinaison de forts taux d'inflation et de chômage, situation inhabituelle, transition directe, aussi, à la période de bouleversements induits par les grandes caractéristiques que l'on vient de rappeler. Pour McCartin, l'accumulation et l'interaction de tous ces éléments ont créé une situation d'insécurité profonde pour les travailleurs, accentuée par les défaites non moins profondes que les luttes sociales ont systématiquement connues. Son analyse, soutient-il, ne retient pas que des facteurs d'explication de « nature structurelle ». « En dernière analyse, le déclin du nombre de grèves » repose sur le fait que « la peur », la culture « de l'individualisme » ou une « évaluation pragmatique du rapport de forces au sein des marchés national et mondialisé » font que « moins de travailleurs [que par le passé] décident de recourir à la grève pour faire prévaloir leurs intérêts collectifs ». L'arrêt de travail étant vu comme la mesure de l'action de classe,

l'effondrement de sa fréquence et de sa possibilité équivaut donc à l'incapacité de se mettre en mouvement comme collectivité¹⁰⁰.

Les travailleurs craignaient pour leurs emplois, expliquait McCartin, cependant que la chute des revenus excluait que l'on se sente éventuellement en mesure de supporter les coûts d'un arrêt de travail. La classe ouvrière se retrouvait dans les câbles, battue, incapable de faire front à nouveau. L'idée avancée par l'auteur selon laquelle son explication ne relève pas du structuralisme puisqu'elle tient compte des dispositions subjectives des travailleurs n'est pas pleinement convaincante. La disposition de classe à l'action collective, ou son absence, ne se développe pas comme addition de perceptions personnelles, encore qu'elle donne lieu à ce type de perceptions. Le facteur subjectif doit aussi être vu comme un facteur d'origine collective, c'est-à-dire comme un produit du rapport de pouvoir entre les classes; ce rapport s'avère largement conditionné en ce début du XXI^e siècle par l'état de l'organisation collective: niveau de la syndicalisation, histoire programmatique, structuration interne, qualité de sa plateforme de combat et de son élaboration sociopolitique. Nous avons eu l'occasion de traiter cette problématique dans les chapitres précédents. La classe ouvrière comme «acteur» social (McCartin utilise le concept anglais d'*agency*), ou comme «sujet», est donnée par la dynamique de conflit sourdant du rapport social et par l'organisation distinctive. Le facteur dit de l'*agency* devient pour beaucoup identifiable à l'état de cette organisation et à son développement propre, qui inclut évidemment la possibilité de sa bureaucratisation. De sorte que «l'incapacité d'agir» doit premièrement s'envisager comme l'incapacité de l'organisation; d'où l'accent que nous avons mis sur cette équivoque d'un mouvement ouvrier organisé comptant plusieurs millions de membres qui s'avère pourtant incapable de créer une résistance en mesure, sinon de vaincre, du moins de faire réfléchir et de modérer ses opposants.

L'analyse de McCartin, avait néanmoins le mérite d'aborder cette question de «l'incapacité d'agir», en fait de la difficulté d'agir et de vaincre puisqu'il y a toujours à l'époque des actions revendicatives et même des épisodes de fortes mobilisations. Mais il est vrai que le déclin du syndicalisme est à la fois celui des nombres et des pourcentages syndiqués et celui de l'effondrement statistique de l'action gréviste. Un profond recul de classe donc, dont l'une des dimensions définitoires s'avérait cette chute de son poids social et l'étiollement de sa vigueur. Le réputé historien de la gauche et du syndicalisme américain Nick Salvatore s'était aussi demandé plus d'une quinzaine d'années auparavant comment rendre compte du processus permanent de déclin du mouvement syndical, engagé préalablement à l'ère Reagan, mais approfondi et accéléré alors. Salvatore faisait en fin de compte sienne la théorie de Daniel Bell, d'abord soumise en 1959, qui fut appelée «saturationniste»: Bell avait expliqué, grosso

modo, que l'aire du prolétariat industriel était déjà à ce moment en contraction, débordée par l'aire du travail des cols blancs, une époque nouvelle qui s'annonçait peu propice au développement du syndicalisme. Les cols blancs, expliquait-on, tendaient à échapper à l'univers du monde ouvrier; ils se montraient réfractaires à la syndicalisation, de sorte que la portion de la main-d'œuvre alors syndiquée, quelque 30 %, représentait fort probablement le summum possible. En ce sens, il y avait saturation par le syndicalisme du champ de la main-d'œuvre qu'il pouvait couvrir. Son déclin s'avérait finalement inscrit dans le développement même de la vie économique¹⁰¹.

Nous avons présenté déjà et analysé l'hypothèse de la « saturation », de même que nous avons avancé notre propre explication de l'effondrement de la place tenue par le syndicalisme américain au sein de sa société. Comme ce fut le cas de notre intérêt pour McCartin, la courte remarque au sujet de Salvatore nous est inspirée de ce qu'il cherche également les causes du déclin de l'action de classe et l'évaluation de ce déclin se fonde tout aussi bien sur la régression radicale de l'activité gréviste, que Salvatore voit quant à lui comme un signe incontournable de l'effritement de l'univers industriel, donc de ses catégories sociales fondamentales. Sans solliciter outre mesure son propos, il apparaît bien que l'incapacité de la classe ouvrière s'avère un phénomène historique indépassable pour Salvatore, d'où procède en dernière analyse le déclin de l'action de classe et de la portée de son mouvement. Nous revenons plus bas à cette problématique.

Soulignons à ce stade que le taux de décroissance des proportions de travailleurs syndiqués étant *grosso modo* le même au Nord et au Sud, « les familles syndiquées se trouvaient de manière [toujours plus] écrasante à l'extérieur du Sud¹⁰² », aiguillon supplémentaire de différenciation géographique à l'existence du mouvement ouvrier. De 1999 à 2003, après la courte remontée durant le deuxième mandat du président Clinton, « le nombre de syndiqués chuta, passant de 16,5 millions à 15,8 millions et la densité de la syndicalisation passa de 13,9 % à 12,9 % », une chute marquée, globalement continue. Au tournant de la décennie suivante, le pourcentage de syndiqués sera de quelque 11,8 % seulement, moins de 7 % dans le secteur privé. Et, au début de 2013, les taux correspondants seront de 11,3 % et 14,3 millions de syndiqués et, dans le secteur privé, d'un très catastrophique 6,6 %¹⁰³. À ce moment, l'effet d'entraînement de la syndicalisation est devenu en quelque sorte négatif, sa faiblesse s'offrant comme une condition du développement d'un marché du travail produisant un nombre anormalement élevé d'emplois très peu payants. Selon l'Organisation internationale du travail, « le travail peu payant est chose rare là où les taux de syndicalisation sont élevés. Dans les pays où plus de la moitié des travailleurs sont syndiqués, seuls 12 % des emplois paient moins des deux tiers

du salaire moyen, habituellement » ; et selon l'OIT, les États-Unis comptent « la part la plus grande d'emplois peu payés dans le monde industrialisé, presque un emploi sur quatre¹⁰⁴ ».

Bien évidemment, il est difficile d'établir une séquence précise de cause à effet entre ces deux phénomènes, et dans quelle direction une telle séquence devrait pointer. Il est en revanche évident que le poids très réduit de la syndicalisation ne permet ni politiquement ni économiquement au mouvement ouvrier d'induire un autre type de marché du travail – dans les circonstances présentes. Même à la retraite, les travailleurs peuvent être sévèrement touchés par des décisions patronales sur lesquelles ils ne peuvent agir, et qu'ils n'attendaient pas : par exemple, le fait que de grandes compagnies qui avaient signé des ententes collectives prévoyant un certain niveau de rentes de retraite n'ont pas prévu les ressources nécessaires au fil des ans pour satisfaire à leurs obligations ; d'une manière ou d'une autre, les fonds de retraite doivent alors être consolidés, et souvent les prestations aux syndiqués subissent des compressions prononcées, qui ne permettent plus de subvenir à ses besoins et obligent à avoir recours à l'aide sociale¹⁰⁵.

Nous ne croyons pas que la classe ouvrière est circonscrite par les tâches accomplies, mais plutôt par les caractéristiques du travail salarié lui-même, c'est-à-dire comme le pôle dans le rapport salarial qui est dépendant envers l'embauche et subordonné dans les rapports économiques¹⁰⁶. Aux États-Unis, on est souvent tenté de qualifier comme membres de la classe moyenne l'ensemble des travailleurs syndiqués, en restreignant par ailleurs dans ce cadre la définition de la classe ouvrière à la portion manuelle de ces syndiqués, ce qui nous paraît une erreur. À juste titre, quand Marianne Debouzy s'arrête à la position du président Bush fils « contre les droits des travailleurs », elle signale notamment et tout aussi bien ses interventions contre le droit de grève des mécaniciens de la Northwest Airlines, son « attaque frontale contre les syndicats du secteur public », que nous avons présentée plus haut, ses menaces contre le mouvement des débardeurs de la côte Ouest en « septembre-octobre 2002 », qui paralysa vingt-neuf ports... La faiblesse politique du mouvement ouvrier se manifesta dans la « bienveillance [notamment] des autorités fédérales à l'égard de la société Wal-Mart » : en effet, « le ministère du Travail avisa quinze jours à l'avance [cette] grande chaîne [...] qu'allait avoir lieu une enquête sur les violations de la législation concernant le travail des enfants¹⁰⁷ ». S'il paraît évident que de nombreuses différences et de nombreux écarts existent au sein de cette classe de travailleurs, elles sont pour une part, mais pas fondamentalement liées aux tâches exercées. Il est loisible d'utiliser l'expression « classe des travailleurs », en lieu de « classe ouvrière », quand on la rattache au travail salarié ; mais l'emploi de la désignation « classe moyenne » sans plus de

précision nous semble source de confusion pour les analyses sur le travail et le mouvement ouvrier. D'un autre côté, il va de soi que les travailleurs non syndiqués constituent aux États-Unis la grande majorité de la classe ouvrière.

Si le président Bush fils a pu soutenir durant ses deux mandats une orientation très conservatrice, antagonique, envers les travailleurs et les organisations du mouvement ouvrier, c'est que déjà la préoccupation publique pour les besoins économiques et sociaux des petites gens s'avérait bien limitée. Le concept de classe ouvrière réfère à des réalités qui débordent le simple contexte du rapport employeur-employé : « la classe a trait à la relation entre des individus et des groupes d'individus [d'un côté] et le procès de production et le pouvoir », de l'autre côté. Par exemple, en 2005, « la bataille au sujet de la reconstruction après le passage de l'ouragan Katrina [a été] une lutte de classe et une lutte raciale ». La façon de réagir à ce désastre reposait en effet sur l'appréciation que se faisaient les autorités quant aux « segments de la population [de La Nouvelle-Orléans] qui comptaient et ceux qui s'avéraient sans importance [*irrelevant*] », tout comme elle reposait sur l'analyse sociopolitique de la dévastation qu'apporta Katrina. La catastrophe que vivait la population de la région n'était pas que le produit d'un processus naturel, mais aussi « d'années de négligence et d'une approche néolibérale de l'économie qui ont vidé le domaine public des ressources [précisément] nécessaires pour défendre la population » de la ville. On connaît généralement la piètre qualité et la lenteur des secours apportés à cette population par les autorités politiques, singulièrement fédérales¹⁰⁸.

Et alors que beaucoup d'emplois étaient disparus et que, désespérés, nombre d'ouvriers quittaient la région, l'Administration Bush fils, explique Marianne Debouzy, utilisa cette crise « pour porter atteinte [par exemple] aux droits des travailleurs du bâtiment » : au début du mois de septembre 2005, la présidence « publia [en effet] un décret suspendant la loi Davis-Bacon (qui date de 1931) selon laquelle les salaires payés par les employeurs ayant des contrats avec le gouvernement [...] devaient être en conformité avec le salaire qui est la norme localement », habituellement définie par le tarif syndical. Les vastes projets de reconstruction, qui s'étendaient à d'importantes régions de la Gulf Coast (Alabama, Floride, Mississippi et Louisiane), allaient ainsi échapper durant des mois à des niveaux de salaires dont toutes les zones touchées avaient un urgent besoin, singulièrement la Louisiane, pour leurs populations travailleuses¹⁰⁹. Qui plus est, afin d'accentuer la pression à la baisse sur la présence syndicale – comme sur les salaires et les conditions de travail –, le Department of Homeland Security « suspendait » localement de son côté l'application « des règles exigeant que les employeurs prouvent que leurs travailleurs sont citoyens américains ou détenteurs d'un permis légal de travail aux États-Unis ». Cette

décision du ministère de la Sécurité intérieure servit directement d'attrait pour qu'une main-d'œuvre migrante vienne en masse assurer des travaux dorénavant sous-payés selon les normes habituellement en vigueur. On leur avait par ailleurs souvent promis des conditions de vie et de logement qui ne leur furent jamais accordées. Cette décision constitue aussi une illustration imparable, en elle-même démonstration, de l'engagement actif de l'Administration Bush fils en faveur du pôle patronal dans le rapport d'emploi¹¹⁰.

La décennie 2000-2010 fut l'une des rares décennies aux États-Unis dont le passage des ans ne déboucha sur aucune amélioration économique du sort de la famille moyenne; même, en 2009, le revenu médian des ménages était de « 5 % inférieur à ce qu'il était en 1999 ». On comptait 41,3 millions de bénéficiaires du programme des coupons alimentaires en 2010, « près d'un adulte sur sept », un nombre renversant auquel il faut ajouter « une proportion encore plus importante des enfants du pays¹¹¹ ». Bien sûr, George W. Bush n'est plus au pouvoir à la fin des années 2000-2010, une décennie qui a connu par ailleurs de profondes turbulences économiques; on ne saurait donc lui imputer la responsabilité de toutes ces difficultés, non plus que de leur ampleur. Mais l'économie qui a connu les crises qu'on a rappelées est celle qu'il favorisait, dont il a encouragé tous les traits qui, précisément, ont produit l'effondrement massif d'épargnes personnelles et de fonds de retraite, et à laquelle des membres influents de son équipe gouvernementale s'avéraient directement liés. Et c'est bien sous sa gouverne que les millions de mal assurés et de citoyens sans assurance devant la maladie ont franchi numériquement des seuils de catastrophe, 51 millions en 2009, cependant que l'affaiblissement du mouvement ouvrier, auquel affaiblissement il concourait délibérément, amenait pour nombre de gens des complications nouvelles à cet effet¹¹², notamment. Car les reculs marquants du syndicalisme deviennent un facteur direct de dépression « des salaires et des avantages sociaux pour tous les salariés¹¹³ ».

ii. LA CHARGE DU WISCONSIN

Si la capacité d'agir de la classe des travailleurs relevait largement, ainsi que nous le croyons, de l'état de son organisation, le niveau comparatif de la syndicalisation chez les « employés publics » représentait une cible obligée pour ses opposants. La présidence de W. Bush s'y était déjà lancée dans le cadre de son grand projet de « sécurité intérieure », mais les fonctionnaires visés récupéraient à la fin de son deuxième mandat l'exercice de leurs droits syndicaux, singulièrement de leur droit à la négociation collective tel qu'il leur avait été antérieurement dévolu. À la fin de la décennie 2000-2010, on évaluait à quelque 22 millions le nombre d'employés publics aux niveaux fédéral, d'État,

municipal et local, cependant que les dépenses (*outlays*) de ces instances de gouvernement comptaient pour 20 % de « toute l'activité économique » du pays. Depuis des années déjà, et à nouveau avec les suites de la débâche financière de 2007-2008, toutes les autorités publiques – ou presque – mettaient l'accent sur la nécessité de budgets équilibrés, en dépit des réductions des taux de taxation consentis aux sommets de la hiérarchie sociale et en dépit de ce que le sauvetage financier des banques privées ait reposé sur les ressources de l'État. Aux États-Unis comme dans beaucoup d'autres endroits, le coupable facilement désignable des problèmes budgétaires des pouvoirs publics fut l'employé public : accusé de bénéficier de salaires beaucoup plus élevés que dans le secteur privé, d'avantages sociaux trop lourds à supporter pour la société, etc., toutes choses obtenues par un pouvoir syndical beaucoup trop fort, dont l'action en était pratiquement venue à rançonner l'ensemble des contribuables au profit de la minorité des employés publics syndiqués. L'intensité du propos avec lequel cette position était proférée se révéla certes variable, mais sa logique fut reprise constamment ; et elle instruisit généralement les explications gouvernementales, même si leurs grandes affirmations furent souvent tout aussi bien contredites¹¹⁴.

Par son exemplarité, contenu et conséquences, ce fut l'action du nouveau gouverneur républicain Scott Walker du Wisconsin qui retint le plus l'attention. Au milieu de l'effervescence de campagnes multiples visant à étendre les principes du *right-to-work* dans l'entreprise privée à de nouveaux États, Walker faisait part le 11 février 2011 d'un projet de loi qui mettrait en cause le principe de la négociation collective pour les employés de son État et menaçait, par ses dispositions annoncées, la survie même de leurs syndicats. Avant le dépôt du projet de loi, trente mille manifestants marchèrent le 16 février 2011 sur le Capitole : des enseignants, des étudiants, des syndiqués du secteur privé ; la législature fut massivement occupée, les enseignants observèrent deux jours de grève illégale, la participation populaire fut au rendez-vous lors de nombreuses manifestations, plus de 100 000 personnes à deux occasions pour des marches de protestation contre le gouverneur Walker et son projet de loi. La contestation active se poursuivit de nombreux mois, mais le projet de loi fut voté par les deux chambres, à majorité républicaine, au début de l'été suivant. La résistance fut tout aussi exemplaire que la nature de la loi du gouverneur Walker ; on réussit même à recueillir par la suite le nombre de signatures suffisant (énorme : l'exigence minimale est du quart des votes exprimés pour le poste de gouverneur à la consultation précédente) pour forcer une élection de révocation (*recall*) du gouverneur Walker. Celui-ci dut se soumettre à un nouveau scrutin, qu'il gagna cependant en 2012. La loi, appelée Act 10, fut donc maintenue et appliquée dans toute sa rigueur¹¹⁵.

Cette loi stipule que les syndicats des « travailleurs publics », à l'exclusion des policiers et des pompiers, perdent le droit de négocier quelque entente concernant les « retraites, la couverture médicale, la sécurité au travail, les horaires, les congés de maladie ou les vacances. Ils ne peuvent négocier que les rémunérations de base », dont toute éventuelle augmentation ne peut « excéder le niveau d'inflation ». L'obtention d'une augmentation plus élevée devra dorénavant être soumise à l'approbation d'un référendum de l'électorat. Outre les cas d'une perte pure et simple du droit à la négociation collective (employés universitaires, certains secteurs des travailleurs hospitaliers, des services de garde d'enfants, notamment), l'organisation syndicale en tant que telle était visée : interdiction de la pratique du précompte syndical, nécessité d'une ré-accréditation annuelle de chaque section locale des syndicats, dont l'obtention repose sur le vote positif « pas seulement de la majorité des votants, mais de la majorité de tous les employés » composant ladite section ; qui plus est, l'Act 10 a mis fin à la contribution dite de juste part pour les travailleurs non membres d'un syndicat accrédité, la « part équitable » correspondant aux services dont tous les employés profitent sur leur lieu de travail et quant à leurs conditions d'emploi du fait même de la présence de l'organisation syndicale. L'abolition de cette contribution d'une part équitable est au cœur de toutes les lois *right-to-work*. Très franchement, M. James R. Scott, nommé par le gouverneur Walker à la tête (*chairman*) de la commission responsable de l'administration de la loi « relative aux syndicats des employés publics », a déclaré qu'il « est juste de dire que les employeurs ont maintenant la main haute » dans leurs rapports avec les employés¹¹⁶.

Avec des syndicats qui ne peuvent pratiquement exercer qu'une activité de représentation dans les cas de griefs, aux possibilités elles-mêmes fort diminuées, et alors qu'on pouvait évaluer deux années après l'entrée en vigueur de l'Act 10 que la rémunération moyenne avait subi une baisse d'environ 10 %, l'attrait du syndicalisme n'était plus évident. Et les rangs se sont effectivement vidés. La défaite du syndicalisme, malgré l'explosion d'enthousiasme militant de départ dans la lutte contre le gouverneur Walker, s'avérait radicale. « Plutôt que d'augmenter les salaires des enseignants, un district scolaire les ge[lait] pour deux ans », tout en haussant leur participation financière aux coûts de l'assurance maladie ; un autre district « haussait l'âge de la retraite des enseignants » et revoyait sa politique d'assurance maladie dont il soustrayait des ressources pour les « transférer dans les classes ». En décembre 2013, « quelque 400 sections syndicales des districts scolaires [...] cherchèrent leur ré-accréditation. Environ quatre-vingts n'y parvinrent pas¹¹⁷ ». Etc. En mars 2015, les chambres républicaines du Wisconsin et le gouverneur Scott Walker faisaient officiellement de l'État un territoire *right-to-work* pour les milieux de

travail du secteur privé tout aussi bien. Le syndicalisme du Wisconsin, qui comptait près de 30 % des travailleurs en 1989, n'en avait plus que 8,3 % en 2017, moins que la moyenne nationale de 10,7 % cette année-là¹¹⁸ !

Lors de l'engagement de 2011-2012 au Wisconsin, puis durant les années subséquentes, deux processus, évidemment interreliés, avaient cours : les batailles dans divers États sur l'adoption de lois dites « droit de travailler » pour l'ensemble des milieux de travail, privés, publics et parapublics, et des batailles sur les droits syndicaux des employés publics ; à cet effet, les droits du monde de l'enseignement paraissaient singulièrement ciblés, peut-être parce que l'esprit de corps s'y révèle souvent plus élevé. Les victoires des opposants au syndicalisme sont devenues la norme, des lois *right-to-work* pénétrant dorénavant des États depuis longtemps châteaux forts syndicaux et libéraux : outre le Wisconsin, le Michigan et l'Indiana par exemple. En Ohio, la tentative des élus républicains et du gouverneur John Kasich de restreindre sévèrement les droits à la négociation collective des employés publics fut massivement repoussée par référendum, ne recueillant l'appui que de 39 % des électeurs, 61 % s'y opposant en novembre 2011. Cette exception confirme la règle à ce moment.

Quand Scott Walker avait été élu gouverneur en 2010, avec l'appui du Tea Party, tous les syndicalistes et leurs organisations s'attendaient à ce qu'il veuille combler le déficit budgétaire de l'État évalué à quelque 140 millions de dollars par des « compressions importantes » dans le financement « de l'éducation, de la santé, de la protection de l'environnement et d'autres services publics », surtout dans les revenus de leurs salariés. Le syndicat de l'AFT et celui de l'AFSCME « annoncèrent qu'ils étaient prêts à accepter des concessions [contractuelles] équivalant au manque de 140 millions », supposant que leur bonne volonté affichée calmerait les ardeurs conservatrices du gouverneur Walker, d'autant plus que ce dernier « n'avait pas fait campagne en faveur d'une limitation des droits syndicaux, non plus que cette possibilité ne s'avérait [alors] partie du débat public dans l'État¹¹⁹ ». Mais les concessions consenties à l'avance ne changèrent rien à ce qui apparut comme un objectif soudain du gouverneur, duquel il n'entendait pas démordre et qui relevait de la pensée des franges radicales du Parti républicain : « rendre les syndicats impuissants [*ineffective*] sur les lieux de travail et les éliminer en tant qu'acteurs politiques importants » dans la vie du pays, a écrit Frank Emspak¹²⁰. Autre élément à noter : bien que les syndiqués du « public » s'engagèrent massivement avec leurs organisations dans le vaste mouvement d'opposition au gouverneur, ce ne furent pas ces dernières qui démarrèrent l'action, mais plutôt des syndiqués de base, des étudiants et des sympathisants. L'idée d'une grève généralisée et illimitée qui aurait peut-être permis de l'emporter faisait face à de gros obstacles : il n'y avait pas eu d'arrêt de travail « des employés de l'État [...] depuis trente

ans», qui risquaient « d'être mis à pied pour toute action concertée ». Qui plus est, « si l'État déclarait qu'une grève était illégale, les édifices syndicaux, les fonds de retraite et d'autres propriétés des syndicats pou[r]raient être saisis¹²¹ ». Voilà bien qui fit réfléchir et écarta en tout cas cette idée. Ce dont l'action du gouverneur fit montre, bien sûr, c'est de la résolution des républicains, et du cul-de-sac dans lequel se retrouvèrent les syndicats : deux années après l'affrontement, l'effondrement des effectifs s'avérait catastrophique pour le syndicalisme, qui perdait ses édifices, le cadre de la négociation contractuelle et sa puissance politique, cependant que l'éventualité d'une mise à pied relevait dorénavant très largement de l'arbitraire patronal. La possibilité d'une grève généralisée ne s'était pas concrétisée, mais la situation du syndicalisme ne s'avérait maintenant guère plus enviable que s'il avait subi les foudres de la répression prévue dans un tel cas. L'historienne et syndicaliste Priscilla Murolo conclut de cet affrontement et d'autres semblables : « Notre vis-à-vis ne cherche pas le compromis ni de demi-mesures. Il ne vise pas que les syndicats militants [...] ; il en a contre nous tous. » « Même le président Reagan » n'avait pas remis en cause le droit des employés publics « à la négociation collective » : « en 1968, quand il était gouverneur de la Californie et alors qu'il était déjà le favori de l'aile droite du Parti républicain, [il] signa une loi instaurant [précisément] le droit à la négociation collective des employés publics » de l'État. Pour Murolo, on assistait plutôt maintenant à une entreprise généralisée de négation de ce droit, ce qui était différent et beaucoup plus radical¹²².

iii. CONCESSIONS ET NOUVEAUX RECULS

Il a été dit déjà que l'un des facteurs rendant compte à la fois du pourcentage nettement plus élevé de salariés syndiqués dans le secteur public que dans le secteur de l'économie privée et de la persistance plus grande des syndicats qu'on y trouve aussi a été l'obligation pour les autorités politiques de respecter la loi de l'accréditation et ses règles. Peut-être n'est-ce pas toujours pleinement le cas, mais, si l'on compare au comportement du patronat privé face aux tentatives des employés de se syndiquer puis de gagner un premier contrat de travail, on se trouve à comparer le jour et la nuit : la mauvaise foi, l'obstruction, les pratiques illégales de la menace (notamment économique) et du renvoi des leaders, le refus de négocier, etc., un type de causes, on le sait, généralement retenu dans l'analyse du déclin du syndicalisme dans le secteur privé. Le caractère davantage public, c'est-à-dire soumis à l'inspection de la presse, notamment des processus de la syndicalisation puis de l'entente contractuelle, astreignait en quelque sorte les autorités gouvernementales au respect des normes formellement établies. D'autres facteurs, tous les analystes en

conviennent, poussent dans la même direction : les services gouvernementaux ne peuvent pas quitter un État, la menace à la délocalisation par exemple ne peut donc tenir, et l'emploi s'avère généralement moins exposé aux aléas des conjonctures de la vie économique. En tout état de cause, au milieu de la décennie 2010-2020, le syndicalisme public s'avérait « plus de cinq fois plus élevé » que le syndicalisme dans le secteur privé¹²³, une réalité depuis longtemps notée, en particulier du côté des *conservative groups*, dont l'un des buts affichés et réitérés a été et reste aux États-Unis « de limiter le pouvoir des syndicats du secteur public¹²⁴ ». Voilà pourquoi, progressivement, ces groupes ont réussi à ce que la Cour suprême accepte de juger de la constitutionnalité des lois ou des pratiques usuelles dans les États permettant ou établissant par les ententes collectives la règle de la juste part (ou part équitable). Au moment où la Cour suprême a rendu son jugement dans la cause opposant à cet effet un syndiqué appelé Janus au syndicat de l'AFSCME, « plus de vingt États avaient des lois », comme l'État de l'Illinois où le syndiqué Janus était employé, prescrivant pour les associations de leurs employés la clause de la part équitable. La Cour suprême qui a rendu son jugement en juin 2018 était à majorité conservatrice (5-4) et elle a donné raison à Janus : un employé public qui refuse d'être membre d'un syndicat n'a pas de part quelconque à lui payer, même s'il bénéficie du salaire et des avantages que négocie le syndicat. Ce faisant, la Cour suprême renversait une décision rendue en 1977 par ses prédécesseurs ; elle assénait ainsi, tous les observateurs en étaient conscients, un coup de massue au syndicalisme du secteur public et de fait à tout le mouvement ouvrier, compte tenu du poids des syndicats publics dans l'AFL-CIO.

D'une certaine façon, après le déclin ininterrompu des syndicats du secteur privé, le tour, semblait-il, du syndicalisme public était arrivé. Les « syndicats font-ils face à la destruction (*Are unions facing the Eve of Destruction?*) », pouvait-on en conséquence se demander¹²⁵. Arrivait-on au terminus de l'expérience syndicale américaine ? La question non seulement était logique, mais elle s'adressait incontestablement à l'alternative historique, ultra concrète et immédiate que pose aujourd'hui la situation du mouvement ouvrier aux États-Unis : le terminus, précisément, la fin de son existence comme institution constitutive de l'histoire de sa société (une éventualité proche, dont la réverbération serait d'envergure internationale), ou un renouveau de l'organisation de classe, de sa forme, de sa composition et du rapport à la politique, donc de sa place aussi à l'égard du bipartisme établi. Au moment où sont écrites ces lignes (septembre 2018), il faut considérer que les deux termes de cette alternative sont en développement depuis quelque trois décennies ; mais il faut voir aussi que le premier s'approche nettement de la victoire, l'alternative esquissée est en voie de s'épuiser à son profit. Les nombres reculent toujours massivement, de

même que s'effrite le poids social du syndicalisme dans les secteurs mêmes de l'économie où il est présent ; politiquement, il s'avère encore en mesure de participer à l'armature de l'appareil démocrate électoral, dont il constitue probablement la principale composante sur le terrain. Mais les signes de vigueur dont il peut toujours témoigner ne doivent rien aux démocrates, si ce n'est que ces derniers ne braquent pas l'État et ses agences contre lui, ce que font systématiquement les républicains. La majorité des familles syndiquées font preuve de préférences politiques, on l'a vu, en accord avec les choix du syndicalisme. Ces dispositions et ce positionnement traditionnels restent des caractéristiques incontestables, le legs d'une histoire certes difficile, mais ayant donné lieu aussi à des périodes de croissance et de gains impressionnants. L'affaiblissement continu de l'organisation syndicale a débouché sur un véritable processus de dépérissement, qu'on s'est révélé incapable de renverser et qui semble bien dorénavant atteindre son terme. S'il n'y avait que cette dynamique en jeu, la quantité se transformerait en qualité. L'étiollement du syndicalisme en est au point de provoquer un changement de nature de ce phénomène pourtant définitoire de la société libérale industrialisée : d'une position issue de son mouvement en tant que l'un des deux pôles fondamentaux du rapport (salarial) économique situé au cœur du capitalisme, il serait ravalé au rang d'association d'utilités privées diverses, éclaté et très fortement diminué en nombre.

Comme c'est le cas de toute hypothèse concernant l'avenir proposée par l'analyse politique, les échéances et les formes concrètes des développements envisagés ne peuvent être données avec précision. Mais le premier terme de l'hypothèse que nous avançons a bien trait à la possibilité présente que l'étiollement du syndicalisme américain soit en train de produire une transformation fondamentale. Il nous apparaît exclu que son amoindrissement permanent puisse garder intacte la capacité d'assumer son rôle historique d'organisation ouvrière nationale. L'idée des associations d'utilité privée n'écarte pas la notion que ces associations conserveraient un caractère ouvrier, en ce qu'elles représenteraient toujours des travailleurs salariés œuvrant à la promotion de leurs intérêts dans un rapport avec le pôle patronal. Mais la centrale syndicale, comme état-major et regroupement, a vocation beaucoup plus large, qui est d'instituer l'action revendicative en mouvement socioéconomique et sociopolitique d'envergure nationale. En dépit des difficultés, des défaites, et au-delà des reniements, le syndicalisme américain se voulait à cette hauteur et a réussi au fil des décennies à se construire en instrument tenant partiellement et revendiquant ce rôle. Le lancement de la grande « opération Dixie » en mai 1946 procédait justement de la volonté d'étendre la syndicalisation au vieux Sud et de le libéraliser, c'est-à-dire de poursuivre la formation du mouvement de classe à

l'échelle nationale et de renverser les rapports de force politiques portant la réaction sociale et la discrimination dans le Sud. Ce projet, s'il avait réussi, aurait modifié la texture même du pays et sa culture en élargissant très significativement l'espace occupé par l'identité distinctive de la classe des travailleurs. Par ailleurs, il n'y a pas de parti du travail aux États-Unis, occurrence à laquelle s'est employé le syndicalisme lui-même et qui réduit, comparativement, sa présence sociopolitique ; en revanche, il n'en a pas moins concouru au développement du cinquième système de partis, un bipartisme au sein duquel il put intervenir à son compte. Et son action électorale résolue a servi à conscientiser et à politiser des couches de la population qui, lorsqu'elles ne sont pas syndiquées, présentent habituellement des taux de participation politique nettement moins élevés. Par cette action électorale, le syndicalisme américain a donc contribué aussi à créer une présence particulière du mouvement de classe.

Avec des succès plus ou moins affirmés, et en dépit de défaites cuisantes (comme ce fut le cas de l'opération Dixie), le syndicalisme américain a donc revendiqué ce rôle d'instrument qui servait à l'institution de l'action revendicative en mouvement distinctif de classe à l'échelle de la société. Mais, à ce stade de notre étude, il faut nous demander s'il est toujours en mesure d'assumer ce rôle. Voilà la question que l'alternative ci-dessus esquissée veut faire valoir ; et nous croyons que, toutes choses égales, les opposants au syndicalisme s'activent directement durant la décennie 2010-2020 à démanteler les piliers de base témoignant des pas qu'il avait franchis dans cette direction. À compter de 2010, «le nombre absolu des syndiqués du secteur public [dans le pays] commença à décliner, un reflet des compressions pratiquées dans l'emploi public par les États du fait des mesures d'austérité [consécutives] à la crise financière de 2008». Les élections mitoyennes de 2010 ayant «amené au pouvoir politique les républicains dans plusieurs États-clés», l'austérité «fut combinée à une vague d'attaques politiques directes contre [le droit à] la négociation collective», situation entraînant une chute «sans précédent de la densité syndicale» dans ce secteur¹²⁶. On a précisément considéré ci-dessus un cas de ce type avec l'action du gouverneur Walker au Wisconsin, qu'il a poursuivie en faisant de son État un territoire *right-to-work*. L'attaque sur le syndicalisme du secteur public fut soudaine et imprévue : au terme d'une étude sur l'évolution des lois concernant le secteur public depuis les années 1980, «le spécialiste de l'analyse du droit [*legal scholar*] Joseph Slater conclut [que] rien n'avait préparé les spécialistes à ce qui était pour se produire après 2011». Au cours des deux années 2011 et 2012, «quinze États adoptèrent des lois limitant les droits des employés publics à la négociation collective (bien que trois de ces lois furent par la suite renversées par référendums populaires)». Durant les mêmes années, «des lois *right-to-work* furent présentées en chambre dans dix-neuf États¹²⁷». À

la fin de la décennie, vingt-huit États soumettaient formellement la négociation collective dans le secteur privé à des dispositions *right-to-work*.

Dans ce cadre d'ensemble, l'aire d'existence du syndicalisme se contracte donc, territorialement, sectoriellement (par industrie, par entreprise) et contractuellement (quant aux conditions que l'on peut négocier). La dynamique inhérente aux rapports sociaux de pouvoir s'avère, ainsi qu'on l'a souligné antérieurement, une dynamique d'affaiblissement continu. Encore en 2012, au terme d'une grève de dix semaines aux installations de la Lockheed Martin à Fort Worth, un fabricant d'avions de chasse renommé, la compagnie réussissait à se ménager une victoire aux dépens des principes mêmes du syndicalisme : plutôt que de contribuer à faire disparaître les conditions semant la concurrence (à l'emploi, aux promotions, aux salaires) entre les travailleurs, le syndicat faisait accepter une brèche dans l'unité de front des syndiqués en souscrivant à un règlement qui prévoyait des régimes de retraite différents entre les travailleurs déjà à l'emploi de la Lockheed Martin et ceux qui seraient dorénavant embauchés. Les premiers gardaient leur régime à prestations déterminées, les nouveaux allaient devoir se contenter d'un régime aux prestations relevant des rendements de cotisations auxquelles la compagnie coopérerait. Lockheed, « le premier fournisseur militaire du pays », justifia sa volonté de modifier à la baisse le régime de retraite par la nécessité de « couper les coûts [de son fonctionnement] devant la réduction des budgets militaires¹²⁸ ». Le syndicat concerné, l'Association internationale des machinistes, ne se sentait manifestement pas en mesure d'obtenir plus. Les machinistes de Fort Worth avaient pourtant tenu dix semaines : une explosion sociale dont le résultat n'était certes pas de nature à renverser le cours des choses.

L'envoyé du *New York Times* écrivait qu'il s'agissait bien d'une « victoire pour la compagnie¹²⁹ ». À cela s'ajoute que le « vieux Sud » réussissait toujours à maintenir l'anathème sur le syndicalisme, faisant peser sur les grands syndicats industriels les menaces dorénavant les plus dangereuses. Au milieu de la décennie 2010-2020, les « transplants » comme on dit aux États-Unis, c'est-à-dire les installations de production automobile ayant quitté le Nord pour le Sud, grosso modo, « comptent pour 30 % des ventes de voitures [dans le pays], alors que les fabricants installés à Detroit en représentent 45 % et les importations 25 % ». La menace sur Detroit était évidente, alors que la participation active des autorités politiques du Sud contre les campagnes de syndicalisation n'avait toujours pas trouvé un vis-à-vis en mesure d'opposer une force de dissuasion capable d'obliger au respect du droit à la libre organisation¹³⁰. Depuis toujours les rapports sociaux de pouvoir en vigueur dans le Sud, ainsi qu'on l'a étudié déjà, pèsent à la baisse sur les réalités sociales de tout le pays, grèvent la force ouvrière notamment. Mais, ainsi que le montrent les exemples

des travailleurs de l'automobile et des machinistes, la faiblesse du mouvement syndical s'avère au sens propre du terme récurrente, chaque moment la confirmant, donc l'approfondissant. Le « Sud » serait-il devenu l'aune du développement social de tout le pays, pas seulement un poids, mais son avenir ?

Le journalisme d'enquête rend cette interrogation d'autant plus criante que ses travaux ont exposé l'engagement actif et permanent d'une alliance nationale de l'argent et des forces conservatrices – financées par le premier – dans une entreprise de démantèlement de la présence syndicale : par exemple, la Bradley Foundation, les frères Koch du Texas, « des banquiers, des industriels et des intellectuels publics », associés à divers instituts de recherche conservateurs dont les ressources proviennent aussi des puissances d'argent, du côté de Scott Walker depuis ses premiers pas en politique¹³¹ ; par exemple, le State Policy Network (qui anime « 66 groupes de réflexion et 87 groupes associés » de recherche et d'intervention), l'American Legislative Exchange Council, « très à droite », préparant des projets de loi pour les législateurs des États qui favorisent la privatisation des services publics, singulièrement en éducation, et la fin du syndicalisme enseignant, entre autres, financés par des fondations (à nouveau les frères Koch, notamment) réunies en un enchevêtrement d'organisations très actives auprès des élus, du côté de syndiqués demandant aux cours de justice de déclarer illégales les clauses de juste part, pilotant le travail d'avocats et de regroupements appuyant ces derniers. Tous ces acteurs visaient, a écrit la sociologue Theda Skocpol, « à s'assurer qu'il n'y ait [plus] de pouvoir organisé [dans la société] étranger à celui des grandes entreprises et des donateurs riches organisés¹³² ». Voilà bien qui se conjuguaient en un effort gigantesque dont la pression a donné pour tous ceux-là des résultats souvent positifs, par exemple quand la Cour suprême du pays en est venue à son jugement de 2018 favorable à Janus contre l'AFSME, c'est-à-dire contre le principe même, pour tous les employés publics, d'une clause ou d'une loi prévoyant quelque formule de juste part dans une entente contractuelle. Selon Mary Bottari, cette décision va « décimer les syndicats du secteur public et a été rendue possible grâce à un réseau de milliardaires, de groupes de réflexion et de compagnies de droite¹³³ ».

L'appréciation de Skocpol se présentait très certainement comme un cri du cœur, la volonté de participer à la sonnerie d'un tocsin que plusieurs avaient déjà activée : l'incapacité du mouvement ouvrier paralysait l'intervention de la plus massive institution intermédiaire de la démocratie américaine, du corps intermédiaire cherchant à assurer la prise en compte des intérêts du travail salarié par son action sociale et politique. Skocpol exprimait à cet égard la vérité du moment présent, c'est-à-dire la signification du terme potentiel, en puissance, mais déjà clairement perceptible parce que sa réalisation s'avérait largement engagée. À son congrès de 2009, l'AFL-CIO avait déjà dénoncé, par

ailleurs, qu'« environ 40 millions d'employés – 29 % des travailleurs du secteur privé et 35 % des travailleurs du secteur public » – ne pouvaient s'appuyer sur la force de la loi pour assurer leur droit de former des syndicats et de négocier collectivement», du fait de lois régressives, d'amendements et de décisions négatives des cours de justice ou d'agences gouvernementales¹³⁴. Ces derniers éléments s'ajoutaient donc à une situation qui grevait profondément la capacité du mouvement syndical d'agir à la hauteur des besoins de ses membres et des intérêts populaires tels qu'il les circonscrivait et les évaluait, un contexte tendant systématiquement à peser sur la capacité de la classe ouvrière à se mettre en mouvement comme collectivité particulière de lutte. Pour toujours?

Cette dernière question devait être posée, car il semblait parfois que l'absence de victoire et l'étiollement de l'organisation syndicale comme corps intermédiaire favorisaient des comportements chez des élus qui, en d'autres circonstances, auraient gêné davantage, voire n'auraient pu être affichés dans les mêmes formes. Par exemple, on a souligné plus haut que le gouverneur Scott Walker du Wisconsin a reçu depuis le début de sa carrière politique l'appui financier massif de fondations conservatrices et de leurs contributeurs milliardaires. En dépit du laxisme des lois américaines réglementant le financement électoral, on se doute facilement que des débordements illégaux – considérons-les tous comme accidentels et inconscients – peuvent aisément se produire dans de telles situations. Scott Walker aussi a eu ce doute, puisque, en octobre 2015, il a fait loi « une mesure qui limite la portée d'un instrument [juridique] qui depuis longtemps avait permis » aux procureurs « enquê[tant] sur des crimes qui incluaient la corruption et l'inconduite » politiques d'hommes et de femmes toujours en fonction « d'obtenir des mandats de perquisition, d'imposer de témoigner et de déposer des documents ». Cette loi nouvelle allait exclure « les élections, le financement des campagnes électorales et [le respect de] l'éthique » d'enquêtes pour lesquelles les procureurs avaient souvent compté jusque-là aux procédés maintenant hors de leur portée. Il faut dire que « six des assistants ou alliés de M. Walker avaient été condamnés » grâce au recours à ces procédés, cependant que ses « activités électorales et de financement de [sa] campagne » précédente avaient également été soumises à ce traitement, encore que le gouverneur « ne fut jamais [personnellement] mis en accusation ». Quelques jours avant l'adoption de cette loi, le gouverneur et les deux chambres à majorité républicaine « avaient [de plus] assoupli les limites qu'impose la loi au financement électoral dans l'État¹³⁵ ».

3. SCHISME À L'AFL-CIO EN 2005

En dépit des éléments que nous venons d'analyser, il ne faut pas envisager le syndicalisme américain de la première décennie du *xxi*^e siècle comme un monolithe aux composantes sans vie. D'une certaine façon, la dissidence victorieuse de 1995 légitimait les points de vue critiques sur les orientations officielles du syndicalisme, sa pensée, sa stratégie et ses tactiques. Car, ses organisations et leur capacité à protéger les acquis sociaux demeuraient en déclin ; et malgré l'efficacité souvent notée de l'action politique de l'AFL-CIO (et de la NEA), la contraction continue de l'espace occupé par le syndicalisme dans la société et le caractère jugé souvent inepte du positionnement des démocrates face aux républicains semblaient exclure de nouvelles avancées sociales ou des nominations franchement libérales dans les appareils d'État, dont les tribunaux. De sorte que, à la mi-décennie, la chute du nombre de membres sous le régime de John Sweeney était la même que sous Lane Kirkland, à savoir une perte de deux points de pourcentage¹³⁶ après moins d'une dizaine d'années. Il était en quelque sorte obligé que des mécontentements se manifestent alors et que des courants s'en prennent à la gouverne même de Sweeney. La première expression d'importance fut la décision en 2001 du syndicat des charpentiers de quitter la centrale, de se désaffilier de l'AFL-CIO, qui « aurait dû en faire beaucoup plus pour promouvoir l'effort de la syndicalisation et le recrutement¹³⁷ ». Son président, Douglas Mc Carron, transforma alors le syndicat en une machine centrée exclusivement sur le recrutement et la négociation collective, ne considérant l'action politique, par exemple, que sous l'angle du gain immédiat qu'un appui à telle ou telle candidature peut procurer et laissant tomber d'autres « fonctions comme l'éducation et les droits civils¹³⁸ ».

i. DES DÉCISIONS AUX SUITES INCERTAINES : LA « CHANGE-TO-WIN FEDERATION »

À l'été 2003, ce syndicat des charpentiers et quatre autres syndicats, ceux-ci toujours affiliés à l'AFL-CIO, se réunissent en un New Unity Partnership (NUP, « nouveau partenariat d'unité ») ; ces quatre syndicats sont la Service Employees International Union (SEIU), le syndicat des Hotel Employees and Restaurant Employees (HERE), l'Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees (UNITE) et la Laborers International Union of North America (LIUNA). Très vite, le président Andrew Stern de la SEIU devient le leader et la tête pensante du « partenariat », cependant que des sceptiques devant l'orientation de certains des chefs de cette fraction en formation font remarquer que McCarron « a appuyé des candidats républicains, se montrant

[même] aux côtés du président Bush¹³⁹ ». La SEIU est à ce moment le syndicat américain comptant le plus grand nombre de membres, quelque 1,8 million, et le syndicat qui recrute le plus. Au congrès de la SEIU en 2004, tout se précise davantage: Stern s'en prend frontalement à la direction de John Sweeney, faisant valoir que celui-ci a failli à sa tâche, n'a pas répondu aux espoirs qu'avait soulevés son élection. À la tête du NUP, «Stern accélère sa campagne» de renouveau du syndicalisme, annonce qu'il veut s'adresser à court terme à l'ensemble des syndiqués, cependant qu'il est devenu clair que l'on songe à des voies de remplacement de Sweeney. Selon des propos recueillis de Stern par le journaliste Aaron Bernstein, et l'analyse de ce dernier, le NUP voudrait que le congrès de l'AFL-CIO en juillet 2005 engage des transformations de structure dans la centrale: diminuer radicalement le nombre de ses syndicats, en passant de soixante à peut-être quinze ou vingt «méga syndicats», et amener ceux-ci dans de vastes campagnes de recrutement bien ciblées et bien circonscrites, visant l'atteinte d'un niveau précis d'organisation des travailleurs (à déterminer dans chaque cas), c'est-à-dire «la syndicalisation d'une part du marché du travail» suffisamment importante pour permettre la négociation de hausses salariales significatives. Pour ce faire, la réorganisation des structures devrait baliser clairement les secteurs particuliers du monde du travail relevant de chaque mégasyndicat. Cela permettrait de mesurer correctement les parts du marché du travail où un syndicat doit avoir l'accréditation pour pouvoir réellement concourir à établir la norme de la rémunération optimale possible ne mettant pas hors compétition les entreprises où il y a négociation contractuelle. L'attribution de champs de compétence supposerait, en contrepartie, que l'activité de recrutement et de syndicalisation serait la première des tâches de l'organisation en toutes circonstances¹⁴⁰.

Tout syndicat a la préoccupation de maintenir les emplois des membres pour lesquels il négocie; en ce sens, il tient certainement compte de la capacité financière supposée de l'employeur et de la conjoncture propre au marché de ses produits. Mais des syndicalistes ont reproché à Stern l'accent mis sur cette dimension dans son projet et ses activités concrètes de syndicalisation, en faisant valoir qu'il pouvait conduire à négocier à la baisse avec les employeurs pour obtenir de premiers contrats ou, plus largement, à laisser passer des occasions d'initiatives plus résolues et englobantes... Quoi qu'il en soit, le président de la SEIU et le NUP tenaient aussi à valoriser leur projet en faisant ressortir que la structuration de la centrale en syndicats «plus gros», «plus puissants», autoriserait de «plus grosses campagnes» de recrutement. Au même congrès de la SEIU en 2004, Stern menaçait, si rien ne changeait et si l'orientation de l'AFL-CIO n'était pas renouvelée, de «construire une nouvelle organisation», une nouvelle centrale «pouvant mieux s'acquitter de la tâche de lutter en faveur

des travailleurs¹⁴¹». C'est ainsi qu'à l'approche du congrès de la centrale Andy Stern pilota, en juin 2005, la formation d'une coalition de cinq syndicats, qu'il appela avec ses collègues la « Change-to-Win Coalition » (la C-t-W, « coalition changer pour gagner ») ; la C-t-W n'avait pas l'intention de concurrencer l'AFL-CIO comme centrale, mais plutôt de la « compléter [*complement*] afin de donner de l'énergie et de rendre [à nouveau] excitant le drapeau en déperdition du mouvement » syndical. Le NUP s'était sabordé quelque temps auparavant et, bien que son inspiration s'avérait tout à fait évidente, la composition de Change-to-Win n'était pas identique à la sienne. Les cinq syndicats regroupés dans la nouvelle coalition étaient la SEIU, le syndicat des camionneurs, la LIUNA, la Food and Commercial Workers Union (FCWU) et le syndicat UNITE HERE (Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees / Hotel Employees and Restaurant Employees). Leur programme restait largement celui autour duquel s'était fondée la NUP. Faisant à nouveau monter les enchères, Stern « avertit que son syndicat allait scissionner [de l'AFL-CIO] si M. Sweeney gagnait un nouveau mandat de quatre ans », tout en faisant part de son espoir que le syndicat des charpentiers rejoigne éventuellement sa nouvelle coalition pour « la croissance du syndicalisme¹⁴² ».

La situation s'avérait en effet fort tendue, les républicains venant à nouveau de remporter en 2004, avec George W. Bush à leur tête, la présidence et la majorité aux deux chambres du Congrès. On se rappellera que c'est à la suite des mauvais résultats électoraux de 1994 que la rébellion de Sweeney contre la direction de Kirkland-Donahue avait pris la tête de la centrale en 1995 ; dix années plus tard, le scénario était-il sur le point de se répéter ? Cette fois contre Sweeney ? Une chose était certaine : la révolte s'approfondissait, et le congrès de l'AFL-CIO en 2005 serait l'occasion précisément, mais pas le terrain, de son expression la plus forte à ce jour. Le 24 juillet, à la veille de l'ouverture des travaux du congrès de la centrale, « quatre grands syndicats annonçaient qu'ils allaient boycotter » lesdits travaux, Anna Burger, membre de la haute direction de la SEIU et coordonnatrice [*chair*] de C-t-W, expliquant en conférence de presse que les divergences avec la centrale « étaient devenues insurmontables ». Les quatre grands syndicats (la SEIU, les Teamsters, la UFCW et Unite Here) jugeaient que Sweeney aurait dû annoncer déjà sa démission ; dans quatre ans, il sera trop tard¹⁴³.

ii. LA RÉALISATION D'UN DÉPART FORMEL : QUELLE STRATÉGIE POLITIQUE ?

Le lendemain, jour de l'ouverture du congrès, la SEIU et le syndicat des camionneurs faisaient savoir que leurs organisations quittaient formellement la centrale, un schisme envisagé et réalisé sans bonheur, forcé par le fait, souligna Stern, que « le monde a changé, notre économie a changé, les employeurs ont changé », mais pas l'AFL-CIO, qui ne veut pas s'engager « dans des transformations fondamentales ». Plus précisément, renchérit James Hoffa, le président du syndicat des camionneurs, « il y a des syndicats dans l'AFL-CIO qui sont liés au passé, qui vivent du passé [*they're living off the past*]¹⁴⁴, paroles qui prennent nécessairement la signification suivante: il y a des syndicats qui conçoivent toujours leur existence sous l'angle unique de la gestion des contrats de travail et qui voient leur expansion, on l'a mentionné déjà, par l'intermédiaire de l'expansion du nombre de travailleurs des firmes avec lesquelles ils ont des contrats. Mais le monde a changé, comme soulignait Stern: il n'y a plus expansion de ces entreprises ou de leurs activités pour lesquelles existent des ententes contractuelles; même, ces entreprises cherchent souvent à se départir maintenant du cadre de la négociation collective. Les vieilles façons de se comporter ont entraîné le déclin ininterrompu de la centrale, il faut s'adresser différemment au monde contemporain.

À l'été 2005, sur les cinquante-sept syndicats affiliés à l'AFL-CIO, quarante comptaient moins de 100 000 membres, des syndicats ne pouvant s'appuyer sur les ressources nécessaires à un travail de syndicalisation même s'ils le voulaient, ainsi que le faisait remarquer Stern. Sous Sweeney, les budgets consacrés à l'organisation sont passés d'une moyenne variant autour de 3% en 1994 à des niveaux allant de 3% à 50%; le président de la SEIU reconnaissait la validité de l'effort de John Sweeney à cet effet. Mais, précisément, pensait-il, voilà qui prouvait l'insuffisance de l'orientation d'ensemble de l'état-major au pouvoir dans la centrale: le déclin se poursuivait au même rythme que durant les années Kirkland. Il fallait en conséquence élever d'un cran notre élaboration programmatique, soulignait-il: révolutionner l'organisation interne du syndicalisme et forcer les amalgamations et absorptions de syndicats (ce qui obligatoirement violentait les positions des dirigeants et de leurs appareils des petits syndicats), centrer l'activité des organisations en résultant sur des secteurs bien balisés, afin de se doter de la capacité de gagner « des industries complètes, des secteurs et des marchés en entier, pas de petits lieux de travail individuels » à l'unité, ce que les méthodes présentes de l'équipe Sweeney au mieux permettent. Andrew Stern considérait, par ailleurs, que l'intervention politique elle-même devait prioritairement viser à favoriser la syndicalisation, avec des campagnes

axées sur un plus grand respect des droits à l'action collective ouvrière; il saisissait parfaitement le potentiel de l'action sociopolitique des conseils locaux et des fédérations d'État du travail, dont il voulait hausser l'importance¹⁴⁵.

Selon le professeur Andrew Battista, la vision de l'action politique mise en avant par Stern et les siens rappelait la manière dont les métiers de la construction envisageaient leurs positions sur le plan électoral. Par exemple, appuyer la construction ou l'élargissement d'installations aéroportuaires pour les emplois que leurs membres à court ou moyen terme en tireraient, en dépit de campagnes populaires, souvent intersyndicales, et de groupes urbains réformateurs pilotant des projets de développement autres, souvent considérés plus écologistes et progressistes. Nous rappelons ce type de cas parce qu'il nous semble illustrer précisément le propos de Battista, qui définit le comportement politique que semblait favoriser Andrew Stern de « bipartisan » : choisir les candidats que l'on appuiera sur la base du gain que l'on peut en retirer, économique et organisationnel, sans préférence de parti, voire de sensibilité sociale¹⁴⁶.

Stern a vite été accusé de prôner alors un rapprochement des républicains, une position devenue anathème dans le mouvement ouvrier américain. Il a lu et rencontré Newt Gingrich, un homme qu'il avait auparavant considéré comme « le mal [ou « le diable »] incarné » ; Gingrich met en avant, a-t-il expliqué dans une entrevue, certaines idées qui « ont renforcé ma propre pensée », « en particulier que le syndicalisme doit s'adapter à une économie du savoir et de service ». Car, pense-t-il, si l'on reste entre nous, « si l'on ne se parle qu'à nous-mêmes », on sera acculés à un positionnement unique de protection de ce qui est, à l'immobilité au sein d'une société en révolution, immanquablement condamné à dépérir avec ce qui passe. Il faut même tenir compte des points de vue des républicains champions des compressions et de l'État ultra-minimal afin de cerner soi-même ce qui est le « cœur » (*the core*) de ce qu'il y a à conserver et de « ce qui pourrait être privatisé ». Le syndicat et le patronat doivent se parler et trouver des consensus : ainsi, souligne-t-il, « comment [les États-Unis] peuvent-ils compétitionner dans l'économie mondialisée quand nous sommes le seul pays à ajouter au prix de ses produits le coût de l'assurance maladie ?¹⁴⁷ »

Concrètement, Stern reprochait à l'équipe Sweeney de trop se concentrer sur la politique et les élections, au détriment du travail pourtant prioritaire d'élargissement de l'organisation ouvrière et de recrutement, et d'amener le syndicalisme à se contenter « d'agir comme financier loyal des démocrates » sans exiger en retour que les élus ayant pu compter sur l'appui du mouvement ouvrier s'acquittent réellement de la contrepartie qu'on attend d'eux. Si ces élus nous font faux bond, il faudrait intervenir directement pour les « désélire »

(*unelect*). Stratégiquement, la centrale de l'AFL-CIO avait tort de se définir aussi unilatéralement démocrate¹⁴⁸. Le bipartisme d'Andrew Stern manifestement n'allait pas bien loin et rappelait immanquablement le « jeu de bascule » – ancien – que la non-partisanerie de Gompers avait favorisé ; il ne mettait pas en cause le bipartisme républicain-démocrate, mais prônait seulement que le mouvement syndical se comporte différemment et s'y déploie différemment, dans un cadre où la politique ne recevrait pas le niveau élevé des ressources que la direction Sweeney lui consentait, financièrement bien sûr, mais en engagement militant tout aussi bien. Le rapprochement des républicains serait plus profitable si l'on s'adressait à des républicains progressistes, mais les repères qu'avait donnés à cet effet Stern supposaient forcément qu'il avait aussi en vue des républicains conservateurs. Comme Sweeney avait depuis longtemps conclu de l'évolution sociopolitique des États-Unis qu'il valait mieux pour le mouvement syndical, globalement et dans le détail (habituellement), des majorités démocrates et des élus démocrates – libéraux, modérés et même conservateurs – à des chambres et des élus républicains, les stratégies politiques de l'un et l'autre homme s'avéraient conflictuelles ; et la polarisation partisane et idéologique que l'on a déjà traitée rendait la position de Stern, nous apparaît-il, sans véritable possibilité de succès.

Lors des élections de 2004, la SEIU investit quelque 65 millions de dollars à elle seule, « la somme la plus élevée de tous les syndicats », pour assurer la défaite du président Bush fils¹⁴⁹. Andrew Stern et l'état-major de la SEIU s'étaient engagés corps et âme dans la campagne démocrate à la présidence de John Kerry, et il n'y a pas eu vent qu'ils auraient auparavant tenté de se ménager quelque entente particulière avec la campagne républicaine. Lors des élections de 2008, présidentielles-Congrès-États, la SEIU prétendra « avoir dépensé 85 millions de dollars et mobilisé plus de 150 000 membres », singulièrement en faveur du candidat démocrate Barak Obama à la Maison-Blanche¹⁵⁰. Lors de ses ouvertures à une stratégie bipartisane et, à cet effet, aux forces républicaines, le syndicat fournit en 2004 la somme de 500 000 dollars à l'association des gouverneurs républicains¹⁵¹, un déboursé prenant le sens d'un investissement ou du sondage d'opinion... Mais, comme le montrent les engagements de 2004 et 2008, les caractéristiques de la vie politique nationale se trouvaient en quelque sorte à exclure du champ des possibilités (à toutes fins utiles) l'alliance avec des candidatures républicaines. La logique d'une telle élaboration témoignait, dans les conditions du moment, du profond désarroi politique qui était celui des courants nouveaux de relance du syndicalisme aux États-Unis : comment un homme comme Stern pouvait-il croire possible le simple retour à une forme de jeu de bascule entre l'un et l'autre des deux grands partis de gouvernement ? Comme si les réalités advenues depuis quelque quatre

décennies n'avaient pas eu d'effet définitoire sur la vie politique. Ou alors Stern considérait, à son corps défendant, que la politique républicaine resterait pour tout avenir prévisible dominante, quant à l'évolution de la société américaine et quant à ses conséquences, et qu'il convenait donc de trouver les voies de la défense des organisations et des intérêts ouvriers en s'inscrivant dans ce monde redéfini avec ses balises incontestablement négatives.

En tout état de cause, le nœud de la mésentente entre les syndicats associés dans la coalition Change-to-Win et ceux qui restaient partisans de l'AFL-CIO avait trait à l'appréciation analytique des causes premières du déclin du syndicalisme. Durant les mois précédant le congrès de la centrale, les débats et les prises de position à cet égard clarifièrent nettement les points de vue, même si chacun tenait toujours à faire part de nuances: d'un côté, il y a ceux qui mettent fondamentalement l'accent sur « les facteurs externes », l'opposition politique et patronale avec laquelle est aux prises systématiquement l'organisation syndicale; de l'autre côté se retrouvent les syndicalistes jugeant qu'une « part importante de la responsabilité » des graves difficultés auxquelles fait face le mouvement syndical relève de ses propres faiblesses en tant que puissance particulière dans la société. Bien sûr, la première tendance se regroupe avec Sweeney et les siens, la deuxième avec Stern et C-t-W¹⁵². Cette logique va en quelque sorte déboucher sur la formation de Change-to-Win en une nouvelle centrale syndicale le 27 septembre 2005, sous le nom de Change to Win Federation, qui regroupe alors sept grands syndicats: la SEIU, le syndicat des Teamsters, la LIUNA (Laborers International Union of North America), la UBCIA (United Brotherhood of Carpenters and Joiners of North America), les UFWA (United Farm Workers of America), la UFCWIU (United Food and Commercial Workers International Union) et Unite/Here. Ces sept syndicats représentaient environ 40 % des membres de l'AFL-CIO, toujours divisée quant à elle en de multiples syndicats, cinquante-trois à ce moment, et comptant dorénavant neuf millions de syndiqués. La nouvelle centrale se voit fondamentalement comme « un centre stratégique d'organisation », dont le personnel sera composé « de chercheurs en mesure de débusquer les faiblesses financières [*financial vulnerabilities*] d'employeurs visés et par des organisateurs » reconnus pour leur capacité à mettre en mouvement de vastes campagnes de syndicalisation. Statutairement, les syndicats affiliés devront consacrer 75 % de leurs ressources à l'effort direct d'organisation. Anna Burger, des SEIU, sera la secrétaire (*chairwoman*) de la Change-to-Win Federation et Edgar Romney, de Unite Here, son secrétaire-trésorier¹⁵³. Même la politique étrangère et la solidarité internationale sont envisagées sous l'angle primordial de l'effort de recrutement, par exemple en cherchant à ce que des centrales syndicales d'autres pays fassent pression sur des employeurs présents dans leurs pays et qui sont l'objet

de campagnes de recrutement aux États-Unis¹⁵⁴. Et vice versa, devons-nous supposer...

Pourtant, comme on l'a indiqué plus haut, Andy Stern et la SEIU vont rapidement pratiquer le même type d'action politique que l'AFL-CIO de Sweney, plus activement probablement que chacun ou presque de ses syndicats. Et quand Andrew Stern prendra sa retraite (du syndicalisme) en 2010, le *New York Times* en soulignera précisément le fait, coiffant sa présentation du titre «Andrew Stern sur le point de quitter comme chef d'un syndicat actif politiquement¹⁵⁵», sous-entendu : *par comparaison*. D'ailleurs, l'abandon par la centrale Change-to-Win de la stratégie du bipartisme s'était manifesté rapidement, le *political director*, Michael Wilson, des UFCWIU déclarant dès 2006 : «Nous avons cherché à être bipartisans, mais le nombre de républicains que nous pouvons appuyer [activement] est relativement petit¹⁵⁶.» L'effet de la polarisation idéologico-partisane a eu raison de la neutralité de bascule d'abord envisagée. La force et les moyens propres de la SEIU dirigée par Andrew Stern permirent d'ailleurs de s'imposer rapidement sur ce terrain, l'appui militant et financier à la campagne de Barack Obama entraînant une «proximité du pouvoir» présidentiel impressionnante, «les relevés officiels mon[trant] qu'il visita la Maison-Blanche plus de vingt fois durant la période des six premiers mois de la présidence de M. Obama»; qui plus est, le «directeur politique de la Maison-Blanche [à ce moment] avait déjà été directeur politique [d'une large section locale] du syndicat à New York», etc., alors que le président Obama «nomma M. Stern membre de sa commission de réduction du déficit»¹⁵⁷. Il serait difficile, quel que soit le jugement que l'on s'en fait, pour un syndicat de pratiquer une politique plus conforme au mode établi et polarisé du cinquième système partisan. Notons, comme dernière remarque à cet effet, que, lors des présidentielles de 2016, la SEIU et sa nouvelle présidente Mary Kay Henry firent de l'élection d'un démocrate «un impératif absolu», en allait «de la survie» du mouvement syndical¹⁵⁸.

L'expérience de la Change-to-Win Federation fut courte et, finalement, peu probante. Quatre des syndicats fondateurs l'ont quittée, la LIUNA, les UFCWIU, la UBCIA et UNITE/HERE; même si la centrale existe toujours, elle s'est correctement redéfinie, cependant, en tant que *strategic organizing center* (c'est-à-dire centre stratégique d'organisation) plutôt que «fédération». Dix années après sa formation, Rachel Aleks a voulu mesurer les retombées de Change-to-Win sur le recrutement. Se fondant sur une discussion approfondie de la recherche spécialisée à cet égard et sur un travail d'analyse empirique des données statistiques du National Labor Relations Board et du National Mediation Board, elle en arrive aux constats suivants : il est un fait que les syndicats Change-to-Win ont eu, en moyenne, des résultats supérieurs à ceux des

syndicats AFL-CIO quant au recrutement et à l'accréditation de nouvelles sections locales ; mais cela était vrai des mêmes syndicats avant leur scission de l'AFL-CIO. La création de la centrale Change-to-Win ne semble donc pas, en tant que telle, avoir eu un effet positif de quelque importance. « Ces résultats sont avérés, que l'on compare les syndicats Change-to-Win à tous les syndicats affiliés à l'AFL-CIO ou qu'on les compare à un sous-ensemble de syndicats de l'AFL-CIO davantage similaires en matière de poids numérique et du niveau de leurs activités de recrutement [et d'organisation]¹⁵⁹. »

Cela ne pouvait signifier que les méthodes et les objectifs privilégiés par Change-to-Win (priorité absolue au recrutement, centralisation de l'élaboration, concentration stratégique des ressources, coordination des campagnes de syndicalisation) n'avaient pas leur raison d'être¹⁶⁰. Stern et la SEIU, par exemple, sont devenus de véritables modèles inspirant d'autres grands syndicats, réussissant des percées remarquables auprès de groupes de travailleurs et travailleuses souvent jugés jusque-là hors d'atteinte pour les syndicats, lançant des campagnes de mobilisation populaire, ou s'y joignant, axées sur les besoins de secteurs de la population fortement défavorisés. Mais le but premier d'Andrew Stern, ce but d'une refonte en profondeur des structures et des pratiques du syndicalisme des États-Unis n'a pas comme tel, au moment de sa retraite du syndicalisme, en 2010, été atteint. John Sweeney, quant à lui, s'est retiré en 2009 ; malgré tous ses efforts, il n'a pas réussi pour sa part à garantir aux syndicats un encadrement législatif et réglementaire de leur action qui permettrait leur libre déploiement. Comme on l'a vu, entre 2000 et 2010 le déclin du syndicalisme s'est poursuivi, ce qui sera aussi le cas durant la décennie suivante. Chacun à leur manière, Sweeney et Stern ont cherché à répondre à la situation de crise que vivait le mouvement ouvrier ; le premier s'est incontestablement heurté à la pesanteur des réalités organisationnelles de l'AFL-CIO, qui portent les statuts hiérarchiques et auxquelles est associé le type de fonctionnement qui la caractérise ; le deuxième a dû composer avec des données politiques qu'il avait mal envisagées et qui se sont imposées à lui. Mais, au moment de leur départ, le trait principal du syndicalisme américain était resté celui de son déclin.

iii. DERNIÈRES PRÉCISIONS SUR L'ACTION POLITIQUE : ÉLECTIONS MITOYENNES DE 2006

En 2004, il faut le mentionner, la SEIU et Stern avaient été très actifs contre W. Bush, et tout entier du côté de Kerry. Leur action s'étant caractérisée comme la plus intense et étendue des interventions de grands syndicats, elle se situait entièrement, forme et contenu, du côté des formules usuelles de l'action

politique du mouvement ouvrier aux États-Unis. Cela dit, la centrale n'intervient pas politiquement que lors des consultations électorales. L'AFL-CIO s'est dotée, on en a soufflé mot, de grands organes d'élaboration : son Legislative Department qui organise des forums et des assemblées de membres, pour prendre le pouls des syndiqués, surtout en écoutant ce que sont leurs préoccupations ; puis le Political Department, qui réunit des séances d'information des membres pour faire connaître les « positions des candidats » (divers postes) sur les questions de l'heure et eu égard aux préoccupations exprimées par les syndiqués. Il y a aussi le Public Policy Department, chargé d'élaborer le point de vue de la centrale, on le sait, « sur les politiques publiques ayant trait aux questions sociales, économiques et de commerce [international] », « ce qui assiste l'AFL-CIO dans ses efforts de lobbying¹⁶¹ ». Qui plus est, Sweeney a renforcé, lors de son arrivée à la tête de la centrale, ce qu'on nomme les Legislative Action Committees (LAC) : ces LAC sont « responsables de rencontrer des élus sortants de circonscriptions à l'humeur changeante [*swing Congressional districts*] afin de discuter [avec eux] des projets de loi » sur le travail en suspens ; on leur demande aussi de joindre les membres pour les mettre au fait quant aux dispositions des élus sur les projets de loi auxquels on tient¹⁶². W. Bush fut réélu alors en dépit du gigantesque effort des syndicats en faveur de Kerry.

La fièvre du « 9-1-1 » et des discours patriotiques accompagnant les engagements militaires furent insuffisants cependant en 2006, lors de la consultation mitoyenne. Les démocrates y prirent les deux chambres du Congrès. Avec le schisme dans la centrale, plusieurs avaient craint que la division des rangs entrave l'appui aux démocrates, son intensité en particulier. Mais il n'en fut rien ; en prévision de la campagne, l'AFL-CIO et Change-to-Win formèrent un comité de coordination de leurs interventions. Pendant un court instant, l'idée de ce comité de coordination fit germer le projet du côté de Change-to-Win d'une troisième centrale syndicale, qui n'existerait que pour l'action politique, pour les élections et le lobbying¹⁶³. Ce projet ne fut pratiquement repris par personne – et disparut rapidement. Mais la coalition fonctionna très bien, manifestement parce que l'on craignait les conséquences d'une troisième présidence républicaine de suite en 2008 – et qu'on voulait de plus être en mesure de diminuer les ambitions du président, peut-être le forcer à des compromis sur les terrains économique et social. Plusieurs prétendent que l'engagement syndical en 2006 fut le plus massif de l'histoire des mitoyennes. L'objectif central cette année-là était d'amener *ses* gens à voter, les syndiqués, les membres d'organisations communautaires en lien avec le syndicalisme, les militants, les jeunes. On savait très bien que, lors des élections de mi-mandat, les familles syndiquées représentaient dorénavant quelque 25 % « de tous les votants ». Cette année, expliqua Karen Ackerman, la « directrice politique de

l'AFL-CIO», l'objectif central est de hausser encore le nombre de ceux et celles qui se rendront effectivement au bureau de scrutin, d'où le travail à cet effet en direction des travailleurs d'immigration récente. Et l'on veut que ce soit des syndiqués qui s'adressent aux travailleurs pas encore convaincus, et non des membres du personnel permanent des syndicats¹⁶⁴.

Le scrutin de 2006 avait été précédé, longuement, de la saga d'une « grande enquête sur la corruption au Congrès », une saga qui eut raison de Tom DeLay, le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants. Celui-ci avait déjà été rappelé à l'ordre, « maintes fois », pour des pratiques aux « limites de la légalité » dans ses rapports « avec les lobbyistes industriels et conservateurs », dont il tirait des moyens pour garantir la discipline de vote des élus républicains. Il faut dire que Tom DeLay « était l'architecte du financement du Parti républicain ». Élu d'une circonscription située au Texas, il avait été contraint, de septembre 2005 à avril 2006, à abandonner progressivement ses fonctions en chambre, jusqu'au moment de sa démission comme telle du poste même de représentant. Deux éléments particuliers à souligner : d'abord, « l'onde de choc du scandale » nourrissait un rejet déjà visible des républicains, les sondages d'opinion exprimant une nette préférence pour les démocrates en vue des élections prochaines à la Chambre des représentants ; deuxièmement, sur la pente de la polarisation républicains-démocrates, DeLay a joué un rôle de premier plan en « impo[sant] la discipline de vote sur pratiquement tous les sujets importants. Ce fut une vraie prouesse grâce à laquelle le président Bush a remporté de nombreuses victoires », sans avoir à chercher l'appui de démocrates récalcitrants ou qui auraient exigé des modifications faisant perdre aux projets de loi leur caractère volontairement tranché¹⁶⁵. Ce faisant, Tom DeLay avait poussé plus loin le processus de polarisation partisane du système de partis aux États-Unis, même s'il reste quelques démocrates conservateurs – mais pratiquement plus de républicains libéraux.

John Sweeney vit le résultat des élections « tel un mandat pour des priorités chères au mouvement syndical », ou comme la chance, complétait Bill Samuel, « de faire valoir nos priorités pour les familles travailleuses ». Samuel occupait alors la fonction de « directeur législatif de l'AFL-CIO ». Ces priorités étaient une augmentation du salaire minimum, le renforcement de la sécurité au travail, en particulier dans les mines, une modification en profondeur des lois sur la faillite « permettant aux compagnies d'abandonner [présentement] leurs engagements concernant les retraites et les assurances maladie », et de hausser en conséquence « les protections des régimes de retraite » ; de plus, on voulait que soit étendu et facilité l'accès aux soins de santé. Enfin, et d'abord et avant tout pour ce qui est des besoins organisationnels des syndicats, on voulait une loi accordant aux syndicats la mise en place de la formule de l'Employee

Free Choice Act (EFCA¹⁶⁶, la liberté de choix pour les employés) dans le processus d'accréditation syndicale.

Depuis des décennies, la résistance patronale à la volonté de se syndiquer s'avérait farouche, multidimensionnelle, souvent impossible à surmonter; dans beaucoup de cas, les autorités policières, publiques et judiciaires considéraient à l'évidence l'activité de syndicalisation et l'exercice des droits ouvriers (grève, piquetage) comme autant d'agissements contredisant les principes de l'ordre public, donc des agissements qu'il convenait de contenir le plus possible. En vis-à-vis, les droits de l'employeur étaient étendus à toutes les sphères du rapport d'emploi, ou presque, dont à la sphère de la décision collective de se syndiquer ou non (menaces, mises à pied, reports continus). La formule de l'EFCA correspond à la pratique canadienne courante: lorsqu'un syndicat réussit à vendre à une majorité des employés d'une unité de travail une carte de membre, il est reconnu officiellement, automatiquement accrédité. Cette démarche exclut largement les possibilités d'interférence patronale, les menaces et les abus, bien que, évidemment, rien ne peut être absolument garanti. Néanmoins, après les batailles historiques perdues pour le rappel de la loi Taft-Hartley, la mise au rancart de sa clause 14b, etc., le syndicalisme centrait dorénavant ses énergies pour l'obtention de la formule de l'EFCA. En face, les républicains et les représentants du patronat fourbissaient tout aussi bien leurs armes, contre l'EFCA pour leur part.

On a montré déjà le caractère très conservateur progressivement acquis par le Parti républicain depuis les années 1980-1990 et le rôle qu'il tient à cet effet dans la polarisation toujours plus prononcée des options qu'offre le bipartisme; le Parti démocrate également a vécu, on en a traité aussi, ce phénomène de l'homogénéisation, bien que ce fut évidemment dans une direction inverse. Ainsi, en absolue contradiction avec la députation républicaine, il y avait après les élections mitoyennes de 2006 unanimité des démocrates élus au Sénat et quasi-unanimité des démocrates (c'est-à-dire à l'exception de deux d'entre eux) élus à la Chambre en faveur de l'Employee Free Choice Act. En sens inverse, soulignons-le, le projet de budget que le président Bush fils soumit à ce 110^e Congrès pour l'année 2009 prévoyait, selon une évaluation de la revue *Labor Notes*, que les pouvoirs publics fédéraux consacraient « cent fois plus de leur temps à superviser les activités des syndicats que celles des employeurs »; et l'on rappelait « que, durant ses [deux] mandats, le personnel de l'OMS [Office of Labor Management Standard, bureau des normes applicables à l'administration des syndicats et faisant la promotion de la transparence dans les rapports entre le mouvement syndical et le patronat] avait été haussé de 9% alors que le personnel [attitré à la vérification du respect des normes concernant] les salaires et les heures [de travail] avait été réduit de 21 %¹⁶⁷ ».

4. LES PRÉSIDENTIELLES DE 2008 ET L'ÉLECTION DE BARACK OBAMA

En juin 2007, une dépêche de l'Agence France-Presse en provenance de Washington était titrée « Le Congrès américain est encore plus impopulaire que [le président] Bush », ce qui n'était pas rien puisque, selon les sondages d'opinion du moment, le taux de satisfaction à l'égard du président oscillait entre 32 % et 26 %¹⁶⁸ ! Les démocrates contrôlaient alors les deux chambres du Congrès depuis six mois seulement, ainsi que le notait la même dépêche ; mais leur majorité parut vite trop courte au Sénat pour avoir raison d'un affrontement avec les républicains (le soutien de deux indépendants ne leur donnant que 51 voix sur 100), cependant que le président, en fin de mandat, ne pouvait de son côté envisager avec confiance l'approfondissement des orientations caractérisant ses politiques publiques. Le « borbier iraquien », comme on l'a vu, plombait son autorité politique, alors que les démocrates, « élus avec la promesse [d'en] sortir le pays », n'en « avaient [pas] le pouvoir¹⁶⁹ ».

Les rapports entre l'exécutif et le législatif de même que la composition partisane des chambres reflétaient une césure politique devenant un trait permanent de la vie politique. La paralysie des instances de gouvernement qui en découlait débouchait, par ailleurs, sur ce mécontentement envers les institutions et les responsables politiques dont témoignaient les sondages d'opinion. Barack Obama en tira, de son côté, le positionnement d'un conciliateur, la volonté de trouver la voie d'un rapprochement ou d'une collaboration entre républicains et démocrates, par la mise en avant de formules souvent de compromis ou de rencontres permettant de relancer la machine de la gouverne du pays. Il se disait convaincu que l'on répondait ainsi à un profond désir de la population. Il en avait fait part déjà, de belle façon, dans le discours d'ouverture à la convention démocrate qu'il prononça en 2004. De son côté, le candidat républicain à la présidence en 2008 fut John McCain ; celui-ci chercha également à se distancer du climat politique qui existait à Washington, en mettant l'accent, quant à lui, sur les différences, voire les divergences qu'il entretenait à l'endroit de la présidence de George W. Bush. Il qualifia de « honteuse » la réaction de l'administration devant les ravages causés par Katrina, il tint à critiquer les prétentions que la victoire « sur l'insurrection iraquienne » était imminente, à s'opposer publiquement aux techniques d'interrogatoire des prisonniers proches de la torture, etc. Manifestement, John McCain ne voyait aucun intérêt électoral à se rapprocher des politiques du président Bush fils, ce qui faisait preuve de l'impopularité de celles-ci¹⁷⁰.

i. LE MOUVEMENT OUVRIER EN ORDRE DE COMBAT

En prévision des présidentielles de 2008, l'ensemble du mouvement ouvrier considère à nouveau que son objectif obligé se définit par le besoin de contrer son propre déclin organisationnel. À ce moment, les syndicats AFL-CIO et Change-to-Win envisagent deux méthodes principales pour grossir le nombre de membres. Une première méthode consiste à modifier sur les lieux de travail les circonstances de la consultation des employés en s'assurant de la neutralité patronale (c'est-à-dire l'absence d'intervention négative) ou en amenant un employeur à ne pas contester la valeur d'une majorité en faveur de la syndicalisation obtenue par la signature de cartes (dites) d'autorisation syndicale, ce qui permet alors l'accréditation automatique. La deuxième méthode relève de la contrainte politique : amener des autorités publiques locales ou régionales à promouvoir la liberté syndicale en faisant pression à cet effet sur les employeurs, ou obtenir par loi la libre utilisation de la pratique du décompte des cartes d'autorisation, ce qui avait pris aux États-Unis la dénomination d'EFCA. Mais, comme ces méthodes et leurs formules visaient à faire respecter le simple droit des travailleurs à l'organisation, l'AFL-CIO avait lancé depuis 2003 une campagne de promotion de ce droit en tant que « droit civil », un droit faisant partie des droits fondamentaux. Après la Deuxième Guerre mondiale, soulignait-on, les États-Unis ont participé à l'élaboration et à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont l'article 23 « proclama » précisément le « droit de former et de joindre des syndicats ». Or, aux États-Unis, des « observateurs indépendants » ont établi, tenait-on à rappeler, qu'il y a violation systématique de ce droit¹⁷¹.

Pas étonnant alors que l'AFL-CIO, pour une fois de plus, décida de consacrer des ressources sans précédent, financières et humaines, à la ronde électorale de 2008, en fin de course avec Change-to-Win, probablement quelque 450 millions de dollars pour les multiples scrutins¹⁷². Jusqu'au bout en 2007-2008, les agences de la présidence Bush dont les responsabilités couvraient en tout ou en partie le terrain des relations professionnelles, au premier chef le NLRB, rendirent des décisions qui affaiblissaient chaque fois plus la position du syndicalisme, par exemple en facilitant les démarches de syndiqués voulant mettre en cause l'accréditation d'un syndicat ayant reçu un appui majoritaire des salariés par la méthode du nombre de cartes syndicales vendues ou en rendant extrêmement tatillon (et long à venir) le versement aux syndiqués des sommes dues par un employeur les ayant congédiés illégalement¹⁷³. Les élections allaient se tenir dans un contexte de faillites des petits propriétaires et d'une menace d'effondrement du système financier, toutes choses qui avaient atteint ce que l'on nomme l'« économie réelle » : il y aura en 2009 quelque

199 millions de chômeurs dans le monde, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), un chiffre globalement astronomique, encore accru dans les années qui allaient suivre, du fait, notamment, des politiques monétaires et budgétaires bientôt mises en œuvre qui viseront, coûte que coûte, à assurer l'équilibre budgétaire¹⁷⁴. Partisan, quant à lui, d'un point de vue davantage keynésien, l'ex-ministre du Travail Robert Reich faisait au contraire valoir pour les États-Unis le besoin de mieux répartir la richesse afin de relancer la consommation de la masse de la population, dont l'instrument premier serait l'élargissement radical des rangs du travail syndiqué. Il mettait donc en avant cette explication voulant que le meilleur remède « pour remettre en selle l'économie serait de renforcer [*boost*] le pouvoir d'achat de la classe moyenne » ; au fil des décennies précédentes, cette classe moyenne n'avait préservé sa capacité d'achat que par l'endettement – puisque le déclin de la syndicalisation avait signifié le « déclin du pouvoir de négociateur », donc de « plus faibles salaires ». Mais l'éclatement de la bulle immobilière a entraîné une récession qui ne permet pas le même niveau d'endettement que par le passé. Un des mécanismes premiers pour sortir de cette impasse revient donc à favoriser un renouveau de la syndicalisation de masse, tout à fait possible si l'on considère que 57 millions de citoyens américains « voudraient faire partie d'un syndicat » et que les autorités politiques pourraient interdire « les menaces et les actes d'intimidation » systématiques de la part du patronat contre ceux et celles qui cherchent à se syndiquer. Il faut ainsi que le projet d'EFCA devienne loi et qu'il comporte « une nette accentuation des peines imposées aux employeurs qui violent les droits de leurs employés¹⁷⁵ ».

Réuni à l'été 2007, le conseil exécutif de l'AFL-CIO décida, en prévision des primaires à la présidence, de ne pas prendre position en faveur d'un candidat, les divisions entre les syndicats affiliés étant trop marquées. À ce moment, deux candidats se partageaient les préférences des syndicats, la sénatrice Hillary Clinton de New York et le sénateur John Edwards de la Caroline du Nord. Ne prenant pas position au nom de la centrale, le conseil exécutif laissait donc la liberté aux affiliés de s'engager durant la période des primaires comme chacun l'entendait. Au mois de décembre suivant, la sénatrice Clinton avait gagné l'appui de plus de dix syndicats nationaux, dont l'AFSCME, le plus important de la centrale, et la puissante AFT ; le premier comptait quelque 1,4 million de membres, le deuxième 1,1 million. John Edwards avait l'appui des métallurgistes, un syndicat de 800 000 membres. Telle était *grosso modo* la situation quand s'ouvrirent les caucus de l'Iowa, Hillary Clinton venant de recevoir par ailleurs l'appui de deux grosses sections locales des SEIU. Barack Obama comptait alors quelques appuis syndicaux, surtout régionaux et locaux : il était peu connu nationalement, n'étant sénateur que depuis janvier 2005.

Pourtant, certains sondages le situaient en tête en Iowa¹⁷⁶. «L'attrait qu'il exerce parmi les démocrates est indéniable. Il est près de la tête» dans chacun des sondages. Mais l'argent et les ressources humaines que peuvent investir les syndicats lui manquent; à ce moment, ils sont le nerf de la guerre de la campagne de Hillary Clinton. Néanmoins, Obama l'emporta haut la main en Iowa; cela dit, les grandes batailles restaient à venir et, dans les États populeux, l'appui syndical allait s'avérer quasi nécessaire.

Voilà pourquoi, ainsi que le titra un article sur son blogue, CBS News tint à souligner en décembre 2007 que le sénateur Obama «se démène pour avoir l'appui du syndicalisme»; Obama faisait valoir que l'historique de ses positions sociopolitiques et de ses votes comme élu était irréprochable: «Quand un candidat dit qu'il s'oppose aux lois *right-to-work* et aux réglementations commerciales qui nuisent aux travailleurs, demandez-vous comment il s'est comporté dans le passé. Parce que l'Amérique a besoin d'un président qui va se battre pour [vos intérêts] quand c'est difficile, et non quand ça lui rapporte politiquement¹⁷⁷.» Du fait de résultats décevants et de problèmes familiaux, John Edwards se retira de la course le 30 janvier 2008. La bataille allait opposer Hillary Clinton et Barack Obama, deux candidats officiellement favorables aux syndicats, Clinton comptant au départ beaucoup plus d'appuis, mais Obama apportant un vent de changement plus fort, auquel il saura associer des ralliements syndicaux en sa faveur. Les thématiques revendicatives au cœur des efforts du mouvement syndical seront, on s'en doute, la réforme en profondeur du système des soins de santé et de l'assurance hospitalisation et la place de l'entreprise privée dans l'offre des soins et la prise en charge des malades, puis l'adoption d'une loi EFCA, dont la dernière version avancée au Sénat a été présentée par Obama, et l'opposition au libre-échange de l'Aléna (Clinton et Obama mettent en avant leur opposition passée); enfin, la mise en place d'un vaste programme de création d'emplois. Les positions de l'un et l'autre candidat ne sont pas très éloignées, mais Obama, on l'a mentionné, représente de plus en plus le changement, un changement incontestablement progressiste, dont le champ d'application déborde largement les rapports d'emploi entendus au sens strict. Cela dit, s'il est acquis que le syndicalisme appuiera après la tenue des primaires la candidature démocrate gagnante, quand Edwards se retire de la course, la majorité des syndicats AFL-CIO ne sont pas commis. Cela va maintenant jouer en faveur de Barack Obama.

Du côté de Change-to-Win, les développements se précisent plus rapidement, à la fois pour ses principaux syndicats et pour la centrale comme telle. Le 3 mars 2008, en rendant publics les résultats d'un vaste sondage auprès de ses membres, la présidente Anne Burger de la centrale déclare: «Nous, à la fédération Change-to-Win, croyons que nous pouvons transformer les emplois de la

nouvelle économie en emplois de qualité [*good jobs*] pour l'avenir. Nous avons besoin d'un président [...] qui partage notre vision [de l'avenir] et qui appuiera une plateforme de priorités faisant de ce rêve une réalité. Nous pensons que Barack Obama sera ce président¹⁷⁸.» Le site Internet de Change-to-Win s'affiche maintenant clairement en faveur du candidat Obama, avec des titres durant le même mois de mars proclamant: «Making the Difference for Obama» et «Barack Obama: the American Dream Candidate». Les quatre éléments de ce rêve américain sont des emplois suffisamment bons pour que les salariés puissent élever une famille, de véritables occasions de succès pour les enfants dans leur vie professionnelle, l'accès aux soins de santé et la garantie d'une retraite digne pour les aînés. Le même sondage révélait que les membres jugeaient Obama comme le candidat le moins proche des intérêts financiers et qu'il paraissait nettement comme celui qui suscite le plus d'enthousiasme¹⁷⁹. Quant aux syndicats de Change-to-Win pris séparément, quatre des sept s'engagent activement en faveur d'Obama dans les primaires démocrates: il s'agit du syndicat des camionneurs, de la SEIU, de Unite Here et des UFCW; le syndicat des charpentiers se dit alors «neutre», les UFW se sont déclarés en faveur de Hillary Clinton, alors que la LIUNA déclare poursuivre ses consultations internes... La centrale joignit le camp d'Obama dans la suite immédiate de la défaite d'Hillary Clinton devant Obama lors des primaires de février 2008 au Wisconsin et les votes par caucus à Hawaï. Le syndicat des charpentiers avait au départ pris le parti de John Edwards.

Barack Obama l'emporta sur Hillary Clinton à la convention démocrate de l'été 2008 par un résultat extrêmement serré, Clinton étant le choix d'un nombre plus élevé de votants aux primaires démocrates, mais Obama l'emportant par le nombre de délégués choisis, ayant mieux performé qu'Hillary Clinton dans les États où les délégués sont désignés par la méthode des caucus. Les caucus réunissent habituellement un nombre inférieur de participants que le nombre de votants dans les États où se déroulent des primaires par élections. Devant le républicain John McCain et la candidate Sarah Palin à la vice-présidence, la victoire de l'aspirant démocrate Obama et de son colistier Joe Biden fut davantage tranchée, 52% du vote contre 46% et 365 votes de grands électeurs (alors que 270 assurent la victoire). Les démocrates accrurent, par ailleurs, leurs majorités dans les deux chambres, remportant huit sièges de plus au Sénat et vingt et un de plus à la Chambre des représentants¹⁸⁰. Tous les observateurs firent valoir le rôle de premier plan de l'organisation électorale supérieure du candidat Obama pour rendre compte de sa victoire, une utilisation massive des médias électroniques et des appels à la jeunesse notamment. Son message fut aussi inspirant, mettant l'accent sur le changement à réaliser en commun et montrant la volonté du candidat démocrate de se faire le porte-parole d'un

avenir pour lequel la contribution active de ses partisans fournirait l'énergie nécessaire (« Yes, We Can! », « oui, nous [le] pouvons! »).

ii. LES SECTEURS POPULAIRES DE L'APPUI À OBAMA

« Cinq secteurs-clés » de l'électorat lui assurèrent la victoire : « la jeunesse anti-guerre », particulièrement importante dans les premiers moments de sa course à la nomination ; évidemment la population africaine-américaine, qui vota à quelque 95 % en sa faveur ; le « mouvement ouvrier organisé » joua également un grand rôle, notamment auprès des travailleurs blancs ; les femmes et le mouvement « en faveur du libre choix et de l'assurance maladie » ; enfin, le vote latino, à quelque 66 %¹⁸¹. Bien sûr, ces secteurs n'existent pas dans l'exclusion les uns des autres, mais l'idée de l'apport particulier de sensibilités, de courants d'opinion, de populations et d'organisations que l'on peut incontestablement visualiser dans les foules qui suivaient Obama aide tout aussi bien à les comprendre et à les cerner en quelque sorte comme composantes d'une même dynamique de changement. Et, pour une part à tout le moins, les intervenants les plus actifs des « cinq secteurs-clés » de l'appui à Obama voyaient eux-mêmes leur participation comme la participation à un mouvement social...

De tous ces courants, le mouvement ouvrier organisé s'avère le plus puissant, le mieux en mesure de joindre les électeurs et les électrices par téléphone, par la poste, par Internet, par des visites à domicile, sur les lieux de travail, d'offrir des services de voiturage aux bureaux de vote, de rappeler les indécis aussi. Il regroupe massivement des gens que l'on retrouve également dans les quatre autres « secteurs-clés ». On sait, d'un autre côté, que le mouvement syndical avait besoin d'une victoire politique en 2008 pour tenter de récupérer des parts de terrain perdues au fil des décennies précédentes ; ce constat s'est transformé en pensée stratégique quasi unidimensionnelle chez certains dirigeants, ou à tout le moins en a-t-il circonscrit un aspect incontournable. Tout le syndicalisme, c'est-à-dire les deux centrales, leurs syndicats affiliés, la NEA, s'engagea corps et âme dans la bataille menée par Obama contre McCain, cependant que l'aspirant démocrate fit des promesses à la hauteur des énergies demandées. Cette élection, expliqua Andrew Stern dans une entrevue au *Wall Street Journal*, doit signifier la « fin d'une période de 25 ans marquée par la vénération du marché, la déréglementation, par la théorie [dite] des effets de retombée économique [*trickle-down economics*]. C'est fini. Ça n'a pas fonctionné¹⁸² ». Cette entrevue fut accordée par Stern après la victoire électorale de Barack Obama, mais le style vindicatif même de Stern exprime quelle était la pensée profonde du syndicalisme en abordant la période des élections. Durant les quatre derniers jours de la campagne présidentielle, fit valoir John Sweeney,

le président de l'AFL-CIO, sa centrale coordonnait les efforts de 250 000 de ses membres en faveur de Barack Obama, réalisant alors « 5,5 millions d'appels téléphoniques et visitant 3,9 millions de familles syndiquées ». En tout et pour tout, durant la campagne, « les syndicats [de la centrale] joignirent 13 millions d'électeurs dans vingt-quatre États¹⁸³ ».

Incontestablement, les états-majors syndicaux s'enthousiasmaient des résultats électoraux et insistaient sur le rôle à l'évidence essentiel que leurs organisations avaient tenu sur le terrain, composante centrale de la logistique démocrate. Par exemple, les efforts du syndicalisme se sont avérés cruciaux pour qu'Obama l'emporte « dans des champs de bataille [chaudement disputés] tels la Floride, l'Indiana, le Nevada, l'Ohio, la Pennsylvanie et le Wisconsin ». Qui plus est, 67 % des membres de l'AFL-CIO qui votèrent se prononcèrent en faveur de Barack Obama et 30 % pour John McCain¹⁸⁴. Le syndicalisme s'attendait à ce que ses demandes, en conséquence, soient rapidement prises en considération et satisfaites, au premier rang desquelles une couverture médicale générale et la reconnaissance juridique pleine de la méthode de la vérification sur cartes comprise dans les projets d'EFCA, qui incluaient aussi une clause de médiation exécutoire au terme d'un certain nombre de mois de négociation infructueuse d'une première convention. Cette clause visait à faire disparaître la possibilité de tactiques patronales dilatoires, couramment utilisées après un vote majoritaire des salariés pour l'accréditation syndicale. Au soir des élections de 2008, il n'était pas clair si la majorité démocrate au Sénat s'étendait jusqu'au seuil des soixante sièges, chiffre requis pour avoir raison d'une obstruction systématique— c'est-à-dire pour imposer la guillotine. Le seuil des soixante sénateurs démocrates allait être atteint après quelques reclassements...

Cette fois, la bagarre de l'EFCA et celle de l'assurance maladie devenaient immédiates. En ce qui a trait à la réforme de l'EFCA, les associations patronales et la Chambre de commerce avaient annoncé leur opposition absolue dès la campagne enclenchée. On savait que les républicains perdraient des sièges de sénateurs et de représentants, mais les associations du monde des affaires souhaitaient que les républicains conservent la possibilité de contrer des projets démocrates par *filibuster*, en particulier les projets qui rendaient la syndicalisation plus accessible. La U.S. Chamber of Commerce coordonna une campagne de publicité de quelque soixante millions de dollars alors dans des États que risquaient de perdre les républicains; Wal-Mart tint des assemblées de ses « gérants et superviseurs » dans tout le pays pour les mettre au fait qu'une loi autorisant la vérification sur cartes « pourrait conduire à la syndicalisation de ses magasins¹⁸⁵ ». Une fois le résultat des élections connu, tout de

suite les associations patronales partirent en guerre contre la menace d'un EFCA...

iii. LE MOMENT D'UNE OUVERTURE POUR LE SYNDICALISME

Pour l'AFL-CIO et Change-to-Win, John Sweeney et Andrew Stern, la victoire de Barack Obama aux présidentielles de 2008 prenait la signification d'une promesse de renouveau à la fois quant aux politiques publiques de la nouvelle administration et quant au respect du droit à la libre négociation des conditions du travail salarié. En d'autres mots, et plus directement, quant à une réforme en profondeur de l'accès aux soins de santé, à l'hospitalisation et à la prévention, de même que l'adoption de mesures qui garantiraient les retraites et des niveaux de prestations à la hauteur des besoins; enfin quant au vote d'une loi reconnaissant officiellement la pleine valeur de l'accréditation syndicale par vérification sur cartes et prévoyant la médiation exécutoire en ce qui a trait aux clauses d'un premier contrat de travail s'il y a impasse dans les négociations employeur-syndicat. Plus généralement, les syndicalistes espéraient, selon ce que nous avons rapporté d'Andrew Stern, que l'époque de la prévalence des principes associés au néolibéralisme, à la financiarisation et à la primauté du libre-échange était révolue. Car il faut voir que, encore en 2009, les pires pratiques de la gestion des banques d'affaires qu'avait permises la déréglementation tous azimuts avaient cours, par exemple les bonis extravagants versés à des gestionnaires en dépit de gros déficits dans les opérations et en niant expressément leur existence devant les actionnaires¹⁸⁶. Le président Obama avait promis une réforme de la régulation financière et l'on sait qu'il pouvait s'appuyer à cet égard sur le rejet populaire le plus massif des élites de Wall Street « depuis les années 1930¹⁸⁷ »...

Cela dit, si la plateforme électorale d'Obama s'avérait incontestablement plus « éclairée » que celle des républicains, par exemple par sa préoccupation véritable pour le changement climatique, l'idée du renouveau qu'il projetait relevait beaucoup de la forme, comme on l'a vu, et de sa propre intelligence. Mais il ne s'était pas engagé à réduire de quelque façon le budget militaire; il avait promis de retirer d'Iraq les troupes américaines, mais en « trans[férant] la plupart de ces militaires en Afghanistan » et il n'avait pas envisagé de réduire la présence militaire des États-Unis dans le monde. Durant la saison des primaires, il avait dénoncé la pratique des écoutes électroniques « sans permission préalable » d'une cour de justice, mais, « après avoir gagné la nomination démocrate », Obama défendit la légitimité de cette pratique lors d'un débat au Sénat en la présentant comme nécessaire pour la surveillance de terroristes potentiels¹⁸⁸. Sur beaucoup d'aspects, son programme s'avérait donc modéré,

voire conservateur. Mais, sur les lois du travail et leur administration, il faut convenir que le positionnement d'ensemble de l'Administration Obama se situa aux antipodes du positionnement du président W. Bush. Le syndicalisme avait beaucoup fait pour assurer la victoire de Barack Obama, cependant que l'engagement communautaire personnel de celui-ci le rapprochait naturellement, en quelque sorte, d'une ouverture d'esprit véritable envers les besoins du monde du travail. Tout de suite le contraste avec son prédécesseur fut évident.

En juillet 2008, l'aspirant Obama avait d'ailleurs écrit à la secrétaire au Travail Elaine Chao, du gouvernement Bush fils, pour lui signifier « sa préoccupation sérieuse » quant à la faiblesse des interventions de son ministère dans l'application des lois et règlements de protection des salariés. La lettre de Barack Obama se fondait sur des rapports officiels de services gouvernementaux supervisant l'action des ministères et de l'inspecteur général interne du ministère même d'Elaine Chao soulignant les manques et le relâchement à cet effet, singulièrement pour le traitement des plaintes portées par des travailleurs contre les employeurs. Le Department of Labor a la responsabilité de faire respecter les règles concernant les tarifs majorés pour les heures supplémentaires, le salaire minimum, le travail des enfants, la santé et la sécurité au travail, etc.¹⁸⁹ Elaine Chao avait adopté une position dite de « l'acquiescement volontaire » (*voluntary compliance*) en fonction de laquelle son action visait à encourager et à justifier l'observance par les employeurs de leurs obligations envers les salariés dans l'accomplissement de leurs tâches. Cela supposait aussi faire connaître lesdites obligations aux employeurs. Le syndicalisme et les démocrates considéraient que la secrétaire Chao avait détourné ainsi des sommes et des énergies de son ministère, comptant tout de même 17 000 employés, destinées en principe à garantir et même à forcer le respect de la réglementation du travail. Les experts prévoient donc que le ou la secrétaire au Travail que nommerait le président Obama allait contrecarrer le legs de la philosophie de « l'acquiescement volontaire » et « recentrer le département » sur sa vocation d'origine, la « défense des droits » des travailleurs et la « promotion de l'emploi¹⁹⁰ ». Obama porta son choix sur Hilda Solis comme secrétaire au Travail, une sénatrice d'État en Californie, alliée solide (et militante) de la cause du mouvement ouvrier et des droits des salariés, activement appuyée par les syndicats de l'État¹⁹¹. Hilda Solis était partisane convaincue d'une loi statuant la légalité et la légitimité de l'accréditation syndicale par la méthode de la vérification sur cartes.

Les nominations aux divers postes (devenant vacants) du National Labor Relations Board furent systématiquement sujettes à des refus de la part des républicains, à des menaces de paralysie des travaux du Sénat et à une nette tendance à l'obstruction. Plus que le Département du travail, le NLRB se

trouve au cœur des processus d'accréditation syndicale, dont il détermine largement les conditions, les règles et les droits des parties immédiatement concernées, par interprétation du cadre législatif établi avec le National Labor Relations Act. On se rappellera que les buts proclamés de ce NLRA étaient de garantir le droit à l'organisation en syndicat et la négociation harmonieuse des conditions de travail. Au fil des décennies, en particulier depuis les années 1980, les nominations à ses postes les plus importants ont été à ce point politisées que les travaux du NLRB ont été paralysés ou ont conduit à des décisions contraires, avons-nous considéré, à l'esprit sinon à la lettre et aux objectifs officiels de sa création. Le NLRB relève de la présidence et constitue une agence indépendante du ministère du Travail, comme on l'a aussi vu antérieurement. Il n'est pas besoin de suivre à la trace et dans le détail les activités du NLRB et les difficultés d'assurer même son fonctionnement courant pour saisir qu'il fut alors l'objet d'affrontements entre démocrates et républicains, ces derniers avec l'ensemble des organisations du monde des affaires craignant que, par loi ou par décision administrative, l'idée de la vérification sur cartes voie sa pratique encouragée et validée.

Depuis des décennies, les décisions du NLRB tendaient à ajouter des difficultés aux nouvelles accréditations; l'option privilégiée par plusieurs syndicats était alors d'éviter les longues périodes d'attente pour la tenue de scrutins d'accréditation au profit de la vérification sur cartes. Il s'agissait donc d'une ouverture possible que les opposants à la syndicalisation voulaient dorénavant et absolument colmater. Durant les vingt-six premiers mois de la présidence d'Obama, les activités du NLRB furent « quasi paralysées » par son incapacité à pourvoir un nombre de postes suffisant pour assurer la légalité du fonctionnement et des décisions de l'agence. Au mois de mars 2010, Barack Obama se saisit finalement de la possibilité de faire deux *recess appointments* (nominations d'intersession par décret) à la direction du NLRB; il nomma « deux avocats syndicaux », ce qui mit en furie tous les organismes patronaux et leurs alliés, convaincus qu'ils étaient, dirent-ils, que le NLRB allait assurément faire valoir des positions « prosyndicales et anti-employeurs » et rendre des décisions « presque invariablement en faveur des syndicats¹⁹² ».

En vis-à-vis, le président Obama savait tout aussi bien ce qu'il faisait. Le « Labor Board » qui fut le sien rendit en effet des décisions, ou adopta des réglementations qui paraissent incontestablement antinomiques à celles du « Bureau » formé par W. Bush. Ainsi, en avril 2011, le procureur en chef du NLRB fit savoir qu'il entendait contester juridiquement le droit de la compagnie Boeing de fermer des installations dans l'État de Washington parce que les travailleurs y étaient syndiqués et avaient fait la grève (56 jours en 2008) en faveur d'installations en Caroline du Sud, où l'on avait investi deux

milliards de dollars et embauché 1000 personnes. Ledit procureur faisait valoir que Boeing voulait ainsi punir les syndiqués pour avoir exercé leur droit de faire la grève, une pression induite illégale. Il fallait donc contrecarrer cette pression en poursuivant Boeing pour que la compagnie reprenne dans l'État de Washington ses activités visées. Inutile de préciser que les élus républicains du Sud montèrent alors aux barricades; il en fut de même quand on annonça des poursuites contre les États de l'Arizona et du Dakota du Sud qui interdisaient par amendements constitutionnels aux « employés du secteur privé [...] de se syndiquer par la méthode de la vérification des cartes »: la suprématie de la constitution du pays interdisait aux États, fit savoir le procureur du NLRB, des amendements à leur constitution entrant en conflit avec des lois fédérales. À compter de ce moment, les républicains menacèrent de ne plus accepter quelque nomination démocrate que ce soit au NLRB¹⁹³. Le Labor Board du temps d'Obama chercha aussi à mieux adapter les règles de l'accréditation syndicale à l'évolution contemporaine du marché de l'emploi, quant aux unités d'accréditation (fondées, par exemple, sur des « communautés d'intérêts ») ou à la notion même d'employés (dont le statut de salariés pouvait parfois être camouflé en statut de travailleurs autonomes, statut qui les excluait du cadre législatif du NLRB).

Durant les deux premières années du mandat de Barack Obama, les démocrates avaient une majorité de 60-40 au Sénat, une majorité, donc, en mesure d'avoir raison d'une obstruction systématique républicaine. Quand fut discuté le projet de loi appelé Employee Free Choice Act (le projet de l'EFCA), dont le président lui-même appuyait le contenu, on se rendit compte que « quelques [élus] démocrates modérés s'opposaient à la clause de la vérification sur cartes comme non démocratique »; on jugeait que la tenue formelle d'un scrutin s'avérait une manière « plus équitable [*fairer*] » de l'accréditation syndicale. Pour le syndicalisme, l'adoption de cette clause constituait « l'objectif législatif premier », un objectif auquel s'opposait radicalement, on le sait, le patronat. D'ailleurs, « les organisations syndicales et les organisations du monde des affaires avaient déployé, chacune de son côté, les campagnes de lobbying les plus larges et les plus coûteuses de l'histoire à ce sujet ». « Une demi-douzaine de sénateurs amis du mouvement ouvrier [décidèrent alors] de retirer du projet de loi [sa] disposition centrale » portant sur le principe de la vérification sur cartes. Bons princes, les états-majors syndicaux se déclarèrent prêts à appuyer « une version révisée du projet de loi » qui garantirait à tout le moins une accélération des procédures de l'accréditation, c'est-à-dire qui amoindrirait la possibilité d'une intervention massive des employeurs auprès des salariés¹⁹⁴. Mais rien n'en sortit vraiment et il incombait par la suite au NLRB de chercher à mieux faire respecter l'esprit de la loi sur la liberté

syndicale. La déception fut grande au sein du mouvement ouvrier, mais, à nouveau, la réalité de l'option républicaine, de ses actions législatives et administratives en regard du syndicalisme, toutes considérées très régressives depuis des décennies, faisait toujours apprécier davantage Barack Obama – et les démocrates. Même quand le président Obama abandonna « sa promesse de campagne de rouvrir l'Aléna¹⁹⁵ ».

Le candidat Obama s'était exclamé alors, quant au droit à l'organisation collective: « Osons nous tenir debout face au monde des affaires »; après son élection, il appuya ouvertement des travailleurs de Chicago « qui occupaient leur usine ». Mais la campagne des organisations patronales et de tout le monde des affaires fut à ce point acharnée et radicale contre toute réforme législative du code du travail qu'elle ébranla des piliers de l'Administration présidentielle (Rahm Emanuel, la conseillère économique Jennifer Granholm, par exemple) et suscita les réserves, voire l'opposition même de sénateurs démocrates à cette pratique de la vérification sur cartes. Il faut dire que les appuis en provenance du monde des affaires, par exemple de Wal-Mart pour Blanche Lincoln de l'Arkansas, pesèrent lourd dans la décision de certains d'entre eux¹⁹⁶... Le discours d'Obama resta davantage conforme à sa personnalité partisane, mais il n'en demeure pas moins que ses appuis syndicaux lui reprochèrent en fin de compte de ne pas avoir suffisamment engagé son énergie et son autorité morale, de ne pas avoir tordu les bras de certains législateurs dans la lutte en faveur de l'EFCA ou dans les nominations au NLRB, qui resta de nombreux mois inopérant du fait d'un nombre de membres incomplet. Plus significatif peut-être: « les partisans libéraux et syndicaux [du président] lui reprochent d'avoir [affaibli la position des] travailleurs par ses efforts de promotion d'ententes commerciales globales et de budgets équilibrés », en dépit de son engagement réel à faire respecter les droits ouvriers. En fin de parcours, durant la dernière année de son deuxième mandat, le président Obama prit d'ailleurs à cet effet des décisions unilatérales d'appui à un renforcement de la situation des employés dans le rapport de travail¹⁹⁷, abandonnant, semble-t-il, sa préférence usuelle pour la recherche de positions de conciliation et de compromis avec des républicains en tous points récalcitrants. Mais ce type de décisions, bien que d'importance, ne serait-ce que par l'appui ou par l'exemple qu'il peut permettre, se révèle par définition modifiable ou rejetable par une administration présidentielle nouvelle...

Durant ses deux premières années à la Maison-Blanche, Barack Obama avait donc pu compter sur des majorités au Congrès. Mais, plutôt que de s'appuyer fermement sur les majorités démocrates et sur la mobilisation de sa base progressiste, le nouveau président, on l'a mentionné plus haut, s'employa systématiquement à la conciliation et à la recherche de compromis avec les

républicains. Une stratégie perdante, pensons-nous, que le syndicalisme manifestement accepta, y compris à l'endroit des projets qui lui tenaient le plus à cœur. Le Parti républicain, qui déjà avait signifié qu'il entendait, quant à lui, ne rien concéder, fut conforté dans sa position lorsqu'il obtint avec les élections de mi-mandat en 2010 la majorité à la Chambre. Il fut évident qu'il désirait à compter de ce moment s'orienter prioritairement en fonction des présidentielles de 2012, afin de défaire au sens propre les politiques sociales que pourrait mettre en forme le président démocrate et contrer jusque-là le plus possible ses initiatives. Cette orientation redonna du tonus au Parti républicain, cependant que l'orientation tactique de Barack Obama réduisit son élan¹⁹⁸. Pourtant, les résultats d'un sondage mené auprès de 2000 compagnies qui parurent en septembre 2009 se trouvèrent, parmi plusieurs autres sources, à montrer la nécessité d'une réforme en profondeur du secteur de la santé, alors même que Barack Obama en avait fait le cœur de ses promesses. Les résultats du sondage soulignaient, notamment, que « le coût annuel d'une assurance maladie familiale moyenne équivalait dorénavant au prix de certaines voitures compactes », que 40 % des compagnies allaient chercher à faire payer par leurs employés la majeure partie de ces coûts, que depuis 1999 le prix d'une assurance familiale avait grimpé de 131 % alors que la hausse de l'inflation n'avait été que de 28 % au cours de la même période¹⁹⁹. De nouveaux chiffres, un nouveau rapport d'enquête, mais un vieux problème, sans cesse accentué, que de fortes majorités ressentaient. Des analystes pouvaient ainsi supposer que les républicains risquaient fort de s'empêtrer dans des positions intenablement électoralement s'ils s'obstinaient à ne même pas considérer le projet de réforme du président²⁰⁰.

iv. LES CENTRALES SYNDICALES ET LA GUERRE DE L'« OBAMACARE »

Mais il n'en fut rien, la guerre fut plutôt déclarée par les républicains, dorénavant inspirés et poussés par le Tea Party en pleine ascension, une guerre pour laquelle toutes les accusations anti-Obama imaginables et inimaginables (par exemple: « les États-Unis sont la nouvelle Union soviétique », « Obama n'est pas un vrai Américain, mais un musulman qui veut instaurer la charia ! ») furent mises à contribution²⁰¹. À l'orée du second mandat du président Obama, l'équipe éditoriale du *New York Times* dénonça très explicitement l'obstruction systématique des élus républicains à la gouverne présidentielle, à ses politiques et à ses nominations. Au début de mars 2013, faisait remarquer le texte du journal, le président Obama s'était à nouveau lancé dans une tournée dite de « bonnes intentions » auprès des républicains afin de les convaincre de modérer (*ease up*) leur rejet de ses nominations par *filibuster*, « un nombre record

d'obstructions», «sans précédent historique aucun», et sur tous les terrains. Le président aurait aussi bien fait, notait l'équipe éditoriale, «de s'adresser à l'une des statues qui ornent le Capitole». La conclusion: les démocrates devraient «mettre un terme à ce comportement malveillant en modifiant la réglementation des débats au Sénat et en interdisant, enfin, toutes les obstructions systématiques sur les nominations»! En d'autres mots, l'équipe éditoriale du journal demandait à la présidence et au Parti démocrate de faire preuve de résolution et de cran, d'avoir enfin du nerf face à l'obstruction des républicains²⁰². Les «bons sentiments» que voulait faire valoir Obama ne réussissaient qu'à encourager ses opposants.

En ce qui a trait à la réforme du système de santé, soulignons que les poussées de base en faveur d'un régime universel à la canadienne furent très présentes au sein du syndicalisme, massives et fort engagées. En février 2009, trente-neuf fédérations d'État de l'AFL-CIO, cent conseils centraux du travail et quatre cents sections syndicales locales avaient appuyé officiellement cette position, sous le mot d'ordre «Medicare for all!» Des réunions furent organisées pour élargir les appuis, tant et si bien que, lors de la tenue du congrès de l'AFL-CIO en septembre 2009 à Pittsburgh, des résolutions à cet effet furent officiellement soumises par des sections allant de la Caroline du Sud à l'Alaska et de la Californie au Vermont; le Congressman démocrate du Michigan, John Conyers, progressiste proche du mouvement ouvrier et membre de plusieurs coalitions populaires, présenta en Chambre un projet de loi correspondant directement à cette aspiration²⁰³. On sait que ce ne fut cependant pas le contenu du projet de loi que soumit le président Obama à la considération des deux chambres du Congrès, un projet qui visa d'abord à étendre l'assurance maladie aux quelque cinquante millions de personnes sans assurance aucune, selon diverses formules, mais en confiant aux compagnies d'assurance privées «la tâche de gérer la couverture médicale²⁰⁴». On promit qu'il y aurait une «option publique» d'assurance disponible, c'est-à-dire la mise en place d'un régime public (*a government-run insurance plan*) d'assurance maladie concurrençant les régimes offerts par les assurances privées (qualité et étendue de la couverture) et pesant éventuellement à la baisse sur les prix. Manifestement, l'option publique visait à satisfaire les demandes des secteurs plus progressistes du Parti démocrate et des groupes alliés, au premier rang les syndicats. Les hautes directions du syndicalisme suivirent le président sur ce terrain, ladite option publique permettant une forme de retranchement de leur part eu égard à des positions du passé qui s'étaient incontestablement approchées du «Medicare for all» à l'occasion et face aux partisans d'un programme à la canadienne. L'auteur de ces lignes était présent au congrès de l'AFL-CIO en 2009: le président Obama, élu depuis moins d'une année alors, y fut reçu dans

l'enthousiasme et il promit formellement, dans son discours aux délégués, que l'option publique serait bien partie prenante de sa réforme.

À compter de ce moment, l'intervention du syndicalisme consista en un lobbyisme de masse, réalisé du sommet à la base des organisations, par exemple par un déplacement à Washington de « plus de 125 leaders venant de vingt-sept États pour tenter de convaincre des sénateurs et des membres de la Chambre indécis [*on the fence*]²⁰⁵. Mais, dans la recherche effrénée de l'Administration Obama pour atteindre les soixante voix au Sénat qui permettrait d'imposer la guillotine à une tentative d'obstruction systématique républicaine, l'option publique fut abandonnée, sur demande expresse, comme monnaie d'échange pour son appui, du sénateur Joe Lieberman, indépendant du Connecticut, ex-démocrate à qui la gauche avait fait perdre la nomination du parti à l'élection précédente. Un coup de massue portée à l'encontre de la réforme du régime de santé aux États-Unis, sa dénaturer, jugea Howard Dean, ex-gouverneur du Vermont et ex-candidat à l'investiture démocrate à la présidence, qui invita dans ce cadre à « enterrer [purement et simplement] le texte et à repartir sur de nouvelles bases ». L'option publique « était détestée par les compagnies privées par crainte de la concurrence²⁰⁶ ».

Pour Dean comme pour nombre de courants de gauche, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti démocrate, la réforme était devenue un projet « pro-assurances privées », ainsi qu'a tonné de son côté le cinéaste Michael Moore; celui-ci souligna en effet que les contribuables américains allaient injecter quelque cent milliards de dollars par année à compter de 2017 aux dites compagnies privées²⁰⁷. Une mine d'or. Contrairement à Dean, néanmoins, Moore considérait en fin de compte que la réforme du président Obama pouvait constituer une percée si, sur sa lancée et en dépit de nombre de ses caractéristiques, les courants populaires et de gauche réussissaient par leurs interventions à lui apporter des correctifs de nature, c'est-à-dire à la corriger. Le syndicalisme partagea globalement cette évaluation et, surtout, il se dit convaincu que la situation politique serait très négative pour lui et ses alliés si le Tea Party et les républicains gagnaient leur affrontement avec Barack Obama. À cet égard, l'issue s'avérait positive²⁰⁸. Si l'opposition de droite fut si acharnée contre la réforme du président, c'est qu'elle se trouvait, malgré ses lacunes et le rôle de pourvoyeur garanti aux assureurs privés, à étendre la couverture des soins à des dizaines de millions de gens qui en avaient été jusque-là exclus ou dont les régimes étaient très insuffisants. Or, il s'avère très difficile de retirer des acquis sociaux, d'en délester des secteurs importants de la population. Voilà pourquoi jusqu'au dernier moment et avec tous les moyens dont ils pouvaient disposer, les républicains ont voulu empêcher la mise en forme et en pratique, même minimalement, de l'Obamacare. Ce qu'ils n'ont pu forcer, encore que le

projet finalement adopté soit aussi, même si c'est indirectement et pour une part, le produit de leurs refus systématiques.

v. APPRÉCIATION DE LA PRÉSIDENTE OBAMA

Le président Obama joua durant ses deux mandats de son aura de partisan du changement, une aura probablement surfaite. Il fut néanmoins le président depuis les années 1960 dont les valeurs personnelles s'approchaient certainement le plus des idées progressistes. Ses points de vue sur le syndicalisme étaient à l'avenant, de sorte que, s'il y eut un moment durant lequel le mouvement ouvrier pouvait espérer le retournement de sa situation, le retournement des conditions de son déclin, ce fut incontestablement celui de la présidence Obama. À cet espoir se conjuguaient celui de politiques publiques en phase avec la plateforme revendicative du syndicalisme. D'où les quelques pages que l'on vient de lire sur le sort malheureux de l'EFCA et le drame de l'Obamacare.

Tel qu'il fut adopté, le nouveau régime de l'Obamacare ne peut réellement faire baisser les coûts de l'assurance maladie aux États-Unis. Or, on se rappellera que le partage de ces coûts entre l'employeur et les employés représente aujourd'hui le principal facteur de conflit dans les rapports d'emploi. L'assurance reste liée à l'emploi, ce qui constitue une source maintenue de l'affaiblissement de la position des travailleurs – théoriquement et dans la pratique courante. En ce qui a trait au syndicalisme considéré sous l'angle de l'organisation, sa situation ne s'est pas améliorée. La présidence de Barack Obama fut incontestablement plus ouverte aux demandes des syndicats, beaucoup plus sympathique que les administrations présidentielles précédentes. Mais elle s'est avérée incapable, si même elle en avait l'objectif, d'amener un retournement des conditions dans les rapports de travail qui aurait mis fin au long déclin du syndicalisme.

Dans l'entreprise privée, le déclin reste le même, l'effondrement de la densité syndicale se poursuit, atteignant des seuils qualitatifs toujours plus dramatiques. Selon Milkman et Luce, la récession de 2007-2008 n'a pas modifié en fin de compte le rythme de ces développements dans le secteur privé de l'économie, la relance de l'emploi par la suite reproduisant les caractéristiques que l'on connaissait antérieurement. La défaite politique cuisante sur la revendication de l'EFCA a confirmé que ces conditions restaient les mêmes. Dans le secteur public, les niveaux de la densité syndicale se maintenaient à quelque 36% des employés jusqu'à la récession de 2007-2008; les gains des républicains aux élections mitoyennes de 2010, joints aux difficultés budgétaires de plusieurs États, amenèrent les pouvoirs publics à tenter de modifier la donne: réductions des effectifs et des dépenses, compressions dans les

avantages sociaux puis, on a analysé ces données avec l'épisode de l'affrontement au Wisconsin, offensive généralement victorieuse contre la présence de l'organisation syndicale et le principe même de la négociation collective pour l'administration publique, l'éducation et les services sociaux. Les reculs ont été importants à cet égard, et cette offensive fut complétée par celle de nouvelles lois *right-to-work*²⁰⁹. Le président Obama n'a certes pas contribué à cette dynamique et en a même critiqué les buts. Mais il n'a pas aidé à la combattre et, politiquement, son impuissance à pourvoir plusieurs postes de juges, notamment devant l'obstruction républicaine, a facilité son déploiement. La densité syndicale dans le secteur public était dorénavant sujette à des conditions semblables, par-delà les formes, à celles auxquelles le syndicalisme avait été soumis dans le secteur privé – conditions servant directement à expliquer son déclin. En 2018, la décision de la Cour suprême dans la cause *Janus vs AFSCME, Council 31* couronna cette offensive en étendant les conditions du *right-to-work* à tous les employés publics, et menaçant d'entraîner ces derniers dans le tourbillon du déclin syndical que connaissaient leurs collègues du secteur privé.

La situation du mouvement syndical américain était-elle finalement sans appel, son évolution, une tragédie? Le bilan de son histoire de l'après-guerre débouchait en tout cas sur un échec et sur une impasse dont il n'arrive pas à se sortir. Il s'avère incapable, depuis des décennies, de résoudre l'inadéquation entre les besoins de ses bases et ses besoins institutionnels comme organisation et les résultats globaux de son action sous (pratiquement) toutes ses formes. Nous avons conclu d'une étude antérieure sur les partis ouvriers traditionnels à l'épuisement programmatique de ceux-ci et à leur faillite historique²¹⁰. L'effet de ces développements fut international et la conjoncture dans laquelle interviennent tous les mouvements ouvriers en est depuis fortement marquée, comme leur propre situation agit en retour sur cette conjoncture. À cet égard, la position du syndicalisme américain se présente en quelque sorte telle une expression sur son propre terrain de cette époque de graves difficultés. Bien sûr, la nature de l'action syndicale n'est pas identique à la nature de l'action politique. Le « fond de conflictualité », selon l'expression d'Andreani et Féray, inhérent au rapport salarial entraîne que, outre des circonstances extraordinaires, la dynamique de l'action syndicale restera une réalité des sociétés libérales. Mais une évolution du type de celle que l'on a esquissée plus haut pour l'AFL-CIO justifie aussi un constat de « faillite », du fait de la régression qualitative de son poids social et politique, manifestation d'une incapacité « historique » à assumer le rôle qu'elle s'était donné à sa naissance. Voilà qui nous ramène à ce stade à la problématique de la « classe ouvrière blanche », la fameuse *white working class*, et à son net penchant prorépublicain contemporain: cette classe ouvrière

blanche constitue en effet aujourd'hui la base électorale « la plus importante » du Parti républicain²¹¹.

5. AU SUJET DE LA « CLASSE OUVRIÈRE BLANCHE »

L'existence de cette « classe ouvrière blanche », ou plutôt de ce secteur de l'électorat populaire qui, envers et contre les consignes du syndicalisme, vote républicain, constitue une expression de la faiblesse du mouvement ouvrier des États-Unis. En 2008, ce secteur de l'électorat, ce *racial-class grouping* (secteur de nature raciale-sociale), fut le seul « à donner à John McCain une majorité [de ses votes] substantielle » dans son face-à-face avec Obama²¹². Ce n'est pas rien. Il est vrai que John McCain tenait à s'éloigner de l'héritage des deux présidences républicaines de W. Bush, mais il n'avait jamais été lui-même un ami du mouvement ouvrier, en cabale depuis des années, soulignons-le, pour que soient taxés les avantages sociaux des salariés – par lesquels étaient notamment payés les coûts de l'assurance maladie. Et c'est par souci électoraliste, pour gagner le plus d'appuis possible en provenance de ce *racial-class grouping*, que McCain s'associa comme colistière la gouverneure Sarah Palin de l'Alaska, « adepte de la chasse » et partageant « des opinions conservatrices sur l'avortement et [contre] le contrôle des armes ». Palin et John McCain « firent fréquemment campagne [par la suite] en Pennsylvanie et en Ohio, deux États où la victoire était chaudement disputée et qui comptent beaucoup d'électeurs ouvriers ». À ce moment, selon « les résultats d'un sondage *Wall Street Journal-NBC*, [environ] 51 % des électeurs ouvriers blancs voyaient la gouverneure Palin positivement, ce qui n'était le cas que de [quelque] 44 % de l'ensemble de l'électorat ». Pour faire bonne mesure, les républicains tinrent malgré tout à mentionner que Sarah Palin avait déjà été membre d'un syndicat et que son époux était syndiqué avec les *United Steelworkers of America*²¹³.

Soulignons à nouveau, pour clarifier les termes de cette discussion, que le vote ouvrier dans une société n'est pas équivalent à l'addition des votes des ouvriers. De la même façon que ce que l'on définit en Europe du Nord comme le vote (en faveur des partis) bourgeois ne signifie pas que les « bourgeois » votent obligatoirement pour ces partis, non plus qu'ils seraient les seuls à le faire. Si c'était le cas, les conservateurs – y compris en Grande-Bretagne – ne pourraient jamais former les gouvernements. Le vote « ouvrier » et le vote « bourgeois » se définissent en fonction des rapports sociaux ; le vote ouvrier est circonscrit comme le vote se rattachant à l'expression d'un mouvement distinctif de classe ouvrière ou procédant de celui-ci ; le vote « bourgeois » est donné par les électeurs et électrices, évidemment pas tous bourgeois, qui marquent leurs préférences pour des candidatures de partis exprimant, quant à

eux, une volonté de gestion étatique fondée sur la prééminence de l'économie libérale. Dans le même sens, ainsi qu'on l'a considéré antérieurement, des résultats d'élections particulièrement désastreux pour des partis ouvriers traditionnels peuvent amener le commentaire journalistique et l'analyse à poser l'hypothèse qu'il n'y a plus de vote ouvrier. Ce faisant, on ne veut pas signifier que les électeurs de la classe ouvrière n'ont pas voté. L'intention est plutôt de faire valoir cette réalité d'un recul marqué du vote en faveur des partis ouvriers, d'un effondrement de l'expression distinctive de classe sur le terrain électoral et politique²¹⁴. Le comportement politique de la « classe ouvrière blanche » aux États-Unis, si peu syndiquée et si majoritairement éloignée de l'action (et de la cohérence) politiques du syndicalisme, mérite alors quelques explications. Car, si « les travailleurs blancs avaient [en 2008] à peine divisé leurs votes comme la classe moyenne blanche le fit » alors, « le Parti républicain ne serait même plus compétitif », donc, il ne serait plus en mesure, écrivait le journaliste Jack Metzgar, de s'opposer « à des hausses du salaire minimum, à l'assurance maladie universelle, [...], à l'EFCA²¹⁵ », etc.

Ruy Teixeira et Joel Rogers sont les deux auteurs qui ont probablement étudié avec le plus d'attention ceux qu'ils ont qualifiés de « majorité oubliée d'Amérique » : cette « classe ouvrière blanche » toujours numériquement importante, peut-être même « la clé de notre avenir politique », selon le titre du premier chapitre du livre qu'ils ont consacré à ce secteur de la population. Nous nous sommes arrêtés dans un chapitre antérieur à leur contribution. Il convient à ce stade d'en reprendre certains éléments. La définition opérationnelle que les auteurs américains contemporains retiennent de la classe ouvrière relève souvent de deux dimensions, l'une fondée sur un certain niveau de revenu, l'autre sur un certain niveau d'éducation formelle. Teixeira et Rogers adoptent le niveau d'éducation comme critère le mieux en mesure de baliser concrètement les contours de la classe ouvrière blanche contemporaine aux États-Unis. Ce critère est celui, *mutatis mutandis*, du collègue ; la grande majorité des adultes blancs, les trois quarts en fait, ne terminent pas ce niveau de scolarisation. Ils constituent de plus ce secteur de la population qui n'a pas été en mesure depuis la décennie 1980-1990 de profiter de l'expansion économique ; bien au contraire, cette majorité a vu ses salaires médians baisser, ses revenus globaux aussi, les inégalités se creuser, la précarité des emplois la toucher plus souvent, les ralentissements économiques et les crises soudaines déséquilibrer et menacer les finances familiales, avoir raison des économies et des propriétés résidentielles. Ni l'un ni l'autre des deux grands partis n'ont réglé la situation à laquelle elle fait face. D'où l'efficacité de la propagande anti-intervention de l'État comme formule de rejet de l'ordre ambiant. Cette classe ouvrière blanche habite très majoritairement la banlieue, des banlieues ouvrières et non les banlieues huppées. Ce n'est

pas la suburbanisation en elle-même qui en vient à influencer ses perspectives politiques, mais le fait que des masses de gens issus de cette classe s’y retrouvent entre eux. La classe ouvrière blanche est dite *forgotten* («oubliée») en ce que ses besoins et ses intérêts de nature sociale et économique ne sont généralement pas pris en compte, certainement pas satisfaits. Et pourtant elle représente, *grosso modo*, quelque 55 % de la population votante²¹⁶.

Teixeira et Rogers s’emploient à vérifier les divers facteurs habituellement retenus par les analystes pour rendre compte de l’attrait qu’exerce la droite dure sur une part importante de la classe ouvrière blanche. Cette discussion critique s’avère très intéressante. Serait-ce le fait de l’expansion du travail col-blanc – pourquoi et comment cette expansion agirait-elle? Serait-ce que les Américains sont devenus plus conservateurs, ou alors: est-ce que leur conservatisme supposé ne serait pas un simple euphémisme cachant les penchants racistes de cette classe ouvrière?, etc. Ce que les auteurs répondent se révèle tout aussi intéressant que ce que le cours même de leur traitement permet de découvrir, et vice versa. D’abord, il est un fait que l’univers socioéconomique a été modifié: le passage à des emplois cols-blancs et de service a transformé, par exemple, des repères historiques liés au Parti démocrate: «seulement 17 % des travailleurs de la majorité oubliée ont [aujourd’hui] des emplois cols-bleus non qualifiés». Même: «tout le secteur économique de la production de biens, qui inclut aussi bien la construction, les mines, l’agriculture que la transformation [*manufacturing*] n’emploie que trois [salariés] sur dix de [cette] majorité oubliée²¹⁷». Des présidentielles de 1960 aux présidentielles de 1996 (incluses), le vote des Blancs en faveur des candidats démocrates a chuté de quelque 13,4 %, la cassure survenant entre 1968 et 1972. Or, l’entière chute, ou presque, «est concentrée au sein de la majorité ouvrière oubliée», à plus de 20 % chez les hommes²¹⁸. Il serait difficile d’illustrer plus éloquemment que par ces chiffres l’importance de son comportement politique.

Nous ne pouvons véritablement rendre justice dans ce texte à la description analytique de «la majorité ouvrière oubliée» que donnent Teixeira et Rogers, à ses traits et ses caractéristiques de même qu’à ses choix. Considérée globalement, sa personnalité politique est présentée par les auteurs comme procédant d’une disjonction (*disjuncture*) entre «son expérience économique et [ses] valeurs» profondes, ces dernières étant définies par la possibilité de réussir sa vie (*opportunity*) et «une juste récompense pour l’effort», par l’importance primordiale du travail et «de l’accomplissement personnel» et par l’engagement au mieux-être de sa collectivité, autant de valeurs premières «contredites», donc, par l’expérience récurrente de sa vie économique. «L’incapacité des [...] gouvernements à relancer» le processus de la croissance et de l’amélioration des conditions, «combinée à l’apparente attention systématique [*concentration*]

portée aux problèmes ou aux droits des autres (les minorités, les pauvres, les homosexuels et même les criminels), a convaincu les électeurs actifs [les *voters*] de la majorité oubliée que le gouvernement était partie prenante plus de cette disjonction [...] que de sa solution²¹⁹», partie prenante d'un ordre socioéconomique et sociopolitique, pourrait-on dire, qui les a oubliés. Sondages après sondages, les résultats sur lesquels se penchent les auteurs montrent les attentes envers l'action gouvernementale (sur la santé et contre le chômage, notamment) et, en conséquence, la déception; la pensée de la *white working-class* dans ce cadre s'est transformée en une forme de «conservatisme pragmatique», c'est-à-dire un conservatisme apparu avec la méfiance envers la capacité des pouvoirs publics de réaliser ce qu'on attend d'eux. Ce conservatisme est dit pragmatique en ce qu'il est arc-bouté à la sauvegarde de sa position sociale et économique.

S'arrêtant aux choix politiques exprimés par l'ensemble des Blancs lors des seize élections présidentielles ayant eu lieu de 1952 à 2012 (incluses), Thomas B. Edsall rappelle qu'un «seul des candidats démocrates, Lyndon B. Johnson en 1964, a gagné une majorité du vote blanc. Il y a eu neuf [candidats] présidentiels démocrates qui ont reçu un pourcentage du vote blanc inférieur à celui qu'obtint Obama en 2008 (43%) et quatre qui atteignirent un pourcentage [du vote blanc] inférieur à celui d'Obama en 2012 (39%)». Pour la Chambre des représentants à Washington, l'appui des Blancs (de toutes les classes) aux candidats démocrates fut en moyenne de 49,6% entre 1980 et 1992, de 42,7% entre 1994 jusqu'à et y compris 2004, de 46,7% en 2006 et 2008, puis 38% en 2010 et 39% en 2012²²⁰. Aux présidentielles de 2004, le président Bush fils l'emporta auprès des hommes blancs par un pourcentage de quelque 62% contre 37%; mais le candidat démocrate John Kerry obtint une majorité de 59% à 38% auprès des hommes blancs syndiqués. En 2008, la classe ouvrière blanche se prononça à 58% en faveur du républicain McCain²²¹, mais les électeurs masculins blancs membres d'un syndicat firent porter leur choix sur Barack Obama à plus de 65%, comme on l'a vu. La portion syndiquée de cette classe ouvrière blanche maintenait donc sa préférence en faveur des démocrates, même s'il fallait souvent de grands efforts pour qu'elle se manifeste. Entre 2008 et 2012, années du premier mandat d'Obama, le pourcentage des électeurs blancs partageant certaines «attitudes anti-Noirs explicites» grimpa, passant de 47,6% à 50,9%; ce moment politique était marqué par le développement du Tea Party et des hostilités au sujet de l'Obamacare, un moment donc d'intensification des clivages et de durcissement des choix partisans. L'accentuation du «ressentiment anti-Noirs» chez les partisans républicains s'avérait le facteur principal de cette montée tout de même impressionnante de sentiments racistes dans le pays²²².

En tout état de cause, Teixeira et Rogers se penchaient sur la « majorité ouvrière oubliée » afin de trouver les voies et les moyens de son éloignement du conservatisme républicain et de sa rencontre politique avec les courants progressistes de la politique américaine. « La stratégie idéale, écrivent-ils, repose sur la reconnaissance du caractère central de cette majorité oubliée [dans l'évolution des États-Unis] et doit chercher à réunir les valeurs de ces électeurs et leur expérience économique, en d'autres mots faire disparaître la disjonction qui a marqué la période post-1973 à cet effet. Le parti politique qui sera en mesure d'accomplir [cette tâche] devrait mériter la loyauté à long terme de ces électeurs, donc, potentiellement, assurer la base d'une coalition dominante. » Ce parti doit évidemment être honnête et garder au pouvoir les positions qu'il a annoncées en campagne électorale. Ces positions doivent répondre au besoin de la jonction entre valeurs et expérience de la vie économique, en mettant l'accent sur les valeurs les plus communes au sein de cette classe ouvrière²²³. En fin de course, Teixeira et Rogers cherchent à cerner quels secteurs de la population pourraient aujourd'hui fournir une base à l'expansion de l'électorat démocrate. Les « familles syndiquées », consultation après consultation électorale, se singularisent par un taux de participation déjà très élevé et des appuis au Parti démocrate (relativement) sûrs et très majoritaires ; pour que la contribution du syndicalisme s'accroisse, il faudrait probablement qu'il soit lui-même en expansion, c'est-à-dire qu'il s'étende à de nouveaux groupes de salariés, qu'il recrute massivement. Ça n'apparaît pas possible. Semblablement, avec des niveaux d'appuis oscillant autour de 92 % à 95 % en faveur des démocrates, il est difficile d'imaginer en quoi l'apport des Africains-Américains à l'électorat démocrate pourrait être haussé. Quoi que l'on envisage, remarquent les deux auteurs, on en revient toujours à la classe ouvrière blanche oubliée qui, en soustrayant de ses rangs les travailleurs syndiqués, représente encore 45 % des électeurs. Surtout, faut-il de plus considérer, qu'il s'agit aussi du principal secteur de la population au sein duquel les républicains pourraient s'assurer de gains permanents²²⁴. Dans leur dernier chapitre, les auteurs procèdent finalement à l'élaboration d'une plateforme revendicative axée sur les besoins de sécurité économique de la classe ouvrière oubliée, que devrait mettre en avant, faut-il supposer, le Parti démocrate.

Comme plateforme de revendications, ce que proposent Teixeira et Rogers s'avère bien intéressant : assurance maladie, retraites suffisantes, formation professionnelle largement disponible, salaires décents et liberté syndicale, système public de garderies, notamment. Et ils avancent tout cela sous un angle « universel », c'est-à-dire qui vaudrait pour tout le monde et pas seulement pour certains groupes ciblés. Précisément, donc, une plateforme répondant à des besoins criants que révèle l'expérience économique de la classe

ouvrière. Cela dit, une plateforme n'est pas une « stratégie », même si chacun de ses éléments est accompagné de la justification montrant que discursivement il peut être vu telle une solution à un besoin pressant, exprimé dans le langage des valeurs partagées. Le discursif n'est pas une magie ; la plateforme peut servir à rassembler, à convaincre d'une action commune ou alors elle est adoptée par une organisation et peut devenir son flambeau. Par exemple, le livre *America's Forgotten Majority* expose fort clairement que la section syndiquée de la classe ouvrière participe plus à la vie politique que la section non syndiquée, qu'elle vote toujours majoritairement démocrate et que ses valeurs politiques se révèlent nettement plus conformes à ses besoins économiques²²⁵.

Mais les auteurs n'envisagent pas de stratégie concrète, un plan d'attaque pour en arriver à ce que la présence et le poids du syndicalisme permettent précisément de convaincre du bien-fondé de leur plateforme de nouvelles couches de la classe ouvrière. Peut-être d'ailleurs est-ce un creux que Ruy Teixeira a finalement jugé non comblable, puisqu'il en a abandonné la problématique. Vers la mi-décennie 2000-2010, en effet, il a plutôt conclu de ses études qu'un avenir de progrès pour les États-Unis reposait sur le « déclin en pourcentage des électeurs ouvriers et des Blancs ». Le « scénario » d'un avenir progressiste pour les États-Unis reposerait finalement sur « les Blancs [progressistes] de la classe moyenne, la hausse rapide des minorités en tant que proportion de l'électorat et le rapide déclin de la classe ouvrière blanche comme pourcentage à la fois de la population et de l'électorat²²⁶. En d'autres mots, submergée par cette convergence de facteurs liés à l'évolution démographique, la classe ouvrière des États-Unis perdrait sa faculté de nuisance... S'il y a place, dans un tel scénario, à l'activité militante, elle reviendrait, semble-t-il, à trouver les voies et les moyens d'une accentuation de l'efficacité de ces facteurs. En tout état de cause, ce dernier scénario désespérait de la classe ouvrière américaine ; il constituait de ce fait une transposition particulière, quel que soit le jugement que l'on porte à son endroit, de la situation de faillite du syndicalisme américain sur le terrain de la réflexion politique.

Sans revenir au bilan que nous avons nous-mêmes tracé quant à la position contemporaine du syndicalisme des États-Unis, il faut noter d'autres dimensions que celles qui ont été mentionnées ci-dessus afin de mieux cerner la situation de la classe ouvrière. Ainsi, dans un pays aussi vaste et diversifié que les États-Unis, les réalités régionales, notamment les cultures politiques et sociales régionales, pèsent incontestablement sur l'expression des réalités de nature classiste et leur manifestation électorale. Aux présidentielles de 2008, par exemple, et selon les définitions que l'on retient de la classe ouvrière, Obama reçut une majorité des voix *white working-class* de 68 % au Massachusetts, contre une maigre minorité de 11 % en Alabama ; semblablement, il put

compter sur de fortes majorités ouvrières blanches en Illinois, dans l'État de New York, au Wisconsin et dans l'État de Washington, et sur des majorités notamment en Iowa, au Michigan, au Minnesota, au New Hampshire – mais il reçut seulement 9 % des voix en Alabama et de quelque 11 % au Mississippi, selon une définition différente de la classe ouvrière. Il est tout aussi vrai, par ailleurs, que le critère de l'appartenance ethnoraciale reste à l'échelle nationale d'une grande importance: la « classe ouvrière non blanche » vota pour Obama en 2008 jusqu'à concurrence de 83 % ou de 86 % selon que l'on se base sur le niveau d'éducation ou le niveau des revenus pour baliser sa réalité²²⁷. Voilà bien qui confirme que la tragédie de la classe ouvrière américaine blanche est le très faible niveau de son organisation en syndicats, un type de mouvement dont le poids est quasi inexistant dans de vastes régions du pays souvent très développées pourtant et puissantes économiquement – tel le Texas; elle n'y existe pratiquement pas en tant qu'intervenant distinctif.

Ce fut sûrement un des aiguillons ayant amené l'AFL-CIO à créer en 2003 un groupe appelé Working America, qu'elle finança largement par la suite. Working America fut mis sur pied afin de s'adresser précisément aux gens de la classe ouvrière (blanche) qui ne sont pas syndiqués. On veut les associer à une organisation fondée sur des objectifs « économiques », à ce stade des objectifs concernant les « taxes, l'assurance maladie et l'éducation », en évitant « les questions relatives à la religion et aux armes à feu » le plus possible. Il s'agit d'une démarche manifestement instruite par le propos de Teixeira et Rogers dans leur livre dont on a parlé plus haut. Karen Nussbaum, « la directrice générale » de l'organisation, explique que ses gens tentent de convaincre les « électeurs du besoin de garder en tête la nécessité d'un changement dans l'économie », en espérant qu'ils passeront outre leur « peur du changement culturel ». Par le porte-à-porte, on recrute les membres, sans exiger de cotisations, mais en suggérant une petite contribution, précisément sur les questions économiques les plus pressantes, on leur adresse des dépliants, on les revisite en période électorale, en tentant de les convaincre lors d'une élection de porter leur choix sur son candidat préféré. En 2008, Working America comptait déjà 2,5 millions de membres et anima une troupe de quelque 450 travailleurs d'élection payés, très enthousiasmés par la candidature de Barack Obama. Il a été évalué que les membres de Working America votent en faveur des candidats démocrates appuyés par l'organisation à des niveaux tout à fait semblables à ceux des syndiqués de la centrale²²⁸. Ce succès réel ne remplace évidemment pas celui que donnerait une large percée du syndicalisme sur les lieux de travail, mais il montre concrètement que l'accent sur les besoins socioéconomiques des électeurs peut servir à contrecarrer les plateformes conservatrices...

Notes

1. S. Halimi et L. Wacquant, «Le révélateur électoral de novembre 2000», *Manière de voir*, 44 (octobre-novembre 2004), *Le Monde diplomatique: les États-Unis en campagnes*, Paris, 2004. George W. Bush n'allait véritablement mettre l'accent sur l'objectif d'une privatisation de la sécurité sociale mentionné au chapitre précédent qu'à l'occasion des présidentielles de 2004 et de son second mandat (même si le projet fut officiellement abordé durant le premier mandat).
2. Cette éventualité repose d'abord sur cette particularité que l'élection du président se fait sur un mode indirect plutôt que direct, c'est-à-dire que par son vote l'électorat sélectionne de grands électeurs, qui se sont commis explicitement en faveur d'un candidat à la présidence préalablement. Le nombre de grands électeurs équivaut dans chaque État à la somme des sièges à la Chambre des représentants qui lui reviennent, additionnée des deux sénateurs sur lesquels chaque État peut compter. À l'exception du Maine et du Nebraska, où les grands électeurs se répartissent selon les vainqueurs par circonscription, tous les États autres accordent l'ensemble de leurs grands électeurs au seul candidat arrivé en tête dans l'État. D'où cette incongruité de l'élection possible d'un candidat à la présidence pourtant battu par un adversaire majoritaire en voix et en proportion de l'électorat. Ce qui se produisit précisément en 2000.
3. E. J. Mc Caffery, A.N. Crigler et M.R. Just, «Introduction: A Tale of Two Democracies», 2004: 3-4.
4. Voir, pour ce qui précède: R.M. Alvarez, D.E. Sinclair et C.H. Wilson, «Counting Ballots and the 2000 Election: What Went Wrong?», 2004: 34-38; Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, 2^e édition, 2004: 525-527; Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, 2002: 761-764.
5. Pour une mise en contexte multidimensionnelle et une analyse politique et de droit constitutionnel convaincante, on peut se reporter à Charles L. Zelden, *Bush v. Gore: Exposing the Hidden Crisis in American Democracy*, coll. «Landmark Law Cases and American Society Series», 2010.
6. Anne Deysine, Aurélie Godet et collab., *L'empire de l'exécutif américain, 1933-2006*, 2008: 465.
7. Caren Boham, «L'emploi pique du nez aux États-Unis», dépêche de Reuters reprise dans *Le Devoir*, 11-12/01/2003: C3; Agence France-Presse, «Hémorragie technologique», dépêche reprise dans *Le Devoir*, 11-12/01/2003: C3.
8. Pascal Reynard, Agence France-Presse, «La faillite attend American Airlines si les salariés refusent de se serrer la ceinture» reprise dans *Le Devoir*, 12-13/04/2003: C3; Agence France-Presse, «United Airlines obtient des concessions de ses employés», dépêche reprise dans *Le Devoir*, 12-13/04/2003: C3; Agence France-Presse, «Les dirigeants d'American Airlines ont droit à des avantages financiers», dépêche reprise dans *Le Devoir*, 19-20/04/2003.
9. Voir Clyde Prestowitz, *Rogue Nation: American Unilateralism and the Failure of Good Intentions*, 2003: en particulier 101-167, 180-191. Louis Balthazar, «Le contexte de la formulation de la politique étrangère», 2003: 139. La citation est prise du texte de Balthazar.
10. Chiffres tirés du rapport de la Federal Election Commission sur les élections de 2004 paru en 2005. Disponible sur le site de la Commission.
11. Frank Rich, *The Greatest Story Ever "Sold": The Decline and Fall of Truth*, 2006: 63.
12. Louis Gill, *La crise financière et monétaire mondiale: endettement, spéculation, austérité*, 2011: 8.
13. *Ibidem*: 45.
14. C'est-à-dire cette exception d'un mouvement ouvrier dont l'action politique n'a pas débouché sur la mise en forme d'un grand parti historique qui lui soit distinctif, une exception d'envergure internationale dans les pays capitalistes avancés. On utilise par ailleurs aujourd'hui la notion d'exceptionnalisme des États-Unis en lui donnant d'autres significations tout aussi bien, que nous indiquerons plus loin.
15. Nous avons exposé notre analyse à cet égard et justifié cette affirmation dans Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003: notamment, 35-41, 83-118, 121-124, 148-156.
16. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*: 764.
17. «Évènement: des Faucons qui foncent sur l'Irak», *Libération.fr*, 13/09/2002.

18. *New York Times*, “Dueling Power Centers”, 07/01/2001 : 16.
19. *Ibidem*.
20. R.H. Zieger et G.J. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 2002 : 266; B. Fletcher Jr. et F. Gapsin, *Solidarity Divided: The Crisis of Organized Labor and a New Path toward Social Justice*, 2008 : 125-126.
21. *New York Times*, 17/12/2000 : 1, 50.
22. Capucine Edou, «“Compassionate Conservatism” : un renouveau idéologique pour les républicains? », *Démocratie et Socialisme*, n° 79, novembre 2000 : 9-10.
23. Doug Saunders, “Bush’s Christian Guru Aims to Reshape America”, *Globe and Mail*, 13/01/2001 : A1, A6.
24. *Ibidem*: A6.
25. *Ibidem*.
26. D. Johnston et N.A. Lewis, “Conservatives’ Big Push Helped Ashcroft Win Justice Dept. Post”, *New York Times*, 07/01/2001 : 1, 16.
27. Andrew Cohen, “Bush’s Foes Take Aim at Norton, Ashcroft”, *Globe and Mail*, 13/01/2001 : A16.
28. Ed Doerr, “A Little Texas Barbecue”, “Letters”, *The Nation*, vol. 280, n° 2, 10-17/01/2005 : 2.
29. On se rappellera que l’élection de 2000 avait débouché sur un Sénat composé à égalité 50-50 entre démocrates et républicains. Dans un tel cas, la constitution stipulait que le vice-président du pays, qui occupe le poste de président d’assemblée au Sénat, a droit de vote, ce qui avait donné le contrôle des travaux et des commissions du Sénat aux républicains jusque-là.
30. Déclaration de James M. Jeffords donnée en explication de sa rupture avec les républicains traduite et reproduite en partie par le journal *La Presse*, 26/05/2001 : A14.
31. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006 : 2-3, 14.
32. U.S. Department of Labor, *Major Work Stoppages in 2001*, 22 mars 2002.
33. Statistiques rapportées par J.M. Stonecash, M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization*, 2003 : 121.
34. B. Ehrenreich et T. Geoghegan, “Lighting Labor’s Fire”, *The Nation*, vol. 275, n° 22, 23/12/2002 : 11-16, statistiques prises de la page 15.
35. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, 2006 : 16. Les nombres rapportés sont ceux dans l’un et l’autre cas de 2004.
36. *Ibidem*: 64-65.
37. Guy Taillefer, « Un scrutin pour experts : pour le commun des électeurs américains, la campagne en cours ne revêt pas grand intérêt », *Le Devoir*, 02-03/11/2002 : B3.
38. Louis Uchitelle, “Stagnant Wages Pose Added Risks to Weak Economy”, *New York Times*, 11/08/2002 : 1, 20.
39. Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 227-228
40. D. Leonhardt et D. Altman, “Weak Growth Means Few Jobs, and Pain is Felt Far and Wide”, *New York Times*, 13/10/2002 : 1, 30. Les propos cités sont de Francine L. Blau, spécialiste de l’Université Cornell interviewée par Leonhardt et Altman.
41. Rapporté par l’Associated Press et La Presse canadienne, *Le Devoir*, 25-26/09/1999 : C7.
42. *New York Times*, 13/08/2000 : 16.
43. John Sweeney, “Mourn for the Dead, Honor the Living”, *America@Work*, octobre 2001 : 7.
44. “Unions Reach Out to Enron Workers”, *America@Work*, avril-mai 2002 : 14-15.
45. Louis Gill, *Le néolibéralisme*, 2002 : 47-48.
46. *Ibidem*: 49.
47. John Nichols, “What Dick Cheney Knew? *The Nation*, mars 2002.
48. Par exemple, au moins six membres des deux dernières générations Bush, dont les deux présidents, ont semblé compromis par des comportements d’affaires à tout le moins douteux; voir *Village Voice*, 19/09/2000 : 37.
49. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 67 ; nous reprenons ici son analyse.

50. Eric Leser, « Les Américains prennent peur pour leurs retraites et leurs économies », *Le Monde*, 29/01/2002 : 4.
51. Louis-Gilles Francœur, « Retour d'ascenseur », *Le Devoir*, 30/11 et 01/12/2002 : A1, A10.
52. Agence France-Presse, « Le Congrès adopte formellement le plan de réductions d'impôts », *Le Devoir*, 24-25/05/2003 : C5, Agence France-Presse, « Les Nobel se mobilisent contre le plan de relance », *Le Devoir*, 08-09/02/2003 ; l'article cité est celui du 08-09/02/2003.
53. Eric Leser, *Le Monde*, 24/07/2002 : 11. À la fin de 2002, on apprenait que la « caisse de retraite de Ford [était] sous-financée jusqu'à concurrence de 7,2 milliards de dollars », *Le Devoir*, 11-12/01/2003 : C5.
54. Louis Gill, *La crise financière et monétaire mondiale* : 29-31, citations 30, 31.
55. Voir James Traub, « Common Talk », *The New York Times Magazine*, 13/10/2002 : section 6, 23-24.
56. CNN.com/U.S., « Afghanistan Wakes after Night of Intense Bombings », 07/10/2001.
57. Philip S. Golub, « Autoritarisme, une étude de cas », *Le Monde diplomatique*, octobre 2007 : 8-9, citation 8.
58. *Ibidem*; le texte tiré du *New York Times* est traduit en français par Golub : 9
59. John E. Owens, « George W. Bush, the 'War on Terror' and the New Constitutional Equilibrium », 2007 : 152.
60. Philip S. Golub, « Aux origines de la guerre antiterroriste : retour à une présidence impériale aux États-Unis », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002 : 8-9.
61. Propos traduit et rapporté dans Anne Deysine, Aurélie Godet et collab., *L'empire de l'exécutif américain, 1933-2006*, 2008 : 122.
62. Andrew Rudalvige, « Marking the Boundaries: The Advantages and Dangers of a 'Unitary Executive' », 2007 : 107-118, citations 109, 110-111.
63. Anne E. Deysine, « Présidence contre Cour suprême : de véritables freins et contrepoids? », 2007 : 89, 94. Voir aussi l'analyse d'Adam Nagourney, « Shift of Power to White House Reshapes Political Landscape: Influence over Congress Grows but So Do Risks », *New York Times*, 22/12/2002 : 1, 40.
64. Jean-Guy Doublet, « Bush veut pouvoir frapper le premier », dépêche de l'Agence France-Presse, reprise dans *Le Devoir*, 21-22/09/2002. Dans un article publié en 2004, intitulé « Quitte ou double », *Manière de voir*, 4, octobre-novembre 2004 : 6-7 (*Le Monde diplomatique*), Ignacio Ramonet fait remarquer que le « budget militaire des États-Unis était [...] [non seulement] le plus important du monde, [mais] qu'il représen[tait] le double de la somme totale des budgets de défense des cinq premières puissances [...] de l'UE (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Espagne) ».
65. Anne Deysine, Aurélie Godet et collab., *L'empire de l'exécutif*: 129.
66. *Ibidem*: 124-125.
67. *Ibidem*; citations, 125.
68. Voir E.L., « Vers une surveillance généralisée de la société américaine », *Le Monde*, 16/05/2003 : 21.
69. Philippe Rivière, « Démolisseurs des libertés américaines », *Le Monde diplomatique*, mars 2003 : 22.
70. D. Johnson, J. Risen et N.A. Lewis, rédigé par D. Johnson, « Administration Begins to Rewrite Decades-Old Spying Restrictions », *New York Times*, 30/11/2002 : A1, A12.
71. Ignacio Ramonet, « Adieu libertés », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002 : 1.
72. « L'armée américaine pourra désormais être mobilisée pour le maintien de l'ordre intérieur », *Le Monde*, 19/04/2002 : 5.
73. D. Johnston, J. Risen et N.A. Lewis, « Administration Begins to Rewrite » : A12.
74. Anne Deysine, Aurélie Godet et collab., *L'empire de l'exécutif*: 370.
75. Craig Aaron, « Mission Accomplished? Lowlights of the Bush Administration », *Dissent*, vol. 51, n° 3, été 2004 : 8-9 pour les citations qui précèdent.

76. Association canadienne des professeurs et professeures d'université / Canadian Association of University Teachers, « Agency Denounces Academics for Anti-War Sentiments », *Bulletin*, vol. 48, n° 10, décembre 2001 : A5.
77. Harry Black, « De la démocratie en Amérique », *Oiseau-Tempête*, n° 11, été 2004 : 19.
78. Craig Aaron, « Mission Accomplished? » : 7.
79. Nous reprenons dans ce paragraphe et le suivant l'analyse que présente Donald P. Moynihan dans son article « Homeland Security and the U.S. Public Management Policy Agenda », *Governance*, 18, 2005 : 177.
80. Y. Chappoz et P.C. Pupion, dir., *Le New Public Management / Gestion et management public*, vol. 1, n° 2, 2012 : 1-3, citations 1.
81. Donald P. Moynihan : 175.
82. Voir AFL-CIO, « DHS Ruling Deals Administration a Setback. Another Federal Court Victory for Collective Bargaining », *AFL-CIO*, document consulté sur le site de l'AFL-CIO le 25/03/2007.
83. Douglas Brooke et collab., *Legislating Civil Service Reform: The Homeland Security Act of 2002*, 2006 : 45.
84. Brittany Ballenstedt, « Homeland Security Scraps Plans for Personnel Systems », *Government Executive*, 02/10/2008 ; voir aussi Anne Deysine, « Présidence contre Cour suprême » : 94-100.
85. AFL-CIO, « DHS Ruling ».
86. Pour les citations de ce paragraphe, Brittany Ballenstedt, « Homeland Security ».
87. Gordon Lafer, « Fighting on Two Fronts: A Union Perspective on the War on Terrorism », *Dissent*, vol. 49, n° 4 (automne 2002) : 7.
88. *Ibidem* : 8.
89. Voir l'article de Marc Cooper, « Labor Sifts the Ashes », *The Nation*, 29/10/2001 : 18-20.
90. Nous suivons dans ce paragraphe l'explication de B. Fletcher Jr. et A. Gapasin, dans *Solidarity Divided: The Crisis in Organized Labor and a New Path toward Social Justice*, 2008 : 117-118.
91. Marc Cooper, « Labor Sifts the Ashes » : 19 ; voir aussi John Nichols, « The Democrats' Dilemma », *The Nation*, 29/10/2001 : 15-18.
92. Nous suivons dans ce paragraphe au plus près ce qu'écrivent B. Fletcher Jr. et F. Gapasin, *Solidarity Divided* : 118.
93. Adam Nagourney, « Shift of Power to White House Reshapes Political Landscape », *New York Times*, 22/12/2002 : 1, 40.
94. Voir sur l'Allemagne réunifiée la politique du syndicalisme à cet effet, ses difficultés et ses succès dans Lowell Turner, *Fighting for Partnership: Labor and Politics in Unified Germany*, 1998.
95. Steven Greenhouse, « Democrats Look to Clout of Unions as Vote Nears », *New York Times*, 23/10/2010 : A12, cité dans Michael Zweig, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 2012 : 187.
96. Voir notamment Harry Braverman, « Labor and Politics », 1959, en particulier : 102-112.
97. Voir Paul Buhle, *Taking Care of Business, Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland and the Tragedy of American Labor*, 1999 : 146-147.
98. Joseph A. McCartin, « Solvents of Solidarity: Political Economy, Collective Action and the Crisis of Organized Labor, 1968-2005 », 2010 : 223.
99. *Ibidem* : 231, 233.
100. *Ibidem* : 217-239, citations 225, 233, 234.
101. Nick Salvatore, « The Decline of Labor: A Grim Picture, A Few Proposals », *Dissent*, vol. 39, n° 1, hiver 1992 : 86-92.
102. R. Johnston et B.E. Shafer, « Social Structure and Policy Preference in the Transformation of the American Party System », 1952-2004 : 8 n 7.
103. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008 : 185 ; Steven Greenhouse, « Share of the Work Force in a Union Falls to a 97 Year Low, 11,3% », *New York Times*, 23/01/2013.
104. Eduardo Porter, « Unionizing the Bottom of the Pay Scale », *New York Times.com*, 04/12/2012.
105. Voir Misha Gaus, « Pension Agency Hands Down Giant Cuts to Steelworkers », *Labor Notes*, juillet 2008, n° 352 : 1, 4.

106. Nous avons élaboré plus précisément cette explication dans Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers*: 78-86.
107. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis: les temps difficiles*, 2009: 177-178.
108. B. Fletcher et F. Gapasin, *Solidarity Divided*: 168-169, 175.
109. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis*: 178-179.
110. H.E. Olam et E.S. Stamper, "The Suspension of the Davis-Bacon Act and the Exploitation of Migrant Workers in the Wake of Hurricane Katrina", 2006: 145-146. Pour une présentation plus complète de la politique du gouvernement fédéral, toute régressive, eu égard aux autres milieux de travail dans l'activité de reconstruction de la région touchée par Katrina, voir: Mark Brenner, « Katrina's Aftermath Transforms Work in the Gulf Region », *Labor Notes*, n° 324, mars 2006: 1, 14.
111. Erik Eckholm, "Recession Raises Poverty Rate to a 15-Year High", *New York Times*, 16/09/2010.
112. *Ibidem*. Par « complications nouvelles », nous entendons la perte des programmes de retraite à prestations déterminées, les compressions dans les avantages sociaux liés à l'emploi, la hausse draconienne du niveau des contributions des employés à l'assurance maladie, hausse imposée par les employeurs dans les milieux syndiqués et, bien sûr, non syndiqués, etc.
113. Selon le titre de l'*Economic Policy Institute Newsletter*, datée du 31/08/2012.
114. Voir Mark Brenner, "Public Sector, Public Good", *Labor Notes*, janvier 2011, n° 382: 1, 7, et "Public Employees: Myths and Realities", *ibidem*: 7, 13.
115. Howard Ryan, "Wisconsin Labor Jams Capitol to Resist Governor's Attacks", *Labor Notes*, mars 2011, n° 384: 1, 6; Jane Slaughter, "Wisconsin Changes Everything", *Labor Notes*, avril 2011, n° 385: 1, 14; Barbara Smith, "A Fantastic Tale for a Winter's Night...", *ibidem*: 7.
116. Steven Greenhouse, "Wisconsin's Legacy for Union", *New York Times*, 22/02/2014, <http://nyti.ms/myxclub>; "Wisconsin Q & A", *Labor Notes*: avril 2011, n° 385: 7; citations prises de Greenhouse, dont le dossier sur l'état du syndicalisme public au Wisconsin nous a servi ici directement.
117. Steven Greenhouse, *ibidem*: 4-5.
118. U.S. Bureau of Labor Statistics, Midwest Information Service, "Union Members in Wisconsin – 2017", consulté en ligne.
119. Jeremy Brecher, *Strike!*, 2014: 337-338.
120. Selon Frank Emspak, "The Wisconsin Uprising", 2010: 107, cité dans Jeremy Brecher, *Strike!*: 338.
121. Jeremy Brecher, *Strike!*: 343.
122. Priscilla Murolo, "Five Lessons from the History of Public Sector Unions", *Labor Notes*, juin 2018, n° 471: 10-11, citation 11.
123. En 2017: le secteur public est syndiqué à quelque 34,4%, le secteur privé à 6,5%: *News Release*. Bureau of Labor Statistics, U.S. Department of Labor, "Union Members – 2017".
124. Adam Liptak, "Supreme Court Delivers a Sharp Blow to Labor Unions", *New York Times*, 27/06/2018.
125. "Are Unions Facing the Eve of Destruction? Supreme Court Outlaws Agency Fees in the Public Sector", Foley and Lardner LLP, *Legal News: Labor and Employment*, 28/06/2018, disponible en ligne.
126. R. Milkman et S. Luce, "The U.S. Labor Market During and After the Great Recession", 2017: 12.
127. *Ibidem*: 22; c'est Milkman et Luce qui citent les propos de Joseph Slater, tirés de son article "The Strangely Unsettled State of Public Sector Labor in the Past 30 Years", *Hofstra Labor and Employment Law Journal*, 30, 2, 2013: 504-535.
128. Christopher Drew, "Union Panel Urges Approval of Lockheed Contract", *New York Times*, 25/06/2012.
129. *Ibidem*.
130. Steven Greenhouse, "Volkswagen Vote is Defeat for Labor", *New York Times*, 15/02/2014: B1; Steven Greenhouse, "Defeat of Auto Union in Tennessee Casts Its Strategy Into Doubt", *New*

- York Times*, 16/02/2014 : Business Day, News Analysis; Steven Greenhouse, “At a Nissan Plant in Mississippi, a Battle to Shape the UAW’s Future”, *New York Times*, 06/10/2013; citation tirée de l’article du 15/02/2014.
131. Voir notamment P. Healy et M. Davey, “Conservatives and their Cash Lined Up Early Behind Walker”, *New York Times*, 08/06/2015 : A1.
 132. Voir le dossier établi par Mary Bottari, “Behind *Janus*: Documents Reveal Decade-Long Plot to Kill Public Sector Unions”, *In These Times*, 22/02/2018 (numéro de mars); c’est Bottari qui cite Skocpol.
 133. *Ibidem*: 1.
 134. AFL-CIO, *Proposed Resolutions and Constitutional Amendment; 26th Constitutional Convention of the AFL-CIO*, 2009 : 3.
 135. Julie Bosman, “Wisconsin Governor Signs Bill Limiting Corruption Enquiries”, 24/10/2015. Bosman rapporte les propos de Jay Heck, de Common Cause, jugeant l’exclusion des « élections, le financement..., l’éthique » d’enquêtes qui auraient auparavant pu justifier l’utilisation de l’instrument d’investigation maintenant prohibé.
 136. Aaron Bernstein, “Can this Man Save Labor?”, *Business Week*, 13/09/2004 : 86.
 137. Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*, 2008 : 187.
 138. Bill Fletcher Jr. et Fernando Gapasin, *Solidarity Divided*: 126-127; le chapitre 13 de ce livre présente une critique très convaincante de cette orientation de McCarron, qu’il qualifie « d’idéologisation du travail de la syndicalisation », une vision isolant le recrutement des autres dimensions de la vie des travailleurs salariés, dimensions qui, d’un côté, contribuent à la définition concrète de la relation d’emploi (rapports du pouvoir et de domination, capacité politique, etc.) et, d’un autre côté, dimensions qui exigent aussi des réponses du syndicalisme pour être traitées sur leur propre terrain.
 139. David Moberg, “Comment. A Union of Unions”, *The Nation*, vol. 278, n° 15, 19/04/2004 : 21-22; Dan Clawson, “U.S. Labour and the Neoliberal Challenge: Destruction or Upsurge?”, 2007 : 267-268; citation tirée de Clawson, 268.
 140. Aaron Bernstein, “Can this Man Save Labor?” : 80, 82; citations, 82.
 141. Liza Featherstone, “Comment. Will Labor Come Back?”, *The Nation*, vol. 279, n° 8, 20/09/2004 : 7-8.
 142. Steven Greenhouse, “Five Unions to Create a Coalition on Growth”, *New York Times*, 13/06/2005 : A12.
 143. Thomas B. Edsall, “Four Big Unions Boycott AFL-CIO Convention and May Split Away”, *washingtonpost.com*, 25/07/2005.
 144. Voir Ron Fournier, “Teamsters, SEIU Bolt AFL-CIO Federation”, *washingtonpost.com*, 25/07/2005.
 145. David Moberg, “Labor Debates Its Future”, *The Nation*, vol. 280, n° 10, 14/03/2005 : 12-13; Janice Fine, entrevue avec Andrew Stern, *The Nation*, vol. 281, n° 4 : 01/08/2005 : 18, citation tirée de Fine.
 146. Voir Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism*: 190.
 147. Ce paragraphe est fondé sur un longue entrevue qu’Andrew Stern a accordée à Rick Kirkland pour la revue *Fortune* du 10/10/2006; les citations sont prises de cette entrevue, consultée en ligne.
 148. *Ibidem*.
 149. *Ibidem*.
 150. Steven Greenhouse, “Andy Stern to Step Down as Chief of Politically Active Union”, *New York Times*, 13/04/2010; consulté en ligne.
 151. Rapporté dans B. Fletcher Jr. et F. Gapasin, *Solidarity Divided*: 140.
 152. Janice Fine, “Debating Labor’s Future: A Forum Edited by Janice Fine”, *The Nation*, vol. 281, n° 4, 01/08/2005 : 15-22.
 153. Steven Greenhouse, “For Chairwoman of Breakaway Labor Federation, Deep Roots in the Movement”, *New York Times*, 10/10/2005 : A14; Harold Meyerson, “The Second Front: Change

- to Win Plans Come into Focus”, *The American Prospect on Line Edition*, 28/09/2005, Rick Kirkland, “The New Face of Labor”, *Fortune*, 10/10/2006; citations tirées de Meyerson.
154. Rick Kirkland, *ibidem*.
 155. Steven Greenhouse, “Andrew Stern to Step Down as Chief of Politically Active Union”, *New York Times*, 10/04/2010.
 156. Rapporté dans David Moberg, “Laboring Toward Election Day”, *The Nation*, 12/10/2006.
 157. Steven Greenhouse, “Andrew Stern to Step Down”.
 158. Ted Fertik, “Why SEIU Backed Hillary”, *Jacobin*, 11/2015.
 159. Rachel Aleks, “Estimating the Effect of ‘Change-to-Win’ on Union Organizing”, 2015, pour ce qui précède.
 160. *Ibidem*.
 161. Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 120-121.
 162. *Ibidem*: 123.
 163. Steven Greenhouse, “National Briefing”, *New York Times*, 10/05/2006; Steven Greenhouse, “After Quitting AFL-CIO, Group Suggests Reunion of Sorts”, *New York Times*, 25/04/2006.
 164. David Moberg, “Laboring Toward Election Day”, *The Nation*, 30/10/2006; Barb Kucera, “Union Vote Made the Difference, Leaders Say”, *Workday Minnesota*, 09/11/2006.
 165. David S. Broder, « Le président privé de sa majorité automatique », *Washington Post*, texte traduit et publié par *Courrier international*, n° 86, 13-19/04/2006 : 23. C’est ce texte que nous utilisons dans ce paragraphe.
 166. Dépêche de l’Associated Press, “Organized Labor Pushes Pro-Worker Agenda”, reprise dans le *New York Times*, 13/11/2006; Steven Greenhouse, “Labor Movement Dusts Off Agenda as Power Shifts in Congress”, *New York Times*, 11/11/2006. Citations tirées de la dépêche de l’Associated Press.
 167. *Labor Notes*, « News and Watch », n° 352, 07/2008 : 4.
 168. Agence France-Presse, « Le Congrès américain... », dépêche reprise dans *Le Devoir*, 23-24/06/2007 : A7.
 169. *Ibidem*.
 170. Steve Holland, « John McCain prend ses distances de George Bush », dépêche de l’Agence Reuters, publiée dans *Le Devoir*, 03-04/05/2008 : A11.
 171. Joseph A. McCartin, “Democratizing the Demand for Workers’ Rights”, *Dissent*, vol. 52, n° 1, hiver 2005 : 61-66, citations 61 ; Andrew Battista, *The Revival of Labor Liberalism* : 185-187.
 172. Thomas Frank, “It’s Time to Give Voters the Liberalism They Want”, *Wall Street Journal*, en ligne, consulté le 19 novembre 2008.
 173. Joseph Hower, “Telling Labor’s Story: Exposing the Anti-Union NLRB”, *LAWCHA* (Labor and Working-Class History Association), *Newsletter*, printemps 2008 : 3.
 174. Voir Louis Gill, « L’austérité en question », *L’Action nationale*, vol. CIII, n° 5, mai 2013.
 175. Robert B. Reich, “Stronger Unions Can Help Us Get Out of this Mess”, *CCPA* (Canadian Center for Policy Alternatives), *Monitor*, avril 2009 : 32.
 176. Steven Greenhouse, “AFL-CIO Sidesteps Endorsements – for Now”, *New York Times*, 08/08/2007, et Steven Greenhouse, “Laboring for Union Support”, *New York Times*, 18/12/2007.
 177. CBS News, “Obama Struggles to Get Union Support”, *CBSNews.com*, consulté le 03/01/2008.
 178. Anne Burger, “Remarks by CTW on the Release of the Spring 2008 American Dream Survey”, 03/03/2008.
 179. *American Dream Survey*, Lake Research Partners, 03/03/2008; les résultats du sondage sont disponibles en ligne de même que les remarques qu’ils inspirèrent à la centrale Chose-to-Win à l’adresse correspondant au titre du sondage.
 180. W.T. Bianco et D.T. Canon, *American Politics Today*, 2^e édition, 2011 : 299-300.
 181. Selon une analyse de Max Uhlenbeck, « Shifting Landscapes: Obama and the Movement », publiée dans *Left Turn*, 01/12/2008, qui reprend les propos de Carl Davidson, un militant du réseau des « Progressives for Obama ».

182. Matthew Kaminski, entrevue d'Andrew Stern, "Let's 'Share the Wealth'", *Wall Street Journal*, 06/12/2008, consulté en ligne le 07/12/2008.
183. Steven Greenhouse, "After Push for Obama, Unions Seek New Rules: Priority is to Make it Easier to Unionize", *New York Times*, 09/11/2008 : 25.
184. *Ibidem*.
185. B. Mullins et K. Maher, "Labor Woos Whites for Obama", *Wall Street Journal*, 07/10/2008, consulté en ligne le 17/11/2008.
186. Voir de Pallavi Gogoi, "Judge Shoots Down BoFA Settlement", *U.S.A. Today*, 15/09/2009, et "Obama Warns Wall Street against Return to Old Ways", *ibidem*.
187. Cette remarque au sujet de Wall Street est d'Alexander Cockburn, « Oh-oh Obama », article publié dans *The Nation* et repris dans *The CPPA Monitor*, novembre 2009.
188. Ed Finn, "High Hopes for Obama Presidency Are Probably Unjustified", *The CPPA Monitor*, décembre 2008-janvier 2009.
189. Jim Guiliano, "Get-tough Labor Dept Under Obama?", *H.R. Morning.com*, 04/12/2008, consulté en ligne le 17/12/2008, et E.J. Melzer, "Granholm Maxwell Mentioned in Secretary of Labor Sweepstakes", *The Michigan Messenger*, 04/12/2008, consulté en ligne le 13/12/2008.
190. E.J. Melzer, *ibidem*.
191. Sur Hilda Solis, voir Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*: 33.
192. Voir les articles de Steven Greenhouse parus dans le *New York Times* les 22/05/2011, 25/05/2011 et 30/08/2011.
193. Steven Greenhouse, "Democrats Drop Key Part of Bill to Assist Unions", *New York Times*, 17/07/2009, consulté en ligne.
194. Steven Greenhouse, "Democrats Drop Key Part of Bill to Assist Unions", *New York Times*, 17/07/2009, consulté en ligne.
195. S. Gay Stolberg et S. Greenhouse, "Pace of Change Under Obama Frustrate Unions", *New York Times*, 07/09/2009, consulté en ligne.
196. Esther Kaplan, "Can Labor Revive the American Dream?", *The Nation*, 26/01/2009.
197. Voir Noam Scheiber, "As His Term Wanes, Obama Champions Workers' Rights", *New York Times*, 31/08/2015, consulté en ligne.
198. René Denis, « Obama boit la tasse de... Tea », *La Dépêche* (journal du Syndicat des professeurs et professeurs du cégep Édouard-Montpetit), novembre 2010.
199. John Fritze, "Health Insurance Costs Jump in 2009", *USA Today*, 16/09/2009 : 6A.
200. Par exemple DeWayne Wickham, "Conservatives Undercut Health Reform at Their Peril", *USA Today*, 15/09/2009 : A11.
201. Voir Donald Cuccioletta, *Où vont les États-Unis?: espoirs et clivages d'une société en crise*, 2013 : 42-45.
202. Editorial Board, "Malicious Obstruction in the Senate", 28/03/2013, consulté en ligne.
203. Mischa Gaus, "Labor's 'Medicare for All' Advocates Test Strength Before Health Care Debate", *Labor Notes*, n° 359, février 2009 : 3, et "HR676 Resolutions Submitted to AFL-CIO Convention", mis en ligne le 12/08/2009. Le mot d'ordre du « Medicare for All! » veut exprimer que le régime universel d'assurance maladie disponible pour les aînés de 65 et plus devrait s'appliquer à l'ensemble de la population.
204. Donald Cuccioletta, *Où vont les États-Unis?:* 42-43.
205. Steven Greenhouse, "The Labor Lobby; Unions Push Public Option", *New York Times*, 09/10/2009, consulté en ligne.
206. Corine Lesnes, « M. Obama défié par la gauche du Parti démocrate », *Le Monde*, 18/12/2009 : 6.
207. Michael Moore, "The Obamacare We Deserve", *New York Times*, 31/12/2013.
208. Pour une évaluation critique de l'Obamacare finalement adopté, voir le texte de Ralph Nader, « Canada's Medicare System is Far Better than U.S. Obamacare », *CCPA Monitor*, mars 2014 : 10, dans lequel il présente vingt-deux éléments de comparaison avec le système de santé au Canada, tous au désavantage du système nouveau des États-Unis.

209. Ruth Milkman et Stephanie Luce, "The U.S. Labor Market during and after the Great Recession", 2017 : voir la première partie, notamment les trois premiers tableaux et la discussion des données qui y sont consignées.
210. Voir notre *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire?*, 2003.
211. Jack Metzgar, "Two Cheers for the Decline of the White Working-Class Voters", *Categories: the Working Class and the Economy*, 30/03/2009.
212. *Ibidem*.
213. B. Mullins et K. Maher, «Labor Woos Whites for Obama», *Wall Street Journal*, 07/10/2008, consulté en ligne le 17/11/2008.
214. Nous avons traité antérieurement cette question. Pour rappel : la notion de vote ouvrier, ou de vote de classe, ainsi comprise, pourrait être circonscrite en nous servant des balises que nous avons mises en exergue, grâce aux contributions de quelques auteurs, pour définir le caractère social d'une organisation, c'est-à-dire son rôle dans les rapports sociaux de pouvoir.
215. Jack Metzgar, "Two Cheers for the Decline of the White Working-Class Voters".
216. R. Teixeira et J. Rogers. *America's Forgotten Majority: Why the White Working-Class Still Matters?*, 2000 (réédité en 2009) : 8-17, 53-63.
217. R. Teixeira et J. Rogers, *America's Forgotten Majority* : 17.
218. *Ibidem* : 31-32.
219. *Ibidem* : 19.
220. Thomas B. Edsall, "The Persistence of Racial Resentment", section "Opinionator", *New York Times*, 06/02/2013 ; consulté en ligne le 02/08/2013.
221. Jack Metzgar, "Two Cheers".
222. Résultats d'une analyse de J. Pesek, J.A. Krosnick et T. Tompron, "The Impact of Anti-Black Racism on Approval of Barack Obama's Job Performance and on Voting in the 2012 Presidential Election", rapportés par Thomas B. Edsall, "The Persistence of Racial Resentment".
223. R. Teixeira et J. Rogers, *America's Forgotten Majority* : 20.
224. *Ibidem*, voir le 5^e chapitre de la première édition.
225. Ce que les auteurs jugent plus rationnel, raisonnable et raisonné ; nous le mentionnons avec cette note de renvoi, mais il n'est pas de notre propos d'aborder cette dimension de leur apport.
226. C'est Jack Metzgar, dans son article «Two Cheers for the Decline of the White Working-Class», qui présente cette évolution de la pensée de Teixeira.
227. Les données de ce paragraphe sont tirées de Jack Metzgar, «The White Working-Class Vote in 2008», *Categories: Jack Metzgar Working-Class Politics*, 15/12/2008 ; consulté en ligne le 30/08/2009.
228. Voir B. Mullens et K. Maher, "Labor Woos Whites for Obama", *Wall Street Journal*, 07/10/2008, consulté en ligne le 17/11/2008.

LES MESURES INCONTOURNABLES DE LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

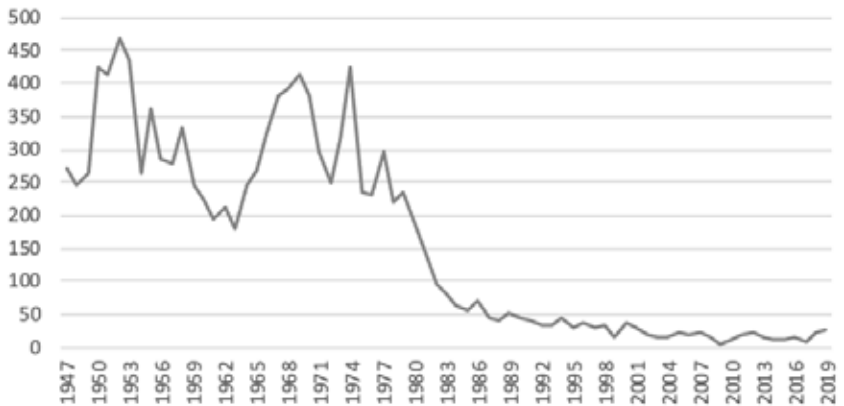
1. NOMBRE DE JOURS DE GRÈVES* DANS L'ANNÉE CONCERNANT PLUS DE 1000 TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS 1947-2019



* La catégorie statistique «work stoppages» inclut aussi bien les lock out que les grèves aux États-Unis; mais les «arrêts dans l'activité de travail» sont très largement, presque uniquement, le produit de grèves, d'où l'utilisation habituelle de ce substantif pour les caractériser.

SOURCE: Handbook of US labor statistics 2009, 12th edition et U.S Bureau of Labor Statistics et Work stoppages data, <https://www.bls.gov/wsp/> (consulté le 14 mai 2020)

2. NOMBRE DE GRÈVES CONCERNANT PLUS DE 1000 TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS 1947-2019



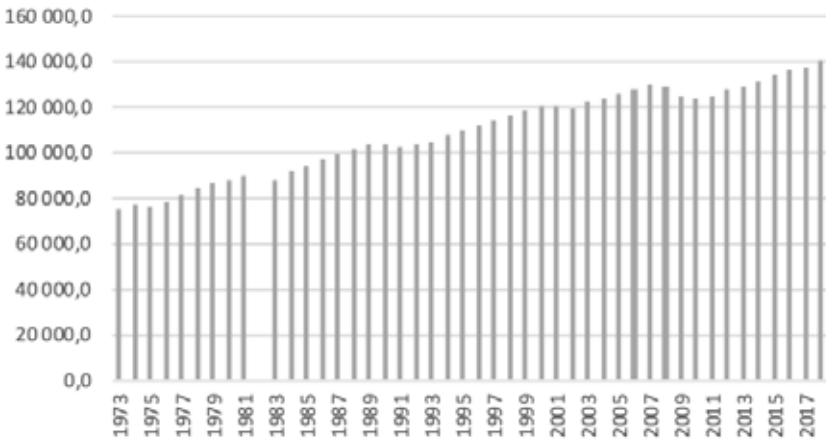
SOURCE: Handbook of US labor statistics 2009, 12th edition et U.S Bureau of Labor Statistics et Work stoppages data, <https://www.bls.gov/wsp/> (consulté le 14 mai 2020)

3. NOMBRE DE TRAVAILLEURS PARTICIPANT À DES GRÈVES CONCERNANT PLUS DE 1000 TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS 1947-2019



SOURCE: Handbook of US labor statistics 2009, 12th edition et U.S Bureau of Labor Statistics et Work stoppages data, <https://www.bls.gov/wsp/> (consulté le 14 mai 2020)

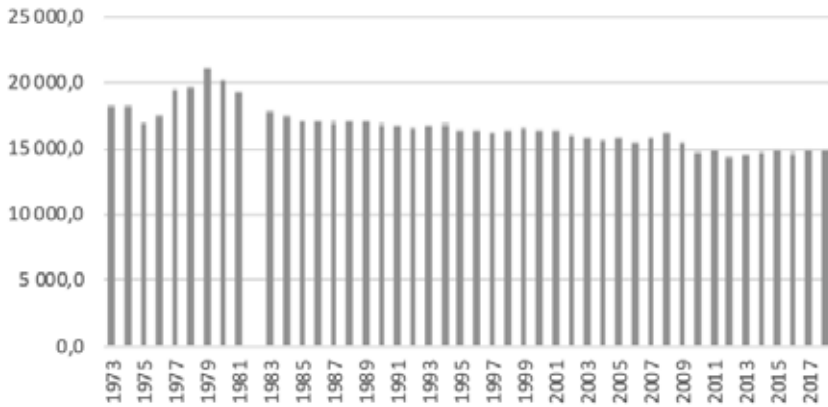
4. NOMBRE D'EMPLOYÉS (MILLIERS), ÉTATS-UNIS, 1973-2018



SOURCE: Current Population Survey (CPS), USA, 1973 à 2018.

Note: Il n'y a pas eu de question sur la couverture syndicale dans les CPS de 1973 à 1976. Il n'y a pas eu de question sur le syndicalisme dans le CPS de 1982

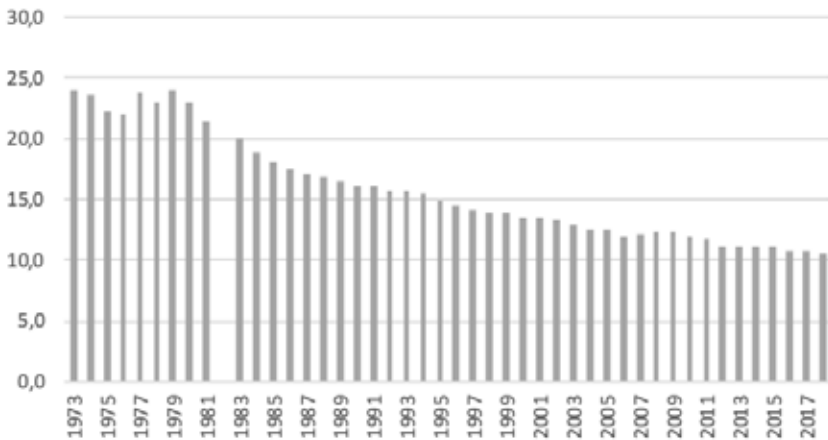
5. NOMBRE DE PERSONNES MEMBRES D'UN SYNDICAT (1000), ÉTATS-UNIS, 1973-2018



SOURCE: Current Population Survey (CPS), USA, 1973 à 2018.

Note: Il n'y a pas eu de question sur la couverture syndicale dans les CPS de 1973 à 1976. Il n'y a pas eu de question sur le syndicalisme dans le CPS de 1982

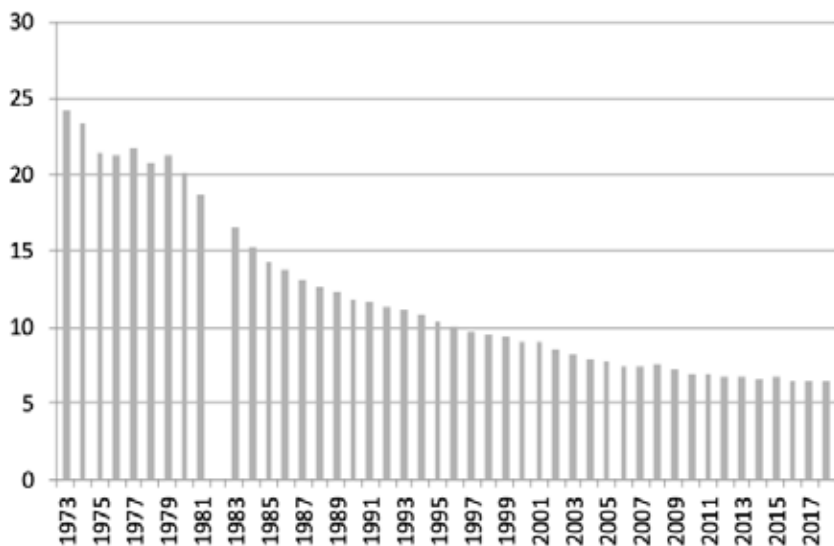
6. DENSITÉ SYNDICALE (%), ÉTATS-UNIS, 1973-2018



Current Population Survey (CPS), USA, 1973 à 2018.

Note: Il n'y a pas eu de question sur la couverture syndicale dans les CPS de 1973 à 1976. Il n'y a pas eu de question sur le syndicalisme dans le CPS de 1982

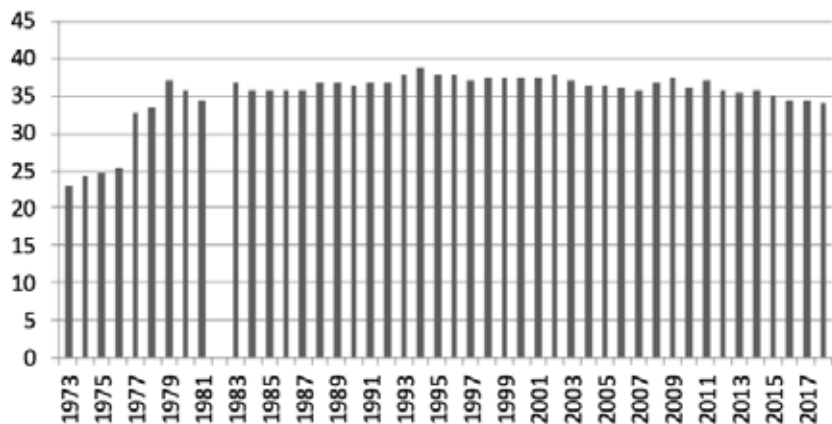
7. DENSITÉ SYNDICALE (%) DANS LE SECTEUR PRIVÉ, ÉTATS-UNIS, 1973-2018



SOURCE: Current Population Survey (CPS), USA, 1973 à 2018.

Note: Il n'y a pas eu de question sur la couverture syndicale dans les CPS de 1973 à 1976. Il n'y a pas eu de question sur le syndicalisme dans le CPS de 1982

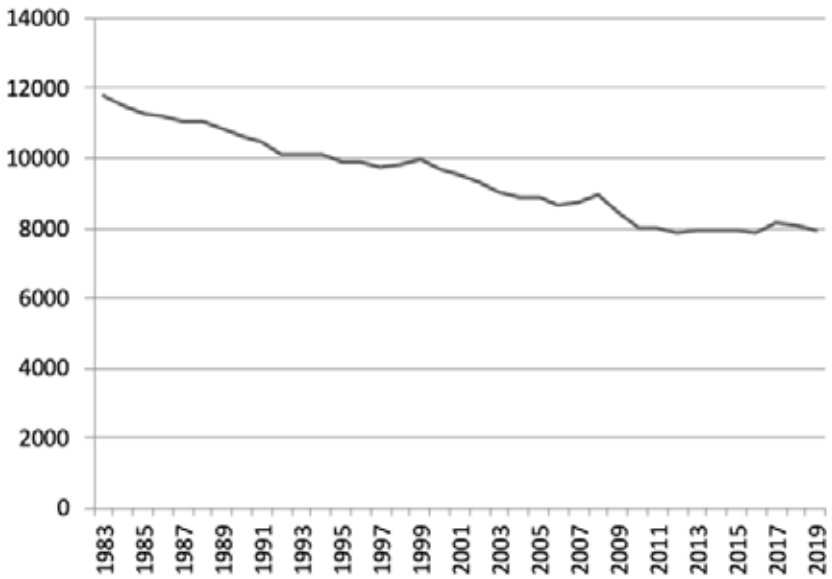
8. DENSITÉ SYNDICALE (%) DANS LE SECTEUR PUBLIC, ÉTATS-UNIS, 1973-2018



SOURCE: Current Population Survey (CPS), USA, 1973 à 2018.

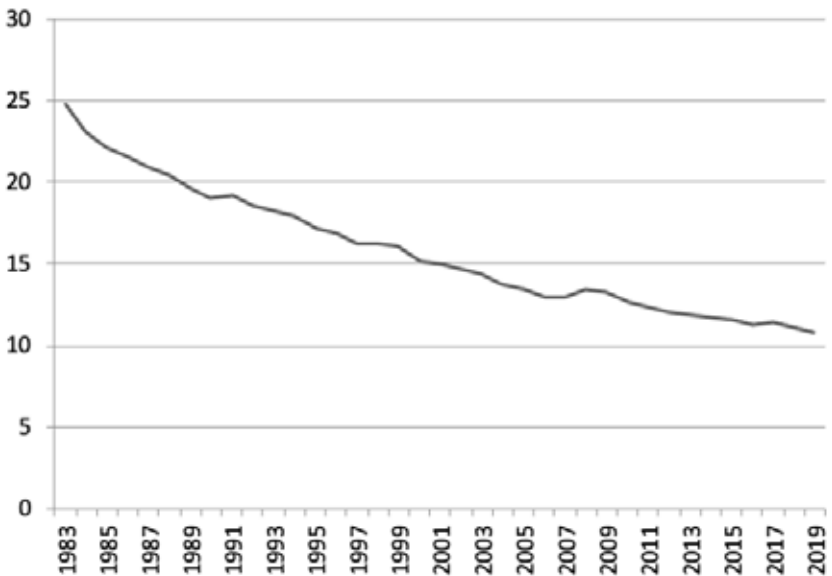
Note: Il n'y a pas eu de question sur la couverture syndicale dans les CPS de 1973 à 1976. Il n'y a pas eu de question sur le syndicalisme dans le CPS de 1982

9. NOMBRE D'HOMMES MEMBRES D'UN SYNDICAT (1000), ÉTATS-UNIS, 1983-2019



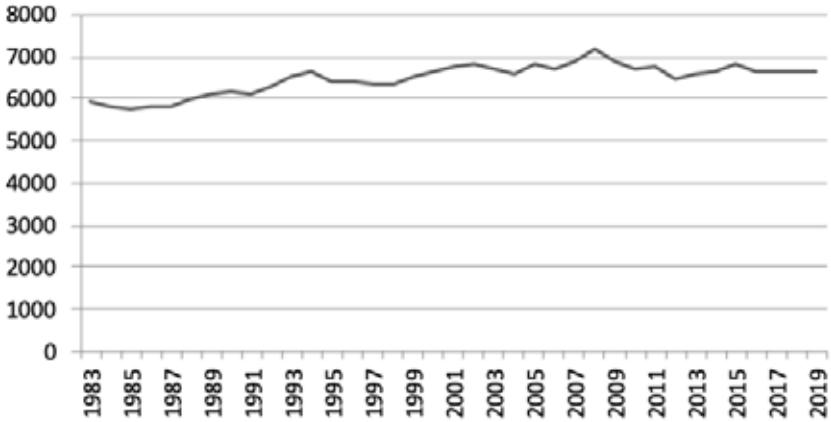
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

10. DENSITÉ SYNDICALE (%), HOMMES, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



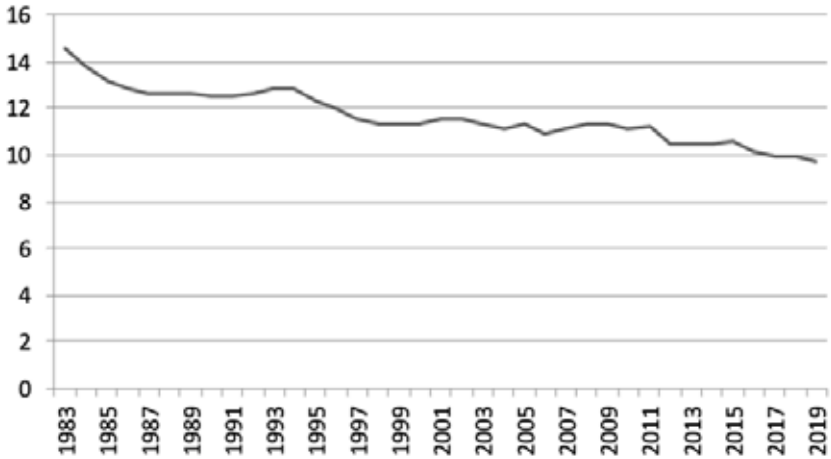
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

11. NOMBRE DE FEMMES MEMBRES D'UN SYNDICAT (1000), ÉTATS-UNIS, 1983-2019



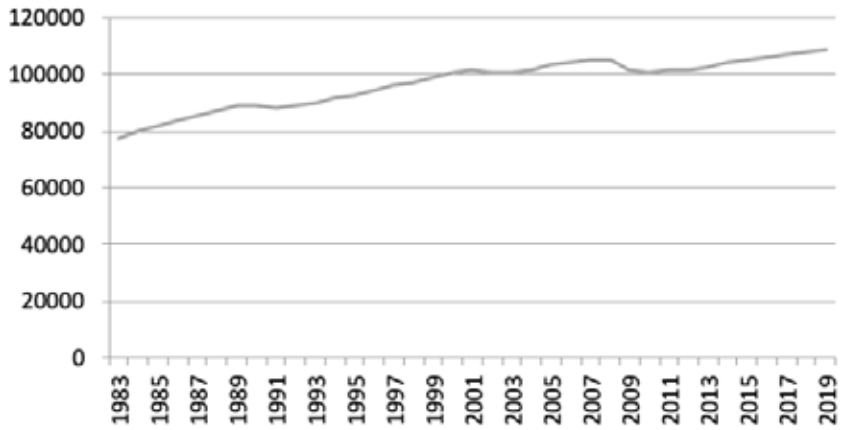
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

12. DENSITÉ SYNDICALE (%), FEMMES, (%), HOMMES, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



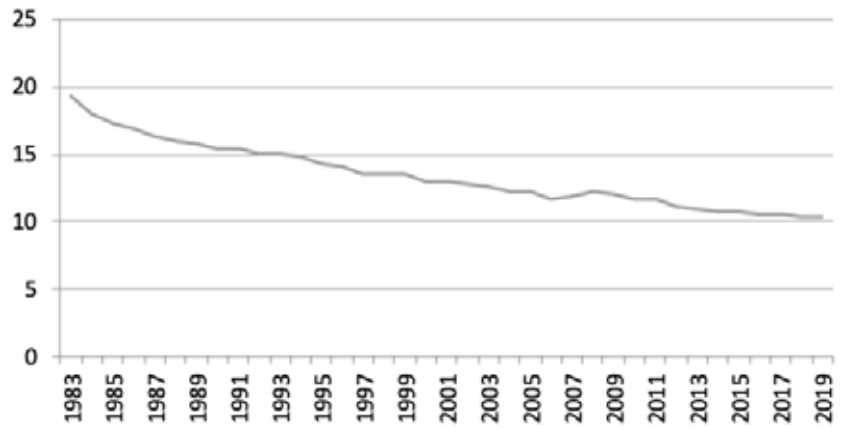
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

13. NOMBRE D'EMPLOYÉS (MILLIERS), CAUCASIENS, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



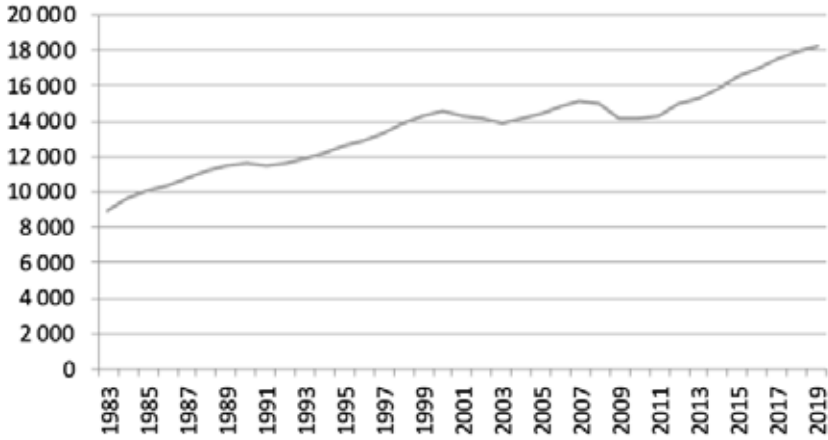
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

14. DENSITÉ SYNDICALE (%), CAUCASIENS, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



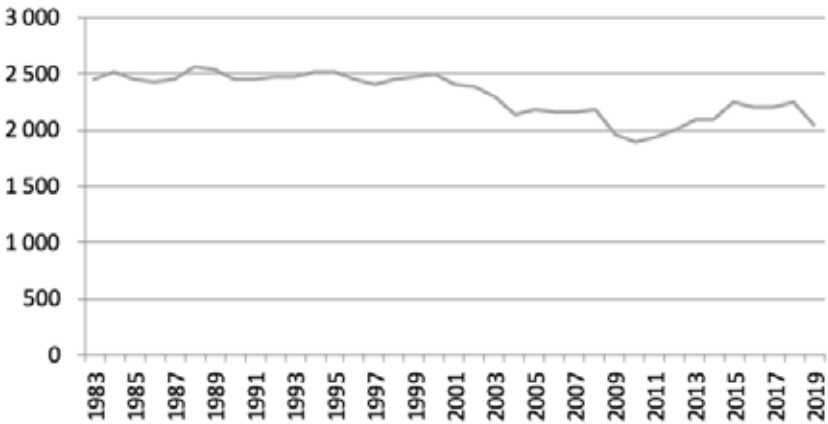
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

15. NOMBRE D'EMPLOYÉS (MILLIERS), AFRO-AMÉRICAINS, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



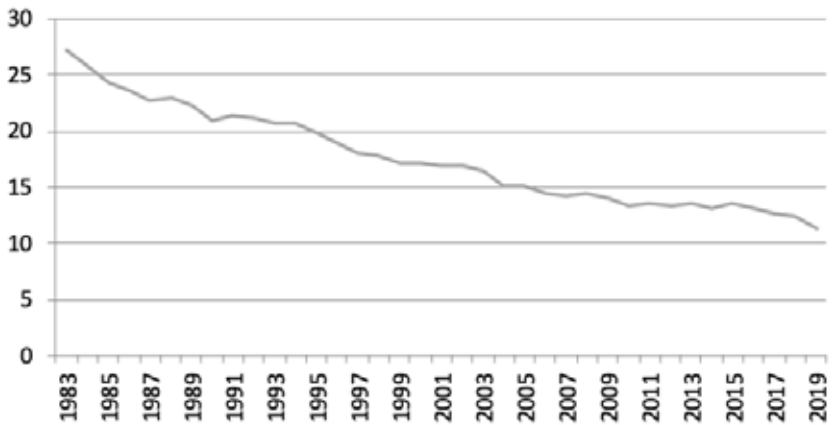
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

16. NOMBRE DE PERSONNES MEMBRES D'UN SYNDICAT (1000), AFRO-AMÉRICAINS, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



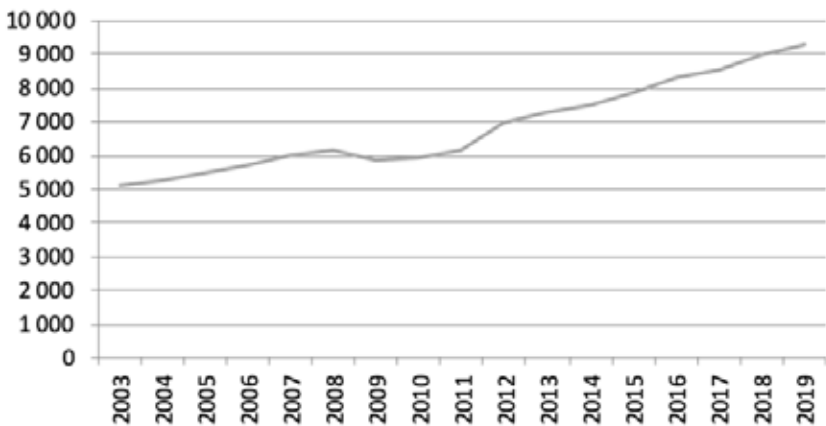
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

17. DENSITÉ SYNDICALE (%), AFRO-AMÉRICAINS, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



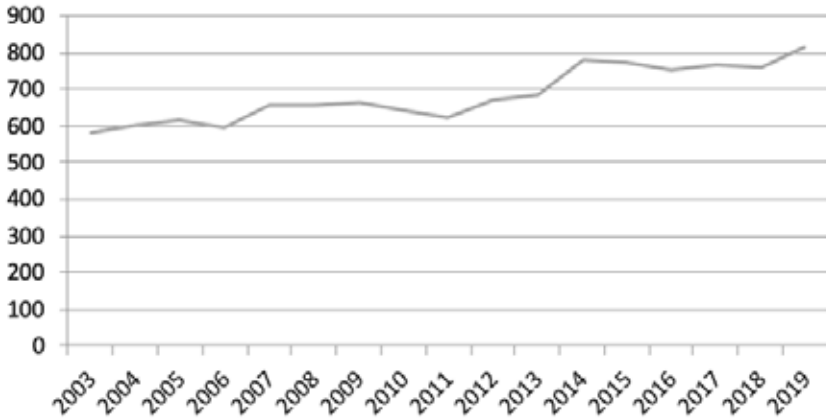
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

18. NOMBRE D'EMPLOYÉS (MILLIERS), ASIATIQUES, ÉTATS-UNIS, 2003-2019



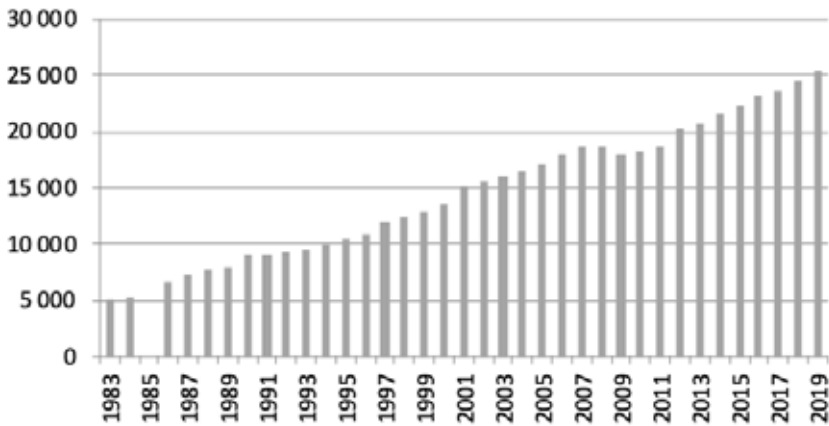
SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

19. NOMBRE DE PERSONNES MEMBRES D'UN SYNDICAT (1000), ASIATIQUES, ÉTATS-UNIS, 2003-2019



SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

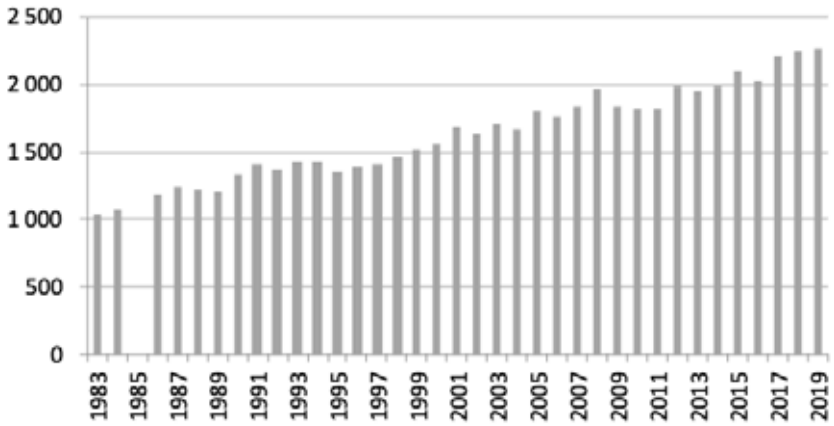
20. NOMBRE D'EMPLOYÉS (MILLIERS), HISPANIQUES, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

Note: Données non-disponibles pour 1985

21. NOMBRE DE PERSONNES MEMBRES D'UN SYNDICAT (1000), HISPANIQUES, ÉTATS-UNIS, 1983-2019



SOURCE: Current Population Survey (CPS), Bureau of Labor Statistics

Note: Données non-disponibles pour 1985

Chapitre 12

UNE RELANCE DU MOUVEMENT OUVRIER « PAR EN BAS » ?

PRÉSENTATION

Si les conseils du travail municipaux et régionaux avaient constitué les fers de lance historiques de la syndicalisation aux États-Unis, leur rôle s'était largement estompé, on le sait, avec le développement des organisations contemporaines. Déjà au congrès de l'AFL en 1891, il fut en effet établi que les grands syndicats tiendraient dorénavant le haut du pavé. « Depuis ce moment, les sections syndicales locales sont devenues des filiales [*subsidiaries*] des [grands] syndicats [...] nationaux et internationaux, qui dominent [la centrale] au niveau national tout aussi bien qu'au niveau local. » Et le verbe « dominer » rend véritablement compte de la nature des rapports internes à la centrale : il ne serait pas possible que le centre, par exemple, ordonne à un syndicat d'engager une campagne d'organisation dans tel ou tel secteur ou de collaborer avec d'autres syndicats à ce type de campagne. Et l'on a vu comment ces syndicats entrevoyaient historiquement leur propre développement. « Chacun de ces syndicats [...] a sa propre histoire et sa propre culture. De sorte que, ainsi que l'ont écrit Gapasin et Fletcher, l'AFL-CIO est un [véritable] conglomérat de traditions et de cultures. » Néanmoins, au-delà de « ces différences, la culture hégémonique du syndicalisme d'affaires étroit et bureaucratique engouffre [*engulfs*] la plupart de ces [grands] syndicats¹ ».

Voilà donc le cadre, idéologique et socioéconomique, élucidant qu'il fut un moment où les organisations de l'AFL-CIO n'étaient pratiquement engagées dans aucune campagne de syndicalisation (les dernières années du régime Kirkland); ce cadre rend compte aussi de ce que le travail de gestion des contrats et de leur négociation périodique peut accaparer prioritairement les énergies et la réflexion de l'appareil de direction des syndicats. À quelque

quatorze millions de membres, toute la *machine* syndicale peut s'employer ainsi à administrer le produit de batailles du passé auxquelles plus personne n'a participé, comme une machine qui tourne sur elle-même et se nourrit d'elle-même, sans mettre au cœur de ses préoccupations la chute ininterrompue de cet univers. Né d'une certaine stabilisation de son rapport avec la société ambiante, ledit univers ne lui survivrait pas; déjà il est fissuré, avec de larges pans disloqués ou en voie de dislocation. Il fuit de toutes parts.

Nous avons envisagé à l'origine de cet ouvrage l'année 2008 comme année de clôture de la matière à couvrir. Évidemment les processus sociaux et les dynamiques politiques ne procèdent pas des échéances électorales, même si celles-ci servent à les ponctuer et peuvent contribuer à orienter leur développement. L'année 2008, année d'un effondrement de la finance et de l'ouverture d'une grave récession économique, n'ouvrit cependant pas une conjoncture nouvelle du rapport entre le syndicalisme et les employeurs privés ou les gestionnaires de l'administration publique, même si Barack Obama l'emporta aux présidentielles, un président alors perçu comme le plus favorable au mouvement syndical depuis F.D. Roosevelt. Dans le secteur privé, les mêmes orientations patronales qu'antérieurement allaient prévaloir, cependant que les inégalités se creusèrent encore plus qu'auparavant; dans le secteur public, ce ne sont pas les gestionnaires habituels, mais les hommes politiques qui vont chercher à modifier les règles du jeu (et souvent réussir) contre le principe de la négociation collective et opérer des diminutions de personnel ou peser puissamment sur les conditions de travail et les avantages sociaux². Mais, du fait que les échéances électorales ne sont pas la cause des processus sociaux et des dynamiques politiques, nous avons été amenés aussi à nous avancer dans les années de la présidence Obama, car il fallait considérer si un retournement de la situation du syndicalisme ou une amélioration de la position socioéconomique des salariés était advenu. Pourtant, ni la récession de la deuxième moitié de la décennie 2000-2010 ni la reprise difficile des activités économiques qui l'a suivie n'ont modifié la donne que l'on connaissait déjà. Durant le même moment, les républicains ont quant à eux accentué leur évolution à droite, alors que la polarisation entre eux et les démocrates a atteint de nouveaux sommets.

Nous avons retenu deux thèmes comme matière particulière de ce dernier chapitre, dont le traitement servira aussi de conclusion à notre étude. Premièrement, nous nous arrêterons à la problématique du rôle des initiatives de base, internes et externes au syndicalisme, pour un renouveau éventuel du mouvement ouvrier aux États-Unis; notre deuxième thème sera défini par l'analyse de la situation présente de l'action politique ouvrière, compte tenu de l'évolution

du bipartisme contemporain et en regard de la problématique historique sur l'exceptionnalisme des États-Unis.

1. LE MODÈLE DE L'AFFRONTEMENT ENTRE LES BASES ET LES SOMMETS

La nature sociale du syndicalisme exclut par elle-même que son histoire puisse approcher celle d'un long fleuve tranquille. Quelles que soient les conditions ambiantes, aussi négatives soient-elles à l'endroit du mouvement ouvrier, de petites comme de larges mobilisations arrivent à faire leur chemin. Lesdites conditions ambiantes peuvent certes favoriser leurs opposants, empêcher la pleine expression des mouvements, leur couper les ailes, ce qui rend compte aux États-Unis des défaites, des concessions, puis de l'effondrement du nombre des arrêts de travail et du déclin continu des troupes. La question a même été soulevée d'une régression de la capacité de s'engager dans l'action. Si ces éléments définissent incontestablement depuis une trentaine d'années des caractéristiques dominantes du mouvement de classe, leurs opposés restent néanmoins présents comme autant de possibles jamais complètement effacés. C'est ce qui se manifesta avec la grande grève de 40 000 travailleurs de Verizon en 2016, une grève qui dura six semaines et déboucha sur une victoire syndicale importante. Cette grève, engageant des syndiqués des CWA et de l'IBEW, s'en prenait à un « géant du secteur des communications ». Dans un marché particulièrement marqué par « la déréglementation, la concurrence effrénée et le néolibéralisme », les salariés obtinrent, contre des demandes de concessions de la part de la compagnie, des augmentations de salaire de 10,5 % sur quatre ans, une hausse des cotisations de l'employeur à leur régime de retraite, des protections contre la sous-traitance, la création de 1000 nouveaux postes permanents syndiqués, etc. Ils furent cependant amenés à accepter une augmentation significative de leurs cotisations au régime d'assurance maladie ; voilà qui démontrait, a écrit un observateur éclairé, que « la capacité des travailleurs américains à obtenir des programmes d'assurance maladie par l'entremise des employeurs s'avérait probablement épuisée³ ». Cet arrêt de travail militant, ponctué d'assemblées massives, donna lieu à des lignes de piquetage serrées.

La grève à Verizon entraîna la participation décidée des deux syndicats concernés, base-milieu-sommet, habituellement un gage de succès. La situation se présente pourtant différemment dans le monde de l'enseignement public, où les professeurs du primaire et du secondaire sont aussi l'objet d'attaques continues, une dimension, on s'en doute, de politiques publiques axées sur la réduction des coûts et l'austérité. Depuis les années 1970, « l'enseignement dans les écoles publiques représentait la profession au plus haut taux de

syndicalisation dans le pays⁴», même si les lois régissant la négociation collective des conditions de travail et de revenu des professeurs n'étaient pas unifiées et présentaient des variations considérables entre les États.

L'enseignement primaire et secondaire reste un des lieux dont les activités, tous aspects confondus, échappent largement au circuit direct de l'économie marchande. Par ailleurs, les élèves de beaucoup de districts scolaires, singulièrement, mais pas uniquement dans de grands centres urbains, présentaient des taux d'échec scolaire alarmants, des niveaux de connaissances si bas que des réformes en profondeur s'imposaient. À ce dernier égard, les enseignants et les enseignantes avaient très vite été pris à partie. On remet en question leurs habiletés, leur dévouement et leur rendement. Plusieurs méthodes d'évaluation de leur travail furent proposées, et les débats à ce sujet conduisirent à de multiples affrontements.

Si chacun savait qu'on ne pouvait laisser les choses en l'état, les controverses se concentrèrent très vite pour beaucoup d'administrations de districts scolaires sur la «permanence» des professeurs: les élèves avaient de piètres résultats parce que le rendement au travail de certains enseignants, parmi quelques facteurs décisifs, s'avérait médiocre. Il devenait alors nécessaire de mettre globalement en cause cette permanence, prioritairement semblait-il, afin de procéder aux autres améliorations envisagées; resteraient en poste les enseignants et enseignantes dont l'évaluation serait jugée satisfaisante. Pour certains districts scolaires, cette évaluation se fondait notamment sur le principe de la «valeur ajoutée», en fonction duquel on utilise «les améliorations du rendement étudiant [aux examens] pour évaluer l'efficacité [*effectiveness*] des enseignants». Il est facile d'imaginer que ce type d'évaluation fut jugé «inéquitable [*unfair*] et incomplet par les syndicats de l'enseignement», dont la présidente nationale, Randi Weingarten de l'AFT, rappela que son organisation avait élaboré un meilleur et «plus complet système d'évaluation que plus de cinquante districts scolaires avaient [d'ailleurs] adopté⁵».

Nous ne pouvons aller plus avant dans cette discussion, surtout pas vérifier les mérites comparés de divers modes d'évaluation de l'enseignement, non plus que de leur application. Mais il convient de souligner le drame qui survint à Los Angeles à l'automne 2010, alors qu'un enseignant nommé Rigoberto Ruelas s'enleva la vie quand il fut noté «moins efficace que la moyenne» et que, fort probablement tout aussi insupportable pour lui, cette évaluation fut rendue publique par le *Los Angeles Times*, parmi celles de tous les professeurs du district scolaire que le journal avait compilées sur la base de documents publics accessibles⁶. Cette démarche du *Los Angeles Times* n'a de sens que si on la situe dans cette perspective considérant le rendement enseignant comme l'un des

problèmes premiers du système scolaire et qu'il est du domaine public que soient rendus disponibles à tout venant les rapports sur le travail de chaque employé de l'État. Pour notre propos, ce tragique épisode illustre – au moins pour une part, étant donné que Rigoberto Ruelas n'était pas, semble-t-il, dépressif jusque-là – la pression qui pouvait s'exercer sur le monde de l'enseignement, situation reproduite sous diverses formes pendant des années, alors que l'absence de ressources financières suffisantes était devenue pour tous les observateurs une cause de première importance, peut-être la plus importante du mauvais fonctionnement de l'école publique. À ce point, par exemple, que le district scolaire de Philadelphie prit de lui-même la décision de s'autodissoudre quand en 2010, «après des décennies de sous-financement», de nouvelles «compressions massives» des fonds venant de l'État lui «assénèrent un coup final (*knock out blow of heavy state budget cuts*)». Les membres du conseil d'administration jugèrent qu'on n'avait tout simplement plus les ressources pour assurer un fonctionnement quelque peu satisfaisant du réseau d'écoles sous sa direction⁷. Six années plus tard, en 2018, on apprenait que plusieurs écoles secondaires d'Oklahoma n'offraient leurs services que quatre jours sur cinq, parmi diverses mesures du même type, après que les réductions de taxes eurent rendu leur situation budgétaire impraticable: l'État n'avait dorénavant plus les fonds nécessaires «pour éduquer [correctement] ses enfants». Les conditions faites aux enseignants devenaient par ailleurs si difficiles que «la plupart» d'entre eux devaient compter sur un second emploi, «chez Walmart ou dans des restaurants locaux». La course pour des emplois d'enseignants à l'extérieur de l'État de l'Oklahoma fut en conséquence à ce point marquée qu'on avait été contraint d'accorder d'urgence près de 2000 «certificats» d'enseignement à des aspirants qui n'avaient pas la formation nécessaire⁸.

À Chicago, pourtant, alors que l'évolution du système des écoles publiques s'orientait dans la même direction, les enseignants furent en mesure d'opposer une résistance victorieuse aux politiques de la municipalité et du conseil des écoles. Ce conseil relève de la mairie, qui en nommait le PDG (CEO, *Chief Executive Officer*); c'est également sous l'autorité du maire qu'étaient sélectionnés les membres dudit conseil. Avant l'élection de Rahm Emanuel à la mairie de Chicago en 2011, la municipalité était aux mains du dernier héritier de la «machine» démocrate qui, historiquement, avait dominé la ville, Richard M. Daley. Le PDG des écoles de Chicago sous Daley était Arne Duncan, le futur ministre de l'Éducation de Barack Obama. Pour Daley et Arne Duncan, a écrit Sarah Jaffe, la méthode privilégiée de solution aux problèmes des écoles de Chicago revenait en un premier temps à fermer les établissements où des défaillances sévères étaient avérées, pour les remplacer, en un deuxième temps,

par de « nouvelles écoles, à charte ou à forfait », des écoles dont le financement est public, mais où la gestion est remise à des entreprises privées, dont le personnel enseignant n'est plus membre du syndicat négociant avec le conseil scolaire et qui sont en droit de pratiquer une sélection des élèves à l'admission. Sans compter les fermetures pures et simples d'écoles à problèmes, qu'on ne remplaça pas, donc en acceptant d'entasser les étudiants dans un nombre réduit d'établissements – ce qui peut signifier, croyons-nous, abandonner les cohortes étudiantes les plus défavorisées à leur propre sort. Il y avait de « nombreuses années » que le système scolaire de Chicago était un véritable « champ de bataille », les réformes envisagées consistant habituellement en un nombre accru d'examens pour les élèves et de contrôles pour les enseignants. Rahm Emanuel avait servi à Washington de représentant démocrate à trois occasions et il avait été le chef de cabinet de Barack Obama avant de se présenter et d'être élu à la mairie de Chicago⁹.

i. LA BATAILLE DE CHICAGO

Le syndicat des enseignants, la Chicago Teachers Union, avait *grosso modo* la même direction depuis des décennies, autoreproduite et « souhaitant plus consolider son propre pouvoir [interne] que mobiliser ses membres », pensaient ses opposants. Or, non seulement la situation des professeurs s'avérait difficile, mais, on s'en doute, les projets de réforme mis en avant jusque-là par la mairie ne suscitaient pas leur appui. Cela dit, Rahm Emanuel en partageait tout à fait l'esprit et il manifesta clairement son intention, dès son entrée en fonction, d'approfondir les transformations à cet effet et d'en accélérer la mise en application. Si la nécessité d'une réforme faisait sans aucun doute consensus, l'état de l'enseignement public à Chicago laissant largement à désirer, la collision entre les points de vue du monde de l'enseignement et de la gestion du système des écoles paraît rétrospectivement imparable. Déjà, un groupe d'enseignants s'était constitué en une tendance au sein de la CTU d'« éducateurs de base » (*Caucus of Rank-and-File Educators*, le CORE), dont l'objectif de départ était de favoriser la discussion des principaux enjeux, puis « de pousser sur l'équipe de direction [en place] de la CTU afin qu'elle se tienne debout et réponde au discours des autorités qui jetaient le blâme sur les enseignants » pour un système, de fait, « sous-financé et qui s'effondre ». La défense de l'école publique devait être abordée sous l'angle du bien commun et de la lutte à l'austérité qu'il supposait. Sur cette lancée, le CORE se transforma en une véritable fraction, qui présenta une liste d'opposition à la direction sortante du syndicat et l'emporta en juin 2010¹⁰.

Il convient à ce stade de suivre quelque peu les étapes de la préparation par la nouvelle direction de la CTU de son face-à-face avec la mairie et les gestionnaires du réseau des écoles, suivant de cette façon le processus d'affermissement puis de la victoire du mouvement des enseignants. Le moment décisif de la signature d'un nouveau contrat allait survenir en septembre 2012. « Antérieurement [...], un arbitre avait recommandé une hausse de salaire de 14,85 % [les enseignants avaient demandé 30 %] afin d'indemniser » financièrement les professeurs pour un « allongement [décrété] de la journée d'enseignement » ; mais le conseil d'administration du district responsable des Chicago Public Schools (CPS) refusa et « n'offrit qu'une hausse de 2 % ». Au mois d'août 2012, réunis en assemblée, les délégués d'écoles décidèrent qu'il y avait un certain nombre d'exigences patronales qu'on ne pouvait tolérer et au sujet desquelles on était prêts à faire la grève (*strike issues*) : par exemple, on rejetait l'idée de l'instauration d'un système de « paie au mérite, de même que la visée patronale de l'annulation des hausses de salaire sur la base de l'ancienneté et de cotisations plus élevées [de la part des salariés] au régime d'assurance maladie » ; convaincus, les délégués et des membres furent en mesure d'ériger des lignes de piquetage d'information devant environ le tiers des écoles du conseil scolaire, écoles qui ouvraient leurs portes plus tôt dans l'année, une démonstration de sa résolution à laquelle on réussit à associer des parents d'élèves et des étudiants. Car on se disait : « Que nous gagnions ou que nous perdions, la CTU était déterminée à approfondir le lien du syndicat à la lutte plus globale en faveur de la justice scolaire dans la ville¹¹. » Il faut en effet savoir que la ségrégation raciale était très forte dans les écoles de Chicago, « plus de 70 % des élèves africains-américains fréquen[tant] des écoles où plus de 90 % des inscrits sont Noirs¹² ». La majorité des écoles déclarées faillies et devant être fermées se trouvaient dans les quartiers noirs, hispaniques et défavorisés. Perdre son école et voir ses enfants tenus de fréquenter une école ailleurs revient en quelque sorte à une dépossession – et à une disqualification supplémentaire de son quartier. Sur ce terrain, on accusa le conseil des écoles et le maire Emanuel de pratiquer des politiques racistes. L'amélioration de l'instruction transmise aux jeunes de ces quartiers ne peut passer par la négation de leur réalité.

En tout état de cause, plutôt que de se plier aux demandes de concessions en provenance de la mairie, la nouvelle direction de la CTU inscrivait, politiquement et socialement, le mouvement revendicatif des enseignants dans une lutte pour l'égalité de l'accès à la connaissance et pour une hausse de la qualité du système des écoles de la ville. Le maire avait déjà procédé à des fermetures durant l'année scolaire 2011-2012, cependant que fut éventé un projet de la mairie visant à « payer des ministres du culte (*preachers*) pour qu'ils organisent » des manifestations de soutien à Emanuel. Durant les quelques semaines

précédant la rentrée scolaire, le syndicat des enseignants tint des « assemblées publiques » dans plusieurs quartiers, initiative qui déboucha sur l'établissement « d'une forte alliance avec des organisations-clés des communautés africaine-américaine et hispanique ». Qui plus est, le syndicat « appuya les efforts d'un groupement appelé Communities Organized for Democracy in Education [collectivités organisées pour la démocratie en éducation] qui [voulait] remplacer le conseil scolaire qu'avait désigné [le maire] Emanuel par un conseil élu ». À l'approche du mois de septembre 2012, une nouvelle association vit le jour « afin de réunir un large groupe de militants des mouvements ouvrier et sociaux » appelé Chicago Teachers Solidarity Campaign (« campagne de solidarité avec les enseignants »), qui visa précisément à lier « les batailles qui avaient lieu dans la ville sur des sujets ayant trait à l'éducation publique avec la bataille de la CTU¹³ ».

En revanche, plusieurs grands syndicats avaient choisi de répondre positivement aux demandes de concessions de la municipalité : les Teamsters, les syndicats du bâtiment, voire la Chicago Federation of Labor qui accepta un projet dit de *wellness*, qui permettait à des « moniteurs de superviser la perte de poids chez des employés municipaux, les habitudes de consommation de tabac », notamment, et qui supposait « une hausse de 600 dollars par année de leurs déboursés pour l'assurance maladie s'ils ne » s'inscrivaient pas au programme¹⁴. Incontestablement, la nouvelle direction de la CTU rejetait cet axe des concessions, qui souvent est emprunté par les sommets du syndicalisme en échange d'une promesse patronale de ne pas s'en prendre à l'institution syndicale en tant que telle. Momentanément, ce *quid pro quo* peut servir à repousser des échéances, mais comme orientation première, ainsi qu'on l'a vu, il ne porte pas de véritable garantie.

La nouvelle CTU avait donc décidé de rejeter cette orientation et de se construire plutôt, à l'interne comme l'externe, sur l'axe d'un refus militant de l'austérité. En cours de route, la législature de l'Illinois s'en prit, de son côté, à la capacité même d'agir du syndicat, en exigeant dorénavant « un vote positif de 75 % de l'ensemble des membres du syndicat pour autoriser une grève », pas seulement un vote majoritaire parmi les membres qui se prévalent de leur droit de vote et pas seulement un vote positif à la majorité simple... La CTU se dota par ailleurs d'un service de la recherche, qui s'employa à suivre et à analyser les dépenses de la municipalité, et qui « entreprit de critiquer le [système de taxation de la ville] qui se trouvait à détourner des fonds [obtenus par les taxes immobilières] du financement des écoles publiques vers des projets de construction d'immeubles et des subventions à l'entreprise privée ». Le syndicat publia bientôt un programme pour les écoles publiques intitulé *The Schools Chicago's Children Deserve*, qui mettait en avant « la nécessité de classes moins nombreuses,

d'un plus grand nombre de conseillers, d'infirmières et de travailleurs sociaux», tout en dénonçant la discrimination raciale dont le système faisait preuve¹⁵. Sa stratégie ne craignait pas d'assumer le plein caractère politique de son opposition au régime de Rahm Emanuel. Quand on passa au vote sur la recommandation de la CTU d'un arrêt de travail général, plus de 90 % des membres du syndicat se prononcèrent, dont 98 % acceptèrent la recommandation¹⁶. Ce vote très fort déjoua les plans de la législature d'État.

La grève dura neuf jours, durant lesquels des milliers d'enseignants et leurs partisans se massèrent quotidiennement devant les écoles et déambulèrent dans tous les quartiers, assurant une présence sociale et politique de leur mouvement qui contribua largement à la victoire – donc à la «défaite» de la mairie et du conseil des écoles. Le nouveau contrat de travail stipula que «les livres de classe seraient disponibles dès le premier jour de la rentrée», que les examens et les tests des étudiants ne seraient pas plus nombreux que ce que prévoit le «minimum légal», que les enseignants n'allaient pas déboursier davantage pour le financement de leur assurance maladie. Cela dit, dès le «printemps suivant», Emanuel annonça la fermeture de 54 écoles supplémentaires – dont les élèves étaient en très grande majorité Africains-Américains. La bataille des écoles de Chicago n'était pas terminée et elle conduisit la CTU avec d'autres syndicats à appuyer des candidatures *labor* indépendantes, avec succès à des postes de conseillers municipaux par exemple, et directement contre Emanuel en 2015 – dont la candidature, de ce fait, serait soumise à ballottage, un coup porté à sa prestance politique¹⁷... Les élections municipales à Chicago sont officiellement non partisans, mais tout le monde savait bien que Rahm Emanuel était démocrate, ce qui justifie d'autant la désignation «labor» indépendante utilisée notamment ci-dessus pour son opposant.

L'exemple de Chicago que nous venons de rappeler à grands traits constitue un véritable cas d'école de la relance et du renforcement de l'action syndicale par le renversement d'une équipe de direction jugée encroûtée, dans ce cas précis, son remplacement par un état-major de combat, convaincu de la dignité de l'enseignement public. L'action résolue et son inscription par la suite dans les mouvements populaires d'affirmation des droits sociaux ont conduit à la réflexion et à l'engagement politiques indépendants, véritable déroulement d'activités qui évoque aussi le cas d'espèce. À cet égard, contrastons ces développements et le type d'intervention politique envisagé au même moment par les équipes de direction de la NEA au niveau régional et d'État.

Pour le syndicalisme, les problèmes venaient, notamment, du fait que l'allié traditionnel démocrate faisait faux bond en plusieurs endroits. Les élus et les appareils du parti penchaient pour plusieurs d'entre eux du côté d'un

programme de réforme de l'éducation publique tournant autour de trois éléments principaux : « de nouvelles évaluations de la performance [des enseignants] fondées en partie sur les résultats [des élèves] aux examens, une révision [de la question] de la permanence et une expansion [du nombre] des écoles à charte ». Au moment de la grève des enseignants de Chicago, l'Administration Obama se situait concrètement du côté des partisans de ce type de mesures, que rejetaient officiellement les deux grandes fédérations nationales d'instituteurs et institutrices, la NEA et l'AFT. Mais les dirigeants de plusieurs sections régionales de la NEA, notamment, ne voyaient pas d'autres formules pour exprimer leur mécontentement envers les élus démocrates partageant ce point de vue que d'apporter leur soutien, notamment financier, à des candidats républicains moins engagés à cet égard (mais bien peu fiables) ; ainsi, en Illinois, à un candidat très conservateur ayant l'appui du Tea Party pour la State House ; en Ohio, à un sénateur d'État membre de l'un des groupements politiques financés par les frères Koch ; à plusieurs candidats républicains au Texas, en Georgie, etc.¹⁸

Quoi que l'on pense du type de réforme envisagé par d'importants dirigeants démocrates, il n'est pas difficile de considérer que, de leur propre point de vue, les états-majors régionaux et d'État de syndicats qui accordaient ainsi leur soutien à des élus et des candidats républicains, souvent réactionnaires, faisaient étalage de leur désarroi politique et du cul-de-sac dans lequel ils se trouvaient, de l'incapacité même d'une action crédible. Comment imaginer que des républicains, adeptes d'une réduction massive des dépenses de l'État, puissent se situer dans le camp des promoteurs de l'école publique ? Du côté de l'AFT, la présidente Weingarten, par conviction ou par stratégie, expliquait aux enseignants qu'ils étaient placés au pied du mur et qu'ils ne pouvaient espérer garder les choses en l'état. Elle acceptait dans certains contrats des clauses répondant en partie aux nouvelles formules d'appréciation du travail des enseignants. Mais il y avait des limites à ce qu'elle pouvait endosser et ses positions suscitaient incontestablement à cet égard l'ire de membres de son syndicat, parfois le chahut dans les assemblées¹⁹, car on faisait face à un problème qui restait entier : la réforme nécessaire de l'éducation publique devait-elle ainsi être centrée (uniquement ou d'abord et avant tout) sur un meilleur contrôle du rendement des enseignants et une mise en cause de la « permanence » ? Était-ce l'angle privilégié par lequel on pouvait aborder la réforme de l'enseignement public ?

En tout état de cause, la réponse avait été négative à Chicago ; mais la capacité de réaction des enseignants avait supposé le renvoi de la vieille direction du syndicat.

2. EXASPÉRATION, AUSTÉRITÉ ET ACTION DIRECTE

Quand la grève des enseignants de Chicago est votée, le mouvement Occupy Wall Street est massivement engagé depuis une douzaine de mois et il a connu déjà l'apogée de sa présence au parc Zuccotti de New York en octobre 2011. L'influence de ses proclamations sur le 99 % de la population agressée par l'élite du 1 %, située au sommet de la hiérarchie financière, se manifeste toujours puissamment : il a cassé le monopole idéologique du Tea Party sur le discours politique d'opposition, il a fourni un antidote aux dérives de plus en plus réactionnaires et même racistes du Tea Party et il a stimulé toutes les énergies de la contestation sociale du capitalisme financier et des politiques publiques qui lui sont associées. Il n'y a aucun doute que la réverbération de la vigueur et de la volonté dont il fit preuve contribua à la détermination des enseignants, tout comme la révolte du « printemps arabe » instruisit les formes de l'action du mouvement Occupy²⁰. Le syndicat des enseignants de Chicago construisait en cours de route sa place d'acteur sociopolitique de première importance dans la ville (et même dans l'État de l'Illinois). Il fut en mesure de mener un nouvel arrêt de travail, celui-là d'une journée en 2016 en comptant sur l'appui actif de plusieurs syndicats locaux²¹. En janvier de la même année, la revue *The Economist* de Londres déplorait l'état des écoles de la ville de Detroit, où « des parties du plafond s'effondrent sur les [enfants,] où des rats sont partout présents » (*run around*) et où les enfants s'entassaient dans des classes « pouvant compter jusqu'à 45 élèves » ; le système des écoles de Detroit reçoit pourtant 7 450 \$ par enfant, mais, de cette somme, 4 400 \$ « seront consacrés au service de la dette » et au paiement de retraite des enseignants²², pour lequel les ressources nécessaires n'ont pas été mises de côté dans le passé.

Il est vrai que Detroit est une ville en faillite, à laquelle le système scolaire n'échappe pas. Mais, dans nombre d'États, gouverneurs et chambres à majorité républicaine en particulier n'avaient toujours pas à la fin de la décennie 2010-2020 rétabli les budgets des écoles à leur niveau d'avant la crise de 2007-2009, ce qui incluait globalement les salaires du personnel des écoles. À cet égard, les États du Sud profond tendent évidemment à se singulariser, mais ils ne sont pas les seuls où des problèmes de cette nature assaillent (le mot n'est pas trop fort) les enseignants. Cela a conduit, subrepticement mais sûrement, à une vague de fond revendicatrice et gréviste qui a non seulement ébranlé la résolution des autorités politiques, mais aussi forcé l'adoption de certaines réformes, sur-le-champ dans beaucoup de cas, auxquelles elles s'étaient explicitement opposées dans le passé. « Les grévistes [allaient maintenant inclure] des éducateurs de la Caroline du Nord (123 000), de l'Arizona (81 000), du Colorado (63 000), de l'Oklahoma (45 000), de la Virginie-Occidentale (35 000), du

Kentucky (26 000) jusqu'à Jersey City (3 600). » De janvier à juin 2018, donc sur une période de six mois, les données du Bureau of Labor Statistics « montrent que 376 800 enseignants du secteur public avaient participé à des grèves », sans compter les arrêts de travail de dizaines de milliers de salariés du « secteur de l'enseignement supérieur » à l'emploi de l'Université de Californie²³. Et le mouvement s'étendait toujours.

i. DETROIT, ARIZONA, OKLAHOMA, VIRGINIE-OCCIDENTALE, KENTUCKY, CAROLINE DU NORD, ETC.

En prenant les quatre États qui ont été en quelque sorte les détonateurs de cette dynamique, c'est-à-dire la Virginie-Occidentale, le Kentucky, l'Okla-homa et l'Arizona, on peut isoler deux grandes caractéristiques de l'action des enseignants. D'abord, l'extrême opiniâtreté, l'entêtement même des grévistes; deuxièmement, le rôle, à tous égards fondamental, pour le déclenchement et pour la tenue de l'action, des enseignants et enseignantes de base eux-mêmes, membres ou non des syndicats. Les enseignants n'ont pas le droit de grève dans ces États, par loi et par tradition politique les libertés syndicales s'avèrent minimales et minimalement respectées; le rôle du syndicalisme est donc limité et les gains, fort datés. L'action des syndicats est centrée sur leur intervention en cas de grief, en cas de mesures disciplinaires contre un des enseignants et sur le lobbying auprès du gouverneur pour un meilleur financement des écoles, l'embauche de personnel supplémentaire, une hausse des salaires et la protection des régimes de retraite (par le renflouement des trous de trésorerie, souvent causés par le non-déboursé des sommes dues dans le passé) par les États. Les quatre États que nous avons retenus se disputent en quelque sorte, avec deux ou trois autres, les dernières places au pays quant aux salaires du personnel enseignant. Il n'est pas rare que les membres du corps professoral aient à chercher, on l'a mentionné, un second emploi pour subvenir à leurs besoins.

Le *New York Times* donna comme exemple de cette condition le cas d'une enseignante de deuxième année du primaire qui, malgré ses 19 ans d'ancienneté dans un établissement scolaire du comté de Wayne (le Wayne County en Virginie-Occidentale), touchait seulement 39 000 \$ par année, un revenu insuffisant, on s'en doute, « pour subvenir [aux besoins] de sa famille », ce qui l'obligeait à occuper un emploi à temps partiel de caissière les fins de semaine à un salaire de 8,75 \$ l'heure. Il y a alors 26 États dont les chambres et les gouverneurs sont républicains, États tous engagés dans une spirale de compression des dépenses publiques et de diminution de la taxation qui, en effet, les rendent incapables d'assurer un financement adéquat des services aux citoyens dont ils ont la charge et de leur personnel. En Virginie-Occidentale, on avait

ainsi annoncé que l'on procédait à de nouvelles réductions des sommes allouées « par élève » dans le système scolaire « après que l'État eut approuvé [par un vote] bipartisan des compressions de 425 millions de dollars dans les taxes [colligées] ». Les salaires consentis aux enseignants s'avéraient à ce point minimes que « plus de 700 postes n'étaient alors pas pourvus ». Il fallait donc diminuer, pensaient en conséquence « les responsables de l'État, le niveau des exigences pour l'obtention d'un certificat d'enseignement ». L'action en Virginie-Occidentale constitua alors une véritable « révolte contre les politiques d'austérité²⁴ ». Déjà, jugeaient les enseignants, on se débattait dans une situation impossible et les élus démocrates ne représentaient pas une force de contestation quelque peu crédible, eux qui avaient précisément voté de concert avec les républicains les réductions de taxes.

La bataille de la Virginie-Occidentale débuta par l'appel, en provenance « d'une page Facebook » non officielle, c'est-à-dire qui n'était pas animée par une instance syndicale officielle, à une journée de lobbying de base au Capitole de l'État. « Rapidement », la section d'État de la NEA fit sienne cette idée et quelque 150 personnes se rassemblèrent effectivement au Capitole alors que les chambres siégeaient. Le mouvement était enclenché; dans les écoles, spontanément, des votes furent pris en faveur d'un arrêt de travail auprès de tous les salariés, par-delà les distinctions de fonction. Quelques écoles de comté déclenchèrent bientôt la grève et une nouvelle marche sur la législature au début du mois de février 2018 rassembla cette fois environ 1000 enseignants, employés de soutien et étudiants, qui remplirent les galeries de la législature réservées au public. À ce moment les élus de l'État cherchaient un moyen de régler les problèmes de trésorerie du régime de santé des employés publics, et les solutions envisagées revenaient à hausser la part payée par les salariés de même qu'à resserrer les conditions du remboursement des frais de soins de santé et d'hospitalisation. Le groupe Facebook de départ rassembla vite plus de 20 000 abonnés et tendit à jouer le rôle d'un centre de coordination et de ralliement. Les syndicats des enseignants décidèrent de prendre un vote dans toutes les sections de l'État sur l'opportunité d'un arrêt de travail général avant la fin de la session de la législature, cependant que de nouvelles grèves locales étaient engagées. La réponse des diverses sections fut très majoritairement positive en faveur d'un arrêt de travail. Le 17 février, quelque 10 000 manifestants se rassemblèrent devant le Capitole. Ils reçurent l'appui de représentants des Teamsters et des United Mine Workers, une force historique dans l'État. Les leaders syndicaux des enseignants y firent rapport sur l'état des négociations avec les autorités gouvernementales; rien n'avancait, expliquèrent-ils, et ils « annoncèrent la fermeture de tout l'État » sous les applaudissements des syndiqués rassemblés. « La grève [générale] était lancée²⁵. »

L'arrêt de travail en Virginie-Occidentale était illégal, mais il fut si majoritaire et reçut un tel niveau d'appui populaire que jamais une mesure de recours à quelque injonction ne fut proclamée. Après neuf jours de fermeture effective du système scolaire, les autorités de l'État, au premier chef le gouverneur, acquiescèrent à des gains réels pour les grévistes : une augmentation immédiate des salaires de 5 % et l'engagement personnel de celui-ci à mettre son veto à tous les projets de loi qui viseraient à financer des *charter schools*, « feraient perdre aux enseignants leur ancienneté, réduiraient ou aboliraient le précompte syndical, y compris la portion [de cette déduction à la source] consacrée à l'action politique » ; qui plus est, « l'entente contenait le gel de toute cotisation supplémentaire des enseignants [au régime d'assurance maladie] et la promesse » de trouver une formule de règlement définitif au sous-financement dudit régime²⁶. L'exemple de la Virginie-Occidentale résonna haut et fort auprès des enseignants de l'Oklahoma, de l'Arizona et du Kentucky, de même qu'auprès des autres salariés des écoles publiques, qui vivaient tous des conditions semblables à celles ayant cours pour les professeurs en Virginie-Occidentale. Le rôle des bases syndicales fut également déterminant dans la conduite et les résultats positifs d'autres arrêts de travail.

Le réseautage servit également de cadre privilégié au déclenchement de l'action et à l'homogénéisation des perceptions parmi les enseignants. En Oklahoma, une page Facebook fut aussi ouverte, action manifestement inspirée de l'exemple de la Virginie-Occidentale. Cette base Internet prit le nom d'Oklahoma Teacher Walkout – The Time is Now! (« la grève des enseignants de l'Oklahoma – c'est le temps de passer à l'action! »). Au début du mois d'avril, un mouvement dit de *sickout* s'était déjà dessiné dans certaines des écoles. Une action de *sickout* consiste en une action coordonnée de salariés se déclarant incapables de se rendre au travail en raison d'une maladie. Le syndicat proposa une date de débrayage pour la dernière semaine d'avril si la « législature n'accordait pas une hausse de 10 000 \$ aux enseignants et de 5 000 \$ au personnel de soutien ». Cette date fut décriée comme trop tardive parmi les membres et le syndicat convint d'un arrêt de travail dès le début d'avril si rien n'évoluait positivement dans la négociation. L'arrêt de travail fut effectivement prévu pour le 2 avril. La simple menace d'une fermeture du système scolaire amena, la veille, la législature de l'Oklahoma « à voter un budget de 2,9 milliards de dollars pour l'éducation [qui comportait] des hausses salariales de 6 000 \$ pour les enseignants et 1 250 \$ pour les employés de soutien ». Mais ni les syndicats ni les membres ne jugèrent le contenu de ce budget suffisant pour abandonner le projet de débrayage ; ils tenaient à la pleine satisfaction des revendications et la grève fut enclenchée. Cet arrêt de travail se prolongea durant neuf jours, qui donnèrent lieu quotidiennement à des manifestations

de milliers d'enseignants, venus de partout dans l'État, devant le siège du gouvernement. Mais les dirigeants de la section d'État de la NEA «annonçèrent» à ce moment que l'on allait adopter dorénavant une stratégie politique, en lieu et place de la grève, stratégie axée sur la présentation de candidats aux primaires des élections mitoyennes de 2018, le gouvernement d'État ayant manifestement franchi tous les pas qu'il pourrait considérer. Il y eut de la grogne dans les rangs, mais les écoles ouvrirent alors effectivement partout²⁷. Il faut dire qu'à ce moment, et même si les salaires allaient rester comparative-ment bien anémiques, les législateurs avaient trouvé les moyens d'offrir «de 15 % à 18 % de hausse des salaires²⁸»...

En Arizona, sur la base de l'expérience des mouvements de Virginie-Occidentale et de l'Oklahoma, les développements acquièrent des caractéristiques encore plus tranchées. En une dizaine d'années, l'État avait alors diminué les taxes payées par le monde des affaires de quelque quatre milliards de dollars, vidant d'autant les coffres publics. Les dépenses du système scolaire par élève avaient décliné de 14 % et les salaires des enseignants s'avéraient les plus bas du pays (ou se situaient au quarante-neuvième rang). «Depuis des mois le gouverneur [...] Doug Ducey insistait pour dire que les professeurs allaient devoir se contenter d'une faible augmentation de salaire de 1 % [cette année] et de 1 % l'année prochaine²⁹.» Mais devant la menace d'un débrayage clairement envisagée et devant l'agitation environnante qui s'était emparée du milieu de l'éducation, il recula éventuellement et signa le 12 avril un projet de loi promettant une hausse de 20 % de la rémunération des enseignants pour 2020³⁰. Mais le mouvement revendicatif était rendu à ce moment beaucoup plus loin.

Depuis deux mois en effet, une organisation de base des enseignants, parallèle à la structure syndicale, appelée Arizona Educators United (AEU), se construisait à l'échelle de l'État en visant à se donner un représentant par école, qui pouvait (ou non) être déjà un délégué officiel du syndicat. Se servant aussi du réseautage par Facebook, l'AEU partageait avec les abonnés les renseignements sur l'actualité et répondait aux demandes de groupes d'enseignants qui surgissaient spontanément dans les divers districts scolaires. Ce sont les représentants volontaires de l'AEU dans les écoles qui organisèrent et tinrent le vote sur le déclenchement d'un arrêt de travail, dont la plateforme fut aussi proposée par l'AEU : elle comportait notamment l'exigence de fortes hausses de salaire pour tous les personnels des écoles, la restauration à leur niveau de 2008 des budgets de l'éducation et la suspension de toute «nouvelle diminution de taxes, aussi longtemps que le niveau des dépenses par élève n'ait atteint la moyenne nationale». Le résultat du vote fut positif à 78 % ; le 26 avril, premier jour d'un arrêt de travail qui allait durer une semaine, quelque 75 000 manifestants marchèrent sur le Capitole. Le syndicat officiel appuya le mouvement,

mais l'énergie et même la structuration de l'action, en plus de son inspiration, jaillirent du rang, qui s'était donné aussi sa propre plateforme. Jamais le syndicat ne s'était lancé dans ce type d'action et jamais il n'adopta une plateforme à ce point mobilisatrice³¹. L'éducation allait être au cœur des élections de mi-mandat en Arizona au mois de novembre suivant...

Ces mouvements de grèves enseignantes donneront sûrement lieu à leurs propres études. Mais on peut déjà baliser deux de leurs caractéristiques principales, ainsi qu'on l'a annoncé plus haut : l'exaspération devant des conditions socioéconomiques insupportables, collectivement ressenties dans les vies professionnelles et dans les vies individuelles. Pour parler vite, et comme beaucoup de commentateurs l'ont souligné, il s'agit de mouvements de rejet de l'austérité comme horizon unique et indépassable ; ensuite, il s'agit de mouvements exprimant le besoin de l'action personnelle et de base, la participation active – directe – de tous ceux et celles qui sont concernés, et de mouvements qui démontrent la capacité de prendre des responsabilités et de les assumer, de s'organiser volontairement, plus ou moins indépendamment du syndicat officiel, de plus en plus parallèlement à sa structure néanmoins. Et la capacité de passer outre les lois qui ont pratiquement interdit dans ces États l'action revendicative de groupe. Dans chaque cas, des milliers et des milliers d'enseignants et de membres du personnel de soutien se retrouvent quotidiennement devant les Capitoles, une participation directe dont la dimension politique doit aussi être soulignée. La même énergie de base fut présente au Kentucky, où le gouverneur républicain Matt Bevin avait traité les enseignants qui protestaient contre ses politiques d'individus « à mentalité de fiers-à-bras ». Dans cet État, l'organisation de base se constitua par-delà les frontières des écoles, selon le découpage des comtés. Il y a 120 comtés au Kentucky, et l'organisation de base des enseignants se réalisa avec l'instrument d'une page Facebook appelée « Kentucky 120 United », dont l'objectif fut dès le départ un arrêt de travail général du monde de l'enseignement primaire et secondaire. Très vite, la page Facebook compta plus de 30 000 abonnés. Le syndicat officiel conseilla alors la prudence³²...

Aux élections mitoyennes de 2018, les résultats régionaux dans ces États furent mitigés du point de vue du mouvement enseignant, encore que l'engagement lors des primaires donna quelques succès véritables³³, insuffisants néanmoins pour amener les transformations souhaitées. Cela dit, on jugea positif que l'éducation publique soit devenue un thème incontournable du débat politique, dans lequel le besoin d'une amélioration significative, à réaliser en commun avec les enseignants, semblait maintenant faire l'unanimité. Il est trop tôt pour apprécier l'effet éventuel de ces arrêts de travail sur l'action collective de revendication et sa transposition possible dans le domaine des rapports

politiques de pouvoir. Il n'existe pas de telle chose qu'un vase communicant entre le déploiement de la revendication et l'intervention en politique. En Oklahoma, les résultats électoraux de 2018 ont ainsi amené à la législature une cohorte de vingt-cinq élus qui se sont associés en « caucus de l'éducation », alors que ledit caucus ne comptait que neuf membres antérieurement – « bien que plusieurs d'entre eux [c'est-à-dire de la cohorte de 25], ce qui inclut des enseignants, soient républicains³⁴ ». Les arrêts de travail, joints aux forts courants d'appui populaire qu'ils ont suscités, ont ébranlé le pouvoir politique de ces États, incontestablement, mais ils n'ont pas automatiquement entraîné, comme le réaliserait une mécanique de vase communicant, de percées politiques distinctives à la hauteur de la puissance déployée lors des grèves. Peut-être les suites n'emprunteront pas ce type de cheminement, ou alors indirectement, ou par étapes, mais le surgissement même de ces grèves apparaît comme une composante de la relance possible du mouvement de classe « par en bas ». En tout état de cause, elles ont aussi constitué une réponse à tout le moins partielle aux thèses de l'incapacité des travailleurs américains à se mettre en mouvement...

À Chicago, la relance du syndicalisme dans l'enseignement avait supposé le remplacement de l'équipe de direction de la Chicago Teachers Union par l'intervention décidée d'une fraction déjà constituée. L'état-major renouvelé associa alors à la négociation du contrat collectif des dizaines et des dizaines de représentants des écoles, activement et continuellement. Il devenait en quelque sorte l'expression d'un mouvement qui se construisait lui-même avec et par son intervention. On peut considérer que, sous sa conduite, la CTU a eu raison à ce moment des orientations du maire Emanuel. Mais comment envisager l'avenir de son intervention en politique : une impulsion maintenue à des candidatures « labor » indépendantes des démocrates ? Ou le retour à une action de fraction progressiste dans le parti ? Et jusqu'où la CTU, si elle en a l'intention, peut-elle entraîner le syndicalisme régional et contribuer à rafraîchir ses perspectives ?

Dans les autres cas que nous avons étudiés, il ne semble pas qu'une intervention oppositionnelle préalable aux péripéties entourant le déclenchement de l'action se soit réellement manifestée au sein des syndicats de l'enseignement. Le passage à l'action a stimulé plutôt une participation de masse, qui permit l'éclosion de courants militants autonomes. L'avenir immédiat que suppose une relance de ce mouvement pourrait éventuellement s'appuyer sur la rencontre nationale de caucus de base de l'enseignement, une rencontre dont la perspective a émergé et qui a donné lieu à la création d'une organisation propre à sa réalisation. La défense de l'école publique paraît en effet un objectif en mesure de galvaniser nationalement la réflexion et l'action du milieu de

l'enseignement. Pour les États du Sud, le décloisonnement de la situation des courants de base qu'une rencontre de ce type provoquerait serait un gage de leur renforcement, voire du ravivement peut-être de leur existence et du mouvement de revendication. Rappelons, par ailleurs, que les nombreuses restrictions à l'activité et aux droits du syndicalisme ont directement contribué à ce que l'exaspération des salariés débouche sur une action fusionnant les dimensions économique et politique de leurs revendications, une action en quelque sorte politico-syndicale si l'on utilise les conceptions habituelles. Nationalement, on doit par ailleurs envisager que l'appel à une rencontre de défense de l'enseignement public et de ses professeurs pourrait être lancé par de grandes fédérations d'État des syndicats enseignants, peut-être par les grandes instances nationales AFT et NEA. Dans de telles circonstances, les caucus de base des fédérations d'État moins prêtes à s'engager à ce niveau pourraient servir de relais régional...

3. LA GRANDE SECOUSSE CALIFORNIENNE

Nous utilisons l'expression «secousse californienne» pour baliser notre troisième modèle de relance (possible) du syndicalisme parce que, à ce jour, il trouve sur la côte Ouest le mûrissement le plus avancé des développements qu'il porte. Mais il s'agit de développements largement répandus sur le territoire des États-Unis. Nous nous référons par cette appellation de secousse californienne au phénomène dit des *poor workers' unions* (syndicat de travailleurs pauvres) selon les mots utilisés par une majorité d'auteurs anglophones, qui en partagent la définition donnée par Vanessa Tait: constitués «aux marges» du mouvement ouvrier traditionnel, ces syndicats sont apparus déjà durant «les années 1960 et 1970» afin d'engager «l'organisation des travailleurs à bas salaires», que les syndicats de l'AFL-CIO avaient abandonnés à leur sort par routine d'appareil, de même que du fait «du racisme, du sexisme et de la bureaucratie» qui imprégnaient, jugeait-on, leurs pratiques et leurs valeurs. Trouvant leurs «racines dans les luttes pour la justice ethnique, raciale et de genre», ils présentent une image militante et renouvelée de l'action syndicale, dont les formes peuvent être variables: «organisation de justice économique, syndicats fondés sur des communautés locales et des comités ouvriers [*workers' centers*], notamment, dont les interventions ont donné lieu à des campagnes pour l'embauche de membres de collectivités particulières ou en faveur de tel groupe de travailleurs et travailleuses (*job campaigns*), formation aussi de «syndicats de travailleurs et travailleuses domestiques» et de «groupes féministes ouvriers». Vers la fin du xx^e siècle, les diverses manifestations de cette dynamique des *poor workers' unions* avaient débouché sur la «syndicalisation de

dizaines de milliers de travailleurs pauvres». Qui plus est, l'«action communautaire» en tant que telle s'était révélée un «véhicule» permettant de «gagn[er] des hausses de salaire, une amélioration des conditions [de travail et de vie], de même que la reconnaissance de la dignité» des travailleurs, sans qu'il y ait formellement création de syndicats et signature de conventions collectives³⁵.

i. LES CAMPAGNES *POOR WORKERS*

L'expérience concrète de la vie des *poor workers* se déroule sur un continuum socioéconomique évoluant de situations «d'aide sociale» à des situations «de chômage, de travail non rémunéré [le *workfare*] à des d'emplois peu payés», et vice versa, passant d'un type de tâches et d'un employeur à d'autres. De ces faits mêmes, leurs batailles sociales «s'adressent presque toujours [à des enjeux] dont les caractéristiques débordent l'univers strictement entendu de l'emploi»; les *poor workers* constituent (habituellement) un secteur de la classe ouvrière très largement «urbain» et pour lequel «l'oppression de classe s'avère fortement liée [*bound up with*] au genre, à la race et à l'ethnicité», un secteur dont les luttes prennent en conséquence, quasi de soi, une dimension communautaire marquante³⁶.

L'énergie des premières initiatives a historiquement donné lieu à une vigueur revendicative qui dépasse les cloisons locales, inspirant le lancement d'actions en plusieurs endroits et suscitant une dynamique dont l'envergure put même devenir nationale. Par ailleurs, Tait attire l'attention précisément sur le rôle premier des «gens de couleur et des femmes» dans le développement de ce phénomène des *poor workers' unions*, originellement et toujours en ce début de *xxi*^e siècle, chez les membres et parmi les leaders³⁷. Marianne Debouzy a ainsi mis l'accent sur le rôle des associations de femmes ouvrières immigrées à compter de la décennie 1980-1990 et durant toute la décennie suivante à cet effet. Ces femmes immigrées «travaillaient dans [des] *sweatshops* et les services (nettoyage, restauration, travail domestique)»; les conditions qu'on leur faisait s'avaient généralement pénibles, souvent irrespectueuses des normes établies par les lois (nombre d'heures de travail, obligation d'un salaire majoré pour les heures supplémentaires; pire: disparition soudaine de l'employeur et non-paiement des sommes dues aux salariées), cependant que le syndicalisme officiel jugeait globalement impossible de les absorber dans ses rangs et de négocier pour elles des contrats, qu'il aurait par la suite à faire respecter. Ses rapports avec ces ouvrières étaient donc distants, inexistant même dans la grande majorité des cas³⁸.

Grâce à des appuis militants au sein de leur communauté, les ouvrières chinoises de la confection dans Manhattan et d'autres à El Paso, au Texas (y prenant le nom de la *Mujer Obrera*, « la femme travailleuse »), créèrent leurs associations de défense au début de la décennie 1980-1990 ; puis ce furent des ouvrières coréennes à Oakland (nettoyage et confection), qui formèrent en 1983 l'*Asian Immigrant Women Advocates* ; à Los Angeles apparut en 1992 les *Korean Immigrant Workers Associates*, puis le *Filipino Workers Center*, et nombre d'autres regroupements... Les femmes immigrées furent réellement à l'avant-poste de ce développement³⁹. Ce bouillonnement, conjugué à l'apport d'autres influences comme l'effet toujours présent de la lutte des droits civils, l'appui solidaire de divers groupes dans la société (religieux, étudiants) et de syndicalistes, a aussi mené au surgissement « dans de multiples communautés des *Workers' Centers*, organisations de remplacement » au syndicalisme, jouant le rôle de « centres d'aide sociale qui épaulent » le militantisme en mettant sur pied « des banques de nourriture [...] et des coopératives », en dispensant des « cours d'anglais et des connaissances [juridiques] concernant [les] droits » ouvriers ; « mais ce qui prime, c'est la solidarité et la combativité », a aussi souligné Debouzy⁴⁰.

Ce prolétariat formé d'immigrants récents, légaux et sans papiers, a fait preuve de son énergie quand des millions d'entre eux ont manifesté en 2006 contre des projets de loi visant à encadrer de manière jugée injustement répressive leur présence dans la société. En mars et en avril, des contingents de millions de travailleurs immigrants hispaniques défilèrent ainsi dans les rues des grandes villes (Los Angeles, Chicago, Dallas et New York) et partout dans le pays, dans le Midwest et dans le Sud, pour souligner l'importance de leur contribution à la vie économique du pays, plus de deux millions le 10 avril dans 140 villes. Beaucoup d'institutions des collectivités hispaniques locales, des institutions religieuses, dont l'Église catholique, et cette fois de grands syndicats de l'AFL-CIO et des instances régionales de la centrale apportèrent leur soutien⁴¹. Ces actions puissantes, ce grand mouvement des travailleurs latinos, ont à l'occasion été vues depuis comme un rappel au syndicalisme établi de ce qu'est l'énergie de classe ; elles ont pu ébranler aussi certaines certitudes stratégiques toujours majoritaires au sein de ses appareils de direction : une inspiration particulière et peut-être une étape de sa relance, comme ce fut le cas du mouvement *Occupy*, qui y a déstabilisé des conceptions et ouvert les horizons.

En tout état de cause, ce fut là un développement qui fit preuve à la fois de la profondeur des aspirations auxquelles répondait la formation des regroupements de *poor workers*, c'est-à-dire de secteurs entiers de la classe ouvrière du pays, et de l'absence de l'AFL-CIO comme pilier, voire comme facteur

d'importance de cette action de masse à l'échelle nationale. La formation desdits regroupements et cette absence de l'AFL-CIO ne constituent pas les deux côtés d'une seule médaille, mais on ne peut s'empêcher de constater leur concomitance, sûrement révélatrice d'une réalité d'intérêt incontournable. Contrairement à ce qui fut le cas entre les années 1980 et 1990 du syndicalisme officiel, les *poor workers' unions* connurent une expansion considérable⁴², se manifestant sur plusieurs terrains : défense des droits des locataires, des chômeurs, des collectivités immigrantes et, toujours, de groupes particuliers de salariés dans leurs rapports avec les employeurs. On pouvait dénombrer 140 *workers' centers* dans 31 États et plus de 80 villes en 2003 ; et déjà 160 en 2007, plus de 200 en 2010 et quelque 230 à la mi-décennie 2010-2020⁴³. Les bouleversements qu'a connus le marché du travail depuis quelques décennies, les transformations radicales dans le domaine des produits manufacturés, de la confection et des services ont contribué, ainsi qu'on l'a déjà mentionné, à déstabiliser les cadres du syndicalisme constitué qui, par ailleurs, n'a pas été en mesure de s'adapter aux nouvelles données de l'emploi⁴⁴.

Dans une économie, des régions et un territoire aussi vastes et diversifiés que ceux des États-Unis, à la population composée d'apports de toutes les origines, on peut facilement supposer que l'évolution des conditions sociales et économiques que l'on sait aurait sûrement entraîné le surgissement d'organisations volontaires de défense et de promotion des intérêts de secteurs défavorisés de la population, même si l'action et la pensée de l'AFL-CIO et de ses syndicats eussent été à la hauteur des enjeux. Mais, à notre avis, la formation d'un nombre sans précédent d'organisations de base et le lancement de campagnes en faveur de secteurs prolétaires particulièrement exploités de la population procèdent sans conteste, pour une part, des manques du syndicalisme et des creux de sa présence sociale, de ses absences, qui définissent aussi la qualité de son existence et suscitent en retour des interventions qui lui sont étrangères.

Depuis le début des années 2000, la vague de fond qui se traduisait par la création de ces nouvelles organisations et le lancement de leurs campagnes de mobilisation, l'élaboration de méthodes originales d'intervention, multiples et adaptées aux circonstances de vie de milieux non moins divers, certains succès éclatants en plus montrent que ce phénomène novateur n'est pas que d'importance conjoncturelle. Il semble à la fois signe d'un besoin, mais aussi d'un type d'initiative aiguillonnant le mouvement de classe et stimulant sa relance. Richard Trumka, le président de l'AFL-CIO depuis la retraite en 2009 de John Sweeney, ne s'est pas trompé : il a invité expressément sa centrale lors de son congrès de 2013 à étendre et à affermir ses liens avec ceux qu'il a définis comme des « partenaires de solidarité » (*solidarity partners*), entendant par là « d'abord les associations qui visent à coaliser des groupes de travailleurs à l'extérieur du

modèle traditionnel de la négociation collective, en particulier du côté des secteurs peu payés employés dans les services». S'ajoutaient «les alliés idéologiques, tels les lobbyismes des groupes minoritaires⁴⁵».

Trumka reconnaissait avec cette orientation le caractère «ouvrier» des nouvelles organisations de défense et de promotion des intérêts des *poor workers*. Nous avons eu l'occasion déjà dans un autre contexte d'utiliser l'explication voulant que, sur le terrain de l'économie politique, le caractère social d'une organisation relève ultimement de son rôle dans la répartition entre les classes du produit national⁴⁶, plus globalement, donc, de son rôle dans les rapports sociaux de pouvoir. À ces égards, le premier type d'organisation auquel référerait Trumka est bien de nature «ouvrière»; ces organisations sont partie prenante du mouvement ouvrier entendu sous l'angle du mouvement social et de sa structuration. Trumka avait conscience que sa centrale ne constituait plus à elle seule le mouvement ouvrier des États-Unis⁴⁷. Lors du congrès de 2013, des murmures de désapprobation furent d'ailleurs entendus en provenance de délégués d'arrière-garde quand cette notion des *solidarity partners* fut mise en avant; le rapport de l'exécutif présenté par Trumka fut néanmoins adopté, mais on pouvait constater la présence de dirigeants réfractaires⁴⁸, mal à l'aise devant ce qu'ils voyaient à juste titre comme une contestation de leur syndicalisme...

Ces divers éléments définirent progressivement le contexte dans lequel les grandes luttes d'envergure nationale en faveur de salaires décents (*living wage*), puis du minimum de 15 \$ l'heure et de la syndicalisation des services de restauration rapide furent menées, très largement appuyées et pour une part gagnées durant la décennie 2010-2020. Après l'onde de choc du mouvement Occupy, certains grands syndicats comme le SEIU appuyèrent, entre autres financièrement, les campagnes issues de la dynamique des *poor workers' unions*, surtout la campagne «du 15 \$ l'heure et du droit de se syndiquer» dans l'industrie de la restauration rapide. «Entreprise à New York vers la fin de 2012», cette dernière campagne a utilisé des stratégies différentes de celles qui sont habituellement centrées sur la vente de cartes syndicales, puis d'un vote d'accréditation suivi, lorsqu'il est positif, d'une (longue) première négociation contractuelle. La main-d'œuvre des services de restauration rapide s'avère souvent jeune, changeante, massivement composée dans plusieurs régions de gens d'immigration récente, éclatée en plusieurs petits établissements. La stratégie qui permit à la campagne de s'imposer et de s'étendre fut le déclenchement «d'une série d'arrêts de travail d'une journée exposant» l'épuisement des salariés, tout en protestant contre leurs très faibles salaires «et d'autres abus» auxquels ils étaient soumis. Leur exemple inspira plusieurs groupes de travailleurs à bas salaires «travailleurs des aéroports, employés de maison, de dépanneurs», etc., qui aussi entreprirent des grèves d'une journée pour faire valoir leurs demandes, en

particulier « en décembre 2014, avril 2015 et novembre 2015 », mouvement qui avait aussi fait son apparition dans les magasins Walmart⁴⁹, avec des arrêts de travail regroupant éventuellement des dizaines de milliers de participants dans quelque 1 500 établissements de cette compagnie, selon leurs animateurs, lors d'une action dite de « Black Friday » en 2013⁵⁰.

Autant d'actions qui attiraient avec éclat l'attention sur le sort très difficile qui était le lot de ces « travailleurs pauvres », dont l'effet se répercutait d'une région à une autre, d'un État à un autre, par-delà les démarcations de lieux et de tâches. L'énergie et l'enthousiasme revendicateur dont elles faisaient preuve rajeunissaient l'image du syndicalisme et rappelaient la signification d'origine de son existence. En 2012 donc, 200 « des quelque 50 000 travailleurs de la restauration rapide de la ville de New York [avaient déclenché] la grève dans [des établissements] de McDonald's, de Burger King » et d'autres chaînes, avec le soutien et l'aide d'un organisme volontaire appelé New York Communities for Change (« communautés new-yorkaises en faveur du changement »). En février 2013, « les préposés au nettoyage [du grand magasin de la chaîne] Target à Minneapolis–Saint Paul » se formèrent en association et obtinrent de leur employeur des résultats jugés satisfaisants. Ils étaient appuyés par un Centro de Trabajadores Unidos en Lucha (centre des travailleurs unis en lutte) de la région, où l'inspiration des mouvements chez Walmart et les établissements de restauration rapide se faisait directement sentir. Au printemps 2013, alors que trente de ces restaurants étaient touchés par des arrêts de travail à Saint Louis au Missouri, « une délégation incluant un rabbin » et d'autres membres d'une collectivité locale obtint sur-le-champ d'un « manager régional » la levée des sanctions prises contre une gréviste (et même une courte amélioration de ses conditions). À la fin de juillet, les grèves dans l'industrie de la restauration rapide s'étendirent à « près de soixante villes », à ce moment un pic pour ce mouvement, dont les caractéristiques se répétaient partout : actions stimulées par des regroupements de base extérieurs aux appareils syndicaux, méthodes centrées sur l'activité de travail des divers milieux et pression directe sur l'employeur, et non sur la convention collective, volonté d'obtenir un appui communautaire agissant (comme l'illustre l'exemple de la délégation à Saint Louis en faveur d'une employée gréviste)⁵¹.

Quand Donald Trump choisit Andrew Puzder, « PDG de chaînes de restauration rapide », comme secrétaire au Travail, l'agitation frappant ce secteur depuis quelques années alors se répercuta en une opposition publique farouche de ses propres employés, qui obligea ce dernier à retirer sa candidature⁵². Le rappel de ce dernier élément va permettre de se centrer à ce stade sur l'influence plus proprement politique de ces mouvements de base dans la société. Leur dimension communautaire souvent très sensible, les

caractéristiques particulières des secteurs économiques où ils sont engagés, l'absence très fréquente du syndicalisme traditionnel et une certaine méfiance à son endroit, l'adoption concomitante de méthodes nouvelles ou peu courantes d'organisation, l'accent mis sur la participation directe, dans toutes les phases d'une lutte, de ceux et celles qui sont immédiatement concernés, de même que la préoccupation constante de soumettre au jugement de la société la légitimité des enjeux soulevés et des luttes entamées – car les divers mécanismes régissant les rapports d'emploi, juridiquement et administrativement, sont vus comme inadéquats, inadaptés à la situation des *poor workers* – tous ces éléments amènent une politisation plus grande que ce qui était le cas des campagnes traditionnelles de syndicalisation. Surtout qu'on en appelle plus couramment à l'intervention des pouvoirs élus, ce qui, évidemment et de soi, pousse dans la même direction. La pression des divers groupes sur les autorités publiques devient un aspect quasi naturel des campagnes de « syndicats de travailleurs pauvres ».

De plus, cette agitation de base prédispose davantage leurs participants à s'ouvrir aux messages politiques puisqu'ils deviennent un « milieu » auquel peuvent s'adresser les campagnes électorales ; comme groupement, ils s'avèrent aussi mieux en mesure de discuter politique sur la base de leurs intérêts et de leurs objectifs, tout en se reconnaissant des amis et des alliés potentiels. Le rôle des Workers' Centers à cet effet s'est révélé souvent déterminant : ils constituent à la fois un cadre d'actions concrètes, des lieux de solidarité explicite entre groupes divers et des centres de formation technique et sociopolitique⁵³. Mais cette activité a aussi attiré l'attention d'administrations élues sur le poids des inégalités et le besoin d'une action énergique de redressement de la situation des travailleurs pauvres. C'est ainsi qu'à la conférence annuelle des maires américains (United States Conference of Mayors), tenue en juin 2014, le problème de la pauvreté et des bas salaires a été au centre de préoccupations manifestes, des maires se demandant comment intervenir pour que soient haussés les salaires de leurs commettants peu payés. Dans une conjoncture où l'action des États et du gouvernement de Washington était jugée insuffisante, les maires en venaient à la conclusion que « les villes avaient un rôle important à jouer » même si, traditionnellement, on avait plutôt considéré qu'il revenait aux niveaux supérieurs de gouvernement d'agir sur ce terrain. Le nombre de maires « cherchant à combattre la pauvreté localement par une augmentation des salaires dans [leurs] villes était plus élevé que jamais⁵⁴ ».

Bien sûr, les assemblées législatives des États les plus conservateurs décidèrent bientôt d'intervenir contre ce type de développement « en votant des lois interdisant tout simplement aux municipalités [et aux comtés] d'adopter de telles politiques » ; à ce moment, dix-sept États s'étaient déjà rangés de ce

côté – le nombre sera de 25 États au début de 2019⁵⁵. Après toutes les difficultés faites au syndicalisme et aux droits collectifs, cette volonté d'interdire aux élus locaux d'adopter des règlements favorisant une hausse des revenus de travailleurs pauvres prenait l'aspect à nouveau d'une orientation visant à boucher les avenues de l'affirmation de politiques contraires au conservatisme social dur. Le mouvement pourtant poursuit son chemin; en avait déjà témoigné la volonté annoncée de grandes métropoles d'agir contre la pauvreté de leur propre chef.

Ainsi, trois semaines environ avant la réunion des maires en 2014, le conseil municipal de Seattle, dans l'État de Washington, avait adopté fièrement et à l'unanimité le principe d'un salaire minimum de 15 \$ l'heure sur son territoire, pour le secteur privé et le secteur public municipal. La résolution avait le plein « appui du maire, qui avait concouru [aux élections] de l'année [précédente] en s'engageant à hausser le salaire [minimum] à 15 \$ et qui en fit l'une des priorités » de son administration⁵⁶. La protagoniste la plus résolue et la plus énergique, cependant, de la mesure du 15 \$ avait été Kshama Sawant, syndicaliste membre de l'American Federation of Teachers (AFT), qui avait été élue en 2013 au conseil municipal de Seattle tout en étant militante de l'organisation Socialist Alternative. De son programme « anti-austérité et anticapitaliste », on avait noté précisément la demande d'un « salaire minimum de 15 \$ l'heure ». Cet objectif s'inspirait de la revendication identique apparue « l'année précédente dans les grèves du secteur de la restauration rapide à New York », mais ce fut sur la base des développements à Seattle qu'il « prit véritablement son envol⁵⁷ ». San Diego, Chicago et San Francisco « songeaient tout aussi bien à augmenter nettement le salaire minimum », et New York aussi. Comme le Sud « restait en grande partie fidèle au minimum fédéral de 7,25 \$ l'heure », parmi quelques autres États, il apparaissait clairement « que le caractère disparate des échelles salariales à travers le pays s'accroissait » toujours plus⁵⁸. Ajoutons, par ailleurs, que Sawant s'était fait connaître déjà comme une des animatrices principales du mouvement Occupy à Seattle... D'autres percées politiques locales, habituellement moins spectaculaires cependant que les développements à Seattle et, de fait, au niveau même de l'État de Washington, furent amenées ou permises par l'agitation des mouvements de travailleurs pauvres⁵⁹.

En bousculant, si nécessaire, les orientations de certaines autorités publiques, en réussissant des percées syndicales usuellement considérées impossibles par le syndicalisme, en inspirant par leur ténacité et leur exemplarité de réels appuis populaires, tout en comptant souvent sur le soutien actif de communautés minoritaires, voire en faisant de leur combat un mouvement communautaire, les travailleurs pauvres se sont trouvés à pleinement assumer la dimension politique de leurs revendications. La force de leur action venait

notamment de ce que, depuis les grandes manifestations des travailleurs immigrants de 2006, la dissidence politique qu'elle supposait nourrissait comme telle leur détermination. Ce n'est pas rien. Les victoires s'acquièrent et les pas en avant se réalisent avec la politique, grâce à l'activité propre sur ce terrain ou par les répercussions palpables qui s'y produisent. À Seattle, plusieurs organisations syndicales en vinrent à appuyer Sawant, organisations traversées elles-mêmes de la dynamique sociale suscitée par les demandes des «travailleurs pauvres».

ii. LA CALIFORNIE DU SUD

Mais l'exemple principal de la réverbération sociopolitique de cette dynamique, qui a bouleversé jusqu'à la culture politique d'une région du pays, la Californie du Sud, est fourni par les développements qui ont cours depuis plus de vingt ans dans la ville et le comté de Los Angeles. Un bouleversement que l'on doit voir comme le produit direct de la rencontre du mouvement des travailleurs pauvres et de l'intervention des instances syndicales régionales. Ces travailleurs sont surtout latinos, du Mexique et de l'Amérique centrale en particulier, mais on retrouve aussi nombre d'immigrants d'origine asiatique et d'autres régions. Nous ne reviendrons pas à ce stade à une présentation plus précise de cette population et de ses composantes, à laquelle on s'est arrêté antérieurement au chapitre 5⁶⁰. Mais il convient de souligner à nouveau le poids caractéristique de ces composantes, et la puissance d'origine proprement communautaire qu'il a pu conférer au mouvement des travailleurs pauvres (singulièrement hispaniques) en Californie – galvanisé, on le sait, par le succès de masse de son action de 2006 contre les mesures de coercition et d'intimidation à l'endroit des travailleurs immigrants. La composante hispanique californienne de l'immigration a été au cœur et à la tête des manifestations de 2006, qui ont essaimé dans les diverses régions du pays. D'où le sous-titre «les immigrants à l'avant-garde» que Fantasia et Voss utilisent pour le chapitre sur la possibilité que naisse «un nouveau syndicalisme de contestation sociale» aux États-Unis, lorsqu'ils traitent de la victoire à Los Angeles des travailleurs de l'entretien et du nettoyage en 1990 (hispaniques pour la plupart) dans leur livre sur le syndicalisme américain contemporain⁶¹.

Le syndicalisme représenta pourtant un cadre des bouleversements que connut la Californie du Sud. La combinaison qu'ouvrit le programme des *Union Cities* lancé par l'équipe Sweeney, qui suggérait des campagnes de syndicalisation s'inscrivant dans les communautés locales et de faire des conseils du travail des centres sociopolitiques d'action collective, et l'arrivée à la direction effective du conseil du travail du comté de Los Angeles (Los Angeles County

Federation of Labor, LACFL) d'un syndicaliste militant, Miguel Contreras, produisirent une dynamique puissante de « transformation » par la base du syndicalisme lui-même et des relations de pouvoir dans cette vaste région, ainsi que l'ont analysé Fletcher et Gapasin⁶². Miguel Contreras, « utilisant ses propres origines immigrantes et la longue histoire des responsabilités qu'il exerça au sein du syndicat des ouvriers agricoles (United Farm Workers, UFW), de même que l'apport de sa [...] collaboration avec des militants latinos dans le Parti démocrate, contribua [directement] à la formation d'une coalition entre [le mouvement syndical] et les organisations de défense des droits des immigrants, appuyée par des syndicats tels que HERE, SEIU et UFW⁶³ »...

En d'autres mots, Contreras contribua puissamment à la rencontre du syndicalisme et des organisations de *poor workers*, formées essentiellement sur place de travailleurs et travailleuses d'immigration récente, déjà engagés avec leurs comités ouvriers dans de larges luttes populaires. Cette rencontre, jointe à la participation active de la LACFL à « la campagne pro-Living Wage » des travailleurs pauvres, transforma véritablement ce conseil du travail, en faisant un instrument de mutation sociopolitique et socioéconomique effectif : hausse du taux de syndicalisation à quelque 20 % dans le comté de Los Angeles (« près de 5 % plus élevé que le taux » de l'État), création d'une large coalition politique qui a aidé à ce que le vote immigrant se manifeste beaucoup plus significativement qu'auparavant, à ce que le conseil municipal de la ville de Los Angeles soit composé « de nombreux conseillers favorables au syndicalisme », à l'élection de syndicalistes à la State Assembly de Californie et à servir concrètement de « pont » entre les collectivités noire et latino⁶⁴. Bien que les élections municipales à Los Angeles soient non partisans, l'action politique du syndicalisme est associée au Parti démocrate.

Le système électoral municipal exige, par ailleurs, qu'un candidat ou une candidate obtienne la majorité absolue des votes pour être porté à la tête de la mairie ; ce système prévoit en conséquence qu'après un premier tour d'élections, appelées primaires, au terme duquel personne n'a obtenu de majorité absolue, une deuxième consultation mette aux prises les deux candidats – et seulement eux – ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, mais pas de majorité absolue lors du premier tour. Dorénavant, dit-on, ces élections à la mairie de Los Angeles voient s'opposer au deuxième tour des candidats et candidates généralement acquis au syndicalisme, libéraux de gauche ou de centre gauche, se partageant par ailleurs les appuis syndicaux. Contrairement à la situation qui existe globalement dans le pays, « le pouvoir du mouvement syndical s'est nettement accru au cours de la décennie » 2000-2010 à Los Angeles ; il a connu et il connaît toujours une expansion soutenue « dans le secteur privé, auprès des salariés de l'entretien et du nettoyage [des édifices] et

des hôtels entre autres, faisant [notamment] pression pour l'obtention d'ententes garantissant [alors] un salaire décent». Qui plus est, le pouvoir du syndicalisme s'est construit par les « efforts gigantesques » qu'il a engagés afin que les travailleurs immigrants « s'inscrivent sur les listes électorales et participent au **vote** ». Les représentants du monde des affaires s'y sont faits, si l'on peut dire, choisissant parmi des candidats qui ont l'appui direct de syndicats celui ou celle qui représente un « moindre mal ». Le directeur d'une association patronale importante a ainsi confié à un journaliste du *New York Times* qu'il avait « abandonné l'idée que les responsables municipaux puissent agir sur quelque sujet sans avoir l'appui du mouvement ouvrier organisé⁶⁵ ».

L'intervention particulière du syndicalisme auprès des communautés minoritaires est ainsi devenue un aspect premier de son travail d'organisation, évidemment suggéré par les fortes mobilisations dont ces communautés se sont montrées capables. Ensemble, syndicalisme et associations communautaires ont entrepris depuis la décennie 1990-2000 de « recruter des candidats et des candidates » en provenance de ces collectivités pour des postes électifs, en particulier des latinos, dont la communauté forme le groupe dit minoritaire le plus important de la région. On recensait au milieu de la décennie 2010-2020 plus de 800 000 syndiqués dans le comté de Los Angeles, quelque « 900 000 immigrants illégaux », « dont de nombreux syndiqués » ; on évaluait par ailleurs à ce moment que « la main-d'œuvre [totale] de l'État de la Californie était composée d'immigrants illégaux à la hauteur de 9%⁶⁶ », alors que le Censu Bureau des « États-Unis établissait à 35 % la proportion des résidents de Los Angeles nés à l'étranger⁶⁷. Au mois de septembre 2014, la municipalité de Los Angeles adoptait une résolution fixant pour l'année suivante à 15,37 \$ l'heure le salaire minimum « dans tous les gros hôtels » sur son territoire, c'est-à-dire « les hôtels comptant plus de 300 chambres », et dans tous les hôtels de plus de 125 chambres pour 2016. Le maire Eric Garcetti, membre de la collectivité latino et ex-conseiller municipal, faisait aussi part de son objectif d'élever à 13,25 \$ l'heure sur une période de trois années « le salaire minimum de tous les salariés travaillant dans la municipalité⁶⁸ ». Voilà qui faisait conclure à l'analyste Tina Rosenberg que « le mouvement ouvrier organisé constituait toujours une force contribuant à la hausse de tous les salaires [c'est-à-dire non seulement les salaires des syndiqués], mais que [au contraire de ce qui fut le cas durant les années 1940-1970] cela se faisait maintenant grâce à son travail pour l'adoption de lois de salaires décents⁶⁹ », en d'autres mots, grâce à son activité politique plutôt que par la force d'entraînement de ses contrats collectifs – ce qui n'est pas faux.

Le syndicalisme servait donc en tant que tel à l'organisation du mouvement revendicatif des populations d'immigration récente, pour leurs salariés précisément et pour elles-mêmes comme entités ethnoraciales défavorisées et infériorisées, cependant que les dispositions et l'action de ces populations avaient contribué directement à déboulonner la vieille structure du pouvoir politique et à faire du comté et de la municipalité de Los Angeles une région libérale, généralement sympathique au mouvement syndical, qui s'y taillait (souvent en commun d'ailleurs avec lesdites populations) une représentation politique très influente. Eu égard au passé de Los Angeles, où l'argent et les élites économiques tenaient quasi sans partage le haut du pavé, il s'agissait d'un véritable renversement de caractéristiques lourdes de la gouverne socioéconomique et sociopolitique de cette région. La culture politique de toute la Californie du Sud, dit-on souvent, fut ainsi transformée, ce qui conditionne obligatoirement la nature de sa délégation aux assemblées de l'État. Cela dit, soulignons avec la Coalition of Trade Union Women que la lutte en faveur d'une augmentation du salaire minimum à Los Angeles s'avérait tout aussi importante pour les femmes et les Africains-Américains; les femmes représentent en effet quelque 56% des employés «profitant de cette hausse», «environ la moitié des travailleurs à salaire minimum sont des gens de couleur», et «66% du travail à pourboires [*tipped workers*] est assumé par des femmes⁷⁰». Les changements en cours de réalisation à Los Angeles se révélaient positifs pour l'ensemble des salariés situés au bas de l'échelle.

De sorte que Miguel Contreras pouvait conclure que «les alliés communautaires sont essentiels à l'atteinte de [nos] objectifs sur les lieux de travail, cependant que les questions d'importance pour les syndiqués ne se limitent pas à celles du milieu de travail». Des syndicalistes faisaient ainsi valoir que «le premier problème financier que rencontraient les syndiqués a trait au logement», alors que les quartiers pauvres, où habitent les «gens de couleur» et les *poor workers*, font face plus que les autres à des problèmes de «dégradation de l'environnement» (sols contaminés, etc.), situation qui ouvre au rapprochement avec les groupes luttant contre les gaz toxiques et favorisant le transport en commun⁷¹. Sur cette réalité d'ensemble du lien «labor-communities» (mouvement syndical-collectivités minoritaires), il est intéressant de noter que la priorité de l'un ou l'autre a été l'objet d'un intéressant débat, certains mettant l'accent à cet effet sur le rôle propre des communautés d'immigration récente, d'abord de ceux et celles que l'on classe comme hispaniques, d'autres soulignant plutôt le rôle que le syndicalisme régional a tenu en fournissant le cadre, les ressources et même l'expérience nécessaires au développement de l'action conjointe en Californie du Sud.

Manuel Pastor, dans la revue *Dissent*, s'est fait le porte-parole de la première interprétation. Bien que l'apport particulier de la lutte pour la promotion des droits des immigrants « à la transformation de L.A. » en bastion du progressisme soit généralement reconnu, écrit-il, on considère souvent cette lutte comme ayant eu un rôle d'appoint. Or, les luttes pour la justice au travail et à l'extérieur du travail, les organisations communautaires, leurs « plateformes et leurs luttes politiques » propres ont eu un poids déterminant : les immigrants récents ont fait leur entrée sur la scène sociale en portant dans leurs bagages un large « répertoire de pratiques » militantes, telle une « familiarité avec l'activité d'organisation », l'acceptation de participer à de grandes et dures grèves et de s'engager, à répétition, dans « des actions publiques [de revendication], comme de manifester [*marching through*] dans de grands corridors commerciaux ». Ils se sont aussi montrés très loyaux comme « membres de coalitions larges agissant en faveur de la justice économique et sociale ». Leurs organisations sont par ailleurs intervenues avec succès sur le terrain politique, haussant les taux de participation électorale, comme on l'a vu, dans leurs communautés, faisant campagne souvent très activement pour les candidats soutenus, réussissant de belles percées. Avec leur action de 2006, et alors que les données démographiques en sont venues à « latiniser » en quelque sorte la région du sud de la Californie, l'apport des groupes immigrants à la transformation de la « culture politique » de Los Angeles doit être vu pour ce qu'il est : non pas un complément, non plus qu'une simple adjonction, mais une part nécessaire et essentielle à la dynamique de changement qui a secoué la région⁷².

En face, si l'on peut dire, il y a cette explication conférant au syndicalisme le rôle premier. Harold Meyerson, journaliste auquel on a déjà référé, qui est proche des milieux syndicaux et des courants démocrates de gauche, a exposé ce point de vue sur la base d'une intéressante comparaison de l'évolution de ces deux grandes métropoles que sont Houston et Los Angeles depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale⁷³. Durant la décennie 1950-1960, chacune était dirigée par de petits groupes de l'élite d'affaires locale, un comité dit « des 25 » à Los Angeles et un regroupement aussi limité en nombre à Houston, qui s'entendaient sur les candidats et les orientations à favoriser, se trouvant par le fait même à désigner ceux-là et à définir celles-ci. « En 1950, Los Angeles était la plus blanche des grandes villes américaines (à 78 %, selon le recensement de la même année), suivie de près par Houston (blanche à 73 %). En 2000, Los Angeles était devenue la moins blanche des huit plus grandes villes du pays (tout juste à 29 %), Houston tirant à peine de l'arrière (à 31 %) ». La proportion des citoyens africains-américains avait reculé aux deux endroits, alors que L.A. était dorénavant hispanique à 47 % et Houston à 37 %, les conditions de vie se révélant pratiquement du tiers-monde pour une part importante de ce

groupe dans l'un et l'autre cas. Il y avait cependant une grande différence maintenant entre les deux métropoles : la « communauté latino [de Los Angeles] avait acquis une représentation politique [« considérable »] et [...] avait contribué à la création » d'un profond mouvement « de transformations progressistes », « comme partie d'une culture politique dominante multiraciale démocrate » ; à Houston, au contraire, où la politique était tout entière dominée par les « républicains de droite », « la vaste communauté latino immigrante restait largement non mobilisée, et remarquablement sous-représentée ». Comment rendre compte de cette différence ?, demandait Meyerson. Fondamentalement, par l'appui qu'avait donné le mouvement syndical aux communautés minoritaires à Los Angeles, rôle qu'il n'avait pu tenir à Houston compte tenu de sa grande faiblesse sociale et politique dans tout le Texas⁷⁴.

Meyerson poursuivait : « L'institution clé [rendant compte de] la montée du pouvoir politique hispanique à la fois à Los Angeles et en Californie a été le mouvement syndical de la ville dirigé par des latinos, qui a mobilisé un plus grand nombre d'électeurs latinos, souscrit au plus grand nombre de candidats latinos et construit le plus grand nombre de coalitions progressistes de toutes les forces de l'État. » En d'autres mots, « l'institution clé » de la formation même de la population hispanique en force politique a été le syndicalisme ; un syndicalisme qui, dirigé par Miguel Contreras, a su voir le potentiel d'apport au changement que recelait la population hispanique⁷⁵. De sorte que, pour Meyerson, le cadre du syndicalisme a largement permis de donner forme au mouvement de nature communautaire, rendant possible que ses membres se joignent aux forces de changement ; chez Manuel Pastor, le mouvement communautaire, par lui-même, a fourni l'énergie nécessaire, ou une part nécessaire, à la transformation du climat sociopolitique de la Californie du Sud, incluant l'évolution à gauche de son syndicalisme. Mais chez l'un et l'autre auteur, tout aussi bien, on reconnaît la fertilisation croisée des deux réalités. Plus crûment, on pourrait en effet écrire que, sans l'énergie militante et la résolution d'origine communautaire, le renversement de la vieille situation n'aurait pu survenir, mais aussi que, sans l'instance du syndicalisme, la misère et le mécontentement communautaires n'auraient pu trouver de débouchés probants. Le contre-exemple de Houston servait à éclairer chacune de ces deux dimensions.

Pour notre part, nous considérons ces deux analyses tout à fait plausibles, surtout – mais pas uniquement – pour la grande région du comté de Los Angeles entre 1990 et 2010. À l'échelle nationale, l'action des *poor workers' unions* conjuguée à la révolte spontanée du mouvement Occupy Wall Street amène obligatoirement à inscrire à leur dynamique la capacité de lutte et les succès des engagements appuyés sur les revendications des communautés

d'immigration récente. En même temps, il faut ajouter pour ce qui est de la transformation californienne le rôle incontestable des grandes victoires politiques remportées par les syndicats contre le gouverneur Schwarzenegger en 2005. La campagne référendaire qui a conduit à ces victoires est devenue, à notre avis, un processus de politisation populaire à gauche, comme en témoigne la différence entre les résultats des sondages du début de la campagne et ceux de la journée du vote. Ni Pastor ni Meyerson ne tient compte (à notre connaissance) de ce processus massif de politisation à gauche, mené par le mouvement syndical à l'échelle de l'État. Quelques mots à cet égard.

On se rappellera que le républicain Arnold Schwarzenegger a accédé au poste de gouverneur de la Californie en octobre 2003, lors d'une procédure de révocation par l'électorat du gouverneur Gray Davis, démocrate réélu pour un deuxième mandat moins d'une année auparavant. Il appert que Davis dut payer le prix de la crise énergétique qui frappa la Californie en 2000-2001, la déréglementation du secteur de l'énergie ayant permis des manipulations de l'offre au bout desquelles les coûts transmis aux consommateurs devinrent prohibitifs, cependant que l'effondrement de la bulle spéculative liée aux nouvelles technologies de l'information gonfla dangereusement le déficit des finances politiques, à un point que le régime du gouverneur Davis n'avait pas prévu. La révocation de Davis acquise, le choix des électeurs pour lui succéder s'était porté sur Schwarzenegger, qui promettait de faire le ménage à Sacramento, la capitale de la Californie, et d'utiliser les moyens nécessaires pour mettre de l'ordre dans les finances publiques de l'État. Ce dernier élément va être au cœur du traitement de notre problème. Le nouveau gouverneur avait fait campagne en promettant de mettre fin au «gaspillage» et à l'influence des «intérêts spéciaux», ce qui lui permettrait, assurait-il, d'avoir raison du déficit sans hausser les taxes. À ce stade de notre étude, notre lecteur ou notre lectrice se doute bien de ce qu'une telle rhétorique annonce: les employés publics composent le groupe, dans la société, qui sera spécialement mis à contribution...

iii. LE GOUVERNEUR SCHWARZENEGGER

Très vite le gouverneur républicain Schwarzenegger adopte un comportement qui vise à forcer la main des élus sur les projets de loi qui lui tiennent à cœur et qu'il place au centre des réformes qu'il juge nécessaires. Ainsi en est-il de la réforme du système de compensation des accidentés du travail qu'il soumit aux chambres en 2004. Ce projet avait pour objectif de réduire les coûts de ce système en restreignant notamment l'éventail des accidents de travail admissibles. Le gouverneur avait décidé d'imposer aux élus un échéancier précis pour

l'adoption de ses réformes, en menaçant de recourir à la mesure de l'initiative pour venir à bout de l'opposition des démocrates (qui avaient la majorité aux deux chambres). À ce moment, la pression porta ses fruits, puisqu'il réussit en fin de compte à avoir raison de la réticence des démocrates après d'intenses négociations. Mais il allait avoir effectivement recours à la mesure de l'initiative populaire pour l'emporter sur les chambres à l'occasion de son affrontement avec le syndicalisme, qui allait marquer négativement pour lui les rapports politiques de l'époque en Californie et sa propre gouverne.

Dans son discours sur l'état de l'État le 5 janvier 2005, le gouverneur Schwarzenegger fit part de son intention de convoquer une session spéciale des chambres afin que soit considérée une série de réformes profondes qu'il entendait mettre en application rapidement. Il fixa à cet effet une date butoir aux travaux des législateurs, au-delà de laquelle il outrepasserait leur résistance et leur inefficacité en ayant recours à la procédure de l'initiative pour en appeler contre eux directement à l'électorat. Les grandes réformes qu'il proposait avaient trait au processus budgétaire : permettre au gouverneur de couper arbitrairement dans les dépenses publiques, substituer pour les nouveaux employés publics au régime de pensions à prestations déterminées un régime à cotisations déterminées, améliorer le système des écoles publiques en cherchant à élever le rendement des enseignants et la qualité de l'enseignement grâce à l'adoption d'une formule de salaire au mérite, qui remplacerait celle qui lie le salaire à l'ancienneté, et en s'assurant de pouvoir congédier les enseignants dont le rendement laisse à désirer ; enfin, le gouverneur voulait transformer le mode de révision de la carte électorale en confiant à un comité d'experts et de juristes la responsabilité de s'acquitter de cette tâche, c'est-à-dire en écartant les législateurs de la prise de décision à cet effet⁷⁶. Ne réussissant pas à imposer aux chambres ses échéanciers et le contenu des réformes qu'il souhaitait, Schwarzenegger risqua son va-tout en recourant contre les chambres à la formule de l'initiative, ouvrant de fait une saison électorale à laquelle plusieurs groupes et individus décidèrent de participer, en appuyant l'une ou l'autre des options qui seront avancées ou même en élaborant leurs propres options. Dans tous ces cas, il fallait d'abord recueillir le nombre de signatures requis afin que soit soumis aux voix un quelconque projet d'initiative⁷⁷ puis, en un deuxième temps, faire campagne pour la victoire de son projet. Il y aura huit propositions d'initiative législative finalement soumises à l'électorat californien, des propositions qui, en fonction de leur contenu, allaient nécessairement ponctuer la vie politique et nourrir le débat public durant de nombreux mois. De ces propositions, trois suscitèrent une participation massive et unie du mouvement ouvrier, parce qu'elles menaçaient soit les conditions de travail, soit l'administration interne des affaires du syndicalisme, soit des gains salariaux et des avantages sociaux

obtenus par contrat collectif. Ce furent les propositions 74, 75 et 76. La proposition 74, directement promue par le gouverneur Schwarzenegger, avait traité à l'éducation publique et reprenait grosso modo le propos que ce dernier avait déjà fait connaître; concrètement, elle consistait en une prolongation de deux à cinq années de la période de probation des futurs enseignants et elle visait, d'un autre côté, à faciliter le congédiement des titulaires ayant reçu deux évaluations négatives successives.

La proposition 75, dite de protection du chèque de paie, émanait d'une association privée, le National Tax Limitation Committee, et en particulier de l'activité de son président, un ancien de l'Administration Reagan, Lewis K. Uhler. Cette proposition mettait en avant la nécessité que les syndicats d'employés publics obtiennent annuellement le consentement écrit de chacun de leurs membres pour qu'une part des cotisations de ceux-ci soit consacrée à l'action politique. Sans ce consentement individuel, cette part de leurs cotisations devrait être rendue aux syndiqués concernés. L'argumentaire, dans ce cas, se fondait sur la liberté de choix en politique, la distance supposée entre les positions politiques des chefs syndicaux et celles des membres, puis sur le besoin de tous et toutes de pouvoir disposer comme ils et elles l'entendent de l'ensemble de leurs gains; d'où cette notion d'une «protection du chèque de paie⁷⁸».

Enfin, la proposition 76 prônait un renforcement du pouvoir du gouverneur dans le domaine de l'administration du budget de l'État – nécessairement aux dépens des législateurs des deux chambres de la Californie. On peut supposer que la constitutionnalité d'une telle mesure serait sérieusement remise en question. Pour les employés publics, la possibilité, par ailleurs, que le gouverneur soit doté du pouvoir de réduire les dépenses de l'État s'il jugeait qu'il y avait «urgence fiscale» prenait obligatoirement l'aspect immédiat de la menace. Un tel pouvoir aurait en effet permis qu'un gouverneur revienne sur des ententes collectives signées, réduise de plein droit des revenus ou l'étendue d'avantages sociaux. Le gouverneur Schwarzenegger pilotait directement cette proposition, comme c'était le cas de la proposition 74. Il ne se rallia que durant la campagne à la proposition 75, bien que tout l'État savait qu'il en partageait depuis le début les objectifs. On notera qu'il avait abandonné déjà le projet de modifier le régime de retraite des employés publics, devant l'opposition de masse que cette orientation avait rapidement suscitée et le débat d'idées qu'il perdait. Cela fut considéré comme une défaite personnelle du gouverneur et augurait mal (pour lui) de la suite des événements⁷⁹.

Les forces en présence sur les trois propositions que nous traitons donnent d'elles-mêmes la signification sociale et politique du long affrontement dont la conclusion sera donnée le 8 novembre. D'un côté, on retrouve la coalition des appuis au gouverneur, coalition réunie sous le parapluie appelé « Citizens to Save California ». Elle regroupait le président de la Chambre de commerce de l'État, celui d'un Small Business Action Committee, le président de la section de Californie de la Business Roundtable, celui de la California Bankers Association, le directeur de la Business Properties Association, celui d'une Tax payers Association⁸⁰, etc. Le Parti républicain de Californie soutint évidemment le gouverneur, cependant que des organisations et des conseillers politiques associés au parti national se joignirent à son comité de stratégie central.

En face, une coalition nommée « Alliance for a Better California » regroupa les forces hostiles au programme de réformes du gouverneur, dont le pilier fut, du début des campagnes jusqu'au 8 novembre 2005, le mouvement syndical de l'État. Douze grandes sections syndicales, comptant ensemble quelque deux millions de membres et agissant dans l'unité, surent rallier bon nombre de plus petites associations en un mouvement d'ensemble qui ébranla même la confiance de la coalition opposée. Il s'est agi, entre autres organisations, de la California Teachers' Association (330 000 membres, comptant sur un appareil d'intervention politique très développé⁸¹), de la California Federation of Teachers (119 000 membres, affiliée à l'AFL-CIO contrairement au syndicat précédent), de l'Association of California School Administrators, du syndicat de la SEIU en Californie (600 000 membres, le plus important syndicat de l'État), de la fédération d'État de l'AFL-CIO, de la Correctional Peace Officers Association (habituellement conservatrice et républicaine⁸²), de l'« Officers Research Association of California » (61 000 membres, surtout des policiers), de la California School Employees Association (230 000 membres, regroupe surtout des employés du système scolaire), de la California Nurses Association, du syndicat des pompiers, etc. Le Parti démocrate se rangea du côté du syndicalisme, bien timidement pourtant et après s'être longuement employé à chercher des formules de compromis. Il ne fut d'aucun apport visible à ce grand mouvement des syndiqués. Voilà une liste bien longue, bien qu'elle soit incomplète, des syndicats engagés souvent avec leurs comités d'action politique, dans une intervention commune aux caractéristiques exceptionnelles.

Le républicain John McCain vint en octobre apporter son appui au gouverneur Schwarzenegger, cependant que le sénateur démocrate John Kerry prit soin le même mois d'annoncer à Los Angeles son opposition à la proposition 75. Deux journées avant le scrutin, la leader démocrate à la Chambre des représentants Nancy Pelosi participa à une opération de porte-à-porte à San

Francisco visant à inciter le vote anti-Schwarzenegger à se manifester effectivement le 8 novembre ; quelques-uns de ses collègues au Congrès firent de même dans d'autres villes. Mais la puissance de la dynamique de rejet des propositions 74, 75 et 76 vint d'abord et avant tout de l'intervention continue des directions syndicales et de la mobilisation de leurs bases, les infirmières jouant un rôle de premier plan à cet égard : durant de longs mois avant la tenue du scrutin, des groupes souvent importants d'entre elles s'invitèrent à chacune des sorties publiques du gouverneur pour le chahuter et même, lorsqu'elles le pouvaient, enterrer son propos sous leurs cris et leurs chants. On dit qu'elles furent en mesure de tenir près de 110 rallyes de ce type⁸³. À l'occasion de l'une de ces manifestations, probablement excédé, le gouverneur Schwarzenegger donna les infirmières en exemple des « intérêts spéciaux » qu'il était venu combattre à Sacramento pour corriger le cours budgétaire et, plus généralement, politique dangereux que suivait la Californie. Cette remarque enflamma une situation déjà délétère pour lui, les employés publics n'acceptant pas d'être relégués, d'un côté, au rang de simples intérêts et, de l'autre côté, à la catégorie des malfaisants dont il faut protéger la Californie. Cet épisode se situa au cœur du déroulement de la campagne et les propos du gouverneur furent dénoncés le 16 mars par de grandes manifestations à Los Angeles (20 000 personnes) et à Sacramento (10 000 personnes)⁸⁴.

iv. LA CALIFORNIE DE GAUCHE

Les politiciens municipaux ont été significativement actifs lors de la campagne contre les propositions 74, 75 et 76. Ainsi, Antonio Villaraigosa, nouveau maire de Los Angeles élu en mai 2005, déclarait dans une publicité en espagnol de l'Alliance for a Better California diffusée le 26 octobre : « Ne laissons personne trahir l'avenir [que nous voulons pour] nos enfants. Il nous faut voter non aux propositions 74, 75 76 et 77. » Il fut sur la scène au côté de John Kerry lors de la visite à Los Angeles de ce dernier en soutien à la campagne de rejet de la proposition 75 ; Villaraigosa était lui-même un ancien syndicaliste, qui avait de plus été orateur démocrate de l'Assemblée californienne. Au milieu d'octobre, le conseil de la ville de Los Angeles en appelait aux résidents de la municipalité pour qu'ils s'opposent aux propositions 74, 75 et 77 ; il s'était antérieurement déclaré contre la proposition 76. Plusieurs autres villes s'opposaient publiquement à cette dernière proposition, dont Berkeley, Santa Monica, de nombreux comtés, en particulier l'Urban Counties Caucus, qui réunit les douze comtés urbains les plus peuplés de l'État, comtés qui rassemblent quelque 80 % de la population californienne ; et aussi les maires de San Francisco, San José, Oakland. Des élus, des syndicalistes et des leaders

religieux participèrent à la campagne en ciblant certains groupes ethniques, dont l'inscription sur les listes électorales était jugée cruciale : hispaniques, Africains-Américains et Asiatiques⁸⁵...

La campagne s'avéra globalement fructueuse pour les syndiqués, pour les diverses instances d'autorité publique craignant la possibilité de compressions budgétaires simplement décrétées par le gouverneur, pour les communautés d'immigration récente dont les intérêts socioéconomiques et sociopolitiques sont promus avec le syndicalisme, qui directement concourt par son action politique à favoriser l'élection de candidates et candidats issus de leurs rangs, et pour les couches de la population dites libérales et progressistes, notamment. Car, à l'ouverture des hostilités, la position des opposants au gouverneur s'était avérée inconfortable ; encore au mois d'août, selon les sondages du Public Policy Institute, 58 % de l'électorat se disait favorable à la proposition 75 et seulement 38 % la rejetait ; en octobre, les deux camps étaient pourtant à égalité, 46 % chacun, alors que l'appui à la mesure avait chuté de 12 points entre la mi-septembre et la fin d'octobre⁸⁶. Le 8 novembre, les résultats se révélèrent finalement tous favorables à la position du mouvement syndical et des associations des communautés défavorisées, comme de leurs représentants élus les plus reconnus. Toutes les propositions appuyées par le gouverneur furent battues, la proposition 74 à 55,1 % contre 44,9 %, la proposition 75 à 53,5 % contre 46,5 % et la proposition 76 à 62,2 % contre 37 %.

Les résultats ne pouvaient être plus limpides, et il paraissait tout à fait approprié de considérer le syndicalisme comme le gagnant de ce long affrontement politique avec le gouverneur⁸⁷. La mobilisation des troupes avait notamment permis de s'engager dans des opérations massives de « porte-à-porte » et autres formes de rencontres directes avec les électeurs et les électrices de l'État⁸⁸. Manifestement, la majorité n'avait finalement pas vu les « intérêts spéciaux » dont avait à se méfier la gouverne de la chose publique de la façon dont le gouverneur Schwarzenegger les percevait. La composition des camps du « oui » et du « non » dévoilait donc l'axe idéologique sur lequel se développait une dynamique de politisation des mouvements sociaux et syndicaux dans l'État, comme elle contribuait d'elle-même, en quelque sorte, à façonner leurs alliances et à désigner les alliés.

En tout état de cause, cette bataille, sa durée et le contenu des options qui s'affrontèrent, voilà ce qui, pour nous, doit aussi être compté au nombre des facteurs qui ont influé et influent sur le cours des développements dans la grande région de Los Angeles. Ce que nous avons avancé antérieurement quant au rôle, à l'énergie et à la volonté des populations d'immigration récente, tout cela conjugué à l'action du mouvement ouvrier organisé, tient toujours. Mais

il faut voir aussi l'effet propre du contexte libéral de l'État dans lequel s'est déroulée la transformation de la vie et de la culture politiques du comté de Los Angeles, contexte dont l'un des premiers piliers a été (et reste) le syndicalisme. Cette considération ajoute évidemment au poids que l'on doit reconnaître au mouvement ouvrier dans ladite transformation. Eu égard aux autres modèles de relance de l'action de classe, celui de la « secousse californienne » repose sur la rencontre des mobilisations sociales communautaires, expression particulière du projet des *poor workers' unions*, et du mouvement ouvrier, une rencontre liant le militantisme syndical et le militantisme politique, dont l'accès à des postes électifs et des campagnes partisanes menées au sein des communautés immigrantes. Milkman et Luce ont pu établir que, de 2012 à 2016, trente-quatre municipalités et comtés ont adopté des ordonnances haussant le salaire minimum sur leur territoire, dont seize en Californie⁸⁹... Les secteurs de la population qui bénéficient de ces hausses constituent habituellement la clientèle cible des *poor workers' unions* et des *workers' centers*. Mais cette intervention associant l'action revendicative directe et la contestation de nature politique a permis des changements pouvant profiter aussi à tous les syndiqués, car, selon le propos que l'on a cités d'un homme d'affaires, le monde des affaires devait dorénavant s'accommoder à Los Angeles d'un conseil municipal où il n'est plus possible de passer outre à une opposition marquée du syndicalisme...

Évidemment, tout cela a supposé que le syndicalisme s'ouvre aux mouvements des travailleurs pauvres et des minorités infériorisées, s'y engage et envisage maintenant d'autres méthodes d'organisation de ces travailleurs, plus permanentes. Il a lui-même besoin de l'apport de ces travailleurs, qui ont tout de même – et pour une large part – sonné le tocsin du réveil et du retour à l'action militante. Si les mots ont un sens, la solidarité de l'AFL-CIO, proclamée par son président Trumka, avec ces travailleurs et ces communautés pourrait amener la centrale à appuyer, en garantissant les ressources nécessaires, la tenue d'un rassemblement national des *poor workers' unions* et des *workers' centers*, afin de faire le point sur leur situation présente et de voir comment franchir une nouvelle étape dans le travail des organisations et l'élaboration d'une plateforme nationale commune.

Cela dit, aucune organisation ne va mettre en cause sa propre existence sur l'axe d'un avenir aléatoire, davantage promesse que consolidation, quand le système auquel elle est arrimée, qui est celui de son fonctionnement, permet toujours de nourrir ses activités, comme on l'a expliqué antérieurement. Le mouvement syndical contemporain aux États-Unis doit trouver les moyens de s'associer l'énergie et les réussites des *poor workers*, d'immigration récente ou de souche plus ancienne et, plus généralement, l'énergie que suscitent l'exaspération et la révolte anti-austérité, socialement et politiquement. Cela suppose

une refonte, à tout le moins partielle, de l'adhésion formelle à ses rangs, donc de son mode de fonctionnement interne. John Sweeney n'y a pas réussi, mais Richard Trumka est apparu plus déterminé encore à s'engager sur cette trajectoire. Transitoirement, à la fois tactiquement et stratégiquement, c'est-à-dire comme outil de création de l'avenir, il met en avant la perspective des coalitions et de la concertation entre alliés, comme nous l'avons vu⁹⁰. En d'autres mots, chercher les moyens d'une refonte de son action en s'appuyant davantage sur la nature mouvementiste du syndicalisme que cela fut le cas durant les dernières décennies, en restituant le syndicalisme dans la dynamique du conflit social. Il n'y a pas de modèle déjà élaboré de ce qui devrait advenir, rien ne surgit jamais de cette façon, et les mouvements syndicaux des autres pays développés s'avèrent globalement réduits à la même situation que celui des États-Unis, encore que les conditions ne soient pas partout, à ce jour, aussi désastreuses institutionnellement.

À notre avis, les trois modèles d'une relance du syndicalisme que nous avons étudiés, celui de Chicago, celui des enseignants du Sud et celui de la Californie, indiquent assez clairement le rôle immédiat que tient la politique dans l'action revendicative et l'effort de l'organisation, que ce soit au niveau local, municipal, de comté ou d'État. Étant donné que les modèles que nous avons considérés n'ont pas suscité l'intervention des pouvoirs publics nationaux, que les luttes des *poor workers* se déroulent très majoritairement dans des cadres infranationaux (bien que leurs plateformes, voire certaines actions, aient aussi été dotées de perspectives nationales) ou que les acquis obtenus prioritairement par la politique, quel qu'en soit le cheminement, aient été le fait de décision de comtés ou de municipalités, les instances politiques mises à contribution n'ont pas franchi le seuil de l'autorité fédérale. Il se peut que cela survienne, comme on l'a mentionné plus haut, au sujet de la profession de l'enseignement et même, indiquons-le rapidement sans plus d'analyse, avec la profession des infirmières, mais à ce jour les mouvements dont il a été question se sont déroulés à l'intérieur des frontières des États. Quand les luttes des «syndicats de travailleurs pauvres» se sont exprimées politiquement, ou que l'identité communautaire soit apparue comme facteur de mobilisation, l'interlocuteur envisagé reste légalement soumis à l'autorité des États. Notons bien que nous nous adressons toujours à la possibilité d'une relance du syndicalisme – globalement, la participation à des primaires présidentielles n'a pas relevé, par exemple, de ce que nous entendons ici par l'idée de «mettre la politique à contribution», même si cela reste possible dans l'avenir... Notre attention se porte sur la notion d'une impulsion nouvelle au syndicalisme et le constat que la dimension politique s'avère plus préhensible à l'heure actuelle lorsque les mouvements sont mis en relation avec des instances infranationales d'autorité

politique, à l'exception, fort notoire, du grand mouvement de 2006, national dans son contenu et sa forme. Ce petit rappel permet la précision suivante : si nous avons tenté de cerner dans ce chapitre les caractéristiques les plus visibles des poussées revendicatives, de leur développement et de leur propagation éventuelle, nous ne prétendons pas élaborer une théorie de l'activité de classe contemporaine aux États-Unis. Nous considérons d'ailleurs, on l'a suggéré plus haut, qu'une coordination nationale de certains mouvements pourrait donner une force plus grande pour se faire valoir, même localement. Et ce qui paraît évident à ce stade de notre étude, c'est bien le rôle de premier plan que peut tenir, en dépit de tout, le syndicalisme constitué dans les grandes coalitions populaires. D'où l'enjeu déterminant pour les groupes communautaires, de travailleurs pauvres, de minorités infériorisées et, bien sûr, pour l'ensemble de la classe ouvrière, que recèlent toujours les orientations profondes du syndicalisme.

4. BIPARTISME ET ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE : RALPH NADER ET BERNIE SANDERS COMME RÉVÉLATEURS

Lors de l'élection de 1996, le Green Party offrit à Ralph Nader, défenseur connu et apprécié des droits des consommateurs, son investiture comme candidat à la présidence. Nader accepta, mais ne fit pas campagne. Le parti lui présenta à nouveau la possibilité d'être son candidat lors du scrutin de 2000. Cette fois Nader accepta en faisant savoir qu'il s'engagerait dans une course à la présidence active. Il entendait visiter les vingt-trois États comptant des sections du parti. Il voulait amasser les ressources nécessaires à la promotion de son programme et contribuer à la construction du Green Party en tant que véritable option partisane de rechange⁹¹. Son message sera alors axé, selon l'analyse du *New York Times*, contre « la puissance » du monde des affaires, les « forces de la mondialisation » et « l'écart toujours grandissant entre les riches et les pauvres, [aux États-Unis] et dans le monde⁹² ». On s'en souviendra, l'élection d'alors opposait, comme candidats des deux principaux partis, le républicain George W. Bush (colistier Dick Cheney) et le démocrate Al Gore (colistier Joseph Lieberman). Le ticket Gore-Lieberman était vu au début de la campagne comme le plus conservateur des tickets démocrates depuis des décennies. W. Bush étant donné gagnant, Al Gore dut sonner, en quelque sorte, le rappel des composantes traditionnelles du vote *new deal* – donc, comme on l'a vu, réorienter en partie sa campagne vers les préoccupations sociales particulières de ces composantes. Il en récolta pour une part le résultat attendu, puisque les sondages d'opinion indiquèrent des mouvements au sein de l'électorat vers une plus grande égalité entre lui et Bush. La candidature de Nader recueillait durant

la campagne entre 1,60 % et 2 % des intentions de vote, un taux bientôt suffisamment élevé pour inquiéter sérieusement Gore et son équipe ; sur les marges, les appuis électoraux à Nader pouvaient en effet s'avérer pour eux désastreux. Bientôt, des alliés de toujours, l'aile gauche des élus démocrates au Congrès, des chefs syndicaux et des dirigeants et dirigeantes de grands mouvements sociaux firent en conséquence pression, massivement, pour que Nader se retire de la course. Une lettre ouverte de ces personnalités à Ralph Nader fut publiée à cet effet sur le site officiel de l'UAW le 1^{er} novembre 2000.

Il nous paraît nécessaire de citer largement cette lettre ouverte, et de rappeler le nom de quelques-uns de ses cosignataires. Ainsi :

Cher Ralph, nous avons travaillé avec vous et avons été inspirés par vous depuis des décennies. C'est donc avec une grande peine et un profond désappointement que nous avons entendu quelques-unes de vos prises de position en regard de l'élection qui vient. Il nous paraît tout à fait inconcevable que vous puissiez négliger, voire savourer que votre candidature aide à l'élection de G.W. Bush le 7 novembre à la présidence et entraîne [la victoire] des forces qui renverseraient [...] les acquis sur les droits civils, les gains économiques et la justice sociale.

De fait, il y a de grandes différences entre George Bush et Al Gore. Pour les gens de couleur, les femmes, les enfants, les aînés, les bas-salariés [...], les collectivités qui font face à des menaces environnementales, le résultat de cette élection va avoir de réelles conséquences... L'avenir de l'action positive et du droit des femmes au libre choix, le financement de l'école publique [...], le système public de retraites sont en jeu. Ralph, ne permettez pas que tous [ces dangers] se réalisent. Demandez à vos partisans qui habitent des États incertains [*swing states*] de voter pour Al Gore, puis de se joindre à vous – et à nous – dans la construction d'un mouvement toujours plus fort en faveur [de la mise en forme] de circonscriptions électorales progressistes et de victoires progressistes⁹³.

Cette lettre ouverte à Ralph Nader était signée de plus d'une quinzaine d'élus démocrates au Congrès, dont David Bonior, John Conyers, George Miller, Rosa DeLauro, Nancy Pelosi, de plusieurs dirigeants syndicaux tels Andrew Stern, alors président des SEIU, S. Yokich, président des UAW, G. Becker, président des USWA (United Steel Workers of America), de Gerald McEntee, président de l'AFSCME, puis de Patricia Ireland, présidente de NOW, de Jesse Jackson Sr., de Gloria Steinem, etc., en tout un aréopage impressionnant de personnalités progressistes connues, à la tête d'organisations de masse ou membres actifs aux convictions libérales de gauche indiscutables. Certains des signataires peuvent se dire, à l'occasion, théoriquement ouverts à l'hypothèse d'un nouveau parti politique mais tous œuvrent, plus concrètement, avec le Parti démocrate, et en son sein. Le candidat vert Ralph Nader a donné à sa campagne, comme l'un de ses principaux objectifs, celui d'une

candidature propagandiste en faveur de la création d'un nouveau parti, distinct des démocrates. Il a fait ouvertement la critique, sévère, de ces derniers et expliqué qu'il fallait quitter le duopole qu'ils se partagent avec les républicains, si l'on voulait véritablement défendre et promouvoir les grands intérêts populaires. Ses amis pro-démocrates considéraient plutôt qu'un vote en sa faveur à la présidentielle de 2000 s'avérait non seulement un vote perdu, mais en plus, cette fois, un vote pouvant contribuer directement, arithmétiquement, à la victoire du candidat républicain. La pression pour qu'il se retire au profit d'Al Gore fut absolument énorme, la lettre que nous venons de présenter montrant qu'elle provint singulièrement de ses amis de gauche. Nader résista cependant. Il obtint quelque 100 000 votes en Floride, un nombre radicalement plus élevé que celui mesurant l'écart entre les résultats de Bush et de Gore, ce qui sembla justifier le point de vue exprimé dans la lettre que l'on vient de citer.

Évidemment, on s'en prit rapidement à la candidature de Ralph Nader chez les démocrates pour la défaite d'Al Gore puisque, en fin de course, ce furent les résultats de la Floride qui se trouvèrent à désigner le vainqueur. Nous nous sommes arrêtés à cet épisode plus longuement dans un chapitre précédent. Mais soulignons qu'une masse de votes légitimes en provenance de circonscriptions habituellement démocrates ne furent pas comptabilisés sur ordre de la Cour suprême et que, cause plus lointaine mais toujours active, l'instance du Collège électoral accorda en quelque sorte institutionnellement la victoire à un candidat (le républicain Bush) qui obtint moins de votes que son adversaire de l'autre grand parti (le démocrate Gore) à l'échelle nationale. On peut donc considérer qu'il y avait à la fois des facteurs conjoncturels et des facteurs constitutionnels rendant compte du contenu de la lettre citée plus haut de ses amis de gauche à Ralph Nader. Mais la dernière phrase relevait d'une autre perspective, cette perspective d'une coalition politique « syndicale-libérale-démocrate » comme option de rechange à la création d'un nouveau parti. Nous le soulignons à nouveau expressément, puisque depuis l'apparition et tout au long du développement de la coalition *new deal*, cette dimension a figuré au cœur de ses fonctions principales. Les amis de gauche du candidat présidentiel Nader conçoivent leur action politique selon les possibilités que leur offre le cadre du système bipartite républicain-démocrate ; ils s'y disposent donc et s'y conforment, ce qui accroît en retour sa prééminence. La polarisation grandissante, idéologiquement et politiquement, entre les deux grands partis, entre leurs élus et entre leurs clientèles, à l'échelle nationale comme à l'échelon des États dorénavant, témoigne incontestablement d'identités différentes, situation qui paraît bien relever du rôle électoral de chacun dans le cinquième système de partis. L'emprise du bipartisme établi semble indépassable.

Voilà peut-être ce que s'est dit ce vieux routier de la politique radicale aux États-Unis Bernie Sanders, quand il décida de se déclarer démocrate et d'entrer en 2015 dans la course à l'investiture du parti comme candidat à la présidence du pays. La carrière politique de Sanders, élu et réélu maire de Burlington, au Vermont, représentant de l'État au Congrès fédéral puis sénateur, n'avait jamais auparavant été menée sous l'étiquette démocrate : Sanders concourut toujours comme candidat indépendant (*independent*), en tant que socialiste. Encore le 30 avril 2015, « lorsqu'il annonça sa candidature » à la nomination présidentielle du Parti démocrate, il n'en était pas membre et tint à nouveau à se définir comme « indépendant », c'est-à-dire ni républicain ni démocrate. Les pratiques politiques aux États-Unis permettent ce type d'incongruité (si on les compare aux façons de faire qui ont cours dans les autres démocraties libérales) ; les partis n'y compilant pas de listes de membres, comme on l'a vu, leurs « leaders n'ont pas le pouvoir d'interdire à quiconque de se déclarer républicain ou démocrate », ce qui laisse évidemment beaucoup de latitude. Dwight Eisenhower n'était pas membre du Parti républicain « quand il fut choisi candidat » de ce parti à la présidence en 1952. Bernie Sanders ne se déclara « démocrate à part entière » qu'en novembre 2015, à l'ouverture de la saison des primaires au New Hampshire⁹⁴.

Le discours de sa campagne fut nettement de gauche, ce qui entraîna un niveau d'adhésion populaire et d'enthousiasme absolument imprévu. Sanders dénonça que plus de la moitié de la jeunesse africaine-américaine était sans emploi, que la masse des « familles comptant un membre de 55 ans ou plus n'ont littéralement aucune épargne pour la retraite », que « les milliardaires sont en mesure d'acheter les élections », que les emplois quittent les États-Unis pour la Chine ; il faut « démilitariser les corps policiers », sortir de cette culture de « l'incarcération de masse », dirigée spécialement contre la minorité noire, cesser d'enrichir le 1 % situé au sommet de la hiérarchie économique au détriment des travailleurs – singulièrement ceux et celles qui sont sous-payés, etc. Une campagne de gauche donc, durant laquelle il fut aussi rappelé que Sanders avait refusé de voter en faveur de « l'autorisation » au gouvernement Bush d'« utiliser la force en Iraq » et il avait voté contre le Patriot Act. Sa candidature visait, disait-il, rien de moins qu'une « révolution politique⁹⁵ ».

Au sein de la gauche militante, certains rejetèrent cette course à la nomination démocrate en soulignant que plusieurs dans le passé avaient « adopté [...] cette stratégie visant à transformer le Parti démocrate de l'intérieur », une stratégie ayant toujours « failli » à donner les résultats escomptés⁹⁶. D'autres, de sensibilités politiques identiques, considéraient plutôt que « la candidature de Sanders pourrait [servir à] renforcer la gauche à long terme. Les tensions chez les démocrates sont sérieuses et soulèvent la possibilité d'un réaligement

des forces progressistes sur une base entièrement différente». D'ailleurs, un « People for Sanders fut rapidement formé par plus d'une cinquantaine de militants, la plupart issus du mouvement Occupy Wall Street », parce qu'ils voyaient dans sa candidature « la possibilité progressiste la plus forte dans la campagne à ce moment » – en d'autres mots, la possibilité la plus grande de faire avancer une plateforme politique reprenant largement leurs idées progressistes dans cette élection présidentielle⁹⁷. Notons, par ailleurs, qu'une forte majorité de ces gens favorisent, à terme, la formation d'un nouveau parti, en rupture, donc, avec les démocrates...

L'histoire politique personnelle de Bernie Sanders, ou le sens premier de son engagement en politique a été d'œuvrer précisément à la formation d'un nouveau parti, selon un modèle de type travailliste probablement, ou s'en inspirant. Il s'est toujours démarqué des démocrates (comme des républicains), jugeant les deux partis de gouvernement aux États-Unis « bonnet blanc, blanc bonnet » (*tweedle-dee, tweedle-dum*) lorsqu'il se présenta au poste de représentant en 1989⁹⁸. Il expliqua dans une entrevue à la *Socialist Review* en 1992 qu'il n'y avait rien à attendre des démocrates – et qu'il n'en attendait rien⁹⁹. D'ailleurs, toute son action dans l'État du Vermont s'est déroulée à l'extérieur du Parti démocrate, dont il réussit sur place à réduire la présence à celle d'un tiers parti... Il n'a jamais fait sienne la stratégie d'intervenir dans l'organisation démocrate. Cela dit, il fut amené progressivement à collaborer avec les élus démocrates à Washington, à la Chambre et au Sénat, votant systématiquement avec leurs groupes parlementaires. Son énergie et sa force politique convainquirent éventuellement le parti national de passer outre les préférences de ses instances locales au Vermont ; en 1996, il reçut l'appui de l'organisation démocrate nationale lors de la campagne pour sa réélection au Congrès, contre « l'un des siens », c'est-à-dire contre la candidature mise en avant par les instances du Parti démocrate du Vermont. Bien que Sanders restât indépendant, sûrement par conviction, il soutint le candidat Obama en 2008 et 2012, après s'être opposé vigoureusement à la campagne de Ralph Nader en 2000¹⁰⁰.

Il ne s'est plus véritablement engagé depuis la deuxième moitié des années 1990-2000 dans des diatribes appuyées contre le bipartisme constitué. Quel était donc, dorénavant, son positionnement politique à cet égard lorsqu'il ouvrit sa campagne à la nomination démocrate en 2015? A-t-il visé à mener une simple campagne propagandiste en faveur de sa plateforme progressiste, une campagne peut-être conduite, effectivement, dans l'espoir supplémentaire de contribuer à une franche réorientation à gauche du Parti démocrate, avec les soubresauts internes que cela supposerait? Troisième possibilité: Bernie Sanders a-t-il même envisagé de nourrir avec sa campagne un processus de dislocation du Parti démocrate, avivant les tensions gauche-droite incontestables qui s'y

manifestent aujourd'hui, dans un secret espoir que des reclassements et des scissions ouvrent la voie à la mise en forme d'une nouvelle formation partisane d'importance, en rupture concrète avec le cinquième système de partis ? Cette troisième hypothèse nous paraît à ce stade peu probable, Sanders ne pouvant par lui-même, tel un surhomme, amener des reclassements tout de même fondamentaux, produits et facteurs d'une crise éventuellement grave des mécanismes de gouverne du pays, même s'il le désirait. De fait, sans que le détail de chaque possibilité ne soit probablement élaboré, il semble plutôt que la logique de l'engagement contemporain de Bernie Sanders soit donnée par la première des hypothèses indiquées, l'hypothèse d'une campagne de nature propagandiste, peut-être complétée du supplément nous servant de deuxième hypothèse, l'hypothèse d'une cabale instruite par l'objectif d'une réorientation à gauche du parti – en dépit de toutes ses critiques, ultra acerbes, du passé contre les démocrates. Il faut dire que la polarisation très dure entre les démocrates et les républicains a conduit à un renouvellement de la prégnance idéologique du bipartisme propre au cinquième système partisan.

Nous reviendrons plus loin dans cette partie à cette dernière considération, qu'il faudra certainement réexaminer de plus à la lumière des turbulences qui agitent, et peut-être redéfinissent aujourd'hui des éléments-clés de l'identité du Parti républicain. Mais nous pouvons certes établir à ce stade que ce dont témoignent l'engagement et l'évolution de Bernie Sanders, à leur façon, c'est à nouveau de l'emprise du système de partis établi sur la vie politique aux États-Unis, dont il était pratiquement impossible de se détacher et qui s'imposa en quelque sorte de lui-même à sa volonté de départ. La lettre adressée à Ralph Nader par ses amis de gauche, l'enjoignant d'appeler à un vote pro-démocrate là où sa candidature menaçait les chances d'Al Gore, relevait de la même logique – une logique amenant à se plier au cadre constitué du cinquième système de partis, en dépit des critiques multiples, présentes et passées, dirigées contre les démocrates.

En décembre 1945, Victor Reuther – l'un des trois frères Reuther piliers de la construction du syndicat de l'automobile du CIO puis de sa direction – écrivait dans la revue *Common Sense* que l'espoir de voir « les républicains ou les démocrates engager une campagne [...] en faveur de la propriété sociale des industries monopolistes se révélait dorénavant » illusoire ; et il concluait : « Je pense que le temps est venu pour le syndicalisme de se séparer [*to divorce itself*] des deux vieux partis et d'ériger la base d'un véritable nouveau parti national indépendant. » En 1946, dans la suite de ce positionnement, « Walter [Reuther, président des UAW], Emil Mazey, le secrétaire-trésorier et [le philosophe] John Dewey se joignirent à A. Philip Randolph, à Norman Thomas [dirigeant du Socialist Party] et à d'autres pour former un National Educational Committee

for a New Party [comité national d'éducation pour la formation d'un nouveau parti] [...], dont la déclaration de principes [avançait que] le souffle du New Deal est [dorénavant] éteint dans le Parti démocrate». On voulait en arriver à un nouvel «alignement politique explicitement non communiste», débouchant sur un nouveau parti dont le programme mettrait en avant «une politique économique fondée sur des conseils industriels réunissant le syndicalisme, le patronat et le public, des conseils liés en un conseil économique national ayant le pouvoir d'élaborer pour les États-Unis une véritable planification économique¹⁰¹».

L'idée de «conseils économiques» de cette nature était inspirée de la doctrine sociale de l'Église, que le président catholique Philip Murray du CIO tenait en haute estime. Elle était bien sûr entachée de l'idéologie du corporatisme, pourtant largement en défaveur à l'époque; mais, pour le syndicalisme des États-Unis, elle prenait la signification d'un accès à la direction de l'économie. Une étape nouvelle, jugeait-on, une avancée de l'influence que gagnaient le mouvement ouvrier organisé et la classe des travailleurs dans la conduite de l'économie. Nous avons antérieurement traité de cet épisode et de sa signification. Il reste néanmoins important de souligner avec Kevin Boyle que cette quête d'une troisième voie, vite devenue une «menace» que l'on faisait peser sur les démocrates, fit ouvertement long feu avec l'élection présidentielle de 1948 quand Henry Wallace, ex-ministre et ex-vice-président de Roosevelt, se présenta contre Truman et le républicain Thomas Dewey. Henry Wallace concourut pour un éphémère Progressive Party, largement pris en charge par le Communist Party. Wallace rejetait les orientations de «guerre froide» et prônait la recherche de formules de coexistence avec l'URSS, tout en faisant la promotion d'une version très de gauche du New Deal. Craignant de voir ses projets contournés et «éclipsés» par la candidature de Wallace, ainsi qu'a expliqué Kevin Boyle, Walter Reuther mena alors une lutte de tous les instants pour que l'exécutif du CIO et celui des UAW se distancent de la campagne du Progressive Party puis la rejettent, au profit d'un ralliement massif au Parti démocrate, à l'interne et à l'externe¹⁰².

L'histoire, les développements puis les principales ramifications de ce ralliement nous sont connus. Mais leur rappel sert à souligner combien il détermine aussi les choix tactiques du syndicalisme et certaines des contraintes auxquelles il s'est lui-même obligé. À l'intérieur du Parti démocrate, l'AFL-CIO est astreinte en quelque sorte et normalement aux rapports de pouvoir qui y existent et aux considérations de nature organisationnelle (sauvegarde de l'organisation et bon fonctionnement) qui se posent à son existence. Voilà comment peut s'expliquer, à notre avis, la colère du président Richard Trumka contre les syndicalistes qui se prononçaient en faveur de Bernie Sanders dans la

course à la nomination démocrate de 2015. En des messages qui écartaient toutes les nuances envisageables, Trumka rappela aux diverses instances régionales de la centrale, instances d'État, de municipalité, de comté, qu'il ne leur était pas permis, selon les règlements en vigueur, d'appuyer (*endorse*) un candidat, même pas « de présenter, débattre, considérer ou voter des résolutions d'appui ». Sont aussi prohibées « les déclarations personnelles indiquant une préférence » pour tel ou tel candidat. Les appuis doivent procéder d'une décision prise « aux deux tiers des syndicats membres », sur la base d'une recommandation présentée à l'exécutif de la centrale par un « comité politique » constitué à cet effet. Cela dit, les syndicats membres pris séparément peuvent appuyer « qui ils veulent » ; les interdits s'appliquent aux instances relevant de la centrale en tant que telle. Le « mémo [de Trumka fut envoyé] alors que se dessinait une césure entre les dirigeants des syndicats nationaux – conscients de ce que Clinton [demeurait] la préférée évidente pour la nomination – et des responsables locaux et des groupes de base entraînés de manière croissante du côté de l'aile gauche du parti en pleine progression, pour qui Sanders était devenu le favori¹⁰³ ». L'intervention du président Trumka visait à maintenir l'unité dans les rangs de la centrale, afin d'assurer notamment son unité comme instrument de masse efficace dans la campagne présidentielle démocrate.

5. L'EXCEPTIONNALISME AMÉRICAIN

La notion de l'exceptionnalisme américain a été au cœur de notre travail, même si nous ne nous y sommes pas constamment référé. Depuis des décennies maintenant, on trouve quelques acceptions (fort) différentes de ces termes. Dans le monde contemporain, on les associe souvent en politique américaine à la « croyance en un statut moral supérieur des États-Unis¹⁰⁴ ». L'étude convaincante d'Anne-Marie D'Aoust a montré qu'à cet effet la notion de l'exceptionnalisme devient idéologie, « la croyance que le peuple américain possède une destinée particulière, différente de celle des autres nations et résultant du choix de Dieu », probablement le « mythe le plus fondamental, écrit-elle, de l'identité américaine » ; en fonction de ce mythe, la nation américaine aurait « des devoirs moraux à remplir en donnant l'exemple au reste du monde, [...] une responsabilité très claire » à l'égard des autres peuples¹⁰⁵. L'exception est ainsi et évidemment définie en regard d'une altérité (les autres nations), et fondée sur sa propre supériorité « morale ». Aujourd'hui, certains analystes de la société américaine accolent plutôt à la notion de l'exception américaine cette caractéristique d'une société plus religieuse que les autres sociétés, où de nombreuses institutions ecclésiastiques restent massives, riches et assurées de publics assidus à leurs cérémonies. Plus généralement, la société américaine s'avère plus

empreinte du sentiment religieux, parfois ouvertement affirmé, d'autres fois présent en filigrane, mais auquel les responsables politiques font habituellement acte d'allégeance, d'une manière ou d'une autre, de même que les aspirants. Pourtant, comme on l'a vu déjà, la pratique et le sentiment religieux étaient engagés jusqu'aux années 1950, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde occidental, sur une pente déclinante. Mais le mouvement s'inversa alors, l'adhésion à une Église et la croyance en un Dieu crurent significativement, devenant parties à l'identité nationale avec l'ouverture de la guerre froide...

Cela dit, en sciences sociales, comme en histoire et en études américaines notamment, la notion de l'exceptionnalisme américain, telle « qu'elle nous hante depuis 1904 », a trait plus globalement et par comparaison à la question soulevée alors par le sociologue allemand Werner Sombart, Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?¹⁰⁶ Et à l'inverse de la notion d'exception chantant les louanges des États-Unis, celle de Sombart s'arrêtait plutôt à un manque de l'histoire américaine, qu'une pléthore d'études allait aborder par la suite comme un inachèvement comparatif, une faiblesse dont il importait de trouver les causes. Le présent ouvrage s'est inscrit dans la continuité du traitement de cette problématique : constatant l'absence de parti distinctif, nous avons cherché à rendre compte de l'action politique néanmoins profonde et permanente du mouvement ouvrier américain depuis 1938, dont les formes s'avèrent, pour une part fondamentale, d'un type effectivement particulier aussi, exceptionnel. Nous avons, par ailleurs, été amené dans le passé à traiter en tant que telle la problématique de l'inexistence d'un parti ouvrier distinctif aux États-Unis, ce pays à l'économie capitaliste la plus massive, accumulation, production, taille de la classe ouvrière, de la fin du XIX^e siècle aux premières années du XXI^e siècle¹⁰⁷. Quels facteurs propres au développement de ce pays ont pu inhiber l'apparition d'un phénomène, comme on le sait, devenu commun aux autres pays avancés, situé au cœur de leur vie politique durant tout le XX^e siècle ?

Durant la décennie 1980-1990, plusieurs jeunes historiens et politologues de l'époque en sont venus cependant à mettre en cause certains aspects des explications vieillies de l'exceptionnalisme, voire à déclarer « morte et enterrée » (*dead and buried*) la notion même d'un quelconque caractère unique ou propre des États-Unis. Il y a incontestablement des similitudes et aussi des dissemblances entre les pays, faisait-on valoir, mais pas de norme pouvant servir de modèle en fonction duquel on mesurerait l'état du développement ou de l'arriération de telle et telle caractéristiques. Comment et par quoi devrait-on définir cette norme ? Entre 1880 et 1920, a-t-on souligné, le sentiment de classe, c'est-à-dire d'être membre d'une classe particulière de la population,

apparaît aussi « dense » aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne et l'activité revendicative ouvrière s'avère également d'intensité tout à fait semblable ; pourtant, à compter des années 1910, des écarts notables se sont creusés entre les deux pays quant à l'évolution de leurs mouvements ouvriers : en particulier, progression d'un véritable parti de classe en Grande-Bretagne, le Labour Party, mais pas aux États-Unis. Qu'est-ce à dire ? Certains ont fait remarquer à cet effet que la résistance des patrons américains, féroce, stoppa des développements, les empêcha de connaître le dénouement devenu commun dans les autres pays développés, mais que cette dissemblance, précisément, ne trouvait pas son origine dans des particularités de terrain différentes au départ. Larry G. Gerber, qui a procédé déjà à une revue critique des études spécialisées traitant de l'exceptionnalisme, souligne que les contributions révisionnistes dont il vient d'être question ont su amener la prise en compte de facteurs particuliers que les analyses antérieures avaient à l'occasion occultés¹⁰⁸.

Réunissant des spécialistes de plusieurs pays, I. Katznelson et A.R. Zolberg ont précisément cherché durant les années 1980 à mettre en correspondance les processus d'apparition et de développement des organisations ouvrières modernes des grands pays industriels. Les études qu'ils réussirent à assembler nous paraissent non seulement d'un haut niveau, mais déterminantes sur plusieurs aspects. Le livre qui les collige, *Working Class Formation*¹⁰⁹, reste l'une des meilleures contributions à l'analyse des origines du mouvement ouvrier ; l'effort analytique, singulièrement la précision de la problématique de départ devant permettre notamment la comparaison, reste impressionnant et fécond. Les classes ouvrières en émergence « furent aux prises avec un ensemble de transformations fondamentales dans l'organisation de la production [et] des conditions du travail, dans l'organisation des collectivités et en politique ». Ces transformations s'avèrent « si massives et multiformes qu'elles provoquèrent invariablement des changements de fond dans le langage, la conscience et les institutions – c'est-à-dire dans les aspects symboliques et organisationnels de la culture ». La question que l'on se pose alors a trait aux « systèmes de significations » qui surgiront « au sujet de la classe » et à leurs ramifications dans l'arène sociétale¹¹⁰. Cela dit, à la fin de l'exercice, Zolberg produit pourtant un essai-conclusion qu'il intitule « How Many Exceptionalisms ? » dont le contenu paraît sinon improbable, du moins décevant. En dépit de la précision et des promesses du projet de départ, et en dépit de ce que partout les transformations socioéconomiques étudiées aient débouché sur des organisations de classe ouvrière distinctives, il écrit simplement que la formation de la classe ouvrière consiste en une « cristallisation graduelle d'un ensemble limité de modèles issu d'un spectre de possibilités [plus] large ». Comment alors rendre compte des différences entre pays ? Zolberg poursuit : « La tradition exceptionnaliste [a]

épuisé son utilité comme [repère] intellectuel approprié à la recherche contemporaine. » Mais, « le recours en remplacement à une simple approche historique reviendrait à se contenter d'empiler de l'information, perdant de ce fait la perspicacité que produit la tension intellectuelle » d'un questionnement plus exigeant. Une « porte de sortie à ce dilemme est de considérer chaque situation historique comme un cas [particulier] de formation de la classe ouvrière – c'est-à-dire tel le développement particulier parmi plusieurs modalités possibles d'une variable dépendante, dont on peut rendre compte en se référant aux variations entre les divers facteurs d'un ensemble [donné] » de causes efficientes, donc, selon un des sous-titres du texte de Zolberg, considérer effectivement « chaque résultat historique » en tant que « variable dépendante ». En conséquence, à la question soulevée par le titre dont il coiffe sa conclusion (« combien d'exceptionnalismes ? »), la réponse est : « as many as there are cases under consideration¹¹¹ ». Cette formulation, on en conviendra, revient pour une large part à évacuer la difficulté du questionnement auquel elle est censée fournir une réponse. Car partout, où que ce soit, les types d'actions ouvrières et la nature des organisations de défense des intérêts qui leur correspondent sont socialement distinctifs, c'est-à-dire de classe ouvrière, alors qu'il n'y a qu'aux États-Unis que cette dynamique n'a en effet pas conduit en plus à la création d'un parti politique distinctif. Voilà bien deux données de base à caractère définitoire : la première, pour toutes les sociétés d'économie capitaliste et de démocratie libérale ; la seconde, fondamentalement pour les seuls États-Unis : l'exception américaine se définit ainsi non en fonction d'une norme, mais par la comparaison. Quelles sont les conditions de cette exception ? Voilà bien une problématique, dès lors, dont la pertinence paraît toujours incontournable.

Surtout que, ainsi qu'il a été à notre avis prouvé – cette fois par des études spécialisées sur le Labour Party anglais –, l'activité comme telle des partis « contribue à former les caractéristiques de leur électorat » et même à « l'appréciation par les électeurs de leurs propres intérêts¹¹² ». Une étude comparative entre dix-huit pays, publiée au début de la décennie 2000-2010, a montré, par ailleurs, que l'orientation des partis politiques agit non seulement en tant que détermination importante de « la configuration du vote de classe », mais plus encore, à cet effet, que l'évolution des « structures de classe¹¹³ », ce qui n'est pas rien et rappelle, en quelque sorte et en retour, la conséquence toujours active de l'absence comparée d'un parti ouvrier distinctif.

i. DE NOUVELLES CONTRIBUTIONS ANALYTIQUES

Ayant repris récemment à bras-le-corps l'analyse de cette particularité avec son livre intitulé *Why Is There No Labor Party in the United States* (« pour-quoi il n'y a pas de parti ouvrier aux États-Unis »), Robin Archer a tenté de mesurer l'effet, s'il y en a, des facteurs habituellement circonscrits à cet égard par une comparaison systématique du développement sociohistorique des États-Unis et de l'Australie. Archer retient donc pour sa comparaison l'Australie plutôt que l'Europe de l'Ouest et la Scandinavie parce que, fait-il valoir, l'Australie partage avec les États-Unis cette caractéristique d'être une société neuve, capitaliste et au prolétariat rapidement massif, mais où les syndicats firent leur la perspective de la formation d'un parti du travail durant les décennies 1880-1890 et 1890-1900, au moment précis donc du rejet par l'AFL de ladite perspective. En Australie, bien que le pays ait été neuf, les discussions de stratégie politique débouchèrent effectivement sur la création d'un Labor Party, devenu par la suite l'une des deux grandes formations du bipartisme du pays¹¹⁴.

Archer passe au crible de sa réflexion critique, instruite d'une connaissance en tous points remarquable de son sujet et des études spécialisées afférentes, l'apport possible de chacune des grandes explications connues de l'exceptionnalisme américain et leurs « mécanismes causals ». Pourquoi des épisodes de répression dure, par exemple, de campagnes de syndicalisation stimulent directement en Australie l'entrée à leur propre compte des organisations ouvrières sur le terrain politique, comme parti, mais pas aux États-Unis ? Le traitement même de ce type de questions, à l'aune de la comparaison entre semblables, force l'analyste à quitter le refuge de l'inévitabilité et à approfondir sa connaissance de la société telle qu'elle se constitue. On doit considérer le livre d'Archer comme le produit d'une vaste entreprise de nature méthodologique et théorique de reconnaissance des réalités, c'est-à-dire de ce qui est, par l'appréciation des explications qui en ont été données et grâce à la recherche historique contemporaine. Chacun des chapitres, ainsi qu'il écrit en introduction, « s'arrête à l'un des grands facteurs explicatifs potentiels », vérifie si sa présence est avérée ou non dans l'un et l'autre pays et tente d'apprécier, le cas échéant, sa pesanteur en le réinsérant dans le jeu des causes et des effets de son contexte national¹¹⁵.

C'est ainsi qu'il se penche sur le facteur de la « prospérité » des travailleurs, dont le niveau élevé pourrait justifier l'absence d'une politique distinctive de classe aux États-Unis. Mais la recherche historique a permis d'établir que si, au tournant du xx^e siècle, les revenus des travailleurs américains surpassaient ceux des travailleurs européens, les revenus des travailleurs australiens étaient supérieurs, venant en tête des revenus de toutes les classes ouvrières à l'époque (les

Américains se classant en deuxième position); serait-ce plutôt alors le « racisme », « l'hostilité raciale » envers les immigrants venus d'Europe de l'Est et du Sud, les Noirs et les travailleurs chinois (une hostilité très marquée, ouverte et persistante à l'endroit de ces deux derniers groupes – Archer n'inclut cependant pas à son analyse la situation à laquelle faisaient face les Noirs du sud des États-Unis, qu'il dit constituer un cas particulier), une racialisation hostile, donc, souvent portée par l'ethnisation des strates internes à la classe ouvrière posées en hiérarchie les unes par rapport aux autres? Cette ethnisation a pu entraîner des conceptions divergentes de l'intérêt politique, circonstance possiblement incapacitante pour la classe ouvrière, c'est-à-dire grevant sa capacité d'agir politiquement comme collectivité socioéconomique distincte; pourtant, le racisme était aussi très présent en Australie, au sein de la classe ouvrière en particulier. Cela posé, que penser du rôle des institutions et du système électoral aux États-Unis comme cause envisageable de l'exception? L'égalité devant la loi et le rôle de l'individualisme et des libertés personnelles, nettement plus avancés qu'en Europe, auraient fait disparaître les hiérarchies formelles – une cause directe de l'opposition populaire aux structures de pouvoir en Europe, opposition qui soulève obligatoirement l'intérêt pour un parti indépendant. Aux États-Unis règne un consensus libéral, qui écarte de lui-même l'attrait d'un parti qui s'avancerait en contradiction de ce qu'il offre: le droit de vote universel pour la population masculine aurait ainsi fait disparaître une source profonde de mécontentement populaire, etc. Archer montre, à ces égards, qu'on retrouve des équivalents à la même époque en Australie: ainsi, à la fin des années 1850, le vote était pratiquement universel pour les hommes, à peine plus tard qu'aux États-Unis. Robin Archer analyse alors le rôle des cours de justice, le rôle historique du judiciaire à l'égard de l'organisation et de l'action revendicative ouvrière. Ce rôle fut historiquement très répressif, hostile, durant plusieurs décennies aux États-Unis, représentant un facteur constant de la faiblesse du mouvement ouvrier, un facteur qui le réduisit socialement et politiquement. Comme ce sont ultimement des élus qui sélectionnent ou sanctionnent les membres des cours fédérales, l'orientation très conservatrice du judiciaire eût pu encourager, logiquement, l'intervention directe en politique du mouvement syndical. Mais il faut considérer que le poids inamical de l'orientation des cours se trouvait partie prenante d'un contexte de répression antisyndicale prononcée, au niveau nettement plus élevé qu'en Australie: « à la fois, écrit Archer, quant au nombre et aux types de soldats et de policiers déployés et quant à leurs actions [c'est-à-dire aux fonctions assumées] une fois » engagées dans les conflits de travail et du fait tout aussi révélateur, ajoute-t-il, que cette répression armée était de nature publique-patronale combinée. Ce contexte d'ensemble entraîna évidemment « des coûts

personnels» très élevés pour ceux et celles qui œuvraient à construire le mouvement de classe, «un effondrement [répété] des structures [syndicales] et [souvent] un profond sentiment de découragement», tous des éléments qui firent pratiquement disparaître pour la période 1880-1920 les syndicats les plus militants aux États-Unis, plus réceptifs à l'idée d'étendre l'action indépendante au terrain politique¹¹⁶.

L'exception américaine a souvent été associée dans les études spécialisées portant sur les États-Unis à cette notion voulant que la philosophie du libéralisme (liberté, égalité des citoyens, souveraineté démocratique, individualisme) soit à ce point dominante qu'elle a exclu en quelque sorte la culture collectiviste qui eut été nécessaire à l'apparition d'un parti du mouvement ouvrier, confinant plutôt à la sphère du groupe d'intérêt le programme de l'organisation syndicale. Pourtant, fait valoir Robin Archer, il semble bien que l'effet concret des mêmes libertés ait conduit en Australie à une farouche volonté de se tenir debout face aux pouvoirs dominants et aux sommets de la hiérarchie sociale, qui au contraire et précisément conduisit les organisations ouvrières à se doter de leur propre parti; dans son septième chapitre, Archer se demande alors s'il ne conviendrait pas de se pencher sur le rôle de la religion, comme culture et acteur, en tant que facteur explicatif de l'exceptionnalisme américain à la fin du XIX^e siècle: il s'arrête d'abord à comparer «l'étendue de l'engagement [*involvement*] religieux [au sein de la population], la nature des croyances et des pratiques religieuses, les attitudes des autorités protestantes et catholiques à l'endroit de l'organisation en syndicats [...] [Il se penche ensuite] sur la prégnance politique de la religion dans les deux sociétés, en portant une attention particulière à sa relation avec le système de partis». En regard de la religion, l'auteur souligne cette fois d'importantes différences entre les deux pays: quant aux pratiques et aux croyances, quant à la religiosité, qui est nettement plus élevée aux États-Unis, quant à la présence et à l'intervention de certains courants protestants évangélistes, notamment, qui se sont révélés fort négatifs à l'endroit de l'action de classe ouvrière et sa répercussion en politique. À cela s'ajoute le fait qu'en de telles circonstances les chefs syndicaux ont dû tenter d'éviter la division au sein de leurs troupes, ce qui les amena, en particulier, à ne pas heurter les membres dont les croyances étaient défavorables à la formation d'un parti politique indépendant¹¹⁷.

Dans sa conclusion générale, Archer met en avant que son étude, obligatoirement, «sème le doute» sur plusieurs des explications habituellement retenues de l'exception américaine: les facteurs qu'elles font valoir se révèlent en effet souvent présents en Australie tout aussi bien, nature et intensité, qu'aux États-Unis. En fin de course, Archer pose trois grandes caractéristiques différenciant l'expérience syndicale aux États-Unis et en Australie: la nature même

du syndicalisme (de métiers) américain alors constitué avec l'AFL, un syndicalisme déjà conservateur entre 1890 et 1900 et soudé par l'obligation de se défendre contre ce qu'il considère comme des périls, l'immigration en provenance de certaines contrées et les options plus militantes de syndicalisme, notamment de syndicats industriels, qui sont plus porteurs d'une évolution vers un parti de classe ouvrière; deuxièmement, la répression et la peur maniaque qu'elle instille au sein du syndicalisme face à la «dissension, aux perturbations, à la menace d'une dissolution et à la destruction» pure et simple, autant de dangers que pourraient attiser, ou encourager, les divisions politiques chez les membres; enfin, le rôle particulier de la religion aux États-Unis, le type comme l'intensité de la pratique religieuse, un rôle beaucoup plus grand que ce fut le cas en Australie. Voilà, souligne Archer, les trois seuls éléments différenciant l'expérience américaine et l'expérience australienne après que, sur quelque 350 pages, il eut vérifié scientifiquement les explications généralement reçues de l'exceptionnalisme américain¹¹⁸.

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, l'étude menée par Archer emporte notre adhésion par la valeur à notre avis probante de son évaluation critique des grandes théories de l'exceptionnalisme et la qualité d'ensemble de son essai. Il est évidemment loisible, par ailleurs, de se demander si les trois caractéristiques retenues, en elles-mêmes, sont suffisantes pour résoudre l'équation américaine... Il faut soumettre aussi à la discussion la considération de ce que l'histoire et le mouvement de classe ne se sont pas éteints avec la décennie 1910-1920, ni dans leurs possibilités, ni dans leurs transformations, ni dans leurs créations. Par exemple nous avons avancé déjà, ainsi qu'on l'a mentionné dans un chapitre précédent, que la problématique de la formation d'un parti du travail fut directement (et explicitement) soulevée aux États-Unis durant la crise des années 1930 – à notre avis, dans le cours d'une montée ouvrière massive, supérieure même à ce que le pays connut durant la décennie 1890-1900. Il faut donc aussi «mettre de côté l'idée que le sort de la classe ouvrière américaine a relevé d'un facteur téléologique décisif (démocratie libérale, individualisme culturel) ou de la mécanique d'une interaction de causes simples (mobilité sociale ascendante plus ethnicité plus...)». Il s'avère plutôt nécessaire, a expliqué Mike Davis, d'inscrire le rôle de chaque «variable explicative plausible» dans «le contexte historiquement particulier» des rapports sociaux vivants¹¹⁹.

Dans sa recension du livre de Robin Archer, Kim Moody a mis quant à lui l'accent sur deux éléments d'importance. D'abord, il souligne que, pour Archer, le racisme semble un phénomène de nature prioritairement idéologique: «Les Australiens racistes ont formé un parti du travail, pense Archer, alors pourquoi les Américains racistes n'ont-ils pas pu faire de même?» C'est

oublier, tient à rétorquer Moody, que le racisme aux États-Unis est inscrit dans une « structure d'oppression » qui remonte à l'esclavage, structure « qu'il perpétue » ; il s'est trouvé à gangrener le mouvement de classe, à le débiliter profondément et largement, le diminuant et réduisant par le fait même sa capacité d'entrer de plain-pied sur le terrain de la dispute du pouvoir. Cela posé, Moody considère que la cause première cependant de l'incapacité comparative de la classe ouvrière des États-Unis à créer alors des organisations industrielles de masse relève de « la nature exceptionnelle du procès de l'accumulation du capital aux États-Unis depuis les années 1870 » jusqu'au début du xx^e siècle. Ce qui lui donne son originalité « fut non seulement l'étendue et la vitesse de la croissance industrielle, mais aussi l'urbanisation rapide qui l'accompagne, de même que l'échelle géographique et démographique » très large sur laquelle s'étendirent toutes ces transformations. « Entre 1860 et 1900, par exemple, la population s'accroît de 51 % [...]. Mais la population urbaine crût de 174 % ». Aucun autre pays ne connut ce type de bouleversement radical. Voilà qui explique qu'il fut pratiquement impossible au syndicalisme en formation de suivre les développements économiques et sociaux, encore moins de s'imposer en quelque sorte à leur puissance ; ces circonstances rendirent exceptionnellement difficile « de construire à l'échelle nationale des organisations syndicales et politiques stables¹²⁰ ».

Ce procès d'accumulation du capital produit de fait durant ces décennies, et même au-delà, des pulsions massives et continues à la désorganisation du mouvement de classe, dont les conséquences furent accentuées par le niveau élevé de répression auquel devait faire face ce mouvement, ce qui se conjugua au racisme grevant la puissance sociale de la classe ouvrière durant de très nombreuses décennies : par exemple, dans l'après Deuxième Guerre mondiale, le rôle actif qu'a tenu le racisme pour la défaite des tentatives de syndicalisation dans le Sud. Cela posé, on ne conclura pas à l'impotence de l'action de classe aux États-Unis, ni pour les décennies premières de la formation des organisations ni pour les décennies qui les ont suivies, comme on l'a rappelé et comme on l'a montré : grèves et développements tumultueux durant les années 1930-1945, puis 1945-1975, entre autres. L'histoire de la classe ouvrière aux États-Unis n'est pas l'histoire d'une prostration exceptionnelle, les actions revendicatives de masse y ont par moments été les plus fortes du monde. D'où les pages, dès lors, que nous avons consacrées à la (contre-)révolution républicaine ouverte avec la décennie 1980-1990 et à ses conséquences sur les rapports sociaux de pouvoir, notamment la capacité d'action des travailleurs salariés. Peut-être, ainsi qu'on a pu le voir dans la première partie de ce chapitre, les développements sociaux et les victoires contemporaines témoignent-ils d'un renouveau à cet effet : l'année 2018, apprend-on du Bureau of Labor Statistics,

fut depuis 1986 l'année ayant compté le plus grand nombre de salariés et salariées « impliqués dans des arrêts de travail [ce qui inclut les grèves et les lockouts] » ; plus de 90 % de ces travailleurs, au nombre de 485 000, étant « du secteur de l'éducation, de la santé et de l'assistance sociale », il est visible que l'immense majorité fut composée de grévistes¹²¹. Il n'en reste pas moins que la culture sociale de la classe des travailleurs aux États-Unis n'est pas instruite d'un positionnement de candidature au pouvoir des organisations ouvrières, ce qui nous ramène au sempiternel, mais riche, questionnement sur l'absence d'un parti ouvrier distinctif.

Comme nous avons rejeté avec Mike Davis l'idée d'un facteur explicatif à portée téléologique, il faut considérer cette absence sous l'angle de l'enjeu : par exemple, l'enjeu de la capacité du mouvement ouvrier organisé à s'imposer à la variété, souvent marquée (même aujourd'hui), des situations urbaines locales et régionales, à la puissance dans ce cadre de facteurs multiples de désorganisation (recomposition ethnoraciale des populations travailleuses – un enjeu qui cependant a débouché récemment sur de belles victoires du syndicalisme, comme on l'a vu), l'enjeu de la politique du Parti démocrate et, par-delà de son rôle dans le cinquième système de partis, l'enjeu du renouvellement des structures et des pratiques du syndicalisme, l'enjeu explicite de la lutte des classes et, plus directement, des rapports de pouvoir entre elles, l'enjeu enfin comme tel du rapport du mouvement ouvrier à l'action politique.

Dans son classique *Labor in American Politics*, publié originellement à la fin de la décennie 1960-1970 (republié en 1977), J. David Greenstone faisait remarquer au sujet de la vie politique à Los Angeles que la caractéristique première était « de fragmentation sociale » : vagues massives et ininterrompues d'immigration, « destruction délibérée de l'organisation des partis » et instauration du principe d'élections non partisans pour tous les postes de comtés et de villes durant la période « progressive », grossissement permanent de la population du sud de la Californie (entre 1940 et 1960, la population de Los Angeles a crû de 170 %), toutes choses ayant créé un « vacuum politique » qui de lui-même ajouta à la « fluidité » de la situation. Greenstone concluait son analyse en soulignant pour son lecteur et sa lectrice combien cette fluidité pouvait ajouter d'obstacles supplémentaires à la mise en forme d'une action politique de classe « des citoyens placés au bas de l'échelle sociale [*lower-class citizens*]¹²² ». On le sait, tout a changé depuis à ces égards, la collaboration du syndicalisme et de plusieurs groupes ouvriers d'immigration récente ayant permis de créer à Los Angeles des mécanismes efficaces d'intervention en politique, s'imposant en quelque sorte aux dimensions procédant de la fragmentation sociale. La notion de fragmentation sociale désignait un état de fait pouvant correspondre à l'idée de désorganisation de la classe ouvrière, un résultat relevant

partiellement cette fois de l'orientation consciente des « progressives » des années 1910 qui voulurent débarrasser la région de la corruption qu'instillait nécessairement, d'après eux, l'organisation permanente des partis politiques¹²³. Cela dit, si l'on évite le paradoxe de la désorganisation considérée comme un concept à vocation téléologique, il semble en effet que le processus d'accumulation du capital a entraîné aux États-Unis, plus qu'ailleurs, des conditions pouvant conduire et reconduire à cette désorganisation. La « cohérence politique » de la classe ouvrière issue, comme on l'a vu antérieurement, des bouleversements sociopolitiques des années 1930 n'a pas pu s'étendre au Sud profond du pays ; les travailleurs salariés, dont les conditions de vie s'y avèrent souvent très difficiles, participent fort peu à ce qu'on désigne comme le vote ouvrier, le vote précisément associé à cette cohérence. Ils peuvent d'autant plus facilement se trouver, ou penser se trouver, des porte-paroles dans le populisme droitier des républicains d'aujourd'hui, voire chez des groupes plus à droite.

Procédant à une analyse comparée de l'évolution des mouvements ouvriers américain et européen (de l'Ouest et du Nord) entre 1950 et 1980, Andrew Thomson avait souligné déjà que le « contexte politique » au sein duquel chacun se retrouvait avait connu un développement positif en Europe, mais négatif aux États-Unis. L'aire de rayonnement du mouvement ouvrier dans le champ des relations industrielles et dans le champ politique s'était accru en espace et en contenu à l'échelle de l'Europe, mais pas aux États-Unis. Dans la suite des lois Taft-Hartley et Landrum-Griffin, les « programmes de contrôle [de l'activité syndicale] étaient passés de 43 à quelque 134 » – en d'autres mots, leur nombre « avait triple¹²⁴ ». On sait que le patronat et une grande partie des élus à Washington comme dans les États avaient jugé nécessaire une contraction, plus ou moins affirmée, de la liberté de syndicalisation et du droit à la négociation. Des éléments de contentement et la bureaucratisation à l'œuvre au sein du mouvement syndical ont contribué à l'efficacité de cette orientation aux États-Unis, de même que l'absence historique d'un parti distinctif. La résistance et la riposte n'ont certes pas été à la hauteur du besoin. Autant de données devenues nouveaux facteurs de désorganisation, cette fois par contraction du droit à l'organisation et du champ d'application des libertés collectives. Pour les décennies d'après-guerre, l'exceptionnalisme américain va se définir par cette diminution progressive de la puissance du mouvement de classe organisé, condition manifeste de l'affaiblissement de la classe ouvrière dans les rapports de société, situation unique dans les pays capitalistes développés de démocratie libérale. À ce moment, la désorganisation (entendue comme désagrégation de ce qui était) doit être vue tels un produit de l'histoire et un facteur actif de son déroulement. Nous ne nions pas avec cet énoncé la valeur propre des grandes études connues sur la formation de la classe ouvrière

aux États-Unis, qui ont souvent mis en avant des repères analytiques fondamentaux pour l'explication historique de ses particularités¹²⁵, mais nous sommes persuadés que, parmi d'autres facteurs, les rapports conflictuels directs entre forces sociales et leurs résultats constituent ensemble une source plus immédiate depuis de nombreuses décennies de la détermination de l'existence de la classe ouvrière.

En positif, par ailleurs, il est obligatoire de souligner que l'activité politique intense et permanente du syndicalisme, une activité de masse éduquant, faisant participer au vote, entraînant dans l'action, a représenté depuis des décennies aussi un élément premier de construction de la citoyenneté d'hommes et de femmes dont les conditions de vie se révèlent habituellement peu favorables à ce type d'engagement. Voilà bien une activité incessante du syndicalisme qui a servi à la démocratisation d'instances de la gouverne du pays. La problématique de l'exceptionnalisme américain a un envers, en quelque sorte, qui correspond à la similitude de la position du mouvement ouvrier des États-Unis et des mouvements ouvriers des autres pays développés dans leurs sociétés : la similitude du groupe social non dominant dont l'intérêt profond exige pourtant l'accès aux postes de commande politique, complètement obligatoire à son action de nature socioéconomique (ainsi, garantir par loi des gains revendicatifs obtenus syndicalement et en élargir le contenu, participer à l'élaboration des orientations publiques sur le marché du travail, notamment) et intervention plus générale relevant de la dynamique sociale qui le nourrit et qu'il porte (intervention quant à la qualité de la vie démocratique, quant à l'éducation, quant aux besoins sociaux, quant au respect des droits, etc.), dont les composantes grandissent ordinairement avec le renforcement de l'organisation. Aux États-Unis, cette action politique est menée grâce au lobbyisme, à la présence dans le Parti démocrate comme instance quasi officielle et comme fraction, grâce aussi à la formation politique assurée par la centrale et ses syndicats auprès de leurs membres pour qu'ils et elles votent, participent aux campagnes électorales, se portent éventuellement candidats et interviennent publiquement. Au fil des décennies, le syndicalisme américain a contribué ainsi à l'éducation politique de millions de citoyens américains et à l'engagement direct de dizaines, voire de centaines de milliers d'entre eux. Lane Kirkland, alors secrétaire-trésorier de l'AFL-CIO, écrivait en 1969 :

Aucun groupe particulier [*no single group*] ne consacre plus de temps et d'effort pour que des citoyens s'engagent dans l'action politique que le syndicalisme : grâce à nos « campagnes massives d'inscription sur les listes électorales et notre activité d'incitation au vote et de supervision de la participation [effective] au scrutin » les jours d'élections. Sans compter « l'éducation continue toute l'année sur des sujets controversés » et les votes en chambre des élus. « Le syndicalisme

prend très au sérieux la signification de la citoyenneté. Nous croyons que les droits et les responsabilités relevant de la citoyenneté sont indivisibles¹²⁶.

En positif tout aussi bien, mais d'un autre angle, le courant spécialisé en « études américaines » dont les travaux portent précisément sur l'« American Political Development » (le développement politique américain, ou le développement politique des États-Unis) a évidemment été amené à tenir compte, pour une part, de l'exceptionnalisme du pays. Les professeurs Orren et Skowronek ont défini le champ analytique du « développement politique américain » de la façon suivante: nous entendons « par développement politique un transfert durable de l'autorité gouvernante. Par autorité gouvernante, [nous entendons] l'exercice du contrôle sur des personnes ou des choses qui est attribué et garanti par la force de l'État. Par transfert [ils désignent] un changement dans le centre du contrôle [...] qui résulte en une nouvelle distribution de l'autorité parmi les personnes ou les organisations de la société politique [...] ou entre elles et des équivalents situés à l'extérieur » de ladite société¹²⁷. Or, les fonctions généralement assumées dans les autres pays par les partis ouvriers (représentation d'intérêts populaires, ouverture des cercles dirigeants et de la gouvernance à des catégories sociales non dominantes, notamment) ne purent rester, on le sait, entièrement exclues des préoccupations de l'État américain. Voilà qui a amené le renouveau de l'intérêt pour une prise en compte de la problématique de l'exceptionnalisme.

Ainsi, Gwendolyn Mink s'est demandé « pourquoi il n'y a pas de parti du travail aux États-Unis » en s'arrêtant à l'évolution combinée du syndicalisme, des systèmes de partis et de l'État américain entre 1875 et 1920. Elle s'est penchée à son tour sur les grandes explications de cette absence en une discussion souvent pénétrante des œuvres retenues. Elle va considérer finalement que, si plusieurs de ces explications sont valables, chacune à son avis se révèle incomplète; d'où la perspective qu'elle fait valoir voulant que ce soit la combinaison, l'étude en interaction de diverses dimensions des réalités analysées, en d'autres mots, la combinaison considérée comme facteur particulier, en tant que tel, de la création de ces réalités¹²⁸, qui se révèle la clé des explications les plus convaincantes. Elle cherche ainsi à établir comment se façonnèrent aux États-Unis les intérêts politiques du mouvement ouvrier, singulièrement face à la problématique de l'immigration; comment les dirigeants des processus de syndicalisation puis des organisations comme telles les perçurent eux-mêmes et comment ils furent au cœur des idées et des sentiments qui se répandirent dans les rangs ouvriers. L'action politique du syndicalisme, formes et contenu, se serait stabilisée en fin de course avec l'établissement du quatrième système de partis, celui dit de « 96 », et la formation d'un *labor establishment* entre le tournant du xx^e siècle et la Première Guerre mondiale...

À ce stade, pour nous, l'intérêt de ce rappel est d'indiquer à nouveau que l'analyse du mouvement ouvrier oblige à la prise en compte de son environnement. Un environnement, faut-il le préciser, qui est lui-même en retour et notamment produit de l'intervention et de l'histoire de ses organisations.

6. L'« EXCEPTIONNEL » BIPARTISME DES ÉTATS-UNIS

Nous avons analysé dans le huitième chapitre de ce travail la nature sociale des deux grands partis des États-Unis. Nous avons pu constater que les Partis démocrate et républicain de même que le bipartisme dont ils sont chacun une composante sont depuis longtemps devenus, selon Leon D. Epstein, l'équivalent de « services d'utilité publique » régis par les États, quand ils ne jouent pas un rôle direct d'agences gouvernementales. La vie interne des partis doit se conformer à des règlements pointilleux et nombreux des divers États, règlements qui varient selon ces États et qui président notamment à l'organisation des primaires. Les primaires et, pour une part, les caucus sont pris en charge par les partis, qui assument ainsi des fonctions desdits États. Les pouvoirs publics, on le sait, répartissent l'électorat selon les préférences républicaines ou démocrates de chaque personne, avec la possibilité de s'exclure soi-même de quelque activité propre à la sélection des candidats et candidates (pratiquement partout) en se déclarant indépendant. En échange, d'une certaine manière, les deux partis reçoivent la garantie d'un accès aux bulletins de vote sous leur propre étiquette pour tous les scrutins qui ne sont pas « non partisans », la protection de leur position dans l'électorat par l'imposition de conditions extrêmement onéreuses (toutes dimensions) à l'entrée d'indépendants dans les courses aux postes d'autorité publique et à l'engagement des États envers « la préservation du système bipartite », dont le judiciaire a reconnu la légitimité aux dépens de l'apparition d'éventuelles options de remplacement. Il s'agit bien sûr du système bipartite établi républicains-démocrates. Les États assument donc des fonctions qui relèvent, dans les autres pays, des partis comme associations privées¹²⁹.

À tout cela s'ajoute la manière même des élections au Collège électoral : tous les États, à l'exception de deux d'entre eux, accordent tous les mandats qui leur reviennent au seul candidat présidentiel qui a obtenu la majorité sur leur territoire plutôt qu'à la proportionnelle ou selon une méthode les attribuant par districts électoraux en fonction des résultats obtenus par chacun : d'où cette incongruité d'un candidat ayant obtenu un plus grand nombre de voix que son vis-à-vis à l'échelle du pays, mais qui est déclaré perdant : Al Gore en 2000 a obtenu 500 000 voix de plus que George W. Bush, qui a pourtant gagné la présidence ; Hillary Clinton a remporté quelque trois millions de voix de plus

que son adversaire Donald Trump aux élections de 2016, mais c'est ce dernier qui est devenu président ; ou alors, peut-être encore plus éloquent, le pourcentage de 19 % des voix qu'a obtenu Ross Perot dans la course à la présidence en 1992, qui ne lui a pourtant donné aucun élu au Collège électoral. Constitutionnellement, rien n'oblige à ce que le scrutin au Collège électoral se déroule de cette façon ; l'immense majorité des États maintiennent la formule de l'attribution présentement en vigueur, en dépit des ratés auxquels elle peut conduire parce que, ainsi que l'illustre le sort de Ross Perot, elle est devenue un mécanisme de sauvegarde de la mainmise des deux partis dominants¹³⁰.

On a donc des partis qui accomplissent des tâches de l'État, qui en retour assurent leur rôle de partis dominants ; et l'autorité publique répartit généralement l'électorat entre ces partis selon les préférences exprimées par chacun et chacune, et régleme même les changements d'allégeance. Le bipartisme républicain-démocrate se trouve ainsi inscrit en tant que tel dans la gestion étatique du pays. D'où cette notion d'une *autonomisation* du système partisan que nous avons avancée déjà, une autonomisation en regard de transformations en profondeur que le pays a connues dans les rapports entre forces sociales : une autonomisation en ce qu'il se maintient en dépit de ces transformations, qu'il les absorbe en se renouvelant, en leur conférant un poids dans la face-à-face partisan plus en correspondance avec celui qu'elles ont acquis dans la société, mais en s'imposant à ce poids, c'est-à-dire en assujettissant son expression à ses propres balises : « 1896 » signifie la victoire définitive des intérêts urbains-industriels sur les petits centres régionaux et l'agriculture, « 1936 » marque la redéfinition partielle des luttes partisans selon les grands intérêts de la société industrielle capitaliste, le vis-à-vis classe ouvrière classe des employeurs.

Mais la pérennisation de ce système partisan procède en dernière analyse de son institutionnalisation, c'est-à-dire de son imbrication dans la mécanique de gouvernement du pays. Afin de percer la nature particulière des deux grands partis aux États-Unis, Leon D. Epstein mettait en avant, on le sait, quelques métaphores qui toutes relevaient, en fin de compte, de la réalité de cette imbrication : « agences gouvernementales », « agences quasi gouvernementales », « services d'utilité publique ». S'il retenait cette dernière métaphore, moins expressive incontestablement et aux références moins troublantes que celle d'agence étatique, par exemple, c'est uniquement, on le sait, parce que les partis s'acquittent d'autres tâches que celles qui sont assumées en lieu et place de l'État : des tâches de financement, d'animation des partisans, etc. Autonomisation du système bipartite et institutionnalisation (au sens fort) du rôle des partis républicain et démocrate, voilà les deux grandes caractéristiques qui donnent son caractère exceptionnel au bipartisme américain.

Ce disant, nous ne nions pas le rôle qu'ont tenu d'autres facteurs dans l'évolution de ce système de partis, tels l'expansion majestueuse de l'économie du pays ou «la grande flexibilité et la [puissante] capacité d'absorption de [nouvelles] élites» des partis, la «faiblesse de leur coordination nationale», qui permit les multiples adaptations locales, comme «l'absence de perspectives idéologiques et programmatiques» fortes, est-il souvent expliqué, qui les ouvrirent à de nouvelles clientèles. J. Samuel Valenzuela suggère même que ces traits particuliers procédant de «la grande flexibilité des partis» aux États-Unis ont constitué le «facteur premier» de l'absence d'un grand parti du travail¹³¹. Encore aujourd'hui, la facilité avec laquelle les deux partis s'avèrent en mesure de s'ouvrir à de nouveaux courants reste remarquable. Mais la singularité du bipartisme des États-Unis relève toujours de son autonomisation historique et de son institutionnalisation, unique dans un pays de démocratie libérale, quelles qu'en furent les conditions.

Au fil des décennies, cet encadrement partisan et institutionnel de la vie politique a été vu par divers courants de pensée et plusieurs analystes comme une espèce de cadenas, ou une chape de plomb contraignant et décourageant les initiatives d'un véritable renouveau, la possibilité de la pleine expression politique du syndicalisme notamment. *L'indépendance* face à ce bipartisme a peu de chance de percer significativement, de se porter en candidature plausible au pouvoir. Le politologue Theodore J. Lowi, on le sait aussi, fut l'un des analystes ayant jugé que le système de partis établi étouffait le libre jeu de la démocratie, qu'il fallait en quelque sorte le décadénasser en coupant son «filet de sécurité légal». Et il s'est employé à circonscrire divers moyens par lesquels on pourrait chercher à le subvertir, tout en s'en prenant aux décisions du judiciaire, y compris de la Cour suprême, ayant considéré légitimes de multiples mesures des pouvoirs publics précisément axées sur la sauvegarde du bipartisme républicain-démocrate¹³². L'évitement d'une désarticulation de cette composante centrale de la gouverne du pays, de la gérance de l'État en quelque sorte, a en effet été établi comme caractéristique et objectif légitimes.

Constat particulièrement important à l'heure où, dans tous les autres régimes libéraux économiquement développés, les systèmes de partis sont en crise, une crise souvent prononcée, voire ont été emportés: Italie, France, Espagne, Grèce, puis Grande-Bretagne, etc., une instabilité lourde de déséquilibres sociaux et politiques difficilement prévisibles. Mais la puissance de l'encadrement républicain-démocrate aux États-Unis paraît toujours intacte, aspirant les grands courants politiques, les mouvements sociaux, les tendances multiples de l'opinion, et donnant à ceux et celles qui réussissent à s'y faire entendre une tribune publique considérable. La polarisation idéologique (que

l'on peut dire) gauche-droite s'avère aujourd'hui profonde et intense, elle se nourrit toujours du conflit partisan issu de la période du New Deal, et le nourrit évidemment tout aussi bien. Pourtant, la conjoncture se révèle concurrentiellement plus dramatique en cette fin de la décennie 2010-2020, porteuse aussi de développements au contenu potentiellement fort déstabilisant.

Depuis les trois mandats présidentiels Reagan-Bush (père) entre 1980 et 1992, les républicains ont entamé puis poursuivi une évolution toujours plus droitnière, se radicalisant progressivement sur la lancée de la coalition conservatisme-argent-évangélisme façonnée par Ronald Reagan. Ils ont ouvert grandes les portes à des forces réactionnaires et populistes, se pliant éventuellement à leur puissance, s'en faisant même explicitement le porte-parole durant les mandats à la présidence de George W. Bush (2000-2008). On a suivi le volet de la relation du parti au fil de cette évolution avec le mouvement ouvrier, une évolution entièrement négative, on s'en souviendra, lorsqu'elle est appréciée du point de vue syndical. En cours de route, non seulement le Parti républicain a-t-il connu une homogénéisation idéologique toujours plus dense, mais sa députation au Sénat, par exemple, s'est comportée tel un instrument unifié aux ordres de la Maison-Blanche lorsque son occupant est républicain, ou comme un instrument d'obstruction systématique et radical quand l'occupant est démocrate. Avec l'apparition du Tea Party et son invasion des rangs républicains, les méthodes de son activisme de masse ont bousculé et fait peur, accentuant d'une connotation parfois extrême son profond conservatisme. Il y a eu fort peu de soubresauts internes au parti, fort peu de résistance face à cette dynamique, comme si ses élites et porte-paroles connus acceptaient d'être dépossédés de leur organisation. Ces derniers ont encore tenu en quelque sorte le haut du pavé avec la sélection de John McCain et Mitt Romney comme candidats à la présidence, mais le choix des colistiers (Sarah Palin avec McCain, Paul Ryan comme colistier de Mitt Romney : le populisme conservateur et la religion) témoigna en tant que tel de cette montée de la droite dure au sein du parti. En se faisant à leur sort nouveau, en quittant purement et simplement le parti ou en se joignant activement à cette orientation en développement, les élites traditionnelles semblent avoir laissé aller leur formation ; par refus ou incapacité de faire face, elles parurent presque l'avoir bazardeé : le vieux Parti républicain avait perdu ses repères et ses lignes de défense.

Tant et si bien qu'un aspirant à la nomination républicaine en 2016, le (dit) milliardaire Donald Trump, a pu lancer une véritable offre publique d'achat (OPA) sur le parti, une offre publique d'achat tout de même non sollicitée, mais qui a débouché sur une prise de contrôle hostile (*hostile take-over*) effective. Le milliardaire Trump a réussi à s'approprier le parti, à l'acheter en

quelque sorte. Or, il s'agit d'une offre publique d'achat réussie sur un organe principal de la gouverne du pays, peut-être pas une agence d'État au sens propre, mais certes un service d'utilité publique reconnu comme tel par l'État, réglementé et aux fonctions dans la gouverne du pays à ce titre protégées. Un service dont le rôle a été au fil des décennies institutionnalisé. Que va-t-il ressortir maintenant de tout cela? Voilà bien une modification peut-être qualitative de la situation du Parti républicain, une modification qui introduit un élément fort perturbant dans le système établi de partis; qui plus est, l'effet de cette modification risque de s'avérer plus perturbateur encore aux États-Unis que celui qui a été produit par des modifications, même radicales, des systèmes de partis ailleurs dans les pays développés, du fait de cette institutionnalisation du bipartisme républicains-démocrates dans la gouverne politique du pays et, à ce titre, du rôle d'agence quasi étatique de chacun des deux grands partis.

Qu'en est-il par ailleurs des démocrates? Entraînés eux-mêmes vers la droite sous la pression du règne Reagan-Bush (1980-1992), de l'évolution néolibérale du pays et de l'économie mondiale, comme des revers vécus par les mouvements ouvriers et populaires à l'échelle de la planète, les démocrates ont soudainement perdu le terrain et l'initiative de la lutte contre le Tea Party aux mains du vaste mouvement Occupy Wall Street, qui a directement disputé au Tea Party la tribune du débat public avec beaucoup d'écho et de succès. Sur-le-champ, l'axe idéologiquement définitoire du discours de l'opposition aux pouvoirs dominants a été modifié, en tout cas pour une large part extirpée des mains du Tea Party. Le Parti démocrate s'en était montré incapable. Il est certain que le mouvement Occupy a fait des heureux alors au sein de l'Administration Obama; il a forcé le Tea Party et les républicains droitiers à prendre note et à perdre de leur assurance – pour un moment. Occupy Wall Street a favorisé l'éclosion de mouvements de base, par exemple de certains mouvements, souvent liés à l'activité militante de minorités défavorisées d'immigration récente, qui eux-mêmes avaient inspiré la dynamique d'Occupy. Dans le Sud antisynical et dans diverses autres régions, les enseignants ont engagé de vastes actions de grève, habituellement illégales, afin de dénoncer leurs conditions de travail, le niveau de leurs revenus, l'état déplorable des services d'éducation qu'ils peuvent assurer, la nécessité de hausser l'importance reconnue au système d'écoles publiques dans les municipalités et les États. Des victoires ont été acquises, des assauts antisynicaux ont été repoussés et des orientations néolibérales, battues. Cela dit, pratiquement aucune de ces réussites n'a été obtenue grâce à un appui quelconque des démocrates; et durant les années de la présidence Obama, quand les démocrates eurent la majorité aux deux chambres du Congrès, avec une majorité suffisante au Sénat pour contrer les tentatives républicaines de *filibuster*, la demande d'une réforme du mécanisme

d'accréditation syndicale visant à contourner des mesures patronales de report continuels des prises de vote et de négociation d'une première convention collective n'a pas été adoptée. Les mécontentements envers le Parti démocrate procèdent aussi de ce que quelques-unes des grandes victoires syndicales que nous avons couvertes ont été obtenues contre des administrations du parti ou alors contre des mesures prises par des administrations républicaines qu'avaient appuyées les élus démocrates.

Il n'est pas nouveau que l'on reproche aux démocrates leur appui mitigé et leurs promesses non respectées. Mais il est possible qu'après plus de trois décennies de politiques publiques inspirées du néolibéralisme républicain la coupe soit remplie, et même débordée, et que les démocrates traditionnels n'apparaissent pas à la hauteur des besoins. Qui plus est : la simple logique des développements récents que l'on a rapidement présentés (actions revendicatives des travailleurs de services situés au bas de l'échelle salariale, souvent – mais pas exclusivement – originaires de minorités ethnolinguistiques et raciales surexploitées, arrêts de travail larges et massifs des enseignants à Chicago et Los Angeles, notamment, etc.) peut entraîner de soi à des positions sociopolitiques indépendantes situées à la gauche des orientations démocrates, que lesdites positions indépendantes s'expriment ou non dans le cadre du parti. À ce dernier égard, on assiste aussi à des succès socialistes déclarés au sein du Parti démocrate (tel qu'en témoigne le niveau élevé des appuis obtenus par Bernie Sanders lors de la course à l'investiture démocrate pour la présidence en 2016, ou comme en témoigne la victoire d'Alexandria Ocasio-Cortez, jeune socialiste rebelle du parti, à la nomination contre le vétéran de la Chambre des représentants Joseph Crowley de New York en 2018 : M. Crowley était le quatrième élu démocrate en importance de la Chambre¹³³ ; par ailleurs, comme élément s'inscrivant dans la même dynamique, il faut aussi noter la victoire au conseil municipal de Seattle de Kshama Sawant, membre connue de l'organisation Socialist Alternative, extérieure au Parti démocrate.

«Énergisés par la volonté de prendre en charge le combat contre le président Trump», beaucoup de ces gens espèrent maintenant «refaire leur propre parti [le Parti démocrate] en une force d'opposition féroce libérale». Des courants au sein du parti interviennent ainsi pour mettre en avant des points de plateforme plus progressistes que ceux qu'il fait habituellement siens et assurer l'investiture à des candidats et candidates déterminés à la promouvoir, des courants tels «les Justice Democrats, le Working Families Party, la Progressive Change Campaign et Our Revolution» de Bernie Sanders¹³⁴. Ce n'est bien sûr pas, on le sait, la première fois que ce type de volontés de changement agite le parti, et même le divise. Mais il s'agit d'initiatives qui s'inscrivent dans le face-à-face propre au cinquième système de partis :

une des fonctions que le Parti démocrate y assume en effet a été et demeure qu'il absorbe les courants de contestation et s'approprie en la canalisant l'action politique des mouvements sociaux. Cela dit, il n'en reste pas moins que le bouillonnement des interventions et de la réflexion politique à gauche connaît un renouveau, que le profond désir d'en terminer avec les politiques républicaines nourrit puissamment. Le Parti démocrate apparaît donc lui aussi pour une part bousculé, ses élites dirigeantes tentant de maintenir un équilibre interne dont l'évolution semble plus imprévisible que cela était le cas auparavant.

Est-ce que les deux partis dominants aux États-Unis seraient, à l'instar des partis traditionnels ailleurs, engagés sur une sévère pente critique (c'est-à-dire de crise)? Cette situation déstabiliserait les capacités du bipartisme institué d'assumer son utilité, voire sa vocation dans la gestion et la reproduction du régime économique et politique constitué.

7. LA POLITIQUE OUVRIÈRE

Le point de vue de C. Wright Mills [était que] le système bipartite [américain] tendait inévitablement à dépolitiser la classe ouvrière en niant une représentation [politique] adéquate de ses intérêts immédiats¹³⁵.

Écrivant un demi-siècle plus tard, Taylor E. Dark, le spécialiste de l'étude des liens entre le Parti démocrate et le syndicalisme, tenait quant à lui à souligner que l'alliance des syndicats avec les démocrates avait été tout à fait profitable au mouvement ouvrier : le parti, écrivait-il, est même « plus perméable » que jamais aujourd'hui dans le processus de sélection de ses candidats et candidates du fait de la prévalence de la méthode des primaires, qui ouvre encore plus que par le passé ledit processus à l'intervention des syndicats ; à cela s'ajoute que le rôle tenu par le syndicalisme dans l'organisation électorale des démocrates lui garantit un accès courant aux élus du parti, cependant que, toujours selon Dark, la prise en compte des *desiderata* syndicaux par les administrations présidentielles démocrates s'avère généralement acquise du fait des mêmes considérations¹³⁶. Nous avons antérieurement rapporté ces éléments de l'analyse de Dark, élaborée pourtant durant les années du développement des Labor Party Advocates, de la décision de la National Organization for Women d'œuvrer à la création d'un nouveau parti et de l'existence du National Black Independent Political Party, comme de la réflexion stratégique des partisans du New Party, toutes des initiatives décidées par dépit envers le bilan des démocrates.

Ce qui ne clôt pas le débat au détriment de la position de Dark, chacune de ces quatre organisations, malgré les espoirs qu'elles avaient fait naître chez beaucoup de militantes et militants, ayant rapidement abandonné son projet. Ajoutons l'élément suivant : quelle que soit la position de chacun, cette dernière remarque permet de faire valoir aussi que la puissance de la formation sociale américaine et le solide appui dont jouit le régime politique en place auprès de sa propre population s'avèrent en eux-mêmes de très difficiles obstacles aux options de rechange à celle qui a été exposée par Dark, surtout que les appareils de direction syndicale ne sont pas prêts d'abandonner une niche au sein de ce régime en échange d'espoirs peu prometteurs. La protection institutionnelle assurée au système bipartite républicains-démocrates renforce par ailleurs l'efficacité de chaque obstacle de cette nature. Cela posé et malgré tout, la thèse avancée par C. Wright Mills reste juste, le bipartisme établi a nié aux intérêts de classe ouvrière immédiats « une représentation politique adéquate ». Voilà une donnée conditionnant la culture politique du pays, et même la culture politique plus particulièrement populaire, ce que, en d'autres termes, Teixeira et Rogers ont déjà fait valoir¹³⁷. Traditionnellement, il pouvait sembler que les analystes de l'« exceptionnalisme » voyaient juste lorsqu'ils avançaient que l'un des développements possibles du système partisan serait au cours du xx^e siècle son européanisation, c'est-à-dire la conclusion de la période de l'exceptionnalisme par l'apparition d'un parti ouvrier réussissant à déloger une des deux formations du bipartisme républicains-démocrates comme parti de gouvernement. L'exception disparaîtrait, le bipartisme serait reformé en un face-à-face opposant, comme en Europe, un pôle favorable à l'économie libérale-capitaliste et un pôle constitué par les organisations ouvrières et socialistes, probablement sur le modèle travailliste. La pression fut à l'occasion forte dans cette direction, mais l'évolution politique des États-Unis déboucha plutôt sur le cinquième système partisan. En considérant le contexte des trois dernières décennies, l'analyse des régimes politiques occidentaux contemporains ne peut plus appréhender leur réalité en voyant les États-Unis comme une exception, car le pôle politique des organisations ouvrières est pratiquement dissous partout, et leurs reliquats n'assument plus leurs fonctions traditionnelles. La culture politique américaine reste différente néanmoins, notamment parce que le pôle politique ouvrier n'a pas connu dans le pays une influence de masse, ce qui n'est pas rien.

La vie politique américaine pose aujourd'hui le mouvement syndical et les groupes populaires devant plusieurs défis et enjeux importants, sur divers terrains : par exemple, sur le terrain des élections, où *l'argent* tend à submerger le jeu de la démocratie, où le découpage-redécoupage forcené des frontières de circonscriptions par les administrations républicaines d'État garantit de

lui-même de grands nombres de sièges (aux chambres d'État et fédérales)¹³⁸, où des législatures d'État décident de passer outre des résultats d'initiatives populaires¹³⁹, etc. ; par ailleurs, à l'intérieur même du Parti démocrate, les candidatures les plus progressistes ont fait face à une résistance et à l'hostilité d'instances du parti importantes, singulièrement du comité électoral démocrate des campagnes au Congrès (Democratic Congressional Campaign Committee¹⁴⁰), voire du comité national du parti, qui prit activement la part de Hillary Clinton contre Bernie Sanders lors de la course à la nomination démocrate pour la présidence en 2016. Sur le terrain économique, les rapports sociaux de pouvoir ont évolué très négativement pour le salariat : un économiste pouvait ainsi évaluer au début de la décennie 2010-2020 que, depuis une quarantaine d'années alors, les travailleurs n'avaient globalement pas profité « de la hausse de la productivité » et que « la portion du revenu global [*overall income*] reçue en salaires par les travailleurs avait [même] baissé », ce qui supposait évidemment que « la portion accumulée par les détenteurs de la richesse grâce à des revenus de type non salarial (dividendes, intérêts, profits) avait [au contraire] crû » ; obligatoirement, cette donnée correspondait à une accentuation marquée des inégalités sociales. De 2000 à 2013, « on a assisté à la divergence la plus grande entre la croissance de l'économie et la rétribution du travailleur type [...], [alors que] de 1948 à 1973 [...] la paie des travailleurs croissait au même rythme que la productivité », ce qui se traduit en une « hausse généralisée des niveaux de vie¹⁴¹ ». Or, il a été établi, par une étude comparée de la relation des salaires au taux de syndicalisation entre le Canada et les États-Unis, que la portion des salaires revenant au 99 % des travailleurs « situés au bas de l'échelle » est directement fonction du pourcentage de la population syndiquée¹⁴² ; et le pourcentage de la population syndiquée aux États-Unis est toujours minime, malgré toutes les volontés et l'action militante investies pour renverser un cours des développements qui est celui de son affaiblissement. Et ainsi que ce fut le cas dans le passé, ces circonstances se conjuguent en des situations toujours plus nuisibles aux intérêts des minorités défavorisées.

Nous avons étudié avec cet ouvrage les formes et le contenu de l'action et de l'organisation politiques du mouvement ouvrier aux États-Unis après qu'il fut fixé que le mode de son entrée puis de son intervention en politique ne retiendrait pas l'option d'un parti distinctif. Cette position avait été celle déjà, après de premières hésitations, des fondateurs historiques du syndicalisme moderne aux États-Unis, l'équipe du *pure and simple unionism* de Samuel Gompers. Elle fut maintenue, difficilement, par John L. Lewis et ceux qui réussirent avec lui à chevaucher l'immense dynamique de revendication et de contestation populaires de classe, qui bouleversa l'Amérique des années 1930 ; après la Deuxième Guerre mondiale, il est manifeste que les rapports de forces

ont été durablement modifiés, et l'intervention en politique devient massive et permanente, en mesure de mettre sur pied une organisation politico-électorale parmi les premières du pays, dont la présence se manifeste néanmoins sans parti socialement distinctif. George Meany imprégna cette activité politique d'une profonde orientation conservatrice, d'un positionnement fondamental d'appui au rôle et à la place prédominante des États-Unis dans le monde et à la stabilité intérieure du pays. Ce cadre posé, le syndicalisme comme mouvement et institution n'est évidemment ni un monolithe ni une force de régression sociale; ses perspectives idéologiques et son positionnement d'ensemble le situent du côté des alliances de progrès sur le plan social et des démocrates du «cinquième système de partis» politiquement, système qu'il a puissamment contribué à définir. Principal mouvement social, le modèle de son action politique et les formules qu'il a mises au point ont directement influencé l'action politique de tous les autres mouvements. En retour, les grands mouvements populaires de revendication ont non seulement été en relation avec lui, mais ils ont fait pression sur lui et cherché ses appuis. Notre travail a donc été de présentation, d'explication et d'analyse des grands épisodes, depuis 1938, de l'action politique ouvrière d'un type alternatif à celui de l'intervention avec un parti du travail.

Nous avons étudié dans ce chapitre les moments forts des mobilisations populaires du temps présent et de leur influence en politique. Il faut par ailleurs noter l'accueil favorable de certains grands syndicats à des invites de travail en commun avec la présidence Trump pour la sauvegarde et le développement d'emplois industriels et de transformation. Nous considérons cet accueil favorable comme la manifestation du sentiment d'une impasse ressentie par les directions de certains grands syndicats face à l'avenir, l'impasse devant une absence de solution au déclin des organisations et à la chute du nombre d'emplois pour les membres. Ces deux grandes dimensions de la situation du mouvement de classe constituent des aspects certainement définitionnels de sa conjoncture d'aujourd'hui, une expression conjointe et forte, même si ses termes sont en contradiction l'un de l'autre, de cette situation.

Nous espérons qu'à sa mesure notre travail aura contribué à la compréhension du phénomène de l'action politique du mouvement ouvrier, du modèle exceptionnel qui a été privilégié aux États-Unis et de son déploiement, de même qu'à la connaissance de l'influence qu'il a eue, parmi évidemment d'autres facteurs, dans l'histoire politique et le façonnement de ce grand pays, donc, que nous aurons aussi contribué par là à l'appréhension du temps présent.

Notes

1. Nous suivons ici l'explication donnée par B. Fletcher Jr. et F. Gapasin, *Solidarity Divided: The Crisis in Organized Labor and a New Path Toward Social Justice*, 2008: 100-101. Par *business unionism*, les auteurs entendent ce « type de syndicalisme qui, à la fois, traite les syndicats comme une entreprise et met l'accent sur le besoin pour le bien-être du syndicat (et supposément aussi pour les travailleurs) de sa collaboration avec l'employeur au détriment de la lutte de classe »: 251, note 18.
2. R. Milkman et S. Luce, "Labor Unions and the Great Recession", 2017.
3. Herman Rosenfeld, "Exciting Victory at Verizon", *Canadian Dimension*, vol. 50, n° 3, été 2016: 4.
4. Sarah Jaffe, *Necessary Trouble: Americans in Revolt*, 2017: 115.
5. Ian Lovett, "Teacher's Death Exposes Tensions in Los Angeles", *New York Times*, 09/11/2010.
6. *Ibidem*.
7. "Philadelphia School District Announces Its Dissolution", *Philadelphia City Paper*, 24/04/2012.
8. "Oklahoma's Schools: Five into Four", *The Economist*, 03/02/2018.
9. Sarah Jaffe, *Necessary Trouble*: 118-119, citation 119.
10. *Ibidem*: 118, 120-121; citation 120.
11. Lee Sustar, "Chicago Teachers Draw a Line", *The Bulletin*, e-Bulletin, n° 690, 02/09/2012.
12. Sarah Jaffe, *Necessary Trouble*: 119.
13. Lee Sustar, "Chicago Teachers".
14. *Ibidem*.
15. Sarah Jaffe, *Necessary Trouble*: 121-122; citations 121, 122.
16. Lee Sustar, "Chicago Teachers".
17. Sarah Jaffe, *Necessary Trouble*: 122-128.
18. Motoko Rich, "Teachers' Union Court G.O.P.", *New York Times*, 25/09/2012.
19. Voir Trip Gabriel, "Despite Image, Union Leader Backs School Change", *New York Times*, 15/10/2010, consulté en ligne le 16/10/2010.
20. Sarah Jaffe, *Necessary Trouble*: 32-44, 123-124; R. Milkman et S. Luce, "Labor Unions and the Great Recession", section New Directions.
21. En décembre 2018, la première grève dans une école à charte fut menée par des enseignants de la CTU; voir Rebecca Burns, "'We're One Union': Why Chicago Teachers Are Out on the First Charter School Strike in the Country", *In These Times*, 04/12/2018, consulté en ligne à l'adresse <http://www.inthesetimes.com>.
22. "Of Rats and Debts", *The Economist*, 16/01/2016.
23. Jasmine Karrissey, "By the Numbers: Teacher Strike Wave", *Labor Notes*, octobre 2018: 13.
24. Steven Greenhouse, "The West Virginia Teacher Strike Was Just the Start", section "Opinion" du *New York Times* consulté en ligne à l'adresse <https://nyti.ms/2D7aN32>; nous suivons au plus près dans ce paragraphe le texte de Greenhouse.
25. J. Furman et D. Dimaggio, "West Virginia Teachers, School Employees Walk Out Statewide", *Labor Notes*, mars 2018, n° 468: 1, 3, 5, citation 5.
26. Mike Elk, "West Virginia Teachers' Triumph Offers Fresh Hope for U.S. Workers' Rights", *The Guardian*, 07/03/2018.
27. Samantha Winslow, "Oklahoma", *Labor Notes*, mai 2018, n° 470: 1, 4, 5.
28. Michelle Chen, "The Oklahoma Teachers Strike Is a Mutiny against Austerity", *In These Times*, 05/04/2018, consulté en ligne.
29. Jonah Furman, "Arizona", *Labor Notes*, mai 2018, n° 470: 1, 3; citation, 1.
30. Dana Goldstein, "After Teacher Walkouts, Arizona Republicans Jostle onto Education Platform", *The New York Times*, 27/10/2018.
31. Jonah Furman, "Arizona", *Labor Notes*, mai 2018, n° 470: 1, 3; citation 1.
32. Sur le Kentucky, nous nous inspirons ici de D. Di Maggio et J. Furman, "Teacher Strike Fever Spreads", *Labor Notes*, avril 2018, n° 469: 1, 3-4.

33. Samantha Winslow, « Election Roundup: A Mixed Bag, but Good Riddance to Scott Walker », *Labor Notes*, décembre 2018, n° 477 : 7 ; notre jugement dans ce paragraphe sur les résultats électoraux de 2018 est fondé sur l'explication de Winslow ; cette dernière rapporte notamment qu'en Oklahoma une centaine d'enseignants décidèrent de participer aux élections, soixante d'entre eux réussissant à franchir le seuil des primaires.
34. *Ibidem*.
35. Vanessa Tait, *Poor Workers' Unions: Rebuilding Labor from Below*, 2005 : 2, 3.
36. *Ibidem* : 11.
37. *Ibidem* : 3.
38. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis: les temps difficiles, 1980-2005*, 2009 : 211-213, citation, 213.
39. Nous avons suivi dans ce qui précède au plus près Marianne Debouzy, *ibidem* : 213.
40. *Ibidem* : 215.
41. Voir *Labor Notes*, mai 2006, n° 326 : 1, 14.
42. R. Milkman et S. Luce, "Labor Unions and the Great Recession" : 25.
43. Janice Fine, "Worker Centers Give Immigrants Services, Voice and Simmering Debate", *News from EPI*, 15/02/2006, consulté en ligne à l'adresse www.epi.org ; R. Milkman et S. Luce, "Labor Unions and the Great Recession" : 27.
44. Voir B. Fletcher Jr., et F. Gapsin, *Solidarity Divided* : 175-178.
45. "New Labour, Alt Labour", *The Economist*, 14/09/2003 : 33.
46. Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, 2003 : 149.
47. À proprement parler, l'AFL-CIO n'a jamais constitué par elle-même l'entière du mouvement ouvrier américain. D'autres groupes, divers courants extérieurs à ses rangs œuvraient à hausser la position de la classe ouvrière dans les rapports sociaux ; mais depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et outre ce qu'a permis pour une part l'évolution sociopolitique de la NEA (National Education Association), il n'y eut pas de groupes jouant un rôle aussi important à cet égard que celui qui a été tenu par les *poor workers' unions*.
48. Voir l'article « New Labour, Alt Labour » : 33-34.
49. Pour ce qui précède, voir R. Milkman et S. Luce, "Labor Unions and the Great Recession" : 26 ; quelques précisions supplémentaires : « les employés à salaire minimum s'avèrent aujourd'hui plus âgés que c'était le cas auparavant », la moitié ayant « plus de 30 ans » ; 50 % environ sont employés à temps partiel ; « beaucoup d'entre eux ont des enfants » et « la plupart sont des femmes » ; « la plupart sont [également] blancs, mais les minorités sont surreprésentées » ; globalement, ils sont « moins instruits que les autres travailleurs » et « ils sont surreprésentés dans les États du Sud » (Jared Bernstein, "Minimum Wage: Who Makes It", *The Upshot, The New York Times*, 09/06/2014 : consulté en ligne, NYTimes.com).
50. Jeremy Brecher, *Strike!*, 2014 : 375.
51. Pour ce paragraphe, voir *ibidem* : 368-379, citations 375, 377.
52. Voir Sarah Jaffe, *Necessary Trouble* : 279.
53. "Workers' Centers Give Immigrants Services, Voice Amid Simmering Debate", *News from EPI*, 15/02/2006 : www.epi.org.
54. Shaila Dewan, "Mayors Put Focus on How to Raise Wages for Lowest Paid Workers in Cities", *The New York Times*, 23/06/2014 ; la dernière citation du paragraphe est tirée d'une entrevue réalisée par Dewan auprès de M. Paul K. Sonn, avocat général du National Employment Law Project.
55. *Ibidem* pour la citation ; National Employment Law Project, "Desantis Newly Appointed Florida Supreme Court Justices Block Miami Beach from Raising Local Minimum Wage", *News Releases*, 05/02/2019.
56. Kirk Johnson, "Seattle Approves \$15.00 Minimum Wage, Setting a New Standard for Big Cities", *The New York Times*, 03/06/2014 : A15.
57. Tim Heffernan, "Socialist Wins in Seattle – Toronto Next?", *The Bullet*, E-Bulletin, n° 1191, 29/11/2015.

58. Kirk Johnson, "Seattle Approves \$15 Minimum Wage".
59. Voir Dan LaBotz, "The Working Class and Left Politics. Back on the American Radar", *The Bulletin*, E-Bulletin n° 1011, 17/07/2014.
60. En 2018, le comté de Los Angeles compte 10,1 millions d'habitants, dont la composition ethnique et raciale est : 48,6% « hispaniques », 26,3% Blancs (non hispaniques), 15,3% asiatiques, 9% Noirs; la ville de Los Angeles compte plus de 4 millions de résidents en 2018, dont 48,7% « hispaniques », 28,4% Blancs (non hispaniques), 8,9% Noirs, 11,5% asiatiques. Ces données relèvent toutes d'estimations du *US Census Bureau. Quick Facts*: « Los Angeles County » et « Los Angeles City », sites consultés le 15/02/2019.
61. R. Fantasia et K. Voss, *Des syndicats domestiqués : répression patronale et résistance syndicale aux États-Unis*, 2003 : 133.
62. B. Fletcher Jr., et F. Gapsin, *Solidarity Divided*: 102.
63. *Ibidem*: 103.
64. *Ibidem*: 102-105; citations 102, 103.
65. Il s'agit de Stuart Waldman, « président de la Valley Industry and Commerce Association », qui s'est confié à Jennifer Medina, auteure de l'article « Union Views Loom Large as Los Angeles Picks a Mayor », *The New York Times*, 06/04/2013; les citations rapportées dans ce paragraphe sont tirées du même article.
66. Chiffres rapportés dans Jennifer Medina, "Immigrant Workers Give New Direction to Los Angeles Unions", *The New York Times*, 17/05/2013.
67. U.S. Census Bureau, *Place of Birth by Nativity and Citizenship Status, 2015*, consulté en ligne le 20/02/2017.
68. Tina Rosenberg, "An L.A. Story: Unions Show Signs of Life", Opinion Pages, *The New York Times*, 06/11/2014, pour les mesures concernant le salaire minimum.
69. *Ibidem*.
70. Selon les chiffres établis par le Restaurant Opportunities Center et reproduits sur le site Web de la Coalition of Trade Union Women, *Mission Statement*, 2016.
71. P. Dreier et K. Candaele, « LA's Progressive Mosaic: Beginning to Find Its Voice », 21/08/2000 pour ce qui précède.
72. Manuel Pastor, « How Immigrant Activists Changed L.A. », *Dissent*, hiver 2015, consulté en ligne sur le site du magazine.
73. Harold Meyerson, « A Tale of Two Cities », *The American Prospect*, 17/05/2004; consulté en ligne sur le site du magazine.
74. *Ibidem*; ce qui précède se veut un condensé de l'analyse de Meyerson, à laquelle sont empruntées les citations qu'on y trouve.
75. *Ibidem*.
76. Voir le discours de « l'état de l'État » sur le site du Bureau du gouverneur.
77. En Californie, le nombre varie selon la nature de l'initiative projetée, révision des « statuts » ou « amendement constitutionnel », respectivement 5% ou 8% du nombre d'électeurs s'étant prévalu de leur droit de vote pour le poste de gouverneur à la plus récente élection. On peut se référer au site Ballot Pedia, "Laws governing the initiative process in California" pour une présentation complète des lois et règlements régissant cette procédure.
78. "Union Members Quiet on Prop. 75", *Los Angeles Times*, 22/10/2005.
79. "Statement of Dave Low, Chairman of California Families against Privatizing Retirement", communiqué de presse de l'Alliance for a Better California, 07/04/2005; "Governor Retreats on Pensions; He Drops the Ballot Plan, a Key Part of His Effort to Overhaul Government", *The Sacramento Bee*, 08/04/2005.
80. "Group to Aid Gov.'s Push for Reforms; New Coalition Plans to Raise Millions that Schwarzenegger Could Tap for Initiative Drives", *Los Angeles Times*, 12/01/2005.
81. "Expect Governor to be taught a Political Lesson", *San Francisco Chronicle*, 23/01/2005; "Powerful Teachers Union Is in the Thick of Ballot Battles", *Los Angeles Times*, 28/09/2005.

82. “Trying Times for Unions Nationally, Locally; California Labor Groups Gear Up to Defeat Three Initiatives on November’s Ballot”, *The San Francisco Chronicle*, 27/07/2005.
83. “Governor has Label for Unions: Liar; Stumping in Friendly G.O.P. Strongholds, Schwarzenegger Say Opponents Are Misrepresenting his Slates of Initiatives”, *Los Angeles Times*, 02/11/2005.
84. “Thousands of Firefighters, Nurses, Teachers, Home Care Workers, Police Officers and Other Public Employees Hold Rally against Governor Schwarzenegger’s”, *Special Interest Agenda*, communiqué de presse de l’Alliance for a Better California, 16/03/2005; “Ten Thousands Protest Governor / Sharp Words from Public Workers He Has Called ‘Special Interests’”, *The San Francisco Chronicle*, 26/05/2005.
85. “Alliance Launches New Spanish Language Television Ads: L.A. Mayor Featured in Spots”, communiqué de presse de l’Alliance for a Better California, 26/10/2005; “Los Angeles African American Community Leaders and Ministers Speak Out against Special Interest Agenda”, communiqué de presse de l’Alliance for a Better California, 25/10/2005. La proposition 77 mettait en avant la réforme qui avait trait à la carte électorale.
86. “Campaign 2005 / Governor’s Ballot not Faring Well / Polls Find Support for Measures Weak”, *The San Francisco Chronicle*, 28/10/2005.
87. “Election’s Lessons / The Power of Labor United”, *The San Francisco Chronicle*, 10/11/2005.
88. *Ibidem*.
89. R. Milkman et S. Luce, “Labor Unions and the Great Recession”.
90. Schwarzenegger obtint un deuxième mandat au poste de gouverneur de la Californie lors de l’élection de 2006. Bien qu’il ne revint pas alors à son projet d’un contrôle public renforcé de l’action politique du syndicalisme et à sa volonté d’obtenir, comme gouverneur, des pouvoirs d’outrepasser le contrôle budgétaire des chambres et les ententes collectives signées avec les « employés publics », sa gouverne fut à nouveau marquée de tentatives de s’orienter dans cette dernière direction, de turbulences et d’impasses budgétaires, qu’il chercha éventuellement à résoudre par une entente avec les élus démocrates... Il se fit par ailleurs remarquer par des préoccupations environnementales soutenues. Voir Jennifer Steinhauer, “Seeking a Hollywood Ending in Sacramento”, *New York Times*, 06/05/2009, consulté en ligne.
91. “National Committee to Draft Ralph Nader for President”, *Green Presidential Campaign History*, consulté le 05/11/2000 sur le site du parti.
92. *New York Times*, 19/08/2000 : A10.
93. *UAW Political Action*, « An Open Letter to Ralph Nader, November 1, 2000 », reproduit sur le site Web des UAW.
94. Pour les renseignements et les citations contenues dans ce paragraphe, voir: Linda Qiu, « Is Bernie Sanders a Democrat? », *PolitiFact*, 23/02/2016, consulté en ligne.
95. Les citations de ce paragraphe sont tirées de: John Nichols, « Bernie Sanders Speaks: His Most Revealing Interview », *The Nation*, 20-27/07/2015, consulté en ligne à l’adresse: <http://www.thenation.com/article/bernie-sanders-speaks/>.
96. Ashley Smith, « The Problem with Bernie Sanders », *The Jacobin*, consulté en ligne à l’adresse: <https://www.jacobinmag.com/2015/05/bernie-sanders-socialist-president-clinton/>.
97. *Ibidem*.
98. Linda Qiu, *op. cit.*
99. Voir son entrevue dans la *Socialist Review*, janvier-mars 1992.
100. Pour ce paragraphe, voir Linda Qiu, *op. cit.*, et Ashley Smith, *op. cit.*; citation tirée de Linda Qiu.
101. Pour les citations dans ce paragraphe, Kevin Boyle, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, 1995: 50. Voir aussi Linda Qiu, *op. cit.*, et Ashley Smith, *op. cit.*
102. *Ibidem*: 51-52.
103. Brian Mahoney, « AFL-CIO Leader Tries to Quell pro-Sanders Revolt », *Politico*, 03/07/2015, consulté sur le site de la revue: <http://www.politico.com/story/2015/07/afl-cio-endorsement-2016-democratic-primary-119701>.
104. R. Teixeira et J. Rogers, *America’s Forgotten Majority: Why the White Working Class Still Matters*, 2000: 35.

105. Anne-Marie D'Acoux, « Identité, différence et exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle américaine », 2004 : 203-230, citations 206-207 et 209.
106. La citation est de l'historien Thomas Bender, qui rappelle ce repère intellectuel de 1904 dans un entretien intitulé « Pour en finir avec l'exception américaine », qu'il accorda à Nicolas Delalande pour la revue *laviedesidées.fr*, 28/11/2008.
107. Serge Denis, « Les mouvements sociaux : l'exemple du syndicalisme », 1987, voir en particulier les pages 83-90; Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple : mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, 1986 : 19-75, 239-256, 343-358, 431-442.
108. Larry G. Gerber, "Shifting Perspectives on American Exceptionalism: Recent Literature on American Labor Relations and Labor Politics", 1997 : 53-56. Cette comparaison entre les États-Unis et la Grande-Bretagne permet aussi, à notre avis, de montrer des différences aux conséquences obligatoirement significatives – notamment en ce qui a trait à la force des pulsions en faveur d'un parti de la classe ouvrière. Ainsi, bien que la classe ouvrière aux États-Unis était d'environ 40% plus nombreuse que la classe ouvrière anglaise vers 1890, 38% des Américains travaillaient toujours dans le domaine agricole au tournant du xx^e siècle contre uniquement 9% de la main-d'œuvre anglaise. Durant l'année précédant le début de la Première Guerre mondiale, près de 25% des travailleurs anglais étaient membres d'un syndicat, y compris en tenant compte du travail agricole, alors qu'aux États-Unis c'était un sur quatorze. La « densité » de la présence ouvrière pesait d'autant plus en Grande-Bretagne sur la vie sociale (*ibidem* : 260-261, note 21 et 257, note 10).
109. L. Katznelson et A.R. Zolberg, dir., *Working-Class Formation: Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, 1986.
110. Ira Katznelson, "Working Class Formation: Constructing Cases and Comparisons", 1986 : 19-22.
111. Aristide R. Zolberg, "How Many Exceptionalisms?", 1986 : 401, 455. Nous avons cherché à présenter de la manière la plus claire possible le point de vue de Zolberg, dont plusieurs énoncés nous paraissent cependant quelque peu sibyllins. À la question « combien d'exceptionnalismes? », la réponse de Zolberg est donc : « autant qu'il y a de cas étudiés ».
112. S. Fielding et D. McHugh, "The Progressive Dilemma and the Social Democratic Perspective", 2003 : 140. Nous avons exposé un point de vue tout à fait semblable avec les pages consacrées à l'analyse des partis politiques dans un chapitre précédent.
113. W. Korpi et J. Palme, "New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization: Welfare State Regress in 18 Countries, 1975-1995", 2003 : 443.
114. Robin Archer, *Why is There no Labor Party in the United States?*, 2007 : 11-12; Archer n'a pas retenu la comparaison avec le Canada parce que, écrit-il, les syndicats canadiens ne sont pas à l'époque indépendants des syndicats américains; qui plus est, si le syndicalisme canadien s'est éventuellement engagé dans la construction d'un parti avec le lancement de la CCF en 1932-1933, ce parti du travail ne s'est pas développé comme l'une des deux ailes principales du bipartisme canadien, contrairement à ce qui fut généralement le cas dans les autres pays.
115. *Ibidem* : 8.
116. *Ibidem* : citation 142.
117. *Ibidem* : citation 178.
118. *Ibidem* : citations 142, 178, 231, 238.
119. Mike Davis, "Why the U.S. Working Class is Different", *New Left Review*, 123 (septembre-octobre 1980) : 6-7.
120. Kim Moody, "The Party that Never Was", *International Socialism*, mis en ligne le 24/06/2008, disponible à l'adresse <http://www.isj.org.uk/index.php4?e=466E-issue=19>.
121. Abigail Abrams, "The Number of U.S. Workers Involved in a Strike in 2018 was the Highest Since 1986", *The Brief Newsletter*, 08/02/2019 consulté en ligne à l'adresse : time.com/5525512/American-workers-strikes-bureau-labor-statistics/.
122. J. David Greenstone, *Labor in American Politics*, 1977 : 141-153.
123. Voir de Jackson K. Putnam, "The Progressive Legacy in California: Fifty Years of Politics, 1917-1967", 1994 : 247-252.

124. Andrew Thomson, "A View from Abroad", 1981 : 297-343, citation 328.
125. Nous pensons aux études, toujours fort suggestives de Stanley Aronowitz, telle *False Promises*, 1973 : notamment les pages 137-185. Aronowitz souligne que le processus prioritaire de formation de la classe ouvrière par arrivages successifs d'immigrants aux origines ethniques différenciées (d'abord en provenance des îles Britanniques, puis les Allemands, etc.) a amené une structuration de la classe ouvrière par strates ethniques occupant des champs d'emplois différents, hiérarchiquement disposés, un phénomène aux conséquences durcies par l'effet propre d'un syndicalisme de métiers souvent très pointu. Ces éléments ont entravé, explique Aronowitz, le développement d'une réelle conscience de classe distincte, les divisions de départ s'avérant trop fortes. La situation, concluait-il, enraya la création d'un parti distinctif.
126. Lane Kirkland cité et résumé par Clayton Sinyai, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, 2006 : 222-223.
127. K. Orren et S. Skowronek, *The Search for American Political Development*, 2004 : 123.
128. Gwendolyn Mink, *Old Labor and New Immigrants in American Political Development: Union, Party and State, 1875-1920*, 1986.
129. Leon D. Epstein, *Political Parties in the American Mold*, 1986 : 7, 33-35, 155-199.
130. "Abolish the Electoral College", éditorial du *New York Times*, repris le 29/08/2004, section 4 : 1 ; Matthew Hoffman, "Electoral College Dropouts", *The Nation*, vol. 262, n° 24, 17/06/1996 ; A. James Reichley, "The Future of the American Two-Party System at the Beginning of a New Century", 2003 : 20-21.
131. J. Samuel Valenzuela, *Labor Movements and Political Systems: A Conceptual and Typological Analysis*, 1991 : 27-33, les citations qui précèdent sont prises de ce texte : 29.
132. Theodore J. Lowi, "Toward a More Responsible Three-Party System: Deregulating American Democracy", 2003 : 365-377.
133. Voir Alexander Burns, "Democrats Brace as Storm Brews Far to Their Left", *New York Times*, 22/07/2018, A1.
134. *Ibidem*.
135. C. Wright Mills, *The New Men of Power*, 1948 : 269-270, résumé et cité par Mike Davis, "The Barren Marriage of American Labor and the Democratic Party", *New Left Review*, 124 (nov.-déc.) 1980 : 82, n° 78.
136. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats* : 137-140.
137. Nous avons traité précédemment cet aspect particulier de la contribution des deux auteurs à l'analyse de la « white working class » des États-Unis.
138. Voir l'analyse de Tara Golshan, "Why Wasn't the Blue Wave Bigger?", *Vox*, 07/11/2018, consulté en ligne.
139. Kriston Capps, "Progressive Ballot Measures Face Conservative Backlash", 12/02/2019, *City Lab*, consulté en ligne sur le site : *City Lab*, www.citylab.com.
140. Katie Edmondson, "House Campaign Arm and Liberal Wing at Odds Over Shielding Centrists", *New York Times*, 08/04/2019 : A12.
141. Lawrence Mishel, *The Wedges between Productivity and Median Compensation Growth*, tel que présenté dans le *Newsletter* de l'Economic Policy Institute, daté du 27/04/2012.
142. Voir la très intéressante analyse de Jordan Brennan, « Labor Unions in the 21st Century? », *CCPA Monitor*, vol. 21, n° 4 (septembre 2014) : 1, 24-25.

BIBLIOGRAPHIE DES ŒUVRES CITÉES

Livres, articles, thèses, documents

- AFL-CIO, *Proposed Resolutions and Constitutional Amendment: Twenty-Sixth Constitutional Convention of the AFL-CIO, 2009*, Pittsburgh.
- AFL-CIO, “Testimony of Lane Kirkland before the Commission on the Future of Worker-Management Relations, November 8, 1993, Washington, D.C.”
- Aldrich, John H., *Why Parties? The Origin and Transformation of Party Politics in America*, The University of Chicago Press, Chicago, 1995.
- Aleks, Rachel, “Estimating the Effect of ‘Change-to-Win’ on Union Organizing” (electronic version), *Industrial and Labor Relations Review*, 68, n° 3, 2015.
- Allen, Robert L., *Histoire du mouvement noir aux États-Unis*, 1^{er} tome, Petite Collection Maspero, Paris, 1971.
- Alliance against Sexual Harassment, “Organizing against Sexual Harassment”, dans James Green, dir., *Workers’ Struggles, Past and Present: A “Radical America” Reader*, Temple University Press, Philadelphie, 1983.
- Alvarez, R.M., D.E. Sinclair et C.H. Wilson, “Counting Ballots and the 2000 Election: What Went Wrong?”, dans A.N. Craigler, M.P. Just et E.J. McCaffery, dir., *Rethinking the Vote: The Politics and Prospects of American Election Reform*, Oxford University Press, New York et Oxford, 2004.
- Amberg, Stephen, “The CIO Political Strategy in Historical Perspective: Creating a High-Road Economy in the Postwar Era”, dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics, 1894-1994: The Labor-Liberal Alliance*, SUNY Press, Albany, 1998.
- Andréani, T., et M. Féray, *Discours sur l’égalité parmi les hommes: penser l’alternative*, L’Harmattan, Paris, 1993.
- Andrew III, John A., *Lyndon Johnson and the Great Society*, Ivan R. Dee, New York, 1999.
- Archer, Robin, *Why Is There No Labor Party in the United States?*, Princeton University Press, Princeton, 2007.
- Arnold, Dalbert D., *The CIO’s Role in American Politics, 1936-1948*, thèse, University of Maryland, 1952.
- Aronowitz, Stanley, *Left Turn: Forging a new Political Future*, Paradigm Publishers, Boulder et Londres, 2006.
- Aronowitz, Stanley, *The Death and Rebirth of American Radicalism*, Routledge, New York et Londres, 1996.

- Aronowitz, Stanley, *False Promises: The Shaping of American Working-Class Consciousness*, McGraw-Hill, New York, 1973 ; réédité avec une nouvelle introduction par Duke University Press, Durham (Caroline du Nord), 1991.
- Aronowitz, Stanley, *Working-Class Hero*, The Pilgrim Press, New York, 1983.
- Arrighi, Giovanni, "Marxist Century, American Century", dans Robin Blackburn, dir., *After the Fall: The Failure of Communism and the Future of Socialism*, Verso, Londres et New York, 1991.
- Artaud, Denise, *Le New Deal*, Armand Colin, Paris, 1973.
- Asher, H.B., et collab., *American Labor Unions in the Electoral Arena*, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2001.
- Axelrod, Robert, "Where the Votes Come from: An Analysis of Electoral Coalitions, 1952-1968 (and 1972 Addendum)", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Axelrod, Robert, "Where the Votes Come From: An Analysis of Electoral Coalitions, 1952-1968", *American Political Science Review*, XLVI, mars 1972.
- Bacharan, Nicole, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*, éditions Complexe, Bruxelles, 1994.
- Baer, Kenneth S., *Reinventing Democrats: The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, University Press of Kansas, Lawrence (Kansas), 2000.
- Baldwin, Marc, "Public Policy and the Two-Thirds Majority", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres et New York, 1999.
- Balthazar, Louis, « Le contexte de la formulation de la politique étrangère », dans C.P. David, L. Balthazar et J. Vaisse, *La politique étrangère des États-Unis: fondements, acteurs, formulation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.
- Balthazar, Louis, « La politique étrangère », dans Edmond Orban et collab., *Le système politique des États-Unis*, PUM (Montréal), Bruylant (Bruxelles), 1987.
- Balthazar, L., et D. Leduc, « La politique de l'illusionnisme: bilan de la politique étrangère de l'Administration Reagan », communication présentée au colloque de l'Association québécoise d'études américaines (AQEA), 14 octobre 1986, UQAM, Montréal.
- Banfield, E.C., et J.Q. Wilson, *City Politics*, Harvard University Press et MIT Press, Cambridge (Mass.), 1963.
- Barbash, Jack, *American Unions*, Random House, New York, 1967.
- Barker, Michael, "Elite Philanthropy, SNCC, and the Civil Rights Movement", part II, novembre 2010 : www.swans.com/library/art16/barker69.html ; consulté le 10/06/2012.
- Barkin, S., et A.A. Blum, dir., « The Crisis in the American Trade Union Movement », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 350, novembre 1963, Philadelphie.
- Battista, Andrew, *The Revival of Labor Liberalism*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 2008.
- Beasley, Noel, "On the Front Lines: The Labor Movement around the Country", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres, 1999.
- Beauté, Jean, *La présidence Reagan: second mandat, 1985-1989*, La Documentation française, n° 4931, Paris, 1991.

- Beauté, Jean, *La présidence Reagan: premier mandat, 1981-1985*, La Documentation française, n° 4787, Paris, 1985.
- Beck, Paul Allen, "A Tale of Two Electorates: The Changing American Party Coalitions, 1952-2000", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Beirne, Joseph A., "American Labor in a Changing World", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Bell, Daniel, "Prospects for Union Growth", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Company, Belmont, 1966.
- Bell, Daniel, "Industrial Conflict and Public Opinion", dans A. Kornhauser, R. Dubin et A.M. Ross, dir., *Industrial Conflict*, McGraw-Hill, New York, 1954.
- Belzer, Michael H., "Trucking: Collective Bargaining Takes a Rocky Road", dans P.F. Clark, J.T. Delaney et A.C. Frost, dir., *Collective Bargaining in the Private Sector*, IRRAS Series, Madison, 2002.
- Benhamou-Hirtz, A., *Les syndicats aux États-Unis*, Notes et études documentaires, n° 3597, La Documentation française, Paris, 1969.
- Bensinger, Richard, "When We Try More, We Win More: Organizing the New Workforce", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres, 1999.
- Berg, John C., "Spoiler or Builder? The Effect of Ralph Nader's 2000 Campaign on the US Greens", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, 4^e édition, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Berman, Ruth, "Feminization of the U.S. Workforce", *Monthly Review*, vol. 41, n° 6, novembre 1989.
- Bernier, Gérald, « Le fédéralisme et les institutions politiques des États », dans E. Orban et M. Fortmann, dir., *Le système politique américain*, PUM, Montréal, 2001.
- Bernstein, Irving, "John L. Lewis and the Voting Behavior of the CIO", *Public Opinion Quarterly*, vol. V, juin 1941 ; repris dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Bernstein, Irving, *Turbulent Years: A History of the American Worker, 1933-1941*, Houghton Mifflin, Boston, 1970.
- Bernstein, Irving, "Forces Affecting the Growth of the American Labor Movement", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Bernstein, Irving, "The Growth of American Unions, 1945-1960", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Company, Belmont, 1966.
- Bianco, W.T., et D. T. Canon, *American Politics Today*, 2^e édition, W.W. Norton, New York, 2011.
- Bihl, Alain, *Du « Grand Soir » à l'« Alternative »: le mouvement ouvrier européen en crise*, les Éditions ouvrières, Paris, 1991.

- Black, Lawrence, “‘What Kind of People are you?’ Labour, the People and the ‘New Political History’”, dans John Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam, dir., *Interpreting the Labour Party: Approaches to Labour Politics and History*, coll. «Critical Labour Movement Studies Series», Manchester University Press, Manchester, 2003.
- Blau, F.D., et L.M. Kahn, “Race and Gender Pay Differentials”, dans D. Lewin, O.S. Mitchell et D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial Relations and Human Resources*, IRRA Series, Madison, 1992.
- Boris, E., et J. Klein, “Organizing the Carework Economy: When the Private Becomes Public”, dans D.T. Haverty-Stacke et D.J. Walkowitz, dir., *Rethinking U.S. Labor History: Essays on the Working-Class Experience, 1756-2009*, Continuum, New York et Londres, 2010.
- Borjas, George J., “Immigration Research in the 1980s: A Turbulent Decade”, dans D. Lewin, O.S. Mitchell et D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial Relations and Human Resources*, IRRA Series, Madison, 1992.
- Bowles, Nigel, *The Government and Politics of the United States*, Macmillan Press, Londres, 1993.
- Boyer, R.O., et H.M. Morais, *Labor’s Untold Story*, United Electrical, Radio and Machine Workers of America, New York, 1972.
- Boyle, Kevin, “Little More than Ashes: The UAW and American Reform in the 1960s”, dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics, 1894-1994: The Labor-Liberal Alliance*, SUNY Press, New York, 1998.
- Boyle, Kevin, “Introduction”, dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics, 1894-1994: The Labor-Liberal Alliance*, SUNY Press, New York, 1998.
- Boyle, Kevin, *The UAW and the Heyday of American Liberalism, 1945-1968*, Cornell University Press, Ithaca, 1995.
- Braverman, Harry, “Labor and Politics”, dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-Passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.
- Brecher, Jeremy, *Strike!*, Straight Arrow Books, San Francisco, 1972 (réédité en «version révisée, augmentée et mise à jour», PM Press, Oakland, 2001).
- Brenner, Aaron, «Rank-and File Teamster Movements in Comparative Perspective», dans G. Perusek et K. Worcester, dir., *Trade Union Politics: American Unions and Economic Change, 1960s-1990s*, Humanities Press, New Jersey, 1995.
- Brenner, Aaron, “Striking against the State”, communication présentée à la North American Labor History Conference de l’Université Wayne State (Detroit), 14-16 octobre 1993.
- Brenner, Aaron, “Striking against the State: the Postal Wildcat of 1970”, *Labor’s Heritage*, printemps 1996.
- Brier, Stephen (Project Director and Supervizing Editor) et collab., *Who Built America? Working People and the Nation’s Economy, Politics, Culture, and Society*, 1^{er} tome, American Social History Project, Pantheon Books, New York, 1989.
- Brinkley, Alan, “The New Deal and the Idea of the State”, dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.

- Brinkley, Alan, "The New Deal Experiments", dans William H. Chafe, dir., *The Achievements of American Liberalism: The New Deal and Its Legacies*, Columbia University Press, New York, 2003: 1-20.
- Brody, David, "The Future of the Labor Movement in Historical Perspective", *Dissent*, vol. 41, hiver 1994, p. 57-66.
- Brody, David, *In Labor's Cause: Main Themes on the History of the American Worker*, Oxford University Press, New York, 1993.
- Brody, David, *Workers in Industrial America: Essays on the Twentieth Century Struggle*, Oxford University Press, New York, [1980] 1993.
- Brody, David, "Making Sense of Reuther" (recension du livre de Nelson Lichtenstein, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, Basic Books, New York, 1995), *Dissent*, vol. 43, n° 4, automne 1996: 128-131.
- Bronfenbrenner, K., et T. Juravich, "The Evolution of Strategic and Coordinated Bargaining Campaigns in the 1990s: The Steelworkers' Experience", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca, 2001.
- Brooke, Douglas A., et collab., *Legislating Civil Service Reform: The Homeland Security Act of 2002*, Center for Defense Management Reform, Monterey, 2006.
- Brooks, Thomas R., "Death of a Craft?", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Co., Belmont, 1966.
- Brooks, Thomas R., "Labor: The Rank-and-File Revolt", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Co., Belmont, 1966.
- Broué, Pierre, *Le mouvement syndical aux États-Unis*, photocopié du cours « Le syndicalisme dans le monde » publié par la section de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) de l'Institut d'études politiques de Grenoble, année universitaire 1973-1974.
- Brown, Bernard E., *L'État et la politique aux États-Unis*, Presses universitaires de France, Paris, 1994.
- Brown, M.K., M. Carnoy et collab., *Whitewashing Race: The Myth of a Color-Blind Society*, University of California Press, Berkeley, 2003.
- Bruno, Robert, "Born at Work: A Rank and File Story: Class Identity and Memory in Youngstown", communication présentée à la 18^e édition de l'annuelle North American Labor History Conference, Wayne State University, Detroit, 18 octobre 1996.
- Buhle, Paul, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland and the Tragedy of American Labor*, Monthly Review Press, New York, 1999.
- Burnham, Walter D., *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, W.W. Norton and Co., New York, 1970.
- Burnham, Walter, D., *The Current Crisis in American Politics*, Oxford University Press, New York, 1982 (réédité en livre de poche, 1997).
- Burnham, Walter D., «The 1980 Earthquake: Realignment, Reaction, or What?», dans T. Ferguson et J. Rogers, dir., *The Hidden Election. Politics and Economics in the 1980 Presidential Campaign*, Pantheon Books, New York, 1981.

- Burnham, Walter D., "Critical Realignment: Dead or Alive?", dans Byron E. Shafer, dir., *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1991.
- Califano, Joseph, *The Triumph and the Tragedy of Lyndon Johnson: The White House Years*, Simon and Schuster, New York, 1991 (réédité en 2015 et en 2019).
- Calkins, Fay, *The CIO and the Democratic Party*, The University of Chicago Press, Chicago, 1952.
- Callaghan, J., S. Fielding et S. Ludlam, dir., *Interpreting the Labour Party: Approaches to Labour Policies and History*, Manchester University Press, Manchester et New York, 2003.
- Canadian Center of Policy Alternatives, *The CCPA Monitor*, Ottawa, novembre 2009.
- Caplan, Marvin, "What Washington Labor Lobbyists Do?", reproduit dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Ceaser, James, *Reforming the Reforms: A Critical Analysis of the Presidential Selection Process*, Ballinger, Cambridge (Mass.), 1982.
- Chafe, William H., "Race in America: the Ultimate Test of Liberalism", dans William H. Chafe, dir., *The Achievement of American Liberalism: The New Deal and Its Legacies*, Columbia University Press, New York, 2003.
- Chamberlain, Neil W., "The Philosophy of American Management toward Labor", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Chappoz, Yves, et P.C. Pupion, dir., «Le New Public Management», *Gestion et management public*, vol. 1, n° 2, 2012.
- Chesnais, François, «La "nouvelle économie": une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine», dans F. Chesnais, G. Duménil, D. Levy et I. Wallerstein, *Une nouvelle phase du capitalisme?*, Syllepse, Paris, 2001.
- Chesnais, François, *La mondialisation du capital*, Syros, Paris, 1994.
- Clark, Paul F., "Legacy of Democratic Reform: The Trumka Administration and the Challenge of the Eighties", dans John H.M. Laslett, dir., *The United Mine Workers of America: A Model of Industrial Solidarity?*, The Pennsylvania State University Press, University Park (Penn.), 1996.
- Clawson, Dan, *The Next Upsurge: Labor and the New Social Movements*, ILR Press (Cornell University Press), Ithaca, 2003.
- Clawson, Dan, "U.S. Labour and the Neoliberal Challenge: Destruction or New Upsurge?", dans Craig Phelan, dir., *The Future of Organized Labour: Global Perspectives*, Peter Lang, Oxford, 2007.
- Clemen, Gladys R., "MDTA: the Origins of the Manpower Development and Training Act of 1962", United States Department of Labor, consulté en ligne le 15/09/2011 à l'adresse: <https://www.jstor.org/stable/2729880?seq=1>
- Clymer, Adam, *Edward M. Kennedy: A Biography*, Perennial, New York, 1999.
- Cochran, Bert, "American Labor in Mid-passage", dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.

- Cochran, Bert, "The Taft-Hartley Decade", dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.
- Cockburn, A., et J. Ridgeway, "The World of Appearance: the Public Campaign", dans T. Ferguson et J. Rogers, dir., *The Hidden Elections: Politics and Economics in the 1980 Presidential Campaign*, Random House, New York, 1981.
- Coleman, John J., "Responsible, Functional, or Both? American Political Parties and the APSA Report after Fifty Years", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, 4^e édition, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Collomp, Catherine, « La politique étrangère de l'AFL et de l'AFL-CIO », dans Jean Sagnes, dir., « Histoire du syndicalisme dans le monde : des origines à nos jours », Privat, Toulouse, 1994.
- Committee on Political Parties, *Toward a More Responsible Two-Party System*, American Political Science Association, 1950 : consulté sur le site de l'APSA, <https://www.cambridge.org/core/journals/american-political-science-review/article>
- Compa, Lance, "Free Trade, Fair Trade, and the Battle for Labor Rights", dans L. Turner, H.C. Katz et R. W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca, 2001.
- Congressional Quarterly* (Thomas N. Schroth, "executive editor"), *Congress and the Nation, 1945-1964*, Washington, 1965.
- Cowie, Jefferson, *Stayin' Alive: The 1970's and the Last Days of the Working Class*, The New Press, New York et Londres, 2010.
- Craypo, Charles, "The Decline of Union Bargaining Power", dans Bruce Nissen, dir., *U.S. Labor Relations 1945-1989, Accommodation and Conflict*, Garland Publishing Inc., New York, 1990.
- Croteau, David, *Politics and the Class Divide: Working People and the Middle Class Left*, Temple University Press, Philadelphie, 1995.
- Crouch, C., et A. Pizzorno, dir., *The Resurgence of Class Conflict in Europe Since 1968*, 2 tomes, Macmillan, Londres, 1978.
- Crowther, Don Q., et Ann J. Herliky, "Work Stoppages During 1948", *Monthly Labor Review*, vol. 69, n° 5, mai 1949.
- Cuccioletta, Donald, *Où vont les États-Unis?: espoirs et clivages d'une société en crise et d'un empire déclinant*, M éditeur, Ville Mont-Royal, 2013.
- Danziger, Sheldon, et Peter Gottschalk, *America Unequal*, Russell Sage Foundation, Harvard University Press, New York et Cambridge (Mass.), [1995] 1996.
- D'Aoust, Anne-Marie, « Identité, différence et exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle américaine », dans E. Vallet et D. Grandin, dir., *Les élections présidentielles américaines*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2004.
- Dark, Taylor E., *The Unions and the Democrats: An Enduring Alliance*, Cornell University Press, Ithaca, 1999.
- Dark, Taylor E., "Organized Labor and Party Reform: A Reassessment", *Polity*, vol. 28, n° 4, été 1996.

- Davis, Mike, "The Barren Marriage of American Labour and the Democratic Party", *New Left Review*, n° 124 (novembre-décembre), 1980.
- Davis, Mike, *Prisoners of the American Dream: Politics and Economy in the History of the U.S. Working Class*, Verso, Londres, 1986.
- Day, Barbara, "New York: David Dinkins Opens the Door", dans M. Davis, S. Hiatt, M. Kennedy et S. Ruddick, dir., *Fire in the Heart*, Verso, Londres et New York, 1990.
- Debouzy, Marianne, *Le monde du travail aux États-Unis: les temps difficiles (1980-2005)*, L'Harmattan, Paris, 2009.
- Debouzy, Marianne, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, La Découverte, Paris, 1984.
- Denby, Charles, *Indignant Hearth: A Black Worker's Journal*, Wayne State University Press, Detroit, [1978] 1989.
- Denis, Serge, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui: le déclin du politique comme procès de politisation?*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2005.
- Denis, Serge, *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?*, Boréal, Montréal, 2003.
- Denis, Serge, « Le cas du syndicalisme », dans E. Orban et M. Fortmann, dir., *Le système politique américain: mécanismes et décisions*, 2^e édition, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1994.
- Denis, Serge, *Un syndicalisme pur et simple: mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*, Boréal, Montréal, 1986.
- Derber, M., et E. Young, *Labor and the New Deal*, University of Wisconsin, Madison, 1957.
- Devin, E.L., "The Very Last Hurrah? The Defeat of the Labor Party Idea, 1934-1936", dans Staughton Lynd, dir., *"We Are All Leaders": The Alternative Unionism of the Early 1930s*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1996: 117-171.
- Deysine, Anne, « Présidence contre Cour suprême: de véritables freins et contrepoids? », dans Pierre Lagayette, dir., *L'empire de l'exécutif américain (1933-2006): la présidence des États-Unis de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2008.
- Diaz, David R., "The Battle of East L.A.", dans M. Davis, S. Hiatt, M. Kennedy, S. Ruddick et M. Sprinker, dir., *Fire in the Hearth: The Radical Politics of Place in America*, vol. 4 de *The Year Left*, Verso, Londres et New York, 1990.
- Dickenson Star (The), *Labor in America: "We Won't Go Back". UMWA Pittston Strike, 1989-1990*, Clinchco (Virginie), 1990.
- Di Tomaso, Nancy, "Class and Politics in the Organization of Public Administration: the U.S. Department of Labor", dans F. Fischer et C. Sirianni, dir., *Critical Studies I Organization and Bureaucracy*, Temple University Press, Philadelphie, [1984] 1994.
- Dixon, Keith, *Un digne héritier*, Raisons d'agir, Paris, 2000.
- Douglass, Frederick, *Mémoires d'un esclave*, 2^e édition, Lux, Montréal, 2007.
- Draper, Alan, *A Rope of Sand: The AFL-CIO Committee on Political Education: 1955-1967*, Praeger, New York, 1989.
- Draper, Alan, *Conflict of Interests. Organized Labor and the Civil Rights Movement in the South, 1954-1968*, ILR Press, Cornell University, Ithaca (New York), 1994.

- Dubofsky, Melvyn, *The State and Labor in Modern America*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1994.
- Dubofsky, M., et W. Van Tine, "John L. Lewis and the Triumph of Mass-Production Unionism", dans M. Dubofsky et W. Van Tine, dir., *Labor Leaders in America*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1987.
- Dubofsky, Melvyn, et W. Van Tine, dir., *Labor Leaders in America*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1987.
- Dubofsky, Melvyn (textes choisis et présentés par), *American Labor Since the New Deal*, Quadrangle Books, Chicago, 1971.
- Dubreuil, Hyacinthe, *Les codes de Roosevelt*, Bernard Grasset, Paris, 1934.
- Dudley, Kathryn M., *The End of the Line: Lost Jobs, New Lives in Post-industrial America*, University of Chicago Press, Chicago, 1994.
- Dufour, P., G. Boismenu et A. Noël, *L'aide au conditionnel: la contrepartie dans les mesures envers les personnes sans emploi en Europe et en Amérique du Nord*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003.
- Dunlop, John T., *Industrial Relations Systems*, Rev. Sub. Edition, Harvard Business School Press, Cambridge (Mass.), [1958] 1993.
- Dunlop, J.T., F.H. Harbison, C. Kerr et C.A. Myers, *Industrialism and Industrial Man Reconsidered*, The Inter-University Study of Human Resources in National Development, Princeton, 1975.
- Dunlop, John T., *Collective Bargaining: Principles and Cases*, University of Chicago Press, Chicago, 1949.
- Duverger, Maurice, *Sociologie politique*, coll. « Themis », PUF, Paris, 1966.
- Eckstein, Otto, "Another View of Unemployment", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Edid, Maralyn, *Farm Labor Organizing: Trends and Prospects*, ILR Press, Ithaca (New York), 1994.
- Edsall, Thomas B., "The Changing Shape of Power: A Realignment in Public Policy", dans S. Fraser et G. Gerstle, *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Edwards, P.K., *Strikes in the United States, 1881-1974*, Basil Blackwell, Oxford, 1981.
- Eldersveld, S.J., et H. Walton Jr., *Political Parties in American Society*, 2^e édition, Bedford et St. Martins, Boston et New York, 2000.
- Elteren, Mel Van, *Labor and the American Left: An Analytical History*, McFarland & Company, Jefferson (Caroline du Nord) et Londres, 2011.
- Encyclopedia of Alabama*, entrée « John J. Sparkman », <http://encyclopediaofalabama.org/face/Article?id=h-1441>.
- Endersby, J.W., et M.C. Munger, "The Impact of Legislator Attributes on Union PAC Campaign Contributions", *Journal of Labor Research*, vol. 13, n° 1, 1992.

- English, C.W., et R.L. Delouise, "Jobs in the 80s: The Changes Taking Shape", *U.S. News and World Report*, 08/08/1983, traduit de l'anglais par La Documentation française, 485, 06/04/1984. Numéro intitulé *Les syndicats face à la crise: l'exemple des États-Unis*, dossier constitué par Olivier Frayssé.
- Epstein, Leon D., *Political Parties in the American Mold*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1986.
- Équipe spécialisée en relations du travail, *Les relations du travail au Canada*, Bureau du Conseil privé, Ottawa, 1969.
- Evans, Sara M., *Les Américaines: histoire des femmes aux États-Unis*, Belin, Paris, 1991.
- Evans, Thomas W., *The Education of Ronald Reagan: The General Electric Years and the Untold Story of His Conversion to Conservatism*, Columbia University Press, N.Y., 2007.
- Fainstein, S., et N. Fainstein, "The Changing Character of Community Politics in New York City: 1968-1988", dans J.H. Mollenkopf et M. Castells, dir., *Dual City: Restructuring New York*, Russell Sage Foundation, New York, 1991.
- Fantasia, R., et K. Voss, *Des syndicats domestiqués: répression patronale et résistance syndicale aux États-Unis*, Raisons d'agir, Paris, 2003.
- Farber, H.S., et B. Western, "Ronald Reagan and the Politics of Declining Union Organization", document de travail 460, Princeton University, Industrial Relations Section, décembre 2001; paru sous une forme très semblable et sous le même titre dans: *British Journal of Industrial Relations*, 40 (septembre 2002).
- Ferguson, J.H., et D.E. McHenry, *The American Federal Government*, McGraw-Hill, New York, 1977.
- Feuille, P., et H.N. Wheeler, "Will the Real Industrial Conflict Please Stand Up?", dans J. Steiber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980*, I.R.R.A. Series, Madison, 1981.
- Fielding, S., et D. McHugh, "'The Progressive Dilemma' and the Social Democratic Perspective", dans John Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam, dir., *Interpreting the Labour Party: Approaches to Labour Politics and History*, coll. "Critical Labour Movement Studies Series", Manchester University Press, Manchester, 2003.
- Figuera, Hector, "Back to the Forefront: Union Organization of Immigrant Workers in the Nineties", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres et New York, 1999.
- Fine, Nathan, *Labor and Farmer Parties in the U.S., 1828-1928*, Russell and Russell, N.Y., 1961.
- Finigold, K., et T. Skocpol, *State and Party in America's New Deal*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1995.
- Fink, Gary M., "Labor Law Revision and the End of the Postwar Labor Accord", dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics, 1894-1994: The Labor Liberal Alliance*, SUNY Press, Albany, 1998.
- Fink, Gary M., "F. Ray Marshall: Jimmy Carter's Ambassador to Organized Labor", communication présentée à la 15th Annual North American Labor History Conference, Wayne State University, 14-16 octobre 1993, Detroit.

- Fink, Leon, et B. Greenberg, *Upheaval in the Quiet Zone: A History of Hospital Workers' Union Local 1199*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1989.
- Fitch, Robert, "Labor Pain", recension du livre *America Needs a Raise*, écrit par John Sweeney, parue dans *The Nation*, vol. 263, n° 17, 25/11/1996.
- Fletcher, Bill Jr., et F. Gapasin, *Solidarity Divided: The Crisis in Organized Labor and a New Path toward Social Justice*, University of California Press, Berkeley, 2008.
- Flug, Michael, "Continuity and Discontinuity in Capitalist Production and Labor Struggles in the Deep South: the 1960s and 1990s", communication présentée le 18/10/96 à la 18th Annual North American Labor History Conference, Wayne State University, Detroit.
- Foerster, Amy, "Confronting the Dilemmas of Organizing Obstacles and Innovations at the AFL-CIO Organizing Institute", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca, 2001.
- Fogel, W., et A. Kleingartner, Report of the New York Advisory Committee, "Discrimination in the Building Trades: the New York City Case", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Company, Belmont, 1966.
- Foner, Philip S., *The Growth of Union Opposition: American Labor and the Indochina War*, International Publishers, New York, 1971.
- Foner, Philip S., *From Colonial Times to the Founding of the American Federation of Labour: History of the Labor Movement in the United States*, vol. 1, International Publishers, N.Y., 1972.
- Foner, Philip S., *From the Founding of the American Federation of Labor to the Emergence of American Imperialism: History of the Labor Movement in the United States*, vol. 2, International Publishers, New York, 1955.
- Foner, Philip S., *The Politics and Practices of the American Federation of Labor, 1900-1909: History of the Labor Movement in the United States*, vol. 3, International Publishers, New York, 1973.
- Foner, Philip S., *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1973*, International Publishers, New York, 1976.
- Fones-Wolf, Elizabeth A., *Selling Free Enterprise: The Business Assault on Labor and Liberalism, 1945-1960*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1994.
- Foster, James C., "1954: A CIO Victory?", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, [1967] 1978.
- Foster, James C., *The Union Politic: The CIO Political Action Committee*, University of Missouri, Columbia, 1975.
- Fougeyrollas, Pierre, *Les métamorphoses de la crise: racismes et révolutions au XX^e siècle*, Hachette, Paris, 1985.
- Foulkes, Fred, K., "Large Nonunionized Employers", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations: A Critical Assessment*, IRRA Series, Madison, 1981.
- Francia, Peter L., *The Future of Organized Labor in American Politics*, Columbia University Press, New York, 2006.

- Fraser, Steve, "Sidney Hillman: Labor's Machiavelli", dans M. Dubofsky et W. Van Tine, dir., *Labor Leaders in America*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1987.
- Fraser, Steve, "The 'Labor Question'", dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1950-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Fraser, S., et G. Gerstle, "Introduction" et "Epilogue", dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Freeman, J., N. Lichtenstein et collab., *Who Built America? Working People and the Nation's Economy, Politics, Culture and Society*, 2ième tome, Pantheon Books, New York, 1992.
- Freeman, Joshua B., *Working Class New York: Life and Labor Since World War II*, The New Press, New York, 2000.
- Freeman, R.B., et J.L. Medoff, "The Impact of Collective Bargaining: Illusion or Reality?", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, IRRA Series, Madison, 1981.
- Freidel, Frank, *America in the Twentieth Century*, Alfred A. Knopf, New York, 1960.
- Frymer, Paul, *Black and Blue: African Americans, the Labor Movement, and the Decline of the Democratic Party*, Princeton University Press, Princeton et Oxford, 2008.
- Furgeson, J.H., et D.E. McHenry, *The American Federal Government*, McGraw-Hill Series in Political Science, New York, 1977.
- Galenson, Walter, *The CIO Challenge to the AFL*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 1960.
- Gall, Gilbert, "Thoughts on Defeating Right-to-Work: Reflections on Two Referendum Campaigns", dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics 1894-1994: The Labor Liberal Alliance*, SUNY Press, New York, 1998.
- Gelb, Joyce, *Feminism and Politics: A Comparative Perspective*, University of California Press, Berkeley, 1989.
- Geoghegan, Thomas, *Which Side Are You On? Trying to be for Labor When It's Flat on its Back*, Farrar, Strauss & Giroux, New York, [1991] 2004.
- Gerber, Larry G., "Shifting Perspectives on American Exceptionalism: Recent Literature on American Labor Relations and Labor Politics", *Journal of American Studies*, vol. 31, n° 2, 253-274, 1997.
- Geschwender, James A., *Class, Race, and Worker Insurgency: the League of Revolutionary Black Workers*, Cambridge University Press, Cambridge, 1977.
- Getman, Julius, *The Betrayal of Local 14: Paperworkers, Politics, and Permanent Replacements*, Cornell University Press, Ithaca, 1998.
- Gibson, Donald, *Communication, Power, and Media*, Nova Science Publishers, New York, 2004.
- Giddens, Anthony, et Tony Blair, *La troisième voie*, Seuil, Paris, 2002.
- Gieske, Millard L., *Minnesota Farmer-Laborism: The Third-Party Alternative*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1979.
- Gill, Louis, *La crise financière et monétaire mondiale: endettement, spéculation, austérité*, M éditeur, Mont-Royal, 2011.
- Gill, Louis, *Le néolibéralisme*, 2^e édition, Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM, 2002.

- Glaser, James M., *Race, Campaign Politics, and the Realignment in the South*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1996.
- Glenn, David, "Fast Track Derailed", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres, 1999.
- Golden, M.A., M. Wallerstein et P. Lange, "Postwar Trade Union Organization and Industrial Relations in Twelve Countries", dans H. Kitschelt, P. Lange, G. Marks et J.D. Stephens, dir., *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge University Press, Cambridge et New York, 1999.
- Golden, Miriam, "Conclusion: Current Trends in Trade Union Politics", dans Miriam Golden et Jonas Pontusson, dir., *Bargaining for Change: Union Politics in North America and Europe*, Cornell University Press, Ithaca, 1992.
- Goldfield, Michael, *The Decline of Organized Labor in the United States*, The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 1987.
- Goldstein, Walter, "U.S. Economic Foreign Policy, and the Administration", communication soumise au colloque conjoint de la SQSP-AQEA sur le « Bilan de la présidence Reagan » 14 octobre 1988, UQAM.
- Gonzalez, Juan, "Interview with John J. Sweeney", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: inside the AFL-CIO*, Verso, Londres et New York, 1999.
- Goodman, Benjamin D., *The Democratization of the Democratic Party: An Analysis of Democratic Party Reform, 1972-2008*, mémoire du Degree with Honors en science politique, The Honors College, University of Maine, mai 2012, disponible en ligne sur le site de la University of Maine, <https://digitalcommons.library.umaine.edu/honors/51/>
- Gordon, D.M., R. Edwards et M. Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.
- Gordon, Michael A., "Working Class Memory in the Making of a Strike – and a Play about the Strike", communication soumise à la 18^e édition de l'annuelle North American Labor History Conference, 18 octobre 1996; la communication fut lue en l'absence de l'auteur.
- Gorman, Robert A., *Michael Harrington: Speaking American*, Routledge, New York et Londres, 1995.
- Gottmann, Jean, «La campagne présidentielle de 1952 aux États-Unis», *Revue française de science politique*, vol. 3, n° 1, 1953: 108-140.
- Goulden, Joseph C., *Meany: the Unchallenged Strong Man of Labor*, Atheneum, New York, 1972.
- Graham, Otis L. Jr., "Liberalism after the Sixties: A Reconnaissance", dans William H. Chafe, dir., *The Achievement of American Liberalism: The New Deal and Its Legacies*, Columbia University Press, New York, 2003.
- Green, Hardy, *On Strike at Hormel: The Struggle for a Democratic Labor Movement*, Temple University Press, Philadelphie, 1990.
- Green, James, "Holding the Line: Miners' Militancy and the Strike of 1978", *Radical America*, vol. 12, n° 3 (mai-juin 1978), repris dans James Green, dir., *Workers' Struggles, Past and Present: A Radical America Reader*, Temple University Press, Philadelphie, 1983.

- Greenstone, J. David, "Political Action in the Congressional Districts: The Case of Los Angeles, Chicago, and Detroit", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics: A Book of Readings*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Greenstone, J. David, *Labor in American Politics*, University of Chicago Press, Chicago, 1977.
- Greenstone, J. David, *Labor in American Politics*, Alfred A. Knopf, New York, 1969.
- Gregory, Charles O., *Labor and the Law*, W.W. Norton, New York, 1946.
- Guérin, Daniel, *De l'oncle Tom aux Panthères*, coll. 1018, Éditions de Minuit, Paris, [1963] 1973.
- Guzda, H.P., "Labor Hall of Fame. James P. Mitchell: Social Conscience of the Cabinet", *Monthly Labor Review*, 114 (août 1991).
- Hall, Burton, dir., *Autocracy and Insurgency in Organized Labor*, Transaction Books, New Brunswick (New Jersey), 1972.
- Halpern, Martin, "Jimmy Carter and the UAW: Failure of an Alliance", communication présentée à la 15th Annual North American Labor History Conference, Wayne State University, 14-16 octobre 1993, Detroit.
- Hamby, Alonzo L., "High Tide: Roosevelt, Truman and the Democratic Party", dans William H. Chafe, dir., *The Achievement of American Liberalism: The New Deal and Its Legacies*, Columbia University Press, New York, 2003.
- Hamilton, Richard, *Class and Politics in the United States*, Wiley, New York, 1972.
- Hamilton, Richard, « Black Demands, White Reactions and Liberal Alarms », dans Sar Levitan, dir., *Blue-Collar Workers*, Mc Graw-Hill, New York, 1971.
- Hardt, M., et A. Negri, *Empire*, Exils, Paris, 2000.
- Harris, H.J., *The Right to Manage: Industrial Relations Policies of American Business in the 1940s*, University of Wisconsin Press, Madison, 1982.
- Hasen, R.L., "After the Storm", dans A.N. Crigler, M.R. Just et E.J. McCaffery, dir., *Rethinking the Vote: The Politics and Prospects of American Election Reform*, Oxford University Press, New York et Oxford, 2004.
- Hawkins, Everett D., "National and International Trade-Union Policies", dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Hawley, Ellis W., *The New Deal and the Problem of Monopoly*, Princeton University Press, Princeton, 1966.
- Hay, Colin, "How to Study the Labour Party: Contextual, Analytical and Theoretical Issues", dans J. Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam, dir., *Approaches to Labour Politics and History*, Manchester University Press, Manchester et New York, 2003.
- Hayem, Albert, "La faillite des caisses d'épargne aux États-Unis", *Revue d'économie financière*, vol. 10, n° 2, Paris, 1989.
- Haynes, John E., *Dubious Alliance: The Making of Minnesota's DFL Party*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1984.
- Helstein, Ralph, "The Reaction of American Labor to Technological Change", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.

- Hero, R.E., et C.J. Tolbert, "A Racial/Ethnic Diversity Interpretation of Politics and Policy in the States of the U.S.", *American Journal of Political Science*, vol. 40, n° 3 (août 1996).
- Herreshoff, David, *The Origins of American Marxism*, Pathfinder Press, New York, 1973.
- Herreshoff, David, "Books About American Labor", dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-Passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.
- Herzenberg, Stephen, "Reinventing the U.S. Labour Movement, Inventing Postindustrial Prosperity: A Progress Report", dans A.V. Jose, dir., *Organized Labour in the 21st Century*, International Institute for Labour Studies, Genève, 2002.
- Hill, Herbert, «The Racial Practices of Organized Labor: the Contemporary Record», dans Burton Hall, dir., *Autocracy and Insurgency in Organized Labor*, Transaction Books, New Brunswick (New Jersey), 1972.
- Hill, Herbert, "Organized Labor and the Negro Wage Earner", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Company Belmont, 1966.
- Holmes, Warren N., *The National Black Independent Party: Political Insurgency or Ideological Convergence?*, Garland Publishing, New York et Londres, 1999.
- Homans, G.C., "Industrial Harmony as a Goal", dans A. Kornhauser, R. Dubin et A.M. Ross, dir., *Industrial Conflict*, McGraw-Hill, New York, 1954.
- Hout, M., J. Manza et C. Brooks, "Classes, Unions, and the Realignment of U.S. Presidential Voting, 1952-1992", dans Geoffrey Evans, dir., *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*, Oxford University Press, New York, 1999.
- Howard, Alan, "Books. Challenging the Consensus", *Dissent*, vol. 35, n° 3 (été 1988) ; recension du livre de D. Cantor et J. Schor, *Tunnel Vision: Labor, the World Economy, and Central America*, South End Press, Boston, 1988.
- Huberman, Leo, "No More Class War?", dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.
- Human Rights Watch, *Unfair Advantage: Workers' Freedom of Association in the United States under International Human Rights Standards*, Section "Findings and Recommendations", août 2000, États-Unis, consulté en ligne.
- Hyman, Richard, «Le syndicalisme et l'État: analyse de faits récents dans quelques pays d'Europe», dans Jacques Desmarais, dir., *Syndicalisme et société: nouveaux rapports?*, PUQ Québec, 1988.
- Irwin, Douglas A., "The Nixon Shock after 40 Years: The Import Surcharge Revisited", *World Trade Review*, vol. 12, n° 1, 2013.
- Isserman, M., et M. Kazin, "The Failure and Success of the New Radicalism", dans S. Fraser et C. Gerste, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Jacobson, Julius, "Introduction. Union Conservatism: A Barrier to Racial Equality", dans Julius Jacobson, dir., *The Negro and the American Labor Movement*, Anchor Books, Doubleday & Co., inc., Garden City, 1968.
- Jaffe, Sarah, *Necessary Trouble: Americans in Revolt*, Nation Books, New York, 2017.
- Janda, Kenneth, *A Conceptual Framework for the Comparative Analysis of Political Parties*, Sage Publications, Beverley Hills, 1970.

- Jenson, J., et R. Mahon, "North American Labour: Divergent Trajectories", dans J. Jenson et R. Mahon, dir., *The Challenge of Restructuring: North American Labor Movements Respond*, Temple University Press, Philadelphie, 1993.
- Johnson, Geoff, "Life and Death of a PATCO Local", communication présentée le 21 octobre au 28^e Colloque annuel de la North American Labor History Conference intitulé *Technology, Environment, and Work*, Wayne State University, 19-21/10/2006, Detroit.
- Johnson, H., et N. Kotz, "Presidents Come and Go, but Labor's Might Stays", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Johnson, Julius E., dir., *Collective Bargaining*, "The Reference Shelf", vol. 10, n° 1, H.W. Wilson, New York, 1935.
- Johnson, Nancy Brown, "Airlines: Can Collective Bargaining Weather the Storm?", dans P.F. Clark, J.T. Delaney et A.C. Frost, dir., *Collective Bargaining in the Private Sector*, Industrial Relations Research Association, University of Illinois at Urbana Champaign, 2002.
- Johnston, Paul, "Organize for What? The Resurgence of Labor as a Citizen Movement", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 2001.
- Johnston, R., et B.E. Shafer, "Social Structure and Policy Preference in the Transformation of the American Party System, 1952-2004", communication présentée à l'Annual Meeting de l'American Political Science Association, Boston, août 2008.
- Joiner, Fred H., "Developments in Union Agreements", dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Josephson, Matthew, *Sidney Hillman, Statesman of American Labor*, Doubleday, New York, 1952.
- Kaelble, Hartmut, *Vers une société européenne, 1880-1980*, Belin, Paris, 1988.
- Katz, H.C., et J.H. Keefe, "Collective Bargaining and Industrial Relations Outcomes: The Causes and Consequences of Diversity", dans D. Lewin, O.S. Mitchell et P.D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial Relations and Human Resources*, IRRA Series, Madison, 1992.
- Katz, Harry C., "Whither the American Labor Movement?", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca, 2001.
- Katz, H.C., J.P. MacDuffie et F.K. Pil, "Autos: Continuity and Change in Collective Bargaining", dans P.F. Clark, J.T. Delaney et A.C. Frost, dir., *Collective Bargaining in the Private Sector*, IRRA Series, Madison, 2002.
- Katznelson, Ira, "Was the Great Society a Lost Opportunity?", dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Katznelson, Ira, "Working Class Formation: Constructing Cases and Comparisons", dans I. Katznelson et A.R. Zolberg, dir., *Working-Class Formation: Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton University Press, Princeton, 1986.
- Katznelson, Ira, et A.R. Zolberg, *Working-Class Formation: Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton University Press, Princeton, 1986.

- Katznelson, Ira, "A Radical Departure: Social Welfare and the Election", dans T. Ferguson et J. Rogers, *The Hidden Election: Politics and Economics in the 1980 Presidential Election*, Pantheon Books, New York, 1981.
- Kaufman, Bruce E., "Research on Strike Models and Outcomes in the 1980s: Accomplishments and Shortcomings", dans D. Lewin, O.S. Mitchell et P.D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial Relations and Human Resources*, IRRA Series, Madison, 1992.
- Kerr, C., J.T. Dunlop, F.H. Harbison et C.A. Myers, *Industrialism and Industrial Man*, Harvard University Press, Cambridge, 1960.
- Kerr, Clark, "Employer Policies in Industrial Relations, 1945-1947", dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Klein, Jennifer, "The Politics of Economic Security: Employee Benefits and the Privatization of New Deal Liberalism", *The Journal of Policy History*, vol. 16, n° 1, 2004.
- Klein, Jennifer, "The Business of Health Security: Employee Health Benefits, Commercial Insurers, and the Reconstruction of Welfare Capitalism, 1945-1960", *International Labor and Working-Class History*, 58 (automne 2000).
- Knoke, D., F.U. Pappi, J. Broadbent et Y. Tsujinaka, *Comparing Policy Networks: Labor Politics in the U.S., Germany, and Japan*, Cambridge University Press, New York, 1996.
- Kochan, T.A., H.C. Katz et R.B. McKersie, *The Transformation of American Industrial Relations*, ILR Press, Ithaca, 1994.
- Kornhauser, A., R. Dubin et A.M. Ross, dir., *Industrial Conflict*, McGraw-Hill, New York, 1954.
- Kornhauser, H.L. Sheppard et A.J. Mayer, *When Labor Votes: A Study of Auto Workers*, University Books, New York, 1956.
- Korpi, W., et J. Palme, "New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization: Welfare State Regress in 18 Countries", *American Political Science Review*, vol. 97, n° 3 (août 2003), 425-446.
- Kriesky, Jill, "Structural Change in the AFL-CIO: A Regional Study of Union Cities' Impact", dans Lowell Turner, Harry C. Katz et Richard W. Hurd, *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, Cornell University Press, 2001.
- Kusnet, David, "The America Needs a Raise' Campaign: The New Labor Movement and the Politics of Living Standards", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres, 1999.
- Kwavnick, David, *Organized Labour and Pressure Politics: The Canadian Labour Congress, 1956-1968*, McGill-Queen's University Press, Montréal et Londres, 1972.
- Labor's Non-Partisan League, *LNPL, its Origin and Growth*, Washington, 1938 (?).
- Lachapelle, G., et R. Nadeau, « Facteurs explicatifs des fluctuations de la popularité du président Reagan », communication présentée au colloque conjoint SQSP-AQEA, sur le « Bilan de la présidence Reagan », octobre 1988, UQAM.
- Lacroix, Jean-Michel, *Histoire des États-Unis*, 2^e édition, Presses universitaires de France, Paris, 2001.

- Ladd, E.C., "Like Waiting for Godot: The Uselessness of Realignment for Understanding Change in Contemporary American Politics", dans Byron E. Shafer, dir, *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, University of Wisconsin Press, Madison, 1993.
- Ladd, E.C., et C.D. Hadley, *Transformations of the American Party System*, W.W. Norton and Co., New York, 1978.
- Lafleur, Guy-Antoine, « La présidence », dans E. Orban et M. Fortmann, dir., *Le système politique américain*, PUM, Montréal, 2001.
- Lallement, Michel, *Le travail: une sociologie contemporaine*, Gallimard, Paris, 2007.
- Lampman, Robert J., "Income Distribution of American Labor", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Laski, Harold, *Trade Unions in the New Society*, "The Sidney Hillman Lectures for 1949", George Allen and Unwin Limited, Londres, 1950.
- Lassale, Jean-Pierre, *Les partis politiques aux États-Unis*, coll. Que sais-je?, PUF, 1987.
- Lause, Mark (introduction, annotation et choix de textes), *Thomas Skidmore: "Rights of Man to Property"*, Charles H. Kerr Publishing Company, Chicago, 1984.
- Laxer, Jim, "Canadian Manufacturing and U.S. Trade Policy", dans Robert Laxer, dir., *(Canada) Ltd.: The Political Economy of Dependency*, McClellan and Steward Ltd., Toronto, 1973.
- Leiserson, Avery, "Organized Labor as a Pressure Group", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 274, mars 1951.
- Lénine, *La faillite de la IF Internationale*, Éditions sociales, Paris, 1971.
- Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1969.
- Lens, Sidney, *Left, Right and Center: Conflicting Forces in American Labor*, Henry Regnery, Hinsdale (Illinois), 1949.
- Lens, Sidney, *The Labor Wars*, Doubleday Anchor Book, New York, 1974.
- Lens, Sidney, *The Crisis of American Labor*, Sagamore Press, New York, 1959.
- Lester, Richard A., *As Unions Mature*, Princeton University Press, Princeton, 1958.
- Leuchtenburg, William E., dir., *The New Deal: A Documentary History*, Harper and Row, New York, 1968.
- Levinson, Edward, *Labor on the March*, University Books, New York, 1956.
- Levinson, Harold M., « Wage Policies of American Unions », dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Levy, Peter B., "America in the Sixties – Right, Left and Center, A Documentary History: Vietnam", *The African American Experience*, consulté en ligne le 29/10/2012.
- Levy, Peter B., *The New Left and Labor in the 1960s*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1994.
- Lichtenstein, Nelson, *State of the Union: A Century of American Labor*, Princeton University Press, Princeton, 2002.
- Lichtenstein, Nelson, *The Most Dangerous Man in Detroit: Walter Reuther and the Fate of American Labor*, Basic Books, New York, 1995.

- Lichtenstein, Nelson, "From Corporatism to Collective Bargaining: Organized Labor and the Eclipse of Social Democracy in the Postwar Era", dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Lichtenstein, Nelson, "Labor in the Truman Era: Origins of the 'Private Welfare State'", dans Michael James Lacey, dir., *The Truman Presidency*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989.
- Lichtenstein, Nelson, "'The Man in the Middle': A Social History of Automobile Industry Foremen" dans N. Lichtenstein et S. Meyer, dir., *On the Line: Essays in the History of Auto Work*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1989.
- Lichtenstein, Nelson, "Walter Reuther and the Rise of Labor-Liberalism", dans M. Dubofsky et N. Van Tine, dir., *Labor Leaders in America*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1987.
- Linden, Marcel van der, *Transnational Labour History: Explorations*, Ashgate, Burlington, 2003.
- Lipset, S.M., et N.M. Meltz (avec la collaboration de R. Gomez et I. Katchanovski), *The Paradox of American Unionism: Why Americans Like Unions More Than Canadians Do, But Join Much Less*, ILR Press, Ithaca, 2004.
- Lipsitz, George, *Rainbow at Midnight: Labor and Culture in the 1940s*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1994.
- Lorwin, Lewis L., *The American Federation of Labor*, ré-impression AMS Press, New York, 1970.
- Lowi, Theodore J., "Toward a More Responsible Three-Party System: Deregulating American Democracy", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, 4^e édition, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Lowi, Theodore J., *The End of Liberalism*, W.W. Norton & Company, New York, 1979.
- Lubell, Samuel, *The Future of American Politics*, Doubleday Anchor Books, Garden City, 1956.
- Ludlam, S., M. Bodah et D. Coates, "Trajectories of Solidarity: Changing Union Party Linkages in the U.K. and the U.S.", *British Journal of Politics and International Relations*, 4: 2, juin 2002. Consulté le 23/07/08 sur le site personnel du professeur Coates.
- Lynd, Staughton, "Introduction", dans Staughton Lynd, dir., *"We Are All Leaders": The Alternative Unionism of the Early 1930s*, University of Illinois Press, Chicago, 1996.
- Lynd, Staughton, "'We Are All Leaders': The Alternative Unionism of the Early 1930's", communication présentée à la North American Labor History Conference, Wayne State University, octobre 1992.
- Lynd, Staughton, "The Possibility of Radicalism in the Early 1930s: The Case of Steel", dans James Green, dir., *Workers' Struggles, Past and Present: A "Radical America" Reader*, Temple University Press, Philadelphie, 1983.
- MacLaury, Judson, "A Brief History: The U.S. Department of Labor", *A Historical Guide to the U.S. Government*, Oxford University Press, Oxford, 1998; consulté en ligne sur le site du United States Department of Labor.
- Maier, Mark H., *City Unions: Managing Discontent in New York City*, Rutgers University Press, New Brunswick, 1987.

- Mailer, Norman, "Miami and the Chicago Siege", reproduit du *Congress Quarterly* sous le titre "Brief History of Chicago's 1968 Democratic Convention", consulté en ligne sur le site *All Politics CNN Time*.
- Manza, J., et Clem Brooks, *Social Cleavages and Political Change: Voter Alignments and U.S. Party Coalitions*, Oxford University Press, New York, 1999.
- Marable, Manning, *Black Leadership: Four Great American Leaders and the Struggle for Civil Rights*, Penguin Books, New York, 1999.
- Marable, Manning, "African-American Peacemakers: Dr Martin Luther King Jr., Barack Obama, and the Struggle against Racism, Inequality and War", conférence présentée à l'Université de l'Illinois à Chicago le 4 avril 2008.
- Marienstrass, Élie, *Les mythes fondateurs de la nation américaine: essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance, 1763-1800*, François Maspero, Paris, 1976.
- Marshall, F. Ray, "Unions and Minorities", dans W. Fogel et A. Kleingartner, dir., *Contemporary Labor Issues*, Wadsworth Publishing Company, Belmont, 1966.
- Marshall, Ray, "The Position of Minorities in the American Labor Movement", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Marshall, Ray, "Ethnic and Economic Minorities: Unions' Future or Unrecruitable?", dans S. Barkin et A.A. Blum, dir., *The Crisis in the American Trade Union Movement. The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 350, novembre 1963, Philadelphie.
- Martin, George, *Madam Secretary: Frances Perkins*, Houghton Mifflin, Boston, 1976.
- Marx, K., et F. Engels, *Letters to Americans (1848-1895): A Selection*, International Publishers, New York, 1969.
- May, Elaine Tyler, "Cold War-Warm Hearth: Politics and the Family in Postwar America", dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989.
- Mayer, Gerald, *Union Membership Trends in the United States*, Congressional Research Service, Cornell University ILR School, Digital Commons@ILR, Ithaca, 2004.
- McAdams, Alan K., *Power and Politics in Labor Legislation*, Columbia University Press, New York, 1964.
- McCaffery, E.J., A.N. Crigler et M.R. Just, "Introduction: A Tale of Two Democracies", dans A.N. Crigler, M.R. Just et E.J. McCaffery, dir., *Rethinking the Vote: The Politics and Prospects of American Election Reform*, Oxford University Press, New York et Oxford, 2004.
- McCartin, Joseph A., "Solvents of Solidarity: Political Economy, Collective Action, and the Crisis of Organized Labor, 1968-2005", dans D.T. Haverly-Stacke et D.J. Walcowitz, dir., *Rethinking U.S. Labor History: Essays on the Working-Class Experience, 1756-2009*, Continuum, New York et Londres, 2010.
- McCartney, John T., *Black Power Ideologies: An Essay on African-American Political Thought*, Temple University Press, Philadelphie, 1992.
- McCoy, D.R., *Angry Voices: Left-of-Center Politics in the New Deal Era*, University of Kansas Press, Lawrence, 1958.

- McFarland, C.K., *Roosevelt, Lewis, and the New Deal, 1933-1940*, Texas Christian University Press, Fort Worth, 1970.
- McQuaid, Kim, *Uneasy Partners: Big Business in American Politics, 1945-1990*, Johns Hopkins University Press, Baltimore et Londres, 1994.
- McSeveney, Samuel T., "No More 'Waiting for Godot': Comments on the Putative 'End of Realignment'", dans Byron E. Shafer, dir., *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1991.
- McSweeney, D., et J. Zvesper, *American Political Parties: The Formation, Decline, and Reform of the American Party System*, Routledge, New York, 1991.
- Metzgar, Jack, "Politics and the American Class Vernacular", dans J. Russo et S.L. Linkon, dir., *New Working Class Studies*, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 2005.
- Meyerson, Harold, "Democrats on Defensive, What Hope for Liberalism?", *Dissent*, vol. 43, n° 1, hiver 1996.
- Meyerson, Harold, "A Second Chance: The New AFL-CIO and the Prospective Revival of American Labor", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres, 1999.
- Michels, Robert, *Les partis politiques*, Flammarion, Paris, 1971.
- Milkman, Ruth, "Women Workers, Feminism and the Labor Movement", dans Ruth Milkman, dir., *Women, Work, and Protest: A Century of U.S. Women's Labor History*, Routledge and Kegan Paul, Boston, 1985.
- Milkman, Ruth, "Union Responses to Workforce Feminization in the United States", dans J. Jenson et R. Mahon, dir., *The Challenge of Restructuring: North American Labor Movements Respond*, Temple University Press, Philadelphie, 1993.
- Milkman, R., et K. Wong, "Organizing Immigrant Workers: Case Studies from Southern California", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca, 2001.
- Milkman, R., et S. Luce, "Labor Unions and the Great Recession", *The U.S. Labor Market During and After the Great Recession. The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences*, vol. 3, n° 3, avril 2017.
- Miller, Gregory M., *Place, Space, Pace, and Power: The Struggle for Control of the Automobile Factory Shop, 1896-2006*, Ph. D. Dissertation en histoire, University of Toledo, UMI Microfilm 3329498, Pro Quest LLE, Ann Arbor, 2008.
- Mills, D. Quinn, "Management Performance", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, IRRA Series, Madison, 1981.
- Mills, C. Wright, *The Power Elite*, Oxford University Press, New York, 1956.
- Mills, C. Wright, *The New Men of Power: America's Labor Leaders*, Harcourt, Brace, New York, 1948.
- Mink, Gwendolyn, *Old Labor and New Immigrants in American Political Development, 1875-1920*, Cornell University Press, Ithaca, 1986.
- Mishel, L., J. Bernstein et S. Allegretto, *The State of Working America, 2006-2007*, ILR Press, Ithaca (New York), 2007.

- Mitchell, Daniel J.B., "Collective Bargaining and the Economy", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, IRRA Series, Madison, 1981.
- Mitchell, Daniel J. B., « Social Insurance and Benefits », dans O.S. Mitchell et P.D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial and Human Resources*, IRRA, Madison, 1992.
- Mollenkopf, John, "New York: The Great Anomaly", *PS*, vol. 19, n° 3, été 1986.
- Montague, J. Tait, *Labour Markets in Canada*, Prentice Hall, Scarborough, 1970.
- Montgomery, David, "Foreword", dans Irving Richter, *Labor's Struggles, 1945-1950*, Cambridge University Press, New York, 1994.
- Moody, Kim, *From Welfare State to Real Estate. Regime Change in New York City, 1974 to the Present*, The New Press, New York, 2007.
- Moody, Kim, *An Injury to All: The Decline of American Unionism*, Verso, Londres et New York, [1988] 1992.
- Moreno, Paul D., *Black Americans and Organized Labor: A New History*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 2006.
- Moynihan, Donald P., "Homeland Security and the U.S. Public Management Policy Agenda", *Governance*, 18, 2005.
- Nelson, Michael, dir., *The Election of 1996*, Congressional Quarterly, Washington, 1997.
- Nesbitt, F.H., "Labor Endorsement of a Republican Senator: A Case Study", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Ness, I., et S. Eimer, dir., *Central Labor Councils and the Revival of American Unionism*, M.E. Sharpe, Londres, 2001.
- Neufeld, Maurice F., "The Historical Relationship of Liberals and Intellectuals to Organized Labor in the United States", dans S. Barkin et A.A. Blum, dir., *The Crisis in the American Trade Union Movement, the Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 350, novembre 1963, Philadelphie.
- Newman, Nathan, "Teamsters Scandals and Republicans, or Why the Republicans Should Just Shut Up", 1997; consulté en ligne.
- Newport, F., J.M. Jones et L. Saad, "Ronald Reagan from the People's Perspective: A Gallup Poll Review", 07/06/2004, consulté en ligne sur le site de Gallup.
- Nieli, Russell, "Social Conservatives of the Left: James Lincoln Collier, Christopher Lasch, and Daniel Bell", *The Political Science Reviewer*, vol. XXII, 1993.
- Nissen, Bruce, "A Post-World War II 'Social Accord'", dans Bruce Nissen, dir., *U.S. Labor Relations, 1945-1989: Accommodation and Conflict*, Garland Publishing, New York, 1990.
- Noblet, Pascal, *L'Amérique des minorités: les politiques d'intégration*, Éditions L'Harmattan et CIEMI, Paris, 1993.
- Northrup, Herbert H., "'New' Union Approaches to Membership Decline: Reviving the Policies of the 1920s?", *Journal of Labor Research*, vol. XII, n° 4, automne 1991.
- Nyden, Philip W., *Steelworkers Rank-and-File: The Political Economy of a Union Reform Movement*, Bergin Garvey Publishers, Praeger Publishers, New York, 1984.
- O'Connor, James, *The Fiscal Crisis of the State*, St. Martin's Press, New York, 1973.

- Oestreicher, Richard, "The Rules of the Game: Class Politics in Twentieth Century America", dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics, 1894-1994: The Labor-Liberal Alliance*, SUNY Press, Albany, 1998.
- Offe, Claus, et Helmut Wiesenthal, "Two Logics of Collective Action: Theoretical Notes on Social Class and Organizational Form", dans M. Zeitlin, dir., *Political Power and Social Theory*, vol. 1, JAI Press, Greenwich, 1980.
- Olam, H.E., et E.S. Stamper, "The Suspension of the Davis-Bacon Act and the Exploitation of Migrant Workers in the Wake of Hurricane Katrina", *Hofstra Labor and Employment Law Journal*, vol. 24, n° 1, 2006.
- Orren, K., et S. Skowronek, *The Search for American Political Development*, Cambridge University Press, New York, 2004.
- Oshinsky, David M., *Senator Joseph McCarthy and the American Labor Movement*, University of Missouri Press, Columbia, 1976.
- Owens, John E., "George W. Bush, the 'War on Terror' and the New Constitutional Equilibrium", dans Pierre Lagayette, dir., *L'empire de l'exécutif américain (1933-2006): la présidence des États-Unis, de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2008.
- Panitch, Leo, "Socialist Renewal and the Labour Party", dans R. Miliband, L. Panitch et J. Saville, dir., *Socialist Register 1988: Problems of Socialist Renewal, East and West*, Merlin Press, Londres, 1988: 319-365.
- Parker, E., et J. Rogers, "Building the High Road in Metro Areas: Sectoral Training and Employment Projects", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca (New York), 2001.
- Patterson, James T., *Congressional Conservatism and the New Deal*, University of Kentucky Press, Lexington, 1967 (réédité en 2000 et 2008).
- Paulson, Arthur, *Electoral Realignment and the Outlook for American Democracy*, Northeastern University Press, Lebanon (N.H.), Boston, 2007.
- Peck, Sidney, "Current Trends in the American Labor Movement", communication présentée au Congrès mondial de sociologie, Toronto, août 1974.
- Peck, Sidney M., "The Economic Situation of Negro Labor", dans Julius Jacobson, dir., *The Negro and the American Labor Movement*, Anchor Books, Garden City, 1968.
- Pelling, Henry, *American Labor*, The University of Chicago Press, Chicago, 1960.
- Perkins, Frances, *The Roosevelt I Knew*, The Viking Press, New York, 1946.
- Perlman, Mark, *Labor Union Theories in America*, Row, Peterson and Company, White Plains, 1958.
- Perlman, Selig, *A Theory of the Labor Movement*, Augustus M. Kelly, New York, [1928] 1949.
- Perusek, G., et K. Worcester, « Introduction. Patterns of Class Conflict in the United States since the 1960s », dans G. Perusek et K. Worcester, dir., *Trade Union Politics: American Unions and Economic Change, 1960s-1990s*, Humanities Press, New Jersey, 1995.

- Perusek, Glenn, "Leadership and Opposition in the United Automobile Workers", dans G. Perusek et K. Worcester dir., *Trade Union Politics: American Unions and Economic Change, 1960s-1990s*, Humanities Press, Atlantic Highlands (N.J.), 1995.
- Pessen, Edward, "Working Men's Party Revisited", *Labor History*, vol. IV, automne 1963.
- Petrocik, John R., *Party Coalitions*, University of Chicago Press, Chicago, 1981.
- Phillips-Fein, Kimberley, "American Counter-Revolutionary: Lemuel Ricketts Boulware and General Electric 1950-1960", dans Nelson Lichtenstein, dir., *American Capitalism: Social Thought and Political Economy in the Twentieth Century*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2006.
- Pierson, Frank C., "The Employment Act of 1946", dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Plotke, David, *Building a Democratic Political Order: Reshaping American Liberalism in the 1930s and 1940s*, Cambridge University Press, New York, 1996.
- Podair, Jerald E., *The Strike that Changed New York: Blacks, Whites and the Ocean Hill-Brownsville Crisis*, Yale University Press, New Haven, 2002.
- Pontusson, Jonas, *The Limits of Social Democracy: Investment Politics in Sweden*, Cornell University Press, Ithaca, 1992.
- Preis, Art, *Labor's Giant Step: Twenty Years of the CIO*, Pathfinder, New York, 1972.
- Prestowitz, Clyde, *Rogue Nation: American Unilateralism and the Failure of Good Intentions*, Basic Books, New York, 2003.
- Putnam, Jackson K., "The Progressive Legacy in California: Fifty Years of Politics, 1917-1967", dans W. Deverell et T. Sitton, dir., *California Progressivism Revisited*, University of California Press, Berkeley, 1994.
- Rachleff, Peter, *Hard-Pressed in the Heartland: The Hornel Strike and the Future of the Labor Movement*, South End Press, Boston, 1993.
- Rachleff, Peter, "Machine Technology and Workplace Control: the U.S. Post Office", dans F. Fisher et C. Sirianni, dir., *Critical Studies in Organization and Bureaucracy*, Temple University Press, Philadelphie, [1984] 1994.
- Rachleff, Peter, "The Failure of Minnesota Farmer-Laborism", dans Kevin Boyle, dir., *Organized Labor and American Politics, 1894-1994: The Labor-Liberal Alliance*, SUNY Press, Albany, 1998.
- Radosh, Ronald, "Labor and Foreign Policy", *The Nation*, vol. 209, n° 7 (08/09/1969), numéro spécial: *The Labor Movement Today*.
- Radosh, Ronald, "The Corporate Ideology of American Labor Leaders, from Gompers to Hillman", dans D.W. Eakins et J. Weinstein, dir., *For a New America*, Random House, New York, 1970.
- Rainsberger, Paul, "The Constraints of Public Policy: Legal Perspectives on the Decline of the Labor Movement since World War II", dans Bruce Nissen, dir., *U.S. Labor Relations, 1945-1989: Accommodation and Conflict*, Garland, New York, 1990.
- Randall, Nick, "Understanding Labour's Ideological Trajectory", dans J. Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam, dir., *Interpreting the Labour Party: Approaches to Labour Politics and History*, Manchester University Press, Manchester, 2003.

- Rapoport, R.B., et W.J. Stone, "Ross Perot is Alive and Well and Living in the Republican Party: Major Party Co-Optation of the Perot Movement and the Reform Party", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, 4^e édition, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Raskin, A.H., "Whiter Labor: Recent Developments in the Strength and Philosophy of American Labor", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Raskin, A.H., "The Grand Illusion", *Business Month*, septembre 1988.
- Rauch, Basil, *The History of the New Deal, 1933-1938*, Creative Age Books, New York, 1944.
- Reeves, Nancy, "Women at Work", dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.
- Rehmus, C.M., D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Rehmus, C.M., et F.H. Nesbitt, "Epilogue", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Rehmus, Charles M., "Labor in American Politics", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Reich, R.B., et J.D. Donahue, *New Deals: The Chrysler Revival and the American Dream*, Times Books, New York, 1985.
- Reichley, A. James, "The Future of the American Two-Party System at the Beginning of a New Century", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Reuther, Victor, « The International Activities of American Trade Unions », dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Rich, Frank, *The Greatest Story Ever "Sold": The Decline and Fall of Truth, from 9/11 to Katrina*, The Penguin Press, New York, 2006.
- Richter, Irving, *Labor Struggles, 1945-1950*, Cambridge University Press, New York, 1994.
- Richter, Irving, *Political Purpose in Trade Unions*, George Allen and Unwin Ltd., Londres, 1973.
- Rieder, Jonathan, "The Rise of the Silent Majority", dans S. Fraser et G. Gerstle, dir., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton University Press, Princeton, 1989: 243-268.
- Robel, L., et E. Zoller, *Les États des Noirs: fédéralisme et question raciale aux États-Unis*, PUF, Paris, 2000.
- Robinson, Ian, "Economic Unionism in Crisis", dans J. Jenson et R. Mahon, dir., *The Challenge of Restructuring*, Temple University Press, Philadelphie, 1993.
- Rogers, Joel, "Pull the Plug", *Administrative Law Review*, 52:2, printemps, 2000.
- Rogers, Joel, "Don't Worry, Be Happy: The Post-War Decline of Private Sector Unionism in the United States", dans J. Jenson et R. Mahon, dir., *The Challenge of Restructuring: North American Labor Movements Respond*, Temple University Press, Philadelphie, 1993.

- Rogin, Michael P., "Nonpartisanship and the Group Interest", dans Michael P. Rogin, *Ronald Reagan, the Movie, and Other Episodes in Political Demonology*, Berkeley University Press, Berkeley, 1987.
- Rolland-Diamond, Caroline, *Chicago: le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression*, Syllepse, Paris, 2011.
- Roof, Tracy, "Can the Democrats Deliver for the Base? Partisanship, Group Politics, and the Case of Organized Labor in the 110th Congress", *PS Political Science and Politics*, vol. XLI, n° 1, janvier 2008.
- Rosanvallon, Pierre, *La question syndicale*, Calmann-Lévy, Paris, 1988.
- Roseboom, Eugene H., *A Short History of Presidential Elections*, Collier Books, New York, 1967.
- Rosenblum, Jonathan D., *Copper Crucible: How the Arizona Miners' Strike of 1983 Recast Labor-Management Relations in America*, ILR Press, Ithaca (New York), 1995.
- Rosenstone, S.J., R.L. Behr et E.H. Lazarus, *Third Parties in America*, Princeton University Press, Princeton, 1984 (réédité en 1996).
- Rosenthal, Steve, "Building to Win, Building to Last: The AFL-CIO Political Program", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement*, Verso, New York, 1999.
- Ross, Arthur M., "Work and Leisure in the Round of Life", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Ross, George, "The Changing Face of Popular Power in France", dans Frances Fox Piven, dir., *Labor Parties in Postindustrial Societies*, Oxford University Press, New York, 1992.
- Ross, Philip, "The Role of Government in Union Growth", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, novembre 1963, p. 74-85
- Rossiter, Clinton, *Démocrates et républicains*, Seghers, Paris, 1965.
- Rosswurm, Steven, dir., *The CIO's Left-Led Unions*, Rutgers University Press, New Brunswick (N.J.), 1992.
- Rouillard, Jacques, *Histoire du syndicalisme québécois: des origines à nos jours*, Boréal, Montréal, 1989.
- Rubinstein, S., M. Bennett et T. Kochan, "The Saturn Partnership: Co-Management and the Reinvention of the Local Union", dans B. E. Kaufman et M. M. Kleiner, dir., *Employee Representation: Alternatives and Future Directions*, Industrial Relations Research Association, Madison, 1993.
- Rudalevige, Andrew, "Marking the Boundaries: The Advantages and Dangers of a 'Unitary Executive'", dans Pierre Lagayette, dir., *L'empire de l'exécutif américain (1933-2006): la présidence des États-Unis, de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2008.
- Russo, John, "Saturn's Ring: What G.M.'s Saturn Project is Really About", *Labor Research Review*, vol. 1, n° 9, ILR Press, Cornell University, Ithaca (New York), 1986.
- Russo, J., et S.L. Linkon, dir., *New Working Class Studies*, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 2005.
- Ryan, Mary Meghan, dir., *Handbook of U.S. Labor Statistics*, 12^e édition, Bernan Press, Lanham (Maryland), 2009.

- Sapadin, David, "A Most Unlikely Group of 60s Militants: The PATCO Air Traffic Controllers", communication présentée à la North American Labor History Conference, "Technology, Environment and Work", 19-21/10/2006.
- Sassoon, David, *One Hundred Years of Socialism: The West European Left in the Twentieth Century*, Fontana Press, Londres, 1997.
- Sauviat, C., et L. Lizé, *La crise du modèle social américain*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010.
- Savage, James D., *Balanced Budgets and American Politics*, Cornell University Press, Ithaca (N.Y.), 1988.
- Savage, Sean J., *Truman and the Democratic Party*, The University Press of Kentucky, Lexington, 1997.
- Scharpf, Fritz, *La sociale démocratie européenne face à la crise*, Economica, Paris, 1990.
- Schattschneider, E. E., *Party Government*, Rinehart & Company, New York, 1942.
- Schatz, Ronald, "Philip Murray and the Subordination of the Industrial Unions to the United States Government", dans M. Dubofsky et W. Van Tine, dir., *Labor Leaders in America*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1987.
- Scherrer, Christoph, "Surprising Resilience: The Steelworkers' Struggle to Hang on to the Fordist Bargain", dans G. Perusek et K. Worcester, dir., *Trade Union Politics: American Unions and Economic Change, 1960s-1990s*, Humanities Press, Atlantic Highlands (New Jersey), 1995.
- Schor, Juliet B., *The Overworked American: The Unexpected Decline of Leisure*, Basic Books, New York, 1993.
- Schwab, Larry, "The Unprecedented Senate: Political Parties in the Senate After the 2000 Election", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties: The Changing Role of Contemporary American Parties*, Rowman and Littlefield, Lanham (Md.), 2003.
- Scipes, Kim, *AFL-CIO's Secret War against Developing Country Workers: Solidarity or Sabotage?*, Lexington Books, New York, Toronto, Plymouth, 2010.
- Screpanti, Ernesto, "Long Economic Cycles and Recurring Proletarian Insurgencies", *Review*, 7, 1984.
- Screpanti, Ernesto, "Long Cycles in Strike Activity: An Empirical Investigation", *British Journal of Industrial Relations*, 25, 1987.
- Segal, Lynne, "Whose Left? Socialism, Feminism and the Future", dans Robin Blackburn, dir., *After the Fall: The Failure of Communism and the Future of Socialism*, Verso, New York et Londres, 1991.
- Seidman, Joel, *American Labor from Defense to Reconversion*, The University of Chicago Press, Chicago, 1953.
- Seidman, Derek, entrevue de Mark Dudzic, "Looking Back at the Labor Party", *The New Labor Forum*, consulté à l'adresse: nlf.sagepub.com/site/misc/Index/DudzicInterview.pdf, 2013.
- Seiler, Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident: sociologie historique du phénomène partisan*, Ellipses, Paris, 2003.
- Seiler, Daniel Louis, *De la comparaison des partis politiques*, Economica, Paris, 1986.
- Serrin, W., *The Company and the Union*, Vintage Books, New York, 1974.

- Seybold, Peter, "American Labor at the Crossroads: Political Resurgence or Continued Decline?", dans Bruce Nissen, dir., *U.S. Labor Relations, 1945-1989: Accommodation and Conflict*, Garland, New York, 1990.
- Shafer, Byron E., « The Notion of an Electoral Order: The Structure of Electoral Politics at the Accession of George Bush », dans Byron E. Shafer, dir., *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1991.
- Shafer, Byron E., dir., *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, University of Wisconsin Press, Madison, 1991.
- Shailor, Barbara, "A New Internationalism: Advancing Workers' Rights in the Global Economy", dans Jo-Ann Mort, dir., *Not Your Father's Union Movement: Inside the AFL-CIO*, Verso, Londres, 1999.
- Shalala, Donna E., et Carol Bellamy, "A State Saves a City: the New York Case", *Duke Law Journal*, vol. 1976: 1118-1132.
- Shannon, D.L., *The Socialist Party of America*, Quadrangle Books, New York, 1955.
- Shaw, Eric, "Lewis Minkin and the Party-Union Link", dans John Callaghan, S. Fielding et S. Ludlam, dir., *Interpreting the Labour Party: Approaches to Labour Politics and History*, coll. Critical Labour Movement Studies Series, Manchester University Press, Manchester, 2003.
- Shawki, Ahmed, *Black and Red: les mouvements noirs et la gauche aux États-Unis, 1850-2010*, M Éditeur et Éditions Syllepse, Paris et Montréal, 2012.
- Shea, Daniel M., "Schattschneider's Dismay: Strong Parties and Alienated Voters", dans J.C. Green et R. Farmer, dir., *The State of the Parties. The Changing Role of Contemporary American Parties*, Rowman and Littlefield, Lanham, (Md.), 2003.
- Shefter, Martin, "Trade Unions and Political Machines: The Organization and Disorganization of the American Working Class in the Late Nineteenth Century", dans Ira Katznelson et Aristide R. Zolberg, dir., *Working-Class Formation: Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton University Press, Princeton, 1986.
- Shoch, James, "Organized Labor versus Globalization: NAFTA, Fast Track and PNTR with China", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, ILR Press, Ithaca, 2001.
- Silbey, Joel H., "Beyond Realignment and Realignment Theory: American Political Eras, 1789-1989", dans Byron E. Shafer, dir., *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1991.
- Silvester, Marc, « Les élections américaines: un bilan », *Tribune ouvrière*, 192, janvier-février 1989: 6-8.
- Sims, Beth, *Workers of the World Undermined: American Labor's Role in U.S. Foreign Policy*, South End Press, Boston, 1992.
- Sinyai, Clayton, *Schools of Democracy: A Political History of the American Labor Movement*, Cornell University Press, Ithaca, 2006.
- Smeal, Eleanore, *Why and How Women Will Elect the Next President*, Harper and Row, New York, 1984.

- Smith, Robert S., "Have OSHA and Workers' Compensation Made the Workplace Safer?", dans D. Lewin, O.S. Mitchell et P.D. Sherer, dir., *Research Frontiers in Industrial Relations and Human Resources*, IRRA Series, Madison, 1992.
- Sombart, Werner, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis?*, PUF, Paris, 1992.
- Sousa, David J., "Organized Labor in the Electorate, 1960-1988", *Political Research Quarterly*, 46 (1993): 741-758.
- Spira, Henry, "Rebel Voices in the NMU", dans Burton Hall, dir., *Autocracy and Insurgency in Organized Labor*, Transaction Books, New Brunswick (New Jersey), 1972.
- Stanley, Harold, "Realignment and Dealignment of the Political Parties", communication soumise au colloque conjoint SQSP-AQEA sur le bilan de la présidence Reagan, 13 octobre 1988, UQAM.
- Stanley, Harold W., "Southern Partisan Changes: Dealignment, Realignment or Both?", *Journal of Politics*, vol. 50, février 1988.
- St. Antoine, Theodore J., « The Role of Law », dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, Industrial Relations Research Association, Madison, 1981.
- Starks, R.T., et M.B. Preston, "Harold Washington and the Politics of Reform in Chicago, 1983-1987", dans R.B. Browning, D.R. Marshall et D.H. Tabb, *Racial Politics in American Cities*, Longman, New York, 1990.
- Statistical Abstract of the United States*, Government Printing Office, Washington, 1977 (livre numérique Google).
- Stauber, L.G., "Macroeconomic Management and Market Socialism in the West: An Exploratory Essay", communication présentée lors du Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique tenu du 31 mai au 2 juin 1985, Université de Montréal.
- Stein, Immanuel, "Digest of the Taft-Hartley Act", dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Stein, Immanuel, "The Supreme Court and Labor", dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Stieber, J., R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, Industrial Relations Research Association, Madison, 1981.
- Stieber, J., et R.N. Block, "Summary and Conclusions", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, Industrial Relations Research Association, Madison, 1981.
- Stolberg, Benjamin, *Tailor's Progress*, Doubleday, New York, 1944.
- Stoncash, Jeffrey M., *Class and Party in American Politics*, Westview Press, Boulder, 2000.
- Stoncash, J.M., M.D. Brewer et M.D. Mariani, *Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization*, Westview Press, Boulder, 2003.
- Sugrue, Thomas J., *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton University Press, Princeton, 1996.
- Susser, Ida, "The Separation of Mothers and Children", dans J.H. Mollenkopf et M. Castells, dir., *Dual City: Restructuring New York*, Russell Sage, New York, 1992.

- Sweeney, John (avec David Kusnet), *America Needs a Raise: Fighting for Economic Security and Social Justice*, Houghton Mifflin, New York, 1996.
- Sweezy, Paul M., "The Condition of the Working Class", dans Bert Cochran, dir., *American Labor in Mid-passage*, Monthly Review Press, New York, 1959.
- Tait, Vanessa, *Poor Workers' Unions: Rebuilding Labor from Below*, South End Press, Cambridge (Mass.), 2005.
- Taft, Philip, "Political Activity of Organized Labor: 1948", dans C.M. Rehmus, D.B. McLaughlin et F.H. Nesbitt, dir., *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1978.
- Taft, Philip, "The Philosophy of the American Labor Movement", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Taft, Philip, *The AFL, from the Death of Gompers to the Merger*, Octagon Books, New York, [1959] 1970.
- Teixeira, R., et J. Rogers, *America's Forgotten Majority: Why the White Working Class Still Matters*, Basic Books, New York, 2000.
- Therborn, Göran, "The Prospects of Labour and the Transformation of Advanced Capitalism", *New Left Review*, 145, 1984 : 5-38.
- Therborn, Göran, "Swedish Social Democracy and the Transition from Industrial to Postindustrial Politics", dans Francis Fox-Piven, dir., *Labor Parties in Postindustrial Societies*, Oxford University Press, New York, 1992.
- Therborn, Göran, "Classes and States: Welfare State Developments, 1881-1981", dans W. Clement et R. Mahon, dir., *Swedish Social Democracy: A Model in Transition*, Canadian Scholars' Press, Toronto, 1994.
- Thomson, Andrew, "A View from Abroad", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations, 1950-1980: A Critical Assessment*, Industrial Relations Research Association, Madison, 1981.
- Toinet, Marie-France, *La chasse aux sorcières, le maccarthysme, (1947-1957)*, Éditions Complexe, Bruxelles, [1988] 1999.
- Tomlins, Christopher, L., *The State and the Unions: Labor Relations, Law, and the Organized Labor Movement in America, 1880-1960*, Cambridge University Press, New York, 1986.
- Tope, Daniel B., *The Politics of Union Decline: An Historical Analysis*, Dissertation Presented in Partial Fulfillment of the Requirements for the Degree Doctor of Philosophy in the Graduate School of the Ohio State University, Sociology, 2007.
- Toulouse, Chris, "Political Economy after Reagan", dans G. Perusek et K. Worcester, dir., *Trade Union Politics: American Unions and Economic Change, 1960s-1990s*, Humanities Press, Atlantic Highlands (New Jersey), 1995.
- Trotsky, Leon, *On the Labor Party in the United States*, Merit Publishers, New York, 1969.
- Turner, Lowell, *Fighting for Partnership: Labor and Politics in Unified Germany*, Cornell University Press, Ithaca, 1998.

- Turner, L., et R.W. Hurd, "Building Social Movement Unionism: The Transformation of the American Labor Movement", dans L. Turner, H.C. Katz et R.W. Hurd, dir., *Rekindling the Movement: Labor's Quest for Political Relevance in the 21st Century*, I.L.R. Press, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 2001.
- Tyler, Gus, "Contemporary Labor's Attitudes Toward the Negro", dans Julius Jacobson, dir., *The Negro and the American Labor Movement*, Anchor Books, Garden City, 1968.
- Valelly, Richard, « Cooperation for What? The Democratic-Labor Alliance in the Reagan-Bush Era », dans J. Jenson et R. Mahon, dir., *The Challenge of Restructuring: North American Labor Movements Respond*, Temple University Press, Philadelphie, 1993.
- Valelly, Richard M., *Radicalism in the States: The Minnesota Farmer-Labor Party and the American Political Economy*, University of Chicago Press, Chicago, 1989.
- Valenzuela, J. Samuel, *Labor Movements and Political Systems: A Conceptual and Typological Analysis*, document de travail n° 167, The Helen Kellogg Institute for International Studies, University of Notre Dame, Notre Dame, 1991.
- Vanneman, R., et L.W. Cannon, *The American Perception of Class*, Temple University Press, Philadelphie, 1987.
- Verba, Sidney, et Norman Nie, *Participation in America: Political Democracy and Social Equality*, Harper and Row, New York, 1972.
- Vergniolle de Chantal, François, « Le 104^e Congrès et le *Divided Government* dans les années 1990 », dans Pierre Lagayette, dir., *L'empire de l'exécutif américain (1933-2006): la présidence des États-Unis de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2008.
- Vile, M.J.C., *Politics in the USA*, Routledge, Londres, 1999.
- Vincent, Bernard, dir., *Histoire des États-Unis*, Champs Flammarion, Paris, 1997.
- Wallace, Michael, "Aggressive Economism, Defensive Control: Contours of American Labour Militancy", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 10, n° 1 (février) 1989, Sage Publications, Londres.
- Wallace, Michael, *The Contours of Working Class Struggle in the United States: Organization and Militancy in the Post War Period*, thèse de Ph. D., Université de l'Indiana, Bloomington, 1983.
- Wallace, Phyllis A., et James W. Driscoll, "Social Issues in Collective Bargaining", dans J. Stieber, R.B. McKersie et D. Quinn Mills, dir., *U.S. Industrial Relations 1950-1980: A Critical Assessment*, IRRAS Series, Madison, 1981.
- Wattenberg, Martin P., *The Decline of American Political Parties, 1952-1994*, Harvard University Press, Cambridge (MA), 1996.
- Wecter, Dixon, *The Age of the Great Depression, 1929-1941*, Quadrangle Books, Chicago, [1949] 1971.
- Weinstein, James, et D.W. Eakins, dir., *For a New America: Essays in History and Politics from "Studies on the Left", 1959-1967*, Random House, New York, 1970.
- Weinstein, James, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Beacon Press, Boston, 1968.

- Weir, Stan, "The Conflict in American Unions and the Resistance to Alternative Ideas from the Rank-and-File", dans James Green, dir., *Workers' Struggles Past and Present: A 'Radical America' Reader*, Temple University Press, Philadelphie, 1983.
- Weiss, Pierre, « Introduction », dans Werner Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis?*, PUF, Paris, 1992 : 9-23.
- Weller, Ken, « 1970-1972: The Lordstown Struggle and the Real Crisis in Production », consulté en ligne le 08/05/2013 à l'adresse : <http://libcom.org/library/lordstown-struggle-ken-weller>.
- Western, Bruce, *Between Class and Market: Postwar Unionization in the Capitalist Democracies*, Princeton University Press, Princeton, 1997.
- Whitfield, Stephen J., *The Culture of the Cold War*, 2^e édition, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, [1991] 1996.
- Widick, B.J., *Detroit: City of Race and Class Violence*, "revised edition", Wayne State University Press, Detroit, [1972] 1989.
- Wigderson, Seth, "The Wages of Anticommunism: U.S. Labor and the Korean War", dans Shelton Stromquist, dir., *Labor's Cold War: Local Politics in a Global Context*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 2008.
- Wilayto, P., et D. Cormier, *We Won't Go Back: The Story of the Struggle of the UMWA against the Pittston Coal Company*, United Labor Action, New York, 1990.
- Wilensky, Harold L., "Class, Class Consciousness and American Workers", dans William Haber, dir., *Labor in a Changing America*, Basic Books, New York, 1966.
- Williams, Constance, "The Status of Women Workers", dans Colston, E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Wilson, Graham K., *Unions in American National Politics*, Macmillan Press, Londres, 1979. *Work-Related Abstracts*, Information Coordinators, 1959-1972, 1973-1996, Detroit.
- Wood, Philip, *The Social Wage and Regional Capitalist Development in the United States*, contribution soumise au congrès annuel de l'Association canadienne de science politique en 1984, tenu du 10 au 12 juin à la St-Francis University.
- Wright, Eric O., *Class Counts: Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge University Press, Cambridge (G.-B.) et Maison des sciences de l'homme, Paris, 1997.
- Zelden, Charles L., *Bush vs Gore: Exposing the Hidden Crisis in American Democracy*, coll. Landmark Law Cases and American Society Series, University Press of Kansas, Lawrence, 2010.
- Zieger, R.H., et G.J. Gall, *American Workers, American Unions: The Twentieth Century*, 3^e édition, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2002.
- Zieger, Robert H., *The CIO, 1935-1955*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1995.
- Zieger, Robert H., *American Workers, American Unions*, 2^e édition, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1994.
- Zieger, Robert H., "George Meany: Labor's Organization Man", dans M. Dubofsky et W. Van Tine, dir., *Labor Leaders in America*, University of Illinois Press, Urbana et Chicago, 1987.
- Zinn, Howard, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, Lux éditeur, Paris, 2006.

- Ziskind, David, "Counter-march in Labor Legislation", appendice au chapitre 13, dans Colston E. Warne, dir., *Labor in Postwar America*, Remsen Press, New York, 1949.
- Zolberg, Aristide R., "How Many Exceptionalisms?", dans I. Katznelson et A.R. Zolberg, dir., *Working-Class Formation: Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton University Press, Princeton, 1986.
- Zwan, Natasha van der, "American Labor and the Financialization of Work: Ownership and Control in the Weirton Steel Corporation", communication présentée à l'Annual Meeting of the American Political Association réunie en congrès à Chicago en 2007.
- Zweig, Michael, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 1^{re} édition, ILR Press, Ithaca, 2000.
- Zweig, Michael, *The Working Class Majority: America's Best Kept Secret*, 2^e édition, ILR Press, Cornell University, Ithaca et Londres, 2012.

Journaux, magazines, revues

- AFL News Reporter*
AFL-CIO News
America at Work (AFL-CIO)
CIO News
Congressional Quarterly
Dissent
In These Times
Labor Notes
The League Reporter, organe de la LLPE
The Nation
The New York Times, 1935-2018
Work-Related Abstracts, 1973-1996

Une idée largement répandue au sujet du mouvement ouvrier et des syndicats américains veut qu'ils soient toujours demeurés apolitiques. Cette perception est encouragée par le fait que, contrairement à d'autres pays, l'action syndicale et les luttes populaires aux États-Unis n'ont pas connu l'émergence d'un parti distinctif, dédié à leurs intérêts propres. La scène politique y fut et reste essentiellement dominée par deux grands partis, les républicains et les démocrates. Mais qu'en est-il véritablement? À partir d'un réexamen exhaustif de toutes ces années qui vont du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale à nos jours, Serge Denis livre pour la première fois dans cet ouvrage monumental une véritable histoire du mouvement social américain et de son rapport au pouvoir politique, qu'il resitue dans ses origines et ses traditions.

Sur la base d'une très riche documentation, l'auteur reconstitue les voies, les moyens et la nature de l'action politique du syndicalisme américain depuis 1938, ses rapports au système de partis et à la mise en forme des identités partisans contemporaines. Il évalue les grandes contributions analytiques qui ont voulu rendre compte de ses pratiques et de son évolution. Il se penche sur l'intervention en politique des autres grands mouvements sociaux, celui de la population africaine-américaine, du féminisme, de la jeunesse et de la *New Left* des années 1960, notamment le développement de chacun et leurs rapports, ou l'absence de rapports, avec le syndicalisme. Enfin, Serge Denis analyse la situation d'aujourd'hui du mouvement ouvrier des États-Unis et revient à la caractérisation de ses traits d'exception. Il réussit ainsi à éclairer et à expliquer magistralement des dimensions fondamentales et déterminantes, mais trop souvent occultées, de la vie sociale et politique des États-Unis.

SERGE DENIS est professeur émérite de science politique à l'Université d'Ottawa. Docteur d'État de l'Institut d'études politiques de Grenoble, il a été président de la Société québécoise de science politique et directeur de l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa. Il a obtenu le prix Trillium du livre de l'Ontario en 2004 pour son ouvrage *Social-démocratie et mouvements ouvriers: la fin de l'histoire?* Il est l'auteur de *Un syndicalisme pur et simple. Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis, 1919-1939*.



Science politique

ISBN 978-2-7637-4788-0



9 782763 747880

Presses de l'Université Laval
pulaval.com